

Digitized by the Internet Archive  
in 2020 with funding from  
Kahle/Austin Foundation



262.8  
1965  
D6  
V.68  
1971  
(Jan. - J















1913-3

NUMERO 1577

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII



3 janvier 1971

Marygrove College Library  
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



ul VI dans la baie de Sydney, avec le cardinal Gilroy  
(cf. n. 8) (Photo Felici)

Le XX<sup>e</sup> anniversaire de l'ACO  
Sainte Catherine de Sienne



# BIBLIOGRAPHIE

— *Dictionnaire de spiritualité, ascétique et mystique. (Doctrine et histoire)* fascicules XLVI-XLVII (Hoehn-Hypocrisie). — Un vol. 22,5 × 30 cm, de la colonne 577 à 1216. Editions Beauchesne, Paris.

Le lecteur, qui n'est plus jeune, s'arrêtera évidemment aux figures qu'il a pu connaître : le P. Edouard Hugon, le P. J. Huby, le baron von Huegel etc. ; mais ce ne peut être au détriment des grandes études, comme celle sur Hugues de Saint-Victor, Humanisme et Spiritualité, Humanité du Christ... et combien d'autres dont on se détache avec peine !... Certains articles ont la valeur d'un gros livre, car les sujets sont traités à fond, et c'est le mérite de cette entreprise historique et doctrinale.

— *La Vie de Pierre Teilhard de Chardin*, par ROBERT SPEAIGHT. Traduit de l'anglais par FRANÇOIS LARLENQUE. — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 361 pages. Editions du Seuil, Paris.

Si les études sur la pensée de Teilhard sont légion, bien moins nombreuses sont les biographies le concernant. Celle de Robert Speaight vaut par la méticulosité avec laquelle l'auteur suit le déroulement de la vie de Teilhard (il a eu accès à des documents inédits), mais elle souffre sans doute d'un certain manque de synthèse.

— *La Réforme de Luther. Tome I*, par J. LORTZ (coll. « Théologie sans frontières »). Traduit de l'allemand par DANIEL OLIVIER. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 592 pages. Prix : 49 F. Editions du Cerf, Paris.

La parution de cet ouvrage en Allemagne (1939) a fait date : un auteur catholique étudiait enfin Luther avec sympathie, après une rigoureuse enquête scientifique. La traduction vient d'en être publiée en France et il s'agit là, à n'en pas douter, d'un événement œcuménique de la plus grande importance dans notre pays. Même si, entre temps, d'autres recherches luthériennes ont conduit à nuancer certaines positions de Lortz, son ouvrage restera comme un modèle de probité et de pénétration.

— *Dieu est-il occidental ? Des coopérants chrétiens interrogent*, par H. VULLIEZ (coll. « L'Evangile au xx<sup>e</sup> siècle », n° 26). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 184 pages. Prix : 16 F. Editions du Cerf, Paris.

Ce livre aidera à comprendre l'effort de Paul VI dans ses voyages hors de Rome jusqu'au centre de l'Afrique. L'Eglise des Indes, celles plus récentes encore de l'Afrique sont bien l'Eglise de Jésus-Christ, une et indivisible, présente aux Indes, en Afrique comme elle l'est à Rome ; et le Pape a bien souligné que la « négritude » doit apporter ses valeurs propres à la vie chrétienne de l'Eglise universelle.

— *Les Messagères. Messagères de mort ? Messagères de vie ?*, par SIMONE TOURNIER. — Un vol. 12,7 × 18 cm, de 172 pages. Prix : 13 F. Editions Mame, Paris.

Souffrances, maladies, vieillesse... qu'apportent-elles à la vie du chrétien ? De qui et de quoi sont-elles les messagères ? L'auteur nous donne ici le bilan d'une expérience de vingt ans au contact de la douleur sous les formes les plus diverses, un livre qui force à réfléchir sur ce problème.

— *Le Christ dans la pensée russe*, par P. EVDOKIMOV (coll. « Théologie sans frontières »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 248 pages. Prix : 24 F. Editions du Cerf, Paris.

Cet ouvrage remarquable, dont la lecture est assez ardue par endroits, permettra d'avoir une approche de la spiritualité russe si peu familière à l'Occident : il est un peu comme le testament du P. Evdokimov, récemment disparu. L'auteur qui était professeur à l'Institut orthodoxe Saint-Serge et à l'Institut supérieur d'études œcuméniques de Paris, après avoir brossé un tableau synthétique de la christologie dans la patristique orientale, détaille les caractéristiques de la spiritualité russe au cours des siècles et particulièrement de la christologie dans la théologie russe aux xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles. A la fin de l'ouvrage, des notices biographiques et bibliographiques permettent de mieux situer les représentants de cette théologie et de cette spiritualité, au cours de ces deux siècles. Chaque formulation théologique exprime une rencontre personnelle avec le Christ et un élément d'une sorte de fresque où le mystère du Christ et de l'Esprit s'unissent pour transfigurer l'univers, où l'homme ne se défile pas contre Dieu, mais en lui, par la grâce de la croix sur laquelle le Dieu vivant s'est révélé et nous a révélé l'infini de l'amour et de la liberté.

— *Morale au-delà des interdits*, par ROMANO GUARDINI (coll. « Epiphanie »). Traduit de l'allemand par JEANNE ANCELET-HUSTACHE. — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 216 pages. Prix : 16 F. Editions du Cerf, Paris.

Le célèbre professeur de Tubingue livre sous forme de méditations, en édition posthume, toute l'expérience d'une âme soucieuse, à travers les constatations de la vie quotidienne, de faire apprécier les vertus humbles et cependant si difficiles à pratiquer, pour nous amener à la justice devant Dieu, par la grâce et la pureté du cœur.

— *L'Evangile est à l'extrême*, par M.-A. COUTURIER (coll. « Evangile au xx<sup>e</sup> siècle »). Préface et présentation par le P. R. RÉGAMÉY, O.P. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 168 pages. Prix : 16 F. Editions du Cerf, Paris.

On connaît le rôle de précurseur joué par le P. Couturier dans le renouveau et la défense de l'art sacré. Directeur de la revue du même nom, où ont paru la plupart des textes contenus dans ce livre et dont certains ont le ton de la contestation, le Père a montré la nécessité de renouveler les structures mentales, en art comme dans les autres domaines, en esprit de liberté évangélique et de fidélité à l'Eglise. Les réalisations d'Assy, d'Audincourt, de Vence et de Ronchamp dont il fut le promoteur, attestent que le P. Couturier a eu raison de croire à la nouvelle aventure de l'art sacré.

— *Quel salut ?*, par ANDRÉ MANARANCHE. — Un vol. 14 × 20,3 cm, de 236 pages. Editions du Seuil, Paris.

Les ouvrages de P. Manaranche imposent toujours la réflexion parce qu'ils vont toujours au fond et à l'essentiel du problème. Après un rappel du sens du terme il examine le symbolique du salut avec ses notions de dette, pour passer en revue les *avatars du salut* dans la pensée des derniers siècles. Ce qui importe plus que jamais, c'est de s'interroger — et il le fait — sur l'Eglise comme *signe de salut*. Un livre riche en réflexions.

— *Lexique Saint-Bonaventure*. Publié sous la direction de J.-GUY BOUGEROL. — Un vol. 18,5 × 23,5 cm, de 144 pages. Editions Franciscaines, Paris.

Précieux glossaire qui aidera, théologiens et simples lecteurs, dans la lecture du grand docteur séraphique ; d'autant plus que, au cours des années, tout écrivain donne aux mots qu'il emploie des sens de plus en plus approfondis et de plus en plus amples. On fait de pareils travaux pour sainte Thérèse, comme pour Teilhard de Chardin, et ils sont nécessaires...

— *Devant toi, Seigneur. Prières pour tous les jours de l'année du Seigneur*, par MARCEL DENIS, S.C.J. — Un vol. relié toile 12,5 × 17 cm, de 770 pages. Editions Office général du livre, Paris.

C'est un recueil de prières empruntées à la Bible, pour chaque jour liturgique, accompagnées d'un bref commentaire emprunté aux textes des Pères, ou aux écrits d'auteurs religieux plus modernes.

— *Les Prêtres ont-ils perdu la mémoire ?*, par HERMAS. — Un vol. 13,3 × 18 cm, de 144 pages. Prix : 9 F. Editions Ouvrières, Paris.

— *Manuel des indulgences. Normes et concessions*. Traduction française autorisée de l'édition typique vaticane. — Vol 19 × 14 cm, de 96 pages. Editions Lethielleux.

— *Les Malades, inutiles ou superactifs ?* Un texte de TEILHARD DE CHARDIN avec réflexions et commentaires. — Brochure 16 pages. A. Bilodeau, OMI, 1201, rue Visitation, Montréal-133, Canada.

— *Agenda 1971. Thème : « L'Eglise en état de mission »*. — 32 hors-texte en héliogravure. Prix : 6 F. Centrale Saint-Jacques, 19, rue Dareau, Paris-14<sup>e</sup>.

— *Calendrier international 1971 de la JOC-JOCF*, rédigé en plusieurs langues, illustré en couleur. Prix : 3 F. 12, avenue Sœur-Rosalie, Paris-13<sup>e</sup>.

— *Libres en la caridad*, recueil de la prédication du Carême de 1970, par Mgr GONZALEZ MARTIN, archevêque de Barcelone. — Vol. 19 × 12 cm, de 184 pages. Prix : 110 pesetas. Editions Balmes, Barcelone.

— *Lettres à mes paroissiens*, par JEAN GILLET, préface de GILBERT CESBRON. — Vol. 12 × 19 cm, de 192 pages. Editions Saint-Paul.



# Actes de S. S. Paul VI

## LE PAPE ET LE MONDE : DAVID ET GOLIATH

*Audience générale du 25 novembre (1)*

A la veille de notre voyage en Extrême-Orient, il nous semble que, encore une fois, nous ne puissions parler d'autre chose, même si vous savez déjà tout à ce sujet, même si aujourd'hui un semblable voyage est, techniquement parlant, une chose simple (prodige du progrès moderne !), une chose commune et à la portée de tous.

Le fait que le Pape parte en voyage n'est plus une nouveauté. Si nouveauté il y a, elle réside dans les circonstances pratiques de ce voyage, son itinéraire, ses étapes, sa durée. Mais le fait matériel mérite-t-il tant d'intérêt ? Personnellement, nous ne voulons nous laisser aller ni à la fantaisie ni à l'émotion. Mais nous ne pouvons pas renoncer à méditer dès maintenant sur la signification, sur la valeur religieuse et humaine de cette initiative, puisque c'est au nom de notre mission apostolique que nous l'avons prise. En tant que Pape, nous allons là-bas non pas en touriste privé, et encore moins pour faire l'objet de fêtes et de cérémonies, mais en évêque et chef du Collège épiscopal, en pasteur et missionnaire, en pêcheur d'hommes (cf. Mt 4, 19), qui va à la recherche des peuples et des gens de notre temps. Nous partons pour une série de rencontres qui nous semblent refléter des scènes et des paroles de l'Evangile, pour visiter des frères et des fils, pour entrer en contact avec des hommes et des institutions, pour honorer ceux qui le méritent le plus : les responsables, les pauvres, les jeunes, ceux qui ont faim de justice et de paix, ceux qui souffrent, ceux qui sont loin.

Nous vous confierons, très chers fils, que nous avons conscience des dimensions de notre initiative, dimensions qui dépassent de beaucoup notre humble personne, et il nous semble discerner visiblement, et dans une mesure difficilement calculable, une caractéristique de l'économie du Royaume de Dieu, c'est-à-dire de l'Eglise qui, dans l'histoire, accomplit comme à son insu le plan chrétien du salut. Peut-être pourrions-nous appeler cette caractéristique le

drame des disproportions. Lorsque Dieu paraît sur notre scène humaine, terrestre et historique, quel équilibre de proportions peut-il y avoir ? Si l'homme lui-même est un nœud de disproportions (cf. PASCAL, *Pensées*, 72), qu'en sera-t-il de lui s'il se situe devant Dieu et s'unit à lui, même si Dieu s'est fait homme pour venir parmi nous en se mettant à notre niveau ? (cf. Ba 3, 38).

### Puissance et déficiences des hommes d'aujourd'hui

Pour mieux saisir cette disproportion, nous pourrions prendre une image dont la scène est l'histoire, notre histoire, notre temps dans lequel nous cherchons « les signes des temps ». Cette scène est inégale ; nous y voyons des lumières et des ténèbres ; les idéologies modernes se déchainent sur elle en rafales apparemment irrésistibles comme un ouragan dévastateur ; par contre, l'Esprit qui « souffle où il veut » (Jn 3, 8) apporte une fraîche brise de printemps. Sur cette scène, trois personnages. L'un, qui l'occupe tout entière, c'est la multitude incalculable des hommes d'aujourd'hui, plus nombreux, assurés et conscients d'eux-mêmes que jamais, ayant entre leurs mains des instruments formidables qui leur donnent une puissance prodigieuse, angélique ou diabolique, salutaire ou meurtrière, une puissance qui leur fait dominer la terre et le ciel et souvent les rend esclaves d'eux-mêmes. Ce sont des géants chancelants, faibles et aveugles, recherchant le repos et l'ordre avec agitation et fureur, au fait de tout et sceptiques sur tout, y compris leur propre destin, charnellement effrénés et spirituellement désordonnés... Il semble qu'une chose commune les caractérise tous : ils sont malheureux, il leur manque quelque chose d'essentiel. Qui peut les approcher ? Qui peut leur faire distinguer le nécessaire parmi tout le superflu qu'ils connaissent ? Qui peut les comprendre et dissiper les doutes qui les tourmentent pour les transformer en vérité ? Qui leur révélera la vocation cachée dans leur cœur ? Ces foules sont un océan ; elles sont l'humanité qui occupe toute la scène, l'humanité qui passe lentement et tumultueusement, l'humanité qui fait l'histoire.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 26 novembre 1970. Traduction, titre et sous-titres de la DC. Cette allocution a été prononcée la veille du départ de Paul VI pour son périple en Extrême-Orient.

Il n'y a pas eu d'audience générale les 2, 9 et 16 décembre en raison du voyage du Pape et ensuite d'une grippe qui l'a obligé à s'aliter.



## Petitesse dérisoire de l'apôtre

Le deuxième personnage est petit comme une fourmi, faible, désarmé, une « quantité négligeable » (2). Il cherche à se frayer une place au milieu de cette marée humaine ; il s'obstine à vouloir dire quelque chose, se faire entendre ; il prend l'aspect d'un maître, d'un prophète. Il affirme qu'il ne parle pas en son nom propre, mais ses paroles sont mystérieuses et infaillibles ; leur écho est multiple et répercuté dans toutes les langues humaines. Mais ce qui frappe le plus dans cette présence, c'est sa disproportion, sur le plan du nombre, de la qualité, de la puissance, des moyens, de l'actualité... Mais ce petit homme, vous avez compris qui il est : c'est l'apôtre, le messager de l'Évangile, le témoin ; et dans notre cas, c'est le Pape, le Pape qui ose se mesurer avec les hommes. C'est David et Goliath. D'autres évoqueront Don Quichotte. Il y a là quelque chose de dérisoire, de dépassé, embarrassant, dangereux, ridicule. C'est du moins ce que l'on entend dire, et les apparences semblent justifier ces commentaires. Mais le petit homme, lorsqu'il réussit à obtenir un peu de silence et à rassembler un auditoire, parle avec une certitude qui n'appartient qu'à lui. Il dit pourtant des choses inconcevables, il parle des mystères d'un monde invisible, bien que proche, le monde divin, le monde chrétien, mais ce sont des mystères. Les uns rient, d'autres lui disent, comme à saint Paul, devant l'aréopage d'Athènes : « nous t'écouterons une autre fois ». (Ac 17, 32-33).

## Présence du Christ dans le monde

Mais il en est qui l'écoutent et qui discernent dans ses paroles humbles, mais sûres, deux accents originaux et très doux qui résonnent merveilleusement au fond de leur âme : la vérité et l'amour. Ils s'aperçoivent que celui qui les prononce n'en est que l'instrument ; que cette Parole existe en soi et qu'elle vient d'un autre. Où était et où est cet autre ? Qui était-il et qui est-il ? Il ne pouvait et il ne peut être qu'un être vivant, une personne essentiellement Parole, le Verbe fait chair, le Verbe de Dieu. Où était et où est le Verbe de Dieu fait chair ? Parce qu'il est évident qu'il était et qu'il est présent. Et c'est le troisième personnage présent sur la scène du monde, le personnage qui la domine et l'occupe tout entière là où il est accueilli par une voie distincte, mais non étrangère au savoir humain, la voie de la foi.

O Christ, vérité et amour, es-tu ici avec nous, en ce monde si évolué et si confus ; en ce monde si corrompu et si cruel lorsqu'il est satisfait de lui-même, si innocent et attachant lorsqu'il se fait enfant dans l'esprit de l'Évangile ; en ce monde si intelligent, mais si profane, et souvent si volontairement aveugle et sourd à tes signes ; en ce monde que tu as aimé jusqu'à la mort, toi qui es source de la vie, toi qui t'es révélé dans l'amour, toi qui es le salut et la joie du genre humain ? Es-tu ici, où l'Eglise, ton sacrement et ton instrument (cf. *Lumen gentium*, n° 1, 48 ; *Gaudium et spes*, n° 45), t'annonce et te porte ?

Voilà la scène qui se déroule continuellement au cours des siècles et qui connaîtra un instant d'indicible réalité au cours de notre voyage.

Participons-y spirituellement tous ensemble, très chers frères et fils. Avec notre bénédiction apostolique.

## DIFFICULTES EXTERNES ET INTERNES

### DE L'EGLISE

*Voici l'allocution que Paul VI a prononcée le dimanche 15 novembre, avant la récitation de l'Angelus :*

L'une des impressions suscitées par les différents événements qui caractérisent la vie de l'Eglise ces derniers temps, c'est que cette vie revêt un aspect doublement dramatique qui semble correspondre à cette description donnée par saint Paul et qui n'a rien perdu de sa vérité : « au-dehors, des luttes ; au-dedans, des craintes ». (2 Co 7, 5.) Nous croyons que tous les bons fils de l'Eglise en sont conscients. Il semblerait qu'en général la religion, ainsi que les institutions dans lesquelles elle s'exprime, soit extérieurement assez tranquille et respectée. Quelle est la réalité qui se cache derrière cette apparence ? Il est malheureusement trop facile de le voir. Un légalisme oppresseur dans tant de pays, un sécularisme anticlérical dans d'autres, un athéisme, peut-être pacifique, mais radical sur le plan de la pensée et de la vie, tentent un peu partout d'étouffer la pensée chrétienne et les institutions qui s'en inspirent. Tout doit être laïc, aconfessionnel, vide de principes religieux honnêtement professés.

L'Eglise résiste, souffre et lutte comme elle peut. Elle survit parce que Dieu l'assiste et parce que certains de ses fils sont forts. Mais peut-être sommes-nous dans les jours annoncés par le Christ : « Par suite de l'iniquité croissante, l'amour se refroidira chez le grand nombre. » (Mt 24, 12.)

Et que dire des conditions internes de l'Eglise ? On y voit certainement des signes merveilleux de vitalité, de spiritualité, de sainteté. Mais n'est-ce pas pour tous un motif d'étonnement, de peine et de scandale que ce soit précisément au sein de l'Eglise que naissent inquiétudes et infidélités, et souvent du fait de ceux qui, par les engagements qu'ils ont pris et les charismes qu'ils ont reçus, devraient être plus fidèles et plus exemplaires ? Il semble pour certains que ce soit une libération que de s'affranchir de l'autorité de l'Eglise, gardienne de son unité et stimulant de sa charité, alors que bien souvent, comme l'écrivait saint Pierre, il ne s'agit que d'un voile hypocrite jeté sur leur mauvaise volonté (1 P 2, 16).

C'est pourquoi la souffrance intérieure que ses fils lui infligent par certaines aberrations doctrinales, par certains scandales moraux, par certains manques de scrupules en matière de discipline, est parfois plus dure pour l'Eglise que celle provenant des difficultés extérieures.

Nos paroles évoquent le ton de la liturgie eschatologique de cette semaine. Mais nous vous avons rappelé cela parce que nous avons besoin de vous, parce que nous avons confiance en vous et dans le peuple de Dieu. Les bons doivent être plus fortement bons ; les fidèles plus résolument fidèles. Qu'il en soit ainsi avec l'aide de Marie, la Vierge très fidèle.

(Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'OR des 16-17 novembre.)

(2) En français dans le texte.



# Actes du Saint-Siège

## SOCIÉTÉS INDUSTRIALISÉES ET CONDITION HUMAINE

*Lettre pontificale à la 40<sup>e</sup> Semaine sociale d'Italie*

*A l'occasion de la 40<sup>e</sup> Semaine sociale d'Italie qui s'est tenue à Brescia, du 30 octobre au 4 novembre, sur le thème : « Structures des sociétés industrialisées et leur incidence sur la condition humaine », le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé la lettre ci-après, au nom du Saint-Père, au cardinal Siri, archevêque de Gênes, président du Comité permanent pour les Semaines sociales d'Italie (\*) :*

MONSIEUR LE CARDINAL,

A la veille de la 40<sup>e</sup> Semaine sociale des catholiques d'Italie, à laquelle la ville de Brescia s'apprête à offrir une digne hospitalité, avec la diligence efficace et intelligente qui caractérise la terre lombarde, le Saint-Père désire exprimer, par mon intermédiaire, à Votre Eminence ainsi qu'à tous les participants de la session, ses vœux paternels pour son plein succès.

C'est avec une grande satisfaction que Sa Sainteté a pris connaissance du choix d'un thème qui, par bien des aspects, s'avère d'une grande actualité et requiert l'engagement profond de tous ceux qui sont appelés à agir dans la vie sociale : « Structures des sociétés industrialisées et leur incidence sur la condition humaine ». En effet, il est facile de comprendre qu'une telle analyse aboutit aujourd'hui à une conclusion généralement admise et à laquelle les chrétiens ne peuvent se soustraire : l'urgente nécessité d'offrir à l'homme d'aujourd'hui des perspectives renouvelées d'un humanisme total, moderne et chrétien.

De fait, l'évolution des structures industrielles vers une forme nouvelle de société — celle qu'on appelle la société technologique — a suscité des problèmes et des interrogations d'une telle gravité pour la vie collective des hommes qu'elle exige une remise en question de l'homme et de la société.

Il s'agit d'approfondir la confrontation entre les valeurs universelles de la personne humaine et la succession des événements dans la réalité du monde contemporain, afin de mieux le comprendre, afin d'affronter avec plus de confiance les requêtes de la société technologique auxquelles les schémas rigides traditionnels ne sont plus à même de fournir une solution adéquate.

### Réagir contre un pessimisme généralisé

Pour que cette Semaine sociale puisse, comme les précédentes, porter les fruits originaux qu'on en attend,

(\*) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 28 octobre 1970. Titre et traduction de la DC.

il semble opportun que ses travaux s'effectuent dans une triple direction : faire l'inventaire, avant tout, des problèmes humains les plus graves qui se posent aujourd'hui, spécialement en Italie, à la suite de la rapide évolution de la société industrialisée ; en second lieu, souligner les causes principales qui sont à l'origine du malaise et de la contestation du système, avec les dangers corrélatifs de déshumanisation que cela comporte ; enfin, réagir contre un pessimisme trop répandu, en mettant en lumière les perspectives positives de l'évolution en cours, celle-ci constituant une occasion des plus propices offerte au monde contemporain pour qu'il découvre ses valeurs humaines intimes et s'ouvre à l'esprit chrétien.

Une grande partie des pays du monde sont désormais entrés dans un stade d'industrialisation où même la grande masse de la population jouit d'un niveau de vie toujours plus élevé. Mais précisément, en même temps que ce progrès économique et technique, croissent également les motifs d'inquiétude et de malaise. Les efforts humains pour augmenter la production, la tension vers la réussite, l'incertitude provenant de la conjoncture négative, qui font souvent de la personne et de la famille les esclaves du rythme imposé par les nouvelles techniques de travail, et conduisent à l'entassement dans les quartiers industriels des villes, posent de graves questions du point de vue humain. On peut se demander si les sacrifices qui en sont la conséquence et que l'on peut difficilement calculer du point de vue quantitatif — la congestion et le bruit des villes, la violation des beautés de la nature, la pollution de l'air et de l'eau — sont vraiment contrebalancés par le progrès économique. On constate un progrès énorme de la technique, des sciences positives et de l'économie. La maîtrise de l'homme sur les forces de la nature croît de jour en jour. Mais on ne peut toujours affirmer que la capacité d'en faire bon usage aille de pair avec les conquêtes techniques. Voilà quelques-uns des problèmes qui se posent à tous les pays dont le développement technique est élevé et qui démontrent que la seule abondance de biens économiques ne coïncide pas avec le véritable bien-être de l'homme.

En Italie, plus que dans les pays de vieille tradition industrielle, le processus de transition a été très rapide. L'exode des campagnes a atteint des proportions fort élevées. Des millions de citoyens, souvent sans une suffisante préparation technique et intellectuelle, sont passés en peu d'années d'un genre de vie simple et modeste à un cadre hautement industrialisé ; d'une agriculture qui conservait encore des traits de l'économie de subsistance à une vie dominée par l'économie monétaire ; d'une société à dimensions humaines à une société dépersonnalisée.

Tout en reconnaissant volontiers les efforts méritoires accomplis par les pouvoirs publics et les entreprises

privées pour stimuler le développement des régions défavorisées, on doit également admettre que les déséquilibres économiques et sociaux entre les régions plus riches et les régions plus pauvres sont encore loin d'être comblés et que ces déséquilibres, au lieu de diminuer, vont peut-être même en s'aggravant. De plus, malgré la création de millions d'emplois dans l'industrie, on ne peut oublier le sort de milliers de personnes qui ont cherché du travail dans un autre pays. Elles vivent loin de leurs familles, dans un cadre culturel très différent, en face de comportements et de modes de pensée qui leur sont étrangers, presque en marge de la société pour ce qui est de la langue, de l'instruction et des coutumes.

## Technologie, organisation et efficacité

De tels changements rapides dans les conditions de vie de millions d'hommes et les déséquilibres de structures qui persistent encore, aggravent le malaise et mettent en danger la stabilité et l'harmonie de nombreux pays industrialisés; les conflits vont souvent jusqu'à la limite de la rupture et s'exacerbent dans des contestations parfois irrationnelles et violentes.

Pour cette raison le Saint-Père désire qu'à la Semaine sociale de Brescia on attire l'attention sur les effets dangereusement déshumanisants des sociétés industrialisées, dont les motivations sont l'efficacité, devenue la norme suprême d'évaluation et de jugements, la prééminence accordée à la consommation aux dépens des autres considérations d'ordre humain, et la subordination de la personne aux exigences de l'organisation.

La priorité donnée à l'efficacité est devenue désormais un mythe : qui ne travaille pas en termes de rendement se trouve placé en marge de la société, isolé, détruit; l'hégémonie de la consommation accorde plus de pouvoir, d'attention et d'estime à qui consomme davantage, sans référence aux valeurs morales; la suprématie de l'organisation aux dépens de la personne est favorisée par l'automation dans l'économie et la vie sociale.

Il existe d'autres graves dangers qui menacent l'homme d'aujourd'hui en raison des structures caractéristiques de la société industrialisée : la manipulation croissante de l'homme et la naissance d'une société sans âme, capable d'étouffer les cultures et les plus hautes expressions de l'esprit humain.

Dans la société technologique, l'homme ne réussit pas à échapper au dilemme : ou bien s'adapter, de guerre lasse, en acceptant d'être conditionné dans son comportement par l'ambiance dans laquelle il vit, ou bien s'y refuser en courant le danger d'aboutir à un isolement complet.

Elle n'a plus pour fins l'homme et son développement intégral la société qui, plutôt que de résoudre les problèmes dérivés du progrès scientifique et technique, tente d'éviter que de tels problèmes ne surgissent.

En outre, aujourd'hui, la survivance de la culture de chaque peuple, expression d'authentique richesse humaine, est mise en péril par la mentalité technologique, par la prédominance de la civilisation scientifique et technique, laquelle met obstacle aux valeurs de contemplation sous toutes leurs formes.

De telles déviations suffisent à elles seules à justifier le jugement de l'encyclique *Populorum progressio* : « La technocratie de demain peut engendrer des maux non moins redoutables que le libéralisme d'hier. » (*Populorum progressio*, n. 34.)

C'est donc avec raison que l'on peut conclure en affirmant que le temps est venu d'un examen critique, dans un sens chrétien, des structures fondamentales des sociétés industrialisées et de leurs incidences sur la condition humaine.

Imaginer et créer les institutions qui doivent garantir une vie collective plus humaine, comme l'a dit Pie XI, est la tâche de tous ceux qui, aujourd'hui, travaillent dans le monde pour la justice sociale : « La justice sociale doit pénétrer complètement les institutions même et la vie tout entière des peuples; son efficacité vraiment opérante doit surtout se manifester par la création d'un ordre juridique et social qui informe en quelque sorte toute la vie économique. » (*Quadragesimo Anno*, n. 87.)

## Les choix de l'homme

Il n'appartient pas à l'Eglise de définir les nouvelles structures de la société industrielle, étant donné que celles-ci ne peuvent être indiquées a priori ou par des méthodes purement déductives. Elles doivent, au contraire, jaillir d'un dialogue entre toutes les parties intéressées, dans lequel il est inévitable que les parties apportent leurs préjugés, leurs opinions toutes faites, et surtout les intérêts de groupes et le poids de leur force de pression. On ne peut faire totalement abstraction de tels sentiments et intérêts, c'est-à-dire de l'affrontement parfois vif entre les aspirations, les tensions, les attentes des positions respectives; mais puisque l'essentiel de la justice consiste à donner *unicuique suum*, si l'on veut qu'une décision soit juste, on ne peut jamais faire prévaloir uniquement et unilatéralement l'intérêt propre, que ce soit celui d'un individu ou d'un groupe particulier, sans respecter les droits d'autrui. En conséquence, quiconque veut imposer par la force sa propre conception de l'ordre social sans respecter et accueillir le point de vue et l'attente de tous les autres, en récusant la méthode de discussion ouverte et le débat public, ne veut pas la justice, ne préconise pas le vrai respect de la personne et de la vie humaine dans la liberté, mais fait du pouvoir et de la lutte les normes suprêmes de l'ordre social.

D'autre part on ne peut ignorer les aspects humains que présente aujourd'hui la société industrialisée, à travers les déséquilibres que nous avons déjà mentionnés. A vrai dire, il n'est pas difficile de découvrir que cette société contient en elle la possibilité d'un processus d'affirmation intégrale de l'homme et, en même temps, qu'elle peut le pousser à se solidariser avec ses frères.

En ce qui concerne le premier aspect, indiqué plus haut, personne n'ignore que l'homme n'a jamais été autant qu'aujourd'hui dégagé des nécessités matérielles, qu'il n'a jamais eu une conscience aussi profonde de ses droits et de ses devoirs, tout cela allant de pair avec une aussi large possibilité de les exercer.

On comprend dès lors que le danger provienne plutôt des choix qu'il est appelé librement à effectuer, dans le but d'humaniser au maximum les diverses applications rendues possibles par les acquisitions de la science et de la technique. Si le progrès se transforme en une fin en soi, la technologie ne peut libérer l'homme, mais devient le tombeau de sa liberté, les vastes ressources des biens de consommation ne répondent pas aux aspirations les plus profondes des êtres humains. C'est en ce sens que le Saint-Père souhaite qu'une étude approfondie sur ce sujet soit l'occasion non seulement de dépasser les idéologies en ce qu'elles ont d'inadapté et d'erroné, mais surtout d'approfondir les possibilités que l'industrie peut offrir à l'homme dans le but de le rendre plus libre et plus adulte. Un large débat, empreint de sérénité, permettra d'examiner séparément, à cet égard, les transformations caractéristiques qui affectent les coutumes de l'individu et de la famille; les changements profonds dans les forces organisées et dans les rapports sociaux; les nou-



velles justifications que l'on se propose dans l'idéal ; les structures du pouvoir dans l'entreprise, dans l'ensemble de l'économie et dans la communauté politique, de manière à pouvoir proposer des critères qui ouvrent la voie à l'amélioration de la condition humaine.

Quant à la conscience de l'autre aspect humanisant de la technologie, c'est-à-dire de la solidarité universelle, il suffit de rappeler que les plus récents développements des structures industrialisées ont mis dans une plus grande lumière une telle nécessité, qui favorise la pleine maturation de l'homme en tant que personne. Dans les divers domaines de l'organisation, de l'automatisation, de la recherche scientifique et de l'élaboration culturelle, on ne peut plus se cantonner dans des limites géographiques, ni dans des cultures diverses, ni dans des préjugés idéologiques. C'est ainsi que naît l'expérience vécue du destin commun de l'humanité tout entière, trait caractéristique de la société en état d'industrialisation avancée, où se font jour de nouvelles attitudes même sur le plan de la psychologie.

En face d'une telle réalité, la présence du chrétien dans le monde est appelée à se transformer en une prise de conscience constructive, étant donné que sa critique ne doit jamais être stérile ni purement négative.

### Prise de conscience constructive des chrétiens

Le chrétien est non seulement appelé à mener à son achèvement l'œuvre de la création, selon ses lois intimes de développement, mais aussi à infuser une âme chrétienne à la créature nouvelle, de manière que celle-ci apparaisse vraiment dans sa réelle dimension surnaturelle.

Le chrétien est appelé avant tout à affronter la construction du monde en même temps que tous les autres hommes, s'attachant à utiliser raisonnablement la science et l'expérience et à orienter toutes les applications des techniques modernes vers le service des valeurs permanentes de la personne et de la vie collective des hommes.

Mais il sait bien, lui, grâce à la Révélation qu'il a accueillie, qu'il existe un unique plan de la Providence, pour lequel la condition naturelle de l'homme est inséparable de sa destinée surnaturelle, au point que la capacité de développement harmonieux de la réalité humaine, avec l'usage intelligent et responsable de toutes les forces du cosmos, est garantie par la croissance intérieure des forces spirituelles, qui apportent à ce cosmos la vie divine et le font progresser vers sa plénitude éternelle en Dieu. En ce sens, pour employer l'expression de *Populorum progressio* : « L'homme ne se réalise lui-même qu'en se dépassant. » (N. 42.)

Pour cette raison, le fidèle reconnaît que les diverses étapes de la civilisation humaine, dont l'industrialisation constitue elle aussi un des moments, sont autant de pas autonomes et nécessaires sur le libre chemin de l'homme vers sa fin surnaturelle.

La réflexion chrétienne restitue ainsi au progrès scientifique et technique, non seulement ses dimensions naturelles et la capacité de servir toutes les vraies finalités humaines, mais aussi sa valeur éternelle.

Le chrétien sait, en outre, que s'ajoute à la pratique de la justice et de la solidarité le précepte universel de l'amour et de la charité, qui comprend et transcende les deux premiers. Cela ne veut pas dire qu'il existe une opposition entre solidarité et charité puisque l'amour chrétien ajoute aux exigences objectives de la justice sociale la vision transcendante du destin humain et de sa relation éternelle avec Dieu. La vie chrétienne vécue donne au fidèle la force de l'amour surnaturel qui le pousse à agir, avec liberté et solidarité, égale-

ment dans les divers domaines techniques du progrès humain.

C'est dans un tel esprit que le Souverain Pontife salue la 40<sup>e</sup> Semaine sociale, qui ouvre ses travaux à Brescia, ville qui lui est si chère, dans la confiance pleine d'espoir que les résultats de la session pourront offrir de très claires indications et la possibilité de découvrir par la suite, dans le progrès de la science et de la technique, les grandes interrogations de l'existence humaine.

Tels sont les vœux qui jaillissent du cœur du Saint-Père, lequel envoie bien volontiers à tous les participants de la Semaine, et en particulier à Votre Eminence, sa paternelle Bénédiction apostolique.

Je profite volontiers de la présente occasion pour assurer Votre Eminence de mes sentiments de profonde vénération.

Jean, cardinal VILLOT.

Du Vatican, le 24 octobre 1970.

## LETTRE PONTIFICALE AU SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR SAINT JOSEPH

*Du 29 novembre au 6 décembre, s'est tenu à la Domus Mariae, à Rome, un Symposium international sur saint Joseph. Au nom du Saint-Père, le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a fait parvenir au P. Germain Marie Lalande, supérieur général de la congrégation de la Sainte-Croix, la lettre ci-après qui a été lue aux congressistes par le cardinal Garrone, président du Symposium (1) :*

MON RÉVÉREND PÈRE,

C'est avec une particulière satisfaction que Sa Sainteté a appris, par votre entremise, que se tiendrait à Rome, du 29 novembre au 6 décembre prochains, un Symposium international sur saint Joseph, à l'occasion du centenaire de la proclamation de celui-ci comme patron de l'Eglise universelle, le 8 décembre 1870, par la volonté du Pape Pie IX.

Le Souverain Pontife sait que l'initiative de ce Symposium est due principalement à la Société nord-américaine de Joséphologie de Montréal, au *Centro Espanol de Investigaciones Josefinas*, au *Centro Studi San Giuseppe* de Rome et au Centre mexicain d'études sur saint Joseph, cependant que votre congrégation assure une bonne part du secrétariat. Aussi m'a-t-il chargé de vous exprimer en son nom, ainsi qu'aux directeurs de ces méritants Instituts, à leurs membres et aux dévoués

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 13 décembre 1970. Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.

collaborateurs de la rencontre romaine, ses félicitations et ses paternels encouragements.

Certes, la commémoration centenaire de la proclamation de saint Joseph comme patron de l'Eglise universelle, qui vient peu d'années après l'insertion de son nom au canon romain de la messe (2) et la Lettre apostolique *le Voici* du Pape Jean XXIII (AAS 52, 1961, p. 205-213) (3) au sujet de la dévotion au saint Patron de l'Eglise, ne semble pas exiger une nouvelle intervention du Saint-Siège pour le culte même de saint Joseph. Mais le Symposium international mérite une particulière attention, dans la mesure où il envisage d'étudier de façon plus approfondie la personnalité spirituelle du saint Patriarche et la mission spéciale qui lui revient dans l'Eglise, comme prolongement du rôle qu'il joua dans la Sainte Famille, berceau et modèle de la sainte Eglise.

## Historique du culte de saint Joseph

Il faut bien commencer par le reconnaître, non sans un secret dessein de la divine Providence, c'est seulement sur le tard que l'Eglise a pris, avec une certaine ampleur, une claire conscience de la dignité et de l'éminente sainteté de saint Joseph, époux virginal de Marie et père putatif de Jésus-Christ. Son culte, apparu en Orient, s'est répandu lentement en Occident, vers le IX<sup>e</sup> siècle, de façon surtout privée. Quant à la doctrine, bien que ne manquant pas, même dans l'Antiquité, des Pères et des écrivains ecclésiastiques ayant parlé de saint Joseph avec une grande vénération, aucun d'eux ne semble avoir consacré de sermon ou de traité spécial à celui que l'Evangile présente comme « *vir Mariae* » (Mt 1, 19). « *iustus* » (*ibid.*), père du Christ, non seulement putatif (cf. Lc 3, 23) et nourricier, mais aussi légal (cf. Mt 1, 16), sans qu'il soit cependant père au sens naturel et plénier du mot puisque Jésus est né de Marie conçu du Saint-Esprit (Mt 1, 20).

C'est au grand Docteur marial saint Bernard de Clairvaux qu'on peut reconnaître le mérite d'avoir été un précurseur en ce domaine, pour célébrer les louanges du chaste et très fidèle époux de Marie (cf. homélie *Super missus est*; PL 183, 60). Au cours des siècles, son exemple fut suivi, de façon toujours croissante, par d'autres illustres écrivains et saints, parmi lesquels on peut citer Pierre d'Ailly (XIV<sup>e</sup> s.), Jean Gerson (XIV<sup>e</sup> s.), saint Bernardin de Sienne, O.F.M. (XV<sup>e</sup> s.), Isidoro de Isolani, O.P. (XVI<sup>e</sup> s.).

## La théologie sur saint Joseph

Il est ensuite réconfortant de constater qu'à notre époque, à la suite de la proclamation de saint Joseph comme patron de l'Eglise universelle, de la publication de l'encyclique *Quamquam pluries* du 15 août 1889 — par laquelle Léon XIII (*Acta Leonis XIII*, vol. IX, 1899, p. 175-182) illustre amplement les fondements théologiques du patronage de saint Joseph, — après, enfin, le développement des études mariologiques, la théologie sur saint Joseph a réalisé de remarquables progrès, tant du côté historique que du côté spéculatif, comme on peut le voir notamment dans les publications telles que *Estudios Josefinos* et les *Cahiers de Joséphologie*. La recherche a touché, en effet, les principaux aspects de la personne et de la mission de saint Joseph : la nature de son mariage avec Marie et de sa paternité par rapport à Jésus ; sa participation à la grâce de l'union hypostatique ; sa présence dans le mystère de

l'Incarnation et de la naissance du divin Sauveur ; sa physionomie morale et son éminente sainteté ; son intime collaboration à l'histoire du salut ; l'universalité et l'efficacité de son patronage en faveur du Corps mystique ; l'exemple de cet ouvrier de Nazareth, plein de grandeur en son humilité, par rapport au monde des travailleurs chrétiens ; le devoir et l'utilité de rendre un culte spécial à celui qui, de tous les hommes, fut le plus proche de Jésus le Rédempteur, et de sa très sainte Mère, non seulement en partageant leur vie, leurs joies et leurs douleurs, mais encore en imitant fidèlement les sublimes exemples de vertu donnés par le divin Enfant dont il est dit, à Nazareth : *Proficiebat sapientia, et aetate, et gratia apud Deum et homines* (Lc 2, 52).

## Objectifs pastoraux

Le prochain Symposium international mobilisera l'attention et l'étude d'un groupe nombreux et choisi de théologiens et d'historiens de tous pays, sur le thème « Saint Joseph durant les quinze premiers siècles de l'Eglise ». Il s'annonce comme un événement d'importance pour les nouveaux progrès qu'il peut amener en matière de Joséphologie comme pour le bien spirituel de l'Eglise. Sans oublier l'avertissement de saint Paul : « *Scientia inflat, caritas vero aedificat* » (1 Co 8, 1), on peut légitimement espérer que ces études sur le Patron céleste de l'Eglise contribueront avant tout à augmenter la foi, l'amour, à développer une solide piété envers le chaste époux de Marie et le père putatif de Jésus. Ainsi le Peuple de Dieu sera en mesure de toujours mieux comprendre et apprécier la place singulière que la Providence a confiée à Joseph, en union avec Marie son épouse, dans le mystère du Christ et de l'Eglise. Les époux chrétiens, pour leur part, pleins d'admiration envers Marie et Joseph, modèles incomparables de l'amour conjugal et, d'une façon très spéciale, de la chasteté, seront encouragés à demeurer toujours fidèles au lien de leur mariage, marqué par la sainteté, l'unité et l'indissolubilité, élevé par la grâce à la dignité de symbole de l'union du Christ avec son Epouse mystique, l'Eglise, devenu par là même le moyen très efficace de leur propre sanctification comme de leur vrai bonheur.

C'est en formulant ces vœux pastoraux que le Saint-Père vous envoie, ainsi qu'à tous les participants du Symposium international, en gage des grâces de lumière qu'il implore sur eux et sur leurs travaux, sa paternelle Bénédiction apostolique.

En vous transmettant ce message, je vous assure, mon Révérend Père, de mon cordial dévouement en Notre-Seigneur.

Du Vatican, le 25 novembre 1970.

JEAN, cardinal VILLOT.

---

— *La Foi d'un mal-croyant*. Mentalité scientifique et vie de foi, par PHILIPPE ROQUEPLO, O.P. (coll. « Cogitatio Fidelis »). — Un vol. in-8° carré, de 352 pages. Prix : 32 F. Editions du Cerf, Paris.

Polytechnicien et ingénieur, théologien, l'auteur pose nettement, sans en cacher les difficultés, bien au contraire le problème de la foi dans la conscience d'un scientifique d'aujourd'hui. C'est le problème de l'existence de Dieu qu'il pose nettement et dont il cherche la solution telle qu'elle soit acceptable pour une mentalité vraiment scientifique. C'est, en plus d'une page, le témoignage personnel qui concrétise le problème. En nos jours où l'esprit scientifique semble façonner une communauté de culture athéiste, ce témoignage, qui pousse les choses à bout, est à retenir et à relire.

(2) Cf. DC 1962, n° 1390, col. 1575.

(3) DC 1961, n° 1349, col. 417 et s.



## Le voyage de Paul VI en Extrême-Orient

### (II<sup>e</sup> partie : Australie, Indonésie, Hong Kong, Ceylan)

#### SYDNEY

*Venant des îles Samoa (1), Paul VI est arrivé à Sydney le lundi 30 novembre, à 17 h 30 (2). Il a été reçu à l'aéroport notamment par le gouverneur, sir Paul Hasluck, le premier ministre, John Gorton, et le cardinal Gilroy, archevêque de Sydney. Après avoir salué le maire de la ville, il s'est rendu à la cathédrale Sainte-Marie, où il a célébré la messe, puis il a gagné la délégation apostolique qui a été sa résidence pendant son séjour en Australie.*

#### ALLOCUTION AUX EVEQUES D'OCEANIE

*Dans la matinée du 1<sup>er</sup> décembre, de 9 heures à 12 heures, après avoir traversé la baie de Sydney en bateau, il a participé, dans la crypte de la cathédrale, aux travaux de la Conférence épiscopale d'Océanie, où il a entendu une vingtaine d'interventions. Voici l'allocution qu'il a adressée aux soixante-douze évêques (3) :*

Ce n'est pas seulement pour vous parler que nous sommes venu parmi vous, mais aussi et spécialement pour vous écouter. Et nous vous avons écouté volontiers, portant particulièrement notre attention sur les conclusions de votre assemblée. Nous nous ferons un agréable devoir de nous rappeler vos discours et de réfléchir sur vos discussions et délibérations,

(1) Voir le compte rendu de la première partie du voyage de Paul VI (Pakistan Philippines, Samoa) dans notre numéro précédent, p. 1102 et s.

(2) Heure locale, il en est de même pour tous les horaires indiqués dans ce dossier.

(3) Pour ce texte comme pour ceux qui suivent, nous publions, sauf indications contraires, les traductions des textes anglais diffusées par la Salle de presse du Saint-Siège. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Sur 13 millions d'habitants, l'Australie compte 3 135 000 catholiques. Au recensement de 1966, 3 877 473 se déclaraient anglicans, et 1 124 310, méthodistes.

enregistrant pour nous et pour l'Eglise entière votre expérience et votre sagesse, tant dans le domaine de la doctrine qu'en celui du gouvernement pastoral de l'Eglise ; et c'est pourquoi nous nous abstenons pour le moment de commenter les thèmes que vous avez traités au cours de cette réunion.

Nous ne voulons pas, toutefois, nous priver du plaisir ni nous dispenser du devoir de vous adresser, en une occasion aussi particulière et favorable, un mot fraternel, en revenant sur le thème de l'unité dans l'Eglise et de l'Eglise. Cette rencontre même est une célébration aussi bien de cette note extérieure et distinctive de l'Eglise du Christ que de la propriété intérieure et mystérieuse de cette même Eglise que le Christ, de toute évidence et selon la plus haute manifestations de sa volonté *ut sint unum* (Jn 17, 11-21, 22-23), a fondée dans l'unité.

#### L'unité de l'Eglise

Ensemble, réfléchissons un moment sur l'unité de l'Eglise. Nous ferons bien de remarquer combien la pensée théologique s'est intéressée à ce thème durant les siècles : depuis les expressions inoubliables et prophétiques de la *Didaché* (cf. IX, 4 ; X, 5) et des lettres de saint IGNACE d'Antioche (cf. Philad. 4 ; Eph. 2 ; Smyr. 1, 2, etc.), jusqu'au traité de saint CYPRIEN (*de catholicae Ecclesiae unitate*), à la pensée de saint AMBROISE (cf. Ep. 11, 4 ; PL 16, 986), de saint AUGUSTIN spécialement, de saint LÉON ; et aux grands théologiens médiévaux (cf. *S. Th.* III, 8), à ceux de la Renaissance (cf. CAJETAN, BELLARMIN, SUAREZ), pour en arriver aux modernes (cf. J. Adam MOEHLER surtout, ainsi que NEWMAN, SCHEEBEN, PERRONE, CLÉRISSAC, CONGAR, HAMER, le cardinal JOURNET, dans sa grande synthèse sur l'Eglise du Verbe incarné) et finalement aux théologiens postconciliaires (parmi bien d'autres, cf. PHILIPS, etc.). Nous n'oublierons pas la grande encyclique *Mystici Corporis* du Pape Pie XII, et nous aurons toujours présents à l'esprit les documents du Concile Vatican II, en particulier les deux Constitutions *Lumen gentium* et *Gaudium et spes*, dans lesquelles est exprimée d'une manière incomparable la conscience doctrinale de l'Eglise sur elle-même et sur sa position historique et concrète dans le monde contemporain.

Nous nous permettons de vous rappeler ce grand fait culturel de l'Eglise contemporaine



à cause de son importance primordiale dans la vie ecclésiale, à cause aussi de l'obligation qui en découle pour nous, évêques, témoins de la foi et pasteurs du peuple de Dieu, d'assumer une position sûre quant à la doctrine concernant l'Eglise, et spécialement quant à l'unité, qui doit donner au visage de l'Eglise son reflet divin, le sceau de son authenticité, son caractère symboliquement exemplaire même pour le monde contemporain, qui cherche son unification temporelle dans une civilisation pacifique.

A vous, vénérés Frères, d'accueillir cette claire recommandation et d'approfondir une étude aussi attirante, aussi vaste, aussi complexe, comme est celle qui concerne notre Eglise catholique bien-aimée, pour laquelle le Christ versa son sang (cf. Ep 5, 25).

### Unité dans la foi et pluralisme

A nous, au contraire, de mentionner rapidement deux aspects de cette communion intime de l'Eglise au-dedans d'elle-même.

Le premier aspect de cette communion, la première unité, c'est celle de la foi. L'unité dans la foi est nécessaire et fondamentale, vous le savez. Nous ne pouvons transiger sur cette exigence. Pour différentes que soient les conditions subjectives du croyant, nous ne pouvons admettre l'incertitude, le doute, l'équivoque au sujet de tout ce que la Révélation nous a communiqué sur Dieu, Père tout-puissant, créateur de toute chose, principe immanent de tout ce qui existe, être transcendant et ineffable, digne d'une adoration et d'un amour sans limites de notre part à nous qui avons l'indescriptible chance d'avoir été élevés du rang de créatures à celui de fils. De même, nous ne pouvons hésiter à reconnaître en Jésus-Christ le Verbe fait homme, le Maître des vérités suprêmes sur les destins humains, le Sauveur, offert en sacrifice et ressuscité, de l'humanité, et qui rassemble toutes choses en lui-même (cf. Ep 1, 10), qui, par sa croix, attire à lui toute l'humanité (Jn 12, 32) et fait des hommes fidèles son unique Corps mystique (cf. Ep 4, 5). Nous ne pouvons douter de l'Esprit-Saint, qui donne la vie et qui rend témoignage de lui-même en nos cœurs (cf. Jn 15, 26 ; 16, 16 ; Rm 8, 16, etc.), et qui donne à l'Eglise des ministres qualifiés pour témoigner de manière décisive des vérités religieuses (cf. 2 Co 10, 5-6). Nous ne pouvons faire abstraction du grand fait qui émane du Christ, sa continuation, son corps social et historique, visible et mystique, son Eglise, signe et instrument du salut de l'humanité, ni oublier les paroles incisives de saint AUGUSTIN à ce sujet : « Il n'est rien que le chrétien doive craindre autant que d'être séparé du Corps du Christ. » (*In Jo Tr.* 27, 6 ; *PL* 35, 16-18.) En un mot, le « *Credo* », notre *Credo*, est pour nous inaliénable. Il est notre vie.

Fort de cette sécurité — que nous, humble mais authentique successeur de Pierre, avons reçu mission de confirmer en vertu d'un pouvoir spécial venant du Christ Seigneur (Lc 22, 32), — nous tournons notre regard vers la réalité humaine du catholicisme : celui-ci, par sa définition même, est fait pour tous, pour tous les peuples, pour toutes les nations, pour toute la terre. Comment ce catholicisme, aussi ferme et aussi jaloux de son unité, pourra-t-il embras-

ser tous les hommes, si différents entre eux ? Exige-t-il donc l'uniformité absolue dans toutes les manifestations de la vie ? N'y a-t-il qu'une seule manière pratique et historique d'interpréter la vraie et unique foi du Christ ?

Vous savez, Frères, combien est facile et claire la réponse à cette question troublante. Et cette réponse, l'Esprit-Saint lui-même l'a donnée le jour de la Pentecôte, lorsque ceux qui avaient reçu l'effusion du Souffle et du Feu divin envoyé du ciel par le Christ parlaient, comme enivrés, « chacun en sa propre langue » (Ac 2, 6), bien qu'ils appartiennent à des races différentes. Cette réponse est encore donnée, amplement et à maintes reprises, par le récent Concile, spécialement dans le décret, désormais célèbre, *Ad gentes*, dans lequel l'unité propre au catholicisme est mise en harmonie avec son apostolicité : cette dernière, loin d'étouffer ce qu'il y a de bon et d'original dans toute forme de culture humaine, accueille au contraire, respecte et valorise le génie de chaque peuple, et elle revêt de variété et de beauté l'unique vêtement sans couture (Jn 19, 23) de l'Eglise du Christ (cf. Ps 44, 10 ; *Ad gentes*, n. 22, etc.).

Faut-il donc, dira-t-on, admettre un « pluralisme » ? Oui, mais il faut bien s'entendre sur la signification de ce mot. Celle-ci ne saurait être en contradiction avec l'unité substantielle du christianisme (cf. Ep 4, 3-6). Vous savez les dangers qui se cachent dans le pluralisme lorsqu'il ne se limite pas aux formes contingentes de la vie religieuse, mais ose autoriser des interprétations individuelles et arbitraires du dogme catholique, ou lorsqu'il érige en critère de vérité la mentalité populaire, ou encore fait abstraction, dans l'étude théologique, de la tradition authentique et du magistère responsable de l'Eglise.

### Unité dans l'amour

Le deuxième aspect de la communion catholique est celui de la charité. Vous savez l'importance souveraine qu'a la charité dans tout le dessein divin de la religion catholique, et la place qu'elle tient dans le tissu conjonctif de l'unité ecclésiale. Nous devons en arriver à une charité plus consciente et plus active dans les divers aspects de la vie ecclésiale que le Concile a mis en relief : le peuple de Dieu doit être éduqué toujours davantage à l'amour mutuel de chacun de ses membres ; la communauté entière de l'Eglise doit se sentir, grâce à la charité, unie, sans divisions, solidaire et, par conséquent, distincte en elle-même ; les rapports hiérarchiques, pastoraux — c'est évident, — collégiaux, ceux des diverses fonctions ministérielles, les rapports sociaux, domestiques, doivent tous être animés par un courant toujours efficace de charité, qui a pour effets directs le service (c'est-à-dire le sacrifice et le don de soi) et l'unité : l'Eglise est charité, l'Eglise est unité.

Telle est, nous semble-t-il, la vertu principale qu'exige de l'Eglise catholique l'heure présente, si agitée dans le domaine spirituel qu'elle en arrive à insinuer la crainte de grands et ruineux bouleversements. L'Eglise sera ferme et forte si elle est en elle-même unie dans la foi



et par la charité. Beaucoup se demandent ce que doit faire l'Eglise pour attirer à elle le monde hostile et incroyant : l'unité dans la foi et dans l'amour sera le témoignage qui agira d'une manière efficace sur le monde, comme Jésus nous l'a dit (Jn 17, 21).

Tel est, vénérables Frères, le message qu'au nom du Christ nous vous laissons en souvenir de cette rencontre : « *Ut omnes unum sint.* » Avec notre fraternelle bénédiction apostolique.

Paul VI est ensuite monté avec les évêques dans la nef de la cathédrale où étaient rassemblés 4 000 membres du clergé australien.

## AUX PRETRES

*Après avoir participé aux travaux des évêques dans la crypte de la cathédrale, Paul VI est monté dans la nef où l'attendaient 4 000 membres du clergé australien, auxquels, plutôt qu'un discours, il a voulu adresser un mot jailli du cœur :*

Parmi les satisfactions que nous rencontrons au cours de nos voyages, l'une des plus grandes est de pouvoir saluer les membres du clergé, nos confrères dans le sacerdoce. Ce n'est pas un discours que nous voulons vous faire, mais simplement vous adresser un mot jailli de notre cœur.

Les prêtres, déclare le Concile, jouent, « dans le renouveau de l'Eglise du Christ, un rôle essentiel, mais aussi de plus en plus difficile ». (*Presb. ordinis*, 1.) Cette mission particulière du service sacré de l'Evangile, de son annonce à toutes les nations (cf. Mt 28, 19), de la sanctification du peuple de Dieu, ne l'avez-vous pas reçue en participation à la fonction même des apôtres, en subordination à l'ordre épiscopal (cf. *Presb. ordinis*, 2) ? Nous savons le zèle du clergé australien, nous apprécions la chrétienté qui nous accueille aujourd'hui, et à laquelle vous avez su faire partager votre foi. Nous souhaitons que, malgré les interrogations aujourd'hui répandues sur la personne et le statut du prêtre, vous demeuriez fermes dans la joie de votre vocation. Cette joie n'a pas sa source dans une situation matérielle confortable, ni dans un prestige humain — si tant est qu'il existe encore ; — elle vient de ce que vous avez reçu en partage l'amitié spéciale de Jésus-Christ (cf. Jn 15, 16).

Soyez, chers confrères, des hommes de Dieu, affirmant par toute votre conduite la primauté du spirituel, la rectitude de votre foi, la totalité de votre donation au Seigneur.

C'est librement que vous avez offert tout votre être au Christ pour porter au monde le Message du salut, et vous savez que ce service de l'Evangile ne peut être compris et vécu que dans la foi, la prière, la pénitence, la charité, et non sans luttes ni mortification ni parfois incompréhension. Nous vous exhortons à tenir fidèlement et généreusement tous ces engagements qui vous conforment au Christ-Père (cf. Lettre au cardinal secrétaire d'Etat, 2 février 1970 ; *AAS* 62 [1970], p. 98 s.).

Soyez aussi les serviteurs de vos frères les hommes, de tous, sans distinction de rang ni d'origine, de ceux qui sont proches comme de ceux qui sont loin, de ceux qui cherchent et de ceux qui souffrent, vous faisant accueillants à leurs aspirations, témoins lumineux de la libération apportée par le Christ.

Soyez aussi les hommes de l'Eglise. On ne sépare pas l'Eglise de Jésus-Christ : elle est le Corps du Christ.

C'est dans l'Eglise, avec l'Eglise et pour l'Eglise que s'épanouira votre vie spirituelle, que votre ministère trouvera sa fécondité, car c'est par elle que la vie du Christ se répand dans les croyants (cf. *Lumen gentium*, 7). Soyez donc unis à vos évêques non seulement par l'observance d'un lien hiérarchique, mais par un véritable attachement de l'esprit et du cœur, comme au représentant du Christ-Pasteur suprême (cf. *Presb. ordinis*, 7).

Nous prions pour que Dieu accorde à l'Australie des prêtres saints, qu'il appelle de nombreux jeunes à venir les rejoindre, qu'il élargisse leur charité aux dimensions des besoins de l'Eglise entière. Nous vous accordons avec une affection particulière notre Bénédiction apostolique.

## AUX LAICS

*Au début de l'après-midi du 1<sup>er</sup> décembre, à la délégation apostolique, Paul VI a reçu le corps diplomatique, puis les dirigeants des organisations catholiques d'Australie, auxquels il a adressé cette allocution :*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

D'une manière renouvelée avec solennité, les laïcs ont vu leur place reconnue dans l'Eglise par l'Assemblée du Concile du Vatican II : si certains, par appel du Christ, occupent dans l'Eglise des fonctions spéciales de ministère, d'enseignement et de gouvernement, les chrétiens sont définis comme tous égaux « quant à la dignité et à l'activité commune dans l'édification du Corps du Christ », tous partageant la responsabilité du progrès du royaume de Dieu (*Lumen gentium*, 32-33). C'est donc une erreur que de dissocier, d'une part, une catégorie active, qui serait l'autorité ecclésiastique, et, d'autre part, une catégorie passive, qui serait le laïcat. Vous l'avez compris, vous, les responsables des organisations catholiques nationales, et nous vous en félicitons.

Vos œuvres sont multiples et diverses, ce qui est bien à l'image de la richesse des dons de l'Esprit-Saint, répartis à chacun selon qu'il l'entend (cf. 1 Co 12, 11). A toutes vos organisations, nous souhaitons prospérité et fécondité apostolique, soit qu'elles visent à la sanctification personnelle ou à l'évangélisation, soit qu'elles s'exercent dans l'action caritative ou travaillent au renouvellement de l'ordre temporel. Les domaines sont vastes et il y a place pour une réponse généreuse de quiconque veut vivre pleinement ses engagements du baptême et les grâces de son état.

Il ne nous est pas possible de vous dire ici tout ce que nous portons dans le cœur. Permettez-nous simplement de vous souligner deux questions.

Nous souhaitons vivement que vos organisations — du moins celles dont les buts et le recrutement le permettent — s'ouvrent à la jeunesse. Celle-ci est l'âge du dynamisme ; elle est sensible aux valeurs de dévouement à autrui ; elle est instinctivement favorable à l'action concertée ; à condition qu'elle se sente, non pas utilisée, mais véritablement partie prenante dans l'œuvre à laquelle on l'invite à collaborer.

Bien que l'Eglise poursuive des objectifs spirituels, elle a une responsabilité morale réelle dans les questions profanes. A elle revient par excellence de travailler à la formation des consciences en vue d'un épanouissement intégral — même dans l'ordre temporel — de tout homme et de tout l'homme (cf. *Populorum progressio*, 42). L'apostolat familial, l'action sociale, l'engagement chrétien dans la vie civique et



politique, l'aide si urgente au tiers-monde sont des domaines d'action du laïcat : votre vocation propre n'est-elle pas de chercher le règne de Dieu précisément à travers la gérance des choses temporelles que vous ordonnez selon Dieu ? Nous souhaitons que des vocations d'apôtres, animés d'esprit évangélique, se lèvent pour être ce ferment de la sanctification du monde (cf. *Lumen gentium*, 31).

Avec ces vœux, nous sommes heureux d'implorer sur vos personnes, sur les membres de vos organisations, la bénédiction divine.

## LA MESSE DU BICENTENAIRE

*Dans la soirée du 1<sup>er</sup> décembre, à 20 h, le Pape a présidé la messe concélébrée à l'hippodrome de Randwick à l'occasion du II<sup>e</sup> centenaire de l'arrivée du capitaine Cook à Sydney. Au cours de cette messe, il a prononcé l'homélie suivante :*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Il y a deux siècles, le capitaine James Cook jetait l'ancre dans Botany Bay, près de ce qui deviendra Sydney : il était le premier navigateur anglais qui ait exploré cette côte est de votre continent. C'est l'événement que votre nation célèbre cette année et nous avons voulu, à l'occasion de ce voyage, nous associer à votre prière d'action de grâces.

L'Australie avait déjà des habitants, et nous saluons avec satisfaction leurs représentants, en souhaitant que tous puissent trouver toujours, dans cette importante confluence de peuples dont vous êtes les témoins, les moyens de sauvegarder leurs valeurs humaines pour une heureuse réussite de leur intégration dans la nation.

Mais cette célébration nous fait sentir combien jeune est ce pays pour le plus grand nombre d'entre vous. Peut-être d'ailleurs n'êtes-vous pas, pour cela, personnes à entretenir le culte du passé ? Peut-être votre fierté d'avoir bâti une Australie prospère vous suffit-elle ? Ce dynamisme qui vous est propre et qui éclate dans le jaillissement de vos grands immeubles et l'animation de cette grande ville vous fait tourner les yeux plus volontiers vers l'avenir, et celui-ci — à regarder le cours normal des choses — se présente sous les meilleurs auspices.

Nous pouvons cependant, en méditant sur l'événement que nous commémorons et qui a été le point de départ de la transformation complète de l'Australie, recevoir quelque lumière pour notre conscience historique, civique, morale et religieuse.

1. — *Tout homme, comme toute société, a une histoire.* Vous qui représentez ici un peuple original, fruit de la rencontre d'hommes, de nations, de langues, de cultures si diverses, vous savez bien que votre vitalité, votre goût au travail, votre esprit d'entreprise sont le patrimoine vivant que vous a légué l'esprit de pionnier de vos ancêtres. Et c'est pour cela que nous ne pouvons pas considérer l'histoire comme un processus aveugle d'événements fortuits : Dieu est maître de l'histoire, Jésus-Christ, le même hier et aujourd'hui et pour toujours (cf. He 13, 8), « vers qui convergent les desirs de l'histoire et de la civilisation » (*Gaud. et spes*, 45, 2), dans son amour de l'homme, organise les mouvements de l'histoire pour le progrès de l'humanité et en vue de la « terre nouvelle et des cieux nouveaux », où la justice sera parfaite (cf. 2 P 3, 13, et Ap 21, 1).

2. *La conscience civique* si remarquable dans votre pays n'est-elle pas à son tour enracinée dans votre passé ? N'est-ce pas l'expérience intime de la participa-

pation de chacun à l'édification d'un pays nouveau qui a suscité en vos pères et en vous-mêmes le respect des libertés démocratiques ? Chaque citoyen, malgré la variété des tâches et des réactions personnelles, est chez vous sensible à un bien commun, qui dépasse sa personne : il l'accepte et lui apporte son concours. Poursuivez dans cette ligne, sans fermer votre cercle restreint pour une satisfaction égoïste. Vivez cette parole de saint Pierre : « Comportez-vous comme des hommes libres, non pas comme des hommes qui font de la liberté un manteau pour couvrir leur malice, mais en serveurs de Dieu. » (1 P 2, 16.)

3. Au sommet se place *votre conscience morale et religieuse.* La tentation de s'estimer comblé lorsque sont satisfaits les besoins matériels et temporels guette les sociétés parvenues à votre niveau de vie ; il y a le danger de tout ramener à un humanisme terrestre, d'oublier la dimension morale et spirituelle de la vie, de ne plus se soucier de la relation nécessaire de l'homme au Créateur de tout bien et au suprême Législateur de leur usage. Quel vide alors dans le cœur humain ! Quelle tentation d'y suppléer par des contre-façons dont certaines, comme l'égoïsme, l'hédonisme, l'érotisme et bien d'autres, aboutissent au mépris de l'homme lui-même, sans pour autant satisfaire son inquiétude profonde ! Le cœur de l'homme est fait pour Dieu et il n'y a d'humanisme plénier que dans son service (cf. *Populorum progressio*, 42).

Nous appelons à profiter de cette circonstance ceux qui portent une responsabilité dans votre nation, à tous les niveaux et dans tous les domaines, pour un examen de conscience. Parents, éducateurs, publicistes, législateurs, hommes publics, il ne suffit pas d'entraîner à une réussite parsonnelle, il faut ouvrir les esprits et les cœurs aux devoirs sociaux et religieux. Tout homme est aujourd'hui plus que jamais responsable de tous les hommes. La satisfaction des aspirations religieuses et une conduite selon l'Evangile ne sont-elles pas le meilleur garant pour votre nation prestigieuse, pour le monde, d'une société fraternelle dans la découverte d'une commune paternité ?

Que Dieu bénisse la grande nation australienne !

Qu'il lui accorde paix et prospérité !

## L'ECOLE CATHOLIQUE

*La première visite de Paul VI, dans la matinée du mercredi 2 décembre, a été pour des religieuses enseignantes, les Sœurs de Saint-Joseph, première congrégation fondée en Australie par une personne d'origine australienne. Voici l'allocution qu'il leur a adressée, dans laquelle il a souligné l'importance de l'école catholique dans un monde sécularisé :*

C'est à dessein que nous avons voulu faire à votre institut cette brève visite, comme à la première congrégation fondée en Australie par une personne originaire d'Australie. Mais c'est à toutes les institutions religieuses enseignantes que nous adressons notre salut pour leurs personnes, l'expression de notre estime pour leur apostolat et de notre profond désir de les encourager dans l'accomplissement de leur vocation d'enseignants.

Nous voulons également y associer vos collaborateurs laïcs, dont la proportion n'a cessé de croître pour réaliser, très heureusement, cette œuvre de première valeur qu'est l'éducation.

Cette rencontre trop courte n'est pas à la mesure de l'attachement que nous portons à la cause de l'école catholique, de l'éducation chrétienne de la jeunesse, de toute cette pédagogie en perpétuelle évolution, qu'elle touche à la communication de la culture profane ou à l'enseignement catéchétique. L'école catholique, dans un monde sécularisé, a une particulière importance par le témoignage qu'y donnent des personnes consacrées qui, tout en ayant radicalement opté pour le royaume de Dieu, savent, avec compétence, être au service du progrès du monde. Nous souhaitons que vous ne vous laissiez pas envahir par le doute, car les serviteurs de l'école catholique sont encore, et, dirions-Nous, aujourd'hui plus que jamais, de grands collaborateurs de la mission de l'Eglise.

Il est évident que les pouvoirs publics ont, notamment dans cette contrée, répondu remarquablement à leur devoir d'assurer à chacun l'exercice du droit à l'éducation et il faut les en féliciter. Ceci enlève-t-il toute opportunité au maintien de l'école catholique ? Certainement pas, dans la mesure même où celle-ci permet, dans le contexte de cette liberté si chère à votre société démocratique, une forme d'enseignement originale dans sa démarche éducative. Le Concile a défini cette spécificité de l'éducation chrétienne lorsqu'il relève qu'il lui appartient en propre de créer pour la communauté scolaire une atmosphère animée de liberté et de charité, d'aider l'adolescent à vivre selon les engagements baptismaux, de dispenser une culture illuminée par la foi (cf. *Gravis. Educ.*, 8).

Nous savons les difficultés graves que vous pouvez rencontrer pour maintenir vos institutions avec la faiblesse des ressources privées, alors que le progrès réclame des investissements de plus en plus coûteux dans les bâtiments comme dans le matériel scolaire. Nous croyons que les bienfaits de l'école catholique méritent qu'un effort spécial soit consenti à tous les niveaux pour les maintenir capables de répondre non seulement aux désirs de l'Eglise qui l'a promue, mais aussi au légitime souci des familles pour une éducation chrétienne de leurs enfants et aux exigences techniques de l'Etat qu'elle sert.

Nous sommes heureux, à ce propos, des rapports cordiaux qui existent entre les pouvoirs publics et l'école catholique. Nous nous réjouissons des formes croissantes d'association (*partnership*) qui s'établissent entre les écoles gouvernementales et les écoles indépendantes, pour le plus grand bénéfice de l'éducation de la jeunesse.

Nous implorons de tout cœur la bénédiction divine sur vos personnes, sur vos instituts, sur tout le corps enseignant catholique et sur l'ensemble de vos élèves.

## LE TROISIEME AGE

*La seconde visite du Pape, le 2 décembre, a été pour l'hôpital d'enfants malades Alexandra. A chaque enfant, il a remis des jouets achetés avec le produit d'une collecte faite parmi les enfants catholiques du monde entier. Puis il s'est rendu dans un asile de vieillards tenu par des Petites-Sœurs des Pauvres, où il a prononcé l'allocution ci-après :*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Notre voyage nous amène à vous rencontrer et c'est avec joie que nous vous saluons, vous qui avez passé à un autre âge de la vie. Nous voulons aussi saluer les

religieuses qui vivent avec vous et qui vous aident. Nous connaissons leur dévouement à travers le monde et nous sommes heureux de leur exprimer ici notre sincère gratitude et leur apporter nos encouragements.

Chers amis, « le troisième âge », comme on commence à l'appeler, est pour certains une rupture parfois durement ressentie : le rythme de la vie s'est ralenti ; la forme de travail que l'on avait mené et qui vous avait en quelque sorte façonné a changé. Il ne faut pas que vous considériez cette période de votre vie avec un sentiment d'échec ou de déception. La vieillesse est vraiment un âge de la vie : elle est l'accomplissement de la vie adulte.

Vous êtes, pour ce monde technique où l'on tend à ne considérer l'homme que selon son rendement, une leçon salutaire : il y a une dimension de la vie, qui est faite de valeurs humaines, culturelles, sociales et spirituelles dont on ne peut chiffrer le prix en monnaie, et qui constitue pourtant ce qui fait qu'essentiellement les hommes sont des hommes et non des machines. La valeur d'une civilisation se mesure à l'attention qu'elle porte à ces richesses et, par conséquent, aux garanties qu'elle sait offrir aux personnes âgées de pouvoir mener une vie décente, en membres à part entière de la société.

La vieillesse est aussi l'âge privilégié du dépouillement. Votre expérience unique vous permet de mesurer la valeur relative des choses terrestres. Elle vous rapproche du Seigneur par la prière et la méditation et vous confirme dans la foi : ce sont là les richesses qui ne passent pas. Elle vous donne devant la vie et devant la mort, qui est une rencontre avec Celui qui nous a aimés jusqu'à mourir pour nous, un équilibre remarquable.

Que Dieu vous bénisse tous, qu'il vous réconforte dans vos souffrances, qu'il vous aide dans cette ascension spirituelle, dans la joie et la confiance, à laquelle nous sommes tous appelés !

## LA MISSION DES PRETRES AGES

*Dans cette même maison des Petites-Sœurs des Pauvres, un pavillon est affecté aux prêtres âgés. Paul VI est allé les saluer :*

Nous vous saluons avec une paternelle affection, chers prêtres ici présents. Vous n'ignorez pas la grande place que les prêtres occupent dans le cœur du Pape : ils sont, avec leurs évêques, ses plus proches collaborateurs pour l'œuvre du salut. Nous vous disons notre reconnaissance pour l'œuvre admirable accomplie pour bâtir ici cette communauté catholique si vivante et si généreuse, si attachée à l'enseignement. Vous avez semé, d'autres récoltent, mais c'est toujours la même moisson avec son unique Maître, le Seigneur Jésus-Christ.

Si l'âge ou la maladie vous ont amenés à vous retirer du ministère actif, vous savez que l'exercice de votre sacerdoce n'en est pas substantiellement diminué, mais qu'il a seulement changé d'expression : aujourd'hui comme par le passé, vous pouvez, de par votre conformité particulière à Jésus-Christ, assurer sa fonction sacerdotale de louange au Père par la célébration de la sainte messe et par la récitation de l'office divin. Quant à ceux que visite la souffrance, combien leur sort les rend proches du divin Maître, les unit à sa passion rédemptrice ! C'est en effet dans le Christ et par le Christ que la douleur trouve sa signification et sa finalité, lorsque nous savons, en la supportant patiemment, la transformer en « offrande spirituelle agréable à Dieu



par Jésus-Christ ! ». (1 P 2, 5.) (Cf. *Lumen gentium*, 34.)

Chers confrères dans le sacerdoce, que Dieu vous réconforte. Qu'il fasse de vous, à l'exemple de tant de saints malades, les missionnaires de l'Océanie et de toute la terre. De tout cœur, nous vous accordons notre paternelle bénédiction apostolique !

## MESSAGE AUX JEUNES

*En fin de matinée, ce même 2 décembre, Paul VI a célébré la messe à l'hippodrome de Randwick devant 150 000 jeunes venant de toutes les parties de l'Australie, auxquels il s'est adressé en ces termes :*

### CHÈRES FILS ET CHÈRES FILLES,

Dans notre programme de rencontre, nous avons voulu inclure ce contact spécial avec votre monde, jeunes d'Australie. Non pas que vous ne fassiez partie de la communauté catholique au titre du même baptême et au nom du partage de la même foi (Ep 4, 5), mais parce qu'il nous a semblé que dans ce peuple, lui-même jeune, vous êtes les jeunes parmi les jeunes et que vous aviez droit à une parole particulière.

### L'Eglise est la jeunesse du monde

Nous aimerions que vous y voyiez la sympathie de l'Eglise pour la jeunesse. Ce n'est pas non plus que l'Eglise se sente comme ces personnes avancées en âge qui recherchent pour soutenir leurs forces défaillantes l'appui d'un bras vigoureux. Certes, elle peut faire valoir sa longue histoire, sa riche expérience acquise au contact de nombreuses générations de toutes origines et de toutes cultures ; nous ne pensons pas que cela soit un empêchement pour qu'elle s'intéresse aux forces montantes d'aujourd'hui ni pour susciter leur attachement. Sa raison d'être, sa justification est de prolonger la présence de Jésus-Christ au milieu des hommes, de répandre sa parole et de communiquer sa vie. Ne s'est-il pas défini « le Chemin, la Vérité et la Vie » (J 14, 6) ? N'est-il pas pour tout homme la lumière (J 19) ? Homme nouveau et parfait, éternellement jeune parce que dominant les vicissitudes du temps, il est, de nos jours, comme aux premiers temps de la chrétienté, Celui qui révèle pleinement l'homme à lui-même et lui permet de se réaliser totalement. Le Concile l'a appelé justement : « terme de l'histoire humaine, point vers lequel convergent les désirs de l'histoire et de la civilisation, centre du genre humain, joie de tous les cœurs et plénitude de leurs aspirations ». (*Gaudium et spes*, 45, 2.)

La mission de l'Eglise est dans la droite ligne de cette volonté du Christ d'aller vers chacun, pour l'épanouir dans sa profondeur et selon ses richesses, pour l'élever et le sauver en le faisant devenir fils de Dieu. C'est du Christ que l'Eglise reçoit cette vertu — au-dessus des capacités de toute société simplement humaine — d'être la pleine réponse à vos âmes jeunes, car elle est « la jeunesse du monde » (*Appel aux Jeunes* du Concile, 8 décembre 1965), se renouvelant sans cesse, offrant à chaque génération nouvelle, à chaque peuple nouveau, la Bonne Nouvelle qui les sauve, puisant dans le trésor infini de la Parole de Dieu la réponse aux situations les plus inédites.

## Répondre par une attitude nouvelle à une situation nouvelle

C'est pourquoi l'Eglise vient à vous sans complexe. Elle sait les valeurs que vous portez, celles de votre nombre, celles de votre élan vers l'avenir, celles de votre soif de justice et de vérité, celles même du rejet des éléments caducs de la civilisation actuelle. Dieu les a mises en vous pour répondre par une attitude nouvelle à une situation nouvelle. Celui qui a créé la vie, Celui qui, par son incarnation, a voulu participer en tout à notre condition humaine, hormis le péché, a également la capacité de faire avancer vers son terme l'histoire humaine et de sauver ce monde de la division et du chaos en l'acheminant, avec le concours libre de chacun, vers son merveilleux destin de Royaume de Dieu.

Votre foi rencontre votre vie, jeunes gens et jeunes filles. Dans cette insatisfaction qui tourmente un certain nombre d'entre vous, dans cette critique de la société existe une amorce de lumière.

### Pour l'homme avec Jésus-Christ, ou contre l'homme

Si vous vous repliez sur vous-mêmes, si vous vous constituez vous-mêmes juges suprêmes de votre vérité, si vous rejetez en bloc le passé — c'est-à-dire ce que les représentants de cette même espèce humaine à laquelle vous appartenez, avec, fondamentalement, les mêmes qualités et les mêmes déficiences, se sont efforcés de bâtir, — alors le monde de demain ne sera pas sensiblement meilleur, même s'il est différent, car la racine du mal n'aura pas été extirpée : celle de l'orgueil de l'homme. « L'homme, avons-nous dit dans notre encyclique *Populorum progressio*, peut organiser la terre sans Dieu, mais sans Dieu il ne peut en fin de compte que l'organiser contre l'homme. L'humanisme exclusif est un humanisme inhumain. » (*Populorum progressio*, 42.)

Si, au contraire, vous acceptez d'aller à la rencontre de Celui qui a donné plus que tout autre la preuve de son amour pour l'homme, en se livrant jusqu'à la mort pour le sauver, alors vous allumerez la flamme de vos idéaux au feu de sa charité infinie et vous participerez à cette marche de l'homme vers la lumière : « car il n'est sous le ciel aucun autre nom parmi ceux qui ont été donnés aux hommes qui doive les sauver ». (Ac 4, 12.)

Voilà votre vocation, chers fils et chères filles. Voilà où se situe aussi votre devoir. Il faut choisir. Pour l'homme avec Jésus-Christ ou contre l'homme. Il ne s'agit pas d'un choix sentimental et superficiel. Il s'agit de votre vie et de celles des autres.

A vous, il appartient avec l'aide de vos parents, de vos professeurs, de vos camarades, entre vous, au sein d'organisations adaptées à votre âge et à vos recherches, d'approfondir ces données de votre foi. Il n'est pas possible en effet que votre vie d'adolescents et de jeunes s'éclaire encore à votre foi d'enfant.

Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de vous : il s'agit, au-delà de vos frontières, du salut du monde. Ce n'est pas en solitaires que Dieu nous a sauvés, mais pour que nous formions un peuple uni et pacifique. Le bonheur de vos âmes, vous le trouverez essentiellement en le partageant avec d'autres. Les appels ne manquent pas. Ils viennent d'au milieu de vous, de vos camarades poursuivant les mêmes études ; ils viennent de vos paroisses, des pauvres, des malades ; ils viennent d'au-delà des mers de ce monde qui vous environne et qui cherche les raisons suprêmes de vivre.

Avec quelle instance et quelle affection nous supplions le Maître d'éclairer ceux qui doutent, de réconforter ceux qui souffrent; de se révéler à vous tous, lui si bon et si proche de chacun de vous, pour la paix et la joie de vos âmes. De tout cœur nous adressons notre spéciale Bénédiction apostolique à votre assemblée et à toute la jeunesse australienne.

*(Les sous-titres sont de notre rédaction.)*

## AUX REPRESENTANTS DE LA PRESSE

*La première visite de Paul VI, l'après-midi du 2 décembre, a été pour les journalistes, au Wenworth Hotel. Voici le texte de l'allocution qu'il leur a adressée :*

MESDAMES ET MESSIEURS,

Nous sommes heureux de vous rencontrer d'une façon spéciale à l'occasion de notre séjour à Sydney. Un certain nombre d'entre vous participent à ce voyage depuis le début : nous vous avons vus pendant ces jours-ci à votre travail et avons été témoin de la fatigue et des sacrifices qu'il exige. Nous vous faisons part de notre admiration et vous adressons nos éloges. D'ailleurs, nous savons que vous faites volontiers votre tâche : l'opinion publique l'attend de vous, sans pitié, dirions-nous. Vous êtes pour beaucoup dans cette attention nouvelle à l'événement religieux dans le monde de vos lecteurs et auditeurs. Savez-vous que, sans même y songer, vous contribuez, par la seule honnêteté de votre information, à sauver l'homme contemporain du risque trop évident de l'enlissement dans la seule préoccupation des biens terrestres ?

Nous adressons un salut particulier à la presse australienne, si abondante et si dynamique. Leur courtoisie est à l'image de celle du peuple australien, au milieu de qui nous sommes heureux de nous trouver en ce moment.

Mesdames et Messieurs, vos dépêches, vos films, vos comptes rendus, vos commentaires font aujourd'hui, en un instant, le tour du monde. L'on a dit — que n'a-t-on dit à son sujet ! — que la presse, et l'ensemble des moyens de communication sociale, était la première puissance du monde. Il est certain que son influence est difficile à mesurer : des millions d'hommes, des peuples entiers, l'humanité tout entière bientôt, sont touchés par ce que vous produisez. Belle mission pour ceux qui mettent leur intelligence au service de la vérité et du droit ! Grave, bien grave responsabilité pour ceux qui abusent de leur pouvoir pour soutenir des préjugés, pour diviser communautés et nations, ou vont jusqu'à faire de cette invention si noble un instrument de perversion morale !

Vous qui êtes dotés d'une sensibilité aigüe aux problèmes de votre temps, vous n'êtes pas sans savoir les aspirations de l'homme contemporain ni sans être impressionnés par le fossé qui existe malheureusement entre ces désirs et leur satisfaction. L'homme moderne qui dispose de la richesse de tant de découvertes — y compris celles des moyens de communication de masse — ne pourrait-il affronter positivement le devoir qui le sollicite avec urgence de faire de ce monde une terre fraternelle et heureuse ? Ce souci d'autrui, cette solidarité internationale, cette fraternité de la famille humaine, au service du développement, « nouveau nom de la paix », que nos Prédécesseurs et nous-même n'avons cessé de prôner, poussés par le message à nous confié par le Christ, sont la clé de

notre destinée humaine et spirituelle. L'homme ne connaît le bonheur qu'en le partageant et il ne peut épanouir ses aspirations religieuses qu'avec un minimum de bien-être.

C'est ici, Mesdames et Messieurs, que nous nous tournons vers vous avec l'accent de la confiance en la noblesse de votre esprit et de l'estime pour votre pouvoir, afin que vous donniez à notre monde des raisons de vivre !

En ce moment où l'ensemble des hommes tend à accéder à la culture, où le transistor, notamment, porte jusqu'aux plus modestes logis la voix des journalistes, vous pouvez, vous devez être les artisans, plus que bien d'autres formes de puissance, de l'édification d'une société plus juste, plus vraie, plus pacifique. Soyez sûrs que votre voix ne resterait pas sans écho. Car nous avons confiance en l'homme, nous croyons en ce fond de bonté qui est en chaque cœur, nous connaissons les motifs de justice, de vérité, de renouveau, de progrès, de fraternité qui sont à l'origine de tant de belles initiatives et jusque dans tant de contestations et, malheureusement, parfois de violences.

A vous, non pas de le flatter, mais de lui faire prendre conscience de ce qu'il vaut et de ce qu'il peut. Soyez des semeurs d'idéal authentique — non pas pour la poursuite d'intérêts égoïstes qui, en définitive, ne font que l'abaisser et parfois le dégradent, — mais d'un idéal qui le fasse grandir à sa vraie stature de créature faite à la ressemblance de Dieu, qui le pousse à se dépasser sans cesse pour bâtir ensemble la cité fraternelle à laquelle tous aspirent et tous ont droit. Ce faisant, vous aurez l'approbation des hommes de bien et vous pourrez compter sur la protection divine.

L'Eglise catholique, surtout depuis l'impulsion nouvelle de son « aggiornamento » conciliaire, va à la rencontre de ce même homme que vous ambitionnez de servir, car « les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur ». (*Gaudium et spes*, I.) Sans se lier à aucun système politique ni à aucune culture ancienne ou récente (cf. *Gaudium et spes*, 58), l'Eglise catholique appelle tous ses fils à entreprendre avec tous les hommes de bonne volonté de toutes races et nations cette croisade pacifique pour le salut de l'homme. Nous souhaitons, en cela, que nous fassions route ensemble.

Nous implorons sur vous et sur votre travail la toute-puissante et paternelle bénédiction divine.

## AUX REPRESENTANTS DE LA POPULATION AUTOCHTONE

*Paul VI est ensuite revenu à la délégation apostolique, où il a reçu différents groupes. D'abord la municipalité de North-Sydney, puis des représentants des premiers habitants de l'Australie (ils ne sont plus que 13 000 environ), auxquels il a rappelé leurs droits et leurs devoirs dans la société australienne :*

Nous éprouvons un grand plaisir à vous saluer d'une façon particulièrement cordiale, vous qui êtes les descendants des premiers habitants de l'Australie. Nous vous exprimons notre affection, ainsi que la joie que nous procure votre visite, et nous voudrions aussi vous dire un mot sur votre condition dans le monde d'aujourd'hui. Nous savons que vous avez un style de vie



propre au génie de votre race, propre à votre culture : une culture que l'Eglise respecte et à laquelle elle ne vous demande nullement de renoncer.

L'Eglise déclare que vous, comme toutes les autres minorités ethniques, avez tous les droits humains et civiques, égaux en tout à ceux de la majorité, de même que vous avez certains devoirs et certaines obligations. Pour le bien commun, cela requiert que vos activités s'harmonisent en esprit de fraternité et de collaboration, pour le plus grand avantage de la société à laquelle vous appartenez.

A ce sujet, toutefois, il doit être clair — et nous tenons à le souligner — que le bien commun ne doit jamais servir de prétexte légal pour nuire aux valeurs positives de votre mode particulier de vie.

La société elle-même est enrichie par la présence de divers éléments culturels et ethniques.

Nous avons une haute estime de vous-mêmes comme des valeurs que vous représentez ; nous respectons profondément votre dignité, tandis que nous renouvelons l'expression de notre grande affection pour vous.

Nous prions pour que descendent en abondance sur vous les bénédictions de l'Evangile du Christ.

## DISCOURS ŒCUMENIQUE

*La journée du 2 décembre s'est terminée par un service œcuménique organisé, à l'hôtel de ville de Sydney, à 20 heures, par les différentes confessions chrétiennes (1). Paul VI a répondu en ces termes aux paroles de bienvenue du président du Conseil national des Eglises :*

CHERS FRÈRES DANS LE CHRIST,

C'est avec grande joie que nous nous unissons à vous en cette occasion si heureuse et pleine de signification. Nous vous sommes reconnaissant, Docteur Garnsey, à vous comme au Conseil australien des Eglises, à la Commission nationale catholique pour l'œcuménisme et à tous ceux qui se sont dévoués à la préparation de ce service religieux.

Nous tous qui sommes ici rassemblés, nous participons à la foi dans le même Dieu et son Fils Jésus-Christ. Nous nous réunissons en son nom : ne nous a-t-il pas promis qu'il serait au milieu de nous ? (Cf. Mt 18, 19.)

Jésus est mort « afin de ramener à l'unité les enfants de Dieu dispersés » (Jo. 11, 52). Et puisque l'unité n'est pas encore pleinement réalisée entre nous, nous voulons nous unir ce soir, d'une façon spéciale, conformément à la prière que fit Notre-Seigneur pour ses disciples, « afin que tous soient un, Père..., pour que le monde croie » (cf. Jo 17, 21).

Vous savez bien comment le Concile Vatican II a éveillé dans l'Eglise catholique une nouvelle conscience des liens qui existent déjà entre les chrétiens qui participent aux richesses du Christ par la foi et le baptême. Et même parmi vous, beaucoup de ceux qui n'appartiennent pas à la communion visible de l'Eglise catholique romaine trouvent un nouvel encou-

agement dans le zèle œcuménique suscité par le Concile.

Aujourd'hui, toutefois, il est clair que l'activité œcuménique est une tâche ardue et de longue haleine. Il faut reconnaître honnêtement que « dans le contenu, le développement et l'expression de la foi, existent certaines différenciations » (Secrétariat pour l'Unité des chrétiens. *Réflexions et suggestions concernant le dialogue œcuménique*, 15 août 1970, IV, 2 b ; *Osservatore Romano*, 21-22 sept. 1970 ; cf. *Documentation Catholique*, t. 67, Paris, 1970, p. 879), que l'on doit donc rejeter l'indifférentisme doctrinal (cf. *ibid.* IV, 2 a), mais éviter, en même temps, « tout triomphe ou apparence de triomphe confessionnel » (cf. *ibid.*, IV, 6). On ne peut effacer l'histoire du jour au lendemain. Tous ne sont pas en mesure de se mouvoir aussi rapidement qu'on pourrait le vouloir, et les honnêtes perplexités de consciences délicates exigent toujours notre respect et notre compréhension. Le chemin n'est pas facile. L'œuvre de la réconciliation fut accomplie par Notre-Seigneur, par les souffrances et la croix. L'unité au service de laquelle s'est mise le Mouvement œcuménique, ne sera acquise qu'à ce prix.

Il existe déjà des liens d'unité entre les chrétiens ; il est donc possible aussi bien de discuter que d'agir ensemble. Grâce à de tels efforts entrepris par des chrétiens, le monde pourra reconnaître les traits de Celui qui « s'anéantit lui-même, prenant condition d'esclave » (cf. Ph 2, 7). Car c'est là notre commune vocation : glorifier le Père à travers le Fils, en donnant au monde le témoignage de l'amour rédempteur que Dieu a manifesté pour lui de toute éternité.

Nous sommes heureux de nous trouver parmi vous, chers Frères, tandis que vous êtes réunis pour renouveler vos résolutions de poursuivre votre marche sur le chemin de l'œcuménisme, « de chercher pour trouver, de trouver pour chercher encore » (SAINT AUGUSTIN, *De Trinitate*, XV, 2 ; PL 42, 1057). Que Dieu nous bénisse tous et nous conduise « à une connaissance plus profonde et une manifestation plus évidente des insondables richesses du Christ » (Decr. *Unitatis redintegratio*, n. 11 ; AAS 57 [1965], p. 99).

## LE DEVOIR MISSIONNAIRE

*La dernière journée de Paul VI en Australie, le jeudi 3 décembre, a commencé par une messe célébrée à 8 heures du matin en la cathédrale de Sydney, au cours de laquelle il a conféré l'ordination épiscopale au premier évêque autochtone de Nouvelle-Guinée, Mgr Louis Vengeke, des Missionnaires du Sacré-Cœur, nommé auxiliaire de l'archevêque de Port Moresby. Voici l'homélie prononcée par Paul VI, dans laquelle il a rappelé la vocation missionnaire de l'Eglise et lancé un appel en faveur des vocations missionnaires :*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Notre joie de nous trouver au milieu de vous, en ce dernier jour de notre séjour en Australie, est aujourd'hui encore plus vive du fait que la Providence nous a fourni l'occasion d'élever au rang épiscopal, et donc de proche collaborateur comme successeur des apôtres,

(1) L'archevêque anglican de Sydney, le rév. Loane, avait décliné l'invitation qui lui avait été adressée de participer à la célébration.



un enfant des terres de missions de cette immense Océanie. Nous vous prions d'en rendre grâce au Tout-Puissant avec nous.

Quelle unique circonstance en même temps pour une méditation sur notre devoir missionnaire ! Replaçons sous nos yeux ce grand enseignement de Jésus au soir du Jeudi saint sur la charité fraternelle. Il l'appelle le « commandement nouveau », c'est le sommet de son Evangile. Rien n'est plus grand que l'amour fraternel, nous dit-il, car c'est par son exercice que l'on distingue par excellence ses disciples (cf. Jn 13, 34-35).

Si nous laissons nos esprits et nos cœurs s'ouvrir à cette loi nouvelle, tout est différent, car tout reçoit un éclairage jusqu'alors inconnu : non seulement notre vie spirituelle, nos contacts avec nos frères, mais toute notre activité, même la plus profane en apparence. L'amour est lumière et force, l'amour est communication. C'est poussé par lui que les apôtres ont franchi les frontières de leur patrie pour aller jusqu'aux confins de l'Empire romain, et sans doute au-delà.

Le mandat missionnaire est toujours actuel : « allez donc ; de toutes les nations, faites des disciples ». (Mt 28, 19.) A travers les siècles, à toutes les catégories de baptisés, Jésus-Christ répète son ordre de mission : « Comme mon Père m'a envoyé, moi aussi je vous envoie. » (Jn 20, 21.) Notre devoir missionnaire a son origine dans cet ordre ; il a sa source dans l'amour miséricordieux du Père pour toute l'humanité, sans distinction de personnes. C'est donc par la même route qu'a suivie le Christ lui-même que, sous la poussée de l'Esprit du Christ, l'Eglise doit marcher, l'Eglise, c'est-à-dire nous tous, unis comme un corps qui reçoit son influx vital du Seigneur Jésus (cf. *Ad gentes*, 5). Dieu a choisi d'avoir besoin des hommes pour porter son Evangile, pour dispenser sa grâce, pour constituer son Royaume. Qui peut déclarer que cela ne le touche pas ? Si les conditions de vie sont variées et, par conséquent, les manières de répondre diverses, tout membre de l'Eglise est atteint par l'appel commun, car toute l'Eglise est missionnaire, car l'activité missionnaire — cela a été fortement rappelé au dernier Concile — est partie intégrante de sa vocation, et l'oublier ou l'exécuter avec négligence serait de notre part une infidélité à notre Maître. Il s'agit d'une impulsion fondamentale, d'un devoir primordial, que nous devons tous assumer, sans laisser de place ni au doute ni aux limitations.

Il nous est facile au cours de cette cérémonie émouvante où, pour la première fois, un chrétien de la Nouvelle-Guinée accède à la plénitude du sacerdoce, de vous parler des missions. Nous sommes allés nous-même, entre notre séjour aux Philippines et notre arrivée chez vous, dans cette zone immense ouverte à l'action missionnaire qui confine à votre Australie. Distances infinies, nombre presque incalculable d'îles semées à la surface de l'océan, population nombreuses et isolées qui attendent l'annonce de la Bonne Nouvelle, quel appel à vos portes, frères et sœurs d'Australie ! Levez les yeux et contemplez cette étendue de moisson qui attend les ouvriers pour la récolte (cf. Jn 4, 35). Est-il possible que votre communauté, qui a eu la grande fortune de recevoir la grâce de l'Evangile, qui a répondu avec ferveur à l'enseignement de vos prêtres et qui donne au monde un témoignage remarquable de foi, de fidélité à la doctrine et de générosité pour le soutien des œuvres d'apostolat, ne soit pas en même temps une terre de missionnaires ? Jeunes gens et jeunes filles qui m'écoutez, n'entendez-vous pas l'appel qui vient du Seigneur et qui pousse vers le large au service des plus pauvres ? Parents si dignes d'être cités en exemple pour tant de vertus domestiques, ne partagerez-vous ce que vous avez reçu de plus précieux, le don de la foi, en

laissant vos enfants se consacrer à la poursuite de la mission même de Jésus-Christ ? Prêtres des paroisses, religieux et religieuses au service de vos nombreuses écoles et collèges à travers votre grand pays, ne présenterez-vous pas comme le grand témoignage de la vie chrétienne l'engagement dans l'armée pacifique des missionnaires ? C'est le Pape qui vous en prie et voudrait emporter de son contact si réconfortant avec vous l'espérance d'une levée de volontaires pour l'œuvre divine de l'évangélisation, qui répond si intimement aux aspirations des hommes vers la paix, la vérité, l'amour fraternel (cf. *Ad gentes*, 8) en leur révélant « Celui qui est la Voie, la Vérité et la Vie ». (Jn 14, 6 ; 11, 25.)

Que Dieu nous entende ! Qu'il comble de grâces vos âmes en les enrichissant de la communication de son amour !

## L'ISOLEMENT N'EST PLUS POSSIBLE NI PERMIS

*Paul VI est ensuite parti pour l'aéroport. Avant son départ pour Djakarta (11 h 45), il a remercié tous ceux qui l'ont accueilli, puis il a poursuivi :*

[...] Un grand chemin a été fait en très peu de temps pour une meilleure compréhension entre croyants de religions diverses. Le climat de liberté et de respect mutuel que l'on respire dans votre pays nous a réconforté et nous aimerions le trouver partout ailleurs à un pareil degré, pour le plus grand profit des peuples eux-mêmes.

Le dynamisme propre aux pays jeunes imprègne toute votre vie : que Dieu vous le garde pour affronter toutes vos responsabilités, au-dedans et au-dehors de vos frontières, car il n'y a plus d'isolement possible ni permis : l'heure est venue de la grande solidarité des hommes entre eux pour l'établissement d'une communauté mondiale unie et fraternelle.

En remerciant Dieu pour ce séjour si fécond, nous implorons sur vous l'abondance des divines Bénédictions.

*Farewell, Australia !*

## DJAKARTA

*Après sept heures de vol, le DC-8 de Paul VI est arrivé ce même jour, jeudi 3 décembre, à 15 h 50 (toujours à l'heure locale), à Djakarta, capitale de l'Indonésie. Le Pape a été accueilli à l'aéroport par le président Souharto. Dans sa réponse, il a souligné ce que signifiait sa venue dans ce pays où les catholiques sont une petite minorité (2 200 000 sur 114 millions d'habitants), au milieu d'une population musulmane à 70 % et dont le fond culturel ancestral est hindouiste et bouddhiste :*

Nous sommes heureux de l'occasion que nous offre le présent voyage de faire étape en ce beau et grand pays de l'Indonésie où aucun de nos prédécesseurs n'a mis le pied, mais où les catholiques ont été présents depuis plus de quatre cents ans, essayant de faire du bien autour d'eux.



C'est en 1546 en effet que l'un de nos plus grands saints, François-Xavier, après avoir longé à quelques brasses de distance seulement les côtes de Sumatra et Java, venait résider un temps à Amboine et Ternate, jetant les jalons de ce qui devait être l'œuvre de ses confrères et successeurs.

Si ce serviteur de Dieu avait quitté famille et pays pour venir ici, ce n'était ni par ambition politique, ni pour acquérir des richesses par le commerce, ni même en quête de la gloire ou du plaisir de voir du neuf et d'en parler au monde : il voulait faire du bien, le plus de bien possible, à ses semblables parce qu'il savait que Dieu voulait cela de lui.

Nous n'avons nous-même aucune autre intention dans nos divers voyages sur tous les points du globe : essayer, selon nos humbles forces, de travailler à adoucir le sort des hommes, visant à faire régner la paix et triompher la justice sans laquelle aucune paix n'est durable.

En abordant vos rivages, il nous a été donné d'admirer de la hauteur des cieux l'immensité, la riche verdoyance de ces îles en chaîne sans fin qui font de votre beau pays un des plus étendus en longueur qui soit au monde.

### La rencontre des religions

Et par suite de cette étendue, c'est aussi un pays où se côtoient bien des races, bien des cultures, bien des religions : toutes les grandes croyances du monde s'y rencontrent, musulmans, bouddhistes, hindous, confucianistes et chrétiens ; toutes religions reconnues officielles par la Constitution du pays qui place en outre, comme un des cinq piliers du pays, la foi en une « toute-puissance divine ».

Nous nous faisons par suite un devoir et une joie de rendre hommage au gouvernement et au peuple de ce bel exemple donné au monde d'un haut sens religieux, d'une collaboration et d'un enrichissement mutuel dans la diversité. Nous nous plaisons en effet à le redire ici : « Nous ne voulons pas refuser de reconnaître avec respect les valeurs spirituelles et morales des différentes confessions religieuses non-chrétiennes ; nous voulons avec elles promouvoir et défendre les idéaux que nous pouvons avoir en commun dans le domaine de la liberté religieuse, de la fraternité humaine, de la saine culture, de la bienfaisance sociale et de l'ordre civil. » (Encyclique *Ecclesiam suam*, AAS 56 [1964], p. 655 ; cf. *Documentation Catholique*, t. LXI, Paris, 1964, col. 1090.) « L'Eglise ne rejette rien de ce qui est vrai et saint dans les religions. Elle considère avec un respect sincère ces manières d'agir et de vivre, ces règles et ces doctrines qui, quoiqu'elles diffèrent en beaucoup de points de ce qu'elle-même tient et propose, apportent cependant souvent un rayon de la Vérité qui illumine tous les hommes. » (*Nostra aetate*, 2.)

L'Eglise « regarde avec estime les musulmans qui adorent le Dieu Un, vivant et subsistant, miséricordieux et tout-puissant, créateur du ciel et de la terre, et qui a parlé aux hommes ». (*Ibid.*, 3.) Elle admire dans l'hindouisme « ceux qui cherchent la libération des angoisses de notre condition, soit par les exercices de la voie ascétique, soit par la médi-

tation profonde, soit par le refuge en Dieu dans l'amour et la confiance ». (*Ibid.*, 2.) Elle reconnaît que dans le bouddhisme « l'insuffisance radicale de ce monde changeant est reconnue, qu'on y enseigne une voie par laquelle les hommes, avec un cœur dévot et confiant, pourront soit acquérir l'état de libération parfaite, soit atteindre l'illumination suprême par leurs propres efforts ou grâce à un secours venu d'en haut ». (*Ibid.*, 2.)

C'est dans ces sentiments que nous avons affirmé : « L'Eglise doit entrer en dialogue avec le monde ; l'Eglise se fait parole, l'Eglise se fait message : elle se fait dialogue. » (*Ecclesiam suam*, AAS 56 [1964], p. 639.)

\*\*

Nous sommes heureux d'avoir ici à nos côtés un homme de votre peuple et de votre sang, M. le cardinal Darmojuwono, dans les mains duquel se trouve la plus haute autorité catholique de votre pays. Auprès de lui quatre autres évêques sont du pays, et des prêtres toujours plus nombreux se préparent à prendre la relève de missionnaires qui, eux aussi, ont tout quitté généreusement pour aider votre peuple dans tous les domaines en leur pouvoir, vivant de votre vie et faisant leurs vos coutumes comme vos intérêts. C'est la meilleure réponse qu'on puisse faire à ceux qui voient dans l'Eglise catholique une organisation strictement européenne : l'Eglise est catholique, ce qui veut dire universelle et elle en donne en tous pays la preuve que vous avez ici sous les yeux.

Notre salut reconnaissant va aux missionnaires dévoués dispersés dans toutes vos îles ; il va d'une manière non moins émue à la génération grandissante des prêtres et évêques du pays. Nous bénissons paternellement les nombreux fidèles qui Nous entourent et ceux, bien plus nombreux encore, qui n'ont pu venir. Nous saluons avec respect les représentants de toutes les autres religions qui nous ont fait l'honneur de leur présence. Nous remercions les autorités du pays qui ont rendu possible cette rencontre et qui nous ont accueilli avec tant de courtoisie. Qu'ils restent assurés de trouver en chacun de leurs sujets chrétiens les plus dévoués auxiliaires pour la réalisation des nobles idéaux par eux conçus pour le progrès toujours plus grand et plus rapide de votre pays, si généreusement doté par Dieu de beauté, de fertilité, de ressources de toute sorte.

De tout cœur, nous appelons sur vous tous la bénédiction du Dieu tout-puissant.

(Le sous-titre est de notre rédaction.)

### L'EGLISE CATHOLIQUE DANS UN PAYS NON CHRETIEN

*Paul VI s'est ensuite rendu à la cathédrale de Djakarta où, après avoir salué la communauté catholique, il lui a dit ce que devait être son témoignage :*

[...] Nous saluons avec une paternelle affection le peuple chrétien. Vous êtes, à la face du monde, le vivant témoignage de l'universalité du message évangélique :



l'Eglise, qui a la mission de la diffuser, n'est liée ni à une race ni à une culture : chaque peuple y trouve les principes de son élévation, car l'Eglise, dans l'accomplissement de sa mission, concourt à l'œuvre civilisatrice et la stimule (*Gaudium et spes*, 58, 3 et 4).

Que Dieu vous comble de sa grâce ! De tout cœur, nous vous accordons notre paternelle Bénédiction apostolique.

*Semoga Tuhan Selalu Melindungi Saudara Sekalian !*  
(Dieu vous protège tous et toujours !)

*Rendant ensuite visite au président Souharto, Paul VI, après l'avoir remercié de son accueil, lui a dit comment se situait la communauté catholique en Indonésie.*

[...] Notre charge nous a incité à saluer spécialement ceux qui partagent notre foi, les catholiques d'Indonésie. Sous la conduite des évêques et du clergé indonésien, aidés par de valeureux missionnaires, les catholiques de ce pays vivent dans la double fidélité aux principes chrétiens qu'ils ont en commun avec tous leurs frères de la même foi à travers le monde, et aux valeurs propres de leur culture nationale. Ils sont autant que les autres les enfants loyaux de l'Indonésie, soucieux de bâtir, avec leurs compatriotes, une nation capable d'assurer à tous des conditions de vie qui correspondent à leur dignité de personne humaine. Si l'Eglise catholique sollicite de pouvoir diffuser librement sa foi et de voir ses fidèles libérés de remplir leurs devoirs religieux, dans le cadre des institutions établies par l'Etat, elle désire en même temps exprimer clairement sa confiance et son estime pour la destinée humaine et religieuse du peuple indonésien. C'est dans le souci d'apporter sa part à la réalisation d'un développement intégral de tout l'homme et de tous les hommes qu'elle offre ses services dans ses diverses institutions sociales (cf. *Populorum progressio*, 42). Ainsi donc, sans être situés au même niveau, l'Etat poursuivant des objectifs d'ordre temporel, tandis que l'Eglise se préoccupe surtout de l'élévation spirituelle, une heureuse collaboration est possible et souhaitable, car les deux actions sont complémentaires et concourent à l'épanouissement de l'homme selon sa dimension totale.

Nous prions Dieu tout-puissant de bénir votre personne, celle de vos collaborateurs à la tête de cet immense pays, et tout le peuple indonésien.

*Sekian dan terima kasih !* (Je termine, merci beaucoup !)

\*\*\*

*La journée du 3 décembre devait s'achever par une messe célébrée en plein air au stade Sanjan devant 60 000 fidèles et des représentants des religions non chrétiennes. Voici le texte de l'homélie prononcée par Paul VI au cours de cette messe :*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

C'est une grande joie pour le Pape de se trouver au milieu de vous et de pouvoir unir sa prière à la vôtre pour rendre grâces à Dieu.

Célébrant ce rite religieux, le plus sacré, le plus religieux et en même temps le plus communautaire, le plus social et le plus fraternel qu'est le saint sacrifice de la messe, nous voudrions répondre à une question qui doit surgir au fond de votre cœur : pourquoi le Pape est-il venu de si loin jusqu'à vous ? Quel est le but de son voyage ? Poursuit-il un intérêt temporel ? Recherche-t-il un succès de prestige ?

La raison de notre venue, la voici : Poussé par le même motif que vos missionnaires autrefois, animé de la même conviction que votre communauté catholique d'aujourd'hui, nous croyons de toute la force de notre esprit qu'il existe dans l'humanité un besoin suprême, primaire irremplaçable, qui ne peut être satisfait qu'en Jésus-Christ, premier-né d'entre les hommes, chef de l'humanité nouvelle, en qui chacun réalise sa plénitude, car « le mystère de l'homme ne s'éclaire vraiment que dans le mystère du Verbe incarné ». (*Gaudium et spes*, 22.)

Bien que le Fils de Dieu, Jésus-Christ, ait voulu, pour nous racheter, se faire l'un de nous, il a partagé notre condition d'homme, s'insérant dans le monde de son temps, parlant la langue de sa province, puisant dans la vie locale les exemples pour illustrer son enseignement de justice, de vérité, d'espérance et de charité. Sa doctrine, diffusée aujourd'hui à travers le monde, s'adapte dans son expression à toutes les langues, à toutes les traditions et cultures. Aucun livre n'a été traduit dans autant de dialectes que l'Evangile ! Aucune prière n'est dite en autant de langues que celle du *Notre Père* enseignée par Jésus-Christ lui-même.

Aussi le chrétien n'est-il pas un étranger parmi les siens ; il partage avec eux tous les usages honnêtes, il cultive l'amour de sa patrie en bon citoyen. Et cependant il professe une foi catholique, c'est-à-dire celle-là même que professe l'Africain, l'Américain, l'Européen.

Comment cela se peut-il ? C'est que l'homme de l'histoire qui s'appelait Jésus de Nazareth était en même temps le Fils de Dieu ; c'est que l'homme que nous sommes, créé par Dieu, a été créé pour Dieu et qu'il est dans son être même attiré par celui qui l'a appelé à la vie : il s'agit là d'un élément humain tellement personnel et tellement essentiel que celui qui repousse Dieu de sa vie risque vite de rejeter aussi ses semblables pour ses frères.

Jésus-Christ vient dans nos vies en réponse aux semences d'appel placées par Dieu dans le cœur de chacun (cf. *Ad gentes*, 11). Sa parole — qui est la révélation du Dieu d'amour — et sa grâce — qui est la communication de la vie même de Dieu par son Esprit-Saint et dans les sacrements — édifient cette communauté du Peuple de Dieu que l'on appelle l'Eglise, unie par un seul baptême, une seule foi en un seul Seigneur, et vivant pour un seul « Dieu et Père de tous, qui est au-dessus de tous, agit en tous, est en tous ». (Cf. Ep 4, 5-6.)

Et quel est notre réponse à nous, les membres de ce Peuple saint ? Corresponde à la grâce de Dieu par la fidélité à la Parole qui nous sauve, par un comportement d'hommes nouveaux. A la sainteté infinie de Dieu qui nous est communiquée, répond notre sainteté finie prenant pour modèle celle de Jésus-Christ. Alors tout est transformé, illuminé : la vie des personnes, la vie des familles, l'usage des biens de ce monde, nos rapports avec autrui, toute la vie de la société, car c'est l'homme intégral que le Christ libère, élève et sauve.

Voilà, chers fils et chères filles, ce que nous sommes venu vous annoncer : Jésus-Christ. Il est notre Sauveur, et en même temps il est notre Maître à tous, il est « le chemin, la vérité et la vie », « qui le suit ne marche pas dans les ténèbres ». (Cf. Jn 14, 6 ; 8, 12.) Voilà le souvenir que nous voudrions graver dans vos âmes, à jamais !

*Paul VI a passé la nuit à la nonciature de Djakarta. Il a repris l'avion le lendemain matin 4 décembre à 8 h 20 pour Hong Kong.*



# HONG KONG

Paul VI est arrivé à 13 h 20 à Hong Kong. Il a été salué notamment par le gouverneur adjoint, sir Hugh Norman Walker, et Mgr Hsu, l'évêque du diocèse (qui compte 236 000 catholiques sur 4 millions d'habitants). Il a gagné en hélicoptère l'île de Hong Kong où il devait célébrer la messe à l'hippodrome avec de nombreux évêques et 200 prêtres du pays. Au cours de cette messe, qu'il avait voulue typiquement chinoise, Paul VI a prononcé l'homélie ci-après (1) :

## TRÈS CHERS FILS ET FILLES,

C'est pour être avec vous que nous avons accepté l'aimable invitation qui nous a été adressée par votre zélé pasteur, notre frère l'évêque Hsu. Le voyage apostolique, qui nous a conduit en Asie et en Australie pour y rencontrer les Conférences épiscopales du lieu, nous a donné l'heureuse occasion de faire une visite — aussi brève soit-elle — au plus grand diocèse chinois du monde. Nous sommes très heureux d'être parmi vous, chers fils et filles de Hong Kong. Nous voulons vous remercier personnellement de l'affection et du dévouement que vous avez manifestés au Saint-Siège de tant de manières. Nous voulons vous féliciter pour les multiples réalisations de votre communauté catholique si vivante. Nous voulons vous encourager à persévérer fermement dans la foi de votre baptême et de votre confirmation, et vous exhorter à rechercher toujours davantage les moyens les plus adaptés pour rendre le message chrétien d'amour plus compréhensible dans le monde où vous vivez. Par là, vous contribuerez effectivement à démontrer à tous vos frères et sœurs la jeunesse éternelle et la force régénératrice de l'Évangile du Christ. Vous leur donnerez

(1) Traduction de la DC d'après le texte anglais publié dans l'*Osservatore Romano* du 5 décembre 1970.

Mgr CASAROLI, secrétaire du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, qui accompagnait Paul VI dans son voyage avait déclaré à l'envoyé spécial du *Messaggero*, avant l'arrivée du Pape à Hong Kong : « L'opinion publique ne doit s'attendre à rien de sensationnel dans le message du Pape. La vraie nouveauté consiste dans la visite de Paul VI à Hong Kong et non pas dans le contenu de son message. »

D'autre part, pour ménager les susceptibilités de la Chine populaire, les autorités de Hong Kong avaient refusé d'accorder un visa aux sept évêques de Formose. Paul VI avait reçu une délégation de Formose à Manille, le 28 novembre. Il lui avait dit : « Nous sommes venus en Asie orientale, porteur d'un message essentiellement spirituel : notre désir est que Dieu soit mieux connu, plus aimé, car en cela est la racine du bonheur de l'humanité. »

Dans une interview publiée dans l'*Avvenire* (10 décembre 1970, p. 5), Mgr HSU, évêque de Hong Kong, a déclaré au sujet de ce discours :

Seuls ceux qui attendaient du Pape un discours politique ont été surpris. Mais le Pape avait dit bien clairement dès le début que son voyage serait exclusivement religieux et pastoral. Des journaux ont écrit que le discours aurait subi des changements en dernière heure. Je n'en sais rien. Mais en admettant que cela soit vrai, je suis convaincu que les changements en question se situaient parfaitement dans la ligne des objectifs religieux et pastoraux du voyage.

(Le discours de Hong Kong est le seul, parmi ceux prononcés par Paul VI pendant son voyage, qui n'ait pas été diffusé en différentes langues par la Salle de presse du Saint-Siège.)

ainsi une espérance pour construire dans l'amour une société plus fraternelle.

En ce moment, nous prions.

Que chacun de nous prenne conscience du double lien que cette prière, notre messe, établit pour nos âmes : nous sommes unis au Christ, et nous sommes unis à nos frères les hommes.

Oui, nous qui sommes réunis ici au nom du Christ, nous sommes avec lui, ou plutôt, c'est lui qui est avec nous. Lui-même nous l'a affirmé : là où vous serez réunis en mon nom, a-t-il dit, je serai au milieu de vous (cf. Mt 18, 20). En outre, à notre humble personne est confié le ministère de représenter Jésus-Christ, chef unique, bien qu'actuellement invisible, de l'Eglise (cf. *Somme théologique*, III, 8, 1), suprême « pasteur et gardien » de nos âmes (cf. 1 P 2, 25). Nous sommes heureux que notre charge de Vicaire du Christ fasse ressentir plus profondément sa présence au milieu de cette assemblée sacrée, rende plus effective sa puissance divine, et plus immédiates ses consolations spirituelles. Le rite que nous célébrons sera bientôt plus réel et plus mystique, car il deviendra le repas sacrificiel institué par le Christ lui-même pour appeler et renouveler sacramentellement sa passion rédemptrice. Il se donnera lui-même à nous comme nourriture de vie éternelle.

Frères, unissons-nous pour donner à cette célébration tout son sens. Tous et chacun, efforçons-nous d'y adhérer en lui apportant notre plus ferme assentiment. En perpétuel souvenir de ce moment heureux et extraordinaire, accordons lui notre profession de foi humble, résolue, totale. Nous dirons dans quelques instants : « Il est grand le mystère de la foi. » Tel est le premier lien que cette action liturgique doit rendre opérant, maintenant et toujours : la foi. Nous proclamons cette foi pour vous tous et nous vous confirmons en elle.

Comme vous le savez, notre célébration établit un second lien, d'abord dans nos consciences, puis dans nos cœurs et enfin dans notre vie extérieure.

L'Eucharistie est signe et lien d'unité (cf. *Somme théologique*, III, 73, 2 et 3). Elle est un sacrement de communion. Dans l'acte même où elle nous met en communion réelle avec le Christ, elle nous met en communion spirituelle, mystique et morale et sociale avec tous ceux qui mangent le même pain (cf. 1 Co 10, 17). Elle est le sacrement de l'unité ecclésiale. Elle est le principe suprême de la cohésion de la communauté des fidèles. Elle est le sacrement qui contient le Corps réel du Christ et qui tend à produire le Corps mystique du Christ qui est l'Eglise.

Arrêtons-nous ici et concluons : l'Eglise est donc un effet unitaire de l'amour du Christ pour nous et elle peut elle-même être considérée comme un signe opérant, un sacrement d'unité et d'amour. Sa mission est d'aimer. Tandis que nous disons ces paroles simples et sublimes, nous avons autour de nous — et il nous semble sentir sa présence — le peuple chinois tout entier, où qu'il puisse être.

C'est la première fois dans l'histoire que vient dans cette terre d'Extrême-Orient l'humble apôtre du Christ que nous sommes. Que dit-il ? Pourquoi vient-il ? Pour dire un seul mot : amour. Pour la Chine aussi le Christ est maître, pasteur, rédempteur plein d'amour. L'Eglise ne peut taire cette bonne parole : l'amour qui demeurera à jamais.

L'avion de Paul VI est reparti pour Ceylan à 16 h 26 (1).



## MESSAGES AUX DEUX VIETNAM ET AU CAMBODGE

*En survolant le Vietnam et le Cambodge, Paul VI a adressé les messages suivants aux chefs d'Etat :*

*Au général NGUYEN VAN THIEU, président de la République du Vietnam, Saïgon :*

Au retour de notre voyage pastoral et missionnaire aux Philippines et en Océanie, nous renouvelons de grand cœur à Votre Excellence et à tous les citoyens de la République du Vietnam l'assurance de nos vœux et de nos prières pour que Dieu féconde les efforts de tous les hommes de bonne volonté par l'établissement de la paix dans la justice et le respect des droits de tous les peuples du Sud-Est asiatique.

*Au Dr TON DUC THANG, président de la République démocratique du Vietnam, Hanoï :*

Déjà en route pour Rome, au retour de notre voyage en Asie et en Océanie, nous renouvelons à Votre excellence nos sentiments de bienveillance pour tout le peuple du Vietnam, avec le souhait que les efforts loyaux des parties intéressées aboutissent promptement à la juste paix tant désirée.

*A M. CHENG HENG, président de la République du Cambodge, Phnom Penh :*

Témoin des souffrances et des espoirs des peuples d'Asie et d'Océanie, nous sommes heureux de renouveler à Votre Excellence et aux populations cambodgiennes nos souhaits de bonheur et de paix, en invoquant sur elles l'abondance des célestes bénédictions.

*(Textes français dans l'Osservatore Romano du 5 décembre 1970.)*

## COLOMBO

*La dernière étape de Paul VI sur le chemin du retour fut l'île de Ceylan. Arrivé à l'aéroport de Colombo dans la soirée du 4 décembre, à 20 h 05, il y a été reçu notamment par Mme Sirimavo Bandaranaike, premier ministre, et le cardinal Cooray, archevêque de Colombo (1). Au cours de la messe, célébrée en plein air, sur l'aéroport, il a prononcé une homélie dans laquelle il a exhorté la population de l'île à la fraternité.*

[...] En cette heureuse occasion, le message spécial que nous adressons à votre noble nation est celui de la fraternité. Oui, soyez entre vous frères et sœurs,

*(1) Voici la partie centrale de l'allocution que Paul VI a adressée aux autorités venues l'accueillir :*

[...] Nous savons votre résolution d'appliquer à votre pays une politique sociale courageuse tendant à assurer à tous de meilleures conditions d'existence.

Nous souhaitons que notre passage parmi vous contribue, par la grâce de Dieu et par les encouragements que nous vous adressons, à consolider chez tous, et d'abord chez nos frères catholiques, la conscience de l'impérieux devoir social.

Nous saluons avec une fraternelle affection Monsieur le cardinal Thomas Cooray, les évêques de l'île et le peuple catholique qui les entoure. Nous remercions Dieu de nous avoir procuré la satisfaction de cette rencontre pour nous unir à vous dans la prière, vous encourager dans la voie du service de Dieu et du service du prochain. L'un ne va pas sans l'autre, vous le savez, et aucune conscience chrétienne ne peut négliger l'un sans altérer l'autre, car la profession de la foi entraîne le témoignage d'une fraternité réellement vécue. [...]

enfants d'une seule et même mère patrie : Lanka. Faites en sorte que la fraternité vous lie ensemble comme des membres d'une unique famille dans votre vie sociale, économique et politique, sans aucune distinction de caste, de foi, de couleur ou de langue. Supportez ensemble poids, anxiétés, douleurs et joies. Distribuez-vous, en particulier, d'une manière équitable, les ressources matérielles de votre terre, qui a été si richement dotée par la nature. Ces ressources vous ont été données pour le bien-être qui convient à tous et à chacun. Pour atteindre ce but, il faut que l'Etat s'y intéresse, mais aussi chacun des citoyens. De cette unité fraternelle dépendra votre prospérité, votre paix interne et externe, votre bonheur. Que le Seigneur, dans sa bonté, vous accorde toutes ces grâces ! Nous le désirons ardemment et nous le lui demandons dans nos prières pour vous.

Personne ne nous en voudra si, en cet acte suprême et caractéristique de notre religion, nous nous tournons maintenant vers vous qui participez à notre foi catholique pour vous affirmer que nous sommes un, nous qui nous nourrissons du Pain unique de l'autel, nous qui, dans le Sang de l'Agneau, avons été réconciliés avec le Père et entre nous, pour former non seulement un peuple unique par la foi et la prophétie, mais l'authentique famille de l'amour chrétien...

Un rappel incessant à notre unité, la garantie de la communion intime entre nous, et de chacun de nous avec Jésus-Christ, cela ne repose-t-il pas, par disposition divine, sur une Mère, la Mère immaculée du Christ Sauveur, Marie ? Le mot « mère » est une invocation toujours douce, toujours nouvelle, qui trouve unis les membres d'une famille. Marie est cette Mère céleste [...]

## LE SENS DU VOYAGE

*Avant de repartir de l'aéroport de Colombo, à 22 h 55, Paul VI a retracé le sens de ce voyage qui s'achevait :*

Nous allons, au terme de ce long voyage, reprendre l'avion pour Rome. Nous finissons chez vous, chers Ceylanais, un périple inoubliable et nous ne pouvons vous quitter sans vous dire notre profonde reconnaissance pour nous avoir permis de clôturer chez vous nos visites aux chrétiens de l'immense Orient.

Dieu nous a poussé à entreprendre ce voyage pour manifester d'abord à nos frères dans la foi notre volonté de communion à leur efforts et à leurs peines, notre souci de voir l'Eglise catholique accomplir sa mission dans l'harmonie avec les traditions et cultures, si dignes de respect de l'Asie ; pour exprimer ensuite aux âmes religieuses des autres confessions et à tous les hommes de bonne volonté le grand désir de l'Eglise catholique dans un respect, une compréhension et une estime réciproques, d'apporter sa collaboration en vue d'assurer aux hommes de ces régions — et particulièrement aux jeunes et aux pauvres — les conditions d'une montée intégrale des virtualités que Dieu a disposées en eux.

Nous souhaitons que notre prière rejoigne la vôtre pour demander au Tout-Puissant la justice et la paix, le bonheur des individus et des familles, des groupes sociaux et des nations dans l'épanouissement d'une vie enfin fraternelle.

Encore merci pour votre accueil. Nous appelons sur vous tous les plus riches grâces divines en vous donnant notre paternelle Bénédiction apostolique.

*Paul VI est arrivé à Rome aux premières heures de la matinée du samedi 5 décembre, à 4 h 35.*



## LE RETOUR A ROME

*Voici l'allocution qui a été prononcée par Paul VI, à l'heure de l'Angelus, le dimanche 6 décembre, lendemain de son retour à Rome, devant les fidèles qui étaient sur la place Saint-Pierre (1) :*

Nous vous remercions tous, très chers fils, de votre présence qui, aujourd'hui, revêt une signification particulière. Dans sa bonté, notre cardinal-vicaire vous a en effet suggéré de venir sur la place Saint-Pierre, à l'heure de l'Angelus, pour nous saluer au retour de notre rapide et long voyage en Asie orientale, aux Philippines, en Océanie, en Australie, en Indonésie, à Hong Kong et à Ceylan.

### L'attentat de Manille

Vous voulez ainsi remercier avec nous le Seigneur qui nous a donné d'accomplir heureusement ce voyage, et qui, de plus, nous a préservé de l'attentat d'un fou, geste absolument isolé et demeuré heureusement sans aucune conséquence négative. Nous avons appris avec quelle émotion et quelle indignation les autorités, l'opinion publique, et vous, Romains, spécialement, ont accueilli cette nouvelle. Nous tenions à manifester à tous notre reconnaissance émue.

### Le Christ acclamé à travers le Pape

Nous vous sommes particulièrement reconnaissant de nous avoir accompagné de votre pensée et de votre prière. Nous aussi, nous vous avons eu constamment présents à l'esprit, en associant votre souvenir, le souvenir de Rome, aux rencontres de notre pèlerinage apostolique. Nous avons pu ainsi, encore une fois, voir ce que signifie la mission universelle de Rome. Vous avez certainement entendu parler de ces rencontres magnifiques par la presse, la radio et la télévision, et nous voulons croire que vous aussi vous en aurez perçu, dans une certaine mesure, la valeur religieuse et ecclésiastique. Cela ne tenait certes pas à notre humble personne, mais au fait que nous venions de Rome, du centre, du cœur de l'Eglise catholique, comme successeur des apôtres Pierre et Paul ; et pour tous, fidèles et évêques, nos frères et nos amis, nous étions le représentant du Christ lui-même, en vertu d'un mandat multiséculaire. Etonné nous-même de ce phénomène spirituel que nous ne méritions pas, nous nous sommes senti comme l'ostensoir du mystère, partout connu et célébré, du Christ présent dans l'histoire, dans l'Eglise et dans le monde. Ce n'était pas à l'humble homme que nous sommes que s'adressaient les innombrables acclamations des foules enthousiastes, mais à Celui que l'on veut voir agissant d'une façon toute spéciale dans notre ministère apostolique et pastoral, le Christ lui-même, qui, apparaissant en une si modeste image, éveillait chez tous une conscience plus intense de ce

qu'est l'Eglise : une famille d'hommes vivants, de personnes transfigurées en enfants de Dieu, une communauté unie et rassemblée par une même foi, un unique esprit d'amour et de solidarité.

### L'Eglise est faite pour le monde

C'est une grande chose que l'Eglise. Elle est à la fois réalité et mystère. Nous avons compris encore une fois, très clairement, qu'elle est faite pour le monde, également pour le monde d'aujourd'hui. Plus celui-ci apparaît comme une humanité innombrable, une jeunesse débordante de vie et d'aspirations, une société merveilleusement développée, mais souffrant encore d'une misère intolérable et de sa caducité innée, plus il se présente comme prédisposé et aspirant secrètement à un salut supérieur que seul le Christ peut donner, et dont l'Eglise est ministre et prélude.

### La loi sur le divorce

Toute l'Eglise catholique regarde vers Rome et voudrait y voir l'image exemplaire d'elle-même, fidèle à la sagesse de l'Evangile et à sa générosité missionnaire. Tout le monde, d'une façon ou d'une autre, regarde vers Rome, même les chrétiens qui ne sont encore pas réconciliés avec elle, même les autres religions, même le monde profane. En voyageant, nous avons senti ces regards, soit amis et fidèles, soit curieux et critiques, soit même soupçonneux et méfiants, mais toujours soucieux de découvrir dans Rome le témoignage vécu de l'authenticité religieuse et humaine qu'elle revendique.

Aussi ne pouvons-nous vous cacher l'amertume que nous avons éprouvée lorsque, au cours de notre voyage, nous avons appris qu'avait été approuvée la loi qui veut introduire le divorce également en Italie. Pour de nombreux motifs, et notamment l'amour que nous portons au peuple italien, nous pensons que cet événement est malheureux (2).

Mais aujourd'hui, nous ne faisons qu'évoquer ce fait, afin que vous et nous, nous ayons de plus en plus conscience, en esprit d'amour, de notre titre de catholiques. Ce titre, ne l'oubliez jamais ; soyez toujours fidèles, toujours conscients, toujours animés d'une vive et loyale affection pour votre pays catholique, fort et libre, dont la Providence a voulu qu'il abrite le Siège apostolique, distinct et indépendant.

Que vous encouragent dans ces sentiments nobles et sereins les salutations que nous vous apportons des Eglises et nations lointaines que nous avons visitées au nom du Christ.

(2) Après avoir été approuvée le 9 octobre par le Sénat italien (avec un certain nombre d'amendements), par 164 voix contre 150, la proposition de loi Fortunato-Baslini sur le divorce a été définitivement approuvée par la Chambre des députés le 1<sup>er</sup> décembre, par 319 voix contre 286 (cf. DC 1970, p. 23, 25, 254-255 (déclaration de Paul VI), 422-424 (dossier) — NDLR).

— *Sancerre et ses environs*, par le chanoine FARCET. — Vol. 21 x 17 cm, de 80 pages. Prix : 13 F. franco. Chez l'auteur, curé de Menetou-Ratel. CCP Paris 1310-83.

Cette petite monographie, abondamment illustrée, est un heureux service rendu à sa région par l'ancien curé de Sancerre.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 7-8 décembre 1970. Traduction et sous-titres de la DC.



# Questions actuelles

## LE XX<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIÈRE

*Allocution de Mgr Ancel*

Le 14 novembre 1970 a été célébré, à Lyon, le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'Action catholique ouvrière (ACO). Voici le texte de l'intervention qui a été prononcée à cette occasion par Mgr Ancel, évêque auxiliaire de Lyon, supérieur général des Prêtres du Prado, ancien président de la Commission épiscopale du monde ouvrier (\*).

Le texte d'Evangile que vous venez d'entendre (Lc 10, 21-24) me semble parfaitement adapté à l'action menée par l'ACO depuis vingt ans dans le monde ouvrier.

Ayant été, soit au plan diocésain, soit au plan national, le témoin de cette action, je voudrais revoir, avec vous, dans la foi, ce que Dieu a fait en vous et par vous, afin que, tous ensemble, avec le Christ, nous puissions rendre grâce à Dieu.

### Le commencement de l'ACO

Je sais bien que le commencement de l'ACO n'a pas été un commencement absolu. Ce qui est premier dans l'évangélisation du monde ouvrier, c'est la JOC, qui a commencé en France dès 1927. Rappelez-vous comment Pie XI a reçu l'abbé Cardijn en lui disant : « Enfin, quelqu'un qui vient me parler de la masse. » Il a dit aussi : « Les apôtres des ouvriers seront les ouvriers. » Grâce à la JOC, les laïcs dans l'Eglise ne sont plus seulement des fidèles dociles et plus ou moins passifs ; ils ne se contentent pas d'être des collaborateurs des prêtres dans leurs fonctions ecclésiales ; mais ils prennent conscience de la responsabilité apostolique qui leur est propre en pleine vie humaine.

C'est à partir d'un petit groupe de jeunes ouvriers de la banlieue de Bruxelles que commence, dans l'Eglise et dans le monde, le renouveau de l'apostolat des laïcs. Après les premiers encouragements de Pie XI et des Papes qui l'ont suivi, le Concile lui-même, dans sa Constitution doctrinale *Lumen gentium*, a approuvé solennellement ce qu'il appelle l'apostolat spécifique des laïcs. Mais, je le répète, tout cela est parti d'un petit groupe de jeunes ouvriers. Avec Jésus, disons au Père : « Je te bénis, Père,

Seigneur du ciel et de la terre, d'avoir caché cela aux sages et aux habiles et de l'avoir révélé aux tout-petits. Oui, Père, car tel a été ton bon plaisir. » (Mt 11, 25-26).

L'Eglise se préparait obscurément dans l'atelier de Nazareth où Jésus travaillait avec Joseph ; elle préparait aussi son renouvellement et sa nouvelle Pentecôte à partir des jeunes ouvriers de Bruxelles. Saint Paul disait, en parlant des ouvriers de Corinthe : « Ce qu'il y a de faible dans le monde et ce que l'on méprise, voilà ce que Dieu a choisi pour confondre les sages et les puissants. » (Cf. I Co 1, 26-29).

Après la JOC, c'est la LOC qui rassemble les anciens jocistes. C'est une époque de transition. Ensuite, c'est le mouvement populaire des familles ; la LOC se transforme en MPF pour mieux s'adapter aux événements tragiques que l'on vit pendant la Deuxième Guerre mondiale et à l'époque de la Libération. Je n'entre pas dans le détail des explications : d'ailleurs, mon but n'est pas de refaire l'histoire du mouvement ouvrier à cette époque, mais plutôt de vous aider à une lecture religieuse de cette histoire. Les années passent et, peu à peu, on se rend compte qu'un nouveau changement s'impose. Pour rester, dans le monde ouvrier adulte, fidèle à l'intuition fondamentale de la JOC, le MPF se transforme et devient l'Action catholique ouvrière. Ce fut la grande décision de 1950, dont nous célébrons le 20<sup>e</sup> anniversaire.

### Rapports de l'ACO avec les évêques

Nous, évêques, car j'étais déjà associé à Mgr Guerry dans sa mission auprès du laïcat ouvrier, nous assistions à cette lente évolution. Certes, nous ne pouvions pas nous contenter de la regarder du dehors, mais nous voulions respecter les responsabilités propres du laïcat. Faisant partie, à part entière, du monde ouvrier, décidés à vivre leur apostolat selon l'Evangile, les membres du MPF étaient mieux placés que nous pour prendre une décision valable. Nous pouvions les aider à réfléchir dans la lumière de l'Evangile, mais nous savions bien qu'il leur appartenait de décider. L'ACO est donc l'œuvre du laïcat ouvrier.

A ce sujet, je voudrais apporter une précision : certains disent que l'ACO se laisse conduire par les évêques ; d'autres disent que les évêques se laissent conduire par l'ACO.

Ayant assisté à la naissance de l'ACO, membre de la Commission épiscopale du monde ouvrier

(\*) Texte original.



depuis vingt ans et président de cette Commission pendant six ans, je puis apporter mon témoignage : les rapports qui ont existé entre les laïcs et les évêques ont été précisément ceux que le Concile a définis. Ce sont les laïcs eux-mêmes qui ont toujours pris leurs décisions mais nous, évêques, nous leur avons dit ce que nous croyons devoir leur dire, comme successeurs des apôtres. Il y a eu parfois des affrontements, mais toujours dans la loyauté et la confiance mutuelles. Aussi bien dans la création de l'ACO que dans sa vie depuis vingt ans, j'ai vu agir l'Esprit de Dieu. Je ne dis pas que, nous évêques ou vous laïcs, nous ayons été parfaits. Jamais nous ne l'avons pensé. Mais je crois pouvoir dire que, évêques et laïcs, nous nous sommes efforcés de jouer vraiment notre rôle, selon ce que nous étions, dans la fidélité au Christ et dans la fidélité au monde ouvrier. De cela, je rends témoignage et j'en remercie Dieu avec vous tous.

### Les caractéristiques de l'ACO

Dès le début, l'ACO se présente avec sa triple caractéristique : animation spirituelle, regroupement et évangélisation ; ce qui suppose un engagement réel dans le mouvement ouvrier. Tout cela, nous le trouvons exposé largement dans le numéro de *Masses ouvrières* qui a été consacré, en 1950, à la fondation de l'ACO.

C'est toute la vie ouvrière qu'il s'agit de vérifier par l'esprit de l'Evangile, dans les lieux de travail comme dans les quartiers, dans la vie de famille comme dans les organisations ouvrières, dans le déroulement monotone de la vie quotidienne comme dans les époques les plus dures du combat ouvrier : vous ne voulez plus de séparation entre votre vie ouvrière et votre vie chrétienne. Vous voulez être pleinement ouvriers dans l'Eglise et pleinement chrétiens dans le monde ouvrier.

Mais, être pleinement ouvrier et pleinement chrétien ne signifie pas qu'on ait les mêmes options syndicalistes ou politiques. On reste profondément unis dans le Christ et dans la fidélité au mouvement ouvrier, mais pas toujours de la même manière. L'ACO devait donc respecter l'autonomie de ses membres quand il s'agit des options terrestres. Elle a toujours refusé de s'identifier avec tel ou tel syndicat, tel ou tel parti : c'est la diversité dans l'unité. C'est le regroupement. Sur ce point encore, l'Esprit-Saint vous guidait, cet Esprit qui fait l'unité et qui respecte la diversité. Cependant, vous le savez par votre expérience, le regroupement dépasse les forces humaines ; il a, à un titre spécial, valeur de témoignage. Vous avez connu des difficultés, parfois même des échecs. Vous n'avez jamais voulu y renoncer. Que Dieu en soit remercié !

Enfin vous réalisez, en plein monde ouvrier, malgré son indifférence religieuse et malgré son attitude vis-à-vis de l'Eglise, une véritable évangélisation. Cette évangélisation n'est pas une catéchèse de type classique. Mais elle est une présence réelle du Christ qui se manifeste à travers ses membres. C'est par toute votre vie que vous annoncez le Christ à ceux qui ne le connaissent pas ou qui le connaissent mal. En même temps, vous êtes prêts à donner les motifs de votre foi. Or, vous le savez, ce témoignage a été perçu. *L'Humanité*, après la rencontre nationale de

1965, reconnaissait le rôle de la foi dans l'engagement des chrétiens. On ne peut plus dire que la religion est l'opium du peuple. Au contraire, il y a un dynamisme de la foi qui vivifie votre action ouvrière.

Et tout cela, animation spirituelle, regroupement et évangélisation, suppose de votre part un véritablement engagement dans le mouvement ouvrier. Il ne suffit pas de se trouver dans la condition ouvrière pour être membre de l'ACO, il faut s'engager au service de sa promotion collective. Sans doute, devant Dieu, il n'y a pas de petits ou de grands engagements. Mais il faut et il suffit que chacun soit vraiment engagé, d'une façon adaptée à ce qu'il est et aux circonstances dans lesquelles il se trouve, au service de ses frères, dans l'effort qu'accomplit le monde ouvrier pour réaliser sa promotion collective. Et nous savons que tel est le dessein de Dieu. Dieu veut non seulement que les hommes aient des conditions humaines de vie, mais aussi que les biens de la terre et les biens de la culture soient équitablement répartis entre les hommes et que tout homme puisse accéder d'une façon ou d'une autre à de véritables responsabilités.

### Evolution de l'ACO

Ce que nous venons de dire a été clairement perçu dès le point de départ par les laïcs qui ont décidé la fondation de l'ACO. Mais peu à peu une évolution s'est faite.

Je ne puis entrer dans le détail. Je voudrais seulement donner quelques titres avec un mot d'explication.

Vous avez su passer d'une mentalité de crainte à une mentalité de confiance. Au point de départ, vous vous sentiez doublement gênés. Dans le monde ouvrier, vous vous sentiez suspectés, parce que vous étiez chrétiens ; dans le monde des chrétiens pratiquants, vous vous sentiez suspectés parce que vous étiez engagés dans l'action ouvrière.

Aujourd'hui, on peut l'affirmer : le monde ouvrier vous a reconnus dans votre identité ouvrière. Il vous a vu agir. Il vous reconnaît comme valables. Il ne vous conteste plus.

Dans le monde des chrétiens pratiquants, le résultat n'est pas encore pleinement obtenu. Beaucoup vous reconnaissent dans votre identité chrétienne ; mais un grand nombre de chrétiens n'est pas encore arrivé à vous comprendre. C'est douloureux pour vous, mais, vous le savez, vous avez la confiance de vos évêques. Rappelez-vous notre *Lettre aux catholiques de France* en 1968 (1).

De même, vous avez su passer d'une conception dualiste de votre vie et de votre action à une conception vraiment unifiée dans l'Esprit de Dieu. Vous savez que c'est le même Esprit qui vous conduit dans votre vie familiale et de quartier, dans vos engagements syndicalistes et politiques et dans votre vie chrétienne et apostolique. Certes, cette unification pose des problèmes. On risque de ne pas distinguer le royaume des cieux et la cité terrestre. Ce n'est pas n'importe quel combat ouvrier qui construit le royaume. Car le royaume de Dieu ne se construit que dans l'amour et dans le respect des autres. Certes, l'amour n'exclut pas la force ;

(1) DC 1968, n° 1528, col. 1945 et s. (NDLR).



au contraire, l'amour est plus fort que la haine. Il exige aussi, de notre part, une conversion permanente. En effet, nous risquons continuellement de nous décourager ou de nous laisser entraîner par l'agressivité. Mais nous avons le sacrement de pénitence qui nous purifie et la sainte eucharistie qui nous donne la force d'aimer et de nous ouvrir à tous.

Enfin, vous avez su découvrir une nouvelle forme de l'action missionnaire. Pour vous, l'apostolat n'a pas pour but de récupérer des hommes pour les faire entrer dans des structures d'Eglise qui ne leur sont pas adaptées ; mais il a pour but de coopérer à l'action menée par le Christ lui-même pour fonder son Eglise dans la classe ouvrière.

Certes, vous ne voulez pas une Eglise ouvrière. Vous l'avez dit bien souvent. Ce que vous voulez, c'est que l'Eglise universelle naisse dans le monde ouvrier, en assume toutes les valeurs, toutes les aspirations légitimes, toute la culture, afin de les purifier et de les offrir à Dieu. Ce que vous voulez, c'est que le monde ouvrier se trouve à l'aise dans l'Eglise, parce que l'Eglise sera née en lui avec des formes qui lui seront adaptées. Vous ne vous faites pas d'illusion, car nous ne sommes qu'au commencement d'une étape qui sera longue. Mais vous savez où vous allez, en pleine communion avec les forces apostoliques qui sont au service du monde ouvrier, évêques et prêtres, prêtres de paroisse ou prêtres ouvriers ; religieux et religieuses.

### Appels à l'Eglise

Cette prise de conscience progressive de votre mission apostolique vous a obligés à vous tourner plus d'une fois vers l'Eglise, telle qu'elle existe aujourd'hui en France. Et vous lui avez demandé de s'examiner elle-même, au plan des évêques et des prêtres comme au plan des laïcs, afin qu'elle modifie les comportements qui font obstacle à l'évangélisation du monde ouvrier.

Vous n'avez jamais voulu que toutes les catégories sociales adoptent la mentalité et les réactions du monde ouvrier. Vous ne voulez pas plus d'ouvriérisme que d'Eglise ouvrière. Mais vous voulez que l'Eglise, non seulement par des déclarations mais aussi par des actes, manifeste qu'elle n'est nullement inféodée aux puissants et aux riches de ce monde. Vous voulez aussi qu'elle ait le courage de contester, au nom de l'Evangile, ce qui n'est pas conforme à la doctrine du Christ, dans le comportement social, économique et politique de la société actuelle.

Ce que vous demandez enfin, c'est que les évêques et les prêtres manifestent par leur manière d'agir cette priorité à l'évangélisation du monde ouvrier qu'ils ont proclamée dans l'assemblée de 1960 et répétée tant de fois depuis.

### Orientation pour l'avenir

Mais vous savez, par expérience, qu'il ne faut pas attendre que les autres changent avant d'agir soi-même. Aussi vous continuez votre action.

Vous sentez que les transformations profondes qui s'accomplissent sans cesse dans le monde ouvrier et la complexité croissante qui le caractérise exigent de vous une grande souplesse et un renouveau continu.

Jamais vous ne renoncerez à l'intuition profonde qui est au point de départ de votre action. Mais, comme vous le faites régulièrement, spécialement à l'époque de vos rencontres nationales, vous saurez vous remettre en cause non pas au nom de théories abstraites et toujours discutables, mais à partir de la vie ouvrière et des exigences de l'Evangile.

Vous sentez, en particulier, la nécessité de faire face, dans l'unité d'un même mouvement, à la diversité du monde ouvrier. Il faut que vous, depuis les manœuvres et les immigrés qui viennent d'arriver en France, jusqu'aux techniciens et aux grands engagés du syndicalisme et de la politique, puissent s'exprimer, dialoguer et s'appuyer mutuellement à l'intérieur d'un même mouvement apostolique.

Vous sentez aussi la nécessité de rendre plus facile le passage de la JOC à l'ACO. Combien de fois vous m'avez dit votre préoccupation du rajeunissement continu de votre mouvement.

Divers problèmes enfin se posent à vous pour la manifestation liturgique ou paraliturgique de ce que vous vivez profondément dans le monde ouvrier. Ce qui se réalise ce soir dans cette cathédrale, vous voudriez que cela puisse se réaliser aussi ailleurs, dans d'autres lieux et dans d'autres circonstances. Il ne faut pas seulement que l'Eglise naisse dans le monde ouvrier, il faut qu'elle s'y manifeste et qu'elle puisse y célébrer l'action de Dieu.

### Conclusion

Ce que le Saint-Esprit a déjà réalisé en vous et par vous est une garantie pour l'avenir. Vous pouvez compter sur vos évêques et spécialement sur ceux que chaque région apostolique a désignés pour être membres de la Commission épiscopale du monde ouvrier. Ils respecteront votre responsabilité propre ; mais ils veulent être à votre service, afin que dans la même communion au Christ, ils puissent travailler avec vous à l'évangélisation du monde ouvrier.

Vous pouvez compter sur vos aumôniers et sur tous les prêtres affectés à l'évangélisation du monde ouvrier, prêtres de paroisse ou prêtres-ouvriers. Pour reprendre l'expression de saint Paul : « Ils sont à vous, comme vous êtes au Christ et comme le Christ est à Dieu. »

Demandez-leur de vous aider à vivre pleinement selon l'Esprit de Dieu. Vous-mêmes, vous les soutiendrez par votre amitié et par votre confiance.

Vous pouvez compter sur les religieux et les religieuses, spécialement sur ceux qui sont plus directement à votre service.

Par-dessus tout, mettez votre confiance dans le Christ et son Père et le Saint-Esprit de Dieu.

Le Christ a été ouvrier comme vous ; il a été incompris comme vous, il s'est engagé comme vous et il a poussé son engagement jusqu'à mourir sur la croix. Elle vaut pour vous comme pour les Apôtres, la dernière parole de Jésus sur cette terre : « Je suis avec vous, tous les jours, jusqu'à la fin des siècles. » Aussi vous pouvez conclure avec saint Paul : « Nous sommes plus que victorieux grâce à Celui qui nous a aimés. »



# SAINTE CATHERINE DE SIENNE ET SAINTE THÉRÈSE, DOCTEURS DE L'ÉGLISE

*Conférence du cardinal Garrone (\*)*

Une tradition ininterrompue jusqu'ici dans l'Eglise vient de prendre fin avec la proclamation solennelle du titre de docteur conféré à deux femmes : Catherine de Sienne, Thérèse d'Avila. Jusqu'ici, un tel titre était réservé aux hommes, sans que jamais pourtant on ait pensé à en exclure expressément les femmes.

Par une telle décision, l'Eglise s'engage. Elle s'engage, et dans le domaine le plus élevé de sa mission, celui de la foi. De même qu'en déclarant solennellement un saint, l'Eglise le désigne comme le modèle sûr auquel on peut et doit mesurer sa conduite, pour se croire conforme au Christ et bénéficier de son salut, de même quand elle donne à quelqu'un le nom de docteur, elle se compromet et compromet gravement les siens. Elle les invite à trouver chez ceux qu'elle désigne ainsi la doctrine même du Seigneur dans sa pureté authentique. Il y va donc du salut des âmes.

Et cela donne au geste présent du Souverain Pontife une extraordinaire gravité.

Le mot de docteur n'a pas changé de sens, et les conditions requises pratiquement par l'Eglise pour reconnaître officiellement à l'un des siens cette qualité n'ont pas changé non plus.

Qu'y avait-il donc dans un saint Bernard, dans un saint François de Sales qui explique la décision de l'Eglise à leur endroit et que cette même Eglise retrouve dans une sainte Catherine ou une sainte Thérèse pour leur faire place dans une telle lignée ? Une doctrine éminente, une insigne sainteté : telles sont les conditions fondamentales posées par la tradition pour que l'Eglise puisse se donner un docteur.

Or, tout cela on le trouve en sainte Thérèse et en sainte Catherine. Le sentiment commun de l'Eglise l'a depuis longtemps reconnu. Il reçoit seulement en ce temps de la suprême autorité la définitive sanction. La proclamation consacre un fait acquis.

Déjà et depuis toujours, sainte Catherine et sainte Thérèse enseignaient. Déjà la conscience et le cœur chrétiens s'étaient reconnus dans ces merveilleux exemplaires de sainteté, à la mission éclatante, à l'autorité et au rayonnement largement répandus sur la surface entière de l'Eglise et à travers six et quatre siècles. Quelle merveilleuse aventure que celle de la diffusion extraordinaire des textes de ces deux saintes...

La proclamation apporte à tout cela un dernier élément. Déjà ces deux vies étaient une leçon où l'Eglise avait pris l'habitude et le goût de chercher son propre visage. Et la grâce avait donné à ces deux saintes le pouvoir, en une langue exceptionnellement personnelle et belle, d'exprimer la foi clairement, chaleureusement, durablement, efficacement. Elles étaient demeurées présentes à l'Eglise jusqu'en nos jours dans leur fraîcheur intacte, dans leur capacité de convaincre et d'émouvoir.

L'Esprit-Saint, suivant la belle remarque de saint Thomas, commente, à travers les saints, la doctrine qu'il a lui-même inspirée dans l'Ecriture. C'est lui qui parlait par les écrivains sacrés ; c'est lui qui parle à travers les siens quand, pleins de son Esprit, ils laissent régler leur conduite sur ce qu'il devra enseigner. La proclamation récente confirme que c'est bien la tradition authentique de l'Eglise qui portait ces saintes et qu'elles-mêmes portaient.

A leur manière, qui les rend irremplaçables.

Irremplaçables l'une et l'autre par *ce qu'elles ont de commun*.

Irremplaçables aussi par *ce qu'elles ont de propre* et qui les distingue profondément.

Lumière unique du Christ et de l'Eglise, arrivant jusqu'à nous reflétée au travers d'âmes et de génies à la fois pareils et divers, comme le soleil divise pour nous envoyer les multiples couleurs de son spectre.

## **Catherine et Thérèse sont docteurs comme seule une femme peut l'être**

Sainte Catherine et sainte Thérèse sont semblables dans leur office de docteur d'abord en ce qu'elles sont femmes.

Elles le sont intégralement, par tout leur être, en toute leur action : leur sainteté même en est profondément marquée, imprégnée. Que de fois sainte Thérèse ne l'a-t-elle pas elle-même souligné pour qui aurait pu l'oublier : « Nous ne sommes pas si faciles à connaître, nous autres femmes... Vous vous étonnez de ne pas nous avoir bien comprises... Vous nous jugez seulement sur ce que nous disons... » Leur fonction et leur mission de docteurs ne sauraient donc ni sans erreur ni sans dommage vouloir en faire abstraction. Ce serait fausser leur témoignage, ou du moins nous priver de ce qu'il apporte d'unique. Si l'Eglise leur fait désormais place au rang des docteurs, et même si, pour le faire, elle a dû considérer leur apport littéraire et, pour ainsi dire, leur enseignement formel, ce n'est pas qu'elles aient jamais su, ni pu, ni voulu se substituer à ceux que désigne la charge formelle d'un magistère. Sainte Thérèse éprouvait même une répugnance à l'idée qu'on voulût la prendre pour un maître à la façon de ceux qu'elle consulte et qu'on lui demandât d'écrire : « Pourquoi veut-on que

(\*) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Cette conférence a été donnée à Rome par le cardinal-préfet de la congrégation de l'Education catholique, le 29 octobre 1970, dans la salle Pie-XII, à l'occasion d'une manifestation en l'honneur des deux nouveaux docteurs de l'Eglise.

Nous rappelons que sainte Thérèse d'Avila a été proclamée docteur de l'Eglise par Paul VI le 27 septembre 1970 (DC 1970, n° 1572, p. 908) ; et sainte Catherine de Sienne, le 4 octobre suivant (DC 1970, n° 1573, p. 956).



j'écrive ? Que les théologiens le fassent ! Eux, ils ont étudié ; mais moi je ne suis qu'une sotte... Pour l'amour de Dieu, qu'on me laisse filer à mon rouet et aller au cœur et suivre la Règle comme les autres sœurs ; je ne suis pas faite pour écrire ; je n'ai pour cela ni santé ni intelligence. »

Et certes, elles savent bien qu'elles ont quelque chose à dire, elles ne s'en privent pas. Mais elles ont leur manière de le dire. Si elles sont des docteurs, ce n'est pas à la façon d'un saint Jean de la Croix ou d'un saint Thomas. Et pas seulement parce qu'elles n'ont pas fréquenté les écoles et pris des grades, mais parce qu'elles sont femmes et qu'elles ont autre chose à faire. Ou plutôt la même chose, mais autrement.

Peut-on essayer d'analyser et de décrire cet « autrement » ? Un fait significatif permet d'amorcer la réponse : Thérèse comme Catherine ne parlent jamais comme on enseigne. Elles ne seraient pas à l'aise dans un exposé doctrinal où l'on fait abstraction de soi, des autres, de la vie, pour ordonner logiquement des idées. Quand elles parlent, elles ne remuent pas des concepts. Elles restent présentes. C'est d'elles-mêmes qu'elles parlent de leurs expériences qu'elles décrivent et racontent. Sainte Thérèse retrace largement sa vie, et le *Château de l'âme* n'est que le développement approfondi de cette même vie. En parlant d'elles-mêmes, c'est toujours à quelqu'un qu'elles parlent. Elles sont au fond toujours « en dialogue », selon le titre de l'ouvrage de sainte Catherine. En dialogue avec Dieu : le titre du livre de sainte Catherine est profondément juste ; et le texte de sainte Thérèse, quel que soit l'interlocuteur, est ponctué à chaque instant d'exclamations et d'interpellations à son Seigneur et au Christ Jésus. En dialogue aussi avec les autres : le meilleur de leur enseignement, le plus original, le plus caractéristique n'est-il pas l'échange vivant de leur correspondance ? *Le Chemin de perfection* de sainte Thérèse est-il autre chose qu'un dialogue ? Cela est bien significatif.

Catherine et Thérèse sont docteurs comme une femme, et seule une femme, peut l'être. Qu'est-ce à dire ?

D'abord, l'Eglise dont elles témoignent, qu'elles aiment si passionnément, n'est pas vécue par elles d'abord et principalement comme un système de pensée. L'Eglise, certes, est cela aussi. Mais pas seulement. Pour ces deux femmes, l'Eglise c'est d'abord et essentiellement une famille vivante, faite de visages connus, aimés ; sans cesse traversée des courants vivants d'une affection partagée ; nourrie et stimulée par ces échanges de pensées, de paroles où les âmes communiquent entre elles, se rencontrent, se heurtent quelquefois et finalement communient ; où chacun éprouve intensément la joie et la peine de tous ; où l'on veille aux dangers communs ; où l'on ne sait pas se reposer quand la vie commune est en péril. L'Eglise c'est cela pour sainte Thérèse, et c'est cela pour sainte Catherine. Et le Pape même n'est pas pour elle un personnage lointain. C'est un être concret, aimé, avec qui l'on souffre, qu'on veut servir, à la rencontre duquel on se précipite sans façon pour l'aider s'il y a lieu et, s'il y a lieu, pour lui dire, avec une

liberté filiale que l'amour rend à l'occasion téméraire, ce qu'on attend de lui.

C'est d'un « climat » que ces docteurs sont d'abord les témoins. Mais la Tradition n'est-elle pas d'abord un climat ? Ce climat est tout pénétré, construit par les vérités mêmes de la foi. Mais il est plus que la somme des vérités fidèlement respectées. Il en est fait, mais sans se confondre avec elles. C'est à travers ce climat, contagieusement vécu, que Thérèse et Catherine deviennent les témoins des vérités de la foi. Personne n'a mieux parlé que Catherine de la Sainte Trinité, ni de la grandeur de Dieu ; personne n'a mieux défendu l'humanité du Christ que sainte Thérèse. Mais c'est à travers le commerce vivant de l'une et l'autre avec Dieu que ce travail d'enseignement s'accomplit. L'Eglise salue avec joie la redécouverte de sa foi la plus pure à travers un tel témoignage, mais on voit tout ce qu'on perdrait à vouloir mettre en forme abstraite et rigoureuse ce qui nous arrive par une telle voie : la voie, indispensable elle aussi, du climat chaleureux et humain de la maison de Dieu... C'est ainsi qu'une femme, et elle seule, peut être le témoin de ce qu'est un foyer.

Il s'ensuit, comme une conséquence immédiate, que l'apport de ces deux saintes ne sera jamais purement ni même proprement théorique. Elles ont toujours affaire directement à des êtres vivants qu'elles veulent connaître, aimer, servir. Avant tout au Seigneur : leur pensée et leur parole est toujours plus ou moins prière et conversation avec Dieu. Mais aussi aux autres et quasi toujours. Et cela n'entraîne pas seulement un certain mode de présentation, une forme de langage directe et personnelle, cela inclut une volonté d'action, une intention d'efficacité pratique. Catherine et Thérèse mènent à chaque instant un combat. Elles veulent en venir à leurs fins. Elles entendent obtenir un résultat. Leur visée est éminemment pratique. Leur parole prend toujours la forme d'une action qui veut être efficace : convaincre, convertir, encourager, soutenir... Elles retrouvent d'instinct le ton de l'Ecriture qu'elles aiment et citent à profusion, de l'Ecriture où le « dire » et le « faire » ne se disjoignent pas, où la pensée est déjà amour et tend à engendrer une conviction qui soit elle-même un consentement à l'amour. Cela aussi est de la femme.

Faut-il ajouter enfin que ni sainte Thérèse ni sainte Catherine n'ignorent — elles sont trop fines pour cela — la force de séduction très pure et très réelle qui émane de leur personne. Ni l'une ni l'autre ne s'étonne de voir venir à elles des âmes, qu'elles ont conquises et qui les suivent et qui s'attachent à elles d'un attachement, certes sans équivoque, mais relié à ce qu'il faut bien appeler leur « charme ». Elles savent qu'elles ne déplaisent pas. On se souvient du joli mot de sainte Thérèse au Frère qui avait essayé de fixer les traits de son visage : « Dieu vous pardonne, mon Frère, de m'avoir faite si laide. » Elles n'en retiennent rien pour elles-mêmes, elles se gardent de laisser jamais se créer un sentiment moins net, mais elles en usent instinctivement. Il leur arrive de trahir la souffrance que créent en elles une distance ou un oubli. Cela encore et plus



que tout est bien féminin. Pourquoi le contester ou l'ignorer ?

Et tout cela donne au rôle de ces deux saintes dans l'Eglise, à leur fonction de docteurs, quelque chose de spécifique où l'humain est mis merveilleusement au service du surnaturel. Le charisme de la vocation de Catherine et de Thérèse non seulement ne tue pas en elles la femme, mais met ces richesses uniques au service de la communication de la vérité de la foi. Nul autre qu'elles ne pourrait le faire de la même façon. Elles l'ont fait, elles continuent de le faire. On va à elles aujourd'hui comme hier. On y va chercher la même vérité commune sous la forme même et selon le même attrait qui marquaient jadis le rayonnement de leur existence terrestre.

A ce titre déjà et d'abord, elles se ressemblent, car elles sont toutes deux, pour transposer le mot de saint François de Sales, « tant femmes que rien plus ».

Mais leur ressemblance va plus loin.

Et c'est ce qu'il faut montrer maintenant avant de dire tout ce qui les distingue.

### **Chez l'une et l'autre, amour respectueux et audacieux de l'Eglise**

La communauté glorieuse de destin surnaturel qui réunit aujourd'hui les deux saintes dans la même gloire couronne une communauté d'action frappante dans leur carrière humaine.

De part et d'autre, en effet, une mission extraordinaire fait intervenir ces humbles femmes au sein des plus hautes et des plus graves décisions de l'Eglise : l'Eglise, après leur passage, n'est plus la même...

De part et d'autre encore, une capacité peu commune non seulement d'action, mais d'expression : l'une et l'autre ont déposé aux archives de l'Eglise et inséparablement à celles de leur pays, l'Italie et l'Espagne, quelques-unes parmi les pièces inestimables de leur trésor littéraire et spirituel.

De part et d'autre, enfin, l'action est menée dans une atmosphère intérieure et sous l'impulsion d'un amour immense de l'Eglise. Amour à la fois respectueux et audacieux ; amour capable d'inspirer les plus étonnants sacrifices ; amour qui sait accepter à plein cœur l'obéissance, mais n'y trouve jamais un prétexte ni au silence ni à l'inertie. Il est vraiment difficile de trouver dans l'histoire de l'Eglise deux exemples plus parfaits et plus élevés d'amour passionné pour le bien de l'Eglise et de courage pour la servir. Qui a jamais parlé au Pontife romain un langage plus témérairement affectueux que Catherine s'adressant à « son doux Christ de la terre », « son père bien-aimé » ? Qui lui a jamais dit cependant et en même temps en termes plus forts les exigences de l'Eglise dont il porte la charge ? Sur un terrain qui n'est plus celui de la politique de l'Eglise, mais celui de la vie et de la liberté, dans l'Eglise, des initiatives de l'amour contemporain, Thérèse à sa place n'a jamais faibli : jamais elle n'est suspecte de lâcheté et d'abandon, pas davantage d'indépendance coupable.

La vocation extraordinaire de ces deux femmes qui les place d'emblée sur l'avant-scène

de l'Eglise de leur temps fait d'elles des modèles étrangement accordés entre eux et singulièrement significatifs pour une heure de l'histoire où l'Eglise requiert de chacun des siens une participation active, participation qui ne saurait être féconde si elle n'est fidélité obéissante. Que de chrétiens, aujourd'hui, pourraient trouver dans le commerce fraternel de la pensée et de l'action de Catherine et de Thérèse le secret difficile qu'ils chercheraient vainement ailleurs pour concilier l'initiative créatrice et l'authentique dépendance. Ce secret, il ne peut être que dans un amour toujours plus fort, passionné et désintéressé de l'Eglise, de sa vérité et de sa discipline, dans une fidélité totale aux inspirations intérieures de la grâce et en même temps dans un attachement affectueux à ceux qui portent, au nom de Dieu, la charge de l'autorité.

Comme on voudrait que, de notre temps, surgissent en grand nombre de tels exemples ! Mais, que dis-je ? Ils sont au milieu de nous. Sainte Catherine et sainte Thérèse sont présentes à l'Eglise d'aujourd'hui comme à celle d'hier. Elles nous jugent par leur conduite et nous aident par cette conduite même et par leur prière, plus vivantes et plus serviables que jamais.

### **Catherine de Sienne, un témoin qui remue l'auditeur et le gagne à sa cause**

Il est temps de s'arrêter maintenant à chacun de ces deux visages si différents malgré l'identité de leur mission profonde et de la forme originale de leur contribution au service de l'Eglise. Il fallait commencer par dire ce qui les rapproche car, dans l'apparence immédiate, tout les oppose, tant leur personnalité est riche. Voici d'abord Catherine, la vierge siennoise.

Au temps où les yeux et le cœur de cette enfant s'ouvrent à la grâce dans l'humble foyer paternel, l'Eglise est pour elle une réalité présente, vivante, palpitante. Il ne faut pas s'étonner qu'une première vision du Christ qui la surprend et l'arrête sur le chemin à six ans lui montre son Seigneur sous l'aspect et sous les insignes qui sont ceux du Pape de Rome. Rome est si proche ! Et Rome est vide de son Pontife ! Il a passé les Alpes pour chercher refuge en Avignon et il s'y plaît. Mais la chrétienté, Rome, l'Italie souffrent de cette absence comme d'un mal aux graves conséquences, d'autant plus qu'on dit beaucoup de choses de cette cour lointaine... L'Eglise, pour Catherine, c'est aussitôt ce Pape absent, Rome sans Père. L'Eglise, c'est donc pour elle le Pape, plus présent de son absence même durement éprouvée...

L'Eglise, c'est aussi cette guerre toujours menaçante, toujours renaissante : Sienne contre Florence ; Florence contre Gênes... Principautés contre le Pape... On se bat. On se hait. On s'entre-tue. L'Eglise, ce sont pour Catherine ces chrétiens divisés, insultant par leurs divisions à la paix que le Christ est venu donner.

Le cœur de Catherine souffre pour l'Eglise dès qu'elle la connaît. Les premiers mouvements de son cœur sont de souffrance. Et aussitôt, de décision et de volonté. L'amour qui règne en elle l'entraînera sur les chemins. Elle ira à Rome ; elle ira à Avignon. Ni les montagnes ni les distances ne l'arrêteront. Elle travaillera



à ramener le Pape là où il doit être, au cœur de l'Eglise. Elle travaillera sans relâche à dériver vers le tombeau du Christ, qu'il faut délivrer, les forces qui s'épuisent en luttes fratricides.

L'amour du Christ la brûle. Cet amour n'est pas son œuvre. C'est l'œuvre de l'Esprit en elle. Il est si fort qu'il imprime jusque dans sa chair les signes douloureux de la passion du Christ. Il est en elle un feu dévorant qui ne la pousse pas seulement sur les routes mais qui lui arrache sans cesse des cris déchirants. Trempées dans ce brasier, toutes les choses de la foi en rejaillissent en éclairs lumineux. Chacun éprouve, à l'écouter, qu'il n'avait jamais encore vraiment prononcé le nom de Dieu, il lui semble qu'il ignorait jusque-là le mystère suprême de la Trinité, qu'il n'avait jamais encore donné son contenu à des mots comme le péché, comme la croix, la croix surtout... La croix et le sang du Christ. Ce sang ! Catherine en est comme enivrée. Elle le chante, elle le crie. Les images se multiplient dans un désordre merveilleux et éblouissant, retraduisant pour nous les froides propositions de nos livres : « ce « fleuve » torrentiel qui charrie le mal et les pécheurs, ce « pont » jeté par-dessus et qui n'est autre que la croix dont on monte un à un « les degrés » vers le côté ouvert du Christ et jusqu'à sa bouche ; ces « vents » qui, des quatre coins de l'horizon, viennent battre l'âme humaine... On ne résiste pas à l'entraînement de ce lyrisme, mais on reste stupéfait de constater, point par point, que jamais la rigueur de la doctrine n'est sacrifiée à la chaleur du sentiment. Nous réapprenons notre foi à la lumière de l'amour et notre cœur est pris avec notre intelligence. Quelle leçon vaut cette leçon ? On dira, il est vrai, que ces images pour la plupart ne sont pas de Catherine ; on citera le Frère prêcheur qui les lui a inspirées. Mais comme dit si bien Pascal : « Quand on joue à la paume, c'est la même balle dont joue l'un et l'autre... Seulement, l'un la place mieux. » Catherine n'a pas créé ces images mais elle leur a infusé la vie, elle ne les a pas inventées, mais elle leur a donné une âme. Elles ne sont plus dans sa bouche ces pâles résidus verbaux, qu'elles sont presque toujours pour nous, à peine moins abstraits que les mots qui ont perdu toute attache avec une réalité sensible. Que pouvaient être ces images avant que le génie de Catherine ne s'en soit emparé ? Elles sont maintenant à elles, bien à elles. Elles se retrouvent ou plutôt elles se trouvent. Elles vivent pour Catherine et pour nous, et l'on ne peut s'étonner de l'admiration d'un juge tel que Papini devant cette langue qui enchante son goût et son sens de poète.

Mais en lui rendant son plein droit, nous définissons du même coup ce qu'est le rôle de Catherine. C'est un témoin, un témoin dont la foi se fait entendre. Un témoin qui remue l'auditeur et le gagne à sa cause. Mais c'est un témoin. L'Eglise ne demande pas à un tel docteur de faire progresser la théologie. Elle lui sait gré de redire la foi dans sa parfaite authenticité et dans sa langue irremplaçable, la langue géniale d'un cœur dévoré d'amour. De ces docteurs-là aussi, l'Eglise a besoin.

## Thérèse d'Avila, docteur de la réalité « existentielle » de la foi

Et Thérèse ? Plus de deux siècles ont passé. Nous ne sommes plus à Sienne, mais en Castille. Les temps sont tout autres, comme les lieux.

Tout autre l'univers physique : à la place de la douceur aimable de Sienne, la terrible austérité d'une terre qui passe du soleil brûlant au froid intense. Tout autre l'univers moral : celui d'une race aristocratique, riche de passé et d'honneur...

Mais surtout, les temps de l'Eglise sont changés. Cette âme fière, généreuse, s'éveille à de bien beaux récits. Les premiers mots qui frappent son imagination et soulèvent déjà son cœur passionné sont ceux des Maures — elle les devine par-delà les montagnes proches et brûle d'aller les convertir ; — ceux des Amériques, d'où les galions rapportent, pour les déverser sur l'Espagne, les prodigieuses cargaisons d'or ; ceux enfin de Luther et des hérétiques contre lesquels l'Espagne, au contraire de tant d'autres pays, s'est défendue et se défend encore victorieusement...

Tel est le cadre vivant où Thérèse a appris à connaître l'Eglise, à partager ses luttes, ses épreuves, ses angoisses. Elle vivra, face à ces grandes choses ou plutôt au milieu d'elles, l'extraordinaire aventure personnelle du choix divin qui l'arrache au monde et la veut tout entière, sans réserve à celui qui l'appelle et l'attend : le Christ crucifié aux plaies sanglantes dont l'image l'a saisie et bouleversée soudain. Elle sera sienne, à lui seul. Elle remuera le monde pour obtenir le droit de ne vivre que de lui et pour lui, loin du bruit des hommes, loin de leurs richesses. Elle obtiendra, au prix d'efforts inouïs, pour elle et pour d'autres, car elle est suivie et elle veut l'être, de vivre dans leur extrême rigueur la pauvreté, la chasteté, l'obéissance. Sa croisade pour une vie contemplative sans concession se confondra avec sa volonté de contribuer efficacement au salut du monde : c'est ainsi qu'elle « aidera Notre-Seigneur » et rassemblera pour lui des troupes d'âmes vouées, dans le silence et le sacrifice, aux combats de l'Eglise pour le salut des hérétiques, pour la victoire sur les infidèles, pour l'évangélisation des peuples neufs.

Passionnante aventure d'une vie qui n'a pas connu de répit, écartelée entre le besoin ardent d'être au Christ sans quitter jamais sa compagnie et la nécessité de défendre le droit à la réforme, de fonder et de soutenir, à travers toute l'Espagne, de nouvelles ruches du Seigneur...

Amour créateur s'il en fut dont la révélation fut un jour capable de révéler le Christ lui-même et l'amour divin à Bergson et qui continue d'entraîner et de séduire.

Car une femme de cette trempe entend bien gagner et conquérir.

La Providence l'a dotée merveilleusement à cette fin. L'Espagne salue en elle l'un de ses écrivains les plus chers et les plus brillants. Sa langue est frémissante de vie, alerte, fraîche, relevant à chaque instant d'un trait d'ironie souriante les plus graves propos. Jamais pesante, si ardue que soit la matière.



Thérèse excelle dans la correspondance, bien sûr. Mais elle n'hésite pas devant des projets plus ambitieux. Ses directeurs l'en pressent. Elle semble se faire tirer l'oreille, mais elle est prête, elle trouve au milieu de ses invraisemblables activités le temps d'écrire de véritables traités qui sont aujourd'hui pour l'Eglise des trésors.

Ce qu'elle dit, au long de ces ouvrages, tous connus et célèbres à quelque titre, c'est toujours en définitive ce que Dieu a fait en elle. Elle relève inlassablement dans son âme la trace des pas du Seigneur, elle relate cette lente ascension qui conduit à l'union divine. Elle souligne ce que cette démarche exige à chaque étape de celui que la grâce divine a librement et généreusement choisi. *Le Château de l'âme*, c'est la mise en forme de son expérience, analysée, commentée à l'usage de celles que Thérèse a réunies autour d'elles. Malgré les apparences, même ce grand livre un peu sévère et qui pourrait sembler savant n'est autre chose qu'un instrument de travail. Il est écrit en marge des livres plus spontanés où elle raconte sa vie, suivant au jour le jour ce que Dieu lui a fait vivre et ce qu'elle a fait avec Dieu : cette incomparable autobiographie que tant d'auteurs s'évertuent à reprendre sans la dépasser, le livre des *Fondations*, journal, plaisant parfois, plus souvent bouleversant d'une volonté acharnée, et toujours finalement efficace pour planter le Carmel en tous les points de l'Espagne. Il est impossible et il serait faux de lire ce livre séparément des autres, plus libres et plus directs, dont elle ne fait que dégager la substance. Il serait faux également d'y voir une sorte d'ouvrage parallèle et comparable à ceux d'un saint Jean de la Croix. Elle n'a ni la volonté ni la prétention de se substituer à de tels maîtres. Elle n'est pas théologienne. Mais elle est vraiment docteur, car la foi de l'Eglise est rigoureusement présente à sa pensée. Elle la découvre et la fait redécouvrir sous un jour nouveau dans sa réalité « existentielle », à travers l'expérience intime de sa communion vivante avec la Trinité et avec le Christ, expérience d'une singulière profondeur dans une âme exceptionnellement douée pour la discerner et pour la décrire.

Il manquerait à l'Eglise quelque chose presque d'essentiel si la vérité de la foi n'était jamais communiquée, sous la garantie du Magistère, que sous la forme des analyses abstraites de la théologie. Il fallait, et Dieu y a pourvu, qu'elles nous arrivent encore par une autre voie celle d'une expérience analysant si l'on peut dire ce que l'Eglise enseigne, non plus en des formules impersonnelles, mais dans le langage vivant d'une âme qui regarde en soi et nous exprime ce qu'elle découvre. Une telle forme d'enseignement est à vrai dire indispensable, complémentarément à l'enseignement théorique. Sainte Thérèse n'a jamais voulu être docteur en ce dernier sens. Elle l'est à un autre titre non moins juste, non moins fécond et non moins nécessaire. Elle est à sa façon, que nous avons dite, docteur de l'humanité du Christ, de la Sainte Trinité ; docteur de la grâce, de la générosité et de la gratuité infinies de la grâce ; docteur de notre collaboration à cette grâce ; docteur des promesses illimitées d'une union à réaliser dès ce monde entre le Christ et les

siens ; docteur de la Passion rédemptrice et de notre coopération à cette œuvre de salut, docteur de la volonté salvifique du Christ étendue au monde entier ; docteur de la vie religieuse et de ses exigences, de l'obéissance courageuse et franche à l'Eglise... Tout cela, elle nous le dit et nous le redit à sa façon unique, irremplaçable.

C'est pour cela que nous l'aimons et que de voir consacré son rôle remplit l'Eglise d'une immense joie et d'une immense reconnaissance.

### Catherine, contemplative dans une vie d'action ;

### Thérèse, active dans une vie de contemplation

Il faut conclure.

Sainte Thérèse a connu les œuvres de sainte Catherine et reconnu en elle un guide précieux. Catherine et Thérèse se sont retrouvées dans la lumière de la gloire. Elles se retrouvent aujourd'hui réunies sur la terre par la fonction que leur reconnaît solennellement l'Eglise de guides authentiques et de docteurs de notre foi. Si pareilles dans leur mission de femmes et la grandeur de leur rôle historique. Si diverses dans la richesse de leur physionomie spirituelle et de leurs dons : l'une, Catherine, contemplative au sein d'une vie d'action ; l'autre, Thérèse, active dans une vie intense de contemplation. Mais témoins toutes deux, témoins privilégiés de l'intimité et de la « familiarité ineffable » du même Christ, amoureuses passionnées de leur Seigneur, audacieusement entreprenantes au service de son Eglise. Elles vivent aujourd'hui comme jamais dans la fraîcheur inaltérée de leur témoignage où le Magistère officiel de l'Eglise reconnaît le charisme des docteurs, dotées par Dieu l'une et l'autre de la même puissance intacte d'illumination et d'attrait pour conduire au Christ.

L'Eglise entière exulte pour le don fait à ces deux âmes et pour le don fait de ces deux âmes à tous ceux qui croient. Les générations les diront bienheureuses et se réjouiront en elles.

Sainte Catherine de Sienne, sainte Thérèse d'Avila, docteurs de l'Eglise, éclairez en ces jours difficiles le chemin de cette Eglise que vous avez tant aimée et si parfaitement servie.

---

— *Chrétienté en contestation : l'Amérique latine*, par SCHOOVANS (coll. « Parole et Mission », n° 17). — Un vol. in-8° écu, de 320 pages. Prix : 29 F. Editions du Cerf, Paris.

L'ouvrage porte en sous-titre : *Essai de prospective pastorale*, et en marque ainsi l'esprit et le but. Professeur à l'Université catholique de Sao Paulo, M. Schoovans connaît bien les graves problèmes de l'Eglise et en les exposant il recherche les options qui se présentent à l'Eglise, parfois audacieuses, et dans quel sens elle doit assumer son avenir pour rester fidèle à sa mission prophétique et à son ministère de salut.

— *Cathédèse et mission en monde ouvrier*, par G. DE-ROUBAIX et Sr SAINT-IGNACE (coll. « Sacerdoce et laïc »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 128 pages. Les Editions Ouvrières, Paris.

Mgr Gand, en présentant ces pages, dit l'importance de cette expérience catéchétique, menée d'abord dans un quartier ouvrier, puis dans la ville de Roubaix. Les difficultés, les ombres n'ont pas fait défaut. Mais ce qui doit compter c'est l'aspect positif et un renouvellement de méthodes qui peut inspirer la réflexion des catéchistes et l'orientation de leurs recherches.



# GARABANDAL

## *Lettre de l'évêque de Santander aux évêques du monde entier*

*Ce communiqué de Mgr José Cirarda Lachiondo, intitulé « Communiqué de l'évêque de Santander (Espagne) à ses frères dans l'Episcopat sur les apparitions supposées de la Très Sainte Vierge à San Sebastian de Garabandal », a été envoyé par les soins de la Secrétairerie d'Etat à toutes les nonciatures, qui l'ont fait parvenir aux évêques de l'Eglise tout entière. Son but est de mettre un point final aux discussions qui se sont élevées au sujet des apparitions supposées de Garabandal (DC 1970, n° 1564) et d'alerter les évêques sur l'interdiction des manifestations de piété dont ces apparitions sont l'origine\*.*

### **Motif de ce communiqué**

De nombreux évêques consultent l'évêché de Santander sur les prétendues apparitions de la Vierge dans le village de San Sebastian de Garabandal, situé dans ce diocèse. L'un ou l'autre m'ont même écrit pour m'annoncer leur arrivée à Santander, à la tête d'un pèlerinage de leur diocèse pour visiter Garabandal.

Lors d'une récente visite à Rome, j'ai également appris que des consultations y parviennent à ce sujet, comme m'en ont fait part la Secrétairerie d'Etat et la S. congrégation pour la Doctrine de la foi.

Par ailleurs, les adeptes des prétendues apparitions susnommées continuent de publier livres et articles dans lesquels ils ne cessent de défendre :

a) La véracité desdites apparitions.

b) L'absence d'autorité de l'évêque de Santander pour juger de leur vérité ou de leur fausseté, parce qu'il s'agit d'une affaire qui regarde le Saint-Siège, étant donné la prétendue nature prophétique que possèdent, d'après eux, lesdites apparitions.

c) Une contradiction supposée entre le Saint-Siège et la Curie de Santander, comme si le Saint-Siège approuvait, ne serait-ce qu'implicitement par son silence ou par sa bienveillance, lesdites apparitions.

Se basant sur ces raisons, les adeptes de Garabandal refusent d'obéir aux déclarations répétées des évêques de Santander. Le plus grave est que certaines de leurs déclarations

paraissent dans des livres ou des revues munis de l'approbation ecclésiastique.

En conséquence, après consultation du Saint-Siège, il a semblé opportun de porter cette communication à la connaissance de tous nos frères dans l'Episcopat pour les informer du véritable état de la question, de manière qu'ils ne se laissent pas surprendre par de fausses nouvelles.

Si on a donné à cette communication un caractère général, c'est que les susdites prétendues apparitions ne posent aucun problème particulier dans le diocèse de Santander lui-même, où prêtres et fidèles ont fait preuve sur ce point d'une prompte et fidèle obéissance à leurs évêques, à l'exception d'un groupe très réduit, insignifiant du point de vue sociologique ; les consultations, parfois même dues à des prélats, parviennent à Santander d. divers pays d'Europe, d'Amérique et même d'Asie et d'Océanie.

### **Premières décisions des évêques de Santander**

Les apparitions supposées ont commencé à San Sebastian de Garabandal le 18 juin 1961 et se sont renouvelées à de très nombreuses reprises pendant plusieurs mois.

A cette époque, c'était Mgr Doroteo Fernandez qui se trouvait à la tête du diocèse, avec le titre d'administrateur apostolique. Sur-le-champ, il se mit à l'étude du problème et créa dans ce but une commission spéciale ; il tint le Saint-Siège au courant de la marche des événements étant donné l'abondante publicité dont ils ne tardèrent pas à être l'objet. Mgr Beitia agit de même après sa nomination comme évêque du diocèse en 1962.

Entre 1961 et 1965, les deux prélats publièrent quatre notes qui, toutes, concordaient dans leurs éléments fondamentaux. Deux propositions s'en détachent :

a) Le message supposé, que l'on affirme communiqué par la Vierge, ne contient rien contre le dogme et la morale.

b) Ce nonobstant, il n'apparaît pas que les phénomènes survenus à San Sebastian de Garabandal puissent se présenter ou être tenus sérieusement comme surnaturels, car ils ont une explication naturelle.

### **Déclaration de Mgr Puchol**

Mgr Puchol a succédé à Mgr Beitia à la tête de l'évêché de Santander en août 1965. Après une étude exhaustive de l'ensemble du problème, il a clos le dossier des susdites apparitions supposées de la Sainte Vierge par une note publiée le 17 mars 1967. Le dossier tout entier et le texte de la note furent transmis à la S. congrégation le 27 octobre 1966. Le cardinal Ottaviani accusa réception des documents dans une lettre du 7 mars 1967 où il disait : « Cette S. congrégation

(\*) Texte espagnol dans le *Boletín Oficial Obispado de Santander* (juin 1970, n° 7). Traduction et notes de la DC. Ce texte figure également en tête d'une plaquette éditée par l'évêché de Santander et contenant dans leur texte original les différentes pièces du dossier de Garabandal, publiées en leur temps, à partir de 1965, dans la *Documentation Catholique*.



gation a examiné soigneusement et attentivement toute la documentation, y compris celle qui a été envoyée d'autres lieux, et finalement elle est arrivée à la conclusion que cette question avait déjà été examinée minutieusement et tranchée par vous-même; et que, par conséquent, il n'y avait pas de raison pour que cette S. congrégation intervienne (1). » (Lettre du 7 mars 1967.) La note de Mgr Puchol passait de l'expression employée par ses prédécesseurs, « le caractère surnaturel n'apparaît pas » à « l'absence de caractère surnaturel est patent »; en effet, elle disait textuellement : « Il n'a existé aucune apparition de la Très Sainte Vierge ni de l'archange saint Michel ni d'aucun autre personnage céleste; il n'y a eu aucun message; tous les faits qui se sont produits dans ladite localité ont une explication naturelle. »

Dès mon entrée en fonctions dans le diocèse de Santander, devenu vacant du fait du décès de Mgr Puchol, les adeptes des apparitions en question répandirent le bruit, y compris en divers écrits, que le changement d'évêque laissait espérer une attitude différente de la part de la hiérarchie. C'est pourquoi, après avoir étudié le volumineux dossier et constaté le bien-fondé du jugement de mon prédécesseur de vénérée mémoire, j'ai réaffirmé sa position dans une note publiée par mon secrétariat le 9 octobre 1968.

### Le Saint-Siège et Garabandal

Il a déjà été noté que les défenseurs de la véracité des apparitions en question en appellent au Saint-Siège contre le ferme jugement des évêques de Santander et vont jusqu'à alléguer des divergences de vue entre Rome et la Curie de Santander sur ce point.

Il est clair qu'une telle allégation est fausse. L'évêché de Santander, comme on l'a déjà dit, a toujours tenu le Saint-Siège parfaitement informé de ce problème. Moi-même, je me suis rendu par deux fois à Rome — en janvier 1969 et en février 1970 — pour traiter de l'affaire avec la S. congrégation pour la Défense de la foi, la Secrétairerie d'Etat de Sa Sainteté et le Saint-Père lui-même; le 31 janvier et le 10 mars 1969, une correspondance a été échangée entre le cardinal Seper et moi-même.

En conséquence, je puis et dois vous communiquer ce qui suit :

a) Aussi bien Mgr Puchol que moi-même, nous avons demandé en temps voulu à la S. congrégation d'étudier s'il convenait qu'elle se réserve le jugement sur le problème des apparitions supposées de San Sebastian de Garabandal, compte tenu de l'agitation entretenue par leurs adeptes en différents endroits du monde, cependant que ce sujet n'offre aucun intérêt particulier dans le diocèse de Santander.

b) « La S. congrégation, poursuit le cardinal Seper dans sa lettre du 10 mars 1969, a déjà dû se pencher sur le problème plus d'une fois et votre lettre récente lui a donné l'occasion de le réexaminer attentivement (2) » (il se réfère à sa lettre du 31 janvier 1969); et

il pense que « comme cet examen n'a fait apparaître aucun élément nouveau, il n'y a pas aujourd'hui de nouvelle raison que la S. congrégation pour la Doctrine de la foi intervienne directement dans cette affaire (3) ».

c) Le cardinal Seper poursuit dans la même lettre : « Notre congrégation s'est contentée de louer la prudence et la sollicitude pastorale dont votre Curie a fait preuve (celle de Santander), sans jamais porter de jugement engageant le Saint-Siège. »

d) De vive voix et par écrit, il m'a été dit à la S. congrégation que la raison pour laquelle cette dernière ne veut porter aucun jugement est que, si elle prenait la décision de le faire, elle devrait se réserver la cause en retirant à l'évêque de Santander l'autorité qui lui revient en cette matière; en effet, comme me le dit le cardinal Seper dans la lettre mentionnée, « il ne faut pas oublier que lorsque la S. congrégation pour la Doctrine de la foi engage son autorité dans l'étude d'une question, elle rassemble toutes les données du problème pour les soumettre à son examen. Mais en l'occurrence, elle a jugé qu'il n'y avait pas lieu de le faire ».

e) C'est la raison pour laquelle la S. congrégation ne veut pas que l'on dise qu'elle a fait une déclaration quelconque sur ce problème; c'est pour cette raison aussi que Mgr Philippe a publié dans la *Documentation Catholique* du 15 février 1970 une réponse à l'information selon laquelle la S. congrégation avait fait paraître une note sur le sujet le 10 mai 1969 : c'est ce qu'il m'a déclaré personnellement lors d'une conversation le 24 février de cette même année. La note en question était une réponse, donnée dans la S. congrégation, mais non par la S. congrégation, à une consultation arrivée à Rome en provenance d'Amérique du Nord.

f) Les adeptes desdites apparitions ont coutume d'alléguer, y compris dans des livres et des articles, une certaine bienveillance du Pape Paul VI à l'égard de ces apparitions. Ils font appel pour cela à un argument qui serait risible, s'il n'était attristant : ils mettent en avant des bénédictions, données à Rome aux uns ou aux autres en vue d'obtenir l'indulgence plénière « *in articulo mortis* »; sur le texte de ces bénédictions, préparé comme on le sait par des copistes spécialisés dans ce genre de travail, ils avaient mis le nom du requérant, en signalant qu'il appartenait à la Légion de Garabandal; se basant sur ce fait, ils en sont arrivés à publier des images disant que le Pape avait béni les apparitions de San Sebastian de Garabandal à l'occasion de l'une des susdites bénédictions. En outre, les adeptes de ces apparitions affirment que le Pape avait exprimé personnellement son affection pour elles. Après m'être dûment informé, je suis en mesure d'annoncer à mes frères dans l'épiscopat, en toute certitude, qu'aucune de ces allégations n'a de fondement, étant donné que le Saint-Père s'identifie totalement avec sa S. congrégation et qu'il laisse le jugement sur cette affaire entre les mains de l'évêque de Santander, à qui ce jugement revient, tant que le Saint-Siège ne se

(1) DC 1967, n° 1491, col. 672.

(2) DC 1970, n° 1564, p. 532.

(3) DC 1970, n° 1564, p. 532.



réserve pas l'affaire : or, comme nous l'avons dit plus haut, le Saint-Siège s'y refuse expressément.

### Interdiction de tout culte fondé sur les prétendues apparitions

Pour terminer, je dois vous informer que, dans le diocèse de Santander, comme conséquence de ce qui a été dit précédemment, est absolument interdite toute manifestation de piété qui se fonde sur les apparitions supposées de San Sebastian de Garabandal. Enfreignent cette interdiction, tous ceux qui s'y rendent en pèlerinage, de même que ceux qui, passant outre à l'ordre formel de l'évêché, y ont élevé une chapelle en l'honneur de saint Michel. D'autre part, il est interdit à tout prêtre, qu'il soit du diocèse ou d'ailleurs, de monter au village susnommé sans autorisation spéciale, sous peine de se voir retirer le droit à l'exercice du ministère dans tout le diocèse. Malgré ces dispositions, des prêtres étrangers, venant de diverses régions du monde, y célèbrent l'eucharistie en plein air ou dans des maisons particulières, enfreignant ainsi les dispositions épiscopales.

En ce qui concerne l'interdiction des manifestations de piété que nous avons citées, la S. congrégation désire également qu'elle soit observée partout, en accord avec les dispositions de l'évêque de Santander, comme le dit le cardinal Seper dans les lignes qui suivent et qui sont définitives :

« Le décret porté par l'autorité de l'Ordinaire diocésain qui en a la compétence de droit doit constituer, même pour les Ordinaires des lieux, un motif suffisant pour écarter les fidèles de tous pèlerinages et exercices concernant les prétendues apparitions et communications en question. » (Lettre du cardinal Seper du 10 mars 1969 (4).)

✱

Dieu veuille que cette communication contribue à éclairer dans son entier ce problème irritant des prétendues apparitions de la Très Sainte Vierge à San Sebastian de Garabandal, en coupant court à des manifestations de fausse piété et à des attitudes contraires aux dispositions de la hiérarchie. En même temps, puissions-nous croître toujours davantage dans une authentique piété filiale envers notre Mère très aimée, la Vierge Marie, dans une véritable dévotion qui, comme le dit le Concile, « ne consiste nullement dans un mouvement stérile et éphémère de la sensibilité, pas plus que dans une vaine crédulité ; la vraie dévotion procède de la vraie foi, qui nous conduit à reconnaître la dignité éminente de la Mère de Dieu et nous pousse à aimer cette mère d'un amour filial et à poursuivre l'imitation de ses vertus. » (*Lumen gentium*, n. 67.)

JOSÉ MARIA,  
évêque de Santander.

(4) DC 1970, n° 1564, p. 533.

## SAN DAMIANO

### I. — NOTIFICATION DE L'ÉVÊQUE DE PIACENZA

*A propos des prétendus messages et apparitions de la Sainte Vierge à San Damiano (1), dans le diocèse de Piacenza (suffragant de Milan), Mgr Enrico MAN-FREDINI, nouvel évêque de Piacenza, a publié la notification ci-après (2) :*

Depuis le jour où, de par la volonté du Saint-Père, j'ai assumé le gouvernement du diocèse de Piacenza, j'ai dû m'occuper également des faits de San Damiano, qui ont acquis une grande notoriété. Il s'agit de faits de caractère religieux, dont on affirme le caractère surnaturel, et qui donc relèvent pleinement de la compétence de l'évêque du diocèse, et celui-ci doit exprimer son jugement à ce sujet (lettre de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi du 20 mars 1969, prot. 890/66, adressée à Mgr Umberto Malchiodi, sur les faits de San Damiano).

Naturellement, avant de me prononcer, j'ai voulu m'informer soigneusement de tout ce qu'avait fait mon prédécesseur, des enquêtes qu'il avait ordonnées, des conclusions auxquelles il était parvenu, et des mesures qu'il avait prises.

#### Le jugement de l'Eglise

C'est ainsi que j'ai pris connaissance des notifications qu'il a publiées, et en particulier de celle du 2 février 1968, dans laquelle il déclarait « dénués de fondement surnaturel » les faits de San Damiano et prenait à ce sujet des dispositions disciplinaires précises. Cette notification, traduite en différentes langues, a été largement diffusée.

En lisant les actes qui ont précédé et suivi cette notification, j'ai dû constater que tout avait été fait avec prudence et diligence, et que le Saint-Siège — en particulier la S. congrégation pour la Doctrine de la foi — avait été informé de tout. Je rapporte volontiers le jugement porté par cette S. Congrégation au sujet de l'action de Mgr Malchiodi dans cette délicate affaire. Dans une lettre datée du 29 décembre 1969, n° 890/66, adressée à la Secrétaillerie d'Etat et dont une copie m'a été transmise, ladite S. congrégation écrit : « Il a fait preuve d'une sagesse pastorale et d'une modération dignes de tout éloge. »

Je constate que tant le clergé que les fidèles du diocèse ont, sans hésiter, suivi les direc-

(1) Cf. DC 1969, n° 1531, p. 47 (communiqué de Mgr MALCHIODI, ancien évêque de Piacenza, du 2 février 1968) ; n° 1532, p. 91 (communiqués de NN. SS. CHARRIÈRE et ELCHINGER) ; DC 1970, n° 1559, p. 295 (note de Mgr CHARRIÈRE).

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien original. Ce texte a été publié dans le *Bollettino ufficiale della Curia vescovile di Piacenza* 1970, n° 5, p. 201.



tives de leur évêque. Cela indique la vénération qu'ils avaient pour leur pasteur, leur esprit d'obéissance à l'autorité de l'Eglise, ainsi que leur clairvoyance sur les faits en question. Mais je dois aussi constater que dans d'autres diocèses il ne manque pas de fidèles qui ont pris une attitude bien différente.

### Désobéissance ouverte

Les auteurs de manifestations et la personne qui en est au centre n'ont pas obéi à l'évêque, et les faits ont continué. La vaste propagande qui a conduit à San Damiano de nombreuses personnes provenant en partie de diocèses d'Italie, mais en majeure partie de l'étranger, s'est poursuivie.

Il est pénible que l'on prétende honorer la Sainte Vierge par une attitude de sournoise désobéissance à l'autorité de l'Eglise.

Tout cela me peine aussi parce que de nombreuses personnes de bonne foi qui viennent là pour honorer la Sainte Vierge sont induites en des erreurs mettant en danger la foi et la vraie piété chrétienne.

Dans les actes conservés dans notre Curie, j'ai relevé avec peine qu'à l'occasion de réunions et de fêtes mariales organisées par les propagandistes, viennent à San Damiano de nombreux prêtres d'autres diocèses — et parmi eux un bon nombre de religieux — qui accompagnent les visiteurs. Souvent ils prennent part aux prières et processions qui ont lieu habituellement, et il n'est pas rare qu'ils en prennent la direction. Et tout cela en contrevenant d'une façon flagrante aux dispositions prises légitimement par l'évêque à ce propos, comme ils le savent bien.

Certains restent à San Damiano plusieurs jours, bien que soit toujours en vigueur l'interdiction de célébrer la messe dehors ou dans des maisons privées.

### Fallacieux prétextes

Cet exemple de désobéissance donné par des prêtres à des fidèles est très grave. Certains tentent de justifier leur conduite en affirmant publiquement des choses manifestement contraires à l'enseignement constant de l'Eglise explicitement confirmé par le II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican. Ils osent soutenir que l'évêque du diocèse n'a aucune autorité sur eux parce qu'ils ne sont pas de son diocèse. Ils savent pourtant bien que cela est nettement contraire aux lois de l'Eglise concernant l'ordre public (can. 14 du Code de droit canon).

Ils osent, de plus, affirmer que l'évêque de Piacenza n'a aucune autorité pour se prononcer sur les faits religieux de San Damiano, parce que ces faits ont acquis une notoriété qui déborde les limites du diocèse, et que par conséquent c'est uniquement au Saint-Siège qu'il appartient d'en juger.

Contre de semblables affirmations, je dois rappeler la doctrine du II<sup>e</sup> Concile du Vatican au sujet du pouvoir et du devoir des évêques dans les matières concernant la foi. Le Concile nous enseigne que « les évêques sont les héritiers de la foi... docteurs authentiques, c'est-à-dire revêtus de l'autorité du Christ... attentifs à écarter toutes les erreurs qui menacent leur

troupeau... Les fidèles doivent s'attacher à la pensée que leur évêque exprime, au nom du Christ... et ils doivent lui donner l'assentiment religieux de leur esprit ». (*Lumen gentium*, 25.)

Sur les faits de San Damiano, l'évêque compétent a prononcé en conscience son « jugement » authentique. C'était son devoir de le faire. Personne ne pouvait raisonnablement prétendre que devant ces faits qui suscitaient un intérêt toujours plus large, il demeure comme une sentinelle muette.

En prononçant ce jugement sur des faits qui se déroulaient sur son territoire, l'évêque ne pouvait pas oublier qu'il est également de son devoir de donner une large diffusion à son jugement. Ce devoir lui est imposé par ce même Concile, qui rappelle à tous les évêques la « sollicitude » qu'ils doivent avoir pour toute l'Eglise en tant que membres du Collège épiscopal et légitimes successeurs des apôtres.

Le Concile déclare que cette sollicitude pour toute l'Eglise « est, pour l'Eglise universelle, éminemment profitable, même si elle ne s'exerce pas par un acte de juridiction ». (*Lumen gentium*, 23.) La diffusion que l'évêque du lieu a donnée à son jugement sur les faits de San Damiano a effectivement contribué à donner à ses frères dans l'épiscopat un instrument de valeur pour former leur jugement et éviter d'être induits en erreur.

Mais tout le monde n'a pas accueilli cette notification avec respect et reconnaissance, notamment les contestataires dont nous avons parlé plus haut, qui ont semé beaucoup de trouble dans les consciences en favorisant la désobéissance à l'autorité légitime.

### Réitération du jugement

Par conséquent, en raison des devoirs de ma charge pastorale, en communion avec le Siège apostolique, en considération également de ma responsabilité collégiale à l'égard de mes frères évêques dans les diocèses desquels sont propagés les faits de San Damiano — ce qui cause des maux graves et désoriente leurs fidèles, — je déclare et prescris ce qui suit :

1. Ce qu'on appelle « les faits de San Damiano », c'est-à-dire les prétendus messages, les soi-disant visions et les présumés prodiges, n'ont rien de surnaturel ; les preuves alléguées n'ont aucune valeur probante ; il existe, par contre, beaucoup de preuves indubitablement contraires.

2. Rosa Bozzini in Quattrini, qui est au centre de cette affaire, fait certes preuve d'une prudence toujours plus grande dans ses expressions. Mais, en substance, elle a continuellement désobéi publiquement à son évêque en continuant à se considérer comme une « voyante » et comme « l'instrument de la Sainte Vierge ». Nous l'avertissons formellement que si elle persiste dans cette attitude, nous nous verrons dans l'obligation de lui refuser les sacrements et même l'accès à l'Eglise. Celui, en effet, qui rompt l'unité par la désobéissance et la rébellion, ne peut être admis à l'eucharistie qui est centre et source de charité unifiante.

3. Dans le décret de révocation — décret confirmé par le Saint-Siège, — le prêtre Edgardo Pellacani, ancien curé de San Damiano, a reçu



l'ordre formel de ne plus s'occuper des faits en question. Nous réitérons publiquement cet ordre, en y ajoutant la menace de suspense *a divinis* au cas où il y contreviendrait à l'avenir.

4. Nous avertissons les autres personnes, prêtres et laïcs, qui sont responsables de ce phénomène et le soutiennent — et qui, malgré l'interdiction portée par l'évêque du lieu, ont continué à promouvoir les faits de San Damiano, à se faire les propagandistes des prétendues apparitions et des soi-disant messages, à organiser des voyages, — que s'ils persistent dans cette attitude, nous nous verrons dans l'obligation de leur interdire nominativement dans ce diocèse l'accès à l'église et aux sacrements, et de les frapper de suspense *a divinis* s'ils sont prêtres. Pour tous, nous nous réservons d'en informer leurs Ordinaires.

5. Les pèlerinages collectifs et individuels qui se rendent à San Damiano dans des buts de dévotion sont invités à s'abstenir d'y venir. Nous les avertissons aussi que, s'ils persistent dans leur désobéissance, nous nous verrons dans l'obligation de leur interdire l'accès à l'église paroissiale de San Damiano et aux églises du diocèse.

Piacenza, Curie épiscopale, 1<sup>er</sup> novembre 1970.

Enrico MANFREDINI,  
évêque de Piacenza.

## II. — DECLARATION DU CARDINAL JOURNET

Au sujet de *San Damiano*, on ne peut parler de véritable mystique. La vraie mystique chrétienne, en effet, est une forme supérieure de la vie religieuse, une vie religieuse normale mais rare, et qui exerce un rayonnement incomparable sur une époque. Comme l'écrivait Bergson à propos des grands mystiques chrétiens : « Ils ont rompu une digue ; un immense courant de vie les a ressaisis ; de leur vitalité accrue s'est dégagée une énergie, une audace, une puissance de conception et de réalisation extraordinaire. » Et encore : « Qu'un génie mystique surgisse, il entraînera derrière lui une humanité au corps déjà immensément accru, à l'âme par lui transformée. » Bergson compare donc les mystiques aux grands génies. Comme eux ils ouvrent une voie et le monde suit.

On parle de pèlerinage à San Damiano. Dans tous pèlerinages, il y a, parallèlement, une profonde foi chrétienne et un élément sociologique. Mais il faut que la foi résorbe, absorbe, domine l'élément sociologique (c'est le cas à Lourdes par exemple). Il arrive cependant que le « sociologique » prenne une valeur plus grande que la foi, et dans ce cas le pèlerinage n'a plus de valeur chrétienne. Le « point » d'un vrai pèlerinage est un endroit où l'on trouve une marque chrétienne authentique. Dans ce cas, le centre, le cœur du pèlerinage devient authentifiable par l'Eglise. Dans le cas de San Damiano, il s'agit donc de conversations avec la Vierge. L'Eglise a cherché à découvrir, dans ces dialogues, la marque authentique d'une intervention

suraturelle. Elle n'en a point trouvé. Dès lors, elle a pu affirmer que ce pèlerinage, que — et je tiens à le souligner, — je ne considère pas comme une supercherie, ne repose pas sur quelque intervention suraturelle, mais plutôt sur la crédulité d'un monde angoissé.

Il faut là parler un peu des pèlerins. Dans une période de désarroi, d'angoisse, d'incertitude comme celle que nous vivons actuellement, il est normal que l'homme ressente parfois le besoin de savoir dans quels termes il est avec l'absolu, avec Dieu. L'homme cherche à connaître le jour de sa fin ; il veut savoir quel masque prendra la mort. Et les messages de Mamma Rosa prétendent apporter à tous, individuellement ou généralement, une réponse à cette angoissante question. Mais ces gens sont dans l'erreur, car Dieu a voulu que nous ignorions la date et la forme de notre mort, afin que nous nous tenions prêts chaque jour. Cependant, dans le cœur de ces pèlerins, tout n'est pas négatif. On y trouve quelque chose de positif. Ils ne recherchent pas le remède à leur angoisse dans la facilité (la drogue par exemple), mais dans la prière. En cela, leur foi, leur désir de vie chrétienne, peuvent être admirables.

Quant à Mamma Rosa, je pense qu'elle est véritablement sincère. C'est une femme très sensible et qui éprouve un insurmontable besoin de parler, elle possède sans doute un exceptionnel don oratoire, mais elle est l'objet d'une illusion. Ce qu'elle croit être la voix de la Vierge n'est qu'une voix intérieure, celle de sa subconscience par exemple. J'ajouterai encore que ces messages n'ont rien d'extraordinaire ; ils restent toujours dans la banalité.

Le succès des pèlerinages à San Damiano repose donc, avant tout, sur une illusion — celle dont est victime Mamma Rosa — et sur la crédulité d'un certain nombre de chrétiens que le monde actuel désarçonne. Je ne condamne ni l'une ni les autres. Je suis, en revanche, beaucoup moins indulgent à l'égard des organisateurs et propagandistes de ces pèlerinages — et notamment des ecclésiastiques dont le rôle est d'éclairer et non de suivre. Ils n'agissent pas dans un esprit chrétien d'obéissance à l'Eglise.

(La Suisse, 28 octobre 1970, p. 30.)

---

— *On demande des pécheurs*. Le livre du pardon, par BERNARD BRO, O.P. (coll. « Epiphanie »). — un vol. in-8° couronne, de 176 pages. Prix : 8 F. Editions du Cerf, Paris.

Les lecteurs d'*Heureux de croire*, de *Faut-il encore pratiquer ?*, d'*Apprendre à prier*, liront avec la même satisfaction ces pages qui nous rappellent que Dieu est Sauveur et que la confession est là pour nous sauver, nous libérer. Cet aspect positif de la confession est heureusement mis en relief, et bien comprise ainsi, elle est semence de joie profonde. Lisons ce « livre du pardon ».

— *Maximos IV, L'Orient conteste l'Occident*, par EMILE INGLESSIS. Postface de Mgr J. NASRALLAH (coll. « Chrétiens de tous les temps », n° 32). — Un vol. in-8° couronne, de 264 pages. Prix : 16,50 F. Editions du Cerf, Paris.

On se rappelle que le défunt patriarche fut une des grandes figures, des grandes autorités du Concile. Il a montré la vigueur de la vie des Eglises d'Orient, et quelles richesses elles apportent à l'Eglise universelle. Sa foi profonde, son désir ardent de l'unité, son expérience pastorale revivent dans ces pages qui nous rappellent les grandes heures du Concile.



# CINQ ANS APRÈS VATICAN II

*Article du cardinal Suenens*

A l'occasion du V<sup>e</sup> anniversaire de la clôture du II<sup>e</sup> Concile du Vatican (8 décembre 1965), le Service de presse américain National Catholic News Service a demandé au cardinal SUENENS de rédiger, à l'usage de la presse américaine, un bref aperçu sur l'Eglise cinq ans après le Concile. Voici le texte de cet article tel qu'il a été publié dans le bulletin du diocèse de Malines-Bruxelles (Pastoralia, 14 décembre 1970) :

## Vatican II, hier

Vatican II semble déjà si lointain. On raconte qu'à une réunion de l'Assemblée de l'épiscopat français, où quelques évêques français évoquaient des souvenirs conciliaires, on entendait un jeune évêque, nommé récemment, s'écrier : « Les anciens parlent de Verdun ! »

Que nous le voulions ou non, Vatican II est déjà de l'histoire. Par là même on voit apparaître certains traits qui portent la marque du temps et qui font toucher du doigt ses limites. Un Concile est une œuvre d'hommes à travers lesquels l'Esprit-Saint agit ; mais là où des hommes sont à l'œuvre, il est normal que l'on sente le jeu des facteurs humains. Cette relativité historique de Vatican II se perçoit particulièrement à quatre niveaux :

1. D'abord des problèmes nouveaux sont nés depuis la fin du Concile et ils sont passés à l'avant-plan des recherches et des discussions : je songe, pour ne citer qu'un exemple, à l'athéisme contemporain, à toute la littérature sur la « théologie de la mort de Dieu » et aux questions d'herméneutique et de langage qui ont été soulevés.

2. Ensuite, on a mieux pris conscience aujourd'hui que certains problèmes abordés au Concile n'ont pas été pleinement tirés au clair. Au récent Congrès mondial des théologiens, j'ai attiré l'attention de ceux-ci, afin qu'ils poursuivent le travail amorcé, sur trois problèmes restés partiellement en suspens : la synthèse entre l'aspect hiérarchique et l'aspect charismatique de l'Eglise, l'harmonie entre Tradition et Ecriture comme sources de Révélation ; l'étude de ce qu'est la « hiérarchie des vérités » si importante pour l'œcuménisme et auquel le Concile fit une simple allusion (1).

3. En troisième lieu, on s'aperçoit à présent qu'un certain nombre d'initiatives prises très heureusement au Concile ne sont encore que des amorces et des points de départ. On peut leur appliquer les paroles de Paul VI disant : « Il faut que les germes de vie déposés par le

Concile dans le sol de l'Eglise arrivent à leur pleine maturation. »

A titre d'exemple, je songe, pour ma part, à la révision qu'il y aurait lieu de faire de la structure du Synode romain pour en faire un instrument d'authentique collégialité. Je songe aussi au développement des Conseils pastoraux et presbytéraux, comme à leur relation mutuelle...

4. Enfin, il y a une logique interne à Vatican II qui a déjà amené des dépassements de la lettre du Concile pour mieux en respecter l'esprit et l'impulsion.

Je songe par exemple à la réforme liturgique — qu'on se souvienne des âpres discussions pour ou contre le latin, — réforme qui a franchi le cap des clauses restrictives. Ou encore à la limite d'âge des évêques et cardinaux, restée au Concile à l'état d'un vague souhait et précisée par le Pape lors de la réforme de la Curie romaine et portée à 75 ans. Tout ceci montre que Vatican II n'est pas un terme, mais une étape — combien importante — sur la route. Nous vérifions ici encore que l'Eglise est un peuple de Dieu en marche et qu'il ne peut se permettre le luxe de planter ses tentes une fois pour toutes.

Ces remarques ne diminueront du reste en rien la grâce inouïe que fut le Concile. De toute évidence, il a porté les marques de l'Esprit : il a clos une ère et en a ouvert une autre. Ce fut, par excellence, un Concile de transition.

## Vatican II, aujourd'hui

Il ne faut pas s'étonner que Vatican II, par sa profondeur même et par sa nouveauté en de multiples domaines, n'ait pas été reçu par tous les chrétiens de la même manière. On sait combien la « réception » d'un Concile est un élément important pour en mesurer la portée. L'Eglise orientale a toujours attaché la plus grande importance à cet accueil des fidèles face aux décrets conciliaires. Nous ne voulons pas ici en faire l'analyse théologique, mais simplement le constat sociologique. Trois sortes de réactions de la base peuvent être notées. Il y a tout d'abord ceux pour qui Vatican II fut une simple parenthèse. En gros, ils forment la classe conservatrice, traditionaliste. Elle souffre à juste titre du recul de la foi et de la pratique religieuses comme aussi des extravagances de certains progressistes. Mais par ailleurs, elle souffre pour des raisons non valables, faute de discernement entre ce qui relève de la Tradition authentique et ce qui est sacré, et nombre de traditions purement humaines accumulées au cours des âges et qui demandent d'être élaguées ou revues. Ils croient trop facilement que l'on nie les valeurs elles-mêmes, alors qu'on s'efforce simplement à traduire celles-ci en fonction de l'homme d'aujourd'hui. Ils ignorent généralement l'histoire et « canonisent » facilement, faute de perspective, un certain passé.

A l'extrême opposé, il y a la classe des progressistes à outrance qui, à force de vouloir mettre le levain de l'Evangile dans la pâte

(1) Cf DC 1970, n° 1572, p. 927 et s. (NDLR).



humaine, lui enlèvent sa vigueur et sa spécificité. C'est le vaste courant de ceux qui combattent l'institution de l'Eglise au nom des charismes, mais qui rejettent l'enfant avec le bassin. L'Eglise ne sera jamais une pure association de Welfare, et l'Esprit-Saint ne peut œuvrer parmi les hommes que si ceux-ci acceptent la conjonction du charisme et de l'institution.

Si les conservateurs confondent Tradition et tradition, les progressistes de cette sorte méconnaissent la nécessaire continuité qui lie le chrétien à ses origines propres, et, à la limite, nous offrent un christianisme sans Christ.

Entre ces extrêmes, nous devons tâcher de tenir la route du juste milieu, « l'extrême centre ».

## Vatican II, demain

Les tensions font partie intégrante de l'histoire humaine et l'Eglise primitive en a eu sa part. Mais nous devons tâcher de les réduire chaque jour. Dans cet effort pour harmoniser des mentalités différentes, pour jeter des ponts entre les générations, nous avons besoin de patience, de modération, d'humour et du sens du relatif en tout ce qui n'est pas essentiel. Il nous faut tendre à être un afin d'affronter ensemble comme chrétiens cet avenir qui nous interpelle tous. Pour construire l'avenir, il faut faire confiance à l'avenir : il nous faut essayer de comprendre la jeune génération avec ses problèmes, ses allergies, ses aspirations, ses faiblesses. C'est avec elle qu'il nous faut bâtir l'avenir. « La jeunesse prophétise en étant ce qu'elle est », a dit Paul Valéry.

Vatican II nous a donné une nouvelle image de l'Eglise et de son rôle dans et pour le monde.

Il s'ensuit que le rôle de chacun doit s'adapter à cette nouvelle image et cela demandera plus de cinq ans encore ! On peut prévoir, à coup sûr, que les années qui viennent nous apporteront un nouveau style de vie et une nouvelle manière d'être laïc, diacre, religieux, prêtre, évêque et Pape.

Cela ne se fera pas sans peine. Une vie nouvelle naît toujours au prix des douleurs de l'enfamment. Le monde réel est toujours un mélange de lumière et d'ombre, un tableau à la Rembrandt. Mais nous sommes fils de la Lumière, ce qui veut dire que nous sommes par vocation des optimistes. Jean XXIII a dit un jour : « Je n'ai jamais rencontré un pessimiste qui fût utile au monde. » C'est là sagesse chrétienne et sagesse humaine. Nous devons affronter l'avenir sachant que le Saint-Esprit est là et qu'il est l'Esprit créateur. Il ne faut pas craindre un christianisme renouvelé aussi longtemps qu'il est l'œuvre de l'Esprit.

Où allons-nous ?

Est-ce que le chapitre suivant de l'histoire de l'Eglise nous apportera un Concile Vatican II avec des « observateurs » d'autres Eglises chrétiennes qui nous écoutent avec sympathie ? Ou allons-nous vers quelque Jérusalem II, c'est-à-dire un Concile pleinement œcuménique sans observateurs, mais où tous les chrétiens se retrouveraient en commun pour rechercher l'unité visible ? Nous l'ignorons. Mais nous savons que c'est avec foi et espérance qu'il nous faut avancer sur la route qui doit conduire au troisième millénaire de l'Eglise.

## LE FRUIT DU TROUBLE ACTUEL : L'UNITE

*Le cardinal SUENENS, archevêque de Malines-Bruxelles, a déclaré dans l'allocution qu'il a prononcée le 11 novembre 1970 dans la basilique du Sacré-Cœur, à Koekelberg, au cours de la messe célébrée devant le roi et la reine de Belgique à l'occasion de ses vingt-cinq ans d'épiscopat :*

[...] Nous vivons des temps difficiles : la crise religieuse est indéniable. Le chrétien d'aujourd'hui n'est plus soutenu dans sa fidélité par le cadre ambiant, par une société tout imprégnée de traditions chrétiennes. Chacun aujourd'hui doit redécouvrir d'une manière plus consciente le pourquoi de son option de vie. Chacun doit être prêt, comme le réclamait déjà saint Pierre « à rendre raison de l'espérance qui est en lui ». Cela demande une foi plus lucide, plus fervente, plus nourrie aussi et plus engagée aussi. Elle seule permet de comprendre qu'un temps de crise peut être un temps privilégié par l'espoir de renouveau qu'il comporte. Toute naissance se paie dans les douleurs de l'enfement.

Pour ma part, je vois au bout de l'horizon, comme fruit du trouble actuel, le rapprochement et l'union visible de tous les chrétiens dans une unique Eglise, plus riche de sève évangélique et de fidélité au Seigneur. Mais il n'est pas requis de connaître le terme de la route ni la succession des étapes pour avancer et surmonter les obstacles. Ce que le Seigneur attend de nous, c'est notre ouverture à la grâce du moment qu'il nous faut capter dans la prière et traduire au fur et à mesure dans la vie quotidienne. [...]

(Pastoralia, bulletin du diocèse de Malines-Bruxelles, 16 novembre 1970.)

- 
- *Le Mariage*. Livret de participation présenté par Noël LE BOUSSE, du CNPL, en vue de faciliter la participation de tous ceux qui sont présents à la célébration d'un mariage. — Un vol. 12,2 × 16,7 cm, de 64 pages. Prix : 2,50 F. Editions Tardy.
  - *Ce Jésus qu'on appelle Christ*. Retraite au Vatican 1970 du P. Jacques LOEW. — Un vol. 19,5 × 14,5 cm, de 322 pages. Editions Fayard.
  - *Le Cheval de Troie dans la cité de Dieu*, par Dietrich VON HILDEBRAND. — Un vol. 24 × 15,5 cm, de 240 pages. Prix 27 F. Editions Beauchesne.  
« C'est un livre de santé et de colère, écrit le cardinal Daniélou dans sa préface. On y retrouve l'accent d'un Péguy, d'un Chesterton, d'un Bernanos... Dans *le Cheval de Troie* s'exprime la saine réaction de l'auteur contre un certain nombre d'idées fausses qui se sont infiltrées dans l'Eglise, comme les guerriers achéens dans la cité troyenne. »
  - *Catholiques et bouddhistes au Vietnam*, par Piero GHEDDO, p. IME, traduction et adaptation de l'italien par Adèle LEROUGE. — Un vol. 15 × 21 cm, de 424 pages. Editions Alsatia.
  - *Nouveau missel dominical de l'assemblée*. Année C (1970-1971), présenté par les Bénédictins de Saint-André, avec les abbayes d'Hautecombe et de Clervaux. Un vol. 10 × 15 cm, de 688 pages. Impression deux couleurs. Reliure vinyl souple. Prix : 12 F. Editions Brépols.
  - *Les Saints, nos frères*. Calendrier pour chaque jour de l'année. T. I, janvier-mars, par S. G. COUNESON, moine de Maredsous. — Un vol. 24 × 16 cm, de 232 pages. Prix : 21 F.
- Ce précieux ouvrage offre pour chacun des jours, sur la page gauche, des notices concernant les saints du jour ; sur la page droite, les textes hagiographiques. Trois autres volumes sont prévus.



# Législation et Jurisprudence

## LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS SOUS CONTRAT

*Décrets du Ministère de l'Éducation nationale*

Le Journal Officiel, du 11 septembre 1970, a publié les décrets ci-après (complétés par un décret

du 8 décembre) modifiant les décrets d'application de loi du 31 décembre 1959 sur les rapports

entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, dite « loi Debré » (1) :

### Contrat d'association

Décret n° 70-793 du 9 septembre 1970 portant modification du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 (2) relatif au contrat d'association à l'enseignement public passé par les établissements d'enseignement privés (3).

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article premier du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 un deuxième alinéa ainsi conçu :

« Toutefois le délai minimum d'ouverture peut être, sur décision du préfet, ramené à deux ans pour les établissements créés dans les quartiers nouveaux des zones urbaines, comprenant au moins 300 logements neufs. »

ART. 2. — L'article 3 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les classes sous contrat d'association doivent respecter les programmes et les règles générales

appliquées dans l'enseignement public en matière d'horaire sauf dérogation accordée par le recteur en considération de l'intérêt présenté par une expérience pédagogique. »

ART. 3. — Les alinéas 3, 4, 5, 6, et 7 de l'article 6 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans les établissements d'enseignement du second degré et les cours complémentaires, il peut porter sur l'ensemble du premier cycle, ou être limité soit aux classes de la sixième et de la cinquième, soit aux classes de la quatrième et de la troisième, auxquelles, à titre transitoire, peut éventuellement s'ajouter la classe de seconde lorsqu'elle termine la scolarité de l'établissement. Il peut porter sur une ou plusieurs classes du second cycle allant de la seconde à la classe terminale. »

« Dans les établissements d'enseignement technique, il peut porter sur la totalité des classes de l'établissement ou sur une partie d'entre elles, à condition que la partie sous contrat comprenne au moins une classe terminale de cycle court ou de cycle long.

« Il peut porter enfin sur les classes préparatoires aux grandes écoles ou assimilées. »

ART. 4. — Les deux premiers alinéas de l'article 8 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Un emploi est déclaré vacant dans un établissement sous contrat d'association, à partir du moment où, pour une cause quelconque, le maître qui assura le service cesse d'être rémunéré par l'Etat.

« Il est pourvu aux emplois vacants des classes sous contrat d'association en accord avec le chef d'établissement soit par nomination par le ministre d'un fonctionnaire titulaire, soit par désignation par le recteur d'académie d'un maître contractuel ou auxiliaire.

« Dans le cas de nomination d'un fonctionnaire titulaire, le chef d'établissement est immédiatement informé et fait connaître dans un délai de dix jours, son acceptation ou son refus.

« Pour la désignation des maîtres contractuels ou auxiliaires, le recteur notifie au chef d'établissement par ordre de préférence, les noms des candidats qu'il propose. Le chef d'établissement a la faculté soit de choisir un nom sur cette liste, soit de proposer de nouveaux candidats à la désignation du recteur; ces candidats ne devront en aucun cas appartenir à l'enseignement public.

« Si aucun de ces candidats ne recueille l'agrément du recteur, celui-ci porte le cas devant le Co-

(1) DC 1960, n° 1320, col. 77 et s.

Le 17 décembre 1970, après approbation par le Conseil des ministres de la veille, un projet de loi a été déposé à l'Assemblée nationale, qui assure, à titre définitif, la consolidation du régime du contrat simple pour les établissements du premier degré, tandis que pour le second degré et l'enseignement technique le contrat d'association devrait progressivement devenir le type habituel de contrat. Ce projet de loi doit être discuté à la session parlementaire de printemps qui s'ouvre le 2 avril.

Un décret du 22 décembre 1970 a décidé que : « Le régime du contrat simple prévu à l'article 5 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 relative aux rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé est prorogé jusqu'au 31 décembre 1971. » (JO Lois et Décrets, 24 décembre 1970, p. 11950.)

Pour l'année scolaire 1969-1970, sur les 1 920 324 élèves des établissements privés, 1 162 363 étaient sous le régime du contrat simple et 508 896 sous le régime du contrat d'association. Les contrats simples sont beaucoup plus nombreux que les contrats d'association dans l'enseignement du premier degré (89 % contre 5,9 %). Dans l'enseignement du second degré, ce sont les contrats d'association qui sont les plus nom-

breux (52 % contre 27 % — *Le Monde*, 11 et 18 décembre 1970).

(2) DC 1960, n° 1328, col. 619.

(3) Ces décrets portent tous la signature de M. Georges Pompidou, président de la République; Jacques CHABAN-DELMAS, premier ministre; Olivier GUICHARD, ministre de l'Éducation nationale; Raymond MARCELLIN, ministre de l'Intérieur (sauf pour le dernier décret); Valéry GISCARD D'ESTAING, ministre de l'Économie et des Finances; André BORD, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur (sauf pour le dernier décret où sa signature est remplacée par celle de Philippe MALAUD, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre); Jacques CHIRAC, secrétaire d'Etat à l'Économie et aux Finances; Pierre BILLECOQ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Éducation nationale.

Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.



mité départemental de conciliation. »

ART. 5. — Le deuxième alinéa de l'article 9 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maîtres des classes sous contrat participent avec leurs collègues du régime privé, dans la limite de leur maximum de service et par référence aux activités normalement dues par leurs collègues des établissements d'enseignement public correspondants, aux activités communes qui intéressent les classes sous contrat. »

ART. 6. — L'article 11 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 est abrogé.

ART. 7. — Le premier alinéa de l'article 13 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maîtres des classes sous contrat d'association font l'objet, comme les maîtres en fonctions dans les établissements d'enseignement public, d'une notation pédagogique qui incombe à l'autorité académique et d'une appréciation adressée à l'autorité académique par le directeur de l'établissement. Pour le déroulement des carrières il est tenu compte de ces notes et appréciations dans les mêmes conditions que pour les fonctionnaires exerçant dans les établissements d'enseignement public. »

ART. 8. — L'article 14 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 est abrogé.

ART. 9. — Le deuxième alinéa de l'article 15 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Au cas de manquements graves aux dispositions du présent décret et aux stipulations du contrat, et après recours obligatoire à la procédure de conciliation prévue par le décret n° 60-387 du 22 avril 1960, la résiliation pourra être prononcée par le ministre de l'Education nationale. La décision de résiliation devra mentionner les manquements au décret ou au contrat qui la justifient. Elle aura effet au terme de l'année scolaire en cours. »

### Contrat simple

**Décret n° 70-794 du 9 septembre 1970 portant modification du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 (4) relatif au contrat simple passé avec l'Etat par les établissements d'enseignement privés.**

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié par le décret n° 66-663 du 3 septembre 1966 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Peuvent passer avec l'Etat, dans les conditions prévues au décret n° 60-385 du 22 avril 1960, un contrat simple d'une durée de trois ans au moins et de neuf ans au plus les établissements d'enseignement privés du premier degré et les cours complémentaires ouverts depuis cinq ans au moins à la date d'entrée en vigueur du contrat. Toutefois ce délai peut être, sur décision du préfet, ramené à deux ans dans les nouveaux quartiers des zones urbaines comprenant au moins 300 logements neufs.

« Les établissements doivent présenter, pour les classes faisant l'objet du contrat, des locaux et des installations appropriés aux exigences de la salubrité et justifier, sauf dérogation accordée par le ministre de l'Education nationale en raison de circonstances particulières, d'effectifs scolaires entrant dans les limites fixées par décret.

« Le régime du contrat simple peut être appliqué, après avis du Comité national de conciliation, aux établissements privés de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique justifiant pour les classes faisant l'objet de la demande de contrat, qu'ils disposent de locaux et d'installations appropriés, et qu'ils répondent aux mêmes conditions d'effectifs que celles prévues pour les cours complémentaires. »

ART. 2. — L'alinéa 1 de l'article 2 du décret n° 60-390 du 22 avril

1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les établissements qui ont passé avec l'Etat un contrat simple doivent préparer aux examens officiels, utiliser des manuels scolaires qui ne sont pas interdits par le ministre de l'Education nationale, organiser l'enseignement des matières de base par référence aux programmes et aux règles générales relatives aux horaires de l'enseignement public. »

ART. 3. — L'article 3 du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les écoles du premier degré élémentaire et les écoles maternelles, le contrat peut porter sur une ou plusieurs classes ou sur la totalité des classes de l'établissement.

« Dans les établissements d'enseignement du second degré (premier cycle) et les cours complémentaires, il peut porter soit sur le cycle complet, soit seulement sur les classes de sixième et cinquième, ou sur celles de quatrième et de troisième auxquelles, à titre transitoire, peut éventuellement s'ajouter la classe de seconde, lorsqu'elle termine la scolarité de l'établissement.

« Dans les établissements d'enseignement du second degré (second cycle), il peut porter sur une ou plusieurs classes du second cycle allant de la seconde à la classe terminale.

« Dans les établissements d'enseignement technique, il peut porter sur la totalité des classes de l'établissement ou sur une partie d'entre elles, à condition que la partie sous contrat comprenne au moins une classe terminale de cycle court ou de cycle long.

« Le contrat simple peut porter sur les classes préparatoires aux grandes écoles ou assimilées. »

ART. 4. — L'article 6 du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 est abrogé.

ART. 5. — Le dernier alinéa de l'article 8 du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 est complété ainsi qu'il suit :

« Dans le cas où ils sont affectés dans un autre établissement sous contrat simple, ils conservent de plein droit le bénéfice de l'agrément antérieurement obtenu. »

ART. 6. — L'alinéa 2 de l'article 10 du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maîtres des classes sous contrat participent avec leurs collègues du régime privé, dans la limite de leur maximum de service, et par référence aux activités normalement dues par leurs collègues des établissements publics correspondants, aux activités communes qui intéressent les classes sous contrat. »

ART. 7. — L'alinéa 1 de l'article 12 du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 est modifié comme suit :

« Au cas de manquements graves aux dispositions du présent décret ou aux stipulations du contrat et après recours obligatoire à la procédure de conciliation prévue par le décret n° 60-387 du 22 avril 1960, la résiliation pourra être prononcée par le ministre de l'Education nationale. La décision de résiliation devra mentionner les manquements au décret ou au contrat qui la justifient. Elle aura effet au terme de l'année scolaire en cours. »

(4) DC 1960, n° 1328, col. 622.



## Conditions financières de fonctionnement des classes sous contrat d'association

Décret n° 70-795 du 9 septembre 1970 portant modification du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 (5) relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel et matériel) des classes sous contrat d'association.

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maîtres liés à l'Etat par contrat et donnant leur enseignement dans les classes placées sous le régime de l'association perçoivent directement de l'Etat une rémunération mensuelle qui leur est versée suivant les règles de la comptabilité publique et les modalités définies par le décret n° 64-217 du 10 mars 1964. »

ART. 2. — L'alinéa 1 de l'article 4 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Des contrats peuvent être souscrits par des maîtres assurant au minimum un demi-service dans les classes sous contrat. Cette possibilité est ouverte à concurrence de la moitié des effectifs des maîtres contractuels ou auxiliaires assurant des postes à service complet. Toutefois des dérogations à cette dernière disposition pourront être accordées par l'autorité académique en raison de circonstances particulières. »

ART. 3. — L'article 7 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est abrogé.

ART. 4. — Le deuxième alinéa de l'article 8 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Cette Commission est réunie à la diligence de l'inspecteur d'académie au moins deux fois par an, au début du second et du troisième trimestre de l'année scolaire. L'inspecteur d'académie fixe son ordre du jour et convoque ses membres, huit jours au moins à l'avance. Elle comprend vingt membres, soit... (le reste sans changement). »

ART. 5. — Le deuxième alinéa de l'article 9 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Cette Commission est réunie à la diligence du recteur au moins deux fois par an, au début du second et du troisième trimestre de l'année scolaire. Le recteur fixe son ordre du jour et convoque ses membres huit jours au moins à l'avance. »

ART. 6. — Les alinéas 4, 5, 6 de l'article 10 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les autorités académiques

peuvent autoriser le paiement d'heures de suppléance et, à titre exceptionnel dans la limite de 10 % des heures d'enseignement données dans l'ensemble des classes sous contrat d'un établissement, le paiement d'heures d'enseignement partiel.

« Ces heures pourront être assurées, à la demande du chef d'établissement et sur autorisation de l'autorité académique, par des maîtres appartenant au secteur privé de l'établissement, par du personnel chargé à titre principal de fonctions de surveillance, d'administration ou de direction ou par toutes autres personnes dès lors que celles-ci possèdent les titres requis des maîtres auxiliaires des établissements d'enseignement public. Elles seront rémunérées au taux correspondant aux titres des intéressés.

« Toutefois, les fonctionnaires titulaires de l'enseignement public en situation d'activité ne pourront, sauf autorisation accordée par le recteur, être rémunérés par l'Etat pour les heures d'enseignement données dans les classes sous contrat que s'ils ont été nommés dans l'établissement par application de l'article 8 du décret n° 60-389 du 22 avril 1960. »

ART. 7. — L'alinéa 3 de l'article 11 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La résiliation totale ou partielle du contrat d'association passé entre l'établissement et l'Etat entraîne la résiliation des contrats souscrits par le personnel enseignant correspondant ; celui-ci a la possibilité de demander soit son intégration dans les cadres de l'enseignement public, soit la conclusion d'un nouveau contrat avec l'Etat en vue d'exercer des fonctions dans un autre établissement placé sous le régime de l'association. »

ART. 8. — L'article 12 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est abrogé.

ART. 9. — Les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 14 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans les départements de la région parisienne ainsi que dans les communautés urbaines et communes comptant plus de 500 000 habitants, la participation forfaitaire de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'établissements sous contrat d'association pourra, par décision de l'autorité académique,

être alignée, selon les mêmes règles, sur les résultats de gestion d'établissements d'enseignement public de la même catégorie fonctionnant dans des conditions analogues ; la majoration accordée devra correspondre à l'écart constaté entre les prix de revient de ces établissements et les prix de revient moyens sans pouvoir excéder 40 % du montant des forfaits nationaux.

« Dans l'intervalle de deux enquêtes, le montant de la contribution publique sera modifié à la clôture de chaque année scolaire, dans des conditions qui seront fixées par un arrêté conjoint du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'Education nationale en fonction des résultats de gestion d'établissements d'enseignement public choisis comme témoins et en tenant compte notamment de l'évolution des coûts. »

ART. 10. — L'alinéa 1 de l'article 15 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le régime de l'externat simple pour les classes placées sous le régime de l'association est la gratuité. Toutefois, une contribution pourra être demandée aux familles, premièrement, pour couvrir les frais afférents à l'enseignement religieux et à l'exercice du culte ; deuxièmement pour le règlement des annuités correspondant à l'amortissement des bâtiments scolaires et administratifs affectés aux classes sous contrat, pour l'acquisition du matériel d'équipement scientifique, scolaire ou sportif ainsi que pour la constitution d'une provision pour grosses réparations de ces bâtiments. »

ART. 11. — L'article 16 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les demandes de contrat d'association devront être déposées avant le 31 mars. L'acceptation de ces demandes par l'Etat, quelle que soit la date à laquelle elle intervient, donne effet aux dispositions du contrat à compter du début de l'année scolaire suivant le dépôt de la demande.

« Les maîtres en fonctions dans un établissement privé désireux de souscrire un contrat d'association doivent déposer leurs demandes trois mois avant le début de l'année scolaire. L'acceptation de leur demande par l'Etat porte effet à la date d'entrée en vigueur du contrat de l'établissement. »

(5) DC 1960, n° 1334, col. 1041.



## Conditions financières de fonctionnement des classes sous contrat simple

Décret n° 70-796 du 9 septembre 1970 portant modification du décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 (6) relatif aux conditions financières de fonctionnement (personnel) des classes sous contrat simple.

**ARTICLE PREMIER.** — L'article premier du décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maîtres agréés donnant leur enseignement dans les classes placées sous le régime du contrat simple perçoivent directement de l'Etat une rémunération mensuelle qui leur est versée suivant les règles de la comptabilité publique et les modalités définies par le décret n° 64-217 du 10 mars 1964. »

**ART. 2.** — L'article 4 du décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'agrément pourra être conféré à des maîtres assurant au minimum, dans les disciplines comprises dans les programmes de l'enseignement public, un demi-service dans les classes sous contrat simple. Cette possibilité est ouverte à concurrence de la moitié des effectifs des maîtres agréés assurant des postes à service complet. Toutefois, des dérogations à cette dernière disposition pourront être accordées par l'autorité académique en raison de circonstances particulières. La rémunération des intéressés est décomptée au prorata des heures assurées, sur la base d'un traitement complet fixe conformément aux dispositions de l'article précédent. »

**ART. 3.** — L'article 5 du décret susvisé du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les crédits du fonds scolaire des établissements ou classes d'enseignement sous contrat institué par l'article 3 du décret n° 65-335 du 30 avril 1965 sont affectés, à

concurrence des sommes auxquelles ouvrent droit les effectifs d'élèves des classes sous contrat simple, à la couverture des charges sociales et fiscales incombant à l'employeur et afférentes aux rémunérations perçues par les maîtres agréés.

« En cas d'insuffisance de cette dotation, le complément de charges est payé par l'Etat pour le compte de l'établissement. »

**ART. 4.** — L'article 6 du décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les Commissions prévues aux articles 8 et 9 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960 modifié sont compétentes en ce qui concerne les maîtres agréés. »

**ART. 5.** — Les alinéas 4, 5 et 6 de l'article 8 du décret n° 60-746 du 28 juillet 1960 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les autorités académiques peuvent autoriser le paiement d'heures de suppléance et, à titre exceptionnel dans la limite de 10 % des heures d'enseignement données dans l'ensemble des classes sous contrat d'un établissement, le paiement d'heures d'enseignement partiel.

« Ces heures pourront être assurées, à la demande du chef d'établissement et sur autorisation de l'autorité académique, par des maîtres appartenant au secteur privé de l'établissement, par du personnel chargé à titre principal des fonctions de surveillance, d'administration ou de direction, ou par toutes autres personnes dès lors que celles-ci possèdent les titres requis des maîtres auxiliaires des établissements d'enseignement public. Elles seront rémunérées au taux correspondant aux titres des intéressés.

Toutefois, les fonctionnaires titulaires de l'enseignement public en situation d'activité ne pourront, sauf autorisation accordée par le recteur, être rémunérés par l'Etat pour des heures d'enseignement données dans des classes sous contrat simple. »

**ART. 6.** — L'alinéa 2 de l'article 9 du décret susvisé du 28 juillet 1960 est complété comme suit :

« Le contrat passé entre l'établissement et l'Etat devra prévoir le taux de cette réduction qui sera portée à la connaissance des familles. Les redevances demandées aux familles doivent permettre néanmoins d'assurer l'équilibre financier des classes sous contrat. »

**ART. 7.** — L'article 10 du décret susvisé du 28 juillet 1960 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les élèves des classes sous contrat simple peuvent recevoir des bourses, dans les mêmes conditions que les élèves des établissements d'enseignement public. »

**ART. 8.** — Il est ajouté au décret susvisé du 28 juillet 1960 un article 10 bis ainsi conçu :

« Les demandes de contrat simple devront être déposées avant le 31 mars. L'acceptation de ces demandes par l'Etat, quelle que soit la date à laquelle elle intervient, donne effet aux dispositions du contrat à compter du début de l'année scolaire suivant le dépôt de la demande.

« Les maîtres en fonctions dans un établissement privé désireux de souscrire un contrat simple doivent déposer leurs demandes d'agrément trois mois avant le début de l'année scolaire. L'acceptation de leur demande par l'Etat porte effet à la date d'entrée en vigueur du contrat de l'établissement. »

## Maîtres contractuels et agréés

Décret n° 70-797 du 9 septembre 1970 portant modification du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 (7) relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat.

**ARTICLE PREMIER.** — Il est ajouté au décret n° 64-217 du 10 mars 1964 un article 2 bis ainsi conçu :

« Pour assurer la suppléance d'un maître en congé ou l'intérim d'un poste momentanément vacant, il pourra être fait appel à du personnel temporaire recruté dans les conditions prévues par le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 dans le

cas où ni le chef d'établissement, ni l'autorité académique ne disposeraient d'un candidat présentant les titres requis pour obtenir le contrat ou l'agrément. »

**ART. 2.** — L'article 3 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maîtres bénéficient d'un contrat ou d'un agrément provisoire d'un an renouvelable par ta-

cite reconduction dans les conditions définies ci-après.

« Pour les maîtres de l'enseignement du premier degré, le contrat ou l'agrément provisoire peut être renouvelé si les intéressés ne possèdent pas le certificat d'aptitude pédagogique jusqu'à ce que, remplissant les conditions d'ancienneté requises par la réglementation en vigueur, ils aient été mis en mesure de se présenter aux épreuves pédagogiques ouvertes pendant cinq

(7) DC 1964, n° 1421, col. 465.



ans pour la délivrance de ce certificat.

« Pour les maîtres des enseignements du second degré et technique, le contrat ou l'agrément provisoire peut être renouvelé si les intéressés ne remplissent pas les conditions définies au 2° de l'article 2, jusqu'à ce qu'ils aient subi deux inspections pédagogiques. Si dans un délai de trois ans à compter de la date d'effet du contrat ou de l'agrément ils n'ont pas été mis en mesure de subir ces inspections, le contrat ou l'agrément est néanmoins confirmé, et les intéressés sont classés dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous. Si dans les deux ans qui suivent ce délai de trois années intervient soit une deuxième inspection pédagogique défavorable dans le cas où ils ont déjà subi une première inspection pendant la période de trois années, soit deux inspections défavorables dans le cas où ils n'ont subi aucune inspection au cours de ladite période, le contrat peut être résilié ou l'agrément retiré.

« Pendant la période provisoire, les maîtres sont rétribués à l'échelon le plus bas de l'emploi de référence de l'enseignement public auquel ils sont rattachés pour leur rémunération. »

ART. 3. — L'alinéa premier de l'article 4 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 est remplacé par les dispositions suivantes :

« A l'issue de la période provisoire, le contrat ou l'agrément des maîtres qui remplissent les conditions posées aux articles premier, 2 ou 3 ci-dessus est confirmé ; ceux qui ne remplissent pas ces conditions ne peuvent être maintenus en qualité de maître contractuel ou agréé et ne peuvent par suite enseigner dans une classe placée sous contrat. »

ART. 4. — L'alinéa premier de l'article 5 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 modifié par le décret n° 65-274 du 12 avril 1965 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les examens et concours de recrutement de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique peuvent être ouverts, selon les modalités qui seront fixées par arrêtés du ministre de l'Education nationale, à ceux des maîtres contractuels de l'enseignement privé, qui, remplissant les conditions de titres, de diplômes, d'âge et d'ancienneté de service déterminées selon les règles en vigueur dans l'enseignement public, s'engageraient à demeurer pendant cinq ans à la disposition du ministre de l'Education nationale. A cet égard, l'ancienneté de service est assimilée à celle acquise dans l'enseignement public. »

ART. 5. — L'alinéa 2 de l'article 6 du décret susvisé du 10 mars 1964

est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois, le bénéfice de l'échelle de rémunération des professeurs d'enseignement général de collège est accordé aux maîtres de l'enseignement privé en fonctions dans les classes correspondant aux classes du type de collège d'enseignement général de l'enseignement public et appartenant aux catégories ci-après :

« Maîtres en fonctions au 15 septembre 1969 dans un cours complémentaire privé sous contrat, titulaire du certificat d'aptitude pédagogique pour les collèges d'enseignement général institué par le décret n° 60-1127 du 21 octobre 1960 ou ayant exercé dans les classes mentionnées ci-dessus avant le 1<sup>er</sup> octobre 1961, justifiant de cinq ans de services dans les dites classes, à la condition d'être titulaires du baccalauréat et du certificat d'aptitude pédagogique des classes élémentaires.

« Maîtres ayant satisfait aux épreuves du certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement général de collège mentionné à l'article 11 du décret n° 69-493 du 30 mai 1969. Peuvent faire acte de candidature aux épreuves théoriques de ce certificat les maîtres justifiant de quatre années de services effectifs d'enseignement et ayant subi avec succès les épreuves sanctionnant la première année du premier cycle d'enseignement supérieur. Après une nouvelle année de services effectifs d'enseignement, ils peuvent faire acte de candidature aux épreuves de la partie pratique du certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement général de collège. Ils sont dispensés de la scolarité dans les centres de formation de professeur d'enseignement général de collège prévue par l'article 11 ci-dessus. »

ART. 6. — L'article 8 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964, modifié par le décret n° 65-274 du 12 avril 1965, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les maîtres chargés de l'enseignement général ou de l'enseignement technique théorique dans les classes de second cycle long technique et les classes de préparation au brevet de technicien supérieur, ayant subi avec succès les épreuves des examens et concours de recrutement visés à l'article 5, bénéficient de l'échelle de rémunération des professeurs titulaires de l'enseignement public de la catégorie correspondante. Les autres maîtres bénéficient de l'échelle de rémunération des maîtres auxiliaires de l'Etat de la catégorie correspondant à leurs diplômes.

« Les maîtres chargés dans les mêmes classes de l'enseignement technique pratique et ayant subi avec succès les épreuves des examens et concours de recrutement visés à l'article 5 ci-dessus béné-

ficient de l'échelle de rémunération des professeurs techniques adjoints des lycées techniques ; dans le cas contraire, ils perçoivent la rémunération des maîtres auxiliaires de la catégorie correspondant à leurs diplômes.

« Les maîtres en exercice dans les classes de second cycle court technique et ayant subi avec succès les épreuves des examens et concours de recrutement visés à l'article 5 ci-dessus bénéficient de l'échelle de rémunération des professeurs titulaires de l'enseignement public exerçant les mêmes fonctions ; dans le cas contraire, ils perçoivent la rémunération des maîtres auxiliaires de la catégorie correspondant à leurs diplômes. »

ART. 7. — Les 1° et 3° de l'article 9 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964, modifié par le décret n° 66-664 du 3 septembre 1966, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 1° Les services effectifs d'enseignement accomplis dans des établissements privés avant le 15 septembre 1960 dans les conditions fixées par les textes alors en vigueur sont pris en compte forfaitairement pour les deux tiers de leur durée.

« 3° Les services effectifs d'enseignement et de direction accomplis dans les établissements ou classes sous contrat après le 15 septembre 1960 sont pris en compte pour la totalité de leur durée sous réserve de l'application des mêmes coefficients caractéristiques. »

ART. 8. — Il est ajouté au premier alinéa de l'article 9 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964, modifié par le décret n° 66-664 du 3 septembre 1966, un 6° inséré après le 5° et ainsi rédigé :

« 6° Les services d'enseignement assurés dans un établissement d'enseignement situé hors du territoire métropolitain et les départements d'outre-mer sont pris en compte dans les conditions fixées par le décret n° 66-665 du 3 septembre 1966. »

ART. 9. — L'article 11 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le ministre de l'Education nationale peut, sur la demande de l'autorité académique qui peut être saisie, notamment par le chef d'établissement, prononcer, après avis de la Commission prévue soit aux articles 8 et 9 du décret n° 60-745 du 28 juillet 1960, soit à l'article 7 du décret n° 60-746 de la même date, et l'intéressé ayant été mis à même de présenter ses observations, la résiliation du contrat du maître ou le retrait d'agrément au cas d'insuffisance professionnelle dûment constatée ou de comportement incompatible avec l'exercice des fonctions dans l'établissement considéré. Le ministre, sans être tenu de consulter cette



Commission, prend la même décision au cas où l'une des conditions prévues à l'article premier du présent décret viendrait à manquer.

« S'il s'agit de la condition d'aptitude physique, la résiliation du contrat ou le retrait de l'agrément ne pourra être prononcé qu'après

examen médical par un médecin agréé, le médecin traitant ayant été mis à même de présenter des observations. »

**Effectifs des établissements sous contrat simple (8)**

**Décret n° 70-1135 du 8 décembre 1970 relatif aux effectifs des établissements d'enseignement privés sous contrat simple.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances et du ministre de l'Education nationale,  
Vu le décret n° 70-794 du 9 septembre 1970 portant modification du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 relatif au contrat simple passé avec l'Etat par les établissements d'enseignement privés,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Les effectifs dont doivent justifier les établissements d'enseignement privés qui demandent un contrat simple sont fixés comme suit pour les classes faisant l'objet de la demande de contrat :

I. — Dans les écoles maternelles :  
50 élèves inscrits pour une classe ;  
Plus de 50 élèves inscrits pour deux classes ;  
Plus de 100 élèves inscrits pour trois classes ;  
Plus de 150 élèves inscrits pour quatre classes,  
Et suivant la même progression au-delà.

II. — Dans les écoles élémentaires à classe unique : 16 élèves.

III. — Dans les écoles élémentaires et les classes élémentaires annexées aux établissements d'enseignement de second degré à plusieurs classes :

Plus de 31 élèves pour deux classes ;  
Plus de 62 élèves pour trois classes ;  
Plus de 93 élèves pour quatre classes ;  
Plus de 124 élèves pour cinq classes ;  
Plus de 170 élèves pour six classes ;  
Plus de 196 élèves pour sept classes ;  
Plus de 232 élèves pour huit classes ;  
Plus de 268 élèves pour neuf classes ;  
Plus de 304 élèves pour dix classes ;  
Plus de 340 élèves pour onze classes ;  
Plus de 366 élèves pour douze classes ;

Plus de 402 élèves pour treize classes ;  
Plus de 438 élèves pour quatorze classes ;  
Plus de 474 élèves pour quinze classes ;  
Plus de 510 élèves pour seize classes ;  
Plus de 536 élèves pour dix-sept classes ;  
Plus de 572 élèves pour dix-huit classes ;  
Plus de 608 élèves pour dix-neuf classes ;  
Plus de 644 élèves pour vingt classes ;  
Plus de 680 élèves pour vingt et une classes ;  
Plus de 706 élèves pour vingt-deux classes ;  
Plus de 742 élèves pour vingt-trois classes ;  
Plus de 778 élèves pour vingt-quatre classes ;  
Plus de 814 élèves pour vingt-cinq classes.

IV. — Dans les cours complémentaires, le premier cycle et le second cycle court du second degré : 21 élèves en moyenne au moins par division de classe, sans toutefois que l'effectif d'une division puisse être inférieur à 17 élèves.

Dans le second cycle long : 24 élèves en moyenne au moins par division de classe, sans que l'effectif d'une division puisse être inférieur à 20 élèves.

ART. 2. — Les diminutions d'effectifs constatées dans les classes ou établissements soit pendant la durée de contrat, soit lors de son renouvellement entraînent la résiliation ou le non-renouvellement de ce contrat dans les conditions indiquées ci-après :

I. — Ecoles maternelles :  
Retrait du contrat pour toute classe :  
Dont l'effectif est inférieur à 25 élèves dans une école à deux classes ;  
Dont l'effectif est inférieur à 33 élèves dans une école à trois classes ;  
Dont l'effectif est inférieur à 37 élèves dans une école à quatre classes ;

Dont l'effectif est inférieur à 40 élèves dans toute école comportant cinq classes et plus.

II. — Ecoles élémentaires à classe unique : moins de 16 élèves, résiliation du contrat.

III. — Ecoles élémentaires à plusieurs classes et classes élémentaires annexées aux établissements d'enseignement de second degré :

Moins de 27 élèves : contrat limité à une classe ;  
De 27 à 57 élèves : contrat limité à deux classes ;  
De 58 à 88 élèves : contrat limité à trois classes ;  
De 89 à 119 élèves : contrat limité à quatre classes ;  
De 120 à 150 élèves : contrat limité à cinq classes ;  
De 151 à 176 élèves : contrat limité à six classes ;  
De 177 à 207 élèves : contrat limité à sept classes ;  
De 208 à 238 élèves : contrat limité à huit classes ;  
De 239 à 269 élèves : contrat limité à neuf classes ;  
De 270 à 300 élèves : contrat limité à dix classes ;  
De 301 à 326 élèves : contrat limité à onze classes ;  
De 327 à 357 élèves : contrat limité à douze classes ;  
De 358 à 388 élèves : contrat limité à treize classes ;  
De 389 à 419 élèves : contrat limité à quatorze classes ;  
De 420 à 450 élèves : contrat limité à quinze classes ;  
De 451 à 476 élèves : contrat limité à seize classes ;  
De 477 à 507 élèves : contrat limité à dix-sept classes ;  
De 508 à 538 élèves : contrat limité à dix-huit classes ;  
De 539 à 569 élèves : contrat limité à dix-neuf classes ;  
De 570 à 600 élèves : contrat limité à vingt classes ;  
De 601 à 626 élèves : contrat limité à vingt et une classes ;  
De 627 à 657 élèves : contrat limité à vingt-deux classes ;

(8) JO. Lois et Décrets, 10 décembre 1970, p. 1343-1344.



De 658 à 688 élèves : contrat limité à vingt-trois classes ;

De 689 à 719 élèves : contrat limité à vingt-quatre classes.

IV. — Cours complémentaires et établissements du premier cycle et du second cycle court du second degré :

Une moyenne inférieure à 21 élèves pour l'ensemble des classes de l'établissement : résiliation du contrat ;

Moins de 17 élèves dans une classe : retrait du contrat pour les deux classes du demi-cycle.

Second cycle long :

Une moyenne inférieure à 24 élèves pour l'ensemble des

classes de l'établissement : résiliation du contrat ;

Moins de 20 élèves dans une classe : retrait du contrat pour les deux classes du demi-cycle.

ART. 3. — Le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Education nationale, le secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et prendra effet à compter de la rentrée scolaire 1971.

Fait à Paris, le 8 décembre 1970.  
JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier ministre :  
Le ministre  
de l'Education nationale,  
OLIVIER GUICHARD.

Le ministre  
de l'Economie et des Finances,  
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le secrétaire d'Etat  
à l'Economie et aux Finances,  
JACQUES CHIRAC.

Le secrétaire d'Etat  
auprès du ministre  
de l'Education nationale,  
PIERRE BILLECOQ.

## LOGEMENT DES INSTITUTEURS DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION

M. Ansquer expose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances que, si les instituteurs de l'Enseignement privé en exercice dans des établissements liés par contrat avec l'Etat perçoivent leur traitement de celui-ci, par contre ils ne bénéficient pas des avantages en matière de logement qui sont réservés aux fonctionnaires. Il lui demande s'il n'envisage pas des dispositions qui permettraient aux intéressés de bénéficier des prêts de l'Etat en matière de logement et d'obtenir que leur soient éventuellement attribués des appartements réservés aux fonctionnaires dans les organismes HLM par exemple.

*Réponse.* — Les maîtres exerçant leurs fonctions dans les établissements privés sous contrat d'association sont liés à l'Etat par contrat de droit public. En conséquence, ils peuvent prétendre aux avantages sociaux accordés aux personnels de l'Education nationale, et notamment à l'attribution de logements réservés aux fonctionnaires en application des dispositions des articles 200 et 278-3 du Code de l'urbanisme et de l'habitation. Ceux qui enseignent dans les autres établissements privés sont liés par contrat de travail non avec l'Etat, mais avec l'établissement qui les emploie. Ils ne sont donc pas en droit de demander le bénéfice des différents avantages sociaux qui sont accordés par l'Etat à son personnel. Les prêts complémentaires à la construction sont consentis par le Crédit foncier de France, organisme qui ne relève pas du ministère de l'Education nationale.

(Assemblée nationale, JO 25 juin 1970, page 3126, n° 12 454.)

## LE PATRIMOINE DES DIOCESES, PAROISSES ET CONGREGATIONS

L'article 4 de la loi du 8 juillet 1964 était ainsi rédigé :

« Les sociétés par actions, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés civiles ayant pour activité principale, à la date de publication de la présente loi, la gestion d'immeubles qui leur appartiennent et qu'elles louent ou affectent à des fins charitables, éducatives, sociales, sanitaires, culturelles ou culturelles peuvent,

dans les conditions fixées ci-dessous, se transformer en associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ayant une activité et un but analogues.

Cette transformation n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau. »

*Cet article a été complété comme suit dans la loi de finances 1970 :*

Les sociétés précitées « peuvent aussi, à condition d'y avoir été préalablement autorisées, par un arrêté conjoint du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Economie et des Finances, décider leur dissolution et la dévolution de leur actif à une ou plusieurs personnes morales constituées à des fins charitables, éducatives, sociales, sanitaires, culturelles ou culturelles, et soumises à l'un des régimes définis par les articles premier à 21 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ou par les articles 18 à 24 de la loi du 9 décembre 1905 ».

(JO, débats Ass. nat. 1969, p. 4726. Mgr KERLEVEO a publié un commentaire de ces textes dans le *Recueil Dalloz* du 24 juin 1970, p. 25 et s.)

Le Problème de la Révélation, par CLAUDE TRESMONTANT. — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 336 pages. Editions du Seuil, Paris.

C'est la suite logique de : *Comment se pose aujourd'hui le problème de l'existence de Dieu*. C'est dire avec quelle rigueur C. Tresmontant étudie dans le présent volume les manifestations de Dieu dans l'histoire humaine, en examinant les raisons qui permettent de parler de Révélation divine, d'en définir le rôle et l'objet. Les données concrètes de l'histoire jouent ici un rôle déterminant, la révélation est actualisée jusque dans l'histoire contemporaine.

La Condition de Dieu, par GABRIEL VAHANIAN. — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 176 pages. Editions du Seuil, Paris.

C'est la version française, faite par l'auteur, de *Not other God*, qui avertit dans sa préface que « le texte donné en français est pourtant loin d'être une simple traduction ». C'est une reprise et le développement de sa thèse *The Death of God* qui donneront essor aux théologies de la mort de Dieu.

Le Message spirituel de Teilhard de Chardin. Colloque de Milan. Texte établi par CLAUDE GUENOT. — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 274 pages. Editions du Seuil, Paris.

Tout en étant une recherche des éléments positifs et négatifs de l'œuvre du savant jésuite, ce colloque, tenu au X<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, ne pouvait négliger que cette œuvre est une double expérience spirituelle et scientifique. Et le P. Russo a raison de rappeler que Teilhard de Chardin fut certes, un savant, mais qu'il faut voir avant tout en lui un prêtre, un religieux fidèle jusqu'au bout à sa vocation et à l'Eglise. C'est l'explication ultime de son œuvre dont l'âme fut « essentiellement une intention religieuse ».



# Événements et Informations

## FRANCE

— Les 7 et 8 novembre, à Versailles, l'Assemblée des silencieux de l'Eglise a réuni de 4 000 à 5 000 personnes venues affirmer leur attachement à des valeurs qu'elles estiment fondamentales, et notamment à la « profession de foi » de Paul VI qui clôtura l'Année de la foi le 30 juin 1968. Un manifeste sera remis aux évêques dont nous espérons pouvoir publier le texte lorsqu'il sera rendu public.

9 NOV. — Mort du général de Gaulle, à 19 h 30, des suites d'une rupture d'anévrisme, à Colombey-les-Deux-Eglises. Charles-André-Joseph-Marie de Gaulle était né à Lille le 22 novembre 1890. Conformément à ses dernières volontés (datées du 16 janvier 1952), ses obsèques ont revêtu une grande simplicité, dans la petite église de Colombey, l'après-midi du jeudi 12. Mgr Atton, évêque de Langres, a concélébré la messe avec le curé de la paroisse, le chanoine Jauget, et le P. François de Gaulle, neveu du général. A 15 h, au moment où le corps du défunt entraînait dans l'église, les cloches de toutes les villes et villages de France ont sonné de glas. Le général de Gaulle repose désormais au côté de sa fille Anne, morte à l'âge de 20 ans en 1948. Le matin de cette même journée, à Notre-Dame, l'hommage solennel de la France a été rendu au général de Gaulle au cours d'une messe de *Requiem* célébrée par le cardinal Marty, archevêque de Paris et président de la Conférence épiscopale française. Plus de quatre-vingts souverains, chefs d'Etat et de gouvernement, étaient présents ou représentés, dont les Grands : le président Nixon, M. Podgorny, l'empereur Haïlé-Sélassié, le shah d'Iran, le roi Baudouin, la reine Juliana, le prince de Galles. Le nonce apostolique, Mgr Righi-Lambertini, représentait le Pape Paul VI. Dans la soirée de ce même jour, sous une pluie battante, des centaines de milliers de Parisiens remontaient silencieusement les Champs-Élysées pour un dernier hommage, jusqu'à l'Etoile, dont la place portera désormais le nom de « place

Charles-de-Gaulle ». (Cf. « DC » du 6 décembre 1970, p. 1074 et s.)

— L'Académie française a attribué, le 19 novembre, à Bertrand Poirot-Delpech, auteur de « la Folle de Lituanie » (Gallimard), son grand prix du Roman. Le Goncourt a été attribué, à l'unanimité au second tour, à Michel Tournier pour « le Roi des Aulnes » (au premier tour de scrutin, des voix s'étaient portées sur « l'Amour des autres », d'Henry Bonnier, et « la Vie, les Miroirs », de Claude Vigouroux). Quant au Renaudot, il a été attribué au septième tour à Jean Freustié, auteur d'« Isabelle ou l'arrière-saison » (La Table Ronde), par quatre voix contre trois à Anne Hébert pour « Karouraska » (Le Seuil), ces deux prix attribués le 23 novembre. Le prix des Ambassadeurs est allé à André Chastel pour son ouvrage « le Mythe de la Renaissance ».

— Mort le 20 novembre de M. Pierre Le Brun, à l'âge de 64 ans, des suites d'une longue maladie. Ingénieur civil des Ponts et Chaussées, et l'un des fondateurs, pendant la Résistance, du Front national, membre de l'Assemblée consultative à la Libération, il travailla à la réalisation de la nationalisation de l'EDF ; membre du Bureau confédéral de la CGT en 1945, il la quitta vingt ans plus tard pour désaccord sur les questions économiques et apporte son soutien à plusieurs reprises au général de Gaulle. Il était — entre autres responsabilités — membre du Conseil économique et social de la Commission des comptes de la nation, de la Commission de l'économie générale au VI<sup>e</sup> Plan et de la Commission de réforme de l'ENA. (« La Croix », 21 novembre.)

— L'église de l'abbaye de Cîteaux — la quatrième construite depuis la fondation de l'abbaye au XI<sup>e</sup> siècle — a été consacrée le 17 octobre par Mgr de la Brousse, évêque de Dijon, cent ans après sa bénédiction, après avoir subi un certain nombre d'heureuses transformations. (« La Vie diocésaine de Langres », 20 novembre.)

— Le Secours catholique français vient de rassembler 50 bateaux pneumatiques ayant chacun une charge utile d'une tonne et de les expédier

par avion à la Caritas du Pakistan. Le même convoi emportait 10 tonnes de médicaments et de lait pour les enfants.

— Le 25 novembre, le prix Noël voulant reconnaître un ouvrage de réflexion religieuse où se trouvent exprimées des préoccupations fondamentales pour les chrétiens d'aujourd'hui a été attribué au pasteur André Biebler. Son livre : « Une politique de l'espérance » (Editions Le Centurion-Paris/Labor et Fides-Genève) est une recherche de morale politique pour ce temps et même d'une théologie politique concrète répondant aux proclamations de l'Eglise contemporaine. (« Bip », 26 novembre ; « la Croix », 27 novembre.)

## ÉTRANGER

### BELGIQUE

— La Fondation internationale « Humanum », qui a pour but de promouvoir le dialogue entre les Eglises, a créé le « prix cardinal Bea », qui sera décerné tous les deux ans aux candidats qui se seront le plus signalés pour la promotion de la paix, le progrès de la communauté humaine et la réalisation de la justice sociale. Le jury responsable du choix des candidats comprend : le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens ; le Dr Eugène Carson Blacke, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises ; Arthur Goldberg, ancien ambassadeur américain auprès des Nations Unies ; Auguste Vanistendael, secrétaire général du CIDSE, et Mohammed Zafulla Khan, juge du Tribunal international de La Haye. (« Prensa Asociada », 13 novembre.)

— Nouvelle rectification à propos de l'abbaye d'Orval. « Je me permets de vous signaler deux inexactitudes au paragraphe « Informations » de votre numéro 1571, 4 octobre 1970, p. 92, 3<sup>e</sup> col. Il est exact que l'abbaye a été fondée en 1070, par des Bénédictins venus de Calabre, mais elle n'a été occupée par des Chanoines Réguliers que durant vingt ans (1110-1131). A la prière d'Albéron, évêque de Verdun et neveu du fondateur, saint Bernard y fit en-



voyer un groupe de moines venant de l'abbaye de Trois-Fontaines (près Saint-Dizier) et ainsi, Orval fut la première abbaye cistercienne de Belgique (1132). Réformée à partir de 1600 par Dom Percin de Montgailard, ancien supérieur du Petit-Feuillant de Paris suivant l'observance feuillantine, elle fut détruite de fond en comble par l'armée révolutionnaire en 1794. Elle fut relevée à partir de 1920-1925 par l'abbaye des Cisterciens de stricte observance de Sept-Fons (Bourbonnais). (P. COUSIN, auteur de « *Précis d'Histoire monastique* », Bloud et Gay, aujourd'hui Desclée et Cie.)

## ETATS-UNIS

— Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, un prêtre catholique a été élu à la Chambre des Représentants. Il s'agit du Père jésuite Robert Drinan, de Boston, 49 ans, qui était candidat démocrate au Massachusetts. Il s'était présenté comme « candidat de la paix ». (« *Kipa* », 5 et 9 novembre.)

## INDE

— Dans l'Etat de Rajasthan, qui conque agit avec « force, ruse ou séduction » pour attirer quelqu'un dans l'Eglise chrétienne, devra dorénavant compter avec une amende de 300 dollars. Suite à la promulgation à la mi-novembre de la loi « garantissant la liberté religieuse », les conversions ne sont certes pas formellement interdites, mais les nouveaux convertis devront désormais se faire inscrire dans le bureau de police compétent. Le Rajasthan est le troisième Etat indien à promulguer une telle loi. (« *Soepi* » mensuel, novembre.)

## ITALIE

— Le projet sur la restauration du diaconat permanent en Italie, précédemment soumis aux évêques en une première rédaction, a été présenté par Mgr Bettazzi, évêque d'Ivrea, responsable du groupe de travail institué à cet effet. De nombreux évêques ont pris part à la discussion de ce projet et ont suggéré des amendements. La restauration du diaconat pour les jeunes gens célibataires et pour les hommes d'âge mûr, même mariés, a été approuvée par un vote régulier qui a donné les résultats suivants : votants 230, placet 214, non placet 16. Le document amendé a été approuvé lui aussi : votants 221, placet 214, non placet 5, abstentions 2. Les actes relatifs à cette question seront transmis au Saint-Siège pour l'exécution du décret de restauration. (Communiqué final de la VII<sup>e</sup> Assemblée

générale des évêques italiens, n° 4. « *OR* », 16-17 novembre.)

## PAKISTAN

— Un cyclone d'une durée de quinze heures, suivi d'un raz de marée, a ravagé les côtes et les îles du Pakistan oriental, le 13 novembre. On estime à plus d'un million le nombre des morts dû à ce cataclysme, mais il ne peut être fixé d'une façon certaine.

## POLOGNE

— Le nombre des prêtres polonais est en constante augmentation (7 170 en 1944 et 16 839 en 1964). En 1937, il y avait un prêtre pour 1 897 habitants (11 394 prêtres). Aujourd'hui, il y a un prêtre pour 1 337 habitants. Il en est de même pour le nombre de candidats à la prêtrise : 4 303 candidats à l'heure actuelle contre 760 en 1957. Il y a eu 412 ordinations sacerdotales en 1966 et 458 en 1967. Environ la moitié des prêtres polonais ont moins de 40 ans. (« *Kipa* », 12 novembre.)

## SENEGAL

— Mgr Hyacinthe Thiandoum, archevêque de Dakar, a nommé un laïc, M. Joseph Gomis, au poste de directeur diocésain de l'enseignement privé catholique. Cette nomination concrétise la volonté de l'épiscopat du Sénégal de « laïciser » l'enseignement et d'en africaniser les cadres, conformément aux décisions du Concile Vatican II qui demandent que soient confiées aux laïcs, autant que faire se peut, toutes les tâches qui ne requièrent pas le caractère sacerdotal. (« *Afrique nouvelle* », 22-28 octobre.)

## SUEDE

— Au cours de l'année écoulée, le nombre des catholiques est passé de 52 000 à 55 000. Sur ce nombre, il n'y a que 10 000 Suédois d'origine. Comme le vicaire général du diocèse de Stockholm l'a déclaré à l'Agence KNA, on ne compte que 15 000 catholiques « pratiquants ». Les 40 000 autres, en grande majorité des immigrants, n'ont guère de contact avec l'Eglise. (« *KNA* », 6 novembre.)

## TCHECOSLOVAQUIE

— Pour réaliser « l'épuration interne », un questionnaire de 31 demandes a été envoyé à tous les enseignants de Slovaquie appartenant au parti communiste. Des questionnaires analogues ont été adressés à toutes les autres catégories professionnelles de fonctionnaires. Parmi ces questions qui se rapportent pour la plupart à l'appartenance au parti communiste et au comportement à son égard avec toutes les conséquences découlant de

l'actualité depuis « l'entrée des troupes alliées en 1968 », nous détachons celles qui portent sur la religion... 9° Avez-vous appartenu à l'un de ces trois groupements politiques : HSLS, HG, POHG ? (Il s'agit de groupements d'inspiration chrétienne créés par l'abbé Hlinka, décédé, et actuellement interdits.)... 15° Participez-vous à des cérémonies religieuses ? Depuis quand ? 16° Vos enfants sont-ils inscrits à un cours d'instruction religieuse ? Allez-vous régulièrement au service religieux ? 17° Vos enfants ont-ils été baptisés ? Quand ? (« *Kipa-Documentation* », novembre.)

## YUGOSLAVIE

— Le Secrétariat pour la sécurité publique de Rijeka n'a pas autorisé la parution de la publication pour jeunes « *Synaxis* ». Motif invoqué pour cette interdiction : l'enregistrement d'un groupe de citoyens ainsi que la parution de ce bulletin (après examen de son contenu) causeraient du trouble parmi la population. Selon la loi yougoslave, « *Synaxis* » pourrait paraître sans autorisation spéciale comme publication d'une organisation ecclésiastique. Dans ce cas, il serait seulement tenu de notifier sa parution. Mais les jeunes catholiques qui l'avaient créé ne voulaient pas se soumettre à cet impératif, voulant en faire l'organe représentatif d'un groupe de citoyens, ce qui nécessite une autorisation spéciale du Secrétariat des Affaires intérieures. (« *Aksa* », 31 octobre.)

\*\*

— Population mondiale (évaluée en millions) de 1960 à 1970. Nombre total : 1960, 2 998,2 ; 1970, 3 631,8 (+ 21,13 %). Population des pays sous-développés : 1960, 2 024,17 ; 1970, 2 541,5 (+ 25,74). Population des pays développés : 1960, 976,41 ; 1970, 1 090,3 (+ 11,66 %). (Dans « *Population et sociétés* », novembre 1970.)

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Ignazio Cannavo auxiliaire de l'évêque d'Acireale, Italie. (« *OR* », 1<sup>er</sup> novembre.) L'abbé Elias Yanes Alvarez auxiliaire de l'archevêque d'Oviedo, Espagne. (« *Ibid.* ») Mgr Evelio Ramos Diaz auxiliaire de l'archevêque de San Cristobal de La Habana, Cuba. (« *Ibid.* ») L'abbé Manuel Guirao, évêque d'Oran, Argentine (« *OR* », 4 novembre.) Mgr John Njenga évêque d'Eldoret,



Kenya. (« OR », 5 novembre.) *L'abbé Antoine Hampden Dickson évêque de Bridgetown-Kingston, Barbados et Saint-Vincent, Indes occidentales.* (« Ibid. ») *Mgr Eduardo Herrera Riera, dont le Saint-Père a accepté la démission sur son désir exprès, pour raison de santé, du diocèse de Guanare (Venezuela), a été nommé auxiliaire de l'archevêque de Barquisimeto.* (« OR », 6 novembre.) *Mgr Giovanni Melis Fois (évêque d'Ampurias et Tempio) évêque de Nuoro, Italie.* (« OR », 8 novembre.) *Mgr Daniel A. Cronin évêque de Fall River, USA.* (« OR », 11 novembre.) *Mgr Gilberto Baroni (évêque de Reggio Emilia) administrateur apostolique « sede vacante » du diocèse de Guastalla, Italie.* (« OR », 16-17 novembre.) *Mgr Fernando Prego Casal, administrateur apostolique « sede plena » de Cienfuegos, Cuba.* (« Ibid. ») *Mgr Carroll T. Dozier évêque de Memphis, USA* (« OR », 18 novembre.) *Mgr Edward C. O'Leary, auxiliaire de l'évêque de Portland, USA.* (« Ibid. ») *Mgr John R. McGann, auxiliaire de l'évêque de Rockville Centre, USA* (« Ibid. ») *L'abbé Sbgigniew Kraszewski auxiliaire du cardinal Stephan Wyszynski, archevêque de Varsovie.* (« Ibid. ») *Mgr Sebastiano Rosso évêque de Piazza Armerina, Italie.* (« OR », 19 novembre.) *Mgr Luigi Boccardo (évêque de Viterbo et Tuscania, et de Montefiascone et Acquapendente) administrateur apostolique « sede plena » du diocèse de Bagnoregio, Italie.* (« OR », 20 novembre.) *Mgr Michel Darmenier (évêque de Wallis et Futuna) administrateur apostolique « sede plena » de l'archidiocèse de Nouméa, Nouvelle Calédonie.* (« OR », 21 novembre.) *Mgr Octavio Nicolas Derisi auxiliaire de l'archevêque de La Plata, Argentine.* (« OR », 22 novembre.) *L'abbé Mario Picchi auxiliaire de l'évêque de Comodoro Rivadavia, Argentine,* (« Ibid. ») *L'abbé Pablo Antonio Vega, prélat de Juigalpa, Nicaragua.* (« Ibid. ») *Mgr Geraldo Fernandes Bijos évêque de Londrina (Brésil), devient archevêque de ce siège transformé en métropole.* (« OR », 25 novembre.) *Mgr José Pont y Gol (évêque de Segorbe-Castellon de la Plana) archevêque de Tarragona, Espagne.* (« OR », 27 novembre.) *L'abbé Juan Marti Alanis, évêque de Seo de Urgel, Espagne* (« OR », 29 novembre.) *Mgr Victor Betancourt auxiliaire de l'archevêque de Medellin, Colombie.* (« Ibid. »)

## NOUVEAUX TERRITOIRES

— *Le Saint-Père a érigé aux Etats-Unis d'Amérique le diocèse de Memphis, suffragant de l'Eglise métropoli-*

*taine de Louisville, avec un territoire détaché du diocèse de Nashville.* (« OR », 18 novembre.) — *Le Saint-Père a érigé au Brésil la nouvelle province ecclésiastique de Londrina, élevant ce diocèse au rang de Siège métropolitain, avec pour suffragants les diocèses d'Apucaranan Campo Mourao, Jacarézinho, Maringa et Paranavai, auparavant suffragants de l'archidiocèse de Curitiba. Il a nommé archevêque de Pondrina Mgr Geraldo Fernandes Bijos, qui était déjà évêque de ce siège.* (« OR », 25 novembre.)

## DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— *De Mgr Joseph Brendan Houlihan, évêque d'Eldoret, Kenya.* (« OR », 5 novembre.) — *De Mgr Nevin W. Hayes W., prélat de Sicuani (Pérou), sur son désir exprès, pour raison de santé.* (« OR », 8 novembre.) — *De Mgr Marcos Antônio Noronha, évêque d'Itabira (Brésil), sur son désir exprès pour raison de santé.* (« OR », 9-10 novembre.) — *De Mgr James L. Connolly, évêque de Fall River (USA), en raison de son âge, sur son désir exprès.* (« OR », 11 novembre.) — *Du cardinal Benjamin de Arriba y Castro, archevêque de Tarragona (Espagne), en raison de son âge.* (« OR », 27 novembre.)

## DECES

— *De Mgr Alberto Conrad de Vito, évêque de Lucknow (Inde), le 16 novembre.* (« OR », 18 novembre.) — *De Mgr Charles Weber, évêque d'Ichow (Chine), le 15 novembre.* (« Ibid. ») — *De Mgr Francis Joseph McSorley, OMI, vicaire apostolique de Jolo (Philippines), dans la nuit du 19 au 20 novembre.* (« OR », 22 novembre.) — *De Mgr Alberto Gori, OFM, patriarche latin de Jérusalem, le 25 novembre.* (« OR », 26 novembre.) — *De Mgr Hailé Mariam Cahsai, évêque d'Adigrat des Ethiopiens, le 24 novembre.* (« Ibid. »)

## SAINT-SIÈGE

— *Le Saint-Père a fait parvenir à Mgr Matagrín, évêque de Grenoble, un télégramme de condoléances pour le terrible drame de l'incendie d'un dancing à Saint-Laurent-du-Pont (Isère), dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, où périrent 142 jeunes gens.* (« OR », 2-3 novembre.)

— En recevant le 3 novembre un groupe important de pèlerins de l'archidiocèse de Milan venus lui rendre hommage à l'occasion de ses cinquante ans de sacerdoce, sous la con-

duite de leur archevêque le cardinal Giovanni Colombo, *le Saint-Père a abordé le problème de la presse catholique en Italie* en ces termes : « [...] Reste enfin le problème urgent et impérieux de la presse catholique, auquel, vous ne l'ignorez pas, nous accordons la plus vive sollicitude : soutenez avec générosité et clairvoyance le quotidien « *Avenire* », continuez à rendre à cette bonne cause un service aussi précieux et essentiel afin que là également Milan donne l'exemple à tous les autres diocèses d'Italie... » (« OR », 4 novembre.)

— *Le Saint-Père a accepté la démission, pour raison de santé, de Mgr Alberto Castelli, vice-président du « Conseil des laïcs » et de la Commission pontificale « Justice et Paix ». Il a nommé à sa place Mgr Raimondo Torrella Cascante.* (« OR », 7 novembre.)

— *Le Saint-Père a nommé le cardinal Angelo Dell'Acqua (son vicaire général pour le diocèse de Rome) archiprêtre de l'archibasilique patriarcale du Saint-Sauveur de Saint-Jean de Latran.* (« OR », 8 novembre.)

— Le lundi 9 novembre, *le Saint-Père a reçu en visite officielle Sa Majesté Hailé Selassié, empereur d'Ethiopie.* Dans son discours de bienvenue, le Pape a rappelé à son illustre visiteur « les liens anciens et très particuliers » de l'Ethiopie « avec le Saint-Siège ». Et le Saint-Père a ajouté : « La fondation du monastère et de l'église de Saint-Etienne des Abyssins, au chevet de la basilique vaticane, remonte bien haut dans les annales de la Rome chrétienne. Et par le fait de sa fidélité à une longue tradition, l'Ethiopie se trouve être aujourd'hui la seule nation du monde à posséder un collège ecclésiastique sur le territoire de la cité du Vatican. Enfin, après s'être félicité de la cordialité des rapports « entre l'autorité civile et la hiérarchie catholique en Ethiopie », ce qui constitue « pour les catholiques éthiopiens une assurance pour la solution de questions qui leur tiennent à cœur, spécialement le rapprochement avec l'Eglise éthiopienne », le Saint-Père a rendu hommage à la contribution apportée par l'empereur à la cause de la paix et du développement du tiers-monde. » (« OR », 9-10 novembre.)

— *Le Saint-Père a nommé membre du Suprême tribunal de la Signature apostolique le cardinal Eridio Vagnozzi, président de la préfecture des Affaires économiques du Saint-Siège.* (« Ibid. »)

— *Le Saint-Siège a fait récemment don d'une somme de 5 600 dollars en*



*faveur du Fonds du développement des Nations Unies. L'observateur permanent du Saint-Siège, Mgr Alberto Giovannetti, a fait remarquer que si cette contribution était modeste, elle entendait cependant souligner l'importance que le Saint-Siège accordait à ce programme, et être une application pratique de ce que Paul VI a dit récemment à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU. (« Kipa », 10 novembre et « DC » n° 1572, p. 902-903.)*

*— Le Saint-Siège, désireux de développer des relations amicales avec le Conseil de l'Europe, et après entente avec lui, a décidé de nommer auprès de ce Conseil un envoyé spécial avec fonctions d'observateur permanent. (« OR », 11 novembre.)*

*Le Saint-Père a nommé Mgr Igino Cardinale nonce apostolique auprès des Communautés européennes et envoyé spécial avec fonctions d'observateur permanent auprès du Conseil de l'Europe. (« Ibid. »)*

Sous le nom de « Communautés européennes », on désigne la Communauté du charbon et de l'acier (CECA) instituée par le traité de Paris du 18 avril 1951, la Communauté économique européenne de l'énergie atomique (EURATOM) qui vit le jour avec le traité de Rome du 25 mars 1957 et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), qui naquit en même temps. Le Conseil des ministres, la Commission, le Parlement européen, la Cour de justice, constituent les organismes de la Communauté. (« Ibid. »)

12 NOV. — « Le Saint-Père a reçu en audience privée, en présence du secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, M. Andrej Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, qui

était accompagné de l'ambassadeur de l'URSS en Italie, M. Ryjof, et de l'ambassadeur A. Kovalev, chef du premier Département du ministère des Affaires étrangères, qui, à la fin de l'audience, ont été présentés à Sa Sainteté. L'entretien... a porté surtout sur les grands problèmes nucléaires, en insistant en particulier sur le traité de non prolifération. Autre problème examiné : la Conférence paneuropéenne. Il a été ensuite question du douloureux conflit du Moyen-Orient qui accable tant de populations et met en péril la paix du monde, et l'on a parlé aussi du drame du Vietnam. Le Saint-Père n'a pas manqué de s'entretenir avec son interlocuteur des problèmes que pose la vie de l'Eglise en Union soviétique. (« OR », 14 novembre.)

*— Le Saint-Père a reçu le 14 novembre M. Franco Maria Malfatti, président de la Commission européenne. (« OR », 15 novembre.)*

*— Le mercredi 18 novembre, avant l'audience générale dans la basilique vaticane, le Saint-Père s'est arrêté devant la statue de saint Pierre où avaient été disposés deux grands candélabres en bronze sculpté qu'il a offerts en souvenir à ses cinquante ans de sacerdoce, pour procéder à la bénédiction des lampes votives « ad Corpus Beati Petri Apostoli », qu'il a ensuite allumées et qui ont été placées sur les candélabres. Ces deux candélabres de bronze surmontés de lampes à huile qui brûleront perpétuellement devant la statue de saint Pierre, sont l'œuvre du sculpteur Emilio Giaroli et représentent des épisodes de la vie de saint Pierre et de saint Paul. (« OR », 19 novembre.)*

*— Le 19 novembre, en présence du Saint-Père, ont été promulgués cinq décrets relatifs à diverses causes de*

*béatifications de serviteurs de Dieu :*

1. Sur deux miracles attribués à l'intercession du vénérable Michele Rua, Salésien, né à Turin en 1837, mort en 1910. 2. Sur l'héroïcité des vertus du serviteur de Dieu Joseph-Eugène de Mazenod, évêque de Marseille, fondateur de la congrégation des Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, né le 1<sup>er</sup> août 1782 à Aix-en-Provence, mort en 1861. 3. Sur l'héroïcité des vertus du serviteur de Dieu Henri-Charles Steeb, prêtre séculier, fondateur de l'Institut des Sœurs de la Miséricorde de Vérone, né à Tubingen (Allemagne), le 18 décembre 1773, mort en 1856. 4. Sur l'héroïcité des vertus de la servante de Dieu Madeleine de Bengy de Bonnault d'Houet, fondatrice de la Société des Fidèles compagnes de Jésus, née le 21 septembre 1781 à Châteauroux, morte en 1858. 5. Sur l'héroïcité des vertus de la servante de Dieu Maria Juana Guillen, moniale professe de l'Ordre de saint Augustin, née à Orihuela (Espagne), le 27 décembre 1581, morte en 1607. (« OR », 20 novembre.)

*— Le 20 novembre, le Saint-Père a reçu le serment du cardinal Villot en sa qualité de camerlingue de la Sainte Eglise romaine et lui a remis le « Baculum » de sa charge (« Accipe Baculum in signum jurisdictionis et auctoritatis. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti »). (« OR », 21 novembre.)*

*— Le Saint-Père a nommé consultant de la Commission pontificale pour la révision du Code de droit canonique Mgr Marcel Uylensbroeck (secrétaire du « Consilium des laïcs »). (« Ibid. ») — Le Saint-Père a envoyé des télégrammes de sympathie au président de la République des Philippines et à l'archevêque de Manille à l'occasion du typhon qui a ravagé ce pays. (« Ibid. »)*

*— Pour une poétique de la foi. Essai sur le mystère symbolique, par J.-P. MANIGNE (coll. « Cogitatio fidei », n° 43). — Un vol. in-8° carré, de 192 pages. Prix : 18 F. Editions du Cerf, Paris.*

Pour l'auteur, l'esthétique considérée comme clé du langage théologique, doit permettre une nouvelle lecture et tout un enrichissement de la réflexion sur le donné révélé. De là, l'importance du sous-titre qui nous donne le sens de cette recherche, où le symbole, l'image, deviennent comme les instruments d'une connaissance plus approfondie de la réalité.

*— Fin d'une Eglise cléricale ? Le débat en France de 1945 à nos jours, par P. GUILMOT. — Un vol. in-8° carré, de 364 pages. Prix : 30 F. Editions du Cerf, Paris.*

Avec cet ouvrage nous revivons en profondeur l'évolution des idées théologiques sur l'Eglise depuis vingt-cinq ans. Cette étude historique centrée sur la France permet de comprendre la situation actuelle à travers toute la richesse doctrinale que l'Action catholique, les prêtres ouvriers, ont apportée à la vie de l'Eglise. C'est un mouvement profond qui impose à l'Eglise de se « décléricaliser ».

*— Dialogue et Révolution, par J. GIRARDI. — Un vol. in-8° carré, de 288 pages. Prix : 25 F. Editions du Cerf, Paris.*

C'est la question de la foi que pose l'auteur en face de l'athéisme, question des plus actuelles et qui se trouve ici traitée de main de maître. C'est une vigoureuse amorce du dialogue du croyant avec l'humaniste athée, l'athée moderne ; et l'enjeu du conflit, c'est l'homme lui-même. Il montre que le problème de l'athéisme est aussi celui de la révolution en mettant en évidence leurs interférences. Mais surtout c'est l'offre du dialogue, dialogue plus nécessaire que jamais.

*— Le Couple. Angoisse ou équilibre, par S. DE LESTAPIS, S.J. — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 268 pages. Prix : 24 F. Editions Beauchesne, Paris.*

Le titre laisse bien entendre que l'auteur se préoccupe de l'aide apportée par l'Eglise aux foyers en difficulté, en montrant ce qu'ont de positif son enseignement doctrinal et sa pédagogie pastorale. Il faut savoir par quels cheminements humains la grâce épanouit l'amour conjugal et quelle spiritualité et quelle mystique soutiennent l'ascèse chrétienne des époux.



# L'Eglise dans le monde

## APRES UNE EMISSION DE LA TV SUR L'EGLISE DE HOLLANDE

### Déclaration du Secrétariat de l'épiscopat français

Dans la soirée du 8 décembre, de 21 h à 23 h, la première chaîne de la télévision française diffusait la première d'une série d'émissions sur « l'Eglise demain ». Une première séquence était consacrée à des prêtres espagnols du Pays Basque et de Catalogne menant une action sociale et politique très engagée. Une seconde séquence, consacrée à l'Eglise de Hollande, présentait notamment des cas très spéciaux de prêtres hollandais (1). Le cardinal Daniélou faisait le point après chacune de ces séquences. Voici la déclaration qui a été publiée par le Secrétariat de l'épiscopat français le 10 décembre au sujet de la séquence concernant la Hollande :

De très nombreux téléspectateurs, chrétiens et non, ont été troublés par l'émission « XX<sup>e</sup> siècle » du 8 décembre dernier, ils ont été particulièrement indignés par certaines séquences concernant l'Eglise de Hollande : ils ne peuvent pas découvrir là, telle qu'on le leur a suggéré, l'image de l'Eglise de demain.

On ne peut que partager ces réactions. Quelle que soit la réalité des faits évoqués, on doit souligner que l'émission n'a montré que des aspects très partiels et parfois très marginaux du catholicisme. De telles images ne représentent pas l'ensemble de l'Eglise de Hollande. Elles conduisent à être injuste vis-à-vis des catholiques de ce pays.

On ne saurait non plus défendre l'homosexualité comme une attitude moralement légitime, même si les personnes en cause sont toujours à respecter.

Le souci de la vérité impose aux journalistes de ne pas omettre les précisions qui permettent au public de se faire une idée juste des situations présentées : par exemple, n'eût-il pas été honnête de dire que l'évêque hollandais interviewé dans l'émission avait répondu à des questions d'ordre général et que ses réponses ont été découpées pour commenter des images qu'il n'avait pas vues.

De tels faits invitent chacun à exercer son jugement critique à l'égard de toute information.

Roger ETCHEGARAY,  
secrétaire de l'épiscopat (2).

P. HUOT-PLEUROUGH,  
directeur du Secrétariat  
de l'information religieuse.

## Mise au point du cardinal Daniélou

Le cardinal DANIELOU a évoqué dans le Figaro du 18 décembre (p. 24) « le nombre considérable de lettres de reproches » qu'il a reçues après cette émission :

[...] Ces reproches, je les accepte pleinement, car je me les fais à moi-même... Je sais bien que j'ai dit l'essentiel de ce qu'il fallait dire..., mais je ne l'ai pas dit sur le ton qu'il fallait. Je suis pleinement d'accord qu'il fallait réagir autrement. Et ceci, je tiens à le dire pour la paix de ma conscience, pour qu'il soit absolument clair que je n'approuve à aucun degré ni les faits scandaleux qui nous ont été présentés ni l'esprit qui a présidé à leur choix...

Ce qu'on doit reprocher à cette émission, c'est l'image caricaturale qu'elle donne de l'Eglise en Espagne et en Hollande. Que les images montrées en expriment cer-

(1) Dans une interview recueillie par Robert Ackermann et publiée dans la Croix du 15 décembre, le P. Edward VAN MONTFOORT, provincial des Assomptionnistes de Hollande, président de l'association des religieux prêtres aux Pays-Bas, membre du Comité directeur de l'Institut pastoral de la province ecclésiastique de Hollande, a déclaré après avoir vu cette émission :

[...] On a trop insisté sur la « paroisse » étudiante d'Amsterdam. Cette dernière n'est qu'une toute petite partie de l'Eglise de Hollande, peut-être 600 personnes en tout, dont beaucoup d'ailleurs se retrouvent là, bien qu'ils ne soient pas étudiants, mais en tant que chrétiens marginaux.

S'agissant de cette paroisse, en particulier devant l'attitude du P. Hub Osterhuis, Mgr Zwartkruis, évêque de Haarlem, a déclaré nettement que les prêtres qui avaient été placés à la tête de la mission étudiante ne travaillent plus sous son autorité ; ils n'ont plus juridiction. Ils sont dans une situation tout à fait isolée, car, à ma connaissance, c'est le seul cas en Hollande d'une « paroisse » qui ne soit sous la juridiction d'aucun évêque.

Par ailleurs, plusieurs des prêtres que nous avons entendus — je pense en particulier au prêtre qui s'est déclaré homosexuel — sont en situation personnelle de rupture ou n'ont plus de juridiction de la part de leur évêque ou de leur supérieur religieux...

Par ailleurs, en ce qui concerne cette soi-disant bénédiction accordée à un « couple » d'homosexuels, qu'un prêtre l'ait donnée, ce n'est pas un acte de l'Eglise de Hollande. Le cardinal Alfrink a répondu catégoriquement non à une demande de reconnaissance de telles « unions ». Sa position est extrêmement nette sur ce sujet...

Il est choquant de voir l'Eglise de Hollande exposée sous des aspects partiels, à travers des cas limites, sur les écrans de télévision un peu partout. Et quand on termine une émission par des images sur la destruction d'une Eglise, les gens vont retenir cela. Comme si c'était une des caractéristiques de l'Eglise de Hollande !

(2) Mgr Etchegaray a été nommé évêque de Marseille le 23 décembre 1970 (NDLR).

— La Troisième révolution. Essai sur la psychanalyse et la religion, par KARL STERN (coll. « Livre de vie », n° 97). Traduit de l'anglais par P. et E. BOLO. — Un vol. 10,8 x 18 cm, de 256 pages. Editions du Seuil, Paris.



tains aspects, la chose est réelle. Mais l'absence totale de contrepartie fausse entièrement la perspective...

Elle (cette émission) constitue aussi un avertissement. Elle nous montre des aboutissements scandaleux. Mais ces aboutissements sont la conséquence inéluctable de la présence de certains poisons.. Il était peut-être bon qu'on en voie les effets pour permettre d'atteindre la racine du mal. On a touché dans cette émission l'effondrement d'une Eglise minée par l'affaiblissement de la vie spirituelle. Mais cet affaiblissement ne s'accomplit-il pas sous nos yeux, chez ceux mêmes peut-être qui ont vertueusement protesté? On a touché la dissolution qu'un érotisme diffus finit par accomplir. Mais qu'attend-on pour mettre un barrage au fleuve de boue qui commence à déferler chez nous?

J'aime mieux que le scandale ait éclaté. Le pire eût été d'atténuer les choses, de rassurer, de limiter les dégâts. Il était bon que les catholiques de France soient mis en face de ce qui risquerait de se produire aussi chez eux. Car cette crise de sacerdoce, dont l'émission nous montrait les extrêmes conséquences, nous savons bien qu'elle existe aussi chez nous et qu'il serait hypocrite de la masquer. Car ce total dédain de la hiérarchie de l'Eglise, nous savons qu'il s'exprime ici d'une manière plus feutrée, mais tout aussi désinvolte. Car cette dégradation des exigences de la vie religieuse, c'est une pente où nous sommes en train de glisser. Il était bon que cette émission soit un signal d'alarme pour qu'elle permette de réagir avant qu'il ne soit trop tard.

## ALLOCUTION PRONONCEE PAR

### LE CARDINAL DUVAL

### AU COURS DE LA MESSE

### POUR LE GENERAL DE GAULLE

*Le 12 novembre 1970, une messe pour le général de Gaulle a été concélébrée dans la cathédrale d'Alger par le cardinal Duval et les autres évêques d'Algérie. Voici l'allocution qui a été prononcée après l'Evangile par le cardinal Duval, archevêque d'Alger, en présence de représentants du gouvernement algérien et des membres du corps diplomatique :*

L'humanité tout entière a été consternée par la mort du général de Gaulle. Le tiers-monde s'est senti touché par un deuil de famille. L'Afrique a pleuré.

Cette unanimité dans la douleur s'explique par le fait que le nom de Charles de Gaulle est associé dans tous les cœurs — et le restera dans l'histoire — à un mot qui signifie une valeur universelle : la liberté.

Le général de Gaulle s'est consacré avec passion à la grandeur de la France, mais pour lui, la grandeur de sa patrie était conditionnée par la liberté des autres patries.

Il avait en horreur toute espèce de racisme parce que sa foi lui enseignait que « Dieu ne fait pas de différence entre les hommes, quelle que soit leur race » (Ac 10.)

A une heure extrêmement grave pour l'avenir de l'homme, il se dressa avec une lucidité et un courage exceptionnels pour la défense de l'homme et cette ville d'Alger devint une des capitales de la lutte contre le fascisme et le nazisme.

Ses convictions religieuses lui ont constamment inspiré le respect le plus absolu de la liberté religieuse des

autres hommes, même des incroyants ; ses amitiés, diversifiées au possible, en furent l'émouvante démonstration. Chrétien convaincu, il a toujours manifesté une estime particulière pour l'Islam.

Le tiers du continent africain lui doit son indépendance. Le plus grand déchirement de sa vie fut de se sentir trop longtemps impuissant à arrêter le sang qui coulait en Algérie, en marche, il le savait, vers sa liberté.

L'inspiration centrale de sa vie, de son action, fut le respect de la personne humaine et de la dignité des peuples ; le destin de l'histoire qui, pour lui, était l'expression de la Providence divine, c'était l'appel de tous les peuples à la coopération dans l'égalité.

Cet homme qui fut grand parmi les plus grands se présente à nous aujourd'hui humblement comme un de nos frères pour nous demander l'aide de nos prières. La vie éternelle, en effet, est un bienfait de la clémence de Dieu, à qui, seul, appartiennent la grandeur, la justice et la sainteté, et qui, lorsqu'il couronne les mérites de ses serviteurs, couronne ses propres dons (saint Augustin). Personne ne peut se présenter avec assurance au tribunal de Dieu sans la grâce du pardon.

Ces prières, nous les devons au titre de la reconnaissance. Et c'est encore avec reconnaissance que nous accueillerons le message de celui qui, disparu de ce monde, continue à nous parler : tous les hommes au cœur droit sont appelés à s'unir, d'un bout du monde à l'autre, pour la défense de la dignité de l'homme, pour la promotion de la justice envers tous les peuples, spécialement envers ceux qui sont déshérités et opprimés, pour la réconciliation universelle ; c'est au bout de ces efforts et de ces combats pacifiques que se manifesteront à l'homme la grandeur et la gloire de Dieu.

(La Semaine religieuse d'Alger, 26 novembre 1970, p. 280.)

---

— *Mon Ange marchera devant toi*, par GEORGES HUBER. — Vol. 19 × 12 cm, de 168 pages. Editions Saint-Paul.

« Le vent aujourd'hui ne souffle certes pas dans les ailes des anges », écrit le P. KLEINER, abbé général des cisterciens, dans une lettre préface. Cependant, Georges Huber, correspondant de *la Croix* à Rome, a su, en évitant ce qui est légendaire et enfantin, répondre aux questions que se posent nos contemporains, et trouver le juste milieu entre le traité théologique et l'ouvrage de vulgarisation. Retenons cette remarque du cardinal JOURNET dans son introduction : « Les découvertes de la physique nucléaire... nous font entrer dans un monde, qui est toujours celui de la matière, mais où la matière, en raison de son indétermination par rapport à nos mesures, entre dans une relation de convenance et d'affinité avec l'invisibilité des motions angéliques, participant d'une certaine façon à l'invisibilité de l'Esprit. »

— *L'Eglise catholique et la Révolution française*, Tome I et II, par A. LATREILLE (coll. « Foi vivante »). — Deux vol. de 290 et 295 pages. Les Editions du Cerf, Paris.

L'ouvrage magistral du professeur Latreille, désormais accessible dans une « édition de poche », c'est là une bonne nouvelle. A relire ces deux tomes, deux constatations sautent aux yeux qui prouvent à quel point l'époque révolutionnaire demeure d'actualité : l'affrontement entre la Révolution française et l'Eglise catholique provient d'une « crise de la conscience européenne » déjà longuement préparée ; la rupture entre le système de religion d'Etat et le statut de laïcité qui intervient en 1789 éclaire singulièrement bien des problèmes d'aujourd'hui.

---

Imprimerie « Bayard-Presses », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presses.



# HEUREUX SEREZ-VOUS

CHEMINEMENT DE CAREME  
1971

## LES BEATITUDES AUJOURD'HUI

Livret édité par  
l'Action Catholique Générale  
64 pages - format de poche  
l'exemplaire franco : **3,50 F**

Commande à adresser :

Soit à l'A.C.G.F., 98, rue de l'Université  
PARIS - 7<sup>e</sup> - C.C.P. 159-81

Soit à l'A.C.G.H., 12, rue Edmond-Valentin  
PARIS - 7<sup>e</sup> - C.C.P. 710-61

*Par chèque bancaire ou mandat-lettre*

Joindre le paiement à la commande



France et Communauté : 1 an, 35 F. 6 mois, 18 F. Canada : 1 an, 40 F. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
 Canada, Suisse : 40 FS. Autres pays : 1 an : 43 F. 6 mois, 22 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : (par abonnement : France : 1,60 F. ;  
 Etranger : 1,85 F.). Numéros fournis isolément : de l'année : 2 F. ;  
 des années précédentes : 2,50 F.  
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre doré au dos, non  
 millésimé. Prix : 9 F. net, Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1577 - 3 JANVIER 1971

- 2 Audience générale avant le voyage en Extrême-Orient (25 nov.).
- 3 Difficultés internes et externes de l'Eglise (15 nov.).

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

- 4 Sociétés industrialisées et condition humaine. Lettre pontificale à la Semaine sociale d'Italie.
- 6 Lettre pontificale au Symposium international sur saint Joseph.

**ACTES DU SAINT-SIÈGE :**

## LE VOYAGE DE PAUL VI EN EXTREME-ORIENT. Deuxième partie.

**DOSSIER** : voyage de Paul VI

- 8 Sydney. Allocutions aux évêques d'Océanie; aux prêtres; aux laïcs; à la messe du bicentenaire; sur l'école catholique; le troisième âge; à des prêtres âgés; aux jeunes; aux journalistes; à la population autochtone; discours œcuménique; le devoir missionnaire (30 nov.-3 déc.).
- 16 Djakarta (3 décembre).
- 19 Hong Kong (4 décembre).
- 20 Colombo (4 décembre).
- 21 Rome. Angelus du 6 décembre.

- 22 Le XX<sup>e</sup> anniversaire de l'ACO. Allocution de Mgr Ancel.
- 25 Sainte Catherine de Sienne et sainte Thérèse d'Avila, docteurs de l'Eglise. Conférence du cardinal Garrone.
- 30 Garabandal. Lettre de l'évêque de Santander à tous les évêques.
- 32 San Damiano. Notification de l'évêque de Piacenza; déclaration du cardinal Journet.
- 35 Cinq ans après Vatican II. Article du cardinal Suenens.
- 36 Le fruit du trouble actuel : l'unité (card. Suenens).

**QUESTIONS ACTUELLES**

- 37 Décrets du 11 septembre 1970 sur les établissements d'enseignement privés sous contrat.
- 42 Décret du 8 décembre 1970 sur les effectifs des établissements sous contrat simple.
- 43 Logement des instituteurs de l'enseignement privé sous contrat d'association. (Réponse ministérielle.)
- 43 Le patrimoine des diocèses, paroisses, congrégations.

**LÉGISLATION  
ET JURISPRUDENCE**

- 44 Evénements et informations (1<sup>er</sup>-30 novembre 1970).

**ÉVÉNEMENTS** : 1<sup>er</sup> trimestre 1971

- 48 Après une émission de la TV sur l'Eglise de Hollande; allocution prononcée par le cardinal Duval à Alger au cours de la messe pour le général de Gaulle.

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

18. FEB. 1971

NUMERO 1378

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII



17 janvier 1971

Marygrove College Library  
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



la célébration œcuménique du 2 décembre, à l'hôtel de ville  
de Genève (P. B. 11)

Exhortation apostolique aux évêques



# LIVRES ADMIRABLES



# PRIX EXCEPTIONNELS

## MAGNIFIQUES LIVRES D'ART

- **VIE DE JESUS**, par les Chefs-d'Œuvre de l'Art. Des enluminures, sculpture, mosaïque, émaux, vitraux, du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> s. : commentés de 44 textes sacrés. « Incomparable monument de beauté, ferveur » (4), 40 planches d'admirables coul., 130 p. Val. 45 F. Net 17,50 F.
- **CHRIST DE TOUT LE MONDE**, par J. Jobé (30 × 25). Par artistes et imagiers des 5 continents : purs chefs-d'œuvre inconnus si originaux : bois, sculpture, bronze, tapisserie, enluminure, lavis, etc. 190 p., 104 superbes reprod. hélios., 24 planches couleur. Val. 75 F. Net 35 F.
- **LE LIVRE DE LA VIERGE**, par Vloberg et Guégan. « Florilège pour la joie des yeux : 91 tableaux de maîtres en superbes couleurs, commentés par 77 poèmes du XI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> s. » (3), 190 p. Paru 29,50 F. Net 17,50 F.
- **LE ROSAIRE DANS L'ART**, par Di Thomasi. « S'élève vers Divin Maître et sa Mère » : ferveur de 60 planches tableaux couleurs et dessins, étude d'art et spiritualité en regard (3), 200 p. Val. 30 F. Net 12 F.
- **PARADIS DES PEINTRES**, par Lotthé (28 × 26). « Chefs-d'œuvre de toutes écoles d'Occident. Œuvre de foi et amour, textes si riches » (Cal. Liénart). A la gloire des saints et serviteurs de l'Eglise, 270 p., 140 reprod., 10 pl. coul. contrecollées. Val. 70 F. Net 35 F.
- **ATLAS D'ANTIQUITE CHRETIENNE**, p. Van der Meer. Histoire de l'Eglise des 6 premiers siècles, dogme, textes sacrés chrétiens, art, traité d'iconographie (3), 614 reprod. d'art et manuscrits, d'érudit commentaire. 40 cartes coul. 3 index : 5500 références. « Prodigieuse substance et iconographie », 320 p. Val. 55 F. Net 29,50 F.
- **NOTRE-DAME DE PARIS**, par P. du Colombier. Plon. « Mémorial de la France » : chefs-d'œuvre d'architecture, sculpture, vitraux en 15 siècles de prestige (3), 300 p., 393 hélios, 83 pleine double pages, 17 planches d'art coul. grav. de Decaris. Marqué 90 F. Net 45 F.
- **CATHEdraLE DE CHARTRES**, p. M. Aubert. Arthaud. « Chef-d'œuvre du Moyen Age. Triomphe du gothique » : architecture, sculpture, vitraux admirables (3), 90 p., 100 reprod. hélios. Broché. Val. 38 F. Net 17,50 F.
- **MYSTERE DE LOURDES**, par P. Claudel. Arthaud. De 1858 avec Bernadette : vie, apparitions, procès guérisons, aux continus miracles depuis (2), 290 p., 60 superbes hélios de Serres. Val. 35 F. Net 18 F.
- **ARCHITECTURE BENEDICTINE EN EUROPE**. Hauts lieux sublimes que St Benoît suscita : apothéose du Roman à Cluny et St Denis (2), 200 p., 136 hélios, 20 grav., 35 plans, 4 cartes. Paru 59,50 F. Net 29,50 F.
- **CATHEdraLES ET MONASTERES D'ESPAGNE**. Splendeurs d'art édifiées par Clunisiens, Cisterciens, Chartreux, Dominicains, Franciscains (2), 344 p., 167 superbes hélios, carte. Superbe. Paru 55 F. Net 35 F.
- **PROCESSIONS EN ESPAGNE**. Superbes photos d'Arielli. Admirables sculptures saintes en bois polychrome des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> s., vénérées des foules mystiques d'Andalousie, Castille, Murcie (4), 210 p., 73 photos dont 13 admirables planches coul. Relié soie. Paru 93 F. Net 35 F.
- **TERRE SAINTE**, par C. Doverdo. Arthaud (21 × 14). « Fervent voyage aux sources foi chrétienne : Nazareth, Bethléem, Jérusalem, Jourdain, Tibériade jusqu'à Paul VI. 232 p. 32 hélios, broché. Val. 20 F. Net 9,75 F.
- **MONT SINAI**, p. A. Champdor. « Hauts lieux histoire. » « Montagne sacrée et altier monastère Ste-Catherine : basilique, chapelles, ermitages, jardins (4), 100 p., 53 photos 2 coul. grav., 6 des., cartes. Val. 45 F. Net 15 F.
- **JEANNE D'ARC PARLE**. Textes R. P. Donceur. Dialogues authentiques du procès, lettres de captivité : ferveur de Péguy dont écrits (4), 90 p., orné à ravir : 7 planches d'art coul. contrecollées de pure merveille, 38 superbes hélios. Paru 50 F. Net 17,50 F.
- **DANS LE SILLAGE DE St FRANÇOIS**, par Sterkens. Exaltante odyssée spirituelle de 27 ans, de Gao à Malésie, Indes, Chine, Japon (3), 225 p., 170 photos hélios, cartes. Reliure plastifiée. Val. 35 F. Net 12 F.
- **CENT CHOSES RARES OU BELLES**, par Schuler. Idéal musée des merveilles du monde en miniature, peinture, sculpture, tapisserie, orfèvrerie, bijoux, objets religieux (2). 100 planches d'art de féeries couleurs, 220 p. Enchanteur. Paru 46 F. Net 22,50 F.

## BIBLIOPHILIE - EDITIONS ORIGINALES

- **EVANGILES DE N. S. JESUS-CHRIST**. Dr. Mgr Calvet. « En sa clarté lumineuse, message unique des 4 Evangiles. Présenté avec un constant souci de beauté, d'un haut caractère d'art » (3), 320 p., pur fil Johannot. 141 gravures orig. d'extrêmes charme et finesse d'Am-broselli. Relié Péga, fers or. Paru 60 F. Net 29,50 F.
- **FIORETTI DE St FRANÇOIS D'ASSISE** (2 vol.). Et : Ecrits et Prières : Cantique de Frère Soleil, Considérations sur stigmates, Légende des 3 Compagnons ; trad. Franciscain Hamann (4), 770 p., n° Grand Velin. Superbement orné par EDDY LE GRAND : 100 sublimes planches, 32 de rayonnantes couleurs. Reliés façon cuir, rhodoïds. Parus 350 F. Net 120 F.
- **JESUS EN SON TEMPS**, par Daniel-Rops (30 × 25). « Texte admirable. Talent, érudition, intelligence, foi vibrent à ce contact surhumain. Maître-livre. » 490 p., en feuilles n° Velin teinté. 17 superbes planches de lithographie coul. de DECARIS, double page, 40 let-trines coul., double emboitage. Val. 120 F. Net 50 F. En 2 clubs 21 × 14, 700 p., 52 bois gravés, cartes, ta-bleaux. Reliés soie, rhodoïd. Val. 65 F. Net 39,50 F.
- **PEINTURES DU LIVRE**. Superbes vol. 24 × 22 n° Blanchemer. Plus belles gravures de maîtres. Lux. re-liure toile incrustée. Etui feutrine. Prix except. 49 F.
- **LE GRAND TESTAMENT**. Gravures de REMBRANDT. Pour 1<sup>re</sup> fois : les 54 admirables scènes de la vie du Christ ; en regard : versets sacrés, trad. de Sacy.
- **APOCALYPSE DE St JEAN**. Texte. Ill. DURER. Inspira à Dürer, en 1511, un trésor bibliographique : 16 planches de bois d'intense puissance d'expression.
- **DOSSIER DE L'EGLISE DE FRANCE**, par Lesourd. 20 siècles de sa passionnante histoire, renouvelée par documents inédits, thèses originales, non conformisme. Suscitera la contestation. 2 superbes vol. 21 × 14, 1180 p., n° 100 seuls ex. lux. en feuilles, 100 portraits et doc., 44 fac-similés, 7 cartes, 43 écussons de Papes, index 1240 noms. Lux. double étui. Val. 95 F. Net 45 F.
- **TROIS PENSEES INEDITES DE PASCAL**. Lafuma. Ouvrage capital sur les Pensées. Mémorial. Précieux « M. S. » de l'Abbé Perrier, son neveu, dont vie, œuvres, action (2), 150 p., n° 950 ex. pur fil, 14 fac-similés du manuscrit, 12 bois gravés coul. de GALA-NIS. Livret 20 p. d'historique. Val. 45 F. Net 25 F.
- **PASCAL**, Discours de la condition de l'homme. Inappréciable fac-similé des 38 p. du manuscrit orig., transcription littéraire en regard. Trad. français mo-derne, ill. 4 photos, 13 fac-similés « Admirable érudition » (4), 152 p., n° Velin. Broché. Val. 45 F. Net 15 F.
- **EGLISE DES APOTRES ET MARTYRS**, p. Rops (2 vol.) De l'aube chrétienne, évangélistes, persécutions, schismes à empereur Théodose officialisant la foi : période la plus passionnée, dramatique, exaltante. « Synthèse ma-gistrale » (2), 490 p., n° Velin Marais teinté. Orné par Lébedef de 5 bois gravés coul., 12 bandeaux, let-trines et motifs coul., 7 cartes. Brochés. Val. 95 F. Net 45 F.
- **FRERES DES ECOLES CHRETIENNES**, par G. Rigault. Fils de J.-B. de La Salle : vie, journée, mort ; Maison-Mère (1), 250 p., n° 230. Alfa. Val. 18 F. Net 4,50 F.
- **BIBLE, LIVRE D'HISTOIRE**, par Tamisier. Préf. Rops. Vie du peuple élu, des 20 siècles avant J.-C. A travers substantiels textes bibliques, richement annotés (1), 630 p., n° 200 ex. Alfa Navarre. Val. 35 F. Net 15 F.
- **DON BOSCO**, par La Varende. « Chevalier de Dieu. » « Vie humble et exaltante qu'un maître-écrivain subli-mise » (1), 280 p., n° Alfa Navarre. Val. 25. Net 9,50 F.
- **Mgr BAUDRILLART**, par Johannet. Les Quarante. Célèbre Oratorien : vie, œuvres, précieuses pages inédites de Journal Intime. Fit l'éloge d'A. de Mun. (1), 120 p., n° 200 ex. tête Hollande. Portrait, manuscrit HT, bandeaux bois. Rare. Val. 30 F. 9 F.
- Offert avec toute commande minimum de 50 F.

## MON ULTIME SÉLECTION D'ADIEU

Après 25 ans de librairie et 19 annonces dans la D. C. Voici donc en pages 2 et 3 de couverture Mon offre la plus riche de 72 remarquables ouvrages, Les plus attrayants, à prix exceptionnels. Merci à tous de votre confiance, fidélité, sympathie.

CONDITIONS DE VENTE : 3<sup>e</sup> PAGE DE COUVERTURE

(1) 19 × 12, (2) 24 × 18, (3) 28 × 23, (4) 33 × 26. Sauf indication : reliés toile, jaq. d'art coul.



# Actes de S. S. Paul VI

## EXHORTATION APOSTOLIQUE

à tous les évêques en paix et communion avec le Siège apostolique,  
pour le V<sup>e</sup> anniversaire de la clôture du Concile œcuménique Vatican II (\*)

FRÈRES TRÈS AIMÉS,  
SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

Voici cinq ans déjà, après d'intenses sessions de travail vécues dans la prière, l'étude, l'échange fraternel, les évêques du monde entier regagnaient leurs diocèses, décidés à « tout mettre en œuvre pour que rien n'arrête ce grand fleuve de grâces célestes qui, aujourd'hui, « réjouit la Cité de Dieu (1) » et pour que ne vienne pas à diminuer cet élan vital que l'Eglise connaît maintenant (2) ».

Rendant grâces pour l'œuvre accomplie, chacun emportait du Concile, avec l'expérience vécue de la collégialité, les textes doctrinaux et pastoraux laborieusement mis au point, comme autant de richesses spirituelles à partager avec les prêtres, nos collaborateurs dans le sacerdoce, avec les religieux et religieuses, avec tous les membres du Peuple de Dieu, comme autant de guides sûrs pour l'annonce de la parole de Dieu à notre temps et pour le renouveau intérieur des communautés chrétiennes.

Cette ferveur ne s'est pas ralentie. Chacun à la place où l'Esprit-Saint l'a établi pour régir l'Eglise de Dieu (3) et tous ensemble, de multiples manières, mais particulièrement dans les Conférences épiscopales et les Synodes d'évêques, les successeurs des apôtres se sont dépensés sans compter pour traduire dans la vie de l'Eglise l'enseignement et les directives conciliaires. Selon le vœu exprimé dans notre première encyclique *Ecclesiam suam* (4), le Concile a approfondi la conscience que l'Eglise avait d'elle-même. Il a mis en plus vive lumière les exigences de sa mission apostolique dans le monde de ce temps. Il l'a aidée à s'engager dans le dialogue du salut avec un esprit authentiquement œcuménique et missionnaire.

Mais notre propos n'est pas, aujourd'hui, de tenter un bilan des recherches, des initiatives, des réformes qui se sont multipliées depuis la

fin du Concile. Attentif à discerner les signes des temps, nous voudrions, en esprit fraternel, nous interroger avec vous sur notre fidélité à l'engagement que nous avons pris au seuil du Concile, dans notre message à tous les hommes : « Nous nous appliquerons à présenter aux hommes de ce temps la vérité de Dieu dans son intégrité et dans sa pureté, de telle sorte qu'elle leur soit intelligible et qu'ils y adhèrent de bon cœur (5). »

### I

Cet engagement, la Constitution pastorale *Gaudium et spes*, véritable charte conciliaire de la présence de l'Eglise au monde, l'a précisé sans équivoque : « Partageant les angoisses de ce temps, l'Eglise du Christ n'abandonne pas pour autant une très ferme espérance. Ce qu'elle veut, c'est encore et encore, à temps et à contretemps, présenter à notre époque le message qui lui vient des apôtres (6). »

### La pureté de la foi

Certes, les pasteurs ont toujours eu ce devoir de transmettre la foi dans sa plénitude et d'une manière adaptée à leurs contemporains, c'est-à-dire en s'efforçant d'employer un langage qui leur soit facilement accessible, en répondant à leurs questions, en suscitant leur intérêt, en les aidant à découvrir, à travers de pauvres paroles humaines, tout le message du salut que nous a porté Jésus-Christ. C'est en effet le corps épiscopal qui, avec Pierre et sous son autorité, garantit la transmission authentique du dépôt révélé et qui a reçu pour cela, selon l'expression de saint Irénée, « un charisme certain de vérité (7) ». C'est la fidélité de son témoignage, enraciné dans la Tradition sacrée et la Sainte Ecriture, nourri de la vie ecclésiale de tout le Peuple de Dieu qui, par l'assistance indéfectible de l'Esprit-Saint, donne à l'Eglise d'enseigner sans défaillance la parole de Dieu et de l'expliquer progressivement.

Cependant, la condition présente de la foi exige, de notre part à tous, un effort accru pour que cette parole, dans sa plénitude, parvienne

(\*) Texte français publié par la Polyglotte vaticane. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Le texte latin de l'exhortation apostolique, qui commence par les mots « *Quinque jam anni* », a été publié dans l'*Osservatore Romano* du 6 janvier 1971.

(1) Ps 46, 5.

(2) Exhortation apostolique *Postrema sessio*, 4 novembre 1965, dans AAS 57, 1965, p. 867.

(3) Cf. Ac 20, 28.

(4) AAS 56, 1964, p. 609-659.

(5) 20 octobre 1962, AAS 54, 1962, p. 822.

(6) N° 82, § 4.

(7) *Adv. Haer.* IV, 26, 2 ; PG 7, 1053.



à nos contemporains et pour que les œuvres accomplies par Dieu leur soient présentées sans altération, avec toute l'intensité d'amour de la vérité qui sauve (8).

A l'heure même, en effet, où la proclamation de la parole de Dieu dans la liturgie connaît, grâce au Concile, un admirable renouveau ; où la fréquentation de la Bible se répand dans le peuple chrétien ; où les progrès de la catéchèse, lorsqu'ils sont poursuivis selon les orientations conciliaires, permettent une évangélisation en profondeur ; où la recherche biblique, patristique et théologique apporte souvent une précieuse contribution à l'expression vivante du donné révélé, voici que de nombreux fidèles sont troublés dans leur foi par une accumulation d'ambiguïtés, d'incertitudes et de doutes qui l'atteignent en ce qu'elle a d'essentiel : les dogmes trinitaire et christologique, le mystère de l'Eucharistie et de la présence réelle, l'Eglise comme institution de salut, le ministère sacerdotal au sein du peuple de Dieu, la valeur de la prière et des sacrements, les exigences morales concernant, par exemple, l'indissolubilité du mariage ou le respect de la vie. Il n'est pas jusqu'à l'autorité divine de l'Ecriture qui ne soit mise en question par une démythisation radicale.

Tandis que le silence recouvre peu à peu certains mystères fondamentaux du christianisme, nous voyons se manifester une tendance à reconstruire, à partir des données psychologiques et sociologiques, un christianisme coupé de la Tradition ininterrompue qui le relie à la foi des apôtres, et à prôner une vie chrétienne privée d'éléments religieux.

Nous voici donc appelés, nous tous qui avons reçu, avec l'imposition des mains, la responsabilité de garder pur et entier le dépôt de la foi et la mission d'annoncer l'Evangile sans relâche, à témoigner de notre commune obéissance au Seigneur. Pour le peuple dont nous avons la charge, c'est un droit imprescriptible et sacré de recevoir la parole de Dieu, toute la parole de Dieu dont l'Eglise n'a cessé d'acquérir une compréhension plus profonde. Pour nous, c'est un devoir grave et urgent de la lui annoncer inlassablement, afin qu'il croisse dans la foi et dans l'intelligence du message chrétien et témoigne, par toute sa vie, du salut en Jésus-Christ.

Le Concile a voulu nous le rappeler avec force : « Parmi les fonctions principales des évêques, la première est la prédication de l'Evangile. Les évêques en effet sont les hérauts de la foi, qui amènent au Christ de nouveaux disciples, et les docteurs authentiques, c'est-à-dire revêtus de l'autorité du Christ, qui prêchent au peuple qui leur est confié la foi qu'il doit croire et qu'il doit faire passer dans ses mœurs, qui, sous la lumière de l'Esprit-Saint, éclairent cette foi, tirant du trésor de la Révélation des choses anciennes et nouvelles (9), la font fructifier et écartent avec vigilance les erreurs qui menacent leur troupeau (10). Les évêques, enseignant en communion avec le Pontife romain, doivent être vénérés par tous

comme les témoins de la vérité divine et catholique ; les fidèles doivent s'accorder avec le sentiment de leur évêque exprimé au nom du Christ sur la foi et les mœurs et y adhérer avec l'hommage religieux de l'esprit... (11). »

Certes, la foi est toujours un assentiment donné à cause de l'autorité de Dieu lui-même. Mais le magistère des évêques est, pour le croyant, le signe et le canal qui lui permettent de recevoir et de reconnaître la parole de Dieu. Chaque évêque, dans son diocèse, est solidaire de tout le corps épiscopal auquel a été confiée, à la suite du Collège apostolique, la charge de veiller à la pureté de la foi et à l'unité de l'Eglise.

## II

Reconnaissons-le sans hésiter : dans les circonstances actuelles, l'accomplissement nécessaire et urgent de cette tâche primordiale rencontre plus de difficultés qu'il n'en a connues au cours des siècles passés.

### **Exprimer la foi sous une forme lui permettant d'atteindre l'esprit et le cœur des hommes**

En effet, si l'exercice du magistère épiscopal était relativement aisé lorsque l'Eglise vivait en étroite symbiose avec la société de son temps, inspirait sa culture et partageait ses modes d'expression, un effort sérieux nous est demandé aujourd'hui pour que la doctrine de foi garde la plénitude de son sens et de sa portée, tout en s'exprimant sous une forme qui lui permette d'atteindre l'esprit et le cœur de tous les hommes auxquels elle s'adresse. Nul mieux que notre prédécesseur Jean XXIII, dans son discours d'ouverture des assises conciliaires, n'a montré le devoir qui nous incombe à cet égard : « Il faut que, répondant au vif désir de tous ceux qui sont sincèrement attachés à tout ce qui est chrétien, catholique et apostolique, cette doctrine soit plus largement et hautement connue, que les âmes soient plus profondément imprégnées d'elle, transformées par elle. Il faut que cette doctrine certaine et immuable, qui doit être respectée fidèlement, soit approfondie et présentée de la façon qui répond aux exigences de notre époque. En effet, autre est le dépôt lui-même de la foi, c'est-à-dire les vérités contenues dans notre vénérable doctrine, et autre est la forme sous laquelle ces vérités sont énoncées, en leur conservant toutefois le même sens et la même portée. Il faudra attacher beaucoup d'importance à cette forme et travailler patiemment, s'il le faut, à son élaboration ; et on devra recourir à une façon de présenter qui correspond mieux à un enseignement de caractère surtout pastoral (12). »

### **Eviter les choix arbitraires**

Dans la crise actuelle du langage et de la pensée, il appartient à chaque évêque en son diocèse, à chaque Synode, à chaque Conférence épiscopale, d'être attentifs à ce que cet effort nécessaire ne trahisse jamais la vérité et la continuité de la doctrine de foi. Il nous faut,

(8) Cf. 2 Th 2, 10.

(9) Cf. Mt 13, 52.

(10) Cf. 2 Tm 4, 1-4.

(11) *Lumen gentium*, 25.

(12) *AAS* 54, 1962, p. 792.



notamment, veiller à ce qu'un choix arbitraire ne rétrécisse pas le dessein de Dieu à nos vues humaines et ne restreigne pas l'annonce de sa parole à ce que nos oreilles aiment à entendre, en excluant, selon des critères purement naturels, ce qui ne va pas au goût du jour : « Si quelqu'un — fût-ce nous-même, fût-ce un ange venu du ciel, — nous prévient l'apôtre Paul, vous annonçait un évangile différent de celui que nous vous avons annoncé, qu'il soit anathème (13)! »

Ce n'est pas nous, en effet, qui jugeons la parole de Dieu : c'est elle qui nous juge et qui fait éclater nos conformismes mondains. « La défaillance des chrétiens, et même de ceux qui ont pour fonction de prêcher, ne sera jamais dans l'Eglise un motif pour édulcorer le caractère absolu de la parole. Le tranchant du glaive (14) ne pourra jamais s'y émousser. Elle ne pourra jamais parler autrement que le Christ de la sainteté, de la virginité, de la pauvreté et de l'obéissance (15). »

### Les enquêtes sociologiques

Rappelons-le en passant : si les enquêtes sociologiques nous sont utiles pour mieux découvrir la mentalité ambiante, les préoccupations et les besoins de ceux auxquels nous annonçons la parole de Dieu, comme aussi les résistances que lui oppose la raison moderne, avec le sentiment largement répandu qu'il n'existerait, hors de la science, aucune forme légitime de savoir, les conclusions de telles enquêtes ne sauraient constituer par elles-mêmes un critère déterminant de vérité.

### Faire droit aux justes requêtes

Mais nous ne devons pas ignorer pour autant les questions que rencontre aujourd'hui un croyant légitimement soucieux d'entrer plus avant dans l'intelligence de sa foi. Ces questions, il nous faut les entendre, non pour en suspecter le bien-fondé, ni pour en nier les exigences, mais pour faire droit à leurs justes requêtes, au plan qui est le nôtre : celui de la foi. Cela est vrai des grandes interrogations de l'homme moderne sur ses origines, le sens de la vie, sur le bonheur auquel il aspire comme sur le destin de la famille humaine. Mais cela n'est pas moins vrai des questions que posent aujourd'hui les savants, les historiens, les psychologues, les sociologues, et qui sont pour nous comme autant de provocations à mieux annoncer, dans sa transcendence incarnée, la Bonne Nouvelle du Christ Sauveur, une nouvelle qui ne contredit point aux découvertes de l'esprit humain, mais qui l'élève au plan des réalités divines jusqu'à le faire participer, d'une manière encore balbutiante et inchoative mais pourtant bien réelle, à ce mystère d'amour dont l'Apôtre nous dit qu'il « surpasse toute connaissance (16) ».

### La tâche des théologiens et des exégètes

A ceux qui assument, dans l'Eglise, la tâche délicate d'approfondir l'insondable richesse de ce mystère, théologiens ou exégètes en particulier, nous témoignerons un encouragement et un soutien qui les aideront à poursuivre leur travail dans la fidélité au grand courant de la Tradition chrétienne (17). On l'a dit naguère très justement : « La théologie, comme science de la foi, ne peut trouver sa norme que dans l'Eglise, communauté des croyants. Quand la théologie renie ses présupposés et comprend autrement sa norme, elle perd son fondement et son objet. La liberté religieuse affirmée par le Concile, qui s'appuie sur la liberté de conscience, vaut pour la décision personnelle vis-à-vis de la foi, mais elle n'a rien à faire pour la détermination du contenu et de la portée de la Révélation divine (18). » Pareillement, l'utilisation des sciences humaines dans les travaux de l'herméneutique est un mode d'investigation du donné révélé, mais celui-ci ne saurait se réduire à leurs analyses, car il les transcende par son origine comme par son contenu.

Au lendemain d'un Concile qui fut préparé par les meilleures acquisitions du savoir biblique et théologique, un travail considérable reste à faire, notamment pour approfondir la théologie de l'Eglise et pour élaborer une anthropologie chrétienne à la mesure du développement des sciences humaines et des questions qu'elles posent à l'intelligence croyante. Qui de nous ne reconnaît, avec l'importance de ce travail, ses exigences propres et n'en comprend les tâtonnements inévitables ? Mais en présence des ravages que cause aujourd'hui dans le peuple chrétien la divulgation d'hypothèses aventureuses ou d'opinions troublantes pour la foi, nous avons le devoir de rappeler avec le Concile que la vraie théologie « s'appuie sur la parole de Dieu écrite, inséparable de la sainte Tradition, comme sur un fondement permanent (19) ».

### La responsabilité personnelle et inaliénable des évêques

Ne nous laissons pas réduire au silence, frères très aimés, par la peur des critiques toujours possibles et parfois fondées. Si nécessaire que soit la fonction des théologiens, ce n'est pas aux savants que Dieu a confié la mission d'interpréter authentiquement la foi de l'Eglise : celle-ci est portée par la vie d'un peuple dont les évêques sont responsables devant Dieu. Il leur appartient de dire à ce peuple ce que Dieu lui demande de croire.

Pour chacun d'entre nous, cela exige beaucoup de courage, car, si nous sommes aidés par l'exercice communautaire de cette responsabilité dans le cadre des Synodes d'évêques et des Conférences épiscopales, il ne s'agit pas moins là d'une responsabilité personnelle, absolument inalié-

(13) Ga 1, 8.

(14) He 4, 12 ; Ap 1, 16 et 2, 16.

(15) HANS URS VON BALTHASAR, *Das Ganze in Fragment*, Einsiedeln, Benziger, 1963, p. 296 ; trad. sous le titre : *De l'intégration, aspects d'une théologie de l'histoire*, Paris, Desclée, 1970, p. 279.

(16) Ep 3, 19.

(17) Cf. *Relatio Commissionis in Synodo Episcoporum constitutae*, Rome, octobre 1967, p. 10-11.

(18) « Declaration des évêques allemands », Fulda, 27 décembre 1968, dans *Herder Korrespondenz*, Fribourg en Brisgau, janvier 1969, p. 75 ; trad. dans la *Documentation Catholique*, t. 66, Paris 1969, p. 233.

(19) Constitution dogmatique *Dei Verbum*, 24.



nable, pour répondre aux besoins immédiats et quotidiens du peuple de Dieu. L'heure n'est pas de nous demander, comme certains voudraient nous l'insinuer, s'il est vraiment utile, opportun, nécessaire de parler, mais bien plutôt de prendre les moyens de nous faire entendre. Car c'est à nous, évêques, que s'adresse l'exhortation de Paul à Timothée : « Je t'en conjure devant Dieu et le Christ Jésus, qui doit juger les vivants et les morts, je t'adjure au nom de son avènement et de son royaume : prêche la parole, insiste à temps et à contretemps, corrige, menace, exhorte, mais toujours avec patience et sans cesser d'instruire. Car un temps viendra où les hommes ne supporteront plus la saine doctrine du salut ; ayant aux oreilles la déman-gaison d'entendre du neuf, ils se choisiront, au gré de leurs passions, une foule de maîtres. Ils détourneront l'oreille de la vérité et se jetteront sur les fables. Toi, sois prudent en toute occasion, patient dans la souffrance, fais l'œuvre d'un prédicateur de l'Évangile et consacre-toi à ton ministère (20). »

### III

Que chacun de nous s'interroge donc, frères très aimés, sur la manière dont il remplit ce devoir sacré : il exige de nous une fréquentation assidue de la parole révélée et une attention constante à la vie des hommes.

#### C'est du témoignage des saints que le monde a besoin

Comment pourrions-nous, en effet, annoncer avec fruit la parole de Dieu, si elle ne nous était devenue familière parce que quotidiennement méditée et priée ? Et comment pourrait-elle être reçue si elle n'était portée par une vie de foi profonde, de charité effective, d'obéissance totale, de prière fervente et d'humble pénitence ? Après avoir insisté, comme nous le devons, sur l'enseignement de la doctrine de foi, il nous faut ajouter : ce qui est souvent le plus nécessaire, ce n'est pas tant un surcroît de parole qu'une parole consonante à une vie plus évangélique. Oui, c'est du témoignage des saints que le monde a besoin, car « en eux, nous rappelle le Concile, c'est Dieu lui-même qui nous parle : il nous donne un signe de son royaume et nous y attire puissamment (21) ».

#### Attention constante à la vie des hommes

Soyons attentifs aux questions qui s'ex-priment à travers la vie des hommes, en particulier des jeunes : « Si un fils demande du pain, nous dit Jésus, quel est parmi vous le père qui lui donnerait un caillou (22) ? » Accueillons volontiers les interpellations qui viennent troubler notre quiétude. Soyons patients devant les hésitations de ceux qui cherchent comme à tâtons la lumière. Sachons cheminer fraternellement avec tous ceux qui, privés de cette lumière dont nous-même bénéficions, tendent pourtant, à travers les brouillards du doute, à

rejoindre la maison paternelle. Mais, si nous communions à leur détresse, que ce soit pour chercher à la guérir. Si nous leur présentons le Christ Jésus, que ce soit le Fils de Dieu fait homme pour nous sauver et nous faire partager sa vie, et non une figure tout humaine, pour merveilleuse et attirante qu'elle soit (23).

#### Les discernements indispensables

Dans cette fidélité à Dieu et aux hommes à qui il nous envoie, nous saurons alors opérer, avec prudence et délicatesse certes, mais avec clairvoyance et fermeté, les discernements indispensables. C'est là, sans nul doute, une des tâches les plus difficiles, comme aussi les plus nécessaires aujourd'hui, pour l'épiscopat. En effet, dans le heurt des idées qui s'entre-choquent, la plus grande générosité risque de s'accompagner des affirmations les plus contestables : du milieu même de nous, comme au temps de saint Paul, « se lèvent des hommes qui tiennent des discours pervers dans le but d'entraîner des disciples à leur suite (24) », et ceux qui parlent ainsi sont parfois persuadés de le faire au nom de Dieu, s'illusionnant eux-mêmes sur l'esprit qui les anime. Sommes-nous assez attentifs, pour ce discernement de la parole de foi, aux fruits qu'elle suscite ? Pourrait-elle venir de Dieu, une parole qui ferait perdre aux chrétiens le sens du renoncement évangélique ou qui proclamerait la justice en oubliant d'annoncer la douceur, la miséricorde et la pureté, une parole qui dresserait les frères contre les frères ? Jésus nous en avertit : « C'est à leurs fruits que vous les reconnaîtrez (25). »

Que notre exigence soit la même pour les col-laborateurs qui portent avec nous la charge d'annoncer la parole de Dieu. Que leur témoi-gnage soit toujours celui de l'Évangile, et leur parole celle du Verbe qui suscite la foi — et avec elle, l'amour de nos frères, entraînant tous les disciples du Christ à pénétrer de son esprit, la mentalité, les mœurs et la vie de la cité terrestre (26). C'est ainsi, selon l'admirable parole de saint Augustin, que, « même par le ministère d'hommes timides, Dieu parle en toute liberté (27) ».

\*\*\*

Telles sont, frères très aimés, quelques-unes des pensées que nous suggère l'anniversaire du Concile, cet « instrument providentiel du véritable renouveau de l'Eglise (28) ». En nous interrogeant avec vous en toute simplicité fraternelle sur notre fidélité à cette mission primordiale de l'annonce de la parole de Dieu, nous avons eu conscience de répondre à un impérieux devoir. Peut-être se trouvera-t-il quel-qu'un pour s'en étonner, voire le contester ? Dans la sérénité de notre âme, nous vous pre-nons à témoin de cette nécessité qui nous

(23) Cf. 2 Jn 7-9.

(24) Ac 20, 30.

(25) Mt 7, 15-20.

(26) Cf. *Apost. Actuosit.*, 7, 13, 24.

(27) *Enar. in Psalmos*, 103 ; *Sermo* 1, 19 ; PL 37, 1351.

(28) Cf. *Postrema sessio*, dans AAS 57, 1965, p. 865.

(20) 2 Tm 4, 1-5.

(21) *Lumen gentium*, 50.

(22) Lc 11, 11.

presse, d'être fidèle à notre charge de pasteur, et de ce désir qui nous anime de prendre avec vous les moyens qui seraient à la fois les plus adaptés à notre temps et les plus conformes à l'enseignement du Concile, pour mieux en assurer la fécondité. Nous confiant avec vous à la douce maternité de la Vierge Marie, nous appelons de grand cœur sur vos personnes, comme sur votre ministère pastoral, l'abondance des grâces de « Celui qui peut tout faire, et bien au-delà de nos demandes et de nos pensées, en vertu de la puissance qui agit en

nous : à lui la gloire dans l'Eglise et le Christ Jésus. Amen (29) ».

Avec notre affectueuse Bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, en la fête de l'Immaculée Conception de la Bienheureuse Vierge Marie, le 8 décembre 1970, huitième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI

(29) Ep 3, 20-21.

## ALLOCUTION AU SACRÉ-COLLÈGE

*Paul VI a reçu le 22 décembre les membres du Sacré-Collège, de la famille pontificale et de la prélature romaine venus lui présenter, comme chaque année, leurs vœux de Noël et de Nouvel An. Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse à l'adresse du cardinal Tisserant, doyen du Sacré-Collège (1) :*

MESSIEURS LES CARDINAUX,

Encore une fois nous voici réunis pour échanger nos vœux, pour nous souhaiter que notre chemin dans la vie présente se poursuive heureusement, et, en nous situant sur un plan plus haut et plus large, pour implorer du divin Maître de nos destinées cette plénitude de sagesse et de mérites qui, seule, peut donner à nos vies leur vraie sens et toute leur valeur. Cette rencontre a donc un sens eschatologique qui ne peut nous échapper. Nous savons bien, en effet, que le caractère spontané et sincère de ces vœux vient de ce qu'ils sont motivés par la célébration d'un grand anniversaire, celui de la Nativité de Notre-Seigneur, il y a 1970 ans, selon le calendrier conventionnel. Aussi, après s'être portés avec optimisme et ardeur vers l'avenir, nos regards se reportent-ils en arrière, vers cet événement lumineux et déterminant de l'histoire que fut l'insertion du Verbe de Dieu dans l'humanité, vers cet événement qui fut à l'origine de l'Eglise, et qui lui donne sa raison d'être ainsi que son objectif final.

Cette audience traditionnelle nous conduit donc à essayer cette chose difficile, mais toujours stimulante : jeter un regard d'ensemble sur le temps dans lequel notre religion vit et fraye son chemin à travers les vicissitudes de l'histoire. Pour ne pas perdre le sens du concret

et de l'immédiat au milieu de cette large vision historique, notre réflexion se fixera un instant sur le présent, et nous nous demanderons ce qu'est l'heure présente pour nous et pour l'Eglise. Même en nous limitant à cela, la réponse pourrait être très longue et dépasser les limites d'un entretien comme celui-ci. Dans son allocution, M. le Cardinal Doyen a déjà évoqué certains faits et certains aspects de l'heure présente de l'Eglise. Nous nous bornerons maintenant à parler de certains points caractéristiques du moment historique actuel de l'Eglise, pour ensuite en déduire ensemble les vœux et les résolutions qui conviennent en ce moment où nous allons célébrer la Nativité de Notre-Seigneur.

### Le voyage en Extrême-Orient

Cette rencontre traditionnelle revêt aujourd'hui un caractère particulier en raison du long voyage que nous avons fait (et dans lequel nous ont accompagné tout spécialement le Cardinal Doyen, avec son intrépidité habituelle, lui qui s'est fait aujourd'hui l'interprète des vœux du Sacré-Collège, et le nouveau préfet de la congrégation pour l'Évangélisation des peuples).

Le premier point qui mérite une certaine réflexion est donc notre voyage en Extrême-Orient. La presse, la radio et la télévision en ont tellement parlé que nous ne le décrirons pas à nouveau. Nous voulons plutôt féliciter et remercier tous ceux qui ont informé rapidement et exactement de l'événement, et qui l'ont commenté d'une façon objective, intelligente et bienveillante. Nous devons une reconnaissance encore plus grande à ceux qui nous ont permis de faire ce voyage et qui l'ont rendu agréable par leurs attentions et leur accueil que nous ne pouvons oublier, non pas parce qu'ils s'adressaient à notre humble personne, mais parce qu'ils voulaient honorer en elle le ministère qui nous est confié, spécialement le ministère consistant à représenter le Seigneur, auquel va en premier l'hommage de notre foi et de notre amour, et donc à être signe et principe de l'unité et de la catholicité de notre Eglise.

C'est ainsi que notre voyage fut une célébration toute spéciale de l'Eglise, une célébration

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 23 décembre 1970. Traduction et sous-titres de la DC. Dans son allocution, le cardinal Tisserant a fait une rétrospective des différents voyages du Pape.



qui, par sa nouveauté, a retenu l'intérêt et la curiosité, sans qu'aucune extériorisation n'en ait voilé l'authentique et simple caractère religieux et familial. Aussi cette célébration s'est-elle insérée sans aucun artifice dans la vie, aujourd'hui normale, de l'Eglise. Notre voyage en effet, comme on le sait, répondait à des invitations locales, principalement à celles qui nous avaient été adressées par les Philippines et par l'Australie, sur les instances pressantes de la hiérarchie ecclésiastique et des autorités civiles de ces deux pays. A ces demandes, s'en sont ajoutées d'autres, provenant également des autorités de l'Eglise et de l'Etat, et auxquelles il nous a semblé devoir accéder, ne serait-ce que pour ne pas perdre l'occasion unique qui nous était donnée de manifester à l'Indonésie et à Ceylan notre intérêt respectueux. Malgré nous, nous avons dû renoncer à d'autres invitations, elles aussi très dignes de considération, mais notre programme ne pouvait pas dépasser certaines limites. Nous tenons encore une fois, en cette circonstance solennelle, à renouveler aux autorités civiles des différents pays que nous avons visités, nos remerciements, nos hommages et nos vœux pour leur bon accueil. Jamais nous n'oublierons leur noble amabilité. Le Seigneur leur revaudra cette si belle hospitalité.

Mais, comme nous l'avons dit, les objectifs de notre voyage, étaient d'ordre ecclésial, et principalement les réunions des représentants des Conférences épiscopales d'Asie orientale, à Manille, et d'Océanie, à Sydney. Nous avons assisté à la conclusion de l'une et de l'autre réunion, avec une grande joie spirituelle et une grande espérance apostolique. Nous avons été heureux et édifié de voir les pasteurs de ces Eglises lointaines animés de tant de zèle et de sagesse, tous étant de façons différentes engagés dans les questions religieuses et sociales de leurs pays respectifs. Une admirable unité de foi, d'intentions, de patience et d'espérance les animait tous. C'étaient là de magnifiques images de la vie de l'Eglise.

Parmi tant d'autres choses, nous avons inauguré Radio-Veritas à Manille. Dans cette même ville, comme pour symboliser les priorités de la charité de l'Eglise, nous avons visité un quartier périphérique très pauvre, assisté avec beaucoup d'amour par les Salésiens. A Manille encore, avec une émotion que nous osons qualifier de prophétique, nous avons conféré l'ordination sacerdotale à de nombreux diacres provenant des Philippines et des pays d'Asie orientale. A Sydney, nous avons eu la joie d'ordonner Mgr Louis Vengeke, auxiliaire de l'archevêque de Port-Moresby, qui est le premier évêque autochtone de Nouvelle-Guinée. Nous savourons encore aujourd'hui la délicieuse paix spirituelle que nous avons éprouvée en célébrant la sainte messe à Apia, île indépendante des Samoa, en présence de l'évêque indigène, Mgr Pio Taofinu'u, de sa communauté catholique, des missionnaires, des autorités locales ainsi que des représentants d'autres dénominations chrétiennes et d'autres religions. Cette petite halte missionnaire, au milieu de l'océan Pacifique, nous a semblé être l'occasion propice d'adresser à toute l'Eglise une exhortation spéciale à s'attacher davantage à la cause missionnaire et à lui donner une nouvelle impulsion.

Les vicissitudes actuelles ne doivent pas faire oublier l'immense travail d'évangélisation où l'Esprit-Saint est continuellement à l'œuvre. Dans notre voyage, nous avons eu l'expérience tangible de la catholicité de l'Eglise, avec ses variétés, mais toujours une dans la foi. En un moment où l'immense continent asiatique est travaillé par de multiples ferments, nous avons constaté personnellement avec quelle ardeur l'Eglise du Christ s'emploie à lui apporter le message évangélique.

Nous avons conscience d'avoir accompli notre devoir de « confirmer nos frères » (cf. Lc 22, 32) dans leur travail pastoral destiné à construire l'Eglise et à animer la société contemporaine. Comme il était aussi de notre devoir, nous avons observé et soutenu des expériences effectives du critère de subsidiarité et de collégialité, qui préside à l'organisation de l'Eglise, en intensifiant à la fois la vitalité spirituelle propre à ces peuples lointains et le sens profond de l'unité qui fait de nous un seul corps, le Corps mystique du Christ.

### Le développement

Nous avons ainsi pris conscience de la gravité de certaines questions qui doivent être méditées dans un plus grand esprit de responsabilité. La première de ces questions est celle qui se pose aux vieilles chrétientés d'Occident : sont-elles suffisamment conscientes de tout ce que les autres chrétientés du monde attendent d'elles avec angoisse et espérance, spécialement à propos des problèmes abordés dans notre encyclique *Populorum progressio* : le développement intégral — y compris le développement de la foi — et solidaire (n° 21), incluant la participation aux biens de la civilisation moderne (n° 49) ? Ce thème, qui se situe dans le grand cadre de la justice à laquelle le monde aspire, sera proposé à l'étude de l'Eglise à l'occasion du Synode annoncé pour l'an prochain.

### La critique de l'Eglise institution

Autre question : le mouvement de critique corrosive s'attaquant à l'Eglise institutionnelle et traditionnelle, et qui, à partir de nombreux centres intellectuels d'Occident (y compris d'Amérique), répand dans l'opinion publique de l'Eglise, parmi les jeunes spécialement, une psychologie qui dissout les certitudes de la foi et désagrège l'édifice organique de la charité ecclésiale. Ce mouvement ne donne-t-il pas le change sur les vrais besoins ? Ne déforme-t-il pas les bonnes et généreuses aspirations des chrétientés qui accordent encore à l'Occident un crédit culturel de maturité et d'authenticité ?

Parfois, lorsque la pensée de ces contestations au sein de l'Eglise nous pèse sur le cœur, lorsque l'étonnement et la peine nous envahissent devant les statistiques des défections volontaires d'un bon nombre de prêtres et de religieux, lorsque nous voyons nos jeunes laïcs, qui promettaient tant pour le soutien du peuple de Dieu et l'apostolat dans le monde moderne, prendre des positions spirituelles et sociales incompatibles avec le dessein d'unité et de charité propre à l'Eglise catholique, nous nous demandons quel aurait pu être l'après-Concile,



pour l'Eglise et pour la société, si, au lieu de se gaspiller et de se perdre dans les sables, au lieu de paralyser le renouveau souhaité, ces forces étaient demeurées fidèles et actives.

Mais, nous l'espérons toujours, l'épreuve ne demeurera pas sans fruits, ne serait-ce qu'en affermissant chez les hommes de bonne volonté, chez nos excellents prêtres et nos sincères religieux, chez nos laïcs valeureux et exemplaires, une plus ferme conscience de leur engagement à l'égard du Christ et une plus grande adhésion à l'Eglise, non pas à l'Eglise d'hier ou de demain, mais à l'Eglise du moment historique actuel, dont la Providence a voulu qu'elle soit pour nous « mère et maîtresse » et objet de notre indéfectible amour.

### La loi sur le divorce en Italie

Mais en observant l'heure présente de la vie de l'Eglise, notre attention se porte sur un autre événement qui remplit notre cœur d'une profonde amertume et nous pose de nouveaux et graves problèmes. Il s'agit de l'introduction du divorce dans la législation italienne (2). Cette amertume, comme il se doit, est causée avant tout par la perspective du mal moral que cette innovation doit causer au peuple italien. L'Eglise, en effet, ne peut cesser de proclamer le très haut principe, déjà inscrit dans le droit naturel, qui pour les chrétiens a été confirmé et affermi par la loi de l'Evangile, lorsque le Christ nous avertit que l'homme ne peut oser séparer ce que Dieu a uni. L'Eglise ne peut non plus cesser de rappeler que le respect d'une loi aussi solennelle et grande est pour l'homme — et en particulier pour le chrétien — non seulement un devoir, mais la garantie d'un bien : l'indissolubilité du lien matrimonial garantit la stabilité, la sécurité, la sérénité de la famille, cellule naturelle de la société humaine, spécialement pour les enfants.

Mais une autre considération s'impose : pour ce qui est du mariage canonique, la nouvelle loi est en contradiction flagrante avec l'article 34 du Concordat, où l'Etat italien, « voulant redonner à l'institution du mariage, qui est la base de la famille, une dignité conforme aux traditions catholiques de son peuple », s'est engagé à reconnaître « les effets civils au sacrement du mariage régi par le Droit canon ».

Et tout cela, malgré que le Saint-Siège ait fait connaître sa pensée, amicalement, mais clairement et fermement, ainsi que l'exigeait la gravité de la question, en soulignant que la proposition de loi tendant à rendre possible, en vertu d'une décision de la magistrature italienne, la cessation des effets civils issus de la transcription du mariage canonique, constituerait une violation évidente de l'engagement solennellement souscrit par l'Italie dans le Concordat. Devant l'interprétation nettement divergente que le Parlement italien pensait devoir ou pouvoir donner de cette disposition du Concordat, le Saint-Siège s'était déclaré prêt à rechercher « d'un commun accord » avec le

gouvernement italien « une solution amicale » de cette difficulté d'interprétation, ainsi que l'article 44 du Concordat le prévoyait et le requerrait.

Il y a eu avec le gouvernement italien des échanges de documents et des entretiens courtois et ouverts. Mais on ne peut certainement pas dire que ceux-ci aient conduit à une solution bilatérale de la divergence, ce qui ne peut manquer de faire réfléchir.

Notre amertume est encore accrue par le fait que la violation du Concordat coïncide avec la célébration du centenaire de la fin du pouvoir temporel des papes, alors que, une fois réglée la question romaine, on pensait pouvoir considérer comme sûr et inviolable l'équilibre des rapports entre l'Eglise et l'Etat qui avait été heureusement instauré par les accords du Latran et sanctionné par la Constitution italienne.

Cela cependant n'enlève rien à notre affection pour la chère nation italienne et pour tous ses fils. Nous exhortons paternellement ceux-ci à demeurer fermement fidèles aujourd'hui et demain à leurs riches et anciennes traditions de respect des valeurs chrétiennes de la famille, et nous demandons au Seigneur qu'il leur donne la paix et la prospérité.

### La paix dans le monde

En cette veille de Noël, rempli de gratitude devant les merveilles de la grâce de Dieu qui nous a permis d'être son témoin devant les nations ; qui nous a donné, à la suite d'un regrettable événement, de toucher du doigt l'affection de nos frères et de nos fils ; qui nous a rendu plus sensibles encore la confiance et la loyauté de nos frères séparés, ainsi que celle de tous les croyants et de tous les hommes de bonne volonté ; qui nous a donné de mieux connaître les trésors de sagesse, de culture, de civilisation propres à l'Extrême-Orient et nous a fait pressentir ce que pourra être l'Eglise dans le monde lorsque ces peuples, avec leur foi en Jésus-Christ, lui donneront tout l'apport de leur génie, de leur personnalité humaine et chrétienne ; devant toutes ces merveilles nous ne pouvons conclure ce rapide tour d'horizon sans avoir une pensée pour les peuples qui souffrent encore de la guerre, en Extrême-Orient spécialement, et dans ce Proche-Orient où est la terre de Jésus, le pays d'où l'Evangile fut annoncé et où les desseins de la Providence sur les destinées historiques de l'humanité se sont mystérieusement manifestés. Et combien d'autres pays, troublés par de pénibles situations politiques et sociales, sont aussi présents à notre pensée, en cette fête de Noël ! Vous le savez, la Journée de la Paix, fixée au premier jour de l'année nouvelle, dit combien nous sommes présent à ces troubles et à ces souffrances, et elle nous maintient attentif à tout ce qui peut être fait pour aider à rétablir la paix et la justice dans la famille humaine. La chronique de nos activités apostoliques, nous le croyons, démontre nos humbles et persévérants efforts évangéliques.

### La Curie romaine ; le Sacré-Collège

Et enfin, notre regard se portera sur ce Siège apostolique, sur notre Curie romaine, qui partage avec nous la peine et la responsabilité de

(2) Au sujet du vote de cette loi, cf. DC 1971, n° 1577, p. 21, note 2. Sur la question du divorce en Italie, cf. DC 1970, n° 1554, p. 23-25 ; n° 1559, p. 254 ; n° 1562, p. 422-424. (NDLR.)



notre service de l'Eglise tout entière. Le mérite de ce service revient non pas à nous, mais à vous et à tous ceux qui travaillent avec vous pour ce service. Nous avons la consolation de pouvoir donner un excellent témoignage de cette activité, de son assiduité, de son intensité, de sa fidélité, de son souci d'appliquer fidèlement et loyalement le récent Concile. Nous nous sentons obligé d'exprimer notre sincère gratitude pour l'aide et l'assistance que le Sacré-Collège nous apporte dans le gouvernement pastoral de l'Eglise. Le travail quotidien au service de ce Siège apostolique que vous accomplissez, messieurs les Cardinaux, avec désintéressement et générosité, avec une dignité et une fermeté unies à une profonde humilité, constitue un mérite éminent dont nous apprécions toute la valeur. Nous ne pouvons passer sous silence l'exemplaire esprit d'abnégation qui anime les membres du Collège des cardinaux, spécialement lorsque le bien supérieur de l'Eglise exige des renoncements et des sacrifices. Que le Seigneur récompense largement cet indéfectible dévouement et qu'il traduise en abondantes grâces les sentiments d'estime et de reconnaissance que nous avons pour chacune de leurs vénérées personnes.

### Le prix Jean XXIII à Mère Thérèse

Deux mots encore avant de terminer notre discours.

Le premier pour parler de l'attribution du prix de la Paix portant le nom de notre vénéré prédécesseur, le Pape Jean XXIII (3). C'est la première fois que ce prix est décerné. Après de longues consultations et réflexions, dont le mérite revient spécialement au Conseil de la fondation créée à cet effet, le prix a été attribué à une religieuse, silencieuse et fort modeste, mais qui n'est pas inconnue de ceux qui suivent les manifestations de la charité dans le monde des pauvres. Elle s'appelle Mère Thérèse; elle est supérieure générale de la congrégation des Missionnaires de la Charité qui, depuis vingt ans, exerce en Inde une merveilleuse mission d'amour au service des lépreux, des vieillards et des enfants abandonnés. Ce prix veut être la reconnaissance publique de son apostolat de charité qui ne se limite plus aux déshérités de l'Inde, mais s'étend déjà à trois continents (sur l'invitation de notre cardinal-vicaire, il s'exerce dans la banlieue même de Rome), mobilisant ainsi une immense armée de forces vives au service du monde de la souffrance. Nous proposons à l'admiration de tous cette valeureuse messagère de l'amour du Christ, afin que son exemple fasse grandir le nombre de ceux qui se donnent pour leurs frères, et que s'affermisse toujours davantage dans le monde le sens de la solidarité et de la fraternité humaines.

### Le programme du prochain Synode épiscopal

La seconde chose qu'il nous restait à dire concerne le prochain Synode général des évêques, qui se réunira le 30 septembre 1971 et aura pour thèmes : « Le sacerdoce ministériel »

et « La justice dans le monde ». Cette décision nous a été dictée par l'importance que nous attachons à la collaboration active des représentants de l'épiscopat catholique dans le gouvernement de l'Eglise universelle. Nous avons confiance que leurs sages avis pourront une fois encore, avec l'aide de Dieu, apporter une contribution efficace à la solution de questions si graves qui, actuellement, semblent appeler avec plus d'urgence l'attention et la préoccupation des pasteurs et des fidèles (4).

### Vœux pour les Eglises orientales

Et maintenant, nous terminons notre discours en formant pour chacun de vous des vœux fervents de joie, de prospérité et de paix pour les prochaines fêtes de Noël. Nous adressons aussi, avec respect, nos vœux aux Eglises orientales, spécialement celles qui sont en communion avec ce Siège apostolique, et aussi celles avec lesquelles sont en train de se resserrer et de se retisser les liens de la parfaite unité dans la foi et dans la charité. Prions le divin Rédempteur pour que durant l'année qui vient nous soyons tous et toujours pleinement fidèles à accomplir avec ferveur nos devoirs respectifs.

Comptant, comme toujours, sur vos prières et votre généreuse collaboration, de tout cœur nous donnons à vous-mêmes et à tous ceux qui vous sont chers notre Bénédiction apostolique.

---

(4) Une note publiée dans l'Osservatore Romano du 30 décembre précise :

[...] La II<sup>e</sup> Assemblée générale du Synode commencera ses travaux le 30 septembre 1971, à la Cité du Vatican. On prévoit que ces travaux dureront environ quatre semaines.

Le Saint-Père a choisi deux thèmes qui seront traités au cours de la prochaine session du Synode : 1. Le sacerdoce ministériel ; 2. La justice dans le monde.

Il y aura en outre une communication sur la loi fondamentale de l'Eglise.

Les schémas des deux thèmes choisis par le Saint-Père sont actuellement en préparation. Dans l'élaboration de ces schémas, il est tenu compte, d'une part, des observations et des suggestions qui ont été envoyées au Secrétariat du Synode par les Conférences épiscopales ; d'autre part, des lignes principales indiquées par le Conseil du Secrétariat du Synode lors de sa réunion d'octobre dernier, et, enfin, des résultats des études de la Commission théologique internationale sur le sacerdoce ministériel.

Les projets seront soumis à l'examen du Conseil du Secrétariat du Synode, dont la prochaine réunion est prévue pour les 11-15 janvier 1971.

Le Secrétariat général du Synode, dans sa lettre de convocation, a assuré les Eglises orientales, les Conférences épiscopales et tous ceux qui ont droit de participer à l'Assemblée générale, qu'il enverra dès que possible aux intéressés les schémas des thèmes devant être traités à la prochaine Assemblée générale (NDLR).

---

— *Ton mari, cet inconnu*, par OSWALT KOLLE. Traduit de l'allemand par SIMONE HUTIN. — Un vol. 15,25 x 23 cm, de 224 pages. Prix : 18,50 F. Editions, Casterman, Paris.

Des témoignages où femmes et hommes exposent et expliquent leurs difficultés, des confrontations d'appréciations diverses, est né cet ouvrage bien vivant et franc qui évitera à bien des foyers des malentendus et les incompréhensions dont sont faites tant de ruptures !

(3) Cf. DC 1963, n° 1410, col. 1385. (NDLR.)



*Cette année, c'est le jour même de Noël, à midi, devant la grande foule massée sur la place Saint-Pierre, que Paul VI a prononcé son message traditionnel, avant de donner sa bénédiction Urbi et Orbi de la loggia de la basilique Saint-Pierre. Voici le texte de ce message, qui a été transmis en direct en Eurovision, en différé par la télévision aux Etats-Unis, et par la radio dans le monde entier (1) :*

Cette rencontre pour l'échange des vœux de Noël entre vous, chers auditeurs présents et lointains, et nous qui sommes témoin du Christ venu sur terre, suscite en notre esprit, comme aussi certainement dans le vôtre, une question lancinante, qui envahit totalement notre mission apostolique et ébranle jusqu'en ses fondements notre conscience d'hommes de notre temps. C'est la question qui se pose à tous : le christianisme possède-t-il encore une parole adaptée au monde moderne ? Le message évangélique peut-il aujourd'hui encore trouver une résonance dans la capacité réceptive de l'homme contemporain ? Peut-il se faire comprendre ? Et surtout : peut-il vraiment constituer le salut, la plénitude et la joie des nouvelles générations ?

Nous nous sommes posé continuellement cette question complexe et fondamentale durant notre récent voyage en des pays lointains, devant des foules innombrables, pleines de joie et de curiosité, et toutes secrètement avides de recevoir de nous une parole de révélation, une parole née spontanément de la certitude interne de notre foi : oui, nous avons cette parole de vie, toujours nouvelle, parce que nous avons l'Evangile, nous avons le Christ. Et cette réponse se répète en vous avec une assurance exubérante en cette fête, et elle devient ainsi une annonce pleine de la force de l'Esprit et de l'espérance prophétique pour vous qui nous écoutez comme pour le monde entier : l'Enfant dont nous commémorons la naissance dans l'histoire de l'humanité, Jésus, fils de la Vierge Marie, est également le Fils du Dieu vivant, c'est le Messie, c'est le Christ, c'est le Sauveur de qui dépendent tous les destins humains et ils dépendent de lui parce qu'il les a unis à lui par un lien mystérieux d'amour infini : notre sort est lié à lui.

**Notre monde profane et sécularisé  
peut-il accueillir le message des béatitudes ?**

Nous voudrions aujourd'hui élever la voix et nous faire entendre jusqu'au fond le plus secret de chaque conscience et dans le cadre immense du monde contemporain : le Christ est la vérité que nous cherchons, le Christ est la vie dont nous avons besoin.

(1) Texte italien dans l'OR des 28-29 décembre 1970. Traduction française diffusée par la Salle de presse du Saint-Siège. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Mais, voici que nous sommes assaillis par une crainte intime, par un doute dramatique : qui nous écoutera ? Qui nous comprendra ? Ne verrons-nous pas, aujourd'hui encore, le dessein divin se heurter à la surdité de tant d'hommes, comme dit l'évangéliste saint Jean, citant le prophète Isaïe : « Seigneur, qui a cru à notre prédication ? Et le bras du Seigneur, à qui a-t-il été révélé ? » (Jn 12, 38 ; Is 53, 1 ; Rm 10, 16.) Car, il est difficile, encore actuellement, de comprendre le Christ comme principe et comme cause de salut. Comment un monde habitué à apprécier la vérité de la vie, selon l'échelle des valeurs temporelles, peut-il accueillir un Maître qui, non seulement, est lui-même humble, faible et pauvre, mais qui prêche pour tous l'humanité, la douceur et la pauvreté, et qui fait du Sermon sur la montagne — dans lequel les pauvres, les doux, les purs, ceux qui pleurent, les miséricordieux, les affamés de justice, les persécutés sont déclarés bienheureux, — le programme du royaume nouveau, un royaume secret, marqué aux armes de la croix et fondé sur la loi de la mort pour la vie, c'est-à-dire du devoir et du sacrifice ? Et, de plus, comment peut-il accueillir le Christ et avoir de la sympathie pour lui, ce monde d'aujourd'hui si profane, si sécularisé, si allergique à tout ce qui est revêtu d'un caractère sacré et lié au monde transcendant et religieux ?

Et, pourtant, nous sommes sûrs de ne pas oser en vain. Le paradoxe d'un Christ petit, sans armes et crucifié, mais resplendissant de la lumière du Verbe de Dieu qu'il est lui-même, plein de grâce et de vérité, et vivant dans la victoire de la Résurrection, se résoudra, pour notre temps aussi, en un merveilleux acte de foi qui peut découvrir en lui le Christ, Celui qui s'est penché du ciel sur la terre, qui s'est abaissé au niveau de l'humanité infirme et souffrante, qui s'est allié avec les rebelles à l'hypocrisie et à l'injustice, qui a inspiré des sentiments de bonté et d'amour aux cœurs ulcérés des hommes, qui est allé à la rencontre des hommes du progrès moderne, informés de tout, pourvus de tout, capables de tout, mais dans l'ignorance et dans l'erreur au sujet des raisons suprêmes de la vie, et incapables de conquérir la plénitude et la félicité, et il leur a dit simplement, mais solennellement : Je suis le chemin, la vérité et la vie, que voulez-vous ?

**Ce n'est pas la violence, mais la sagesse  
qui libère le monde**

Nous voulons être affranchis des illusions, des frustrations, des injustices, des répressions auxquelles le monde moderne, manquant à ses promesses, nous a soumis : ainsi parlent les jeunes, les déshérités, les automates de la technique moderne. Nous voulons être des personnes libres, de vrais hommes, un peuple libéré de la faim et du tourbillon d'une inguérissable infériorité. Oui, répond l'Homme des hommes, venez à moi, vous tous qui êtes dans la tribulation, et je vous consolerais. Je suis avec vous, mais avec la puissance de l'esprit, et non avec la violence



de la force et de la passion. Seule la sagesse libère le monde.

### Se désintoxiquer du venin séculaire de l'égoïsme et de la haine

Nous voulons faire du monde une famille unique, disent les sociologues et les politiciens. Tout nous porte à abaisser les frontières qui séparent les nations, pour les réduire à de simples bornes des valeurs propres à chaque peuple et à chaque culture, sans en faire des obstacles aux communications, aux dimensions désormais mondiales, ni surtout des remparts pour y établir les formidables engins nouveaux de guerre et de destruction. Oui, répond le Maître, mais vous devez vous désintoxiquer du venin séculaire que vous portez dans le sang, de l'égoïsme et de la haine, de la lutte systématique, de l'exclusivisme suscité par l'orgueil et l'intérêt personnel ou de classe, et vous devez vous mettre à mon école, où l'on enseigne à voir en chaque homme un frère et non un rival ou un ennemi, à mon école qui rend les cœurs humains sensibles aux besoins d'autrui et respectueux de la dignité des autres. Moi, je suis le Maître de la fraternité et de l'amitié, je suis le centre de l'unité supérieure, parce que je suis la source de la charité, de l'amour qui a Dieu pour principe, pour force et pour fin. En moi vous pouvez et vous devez tous être un, l'humanité rachetée et réconciliée avec elle-même et avec Dieu, Père de tous.

### Le message du Christ aux pauvres, aux jeunes, aux responsables du monde

Nous voudrions encore — supplient, avec parfois une angoisse désespérée, les hommes d'aujourd'hui — avoir une espérance vraie, une espérance qui ne meurt pas avec le temps, une espérance qui assure aux aspirations innées du cœur, aspirations d'autant plus larges et exigeantes que l'homme est aujourd'hui plus cultivé et évolué, une satisfaction réelle et totale. Oui, répond encore le Christ, je suis le pain de la vie. Celui qui mange de ce pain vivra éternellement.

C'est le petit enfant de Bethléem qui répand aujourd'hui son message silencieux mais irrésistible. Qui l'écouterà ? Qui l'accueillera ?

Vous, les pauvres, vous qui souffrez, vous les prisonniers, vous les réfugiés, vous qui êtes perdus dans les ténèbres du mal, vous tous, soyez les premiers à écouter ce message.

Et vous aussi, jeunes de nos jours qui êtes inquiets et impatients, mais qui êtes également les plus enclins et les plus aptes à susciter une société nouvelle dans laquelle les valeurs morales et spirituelles auront la première place.

Vous également, chercheurs et penseurs du monde scientifique, vous artisans du monde économique et politique, ne voyez-vous pas se profiler ces mêmes ombres, effrayantes, sous nos yeux, nous qui avons le Christ derrière nous ?

Telle est la façon dont nous vous annonçons le Christ cette année encore et tel est le sens du souhait de « bon Noël » que nous adressons à vous tous et au monde entier.

\*\*\*

*Paul VI a ensuite exprimé ses vœux de Noël successivement en italien, français, anglais, espa-*

*gnol, allemand, portugais, polonais, grec, hongrois, hollandais, russe, roumain et slovaque :*

*Buon Natale, con l'augurio della pace e del gaudio di Cristo !*

*Bon Noël, dans la joie et la paix du Christ !*

*Happy Christmas, in the joy and peace of Christ !*

*Felices Navidades en la paz y alegria de Cristo !*

*Frohe Weihnachten mit dem Wunsche wahren Weihnachtsfriedens und der Freude in Christus !*

*Feliz Natal, com os melhores votos de paz e de alegria de Cristo !*

*Skladam zyczenia Wesolych Swiat, pokoju i radosci w Chrystusie !*

*Kalà Christougenna. Euchès eirènes kai charàs en Kyrio !*

*Boldog Karácsonyi Unnepeket !*

*Zalig Kerstfeest, mede fredeen vreugdewense in Christus !*

*S/ Rozdestvom Christovym Mir vam i radost jevo !*

*Craciun fericit si urarea pacii si a bucuriei lui Hristos !*

*Pozehnane' Vianoce, pokoj a radost' v Kristovi !*

## HOMÉLIE DE LA MESSE DE MINUIT

*Paul VI a célébré la messe de minuit de Noël dans la chapelle Sixtine, en présence du corps diplomatique. Voici l'homélie qu'il a prononcée au cours de cette messe qui a été transmise par la télévision en Amérique du Sud et en France (1) :*

### MESSIEURS ET CHERS AMIS,

Nous devons avant tout nous rendre compte du motif de cette célébration nocturne. Pourquoi sommes-nous ici ? Que sommes-nous venus faire ? Rendre hommage à une habitude traditionnelle ? à une simple singularité rituelle ?

Non. Ce qui nous tire de notre sommeil, ce que nous nous sentons obligés de commémorer avec une conscience vigilante est un fait historique, un événement d'une importance suprême et unique, un message que nous sommes incapables de définir en termes

(1) Texte français dans l'*Osservatore Romano* des 28-29 décembre 1970.

Le programme de la première chaîne de la télévision française prévoyait pour la nuit de Noël la retransmission de la messe célébrée en la cathédrale d'Avila (Espagne). « La situation créée par le procès de Burgos a incité la TV italienne à se retirer de l'Eurovision prévue à cet effet, et l'ORTF à la suivre », écrit la *Croix* (24 déc., p. 18).

adéquats et que notre intelligence ne réussit pas à comprendre entièrement. Une expression théologique, exubérante de réalité historico-humaine et d'insondable mystère, le présente à notre esprit émerveillé et incrédule, à notre foi et à notre joie : il s'agit de l'Incarnation. Il s'agit du Verbe de Dieu qui s'est fait homme. Quelque imparfaite et problématique que puisse être l'idée que nous avons de Dieu, de son existence, de sa transcendance, du rapport créateur et existentiel de la divinité avec les choses finies que nous connaissons, et avec l'histoire humaine qui se déroule dans le temps, nous ne pouvons nous empêcher d'être ébahis par l'hypothèse que nous reconnaissons ici comme un fait réel et accompli : c'est le Verbe du Dieu, Dieu lui-même, qui entre personnellement sur la scène terrestre et humaine et assume en lui une vie humaine en tout semblable à la nôtre (hormis le péché, He 4, 15), existant ainsi toujours un quant à la personne, mais avec une double nature, divine et humaine. Et comme Fils de l'Homme, lui Fils de Dieu a vécu plusieurs années sur cette terre, il s'est rendu visible, avec un visage humain, il a grandi, il a travaillé, parlé, souffert parmi nous ; bref, il s'est révélé, et il a accompli une mission qui ne peut pas ne pas regarder l'humanité entière et atteindre la destinée de tout homme, passé, présent et futur, de ce monde.

Ainsi en est-il. Tremblant et stupéfait, nous répétons l'annonce de cette naissance extraordinaire, la naissance du Christ, le Verbe de Dieu fait chair, le Messie de l'histoire, le Sauveur du genre humain ; et nous faisons nôtres les paroles de l'ange du Seigneur : « Rassurez-vous, car voici que je vous annonce une bonne nouvelle (la bonne nouvelle, l'évangile par excellence) qui sera une grande joie pour tout le peuple : aujourd'hui, dans la cité de David (Bethléem), un Sauveur vous est né, qui est le Christ Seigneur. » (Luc 2, 10-11.)

Ce n'est pas là une légende littéraire, ni un mythe fantastique ; c'est un fait réel et concret, d'une nature et d'une importance telles que toute l'histoire humaine en demeure atteinte ; c'est pour le rappeler que nous sommes ici, pour le célébrer, pour repenser encore à l'influence qu'il a sur nous. Ainsi se rouvre pour nous une méditation que chacun d'entre nous aura, d'une façon ou de l'autre, cent fois commencée : méditation sur le christianisme, sur sa réalité, sur son efficacité, sur le rapport qu'il a avec nous — ou du moins qu'il devrait avoir avec nous. Et par christianisme, en fin de compte, nous entendons le Christ, son être, sa parole, son immanence dans la foi et dans la vie des hommes, sa présence aujourd'hui devant nous, sa figure apocalyptique, demain : le Christ, clé de toute question et de tout destin.

Oh, messieurs et amis, que j'ose appeler frères ! laissons-nous tous dominer par cette pensée extraordinaire : le Christ, le Verbe de Dieu descendu en forme humaine sur la scène du monde. Mais que cette pensée, loin d'engendrer en nous la crainte (ce qui serait pourtant tout à fait naturel), nous envahisse de joie et d'allégresse, comme nous l'a demandé le message céleste. Cette joie sera le cadeau que nous ferons à Jésus-Christ pour sa naissance parmi nous ; ce sera notre offrande ; notre humble effort d'accueil et de compréhension. Noël, nous le savons, est une fête joyeuse ; elle nous apparaît bien telle dans l'amour et dans la tendresse de cette nouvelle vie qui naît (cf Jo 16, 21), dans la délicieuse faiblesse de l'enfance, dans le cadre de l'intimité si simple et sublime du foyer domestique.

Mais il y a plus. Noël n'est pas seulement la sublimation de la vie naissante, fruit de l'amour, étincelle

de nouveauté et d'innocence, gage d'un monde meilleur, que nous espérons pour demain, celui de la nouvelle génération. Ce n'est pas seulement une joie qui naît de la terre. Observez bien : c'est une joie qui vient d'en haut, c'est la révélation de la bonté infinie de Dieu, le signe d'un dessein mystérieux qui touche le monde et les hommes, c'est une pensée d'amour infini qui a ouvert le ciel clos du mystère impénétrable de la vie intime du Dieu inconnu et l'a communiqué à la terre, comme une pluie illuminante et vivifiante. L'apôtre Paul nous dit que « la grâce de Dieu est apparue, salutaire pour tous les hommes » (Tit 2, 11), et l'apôtre Jean : « Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique. » (Jo 3, 16.) Nous nous trouvons devant une conception universelle des destins suspendus sur l'humanité et qui ont même pénétré dans la trame de l'histoire : c'est une conception de salut, une conception de clémence et d'amour, une conception tellement optimiste que même les malheurs, les souffrances et la mort elle-même y trouvent une issue positive, pour le bien de l'homme (cf. Rom 8, 28-31). Telle est la vérité sur la vie, telle est la philosophie qui remporte la victoire sur toutes les expériences et sur toutes les tentatives pour expliquer les choses et les faits et dire le dernier mot sur la réalité du monde.

Notre dernier mot à nous, qui sommes spécialement obligé d'observer le monde dans ses expressions les plus générales et les plus significatives et d'en peser la valeur selon leur classification définitive, notre dernier mot serait au contraire facilement pessimiste, il déboucherait sur le doute, sur l'absurde, sur le néant. Nous serions des hommes myopes, aveugles, des hommes déçus, des hommes tentés par le scepticisme et le désespoir : où va le monde ? que vaut la vie ? qu'est-ce que la civilisation ? Peut-on vraiment envisager de faire régner sur terre l'ordre, la justice, la paix, l'amour ? Tels serions-nous et telles seraient les conclusions de notre sagesse déçue, s'il n'y avait pas Noël, c'est-à-dire l'inauguration d'une économie de salut et d'espérance ! Les efforts du Sisyphe que nous sommes ne l'ont pas instaurée, mais elle nous est donnée par un Amour transcendant qui n'a ni mesure ni regret et veut faire de nous, de l'humanité, un peuple nouveau, un peuple bon et heureux (cf. I P, 2, 5, 9).

Noël, fête de joie et d'espérance, fête qui anime le devenir humain orienté vers une plénitude qui ne faillira pas.

Saluons-la et célébrons-la comme notre fête et comme la fête du monde.

Sachant que cette cérémonie est retransmise directement par la télévision à de nombreux pays de l'Amérique latine et à la France, nous désirons leur adresser nos souhaits de paix dans le Seigneur.

A vous tous qui vous unissez à la célébration de cette messe, vont nos vœux de joyeux et fervent Noël. Nous souhaitons que chacun de vous accueille au plus profond de son cœur le message de paix et d'amour fraternel apporté par l'Enfant Jésus, et nous vous bénissons.

*Paul VI a ensuite exprimé ses vœux en portugais et en espagnol.*

---

— *Etre parents*, par F. MOURVILLIER et A.-M. BARDET (coll. « Parents chrétiens »). — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 142 pages. Editions du Chalet, Lyon.

Un bon nombre de questions groupées, sous cinq rubriques, abordent les problèmes les plus fréquents du foyer moderne. C'est pour aider les parents à en découvrir la solution, dès qu'ils se posent, que ces problèmes sont exposés en termes clairs et concrets.



# DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

## LE VOYAGE EN EXTREME-ORIENT

*Audience générale du 23 décembre (1)*

Après notre grand voyage en Extrême-Orient, nous voilà de nouveau parmi vous pour cette rencontre toujours nouvelle et toujours exaltante que nous offrent les audiences générales. Il nous semble entendre la question que vous vous posez avec une affectueuse curiosité : « Va-t-il nous parler de son voyage ? » Ce n'est pas possible ici et en ce moment, très chers fils. Il y aurait trop à dire. D'ailleurs vous êtes déjà bien informés du récit, des faits, des lieux, des rencontres, du décor et des discours de ce long et rapide pèlerinage. Nous ne pouvons que vous faire part, très rapidement, de quelques impressions générales.

### Les premiers voyages d'un Pape qui soient dictés par l'universalité de son ministère

La première nous concerne directement. L'Eglise et le monde ont suivi avec étonnement cet événement qui, de soi, n'a rien d'exceptionnel aujourd'hui (actuellement, qui ne voyage pas, qui ne subit pas l'attrait des magnifiques moyens de transport modernes ?). Il nous semble que cet étonnement vienne de la difficulté que l'on éprouve à associer les deux mots « Pape » et « voyage » qui, au cours de l'histoire, furent de fait difficilement compatibles. Dans le Pape, on voit la fixité : il reste là où est le centre de l'Eglise. D'une façon évidente, il opère et représente l'unité. Il y eut certes, dans le passé, d'autres Papes qui ont voyagé hors de Rome et de l'Italie ; mais on doit bien constater que ces voyages ont été motivés par des objectifs contingents et particuliers. Il ne nous semble pas que des Papes aient pris spontanément l'initiative de faire des voyages au nom d'un autre principe personifié, lui aussi, dans la fonction de la papauté ; et ce principe, c'est la catholicité, c'est-à-dire l'universalité du ministère confié à Pierre, au pasteur des pasteurs, au missionnaire par excellence (comme le fut Paul : cf. 1 Tm 2, 7 ; 2 Tm 1, 11 ; Ga 2, 7). Eh bien ! L'exercice de cette fonction — dans un esprit d'ouverture à tous les peuples et à tous les pays, d'autant plus proches spirituellement du cœur de l'Eglise qu'ils sont plus éloignés géographiquement et ethniquement parlant — nous est apparu parfaitement normal, tout en sachant combien personnellement nous sommes peu de chose. Nous y avons vu l'accomplissement d'une vocation inhérente à notre charge apostolique. Nous y avons vu un réveil — provoqué par la maturité historique du monde — de

la mission qui nous est convenue d'être présent à tous, d'être le serviteur de tous, l'ami et l'apôtre de tous, le lien central d'une communion universelle.

Qui sait quels nouveaux témoignages de cela, comme il est facile de prévoir, pourront être donnés dans l'avenir ?

### L'expérience presque physique du Corps mystique

C'est ainsi que nous avons rencontré les lointaines Eglises, celles d'Asie et d'Australie spécialement. Il est difficile de dire — et c'est impossible ici — quelle profonde émotion nous avons éprouvée en nous rencontrant avec les évêques d'Asie orientale réunis à Manille, et avec ceux d'Océanie, à Sydney ; quelle joie ce fut pour nous — comme s'il nous était révélé qu'ils sont de notre famille — de nous trouver parmi ces populations, parmi ces multitudes de frères, aux Philippines spécialement, et de faire l'expérience presque physique du mystère du Corps mystique, d'en trouver la réalité dans les îles disséminées au milieu du Pacifique, ainsi que dans les communautés extrêmement modernes d'Australie.

Et les prêtres, ces généreux et excellents prêtres qui sont de vrais ouvriers du royaume de Dieu ; les religieux et les religieuses au-dessus de tout éloge ; les foules immenses de fidèles ; les groupes de laïcs engagés dans la construction de l'Eglise, quelle vision, quelle expérience, quel motif d'action de grâces à Dieu et de reconnaissance pour ceux qui, hier, ont planté ces Eglises, et pour ceux qui, aujourd'hui, avec une ardeur inlassable, les cultivent et les font grandir dans la fidélité à l'Evangile et dans le service de l'humanité ! Et quel réconfort, quelle espérance dans la victoire de la foi et de la charité que de trouver sur nos pas tant de chrétiens, tant de frères encore séparés de nous, mais avides, tout autant que nous, d'une réconciliation complète !

### Le devoir de l'Eglise n'est ni dans la critique ni dans la contestation

Voilà ce que nous voulions vous dire. Réjouissez-vous-en avec nous ; approfondissez votre conscience catholique et missionnaire ; voyez la rencontre entre l'Eglise et le monde qui se manifeste spontanément, cette rencontre que la célèbre constitution *Gaudium et spes* a située en termes si graves, si clairs, si confiants ; et soyez bien persuadés qu'aujourd'hui le devoir de l'Eglise n'est certainement pas de s'empêtrer dans la critique et la contestation amère, ni de s'assimiler aux tendances amérales d'une si grande partie de la société moderne, ni d'éliminer du christianisme les vérités mystérieuses ou les devoirs difficiles, mais de se montrer cohérente avec elle-même, forte dans la foi, adonnée avec joie à la prière, et tout entière préoccupée de promouvoir dans le monde la justice et la paix, en regardant vers notre unique Sauveur, Jésus-Christ.

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 24 décembre 1970. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Cette audience générale était la première depuis le retour de Paul VI de son voyage (26 nov.-5 déc., cf. DC 1970, p. 1109-1122 ; 1971, p. 8-21).

## SUR L'ACTUALITE INTERNATIONALE

*Audience générale du 30 décembre (1)*

En ces jours consacrés à la célébration du mystère de Noël, notre réflexion se porte avant tout sur les événements de la vie internationale qui retiennent l'attention du monde et suscitent dans l'opinion publique des sentiments d'appréhension, de tristesse et de malaise : la guerre, qui persiste dans différentes parties du monde, certains procédés judiciaires qui émeuvent si profondément l'opinion mondiale, le climat de tension sociale existant dans différents pays, la délinquance et la violence qui multiplient les vols à main armée, les chantages, les abus de pouvoir, les tortures, les extorsions, les délits... Le monde semble atteint par la maladie du désordre, de la fausse légalité, de la criminalité, de la pseudo-politique de la force, de la démagogie, de la contestation systématique, de la course mercantile et militaire aux armements... Certes, on fait aussi de généreux efforts pour assurer l'ordre public ; on conclut des accords économiques, politiques et diplomatiques en vue d'organiser des secours et de stimuler un progrès rénovateur. Mais, à tout prendre, cela n'est pas la paix, cela n'est pas la civilisation, cela n'est pas le christianisme.

Que devons-nous faire, nous les hommes d'aujourd'hui qui observons cela du dehors ? Devons-nous déplorer, invectiver, devons-nous nous laisser envahir par le scepticisme et le pessimisme, devons-nous perdre confiance dans les hommes et dans notre temps ?

Non. Pour suggérer quelque chose, en ce lieu et en ce moment, nous vous exhorterons simplement à reprendre le fil interrompu des pensées de Noël. Essayons avant tout de conserver la paix intérieure de l'âme ; non seulement en faisant effort, sur le plan psychologique, pour dominer en nous les réactions négatives provoquées par les maux qui nous entourent, mais, sur le plan religieux, en faisant un acte de confiance positive et active dans l'économie de grâce et de bonté que la naissance du Christ a instaurée sur la terre, et que la fête par laquelle nous venons de célébrer cet événement de salut rend toujours actuelle et sainte.

Si nous faisons cela — et pourquoi n'en serions-nous pas capables grâce à la foi et à la prière ? — nous retrouverons notre liberté personnelle de jugement. Et cela est important. Aujourd'hui, où la marée de l'opinion publique, alimentée et manœuvrée par les moyens de communication sociale, exerce son invisible mais toute-puissante magie pour tenter de nous entraîner et de nous dominer (qu'elle soit sorcière, fée ou ange), nous devons défendre notre conscience personnelle, éclairée par les principes logiques et moraux supérieurs. Nous retrouverons alors le sens originel du bien, de la justice et de l'humanité ; et alors un précieux profit peut être tiré d'une situation confuse et

désordonnée comme celle qui, à certaines heures, nous entoure et nous oppresse. Le désir des valeurs humaines authentiques naît ou renaît en nous d'une façon plus intense et plus droite ; l'aspiration vers une humanité idéale régénère notre critique ; un esprit de communion, qui nous lie aux vicissitudes de notre temps, qu'on le veuille ou non, purifie et intensifie en nous le sens de la solidarité, nous incite à la coresponsabilité. Il en résulte que nous éprouvons le besoin de nous distancer de ce que nous déplorons et d'affermir en nous de nouvelles résolutions d'action positive, d'engagement personnel et courageux au service de la cause que nous croyons bonne. Nous prenons ainsi conscience que chacun de nous doit sortir d'un état d'inertie morale, et, à plus forte raison, de tout acquiescement, actif ou passif, à ce qui est négatif pour l'action ou la vie communautaire ; nous retrouvons un nouveau dynamisme de l'action, c'est-à-dire du devoir. Et alors nous nous posons la question : quelle cause servir ?

Notre mentalité de parasites, qui regardent la scène du monde avec indifférence, ou qui sont tentés d'échapper à sa réalité pour se réfugier dans un égoïsme fourbe, ou dans le rêve, se transforme alors en un appel à un idéal militant. Nous en venons à nous poser des questions qui, pour beaucoup, peuvent être une découverte peu honorable si elles demeurent sans réponse : Est-ce que je sais pour quelle cause je dois militer, pour quelles valeurs je dois agir et me battre ? Est-ce que j'ai des idées, des principes ? Est-ce que je vois clairement quelque chose qui vaille la peine qu'on y consacre sa vie ? Y a-t-il quelque chose de plus précieux que la vie ? Cette seule idée non seulement donnerait tout son sens et toute sa dimension à notre vie, mais pourrait, au-delà de nous, être une force qui élève le niveau moral du monde, c'est-à-dire qui sert le salut de tous. Nous découvrons ainsi que ce n'est pas seulement le monde, mais nous les premiers, qui avons besoin d'idées, d'idées vraies, fortes, nouvelles, nobles, d'idées qui élèvent l'homme au-dessus de lui-même.

A quoi arrivons-nous ? Des idées grandes et bonnes, humaines et dignes, il y en a beaucoup aujourd'hui, mais souvent des idées contraires leur font obstacle ou les dévorent, et, finalement, c'est la confusion qui a encore le dessus. Mais, en parlant des idées qui peuvent amener le salut du monde, nous sommes amenés par l'heureuse et mystérieuse force des choses, c'est-à-dire par la force de l'expérience, l'attrait de la vérité, au seuil de la crèche, à l'humble Enfant Jésus qui possède le secret de notre salut. Nous ne pouvons terminer cette réflexion sur les vicissitudes actuelles de notre histoire sans courber la tête devant lui et lui ouvrir notre cœur. Avec notre Bénédiction apostolique.

— *Découvrir l'Evangile*. Collectif. Préface de M. SAUDREAU, directeur du CNER (coll. « Cette découverte »). — Un vol. 14 × 20 cm, de 160 pages. Prix : 9 F. Editions du Senevé, Paris.

— *Esquisse pour un portrait du P. Lebrez*, par FRANÇOIS MALLEY, O.P. — Un vol. 12,5 × 19 cm, de 194 pages. Prix : 150 F. B. Editions La Pensée catholique, Bruxelles ; Office général du livre, Paris.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 31 décembre 1970. Traduction et titre de la DC.



# LE PEUPLE ET LA PAIX

*Le 1<sup>er</sup> janvier, Journée de la Paix, Paul VI a célébré la messe en l'église San Felice da Cantalice, dans un quartier populaire de la banlieue de Rome, choisi symboliquement pour y parler de la paix aux humbles du monde entier. Voici l'homélie qu'il y a prononcée après avoir salué les personnes présentes (1) :*

Pourquoi sommes-nous venu ici ? Le 1<sup>er</sup> janvier est le jour des vœux, et à tous nous présentons nos vœux affectueux et sincères. Ne voulant oublier personne, nous disons à tous et à chacun : vous savez que pendant cette messe le Pape priera pour chacun et pour vous tous. Pourquoi sommes-nous venu dans une paroisse de la banlieue de Rome ? Eh bien, sachez que, depuis quelques années, nous avons fait du 1<sup>er</sup> janvier la « Journée de la Paix ». Et nous voulons croire que cette intention qui veut susciter des pensées de paix chez tous les hommes de bonne volonté, ne concerne pas que nous catholiques, nous croyants, mais qu'elle s'adresse aussi à tous ceux qui dans le monde aiment la paix. Notre invitation, nous le savons, franchit toutes les frontières et cette pensée se répand dans le monde entier.

## Le message aux gouvernants

Mais pourquoi sommes-nous venu ici et non ailleurs ? Vous devez savoir que nous avons envoyé une lettre officielle, de celles qui doivent être lues, avec attention, à tous les gouvernants, à tous ceux qui président au sort des nations et auxquels il nous est possible de nous adresser (2). Nous avons donc invité à célébrer la Journée de la Paix toutes les sommités, tous ceux qui président au sort des peuples, tous les responsables, tous ceux qui ont le devoir de promouvoir la paix. Les dirigeants des nations ont en effet plus que les autres l'obligation de promouvoir des rapports pacifiques entre les peuples. Ce sont eux qui décident du sort des nations, qui ont la responsabilité d'équilibrer les intérêts des nations. C'est donc à eux en premier que nous nous sommes adressé, avec respect, mais aussi en les suppliant : mettons-nous tous d'accord, cherchons à promouvoir la paix dans le monde. Pourquoi le monde doit-il être périodiquement (et aujourd'hui encore dans certaines parties du monde) troublé par des guerres qui tuent, blessent, détruisent, font souffrir, des guerres qui veulent écraser les autres, instaurer non pas des rapports juridiques justes, mais des rapports de force, de violence, en tuant, en répandant le sang. Cela ne peut pas aller. Ce n'est pas cela la civilisation. Aujourd'hui où nous avons accompli tant de progrès, où nous avons tant de conscience, tant de moyens d'entretenir des relations mutuelles entre les peuples, la guerre doit être abolie, elle doit être mise au ban des nations.

(1) Texte italien (enregistré au magnétophone et transcrit intégralement) dans *L'Avvenire*, 2 janvier 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

(2) DC 1970, n° 1576, p. 1102 (NDLR).

C'est d'une autre manière que nous devons concilier les intérêts des peuples et des nations : par des négociations. Ce que nous croyons être la justice, le bon droit, nos intérêts légitimes, nous ne devons pas le défendre par la force et le sang. Et presque toujours cela revient à une injustice, parce que le plus fort celui qui gagne, n'est pas toujours celui dont les droits sont les plus légitimes et les plus dignes de respect.

## Le droit des peuples à la paix

Donc, après nous être adressé aux dirigeants, nous nous adressons maintenant au peuple, à vous qui le représentez ici symboliquement. Nous nous adressons non seulement au peuple de cette nation, mais à ceux de toutes les nations qui désirent vraiment la concorde et la paix entre les hommes. Si ceux qui vous guident ont le devoir de promouvoir la paix, vous, le peuple, vous avez le droit d'être gouvernés d'une façon qui ne trouble pas votre paix et votre vie.

Vous ne pouvez pas décider directement des intérêts suprêmes des nations, mais vous avez le droit légitime et sacrosaint à prétendre être gouverné de telle sorte que vous n'ayez pas à souffrir, que vous n'ayez pas à être victime d'armes terribles, sans seulement savoir pourquoi, sans possibilité de vous défendre. C'est le droit des peuples que nous célébrons aujourd'hui en cette « Journée de la Paix ».

## Souvenir du bombardement de Rome

Un souvenir nous revient en mémoire. C'était lorsque nous avons accompagné Pie XII, notre vénéré et grand Prédécesseur, dans la sortie qu'il fit le 13 août 1943 (c'était la seconde fois qu'il sortait du Vatican à la suite des bombardements qui commençaient à pleuvoir sur Rome). Nous étions passé près d'ici, à la Porta Maggiore, pour aller vers les quartiers de San Giovanni. Je vois encore un groupe de jeunes, fous de souffrance et de désespoir devant le bombardement qui venait de finir et qui laissait derrière lui des maisons en ruine, des morts, des blessés, une épouvante collective, une psychose d'affolement. L'un de ces jeunes courait derrière la voiture du Pape en levant les bras et en criant : « Pape, Pape, plutôt l'esclavage que la guerre — c'était fou, mais c'est ce qu'il criait, — qu'on nous libère de la guerre, qu'on nous libère de la guerre. »

Nous entendions le cri des classes populaires qui ne sont pas au courant des grandes questions dont dépend le sort des nations : « Non, pas la guerre. Qu'avons-nous fait de mal pour qu'on nous jette des bombes ? Pourquoi nous frapper d'une façon si inhumaine, si cruelle, si injuste, si aveugle ? » Cette voix, cette scène sont restées pour nous le symbole de tout ce qu'il y a d'irrationnel dans la guerre. Nous ne les avons jamais oubliées.

## La paix doit venir du peuple

Mais nous avons encore une autre intention, ce n'est pas seulement la paix pour le peuple que nous voulons célébrer aujourd'hui. Notre pensée va encore plus loin, et nous voulons vous dire : la paix doit venir du peuple. Non seulement elle est pour le peuple, mais elle vient de vous. Vous devez être les promoteurs de la paix. Si vous êtes chrétiens, vous connaissez

les textes de l'Evangile, et vous savez que tout chrétien doit être un pacifique, non pas un homme tranquille, un indolent qui ne se soucie de rien, mais dans le sens de la parole du Seigneur : quelqu'un qui travaille à la paix, quelqu'un qui tisse des rapports pacifiques entre les hommes. Bienheureux les pacifiques, c'est-à-dire bienheureux ceux qui se font apôtres de la paix, parce qu'ils seront appelés fils de Dieu.

Vous tous qui êtes fils de Dieu, vous devez aimer et promouvoir la paix. Vous vous demandez : « Mais nous, comment pourrions-nous promouvoir la paix ? quels moyens avons-nous de réaliser nos désirs et nos aspirations ? » Nous vous répondons : d'abord, nous sommes en démocratie, ce qui veut dire que c'est le peuple qui commande, que le pouvoir naît du nombre, de la population. Si nous sommes conscients de ce progrès social que notre temps a fait mûrir et qui se répand dans le monde entier, nous devons faire en sorte que la démocratie impose sa voix. La démocratie ne veut pas la guerre, le peuple ne veut pas que les masses s'affrontent les unes les autres pour se tuer et voir qui a les armes les moins bonnes afin de lui imposer sa volonté et de l'écraser.

De cette formation, de cette mentalité politique du peuple, de la masse, de l'ensemble de la population doit jaillir et triompher cette idée : il ne doit plus y avoir de guerres dans le monde.

### La paix sociale

Mais il y a encore une autre voie, celle que nous vous recommandons : nous devons nous éduquer, nous former, réviser notre mentalité et notre psychologie. Et c'est nous alors qui vous interrogeons : « Etes-vous vraiment disposés à abolir les rapports de lutte, de haine, de violence entre les hommes ? Etes-vous vraiment disposés à être de ces gens qui font avancer la paix et qui veulent que les intérêts des uns et des autres — intérêts différents et parfois divergents — se règlent autrement que par la haine, la lutte, la force, la violence, la loi du nombre ? ».

Eh bien, nous devons nous éduquer à penser et à vouloir ainsi. Or, sur ce point, nous n'en sommes encore qu'au commencement. Pourquoi ? Parce que depuis si longtemps nous sommes intoxiqués par cette idée qu'on n'arrive à obtenir quelque chose que par la haine, la violence, les voies de fait. Si on n'emploie pas les moyens extrêmes, on n'obtient rien. C'est là une mentalité qu'il faut dépasser. Elle vient malheureusement de l'expérience. Il y a en effet des classes égoïstes qui ne veulent pas bouger, qui possèdent et ne donnent pas, qui veulent mettre à profit leur force et leur position pour exploiter, ou du moins utiliser les autres. Cela non plus ce n'est pas de la bonne démocratie, ni de l'esprit social.

Ce n'est pas la charité que le Seigneur nous a prêchée. Il nous a dit : vous êtes tous frères. Avons-nous cette notion de la fraternité universelle ? Oui et non. Nous en parlons si souvent en pensant que c'est bien beau, mais utopique, irréalisable, un rêve qui ne peut pas devenir réalité. Eh bien nous devons nous persuader, nous-mêmes d'abord, que la fraternité doit être la loi, le principe, le critère dominant des rapports entre les hommes.

Nous devons devenir frères, si nous ne le sommes pas encore, et nous habituer à voir dans un autre visage humain comme le reflet du nôtre, à voir un autre nous-même dans les autres. Depuis des siècles l'Evangile nous enseigne cette chose si simple, mais nous y sommes réfractaires. Le Seigneur a dit : « Aimez-vous les uns les autres, aime ton prochain

comme toi-même. » Nous devons transférer notre personnalité qui nous définit, notre moi, dans les autres. Il s'agit d'élargir, d'universaliser notre personnalité de telle sorte que les autres soient traités comme nous voudrions être traités.

Voilà ce que nous dit Jésus. C'est une chose grande et difficile à laquelle nous devons nous éduquer. Pour cela, nous devons encore célébrer — qui vivra verra — encore bien d'autres belles « Journées de la Paix ». Mais c'est la ligne qu'il faut suivre. C'est la grande politique humaine et chrétienne du monde. Nous devons nous habituer à voir dans les hommes, non des antagonistes, non des ennemis, ni des rivaux, mais des frères avec qui nous marchons ensemble.

Risquons-nous alors de ne plus avoir la force de défendre nos intérêts ? Non. Nous devons défendre nos intérêts, mais pas par la haine, la violence, en écrasant les autres. Nous devons nous situer sur un plan supérieur, sur le plan de la raison et, plus haut encore, sur le plan de la charité. Nous devons aimer tout le monde, même ceux qui nous sont antipathiques même nos ennemis. Nous devons avoir cette immense force nouvelle d'humanité : aimer tout le monde. Tel est l'enseignement de l'Evangile. Ses applications peuvent paraître infantiles et modestes. Par exemple, si je demandais à un enfant de la paroisse : « Si un autre t'embête, es-tu disposé à lui pardonner plutôt que de lui donner un coup de poing ? »

Fils et frères très chers, avons-nous la force de pardonner ? Pouvons-nous avoir la force et l'énergie de céder devant la méchanceté des autres ? Si nous n'avons pas cette force, nous devons l'acquérir. Tous les jours nous disons au Seigneur : « pardonne-nous nos offenses comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés ». Que de fois nous voudrions que Dieu nous pardonne alors que nous ne pardonnons pas aux autres !

Nous voudrions la miséricorde et la bénédiction de Dieu, alors que nous, nous ne bénissons pas les autres et nous ne leur pardonnons pas. Il faut arriver à cette force d'âme. La paix n'est pas faiblesse, ni lâcheté. Elle ne consiste pas à céder passivement devant les autres. Elle consiste à défendre ses aspirations propres d'une façon légitime, mesurée et raisonnable. Et il y a encore tant d'aspirations ! Dans notre vie nationale, que de belles et grandes aspirations il y a encore ! Nous devons tous travailler à ce qu'elles soient satisfaites. Vous en avez entendu parler hier soir : le logement, l'école, la sécurité sociale, etc.

Toutes ces belles choses, nous devons les obtenir. Mais est-il besoin pour cela d'en venir aux poings, de s'organiser pour se jeter contre les autres ? L'accueil, c'est que nous ne construisions pas notre société, notre démocratie sur l'amour, sur la charité, sur les principes de l'Evangile et aussi sur ceux du droit naturel, lequel nous dit que les hommes sont semblables, qu'ils ont tous les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Voilà ce que nous voulions vous dire. Ce que nous prêchons est difficile, presque impossible à pratiquer, parce que cela demande beaucoup. Mais commençons petitement, commençons par rendre notre cœur bon, fort, miséricordieux, capable de voir les besoins et les misères des autres, capable de secourir les autres, capable d'aider les plus faibles, ceux qui sont tombés, dans un esprit de fraternité et de miséricorde. Vous verrez que les choses iront mieux et qu'un jour la paix triomphera, au nom du Christ et au nom de la civilisation.



## L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

### L'UNITÉ DES ÉGLISES CATHOLIQUE ET ORTHODOXE

*Interview du cardinal Willebrands*

*Le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a accordé l'interview ci-après au journal athénien « Eleftheros Cosmos » (20 décembre 1970) (1) :*

#### Le renouveau préparatoire à l'union

**QUESTION.** — *Où en sont les rapports et en général les travaux préparatoires des deux Eglises dans la perspective de l'union, à la suite de la dernière rencontre de Rome entre LL. SS. le Pape et le Patriarche œcuménique ?*

**REPONSE.** — Dans la déclaration commune qu'ils publiaient à la fin de leur dernière rencontre en 1967, à Rome, le Pape et le Patriarche affirmaient que l'effort pour surmonter les obstacles qui s'opposent encore au rétablissement de la pleine communion entre catholiques et orthodoxes devait se situer dans le cadre du renouveau de l'Eglise et des chrétiens.

Ce renouveau se poursuit dans l'Eglise catholique et dans l'Eglise orthodoxe. Dans l'Eglise orthodoxe, c'est, entre autres, tout le travail de préparation en chaque Eglise autocéphale du futur grand et saint Synode. Dans l'Eglise catholique, c'est le développement de la mise en œuvre des décisions et de l'esprit du II<sup>e</sup> Concile du Vatican et des profondes transformations qui en découlent. Que l'on pense, par exemple, à la révision profonde des livres liturgiques en vue à la fois d'une fidélité plus grande

à la tradition ancienne et d'une réponse aux requêtes du peuple fidèle d'aujourd'hui ; à la célébration liturgique dans la langue des divers peuples et à l'immense travail de traduction que cela a demandé ; à la pratique retrouvée de la concélébration. Combien il y a là, en cinq ou six ans, d'éléments très importants préparant le rétablissement de la pleine communion ! Plus important encore peut-être l'extraordinaire renouveau de l'institution synodale et sa généralisation aux niveaux national, régional et universel. Le Synode des évêques, formé en majorité de représentants élus par les diverses Conférences épiscopales, se réunit et se réunira tous les deux ans à Rome pour discuter avec son président, le Pape, toutes les questions importantes de l'Eglise.

La révision du droit canonique est entreprise. C'est un long travail auquel sont associés deux observateurs orthodoxes.

Dans tous les domaines de la vie de l'Eglise, un effort analogue se poursuit.

Il s'agit, comme le disait le Pape en recevant le Patriarche Athénagoras à Saint-Pierre, « par une collaboration positive en vue de répondre à ce que l'Esprit demande aujourd'hui à l'Eglise, d'arriver à surmonter ce qui nous sépare encore (2) ». Il s'agit de se renouveler en pensant à ce que l'autre attend de nous et de s'efforcer, ce faisant, par une fidélité plus profonde au Christ et à la tradition de l'Eglise, de supprimer ces obstacles existant entre nous.

Il faut que cet effort de renouveau se poursuive dans toutes les Eglises locales catholiques et orthodoxes qui se reconnaîtront et se traiteront de plus en plus vraiment comme des Eglises sœurs. Il faut qu'il se poursuive en tous et en chacun des chrétiens des deux Eglises qui se reconnaîtront et se traiteront de plus en plus en frères, vivant de la même foi et des mêmes mystères.

Cette croissance ensemble est le long chemin qui mène à l'union et dont parlaient le Pape et le Patriarche dans leur déclaration commune. Sur ce chemin, l'Esprit nous donne d'avancer plus rapidement qu'humainement parlant il n'était possible de le prévoir. Cela nous invite à ne pas freiner l'impulsion de l'Esprit, à ne pas mettre de limite à notre espérance, à ne pas lasser l'attente impatiente des hommes.

(1) Texte français publié par l'Agence *Typos* (246, rue Acharnon, Athènes), janvier 1971. Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.

E. STEPHANOU, correspondant de la Croix à Athènes, écrit au sujet de cette interview, dans la Croix du 8 janvier :

M. Ulysse Zoulas, rédacteur du journal athénien *Eleftheros Cosmos* pour les questions religieuses, prit l'initiative d'écrire au Pape Paul VI, lui demandant une interview. Paul VI ne s'y refusa pas, mais chargea le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, de répondre aux questions du journaliste athénien. Le dimanche 20 décembre, l'*Eleftheros Cosmos* consacrait toute une page à cet événement extraordinaire, notant, avec une certaine fierté, que dans l'histoire du journalisme hellénique, c'était la première fois qu'un journal grec accueillait une interview du Saint-Siège.

(2) DC 1967, n° 1505, col. 1930.

## Les uniates

**Q.** — Souvent les Eglises grecques orthodoxes se réfèrent au mouvement uniâte en le considérant comme un obstacle au but du développement du dialogue pour le rapprochement des deux Eglises. Quelle est la pensée du Saint-Siège sur l'existence et l'activité des uniates, surtout dans les pays de l'Eglise d'Orient, où aucun obstacle n'existe pour que les catholiques aient leurs églises ?

**R.** — Le fait pour les Eglises catholique et orthodoxe de ne pas être en pleine communion crée une situation anormale, contre nature. Deux Eglises vivant du même Christ, ayant le même Seigneur, ne peuvent pas être divisées entre elles. Le scandale est encore plus vif, devient insupportable, lorsque cette situation se vérifie dans le même lieu, entre des chrétiens de même culture, de même tradition ecclésiale, qui ont la même manière de prier et de célébrer la liturgie. C'est le cas des communautés orientales catholiques dont l'existence et la présence font prendre une conscience aiguë de ce scandale, celui de la division des chrétiens.

Cette prise de conscience n'est pas un obstacle au rétablissement de l'unité, mais devrait être un stimulant à faire cesser la situation scandaleuse et contre nature de notre division. Le rétablissement de la pleine communion est la seule vraie solution. Tant que nous serons divisés, l'Eglise catholique ne peut pas refuser la demande de communion que lui adressent, par exigence de conscience et avec la conviction d'obéir à l'Esprit-Saint, des personnes ou des communautés. Et cette communion catholique ne demande en aucun cas que cette personne ou cette communauté abandonne les traditions chrétiennes légitimes dans lesquelles elle a reçu et vécu l'Evangile. A combien plus forte raison ne demande-t-elle pas d'abandonner ces traditions orientales dont le Concile du Vatican a dit que « elles sont enracinées de façon excellente dans la Sainte Ecriture ; elles sont développées et exprimées dans la vie liturgique ; elles se nourrissent de la tradition vivante des apôtres, des écrits des Pères orientaux et des auteurs spirituels ; elles tendent à devenir de véritables règles de vie et même de la pleine contemplation de la vérité chrétienne ». (*Unitatis Redintegratio*, n. 17.)

Ces communautés ne doivent pas être vues comme une attaque ou un défi à l'Eglise orthodoxe. Elles sont la conséquence inévitable d'une situation anormale de division en même temps que du respect de la liberté que toute personne ou groupe a de choisir son appartenance ecclésiale. L'existence actuelle de ces Eglises, quel qu'ait été le passé, ne recouvre aucune intention de prosélytisme. Le Pape et le Patriarche ont été formels, eux qui ont dit dans leur déclaration commune qu'ils désiraient voir se développer entre catholiques et orthodoxes une collaboration désintéressée « dans un respect mutuel de la fidélité des uns et des autres à leurs propres Eglises ».

### La décision du patriarcat de Moscou sur l'admission aux sacrements

**Q.** — Beaucoup de bruit s'est fait autour de la reconnaissance par l'Eglise russe de quelques

sacrements célébrés par des prêtres catholiques (3). Qu'en pense le Saint-Siège ?

**R.** — La décision prise par le Saint-Synode du patriarcat de Moscou, en décembre 1969, ne traite pas de la reconnaissance des sacrements de l'Eglise catholique, mais de l'admission, en certains cas, des catholiques aux sacrements célébrés dans l'Eglise orthodoxe. La reconnaissance des sacrements célébrés par les catholiques est traditionnelle dans l'Eglise orthodoxe, même si on peut trouver quelques théologiens ou quelques canonistes qui s'écartent de cette tradition. L'Eglise catholique a toujours reconnu les sacrements célébrés dans l'Eglise orthodoxe.

La même foi et la même réalité sacramentelle existant dans l'une et l'autre Eglise sont la raison fondamentale qui leur permet de s'appeler réellement « Eglise sœurs ». C'est là le contenu essentiel du bref *Anno Ineunte* remis au patriarche Athénagoras par le Pape Paul VI, lors de sa visite au Phanar.

Cela a motivé les décisions prises par l'Eglise catholique au Concile du Vatican et précisées dans la première partie de son Directoire œcuménique qui, si les autorités orthodoxes sont d'accord, permettent aux catholiques de recevoir la sainte communion chez les orthodoxes, s'ils ne peuvent pas avoir accès à un prêtre catholique, et qui permet aux prêtres catholiques de donner la sainte communion à des orthodoxes qui la leur demanderaient, lorsqu'ils n'ont pas la possibilité de la recevoir d'un prêtre orthodoxe. Le Directoire œcuménique précise que la mise en pratique de ces décisions est subordonnée à un accord entre les autorités catholiques et orthodoxes compétentes.

La décision du patriarcat de Moscou est une décision qui me semble prise dans ce même esprit et témoigne de ce que l'Eglise catholique et l'Eglise orthodoxe se redécouvrent de plus en plus comme Eglises sœurs et en tirent progressivement les conséquences pratiques.

Lorsque, il y a deux ans, l'Eglise catholique avait reconnu la validité du mariage d'un catholique avec un orthodoxe, célébré devant un prêtre orthodoxe, le Synode du patriarcat de Moscou et celui de l'Eglise orthodoxe de Pologne avaient pris peu après une décision analogue pour le mariage d'un orthodoxe avec un catholique, célébré devant un prêtre catholique.

### La célébration commune de la fête de Pâques

**Q.** — Où en sont les préparatifs de la célébration commune de la fête de Pâques ? A ce propos, la suggestion du Patriarche œcuménique Athénagoras a-t-elle été acceptée ? Il proposait, pour la célébration commune, le deuxième dimanche d'avril.

**R.** — Au Concile du Vatican, l'Eglise catholique a déclaré qu'elle ne s'opposait pas à ce que la célébration de la fête de Pâques soit fixée à un dimanche déterminé, pourvu que le

(3) Cf. DC 1970, n° 1559, p. 293.



choix de ce dimanche soit fait avec les autres Eglises chrétiennes et ait leur accord (4).

La proposition du Patriarche Athénagoras rencontre le désir de beaucoup d'évêques catholiques. D'autres Eglises orthodoxes, l'Eglise roumaine, le patriarcat de Moscou ont eux aussi accepté le principe d'un dimanche fixe. Ce qui importe le plus, c'est d'assurer une célébration de Pâques à une date qui soit la même pour tous les chrétiens. C'est cela avant tout que voulait le Concile de Nicée. De notre côté, nous sommes prêts à faire tout ce qui peut être utile pour hâter cet accord.

### Paul VI et le patriarche Athénagoras

Q. — *Après les trois rencontres avec le Patriarche œcuménique Athénagoras, quelle a été l'opinion que S. S. le Pape s'est formée autour de la personnalité et de l'activité du chef de l'Eglise orientale ?*

R. — Je crois pouvoir dire qu'entre le Pape Paul VI et le Patriarche Athénagoras, il y a non seulement une grande estime, mais une très vive affection fraternelle. Le Saint-Père l'a d'ailleurs plusieurs fois déclaré publiquement avec une chaleur et une émotion qui manifestaient combien étaient profonds les sentiments qu'il manifestait au sujet du Patriarche Athénagoras. Les lettres qu'ils échangent témoignent, elles aussi, de la délicatesse de leur charité fraternelle.

Q. — *S. S. le Pape considère-t-il réalisable l'union des Eglises par seule décision des deux grands chefs religieux et sans que celle-ci soit précédée par un vaste dialogue théologique ?*

R. — Je crois que la réponse faite à la première question répond en grande partie à celle-ci. Tout cet effort de renouveau est dirigé par la pensée théologique et, en même temps, il est un renouveau de la théologie qui réfléchit sur ce que l'Esprit-Saint accomplit actuellement dans son Eglise. Il est clair qu'il faut un dialogue théologique, mais la vraie théologie est profondément enracinée dans la tradition vivante de l'Eglise, elle est discernement et explication des signes des temps, elle est un effort pour écouter, comprendre et exprimer ce que l'Esprit aujourd'hui dit à l'Eglise, demande aux Eglises. Il faut éviter de retomber dans les ornières de la polémique du passé, mais il faudra, pour arriver à la pleine communion retrouvée, éclaircir les malentendus qui existent encore entre nous.

Mais il faut, une fois de plus, insister sur la nécessité de la préparation de tout le peuple chrétien. N'était-ce pas, d'ailleurs, le sens des décisions de la troisième Conférence panorthodoxe de Rhodes ?

(4) Cf DC 1963, n° 1414, col. 1659.

— *Les Mystères du Padre Pio*, par P. LESOURD et J.-M. BENJAMIN. — Un vol. 13 × 20 cm, de 362 pages. Editions France-Empire, Paris.

— *Une Foi qui cherche*. Le catéchisme hollandais devant la conscience moderne, par HARRY MOURITS. Traduit du néerlandais par YVES HALLOIN (coll. « Points chauds »). — Un vol. 15 × 21,5 cm, de 128 pages. Prix : 13 F. Editions Fayard, Paris.

## UNE OCCASION MANQUÉE : LUTHER ET LES THÉOLOGIENS DE SON TEMPS

*Conférence du Professeur J. Lortz*

A l'occasion de la parution de la traduction française de son ouvrage, la Réforme de Luther (1), le professeur Joseph Lortz, Directeur de la section d'Histoire des religions à l'Institut pour l'Histoire européenne de Mayence, a prononcé à Paris, le 14 octobre 1970, une conférence où il a notamment montré que l'affrontement entre Luther et les théologiens de son temps reposait sur un « gigantesque malentendu ». L'ouvrage de J. Lortz s'inscrit dans les tentatives de théologiens et historiens catholiques pour arriver à une plus juste appréciation de la personne et de l'œuvre de Martin Luther. On relira à ce sujet la conférence prononcée par le cardinal Willebrands lors de la V<sup>e</sup> Assemblée de la Fédération luthérienne mondiale (DC 1979, n° 1569, p. 765).

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je voudrais vous parler des théologiens catholiques de la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, qui tentèrent de faire échec à la Réforme de Luther. Un tel sujet peut paraître ardu et bien éloigné de nos préoccupations actuelles. Je suis pourtant persuadé que cette controverse nous concerne encore au premier chef...

Cet affrontement entre Luther et les théologiens de son temps ne fut qu'un gigantesque malentendu. Tous ces hommes avaient à cœur comme nous aujourd'hui, la vérité du christianisme, condition du salut éternel des âmes rachetées par le Christ. Mais Luther, qui avait pourtant reçu une formation catholique, et même religieuse et sacerdotale, se méprenait sur la vraie nature du catholicisme. En réponse, les controversistes catholiques tenaient la Réforme pour une hérésie. Pendant des siècles, la grande majorité des catholiques, y compris les historiens et les théologiens, entérinèrent ce jugement. Rappelez-vous les coups de boutoir de Denifle et de Grisar, il y a seulement soixante ans ! Or, voici qu'après avoir si longtemps refusé à Luther et aux siens le moindre lien avec le catholicisme, le magistère lui-même cesse subitement, au II<sup>e</sup> Concile du Vatican, de parler d'hérésie à propos des chrétiens de la Réforme. D'hérétiques qu'ils étaient officiel-

(1) *La Réforme de Luther*, par JOSEPH LORTZ, a paru en deux tomes aux Editions du Cerf, 29, boulevard Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>, dans une traduction de Daniel Olivier.

lement, d'enfants du diable, de séducteurs indignes du nom de chrétiens, les voilà devenus « frères séparés ». Mieux encore, le Concile reconnaît expressément que, dans les communautés et les Eglises de la Réforme, le Saint-Esprit n'a jamais cessé d'opérer la sanctification et le salut !

Cette volte-face, qui remet tant de choses en question, nous oblige à interroger ceux qui contribuèrent, au xvr<sup>e</sup> siècle, à engager le catholicisme dans une situation devenue aussi paradoxale. Ne sont-ils pas en quelque sorte désavoués par les Pères de Vatican II ? Mais ceux-ci, en revanche, ont-ils perçu l'immense portée de leur nouvelle version du fait de la Réforme ? Ont-ils suffisamment pris garde aux malentendus qu'elle peut faire naître ? Autant de questions où le passé et le présent s'unissent, pour nous inviter à prolonger, à ce plan précis, l'enseignement du Concile.

Il me paraît difficile de parler de façon utile de notre controverse sans rappeler au préalable ce que furent Luther et la Réforme. D'où les deux parties de cette conférence :

I. — La Réforme de Luther.

II. — La réponse des théologiens catholiques.

## I. — LA REFORME DE LUTHER

Nous connaissons mieux Luther, aujourd'hui, grâce à la recherche contemporaine, que ceux qui se donnèrent jadis pour tâche de le réfuter. C'est d'ailleurs ce qui nous met en mesure d'apprécier la valeur de leurs efforts et d'en tirer des leçons profitables.

Il est évidemment impossible de parler de la Réforme sans soulever la question fort rebattue, je le sais, des abus et des désordres de l'Eglise de la fin du Moyen Age. A l'époque où Luther étudiait la théologie et commençait son ministère pastoral, l'Eglise était en proie à une grave crise religieuse, théologique et morale. Ce n'est pas dénigrer arbitrairement les Papes et les évêques, les prêtres, les moines et les fidèles de ce temps que de rappeler la conclusion à laquelle aboutirent, voici déjà bien longtemps, toutes mes recherches, à savoir que *l'état de l'Eglise, vers l'an 1500, était à un tel degré marqué par les abus en matière religieuse qu'une réforme révolutionnaire était devenue historiquement inévitable*.

Tout le monde sait ce qu'il en était dans le domaine moral. Mais le plus grave était d'ordre théologique. Si depuis le Concile de Trente et le premier Concile du Vatican nous avons une doctrine clairement définie, il n'en allait pas de même, loin de là, au début du xvr<sup>e</sup> siècle. Pour reprendre une formule du Concile de Trente lui-même, la théologie catholique souffrait alors d'une dangereuse « *confusio opinionum* », d'un manque de précision doctrinale, et sur des points essentiels. Le magistère lui-même défailait. Dans un tel contexte, il était difficile pour Luther de voir nettement ce que sa doctrine avait de subversif et, pour le public, de comprendre ce que Luther, au fond, voulait dire.

Ne croyez pas que je pousse les choses au noir. Un homme remarquable et d'une foi

catholique à toute épreuve, le cardinal Contarini, affirmait en 1530 que l'Eglise vacillait sur ses bases, et cela parce que ses chefs n'avaient pas la force ou la volonté de redresser la situation. Le théologien augustin Hoffmeister estimait que la doctrine chrétienne était pervertie par les catholiques eux-mêmes, c'est-à-dire les théologiens, qui traitaient du Christ et de sa rédemption comme si l'homme pouvait disposer de lui à son gré.

## Une Eglise malade, épuisée

Ces exemples, pris entre mille, montrent que l'Eglise était malade, épuisée, à un degré que nous avons peine à imaginer. Seul un miracle pouvait la sauver. Mais il ne se produisit qu'avec et après le Concile de Trente. C'est alors seulement que la vie reprit, vigoureuse, nourrie de sainteté abondante...

En attendant, l'Eglise s'enfonçait toujours plus dans le désordre, et c'est cette Eglise que Luther avait devant lui. La saine doctrine n'avait pas entièrement disparu. Elle s'étalait entre autres dans les textes du Missel. Mais partout régnait un pélagianisme pratique, que ne rachetait certes pas le semi-pélagianisme de tant de théologiens !

Depuis le xv<sup>e</sup> siècle, nombre de tentatives de réforme étaient en cours, en particulier dans les ordres religieux. Certaines portaient l'empreinte d'une sainteté authentique. L'Eglise disposait encore d'abondantes réserves de foi et de spiritualité. Mais la décadence était flagrante. La hiérarchie, Curie romaine et princes-évêques, baignait dans le climat pélagien dont je viens de parler.

C'est à ce pélagianisme que Luther se heurta avant tout ; c'est lui qu'il combattit sa vie durant. Pour reprendre une de ses expressions favorites, il en voulait avant tout à la « *Werkerei* », c'est-à-dire à la prétention d'obtenir le salut non tant par la grâce, le don de Dieu, mais par les bonnes œuvres, les prières, les pratiques ascétiques, les indulgences, la multiplication des messes, conçues comme œuvres de l'homme, présentées à Dieu par un homme, le prêtre. C'est cette « *Werkerei* », ce pélagianisme, qui fut et resta, au fond, le motif principal et même unique de ses assauts. Il se mettait de la sorte en position de contestataire et il faut en tenir compte pour analyser et juger sa doctrine ou sa polémique. C'est souvent le seul moyen de la comprendre. Bon nombre de ses outrances théologiques n'ont pas d'autre explication.

Il avait dû commencer par réagir *pour lui-même* contre la tendance pélagienne qu'il combattait dans l'Eglise. La spiritualité de sa jeunesse, la théologie d'Occam, tout ce qu'on lui avait enseigné à l'Université et chez les Augustins d'Erfurt, avait ouvert en lui cette blessure dont il ne guérit jamais. Il livra longtemps un combat spirituel héroïque, au péril même de son équilibre psychique, pour retrouver le contact avec le Dieu de miséricorde. Il en sortit incurablement allergique à tout ce qui pouvait ressembler, de près ou de loin, à une corruption de la Bonne Nouvelle par la prétention de reconnaître à l'homme pécheur la force de réaliser une seule bonne œuvre et d'ac-



quérir, par là, un mérite qui lui viendrait indépendamment de la grâce donnée librement par Dieu.

### La doctrine de la justification par la foi

Son remède à lui était la doctrine de la justification par la foi, c'est-à-dire par la grâce seule. Il y avait longtemps que la Bible et le Missel énonçaient une telle doctrine. Mais pour nos controversistes catholiques, le moine de Wittenberg n'était qu'un dangereux novateur dont les écrits bouleversaient l'édifice doctrinal et les institutions traditionnelles.

La Réforme, à vrai dire, prospéra longtemps, à la faveur du marasme général, sans qu'apparaisse son vrai caractère de rupture avec l'Eglise établie. Malgré la violence de la crise, l'évolution fut très lente. Le contenu et les buts du mouvement ne se manifestèrent que progressivement.

Luther lui-même a expliqué plus d'une fois comment il ne comprit que peu à peu ce qu'impliquait le combat engagé entre le Pape et lui. Bien qu'il ait prétendu, à la fin de sa vie, avoir découvert en un éclair le cœur de sa nouvelle doctrine, c'est-à-dire la justification par la foi et non par les œuvres, ce n'est en réalité qu'au cours d'une longue évolution que sa pensée se précisa sur ce point.

Une cause importante de confusion était la difficulté de saisir l'enseignement de Luther. Fondamentalement religieux, nous l'avons vu, il se présentait comme une théologie — une théologie nouvelle : Luther était théologien de profession.

Il disposait, dans les débuts, des catégories qui lui avaient été inculquées par ses maîtres nominalistes et les écrits de Gabriel Biel. Mais, très vite, un instinct très sûr le conduisit à la Bible, et ce fut le coup de foudre. On assiste, dans ses premiers écrits, à la collision entre le puissant héritage aristotélicien et le ferment scripturaire. Le maître de la scolastique n'est bientôt plus, pour Luther, que le « Narristote », ce fou d'Aristote. La pensée luthérienne a deux sources, qui n'en font qu'une : la Bible et Jésus-Christ. Elle devient « théologie de la croix ». Elle puise sa moelle directement au centre du mystère chrétien, sans devoir recourir à des concepts païens. Luther a trouvé l'approche optimale de l'Ecriture. Il est à tout instant en mesure de formuler adéquatement la Bonne Nouvelle.

\*\*

Son style est souvent authentiquement prophétique. Non à la manière des prophètes de l'Ancien Testament, qui étaient à la source de la Révélation, mais en ce sens qu'il est tout entier au service de l'Evangile, d'une pensée qui ne vit que de la méditation de l'Ecriture et ne vise qu'à en être le reflet pur et simple.

On y retrouve aussi, bien entendu, la puissante empreinte du « moi » de Luther. C'est lui, Luther, c'est sa conscience, qui parle. Mais même alors il n'est, passez-moi l'expression, que « la voix de son Maître », Jésus-Christ. Il ne dit que ce qu'il considère comme la Bonne Nouvelle, sans céder à la tentation de spéculer à

son propos. Ceci explique sa prétention d'être pris à la lettre.

Le fameux principe de « l'Ecriture seule » est plus équilibré, chez lui, que chez tels exégètes actuels, qui semblent croire que le savant peut à lui seul définir le message inspiré, au moyen de son savoir philologique ou historique. Luther et les grands Réformateurs ne concevaient pas l'interprétation de l'Ecriture indépendamment de la vie de l'Eglise. Leur exégèse restait sous le contrôle des grands dogmes de la Tradition : la Trinité, l'Incarnation, la conception *virginale*, la Rédemption, sans oublier la résurrection !

### Un langage qui manque de rigueur

Ces qualités incontestables ont malheureusement leur revers. Sous la pression de sa passion religieuse et prophétique, voire simplement psychologique — car Luther est une nature affective, — le langage manque souvent de la rigueur nécessaire. Luther ne soigne pas sa terminologie, il se permet des outrances qui ne facilitent pas la compréhension de sa pensée. D'un texte à l'autre, le contenu d'une formule peut varier du tout au tout. Ses textes fourmillent de paradoxes qui sont la croix de ses interprètes. Ceux-ci semblent souvent supposer que tout se tient chez Luther. Ils oublient qu'il est toujours périlleux de vouloir trop presser ses formules.

Les controversistes catholiques du xvr<sup>e</sup> siècle n'échappèrent pas à ces pièges. Ils connaissaient même encore moins la Bible que nous qui, grâce à l'œuvre de restauration entreprise par Vatican II, nous rapprochons progressivement des Réformateurs. Et surtout, ils considéraient d'emblée Luther comme un hérétique et ne songeaient qu'à le réfuter et à le condamner. Il y eut, nous le verrons, quelques exceptions.

Il fallut donc un temps infini pour sortir de l'ambiguïté. Dans les débuts, à l'époque des thèses sur les indulgences, Luther s'en prenait à des abus évidents et que tout le monde réprouvait, sans rejeter pour autant des pratiques jugées commodes pour les vivants et pour les morts. Beaucoup d'esprits adhérèrent ainsi longtemps aux thèses du Réformateur sans s'aviser de leurs implications dogmatiques. Il s'en faut de beaucoup que les thèses radicales de la *Captivité babylonienne* ou du *Serf-arbitre* aient paru à tous contraires à la pure vérité catholique. Même l'éminent Gropper s'y est mépris.

La papauté d'Avignon, le Grand Schisme et leurs suites désastreuses avaient fait perdre la claire notion de l'Eglise. Les Conciles de réforme du xv<sup>e</sup> siècle avaient vu s'opposer une foule de théories ecclésiologiques contradictoires. La confusion théologique empêchait toute unanimité. Et cette confusion n'épargnait même pas le domaine de la foi.

Pour toutes ces raisons, la naissance et le développement de la Réforme gardent à nos yeux un caractère énigmatique qui n'explique que trop bien la difficulté qu'avaient les théologiens du Pape à répondre de façon adéquate aux attaques de Luther. Ces attaques pouvaient paraître la suite de la critique virulente à



laquelle on s'était accoutumé depuis longtemps dans l'Eglise et qui, rappelons-le, n'épargnait pratiquement rien ni personne. Mais pour le grand public, il s'agissait là d'une lutte à mort contre l'Eglise établie. Les théologiens fidèles à cette Eglise se devaient de prendre vigoureusement position, ce qui revenait à répondre à la polémique par la polémique.

### Un message religieux tiré de l'Ecriture

De la part de Luther, cependant, la polémique n'était pas l'essentiel. Sa véritable intention, surtout dans les débuts, était d'offrir à l'Eglise un message religieux tiré de l'Ecriture. L'agitation qu'il entretenait était un appel. Le fait est patent, aussi bien dans son exégèse et sa prédication que dans ses thèses sur les indulgences ou ses admirables traités des années 1519-1520. Cette offre d'une grâce de renouveau avait, il est vrai, l'apparence d'une critique extrêmement agressive, de plus en plus radicale et catégorique. Luther n'en garda pas moins toute sa vie le souci du bien de cette Eglise à laquelle il ne voulait qu'apporter le secours de son ministère : « Notre intention n'est pas de supprimer votre Evangile, déclarait-il en 1531, mais de le purifier, de l'astiquer, comme on fait d'un miroir sali et abîmé. »

De sorte qu'on finit par se demander quel pouvait bien être l'élément réformateur, en quoi pouvait bien consister la pierre d'achoppement de tous ces efforts. Depuis 1555, au moins, catholiques et protestants admettent que « réformateur » signifie « qui se sépare de la foi et de l'Eglise romaines ». Mais nous ne sommes plus du tout certains, aujourd'hui, que cette définition si claire soit la bonne. Elle ne vaut pas, en tout cas, pour la première moitié du xvi<sup>e</sup> siècle. Car elle ne dit pas tout et elle est souvent contredite par les faits. Le Luther « réformateur » a enseigné bien des doctrines qui étaient parfaitement catholiques, en particulier dans sa catéchèse et ses innombrables sermons. L'affirmation trop souvent entendue, suivant laquelle Luther, c'est-à-dire la Réforme, représentent une rupture radicale par rapport à l'Eglise médiévale, est décidément très sommaire.

### Luther, plus catholique qu'on ne l'a cru

Les protestants eux-mêmes ne possèdent pas de définition commune de l'élément spécifique de la Réforme. Rappelons-nous que l'Assemblée de la Fédération luthérienne mondiale à Helsinki, en 1963, s'avoua incapable de présenter une définition officielle, ne fût-ce que de la seule justification. Autant dire que le mystérieux élément « réformateur » reste indéfinissable. Ses racines profondes, ses aspects, les buts poursuivis, sont trop nombreux. Et rien ne les distingue, en bien des cas, de ce que nous trouvons déjà dans l'Eglise médiévale. Il est aussi peu possible de le concevoir comme un donné permanent que de faire de l'évolution de Luther un développement continu et homogène. La recherche se montre parfois sur ce point d'une surprenante naïveté. Pour reprendre une de mes thèses, vieille de trente ans : Luther était beaucoup plus catho-

lique que les catholiques ne l'ont cru, du xvi<sup>e</sup> siècle à nos jours. Son intention était foncièrement catholique, son message central relatif à la grâce ne l'était pas moins. On a mis longtemps à admettre qu'il fut une âme fondamentalement religieuse. A l'heure actuelle, une réaction inverse se dessine, comme si le thème n'avait plus d'importance. Il m'est impossible, quant à moi, de voir la ligne maîtresse du phénomène Luther ailleurs que dans une attitude religieuse définie par l'accent sur le premier commandement : « *Un seul Dieu tu adoreras...* » et par la théologie de la croix, c'est-à-dire la conviction lucide qu'aucune notion religieuse n'est féconde à moins de découler du mystère du Christ crucifié. Je crois que nous ne faisons que commencer à découvrir le Luther catholique et j'ai bon espoir qu'on reconnaitra un jour que le défaut de Luther n'est pas d'avoir cessé d'être catholique. Il a été beaucoup plus catholique qu'on ne l'a su longtemps dans l'Eglise romaine et que les protestants ne l'imaginent encore actuellement. Il ne voulait pas fonder une nouvelle Eglise, mais purifier le christianisme de l'unique Eglise.

Aujourd'hui, le problème est pour ainsi dire inversé. Les luttes de l'époque de la Réforme nous ont légué un christianisme renouvelé, mais divisé en plusieurs Eglises. Sans méconnaître l'intérêt de ces luttes en elles-mêmes, n'est-on pas fondé à y voir une invitation à notre génération de reprendre la tâche que les Réformateurs s'étaient fixée ? Nous disposons pour cela de l'expérience de quatre cents ans d'opposition fratricide et combien stérile ! Plus je vais et plus cette idée me semble s'imposer.

### La méconnaissance de l'authentique tradition de l'Eglise

En disant que Luther est plus catholique que nous ne l'avions cru, je ne prétends pas qu'il soit purement et simplement catholique. Car si son antipapalisme a pu trouver une certaine justification dans la conviction que le Pape et son Eglise étaient pélagiens, il n'en reste pas moins qu'il s'est lourdement mépris sur l'authentique tradition catholique. Il n'eût jamais pressenti le retour à l'Ecriture inauguré par Vatican II. Les différences dogmatiques entre l'Eglise romaine et les Eglises de la Réforme ne sont pas imaginaires.

Mais ce n'est pas une raison pour désespérer d'une réunion des communautés chrétiennes autour de l'unique vérité. La question, pour le moment, est celle de la possibilité d'un dialogue effectif. A ce sujet, l'Eglise romaine doit s'interroger, à la lumière du Nouveau Testament, sur sa façon de réagir à ce qui, en elle, s'écarte de la ligne officielle. Suffit-il d'y opposer des mesures judiciaires ? L'anathème est-il le seul moyen de maintenir la pureté de la Révélation et d'en assurer l'accomplissement ? Une autre voie ne s'offre-t-elle pas à l'autorité doctrinale, voie de compréhension et de souci des consciences, sinon de courage à laisser mettre en question telle ou telle conception ?

Ce problème est aussi vieux que l'Eglise et nous savons qu'il a reçu, selon les époques, des



solutions bien différentes. Il se posa d'une façon particulièrement virulente avec Luther. La question était de savoir si l'Eglise officielle et les théologiens qui combattaient pour elle accepteraient de s'interroger sur les mobiles — éventuellement d'une parfaite authenticité chrétienne, — de cette conscience qui se mettait tout à coup à « contester », bien que Luther n'eût pas reçu une autre éducation religieuse que les autres membres de l'Eglise. La réponse qui fut donnée par les controversistes à cette question ne fut peut-être pas celle du catholicisme que nous révèlent l'Ecriture, la liturgie et même le magistère.

L'abandon par Vatican II de l'accusation d'hérésie est un grand pas dans la voie du dialogue. Mais on assiste, un peu partout, à d'inquiétantes déviations de contenu et de forme au plan théologique. Le souci légitime d'intégrer les acquisitions de la pensée humaine — je pense ici à l'existentialisme, à la psychologie et à la sociologie — ne doit pas nuire à l'intégrité du dépôt de la foi. Or, on peut se demander si la discussion, le dialogue, ne prennent pas souvent une place excessive en théologie. Le danger est que la vérité révélée et transmise par l'Eglise ne se dilue dans l'inflation du langage, des Congrès et des discussions sans fin, qui contrastent étrangement avec le silence dans lequel la réalité chrétienne, par la force des choses, maintient sa vitalité dans les pays sous régime communiste. La Révélation biblique se présente sous une forme simple, proche du vulgaire et du sens commun. En dépit de sa profondeur prophétique, de ses images et de ses symboles, elle fait comprendre clairement que ce dont elle parle *existe*, que c'est une vérité permanente, fondamentalement la même aujourd'hui qu'hier. Cette Révélation transmise par l'Eglise est avant tout une invitation à vivre dans la foi au Christ et dans le Christ.

## II. — LA REPONSE DES THEOLOGIENS CATHOLIQUES

Les catholiques abordaient la lutte dans une position défavorable. Luther avait l'initiative et l'avantage de la surprise. Ses adversaires n'avaient en commun que leur résolution de fidélité à l'Eglise traditionnelle. Autrement, la confusion doctrinale, la dispersion des thèses et des arguments, le manque de coordination dans l'action, les inimitiés réciproques, tout contribuait à affaiblir les défenseurs de l'Eglise.

On peut distinguer deux périodes dans le développement de la controverse, encore que la ligne de partage, qui se place vers 1525-1526, ne soit pas absolument fixe. Au cours de la première, la défense catholique ne dépasse guère le niveau d'une polémique assez extérieure et même superficielle. On ne se donne pas la peine de chercher à comprendre le fond du problème. Les seuls théologiens qui fassent exception sont Cajetan à Augsbourg, en 1518, Latomus et Schatzgeyer.

Vers 1528, apparaissent des travaux d'une réelle profondeur et d'une valeur incontestable. Un représentant typique de ce nouveau courant est un théologien de Cologne, Gropper,

auquel l'Allemagne du Nord-Ouest devra de rester catholique.

### Les thèmes de la discussion

Le premier était évidemment *l'Eglise*, plus précisément sa constitution, le régime des pouvoirs dans la communauté chrétienne. Luther réduisait de façon considérable le rôle du Pape et du clergé ; il proclamait la liberté chrétienne des baptisés. Mais il n'abolit jamais la véritable autorité ecclésiastique, fondée directement sur le Christ. Bien qu'il tienne à ce que le pasteur soit élu par la communauté, il maintient fermement que son autorité ne vient pas des hommes.

Autres thèmes : *le sacrement*. Luther en renouvelle la conception mais en réduit le nombre à deux, tout au plus trois ; *la tradition, la primauté du Pape, les conciles* — selon Luther, ils peuvent se tromper en matière de foi —, *les vœux et l'état monastique, la messe*, dans laquelle Luther voit une horrible idolâtrie ; et, au fond de tout cela, le thème de *la justification par la foi* avec son présupposé : *la permanence du péché en l'homme*, même justifié.

Les disputes et les écrits se succèdent sans véritable idée directrice. C'est le plus souvent Luther qui détermine le point chaud du moment.

### L'échec des théologiens catholiques

*Les catholiques du xvi<sup>e</sup> siècle n'ont pas perçu que le mouvement luthérien était autre chose qu'une révolte ou une hérésie, que Luther offrait à l'Eglise la chance et la grâce d'un renouveau dans l'esprit de l'Evangile.*

Ce qui s'était présenté au début — avec les thèses sur les indulgences — comme un débat académique, était en réalité le sursaut de la conscience d'un croyant, d'une personnalité hors de pair, qui sortait d'un long combat spirituel et qui se jetait tout à coup, de toute sa foi, de tout son talent, de tout son génie, dans une lutte à mort pour le triomphe d'une vision de l'Evangile débarrassé de toutes les malformations que lui avaient infligées les derniers siècles de l'histoire de l'Eglise.

Les thèses sur les indulgences ne pouvaient pas rester dans les limites étroites du projet initial de Luther, qui était de réagir contre un abus criant. Ce furent d'ailleurs les chefs de l'Eglise et les théologiens qui mirent le feu aux poudres, en déplaçant le débat de son objet concret, les indulgences, pour engager aussitôt la discussion sur les questions de fond. Jean Eck, par exemple, saisit tout de suite que les thèses de Luther remettaient en question la conception traditionnelle du pouvoir ecclésiastique.

Mais il y avait plus que cela. Luther avait mis le doigt sur la vraie cause des maux de l'Eglise, c'est-à-dire la perte du contact vivant avec la Parole de Dieu. Il avait en outre le don peu commun de savoir formuler son diagnostic de façon extrêmement suggestive. Il s'était débarrassé du fatras scolastique qui laissait les gens indifférents. Ses sermons et ses pamphlets étaient animés d'un souffle charismatique et faisaient une vive impression sur les



esprits. La passion de Dieu et du salut des âmes était si évidente chez lui qu'elle lui conférait aux yeux du public le sceau de la légitimité.

C'était en vérité une nouvelle période qui s'ouvrait pour l'Eglise. Les idées des thèses sur les indulgences, bientôt reprises dans une foule d'écrits, échappaient au contrôle des autorités doctrinales et se diffusaient dans tous les milieux. Il faut bien voir que les suffrages de l'opinion publique traduisaient un profond ébranlement des consciences elles-mêmes : le glissement de terrain qui s'amorçait à la voix de Luther était une réponse à une longue attente : on avait enfin trouvé celui que tout le monde attendait.

Par-delà les idées nouvelles proposées par Luther, une nouvelle conscience de l'être chrétien se faisait jour. Une nouvelle manière de pratiquer l'Evangile, tant au plan personnel que dans le domaine social. Un peu partout, les vieux cadres sautaient sous la poussée d'initiatives incessantes : la liturgie, les paroisses, les écoles, les communes même, tout se révélait apte à profiter du pouvoir fécondant de la Parole de Dieu telle que la définissait Luther.

Au total, ce n'était pas simplement une nouvelle théorie du christianisme qui était apparue, mais bel et bien une révolution au sein de la chrétienté médiévale. En fait, peu à peu surgissait la question du bien-fondé du régime mis au point par la papauté au long des siècles.

La responsabilité des théologiens, on le voit, était accablante. C'est à eux qu'incombait, par la force des choses, la lourde tâche d'aider le magistère à y voir clair et, dans l'hypothèse où le message luthérien était finalement inacceptable, à opposer au Réformateur une synthèse évangélique équivalente, puisée directement à ce qu'avait de plus profond et de plus authentique l'héritage qu'on prétendait défendre. Cette mission débordait infiniment le cadre d'une réfutation académique. Il fallait prendre la vraie mesure du phénomène qui affectait si profondément l'Eglise, accepter le fait accompli et engager le catholicisme romain dans la nouvelle étape qu'on refusait à Luther le droit de définir. Face à l'opinion publique, les théologiens se devaient de justifier les prétentions de la papauté de droit divin et donner aux catholiques fidèles les vraies raisons de leur résistance instinctive à Luther. Il fallait mettre un terme à des siècles d'errements scandaleux et de négligences mortelles. Le « salut » de l'Eglise, pour reprendre un mot de Contarini, était à ce prix.

Or, que constatons-nous ?

Puisque le docteur de Wittenberg voulait qu'on discute ses thèses provocantes, on se mit en devoir de lui donner la réplique, et avec d'autant plus d'ardeur fébrile qu'on ne tarda pas à s'apercevoir du danger que les idées de Luther faisaient courir à la foi et aux âmes. Dans cette ligne, un Latomus sut faire œuvre utile en réfutant, par une saine méthode exégétique, l'interprétation luthérienne d'Isaïe 64, 5, où le Réformateur voulait voir la preuve de la corruption totale de l'homme.

Mais force est de reconnaître que les adversaires de Luther s'avérèrent incapables de fournir l'effort qu'exigeaient d'eux les circonstances et la gravité de l'enjeu.

## Le recours à des réponses toutes faites

Qu'ils se soient tenus si souvent sur la défensive ne s'explique que trop bien, si l'on songe à la virulence de l'offensive luthérienne. Il fallait faire front. Mais la grave question que Luther posait à l'Eglise méritait examen. Il fallait prendre le temps d'écouter, de comprendre, de s'interroger sur les véritables intérêts de la communauté chrétienne, avant de juger et de trancher.

En fait, trop de nos controversistes se comportèrent en « beati possidentes ». Sûrs de la légitimité de leur position, ils s'abandonnèrent à la passion de réfuter et de condamner, à la joie mauvaise de « tenir » un hérétique. Ils s'enfermèrent dans leur verbiage et leurs syllogismes, dans une polémique stérile et finalement très pauvre, qui contrasta douloureusement avec la ferveur de Luther.

Cette fin de non-recevoir trahit une sous-estimation tragique de l'adversaire, non moins que l'incapacité à reconnaître l'état désastreux de l'Eglise. Au lieu d'aller au fond des choses, de se confronter aux positions évangéliques de Luther et aux textes qu'il tirait sans cesse de la Bible, on préférait avoir recours aux réponses toutes faites ressassées depuis des générations dans l'atmosphère appauvrie des écoles.

Et surtout, malheureusement, on prétendait faire œuvre de vérité sans tenir compte de l'exigence d'amour qui s'impose à tout débat entre chrétiens. Un exemple typique de cette dureté est Jean Eck. Il connaissait l'Ecriture par cœur et était passé maître dans l'art des disputations qui, à cette époque, étaient la voie d'accès à la notoriété. Il n'en proclame pas moins, dans son *Enchiridion*, qu'il est inutile de discuter avec les hérétiques : ils ne méritent que le bûcher. La tolérance est pour lui une invention diabolique. Il ne veut connaître que la dure vérité. S'il discute, c'est en juge et en inquisiteur, pour condamner. Le don qu'il a de clarifier les choses ne le rend que plus malfaisant. Il met une sorte de sadisme à envenimer systématiquement les situations. A Leipzig, en 1519, il pousse Luther, malgré lui, à prendre le parti de Jean Huss et à déclarer que les Conciles se sont souvent trompés. Il ne lui viendrait pas à l'idée d'imaginer un possible rapprochement des points de vue. Il est au contraire de ceux qui cherchent sciemment à tracer une ligne de démarcation infranchissable entre les deux camps. Dans un avis qu'il donne en vue de la rédaction de la bulle d'excommunication, il propose qu'on n'expose pas la doctrine catholique, mais qu'on s'en tienne à la dénonciation des erreurs « dont l'horreur apparaît rien qu'à les entendre ».

## « Ce Luther est un instrument du diable »

Qu'un des représentants les plus éminents des intérêts de l'Eglise ait pu garder toute sa vie une telle attitude en dit long sur le niveau de la controverse, du côté catholique. Contarini n'avait pas tort de reprocher à Eck et à Cochlaeus, l'autre bête noire de Luther, leur peu de charité et d'humilité, leur arrogante prétention d'avoir raison à tout prix, leur ambition de briller par une performance supé-



rieure à celle de l'adversaire. L'exception que semble constituer « l'infatigable Pigge » n'est qu'apparente. S'il prend souvent la peine d'exposer la position de Luther, c'est pour mieux asseoir sa réfutation. Il déclare en 1541 que l'existence de la réforme et le fait qu'elle trouve des adeptes est une preuve insigne de la bêtise humaine, inconcevable après la victoire du christianisme sur le paganisme. Il est saisi de stupeur à la pensée qu'un être humain puisse manquer assez de raison pour adhérer aux thèses luthériennes. Comment ces Allemands peuvent-ils courir après un homme qui, de son propre aveu, endure déjà les tourments de l'enfer et dont la vie, l'enseignement et les écrits n'ont rien de chrétien, un de ces pseudo-prophètes dénoncés par le Christ ?... Ce Luther est l'instrument du diable.

Mais la palme, dans le genre, revient encore à Cochlaeus. Luther est pour lui le monstre aux sept têtes, né de l'esprit mauvais, manifesté au paradis terrestre sous forme de serpent, et plus tard de faune, de satire, de silène, voire de dragon à plusieurs têtes... Sédition et mensonge, tel est Luther, le frocard à sept têtes le dragon ensoutané !

Tel était donc le climat. On refusait toute compromission avec ce qu'on avait décidé une fois pour toutes de qualifier d'hérésie, et ce sera encore là la politique du Concile de Trente. Ce souci mal placé du salut public avait d'abondantes excuses. Mais comment ne pas déplorer qu'on ait si intentionnellement fermé la voie à toute possibilité de se comprendre réciproquement, qu'on ait accepté de sang-froid la scission grandissante, qu'on l'ait rendue pour longtemps irréparable ?

La bonne foi des controversistes catholiques du xvi<sup>e</sup> siècle n'est pas en cause dans ce jugement de l'historien, qui ne veut voir que l'événement lui-même, cette possibilité soudain offerte d'une réforme de l'Eglise par l'Evangile. A leur décharge, on peut invoquer les avanies et les persécutions dont ils furent souvent les victimes. Ne les condamnons pas...

### L'initiative appartenait à Luther

L'attitude par trop négative des controversistes laissait à Luther toute l'initiative. Il avait déjà, au point de départ, une avance considérable. Ses cours bibliques lui avaient fourni les bases solides d'une action en faveur d'un renouveau évangélique. Nous avons signalé sa théologie de la croix. La Dispute de Heidelberg dans laquelle il la présente est un grand sujet, sur lequel nous attendons impatiemment l'étude du P. Olivier. Affranchi du poids de la tradition, souvent accablant pour ses adversaires, Luther était aussi en mesure de choisir plus librement ses thèmes de discussion et ses arguments. Bref, il avait, de toute évidence, l'avantage et il ne négligeait rien pour le conserver ou le reprendre. Ses dons de publiciste le servaient admirablement à cet égard. Cochlaeus ne pouvait qu'enregistrer le fait : « Luther avait toujours l'avantage d'être le premier. Il lançait ses pamphlets par milliers avant qu'on puisse lui répondre publiquement. »

Les catholiques étaient ainsi **contraints de** le suivre sur son terrain, voire de faire son jeu.

Tout occupés qu'ils étaient à défendre les valeurs anciennes — ce qui n'est jamais bien confortable —, ils n'arrivaient pas à faire œuvre originale. Ils se contentaient souvent de réfuter phrase par phrase les écrits de Luther. Ou alors ils lançaient des réponses insuffisamment mûries, leurs idées se diluaient dans l'accumulation des thèses et des arguments.

### Théologie et tonus spirituel des catholiques

Le contraste est frappant entre l'âpreté de leur polémique et l'affligeante médiocrité de leur pensée théologique. La plupart étaient loin de pouvoir se comparer à leurs grands devanciers du Moyen Age, ou même avec Luther. Il faut certainement voir là une des causes de l'inefficacité de leur action. Beaucoup, certes, avaient de la Bible, ou en tout cas des textes bibliques, une connaissance qui pourrait encore nous faire rougir. Mais combien ne voyaient dans l'Ecriture qu'une mine de citations permettant d'étayer une pensée indigente ! Combien étaient capables de saisir la chance qui s'offrait, du fait de l'intérêt suscité dans le peuple pour la Bible par les Réformateurs ? L'exemple du cardinal Pole montre ce qu'aurait pu être, dès l'époque de la Réforme, une théologie catholique de la justification, basée sur saint Paul et saint Jean. La contribution de Pole à la discussion du Concile de Trente sur cette question, en octobre 1546, donne à rêver sur les développements qu'aurait pu avoir une controverse catholique enracinée dans l'Ecriture et consciente des éclaircissements qu'elle devait à l'Eglise dont elle assurait la défense...

### Les valeurs du parti catholique

Le parti catholique ne se distinguait que par son attachement à une valeur religieuse indéniabla : la fidélité inconditionnelle à l'Eglise. C'est auprès d'elle qu'il prenait ses mots d'ordre ; c'est sa pensée et non la sienne qu'il défendait. Le Luther du *Sermon sur le Saint-Sacrement de l'autel* (1519), qui montrait un tel sens de l'action de la grâce dispensée par la Parole et les sacrements, eût pu avoir plus d'égard pour la présence de cette grâce chez ses adversaires. Ceux-ci, en dépit de leurs insuffisances, étaient des témoins sincères de la Tradition. Ils avaient pour eux la garantie de l'assistance du Christ. Et cette Tradition, qui est l'une des grandes forces de l'histoire — nous ne l'oublions que trop aujourd'hui —, passait par eux.

Le tout est de savoir s'ils surent se hausser jusqu'à l'héroïsme et la sainteté qui scellent l'authenticité des grandes vocations chrétiennes et ecclésiastiques. Cette question est encore insuffisamment étudiée. Mais leur spiritualité, sans doute réelle, reste sans influence sur leur œuvre théologique. Ils se privaient ainsi de ce dynamisme qui faisait le succès de Luther.

Ils se montrent en outre trop attachés aux aspects périmés de cette Eglise institutionnalisée à l'excès. Luther sait mieux qu'eux explorer le mystère de l'Eglise à la lumière de la foi. Il est intarissable sur la question du Corps mystique.



L'Eglise est pour lui à l'ombre de la croix : le dogme de l'Eglise n'est qu'un chapitre de la *theologia crucis*. Je ne retire cependant rien à ce que je disais tout à l'heure du dévouement des catholiques à la cause de l'Eglise. Leur abnégation, durant tant d'années, dans les situations les plus difficiles, l'insuccès, les avanies, l'abandon de ceux même qui eussent dû les soutenir, méritent notre admiration.

Chacun, de son point de vue, pourrait être cité en exemple, et d'abord Eck, pour qui personne n'a le droit de rester en dehors de la lutte. Il se distingue même sur le point où Jedin veut voir le cœur de la croissance de l'Eglise depuis la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle : le souci pastoral. Bien qu'il n'ait jamais atteint à une spiritualité caractérisée et rayonnante, il n'en a pas moins exercé consciencieusement son rôle de veilleur au service de la vérité. Ce n'est pas un mince mérite dans un tel chaos. Et l'on ne peut oublier la façon dont il a contribué à maintenir la substance du catholicisme par ses écrits.

Le point sur lequel les controversistes du *xvi<sup>e</sup>* siècle ont fourni leur effort le plus positif est sans doute la Réforme catholique. Ils se situaient à cet égard en continuité avec le redressement qui avait commencé de s'opérer, çà et là, à la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle et au début du *xvi<sup>e</sup>*, et qui trouvera sa consécration et son couronnement dans le *Consilium de emendanda ecclesia*, de la Commission cardinalice créée par Paul III pour préparer le Concile de Trente.

Que dire, en conclusion de cet examen, sinon que l'on éprouve un sentiment de déception devant le maigre résultat de tant de dévouement. L'essor de l'idéal catholique que réclamait Quirini ne s'est pas produit. Comme théologien, comme prédicateur, comme génie religieux, Luther n'a jamais trouvé réellement à qui parler.

### Influence de la controverse au Colloque de Ratisbonne et au Concile de Trente

Le Colloque de Ratisbonne se présentait sous les meilleures auspices. Il prouvait malheureusement par son échec que les chances, cette fois réelles, d'un accord théologique, ne pouvaient rien contre les obstacles venant des hommes et de la conjoncture. La situation était pourtant optimale. Chaque camp avait désigné ses représentants les plus favorables à l'union, tant du point de vue théologique que politique. Le seul opposant était Jean Eck. L'accord semblait en vue... Il échoua.

On a dit que ce fut à cause de la question de la double justice. Mais la pierre d'achoppement fut plus vraisemblablement le dogme de la transsubstantiation. Sur le fond, les protestants admirent sans équivoque la Présence réelle et l'on sait que le vieux Luther ne permettait pas que l'on esquivât la difficulté. Mais les catholiques, c'est-à-dire en l'occurrence Contarini, ne voulaient pas transiger sur le mot lui-même. Pourtant, l'anathème du quatrième Concile de Latran (1215), auquel Contarini se référerait, ne visait, comme tout anathème, que la *négarion* de la transsubstantiation, c'est-à-

dire de la Présence réelle du Christ après la consécration, non le simple fait de refuser d'employer un tel langage. Ne pouvait-on reconnaître à Luther le droit de parler autrement d'une vérité qu'il partageait avec toute la tradition ?

Je sais bien qu'il y a eu, depuis, l'encyclique *Mysterium fidei*. Cette nouvelle prise de position du magistère tendrait à confirmer l'idée de Jedin, suivant laquelle la rupture des pourparlers de Ratisbonne est due, en dernière analyse, à l'opposition des thèses ecclésiologiques : les uns s'en tenaient aux décisions du magistère, les autres ne se sentaient pas liés par elles. Il reste que nous nous trouvons ici devant le type même de l'occasion manquée. Si l'on avait laissé de côté le terme de *transsubstantiation*, comme le proposait Gropper, l'accord sur le contenu n'aurait-il pas pu inciter Luther à reconnaître une Eglise qui enseignait la même chose que lui ?

Quelques années plus tard, s'ouvrait le Concile de Trente. Il devait entériner pour l'essentiel la théologie élaborée avant lui dans le feu de la controverse. Fait qui a son importance, il évita de mentionner le nom de Luther dans ses décrets. Son but, on le sait, était de tracer la frontière entre la vérité catholique et les erreurs luthériennes ou protestantes. Cette tâche méritoire était justifiée. Elle mettait fin à la mortelle confusion théologique qui avait tant contribué à l'explosion de la Réforme et à son expansion. Le terrain était déblayé pour un nouvel édifice doctrinal destiné à connaître de brillants développements.

Le problème, cependant, est que le Concile n'ait pas su s'écarter de la ligne et des méthodes des controversistes qui, en sous-estimant Luther et la Réforme, avaient échoué dans leur vraie mission. Les Pères de Trente, dans l'ensemble, n'écoutèrent pas davantage Luther ; ils méconnaissent son authentique inspiration chrétienne. En choisissant une voie bien différente, Vatican II a fait justice, comme je le rappelais en commençant, des préjugés de Trente, atteignant par contre-coup ceux qui l'avaient préparé de longue date.

### Un ré-examen nécessaire

Le mérite du Concile de Trente reste d'avoir ouvert la voie à une période féconde dans l'histoire de la théologie. Mais le catholicisme ne s'est jamais relevé de son recul devant le devoir que les événements du *xvi<sup>e</sup>* siècle lui dictaient clairement. Les limites bien connues de la théologie post-tridentine, les impossibles querelles sur la grâce — qui illustrent le péché originel d'un savoir qui ne sait pas reconnaître ses limites, — la néoscholastique, l'excessive centralisation romaine, nous rappellent sans cesse combien il eût été souhaitable de suivre Pole, Séripando et même Luther dans la voie d'une théologie nourrie de l'Ecriture. Et l'on peut s'estimer heureux que l'utilisation, au premier Concile du Vatican, des thèses outrancières de Pigge sur l'infailibilité personnelle du Pape et la totale impuissance du Concile, n'ait pas consacré à jamais l'absolutisme de la Curie !

Le Pape Jean XXIII, en reprenant la vieille distinction entre la doctrine et sa formulation,



a opportunément remis en lumière le fait que si la doctrine infallible et immuable de l'Eglise doit être formulée de façon toujours plus approfondie, elle peut aussi l'être « autrement ». De sorte que, considérant ce qui subsiste du catholicisme dans la pensée de Luther, on peut légitimement se demander si certaines oppositions doctrinales de l'époque de la Réforme n'ont pas simplement tenu à de mauvaises formulations. La décantation de certains excès scolastiques ou juridiques, dans la théologie actuelle, et surtout l'approfondissement biblique, ne permettent-ils pas de mettre fin à telle ou telle controverse par un non-lieu ? Il est souhaitable que les hommes responsables procèdent à ce ré-examen, avec toute la prudence, l'acribie et les vérifications indispensables !

Il va de soi que tout rapprochement doctrinal de ce genre est fonction de la part de catholicisme qui subsiste encore dans le protestantisme et de la compatibilité entre l'héritage de Luther et la tradition catholique. La vérité révélée est une. Là où Luther défend des thèses contraires à ce qu'enseigne vraiment l'Eglise, aucun accord n'est possible. On entend parfois à ce sujet des affirmations imprudentes qui font fi de l'absolu de la vérité et vouent le message chrétien aux incertitudes du relativisme. Mais il reste que le rejet du principe papal par Luther n'était que l'expression de son antipélagianisme : il se disait prêt à baiser les pieds du Pape dès que celui-ci proclamerait la justification par la foi.

\*\*

J'ai conscience, en conclusion, de n'avoir pas rendu à chacun de ces nombreux controversistes — on en a compté plus de 270 — tout ce qui lui est dû. Leur talent, en bien des cas indiscutable, ne gagne jamais à être comparé à l'évident génie de Luther. Nous devons leur être reconnaissants d'avoir maintenu la continuité catholique et préparé le redressement ultérieur.

Leur échec aura tenu, en définitive, à leur réaction par trop négative, à leur manque de coordination et d'unité. Ils furent victimes des malentendus que j'annonçais en commençant et dont vous pouvez à présent apprécier le nombre et la diversité. A maints égards, Luther a mieux compris l'Eglise que celle-ci ne se comprenait elle-même. Il a vu le premier la voie d'un renouveau fondé sur la Bible. Mais il resta aveugle à quantités de valeurs authentiques du catholicisme. La décadence et l'indigence de ce qu'on trouvait à lui opposer lui cachaient la vraie nature d'une foi et d'une piété où il ne lui eût pas été impossible de découvrir les fondements de sa doctrine de la justification.

Ses adversaires, de leur côté, se méprirent sur l'honnêteté et la valeur de son christianisme évangélique. Plutôt que de nous laisser aller ici à la critique, il me semble plus constructif d'admettre qu'un malentendu historique est tout autre chose qu'un détail sans importance, un coup pour rien. En vérité, le malentendu est l'un des grands facteurs de l'histoire. Il ne serait pas difficile de montrer en quoi cette malheureuse controverse du xvr<sup>e</sup> siècle retentit

sur nos difficultés théologiques actuelles. Nous restons tributaires de l'échec des théologiens du xvr<sup>e</sup> siècle à réaliser la synthèse de l'acquis médiéval et des intuitions bibliques et religieuses de la Réforme. Comment ne pas regretter qu'ils ne nous aient pas mieux montré la voie du dialogue ? Dans le foisonnement actuel des thèses et des théories, dans la confusion qu'engendre leur multiplication et leur rapide succession, nous aurions bien besoin de savoir mieux nous concerter !

D'un autre côté, nous ne saurions rester indifférents au témoignage des chrétiens du xvr<sup>e</sup> siècle concernant la pérennité des grandes caractéristiques du christianisme. Malgré les apparences, Luther et Calvin n'étaient pas moins attachés à la rigueur dogmatique que les catholiques restés fidèles à l'Eglise romaine. Il est faux de faire de la Réforme un simple principe spirituel qui aurait à se remplir de contenus différents selon les temps et les civilisations. De ce point de vue, le courant progressiste actuel n'est en aucune manière habilité à se réclamer des grands Réformateurs. Ses ancêtres sont bien plutôt les dissidents de la Réforme, sacramentaires et radicaux. Luther n'eût jamais imaginé la fin du christianisme conventionnel, l'émasculation des dogmes, le remplacement, comme sources de la prédication chrétienne, du Jésus historique, de la Bible et de la tradition par la sociologie et la psychologie des profondeurs.

### Une question posée aux théologiens séparés

L'importance que revêt actuellement cette reprise moderne de la contestation dans l'Eglise fait souhaiter qu'on ne se contente pas d'y répondre, comme autrefois, par un instinctif raidissement conservateur. Il y a place, entre ces deux extrêmes, pour une attitude de juste milieu dont la qualité première est d'écouter et de méditer les textes et les thèses en présence, à la lumière de la tradition. Elle n'exclut pas la liberté de la critique, mais elle ne s'enfle pas de sa science. S'il est une leçon que nous donnent les controverses du xvr<sup>e</sup> siècle, c'est bien celle de la modestie en matière de théologie. La communication aux hommes de la rédemption apportée par le Christ est moins affaire de science que de prédication, de vie sacramentelle et de spiritualité. Dernièrement, au Congrès de Bruxelles, A. Van den Boogaard rappelait fort justement aux théologiens la nécessité d'être clairs et simples, proches de la vie : « Pouvez-vous me dire, en deux mots, ce que signifient ces termes d'Evangile, de chrétien, de manière à ce que j'entende la bonne Nouvelle évangélique ? » La théologie, bien entendu, ne se réduit pas au catéchisme de mon enfance. Mais les vérités d'importance vitale doivent pouvoir se traduire en termes accessibles à tous. Or, depuis Heidegger et l'influence de l'existentialisme sur la théologie, on a pris l'habitude d'un langage abstrait et compliqué, vide de sève spirituelle, qui laisse les âmes sur leur faim et rend impossible ce fameux dialogue qu'on réclame à tort et à travers.

J'aimerais poser une question aux théologiens séparés de nous par la foi : ont-ils fait autant d'efforts pour comprendre le bien-fondé de la doctrine catholique, et éventuellement, par là, les limites des positions réformatrices, que nous-mêmes avons osé et osons le faire à l'égard de la Réforme, dans un amour de

l'Evangile, de l'Eglise et de Luther, leur grand homme ?

Cette question n'est posée qu'en apparence au passé. Elle vise bien plus intentionnellement l'avenir. Une réponse positive serait un encouragement et une aide pour notre travail commun : au fond, il ne fait que commencer.

## VERS UN « RITE ANGLICAN » ?

*Mgr BUTLER, évêque auxiliaire de Westminster, a commenté en ces termes dans The Tablet (14 novembre 1970, p. 1098), la déclaration faite par Paul VI le 25 octobre dernier, lors de la canonisation des quarante martyrs d'Angleterre et du Pays de Galles (1) :*

[...] Quelle image de l'avenir pouvons-nous tirer de ces paroles cordiales ? Bien que la communion anglicane soit aujourd'hui une réalité beaucoup plus vaste que l'Eglise d'Angleterre, nous pouvons simplifier le problème en envisageant principalement les développements possibles en Angleterre.

Manifestement, le rassemblement dans l'unique communion de la famille du Christ présuppose d'abord, et fondamentalement, l'accord sur les doctrines considérées comme essentielles par l'une et l'autre « sœurs ». Aux yeux des deux Eglises, l'Eglise visible du Christ est l'union de ceux qui sont d'accord sur le contenu de la foi, bien qu'ils puissent diverger sur l'interprétation théologique de certaines formules (pour ce qui est des Eglises orientales, ces divergences sont prises en considération lorsque l'on rend hommage à leur « patrimoine » théologique).

A supposer qu'un tel accord se fasse — et il ne sera pas facile d'y arriver, — ce seront alors les problèmes pratiques qui se poseront. Pouvons-nous, dans notre pays, envisager l'absorption de tous les anglicans dans les structures juridiques de l'actuel catholicisme de rite latin, sous l'autorité des archevêques et évêques (ou de leurs successeurs) qui constituent actuellement les Conférences épiscopales d'Angleterre et du Pays de Galles, d'Ecosse et d'Irlande ? Pouvons-nous, d'un autre côté, envisager l'absorption de ceux qui sont déjà catholiques dans les structures des Eglises d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Irlande, et de l'Eglise épiscopale d'Ecosse ? Ou encore l'absorption pourrait-elle se faire en Angleterre dans un sens et en Irlande dans un autre ? Ou bien y a-t-il une autre voie ?

Si « le patrimoine anglican de piété et de coutume » (2) doit être respecté et préservé, je pense qu'il faille exclure l'absorption des anglicans dans nos structures actuelles. D'un autre côté, lorsque le 25 octobre, à Saint-Pierre, le Pape s'adressait au public anglo-

saxon catholique, je me demande s'il pensait que nous pourrions tous être absorbés sans problèmes dans les structures de l'anglicanisme. Y a-t-il alors une troisième voie ?

Il semble probable qu'en fait le Pape pensait à la coexistence des deux structures au sein d'une même communion, d'une manière ayant une lointaine analogie avec la coexistence du rite latin et des rites uniates. Cela signifierait que Lambeth, désormais en pleine communion avec le Collège des évêques et le Pape, sa tête, continuerait à être la tête d'un « rite anglican » qui existerait dans nos îles parallèlement au rite latin, lequel continuerait à exister (il ne faut pas oublier que dans ce contexte, le mot « rite » signifie beaucoup plus que rite liturgique ; il recouvre aussi la spiritualité et la théologie, et peut inclure ce que l'on appellerait « la tradition culturelle »).

Je ne voudrais pas pousser trop loin la comparaison avec les uniates. Les obstacles juridiques qui existent actuellement pour le passage d'un rite uniate au rite latin, n'apparaîtraient pas tellement nécessaires pour passer du rite anglican au rite latin. Et il est bien certain que le rite liturgique anglican serait beaucoup plus proche du nôtre (spécialement du fait que ce dernier a été et continue à être renouvelé et adapté) que l'un et l'autre ne le seraient des rites orientaux.

Mais, quelles que soient les prévisions, cette solution serait-elle souhaitable ?

Je pense que ce serait probablement un stade nécessaire, lequel, naturellement, vaudrait infiniment mieux que l'actuelle situation de séparation des deux « Eglises » en « communions » séparées. Mais ce ne serait pas l'idéal, et cela pour une raison dont nous prenons une conscience toujours plus vive. Le cœur de l'Eglise, c'est l'Eglise locale. Le mot « local » peut ici revêtir diverses significations. Il revêt son sens plein lorsqu'il est employé pour désigner la communauté proche qui peut prier ensemble autour d'un même autel. Pour différentes raisons, on critique aujourd'hui la paroisse géographique, et il y a certainement place pour des expériences groupant des chrétiens sur la base d'autres critères. Mais je voudrais espérer que ces nouveaux groupements viendraient s'ajouter — et non pas se substituer — à la paroisse locale, dont le grand mérite est qu'elle réalise d'une façon visible, dans son culte eucharistique, cette vérité que parmi nous il n'y a « ni Juifs ni Grecs, ni esclaves ni hommes libres... », mais nous sommes tous un dans le Christ ». Il me semble qu'il serait regrettable que dans le même lieu il y ait une paroisse de rite latin à côté d'une paroisse de rite anglican, ce qui serait le cas si l'on adoptait la solution « uniate ». C'est pourquoi, tout en acceptant qu'un stade « uniate » puisse être nécessaire, j'espère qu'il ne serait que temporaire et que finale-

(1) Cf. DC 1970, n° 1574, p. 1005.

Traduction de la DC.

(2) Discours de Paul VI du 25 octobre. DC, loc. cit. (NDLR.)



ment — peut-être après quelques siècles — on cessera de désirer que l'un ou l'autre des deux rites soit maintenu. [...]

Mgr Butler termine son article en rappelant que le devoir demeure de se réconcilier avec l'Eglise catholique, sans attendre cette éventuelle restauration collective de l'unité, si l'on croit que l'unité existe dans la communion catholique. Il évoque enfin la formule d'Hormisdas qui a mis fin au schisme entre l'Orient et l'Occident en 518, et dans laquelle les évêques d'Orient reconnaissent que Rome est le centre de l'unique communion de l'Eglise.

\*\*

Le Dr E. L. MASCALL, professeur d'histoire de la théologie au King's College de l'Université de Londres, théologien anglican de tendance « haute Eglise » (3), a lui aussi commenté cette même déclaration du Pape dans *The Tablet* du 12 décembre 1970, p. 1201 (4) :

Je dois d'abord dire quel trait de génie ce fut (et certainement et avant tout une inspiration de l'Esprit-Saint) d'avoir transformé en célébration œcuménique de foi, d'espérance et de charité ce dont beaucoup appréhendaient que ce soit une occasion d'accentuer les divisions et de rouvrir de vieilles blessures. Je pense que nous, anglicans, nous avons une très grande dette de reconnaissance envers tous ceux, à commencer par le Pape, qui ont voulu qu'il en soit ainsi...

Comme Mgr Butler, je ne voudrais pas que l'on pousse trop loin l'analogie avec le modèle uniate. En somme, les Eglises uniates ont été établies par Rome en compétition avec les Eglises dissidentes ayant les mêmes rites. J'imagine que personne ne pense à établir en Angleterre des Eglises ayant des offices et des coutumes anglicans, qui seraient en communion avec Rome, mais en compétition avec l'Eglise d'Angleterre. Je pense que des paroisses de rite « romain » et « anglican » pourraient continuer à exister côte à côte, mais j'aimerais que soit intensifiée la tendance actuelle à l'assimilation en matière de liturgie. Mgr Butler me semble envisager des hiérarchies parallèles. Pour ma part, j'espère que l'épiscopat pourrait être unifié, de sorte que sur un territoire déterminé toutes les paroisses puissent être placées sous l'autorité d'un même évêque, quel que soit leur rite. Je pense que c'est très important du point de vue théologique, mais je n'en ferais pas une condition absolument essentielle.

[...] Je pense que si l'union avec Rome apparaissait comme une option réellement valable, les anglicans seraient moins tentés qu'ils ne le sont actuellement de compromettre les principes catholiques pour rechercher une rapide union avec les protestants. Les protestants eux-mêmes pourraient ainsi tendre à des schémas d'union plus catholiques...

(3) Nous rappelons ses prises de position dans l'affaire de l'Eglise de l'Inde du Sud (DC 1955, n° 1199, col. 616).

(4) Traduction de la DC.

— *Le Livre de Daniel*, par GILLES GAIDE, O.S.B. — Un vol. 12,5 x 18 cm, de 208 pages. Prix : 14 F. Editions Mame, Paris-Tours.

Sans longueur, le Livre de Daniel, un des plus riches de l'Ancien Testament, nous est présenté et commenté dans un langage à la portée de tous. Il sera utile pour comprendre les lectures de ce livre que nous propose le renouveau liturgique.

## DECLARATION

### DES DEUX COPRESIDENTS

#### DE LA COMMISSION INTERNATIONALE ENTRE ANGLICANS ET CATHOLIQUES

La Commission internationale entre anglicans et catholiques a tenu à Venise sa deuxième réunion du 21 au 28 septembre (la première avait eu lieu à Windsor du 9 au 15 janvier) (1). Les travaux de cette réunion ont porté sur trois thèmes : L'exercice de l'autorité dans l'Eglise, l'eucharistie et le ministère. La déclaration ci-après a été faite à l'issue de la réunion par les deux coprésidents de la Commission (\*).

La Commission internationale entre anglicans et catholiques, désignée par le Pape Paul VI et l'archevêque de Cantorbéry, s'est réunie pour la seconde fois du 21 au 28 septembre à Venise. Les coprésidents étaient, du côté catholique, l'évêque auxiliaire de Northampton, Mgr Alan Clark, et du côté anglican, l'évêque d'Ossory, Ferns et Leighlin, le T. Rev. H.-McAdoo.

Les documents préparés par les Sous-Commissions depuis la première rencontre de Windsor, au mois de janvier de cette année, ont été présentés et revus à Venise. Sous leur forme révisée, ils ont été de nouveau soumis à la Commission et ont fait l'objet de discussions dans le détail. On espère qu'ils pourront être publiés un jour, non en tant que rapports de la Commission, mais comme un témoignage de l'état actuel de la réflexion de la Commission.

Les travaux de la Commission à Venise avaient été répartis en trois thèmes : l'exercice de l'autorité dans l'Eglise, l'eucharistie et le ministère. Il fut réaffirmé que l'objectif final était l'union organique des Eglises anglicane et catholique romaine, et que la Commission avait pour tâche de suggérer des lignes de convergence, en particulier dans ces trois domaines.

#### L'exercice de l'autorité dans l'Eglise

L'un des documents soumis à la Commission analysait les doctrines catholique et anglicane sur l'Eglise et l'autorité, et relevait les points de convergence et de désaccord. On aboutit à la conclusion que la conception catholique antérieure à Vatican II, selon laquelle l'unique Eglise du Christ était exclusivement coextensive à l'Eglise romaine, ne pouvait plus être soutenue.

Même si l'on affirme que les éléments essentiels de l'Eglise du Christ se trouvent dans l'Eglise catholique romaine, l'existence de ces éléments, sous une forme quelconque, doit être reconnue dans les autres Eglises chrétiennes. Les anglicans, comme l'a déclaré la Conférence de Lambeth de 1968, n'acceptent pas la définition de l'infailibilité pontificale de 1870, telle qu'elle a été exposée jusqu'à présent.

Par ailleurs, il a été souligné que l'idéal anglican de la diversité pourrait bien être sauvegardé, à une époque de pluralisme théologique si, dans une Eglise unie, se trouvait un foyer d'unité et d'autorité suprême. Ce point de vue n'implique pas qu'une telle autorité soit infailible, étant donné que les anglicans maintiennent que ce qui a été donné à l'Eglise ce n'est pas l'infailibilité mais l'Esprit-Saint.

(1) DC 1970, n° 1559, p. 270.

(\*) Texte original anglais. Titre, traduction et note de la DC.

## L'eucharistie et le ministère

La Sous-Commission sur l'eucharistie a reconnu que la communion, cœur de l'eucharistie, ne peut qu'être incomplète tant que la pleine participation n'a pas été rendue possible pour tous. Aucune tentative n'a été faite pour éluder les réelles divergences théologiques qui rendent encore cette participation impossible. Il a été toutefois reconnu que certains anglicans et catholiques romains ressentent de l'impatience devant une telle restriction. L'élément de beaucoup le plus important ce fut l'étonnante convergence et l'identité fréquente de doctrine touchant la foi et la pratique eucharistiques.

La Sous-Commission sur le ministère a constaté que les deux Eglises partageaient une profonde compréhension du ministère chrétien dans la vie de l'Eglise, tout en étant consciente des problèmes historiques posés par le ministère dans la primitive Eglise et des problèmes pastoraux du ministère aujourd'hui. Elle a reconnu que la situation est nouvelle, à un point tel que les besoins pastoraux exigent sans retard un examen approfondi des divergences traditionnelles : rapports de l'épiscopat avec le ministère du Pape, primauté romaine, magistère infaillible et juridiction universelle. Un tel examen, toutefois, ne devrait pas s'attacher à l'histoire pour elle-même, mais envisager la situation actuelle de la pastorale, où l'aspiration à l'unité est une partie intégrante du ministère. Le problème des ordinations doit être abordé de la même manière, et il importe de se demander franchement si la situation nouvelle ne requiert pas une nouvelle position de la part de l'Eglise catholique. Une telle position comprendrait l'examen approfondi des arguments qui sont à la base de la bulle *Apostolicae Curiae* et une réponse sincère au problème suivant : l'évolution de la doctrine a-t-elle remis en question les postulats théologiques de 1896 ?

La Commission est reconnaissante de la présence de trois consultants, spécialistes de la théologie morale, dont les études ont fait l'objet de discussions préalables. Ces études avaient été centrées sur l'élément personnel dans les décisions morales, et des divergences d'opinion se sont fait jour sur le rôle joué par l'autorité.

La prochaine réunion de la Commission est prévue pour septembre 1971. Elle sera consacrée avant tout à étudier la façon dont l'eucharistie peut être un moyen de rapprochement entre les deux Eglises. Entre-temps les Sous-Commissions continueront leur travail à l'échelle locale. Une attention particulière sera portée à l'évolution du dialogue œcuménique à la base, dans les différentes parties du monde, et aux réactions suscitées par tout travail de la Commission qui aura fait l'objet d'une publication.

### CINQ THEOLOGIENS DEMANDENT LE MAINTIEN DU MOT « CATHOLIQUE » DANS LA TRADUCTION FRANÇAISE DU « CREDO »

Les PP. BOUYER, CONGAR, DE LUBAC, FEUILLET et LE GUILLOU ont adressé la lettre ci-après aux évêques de France, au mois d'octobre 1970 :

Nous soussignés, membres de la Commission théologique constituée par le Saint-Père à la demande du Synode épiscopal, pensons qu'il est de notre devoir

d'attirer l'attention des évêques sur la gravité des problèmes soulevés par la nouvelle traduction en notre langue des deux *Credo* officiels. Nous sommes unanimes sur ce point, en particulier qu'il est impossible de remplacer les mots « *Eglise catholique* » par les mots « *Eglise universelle* ». Ceci donnerait inévitablement aux fidèles l'impression qu'il s'agit de confesser non plus notre foi en une Eglise fondée par le Christ et destinée à être l'Eglise où tous les chrétiens soient un dans la foi et les sacrements authentiques, comme dans la fidélité aux pasteurs légitimes, mais seulement une vague foi en quelque Eglise invisible où tous les chrétiens pourraient demeurer dans l'unité spirituelle en dépit de toutes leurs divisions. Au contraire, le mot « *catholica* », dès son introduction première dans le *Credo*, a voulu précisément désigner l'Eglise visiblement une et unique dans l'authenticité de la foi, des sacrements et de la hiérarchie, par opposition à toutes les communautés qui ne répondent pas à ces exigences.

Abandonner le mot catholique pour le mot universel dans ces conditions reviendrait donc à renoncer à l'affirmation même en vue de laquelle cet article du *Credo* a été conçu.

(La Croix, 17 décembre 1970.)

— *Les Grands Thèmes du marxisme*. Une initiation critique, par W. THEIMER. Traduit de l'allemand par ANDRÉ DECAMPS (coll. « Sciences humaines »). — Un vol. 12,5 x 20 cm, de 266 pages. Editions du Centurion, Paris.

On parle beaucoup de marxisme, mais pas toujours en connaissance de cause. L'auteur nous en expose les grands thèmes, mais avec cette saine critique qui en mesure la valeur, pas toujours scientifique malgré ses prétentions. Bonne initiation des problèmes sociaux.

**URGENT**

**OFFRE**  
*rappel*  
**EXCEPTIONNELLE**  
*valable*

*jusqu'au 31 janvier*

**MARIA**

7 volumes (6 200 p.)

**150 F**

**au lieu de 334,50 F**

*(port en sus)*

**BEAUCHESNE**

**117, r. de Rennes, Paris-6<sup>e</sup>**



## LE PROCÈS DE BURGOS

### LETTRÉ COMMUNE DE L'ÉVÊQUE DE SAINT-SÉBASTIEN ET DE L'ÉVÊQUE-ADMINISTRATEUR APOSTOLIQUE DE BILBAO

*Le 22 novembre, fête du Christ-Roi, l'évêque de Saint-Sébastien, Mgr Argaya Goicoechea, et l'administrateur apostolique de Bilbao, Mgr Cirarda Lachiondo, ont demandé que soit lue à toutes les messes, « intégralement et sans commentaire », une lettre commune où ils informent notamment leurs diocésains des démarches qu'ils ont faites en faveur des seize inculpés basques (dont deux prêtres) du procès de Burgos (\*).*

AUX PRÊTRES, RELIGIEUX ET LAÏCS DE NOS DIO-  
CÈSES DE BILBAO ET DE SAINT-SÉBASTIEN,  
PAIX DANS LE SEIGNEUR.

Nous vous écrivons en cette veille de la fête du Christ-Roi qui clôt l'année liturgique. Et nous voulons que cette lettre soit lue comme homélie à toutes les messes de cette fête. Ce qui nous conduit à vous écrire conjointement, c'est le trouble profond qui agite nos deux diocèses devant l'imminence du Conseil de guerre

(\*) Texte original espagnol. Traduction de la DC.

Les diocèses de Saint-Sébastien et de Bilbao sont deux des quatre diocèses du Pays Basque espagnol, les deux autres diocèses basques étant Vitoria et Pampelune.

Six des accusés (ils ont été condamnés à mort le 28 décembre et graciés le 30) étaient inculpés du meurtre, en août 1969, de M. Melinton Manzanás, chef de la police du Guipuzcoa. Les autres, dont les deux prêtres, étaient accusés de « terrorisme, actes de banditisme, détention d'armes, résistance armée et aide à des terroristes ». Ils ont été condamnés le même jour à des peines allant de douze à soixante ans de prison. Une seule accusée a été acquittée (Mme ARANZAZU ARRUTI).

Les abbés Juan ECHAVE GARITACELAYA et Julian CALZADA UGALDE ont été condamnés respectivement à cinquante et douze ans de prison.

Les six condamnés à mort étaient : Francisco Javier Izco DE LA IGLESIA, Eduardo URIARTE ROMERO, Mario ONAINDIA NACHIONDO, Francisco Javier LARENA MARTINEZ, Jose Maria DORRONSORO CEBERIO, et Joaquín GOROSTIDI. Le général Franco, usant de son droit de grâce, a commué leur peine en trente ans de prison, dans la soirée du 30 décembre.

31/69 de la Capitainerie générale de Burgos. Les signes de ce trouble n'ont cessé de se multiplier au cours de ces dernières semaines d'une manière de plus en plus alarmante. Nous désirons vous aider à vivre ce douloureux moment de l'histoire de nos diocèses dans l'esprit que suscite et encourage en nous cette fête de la Royauté du Christ.

Nous ne prétendons pas, pour l'instant, nous livrer à une analyse approfondie, à la lumière de la foi, de tous les problèmes qui s'imbriquent dans cette question délicate, grave et complexe. Nous nous employons actuellement à l'étudier avec soin. Nos conseils presbytéraux nous aident en cette tâche de leurs avis et de leur collaboration. Mais, sans plus tarder, devant cette tension croissante qui préoccupe vos pasteurs et vos guides spirituels, nous ressentons l'obligation de vous tenir au courant de certaines démarches que nous avons faites en tant qu'évêques de vos diocèses; de vous donner quelques règles de conduite ecclésiale et de vous exhorter à mettre à profit l'esprit de cette fête du Christ-Roi pour faire un pas en avant dans notre conversion personnelle et sociale, sur le chemin de la justice, de l'amour et de la paix.

### Information

1. Le Conseil de guerre devait se dérouler à huis clos pour la raison que deux prêtres — l'un du Guipuzcoa et l'autre de Biscaye — étaient impliqués dans le procès, et que le Concordat interdit toute publicité dans les jugements de clercs. Nous avons pensé qu'une telle disposition concordataire entraînait un préjudice pour les autres accusés laïcs. C'est pourquoi, en accord avec nos prêtres directement intéressés, nous avons demandé que l'audience soit publique. Tant le Saint-Siège que le gouvernement ont accédé à cette demande. Et c'est pour nous une joie de pouvoir vous en informer : il s'agissait là, en effet, d'un point dont les inculpés eux-mêmes, de nombreux fidèles et surtout les prêtres se montraient à juste titre préoccupés.

2. D'autre part, nous nous sommes adressés à différentes reprises à Son Excellence le chef de l'Etat et à son gouvernement pour leur demander que ce procès se déroule devant les tribunaux ordinaires et non devant un Conseil de guerre, vu que le délit, pour lequel sont requises les peines les plus graves, a été commis avant l'entrée en vigueur du rigoureux décret-loi contre le banditisme et le terrorisme, vu aussi que la juridiction ordinaire permet une



défense plus complète des inculpés, y compris un éventuel recours à des tribunaux supérieurs.

Il va de soi que nous ne demandons pas l'immunité pour un délit qui viendrait à être prouvé. Nous demandons seulement que la justice soit administrée par les tribunaux ordinaires. Et, ce faisant, nous pensons rendre un service, tout à fait conforme à notre ministère pastoral, dans l'intérêt des inculpés eux-mêmes et de notre vie sociale tout entière. Nous vous le disons pour vous mettre au courant d'une démarche que nous faisons au nom de nos Eglises diocésaines — c'est-à-dire de vous et de nous — et, surtout, pour vous inviter à partager notre préoccupation et à prier pour que notre démarche aboutisse à des résultats.

3. Enfin, nous avons demandé, et cela quel que soit le mode de jugement, que soient commuées les peines de mort, au cas où elles viendraient à être prononcées : le ministère public, en effet, en réclame jusqu'à six. Cela peut vous sembler une requête prématurée. Mais nous avons jugé bon de le faire, étant donné la rapidité avec laquelle l'exécution de la peine suit d'ordinaire la sentence dans les procès militaires très sommaires. Nous y sommes poussés par un sentiment de charité chrétienne envers les éventuels condamnés et leurs familles, ainsi que par le vif désir de voir régner la paix dans notre peuple. Nous vous le demandons de nouveau : en union avec vos évêques, et quelle que soit votre opinion sur les implications complexes qui apparaissent dans les faits soumis au jugement dans ce procès d'exception, priez pour que, dans nos diocèses, ne soit pas versée une goutte de sang de plus, ni à la suite d'actes de violence ni par l'effet de sentences judiciaires.

### Règles de conduite

Après vous avoir donné les informations qui précèdent, nous devons vous rappeler quelques règles de conduite que nous jugeons importantes à l'heure actuelle.

1. Nous redisons notre condamnation de toutes les violences, qu'elles soient le fait des structures ou qu'elles soient subversives ou répressives, nous conformant au Magistère du Pape Paul VI, si clair, décisif et insistant sur ce sujet.

2. Nous demandons aux prêtres et aux laïcs de se maintenir en étroite union avec les directives et les normes diocésaines, de s'abstenir de favoriser des initiatives contraires à ces orientations, et de donner comme motifs à leurs actes le désir d'être fidèles à leur ministère et la responsabilité chrétienne à l'heure présente.

3. Il est de notre devoir de le déclarer : ne sont pas conformes à la volonté de l'Eglise des actes comme l'occupation d'édifices religieux, les « grèves eucharistiques », les écrits et les paroles, de quelque côté qu'ils viennent, qu'ils soient le fait d'individus ou de groupes, où la passion et les demi-vérités défigurent les faits et troublent les consciences.

4. Notre attitude chrétienne doit nous conduire à une réflexion sincère, à une prière humble et persévérante, à la recherche de ce que nous devons améliorer sur le plan personnel

et communautaire, pour bâtir une Eglise « qui s'efforce vaillamment de s'insérer dans le présent et l'avenir..., pauvre et consciente de sa mission de servir, sans volonté de pouvoir et sans liens avec le pouvoir..., Mère et Maîtresse disposée à prodiguer à pleines mains la lumière de sa doctrine et la sérénité de ses conseils, le ferment rénovateur de ses enseignements et le travail décidé et fraternel de ses fils », comme nous l'a demandé le Pape dans son discours du 28 septembre dernier.

### Exhortation à la paix, à la justice et à l'amour

C'est la veille du jour du Christ-Roi que nous vous écrivons, comme nous vous le rappelions au début de cette lettre. Dans cette fête, il ne nous suffit pas d'acclamer le Seigneur comme notre Roi. Il nous faut nous rappeler que son règne, comme le dira la préface de la messe, est « règne de vérité et de vie ; de sainteté et de grâce ; de justice, d'amour et de paix ». Les problèmes qui agitent nos diocèses, et au sujet desquels nous vous écrivons, nous disent que nous sommes très loin de vivre pleinement dans la vérité dont Jésus est Maître, dans la grâce dont il est source, dans la justice et l'amour qui sont la grande charte de son règne. C'est pour cette raison que nous ne réussissons pas à obtenir la paix que lui seul peut donner (Jn 14, 27). Et pourtant, cette paix — la paix véritable qui est le fruit de la justice — est notre vœu le plus profond. Tous nous la désirons au plus profond de nous-mêmes, quelles que soient les divergences qui peuvent nous séparer sur des questions culturelles, sociales, économiques, politiques, etc. Avec le prophète, nous disons nous aussi : « Paix ! Paix ! » Tous nous voulons la paix. « Et il n'y a pas de paix ! » (Jr 6, 14.) Nous avons un ordre public dont l'autorité est la gardienne. Mais l'ordre public, à lui seul, n'est pas la paix. Ce n'est qu'une partie de la paix.

Pour cette raison, nous vous invitons à faire un examen de conscience sur nos péchés contre la paix, qui sont toujours des péchés contre le règne du Seigneur. « Il est notre paix. » (Ep 2, 14.) Prêtres, religieux et laïcs, dirigeants et citoyens, riches et pauvres, tenants de telle ou telle opinion dans les multiples domaines où Dieu veut que nous soyons libres de penser de nous exprimer, tous, nous vous exhortons à une conversion qui fasse de nous des artisans de paix. Il n'existe pas de meilleure manière pour célébrer cette fête du Christ, notre Roi, en qui nous croyons de toute notre foi, que nous voulons aimer de tout notre cœur, et dont les commandements de justice et d'amour résument tout l'Evangile. Tous nous devons les observer dans notre vie personnelle, pour nous efforcer ensuite de les traduire dans la vie sociale, en la libérant des injustices et des haines.

Que monte donc vers le Père, dans l'Esprit, et par le Christ, notre Roi et notre Paix, une prière fervente à ces intentions si urgentes et si nécessaires, en ces heures difficiles que traversent nos diocèses de Saint-Sébastien et de Bilbao. Et que la Vierge Très Sainte, que nous honorons comme notre Reine sous les invoca-



tions de Aranzazu et de Begona, intercède pour nous devant Dieu.

Saint-Sébastien et Bilbao, 21 novembre 1970.

JOSÉ MARIA,  
évêque-administrateur  
apostolique de Bilbao.

JACINTO,  
évêque de  
Saint-Sébastien.

## L'INTERVENTION DU SAINT-SIEGE

L'Osservatore Romano du 16 décembre 1970 a publié en première page, sans signature, la note ci-après (1) :

Le Vatican s'est intéressé, dès le début, au procès de Burgos, conformément à la haute mission religieuse et humanitaire qui est la sienne. C'est ainsi que des notes ont été échangées entre la nonciature apostolique de Madrid et le ministère espagnol des Affaires étrangères, rapidement et en temps opportun. Aussi la décision du gouvernement espagnol de rendre public le procès a-t-elle été accueillie avec satisfaction par le Saint-Siège, lequel avait autorisé la procédure publique, en dérogation à l'article 16, § 4, du Concordat (2), car des prêtres se trouvaient parmi les accusés.

Sans s'ingérer dans les aspects politiques de l'affaire ni interférer, en aucune façon, dans l'application correcte de la justice, le Saint-Siège n'a jamais cessé d'intercéder d'une façon pressante et insistante auprès du gouvernement espagnol pour qu'il fasse preuve de clémence au cas où seraient prononcées des condamnations à mort. Le Saint-Siège a confiance qu'en pareil cas le gouvernement espagnol fera un usage magnanime des pouvoirs que la loi lui attribue à cet effet. L'appel à la clémence — qui, bien sûr, n'est pas en contradiction avec la condamnation explicite de la violence, exprimée par le Saint-Siège en de multiples occasions — vise plutôt à fomentier les sentiments d'entente pacifique et de compréhension fraternelle qui sont à la base d'une vie sociale bien ordonnée et sereine.

Le Saint-Siège s'est également employé à obtenir la libération du consul d'Allemagne à Saint-Sébastien, car il ne peut manquer d'être vivement préoccupé par les actes répréhensibles de violence qui malheureusement se multiplient contre les membres des missions diplomatiques et consulaires, en violation grave des lois les plus nobles et les plus sacrées de la communauté internationale (3).

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien. (Le texte paru dans l'Osservatore Romano reproduit la teneur d'une note adressée par la Secrétairerie d'Etat à l'Ambassade d'Espagne près le Saint-Siège. Texte espagnol dans Ecclesia, 5 décembre 1970, p. 35.)

Dans une déclaration publiée dans les quotidiens régionaux du 30 décembre, Mgr Matagrín, évêque de Grenoble, a déclaré : « Le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, m'a donné par téléphone l'assurance que le Saint-Siège suivait d'heure en heure l'évolution du procès de Burgos, et que le Pape faisait le maximum en son possible pour obtenir la grâce des condamnés. » (« Eglise de Grenoble », 31 déc. 1970.)

(2) Cf. DC 1953, n° 1158, col. 1158 (NDLR).

(3) M. Eugen BEIHL SCHAEFFER, consul de la République fédérale d'Allemagne à Saint-Sébastien avait été enlevé l'avant-veille de l'ouverture du procès de Burgos, le 1<sup>er</sup> décembre, par des dissidents de l'ETA (Euzkadi eta Azkatasuna, Pays Basque libre). Il a été libéré le jour de Noël.

## NOTES DE LA CONFERENCE EPISCOPALE ESPAGNOLE (\*)

La Conférence épiscopale espagnole, réunie en sa 13<sup>e</sup> Assemblée plénière, est consciente de la situation douloureuse que traversent les diocèses et les évêques de Saint-Sébastien et de Bilbao.

Elle désire faire part à ces frères très chers de sa compréhension devant leurs difficultés et de sa confiance envers leurs personnes.

Elle regrette que, en certains secteurs de l'opinion, se soient produits des malentendus et des tergiversations à propos de récents écrits des deux prélats et d'autres documents du Magistère épiscopal espagnol.

Enfin, la Conférence épiscopale exhorte tous les fidèles à faire montre de sentiments de compréhension et de docilité lorsque les pasteurs de l'Eglise, dans l'accomplissement de leur mission ecclésiale, appliquent la doctrine de l'Evangile à des situations délicates de la vie sociale.

Madrid, le 1<sup>er</sup> décembre 1970.

\*\*\*

Sur le procès de Burgos et l'enlèvement du consul de la République fédérale allemande, l'Assemblée plénière a ajouté les deux notes suivantes :

L'Assemblée plénière de l'épiscopat espagnol, estimant remplir sa mission pastorale et suivant l'exemple du Saint-Siège, a convenu de s'adresser respectueusement au gouvernement de la nation, en demandant la plus grande clémence pour les citoyens qui, à une date très rapprochée, vont être jugés par un tribunal militaire, en soulignant que, en aucun cas et à aucun titre, la Conférence n'entend empêcher ou gêner l'action de la justice.

Madrid, le 1<sup>er</sup> décembre 1970.

\*  
\*\*\*

Ayant approuvé la note précédente, lors de la session d'hier, l'Assemblée a eu connaissance aujourd'hui par la presse de l'enlèvement du consul de la République fédérale allemande à Saint-Sébastien. La Conférence déplore profondément ce qui s'est passé et fait appel à la conscience des responsables de cet acte pour qu'ils libèrent cette personne innocente et se refusent à introduire dans notre pays une méthode aussi répréhensible de violence.

(\*) Texte espagnol dans Ecclesia du 5 décembre 1970, p. 35.

## DECLARATION DU CARDINAL MARTY

La Croix du 12 décembre a publié l'interview ci-après du cardinal Marty, archevêque de Paris et président de la Conférence épiscopale française, recueillie par Félix Lacambre :

— Père, que pensez-vous du procès de Burgos ?

— Ces derniers jours, j'ai beaucoup écouté les informations, lu la presse avec attention. Je suis très ému par ce qui se passe en Espagne.

Il me paraît bien que les droits de l'homme ne sont pas respectés dans le procès de Burgos. Les accusés n'ont pas eu suffisamment le droit de s'exprimer, ni les moyens de se défendre.

La vie humaine est trop grande, trop importante — elle vient de Dieu — pour qu'on la traite de cette manière.

Le déroulement du procès me paraît poser de très graves problèmes.

Je suis contre la torture. Je l'ai dit, je le redis d'une manière très ferme. Je suis contre la peine de mort. Je suis pour une justice vraie qui permette de respecter scrupuleusement les droits de la personne humaine, en particulier ce droit à la défense et à la vérité.

— Comme archevêque de Paris, qu'avez-vous fait en relation avec cette situation ?

— Depuis plusieurs semaines, j'ai suivi cette question. Il y a plus de quinze jours, j'écrivais à l'épiscopat espagnol. Mercredi dernier, j'ai envoyé un télégramme. J'ai d'abord établi le dialogue entre responsables d'Eglises locales. Je tiens à renouveler ma solidarité avec les deux évêques du Pays Basque qui ont été si violemment attaqués.

— Déjà on en appelle au droit de grâce du chef de l'Etat espagnol. Cette attitude est loin de satisfaire les Basques.

— En effet, on a prononcé le mot de clémence. Et justement, mais à une condition : que la justice ait été respectée.

Il faut d'abord que la justice soit rendue de manière juste, la clémence vient ensuite...

— L'émotion est grande dans le monde, Père, qu'en pensez-vous ?

— Je m'aperçois, c'est vrai, que ce procès a un retentissement en France et dans le monde entier. En ce moment même, des manifestations se déroulent à Paris. J'y vois le signe que tout ce qui atteint l'homme provoque le réveil de tous les hommes. Les hommes sont très sensibles aujourd'hui à la liberté, à la justice, à la dignité. Quand l'un est touché, beaucoup réagissent.

Je souhaite cependant qu'on ait le souci de ne pas utiliser la souffrance à des fins directement partisans. S'il faut toujours respecter les hommes, il le faut plus particulièrement lorsqu'ils souffrent.

— Les chrétiens ne sont-ils pas plus spécialement concernés ?

— Oui et non. Lorsque l'homme est en jeu, tout le monde est concerné. Le problème nous atteint tous au fond du cœur et particulièrement nous, les chrétiens, car il s'agit d'une atteinte à la justice et à la paix.

Dans le message du Pape pour la Journée de la paix rendu public aujourd'hui, j'ai trouvé une fois encore un écho à mon inquiétude. Nous entrons dans un processus d'escalade de la violence. Ceux qui, comme moi, ont vécu dans les décades de 1914 à 1945 savent jusqu'où mène ce processus : à la violence, toujours à la violence, à la guerre, jamais à la paix.

## MESSAGE DU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

*Le Conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris du 15 au 17 décembre, a adressé le 15 décembre le message ci-après à Mgr Morcillo, président de la Conférence épiscopale espagnole :*

Réuni ce matin Conseil permanent épiscopat français partage émotion profonde provoquée

par procès Burgos. Anxieux sort inculpés et otage, appuie toute démarche évêques espagnols pour respect exigences de la justice et vie des personnes.

Cardinal MARTY.

(Texte original.)

## MESSAGE DES EVEQUES BELGES

*Le même jour (15 décembre), les évêques belges réunis à Malines sous la présidence du cardinal Suenens ont adressé le message ci-après à Mgr Morcillo :*

La Conférence épiscopale belge réunie en ce jour à Malines suit avec inquiétude le procès de Burgos et désire vous faire part de son émotion profonde. Préoccupée du sort des accusés et de l'otage, elle appuie les évêques espagnols dans leur désir de faire respecter la vie des personnes et les droits de l'homme.

(Kipa.)

## DECLARATION DE Mgr MORCILLO

*Mgr Morcillo, archevêque de Madrid, président de la Conférence épiscopale espagnole, s'est fait l'écho, dans son message pour la Journée de la paix, des doléances des autorités espagnoles contre les attaques dont elles ont été l'objet à l'étranger.*

[...] Dans notre vieille nation, parce que, il y a trente-cinq ans, nous avons souffert des horreurs de la guerre, nous voulons la paix, nous avons droit à la paix et nous travaillons pour la paix. Parce que nous savons respecter les autres peuples, parce que nous nous efforçons de les comprendre, de les accueillir lorsqu'ils viennent chez nous et d'aider ceux qui sont plus malheureux que nous, nous avons aussi droit au respect, à la compréhension et à la bonne volonté. La falsification et la malveillance que certains entretiennent en Espagne et à l'étranger sous prétexte d'humanisme ou même de charité chrétienne, ne sont pas la bonne voie qui conduit à la paix entre les peuples ; elles sont une semence de haine qui porte des fruits amers. [...]

(Prensa asociada, 24 décembre 1970, traduction de la DC.)

## COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIERE (ACO)

*Le Bureau national de l'Action catholique ouvrière (ACO), réuni le 12 décembre 1970, communique :*

A l'appel de leurs organisations, les travailleurs expriment à travers le pays leur indignation devant la parodie de justice qu'à Burgos le franquisme réserve à seize militants basques. Pour eux, pour toutes les victimes de l'oppression, la classe ouvrière exige justice et liberté ; elle se dresse une nouvelle fois pour défendre l'homme.

Par ses membres, eux-mêmes militants ouvriers, l'Action catholique ouvrière s'inscrit dans cette solidarité et ce combat qui relie tous les opprimés par-delà les frontières. « Assez de crimes en Espagne ! », ce cri, nous le poussons avec toute la classe ouvrière. L'ACO s'élève contre les arrestations, les tortures et les condam-



nations dont le régime franquiste se rend coupable en s'abritant derrière un crucifix.

L'ACO se réjouit que des voix courageuses de l'Eglise en Pays Basque refusent un ordre public qui bafoue la justice et la liberté.

C'est à la conscience universelle qu'un défi est lancé par ce procès où les droits de l'homme sont scandaleusement piétinés. L'ACO proteste contre le silence complice du gouvernement français pendant que se prolonge la dramatique attente du verdict. Quelles libertés veulent donc protéger les accords militaires et les livraisons d'armes à l'Espagne ?

Avec l'ensemble des travailleurs, nous sommes appelés à supprimer toutes les causes d'injustice et d'oppression, pour permettre aux hommes et aux peuples de vivre libres et responsables, ainsi que l'exige l'Evangile de Jésus-Christ.

Paris, le 12 décembre 1970.

## LETTRE D'EVEQUES DES PAYS-BAS

*Six des huit évêques néerlandais et cinq personnalités faisant autorité en sociologie et en droit ont adressé le 26 novembre une lettre à Mgr Morcillo, président de la Conférence épiscopale espagnole, pour lui faire part de leur inquiétude devant le procès de Burgos (\*).*

Les soussignés pensent accomplir un devoir humain et chrétien en s'adressant à vous et aux autres évêques espagnols pour exprimer leur grande inquiétude devant le jugement de seize membres du mouvement de résistance basque par un tribunal militaire à Burgos.

Les informations que nous avons reçues sur la gravité des peines réclamées par le procureur militaire — six peines de mort et de très longues peines de prison, — la procédure qui a été suivie dans la préparation du procès et les circonstances accompagnant le procès, nous avertissent du manque de garanties indispensables pour assurer un traitement juste des accusés.

Comme le respect des droits humains fondamentaux est en jeu, nous croyons que le droit et le devoir de défendre la justice nous interpellent pour ne pas garder le silence et pour témoigner de notre solidarité humaine qui, malgré toutes les frontières, fait de chaque homme notre prochain et ne se réduit pas à une prise de position politique.

Nous prions publiquement et instamment l'épiscopat espagnol de répondre à notre inquiétude en se prononçant nettement à ce sujet.

Nous donnons sans hésitation notre appui aux démarches qui déjà ont été entreprises en Espagne par LL. EExc. Mgr Cirarda et Mgr Peralta (1) pour obtenir que le procès ne soit pas conduit à huis clos, mais en public.

Nous prions l'épiscopat espagnol d'employer tous les moyens dont il dispose pour obtenir bientôt dans toute l'Espagne le rétablissement de la jurisprudence civile normale et la suppression des facteurs qui ont conduit à la préoccupante situation actuelle.

Dans la confiance que notre préoccupation rencontre les soucis pastoraux des évêques espagnols et qu'ils veuillent bien faire tout leur possible pour obtenir les garanties assurant le respect de la justice dans ce procès, nous vous prions, Excellence, de vouloir

agréer l'expression de nos sentiments respectueusement et fraternellement dévoués dans le Seigneur. »

La lettre porte les signatures suivantes :

Mgr H. C. A. ERNST, évêque de Breda ; J. A. R. ALDERS, vice-président du Syndicat catholique néerlandais ; Mgr H. Th. BEEL, évêque auxiliaire de Roermond ; Mgr Drs J. W. M. BRONKHORST, professeur de droit pénal à Tilburg ; Prof. Dr P. HUIZING, S.J., professeur de droit canon à Nimègue ; Mgr M. A. JANSSEN, administrateur apostolique de Rotterdam ; P. J. J. MERTENS, président du Syndicat catholique néerlandais ; Mgr Dr J. B. W. M. MOELLER, évêque de Groningue ; Prof. Dr M. PLATTEL, professeur de philosophie sociale à Tilburg ; Mgr Dr Th. H. J. ZWARTKRUIS, évêque de Haarlem.

## NOTE DE MGR PUECH

*Mgr Puech, évêque de Carcassonne, a consacré au procès de Burgos l'éditorial suivant dans le bulletin de son diocèse (Eglise en pays d'Aude, 17 décembre 1970) :*

13 décembre 1970.

Dans l'attente du verdict, comment ne pas être anxieux, tandis que le tribunal militaire de Burgos poursuit ses délibérations secrètes ?

Au nom des évêques de France, le cardinal Marty a multiplié ses instances auprès de l'épiscopat espagnol. Connaissant personnellement le président de la Conférence épiscopale d'Espagne, j'ai insisté auprès de lui pour que tout l'épiscopat de son pays, souscrivant aux déclarations des évêques basques de Saint-Sébastien et de Bilbao, rappelle les droits imprescriptibles de la justice et use de son influence pour obtenir, dans l'immédiat, la clémence des juges et pour éviter l'escalade de la violence.

En tout cela, il est bien clair qu'il ne s'agit ni d'intervenir dans les affaires politiques d'un pays voisin — ni d'empêcher la justice (la vraie justice) de suivre son cours — ni de s'immiscer dans les responsabilités des évêques espagnols. Ces derniers, d'ailleurs, par des démarches privées et publiques, ne cessent pas de solliciter, au cours de ce procès, la bienveillance des autorités compétentes.

Mais les valeurs qui sont en cause doivent mobiliser tous les hommes de cœur, et particulièrement ceux qui se réclament de l'Evangile. L'émotion suscitée dans le monde par le procès de Burgos montre bien qu'il y va de la liberté, de la justice, de la dignité de la personne humaine. Peu importe qu'en pareil cas les accusés soient des prêtres, des chrétiens, des jocistes, ou qu'ils soient des incroyants, des communistes, des adversaires : dès lors que l'homme est en jeu et que sont menacés sa vie, son honneur, sa liberté, ses droits inaliénables, nous ne pouvons pas nous taire.

1. La vie vient de Dieu. Celui-là seul qui la donne peut aussi la reprendre. En dehors du cas de légitime défense, attenter délibérément à la vie d'un homme, c'est un crime. Exécuter un otage, c'est un crime. Et si la peine de mort peut encore se légitimer, ce ne peut être que comme le châtement d'un forfait spécialement grave, dûment établi par des preuves irrécusables.

2. La liberté est un droit. Il faut des motifs graves et justes pour en être privé. Le rapt, l'incarcération arbitraire, la privation des moyens de se défendre doi-

(\*) Texte français dans Kipa. Titre de la DC.

(1) Evêque de Vitoria (NDLR).

vent être condamnés. A plus forte raison, la torture. Que valent d'ailleurs des aveux arrachés sous la menace et sous les coups ?

De nos jours, trop souvent les mœurs policières se dégradent jusqu'à des pratiques indignes. Il faut dénoncer vigoureusement ces violences injustes, ces brutalités, ces traitements ignobles. Un accusé reste un homme. Un prisonnier reste un homme. Ils ont droit au respect.

3. La violence engendre la violence. Les évêques basques écrivaient en 1969 : « Chacun de nous cherche à expliquer sa propre violence comme une réaction contre celle des autres ou contre des situations injustes. Mais ce qui est sûr, c'est que nous sommes engagés dans un cercle vicieux de violences mutuelles toujours plus graves. »

Pourtant ce processus d'escalade n'est pas fatal. Il faut le renverser. Mais là où la justice ne peut être rétablie que par un coup de force, rien ne légitime le terrorisme : on ne guérit pas un désordre en le remplaçant par un autre, peut-être pire que le premier. Rien ne dispense un chrétien d'aimer ses frères, même s'ils deviennent ses ennemis. La haine conduit aux pires excès ; l'amour est en éveil devant toute souffrance, il respecte l'adversaire, il cherche patiemment les chemins qui mènent à la paix.

4. Prenons garde à n'avoir pas trop facilement bonne conscience. Assister à un meeting, manifester dans un défilé, signer une pétition, c'est bien. Mais c'est insuffisant si nous ne nous mettons pas nous-mêmes en question.

N'y a-t-il pas chez nous aussi des injustices, des excès, des atteintes au droit des gens ? Sommes-nous attentifs à la souffrance de tous ceux qu'écrasent leurs conditions de travail ou de vie ? Etes-vous sûrs que l'homme n'est jamais sacrifié à la recherche du profit ? Que des contraintes injustes ne s'exercent nulle part ? Que la torture n'existe pas ?

L'opinion publique égarée ne va-t-elle pas approuver une nouvelle réglementation de la prostitution qui multipliera le nombre et aggravera le sort de femmes malheureuses ? Et ne risquons-nous pas de voir une majorité parlementaire approuver une loi qui, facilitant l'avortement, rendra légal un nouveau « massacre des innocents » ?

Or, l'opinion publique, chacun de nous contribue à la façonner. C'est pourquoi chacun de nous doit s'engager effectivement dans le combat pour la justice, pour la vérité, pour la paix.

5. Dieu est le Maître des cœurs. Inquiets de l'issue du procès de Burgos et de ses suites, demandons à Dieu d'éclairer juges et gouvernants, de reconforter ceux qui souffrent, de donner à nos frères d'Espagne, en ce Noël qui vient, la paix dans la liberté et la justice.

— *Les Sorciers du ciel*, par CHRISTIAN BERNADAC. — Un vol. 13 x 20 cm, de 398 pages. Editions France-Empire, Paris.

Il s'agit des prêtres, des religieux ou des pasteurs qui ont connu les camps de concentrations où se pratiquaient les fameuses « expériences médicales » des nazis. Des pages d'histoires établies avec les notes des survivants — prêtres, religieux ou laïcs, — parmi lesquels des noms connus : E. Michelet, J. Cayrol... C'est un chapitre peu connu de l'histoire du III<sup>e</sup> Reich.

— *Evêques de France, l'Eglise et vous*. Avant-propos de RENÉ BERTHIER. Préface de JEAN CARLIER, postface de JEAN BOURDARIAS. — Un vol 13,5 x 21,5 cm, de 220 pages. Prix : 15 F. Editions Fayard, Paris.

Dix-sept évêques de France ont été interviewés à Radio-Luxembourg abordant les problèmes les plus divers, mais toujours actuels. Et c'était bien ainsi, mais c'est encore mieux de pouvoir disposer de ces textes pour les relire et en faire l'objet de réflexions plus approfondies.

## LE PROCÈS DE LENINGRAD

### NOTE DU SAINT-SIEGE

Le 24 décembre, à Leningrad, un verdict sévère a été porté contre 11 personnes, dont 8 Juifs, accusées de tentative de détournement d'avion. Deux accusés ont été condamnés à mort (Mark DIMCHITZ et Edouard KOUZNETSOV (1), et les autres à de lourdes peines de prison. A l'arrière-plan de ce procès, qui se déroulait en même temps que celui de Burgos et qui a constamment été mis en parallèle avec lui dans l'opinion publique, se situait le refus systématique opposé par les autorités d'URSS aux Juifs demandant à émigrer en Israël.

Voici la note qui a été publiée, sans signature, dans l'Osservatore Romano des 28-29 décembre 1970, p. 3 (2) :

De nombreux appels, dont certains sont hautement qualifiés, parviennent et continuent à parvenir au Saint-Père pour que le Saint-Siège intervienne en faveur des deux citoyens soviétiques condamnés à mort au procès de Leningrad.

Ce procès a donné lieu, au moment où le Saint-Père adressait son message au monde le jour de Noël, à une manifestation, digne et respectueuse, d'un groupe de personnes réunies sur la place Saint-Pierre.

On sait que le Saint-Siège n'a pas de rapports officiels avec l'Union soviétique. Nous sommes cependant en mesure d'assurer qu'il s'efforce de faire, également dans le cas présent, tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux appels qu'il reçoit. Il s'inspire en cela des principes d'humanité et des sentiments de charité chrétienne qui sont la règle constante de son action, sans distinctions de personnes.

(1) Leur peine a été commuée le 31 décembre en quinze années de travaux forcés pour chacun.

Faisant allusion à cette grâce survenant après celle des six condamnés de Burgos, PAUL VI a déclaré dans son allocution prononcée avant la récitation de l'Angelus, le 1<sup>er</sup> janvier :

Grâce à Dieu, nous commençons l'année nouvelle sous la reconfortante impression des deux actes de clémence par lesquels se sont terminés deux procès retentissants que vous connaissez tous. Ces deux gestes s'inscrivent dans le bilan de la paix du monde, à laquelle nous consacrons le premier jour de l'année civile.

Nous pouvons ainsi expérimenter ce qu'est la paix. Elle n'est ni faiblesse, ni lâcheté, ni tolérance de l'injustice, ni acquiescement passif à tant de tristes conditions dans lesquelles se trouve encore le monde aujourd'hui. La paix veut être l'affirmation virile et magnanime des énergies de l'esprit, elle veut être la victoire du bien sur le mal (Rm 12, 21), en dépassant la vieille loi du talion : « Œil pour œil, dent pour dent » (Mt 5, 38), qui perpétue l'enchaînement de la haine et du sang, au lieu de permettre aux rapports humains de se rénover par un pardon généreux et par la seule méthode civilisée et chrétienne, celle consistant à résoudre d'une façon raisonnable et humaine des conflits qui, autrement, seraient sans solution et interminables. [...] (L'Osservatore Romano, 2-3 janvier 1971. Traduction de la DC.)

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien.



Pour les mêmes motifs, le Saint-Siège, auquel continuent à parvenir de nombreux appels en faveur des inculpés du procès de Burgos, n'a pas cessé de faire preuve auprès du gouvernement espagnol de l'intense sollicitude dont nous avons parlé le 16 décembre dernier (3).

## MESSAGE DU CARDINAL MARTY AU RABBIN KAPLAN

*Le cardinal Marty, archevêque de Paris, président de la Conférence épiscopale de France, a adressé le message ci-après à M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France :*

J'apprends comme vous avec une immense tristesse le jugement du tribunal de Leningrad. Je tiens à vous dire combien je participe à la profonde émotion que provoque dans le monde cette décision.

Au jour de la nativité du Christ, l'attitude antisémite des responsables d'un des plus grands pays du monde prend une dimension dramatique.

Je vous exprime mes sentiments d'amitié, priant Dieu de donner aux hommes le courage de la justice et de l'amour.

\*  
\*\*

*Par ailleurs, le cardinal MARTY et M. Jean COURVOISIER, président de la Fédération protestante de France, ont envoyé le message commun ci-après, d'une part à M. Podgorny, président du Praesidium du Soviet suprême, et d'autre part au général Franco :*

Hors toute prise de position politique, les chrétiens de France vous demandent instamment d'user de clémence envers les condamnés.

(3) Cf. *supra*, p. 83.

## DECLARATION DES EVEQUES D'AFRIQUE ORIENTALE

*Les évêques de l'AMECEA (Association des membres des Conférences épiscopales de l'Afrique de l'Est) ont publié la déclaration suivante au terme de leur assemblée générale qui s'est tenue à Lusaka (Zambie), dans laquelle ils dénoncent notamment la ségrégation raciale et les désordres de la vie politique :*

Nous, évêque du Kenya, Malawi, Tanzanie, Ouganda et Zambie, réunis en session plénière pour discuter des problèmes de l'Eglise qui nous sont communs, exprimons notre satisfaction de voir la liberté dont jouit l'Eglise dans nos cinq pays et rendons grâce à Dieu des bénédictions qu'il a répandues sur les peuples d'Afrique.

Nous qui avons été appelés à devenir des guides au sein du Peuple de Dieu, nous affirmons que seule la foi en Dieu donne un sens et une direction à la vie culturelle, économique, sociale et politique des hommes sur la terre.

C'est pourquoi, nous évêques, déplorons grandement que dans de nombreuses parties du monde, y compris notre chère Afrique, il y ait des endroits où les hommes, égaux en dignité devant Dieu, se voient refuser cette liberté à laquelle ils ont droit et traiter en êtres inférieurs.

C'est un grand réconfort pour nous, cependant, de voir que dans bien des endroits, et tout récemment en

Rhodésie, nos frères dans l'épiscopat n'ont pas hésité à dénoncer courageusement de tels maux (ou abus). Nous nous joignons à eux dans cette dénonciation.

Aucun membre de notre famille humaine ne peut s'arroger le droit devant Dieu de refuser à un autre membre de la famille humaine la justice sociale et la reconnaissance de ses droits sous prétexte de différences de races, couleurs, tribus, religions, options politiques ou conditions de vie dans quelque pays que ce soit.

Ceux qui le font et veulent cependant garder le nom de chrétiens ou de croyants en Dieu, notre Père commun, sont en contradiction avec la foi qu'ils professent. Ceux qui utilisent l'Ecriture sainte pour justifier toute oppression injuste ou supériorité raciale le font d'une manière sacrilège.

Ceux qui emploient la force politique, économique ou militaire pour dominer les autres commettent un crime contre la famille humaine. Le fait de fournir ou d'utiliser des armes dans ce but mérite aussi d'être condamné d'une manière spéciale.

Nous condamnons toute loi injuste, toute passion politique induite et tout acte d'oppression de la part du pouvoir civil, que ce soit la force d'un petit nombre ou celle d'un gouvernement — librement élu — qui refuserait à nos frères humains la liberté ou les droits imprescriptibles qui leur sont donnés.

Nul ne devrait se voir refuser injustement le droit de vote, ni le droit de se présenter aux élections à cause d'options politiques différentes. L'état d'urgence ne devrait pas durer plus longtemps qu'il n'est vraiment nécessaire.

Nous dénonçons tout acte délibéré de mauvais traitements et tortures, ainsi que toute tentative pour susciter la haine, spécialement au cœur des jeunes.

Nous affirmons également que maintenir en détention une personne sans la faire passer en jugement dans un délai raisonnable est une atteinte à la liberté humaine.

Les dirigeants politiques sont élus pour servir leurs compatriotes, non pour les opprimer. Les gouvernements ont autorité pour promouvoir le bien commun de leurs peuples et non pour les rendre esclaves.

Quand le rôle du gouvernement dépasse ce qui est vraiment nécessaire au bien commun, ces fonctions élargies deviennent un poids pour les citoyens au lieu d'être une aide.

Nous déplorons le développement d'une ambiance de crainte dans laquelle les citoyens ont peur d'élever la voix pour s'opposer à la politique de leur pays. Cependant, nous déplorons tout emploi de l'opposition uniquement par amour de l'opposition — car ceci pourrait nuire à la stabilité d'un bon gouvernement qui est un facteur très important pour le progrès d'un pays en voie de développement.

Dans la marche en avant de toute notre famille humaine, nous donnons notre total appui à tous les efforts faits par les gouvernements ou tout autre organisme qui favorisent un développement humain plus total, comme l'a déclaré le Pape Paul VI : « Le développement est le nouveau nom de la paix. »

Nous, évêques d'Afrique orientale, nous nous engageons à apporter notre contribution à un développement humain total, non seulement matériel, mais aussi intellectuel, social, moral et spirituel.

Nous prions pour que tous les peuples et nations atteignent ces objectifs d'une manière pacifique. Nous prions aussi et demandons à tous nos fidèles et à tous les hommes de bonne volonté de prier pour que Dieu, Père de notre famille humaine, rapproche tous les hommes, les uns des autres en une vraie fraternité et les attire à lui dans un amour sincère.

(Afrique nouvelle, 12-18 novembre 1970.)

# “MON ONCLE LE PAPE”

*Interview de Giorgio Montini*

« Mon oncle, le Pape », tel était le titre de l'émission diffusée par Radio-Luxembourg le 26 décembre 1970, où Giorgio Montini, neveu de Paul VI, répondait aux questions de Paul Gilles. Voici le texte intégral de cette interview, présentée par Michel Tauriac (1) :

Paul VI est en mauvaise santé. Paul VI donnera sa démission en 1972 quand il aura atteint 75 ans. Depuis quelque temps les rumeurs les plus fantaisistes et les plus contradictoires courent sur le Pape. Certains auraient affirmé que Paul VI était si fatigué qu'il aurait même songé à abréger son récent voyage en Extrême-Orient. Un journal anglais, le *Sunday Times*, prétendait qu'il avait déjà désigné son successeur en la personne du cardinal Villot. Un hebdomadaire italien l'*Europeo* annonçait comme certain : « Le Pape se démet », et il faisait état des crises de dépression qu'il traversait depuis quelques mois.

Où est la vérité ? La vérité, c'est que personne ne connaît vraiment le Souverain Pontife. C'est un homme discret qui ne parle jamais de lui-même, qui ne se soucie jamais de ce que l'on peut dire sur son compte. Un de ses proches nous a éclairés sur sa personne, sur sa santé et ses intentions : son propre neveu, Giorgio Montini, le fils du sénateur Montini, frère du Pape. Giorgio Montini est avocat au barreau de Rome et attaché au tribunal de la Sacrée Rote au Vatican. Il a vécu pendant trois ans chez son oncle au Vatican avant que celui-ci soit nommé archevêque de Milan en 1955. Giorgio Montini voit le Pape, téléphone au Pape. Son témoignage sur son oncle nous aide à mieux comprendre le vicaire de Jésus-Christ, le Pontife suprême de l'Eglise universelle.

GIORGIO MONTINI. — J'ai vécu cette vie entre 1947 et 1950. J'ai terminé mon Université à Rome où j'ai fait les deux dernières années. A ce moment-là, moi, j'habitais Brescia et c'était difficile de trouver un logement. Et gentiment le Pape m'a offert l'hospitalité. J'ai donc habité chez lui. Je déjeunais avec lui. Je vivais avec lui, au Vatican, dans l'appartement de Clément VII. Je me rappelle !

Si je le trouve changé ? Que voulez-vous, l'âge change tout le monde. Le travail, la fatigue changent tout le monde. Mais changé du point de vue psychologique ou intellectuel, je ne le dirais pas. Absolument pas. Evidemment, ça dépend : quelquefois je le vois un peu plus fatigué, quelquefois un peu moins, mais de changement radical, pas du tout. Au contraire, c'est toujours lui, c'est toujours sa voix, ses gestes, sa façon de voir les choses, sa façon de

parler. Et surtout sa présence..., sa présence et son affection. Je dirais même que, depuis qu'il est Pape, il nous a même parlé quelquefois de ses problèmes en général, pas en détail, évidemment, en nous demandant d'être près de lui, de prier pour lui, de comprendre les grands problèmes qu'il a sur les épaules, d'avoir patience, etc. — ce qu'il n'avait jamais dit avant. Cela, c'est l'unique changement à mon avis, que j'ai constaté en lui.

PAUL GILLES. — Quel est le détail qui frappe d'abord dans le physique de Paul VI ?

GIORGIO MONTINI. — C'est sa stature qui frappe surtout. Son regard pénétrant. Un regard qui va au-delà des apparences, qui voit quelque chose dans l'intérieur, qui vous transperce un peu, mais qui vous transperce, je ne dirais pas, d'une façon désagréable, d'une façon importante ! Ce que j'ai toujours remarqué moi-même, c'est au fond l'extrême mesure qu'il a avec tout le monde, il sait communiquer avec tout le monde.

Quand il reçoit la famille : à Noël, à Pâques, il le fait toujours très gentiment, alors vraiment il n'est plus seulement le Pape, il est vraiment l'oncle. Et alors, il essaie de reprendre un peu l'attitude et les discours qu'il faisait dans le temps. Quand j'habitais chez lui, tous les soirs il se renseignait avec une certaine autorité paternelle sur mon travail. Combien de pages j'avais faites, si j'avais des facilités, si je comprenais bien ce que j'étudiais. Quelquefois, il m'interrogeait même un peu et on s'amusait même à discuter de certaines choses.

Avec les enfants ? Avec les enfants, il les appelle tous l'un après l'autre. Il se renseigne sur ce qu'ils font. Quelle classe, quelle école, quel genre d'études, la matière qu'ils préfèrent, et il recommande à tout le monde de travailler. Il est très content s'il sait que l'école ça va bien. Il a un mot pour chacun des enfants. C'est une affection pleine de gentillesse. Mais toujours avec une certaine autorité, autorité paternelle, autorité familiale.

C'est un homme qui ne vous met jamais dans l'embarras, dans une situation dans laquelle l'on se trouve quelquefois vis-à-vis de quelqu'un, lorsque l'interlocuteur ne parle pas, on ne sait pas quoi dire. Cela ne se passe jamais avec lui. Jamais avec lui. Il ne laisse jamais tomber une conversation. Il n'est pas du tout taciturne. Il est ouvert, ouvert à tous les problèmes, à tous les discours, même à la blague, même à l'humour. Quand il venait à la montagne — c'est un souvenir d'enfance, — on jouait beaucoup... au « volant ». Oui, je me rappelle, il jouait au volant avec mon père, avec l'oncle François, avec des cousins. Il y avait un tas de monde. A ce moment-là, il retirait carrément sa soutane, il enlevait son chapeau et il jouait. Il lançait des grands coups sur le volant. Une sœur de ma mère, qui aimait aussi beaucoup la blague, mettait quelquefois la robe de mon oncle, et l'oncle trouvait cela très spirituel.

(1) Texte transcrit par le service de presse de RTI..



C'était un grand organisateur de jeux, de joies, d'ambiances agréables. Quelquefois, les grands-parents, mon père, les oncles, organisaient des « matchs » de cartes formidables. C'était surtout pour s'amuser, pour rire, à tel point qu'on arrivait même à se bagarrer au jeu, à tricher (on montrait les cartes par un miroir). La soirée était extrêmement sereine, je dois dire !

Il a toujours eu des amis qui l'amusaient beaucoup. Il a conservé un peu cet esprit d'étudiant. Une plaisanterie assez récente concerne son grand ami, son maître spirituel Padre TULLIO BEVILLAQUA, oratorien : un homme libre, antifasciste, persécuté par le fascisme, un intellectuel, sociologue, théologien et surtout exaumônier des chasseurs alpins, qui avait gardé cet esprit de montagnards que mon oncle appréciait beaucoup d'ailleurs.

Un libre-penseur si vous voulez, même un peu libertaire et qui, quelquefois, se permettait de critiquer les cardinaux. La première chose que mon oncle a faite, lorsqu'il a été nommé Pape, il s'est empressé de nommer cardinal Tullio Bevillaqua en lui écrivant ce petit mot : « Comme cela, tu ne pourras plus me dire du mal des cardinaux. »

A Rome, lorsqu'un cardinal vient d'être nommé, la coutume veut qu'il reçoive ce que l'on appelle « la visite de chaleur ». Ce sont tous les gens qui le connaissent qui vont lui présenter leurs félicitations. Alors voilà qu'à un certain moment, on voit apparaître le secrétaire du Pape, Don Macchi, qui vient au nom du Pape et de la part du Pape faire sa visite de chaleur au cardinal Bevillaqua. Il amène avec lui un petit panier dans lequel il y avait une chatte. Ça c'était la visite de chaleur de la part du Pape. Un jour où il avait invité à déjeuner mon fils et mon neveu, l'oncle leur a fait cadeau de petites voitures et, après le déjeuner, il a joué avec eux et avec les petites voitures.

Le Pape possède un remarquable ordre mental. Il ne s'est jamais fâché ni avec ses collaborateurs ni avec personne. C'est un homme sans exhibition. Il est certain qu'il pense, qu'il médite, qu'il a des longs silences, mais surtout quand il est seul. Quand il est avec quelqu'un, je rapporte du moins ce que j'en sais, il ne vous accable pas par son silence. C'est un homme qui n'abuse jamais du téléphone. Il téléphone quand c'est absolument indispensable, et d'une façon très brève et synthétique. S'il est irrité, il le manifeste avec une certaine sévérité. Je me rappelle : il me reprochait quelquefois d'arriver en retard à table, alors il me le faisait remarquer, d'une façon sévère mais toujours respectueuse de ma liberté personnelle. Il me disait : « Il faudrait peut-être faire ça... Tu fais ce que tu veux, naturellement, mais moi je pense qu'il vaudrait peut-être mieux faire ça... »

Il préfère s'exprimer de façon impersonnelle, plutôt que d'imposer directement et sèchement sa volonté.

Pour ce qui concerne sa générosité morale..., cet exercice qu'il a toujours fait de supporter avec patience les gens qui l'ennuient, les « casse-pieds ». A ce sujet, je dois dire qu'il est même dangereux d'être quelquefois l'objet de sa patience, parce que, qui le connaît bien, doit bien, à ce moment-là, se rendre compte qu'il lui casse les pieds. Et il faut faire attention. Je me rappelle, quand il était à la Secrétairerie d'Etat, il

avait très peu de temps pour déjeuner, et d'ailleurs il rentrait avec des montagnes de lettres personnelles qu'il devait lire pendant qu'il mangeait. A ce moment-là, il y avait des vieilles personnes, des vieilles filles qui se confessaient à lui, qui lui téléphonaient. Elles n'étaient pas seulement satisfaites de l'avoir pour confesseur, mais elles voulaient encore lui téléphoner pendant qu'il mangeait. Et à ce moment là, il supportait des coups de téléphone d'un quart d'heure, de vingt minutes sans les interrompre ou cesser la conversation. Je voyais très bien l'effort qu'il faisait pour se contrôler, pour être gentil, pour ne pas couper. Il laissait même à la personne qui téléphonait le droit de couper. A propos d'ingérences de personnes étrangères dans sa vie, son travail et sa vie privée, je me rappelle un épisode assez important : tout le monde sait que le Pape Pie XII avait une gouvernante qui était une Sœur allemande, elle s'appelait Mère Pasqualina, elle connaissait très bien mon oncle, elle connaissait bien toute ma famille. A un certain moment, elle a voulu envoyer mes sœurs dans des collèges allemands parce qu'elle trouvait que l'éducation allemande était l'unique possible, chose que ma mère n'avait évidemment pas acceptée. Et surtout elle a essayé d'envoyer chez l'oncle des Sœurs de son ordre religieux pour servir dans la maison. A ce moment-là, j'ai vu mon oncle plutôt sévère. Je me rappelle très bien qu'il a répondu par téléphone : « Si je dois en référer à mon supérieur, je préfère le faire personnellement, et non par des personnes interposées. » Ses réactions sont toujours extrêmement mesurées. Que ce soit pour une raison de joie ou pour une raison de douleur, on voit même quelquefois des larmes dans ses yeux et c'est tout. Il n'y a pas de gestes démesurés. Il n'y a pas de gros rires.

PAUL GILLES. — *Le Pape connaît-il des moments de dépression ?*

GIORGIO MONTINI. — S'il les connaît, il ne le montre pas. Une chose que j'ai toujours remarquée en lui, c'est son extrême cohérence dans sa conduite. Je dirai que c'est un homme qui ne montre jamais qu'il a des moments cycliques, cycles de dépressions ou cycles contraires. Sa façon de se conduire est presque toujours la même. J'ai constaté plusieurs fois — par exemple quand le Pape Pie XII l'a envoyé comme archevêque à Milan, — c'était pour lui un drame dans tous les sens du mot, et même dans le sens affectif : mon oncle était très lié au Pape, il a toujours collaboré avec lui... Il a accepté par devoir d'abandonner la Secrétairerie d'Etat et d'aller à Milan, à ce moment-là je l'ai vu avec des larmes aux yeux, mais avec une extrême sérénité. J'avais appris à le connaître à un tel point que, lorsque je voyais qu'il avait une sérénité plus grande, plus calme que normalement, je comprenais très bien qu'il avait de gros problèmes.

J'ai vécu plus de deux ans avec lui, je ne l'ai jamais vu une seule fois changer d'humeur, élever le ton de sa voix. Si l'on me demandait aujourd'hui : « Quel est l'homme que tu aies connu et qui soit doué du plus grand « self-control », je répondrais : « C'est certainement lui. »

Donc aucune variation de caractère, une admirable cohérence, non seulement dans les idées



mais dans l'attitude extérieure, une continuité presque anormale à mon avis parce que dans la famille nous sommes tous un peu émotifs comme on dit et peut-être même un peu nerveux. Mais lui, pas du tout. A tel point qu'un jour, j'ai demandé à mon père : « Mais, en effet, l'oncle a un caractère un peu différent du tien et du mien. » « Pas du tout, m'a répondu mon père, quand il était jeune, quand il était petit, il avait un caractère très difficile. »

Donc, je dois en déduire que pendant toute sa vie il a fait un formidable exercice de « self-control ».

Quand il est allé à Milan, il a voulu écrire, chez sa sœur Marie, « *In nomine Domini : Au nom du Seigneur* ». Cela veut dire : ... le devoir... c'est mon devoir...

Et maintenant, il suit son devoir à tel point qu'il est vraiment difficile de distinguer ce qu'il fait par devoir ou par impulsion, s'il aime ou s'il n'aime pas certaines choses : la foule par exemple. Il répond toujours à son courrier, le plus possible personnellement.

Quant aux cadeaux, il en reçoit évidemment énormément ! Et il fait énormément de cadeaux. Notamment à la famille. Quand on va chez lui, on reçoit toujours des cadeaux, des cadeaux assez importants même quelquefois. Moi-même, à certains moments, j'ai reçu comme cadeau, il y a quelques années, comme j'étudiais la musique, j'ai reçu un piano. Il a acheté un piano pour moi. Il a acheté un piano pour mettre dans sa maison, pour le garder, pour me permettre d'étudier. Et quand il est parti à Milan, il me l'a carrément donné. Il a donné à mon fils une caméra pour faire du cinéma. Il a donné à mon frère — il sait qu'il aime la photo — un magnifique appareil de photos japonais... Il est très heureux de faire des cadeaux... et de voir la joie des enfants lorsqu'ils reçoivent des cadeaux.

Il organise même des espèces de tombolas pour les enfants. Celui qui gagne a le droit de choisir le premier, les autres de choisir après.

La dernière année où il était archevêque, il trouvait toujours quelque chose pour venir me voir à la montagne. Une anecdote assez amusante : j'avais eu des difficultés avec la voiture, j'étais allé la faire réparer en Suisse, j'étais parti pour rester deux jours en Suisse, j'y suis resté dix jours. Et sans argent. Donc, j'ai dû m'adresser à l'oncle pour l'aide nécessaire, ce qu'il a fait avec beaucoup d'esprit.

Sa haine du faste ? Parler de haine, moi je trouve que c'est un peu trop. Si on veut parler de haine, alors on devrait dire que c'est la haine de quelqu'un qui essaie de minimiser tout ce qui est temporel, toute la politique qu'il a menée vis-à-vis de l'état temporel de l'Eglise. Avec le pontificat de Paul VI, on peut dire que le pouvoir temporel de Paul VI en Italie est terminé. Il essaie de minimiser les choses temporelles, en supportant même le mauvais goût des autres, il essaie de ne pas s'occuper des choses extérieures. Quand il écoute la radio, regarde la télévision ou lit les journaux, ses commentaires sont très simples... Il se met à dire : « C'est grave, il faut y penser. » Mais je crois qu'il essaie surtout de mettre tout dans sa mémoire, dans son système intérieur pour voir ce qu'il pourrait faire.

La simplicité du commentaire extérieur lui

sert à cacher une réflexion profonde, une réflexion intérieure.

PAUL GILLES. — Pouvez-vous décrire sa chambre ?

GIORGIO MONTINI. — Elle a très peu changé depuis ses prédécesseurs. Il y a des choses qui, au fond, ne l'intéressent pas beaucoup. Vous m'avez demandé s'il aimait une couleur, plutôt qu'une autre. S'il aime une couleur, on ne le sait pas. Il est même possible que s'il aime une couleur, on lui met la couleur du même ton, il est d'accord, il aime bien, il accepte au fond ce que les autres font pour lui. Il ne s'occupe pas des choses pratiques, et des choses matérielles. Il a une chambre assez normale, ni grande ni petite. Il y a un lit, une table, un crucifix ; il y a un tableau. C'est une chambre digne, mais certainement pas riche. Je l'ai toujours vue extrêmement en ordre, de même sur sa personne.

Quand j'habitais chez lui, si quelquefois j'oubliais de me raser ou d'aller chez le coiffeur, il me disait : « Tu dois aller chez le coiffeur, tu dois te raser, tu n'es pas un homme, et ce n'est pas bien, ce n'est pas digne. »

PAUL GILLES. — Paul VI est-il un homme ponctuel ? Arrive-t-il à l'heure ?

GIORGIO MONTINI. — Il arrive à l'heure. Excepté, je me rappelle, lorsqu'il s'agit de l'heure du déjeuner. Ça alors, il n'y a jamais d'heure. C'est-à-dire qu'il respecte l'horaire pour les autres, mais pas pour lui-même. Je sais qu'il n'a même pas le temps de se promener dans le jardin comme le faisait Jean XXIII et même Pie XII.

PAUL GILLES. — Lorsqu'on dit que le Pape est riche, quelle est votre réaction ?

GIORGIO MONTINI. — Le Pape est riche, vraiment pas. La famille n'est pas riche. C'est une famille normale. Moi, je travaille, mon père a dû travailler, mon grand-père aussi. Donc, on ne peut pas dire que c'est une famille riche et que donc le Pape soit riche. Pauvre non plus. Il a renoncé en grande partie à son héritage en faveur de la famille, et ce qu'il a gardé pour lui, il l'a employé certainement pour quelque charité. Les uniques frais qu'il fait pour lui, c'est pour acheter des livres. Cela, c'est son vrai plaisir, acheter des livres. Quand j'habitais chez lui, il recevait deux ou trois livres tous les jours. Le soir, on faisait des concours pour couper les pages de ses livres. On choisissait le même nombre de pages, et notre compétition consistait à qui arriverait à couper le premier le même nombre de pages. Mais si on abîmait une page, on était pénalisé. Toutes les manifestations de la culture, des mœurs contemporaines l'intéressent. Il aime la musique. Je crois que parmi ses loisirs, son plaisir c'est d'écouter de la musique. Il aime Mozart particulièrement. Il a une installation stéréophonique, chez lui ; il a des disques, et le soir, quand il a un moment pour se reposer un peu, il met un disque et il l'écoute.

C'est un homme qui n'a pas peur. Je n'ai jamais vu mon oncle, non seulement avoir peur, mais avoir sur son visage l'expression de la peur. Je ne l'ai jamais vu. Ce n'est certainement pas un homme qui a peur en voiture. Il ne sait pas conduire. Mon père a essayé, tout de suite après la guerre, de lui apprendre à conduire et j'étais dans la voiture. Il a essayé de conduire cette voiture. C'était une vieille Mercedes. Cela se pas-



sait à Brescia, sur une petite route de campagne. L'oncle a conduit, mais à un certain moment, il y avait un tournant, il est allé tout droit et il a fini dans le fossé. Alors mon père a dit : « Il vaut peut-être mieux que l'on essaie une autre fois. »

PAUL GILLES. — *Le Saint-Père s'occupe-t-il de sa santé ?*

GIORGIO MONTINI. — Je ne dirai pas que le Saint-Père est un homme qui s'occupe de sa santé. Il abuse plutôt de sa santé. A ce propos, je me rappelle très bien que mon père, mon oncle François qui est médecin, moi-même, mes sœurs, toute la famille, quand il est possible, le prient de vouloir épargner sa santé. Mais il se limite à répondre par un petit sourire. C'est tout. Je ne l'ai jamais entendu se plaindre d'être malade.

PAUL GILLES. — *Quels sont ses rapports avec le docteur Fontana, avec le docteur Piazza ? Ont-ils un certain pouvoir sur le Saint-Père ?*

GIORGIO MONTINI. — Je ne connais pas très bien les rapports entre le Saint-Père et le professeur Fontana. Fontana a une charge officielle. En ce qui concerne le docteur Piazza, ce sont des rapports surtout amicaux. C'est un vieil ami de l'époque universitaire qui le visitait presque tous les soirs, et surtout pour des conversations agréables, pour passer quelques minutes de « relax » ensemble. Evidemment, étant médecin, il s'est aperçu qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas très bien, et il est intervenu. A ce propos, je me rappelle qu'une fois mon oncle devait probablement souffrir d'avitaminose, à cause de la vie antihygiénique qu'il menait et le docteur Piazza est intervenu et lui a fait remarquer la chose, mais ce n'est pas pour cela que mon oncle a changé son régime de vie, quoiqu'il ait dû se soumettre à une cure de vitamines ou quelque chose comme cela. Si vous considérez le rythme de travail auquel il s'est soumis, depuis des dizaines et des dizaines d'années, je me demande qui pourrait résister à un rythme pareil.

D'un autre côté, c'est un homme qui a toujours pris au sérieux tous les problèmes. Alors, là, il prend sa vie très au sérieux et il croit qu'il doit se sacrifier pour tout le monde. Quand on parle de sa santé, on ne peut oublier tout cela : l'extrême engagement qu'il prend dans son travail, dans tous les problèmes qu'il doit affronter, et le rythme de ce travail.

PAUL GILLES. — *Le Saint-Père parle-t-il de la mort ? Parle-t-il aussi de la vieillesse ?*

GIORGIO MONTINI. — Certes, il ne considère pas la mort comme une calamité ni la vieillesse comme une maladie. Son unique problème c'est que ses forces physiques ne suffisent pas à la tâche qu'il a entreprise.

PAUL GILLES. — *Si l'on vous disait, comme certains le prétendent aujourd'hui, que votre oncle Paul VI va démissionner, soit pour des raisons de santé, soit pour des raisons intérieures, secrètes ?*

GIORGIO MONTINI. — Franchement je ne le crois pas parce qu'il a trop le sens du devoir et du sacrifice jusqu'au bout.

## REPONSE DU PRESIDENT POMPIDOU

### AU MESSAGE DE PAUL VI POUR LA JOURNEE DE LA PAIX

*M. Georges Pompidou, président de la République française, a remercié Paul VI en ces termes de lui avoir adressé son message pour la Journée de la Paix (cf. DC 1970, p. 1102) :*

Je remercie Votre Sainteté de m'avoir fait parvenir le message qu'elle adresse au monde pour la célébration de la « Journée de la Paix ».

Parmi tous les « hommes de 1971 », les Français et les Françaises sont particulièrement sensibles à un appel dont l'écho se répercutera dans les profondeurs de notre pays où se mêlent, depuis des siècles, le sens des libertés et de la paix, le respect des droits de l'homme et la ferveur du christianisme.

Au terme d'une année qui a vu s'éloigner de nous un grand chef d'Etat qui était aussi un grand chrétien, jamais nous n'avons mieux compris que l'action des hommes ne peut avoir de dignité et de raison d'être qu'au service de la paix, de l'entente et de la fraternité.

Pour ceux qui ont la charge et les responsabilités de la politique, les enseignements de Votre Sainteté sont précieux. Par-delà les préoccupations du quotidien, ils nous aident à garder présentes à l'esprit les grandes espérances qui sont celles de tous les hommes.

*(Texte français dans l'Osservatore Romano du 1<sup>er</sup> janvier 1971.)*

### QUI PEUT PARTICIPER A LA CONFERENCE EPISCOPALE ?

#### *Réponse de la Commission pontificale pour l'interprétation des décrets du Concile à un doute (1)*

Les Pères de la Commission pontificale pour l'interprétation des décrets du II<sup>e</sup> Concile du Vatican ont estimé devoir répondre comme suit au doute suivant qui leur a été soumis en Session plénière :

Q. — *En plus des évêques, d'autres (prêtres, religieux et laïcs) peuvent-ils participer à la Conférence épiscopale ?*

R. — Etant donné que les Conférences épiscopales sont l'Assemblée des évêques, elles ne sont constituées que des évêques et des ecclésiastiques qui leur sont assimilés en droit, conformément à ce qui est prescrit dans le décret *Christus Dominus* sur la charge pastorale des évêques, n° 38, 2 (2). Des prêtres, des religieux et des laïcs peuvent être invités par la Conférence épiscopale, conformément à ses statuts, mais pour des questions et des causes déterminées, et seulement avec voix consultative.

Au cours de l'audience accordée le 31 octobre 1970 au soussigné, S. S. le Pape Paul VI a ratifié et approuvé cette décision et il a ordonné qu'elle soit publiée.

Pericle card. FELICI,  
président.

(1) Traduction de la DC d'après le texte latin publié par le bulletin de la Commission : *Communicationes*, 1970, n° 2, p. 165.

(2) DC 1965, n° 1461, col. 2135. (NDLR.)

# Événements et Informations

## FRANCE

— *La région apostolique de Paris.*  
— Le cardinal Marty écrit à ce sujet dans : « *Présence et Dialogue, L'Eglise dans la région parisienne* », n° 56, 29 novembre : « Le 9 octobre 1966, les diocèses de Paris et de Versailles étaient divisés en sept diocèses. Un statut *ad experimentum* pour cinq ans était donné à la région parisienne par le Pape Paul VI. (« *DC* », 1966, n° 1481, col. 1853-68.) Lors de mon dernier voyage à Rome, en octobre dernier — au nom des évêques de la région, — j'ai demandé au Saint-Père la possibilité de poursuivre la recherche et l'expérience. Par là même j'exprimais le désir que les statuts provisoires soient prorogés de cinq ans. C'est très volontiers que le Pape a accepté cette suggestion ; c'est très volontiers aussi qu'il accueillera à Rome en septembre 1971 tous les évêques de la région parisienne pour une « séance de travail » sur cette nouvelle collaboration pastorale entreprise depuis 1966 entre les huit diocèses... Le cardinal Villot confirme ces décisions par une lettre qu'il vient de m'adresser le 5 novembre. »

1<sup>er</sup> DEC. — *Le prix Femina* a été attribué à François Nourissier pour son roman « *la Crève* » (Grasset) ; le prix Médicis à Camille Bourniquet, pour « *Sélinonte ou la chambre impériale* » (le Seuil), et le prix Médicis du meilleur roman étranger, décerné pour la première fois, à l'Italien Luigi Malerba pour son livre « *Saut de la mort* ».

— *L'Assemblée du Comité permanent de concertation des Facultés de théologie de France* s'est tenue les 28 et 29 novembre à Angers. 40 participants dont 17 enseignants et 23 étudiants. A l'ordre du jour : « La place des laïcs dans la théologie ». Participaient à cette rencontre les Facultés de Paris, de Lyon, de Toulouse, de Lille et d'Angers, ainsi que les Facultés du Saulchoir (Dominicains) et de Fourvière (Jésuites). Mgr Pézeril se trouvait présent à titre d'observateur. (Transmis par le Secrétariat national de l'opinion publique, 1<sup>er</sup> décembre.)

7 DECEMBRE. — *Le prix Interallié* a été décerné, le 7 décembre, à Michel Déon pour son livre « *les Poneys sauvages* ». Principaux romans : « *Je ne veux pas l'oublier* », « *la Corrida* », « *le Dieu pâle* », « *les Trompeuses Espérances* ».

8 DECEMBRE. — *Les membres de l'Académie Goncourt* ont choisi Françoise Mallet-Joris pour remplacer à leur table Pierre Mac Orlan, décédé à l'automne dernier (principaux romans : « *la Maison de papier* », « *l'Empire céleste* » (1958), « *le Rempart des béguines* » (1951). Deux femmes l'ont précédée à l'Académie Goncourt : Judith Gautier, fille de Théophile Gautier, en 1910 (couvert de Jules Renard), et Colette, en 1945. (« *Les Nouvelles Littéraires* », 10 décembre.)

— *L'Office chrétien du livre* (129, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>), qui vient de se créer, propose, à partir du mois de décembre, une sélection appréciative mensuelle d'une dizaine de livres. Cet organisme est pris en charge conjointement par les catholiques et les protestants. Il se veut ouvert à toute pensée chrétienne. Des représentants des éditeurs, libraires, bibliothécaires, auteurs et lecteurs composent son conseil de direction. (Transmis par le Secrétariat national de l'opinion publique.)

— *Une note du Secrétariat de l'épiscopat* a été envoyée aux diocèses et paraît (ou paraîtra) dans les Semaines et Bulletins religieux diocésains sur la *Retraite complémentaire des employés des évêchés et des paroisses* (il s'agit de tous les employés d'évêchés, maisons des œuvres, séminaires, paroisses (sacristains, organistes, chauffeurs, secrétaires, etc.) à la seule exception des maîtres de l'enseignement catholique, des catéchistes professionnels pour lesquels existe déjà un régime de retraite complémentaire, et des employés de maison en service dans les presbytères (aides au prêtre) pour lesquels un régime de retraite doit prochainement se mettre en place).

— *Situation actuelle du protestantisme français.* — Il existe en France une *Fédération protestante* (fondée en 1905) groupant les Eglises sui-

vantes : Eglise réformée de France ; Eglise de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine ; Eglise évangélique luthérienne de France ; Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine ; Union nationale des Eglises réformées évangéliques indépendantes ; Fédération des Eglises évangéliques baptistes. La Fédération est dirigée par un Conseil composé de représentants d'Eglises, de mouvements et d'œuvres. Des Commissions permanentes assurent la responsabilité des activités communes (radio-télévision, aumônerie militaire, aumônerie des hôpitaux, des prisons, des étudiants d'outre-mer, rapports avec les pouvoirs publics). L'Assemblée générale de la Fédération, réunie à Aix-en-Provence en 1963, a décidé de créer six départements (Diaconie, Etudes et recherches, Information, Jeunesse, Recherches communautaires, Relations extérieures). *Eglises membres de la Fédération protestante de France* : l'Eglise réformée de France (ERF), avec environ 400 000 membres, ou union d'Eglise ayant accepté en 1938 la déclaration de foi et la discipline de l'ERF. Elle est de type presbytérien synodal, avec pour cellule de base la paroisse dirigée par un Conseil presbytéral présidé par un pasteur. Les paroisses sont groupées par circonscriptions divisées en consistoires. L'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine, avec environ 250 000 membres, répartie en sept inspections ayant à leur tête un inspecteur ecclésiastique, et en quarante consistoires. Elle vit sous le régime des articles organiques de 1802 (prise en charge par l'Etat du traitement des pasteurs, écoles primaires souvent confessionnelles). — L'Eglise évangélique luthérienne de France, avec environ 50 000 membres, née après la guerre de 1870-1871, de la séparation de deux inspections de l'Eglise de la confession d'Augsbourg. Elle comprend deux régions ecclésiastiques (Montbéliard-Paris) réparties chacune en consistoires. Elle est de type presbytérien-synodal. — L'Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine, avec 50 000 membres, de type presbytérien-synodal et sous le régime des articles organiques de 1802. — L'Union nationale des Eglises réformées évangéliques indépendantes de France, avec



environ 9 000 membres, de type presbytérien-synodal. — La Fédération des Eglises évangéliques baptistes, groupant environ 12 000 membres. — *Autres Eglises*, non rattachées à la Fédération : les Eglises évangéliques indépendantes, l'Eglise luthérienne libre, l'Union des Eglises évangéliques libres, l'Union de l'Eglise évangélique, l'Union des Sociétés évangéliques, les Eglises méthodistes, l'Eglise méthodiste, l'Association évangélique d'Eglises baptistes, les Eglises baptistes indépendantes, les Eglises baptistes de la Mission évangélique, les Eglises mennonites, la Société des Amis ou Quakers, l'Armée du salut, les communautés darbystes, pentecôtistes et de nombreuses communautés évangéliques indépendantes. (« *Le Christianisme au xx<sup>e</sup> siècle* », 3 décembre.)

## ÉTRANGER

### AFRIQUE

— *Religions* : Sur 330 millions d'Africains, 158 millions sont encore animistes et 87 musulmans. Les chrétiens constituent environ 24,75 % de la population : 33 millions de catholiques, 26 millions de protestants, 16 millions d'orthodoxes. *Le pays africain qui compte de manière absolue le plus de catholiques est le Congo-Kinshasa avec 8 millions.* Les pays fortement islamisés sont la Guinée, le Mali, le Niger, le Soudan et la Gambie. *Sur les 322 circonscriptions ecclésiastiques (diocèses, vicariats apostoliques, préfectures), plus d'un tiers sont dirigés par des évêques italiens (plus de 120).* Dans l'ensemble du continent, on compte 15 800 prêtres, dont environ 3 600 Africains, secondés par 16 000 religieux et 30 000 religieuses. La plupart sont des missionnaires étrangers. *Le plus grand événement dans l'histoire africaine de l'Eglise est la visite du Pape Paul VI.* Viennent ensuite la création de six cardinaux africains, l'amélioration de la catéchèse et l'ordination des premiers diacres permanents. Constatations moins réjouissantes : diminution du personnel missionnaire, interdiction faite aux missionnaires de travailler dans certaines régions (Guinée, Soudan méridional), nationalisation de l'enseignement libre. *Le clergé local augmente chaque année d'environ 200 membres.* Les grands séminaristes sont au nombre de 2 608 et on compte 24 284 petits séminaristes africains. (« *Afrique Nouvelle* », 12-18 novembre.)

### BELGIQUE

— A la demande du Centre international du diaconat de Fribourg-en-Brisgau, les diacres belges ont ac-

cueilli durant trois jours des représentants de la recherche diaconale (diacres, candidats, responsables) d'Allemagne, Autriche, Italie, France, Belgique à Fayt-lez-Manage. *Thèmes étudiés* : le rôle du Centre international du diaconat, comment vivre dans le concret l'originalité du ministère diaconal ? La prochaine réunion du Conseil international du diaconat aura lieu au Dahomey, en 1971. (« *La Croix* », 2 décembre.)

### ESPAGNE

— Don Luis Hernandez, directeur du Secrétariat national du clergé, a déclaré au périodique de Murcie « *la Verdad* » (la Vérité), qu'une étude sociologique avait permis de dégager les cinq facteurs les plus influents sur la situation actuelle du clergé espagnol. Les voici : 1. Refus de se considérer comme appartenant aux formes actuelles de l'Eglise institutionnelle. C'est le facteur le plus influent, et de loin, par rapport aux quatre autres qu'il suscite en un certain sens. 2. La situation de l'Eglise par rapport à une vision sociale panoramique de l'Espagne. 3. Le célibat. Il n'est pas question d'un refus de celui-ci par le prêtre, mais d'une opinion majoritaire qui se dégage en faveur d'un célibat non imposé obligatoirement au prêtre par la loi ecclésiastique. 4. Les rapports entre évêques et prêtres qui ont été souvent et continuent d'être tendus et pénibles. 5. La formation reçue dans les séminaires considérée par le plus grand nombre comme inadaptée aux formes de la vie et du ministère du prêtre, exigées par l'Eglise et le monde actuel. De là une confusion idéologique existant en de très nombreuses couches du clergé. La prochaine Assemblée commune des évêques et prêtres est considérée par de nombreux prêtres des Assemblées diocésaines préparatoires comme la carte décisive, certains disent la dernière, pour apporter une solution aux problèmes d'ordre doctrinal, structurel et personnel qui pèsent douloureusement et lourdement sur les épaules des prêtres. (« *Prensa Asociada* », 8 décembre.)

### ETATS-UNIS

— La Conférence nationale des évêques catholiques a accepté de désigner neuf membres catholiques romains au sein de la Commission de Foi et Constitution du Conseil national des Eglises, qui étudie les aspects théologiques de l'œcuménisme (doctrine, constitution et promotion des objectifs communs). Deux catholiques romains sont déjà membres du personnel de la Commission du CNE :

le R. P. Richard W. Rousseau, S.J., et Sœur Ann Patrick Ware. (« *Soepi* », 3 décembre.)

### HAUTE-VOLTA

— Voulant utiliser les moyens modernes de diffusion, la Commission nationale de catéchèse de Haute-Volta désire porter son premier effort sur la diffusion par petits magnétophones uniquement lecteurs, utilisant la minicassette. Depuis deux saisons sèches 25 appareils sont en expérimentation dans les villages de brousse. Ils sont utilisés surtout pour faire apprendre les chants récemment composés pour la liturgie et la catéchèse. En pays Mossi (1 800 000 habitants), on voudrait utiliser ce moyen pour répandre le nouveau catéchisme des adultes et faciliter le travail des catéchistes plus anciens. Ainsi on pourrait peu à peu constituer au niveau des villages la « Bibliothèque sonore » pour illettrés, qui aurait l'avantage d'être écoutée à l'heure qui convient et autant de fois qu'on le désire. (« *Fides* », 5 décembre.)

### ITALIE

— La moyenne de fréquentation de la messe du dimanche par les Romains oscille entre 35 % et 40 %, ce qui place Rome parmi les villes les plus « messalisantes » d'Europe, la moyenne de la pratique religieuse des grandes villes industrielles des pays catholiques ne dépassant pas 20 % du total de la population. Il y a une différence entre les femmes (49,8 %) et les hommes (32,6 %), avec une plus grande proportion d'hommes âgés que de jeunes. *Quelques précisions et quelques correctifs* : les Romains assistent en grand nombre à la messe, mais peu y prennent une part active, « beaucoup semblent seulement préoccupés d'avoir la messe », c'est-à-dire d'arriver avant l'offertoire, et « certains se contentent d'une brève station à l'église ». De même, rares sont les églises où l'assemblée répond aux prières (sauf les personnes qui se trouvent aux premiers rangs). Dans les églises où elle est demandée, la participation de l'assemblée au chant est très restreinte, et l'on utilise rarement les livres et livrets liturgiques. On semble considérer l'église comme un lieu où l'on se retrouve entre amis, où les enfants jouent et font du bruit. Observation renforcée, du reste, par le petit nombre de communions (de 10 à 25 % des assistants). Quant aux « conformistes saisonniers » (grands moments de la vie : naissance, mariage, mort), 96,4 % de l'échantillonnage ont fait (ou feraient) baptiser leurs enfants, 99,4 % ont fait la première communion et 91,4 % l'ont fait



faire (ou la feraient faire) à leurs enfants; 91,4 % demanderont pour eux des funérailles religieuses. — *Réponses à certaines questions* : croyance à l'existence de Dieu : 92 % y croient (81,7 % de ceux qui vont à la messe une fois l'an). Acceptation de certaines vérités de base : a) concernant la personne du Christ : 80 % y croient; b) le dogme de la Trinité : 70 % environ; c) l'au-delà : 1. Jésus est vrai Dieu (79 %), il est ressuscité (95 %), il a fait des miracles (82,7 %), il nous a sauvés en mourant pour expier nos péchés (80 %); 2. Il y a quelque chose après la mort (moins de 60 % le croient, 21 % en doutent et 15,5 % ne le croient pas); l'existence de l'enfer : 53,7 % y croient (17 % n'y croient pas); la résurrection des corps : 40,5 % y croient (25,2 % n'y croient pas). Catégories d'âge et pratique dominicale : les jeunes et les non-pratiquants sont les moins croyants. Conception du mariage : quant à la fidélité conjugale, 80 % en admettent le principe et 51 % des pratiquants se déclarent « totalement d'accord » sur ce point (ce qui laisse entendre que pour presque la moitié d'entre eux, cette conviction n'existe pas (13,2 %) ou ne va pas au-delà d'un simple « d'accord » (38,8 %). On assiste donc à une mise en question de la conception traditionnelle du mariage). En matière sexuelle (relations prématrimoniales) : il existe une morale différente pour les garçons et les filles (et cette conception est partagée aussi par les pratiquants) dont plus du tiers est plus sensibilisé par la tradition que par la morale catholique. Sur ce point, par contre, les jeunes se distancent nettement des générations précédentes : ils sont plus tolérants et plus favorables à un même critère pour les deux sexes, en cette matière. Quant à l'appartenance à l'Eglise : a) concernant le recours aux ministres du culte, 46 % déclarent résoudre leurs problèmes eux-mêmes, 31 % recourent à des confidents, à la femme ou au mari, aux amis, 12,7 % recourent à la prière et 3 % seulement à un « spécialiste » religieux. Ainsi, les deux dernières années, 16,4 % seulement ont demandé conseil à un ministre du culte (ou, au plus 19 % parmi lesquels surtout les plus âgés et les jeunes); b) concernant le magistère de l'Eglise : environ 30 % de la population (45-50 % de jeunes et 20-25 % des 50 ans et plus) pensent pouvoir se passer totalement de l'enseignement de la hiérarchie ecclésiastique; c) concernant l'Eglise en tant qu'institution : une minorité lui est favorable en tant qu'organisation. Par ordre d'acceptation : évangile/religion, messe, Eglise, prêtres, évêques,

cardinaux, Curie romaine; pour 17 % le mot Eglise évoque l'idée de communauté ou ensemble des fidèles baptisés; d) tâches reconnues à l'Eglise : elle doit s'occuper d'une activité d'assistance aux pauvres dans les paroisses (76,7 %), de services sociaux (aide pour trouver du travail), dans les affaires juridiques, pour les loisirs des jeunes (61,7 %); activités culturelles pour les adultes (seulement 45,5 %), engagement politique : 15,2 % (28 % contre) et économique : 28 % (8,1 % contre). Seul, l'enseignement du catéchisme aux enfants dégage une majorité. La direction spirituelle individuelle est jugée très utile par 51,9 % de la population (61,4 % des pratiquants, 29,5 % des non-pratiquants, 38 % seulement pour les plus jeunes). Appartenance à des groupements : un peu plus de 8 % ont déclaré appartenir à une association (14,7 % de ceux qui pratiquent régulièrement), 3 % déclarent être membres d'un groupe catholique informel (10 % chez les jeunes). *Conclusion* (non typiquement romaine) : *l'Eglise n'est pas clairement considérée comme une communauté de croyants, mais plutôt comme l'institution qui, au sein de la société, est chargée des rites et autres activités religieuses.* Le lien qui s'établit entre l'Eglise et le « fidèle » est semblable à celui qui s'établit entre une institution publique et ses « usagers ». Une minorité seulement s'identifie avec l'institution et a donc conscience d'appartenir à la communauté ecclésiale. *Degrés d'intériorisation de la pratique religieuse* : 62 % vont à la messe et communient une fois par mois, 58 % plusieurs fois par an; prière « privée » : 82 %, prière des pratiquants qui, à la messe dominicale ajoutent la prière à « d'autres moments » : 89 %. En réunissant ces trois données qui peuvent qualifier le fidèle de l'Eglise (messe au moins une fois par mois, prière privée et communion au moins plusieurs fois par mois), on n'arrive qu'à 31 %... Intérêt religieux démontré par la lecture des livres et opuscules religieux : 15 %. Sur une liste type de dix valeurs, la foi en Dieu est considérée comme « chose importante » par 90,5 %, mais arrive en troisième position après « avoir une famille heureuse » et « être en paix avec sa propre conscience ». Mais pratiquement, 10 % seulement de la population sont concernés par un but religieux. On peut parler d'une « religiosité » de type individualiste et périphérique à la conscience : grâces demandées d'ordre matériel : 42,7 %, psychologique : 10,8 %, familial : 26,9 %. La sécularisation apparaît sous l'aspect d'utilisation du sacré plutôt que sous celui d'une soustrac-

tion de larges secteurs à l'influence religieuse. (D'après CLOTILDE MASINA : *la Religiosità dei Romani*, dans « Rocca », 1<sup>er</sup> décembre.)

## PORTUGAL

— Lors de sa dernière Assemblée, du 9 au 13 novembre, la *Conférence épiscopale du Portugal* a pris d'importantes décisions : elle a nommé un secrétaire national pour l'enseignement religieux, le président de la Commission épiscopale pour l'apostolat des laïcs a soumis un projet fixant les principes de base en vue de la « rénovation de l'Action catholique portugaise »; les évêques ont décidé la création d'une Commission épiscopale des migrations et du tourisme. Elle sera chargée des secteurs suivants : apostolats des migrations, du tourisme, de la mer, de l'air et des tziganes et nomades. Chacun de ces secteurs aura un directeur national. L'Assemblée a décidé de demander au Pape d'approuver la restauration du diaconat permanent au Portugal. Elle a examiné longuement la question de la liturgie. Enfin, a été confiée à la Commission épiscopale d'Action sociale et de charité et à la direction de « Caritas Portuguesa » la rédaction d'un projet de nouveaux statuts concernant cette organisation charitable. (« *La Croix* », 11 décembre.)

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

*Le Saint-Père a nommé :*

— Mgr Thomas Joseph Brosnam archevêque de Freetown et Bo (Sierra Leone), dont il était déjà évêque. (« *OR* », 6 décembre.) — L'abbé Joseph Ganda, évêque de Kenema, Sierra Leone. (« *Ibid.* ») — Le P. Jesus Emilio Jaramillo Monsalve, vicaire apostolique de Arauca, Colombie. (« *Ibid.* ») — Le P. Theodoro Leitz, OFM, évêque de Dourados, Brésil. (« *Ibid.* ») — Mgr Ramon Ovidio Perez Morales auxiliaire du cardinal archevêque de Caracas, Venezuela. (« *Ibid.* ») — Mgr Victor Hugo Martinez Contreras auxiliaire de l'évêque de Huehuetenango, Guatemala. (« *OR* », 7-8 décembre.) — Le P. Osorio Willibald Stoffel, OFM, prélat de Rondonopolis, Brésil. (« *Ibid.* ») — Le P. Luis Maria Estrada Paetau, OP, administrateur apostolique de El Peten, Guatemala. (« *Ibid.* ») — L'abbé Médard-Joseph Mazombwe évêque de Chipata, Zambie. (« *OR* », 9-10 décembre.) — Mgr Antonio Silvio Zochetta, OFM,



vicaire apostolique de Mogadiscio, Somalie. (« OR », 12 décembre.) — Le P. Marie-Denis Le Cléac'h, CSC, administrateur apostolique « sede vacante » et « ad nutum Sanctae Sedis » du diocèse de Taiohae, îles Marquises. (« Ibid. »)

## NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé le diocèse de Kenema avec un territoire détaché du diocèse de Freetown et Bo, Sierra Leone. (« OR », 6 décembre), et il a constitué la province ecclésiastique de Freetown et Bo, dont l'évêché du même nom devient archevêché, avec comme suffragants les diocèses de Makeni et de Kenema. (« Ibid. ») — Le Saint-Père a transformé la préfecture apostolique de Arauca (Colombie) en vicariat apostolique, conservant le même nom et les mêmes limites. (« Ibid. »)

## DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Firmin Courtemanche, évêque de Chipata (Zambie), sur son désir. (« OR », 9-10 décembre.) — De Mgr Francesco Venanzio Filippini, OFM, vicaire apostolique de Mogadiscio (Somalie), en raison de son âge. (« OR », 12 décembre.)

## DECES

— De Mgr Peter Rogan, MHM, ancien évêque de Buea (Cameroun), le 1<sup>er</sup> décembre (« OR », 3 décembre).

— De Mgr Arturo Quintanilla, évêque de Kweiteh (Chine), à Valladolid (Espagne), le 21 novembre. (« OR », 9-10 décembre.)

## SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé nonce apostolique au Venezuela Mgr Antonio Del Giudice (« OR », 3 décembre).

— Le Saint-Père a reçu Mgr Nikodim, métropolite de Leningrad, et Novgorod, ainsi que les membres d'une délégation du Patriarcat de Moscou, accompagnés par le P. Jérôme Hamer, OP, secrétaire du Secrétariat pour l'unité des chrétiens. (« OR », 14-15 décembre.)

— Du 6 au 10 décembre a eu lieu à Bari (Italie), une rencontre œcuménique entre représentants des Eglises catholique et orthodoxe russe. Thème : Le rôle du chrétien dans la société en voie de développement. La délégation orthodoxe était présidée par Mgr Nikodim et la délégation catholique par le P. Hamer. (« Ibid. »)

## L'INFLUENCE SOCIALE DE NOEL

Voici l'allocution que Paul VI a adressée le dimanche 13 décembre aux fidèles qui se trouvaient sur la place Saint-Pierre, avant la récitation de l'Angelus :

Noël est proche. C'est une bonne chose que ce soit un jour de fête et de joie et que les dons soient le signe de la bonté et de la joie qui doivent caractériser cette fête si humaine et si douce.

Mais évitons le gaspillage, et rappelons-nous qu'autour de nous et dans le monde il y a encore tant de pauvres et de malheureux qui bien souvent manquent du nécessaire alors que nous, nous avons du superflu. C'est aussi une bonne chose que Noël éveille, comme nous le voyons, tant d'initiatives de bienfaisance, tant de sentiments d'humanité et de fraternité. Nous voulons vous encourager à favoriser ces marques d'intérêt généreux et spontané envers ceux qui souffrent, envers les malheureux ou les défavorisés ; spécialement envers les enfants, les malades, les chômeurs, les délaissés, les prisonniers, ceux qui vivent dans les bidonvilles. Pour celui qui donne comme pour celui qui reçoit, Noël est l'occasion d'éveiller le sens chrétien de la solidarité, de la charité. Il nous invite à nous aimer parce que le Christ nous a aimés.

C'est ainsi que Noël exerce une influence sociale très importante. Il devient principe et symbole d'un haut niveau de conscience civile. Nous souhaitons que cette conscience existe et soit appréciée dans une société qui se dit démocratique, mais où bien souvent la liberté semble favoriser l'apparition d'épais égoïsmes collectifs, ayant nul souci du bien commun et de l'ordre social, alors que la défense et la promotion de tout intérêt légitime devraient s'exercer dans le respect des droits des autres. Il est pénible de voir que l'on provoque de semblables désordres, comme s'il pouvait finir par en sortir un authentique avantage social. Nous manquons peut-être de ce sentiment de sympathie et d'amour communautaire que Noël vient réveiller et répandre.

Agissons et prions pour que Noël nous en donne une nouvelle et heureuse expérience. Et que Marie nous y aide.

(Traduction de la DC d'après le texte italien publiée dans l'Osservatore Romano des 14-15 décembre 1970.)

## LE SAINT-SIEGE ADHERE AU TRAITE DE NON-PROLIFERATION NUCLEAIRE

L'Osservatore Romano (2-3 janvier 1971, p. 2) a publié la note suivante, qui a été rendue publique à Rome le 1<sup>er</sup> janvier, Journée de la paix :

Prenant en considération notamment l'opinion manifestée par divers gouvernements, le Saint-Siège a décidé d'adhérer au traité de non-prolifération des armes atomiques, ouvert à la signature le 1<sup>er</sup> juillet 1968, entré en vigueur le 5 mars 1970, et dont sont dépositaires les gouvernements de Londres, Moscou et Washington.

Ce faisant, le Saint-Siège entend donner son appui moral aux principes qui sont à la base de ce traité, et à l'effort que celui-ci représente pour commencer à les traduire en acte.

La date de la signature sera fixée ultérieurement, d'accord avec les trois gouvernements dépositaires du traité. Le Saint-Siège a estimé opportun de rendre publique sa décision à l'occasion de la Journée mondiale de la paix afin de souligner les motifs et le caractère de celle-ci.

— La Sexualité, de l'enfance au mariage. Données psychologiques, problèmes moraux, par E. ELL. H. KLOMPS. Traduction de J. BAILLY. — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 156 pages. Editions du Centurion, Paris.

Cet ouvrage offre aux parents et aux éducateurs un bon exposé des données et problèmes psychologiques de la sexualité en chacune de ses étapes, et surtout il crée un climat de franchise qui dissipe la peur et la méfiance pour aborder les problèmes de la morale en cette question.

# L'Eglise dans le monde

## LA LIMITE D'AGE DES CARDINAUX

### Commentaires du *Motu proprio* *Ingravescentem ætatem*

#### I. — Le cardinal Ottaviani

Au lendemain de la décision prise par Paul VI, dans le *Motu proprio* « *Ingravescentem ætatem* » (1), d'exclure du Conclave les cardinaux ayant atteint l'âge de 80 ans, le cardinal Ottaviani préfet émérite de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi (qui a eu 80 ans le 29 octobre dernier), a exprimé les réflexions critiques que lui suggérât cette mesure, dans l'interview ci-après publiée par *Il Messaggero* du 26 novembre 1970, en première page (2) :

Q. Que pensez-vous, Eminence, de la décision de Paul VI ?

R. « Plutôt que mon avis personnel, qui en cette circonstance pourrait apparaître intéressé, je voudrais exprimer la pensée de canonistes, de prélats et aussi de personnalités du laïcat qui connaissent bien les problèmes actuels de l'Eglise. Tous ont certainement été impressionnés par la façon inhabituelle et expéditive dont a été accompli ce bouleversement révolutionnaire de la haute hiérarchie ecclésiastique, manifestement sans avoir consulté au préalable les personnes compétentes, ne serait-ce que pour la forme. »

Q. Pourquoi cette façon est-elle inhabituelle ? Est-ce parce que la décision était inattendue ?

(1) Le texte du *Motu proprio* a été publié dans notre numéro du 6 décembre 1970, p. 1056.

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien.

Au cours du journal télévisé français, dans la soirée du 25 novembre, sur la première chaîne, le cardinal TISSERANT, doyen du Sacré-Collège (86 ans) a déclaré dans une interview :

— Il est dit dans le *Motu proprio* que nous continuerons d'appartenir au Sacré-Collège, nous conserverons tous les privilèges, toutes les prérogatives des cardinaux. Nous cesserons d'être les électeurs du Pape.

— A votre avis, pourquoi cette décision ?

— Nous ne sommes pas privés de la possibilité d'être élus. Nous restons éligibles.

— Mais pourquoi cette décision ?

— Je n'en sais rien. Le Pape ne m'a pas donné d'explication sur le sujet. Je n'ai pas été consulté. Je pense que le Pape est désireux de faire plaisir à tout le monde. Tout le monde demande que les vieux disparaissent et que les jeunes trouvent des places qu'ils n'occupaient pas. Alors, c'est très simple. Je ne pense rien de cette décision.

Je pense que je me sens encore capable de faire beaucoup de choses, d'agir surtout, parler n'est pas mon affaire. [...]

R. Il est inhabituel — continue le cardinal Ottaviani — que par un simple *Motu proprio*, on déchire les pages d'une constitution comme la constitution *Vacante Sede apostolica*, et celles du code de droit canon où est déterminé le rôle des cardinaux, c'est-à-dire la collaboration qu'ils doivent au Souverain Pontife dans le gouvernement universel de l'Eglise, et leur très importante charge d'électeurs suprêmes du chef de l'Eglise universelle. « Il s'agit en substance d'un acte accompli au mépris d'une tradition multiséculaire et qui ne tient pas compte d'une pratique qui avait attiré l'attention des Conciles œcuméniques. »

Si on respecte la vieillesse — nous dit-il — on jette une semence dont on récoltera les fruits. Mais ici le respect est hors de cause, ajoute-t-il aussitôt.

« Le motif de l'âge avancé, par lequel on veut justifier cette grave mesure, ne semble pas valable. Tout au long des siècles, en effet, on a toujours estimé que l'âge avancé garantissait à l'Eglise des conseillers sûrs, prudents, riches d'expérience et de doctrine. »

« Du reste, si, dans des cas particuliers, ces qualités venaient à manquer, il suffisait de prendre acte que telle ou telle personne n'était plus capable en raison de la maladie ou de la perte de sa lucidité mentale, sans pour autant jeter à la mer l'ensemble des conseillers de valeur. »

« Dans la Sainte Ecriture, on fait souvent appel à l'avis des anciens, ce qui montre combien est opportun, également pour le gouvernement des choses sacrées, l'apport de l'âge plus que mûr, car il est une garantie pour une pastorale bonne et efficace. Il suffirait d'ailleurs de rappeler combien glorieux ont été les pontificats des Papes qui, à un âge avancé, ont honoré et gouverné l'Eglise avec sagesse et sainteté. »

« Je voudrais enfin ajouter que, lorsqu'ils arrivent à 80 ans, les cardinaux ont, au service de l'Eglise, un *curriculum vitae* riche de mérites, d'expériences et de doctrine, et il n'est pas certain que ce soit un bien de s'en priver pour faire appel uniquement à la collaboration des plus jeunes, lesquels ont moins d'expérience. »

Q. Mais, Eminence, la décision d'écarter les cardinaux de 80 ans ne pourrait-elle pas dans l'avenir s'appliquer également à la personne du Pape ?

R. C'est là le danger, répond le cardinal. Si en effet on considère que ces conseillers et ces aides immédiats du Pape que sont les cardinaux sont inaptes à ces fonctions en raison de leur âge, la menace existe que, par analogie, on applique le même critère au Souverain Pontife lorsqu'il arrive à 80 ans, et que l'on mette en question les actes qu'il a publiés à un âge avancé.

Q. Eminence, comment, personnellement, avez-vous accueilli la décision du Pape ?

R. Pour ma part, je dois dire que si, d'un côté, j'étais très flatté que le Pape, comme il l'a fait plusieurs fois, m'appelle « mon maître », d'un autre côté, le geste qui maintenant me met de côté est en contradiction avec ce qu'il m'écrivait dans une belle lettre autographe du 29 octobre dernier, où il se réjouissait de



mes 80 ans et avait des paroles très flatteuses pour mon apport constant et quotidien au service de l'Eglise.

## II. — Le cardinal Pellegrino

*Le cardinal Pellegrino, archevêque de Turin (qui a 67 ans), a donné deux jours plus tard à la Stampa (28 novembre 1970) l'interview ci-après dans laquelle il prend le contre-pied de la position du cardinal Ottaviani et souhaite une réforme du Conclave (3) :*

Je considère ce *Motu proprio* comme très positif, ne serait-ce que parce que j'imagine ce qu'il a dû coûter à Paul VI. C'était une décision difficile, mais nécessaire. Ceux qui participent à la responsabilité du gouvernement de l'Eglise doivent être en mesure de se rendre toujours compte de la situation, tant par leur condition physique que par leur ouverture d'esprit. Aujourd'hui, avec les progrès de la médecine, la condition physique peut demeurer florissante même après 80 ans. Mais, sauf exceptions, il me semble difficile qu'un homme arrivé à un certain âge puisse encore saisir les signes des temps.

C'est là ma préoccupation de tous les jours. Constamment je dois me demander : est-ce qu'à mon âge je peux encore comprendre le monde d'aujourd'hui ? Si j'étais encore professeur, je devrais prendre ma retraite à 70 ans. Dans mon diocèse, tous les curés se retirent à 75 ans, sauf quelques-uns, qui sont à la tête de petites paroisses. Certains d'entre eux me demandent même de partir avant. Ils n'arrivent plus à comprendre le langage des jeunes, ils se sentent désorientés dans un monde si différent de celui d'hier. Que dire alors de ceux qui dirigent un dicastère romain, au sommet de l'Eglise, ou de ceux qui ont la responsabilité d'élire le futur Pape ? Il y a aussi un problème de crédibilité de l'Eglise dont il faut tenir compte. Le monde ne doit pas penser que dans l'Eglise certains hommes veulent garder leur pouvoir, même lorsque leurs forces diminuent. Il ne s'agit pas de pouvoir, mais de service.

*Q. Comment alors expliquez-vous les réactions si négatives que le Motu proprio « Ingravescens ætatem » a provoquées chez certains cardinaux de la Curie romaine ?*

R. Je crois qu'il s'agit de faits isolés. Cette décision peut certes faire souffrir certains, mais je pense que la plupart des cardinaux atteints par cette mesure l'accueilleront avec sérénité. Paul VI a toujours eu beaucoup de respect pour les personnes. S'il a fait ce geste, c'est uniquement parce qu'il avait conscience de répondre à un devoir précis et grave : le service de l'Eglise, qui doit d'autant plus tenir à cœur que l'on occupe un poste plus élevé. Son geste a été courageux. C'est là un de ces gestes prophétiques qui font reconnaître en lui un homme supérieur.

*Q. Certains ont critiqué le Motu proprio parce qu'il a été communiqué à l'improviste, sans consultation préalable, alors que dans l'Eglise on insiste tant sur la collégialité.*

R. La collégialité est, parmi les acquisitions du Concile, l'une de celles que je considère comme fondamentales. Mais était-il possible, pour une décision comme celle-là, de convoquer les cardinaux et de recueillir leurs avis ? Une consultation préalable ou bien aurait été purement formelle, ou bien aurait risqué de paralyser le choix du Pape. D'autre part, Paul VI n'a fait qu'appliquer les

vœux du Concile. Vatican II avait souhaité qu'à un certain âge, qu'il n'avait pas déterminé, les curés et les évêques donnent leur démission. L'âge fut précisé par le « Motu proprio » *Ecclesiæ sanctæ* de 1966, qui fut accueilli favorablement. Je ne vois pas pourquoi ceux qui sont le plus intéressés au gouvernement suprême de l'Eglise devraient s'estimer au-dessus de ces prescriptions.

*Q. Certains font observer que s'il est juste de décharger les cardinaux les plus âgés du gouvernement des dicastères romains, qui comporte un lourd travail, il l'est moins de les écarter du Conclave.*

R. Certes, il y a le risque que le Conclave doive être privé de ce que pourrait lui apporter un cardinal de grande expérience ; mais le risque est plus grave de laisser voter un cardinal qui n'a plus toutes ses facultés mentales. Et une seule voix peut être décisive pour élire un Pape.

## L'élection du Pape

*Q. L'élection du Pape est un thème que le P. Pellegrino a abordé à plusieurs reprises dans le passé, dans des articles qui ont été repris par les journaux européens faisant le plus autorité. Il y a quelques années, l'archevêque de Turin avait demandé une réforme du Conclave (4). Le Motu proprio d'aujourd'hui tient compte de certaines de vos propositions, mais les autres ?*

R. Je ne fais pas de prévisions, mas je ne serais pas étonné que les normes actuelles pour l'élection du Pape soient complétées par d'autres qui en sont le développement naturel. J'avais alors écrit que l'élection du Pape devait être confiée non seulement au collège des cardinaux, mais à une représentation importante de l'épiscopat. Je crois que cela est encore vrai aujourd'hui. Nous avons eu l'expérience du Synode qui réunit les présidents des conférences épiscopales. Il pourrait en sortir la nouvelle structure du Conclave. Théologiquement parlant, les vrais responsables du gouvernement de l'Eglise sont le Pape et les évêques. Les cardinaux sont une création humaine ; ils pourraient disparaître un jour. L'épiscopat, lui, ne disparaîtra jamais.

*Q. Si on établit une limite d'âge pour les curés, les évêques et les cardinaux, est-il possible que cette mesure s'étende aussi au Pape ?*

R. Ce problème ne peut être résolu que par le Pape lui-même, pour lui-même et non pour ses successeurs. Mais une telle hypothèse peut certainement être envisagée, précisément dans l'esprit de la préoccupation pastorale de Paul VI, qui fait passer en premier le bien de l'Eglise. Ce n'est pas un problème gratuit.

(4) Cf. DC 1967, n° 1486, col. 191. (NDLR.)

— *L'Evangile de la non-violence*, par J.-M. MULLEN (coll. « Points chauds »). — Un vol. 15 × 21,5 cm, de 222 pages. Prix : 17 F. Editions Fayard, Paris.

L'auteur, qui a paru avec deux prêtres au fameux procès d'Orléans de janvier 1969, tout en citant le mot de Paul VI : « Nous vous exhortons à ne pas placer votre confiance dans la violence », et en analysant la pensée et l'attitude de l'Eglise sur ce point, ne se cantonne pas dans des considérations morales ou religieuses. Il aborde de front les questions d'ordre politique pour y apporter des réponses constructives.

(3) Traduction, d'après le texte italien, et sous-titre de la DC.

# Les Éditeurs vous proposent...

Vient de paraître  
Collection « Thème biblique »  
**A. BERTRANGS**  
**LA SOUFFRANCE**  
7,50 F 96 pages  
**G. N. VOLLEBREGT**  
**LE MARIAGE**  
7,50 F 160 pages  
**A. HULSBOSCH**  
**LA CONVERSION**  
7,50 F 130 pages  
**L'INITIATION CHRÉTIENNE  
SELON SAINT MARC**  
9,00 F 170 pages  
**APOSTOLAT DES EDITIONS**  
48, rue du Four, Paris-6<sup>e</sup>  
CCP 54-69-36 Paris.

**P.-L. BERGER**  
**LA RELIGION  
DANS  
LA CONSCIENCE  
MODERNE**

L'imbrication profonde de la religion et de la culture, la mutation actuelle.

19,30 F.

**le centurion**

Vient de paraître :

## L'AVENIR DU BAPTÊME

Par D. Boureau

Si d'aucuns jugent qu'il convient de reporter le baptême après l'éveil de la raison, la théologie peut-elle estimer que leur requête est fondée? Si oui, pourquoi et sous quelles réserves ou à quelles conditions?

Prix : 13,80 F

**EDITIONS DU CHALET**  
36, rue de Trion, Lyon-5<sup>e</sup>  
8, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>

## CETTE DÉCOUVERTE, LA FOI

33 flashes sur le Christ  
et l'Eglise

par Jean PUYO

1 ouvrage de 232 pages  
format 14 × 20

Prix ..... 11 F

Les Editions du Sènevé  
34, rue Le Brun, Paris-13<sup>e</sup>

**Michel DORTÉL-CLAUDOT**  
**ÉTAT DE VIE  
ET RÔLE  
DU PRÊTRE**

Son statut particulier  
au cours des siècles.

14,10 F.

**le centurion**

**Georges TAVARD**

## LA RELIGION À L'ÉPREUVE DES IDÉES MODERNES

Une théologie  
de l'avenir chrétien.

15 F

**le centurion**

**Pierre LAUZERAL**  
**SAISIR LE CHRIST  
AUJOURD'HUI**

Un renouveau  
sous le signe de saint Paul.

12,90 F

**le centurion**



# TABLES GÉNÉRALES DE LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE 1960-1970

A paraître le 1<sup>er</sup> mars 1971

● Sous couverture au format de la revue, un volume de 260 pages récapitulant de façon analytique le contenu de tous les articles parus dans la DC depuis 1960 jusqu'à la fin 1970 ainsi que les noms de leurs auteurs.

● C'est l'instrument indispensable pour une consultation rapide et pratique de vos collections de la DC.

● Tous nos lecteurs se doivent d'avoir sous la main ce complément normal de leur revue, qui leur permettra d'en exploiter toutes les richesses et de réunir sans perte de temps une documentation précise. Ces tables, non comprises dans l'abonnement à la DC, ne seront envoyées qu'aux lecteurs ayant souscrit.

**EN SOUSCRIPTION  
AU PRIX DE 18 F**  
(au lieu de 25 F)  
(port compris)

## BULLETIN DE COMMANDE DES TABLES GÉNÉRALES

Attention : le bulletin de commande ci-joint servira à l'expédition de l'exemplaire ou des exemplaires que vous avez commandés. Veuillez y écrire lisiblement votre nom et votre adresse.

Seuls seront pris en considération les bulletins de commande accompagnés dans la même enveloppe du versement en chèque bancaire, mandat, ou virement postal (trois volets) au C.C.P. 16.68 Paris, de la Documentation Catholique.

Nom \_\_\_\_\_

Rue  
ou lieudit \_\_\_\_\_

A \_\_\_\_\_

Départ. \_\_\_\_\_ Par \_\_\_\_\_

# TRÈS BEAUX LIVRES \* PRIX EXCEPTIONNELS

## JÉSUS, SAINTS, ÉGLISE, ORDRES

- **JESUS.** Florilège de textes. III. par REMBRANDT. 44 admirables textes, des Évangiles, et Vie de Jésus, par Mauriac, Rops, Papini etc. (2), 62 gravures et 8 planches coul. de Rembrandt, dont chronologie, vie, œuvres. Relié. 165 p. Paru 21 F. Net 9 F.
- **VIE DU CHRIST SELON St MATTHIEU,** par L. Bopp. Et : *Réflexions philosophiques sur sa pensée et l'Évangile.* « Message de foi, espérance, charité » (2), 150 p., n° Bouffant teinté. Luxe. Val. 18 F. Net 5 F.
- **QUI ÉTAIT JESUS-CHRIST,** par W. BRANT. Fut-il moine à la secte juive des Esséniens, s'inspirant de leur doctrine ? Selon Manuscrits Mer Morte (2), 320 p., 24 hélios, carte HT. Val. 25 F. Net 8 F.
- **EVANGILE DE LA PIERRE :** Vie du Christ. En magnifiques sculptures des cathédrales et musées, commentées à ravir par Rops, dont 10 méditations inédites (1), 160 p., 6 reprod. d'art. Broché. Val. 18 F. Net 7 F.
- **CENT GRANDS MYSTIQUES,** par Anglade. Des apôtres, saints, papes, à Pascal, Loyola, Neuman, Chardin (1), 230 p., 105 reprod. d'art, sites, portraits. Couv. coul. de Fra Angelico. Paru 12,30 F. Net 4,50 F.
- **SAINTS QUI BOULEVERSERENT LE MONDE,** Fullop. Incarnant les qualités fondamentales du Christ : Renoncement (St Antoine), Intelligence (Augustin), Amour (François), Vérité (Ignace), Extase (St Thérèse). Index 980 mots (2), 500 p., relié Péga. Val. 25 F. Net 12 F.
- **VIE DE St FRANÇOIS D'ASSISE,** par O. Englebert. Dont Fioretti ont exalté bonté, rayonnement, amour des bêtes. « Admirable, lumineuse biographie » (2), 16 hélios, index 1 000 mots. Péga, 450 p. Val. 20 F. 9,50 F.
- **St BERNARD ET SES FILS,** par Rops. Mame. De « Quand un saint arbitrait l'Europe » au Concile de Trente, Rancé, Commune Observance, Boquen, Cîteaux, Vie à la Trappe (3), 240 p., 32 superbes hélios et reliure toile ornée rhodoïd. Superbe. Val. 35 F. Net 12 F.
- **SAINTE ANNE,** par Parkinson-Keyes. Grand-Mère du Christ, patronne des Bretons : culte fervent dont 22 litanies et liturgie (2), 260 p., 4 photos d'art, dessins. Relié Péga, jaq. d'art. Val. 14 F. Net 5 F.
- **SAINTE THERESE DE L'ENFANT-JESUS,** p. P. Keyes. De l'abbaye des Bénédictines au Carmel : « Miracle de pureté, fraîcheur, courage, foi. » Captivant récit. 220 p., relié, jaq. aquarellée. Val. 14 F. Net 5 F.
- **HISTOIRE DE L'EGLISE,** par Hertling, s. j. Mame. Fondation, persécutions, schismes, réforme, Conciles, missions : évolution spirituelle, pastorale, structurale (1), 620 p., index 1 260 noms. Val. 15 F. Net 5,75 F.
- **VIE QUOTIDIENNE DES CHRETIENS,** par Davies. Des cinq premiers siècles, d'après les meilleurs textes de cette époque : vie contrastée des chrétiens et païens (2), 260 p., 28 grav. d'Hamelin, d'après fouilles. Bibliographie de 230 titres. Val. 18 F. Net 6,75 F.
- **DICTIONNAIRE DES PAPES,** par H. Huner. De saint Pierre à Paul VI. Objectivité, concision. « On retire profond respect pour ceux que le Seigneur a choisis » (3), 270 p., 20 lux. hélios. Paru 17 F. 7,50 F.
- **DANS L'OMBRE DE PIE XII,** par G. Galezi-Lisi. Par son médecin pendant 30 ans : Vie de ferveur, noblesse d'âme, passion de la paix. Lui rend justice (2), 310 p., 94 hélios. Val. 12 F. Net 4,50 F.
- **PAUL VI,** par Scantamburlo. Préf. W. d'Ormesson. « Culture, ouverture d'esprit, hauteur de vue : âme de feu. » Fera mieux comprendre et aimer ce grand Pape œcuménique (1), 260 p., jaq. photo. Val. 12 F. Net 5 F.
- **CATHOLIQUES D'AUJOURD'HUI.** Dossier « Planète ». Commentaires de 3 Dominicains à 1 000 questions à croyants et incroyants sur foi, œcuménisme, morale nouvelle ; politique, science et église. Tableaux, statistiques substantiels (3), 330 p. Marqué 24 F. Net 7,50 F.
- **PORT-ROYAL DES CHAMPS,** par C. Rogelet (1969). Du xiii<sup>e</sup> à l'éclat du xviii<sup>e</sup> s., dont « Manuel des Pèlerins de 1767 », procès et destruction, en 65 chapitres érudits (3), 70 fins dessins, 4 planches couleur, 17 doc., 190 p. couché. Préf. R. Aron. Paru 28 F. Net 12 F.
- **MESSAGE DES MOINES A NOTRE TEMPS.** Fayard. Ce qu'est un prêtre. Vie monastique à toutes époques. Abbaye de Boquen, hommage à Don Alexis : 28 exaltants témoignages de cardinaux, Bénédictins, Chartreux, Guilton, Rops, etc. (2), 15 photos, 390 p. Marqué 15 F. 7,50 F.

## GRANDES ŒUVRES DE SPIRITUALITÉ

- **FLORILEGE DE LA POESIE SACREE,** p. J.-F. Fouché. Grands inspirés du Moyen Age, au verbe admirable : 60 poèmes bilingues, 15 en musique ; 76 auteurs, bibliographie 74 titres. Superbe club 20 x 18, 80 reprod. d'art, 338 p., relié soie. Rhodoïd. Val. 45. Net 18 F.
- **IMITATION DE JESUS-CHRIST.** Trad. P. Corneille. « D'une clairvoyance inégalable : drame même de l'homme : répand paix et bonheur inexprimables » (1), 560 p., 137 motifs, 17 anciens. Péga. Val. 18 F. 7,50 F.
- **RECITS SACRES :** Ancien et Nouveau Testament. De A. Meunier, érudit historien : quintessence de 258 récits de la Bible : intense pouvoir d'évocation (2), 360 p., 16 pl. d'art, index 600 noms. Val. 15. Net 5 F.
- **ECRIVAINS DE PORT-ROYAL,** par P. Catel. Mercure. Quintessence d'écrits : Saint-Cyran, Mères Angélique et Agnès, A. Arnould, de Sacy, Lancelot, Pascal et Jacqueline, Nicole, dont portraits et extr. du « Port Royal » Sainte-Beuve (2), 310 p. Marqué 17 F. 7,50 F.
- **QUINZE MYSTIQUES DE FRANCE,** par Rops. « Florilège splendide, pages majeures, textes saisissants. Incomparable maîtrise. » D'intense substance (2), 350 p., 20 portraits hélios. H. T. Val. 20 F. Net 9 F.
- **BOSSUET,** Oraisons funèbres, Sermons, Discours. « Nul écrivain n'a su retrouver le rythme, l'ampleur et la puissance de sa prose. Introd. J. Guilton (2), 260 p. Velin. Reliure maroquinée. Val. 10 F. Net 4,50 F.
- **SAINTE BEUVE,** Port-Royal. Substance des 6 livres. « Chef-d'œuvre capital. Tout homme cultivé devrait s'en nourrir sa vie durant » (1), 510 p., Etude, bibliographie portrait coul. Péga souple. Val. 12 F. 5,50 F.
- **CHATEAUBRIAND,** Vie de Rancé « Chefs-d'œuvre ». Bénédictin, fondateur des Trappistes. « Pages sublimes d'un magicien des Lettres. » Superbe club (2), 280 p., 15 lux. gravures, couv. Péga ivoire. Val. 30 F. Net 15 F.
- **T. MERTON,** Paix monastique. 5 dessins de Katmarcik. Puise sa force en respect de la Tradition à l'Évangile et adaptation transcendantée aux problèmes actuels (2), 140 p., Club toile, rhodoïd. Marqué 17 F. Net 7,50 F.
- **T. MERTON,** Chemins de la joie. D'un Trappiste. Exaltantes réflexions sur la vie spirituelle active, contemplative (2), 130 p. Val. 12 F. Net 4,50 F.
- **St FRANÇOIS D'ASSISE,** Paroles mémorables. Et intégralité de son œuvre de législateur, messager, saint, poète, d'intense substance. Trad., introd., notes d'A. Masseron. 2 vol. (2), 450 p. Val. 28 F. Net 9 F.
- **L. BLOY,** Choix de textes, par A. Béguin. De ce « poète-prophète, adorateur du Christ en croix » sur Histoire, Peuple d'Israël, Moyen Age, Jeanne d'Arc, Napoléon, Pauvreté. Fin des temps etc. (1), 310 p., lux. papier teinté. Relié. Rare. Val. 27,5 F. Net 7,50 F.
- **G. BERNANOS,** Sous le soleil de Satan. Eternel conflit de l'impureté et grâce. Jeune mère coupable face à un prêtre indigne de sa renommée (2), 300 p. Alfa. Relié toile, rhodoïd. Val. 25 F. Net 15 F.
- **DOCUMENTS SECRETS DU CONCILE VATICAN II.** C. Falconi nous en révèle schémas des thèmes, textes authentiques, interventions, discussions. De prodigieuse substance (3), 570 p. Marqué 37 F. Net 12 F.
- **VU ET ENTENDU AU CONCILE (1962),** par Falconi. Action de Jean XXIII : réformes, oppositions, transactions. Plan de l'Aula (3), 370 p. Marqué 23 F. 9,50 F.
- **CLAUDEL ET LA BIBLE,** par Rywalski. D'un verbe inspiré, a nourri d'images et symboles bibliques son œuvre poétique, lyrique, théâtrale. Méditation sur Psaume CXVIII (2), 240 p. Valeur 20 F. 9,50

Prêrêcrire pour commandes, ou rendre visite à  
**J. DELACOUR,** Lib., 97, bd du Montparnasse, PARIS-6<sup>e</sup>

**FRANCO DE PORT OFFERT A PARTIR DE 100 F.**  
Ajouter 4 F si moins 70 F ; 2 F entre 70 et 100 F.

**PRIERE JOINDRE REGLEMENT A LA COMMANDE.**  
C. C. P. (Paris 13 866-47), chèque, mandat, etc.

- Faculté verser moitié commande, reste à réception.
- Règlement de la seconde moitié, échelonné si important.

- Annonce valable jusqu'en FIN FEVRIER 1971
- Offert à tous : Mgr Baudrillart (p. 2 de couv.)



BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup> - Tél. 225-73-05.  
 France et Communauté : 1 an, 35 F. 6 mois, 18 F. Canada : 1 an,  
 44 F. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
 Canada, Suisse : 40 FS. Autres pays : 1 an : 43 F ; 6 mois, 22 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : (par abonnement : France : 1,60 F ;  
 Étranger : 1,85 F). Numéros fournis isolément : de l'année : 2 F ;  
 des années précédentes : 2,50 F.  
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre doré au dos, non  
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1578 - 17 JANVIER 1971

- 5 Exhortation apostolique « *Quinque jam anni* » pour le V<sup>e</sup> anni-  
 versaire de la clôture du Concile (8 décembre 1970).
- 56 Allocution au Sacré-Collège (22 décembre).
- 60 Le message de Noël (25 décembre).
- 61 Homélie de la messe de minuit (25 décembre).
- 63 Audiences générales : Le voyage en Extrême-Orient (23 déc.) ;  
 réflexions sur la situation internationale (30 décembre).
- 65 Le peuple et la paix. Allocution du 1<sup>er</sup> janvier.

ACTES DE S. S. PAUL VI

## L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

- 67 L'unité des Eglises catholique et orthodoxe. Interview du car-  
 dinal Willebrands.
- 69 Une occasion manquée : Luther et les théologiens de son temps.  
 Conférence du prof. J. Lortz.
- 78 Vers un « rite anglican » ? (Mgr Butler, E. L. Mascall).
- 79 Déclaration de la Commission internationale entre anglicans et  
 catholiques.
- 80 Cinq théologiens demandent le maintien du mot « catholique »  
 dans la traduction française du « Credo ».

DOSSIER

- 81 Les procès de Burgos et de Léninegrad.
- 87 Déclaration des évêques d'Afrique orientale.
- 88 « Mon oncle le Pape ». Interview de Giorgio Montini.
- 91 Message du président Pompidou à Paul VI.
- 91 Qui peut participer à la Conférence épiscopale ?

QUESTIONS ACTUELLES

- 92 Evénements et informations (1<sup>er</sup>-15 décembre 1970).

ÉVÉNEMENTS

- 95 L'influence sociale de Noël (Paul VI) ; le Saint-Siège adhère au  
 traité de non-prolifération nucléaire ; la limite d'âge des cardi-  
 naux (commentaires des cardinaux Ottaviani et Pellegrino).

L'ÉGLISE DANS LE MONDE

Les tables générales 1960-1970 de la Documentation Catholique.

15. MAR. 1971

NUMERO 1579  
53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII



3

7 février 1971

Garygrove College Library  
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Paul VI remet le prix Jean XXIII pour la paix à Mère Thérèse A la droite du cardinal Villot, Mgr Capovilla, ancien secrétaire de Jean XXIII.

(Photo Felici).

**Le renouveau du  
Sacrement de pénitence**



# LIVRES NEUFS A PRIX TRÈS RÉDUITS

Spécialiste dans la diffusion par correspondance du livre depuis 1953, DIFRALIVRE vous propose à des prix imbattables un choix sélectionné à votre intention par son Comité de lecture



**HISTOIRE DE L'EGLISE**, par L. HERTLING, S. J. De sa fondation par Pierre jusqu'à Jean XXIII (avec index de 2 000 noms). 13,5 x 19,5, 620 pages. MAME. Val. 15 F, pour 5 F.

**LITURGIES ANCIENNES**, par Archdale A. KING. Rites d'Aquilée, de Bénévent, Gallican, Celtique, rites anglais médiévaux et rite de Nidaros. 13,5 x 19,5, 630 pages, index, relié. MAME. Val. 18 F, pour 6,50 F.

**JESUS EDUCATEUR DES APOTRES**, par J. DELBREL, S. J. Vocation et dispositions des apôtres. Le programme de Jésus, son exemple. 12 x 18,5, 384 pages. BEAUCHESNE. Val. 12 F, pour 4,20 F.

**SAINT BERNARD ET SES FILS**, par DANIEL-ROPS, de l'Académie française. La personnalité de Bernard de Clairvaux et l'histoire de la Trappe, de ses origines à nos jours. 16,5 x 22,5, 210 pages, 32 illus. hors-texte, relié toile. MAME. Val. 26 F, pour 13 F.

**TEXTES POUR L'HISTOIRE SACREE**, choisis et présentés par DANIEL-ROPS, de l'Académie française, traduits, replacés dans leur cadre historique et spirituel, et commentés sobrement : LA BIBLE, LIVRE DE PRIERE, 324 pages. CALVIN TEL QU'IL FUT, 252 pages.

L'EPOPEE MISSIONNAIRE, 454 pages.

GESTES ET TEXTES DES APOTRES, 598 pages.

LA LEGENDE FRANCISCAINE, 374 pages.

RUYSBROECK L'ADMIRABLE ET SON ECOLE, 240 pages.

LA VIE ET L'AME DE MONSIEUR VINCENT, 264 pages.

Chaque vol. 12 x 18,5. FAYARD. Val. 15 F, pour 3,60 F ou : les 7 volumes ensemble pour 21 F.

**UN PRETRE SOCIAL ET PERSECUTE**, par Pierre BLANC, S. J. Le Sieur Louis Agut (1695-1778), fondateur de l'ordre des Sœurs du Saint Sacrement. Très bon livre documenté et vivant. (Préf. de S. Exc. Mgr MARTY.) 14,5 x 20,5, 304 pages. Ed. PRIERE ET VIE. Diffusion 15 F.

**MAURICE DE GATELLIER** (1861-1916), par F. LAVALLEE, recteur des Fac. Cath. de Lyon. L'action chrétienne d'un homme du monde. 12 x 18,5, 274 pages. BEAUCHESNE. Val. 8 F, pour 2,50 F.

**LE CHRIST CHEZ LES PAPOUS**, par G. Goyau, de l'Académie fran-

çaise. Exploration et évangélisation de la Nouvelle-Guinée. 14 x 19, 250 pages. BEAUCHESNE. Val. 8 F, pour 2,50 F.

**LA FRANCE RAYONNANTE**, par le P. Pierre LHANDE. Argentine, Chili, Uruguay 1930. 12 x 19, 144 pages. BEAUCHESNE. Val. 8 F, pour 1,80 F.

**RENDEZ-VOUS DE JERUSALEM**, par Roland CLUNY. Ce qu'a fait et dit Paul VI en Palestine, par un témoin de son voyage. (Préface de S. Em. le cardinal TISSE-RANT.) 12 x 19, 316 pages, 12 photos hors-texte. FLAMMARION. 15 F, pour 4,50 F.

**IMMORTELLE CARTHAGE**, par l'abbé F. MEVELLEC. Admirable pèlerinage africain et mystères du bled. (Préface de Louis Bertrand, de l'Académie française.) 13,5 x 20, 236 pages, nomb. illus. BEAUCHESNE. Val. 10 F, pour 2,60 F.

**LONGS CHEMINEMENTS**, par P. CABANNE. Pèlerinages de tous les temps et de toutes les croyances. 14 x 21, 312 pages, relié toile. AMIOT-DUMONT, 13,30 F, pour 6,50 F.

**BOURDALOUE MORALISTE**, par Ethna BYRNE, docteur ès lettres. Ouvrage fort intéressant sur l'influence de la prédication au xvii<sup>e</sup> siècle. 14 x 22,5, 504 pages, import. bibliographie. BEAUCHESNE. Val. 18 F, pour 6 F.

**CENT GRANDS MYSTIQUES**, par J. ANGLADE. Apôtres, Saints, Papes et figures comme Luther, Calvin, Pascal, Loyola, Swedenborg, Newman, Foucauld, etc. 12,5 x 19,5, 232 pages, avec 100 illus., relié péga rouge. WALEFFE, 24 F, pour 11 F.

**LÉ CHILI APRES CENT ANS D'INDEPENDANCE**, par J.-F. PRADEL. Aperçus historiques, politiques, économiques (1812-1912), essor intellectuel, moral et religieux. Rôle prépondérant de l'Eglise. 13,5 x 20, 284 pages, nomb. illus. hors-texte. BEAUCHESNE. Val. 12 F, pour 4,50 F.

**LE PEUPLE A LA NOIRE CHEVELURE**, par KWAN KIM-GAUL. Histoire de la Chine, de l'Antiquité à nos jours. 14 x 20, 234 pages. FLAMMARION, 12 F, pour 4,50 F.

**RENCONTRES DE STANLEY**, par le duc de CASTRIES. L'une des personnalités qui firent le plus d'honneur à l'espèce humaine. 14 x 21, 312 pages, relié. FRANCE EMPIRE, 14,65 F, pour 7,80 F.

**MATRICULE 81 490**, par A. CHAMBON. Le récit d'un rescapé de Büchenwald qui, catholique fervent, put surmonter cette épreuve grâce à sa foi. 12 x 19, 248 pages. FLAMMARION, 9 F, pour 3 F.

**ISRAEL : ANNEES DE LUTTE**, par BEN GOURION. Avant et depuis la création de l'Etat d'Israël, l'essor du jeune Etat et sa lutte incessante contre l'hostilité arabe. 12 x 19, 280 pages. FLAMMARION, 13 F, pour 4,50 F.

**ORIGINES DE LA GUERRE D'ALGERIE**, par Robert ARON. Comment les deux partenaires en sont venus aux extrémités que l'on sait. 13,5 x 22, 326 pages. FAYARD, 12,34 F, pour 6 F.

**TERRE CELESTE ET CORPS DE RESURRECTION**, par H. CORBIN, directeur d'études à la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne). Maître livre sur les religions qui se sont développées en Iran (suivi d'un abondant choix de textes traditionnels). 14 x 19,5, 424 pages, 4 hors-texte. BUCHET-CHASTEL, 21 F, pour 6 F.

**LA TORTURE**, par Alec MELLOR. Son histoire, son abolition, sa réapparition au xx<sup>e</sup> siècle (ouvrage couronné par l'Académie française). 13 x 18, 416 pages. MAME. Val. 15 F, pour 5,80 F.

**AUX PORTES DE L'HISTOIRE** (textes de 14 spécialistes sous la direction du professeur PIGOTT), histoire des premières civilisations et de l'éveil du monde : Egyptiens, Sumériens, peuples de l'Indus, de la Chine, des steppes d'Asie et d'Europe, Astèques, Incas. 27 x 36, 404 pages, 1 000 ill., dont 172 planches en coul. Nombreuses cartes et plans. Relié pleine toile. HACHETTE, 85 F, pour 45 F.

**SAINT-MARC**. Textes de P. GASCAR. Un profil au fond d'une place de Venise, une sorte de bâtiment oriental naviguant sous pavillon chrétien. Relié, plats carton fort laqué. DELPIRE, 50 F, pour 20 F.

Prière de passer commande à : DIFRALIVRE, 22, rue d'Orléans, 78-MAULE, chez qui ces livres sont disponibles. Prière de joindre le règlement (y ajouter 6 F pour frais d'envoi) en chèque postal ou bancaire, mandat, etc. (CCP 19 979-24 PARIS.)

Expédition rapide. BON DE GARANTIE joint à l'envoi accordant faculté de retour.

# Actes de S. S. Paul VI

## DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

### « NOUS VOULONS VOIR JESUS »

*Audience générale du 13 janvier (1)*

Notre bref et simple discours veut s'adresser aujourd'hui aux chrétiens, c'est-à-dire à ceux qui, loin de rejeter ce titre, le revendiquent comme un élément essentiel de leur personnalité et de leur culture. Mais dans cette multitude amorphe de chrétiens, nous pouvons distinguer, grosso modo, deux grands courants contraires.

#### **La pente descendante et la pente montante du christianisme**

Le premier courant tend à diluer le sens de ce titre, à le faire correspondre le moins possible à la vie personnelle de chacun, à le vider (on dit aujourd'hui : démythiser) le plus possible de son contenu originel, religieux et théologique, pour n'en conserver que certains aspects qui maintenant font partie de la vie des hommes. C'est ainsi qu'on en retient certaines valeurs générales, utiles pour la définition, le progrès, le bien de l'homme en tant que tel, comme la dignité, l'intériorité, la liberté, le sens social, l'espérance, etc. En somme, on se contente d'un christianisme noble et humain, certes, mais vague et ouvert à toute interprétation personnelle et occasionnelle. On a dit : nous sommes tous chrétiens ; mais chacun à sa manière, pourrions-nous ajouter.

L'autre courant, lui, tend à reconnaître au titre de chrétien quelque chose qui engage à des réalités fort importantes : une doctrine, une forme de vie, une religion, une appartenance à l'Eglise, un mystère de communion avec Dieu, et finalement un rapport personnel de foi, d'espérance et d'amour avec le Christ, avec le Christ historique des évangiles, avec le Christ sauveur, dont l'Eglise garde et dispense la parole et la grâce, avec le Christ pascal qui associe tout fidèle authentique à la nouvelle naissance de sa rédemption, avec le Christ céleste, vivant, présent et invisible, qui tient entre ses mains les destinées de tout homme

et de l'humanité, et qui un jour — le jour de la conflagration finale de l'histoire — viendra.

En somme, aujourd'hui, comme toujours d'ailleurs, les chrétiens marchent sur un plan incliné, qui mène en contrebas vers un christianisme nominal et évanescent, ou, par en haut, vers le Christ vivant, personnel et réel.

C'est naturellement dans ce second courant que nous voulons nous insérer, dans le courant plus ardu, mais plus vrai, qui conduit vers Jésus-Christ Notre-Seigneur, vivant et vrai, qui est nécessaire et suffisant pour donner tout son vrai sens à notre existence, et qui est d'autant plus indispensable et présent à notre monde moderne que celui-ci cherche davantage à l'oublier, à l'exclure, à le réduire à rien.

#### **Le désir d'avoir une image sensible et fidèle du Christ**

Et alors naît en nous, qui suivons le Christ sincèrement et fidèlement, le puissant désir d'approcher Jésus, de le connaître, de le voir. Dans le récit où saint Jean nous décrit l'entrée de Jésus à Jérusalem — entrée que Jésus avait voulue publique et populaire, au milieu des joyeuses acclamations de la foule qui reconnaissait en lui finalement le fils de David, le Messie — nous trouvons ce bref passage, chargé de sens : « Il y avait là quelques Grecs, de ceux qui montaient pour adorer pendant la fête. Ils abordèrent Philippe, qui était de Bethsaïde en Galilée, et lui firent cette requête : Seigneur, nous voudrions voir Jésus. » (Jn 12, 20-21.) Voir Jésus, c'est le désir constant des hommes de bonne volonté qui ont quelque connaissance de ce mystérieux personnage autour duquel se concentrent tant d'inquiétante curiosité, tant de pressentiment d'amour.

Nous voudrions le voir, nous voudrions avoir de lui une image sensible et fidèle. Nous qui sommes plongés dans ce qu'on appelle « la civilisation de l'image », nous voudrions pouvoir contempler de nos yeux l'aspect physique de notre Maître, de notre Sauveur. Il nous semble parfois que si nous avions cette chance, ou du moins ce stimulant, nous serions davantage disposés à le croire, à le suivre, comme les témoins oculaires des scènes historiques et sensibles de l'Evangile. Mais c'est précisément dans l'Evangile que nous trouvons la parole qui détourne notre avidité et nous indique la voie unique et sûre de la foi : « Heureux ceux qui croiront sans avoir vu ». (Jn 20, 29.) Oui, il faudra se contenter d'approcher Jésus par ce moyen de

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 14 janvier 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Il n'y a pas eu d'audience générale le mercredi 6 janvier, fête de l'Épiphanie à Rome.



connaissance, délicat et pas toujours facile, que l'on appelle la foi, laquelle n'exclut pas, mais requiert l'étude rationnelle de la Révélation.

Mais la psychologie même de la foi a besoin d'images sensibles. L'histoire du christianisme nous montre que, dès que fut dépassée l'interdiction judaïque de représenter des êtres vivants, par crainte du glissement toujours facile vers l'idolâtrie, les fidèles essayèrent de se représenter l'image du Christ, d'abord comme un personnage anonyme tiré d'une scène de l'Evangile (par exemple, le pasteur), puis en lui donnant un visage humain (par exemple dans les catacombes de Commodilla). Il y eut ensuite les figures hiératiques de l'art byzantin et, tout de suite après, les fantaisies de la piété et de l'art nous donnèrent des images de Jésus qui, aujourd'hui encore, répondent à l'idée que l'on se fait de lui (cf. le culte de l'effigie du Christ dite de Véronique ; DANTE, *par.*, XXXI, 103-108). Peut-être la singulière image du saint suaire mériterait-elle une étude spéciale. Mais le fait est que « de l'aspect physique de Jésus, les sources dignes de foi ne disent absolument rien ». (RICCIOTTI, *Vita di Gesu Cristo*, 203 et s.) Nous sommes comme aveugles devant l'ami. Qu'une bonne iconographie religieuse nous aide par son art à suppléer à la représentation sensible que nous ne pouvons avoir de lui.

Mais, en attendant, la pensée travaille : Jésus était-il beau ? Était-il laid ? On interprète les paroles de l'Écriture qui dépeignent le Messie tantôt sous l'un, tantôt sous l'autre aspect : « le plus beau des enfants des hommes » (Ps 45, 3), ou bien « l'homme de douleurs », « sans beauté ni éclat ». (Is 53, 2-3.) L'évangile nous le montre transfiguré : « son visage resplendissait comme le soleil » (Mt 17, 2), puis défiguré : « Jésus sortit alors [du prétoire] portant la couronne d'épines et le manteau de couleur pourpre. Pilate leur dit : voici l'homme. » (Jn 19, 5.) Nous contenterons-nous alors de nous représenter les différentes scènes de l'Evangile, de la crèche au calvaire et au mont des Oliviers le jour de l'Ascension, en demandant aux peintres d'assouvir notre soif aimante de voir son image ? C'est ce que l'on fait, et c'est bien. « La Bible des pauvres », comme on disait autrefois, n'est-elle pas celle des images artistiques ? Remercions ceux qui, par ces images, nous aident à faire un pas en avant.

### Le Christ visible reflète la divinité invisible

Quel pas ? Un pas vers le Christ réel, qui est celui de la foi ; le Christ visible qui reflète la divinité invisible. Rappelons-nous la préface de Noël « nous connaissons en lui Dieu qui s'est rendu visible à nos yeux, et nous sommes entraînés par lui à aimer ce qui demeure invisible ». Et rappelons-nous ce que Jésus nous révèle de lui-même : « Qui m'a vu a vu le Père » (Jn 14, 9), ce qui veut dire que nous pouvons découvrir Dieu en Jésus (cf. Jn 1, 18). Avons-nous conscience de ce que cela signifie ? Nous sommes sur le seuil de la beauté suprême (cf. S. AUGUSTIN, *Enarr. in PS* 44 ; PL 36, 495). Qu'est-ce que la beauté (cf. S. Th., I-II<sup>me</sup>, 27, 1, 3) ? Quel long développement il faudrait pour répondre à cette question élémen-

taire ! Quelle envolée nous devrions prendre pour dépasser le niveau, souvent trompeur, de la beauté dégradée, sensible, purement esthétique, et arriver à celui de la vérité resplendissante, tant est grande la beauté de l'Être de lumière, en qui transparait la vie pleine et parfaite ! Disons seulement que le Christ est beauté, beauté humaine et divine, beauté de la réalité, de la vérité, de la vie, « la vie était la lumière ». (Jn 1, 4.) Ce n'est pas une emphase mythique ou mystique qui nous fait donner cette définition de lui, c'est le témoignage que nous devons à l'Evangile. Et ce témoignage nous vous le devons, frères et fils qui, poussés par l'instinct de notre temps, êtes à la recherche du modèle, de l'homme parfait. Le Christ est le modèle, l'archétype, le prototype de l'humanité (cf. Rm 8, 29).

Souvenez-vous-en ; avec notre Bénédiction apostolique.

## LA SEMAINE DE L'UNITE

### Audience générale du 20 janvier (1)

Nous devons nous rappeler que nous sommes actuellement dans la « Semaine de l'Unité », dans ce moment, conventionnellement fixé, où nous sommes tous invités à méditer le mystère profond d'une propriété essentielle et d'une note extérieure de l'Eglise du Christ, c'est-à-dire de l'humanité vivant de la foi et de la grâce du Christ. Cette propriété et cette note caractéristique de l'Eglise catholique c'est qu'elle est intimement fondue en un seul corps (cf. 1 Co 10, 17), qu'elle ne constitue qu'une seule chose dans laquelle nous sommes animés par un seul Esprit (2 Co 13, 13) et où tous nous sommes un (cf. Jn 17, 21-22), aujourd'hui dans le temps, par l'union visible et sociale dans l'Eglise une et catholique, c'est-à-dire unique et universelle, et demain dans l'éternité, en étant mystiquement unis au Christ glorieux, toujours conscients de notre personnalité propre, mais participant à la totalité de l'unique Homme-Dieu, notre sauveur, le Christ total de saint Augustin, à la fois tête et corps (*In Ep. Jo. 1, PL* III, 1979).

### Une communion partielle, mais encore imparfaite

Cette vision sublime enveloppe tout le panorama de l'humanité et de son histoire ; elle concerne essentiellement la destinée de chacun de nous et de l'ensemble de nous tous ; elle nous oblige à définir le rapport vivant qui existe entre le Christ et l'Eglise. Ce rapport ne peut être ni incertain, ni équivoque, ni multiple, mais unique, ainsi que le Christ l'a voulu dès le début. Il comporte une exigence inéluctable, rendue dramatique par de graves événements historiques : l'union de tous les disciples

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 21 janvier 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



du Christ, c'est-à-dire de l'Eglise. Nous, les chrétiens, nous qui croyons dans le Christ et qui sommes baptisés, nous qui formons une communauté qui s'appelle chrétienne, nous qui sommes tous pareillement menacés par l'irrégion d'aujourd'hui, nous qui sommes dans l'attente d'une même destinée eschatologique, nous prenons conscience que nous nous trouvons dans une situation étrange, et même absurde, pourrions-nous dire. Nous sommes encore séparés, nous sommes désunis. Souvent, un esprit de méfiance et de rivalité règne entre nous.

Jusqu'à hier, nous entretenions des polémiques acerbes. Aujourd'hui, nous sommes peut-être désireux de nous entendre, de nous pardonner, de nous comprendre, de travailler ensemble, mais nous sommes encore éloignés, il nous manque encore certains principes essentiels à l'union parfaite, comme l'accord complet dans une même profession de foi et dans une même cohésion de charité. Bref, nous sommes en communion partielle, déjà profonde, et presque complète si nous pensons aux vénérables Eglises orthodoxes, mais nous ne sommes pas encore en communion parfaite. C'est là l'un des problèmes les plus graves de la chrétienté, et aussi de l'humanité, pouvons-nous dire. Nous les responsables, nous avons fini maintenant par en prendre conscience. Et c'est un problème très difficile. Malheur à ceux qui croient pouvoir lui apporter des solutions faciles et rapides, en oubliant ses données essentielles : la vérité, à laquelle nous avons l'obligation d'adhérer, et l'unité de l'Eglise, à laquelle le Christ veut que nous participions.

Que faire ? La réponse exigerait un long développement, qui est déjà en cours, par ces rappels annuels à considérer le problème et par ce qui est fait dans les communautés chrétiennes pour le résoudre. Pour notre part, nous devons rendre hommage à notre valeureux Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, auquel nous exprimons notre confiance. Le Directoire sur l'œcuménisme, par exemple, publié par lui, mériterait d'être connu de tous et d'être fidèlement suivi par tous les catholiques (2).

### **L'irénisme ne peut produire qu'illusions et confusions**

Nous nous bornerons aujourd'hui à adresser quelques mots aux catholiques. Ils se trouvent dans une étrange position. Ils doivent avant tout demeurer fidèles et sûrs. Ils ne doivent pas douter de leur Eglise, l'Eglise catholique, même si dans son histoire, et aujourd'hui encore, elle présente maints aspects critiquables. Mais son *Credo*, son rapport avec le Christ, son culte, son trésor sacramentel et moral, sa structure institutionnelle, en un mot sa définition doctrinale et pratique, ne doivent pas être mis en cause. Nous n'en avons pas le droit. Ce serait manquer à notre responsabilité irrévocable envers le Christ, envers les frères séparés eux-mêmes, si, pour trouver un terrain d'entente, nous mettions en doute notre authentique profession de foi catholique, ou nous renoncions

à ses exigences impératives. L'irénisme, l'entente purement pragmatique et superficielle, les simplifications en matière de doctrine et de discipline, l'adhésion aux critères qui causeront les séparations que nous déplorons aujourd'hui, ne produiraient qu'illusions et confusions. Il resterait entre nos mains une apparence de notre catholicisme, mais non sa vie, non le Christ vivant dont il est porteur.

### **Le dialogue est nécessaire et possible**

Cette clarté, cette fermeté vont-elles interrompre le dialogue avant qu'il n'ait commencé ? Nullement. Bien au contraire, elles le rendent nécessaire et possible. Nécessaire, parce que seule la possession d'une foi que nous croyons vraie et indispensable nous rend aptes au dialogue et constitue la condition d'un fructueux dialogue. Possible, parce que de cet attachement à la foi naissent mille ressources pour le dialogue dont nous parlons. Nous ne ferons que les évoquer. D'abord, nous pouvons parfois apprendre des autres à mieux comprendre et mieux vivre certains aspects de notre foi, ce qui nous permet de modifier notre ancienne mentalité fermée et méfiante envers nos frères séparés ; et nous devons faire envers eux un effort affectueux de compréhension que nous n'avons pas toujours fait comme il aurait fallu. Nous devons reconnaître tout le bien qu'il y a en eux, et pour beaucoup de choses nous devons apprendre d'eux comment perfectionner notre culture religieuse et humaine, notre éducation à la juste tolérance, à la vraie liberté, à la générosité spontanée.

### **Crainte des frères séparés au sujet de notre « Credo »...**

Et nous devons nous efforcer de dissiper en eux les craintes que beaucoup éprouvent instinctivement envers l'Eglise catholique. Pour leurs craintes au sujet de notre *Credo*, par exemple, nous pouvons leur montrer, plus peut-être par l'exemple et le naturel de notre psychologie de fidèles catholiques, que l'adhésion positive aux vérités proposées par l'Eglise à notre foi ne consiste pas à accepter passivement des formulations arbitraires et altérées de la Parole de Dieu, mais à accepter des propositions authentiques et sans équivoque de cette Parole, de son complément originel, de son rayonnement logique inspiré par la tradition historiquement contrôlée et vivante ; propositions dont l'effet subjectif est cette lumière, cette sécurité, cette paix que notre foi nous donne chaque jour et qui avivent plus qu'elles ne comblent notre désir de chercher Dieu et le Christ.

### **... et de l'autorité dans l'Eglise**

Un autre exemple de crainte, classique chez nos frères séparés, est celle de l'autorité telle qu'elle s'exerce dans l'Eglise catholique ; comme si cette autorité, qui s'exerce dans la grande et fraternelle collaboration avec tous les évêques établis par Dieu pour paître son peuple (cf. Ac 20, 28), n'avait pas conscience, aujourd'hui plus que jamais, d'être un service plutôt qu'une domination ; comme si cette au-

(2) Cf. DC 1967, n° 1496, col. 1073 et s. (première partie) ; 1970, n° 1564, p. 519 et s. (2<sup>e</sup> partie — NDLR).



torité non seulement ne faisait que tolérer, mais ne protégeait pas les diverses expressions spirituelles légitimes de chaque âme ou des différentes communautés ecclésiales ; comme s'il n'y avait pas dans l'Eglise une autorité d'institution divine, et comme si celle-ci n'était pas nécessaire pour maintenir en elle l'unité et entretenir la charité, dans l'obéissance qui est amour.

### Un processus de purification

Nous disions que le chemin de l'œcuménisme, le chemin qui mène au rétablissement de l'unité entre les chrétiens, est difficile. Mais n'est-il pas aussi très beau ? Ne suscite-t-il pas dans le catholicisme un processus de purification sincère, une recherche d'identité, un souci d'approfondissement, un exercice d'humilité, un amour plus effectif et plus large ? Ne nous fait-

il pas déboucher sur des espérances, soutenues par les promesses de l'Esprit, et qui dépassent tout ce dont on peut rêver ?

### Prière

Deux choses pour conclure : nous saluons respectueusement et cordialement nos frères séparés. Nous avons sur les lèvres et dans le cœur tant de noms qui évoquent leurs différentes et très chères dénominations. Et nous adressons au Seigneur une prière instante, presque impatiente, qui voudrait s'unir humblement à la prière même du Christ, le dernier soir de sa vie dans le temps : fais, Seigneur, que nous soyons tous un en toi et que nous méritions de l'être ; que ton règne vienne !

C'est d'un cœur rempli de ces sentiments que nous vous bénissons tous, fils et frères, proches et lointains.

## ALLOCUTION AU CORPS DIPLOMATIQUE

*Paul VI a reçu le 9 janvier les membres du Corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège venus lui présenter leurs vœux pour l'année 1971. Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse à l'adresse d'hommage de leur doyen, M. Blanco y Fernandez, ambassadeur de Cuba, lequel lui avait notamment exprimé les condoléances du Corps diplomatique pour le décès de son frère, le docteur Francesco Montini, décédé la veille (1) :*

EXCELLENCES ET CHERS MESSIEURS,

Nous sommes heureux de nous retrouver au milieu de vous en ce début d'année nouvelle pour la cérémonie traditionnelle des vœux. De tout cœur nous remercions votre excellent interprète, M. le Doyen du Corps diplomatique, pour ses expressions si délicates à notre égard. A tous, à vos personnes comme à vos familles, nous adressons nos meilleurs souhaits, pour que le Seigneur vous donne, au fil des jours et au long des mois, les joies familiales et professionnelles que vous pouvez légitimement espérer.

### Les rapports entre les Etats et le Saint-Siège

Cette rencontre annuelle nous fournit l'occasion de réfléchir avec vous à la signification de votre présence auprès de nous. Certains auraient

pu croire que la disparition du pouvoir temporel, voici un siècle, entraînerait, par le fait même, la disparition d'un Corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège. Il n'en est rien. Au contraire, les représentations diplomatiques auprès du Vatican n'ont cessé d'augmenter, soulignant ainsi qu'il s'agissait beaucoup moins de relations avec un Etat qu'avec ce centre du catholicisme qu'est le Saint-Siège. Chacun sait par ailleurs que l'existence du modeste Etat de la Cité du Vatican n'est que le support minimum nécessaire, comme le disait notre grand prédécesseur le Pape Pie XI, à l'exercice d'une autorité spirituelle dont la parfaite indépendance est ainsi internationalement reconnue et garantie dans l'ordre qui lui est propre. Le Concile, du reste, a clairement précisé quels sont les rapports entre l'Eglise et l'Etat, dans sa Constitution pastorale *Gaudium et Spes*.

Il apparaît ainsi à tous que les rapports entre les Etats et le Saint-Siège, loin de contredire la mission spirituelle de celui-ci, sont destinés au contraire à la favoriser et à en faciliter l'accomplissement. L'originalité — la singularité, pourrions-nous dire — de votre présence se manifestent en ce que l'existence d'un Corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège n'entraîne pas de liens d'ordre temporel, ni de la part du Saint-Siège vis-à-vis des Etats, ni de la part des Etats vis-à-vis du Saint-Siège : ni charges, ni avantages matériels, soit d'ordre économique, ou commercial, ou militaire.

C'est d'un dialogue qu'il s'agit, d'une rencontre permanente et qualifiée, comme le disait si justement notre vénéré prédécesseur le Pape Pie XII, en parlant du « rôle de la diplomatie : elle constitue une permanente rencontre de la grande famille des nations ». (Discours au Corps diplomatique, le 25 février 1946, dans *Dtscorsi e Radiomessaggi*, vol. VII, p. 403) ; une rencontre à un haut niveau : l'Eglise, à tra-

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 10 janvier 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

vers ces rapports de nature diplomatique, est à l'écoute des responsables officiels, et se fait entendre d'eux de la même manière dans les termes les plus adaptés et les plus authentiques.

### Les interventions du Saint-Siège

Quels sont les thèmes de ce dialogue — outre les problèmes touchant la situation de l'Eglise dans les divers Etats et les fins de sa mission propre et de son service auprès des différents peuples — sinon les questions les plus importantes et les intérêts majeurs de l'humanité : par exemple les droits de la liberté religieuse, qui sont ceux de Dieu et de la conscience ; les droits de l'homme ; la conscience de l'ordre et du progrès international, la justice et spécialement la paix ?

Il faut le dire ; les raisons profondes des interventions du Saint-Siège échappent parfois au regard d'observateurs superficiels, parce qu'elles relèvent de motivations spirituelles et morales et parce qu'elles ne se confondent avec aucune action d'ordre temporel. C'est pourquoi il arrive que de telles interventions déconcertent ceux qui voudraient les interpréter en fonction d'une politique ou simplement les juger à l'aune des seuls intérêts nationaux.

Voix de la conscience humaine éclairée par l'Evangile, le Saint-Siège ne dispose, à l'appui de ses interventions, ni de la force matérielle ni des moyens habituels de persuasion. Sans autre souci que de rappeler inlassablement les exigences du bien commun, le respect de la personne humaine, la promotion des plus hautes valeurs spirituelles, son action entend être l'expression fidèle de la mission de l'Eglise dans le monde.

Le Saint-Siège, certes, ne l'ignore pas : les difficultés sont innombrables sur ce chemin et les progrès ne peuvent se faire que par une transformation progressive des esprits et des cœurs. Et si son action extérieure est plus apparente, elle ne saurait faire oublier pour autant le travail intérieur et quotidien de toute l'Eglise, de chaque chrétien, de chaque communauté chrétienne en dialogue incessant avec le monde. Le Saint-Siège — est-il besoin de le rappeler ? — n'est-il pas, sur le plan juridique international, l'expression d'une communauté spirituelle vivante dont les membres sont engagés les uns et les autres dans le tissu même des nations ? Et les chrétiens, loin de se considérer comme à part dans le monde, sont tout les premiers, qu'ils soient gouvernants ou gouvernés, et ce malgré les principes supérieurs qu'ils proclament au nom de leur divin fondateur et qu'ils s'efforcent de mettre en œuvre, sujets à l'humaine faiblesse. Le Saint-Siège, quant à lui, à son niveau, est en contact avec les Etats : les moyens peuvent différer, la mission est la même, et nous vous remercions, Excellences et chers Messieurs, de la sympathie attentive avec laquelle vous en êtes les témoins autorisés auprès de vos gouvernements respectifs, dans un souci partagé de service désintéressé et d'active collaboration.

### Ici, c'est le droit des peuples qui domine

Aussi, nulle part croyons-nous, l'exercice de la diplomatie, qui a bien ses vicissitudes, ne

peut-il être, de part et d'autre de ses interlocuteurs, plus étranger aux passions et aux intérêts temporels, et plus engagé pour le bien moral des peuples et le témoignage sincère et discret de l'Evangile. Les années où le service diplomatique vous conduit auprès du Saint-Siège sont, pensons-nous, pour vous, un moment de travail serein et d'intense et profonde méditation : sur l'homme, sur la civilisation, sur l'histoire, sur la vie commune amicale des nations entre elles, sur les vrais principes de la civilisation et de la paix. Ici, c'est le droit des peuples qui domine toute la masse des traités et des politiques, des intérêts économiques et de prestige ; ici, c'est une école d'humanité, une école où l'Eglise est tout à la fois disciple et maîtresse (cf. *Gaudium et spes*, n. 11 § 3 ; n. 40, *in fine*), et où le corps diplomatique peut entrevoir ce que serait le monde, s'il était gouverné par l'amour qui, dans l'Eglise, veut être le principe constitutif.

Cette société d'une nature toute particulière qu'est l'Eglise et que le diplomate est en condition d'observer de près, dans son centre — certainement avec indulgence pour les défauts humains, mais avec considération pour les principes qui l'inspirent — ramène constamment, croyons-nous, à la conscience du diplomate, les principes idéaux, paradoxaux si l'on veut, qui devraient inspirer la politique idéale de l'humanité et la guider vers un progrès continu dans la culture et les relations humaines, dans l'unité et la paix universelle. Si la diplomatie tend à préférer aux rapports de force et de pur intérêt égoïste ceux du droit, de la solidarité et de la paix, elle peut trouver, dans cette expression qui s'offre à sa méditation, l'initiation à sa forme meilleure et essentielle.

Ainsi nous-même, du reste, chercherons-nous à avoir une conscience plus claire de cette situation, qui nous met en contact direct avec un corps diplomatique comme le vôtre : c'est le monde, nous dirons-nous à nous-même, voici les peuples, voici les Etats dans une attitude de dialogue positif ; et nous n'aurons pas besoin de recourir au langage aulique des temps passés pour exprimer notre éloge et notre apologie en faveur de ce contact humain que nous offre le corps diplomatique : incomparable pour sa valeur représentative, extrêmement stimulant pour la recherche de rapports caractérisés par la vérité, la justice, l'estime et la confiance et continûment tourné vers les principes les plus hauts de la fraternité humaine.

Nous sentirons aussi le besoin — bien plus le devoir — de défendre votre mission des jugements superficiels de ceux qui se limitent à en regarder les livrées traditionnelles, ou à y voir un jeu, heureusement aujourd'hui passé de mode, de pure et déloyale astuce dans son exercice.

### Les enlèvements de diplomates

Plus encore, nous nous ferons l'obligation de protéger de l'autorité morale de notre voix — désarmée certes mais explicite — l'exercice d'une si haute mission, des attentats criminels, qui se sont dernièrement si indignement répétés, contre l'intégrité et l'immunité des personnes qui sont revêtues du caractère diplomatique. Pour l'honneur et pour l'avenir de la civilisation moderne, de pareils forfaits ne devraient plus se répéter. Les normes sanctionnées par la



Convention de La Havane, du 20 février 1928 (cf. Société des Nations, *Recueil des traités et des engagements internationaux enregistrés par le secrétariat de la Société des Nations*, vol. 86, 1929, n. 1950, p. 111-382, art. 1, 2 et 5), et les décisions prises par les Conventions de Vienne du 18 avril 1961 et du 24 avril 1963 (cf. Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 500 et 596) devraient encore avoir force de loi, non seulement pour les gouvernements, mais encore pour la conscience civile. Convaincu pour notre part de plaider la cause d'une des prérogatives les plus sacrées, les plus antiques, les plus universellement reconnues et les plus nécessaires au déroulement ordonné des relations internationales, nous déplorons vivement les outrages portés, en ces derniers temps, contre l'inviolabilité personnelle des fonctionnaires diplomates, et nous le déplorons d'autant plus que ces diplomates et leurs services étaient parfaitement étrangers aux différends dont — par violente embûche de partisans — leurs personnes sont demeurées les victimes, devenant ainsi l'objet d'un chantage exécrable.

\*\*

Maintenant, *maiora canamus*. Elevons notre pensée vers les finalités humaines si sages de votre mission, messieurs les Diplomates. Quant à nous, à vous tous, nous exprimons notre gratitude pour la noblesse avec laquelle vous exercez les fonctions qui sont respectivement confiées à chacun d'entre vous. Et en même temps nous vous présentons nos meilleurs vœux pour vos si dignes personnes et pour les pays que vous représentez. De tout cœur nous accompagnons notre souhait mutuel d'heureuse année et de paix dans la justice, de notre Bénédiction apostolique.

— *L'Infaillibilité pontificale*. Source, conditions, limites, par GUSTAVE THILS (coll. « Recherches et Synthèses »). — Un vol. 16 × 24,5 cm, de 266 pages. Prix : 350 FB. Editions Duculot, Gembloux (Belgique). Cette étude approfondie de l'infaillibilité pontificale est basée sur une importante documentation théologique et historique, et le dépouillement des archives de Vatican II. Le sous-titre marque bien les précisions qu'elle apporte dans une question si importante pour l'Eglise et la foi des fidèles, et question toujours bien actuelle.

— *Le Cheminement du peuple de Dieu*, par le cardinal RENARD. — Un vol. 12 × 18,5 cm, de 128 pages. Prix : 12 F. Editions Beauchesne, Paris.

C'est un excellent commentaire de la parole de Paul VI dans sa profession de foi : « Nous confessons que le royaume de Dieu, commencé ici-bas en l'Eglise du Christ, n'est pas de ce monde »... On appréciera ce développement pastoral où la précision du vocabulaire et de la pensée oriente toute l'action apostolique.

— *Autorité et Contestation dans l'Eglise*, par le cardinal DANÉLOU. — Plaque de 11,7 × 17,5 cm, de 30 pages. Imprimé par Ch. Martingay, libraire à Genève.

Le cardinal résume fort bien sa pensée en ces lignes : « Nous devons souhaiter que se développe seule cette contestation de l'Eglise par elle-même, qui procède de cette fidélité plus grande qu'elle doit avoir à l'égard de Jésus-Christ. »

— *Ecole mission et l'Eglise de demain*, par M. FIEVET (coll. « Parole et Mission », n° 18). — Un vol. in-8° écu, de 144 pages. Prix : 13 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur nous donne le fruit de son expérience de missionnaire et d'éducateur. En Europe, comme au Vietnam ou en Thaïlande, estime-t-il, le problème de l'évangélisation reste le même : traiter le levain dans la pâte, ne pas jeter la graine hors de la terre nourricière.

## REMISE DU PRIX JEAN XXIII POUR LA PAIX A MÈRE THÉRÈSE

*En la fête de l'Epiphanie, le 6 janvier, Paul VI a remis solennellement le prix Jean XXIII pour la paix à Mère Thérèse Boyaxhiu, fondatrice des Missionnaires de la Charité de Calcutta (1). C'était la première fois qu'était décerné ce prix, d'un montant de 15 millions de livres, qui sera désormais attribué tous les trois ans. La cérémonie a été ouverte par le cardinal VILLOT, secrétaire d'Etat et président du Conseil de la Fondation internationale Jean XXIII pour la paix, qui a prononcé l'allocution suivante (2) :*

TRÈS SAINT-PÈRE,

La Fondation du « prix international pour la Paix Jean XXIII » présente aujourd'hui à Votre Sainteté la personne à laquelle ce prix est attribué, pour la première fois, au titre de l'année 1970.

Dans les derniers mois de sa vie, le Pape Jean XXIII, de vénérée mémoire, soucieux d'encourager les initiatives en faveur de la paix et de la fraternité entre les hommes et entre les peuples, avait décidé d'instituer un prix de la Paix.

La Fondation qu'il avait créée à cette fin s'est inspirée, pour l'examen des candidatures, de la doctrine exposée par Jean XXIII dans son encyclique *Pacem in terris*, où il présente l'idéal de la paix, fondée sur la vérité, la justice, l'amour et la liberté comme « une disposition permanente à communiquer aux autres le meilleur de soi-même ».

Il était, certes, bien difficile de choisir parmi tant de personnes et d'institutions, les unes et les autres fort méritantes dans l'activité qu'elles déploient au service de leurs frères. Mais le récent voyage de Votre Sainteté en Extrême-Orient, le souvenir de sa visite en Inde, comme aussi le thème de la Journée mondiale de la Paix, qu'elle a voulu, cette année, proposer à l'attention du monde : « Tout homme est mon frère », ont mis en particulière évidence l'œuvre admirable de Mère Thérèse Boyaxhiu, fondatrice des Missionnaires de la Charité de Calcutta, dont la vie est entièrement consacrée au service des plus pauvres, au soulagement des plus grandes misères, au partage de toutes les souffrances.

Je prie Votre Sainteté de donner maintenant la parole à Mme Paronetto-Valier, membre du Conseil de la Fondation, qui va donner lecture des motivations en vertu desquelles ce Conseil, composé de laïcs et d'ecclésiastiques ici présents (3) s'est prononcé pour l'attribution du prix à Mère Thérèse. A celle-ci, enfin, Votre Sainteté voudra bien remettre elle-même le prix inter-

(1) Cf. l'allocution adressée par Paul VI le 22 décembre 1970 au Sacré-Colège (DC 1971, n° 1578, p. 59).

(2) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 7-8 janvier 1971.

(3) Mgr CAPOVILLA, qui fut secrétaire de Jean XXIII ; le Dr Mięcisław DE HABICHT ; M. Vittorino VERONESE, ancien directeur de l'UNESCO ; Mme Marie-Louise PARONETTO-VALIER. (NDLR.)

national de la Paix Jean XIII, d'un montant de quinze millions de livres italiennes.

\*  
\*\*

Mme PARONETTO-VALIER a ensuite lu, au nom du Conseil de la Fondation, les motivations du prix (4) :

L'œuvre inspirée de la Rév. Mère Thérèse Boyaxhiu, son exemple, la diffusion mondiale de ses initiatives sont apparus au Saint-Père dignes d'être proposés à l'attention d'un monde ravagé par tant de haine et de cruauté, et comme une véritable incarnation moderne des œuvres de miséricorde spirituelle et corporelle, suggérée par le message évangélique.

Mue par une impulsion charitable, Mère Thérèse quittait dans sa jeunesse son pays natal — la Yougoslavie — pour se rendre en Inde où elle manifestait son intention de se consacrer au bien du prochain. Elle commença à déployer son activité dans l'enseignement, mais peu après elle comprenait qu'il était nécessaire d'entreprendre d'autres initiatives.

Le 10 septembre 1946, elle eut l'inspiration de fonder une nouvelle congrégation religieuse, au service des plus pauvres et des plus déshérités, entreprenant ainsi une œuvre de miséricorde qui « en s'exerçant parmi nos semblables, est l'image et le reflet de la miséricorde divine ». (Jean XXIII.)

L'une des premières activités des Missionnaires de la Charité fut l'aide aux malades, et spécialement aux mourants. Sans distinction de race ou de nationalité, de croyance religieuse ou d'origine, Mère Thérèse et ses Sœurs commencèrent à rechercher dans les rues de Calcutta les mourants, pour leur prodiguer des soins ou, du moins, une assistance spirituelle leur permettant d'affronter une mort digne d'un être humain.

Devant les exigences de nouvelles tâches, les Sœurs se consacrèrent à d'autres activités en faveur de la jeunesse et à l'enseignement. Sans jamais se ménager, Mère Thérèse a parcouru les immenses régions de l'Inde, fondant diverses institutions qui très vite se multiplièrent dans cette nation et dans les autres continents. Actuellement, il y a en Inde trente maisons où six cents religieuses se dévouent dans les activités propres à leur congrégation. D'autres œuvres ont été créées au Venezuela, en Australie, à Ceylan, en Italie, en Angleterre, en Tanzanie et en Jordanie. Parmi les initiatives missionnaires de Mère Thérèse qui retiennent davantage l'attention, il faut mentionner celle de la Cité de la Paix ou « Santinagar », dans la province occidentale du Bengale, où les lépreux sont hébergés, reçoivent les soins médicaux et, en même temps, peuvent travailler selon leurs possibilités.

Partout où les hommes sont accablés par l'indigence ou les maladies, partout où les luttes entre les hommes amènent souffrances et larmes, Mère Thérèse et les Missionnaires de la Charité sont toujours prêts à se rendre pour porter secours, aide et réconfort, pour donner en faveur de chaque homme le témoignage de l'amour fraternel.

Le thème de la Journée mondiale de la Paix de cette année trouve une confirmation exemplaire dans l'activité et les œuvres de Mère Thérèse : « Tout homme est mon frère. »

## Mère Thérèse et l'habit religieux

L'Osservatore Romano du 20 janvier a publié la note suivante (5) :

Le 7 janvier, au cours de la rencontre de Mère Thérèse avec les journalistes dans la salle de presse du Saint-Siège, on lui a demandé à propos de l'habit des Sœurs de la Charité, dont elle est la fondatrice : « Est-il vrai que vous portiez l'habit des parias de votre pays ? Cela ne vous nuit-il pas dans vos relations avec les autres castes ? »

Mère Thérèse a répondu : « Nous sommes habillées de la manière la moins coûteuse ; c'est le costume traditionnel du peuple de Calcutta, avec lequel nous voulons nous identifier. Mais sous le sari, nous portons l'habit religieux, comme vous pouvez le constater. Les gens de chez nous vénèrent l'ascète comme un homme de Dieu, et ils attendent de lui qu'il manifeste extérieurement sa consécration. De nous aussi, qui apportons le message de Dieu, on attend que nous soyons vêtues d'une manière manifestant nos convictions. Cet habit nous assure certainement le respect des hommes des différentes religions, et il n'entrave en rien notre activité. »

## L'UNITÉ DES CHRÉTIENS

*Voici l'allocution qui a été prononcée par Paul VI avant la récitation de l'Angelus, le dimanche 17 janvier, veille de l'ouverture de la Semaine de l'Unité :*

Cette année encore, du 18 au 25 janvier, nous célébrerons la Semaine de prière — et aussi de réflexion et d'étude, pouvons-nous ajouter — pour l'Unité des chrétiens. Il est en effet maintenant admis par tous que les disciples du Christ, c'est-à-dire les chrétiens, ne devraient faire « qu'un cœur et qu'une âme » (Ac 4, 32), ne devraient faire qu'une Eglise, c'est-à-dire une seule assemblée, une seule communauté, comme le voulait le Christ et comme l'exige intrinsèquement la nature du corps social de ceux qui croient dans le fondateur de l'Eglise. Aujourd'hui, nous prenons enfin conscience qu'une division — et même de nombreuses divisions — au sein de l'Eglise, constitue une contradiction dans les termes : Eglise et unité visible et réelle des fidèles sont nécessairement la même chose dans la pensée et dans la volonté du Christ. Or la réalité historique, nous le savons, ne correspond pas à la parole du Seigneur qui veut que nous soyons tous un. Les divisions entre les chrétiens, c'est-à-dire les distinctions entre leurs différentes communautés, ne sont pas purement formelles, ethniques, rituelles ou locales. Elles sont hélas ! profondes et jusqu'à présent irréductibles. Elles portent sur des éléments essentiels du christianisme, sur la foi, sur la charité, bien que le baptême commun soit toujours une base substantielle de communion. Cela ne peut pas être. Le Christ n'est pas assez suivi ; il n'est pas interprété comme il le voudrait. Aussi le monde ne peut-il faire confiance à une religion qui n'est pas vraiment cohérente avec sa foi et qui intérieurement n'est pas fraternellement unie (cf. Jn 21-23). Notre Eglise catholique, malgré certaines déficiences de son histoire, malgré les défauts tenant à nous les hommes, reste humblement attachée à sa prérogative et à son devoir de personifier cette unité originelle et de constituer encore le centre et la mesure de la pleine communion chrétienne.

Mais le progrès de l'œcuménisme, c'est-à-dire du rétablissement de cette parfaite communion, s'avère lent et difficile, bien qu'aient été faits des pas en avant qui

(4) Texte italien dans l'OR des 7-8 janvier 1971. Traduction de la DC.

(5) Traduction de la DC d'après le texte italien.



sont consolants : de l'opposition polémique entre les différentes dénominations chrétiennes, nous sommes passés au respect réciproque, au dialogue, à une certaine collaboration pratique. Mais si l'unité veut être sincère, elle ne peut encore être réalisée. La bonne volonté des hommes ne suffit pas à accomplir ce prodige. Il faut l'intervention miséricordieuse du Seigneur ; il faut un nouveau souffle de l'Esprit-Saint. C'est pourquoi il faut prier, et c'est ce que nous vous invitons à faire, spécialement ces jours qui viennent.

Et demandons à Marie, qui était au Cénacle le jour de la Pentecôte, de faire sienne notre humble et instante prière.

(Texte italien dans l'OR des 18-19 janvier 1970. Traduction de la DC.)

## ALLOCUTION AU PRESIDENT DU NIGER

*Paul VI a reçu en visite officielle, le 14 janvier, M. Hamani Diori, président de la République du Niger, auquel il a adressé l'allocution suivante :*

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Les aimables paroles que vous venez de nous adresser nous touchent profondément, et nous sommes particulièrement heureux de saisir cette occasion pour exprimer à Votre Excellence, et au noble pays qu'elle représente, avec nos souhaits cordiaux, les sentiments d'estime respectueuse qui nous animent, ainsi que la communauté catholique du Niger.

Dans son message, Votre Excellence a tenu à souligner un certain nombre de conditions qui lui paraissent nécessaires pour un progrès humain authentique : la place de choix faite aux valeurs spirituelles, la solidarité et l'entraide dans le développement économique, l'établissement de la paix par des voies justes plutôt que par des rapports de force.

Ce sont, vous l'avez souligné avec une grande délicatesse, des perspectives que nous ne nous laissons pas de développer au forum international, comme nous l'avons fait spécialement dans notre encyclique *Populorum progressio*, dans notre message à l'Afrique et dans nos allocutions lors de notre voyage en Ouganda. Oui, pour nous, le progrès de la technique et même celui de la culture seraient vains et voués à l'échec sans un surcroît de conscience qui tienne compte de la vocation divine de l'homme. L'organisation sociale, indispensable, ne portera des fruits valables et durables que dans un climat de coopération et de participation de toutes les forces vives du pays, et de relations solidaires avec les voisins immédiats — tels ceux du « Conseil de l'Entente » que vous avez formé, — avec les amis de l'Afrique, de l'Europe et du monde, assurant ainsi votre juste place dans le concert des nations. Enfin le bonheur exige que chaque personne comme chaque entité sociale soient respectées avec leur caractère spécifique, mais sachent elles-mêmes dépasser l'individualisme étroit ou les rivalités meurtrières qui peuvent les tenter.

Sur ce chemin d'espérance, nous connaissons et nous apprécions les efforts que déploie Votre Excellence. Et les chrétiens eux-mêmes, vous en avez fait l'expérience, malgré leur petit nombre, ne demandent qu'à collaborer à tout ce qui peut promouvoir le développement économique et social, l'alphabétisa-

tion et la culture, la paix et la fraternité. C'est en ce sens que veulent travailler missionnaires, religieuses et laïcs catholiques. Nous savons gré à Votre Excellence de la bienveillance qu'elle manifeste à leur endroit. Certes, leur souci primordial est de vivre leur propre foi, dans le respect de celle de leurs frères. Mais comment pourraient-ils en vivre, sans donner en même temps le généreux témoignage de l'amour désintéressé qui en est le corollaire obligé, d'un amour qui se fait service, dans le sillage du P. Charles de Jésus, si attaché aux populations de votre région ?

Souhaitant que ces relations amicales se poursuivent et s'intensifient, nous formulons pour la jeune République du Niger, qui vient de fêter son dixième anniversaire, nos souhaits les plus cordiaux, et nous manifestons à Votre Excellence, que nous avons eu la joie d'accueillir ce matin, et à tous ceux qui l'accompagnent ici, notre respectueuse sympathie, en implorant de grand cœur, sur vous-même comme sur votre chère patrie, les bénédictions abondantes du Tout-Puissant.

(Texte français dans l'Osservatore Romano du 15 janvier 1971.)

## L' « INTELLIGENCE CREATRICE », LA COEDUCATION

*Au cours de l'audience générale du 30 décembre, Paul VI a adressé quelques mots aux participants à la XXIV<sup>e</sup> Assemblée des enseignants de la Fédération italienne des Institutions dépendant de l'autorité ecclésiastique. Après les avoir salués, il les a mis en garde contre les dangers qui pourraient découler de nouvelles méthodes d'éducation :*

[...] Les travaux de vos réunions nous ont montré la soif de renouveau qui inspire votre action pour répondre aux requêtes du temps dans lequel nous vivons.

A ce propos, nous aurions quelques réflexions à faire sur la façon d'accueillir certaines orientations inspirées par des formes et des techniques éducatives plus ouvertes et plus adaptées. Tout en effet ne peut être accueilli sans réserves. Nous voulons parler en premier lieu du problème concernant le passage de l'instruction à l'apprentissage. Comment ne pas souligner les dangers qui pourraient découler d'une moindre estime pour l'enseignement institutionnel ou d'une confiance excessive dans « l'intelligence créatrice » ? Si cette dernière n'est pas appliquée avec le soin voulu, elle pourrait s'avérer superficielle, présomptueuse et prématurée.

Non moins délicat est le problème de la coéducation. Nous comprenons votre très noble désir d'adapter votre action éducative au contexte social dans lequel vit la jeunesse d'aujourd'hui. Il faut cependant rappeler qu'il y a à ce propos des règles morales auxquelles on ne peut renoncer, et qu'il y a aussi une tradition éducative de l'Eglise dont ne pourront faire abstraction les nouvelles orientations scolaires et les nouvelles expériences pédagogiques. C'est pourquoi nous vous recommandons la plus grande prudence dans le jugement à porter sur les différents aspects du problème de la coéducation. En tout état de cause, l'application de ses aspects positifs devra toujours se faire progressivement. [...]

(Texte italien dans l'OR du 31 décembre 1970. Traduction de la DC.)

## LE RENOUVEAU DU SACREMENT DE PÉNITENCE

### INSTRUCTION DES ÉVÊQUES SUISSES SUR LA PÉNITENCE ET LA CONFESSION (\*)

Parmi les nombreux problèmes soulevés à l'heure actuelle, il en est un qui préoccupe les esprits : la pratique du sacrement de pénitence.

C'est pourquoi la Conférence des évêques suisses a estimé qu'il était de son devoir d'éclairer les fidèles ; à cet effet, elle a chargé la Commission théologique interdiocésaine d'étudier spécialement cette question.

Le résultat de ses travaux a été consigné dans la note ci-après.

Les évêques suisses expriment leur reconnaissance aux théologiens pour le travail accompli avec beaucoup de soin et ils le présentent au clergé et aux fidèles, dans l'espoir de répondre ainsi à un besoin spirituel du temps présent.

Puissent ces quelques réflexions apporter lumière et paix aux hommes de bonne volonté et leur faire voir dans le sacrement de pénitence une manifestation authentique — et combien touchante — de l'amour divin.

Olten, le 5 novembre 1970.

† NESTOR ADAM

président de la Conférence des évêques suisses.

#### INTRODUCTION

##### Renouveau de la pénitence

Le récent Concile a préconisé un *aggiornamento* de tous les aspects de notre vie chrétienne. Celle-ci comprend aussi la pénitence, en relation si étroite avec la foi dans la prédication de saint Jean-Baptiste et dans celle de Jésus : « Les temps sont accomplis et le Royaume de Dieu est tout proche : faites pénitence et croyez à la Bonne Nouvelle. » (Mc 1, 15.) C'est ainsi que Jésus commence sa prédication. La conversion intérieure, le retournement de l'âme vers Dieu, se traduit aussitôt au-dehors — cela est humain — par un changement de vie extérieure et un désaveu du désordre passé.

##### Malaise causé par la pratique actuelle de la pénitence

Nous, chrétiens catholiques romains d'aujourd'hui, ne connaissons cette conversion et cette accusation de soi que sous la forme de la confession sacramen-

telle privée, à laquelle nous avons été formés depuis l'enfance. Or, cette pratique de la confession semble causer maintenant un certain malaise chez beaucoup de fidèles. Il importe d'en rechercher les causes. Tout d'abord il y a chez certains une baisse de la conscience même du péché. Ils reconnaissent sans doute des fautes dans leur comportement vis-à-vis du prochain, mais cela, ils peuvent, croient-ils, le corriger eux-mêmes. Ils ne se sentent pas — ou presque pas — une mauvaise conscience devant Dieu, et sont loin de l'idée qu'ils devraient se réconcilier avec Dieu en confessant leurs péchés devant un représentant de l'Eglise.

Nous constatons parmi les bons chrétiens eux-mêmes — souvent par suite d'expériences très personnelles — une gêne à l'égard de la pratique actuelle de la confession. Nous n'avons pas le droit de prendre leurs objections à la légère, car elles proviennent d'un besoin d'authenticité intérieure. La confession privée, avec la courte admonition, l'absolution et une légère pénitence, consistant la plupart du temps en une prière, n'est-elle pas un chemin beaucoup trop facile ? Cela ne ressemble-t-il pas à un procédé mécanique, voire à quelque chose de magique ? Ne faudrait-il pas payer un peu plus cher mon retour à Dieu ? Celui-ci ne devrait-il pas davantage marquer ma vie ? Mon repentir est-il authentique, si je suis presque certain de retomber demain dans les mêmes péchés ? Et si c'est à l'égard du prochain que beaucoup de mes fautes sont commises, ne serait-ce pas mieux d'aller tout simplement lui présenter des excuses, et de changer désormais de comportement envers lui, plutôt que d'arranger la chose avec le bon Dieu ?

De fait, si nous comparons nos confessions habituelles avec celle de l'Enfant prodigue, ou de la pécheresse qui arrosait de ses larmes les pieds de Jésus, quelle différence ! Notre besoin de renouveau dans la forme de la pénitence et de la confession est donc justifié ; tout doit devenir plus authentique, plus profond, plus vivant, plus efficace. Il ne s'agit pas du tout de nous rendre les choses plus faciles et plus commodes. Dieu nous attend toujours avec une infinie condescendance, pour nous pardonner, mais nous devons nous aussi faire le mouvement qui convient à la dignité humaine : nous repentir, avouer, demander pardon. Et pour autant que notre foi chrétienne est vivante, nous le savons : le Christ est le chemin qui conduit au Père. Nous ne pouvons

(\*) Cette instruction a été publiée dans la *Semaine catholique de la Suisse romande*, des 10, 17 et 24 décembre 1970.



pas inventer nous-mêmes un chemin en dehors de lui. Il est certain que sur la croix il a souffert et expié pour tous nos péchés, et qu'après sa résurrection, avec le pouvoir de lier et de délier, il a fait participer l'Eglise à son pouvoir de remettre les péchés.

### Plan de cette étude

Dans une première partie de notre réflexion, nous jetterons un regard sur la Bible. Nous y découvrirons toute la beauté et tout le sérieux de la conversion ; la Bible nous donnera également nombre d'avis sur la pénitence et le pardon des péchés, dont nous voyons moins l'importance aujourd'hui. Ici déjà il faudra élargir une conception trop étroite, et nous aurons beaucoup à apprendre.

Une deuxième partie traitera de l'histoire du sacrement de pénitence, histoire riche et mouvementée, où chaque époque met en relief un aspect différent de la rémission des péchés. Là aussi, nous nous sommes privés, par notre oubli, parfois d'une façon regrettable, de bien des richesses. Mais l'histoire nous apprend aussi que certaines formes fondamentales de la rémission des péchés dans l'Eglise sont toujours demeurées inchangées.

La troisième partie entend répondre à la question dont beaucoup sont préoccupés aujourd'hui : en quoi consiste ma culpabilité, et comment la reconnaître ? Où se trouve la limite entre faute grave et faute légère ?

Nous nous demanderons dans la quatrième partie quels sont les différents chemins qui s'ouvrent au chrétien pour la rémission de ses péchés. Nous découvrirons notamment que ces diverses voies ne sont pas à vrai dire des chemins différents, mais qu'elles se complètent et se complètent mutuellement. Car la vie du chrétien, que ce soit au milieu de la foule ou à l'Eglise, se déroule toujours sous le regard de Dieu, son Dieu qui le dirige et se tient prêt à lui pardonner.

## I. — LA REMISSION DES PECHES D'APRES LA REVELATION BIBLIQUE

### Ancien Testament

Déjà dans l'Ancien Testament, aux enfants d'Israël, Dieu se révèle essentiellement comme quelqu'un qui pardonne aux hommes leurs fautes, s'ils renoncent à leurs œuvres impies, contraires à la loi de Yahvé, et retournent à lui dans le repentir. C'est ainsi qu'Israël comprend son histoire en relation avec Dieu. Chaque fois qu'il se détourne du Seigneur et rompt l'Alliance, Dieu le châtie au nom de la justice, ou au moins le menace par l'intermédiaire d'un prophète. Mais si le peuple se retourne vers Dieu en cherchant son secours, Dieu montre sa miséricorde, pardonne les péchés, suspend le châtiment — invasion, famine ou déportation — et il rétablit l'Alliance. Dans cette conception encore primitive du peuple élu se trouve vraiment un sentiment très profond et véritable de la faute, tant personnelle que sociale, de la nécessité de la pénitence et de la conversion, ainsi que du don gratuit du pardon divin qui « enlève, ôte » le péché (2 S 12, 13 ; 24, 10 ; Jb 7, 21), qui le « couvre » (Ps 32, 1 ; Ne 3, 37), qui « ne s'en souvient plus » (Ez 33, 16 ; Jr 31, 34), qui l'« efface » (Ps 51, 3 ; Is 43, 25, etc.). Certains psaumes nous dépeignent d'une manière profonde soit le besoin de confesser sa faute et de la voir pardonnée,

soit l'expérience enivrante du pardon obtenu (cf. Ps 32, Ps 51, Ps 103) ; mais à côté de ces aspects lumineux, l'Ancien Testament reste assombri par la peur du jugement qui menace les délits graves. C'est pourquoi on comprend que les visions prophétiques des futurs temps messianiques décrivent en couleurs éclatantes une réconciliation avec Dieu d'une profondeur et d'une efficacité encore inconnues : « Ils me connaîtront tous, des plus petits jusqu'aux plus grands — oracle de Yahvé — parce que je vais pardonner leur crime et ne plus me souvenir de leur péché. » (Jr 31, 34 ; cf. 33, 8 ; 50, 20.) « Je répandrai sur vous une eau pure et vous serez purifiés..., et je vous donnerai un cœur nouveau, je mettrai en vous un esprit nouveau... Je mettrai mon esprit en vous et je ferai que vous marchiez selon mes lois et que vous observiez et suiviez mes coutumes. » (Ez 36, 25-27.)

### Nouveau Testament

#### Témoignage de Paul

Ce que le Nouveau Testament inaugure par rapport à l'Ancien, nous l'apprenons clairement après la Passion et la Résurrection de Jésus. Les plus anciennes formules chrétiennes de confession que nous possédions font de ces mystères le point central du nouveau message de salut : « Il fut livré pour nos fautes, et ressuscité pour notre justification. » (Rm 4, 25 ; cf. 1 Co 15, 3 s.) C'est ainsi que Paul, en liaison étroite avec la foi déjà courante avant lui, pourra dire en des formules si fortes : « Celui qui n'avait pas connu le péché, il l'a fait péché pour nous, afin qu'en lui... » nous parvenions au rapport juste avec Dieu. Saint Paul dit exactement : « afin qu'en lui nous devenions justice de Dieu ». (2 Co 5, 21.) Remarquons bien que dans le Nouveau Testament c'est toujours Dieu le Père qui par amour prend l'initiative de la réconciliation avec le monde impie et pécheur (2 Co 6, 19), c'est lui qui par amour pour nous livre son Fils (Rm 8, 32 ; Jn 3, 16) pour prendre notre place dans la nuit de notre péché, dans la malédiction qui pèse sur nous (Ga 3, 13). Il a tellement tout fait pour nous que notre conversion, et l'aveu de notre péché, n'est plus qu'un dernier pas qui va presque de soi ; c'est l'adhésion dans la foi à son amour qui pardonne. Mais si Dieu lui-même a payé si cher la réconciliation avec nous, il devient pour nous d'autant plus sérieux et pressant de lui répondre avec foi dans la pénitence et la conversion : « Vous avez été rachetés à un grand prix. » (1 Co 6, 20.) C'est la raison pour laquelle, même après la passion et la résurrection du Christ, subsiste pour l'homme la sérieuse perspective du jugement à venir : avons-nous donc vraiment compris l'amour prévenant de Dieu, y avons-nous répondu comme il se doit ? Ou ne l'avons-nous pas au contraire méprisé dans notre conduite ? Cet amour tient peut-être si peu de place dans notre esprit que c'est à peine si nous le reconnaissons. Il faudra parcourir un long et douloureux chemin de pénitence et de purification avant d'être en mesure de répondre enfin à l'amour de Dieu (cf. 1 Co 3, 11-15).

#### Témoignage des Evangiles synoptiques

Jésus de Nazareth annonce que le temps du salut est arrivé. Comme son Précurseur, il demande la préparation des cœurs par la pénitence et la conversion, par la foi en la bonté et la fidélité de Dieu : « Convertissez-vous et croyez à la Bonne Nouvelle. » (Mc 1, 15.) Et déjà dans ce premier mot-programme,



l'éloignement de la conduite passée apparaît inséparable du retour à Dieu dans la foi. Cette implication réciproque du repentir et de l'aveu, avec le pardon, l'enfant lui-même la saisit : quand il sent qu'il a fait de la peine à sa mère, il comprend qu'il doit revenir à elle, se faire violence à lui-même et demander pardon pour que tout rentre dans l'ordre. Écoutons Jésus raconter la parabole du Fils prodigue : le père affligé guette le retour de son fils, le cœur prêt à un pardon plénier ; mais le fils devra venir et reconnaître sa faute. Alors le père court au-devant de lui pour pardonner.

Dans ses rencontres avec les pécheurs, Jésus, surprenant par là et scandalisant beaucoup ses témoins, se montre en possession de la puissance d'accorder au coupable le pardon total de Dieu, mais il exige en même temps la conversion de toute la vie. Au paralytique, il dit : « Confiance, mon enfant, tes péchés te sont remis » (Lc 9, 2) ; à la pécheresse : « Tes péchés te sont remis. » (Lc 7, 48.) Jésus connaît avec exactitude la loi du cœur humain : plus il s'ouvre profondément à Dieu dans un amour repentant, plus le pardon aimant de Dieu y pénètre efficacement (Lc 7, 44-47). Lisons la parabole du mauvais serviteur, à qui fut remise son énorme dette et qui pourtant refusa d'acquiescer à son collègue l'infime millionième partie de ce montant, le saisit au contraire à la gorge en réclamant l'argent et le fit emprisonner jusqu'au remboursement intégral. Cette comparaison frappante montre combien il importe que l'homme, à qui Dieu a remis sa dette, laisse déborder sur ses frères l'amour miséricordieux dont il est l'objet de la part de Dieu. Ceci éclaire la demande du *Pater* : « Pardonne-nous nos offenses, comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés. » (Mt 6, 12.) On comprend que Jésus exige la réconciliation avec le prochain de qui veut se concilier la bienveillance de Dieu par l'offrande d'un sacrifice. Et il ne me parle pas seulement de me réconcilier avec le frère contre qui j'ai quelque chose, mais bien avec celui qui a quelque chose contre moi (Mt 5, 22-24). Comme Dieu a pris envers moi l'initiative du pardon, à mon tour je dois la prendre envers mon prochain, pour me disposer convenablement à rencontrer moi-même la grande pitié de Dieu. De même la pécheresse qui oint les pieds de Jésus, les baigne de larmes et les essuie avec ses cheveux, apporte un cœur vraiment pénitent, dans lequel le pardon de Dieu peut pénétrer comme dans une terre bien labourée.

Ce qui, dans les trois premiers évangiles, frappe surtout quand on considère les relations de Jésus avec les pécheurs, c'est le souci qu'il prend de chaque personne en particulier. Presque toujours (bien que non exclusivement), l'Ancien Testament nous présentait Dieu dans le ciel face au peuple pécheur pris dans son ensemble. C'est le peuple qui se détournait de Dieu, c'est le peuple qui était puni, qui rentrait en lui-même, demandait son pardon et l'obtenait. Mais voici que désormais, en Jésus, Dieu se tourne d'une manière pressante vers chaque homme pécheur, chaque fois qu'il s'agit de faute et de conversion. Quand il guérit un malade, Jésus se préoccupe également, selon le témoignage des évangiles, du pécheur qu'il a devant lui : même si toute une foule se convertit à sa prédication et retrouve le chemin qui mène vers Dieu, c'est à ce pécheur déterminé qu'il remet ses fautes. Il est dit que Jean le Précurseur « prêchait au bord du Jourdain le baptême de pénitence pour la rémission des péchés » (Lc 3, 3) et que les gens accouraient en foule pour

l'écouter, « confessant leurs fautes et se faisant baptiser par lui dans le Jourdain » (Mt 3, 6) ; mais autour de Jésus il n'est jamais question de telles conversions de masse.

## Évangile de saint Jean

Aux yeux du quatrième évangéliste, Jésus est l'Agneau de Dieu, qui porte et enlève le péché du monde (Jn 1, 29). Dans les récits de la guérison opérée à la piscine de Bethesda et du dialogue avec la femme adultère, nous est livré le mot de Jésus : « [va et] désormais ne pêche plus ». (Jn 5, 1 et 8, 11.) La conversation avec la Samaritaine au puits de Jacob (Jn 4, 7-42) est un dialogue de confession, une direction spirituelle, qui conduit avec douceur et exigence à l'aveu sincère et complet et met ensuite l'âme pénitente sur le chemin d'une nouvelle vie. Dans la scène de la femme adultère (Jn 8, 1-11) apparaît un autre trait qui aura son importance pour la suite : apparemment, Jésus fait dépendre ici la remise des péchés du comportement des représentants de la synagogue. Il leur dit : « Que celui d'entre vous qui est sans péché lui jette la première pierre. » Personne n'ose avancer, et tout le monde s'éclipse. Même s'ils ne pardonnent pas de leur propre mouvement, ils sont du moins contraints de se déclarer solidaires de la pécheresse. « Femme, où sont-ils ? Personne ne t'a condamnée ? — Personne, Maître », répondit-elle. Alors Jésus lui dit : « Moi non plus, je ne te condamnerai pas ». (Jn 8, 7-11.) Jésus lie ici le pardon divin et le pardon humain, et c'est là seulement que se déploie dans sa plénitude et sa largeur la situation néotestamentaire, dont l'importance est décisive, aussi bien pour le comportement chrétien vis-à-vis de Dieu et des hommes que pour le sens et la forme de notre sacrement de pénitence.

## Écrits plus tardifs du Nouveau Testament

Au témoignage des écrits tardifs du Nouveau Testament, de l'époque postapostolique, le retour du pécheur jusqu'à sa pleine réconciliation avec Dieu aussi bien qu'avec l'Eglise se fait toujours plus expressément dans une liturgie de la pénitence sacramentelle et officielle. La réintégration définitive du pécheur comportait au II<sup>e</sup> siècle l'imposition des mains. C'est de cela vraisemblablement qu'il est question déjà dans la première lettre à Timothée, avec cet avis : « Les coupables, reprends-les devant tout le monde, afin que les autres en éprouvent de la crainte... Observe ces règles avec impartialité. Ne te hâte pas d'imposer les mains à qui que ce soit et ne te fais pas complice des péchés d'autrui. » (1 Tim 5, 20 s.) Le chef de la communauté n'agit cependant pas indépendamment de la communauté elle-même ; à celle-ci appartient avant tout la prière d'intercession (cf. 1 Jn 5, 14-16), prière qui ne peut manquer d'être exaucée parce qu'elle se joint à la grande intercession de Jésus qui est, lui, « la victime de propitiation pour nos péchés, et non seulement pour les nôtres, mais pour ceux du monde entier ». (1 Jn 2, 2.)

Saint Jacques met la confession des péchés et l'intercession en rapport avec l'onction des malades en danger de mort : « Confessez donc vos péchés les uns aux autres et priez les uns pour les autres afin que vous soyez guéris. La prière fervente du juste a beaucoup de puissance. » (Jc 5, 14-16.)

L'Apocalypse de saint Jean atteste, dans ses messages, une rude discipline ecclésiale : les fautes graves, comme l'idolâtrie ou la prostitution, le chef de la communauté ne doit pas les « souffrir », elles



seront blâmées, à moins qu'elles n'excluent même le coupable de la communauté. Pour des manquements moins graves, on exigera sérieuse conversion et changement de vie (chap. 2-3).

De péchés radicalement impardonnables, il n'y en a pas non plus dans les écrits tardifs du Nouveau Testament. Là seulement où un chrétien tourne irrévocablement le dos à l'Eglise et persiste dans son endurcissement, l'Eglise cesse la prière officielle (1 Jn 5, 16 s.). Le révolté sera laissé au jugement de Dieu (He 6, 4-6 ; 10, 26 s.). Dès le début, l'Eglise est consciente que le pouvoir auquel le Seigneur lui a donné ici-bas de participer demande à être exercé dans l'humilité et l'obéissance, sans vouloir ni présumer de l'ultime jugement libre de Dieu ni lui fixer des limites.

### Parts respectives de l'Eglise entière et de ses ministres

Après Pâques, l'Eglise conserve en la développant la structure que Jésus lui a donnée et qu'elle gardera toujours. Elle est une communauté de frères dont chacun « dans l'humilité estime les autres supérieurs à soi » (Phil. 2, 3), dont la loi fondamentale doit être l'unité dans la charité, et dont la sollicitude première doit s'adresser aux « membres les plus faibles ». (1 Co 12, 21 s.) Si quelqu'un fait un faux pas, les autres doivent « le reprendre en esprit de douceur, se surveillant eux-mêmes, car ils pourraient bien eux aussi être tentés » (Ga 6, 1), notamment de présomption. « Mes frères, si quelqu'un parmi vous s'égare loin de la vérité, et qu'un autre l'y ramène, qu'il le sache : celui qui ramène un pécheur de son égarement sauvera son âme de la mort et couvrira une multitude de péchés. » (Jc 5, 19 s.) Mais tout ne peut pas être résolu dans le dialogue privé de la correction réciproque, de l'exhortation et encouragement fraternels. Si après cela le coupable ne se convertit pas, si même l'intervention « d'un ou de deux autres » n'y fait rien, « dis-le à l'Eglise », c'est-à-dire aux responsables de la communauté, et si eux non plus ne sont pas écoutés, « que cet homme soit pour toi comme un païen et un pécheur public », c'est-à-dire quelqu'un qui ne peut plus participer à la vie de l'Eglise jusqu'à ce qu'il se convertisse (cf. Mt 18, 15-17). Et c'est dans ce contexte qu'est répétée la phrase dite plus haut (au singulier) à Pierre quand les clefs lui ont été remises : « En vérité, tout ce que vous lierez sur la terre sera lié dans les cieux, et tout ce que vous délierez sur la terre sera délié dans les cieux » (Mt 18, 18) ; avec ceci s'accordent les paroles du Ressuscité aux onze apôtres : « Comme le Père m'a envoyé, moi aussi je vous envoie... Recevez le Saint-Esprit, les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez, et ils seront retenus à qui vous les retiendrez. » (Jn 20, 21-23.) Au début de sa vie publique, Jésus s'est adjoint un collège de douze apôtres (cf. Mc 3, 13-16). Le pouvoir qui leur est donné de prêcher et de chasser les mauvais esprits culmine, après la résurrection de Jésus, qui est le grand pardon de Dieu, dans la délégation aux apôtres du pouvoir accordé à l'Eglise de remettre les péchés.

C'est ainsi en tout cas que l'Eglise primitive a compris les paroles en question et les a mises en pratique. Sans préjudice du pouvoir et du devoir qui revient à chaque chrétien de pardonner les péchés de son frère coupable — « jusqu'à septante fois sept fois » (Mt 18, 22), — il y a la remise ecclésiale des péchés, officiellement exercée par les apôtres et leurs successeurs. Mais ces deux formes du pardon

sont loin d'être indépendantes l'une de l'autre ; cela serait impossible dans une Eglise où tous — les supérieurs y compris — sont frères, où le ministère doit toujours être exercé sous forme de service, et où tous les membres sont coresponsables de la prospérité du Corps tout entier.

### Témoignage de Paul

De quelle façon s'imbriquent le pouvoir de lier et de délier exercé par tous les membres de l'Eglise et celui exercé par le sacerdoce ministériel, c'est ce qui apparaît clairement dans le cas de Corinthe. Un incestueux, qui vit avec la femme de son père, est néanmoins toléré par la communauté, bien qu'il soulève un scandale public. Paul s'indigne de ce que la communauté ne l'ait pas banni de son sein jusqu'à ce qu'il se corrige. Il intervient en raison du pouvoir qu'il a reçu du Christ, mais non pas cependant sans s'être au préalable uni en esprit avec la communauté ; que celle-ci se souvienne de l'esprit qui doit animer l'Eglise du Christ, alors elle souscrira au jugement de Paul, et en plein accord avec lui elle éloignera le pécheur. Paul écrit : « Je suis, il est vrai, absent de corps, mais en esprit je suis présent parmi vous, et j'ai déjà jugé, comme si j'étais présent, l'auteur d'un tel forfait. Il faut qu'au nom du Seigneur Jésus nous nous assemblions, vous et mon esprit, avec la puissance du Seigneur Jésus » et que cet individu soit exclu de la vie de la communauté (1 Co 5, 1-4). Le ministre agit d'une part de façon autonome (il ne demande pas au préalable l'approbation de la communauté), mais d'autre part il n'agit pas isolément, il éveille l'intelligence chrétienne de la communauté et accomplit l'acte ecclésial en communion avec elle.

Dans un autre cas de discipline ecclésiale (2 Co 2, 5-11 et 7, 8-12), l'Apôtre indique le procédé de la pénitence, puis il joint son pardon à celui de la communauté. Il enseigne à pardonner et encourager le fautif, afin qu'il ne tombe pas dans une tristesse excessive : « Je vous engage donc à faire prévaloir envers lui la charité..., à qui vous pardonnez, je pardonne moi aussi. » (2 Co 2, 8-10.)

Il s'agissait d'abord du fait de *lier* : on place le coupable en face de sa relation avec l'Eglise qui, par son être même, doit être le Corps mystique et saint du Christ, ce qui en exclut *ipso facto* le pécheur. Le ministre constate la chose, et tous doivent lui donner raison.

Ensuite, il s'agit du fait de *déliar*, c'est-à-dire d'ouvrir un chemin de retour au pécheur qui s'était mis en marge de l'Eglise, de lui rouvrir un chemin vers le centre, pour qu'il puisse participer de nouveau à la célébration de l'eucharistie.

### L'aspect social

Un autre fait important ressortant de l'étude des données bibliques concerne l'aspect social, qui était d'une importance décisive dans l'Eglise primitive et dans la pratique de la pénitence jusqu'au Moyen Age. Il passa ensuite de plus en plus à l'arrière-plan. Nous devons aujourd'hui faire effort pour lui rendre son importance. Le croyant, le chrétien, n'est pas en premier lieu un individu isolé, qui s'accorde plus ou moins bien avec un certain nombre de personnes et qui, d'autre part, a un rapport avec Dieu qu'il tâche de maintenir en ordre, en privé, par le sacrement de pénitence. Non, le chrétien est d'abord un membre de l'Eglise et concrètement de cette communauté — petite ou grande — dans laquelle il vit et agit. C'est par l'Eglise qu'il a reçu le baptême, par



elle qu'il reçoit la parole de Dieu et son explication, ainsi que les sacrements : tout cela étant expression du don que le Christ lui fait de sa vie et de sa mission.

## Unité et diversité de la pénitence dans le Nouveau Testament

Nous constatons donc combien riche, et cependant une, est la notion de remise des péchés dans le Nouveau Testament. C'est l'attention toute personnelle que Dieu porte, en Jésus-Christ, à chaque pécheur en particulier : ici déjà, remise des fautes et exigence d'une nouvelle vie sont liées inséparablement. C'est ensuite le commandement d'imiter la conduite de Dieu en se pardonnant mutuellement. Jésus lui-même met son pardon à la femme adultère en rapport avec le fait qu'elle n'avait pas été condamnée par les assistants. On voit enfin, après Pâques, une communauté ecclésiale dans laquelle les péchés sont remis (cf. Mt 9, 8), aussi bien réciproquement entre les membres que par la hiérarchie munie du pouvoir du Christ et unie spirituellement à la communauté. Tous ces aspects vont ensemble. Il est bien compréhensible qu'à travers tant de siècles de l'histoire de l'Eglise on ait essayé de les approfondir toujours de nouveau, justement par souci d'être fidèle à l'Evangile. Certains détails furent alors accentués différemment, ou combinés de façons diverses. Tour à tour, tel ou tel aspect était mis plus fortement en lumière, tandis que d'autres retraient dans l'ombre.

A chaque époque, quand l'Eglise veut réexaminer sa procédure de la pénitence pour la régler conformément aux nouvelles conditions des temps, elle doit s'orienter d'après l'exemple des origines chrétiennes : d'après la manière divine de faire et de penser manifestée en Jésus, d'après les enseignements donnés par Jésus aux croyants pris individuellement et à l'Eglise comme telle, enfin d'après la manière dont l'Eglise primitive a compris la doctrine de Jésus. Naturellement, beaucoup de choses ne sont encore qu'à l'état de germe dans l'Eglise primitive. Et l'histoire de l'Eglise nous montre combien furent diverses les pousses qui ont levé. Il existe pourtant un certain nombre de constantes qui se sont maintenues à travers les siècles.

## II. — REGARD SUR L'HISTOIRE DU SACREMENT DE PENITENCE

### Trois périodes principales

On distingue en gros trois périodes principales :

1. De l'Eglise primitive au VI<sup>e</sup> siècle. La caractéristique de ce temps, c'est que le grand pécheur qui s'est séparé de la communauté ecclésiale après le baptême ne peut être, en principe, réadmis en son sein qu'une seule fois dans sa vie.

2. Du VI<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècles environ. Les moines missionnaires irlandais établissent et propagent la possibilité de réintégrer plusieurs fois le même pécheur dans la communion de l'Eglise. Le caractère privé de la confession et de la pénitence pour les péchés commis dans le secret s'affirme plus nettement.

3. Du Moyen Age à nos jours, l'accent est mis de moins en moins sur la pénitence à accomplir, il passe toujours plus nettement à la confession des fautes, au repentir et à l'absolution du prêtre. La part de responsabilité, qui revient à la communauté

dans la réconciliation des grands pécheurs est réduite à un minimum infime. Il importe maintenant de montrer que ces déplacements d'intérêt n'ont été que relatifs.

### Première période

Déjà dans la première période postapostolique, la communauté rassemblée pour la célébration de l'eucharistie confesse d'abord ses fautes, unanimement et sans que chacun dénombre ses péchés personnels. Il est d'ailleurs supposé que ceux qui se trouvent là ne sont conscients d'aucun péché grave méritant l'exclusion de la communauté ecclésiale. Les pécheurs coupables de telles fautes sont exclus et tant que dure cette séparation la communauté prie pour eux. Quand ils ont fait pénitence, ils sont réadmis par une réconciliation solennelle dans la communion de l'Eglise.

A travers toute cette période, la liturgie de la pénitence comporte en général trois parties bien différencées :

— D'abord la confession des péchés graves devant l'évêque, confession qui était privée, pour autant que la faute n'avait pas été publique ; bientôt il est question du secret auquel l'évêque est tenu.

— En deuxième lieu vient la pénitence : elle fait partie de la liturgie de la communauté, et par conséquent elle est publique. Le pénitent, à genoux à l'entrée de l'église, implore l'intercession de ceux qui entrent : il porte un habit de pénitence, il doit se tenir tout au fond du sanctuaire et ne peut pas prendre part à la célébration eucharistique.

— Enfin, son temps de pénitence terminé, il est reçu à nouveau dans la pleine communion de l'Eglise par l'acte liturgique de la réconciliation, par l'imposition des mains de l'évêque. Cela se passait le plus souvent à la fin du Carême, le Jeudi saint.

Que l'on remarque toutefois que, même durant le temps de sa pénitence, le coupable est regardé absolument comme membre de l'Eglise, un membre pour qui on intercède dans la prière liturgique.

Seuls les péchés qui portent atteinte à la grâce baptismale devaient être soumis à la pénitence officielle de l'Eglise. Ils n'étaient pas exactement délimités, bien que l'apostasie, le meurtre et l'adultère en fassent en tout cas partie. On pourrait en ajouter d'autres, par exemple : fraude, vol, falsification, divination, infidélité, offense grave aux parents, cupidité, haine, colère, inimitié (ainsi à peu près chez Tertulien). Dans l'optique du Sermon sur la Montagne, les péchés graves en pensée devaient aussi entrer en ligne de compte. Outre le fait de prendre place officiellement dans le rang des pénitents, les œuvres de pénitence comportaient aussi le jeûne, l'abstention de certaines commodités (le bain, par exemple), etc.

Dans l'acte de réconciliation avec l'Eglise (et par là de pleine réconciliation avec Dieu), on distingue assez tôt deux éléments qui ne s'opposaient jamais, mais qui étaient vus comme deux aspects d'une même réalité. D'une part, toute l'Eglise prie pour le pénitent, sous la conduite de l'évêque ; cette prière de l'Eglise est exaucée, parce qu'elle est faite en étroite union avec le Christ, notre avocat auprès du Père, pour demander ce pardon que le Père veut nous accorder. D'autre part, ce n'est jamais la communauté comme telle, mais bien toujours l'évêque qui, de par le pouvoir des clefs que le Christ lui a remises, ouvre la porte de la réconciliation. Ce faisant, il agit certainement par la puissance du Christ, mais autant comme celui qui déclare efficacement accomplie toute la liturgie de la pénitence dont faisaient partie les



actes empreints de gravité du pénitent et la prière de l'Eglise. L'exercice du pouvoir des clefs coïncide avec le point central d'un événement liturgique. Lorsque à la fin du temps de pénitence le pécheur est réintégré à la communauté (à la communion) ecclésiale, cette « réconciliation avec l'Eglise » (rassemblée dans l'Esprit-Saint) apparaît comme le signe ou le sacrement de la « réconciliation avec Dieu ». Cet événement, dans son ensemble, peut donc être considéré comme sacrement de pénitence (dans le sens où nous l'entendons aujourd'hui).

La détermination la plus tranchante de cette première période fut, nous l'avons dit, l'impossibilité d'accorder une deuxième fois la réconciliation au même pécheur. Elle se fondait primitivement sur cette considération : celui que le difficile trajet de pénitence parcouru jusqu'à la rémission de ses premières fautes n'a pas réussi à impressionner assez pour lui faire éviter désormais le péché grave, celui-là n'est pas parvenu à une véritable conversion intérieure. Cette limitation dans l'usage du sacrement de pénitence eut, au cours des siècles, des conséquences toujours plus critiques : les gens remettaient la démarche de la pénitence jusqu'à la vieillesse ou une grave maladie et souvent ils étaient surpris par la mort sans avoir eu le temps de se réconcilier avec l'Eglise. Toujours plus nombreux étaient ceux qui restaient éloignés de la sainte communion. Il y avait une certaine compensation dans la haute estime qu'on éprouvait pour la direction spirituelle. Il arrivait à certains laïcs expérimentés dans les voies spirituelles, comme par exemple un confesseur de la foi — c'est-à-dire celui qui avait risqué sa vie pour témoigner de sa foi, et n'avait toutefois pas été mis à mort — ou l'Abbé d'un monastère, de recevoir des ouvertures de conscience. C'est à lui qu'il appartenait alors de décider si un péché était assez grave pour exiger une pénitence publique. Il pouvait lui-même remettre les péchés moins graves, à cause de son commerce intime avec Dieu. Comme médecin des âmes, il pouvait également aider son pénitent à continuer sa marche dans la vie ; les moines exerçaient régulièrement cet art.

## Deuxième période (vi<sup>e</sup>-x<sup>e</sup> siècle)

Ce ne sera donc pas par hasard que toute la conception du sacrement de pénitence subira une transformation justement à partir des milieux monastiques d'Irlande. Désormais la confession devient par principe renouvelable. Le changement opéré au vi<sup>e</sup> siècle, rencontra peu d'opposition. L'essentiel est que les trois phases de la démarche de la pénitence demeurent les mêmes qu'auparavant : d'abord la confession des péchés devant le prêtre ; celui-ci fixe, selon la nature et la gravité des manquements — et il s'agit toujours de péchés graves, qui séparent de la communauté ecclésiale — le genre et la durée de la pénitence. Quand celle-ci est accomplie, on procède à la réconciliation avec l'Eglise, et le pénitent est alors considéré comme réconcilié avec Dieu également. Si grand qu'aît été le progrès de cette nouvelle ordonnance de la pénitence, des abus sérieux ne tardèrent pas à s'introduire de nouveau. Les mœurs de ces temps-là étaient grossières, et pour les adoucir, il fallait des moyens énergiques. Les nombreux pénitentiels qui nous ont été conservés du haut Moyen Age montrent que le confesseur fixait les pénitences à l'aide de registres où étaient indiquées, à côté de chaque faute, les sanctions méritées, proportionnées autant que possible à la condition du coupable. Ces pénitences, de nouveau, consistaient surtout en

jeûnes, en aumônes ; pour le meurtre et la prostitution, on devait s'abstenir quelque temps des relations conjugales, ou bien renoncer au port des armes ; pour des manquements graves, on pouvait être envoyé en exil. Mais les pénitences de longue durée pouvaient être remplacées par d'autres plus courtes mais plus intenses. Il était également possible de s'en acquitter en offrant une somme d'argent. Le malheur était que les bien-nantis, les princes par exemple, payaient parfois des remplaçants qui accomplissaient la pénitence pour eux.

On s'est efforcé longtemps de supprimer les pénitentiels. Cela n'eut lieu qu'avec la réforme de Grégoire VII. Mais les abus ne doivent pas nous faire oublier que l'homme du Moyen Age prenait très au sérieux — bien plus que l'homme moderne — le précepte évangélique de la pénitence, avec son caractère pénible. En sont témoins les pèlerinages fatigants qui étaient imposés ou souvent même entrepris volontairement à Jérusalem, Rome, Saint-Jacques-de-Compostelle ou ailleurs, les châtiments corporels sévères qu'on s'infligeait pour réparer ses fautes, et enfin la résolution de renoncer à la vie du monde, en esprit de pénitence, et d'entrer dans un couvent.

Autre innovation : la pénitence publique n'est plus exigée que pour les péchés publics, les péchés secrets pouvant être expiés par une pénitence privée. Dans l'ensemble, la démarche de la confession gagnait en signification et devenait de plus en plus un acte personnel, responsable, du pécheur devant l'Eglise. On insiste sur le fait que la confusion, l'humiliation impliquées dans la conversion, ainsi que le renoncement, sont des éléments essentiels de la démarche pénitentielle. Plus tard on exprimera cela en disant que la pénitence à accomplir par le pécheur durant un certain nombre de jours est la « matière » nécessaire, et que la « forme » nécessaire est constituée par l'absolution de l'Eglise. Les actes personnels du pénitent constituent, comme aux premiers temps de l'Eglise, une part indispensable à la rémission des péchés. C'est la raison pour laquelle la confession faite à un laïc passait pour suffire à la rémission des fautes légères (pratiquement c'est le « confessez-vous mutuellement vos péchés »). Quant aux péchés graves, ils durent toujours être soumis au pouvoir des clés exercé par l'Eglise à travers le prêtre.

L'élément juridique s'accroît davantage. Mais il dépend encore fondamentalement de chacun d'examiner avant la sainte messe si sa conscience est chargée d'un péché grave et s'il doit se confesser, ou bien si un acte de contrition lui suffit.

Au viii<sup>e</sup> siècle, certaines Eglises locales exigent la confession deux ou trois fois par année. Somme toute, la fréquence des confessions fut très variable à cette époque. D'autre part, la limite tendait à s'effacer entre la confession pleinement sacramentelle, qui avait maintenant perdu sa forme clairement déterminée en perdant en partie sa fonction de liturgie publique, et ces confessions communautaires, non sacramentelles au sens propre, suivies d'une absolution générale. Remarquons à ce propos que déjà la grande prière d'absolution du Jeudi saint sur les pénitents et même du Mercredi des cendres concernait également tout le reste du peuple présent, donc ceux qui ne s'étaient pas confessés d'abord personnellement. De tels effacements de limites montrent d'une part qu'on accorde toujours, comme dans les premiers temps, une importance décisive à la grande prière d'intercession de l'Eglise : chaque membre de la communauté est, dans une certaine mesure, un pécheur, chacun doit être ramené d'un certain élo-



nement de Dieu par la prière infaillible de l'Eglise. D'autre part, il n'y a malgré tout jamais eu de doute, à aucune époque, sur l'obligation de soumettre au pouvoir sacerdotal de lier et de délier les manquements graves qui séparent de l'Eglise.

### Troisième période (Temps modernes)

La troisième période commence avec la jonction de la confession et de la réconciliation (absolution) au XI<sup>e</sup> siècle. La pénitence à accomplir était bien prescrite ici encore par le prêtre après l'accusation des péchés et avant l'absolution, mais elle put dès lors être accomplie après cette réconciliation. Avec ce rapprochement dans le temps du point initial et du point final de la démarche de la pénitence, le sacrement perdit encore davantage son caractère officiel, liturgique et aussi existentiel et finit par devenir la confession privée, renouvelable aussi souvent qu'on le désire. A la place de l'œuvre de pénitence accomplie, qui prouvait le repentir intérieur, se substitue comme point central d'intérêt le simple acte de contrition requis pour la validité de l'absolution. C'est de la nature et des effets de la contrition que se préoccupe durant le haut Moyen Age la théologie du sacrement de pénitence qui prit alors un grand essor, et dont nous n'avons pas à traiter ici en détail. Les questions qu'elle soulève sont en partie légitimes et importantes et nous concernent encore aujourd'hui. Ces questions touchent au rapport entre les actes personnels du pécheur — son accusation, sa contrition et la pénitence qu'il devra accomplir — et l'acte d'absolution de l'Eglise, où s'exerce le pouvoir de lier et de délier que détient le ministre. En fait — l'Eglise l'avait reconnu depuis longtemps déjà, — c'est le repentir authentique, donné par Dieu comme une grâce, qui obtient le pardon divin, déjà avant que le péché ait été confessé. Alors le rôle du prêtre semble se limiter à juger des bonnes dispositions du pénitent et à lui rouvrir l'accès à la communauté, surtout à l'Eucharistie. Son action reste sur un plan humano-social et on ne voit plus comment son pouvoir de lier et de délier aurait une conséquence dans le ciel. Si, par contre, on met l'accent sur l'absolution sacerdotale qui seule opère la pleine réconciliation avec Dieu et avec l'Eglise, les actes personnels du pénitent — accusation, contrition, pénitence — risquent d'être réduits à de simples conditions préliminaires du sacrement, et le danger apparaît de considérer ce sacrement comme quelque chose d'extérieur, ayant une efficacité mécanique et quasi magique. Etant donné que l'absolution comme telle est porteuse d'une grâce particulière, on peut être enclin à multiplier les confessions, rien que pour recevoir de nouveau une absolution.

Bien entendu, nous avons vu que très tôt dans l'Eglise s'éveilla la conviction de l'utilité d'ouvrir sa conscience à des personnes riches d'expérience spirituelle, afin d'être conduit sur le droit chemin, réconforté, éclairé, et le même motif donna naissance dans les temps modernes à ce qu'on appelle les « confessions de dévotion ». Cependant, il n'existe pas une relation absolument nécessaire entre ouverture de conscience et sacrement de pénitence ; dès le début, l'Eglise a tenu unanimement au principe que seuls les péchés graves, qui excluent le pécheur de la communion ecclésiale, sont la matière propre de l'absolution sacramentelle. Les péchés véniels, qui ne nous séparent pas de l'amour de Dieu, peuvent et doivent normalement obtenir rémission dans une contrition personnelle, dans la pénitence, la demande de par-

don, la participation à la prière d'intercession de l'Eglise. Ceci étant établi, nous avons à tourner notre attention vers la question de savoir ce qui est péché grave et ce qui ne l'est pas. L'Eglise peut donner ici certaines directives, mais le jugement décisif appartient à chaque individu. Chacun est donc chargé de la grave responsabilité de former sa conscience, afin de pouvoir reconnaître sa situation en face des exigences divines. La suite de cette étude est donc d'autant plus importante que l'échelle des valeurs que nous devons nous appliquer à nous chrétiens diffère très souvent de celle des non-chrétiens, et spécialement de la mentalité actuelle du monde qui nous entoure. Importance d'autant plus grande aussi que chaque pécheur est porté à avancer des excuses pour ses faux pas, même s'il en ressent un vague malaise qui signifie que tout ne doit pas être en ordre.

### III. — DE LA FAUTE : COMMENT LA DISCERNER

#### Il existe des péchés graves

Dès le début, les chrétiens ont considéré certains péchés comme des manquements évidemment graves envers Dieu et la présence de Dieu dans l'Eglise. Et ils n'ont pas limité ces manquements aux trois des plus connus : apostasie, meurtre et adultère. Ils savaient aussi que Dieu ne regarde pas seulement les actes extérieurs, mais les intentions des cœurs. Jésus dit : « Quiconque regarde une femme pour la désirer a déjà, dans son cœur, commis l'adultère avec elle. » (Mt 5, 28.) Et saint Jean : « Quiconque hait son frère est un homicide ; or, vous savez qu'aucun homicide n'a la vie éternelle [la grâce sanctifiante et l'amitié divine] demeurant en lui. » (1 Jn 3, 15.) Et ailleurs : « Si quelqu'un dit : « j'aime Dieu » et qu'il déteste son frère, c'est un menteur. » (1 Jn 4, 20.) C'est-à-dire : il s'est éloigné de la vérité.

Ces paroles et beaucoup d'autres semblables ont fait réfléchir tous les siècles chrétiens sur l'essence de la faute et, au cours des temps, on a pris davantage conscience tantôt d'un point et tantôt d'un autre. Chaque période avait ses bons côtés, mais aussi ses dangers, la nôtre autant que les précédentes. C'est une forme de l'humilité chrétienne que de reconnaître chez nous aussi ces dangers, et cette humilité du pécheur est une condition indispensable pour obtenir le pardon de Dieu.

#### Notre conscience actuelle de la culpabilité sociale

Nous insistons beaucoup aujourd'hui sur l'injustice commise au plan social qui consiste à fouler aux pieds la dignité des personnes et de peuples entiers. Nous sentons peser sur nous une faute collective. La source de l'injustice dont souffrent tant de peuples réside dans le « malhonnête argent » (Lc 16, 9 s.), dans « l'orgueil de la richesse » (1 Jn 2, 16), contre lesquels l'Evangile met plusieurs fois en garde. Et dans la mesure où nous participons d'une manière plus ou moins volontaire à cet égoïsme, et où nous en profitons, nous nous sentons solidairement responsables de l'exploitation des pauvres et de l'effroyable cruauté de la guerre. Nous avons une conscience plus claire que ne l'avaient les générations chrétiennes précédentes de notre solidarité dans la culpabilité humaine collective, et c'est là une victoire sur l'individualisme.



## La foi seule perçoit le péché contre Dieu

Cependant, notre sens du péché concerne là davantage le mal qui est perceptible à chacun — croyant ou non-croyant — plutôt que la culpabilité qui ne peut se comprendre qu'à partir des données de la foi. La faim dans le monde, les guerres, les oppressions sociales, les tortures et toutes les cruautés du monde émeuvent les non-chrétiens autant que nous, si ce n'est plus parfois. Mais seule la révélation de l'amour de Dieu, dans l'Ancien et le Nouveau Testament, nous découvre le tragique profond du péché : nous méprisons notre dignité d'enfants de Dieu, nous tournons le dos à son amour et à son intimité. Mais « que sert à l'homme de gagner l'univers s'il vient à perdre son âme ? » (Mt 16, 26.) Par le péché grave, c'est notre fin dernière, le sens même de notre existence qui est mis en question : nous courons le danger de mourir dans ce refus de l'amour de Dieu, de faire de ce « non » notre dernier mot et de nous fermer ainsi l'accès au royaume de l'amour éternel.

## Obéissance à Dieu et bonheur de l'homme

La foi chrétienne nous montre encore une autre face du péché. Il est juste mais insuffisant d'affirmer que l'homme coupable se déshonore, qu'il est divisé avec lui-même et malheureux à cause de cela. L'homme n'est jamais seul et ne se suffit pas à lui-même, il n'existe que par rapport à Dieu. Et Dieu qui s'est livré entièrement à nous attend de notre cœur une réponse d'amour. Nous devons être « une louange de gloire de sa grâce ». (Ep 1, 6.) « Glorifiez Dieu dans votre corps », c'est-à-dire dans votre vie quotidienne, dit saint Paul (1 Co 6, 20). Si nous sommes fidèles aux commandements de Dieu, « son nom est sanctifié » ainsi que nous le demandons dans le *Notre Père*. Si nous ne sommes pas fidèles, « le nom de Dieu est blasphémé parmi les nations » (cf. Rm 2, 24) à cause de nos péchés. C'est seulement lorsque nous commençons à comprendre quelque chose de la sainteté de Dieu que nous réalisons ce qu'est le péché ; c'est en voyant la majesté de Dieu que le prophète Isaïe fut écrasé par la conscience de sa culpabilité (cf. Is 6). Et le Docteur de l'Eglise, saint Anselme, s'entretenant avec un de ses disciples sur le sens de l'incarnation et de la passion du Christ, lui dit ce mot célèbre : « Tu n'as pas encore compris le poids immense du péché. » Ce poids est si grand qu'il a arraché le Fils unique du sein du Père et l'a fait mourir dans l'abandon de Dieu.

Dieu n'est pas un tyran. Il ne nous a pas donné ses commandements pour nous faire sentir sa domination. Que voulait-il en donnant la loi à Moïse ? Et quelle est l'intention de Jésus en expliquant plus à fond la loi ancienne dans le discours sur la montagne ? Il n'a en vue que notre vrai bonheur, l'épanouissement plénier de notre être humain. Il n'y a aucunement opposition entre honneur de Dieu et dignité de l'homme, pas de rivalité ni de contradiction. Dieu est la substance de toute vérité, de toute bonté, de toute liberté : celui qui fait sa volonté devient lui-même en conséquence vrai, bon et libre. Il s'échappe du filet d'illusions dans lequel l'enfermaient l'égoïsme, la cupidité, les tentations du démon. Prenons un exemple : lorsque dans une famille un enfant quitte le droit chemin, il cause lui-même son propre malheur, peut-être sans le remarquer tout d'abord, et en même temps il contriste ses parents, il les offense en faisant fi de leurs avis. Appliqué à notre comportement envers Dieu, cela

signifie que notre propre malheur et l'offense envers Dieu sont deux faces de la même réalité, mais ici tout est plus sérieux encore que dans l'exemple cité, car il y va des valeurs, des décisions et déterminations ultimes, qui concernent tout notre être.

## Dieu regarde l'orientation profonde de notre vie

Nous avons certainement raison aujourd'hui d'exclure de notre représentation de la justice divine tout comportement arbitraire. Par exemple, il nous semble impensable et absurde qu'un homme qui a toujours voulu le bien, mais est tombé en passant dans un péché, soit précipité par Dieu dans l'enfer éternel à cause de ce faux pas. Ce n'est pas par pur hasard ou par simple erreur qu'on en vient à commettre une faute qui exclut du Royaume de Dieu. Mais lorsqu'un homme consent peu à peu, à longueur de temps, à la détérioration de sa foi, de sa charité et de son honnêteté morale, il peut arriver finalement qu'une circonstance extérieure, en apparence sans importance, l'amène à consommer la rupture des relations d'amitié qu'il avait avec Dieu. C'est l'orientation foncière d'une vie qui compte devant Dieu. Où se trouve le centre de gravité de ta vie, demande Jésus à l'homme : en Dieu ou dans l'argent ? As-tu ton trésor, et donc ton cœur, au ciel ou seulement sur la terre ? Cherches-tu l'amour, le service de Dieu et du prochain, ou te cherches-tu toi-même et ton plaisir ? Saint Augustin résume la doctrine du Seigneur dans une formule très simple : il n'y a que deux orientations possibles de notre vie : l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu (*cupiditas*), l'amour de Dieu et du prochain jusqu'à l'abandon du moi individuel (*caritas*), et c'est justement dans ce renoncement à soi-même que l'homme trouve son bonheur. Déjà dans l'Ancien Testament Dieu avait promis par les prophètes : « Je mettrai ma loi au fond de leur être et je l'écrirai sur leur cœur. » (Jr 31, 33.) « Je vous donnerai un cœur nouveau, je mettrai en vous un esprit nouveau, j'ôterai de votre chair le cœur de pierre et je vous donnerai un cœur de chair. » (Ez 36, 26.) C'est pourquoi Jésus regarde l'intention profonde de notre cœur, de nos pensées et vouloirs : nos actes extérieurs peuvent être équivoques, ils peuvent avoir pour mobiles aussi bien la charité que le pharisaïsme, le cœur de chair que le cœur de pierre. Et ce dernier est loin du cœur de Dieu, il vit dans le péché. Seul celui qui aime Dieu et son prochain est enfant de Dieu.

## Portée des actes extérieurs

Cela ne signifie nullement que les actes extérieurs soient indifférents. Le « Sermon sur la Montagne » réclame pour eux une perfection bien plus grande, une plus grande victoire sur soi-même que l'ancienne loi. Et ailleurs Jésus dit : « C'est du cœur que procèdent mauvais desseins, meurtres, adultères, débauches, vols, faux témoignages, diffamations. Voilà les choses qui rendent l'homme impur. » (Mt 15, 19.) Il nous est montré clairement comment nous devons examiner l'état de notre cœur : « C'est à leurs fruits que vous les reconnaîtrez. » (Mt 7, 16.) A la longue, notre comportement extérieur révèle clairement de quel esprit nous sommes.

## Sérieux des exigences de la charité

Quelqu'un objectera : « Mais je n'ai jamais commis un meurtre, ni un adultère, ni rien de semblable ! » Qu'il prenne garde de ne pas tomber dans

l'erreur des pharisiens. Peut-il affirmer, la conscience tranquille, qu'il a toujours été fidèle au grand commandement que déjà l'Ancien Testament regardait comme le plus important ? Qui peut prétendre avoir aimé Dieu de tout son cœur et de toutes ses forces, et le prochain comme soi-même ? Qui peut soutenir qu'il est fidèle à l'exigence encore plus poussée de Jésus, qui nous demande de donner notre vie pour nos frères, comme lui-même s'est livré pour nous, selon la volonté du Père ? Donner notre vie pour nos frères, cela signifie la mettre au service du prochain. Pas seulement de temps en temps et en passant, mais dans une intention première et constante. Etre là pour servir et pour aider, à une très modeste place peut-être, et non pour se rechercher soi-même, pour jouir, pour dominer. Certains coulent une vie commode et sans soucis, et se tiennent pour justes parce qu'ils ont observé dans une certaine mesure les dix commandements. Qu'ils n'oublient pas la parole de Jésus dans l'Apocalypse : « Parce que tu es tiède, ni froid ni chaud, je te vomirai de ma bouche. » (Ap 3, 16.)

### Dieu exhorte et console

La Parole de Dieu, son exigence ne nous laissent jamais tranquilles. Lorsque quelqu'un pense pouvoir se reposer, elle le réveille énergiquement. A-t-il donc « fait tout ce qui lui a été prescrit » ? (Lc 17, 10.) Si au contraire quelqu'un est abattu, la Parole de Dieu le relève, le reconforte, le console. A tous elle fait prendre conscience que nous sommes encore en chemin, que notre cœur ne sera jamais complètement transformé ici-bas : « Si nous disons : « Nous n'avons pas péché », nous faisons de lui un menteur, sa parole n'est pas en nous. » (1 Jn 1, 10.) Il ne nous est cependant pas permis de perdre courage, si la transfiguration de notre cœur ne semble même pas commencée. C'est pour cela que saint Jean ajoute : « A ceci nous savons que nous le connaissons : si nous gardons ses commandements. » (1 Jn 2, 3.) Et comme jamais nous n'observerons les commandements autant qu'il le faudrait, une autre parole de consolation nous est donnée : « Si notre cœur venait à nous condamner, Dieu est plus grand que notre cœur, et il connaît tout. » (1 Jn 3, 20.) Il sait entre autres choses que nous avons désiré lui rester fidèles à travers nos erreurs et nos faux pas.

### Péchés graves et péchés véniels

Certains se demandent s'il convient de distinguer aujourd'hui encore entre péchés graves et péchés véniels, surtout parce qu'ils voient la portée sociale du péché et le fait que nous portons tout le poids du péché collectif. Nous ne parlons pas ici, bien sûr, d'angoisses ou de sentiments de culpabilité qui résultent d'erreurs d'éducation ou de formation psychologique. Ici encore, pour la distinction de la gravité du péché, c'est la Parole de Dieu qui fait la lumière. Il existe certaines manières de se comporter qui — à supposer qu'elles résultent d'une détermination libre de la personne — révèlent un cœur si perverti qu'elles détruisent la relation d'amitié avec Dieu. Prenons parmi beaucoup d'autres la déclaration de saint Paul : « Ni impudiques, ni idolâtres, ni adultères, ni dépravés, ni gens de mœurs infâmes, ni voleurs, ni cupides, pas plus qu'ivrognes, insulteurs ou rapaces n'hériteront du royaume de Dieu. » (1 Co 6, 9 s.) Encore une fois, on présume toujours que ces péchés ont été commis par une volonté personnelle libre. Si c'est le cas, on saisit aussi pourquoi

l'Eglise du Christ exige du pécheur qu'il se réconcilie avec Dieu par un acte personnel, tout comme il s'était détourné de Dieu par une détermination libre. Prenons encore, pour mieux comprendre, une comparaison dans la vie de famille : entre des époux qui s'aiment, il peut se produire un malentendu, qui peut-être donne lieu à un échange de paroles un peu aigres. Leur amour en sera-t-il détruit pour autant ? Certainement pas. Ils se réconcilieront. Mais cet incident leur fait sentir que leur amour n'est pas encore parfait. Si, par contre, un mari commet un adultère, il ne pourra pas dire ensuite sans mentir qu'il n'a pas sérieusement trahi son amour. Il y a pareillement, dans notre vie d'amitié avec Dieu, certaines fautes qui nous montrent que notre amour est encore loin d'être parfait : ces fautes sont des péchés véniels. Tandis que d'autres intentions et faits prouvent bien que nous nous aimons nous-mêmes plus que Dieu et le prochain, et ceci même dans des choses qu'on a coutume d'appeler de l'amour et qui, à regarder de près, ne sont souvent que de l'égoïsme à deux. Apparemment, notre cœur semble converti ; il est sûr d'aimer, mais à l'intérieur, c'est le vieux cœur de pierre qui subsiste encore.

Tant que l'homme ne s'est pas endurci définitivement dans une attitude de refus de l'amour de Dieu, le retour à Dieu lui reste possible en permanence. Aussi longtemps que nous sommes en vie, Dieu nous offre toujours et encore la grâce nécessaire à la conversion. Ce n'est qu'après la mort qu'il est trop tard pour se repentir.

Dieu est un Dieu d'amour, c'est pourquoi il veut notre bonheur véritable et définitif. Il ne veut pas que nous nous déshonorions intentionnellement, ni que nous troubliions nos relations avec le prochain. Beaucoup, certes, sont influencés par l'immoralité et les préjugés du monde qui les entoure et ne se rendent plus compte combien leur conduite est désordonnée. Par le fait même, ils ne sont pas pleinement responsables devant Dieu. Mais le fait d'estimer plus ou moins honnête sa conduite n'empêche pas qu'elle soit mauvaise et dommageable pour le prochain. Quiconque est instruit de la Révélation chrétienne ne peut absolument pas prétendre vivre dans l'amour de Dieu et du prochain et en même temps accomplir des actes qui lui ferment le royaume des cieux. Il ne peut pas servir deux maîtres.

Puissent de telles considérations nous aider à examiner notre cœur devant Dieu. Et nous ne devrions pas nous contenter de nous examiner ainsi de temps en temps, peut-être quand nous voulons aller nous confesser ; il faudrait nous habituer à examiner si possible chaque jour si nous avons persévéré dans une conduite et une intention droites et si nous marchons sur les chemins de Dieu. Cela aussi appartient au vaste domaine du sacrement de pénitence vers lequel nous voulons nous tourner dans le dernier chapitre.

## IV. — UNITE ET DIVERSITE DE LA REMISSION DES PECHES ET DU SACREMENT DE PENITENCE

### L'Eglise du Christ, sacrement primordial

Les chrétiens devraient considérer l'ensemble de la grâce et de l'amour dont Dieu les entoure, sans que les consolations spéciales qui leur sont données, par exemple dans la prière ou lors de la réception des sacrements, aient en cela trop d'influence d'une



façon ou d'une autre. Il y a une union particulière avec le Christ dans la réception de la sainte Eucharistie. Cette communion eucharistique rayonne sur toute la journée, un peu comme l'amour des époux, pendant que chacun vague à son travail quotidien. Ceci est d'une importance particulière également pour une appréciation juste du sacrement de pénitence. Dans l'examen des fondements bibliques et de l'évolution historique de ce sacrement, il nous est apparu combien la réconciliation du pécheur avec Dieu peut se diversifier en de multiples aspects. Et pourtant, tous ces aspects vont ensemble et ce qui en fait la synthèse c'est l'amour que Dieu le Père nous a manifesté dans l'œuvre du salut accomplie par son Fils, et cet amour nous est donné par le Saint-Esprit qui anime la vie de l'Eglise et ses sacrements. La présence de Dieu parmi nous, rendue visible dans le Christ et son Eglise, a été justement appelée le sacrement primordial, dont le croyant vit sans cesse et auquel chacun des sacrements le fait participer selon son mode propre.

### Aspects divers de la pénitence dans l'Eglise

A l'intérieur de ce sacrement plénier dont nous vivons constamment, un sacrement particulier comme celui de la pénitence peut revêtir diverses formes et degrés selon l'état, les besoins et les situations de chaque croyant.

Une de nos préoccupations, aujourd'hui, consiste à remettre en valeur la richesse des formes en usage dans la Bible et les premiers siècles chrétiens, en tenant compte, bien sûr, de la situation actuelle de l'Eglise. Cette richesse de la tradition nous est arrivée bien mutilée dans les temps modernes. Pensons par exemple à la prière d'intercession pour les pécheurs et les pénitents, prière à laquelle l'Eglise primitive attribuait la puissance d'être sûrement entendue de Dieu. Mais pensons aussi à tout le côté social et liturgique auquel on accordait tant de place aux origines et qui donnait à la pénitence du pécheur et à sa réconciliation avec l'Eglise une expression visible en rapport avec sa démarche intérieure. Sans vouloir remettre en vigueur les anciens usages de la pénitence, nous pouvons renouveler les formes de la pénitence en nous laissant stimuler par tout ce qui est bon et utile dans la tradition.

### Ce qui est commun à toutes les voies de pénitence

Les relations du croyant avec Dieu comme avec ses frères sont multiples et ne se situent pas toujours sur le même niveau. Aussi est-il opportun qu'il y ait également dans l'Eglise des voies diverses pour la purification et le redressement de ces relations. Avant de les décrire en particulier, nous insistons une fois encore sur un principe valable à tous les niveaux : il y a bien dans la vie chrétienne des aspects personnels, intimes, mais rien en définitive n'est « privé ». Même un péché secret commis en pensée trouble mon rapport avec Dieu, avec l'Eglise, avec le prochain. Ce n'est pas seulement à Dieu que je dois tout mon amour, mais aussi à l'Eglise, à tous mes frères ; comme enfants de Dieu, nous sommes toujours, par le fait même, membres de l'Eglise. Saint Cyprien, au III<sup>e</sup> siècle, l'a dit pour tous les chrétiens : « Personne ne peut avoir Dieu pour Père, avant d'avoir pour Mère l'Eglise », en tant qu'elle donne au chrétien le baptême et les autres sacrements qui l'unissent intimement à Dieu. C'est

pourquoi, quand il s'agit de pénitence, les deux choses sont également en jeu : notre rapport personnel avec Dieu et notre rapport social dans l'Eglise. Cela s'exprime très simplement dans la demande du *Pater* : « Pardonne-nous nos offenses comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés. » De plus, il est commun à toutes les voies de rémission des péchés que nous voyions et reconnaissons notre faute, que nous la regrettions et donc que nous voulions l'éviter à l'avenir ; et ensuite, lorsque nous avons offensé notre frère, que nous lui demandions honnêtement et humblement pardon. Ces simples faits et démarches sont déjà posés dans le cadre de l'Eglise, ils ont part à l'Esprit-Saint de l'Eglise et appartiennent donc à cette réalité que nous avons appelée sacrement plénier.

### Trois voies principales

Il nous faut ensuite distinguer trois voies principales de la rémission des péchés, qui appartiennent aux différents aspects et situations de la vie chrétienne. Il serait tout à fait faux de les classer en degrés en ne donnant qu'au troisième la pleine signification qui convient, et de diminuer les deux autres en conséquence. Le premier de ces chemins consiste dans le repentir et la conversion personnels, accompagnés d'une conduite correspondante. Il est le plus proche de chacun, le plus normal et accessible à tout le monde : Dieu et l'Eglise attendent que le pécheur prenne de lui-même l'initiative de le suivre. Pour le deuxième chemin, l'impulsion première vient de la communauté ecclésiale réunie, qui se sait collectivement coupable. En elle chaque croyant sent la portée sociale de sa faute. C'est ici qu'on peut proposer la forme liturgique de célébration pénitentielle pratiquée aujourd'hui spontanément, ici ou là, et qu'on réclame souvent. Dans la mesure où la prière d'intercession de l'Eglise s'y exerce sous la direction d'un responsable mandaté par elle, on ne peut lui contester des éléments proprement sacramentels, même si pour la réconciliation des grands pécheurs d'autres éléments lui manquent encore.

La troisième voie, le sacrement de pénitence proprement dit, est exigée pour quiconque est tombé dans un péché grave qui sépare de l'Eglise. Dans ce cas, d'après l'exemple de Jésus, la pratique de saint Paul et la tradition constante de l'Eglise, il est indispensable de confesser personnellement ses péchés à un ministre muni par l'Eglise des pouvoirs nécessaires. Cette forme sacramentelle au sens strict devrait, autant que possible, retrouver au moins quelque chose de son ancienne signification sociale. Puisque chaque chrétien, et non seulement celui qui est coupable de péchés graves, est responsable de ses fautes, puisqu'il doit les assumer personnellement et a besoin de recevoir des avis et directives, cette troisième forme de la pénitence, dite sacramentelle, au sens strict, est à conseiller vivement à chacun, au moins de temps en temps.

Examinons maintenant de plus près ces trois formes.

### Première voie : conversion personnelle et pénitence

1. Que personne ne méprise cette voie première et normale. Elle est le fondement et la condition de tout le reste. Elle ne consiste en rien d'autre que dans une sincère conversion intérieure et dans des actes qui en découleront nécessairement. La décision de se convertir demande toujours un effort, de même que l'aveu humili-



liant devant Dieu et ses frères d'avoir mal agi : les deux ensemble constituent le cœur de la pénitence chrétienne. Le fait que cette humiliation, cet effort peut être accompagné d'un soulagement ou illuminé par la joie ne supprime pas son caractère pénitentiel. Il y aura toujours un enfant prodigue qui prendra cette décision avec joie et crainte en même temps : « Je veux partir, retourner vers mon père et lui dire : Père, j'ai péché contre le ciel et contre toi ; je ne mérite plus d'être appelé ton fils, traite-moi comme l'un de tes journaliers. » (Le 15, 18 s.) Personne, en demandant pardon à celui qu'il a offensé, ne peut considérer ce pardon comme assuré, comme s'il l'avait déjà en poche ; il ne peut que l'espérer. Souvent, il est plus pénible de faire une démarche auprès du prochain qu'auprès de Dieu, mais il ne faut pas pour autant la différer. « Quand donc tu présentes ton offrande à l'autel, si là tu te souviens d'un grief que ton frère a contre toi, laisse là ton offrande, devant l'autel, et va d'abord te réconcilier avec ton frère ; puis reviens, et alors présente ton offrande. » (Mt 5, 23 s.) Nous voudrions souvent agir à l'inverse : d'abord nous confesser, et ensuite nous réconcilier avec notre frère. Mais Jésus parle autrement. En tout cas, quiconque veut participer à l'Eucharistie au sein de la communauté doit d'abord sonder son cœur, désavouer intérieurement toute querelle, toute discorde et inimitié, et être prêt à se réconcilier ; il devrait, dans la mesure où cela dépend de lui et si c'est possible, refaire la paix extérieurement avant de recevoir la communion.

### La contrition

Notre retour ne doit être hypocrite ni devant Dieu ni devant les hommes. Cela signifie que je déplore véritablement ma conduite égoïste à cause de l'offense faite à Dieu et au prochain et non pas à cause de moi-même : me voir infidèle et peut-être peu conforme à l'image idéale que je m'étais faite de moi-même.

Beaucoup connaissent aujourd'hui une difficulté à ressentir de la contrition envers Dieu. Ceci parce que l'homme ne connaît pas Dieu suffisamment pour ressentir la gravité de l'offense qu'il lui a faite. Mais vu dans la lumière de la foi, ceci ne devrait pas être malaisé, mais bien plutôt facile : combien il a coûté à Dieu de m'aplanir le chemin du retour ! Comme le dit saint Paul : « Lui qui n'a pas épargné son propre Fils, mais l'a livré pour nous tous » (Rm 3, 32), et saint Jean : « Oui, Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique, pour que tout homme qui croit en lui ne périsse pas, mais ait la vie éternelle. » (Jn 3, 16.) Est-ce que Dieu dans son amour « pour nous », « pour moi » (Ga 2, 20) aurait pu faire plus, s'il voulait en même temps respecter ma liberté ? Ne m'a-t-il pas donné aussi la grâce intérieure pour que je puisse m'approcher de lui librement, ce que je n'aurais pu faire par mes propres forces ? Nous n'avons pas besoin d'extraire de notre cœur des sentiments artificiels de contrition, il nous suffit d'avoir compris que prendre position contre l'amour infini de Dieu, à un degré quelconque, n'est pas seulement sot et contre nature, mais aussi ingrat. Aussi la contrition doit-elle se montrer davantage en œuvres qu'en paroles : dans une volonté sincère de changer son comportement égoïste et de faire des efforts dans le sens de l'amour de Dieu et du prochain — liés intimement, — ce qui donnera à notre vie le sens d'un service désintéressé.

### La résolution

La fidélité implique donc aussi essentiellement la résolution d'un changement d'esprit. Que personne ne mette en question la sincérité de sa propre résolution parce qu'il se sait faible et paresseux : il est vrai que sans l'aide de la grâce il n'arriverait jamais à modifier la direction de sa vie. Il doit faire confiance à cette grâce qui est toujours à la disposition de chacun et, s'il veut s'appuyer sur elle, il pourra aussi offrir à Dieu, avec son repentir, une sérieuse résolution. Ainsi l'enfant qui a fait quelque chose de mal peut aussi promettre très sérieusement à ses parents qu'il ne le fera plus, bien que les parents sachent déjà qu'il ne sera pas pour autant immédiatement converti en un enfant modèle irréprochable.

### Qu'est-ce que faire pénitence ?

C'est ici le lieu d'ajouter un mot sur le sens strict de l'expression « faire pénitence ». Nous avons déjà vu que la détermination du cœur de changer de mœurs est le point central de la pénitence, à partir duquel tout ce qu'on peut appeler pénitence, ou œuvre de pénitence, sera mesuré et justifié. S'il y a dans la foi chrétienne un mouvement du cœur qui s'éloigne du moi pour aller vers Dieu, qui s'éloigne de mes illusions pour aller vers la vérité de Dieu, la conversion et la pénitence ont fondamentalement les mêmes dimensions que la foi vraiment vécue. Celui qui se détourne de son péché pour se remettre en marche vers Dieu, si grave qu'ait pu être son péché, il se le voit immédiatement remis à cause de cette conversion. Cela n'empêche pas qu'il doive ensuite se confesser, si cette faute l'a séparé de l'amour de Dieu. L'intention de conversion et de pénitence devra, comme il convient à l'homme, se prouver par des actes intérieurs et extérieurs. La prière sera un de ces actes intérieurs, comme par exemple la demande de pardon contenue dans le *Pater* : elle efface indubitablement le péché, si elle est faite comme il se doit. La Sainte Ecriture cite encore d'autres manières d'exprimer la pénitence, qui procurent également la rémission des péchés. Entre autres, l'audition et l'accueil intérieur de la Parole de Dieu à laquelle nous donnons notre assentiment au profond de notre cœur. Après la lecture de l'Evangile à la messe, le prêtre disait autrefois à voix basse : « Que par cette lecture de l'Evangile nos péchés soient effacés. » En outre, l'aumône et les autres œuvres de charité fraternelle par lesquelles nous montrons notre volonté de servir d'une manière désintéressée, même si ce renoncement nous coûte beaucoup. Ce changement de vie, surtout en ce qui concerne notre comportement envers le prochain, est la pénitence la plus significative, la plus efficace et la plus agréable à Dieu. Nous pouvons encore y ajouter, pour témoigner de notre sincérité et pour montrer que nous aimerions subir un peu de la peine que nous méritons, d'autres œuvres de pénitence comme le jeûne, l'abstention de réjouissances ou autres privations volontaires, mais ceci, seulement comme complément de la pénitence essentielle, qui consiste dans le changement de notre conduite. Et cela ne doit être effectué que dans la mesure où notre tâche quotidienne n'en souffre aucun détriment et sans attirer l'attention d'autrui sur ces œuvres de pénitence (Mt 6, 16-18 ; cf. 6, 1-4). Aujourd'hui, l'urgence de l'aumône comme œuvre de charité a augmenté. Il ne s'agit plus seulement de dons individuels mis par notre main dans la main d'un indigent, mais d'offrandes



pour les grandes intentions de l'humanité et de l'Eglise, comme l'exprime si bien l'action de Carême. Si autrefois le jeûne a été compté parmi les œuvres de pénitence les plus importantes, cela n'est plus possible dans la même mesure pour l'homme d'aujourd'hui, avec son rythme de travail. L'Eglise l'a supprimé en grande partie, d'autant plus que nous le comprenons souvent dans le sens profane d'une diète. Nous devons le repenser dans son sens primitif et en rapport avec lui trouver d'autres moyens de nous renoncer, tels que le refus du luxe et des plaisirs inutiles, pour donner aux pauvres ce que nous avons économisé. Toutes nos œuvres de pénitence doivent être discrètes, comme nous l'avons dit, passer inaperçues, et nos dons être faits de façon anonyme (Mt 6, 2 s.). De même notre pénitence intérieure ne doit pas être une chasse aux mérites, mais une manifestation de notre reconnaissance envers l'amour de Dieu qui nous a pardonné, et qui nous a comblés gratuitement de ses biens. Nous n'agissons certainement pas mal si nous regardons l'acceptation de chaque souffrance, même des injustices subies dans un sentiment de patience et d'humilité chrétienne, comme une pénitence réparatrice de nos péchés. C'est justement par cette voie que nous nous approchons du Fils de Dieu, le Christ souffrant, et que nous pouvons aider à expier quelque chose de cet immense poids du péché de l'humanité.

## Deuxième voie : célébration pénitentielle communautaire

La deuxième forme de rémission des péchés se réalise lorsque l'assemblée ecclésiale, sous la direction du prêtre, demande communautairement pardon, aussi bien pour le péché personnel de ses membres que pour ses défaillances sociales. L'aveu des fautes se fait ensemble, une sérieuse conversion individuelle étant supposée. Le prêtre réunit dans une prière au Seigneur Jésus la supplication de la communauté, pour qu'il daigne lui pardonner son péché. Nous avons vu que cet aveu communautaire a été très tôt en usage, dès les temps postapostoliques. Dans le *Confiteor* que nous disions encore récemment, la distance entre la communauté coupable et l'Eglise des saints — Marie, les anges, le Baptiste, représentant l'Ancienne Alliance, et Pierre et Paul, les saints de la Nouvelle Alliance — apparaissait beaucoup plus clairement. Dans la nouvelle ordonnance de la messe, cette connaissance et l'aveu du péché devraient être présentés d'une façon sérieuse et authentique. En maints endroits, on organise aujourd'hui des cérémonies pénitentielles plus développées, en dehors de la célébration eucharistique. Si le prêtre les dirige avec le sérieux nécessaire et si la communauté ecclésiale sait y participer activement, elles peuvent être d'une grande utilité ; elles comblent une lacune qui s'est révélée toujours plus profonde ces derniers temps, à cause de la pratique privée du sacrement de pénitence, et elles lui rendent quelque peu sa signification liturgique et sociale. Ces célébrations éveillent le sens de la culpabilité collective des chrétiens et par là elles font comprendre qu'une absolution que je reçois personnellement n'est pas seulement mon bien privé, mais qu'elle est toujours reçue aussi pour les autres, qui ne savent rien de la confession, ou qui l'ont désapprise. Les directives données au cours de la célébration nous détournent d'une accusation routinière et nous donnent une conception plus exacte de la conversion, de l'acte de contrition et de la pénitence. Nous n'avons absolument pas à craindre

que la supplication adressée à Dieu par l'Eglise pour demander le pardon ne soit exaucée, ou qu'elle ne soit moins efficacement exaucée que dans une confession privée. Cela vaut aussi pour les participants qui ont la conscience lourdement chargée, auxquels l'Eglise impose à bon droit de faire plus tard un aveu personnel. Un pécheur, même s'il est repenté de ses fautes graves et donc a reçu le pardon de Dieu, n'est pas dispensé de se confesser personnellement ; il ne l'est pas davantage s'il a reçu l'absolution dans une cérémonie pénitentielle. Ces deux choses : repentir personnel et célébration pénitentielle, se situent dans le cadre du sacrement chrétien plénier. L'une et l'autre sont efficaces sur leur plan. On peut se demander si l'Eglise, dans on ne sait quel avenir, pourra ou voudra dispenser d'une confession personnelle ceux dont la conscience est tellement chargée qu'ils doivent craindre de s'être coupés entièrement de l'amour de Dieu. Cette question est actuellement à l'étude. On devra tenir compte pour cela de ce que nous avons découvert dans la révélation biblique et dans la pratique constante et presque deux fois millénaire de l'Eglise.

## Troisième voie : le sacrement au sens plénier

La troisième voie de la réconciliation est celle de l'accusation personnelle, suivie de l'absolution du prêtre, dans la confession privée. Dans l'Eglise primitive, elle n'était que le point final d'un long chemin de pénitence, qui avait commencé par l'aveu personnel des péchés devant l'évêque et s'était poursuivi dans la pénitence publique. Et, ne l'oublions pas, cet acte final n'avait lieu que dans le cas d'un grand pécheur qui, par son délit, s'était pratiquement séparé de la sainte Eglise et auquel on devait officiellement en rouvrir l'accès. Nous avons vu que la réconciliation comportait deux parties distinctes, mais inséparables : la prière d'intercession de l'Eglise pour le pécheur et l'exercice du pouvoir ministériel des clefs. Remarquons qu'aujourd'hui encore, quand le pécheur est absous dans le sacrement de pénitence, ces deux aspects sont contenus dans la prière du prêtre et ils y ont sans aucun doute la même efficacité. Le prêtre dit d'abord la prière d'intercession qui monte vers Dieu au nom de l'Eglise. Il demande la délivrance des liens dans lesquels le pécheur était retenu et que l'Eglise lui avait imposés de par son pouvoir de lier. Alors seulement suit la prière, par laquelle le prêtre vient pour ainsi dire de Dieu vers le pécheur et lui parle au mode indicatif : « Et maintenant je t'absous de tes péchés, aux noms du Père et du Fils et du Saint-Esprit. » Cela nous montre encore une fois que cette absolution du ministre n'est que le point final de toute une démarche ecclésiale et ne doit pas en être séparée. On peut bien dire que seule cette troisième forme de réconciliation mérite le nom de « sacrement » au sens strict. Cela ne l'empêche pas d'être comme telle l'aboutissement de tout un mouvement qui la précède et la suit, la complète et l'appuie et qui est constitué par les deux premières formes de pénitence. Sans conversion personnelle ni pénitence et sans au moins une certaine conscience de la portée sociale de nos fautes, le sacrement de pénitence ne saurait être reçu dignement et avec fruit.

## Sens de la confession de dévotion

En esquissant l'histoire du sacrement, nous avons vu qu'il n'était pas reçu seulement par les grands



pécheurs, mais aussi par ceux qui avaient pris conscience de leur négligence, de leur tiédeur, de leur éloignement de l'amour de Dieu et qui voulaient se replacer devant la responsabilité personnelle de leur défaillance, pour puiser dans la confession et l'exhortation du guide spirituel la force d'un nouveau départ dans leur vie. Confession, absolution et avis pour reprendre la route ont constamment formé dans l'Eglise un tout significatif. C'est pourquoi on ne doit pas dire, et la pratique ne devrait pas donner cette impression, que les célébrations pénitentielles sont là pour les péchés véniels et le sacrement de pénitence seulement pour les péchés mortels. Chaque chrétien devrait, à intervalles réguliers, remettre de l'ordre dans sa vie d'une manière toute personnelle et en se plaçant en face de l'Eglise. Il fera alors cette expérience que plus il prendra au sérieux le commandement du Christ, plus aussi s'affinera le sentiment de son insuffisance, de ses défaillances et de sa misère. Ce sont justement les saints qui ont toujours eu une connaissance plus grande de leur condition de pécheurs ; et il ne faudrait pas prétendre qu'ils se sont trompés en cela. Ils ont mesuré leur conduite à l'échelle de l'amour de Dieu et non de la moyenne humaine.

### Confession et direction spirituelle

L'accusation et la recherche d'une direction sont un besoin de la nature humaine. L'exigence toujours plus grande de psychothérapeutes et de conseillers d'orientation le montre. S'ils ont l'expérience et le sens de la misère religieuse de l'homme, ils peuvent faire beaucoup de bien. Mais il y a chez le bon chrétien cette sphère intime de son commerce avec Dieu dans laquelle ce n'est pas le thérapeute, mais le prêtre représentant du Christ et de son Eglise qui est compétent ou du moins devrait l'être. Cette sphère se révélera normalement au cours de l'entretien de la confession et en recevra une orientation nouvelle. Pour cela, le prêtre doit être vraiment un homme surnaturel expérimenté dans la prière et la pénitence et qui sache juger et diriger non pas selon ses avis personnels, mais d'après les richesses de l'expérience de l'Eglise.

Le dialogue de la confession doit être véritablement humain, libérateur et apaisant. Il est donc compréhensible qu'aujourd'hui on aménage souvent à côté du confessionnal une pièce adaptée, où ce dialogue peut se dérouler sans gêne ni contrainte. Il n'est pas nécessaire qu'une ouverture de conscience qui cherche avant tout une instruction et un réconfort se termine par une absolution. Mais si l'intéressé veut vraiment se confesser, que ce ne soit alors pas seulement une formalité, mais un véritable renouveau de sa vie chrétienne. Cela veut dire que la confession personnelle ne devrait pas être si fréquente qu'il s'y glisse le danger de la routine ; elle ne devrait pas non plus être si rare qu'on perde l'exercice et le goût du sens de sa responsabilité devant ses péchés. De ce point de vue, on pourrait alterner célébrations pénitentielles et confessions individuelles.

### La responsabilité chrétienne aujourd'hui

Après ce qui a été dit dans la troisième partie sur les principes de l'examen de conscience, on exige aujourd'hui du chrétien, bien plus que dans les siècles passés, une appréciation personnelle et adulte de son état. On tient mieux compte de sa liberté et c'est pourquoi il lui incombe une plus grande responsabilité. Autrefois, il faisait son examen de conscience

d'après les dix commandements et les péchés capitaux, et il peut le faire encore aujourd'hui ; mais il faut qu'il pense à cette parole de l'Ecriture : « Celui qui aime autrui a de ce fait accompli la loi. » (Rm 13, 8.) « Si vous m'aimez, vous garderez mes commandements. » « ... Voici mon commandement : aimez-vous les uns les autres, comme je vous ai aimés. » (Jn 14, 15 ; 15, 12.) Ici, tout devient plus sérieux : tous les autres commandements doivent être envisagés en référence au commandement primordial compris d'une façon chrétienne : c'est là notre examen de conscience, miroir très simple, mais très exigeant, dans lequel nous devons nous voir.

Sans vouloir entrer de plus près dans la question de la confession des enfants, il faut dire tout de même qu'on doit avoir soin d'y introduire, progressivement et conformément à leur âge, le vrai sens chrétien de la culpabilité et de vaincre dès que possible un certain infantilisme dans lequel demeurent souvent des chrétiens adultes en matière de confession et de pénitence. Dès le début, les enfants et adolescents devraient être familiarisés avec les trois formes chrétiennes de pénitence ici décrites : l'initiative personnelle dans les rapports avec le prochain, la célébration pénitentielle communautaire et la confession privée dans le sacrement de pénitence. Gardons-nous de confronter ces trois formes et de donner trop d'importance à l'une au détriment des autres ; chacune a son rôle irremplaçable dans la complexité des rapports humains et chrétiens. L'Evangile attend de nous une initiative personnelle continue dans le domaine fraternel : nous devons nous pardonner « septante fois sept fois » (Mt 18, 22), nous aider mutuellement par des exhortations aimantes (cf. Mt 18, 15 ; Ga 6, 1), chacun doit porter le fardeau de l'autre (cf. Ga 6, 2). La communauté devrait s'éprouver comme un tout et demander pardon à Dieu dans des célébrations pénitentielles spéciales, avant d'accéder à la table du Seigneur. Enfin, chacun devrait reconnaître sa culpabilité personnelle à intervalles déterminés et renouveler toute sa vie dans le sacrement qui nous met directement en contact avec l'événement de la Croix où le Christ a porté nos péchés, a reconnu publiquement nos offenses devant Dieu et le monde : en contact aussi avec la Résurrection qui est le signe du pardon universel de Dieu le Père.

### Pénitence et joie

Rappelons-nous pour finir que le don du Christ, à savoir le pouvoir de remettre les péchés, fut offert à l'Eglise au matin de Pâques, comme la chose la plus belle, comme la plus grande joie qu'il pouvait lui communiquer. C'est pourquoi pénitence et confession — si pénibles qu'elles soient pour le vieil homme — doivent être une occasion de joie et de reconnaissance pour l'homme nouveau qu'est le chrétien. Combien grande est la bonté de Dieu, toujours prêt à pardonner à ces infidèles que nous sommes, et qui, par-dessus tout, nous permet de puiser dans ses trésors la possibilité de nous pardonner aussi mutuellement, dans l'humilité et la gratitude. Les deux choses vont de pair dans la vie chrétienne : « Pardonnez-nous nos offenses comme nous pardonnons aussi à ceux qui nous ont offensés. »

— *Jésus-Christ, parole de Dieu* (2<sup>e</sup> édition refondue), par L.-M. DEWAILLY, O.P. — Un vol. in-8° écu. Editions du Cerf, Paris.

C'est le mystère de la Révélation qui nous est ici exposé, dans la personne de Jésus-Christ, parole de Dieu fait homme pour nous sauver, et devenu ainsi parole humaine à notre portée.



## UNE REFORME DU SACREMENT DE PENITENCE EST A L'ETUDE

Sous ce titre, le Centre national (français) de pastorale liturgique a publié le communiqué ci-après, le 14 janvier 1971 (\*)

A la suite d'informations de source étrangère selon lesquelles des modifications seraient à l'étude au sujet de la confession, le Centre national français de pastorale liturgique (CNPL) précise :

1. Effectivement, des recherches sont en cours depuis plus de quatre ans dans les différents pays d'Europe, dont la France, en lien avec le travail entrepris à Rome par les congrégations concernées.

2. Ces recherches portent en particulier sur les diverses formes possibles du sacrement, formes qui ont du reste beaucoup évolué au cours de l'histoire (1).

3. Pour ce qui est de l'absolution générale, elle est prévue par le droit actuel dans un certain nombre de cas limites (danger de mort). Une modification du droit pour étendre cette possibilité à d'autres cas demande que soient étudiés les moyens donnés à chaque fidèle pour exprimer sa démarche personnelle de pénitence.

4. Quant à l'éventualité de lever l'obligation de confesser les péchés véniels, il convient de préciser ceci : la confession des péchés véniels a toujours été considérée comme un moyen privilégié de progrès spirituel, mais elle n'a jamais revêtu un caractère obligatoire.

(\*) Texte original.

Le 15 janvier, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire aux journalistes accrédités près le Saint-Siège, le professeur Federico ALESSANDRINI, directeur de la salle de presse du Vatican, a déclaré qu'il n'existait aucun nouveau document du Vatican sur la confession et que, contrairement à ce qu'avançaient certaines informations d'agences, aucune concession n'avait été accordée à des diocèses des Etats-Unis et du Canada à propos de l'absolution générale. Il faut donc, pour l'instant, s'en tenir à l'« instruction » de la Pénitencerie apostolique, datée du 25 mars 1944, qui confère aux prêtres la faculté de donner l'absolution générale aux personnes exposées à un danger de mort imminent (soldats avant le combat, civils sous les bombardements). Ceci à condition que les pénitents manifestent leur repentir et que, échappés au danger de mort, ils confessent individuellement leurs péchés graves. (DC du 17 décembre 1944, p. 15, NDLR.)

Toutefois, sur la demande de nombreux évêques de pays de mission, le Saint-Siège examine la possibilité d'étendre cette faculté à des cas bien déterminés, car il est illicite d'absoudre beaucoup de pénitents à la fois. Ce sont les évêques qui devront déterminer si les conditions requises sont respectées. (Kipa, 15 janvier 1971.)

\*\*

Nous signalons deux articles importants sur ce sujet parus dans la *Maison-Dieu* (29, boulevard Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> trimestre 1970) : « *Points d'appui doctrinaux pour une pastorale de la pénitence* », note rédigée par le P. CONGAR sur l'initiative du GERP (groupe de recherche pour l'étude de la rénovation de la pénitence, constitué par les Centres nationaux français de l'enseignement religieux et de pastorale liturgique) et rendue publique à la demande des évêques des Commissions épiscopales françaises de liturgie et de l'enseignement religieux ; et « *La nécessité de la confession privée selon le Concile de Trente* », par Hubert JEDIN.

(1) Les formes du sacrement de pénitence ont beaucoup varié au cours de l'histoire : forme très solennelle et très sévère pendant toute la période antique (jusque vers le VI<sup>e</sup> siècle), ensuite, coexistence d'une forme solennelle et publique et d'une forme privée (du VI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle) puis disparition de la forme solennelle (XIII<sup>e</sup> siècle) ne laissant subsister que la confession privée telle que nous la connaissons, enfin, développement récent des célébrations « communautaires ».

## DECLARATION DU SECRETARIAT GENERAL DE L'EPISCOPAT CANADIEN A PROPOS DE LA PENITENCE

Le Secrétariat général de l'Episcopat canadien déclare :

1. Que les évêques du pays n'ont reçu de Rome aucun document d'étude concernant « l'abolition possible de la confession » ;

2. Qu'à la demande des évêques du pays, un Comité formé depuis plus d'un an et composé de laïcs, religieux et prêtres, experts en théologie, histoire, liturgie, catéchèse, Ecriture sainte, sociologie religieuse, psychologie, étudie en collaboration avec divers groupes, toute la question du renouveau du sacrement de pénitence ;

3. Qu'il communiquera plus tard au public canadien des renseignements plus précis dans le cas où Rome inviterait les épiscopats nationaux à étudier les formes possibles de confession.

N. B. — A cause de la confusion engendrée par la manchette d'un journal couvrant une dépêche imprécise de l'Agence de presse UPI, après vérification auprès de la nonciature et entente avec le secrétaire général de la CCC, l'abbé Poisson a cru opportun de porter, dès dimanche soir, 10 janvier, à l'Agence Telbec pour diffusion par environ 50 stations de radio et nombreux quotidiens et périodiques, le texte du communiqué ci-dessus.

(Texte original)

— *Freud et la morale*, par ALBERT PLÉ (coll. « Avenir de la théologie »). — Un vol. 13,5 × 16 cm, de 192 pages. Prix : 15 F. Editions du Cerf, Paris.

Freud est toujours à la mode. Mais combien l'ont lu ? Après *Freud et la religion*, le présent ouvrage présente de nombreux textes, souvent inaccessibles en français, pour ouvrir quelques pistes de recherches et mieux connaître et comprendre la morale chrétienne.

— *L'Esprit dans l'Eglise*, par HÉRIBERT MUHLER (coll. « Bibliothèque œcuménique », n°s 6, 7). — Deux vol. in-8° écu, tome I, de 480 pages. Prix : 48 F ; tome II, de 336 pages. Prix : 34 F. Les deux vol. ensemble : 78 F. Editions du Cerf, Paris.

En France comme en Allemagne, l'ouvrage a été salué par les théologiens comme le plus important sur l'Esprit-Saint et son action dans l'Eglise, peuple de Dieu, devenu Corps mystique du Christ, animé par l'Esprit même de Jésus-Christ. Par lui l'Eglise est bien une personne (un Esprit) en de multiples personnes (dans le Christ et en nous).

— *Le Pêché originel*, par CH. BAUMGARTNER (coll. « Le mystère chrétien »). — Un vol. 15 × 22 cm, de 172 pages. Prix : 19,45 F. Editions Desclée et Cie, Paris.

Le péché originel est au centre du message du salut ; c'est pourquoi l'étude de son mystère est importante non seulement pour le théologien, mais pour le simple fidèle qui veut vivre sa foi. Au cours des âges, l'Eglise a précisé de mieux en mieux sa doctrine sur ce problème théologique, ce qui permet d'en établir les traits fondamentaux, même en les confrontant avec le savoir moderne.

— *Le Clergé et le travail manuel*. Collectif. Traduit de l'espagnol par THÉRÈSE PDVAS (coll. « Problèmes d'aujourd'hui »). — Un vol. 14,3 × 18 cm, de 216 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.

Un groupe de prêtres de Compostelle s'est appliqué à cette étude pour découvrir le fondement biblique du travail manuel du prêtre, ce qu'il présente dans la législation de l'Eglise et son histoire, et comment il se présente aujourd'hui.

— *Exode de Moïse*. Chemin d'aujourd'hui, par CLAUDE WIENER (coll. « Points de repère »). — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 184 pages. Prix : 7,40 F. Editions Casterman, Paris.

## DÉCLARATION DE L'ÉPISCOPAT PORTUGAIS SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

*L'Assemblée plénière de la Conférence épiscopale portugaise a publié le 13 novembre 1970 une déclaration sur la liberté religieuse. L'occasion de ce document a été le « projet de proposition de loi » soumis par le gouvernement à la Chambre corporative (\*).*

### Raison du présent document

1. Le projet de proposition de loi sur la liberté religieuse, soumis récemment par le gouvernement à la Chambre corporative, a suscité dans le pays, comme il fallait s'y attendre, un vif intérêt, étant donné l'extrême importance des problèmes en cause, qui touchent directement la conscience de la quasi-totalité des Portugais et l'un des aspects essentiels du bon déroulement de la vie sociale.

De nombreux fidèles ayant manifesté le désir de connaître la pensée de l'épiscopat sur une matière aussi grave et aussi délicate, nous estimons de notre devoir de rendre publiques les réflexions qui suivent.

### La liberté religieuse, droit fondamental de la personne humaine

2. La liberté religieuse est un bien moral d'un prix inestimable, aujourd'hui définitivement inscrit dans le patrimoine culturel et juridique des peuples les plus civilisés. Déjà Pie XII, dans son message de Noël 1942, et ensuite Jean XXIII, dans *Pacem in terris*, y faisaient référence en des termes sans équivoque, englobant parmi les droits humains fondamentaux celui « d'honorer Dieu suivant la juste règle de sa conscience et de professer sa religion dans la vie privée et publique (1) ». Et le II<sup>e</sup> Concile du Vatican, en faisant remarquer avec raison à quel point les hommes de notre époque sont devenus sensibles aux droits inhérents à la personne, surtout à celui du libre exercice de la religion, a consacré à ce sujet un document spécial, la Déclaration *Dignitatis humanae* du 7 décembre 1965.

Bien que, dans le passé, on ait rencontré chez les chrétiens (tributaires, comme quiconque, de la mentalité et des coutumes de leur temps) « des manières d'agir moins conformes, bien plus même contraires à l'esprit évangélique (2) », l'Eglise, en lançant dans l'histoire « le ferment évangélique qui a longtemps agi dans l'esprit des hommes et beaucoup contribué à faire connaître plus largement, au cours des temps, la dignité de la personne humaine (3) », proclame que c'est précisément sur cette dignité que se fonde le droit à la liberté religieuse, droit qu'elle considère comme inviolable et sacré pour tous les fidèles de toutes les confessions religieuses.

Non pas, bien entendu, qu'elle accepte n'importe quelle sorte d'abdication devant l'erreur. Comme l'a souligné le Concile, la défense de la liberté religieuse « ne porte aucun préjudice à la doctrine catholique traditionnelle sur le devoir moral de l'homme et des associations à l'égard de la vraie religion et de l'unique Eglise du Christ (4) », de telle sorte que, pour chacun, subsiste toujours la stricte obligation de rechercher avec diligence la vérité divinement révélée. La raison en est que, dans des questions aussi graves, qui concernent la connaissance et les dons de Dieu et dont dépend la signification elle-même de l'existence humaine, personne n'est dispensé d'éclairer son esprit avec toutes les forces de sa bonne volonté.

Mais l'homme n'aborde la vérité que par l'intermédiaire d'une recherche personnelle et libre, qu'aucune pression ne peut gêner ou imposer. Une fois achevée cette recherche, avec les moyens à sa disposition, il doit adhérer fermement, également sans pressions extérieures qui le gênent, à ce que l'esprit lui désigne comme vrai, même si cela ne l'est pas. « C'est par sa conscience que l'homme perçoit et reconnaît les injonctions de la loi divine ; c'est elle qu'il est tenu de suivre fidèlement en toutes ses activités, pour parvenir à sa fin qui est Dieu. Il ne doit donc pas être contraint d'agir contre sa conscience. Mais il ne doit pas être empêché non plus d'agir selon sa conscience, surtout en matière religieuse (5). »

(2) *Dignitatis humanae*, n° 2.

(3) *Id.*, *ibid.*

(4) *Id.*, n° 1.

(5) *Id.*, n° 3.

(\*) Texte original portugais dans *Novidades* du 13 novembre 1970. Traduction de la DC.

(1) *Pacem in terris*, n° 14.



C'est en cela que réside, pour chaque individu, le droit à la liberté religieuse, droit inviolable et sacré : nous insistons là-dessus. Aux autres — personnes particulières, groupes sociaux ou pouvoirs publics — revient le devoir de garantir le plein exercice de ce droit, en permettant que tous les citoyens suivent librement et pratiquent la religion à laquelle ils croient, étant dûment sauvegardé l'ordre public. Le nier, dit encore le Concile, « serait faire injure à la personne humaine et à l'ordre établi par Dieu pour les êtres humains (6) ».

### Liberté religieuse négative et positive

3. Pour cette raison est entièrement digne de louange la préoccupation manifestée par le gouvernement d'assurer à tous les Portugais, au moyen de lois appropriées, le libre choix d'une religion.

Il est vrai que la liberté religieuse, envisagée sur le plan négatif, c'est-à-dire comme la simple absence d'obstacles dressés contre la pratique de quelque religion que ce soit, n'est pas une nouveauté dans notre pays — et cela est heureux. Comme on le sait, fleurit chez nous, en particulier outre-mer, une ample variété de confessions religieuses, chrétiennes ou non chrétiennes, coexistant sans conflits, bien au contraire dans un respect réciproque toujours plus profond, surtout depuis que le mouvement œcuménique, tellement encouragé par le Concile, a atteint les proportions qu'on lui connaît de nos jours.

Toutefois, la position de l'Etat devant le phénomène religieux n'est pas purement négative. C'est une erreur que de confondre la liberté religieuse, que les gouvernements ont le devoir de garantir à tous les citoyens, avec la politique de neutralité connue vulgairement sous le nom de laïcisme. L'Etat, de lui-même, est laïc, mais il ne peut être laïciste. En matière religieuse, il ne peut assumer une attitude de simple indifférence. La raison en est que la vie religieuse de l'homme entre dans la composition elle-même de son bonheur, même terrestre, devenant ainsi indispensable à la construction d'une société convenablement ordonnée et intégralement saine. C'est pourquoi les pouvoirs publics doivent, non seulement l'accepter, mais encore la protéger et la promouvoir. Un théologien contemporain à la voix autorisée a fait judicieusement remarquer : « De même que la dimension religieuse est une part essentielle de la nature humaine, de même doit-elle être reconnue par la société civile comme un élément constitutif du bien commun... La pleine liberté religieuse doit donc être reconnue par les Etats de façon positive. Ceci relève du droit naturel. L'athéisme d'Etat qui étouffe la vie religieuse, le laïcisme qui l'ignore sont contraires au droit naturel (7) ».

Le Concile n'est pas moins formel. Il déclare : « Le bien commun de la société — ensemble des conditions de vie sociale permettant à l'homme de parvenir plus pleinement et plus aisément à sa propre perfection — consistant au premier chef dans la sauvegarde des droits

et des devoirs de la personne humaine, le soin de veiller au droit à la liberté religieuse incombe tant aux citoyens qu'aux groupes sociaux, aux pouvoirs civils, à l'Eglise et aux autres communautés religieuses, de la manière propre à chacun, en fonction de ses devoirs envers le bien commun. » Et plus directement en ce qui concerne l'Etat : « C'est pour tout pouvoir civil un devoir essentiel que de protéger et promouvoir les droits inviolables de l'homme. Le pouvoir civil doit donc, par de justes lois et autres moyens appropriés, assumer efficacement la protection de la liberté religieuse de tous les citoyens et assurer des conditions favorables au développement de la vie religieuse en sorte que les citoyens soient à même d'exercer effectivement leurs droits et de remplir leurs devoirs religieux, et que la société elle-même jouisse des biens de la justice et de la paix (8). »

Comme on le voit, cette nécessité d'« assurer les conditions favorables au développement de la vie religieuse » implique pour l'Etat l'obligation de prendre une série de mesures très positives, jusque dans le domaine de la moralité publique, qui puissent favoriser la liberté, inhérente à chacun, de former droitement sa conscience et d'agir en accord avec elle.

Sans doute, on ne peut exclure que, en raison des conditions culturelles propres à une nation, formée historiquement sous l'influence d'une confession religieuse déterminée, cette dernière puisse jouir, pour le bien du peuple, d'une position préférentielle par rapport aux autres. Mais même dans une telle hypothèse, l'Etat ne peut refuser la liberté et la protection qu'il doit à toutes. Le Concile l'enseigne clairement : « Si, en raison des circonstances particulières dans lesquelles se trouvent des peuples, une reconnaissance civile spéciale est accordée dans l'ordre juridique de la cité à une communauté religieuse donnée, il est nécessaire qu'en même temps, pour tous les citoyens et toutes les communautés religieuses, le droit à la liberté en matière religieuse soit reconnu et respecté (9). »

D'après les objectifs énoncés dans son préambule, le projet de proposition de loi se montre conforme à l'esprit qui a dicté la déclaration conciliaire. Il est juste de le signaler. Dans ses différents articles figure une liste de principes qui, en vérité, peuvent favoriser soit la définition, soit l'organisation et l'activité juridique des diverses confessions. Il semble toutefois indispensable que, non seulement dans la mention du nom, comme cela est prévu (cf. Principe fondamental n° II, alinéa d), mais également dans la forme des édifices religieux ou dans la propagation de la doctrine, on évite tout ce qui pourrait prêter à des confusions avec d'autres confessions religieuses et, plus encore, « toute forme d'agissements ayant un relent de coercition, de persuasion malhonnête ou peu loyale, surtout s'il s'agit de personnes sans culture ou sans ressources (10) ».

D'une manière générale, le document manifeste la volonté d'accorder à toutes les confessions une liberté qui ne soit pas seulement synonyme de simple tolérance. Toutefois, les évêques

(6) *Id.*, *ibid.*

(7) JEAN DANIELOU : *l'Oraison, problème politique*, Fayard, 1<sup>re</sup> édition, p. 18.

(8) *Dignitatis humanae*, n° 6.

(9) *Id.*, *ibid.*

(10) *Id.*, n° 4.



estiment que la rédaction du Principe n° IV est quelque peu en désaccord avec cette volonté. Deux idées s'y trouvent affirmées fondamentalement : tout d'abord, « l'Etat n'a pas de religion propre » (ou, pour employer d'autres termes, il n'est pas confessionnel) ; ensuite, ses relations avec les différentes Eglises « reposent sur le régime de séparation ». Ces idées, déjà exprimées dans la Constitution politique (cf. art. 45 et 46) sont correctes. Mais rédigées comme elles le sont, elles peuvent suggérer une attitude purement négative par rapport au facteur religieux.

A coup sûr, la sphère religieuse n'est pas de la compétence du pouvoir civil ; mais ce dernier, comme nous l'avons noté, ne peut ignorer la projection sociale des valeurs religieuses ni se soustraire à l'appui et à la protection qu'il leur doit de par l'exigence du bien commun. Si la non-confessionnalité ne signifie en aucune façon le neutralisme, la séparation et la collaboration doivent également être considérées comme des réalités complémentaires.

### La religion catholique et la nation portugaise

4. Dans le même ordre d'idées, les évêques seraient également heureux que le texte du projet souligne expressément ce que la religion catholique représente, dans le cadre des différentes confessions, pour les Portugais, et, par conséquent, pour l'Etat portugais (sans préjudice, bien entendu, du principe de non-confessionnalité et du régime de séparation). Ce qui les pousse à formuler ce vœu — ils désireraient que personne ne le mît en doute, — ce n'est pas le moins du monde un esprit de privilège, qu'ils répudient vivement. En effet, ils ne veulent d'autre privilège que celui de servir humblement le divin Maître, en accomplissant leur mission dans la liberté, pour la gloire de Dieu et le plus grand bien des fidèles qui leur sont confiés.

Toutefois, si les principes exposés dans le précédent paragraphe sont valables pour toutes les religions, ils le sont particulièrement pour l'Eglise catholique, à laquelle adhère l'écrasante majorité des Portugais.

Les évêques ne mettent pas en doute la noblesse d'un acte de foi sincère, quelles que soient les confessions auxquelles appartiennent les croyants qui le formulent. Répétant ce que Vatican II a déclaré sur les religions non chrétiennes, ils se plaisent à dire d'elles toutes : « L'Eglise catholique ne rejette rien de ce qui est vrai et saint dans ces religions. Elle considère avec un respect sincère ces manières d'agir et de vivre, ces règles et ces doctrines qui, quoiqu'elles diffèrent en beaucoup de points sur ce qu'elle-même tient et propose, cependant apportent souvent un rayon de la Vérité qui illumine tous les hommes (11). » En même temps, les évêques ne doutent pas qu'il y ait dans les autres religions de précieuses valeurs morales qui, passant dans la vie concrète des citoyens, constituent pour les patries une solide richesse. Mais ils savent aussi que l'Eglise, née du propre cœur du Christ, est l'unique signe de salut,

« colonne et support de la vérité ». (1 Tm 3, 15.) Mère et maîtresse, elle ne touche pas seulement l'âme des fidèles, elle projette dans l'histoire l'incessant stimulant d'une civilisation toujours plus parfaite, « notamment en guérissant et en élevant la dignité de la personne humaine, en affermissant la cohésion de la société et en procurant à l'activité quotidienne des hommes un sens plus profond, la pénétrant d'une signification plus haute (12) ».

C'est là un nouvel argument qui oblige les pouvoirs publics à ne pas se désintéresser du phénomène religieux. L'exercice de la religion n'est pas seulement un droit individuel ; il est, parallèlement, une valeur publique, dont on n'a pas le droit de nier l'importance. Aucune civilisation authentique ne se construit sans Dieu. Les biens matériels et les recours techniques sont indispensables à la vie de l'homme sur la terre, mais ils ne sont pas tout. La richesse et la technique peuvent même conduire plus rapidement à la barbarie qu'à la civilisation, si elles n'ont pas été mises au service des fins supérieures de la vie. Pour cette raison, à côté de l'usine et du bureau, et de ces multiples endroits où le citoyen prépare par son travail l'avenir de sa patrie terrestre, nous avons un besoin absolu de l'église ou du temple, c'est-à-dire d'espaces de prière où, dans le silence, le croyant apprend à orienter cet avenir dans un sens authentiquement humain.

Et ici, nous le répétons, l'Eglise catholique occupe une place d'une importance particulière, pour les motifs que nous venons d'énoncer brièvement. Intrinsèquement, elle est l'expression indéfectible de l'Evangile et, comme telle, apte comme aucune autre à un dialogue enrichissant avec tous les peuples.

Mais, par rapport au peuple portugais, il y a encore autre chose. Depuis les origines de notre nationalité, aussi bien dans le petit territoire européen que dans les vastes territoires d'outre-mer, on découvre la présence continue de l'Eglise, éducatrice de nos sentiments, de tout ce qu'il y a de plus profond dans notre manière d'être dans le monde. Les historiens les moins suspects sont prêts à la reconnaître aujourd'hui encore.

Cette présence ne doit pas se mesurer en termes purement statistiques ou de simple représentativité numérique, c'est-à-dire uniquement parce que les catholiques forment la majorité parmi nous. Elle doit se mesurer en termes de civilisation et d'histoire, au cours de plus de huit siècles de vie nationale. Tous les Portugais n'acceptent pas explicitement la foi chrétienne. Mais tous nous acceptons une certaine conception de vie, chrétienne dans son fondement, qui nous définit comme peuple.

C'est dans la reconnaissance de cette réalité que notre Constitution politique exige, d'une part, que tout enseignement dispensé par l'Etat relativement à la formation des vertus morales soit orienté « par les principes de la doctrine et de la morale chrétiennes, correspondant à la tradition du pays » (art. 43, § 3), et, d'autre part, déclare la religion catholique « religion de la nation portugaise ». (Art. 45.) Ces dispositions ne diminuent pas le respect dû aux autres

(11) *Nostra Aetate*, n° 2.

(12) *Gaudium et spes*, n° 40.



confessions religieuses. Elles expriment seulement ce qui marque la structure de notre individualité collective, tout comme l'obligation de lui rester fidèles. Une nation est bien moins le total des citoyens habitant un certain territoire qu'une forme de culture, une *âme*, un patrimoine d'idées vécues en commun. A cette forme de culture, à ces idéaux, l'Etat se subordonne constitutionnellement. Il leur garantit la continuité ou, mieux, la possibilité de répondre de façon progressive et efficace à l'appel de chaque génération nouvelle.

Tout cela a d'ailleurs été confirmé et concrétisé dans le Concordat signé en 1940 entre le gouvernement portugais et le Saint-Siège, et dans l'Accord missionnaire qui l'accompagne. Il s'agit là, comme on le sait, de deux documents juridiques de portée essentielle pour les relations entre l'Eglise et l'Etat dans notre pays, et dont les résultats bénéfiques viennent encore d'être récemment mis en relief par un groupe de professeurs qualifiés des Facultés de droit de Coïmbre et de Lisbonne. Dans l'un et l'autre document se trouvent consacrées des valeurs de la plus haute importance, aussi bien sur le plan religieux que sur le plan civil, étant respectées simultanément l'indépendance des deux pouvoirs et leur collaboration indispensable. De cette façon, le type de relations qui se sont instaurées depuis cette date entre l'Eglise et l'Etat — de coopération active dans le respect mutuel de la sphère de compétence propre à chaque partie — se montre parfaitement adapté à la doctrine qui, plus tard, allait être solennellement consacrée par le Concile : « Sur le terrain qui leur est propre, la communauté politique et l'Eglise sont indépendantes l'une de l'autre et autonomes. Mais toutes deux, quoique à des titres divers, sont au service de la vocation personnelle et sociale des mêmes hommes. Elles exerceront d'autant plus efficacement ce service pour le bien de tous qu'elles rechercheront davantage entre elles une saine coopération (13). »

Le régime instauré par le Concordat et l'Accord missionnaire est un exemple de cette situation particulière mentionnée plus haut et que prévoit la Déclaration conciliaire sur la liberté religieuse elle-même. Cette dernière admet en effet que, « en raison des circonstances particulières dans lesquelles se trouvent des peuples », une communauté religieuse déterminée puisse recevoir « une reconnaissance particulière dans l'ordre juridique de la cité », pourvu que, en même temps, l'Etat reconnaisse « pour tous les citoyens et toutes les communautés religieuses, le droit à la liberté en matière religieuse (14) ». Aucun des documents, en vérité, ne lèse les croyances de quiconque, étant donné que tous deux sont compatibles avec la plus large liberté de conscience.

Comme cela s'imposait, le projet de proposition de loi, dans son Principe n° XVIII, sauvegarde le système concordataire. La rédaction employée peut toutefois prêter à certaines confusions, et mériterait d'être améliorée dans une forme appropriée à la gravité des problèmes en cause.

Il apparaît en outre que le texte de la proposition se trouverait considérablement enrichi si le Principe n° IV, s'inspirant de l'article 45 de la Constitution, affirmait ce qu'est pour la nation portugaise la religion catholique, dans laquelle les Portugais ont toujours été éduqués et qui les conduisit, comme ouvriers de la civilisation, à la rencontre de nouvelles populations dans les terres lointaines à l'époque des découvertes. L'épiscopat estime qu'une semblable prise de position permettrait une meilleure compréhension du non-confessionalisme de l'Etat proclamé à cet endroit.

### Le droit des parents à l'éducation religieuse des enfants

5. Un autre aspect digne de considération est le droit des parents à l'éducation religieuse de leurs enfants.

L'Eglise s'est constamment préoccupée de défendre ce droit, exprimé en de nombreux documents du magistère ecclésiastique, et en particulier des derniers Papes et du Concile.

Il n'est pas possible d'assurer une liberté religieuse effective, tout comme d'ailleurs quelque autre forme de liberté, si l'on ne reconnaît pas que l'éducation appartient fondamentalement à la famille (pour ne pas parler de l'Eglise dans le domaine qui lui est exclusif). « Les parents, parce qu'ils ont donné la vie à leurs enfants, ont la très grave obligation de les élever et, à ce titre, doivent être reconnus comme leurs premiers et principaux éducateurs (15). » Le droit de l'Etat ne vient qu'ensuite, au titre de prolongement de la famille, car le rôle de l'Etat en matière d'éducation ne consiste, selon l'ordre juste des choses, qu'à compléter, remplacer et défendre l'œuvre de la famille, en lui fournissant l'organisation, les techniques pédagogiques, l'assistance indispensable pour qu'elle puisse accomplir entièrement sa mission.

A l'opposé de certaines positions étatiques et socialisantes, la Constitution politique proclame exactement la même doctrine : « L'éducation et l'instruction sont obligatoires et appartiennent à la famille et aux établissements officiels et privés en collaboration avec elle. » (Art. 42.)

De ce principe, que nous appellerons de subsidiarité, découlent trois conséquences qu'il convient de souligner : 1. Il faut absolument « exclure le monopole de l'enseignement » de la part de l'Etat (16); 2. Les pouvoirs publics, dont le rôle est de défendre et de protéger les libertés des citoyens, doivent veiller à la justice distributive en répartissant l'aide des fonds publics de telle sorte que les parents puissent jouir d'une authentique liberté dans le choix de l'école de leurs enfants selon leur conscience (17) »; 3. Dans les écoles, l'enseignement doit « toujours respecter la volonté des parents » et être assuré en étroite collaboration avec eux (18).

Ces réflexions aident à comprendre, non seulement la portée, mais aussi l'exacte interpréta-

(13) *Id.*, n° 76.

(14) *Dignitatis humanae*, n° 6.

(15) *Gravissimum educationis*, n° 3.

(16) *Id.*, n° 6.

(17) *Id.*, *ibid.*

(18) *Id.*, n° 3.



tion que l'on doit attribuer au document législatif que nous analysons. En effet, il n'y aura pas de liberté religieuse si, d'une part, n'est pas assurée de façon concrète et effective, dans un sain pluralisme d'écoles publiques et privées, la liberté religieuse, et si, d'autre part, notre législation et notre pratique scolaires ne sont pas réellement disposées à collaborer avec les parents et à les aider dans leur droit et leur obligation d'éduquer religieusement leurs enfants. Il est à souhaiter que, dans ce domaine, l'action de l'Etat aille aussi loin que possible, en complétant la loi de la liberté religieuse par un statut d'enseignement véritablement libre, étant sauvegardées, cela va de soi, les exigences du bien commun dont il est responsable devant tous les citoyens.

En outre, il est nécessaire que les droits des parents de décider de l'éducation religieuse de leurs enfants ne se heurtent à aucun obstacle de la part des coutumes ou des lois. Les enfants passent de l'enfance à l'adolescence, de l'adolescence à l'âge adulte, par étapes imperceptibles, à travers un processus psychologique et spirituel que seule la famille est susceptible d'apprendre. Imposer des limites plus ou moins arbitraires à l'action des parents, dans le domaine très délicat de leurs relations avec leurs enfants — relations qui ne peuvent se résoudre convenablement que dans l'intimité du foyer, — cela équivaut, même avec la meilleure volonté du monde, à provoquer des dégâts irréparables. Or cela semble être la conséquence inévitable de l'innovation introduite dans le projet de proposition de loi (Principe n° II, alinéa g) qui consiste à limiter à leurs enfants âgés de moins de seize ans le droit qu'ont les parents de décider de l'éducation religieuse. Il s'agit là d'une limite dont on ne trouve aucun parallèle dans nos lois pour aucun autre secteur de l'éducation, et d'autant moins justifié qu'il s'agit ici du secteur le plus important dans la formation intégrale de l'homme.

Sans doute, ce n'est pas parce que les parents ont une autorité juridique sur leurs enfants que l'éducation religieuse de ceux-ci pourra atteindre son objectif. L'autorité essentielle en matière d'éducation n'est pas juridique, elle est morale. Mais la déclarer abolie lorsque les enfants, en pleine crise d'adolescence, ont peut-être davantage besoin de l'autorité paternelle, ne contribuera assurément pas à resserrer les liens entre les uns et les autres ; bien au contraire, cela contribuera à saper l'autorité des parents et à favoriser, chez les enfants, des options religieuses prises dans un climat d'affrontement, ou avec le simple prurit de s'affirmer légalement « émancipés ». L'émancipation est l'expression juridique de la capacité, reconnue dans des cas concrets avant la majorité normale. Et il est manifestement contraire aux réalités humaines de présumer de façon générale, et dans un domaine aussi essentiel, cette capacité dans une période de la vie où les options de l'esprit ne sont pas encore définies.

Dans le problème présent, sont pleinement valables les paroles du Concile : « Chaque famille, en tant que société jouissant d'un droit propre et primordial, a le droit d'organiser librement sa vie religieuse, sous la direction des parents. A ceux-ci revient le droit de décider, selon leur propre conviction religieuse,

de la formation religieuse à donner à leurs enfants (19). »

### L'enseignement de la religion et de la morale dans les écoles publiques

6. Sur l'enseignement de la religion et de la morale dans les écoles publiques, quelques remarques paraissent s'imposer.

Tout d'abord, que l'on ait présent à l'esprit l'article 21 du Concordat qui stipule : « L'enseignement dispensé par l'Etat dans les écoles publiques sera orienté selon les principes de la doctrine et de la morale chrétiennes, traditionnelles dans notre pays. En conséquence, on devra enseigner la religion et la morale catholiques dans les écoles publiques primaires, complémentaires et moyennes, aux élèves dont les parents, ou ceux qui en tiennent lieu, n'auront pas demandé de dispense. »

Dans ce texte, on distingue clairement deux aspects : celui de l'orientation générale de l'action éducative de l'Etat et celui de l'enseignement des classes de religion et de morale.

Le premier n'est pas directement en cause dans le projet de la proposition de loi. Toutefois, il importe de relever à ce sujet que l'éducation que l'Etat s'engage à donner dans ses écoles ne vise pas seulement à la transmission des matières scientifiques, mais à la formation de toutes les vertus morales, selon les principes de la doctrine et de la morale chrétiennes, traditionnelles dans notre pays. Il s'agit là d'une obligation qui incombe à l'Etat, d'une obligation qui ne saurait admettre de restrictions de la part des pouvoirs publics ou dépendre de l'arbitraire individuel ou de l'accomplissement de formalités scolaires, puisqu'il s'agit d'une donnée de base de notre enseignement officiel. Ainsi l'établit le Concordat, de même que la Constitution politique dans son art. 43, § 3. Il est certain, par ailleurs, que, par cette loi fondamentale, la souveraineté de l'Etat se reconnaît limitée dans l'ordre interne par la morale et par le droit (art. 4). Ainsi l'imposent tant la nature humaine que les exigences de caractère national, comme nous avons eu l'occasion de le souligner au numéro 4.

Quant au second aspect, on ne peut manquer de noter que la formule actuellement proposée dans le texte que nous étudions s'écarte de l'énoncé du Concordat. Ce texte dit en effet, dans le Principe n° V : « L'enseignement de la religion et de la morale sera seulement donné aux enfants de moins de seize ans dont les parents ou ceux qui en tiennent lieu l'auront demandé expressément. » Comme on l'a remarqué, le Concordat emploie une formule différente : l'enseignement de la religion et de la morale devra être donné « aux élèves dont les parents, ou ceux qui en tiennent lieu, n'auront pas demandé de dispense ».

Considérant que le Principe n° XVIII du projet sauvegarde le régime concordataire, on peut comprendre que le projet ne s'applique pas aux classes actuelles de religion et de morale. Au cas où l'interprétation serait différente, il serait nécessaire de trouver une autre formulation qui, sans porter préjudice à la

(19) *Dignitatis humanae*, n° 5.



liberté dont jouissent les parents pour assurer à leurs enfants l'éducation religieuse qu'ils désirent, soit adaptée au texte du Concordat. Le droit des parents, nous le répétons, doit être absolument sauvegardé, et, sur ce point, ni de la part du législateur ni de la part de l'épiscopat, il n'y a, comme nous l'avons vu, absolument aucune divergence. Le seul problème est de trouver le processus le plus approprié pour que ce droit s'exerce de la meilleure façon possible. On pourrait, par exemple, exiger la consultation préalable de tous les parents, afin de réserver l'initiative de la déclaration à ceux qui désireraient dispenser leurs enfants de l'enseignement en question, mais il faudrait faire ressortir la norme selon laquelle cet enseignement serait toujours donné à ceux dont les parents n'auraient pas demandé la dispense.

Etant donné qu'on a insinué le contraire, il est opportun de bien mettre en évidence que le régime concordataire n'a jamais attribué un caractère obligatoire aux classes de religion et de morale, lesquelles ont toujours été, et sont toujours, facultatives. L'Eglise ne pourrait d'ailleurs désirer qu'il en soit autrement, car la doctrine qu'elle préconise, et qui a été récemment encore solennellement réaffirmée par le Concile, est sans équivoque : « Aux parents revient le droit de décider, selon leur propre conviction religieuse, de la formation religieuse à donner à leurs enfants... Les droits des parents se trouvent violés lorsque les enfants sont contraints de suivre des cours ne répondant pas à la conviction religieuse des parents (20). »

Le système concordataire ne diverge donc pas du projet en ce qui concerne le principe de la liberté. Tout au plus, la différence consisterait seulement dans le régime applicable en cas de silence de la part des parents. Dans cette hypothèse, alors que, d'après le projet, les cours ne seraient pas donnés (ils ne le seraient que si les parents en faisaient la demande expresse), d'après le Concordat, on présume que les parents acceptent ces cours, étant toutefois sauvegardé le droit d'en exempter leurs enfants.

En l'un et l'autre cas, il est certain que l'Etat ne peut laisser cette matière si importante à l'inertie, ou même à l'ignorance de tant de parents. On ne peut le nier : l'enseignement de la religion et de la morale doit être amélioré, car il lui a toujours manqué un statut qui puisse lui assurer des conditions de complète efficacité et éviter les abus ou les déviations qui, parfois, se sont produits et que nous déplorons tous. Mais il n'en reste pas moins que cet enseignement est nécessaire et qu'il ne pourra céder que devant la décision consciente et explicite des parents. Les parents ont bien le droit d'orienter leurs enfants dans ce domaine, mais ils n'ont pas le droit de se dégager des responsabilités qui s'y attachent.

### Conclusion

7. L'épiscopat ne voudrait pas conclure ce document sans promettre bien volontiers son appui entier et inconditionnel à toutes les initiatives que les pouvoirs publics entendent prendre dans le but de favoriser de plus en plus

la liberté religieuse des Portugais en leur donnant les garanties indispensables.

Dans tout ce qui précède, nous avons été uniquement poussés par deux motifs : profiter de l'occasion de la publication du projet de proposition de loi pour transmettre aux fidèles, sous une forme suffisamment développée, la doctrine de l'Eglise sur des problèmes aussi graves et, en même temps, contribuer, grâce à notre opinion donnée dans le plus sincère esprit de collaboration, à améliorer le texte d'un document dont les implications sont si importantes pour la vie de la nation, de l'Eglise et des différentes confessions religieuses.

Elle souhaite que le mouvement d'intérêt qui s'est manifesté, à juste titre, autour du projet ne vienne pas créer dans l'opinion publique l'idée fausse qu'il existe au Portugal une question religieuse (ce qui serait pernicieux pour le pays) et qu'il ne serve pas de prétexte, dans le légitime échange de vues qu'il ne manquera pas de susciter, pour minimiser la valeur de la présence de l'Eglise et des instruments juridiques fondamentaux qui lui permettent de poursuivre parmi nous sa bienfaisante mission spirituelle.

Lisbonne, 13 novembre 1970.

### L'OPERATION W

*Nous avons déjà présenté à nos lecteurs l'Opération W (DC 1969, p. 7 et 1087). Aujourd'hui, 3 652 équipes de jeunes sont engagées dans cette Opération destinée à tisser des amitiés entre continents et à entrer dans la bataille du développement d'une manière personnalisée. Voici le programme pour 1971 :*

Pour 1971, plus de 6 000 projets (toujours limités de 200 à 500 F, donc tout à fait réalisables dans le contexte d'une équipe peu nombreuse ou d'une classe) sont inscrits aux catalogues des pays suivants :

Cameroun, Dahomey, Haute-Volta, Madagascar, Congo-Brazza et Kinshasa, RCA, Sénégal, Mali, Togo, Tchad, Côte-d'Ivoire, Egypte, Gabon, Malawi, Maroc, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Tunisie, Zambie, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guyane, Haïti, Paraguay, Pérou, Corée, Inde, Israël, Laos, Liban, Nouvelle-Guinée, Pakistan.

Par ailleurs, la branche « Spécial enseignement » s'étend peu à peu dans plusieurs pays. Elle ne concerne que des projets d'origine scolaire et vise à collaborer aux efforts de l'enseignement catholique des pays suivants :

Algérie, Tunisie, Cameroun, Dahomey, Madagascar, Philippines, Brésil, Côte-d'Ivoire, Haïti, Niger, Sénégal, Togo.

Toute documentation peut être donnée sur l'ensemble de la proposition ou bien sur un pays précis. Dans les deux cas, préciser « Développement tous secteurs » ou « Spécial enseignement ». S'adresser à : Opération W, 92, rue du Moulin-Vert, 75-Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : 734-81-62. CCP Paris 22.803-86.

— *La Gnose et le Nouveau Testament*, par R. L. MC WILSON. Préface de J.-E. MÉNARD. — Un vol. 12,5 x 18,5 cm, de 256 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.

Les recherches sur la gnose et ses relations avec le Nouveau Testament dans la vie de l'Eglise aux premiers siècles, se sont multipliées de nos jours. Il fallait en établir une mise au point pour en dégager la signification, les problèmes qu'elle pose et les solutions qui s'en dégagent.

(20) *Id.*, *ibid.*

# PASTORALE ET ÉQUIPEMENTS RELIGIEUX

*Interview de Mgr Matagrín*

Radio Monte-Carlo a diffusé le dimanche 20 septembre, dans le cadre de l'émission « Eglise d'aujourd'hui », l'interview ci-après de Mgr Matagrín, évêque de Grenoble, au sujet du problème de la construction de nouveaux lieux de culte. Interrogé par Mme Suzanne Cita-Malard, responsable de l'émission, Mgr Matagrín a été remercié ensuite par Mgr Rupp, évêque de Monaco (1) :

Mme CITA-MALARD. — Monseigneur, dans le plus sérieux des quotidiens de Paris, a paru récemment une information qui, à première lecture, aurait pu facilement faire croire que dans votre diocèse le culte catholique allait désormais être célébré partout dans les salles municipales. Pourquoi abandonner les églises au profit des mairies ? Telle est la question qui aurait pu venir à l'esprit des lecteurs pressés. Cependant, le contenu de l'article ne manque pas de circonscrire les innovations, s'il y en a ou s'il doit y en avoir, aux nécessités de la cité nouvelle depuis peu juxtaposée à l'antique Gratianopolis. Voilà qui présente sous un meilleur éclairage des perspectives à première vue étonnantes. Il nous a semblé qu'il appartenait à l'évêque du lieu de nous expliquer lui-même le pourquoi et le comment du plan forcément complexe qui a été plus ou moins approximativement esquissé dans les colonnes du Monde.

## Est-il nécessaire de construire un ensemble paroissial pour chaque quartier neuf ?

Mgr MATAGRIN. — Grenoble est certainement l'une des villes de France qui a connu, depuis vingt-cinq ans, le plus fort accroissement de population. Sans avoir les chiffres précis sous les yeux, je crois que l'agglomération de Grenoble est passée de 140 000 habitants en 1945 à 315 000 aujourd'hui. Cette croissance vertigineuse a amené mes prédécesseurs, Mgr Caillot et Mgr Fougerat, à créer un Office diocésain pour la construction des églises nouvelles et à appuyer vigoureusement son action. Une vingtaine d'églises, chapelles et ensembles paroissiaux ont été construits uniquement en ce qui concerne l'agglomération de Grenoble. On a construit en vingt-cinq ans davantage d'églises qu'on en avait édifiées depuis le premier évêque de Grenoble. Aujourd'hui, nous nous trouvons devant la perspective d'un développement accéléré de l'agglomération. En particulier, à cheval sur les communes de Grenoble et d'Echirolles, une ville neuve va être construite qui sera une expérience neuve d'urbanisme et, d'autre part, une ville nouvelle va surgir en pleine campagne, l'Isle d'Abeau.

Dans les deux cas, les chrétiens s'interrogent : quel équipement religieux avoir pour ces villes neuves ? Est-il nécessaire de construire, comme on l'a fait jus-

qu'ici, un ensemble paroissial pour chaque quartier de 12 000 à 15 000 habitants ? Il ne s'agit pas du tout de construire des villes sans églises. La ville neuve de Grenoble s'inscrira au cœur d'une agglomération où il y a déjà tout un réseau d'églises anciennes et nouvelles. Quant à l'Isle d'Abeau, il y a déjà dix-sept clochers sur le périmètre de la ville nouvelle. Cette remarque est, à mes yeux, essentielle. Il est certain qu'en France l'église ne se réduit pas au service qu'elle rend ; elle a valeur de symbole. Pour beaucoup de nos compatriotes, l'église est liée au développement de la personnalité et à l'insertion dans la communauté nationale. Elle fait partie en quelque sorte de l'environnement par les souvenirs qu'elle rappelle, les images qu'elle évoque de l'enfance, des événements importants de la vie de chaque famille. Pour les croyants, l'église est davantage encore : elle est signe, le signe de la présence de Jésus-Christ qui les rassemble autour de l'autel, qui le représente et où il se rend présent. Ceci dit et qui, encore une fois, est essentiel, nous nous demandons s'il est possible, dans chacun des quartiers neufs et dans chacun des quartiers des villes neuves qui vont surgir dans les vingt années qui viennent, de construire un ensemble paroissial comme j'en ai inauguré deux cette année. C'est évidemment une grosse charge financière pour la communauté catholique. Chacun de ces ensembles revient approximativement à une centaine de millions d'anciens francs. De toute façon, nous aurons des églises à construire. De toute façon, nous avons, à l'heure actuelle, des aumôneries à construire pour les lycées et les CES.

Je viens de dire : est-ce possible ? Certains chrétiens, plus attentifs à la nécessité d'authentiques communautés de foi qu'à la construction d'édifices, se demandent : est-ce nécessaire ? Pour la partie de la ville neuve qui va être édifiée sur Grenoble, certains des promoteurs offrent aux Eglises de bénéficier, comme d'autres services publics ou privés, d'un certain nombre de salles qui seront mises à leur disposition, petites salles pour des catéchismes ou des réunions, grandes salles pour les assemblées liturgiques. Et le diocèse est en train d'étudier avec les autorités compétentes quelles garanties pourraient lui être données. Dans cette hypothèse, les catholiques iraient à la messe, non pas à la mairie, comme certains l'ont compris, mais utiliseraient pour un certain nombre de réunions des salles qui serviraient aussi à d'autres, à une Maison de jeunes ou de personnes âgées, à un CES ou à des organismes culturels ou autres. En ce qui me concerne, j'ai accepté d'étudier ce projet. Il est possible que nous arrivions à une solution de ce type. Elle est, à mon avis, acceptable, en tenant compte des quatre remarques suivantes :

Premièrement, Nous avons déjà une expérience analogue sur laquelle nous pouvons réfléchir : celle du Village olympique, qui est devenu un quartier résidentiel de Grenoble. Un terrain avait été acheté pour y construire une église. Cette église, pour un certain nombre de raisons, n'a pas été construite. Or, les fidèles ont à leur disposition la salle de la Maison des jeunes et de la culture, tous les dimanches, le matin.

(1) « Eglise de Grenoble », 22 octobre 1970, p. 78 et s. Les sous-titres sont de notre rédaction.



Deuxièmement, l'église n'est pas seulement un lieu de rassemblement pour des groupes et des communautés ; elle représente un espace de silence et de recueillement pour beaucoup, même incroyants, et, pour les croyants, représente un espace de prière et d'adoration (2). C'est pourquoi nous demandons qu'il y ait dans chaque quartier un oratoire discret et accueillant, mais très significatif, qui pourrait servir de chapelle à une communauté de religieuses, peut-être contemplatives, car je crois qu'il y a, au moment où bien des monastères se trouvent en campagne, à redécouvrir une présence de vie contemplative au cœur des grandes cités.

La troisième remarque, c'est que ceux qui ne se sentiraient pas à l'aise dans des assemblées de ce type et qui préféreraient des lieux consacrés à la prière trouveront, dans l'une ou l'autre des églises à proximité de la ville neuve, la possibilité de participer à ces assemblées liturgiques. Aujourd'hui, en ville surtout, chacun choisit en fonction de ses goûts, en fonction de la liturgie de l'église, de la prédication, et c'est très légitime.

Enfin, dernière remarque : au centre de la ville neuve, qui sera le second centre de l'agglomération de Grenoble, nous demandons que soit réservé un terrain pour y construire un jour un édifice qui servira tout d'abord à la Communauté catholique, ne serait-ce que pour les mariages ou les funérailles et probablement aussi pour ceux qui voudront venir là le dimanche pour la messe. Quel sera cet édifice ? Nous n'en savons rien encore. On nous demande de l'ouvrir à des activités culturelles. Ce sera à étudier. Aura-t-il un signe distinctif ? Ce sera à réfléchir en tenant compte de ce que j'ai dit tout à l'heure sur le caractère symbolique de l'église. A mon avis, il appartient à notre génération de réserver l'avenir. Les chrétiens qui viendront là, lorsqu'ils y vivront, prendront, le moment venu, les décisions qui leur paraîtront s'imposer.

### Les petites communautés

Mme CITA-MALARD. — *Monseigneur, nos auditeurs auront mieux saisi, en vous écoutant, qu'en tout cela*

(2) Mgr DE VAUMAS, président du Comité national français des constructions d'églises, a rendu compte dans la Croix (18 décembre 1970, p. 11), d'une enquête scientifique, qui a fait apparaître que :

L'église édifiée est perçue moins comme un lieu de culte que comme symbole d'un enracinement dans le passé et dans l'espace, qui jalone les grands événements de la vie, de l'amour et de la mort, qui offre calme et silence favorables au recueillement.

Il ne faut pas en inférer une foi consciente qui ne s'exprime que rarement, mais il est utile de noter que ni l'argent ni la politique n'affleurent à cette occasion. Que faut-il en conclure ?

Non pas que la majorité des Français veulent que chaque quartier soit ponctué par une église à l'image des anciens villages. Mais il leur paraîtrait anormal que les « églises » disparaissent de l'univers des villes. En inscrivant les bâtiments dans les villes, les chrétiens peuvent le faire sans aucun malaise, sachant qu'ils servent ainsi non seulement les « pratiquants », mais cette large population dont Dieu seul connaît la « droiture » et la « foi ».

Un rapport de synthèse de l'enquête intitulé : « Pour une politique d'équipement religieux », doit paraître, en souscription, en janvier 1971 (17 F franco, Comité national des constructions d'églises, 106, rue du Bac-Paris-7<sup>e</sup>, CCP Paris 17-987-98).

il s'agit, non point d'une révolution mais d'un aménagement. Néanmoins, pouvons-nous aller plus avant dans un domaine qui n'avait pas encore été exploré dans le cadre de notre rubrique ? Et pourtant, c'est bien l'Eglise d'aujourd'hui qui se trouve concernée. On dit que les nouvelles générations — vous les connaissez fort bien, en ayant eu la charge au diocèse de Lyon — ne se plairaient plus, même à l'intérieur des villes, dans le cadre des paroisses traditionnelles et qu'il faut, par conséquent, les mettre à même d'exprimer leur foi d'une manière qui leur convient alors qu'elle risque de troubler, voire de choquer leurs aînés ? Comment concilier les aspirations des uns et des autres sans séparer dans la maison de Dieu les divers éléments de cette cellule fondamentale et menacée : la famille ?

Mgr MATAGRIN. — Il est certain qu'un nombre grandissant de catholiques jeunes ou moins jeunes se trouve mal à l'aise dans les communautés traditionnelles, même lorsqu'elles sont assez profondément renouvelées. Nous trouvons là sur le plan des églises — car ce qui est vrai dans l'Eglise catholique est vrai aussi, je le sais, des Eglises protestantes, — nous trouvons là ce qui s'affirme actuellement en bien d'autres domaines : une protestation contre des assemblées trop vastes, trop anonymes, contre des organisations où le caractère administratif l'emporte sur la personne. Beaucoup, aujourd'hui, en bien des domaines, éprouvent le besoin d'appartenir à un groupe restreint ou à une petite communauté où peuvent se développer des liens d'amitié, des liens fraternels entre les membres, où chacun puisse être connu, appelé par son prénom et soit reconnu dans son originalité, où chacun puisse s'exprimer. En ce qui concerne l'Eglise, ce peut être sain. Je connais des groupes vivants, dont les membres partagent régulièrement entre eux très profondément leur vie, leurs préoccupations, leurs aspirations, leur foi, leur prière. Nous ne devons pas oublier, en ce qui nous concerne, que l'Eglise a connu à l'origine de ces petites communautés de fidèles, dont nous lisons dans les Actes des Apôtres qu'ils étaient assidus à la prédication des apôtres, qu'ils mettaient tout en commun, qu'ils partageaient la parole de Dieu et le pain eucharistique et qu'ils n'avaient qu'un cœur et qu'une âme. C'est peut-être une source de renouvellement pour les Eglises à condition que ces groupes ne se replient pas sur eux-mêmes en des sectes qui s'isoleraient. Il faut que les petites chapelles s'ouvrent sur la grande nef. C'est pourquoi il est absolument souhaitable que les membres de ces petits groupes ou de ces communautés de base, puissent participer à des rassemblements vastes. Des assemblées liturgiques peuvent le leur permettre à condition qu'elles soient vraiment vivantes et accueillantes, et je crois aussi que, spécialement dans les grandes villes, il y a place pour de grands rassemblements autour de l'évêque, célébrant la messe avec les prêtres d'une ville, et auxquels pourrait participer l'ensemble des fidèles appartenant à des communautés plus traditionnelles ou à des petits groupes. A Grenoble, il y a eu l'expérience d'une messe au Palais de Glace, à Noël, célébrée par Mgr Fougerat, entouré d'une soixantaine de prêtres et d'une vingtaine de milliers de personnes. Souvent, on m'a exprimé le désir de voir se renouveler une expérience de ce type-là, et je crois qu'il y a là une possibilité pour de petits groupes de s'insérer dans un ensemble beaucoup plus vaste.

Je crois à la fois à la nécessité d'un pluralisme, car les cultures sont diverses, les formations sont diverses,

les voies spirituelles sont diverses, les écoles de théologie sont diverses, les goûts esthétiques sont divers, et à la nécessité de l'unité, d'une unité qui exige un approfondissement intérieur et dont les principes sont et

seront toujours la parole de Dieu, l'eucharistie, et l'acceptation dans l'Eglise du ministère apostolique, celui des évêques et celui du Pape qui, lui, a le ministère de Pierre, c'est-à-dire le ministère de l'unité.

## LE DIALOGUE AVEC L'ISLAM

*Le P. CUOQ, Père Blanc, qui dirige la section islamique du Secrétariat pour les non-chrétiens, a commenté en ces termes, pour l'Agence Fides (24 octobre 1970), l'intention missionnaire de décembre 1970 : « Pour un fécond dialogue entre chrétiens et musulmans » :*

La proposition du développement et de l'approfondissement du dialogue entre chrétiens et musulmans comme intention de prières ne manquera pas de susciter chez certains un mouvement de surprise mêlée d'indifférence. Cela, pensent quelques-uns, est loin de nos préoccupations ; pour d'autres, de tels dialogues sont affaire de spécialistes et, ajoutent-ils, ne mènent à rien, chacun restant sur ses positions. Ces réactions, combien de fois entendues, dénotent une grande ignorance sur les musulmans et une méconnaissance de la vraie nature du dialogue religieux avec les non-chrétiens. Si nous voulons que notre prière à cette intention ne se perde pas dans le vague, notre premier devoir est de prendre conscience des problèmes qui se posent actuellement à l'Eglise en ce domaine.

### 1. Les musulmans en face des chrétiens

Les musulmans ne sont plus, comme il y a quelque cinquante ans, confinés dans une aire culturelle et géographique déterminée. On les trouve maintenant partout dans le monde. Il n'y a pas un seul diocèse d'Afrique qui n'ait un groupe musulman plus ou moins important. Combien y a-t-il de pays asiatiques qui n'auraient pas une communauté musulmane ? Aucun, semble-t-il. Quant à l'Europe et à l'Amérique, ouvriers et étudiants y affluent d'année en année. Sait-on que la confession religieuse la plus nombreuse en France après le catholicisme n'est ni le protestantisme ni le judaïsme, mais l'Islam, qui compte presque un million de fidèles venus notamment du Maghreb, du Mali, du Sénégal, de la Turquie et de la Yougoslavie ? L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie fourniraient peut-être des statistiques surprenantes en ce qui les concerne, et non moins la Belgique, la Suisse et les Pays-Bas.

A cet universalisme géographique qui met les musulmans à notre porte, il faut ajouter, malgré ce qu'on peut en dire et ce qui peut paraître extérieurement, un réel apparentement culturel et religieux avec le christianisme. On se rend vivement compte de ce fait quand on passe de l'hindouisme ou du bouddhisme à l'Islam : avec ce dernier, nous nous retrouvons dans le même enracinement philosophique, la philosophie de la Grèce antique, en face de problèmes qui ont été débattus aussi bien en chrétienté que dans le *Dar al-islam*. Mais il y a plus : l'Islam plonge ses racines dans l'Ancien

et le Nouveau Testament, participe au monothéisme abrahamique et reconnaît la présence de la Parole de Dieu dans l'humanité. Tout un vaste terrain commun existe entre musulmans et chrétiens. Les échanges intellectuels sans doute en sont facilités et l'on peut se sentir proche de beaucoup par la pensée et la piété, notamment avec certains mystiques ou avec des âmes simples entièrement soumises à la volonté de Dieu.

Les musulmans ne sont donc pas loin de nous. Si, par ignorance, nous disons que oui, eux se plaisent à affirmer le contraire, prenant à témoin, pour nous en convaincre, leur reconnaissance de Jésus comme Prophète, leur dévotion à la Vierge (1) et leur foi aux Ecritures antérieures au Coran.

A notre époque d'œcuménisme, notre attention se porte, avec raison, vers nos autres frères chrétiens, protestants et orthodoxes. Dans un avenir proche, les

(1) *Un religieux vivant depuis de longues années en Turquie, le P. Xavier JACOB, A.A., a publié récemment ce témoignage sur les très nombreux musulmans qui viennent en pèlerinage à la « maison de la Vierge » d'Ephèse :*

Chaque année, des milliers de pèlerins venus du monde entier viennent prier « la Toute Sainte », à la « Maison de la Vierge », à Ephèse.

Mais ce qui est plus étonnant, c'est que parmi ces pèlerins, les Turcs musulmans tiennent une large place : ils représentent plus de la moitié des visiteurs, environ 60 %. C'est pour y prier — tous ceux qui les ont vus peuvent en témoigner...

L'intercession de Marie pour obtenir des grâces divines, même si elle n'est peut-être pas explicitement reconnue par le Coran, est enseignée par plusieurs mystiques, et surtout largement répandue et pratiquée par le peuple.

Aussi, ceux qui connaissent le sanctuaire de Marie à Ephèse trouvent-ils tout à fait naturel d'y venir exposer leurs désirs à Marie, et demander secours chez elle ; et plusieurs ont été exaucés de façon visible. On cite plusieurs guérisons que l'on tient pour miraculeuses : plus de soixante en sept ans ! Dans quelle mesure sont-elles vraiment miraculeuses ? Comme on ne fait pas de constat médical ni d'enquête, on ne le saura probablement jamais. Un cas a pourtant été retenu officiellement comme tel. Après enquête et procès canonique à l'évêché d'Izmir. Mais ce qui, ici encore, est assez significatif, c'est que neuf sur dix de ces guérisons ont pour bénéficiaires des musulmans. Les nombreux ex-voto — le plus souvent ce sont des foulards ou des mouchoirs — laissés par les pèlerins en témoignage de reconnaissance, montrent que ceux qui ont été exaucés en d'autres besoins que la seule guérison corporelle sont bien plus nombreux.

Pourtant, ce n'est pas uniquement, ni même surtout, pour demander des guérisons ou des faveurs matérielles, ni même pour « demander » que ces musulmans viennent ici. Beaucoup viennent simplement « pour prier », au sens le plus religieux du mot ; pour se rapprocher de Dieu, par l'intermédiaire de Marie. [...]

(L'Assomption, hiver 1970, n° 564, p. 19 — NDLR.)



musulmans viendront demander eux aussi (comme ils l'ont déjà exprimé ici ou là) de participer aux échanges religieux entre chrétiens, au nom, pour reprendre l'expression de l'un d'eux, de l'« œcuménisme des gens du Livre », (i. e. de ceux qui ont une religion basée sur une révélation).

Il est évident qu'avant dix ans surgiront de plus en plus de chez eux des esprits formés dans leur langue nationale à la culture moderne, qui interrogeront sur le sens et le but de la vie, sur l'homme, son origine et sa fin, sur les religions et le mystère dernier vers lequel nous tendons. Les musulmans, dans leur ensemble, n'attendent pas de nous chrétiens et de l'Eglise des réponses à leurs inquiétudes. Ils estiment que l'Islam a réponse à tout. Cependant, si nous sommes prêts à entrer en rapport avec eux, *en nous mettant à leur point de vue*, si nous savons proposer des réponses qui s'ajustent bien à leurs questions, une compréhension sympathique peut en naître et se développer en dialogue et service.

## 2. Les chrétiens en face des musulmans

Les chrétiens n'échappent point à cette interpellation de l'Islam et des musulmans. Dès les origines, le Coran avait déjà sommé les chrétiens de justifier leur foi. Cette interpellation s'est poursuivie de siècle en siècle, sous des formes diverses, le plus souvent tragiques.

Jusqu'ici la réponse donnée n'a pas été satisfaisante. Le sera-t-elle jamais? Peut-elle même être donnée dans l'histoire? En effet, ce que l'Islam demande aux chrétiens, dans son exigence fondamentale, c'est une purification de leur foi, une religion « en justice et en vérité », bannissant tout anthropomorphisme, tout exclusivisme historique et culturel, politique et sociologique, une foi nue et dépouillée comme ces roches desséchées du désert, calcinées par le soleil. Quand le chrétien a pénétré au cœur de cette religion dépouillée qu'est l'Islam, il y éprouve une purification de sa foi qui, loin d'être amoindrie, en sort plus vive, plus limpide, plus en état de communication avec les autres. Cette constatation, plus d'un chrétien engagé dans le monde de l'Islam, saisi par l'ambiance spirituelle et simple de certains milieux islamiques, peut en témoigner. Il n'y a pas eu que Psichari et Foucauld à sortir bouleversés de telles rencontres avec l'Islam. Quand il est compris dans l'interrogation profonde qu'il pose aux chrétiens, il agit sur notre foi à la manière d'un révélateur : il nous invite à l'authenticité, à être ce que nous croyons.

Si l'Islam interpelle les chrétiens, ce n'est point pour apprendre d'eux ce qu'il enseigne à ses fidèles, à savoir la grandeur transcendante de Dieu, mais pour connaître — ce qu'il pressent chez les disciples de Jésus — comment le Très-Haut peut être l'Emmanuel, le Dieu avec-nous, et comment le fidèle adorateur du Dieu très grand peut aspirer à vivre *avec lui*. C'est cela qu'ont recherché les mystiques de l'Islam et c'est cela même que les musulmans voudraient découvrir chez les chrétiens.

Sans doute, plusieurs lecteurs diront : les musulmans que nous connaissons ne posent point de telles questions! Ce à quoi l'on peut répliquer : bien des chrétiens non plus! Mais la question n'est point là. Ce que l'on veut souligner ici, ce sont les exigences fondamentales, nulle part écrites mais vécues partout, que l'Islam pose au monde chrétien. Nous ne pouvons y échapper. Quelle que soit la voie suivie pour le dialogue avec les musulmans, nous aboutirons toujours, tôt ou tard, à une exigence, à notre égard, d'une authenticité sans faille de notre témoignage dans une expression de notre foi sans concession anthropomorphique.

Peut-être comprenons-nous mieux maintenant ce que peut être le dialogue. Il ne s'agit point, en effet, d'enseigner à la manière d'un maître, ni de convaincre à la manière d'un homme de parti, ni de mettre l'autre en difficulté pour triompher de lui. Rien de tout cela. Le dialogue n'est pas davantage ordonné vers la conversion à une confession religieuse. Il n'est pas une argumentation à partir de l'appartenance sociologique à une religion. Il est une remise en cause mutuelle, au contact de l'autre, de ce que l'on est. Tout dialogue est une recherche et quand il se situe au plan religieux, il est essentiellement une recherche de Dieu et de la relation de l'homme avec Dieu, une fraternelle confrontation des expériences spirituelles en vue de découvrir ensemble de nouvelles voies de vie avec Dieu et avec les hommes.

Certes nous ne pouvons, dans ce dépouillement, nous abstraire de tout cadre sociologique. On est soi-même. La recherche commune ne porte pas sur *soi* ou sur *l'autre*, mais sur la fin, Dieu et sa Parole, sa miséricorde et notre commune misère.

C'est en somme à une conversion profonde que le dialogue nous invite et c'est à l'essentiel qu'il nous ramène, puisque, en définitive, c'est par cette relation personnelle à Dieu que chacun de nous est sauvé.

Que faites-vous du message du Christ, diront certains? Croyez-vous, répondrons-nous, que le Christ soit absent de ce dialogue et de la revivification de notre relation à Dieu? Que l'on se souvienne comment à Emmaüs le Christ s'est rendu progressivement présent aux deux disciples. Depuis ce jour lointain, la même scène s'est répétée chaque fois que l'Eglise a pu se rendre présente, par la foi et la charité de ses fils, auprès des musulmans. Mais pour cela il faut savoir se mettre à table, comme le Maître à Emmaüs, avec les musulmans et avec l'Islam, c'est-à-dire partager leur genre de vie et leur manière de sentir; leurs valeurs religieuses et leurs aspirations vers le meilleur.

Pour comprendre cela, nul besoin de recourir à de savantes démonstrations. Quand on a expérimenté quelque peu ce genre de dialogue, on sait que ceux qui sont vraiment des « *cherchant-Dieu* » aiment déjà le Christ, même sans le savoir, et on sait aussi que le Christ les aime et soutient leur désir de Vérité et d'Amour. Cela ne se prouve point mais se vit. Il y a bien des manières d'annoncer la bonne nouvelle du salut. Celle-ci, pour discrète qu'elle soit, n'en est pas moins féconde. C'est la voie silencieuse suivie par la miséricorde prévenante de Dieu qui est présente à eux comme à nous.

Ces quelques réflexions aideront-elles à mieux prier pour que s'étende progressivement, dans la sagesse et la prudence, le dialogue du salut entre chrétiens et musulmans? Ce que notre prière doit demander au Seigneur c'est, *premièrement*, qu'à tous les niveaux de la société se multiplient les rencontres dans la confiance entre chrétiens et musulmans et, *secondement*, que ces rencontres servent le bien de la cité en augmentant, par l'approfondissement spirituel de chacun au contact des uns et des autres, le poids du bien dans le monde.

---

— *Lettres à ma famille*, de JEAN XXIII. Traduit de l'italien (coll. « *Evangile au xx<sup>e</sup> siècle* »). — Un vol. in-8° écu, de 1 008 pages avec illustrations. Prix : 50 F. Editions du Cerf, Paris.

Il y a dans la simplicité de cette correspondance une grandeur qui se révèle de plus en plus clairement au cours des années, jusqu'au souverain pontificat. Mais c'est aussi le secret de la fécondité de cette vie qui ne dévie jamais dans ses rapports intimes avec Dieu. C'est l'Evangile vécu au jour le jour, toujours avec la même fidélité à la grâce, la même foi en Dieu, le même amour. Belle leçon de vie consacrée.

# COMMUNIQUE SUR LES RENCONTRES ENTRE M. TEWFIK OWEIDA, SECRETAIRE GENERAL DES AFFAIRES ISLAMQUES DU CAIRE, ET LE CARDINAL MARELLA, PRESIDENT DU SECRETARIAT POUR LES NON-CHRETIENS

Du 16 au 20 décembre a été reçue au Vatican une délégation du Conseil suprême des Affaires islamiques du Caire conduite par son secrétaire général M. Mohammed Tewfik Oweida, qui était accompagné du Dr Mohammed Nasr el-Din (membre du Conseil suprême pour les Affaires islamiques), de M. Fawzi abd El-Aal Ibrahim (directeur des Affaires culturelles extérieures), de M. Salah Sabry (sous-directeur du Bureau de la Ligue arabe à Rome).

Cette délégation a été l'hôte, durant tout son séjour, de S. Em. le cardinal Paul Marella, président du Secrétariat pour les non-chrétiens.

Plusieurs rencontres ont eu lieu au cours de ces jours. Divers sujets d'ordre culturel et religieux ont été abordés. Ces réunions ont permis de faire un rapide tour d'horizon et ont donné lieu à d'intéressants échanges de vues. Chaque partie en a conclu qu'il y avait ample matière à des entretiens ultérieurs.

Aussi le Conseil suprême des Affaires islamiques et le Secrétariat pour les non-chrétiens :

— Ayant constaté qu'un esprit commun d'amitié et de compréhension les animait dans leurs manières d'envisager les problèmes,

— Prenant acte qu'un esprit de renouveau se manifeste dans les rapports entre musulmans et chrétiens,

Ont décidé :

— De se consulter régulièrement sur les questions concernant les relations entre musulmans et chrétiens sur le plan social, culturel et spirituel ;

— De se tenir en contact par correspondance ou tout autre moyen favorisant les échanges et les rencontres ;

— De mettre en place de part et d'autre un représentant qui assurera la liaison entre les deux organismes ;

— De faire tout leur possible pour que s'intensifient les bonnes relations entre chrétiens et musulmans de façon à fortifier cette fraternité existant entre croyants, qui ont en commun le respect de toutes les valeurs religieuses et la foi en Dieu ;

— De mener une action persévérante pour la justice et la paix dans le monde. A ce sujet, ils condamnent au nom de leur foi respective toutes les sortes de discriminations ; ils souhaitent ardemment que tous les efforts soient entrepris pour le rétablissement de la paix au Proche-Orient dans la justice et l'honneur.

Les deux parties sont heureuses de se féliciter mutuellement pour le succès de cette rencontre qui est, si Dieu le veut, la première de beaucoup d'autres à venir.

Dieu est témoin de l'amitié scellée entre nous aujourd'hui 19 décembre 1970.

S. E. M. MOHAMMED TEWFIK OWEIDA.

S. Em. cardinal PAUL MARELLA.

(Texte original.)

— *Pressentir la lumière*, Cahiers 1920-1960, par PAUL WARNIER. Préface de LOUIS LOCHET (coll. « Evangile au XX<sup>e</sup> siècle »). — Un vol. in-8° écu, de 200 pages. Prix : 17 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est le journal d'un prêtre rémois, dont l'exceptionnel rayonnement trouve ici sa raison cachée. Comme l'écrit L. Lochet, « cette lumière qui éclairait et qui réchauffait, c'était le Christ en lui, communiqué au prix de sa vie ». Pages à relire dans la crise actuelle du clergé.

# MESSAGE DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA RELIGION ET LA PAIX

*Du 16 au 22 octobre 1970 s'est tenue à Kyoto (Japon) la Conférence mondiale sur la religion et la paix, à laquelle participaient 1 600 délégués et observateurs (dont le Dr Carson BLAKE et Dom Helder CAMARA) représentant les vingt-deux principales religions du monde. Le président de l'assemblée était un catholique, Mgr Fernandes, archevêque de Delhi (Inde). A l'issue de la Conférence, qui a traité de la position commune des croyants du monde entier sur le problème de la paix, a été publié le communiqué ci-dessous (\*).*

1. La Conférence mondiale sur la religion et la paix représente une tentative historique pour amener les hommes et les femmes de toutes les grandes religions à discuter ensemble du problème urgent de la paix.

2. Nous nous rencontrons à une époque cruciale. En ce moment-même, nous sommes affrontés à des guerres cruelles et inhumaines, à une violence raciale, sociale et économique. La survivance de l'homme sur notre planète est menacée de destruction nucléaire. Jamais l'homme n'a connu un tel désespoir.

3. C'est parce que nous avons la profonde conviction que les religions du monde ont à rendre un service réel et important à la cause de la paix que nous nous sommes rassemblés à Kyoto des quatre coins de la Terre. Bahaïstes, bouddhistes, confucianistes, chrétiens, hindouistes, Jains, juifs, musulmans, shintoïstes, sikhs, zoroastriens et d'autres, nous nous sommes réunis dans la paix, poussés par une même préoccupation pour la paix.

4. En conférant ensemble pour faire face aux problèmes de la paix, qui priment tous les autres, nous avons découvert que ce qui nous unit est plus important que ce qui nous sépare.

## Le patrimoine commun des religions

5. Nous avons constaté que nous avons en commun :

La conviction de l'unité fondamentale de la famille humaine, l'égalité et la dignité de tous les êtres humains ;

Le sentiment du caractère sacré de la personne et de sa conscience ;

Le sentiment de la valeur de la communauté humaine ;

La conception que la force ne tient pas lieu de droit, que le pouvoir de l'homme ne se suffit pas à lui-même et n'est pas absolu ;

La croyance que l'amour, la pitié, le désintéressement, la force de la loyauté intérieure et de l'esprit ont plus de pouvoir en définitive que la haine, l'inimitié et l'intérêt égoïste ;

Le sentiment que nous avons l'obligation de nous mettre du côté des pauvres et des opprimés, contre les riches et les oppresseurs ;

L'espoir profond que le bien finira par prévaloir.

(\*) Traduction de la DC d'après le texte anglais, publié par le Documentary Service de l'Agence américaine NC News Service, 9 novembre 1970. Les sous-titres sont de notre rédaction.



6. En raison de ces convictions qui nous sont communes, nous croyons qu'une mission particulière a été confiée à tous les hommes et à toutes les femmes de religion pour que, de tout leur cœur et de toute leur intelligence, ils se préoccupent de la paix et de la pacification, pour qu'ils soient les serviteurs de la paix.

7. En tant qu'hommes et femmes de religion, nous confessons dans l'humilité et la pénitence que nous avons très souvent trahi nos idéaux religieux et nos engagements envers la paix. Ce n'est pas la religion qui a failli à la cause de la paix, mais les hommes religieux. Cette trahison de la religion peut et doit être corrigée.

8. En affrontant les défis urgents que nous lance la paix dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, nous avons été amenés à envisager les problèmes du désarmement, du développement et des droits de l'homme. De toute évidence, la paix est mise en danger par la course toujours plus rapide aux armements, par le fossé grandissant entre les riches et les pauvres, à l'intérieur des nations et entre les nations, et par la violation tragique des droits de l'homme dans le monde entier.

9. En étudiant les problèmes du désarmement, nous sommes arrivés à la conviction que l'on ne peut aboutir à la paix par l'accumulation des armes. En conséquence, nous réclamons des mesures immédiates en faveur du désarmement, concernant toutes les armes de destruction : conventionnelles, nucléaires, chimiques et bactériologiques.

### Le scandale de la course aux armements

10. Nous avons découvert que les problèmes du désarmement étaient aggravés du fait que les sommes dépensées pour la recherche, la fabrication et l'accumulation de telles armes représentent une proportion scandaleusement élevée des ressources de l'humanité. Nous sommes convaincus que ces ressources sont réclamées d'urgence, au contraire, pour combattre les injustices qui favorisent la guerre et les autres formes de violence sociale. Toute société où meurt un enfant sur quatre est en état de guerre. Si le développement, à lui seul, ne peut procurer la paix, il ne peut y avoir de paix durable sans lui. C'est pourquoi nous nous engageons à seconder les efforts des Nations Unies pour faire des années 70 une décennie du développement pour tous les pays.

11. Les bouleversements sociaux qui sont si évidents dans le monde d'aujourd'hui démontrent que la paix dépend de la reconnaissance, de la promotion et de la protection des droits de l'homme. La discrimination raciale, la répression des minorités ethniques et religieuses, la torture des prisonniers politiques et autres, le refus légalisé et *de facto* de la liberté politique et de l'égalité des chances, les formes diverses d'oppression colonialistes — toutes ces violations des droits de l'homme sont responsables de l'escalade de la violence qui dégrade la civilisation humaine.

12. Si, dans cette Conférence, nous parlons en notre propre nom, en tant que personnes faisant partie de nombreuses religions, réunies par notre profonde préoccupation pour la paix, nous essayons aussi d'élever la voix en faveur de la vaste majorité de la famille humaine qui est dénuée de pouvoir et dont la voix se fait rarement entendre — les pauvres, les exploités, les réfugiés, tous ceux qui n'ont pas de foyer, et dont la vie, la propriété et la liberté ont été dévastées par les guerres.

13. Nous nous adressons à nos religions, aux Conciles œcuméniques et à tous les organismes interconfessionnels qui militent pour la paix, aux nations, en com-

mençant par la nôtre, aux Nations Unies, aux hommes et aux femmes qui, en dehors des religions établies, se préoccupent du bien-être de l'homme.

14. A tous et à chacun, en commençant par nous-mêmes, nous déclarons que le point de départ pour tout effort sérieux dans l'entreprise humaine — sur le plan éducatif, culturel, scientifique, social et religieux — est l'acception solennelle du fait que les hommes et toutes leurs activités sont désormais unis dans un même destin : nous vivons ou mourrons ensemble ; nous pouvons continuer à dériver vers une commune destruction, ou nous pouvons nous engager ensemble dans la lutte pour la paix.

Nous ne pouvons honnêtement dénoncer la guerre et tout ce qui la favorise que si nos vies personnelles sont imprégnées par la paix, et si nous sommes prêts à faire les sacrifices nécessaires dans ce but. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éduquer l'opinion et alerter la conscience du public de manière que l'on s'élève vigoureusement contre la guerre et l'espoir trompeur d'une paix obtenue par une victoire militaire.

### Toutes les religions doivent s'unir dans l'intérêt de la paix

Nous sommes convaincus que les religions, en dépit des différences dues à l'histoire, doivent aujourd'hui s'employer à unir tous les hommes dans des projets favorisant la paix véritable. Nous croyons que nous avons le devoir, au-delà de toute limite sectaire, de collaborer avec ceux qui, en dehors des religions historiques, partageant notre désir de paix.

Nous nous engageons à avertir les nations dont nous sommes les citoyens que les efforts pour créer et maintenir une puissance militaire conduisent au désastre. Ils instaurent un climat de peur et de méfiance ; ils exigent des ressources qui sont indispensables pour subvenir aux besoins de la santé, du logement et du bien-être ; ils exacerbent les différences entre nations, en constituant des blocs militaires et économiques ; ils amènent à regarder la paix comme une trêve armée ou un équilibre de la terreur et à taxer d'utopie le souci vraiment universel du bien-être de l'humanité tout entière. A tout cela nous disons : « Non ! »

Nous désirons faire part aux Nations Unies de notre préoccupation pour la paix. La paix et son maintien exigent, non seulement qu'on reconnaisse l'existence des Nations Unies, mais, plus encore, qu'on lui donne son appui dans l'application de ses décisions. Nous lançons un appel urgent pour une représentativité universelle aux Nations Unies, pour un plus juste partage du pouvoir et des responsabilités dans ses procédures. Nous lançons un appel auprès des nations-membres pour qu'elles acceptent de résoudre, sous sa direction, les problèmes qui ont abouti ou peuvent aboutir à des conflits.

Nous avons l'espoir que cette Conférence nous aidera à voir et à assumer la responsabilité que nous encourageons, en tant qu'hommes et femmes de foi religieuse, envers l'établissement d'une paix durable et vraie.

---

— *Situation du Christ*. Epître aux Hébreux 1 et 2, par ALBERT VANHOYE (coll. « *Lectio divina* », n° 58). — Un vol. in-8° carré rogné, de 400 pages. Prix : 39 F. Editions du Cerf, Paris.

Un exposé magistral des deux premiers chapitres de l'Epître aux Hébreux laquelle, après avoir montré le Christ dans toute sa gloire de Fils de Dieu, nous découvre l'extrême solidarité d'un Dieu fait homme avec les hommes. Cette synthèse doctrinale du Christ est bien une christologie insérée dans les coordonnées de l'existence chrétienne.

# LES CATHOLIQUES ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

*Note de Mgr Elchinger (\*)*

L'évêque ne veut et ne doit pas intervenir dans les choix concrets que vont entraîner les prochaines élections municipales. Ces options relèvent de la libre responsabilité de chaque électeur, de chaque électorice. La charge pastorale des évêques comporte cependant le devoir de rappeler les principes moraux et les critères de discernement spirituel qui doivent éclairer la conscience des chrétiens.

Tel est le but des réflexions qui suivent et qui sont destinées aux fidèles du diocèse de Strasbourg.

## **1. Le devoir chrétien d'engagement civique ou politique**

L'Eglise, en tant que telle, ne doit être liée à aucun système politique particulier parce qu'elle veut être au service de tous les hommes et de tout l'homme. Mais elle doit rappeler aux fidèles que l'engagement civique et politique est un devoir pour eux. L'inaction ou l'abstention, elles aussi, contribuent à définir et à modifier l'avenir de la communauté à laquelle nous appartenons.

Dans notre société collectivisée, l'amour du prochain et le service des hommes dépendent en grande partie de conditions politiques. Refuser de s'engager sur le plan civique revient très souvent à refuser de rendre service et d'« aimer son prochain comme soi-même ». La commune, comme son nom l'indique, est l'endroit où l'on vit en commun, où l'on met en commun, où l'on fait effort pour partager les ressources matérielles et culturelles au service de tous, où l'on se soucie des conditions de santé, de travail et d'équilibre humain des habitants.

Déjà le Pape Pie XI parlait de « la charité politique ». Il en soulignait l'étendue et l'importance parce qu'elle prend en charge les intérêts de toute la communauté. Et le Concile du Vatican nous a rappelé que le combat pour la foi ne se livre pas seulement dans le secret de la conscience ou dans l'intimité de la famille, mais aussi dans la vie publique sous toutes ses formes.

C'est pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se désintéresser du service de la collectivité. Celui-ci peut revêtir différentes formes. La plus immédiate consiste dans l'accomplissement du devoir électoral aux prochaines élections. Pour ceux qui en ont l'aptitude, ce devoir peut les conduire à assumer des responsabilités au sein d'un Conseil municipal.

## **2. Ce que doit rechercher un candidat ou un élu**

Si nous avons des dons, si nous avons acquis des compétences, c'est pour les mettre au service des autres. En conséquence, c'est aussi pour en faire profiter la cité. S'y refuser par goût du

confort ou par crainte des difficultés ne serait pas conforme à l'esprit de l'Evangile.

Faire partie d'un Conseil municipal ne doit donc pas être recherché comme une situation honorifique et un avantage personnel, mais comme une charge supplémentaire au service de tous.

Une telle fonction suppose une connaissance suffisante de l'homme, de ses besoins et de ses misères. Elle requiert une volonté de travailler en équipe avec clairvoyance, désintéressement et impartialité. Si les élus doivent avoir des préférences, c'est pour ceux qu'écrasent davantage les charges de la vie : les plus pauvres, les moins protégés, les plus menacés dans leur santé, leur habitat ou leur travail.

## **3. En fonction de quel critère constituer des listes ou choisir un candidat ?**

Les candidats les plus aptes au service du bien commun doivent être choisis avec réalisme en fonction d'un certain nombre d'exigences :

— Pour qu'on puisse compter sur eux, pour mériter confiance, il leur faut d'abord des qualités humaines de base : l'honnêteté, la clairvoyance, le sens de la justice et le courage.

— On ne s'improvise pas gestionnaire du bien-être de la cité. A quoi servirait d'avoir les plus honnêtes intentions si l'on est rempli de fortes illusions et si l'on manque de formation, de capacités, de compétence !

— Pour répondre à la diversité des problèmes concrets qui se posent dans une commune, il faudrait des hommes répondant à un certain éventail d'aptitudes et de courants d'idées. Dans un monde en pleine transformation. Il faut être capable d'inventer des solutions neuves et de promouvoir tout un réseau de collaborations. On veillera aussi à ce que les diverses couches de la société et les diverses familles spirituelles soient représentées dans la mesure du possible.

— Ne devrait-on pas souhaiter davantage la présence de femmes compétentes et expérimentées, tant au Conseil municipal que dans les commissions et organismes qui sont au service de la commune ? Leur volonté de solutions concrètes, leur attention vigilante aux questions d'hygiène et d'éducation, leur sensibilité particulière aux problèmes humains les plus délicats, permettraient de mieux poser et de mieux résoudre bien des questions quotidiennes et difficiles.

— Il faudrait donner la préférence à des hommes et des femmes capables de dialoguer et de collaborer. Les élus doivent pouvoir accueillir les idées des autres et, entre diverses possibilités, choisir la meilleure, c'est-à-dire celle qui assure le plus la cohésion et la solidarité de la communauté tout entière dans le respect très particulier des plus démunis.

L'ensemble de ces critères ne doit cependant pas nous faire oublier qu'il n'existe pas de candidat parfait et qu'il ne suffit pas de « porter

(\*) Texte original. Ce texte a été publié dans *l'Eglise en Alsace*, janvier 1971, p. 28.

Les élections municipales françaises auront lieu les 14 et 21 mars 1971.



l'étiquette » de chrétien pratiquant pour être un conseiller municipal compétent.

#### 4. Ce que des chrétiens doivent éviter

— Durant la campagne électorale :

Un chrétien doit refuser toute injustice et tout mensonge. Il doit s'abstenir de toute manœuvre déloyale, de toute affirmation non vérifiée, de tout soupçon peu réfléchi ou injurieux. Il a l'obligation d'empêcher ce qui avilit l'homme ou dégrade durablement le climat de la communauté humaine. On a le droit de contester des idées. On peut même en avoir le devoir. On n'a pas le droit de démolir des hommes. Tel est du moins l'esprit de l'Evangile.

— Après les élections :

Les élus veilleront à ne pas garder rancune à ceux qui les avaient combattus loyalement.

Les électeurs, de leur côté, empêcheront qu'une scission dans la commune prolonge l'affrontement qui les aura légitimement opposés au moment de la compétition électorale. D'autre part, ils ne se désintéresseront pas de la marche des affaires municipales une fois les élections terminées. Une telle attitude ne serait ni prudente ni généreuse. Un citoyen doit collaborer d'une manière continue, selon sa place et ses possibilités, à l'organisation de la vie sociale dont il est le bénéficiaire. Les chrétiens compétents, sollicités de prendre une part positive au bon fonctionnement de diverses organisations municipales, auront à cœur d'y prêter leur concours. C'est dans l'action que se révèle et se développe l'aptitude à prendre éventuellement dans la suite des responsabilités plus importantes.

#### Conclusion

En tant qu'évêque, je souhaite que les prochaines élections municipales, loin de créer des inimitiés dans nos villages et nos villes, soient l'occasion d'un sursaut d'esprit civique et d'une saine émulation qui favorisent l'union profonde de tous les serviteurs du bien commun.

Puissent ces élections favoriser des contacts constructifs et une collaboration entre les jeunes et les moins jeunes. Que les premiers, qui portent en eux l'avenir de nos communes, fassent comprendre aux seconds ce qui est nécessaire aux générations nouvelles. Que les seconds, par leur ouverture et leur sagesse, sachent persuader les plus jeunes que le rejet de certaines traditions se solderait finalement par un appauvrissement culturel et moral qui serait une perte pour tous.

L'Evangile ne contient pas de recettes politiques. Une même inspiration chrétienne peut conduire à des analyses économiques et sociales différentes. Le respect du pluralisme ne signifie cependant pas que toutes les options se valent et que toutes sont pareillement compatibles avec l'idéal évangélique.

Les chrétiens qui seront davantage responsables du style des prochaines élections aimeront se faire l'écho de la grande voix de Jean XXIII :

« A tous les hommes de bonne volonté, il incombe aujourd'hui une tâche immense : rétablir les rapports de la vie en société sur les bases de la vérité, de la justice, de la charité et de la liberté... »

La vie quotidienne vécue en commun requiert des efforts permanents. Que la vérité soit le fondement des relations humaines, la justice leur règle, l'amour mutuel leur moteur et la liberté leur climat.

Strasbourg, le 10 décembre 1970.

† Léon Arthur ELCHINGER,  
évêque de Strasbourg.

## Déclaration de l'Action Catholique Générale des Hommes à l'occasion des élections municipales françaises (\*)

### I

Notre condition d'hommes nous fait partager la vie de nos concitoyens, notamment au plan communal. Les élections municipales engagent donc notre responsabilité. Notre appartenance à l'Action catholique générale des hommes nous en fait prendre une conscience plus vive.

La vie communale appelle notre participation en tout temps. Mais l'importance des prochaines élections municipales tient à ce qu'elles vont orienter et conditionner l'avenir des communes à un moment où notre société change rapidement.

\*\*

Dans la vie municipale, tous les habitants de la commune dépendent les uns des autres, qu'il s'agisse d'équipements scolaires et culturels, de l'implantation de commerces ou d'industries, des voies de communication, de l'organisation des transports, de l'hygiène et de la moralité publique comme de l'action sanitaire et sociale, de l'expression des diverses croyances et opinions, etc.

Dans la vie municipale, sont appelés à s'harmoniser intérêts particuliers et intérêt général. Dans le choix des moyens pour y parvenir, des hommes s'opposent, se divisent ou collaborent.

\*\*

— De tout temps, et de plus en plus aujourd'hui, les hommes, si divers soient-ils, sont appelés à se rencontrer, à vivre ensemble et à construire un monde plus humain. C'est ce que nous appelons la vie communautaire. Nous croyons que cette vie communautaire prend tout son sens et se réalise pleinement dans le Christ.

C'est pourquoi nous pensons que les élections municipales sont une occasion :

1. De se mettre au service de tous les habitants de la commune à commencer par les plus défavorisés.
2. D'assurer à toutes les personnes des conditions de vie qui leur permettent d'être plus libres et plus responsables.

(\*) Texte original. Une rédaction plus simple de ce texte sera publiée dans *France-Monde*.

3. De faire en sorte que la commune soit accueillante à toutes les personnes qui y arrivent, qui y travaillent, qui y résident. La commune se doit de coopérer avec les autres collectivités dans le cadre régional, national et même international (syndicats de communes, jumelages, etc.).

4. De favoriser la participation du plus grand nombre des habitants aux institutions municipales. Pour cela, on s'intéressera surtout aux associations qui expriment la diversité des besoins (par exemple : associations de parents d'élèves, comités de quartiers, groupements de copropriétaires, de locataires, associations sportives, culturelles, etc.).

5. De faire en sorte que les institutions municipales existantes ou à créer soient à l'écoute de tous les membres de la population et en favorisent la participation la plus large possible.

## II

Ceci est l'affaire de tous. Ensemble, nous en sommes tous responsables. Mais cette responsabilité est plus particulièrement portée par les élus municipaux, chargés de gérer les affaires locales en vue de l'intérêt général.

Ceci suppose que le Conseil municipal soit composé d'hommes compétents, dévoués au bien public et représentatifs des différentes catégories de la population.

\*  
\*\*

Ce service de la population doit se traduire en priorité au bénéfice :

1. Des personnes les plus défavorisées matériellement ou moralement (par exemple : les personnes âgées, les mal-logés, les inadaptés, les immigrants, etc.).

2. Des jeunes qui préparent le monde de demain.

3. Des nouveaux habitants qui attendent notre accueil afin qu'ils se sentent à l'aise dans la communauté locale et qu'ils puissent s'y épanouir.

\*  
\*\*

La prise en considération de ces priorités suppose un certain nombre de conditions :

1. Il faudra les adapter à la situation particulière de chaque commune.

2. Le choix de certains objectifs ne doit jamais faire oublier que tous les problèmes se tiennent.

3. Quels que soient les objectifs choisis, il faut tenir compte de ce qui est possible, car on ne peut pas tout faire en même temps.

4. Cependant, dans les choix, on donnera la préférence aux équipements répondant à de vrais besoins et accessibles à tous plutôt qu'aux dépenses de prestige ou réservées à des catégories privilégiées.

5. Ceci exige des sacrifices, notamment d'ordre financier. Ces sacrifices doivent être équitablement répartis.

## III

Compte tenu de tout ce qui est en cause dans la vie locale, l'ACGH demande :

1. A ceux de ses membres qui le peuvent de s'engager dans les élections municipales soit en présen-

tant leur candidature, soit en réclamant des candidats la prise en considération des points importants qui précèdent.

2. A ceux de ses membres qui exercent des responsabilités dans les associations locales de se faire les artisans du dialogue et de la coopération entre ces associations et la municipalité (élus municipaux, commissions et autres institutions municipales).

3. De faire en sorte que les élus municipaux aient le souci d'associer la population à leurs décisions par l'information, le dialogue et la participation des personnes et des groupes qui composent cette population.

4. A chaque équipe de militants de consacrer une réunion à cette déclaration.

5. Aux militants du mouvement de prendre l'initiative de rencontres à l'occasion des élections municipales pour échanger sur cette déclaration.

\*  
\*\*

Durant la campagne électorale, tous les membres de l'ACGH s'emploieront à faciliter entre électeurs et candidats de toutes tendances, opinions et partis une écoute mutuelle, une confrontation qui respecte les personnes et un dialogue constructif.

Comité directeur ACGH,  
Décembre 1970.

---

— *Procès de l'objectivité de Dieu*. Les présupposés philosophiques de la crise de l'objectivité de Dieu. Collectif (coll. « *Cogitatio fidei* »). — Un vol. in-8° carré, de 282 pages. Prix : 29,50 F. Editions du Cerf, Paris.

Les travaux d'un colloque privé, organisé par les Facultés dominicaines du Saulchoir du 26 au 29 février 1968, ont été réunis en ce volume. Le problème : *l'objectivité de Dieu* pour l'homme moderne. Que devient Dieu pour lui, dans le monde sécularisé ? C'est donc un rappel sérieux de tous les présupposés philosophiques du problème de Dieu dans la théologie contemporaine. Théologiens catholiques et pasteurs protestants interviennent dans la discussion qui montre une fois de plus la valeur de la théologie comme savoir objectif.

— *L'Argent, signe de santé ?* Collectif. Groupe lyonnais d'études médicales philosophiques et biologiques (coll. « *Convergences* »). — Un vol. 13 × 20 cm, de 248 pages. Editions Spes, Paris. Diffusion : Editions Ouvrières, Paris

Le docteur C. Kohler, en exergue de son introduction, cite deux mots : « L'argent, crottin du diable » (saint François d'Assise) et « L'argent, sang du pauvre » (Léon Bloy). Il aurait pu citer le *Savetier* et le *Financier*... Mais le problème est longuement étudié par des sociologues, des médecins et des théologiens, sous les angles les plus divers. C'est un bon volume du groupe lyonnais.

— *Dynamique de la confiance*. La voie d'enfance spirituelle chez sainte Thérèse de Lisieux, par CONRAD DE MEESTER, O.C.D. (coll. « *Cogitatio fidei* »). — Un vol. in-8° carré, de 440 pages. Prix : 34 F. Editions du Cerf, Paris.

L'homme d'aujourd'hui que dépriment l'angoisse et le découragement, n'est-ce pas pour lui que la Providence nous montre en sainte Thérèse de Lisieux un modèle de la voie d'enfance spirituelle ? L'auteur nous fait pénétrer dans la psychologie de la célèbre Carmélite pour revivre avec elle la lente éclosion de ses convictions, pour nous montrer dans sa confiance voulue un vecteur de dynamisme moderne.

— *Du Pain dans le désert*. Méditations sur l'Evangile, par M. NASSAN. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 270 pages. Prix : 15 F. Apostolat des Editions, Paris.

Ces méditations sur l'Evangile cherchent, en s'arrêtant sur les principaux faits de l'histoire du salut et les enseignements du Sauveur, à en dégager le sens pour les problèmes de la vie quotidienne.



# MÉMOIRE AUX ÉVÊQUES DE FRANCE SUR L'ASSEMBLÉE DES SILENCIEUX DE L'ÉGLISE (1)

« Il nous faut des évêques pour temps de crise,  
des Athanase. » (Card. MARTY.)

Comme prévu, l'assemblée des Silencieux de l'Eglise s'est tenue les 7 et 8 novembre au Palais des Congrès de Versailles.

La presse, la radio, la télévision l'ont présentée comme un grand événement d'Eglise. Il ne nous appartient pas d'en juger. Cependant, tous les objectifs que nous nous étions fixés ont été dépassés.

## Au plan quantitatif :

— Nous attendions quatre mille personnes. Il en est venu près de neuf mille (2).

— Tous les diocèses de France étaient représentés (3).

— Onze pays étrangers ont envoyé des délégations (4).

— Des protestants et des orthodoxes assuraient une présence œcuménique (5).

## Au plan qualitatif :

— Tous les observateurs ont noté l'élan de foi, et de foi missionnaire, qui soulevait l'assemblée.

— Ils ont également mis l'accent sur sa modération. A aucun moment l'autorité de la hiérarchie n'a été contestée. Bien plus, les participants ont été unanimes à affirmer leur volonté de travailler au renouveau de l'Eglise voulu par le Concile.

En dépit d'un ou deux incidents isolés, l'assemblée a fait preuve d'un grand respect des personnes. L'intervention de M. Tardy devant le carrefour sur l'apostolat des laïcs a été suivie avec attention et tous les participants ont reconnu que les franches explications du président de l'ACGH levalaient bien des malentendus. Accueillie par des « mouvements divers », l'intervention de M. l'abbé de Fatto, devant le carrefour sur la liturgie, s'est terminée sous les applaudissements. Le message de M. l'abbé Godart, d'« Echange et Dialogue », par sa haute tenue spirituelle, a convaincu l'assistance qu'un prêtre pouvait adopter, à tort ou à raison, des positions « contestataires » sans cesser d'être le serviteur de Jésus-Christ, au travers des pauvres.

— La réflexion d'une religieuse traduit fort bien le « climat » de l'assemblée : « J'hésitais à venir car je craignais de trouver l'atmosphère irrespirable des réunions intégristes. Me voici rassurée. Ici, on respire. »

(1) Texte diffusé par le Rassemblement des silencieux de l'Eglise, 52, rue de Bourgogne, Paris-7<sup>e</sup>. Les notes sont de notre rédaction.

(2) Le texte renvoie à une annexe I, qui donne les chiffres suivants :

Adhésions enregistrées jusqu'au 6 nov. ....	5 317
Adhésions recueillies le 7 nov. ....	1 942
Entrées non nominatives enregistrées le 8 nov. ..	2 413

Soit : 9 672

Personnes inscrites qui ne sont pas venues pour une raison ou pour une autre : .... 811

Total des participants : .... 8 861

(3) Viennent en tête les diocèses de Paris : 1 079 personnes inscrites, et Versailles : 822 (annexe II).

(4) Hollande (107 membres), Allemagne, Suisse, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Autriche, Canada, Tchécoslovaquie, Ukraine, Eire. En tout, 253 membres (annexe III).

(5) 12 orthodoxes, 11 luthériens, 10 arméniens, 4 réformés, 1 baptiste (annexe IV).

## LES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE

Au plan de l'action, quatre décisions majeures ont été prises par l'assemblée.

1. Celle-ci a décidé de ne pas se dissoudre, au soir du 8 novembre, mais de « siéger en permanence dans les diocèses et les paroisses ». Une telle formule évite la constitution d'un « mouvement » qui risquerait de durcir des positions et de les figer. En quoi nous avons suivi le conseil qu'avait bien voulu nous donner Mgr Etchegaray.

Nous allons donc poursuivre la mise en place de groupes de réflexion. Plus d'un millier existaient déjà, à la veille de l'assemblée et il est apparu :

— D'une part que les carrefours qui ont le mieux travaillé (catéchèse et structures paroissiales) étaient ceux qui avaient été préparés par des groupes de réflexion ;

— D'autre part, que ceux des participants qui appartenaient à ces groupes se sont montrés les plus ouverts aux nouvelles orientations pastorales. Ils ont donné son style à l'assemblée.

Les groupes de réflexion étudieront dans les prochains mois les sacrements et ce pour trois raisons :

— Il importe d'aider nos amis à mieux participer à la vie sacramentelle, dont M. Tardy nous a fort bien dit qu'elle seule « peut nourrir l'action missionnaire ».

— Il importe que nos amis apprennent à distinguer l'essentiel de l'accessoire, les réformes voulues par l'Eglise et les innovations arbitraires de certains prêtres.

— Il importe que nos amis lient davantage doctrine et vie, foi et mission, en prenant conscience de la dimension historique du christianisme.

Cette tâche de catéchèse et de purification de la foi doit être menée en église, avec le double souci d'une pédagogie spécifique et d'une collaboration avec les organismes catéchétiques mis en place par la hiérarchie.

2. Une rencontre internationale est prévue à Rome, l'an prochain.

Bien entendu, ce projet n'a pas encore pris forme. Manifestation de masse ? Réunion plus restreinte, rassemblant quelques centaines de délégués ? Journées d'études ?

Les Allemands et les Anglais sont pour la première solution, les Italiens et Hollandais pour la seconde, les Français, les Autrichiens et les représentants de l'Europe de l'Est pour la troisième.

La décision devrait intervenir au début de l'année 1971.

3. Des rassemblements régionaux au printemps prochain, dans de grandes villes ou sur des hauts lieux. Ils sont destinés à manifester notre représentativité. Nous nous sommes fixé pour objectif cent mille participants.

4. Des milliers de réunions consacrées au baptême par étape. La campagne nationale que nous entendons lancer aussi rapidement que possible vise à empêcher que les errements constatés dans la région de Lens fassent tache d'huile.

Attesté par les actes des apôtres (cf. les travaux du grand exégète protestant Culmann), confirmé par la tradition constante de l'Eglise, rappelé dans la profession de foi de Paul VI, le baptême des petits enfants

met en cause toute la conception catholique de la vie de la grâce et le rôle de l'ecclésiast, dans sa dimension communautaire. « Là-dessus nous nous battons sans esprit de recul », devait déclarer M. Pierre Debray dans son discours de clôture.

5. Le forum des jeunes qui comprenait 450 garçons et filles de moins de vingt et un ans n'a pas retenu le projet, présenté par un groupe d'étudiants parisiens (Nanterre et Sorbonne), d'un « mouvement de reconstruction d'une jeunesse chrétienne », conscient du vide que provoque l'abandon par un certain nombre de mouvements d'Action catholique de l'apostolat au profit de l'engagement politique; le forum a estimé d'une part que le projet n'était pas encore mûr, d'autre part que l'indispensable redressement était du domaine de la hiérarchie.

Néanmoins, il a été demandé que la notion de « mandat » soit révisée afin de permettre un pluralisme des projets apostoliques. Le rapport présenté par M. Guy Baret au forum des jeunes vient d'ailleurs de paraître dans le mensuel *Notre jeunesse au service de l'Eglise*. Ce texte sera adressé ultérieurement à tous nos évêques.

## LES RESOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE

La présidence de l'assemblée avait prévu un texte unique. La Commission des résolutions, où toutes les tendances étaient représentées (de Mme Thérèse Goyet et M. Gérard Soulages à M. l'abbé Luc Lefèvre) en a décidé autrement. Deux textes ont finalement été présentés à l'assemblée.

Le premier, intitulé « Eléments de base pour notre réflexion », constitue la charte des groupes de réflexion. Il définit les principes doctrinaux qui orienteront notre action future.

Le second, intitulé « Propositions pour une paix de l'Eglise », contient un certain nombre de vœux qui ont été formulés par les carrefours. Nous les proposons respectueusement à l'épiscopat. Sans nier leur caractère fragmentaire, il nous semble que leur prise en considération apaiserait les inquiétudes qui se sont manifestées dans l'assemblée et faciliterait l'adhésion des milieux qu'elle représente au grand mouvement de renouveau de l'Eglise.

### I

## ELEMENTS DE BASE POUR NOTRE REFLEXION

### I. — L'Eglise, peuple de Dieu

1. Le second Concile du Vatican présente l'Eglise comme le Peuple de Dieu : cette définition nous est donnée pour orienter notre réflexion, nous la prenons donc comme point de départ.

2. Qui dit peuple dit *multitude* : c'est donc à tous les hommes que la Bonne Nouvelle doit être annoncée : ceci exclut toute conception de l'Eglise qui la réduirait à une petite élite de « purs ».

3. Qui dit peuple dit *diversité, pluralité des vocations et des engagements* : ceci exclut toute conception de l'Eglise qui diviserait les chrétiens en fonction de critères d'âge, de sexe, de classe sociale ou d'opinions politiques.

4. Qui dit peuple dit *passé, partage, tradition, patrimoine* : ceci exclut toute conception de l'Eglise qui prétendrait faire table rase de la tradition et du patrimoine.

5. Qui dit peuple dit *institutions*, sinon le peuple se dégrade en hordes et se disperse : ce qui exclut toute conception de l'Eglise qui tendrait à dévaloriser l'institution ecclésiastique, l'Eglise hiérarchique instituée par Jésus-Christ.

6. Qui dit peuple dit *communauté de destin, mission commune* : ceci exclut toute conception de l'Eglise qui conduirait les catholiques à oublier ou à méconnaître ce qui fait d'eux des catholiques, même dans un but d'œcuménisme.

7. Qui dit peuple dit *élan vers l'avenir* : c'est pourquoi l'Eglise marche vers le royaume et attend, dans l'espérance, le retour du Seigneur.

8. Toutefois, l'Eglise n'est pas semblable aux peuples de la terre. Institution divine, il ne lui appartient pas plus de modifier sa Constitution telle qu'elle a été voulue par le Christ dans son essence, que de modifier, d'un iota, la Révélation. L'Eglise n'est pas une réalité humaine qui dépend de la volonté de ses membres, selon les normes du monde.

## II. — Renouveau ou fausse réforme de l'Eglise

1. Composée de membres pécheurs, sollicités par l'esprit du monde, l'Eglise doit accepter de se « mettre à jour » pour répondre à sa vocation de sainteté et accomplir son œuvre de sanctification.

2. a) *Le renouveau de l'Eglise* :

— Est *prudent* et *patient* : il ne brusque rien ; il respecte les âmes ; il ne cherche pas à briser les résistances par la force ou la ruse.

— Est *humble* : il n'abolit pas l'œuvre des siècles précédents, mais il la rajeunit, l'enrichit et la développe.

— Est *exigeant* : il réagit contre un christianisme qui s'adultere au contact des valeurs humaines. Il oppose la folie de la Croix aux sagesse trop humaines.

3. b) *La fausse réforme de l'Eglise* :

Parce que nous sommes unanimement attachés au renouveau de l'Eglise décidé par les Papes qui se sont succédé depuis Vatican I, et à celui défini par Vatican II, mis en application par le Pape Paul VI, nous entendons nous opposer dans un esprit de charité, mais aussi de vérité, à la fausse réforme que certains « théologiens » et des spécialistes de la manipulation de l'opinion tentent d'imposer au Peuple de Dieu.

Cette réforme est fausse dans la mesure où elle prétend dicter sa loi à la hiérarchie de l'Eglise, au lieu de lui obéir, où elle violente les âmes, sans consulter les fidèles.

— Où elle est en opposition délibérée avec ce que l'Eglise a cru et fait depuis Constantin ;

— Où elle tend à éliminer du christianisme la transcendance, le mystère, l'héroïsme des vertus, le primat de la contemplation et de la prière.

4. Contre cette fausse réforme, l'attitude la plus efficace nous paraît être de travailler avec énergie et constance à promouvoir le renouveau décidé par le Pape Paul VI et, conformément à son enseignement, de faire passer dans nos vies le grand élan de purification de la foi et d'engagement évangélique.

## III. — Espérances et inquiétudes

1. Le progrès des études bibliques, l'immense trésor de la patristique grecque et latine mis à jour, la liturgie renouvelée, la philosophie chrétienne retrouvée, tout ce grand effort qui a relevé le défi du moder-



nisme dans la première partie du siècle se trouve aujourd'hui compromis.

2. Sous prétexte d'obtenir de la hiérarchie une judicieuse liberté de recherche qui ne leur est plus contestée, des théologiens ou des exégètes s'érigent en magistère parallèle. Ils prétendent refuser au Pape et au Collège des évêques qui lui est uni, le droit de juger, en dernier ressort, de leurs travaux. Par des écrits de vulgarisation, ils tentent d'imposer au Peuple de Dieu des hypothèses souvent arbitraires, présentées comme le dernier état de la recherche théologique. Ainsi se constitue dans l'Eglise de Jésus-Christ une caste de « docteurs de la loi » et de scribes.

3. Certes, la raison humaine ne doit pas s'arrêter de scruter la Révélation divine, afin d'en pénétrer plus profondément le sens. Elle ne saurait néanmoins s'ériger en juge suprême de la foi de l'Eglise. Pas davantage, il ne lui est permis de récuser ou de mépriser la tradition vivante de l'Eglise dans son développement homogène.

4. En ce qui concerne le problème social, l'Eglise s'est toujours efforcée de définir une doctrine qui permette d'assurer aux plus pauvres, aux plus faibles, les protections et les sûretés indispensables au plein épanouissement de la personne, tout en garantissant la croissance harmonieuse du corps social. Aujourd'hui cette doctrine risque d'être rejetée au profit d'un « socialisme » qui soumettrait l'homme à la tyrannie de bureaucraties irresponsables.

5. En ce qui concerne la culture, l'Eglise ne peut négliger l'apport des sciences de l'homme mais à condition de les dégager de l'idéologie matérialiste qui trop souvent les informe. Il ne faudrait pas davantage oublier que certaines techniques, telle la dynamique des groupes, se révèlent de dangereux instruments de manipulation psychologique. Nous ne saurions taire notre inquiétude devant certaines séances de recyclage de prêtres, séances qui s'apparentent à un lavage de cerveau. Plus encore, la prétention d'utiliser l'analyse marxiste, qu'affichent des mouvements d'Action catholique, la volonté que d'autres, ou les mêmes, affirment de « penser » la société ecclésiale en termes de lutte des classes, introduisent dans l'Eglise des concepts radicalement incompatibles avec la juste liberté des enfants de Dieu.

6. L'accent mis dans la liturgie sur le retour du Seigneur, l'attention croissante que les théologiens accordent au rôle de l'Esprit-Saint dans l'Eglise, le rappel du caractère prophétique du Peuple de Dieu, nous réjouissent. Nous ne nous inquiétons que davantage d'un pseudo-prophétisme d'inspiration plus ou moins révolutionnaire, qui s'empare de petites communautés qui se développent à l'intérieur de l'Eglise.

#### IV. — Une Eglise missionnaire

1. Seule une foi vécue, qui engage la totalité de la personne, peut donner à l'Eglise les chrétiens missionnaires dont elle a besoin.

2. Il serait néanmoins dangereux de laisser cette exigence d'une foi personnelle se dégrader en individualisme religieux. Le mépris de l'Eglise, en tant qu'institution, aboutirait à la prolifération des sectes. L'antijuridisme déboucherait rapidement sur la tyrannie des groupes de pression. Le mépris de la victoire de la croix finirait par faire oublier que le Christ a vaincu le monde par le don de sa vie.

3. Si l'on veut que la Bonne Nouvelle du salut soit entendue par tous les hommes, il faut faire effort pour

christianiser le milieu familial, social, politique et, plus profondément, la « race » au sens que Péguy donnait à ce mot.

4. La sécularisation de la société n'a rien de fatal. Privée de la dimension religieuse, la nature humaine ne peut pas atteindre son plein développement. Plutôt que de se résigner à des fatalités illusoire, les chrétiens doivent travailler à la construction d'une société qui permettra à l'homme de s'épanouir, du fait qu'elle ne sera plus opaque à la lumière de l'Evangile.

5. Enfin, il faut avoir autant d'égard, de respect et de charité vis-à-vis des chrétiens dont la religion pourait apparaître au premier regard comme un simple conformisme social (certains se plaisent à appeler ces chrétiens « sociologiques ») que pour ceux qui cheminent dans la nuit de la foi.

6. Au prix de cette charité pour toutes les personnes dans leur diversité, l'Eglise sera vraiment missionnaire.

## II

### PROPOSITIONS POUR UNE PAIX DE L'EGLISE

« Seigneur Jésus-Christ... ne regarde pas nos péchés, mais la foi de ton Eglise... » (Prière de la communion.)

#### I. — Liturgie

a) Nous désirons que la messe de toujours et d'aujourd'hui soit défendue dans ses éléments essentiels tels que Notre-Seigneur Jésus-Christ, la tradition de l'Eglise, Vatican II compris, l'ont définie.

b) Comme l'a proclamé le Pape Paul VI : « La riche variété des rites liturgiques et la légitime diversité des patrimoines théologiques et spirituels et des disciplines particulières, loin de nuire à l'unité (de l'Eglise) la manifestent davantage. » (Credo de Paul VI).

Nous demandons donc le respect attentif de la pluralité permise dans les modes de la célébration eucharistique.

Nous demandons que, dans tous les cas, soit respecté l'ordre de la messe, qui est la loi de la prière.

c) Nous demandons que la fraction du Peuple de Dieu qui désire prier en latin et chanter en grégorien puisse trouver dans la communauté à laquelle il appartient l'aliment nécessaire à ses besoins spirituels.

d) Nous voulons que les valeurs d'adoration et de silence retrouvent dans la vie chrétienne la place centrale qui leur revient.

Nous souhaitons que la conversion, la pénitence et le renoncement contenus dans le mystère de la croix soient enseignés.

Nous demandons qu'on ne scandalise pas le Peuple de Dieu en perdant le respect nécessaire dû aux lieux et objets du culte.

#### II. — La catéchèse des enfants et des jeunes

##### 1. Catéchisme :

a) Pour que les enfants du Peuple de Dieu puissent vivre, dès que possible et en connaissance de cause, la grâce de leur baptême, nous demandons que les méthodes préconisées pour l'enseignement religieux, en adaptant les explications aux différents âges, s'attachent toujours à fixer dans la mémoire le contenu essentiel de la Révélation et les prières de l'Eglise.

b) Pour que les jeunes gens et jeunes filles puissent continuer de vivre la foi, ou bien la recevoir,

nous demandons qu'elle soit enseignée ou transmise selon toutes ses dimensions et avec toutes ses exigences morales et spirituelles.

Parmi ces dimensions ou exigences, nous mettons explicitement le respect du Décalogue et l'explication du *Credo* catholique, tel notamment qu'à la suite du Concile il a été professé à nouveau par le Pape Paul VI, et l'explication des sacrements, y compris le sacrement de Pénitence.

## 2. L'école catholique.

*Motion présentée par les parents d'élèves :*

Nous voulons que les écoles catholiques, à l'intérieur du statut légal qu'elles ont adopté, gardent leur caractère propre, par l'observation de ces deux points nécessaires à l'éducation de jeunes catholiques :

a) Un enseignement religieux dispensé dans tous cycles d'études et complet, avec toutes les possibilités de la vie sacramentelle ;

b) Un éclairage chrétien qui, inspirant toute la vie de la communauté éducative, imprègne l'enseignement des manières profanes, la culture et les loisirs.

## III. — Apostolat des laïcs

Nous désirons que l'apostolat ne se confonde pas avec le prosélytisme. On ne convertit pas avec des recettes ni avec des techniques, mais en manifestant par une vie de foi, d'espérance et de charité, la sainteté de l'Eglise.

Nous souhaitons que le décret de l'apostolat des laïcs soit étudié et commenté devant le Peuple de Dieu. En particulier que l'accent soit mis sur les points suivants :

— Rappeler que tout chrétien, en tant que baptisé et confirmé, a le devoir, selon la grâce qu'il reçoit de Dieu, d'être apôtre : dans sa famille, dans son quartier et dans sa profession, sans rentrer nécessairement dans les structures des mouvements ;

— Qu'il n'y a pas d'apostolat possible sans formation doctrinale et spirituelle.

## IV. — La paroisse

Conformément à la tradition constante et à la vie de l'Eglise depuis l'âge apostolique, la communauté territoriale constitue le seul lien d'union du Peuple de Dieu dans sa diversité et dans sa complémentarité. Nous désirons donc son maintien.

La disparition des paroisses saperait par la base l'édifice de la hiérarchie ecclésiale. Elle aboutirait à la formation de groupuscules indépendants les uns des autres et à une anarchie religieuse.

Nous demandons qu'une certaine stabilité soit assurée aux pasteurs d'âmes pour qu'ils puissent assurer en plénitude leur ministère par les liens spirituels qu'ils nouent et l'influence spirituelle qui en résulte.

Nous demandons que les fidèles puissent participer de façon organique et non pas au moyen de conseils « plus ou moins manipulés de l'extérieur » à la vie spirituelle et matérielle de la paroisse.

Nous demandons que les chrétiens ayant des rapports de voisinage s'y rencontrent dans la charité du Christ, en dehors de toute discrimination sociale, politique ou culturelle.

Nous demandons que les laïcs, au lieu de s'enfermer dans une attitude de réserve critique envers leurs prêtres, les aident de leurs prières, de leur présence et de leur amitié.

Nous demandons que les communautés spirituelles restent à l'échelle humaine suivant la tradition de l'Eglise.

Les participants ont fait observer que soutenir que la multiplication des paroisses serait difficilement réalisable aujourd'hui en raison de la diminution des vocations serait confondre cause et conséquence.

En effet, la communauté paroissiale suscitera des vocations et permettra à celles-ci de s'épanouir dans la mesure où elle demeurera une communauté de foi par la prédication de la parole, d'espérance par l'administration des sacrements, et de charité par une sollicitude pastorale, missionnaire et dynamique. (« Aujourd'hui les vocations ne manquent pas, mais elles meurent. ») (Card. GARRONE.)

## EN MANIERE DE CONCLUSION : TROIS REMARQUES ET TROIS VŒUX

Un certain nombre de points doivent être soulignés.

1. Au départ nous n'avions aucun moyen financier. Une quête organisée par Pierre Debray avait procuré les 300 000 AF qui permirent de retenir le Palais des Congrès de Versailles.

Les adhésions (10 F par personne) et des dons nombreux mais modestes (15 F en moyenne) nous ont permis de développer notre propagande.

2. Nous ne disposions pas d'un mouvement structuré. Une petite association, le BIEL, nous prêta les trois pièces minuscules de la rue de Bourgogne. Les délégués diocésains furent pris parmi les bonnes volontés qui se présentaient. Ce ne fut qu'en septembre que nous pûmes embaucher une secrétaire appointée. Tout le reste du personnel était composé de bénévoles.

3. Surtout, nous ne possédions pour tout organe de presse que le petit *Courrier hebdomadaire de Pierre Debray* qui tirait à 3 000 exemplaires (son tirage est maintenant de 5 000).

Nous n'avions donc que des moyens misérables. Il est évident, dans ces conditions, que le succès que nous avons obtenu ne peut s'expliquer que par le besoin spirituel auquel nous répondions. Avec beaucoup d'argent, une organisation solide, une presse largement diffusée, il est déjà difficile de réunir une assistance aussi nombreuse que celle que nous avons pu rassembler. Nous n'avions que notre foi, et au départ — il y a un an — nous n'étions pas dix, et sur ces quelques-uns deux ou trois se sont perdus en route, parce qu'ils disaient — et du point de vue du monde ils avaient raison — que nous allions au désastre.

L'assemblée, de l'aveu général, fut modérée dans le ton. Elle se voulut davantage : tournée vers la mission, orientée vers le renouveau de l'Eglise voulu par le Concile. C'est qu'elle était portée par l'espérance. Des hommes et des femmes qui souffraient et parfois doutaient sont venus à Versailles parce qu'ils sentaient, plus ou moins confusément, que cette démarche de foi leur vaudrait d'être entendus par leurs évêques.

Nous ne sommes pas des contestataires. Nous n'exigeons rien. Simplement, nous souhaitons que nos Pères aient pour nous autant d'amour que pour les « chrétiens marginaux ». Nous aussi, nous sommes leurs enfants.

Nous ne formulerons donc pas de « revendications », ce n'est pas notre genre. Nous présenterons néanmoins trois souhaits :

1. Que nous soyons associés au grand effort de réflexion pastorale, commencé à Lourdes, en octobre. Que désormais notre voix se fasse entendre devant l'Assemblée des évêques et dans les instances du laïcat.

2. Que nos groupes de réflexion, engagés dans un travail d'autocatéchèse, puissent choisir, en accord avec les évêques, des conseillers ecclésiastiques.



3. Que nos évêques examinent avec bienveillance nos « propositions pour une paix de l'Eglise ». Il suffirait de quelques mesures bien choisies, dont nous sommes prêts à discuter, pour empêcher beaucoup de catholiques de dériver vers des contestations « intégristes ».

A Versailles, selon le mot de Pierre Debray, « l'espérance fut reine ». Au nom de cette petite sœur qui régna pendant deux jours sur l'âme de 8 000 catholiques, prêtres et laïcs, nous supplions nos pères, les évêques, de prendre en considération ces souhaits. Sinon, nous aurons vraiment échoué. Et nous laisserons le Seigneur juge de cet échec. Mais cela ne sera pas. Cela ne peut pas être. Nous sommes vos enfants et des enfants se remettent en toute confiance entre les mains de leurs pères.

## LETTRE DE L'ÉVÊQUE DE COPENHAGUE A PAUL VI

*Un groupe de catholiques danois a organisé à l'automne 1970, au Danemark et en Norvège, une campagne de signatures pour soutenir le manifeste allemand « pour le Pape et pour l'Eglise ». Mgr MARTENSEN, S.J., évêque de Copenhague (le seul diocèse du Danemark ; il compte 25 897 catholiques) a transmis au Saint-Père les 600 signatures recueillies, en les accompagnant de la lettre ci-après, dans laquelle il explique pourquoi il n'a pas signé le manifeste :*

TRÈS SAINT-PÈRE,

Le Mouvement « Pour le Pape et pour l'Eglise » vient d'organiser une campagne de signatures auprès des catholiques danois. En même temps que je transmets leurs signatures, je veux vous exprimer une loyauté et une fidélité qui dépasse de beaucoup le cercle des signataires. En union avec mes collaborateurs dans le sacerdoce et avec tous les catholiques danois, je suis conscient du lien indissoluble qui nous unit tous ensemble à l'Eglise de Rome et au ministère du Pape.

Je sais que bien des catholiques, et parmi eux les religieuses ne sont pas les dernières, prient chaque jour avec beaucoup de constance pour le Pape et à toutes ses intentions. Les catholiques se sentent liés à la fonction de la papauté non seulement par un lien extérieur et juridique, mais aussi et plus encore par les liens du cœur et par une communauté spirituelle. Ils sont convaincus que dans la situation actuelle du monde le service de l'unité qui est la fonction de Pierre joue un rôle décisif pour l'unité de l'Eglise et pour la diffusion de l'Evangile. Ces nombreux catholiques ont constaté avec reconnaissance comment vous-même ainsi que votre prédécesseur le Pape Jean avez contribué à renouveler bien des aspects importants de l'exercice de la charge pontificale pour que ce ministère puisse se manifester de façon toujours plus convaincante et dans une lumière évangélique à un monde qui, peut-être plus que jamais, a besoin d'entendre l'Evangile de Jésus-Christ.

Si la liste des signataires ne comprend que 600 noms, cela est dû sans aucun doute à ce que cette manifestation de loyauté a été liée à un programme d'action que l'on désirait faire réaliser. C'est pourquoi je n'hésite pas à dire avec assurance que les nombreux catholiques qui n'ont pas signé cette déclaration — et je suis l'un d'eux, moi évêque de ce pays ainsi que la plupart des prêtres — ne sont pas pour autant moins attachés au Siège de Pierre ou moins loyaux à son égard. Ce serait d'ailleurs tout à fait regrettable que la fidélité au Pape devienne l'affaire d'un parti auquel ne se rattacherait qu'une fraction des catholiques. Mais ce n'est

pas le cas, car nous tous qui appartenons à la même et unique Eglise catholique, nous nous sentons rattachés par les liens très forts de la foi et de la charité au ministère de Pierre et nous considérons cette fonction et son exercice comme une manifestation de notre espérance commune qui regarde sans anxiété vers l'avenir, en direction du Seigneur qui vient.

Si nous sommes si nombreux à ne pas avoir signé cette déclaration, c'est parce que nous apprécions tout spécialement certains aspects de la façon dont vous exercez votre charge, aspects que le Mouvement « Pour le Pape et pour l'Eglise » semble sous-estimer. J'ai vu avec reconnaissance — et je crois que beaucoup de ceux qui n'ont pas signé sont d'accord avec moi — comment vous-même, Saint-Père, maintenez fermement la volonté de renouveau manifestée par le Concile au milieu d'une situation changeante et difficile. Nous admirons la patience avec laquelle vous laissez se manifester des opinions extrêmement diverses sans jamais condamner les personnes et cependant exprimez clairement l'enseignement de l'Eglise. Nous nous réjouissons de ce que vous ne cherchez pas seulement à maintenir la sécurité qui s'appuie sur les traditions du passé, mais aussi avez le courage de suivre des voies nouvelles. C'est pourquoi vous favorisez un dialogue vrai et laissez une large place aux essais et expériences qui sont absolument nécessaires si l'Eglise veut se préparer à un avenir que nul ne connaît encore entièrement. Nous pensons que ce n'est pas sans raison que vous avez choisi le nom de Paul, car vous avez comme l'Apôtre désiré « tendre de tout votre être vers ce qui est en avant », et ainsi vigilant vous tenir prêt devant toutes les portes que Dieu voudrait ouvrir à l'Evangile. Nous sentons que vous voulez suivre l'exemple de saint Paul, plein d'audace quand il essayait de transcrire l'Evangile dans le langage du temps au moyen des catégories de pensée familières aux milieux païens de l'époque. L'Apôtre des nations a renoncé à bien des formes de sécurité et s'est fait faible pour gagner les faibles, il s'est fait tout à tous pour sauver au moins quelques-uns.

Ma position à l'égard des signataires de cette déclaration est donc la suivante. Dans la mesure où leur adhésion exprime une loyauté vraie à l'égard du Pape, je m'en réjouis et je les approuve. Mais dans la mesure où de telles signatures risquent de faire du Pape le porte-drapeau d'une fraction parmi les catholiques, je me tiens en dehors. J'ai estimé que les promoteurs de cette campagne de signatures devaient avoir les mêmes libertés que tout autre groupe de catholiques pour défendre leur point de vue et recruter des adhérents, aussi en ce qui concerne l'usage de la presse catholique, et je les regarde comme des catholiques qui expriment au Pape des désirs particuliers en même temps qu'ils l'assurent de leur fidélité. Je souhaite que leur fidélité vous réjouisse, Saint-Père ; mais je souhaite aussi que votre joie ne soit pas moindre quand vous pensez à nous autres qui nourrissons la même fidélité mais qui vous sommes aussi reconnaissants pour la façon dont vous êtes fidèle à votre ministère. Non seulement vous cherchez à garder le troupeau en sécurité à l'intérieur des structures traditionnelles, mais vous acceptez aussi de marcher le premier comme le pasteur qui montre la route de nouveaux pâturages. Vous avez montré que l'Eglise doit toujours se remettre en marche pour continuer à avancer sur la route en direction du Seigneur qui un jour, à la fin des temps, viendra à notre rencontre.

Hans L. MARTENSEN.

(Traduit du texte publié dans le bulletin du diocèse de Copenhague, Forum, 1970, n° 23-24.)

# Événements et Informations

## FRANCE

— C'est, en définitive, un total de 28 cas de guérisons enregistrées depuis le début de 1970 que le Bureau médical de Lourdes a pu officiellement annoncer dans le « *Bulletin de l'Association médicale internationale de Lourdes* » qui vient de paraître. Le Bureau médical précise que « cinq cas sont particulièrement intéressants » ; deux d'entre eux concernent les malades du diocèse d'Angers. Il est probable que ces dossiers seront transmis pour étude au Comité médical international qui se réunira à Paris au mois de mai prochain, lequel Comité aura avant tout à se prononcer sur d'autres cas de guérisons retenus depuis quelques années. L'une de ces guérisons concerne un malade italien, Vittorio Michelli (ostéo-sarcome de l'aile iliaque) ; elle remonte à 1963. Ce cas fait l'objet d'un long rapport publié dans le bulletin de l'AMIL (Association médicale internationale de Lourdes) par le professeur Salmon, membre correspondant national de l'Académie de chirurgie et de l'Académie de médecine de France qui conclut en ces termes : « [...] Aucune explication médicale de cette guérison n'est susceptible d'être donnée. » (« *La Croix* », 16 décembre.)

— Mgr Henry Lugagne-Delpon, 49 ans, évêque de Pamiers, a trouvé la mort, le 15 décembre, dans un accident de la route. (« *La Croix* », 17 décembre. Biog. « *DC* » 1968, col. 1338.)

— Décès du pasteur Marc Bœgner dans la nuit du 18 décembre. Né le 21 février 1881, dans une famille d'origine alsacienne à Epinal où son père était préfet des Vosges, il fit ses études secondaires à Orléans et à Paris. A 18 ans, écarté de la préparation à l'Ecole navale par un début de myopie, il entreprend des études de droit à la Faculté de Paris qui devaient le mener, selon son propre témoignage, « soit au barreau, soit à un grand concours de l'Etat ». Après avoir pris ses grades en théologie à la Faculté libre de théologie protestante de Paris, il est consacré au ministère pastoral dans le temple d'Aouste-sur-Sye (Drôme), le 14 sep-

tembre 1905, et est envoyé desservir une paroisse rurale de la Drôme. De 1911 à 1914 il devient le principal professeur de l'Ecole de théologie de la Société des Missions évangéliques. Le 13 octobre 1918, il est installé comme pasteur de la paroisse de l'Annonciation à Passy où il exercera son ministère pastoral pendant trente-cinq ans, et où il donne à partir de 1928 des conférences de Carême (4<sup>e</sup> série de conférences en 1931 : « *Qu'est-ce que l'Eglise ?* »). Le 5 décembre 1929, il avait été élu président de la Fédération protestante. Il le restera jusqu'au 31 janvier 1961. Marc Bœgner participe activement aux travaux qui aboutissent à la reconstitution de l'unité de l'Eglise réformée de France en 1938, et dont il sera président du Conseil national jusqu'en 1950. En août 1948, lors de l'Assemblée œcuménique d'Amsterdam, il est nommé co-président (avec cinq autres personnalités) du Conseil œcuménique des Eglises. Il le restera jusqu'en août 1954. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1946, il est élu à l'Académie française le 9 décembre 1962. (« *DC* » 1963, col. 1095-1110 et 1163-1178.) « Prédicateur, historien, juriste, homme de pensée claire et d'action courageuse, artisan d'unité chrétienne, Marc Bœgner a été la figure de proue du protestantisme français depuis cinquante ans. » (« *La Croix* », 22 décembre.) Obsèques au temple de l'Oratoire, à Paris, le mardi 22 décembre. Parmi les témoignages des personnalités religieuses, signalons ceux du Pape Paul VI (« *OR* », 20 décembre) et du cardinal Marty. *Œuvre écrite du pasteur Bœgner* : (Voir *DC* 1963, col. 154 — lire *Tommy* au lieu de *Yommu*, et ajouter : *Les catéchismes de Calvin* et son dernier ouvrage : « *L'Exigence œcuménique* » (Paris, 1968) ; col. 1095-1110 et 1163-1178). — D'après « *le Christianisme au xx<sup>e</sup> siècle* », 24 décembre, et « *BIP* », 22 décembre.)

— Comité de liaison pour intensifier et coordonner la lutte contre la proposition de loi Peyret et toute extension légale de l'avortement. — Diverses associations déjà engagées dans cette lutte ont jugé nécessaire de s'unir en un Comité de liaison, autour du centre *Humanae Vitae*. Il

est présidé par le docteur Ernest Huant (président du Centre *Humanae Vitae*) et comprend déjà des délégués de : l'Association des juristes pour la défense de la vie, de la Confédération nationale des familles chrétiennes, de la Confédération nationale des Associations familiales catholiques, du Mouvement des jeunes « *Savoir et Servir* », de l'Association des mères de familles nombreuses, etc. Toutes les autres associations et les groupements intéressés par la même lutte, sont invités, dans un même souci d'action efficace et bien coordonnée, auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et de l'opinion, à donner leur adhésion à ce Comité de liaison « Pour la défense et l'amélioration de la vie humaine ». Adresse : 9, avenue Niel, Paris-17<sup>e</sup>. (« *Communiqué* du Centre international « *Humanae Vitae* », 19 décembre.)

— A l'occasion de la Semaine de prière pour l'Unité, les Eglises catholique, protestante, orthodoxe, ont décidé de soutenir les efforts de l'APPEL, dont l'objet consiste à venir en aide aux enfants victimes directes ou indirectes de la guerre. La mission essentielle de l'APPEL consiste à permettre à des enfants dont les blessures ou maladies ne peuvent être traitées dans leur pays en guerre, faute de praticiens spécialisés et d'installations adéquates, d'être soignés si nécessaire en France. *Renseignements* : APPEL, 28, place Saint-Georges, Paris-9<sup>e</sup>. Tél. : 878-16-18. CCP Paris 12 710-57. (« *Communiqué à la presse* », 27 décembre.)

— Traduction œcuménique de la Bible (TOB). — Entreprise il y a cinq ans comme un acte de foi et un signe d'espérance de l'unité de tous les chrétiens, la traduction œcuménique de la Bible est réalisée par plus de cent parmi les meilleurs des biblistes catholiques, orthodoxes et protestants ; elle comporte d'importantes introductions et de nombreuses notes et elle est destinée à tous les pays francophones. Sa diffusion est particulièrement attendue dans les « pays de mission ». Patronnée par les autorités des différentes Eglises, dirigée par un Comité d'édition comprenant les représentants des Edi-



tions du Cerf pour le côté catholique, ceux de l'Alliance biblique universelle et des Eglises de France et de Suisse pour le côté protestant, elle a un budget de 150 000 F par an, dont l'équilibre est assuré par des contributions régulières des éditeurs et des dons personnels. *Le Nouveau Testament paraîtra en 1971, L'Ancien en 1975.* En même temps que l'édition complète, une édition avec appareil réduit de notes est mise au point. La TOB est destinée à tous les publics chrétiens ou non et en particulier à la lecture dans le culte. Actuellement de nombreux groupes œcuméniques travaillent sur les fascicules déjà publiés : Exode, Amos, Osée, Epîtres aux Romains, aux Hébreux, Apocalypse. (« BIP », 29 décembre.) Voir « DC » 1966, col. 95, 1523, 523, 2107 ; 1967, col. 353, 455, 1918.

## ÉTRANGER

### ALGERIE

— *La retransmission des émissions religieuses du dimanche*, suspendues temporairement durant le mois du Ramadan en Algérie, n'ont pas repris, confirme-t-on à l'archevêché d'Alger et au Centre protestant. Aucune raison particulière n'a été avancée du côté algérien, où l'on se borne à faire remarquer qu'au Maroc et en Tunisie, depuis l'indépendance, seules les émissions musulmanes bénéficient du concours des moyens d'information d'Etat. Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre dernier, la radio retransmettait, le dimanche matin, la messe célébrée à la cathédrale d'Alger ainsi qu'un culte protestant. (« La Croix », 19 décembre.)

### ALLEMAGNE FEDERALE

— *Mort du professeur Edouard Starkemeier, directeur de l'Institut Johann-Adam-Möhler de sciences religieuses de Paderborn, à Wurzburg* où il participait à une réunion d'études. Il avait une réputation mondiale dans le domaine de la théologie fondamentale et dans celui de l'œcuménisme. Il avait été expert au Concile de Vatican II et était l'auteur de nombreuses publications. (« Kipa », 31 décembre.)

### AUTRICHE

— *Neuf diacres mariés ont été ordonnés le samedi 26 décembre en la fête de saint Etienne, diacre, à Vienne.* Ils sont âgés de 37 à 65 ans. L'un d'eux est père de quatre enfants. Les métiers qu'ils exercent sont des plus divers : médecin, cultivateur, ingénieur électronicien. Ce sont les premiers diacres ordonnés dans le diocèse de Vienne. (« La Croix », 30 décembre.)

## BELGIQUE

— D'après les statistiques les plus récentes, *l'Ordre des Dominicains compte actuellement 8 784 membres dans 40 provinces, parmi lesquels 37 évêques, 6 463 Pères, 970 Frères-étudiants et 40 novices.* (« Kipa », 18 décembre.)

## BRESIL

— *A propos de la mise en garde contre « Tradition, Famille et Propriété »* (« DC » 1573, p. 997), et que le bulletin d'information catholique « Centro de Informacoes Ecclesias » du 20 septembre 1970 publiait en ces termes : « [...] Le cardinal primat (Dom Eugenio de Araujo Sales, archevêque de Sao Salvador de Bahia) déclare que les catholiques doivent savoir que ce mouvement ne saurait compter sur une approbation ou un appui dans l'archidiocèse » ; le mouvement TFP nous informe qu'il a adressé une lettre ouverte au cardinal Sales (paru dans le quotidien « O Globo » du 14 octobre 1970), pour une respectueuse demande de dialogue. (Voir « DC » 1969, p. 269, 275.)

## COLOMBIE

— *L'Assemblée générale des Pères Eudistes, qui se tient actuellement à Medellin (Colombie), a élu le 3 janvier, comme nouveau supérieur général, le P. Clément Guillon, qui succède au P. Fernand Lacroix, canadien, nommé récemment évêque d'Edmunston.* (« La Croix », 5 janvier.)

## ESPAGNE

— *Les Fraternités du travail ont envoyé une lettre à chacun des évêques participant à la XIII<sup>e</sup> Assemblée plénière de la Conférence épiscopale, à propos de la loi syndicale.* Tout en prenant acte de ce que le nouveau projet proposé par la Commission des Cortes est en progrès par rapport au précédent, ils déclarent « que ses dispositions sont loin de donner satisfaction. En effet, les principes de base du syndicalisme, bien qu'ils soient rappelés au début de la loi, sont ensuite développés avec tant de circonspection et de telles réserves dans leur réglementation qu'ils en restent presque à ces principes. La liberté d'association et de réunion, la non-dépendance du gouvernement et de l'administration pour les associations, leur autonomie, la représentativité et comme complément la responsabilité des représentants devant les travailleurs de la base, la dépendance, au plan de l'exécution et de la technique, de la ligne représentative, tous ces principes sont minimisés, tronqués en partie ou, comme nous l'avons dit, abandonnés

lâchement aux décisions de l'exécutif, sans même indiquer les principes de recours contre l'arbitraire possible dans l'application des règlements. Le monde du travail sera-t-il une fois de plus trompé en ce qui est aujourd'hui la plus grande espérance de sa condition laborieuse et comme un acheminement vers la participation à l'entreprise et aux responsabilités publiques ? Qu'au moins brille à ses yeux la lumière de l'Eglise, « mère et éducatrice, prête à prodiguer à pleine mains la lumière de sa doctrine, la sérénité de son conseil, le ferment rénovateur de ses enseignements, et l'activité résolue de ses fils ». (« Ecclesia », 19 et 26 décembre.)

## GRANDE-BRETAGNE

— *L'Eglise anglicane compte actuellement 368 diocèses, 47 200 000 baptisés, 533 évêques en fonction, 40 500 ecclésiastiques et 48 200 collaborateurs laïcs et professeurs, 59 670 sanctuaires, 107 écoles théologiques, 9 905 établissements d'enseignement et 184 institutions hospitalières.* (« Kipa », 23 décembre.)

## HONGRIE

— *Le Secrétariat international des juristes (Mouvement international des intellectuels catholiques Pax Romana) vient de publier un communiqué dénonçant les arrestations arbitraires de prêtres en Hongrie, depuis septembre 1970.* La presse hongroise a fait état de ces arrestations. L'attention de l'opinion publique internationale est attirée sur ce cas de violation flagrante des droits de l'homme. (« La Croix », 23 décembre.)

## ISRAEL

— *Le nouveau patriarche latin de Jérusalem, Mgr Giacomo Beltritti, a été intronisé le 15 décembre dans la basilique du Saint-Sépulcre, en présence des représentants des diverses Eglises chrétiennes en Israël et en Jordanie.* Né à Peveragno (diocèse de Mondovì, Italie), le 23 décembre 1910, il fut ordonné prêtre en 1933, et reçut l'ordination épiscopale en 1965. Il était coadjuteur avec droit de succession de Mgr Alberto Gori, récemment décédé. (« La Croix », 17 décembre.)

## ITALIE

— Dans son livre « I Separati » (les Séparés), Gabriella Barca évalue à quelque 800 000 les Italiens qui vivent dans une situation matrimoniale ouvertement irrégulière, avec un « conjoint » distinct de celui avec lequel ils vivaient tout d'abord. (« Prensa asociada », 17 décembre.)



## JAPON

— *A lui seul, le programme catholique de télévision au Japon représente presque 75 % de la programmation religieuse nationale, d'après une enquête de l'Agence de nouvelles « Nisshosha ».* Le temps de diffusion, deux fois par semaine, est de trois cent trente minutes, tandis que le temps total réservé pour tous les programmes religieux est de quatre cent cinquante minutes par semaine. Le directeur de ces émissions catholiques est le P. James F. Hyatt. (« *Prensa asociada* », 17 décembre.)

## PARAGUAY

— *La 56<sup>e</sup> Assemblée ordinaire de la Conférence épiscopale du Paraguay, qui a achevé ses travaux le 18 décembre, a dénoncé la violation des droits fondamentaux de la personne dans le pays, en précisant notamment ce qui suit : « dans un pays comme le nôtre, qui se dit chrétien, les principes et les lois du Christ sont violés trop fréquemment : comme les droits fondamentaux de la personne humaine, la situation des prisonniers politiques, etc. ».* La déclaration signale aussi les injustices et restrictions de la liberté d'expression de l'opinion publique et la qualifie de « monopole d'Etat des moyens de communication sociale, presse, radio et télévision ». (« *La Croix* », 23 décembre.)

## PAYS-BAS

— *Décès le 16 décembre à Breda de Pierre Van Der Meer de Walcheren.* Né en 1880, converti par Léon Bloy, dont il était le filleul, écrivain puis éditeur (Desclée de Brouwer), il tentait, en 1934, une expérience monastique avec sa femme Christine : elle à Solesmes, lui à Oosterhout. En 1935, ils reprenaient la vie commune, et P. Van Der Meer participait, avec Stanislas Fumet, Jacques Maritain, François Mauriac, L. Massignon, au lancement de « *Temps présent* ». Pendant vingt ans, il assumait les fonctions de directeur littéraire chez Desclée de Brouwer. Il reste l'une des grandes figures de l'édition religieuse. A la mort de sa femme, il rejoignit l'abbaye d'Oosterhout, en 1954, où il fut ordonné prêtre et devint prieur. Il n'a cessé d'être attentif à son époque comme en témoignent ses livres : « *Rencontres* » (avec Léon Bloy), « *Dieu et les hommes* », « *la Terre et le Royaume* ». (« *La Croix* », 20-21 décembre. — Cf. « *DC* » 1967, p. 15.)

## SUISSE

— L'Agence « *Kipa* » annonce le 24 décembre le décès à Fribourg dans sa 87<sup>e</sup> année, de son fondateur, le Dr Ferdinand Rüegg. C'est en 1917

qu'il réalisa son plan de fonder une agence catholique d'information, qui fut la première en son genre dans le monde, et qui se compléta dès 1945, grâce à l'initiative de Mgr Charrière, d'un service romand.

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

*Le Saint-Père a nommé :*

— Mgr Thomas Fernando (évêque de Tuticorin) évêque de Tiruchirappalli, Inde. (« *OR* », 20 décembre.)  
— L'abbé Marianus Arokiasamy, évêque de Kottar, Inde. (« *Ibid.* »)  
— Mgr Giuseppe Vairo (évêque de Gravina et Irsina, Italie) archevêque d'Acerenza, dont il était administrateur apostolique. (« *OR* », 23 décembre.)  
— Mgr Roger Etchegaray (secrétaire général de Conférence épiscopale française) archevêque de Marseille. (« *OR* », 24 décembre.) (Voir sa biographie dans « *DC* » 1969, p. 447.)  
— Le P. Roger Aubry (supérieur de la province suisse des Rédemptoristes) administrateur apostolique « ad nutum Sanctae Sedis », du Vicariat apostolique de Reyes, Bolivie. (« *Ibid.* »)  
— Mgr Aldo Del Monte (aumônier général adjoint de l'Action catholique italienne) administrateur apostolique « sede plena » du diocèse de Aqui, Italie. (« *OR* », 30 décembre.)  
— Mgr Pedro Antônio Fedalto archevêque de Curitiba, Brésil. (« *OR* », 31 décembre.)  
— Le chanoine Adrien J. Simonis évêque de Rotterdam, Hollande. (« *Ibid.* »)  
— Mgr Pierre Mamie évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, et l'abbé Gabriel Bullet a été nommé son auxiliaire. (« *Ibid.* »)

### NOUVEAUX TERRITOIRES

— *Le Saint-Père a élevé au rang de vicariat apostolique la préfecture apostolique des îles de Saint-Pierre et Miquelon (Amérique du Nord), avec la même dénomination et les mêmes limites.* (« *OR* », 23 décembre.) Il a nommé premier vicaire apostolique de Saint-Pierre et Miquelon le P. François-Joseph Maurer, C.S.Sp., actuellement préfet apostolique de cette même circonscription. (« *Ibid.* »)

### DEMISSIONS

*Le Saint-Père a accepté la démission :*

— De Mgr James Mendonça, évêque de Tiruchirappalli et de Mgr Thomas Roch Agniswami, S.J., évêque de Kottar (Inde), en raison de leur âge. (« *OR* », 20 décembre.)  
— De Mgr Jose Alfonso Tscherrig, C.S.S.R., vicaire

apostolique de Reyes (Bolivie) pour raison de santé. (« *OR* », 24 décembre.)  
— De Mgr Petrus Joannes Moors, évêque de Roermond (Hollande), pour raison de santé. (« *OR* », 31 décembre.)  
— De Mgr François Charrière, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, sur son désir exprès, en raison de son âge. (« *Ibid.* »)

### DECES

— Du cardinal Richard James Cushing, archevêque de Boston (USA), survenu le 2 novembre 1970. (« *OR* », 4 novembre.)

— De Mgr William A. Baumgartner, évêque d'Agana (Océanie), le 18 décembre, à Guam, îles Mariannes. (« *OR* », 20 décembre.)

## SAINT-SIÈGE

— Dans la salle de presse du Vatican, Mgr Rodhain, président de Caritas Internationalis, a présenté aux journalistes l'appel de Noël pour le Pakistan. Après les premiers secours, c'est tout un programme de développement qui est proposé par les responsables locaux : maisons-refuges, outillage d'agriculture et de pêche. L'opération « Arche de Noé », propose l'édification de maisons sur pilotis qui ont fait leur preuve en résistant aux raz de marée précédents, la surélévation permettant l'écoulement des eaux. Suivant la dimension des villages, on adoptera des types plus ou moins grands. L'unité-type revient à 3 000 F. En plus des habitations indispensables, l'effort des organismes sanitaires de l'appel s'oriente vers les moyens à fournir pour la reprise du travail : outillage agricole, bateaux, filets. (« *Communiqué de presse* », Rome, 11 décembre.)

— *Le Saint-Père a nommé membre du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise et de la S. congrégation pour les évêques, le cardinal Agnello Rossi, qui est préfet de la S. congrégation pour l'Evangélisation des peuples.* (« *OR* », 19 décembre.)

— Dans les milieux bien informés du Vatican, on déclare que l'interprétation donnée par quelques journaux français à la visite de M. Billecoq, secrétaire d'Etat à l'Education nationale, est dénuée de tout fondement. Le secrétaire d'Etat français est venu seulement exposer au Vatican le point de vue de son gouvernement, déclarer-t-on de même source. Les journaux susnommés laissaient entendre que le gouvernement français avait voulu négocier directement avec Rome sur l'enseignement privé, en ignorant les instances de l'épiscopat français qui



seraient trop réservées à l'égard du pouvoir politique. Le 17 décembre, le P. Huot-Pleuroux, directeur du Secrétariat national de l'Opinion publique, a déclaré à la presse que M. Billecocq n'avait pas sollicité d'audience du Pape (donc qu'elle ne lui avait pas été refusée) et que ce voyage concernait surtout, semble-t-il, l'enseignement supérieur catholique qui relève de la congrégation romaine de l'Education catholique, présidée par le cardinal Garrone. (« *La Croix* », 20-21 décembre.)

— *Le Saint-Père a adressé une lettre de félicitations au cardinal Joseph Martin*, ancien archevêque de Rouen, à l'occasion du cinquantième anniversaire de son ordination sacerdotale. (« *OR* », 20 décembre.)

— *Le Saint-Père a confirmé l'élection de D. Angelo Sabatini* comme Abbé Ordinaire de l'Abbaye nullius de Monte Oliveto, Italie. (« *OR* », 23 décembre.)

— *Le Saint-Père a nommé nonce apostolique en République dominicaine Mgr Luciano Storero; pro-nonce apostolique en Tanzanie Mgr Franco Brambilla et pro-nonce apostolique en Zambie et au Malawi Mgr Luciano Angeloni.* (« *OR* », 25 décembre.)

— *Le Saint-Père a envoyé au cardinal Stefan Wyszynski*, archevêque de Gniezno et Varsovie, le message suivant : « La commémoration de la fête de la Nativité de Notre-Seigneur Jésus-Christ et la proximité de celle de votre saint patron nous fournissent une excellente occasion de vous redire, en témoignage d'affection fraternelle, que nous prions beaucoup pour vous et que, pour de semblables sentiments d'affection, nous sommes vivement préoccupé du sort du peuple

polonais qui nous est très cher, auquel nous pensons ces jours-ci avec grande anxiété, et pour lequel nous ne cessons d'invoquer Dieu. Nous souhaitons vivement que, dans une fidélité inébranlable à ses traditions très anciennes de foi catholique, il puisse jouir de cette paix durable et de ce progrès dans l'ordre que, du fond du cœur, nous désirons vivement à tous ses citoyens.

A votre Eminence, à l'archevêque de Cracovie, à tous les autres évêques nos frères, aux religieux et aux religieuses, à tous les fidèles nous donnons une large Bénédiction apostolique, source de faveurs célestes. Paul VI, Pape. » (« *Ibid.* »)

— *Le P. Jean Lucas*, Jésuite français, qui dirigeait depuis plus de dix ans les programmes en langue française de Radio-Vatican, est décédé le 28 décembre à Rome, à l'âge de 64 ans. C'est en 1959 qu'il prit la direction des émissions françaises de Radio-Vatican. En l'espace de onze ans, il avait réussi à donner une importance internationale à ces émissions. Ses émissions sur « les prêtres heureux » auxquelles participa le cardinal de Curie Gabriel-Marie Garrone sont restées classiques. Radio-Vatican devint, dans le monde francophone, la tribune de la fidélité au Pape, de l'occuménisme, de la lutte en faveur des opprimés, des affamés et des sans-travail. (« *La Croix* », 30 décembre.)

— *Le Saint-Père a nommé membres de l'Administration du patrimoine du Siège apostolique les cardinaux Francesco Seper*, préfet de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi et *Pericle Felici*, président de la Commission pontificale pour la révision du Droit canonique. (« *OR* », 30 décembre.)

— *L'Eucharistie*. Source de vie, lien d'unité. Collectif (coll. « *Le Point* », n° 9). — Un vol. 11 × 18 cm, de 174 pages. Prix : 12 F. Apostolat des Editions, Paris.

Des théologiens et des spécialistes de la liturgie nous présentent en ce volume ce que doit être l'Eucharistie dans la vie du prêtre et des simples fidèles. C'est le centre de l'unité chrétienne, mystère du don de Dieu à l'homme dans la charité, l'amour de Dieu communiqué à tous les fidèles.

— *Premiers pas en économie*, par J.-M. ALBERTINI (coll. « *Economie et Humanisme* »). — Un vol. 25 × 20,5 cm, de 240 pages. Prix : 24 F. Editions Ouvrières, Paris.

« Initiation économique en méthode semi-programmée », mais, rappelle le sous-titre, c'est bien une date en pédagogie et en économie. Basé sur une pédagogie active et sur les méthodes d'enseignement programmé. C'est l'initiative plus facile aux connaissances économiques. On a donc cherché à rendre agréable, aux jeunes et aux adultes, l'acquisition de connaissances devenues nécessaires en notre temps, en leur enlevant quelque chose de leur aspect rébarbatif.

— *Méditer*, par JEAN B. LOTZ (coll. « *Pax et Veritas* »). Traduit de l'allemand par Sr VILLIBORDA, O.S.B.

— Un vol. relié toile 13 × 20 cm, de 350 pages. Prix : 24 F. Apostolat des Editions, Paris.

Que doit être la méditation dans la vie du fidèle ? Quel est son rôle ? Quels en sont les effets ? C'est à la fois une initiation à la méditation et le rappel de tout ce qu'elle apporte, dès qu'elle est engagement total et *metanoia* sincère à la lumière de la Révélation.

— *Le Problème de l'obéissance*. Collectif (coll. « *Le Point* », n° 8). — Un vol. 11 × 18 cm, de 366 pages. Prix : 18 F. Apostolat des Editions, Paris.

Problème bien actuel qu'examinent les cardinaux Garrone, Lefebvre, Pellegrino, Suenens, Mgr Carlo Colombo, Karl Rahner, etc. C'est dire la valeur des textes qui nous sont ici proposés. Ils montrent comment cet abandon raisonné au service de la volonté de Dieu s'allie normalement avec la maîtrise de soi la plus parfaite.

— *... Et qui est mon prochain ?*, par SALLY TRENCH. Traduit de l'anglais par P. LÉONARDON (coll. « *Témoignages* »). — Un vol. 11,3 × 18 cm, de 340 pages. Prix : 18 F. Apostolat des Editions, Paris.

C'est un témoignage vécu de quatre années dans la pratique de la charité, où ne manquent pas les péripéties dramatiques alliées au pur humour anglais, mais qui est riche en leçons.

# BIBLE ET TERRE SAINTE

N° de janvier 1971

## LA TENTATION AU DÉSERT

- Pourquoi le désert serait-il le repaire des démons ?
  - Les récits évangéliques des trois tentations de Jésus sont-ils " historiques " ?
  - Que signifient ces tentations dans la vie de Jésus ? Ont-elles un sens pour notre monde technique et industriel ?
- Le n° : 2,90 F

### ADRESSER

A BIBLE ET TERRE SAINTE  
5, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup>

M. ....

Adresse .....

— désire recevoir le numéro de décembre de Bible et Terre Sainte.

— Joint 2,90 F par chèque, mandat ou virement au C. C. P. 1668, Paris.

# L'Église dans le monde

## L'AVORTEMENT

### I. — Déclaration

#### de l'épiscopat canadien

Les débats sur l'avortement ne cessent de retenir l'attention de l'opinion publique. A cause de l'importance de cette question, nous éprouvons le besoin de manifester de nouveau notre attitude à ce sujet.

Le respect de la vie humaine est un principe moral fondamental. L'avortement direct est un mal moral très grave puisqu'il signifie la fin d'une vie humaine en gestation. C'est pourquoi, en notre pays, beaucoup — et non seulement les catholiques — s'opposent avec vigueur à l'avortement. Nous voulons les assurer de notre entier appui dans leurs efforts pour sauvegarder la vie. C'est la vraie façon, estimons-nous, de garantir la dignité de l'homme et de promouvoir l'ordre social.

Présentement, l'avortement fait chez nous l'objet de déterminations légales. Nous trouvons inacceptable une loi civile qui favorise l'avortement. Nous espérons que l'on épargnera au Canada une loi qui élargirait les motifs en faveur de l'avortement. Car l'avortement est fondamentalement un problème d'ordre moral et jamais uniquement une matière de loi ou de droits civils. Quelle que soit la loi civile, faire un avortement demeure un acte de soi immoral.

Des circonstances expliquent parfois pourquoi certaines personnes recourent à l'avortement, mais elles n'en éliminent jamais la malice fondamentale. Parmi ces circonstances, *il faut compter des conditions sociales qui font échec à l'accueil d'une nouvelle vie humaine. Dans de telles conditions, il arrive que l'on songe à l'avortement. Celui-ci cependant ne saurait être un remède adéquat à une telle détresse. Il risque d'accroître le drame personnel.*

L'avortement est aussi inacceptable au point de vue social, car il tente de résoudre les problèmes de la vie humaine au mépris de cette même vie. La vraie solution aux problèmes de la vie consiste en des activités, individuelles et sociales, inspirées du principe énoncé par Paul VI : « Que le travail des vivants ne soit jamais utilisé contre la vie, mais au contraire, qu'il serve à l'alimenter et à la rendre vraiment humaine. » (Lettre de Paul VI à U Thant, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies, le 4 octobre 1970.)

Ainsi chacun de nous, quelle que soit sa fonction, a la grave responsabilité de veiller au développement et à la répartition des talents humains non moins que des ressources matérielles. Ces biens doivent être orientés vers la sauvegarde de la vie, le réconfort de toute souffrance, la fin de la violence, y compris la violence de l'avortement.

Ottawa, le 9 octobre 1970.

(Texte original.)

### II. — Déclaration

#### des évêques belges

*Les évêques belges, réunis à Malines le 15 décembre sous la présidence du cardinal Suenens, ont publié la déclaration suivante :*

Une action se manifeste dans plusieurs pays en faveur d'une législation plus libérale sur l'avortement. Plusieurs Conférences épiscopales ont rappelé le point de vue moral en cette matière. Sans prétendre pour autant apporter une solution pratique à tous les cas concrets, les évêques de Belgique doivent prendre position au moment où le problème complexe suscite des discussions nombreuses dans le pays.

Les évêques ont le devoir de rappeler aux fidèles les normes morales et ont conscience qu'en ce faisant, ils servent auprès de tous la cause des droits de la personne humaine. Ils réaffirment donc l'impératif primordial de respecter et de protéger la vie humaine à tous les stades de son développement. L'interdiction radicale de tout homicide constitue la base même de la société. Elle est affirmée maintes fois dans l'Écriture. Elle fut, de tous temps, enseignée par l'Église. Réprouvant l'avortement et l'infanticide, Vatican II a solennellement réaffirmé que la vie doit être sauvegardée avec un soin extrême dès la conception (*Gaudium et spes*, n. 51, § 3).

Il est du devoir de la société comme de chaque individu de ne pas menacer le droit fondamental à la vie de chaque être humain. Comment celui qui porte aujourd'hui atteinte à la vie en germe ne serait-il pas amené à s'en prendre demain à la vie des handicapés et à toute vie en déclin ? Il existe certes des situations conflictuelles d'une extrême gravité dont on ne peut guère sortir qu'en essayant de sauver tout ce qui peut l'être, en fait de vie humaine.

S'il est vrai qu'une législation purement répressive n'empêche pas le développement de l'avortement, il est inexact de croire qu'une libéralisation légale de l'avortement soit un remède adéquat. On préviendra les avortements en facilitant l'accueil de l'enfant, de manière à ce qu'il puisse être désiré et ne pose pas, par sa venue, des problèmes insolubles aux parents, en développant chez ceux-ci le sens de leurs responsabilités. Plutôt que d'offrir aux futures mères la possibilité de se débarrasser de leur enfant avec moins de risque pour elles, il faudrait utiliser au maximum les progrès de la médecine pour prévenir les malformations congénitales, pour mettre l'enfant au monde dans les conditions les plus satisfaisantes et assurer les conditions matérielles et morales indispensables à son éducation.

Une révision de la législation de la santé au sens large du mot, et de la famille, est plus urgente qu'une modification de la législation pénale.

Les chrétiens useront donc de toute leur influence pour obtenir que la société s'organise de façon à respecter l'ensemble de ces orientations. Ils rechercheront, en outre, les moyens pour prêter secours dans les cas où les lois et les institutions seraient inefficaces.



Si les évêques interviennent aujourd'hui contre l'avortement, c'est dans le même esprit que la hiérarchie s'élève contre toute violence déshumanisante, la discrimination raciale, le sous-développement, l'euthanasie. Dans ces divers cas, les mêmes valeurs sont en cause : il s'agit d'un appel lancé par des êtres humains sans défense à une reconnaissance plénière de leur dignité d'homme et à leur insertion dans notre société humaine.

Malines, le 15 décembre 1970.

(Texte original.)

## CONDITIONNEMENT PSYCHOLOGIQUE ET AVORTEMENT

*Sous ce titre, Mgr BOILLON, évêque de Verdun, a publié l'article suivant dans le bulletin de son diocèse (« Eglise de Verdun », 4 déc. 1970, p. 342) :*

Une campagne se développe actuellement en France pour que l'opinion devienne de plus en plus favorable à la légalisation de l'avortement. Un projet de loi est déposé. Il entrouvre prudemment la porte, mais laisse entendre, dans ses attendus, qu'il n'est qu'une étape et prépare un élargissement dans l'avenir.

La méthode utilisée pour agir sur l'opinion consiste à diriger presque exclusivement le projecteur sur les inconvénients de certaines naissances pour les femmes et pour les foyers. Ces inconvénients sont réels : il faut y apporter grande attention. Certains sont tragiques. Et l'on comprend que le législateur s'en préoccupe.

Mais l'astuce du procédé consiste en ceci, qu'on souligne les inconvénients sans poser la question essentielle et préalable : « *Avons-nous le droit de tuer un être humain lorsqu'il est source de graves inconvénients pour notre propre vie ?* » A une question ainsi formulée, rares sont ceux qui d'emblée oseront répondre affirmativement. C'est pourquoi on parle prudemment « d'avortement » ou d'« interruption de grossesse », mais jamais de « meurtre » d'embryon ou de fœtus, comme si la mère était seule en cause et comme si l'être humain qu'on supprime n'existait pas.

Certains objectent le cas de l'injuste agresseur. Soyons sérieux : qui oserait dire que l'être humain conçu par l'union de l'homme et de la femme est un agresseur injuste ? Ne jouons pas sur les mots.

On prétend aussi que l'embryon n'est pas encore un être humain. Ce n'est pas l'avis d'éminents gynécologues. Sur cette question on a entendu entre autres à la télévision le professeur Lejeune, une sommité de la médecine française. Il est formel : tout est déjà programmé dans l'embryon. Il y a tout ce qu'il faut pour qu'un être humain se développe du moment qu'il jouit de l'ambiance favorable. Et les expériences réalisées en éprouvettes et dont la télévision a présenté d'émouvantes photos en sont la preuve.

Certains disent : « Il n'y a pas encore d'âme ! » Qui peut affirmer cela ? Qu'est-ce que l'âme sinon le principe vital de l'homme ? Or on constate que le principe vital agit dès la conception ; il anime l'évolution de l'embryon ; c'est donc déjà un principe vital humain. L'embryon n'est pas indifférencié : c'est un embryon d'homme. Personne d'ailleurs ne peut prouver qu'il ne s'agit pas déjà d'un être humain. Il y a donc au moins le bénéfice du doute. Or quel tribunal d'un pays civilisé oserait condamner à mort dans un cas douteux ? C'est pourtant ce qu'on demande à la loi française.

Nous reconnaissons les graves problèmes que posent certaines naissances. Mais nous disons avec le professeur Lejeune : pour les résoudre, qu'on cherche d'autres moyens plutôt que d'autoriser largement les médecins — en attendant de les y obliger — à interrompre une vie humaine.

En fait, ceux qui posent cette loi ont plus ou moins mauvaise conscience : ils reconnaissent que la politique familiale, que la politique sociale, que la politique d'aide aux handicapés en particulier, est nettement insuffisante en France. Ils annoncent qu'ils demanderont des efforts dans ce sens. Là nous les rejoignons pleinement. Mais nous disons : qu'on commence par réaliser cette politique sociale, évidemment plus onéreuse pour la nation qu'un procédé qui supprime le problème ! Ce sont ces mesures qu'il faut d'abord présenter au Parlement. C'est là qu'est la plus grande urgence. Qu'on se préoccupe également de la moralité du pays. Le fléau de l'avortement risque alors d'être beaucoup moins catastrophique. Et la France apportera au monde ce qu'elle a mission de lui apporter : le respect absolu de la vie humaine.

Pour nous chrétiens, le problème est plus grave encore. D'une part, la conception de l'enfant n'est pas le fait des seuls parents, mais de la coopération de Dieu qui dans l'acte créateur établit une relation personnelle avec l'être humain qui est engendré : c'est cette relation qu'on appelle l'âme. D'autre part, cet être humain est appelé à être responsable de sa propre vie et de son éternité : personne n'a le droit de lui enlever cette responsabilité qu'il porte en germe dès sa conception. Aussi ne sommes-nous pas étonnés que sur ce chapitre l'Eglise soit irréductible. Ne nous laissons pas « emporter par tout vent de doctrine » !

Quoi qu'il en soit, à mesure que la législation est de moins en moins influencée par la pensée chrétienne, il importe que les chrétiens soient convaincus que ce qui est légal n'est pas forcément moral. Qu'ils se souviennent que le plus petit d'entre leurs frères, le plus démuné, le plus innocent, à la mesure même de son dénuement et de son innocence, c'est Jésus-Christ.

---

— *Le Nouvel Homme*, par THOMAS MERTON. Traduit de l'américain par M. TADIÉ. — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 192 pages. Editions du Seuil, Paris.

Qu'est-ce que l'homme dans son identité spirituelle, et comment reprenons-nous possession de notre être véritable ? C'est sur ce thème que Thomas Merton nous montre tout le sens de notre vie et quelle richesse, quelle liberté l'homme peut trouver en cherchant avec la grâce de Dieu, à réaliser cette personne appelée par Dieu et créée à son image pour s'abandonner à l'Amour créateur.

— *Dante et la politique*, par JACQUES GOUDET. — Un vol. 13 × 20 cm, de 272 pages. Editions Aubier-Montaigne, Paris.

Un tel ouvrage est le fruit d'une profonde connaissance de l'œuvre du grand poète, mais également d'une érudition peu commune sur la situation politique de son temps. C'est dire l'intérêt d'un tel ouvrage. Mais sa lecture demande une certaine culture du fait que les textes sont transcrits sans traduction dans la langue originale. Mais l'intérêt ne faiblit pas dans la lecture de ces pages où revit toute une tranche de la vie politique en Italie.

— *Le Conseil diocésain de Pastorale*, par ROCH PAGÉ. Un vol. 13,7 × 19 cm, de 188 pages. Prix : 24,60 F. Editions Fides, Montréal (Canada).

---

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

# POUR PRÉPARER NOS ENFANTS

- à la première confession
- à la première communion
- à la confirmation

*Dossiers pour la préparation des enfants aux sacrements, réalisés par la direction de l'Enseignement religieux de Valence.*

La découverte de la vie sacramentelle constitue une étape importante dans l'itinéraire de l'enfant. On s'est efforcé ici de lui permettre de vivre cet événement dans la sensibilité caractéristique de son âge et de son milieu, afin qu'il soit vraiment une découverte du Seigneur présent dans sa propre vie et le partage d'une communauté chrétienne.

## Présentation :

Chaque dossier comporte pour chaque sacrement 7 éléments : ● le guide pastoral : une réflexion sur le sens du sacrement, des indications pastorales sur la préparation, des renseignements pratiques. ● POUR LES 7-9 ANS : le livret de l'enfant : « Jésus veut me pardonner » (confession); « Jésus m'invite à communier » (communion); « Jésus m'envoie son Esprit » (confirmation); — la fiche pour les parents; — la causerie. ● POUR LES 9-12 ANS : le livret de l'enfant : « Crée en moi un cœur pur » (confession); « Prenez et mangez » (communion); « Recevez l'Esprit » (confirmation); — la fiche pour les parents; — la causerie.

## Prix et unités de vente :

### Pour chacun des trois sacrements :

Le dossier complet pour le sacrement .....	7,50 F
Un ensemble pour 8 enfants pour un sacrement	pour les 7-9 ans.. 15 F pour les 9-12 ans.. 15 F
Par quantité de 50 livrets enfants et 50 fiches parents pour un sacrement,	pour les 7-9 ans.. 70 F pour les 9-12 ans.. 70 F
Par quantité de 10 causeries pour un sacrement	pour les 7-9 ans.. 13 F pour les 9-12 ans.. 13 F

Ces dossiers, précédemment diffusés par Prado-Éditions-Librairie, sont maintenant vendus par les éditions du Centurion et les éditions Privat.

Chez votre libraire. A défaut : Centurion, Sedim, 17, rue de Babylone, Paris (CCP Paris 20.779.19). ou : éditions Ed. Privat, 14, rue des Arts, Toulouse (CCP Toulouse 11 72 40).

Règlement joint à la commande.



France et Communauté : 1 an, 35 F. 6 mois, 18 F. Canada : 1 an, 40 F. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 45 (Qué.)  
 Canada, Suisse : 40 FS. Autres pays : 1 an : 43 F ; 6 mois, 22 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : (par abonnement : France : 1,60 F ;  
 Etranger : 1,85 F). Numéros fournis isolément : de l'année : 2 F ;  
 des années précédentes : 2,50 F.  
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre doré au dos, non  
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1579 - 7 FÉVRIER 1971

- 102 Audiences générales : « Nous voudrions voir Jésus » (13 janvier) ;  
la Semaine de l'unité (20 janv.).
- 105 Allocution au Corps diplomatique (9 janv.).
- 107 Remise du prix Jean XXIII pour la Paix à Mère Thérèse.
- 108 L'unité des chrétiens (« Angelus » du 17 janvier).
- 109 Allocution au président du Niger (14 janvier).
- 109 Allocution à des enseignants catholiques italiens (30 décembre).

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

## LE RENOUVEAU DU SACREMENT DE PENITENCE

- 110 Instruction des évêques suisses sur la pénitence et la confession.
- 123 Communiqués du CNPL et du Secrétariat de l'épiscopat cana-  
dien sur la réforme du sacrement de pénitence.

**DOSSIER**

- 124 Déclaration de l'épiscopat portugais sur la liberté religieuse.
- 130 Pastorale et équipements religieux. Interview de Mgr Matagrín.
- 132 Le dialogue avec l'Islam. Article du P. Cuoq.
- 134 Communiqué sur les rencontres islamo-catholiques de Rome.
- 134 Message de la Conférence mondiale de Kyoto sur la religion et  
la paix.
- Les élections municipales.
- 136 Note de Mgr Elchinger.
- 137 Déclaration de l'Action catholique générale des hommes.
- 139 Mémoire aux évêques de France sur l'Assemblée des Silencieux  
de l'Eglise.
- 143 Lettre de l'évêque de Copenhague à Paul VI.

**QUESTIONS ACTUELLES**

- 144 Evénements et informations (16-31 décembre).

**ÉVÉNEMENTS**

- 148 Déclarations des évêques belges et des évêques canadiens sur  
l'avortement ; conditionnement psychologique et avortement  
(Mgr Boillon).

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

25. MAR. 1971

NUMERO 1580

4

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII



21 février 1971

Murugrova College Library  
Dunelm, N. Yorks. U.K.

PLEASE DO NOT REMOVE

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



ances religieuses de prêtres coptes éthiopiens devant le Comité central du  
onseil œcuménique des Eglises, à Addis-Abéba (Photo John Taylor, COE)

**Les relations avec le COE**

**Le procès de Conakry**

**Problèmes de morale**



## BIBLIOGRAPHIE

- *Sur le chemin*. La foi chrétienne présentée aux adultes, tome I. Le temps s'ouvre, tome II. — Format 20,5 × 23,5 cm, de 80 pages chacun. Editions Fides, Montréal. Diffusion : Librairie de l'Ecole, Paris-VI.
- *Le Chapelet*. Mon trésor, mon soutien, par le chanoine PAUL THONE. — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 132 pages. Prix : 120 FB. Editions Marie-Médiatrice, Genval (Belgique).
- *Propos intempestifs sur la prière*, par A.-M. BESNARD (coll. « Evangile au XX<sup>e</sup> siècle »). — Un vol. in-8° écu, de 160 pages. Prix : 14 F. Editions du Cerf, Paris.
- *La Onzième Heure*, par PHILIPPE DAGONET (coll. « Epiphanie »). — Un vol. in-8° couronne, de 160 pages. Prix : 13 F. Editions du Cerf, Paris.
- *Dieu, le Christ et le monde*. Essai sur la théologie contemporaine, par A. MICHAEL RAMSEY, archevêque de Cantorbéry (coll. « Christianisme en mouvement »). Traduit de l'anglais par JACQUES POTIN. Préface de RENÉ MARLÉ. — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 138 pages. Editions Casterman, Paris.
- *Ta femme cette inconnue*, par OSWALD KÖLLE. Traduit de l'allemand par FRANCINE MIROUX. — Un vol. 15,25 × 23 cm, de 240 pages et 16 pages hors texte. Prix : 20 F. Editions Casterman, Paris.
- *L'Eglise et la promotion de la femme*. Collectif (coll. « Recherches pastorales », n° 37). — Un vol. 14 × 20 cm, de 144 pages. Prix : 14,50 F. Editions Fleurus, Paris.
- *L'Evénement*. Technique d'analyse de l'actualité, par J. GRITTI (coll. « Recherches pastorales »). — Un vol. 14 × 20 cm, de 172 pages. Prix : 14,50 F. Editions Fleurus, Paris.
- *Amour et équilibre*, par Dr ANNE TERRUWE (coll. « Problèmes de vie »). — Un vol. 11 × 18 cm, 110 pages. Prix : 6,60 F. Apostolat des Editions, Paris.
- *Schisme dans l'Eglise ?*, par KARL RAHNER (coll. « Flèche »). — Un vol. 11 × 18 cm, de 60 pages. Prix : 3 F. Apostolat des Editions, Paris.
- *L'Eglise face au problème de l'Amour*, par DIETRICH VON HILDEBRAND (coll. « Problème de vie »). — Un vol. 11 × 18 cm, de 128 pages. Prix : 6,60 F. Apostolat des Editions, Paris.
- *L'Annonce du salut*. Théologie de la parole, par DOMINIQUE GRASSO. — Un vol. relié toile 13 × 20 cm, de 382 pages. Prix : 25,50 F. Apostolat des Editions, Paris.
- *Hommes avec les hommes*, par JEAN-BERTRAND BARY (coll. « A pleine vie »). — Un vol. in-8° couronne, de 184 pages. Prix : 12 F. Les Editions Ouvrières, Paris.
- *L'Eucharistie au secours de la foi*, par G.-M. GARRONE (coll. « Problèmes d'aujourd'hui »). — Un vol. 14,5 × 18 cm, de 212 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.
- *Le Thème biblique de la connaissance*. Etude d'une racine par FL. GABORIAU. — Format 16,5 × 24,5 cm, de 94 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.
- *La Lettre aux Galates*, par G. SCHNEIDER (coll. « Parole et Prière »). Traduit de l'allemand par CARL DE NYS. — Un vol. 14 × 20,7 cm, de 164 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.
- *Des Chrétiens ont pris la parole*. Cinq entretiens sur l'attente de Dieu, textes recueillis et commentés par J. PUYO, J.-C. ESLIN, E. CHARPENTIER. — Un vol. 14 × 20 cm, de 288 pages. Prix : 13,50 F. Editions du Senevé, Paris.
- *Pour une publicité différente*, par J.-CL. MACQUET (coll. « Communication et Société »). — Un plaquette 14 × 20 cm, de 64 pages. Prix : 4 F. Editions du Senevé, Paris.

- *Le Seigneur est avec nous*. Célébrations pour enfants 7-10 ans, par l'abbé MAURICE FOURMOND et FRANÇOIS DESTANG. — Format 17 × 24 cm, de 168 pages. Prix : 9,60 F. Editions du Senevé, Paris.
- *De Luther au Concile de Trente*, par l'abbé H. HUVELIN. Cours sur l'histoire de l'Eglise, n° 9, présenté et annoté par M.-Th. et Fr. LOUIS-LEFEBVRE. Préface de JEAN GUITTON. — Un vol. 14 × 19 cm, de 336 pages. Prix : 15 F. Editions Saint-Paul, Paris.
- *Le Renouveau de la vie spirituelle au XVII<sup>e</sup> siècle*, par l'abbé H. HUVELIN. Cours sur l'histoire de l'Eglise, n° 10, présenté et annoté par M.-Th. et Fr. LOUIS-LEFEBVRE. — Un vol. 14 × 19 cm, de 292 pages. Prix : 15 F. Editions Saint-Paul, Paris.
- *La Paix de l'automne*, par MARIE FARGUES. — Un vol. 12,7 × 18 cm, de 216 pages. Prix : 16 F. Editions Mame, Paris-Tours.
- *Dom Helder Camara*. La violence d'un pacifique, par JOSÉ DE BROUCKER. — Un vol. 14,5 × 19,5 cm, de 224 pages. Prix : 15 F. Editions Fayard, Paris.

## CONFÉRENCES DE CARÊME 1971

NOTRE-DAME DE PARIS

# Aujourd'hui Jésus-Christ

par le P. André BRIEN

Retrouver comment Jésus-Christ a porté son existence humaine et comment il peut orienter l'existence des hommes de notre temps, tel est le but que se propose cette nouvelle série de Conférences de Carême de Notre-Dame de Paris.

L'abonnement aux 6 conférences : F 18.

Nom .....

Adresse .....

Je m'abonne à la série des 6 conférences de Carême de Notre-Dame.

Ci-joint 18 F que je règle par :

● Chèque bancaire ● Mandat-poste

● Virement postal (joindre les 3 volets)

BAYARD-PRESSE — CCP 16-68 Paris.

Découpez ce bon et adressez-le à

CONFÉRENCES NOTRE-DAME

Bayard-Presse, 5, rue Bayard, 75-Paris-8<sup>e</sup>.

DOC

# Actes de S. S. Paul VI

## ALLOCUTION AU TRIBUNAL DE LA ROTE

A l'occasion de l'ouverture de l'Année judiciaire, Paul VI a reçu en audience, le 28 janvier, les membres du Tribunal de la Rote, auxquels il a adressé cette allocution en réponse à l'adresse d'hommage de Mgr Filiptak, doyen du Tribunal (1) :

Comme chaque année, l'inauguration solennelle de l'activité judiciaire du Tribunal de la S. Rote romaine nous donne l'agréable occasion de recevoir ses membres, qui se sont acquis tant de mérites au service du Saint-Siège : Mgr le doyen, que nous remercions de sa noble allocution, le collège des prélats auditeurs, les officiers du Tribunal et le *Studio Rotale*. Nous les saluons, les félicitons et les encourageons tous.

Vous attendez de nous une parole au début de votre année et nous sommes heureux de réfléchir un instant avec vous sur certains points qu'évoque en nous votre présence. Nous le ferons en toute simplicité et sans aucune prétention doctorale, même si les controverses actuelles sur ces points mériteraient certaines précisions doctrinales.

### L'exercice de l'autorité dans l'Eglise

1. Avant tout, l'exercice de l'autorité dans l'Eglise, avec les pouvoirs précis qui en découlent de par la volonté même du Christ, dans l'esprit de cet amour évangélique en vertu duquel toute manifestation d'autorité est un devoir de fidélité à la volonté du Christ et une responsabilité au service de la communauté. L'ordre de la charité comporte en effet que chacun aime son prochain — et tout homme est notre prochain, selon le commandement nouveau de Jésus, — c'est-à-dire que chacun « serve » les autres et leur soit utile. Les autres sont l'objet, non l'origine de l'autorité, laquelle est instituée *pour* leur service et non à leur service.

### La notion d'autorité-service

Nous le savons, certains dans la communauté ont le devoir et le droit de se rendre

utiles aux autres, sous des formes et pour des fins déterminées ; ils sont « ministres » de la charité, de l'Evangile, de l'Eglise ; ils constituent la hiérarchie. Dans cette dernière, la notion d'autorité-service se réalise dans une mesure et d'une manière plus pleines ; c'est-à-dire qu'en vertu d'un mandat qui vient de l'amour de Dieu, elle devient charité humaine, parce qu'elle découle du Christ et de Dieu — et c'est pourquoi, pour certaines opérations, elle revêt le caractère fonctionnel de supériorité sociale — et parce qu'elle s'exerce toujours dans le don de soi, pour le service et en esprit de service, avec un caractère d'exclusivité fondé sur l'appel de Dieu. (Cf. He 5, 4.)

La constitution *Lumen gentium* a bien mis en relief ce caractère de prééminence, dans la recherche et la diversité des pouvoirs et des dons avec lequel l'unique Esprit pare son Eglise. « Parmi ces dons, a dit le II<sup>e</sup> Concile du Vatican (ib., 7), la grâce accordée aux apôtres tient la première place : l'Esprit lui-même soumet à leur autorité jusqu'aux bénéficiaires des charismes (cf. 1 Co 14). Le même Esprit, qui est par lui-même principe d'unité dans le corps où s'exerce sa vertu et où il réalise la connexion intérieure des membres, produit et stimule entre les fidèles la charité. » L'ensemble des lois établies par l'autorité de l'Eglise rentre donc lui aussi dans cette perspective du bien suprême de la société ecclésiale et de ses membres, parce que tout part de la notion d'Eglise, du principe (Dieu) et de la fin (le prochain) qui la régissent.

Cette conception a été examinée et approfondie par le Concile, qui a mis en lumière le caractère mystique de l'Eglise (aspect charismatique) et de son aspect visible, l'un et l'autre hiérarchiques et communautaires, en soulignant que le but de l'autorité de l'Eglise est de servir. Par ailleurs, le Concile a mis en relief le caractère particulier et irremplaçable de l'autorité : « Chargés des Eglises particulières comme vicaires et légats du Christ, les évêques les dirigent par leurs conseils, leurs encouragements, leurs exemples, mais aussi par leur autorité et par l'exercice du pouvoir sacré... Ce pouvoir qu'ils exercent personnellement au nom du Christ est un pouvoir propre ordinaire et immédiat : il est soumis cependant dans son exercice à la régulation dernière de l'autorité suprême de l'Eglise et, en considération de l'utilité de l'Eglise ou des fidèles, il peut être, par cette autorité, resserré en certaines limites. En vertu de ce pouvoir, les évêques ont le *droit sacré, et devant Dieu le devoir, de porter des*

(1) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 29 janvier 1971. Traduction et sous-titres de la DC.



lois pour leurs sujets, de rendre les jugements et de régler tout ce qui concerne l'ordre du culte et de l'apostolat... Quant aux fidèles, ils doivent s'attacher à leur évêque comme l'Eglise à Jésus-Christ et comme Jésus-Christ à son Père, afin que toutes choses conspirent dans l'unité et soient fécondes pour la gloire de Dieu. » (*Lumen gentium*, 27.)

### Un double danger

Il est bien vrai qu'aujourd'hui, à force d'insister sur le caractère de « service » de l'autorité de l'Eglise, certains peuvent en arriver à ces deux conséquences, dangereuses pour la notion fondamentale de l'Eglise : donner la priorité à la communauté, en lui reconnaissant des pouvoirs charismatiques efficients et propres ; et négliger l'aspect potestatif dans l'Eglise, en discréditant fortement les fonctions canoniques dans la société ecclésiale. C'est ainsi qu'est née l'idée d'une liberté sans limites, d'un pluralisme autonome, et l'accusation de « juridisme » portée contre la tradition et l'action législative de la hiérarchie.

*L'autorité ne contrarie pas,  
mais garantit l'action de l'Esprit-Saint  
dans le peuple de Dieu*

Devant ces interprétations, qui ne correspondent pas fondamentalement à la pensée du Christ et de l'Eglise, nous voudrions aujourd'hui encore rappeler que l'autorité, c'est-à-dire le pouvoir de coordonner les moyens permettant l'obtention de la fin de la société ecclésiale, loin de contrarier l'action de l'Esprit dans le peuple de Dieu, l'achemine et la garantit. C'est le Christ lui-même qui a donné cette autorité à Pierre et aux apôtres, ainsi qu'à leurs légitimes successeurs : « Tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre. Allez donc, de toutes les nations faites des disciples... en leur apprenant à observer tout ce que je vous ai prescrit » (Mt 28, 18-19) ; « tout ce que vous lierez sur la terre sera tenu au ciel pour lié, et tout ce que vous délierez sur la terre sera tenu au ciel pour délié » (Mt 18, 18) ; « qui vous écoute m'écoute, qui vous rejette me rejette, et qui me rejette rejette celui qui m'a envoyé ». (Lc 10, 16.) La charge de lier et de délier a aussi été confiée personnellement à Pierre (Mt 16, 19 ; cf. également Mt 18, 18 ; Jn 20, 23), lequel est constitué « pierre » dans l'édifice de l'Eglise (Mt 16, 18), c'est-à-dire « principe et fondement de l'unité » (*Lumen gentium*, 23), et déclaré Pasteur par excellence de l'Eglise (Jn 21, 16-17). Les propositions de notre humble catéchisme n'ont rien perdu de leur vérité et de leur solennité : il y a une transmission de pouvoir du Christ aux apôtres, dont le chef est Pierre, et des apôtres aux évêques, leurs successeurs, dont le chef est l'évêque de Rome, successeur de Pierre. Comme nous l'avons vu, le II<sup>e</sup> Concile du Vatican résume cette transmission de pouvoir dans le droit et le devoir devant le Seigneur de « porter des lois, rendre les jugements et régler tout ce qui concerne l'ordre du culte et de l'apostolat ». (*Loc. cit.*) Par conséquent, outre les fonctions de ministère et de magistère, le Concile a également considéré, sur un plan profondément pastoral,

et en lui donnant des fondements dogmatiques, le triple pouvoir de juridiction et de gouvernement (*regimen*) que les évêques ont le droit et le devoir d'exercer, à savoir : le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir coercitif (cf. *Encycl. Immortale Dei* de Léon XIII, 1885, dans *Acta S. Sedis*, 18, p. 165).

### Le pouvoir judiciaire

2. Arrêtons-nous un instant sur le pouvoir judiciaire, qui en ce moment nous intéresse plus spécialement, c'est-à-dire le pouvoir de régler les différends existant entre les fidèles, ou de juger un fait que l'on prétend avoir été commis contre la loi, afin d'y porter remède. Ce pouvoir est tellement lié au pouvoir législatif que sans lui ce dernier serait sans vigueur. C'est en vain, en effet, que le supérieur aurait autorité pour porter des lois si ensuite il n'avait pas le pouvoir de les faire observer, qu'il s'agisse d'en punir la transgression ou de trancher des litiges et des controverses dans lesquels il s'agit de définir équitablement le droit. Une autorité législative qui n'aurait pas également le pouvoir exécutif et judiciaire serait socialement vaine, car elle n'aurait pas les moyens de garantir sa propre stabilité, c'est-à-dire le maintien efficace de l'ordre, pour le bien commun, contre l'arbitraire, le despotisme et la violence, lesquels seraient autrement inévitables (cf. can. 2214).

Or on ne peut nier à l'Eglise, dotée par institution divine d'un authentique pouvoir de juridiction à proprement parler — même s'il n'est qu'analogiquement semblable à ceux d'origine humaine — ce que l'on doit reconnaître à toute société bien ordonnée. Cela demeure substantiellement vrai même si dans la société civile les trois pouvoirs sont exercés par des organes distincts, et si la magistrature, à laquelle est attribué le pouvoir judiciaire, jouit d'une indépendance particulière par rapport aux autres organismes.

Dans l'Eglise, l'unité du triple pouvoir est garantie par les personnes auxquelles le Christ l'a confié (le Pape et les évêques). Cependant, comme on le sait, l'exercice de celui-ci est ordinairement confié à des personnes ou à des organismes différents (par exemple les S. congrégations, les tribunaux, les vicaires généraux, les officiaux).

### L'attitude de saint Paul devant les charismes et les charismatiques

3. Saint Paul, dans lequel certains voient le défenseur des charismes contre l'« institutionnalisme » de l'Eglise, nous donne d'importants exemples d'exercice du pouvoir judiciaire et coercitif. A titre de principe, saint Paul réserve le pouvoir de juger aux « saints », c'est-à-dire à ceux qui appartiennent à la communauté chrétienne, d'autant plus que c'est à eux qu'il appartient de juger le monde (cf. 1 Co 6) ; mais, pour sa part, saint Paul exerce avec vigueur le pouvoir de juger et de punir. Nous ne voulons pas rappeler ici les paroles par lesquelles il a jugé et condamné un fidèle de Corinthe, coupable d'inceste (cf. 1 Co 5). Il suffira de lire sa 2<sup>e</sup> lettre aux Corinthiens et celle aux Galates, écrite tout de suite après, pour voir comment



l'apôtre des gentils, le chantre inspiré de la charité (cf. 1 Co 13), exerçait le pouvoir dont il avait conscience qu'il lui avait été donné par le Christ.

On pourrait multiplier les exemples. Mais il est intéressant de voir comment l'apôtre Paul exerçait son pouvoir de jugement à l'égard des charismes et des charismatiques. Il est certes vrai que l'Esprit est pleinement libre de son action, et saint Paul, prenant position contre les Thessaloniens, recommande de ne pas éteindre l'Esprit (cf. 1 Th 9, 19). Mais il est non moins vrai que les charismes sont pour le bien de la communauté, que tous n'ont pas les mêmes charismes, et que, par suite de la faiblesse humaine, les charismes peuvent être confondus avec les idées et tendances personnelles, lesquelles ne sont pas toujours justes. Il est donc nécessaire de juger et de distinguer les charismes pour en contrôler l'authenticité, pour les coordonner avec les critères tirés de la doctrine du Seigneur, selon l'ordre qui doit être observé dans la communauté ecclésiale. Cette fonction appartient à la hiérarchie sacrée, instituée elle aussi par un charisme spécial, au point que saint Paul ne reconnaît comme valide aucun charisme qui n'obéit pas à sa charge apostolique (cf. 1 Co 4, 21 ; 12, 4 et s. ; Ga 1, 8 ; Col 2, 1-23).

### La façon d'exercer le pouvoir judiciaire

4. Il faut distinguer le pouvoir judiciaire de la façon dont il est exercé. Il est évident qu'étant donné la nature particulière de la communauté ecclésiale, ce pouvoir, sous de nombreux aspects, n'y est pas exercé de la même manière que dans la société civile. Il sera utile, à ce propos, de faire les simples observations qui suivent :

#### *L'influence du droit romain*

a) On ne peut nier que l'Eglise, au cours de son histoire, ait emprunté certaines normes à d'autres cultures — au droit romain, pour citer un exemple bien connu de tous, mais qui n'est pas le seul. Il en est ainsi notamment pour l'exercice de son pouvoir judiciaire.

Il est malheureusement vrai que l'Eglise ait emprunté aux législations civiles, dans les siècles passés, également de graves imperfections, et même des méthodes à proprement parler injustes, objectivement tout du moins, dans l'exercice du pouvoir tant judiciaire que coercitif (cf. JOURNET, *l'Eglise*, 1, p. 331 et s. ; J. MARITAIN, *De l'Eglise du Christ. La personne de l'Eglise et son personnel*, 1970, p. 237 et s.). Il faut se réjouir du grand progrès qui a été accompli sur ce point, pour ce qui est de la sensibilité et des méthodes. Mais il faut reconnaître qu'en ce qui concerne le droit romain, l'Eglise a bien fait de s'en inspirer au moment où ce droit s'imposait par sa sagesse, son équilibre et sa juste estime des choses humaines. Dans le corps de l'ancien droit civil positif, plus que l'œuvre d'un habile législateur, elle voyait cette « juste mesure naturelle » (cf. CICÉRON, *De Rep.* III, 22) qui confère à la loi le prestige d'un esprit raisonnable, juste et humain. Et il ne faut pas oublier qu'au cours du temps, le droit civil romain a subi de profondes modifications, sous l'influence non seulement

d'autres cultures et législations, mais aussi et peut-être surtout, de la doctrine chrétienne. C'est le phénomène extrêmement intéressant du *droit commun* qui, par la suite, a tellement influencé les législations canoniques, jusqu'aux codes des temps modernes, dans la formulation des droits de l'homme, aujourd'hui universellement proclamés. Il n'est donc pas étonnant que les rédacteurs du premier Code de droit canonique se soient, dans une certaine mesure, inspirés, également dans la partie concernant les jugements, de la sagesse du vieux droit profane.

#### *La rédaction du nouveau Code de droit canon*

b) Les principes dont s'inspire la rédaction du nouveau Code de droit canon, approuvés par la première Assemblée générale du Synode des évêques, donnent une sûre orientation également pour la révision du droit judiciaire et pénal, en recommandant un style plus conforme à l'esprit pastoral du II<sup>e</sup> Concile du Vatican. La Commission pour la réforme du Code est en train de travailler dans ce sens, et nous pouvons dire que dans ce domaine une grande partie du travail a déjà été faite au sein des groupes d'étude. Les schémas déjà préparés prévoient, outre une accélération notable des procès canoniques, une sauvegarde plus manifeste des droits personnels des fidèles.

#### *Une justice ayant une âme*

c) Dans la procédure canonique, un sain formalisme juridique est certainement de rigueur. Sinon, ce serait le règne de l'arbitraire, qui causerait des torts très graves aux intérêts des âmes. Mais le jugement dépend aussi et surtout d'une estimation équilibrée des preuves et des indices de la part du juge, dont la conscience est donc particulièrement engagée. Le juge ecclésiastique personnifie essentiellement cette « justice ayant une âme » dont parle saint Thomas en citant Aristote (II-II<sup>ae</sup>, 60, 1). Il doit donc concevoir et exercer sa mission dans un esprit sacerdotal, en acquérant, en même temps que la science (juridique, théologique, psychologique, sociale, etc.), une grande et habituelle maîtrise de lui-même, et en s'efforçant de croître en vertu, afin de ne pas faire écran éventuellement, par une personnalité défectueuse et tortueuse, au pur rayonnement de la justice dont le Seigneur lui a fait don pour le bon exercice de son ministère. C'est ainsi que, également lorsqu'il prononcera la justice, il sera un prêtre et un pasteur d'âmes n'ayant en vue que Dieu.

Le style pastoral, l'esprit de charité et de compréhension visent précisément à cela. Donc, non pas la loi pour la loi, ni le jugement pour le jugement, mais loi et jugement au service de la vérité, de la justice, de la patience et de la charité, toutes vertus qui constituent l'essence de l'Evangile et qui aujourd'hui doivent caractériser plus que quiconque le juge ecclésiastique.

#### **Vers une administration plus pastorale de la justice dans l'Eglise**

En cette heureuse circonstance qui nous donne l'occasion de saluer, au moment où ils



reprennent leur activité anuelle, le tribunal de la Rote romaine et tous les autres Tribunaux ecclésiastiques remplissant une mission analogue, nous avons voulu par ces élémentaires observations réaffirmer et honorer la fonction judiciaire de l'Eglise catholique. Presque sans nous en apercevoir, nous avons esquissé le processus de son évolution à partir de la nature et des origines de l'Eglise; cette Eglise établie par le Christ comme société humaine et visible, organiquement structurée, comme corps animé par l'Esprit-Saint, dont le Christ est la tête, et qui, comme le dit saint Paul, « opère sa croissance et se construit lui-même dans la charité » (Ep 4, 16); cette Eglise dont le but historique en cette époque postconciliaire s'identifie avec l'esprit pastoral qui doit plus profondément imprégner l'exercice de la fonction judiciaire. C'est ainsi que — et c'est notre vœu — l'administration de la justice ecclésiastique apparaîtrait comme imprégnée de ce style pastoral, caractérisé certes par les exigences intimes et imprescriptibles de l'ordre, mais en même temps par cette découverte progressive de la dignité de la personne humaine, à laquelle l'Eglise, mère et maîtresse, nous conduit aujourd'hui, et à laquelle elle a consacré la célèbre constitution du récent Concile, *Gaudium et spes*, que l'on appelle « Constitution pastorale parce que, s'appuyant sur des principes doctrinaux, elle entend exprimer les rapports de l'Eglise et du monde, de l'Eglise et des hommes d'aujourd'hui ». (*Ib.*, note initiale.)

### Une justice accessible à tous

Mais ne regardons pas seulement l'avenir. Nous sommes heureux de pouvoir aussi aujourd'hui regarder le présent. Les paroles prononcées tout à l'heure par le vénéré doyen de la S. Rote romaine nous y obligent; elles nous autorisent donc à nous réjouir avec lui et avec les éminents auditeurs et officiers de ce tribunal. Nous savons et nous voyons, en effet, qu'il accomplit sa tâche avec une haute conscience de ses droits et de ses devoirs, avec une intégrité absolue dans l'interprétation et l'application de la loi canonique, avec une sage compréhension des besoins de l'Eglise et des hommes d'aujourd'hui, avec un total désintéressement et même avec le profond souci que la justice soit accessible à tous, aux moins fortunés aussi bien qu'aux autres. Et il y a là non seulement un juste respect des lois judiciaires propres à l'Eglise, mais un témoignage exemplaire de sa belle tradition romaine et de la conscience de sa vocation présente de fidélité au Christ et à l'Esprit qui, de lui, doit se répandre dans les membres de son Corps mystique.

\*\*

Voilà, vénérés et doctes prélats, les réflexions dont nous voulions vous faire part, en toute simplicité, en cette circonstance qui nous est si agréable. Nous ne doutons pas que vous poursuiviez votre action, au service de l'Eglise, avec cette conscience de votre très haute responsabilité et ce dévouement total qui doivent vous caractériser en tant que fidèles collaborateurs du Pape et du Saint-Siège. Nous invoquons sur vous les dons de l'Esprit-Saint, que vous avez

prié ce matin avec ferveur, et en gage de sa continuelle assistance, nous vous donnons de tout cœur notre Bénédiction apostolique.

## ALLOCUTION AU CONSEIL DU SECRETARIAT DU SYNODE EPISCOPAL

*Du 11 au 15 janvier, s'est réuni pour la troisième fois le Conseil du Secrétariat du Synode épiscopal (1), pour préparer le Synode général qui s'ouvrira le 30 septembre 1971 et qui aura pour thème : « Le sacerdoce ministériel » et « La justice dans le monde » (2). Paul VI a reçu les membres du Conseil le 15 janvier et leur a adressé cette allocution (3) :*

### VÉNÉRABLES FRÈRES,

C'est avec une joie profonde que nous vous accueillons, vous qui êtes venus à Rome pour la troisième réunion du Conseil du Secrétariat général du Synode épiscopal.

Votre présence évoque en effet pour nous l'agréable souvenir de tous nos frères dans l'épiscopat et resserre les liens de la communion hiérarchique, pour le bien de la sainte Eglise de Dieu.

Il serait superflu de vous redire avec quelle estime nous suivons le travail que vous faites au Conseil du Secrétariat du Synode, ainsi que le soin avec lequel vous collaborez à la bonne préparation de la prochaine Assemblée générale convoquée par nous et qui, s'il plaît à Dieu, se réunira le 30 septembre de cette année, en la fête de saint Jérôme, prêtre et docteur de l'Eglise.

Nous rendrons alors grâce au Seigneur, parce qu'« il est bon et agréable de se réunir entre frères ». Nous nous rencontrerons en effet avec les représentants de toutes les Conférences épiscopales, et nous bénéficierons de leurs conseils sur deux problèmes qui nous tiennent si vivement à cœur : le sacerdoce ministériel et la justice dans le monde.

L'expérience de ces dernières années nous a en effet confirmé combien actuel est cet enseignement du II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican : « le renouveau de l'Eglise entière, souhaité par tous, dépend pour une grande part du ministère des prêtres. » (cf. *Optatam totius*, préambule.) Il convenait donc que soit inscrit en premier au programme de la prochaine Assemblée synodale ce sujet si important pour la vie de l'Eglise et auquel également les différentes Conférences épiscopales, des théologiens et des maîtres de vie spirituelle ont dernièrement consacré de nombreuses études.

(1) Cf. DC 1970, p. 342 (création et composition du Conseil); 516, 977 (allocutions de Paul VI aux deux premières sessions); 650, 1022 (déclarations du cardinal Marty).

(2) Cf. DC 1971, n° 1578, p. 59.

(3) Textes latin et italien dans l'*Osservatore Romano* du 16 janvier 1971. Traduction de la DC.

Le thème de la justice dans le monde, ensuite, répond à la nécessité d'une contribution toujours plus grande de l'Eglise tout entière à l'instauration de la justice sociale dans le monde, à une heure aussi délicate de son histoire. Cette question a déjà été longuement traitée par le II<sup>e</sup> Concile oecuménique du Vatican dans son admirable Constitution sur la mission de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. Cette question, nous l'avons affrontée en de multiples occasions, surtout dans l'encyclique *Populorum progressio*. Mais elle exige toujours de nouvelles études et de nouveaux efforts pour une action toujours renouvée et adaptée aux nécessités concrètes de l'Eglise sur ce point. « De la mission religieuse de l'Eglise découlent une fonction, des lumières et des forces qui peuvent servir à constituer et à affermir la communauté des hommes selon la loi divine. » (Cf. *Gaudium et spes*, n° 42.)

Nous vous disons donc merci de tout cœur, vénérables Frères, et nous unissons nos prières aux vôtres pour que « du Père des lumières » descende l'aide rendant fructueuses les peines que vous consacrez au nécessaire approfondissement des thèmes que nous avons rappelés et qui seront traités à la prochaine Assemblée synodale. En gage de ce « don parfait » de Dieu et en témoignage de notre bienveillance, nous vous donnons affectueusement à tous notre Bénédiction apostolique.

## LE RESPECT DE LA VIE

*A la fin de l'audience générale du 27 janvier, Paul VI a fait, pour la télévision française, la déclaration ci-après qui a été retransmise dans la soirée du samedi 30 janvier, sur la deuxième chaîne, dans le cadre de l'émission « Le troisième œil », dont le thème était : « Le prix d'une vie humaine » :*

Et maintenant, c'est aux téléspectateurs de la deuxième chaîne de la télévision française que nous nous adressons, heureux de cette occasion de vous saluer, de vous dire toute notre affection, et de vous adresser quelques mots dans le cadre de l'émission sur le respect de la vie.

Frères et amis qui m'écoutez, vous le savez : il y a des valeurs qui sont comme la pierre de touche d'une civilisation ; si l'on y porte atteinte, c'est l'homme lui-même qui est menacé. Ainsi, attenter à la vie humaine, sous quelque prétexte que ce soit et sous quelque forme qu'on l'envisage, c'est méconnaître l'une de ces valeurs essentielles à notre civilisation. Au plus profond de nos consciences — chacun de nous peut l'éprouver — s'affirme comme un principe incontestable et sacré le respect de toute vie humaine, de celle qui s'éveille, de celle qui ne demande qu'à s'épanouir, de celle qui s'achemine vers son dénouement, de celle surtout qui est faible, démunie, sans défense, à la merci des autres.

Le Concile l'a récemment rappelé avec force : toute vie est sacrée. A l'exception de la légitime défense, rien n'autorise jamais un homme à disposer de la vie d'un autre, pas plus que de la sienne propre. A contre-courant, s'il le faut, de ce qu'on pense et de ce qu'on dit parfois autour de nous, répétons-le sans nous lasser : toute vie humaine doit être absolument respectée ; de même que l'avortement, l'euthanasie est un homicide.

Frères et amis qui m'écoutez, cette vie qui est la vôtre, celle de vos parents, celle de vos enfants, celle de tous les hommes, cette vie fragile et si vite écoulée, demeure, en dépit des épreuves qui la traversent, notre bien le plus précieux. C'est une conviction de foi pour ceux d'entre nous qui croient au Christ et auxquels l'Evangile enseigne que notre mort terrestre est un passage vers la vie éternelle.

(Texte français dans l'Osservatore Romano des 1<sup>er</sup>-2 février 1971.)

## APOLLO 14

*Voici l'allocution que Paul VI a prononcée le dimanche 7 février, avant la récitation de l'Angelus, au moment où les astronautes américains Shepard et Mitchell se trouvaient encore sur la Lune (où ils étaient restés trente-trois heures trente), avant de rejoindre Roosa, pilote de la cabine Apollo 14. Après avoir évoqué le tremblement de terre de Tuscania, Paul VI a poursuivi :*

[...] Mais cela n'empêche pas notre pensée de se tourner vers l'extraordinaire véhicule lunaire, tant cette inconcevable réalité, encore une fois, nous remplit d'étonnement et d'admiration. Notre cri d'admiration voudrait se transformer en un chant de plénitude spirituelle s'inspirant de deux thèmes : l'homme et Dieu.

L'homme, cet atome de l'univers, de quoi n'est-il pas capable ! Honneur à l'homme, à la pensée, à la science, à la technique, au travail, à la hardiesse humaine. Honneur à la synthèse que l'homme sait faire entre la science et sa mise en œuvre, lui qui, à la différence de tous les autres animaux, sait donner des instruments de conquête à son intelligence et à ses mains. Honneur à l'homme, roi de la terre, et maintenant prince des cieux. Honneur à l'être vivant que nous sommes, qui reflète en lui le visage de Dieu et qui, en dominant les choses, obéit à l'ordre de la Bible : emplissez la terre et soumettez-la. Depuis des siècles, l'homme réfléchit sur son énigme : connais-toi toi-même. Aujourd'hui il progresse dans cette découverte de lui-même. Il est un « plant fécond », comme dit la Bible (Gn, 49, 22). L'homme voit refléter en lui son mystère invisible, l'esprit immortel, et il obéit à son destin naturel qui le pousse à progresser. Il ne s'agit pas là d'une vaine ambition, mais d'une réponse à la vocation de son être, qui en même temps apprend à lire dans le cosmos l'exigence d'un principe créateur mystérieux et silencieux, éternel et tout-puissant, qui pense et agit. La pâle désolation, pleine de réalités et de lois, du satellite exploré, nous le suggère. Quel sujet de méditation ! Disons avec le psaume : « Les cieux racontent la gloire de Dieu, et l'œuvre de ses mains, le firmament l'annonce. » (Ps 18, 2.)

Devant de telles merveilles, il est beau de prier.

(Texte italien dans l'Osservatore Romano des 8-9 février 1971. Traduction de la DC.)

## ERRATUM

Dans le message de Paul VI pour la paix, publié dans notre numéro du 20 décembre 1970, les mots indiqués ci-après en italique manquaient dans la traduction diffusée par la Polyglotte vaticane (p. 1102, deuxième colonne, lignes 10 et 11 en partant du bas) : « ... l'on recourt à la torture et au terrorisme ; l'on recourt au délit et à la violence... ».



# Actes du Saint-Siège

## LA PROCÉDURE POUR L'EXAMEN DES DOCTRINES

*Nouveau règlement établi par la S. Congrégation pour la Doctrine de la foi (1)*

La S. congrégation pour la Doctrine de la foi établit et publie ci-après la « procédure pour l'examen des doctrines », en conformité avec le Motu proprio « *Integrae servandae* » du 7 décembre 1965 (2) :

1. Les livres et les autres publications ou conférences, dont le contenu relève de la compétence de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, sont transmis au Congrès (3), composé des supérieurs et des officiers, qui se réunit tous les samedis. Si l'opinion examinée est clairement et certainement erronée, si en même temps on prévoit que sa divulgation puisse causer, ou a déjà causé, un mal réel aux fidèles, le Congrès peut décider que l'on adoptera la procédure extraordinaire, c'est-à-dire que le cas soit porté immédiatement à la connaissance de l'Ordinaire ou des Ordinaires intéressés, et que l'auteur soit invité par son Ordinaire à corriger son erreur. Après avoir reçu la réponse de l'Ordinaire ou des Ordinaires, la congrégation ordinaire prendra les mesures voulues, conformément aux articles 16, 17 et 18 ci-après.

2. Le Congrès décide également si certaines publications ou conférences doivent être examinées plus attentivement en suivant la procédure ordinaire. S'il prend cette décision, le Congrès nomme deux experts, qui préparent les vœux (4), et le rapporteur *pro auctore* (5). Le Congrès décide également s'il faut avertir le ou les Ordinaires intéressés immédiatement ou seulement une fois que l'examen est terminé.

3. Ceux qui sont chargés de rédiger les vœux examinent le texte authentique de l'auteur pour voir s'il est conforme à la Révélation et au magistère de l'Eglise ; ils expriment un jugement sur la doctrine qui y est contenue, en suggérant, le cas échéant, ce qui doit être fait.

4. Le cardinal préfet, le secrétaire, et, en leur absence, le sous-secrétaire ont le pouvoir de confier le vœu à l'un des consultants, en cas d'urgence, mais la désignation d'un expert *ex*

*commissione speciali* est toujours faite par le Congrès.

5. Les vœux sont imprimés en même temps que le rapport de l'office, qui contient toutes les informations utiles pour le jugement à porter sur l'affaire en question, ainsi que sur les actes antérieurs relatifs à cette même question ; sont enfin imprimés les documents permettant d'approfondir l'examen, surtout dans le contexte théologique de la question traitée.

6. L'ensemble du rapport et des vœux, dont il a été parlé ci-dessus, sera remis au rapporteur *pro auctore*. Celui-ci a le droit de prendre connaissance de tous les documents concernant l'affaire qui se trouvent à la S. congrégation. La tâche du rapporteur *pro auctore* est de montrer en esprit de vérité les aspects positifs de la doctrine et les mérites de l'auteur ; de coopérer à l'interprétation authentique de la pensée de l'auteur dans le contexte théologique et général ; de répondre aux remarques des rapporteurs et des consultants ; de porter un jugement sur l'influence exercée par les opinions de l'auteur.

7. Ce même rapport, avec les vœux et les autres documents, est distribué aux consultants au moins une semaine avant d'être discuté en assemblée des consultants.

8. La discussion devant l'assemblée des consultants commence par l'exposé du rapporteur *pro auctore*. Après lui, chaque consultant, oralement ou par écrit, exprime son avis sur le contenu du texte examiné. Ensuite, le rapporteur *pro auctore* peut demander la parole pour répondre aux observations ou éventuellement apporter des éclaircissements. Lorsque les consultants expriment leurs vœux, le rapporteur sort de la salle. Au terme de la discussion, ces vœux sont lus et approuvés par les consultants.

9. Le rapport, accompagné des vœux des consultants, du rapport *pro auctore* et du compte rendu de la discussion, est ensuite distribué à la congrégation ordinaire des cardinaux de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi, au moins une semaine avant que l'affaire soit discutée par celle-ci. Peuvent participer de plein droit à la congrégation ordinaire chacun des sept évêques-membres qui résident hors de Rome.

10. La congrégation ordinaire est présidée par le cardinal préfet qui présente la question et exprime son opinion ; les autres s'expriment ensuite, en suivant l'ordre. Le sous-secrétaire recueille par écrit les avis de tous, qui sont lus et approuvés à la fin de la discussion.

(1) Textes latin et italien dans *l'Osservatore Romano* du 5 février 1971. Traduction de la DC.

Ce document a été présenté à la presse le 4 février par M. Federico Alessandrini, directeur de la salle de presse du Saint-Siège, et par Mgr Jozef Tomko, de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi.

(2) Cf. DC 1966, n° 1462, col. 82. (NDLR.)

(3) En latin : *Congressus* ; en italien : *Congresso*. (NDLR.)

(4) En latin : *vota* ; en italien : *voti*. (NDLR.)

(5) Défenseur de l'auteur. (NDLR.)

11. Le cardinal préfet ou le secrétaire, au cours de la prochaine audience hebdomadaire accordée à l'un ou à l'autre par le Souverain Pontife, propose ces décisions à celui-ci pour approbation.

12. Si l'examen ne fait pas apparaître d'opinions erronées ou dangereuses au sens indiqué à l'art. 2, on le communique à l'Ordinaire si celui-ci a été précédemment informé de l'examen. Si, au contraire, l'examen a fait apparaître des opinions fausses ou dangereuses, l'Ordinaire de l'auteur ou les Ordinaires intéressés en sont avertis.

13. Les propositions qui ont été estimées erronées ou dangereuses sont communiquées à l'auteur pour que, dans le délai d'un mois utile, il puisse présenter sa réponse par écrit. Ensuite de quoi, si un entretien s'avère nécessaire, l'auteur sera invité à une rencontre personnelle avec des délégués de la S. congrégation.

14. Ces délégués doivent rédiger un procès-verbal écrit rendant compte de l'entretien, au moins d'une façon résumée, et le signer avec l'auteur.

15. Tant la réponse écrite de l'auteur que le résumé de l'éventuel entretien seront présentés pour décision à la congrégation ordinaire. Cependant, si la réponse écrite de l'auteur ou l'entretien fait apparaître des éléments doctrinaux nouveaux qui requièrent un examen approfondi, cette réponse écrite ou le résumé de l'entretien est d'abord soumis à l'assemblée des consultants.

16. Si l'auteur n'envoie pas sa réponse ou s'il ne se présente pas à l'entretien auquel il a été invité, la congrégation ordinaire prendra les décisions opportunes.

17. La congrégation ordinaire décide également si et comment doit être publié le résultat de l'examen.

18. Les décisions de la congrégation ordinaire sont soumises à l'approbation du Souverain Pontife et ensuite communiquées à l'Ordinaire de l'auteur.

Au cours de l'audience accordée au cardinal soussigné préfet de cette S. congrégation, le 8 janvier 1970, le Souverain Pontife Paul VI a confirmé et approuvé ce Règlement, et il a ordonné qu'il soit publié.

A Rome, le 15 janvier 1971.

Franjo card. SEPER, préfet.  
Paul PHILIPPE, secrétaire.

## LE BAPTEME DES PETITS ENFANTS

### *Réponse de la S. congrégation pour la Doctrine de la foi (\*)*

Le P. Reinhard a exposé naguère dans la Maison-Dieu le problème qui se pose dans le diocèse de Dapango (Nord-Togo) au sujet du baptême des enfants de païens (1). Des parents païens demandent le baptême pour leurs enfants. Si l'on n'accorde pas à ceux-ci le baptême, les païens risquent de se tourner vers l'Islam, mais, s'ils sont baptisés, la plupart ne recevront pas d'éducation chrétienne. On souhaitait pouvoir donner à ces enfants « l'équivalent des premiers rites du catéchuménat, par lesquels l'Eglise déjà les prendrait en charge ; il y aurait là une possibilité de ne pas les perdre de vue, et de les catéchiser et

baptiser après l'âge de raison. D'autre part, la communauté chrétienne se sentirait engagée vis-à-vis de ces enfants, car, d'une certaine façon, l'Eglise a pris la responsabilité de les mener au baptême (2) ».

Interrogée à ce sujet, la congrégation pour la Doctrine de la foi a répondu par une lettre du cardinal Seper, préfet de la congrégation, à l'évêque de Dapango, datée du 13 juillet 1970, dont voici le texte :

Dans la lettre qu'elle vous adressait le 15 février 1967 en réponse à votre proposition concernant l'instauration d'un catéchuménat pour enfants, la S. congrégation pour la Doctrine de la foi vous faisait part de son intention de poursuivre l'étude de la question, tout en maintenant la pratique traditionnelle et en soulignant la nécessité d'insister sur la responsabilité des parents.

Je puis vous communiquer à présent les conclusions de la commission désignée pour l'étude de cette question — conclusions approuvées par les cardinaux de ladite congrégation et ratifiées par le Saint-Père en date du 19 juin 1970.

Voici donc ce qui a été établi :

#### I. — DANS LE CAS D' « INFANTES ».

##### 1. De parents chrétiens « réguliers ».

a) On se réglera sur les *prænotanda* du nouvel *Ordo Baptismi*, surtout pour ce qui touche à la préparation des parents.

b) Il est normal que les parents fervents désirent que leur enfant naisse « *quam primum* » à la vie d'enfants de Dieu.

##### 2. De parents non chrétiens ou chrétiens « irréguliers ».

N. B. — Par chrétiens « irréguliers », il faut entendre ici les chrétiens polygames, concubinaires, époux légitimes ayant abandonné toute pratique régulière de leur foi, ou qui demandent le baptême de l'enfant pour de pures raisons de convenance sociale.

a) Il importe de leur faire prendre conscience de leurs responsabilités.

b) Il importe en outre de juger de la suffisance des garanties concernant l'éducation catholique des enfants — garanties données par quelque membre de la famille, ou par le parrain ou la marraine, ou par l'appui de la communauté des fidèles (par garanties, nous entendons qu'il y ait espoir fondé d'éducation catholique).

c) Si les conditions sont suffisantes au jugement des pasteurs, l'Eglise peut procéder au baptême, car les enfants sont baptisés dans la foi de l'Eglise.

d) Si elles ne le sont pas, on pourra proposer aux parents :

— L'inscription de l'enfant en vue d'un baptême ultérieur ;

— Le maintien de contacts pastoraux avec eux, permettant de préparer l'accueil ultérieur en vue du baptême.

#### II. — DANS LE CAS D'ADULTES ET DE « PUERI » AD NORMAN, can. 745, § 1-2.

Instauration d'un catéchuménat, selon le vœu du Concile Vatican II et selon des modalités qu'auront à préciser les Conférences épiscopales.

(\*) Extrait d'un article du P. Gy, O.P., dans la *Maison-Dieu*, n° 104, 4<sup>e</sup> trimestre 1970, p. 41.

(1) Note sur la nécessité pastorale d'un rite d'accueil des enfants au Nord-Togo, dans la *Maison-Dieu*, n° 98 (1969), p. 59-62.

(2) Art. cité, p. 61.



## Groupe mixte de travail entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises

### TROISIÈME RAPPORT GÉNÉRAL

Lors du Comité central du Conseil œcuménique des Eglises, qui s'est tenu à Addis-Abeba du 10 au 21 janvier 1971, le rapport ci-après a été présenté le 15 janvier (1) :

Durant les cinq dernières années, les relations se sont développées entre le Conseil œcuménique des Eglises et l'Eglise catholique romaine. Le Groupe mixte de travail, depuis ses débuts en 1965, s'est efforcé d'encourager ce développement et de discerner, pour les recommander aux autorités responsables des deux parties, de nouveaux terrains de coopération. Dans les deux précédents rapports, présentés en février 1966 et en août 1967, il a rendu compte de nombreux domaines d'étude et d'action communes. La liste impressionnante de préoccupations communes est un signe manifeste de la communion déjà existante entre les Eglises, si imparfaite qu'elle puisse être encore. Depuis la publication du second rapport, les programmes communs d'étude et d'action se sont accrus de façon sensible. On en trouvera un relevé dans le tour d'horizon ci-joint des activités menées en commun qui, d'une manière générale, progressent (Appendice I).

Le Groupe mixte de travail est convaincu que le labeur accompli durant ces cinq dernières années en valait la peine. Mais en même temps beaucoup de choses restent à faire. La demande du Seigneur est claire : « Que tous soient un pour que le monde croie. » (Jn 17, 21.) Lorsque nous nous mettons en face de cette demande, nous avons vivement conscience d'être encore loin de donner au monde le signe de communion qui exciterait sa foi en l'amour du Père qui envoie son Fils pour nous sauver.

La reconnaissance de la situation actuelle

appelle une réflexion sur les bases d'une future coopération entre chrétiens et spécialement entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises. Si, d'une part, le scandale de la désunion est plus aigu et si le devoir de surmonter nos différences confessionnelles devient plus impérieux, d'autre part il devient aussi plus clair que nous sommes affrontés à la question de savoir comment interpréter aujourd'hui l'Evangile d'une manière qui puisse répondre plus fidèlement à l'appel que Dieu nous adresse de lui rendre témoignage d'une façon qui puisse être effectivement entendue par le monde.

Comme une même réponse à ce double aspect du problème œcuménique, le Groupe mixte de travail offre à ses autorités deux études faites sur son initiative. La première s'efforce de décrire d'une manière plus complète les conditions dans lesquelles un témoignage commun peut être donné, aussi complet que possible, dans la situation concrète où se trouvent encore les Eglises divisées (cf. Appendice II, *Témoignage commun et prosélytisme*) (2). Parce que certains éléments fondamentaux limitent ce témoignage commun en raison du manque de plein accord sur leur contenu, une seconde étude est présentée qui ouvre la voie à une prise en considération plus profonde des différences confessionnelles qui nous divisent (cf. Appendice III, *Etude commune sur catholicité et apostolicité*) (\*). Les notions de catholicité et d'apostolicité constituent un point sensible dans le dialogue œcuménique. Le travail accompli par la Commission théologique mixte a permis de découvrir des zones d'accord bien plus larges qu'on ne l'avait imaginé lorsque ce travail a commencé.

Ces deux études sont intimement liées. On espère qu'elles donneront une nouvelle impulsion à l'étude et à l'action à divers niveaux afin que les chrétiens puissent répondre plus pleinement à la tâche œcuménique dans le monde d'aujourd'hui.

Lorsque les chrétiens tendent à l'avènement de cette unité que le Christ veut pour eux, ils

(1) Traduction, d'après le texte anglais, publiée par le service de presse du Comité central du COE.

Le premier rapport du groupe mixte ECR-COE a été publié dans notre numéro du 20 mars 1966 (n° 1467), col. 517 et s. ; le deuxième rapport, dans notre numéro du 17 septembre 1967 (n° 1501), col. 1561 et s.

(2) Ce texte a été publié dans notre numéro du 8 décembre 1970, p. 1077 et s. (NDLR.)

(\*) Nous publierons ce texte ultérieurement. (NDLR.)

cherchent à créer d'une certaine manière, tout en étant encore divisés, une communauté qui leur permette de commencer à porter le témoignage commun attendu d'eux. C'est ce désir qui a conduit à la formation du Conseil œcuménique des Eglises et qui a animé son activité depuis sa fondation. La coopération croissante réalisée durant les cinq dernières années entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises a souligné l'importance accrue, elle aussi, de cette recherche. En conséquence, la 4<sup>e</sup> Assemblée générale du Conseil œcuménique des Eglises à Upsal (1968) et le Pape Paul VI, lors de sa visite au Centre œcuménique de Genève (1969) ont exprimé le désir qu'une étude soit faite des avantages et des inconvénients des diverses formes possibles de collaboration ou d'association plus étroite et plus permanente de l'Eglise catholique romaine avec le Conseil œcuménique des Eglises. Le Groupe mixte de travail a pris la responsabilité d'une étude de cette question qu'il espère mener à bonne fin dans les quelques mois prochains.

En réfléchissant sur les cinq premières années de son mandat, le Groupe mixte de travail reconnaît que, quels que puissent être les résultats obtenus jusqu'à présent, ils sont encore bien minces en regard de la tâche urgente qui s'impose à nous aujourd'hui. Un progrès ultérieur demande un engagement plus complet des Eglises à tous les plans. Ce qui se fait dans des situations concrètes peut être d'importance vitale pour une réponse plus universelle à la demande du Seigneur, pour l'unité de ceux qui portent son nom, pour l'appel à rendre en commun un témoignage plus parfait devant le monde et pour mieux servir l'humanité en prêtant attentivement l'oreille à ce que l'Esprit demande aujourd'hui aux Eglises.

## ANNEXE I

La coopération entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises s'est rapidement développée au cours des dernières années. Alors qu'au début, les études et les projets communs étaient encore jugés exceptionnels et n'étaient proposés qu'avec une certaine hésitation, progressivement, une planification commune était de plus en plus considérée comme normale. Spécialement après l'adoption du premier rapport officiel (1966), le domaine de la coopération s'élargit à de nombreux secteurs d'activité nouveaux. Actuellement, cette coopération est tellement variée et multiple qu'il serait difficile d'en donner un aperçu complet.

La coopération stimulée par le Groupe mixte de travail ne représente qu'un secteur limité de cette collaboration œcuménique. Ce secteur ne peut pas être isolé de l'ensemble du travail œcuménique. Cependant, le présent rapport insistera surtout sur ce qui relève de la responsabilité propre du Groupe mixte de travail et sur ce qui a été accompli depuis le second rapport officiel (présenté en 1967).

### I. — FOI ET CULTES DES EGLISES

#### a) La Commission « Foi et Constitution »

Des théologiens catholiques romains ont pris de plus en plus part comme observateurs-

consulteurs aux études de la Commission « Foi et Constitution » au niveau tant régional que mondial. Depuis le second rapport, de 1967, un pas important a été franchi. En effet, en accord avec l'Eglise catholique romaine, l'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises à Upsal a invité neuf théologiens catholiques romains à faire partie de la Commission de « Foi et Constitution ».

Parmi les travaux actuellement en cours dans le cadre général de Foi et Constitution, citons deux exemples :

#### 1. Etudes sur l'autorité de la Bible.

L'importance de cette étude avait été soulignée dans le rapport de 1967. Le document préparé à ce sujet par la Commission « Foi et Constitution » est maintenant étudié par plusieurs groupes régionaux, dont la plupart ont des membres catholiques romains. Les facultés et autres Centres catholiques romains ont manifesté un intérêt spécial pour le sujet. Au moins trois groupes ont été mis en route dans lesquels les catholiques romains sont les plus nombreux (Espagne, France, Allemagne).

#### 2. Etudes sur le culte.

Le Conseil œcuménique des Eglises fut invité à envoyer des observateurs aux travaux du Conseil pour la réalisation de la Constitution du II<sup>e</sup> Concile du Vatican sur la liturgie. Au printemps 1968, des contacts officiels ont été établis entre ce Conseil et la Commission « Foi et Constitution ». La discussion a montré que, même en ce domaine, bien des questions pouvaient être étudiées ensemble.

Lors de ses 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> sessions, en décembre 1967 et mai 1968, le Groupe mixte de travail consacra un laps de temps considérable à discuter la question de l'intercommunion. Il envisagea ce difficile problème sous ses aspects théologiques et liturgiques. En décembre 1968, le Groupe mixte de travail décida, tout en gardant ce sujet sur son propre agenda, de suspendre ses travaux en ce domaine, sachant que la Commission « Foi et Constitution » (maintenant élargie par la présence de théologiens catholiques) avait l'intention de commencer une étude à ce sujet ; un document d'étude provisoire a déjà été élaboré (« Au-delà de l'intercommunion », *Verbum Caro*, 91).

#### b) Commission théologique mixte sur « Catholicité et Apostolicité »

La Commission — dont le second rapport avait donné la composition et relaté la première réunion — a poursuivi son travail en deux autres sessions. Le résultat de ces discussions fut résumé dans un rapport qui est déjà publié en français et en anglais. Dans ce document, la Commission a tenté de définir les deux termes « catholicité » et « apostolicité » pour déterminer les zones d'accord qui pourraient être le point de départ d'études ecclésiologiques ultérieures au sein du mouvement œcuménique. D'autre part, le document cherchait à préciser des problèmes théologiques les plus urgents à traiter, à cause du développement rapide, tant du mouvement œcuménique que de la théologie et de ses conséquences dans la vie des Eglises.



Ne comptant que quatorze membres, la Commission ne pouvait prétendre à la représentativité de l'éventail complet des traditions confessionnelles et des courants théologiques. C'est pour cela qu'un cercle bien plus large de théologiens a été consulté avant que le document ne reçoive sa forme définitive.

A la réunion de mai 1970, le Groupe mixte de travail acceptait d'adopter le rapport et en recommanda la publication (3). On espérait ainsi arriver à le faire circuler parmi les académies, les groupes ou les institutions œcuméniques, le département de « Foi et Constitution » et les Conseils chrétiens nationaux, les Commissions œcuméniques et théologiques des Conférences épiscopales et autres organismes similaires.

Un colloque eut lieu en août 1970 pour dresser une liste des questions qui avaient été soulevées durant le travail réalisé et auxquelles la priorité devrait être donnée dans le travail futur de « Foi et Constitution ». Ce colloque de 1970 a préparé des recommandations qui seront transmises à la Commission de « Foi et Constitution » lors de sa réunion à Louvain en août 1971.

### c) La Semaine de prière pour l'unité

Le groupe composé de représentants de « Foi et Constitution » et des Centres catholiques romains travaillant en ce domaine a été constitué, comme le recommandaient les conclusions d'un colloque de 1966, reprises dans le second rapport. Depuis, ce groupe s'est réuni régulièrement. Il a permis ainsi une préparation commune de la Semaine de prière pour l'unité. Cela entraîna, pour la célébration elle-même de la Semaine de prière, une collaboration et une prière commune beaucoup plus répandues qu'elles ne l'avaient été antérieurement.

### d) La date de Pâques

Dans son second rapport, le Groupe mixte de travail reconnaissait qu'il ne serait ni facile ni rapide d'arriver à un accord ferme entre toutes les Eglises sur la date de Pâques.

Pour progresser vers ce but, un colloque fut réuni par la Commission de « Foi et Constitution » au Centre orthodoxe de Chambésy, à Genève, du 16 au 20 mars 1970. Trois catholiques romains prirent part à ce colloque à titre d'observateurs participants, envoyés par le Secrétariat pour l'unité.

Ce colloque envisagea deux possibilités :

— Pâques pourrait être fixé au dimanche suivant la première « pleine lune » après l'équinoxe de printemps (selon le calendrier grégorien qui prend le 21 mars comme équinoxe de printemps et qui fait usage de méthodes astronomiques exactes pour déterminer la pleine lune). Ceci respecterait la solution habituellement attribuée au Concile de Nicée.

— On pourrait choisir un dimanche déterminé en avril. Ceci respecterait aussi le Concile de Nicée, dans la mesure où l'intention première de ce Concile était d'arriver à une date commune ;

mais cette solution ne suivrait pas tous les détails de la résolution que l'on attribue habituellement au Concile.

Le colloque a exprimé une préférence pour la seconde possibilité et a proposé le dimanche suivant le deuxième samedi d'avril. Il n'avait cependant pas d'objection pour une autre date à condition que celle-ci rende l'adoption d'une date commune possible à tous les autres chrétiens, spécialement à l'Eglise orthodoxe dans son ensemble.

## II. — MISSION ET UNITE

### a) Problèmes communs

Dans la ligne des recommandations du second rapport à ce sujet, un échange de vues a eu lieu en avril 1968 entre les membres du Conseil œcuménique des Eglises, des représentants du Secrétariat pour l'unité des chrétiens, de la congrégation pour l'Évangélisation des peuples et d'autres organisations missionnaires.

Ensuite, en 1969, six membres du Conseil œcuménique des Eglises vinrent à Rome et visitèrent un certain nombre de bureaux, en particulier ceux qui sont directement concernés par la mission.

D'autre part, trois catholiques romains, de la congrégation pour l'Évangélisation des peuples, du Secrétariat pour l'unité des chrétiens et de SEDOS (Consortium de supérieurs de certains ordres missionnaires) furent désignés comme consultants du département du Conseil œcuménique des Eglises pour la mission mondiale et l'évangélisation. Des catholiques romains ont aussi pris part aux travaux du Comité du département pour les études sur la mission et l'évangélisation.

Le Groupe mixte de travail qui avait traité longuement de la question du prosélytisme décida dans son second rapport officiel qu'une étude en commun sur ce sujet devrait être entreprise. Un document fut envoyé à des experts par le Conseil œcuménique des Eglises et le Secrétariat pour l'unité des chrétiens afin de recueillir leurs observations. En mai 1968, des experts catholiques romains étudièrent le sujet du point de vue de leur Eglise. Puis un colloque mixte sur le prosélytisme fut réuni à Arnoldshain. Le document y fut recomposé et ce travail se prolongea pendant l'année 1969 jusqu'au colloque de Zagorsk en septembre 1969. De nouvelles modifications furent ensuite apportées au texte du document selon les observations faites durant la réunion.

Au cours de ce travail, la manière de présenter la question fut modifiée. Au début, l'accent avait été mis sur les déformations de l'évangélisation en contraste avec ce que devrait être le témoignage chrétien. A mesure que l'étude progressait, il est apparu avec plus d'évidence que la tâche réelle n'était pas seulement de se débarrasser des mauvaises méthodes d'évangélisation, mais qu'il fallait arriver à un témoignage commun, dans la mesure où notre situation d'Eglises encore divisées le permettait.

Le document, dans sa forme finale, fut soumis à la réunion de mai 1970 du Groupe mixte de travail qui l'adopta, non comme une déclaration commune, mais comme un document

(3) Voir Annexe III ; le texte a été publié en *Irenikon* 1970, p. 163-200, et *One in Christ* 1970, p. 452-483.



d'étude pour les Eglises dans leur contexte local. Le Groupe mixte de travail en demanda la publication dans ce sens (4).

#### b) Dialogues avec les croyants d'une autre foi et avec les incroyants

Depuis 1967, les contacts avec le Secrétariat pour les non-croyants sont devenus plus nombreux et plus réguliers, notamment par l'échange d'observateurs.

D'autre part, le Conseil œcuménique des Eglises prit l'initiative de réunir au Liban, en mars 1970, des hommes d'étude bouddhistes, chrétiens, hindous et musulmans, spécialistes du dialogue. Des 28 participants chrétiens, 6 étaient catholiques romains. De même, 3 catholiques romains prirent part au colloque organisé à Zurich par le Conseil œcuménique des Eglises en mai 1970, pour discuter les implications théologiques du dialogue.

#### c) Commission médicale chrétienne

Dans le second rapport du Groupe mixte de travail, en 1967, on exprima le désir que des liens plus étroits soient établis entre les différentes organisations des Eglises qui sont engagées dans le travail médical. En effet, la coopération qui en de nombreux pays est déjà réalisée en ce domaine demande avec une certaine urgence une organisation de la collaboration au niveau international.

Dès le début, la Commission médicale chrétienne avait collaboré étroitement avec un certain nombre d'hôpitaux catholiques, d'organisations médicales et d'ordres religieux.

Trois observateurs catholiques romains assistèrent à la première réunion annuelle de la Commission médicale chrétienne en 1968. En juin 1969, à l'invitation de la Commission médicale chrétienne, le Secrétariat pour l'unité des chrétiens nomma sept membres catholiques romains qui furent désignés par la Commission médicale chrétienne comme consultants *ad personam* pour faire partie de la Commission. Ces sept personnes furent invitées en fonction de leurs capacités et non à cause de leur appartenance à quelque organisation déterminée. Ils prirent ensuite part à la seconde rencontre annuelle de la Commission. Une des résolutions qui y furent prises demandait qu'un comité commun soit institué afin d'explorer la possibilité d'une ultérieure participation catholique romaine à la Commission médicale chrétienne. On envoya cette résolution à la Division de la mission mondiale et de l'évangélisation et à la Division de l'entraide des Eglises et du service mondial pour les réfugiés qui, du côté du Conseil œcuménique, sont responsables de la Commission médicale chrétienne; on l'envoya aussi au Secrétariat pour l'unité des chrétiens. Cette résolution fut acceptée et un comité commun fut constitué qui se réunit à Rome le 23 mars 1970, à Genève le 9 juin, et de nouveau à Rome le 31 juillet 1970. Il examina plusieurs formes possibles de collaboration entre la Com-

mission médicale chrétienne et l'Eglise catholique romaine. Il soumit à ses autorités un rapport qui est actuellement à l'étude.

#### d) Annuaire chrétien universel

Si les Eglises sont appelées à travailler ensemble, une source commune d'informations statistiques sera un instrument important. Concrètement, un travail est en cours visant à la publication commune d'un annuaire chrétien universel 1972. Celui-ci contiendra des informations sur toutes les Eglises à travers le monde. Des évangéliques conservateurs collaborent à ce travail.

### III. — LES LAÏCS

Depuis le second rapport du Groupe mixte de travail, le III<sup>e</sup> Congrès mondial des laïcs a été organisé à Rome en 1967. Sa préparation a été l'occasion de plusieurs colloques communs et d'une coopération en vue de donner à ce Congrès un caractère aussi œcuménique que possible. Les Eglises et confessions chrétiennes, ainsi que le Conseil œcuménique des Eglises, ont été invités à envoyer des consultants. Ceux-ci ont été assez nombreux pour avoir un certain poids dans les délibérations. Le Conseil œcuménique des Eglises a été consulté dans la préparation du programme. Une des allocutions de clôture fut confiée à un consultant, et l'idée a été avancée que, dans le futur, des congrès pourraient être réalisés en commun.

#### a) Relations entre la Division du Conseil œcuménique des Eglises pour la Formation œcuménique et le Conseil des laïcs

Quand le Conseil des laïcs fut constitué à Rome en 1967, le Groupe mixte de travail suggéra que son partenaire soit la Division pour la formation œcuménique du Conseil œcuménique des Eglises. Cette collaboration fut approuvée par la 4<sup>e</sup> Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises à Upsal et par le Conseil des laïcs à sa première session. Il y eut plusieurs colloques conjoints dans la suite et le Conseil des laïcs a été représenté par des observateurs-consultants aux réunions du Comité de la Division pour la formation œcuménique.

Cette collaboration se développe spécialement dans le domaine des études. Le Conseil des laïcs a été associé à l'étude faite en vue d'Upsal sur : « Vers de nouveaux styles de vie » ; il a également collaboré à la suite donnée à cette étude qui se continue dans le programme actuel de la Division pour la formation œcuménique « Participation dans le changement ». De même la Division pour la formation œcuménique sera associée au symposium sur le « Dialogue au sein de l'Eglise » projeté par le Conseil des laïcs. D'autres terrains d'études communes doivent encore être explorés.

A sa réunion de mai 1970, le Groupe mixte de travail a invité la Division pour la formation œcuménique et le Conseil des laïcs à étudier ensemble les possibilités de collaboration œcuménique entre laïcs de même que les problèmes et les préoccupations de la jeunesse.

(4) Voir Annexe II ; on en trouvera le texte dans la *Documentation Catholique* du 6 décembre 1970, et *The Ecumenical Review*, janvier 1971.



L'information ainsi obtenue sera utile à l'étude en cours sur les modes de collaboration entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises.

La Division de formation œcuménique a été représentée par des observateurs-consulteurs à des réunions préparatoires pour la Rencontre panafricaine-malgache des laïcs qui se tiendra à Yaoundé, en août 1971.

#### **b) Activités communes féminines**

Une fois le Conseil des laïcs mis sur pied, la coopération entre femmes pouvait s'établir sur une base plus permanente. En 1968, le groupe restreint et plus ou moins non officiel créé pour la continuation de la réunion de Taizé en 1967 a été remplacé par « le groupe féminin de liaison œcuménique ». Ce groupe travaille sur la base d'un mandat provisoire donné à titre expérimental jusqu'en 1972. Jusqu'à présent, il s'est réuni trois fois. Il a décidé entre autres d'entreprendre une étude sur « l'image de la femme dans la publicité ».

### **IV. — SERVICE DANS LE DOMAINE SOCIAL ET SERVICE ENVERS L'HUMANITE**

#### **a) Sodepax**

Comme le souhaitait le second rapport, la collaboration se développe rapidement entre le Conseil œcuménique des Eglises et la Commission pontificale « Justice et Paix ». On décida de tenir une conférence sur la question du développement. Elle se réunit à Beyrouth du 21 au 27 avril 1968. Son but était d'exprimer les convictions et les intentions communes basées sur une analyse la plus compréhensive et la plus objective possible des problèmes. On entendait aussi souligner avec une certaine conviction la responsabilité qu'ont tout d'abord les chrétiens mais aussi tous les hommes envers le développement humain, social et économique. Des théologiens et des chefs d'Eglise des régions développées ou en voie de développement, des représentants d'organisations internationales et un certain nombre d'experts renommés dans le domaine du développement ont pris part à ces délibérations. Le rapport de la Conférence a été largement diffusé et est devenu un facteur important capable d'aider à établir la coopération tant au niveau de l'Eglise catholique romaine et du Conseil œcuménique des Eglises qu'à celui des diverses régions.

Puisqu'il fallait une certaine structure pour organiser une conférence d'une telle ampleur, un Secrétariat conjoint a été institué à Genève et le P. Georges Dunne, s.j., en a été nommé secrétaire avec la charge d'élaborer le programme. A la fin de la Conférence, il devint clair que le programme s'élargirait encore et que ce Secrétariat ne devrait pas simplement continuer mais se développer. On envisagea alors une structure plus durable. Cette idée fut acceptée de part et d'autre mais à condition qu'on ne perdrait de vue ni la souplesse nécessaire ni la tâche qui motivait cette structure. Tout d'abord le travail commun était prévu pour une période de trois ans seulement (jus-

qu'à la fin de 1971). Ceci préserverait le caractère expérimental de ce travail et ferait que, à la fin de cette période, il serait possible de diriger la coopération dans une autre direction ou de lui donner une forme structurelle différente. Mais pour cette période limitée une organisation efficace était essentielle. La réunion d'un comité préparatoire en mai 1968 proposa des suggestions pour un Comité sur la société, le développement et la paix (SODEPAX). Ces suggestions furent approuvées en principe par les autorités catholiques romaines compétentes et par l'Assemblée du Conseil œcuménique à Upsal. Le détail fut précisé dans les mois suivants.

Le Dr Roy Neehall, de Trinidad, fut désigné comme secrétaire adjoint et trois membres plus professionnellement spécialisés furent nommés au bureau. Ce Secrétariat est responsable devant les deux coprésidents et le Comité de SODEPAX, composé de soixante experts et représentants d'Eglise. Ce Comité d'ailleurs a une autorité déléguée par rapport aux deux organismes qui patronnent SODEPAX : il se réunit chaque année. Les affaires courantes sont traitées par un groupe restreint de responsables qui se réunit plus fréquemment.

De plus amples colloques internationaux ont eu lieu : sur la théologie du développement, à Cartigny (Suisse) en novembre 1969 ; sur les moyens de communication au service du développement et de la paix, à Driebergen (Pays-Bas), en mars 1970 ; sur la paix et la communauté internationale, à Baden (Autriche), en 1970. Il y eut aussi une douzaine de séminaires d'étude plus restreints, spécialement sur la seconde décade du développement et sur l'éducation à l'action civique.

Autant que les colloques internationaux qui clarifient les motifs pour lesquels les Eglises ont à s'engager dans une action sociale, un aspect notable du travail de SODEPAX a été son activité locale et régionale. Par exemple, des groupes SODEPAX ont été formés dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie. Ce dernier progrès avait été stimulé par la Conférence œcuménique sur le rôle des Eglises dans le développement de l'Asie, Conférence qui s'est tenue à Tokyo en juillet 1970. Elle fut organisée conjointement par SODEPAX et la Conférence chrétienne de l'Est asiatique (EACC). Dans le cadre de ce programme conjoint visant à rassembler et à fournir des informations sur la justice, le développement et la paix, ainsi qu'à éveiller les chrétiens au sens de leurs responsabilités dans ce secteur, SODEPAX consacre une attention particulière à toute une série de questions dans le secteur de l'éducation au sens le plus large, aux mass media, et à la coopération avec ceux qui professent une religion ou une idéologie non chrétienne, aussi bien qu'avec des institutions séculières.

Naturellement la question de la continuation de l'expérience SODEPAX a été soulevée. On en a traité tant à la réunion du Groupe mixte de travail en mai 1970 qu'à l'Assemblée SODEPAX à Nemi (Italie) en juin de la même année. On y a suggéré qu'au stade actuel SODEPAX avait atteint son objectif et que sa poussée expérimentale, sa souplesse et son but éducatif pourraient être poursuivis à présent au sein d'une structure plus large. Cette ques-



tion était rendue plus urgente par l'initiative du Conseil œcuménique des Eglises de créer une Commission pour la participation des Eglises au développement (CCPD). Après une discussion approfondie de la question, on a cependant recommandé, lors de la réunion de Nemi, que SODEPAX continue ses activités pour une période ultérieure de trois ans ; cette recommandation est soumise à l'approbation des autorités qui patronnent SODEPAX. Naturellement, il reste urgent de concerter les efforts des deux parties dans le domaine du développement.

## b) Eglise et Société

Alors que la plus grande partie des études et des colloques du Groupe mixte de travail sur les questions sociales est menée par SODEPAX, une coopération étroite s'est aussi développée entre le département de « Eglise et Société » et la Commission pontificale « Justice et Paix » sur d'autres sujets. Quatre observateurs participants prirent part aux délibérations du Comité de travail sur « Eglise et Société » (il compte vingt-cinq membres en tout). Ces observateurs participants catholiques romains sont nommés par le Secrétariat pour l'Unité en coopération avec la Commission pontificale « Justice et Paix ».

Ceci a mené à une participation catholique romaine substantielle et à une nouvelle étude du Conseil œcuménique des Eglises sur la technologie et l'avenir de l'homme et de la société. Dix-huit catholiques romains ont participé à une première conférence sur ce thème en 1970, conférence qui comptait cent trois participants. Quatre d'entre eux y étaient en qualité d'observateurs-consulteurs ; les autres étaient des experts invités. On s'attend là à un approfondissement de la collaboration à mesure que l'étude se poursuit.

Certaines réactions publiques (d'hommes d'affaires surtout) sur l'encyclique *Populorum progressio* et la conférence sur « Eglise et Société » de 1966 ont entraîné une collaboration dans un autre domaine. Un colloque de soixante hommes d'affaires se réunit à Rotterdam en juin 1968 pour discuter ces déclarations chrétiennes. Cette réunion était organisée par « Eglise et Société » et l'Union internationale des hommes d'affaires chrétiens (UNIAPAC), une organisation catholique romaine en relation étroite mais non officielle avec les organismes du Saint-Siège, spécialement la Commission pontificale « Justice et Paix ».

Une seconde réunion s'est tenue à Vevey en novembre 1969 et une troisième réunion est prévue pour mai 1971 à Londres.

## c) Service et assistance

Depuis 1967, la Caritas internationalis et la Division d'entraide et de service des Eglises et d'assistance aux réfugiés ont tenu une troisième réunion de travail du 28 au 30 avril 1968. Cette réunion souligna, comme l'avait fait la première réunion, la grande variété des voies par lesquelles les organismes de l'Eglise catholique et du Conseil œcuménique peuvent s'aider en ce domaine. Elle insista particulièrement sur l'importance de l'information mutuelle, sur

la nécessité de se consulter réciproquement, d'établir ensemble des plans d'activité et de coordonner les appels de l'Eglise.

Il semble que la continuation de telles réunions d'étude doive être encouragée. Les contacts entre plusieurs départements de la DESEAR du Conseil œcuménique des Eglises et de Caritas internationalis sont devenus courants, mais surtout la situation requiert de fréquents examens. Aux réunions de travail, la présence de spécialistes en ce domaine procurera sans doute la meilleure occasion pour établir des plans de coopération directe.

En vue d'assurer une collaboration plus large et plus efficace, le Groupe mixte de travail, dans sa réunion de mai 1970, « a reçu volontiers la suggestion faite par la Division d'entraide entre les Eglises et l'assistance aux réfugiés (COE) et la Caritas internationalis de réunir les représentants des bureaux des différentes organisations concernées avec l'assistance, l'aide et le développement dans l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises, en vue d'élaborer et d'accroître les voies et les moyens de mettre sur pied des programmes unis ».

## V. — CONSEILS NATIONAUX ET LOCAUX

Le Pape Paul VI, s'adressant au Centre œcuménique de Genève, le 10 juin 1969, a fait allusion à l'importance de l'activité œcuménique au niveau local. Depuis que l'Eglise catholique romaine est entrée activement dans le mouvement œcuménique, de nombreux Conseils chrétiens, nationaux et locaux, ont invité l'Eglise catholique à envoyer des observateurs ou des consultants à leurs réunions. Dans quelques endroits, l'Eglise catholique romaine est actuellement membre d'un Conseil national chrétien. Dans un plus grand nombre de cas, elle fait partie de conseils à divers niveaux, celui de la paroisse, du diocèse ou de la province. Ce développement pose des questions dont plusieurs concernent le Groupe mixte de travail.

L'évolution en cours est donc importante et le Groupe mixte de travail, en sa réunion de mai 1970, a demandé qu'un rapport précis sur les divers Conseils nationaux et sur la participation catholique en ces Conseils ou sur la collaboration des catholiques avec ces Conseils lui soit présenté pour sa prochaine réunion.

---

— *Etre vrai, l'avenir de l'Eglise*, par HANS KUNG. Traduit de l'allemand par H. ROCHAIS. — Un vol. 13 x 20 cm, de 228 pages. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

L'ouvrage original a paru aux éditions Herder avec la mention : « *Imprimi potest*. Le permis d'imprimer n'implique pas l'accord sur le contenu du livre (Evêché de Soleure, le 17 août 1968). » Nous sommes donc avertis que nous retrouvons ici l'auteur avec ses thèses les plus discutées. C'est dire qu'elles forcent à la réflexion et qu'elles demandent au lecteur un esprit sainement critique toujours en éveil.

— *L'Amour de Dieu et la peine des hommes*, par JEAN-HERVÉ NICOLAS (coll. « Beauchesne », n° 21). — Un vol. 11 x 17,5 cm, de 128 pages. Prix : 12 F. Editions Beauchesne, Paris.

La peine des hommes est bien trop souvent l'obstacle où bute la foi des hommes, et l'auteur n'entend pas résoudre ce mystère ; mais avec raison il rappelle que s'il est tout-puissant, Dieu est amour, et c'est cette foi en l'amour de Dieu que nous révèle le calvaire qui est la réponse à l'angoisse des hommes.



# ALLOCUTION DU PASTEUR LUKAS VISCHER

*Voici la présentation du troisième rapport officiel du groupe mixte COE-ECR qui a été lue devant le Comité central d'Addis-Abeba par le pasteur Lukas Vischer, directeur du département « Foi et Constitution » et secrétaire du groupe mixte (\*) :*

Le rapport qui vous est présenté aujourd'hui vous donne un aperçu du travail qui a été accompli au cours de ces dernières années dans le cadre du Groupe mixte de travail. Quatre années se sont déjà écoulées depuis que le groupe mixte de travail a présenté un rapport officiel ; bien que le Comité central ait toujours été tenu au courant, par des rapports intérimaires, des progrès des conversations et de la collaboration poursuivie dans le cadre du groupe, il est temps, semble-t-il, de rendre compte de manière un peu plus complète des activités de celui-ci. Le rapport lui-même est bref. Il ne fait qu'évoquer les grands thèmes et problèmes dont s'est préoccupé le groupe mixte de travail au cours de ces dernières années, et dont il se préoccupe encore aujourd'hui. Quelques-uns de ces thèmes et problèmes sont traités de manière détaillée dans trois annexes, jointes au rapport. La première donne un aperçu des résultats les plus importants auxquels on est parvenu dans le domaine de la collaboration. La deuxième est un document d'étude sur « Le témoignage commun et le prosélytisme », qui a été rédigé à la demande du Groupe mixte. La troisième est un document d'étude sur « La catholicité et l'apostolicité », qui est le résultat des travaux de la Commission théologique mixte nommée il y a quelques années. Ces deux documents d'étude ont déjà été publiés. Nous les avons joints cependant au présent rapport pour que vous puissiez vous faire une idée plus précise de ce que l'on peut réaliser, de ce qui a été réalisé et de ce qu'il reste à réaliser.

Voici tout d'abord quelques remarques concernant les deux documents d'étude que je viens de mentionner.

## Témoignage commun et prosélytisme

L'étude sur « le témoignage commun et le prosélytisme » aborde une question dont le mouvement œcuménique se préoccupe depuis ses débuts. On peut la formuler de la manière suivante : comment éliminer le prosélytisme d'une Eglise à l'égard d'une autre ? Chaque Eglise est tenue de vivre et d'annoncer la Parole comme elle l'a discernée. Mais en même temps, elle se doit de respecter la communauté qui la lie déjà aux autres Eglises, malgré la séparation qui sub-

siste. Lorsqu'une Eglise tente d'attirer à elle les membres d'une autre Eglise, elle révèle par là qu'elle est incapable de reconnaître l'autre Eglise comme une Eglise au plein sens du terme. La communauté qui la lie à elle se trouve alors mise en question. Comment les Eglises, au milieu de cette tension, peuvent-elles entretenir des relations ? Le rapport intitulé « Témoignage chrétien, prosélytisme et liberté religieuse » qui fut approuvé par l'Assemblée de La Nouvelle-Delhi en 1961, a donné une première réponse à cette question. Il a montré que le mouvement œcuménique ne confère pas un caractère relatif à la mission de témoignage qui incombe aux Eglises et que les Eglises, au contraire, en accomplissant cette mission, sont davantage contraintes de se reconnaître et de se prendre mutuellement au sérieux. Mais en même temps, ce rapport met clairement en évidence le fait que les Eglises, dans leur témoignage, ne sauraient être inspirées par un autre motif que l'Evangile. Dans ce document se trouvent également formulés des principes de base que toutes les Eglises peuvent prendre en considération de la même manière.

Ces principes sont-ils toujours valables maintenant que l'Eglise catholique romaine prend une part active au mouvement œcuménique ? Le document d'étude qui vous est soumis aujourd'hui répond affirmativement à cette question. Les principes de base qui ont été formulés autrefois concernant les conditions d'admission au Conseil œcuménique ont été repris tels quels dans la deuxième partie du document d'étude. Tout témoignage qui n'est pas inspiré par l'engagement envers Jésus et surtout tout témoignage qui porte atteinte à la liberté religieuse d'autrui est à rejeter.

Le rapport du Groupe mixte de travail franchit une nouvelle étape importante. Il montre que la tâche essentielle des Eglises est de rendre témoignage. Il ne suffit pas d'établir des règles et des principes sur les points qu'elles doivent éviter entre elles. Les règles et les principes sont interprétés de manière différente selon les situations où l'on se trouve. On se plaint toujours à nouveau de ce qu'ils ont été enfreints. En fin de compte, on ne peut éliminer le prosélytisme que par un témoignage commun. Dans la mesure où les Eglises partagent la même vérité et se trouvent dans la même communauté, et dans la mesure où elles peuvent prendre des décisions ensemble, le problème du prosélytisme cesse d'exister. Ainsi, dans la discussion, on ne doit pas se borner à définir nettement la frontière entre le témoignage exigé et le prosélytisme inadmissible. Il faut s'attacher avant tout à développer le témoignage commun.

Le Groupe mixte de travail recommande aux Eglises de la même région de discuter ensemble le rapport. Il faut espérer que cette discussion commune aura lieu dans le plus grand nombre de régions possible. Le rapport n'est certes pas parfait. Différentes notions qui y sont utilisées paraîtront peut-être contestables aux yeux de certaines Eglises et il n'existe encore naturellement aucun accord sur le contenu du témoignage. Toutefois, ce rapport sera l'occasion pour les Eglises — peut-être précisément pour cette raison — de définir plus clairement leurs relations dans certaines situations et de progresser sur le plan de la réflexion comme sur celui des réalisations pratiques.

(\*) Traduction du texte original allemand établie par la section de traduction du Conseil œcuménique des Eglises. Les sous-titres sont de notre rédaction.



## Les mariages mixtes

Il est un point sur lequel le rapport insiste particulièrement, à savoir le problème des mariages interconfessionnels. C'est là, selon lui, l'un des problèmes qui doit et peut être résolu dans le cadre du témoignage commun. Entre-temps a été publié le *Motu proprio* du Pape sur les mariages mixtes, que l'on attendait depuis longtemps. Ce texte mérite d'être mentionné ici. Le Conseil œcuménique a souligné à plusieurs reprises combien une réforme de la pratique catholique romaine sur ce point serait positive pour le mouvement œcuménique. Si le *Motu proprio* n'élimine pas toutes les difficultés — et je pense notamment aux conditions de validité du mariage — il ouvre cependant de nouvelles perspectives, en ceci qu'il laisse une certaine liberté d'action aux conférences épiscopales dans plusieurs questions importantes. Les dispositions d'application qui ont été publiées jusqu'ici ne concordent pas absolument entre elles à tous égards ; il sera intéressant de comparer les différents textes et de voir s'ils contiennent des indications pouvant servir de point de départ à de futurs travaux. Mais à l'avenir, il faudra probablement faire porter l'accent de la discussion ailleurs. Notre tâche consistera à élaborer pour notre époque une conception commune du mariage. Cette tâche à laquelle les Eglises se trouvent confrontées est si écrasante que les règles canoniques qui suscitent encore des difficultés, revêtent malgré tout un caractère beaucoup plus relatif ; peut-être même une solution en surgira-t-elle dans un très bref délai.

## Catholicité et apostolicité

Le deuxième document d'étude traite de questions théologiques et ecclésiologiques au sens plus étroit du terme. Il s'efforce d'élaborer une définition commune des concepts de catholicité et d'apostolicité. Les débuts de cette étude remontent à plusieurs années. La plus grande partie des travaux a déjà été effectuée avant l'Assemblée d'Upsal, et a influencé indirectement la préparation des documents de la première section de cette Assemblée sur le thème « Le Saint-Esprit et la catholicité de l'Eglise ». Le texte qui vous est soumis aujourd'hui est, à bien des égards, une étude plus complète et plus approfondie des questions traitées dans le rapport de la première section. Il confirme que les notions de catholicité et d'apostolicité nous permettent de voir sous un jour nouveau les différences ecclésiologiques qui nous séparent encore aujourd'hui. Ces différences demeurent, certes, et le document n'a pas été à même de proposer une solution à l'une quelconque des questions soulevées. Mais il présente sous un aspect nouveau la tâche que nous avons à accomplir. La première et grande question se pose dorénavant en ces termes : comment l'Eglise peut-elle être véritablement catholique et apostolique ? Ou, pour reprendre une formule utilisée par le R. P. Yves Congar dans le contexte de cette étude : comment l'Eglise peut-elle accomplir aujourd'hui sa vocation messianique ? Les Eglises doivent subordonner à cette grande question qui leur est commune les différents points sur lesquels elles ont des divergences et ceux-ci entreront alors dans le domaine commun. Les notions de catholicité et d'apostolicité représentent dans

une certaine mesure le cadre dans lequel les particularités confessionnelles peuvent être enregistrées de manière nouvelle ; et il s'agit moins de les mettre en relief en tant que particularités confessionnelles que de saisir leur signification pour la tâche théologique commune. Cette remarque est particulièrement valable pour le sacrement, l'autorité et le ministère au sein de l'Eglise et, de plus en plus, aussi, pour l'infaillibilité. Ce changement d'accent dans la discussion est très clairement mis en évidence dans le document sur la catholicité et l'apostolicité.

La partie du rapport intitulée « Identité, changement et norme » mérite une attention particulière : on s'est efforcé d'y montrer que l'Eglise ne peut conserver son identité que si elle accomplit sa mission, mais que l'accomplissement de cette mission implique des changements. L'apostolicité de l'Eglise est comprise dans ce contexte comme la continuité dans la mission eschatologique. Si cette tentative revêt tant d'importance, c'est qu'aujourd'hui, il est vital pour l'Eglise en général, et pour le mouvement œcuménique en particulier, d'élaborer une conception appropriée de l'identité et du changement. On ne pourra progresser dans le mouvement œcuménique que si les Eglises, sur ce point, parviennent non seulement à une entente, mais à une conscience communes.

## La collaboration croissante COE-ECR

Après ces quelques remarques, j'en arrive à la première annexe qui donne un aperçu des résultats les plus importants de la collaboration, et montre comment cette collaboration s'est développée en peu de temps. Il y a six ans, lorsque la création du Groupe mixte de travail fut annoncée officiellement en présence du cardinal Bea et du pasteur Boegner, il était impossible de prévoir cette évolution avec certitude. Or, aujourd'hui, la plupart de nos espoirs ont été comblés, et même davantage. D'année en année, la collaboration s'est étendue. Et actuellement encore cette évolution se poursuit. Le Comité central devra prendre une décision concernant la prolongation du mandat de SODEPAX. On essaie actuellement d'accroître la participation des catholiques romains aux travaux de la Commission médicale chrétienne. Cette collaboration est souhaitée de part et d'autre et il faut espérer que l'on parviendra dans un proche avenir à un accord satisfaisant dans ce domaine. On a également l'intention de réaliser une coordination plus efficace dans le domaine de l'entraide des Eglises. Une rencontre est prévue à cette fin dans les mois qui viennent. Ce ne sont donc ni les plans ni les projets qui manquent.

Toutefois, l'on peut se demander si cette collaboration se poursuivra au même rythme au cours des prochaines années. Il ne serait certes pas étonnant que l'on assiste à un certain ralentissement. Plus la collaboration se développe, plus surgissent des questions qui provoquent des difficultés, et le premier élan de collaboration ne suffit plus à les résoudre. Le Concile Vatican II a renversé des murailles. Le champ libre qu'il a ainsi dégagé a été rapidement envahi, au-delà de toute espérance, ses frontières mêmes sont déjà dépassées. N'est-il donc pas pour ainsi dire inévitable que de nouvelles questions surgissent, pour lesquelles nous n'avons pas de réponses toutes prêtes ? C'est la raison pour laquelle l'élan



donné par Vatican II ne suffit plus à faire progresser la collaboration. Si nous voulons que le mouvement œcuménique ne se fige pas dans sa forme actuelle, mais qu'il donne au contraire naissance à de nouvelles structures qui répondent mieux aux exigences de la situation actuelle, nous avons besoin d'une nouvelle impulsion.

### **La question de l'entrée de l'Eglise catholique au COE**

La collaboration croissante entre l'Eglise catholique romaine et le Conseil œcuménique des Eglises soulève la question de savoir quelle devra être à l'avenir la forme de leurs relations. Peut-on poursuivre et développer de manière illimitée le mode actuel de collaboration ? Ne doit-on pas, avec le temps, trouver de nouvelles structures ? Si l'on est amené à poser cette question, c'est à cause du succès avec lequel la collaboration s'est étendue au cours des six dernières années. Il s'est avéré dans un nombre croissant de régions que l'on devait et pouvait entreprendre une collaboration au nom de l'Evangile. Tout un réseau de relations, de colloques, de commissions, de secrétariats, etc., a été mis en place. Ces nouvelles structures œcuméniques représentent tant pour le Conseil œcuménique lui-même que pour la plupart de ses Eglises-membres une charge considérable. Le même travail doit souvent être fait deux fois : au sein du Conseil œcuménique et dans le cadre des relations bilatérales avec l'Eglise catholique romaine ; il existe même un certain danger de rivalité entre ces deux domaines. Et d'ailleurs, abstraction faite de cette difficulté qui est davantage d'ordre pratique et administratif, n'est-il pas décevant, pour des raisons plus profondes d'ordre spirituel, que l'Eglise catholique romaine se trouve face au Conseil œcuménique dont elle devient la partenaire ? La communauté ne devrait-elle pas trouver une expression plus concrète au sein du mouvement œcuménique ? Dans la mesure où le témoignage commun prend une importance de plus en plus grande, ne devrait-on pas créer une communauté œcuménique correspondante ?

Depuis quelque temps, on a pleinement reconnu de part et d'autre le bien-fondé, et même l'urgence de la question. L'Assemblée d'Upsal a expressément déclaré que l'admission au Conseil reste ouverte à toutes les Eglises, y compris l'Eglise catholique romaine ; et, lorsque le Pape Paul VI est venu à Genève en 1969, il a indiqué, dans l'allocution qu'il a prononcée au Centre œcuménique, que la question de l'entrée de son Eglise au Conseil n'était pas encore mûre, qu'elle soulevait des problèmes théologiques et pastoraux, mais qu'il fallait l'examiner avec soin. Le Groupe mixte de travail s'est beaucoup préoccupé de cette question l'année dernière. Une Commission d'étude restreinte a examiné l'hypothèse de l'entrée de l'Eglise catholique romaine au Conseil et s'est efforcée d'en peser le plus objectivement possible les avantages et les inconvénients. La discussion se poursuit, et il n'est pas encore possible de dire de manière certaine quand elle sera terminée ni quand un rapport pourra vous être soumis sur la question.

On peut se demander si la question de l'adhésion de l'Eglise catholique romaine peut et doit être examinée dès maintenant par un groupe

mixte. Ne s'agit-il pas plutôt d'une question que l'Eglise catholique romaine doit examiner pour son propre compte ? C'est en fin de compte elle qui doit décider si elle veut entrer au Conseil œcuménique ou non. Le Conseil œcuménique ne peut engager la discussion sur ce point que s'il y a volonté d'adhésion. Si le Conseil s'est trouvé prêt à entamer les conversations à un stade si peu avancé de la question, c'est en raison des relations particulières que l'Eglise catholique romaine entretient avec lui. L'étude de cette question est née des travaux du Groupe mixte de travail ; mais plus la discussion progresse, plus on touche au domaine de la décision, et plus on se rend compte que c'est à l'Eglise catholique elle-même qu'il appartient de traiter la question.

La discussion de l'admission de l'Eglise catholique romaine est une occasion pour le Conseil œcuménique de préciser l'idée qu'il se fait de lui-même. Les théologiens catholiques romains ont toujours eu le don, par leurs questions, de contraindre le Conseil à clarifier des points qu'il aurait souvent préféré laisser en suspens. Cette tradition se poursuit dans les conversations sur la question de l'adhésion. A cet égard, l'Assemblée d'Upsal a clairement déclaré qu'il fallait concevoir le Conseil œcuménique comme une communauté d'Eglises. Les représentants du Conseil ont donc fait valoir cette conception du Conseil œcuménique au sein du Groupe mixte de travail. Le Conseil œcuménique lie des Eglises encore aujourd'hui séparées au sein d'une communauté provisoire certes, mais non moins réelle, sans toutefois les contraindre à quelque compromis que ce soit. Cette communauté provisoire leur permet, grâce à des conversations théologiques, mais aussi à l'expérience de la prière, de la vie et de l'action communes, de tendre vers cette communauté pleine et entière que le Christ a promise à son Eglise. Elle leur permet en même temps de rendre dès aujourd'hui un témoignage commun : n'est-il pas vrai, en effet, que l'unité ne peut se développer que si elle tend de manière permanente vers l'accomplissement du témoignage chrétien ? Chaque Eglise conserve en cela son individualité et se trouve respectée en tant que telle. Toutefois, dans la communauté du Conseil œcuménique, elle s'expose à la confrontation avec d'autres Eglises et elle est prête à s'engager avec elles dans le mouvement de renouveau. Il va de soi que cette conception est soumise, du côté catholique romain, à un examen approfondi. Correspond-elle à la réalité ? Ces objectifs sont-ils poursuivis ? Les Eglises peuvent-elles effectivement conserver leur individualité ? A l'avenir, ces questions surgiront toujours à nouveau, et la réponse qu'on leur donnera sera d'autant plus efficace si elle n'est pas seulement théorique, mais s'exprime dans des réalisations pratiques.

### **Les réalisations locales**

L'avenir du mouvement œcuménique ne dépend pas seulement de l'évolution internationale. Peut-être les décisions seront-elles prises bien davantage au niveau national et local. Ce point de vue a déjà souvent été exprimé. Le Pape lui-même, dans l'allocution qu'il a prononcée à Genève, a insisté sur la signification des réalisations locales. La « conversion » à l'œcuménisme est nécessaire, et si le mouvement œcuménique veut rester mouvement, il doit sans cesse provoquer de



nouvelles conversions du cœur. Il est indispensable que des groupes locaux se forment spontanément qui entreprennent de nouvelles réalisations et qui prennent suffisamment au sérieux la communauté existante pour se laisser porter par elle et accepter les impulsions nouvelles qu'elle leur donne. La plupart de ces tentatives spontanées susciteront des problèmes parce que leur existence même mettra en question les valeurs respectées jusqu'à présent. Mais elles n'en sont pas moins indispensables puisqu'elles permettront de développer ce qui a déjà été réalisé et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Quant à la question de savoir quelle forme doivent revêtir demain les relations entre Eglises séparées, il faut avant tout accorder son attention à l'avenir des Conseils chrétiens nationaux et locaux. En réunissant les Eglises d'une région donnée au sein d'une communauté comparable au Conseil œcuménique, ils peuvent jouer un rôle important. Au cours des dernières années, un nombre de plus en plus grand de paroisses et de diocèses catholiques romains sont devenus membres des Conseils chrétiens nationaux ou locaux. Mais il ne s'agit pas tant d'adhérer aux Conseils chrétiens que de les concevoir de telle sorte qu'ils puissent devenir des instruments du mouvement œcuménique. Il se peut que ce soit précisément de ces tentatives au plan national et local que naisse l'impulsion dont a besoin le mouvement œcuménique. Le Groupe de travail a décidé d'étudier ces questions en détail lors de sa prochaine réunion, en juin 1971, et cette discussion revêtira une importance d'autant plus grande que le Colloque mondial sur les Conseils chrétiens convoqué par le Conseil œcuménique, doit avoir lieu sitôt après ; ce sera là une nouvelle occasion d'éclaircir la question de la participation catholique romaine.

### **Le contenu de la collaboration est plus important que ses structures**

Quelle que soit l'importance de ces considérations, elles n'ont en fin de compte qu'une portée secondaire. La question essentielle demeure celle du contenu de la collaboration, et la question des structures de la collaboration œcuménique doit lui rester subordonnée. Ces structures ne seront conçues de manière appropriée que si elles permettent d'exprimer la communauté toujours plus profonde entre les Eglises et de rendre un témoignage commun. La collaboration doit se développer avant tout là où les Eglises doivent vraiment faire leurs preuves. Ainsi, par exemple, on devrait poursuivre ensemble, ou du moins en contact étroit, le dialogue avec les adeptes des religions et idéologies de notre temps. Il est beaucoup question aujourd'hui de la crise que traversent les Eglises, et même de la crise que traverse la foi. Je ne voudrais pas aborder ici la question de savoir ce qui est superficiel ou justifié dans cette affirmation. Mais le bouleversement que traversent aujourd'hui les Eglises dans leur confrontation au monde moderne ne doit en aucune manière les inciter à se replier sur elles-mêmes et à se protéger derrière leurs remparts. La confrontation est beaucoup plus aisée là où la communauté est établie et peut se développer de manière nouvelle et inattendue. C'est dans ce sens qu'il faut chercher à poursuivre la collaboration.

## **NOS RELATIONS AVEC LE C. O. E.**

*Étude du P. Hamer, secrétaire du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens (1)*

1. Dans le discours qu'il prononça à Genève, le 10 juin 1969, le Saint-Père dessine l'orientation générale des relations de l'Eglise catholique avec le Conseil œcuménique des Eglises. C'est en février 1965 qu'un groupe mixte de travail a été mis sur pied entre ces deux organismes, très différents par nature mais dont la collaboration devait s'avérer fructueuse. Après avoir signalé combien il appréciait le développement de ces relations, Paul VI décrit les divers champs d'activités communes.

« La réflexion théologique sur l'unité de l'Eglise, la recherche d'une meilleure compréhension de la signification du culte chrétien, la formation profonde du laïc, la prise de conscience de nos communes responsabilités et la coordination de nos efforts pour le développement social et économique et pour la paix entre les nations, voilà quelques exemples de domaines où cette collaboration a commencé à prendre corps. Les possibilités d'une approche chrétienne commune du phénomène de l'incroyance, des tensions entre les générations, et des relations avec les religions non chrétiennes ont été également envisagées. »

### **L'étude de l'appartenance de l'Eglise catholique au COE**

Poursuivant son exposé, le Pape touche au rapport étroit qui existe entre le progrès des entreprises en cours et le développement de l'œcuménisme à l'échelle locale ; il insiste sur les qualités spirituelles que doit revêtir notre travail commun ; il aborde enfin, en toute clarté, le problème de l'appartenance de l'Eglise catholique au Conseil œcuménique, en qualité de membre :

« A cause de cette collaboration croissante en de si nombreux domaines d'intérêt commun, on pose parfois la question : l'Eglise catholique doit-elle devenir membre du Conseil œcuménique ? Que pourrions-nous, en ce moment, répondre à cette question ? En toute franchise fraternelle, nous ne considérons pas que la question de la participation de l'Eglise catholique au Conseil œcuménique soit mûre au point que l'on puisse ou doive donner une réponse positive. La question reste encore dans le domaine de l'hypothèse. Elle comporte de graves implications théologiques et pastorales ; elle exige par conséquent des études approfondies, et engage dans un cheminement dont l'honnêteté oblige à reconnaître qu'il pourrait être long et difficile (2). »

2. A la fin de 1969, une petite Commission mixte a été constituée avec des représentants du Conseil œcuménique (3). Les contributions de ces derniers nous ont été particulièrement utiles, car il nous fallait mieux connaître ce qu'est le Conseil œcuménique, comment il envisage lui-même la collaboration avec l'Eglise catholique et quelles peuvent être les conséquences pour lui

(1) Texte original. Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction. Ce texte a été publié en italien dans *l'Osservatore Romano* des 11-12 janvier 1971, au moment où le Comité central du Conseil œcuménique des Eglises commençait ses travaux à Addis-Abeba. Il a été lu par le P. Hamer devant le Comité central du COE dans la soirée du 15 janvier.

(2) DC 1969, n° 1543, p. 626.

(3) Cf. DC 1970, n° 1555, p. 98.



de l'appartenance ou de la non-appartenance de notre Eglise au groupe de ses membres. Le Secrétariat pour l'Unité continuera cette étude avec tout le calme et tout le sérieux nécessaires, en faisant appel à une large collaboration. Il mesure d'ailleurs toute sa responsabilité dans cette recherche. En effet, s'il revient au Conseil œcuménique, par un vote de ses membres, d'accepter une candidature, il demeure que l'Eglise catholique décide finalement par elle-même s'il importe ou non de faire acte de candidature.

### Les problèmes qui doivent être affrontés

3. Il est difficile d'énumérer tous les problèmes qu'il faut affronter au cours de cette étude. Nous n'en citerons ici que quelques-uns :

a) A Genève, le Saint-Père a salué le Conseil œcuménique dans les termes suivants : « un merveilleux mouvement de chrétiens, de « fils de Dieu qui étaient dispersés » (Jn 11, 52) et qui sont maintenant à la recherche d'une recomposition de l'unité ». La question est la suivante : parmi les nombreuses activités du Conseil, quelle place occupe aujourd'hui la recherche de l'unité visible de tous les chrétiens dans une seule et même Eglise ? Quel est l'ordre des priorités ?

b) Quelle est l'influence du Conseil œcuménique sur la pensée, les décisions d'orientation générale et sur les programmes des Eglises-membres ? A l'inverse, quelle est la part réelle que ces dernières prennent dans les décisions majeures du Conseil œcuménique ?

c) Quel est l'impact concret de l'appartenance au Conseil œcuménique sur la crise intérieure que traversent la plupart des Eglises chrétiennes ?

d) Dans quelle mesure l'appartenance éventuelle de l'Eglise catholique au Conseil œcuménique constitue-t-elle aujourd'hui une question réelle et concrète pour les catholiques aux niveaux national et local ? Répondrait-elle à un besoin actuellement ressenti ? Pourrait-elle fournir un apport à la vie pastorale des diocèses et des paroisses ?

### La collaboration avec le COE

4. Aussi indispensable qu'elle soit, la confrontation des idées, des structures et des programmes ne peut suffire. Il nous faut cette expérience commune qui nous est fournie, me semble-t-il, par la collaboration actuellement en cours et qui assume diverses formes. Une telle expérience ne s'acquiert pas en un jour.

5. Cette collaboration a d'ailleurs sa valeur en elle-même. Les chrétiens, en tant que tels, sont appelés à œuvrer ensemble. « La collaboration de tous les chrétiens exprime vivement l'union déjà existant entre eux, et elle met en plus lumineuse évidence le visage du Christ serviteur. » (II<sup>e</sup> Concile du Vatican, *Décret sur l'œcuménisme*, 12.) Cette collaboration est donc l'une des formes dans lesquelles se manifeste l'amour de Dieu pour le monde. Par ailleurs, elle peut réaliser une œuvre de rapprochement entre chrétiens : « Par cette collaboration, tous ceux qui croient au Christ peuvent facilement apprendre comment on peut mieux se connaître les uns les autres, s'estimer davantage et préparer la voie à l'unité des chrétiens. » (*Ibid.*)

6. Il est clair que le développement de notre collaboration avec le Conseil œcuménique pose une série de questions pour nous-mêmes et pour nos partenaires. Celles-ci sont sérieuses et demandent toute notre attention. Je mesure le caractère exceptionnel de la collaboration étendue d'une Eglise avec un Conseil dont elle n'est pas membre. La division des chrétiens, anormale par elle-même, nous met souvent dans des situations de ce genre. Mais je sais aussi que d'un côté comme de l'autre on n'épargnera aucun effort de bonne volonté, d'intelligence, d'imagination et de patience. En toute hypothèse, ce n'est pas notre collaboration avec le Conseil œcuménique qui est mise en question par l'étude entreprise. Celle-ci vise seulement à discerner quelles meilleures formes pourrait prendre à l'avenir cette collaboration afin que soit à la fois respectée pleinement l'identité propre de l'Eglise catholique et assuré le meilleur service qu'elle puisse rendre à la cause de l'unité de tous les chrétiens.

L'aide du Seigneur ne nous fera pas défaut, si nous demeurons dans les perspectives qu'il nous a fixées. « La volonté qui nous anime et le principe qui nous dirige seront toujours la poursuite pleine d'espérance et de réalisme pastoral de l'unité voulue par le Christ. » (Paul VI, discours de Genève.)

Fr. Jérôme HAMER, O.P.,  
secrétaire du Secrétariat  
pour l'Unité des chrétiens.

11 janvier 1971.

## RAPPORT DU PASTEUR LUKAS VISCHER SUR L'UNION DES ÉGLISES (\*)

Au cours de ces dernières années, le mouvement vers l'unité de l'Eglise a fait des progrès remarquables ; les confessions séparées se sont rapprochées de manière sensible. Il y a maintenant un peu plus d'un demi-siècle qu'a eu lieu la première Conférence internationale sur des questions de foi et de constitution (1920). L'espoir qui soulevait la génération d'alors semble aujourd'hui plus près que jamais de sa réalisation. Non seulement les Eglises sont sorties de leur isolement pour entamer le dialogue, mais elles vivent dans une communauté toujours plus étroite. Il est soudainement devenu possible d'aborder à nouveau des problèmes théologiques qui, il y a quelques années seulement, paraissaient insolubles. Simultanément cependant, la recherche de l'unité ecclésiale visible se voit de plus en plus remise en question. L'unité, pour quoi faire ? Ne devrait-elle pas avoir été accomplie depuis longtemps déjà, si vraiment elle devait l'être ? Ne faudrait-il pas, de nos jours, orienter l'énergie des Eglises vers d'autres buts ? On pourrait illustrer ce dilemme par l'image suivante : une vieille maison décrépite est située sur un terrain où l'on projette de construire un quartier tout neuf, avec de nouvelles maisons et de nou-

(\*) Traduction du texte allemand original établie par la section de traduction du Conseil œcuménique des Eglises. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Ce rapport a été lu à Addis-Abeba par le pasteur L. Vischer, directeur du département « Foi et Constitution », devant le Comité central du Conseil œcuménique des Eglises.



velles rues. A quoi bon réparer cette maison, puisqu'elle va, de toute façon, être démolie? Pourquoi ne pas regarder la réalité en face? A moins que l'on ne veuille faire des réparations aussi coûteuses que dans la seule intention de retarder la construction du nouveau quartier... Entreprise dépassée, voire réactionnaire, la recherche de l'unité, même si elle devait aboutir, n'aurait plus aucun sens.

L'étrange malaise que nous ressentons actuellement au sujet de l'unité doit être pris au sérieux. Deux remarques peuvent être utiles :

### Affronter les nouvelles sources de désunion

a) Le fait est que la question de l'unité se pose aujourd'hui d'une façon nouvelle. Il devient de plus en plus évident que la tâche ne peut pas seulement consister à mettre à jour les différentes convictions sur la doctrine et la constitution de l'Eglise. Cette tâche est indispensable, bien sûr, et elle doit être accomplie, mais il apparaît toujours plus clairement que les Eglises ne peuvent, par cette seule mesure, établir entre elles une communauté. L'unité ne peut s'établir sur la base d'un regard jeté en commun sur le passé ou d'une réponse donnée en commun par les Eglises d'aujourd'hui aux questions sur lesquelles les générations précédentes n'avaient pu se mettre d'accord. Il ne suffit pas d'accomplir aujourd'hui, rétrospectivement et en quelque sorte de leur part, les tâches qui causèrent leur rupture. Les Eglises doivent fonder leur unité dans le présent en répondant ensemble aux questions qui se posent à elles aujourd'hui et qui menacent de les séparer à nouveau. Elles doivent distinguer clairement comment il faut concevoir et réaliser l'unité de l'Eglise de façon qu'elle puisse être aujourd'hui une authentique communauté en Christ. Tout cela jette une nouvelle lumière sur les questions qu'il faut traiter en relation avec le passé et leur donne aussi une nouvelle urgence : comment parlons-nous de Jésus-Christ? Comment comprenons-nous la nature et la mission de l'Eglise? Comment allons-nous exprimer son message? Comment l'Eglise peut-elle se montrer vraiment catholique, authentiquement universelle et diverse? Le cadre dans lequel il était naguère possible de s'attaquer à ces questions est actuellement contesté, et même brisé, de deux côtés à la fois ; d'une part, par les perspectives nouvelles qui semblent se dégager des études contemporaines de l'Ecriture et de la Tradition primitive, et de l'autre par l'expérience de l'Eglise dans le domaine des problèmes du monde contemporain. Tout cela affecte les hypothèses sur lesquelles doit se fonder notre réponse. Pour les Eglises, c'est là une expérience qui est source aussi bien d'espoir que de désarroi. Il ne faut par conséquent pas nous étonner si non seulement des réponses communes ne se dessinent que lentement, mais si, de plus, les Eglises sont aujourd'hui menacées de nouvelles divisions. Elles sont en désaccord profond quant à leur conception du Christ, de l'Evangile et de l'Eglise et, par-dessus tout, de l'engagement politique et social, et c'est justement parce qu'il est difficile d'apprécier la portée de ces désaccords qu'ils pourraient devenir de nouvelles lignes de rupture pour la chrétienté. Si notre effort en vue de l'unité ecclésiale se veut sensé et en rapport avec la situation réelle, il doit faire ses preuves en affrontant ces nouvelles sources de désunion.

### La tendance à relativiser la nécessité de l'unité

b) Cela dit, nous devons aussi souligner le second aspect de la question. Ce n'est pas parce que la question se pose aujourd'hui sous un jour nouveau qu'elle a été éliminée, ni qu'elle est moins urgente. Cependant, l'opinion actuelle, au sein du mouvement œcuménique,

témoigne d'une étrange indifférence à l'égard de la nécessité de l'unité ; son importance est à tout moment minimisée. Le témoignage au Christ n'apparaît-il pas, dans le Nouveau Testament déjà, sous des formes multiples? Les Eglises n'ont-elles pas constamment dissimulé ce fait?

Le monde pluraliste qui est le nôtre ne nous offre-t-il pas l'occasion idéale de le faire valoir? Le Nouveau Testament, dit-on, ne contient pas d'ecclésiologie unifiée. La conception de l'unité qui caractérise l'Eglise primitive résulte du « mouvement œcuménique » des 1<sup>er</sup> et 1<sup>re</sup> siècles. On trouve dans le Nouveau Testament plus d'arguments en faveur de la diversité des confessions que de l'unité de l'Eglise. Quoi qu'il en soit, l'unité est chose fort illusoire. Dans la réalité, les Eglises — même celles qui se réclament de la même confession — sont si différentes les unes des autres que l'on peut à peine les comparer. On trouverait d'excellents arguments pour soutenir chacune de ces affirmations ; nous devons reconnaître leur légitimité et les prendre au sérieux. Reste à se demander si la relativisation à laquelle elles conduisent ne doit pas être elle-même relativisée. Cet accent mis sur la diversité pourrait bien devoir son succès au simple fait qu'il nous permet de justifier, de façon commode, la condition actuelle des Eglises ; en effet, ces arguments nouveaux et fort convaincants donnent un regain de vie à l'ecclésiologie spiritualisante et individualisante qui a dominé le protestantisme du 19<sup>e</sup> siècle et que nous estimons tout juste dépassée ; en d'autres termes, ils nous libèrent de l'obligation de lutter constamment en vue d'établir une communauté qui nous lie réellement les uns aux autres. Certes, notre vif intérêt pour une communauté authentique ne saurait être minimisé. La question suivante n'en doit pas moins être posée avec une insistance particulière en un moment où les divergences augmentent : qu'est-ce qui — ou mieux, *qui* — lie cette communauté? Si l'on pouvait se mettre d'accord sur une conception très large de la diversité, on pourrait, avec une relative facilité, arriver à l'unité de l'Eglise, mais le résultat serait une vue de l'esprit vague et nébuleuse. Les divisions ne doivent pas être prises à la légère : ce n'est qu'une fois qu'elles ont été surmontées qu'une authentique communauté ecclésiale peut exister. Bien entendu, il ne suffit pas d'aplanir les divisions pour réaliser une véritable communauté. Même quand les Eglises s'unissent, la communauté peut demeurer illusoire. Mais il n'en demeure pas moins que surmonter nos divisions est une étape indispensable de notre marche vers l'unité.

\*  
\*\*

Je voudrais maintenant mentionner quelques-uns des progrès réalisés au cours de ces dernières années. Il ne saurait être question de tout citer, aussi me limiterai-je à deux catégories très importantes : les conversations entre familles confessionnelles et les négociations d'union.

### Les conversations interconfessionnelles

a) Les conversations officielles interconfessionnelles sont un phénomène relativement récent, et ce n'est que depuis quelques années qu'elles se sont mises à jouer un rôle important dans le mouvement œcuménique. Tout un nouveau réseau de relations s'est tissé, de nombreuses commissions ont été formées et une somme de travail impressionnante a été accomplie dans le domaine théologique. La plupart des grandes communautés confessionnelles prennent actuellement part à de telles conversations. L'Eglise orthodoxe byzantine prépare en ce moment très soigneusement des conversations avec les Eglises orthodoxes orientales, la Communion anglicane, l'Eglise vieille-catholique et la Fédéra-



tion luthérienne mondiale. La Communion anglicane a des entretiens avec l'Eglise catholique romaine et la Fédération luthérienne mondiale. La Fédération luthérienne mondiale, le Conseil méthodiste mondial, l'Alliance réformée mondiale, l'Eglise vieille-catholique et l'Eglise des disciples du Christ, tous sont en pourparlers avec l'Eglise catholique romaine. A la suite de leurs récents contacts en Amérique du Nord et en Europe, la Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance réformée mondiale en sont arrivées, au cours des dernières années, à resserrer leurs rapports; elles ont créé une commission chargée d'étudier comment progresser encore dans ce sens. Le Conseil congrégationaliste international et l'Alliance réformée mondiale ont même dépassé le stade des conversations: une assemblée commune tenue l'an dernier à Nairobi a consacré leur union.

Il n'est pas facile de se former une image globale de toutes ces conversations, et celle-ci se complique encore par le fait que celles qui ont lieu au niveau mondial sont souvent complétées par d'autres, aux niveaux régional ou national. C'est pourquoi les familles confessionnelles ont récemment décidé de se livrer à une étude commune de la situation sous les auspices de la Commission « Foi et Constitution ». Les buts des diverses conversations, leurs thèmes et leurs méthodes seront analysés et l'on essaiera, dans la mesure du possible, de montrer comment leurs résultats peuvent s'intégrer de façon créatrice à l'ensemble du mouvement œcuménique. Ce travail a déjà commencé et l'on devrait pouvoir obtenir un rapport avant la fin de l'année.

Mais il apparaît d'ores et déjà qu'une évolution importante s'est produite dans les relations interconfessionnelles. Certaines conversations se sont terminées sur des accords inattendus, et même si tous n'ont pas été aussi surprenants que ceux des conversations entre luthériens et catholiques romains d'Amérique du Nord, il faut cependant rechercher les conclusions à tirer des accords passés. L'indépendance des confessions est de plus en plus remise en question par les découvertes de la théologie: la meilleure illustration nous en est donnée par les conversations entre luthériens et réformés sur le plan européen. Celles-ci ont en effet, l'année dernière, abouti à une proposition d'établissement par les Eglises d'une formule de concorde décrétant la communion totale des deux confessions. D'autres conversations pourraient arriver à de semblables conclusions et décisions. C'est là un facteur nouveau. Jusqu'à présent, en effet, les conversations sur l'unité pouvaient se poursuivre dans une certaine sérénité puisque, quel qu'en pût être le résultat, il semblait certain que les confessions conserveraient leur existence propre. Ce n'est plus vraiment le cas: l'évolution est si marquée que, du moins dans certains cas, l'identité des différentes confessions commence à être touchée. Saura-t-on en tirer les conclusions qui s'imposent ou l'identité des partenaires se montrera-t-elle trop résistante? On peut même se demander s'ils ne pourraient pas renforcer et réaffirmer leur identité en trouvant une nouvelle raison d'être dans un dialogue œcuménique avec des partenaires aussi nombreux que possible.

### Les négociations d'union

b) Que dire des unions d'Eglises et des négociations d'union? Quelques progrès modestes, mais significatifs, ont été réalisés ces dernières années. Des unions d'Eglises ont eu lieu à Madagascar, en Belgique et, l'an passé, au Congo, au Pakistan et en Inde du Nord. Bien que les négociations entre anglicans et méthodistes anglais et le plan d'union de Ceylan n'aient pas ren-

contré une majorité suffisante, il faut noter que dans les deux cas cet échec ne s'est pas soldé par l'abandon des efforts. Un autre vote de l'Eglise méthodiste de Ceylan a obtenu la majorité requise et il y a de bonnes raisons de croire que les derniers obstacles seront aplanis dans un proche avenir. Il n'est pas possible de mentionner ici toutes les négociations qui sont en cours dans différents pays. Beaucoup en sont au point mort, répétant ce qui a déjà été fait, mais d'autres progressent et l'on peut espérer qu'elles arriveront, dans un avenir pas trop lointain, au stade des décisions.

En avril dernier, la Commission de Foi et Constitution a organisé un colloque auquel ont été conviés des représentants de toutes les Eglises unies et Comités d'union. Cette conférence a permis de discuter l'état présent des négociations et d'examiner un certain nombre de problèmes particuliers qui surgissent en différents endroits. Il m'est impossible d'entrer ici dans les détails. Les sujets traités allaient des questions théologiques et ecclésiologiques (par exemple l'importance de la confession de foi dans l'Eglise ou la conception du baptême) aux problèmes pratiques (par exemple la préparation psychologique à l'union, les problèmes juridiques qu'elle soulève). Je me limiterai à un seul des thèmes traités, qui me semble particulièrement important: qu'est-ce que les Eglises en cours de négociations d'union ont vraiment en commun? Il est évident que cette question est brûlante. Le nombre des Eglises unies va croissant et même si la moitié seulement des négociations en cours devaient aboutir elles formeraient un groupe important. Mais appartiennent-elles véritablement à un seul et même groupe? Toutes ne sont pas issues de la même combinaison de confessions et toutes ne se sont pas fondées sur la même idée de l'union. Certaines sont de type épiscopal, d'autres ont des structures différentes. Les différences sont si grandes que nous nous voyons presque obligés de donner à cette question une réponse négative; or, les participants au colloque y ont répondu affirmativement. Il est clair que les Eglises unies ont quelque chose en commun, mais il n'est pas facile de dire quoi. Ce n'est pas tant une question de caractères et de critères extérieurs, facilement identifiables, que de l'expérience commune qu'elles ont acquise tout au long du processus d'union. Ce processus marque les Eglises. Les confessions par lesquelles elles affirment leur foi sont extraordinairement proches. Elles sont en mesure de célébrer ensemble l'eucharistie. Mais le processus d'union doit surtout faire en sorte qu'elles soient animées des mêmes intentions et qu'elles se préoccupent de problèmes semblables. Elles ont un ordre du jour commun. Le colloque a mis l'accent sur ces liens, affirmant qu'il était primordial pour les Eglises unies de prendre mieux conscience de cette identité commune. Non pas, bien sûr, qu'elles doivent former d'un seul coup une même famille confessionnelle: il est au contraire essentiel pour leur identité qu'elles ne se considèrent *pas* comme une unité fermement délimitée, mais qu'elles soient prêtes à s'ouvrir à de nouvelles unions. Mais si cette ouverture d'esprit veut être authentique, il faut que l'union ne donne pas naissance à des Eglises unies qui *n'appartiennent plus* à aucune tradition particulière, mais à des Eglises prêtes à affirmer leur nouvelle identité commune et à la vivre ensemble.

Quelle est la portée de ces remarques? Les conversations interconfessionnelles bilatérales et l'évolution des négociations d'union tendent à la même conclusion. Le mouvement vers l'unité des Eglises se rapproche du stade des décisions; en fait, il est bien possible qu'il y soit déjà. Les conversations, tout comme les négociations, exigent que l'on prenne des mesures concrètes, et si elles ne sont pas prises, la réaction se fera sentir sur l'ensemble du



mouvement ; il pourrait bien, dans ce cas, se désintégrer ou tourner à vide, devenant une entreprise désuète et sans but. Le colloque sur les négociations d'union que nous venons de citer a parlé d'un *kairos* de l'union. Ce qui constitue l'essence même du *kairos*, c'est qu'il est unique et de courte durée. Si on le laisse passer, il ne revient que rarement, peut-être même jamais. En outre, on ne peut le susciter à volonté. Il faut prendre les décisions au moment propice, et il apparaît toujours plus clairement que ce moment est maintenant là.

## Les communautés spontanées au plan local

Un autre point de vue, celui de l'expérience des Eglises au niveau local, vient confirmer tout cela. De plus en plus, de nos jours, les chrétiens se rassemblent au-delà des limites de leur confession, et ils se rendent de plus en plus souvent compte que cette communauté entre confessions — et souvent au-dessus ou au-dessous des confessions — est plus riche de sens et plus authentique que l'existence séparée de paroisses d'une confession déterminée. Le nombre des tâches que nous ne pouvons accomplir qu'en commun s'accroît sans cesse, et si la communauté avec des chrétiens d'autres confessions a parfois tant d'attraits, c'est qu'elle permet d'assumer des responsabilités que leurs fixations historiques et institutionnelles interdisent aux paroisses traditionnelles. La communauté des confessions est, pour le moment du moins, plus mobile, mais en même temps il lui manque la forme claire, la profondeur théologique et spirituelle qui doivent être les siennes si elle se veut viable à long terme. Pour le moment, c'est auprès des confessions que l'on peut trouver cette clarté de forme. Aussi la communauté œcuménique fraternelle spontanée, même lorsqu'elle se veut une réaction à l'égard des confessions séparées, continue-t-elle à dépendre de celles-ci, tout en les privant de vie. Cette situation paradoxale ne saurait durer indéfiniment, et il faut que les Eglises des différentes confessions essaient de la dépasser. Ce sont elles qui doivent creuser les fondations sur lesquelles s'élèvera et s'épanouira la nouvelle communauté. Elles doivent prendre des mesures concrètes pour rendre manifeste l'identité de la seule Eglise qu'elles ont si souvent essayé de définir dans le cadre du mouvement œcuménique : le seul peuple, uni dans la même foi en Christ et témoignant en commun de l'Evangile, uni en un seul corps par le baptême et continuellement renouvelé par l'eucharistie, communauté universelle malgré son enracinement dans des lieux et situations particulières, ferment de communauté au milieu des oppositions de la société humaine. Ce n'est que lorsque cette vaste vision sera réalisée que la communauté spontanée surgissant au plan local pourra durer. Si elle n'est pas établie dans ce cadre, elle est vouée presque inévitablement à la dissolution.

## Vers un Concile universel

Mais ce progrès du mouvement vers l'unité ne peut se réaliser que si tous les efforts sont dirigés vers un but commun qui assure entre eux une certaine cohésion. Il faut pour cela concevoir une « stratégie » de l'unité. Aujourd'hui, les efforts des Eglises pour l'unité se font encore dans une relative indépendance. Il est clair qu'à la base de ce mouvement on trouve encore l'idée que tout effort individuel, tout acte de réconciliation est une contribution importante à l'unité de l'Eglise entière, et que « d'une façon ou d'une autre » le tout vers lequel tend le mouvement œcuménique émergera soudain un jour de ces actions éparses. Cette idée se justifie-t-elle ? Ces efforts individuels ne peuvent-ils pas estomper le caractère propre des confessions, sans pour

autant faire apparaître la plus petite esquisse du nouveau visage de l'Eglise unie ? N'engendrent-ils pas des crises qu'ils sont incapables de résoudre et de dépasser ? Les progrès individuels ne rendent-ils pas plus difficile le chemin vers l'unité ? Le mouvement ne peut porter de fruits que s'il est dirigé vers un but concret, reconnu, accepté en commun par toutes les Eglises et vers lequel convergent les efforts individuels. C'est dans cet ordre d'idées que l'Assemblée d'Upsal a parlé d'un « concile authentiquement universel ». Les Eglises doivent travailler ensemble à cette fin en réalisant ensemble les conditions permettant à un concile universel — *concilium* et non *consilium*, *synodos* et non *symbolion* — d'affirmer l'unité et d'aborder les grands problèmes actuels. Lors de la dernière réunion du Comité central, j'ai essayé d'examiner cette idée de plus près, et elle a aussi été reprise de différents côtés : d'abord par la Conférence de Lambeth, puis par l'Assemblée de l'Alliance réformée mondiale et le Congrès vieux-catholiques de Bonn. Une Commission d'étude des églises luthériennes et réformées va aussi l'examiner de plus près. Je ne veux pas jouer les entêtés et ne vais pas, par conséquent, répéter ce que j'ai déjà dit ; mais je persiste à penser qu'il est important que le but final et les étapes immédiates du mouvement œcuménique soient établis de manière plus concrète et que cette question reçoive toute l'attention du Conseil œcuménique aussi bien que des Eglises.

Dans la perspective de ce but, le Conseil œcuménique ne peut avoir qu'un rôle préparatoire et subsidiaire. Il peut tout au plus ouvrir la voie aux Eglises, être l'instrument qui facilitera leur tâche, le cadre provisoire qui donnera quelque cohérence à leurs efforts. Mais son rôle doit surtout être d'assurer que la recherche de l'unité continue à être en rapport avec la situation actuelle, que les conditions de l'unité soient créées et que l'unité soit vraiment conforme à la volonté du Christ. C'est pourquoi, même lorsque l'unité est en jeu, le mouvement doit soutenir la justice et la liberté et affirmer de façon non équivoque, fût-ce au prix d'un conflit, son attitude face à l'injustice sociale, à l'oppression, au chauvinisme nationaliste et autres genres d'esprit de clocher. Refuser de porter ce témoignage serait trahir la cause de l'unité.

## Les progrès dans le domaine de l'unité ne sont-ils pas la promesse de sa réalisation ?

Mais le Conseil œcuménique des Eglises est naturellement impliqué dans la tension interne dont témoigne le mouvement œcuménique en général. Confronté aux problèmes de notre temps, il se trouve de plus en plus poussé à prendre des décisions et à assumer des tâches qui présupposent l'unité de l'Eglise, communauté dont les membres sont conscients de leur engagement réciproque total, ou tout au moins, dont les liens sont si forts qu'elle est capable de résister aux conflits. Il nous faut, en fait, nous poser la question suivante : pouvons-nous réellement faire face aux problèmes actuels au nom du Christ sans présupposer presque involontairement cette communauté ? Le dilemme est clair. L'unité n'est pas réalisée et elle ne pourra de longtemps être présupposée si les Eglises ne renforcent pas la communauté qu'elles ont créée dans le Conseil œcuménique et si elles ne l'expriment pas toujours plus complètement. L'intégrité et la crédibilité du Conseil œcuménique des Eglises dépendent ainsi du développement de l'unité. Toute immobilisation des structures actuelles le paralyserait. Ne faut-il pas, par conséquent, que nous consacrons tous nos efforts à dissiper cette tension ? Et les progrès dans le domaine de l'unité ne sont-ils pas la promesse de sa réalisation ?



# Questions actuelles

## LE PROCÈS DE CONAKRY

*Mgr Raymond-Marie Tchidimbo, C. S. Sp., archevêque de Conakry, a été arrêté le 24 décembre 1970, dans le cadre de la répression qui a suivi le « complot » du 22 novembre (1). Il figurait parmi les soixante-six personnes condamnées, le 24 janvier, aux travaux forcés à perpétuité par l'Assemblée nationale guinéenne transformée en tribunal révolutionnaire, laquelle prononçait en même temps 92 condamnations à mort, dont 34 par contumace.*

### L'EGLISE QUI SOUFFRE

#### *Allocution de Paul VI*

*Voici l'allocution qui a été prononcée par Paul VI le dimanche 24 janvier, avant la récitation de l'Angelus (2) :*

Ces jours derniers, comme vous le savez, nous avons prié pour la paix dans le monde, problème toujours posé et toujours brûlant ; nous avons prié pour le rétablissement de l'unité des chrétiens séparés, selon la volonté du Christ, fondateur d'une unique Eglise. Nous continuerons à prier pour ces intentions.

(1) *L'Osservatore Romano* du 24 janvier a annoncé que « le Saint-Père a nommé le P. Louis Barry administrateur apostolique de l'archidiocèse de Conakry, *ad nutum Sanctae Sedis*, tant que Mgr Raymond-Marie Tchidimbo, en raison des douloureuses circonstances que l'on sait, demeurera empêché d'exercer sa charge d'archevêque de Conakry. Le P. Barry continuera en même temps à exercer la charge d'administrateur apostolique de Kankan ».

*M. Siradiou DIALLO, l'un des condamnés à mort par contumace, résidant en France, a déclaré dans une interview publiée dans la Croix du 3 février 1971, p. 6 :*

[...] Le 22 novembre 1970, des Guinéens — et essentiellement des anciens militaires de l'armée française qui n'ont pas pu revenir dans leur pays au moment de l'indépendance et qui sont réfugiés depuis lors dans les pays voisins de la Guinée — ont décidé de forcer la porte de leur pays. Ils étaient environ 250 à 300. Il n'est pas exclu que certains de ces groupes aient eu des appuis portugais pour le transport. Mais les Portugais n'ont pas mis le pied sur le sol guinéen. L'accusation lancée contre le Portugal n'a été qu'un alibi qui n'a servi qu'à faire se lever la réprobation unanime de toute l'Afrique contre le Portugal. Ensuite, les accusations ont été portées contre la République fédérale

Mais aujourd'hui, quelle intention particulière allons-nous proposer à votre charité ? Nous vous proposons l'Eglise qui souffre. Il y a toujours « l'Eglise du silence », c'est-à-dire celle qui, dans diverses et vastes régions du monde, est privée de la légitime liberté de vie et d'expression, liberté qui, selon les droits de l'homme dont on se prévaut, devrait lui être reconnue, et qui ne constitue certainement pas une menace pour l'ordre public. Des communautés catholiques entières, qui furent autrefois pacifiques et florissantes, sont étouffées ou supprimées, subissant un martyre muet et souvent héroïque. Ces frères humiliés sauront un jour que nous ne les avons pas oubliés et que, dans l'Esprit, nous avons été fidèlement en communion avec eux dans leur passion.

Et puis, il y a les Eglises qui souffrent du fait de situations et d'événements spéciaux. Certaines sont dans cette Afrique que nous aimons comme une « nouvelle patrie du Christ ». Vous avez certainement, vous aussi, entendu parler d'un singulier et retentissant procès intenté contre des personnes accusées de complots et de rébellions. Dans ce procès est impliqué un archevêque qui nous est très cher et qui, pour autant que nous le sachions, est innocent et menacé d'un terrible supplice. Nous avons nous-même demandé à l'autorité suprême de l'Etat une justice sereine et une clémence magnanime, pour lui et pour les autres accusés. Nous espérons (3).

Et où l'Eglise ne souffre-t-elle pas aujourd'hui ? Ne sont-ce pas ses fils qui, bien souvent, la font amè-

allemande, puis contre la France, enfin contre le Vatican. Mais tout cela est sans fondement.

Le but de cette opération était de jager le régime de Conakry et d'évaluer dans quelle mesure il était appuyé sur une base populaire. Il en ressort que le régime est extrêmement fragile : 250 hommes ont contrôlé la capitale entre 2 heures du matin jusqu'à midi le dimanche 22 novembre. Ils n'ont connu aucune résistance. Les dirigeants s'étaient cachés. L'un des camps militaires, le camp de la Camayenne, symbole de la répression, a été repris. Le seul échec rencontré a été la station de Radio-Conakry qui n'a pu être investie.

Je connais personnellement quelques-uns de ces 250 « envahisseurs », je ne pense pas qu'ils soient les agents de quelque puissance étrangère ; mais, sur quatre millions de Guinéens, il y a un million de réfugiés au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, en Sierra Leone, au Liberia, au Mali et même en Guinée portugaise. Mes compatriotes en ont assez de devoir vivre en exil. [...]

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans *L'Osservatore Romano* des 25-26 janvier 1971.

(3) *Le même numéro de l'Osservatore Romano, paru après qu'ait été connu le verdict du procès de Conakry, publie cette note :*

Aux paroles attristées du Saint-Père avant l'Angelus de dimanche, à propos des souffrances de l'Eglise dans

rement souffrir par leur infidélité, leurs défections, leurs contestations et leurs velléités de tout genre ? Où est la joyeuse harmonie de la foi et de la charité qui devrait caractériser notre Eglise catholique ?

Prions aussi pour cette passion, frères et fils.

## NOTE DE « L'OSSERVATORE ROMANO »

Sous le titre « *Humanité blessée* », l'Osservatore Romano du 27 janvier a publié la note ci-après, signée d'une étoile (4).

Tous les journaux publient ce qui a été transmis par la *Voix de la Révolution* qui, en ces jours dramatiques, s'exprime sur les ondes de Radio-Conakry : les cinquante-huit condamnés à mort ont été pendus dans diverses parties du pays (5), au milieu de manifestations de joie et d'insultes aux corps des suppliciés, affirme-t-on sans hésiter. Les sentiments de pitié pour les victimes, d'horreur pour un massacre qui nous ramène loin en arrière, d'indignation pour le mépris absolu des droits de la personne, vivante ou morte, s'expriment en un unique cri de protestation. Ce cri ne s'adresse à aucun peuple libre, à aucun pays indépendant et souverain ; il est l'expression d'une humanité cruellement offensée et en un certain sens défiée.

### Simulacre de procès

De cette tragédie, de ces soixante-six condamnés à mort, le monde ne sait que ce qu'en a dit la radio guinéenne, laquelle a fait savoir que l'Assemblée nationale, transformée en tribunal révolutionnaire, a jugé les accusés en leur absence et sans qu'ils aient eu la possibilité de se défendre. Les accusations portaient sur tout : « Participation à une guerre non déclarée », avec attaques, bombardements, massacre collectif, trahison, espionnage, incitation à la débauche, spéculation

diverses et vastes régions du monde, ainsi que de situations et d'événements du continent africain, et surtout du procès de Conakry, fait suite aujourd'hui la très triste nouvelle de l'impitoyable sentence prononcée par le tribunal. A la peine profonde pour la dure condamnation du pasteur de Conakry, Mgr Tchidimbo, évoqué par Paul VI comme « un archevêque qui nous est très cher et qui, pour autant que nous le sachions, est innocent », ainsi que pour celle de tous les inculpés, s'ajoutent de sérieuses perplexités. On se demande dans quelle mesure ont été respectés les droits humains fondamentaux dans la procédure adoptée, et qu'elles garanties ont été accordées aux inculpés.

On souhaite ardemment que l'on veuille encore exercer le droit de grâce à l'égard des condamnés à la peine capitale, et qu'en tout état de cause on fasse preuve de clémence envers tous.

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)

(4) Traduction de la DC d'après le texte italien. Les sous-titres sont de notre rédaction.

(5) En fait, ce chiffre a été mis en doute le lendemain, et au moment où nous mettons sous presse, on ignore encore combien de condamnés ont été exécutés.

Dans l'interview citée ci-dessus, M. Siradiou DIALLO a déclaré :

Quand Sékou Touré condamne ainsi à mort plusieurs dizaines de personnes, on peut être sûr que beaucoup sont exécutées avant le jugement. Beaucoup meurent pendant les tortures qu'ils subissent. Après l'invasion du 22 novembre, il y a eu 3 000 arrestations. Il est certain que sur ce nombre, beaucoup plus de 92 ont été condamnés...

(« La Croix, 3 février 1971, p. 6 — NDLR.)

lation monétaire, « offenses ignobles à la dignité de notre chef bien-aimé. »

L'agression en question a été dénoncée vers la fin novembre, lorsque des groupes d'hommes en armes ont tenté de s'assurer le contrôle de la capitale. Les Portugais en ont été déclarés coresponsables. Mais au « procès », à côté d'Africains originaires des colonies portugaises, figuraient — et sont aujourd'hui pendus, — de vieux compagnons de Sékou Touré qui eurent d'importantes responsabilités dans le gouvernement et, parmi eux, une femme.

Les « confessions » des accusés ont été entendues par les « juges » au moyen d'enregistrements. Aucun défenseur, aucun observateur de l'extérieur, contrairement à ce qui fut le cas récemment au procès de Yaoundé, au Cameroun, aucun journaliste. Il semble que même l'envoyé de l'*Humanité* n'ait pas été admis.

### « Complot » du Vatican

Parmi les condamnés aux travaux forcés à perpétuité figure, on le sait, Mgr Raymond-Marie Tchidimbo. Quelles sont les accusations portées contre lui ? Selon la *Voix de la Révolution* de Radio-Conakry, captée à Abidjan dans l'après-midi du 20 janvier, le « tribunal extraordinaire » aurait recueilli la confession d'un « mercenaire » guinéen qui aurait mis en cause le Vatican, disant que deux opposants au régime, réfugiés à Dakar, auraient, « avec le soutien du Vatican », comploté pour la formation d'une « communauté politico-catholique » entre la Guinée, le Sénégal et la Côte-d'Ivoire. Ces deux derniers pays ont à leur tête des personnalités catholiques. Mais au Sénégal, les catholiques ne constituent que 7 ou 8 % des 3 millions et demi d'habitants ; ils sont 8 % en Côte-d'Ivoire et 1,5 % en Guinée. Cela suffit pour montrer l'absurdité d'inventions qui trahissent avant tout une imagination beaucoup moins fertile que celle dont on a fait preuve dans d'autres procès totalitaires, derrière ce qu'on appelait alors le rideau de fer, et que l'on n'a pas oubliés.

Il ne semble pas — du moins jusqu'à maintenant — que ce soit là l'accusation spécifique portée contre l'évêque (6). Selon les mêmes sources, il aurait sou-

(6) M. SÉKOU TOURÉ, chef de l'Etat guinéen, a adressé le 28 janvier un message à Paul VI dans lequel il déclare que « le citoyen Raymond-Marie Tchidimbo », archevêque de Conakry, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité « pour avoir prêté son concours à une entreprise visant au renversement brutal du régime populaire » guinéen. « En le jugeant et en le condamnant, ajoute M. Sékou Touré, le peuple guinéen a voulu dissocier l'homme de l'Eglise chrétienne. »

« Nous sommes respectueux des libertés et des droits de l'homme, poursuit le président guinéen. Nous sommes profondément croyant et en même temps convaincu qu'aimer et servir Dieu, c'est aimer et servir constamment le peuple et l'homme, l'amour de l'homme étant incompatible avec le mépris du peuple et la trahison nationale. »

M. Sékou Touré écrit qu'ayant appris que le Saint-Père avait prié pour la libération des innocents persécutés, il l'a approuvé sans réserve et a sollicité avec ferveur de toutes les Eglises, de toutes les mosquées et de toutes les personnalités du monde croyant, les mêmes prières en faveur « de ceux qui défendent la cause sacrée de la justice, de la liberté et du progrès des peuples ». Il a ajouté qu'il a appelé également ces personnes à maudire « ceux qui méprisent ou compromettent la réalisation de ces nobles objectifs de l'humanité ».

« Nous sollicitons, écrit-il encore au Pape, que vous daigniez ordonner ces prières à l'échelle du monde. » (La Croix, 30 janvier 1971.)



tenu et « béni » une conspiration destinée à renverser l'ordre établi, avec la complicité du colonialisme portugais. On oublie que si une voix s'est élevée contre le colonialisme, c'est bien celle de l'archevêque de Conakry, qu'on veut aujourd'hui présenter comme étant son complice.

Il a été dit dans ce « procès » qu'il s'agissait de protéger la « dignité ». En fait de dignité, les événements de ces jours derniers en disent long.

## DECLARATION DE PAUL VI A L'AUDIENCE GENERALE DU 27 JANVIER

*Paul VI a terminé ainsi l'allocution qu'il a prononcée au cours de l'audience générale du 27 janvier (7) :*

Puisque l'occasion nous est donnée de parler publiquement, nous ne pouvons taire la profonde amertume que nous éprouvons devant tant de faits douloureux et criminels qui remplissent la chronique ces jours-ci.

Parmi ces faits, l'horrible et impitoyable conclusion du procès révolutionnaire de Conakry, en Guinée, nous cause une profonde douleur et une grave déception, même si la vie (mais non l'honneur et la liberté) de l'archevêque, Mgr Tchidimbo, a été épargnée.

Il n'est pas de notre compétence de nous prononcer sur des questions propres à un Etat indépendant et souverain. Mais l'aspect moral de cet événement déplorable, où l'exercice du pouvoir judiciaire semble s'être transformé en un déferlement passionnel de vengeance féroce et aveugle, en explosion collective de haine et de cruauté, relève du jugement de la conscience morale du monde.

En raison de notre attachement à la cause de la justice et de la paix, et de l'estime que nous portons toujours aux peuples africains, nous devons, nous aussi, déplorer l'offense éclatante et déshonorante infligée aux sentiments d'humanité, à la civilisation et aux droits de l'homme.

Nous n'en devons que davantage redire notre amour pour l'Afrique qui s'avance vers la liberté véritable et vers la civilisation moderne. Nous voulons l'exhorter vivement à ne pas tomber dans la tyrannie et la barbarie irresponsable, mais à retrouver, dans sa bonté humaine innée et dans son impérieuse vocation chrétienne, la noblesse et la fermeté de son progrès bien ordonné et tranquille.

C'est pour cela que, aujourd'hui encore, nous prions pour les victimes et pour les responsables. Nous aurons une pensée particulière pour l'archevêque condamné et pour sa communauté spirituelle. Nous étendrons nos intentions également aux nombreux autres malheurs qui affligent aujourd'hui non seulement l'Afrique, mais le monde, afin que la miséricorde divine nous assiste et nous console tous.

Avec notre Bénédiction apostolique.

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU CARDINAL ROY PRESIDENT DE LA COMMISSION PONTIFICALE « JUSTICE ET PAIX »

Les graves événements de ces derniers jours en République de Guinée, sur lesquels le Saint-Père a attiré l'attention de l'opinion publique, provoquent une profonde amertume chez tous ceux qui se préoccupent des droits de la personne humaine, et de la consternation dans la communauté des peuples.

Evidemment, on ne discute pas ici le droit de tout Etat de rétablir la justice quand elle est violée, de sauvegarder sa propre indépendance et sa souveraineté, et la sécurité de son peuple. Ce qui vraiment nous trouble et nous laisse consternés, c'est la façon dont ce droit — comme l'admettent ces mêmes sources officielles guinéennes — a été exercé dans un procès expéditif, qui s'est terminé avec des sanctions extrêmement dures : la condamnation à mort de 91 personnes et la peine de détention perpétuelle pour 66 autres inculpés. Le fait que des juges se soient contentés d'écouter des enregistrements sur bandes magnétiques d'aveux présumés d'inculpés absents, contredit la procédure juridique acceptée par les organisations judiciaires des nations civiles et le sérieux impartial du procès.

Le droit de la défense des inculpés, universellement reconnu, dans tout procès pénal, est étroitement lié à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine et de la justice même, comme le proclame l'article 14, alinéa 2 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, qui est à la base des principes qui gouvernent la communauté internationale : « Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie, dans un procès public où elle jouit de toutes les garanties nécessaires à sa défense. » Ces garanties sont énoncées de façon explicite dans l'article 14, alinéa 3, lettre D, du pacte international relatif aux droits civils et politiques qui, bien que non encore ratifié par plusieurs pays, codifie seulement les règles qui sont acceptées et ressenties par la conscience morale des hommes libres. Parmi les garanties minimum exigées pour la sauvegarde de chaque inculpé, cet article comprend le droit « à être présent » au procès et à se défendre lui-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ; s'il n'a pas de défenseur, à être informé de son droit d'en avoir un et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, s'il n'a pas les moyens de le rémunérer ».

L'article 10 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme dit en outre : « Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. »

L'indépendance et l'impartialité du collège judiciaire, une publicité même minime (c'est-à-dire la contrôlabilité de la part d'observateurs impartiaux) du procès, la contestation légale des inculpations afin que les chefs d'accusation et l'existence des faits incriminés soient objectivement déterminés, la recherche des preuves, etc., sont les garanties fondamentales sans lesquelles l'administration de la justice cesse d'être telle.

Tous ceux qui confrontent les informations diffusées par la Guinée avec ces principes, ne sauraient que formuler un jugement gravement négatif. Le

(7) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'Osservatore Romano du 28 janvier 1971.

climat émotionnel dans lequel le verdict a été rendu, même s'il est explicable par une tension politique compréhensible, ne saurait légitimer un procès tellement discutable ni des peines aussi lourdes. En tant que président de la Commission pontificale Justice et Paix, et dans l'unique souci de sauvegarder des vies humaines, je me joins à tous ceux qui, à travers le monde, implorent des autorités responsables une solution de clémence pour les condamnés, solution inspirée par un principe d'équité, par un sentiment humanitaire qui trouve consentants des millions et des millions d'hommes du monde entier.

(Texte français original.)

## DECLARATIONS DES ARCHEVEQUES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

*A l'issue de leur réunion tenue à Abidjan, les 6 et 7 janvier 1971, les archevêques métropolitains de l'Afrique occidentale francophone ont publié le communiqué suivant, avant la condamnation de Mgr Tchidimbo :*

Vous avez appris par la presse et la radio l'arrestation de Mgr Raymond Tchidimbo, archevêque de Conakry, survenue le 24 décembre dernier, au moment où les chrétiens s'apprêtaient à célébrer autour de leur pasteur la fête de Noël.

Nous savons que vous avez ressenti le caractère dramatique de cette douloureuse situation. Et nous tenons d'abord à vous dire combien nous avons été sensibles aux témoignages de sympathie exprimés à l'occasion de cette nouvelle épreuve de l'Eglise d'Afrique.

Nous n'avons aucune donnée sur les raisons et les circonstances de cette arrestation de Mgr Tchidimbo. Nous savons seulement qu'elle intervient à la suite d'une longue période de relations difficiles entre lui et le chef d'Etat guinéen. Mais vous devinez certainement que les autres pasteurs de l'Afrique occidentale francophone ne sont pas demeurés inactifs...

En novembre dernier encore, Mgr Thiandoum, archevêque de Dakar, après consultation de ses collègues, s'est rendu à Conakry pour offrir sa médiation en vue de la normalisation des relations entre le chef de l'Etat et l'archevêque de Conakry.

Quelques semaines plus tard, l'ordination du nouvel évêque de Porto-Novo permettait aux archevêques métropolitains présents de se réunir autour de S. Exc. Mgr Giovanni Mariani, délégué apostolique, pour examiner la situation à la lumière des résultats du voyage de Mgr Thiandoum.

Depuis lors, l'évolution de la situation ayant abouti au douloureux événement de l'arrestation de Mgr Tchidimbo, nous avons tenu à nous rencontrer de nouveau les 6 et 7 janvier 1971, à Abidjan, autour du président de notre Conférence épiscopale, Mgr Bernard Yago, archevêque d'Abidjan, pour tenter une action directe auprès du président de la République de Guinée, en faveur de notre collègue en détention. Au terme de notre échange de vues, nous avons adressé une lettre au chef de l'Etat guinéen le priant de recevoir l'un d'entre nous en audience.

Pour le moment, nous ne pouvons rien vous dire de plus. Mais cette épreuve est pour nous l'occasion de vous exhorter à une union à une cohésion toujours plus étroites entre les laïcs, les prêtres et les évêques. Surtout dans les périodes difficiles, l'unité est la condition essentielle de la vitalité de l'Eglise (Vatican II : *Lumen gentium*, n° 14).

Cette épreuve est aussi une invitation à plus de ferveur dans la charité et la prière fraternelle, à l'image de la première communauté chrétienne : « tandis que Pierre était en prison, la prière de l'Eglise s'élevait pour lui vers Dieu sans relâche ». (Ac 12, 5.) Et avec saint Paul nous devons nous redire : « Un membre souffre-t-il ? tous les membres souffrent avec lui. » (1 Co 12, 26.)

Nous croyons à la communion des saints, à la solidarité de tous dans le Christ ; et nous savons que c'est par la prière et par une vie toujours plus conforme à l'Evangile que nous pouvons le mieux aider nos frères surtout à l'heure de l'épreuve.

Avec la grâce de Dieu, puissions-nous donner ensemble ce témoignage de solidarité et d'unité, signe de paix et de la fraternité que le Christ est venu apporter à tous les hommes...

† Paul, cardinal ZOUNGRANA,  
archevêque de Ouagadougou.

† Bernard YAGO,  
archevêque d'Abidjan.

† Hyacinthe THIANDOUM,  
archevêque de Dakar.

† Luc SANGARE,  
archevêque de Bamako.

† Bernardin GANTIN,  
archevêque de Cotonou.

† Robert DOSSEH,  
archevêque de Lomé.  
(Texte original.)

\*\*\*

*Aussitôt connu le verdict du procès de Conakry, les archevêques métropolitains de l'Afrique de l'Ouest francophone se sont rencontrés de nouveau à Abidjan le 27 janvier 1971. A l'issue de leur réunion, ils ont publié le communiqué suivant :*

Le monde vient d'apprendre avec stupeur le verdict du procès de Conakry condamnant 92 personnes à la peine capitale et 72 aux travaux forcés à perpétuité. Nous ne pouvons pas ne pas parler devant une si grave atteinte à la justice et à la dignité humaine. L'homme africain se sent profondément attristé et humilié. Le nombre élevé des victimes, la diversité et la qualité des condamnés, les circonstances de leur procès expéditif et de leur exécution précipitée dans une ambiance de passion collective et haineusement entretenue, qui n'a pas épargné les cadavres eux-mêmes, tout cela, tellement contraire à nos traditions africaines si respectueuses de la vie et de la mort, suscite horreur et indignation.

Certes, un Etat a le droit de juger ceux qu'il estime avoir porté atteinte au bien de la nation. Mais la poursuite de la justice réclame l'objectivité et la sérénité. Tout ce que nous savons de la façon dont s'est déroulé le procès manifeste que trop d'éléments troubles ont été entretenus, développés d'une manière malsaine. La vraie justice ne peut être rendue dans une telle atmosphère. Elle doit toujours, pour mériter son nom, honorer l'homme qui la rend autant que l'homme qui en est le sujet, et surtout Dieu à qui elle appartient en définitive.

Or ce dont nous venons d'être les témoins atterrés est le triste signe d'une Afrique non encore libérée de ce que nous avons dénoncé de plus dégradant dans le colonialisme. Mais ceux qui connaissent l'authentique visage de l'Afrique savent bien que ce n'est pas celui-là qui vient de se manifester.

Autant nous avons désapprouvé l'agression dont la Guinée a été récemment victime, autant nous nous



insurgeons contre les atteintes à la dignité et à la liberté de l'homme qui viennent d'être perpétrées dans ce pays et qui révoltent l'âme et la conscience africaine. Nous avons confiance que pour soulager cette âme et cette conscience qui sont nos meilleures valeurs spirituelles, les plus hautes instances politiques de notre continent ne manqueront pas de dire leur désaveu et leur désapprobation officiels. Car la dignité et l'autorité de tous les responsables du destin de l'Afrique se trouvent dangereusement atteintes par les événements de Conakry.

Parmi les condamnés aux travaux forcés à perpétuité se trouve notre frère l'archevêque de Conakry, Mgr Tchidimbo. Tous ceux qui le connaissent savent qu'il est le dernier à pouvoir être suspecté de faiblesse envers le colonialisme. Il n'a cessé de militer en faveur de l'indépendance et de la dignité de son pays. Il a pris position ouvertement et courageusement contre la politique portugaise en Afrique. Il a collaboré loyalement, jusqu'à l'extrême limite du possible, avec les responsables de son pays. S'il y a eu rupture, nous pouvons être certains que c'est parce que la foi et les valeurs chrétiennes étaient en jeu.

On a trouvé des prétextes pour justifier sa condamnation. Son dévouement à son Eglise et à son pays, le souci du développement matériel et spirituel de tous ceux dont il avait la charge, l'ont nécessairement conduit à des démarches pastorales que l'on a fait passer pour des démarches politiques. Aussi regrettons-nous que dans la communauté chrétienne de Conakry tous n'aient pas compris et soutenu son action, et que même certains en soient venus à prendre position contre leur père et pasteur.

Nous tenons à affirmer hautement, comme l'a fait tout récemment le Pape Paul VI, notre affection, notre estime et notre solidarité à l'égard de notre frère qui vient de se comporter en vrai témoin du Christ. Sa souffrance et celle des chrétiens de Guinée sont notre souffrance. Leur prière et leur espérance sont les nôtres ainsi que celles de toute l'Eglise.

Cette Eglise de Jésus-Christ qui depuis vingt siècles n'a cessé, dans ses membres, de souffrir persécution pour la justice, sait bien que le Royaume de Dieu se construit dans la souffrance acceptée et offerte tout comme dans un inlassable combat pour la justice et pour la paix.

« Tout concourt au bien de ceux qui aiment Dieu. » (Rm 8, 28.) Nous croyons que cette épreuve peut être pour nous tous un motif de plus grande fidélité. Que le Dieu de la persévérance et de la consolation nous garde fermes dans la foi et dans l'espérance.

(Suivent les mêmes signatures. — Texte original.)

## DECLARATIONS DE MGR MAURY

*Mgr Maury a publié l'article suivant dans le bulletin de son diocèse (Reims-Ardenne, 8 janvier 1971, p. 4) :*

Je viens d'apprendre avec autant de stupeur que de douloureuse émotion l'arrestation de Mgr Raymond-Marie Tchidimbo, archevêque de Conakry, sur l'ordre du gouvernement de la République de Guinée. Nous ne connaissons pas les chefs d'accusation, sans doute s'agit-il d'une complicité présumée dans le complot colonialiste dénoncé par le chef de l'Etat.

Nous sommes inquiets pour la vie de notre frère dans l'épiscopat, puisque le président guinéen déclare qu'il renoncera à son droit constitutionnel de grâce pour tous ceux qui ont commis le crime grave de néo-colonialisme. Nous voulons espérer qu'il saurait se montrer aussi généreux que le général Franco et le

gouvernement de l'Union soviétique si des peines de mort étaient prononcées.

Aucun de ceux qui connaissent Mgr Tchidimbo, soit en Afrique, soit en Europe, ne croiront qu'il est colonialiste, ou alors il aurait bien changé. En 1964, les éditions de « Présence africaine » ont publié son livre sur *l'Homme noir face au christianisme*. Il a donné par la suite une courageuse interview aux *Informations catholiques internationales* pour dénoncer les mauvais traitements infligés par le Portugal aux prêtres africains nationalistes de l'Angola ou du Mozambique.

Le jour de son ordination épiscopale et de son installation, le 31 mai 1962, il se réclamait de la pensée d'Emmanuel Mounier et de la voie africaine du socialisme. Dans cette ligne, il croyait pouvoir coopérer loyalement avec un gouvernement de démocratie populaire tel que celui de la Guinée. Il a joué à fond le jeu de la coopération, avec un loyalisme sans défauts, en dépit des critiques acerbes de certains de ses diocésains et même de musulmans qui le trouvaient trop engagé dans la révolution guinéenne.

Un jour, je me suis cru dans l'obligation de lui conseiller un peu de modération, et je me souviens de sa réponse : « J'irai jusqu'au bout, jusqu'à l'extrême limite, jusqu'au moment où je devrai dire non. » Ce moment est sans doute arrivé où un évêque ne peut pas transiger avec la foi et les valeurs chrétiennes. Cela nous pose la question de savoir s'il y a pour les chrétiens une possibilité de coopérer avec les démocraties populaires. Mgr Tchidimbo se révèle ainsi, et je n'en suis pas surpris, un vrai témoin de Jésus-Christ.

Lorsque j'étais délégué apostolique pour l'Afrique occidentale, le président Ahmed Sékou Touré a bien voulu m'accorder sa bienveillante amitié. Au cours de mes visites annuelles à Conakry, pendant six ans, nous avons souvent et longuement dialogué. Bien sûr, nous n'étions pas d'accord sur tout, mais nous avons apprécié l'un et l'autre ce dialogue qui sur le plan humain, nous permettait d'aboutir à des conclusions harmonisées.

Voilà pourquoi, jusqu'à preuve du contraire, je fais confiance au sens de l'équité et de la justice du chef de l'Etat guinéen comme à la largeur de ses vues. S'il tient vraiment à la présence de l'Eglise catholique dans son pays, ou sinon qu'il le dise clairement, je ne crois pas que le Saint-Siège puisse lui donner un évêque plus compréhensif et plus africain que Mgr Tchidimbo.

Il faut dissiper au plus vite ce malentendu, car l'attitude de M. Sékou Touré engage toute l'Afrique et le crédit moral que nous, qui l'aimons, voulons lui conserver.

† Jean-Marie MAURY,  
archevêque de Reims,  
ancien délégué apostolique  
pour l'Afrique occidentale.

\*\*

*Après le verdict de Conakry, Mgr MAURY a publié le communiqué suivant le 27 janvier :*

Jusqu'au bout j'ai voulu faire confiance au président Sékou Touré. Je ne le puis plus aujourd'hui et je me demande si son cas ne relève pas de la psychiatrie. Honte pour l'humanité, ses agissements ont gravement porté préjudice au crédit moral de l'Afrique. Je n'en veux pour preuve que cette réflexion d'un de mes diocésains : « Voyez vos Africains, ce sont des sauvages. »

Je réponds avec fermeté : « Non, cela n'est pas l'Afrique ni les Africains dont nous connaissons les valeurs humaines. » Je ne sais pas qu'après les pendaisons de Tulle ou les massacres d'Oradour-sur-



Glane on ait taxé de sauvagerie tous les Européens. Ne confondons pas tous les Africains avec un dictateur sanguinaire, pas plus que nous n'avons confondu tous les Allemands avec Hitler.

Radio-Conakry a déclaré que le peuple guinéen avait manifesté sa joie dans une atmosphère de carnaval macabre devant les exécutions, empressé à cracher sur les cadavres des pendus et à les lapider. Mais que peut faire ce peuple dans un pays à parti unique et à syndicat unique, sous peine d'encourir la vindicte du pouvoir ? Deux Guinéens nous l'ont clairement affirmé à la télévision française.

M. Sékou Touré se veut être l'émanation du peuple. Il est pour le moins étrange que tant de Guinéens ne le suivent pas. On dit qu'ils sont plus de 500 000 à l'étranger pour fuir les rigueurs de son régime. Par ailleurs, à chaque complot, réel ou imaginaire, il se voit réduit à des règlements de comptes pour exterminer ses collaborateurs qui ne peuvent plus le suivre : ministres ou membres du parti.

Je pense à mon ami et frère Raymond-Marie Tchidimbo, archevêque de Conakry. Il a été condamné à la détention à perpétuité. Mais on sait ce que sont les camps d'extermination. Sont-ils encore en vie, lui et ceux qui ont encouru la même peine ? Je pense aussi à M. Fodeba Keita, le prestigieux auteur des ballets folkloriques guinéens ; à Mme Camara Louffo, militante de la première heure au parti démocratique de Guinée. Je pense à tous les autres et à tout ce peuple opprimé.

Puissent tous les chrétiens avec Paul VI et tous les hommes de bonne volonté, soucieux de la promotion de l'homme et de la communauté humaine, s'élever dans une réprobation unanime des « horreurs » de la Guinée, afin qu'on ne puisse plus revoir jamais, dans aucune partie du monde, des agissements aussi criminels.

(La Croix, 28 janvier, deuxième édition.)

## LE CALVAIRE DE L'EGLISE GUINEENNE

*Sous ce titre, l'Agence Fides rappelle en ces termes la situation précaire que connaît l'Eglise de Guinée depuis 1961 :*

La condamnation qui atteint l'archevêque de Conakry, Mgr Tchidimbo, ajoute une nouvelle et douloureuse station au chemin de croix de la jeune Eglise de Guinée.

Ce calvaire pesait déjà lourdement sur elle, pourtant. En effet, en 1961, le gouvernement guinéen s'était emparé des écoles de l'Eglise et avait expulsé l'archevêque de Conakry, Mgr Gérard de Milleville CSSP. Celui-ci ayant donné sa démission le 16 février 1962, Mgr Tchidimbo fut nommé à sa place le 10 mars suivant.

Le 1<sup>er</sup> mai 1967, le président Sékou Touré annonçait que le 1<sup>er</sup> juin suivant, à zéro heure au plus tard, tous les missionnaires étrangers devraient avoir quitté le pays, motivant cette mesure par la nécessaire et immédiate africanisation de l'Eglise. Ladite expulsion atteignit 154 missionnaires, dont 73 prêtres, 10 frères, 55 religieuses et 16 auxiliaires laïques.

Le 26 mai déjà, l'évêque de N'Zérékoré — Mgr Eugène Maillat PB — et le préfet apostolique de Kankan — Mgr Jean-Baptiste Coudray CSSP, — avaient quitté la Guinée, espérant ainsi contribuer à détendre l'atmosphère. Mais hélas ! cela ne changea rien à la stricte application de l'ordre d'expulsion. Si bien que le 1<sup>er</sup> juin, la Guinée se trouva n'ayant plus à sa tête, du point de vue catholique, que le seul archevêque de

Conakry — Mgr Tchidimbo — et 8 prêtres autochtones, pour prendre soin des 26 595 catholiques et 8 839 catéchumènes du pays.

Cependant, grâce à la généreuse collaboration pastorale des Eglises voisines, 13 Africains (des prêtres surtout et quelques religieuses) vinrent aussitôt prêter main forte à leurs frères et sœurs de Guinée. Malheureusement, de nouveaux obstacles limitèrent bientôt cet apport, ce qui laisse supposer que le véritable motif de l'expulsion des missionnaires n'était point — ou du moins pas exclusivement — l'africanisation de l'Eglise.

De ce fait, la situation actuelle de l'Eglise guinéenne est bien précaire. Les dernières statistiques officielles, datant du 30 juin 1969, donnent les chiffres suivants : 27 000 catholiques et 20 prêtres. D'après une autre source, il y avait en Guinée, toujours en 1969, sur une population totale de 3 248 000 habitants, 30 000 catholiques, 4 000 protestants, 2 500 000 musulmans et 714 000 animistes (surtout à N'Zérékoré et à Kankan). Les trois circonscriptions ecclésiastiques qui recouvrent le pays ont à leur tête en ce moment des administrateurs apostoliques, à savoir : pour l'archidiocèse de Conakry, le Rev. Louis BARRY, depuis le 23. 1. 71 ; pour le diocèse de N'Zérékoré, le Rév. Raphaël TEA, depuis le 13. 5. 67 ; pour la préfecture apostolique de Kankan, le Rév. Louis BARRY, depuis le 1. 6. 67.

(Nous rappelons les différentes interventions de Mgr Tchidimbo au Concile ou au Synode épiscopal, que nous avons publiées en 1963, col. 1523 et 1700 ; 1964, col. 1565 ; 1969, p. 965, 1017. Cf. également sa déclaration sur le célibat sacerdotal en Afrique, DC 1970, p. 329.)

---

— *La Communication audiovisuelle.* Collectif (coll. « Le Point », n° 10). — Un vol. 11 × 18 cm, de 318 pages. *Histoire et lexique de la communication*, par CHRISTIAN PAGANO. — Un vol. 11 × 18 cm, de 120 pages. Les deux vol. : 21 F. Apostolat des Editions, Paris

C'est un groupe de spécialistes des mass media qui recherchent ce que nous apportent les techniques audiovisuelles, et nous initient à la lecture intelligente de ces nouveaux moyens de communication. C'est un problème bien actuel et un problème d'Eglise, et la connaissance de son vocabulaire s'impose à tout homme aujourd'hui.

— *Dostoïevski*, par PIERRE PASCAL (coll. « Les Ecrivains devant Dieu »).. — Un vol. 10 × 16,5 cm, de 144 pages. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

C'est l'homme et son œuvre — toujours actuelle — que nous fait connaître ce petit volume. C'est bien l'écrivain russe pour qui le fait religieux s'est toujours imposé et qui eût de ce fait une profonde influence sur son temps. C'est comme un commentaire du mot de Baudelaire : Il n'y a sur terre d'intéressant que les religions !

— *Le Coup de lance.* La messe, cette inconnue, par Y. CHAUFFIN. Préface du cardinal KOENIG. — Un vol. 13 × 20 cm, de 228 pages. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

Comme le dit le cardinal Koenig, « l'écrivain bien connu nous donne dans ces pages « un témoignage personnel de sa foi », et tout ensemble une « démonstration touchante de l'union entre la religion et la vie », dans le mystère de la messe.

— *Le Deutéronome*, par PIERRE BUIS (coll. « Verbum salutis » Ancien Testament 4). — Un vol. 11,7 × 18,5 cm, de 484 pages. Prix : 39 F. Editions Beauchesne, Paris.

L'ouvrage est important car il nous permet une lecture fructueuse du Deutéronome, un des livres les plus riches de l'Ancien Testament. C'est comme un résumé de cette étape de l'histoire du salut qui s'achève avec l'exil à Babylone. L'auteur nous en donne les passages les plus significatifs et, dans un commentaire, fruit des recherches les plus à jour, nous fait saisir le message adressé à Israël, et qui vaut pour le peuple de Dieu de tous les temps.



# REMOUS AUTOUR DE LA NOMINATION DE L'ÉVÊQUE DE ROTTERDAM

*Federico ALESSANDRINI, directeur de la salle de presse du Saint-Siège, a publié dans l'Osservatore della Domenica (24 janvier 1971, p. 10) l'article ci-après sur les remous suscités par la nomination du nouvel évêque de Rotterdam, l'abbé Simonis :*

Dans son numéro du 31 décembre 1970, *l'Osservatore Romano* annonçait que le Pape avait promu, « à l'église cathédrale de Rotterdam (Hollande), le chanoine Adrien J. Simonis, du même diocèse ». Cette nomination a suscité en Hollande une vive émotion dont la presse quotidienne a abondamment parlé. En vertu d'un ancien privilège, les chapitres de ces cathédrales proposent au Saint-Siège, pour la nomination des évêques, une liste de trois candidats. Cette prérogative, cependant, ne lie pas le choix du Saint-Père. Dans ce cas, comme il en fut précédemment dans d'autres, le nom de l'évêque choisi n'était pas parmi ceux proposés par le chapitre de Rotterdam. On a alors voulu croire et faire croire — et on l'a dit sur tous les tons — que « Rome » avait d'autorité imposé ses préférences pour un ecclésiastique « conservateur », contrairement à la volonté et aux espérances du diocèse. L'évêque fut contesté, exhorté — plus par des prêtres que par des laïcs si l'on en juge par ce qui s'est écrit en Hollande — à renoncer, à se retirer. Toute une campagne d'intimidation a été lancée et orchestrée par les instruments de communication sociale dont disposent les groupes catholiques progressistes. Les évêques ont accepté la nomination ; il est vrai qu'un refus aurait été sans précédent. Mais, selon certains journaux, le Conseil pastoral leur aurait reproché de « s'être inclinés ».

Au moment où nous écrivons, les choses semblent se clarifier en Hollande. Mais à l'étranger, des agences et des journaux, informés manifestement d'une façon partielle, continuent à parler de tensions, d'affrontements, d'une « affaire Simonis » qui serait devenue un nouveau motif de discorde et de division.

En réalité, si « affaire » il y a, elle n'affecte pas l'évêque nommé, lequel affronte sereinement la situation, sans polémique, mais avec fermeté, en étant pleinement conscient que sa nomination l'appelle à être le pasteur de tous les catholiques du diocèse de Rotterdam, et non d'une partie d'entre eux seulement.

Le portrait que les contestataires font de ce prêtre qui n'a pas encore quarante ans est en réalité une déformation. Un journaliste, qui n'est pas un conservateur, a écrit dans un journal neutre que cet évêque est bien loin de personnifier la « sombre réaction » ou d'être « notre Ottaviani ». Michel Van der Plas rappelle que lors du Conseil pastoral il avait eu des positions méritant d'être prises attentivement en considération ; ce ne fut cependant pas le cas ; il ne fut pas toujours écouté par son public, et il ne fut même pas traité selon l'esprit de l'Evangile. En fait, le seul reproche qu'on lui fait est de s'être déclaré « opposé à la pilule et au mariage des prêtres ». En réalité, il est largement estimé par le clergé et les fidèles ; on en a eu la preuve dans les événements de ces jours-ci et ceux

qui les ont précédés. Lorsque, en effet, il s'est agi de donner un successeur à l'évêque Moors, sur le point de se retirer pour raison de santé, il a été décidé, dans l'esprit des nouvelles orientations, de procéder à un sondage d'opinion avant de proposer au Saint-Siège une liste de trois candidats pour le siège de Rotterdam. Dans les résultats de ce sondage, le chanoine Simonis arrivait presque en tête ; mais le Conseil pastoral ne se fit pas scrupule de le reléguer au dernier rang : le huitième de huit noms dont seulement les cinq premiers furent choisis pour être proposés au chapitre, lequel retint les trois premiers noms, bien qu'un certain nombre de ses membres savaient parfaitement comment les choses s'étaient passées. Par la suite, pour expliquer ou justifier cette exclusion, on a dit que les candidats « progressistes » dans leur ensemble avaient réuni plus de voix, sans penser que des procédés de ce genre risquent en fait de transformer la communauté ecclésiale en une coexistence dialectique toujours plus difficile et assez semblable à celle qui parfois paralyse les partis politiques. Mais même si l'on accepte cette argumentation, il n'en reste pas moins que des préférences clairement exprimées ont été délibérément ignorées, et avec quel respect des principes de la consultation démocratique ! Un ecclésiastique qui a pris part à la consultation, le Rev. Boeckler, a écrit que « une dizaine de notables », après avoir relégué le chanoine Simonis au dernier rang, ne l'ont pas fait figurer parmi les cinq noms proposés au chapitre pour la désignation des trois candidats.

Le journaliste dont nous avons parlé écrit que, par cette nomination, « Rome » a « inopinément » montré qu'elle savait respecter le principe de la consultation démocratique mieux que ces « Hollandais difficiles ».

Jour après jour, la presse a publié des lettres, dont une bonne partie approuvent la nomination faite par Paul VI. C'est une preuve de plus que ce choix correspond aux préférences des fidèles de Rotterdam. En tout cas, si interférence il y a, elle n'est pas venue de Rome.

Quant à l'évêque nommé, il évite toute polémique ; il dit qu'il aspire à une Eglise qui prie plutôt qu'à une Eglise qui jacasse.

*(Traduction de la DC d'après le texte italien.)*

## COMMUNIQUE DE LA CONFERENCE EPISCOPALE NEERLANDAISE

Inquiets de l'agitation et de la discorde qui se sont produites dans la province ecclésiastique néerlandaise après la nomination du nouvel évêque de Rotterdam, les évêques ont pris contact avec le Saint-Siège.

De ces contacts il est ressorti que dans l'intention du Pape, cette nomination a un caractère définitif. Le Pape estime que cette nomination mûrement réfléchie et faite par le Saint-Siège après de longues délibérations, dans le souci du vrai bien de l'Eglise de Hollande, doit être maintenue. C'est pourquoi les évêques accueillent l'Abbé Simonis dans leur collège comme nouvel évêque de Rotterdam.

**LETTRE DES VICAIRES GENERAUX  
DU DIOCESE DE ROTTERDAM  
A Mgr SIMONIS**

*Le nouvel évêque de Rotterdam, Mgr Simonis, ayant demandé aux deux vicaires généraux et à l'économe du diocèse de rester en fonction, ceux-ci lui ont adressé le 21 janvier 1971 une lettre où ils déclarent qu'avant de donner suite à la proposition de l'évêque, ils estiment devoir lui faire part de leurs conceptions, notamment en matière pastorale. A la suite de cette lettre a eu lieu une franche discussion qui a permis d'aboutir à un accord entre Mgr Simonis et les vicaires généraux, mais le Comité exécutif du Conseil pastoral du diocèse a démissionné en déclarant qu'il ne pouvait collaborer avec le nouvel évêque (\*).*

MONSEIGNEUR,

Votre nomination au siège épiscopal de Rotterdam a été pour beaucoup de gens un choc, et pour tous une pénible illustration des oppositions dans l'Eglise.

Ce choc a été l'occasion d'approbations et de protestations. Parmi les approbations nous avons bien compris le respect pour le Pape, le souci de conserver les contacts avec l'Eglise universelle et le malaise ressenti devant un éventuel abandon de valeurs importantes. Nous voudrions souligner que les protestations nous ont paru à différents points de vue valables et justifiées. Votre nomination a été regardée par beaucoup comme un signe de méfiance et de désaveu à l'égard de la situation de l'Eglise en Hollande et de l'orientation suivie par votre prédécesseur et l'épiscopat néerlandais. Tout cela s'est produit sans explication ou éclaircissement. Nous l'avons profondément déploré. Lorsque, par la suite, les évêques ont demandé d'en conférer avec le Pape, il leur a été clairement signifié que cette nomination, dans l'intention du Pape, revêtait un caractère définitif.

Avec les évêques hollandais nous estimons qu'il est de notre devoir de repousser l'affirmation ou l'insinuation selon lesquelles, dans le diocèse de Rotterdam, la consultation préalable à la nomination de l'évêque a été menée de façon malhonnête et mensongère. Nous pensons qu'à notre époque, reprenant en cela d'anciennes traditions de l'Eglise, il est important que les fidèles soient concernés par la nomination de leurs évêques. Cette consultation a été réalisée avec sérieux dans le diocèse de Rotterdam. Cette expression de communauté de vie et de coresponsabilité ne peut, sans plus, être traitée à la légère. Cela n'exclut d'ailleurs pas que l'on ne puisse toujours améliorer les procédures.

Après votre nomination vous nous avez demandé de former avec vous le Conseil diocésain. Nous estimons ne pas pouvoir répondre favorablement à une telle demande sans vous faire part en détail de ce que nous sommes, de ce que nous pensons et de la façon dont nous voyons le gouvernement du diocèse.

Nous vous avons déjà parlé du style du gouvernement, de la manière dont nous envisageons l'exercice de l'autorité. Nous l'avons exprimé en quelques termes clés : être à l'écoute, dialoguer, faire preuve de patience, per-

(\*) Texte original néerlandais. Titre et traduction de la DC.

Ils ont confiance dans une collaboration ouverte et sincère dont bénéficiera la communauté catholique néerlandaise.

Sur la base des entretiens avec l'abbé Simonis, évêque élu de Rotterdam, les évêques ont acquis la conviction qu'il est prêt à cette collaboration, tandis que l'abbé Simonis déplore que quelques-unes de ses déclarations après sa nomination aient pu créer l'impression qu'il voulait prendre position contre le collège des évêques.

Les évêques insistent pour que toute la communauté des fidèles les rejoigne.

Nous traversons une époque très pénible pour l'Eglise. Une époque dans laquelle les uns sont plus sensibles au danger que se perdent des valeurs importantes du passé, tandis que les autres désirent plutôt assurer un avenir à l'Eglise dans le monde moderne. Au milieu de ces tensions on se trouve parfois opposés les uns aux autres avec les meilleures intentions du monde, et il est alors extrêmement difficile de ne pas en arriver à une complète incompréhension réciproque. On risque même de se traiter d'hérétiques.

On risque en outre de s'engager si profondément et d'une façon si personnelle dans le conflit qu'une solution — quelle qu'elle soit — est ressentie personnellement par les uns comme un triomphe, par les autres comme une douloureuse défaite. Ce danger existe même si l'intention première était inspirée par un authentique souci de l'Eglise. Des deux côtés on ne devrait pas mettre en doute l'authenticité de ce souci avant d'avoir la preuve du contraire.

Aussi les évêques estiment-ils devoir nettement rejeter l'affirmation ou le soupçon que dans le diocèse de Rotterdam on aurait procédé d'une manière malhonnête ou douteuse à la préparation de la liste des candidats.

Soucieuse du bien de l'Eglise, toute la communauté des fidèles devrait maintenant être unanimement disposée à offrir au nouvel évêque la possibilité de remplir ses fonctions, qu'il doit commencer dans des circonstances extrêmement difficiles, afin qu'il puisse se montrer digne de la confiance qu'on a mise en lui.

Dans l'Eglise aussi nous devons apprendre à vivre d'une manière pacifique avec des conflits et des tensions. La sincérité et la sollicitude ne devraient pas tourner en obstination, ni chez les uns ni chez les autres.

Les remous provoqués par cette nomination ont montré les dimensions tragiques qu'ont prises les défauts de communication à l'intérieur de l'Eglise.

Cette situation pénible fera, entre autres, l'objet de conversations lorsque le cardinal Alfrink, Mgr Zwartkruis et Mgr Möller seront à Rome du 18 au 25 janvier pour une visite qui avait déjà été convenue avant.

Les évêques demandent à tous les fidèles de prier pour que, par notre effort commun, l'unité et la paix que doit manifester l'Eglise selon les intentions du Christ, se rétablissent.

Utrecht, le 12 janvier 1971.

LES EVÊQUES DES PAYS-BAS.

(Traduit du texte néerlandais original.)



mettre la spontanéité, faire preuve de sens critique et enfin intervenir avec ouverture et fermeté. Nous pensons que les décisions justes ne sont pas toujours à portée de la main. Dans la vie réelle la vérité doit être recherchée. Elle ne se trouve pas seulement dans les déclarations de la hiérarchie et ses décisions, mais aussi dans la pensée et l'intuition de la communauté des croyants tout entière.

« Epruvez tout et retenez ce qui est bon. » La croissance doit pouvoir s'effectuer, même si l'on ne sait pas à coup sûr par avance si cela va aboutir à un échec ou non.

La concertation est à base de confiance. Nous voulons nous efforcer de dialoguer avec tous. Le mot « avis » n'est sans doute pas exact en l'occurrence. La concertation est la pierre d'angle de nos décisions.

Cela se met en place de plus en plus dans les collèges diocésains de doyens, dans les services et le Conseil pastoral.

Par ailleurs, les contacts sont recherchés avec les autres diocèses, dans les Conseils nationaux, ainsi qu'avec les autres Eglises.

En même temps, le gouvernement se décentralise vers les doyennés qui, de plus en plus, sont reconnus, en ce qui concerne la ligne directrice du diocèse, comme les cadres d'orientation et d'exécution au niveau local, de manière que la pastorale épouse le plus étroitement possible la réalité.

Pour la nomination des doyens une proposition est faite par le doyenné.

A tous ceux qui collaborent avec nous nous faisons une confiance aussi grande que possible.

Dans les projets pour un nouveau système financier nous avons toujours mis en avant les principes d'ouverture, de réflexion commune sur les dépenses et la responsabilité de tous.

Nous avons déjà fait part en partie de la manière dont fonctionnait le Conseil diocésain sous la présidence de Mgr M. A. Jansen.

## Catéchèse

Le collège diocésain a approuvé un programme de catéchèse pour les enfants qui vise à inventorier, à faire connaître et à soutenir toutes les initiatives concrètes. On s'efforce ainsi de promouvoir une annonce de la foi qui commence au niveau réel des enfants et accepte donc une progression graduelle dans la transmission de la vérité. De cette manière sont reconnues comme normes de la catéchèse aussi bien l'Eglise tout entière que la responsabilité de l'évêque. Ce dernier exerce cette responsabilité par son propre enseignement, par la nomination de catéchètes, par la concertation avec ces derniers, par la participation de notre diocèse au Conseil national qui travaille sous l'autorité de la Conférence épiscopale.

Le Conseil diocésain reconnaît pleinement la responsabilité des parents et espère qu'elle ne cessera de s'affirmer. L'annonce de la foi est l'affaire de tous les chrétiens. C'est la raison pour laquelle la catéchèse des adultes est d'une extrême nécessité. Le Conseil diocésain ne reconnaît pas cependant une méthode de formation qui, à l'intérieur de l'Eglise, s'écarterait des autres.

## Liturgie

Le Conseil diocésain a au plus haut point le souci d'une liturgie de valeur et responsable, telle qu'elle a été exprimée de nouveau dans la récente Instruction. En même temps il estime que la liturgie ne peut être fixée par des prescriptions minutieuses. Par ailleurs, le Conseil diocésain répudie les excès en matière litur-

gique qui sont le fait d'individualités et d'amateurs. Nous pensons que la Commission diocésaine a déjà accompli un bon travail d'information et de soutien, et que l'on peut beaucoup attendre du Conseil national. Dans un secteur aussi sensible il importe que s'établisse un lien d'unité entre l'esprit de création et la reconnaissance par la communauté.

## Ecuménisme

Avec Vatican II nous pensons que le rapprochement entre les Eglises doit s'effectuer avec promptitude. Nous sommes inquiets de voir que beaucoup manifestent peu d'intérêt pour l'unité des Eglises. Le rapprochement des Eglises exige que, de plus en plus, elles fassent ensemble tout ce qui, selon la conviction de chacune, peut être fait ensemble. Nous pensons en particulier au dialogue, au service du monde, à l'utilisation collective des Eglises dans un esprit de responsabilité, à la prière commune, aux contacts dans les conseils et les organismes de réflexion, même au niveau de la direction. Cela suppose toutefois le désir de poser ensemble le signe de l'unité que le Seigneur nous a donné. C'est à juste raison que les évêques ont attiré l'attention sur la réflexion commune au sein du Conseil des Eglises et avec le Secrétariat pour l'Unité. En certains cas, lorsque sont remplies un certain nombre de conditions, nous acceptons qu'aient lieu des initiatives dont l'avenir dira si elles pourront être homologuées officiellement.

## Officialités

Nous constatons une évolution dans les méthodes juridique et pastorale des officialités en Hollande. C'est volontiers que nous encourageons les contacts et les conversations qu'elles ont de plus en plus fréquemment sur l'orientation de leur tâche. Nous espérons que cette réflexion commune aboutira à des suggestions d'ensemble lors de la réunion de la Conférence épiscopale.

## Organisation paroissiale

Nous n'avons parlé que globalement des organismes de travail en commun. Nous vous avons plutôt indiqué l'arrière-plan de notre conduite qui, en de multiples cas, a abouti à des décisions de portée ecclésiale. Nous avons en particulier signalé le déplacement massif de la population, pour laquelle soixante nouvelles églises ont été construites, cependant que dans le centre de la ville les églises restaient vides. Pour des raisons liturgiques aussi bien que financières nous estimons qu'il est nécessaire de régler ce problème au niveau des doyennés aussi rapidement que possible. Deux facteurs jouent un rôle en l'occurrence : la diminution du nombre de prêtres et le principe selon lequel le financement d'une activité pastorale a en général la priorité sur la construction d'édifices.

## Aide paroissiale

Nous pensons qu'il est bon pour l'Eglise de Rotterdam de donner la possibilité d'effectuer un travail pastoral à des non-prêtres et à des prêtres qui, en raison de leur mariage, ont dû quitter le ministère. Nous estimons que le diocèse de Rotterdam devra continuer à s'en tenir aux conditions posées à ce sujet par la Conférence épiscopale où ce problème est à l'étude.

## Eglise et vie sociale

Nous pensons que la tâche de l'Eglise dans le monde est encore loin d'être claire. Il faut réfléchir avec le plus grand sérieux sur les signes des temps qui, bien

souvent, passent encore à l'horizon de nos vies comme des « objets volants non identifiés ». Cette réflexion s'effectuera aussi bien à partir de l'action que de la pensée. Nous avons déjà proposé de créer des groupes de travail locaux et régionaux sur le problème « Eglise et société », de préférence en collaboration avec d'autres Eglises.

\*\*\*

Nous avons estimé qu'il était de notre devoir de vous dire qui nous étions et ce que nous pensions. Au cas où vous donneriez suite à la proposition de nous maintenir dans le Conseil épiscopal, nous collaborerons avec vous dans un esprit de loyauté et nous serons prêts à nous livrer à une réflexion critique sur le gouvernement du diocèse. En tant qu'évêque possédant une identité propre, vous apportez de nouvelles données qui s'exprimeront dans le gouvernement commun de ce diocèse.

Au sein de l'unité de l'Eglise, les croyants ont le droit, quelle que soit leur pensée, de diverger dans la manière de sentir et de vivre leur foi, mais non assurément de se traiter d'hérétiques. Nous pensons que ceci est en contradiction avec la catholicité de l'Eglise. En tant que chrétiens, même au niveau de la direction, nous avons le droit de nous opposer loyalement, mais nous avons aussi le devoir de nous respecter mutuellement et de ne pas nous dénigrer. Car en réalité nous ne nous affrontons pas, nous recherchons ensemble que ce que l'Evangile demande, non dans l'abstrait, mais dans la réalité concrète de notre temps.

La déclaration des évêques néerlandais du 12 janvier 1971 a bien montré une fois de plus que le Collège des évêques des Pays-Bas se considère comme co-responsable de tous les diocèses de notre pays.

Nous nous sommes réjouis de lire dans cette déclaration votre regret de ce que certaines de vos paroles, à la suite de votre nomination, aient pu donner l'impression que vous vouliez vous opposer au Collège des évêques. La situation de l'Eglise en Hollande deviendrait assurément chaotique si, dans l'avenir, vous preniez vos distances par rapport à l'orientation du Collège épiscopal de Hollande dont vous allez faire partie, sans pour cela perdre votre identité d'évêque de Rotterdam. A ce propos il nous apparaît à l'évidence que les relations entre l'Eglise locale et l'Eglise universelle demandent à être mises dans une plus grande lumière.

Avec notre plus haute considération.

Dr C.G.F. BRAUN M.S.C.

Drs W.M.I. VAN DEN ENDE.

Drs G.M.G.J. VAN DE VEN.

## REPONSE DE Mgr SIMONIS

*Le service de presse de l'évêché a publié le communiqué suivant en date du 21 janvier 1971 faisant connaître la réponse de Mgr Simonis à la lettre des trois vicaires généraux.*

Le nouvel évêque de Rotterdam, Dr A. J. Simonis, a longuement réfléchi à la lettre qui lui a été adressée le 21 janvier 1971 par le Dr C.G.F. Braun, M.S.C.; le Drs W.M.I. Van den Ende et le Drs H.M.G.J. Van de Ven, et qui porte sur leurs conceptions ainsi que sur l'orientation du diocèse jusqu'à l'heure actuelle.

Elle montre clairement — de même que les différentes conversations — qu'il y a des différences d'accord entre nos façons de penser. Néanmoins, le Dr Simonis estime qu'il existe une base permettant de main-

tenir sa proposition, à savoir de former sous sa présidence le nouveau Conseil diocésain de Rotterdam.

Cette base se trouve dans leur engagement au service du diocèse et dans leur qualité d'experts. Une confiance mutuelle peut offrir une garantie suffisante pour que, étant sauvegardée la responsabilité propre de l'évêque, on aboutisse à une collaboration aussi collégiale que possible. Le nouvel évêque remercie de nouveau le Conseil diocésain pour les nombreux services qu'il lui a rendus au cours de cette période difficile du début, ainsi que pour leur promptitude à faire suite à sa demande.

(Traduction de la DC d'après le texte néerlandais original.)

## INTERVIEW DU CARDINAL ALFRINK

*Au cours de sa visite à Rome, le cardinal Alfrink, qui était accompagné de Mgr Zwartkruis, évêque de Haarlem, et de Mgr Moeller, évêque de Groningue, a été reçu à deux reprises par le Pape (21 et 25 janvier). Plutôt que de donner une conférence de presse ou de publier une déclaration, le cardinal a préféré donner à un journaliste italien une interview parue simultanément dans la Stampa, de Turin, et il Resto del Carlino, de Bologne, le dimanche 24 janvier. Il a notamment abordé le problème de la nomination au siège de Rotterdam de Mgr Simonis (\*).*

— Dans le monde entier on parle du « cas Simonis », le nouvel évêque nommé par Paul VI à Rotterdam, alors que son nom ne figurait pas dans la liste des trois candidats soumis au Pape. Y a-t-il eu une « manipulation » dans le sondage préalable où Mgr Simonis a obtenu la seconde place avec 15 % des voix ? L'accusation ne concerne pas seulement le Conseil pastoral et le Chapitre diocésain de Rotterdam, mais aussi l'épiscopat hollandais.

Card. ALFRINK. — L'accusation de « manipulation » dans la procédure de consultation suivie dans le diocèse de Rotterdam, pour préparer avec la participation des fidèles la nomination du nouvel évêque, est complètement fautive et dépourvue de fondement, et cela en dépit des voix qui s'acharnent à affirmer le contraire. Les diverses phases de la procédure adoptée pour préparer la liste de trois candidats soumise par le Chapitre diocésain au Saint-Père, selon les normes en vigueur dans les diocèses hollandais, ont été observées correctement.

Une enquête a été menée parmi les fidèles de Rotterdam sur les qualités qui devraient caractériser le nouvel évêque.

Dans cette enquête, il n'était fait mention d'aucun candidat nommé. Mais les résultats de cette enquête ont fait apparaître un profil du nouvel évêque, une sorte de « fiche signalétique ». Ces résultats ont été publiés.

(\*) Texte italien dans la *Stampa* du 24 janvier 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



## Les différentes étapes de la consultation

— *Quelle a été l'étape suivante ?*

Card. ALFRINK. — Par une lettre, en date du 31 mars 1970, les prêtres, les membres des Conseils de doyennés et les représentants des religieux ont été invités ensuite à proposer des noms. Les destinataires de cette lettre ont reçu un billet où ils pouvaient écrire le nom d'un candidat jugé apte à devenir évêque de Rotterdam. La lettre indiquait clairement les étapes successives de la procédure : une fois les noms recueillis, les curés-doyens, les responsables des différents secteurs de la pastorale dans le diocèse, ainsi que les professeurs de théologie du diocèse de Rotterdam enseignant à Amsterdam, donneront au Conseil pastoral diocésain, indépendamment les uns des autres, leur avis sur les huit candidats dont le nom revient le plus fréquemment dans le sondage. Le Conseil pastoral diocésain proposera, par ordre alphabétique, une liste de cinq candidats au Chapitre qui, ensuite, proposera trois candidats.

La lettre précisait, en outre, qu'il ne s'agissait pas de l'élection du nouvel évêque, que ce soit de la part des destinataires de la lettre — qui pouvaient seulement proposer des noms — ou de la part du Conseil pastoral diocésain. On attira l'attention sur le fait qu'il s'agissait uniquement de collaborer à la préparation de la décision que le Pape prendrait seul. Le résultat de ce sondage, dans lequel ont été proposés plus de 80 noms par environ 1 100 personnes, a été le suivant : dans l'ordre de fréquence avec lequel les noms apparaissaient sur les billets, le Dr Simonis occupait la seconde place avec près de 11 % du total.

— *Il n'a donc pas atteint les 15 % des votes ?*

Card. ALFRINK. — Les trois groupes mentionnés — doyens, responsables de la pastorale, professeurs de théologie — chargés de donner leur avis au Conseil pastoral diocésain ont tous les trois noté que, parmi les huit candidats, le Dr Simonis était le moins apte à devenir le nouvel évêque de Rotterdam. Pour cette raison, ils lui ont réservé la dernière place sur la liste, formée selon l'ordre de préférence. Cette liste a été transmise au Conseil pastoral qui devait choisir cinq noms, par ordre alphabétique, parmi les huit noms de la liste précédente. Le Conseil pastoral a transmis au Chapitre ces cinq noms, parmi lesquels ne figurait pas celui du Dr Simonis. Le Chapitre a ensuite fait la proposition de trois candidats, qui a été soumise au Souverain Pontife. Mgr Simonis, le nouvel évêque choisi par le Saint-Père, était membre du Conseil pastoral et chanoine du Chapitre.

— *La nomination de Simonis a-t-elle créé — ou peut-elle créer — des divisions dans l'Eglise de Hollande ?*

Card. ALFRINK. — Les évêques hollandais ont déclaré dans leur communiqué du 12 janvier que les événements qui se sont produits en Hollande à propos de la nomination de Mgr Simonis ont mis en lumière les formes tragiques qu'a prises la communication défectueuse dans l'Eglise entre les différentes tendances et leurs représentants. Cette communication défectueuse compromet l'unité et tend à opposer les uns aux autres

les catholiques qui, avec les meilleures intentions, n'arrivent plus à se comprendre et à être convaincus de la bonne foi d'autrui. Nous devons apprendre à vivre pacifiquement avec les conflits et les tensions, y compris dans l'Eglise. C'est une exigence de notre époque...

## Une collaboration fraternelle et collégiale avec le nouvel évêque

— *Mais dans le cas de la Hollande, on parle de rébellion...*

Card. ALFRINK. — Il serait injuste de taxer de rébellion les manifestations de désaccord qui se sont produites en Hollande après la nomination de Mgr Simonis ou de mettre en doute la sincérité des inquiétudes pour l'Eglise qui s'y sont exprimées.

Les évêques hollandais ont déclaré qu'ils voulaient accueillir le nouvel évêque dans leur collège et ont demandé instamment aux fidèles de s'unir à eux. Nous croyons qu'une collaboration fraternelle et collégiale avec le nouvel évêque est possible et qu'elle est vivement désirée de son côté. Mgr Simonis a demandé aux vicaires généraux de son prédécesseur de conserver leur charge. Ceux-ci se sont déclarés disposés à le faire, ces jours derniers, après lui avoir exposé franchement leurs idées sur la pastorale et avoir discuté avec lui de leurs éventuelles divergences à ce sujet. Je crois que nous avons de solides motifs pour espérer que la discorde qui s'est produite dans notre province ecclésiastique à la suite de la nomination de Mgr Simonis s'apaisera dans l'unité.

— *Estimez-vous nécessaire, monsieur le Cardinal, une consultation différente dans le choix des évêques en ce qui concerne le Pape ?*

Card. ALFRINK. — Le Saint-Père est et doit être libre dans le choix des évêques, mais une procédure qui permette au Pape de connaître l'avis des Conférences épiscopales et aux fidèles d'un diocèse de se sentir participants en quelque manière dans l'orientation du choix de leur évêque favorisera grandement la mission d'unité et de paix qu'un évêque est appelé à remplir.

## La nécessité des contacts de personne à personne

— *Etes-vous satisfait des résultats obtenus par votre mission à Rome ?*

Card. ALFRINK. — Je ne puis encore dire quels sont les résultats des conversations que Mgr Zwartkruis, Mgr Moeller et moi-même avons eues ces jours derniers à Rome avec le Saint-Père et des hauts fonctionnaires de la Curie romaine. Mais je puis déjà exprimer ma profonde conviction que ces contacts immédiats sont très utiles, et même indispensables, pour remédier au manque de communication dans l'Eglise dont nous avons déjà parlé. Les lettres et les rapports ne pourront jamais remplacer le contact immédiat de personne à personne, notamment à une époque de changements radicaux comme la nôtre, où on ne peut se faire une idée exacte des situations, très diverses selon les pays, qu'à travers une expérience immédiate. Pour cette raison, les évêques hollandais seront



toujours heureux de pouvoir poursuivre ces contacts dans l'avenir.

— *L'épiscopat hollandais, que vous présidez, a été accusé bien souvent de faiblesses envers les positions progressistes en matière de célibat, de liturgie, de pastorale (certains voudraient même une « pastorale pour les homosexuels » ; d'autres au contraire pensent que l'épiscopat des Pays-Bas, et vous en particulier, remplit une fonction de médiateur entre les innovateurs et les traditionalistes, en maintenant l'unité entre les catholiques hollandais).*

Card. ALFRINK. — Il est vrai qu'on entend souvent qualifier de « faiblesse » l'attitude pastorale que les évêques hollandais estiment devoir prendre en face des nombreux problèmes qui naissent dans l'Eglise dont ils ont la charge. C'est un jugement qui circule non seulement à l'étranger, mais également dans certains milieux hollandais qui craignent que, dans le renouvellement de l'Eglise, on sacrifie des valeurs du passé. Parfois, à cette accusation de faiblesse, on ajoute que l'épiscopat semble agir plus souvent sous la pression d'une minorité que par conviction intime. En réalité, la ligne pastorale suivie par l'épiscopat hollandais découle de la conviction qu'il faut affronter avec confiance et ouverture les problèmes, et que l'Eglise, y compris le magistère, n'a pas toujours des réponses toutes faites. Une attitude de dialogue et d'écoute représente aussi une forme de courage ; dans le cas précis, elle est un témoignage de foi dans l'action de l'Esprit que le Christ ressuscité et à jamais vivant envoie à l'Eglise insérée dans l'humanité, pour la soutenir et la pousser vers un avenir qui ne soit pas une simple reproduction du passé. Faire confiance à cette écoute et à ce dialogue, ce n'est pas détruire l'autorité, c'est au contraire lui donner la possibilité d'être solidaire dans la recherche et de fournir des réponses qui soient davantage nourries par l'expérience vitale de l'homme d'aujourd'hui.

— *En quoi consiste la ligne pastorale des évêques Hollandais ?*

Card. ALFRINK. — En Hollande, les problèmes sont posés avec franchise, et nous, évêques, avons toujours cherché à favoriser la liberté d'expression afin que les problèmes réels ne soient pas souterrains ou résolus dans une Eglise souterraine, sans participation de l'autorité. Nous ne prétendons pas toujours trouver des solutions justes, ou des solutions exportables. Au sein d'un pluralisme légitime dans l'Eglise universelle, voilà ce qui nous semble être la mission d'une Eglise locale. L'épiscopat hollandais préfère cette méthode pastorale — qui ne signifie pas l'abandon, facile et superficiel, des valeurs éternelles — à une attitude de fermeté qui risquerait de devenir oppressive et d'éloigner de l'Eglise un nombre considérable de fidèles, lesquels auraient l'impression que l'Eglise ne comprend pas, ou feint seulement de comprendre, leurs problèmes. Nous vivons en un temps de crise où l'autorité doit continuellement prier pour obtenir le don du « discernement des esprits », afin de sauver tout ce qu'il y a de bon dans les aspirations d'aujourd'hui et d'éviter les extravagances qui, malheureusement, ne sont pas toujours évitées. Pour autant que nous le sachions, Jésus-Christ, pendant sa vie, a rarement recouru au fouet !

## PROBLÈMES DE MORALE

### *Déclaration de la conférence épiscopale d'Angleterre et du Pays de Galles*

Le 31 décembre 1970, les évêques catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles ont publié une déclaration collective sur les problèmes de morale qui se posent aujourd'hui de façon plus aiguë à la conscience chrétienne. Les thèmes abordés (racisme, violence, guerre, paix, avortement, morale sexuelle) avaient été retenus à la suite d'une consultation lancée par l'épiscopat auprès de la communauté catholique (\*).

Les évêques sont constamment sollicités de « prendre position », de « donner des directives » sur une multitude de problèmes de morale. De nombreuses personnes s'alarment devant le bouleversement des normes morales traditionnelles, ou sont à tout le moins effrayées par le changement qui se fait jour dans le climat moral actuel. Elles espèrent que ce qu'elles considèrent comme un déclin pourra être arrêté par une vigoureuse affirmation des principes qu'elles-mêmes tiennent fermement pour la règle de vie donnée à l'homme par Dieu.

Il en est d'autres, par contre, qui affirment qu'une déclaration de ce genre n'est pas nécessaire. Les principes de la morale chrétienne, disent-ils, sont bien connus. C'est aux chrétiens de décider de leur application dans les cas concrets, à la lumière de leur propre conscience.

D'autres enfin pensent que notre tâche principale devrait être de travailler au maintien des principes de la morale chrétienne et à leur application par la loi civile.

Il y a quelques mois, les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles invitaient la communauté catholique à faire connaître son opinion sur la question suivante : une déclaration serait-elle utile, et sur quels sujets ? De nombreux groupements et particuliers ont répondu à cette enquête, en donnant parfois des réponses très détaillées. Il doit être clairement entendu, en l'occurrence, que les évêques ne demandaient pas un plébiscite pour décider de ce qui est bien ou de ce qui est mal. Ils ne demandaient pas un vote pour la révision des dix commandements. Ils estimaient, toutefois, qu'il était bon d'inviter les fidèles à donner leur avis sur les sujets pour lesquels une claire réaffirmation de la doctrine morale chrétienne pourrait être utile à notre époque.

C'est à la lumière de cette enquête et de leur propre jugement que les évêques présentent aujourd'hui cette déclaration.

Elle n'entend pas recouvrir tout le domaine de la morale, mais seulement certains problèmes majeurs qui, de toute évidence, préoccupent particulièrement les gens. Ces problèmes, elle ne les traite d'ailleurs pas à fond. C'est la

(\*) Texte anglais original. Traduction de la DC.



tache des théologiens de la morale. La présente déclaration réaffirme simplement la doctrine catholique sur un certain nombre de points, pour rassurer ceux qui pourraient penser que, en notre époque de confusion, l'Eglise hésite à proclamer la loi de Dieu.

### La vie chrétienne

Notre modèle et notre maître est le Christ, notre Seigneur. La loi qu'il nous a donnée est la loi de l'amour : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de tout ton esprit et de toute ta force... Tu aimeras ton prochain comme toi-même. Il n'y a pas de commandement plus grand que celui-là. » (Mc 12, 30-31.)

Il ne s'agit pas d'un enseignement nouveau. Le Christ citait la loi donnée par Dieu dans l'Ancien Testament (Dt 6, 4, et Lv 19, 18). De plus, il s'agit d'une loi que bien des hommes, en dehors des chrétiens et des Juifs, ont reconnue comme l'idéal de la conduite humaine portée à son plus haut point. C'est dans l'application circonstanciée de cette loi à la vie que le chrétien doit être un exemple pour le monde. La tâche du chrétien consiste à construire le royaume de Dieu en ce monde, en préparation de la parfaite réalisation de ce royaume dans l'éternité. La vie chrétienne doit être vécue à la lumière de l'éternité.

Ce n'est pas là une conception abstraite, inaccessible. Le Christ l'a appliquée avec un réalisme tel que, dans les conditions du monde où nous vivons, elle prend des allures de paradoxe : « Ne vous inquiétez pas en disant : Qu'allons-nous manger ? Qu'allons-nous boire ? Avec quoi allons-nous nous vêtir ?... Votre Père céleste sait bien que vous avez besoin de tout cela. Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et tout cela vous sera donné par surcroît. » (Mt 6, 31-33.)

Le Christ n'exclut pas la prudence humaine ordinaire ou le devoir qu'a l'homme de subvenir aux besoins de sa famille. Il donne une attitude d'esprit. Le même enseignement est exprimé sous une autre forme quand il dit : « Personne ne peut servir deux maîtres ; vous ne pouvez servir Dieu et l'argent. » (Mt 6, 24.) A la lumière de ces paroles, considérons l'implacable ambition de ceux qui, dans la course au pouvoir et à la richesse, n'hésitent pas à écraser quiconque se met sur leur route.

Le critère de l'amour de Dieu est l'amour du prochain. Saint Jean nous dit : « Qui n'aime pas son frère qu'il voit ne peut aimer Dieu qu'il ne voit pas. » (1 Jn 4, 20.) La parabole du Bon Samaritain montre que le mot « prochain » s'étend à tous les hommes. Le chrétien doit avoir le souci de tous.

De plus, le chrétien respecte et admire le bien, partout où il se trouve. Il y a des gens qui affirment qu'ils n'ont aucune religion et qui pourtant font preuve dans leur vie de la générosité et du dévouement que le Christ a prêchés.

Vivre en chrétien ne sera jamais facile. L'expérience montre qu'il faut s'attendre à des obstacles. Le Christ lui-même nous a prévenus, mais il nous a dit de prendre la croix (Mt 16, 24) et, malgré tout, il nous a promis la joie : « Vous serez tristes, mais votre tristesse se changera en joie. » (Jn 16, 20.)

Bref, la vie chrétienne, telle que le Christ l'a décrite et appliquée lui-même, est généreuse, courageuse, aimante. La morale chrétienne séduira les autres, dans la mesure où les chrétiens y sont eux-mêmes fidèles. Ce n'est que par l'exemple de notre propre vie que nous réussirons à élever le niveau moral de notre société.

Ici encore, les paroles du Christ sont claires : « Que votre lumière brille devant les hommes, pour que, voyant vos bonnes œuvres, ils en rendent gloire à votre Père qui est dans les cieux. » (Mt 5, 16.)

### La loi civile et morale

Il s'ensuit que nous ne pouvons nous attendre à ce que la législation civile fasse notre travail à notre place. Dans toute communauté, la loi est le reflet des modèles que se fixent ses membres. A tout prendre, ces modèles sont les seuls que la législation puisse efficacement faire appliquer. De plus, la loi civile concerne au premier chef les actes publics. Les actes privés ne sont de son ressort que dans la mesure où ils affectent le bien public. Et même en ce cas il existe des domaines où la loi civile doit se résoudre à tolérer des actions qui entraînent des effets publics pernicioseux, s'il est impossible d'appliquer des mesures d'interdiction sans causer un dommage plus grand au bien public. L'adultère en est un exemple. Il entraîne des conséquences publiques évidentes. Mais, invariablement, on s'est aperçu que toute tentative de la part de la législation civile pour en faire un délit, aboutit à une ingérence intolérable dans la vie privée et la liberté de l'individu.

Il n'en existe pas moins ici un danger pour ceux qui se contentent de prendre la loi civile comme leur seule règle de conduite et croient que ce qui n'est pas illégal ne peut, de ce fait, être mauvais. Lorsque la loi s'est relâchée ou est devenue par trop tolérante, un vide moral se forme dans la vie de ceux qui ont pris, à tort, la loi civile comme guide de vie. C'est le devoir des chrétiens de remplir ce vide par leur exemple et si, dans chaque cas particulier, ils estiment que le bien commun tirerait profit d'une législation, ils ont le droit, et éventuellement le devoir, de s'y employer par la persuasion et l'argumentation. Mais ils doivent se rendre compte que, dans une société pluraliste, nous avons le devoir de respecter les convictions sincères d'autres personnes, différentes des nôtres.

C'est en étant le « sel de la terre », le « levain dans la pâte » que le chrétien pourra le mieux élever le niveau moral de la société. Dans une société en grande partie post-chrétienne telle que la nôtre, il ne s'attendra pas à ce que les lois contraignent les citoyens à observer un code moral qu'ils n'acceptent pas. Les chrétiens doivent prendre garde de se livrer à des dénonciations générales. Lorsque nous sommes soulevés par l'indignation, il nous faut être bien sûrs de la sincérité de nos motifs. La nature humaine est souvent tentée de

« Pactiser avec les péchés pour lesquels nous avons un penchant

En condamnant ceux pour lesquels nous n'avons aucune inclination. »

Une personne peut trouver une haute satisfaction à dénoncer le laxisme sexuel, mais, en



même temps, réprouver les lois s'attaquant aux préjugés raciaux, et vice versa.

De plus, on aurait tort de dénigrer les lois civiles pour leurs bévues, en oubliant que, par certains côtés, elles sont bien plus chrétiennes qu'autrefois. La conscience publique et les lois se préoccupent aujourd'hui beaucoup plus qu'il y a cent ans des besoins des personnes âgées. Certes, il reste encore beaucoup à faire. Mais le principe de l'« Etat social » est fondamentalement chrétien. Il reconnaît que la communauté tout entière a le devoir de prendre en charge tous ses membres. Les chrétiens doivent prendre généreusement conscience de ce fait et être prêts à s'employer avec d'autres à promouvoir une telle législation. Nous ne devons pas nous laisser entraîner par des critiques trop faciles ou par des allégations d'abus, en ce qui concerne, par exemple, les demandes d'assistance sociale. Ces abus sont réels, mais ils sont inévitables dans toute entreprise humaine.

### Relations entre races

Les relations raciales constituent un champ privilégié qui nous permet de montrer ce que nous entendons par fraternité chrétienne. Voici comment saint Paul développe la parabole du Bon Samaritain : « Il n'est plus question de Grec ou de Juif..., de barbare, d'esclave, d'homme libre ; il n'y a que le Christ qui est tout et en tout. » (Col 3, 11.)

Nous connaissons le principe — le tout est de le mettre sincèrement en pratique. Nous devons nous assurer que dans notre pays il n'existe pas de citoyens de seconde zone. Tous ont le droit à un traitement égal devant la loi, par exemple en ce qui concerne le logement, indépendamment de la couleur ou de la race. Tous nous devons prendre les devants pour faire en sorte que les nouveaux venus se sentent chez eux dans notre pays ; pour aider leurs communautés en mettant à leur disposition les salles paroissiales ; pour les accueillir dans nos écoles. Mais tout en les aidant à s'intégrer à notre communauté, il nous faut éviter d'exercer sur eux une pression indue. Dans le monde moderne, l'acceptation de la société pluraliste est un rempart de la liberté. Cela implique que des groupes qui ont un arrière-plan religieux ou culturel différent, ont le droit de préserver leur propre culture et leur propre mode de vie, pourvu qu'ils fassent preuve de loyauté et de respect envers la grande communauté dans laquelle ils vivent.

Par racisme, on entend généralement l'injustice exercée par les Blancs contre leurs frères noirs. Il est à peine nécessaire de répéter ici la condamnation portée par l'Eglise contre une discrimination raciale qui est le fait d'une majorité blanche. Il nous faut toutefois nous rappeler qu'une minorité peut également être raciste. Le « pouvoir noir » n'est pas moins détestable que le « pouvoir blanc ». La discrimination dont font preuve les Noirs envers d'autres Noirs, ou les Blancs contre les Jaunes, ne contredit pas moins la doctrine catholique. Chaque fois qu'une législation établit une discrimination entre les couleurs, l'injustice ne peut que s'ensuivre. Les mesures discriminatoires prises par des gouvernements noirs contre des citoyens « bruns » d'origine asiatique est

aussi répugnante que les mesures prises par les gouvernements blancs pour attribuer aux citoyens des droits en fonction des nuances de leur peau.

L'immigration doit être envisagée à la lumière de principes sains, économiques et sociaux. Là où il y a du travail et où il est possible de gagner sa vie, nous devons accueillir des immigrants. Cela n'exclut pas un contrôle raisonnable. Ouvrir les portes trop brusquement et trop largement pourrait être nuisible au pays et aux immigrants eux-mêmes. Il n'est pas surprenant que les jeunes nations d'Afrique et d'ailleurs établissent souvent de telles limites à l'immigration dans leur territoire. Une telle mesure est également raisonnable en Grande-Bretagne. Mais notre pays, en tant qu'ancienne puissance impériale, a des responsabilités particulières. Ainsi, quand il a accordé ou promis les droits de citoyenneté, par exemple dans le cas des « Asiatiques du Kenya », il se doit d'honorer sa parole.

### Justice sociale dans l'industrie

Nous avons déjà abordé le problème de la justice sociale en parlant de l'« Etat social ». Les documents de Vatican II et les deux grandes encycliques : *Pacem in terris* et *Populorum progressio*, en traitent longuement et en détail. Nous nous contentons de rappeler ici quelques principes fondamentaux qui devraient nous servir de règles de conduite.

Dans l'industrie et le commerce, la relation entre employeur et employé n'est pas purement économique. Le travail de l'homme n'est pas une marchandise que l'on puisse acheter ou vendre en fonction des impératifs du marché. Avant tout, travail et production doivent être au bénéfice de la communauté tout entière. Tout travailleur — à quelque niveau que ce soit — est engagé dans la communauté, en tant que personne et fils de Dieu, non en tant que statistiques. Le premier devoir de l'industrie est d'assurer le niveau de vie de ceux qui y travaillent. Le critère des salaires doit donc être le besoin pour les hommes de vivre en personnes pleinement humaines, en chefs de famille, présents ou futurs.

Nous rappelons aussi que Vatican II rejette « toute forme de discrimination touchant les droits fondamentaux de la personne, qu'elle soit sociale ou culturelle, qu'elle soit fondée sur le sexe, la race, la couleur de la peau, la condition sociale, la langue ou la religion ». (Constitution « L'Eglise dans le monde de ce temps », n° 29.)

Tout cela ne signifie aucunement un mépris naïf pour l'efficacité ou la rentabilité. Mais cela signifie qu'on doit établir un ordre de priorité. Il est faux d'affirmer que réorganisation, automatisation, fusions, concentrations doivent s'effectuer sans tenir compte des personnes employées. C'est le devoir de l'Etat de protéger, si nécessaire par une législation, la position de ceux dont le gagne-pain est mis en danger, parfois après de longues années passées au service d'une société ou d'une entreprise.

Il serait trop long d'examiner dans le détail les relations industrielles. Nous nous contentons de rappeler que la justice, la charité et l'honnêteté sont aussi obligatoires entre les



groupes qu'entre les individus. Ainsi, lorsque des travailleurs, dont les salaires sont les plus bas, demandent une augmentation justifiée, les travailleurs qui bénéficient des plus hauts salaires doivent y penser à deux fois avant de revendiquer à leur tour. Ici, la charité, et tout simplement la justice sociale peuvent exiger une certaine retenue.

L'irritation du public devant des grèves gênantes dans les services publics doit être tempérée par une compréhension charitable de ce qui peut être une revendication légitime des grévistes. Il n'en reste pas moins que grèves et lock-outs sont un constat d'échec. Cela signifie que négociation et discussion sont remplacées par une épreuve de force. En fait, elles représentent une forme de violence qui ne peut se justifier qu'en dernier ressort, dans le cas d'une juste cause. Les chrétiens doivent être prêts à prendre une part active, dans leurs syndicats ou leurs organisations professionnelles, pour faire aboutir la justice et la conciliation. Lorsque la direction ou les travailleurs font preuve d'incompréhension et d'impatience, on assiste à une succession catastrophique de grèves qui enlèvent tout courage à l'homme en détruisant en lui toute fierté et tout intérêt pour son travail.

Une autre vertu sur laquelle il est nécessaire d'insister est l'honnêteté. On a parfois l'impression que plus la somme d'argent est élevée moins on a de scrupules envers l'honnêteté. Des gens qui auraient honte de se livrer à de petits chapardages voient leurs scrupules diminuer progressivement lorsqu'il s'agit de remplir des feuilles de présence, de rendre compte de ses notes de frais, de négocier un contrat avec le gouvernement. Mais le « Tu ne voleras pas » s'applique à tous les niveaux.

### **La justice sociale dans notre pays et à l'étranger**

Aucune communauté dans l'Eglise ne peut rester indifférente devant ceux qui sont à notre propre porte. L'un des tout premiers devoirs religieux est de découvrir et d'aider ceux qui sont dans le besoin sur le territoire de la paroisse. Si cela se réalise sur le plan œcuménique, en collaboration avec d'autres chrétiens, ce n'en n'est que mieux. En dépit de tous les avantages sociaux, il existe encore des cas de réelle pauvreté. Dans toutes les paroisses, aucune autre activité ne doit prendre le pas sur celle-là, ni les clubs sociaux ni les confréries religieuses. Lazare gît à notre porte ; nous ne devons pas fermer les yeux.

La justice sociale concerne la communauté tout entière. Les chrétiens de notre pays se préoccupent donc des pays en voie de développement, du « tiers-monde », comme on l'appelle. Presque tous les commentaires soumis aux évêques demandaient qu'il en fût fait mention.

Les besoins des pays en voie de développement, notre responsabilité à leur égard sont évidents ; le remède en est parfois moins clair. En ce qui concerne les besoins, quiconque a voyagé à l'étranger sait de quoi il s'agit. Le contraste entre leur pauvreté et notre abondance est inquiétant : nous sommes le riche, ils

sont Lazare. Nous pouvons trouver toutes sortes d'excuses pour ne rien faire — l'immensité des besoins, la dureté de cœur des riches dans les pays en voie de développement eux-mêmes. Mais aucune excuse n'est valable. Nous sommes chrétiens, le Christ se dresse devant nous et nous dit : « J'avais faim et vous ne m'avez pas donné à manger. » (Mt 25, 2.) C'est l'une des rares fois où le Christ nous met en garde contre la damnation éternelle. Le chrétien ne devrait pas avoir besoin de cette mise en garde, il lui suffit que le Christ ait faim en la personne de nos frères. Mais le remède ? Beaucoup de ces pays sont riches en puissance. Ils ont seulement besoin d'être aidés dans leur « décollage », c'est-à-dire qu'ils ont besoin qu'on leur donne — et non pas seulement qu'on leur prête — les moyens d'amorcer leur développement. Bien entendu, l'aide au niveau national et international reste nécessaire. Les gouvernements hésitent pourtant parce qu'ils ne sont que trop conscients des constantes revendications de leurs propres citoyens : obtention de plus grands avantages sociaux, réduction des impôts, etc. Le chrétien, lui, doit se demander : « Suis-je prêt à dire à mon gouvernement que je suis d'accord pour me priver de tel ou tel avantage, afin de pouvoir apporter une aide plus grande aux pays en voie de développement ? »

La nécessité d'une action nationale n'est pas une excuse pour ne rien faire soi-même. L'aide moderne aux pays sous-développés n'est en réalité qu'un aspect de l'effort missionnaire que l'Eglise poursuit depuis des siècles pour le bien spirituel aussi bien que matériel des pays en voie de développement. Chaque paroisse et famille catholique a de ce fait le devoir de renouveler le sens de la mission et d'augmenter sa contribution aux organisations missionnaires, en particulier au CAFOD (Aide catholique pour le développement des pays d'outre-mer), le fonds central créé par les évêques. Nous ne sommes plus obligés de faire abstinence le vendredi. Mais nous sommes toujours obligés de trouver une forme équivalente de dépouillement personnel. Et quelle meilleure manière pourrions-nous trouver que celle de nourrir les affamés, de vêtir ceux qui sont nus, d'aider le Christ souffrant dans nos frères et nos sœurs ?

### **La violence civile**

Beaucoup nous ont demandé des directives sur la moralité du recours à la force, dans le but de provoquer des réformes. Il ne suffit pas de condamner l'emploi de la violence contre l'autorité, puisque, de toute évidence, ceux qui disposent de l'autorité peuvent se trouver eux-mêmes coupables de la pire violence dans la législation qu'ils appliquent. On ne peut donc se contenter de répondre à cette question par une condamnation globale. Il est évident qu'en certains cas, les citoyens ne pourront jamais obtenir la justice par des moyens pacifiques ou démocratiques. Cela saute aux yeux, notamment dans les pays où certains secteurs de la communauté n'ont pas le droit de vote. Nous ne nous sentons pas compétents pour parcourir tout le domaine international et ainsi nous prononcer sur les mérites de chaque mouvement qui a recouru à la violence. Il n'est pas difficile



de condamner les détournements d'avions qui mettent en danger la vie de passagers innocents. De même il est clair que le fait de séquestrer et de retenir des otages pour une rançon ne peut jamais se justifier. Il n'est pas possible, toutefois, de porter une condamnation globale contre tous ceux qui, dans quelque situation que ce soit, recourent à la violence. Là où des protestations contre l'injustice ont été apaisées par des promesses de réformes qui ne se concrétisent pas, ce sont les gouvernements qui portent la responsabilité de la violence qui peut ainsi éclater.

Il n'en reste pas moins que la violence civile entraîne des conséquences tellement tragiques que le chrétien est en droit de penser qu'elle peut être rarement — sinon jamais — proportionnée au bien qui pourrait éventuellement en sortir. L'aboutissement de la violence civile est la guerre civile. L'amertume entre frères, les blessures et la haine laissées par la guerre civile persistent pendant des générations — beaucoup plus longtemps que les souvenirs des guerres internationales.

Ce qui, en tout état de cause, ne peut jamais se justifier, c'est le recours à la violence dans les problèmes de moindre importance ; de même ce recours ne peut non plus se justifier dans les cas d'importance chaque fois qu'on ne peut en attendre aucune issue positive.

La violence ne se justifie pas dans les villes anglaises sous prétexte qu'elle existe au Vietnam ou en Tchécoslovaquie.

La « protestation militante » est une expression séduisante. Mais les implications en sont trop rarement examinées. En termes clairs, elle signifie que l'on brûle, casse, blesse, tue. Il faudrait des conditions intolérables d'injustice et d'oppression pour justifier une protestation qui entraînerait de telles conséquences.

### La violence de la guerre

Tout chrétien doit être un pacifiste, en ce sens qu'il doit être épris de paix. Mais refuser de résister au mal par la force physique peut être parfois contestable. Présenter l'autre joue, lorsque nous sommes l'objet d'une attaque personnelle, est certes un geste chrétien, et la communauté chrétienne honore comme martyrs uniquement ceux qui sont morts pour leur foi sans opposer de résistance physique. Mais la communauté chrétienne a admis l'honorabilité du métier de soldat. Si nous sommes responsables de la sécurité d'autres personnes, nous avons le devoir de les défendre. Il n'est pas possible d'imposer à tous l'obligation du pacifisme absolu. Pour certains, les maux qu'entraîne la guerre dépassent en fait de loin les biens qu'elle peut apporter. C'est là une opinion recevable, et il est juste que la loi tienne compte de l'objection de conscience. Mais les pacifistes ne sont pas les seuls à avoir une conscience. L'Eglise ne peut se résoudre à déclarer qu'aucun chrétien n'a le droit de défendre son pays.

Mais même si l'on admet la possibilité d'une guerre juste, il ne s'ensuit pas que tous les moyens pour la livrer soient légitimes. Des armes comme la bombe H ou l'arsenal de la guerre biologique, utilisées comme moyens de destruction massive, entraînent des effets si

disproportionnés qu'elles dépassent les limites de la légitime défense. Mais il ne sert de rien de limiter la condamnation à certaines armes. Le recours aux « armes conventionnelles » peut, lui aussi, être injuste : ainsi, par exemple, lorsqu'on massacre la population civile pour amener la reddition de l'ennemi.

Ce que nous avons vu au cours de ce siècle a détruit l'image romantique de la guerre. Indirectement, la conscience chrétienne en a sans doute été secouée. Pour chacun d'entre nous, la guerre doit être pour le moins un dilemme, une question de conscience.

### La paix

Mais le devoir du chrétien ne s'arrête pas là. La paix, qu'elle soit internationale ou intérieure, n'est pas simplement l'absence de la guerre. La paix est le fruit de la justice et de la charité. Le chrétien a le devoir d'élever la voix lorsque la justice est niée. Il lui est impossible d'abdiquer. Il doit travailler pour la justice et ne jamais capituler devant une situation où les droits humains sont bafoués. Par-dessous tout, le chrétien doit s'employer activement à seconder les efforts réalisés pour remédier à l'injustice et à l'oppression.

Avec patience et persévérance, il doit travailler à guérir les divisions, à traduire dans la réalité le commandement du Christ qui nous demande d'aimer nos ennemis, de regarder tous les hommes comme notre prochain. Il y a plus de vingt ans, les catholiques de France et d'Allemagne ont créé un mouvement commun en faveur de la paix. Œcuménique, il reçoit des membres de différentes confessions, et il est également implanté en Angleterre. Il offre à chacun l'occasion de travailler au désarmement, à la coopération et à la compréhension internationales, de poser, pierre par pierre, les fondements d'une paix durable.

Le chrétien ne doit jamais oublier que, dans le Christ, Dieu lui-même s'est fait homme, qu'il a voulu se soumettre à la douleur, à l'humiliation et à la mort, afin de partager notre condition humaine. Il a voulu faire naître dans l'homme les sentiments de justice et de charité. Le chrétien doit mettre ses pas dans ceux du Christ et partager la condition humaine dans sa plénitude.

### L'avortement

C'est avec beaucoup d'agressivité, parfois, que l'on relève le contraste qui existe entre deux positions de l'Eglise : d'une part, elle tolère que l'on tue à la guerre ; d'autre part, elle condamne sans appel l'avortement. Mais si la guerre peut jamais se justifier, c'est dans le cas de la défense contre un injuste agresseur. Dans le cas de l'avortement, on ne saurait faire appel à une telle justification. Les discussions sur le moment précis de l'animation du fœtus ne changent rien au fait qu'il s'agit d'un être humain en développement. Tuer directement ou intentionnellement cette créature sans défense est un mal. C'est la position qui a été tenue, tout au long de l'histoire chrétienne, même par ceux qui affirmaient que l'animation n'avait lieu que postérieurement à la conception. Que ce soit avant ou après la naissance, l'enfant



n'est pas la propriété de ses parents. Seul Dieu est le maître absolu de la vie.

Le chrétien doit être prêt à défendre ses principes, quelle que soit la latitude accordée par la loi civile. Certains soutiennent la législation de l'avortement sous prétexte que, pour le bien public, la tolérance est préférable à une interdiction qui aboutit à de dangereux avortements « clandestins ». Quelle que puisse être la valeur d'une telle affirmation, on ne peut attendre des chrétiens ou de ceux dont la conscience s'y oppose, qu'ils soutiennent activement de telles entreprises. Nous lançons un appel pressant à tous, notamment aux médecins et aux infirmières, pour qu'ils fassent preuve de fermeté. Ils ne seront pas seuls. Bien d'autres, en dehors des chrétiens, partagent les mêmes convictions.

Nous ne mettons pas en doute la sincérité de ceux qui estiment que l'avortement est indiqué lorsque la mère se trouve dans une situation difficile. Nous partageons leur pitié. Mais le vrai remède consiste à soulager les difficultés. Et, dans ce domaine, les chrétiens ne sont pas restés en arrière. Depuis longtemps, des mesures ont été prises pour aider les mères célibataires et faciliter l'adoption. Bien souvent, la mère mariée se trouve dans une situation non moins pénible. Le logement constitue un grave problème, et nous demandons instamment à tous d'apporter leur appui aux associations d'aide au logement.

L'avortement ne saurait être une solution. La fin ne justifie pas les moyens. L'attitude des médecins et des infirmières, croyants ou non, qui continuent à estimer en conscience que leur rôle est de sauver la vie et non de la détruire, est l'honneur de la profession médicale.

### Une bonne mort

Le couronnement d'une vie chrétienne est une mort chrétienne. Nous avons une tradition spirituelle selon laquelle nous attendons une « bonne mort », c'est-à-dire dans la paix de Dieu, fortifiés par les sacrements de l'Eglise. C'est le rôle des chrétiens que d'aider les autres à leurs derniers instants, de les entourer de soins, de les soulager de tout souci familial, de les encourager à se confier en Dieu et de leur donner confiance en la vie éternelle, dont la mort est le seuil.

Le rôle des chrétiens ne consiste pas à mettre fin à la vie d'autrui. Un projet de loi visant à légaliser l'euthanasie n'a pu obtenir l'accord du Parlement. Mais d'autres tentatives ne manqueront pas d'être faites, et elles pourront aboutir. Ici encore, le chrétien doit fermement prendre position. L'euthanasie est un terme qui sonne bien. En fait, cela signifie que l'on tue quelqu'un d'autre. Indépendamment du fait que personne n'a le droit de le faire, il est clair que des conséquences terrifiantes s'ensuivraient. On affirme toujours que rien ne serait fait sans l'accord de la personne concernée. Mais, selon toute probabilité, une fois le principe admis, on verrait s'exercer une sévère pression pour que soit mis fin à la vie « inutile » des vieillards ou des incurables, de manière à libérer les lits d'hôpital et accueillir ceux qui en ont davantage besoin.

Il faut reconnaître, toutefois, que beaucoup de personnes qui prônent l'euthanasie sont mues

par un sentiment authentique de pitié. Seulement, les raisons avancées sont rarement valables aujourd'hui. Ces personnes pensent à ceux qui souffrent d'une maladie douloureuse et certainement incurable. Mais avec tous les calmants dont on dispose de nos jours, la « longue agonie de souffrance » n'est plus un tableau véridique. Il est légitime d'avoir recours à ces sédatifs, même si l'on prévoit que leur emploi hâtera la mort. En de tels cas, la mort n'est pas causée ou voulue directement comme moyen ou fin.

En outre, soigner un mourant ne signifie pas garder une personne en vie par des moyens extraordinaires, lorsqu'il n'y a plus d'espoir de guérison. Il faut prendre toutes les mesures raisonnables pour soutenir la vie. Mais il vient un moment où il est peut-être plus charitable de laisser faire la nature.

L'homme est le seul être qui sache qu'il doit mourir. Sa grandeur consiste en ce fait que, partout et toujours, il a su faire face à la mort avec courage. Le chrétien, lui aussi, sait comment y faire face avec confiance et espoir. Il remercie Dieu pour la création. Mais il sait que, en fin de compte, « nous passons d'un monde d'ombres et de choses inconsistantes à la vérité ».

### Vérité et fuite des responsabilités

La vie chrétienne doit être recherche constante de la vérité, elle doit être prête à embrasser la vérité, à voir les choses telles qu'elles sont vraiment. Le chrétien sait que nous n'avons pas ici-bas de « demeure permanente, mais (que) nous recherchons celle de l'avenir ». (He 13, 14.) Mais il sait aussi que « Dieu vit tout ce qu'il avait fait : cela était très bon ». (Gn 1, 31.) Aussi le chrétien prend-il plaisir à vivre à plein sa vie. La fuite des responsabilités, la tentative pour échapper aux frustrations inhérentes à un monde créé, qui s'élabore, sont étrangères au christianisme. Recourir à l'alcool ou à la drogue comme moyen de fuite est indigne d'un chrétien.

Nous ne parlons pas ici des anesthésiants et des calmants qui sont d'une telle importance dans la médecine moderne. La souffrance peut déformer notre sens de la réalité. Un remède approprié peut nous redonner notre équilibre.

La faiblesse consiste à se réfugier dans la boisson ou la drogue, au lieu d'affronter des difficultés qui peuvent être surmontées. Un chrétien doit s'exercer à surmonter les douleurs bénignes, sans toujours recourir aux calmants et aux tranquillisants. Il est incontestable que les millions de livres dépensés dans notre pays pour les médicaments de ce genre sont un signe de faiblesse et de fuite devant les responsabilités.

Bien plus grave est le problème de la drogue, à laquelle on recourt pour son plaisir. Il ne s'agit pas là d'un problème qui concerne seulement la jeunesse, comme on le croit trop souvent. Les jeunes ne participent pas davantage au péché originel que les autres. Il n'en reste pas moins que, parfois, ce sont les jeunes qui sont les plus tentés de voir dans la drogue une aventure passionnante. Ils croient que les tragiques possibilités de l'accoutumance concernent les autres, et non eux-mêmes. Nous leur



dirions volontiers : les jeunes d'aujourd'hui veulent avant tout être sincères ; ils se révoltent contre les façades, l'hypocrisie ; ils veulent connaître la vérité, la proclamer et la vivre. Eh bien ! le recours à la drogue est exactement à l'opposé de tout cela. La drogue est un refus de la vérité, une fuite de la réalité. L'authentique aventure, c'est de vivre la vie telle qu'elle est, non pas telle qu'elle apparaît à travers le brouillard de la drogue ou de l'alcool.

### Le mariage et la morale sexuelle

C'est déformer le message chrétien que de réserver les termes « moral » et « immoral » exclusivement à la morale sexuelle. L'obsession du sexe caractérise davantage la société prise globalement que l'Eglise. La littérature, le théâtre, le cinéma et même la publicité pour les voitures ou pour d'autres objets tout aussi inattendus, sont imprégnés de « sexe ». Ce n'est pas l'Eglise, mais les moyens de communication de masse qui voient uniquement dans le mariage chrétien le problème de la « pilule », dans le sacerdoce, uniquement la question du célibat.

Il n'en reste pas moins que l'élan sexuel exerce une influence déterminante sur la personnalité humaine. Ses ramifications, aussi bien conscientes qu'inconscientes, sont tellement étendues dans le domaine physique et psychologique que l'on ne saurait se contenter de le considérer comme un instinct semblable à tous les autres. Les découvertes de la psychologie moderne, à ce propos, confirment et éclairent l'expérience séculaire de l'humanité.

Pour ce qui est de la morale sexuelle, le chrétien regarde le Christ : « Le Créateur, dès l'origine, les fit homme et femme, et il a dit : « Ainsi donc l'homme quittera son père et sa mère pour s'attacher à sa femme, et les deux ne feront qu'une seule chair. Eh bien ! ce que Dieu a uni, l'homme ne doit pas le séparer. » (Mt 19, 4-6 ; Mc 10, 6-9.)

Le Christ nous donne ici les deux principes fondamentaux : le premier, que la sexualité fait partie du dessein de Dieu sur la vie et qu'elle est donc bonne ; la deuxième, que le contexte de l'union sexuelle de l'homme et de la femme est le mariage.

Il poursuit en excluant explicitement le divorce, à la stupéfaction de ses disciples. Ceux-ci disaient : « Si telle est la condition de l'homme envers la femme, il n'est pas expédient de se marier. » Il répliqua alors : « Tous ne comprennent pas ce langage, mais seulement ceux-là à qui c'est donné. Il y a, en effet, des eunuques qui sont nés ainsi du sein de leur mère, il y a des eunuques qui le sont devenus par l'action des hommes, et il y a des eunuques qui se sont eux-mêmes rendus tels en vue du Royaume des cieux. Comprenne qui pourra ! » (Mt 19, 11.)

La stupéfaction des disciples ne doit pas surprendre. Depuis lors, jusqu'à notre époque, bien des gens l'ont partagée. L'Eglise, elle, a compris dès le commencement que cet idéal du mariage chrétien n'est possible que par une grâce spéciale de Dieu. Elle en a donc conclu que le seul mariage absolument indissoluble est celui qui a été contracté entre des chrétiens baptisés et qui a été consommé.

La tradition chrétienne regarde le mariage comme l'idéal humain parce que c'est cette relation et cette communauté permanente qui constituent le cadre approprié pour mettre au monde et élever des enfants.

Dans la relation sexuelle il y a donc deux aspects, celui de la reproduction et celui de l'affection. C'est une vision tronquée du mariage que de l'envisager uniquement sous l'angle de la reproduction, comme un moyen pour perpétuer la race humaine. « Ils seront deux en une seule chair » (Mt 10, 8) implique ce don mutuel qui est le point culminant de l'amour des époux. Mais l'aspect affectif ne doit pas exclure l'aspect de la reproduction. Cela ne veut pas dire que tout rapport sexuel dans le mariage doit être justifié par l'intention explicite d'avoir un enfant. L'être humain ne dissèque pas ses actions de cette façon clinique. L'acte sexuel est l'acte de l'amour. L'amour conjugal harmonise les deux aspects dans le contexte de la famille.

Nous sommes bien conscients des nombreux problèmes qui se posent. La présente déclaration ne peut les traiter dans le détail. Si nous rappelons pourtant le principe fondamental qu'est le double aspect de la sexualité, c'est parce qu'il se trouve au cœur de nombre de ces problèmes.

Là où la sexualité est rabaisée ou commercialisée, c'est qu'on a rejeté le contexte du mariage et de la famille. L'union sexuelle, parce qu'elle est dépourvue d'engagement, devient le fait du hasard. Nous en voyons déjà les conséquences. La contraception rendue plus facile, l'avortement légal, l'écroulement général des barrières, ont augmenté à tel point la promiscuité que la progression des maladies vénériennes devient alarmante.

Nous avons parlé des exigences chrétiennes dans ce domaine, car les chrétiens doivent avoir une compréhension claire et approfondie de l'enjeu. C'est à eux qu'il revient, avant tout, de montrer l'exemple du mariage responsable, aimant et heureux, de la modestie et de la pureté. Ce sont des mots passés de mode, mais qui représentent des réalités chrétiennes. Nous sommes convaincus que la grande majorité des gens de notre pays, qu'ils soient croyants ou non, admirent un tel idéal. Peut-être ont-ils du mal à croire qu'il soit possible. Mais ils souhaiteraient qu'il le soit.

Nous sommes convaincus, en particulier, qu'ils sont de plus en plus révoltés par la pornographie de la scène, de l'écran et de la littérature. Nous répugnons à invoquer des lois répressives. Chacun sait d'ailleurs combien il est difficile de définir la pornographie. Mais nous arrivons à un point où le sentiment général de la communauté est si choqué que la réaction sera vraisemblablement vigoureuse, dans le sens d'une répression totale. Il ne devrait pas être impossible d'envisager des limitations à l'étalage et à l'affichage de ce qui est généralement considéré comme indécent (et, dans un autre domaine, à la moquerie blasphématoire des croyances religieuses). Il peut être difficile de définir l'indécence, mais il est encore possible de reconnaître une nuisance publique.



Encore une fois nous rappelons aux chrétiens que l'argument le plus convaincant est le bon exemple. Une vie familiale saine, la décence dans les paroles et les actions, la responsabilité et la retenue — ce ne sont pas là des vertus sinistres. La qualité de vie dont elles font preuve est leur propre recommandation. Il est incontestable que c'est dans la question de la pureté qu'apparaît le mieux la faiblesse humaine. Pour cette raison, c'est envers les échecs dans ce domaine que la tradition chrétienne authentique a manifesté le plus de compréhension. Une morale répressive et étroite n'est pas authentiquement chrétienne. L'exemple du Christ est là pour nous guider. Lorsque la foule voulut lapider la femme adultère, il les obligea à examiner leur propre conscience. Et quand, pleins de honte, ils se dispersèrent, il se contenta de dire à la coupable : « Va, désormais ne pêche plus » (Jn 8, 11). Il ne pactisait jamais avec le péché. Il maintenait le principe. Mais il donnait l'espoir au pécheur.

Dans le domaine de la moralité sexuelle, il existe, bien entendu, des situations complexes et difficiles. Les chrétiens qui, d'un cœur généreux, essaient d'atteindre l'idéal ne doivent pas se décourager lorsqu'ils échouent. Il nous arrive assez souvent d'échouer en bien des choses. Par ailleurs, tout péché n'est pas nécessairement une faute grave. Il est évident que nous ne pouvons pas nous trouver des excuses trop faciles lorsque nous allons au devant de tentations que nous pourrions éviter. Mais il y a des circonstances qui sont parfois inévitables. Dieu nous accorde toujours son aide, sa compréhension et son pardon.

### La conscience

Il va de soi que cette déclaration ne constitue pas un guide complet de la vie chrétienne. Elle a simplement abordé les questions qui sont aujourd'hui au premier plan des préoccupations des chrétiens. Il existe bien d'autres problèmes urgents, dont la pleine solution n'est pas toujours immédiatement claire. Il ne faut pas nous attendre à trouver des réponses toutes faites à toutes les situations. Dans des cas particuliers, le chrétien doit prendre lui-même ses responsabilités. Plus sa vie sera modelée sur la vie du Christ, plus il pourra porter des jugements justes aux yeux de Dieu. La conscience implique que l'on se forge un tel jugement. Comme pour tout autre jugement, son authenticité dépendra de l'information sur laquelle il est basé, et de l'objectivité avec laquelle il est porté. Nous avons le devoir de suivre notre conscience, mais nous avons également le devoir de nous assurer que la conscience dispose de l'information nécessaire pour nous guider. C'est ce que nous entendons par conscience informée. Une conscience fautive ne peut que nous égarer.

Sur quelle information doit-on se fonder lorsqu'on prend une décision en conscience ?

Tout d'abord, sur l'exemple du Christ, les principes qu'il a donnés, la vie qu'il a menée.

Ensuite, sur l'expérience de la communauté chrétienne à partir de l'époque du Christ jusqu'à nos jours.

Enfin sur les directives et l'enseignement autorisé des évêques et surtout de Pierre.

A mesure que les membres de l'Eglise vivent la vie chrétienne, ils pénètrent davantage dans l'enseignement du Christ. C'est ce que nous appelons le développement de la doctrine. Il est clair que l'intelligence humaine s'applique à toute vérité qu'elle reçoit : elle compare, déduit, spécule, approfondit de plus en plus. C'est Dieu qui nous a donné notre intelligence. Il nous a donné sa révélation dans le Christ. C'est la volonté de Dieu que nous explorions et développons cette révélation.

Mais comment être sûr que nos conclusions sont vraiment un développement et non une déformation ? C'est précisément pour éviter toute déformation que le Christ a donné une autorité particulière en matière d'enseignement à ses apôtres, à Pierre et à ses successeurs : « Celui qui vous écoute m'écoute » ; « Pais mes agneaux, pais mes brebis » ; « Tout ce que vous lierez sur la terre sera lié dans les cieux » ; « Allez, enseignez toutes les nations.. Je suis avec vous jusqu'à la fin du monde ». De telles paroles ne peuvent être oubliées.

Or l'Eglise prend bien soin de ne pas donner aux paroles du Christ une signification plus étendue qu'elles ne le comportent.

Assurément, le Christ donne aux apôtres et à leurs successeurs une autorité, une responsabilité spéciales pour guider. Mais l'Eglise observe soigneusement les limites. Ainsi, étant donné que le Christ veut garantir à l'Eglise une direction juste, nous pouvons dire à tout le moins que le Pape, ou le Collège des évêques unis au Pape, jouira de l'infaillibilité lorsqu'il fera une définition solennelle, lorsqu'il déclarera qu'un point de doctrine fait partie de l'enseignement de l'Eglise. De telles définitions sont rares.

Il n'en reste pas moins que les directives données par le Pape et les évêques ont une autorité et un poids particuliers, même lorsqu'il n'est pas question d'une déclaration infaillible. Ils sont les successeurs des apôtres et l'évidente intention du Christ a été de leur confier jour après jour la direction de l'Eglise. Saint Paul, s'adressant aux responsables de l'Eglise d'Ephèse, écrit : « Prenez garde à vous-mêmes, et à tout le troupeau qui vous a été confié dont l'Esprit-Saint vous a constitués intendants pour paître l'Eglise de Dieu, acquise par lui au prix de son propre sang. Je sais, moi, qu'après mon départ, il s'introduira parmi vous des loups redoutables qui ne ménageront pas le troupeau, et que du milieu même de vous se lèveront des hommes qui tiendront des discours pervers dans le but d'entraîner les disciples à leur suite. Soyez donc vigilants... » (Ac 20, 28.)

On doit donc admettre que le Pape et les évêques reçoivent des grâces et des lumières spéciales pour guider l'Eglise. Bien entendu, dans un tel enseignement, on trouvera un grand nombre de degrés divers, par rapport à l'autorité. Les directives du Pape auront infiniment plus de poids que celles d'un évêque particulier. Mais, en tout état de cause, on ne peut rejeter ou ignorer une orientation sous le simple prétexte qu'il ne s'agit pas, dans un cas donné, d'une définition infaillible.

Bref, il faut qu'un jugement pris en conscience tienne sérieusement compte de tout ce que le Christ nous a donné pour nous guider.



Nous ne devons pas oublier qu'un jugement peut être faussé par l'ignorance, la précipitation, la peur et d'autres facteurs. En pesant notre décision nous courons moins le risque de choisir un parti qui soit source, pour nous-mêmes ou pour les autres, de difficultés et d'épreuves.

En de tels cas, il est évident que la responsabilité encourue pour des jugements erronés est variable. Mais il faut se souvenir que le Christ nous a dit qu'il fallait nous attendre à des épreuves et même à la mort. Il ne nous a pas dit de les esquiver. Il nous a promis de nous aider à persévérer en dépit d'elles. Les circonstances peuvent modifier la responsabilité. Elles ne peuvent pas faire que le mal devienne le bien, et que le bien devienne le mal.

En définitive, notre vie sera réussie aux yeux de Dieu dans la mesure où nous deviendrons

semblables au Christ. Essayons-nous sérieusement de réaliser dans notre vie le portrait que le Christ a tracé du citoyen de son Royaume — pauvre en esprit, doux, affamé et assoiffé de justice, miséricordieux, pur de cœur, pacifique, souffrant la persécution pour la justice ? (Mt 5.) Notre jugement moral sera droit dans la mesure où notre développement moral suivra cet idéal. Qui oserait affirmer qu'il l'a atteint ? Tout ce que nous pouvons espérer dire, c'est : « Dieu, aie pitié de moi, car je suis un pécheur. » (Lc 18, 13.) La grâce de Dieu obtenue par la prière sera notre force. Le Christ ne s'est pas contenté de nous demander de vivre selon la charte du Sermon sur la montagne. Il nous a promis de vivre au-dedans de nos vies. « Je suis la voie, la vérité et la vie. » (Jn 14, 6.) « Je suis venu pour qu'ils aient la vie et qu'ils l'aient en abondance. » (Jn 10, 10.)

## POUR UN REDRESSEMENT DE LA MORALITÉ PUBLIQUE DANS LE DOMAINE SEXUEL

*Déclaration des Églises chrétiennes de Belgique (\*)*

### Progrès et régression

Le monde connaît, à l'heure actuelle, un prodigieux essor dans le domaine du savoir et de ses applications pratiques. On s'en réjouirait sans réserve si, d'une part, les biens créés à la suite de nos découvertes scientifiques étaient équitablement répartis entre riches et pauvres, entre nations prospères et nations démunies et si, d'autre part, le progrès technique lui-même n'était pas accompagné d'aliénations. Il suffit de songer aux menaces que la bombe atomique entraîne pour la paix et la survie des peuples.

L'humanité progresse, oui, mais elle régresse aussi, sur des plans différents. Si le critère fondamental pour mesurer le sens et la portée du progrès véritable est l'homme lui-même dans sa dignité de personne, il faut reconnaître que nous assistons à un recul en certains secteurs de la moralité publique. Loin de poursuivre la véritable promotion humaine, certaines mœurs qui tendent à s'établir sous nos yeux menacent gravement l'intégrité morale de l'homme.

### Le déferlement d'un érotisme malsain

Sans vouloir énumérer ou analyser ici tous les facteurs de déshumanisation propres à notre temps, nous voudrions pousser un cri d'alarme devant une des causes : le déferlement inouï d'un érotisme désordonné. Depuis quelque temps, nous assistons à une véritable escalade dans cette entreprise de dégradation. Nous sommes ici en présence d'une exploitation commerciale éhontée, à grande échelle et à multiples ramifications. Cette entreprise est d'autant plus

pernicieuse qu'elle est prônée par certains comme un droit.

Il nous paraît indispensable d'opérer un redressement et de prendre collectivement conscience de l'empoisonnement moral de l'atmosphère que nous respirons. Nous sommes en train de nous inquiéter à bon droit de la pollution de l'air et de l'eau, et partout des Commissions se créent pour sauvegarder, avant qu'il ne soit trop tard, notre environnement physique et biologique. La préservation et l'assainissement de notre environnement moral importent au moins tout autant.

Sous couleur de libérer l'homme de vieux tabous, d'inhibitions et de certains rigorismes du passé, la licence des mœurs s'étale dans les théâtres, les films, la littérature, les chansons, les réclames publicitaires, les illustrés. Elle asservit la mode qui, trop souvent, dépasse les bornes de la décence. Elle envahit nos foyers à travers les mass media qui sont à portée de la main et qui se laissent gagner eux aussi par la contagion, estompant ainsi la conscience morale. On peut diverger d'avis et d'interprétation en présence de tel exemple concret, mais il n'est pas possible de contester qu'une invasion d'érotisme malsain porte atteinte à l'équilibre moral de nos contemporains et des générations futures. Nous sommes menacés par une marée noire comme les plages le sont par les souillures de la mer. Nous pensons en particulier à certaines aberrations pornographiques qui ont droit de cité en des pays voisins.

### Méconnaissance de l'amour humain

Il en est qui veulent minimiser le mal en arguant du fait que son étalage même crée une sorte d'immunité. La question primordiale n'est pas de savoir jusqu'où l'intoxication pénètre

(\*) Texte original.



impunément dans un organisme, mais si la santé morale de l'homme est mise en péril.

Ce qui est grave, ce n'est pas seulement que l'on ébranle l'équilibre de l'homme, qu'on détourne ses énergies des tâches sociales qui l'appellent pour l'enfermer dans son égoïsme et ses passions, mais surtout qu'on compromet cette valeur vitale et sacrée : l'amour humain authentique sous toutes ses formes. On a pu écrire très justement que le mal du désordre sexuel est d'être une des formes majeures du refus de l'amour vrai. Sous le nom d'« amour », circule une marchandise frelatée qui en est la négation, la caricature. Ce qui est grave, c'est que l'amour vrai est galvaudé par tous ces faussaires de la sexualité humaine. Ce qui est grave, c'est qu'à force d'en présenter une image déformée, on compromet ainsi la valeur de la sexualité comme dimension importante de l'être humain.

On confond la spontanéité et la liberté avec un manque élémentaire de maîtrise de soi et de respect d'autrui, et l'on camoufle sous les prétextes les plus divers une spéculation financière morbide, voire sordide, de la faiblesse humaine. Les exploiters de l'érotisme malsain sont un danger public.

Il appartient à chacun d'entre nous, à son plan et selon ses responsabilités propres, d'être vigilant et de ne pas hésiter d'élever la voix et de réagir vigoureusement — individuellement et collectivement — afin de créer un vaste courant d'opinion publique, seul capable d'assainir l'atmosphère et d'endiguer l'audace des mercantis.

### Valorisation de l'authentique amour conjugal

Mais plus encore que de réaction, nous avons besoin de promouvoir positivement tout ce qui renforce le sens sacré de l'amour humain authentique. Heureusement, depuis plusieurs années déjà, des efforts systématiques ont été entrepris en ce sens par diverses associations et mouvements familiaux et nous nous en réjouissons. Mais il reste encore un long chemin à parcourir. Nous savons qu'en l'homme doivent s'unir et se conjuguer les merveilles de l'esprit, de l'affection et de la tendresse. Mais il faut le redire : seul l'amour vrai opère cette synthèse vitale : l'authenticité de l'union sexuelle dépend largement de la profondeur de l'amour vrai à exprimer. Quand il n'est pas constitué par un engagement qui se veut total et inconditionné, quand il n'est pas le don de la personne entière jusque dans la sensibilité de son corps, l'amour est dépourvu de son sens véritable.

L'amour vrai entre époux est à base d'ouverture à la vie et au monde et implique toujours l'oubli de soi. Si l'amour conjugal comporte dialogue et échange entre deux personnes qui restent différentes, il exige dès l'origine une orientation croissante vers une communion d'âme, d'esprit, de cœur et de corps. Communion d'âme, c'est-à-dire mise en commun et partage de la vie profonde. Communion d'esprit, c'est-à-dire orientation de pensée et d'optique identique sur les problèmes fondamentaux de la vie. Communion de cœur, c'est-à-dire affection réciproque, oblation mutuelle, « pure attention à l'existence de l'autre ». Com-

munion de corps, c'est-à-dire union physique, traduction corporelle de cette transparence d'âme et de cette fusion affective.

On a mis l'accent à ce point sur la communion corporelle et physique que l'on parle d'« amour » même quand les autres dimensions sont absentes. C'est un abus de mot, une tricherie verbale.

### Appel à la conscience de tous

Notre appel s'adresse à la conscience de tous : la cause que nous défendons nous est commune : il y va de la qualité de l'homme dans notre civilisation. Les chrétiens trouvent dans le Christ-Jésus les raisons fondamentales de promouvoir la dignité humaine. Dans le Christ-Jésus, l'homme a atteint une grandeur inégalée. En lui, Dieu lui-même s'est fait homme et a assumé l'humanité ; en lui, les hommes découvrent un sens nouveau à leur fraternité et au caractère sacré de l'homme. Nous avons plus que jamais le devoir de témoigner de cette vérité vitale de notre foi. L'Evangile n'est pas seulement une bonne nouvelle ; il réclame du chrétien qu'il exerce sa fonction critique dans la société ; le rejet et la haine du mal sont aussi inscrits au cœur de l'Evangile. Le Seigneur a chassé les vendeurs du temple pour en faire à nouveau une maison de prière. Il n'y a pas que des temples de pierre à ne pas profaner ; nos corps, nous dit l'Ecriture, sont aussi des temples de l'Esprit-Saint.

Cette tâche de promotion et de défense, le chrétien l'accomplira avec tous les hommes de bonne volonté. L'avenir de notre civilisation dépendra, pour une large part, de l'image de l'amour vrai que les parents offriront à leurs enfants au sein même du foyer, de la manière dont tous les éducateurs sauront donner aux jeunes une éducation positive à l'amour authentique, et dont les jeunes eux-mêmes sauront contester une société qui laisse libre cours à la dégradation de l'amour.

L'avenir dépendra, en particulier, de l'effort conjugué de toutes les bonnes volontés en notre pays. Il ne suffit pas d'exprimer en privé notre réprobation, voire notre indignation. Il nous appartient de l'exprimer auprès des autorités responsables aux divers échelons et dans les divers secteurs concernés. Celles-ci ont besoin, pour faire œuvre d'assainissement, de l'appui vigoureux de l'opinion publique. La cause est suffisamment importante pour y consacrer tous nos efforts.

Ce texte est publié conjointement par :  
Les évêques catholiques de Belgique ;  
S. Exc. Mgr BASILE, archevêque de l'Eglise orthodoxe russe en Belgique ;  
S. Exc. Mgr AEMILIANOS, archevêque, et les prêtres de l'Eglise orthodoxe grecque en Belgique ;  
Le pasteur W. HOYOIS, président du Conseil synodal de l'Eglise réformée de Belgique ;  
Le T. R. chanoine H. ISHERWOOD, vicaire général de l'Eglise anglicane pour l'Europe ;  
Le pasteur A. PIETERS, président du Synode, recommande ce texte à l'étude et à la réflexion de l'Eglise protestante de Belgique.

18 janvier 1971.

# Événements et Informations

## FRANCE

— « *Eglise de Nantes* », 2 janvier 1971, publie les précisions suivantes à propos d'un communiqué de presse : « Un communiqué de presse a annoncé récemment la création, dans le diocèse, d'un groupe de contre-réforme catholique, mentionnant que l'évêque de Nantes en avait été averti. Mgr l'Evêque fait savoir que, loin de manifester son approbation, il a exprimé nettement son désaccord. »

— *La congrégation des Filles du Saint-Esprit*, fondée en 1921 par Mgr Le Roy, a fêté son cinquantenaire. Les religieuses, toutes missionnaires, sont actuellement au nombre de 500. Elles travaillent au Cameroun, en République centrafricaine, au Congo-Brazza, au Sénégal, dans les Antilles et dans les territoires portugais de l'Angola et du Cap-Vert. (« *La Croix* », 7 janvier.)

— A l'occasion de la Journée de la paix, plusieurs centaines de jeunes réunis à Taizé et venant de France et de l'étranger, ont organisé une prière continue de vingt-quatre heures, la nuit du 31 décembre et la journée du 1<sup>er</sup> janvier. Ils ont reçu un télégramme de Paul VI lu par le prier Roger Schutz au soir de l'Epiphanie et ainsi rédigé : « Saint-Père très touché message de paix de nombreux jeunes préparant le « Concile des jeunes » à Taizé, remercie tout cœur et appelle sur généreux participants abondance divines bénédictions. » (« *La Croix* », 9 janvier.)

— L'Assemblée de l'épiscopat de Lourdes 1970 a décidé le rattachement des diocèses de Viviers et de Valence à la région apostolique Centre-Est. Les évêques de ces diocèses avaient demandé ce rattachement « par fidélité à ce que vit la majorité des habitants de l'Ardèche et de la Drôme ». Désormais la région apostolique Provence-Méditerranée regroupe les diocèses suivants : Aix-en-Provence, Ajaccio, Avignon, Digne, Fréjus-Toulon, Gap, Marseille, Nîmes, Nice. (« *Bulletin religieux du diocèse d'Avignon* », 10 janvier.)

— Le P. André Rebré, âgé de 40 ans, vient d'être élu nouveau supérieur général des Fils de la Charité. (« *La Croix* », 13 janvier.)

## ÉTRANGER

### ALLEMAGNE FEDERALE

— 41,31 % des diacres mariés de la République fédérale exercent leur ministère dans le diocèse de Rottenburg, soit 26 diacres en activité. Suivent les diocèses de Cologne (11), Friburg (8), Münster (6), Trèves (4), Augsburg (3). Il n'y a qu'un seul diacre en activité dans les diocèses de Bamberg, Essen, Fulda et Limburg. (« *KNA* », 7 janvier.)

— En 1970, 3 845 habitants de Berlin-Ouest ont déclaré qu'ils abandonnaient l'Eglise catholique, 70 % de plus qu'en 1969 (2 285). Sur l'ensemble de la population catholique de Berlin-Ouest (256 972 habitants), les statistiques les plus récentes montrent que le pourcentage des abandons est de 0,5 %. Quant à l'Eglise évangélique, pour 1970, il y a eu 32 061 abandons (16 100 en 1969), soit un pourcentage d'augmentation avoisinant 100 % (« *Ibid.* »)

### BELGIQUE

— « *La foi et le temps* », nouvelle revue interdiocésaine, prend le relai des trois revues : les « *Collectanea* » de Malines-Bruxelles, « *la Foi et le temps* » de Namur-Liège et « *Confrontations* » de Tournai. Thèmes du programme de la nouvelle revue : réflexion théologique, action pastorale, ouverture à la culture et aux événements. (« *Confrontations* », décembre 1970.)

— Le professeur François Houtard, responsable de l'Institut de sociologie religieuse de l'Université catholique de Louvain, au cours d'une conférence, a donné les chiffres suivants sur les demandes de retour à l'état laïc adressées à Rome : 167 en 1963 ; 640 en 1964 ; 1 128 en 1965 ; 1 418 en 1966 ; 1 769 en 1967 ; 2 263 en 1968 ; 2 963 en 1969 ; 3 800 en 1970, soit, en huit ans 14 148 (sur un total de 450 000 prêtres, dont 280 000 du clergé séculier et 170 000 religieux). Etant

donné qu'un tiers des départs a lieu sans demande adressée à Rome, le chiffre total se situerait entre 22 000 et 25 000 ; 80 % de ces départs se situent dans la classe d'âge allant de 30 ans à 45 ans qui compte plus ou moins 200 000 prêtres, soit une proportion de départs de 10 %. Il a aussi précisé que d'après les chiffres fournis en 1968 (note confidentielle à 2 000 évêques et supérieurs majeurs dont certains renseignements ont été reproduits dans « *Pro mundi vita* »), les taux d'ordination ont diminué de 20 % à 50 % selon les régions. (« *Kipa* », 14 janvier. — Nous rappelons les chiffres sur les demandes de dispense du célibat publiés dans notre numéro du 19 octobre 1969 ; p. 921.)

### CAMEROUN

— Au procès de Yaoundé, le tribunal militaire a rendu le 5 janvier son verdict sur le premier procès de rébellion qui s'était déroulé du 26 au 30 décembre 1970. Trois accusés condamnés à mort : M. Ernest Ouandié, chef de l'Union des populations du Cameroun ; M. Mathieu Njassep, son secrétaire particulier, et M. Raphaël Fotsing, son agent de liaison ; Mgr Ndongmo, évêque de Nkongsamba, a été condamné à la détention perpétuelle. Dans le second procès dit du complot et qui s'est achevé le 5 janvier dernier, le commissaire du gouvernement a requis trois peines de mort contre Mgr Albert Ndongmo, M. Gabriel Tabeu, dit « Wambo le courant », fondateur du « Mouvement de la Sainte-Croix pour la libération du Cameroun » et contre M. Célestin Takala. MM. Ernest Ouandié, Gabriel Tabeu et Raphaël Fotsing ont été exécutés, tandis que les trois autres condamnés à mort, graciés par le chef de l'Etat, le président Ahidjo : Mgr Ndongmo et MM. Takala et Njasser, voient leur peine commuée en détention à perpétuité. (« *La Croix* », 7 et 16 janvier.) Le Saint-Siège avait effectué une démarche auprès du président Ahidjo, en faveur de la clémence pour les six condamnés à mort, le 7 janvier.

### ESPAGNE

— La cérémonie d'ouverture de la Porte sainte de la cathédrale de



## MISE AU POINT CONCERNANT BOQUEN

*Sous ce titre, Mgr KERVEADOU, évêque de Saint-Brieuc, a publié le texte suivant dans le bulletin de son diocèse (1) :*

Depuis déjà de nombreux mois, je suis interrogé à propos de la « communion de Boquen ». Je n'ai jamais cessé de reconnaître les efforts positifs qui s'y déploient, spécialement en faveur d'une réelle catéchèse des adultes, et j'ai fortement encouragé un prêtre de notre diocèse à y apporter sa collaboration.

Je devais aussi reconnaître les points sur lesquels j'étais en désaccord. Je me suis refusé, jusqu'à ce jour, à le dire publiquement. Cela ne m'a pas dispensé de faire savoir, oralement et par écrit, ma désapprobation aux responsables de Boquen.

Après l'émission télévisée du 11 janvier : « L'Eglise demain ? » et la séquence tournée à Boquen, je ne peux plus taire ma position. De nombreux diocésains ont droit de la connaître et la sollicitent.

Avec les évêques de Bretagne, j'ai encouragé les supérieurs cisterciens à rechercher une solution qui puisse permettre à la « communion de Boquen » et plus tard à la communauté des moines, de continuer l'œuvre commencée par Dom Alexis, poursuivie par le P. Bernard. Pour que cette œuvre puisse se développer dans l'Eglise, un certain nombre de remarques ont été faites, d'ordre doctrinal, liturgique et canonique.

Nous devons cependant aujourd'hui déplorer que des manières de faire inacceptables sont admises à Boquen, concernant les sacrements du baptême, de l'eucharistie et du mariage. Nous demandons, à nouveau, aux responsables de la « communion de Boquen » de respecter la discipline actuelle sur ces sacrements, toute recherche sur ce point, pour être légitime, devant se faire en communion avec l'Eglise et ses pasteurs.

C'est à cette condition que nous pourrions continuer à soutenir l'œuvre de Boquen qui reste, à nos yeux, ouverte sur l'espérance.

FR. KERVEADOU.

(1) *Vie diocésaine* du diocèse de Saint-Brieuc et Tréguier 29 janvier 1971, p. 24.

Au sujet de l'abbaye cistercienne de Boquen (Côtes-du-Nord), cf. DC 1969, p. 883 (mise au point du cardinal Gouyon), 1084-1086 (destitution de Dom Besret) ; 1970, p. 1043 (solution provisoire).

## L'EGLISE ET LES DIVORCES REMARIES

*A propos de l'émission télévisée de la soirée du 11 janvier dernier dont il est question dans le communiqué ci-dessus de Mgr Kerveadou, et au cours de laquelle avait pris la parole notamment un divorcé remarié, Mgr BOILLON, évêque de Verdun, a publié le texte ci-après dans l'Eglise de Verdun, 22 janvier 1971, p. 21 :*

« On t'appellera la préférée

Ton Dieu se réjouira de toi. » (Is 62, 4, 5.)

Par ces accents lyriques, le prophète Isaïe célébrait cette Eglise vers laquelle s'acheminait la marche séculaire du peuple juif. Nous avons bien besoin de méditer cette parole de Dieu, particulièrement à notre époque.

Avec une loyauté à laquelle beaucoup se sont plu à rendre hommage, l'Eglise catholique, à Vatican II, a fait un courageux retour sur elle-même et son passé et a entrepris de corriger certaines déficiences et d'effacer certaines rides. Or, sous prétexte d'être fidèles à Vatican II, voilà que, de son sein, de prétendus pro-

phètes de dressent en face d'elle et l'accablent de reproches avec une agressivité et une suffisance dont sont absents et le respect et l'amour. Cette attitude est douloureuse pour ceux qui aiment l'Eglise, mais elle est surtout infidèle au regard que Dieu porte à celle « dont il a fait son épouse bien-aimée et qui lui procure la joie ».

Particulièrement pénible à cet égard était la séquence que nous a donnée la télévision sur l'expérience de Boquen. Qu'il y ait là une tentative de communauté chrétienne renouvelée et répondant à des aspirations contemporaines, je m'en réjouis. Mais quand ces chrétiens parlent sur un tel ton de « l'autre Eglise » — l'Eglise des successeurs de Pierre et des apôtres, l'Eglise qui leur a donné les sacrements, l'Eglise, leur mère, l'épouse bien-aimée de Dieu, — je n'y retrouve pas l'esprit du prophète Isaïe.

Quant aux excentricités qui vont jusqu'à admettre à la communion des hommes non baptisés, c'est à la fois une stupidité théologique et une infidélité à la tradition la plus incontestée de l'Eglise (1).

La communion des divorcés remariés est un problème plus délicat. Théologiquement, on ne voit pas bien comment accueillir aux sacrements quelqu'un qui est en rupture sacramentelle avec l'Eglise, car tous les sacrements conduisent à l'Eucharistie. Certes, il peut arriver que des divorcés remariés souffrant trop d'être privés de l'eucharistie, mais ne pouvant se séparer à cause des enfants, décident de vivre « comme frère et sœur ». Dans ce cas, ils peuvent recevoir les sacrements,

(suite en page 3 de couverture)

(1) *Les responsables de Boquen ont publié à ce sujet la mise au point ci-après :*

Après l'émission télévisée « XX<sup>e</sup> siècle » consacrée à l'Eglise en France, les responsables de Boquen constatent que la suppression des déclarations du jeune homme non baptisé ont rendu son cas absolument incompréhensible. S'il s'agit d'un non-baptisé, il ne s'agit nullement d'un non-croyant et le problème posé par son baptême est un problème œcuménique. De famille protestante, mais se trouvant lui-même en communion avec Boquen, il déclare n'être baptisé ni catholique ni protestant, mais recevoir le baptême du Christ au-delà de ces limites confessionnelles qui ne correspondent plus à la réalité chrétienne d'aujourd'hui. A travers ce cas limite, c'est l'ère post-œcuménique qui apparaît, d'où son intérêt pour une émission sur l'Eglise de demain. Il est regrettable que la brièveté de la présentation ait donné lieu à un complet malentendu.

(La Croix, 20 janvier 1971.)

\*\*\*

*Un sondage sur cette émission de la télévision opéré auprès des paroissiens du Doubs par le Centre diocésain d'information de Besançon a donné les résultats suivants pour les différentes séquences :*

1. M. Prudhomme, de l'Alliance Saint-Michel : 114 fois mentionné (38 mentions favorables ; 76 mentions défavorables).
2. Les trois évêques : 111 (79 pour, 32 contre).
3. Carmel d'Avranches : 100 (93 pour, 7 contre).
4. Abbaye de Boquen : 85 (18 pour, 67 contre).
5. Sœur Vandermeersch : 61 (55 pour, 6 contre).
6. Le P. Rétif et le Foyer ouvrier : 60 (52 pour, 8 contre).
7. Le prêtre « Echange et dialogue » : 55 (29 pour, 26 contre).
8. Les moines étudiants : 54 (47 pour, 7 contre).
9. Paroisse Saint-Louis d'Antin : 49 (47 pour, 2 contre).
10. Frères missionnaires des campagnes : 34 (25 pour, 9 contre).
11. Conseil pastoral d'Hautvilliers : 24 (19 pour, 5 contre).

(Eglise de Besançon, 7 février 1971, p. 56 — NDLR.)

# Les Éditeurs vous proposent...

# E3

ENFANCE  
EDUCATION  
ENSEIGNEMENT

## L'ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR

par Guy BARBEY

9 F

C A S T E R M A N

VIENT DE PARAÎTRE  
dans la Collection  
TEMOIGNAGES

### CES PRÊTRES QUI ONT SU MOURIR

par Marcel Hasquenoph

18 hors-texte, 254 pages 15 F

### AU-DELA DES CHOSES

par Carlo Carretto

270 pages 15 F

APOSTOLAT DES EDITIONS

48, rue du Four, Paris-VI<sup>e</sup>

Tél. 548-33-00.

CCP Paris 5469-36.

Vient de paraître :

### IMPOSSIBLE ET NÉCESSAIRE UNIVERSALISME

L'Evangile est-il encore une  
bonne nouvelle pour tous ?  
Invitation à la recherche,  
source de dynamisme pour  
qui veut sortir de l'impres-  
sion qu'il se débat inutile-  
ment dans un monde impos-  
sible.

Prix : 13,80 F.

EDITIONS DU CHALET

36, rue de Trion, Lyon-5<sup>e</sup>

8, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>

Monique GUENEAU

### L'ENFANT ET SON DÉSIR D'AIMER

Les parents et la sexualité  
de leurs enfants.

Psychoguides

13,50 F.

le centurion

### PAUL VI VOUS PARLE DE DIEU

textes présentés  
par J.-Fr. SIX

8,85 F

le centurion

Georges LERBET

### INTRODUCTION A UNE PÉDAGOGIE DÉMOCRATIQUE

Paidoguides

13,50 F.

le centurion



# TABLES GÉNÉRALES DE LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE 1960-1970

A paraître le 1<sup>er</sup> mars 1971

● Sous couverture au format de la revue, un volume de 260 pages récapitulant de façon analytique le contenu de tous les articles parus dans la DC depuis 1960 jusqu'à la fin 1970 ainsi que les noms de leurs auteurs.

● C'est l'instrument indispensable pour une consultation rapide et pratique de vos collections de la DC.

● Tous nos lecteurs se doivent d'avoir sous la main ce complément normal de leur revue, qui leur permettra d'en exploiter toutes les richesses et de réunir sans perte de temps une documentation précise. Ces tables, non comprises dans l'abonnement à la DC, ne seront envoyées qu'aux lecteurs ayant souscrit.

**EN SOUSCRIPTION  
AU PRIX DE 18 F**  
(au lieu de 25 F)  
(port compris)

## BULLETIN DE COMMANDE DES TABLES GÉNÉRALES

Attention : le bulletin de commande ci-joint servira à l'expédition de l'exemplaire ou des exemplaires que vous avez commandés. Veuillez y écrire lisiblement votre nom et votre adresse.

Seuls seront pris en considération les bulletins de commande accompagnés dans la même enveloppe du versement en chèque bancaire, mandat, ou virement postal (trois volets) au C.C.P. 16.68 Paris, de la Documentation Catholique.

Nom \_\_\_\_\_

Rue  
ou lieudit \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

A \_\_\_\_\_

Départ. \_\_\_\_\_ Par \_\_\_\_\_

mais on leur demande de le faire discrètement, afin de ne pas scandaliser leurs frères. Le scandale, en effet, quoi qu'en pensent certains, est un péché grave et saint Paul est très sévère sur ce chapitre.

Je sais bien que les divorcés remariés sont souvent des victimes ! Comme me le disait un de mes amis : « Le Bon Dieu ne peut pas nous en vouloir ! Nous avons mis ensemble deux misères. » Le Bon Dieu est certainement plein de miséricorde.

Mais l'Eglise ne dispose pas à son gré des sacrements. Ils lui ont été confiés : elle doit les administrer conformément à l'enseignement du Seigneur et à ce que la Tradition lui en a transmis. Et le magistère a mission de veiller à cette fidélité.

Que ceux qui souffrent de cette situation sachent qu'ils ne sont pas « excommuniés ». Ils sont toujours unis à l'Eglise et profitent de ses grâces. Que s'ils ne peuvent recevoir les sacrements, qu'ils songent à l'enseignement traditionnel concernant « les sacrements de désir ». C'est vrai du baptême, c'est vrai aussi de l'eucharistie. Qu'ils demeurent donc très étroitement dans la communion de l'Eglise qui est le grand sacrement du Christ et son épouse bien-aimée. Qu'ils participent à sa liturgie priante, et qu'ils expriment humblement au Seigneur le désir douloureux qu'ils ont de le recevoir. Leur souffrance même, unie au mystère de la croix, est source de grâce. Mais ce n'est pas en évacuant la croix par des gestes inconsidérés qu'ils procureraient la gloire de Dieu et progresseraient dans l'amour.

Et que tous les chrétiens redoublent de charité et de délicatesse à l'égard de ces frères qui souffrent, mais que Dieu poursuit de son inlassable miséricorde.

† Pierre BOILLON.

## LES EVEQUES SUISSES ET LE VOTE DES FEMMES

*Avant la « votation » suisse du 7 février sur l'introduction du suffrage féminin au plan fédéral (adoptée par 621 403 oui contre 323 596 non), la Conférence des évêques suisses a publié la déclaration suivante (1) :*

Le Concile Vatican II postule la pleine égalité des droits de la personne pour les femmes. Dans son encyclique sur la paix, le Saint-Père cite la participation des femmes à la vie politique comme l'un des facteurs bénéfiques de notre temps, susceptibles de faire avancer le règne de la paix. Plusieurs données d'autrefois réservées en priorité à la famille, et surtout aux femmes, ainsi que l'éducation, l'assistance aux vieillards, aux malades et aux pauvres, dépendent aujourd'hui aussi de l'Etat. Il n'est plus concevable que l'Etat et l'Eglise se privent à l'avenir de la collaboration effective et active des femmes. Dans plusieurs régions de notre pays, les femmes ont prouvé leur maturité politique. Il est grand temps qu'elles aient la possibilité dans le pays tout entier de travailler au bien commun.

(La Liberté, Fribourg, 3 février 1971.)

(1) Les cantons où le « non » l'a emporté sont les cantons alémaniques de Uri, Schwyz, Obwald, Glaris, Appenzell, Saint-Gall et Thurgovie. Le pourcentage des votants, dans cette consultation, où ne votaient que les hommes, a été de 57 %. (La Liberté de Fribourg, 8 février.)

Imprimerie « Bayard-Presses », 5, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup>. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presses.

Pierre Talec

## UN GRAND DÉSIR

### Prières dans le secret Prières en commun

Voici un recueil dont on s'inspirera volontiers pour la méditation personnelle comme pour la prière en commun. De la brève invitation à la louange ou la supplication, les formes proposées sont diverses.

Ces prières sont nées dans une communauté ; elles ont été « expérimentées » par une paroisse de Paris tout au long de l'année liturgique. Ainsi, par les thèmes, la forme, le style, elles constituent des éléments pour des célébrations de communauté. L'arrière-plan biblique et la langue discrètement poétique donnent à chacun de ces textes une intériorité empreinte d'une chaleureuse humanité.

Pierre Talec est vicaire sur la Butte Montmartre après avoir travaillé près de dix ans dans le quartier Latin.

Format 14x22 ; 208 pages ..... 14,60 F

Chez votre libraire, à défaut en retournant le bon de commande ci-dessous, accompagné du règlement, à SEDIM, 17, rue de Babylone, Paris.

Veuillez me faire parvenir .... de l'ouvrage « Un grand désir », au prix Fr° de 14,60 F, dont je vous règle le montant de ..... F par virement postal 3 volets à votre CCP Paris 20 779-19.

NOM .....

ADRESSE .....

ÉDITIONS DU CENTURION  
ÉDITIONS DU CERF



**PRIX DU NUMÉRO** : (par abonnement : France : 1,80 F ;  
Etranger : 1,85 F). Numéros fournis isolément : de l'année : 2 F ;  
des années précédentes : 2,50 F.  
Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
Parait le premier et le troisième dimanche du mois.  
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre doré au dos, non  
millesimé. Prix : 5 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

## SOMMAIRE DU N° 1580 - 21 FÉVRIER 1971

- 152 **Allocution au tribunal de la Rote** (28 janvier).
- 155 **Allocution au Conseil du Secrétariat du Synode épiscopal** (15 janv.).
- 156 **Le respect de la vie.** Message télévisé (30 janv.).
- 156 **Apollo 14.** « Angelus » du 7 février.

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

- 157 **Nouvelle procédure de la SC. de la Doctrine de la foi pour l'examen des doctrines.**
- 158 **Le baptême des petits enfants.** Réponse de la SC. pour la Doctrine de la foi.

**ACTES DU SAINT-SIÈGE**

### **AU COMITE CENTRAL DU CONSEIL ŒCUMENIQUE DES EGLISES (Addis-Abéba, janv. 1971).**

**DOSSIER**

- 159 **III<sup>e</sup> Rapport du groupe mixte de travail ECR-COE.**
- 165 **Présentation du rapport par le pasteur L. Vischer.**
- 168 **Les relations de l'Eglise catholique avec le Conseil œcuménique des Eglises.** Allocution du P. Hamer, secrétaire du Secrétariat pour l'unité des chrétiens.
- 169 **Rapport du pasteur L. Vischer sur l'union des Eglises.**

- 173 **Le procès de Conakry.**
- 179 **Remcus autour de la nomination de Mgr Simonis, évêque de Rotterdam.**
- 184 **Problèmes de morale.** Déclaration de l'épiscopat anglais.
- 192 **Pour un redressement de la moralité publique dans le domaine sexuel.** Déclaration des Eglises chrétiennes de Belgique.

**QUESTIONS ACTUELLES**

- 194 **Evénements et informations (1<sup>er</sup>-15 janvier).**

**ÉVÉNEMENTS**

- 196 **Déclaration de l'épiscopat allemand sur la réconciliation avec la Pologne ; mise au point concernant Boquen (Mgr Kerveadou) ; l'Eglise et les divorcés remariés (Mgr Boillon) ; les évêques suisses et le vote des femmes.**
- 199 **Les tables générales de la Documentation catholique 1960-1970 (dernière annonce ; tirage limité).**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

14. APR. 1971

NUMÉRO 1581

5

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII

7 mars 1971

LA



# DOCUMENTATION CATHOLIQUE

Maygreve College Library  
Doubt, Michigan 48106  
PLEASE DO NOT REMOVE



**Le prêtre (Paul VI)  
Note du Saint-Siège  
à l'UNESCO  
Évangélisation  
et sacrement**



# POUR PRÉPARER NOS ENFANTS

- à la première confession
- à la première communion
- à la confirmation

*Dossiers pour la préparation des enfants aux sacrements, réalisés par la direction de l'Enseignement religieux de Valence.*

La découverte de la vie sacramentelle constitue une étape importante dans l'itinéraire de l'enfant. On s'est efforcé ici de lui permettre de vivre cet événement dans la sensibilité caractéristique de son âge et de son milieu, afin qu'il soit vraiment une découverte du Seigneur présent dans sa propre vie et le partage d'une communauté chrétienne.

## Présentation :

Chaque dossier comporte pour chaque sacrement 7 éléments : ● le guide pastoral : une réflexion sur le sens du sacrement, des indications pastorales sur la préparation, des renseignements pratiques. ● POUR LES 7-9 ANS : le livret de l'enfant : « Jésus veut me pardonner » (confession); « Jésus m'invite à communier » (communion); « Jésus m'envoie son Esprit » (confirmation); — la fiche pour les parents; — la causerie. ● POUR LES 9-12 ANS : le livret de l'enfant : « Crée en moi un cœur pur » (confession); « Prenez et mangez » (communion); « Recevez l'Esprit » (confirmation); — la fiche pour les parents; — la causerie.

## Prix et unités de vente :

### Pour chacun des trois sacrements :

Le dossier complet pour le sacrement .....	7,50 F
Un ensemble pour 8 enfants pour un sacrement	pour les 7-9 ans.. 15 F
	pour les 9-12 ans.. 15 F
Par quantité de 50 livrets enfants et 50 fiches parents pour un sacrement,	pour les 7-9 ans.. 70 F
	pour les 9-12 ans.. 70 F
Par quantité de 10 causeries pour un sacrement	pour les 7-9 ans.. 13 F
	pour les 9-12 ans.. 13 F

Ces dossiers, précédemment diffusés par Prado-Editions-Librairie, sont maintenant vendus par les éditions du Centurion et les éditions Privat.

Chez votre libraire. A défaut : Centurion, Sedim, 17, rue de Babylone, Paris (CCP Paris 20.779.19). ou : éditions Ed. Privat, 14, rue des Arts, Toulouse (CCP Toulouse 11 72 40).

Règlement joint à la commande.

---

LE CENTURION / ÉD. PRIVAT

# Actes de S. S. Paul VI

## L'IDENTITÉ DU PRÊTRE

*Allocution aux curés, aux prédicateurs de Carême et aux séminaristes de Rome*

*La rencontre traditionnelle de Paul VI, à la veille du Carême, avec les curés et prédicateurs de Carême de Rome, a eu lieu cette année dans la chapelle du grand séminaire de Rome, le 20 février, en la fête de Notre-Dame de la Confiance, patronne du séminaire. Voici l'allocution qu'il y a prononcée (1) :*

VÉNÉRABLES FRÈRES ET CHERS FILS,

Combien il est important, significatif et émouvant pour moi, votre évêque, de venir en ce séminaire de Rome, d'y rencontrer notre cardinal vicaire, entouré de ses vice-gérants, de ses évêques auxiliaires et de ses délégués pour les ministères spéciaux, d'y rencontrer aussi les prêtres du diocèse de Rome, ceux spécialement qui sont engagés dans le ministère pastoral en tant que curés ou premiers vicaires, avec leurs prédicateurs de Carême et d'autres prêtres du clergé séculier ou religieux, de me voir entouré des supérieurs et des élèves du séminaire, auxquels je dois l'invitation à faire cette visite le jour où leur maison honore Notre-Dame de la Confiance, sa protectrice, la titulaire de cette chapelle. Oui, cet instant m'est cher. J'ai conscience d'être ici à la place et dans la fonction qui, précisément, me qualifient comme votre pasteur, responsable de la vie religieuse de ce vénéré diocèse situé au centre de l'Eglise catholique et choisi comme centre historique de l'action du Saint-Siège. Ici, je me sens au centre de la communion chrétienne, dans le cénacle de cette « Eglise aimée et éclairée... », qui préside au milieu du chœur des Romains ; Eglise digne de Dieu, digne de beauté, digne de béatitude, digne de louange, dignement organisée, dignement chaste, et présidant dans la charité... » (S. IGNACE D'ANTIOCHE, Prologue de sa Lettre aux Romains). Ici, au centre de cette Eglise qui est confiée au successeur de saint Pierre, s'expriment donc dans son sens le plus plein et le plus fort mon affection pour vous, mon devoir et mon besoin d'être

dans le Christ votre père, votre maître, votre pasteur, votre frère, votre compagnon, votre ami, votre serviteur. Ici, je voudrais m'exprimer spontanément et tranquillement, vous écouter et vous parler familièrement, vous comprendre et me faire comprendre de vous, vous reconforter et être reconforté. Ici, je voudrais avec vous parler du Christ, pour la gloire du Père, dans l'Esprit de vérité ; je voudrais parler à vos âmes de vos âmes et des nombreux problèmes spirituels et pastoraux de ce temps, particulièrement des problèmes de cette Ville, où tout ce qui concerne le Royaume de Dieu revêt une importance plus grande et une signification extraordinaire.

### **Le doute sur le sacerdoce et les ravages qu'il produit**

Sachez du moins dans quel esprit je suis au milieu de vous.

Mais en ce bref entretien, parmi tant de questions qui nous tiennent à cœur, nous devons nous limiter à une seule, qui aujourd'hui s'impose à nous, celle de « l'identité propre du prêtre ». Cette question vous préoccupe certainement, vous les élèves du séminaire, qui êtes soucieux de ce que sera votre avenir. A vous prêtres, qui réfléchissez sur votre passé, ou sur votre expérience présente, elle peut apparaître comme un ange de lumière, ou comme un spectre de la nuit. Qui est le prêtre ? Cette question, en apparence simple et élémentaire, est chargée de doutes pesants et profonds : l'existence d'un sacerdoce est-elle justifiée dans l'économie du Nouveau Testament, alors que nous savons que le sacerdoce lévitique est terminé, que seul celui du Christ remplit la fonction médiatrice entre Dieu et les hommes, et que ceux-ci, élevés à la dignité de « race élue » (1 P 2, 9), sont revêtus d'un sacerdoce propre qui les habilite à adorer le Père « en esprit et en vérité » ? (Jn 4, 24.) Et puis ce processus irrésistible de désacralisation, de sécularisation, qui envahit et transforme le monde moderne, quelle place, quelle raison d'être laisse-t-il dans une société préoccupée avant tout de choses temporelles et immanentes, au prêtre qui est tourné vers des préoccupations transcendantes, eschatologiques et si étrangères à l'expérience de l'homme profane ? Le doute grandit : dans l'intention première du christianisme, l'existence d'un sacerdoce, tel qu'il est défini canoniquement, est-elle justifiée ? Le doute devient

(1) Traduction, d'après le texte italien diffusé par la Salle de presse du Saint-Siège, et sous-titres de la DC.



critique et, sous d'autres aspects, il devient psychologique et sociologique : le sacerdoce est-il possible ? Est-il utile ? Peut-il faire l'objet d'une vocation généreuse et héroïque ? Peut-il encore constituer un genre de vie qui ne soit ni aliéné ni frustré ? Les jeunes perçoivent ces questions agressives et beaucoup se découragent. Que de vocations sont tuées par ce vent sinistre ! Ces problèmes, les jeunes les perçoivent aussi parfois comme un tourment intérieur envahissant ceux qui sont déjà engagés dans le sacerdoce. Chez certains, c'est alors la peur, et ils n'ont, hélas ! que le courage de fuir et de faire défection ; c'est l'heure de Gethsémani : « Alors les disciples l'abandonnèrent tous et s'enfuirent. » (Mt 26, 56.)

## **Une joyeuse confirmation de votre choix**

On parle de crise du sacerdoce. Le fait que vous soyez ici rassemblés nous dit qu'elle n'a pas de prise sur vous. C'est une grande chance et une grande grâce. Cela n'exclut pas que vous aussi vous en ressentiez le danger, que vous en sentiez la pression et que vous désiriez vous en défendre. Je voudrais que ma visite vous apporte une joyeuse confirmation intérieure de votre choix. C'est pour cela que je suis venu aujourd'hui. Rien n'est plus nécessaire actuellement pour notre clergé que de retrouver une conscience ferme et confiante de sa vocation. On pourrait appliquer à la situation actuelle les paroles de saint Paul : « Frères, considérez votre appel. » (1 Co 1, 26.) Je ne me perdrai pas en analyses et en discussions. Vous savez qu'aujourd'hui les ouvrages ne manquent pas sur cette question. Aux livres qui démolissent la sécurité sur laquelle s'appuie le sacerdoce catholique, répondent aujourd'hui des livres qui, non seulement affermissent cette sécurité, mais lui donnent de nouveaux arguments, dont le meilleur est celui d'une foi plus éclairée et plus convaincue, d'une foi qui est pour le prêtre une source inépuisable de lumière, de courage, d'enthousiasme, d'espérance. Et sachez que l'Eglise, aujourd'hui, fait des études théologiques, publie des documents du magistère (nous citerons par exemple la lettre de l'épiscopat allemand sur la mission sacerdotale), qui sont d'un niveau élevé. Et au prochain Synode épiscopal, elle étudiera la vérification doctrinale et canonique de sa structure sacerdotale.

## **Des problèmes qui peuvent être providentiels**

Je voudrais aujourd'hui vous dire seulement deux choses : d'abord, n'ayez pas peur de ces problèmes qui se posent à propos du prêtre. Ils peuvent être providentiels si vraiment nous savons en tirer un stimulant à rénover la conception authentique de notre sacerdoce et la façon de l'exercer aujourd'hui. Mais ils peuvent malheureusement aussi devenir négatifs si l'on attribue plus de valeur qu'ils n'en méritent à des lieux communs que l'on répand aujourd'hui très facilement sur la crise du sacerdoce, crise que l'on prétend fatale, en invoquant soit des études bibliques nouvelles et tendancieuses, soit des phénomènes sociologiques étudiés au moyen d'enquêtes statistiques, ou des données fournies par des phénomènes psychologiques et moraux. Il s'agit là sans doute d'éléments très intéres-

sants, qui mériteraient d'être pris sérieusement en considération par des gens compétents et responsables, mais pas au point d'ébranler notre conception de l'identité du sacerdoce, si celle-ci coïncide avec son authenticité, cette authenticité que la parole du Christ et la tradition éprouvée de l'Eglise qui en a découlé offrent à notre génération dans toute sa pureté, et que le Concile a approfondie.

Vous le savez bien, c'est cette authenticité qui nous soutient aussi devant le monde arreligieux d'aujourd'hui. Précisément parce qu'il est ainsi et parce qu'il a énormément progressé dans l'exploration et la conquête des choses accessibles à notre expérience, ce monde ressent et ressentira de plus en plus le mystère de l'univers qui l'entoure, l'illusion de son autosuffisance, le danger d'être asservi et stérilisé par son propre développement, l'exaspération de son effort pour parvenir à l'ultime vérité et à la vie qui ne meurt pas. Dans un monde comme le nôtre, le besoin de quelqu'un qui exerce une mission de vérité transcendante, de bonté surnaturelle, de salut eschatologique, le besoin du Christ, non seulement n'est pas supprimé, mais il est plus vif.

Et nous ne désespérons pas de la jeunesse de notre temps, comme si elle était allergique et réfractaire à une vocation plus audacieuse et plus impérative, celle du Royaume de Dieu. Prions, travaillons et espérons : « Dieu peut, des pierres que voici, faire surgir des enfants à Abraham. » (Lc 3, 8.) Nous avons confiance en vous, jeunes élèves de l'école de l'Eglise, et en vous, nos frères dans le sacerdoce et nos collaborateurs dans le ministère. Nous avons confiance que vous saurez tirer de la sagesse toujours vraie de la foi catholique les forces vives et les formes nouvelles pour renouer le dialogue avec le monde moderne. Le Concile vous offre ses textes ; vous ne les garderez pas en vain.

Et vous tous, fils et frères, ayez confiance dans votre évêque. Il n'a rien à vous promettre de tout ce qui peut rendre la vie attirante pour celui qui aime cette vie. Mais pour celui qui aime le Christ, qui aime l'Eglise, qui aime ses frères, il offre ce qui nourrit cet amour : la foi, le sacrifice, le service, la croix en un mot, et avec elle la force, la joie et la paix, et puis l'horizon eschatologique des espérances éternelles. Et tout cela en demeurant unis dans ce presbyterium romain, dans cette communauté ecclésiale qui nous permet d'aspirer, en une continuelle et patiente tension, à réaliser l'ultime prière du Christ : qu'ils soient tous un (Jn 17, 21).

## **A l'exemple de Marie**

La deuxième chose que je voulais vous dire est celle qui résonne sans cesse dans cette maison de formation au sacerdoce : « Marie, ma mère, ma confiance. » C'est la fête de Marie, vénérée ici sous ce vocable, qui nous réunit aujourd'hui, sans qu'aucune dévotion ou convention artificielle ne vienne souligner le lien intime, disons le dialogue, qui doit exister entre l'homme d'Eglise, qu'il soit séminariste, diacre, ou prêtre, et la Vierge Mère de Dieu. Après avoir évoqué cette controverse si vive et fait notre confiante apologie, notre pensée se tourne vers Marie, la Mère du Christ. Non que nous puissions attribuer à Marie les prérogatives du sacerdoce, et



au sacerdoce les prérogatives de Marie, mais il existe des analogies et des rapports entre la fonction sacerdotale et l'indicible somme de charisme qui est propre à Marie. Nous ferons bien d'étudier ces analogies et d'en tirer profit. C'est sur cette harmonie que peut s'édifier notre formation toujours en voie de perfectionnement : « jusqu'à ce que le Christ soit formé en vous » (Ga 4, 19), et notre expérience sacerdotale. C'est cette harmonie qui nous transporte, presque d'une façon existentielle, presque par enchantement, dans le cadre de l'Evangile où a vécu Marie, et Jésus auprès d'elle. Tout de suite elle nous enseignera le retour aux sources de l'Ecriture, dont on parle tant aujourd'hui, et elle éveillera en nous cette vie profonde, cette activité toute personnelle de notre conscience intérieure qu'est la réflexion, la méditation, la prière. Nous devons reconsidérer notre existence. Nous ne pouvons par notre ministère, notre parole, notre charité, notre apostolat avoir une activité, aussi bonne soit-elle, qui soit vraiment sacerdotale, si elle ne puise pas à sa source intérieure. La recherche de Marie nous apprend à faire ce retour, indispensable à un double titre : parce qu'il nous conduit à l'Evangile, qui est notre inspiration et notre mesure, et parce que nous nous rencontrons avec Marie, avec la même façon qu'elle avait de méditer sur les événements de sa vie : « elle se demandait ce que signifiait cette salutation » (Lc 1, 29) ; « elle méditait ces souvenirs en son cœur » (Lc 2, 19) ; « et sa mère gardait fidèlement tous ces souvenirs en son cœur » (Lc 2, 51). Dans toutes les choses de sa vie, Marie découvre un mystère ; et il ne pouvait pas en être autrement pour elle, qui était si proche du Christ. Peut-il en être autrement pour nous, qui sommes si près du Christ que nous sommes habilités à être les intendants de ses mystères (cf. 1 Co 4, 1), et à les célébrer en représentant le Christ ?

C'est ainsi qu'en recherchant l'exemple de Marie, toute notre vie trouvera sa « condition » (cf. Ph 2, 7), sur le plan spirituel, moral et ascétique spécialement. La vie de Marie n'est-elle pas tout entière imprégnée de foi ? « Bienheureuse celle qui a cru » (Lc 1, 45), lui dit Elisabeth en la saluant. On ne peut faire un plus bel éloge d'elle dont toute la vie s'est déroulée dans la foi. Le Concile l'a reconnu. (Cf. *Lumen gentium*, 53, 58, 61, 63, etc.) Et notre vie n'a-t-elle pas le même programme, ne doit-elle pas trouver dans la foi sa raison d'être, sa qualification, son espérance eschatologique ?

### Le célibat sacerdotal

Et puis son titre privilégié nous brûle les lèvres : la Vierge. Le Christ a voulu naître d'une vierge, et d'une vierge immaculée. Cela ne nous dit-il rien pour le choix de notre état ecclésiastique qui doit être non pas remis en question, mais sublimé, transfiguré, affermi par le célibat sacré ? Nous entendons aujourd'hui critiquer son aspect négatif. On va jusqu'à déclarer inhumain et impossible le renoncement à l'amour sensible dans le mariage, expression normale, très noble, sainte, de l'amour humain. Auprès de Marie, nous verrons la triple valeur supérieure du célibat, qui convient au plus haut point au sacerdoce : 1° la parfaite domination de soi (rappelez-vous saint Paul : « Je meurtris mon corps et

le traîne en esclavage. » (1 Co 9, 27.) Cette domination est indispensable pour celui qui s'occupe des choses de Dieu, qui est maître et médecin des âmes, qui indique au peuple chrétien et profane le chemin conduisant au Royaume de Dieu. 2° la disponibilité totale au ministère pastoral ; c'est évident. 3° l'amour unique, immolé, incomparable et inextinguible pour le Christ Notre Seigneur qui, du haut de la croix, a confié sa Mère à son disciple Jean, dont la tradition affirme qu'il est demeuré vierge : « Voici ton fils..., voici ta mère. » (Jn 19, 26-27.) Qu'il en soit de même pour l'obéissance absolue de Marie qui l'insère dans le plan de Dieu : « Je suis la servante du Seigneur » (Lc 1, 38), son humilité, sa pauvreté, son service du Christ. En Marie, tout a valeur d'exemple pour nous, aussi son magnifique courage, supérieur à tous les exemples classiques d'héroïsme : « près de la croix se tenait sa Mère » (Jn 19, 25) ; et ceci doit nous rappeler que si nous participons à l'unique sacerdoce du Christ, nous devons aussi participer à sa mission rédemptrice, c'est-à-dire être avec lui des victimes totalement consacrées et offertes au service et au salut des hommes, pour pouvoir méditer la prophétie qui, pendant toute sa vie, a fait peser sur le cœur de Marie le mystérieux glaive de la passion du Seigneur (cf. Lc 2, 35), et pour pouvoir nous appliquer à nous-mêmes les paroles de l'Apôtre : « Je complète en ma chair ce qui manque aux épreuves du Christ pour son Corps qui est l'Eglise. Car je suis devenu ministre de l'Eglise. » (Col 1, 24.)

Et alors, il est facile, il est doux, il est encourageant de redire : « Marie, ma mère, ma confiance », aujourd'hui et tout au long de notre vie sacerdotale.

### AU COLLEGE DE DEFENSE DE L'OTAN

*Le 30 janvier, Paul VI a reçu les participants à la 37<sup>e</sup> Session d'instruction du Collège de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Voici la partie centrale de l'allocution qu'il leur a adressée :*

[...] Votre Institution se définit comme un Collège de défense. Puisse son existence même ne servir qu'à la défense de la paix ! Que la formation qu'elle donne prépare à utiliser non des armes militaires — même justifiées par la défense du droit et de la civilisation, — mais des armes politiques, et cela, non pour fomentier la division entre les peuples, mais pour promouvoir leur union.

Que votre action soit celle de « serviteurs de la sécurité et de la liberté des peuples », comme le Concile nous l'enseigne (*Gaudium et spes*, n. 79, § 5). Que non seulement elle défende, mais qu'elle engendre la paix. Que cette paix ne soit pas réservée à quelques privilégiés, mais qu'elle devienne le bien commun de toute la grande famille humaine, selon le vœu du prophète : que vienne le temps où nulle part on n'entende plus parler « ni de violence, ni de ravages, ni de ruines ». (Cf. Is 60, 18.) Que chacun de vous, que tous les hommes puissent faire leur cette ardente prière du psalmiste : « Pour l'amour de mes frères, de mes amis, laisse-moi dire : paix sur toi ! Pour l'amour de la maison du Seigneur, je prie pour ton bonheur. » (Ps 122, 8-9.) [...]

(Texte français dans l'Osservatore Romano du 31 janvier 1971.)



## LE CHRIST HUMBLE ET FORT

*Audience générale du 27 janvier (1)*

Le chrétien, celui qui veut suivre le Christ, celui qui éprouve le besoin de lui être uni par les liens de son authenticité et de sa propre certitude, aura toujours, en tant qu'homme — spécialement en tant qu'homme de notre époque, si nourri d'images — le besoin instinctif de voir Jésus-Christ en personne, tel qu'il était, avec son visage, sa silhouette, son aspect. Nous l'avons déjà dit une autre fois (2). Mais ce désir demeure et resurgit lorsque se posent des questions sur l'interprétation authentique de son message et sur le devoir que nous avons de conformer notre conduite à son enseignement. Cette aspiration n'est-elle pas d'ailleurs toujours présente chez les personnages de l'Évangile ? Zachée, par exemple, dans le récit de saint Luc, « cherchait à voir qui était Jésus », et, comme il était petit, il ne le pouvait pas à cause de la foule. Il monta alors sur un sycomore et, de là-haut, il vit ; il fut même aperçu par le Seigneur qui l'appela et lui dit de descendre, voulant, ce jour-là, être son hôte (19, 1 et s.).

Mais nous — comme tous ceux qui sont venus après lui, — nous n'avons pas la même chance que les contemporains de Jésus, qui l'ont vu de leurs propres yeux (cf. 1 Jn 1, 1). Déjà saint Irénée, évêque de Lyon (à la fin du II<sup>e</sup> siècle), a conscience que les images du Christ, que, dès alors on cherchait à répandre, sont apocryphes (*Adv. haereses*, 1, 25 ; PG 7, 685). Saint Augustin est catégorique : « Nous ignorons totalement » comment était le visage corporel aussi bien du Christ que de Marie (*De Trinit.* 8, 5 ; PL 42, 952). Nous devons nous en faire une idée en partant d'éléments communs à la nature humaine, ou des réflexes imaginatifs que suscite en nous ce que nous pouvons savoir du Christ en lisant l'Évangile ou en croyant à sa parole. L'art et la piété s'aident mutuellement dans cette élaboration qui n'est pas facile.

Il ne s'agit pas là d'une vaine fantaisie, mais d'un effort méritoire, et en un certain sens indispensable, pour quiconque veut se faire une image concrète et fidèle du Christ, une image idéale, sans mythes ni artifices.

### Le trait caractéristique du Christ : l'humilité

Essayons, nous aussi, de nous poser la question : comment nous représentons-nous Jésus ? Quels sont les traits caractéristiques que nous en livre l'Évangile ? Comment, à première vue, Jésus se présente-t-il à nous ? Là encore, ce sont ses propres paroles qui nous aident : « Je suis doux et humble de cœur. » (Mt 11, 29.)

(1) Texte italien dans l'OR du 28 janvier 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) Allocution du 13 janvier. (DC 1971, n° 1579, p. 102 — NDLR.)

Jésus veut qu'on le regarde et qu'on le voie ainsi. Si nous le voyions, c'est ainsi qu'il nous apparaîtrait, même s'il nous est donné dans la vision de l'Apocalypse une image de lui grandiose et éclatante (1, 12 et s.). Cette douceur, cette bonté, et surtout cette humilité, nous apparaissent comme essentielles dans son aspect.

La méditation nous fait prendre conscience que cet aspect manifeste et cache en même temps un mystère fondamental du Christ, le mystère de l'Incarnation, le mystère du Dieu humble qui commande toute la vie et la mission du Christ : « Le Christ humble est le centre de la christologie », dit saint Augustin (cf. PORTALIE, D. Th. C. 1, II, 2372). Tout l'enseignement qui nous est donné dans l'Évangile est imprégné de ce mystère : « Que nous a-t-il enseigné, sinon l'humilité ?... C'est dans cet esprit d'humilité que nous pouvons approcher Dieu », dit encore le docteur d'Hippone (*En. in Ps.* 31, 18 ; PL 36, 270). D'ailleurs, saint Paul n'emploie-t-il pas un terme qui a quelque chose d'absolu : le Christ « s'est anéanti lui-même » (Ph 2, 7) ? Jésus est l'homme bon par excellence ; et c'est pourquoi il est descendu au niveau le plus humble de l'échelle humaine ; il s'est fait petit enfant, pauvre, patient, victime, afin qu'aucun de ses frères humains ne puisse se sentir supérieur et lointain ; il s'est mis aux pieds de tous. Il est pour tous. Il appartient à chacun de nous individuellement : « Il m'a aimé et il s'est livré pour moi », dit saint Paul (Ga 2, 20).

Il ne faut pas s'étonner si l'iconographie du Christ a toujours cherché à exprimer cette mansuétude, cette extrême bonté. La mystique est parvenue à le pénétrer, à le contempler jusque dans son cœur ; et pour nous, les hommes d'aujourd'hui, qui sommes portés vers les sentiments et la psychologie, qui sommes toujours attirés par la métaphysique de l'amour, cette mystique a fait du culte du Sacré-Cœur le foyer ardent et symbolique de la dévotion et de l'activité chrétiennes.

### Peut-on invoquer un Christ violent à l'appui de la théologie de la violence et de la révolution ?

Ici se présente une objection, aujourd'hui spécialement : cette image du Christ, qui réalise en lui-même ses propres paroles, c'est-à-dire les béatitudes de la pauvreté, de la douceur, de la non-résistance (cf. Mt 5, 38 et s.), est-ce le vrai Christ ? Est-ce le Christ pour nous ? Où est le Christ pantocrator, le Christ fort, le roi des rois, le seigneur des seigneurs ? (Cf. Ap 19, 11 et s.) ? Où est le Christ réformateur (« et moi je vous dis... » Mt 5) ; le Christ polémique, avec ses contestations (par exemple : Mt 5, 20) et ses anathèmes (cf. Mt 23) ; le Christ libérateur, le Christ de la violence ? (cf. Mt 11, 12). Aujourd'hui ne parle-t-on pas du christianisme de la violence et de la théologie de la révolution ? Après avoir tant parlé de paix, la tenta-

tion de la violence, comme affirmation suprême de liberté et de maturité, comme unique moyen de réforme et de rédemption, est si forte qu'on parle de théologie de la violence et de la révolution ; et bien souvent les faits, ou du moins la tendance à recourir au « désordre institué », correspondent aux théories excitantes. On cherche alors à avoir le Christ pour soi et à justifier certaines attitudes désordonnées, démagogiques et rebelles, en invoquant les attitudes et les paroles du Christ.

### **Le Christ doux et fort devant notre monde déchu et corrompu**

C'est une question dont on parle beaucoup. Nous-même nous l'avons abordée en d'autres circonstances. Aujourd'hui, nous ne donnerons qu'un conseil. Devant cette soi-disant contradiction entre, d'une part, le Christ doux et humble, le Christ bon pasteur, le Christ crucifié par amour et, d'autre part, le Christ viril et sévère, le Christ indigné et combatif, il convient de bien réfléchir et de voir ce qu'il en est dans les documents premiers : les Évangiles, le Nouveau Testament, la Tradition authentique et cohérente, et leur interprétation authentique. Il nous semble nécessaire de dire que l'on doit porter à cette question une honnête attention. La figure du Christ est complexe : il est certainement à la fois doux et fort, comme il est à la fois homme et Dieu. Il faut bien voir la vraie réaction — qui ne doit certainement être ni politique ni anarchique — suscitée par la puissance réformatrice du Christ dans le monde déchu et corrompu, c'est-à-dire bien voir les vraies espérances qu'il propose à l'humanité.

Nous verrons alors que, dans l'image du Christ, il y a aussi un aspect grave et fort, qui n'altère cependant en rien le charme de sa douceur miséricordieuse, un aspect redoutable, si l'on veut, qui s'oppose à tout ce qui est bassesse, hypocrisie, injustice, cruauté, mais qui ne doit jamais être séparé de l'amour qui rayonne en lui souverainement.

Seul l'amour fait de lui notre sauveur. C'est seulement par les voies de l'amour que nous pourrions l'approcher, l'imiter, le rendre présent dans nos âmes et dans les vicissitudes toujours dramatiques de l'histoire humaine.

Oui, nous pourrions voir le Christ qui a habité parmi nous, qui a partagé notre vie terrestre pour lui apporter son évangile de salut et pour nous prédisposer à la plénitude du salut ; nous le verrons « plein de grâce et de vérité » (Jn 1, 14).

Foi et amour, tels sont les yeux qui maintenant nous servent à pouvoir, d'une certaine manière, le voir, c'est-à-dire l'entrevoir.

*Paul VI a terminé son allocution par une déclaration sur le procès de Conakry. (Cf. notre dernier numéro, p. 175.)*

— *Bible et Terre sainte*. Album 1969-1970 (n° 114 à 123). Prix 30 F. Bayard-Presses, 3, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup>.

Comme chaque année le recueil des numéros de *Bible et Terre sainte* apporte une documentation incomparable à qui s'intéresse à l'histoire du peuple de Dieu inscrite dans le temps et la géographie. L'album qui vient de paraître contient des reportages de toute première valeur, parmi lesquels se détachent les trois qui sont consacrés à Jérusalem.

### **« TOUS AVAIENT LES YEUX FIXES SUR JESUS » (Lc 4, 20)**

*Audience générale du 3 février (1)*

Si seulement nous voyions Jésus, disent beaucoup d'hommes d'aujourd'hui, nous pourrions nous en faire une idée exacte. Habités comme nous le sommes à tout connaître, à tout résumer en formules brèves, pratiques, concrètes et sensibles, nous voudrions avoir la satisfaction de pouvoir le connaître directement en le voyant de nos yeux, avec la secrète et téméraire confiance de pouvoir ainsi le juger, le mesurer, le définir, de pouvoir dire si oui ou non nous l'acceptons, et finalement décider de l'attitude que nous adopterons à son égard. Cette attitude, disions-nous l'autre jour, était celle des contemporains de Jésus : cet homme qui nous intrigue, qui est-il ? Est-il comme tout le monde (cf. Lc 4, 22) ? Est-ce un prophète (Mt 16, 14 ; 21, 11) ? Un séducteur (Mt 27, 63) ? Le fils de David (Mt 21, 9) ? Tous voulaient lire sur son visage qui il était. Vous rappelez-vous l'épisode de la synagogue de Nazareth, où Jésus était revenu au début de sa vie publique et avait lu la prophétie d'Isaïe sur le Messie ? « Tous, dit saint Luc, avaient les yeux fixés sur lui. » (Lc 4, 20.) Après l'avoir admiré, ils furent remplis de fureur lorsqu'il dit : « Aujourd'hui s'accomplit à vos oreilles ce passage de l'Écriture. »

### **Jésus et les révolutionnaires de son temps**

Quant à nous, nous ne pouvons pas le voir ; mais à partir de la connaissance sommaire que nous avons de lui, quels sont les traits, quels sont les aspects caractéristiques qui nous permettent de nous faire une image vivante de lui ? Qui était-il et comment était-il ? Commençons par exclure ce qui généralement caractérise les hommes exceptionnels. Il n'était pas riche. Le Seigneur a dit de lui-même : « Les renards ont des tanières et les oiseaux du ciel ont des nids ; le Fils de l'homme, lui, n'a pas où reposer la tête. » (Mt 8, 20.) Il n'était pas renommé par sa culture. Ses compatriotes s'étonnaient qu'il soit si sage et si éloquent : « N'est-ce pas là le charpentier, le fils de Marie ? » (Mc 6, 3 ; 1, 27.) Ce n'était pas un homme politique, un agitateur, un démagogue. Jésus repousse la tentation du diable qui lui offre tous les royaumes du monde avec leur gloire s'il tombe à ses pieds et l'adore (Mt 4, 8). Après la multiplication des pains, il fuit la foule enthousiaste qui voulait le proclamer roi (Jn 6, 15). Il n'était pas un soldat, un chef militaire, alors qu'ils étaient si nombreux ceux qui attendaient de lui qu'il soit le Messie vengeur, libérateur de la nation juive. Il n'était pas non plus un zélote, un révolutionnaire, un contestataire de la domination romaine sur le pays. A celui qui, à propos de cette question brûlante, lui avait demandé insidieusement s'il était permis de payer le tribut à César, il répondit : « Rendez à César ce qui est à César,

(1) Texte italien dans l'OR du 4 février 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



et à Dieu ce qui est à Dieu. » (Mt 22, 21 ; cf. O. CULLMANN, *Jésus et les révolutionnaires de son temps*, p. 47 et s.) Qui est donc Jésus ? Ou du moins, à quoi ressemble-t-il ? Quelle est sa physionomie ? Qu'elle est l'activité qui le fait connaître ?

### Jésus prophète du royaume de Dieu

A cette question, qui nous ramène à l'Evangile, il semble que nous puissions répondre : Jésus apparaissait comme un prophète (cf. Mt 13, 57 ; 21, 11 ; Lc 7, 16 ; 7, 39 ; Jn 4, 19 ; 6, 14 ; 9, 17, etc.). Savez-vous ce qu'est un prophète ? C'est un homme qui profère des oracles profonds et mystérieux, qui annonce l'avenir et des choses cachées ; mais c'est spécialement un homme qui écoute et annonce des messages divins. Il a la clé des secrets de Dieu. Il profère une Parole qui le dépasse (cf. Jn 7, 16). Si nous voyons en Jésus l'homme de la parole de Dieu, nous pénétrons profondément dans le mystère de sa personne et notre interrogation pourrait s'arrêter là.

Mais une autre question plus facile se pose spontanément : qu'annonçait le prophète Jésus ? Il nous faut nous reporter au début de sa prédication, qui se rattache à celle de Jean-Baptiste, le précurseur. Ils ont l'un et l'autre le même thème prophétique. « Repentez-vous, car le Royaume des cieux est tout proche », dit Jean-Baptiste (Mt 3, 2). Et tout de suite après Jésus reprend : « Repentez-vous, car le Royaume des cieux est tout proche. » (Mt 4, 17.) Nous devrions nous arrêter pour étudier cette coïncidence et faire une comparaison entre Jean-Baptiste et Jésus. Mais un autre thème retient notre attention, le grand thème du Royaume des cieux, ou du Royaume de Dieu. C'est ce thème qui constitue le noyau central de la prédication de Jésus. Peut-être n'y avons-nous encore pas suffisamment réfléchi. Ce n'est certainement pas dans le cadre de ces brèves réflexions élémentaires que nous pouvons arriver à nous faire une idée du « Royaume » annoncé par Jésus. L'étude de ce thème nous conduirait à comprendre quelque chose de l'histoire d'Iraël et de la tension qu'au temps de Jésus connaissait le peuple juif, attendant ardemment et impatiemment l'instauration du royaume qui, dans la pensée du peuple, devait consister en une libération politique, puissante et glorieuse, accomplie par un personnage prodigieux, l'« oint » de Dieu, le Messie triomphant. Royaume et Messie, voilà les deux points qu'il faudrait étudier pour entrer dans le drame de l'Evangile. A vous de le faire.

Pour le moment, qu'il nous suffise de remarquer que Jésus fait sien ce mot de « royaume », si chargé de sens (c'est comme roi des Juifs qu'il sera condamné à la croix, cf. Jn 19, 19) ; mais il en change profondément la signification. Le royaume des cieux, que Jésus annonce, inaugure et personnifie, c'est le magnifique dessein de Dieu, le nouveau plan religieux, « le mystère resté caché depuis les siècles et les générations et qui maintenant vient d'être manifesté à ses saints », dira saint Paul (Col 1, 26), c'est l'économie de miséricorde et de grâce que le Christ ouvre aux hommes qui croient en lui ; c'est l'Eglise, signe

et instrument du royaume en devenir, c'est le début d'une promesse dynamique qui guidera la marche de l'humanité rachetée et élue vers son achèvement final en Dieu, dans la vie éternelle.

Quelle riche méditation ne pourrions-nous faire sur ce mot de royaume, si simple et polyvalent, si accessible à l'esprit humain, si fécond et si innovateur, qui tient une telle place dans l'histoire du monde et de chaque conscience, ce mot si nourri de la parole et de la personne de Jésus. Oui, Jésus est le prophète du royaume de Dieu. Il est venu et le royaume est proche. C'est lui qui possède, annonce et donne à l'humanité la formule vraie, universelle, incomparable. Il est le Maître, le Pasteur, le Sauveur.

N'avez-vous jamais constaté que plus les hommes sont évolués, plus ils cherchent fanatiquement l'homme qui personnifie l'idéal de l'humanité, auprès de qui on apprend à vivre, à estimer toutes les valeurs, à espérer dans une nouvelle destinée ? Notre histoire même nous le montre, mais au milieu de quelles folles exaltations, de quelles serviles humiliations, de quelles désillusions désespérées et parfois tragiques. L'antique rêve se poursuit : je cherche un homme.

Eh bien, si nous savons tourner notre regard vers Jésus, honnêtement, avec une foi simple et un peu d'amour, sa figure nous apparaîtra grave et lumineuse, libératrice et attachante. Et aujourd'hui encore, pour nous fils de ce siècle à la fois si enthousiasmant et si déprimant, se renouvellera la découverte décisive des premiers disciples : « Nous avons trouvé le Messie, c'est-à-dire le Christ. » (Jn 1, 41.)

C'est le vœu que nous formulons pour chacun de vous : trouver le Christ. Avec notre Bénédiction apostolique.

### QUI ETAIT VRAIMENT JESUS ?

*Audience générale du 10 février (1)*

Dans ces entretiens familiers que nous avons chaque semaine avec nos visiteurs, nous nous sommes proposé depuis Noël — plus par curiosité que pour faire une étude — de réfléchir sur Jésus, sur son aspect extérieur, sa figure humaine, son portrait moral. Tout resterait encore à dire ; et c'est déjà beaucoup que nous soyons attirés par ce thème. Nous sommes même tellement fasciné par celui-ci que nous ne pouvons résister à vous proposer encore une double interrogation. Aussi exhorterons-nous chacun de vous à chercher dans sa conscience chrétienne, formée à l'école de notre foi catholique, la réponse à ces deux questions : qui était Jésus ? Qu'a fait Jésus ? Il s'agit donc de la personnalité et de l'œuvre de Jésus, thèmes immenses dont le caractère incommensurable, au lieu de nous déconcerter, doit nous attirer.

(1) Texte italien dans l'OR du 11 février 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DG.



Arrêtons-nous pour l'instant sur la première question : qui était vraiment Jésus ?

Nous remarquerons tout de suite que cette question nous situe au cœur de l'Evangile. On peut dire que l'histoire dont l'Evangile nous offre le récit est tout imprégnée de l'interrogation sur l'identité réelle de Jésus. Qui est-il ? « N'est-il pas le fils du charpentier ? » (Mt 13, 55.) Voilà l'étiquette que lui donne l'opinion publique. Les mieux informés savaient quelque chose de sa parenté. « N'est-il pas le fils de Marie ? » (Mc 6, 3.) Dès que Jésus commence sa vie publique, Jean-Baptiste s'écrie en le voyant venir vers le Jourdain : « Voici l'Agneau de Dieu... » (Jn 1, 29.) Ce titre étrange fait entrevoir en Jésus la victime prédestinée à un sacrifice rédempteur. L'Evangéliste rapporte la suite du témoignage du Précurseur, qui dès alors affirme : « C'est lui l'Elu de Dieu. » (Jn 1, 34.) Et l'un des disciples, André, lorsqu'il raconte à Simon Pierre, son frère, ce qui s'est passé, sera le premier à déchiffrer cette annonce et à la traduire dans cette autre : « Nous avons rencontré le Messie. » (Jn 1, 41.)

### « Pour vous, qui suis-je ? »

Désormais, un secret plane au-dessus de Jésus : qui est ce jeune et mystérieux prophète ? Jean lui-même, de sa prison, pour instruire ses disciples, et peut-être pour les confier au nouveau maître, les envoie à Jésus pour être fixé : « Es-tu celui qui doit venir, ou devons-nous en attendre un autre ? » (Mt 11, 3.) La curiosité grandit, elle tourne en tension, en inquiétude, au point que Jésus lui-même pose des questions à ce sujet. Rappelez-vous le célèbre entretien de Jésus avec ses disciples dans la région de Césarée de Philippe. Jésus les interroge, non pas pour s'informer, certes, mais pour les amener à préciser l'idée qu'ils s'étaient faite de lui, et à se prononcer conformément à la nouvelle connaissance que, par la foi, Dieu leur avait donné de sa mystérieuse personnalité : « Au dire des gens, qu'est le Fils de l'homme ? » (c'est-à-dire Jésus) ; et puis, après les réponses disparates sur ce qu'on disait de lui, il pose la grande question : « Mais pour vous, qui suis-je ? » Tout de suite, Pierre répond impétueusement : « Tu es le Christ, le fils du Dieu vivant. » (Mt 16, 13-16.)

Cette merveilleuse définition, qui fait la joie des croyants, tandis qu'elle constitue un problème pour les exégètes et un tourment obsédant pour les incrédules, reçoit une double confirmation. L'une provient de Jésus lui-même : « Tu es heureux, Simon, fils de Jonas [Jean] ; car cette révélation t'est venue, non de la chair et du sang [c'est-à-dire par la voie naturelle de la connaissance], mais de mon Père qui est dans les cieux. Eh bien ! moi, je te dis : tu es Pierre. » (Mt 16, 17-18.) Qu'il est beau ce commentaire de saint Léon le Grand, qui fait dire à Jésus : « De même que mon Père t'a manifesté ma divinité, de même moi, je te fais connaître ta dignité » ! (Serm. 4, 2 ; PL 54, 150.) L'autre confirmation est donnée par la transfiguration de Jésus pendant la nuit, six jours après, sur la montagne, tandis qu'une voix disait dans la nuée lumineuse : « Celui-ci est mon fils bien-aimé qui a toute ma faveur ; écoutez-le. » (Mt 17, 5 ; cf. 2 J 1, 16 et s.)

## Les différents titres de Jésus

En suivant ce fil, nous en arrivons à l'Evangile de saint Jean, historique non moins que les autres, mais avec une intention doctrinale et spirituelle, où l'interrogation sur l'identité tant de la personne que de l'action de Jésus occupe toute la trame du récit. Il serait intéressant ici d'énumérer tous les titres par lesquels Jésus est désigné dans les Evangiles. Chacun de ces titres pourrait faire l'objet d'une étude, et même d'une méditation, d'une contemplation : Jésus, le maître, fils de David, l'eau qui seule désaltère (Jn 4, 10), le Pain du ciel (Jn 6, 41), la Lumière du monde (Jn 8, 12), la Porte du salut (Jn 10, 9), le Bon Pasteur (Jn 10, 11), la Résurrection et la Vie (Jn 11, 25), la Voie, la Vérité et la Vie (Jn 14, 6), etc. (cf. L. DE GRANDMAISON, *Jésus-Christ*, IV, « La personne de Jésus » ; L. SABOURIN, *les Noms et les Titres de Jésus*, Desclée De Brouwer ; O. CULLMANN, *Christologie du Nouveau Testament*, 1955.)

Cela nous conduit à l'épilogue de la vie temporelle de Jésus, précisément à l'instant décisif de son procès religieux. Jésus « mérite la mort » (Mt 26, 66) parce que, au grand prêtre qui lui dit : « Je t'adjure par le Dieu vivant de nous dire si tu es le Christ, le Fils de Dieu » (Mt 26, 63), Jésus répond : « Tu l'as dit. »

### Sa double nature, divine et humaine

Que d'autres affirmations (cf. Mt 11, 27 ; Jn 8, 52-58 ; 17, 1-6) et témoignages ne devrions-nous pas encore citer (cf. Mt 27, 43 ; 27, 54 ; Jn 20, 28) ! Mais un fait dominant, la Résurrection, les résume et les confirme tous, en donnant à l'Eglise naissante et à la tradition qui devait suivre, la foi dans la divinité du Christ. C'est cette foi, rigoureusement fidèle aux données historiques, mais animée par la clairvoyance de l'Esprit et le courage de l'amour, qui, finalement, nous donnera la réponse définitive à la question qui nous hante : qui est Jésus ? Écoutons encore l'une des voix les plus grandes que nous trouvons dans le Nouveau Testament, celle de Jean : « Au commencement, le Verbe était... et le Verbe était Dieu... Le Verbe s'est fait chair, et il a demeuré parmi nous. » (Jn 1, 1 et s.) Il est Dieu, le Fils de Dieu, avec nous. Écoutons saint Paul : « Il est l'image du Dieu invisible. » (Col 1, 15.)

La joie d'être parvenus à la cime de la définition du Christ nous donnera une sorte de vertige, comme si nous étions éblouis et que nous ne comprenions plus. Ce Jésus que nous reconnaissons comme le Christ, le Fils de Dieu, Dieu avec le Père, ne nous déconcerte-t-il pas lorsqu'il nous parle de son infériorité ? N'a-t-il pas dit : « Le Père est plus grand que moi ? » (Jn 14, 28.) Ne le voyons-nous pas continuellement dans l'Evangile en train de prier (cf. Lc 6, 42) ? Ne sommes-nous pas remplis d'angoisse lorsque nous entendons son gémissement sur la croix : « Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? » (Mt 27, 46.) Et ne le voyons-nous pas mort, comme tout autre mortel ? En somme, ne voyons-nous pas dans le Christ un être qui unit en lui la divinité et



l'humanité ? Oui, c'est précisément cela. La définition du Christ qui nous est donnée par les trois premiers conciles de l'Eglise primitive, ceux de Nicée, Ephèse et Chalcédoine, nous apportera la formule dogmatique infaillible : une seule personne, un seul moi, vivant et agissant dans une double nature, divine et humaine (cf. *Denz.-Sch.*, 290 et s.). Cette formulation est-elle difficile ? Oui ; disons plutôt qu'elle est indicible ; elle s'adapte à nos capacités en employant des termes humbles et des concepts analogiques ; mais s'ils sont exacts, ceux-ci sont cependant toujours inférieurs à la réalité qu'ils expriment : l'enivrant mystère de l'Incarnation.

### Vigilance devant les hypothèses personnelles

Nous nous arrêterons ici, en nous attachant joyeusement et fortement à la vérité dont l'Eglise et cette Chaire sur laquelle nous siégeons indignement ont l'infailible charisme. Nous nous engagerons à vivre en nous le mystère de l'Incarnation, sur lequel le baptême et la foi nous ont greffés ; à le vivre en croyant, en priant, en agissant, en espérant, en aimant et en proclamant : « Pour moi, la vie c'est le Christ » (Ph 1, 21) ; à le vivre en étant disposés à approfondir et, avec la grâce de Dieu, à expérimenter l'autre mystère du Christ, qui lui aussi nous concerne pleinement : la Rédemption.

Arrêtons-nous là. Gardons notre paix devant le déferlement des controverses christologiques, du siècle dernier spécialement, et aussi de notre siècle où les ténèbres se mélangent à la lumière, qui se déchainent contre notre foi catholique. Admirens les efforts extrêmement érudits de la culture moderne sur le Christ et sur tout ce qui touche à sa personne, son histoire ; et apprenons nous aussi à le mieux étudier. Mais soyons vigilants, méfiants même, devant ces écoles qui se succèdent les unes aux autres ; sachons bien que dans l'énorme érudition de tant de maîtres s'insinue généralement une hypothèse propre, un préjugé personnel, une philosophie discutable qui, mélangés au trésor scientifique accumulé par eux, conduit souvent à sombrer dans le doute invincible, ou dans la négation radicale et irrationnelle (cf. M. J. LAGRANGE, *le Sens du christianisme* ; G. RICCIOTTI, *Vita di Gesù Cristo*, par. 194-224 ; L. DE GRANDMAISON, *Jésus-Christ* ; S. ZEDDA, *I Vangeli e la critica oggi*, Trévise, 1965 ; et, pour les récentes théories négatives : G. DE ROSA, « *la Secolarizzazione del Cristianesimo* », *Civ. Catt.* 1970, 2 877, 2 878).

Soyons vigilants et confiants : « Qui nous séparera de l'amour du Christ ? » (Rm 8, 35.) Chantons notre *Credo*. Avec notre Bénédiction apostolique.

---

— *L'Antisémitisme chrétien*, par F. LOVSKY. — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 384 pages. Prix : 26 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur, secrétaire du « Comité Eglise et Israël de la Fédération protestante de France », a recueilli les textes majeurs de l'antisémitisme à travers les siècles, que ce soit dans le domaine théologique, politique, économique et raciste. Un ouvrage impressionnant, mais on aurait souhaité davantage de rigueur à l'intérieur des sections.

## LE POURQUOI DE LA VIE DU CHRIST

*Audience générale du 17 février (1)*

Dans le prolongement du temps de Noël (auquel succédera bientôt le Carême et le temps pascal), nous nous sommes interrogés sur notre connaissance du Christ, en ne faisant qu'évoquer certains aspects apparents de sa physionomie si singulière. Et maintenant, pour conclure cette étude élémentaire, nous voudrions essayer de répondre à une question importante, en nous servant de notions que nous supposons à la portée de tout le monde : quel a été le but de la vie de Jésus ? A-t-elle eu une intention, un plan, une fin ? Qu'a fait Jésus, fils de Dieu et de Marie, en entrant et en agissant dans ce monde ? Cette question revêt des proportions immenses et mystérieuses si nous avons déjà quelque idée sur l'être de Jésus, c'est-à-dire si nous savons qui il était. Et alors la question se pose spontanément et avec insistance : pourquoi ?

### L'annonce de sa parole

Si, d'une façon intuitive, nous considérons l'histoire du Seigneur dans son ensemble, nous pouvons répondre : le pourquoi de la vie du Christ, le premier, le plus évident, c'est l'annonce de sa parole. Il est venu pour prêcher l'Evangile. La présence du Christ dans le monde est caractérisée par la vérité qu'il proclame. Sa vie, c'est la Parole de Dieu adressée à l'humanité. Cette Parole est confirmée par les miracles accomplis par le Christ. Et l'instrument de sa diffusion et de sa permanence dans le temps, c'est le choix et l'investiture des apôtres, chargés de guider et d'instruire les disciples du Christ, de former l'Eglise, complément humain et historique, nouveau Peuple de Dieu.

### Sa vocation de souffrance et de sacrifice

Est-ce tout ? Avons-nous bien observé ? Avons-nous bien écouté ? Ajoutons que, avant tout, on ne peut oublier la fin tragique de la vie terrestre du Christ, le drame de sa mort sur la croix. Et nous ne pouvons pas omettre un fait extraordinaire, qui donne à ce drame une signification exceptionnelle : Jésus savait qu'il mourrait ainsi. Aucun héros ne connaît le sort qui l'attend. Aucun mortel ne peut mesurer le temps qu'il lui reste à vivre, ni savoir quelles souffrances il devra subir.

Jésus, lui, le savait. Pouvons-nous nous faire une idée de l'état d'esprit d'un homme qui prévoit bien clairement un martyre moral et physique, comme celui que Jésus a subi ? A plusieurs reprises, en pleine conscience, il a prédit sa passion à ses disciples. Le récit évangélique est rempli de ces confidences prophétiques qui démontrent la déchirante prescience de Jésus sur le destin qui l'attendait (cf. Mc 8, 31 ; 9, 31 ; 10, 33 et s.). Il connaissait « son heure » et il y aurait à ce propos une méditation très intéressante à faire pour pénétrer un peu dans l'âme

---

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 18 février 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



du Christ. Nous trouvons sur cette « heure » de Jésus de nombreuses et précieuses indications dans l'Evangile de saint Jean (cf. Jn 2, 4 ; 7, 30 ; 12, 23 ; 13, 1 ; 17, 1). Le Christ, dirait-on, a continuellement devant lui l'avenir et le présent, en référence aux cycles mystérieux des événements tels qu'ils sont vus par Dieu. Les prophéties du passé et celles de l'avenir sont un livre ouvert devant son regard divin (cf. l'Evangile de saint Matthieu ; Jn 13, 18 ; 15, 25 ; Lc 24, 25 ; etc.).

Cela, Jésus le voulait. Le caractère volontaire de la passion du Christ ressort de quantités de ses témoignages que l'on trouve dans l'Evangile. Lorsque, par exemple, il prédit à ses disciples qu'il lui faudra aller à Jérusalem pour y souffrir et y être mis à mort, Pierre proteste et veut épargner à Jésus un pareil sort. Mais Jésus reprend Pierre sévèrement (Mt 16, 21-23) ; et il fera de même lorsque Pierre, à Gethsémani, voudra le défendre avec son épée : « Remets ton glaive dans le fourreau, lui dira-t-il. La coupe que m'a donnée le Père, ne la boirai-je pas ? » (Jn 18, 11 ; He 9, 14.) Rappelons-nous encore cette phrase que nous rapporte l'Evangile de saint Marc : « le Fils de l'homme n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et donner sa vie en rançon pour une multitude. » (Mc 10, 45 ; Is 53, 10 et s.)

Si nous réfléchissons à cette vocation de Jésus, vocation de souffrance et de sacrifice, nous pouvons nous représenter certains traits du visage du Christ. Un apocryphe l'a peut-être deviné : Jésus n'a jamais ri (cf. lettre de Lentulus) ; il a parfois pleuré (cf. Jn 11, 35 ; Lc 19, 4). Nous l'imaginons volontiers en train de sourire doucement aux petits enfants (Mc 9, 36 ; 10, 16). Mais ce que fut la souffrance intérieure de Jésus, pendant toute sa vie, devant l'imminence de sa passion toujours présente à son esprit, nous pouvons nous en faire une idée par la scène de Gethsémani (Lc 22, 43). Et pourtant, il n'était ni stoïque ni triste ; sa communion intérieure et supérieure avec le Père l'élevait au-dessus de cela (cf. Jn 12, 27-28).

### « L'homme qui est pour les autres »

Le cœur de Jésus peut aussi nous révéler quelques-uns de ses traits caractéristiques. La bonté de Jésus était divine (cf. Mc 10, 17-19-21) ; il savait discerner les souffrances et les angoisses des autres (Mt 11, 28) ; il savait comprendre, pardonner, réhabiliter ; chacun connaît ses rencontres avec les pécheurs. Jésus a été magnifiquement compris et défini, dans la discussion christologique contemporaine, comme « l'homme qui est pour les autres ». Oui. Saint Paul, c'est-à-dire toute la théologie du Nouveau Testament et de la Tradition catholique, a vu tout le secret de la vie terrestre de Jésus, le pourquoi, le but de l'Incarnation. Il nous dit comment et jusqu'à quel point Jésus fut pour les autres : « le Christ est mort pour nos péchés selon les Ecritures. » (1 Co 15, 3.) Jésus est venu au monde pour nous et notre salut. Il nous a sauvés ; voilà ce qu'il a fait. Il s'appelait précisément Jésus, qui veut dire sauveur. Et il nous a sauvés en se faisant victime pour notre rédemption. Ce mystère d'abaissement de Jésus homme se fonde dans celui de la sublimation de Jésus homme avec l'Incarnation ; il se situe

parmi les vérités les plus importantes du système théologique chrétien, dans le dessein éternel de l'amour de Dieu pour nous (Col 1, 26), qui nous est pleinement révélé seulement avec le Christ, dans ce dogme extraordinaire et obscur, mais indispensable, disait Pascal (*Pensées*, 434), parce que sans lui nous ne pourrions rien savoir de nous-mêmes, et dans la valeur sacrificielle de la passion du Seigneur, universelle et se substituant à l'expiation que nous aurions dû accomplir, mais qui nous est impossible.

Voilà l'œuvre finale et totale du Christ : la Rédemption. Celle-ci s'insère ainsi dans les destinées humaines pour établir librement un rapport possible, personnel et très désiré entre chacun de nous et Notre-Seigneur Jésus-Christ : « Il nous a aimés, dit saint Paul, et il s'est livré pour nous » (Ep 5, 2 ; Ga 2, 20) ; pour chacun de nous. C'est ici, frères et fils très chers, que commence pour chacun de nous la vie chrétienne, vie d'amour, qui nous apporte la lumière, le feu, le sang du Christ, dans l'Esprit. Et cet amour, nous le tournons de toutes nos forces vers le Christ, vers nos frères, toujours dans l'Esprit. Qu'il en soit ainsi.

### ALLOCUTION AU PRESIDENT FINLANDAIS

*Paul VI a reçu en visite officielle le 1<sup>er</sup> février M. Urho Kekkonen, président de la République de Finlande, à qui il a adressé cette allocution (1) :*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les paroles que Votre Excellence vient de nous adresser ont trouvé en nous un profond écho, et votre visite — la première d'un président finlandais au Vatican — est accueillie par nous avec une grande joie. Aussi est-ce de tout cœur que nous saluons en vous un homme d'Etat qui a su si bien faire face à ses responsabilités en ce qui concerne la paix et la prospérité de son pays, et, par-delà votre personne, tout le noble peuple finlandais.

Nous voudrions profiter de cette rencontre pour manifester d'abord la profonde estime et la bienveillante sympathie que nous éprouvons pour vos chers compatriotes. Nous savons en effet l'attachement ardent de vos populations à leur patrie et à ses traditions, défendues si courageusement et si fièrement au cours de

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 1-2 février 1971.

Nous rappelons l'allocution prononcée par Paul VI le 12 décembre 1968 en recevant l'ambassadeur de Finlande (DC 1969, n° 1533, p. 107).

*Dans son allocution prononcée en français, le président KEKKONEN a déclaré notamment :*

(...) Prenant la parole durant la quatrième assemblée générale de la Fédération mondiale des luthériens à Helsinki, en 1963, j'ai évoqué la réforme en Finlande, déclaré notamment : « Les insuffisances dans la vie de l'Eglise étaient en Finlande moins grandes que dans d'autres pays d'Europe. Ainsi la réforme en Finlande a-t-elle été relativement modérée. Le changement le plus remarquable produit par la réforme en Finlande a été de rendre à la langue du peuple la place qui lui appartient comme langue du culte et du service religieux. »

Je suis heureux de constater que, depuis 1963, les relations entre l'Eglise catholique et les luthériens ont connu une heureuse évolution, comme en témoigne, entre autres, le fait que l'un des principaux orateurs



l'histoire, pour une légitime indépendance. Nous apprécions leur goût de la nature, d'une nature d'ailleurs qui a déployé chez vous tous les fastes de sa magnificence, à travers les lacs, les forêts, les montagnes, d'une nature aussi qui connaît la dureté du froid et les longues nuits d'hiver, mais aussi les reflets incomparables de la lumière polaire. Nous sommes sensible à tout le patrimoine culturel, poétique et musical que cet amour de la Finlande a suscité et qui l'a fait connaître et aimer à travers le monde. Comment ne pas souligner aussi l'hospitalité, le désir d'ouverture et de contacts humains, l'esprit de tolérance que savent manifester les fils de votre pays ?

Plus encore — et Votre Excellence l'a dit en termes délicats — nous nous sentons proche du peuple finlandais, dont la civilisation s'est développée en symbiose avec le christianisme, depuis le temps où l'évêque saint Henri y apporta l'Évangile, au prix même de sa vie. Certes, aujourd'hui, beaucoup de chrétiens de Finlande sont séparés de l'Eglise catholique, mais ils n'en demeurent pas moins pour nous des frères, abreuvés aux sources de la Parole de Dieu et de la grâce du baptême, et avec lesquels nous souhaitons, le jour où le Seigneur le permettra, une pleine communion de vie ecclésiale.

La communauté catholique est elle-même chez vous fort restreinte. Mais Votre Excellence a eu la bonté de souligner sa vitalité et son apport à la vie spirituelle et culturelle du pays. Nous vous savons gré de cette délicatesse et nous vous félicitons des rapports amicaux qui se sont établis entre les différentes confessions chrétiennes, aussi bien qu'avec les autres communautés religieuses, souhaitant qu'ils s'intensifient dans le respect mutuel, pour le bien des uns et des autres, et afin que tous collaborent ensemble et avec cœur à la grandeur humaine et morale de votre patrie.

Vous nous avez aussi entretenu de vos soucis pour la paix et la sécurité européennes. Est-il besoin de vous redire ici l'intérêt — que vous venez de souligner — du Saint-Siège pour vos initiatives, lui qui veut croire, envers et contre tout, aux moyens pacifiques de régler les différends et de surmonter les conflits, afin d'établir la sécurité dans la justice, dans le respect de la dignité et de la légitime indépendance de chaque partenaire, comme aussi dans leur solidarité nécessaire ? Pour nous, c'est notre conviction, cet engagement de paix est une exigence de la charité qui nous presse envers tous les hommes, et, à ce titre, elle s'inscrit à une place de choix dans notre mission apostolique.

C'est dans cet esprit que le Saint-Siège, vous le savez, entretient avec votre noble pays de fécondes relations diplomatiques et nous sommes heureux de le souligner aujourd'hui en présence de son premier magistrat. En formulant nos vœux les meilleurs, nous implorons de grand cœur sur Votre Excellence — qui nous a fait l'honneur de sa visite, — sur les personnes qui l'accompagnent et, en particulier, sur M. le ministre des Affaires étrangères et M. l'Ambassadeur, comme sur tout le peuple finlandais, l'abondance des divines Bénédictions.

devant la cinquième assemblée générale de la Fédération des Luthériens, tenue à Evian en juillet dernier, a été un membre du Collège des cardinaux. Le travail rénovateur courageusement entrepris, à tant d'égards, par l'Eglise catholique appelle le respect de tous les hommes de bonne volonté. Le vénéré prédécesseur de Votre Sainteté Pie XII l'avait prévu. Son successeur tant aimé dans le monde entier Jean XXIII l'a commencé et Votre Sainteté, elle-même, est en train de le réaliser avec un courage et une énergie infatigables [...].

(Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 1-2 février 1971.)

## ALLOCUTION

### A DES ÉDITEURS CATHOLIQUES

*Le 13 février, Paul VI a reçu des membres de l'Union des éditeurs catholiques d'Italie, auxquels il a adressé cette allocution (1) :*

TRÈS CHERS FILS,

Votre présence nous remplit de consolation et d'espérance. En recevant, en effet, de si nombreux représentants des éditeurs catholiques italiens, qui se sont acquis tant de mérites, nous pensons spontanément à toute la dignité, à toute la valeur sociale et spirituelle de la mission à laquelle vous consacrez vos talents et votre activité.

#### Le lien entre la culture et le développement de la société

Travailler au développement de l'édition en général, et de l'édition catholique en particulier, afin qu'elle puisse s'insérer toujours davantage dans le dynamisme des autres activités de la nation italienne, c'est travailler au progrès de la culture. Il s'agit là d'un bien de l'homme que, selon l'enseignement constant de l'Eglise rappelé par le Concile œcuménique (cf. Const. past. *Gaudium et spes*, n° 57), le catholique a le devoir de promouvoir à tous les niveaux. D'autre part, jamais n'a été aussi évident qu'aujourd'hui le lien indissoluble entre la culture et le développement de la société, même sur le plan économique et social. C'est donc une consolation très grande que vous nous apportez, en raison des mérites de chacun de vous, en raison aussi de ce que représentent pour nous vos qualités d'agents et d'intermédiaires de la culture, qui font de vous, en quelque sorte, les éducateurs spirituels de la communauté.

Vous nous apportez de plus un beau motif d'espérance. Votre commun engagement ne pourra en effet manquer d'ouvrir des perspectives nouvelles à l'édition catholique en Italie, pour la rendre à la hauteur du rôle qu'elle doit jouer dans une société où la culture n'est plus la prérogative d'une élite, mais s'étend de plus en plus à toutes les couches sociales.

Nous vous félicitons et nous vous encourageons vivement dans cette belle mission qui manifeste une volonté unanime de mettre toujours plus résolument au service des idéaux catholiques les magnifiques possibilités de votre activité professionnelle.

#### L'éditeur catholique n'a pas à chercher un succès de librairie à n'importe quel prix

Mais vous attendez aussi de nous des orientations pour l'accomplissement de vos devoirs, devenus énormément plus grands aujourd'hui devant la demande croissante du public. Aussi l'éditeur catholique ne peut-il faire abstraction de la valeur doctrinale et morale de ce qu'il publie. N'est-ce pas là la première règle de votre activité et même de votre raison d'être ? N'est-ce pas là votre responsabilité la plus grave et aussi votre mérite le plus grand ? Le

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 14 février 1971. Traduction et sous-titres de la DC.



public catholique doit pouvoir vous faire confiance ; dans toute votre production doit être garantie la qualité de l'aliment culturel que vous apportez à la vie intellectuelle du corps social.

Nous croyons qu'il est de notre devoir de rappeler ce principe fondamental de la déontologie de l'édition, parce qu'aujourd'hui, sur la base de certains critères, bons en soi, dont s'inspire la culture moderne — liberté d'étude et de recherche, pluralisme des expressions se référant à une même vérité, devoir d'exprimer les connaissances traditionnelles en des termes correspondant au moment historique présent, etc., — beaucoup se soucient peu de l'authenticité doctrinale et morale des publications qu'ils offrent à leurs lecteurs ; peut-être même comptent-ils sur l'attraction exercée par certains noms d'auteurs, célèbres en raison de telles ou telles prises de positions hétérodoxes, pour s'assurer un « succès de librairie » et montrer qu'ils sont dans le vent.

L'éditeur catholique ne doit pas se conformer indistinctement à la mode et au goût de la masse des lecteurs en puissance. Le livre ne doit pas être considéré avant tout, et encore moins uniquement, comme une production industrielle qu'il s'agit d'écouler, mais comme un message destiné à éclairer les intelligences, à nourrir et enrichir les âmes. Il sera donc nécessaire de choisir attentivement tant les œuvres à publier que les auteurs appelés à collaborer.

L'éditeur devra, certes, être sensible aux nouvelles expériences de la culture contemporaine pour retirer de tout apport culturel ce qui pourra contribuer au développement de ses productions ; mais en cela il devra toujours respecter les idéaux qui sont à la base de sa mission d'éditeur catholique. Sa conscience ne pourra ni ne devra donc lui permettre d'admettre et de diffuser sans distinctions des œuvres manifestement contraires à la doctrine et à la pensée catholiques, ou susceptibles de troubler et d'émousser la sensibilité chrétienne du public qui les reçoit. Aucun intérêt ne doit prévaloir sur le vrai bien des gens, mais le premier objectif sera toujours de leur apporter un message de culture spirituelle et de contribuer à leur formation intellectuelle et morale.

### **En Italie, ne pas se contenter de traduire des ouvrages étrangers**

Outre vos responsabilités d'éditeurs et de catholiques, qui constituent l'aspect le plus immédiat et le plus significatif que nous tenions surtout à souligner, il y a dans votre activité d'autres aspects sur lesquels nous aimerions nous arrêter si le temps dont nous disposons nous le permettait. Qu'il nous suffise de dire un mot de la possibilité, et en quelque sorte du devoir, que vous, éditeurs catholiques, avez de promouvoir une production culturelle originale dans votre pays. En Italie, on s'est trop habitué à vivre de la production de l'étranger, à profiter du travail qui se fait dans d'autres pays pour l'importer, moyennant un facile travail de traduction. Nous croyons que la culture catholique, également en Italie, est maintenant mûre pour avoir sa production à elle. Il faudra approfondir les méthodes d'étude ; encourager les auteurs à mieux connaître et mieux utiliser leur langue et à trouver l'art de se faire lire. Vous pourrez encourager et former une nouvelle génération d'auteurs italiens, en veillant vous-mêmes à la rigueur scientifique et à la valeur littéraire de vos publications, et aussi à leur présentation typographique agréable et moderne. Le lecteur est aujourd'hui très sensible à cela. Vous devrez donc en tenir compte, non seulement pour le prestige des éditions

catholiques, mais aussi pour que le livre catholique soit mieux accueilli et puisse plus facilement atteindre les âmes, même les plus éloignées, et les acheminer vers l'Evangile.

### **Deux besoins particuliers : des ouvrages de catéchèse et une littérature saine**

Si nous en avions le temps, nous aimerions aussi vous parler des besoins que nous sentons dans le domaine de l'édition catholique, et que vous connaissez d'ailleurs parfaitement. Nous nous bornerons à indiquer deux de ces besoins. Le premier est celui de la littérature catéchétique, qui doit être remise à jour, conformément aux directives données récemment par l'épiscopat italien — lesquelles tiennent compte du trésor doctrinal offert au monde moderne et au peuple de Dieu par le récent Concile, ainsi que des méthodes pédagogiques de notre temps — afin d'offrir aux paroisses et aux écoles un « message » de vérité chrétienne, un « kérygme » de haute qualité, une pédagogie moderne.

Un autre besoin serait de reprendre certaines collections de récits, vrais ou romancés, des collections de livres de qualité, beaux et intéressants, et non pas inspirés par de fausses conceptions de la vie ou remplis de pages malsaines et déplorables. Il s'agit là d'une tâche difficile, certes, mais nous osons croire que le génie artistique n'est pas éteint parmi les penseurs et les écrivains catholiques italiens. Peut-être pourriez-vous, dans ce sens, susciter une nouvelle et agréable production littéraire.

### **La nécessité d'unir les efforts**

Permettez-nous une dernière recommandation : unissez vos efforts et recherchez des voies toujours meilleures pour réaliser des objectifs communs. La société d'aujourd'hui exige qu'à tous les niveaux on soit de plus en plus capable d'établir des liens de collaboration. Cela est absolument indispensable pour accroître votre rayonnement et créer une édition catholique à la hauteur du rôle qu'elle doit jouer, c'est-à-dire susciter des problèmes spirituels et aider efficacement l'individu dans sa formation progressive, sur le plan humain et chrétien.

### **Participation du laïcat à la mission de l'Eglise**

Très chers fils, vous exercez votre activité à une époque où, après le Concile, le laïcat catholique est invité d'une façon plus pressante à participer à la mission apostolique de l'Eglise. Vous savez que le Concile compte beaucoup pour l'expansion du Royaume de Dieu dans le monde d'aujourd'hui, sur le témoignage chrétien du laïcat, lequel « prend une efficacité particulière du fait qu'il s'effectue dans les conditions communes du siècle ». (Const. dogm. *Lumen gentium*, n° 35.)

Les éditeurs catholiques italiens répondront-ils à la confiance et à l'espérance du Concile ? Nous souhaitons qu'il en soit ainsi dans ce domaine délicat et important de la vie du laïcat catholique. Nous sommes certain que, soutenus par une antique et glorieuse tradition, avec une nouvelle ardeur, vous ferez cela pour l'Eglise de Dieu en Italie.

Soyez dans ce sens affermis par notre estime et soutenus par notre Bénédiction apostolique, qui veut appeler en abondance sur vous, sur vos familles et sur vos initiatives dans le domaine de l'édition, la bénédiction divine.



# Actes du Saint-Siège

## NOTE DU SAINT-SIÈGE A L'OCCASION DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION (\*)

A M. RENE MAHEU,  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO,

A maintes reprises nous avons eu l'occasion de vous exprimer toute notre sympathie pour l'action entreprise par l'UNESCO au service de l'éducation, de la science et de la culture.

L'heureuse initiative d'une Année internationale de l'éducation a été accueillie avec satisfaction par le Saint-Siège, et les catholiques entendent pour leur part collaborer généreusement aux grands objectifs de cette campagne, convaincus que toute œuvre éducative est génératrice de développement et source de paix entre les hommes et entre les peuples.

En cette circonstance, le Saint-Siège a estimé opportun de souligner quelques orientations majeures en la matière, et nous espérons vous être agréable en vous les transmettant, dans la seule préoccupation d'apporter une utile contribution à cette grande cause.

De grand cœur nous formons le vœu de voir l'UNESCO, dans la fidélité à ses nobles orientations, développer son œuvre pacifique de promotion de l'homme, capitale pour l'avenir du monde.

Du Vatican, le 8 décembre 1970.

PAULUS PP. VI

### Une tâche permanente : rendre l'homme plus humain

1. Tous les hommes et tous les peuples ont toujours eu le souci de transmettre aux générations montantes, avec la vie et des moyens d'existence, des modes de vivre. Aussi, sous des modes bien divers à travers les lieux et les âges, l'éducation a-t-elle toujours été considérée comme une œuvre de première importance, assurant la transmission du savoir et du faire, et « tendant à rendre l'homme plus humain en le faisant participer à tout ce qui peut l'enrichir dans la nature et dans l'histoire..., et à faire des forces du monde physique des instruments de sa liberté (1) ».

### Une nécessité particulière aujourd'hui : formation permanente

2. Cette tâche primordiale s'exerce aujourd'hui de mille manières, chez les peuples anciens comme chez les nations jeunes. Mais la mutation

profonde qui ébranle notre temps rend plus difficile la communication entre les générations, cependant qu'elle exige ce qu'on a pu appeler une formation permanente, pour aider les adultes à mettre à jour leurs connaissances et à profiter du progrès du savoir et des techniques, dans leur vie quotidienne aussi bien que dans leur activité professionnelle.

### Entre la peur et l'espoir : les jeunes

3. Alors que s'accroît la distorsion entre riches et pauvres dans un univers rétréci par les moyens modernes de communication sociale, le déséquilibre s'accroît devant « l'hypertrophie des moyens et l'atrophie des fins (2) ». Entre la peur et l'espoir, l'humanité oscille, inquiète, dans la sourde conscience qu'une brillante réussite matérielle et technique peut aller de pair avec une sorte d'échec moral (3), et les adultes paraissent bien souvent désemparés devant « l'attente anxieuse et impatiente des jeunes : qui ne saisit, dans les pays riches, leur angoisse devant la technocratie envahissante, leur refus d'une société qui ne réussit pas à les intégrer, et, dans les pays pauvres, leur plainte de ne pouvoir, faute de préparation suffisante et adaptée, apporter leur concours généreux aux tâches qui les sollicitent (4) ? ».

### UNESCO et Année internationale de l'éducation

4. « La faim d'instruction n'est pas moins déprimante que la faim d'aliments (5). » Aussi la création, par l'Organisation des Nations Unies, de l'UNESCO, agence spécialisée pour l'éducation, la science et la culture, a-t-elle fait naître de légitimes espoirs, et l'Eglise, pour sa part, n'a cessé de collaborer avec cette méritante institution, tout particulièrement en cette Année internationale de l'éducation. C'est ainsi, par

(2) Allocution de Paul VI au Séminaire international de périodiques catholiques européens et de la Société africaine de culture, *Osservatore Romano*, 2 octobre 1969, ou *Documentation Catholique* 66 (1969), Paris, Bayard-Presses, p. 1059.

(3) Cf. Allocution de Paul VI à la FAO, le 16 novembre 1970, n. 4, dans *Osservatore Romano*, 17 novembre 1970.

(4) Allocution de Paul VI à l'OIT, à Genève, le 10 juin 1969, n. 23, dans *AAS* 61 (1969), p. 502.

(5) Encyclique *Populorum progressio*, 26 mars 1967, n. 35.

(\*) Texte français original.

(1) J. MARITAIN, *L'Humanisme intégral*, Paris, Aubier, 1936, p. 10-11.

exemple, qu'en plus des activités traditionnelles d'enseignement, en étroite accord avec les pouvoirs publics, auxquels il convient de rendre hommage, on a vu se développer, dans de jeunes chrétiens, l'alphabétisation fonctionnelle et l'emploi des moyens modernes de communication sociale au service de plus larges secteurs de la population rurale. Les progrès techniques sont du reste constants en ce domaine, et rendront possible demain ce qui, hier encore, apparaissait chimérique : qui ne voit, par exemple, les possibilités immenses offertes aux éducateurs par les satellites de transmission et les vidéo-cassettes ?

### **Dans la mutation actuelle : apprendre à apprendre**

5. C'est dire que l'actuelle mutation scientifique et technique et ses répercussions en chaîne sur la vie quotidienne appellent une recherche incessante de formes d'éducation toujours mieux adaptées aux nécessités changeantes d'un monde en perpétuelle évolution. Le savoir n'est plus un acquis constitué une fois pour toutes. La quantité des informations disponibles s'accroît sans cesse, cependant que méthodes et techniques se transforment continuellement. Et l'étudiant d'aujourd'hui sait qu'il sera demain affronté à des nouveautés dont ses maîtres soupçonnent à peine l'émergence. En plus de la nécessaire transmission d'un savoir, l'éducation doit tout mettre en œuvre pour développer les facultés de jugement et de discernement, et donner aux intéressés le goût et les moyens de poursuivre par eux-mêmes plus tard leur propre éducation : en un mot, apprendre à apprendre.

### **Eglise, « mère et éducatrice » : enseignement, communautés éducatives**

6. Dans cette heure si importante pour l'avenir de l'humanité, l'Eglise entend, pour sa part, à sa manière propre, et sans jamais perdre de vue sa raison d'être qui est l'annonce de la Bonne Nouvelle du Christ Sauveur (6), poursuivre sa tâche de « mère et éducatrice » (7) dans les pays où elle s'est enracinée depuis ses origines : c'est là une exigence de « la foi qui agit avec amour » (8). Soucieux de venir en aide aux jeunes et aux adultes, aussi bien dans les nécessités de leur vie physique et intellectuelle que dans celles de leur vie morale et spirituelle, « ses missionnaires ont construit, avec des églises, des hospices et des hôpitaux, des écoles et des universités (9) ». Bien loin du reste de se limiter aux établissements d'enseignement, l'Eglise a fondé de nombreuses communautés éducatives — qu'il suffise de rappeler, à des titres divers, l'œuvre d'un don Bosco ou d'un cardinal Cardijn, à côté de celle d'un saint Jean-Baptiste de la Salle — destinées à aider les jeunes à épanouir leur personnalité en s'intégrant librement dans la vie sociale.

(6) Cf. Constitution dogmatique *Lumen gentium*, 21 novembre 1964, n. 1 et 8.

(7) Expression familière aux Pères de l'Eglise et reprise par Jean XXIII comme titre de l'encyclique *Mater et Magistra*, 15 mai 1961, dans AAS 53 (1961), p. 401-464.

(8) Ga 5, 6.

(9) *Populorum progressio*, n. 12.

### **La tâche éducatrice de l'Eglise : au service de l'homme**

7. Cet effort éducatif, très diversifié à travers le temps et l'histoire, s'est particulièrement appliqué aux pauvres de tous ordres, tout spécialement aujourd'hui aux déficients physiques et mentaux et aux inadaptés. De nombreux éducateurs — religieux et religieuses en tout premier lieu — ont largement contribué pour leur part, en maints pays, à la promotion des plus défavorisés, et notamment de la femme. Ainsi, de mille manières, la tâche éducatrice de l'Eglise se poursuit à travers le monde, où elle contribue au « vrai développement qui est le passage, pour chacun et pour tous, de conditions moins humaines à des conditions plus humaines (10) ». Ce faisant, comme le déclarait le Pape Paul VI lors de la clôture à Rome du récent Concile œcuménique, elle ne vise qu'un seul but : « Servir l'homme (11) ».

### **Un apport spécifique au projet commun : construire une communauté fraternelle d'hommes libres et responsables**

8. S'il est vrai, selon le mot fameux d'un grand philosophe, « que le corps agrandi attend un supplément d'âme, et que la mécanique exigerait une mystique (12) », l'Eglise estime que son apport éducatif, dans ce qu'il a de spécifique (13), peut aider les hommes de ce temps à réaliser en plénitude leurs meilleures aspirations : construire un monde fraternel où tous les membres de la grande famille humaine, des plus jeunes aux plus anciens, communiant avec enthousiasme à la réalisation de ce projet bien digne de galvaniser les énergies, parviennent à maîtriser progressivement les forces de la nature, à développer harmonieusement les possibilités de la culture et, dans le respect des légitimes diversités, à promouvoir une civilisation de l'universel où tous les enfants des hommes puissent vivre, libres et responsables, à l'image du Dieu d'amour qui est leur Père.

### **Vers un humanisme plénier : un développement intégral**

9. « C'est un humanisme plénier qu'il faut promouvoir. Qu'est-ce à dire, sinon le développement intégral de tout l'homme et de tous les hommes ?... Il n'est d'humanisme vrai qu'ouvert

(10) *Ibid.*, n. 20.

(11) AAS 58 (1966), p. 55-59.

(12) H. BERGSON, *les Deux Sources de la morale et de la religion*, Paris, Alcan, 17<sup>e</sup> éd., 1934, p. 335.

(13) Parmi les documents de référence en la matière : BENOIT XV, lettre apostolique *Communes litteras*, 10 avril 1919, dans AAS 11 (1919), p. 172 s. ; PIE XI, lettre encyclique *Divini Illius Magistri*, 31 décembre 1929, dans AAS 22 (1930), p. 49 s. ; PIE XII, nombreux documents dont les plus importants sont dans AAS (1939-1958) et commodément réunis jusqu'en 1954 dans *les Enseignements pontificaux, l'Education*, Paris, Desclée, 1955, ou PIE XII, *l'Education, la science et la culture*, Paris, Fleurus, 1956 ; JEAN XXIII, Message pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de *Divini Illius Magistri*, 30 décembre 1959, dans AAS 52 (1960), p. 57 s. ; Concile du Vatican, Déclaration *Gravissimum educationis*, 28 octobre 1965, dans AAS 58 (1966), p. 728 s. ; PAUL VI, nombreux textes dans AAS 55 s. (1963 s.).



à l'Absolu, dans la reconnaissance d'une vocation, qui donne l'idée vraie de la vie humaine... L'homme ne se réalise lui-même qu'en se dépassant (14). » Ces affirmations de l'encyclique *Populorum progressio* marquent clairement les objectifs fondamentaux de l'action éducatrice de l'Eglise, soucieuse de respecter l'équilibre de la nature et de la grâce, et d'aider les hommes à se reconnaître comme frères dans une humanité en marche vers son plein accomplissement.

### Une quête ardente de la vérité

10. « Conduisez-vous en enfants de lumière (15) » : cette recommandation de l'Apôtre Paul engage les chrétiens dans une quête ardente de la vérité. Bien loin de les en détourner, la foi stimule leur recherche dans tous les domaines. Ils y découvrent l'action multiforme de l'homme dans le prolongement de celle du Créateur. Celui-ci ne peut en effet apparaître comme un gênant concurrent pour sa créature, puisque les prouesses scientifiques et techniques de cette dernière se réalisent en conformité avec ses desseins (16). L'emprise croissante de l'homme sur les forces de la nature n'est-elle pas dans le droit fil de sa vocation, tout comme la maîtrise de l'économie et l'aménagement politique de la société ? N'est-ce pas l'une des tâches primordiales de l'éducation que de communiquer cet enthousiasme créateur, de partager « ce patrimoine de civilisation acquis au prix d'immenses sacrifices (17) », et d'ouvrir ainsi généreusement les chemins de l'avenir ?

### Du savoir transmis à la valeur communiquée

11. Une telle découverte des manifestations culturelles et des progrès techniques qui ont marqué la vie de l'humanité ouvre l'esprit, enrichit le cœur, forme au respect et à l'admiration raisonnée, et devient école de liberté responsable. Dans ce processus vers la conquête du vrai, la personnalité de l'éducateur est irremplaçable, car il ne s'agit plus seulement de savoir à transmettre, mais de valeur à communiquer et de vérité à découvrir, ce domaine infini dont la saisie progressive dilate l'intelligence et épanouit la personne en quête de plénitude.

### Une recherche de sagesse, maîtresse de vie

12. Assoiffée d'authenticité et soupçonneuse devant toute autorité, souvent rebelle aux leçons du passé, surtout le plus proche, la génération montante en quête de vérité ne recherche-t-elle pas, plus qu'un avoir en perpétuelle évolution dont elle perçoit les limites avec acuité, une sagesse qui soit maîtresse de vie ? Qui demeurerait indifférent devant cette requête ? Il ne suffit pas pour y répondre des meilleures réformes pédagogiques, par ailleurs indispensables, il y faut un témoignage de vie. Toujours prêts, selon la recommandation de l'apôtre Pierre, « à répondre à quiconque vous demande raison de

l'espérance qui est en vous (18) », les maîtres feront avec joie l'expérience de la parole du Christ à Nicodème : « Qui fait la vérité vient à la lumière (19). »

### Apprendre à savoir et vouloir pour préparer à agir

13. Enracinée dans une expérience vivante qui se communique, l'éducation poursuit inlassablement son but : former des hommes, leur apprendre à vivre, leur faire découvrir qu'il serait certes imprudent d'agir sans savoir, mais que savoir sans agir serait une lâcheté. Car l'acquisition du savoir et l'apprentissage du vouloir sont directement tournés vers l'agir personnel et social. Il n'est pas de véritable éducation sans mise en œuvre de toutes les facultés humaines, de l'intelligence à la sensibilité, ni sans développement harmonieux de l'esprit et du corps. Au reste, son premier bénéficiaire n'est-il pas son agent principal, dont il s'agit d'éveiller, d'alimenter et d'orienter le dynamisme intérieur ? Loin de le cantonner dans une situation de passivité, il faut donc l'initier sans tarder aux responsabilités, en lui confiant progressivement des tâches à exercer et des décisions à prendre.

### Enraciner un projet de vie, en donnant les moyens de le réaliser

14. Il n'y a donc pas d'éducation pour soi, mais un effort entrepris par des hommes concrets pour aider d'autres hommes à prendre la place qui leur revient dans leur communauté de vie, et à y exercer à leur tour leur action libre et responsable. Eduquer n'est pas transmettre une culture abstraite, mais enraciner un projet de vie dans une civilisation déterminée, en donnant les moyens de le réaliser : alphabétiser certes, mais pour ouvrir les voies à une formation adaptée, qui permettra d'apprendre un métier, d'accomplir une tâche professionnelle utile, d'œuvrer en citoyen. Il ne saurait donc y avoir d'éducateurs figés dans un savoir sans prise sur la vie et des recettes stéréotypées, mais des maîtres habités par un constant souci de recherche et d'adaptation, préoccupés de préparer un avenir, et toujours disponibles aux requêtes des événements : inventions, initiatives, contestations même, pour leur donner une issue positive, sans leur enlever leur fonction stimulatrice.

### En symbiose avec tous les milieux vivants, socio-professionnels et culturels

15. Pour remplir convenablement leur tâche, les éducateurs ont donc besoin de s'insérer profondément dans la communauté, pour se pénétrer « de ses traditions, de ses besoins, de son niveau de culture, de l'orientation de ses tendances... et de ses exigences... interprétées, au niveau de l'école, par des individus, des groupes organisés, des institutions culturelles ou religieuses, qui se proposent précisément, comme fin propre, la formation des jeunes gens à leurs tâches

(14) *Populorum progressio*, n. 42.

(15) Ep 5, 8.

(16) Cf. Gn 1, 8.

(17) PAUL VI, Message de Noël 1968, dans AAS 61 (1969), p. 56.

(18) 1 P 3, 15.

(19) Jn 3, 31.



futures (20) ». Un certain individualisme intellectueliste a opéré trop de ravages pour qu'on ne sente impérieusement le besoin d'ouvrir largement l'éducation sur le monde (21).

### L'éducation, œuvre commune

16. Plus que jamais, l'éducation est en effet une œuvre commune qui doit mobiliser à son profit toutes les forces vives de la grande communauté des hommes : la famille, certes, au premier chef, les enseignants de tous ordres avec leur apport spécifique, les groupements socio-culturels et les associations professionnelles, les communautés ecclésiales enfin, toutes œuvrant avec générosité et désintéressement pour la poursuite de ce grand œuvre au service du bien commun dont les pouvoirs publics sont le garant (22).

### La famille, première communauté éducatrice

17. Premiers éducateurs de leurs enfants (23), les parents ne peuvent être tenus à l'écart des orientations maîtresses données à l'enseignement. Capitale et irremplaçable, leur influence doit se conjuguer harmonieusement avec celles des spécialistes pour assurer le succès de cette tâche ardue et difficile qu'est l'éducation d'un petit d'homme et sa préparation à affronter les tâches de demain. Car l'éducation, pour réussir, doit se concevoir non comme une substitution, mais comme un complément de celle de la famille. N'est-ce pas le rôle pratiquement unique des parents d'assurer l'épanouissement harmonieux des facultés affectives de l'enfant ? L'intégrité morale dont il a été le témoin chez les siens n'imprime-t-elle pas chez l'homme, pour la vie, une marque indélébile en même temps qu'un point de référence auquel il ne cesse de recourir ? Dans le désarroi croissant des adultes devant les revendications impérieuses et parfois contradictoires des générations montantes, il faut que parents et enseignants définissent ensemble un projet commun, capable d'assurer l'indispensable transmission du patrimoine culturel, apte à assumer l'acquis sans cesse croissant des sciences et des techniques, en mesure enfin de préparer l'enseignant d'aujourd'hui à prendre demain en adulte responsable ses tâches professionnelles et son engagement civique dans le monde qui se construit (24).

### Bannir toute ségrégation

18. Les cloisonnements qui, trop souvent, séparent les hommes, sont le fruit d'une histoire marquée par l'égoïsme, l'ambition, l'esprit de domination, le péché personnel et collectif. L'enfant et l'adolescent ne demandent qu'à vivre en

symbiose avec leurs semblables, quelles que soient leur race et leur origine sociale, par-delà les différences dues à toutes les ségrégations de l'avoir et du pouvoir. Il est donc de première importance que toute ségrégation soit bannie du milieu éducatif et que celui-ci épanouisse les meilleures virtualités d'un chacun, dans une fervente atmosphère d'émulation fraternelle et de féconde amitié.

### Ouverture à l'universel

19. L'enracinement dans une culture propre va ainsi de pair avec le respect qui est dû aux autres. En se découvrant différents, les hommes prennent conscience d'être complémentaires, et leur ouverture sur l'universel est une composante essentielle de leur formation, tant il est vrai que la maîtrise du jugement et la capacité d'adaptation sont des marques propres de la vraie culture (25). D'un bout du monde à l'autre les échanges se multiplient, des relations se nouent, des solidarités se créent, et des univers étrangers hier encore se découvrent soudain familiers. Du même coup se révèlent des inégalités blessantes et des injustices criantes qui suscitent la tentation de répondre aux carences des institutions par la révolte. Ne voit-on pas en effet des personnes et des groupes sociaux, voire des peuples entiers, continuer égoïstement à s'enrichir cependant que d'autres — le plus grand nombre — se trouvent condamnés à la stagnation ou même à la régression ?

### Education au développement

20. L'année internationale de l'éducation, conjuguée avec le lancement de la deuxième décennie du développement, fournit l'occasion providentielle d'une prise de conscience responsable de ce phénomène indigne d'une humanité civilisée. Au moment où le développement de l'éducation mobilise des forces de plus en plus grandes, celles-ci manqueraient à leur tâche si elles ne favorisaient par tous les moyens en leur pouvoir l'éducation au développement. L'indifférence et la passivité ne sont plus de mise devant ce drame de notre temps dénoncé avec angoisse par l'encyclique *Populorum progressio*. Une « conscientisation », comme on l'a dit à bon droit, s'avère indispensable, et l'on peut espérer qu'elle jaillisse à travers ce monde assoiffé de justice comme une source irrépressible d'espérance.

### Concours de l'Eglise

21. En fécondant les intelligences et en forgeant les volontés, l'éducation éveille en même temps les consciences et appelle à l'action. Un tel effort requiert l'harmonieuse conjugaison des diverses communautés humaines. L'Eglise pour sa part n'a d'autre ambition que de continuer à y contribuer. Ne revendiquant rien d'autre que la liberté de servir (26), les éducateurs catholiques souhaitent travailler en symbiose étroite avec tous les éducateurs, dans une loyale colla-

(20) Lettre de la Secrétairerie d'Etat à la 45<sup>e</sup> Semaine sociale de France sur « L'enseignement, problème social », dans le compte rendu de la Semaine, Lyon, *Chronique sociale de France*, 1958, p. 6.

(21) Cf. Message de René Maheu, directeur général de l'UNESCO, pour l'Année internationale de l'éducation.

(22) Cf. JEAN XXIII, encyclique *Pacem in terris*, 11 avril 1963, dans AAS 55 (1963), p. 301 s.

(23) PAUL VI, Discours aux Equipes Notre-Dame, 4 mai 1970, n. 10-11, dans AAS 62 (1970), p. 432-433.

(24) Cf. JEAN XXIII, encyclique *Mater et magistra*, 15 mai 1961, dans AAS 53 (1961), p. 450 s.

(25) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 7 décembre 1965, n. 53-62.

(26) Déclaration *Dignitatis humanae*, 7 décembre 1965, n. 13.



boration avec les responsables du bien commun de la cité. Et ils s'efforcent de bannir de leur action toute tentation de particularisme étroit ou de rivalité agressive. Il n'est pas de trop de toutes les bonnes volontés pour réussir la tâche éducative qui impose son urgence aux hommes d'aujourd'hui, s'ils veulent assurer l'harmonieuse promotion de l'humain dans l'homme et dans la société.

### Une authentique formation pour une promotion humaine

22. A une heure où l'on aspire de toutes parts à un renouveau du projet éducatif et à un renouvellement des méthodes pédagogiques, l'Eglise, dans la fidélité aux exigences spirituelles qui l'animent, exhorte tous ses fils à œuvrer avec compétence et discernement, chacun avec la responsabilité qui lui revient — parents, éducateurs, animateurs, responsables civiques, — à une authentique formation humaine. Dans ses propres centres d'éducation, elle s'efforce, tout en donnant les connaissances nécessaires et en développant les aptitudes socio-professionnelles, d'inculquer une juste notion des vraies valeurs, de former aux vertus personnelles et sociales, et de transmettre, avec la foi au Christ, l'amour de l'homme. Partout où les catholiques sont employés dans des tâches éducatives, elle leur demande de ne se distinguer que par leur généreuse contribution à l'œuvre commune, leur désintéressement, leur souci de susciter des communautés ouvertes et fraternelles, leur préoccupation d'épanouir harmonieusement toutes les virtualités des personnes qui leur sont confiées, dans le respect des vocations propres, et la promotion des vraies valeurs.

### Conclusion :

#### Vers la réalisation d'un projet commun : un monde fraternel

23. Une immense tâche sollicite les hommes d'aujourd'hui. Ce n'est pas dans le désenchantement qu'ils pourraient l'accomplir. En prenant une vue plus exacte des besoins d'un avenir dont la prospective permet de discerner les orientations majeures, et en recherchant les moyens d'y répondre, l'année internationale de l'éducation est une occasion, pour tous les responsables, d'approfondir leurs convictions et de repartir de l'avant avec enthousiasme. Par-delà les légitimes différences de conviction qui habitent les hommes, il leur faut s'accorder sur un projet commun : bâtir ensemble une société d'hommes libres et responsables, tant il est vrai « que le problème le plus crucial auquel notre système éducationnel a affaire n'est pas un problème d'éducation, mais un problème de civilisation (27) ». Le terme ultime de toute éducation authentique est la sagesse, faite de science et de conscience. Par la science, l'homme, dernier venu sur la terre mais seul être doué d'intelligence, pénètre les secrets de la nature et, par la conscience, il dispose de ses conquêtes pour le service de la famille humaine ; constitué gérant de la création, il découvre, dans sa collaboration à l'œuvre divine et dans la domination de la

matière, sa dignité de personne humaine, fondement d'une société vraiment fraternelle. Quelle tâche exaltante pour tous les éducateurs : mettre les hommes en mesure d'accomplir, en hommes, leur merveilleuse destinée !

\*\*\*

### REPONSE DU DIRECTEUR GENERAL DE L'UNESCO

*M. René Maheu, directeur général de l'UNESCO, a répondu en ces termes à la lettre du Saint-Père et à la note qu'on vient de lire :*

TRÈS SAINT-PÈRE,

Au moment où s'achevait l'Année internationale de l'éducation, j'ai eu l'honneur de recevoir la lettre autographe que Votre Sainteté a daigné m'adresser en date du 8 décembre.

La sollicitude que Votre Sainteté a bien voulu marquer ainsi envers l'UNESCO est pour l'organisation comme pour moi-même un encouragement infiniment précieux.

C'est avec le plus grand intérêt que j'ai pris connaissance de la note que le Saint-Siège a diffusée à l'occasion de l'Année internationale de l'éducation et par laquelle l'Eglise catholique exhorte les parents, les éducateurs, les animateurs et les responsables civiques à conjuguer leurs efforts pour assurer à tous une authentique formation humaine.

En mettant notamment l'accent sur la nécessité de rechercher des formes d'éducation toujours mieux adaptées aux besoins changeants d'un monde en évolution, de manière à répondre aux aspirations des jeunes et à favoriser l'épanouissement d'hommes capables d'assumer pleinement la place qui leur revient dans leur communauté, cette note rejoint l'esprit qui a animé l'effort de réflexion et d'action que la communauté internationale avait été invitée à entreprendre en 1970.

Le bilan d'ensemble de l'Année internationale de l'éducation auquel le Secrétariat travaille actuellement met d'ailleurs en relief le caractère extrêmement positif de la contribution que les milieux catholiques ont apportée à l'entreprise commune. Pour cette action aussi, directement inspirée de l'enseignement et des orientations de l'Eglise, qu'il me soit permis d'exprimer à Votre Sainteté toute ma gratitude.

Je prie Votre Sainteté de bien vouloir agréer l'homage de mon profond respect.

5 janvier 1971.

(Texte français dans l'Osservatore Romano du 15 janvier 1971, p. 2.)

---

— *Vocabulaire œcuménique*, sous la direction d'Y. CONGAR (coll. « Théologie sans frontières »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 428 pages. Prix : 36 F. Editions du Cerf, Paris.

Un groupe de travail protestant-catholique, réuni sous la direction du P. Congar, a lentement élaboré ce Vocabulaire œcuménique regroupant quinze notions clés, qui font particulièrement problème dans le dialogue entre les deux confessions : Foi, Evangile, Péché, Justification, Religion, Esprit, Grâce, Mérite, Liberté, Tradition, Charisme, Ministère, Institution, Méthode théologique. Chacune d'entre elles est traitée à la fois par un protestant et un catholique. Un tel vocabulaire, irénique mais sans complaisance, représente le type même de l'outil œcuménique : en cernant rigoureusement ce que chacun met sous les mots, il permet d'échapper aux approximations verbales et d'aller au cœur même du dialogue.

(27) J. MARITAIN, *Pour une philosophie de l'éducation*, Paris, Fayard, 1969, p. 155.

## L'ÉPISCOPAT POLONAIS ET LES ÉMEUTES DE DÉCEMBRE 1970

*Le cardinal Wyszynski, archevêque de Gniezno et Varsovie, président de la Conférence épiscopale de Pologne, et les évêques polonais, ont fait les déclarations que nous publions dans le présent dossier, après les graves émeutes suscitées du 14 au 21 décembre 1970 parmi les ouvriers de la côte balte, par l'augmentation massive du prix de la vie. Ces émeutes, réprimées d'une façon sanglante (1), ont amené la destitution de M. Gomulka, premier secrétaire du Parti, et son remplacement par M. Edouard Gierek (2).*

### UN NOËL DE DEUIL

*Extraits de l'allocution du cardinal Wyszynski aux prêtres de son diocèse, le 24 décembre 1970.*

Noël est d'une actualité permanente. Les mystères de l'Annonciation, de la Nativité, de l'Épiphanie, comme ceux du Calvaire, de la Résurrection, de la Pentecôte, ne relèvent pas du passé, mais nous interpellent aujourd'hui, en stimulant notre initiative et notre zèle pastoral qui n'a qu'une seule fin : réconcilier l'homme avec Dieu et le monde avec l'homme « divinisé », afin que tout homme soit traité avec respect, justice et charité, pour que l'équilibre spirituel et social laissent agir les divines énergies, dont dépend la *paix sur terre*, promise au Royaume du Christ Seigneur.

L'Eglise nous fait participer à la grâce de Noël dans tous les domaines de notre vie personnelle, familiale, sociale et même économique et politique. Nous avons pour mission de répandre « des pensées de paix et non d'afflic-

tion ». *Paix* aux maisons qui nous accueillent ! *Paix* aux cœurs, aux intelligences et aux bonnes volontés, *paix* aux familles, à tous les travailleurs de notre pays ! *Paix* à ceux qui cherchent du pain ! *Paix* à ceux qui font honneur aux paroles du Christ Seigneur, lancées à tout jamais dans les profondeurs de l'histoire : « *L'ouvrier est digne de son salaire !...* » Il a même dit à ses disciples : « *C'est à vous de leur donner du pain !* »

Notre Noël polonais de 1970 nous rappelle une fois de plus l'urgence de l'approfondissement de notre ministère pastoral. Il est vrai, notre travail a été souvent déprécié, vilipendé, tourné en caricature. Evêques, prêtres, fidèles, nous avons été souvent blessés dans notre dignité humaine et entravés dans nos droits de croyants. On nous privait souvent de nos besoins les plus élémentaires, on passait sous silence toutes nos justes réclamations, on nous traitait avec mépris et avec orgueil, comme des parias...

Nous ne pouvons nous empêcher d'évoquer la récente période d'athéisation systématique, à partir de 1957, à tous les niveaux de notre vie sociale. Combien de souffrances accumulées en l'année de notre millénaire qui portait la paix au peuple et fut combattu sans merci ! Comment justifier le refus obstiné de construire de nouvelles églises, malgré les réclamations des travailleurs qui en étaient cruellement blessés ? Comment oublier le plus douloureux affront, les portes de la Pologne fermées au Saint-Père ? Pourtant, personne aujourd'hui ne l'ignore : ce pèlerinage du Pape aurait eu une signification non seulement religieuse et aurait servi la raison d'Etat, en pacifiant les esprits et les cœurs (3)...

La litanie de nos douleurs pourrait se poursuivre sans fin, mais ce n'est pas là notre tâche. Nous sommes disciples de l'Homme-Dieu *crucifié*. Nous avons le *devoir de pardonner*. Dieu a pardonné aux dimensions de l'univers. Il nous donne la force de pardonner aux dimensions de notre patrie. Nous ne sommes pas des juges ni des procureurs de la République ! Nous sommes des confesseurs. Nous avons l'habitude d'absoudre. « *Va en paix et ne pêche plus...* » Nous savons que la *douleur est féconde*, comme le fruit des entrailles de la Vierge Marie, cloué

(1) M. Gierek a donné le bilan suivant le 6 février : 45 morts et 1 165 blessés.

(2) Les textes publiés ci-après sont traduits par André Martin d'après le texte polonais original. Les notes sont du traducteur, sauf indication contraire.

André MARTIN a publié sur ce même sujet deux longues études, l'une dans *la France Catholique*, 26 février 1971, p. 9 et s. ; l'autre dans *les Etudes*, mars 1971, p. 323 et s.

(3) Cf. DC 1966, n° 1471, col. 891 ; n° 1473, col. 1066. (NDLR.)



en croix, est devenu *Pain de vie* pour tous les enfants de Dieu.

*Les événements tragiques* du mois dernier ont gravement compromis la réputation de la Pologne qui, même sous l'ancien régime, avait une législation démocratique. *On a voulu laver des fautes et des erreurs avec le sang des ouvriers !*

Nous nous inclinons avec un profond respect devant nos villes baignées de sang : *Gdynia, Gdansk, Szczecin, Slupsk, Elblag*. Nous recueillons ce sang dans nos mains sacerdotales et nous l'offrons en sacrifice expiatoire... C'est notre mission d'offrir le sang de l'Agneau sans tache pour les péchés du monde. En tant que prêtres, nous ne ferons pas de distinction entre ceux qui sont tombés pour la *justice*, en réclamant *du pain*, et ceux qui sont morts fortuitement, ni même ceux qui ont combattu pour des fins *injustes*, indignes d'une grande cause. Nous les remettons tous dans les mains du Père de Jésus-Christ, Sauveur du monde, du bon et du mauvais larron, de Madeleine et du centurion, des bourreaux et de ceux qui ont su compatir. Telle est notre mission sacerdotale.

Les évêques polonais ont pleinement conscience de la gravité de notre situation. Tous, nous sommes préoccupés de l'avenir de notre patrie. Nous sommes présents dans la vie de notre peuple, ce qu'on a fini par reconnaître même à l'Office des cultes, le plus sombre service de l'Administration publique. On y a déclaré que l'Eglise peut grandement aider la nation. On a fait allusion à notre *Mémoire* de juin 1970 consacré aux *dangers qui menacent la survie biologique de notre nation*, mémoire qui, comme tant d'autres, est resté sans réponse.

Ce mémoire a été suivi d'une lettre pastorale pour la fête du Christ-Roi et de notre appel pour la « Semaine de miséricorde ». Au cours de la 122<sup>e</sup> Conférence de l'épiscopat polonais, le 4 septembre 1970, nous avons annoncé une nouvelle lettre pastorale pour la fête de la Sainte Famille. Aussitôt, l'Office des cultes a déclenché contre cette lettre une campagne en règle ; espérons que ce sera la dernière ! La variété des postulats, dans différents centres régionaux, témoignait d'un certain désarroi. Au cours d'une rencontre à Lodz, nous avons décidé que la lettre serait lue, avec une introduction appropriée. Cependant, après le *dimanche noir* du 13 décembre, telle est notre situation à l'intérieur du pays qu'il vaut mieux ne pas aborder, pour le moment, des questions par trop pénibles. Il ne faut pas affliger ceux qui pleurent (4).

Cette lettre que vous connaissez, Frères, a été dictée par notre souci *pour la vie même de notre nation*. Cependant, à l'heure présente, ces résonances risquent d'être dépassées par les événements. *La défense de la vie* doit céder, pour le moment, au postulat primordial *du pain quotidien*, de quoi nourrir les familles le plus économiquement possible. La prudence requiert qu'à cette douloureuse étape on ne multiplie pas les postulats ! Attendons donc un moment plus calme et plus propice pour dévoiler les très graves problèmes qui nous préoccupent. En ce moment, ils risquent d'être politisés, ce qui

serait vraiment dommage. En tenant compte de tout cela, nous avons décidé de renvoyer la lecture de cette lettre pastorale à un proche avenir, lorsque notre peuple sera à même d'accueillir avec calme les données objectives que nous lui communiquons. Il faut parfois savoir attendre, il faut doser les vérités selon ce que peuvent supporter ceux à qui elles s'adressent.

Nous accueillons les déclarations officielles qui nous concernent avec une confiance prudente. Nous espérons que, cette fois-ci, nous ne serons pas éconduits comme en 1956. L'Eglise en Pologne, ses évêques, ses prêtres, le peuple de Dieu, représentent une force d'équilibre et de maturité paisible dans notre vie nationale. C'est ainsi que nous faisons face à l'avenir. Nous avons pleinement conscience de notre mission sacerdotale au milieu de notre peuple, « os de nos os et sang de notre sang », dans l'amour de notre patrie, que nul ne saurait mettre en doute. Conscients de nos responsabilités, nous voulons *servir* notre peuple avec toutes les divines énergies, mises par le Christ à notre disposition, pour implanter *la paix de Dieu et l'amour de Dieu et de nos frères*.

Je vous en prie donc, Frères, qu'en cette fête du *Verbe qui s'est fait chair*, chacune de vos paroles soit empreinte d'amour *pour tous, sans nulle exception*, et s'incarne dans une vie nouvelle et dans une coexistence pacifique pour le bien commun. Tel est le très humble vœu de votre évêque qui sait bien des choses mais ne juge pas opportun de tout dire. Il faut qu'au préalable tout cela soit purifié et approfondi par la souffrance et par la prière...

## ALLOCUTION DE NOEL DU CARDINAL WYSZYNSKI

*Voici un extrait de l'allocution qui a été prononcée par le cardinal Wyszynski dans la cathédrale Saint-Jean, à Varsovie, le jour de Noël :*

[...] Malgré tant d'inquiétudes et de si graves angoisses, malgré les événements tragiques qui, tout récemment, ont baigné les rues de nos villes de sang fraternel, nous faisons confiance à la promesse de l'*esprit* de Dieu : « Tous les pays verront le salut. »

Sans doute, le drame qui s'est joué en Pologne presque à la veille de Noël n'a point de précédent dans notre histoire. Rien d'étonnant que nous en soyons tous, littéralement, traumatisés. C'est vraiment un deuil national ; il n'y a pas un Polonais qui ne l'assume !

Nos vœux fraternels s'adressent en premier lieu aux familles de nos villes côtières dont les fêtes, cette année-ci, seront tellement douloureuses ! A vous, veuves et orphelins, nous transmettons la bénédiction du Saint-Père ! Nous nous adressons ensuite à tous nos camarades ouvriers, chargés d'un dur et obscur travail. Votre douleur est notre douleur ! Chaque goutte de votre sang nous est infiniment précieuse !

En vous adressant ce message de communion dans la souffrance de ce lieu marqué par les combats pour votre liberté et la nôtre, nous ne pouvons nous empêcher de vous demander bien humblement pardon. Tous, prêtres et évêques, mais moi surtout, votre cardinal primat, nous

(4) Nous publions la traduction de cette lettre pastorale à la fin de notre dossier, p. 224.



nous sentons coresponsables du drame qui vient de se jouer. Peut-être n'avons-nous pas assez proclamé l'évangile à temps et à contre-temps, peut-être n'avons-nous pas assez défendu les droits des travailleurs.

Comme je serais heureux de prendre sur moi tout le poids de ce qui vient de se passer dans notre patrie. Car il faut qu'il y ait des victimes expiatoires pour racheter les fautes d'un peuple. Si le Christ Seigneur, prêtre éternel, a pris sur lui le poids des péchés du monde, ne serait-il pas juste que votre évêque assume sa part et que son sacrifice mette à l'abri ceux qui souffrent et qui pleurent ?

Peut-être n'ai-je pas assez supplié, exhorté, mis en garde ? C'est vrai que ma voix fut souvent étouffée et mes appels laissés sans réponse... N'empêche que tous, évêques et prêtres, nous nous sentons coresponsables de ce qui vient de se passer. Aux familles de ceux qui sont tombés, nous en demandons bien humblement pardon.

Mais le message que nous vous adressons est aussi un message d'espérance. Le choc tragique qui a ébranlé nos consciences nous engage tous à un examen de conscience. Avant d'accuser qui que ce soit, reconnaissons-nous nous-mêmes coupables. C'est dans cet acte de contrition national que nous trouverons des sources de renouveau.

Nous vous en supplions, chers enfants de Dieu, soyez indulgents, pardonnez, remettez la main à la charrue pour obtenir *plus de pain* ! Partagez *en justice* les biens de cette terre, en les distribuant d'abord à vos compatriotes, surtout aux pères et aux mères de famille. *Au pain qui croît en terre polonaise ont tout d'abord droit les enfants de cette terre...*

Voici le temps du partage : des biens matériels, mais aussi des biens spirituels. Peut-être « la faute bienheureuse » de ces journées tragiques aura-t-elle ébranlé nos consciences et fait naître l'espérance. Nous voici acculés au devoir rigoureux de penser d'abord aux autres, surtout à nos frères souffrants et affligés, et après seulement à nous-mêmes.

Puisse ce Noël fructifier en espérance !

Puissent tous nos compatriotes, conformément à une tradition millénaire, s'unir dans un travail ardent pour le bien commun, dans un esprit vraiment démocratique ! Car tous nous avons droit à notre patrie et, dans cette patrie, au respect, à la liberté, à l'amour, à des paroles empreintes d'amitié...

**ALLOCUTION PRONONCEE  
PAR LE CARDINAL WYSZYNSKI  
EN LA BASILIQUE PRIMATIALE  
DE GNIEZNO LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1971**

Voici comment saint Paul commente le *mystère de l'Incarnation* : « Lorsque est venue la plénitude des temps, Dieu a envoyé son fils, né d'une femme, pour affranchir ceux qui sont sous la Loi... Ainsi *tu n'es plus esclave, tu es fils* ». (Ga 4, 4-7.) Tel est le plan du salut, pour toute l'humanité, sans nulle exception. Dieu veut que nous vivions sur cette terre non pas comme esclaves, mais comme *hommes libres*, unis par les liens de charité fraternelle.

Le Christ Seigneur a donné pour mission à son Eglise de réaliser le plan de Dieu par l'affranchissement de toute forme d'esclavage indigne de l'homme libre.

L'Esprit de l'Evangile est un levain dans les profondeurs du monde qui ne cesse de promouvoir une saine ambition de *progrès social*. Nous percevons dans toutes les parties du globe un besoin irrésistible d'abolir l'asservissement de l'homme par l'homme et de promouvoir la véritable liberté que nous garantit l'Evangile.

Il y eut des hommes au siècle dernier qui ont basé leurs revendications sociales sur la grande charte de liberté proclamée par l'Evangile. Ils ont compris qu'il n'y a point de réforme valable sans cet affranchissement fondamental que nous apporte le Christ. Même aujourd'hui, après de tragiques déceptions, on commence à comprendre que « l'homme ne vit pas seulement de pain » et qu'il faut respecter son élan vers la liberté. Plus d'un document officiel qui dresse les normes de la coexistence se réclame, sans le savoir, de l'Esprit de l'Evangile. On souligne avec une insistance croissante la nécessité du progrès non seulement matériel et économique, mais spirituel. Car on ne saurait garantir le premier sans assurer le second. Il faut respecter *les droits de l'homme*, que l'on croie à l'existence de Dieu ou non ! L'appel de l'épiscopat polonais qui est lu aujourd'hui dans toutes les églises de Pologne s'adresse aussi bien aux gouvernants qu'aux gouvernés qui, d'un commun accord, se proposent d'assainir nos structures économiques et sociales. Pas un instant, il ne faut perdre de vue la *primauté du progrès spirituel* dont dépend, en fin de compte, *tout progrès matériel*.

Comme tant de fois au cours des siècles, le *travailleur doit être défendu contre toute forme d'exploitation*. Je le dis en tant que serviteur de l'Evangile, non pas comme politicien ! L'Evangile nous dit que « l'ouvrier est digne de son salaire ». (Lc 10, 7.) Celui qui travaille honnêtement, qui use toutes ses forces, toutes ses capacités, toute son expérience et toute sa bonne volonté au service de la nation doit, dans sa patrie, jouir de la *priorité absolue donnée aux biens de consommation* produits par son travail.

C'est pourquoi ceux qui nous gouvernent ont le devoir de donner à manger *tout d'abord* aux citoyens de notre pays, de nourrir *en premier lieu les travailleurs polonais* ! C'est un *droit* et un *devoir* ! Nous ne pouvons nourrir des peuples lointains lorsque *chez nous il y a misère* ! Nous ne pouvons nous payer le luxe d'exporter des articles de consommation de *première nécessité*, surtout d'articles alimentaires, lorsque, en Pologne, il faut faire la queue pour acheter de la viande et du pain. Nous n'avons pas le droit de distribuer des aumônes à droite et à gauche lorsque nos enfants souffrent de la faim, lorsque nos travailleurs se rendent au travail avec un estomac vide, lorsque leurs femmes doivent passer des heures à faire la queue pour obtenir enfin un morceau de pain ou de viande, un peu de matières grasses (1) !

(1) Allusion à l'exportation massive, sous la dictature de M. Gomulka, d'articles de consommation de première nécessité, soit comme « dons bénévoles » (Vietnam du Nord), soit pour obtenir des devises.



Je le répète : ce n'est pas en économiste ni en politicien que je vous parle, mais comme *témoin de l'Evangile*. Le Christ m'enseigne : « Donne du pain à celui qui a faim, de l'eau à celui qui a soif, revêts celui qui est nu... Ce que vous aurez fait pour l'un de ces plus petits, c'est à moi que vous l'aurez fait. » (Mt 25, 37-40.)

En ce moment, toute notre énergie doit être mise au service de notre peuple. Nous savons que les produits de notre terre et de notre travail se vendent meilleur marché à l'étranger que chez nous. C'est une preuve de plus d'une politique économique aberrante. Les responsables de la chose publique s'en rendent compte et s'efforcent d'y remédier...

### Le droit au repos hebdomadaire

En lisant les journaux, ces jours derniers, je me suis aperçu qu'il y a encore un autre point qui exige d'urgence une correction essentielle. Il s'agit de la sauvegarde des loisirs dus aux travailleurs, de la défense du *repos dominical* ! J'ai longuement parlé de ce sujet avec nos anciens gouvernants, en essayant de leur faire comprendre que l'homme n'est pas une machine et qu'il ne peut travailler sans arrêt dans la tension nerveuse, bien que plus légère physiquement, qu'implique l'industrie moderne. *L'homme qui travaille six jours complets a droit au repos du septième jour*. Même si la religion ne l'intéresse pas, il a droit à la détente physique et morale.

Sur ce point, *tous les codes du travail sont parfaitement d'accord*. On y trouve des statuts et des règlements au sujet du repos dominical, des congés dus aux travailleurs, des tribunaux du travail sanctionnant de pénalités très graves les patrons malhonnêtes qui refusent aux ouvriers le repos prévu par les lois.

Avant la guerre, je fus parfois invité aux sessions des *tribunaux du travail*, qui relevaient des Assurances sociales. Plus d'une fois, je fus témoin de verdicts frappant les patrons qui exploitaient leurs ouvriers en les occupant les jours destinés aux loisirs.

Dans ce domaine il y a toujours des abus regrettables. On continue à faire pression pour obtenir « des engagements spontanés ». On continue à forcer les « *normes* » et à harceler les travailleurs comme jadis, sous un régime capitaliste, lorsque le travail à forfait et le système des records servaient à « séduire » les travailleurs, pour augmenter leur rendement. Malheureusement, cette question reste ouverte. Il faut rappeler aux responsables que l'ouvrier sans cesse pourchassé par le système des normes, des heures supplémentaires, « d'engagements bénévoles », finit par être agacé et abruti. Il va au travail, mais dans quel état psychique ? Comment peut-il, dans ces conditions, penser à sa famille, lire un journal, s'instruire, si toutes ses ressources physiques sont épuisées par un travail ininterrompu (2) ?

(2) Après les grèves de décembre, on fait sans cesse appel, en Pologne, « à l'offre bénévole des dimanches » pour rattraper le temps perdu. Là encore, heureusement, l'unanimité n'est pas parfaite et certains sociologues abondent (sans le dire) dans le sens du cardinal Wyszyński. Ainsi pouvons-nous lire dans le journal

L'homme a besoin de détente. L'homme a besoin de repos. Ce n'est pas seulement un commandement de Dieu. C'est une loi inscrite au plus profond de notre être psychophysique. C'est un problème moral qui conditionne la dignité de la personne humaine.

On peut demander beaucoup à un homme reposé et bien nourri, dont le travail est rétribué par un juste salaire. Le rendement des esclaves laisse toujours à désirer. Le véritable progrès est une affaire d'hommes libres !

### LETTRE DE L'EPISCOPAT POLONAIS

LES EVÊQUES POLONAIS

A TOUS LEURS COMPATRIOTES

UNIS PAR LE SOUCI DU BIEN COMMUN

1. Les événements qui viennent de frapper si douloureusement notre patrie et surtout les villes de la côte balte ont alerté l'opinion publique chez nous et à l'étranger. Le Pape Paul VI a exprimé son souci paternel dans un télégramme adressé au cardinal Wyszyński (1).

2. Ces paroles de compassion et de réconfort nous ont profondément touchés. C'est un signe de la présence vigilante et bienveillante de l'Eglise au cœur du monde moderne. Plus que jamais, l'Eglise en Pologne considère ce message comme venant du Christ à qui, toujours, elle veut demeurer fidèle et bien plus encore à l'heure des dures épreuves qui nous frappent.

Nous venons d'être témoins de combats fratricides qui nous ont remplis d'une douleur sans nom. Avec le Saint-Père, nous compatissons du fond de notre cœur à la souffrance des familles frappées de ces deuils cruels. Nous recommandons à Dieu, avec ferveur, tous ceux qui sont tombés. Après ces malheurs indicibles, nous n'avons qu'un seul souci, nous n'élevons qu'un seul appel : « De grâce, épargnez-nous de nouvelles souffrances ! » Il faut user de tous les moyens pour que chacun, dans notre patrie, se sente respecté et en sécurité. Nous avons confiance que les promesses des pouvoirs publics seront tenues.

3. Notre patrie est le bien commun de tous les Polonais. Ce bien a été plus d'une fois menacé. Lorsque nous nous relevions avec tant de peine des ruines accumulées par la Deuxième Guerre mondiale et par l'occupation, nous avons dû conjuguer tous nos efforts pour mettre à l'abri notre sécurité. C'est pourquoi nous avons salué avec joie les récentes démarches qui faisaient prévoir la reconnaissance par nos voisins occidentaux des droits de notre nation.

4. Lorsque sur le plan international, nos justes droits sont honorés, à l'intérieur du

officiel *Zycie Warszawy* du 31 janvier : « Sur le plan des loisirs nous sommes bien en arrière d'autres pays socialistes. On argumentait récemment comme suit : « Ce n'est pas le moment de raccourcir le temps du travail lorsque la production réclame un effort décuplé. » Et pourtant, nul n'ignore qu'une semaine de travail plus courte ne signifie nullement une diminution de rendement. Bien au contraire, l'expérience démontre que (le repos hebdomadaire) est un stimulant de premier ordre. » (J. REDLICH.)

(1) Cf. DC 1971, n° 1579, p. 147. (NDLR.)

pays, notre droit à l'existence et à l'indépendance ne peut être sauvegardé que par nous-mêmes. Ce devoir incombe en premier lieu à ceux qui nous gouvernent.

Les récents événements ont démontré, en toute évidence, les conditions qui doivent garantir à notre nation le droit à l'existence et à l'indépendance. Ce sont les droits fondamentaux de la personne humaine :

a) Liberté de conscience et de vie religieuse, sur la base d'une normalisation effective des rapports entre l'Eglise et l'Etat.

b) Droit à la vie culturelle, conformément aux principes chrétiens de coexistence.

c) Droit à la justice sociale, en tenant compte des revendications légitimes des travailleurs.

d) Droit à la vérité dans la vie sociale, à la liberté d'expression et à l'information véridique.

e) Droit à des conditions matérielles qui assurent aux familles et à chaque citoyen une vie décente.

f) Droit au respect de la personne humaine, de sorte que personne chez nous ne soit humilié, outragé ni persécuté.

Ces droits doivent être garantis non seulement par le pouvoir suprême, mais aussi par les organes de l'administration publique et surtout par ceux qui sont chargés du maintien de l'ordre. Tous les citoyens de notre pays doivent y coopérer.

5. Le respect de tous ces droits, nous dit l'Encyclique *Pacem in terris*, constitue la condition fondamentale de la paix sociale. Nous l'avons proclamé en mars 1968 (2). Le recours à la force ne contribue nullement à la pacification, surtout lorsque des innocents, des femmes et des enfants en sont victimes. La vie d'un peuple ne peut se développer dans un climat de *terreur*. La paix n'est possible que là où règnent la justice et l'amour fraternel.

6. C'est dans cet esprit qu'au seuil du Nouvel An, nous, vos évêques, lançons cet appel à tous nos compatriotes, à toute notre patrie bien-aimée, en confiant à la protection du Christ Seigneur et de sa Mère « nos villes, nos villages et nos bourgades, nos maisons et tous nos biens » (3).

Varsovie, ce 29 décembre 1970.

## LES EVEQUES POLONAIS INVITENT TOUTE LA NATION A PRIER POUR LA PATRIE

### 1. Appel à la prière

Après les événements tragiques de la côte balte, du mois de décembre, la Pologne suscita à travers le monde entier un mouvement de solidarité véritablement universelle. Le Pape

(2) Pendant la répression impitoyable de l'appareil policier de M. Moczar, qui a réussi à étouffer le soulèvement des étudiants et des écrivains polonais qui réclamaient « les libertés élémentaires » garanties par la chartre des *Droits de l'Homme*, ratifiée par le gouvernement de la Pologne populaire. Cf. articles d'André Martin publiés dans *les Etudes* en juin et août-septembre 1968.

(3) Citation d'un Noël polonais.

Paul VI, soucieux de l'avenir de notre patrie, a supplié Dieu « de nous accorder la paix intérieure et les conditions d'un développement pacifique ». A ce tournant difficile de notre histoire, nous devons recourir au moyen le plus efficace de la détente : à la *prière*.

Pendant les douloureux événements de décembre, on a eu l'imprudence de recourir aux armes. Les conséquences furent tragiques. Nos villes côtières furent noyées dans le sang. Toute la nation en a été traumatisée.

Pour recouvrer la paix intérieure, nous désirons recourir aux armes spirituelles qui ne blessent personne, mais consolent, qui sont toujours efficaces et victorieuses. Dans la situation actuelle de notre pays, c'est de cela que nous avons besoin ! Ces plaies béantes doivent être pansées avec l'huile de la *paix de Dieu*. Ces conflits tragiques, combien exacerbés, ne peuvent être résolus qu'avec l'aide des *divines énergies*. Les espérances et les promesses humaines qui s'esquissent devant nos yeux doivent être consolidées par la foi surnaturelle en l'aide, certaine, promise par Dieu.

C'est pourquoi nous tous, évêques polonais, qui travaillons au renouveau spirituel des territoires confiés à notre soin pastoral et qui nous sentons responsables de la paix et de l'ordre de Dieu, nous invitons tous nos compatriotes à prier avec ferveur aux intentions de notre patrie.

### 2. La situation de notre pays réclame notre prière

Il faut nous le dire ouvertement. Nous venons de vivre une tragédie jamais notée dans notre histoire. Nous en sommes tous secoués d'angoisse, de douleur, de peine inexprimable. Ce ne sont pas seulement les travailleurs de la côte balte, mais tous les Polonais qui en sont touchés au vif ! Il n'y a certes aucun de nos compatriotes qui n'abonde dans ce sens. Tous aspirent anxieusement au rétablissement de l'ordre intérieur dans tout notre pays.

Au cours de ces dernières années, nous avons traversé une mer d'humiliations et de tourments. Nous fûmes témoins d'un orgueil insensible à la moindre manifestation de la pensée libre, aux postulats les plus justifiés, aux pétitions qui affluaient de toutes parts. La récente tragédie éclata à la suite de ces humiliations dont furent abreuvés, depuis des années, tous nos compatriotes, sans exception l'Eglise !

Cependant, à travers cette nuit obscure de notre patrie, l'espoir commence à luire. Nous avons confiance d'aller vers un *renouveau*. Nous espérons que cette leçon tragique portera des fruits salutaires. Nous pensons qu'enfin les désirs, les implorations, l'attente de notre peuple seront satisfaits. Le temps est venu de tenter, après tant de douloureux échecs, l'aventure de l'Evangile, toujours actuel. Lorsque les pauvres réclament du pain, la Parole du Christ Seigneur au bord du lac de Genezareth nous met en état d'alerte : « Donnez-leur du pain ! » Nous pourrions nous aussi demander : « D'où le prendrons-nous ? » C'est ici que nous rappelons la consigne de Jean, sur la rive du Jourdain : « Que celui qui a de quoi manger partage avec celui qui n'en a pas ». (Lc 3, 11.)



Le temps est venu pour tous de partager leur pain dans la charité fraternelle. C'est là peut-être « la faute bienheureuse » de ces jours tragiques qui ont bouleversé nos consciences et fait poindre l'espérance. Nous voici contraints à penser davantage à nos frères souffrants et indigents qu'à nous-mêmes !

Tous, nous devons conjuguer nos efforts pour que, en Pologne, règne un esprit véritablement démocratique. Notre foi chrétienne doit nous inspirer une coopération plus étroite et plus féconde avec tous nos compatriotes, avec tous ceux qui ont droit à leur patrie et, dans cette patrie, à la liberté, à la vérité, à la justice, au respect, à l'ouverture des cœurs. Nous avons de quoi partager plus équitablement nos miches de pain.

Nous pouvons contribuer grandement à la victoire de la raison et du bien, à l'instauration de la justice sociale et du respect dû à tout homme, ces conditions de l'ordre et de la paix intérieure qui assurent l'existence et la liberté de notre patrie. Car là où il n'y a point d'ordre, de liberté, ni de paix intérieure, l'indépendance même de notre pays est menacée. Il s'agit d'un devoir qui nous concerne tous. Mais le travail de nos mains ne saurait suffire. Sans le secours des énergies divines, nous n'y arriverons pas. Il faut que notre travail soit soutenu par notre prière, nourri de prudence et d'amour.

### 3. Où devons-nous chercher notre secours ?

Tout d'abord, dans le Christ Seigneur qui est source de lumière, de vérité rédemptrice et d'amour unifiant. Son Eglise ne cesse de tenir nos consciences en éveil et de nous sensibiliser à nos devoirs sociaux et quotidiens.

Ensuite, dans la droiture de notre sens patriotique, animé par l'esprit de la communauté chrétienne, qui nous incite à prendre soin du bien commun, conquis de haute lutte, et par l'effort conjugué de tous, dans un esprit de service réciproque.

Et enfin nous allons recourir à la Vierge auxiliaire, Mère de notre Sauveur. Grâce à son intercession secourable, notre espérance ne sera pas tarie et notre effort ne se relâchera pas ! Elle nous apprendra la compassion et le partage, à l'exemple de son Fils qui nous offre en surabondance le Pain de vie, gage de l'unité.

Dans tous les moments graves de notre histoire, nous nous sommes toujours adressés à Notre-Dame. De par la volonté de Dieu, elle a écarté plus d'une fois les dangers qui menaçaient l'existence même de notre patrie. Comment douter que maintenant, une fois de plus, elle ne nous exauce ? Mère de l'Unité, Reine de la Paix, elle nous obtiendra la grâce de l'amour fraternel que nous implorerons pour tous nos compatriotes et en premier lieu pour ceux qui viennent d'assumer la responsabilité de l'ordre public.

### 4. Notre prière universelle

Nous choisirons le dimanche du 14 février comme jour de prière pour notre patrie. Nous vous invitons tous à y participer. Remplissez les églises, ne ménagez ni efforts ni sacrifices ! Les affaires que nous voulons exposer à Notre Père des cieux par l'entremise de la « Toute-

Puissance suppliante » sont d'une telle gravité qu'elles méritent tout notre effort, notre foi vive, notre dévouement. Dieu exauce la prière des humbles, et combien davantage lorsque tout un peuple se prosterne pour implorer des choses grandes et justes, à sa gloire et pour le bien de l'Eglise ! Ayons bien conscience que nous ne saurions résoudre seuls, sans l'aide de Dieu, les problèmes qui nous assaillent et qui nous dépassent. Cette aide, nous l'obtiendrons à genoux.

Nous prierons donc, réunis dans nos églises :

Pour tous ceux qui sont tombés dans les régions de la côte balte ;

Pour leurs familles en deuil, pour les veuves et les orphelins, afin que ne leur manque ni le pain quotidien ni l'ouverture de nos cœurs ;

Pour tous ceux qui ont estimé de leur devoir civique de réclamer les justes droits des travailleurs ;

Mais aussi pour ceux qui ont été agents de ces malheurs, pour que Dieu leur pardonne et que nous aussi, nous ayons la force de leur pardonner ;

Aux intentions de ceux qui viennent d'assumer la responsabilité du rétablissement de l'ordre, de la paix dans notre patrie, et de la justice pour tous, afin qu'ils trouvent dans cette situation économique et sociale si difficile les moyens d'assurer l'apaisement et le sain développement, pour qu'ils fassent honneur à leurs promesses, dans le respect des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen.

Nous allons demander l'esprit chrétien de justice sociale, du pain quotidien et des conditions humaines de vie, de travail et de coexistence ; la charité fraternelle, la grâce du don et de l'entraide, pour que tous nous consentions à partager notre pain et à ouvrir nos cœurs, comme nous le commande l'Evangile.

Nous évoquerons nos vœux de Yasna Gora, plus que jamais actuels : « Nous promettons de faire tout notre possible pour que tous dans notre patrie vivent en paix et en concorde, dans un esprit de justice et d'amour, pour qu'il n'y ait au milieu de nous ni haine, ni violence, ni abus. Nous promettons de partager joyeusement les fruits de la terre et de notre travail, afin que sous notre toit commun nul n'ait faim, nul ne soit sans toit, nul ne pleure... »

Nous prierons aussi pour l'Eglise en Pologne. Puisse-t-elle, après tant d'années de souffrances, d'humiliations et de tracasseries, trouver enfin la place qui lui est due dans le respect des droits du peuple croyant ! Puisse-t-elle travailler sans entraves pour la gloire de Dieu et le bien commun de tous !

Notre prière universelle sera accompagnée de notre obole, si modeste soit-elle, comme « don de l'autel », pour les familles privées de leurs pères nourriciers. Ce sera un signe visible de notre communion à leur deuil.

Unis dans la même imploration, sous le regard de Notre-Dame de Yasna Gora, Mère du Sauveur et notre Mère, nous bénissons de tout cœur toutes les bonnes volontés.

Signé : CARDINAUX, ARCHEVÊQUES ET  
EVÊQUES POLONAIS.

Varsovie, ce 27 janvier 1971.

123<sup>e</sup> Conférence de l'épiscopat polonais.

## APPEL DE L'ÉPISCOPAT POLONAIS DEVANT LES MENACES CONTRE LA VIE (1)

Chaque année, à l'occasion de la solennité de la Sainte Famille, nous envoyons nos vœux à toutes vos familles, dans le désir de vous reconforter par la parole de la Bonne Nouvelle et de bénir vos efforts quotidiens. Mais aujourd'hui, un autre souci dicte nos paroles, un appel grave dans un moment critique.

L'existence de notre pays est menacée. Pour la première fois dans son histoire, la Pologne affronte le danger du dépeuplement. Les racines mêmes de notre nation sont sapées, car un pays qui cesse de croître se désagrège. Il sera vite balayé par ceux qui occupent les places vides. Considérons l'histoire. Nous aussi, nous sommes menacés de mort.

### I. — Etat actuel de la démographie en Pologne

Dans les dix premières années après la guerre, la Pologne était un pays riche en enfants. Malheureusement, depuis 1955, la fécondité s'est arrêtée et depuis quinze ans environ, la croissance normale est tombée de moitié. Il y a de moins en moins de naissances, nous sommes un des pays où la natalité est la plus faible ; plus de décès que de naissances.

Et ce n'est qu'un début : d'après les pronostics démographiques, nous sommes en train de devenir un peuple de vieillards. D'ici à la fin du siècle, une personne sur cinq sera à l'âge de la retraite, et dans les nouveaux établissements scolaires, il n'y aura pas d'élèves pour recevoir l'enseignement.

Dans cinq ans, dans les écoles primaires, il y aura moins d'enfants qu'en 1965. Les conséquences de la chute verticale des naissances pour les vingt années prochaines sont incalculables.

Il s'agit de savoir si, dans l'avenir, la Pologne veut « être ou ne pas être », avoir ou non sa place au soleil au milieu des nations. Tous ceux qui se sentent héritiers de mille ans d'histoire et pour qui l'idée de la patrie n'est pas indifférente, se sentiront responsables de cet état de choses.

---

(1) La politique démographique du gouvernement de M. Gomulka consistait à conjuguer tous les efforts des « responsables » pour encourager l'avortement. Une femme enceinte devait subir au dispensaire un interrogatoire humiliant. « Combien d'enfants avez-vous ? » Malheur si elle devait dire deux, ou trois. Immédiatement on lui conseillait de « subir sur-le-champ une intervention qui la rendrait libre ». Si elle refusait, on se moquait d'elle. Les médecins qui ne voulaient pas opérer, étaient poursuivis de sanctions et souvent limogés. Je connais un cas où un chirurgien s'est blessé lui-même à la main droite pour ne pas pouvoir procéder « aux avortements thérapeutiques ». Le manque d'allocation, le métrage insuffisant des logements exigus, le travail obligatoire des femmes mariées, encourageaient et encourageaient des solutions de facilité. Evidemment, les évêques polonais ne pouvaient pas mettre tous les points sur les « i » et désigner nommément les responsables de la chute verticale des naissances en Pologne. Au cours de l'année scolaire 1969-1970, il a fallu fermer un bon nombre d'écoles du premier cycle...

## II. — Quelles sont les causes de cette crise dramatique ?

a) Nous avons donné prise aux illusions. La courte étape de la fécondité après la guerre, phénomène courant après les grands cataclysmes historiques et qui dure d'autant moins qu'il demande plus d'efforts, nous a fait croire que nous étions dans un rythme de natalité normal.

Beaucoup ont cédé à la panique. On a lancé les slogans de la régulation des naissances et on a fait croire aux gens que les enfants sont un obstacle au bien-être.

L'attente a été courte. La société a été contaminée par la peur de la fécondité. Les familles nombreuses furent considérées comme un danger public. Des couples renonçaient à une nombreuse descendance, non à cause des conditions difficiles de la vie, mais surtout à cause du verdict de l'opinion publique.

b) Les besoins des familles ont été insuffisamment assurés. Les quelques minces allocations accordées aux familles diminuent d'année en année et ne compensent pas l'augmentation des dépenses occasionnées par l'entretien des enfants. Le poids de cet entretien repose presque entièrement sur les parents, accablés au choix : bien-être ou enfants.

Le rythme de la construction de logements, les surfaces concédées, ne correspondent pas aux besoins de la famille. Le travail du père ne suffit pas à la nourrir. La mère doit travailler de son côté et se faire remplacer auprès des enfants en bas âge. Sur les épaules d'une femme déjà accablée par le travail pour gagner son pain pèse aussi l'épuisant effort de tâches domestiques.

La loi autorisant l'interruption de la grossesse fut une des causes infiniment douloureuses de la crise de natalité. Lorsque la loi a autorisé l'avortement, on a donné comme motif de l'interruption de la grossesse l'idée qu'un enfant dans le sein de sa mère n'est pas encore un être humain, et se trouve par conséquent dépourvu de tous droits propres à la personne humaine. Dès lors, beaucoup de femmes enceintes consentaient à l'avortement pour ne pas se compliquer la vie.

Dans notre pays coule le sang d'enfants qui n'ont pas vu le jour. Les sanctions de la loi ne visent pas les procédés anticonceptionnels, mais les docteurs héroïques, et il en reste qui estiment qu'ils ont à défendre la vie et non à la détruire.

D'après les statistiques, on tue tous les jours dans les hôpitaux près de 750 enfants conçus. Face à ces faits — il doit y en avoir le double, — les pertes de la seconde guerre sont moindres. Dieu seul connaît le nombre de ces victimes immolées par leurs propres concitoyens, en temps de paix, par leurs parents, par les docteurs, avec l'approbation silencieuse de l'opinion.

---

à cause du manque d'élèves. Ce sera pire dans les années qui viennent.

\*\*\*

Nous rappelons ce qu'a déclaré le cardinal Wyszyński au sujet de cette lettre, (supra, p. 219).



nion publique. Voilà le suicide, en temps de paix, d'un pays que les ennemis n'ont pu anéantir ; alors que nous honorons la mémoire de 6 millions de combattants morts pour leur patrie, personne n'ose parler de ce massacre d'innocents.

### III. — Conséquences morales et biologiques

La proclamation de la loi sur la tolérance de l'avortement a répandu l'idée qu'il ne fallait pas attacher d'importance à l'enfant qui n'est pas encore né.

Nous assistons à une baisse progressive du sens maternel. Les bases mêmes de la famille sont atteintes. L'enfant est envisagé aujourd'hui comme une complication de l'existence, et non comme le lien du bonheur du couple. L'effort économique, au lieu d'assurer à l'enfant de meilleures conditions de développement, multiplie les procédés anticonceptionnels.

L'amour humain est brutalement coupé de son fruit naturel, réduit à un jeu des sens.

Une réclame indiscreète pour les procédés anticonceptionnels est mise à la disposition des adolescents et même des pré-adolescents. La pureté qui doit précéder et suivre le mariage est bafouée. L'hypertrophie de la sexualité dans la culture des masses est montrée comme base de la vie familiale.

De plus en plus fréquents sont les symptômes de crise de mariages prématurés, et l'institution du divorce favorise les unions hâtives et conduit directement à la rupture de la communauté familiale.

La violence faite aux droits de la vie conduit aussi à la dégénérescence biologique. Le recours inconsidéré et endémique à l'interruption de la grossesse entraîne de graves altérations dans l'organisme féminin et peut provoquer une stérilité irréversible, ou des maladies, tels les névroses et les troubles psychiques.

Les relations sexuelles en dehors du mariage provoquent l'accroissement des maladies vénériennes qui sont montées depuis quinze ans de 47 000 à 72 000. Nous sommes devenus la risée du monde. La presse occidentale met en garde les touristes contre cette plaie des maladies vénériennes qui sévit en Pologne. Nous sommes menacés de dégénérescence physique et spirituelle. Le mépris des lois de la vie humaine, des règles morales, conduit inévitablement au déchainement des pires instincts, dont si souvent les symptômes nous inquiètent.

### IV. — Nécessité d'une réaction énergique

Cette autodestruction du pays dans ses ressources les plus précieuses, *les enfants*, et la crainte de notre déchéance physique et morale nous obligent à rompre le silence qui entoure cette situation tragique.

C'est pourquoi nous parlons aujourd'hui clairement des questions les plus douloureuses, afin d'unir tous les hommes de bonne volonté dans la prise en charge commune du destin de notre patrie.

En face d'un danger réel, notre pays a toujours agi solidairement, et là a été sa force. Aujourd'hui, de nouveau, nous faisons appel à la tradition de l'unité nationale, car la situation est grave. Il ne suffit pas de gémir. Il faut

prendre des moyens adéquats pour enrayer le mal et remplir notre devoir civique de défendre la vie même du pays. Il faut rendre aux enfants tous leurs droits dans la société et la famille. D'autres pays, plus vite que nous, y sont parvenus, pays menacés, eux aussi, de la chute de natalité.

Depuis plusieurs années, la Tchécoslovaquie, la NRD, la Bulgarie, la Roumanie et dernièrement l'URSS, font effort pour enrayer la baisse de natalité, à l'aide d'initiatives sociales, économiques, politiques. Il est temps de secouer notre passivité et de prendre également notre sort en main.

Avant tout, agir avec esprit de suite sur l'opinion publique du pays. Il faut la rendre attentive aux générations nouvelles. Car, c'est l'opinion publique bien plus encore que les conditions d'existence qui porte la responsabilité de la destruction des vies humaines. C'est pourquoi nous vous demandons de vous opposer à ce qu'on répande des slogans mensongers, refusant aux enfants le droit à l'existence et faisant croire que nous ne sommes pas en état d'avoir une plus nombreuse descendance.

Tous, sans exception, nous sommes tenus à défendre chaque vie conçue. Toutes les fois que c'est nécessaire, nous avons à porter témoignage que la vie de l'homme, depuis le premier instant de sa conception, est sacrée, et que jamais, à quiconque, il n'est permis de la tuer.

Les parents décident seulement de la conception de l'enfant, mais n'ont pas le droit de choisir si l'enfant conçu peut ou non venir au monde.

Chaque enfant qui prend forme dans le sein maternel, près du cœur de sa mère, est un être humain véritable et possède le même droit à la vie que nous autres. Il n'est pas vrai que sa petitesse dans le sein maternel réduit ses droits comparativement aux droits des enfants qui ont vu le jour, ou que le fait d'être encore dans le sein maternel le rend inférieur par rapport à ceux qui marchent sur la terre.

Le crime d'homicide d'enfants avant leur naissance n'est pas moindre que l'assassinat perpétré sur un adulte. Bien au contraire, ce crime est d'autant plus horrible que ces petits ne peuvent se défendre. Que notre sensibilité humaine ne se laisse pas endormir par la nouvelle phraséologie médicale. La « démarche gynécologique » n'est pas une opération tentée sur l'organisme de la mère pour lui rendre la santé, elle consiste à tuer un être en bonne santé qui aspire à vivre.

La paternité et la maternité sont une des tâches les plus nobles auxquelles l'homme et la femme soient appelés par Dieu lui-même. Les époux sont les coopérateurs de Dieu Créateur et, en participant à l'œuvre créatrice d'une vie nouvelle, ils participent à son pouvoir créateur.

C'est pourquoi cette œuvre est sainte et Dieu l'enveloppe de son ombre. Qui porte la main sur elle n'atteint pas seulement un enfant de Dieu, mais Dieu lui-même.

La paternité et la maternité doivent être responsables, cela veut dire que le nombre d'enfants, dans une famille, doit être lié aux possibilités de leur entretien et de leur éducation. Mais ce conditionnement concerne seulement



la décision du couple de concevoir une nouvelle vie. Quand l'enfant est conçu, une seule règle commande : la défense inconditionnelle de cette vie naissante.

Le postulat de la paternité responsable ne peut pas être identifié d'une façon erronée, comme cela se produit trop souvent, avec un sentiment d'hostilité à l'égard de l'enfant à naître. L'enfant n'est pas une affaire privée des parents. C'est une valeur dont doit se préoccuper toute la société. Ceci est simple justice, car toute la société profitera dans l'avenir du travail de l'enfant d'aujourd'hui et sa participation contribuera au bien-être de tous.

Depuis longtemps, les économistes ont affirmé, preuves en main, que le meilleur investissement, le plus rentable et le plus rapide, c'est l'investissement humain. Aussi faut-il créer dans la société non seulement un climat de bienveillance à l'égard de l'enfant en général, mais, à chaque enfant en particulier, il faut se hâter d'apporter une aide efficace dans tous les domaines qui le concernent.

La femme qui se décide pour la maternité accomplit un service social. Elle ne doit pas être exposée à des brimades à cause des privilèges qui lui sont accordés par la loi. C'est une affaire d'humanité, de civilisation, pour que, dans sa vie professionnelle, la femme-mère rencontre compréhension et cordialité, qu'elle n'ait pas à rougir de sa maternité, mais en soit fière.

Toute la communauté nationale doit prendre en charge les besoins des familles qui ont des enfants, en créant des conditions favorables à l'augmentation des naissances. Ne manquons pas d'initiative à cet égard dans aucun domaine.

Ecrivains et publicistes, changez le climat actuel de réticence et de manque d'accueil à l'égard des enfants à venir. Prenez conscience du dépeuplement qui nous menace. Apprenez-nous à découvrir, dans ces petits êtres, le plus grand trésor du pays.

Instituteurs et éducateurs, parlez de la dignité, de la responsabilité, du bonheur de mettre des enfants au monde. Dites aux jeunes qu'ils trouveront leur plein épanouissement dans les enfants, que cela vaut la peine de se fatiguer pour eux et de se dévouer à leur service.

Juristes, hommes de loi, soyez les défenseurs des intérêts familiaux et des droits de l'enfant. Que le droit ne tolère pas le crime d'homicide des enfants. Que la loi ne se tourne pas contre les docteurs à qui leur conscience interdit de verser un sang innocent. Prenez des initiatives qui assurent la stabilité des foyers. Développez la jurisprudence du travail, afin de faciliter aux femmes qui travaillent l'accomplissement de leurs obligations maternelles.

Urbanistes, architectes, constructeurs, tenez compte de l'espace vital nécessaire aux familles. Que l'exiguïté des logements ne soit pas un frein à la natalité !

Médecins, travailleurs des services de santé, vous qui touchez au miracle de la vie, soyez fidèles à votre mission. Défendez toute vie conçue. Elargissez l'information sanitaire, parlez des méfaits biologiques qu'entraîne dans l'organisme féminin la violation des lois et des prescriptions de la vie.

Economistes et gestionnaires, prenez en considération les nécessités des familles peu fortunées dans l'établissement des plans prospectifs.

Veillez à développer les services qui soulageront la mère au travail et lui permettront de faire face à ses activités.

Organisateurs de la vie sociale, travailleurs de l'administration, vous qui comprenez la menace qui pèse sur nous, pratiquez une politique de natalité. Dégagez les orientations qui détermineront les initiatives sociales. Que le souci du bien de l'enfant et de la famille soit le double objectif de la solidarité de tous. Et vous parents, à qui Dieu a confié le don de transmettre la vie, consacrez-vous généreusement à ce service qui est saint. Ne soyez pas pusillanimes. Défendez courageusement toute vie qui a pris naissance en vous. Elargissez votre cœur. Dans le service de la vie, Dieu nous garde et nous couvre de sa Providence. Dans votre effort familial, vous n'êtes pas seuls. Avec vous se trouve toute l'Eglise et tous les hommes de bonne volonté.

Peuple de Dieu, fidèles croyants au Christ, vous tous qui entendez notre pressant appel et le prenez au sérieux, soyez instruments et source d'inspirations bonnes. Dieu vous demande de défendre les fondements de l'enfance.

Un jour, nous entendrons la parole : « Ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits d'entre mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. » Sachez discerner Dieu dans les enfants des hommes. C'est un devoir chrétien fondamental.

Nous nous sommes déjà adressés à vous le jour de la solennité du Christ-Roi, en vous appelant tous à une croisade d'amour pour la défense de la vie de notre pays.

Aujourd'hui, nous renouvelons cet appel, près de la crèche de Bethléem où s'est manifesté le Verbe éternel qui s'est fait chair, sous l'apparence d'un tout petit enfant.

En regardant et contemplant cet Enfant, efforcez-vous de comprendre l'incomparable dignité de l'enfant, puisque Dieu lui-même a été un petit enfant dans les bras de la meilleure des mères, la Sainte Vierge, qui l'a nourri de son sein.

Dans ses mains maternelles, nous vous remettons tous, afin qu'elle vous aide à comprendre et à accepter votre responsabilité pour la vie de notre peuple. Nous vous bénissons tous, au nom du Père de tous les enfants de Dieu, de notre frère Jésus-Christ et de l'Esprit d'amour. Amen.

Varsovie, 4 septembre 1970.

121<sup>e</sup> Conférence de l'épiscopat polonais.

Suivent les signatures de tous les cardinaux, archevêques et évêques.

(Cette lettre pastorale sera lue dans toutes les églises, le dimanche 27 décembre 1970, en la solennité de la Sainte Famille).

---

— *Foi et compréhension — L'historicité de l'homme et de la Révélation*, par RUDOLF BULTMANN. — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 696 pages. Editions du Seuil, Paris.

Ce volume correspond aux tomes I et II de *Glauben und Verstehen*, de Bultmann (la traduction des tomes III et IV a déjà paru aux Editions du Seuil). Il faut remercier André Malet d'avoir permis au lecteur de langue française d'accéder à ces textes essentiels pour comprendre la pensée de Bultmann, en particulier la notion d'historicité qui précède celle de démythologisation et lui donne sa pleine valeur.



## LE CONGRÈS DES ASSOCIATIONS FAMILIALES CATHOLIQUES

### LETTRE PONTIFICALE

*Les 23 et 25 janvier s'est tenu à Nantes le Congrès national français des associations familiales catholiques, sur le thème : « L'homme et la famille, artisans ou victimes de la civilisation technique. » Le cardinal Renard, président de la Commission épiscopale française de la famille, assistait à ce Congrès qui était présidé par M. Fontanet, ministre du Travail et de la Population. Le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé la lettre suivante, au nom du Saint-Père, à M. L. Reverdy, président de la Confédération nationale des associations familiales catholiques (28, place Saint-Georges, Paris-9<sup>e</sup>) :*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je n'ai pas manqué, selon votre désir, de présenter au Saint-Père le programme du prochain Congrès national que les associations familiales catholiques vont tenir à Nantes à la fin de cette semaine, sur le thème : « L'homme et la famille, artisans ou victimes de la civilisation technique ». Volontiers, le Souverain Pontife m'a chargé de vous transmettre à cette occasion ses meilleurs encouragements.

Vous abordez là en effet l'un des problèmes majeurs de notre temps, et il est, certes, de la plus haute importance que des représentants qualifiés des familles catholiques réfléchissent comme tels à ce que sont l'homme et la famille dans le plan de Dieu, aux conditions nécessaires à l'épanouissement de la famille — qu'elles soient d'ordre moral et éducatif, juridique ou matériel, — comme aux responsabilités des parents et des pouvoirs publics dans la crise actuelle de la civilisation.

Devant des campagnes d'opinion qui vont parfois jusqu'à remettre en cause certaines valeurs fondamentales de la moralité humaine et chrétienne comme de la vie sociale, il importe que les familles catholiques prennent conscience du devoir qui est le leur, de témoigner ouvertement de leurs convictions profondes à l'égard de la vie, du mariage, de la fidélité conjugale, de l'éducation des enfants. Il est en effet des obligations morales inaliénables, qu'aucune pression ne peut empêcher d'exercer, qu'aucune législation ne saurait dispenser d'accomplir. Pour l'ensemble des personnes et des familles, souvent démunies devant l'évolution des mœurs, un sursaut de l'opinion publique, dûment éclairée par une information objective et salutaire, peut soutenir cette fidélité à leur idéal de vie, trop souvent battu en brèche par des slogans hâtifs et destructeurs.

C'est dire combien il importe que tous les hommes

de bonne volonté unissent leurs efforts à tous les plans — de la vie municipale aux plus hautes responsabilités nationales — pour ramener l'attention de nos contemporains vers la place qui est faite aux familles dans la vie du pays, et les possibilités qui leur sont données — ou qui devraient l'être — pour l'accomplissement de leur tâche irremplaçable : former des hommes libres et responsables mutuellement respectueux les uns des autres et œuvrant ensemble, fraternellement, pour une communauté vraiment digne de ce beau nom, selon le dessein d'amour de Dieu sur le monde.

En formant ce vœu, le Saint-Père vous envoie de grand cœur, pour vous-même et tous les participants de votre prochaine rencontre nantaise, sa paternelle Bénédiction apostolique.

Heureux de vous transmettre ce message, je vous assure, monsieur le Président, de mon respectueux dévouement en Notre-Seigneur.

G. card. VILLOT.

Du Vatican, le 19 janvier 1971.

(Texte français dans l'OR du 24 janvier 1971.)

### ALLOCUTION DU CARDINAL RENARD

*Le cardinal Renard, archevêque de Lyon, a prononcé l'allocution suivante, en sa qualité de président de la Commission épiscopale de la famille, devant le Congrès national des Associations familiales catholiques (1) :*

Vous avez bien voulu m'inviter à votre Congrès national, au titre de président de la Commission de la famille : le Saint-Père lui-même, par le cardinal Villot, nous envoie son encouragement et ses directives ; laissez-moi vous dire ma gratitude pour votre bienveillance et votre accueil.

#### I. — La contraception

Je voudrais apporter ici des réponses d'Eglise, inspirées de Vatican II et de l'enseignement de Paul VI aux questions posées à la famille en notre temps. Nous devons aimer beaucoup les hommes d'aujourd'hui, mais précisément parce que nous les aimons, nous ne pouvons pas accepter toute théorie sur l'amour et le mariage et la famille : saint Paul nous demande de « faire la vérité dans la charité ».

(1) Texte original.

Il y a quelques années, l'opinion était alertée par les problèmes de la *contraception* : des campagnes de presse, puis une nouvelle législation se prononçaient pour l'autorisation de la vente de produits et procédés contraceptifs. La voix du Pape Paul VI s'est élevée courageuse et nette : la nature, c'est-à-dire l'auteur de la nature, Dieu, a conjoint, dans l'acte conjugal, et l'union d'amour, et l'ouverture à la transmission de la vie. D'où la dissociation artificielle et voulue de l'union et de la possibilité de la procréation devient un désordre. Les évêques de France, dans une note pastorale, ont transmis ce message du Saint-Père à leurs fidèles, en insistant sur le cheminement possible et souhaité de situations difficiles, voire coupables, vers l'amour conjugal normal ; un cheminement est souvent fait de rechutes et de reprises, comme toute vie de pécheur sauvé dans le Christ, qui compte sur sa grâce en même temps qu'il accepte son appel pour vivre selon sa volonté. Si les époux dépendent immédiatement dans leurs décisions et actions de leurs consciences sincères et loyales, leurs consciences ne sont pas autonomes mais relèvent de Dieu et de ses exigences, dûment rappelées par l'Eglise : tel est en résumé le sens fondamental du chapitre de *Gaudium et spes* sur la famille.

## II. — L'avortement

La presse, la radio, la télévision ont largement fait connaître récemment deux projets de loi qui expriment certains courants d'opinion : l'un sur le divorce par consentement mutuel, l'autre sur l'avortement thérapeutique et prophylactique. Certes, cela fait moins de bruit que la loi sur l'autorisation de vendre la pilule contraceptive et que l'encyclique *Humanae vitae* sur la régulation des naissances. Mais je crois qu'il ne faut pas hésiter à le dire : ces projets, ajoutés à la loi autorisant la contraception, sont une menace très nette pour le couple et la famille, menace sans doute plus grave que celle de la contraception.

Il est évident que l'avortement, quel qu'il soit, est une atteinte directe à la vie de l'enfant : toute vie humaine est infiniment respectable, même si elle n'en est qu'à ses débuts ; à supposer — ce qui serait à prouver — que le fœtus, en ses premiers temps, ne soit pas encore animé par une âme humaine, il reste vrai qu'on n'a jamais le droit de s'exposer à causer la mort d'un innocent. C'est toujours grave que d'attenter à une seule vie humaine : or, le fœtus a toutes les virtualités biologiques et psychologiques de l'homme, c'est la vie humaine en son germe. On sait que, par souci d'eugénisme, un régime politique naguère a supprimé de nombreux handicapés physiques et mentaux ; ces mesures ont soulevé les protestations véhémentes de toute l'humanité : ces enfants sont infiniment dignes d'amour et sont capables de beaucoup aimer, à leur manière, ceux qui les aiment ; c'en est parfois fort émouvant ! Au moment où justement on voudrait prohiber toute guerre, va-t-on légaliser la mort d'innocents, dans le sein de leur mère ? Et si aujourd'hui on légalise l'avortement, pourquoi demain ne serait-ce pas le tour de l'euthanasie ? De la contraception à l'avortement, c'est l'escalade : jusqu'où ira-t-on ?

## III. — Le divorce

La loi civile permet le divorce à l'époux lésé qui a des griefs graves à l'égard de son conjoint.

Il arrive que la pratique du *divorce* par consentement mutuel soit combinée par les époux eux-mêmes ; par des voies détournées, ils parviennent parfois à simuler des griefs qui peuvent tromper le tribunal lui-même. Est-ce une raison pour légaliser un divorce par consentement mutuel au bout de trois ans ? S'il en est ainsi et parce qu'il y a fraude sur les impôts, ou sur la drogue, pourquoi ne pas prévoir une loi qui autorise une certaine fraude des impôts ou de la drogue, etc ? Mais passons au fond du problème.

On dit aussi que le mariage est une association de deux individus, donc une association en principe révocable, s'il leur semble bon. N'est-ce pas oublier que le mariage est l'engagement libre de l'homme et de la femme dans une institution familiale et sociale ? Tout amour vrai veut être fidèle et durable : c'est son exigence interne : quand on aime vraiment quelqu'un pour le marier, on l'aime lui, à l'exclusion de tout autre, et pour toujours. Aimer avec le cœur partagé et pour un certain temps, ce n'est pas se donner, mais se prêter et calculer : or, l'amour se donne, le vrai don de soi répugne à compter son propre intérêt : il s'engage à la vie, à la mort. Il n'y a pas d'engagement sans acceptation lucide et libre d'un certain risque : le beau risque d'aimer ! Si le mariage se détériore, toute la société se décompose ! Les femmes divorcées sont souvent des victimes, bien des hommes aussi ; 90 % de la délinquance juvénile viennent des carences familiales.

Est-ce que l'homme et la femme ne sont pas capables d'un engagement total et définitif ? Cet engagement n'est-il pas un signe de maturité et un progrès sur l'amour libre ? Car le divorce au bout de trois ans, c'est une pente vers l'amour libre : c'est le ver dans le fruit.

Envisager un divorce au bout de trois ans, ce n'est pas attacher d'importance à la parole donnée ; miner la parole donnée c'est miner la confiance, pivot de toute vie sociale. Cette loi, si jamais elle passait, multiplierait les divorces, encouragerait la contraception et l'avortement pour ne pas avoir d'enfant avant trois années. Serait-ce vraiment un gain pour la civilisation qui se veut essentiellement humaine ? ce n'est pas d'abord celle de la technique et de la facilité ?

Je m'en suis tenu au plan du respect naturel de la personne humaine. Au nom de l'Eglise, je ne puis que répéter la parole du Christ instituant le mariage chrétien : « Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni. » C'est ce que viennent de redire nettement les évêques de France en deux documents : en 1969, « Menaces sur la famille », et, tout récemment, par une déclaration doctrinale fort importante : « Qu'est-ce qu'aimer ? » C'est la question fondamentale. A retrouver patiemment le véritable amour — don de soi à l'autre sans réticence et sans date-limite, — on retrouvera la stabilité et la fidélité du mariage !

Nous sommes aussi attentifs aux échecs très douloureux de certains couples ; des époux séparés, divorcés, vont jusqu'à se « remarier ». Vous vous demandez sans doute dans votre souci des autres, s'il n'y aurait pas une pastorale de



l'Eglise pour les divorcés-remariés ; le problème est délicat : il ne faut jamais jeter la première pierre à quiconque : seul Dieu sonde les reins et les cœurs ! Au contraire, faut-il aimer les gens tels qu'ils sont concrètement ? Il faut aider les divorcés remariés à être chrétiens, dans la situation réelle où ils se trouvent : les orienter vers la prière, vers des engagements civiques, des responsabilités caritatives ; en un mot vers une ouverture active aux autres et un souci apostolique. (Et tous les baptisés, quels qu'ils soient, sont appelés à s'offrir, tels qu'ils sont, à la messe en offrandes spirituelles et d'abord à implorer de Dieu le pardon de leurs péchés en la liturgie pénitentielle du début de l'eucharistie.)

Faut-il envisager l'accession aux sacrements de pénitence et de communion ? Qu'on songe à toutes les coordonnées de ce problème : le mariage chrétien est indissoluble ; le sacrement de pénitence suppose ce qu'on appelle contrition et ferme propos de conversion ; admettre aux sacrements les divorcés remariés, ne serait-ce pas laisser entendre que le mariage n'est pas indissoluble, à l'image de l'union du Christ et de l'Eglise ? Le mariage après divorce est la rupture de l'alliance entre l'homme et la femme, dont le mariage est le signe sacramentel. Il est facile de résoudre un problème quand on oublie ses coordonnées. Mais la solution serait-elle vraie de faire comme si la situation était normale ? L'acceptation d'une épreuve, de ne pas pouvoir communier, n'est-elle pas aussi une montée chrétienne ? Les sacrements sont des sacrements d'Eglise : c'est donc à l'Eglise de se prononcer sur les conditions d'accès aux sacrements : il ne peut y avoir à un tel problème des solutions locales, particularistes. Cela n'a rien d'un abandon des divorcés remariés ; il y a même, ça et là, des rencontres de divorcés remariés avec un prêtre, pour des échanges humains, religieux, sur leurs problèmes difficiles, à la lumière de l'Evangile. C'est une question d'accueil, de compréhension de la part des prêtres et des chrétiens. C'est l'esprit qui importe plus qu'une structure ! On ne sera jamais trop compréhensible, envers les personnes, on n'aura jamais le cœur trop doux ; mais faut-il que l'esprit devienne mou pour juger chrétiennement des situations de fait, en vue du bien commun, sans juger les consciences elles-mêmes ?

#### IV. — Les relations sexuelles avant le mariage

On parle beaucoup de *relations sexuelles* avant mariage ; c'est vrai qu'elles semblent se multiplier, mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que ça et là on a tendance à les justifier comme si elles étaient normales. Le péché en tant que tel est toujours un désordre, mais le désordre est plus grave lorsque l'esprit lui-même ne discerne plus le bien du mal ; et il n'y a plus de point de repère pour la conversion. Il y a certes une différence entre le don Juan moderne qui s'adjuge toutes les semaines une nouvelle « victime », parfois très accueillante, et une liaison qui se veut stable. Mais encore faut-il admettre qu'il y a dans ce dernier cas, quelle que soit la sincérité des intentions, une conception individualiste de la liberté et de l'amour : la fondation d'un couple ne regarderait que le couple lui-même ! C'est oublier le caractère social de la

personne humaine, dans la Cité et l'Eglise ; décider d'une union, c'est quitter le célibat et vivre autrement, comme un couple, par rapport aux autres : d'où il est normal, pour le couple qui veut vivre ensemble, qu'il s'avoue tel devant les représentants de la Cité et de l'Eglise ; car un couple est une réalité nouvelle qui intéresse toute la collectivité : l'homme et la femme qui se constituent en couple, n'ont plus même situation dans la Cité et dans l'Eglise, d'où ils lui demandent normalement de les reconnaître en tant que tels, dans des actes publics qui les reconnaissent comme foyers.

Il y a plus à dire encore, si on envisage la question des relations sexuelles dans l'optique de la doctrine de l'Eglise : c'est d'ailleurs le même problème de fond que pour les divorcés remariés ; ce qui constitue le mariage-sacrement des baptisés, c'est l'échange des consentements, en présence du prêtre, qui signifie que l'échange de consentements s'accomplit en Eglise, devant le Christ : le Christ, lui-même, lie les époux d'une union unique, indissoluble, féconde, à l'image de son Alliance toujours fidèle avec l'Eglise : le Christ ne quitte plus son Eglise jusqu'à la fin des temps ! comme Dieu n'a jamais choisi un autre peuple qu'Israël, même quand Israël était rebelle !

L'échange des consentements, qui est la fondation même du mariage, s'exprime dans l'union conjugale qui scelle, dans le corps même, l'engagement des cœurs et des libertés. Or, dans les relations sans mariage, il y a grave dissociation du rapport entre le consentement du sacrement et l'union des corps : c'est là le désordre fondamental, devant Dieu, quelles que soient les sincérités subjectives, permanentes ou successives. Tel est le plan de Dieu enseigné par l'Eglise ; nous en avons une preuve manifeste dans la conclusion des procès de mariage par l'Eglise : un mariage peut être déclaré nul s'il n'y a pas eu un consentement authentique, même s'il y avait eu consommation ; un mariage est toujours valide s'il y a eu successivement consentement devant l'Eglise, puis consommation : il est à la fois ratifié et consommé.

Aussi, du point de vue moral, social, catholique, on peut dire que les relations sexuelles avant mariage sont un affaissement des mœurs et une méconnaissance du sens humain et chrétien du mariage : l'engagement réciproque de deux libertés devant Dieu et devant les hommes.

On dit que des hommes, des femmes se marient sans maturité suffisante. Les médecins nous assurent qu'aujourd'hui l'adolescence commence plus tôt et dure plus longtemps. Or, l'adolescence est un âge assez instable, nous l'avons tous expérimenté. La préparation au mariage est donc indispensable — et il faut certainement développer en France les Centres de préparation au mariage.

Vaut-il mieux différer le mariage religieux et accepter d'abord le mariage civil ? Certains envisagent cette hypothèse.

Accepter le mariage civil comme pour un temps limité, c'est déconsidérer l'engagement des fiancés devant l'autorité civile, en faire un geste quasi insignifiant, une sorte de mariage à l'essai. Or, ils donnent leur parole. N'est-ce pas déjà sérieux ? Et puis, l'Eglise demande que le mariage des baptisés soit un engagement devant elle ; elle reçoit le consentement réciproque des



fiancés au nom du Christ, pour leur assurer la grâce d'un foyer chrétien. Aussi, si une maturation est nécessaire, il paraît bien qu'une préparation des jeunes s'impose pour le sérieux du mariage religieux et, à un autre plan, celui du mariage civil.

## V. — Action et éducation

Devant cette civilisation aphrodisiaque, comme l'écrivait déjà Bergson vers 1932, ou encore cette civilisation de consommation, comme on dit aujourd'hui, consommation sous toutes ses formes, y compris du plaisir de la chair et de la drogue, il est évident que tous les hommes de bonne volonté ne peuvent accepter de subir, de gémir... On parle beaucoup et avec raison de l'environnement physique et climatique nécessaire à l'homme et à l'enfant, de la lutte indispensable contre la pollution de l'air et de l'eau.

Mais un autre environnement n'est-il pas aussi indispensable ? L'environnement moral de la rue, du film, de la TV ? Et une autre lutte ne s'impose-t-elle pas et avec urgence ? celle contre la pollution morale et, surtout, positivement pour le respect de la personne humaine, de la jeunesse et de l'enfance ; les pères et mères de famille n'ont-ils pas à agir les premiers, avec courage et intelligence, s'il est vrai qu'ils sont les premiers responsables de leurs fils et de leurs filles ? Un courage et une intelligence qui doivent souvent prendre le visage de la confiance patiente et indéracinable à travers succès et échecs.

Certes, les pouvoirs publics ne sont pas omnipotents, et des sanctions mal ajustées pourraient être involontairement des incitations à des réactions massives ou clandestines à la licence des mœurs. N'empêche que la loi civile est au service de la loi naturelle et du bien commun : si elle croit parfois, dans une société pluraliste, pouvoir tolérer certaines situations — comme par exemple un divorce limité strictement à certains cas, — il n'en est pas moins vrai qu'il faut toujours se souvenir que ce qui est légal n'est pas nécessairement moral, et que ce qui est légal devient souvent moral pour nombre de gens de bonne foi, insuffisamment avertis. Qui n'a entendu certains aveux spontanés : « Maintenant on a le droit de prendre la pilule puisqu'il y a la loi. » ; « Bientôt on pourra se faire avorter puisque la loi le permettra ».

Il y a donc une action considérable à entreprendre ou à poursuivre, pour alerter l'opinion, si puissante aujourd'hui, mais aussi, et surtout, une action positive de formation des jeunes à l'amour authentique, au service, dans le respect de soi et des autres, dans la pureté et le désintéressement. Il faut bien dire que le foyer uni, généreux, heureux, est le creuset d'un tel amour, et la source de la première éducation, qui marque un être pour toute sa vie. Péguy disait : « Tout est joué en nous, avant que nous ayons douze ans. » Et toute la psychologie contemporaine enseigne que les premières empreintes de la petite enfance — dépendantes surtout d'un climat d'affection — se retrouvent à travers toute l'existence d'un individu, dans son équilibre ou ses complexes.

Il est aussi important de se préoccuper de former le caractère des enfants et des jeunes : nous assistons aujourd'hui à un certain dénivel-

lement de la volonté, d'une part, de la sexualité et du savoir, d'autre part.

On l'a souvent remarqué : les jeunes savent beaucoup de choses du monde entier, mais aussi du monde des mœurs ; le cerveau est peuplé d'images par le magazine ou le film, ou l'affiche, ou par une information sexuelle qui n'est pas en même temps une éducation du cœur.

Les jeunes gens ont souvent des instincts exacerbés de par le climat érotique, voire pornographique qu'on respire, et par les revues à succès et un laisser-aller entre les sexes.

Or, cette hypertrophie d'un savoir non assimilé ni discerné, cette excitation érotique sont des données qui ne s'accompagnent pas ou guère d'un caractère suffisamment formé, d'une maîtrise de soi.

Cette hypertrophie et cette excitation appellent donc une éducation proportionnée et solide de la volonté libre des jeunes :

— Une volonté éclairée par le discernement du bien et du mal ;

— Une volonté capable de choix et de ténacité et d'audace.

Or, les adultes peuvent beaucoup pour aider les enfants à acquérir cette volonté et ce discernement, par leurs conseils judicieux et adaptés, et par leur comportement quotidien, dans la rectitude et le désintéressement, le souci des autres, la justice envers les plus pauvres et l'ouverture du cœur à tous les hommes ! Les jeunes sont parfois d'autant plus désabusés ou révoltés qu'ils cherchaient généreusement un absolu ; ne sont-ils pas victimes d'une société qui les déçoit, qui se laisse trop gangréner par le triple démon de la concupiscence, de la puissance et de la finance, et qui suinte assez souvent l'absurdité et le pessimisme ? D'où l'importance considérable du climat tonique pour les jeunes : or, qui crée le plus le climat d'une époque si ce n'est les adultes et l'utilisation morale ou immorale de techniques de communication, admirables en elles-mêmes ?

Car il faut résolument vivre en ce monde d'aujourd'hui, pour n'être pas des émigrés de l'intérieur : le Christ vous y envoie, vous, chrétiens, pour y être sel qui donne sa saveur et levain qui élève, et lumière qui éclaire, pour y travailler aussi avec tous les hommes de bonne volonté : au bien et au bonheur des foyers, selon la ligne institutionnelle familiale, afin de réaliser toutes les urgences de l'habitation, de la sécurité du salaire et de l'emploi, de la vie morale de toutes les familles, surtout les plus pauvres.

Aussi, puis-je former les vœux fervents pour que ce Congrès, à la lumière de la doctrine de l'Eglise, vous éclaire sur le sens et la portée de cette action familiale, et de votre noble responsabilité de parents, de citoyens et de membres de l'Eglise. Le jeu décidé et ouvert de la responsabilité des parents dans l'évolution de la civilisation fait partie de l'espoir du monde.

† Card. A. RENARD.

---

— *Charité à géométrie variable*, par JEAN RODHAIN. — Un vol. 16 × 24 cm, de 316 pages. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

— *Le Sacrement de réconciliation*. Les difficultés de la confession, par GÉRARD DEFOIS, NICOLE FABRE, JEAN LE DU (coll. « ISPC »). — Un vol. 14,5 × 19 cm, de 146 pages. Prix : 15 F. Editions Mame-Fayard, Paris-Tours.



# ÉVANGÉLISATION ET SACREMENT

## *Rapport de Mgr Coffy au Conseil permanent de l'épiscopat français (\*)*

*Après avoir entendu l'exposé de Mgr Coffy, évêque de Gap, dont on trouvera le texte ci-dessous, le Conseil permanent de l'Épiscopat français a décidé à l'unanimité, le 17 décembre 1970, ce qui suit :*

« Le Conseil permanent prend en charge l'étude sur « Évangélisation et Sacrement », selon la perspective présentée par ce document. Ce travail se fera au niveau des diocèses et des régions (où déjà des sessions se préparent) avec la participation de commissions épiscopales, des organismes de la pastorale et des mouvements d'apostolat des laïcs.

Le Conseil permanent confie à Mgr Coffy, membre du Bureau du Conseil permanent et du Bureau d'études doctrinales et pastorales, et président de la Commission épiscopale de liturgie, la responsabilité de ce travail.

Mgr Coffy fera appel à toutes les instances intéressées à ce problème, en tenant compte des propositions qui lui seront faites par les membres du Conseil permanent.

La Commission épiscopale de liturgie servira de support à ce travail. »

\*  
\*\*

*Dans leur réunion d'avril-mai 1969, à Issy-les-Moulineaux, les délégués diocésains établissent le bilan de la consultation faite auprès des prêtres. Onze chapitres sont retenus. Le troisième de ces chapitres porte le titre « Sacramentalisation et évangélisation ».*

*A l'Assemblée plénière de Lourdes, en octobre 1970, sept régions demandent que cette question soit étudiée en priorité. Dans les conclusions données à cette même Assemblée, le cardinal Marty, se faisant l'écho de cette demande, fait appel à la Commission épiscopale de liturgie, pour mettre en chantier l'étude de ce problème.*

On ne trouvera pas, dans les réflexions qui suivent et qui ont fait l'objet d'un rapport au Conseil permanent le 16 décembre 1970, un plan de travail, mais seulement un état de la question. Selon une démarche — qui d'ailleurs n'est pas la seule possible, — ces réflexions essaient de faire apparaître ce qui est en jeu dans la question posée par les prêtres en 1969 et inscrite au programme d'une étude par les évêques lors de la dernière Assemblée de Lourdes.

### I. — ANALYSE DE LA SITUATION

Cette analyse des questions posées, des difficultés rencontrées et des efforts accomplis est nécessairement incomplète. Les efforts en cours

(\*) Texte original. Le rapport de Mgr Coffy a été publié par le Secrétariat général de l'épiscopat français en janvier 1971 et rendu public au cours d'une conférence de presse tenue par Mgr Coffy, à Paris, le 9 février 1971.

Mgr Coffy, évêque de Gap, a été élu président de la Commission épiscopale de liturgie au cours de la dernière Assemblée plénière de l'épiscopat français (Lourdes, octobre 1970).

sont nombreux : recherche d'un éveil de la foi au cœur de la vie des personnes, recherche d'une expression communautaire de cette foi, recherche aussi d'une célébration plus vraie et plus soucieuse de nourrir la foi en Eglise, grâce à une préparation meilleure (cf. le baptême, l'entretien pastoral en vue du mariage...). C'est au sein de ces efforts que les difficultés apparaissent et que des questions fondamentales sont posées.

Des tensions existent entre pasteurs, durcies souvent par des étiquettes réductrices. On classe les personnes, on les enferme dans un système. Il y aurait ainsi les hommes de la mission et les hommes du culte. Comme si les hommes de la mission pouvaient se désintéresser de la célébration des sacrements ! Comme si « les hommes du culte » pouvaient renoncer à annoncer la parole de Dieu aujourd'hui !

Dans le même sens, des priorités pastorales sont affirmées, commandées parfois par ce qu'on pourrait appeler une théologie à slogans : célébrer le mystère pascal, célébrer la vie, présence au monde, attention à la vie, le culte regarde l'institution... Ces slogans, dont certains veulent exprimer un effort apostolique authentique, reposent sur des analyses partielles et contribuent à opérer des blocages psychologiques ou pastoraux. Préjugés, simplifications, slogans rendent difficile une concertation pastorale. Il y aurait lieu de s'interroger sur le pourquoi de ces simplifications, de voir les questions sous-jacentes, de discerner les valeurs et les obstacles qu'elles contiennent.

Acceptant pour le moment cette séparation qui tend à s'établir entre évangélisation et sacramentalisation, voyons quelques-unes des difficultés éprouvées par les pasteurs et aussi par les laïcs.

#### Première série de difficultés

*Il s'agit des difficultés éprouvées par les pasteurs qui, en raison de leur insertion pastorale, exercent un ministère à dominante d'éducation de la foi et de célébration des sacrements.*

##### a) Les faits sont connus

Les prêtres se trouvent souvent dans la situation de baptiser des enfants avec le pressentiment et même la certitude morale qu'étant donné leur contexte familial et leur milieu, ces enfants ne vivront pas leur foi. Cela, malgré l'effort pastoral accompli pour préparer les parents. A l'opposé, ils se trouvent devant d'excellents chrétiens qui refusent de faire baptiser leurs enfants et qui justifient leur refus.

Autrefois, la messe était la prière qui était employée à toutes les manifestations religieuses et officielles. Aujourd'hui, on n'a peut-être pas le même type de manifestations, mais on continue de mettre partout l'eucharistie, et une question se pose : à quelles conditions la célébrer ? Dans la célébration de l'eucharistie, le psycho-social



interfère avec la foi, surtout quand il s'agit de célébration pour de petits groupes, et les prêtres sont souvent mal à l'aise. Comment doivent-ils se situer dans un petit groupe, dans une grande assemblée ? Les lois de l'assemblée sont méconnues. Des confusions sont faites entre « communauté » et « assemblée » qui ont des incidences sur les comportements pastoraux.

Comment se situer devant la communion solennelle ? Ne demande-t-on pas à des enfants de poser un acte qui ne correspond pas à leur niveau de foi ?

Des efforts importants ont été accomplis pour donner à la liturgie de la parole toute sa place. Malgré cela, bien des pasteurs ont conscience que la parole annoncée dans la liturgie demeure inefficace. Ils ont l'impression que l'assemblée demeure extérieure.

Des fiancés baptisés viennent demander le sacrement de mariage et il est difficile, sinon impossible, de savoir ce que représente pour eux la célébration du sacrement.

Inutile de dire la gêne qu'éprouvent les évêques dans la célébration de la confirmation.

Il y a un malaise général qui s'exprime dans ce qui est dit et écrit par les prêtres qui se présentent « comme prisonniers du culte », d'un culte qu'ils jugent inefficace et qui ne leur permet pas de consacrer assez de temps à la mission.

#### *b) A travers tous ces faits, des questions se posent aux pasteurs et aux fidèles*

Ne faut-il pas préciser ce mot de « culte » qui aujourd'hui a mauvaise presse ? Faut-il aborder le problème évangélisation-sacrement *d'abord* au niveau du temps plus ou moins long à consacrer à l'une ou à l'autre tâche ? Pourquoi célébrer les sacrements ? A quelles conditions ? Quand, comment célébrer les sacrements aujourd'hui ? Quel effort, quelle pastorale promouvoir pour que le sacrement soit vrai ? Comment nos pastorales intègrent-elles le sacrement ?

Partout des solutions se cherchent, des options pastorales se prennent qui sont différentes. C'est une richesse de notre temps. Mais n'y aurait-il pas lieu de réaliser une confrontation de ces recherches, de ces options, pour discerner leurs valeurs et leurs limites, pour voir quelle théologie les sous-tend, pour percevoir dans quelle mesure elles peuvent coexister au sein de l'Eglise actuelle ?

### **Deuxième série de difficultés**

Ce sont les *difficultés éprouvées par ceux qui se consacrent plus particulièrement aux tâches d'évangélisation*. Ils se sentent, eux aussi, mal à l'aise, sans qu'ils puissent toujours expliciter les questions fondamentales qui se posent.

Ils ont le sentiment que certaines pastorales des sacrements, certains langages, certaines manières de célébrer les sacrements ne tiennent pas assez compte du souci missionnaire de l'Eglise.

Soucieux d'éveiller la foi au cœur de la vie humaine, ils ont parfois du mal à intégrer le sacrement dans le cheminement lent et difficile des personnes.

Pour résoudre ces difficultés, des solutions pastorales se font jour qui demanderaient à être confrontées et qui exigeraient une réflexion.

Pensons par exemple à certaines célébrations eucharistiques avec participation des incroyants ou à des célébrations de mariages qui ne se veulent pas « sacramentelles ».

Des *questions* importantes nous sont posées qui doivent être étudiées :

— Comment faire cheminer vers le sacrement des personnes qui ont entendu la Parole de Dieu ?

— Comment le sacrement, acte du Christ, rejoint-il l'existence humaine ?

— Comment est-il un acte de l'Eglise ?

— Comment réussit-il à faire le lien entre Jésus-Christ, l'Eglise et la vie des personnes ?

— Quelles sont la signification, la nature et l'importance des sacrements ? Sont-ils simplement des moyens qu'utilisent les chrétiens à certains moments de l'évolution de leur foi ? Ou sont-ils des points objectifs de référence permanente parce qu'ils sont les actes par lesquels Dieu révèle, en la réalisant, son intention de salut sur les hommes ?

## **II. — LES QUESTIONS QUI SE POSENT**

### **Examen critique de deux formules employées**

Cette analyse est incomplète, comme est incomplète la liste des questions auxquelles elle nous conduit. On peut d'ailleurs se demander si finalement, sous ces différentes questions, il n'y en a pas une plus fondamentale. Pour faire apparaître cette question fondamentale, il suffit de faire l'examen critique de deux formules couramment employées : « évangélisation et sacramentalisation » d'une part, et « célébrer la vie » d'autre part. Avant d'aborder cet examen, deux remarques s'imposent :

— *La relativité de cet examen, d'abord*. Prenons deux expressions limites révélatrices d'une situation infiniment plus complexe. Il faudrait y mettre beaucoup de nuances.

— *Le refus de tout jugement d'intention ensuite*. Il y a dans le langage que nous utilisons ce que nous voulons dire, et il y a ce qui est dit et ce qui est vécu par un peuple. Essayons de voir ce qui est vécu, ou plus exactement ce qui peut être véhiculé, par ces expressions, sans porter un jugement sur les intentions des personnes qui parlent ce langage, mais sur le langage lui-même.

#### *Evangélisation et sacramentalisation*

Le bilan de la consultation diocésaine portait le titre : « sacramentalisation et évangélisation ». Aujourd'hui, on *inverse les termes*. N'est-ce pas l'indice d'un changement de regard ?

L'expression révèle le malaise qu'éprouvent certains prêtres dans la célébration des sacrements. Les sacrements sont sacrements de la foi ; or les prêtres ont conscience que les participants n'ont pas la foi ou ont une foi incomplète. Ils ont l'impression d'être « fonctionnaires du culte », de distribuer, d'administrer des sacrements qu'ils voudraient célébrer en vérité. Ils en arrivent, par suite, à se demander — et c'est normal — quel sens a leur travail et quel sens a leur vie sacerdotale. Que la consultation des diocèses ait fait apparaître une telle question révèle un profond souci apostolique, un souci de vérité : sortir de l'ambiguïté de certaines célébrations sacramentelles, faire que les



sacrements soient réellement les sacrements de la foi. Ce qui implique évangélisation, éducation de la foi.

Cependant les mots « sacramentalisation et sacramentaliser » — néologismes peu heureux — laissent entendre que les sacrements sont considérés encore *comme des choses que l'on distribue à des moments donnés de la vie*. Ces mots ne permettent pas de montrer le lien profond qui existe entre les sacrements et l'Eglise-sacrement.

Par ailleurs, parler d'évangélisation et de sacramentalisation, n'est-ce pas évoquer deux activités juxtaposées de l'Eglise et, par le fait même, introduire au cœur de la mission de l'Eglise, une division préjudiciable, une division qui fait violence à la Révélation (on le redira) et à cette mission de l'Eglise ? Une telle juxtaposition contribue à durcir les tensions mentionnées au début de l'analyse de la situation. Ne risque-t-elle pas de conduire à deux clergés et insensiblement peut-être à deux Eglises ?

Cette question en rejoint une autre plus générale : la distinction entre les trois fonctions de l'Eglise, évangélisation, catéchèse, célébration des sacrements. Le fait que ces trois fonctions soient assurées par des institutions différentes (ce qui paraît pourtant indispensable) ne *tend-il pas à durcir la distinction* ? Ne conduit-il pas à créer, à l'intérieur de l'Eglise, des activités qui deviennent parallèles et, à la limite, peuvent s'ignorer ? La distinction est traditionnelle, la juxtaposition l'est-elle ?

La formule « *évangélisation et sacrement* » relève de la même problématique et présente le même danger. Il faut en effet que nous prenions conscience que ce qui est en question, *ce n'est pas d'abord un problème de pastorale* : faire l'éducation de la foi de ceux qui demandent le sacrement, mais que *c'est d'abord un problème doctrinal* : la place du sacrement dans l'évangélisation, la place du sacrement dans la vie du chrétien. Il y a, sous-jacente, une question d'ecclésiologie : que signifie l'expression « l'Eglise sacrement du salut » ? L'expression « évangélisation et sacrements » risque de nous laisser au niveau d'une pastorale à aménager. Un tel travail est indispensable. Mais il fait surgir des questions qu'il faut résoudre, sinon il court le danger d'être vain. Il est donc souhaitable de renoncer à l'expression « sacramentalisation et évangélisation » comme à « évangélisation et sacrements » et parler d'*évangélisation et sacrement*.

### Célébrer la vie

Cette expression, qui connaît aujourd'hui une certaine fortune, manifeste une aspiration dont il faut tenir compte : le refus de l'extrinsécisme, le refus de la juxtaposition foi-vie, le refus de la juxtaposition vie-sacrement. Pour bien des chrétiens aujourd'hui, le sacrement ne trouve toute sa signification que s'il rejoint l'existence concrète de l'homme, l'événement qu'il vit, l'aspiration profonde qui l'anime. Il y a là une volonté de vivre la foi au cœur du monde, dans les activités de l'existence. L'expression traduit une intuition vraie : la foi ne nous fait pas vivre une autre vie, mais nous fait vivre autrement notre vie de chaque jour. Elle rejoint également un trait de la mentalité actuelle : l'attention que l'on porte au présent et à l'avenir plus qu'au

passé dont on se désintéresse. L'homme moderne est moins l'homme « de la mémoire » que l'homme « du projet ».

Ajoutons enfin que cette expression « célébrer la vie » s'inscrit dans une volonté apostolique plus large de voir l'Eglise réellement présente au monde. Elle témoigne du sérieux avec lequel on a entendu l'appel au Concile. Les intentions sont bonnes, les attitudes qu'elles inspirent ne sont pas sans ambiguïtés. Des questions importantes se posent :

— S'agit-il de célébrer la vie ou de célébrer l'action du Seigneur dans la vie ? Pour célébrer la vie, les fêtes profanes ne manquent pas. Il y a une manière de célébrer la vie qui pourrait être une sorte de « sacralisation », c'est-à-dire une recherche de l'approbation par Dieu de ce que l'on est et de ce que l'on vit.

— Comment le salut réalisé dans un événement passé est-il actualisé aujourd'hui ? Suffit-il simplement de déclarer aux hommes que ce qu'ils vivent s'inscrit dans le dessein de Dieu ? Le salut est-il don de Dieu que l'on accueille dans la parole et le sacrement ou se découvre-t-il seulement dans le monde et dans les événements actuels ?

— Que signifie Eglise présente au monde ? Une Eglise qui dans le temps même où « elle est pour le monde » n'est pas « pour le Père », comme l'est le Christ, et ne célèbre pas dans l'action de grâce le don du Père, est-elle encore l'Eglise du Christ ?

### La question fondamentale

Les questions concrètes que se posent pasteurs et laïcs au sujet d'« évangélisation et sacrement » reviennent finalement à la question fondamentale de l'Eglise et de sa présence au monde. Les difficultés éprouvées ne sont que le retentissement au niveau de leur action apostolique quotidienne d'une difficulté plus profonde : celle du rapport de l'Eglise et du monde. Depuis le Concile surtout, on essaie, avec raison, de sortir de la juxtaposition Eglise-monde, foi-vie, etc., mais dans cet effort on est sans cesse tenté de réduire un terme à l'autre ou de supprimer un terme au bénéfice de l'autre.

### Enjeux doctrinaux

Avant toute réflexion et toute étude, il importe de voir ce qui est en cause dans cette interrogation sur évangélisation et sacrement. En fait, c'est le mystère de la foi dans ce qu'il a de plus profond qui est en jeu.

C'est d'abord la nature même de la révélation que l'Eglise a pour mission d'annoncer et d'actualiser. Dans l'analyse de la situation, nous avons posé la question suivante : les sacrements ne sont-ils que des moyens utilisés par les chrétiens à des moments donnés de l'évolution de leur foi ou sont-ils des points objectifs permanents, des références parce qu'ils sont des actes de Dieu par lesquels il révèle et réalise son intention de salut ? La réponse engage la nature de la révélation. Une évangélisation sans référence permanente aux sacrements tendrait à laisser entendre que la révélation n'est qu'une parole. Or, nous le savons, la révélation est une intervention de Dieu dans l'histoire ; elle est une action et une parole, une action dont le sens est expli-



cité par une parole. En d'autres termes, une évangélisation qui ne serait pas « habitée » par le sacrement ferait violence à la révélation.

C'est ensuite la foi elle-même qui est en cause. Une évangélisation sans sacrement ne risque-t-elle pas de faire passer le devoir et l'obligation morale avant le don gratuit de Dieu et de réduire ainsi le christianisme à un moralisme, même si ce devoir s'appelle charité ? Ne risque-t-elle pas d'oublier que la parole de Dieu est une parole efficace et par le fait même de réduire le christianisme à une doctrine et même à une idéologie ? Ne risque-t-elle pas d'oublier que le christianisme est une grâce, que la foi est l'accueil d'un don et, par suite, de réduire le christianisme à un humanitarisme ?

C'est encore la vision de l'histoire et l'originalité de la présence du chrétien à cette histoire à faire qui sont engagées dans cette question. L'histoire en tant qu'elle est « le déroulement temporel du dessein de Dieu » a-t-elle pour auteur l'homme seul ou Dieu agissant par l'homme ? Les sacrements sont-ils des événements au sens biblique du terme (des kairoï) ou simplement des moyens de grâce destinés à nous aider ?

C'est enfin l'être même de l'Eglise présente au monde qui se trouve directement concerné par la question. Si le but de l'évangélisation, objet de la mission de l'Eglise, consistait, à la limite, à aider l'homme à aller jusqu'au bout de lui-même, cela par un souci de le rejoindre dans son dynamisme et par un souci normal de lui parler de Dieu en parlant de l'homme, serait-ce encore de l'évangélisation et le Dieu qui serait annoncé serait-il encore le Dieu de Jésus-Christ ? Une Eglise présente au monde qui ne se distingue pas du monde par la richesse de Dieu qu'elle a pour mission de lui annoncer et de lui transmettre n'est plus, à la limite, présente au monde, elle se confond avec lui. Cette richesse que le monde ne peut ni trouver en lui-même, ni se donner, c'est la parole de Dieu qui rejoint l'homme dans son existence pour en dévoiler le sens et la valeur, mais aussi pour la juger. C'est la parole efficace, le sacrement qui annonce et réalise la conversion et l'union des hommes en Jésus-Christ, et par Jésus-Christ réalise l'union des hommes entre eux.

Ne pourrait-on pas dire que c'est le problème de l'identité de l'Eglise qui est en jeu ? L'identité de l'Eglise sacrement du salut ? L'Eglise est sacrement : elle est « le signe en lequel se manifeste la grâce salutaire, le moyen, l'instrument par lequel Dieu réalise son dessein salvifique ». Les sacrements qui en sont les gestes privilégiés, les actes que le Christ accomplit par l'Eglise, signifient et réalisent son mystère... Les sacrements ne révèlent tout leur sens que replacés dans la sacramentalité de l'Eglise et réciproquement l'Eglise n'est pleinement sacrement du salut, œuvre de l'Esprit-Saint, que dans l'annonce de la parole et la célébration des sacrements. En notant que les sacrements sont actes et paroles. Peut-être faudrait-il remonter un courant qui a été trop analytique ?

### *Lignes de réflexion proposées*

Une réflexion sur évangélisation et sacrement qui se situe d'abord à ce niveau (qui n'est pas le

seul) doit, semble-t-il, se poursuivre selon deux lignes :

1. Que faut-il, de la part de l'Eglise-sacrement et des sacrements qu'elle célèbre pour que le don de Dieu soit effectivement signifié comme don de Dieu ? Que faut-il à ce signe et à ces signes pour qu'ils interpellent effectivement les hommes, les convoquent de la part du Seigneur et qu'ils soient lieux de rendez-vous de Dieu et des hommes ? Pour qu'ils soient signes efficaces du salut que le Seigneur nous donne ?

2. Que faut-il, de la part des hommes, pour qu'ils accueillent ce don de Dieu ? Comment les préparer en tenant compte de leur culture, de leurs aspirations, des événements qu'ils vivent ? Que faire pour que le sacrement parle de Dieu en parlant de l'homme et en disant à l'homme quelque chose qui compte pour lui ? C'est le problème du langage de la foi.

Ces deux questions sont complémentaires et doivent être étudiées ensemble. En fait, elles rejoignent ceux qui portent le souci missionnaire dans une de leurs préoccupations : quel visage l'Eglise va-t-elle donner d'elle-même ? Quelle est la signification de la foi, de l'Eglise, de la parole, du sacrement ? Et l'on pourrait ajouter : où l'Eglise va-t-elle trouver pour elle-même et pour le monde sa mission authentique et sa puissance de signifier ce qui la caractérise comme visage de Dieu ?

\* \*

On le voit, les problèmes soulevés par « évangélisation et sacrement » concernent toute l'Eglise et ne peuvent être résolus que par un effort de toute l'Eglise. La Commission épiscopale de liturgie est particulièrement concernée dans cette recherche commune. Elle ne peut, en effet, accomplir sa tâche proche qui est de promouvoir la pastorale liturgique au service de la vie des chrétiens tant que les options pastorales prises n'ont pas été confrontées et tant que ces questions fondamentales n'ont pas fait l'objet d'une réflexion.

Un travail sur ce sujet a déjà été entrepris dans certains diocèses et dans certaines régions apostoliques ; il est souhaitable que se fasse une mise en commun de tous les efforts commencés et qu'une réflexion se poursuive sur ce sujet entre les diverses instances de la pastorale comme l'a demandé le Conseil permanent.

---

— *Sexualité, amour et mariage*, par JEAN-MARIE AUBERT (coll. « Doctrine pour le Peuple de Dieu »). — Un vol. 11,5 x 18,5 cm, de 144 pages. Prix : 12 F. Editions Beauchesne, Paris.

Dans un domaine aussi rebattu qu'épineux, Jean-Marie Aubert, professeur de morale à la Faculté de théologie catholique de l'Université de Strasbourg, évite de prendre des positions fracassantes. Son petit ouvrage est le rappel, clair et équilibré, de l'enseignement chrétien sur des réalités aussi fondamentales que la sexualité, l'amour et le mariage. Après avoir traité brièvement de la contestation actuelle du mariage, l'auteur aborde la réalité humaine du mariage — la sexualité et l'amour — pour terminer par le sacrement lui-même : « car tout le sens du sacrement du mariage est d'assumer et transfigurer la signification et les exigences de ces grandes réalités humaines, en les guérissant de toute ambiguïté » (avant-propos). C'est donc un regard de théologien qui est ici jeté, un regard unificateur, pourrait-on dire. Tel quel, l'ouvrage rendra les plus grands services dans la préparation au mariage des jeunes couples.



# LA CÉLÉBRATION COMMUNAUTAIRE DE L'ONCTION DES MALADES (\*)

Dans leur ministère pastoral ordinaire, les prêtres sont appelés à donner le sacrement des malades d'une façon privée, pour des cas individuels. Cette manière d'agir reste la plus fréquente. Depuis quelques années on parle de l'onction des malades donnée lors des célébrations communautaires. Celles-ci ont d'abord été réalisées à Lourdes dans des conditions particulièrement favorables.

L'archevêque de Paris et les évêques de la région apostolique ont obtenu de la congrégation pour le Culte divin l'extension des facultés accordées à Lourdes.

Devant les demandes d'un certain nombre de pasteurs et pour donner à la célébration toute sa valeur, la note suivante présente des orientations et des directives pastorales. Ce document a été préparé avec la collaboration des différents organismes nationaux et diocésains concernés par la pastorale de la santé et la pastorale sacramentelle et liturgique.

Pour chaque cas, il est indispensable de prendre contact avec les responsables diocésains de pastorale liturgique en lien avec le P. Brisacier, aumônier d'hôpital, à qui les évêques de la région ont confié le soin de suivre cette recherche.

Les malades, les handicapés et les personnes âgées doivent avoir leur place dans chaque communauté chrétienne. Ces célébrations communautaires peuvent en être une manifestation.

Dans l'esprit du renouveau liturgique apparaît la pratique de célébrer le sacrement des malades d'une manière communautaire. Devant l'intérêt que suscitent ces célébrations et le profit spirituel que les malades ou les personnes âgées, comme aussi l'ensemble des fidèles peuvent en retirer, il paraît opportun de préciser quelques orientations pastorales.

Les objectifs d'une pastorale sacramentelle de la santé sont nombreux, la réforme du rituel de l'onction des malades est encore en préparation : cette note veut être un élément de toute cette recherche. Son objet ne dépasse pas ce qu'indique son titre : la célébration communautaire de l'onction des malades.

## I. — DANS L'EVOLUTION DU MONDE DE LA SANTE

De nos jours et dans nos pays, les découvertes de la recherche médicale permettent aux médecins de diagnostiquer plus tôt une maladie et leur donnent des moyens toujours plus puissants pour lutter contre elle. Les médecins et leurs collaborateurs peuvent ainsi garder en vie et soigner efficacement un nombre croissant de personnes atteintes d'un mal grave. Ajoutée aux améliorations des conditions de vie, de l'hygiène, cette évolution de la pathologie permet également à l'homme d'atteindre un âge toujours plus avancé. Ainsi, pour les malades comme pour les personnes âgées, l'espérance de vie s'accroît régu-

lièrement, dans la mesure où ces progrès peuvent être mis au service du plus grand nombre.

Toutes ces victoires successives sur la maladie, et l'espoir qu'elles suscitent, font parfois oublier que la *maladie demeure une réalité cruelle*, une occasion de révolte, de scandale, une épreuve pour la foi. Même lorsque les douleurs physiques du malade peuvent être atténuées par les soins, celui-ci souffre d'être contraint d'abandonner son activité, ses responsabilités, de dépendre entièrement des autres, d'être, dans la société actuelle, une charge, un « improductif », de se sentir, en pratique, exclu de la société. Les personnes âgées souffrent, elles aussi, de cette dépendance, de cet isolement, de ce sentiment d'inutilité. Comme les malades, elles sont *affrontées directement au mystère du mal et de la mort*.

L'Evangile nous dit qu'autour du Christ, en Galilée, les malades avaient leur place, leur rôle. Et, depuis que le Christ est ressuscité, les chrétiens savent que le mal et la mort sont vaincus en espérance. Mais aujourd'hui encore, bien des progrès restent à faire pour que les malades et les personnes âgées aient une vraie place dans l'Eglise, pour que l'annonce de l'Evangile éclaire leurs souffrances et les aide à assurer leurs responsabilités de chrétiens.

Un des efforts entrepris vise à ce que les malades, les handicapés, les personnes âgées dominent leur épreuve, sortent de leur isolement, se rencontrent, rencontrent les bien portants pour envisager ensemble la part de service que chacun d'eux peut apporter au bien de tous. C'est dans le cadre de cet effort que les célébrations communautaires de l'onction des malades ont vu le jour.

## II. — UNE IMAGE RENOUVELEE DE L'ONCTION DES MALADES

Quand l'Eglise célèbre un sacrement, ce qu'elle fait et la manière dont elle le fait sont des signes où tous doivent pouvoir reconnaître l'action que le Seigneur accomplit.

L'onction des malades *manifeste la charité du Christ* pour ceux qui sont accablés par le poids de la maladie ou par les infirmités de l'âge (1). Dans la ligne de saint Marc (Mc 6, 13) et à la suite de saint Jacques (Jc 5, 14-15), l'Eglise attend de ce sacrement le soulagement du mal qu'est la maladie, ainsi que de cet autre mal plus pernicieux qu'est le péché (2).

Le Concile Vatican II situe ce sacrement dans l'ensemble de la mission de l'Eglise : « Par l'onction sacrée des malades, c'est l'Eglise tout entière qui recommande les malades au Seigneur souffrant et glorifié, pour qu'il les soulage et les sauve ; bien mieux, elle les exhorte en s'associant librement à la passion et à la mort du Christ, à

(\*) « Présence et dialogue — L'Eglise dans la région parisienne », 13 nov. 1970.

(1) Cf. Constitution sur la liturgie, n° 73.

(2) Cf. Constitution sur l'Eglise, n° 28 ; Ministère et vie des prêtres, n° 5.



apporter leur part pour le bien du peuple de Dieu (3). » Il s'agit donc bien d'un acte qui engage toute la communauté, malades et bien-portants. Il engage les bien-portants à rendre visible dans ce monde l'action du Christ soulageant, sauvant les malades ; il invite les malades à se souvenir qu'ils sont membres du Christ et à trouver ainsi dans leur foi la force de ne pas se laisser enfermer dans leur maladie, et de collaborer, au contraire, dans la mesure de leurs moyens, à la venue du royaume de Dieu et au progrès du monde.

Cet engagement de toute l'Eglise, malades et bien-portants, dans la lutte contre la maladie et contre toute espèce de mal, est rendu particulièrement visible lors des célébrations communautaires de l'onction des malades. En effet, lors de ces célébrations, c'est de toute une communauté que s'élève la « prière de la foi » (Jc 5, 15) nourrie par l'écoute de la parole de Dieu ; c'est au milieu d'elle que l'action du Seigneur est signifiée par l'imposition des mains et par le sacrement de l'onction.

Ces célébrations s'inscrivent dans l'effort entrepris pour donner une perspective communautaire à l'onction administrée individuellement dans la pratique courante des hôpitaux, des maisons de retraités, des paroisses. Elles contribuent à donner une image nouvelle du sacrement où celui-ci n'apparaît plus comme un signe avant-coureur de la mort, mais comme le signe d'une aide pour la vie, au moment où le mal et la mort paraissent l'emporter, un signe de cette vie de ressuscité, que le chrétien a reçue lors de son baptême quand, tout entier, avec le Christ, il est passé de la mort à la vie.

### III. — ORIENTATIONS PRATIQUES POUR LES CELEBRATIONS COMMUNAUTAIRES

Les orientations qui vont être données sont fondées sur l'expérience de célébrations communautaires au cours de pèlerinages et de quelques autres célébrations. On saura les adapter aux diverses circonstances, qu'il s'agisse de la célébration pour plusieurs malades dans un hôpital ou une maison de retraités, qu'il s'agisse enfin de l'onction donnée à une seule personne au milieu de l'assemblée dominicale ou d'une assemblée particulière.

#### A. — Avant la célébration

La décision de demander l'onction des malades au cours d'une célébration communautaire est généralement prise un certain temps avant cette célébration. Cette demande peut donc être précédée d'une réflexion de la personne intéressée avec le prêtre qui la connaît le mieux. On dispose généralement du temps nécessaire à une préparation pastorale de la célébration. D'autres malades ou des personnes de l'entourage peuvent aider à cette réflexion, à cette préparation (4).

(3) Constitution sur l'Eglise, n° 11.

(4) Dans les cas, fréquents, où la célébration de l'Onction est prévue au cours d'un pèlerinage, il est bon que les aumôniers et responsables s'assurent que la préparation nécessaire a été entreprise, ou qu'elle peut encore se faire de façon satisfaisante. Ils veill-

#### 1. Qui est sujet du sacrement ?

Pour déterminer si l'on peut proposer à une personne de recevoir le sacrement ou si l'on peut accéder à sa demande, on tiendra compte principalement des critères suivants :

a) Dans l'Epître de saint Jacques, il est dit que l'onction doit être donnée aux malades pour que la prière de la foi sauve le malade et que le Seigneur le soulage. Comme ce sacrement n'est pas seulement le sacrement de ceux qui se trouvent à toute extrémité, le temps opportun pour le recevoir est déjà certainement arrivé lorsque le fidèle commence à être en péril de mort par suite de la maladie ou de l'âge, et l'on aura à cœur de le donner même à ceux pour lesquels le péril, réel, est encore éloigné.

b) En ce qui concerne les dispositions personnelles du sujet (5), il paraît indispensable que cette personne demande librement dans la foi, à recevoir le sacrement, en vue du réconfort spirituel et corporel avec la grâce que le sacrement comporte pour la rémission des péchés. Les questions sur ce plan sont celles de toute pastorale des sacrements.

#### 2. Un sacrement à présenter de manière adaptée.

Les grâces attendues du sacrement sont diverses suivant la manière dont la maladie comportant un danger vital atteint le sujet.

Telle personne prendra conscience qu'elle est atteinte d'un mal qui ne lui laisse qu'un temps limité à vivre. Il y a d'autres cas où le danger vital est plus éloigné par les soins. Enfin, il y a la personne âgée qui prend conscience qu'elle est entrée dans la dernière étape de sa vie, étape qui l'achemine d'une manière irréversible vers la mort.

Dans tous ces cas, l'homme est obligé de reconsidérer, de restructurer toute son existence et de prendre toutes les dispositions humaines et chrétiennes que comporte cet état de choses. Il a besoin de force, d'aide, pour lutter contre le mal qui l'atteint, pour chercher les moyens par lesquels, loin de se refermer sur lui-même, il assurera toutes les tâches que lui permet son état de santé, au bénéfice de sa vie personnelle, du service des autres, de l'apostolat. Il lui faut réapprendre à offrir sa vie, telle qu'elle lui est imposée par les circonstances.

Enfin, quelqu'un peut être atteint d'une maladie grave, comportant un danger vital certain, mais dont il a normalement de fortes chances de guérir rapidement, sans que cela laisse de traces. Dans ce cas, le malade a principalement besoin d'une grâce de force dans la lutte contre la maladie, de confiance.

leront à purifier les demandes de ce qui pourrait n'être que le résultat d'un entraînement collectif ou le désir de tout faire pour la réussite du pèlerinage. Ils se rappelleront que, selon les normes actuelles de l'Eglise, ce sacrement ne peut être réitéré dans la même maladie, à moins de rechute sérieuse (can. 940, § 3).

(5) Ces dispositions sont requises de la personne qui, en pleine conscience, se présente pour recevoir le sacrement. Donner le sacrement dans les cas d'extrême urgence (personne ayant perdu conscience) suppose que l'on puisse présumer que le sujet, s'il était conscient, serait dans des dispositions qui ne feraient pas obstacle au sacrement.



## A PROPOS DE LA CONTROVERSE SUR LA TRADUCTION DE LA LETTRE AUX PHILIPPIENS

La catéchèse devra donc s'adapter à ces diverses situations. Elle s'adressera aussi aux chrétiens bien portants qui, souvent, partagent l'indifférence de notre monde pour les malades et les personnes âgées et, de ce fait, ne cherchent pas les moyens de les aider fraternellement à trouver leur place dans le monde, et qui, enfin, ne savent pas tirer profit des richesses de courage, d'espérance, de conversion que ceux-ci peuvent leur apporter.

Elle mettra ainsi en valeur tout ce qu'a d'irremplaçable le don de Dieu reçu dans la foi. Elle montrera également en quoi le sacrement récapitule et épanouit l'effort de ceux qui soignent les malades et les personnes âgées, les attentions de leur entourage, et l'activité des divers groupements où ils se retrouvent.

Pour cette catéchèse, un effort concerté des prêtres, des religieuses et des laïcs est nécessaire, en lien avec les diverses instances de l'enseignement religieux, de la pastorale liturgique, de la pastorale de la santé et des mouvements de laïcs concernés.

### B. — Célébration du sacrement

Avant la célébration, la préparation spirituelle de chacune des personnes qui vont recevoir l'onction pourra se poursuivre soit individuellement, soit chaque fois que les circonstances le permettront, d'une manière communautaire. Elle pourra prendre appui sur les textes du rituel proposé par ces célébrations (prières et lectures).

Il est souhaitable que ceux qui participent à la célébration (bien-portants et malades) puissent être associés à la préparation de cette rencontre du Seigneur. Par exemple, dans les cas où un ou bien plusieurs groupes de malades vont recevoir ensemble l'onction, des personnes de leur entourage immédiat peuvent se joindre au prêtre pour prendre en charge les personnes de ce groupe, tant dans la préparation qu'en suite dans la célébration.

La réalisation de ce genre de célébration est soumise à l'autorisation de l'évêque du lieu. On veillera à offrir aux malades ou aux personnes âgées la possibilité de recevoir, avant la célébration, le sacrement de pénitence. Célébrer le sacrement de l'onction au cours de la messe permet que dans la même action liturgique, les malades ou les personnes âgées reçoivent l'onction et puissent prendre part à l'eucharistie avec toute la communauté. En attendant la parution du nouveau rituel de l'onction préparé à Rome, on emploiera, en profitant de toutes les possibilités d'adaptation qu'il offre, le rituel concédé, depuis l'été 1969, aux sanctuaires de Lourdes.

*Devant l'actuelle campagne de presse contre la traduction française d'un verset de la lettre aux Philippiens (2, 6), destiné à être lu à la messe des Rameaux, Mgr KERAUTRET, évêque d'Angoulême, a publié le texte ci-après dans le bulletin de son diocèse (« Eglise d'Angoulême », 14 février 1971, p. 49), sous le titre : « L'Épître du dimanche des Rameaux (Ph 2, 6-11). Quel en est le sens ? Comment le traduire ? » :*

La Pâque déjà proche nous engage à réfléchir sur le mystère de Jésus, comme nous y invitait la fête de Noël, il y a quelques semaines. Pour une bonne intelligence du Christ, il faut lier solidement les deux événements de Noël et de Pâques.

Si notre foi ne nous assurait pas de la réalité historique de la Résurrection, nous n'aurions aucune raison objective de parler du Christ comme d'un être vivant et présent aux événements d'aujourd'hui.

De même, si notre foi n'avait pas des points d'accrochage solides sur la naissance et l'existence terrestre de Jésus-Christ, notre langage sur le Christ ressuscité pourrait fort bien ne viser rien d'autre que le souvenir d'une vie légendaire, la trainée d'un message, un être irréel ou mythique incapable d'inspirer de lui à nous ces rapports personnels d'amour et de prière qui sont la substance de la religion chrétienne.

Dans l'ordre théologique comme dans la liturgie, Noël et Pâques sont les pivots du mystère de Dieu fait Homme. Pâques est le sceau de la divinité de Jésus, Noël la garantie de son humanité.

Voilà pourquoi, parmi les textes bibliques, il faut accorder une particulière importance aux textes clés qui nous transmettent la foi au Christ et veiller à ce qu'aucune équivoque ne ternisse leur témoignage.

Parmi ces textes, il en est un d'une plénitude de sens incomparable, que la liturgie utilise comme épître le jour des Rameaux. C'est l'hymne christologique célèbre de la lettre aux Philippiens, dont la récente traduction suscite aujourd'hui chez quelques chrétiens des discussions sur lesquelles je voudrais m'expliquer.

\*  
\*\*

Situons d'abord l'objet de la contestation. Les six versets ont un sens général qui est clair : sur le fond d'une affirmation très nette que Jésus est Dieu, ils nous montrent que, devenu homme, il s'est volontairement dépouillé des honneurs auxquels il avait droit, qu'il a pris la forme du serviteur et est mort sur la croix. « C'est pourquoi Dieu l'a exalté et lui a donné le Nom qui est au-dessus de tout Nom... »

Cependant, la traduction en reste difficile. Ces versets sont écrits dans un grec dur, avec des mots rares qui renvoient à toute une culture biblique. Aussi ont-ils été de tout temps le tourment des exégètes et des traducteurs. Le texte latin n'échappait pas à une certaine obscurité. Mais son mouvement rythmique lui donnait la solennité d'un hymne et d'une profession de foi : les exégètes pensent en effet que l'on se

— *La Promotion de la femme*, par MARC RONDEAU (coll. « Foi et Liberté »). — Un vol. 13,7 X 19 cm, de 292 pages. Prix : 34,50 F. Editions Fides, 245, est, boulevard Dorchester, Montréal (Canada). Diffusion : Librairie de l'Ecole, Paris-VI<sup>e</sup>.

— *Sainte Christine*, par le chanoine F. GAQUÈRE. — Plaque de 26 pages. Prix : 2 F. Editions Œuvres missionnaires, 25, rue de la Paix, Arras.

— *Un Artiste et le Pape*, par CURTIS BILL PEPPER, d'après les souvenirs de GIACOMO MANZU. Traduit de l'anglais par M. MATIGNON. — Un vol. 14,5 X 19,5 cm, de 196 pages et 30 pages hors texte illustrées. Prix : 25 F. Editions Fayard, Paris.

trouve devant un des morceaux les plus anciens de la catéchèse baptismale.

Le nouveau Lectionnaire de 1969, par un souci de plus grande intelligibilité et de plus grande fluidité pour la lecture publique, a proposé une traduction où le rythme était cassé en petites phrases et où la signification se trouvait aplatie dans des mots ambigus.

« Le Christ Jésus est l'image de Dieu ; mais il n'a pas voulu conquérir de force l'égalité avec Dieu. »

Cette traduction a été critiquée et méritait de l'être. Aussi a-t-elle été revue et corrigée dans la forme suivante : le Christ Jésus, tout en « restant l'image même de Dieu, n'a pas voulu revendiquer d'être pareil à Dieu ».

Le progrès est certain et la loyauté des traducteurs au-dessus de tout soupçon. Ceux qui ont assez de culture biblique pour donner au mot « image » le sens fort qu'il avait dans saint Paul et qu'il a gardé dans le latin et jusque dans le vieux français (cf. Littré) comprennent le sens parfaitement orthodoxe de la traduction. « Le Christ est l'image de Dieu [il possède la divinité] ; gardant cette divinité, il n'a pas voulu, une fois devenu homme, revendiquer d'être pareil à Dieu [revendiquer les honneurs auxquels sa divinité lui donnait droit]. »

Mais le commentaire que je fais montre que ce sens n'apparaît pas nécessairement à l'auditeur distraît ou peu familiarisé avec les subtilités de la langue. Pour cette raison, je pense que la traduction de la Bible de Jérusalem était meilleure, car elle avait l'avantage d'être admise par tous et je souhaite qu'elle soit reprise (1).

\*\*

Toujours est-il que malgré les efforts des traducteurs, la contestation continue. Il y a des chrétiens qui avaient crié au scandale à la première traduction et que la seconde n'a pas désarmés. Parmi eux, il s'en trouve pour croire que cette traduction est hérétique et même qu'elle a été faite intentionnellement pour minimiser ou nier la divinité du Seigneur.

Une certaine agitation s'exprime dans des revues, des feuilles ronéotypées, ou dans des lettres manuscrites que certains de vous ont reçues.

Dans ces remous, j'accepte de faire aussi large qu'on voudra la part d'un légitime souci d'orthodoxie, la part des réactions contre le laisser-aller théologique, la part de la peur face à une dégradation de la foi.

S'il y a, par ailleurs, dans ces polémiques des intentions équivoques, je ne les jugerai pas. Je dirai seulement que je me sens blessé de voir que cette campagne s'organise sur un fond de défiance systématique à l'égard des théologiens et des exégètes et sur un obscur procès à l'égard des évêques qui n'épargne pas toujours le Pape lui-même.

Mais je m'interdirai de répondre par des réactions personnelles d'amour-propre, ou d'entêtement, aux attitudes passionnelles que je suis tenté de reprocher aux autres. Il ne faut pas qu'une mauvaise querelle se développe autour d'un point fondamental de la foi qu'aucun chrétien ne saurait mettre en doute et qui a besoin aujourd'hui d'être vigoureusement affirmé et défendu contre des doutes qui s'insinuent, hélas ! par des chemins divers.

(1) Voici le texte de la Bible de Jérusalem : « Lui, de condition divine, ne retint pas jalousement le rang qui l'égalait à Dieu. » (NDLR.)

Où sont les dangers et quels en sont les signes ? Avant de les indiquer, il faut prendre conscience et proclamer que jamais sans doute les chrétiens n'ont autant parlé du Seigneur, de Jésus mort et ressuscité, jamais tant manifesté leur volonté missionnaire de le révéler aux hommes. Cet accent de fierté chrétienne, ce souci de vie évangélique de proclamation du Mystère de Jésus dans les réalités vécues sont des signes positifs d'une vitalité poussée parfois jusqu'à un véritable héroïsme, par des laïcs et par des prêtres.

Raison de plus pour que nous nous efforcions de préserver ces promesses contre des risques évidents. Voici parmi bien d'autres des signes qui donnent à réfléchir : la crise de la vie spirituelle et de la prière ; la dévaluation des sacrements et d'une manière générale l'amenuisement du culte ; un immanentisme qui est en train d'effacer pratiquement de la conscience chrétienne l'idée d'une survie de l'âme ; une insistance si grande portée aux tâches humaines de transformation du monde, que le christianisme semble s'y réduire et qu'il deviendrait, à la limite, une idéologie d'appoint au service d'une promotion humaine.

Dans ce contexte global, il arrive que des intentions apostoliques, des activités généreuses, un vocabulaire qui garde les mots traditionnels puissent donner le change et dissimuler une mutation grave de la foi. On parle du Christ avec sincérité, mais sait-on bien qui il est ? On fait référence au mystère pascal de mort et résurrection à propos des réalités humaines et l'on a raison : le rattache-t-on assez à l'événement unique vécu par Jésus-Christ et qui doit déployer par nous son infinie richesse pour sauver les hommes, corps et âme, dans ce temps et pour l'éternité ? Garde-t-on assez fervente la foi en l'Eucharistie, qui est précisément le mémorial de cette Pâque ?

Faisons un pas de plus. Il ne manque pas de livres, hélas ! ni de revues qui systématisent en idées ces déviations diffuses et ces insuffisances de la pratique et qui, du même coup, les stimulent. Il y a toute une théologie de la « Kénose » qui sème comme une traînée de mort, « Dieu est mort en Jésus-Christ. » Jésus-Christ meurt à son tour dans l'homme et l'homme privé de Dieu ne sait plus lui-même où raccrocher sa vie.

\*\*

Ces idées fausses prennent parfois appui sur le texte de l'Épître aux Philippiens « *heauton ekenosen* » « *exinanivit* » ; « il s'est dépouillé ». C'est pourquoi ce texte doit être expliqué et, bien au-delà du problème d'une traduction qui restera toujours difficile, c'est d'une explication claire que les fidèles ont besoin.

L'Épître des Rameaux nous parle directement de Jésus dans son incarnation terrestre. L'enchaînement des idées est le suivant :

Il est Dieu, établi en condition divine : telle est la certitude de fond sur laquelle se développe l'histoire du Verbe devenu homme : Jésus-Christ.

— Il aurait pu revendiquer sur terre les honneurs divins. Cette prétention n'eût pas été de sa part un vol, une rapine, mais l'expression d'un droit. (Le mot grec « *harpagmon* » est l'un des plus difficiles à traduire.)

— Mais librement il a renoncé à ce droit et, dans sa volonté de s'assimiler aux hommes, il a accepté tous les abaissements dont saint Paul nous détaille les étapes : visage d'homme, condition du serviteur, obéissance poussée jusqu'à l'acceptation de la mort,



d'une mort qui est la plus ignominieuse de toutes : la mort sur la croix.

— Voici qu'au bas de cette courbe d'humiliation éclate en réponse à cette obéissance la glorification de Jésus-Christ. « C'est pour cela que Dieu l'a exalté et lui a donné le Nom qui est au-dessus de tout Nom, afin que tout genou fléchisse et que toute langue confesse sa seigneurie. Ainsi, bien loin que sa divinité se soit évanouie en l'homme, c'est l'homme qui est divinisé en Jésus-Christ.

\*  
\*\*

L'exégèse des textes de la Sainte Ecriture, la formulation exacte des vérités de la foi n'ont d'autre but que de transformer notre vie. « Malheur à la connaissance qui ne tourne pas à l'amour. »

A quoi nous servirait-il de disserter sur le texte de l'Épître aux Philippiens, si nous n'en retirions pas un surcroît de vie ?

Je ne puis évoquer le Christ dans la gloire sans m'ouvrir à lui comme au principe dont je reçois tout bien, sans le prier dans l'action de grâces comme le Seigneur du monde, sans le chercher à la trace dans les événements de ma vie, sans aller à sa rencontre dans les sacrements qu'il nous a laissés et en particulier dans l'Eucharistie, sans attendre son retour glorieux et l'éternité bienheureuse.

Mais je ne puis davantage oublier ses abaissements, son incarnation en pleine pâte humaine, ses combats menés jusqu'à la mort. La leçon de toute sa vie à qui il donnait comme préface le texte d'Isaïe : « Guérir les malades, rendre la vue aux aveugles, libérer les captifs, évangéliser les pauvres, annoncer une année de grâce », m'oblige à faire comme lui, qui a « passé en faisant le bien ». Je serais radicalement infidèle à son message si je ne travaillais pas à construire le Royaume de Dieu parmi les hommes.

\*  
\*\*

Le cardinal Marty, à l'Assemblée de Lourdes, rapprochait deux faits :

« Il y a deux mille ans, Jésus mourait pour sauver les hommes. »

« Aujourd'hui plus de deux milliards d'hommes ignorent encore son nom. »

Accueillons dans nos cœurs le choc électrique de ces deux faits. De leur rapprochement laissons jaillir une étincelle : « N'avons-nous pas mieux à faire que de nous opposer les uns aux autres ? Ne s'agit-il pas pour tous de travailler en Eglise au salut total des hommes dans la reconnaissance et la louange du Nom qui est au-dessus de tous les autres noms : celui de Jésus-Christ ? »

† R. KERAUTRET.

— *Catéchèse et dynamique de groupe*. Recherche sur la catéchèse des jeunes et des adultes, par JEAN LE DU (coll. « ISPC »). — Un vol. 18 × 22 cm, de 106 pages. Prix : 9,80 F. Editions Fayard-Mame, Paris-Tours.

— *Actualité d'Antoine Martel*. Collectif (coll. « Le Monde et l'Esprit »). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 176 pages. Prix : 14 F. Editions Casterman, Paris.

Cet universitaire, professeur de polonais et de russe, fut un des pionniers de l'œcuménisme avant la guerre de 1939, avec le P. Portal. Si sa vie fut apparemment un échec, elle fut pourtant celle d'un précurseur et d'un animateur préparant les voies à l'esprit nouveau qui règne depuis Vatican II.

## LE « MISSALE PARVUM »

Dans l'Osservatore Romano du 9 janvier 1971, le P. BUGNINI, secrétaire de la S. congrégation du Culte divin, rend compte en ces termes de l'édition du petit missel latin, publié à la Polyglotte vaticane, et répondant à la recommandation de la congrégation du Culte divin qu'il y ait dans toutes les églises au moins un exemplaire du missel latin (1) :

Il s'agit d'une édition développée de l'*Appendice* latin que, il y a un an (le 10 novembre 1969), la S. congrégation du Culte divin avait prescrite pour tous les missels en langue du peuple. Les textes de la communication aux Conférences épiscopales et des formulaires liturgiques prescrits ont été publiés dans les *Notitiae*, 1969, p. 442-457 (2).

La communication avait prescrit que dans cet *Appendice* soit inséré l'*Ordo Missae* tout entier, en latin, avec quelques préfaces, les quatre prières eucharistiques et quelques formulaires de messes prises tant dans le temporal que dans le sanctoral.

La S. congrégation recommandait aussi que dans toutes les églises il y ait au moins un exemplaire du missel latin et que, dans les sanctuaires, on trouve le texte latin de la messe propre.

Cette recommandation a été appliquée aussitôt par certaines Conférences épiscopales, par exemple celles de langue française. D'autres se préparent à le faire dans les éditions définitives des missels. Cela aurait dû suffire également pour les prêtres qui se trouvent dans un pays dont ils ignorent la langue.

L'idée de la Librairie vaticane a néanmoins paru excellente de faire de cet *Appendice* un petit volume à part, en développant son contenu. La chose a été possible parce que l'*Appendice* latin proposé aux Conférences a été limité intentionnellement au minimum. Chaque éditeur peut, s'il le veut, augmenter le recueil selon les exigences locales.

Le *Missale parvum* de la Polyglotte vaticane contient, en plus de l'*Ordo Missae*, trente formulaires de messes : six du *temporal* dont une pour chaque « temps fort » et deux *per annum* ; neuf du *sanctoral* ; les messes de la Sainte Vierge, des saints anges, de saint Jean-Baptiste, de saint Joseph, des apôtres, des martyrs, des saints pasteurs, des vierges, des saints et des saintes ; dix messes et oraisons *ad diversa* ; cinq messes votives : Trinité, Eucharistie, Sacré-Cœur, Esprit-Saint, défunts.

Suivent un formulaire de « Prière universelle » et quelques prières pour la préparation et l'action de grâce personnelle du prêtre à la messe.

Une rubrique, au début du volume, précise que le célébrant devra choisir, autant que possible, la messe qui correspond le mieux au jour et au temps liturgique. Quant aux messes *ad diversa*, messes votives et messes des morts, elles devront être utilisées quand les rubriques générales le permettent.

Au commencement et à la première « Prière eucharistique » se trouvent deux illustrations du professeur Silvio Consadori. Le dessin de la couverture est de l'école du bienheureux Angelico di Milano.

Un petit volume pratique, maniable, en beaux caractères *Elzevir* — les caractères habituels de la Polyglotte — que tout prêtre voyageant dans divers pays pour son travail, ses études ou son ministère, fera bien d'emporter avec lui pour ne pas avoir la surprise possible

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

(2) Cf. *infra*, page suivante.

de ne pas trouver de missel latin, ou pour éviter ennui et pertes de temps.

## Le lectionnaire latin

La communication rappelée ci-dessus du cardinal-préfet de la S. congrégation pour le Culte divin aux présidents des Conférences épiscopales annonçait aussi la publication du texte intégral du *Lectionnaire latin de la messe*.

Le premier volume de cet ouvrage est lui aussi mis en vente ces jours-ci à la Librairie vaticane et dans les principales librairies religieuses. L'édition complète comporte trois volumes : le premier (édition type, Polyglotte vaticane, in-8°, 892 p.) contient les lectures et les psaumes responsoriaux correspondants pour les « temps forts » (Avent, Pentecôte) et, par raison de commodité, pour les huit semaines du temps « *per annum* », qui peuvent se situer du 13 janvier au Mercredi des cendres ; le second volume comprendra le texte des lectures des trente-quatre semaines « *per annum* » ; dans le troisième volume se trouveront toutes les lectures du sanctoral, des communs, des messes votives et *ad diversa*.

On espère que les trois volumes seront imprimés avant le mois de juin. Tous ceux qui, par nécessité, par devoir, ou parce que cela leur est possible, célèbrent la messe en latin, auront ainsi en main, avec le missel et le lectionnaire, les moyens de le faire avec commodité et dignité.

### Communication de la S. congrégation du Culte divin

*Voici le texte de la communication envoyée le 10 novembre 1969 par la S. congrégation du Culte divin aux présidents des Conférences épiscopales, et citée ci-dessus par le P. Bugnini, au sujet du texte latin devant être inséré dans les missels en langue du peuple (3) :*

EXCELLENCE,

Certaines Conférences épiscopales, préparant de nouvelles éditions du missel romain en langue du peuple, ont demandé si le texte latin devait obligatoirement être ajouté à la traduction en langue du peuple. Après mûre réflexion, cette S. congrégation a décidé ce qui suit, avec l'approbation du Souverain Pontife :

1. Le texte latin ne devra pas nécessairement figurer dans les éditions du missel romain destinées à un usage liturgique et donnant le texte en langue du peuple.

2. Cependant, pour les prêtres qui ignorent la langue du pays et afin de leur faciliter la célébration, tous les missels en langue du peuple, en un endroit adapté (par exemple en Appendice), *devront comporter en latin :*

a) Tout l'ordinaire de la messe, avec certaines préfaces et les quatre Prières eucharistiques ;

b) Certains formulaires de messes pouvant être utilisés aux différents jours ou temps liturgiques.

Les textes ainsi ajoutés figureront dans un fascicule annexe.

3. Les évêques veilleront cependant à ce que dans toutes les églises on puisse trouver un exemplaire du missel romain en latin et que, dans les sanctuaires, il soit facile d'avoir le texte de la messe propre.

(3) Traduction de la DC d'après le texte latin publié dans les *Notitiae*, novembre-décembre 1969, p. 442.

A cette occasion, nous vous communiquons également ce qui suit :

a) Les presses du Vatican préparent une édition type latine du missel romain qui, outre l'ordinaire de la messe, contiendra les textes des antiennes, des oraisons et des préfaces pour tout le cycle de l'année liturgique ;

b) Est également en préparation une édition du Lectionnaire de la messe contenant non seulement les références bibliques, mais leur texte latin intégral.

Ces publications seront prêtes dans les mois qui viennent.

Veuillez croire, Excellence, à mes sentiments dévoués dans le Seigneur.

Benno card. GUT, préfet.

A. BUGNINI, secrétaire.

## LES PRETRES VOYAGEANT EN GRECE ET LE RESPECT DES REGLES LITURGIQUES

*Dans un but œcuménique, la CONFERENCE EPISCOPALE DE GRECE a adressé le 17 octobre 1970 aux Conférences épiscopales d'Europe la lettre suivante demandant que les prêtres qui visitent la Grèce respectent les prescriptions liturgiques afin de ne pas scandaliser les populations, tant catholiques qu'orthodoxes. Cette lettre est publiée, en français, dans les Notitiae, organe de la S. congrégation du Culte divin (janvier 1971, p. 47) :*

EXCELLENCE RÉVÉRENDISSIME,

Dans un esprit de collaboration et de responsabilité commune, nous nous permettons d'adresser cette lettre à toutes les Conférences épiscopales d'Europe, et demander d'avoir la bonté de la prendre en considération pour le bien de nos fidèles et l'édification de nos frères orthodoxes.

En notre dernière réunion plénière, nous avons discuté sur le problème du tourisme et du grand nombre de prêtres qui viennent en touristes ou comme aumôniers de différents groupes.

En plusieurs cas nous avons remarqué que parmi ces prêtres il y en a qui célèbrent la sainte messe d'une manière très progressiste. Cela non seulement n'édifie pas nos fidèles, mais souvent peut scandaliser nos frères orthodoxes. Une certaine liberté, peut-être, est admise dans leurs pays, mais ici au contraire cela peut être une cause de scandale.

Nous demandons donc que tous les prêtres venant en Grèce sachent bien qu'ils doivent suivre et appliquer scrupuleusement toutes les directives et tous les rites définis et prescrits par la S. congrégation *Pro Cultu Divino*, surtout à cause de la situation spéciale dans laquelle nous nous trouvons.

Veuillez nous aider dans notre mission spéciale, pour ne pas nuire à l'œcuménisme.

Nous espérons que vous voudrez communiquer à tous vos prêtres notre désir et le contenu de cette lettre.

Veuillez nous excuser de cette lettre, mais nous nous sentons obligés, comme responsables immédiats, de le faire, et agréer nos remerciements d'avance et l'assurance de nos prières à toutes vos intentions.

Bien fraternellement en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

† Antoine VARTHALITIS,  
archevêque catholique de Corfou,  
président de la Conférence épiscopale de Grèce.



# Événements et Informations

## FRANCE

— M. Roger Caillois a été élu, le 14 janvier, à l'Académie française, au fauteuil de Jérôme Carcopino, au deuxième tour, par 16 voix sur 31 votants (Henri Queffélec, 11 voix, M<sup>e</sup> Jacques Isorni, 3 voix). Au premier tour, Mme Françoise Parturier avait obtenu 1 voix. Le nouvel académicien est né à Reims, le 3 mars 1913. Fondateur de l'Institut français d'études supérieures de Buenos Aires, où il publie aussi la revue *« Lettres françaises »*, pendant la guerre. De retour en France, il dirige depuis 1948 la collection *« Croix du Sud »* (Gallimard), réservée aux littératures sud-américaines. Il traduit et fit connaître en France l'œuvre de Jorge-Luis Borges. En 1953, il fonde la revue *« Diogène »*, trilingue (français, anglais, espagnol), consacrée à la philosophie et aux sciences humaines. Membre du jury du grand prix national des Lettres et du Comité de lecture de la Comédie-Française, Roger Caillois occupe à l'UNESCO les fonctions de directeur du développement culturel. Ayant consacré une importante partie de son activité à l'inventaire des mythes sociaux et intellectuels contemporains, cet écrivain, à la fois savant et poète, a écrit entre autres : *« le Mythe de l'homme »*, *« Babel »*, *« la Poétique de Saint-John Perse »*, *« Ponce Pilate »*, *« Bellone ou la pente de la guerre »* (prix littéraire international de la Paix 1963), *« Anthologie du fantastique »* et *« les Cases d'un échiquier »*, 1970. (*« La Croix »*, 16 janvier.)

— Mgr Augustin-Louis-Léon Cris-tiani est mort le 8 janvier. Il était né à Etroussat (Allier), le 4 janvier 1879. Ordonné prêtre le 8 juillet 1900, il fut successivement directeur au grand séminaire, professeur aux Facultés catholiques de Lyon et doyen de la Faculté des lettres. Retiré à Moulins, il est décédé à la Maison Saint-Joseph et a été inhumé à Etroussat. Son œuvre intellectuelle va des grands travaux d'histoire aux rapides monographies, des vies de saints aux portraits des contemporains, des ouvrages de science sacrée aux brochures apologetiques, de la

vie de Jésus aux notes spirituelles. Quelques-uns de ses très nombreux ouvrages : *« la Sainte Vierge »* (1950), *« Brève histoire des hérésies »* (1956), *« Catholiques et protestants, les pierres d'achoppement »* (1955), *« Monstres et merveilles de la préhistoire »* (1956), *« Présence de Satan »* (1959), *« les Vingt Conciles œcuméniques »* (1961), *« Insurrection protestante »* (1962), *« Nos raisons de croire »*, *« la Vierge Marie et les Evangiles »* (1964), etc. (*« Esprit et Vie »*, 14 janvier et *« la Vie diocésaine de Moulins »*, 17 janvier.) Sa collaboration à différents périodiques : *« Prêtre aux armées »*, *« la Croix »*, *« l'Ami du clergé »*, *« Revue de l'histoire de l'Eglise de France »*, représente l'équivalent de plusieurs volumes. Sa participation aux grandes encyclopédies catholiques est importante dans *« le Dictionnaire de théologie catholique »*, *« Catholicisme »*, *« Enciclopedia cattolica »*..., ainsi qu'à différents recueils de *« Mélanges d'histoire »*. (*« La Croix »*, 19 février.)

— Le premier centenaire des apparitions de la Vierge à quatre enfants de Pontmain a été célébré en cette localité le 17 janvier, jour même de ces apparitions. Le matin, messe célébrée par le cardinal Gouyon, archevêque de Rennes, Mgr Carrière, évêque de Laval, 17 évêques et une centaine de prêtres, en présence de représentants des Eglises orientales latines et orthodoxes en France, et du grand muphti de la mosquée de Paris. L'après-midi, cérémonie œcuménique au cours de laquelle a été bénite une icône de la Vierge et, ensuite, l'abbé Laurentin, historien de Pontmain (cf. *« DC »* 1970, n° 1565, p. 595), a présenté aux pèlerins le récit des apparitions. (*« La Croix »*, 19 janvier.)

— La Congrégation des Sœurs du Sacré-Cœur de Valence d'Albi vient officiellement de se rattacher à la Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de La Salle-de-Vihiers, au diocèse d'Angers. Les deux Congrégations qui ont des buts et une spiritualité à peu près identiques étaient en rapports étroits depuis quelques années. La cérémonie officielle se déroula à Valence le 10 janvier. L'indult romain laissait à chaque Sœur la liberté ou de ratifier

ses vœux dans la nouvelle congrégation (ce que les religieuses du Sacré-Cœur de Valence firent à l'unanimité) ou d'opter pour un autre institut ou même de choisir la sécularisation. (*« Eglise d'Albi »*, 21 janvier.)

— Les Moines d'Accey ont élu comme Abbé le R. P. Nivard, le 9 janvier. L'élection a été ratifiée par le R. Père Abbé d'Aiguebelle. Le R. P. Nivard — Maurice Bader — est né à Saint-Dié le 28 décembre 1924, au sein d'une famille ouvrière de quatre enfants. Etudes aux séminaires de Saulcy, Autrey, Saint-Dié, Favernay. Entrée à l'abbaye cistercienne d'Accey en 1945. Etudiant à l'Université grégorienne de Rome (licencié en théologie et à l'Institut biblique pontifical, licencié en Ecriture sainte). Professeur de théologie, maître des novices, prieur, supérieur à Accey. Bénédiction abbatiale en l'église d'Accey le 31 janvier sous la présidence de Mgr Lallier, archevêque de Besançon, avec la participation de Mgr Vilnet, évêque de Saint-Dié, et du R. Père Abbé d'Aiguebelle. (*« La Semaine religieuse du diocèse de Saint-Claude »*, 21 janvier.)

— Une trentaine de responsables du MRJC venus de cinq départements (Loire-Atlantique, Mayenne, Sarthe, Vendée, Maine-et-Loire) se sont réunis à La Pommeraye (Maine-et-Loire) les 9 et 10 janvier, pour mettre au point différentes formes d'action pour assurer le lancement du premier numéro du journal *« la Mèche »*. Ce journal se propose d'atteindre tous les jeunes que le mouvement rassemble à l'occasion de fêtes et de toutes activités. Ses buts essentiels : éveiller et provoquer les jeunes à partir de leurs problèmes de vie (travail, loisirs, famille, relations garçons-filles, foi...). (*« La Semaine religieuse d'Angers »*, 24 janvier.)

— Le 23 janvier, dans la salle des actes de l'Institut catholique, à Paris, inauguration de la Bibliothèque œcuménique et scientifique d'études bibliques (BOSEB). Les professeurs Georges Casalis et le P. Refoulé ont présenté l'intérêt de cette création due aux efforts de l'Association œcuménique pour la recherche biblique. (*« La Croix »*, 24-25 janvier.)



— *Le nouveau Conseil national de l'ACI* (Action catholique des milieux indépendants) s'est réuni à Paris du 22 au 24 janvier. *Le Comité national*, élu par le nouveau Conseil et qui comprend 9 hommes et 16 femmes, a désigné un nouveau Bureau national. Mme Geneviève Rivière (Paris) et M. Gabriel Marc (Hauts-de-Seine) ont été élus présidents nationaux. (« *La Croix* », 26 janvier.) Le nouveau président a 37 ans et a quatre enfants dont l'aîné a huit ans et le cadet deux ans. Actuellement administrateur à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Gabriel Marc connaît fort bien les problèmes du tiers-monde — il a vécu plusieurs années à Dakar et avait été chargé, à ce titre, de la préparation du Plan des territoires d'outre-mer. Il a également fait partie de la délégation française à l'ONU pour l'étude de la deuxième décennie du développement. Toutes ces expériences l'ont conduit à deux reprises, en 1969 et en 1970, à intervenir, à Lourdes, aux Assemblées plénières de l'épiscopat, pour donner un « témoignage de vie ». (« *La Vie catholique* », 3-9 février.)

— *L'abbé Roger Gousset*, aumônier des bateliers à Conflans-Sainte-Honorine, vient d'être nommé aumônier général des bateliers, par le Conseil permanent de l'épiscopat de décembre 1970, en remplacement du chanoine Depreester. (« *La Croix* », 28 janvier.)

— *Onze congrégations de Sœurs Augustines*, dont les Maisons générales se trouvent à Angers, Arras, Bordeaux, Cambrai, Chinon, Marseille, Meaux, Montbrison, Paris et Versailles, ont reçu de Rome le décret d'approbation de leur Fédération. La première assemblée générale s'est tenue du 23 au 25 janvier, à Paris. Elle a élu présidente Mère Sainte-Marguerite, supérieure générale des Augustines de l'Hôtel-Dieu. Le siège de cette Fédération se trouve à Paris, 66, rue des Plantes-14<sup>e</sup>. (« *La Croix* », 28 janvier.)

## ÉTRANGER

### ALLEMAGNE FEDERALE

— Du 3 au 5 janvier, première réunion du Synode collectif des diocèses de l'Allemagne fédérale. Les travaux se sont déroulés dans la cathédrale de Würzburg et avaient pour objet la formation de la présidence, le choix des thèmes à traiter et la formation des commissions chargées de ces thèmes. L'existence de problèmes communs à tous les diocèses de la République fédérale, la

nécessité de trouver des solutions communes à la lumière des enseignements du Concile œcuménique Vatican II et le sens de la collégialité ont engagé les évêques allemands à préférer un Synode collectif de tous les diocèses au Synode particulier de chaque diocèse. Le statut de ce Synode a été présenté au Saint-Siège qui l'a approuvé par un décret de la congrégation pour les Evêques en date du 14 février 1970. *Aux travaux du Synode prennent part avec voix délibérative*, en même temps que les évêques résidentiels et auxiliaires, les membres élus des diocèses (154 en tout, c'est-à-dire 7 par diocèse), nommés par le Comité central des catholiques allemands (40), par les Conférences des supérieurs et supérieures majeurs des congrégations religieuses (22) et par l'épiscopat (40). *Les laïcs constituent presque la moitié des membres du Synode*, dont le président est le cardinal Döpfner, archevêque de Munich, en tant que président de la Conférence épiscopale allemande. *Quatre vice-présidents* ont été élus : Mgr Bernhard Stein, évêque de Trèves, le Rev. Dr Henry Fischer, curé de Hambourg, un avocat, M<sup>e</sup> Bernhard Servatius, président de l'Union des Associations catholiques, et le Dr Hanna-Renate Laurien, du Comité central des catholiques allemands. *Proposition de thèmes à traiter* : Exposition et annonce de la foi ; Liturgie, sacrements, spiritualité ; Diaconie chrétienne ; Mariage et famille ; Tâches sociales de l'Eglise ; Education, formation, information ; Charismes, services, charges ; Formes de coresponsabilités dans l'Eglise ; Organisation des structures pastorales, collaboration œcuménique. L'Assemblée a décidé d'anticiper de plusieurs mois le commencement des sessions ordinaires prévu antérieurement pour octobre 1972. (« *OR* », 18-19 janvier.)

### CANADA

— *Enquête sociologique sur les prêtres du Québec aujourd'hui*. — Une enquête scientifique vient de révéler que 84,7 % des prêtres du Québec sont satisfaits du ministère qu'ils accomplissent actuellement dans l'Eglise et 85,5 % affirment y trouver leur épanouissement humain. De plus, 81,2 % des prêtres sont d'accord pour accepter leur situation actuelle de célibataires. Si la législation sur le célibat changeait, 67 % déclarent qu'ils garderaient, tout au moins probablement, leur statut de célibataires. Voilà quelques-unes des conclusions, scientifiquement établies, par le Centre de recherches en sociologie religieuse, Faculté de théologie, de l'Université Laval dirigée par M. Paul Stryckman, grâce à une subvention de l'Assemblée des évêques

du Québec. Cette enquête s'est poursuivie de novembre 1968 à avril 1969. Un nombre total de 776 prêtres, répartis dans 20 diocèses, ont servi d'échantillonnage à l'enquête. 88 % d'entre eux proviennent des classes populaires et 70 % de la classe moyenne. Une faible majorité de 54 % considèrent que leurs conditions résidentielles favorisent leurs contacts avec les gens. La célébration eucharistique quotidienne et la prière du bréviaire demeurent pour la presque totalité les éléments primordiaux de leur vie spirituelle. Les résultats complets de l'enquête paraissent dans un rapport en deux tomes, à Québec. (« *Communiqué de presse* », CRSR, Université Laval.)

### COREE DU SUD

— *Le P. Soun Do* (Barnabé) Chang (67 ans), connu en Corée sous le nom de « Père des lépreux », est décédé le 5 janvier, à l'hôpital Fatima de Taegu. Le P. Chang avait contracté la lèpre environ cinq années après son ordination sacerdotale, en 1929. Soigné au Japon, de 1934 à 1962 ; de retour dans sa patrie, il vécut dans une léproserie de l'archidiocèse de Taegu, dépensant le reste de ses forces au soulagement spirituel des malades de plusieurs léproseries. (« *Fides* », 27 janvier.)

### CUBA

— « Bien que la situation soit loin d'être idéale, on ne peut pas dire qu'à Cuba l'Eglise soit persécutée ou réduite aux catacombes. Et ceci ne saurait être contesté. » Telle est la conclusion du rapport récent de l'organisation mexicaine laïque, le Centre national pour la communication sociale (CENCOS). « Après onze ans au cours desquels le régime révolutionnaire cubain a éliminé ou transformé les anciennes institutions, déclare-t-il, l'une des rares à survivre — peut-être la seule — est l'Eglise catholique. Mgr Cesare Zacchi, le nonce du Pape à La Havane, a « réduit la tension des rapports entre Cuba et le Vatican » ; un exemple de ce qui a été obtenu après négociation — et qui, sous un certain angle, peut être appelé un privilège — est la permission accordée aux ecclésiastiques d'entrer à Cuba et d'en sortir avec un minimum de restrictions. L'organisation susdite a indiqué que 228 prêtres exercent actuellement leur ministère à Cuba (723 lorsque Fidel Castro prit le pouvoir en 1959), soit une proportion d'un prêtre pour quelque 33 700 Cubains, la plus faible de l'Amérique latine. Il y a relativement peu de gens qui pratiquent régulièrement, déclare CENCOS, bien que beaucoup aillent aux églises et autres sanctuaires pour les grandes



fêtes. En 1961, le gouvernement a confisqué 324 écoles dirigées par l'Eglise et l'Université catholique de La Havane. Depuis lors, poursuit le rapport, « les activités de l'Eglise dans le domaine de l'éducation se réduisent à la prédication et à l'instruction religieuse au niveau des paroisses ». Et il conclut en disant que « l'un des problèmes les plus graves pour l'Eglise de Cuba est son isolement et son manque de contact avec d'autres Eglises. La presse étrangère parvient difficilement dans l'île, ce qui prive les catholiques cubains d'avoir quelque connaissance du courant de la pensée de l'Eglise. » (*The Tablet*, 16 janvier.) Il y a à Cuba deux séminaires totalisant 108 élèves. Ces derniers sont exempts de service militaire, mais sont astreints à des travaux périodiques dans les entreprises agricoles. Cuba a actuellement huit évêques, tous originaires de l'île. Leur âge moyen est de 55 ans. Le fait majeur pour le catholicisme à Cuba ces dernières années a été la réussite de la réforme liturgique, accueillie « avec enthousiasme » par les pratiquants. Le rapport d'où sont extraits ces renseignements est dû au journaliste colombien Manuel Fernandez. (*La Croix*, 5 février.)

## ETATS-UNIS

— Sur les 535 membres du 92<sup>e</sup> Congrès des Etats-Unis, qui s'est réuni le 21 janvier dernier, 113 appartiennent à l'Eglise catholique, dont 80 % sont inscrits au parti démocrate et originaires, pour la plupart, des Etats du nord de l'Union. Au 88<sup>e</sup> Congrès, il y a huit ans, les représentants catholiques n'étaient que 88. Parmi les membres de la Chambre des représentants (435) et ceux du Sénat (100), il y a deux ecclésiastiques, dont un prêtre catholique. (*KNA*, 23 janvier.)

## GRANDE-BRETAGNE

— Le 23 janvier, à Westminster, rencontre du cardinal Heenan, archevêque de Westminster, avec l'archevêque Athénagoras, chef ecclésiastique de la communauté orthodoxe grecque d'Angleterre, en vue de resserrer les liens entre les deux communautés. Les orthodoxes, en Angleterre, sont approximativement 200 000, la plupart étant dans la région londonienne. (*La Croix*, 22 janvier.)

## ITALIE

— A Venise, dans l'église de San Moisè, sous la présidence du patriarche Mgr Albino Luciani, clôture du procès informatif pour la béatification du serviteur de Dieu, Angelo Giuseppe Roncalli, patriarche de Venise, de 1953 à 1958, avant de devenir le Pape Jean XXIII. La cause a de-

mandé 92 sessions avec interrogatoire de 44 témoins. Le dossier sera communiqué à Rome pour la « phase décisive » du procès. (*Avenir*, 27 janvier.)

## PEROU

— 61 % des prêtres catholiques du Pérou sont étrangers. Ainsi qu'il ressort d'une enquête du Centre d'informations catholiques de Lima, 2 568 prêtres exercent actuellement leur ministère dans ce pays sud-américain, dont 991 Péruviens et 1 577 étrangers. Des chiffres comparés de 1901 montrent qu'alors 17 % seulement des 1 089 prêtres étaient étrangers. (*KNA*, 20 janvier.)

## SUISSE

— Le diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg (cantons de Vaux, à l'exception de quelques paroisses, de Genève, de Fribourg et de Neuchâtel) compte actuellement 548 855 catholiques, 30 décanats et 261 paroisses. Dans le canton de Vaux, les paroisses d'Aigle, Bex, Leysin, Roche, Villars-sur-Ollon appartiennent au diocèse de Sion, tandis que la paroisse de Lavey est sous la juridiction de l'abbaye de Saint-Maurice. Ces paroisses ne sont pas comprises dans les statistiques suivantes. Répartition des catholiques par canton : Fribourg, 156 880 (28 %) ; Vaux, 160 330 (29 %) ; Genève, 170 305 (32 %) ; Neuchâtel, 61 310 (11 %). 550 prêtres sont incardinés dans le diocèse : il faut y ajouter, comme y exerçant leur apostolat : 13 prêtres d'autres diocèses, 37 prêtres au service des étrangers, 53 religieux entièrement au service du diocèse. 110 ordres, communautés et congrégations religieuses sont établies dans le diocèse (34 communautés masculines, 76 communautés féminines). 97 prêtres et frères originaires du diocèse travaillent dans les missions. (*Kipa*, 27 janvier.)

## TCHECOSLOVAQUIE

— Avant la remise de leur nouveau livret d'appartenance au Parti, les membres du parti communiste slovaque doivent, expressément et par écrit, confirmer leur conception athéiste du monde, ainsi qu'il ressort d'une émission de la radio de Bratislava, dans laquelle l'Eglise catholique et le clergé de Slovaquie ont été la cible de violentes attaques. Le commentateur a souligné qu'à l'avenir ne pourrait être reconnue comme marxiste toute personne qui assiste au service religieux et envoie ses enfants dans un établissement d'instruction religieuse. L'Eglise elle-même, prétend la radio, continue, en dépit de déclarations récentes, d'exercer « une activité réactionnaire ». Le fait demeure « que la religion est un

instrument de l'impérialisme pour le combat contre la démocratie et le progrès ». (*Kipa*, 28 janvier.)

## URSS

— 82 prêtres italiens et français ont passé une dizaine de jours en URSS. Au cours de leur séjour, ils ont rencontré plusieurs membres du patriarcat orthodoxe russe et des personnalités soviétiques ayant des responsabilités en matière religieuse, notamment M. Tarashev, chargé d'affaires religieuses auprès du Soviet suprême. (*La Croix*, 28 janvier.)

# HIÉRARCHIE

## NOMINATIONS ET TRANSFERTS

*Le Saint-Père a nommé :*

— Mgr Benvenuto Matteucci archevêque de Pise, Italie. (*OR*, 17 janvier.) — Mgr Enrico Bartoletti coadjuteur avec droit de succession de l'archevêque de Lucques, Italie, et administrateur apostolique « sede plena » de ce diocèse. (*Ibid.*) — Mgr Valfredo Tepe évêque de Ilheus, Brésil. (*OR*, 22 janvier.) — Mgr Carlos Schmitt, auxiliaire de l'évêque de Lages, Brésil. (*Ibid.*) — L'abbé Miguel Purugganan, auxiliaire de l'archevêque de Nueva Segovia, Philippines. (*OR*, 31 janvier.)

## DEMISSIONS

*Le Saint-Père a accepté la démission :*

— De Mgr Roberto Pinarello de Almeida, évêque d'Ilheus (Brésil) pour raison de santé. (*OR*, 22 janvier.) — De Mgr Ambrose de Battista, évêque de Vijayavada (Inde), pour raison de santé. (*OR*, 23 janvier.) — De Mgr Luciano Metzinger, du gouvernement de la prélature de Ayaviri (Pérou), pour raison de santé. (*OR*, 31 janvier.)

## DECES

— De Mgr Joseph Gogué, archevêque de Bassorah des Chaldéens. (*OR*, 17 janvier.) — Du cardinal Antonio Bacci le 20 janvier, dans sa 86<sup>e</sup> année (biogr. voir « DC » 1960, col. 461 et 462.) Il était surtout connu comme latiniste. (*OR*, 21 janvier.)

# SAINT-SIÈGE

— Le premier volume des Actes synodaux du Concile œcuménique Vatican II vient d'être publié par le service des Archives du Vatican. Il s'agit du premier volume de la troisième série des Actes du Concile qui

est mis à la disposition du public, sous le titre général « *Acta Synodalia Sacrosancti Concilii Œcumenici Vaticani II* ». L'ouvrage comprendra en tout 18 tomes distribués en quatre volumes : un pour chaque session du Concile. (« *OR* », 17 janvier.)

21 JANV. — Une délégation du Chapitre de Saint-Jean de Latran présente au Saint-Père dans la salle du Tronetto deux agneaux bénits le matin dans la basilique de Sainte-Agnès sur la voie Nomentane. La laine des agneaux est destinée à la confection des palliums par les moniales bénédictines de Sainte-Cécile au Transtévère. (« *OR* », 22 janvier.)

— Le Saint-Père a nommé consultants de l'Office historico-hagiographique de la S. congrégation pour les Causes des saints : Mgr Hermann Hoberg, vice-président du départe-

ment des Archives secrètes du Vatican ; Mgr Joseph-Marie Sauget, scripteur de la Bibliothèque vaticane ; le P. Pietro Chiocchetta, recteur magnifique de l'Université pontificale Urbainiana et professeur d'histoire ecclésiastique de la même Université. (« *OR* », 24 janvier.)

— Dans le cadre d'une réorganisation territoriale plus conforme aux exigences de certains pays, homogènes en ce qui concerne l'évangélisation, la langue et les caractères ethnico-sociaux, et en conséquence correspondant davantage aux nécessités spirituelles des fidèles de ces pays, le Saint-Père a décidé que les territoires de la Sierra Leone et de la Gambie, dépendant jusque-là de la Délégation apostolique de Lagos et de la Nonciature de Dakar, sont transférés à

la compétence de la représentation pontificale à Monrovia, Libéria. (« *OR* », 29 janvier.)

— M. Alessandrini, chef du Bureau de presse du Vatican, a donné les précisions suivantes sur la population de la Cité du Vatican : au 20 janvier dernier, on comptait, en dehors du Pape, 500 ressortissants, dont 37 cardinaux, 36 prélats et ecclésiastiques, 144 représentants du Saint-Siège à l'étranger, 4 religieux, 47 gardes suisses, 145 gendarmes pontificaux et 87 laïcs. Depuis la dissolution de la gendarmerie pontificale, dont 80 membres ont été affectés à la nouvelle organisation de vigilance, le nombre global des citoyens du Vatican est actuellement de 355. La Cité du Vatican compte également 336 résidents non citoyens. (« *Kipa* », 29 janvier.)

## NOTE DE L'ARCHEVEQUE DE SAO PAULO SUR L'ARRESTATION ET LES TORTURES

DU P. GIULIO VICINI ET DE

YARA SPADINI

*La note ci-après a été publiée le 4 février par Mgr ARNS, nouvel archevêque de Sao Paulo, avec lequel les évêques brésiliens se sont déclarés solidaires lors de leur 12<sup>e</sup> Assemblée générale qui s'est tenue quelques jours après à Belo Horizonte :*

Le 30 janvier, quelques journaux du matin de la capitale (Sao Paulo) ont annoncé la nouvelle de l'arrestation du P. Giulio Vicini, curé de la paroisse Saint-Joseph, dans le quartier du Jardin des Oliviers, et de celle de Yara Spadini, assistante sociale et secrétaire de la région épiscopale sud du diocèse de Sao Paulo, sous les titres de « Deux subversifs arrêtés dans une favela » et de « Arrestation d'un prêtre subversif ».

Selon des informations de source absolument sûre, cette nouvelle a été communiquée par M. Alcides Cintra Bueno, commissaire de police du DEOPS, au cours d'une conférence de presse réunissant les journalistes accrédités auprès de la police.

En tant qu'archevêque de Sao Paulo, nous avons le droit et le devoir de préciser ce qui suit :

1. Le P. Giulio Vicini et Mlle Yara Spadini ne peuvent être traités de subversifs tant qu'ils n'ont pas été jugés par un tribunal compétent où soit assuré un droit de défense ample.

2. Tant le P. Giulio que l'assistante sociale Yara Spadini jouissent de la plus haute estime dans la région sud de notre archidiocèse dont ils font partie.

3. Malheureusement, le P. Giulio et Mlle Yara ont été torturés de façon ignominieuse, au siège du DEOPS de cette ville, ainsi que le vicaire épiscopal et nous-même avons pu le vérifier personnellement.

4. Sur la suggestion du directeur du DEOPS, les deux prévenus ont été invités par nous à faire un rapport sur les sévices dont ils ont été les victimes, afin de demander aux autorités compétentes l'ouverture d'une enquête.

5. Son Excellence le gouverneur de l'Etat nous a spontanément offert la possibilité d'un examen médical effectué par un médecin de notre choix. Cependant, on ne nous a pas permis jusqu'à maintenant de mettre en œuvre cette mesure.

6. L'archidiocèse de Sao Paulo espère que les autorités ne se déroberont pas au devoir de vérifier ces tristes faits et de prendre des mesures énergiques pour corriger un tel état de choses.

7. Nous espérons également que de telles mesures seront rendues publiques, car c'est seulement de cette manière que l'on rendra à l'Eglise de Dieu qui est à Sao Paulo le climat de confiance nécessaire à une bonne coexistence.

8. Nous avons fait tout notre possible pour maintenir à tout moment un dialogue serein et ferme avec le directeur du DEOPS, le gouverneur de l'Etat et le commandant en chef de la 2<sup>e</sup> armée.

9. Cette note sera affichée ce dimanche aux portes des églises paroissiales et des chapelles publiques de notre archidiocèse, sans en faire la lecture ni la commenter au cours des actes religieux.

10. Cette note a été présentée au Conseil presbytéral qui, par définition, est le sénat de l'archidiocèse, lequel lui a donné un appui unanime.

11. Nous demandons à tous les fidèles de prier pour la paix dans la justice et dans la charité.  
Sao Paulo, 4 février 1971, 12 h.

Paulo Evaristo ARNS,  
archevêque métropolitain.

(Traduit du texte original.)



# L'Eglise dans le monde

## A PROPOS DU LIVRE DE HANS KÜNG :

### « INFAILLIBLE ? »

#### — UNE INTERPELLATION —

#### Déclaration de la Conférence épiscopale allemande

*En novembre 1970, l'Assemblée plénière extraordinaire de la Conférence épiscopale allemande avait confié à sa Commission chargée des questions de foi et de morale le soin de faire une mise au point sur le dernier ouvrage de Hans Küng, professeur de théologie dogmatique à Tübingen, Infaillible? — Une interpellation. Le 9 janvier 1971, cette Commission a eu un entretien avec l'auteur sur le fond du débat, à savoir l'infaillibilité pontificale. La Commission a ensuite remis sa note à la Conférence épiscopale et c'est au nom de cette dernière que son président, le cardinal Doepfner, a fait le 8 janvier la déclaration suivante (\*) :*

Dans l'ouvrage de Hans Küng *Infaillible? — Une interpellation* (Einsiedeln 1970, Benziger Verlag) à propos de la possibilité pour l'Eglise de faire des déclarations de foi qui obligent en conscience, sont soulevées des questions de fond qui pour une part touchent des éléments essentiels de la conception catholique de la foi et de l'Eglise. Aux yeux de la Conférence épiscopale allemande, certains de ces éléments essentiels ne semblent pas sauvegardés dans ce livre. Des déclarations ultérieures de l'auteur, ainsi qu'un entretien avec lui, au nom de la Conférence épiscopale, n'ont pu amener cette dernière à changer d'avis sur ce point. Le rôle des évêques ne consiste pas à prendre position sur les questions discutées de théologie spécialisée, qui font l'objet d'un nouveau débat dans l'ouvrage mentionné. Par contre, la Conférence épiscopale estime qu'il est de son devoir de souligner certaines données irrécusables, sans lesquelles une théologie ne saurait plus être qualifiée de catholique.

1. La foi en la Parole de Dieu attestée dans la Bible et explicitée dans le *Credo* de l'Eglise présuppose que, en dépit de l'ambiguïté et de l'évolution historique du langage humain, elle permet fondamentalement des déclarations qui :

- a) Sont vraies et reconnaissables comme vraies ;
- b) Dont le sens, au milieu du changement dans les modes de pensée et les déclarations historiques, reste le même et conserve une valeur irréductible.

2. L'obligation de conscience propre à la Parole révélée de Dieu trouve son expression concrète dans le *Credo*, par lequel l'Eglise interprète dans sa réponse la Révélation attestée dans la Bible. Bien que la foi de

l'Eglise doive toujours être repensée, et cela dans la mesure où elle reste ouverte jusqu'à la fin de l'histoire, elle n'en comporte pas moins un oui sans confusion et un non sans confusion qui ne peuvent être intervertis. Sans quoi il n'est pas possible à l'Eglise de demeurer dans la vérité de Jésus-Christ.

3. C'est le droit et le devoir de l'Eglise, face aux questions suscitées par l'actuelle situation historique, d'une part de donner la possibilité d'une réflexion fondamentale sur la foi, mais aussi, d'autre part, lorsque cela s'impose, de prononcer de nouveau, d'une manière qui engage en conscience, son oui et son non sans confusion sur ces questions. Les formulations qui servent à expliciter le *Credo* et ainsi à exposer dans le concret le témoignage signifié par l'Ecriture, et qui sont réellement proposées par l'Eglise d'une façon qui engage définitivement, s'appellent « dogme ».

4. Le dogme ne reçoit le caractère obligatoire qui lui est propre ni de l'issue d'un débat théologique ni de l'accord d'une majorité dans l'Eglise, mais du charisme donné à l'Eglise pour maintenir dans la force de sa vérité la Parole une fois pour toutes prononcée, et pour l'exposer sans erreur. La mission de maintenir l'Eglise dans la vérité de l'Evangile, par le moyen de déclarations de foi qui engagent en conscience, doit revenir, de manière particulière et propre, au ministère de l'Eglise. L'accueil [la réception] d'une telle déclaration dogmatique dans l'Eglise peut être importante en tant que signe de la conformité de l'Eglise avec le principe qui est sa norme, mais il ne fonde ni son authenticité ni son autorité.

5. Selon l'enseignement général et clairement exprimé de l'Eglise catholique romaine et des Eglises d'Orient, c'est avant tout le Concile œcuménique, en tant que représentation de l'épiscopat universel, qui a le pouvoir de faire ces déclarations obligeant définitivement en conscience. Avec le premier et le second Concile du Vatican, et la tradition concrétisée par ces deux Conciles, l'Eglise catholique reconnaît en outre que l'exercice de ce pouvoir revient aussi à l'Evêque de Rome, en tant que Successeur de saint Pierre et Chef du Collège des évêques. Les conditions pour qu'il parle en vertu de ces pleins pouvoirs sont données par la tradition de l'Eglise et ont été décrites par les deux Conciles du Vatican.

#### Déclaration de Hans Küng

*Le professeur Hans Küng a adressé à l'Osservatore Romano la déclaration ci-après, qui avait déjà été rendue publique en Allemagne (1) :*

Dans sa déclaration sur mon livre *Infaillible? — Une interpellation*, la Conférence épiscopale allemande

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien (OR, 19 février 1971, p. 2).

*En publiant cette déclaration, l'Osservatore Romano fait observer :*

Le professeur Küng exprime sa satisfaction de ce que la déclaration de la Conférence épiscopale allemande ne contienne aucune condamnation. Il s'efforce de plus

(\*) Texte allemand dans le *Kirchlicher Anzeiger für die Erzdiözese Köln*, 15 février 1971. Titre et traduction de la DC.

s'abstient — et j'en prends note avec plaisir — de toute forme de condamnation. Les cinq propositions de la déclaration des évêques admettent diverses interprétations. Sur beaucoup de points elles appuient des problèmes qui me tiennent à cœur. Les évêques ont évité la question soulevée par mon livre : des affirmations doctrinales non seulement vraies, mais ayant aussi la garantie de l'infailibilité, sont-elles possibles ? Nulle part dans leur déclaration — et cela est très significatif — n'est mentionné le mot « infailible ». Par là également, les évêques ont laissé la possibilité d'une discussion constructive ultérieure sur ce problème d'une importance fondamentale pour l'Eglise d'aujourd'hui.

### Note de l'épiscopat italien

*Le Secrétariat de l'épiscopat italien a rendu publique la note ci-après préparée par la Commission épiscopale italienne pour la Doctrine de la foi et la catéchèse, et approuvée par celle-ci au cours de sa réunion des 3-4 février 1971 (2) :*

H. Küng, *Infalibile? — Una domanda* (Ed. Queriniana, Brescia, 1970).

Ce livre, publié en première édition italienne par une maison d'édition catholique sans l'imprimatur régulier, contient, dans ses lignes fondamentales, des opinions et des thèses s'écarter manifestement de la doctrine catholique, parfois même sur des points de foi définis.

Les spécialistes des vraies disciplines théologiques, fidèles à la tâche qui est la leur dans l'Eglise, ne manqueront certainement pas de faire un examen critique approfondi des différentes affirmations de l'auteur, de donner la juste réponse scientifique à ses difficultés, et d'approfondir les questions qu'il pose.

Cette Commission épiscopale, cependant, manquerait au devoir qui lui incombe de servir le peuple chrétien si elle laissait se répandre sans les déplorer publiquement les opinions erronées de l'auteur, notamment celle qui nie au Corps des Pasteurs, dans son magistère ordinaire universel et définitif, en particulier aux Conciles œcuméniques et au Pontife romain lorsqu'il parle *ex cathedra*, l'infailibilité au sens propre du terme, et réduit l'infailibilité de l'Eglise à sa pure indéfectibilité.

Cette Commission, en conséquence, estime qu'on ne peut adhérer en conscience à ces opinions et thèses, les soutenir et les répandre, sans se séparer de la pleine communion de l'Eglise.

LA COMMISSION ÉPISCOPALE  
POUR LA DOCTRINE DE LA FOI ET LA CATÉCHÈSE.

d'en minimiser la portée. En réalité, si elle ne prononce pas le mot « condamnation », la prise de position des évêques contient à propos des opinions avancées dans le livre du professeur Küng un jugement clair et sévère (suit la citation intégrale de l'introduction de la déclaration des évêques allemands).

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'*Osservatore Romano* du 21 février 1971, sous le titre : « Una deplorazione dei vescovi italiani. »

— *L'Enfant et Dieu*, par MARLENE LEIST. Traduit de l'allemand par A. LEIFOOGHE. Préface de NICOLE FRABE. — Un vol. 14,5 X 18 cm, de 188 pages. Prix : 15 F. Editions Desclée et Cie, Paris-Tournai.

Une mère de famille examine des méthodes d'éducation religieuse pour chercher ce qui peut éveiller l'amour de Dieu dans un cœur d'enfant — ou être obstacle à cet amour.

## L'AMENAGEMENT INTERIEUR

### DES EGLISES

#### Communiqué du ministère de l'Intérieur

Paris, le 8 décembre 1970.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR A MESSIEURS LES PREFETS,  
LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE  
CHARGÉ PAR INTÉRIM DES AFFAIRES CULTURELLES,

OBJET : *Destructions ou mutilation résultant de l'aménagement intérieur des églises communales.*

Au cours de ces dernières années, de nombreux édifices culturels appartenant aux communes ont été dépouillés d'objets d'art ou d'ensembles d'objets, immeubles par destination, ou ont été atteints dans leur intégrité, sans que pour autant il y ait eu vol ou aliénation illicite.

Dans ces édifices, qu'ils soient protégés ou non, en application de la législation sur les monuments historiques, et qui sont d'une architecture d'ailleurs souvent modeste, des transformations effectuées sans surveillance, ont eu pour effet la dislocation d'ensembles composés de boiseries, de stucs et de ferronnerie, la démolition d'arcs triomphaux, l'enlèvement et la mise au rebut de stalles, de bancs clos, de grilles de communion, de chaires, la dislocation d'autels retables, etc.

Ni volés ni vendus, les éléments déplacés n'ont même pas toujours été enlevés hors de l'enceinte de l'édifice culturel ou de ses dépendances, mais sont amoncelées dans quelque annexe ou mis en pièces et utilisés à des fins auxquelles ils n'étaient pas destinés.

Ces transformations apportées à des parties de l'édifice ou à ses immeubles par destination portent évidemment atteinte à la substance d'une propriété appartenant à la commune.

De telles pratiques, qui ne sont pas visées par les circulaires qui vous ont été adressées concernant les vols et les aliénations illicites, se propagent et se généralisent avec d'autant plus de facilité que, dénuées de tout esprit de lucre, elles attirent moins l'attention.

Elles n'entraînent pas moins une érosion d'éléments numériquement importants de notre patrimoine artistique et un appauvrissement certain du domaine communal.

Il serait donc nécessaire que vous rappeliez aux maires de votre département qu'ils ont toutes les responsabilités qu'implique leur qualité de gestionnaires de biens communaux, et, qu'à ce titre, ils ont à donner leur accord exprès et non point tacite, à tout réaménagement intérieur des édifices culturels pouvant avoir pour conséquence la perte ou la destruction de ces biens ou encore la dislocation des ensembles par destination.

Vous les inviterez à vous tenir informés à l'avance des projets d'aménagement d'une telle nature.

Vous pourrez ainsi faire appel et inviter les autorités locales à faire appel à la compétence du conservateur des antiquités et objets d'art de votre département, qui apportera un précieux concours dans l'application de la présente circulaire.

Vous voudrez bien porter ces instructions à la connaissance des maires de votre département par la voie du recueil des actes administratifs et insister à l'occasion des contacts que vous-mêmes et vos collaborateurs avez avec ces magistrats municipaux, sur l'importance qui s'attache à l'exacte application de ces directives.

Le ministre de l'Intérieur, Raymond MARCELLIN.

Le ministre délégué  
auprès du Premier Ministre chargé  
par intérim des Affaires culturelles,  
André BETTENCOURT.

(Semaine religieuse de Nevers, 3 janvier 1971, p. 48.)



## LE PROCES DE Mgr N'DONGMO

*A propos du procès de Yaoundé (cf DC, 1971, n° 1580, p. 194), à l'issue duquel Mgr N'Dongmo, évêque de Nkongsamba (Cameroun), a vu sa condamnation à mort commuée en détention à perpétuité, l'hebdomadaire catholique de Dakar Afrique nouvelle (14-20 janvier 1971, p. 13) a publié les documents suivants :*

### Télégramme du cardinal Zoungana

M, AHMADOU AHIDJO,  
Président République fédérale Cameroun

Excellence, l'Afrique a suivi avec émotion déroulement procès Yaoundé aboutissant à 6 (six) condamnations capitales. Le Comité permanent symposium panafricano-malgache, au nom épiscopat Afrique Madagascar, implore clémence de Votre Excellence pour grâce en faveur de tous les condamnés à mort dont collègue-évêque N'Dongmo. Confiants en sentiments humanitaires de Votre Excellence, nous la remercions à l'avance tout cœur, et dépêchons auprès d'Elle Secrétaire général Symposium.

Veuillez agréer, Excellence, sentiments profonde reconnaissance avec hommage haute considération.

Cardinal ZOUNGRANA,  
président symposium Conférences épiscopales  
Afrique et Madagascar.  
Abidjan, 7 janvier 1971.

### Lettre du cardinal Zoungana au nom de l'épiscopat panafricano-malgache

M. le président de la République,

Suite à notre télégramme, nous nous permettons de dépêcher auprès de Votre Excellence le Secrétaire général du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar, M. l'abbé Joseph Osei.

Il est porteur de ce message où nous voulons d'abord vous dire notre profond respect et toute la part fraternelle que nous avons prise, depuis plusieurs mois, à l'épreuve de votre pays dont la vie sociale et politique a été fortement remuée par les événements qui ont amené les récents procès.

Notre émotion est à son comble maintenant que nous venons d'apprendre l'ensemble du verdict prononcé par le tribunal et qui se traduit par six condamnations à mort et plusieurs autres peines graves. Nous pensons également à votre propre émotion, à celle du grand chef d'Etat que vous êtes, et qui ressent mieux que personne ce que de tels événements pourraient laisser comme séquelles durables dans l'âme africaine tout entière.

C'est pourquoi, confiants dans votre magnanimité, nous venons vous supplier d'user de votre pouvoir suprême de grâce en faveur des six condamnés à mort, et spécialement de notre collègue dans l'épiscopat, Mgr Albert N'Dongmo. Un tel geste manifesterait au plus haut point les sentiments humanitaires de votre Excellence et délivrerait en même temps toute l'Afrique d'un profond cauchemar.

Nous vous supplions d'épargner à notre Afrique, terre de croyants, le drame de voir verser le sang d'un « oint de Dieu », quelle qu'elle soit sa faute devant la justice des hommes. Vous tenez dans votre main et dans votre cœur le sort de ces condamnés. Nous avons confiance dans votre bonté qui fera apparaître notre terre d'Afrique, et spécialement celle du Cameroun, plus grandes encore dans la grâce que dans la justice.

Que Dieu vous assiste, M. le Président, dans votre lourde tâche. Nous vous redisons l'immense espoir que nous mettons dans votre clémence, et vous prions d'agréer l'assurance de notre haute considération.

Paul, cardinal ZOUNGRANA,  
archevêque de Ouagadougou,  
président du Symposium  
des Conférences épiscopales  
d'Afrique et de Madagascar.

## LES EVEQUES ITALIENS

### ET LA LOI SUR LE DIVORCE

*Après le vote par le Parlement italien de la loi introduisant le divorce (1), et au moment où des initiatives étaient prises par des groupes de laïcs catholiques pour recueillir les 500 000 signatures requises par la Constitution pour un référendum sur la question, le Conseil de présidence de la Conférence épiscopale italienne a publié le communiqué suivant après sa réunion des 3-5 février 1971 (2) :*

1. Après la promulgation de la loi sur le divorce, le Conseil de présidence estime qu'il est de son devoir de confirmer en toute clarté la doctrine de l'Eglise catholique. Celle-ci en effet considère l'indissolubilité comme l'une des propriétés essentielles de tout mariage valide-ment contracté, et plus encore du mariage des baptisés en raison de sa nature sacramentelle.

Il voit en outre dans l'indissolubilité la nécessaire protection d'une institution qui est le fondement de la société. Cela correspond à l'enseignement du II<sup>e</sup> Concile du Vatican qui, se référant au plan du Créateur et au caractère naturel de la famille, enseigne que « cette union intime, don réciproque de deux personnes, non moins que le bien des enfants, exigent l'entière fidélité des époux et requièrent leur indissoluble unité ». (*Gaudium et spes*, 48.)

2. C'est toujours un grave devoir pour tout croyant de professer cette doctrine que les pasteurs sacrés enseignent dans leur ministère sacerdotal. Pour la catéchèse nécessaire — dans le contexte de l'action pastorale familiale, — le Conseil renvoie au document « Mariage et famille aujourd'hui en Italie (3) ». Cela vaut spécialement pour la préparation des jeunes, en particulier des fiancés, et pour l'entretien en vue de la préparation immédiate au mariage.

(1) Cf. les déclarations de Paul VI à ce sujet : DC 1971, n° 1577, p. 21 ; n° 1578, p. 58.

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'*Osservatore Romano* des 8-9 février 1971, p. 2.

*Auparavant, les évêques italiens avaient évoqué le dialogue avec les dirigeants des ACLI (Associations chrétiennes des travailleurs italiens, cf. DC 1970, n° 1562, p. 425 et s.).*

[...] Ces entretiens se sont déroulés les 9-10 décembre 1970, 8 janvier et 1<sup>er</sup> février 1971, dans un climat de sérénité et de cordialité. Les requêtes présentées par le Comité (des évêques nommés par la Conférence épiscopale pour ce dialogue) ont donné lieu à des réponses explicatives. Cependant, étant donné les choix opérés par le Mouvement, même en interprétant ces réponses de la façon la plus bienveillante, elles n'ont pas réussi à dissiper les perplexités et les réserves de caractère doctrinal, et spécialement pastoral, qui étaient à l'origine du dialogue.

(3) Cf. DC 1970, n° 1554, p. 15-24. (NDLR.)

3. Devant les différentes interprétations sur la pensée de l'épiscopat au sujet de la situation actuelle, le Conseil de présidence rappelle et réaffirme la déclaration votée à l'unanimité par l'Assemblée générale de novembre dernier, et où il était dit notamment :

— Les évêques « déclarent légitime que, sur des problèmes d'une importance aussi vitale et qui affectent la conscience de chacun, les citoyens puissent se prévaloir, pour la défense de la famille, de tous les moyens démocratiques que leur offre la Constitution italienne ».

— « Nous réaffirmons que les fidèles en tant que citoyens « guidés par leur conscience chrétienne » (*Gaudium et spes*, 76) ont le droit et le devoir de s'employer par tous les moyens légitimes à protéger les valeurs qu'ils estiment essentielles pour le bien de la communauté. »

— « Conscients du haut niveau de liberté et de respect mutuel auquel est parvenue la nation, ils estiment qu'une confrontation loyale et démocratique des idées sur les principes et les valeurs de la famille ne peut en aucune manière être interprétée comme une « guerre de religion ».

\*\*

Devant les difficultés actuelles, le Conseil a enfin approuvé les normes ci-après qui devront être observées dans la célébration du mariage :

1. Tant que le Saint-Siège n'en aura pas éventuellement disposé autrement, la célébration du mariage des catholiques en Italie continuera à être régie par l'Instruction publiée le 1<sup>er</sup> juillet 1929 par la S. congrégation pour la Discipline des sacrements, en ce qui concerne l'application de l'article 34 du Concordat.

2. Dans l'entretien avec les fiancés, il faudra insister comme il se doit sur les propriétés essentielles du mariage, notamment son indissolubilité, et s'assurer de leur volonté de contracter un mariage valide conformément aux lois de l'Eglise.

3. Dans la célébration du mariage il devra être fait explicitement mention de son indissolubilité (cf. *Rito del Matrimonio*, avertissement préliminaire, 2).

4. Après la célébration du mariage canonique, on continuera à donner lecture des articles du Code civil sur les droits et devoirs des époux.

5. Le mariage contracté religieusement devra toujours être notifié d'office à l'officier d'état civil.

Rome, le 8 février 1971.

## LA PENSEE MARXISTE SUR LE DIVORCE

*Le CONSEIL PERMANENT DE L'EPISCOPAT CHILIEN a publié le 6 février 1971 une déclaration sur « le mariage et le divorce », à propos de « projets de loi réitérés sur le divorce ». Voici les § 11-17 consacrés à l'aspect social du mariage, dans cette déclaration qui compte 54 paragraphes (1) :*

### La dimension sociale du mariage

11. Le mariage est beaucoup plus que l'accord volontaire d'un homme et d'une femme qui s'aiment. Ils ne

(1) Traduction de la DC d'après le texte espagnol original.

Nous rappelons les déclarations publiées par l'épiscopat chilien au moment de l'élection du président marxiste Allende. (DC 1970, n° 1574, p. 1046.)

sont pas seuls sur la terre ; l'humanité tout entière les entoure, et leur descendance est déjà anticipée dans le projet même de leur amour. C'est dire que la société présente et future les entoure et les compénètre, et que par là elle confère à leur union une dimension sociale qui dépasse largement leurs propres intentions.

12. Paradoxalement, s'il n'y a rien de plus intime et de plus privé que l'intimité sociale, conjugale, en même temps il n'y a rien de plus public que les conséquences de cette intimité. Cela explique que le mariage, tout en étant une communauté si libre dans sa cause et dans son origine (le choix volontaire des époux) a des effets si irréversibles une fois qu'il est contracté, de par le caractère social et juridique de son indissolubilité. Un homme et une femme se marient parce qu'ils s'aiment, mais une fois mariés, ils ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent avec leur union.

13. Des intérêts essentiels de la société sont en jeu dans son caractère indissoluble. La constitution stable de la famille fait la solidité de la société tout entière ; de sorte que, une fois fondée, elle dépasse la volonté ou le caprice des parties. L'intérêt commun devra donc passer avant les situations particulières, aussi dramatiques qu'elles soient, à moins que, comme c'est le cas avec le divorce, on consacre juridiquement le principe de l'égoïsme individuel et qu'on en fasse la norme du comportement social. Le législateur doit bien plutôt se préoccuper de consolider la famille en affermissant le lien matrimonial et en lui donnant les moyens de s'établir solidement grâce à une situation économique et sociale favorable.

14. Et cela vaut tout spécialement pour les familles aux revenus modestes, qui sont la grosse majorité dans notre communauté nationale. Le peuple ne se pose pas le problème du divorce, qui intéresse bien plutôt les classes aisées. Le peuple, lui, connaît des problèmes tout différents : affermir la famille, attacher l'homme à son foyer, dont c'est si souvent la femme qui supporte toute la charge et qui constitue l'élément stable du cercle familial. Pour le peuple, le divorce est une chose qui lui est étrangère ; ce qui l'intéresse surtout, c'est d'affermir le lien conjugal.

### Confirmations venant de l'extérieur

15. Nos arguments se fondent tellement sur la nature même des choses que bien souvent nous les voyons corroborés par des penseurs ou des hommes d'Etat très éloignés de la foi catholique, mais qui sont néanmoins guidés par la réalité et par le sens moral naturel. Prenons par exemple la position de Marx devant le divorce. Bien qu'il ne tire pas toutes les conséquences de ses affirmations, puisqu'il finit par admettre le divorce dans un cas très particulier et restrictif, il est cependant très catégorique : le mariage dépasse la volonté des personnes en raison de sa dimension sociale. Nous le citons volontiers malgré la grande distance qui nous sépare de ses principes.

16. Il dit : « Toute dissolution du mariage est presque toujours une dissolution de la famille ; même du point de vue juridique, la situation des enfants et de leurs biens ne peut pas dépendre de l'arbitraire ou du caprice des parents. Si le mariage n'était pas la base de la famille, il ne serait pas régi par la loi, comme c'est le cas par exemple pour l'amitié. Ainsi donc (dans le divorce) entre en ligne de compte uniquement la volonté, plus exactement l'arbitraire des individus, mais on néglige le sens du mariage, c'est-à-dire sa substance morale... Personne n'est obligé de se marier, mais quiconque se marie doit être obligé d'observer les lois du



mariage, précisément parce qu'il a contracté mariage. Celui qui se marie ne crée pas le mariage pas plus qu'il ne l'invente, de même que le nageur ne crée ni n'invente les lois naturelles de l'eau et de la gravité. »

17. Pour ces mêmes raisons, il est très opposé à ce qui peut faciliter le divorce : « Trouve-t-on dans la nature un corps sain, fort et solidement structuré qui puisse être détruit par n'importe quel élément extérieur ? Ne vous offenseriez-vous pas si quelqu'un érigeait en axiome que votre amitié ne peut affronter la moindre contrariété et doit nécessairement prendre fin au gré du moindre caprice ? » Quant au législateur, Marx souhaite qu'il suive ce critère : « qu'il respecte le mariage et reconnaisse son essence morale profonde en le considérant suffisamment fort pour affronter une multitude de conflits sans que pour autant son essence en soit affectée. La complaisance à l'égard des désirs des individus se convertirait en cruauté à l'égard de ce qui constitue l'essence de ces individus, c'est-à-dire à l'égard de leur raison morale qui s'incarne dans les relations morales ». (MARX, *le Projet de loi sur le divorce*.)

## L'EROTISME

*Sous le titre : « A propos d'une émission télévisée », Mgr STOURM, archevêque de Sens, a publié dans le bulletin de son diocèse (Eglise de Sens, 13 février 1971, p. 38 et s.) le commentaire ci-après d'une émission de télévision sur la sexualité :*

Le lundi 25 janvier, la première chaîne de télévision présentait, sous le nom de « Procès », le magazine bien connu d'Eliane Victor. Le sous-titre précisait le thème de ce procès : « L'invasion de la sexualité dans la vie quotidienne. »

Il y aurait beaucoup à dire et de nombreuses mises au point à faire sur cette émission, mais cela nous entraînerait trop loin. Je voudrais seulement relever un passage qui m'a paru particulièrement caractéristique de l'ambiguïté dans laquelle s'est déroulé ce procès. Elle explique en partie, avec certaines maladresses, la surprenante approbation finale du jury.

L'émission comportait de courtes séquences filmées présentées à la demande des témoins. L'une d'elles nous introduisait au milieu d'une famille danoise composée du père, de la mère et de quatre enfants, trois filles et un garçon, dont les âges s'échelonnaient de 12 à 20 ans.

Il leur fut demandé d'abord s'ils approuvaient la récente libéralisation de la législation danoise qui autorise l'affichage des publications érotiques et leur vente à grand renfort de publicité, l'ouverture de boutiques uniquement réservées au sexe, la vente libre de tous les produits et instruments anticonceptionnels.

Ils déclarèrent approuver pleinement cette nouvelle législation qui les libérait de toute hypocrisie, d'un complexe de honte et de faute, les délivrait d'un tabou oppressant et leur permettait de considérer le sexe comme une chose normale, un objet de consommation courante comme n'importe quel autre.

C'est ici qu'apparaît la première ambiguïté.

Actuellement, presque tout le monde admet le bien-fondé d'une éducation sexuelle, la nécessité d'informer progressivement les enfants sur les réalités de la vie, de ne pas donner des explications fausses, de répondre honnêtement à leurs questions. L'Eglise ne manque pas de rappeler aux éducateurs, spécialement aux parents, leurs graves responsabilités à cet égard.

Mais précisément, il ne peut s'agir que d'une éducation progressive, faite avec délicatesse, non d'une initiation brutale et grossière qui risque de marquer les jeunes pour la vie. Seuls de vrais éducateurs peuvent l'assurer dans de bonnes conditions, et non pas des boutiques du sexe ou des revues pornographiques comme celles qui circulent librement dans la famille danoise qui nous a été présentée.

Il y a plus grave encore.

Les enfants furent invités à dire ensuite à quel âge ils avaient fait leur première expérience sexuelle. C'était le cas des trois aînés qui répondirent très librement.

Quant aux parents, non seulement ils laissent le soin aux publications érotiques de faire l'initiation sexuelle de leurs enfants, mais la mère n'hésita pas à déclarer qu'elle leur recommandait positivement, s'ils désiraient avoir des relations sexuelles, d'utiliser des moyens anticonceptionnels afin d'éviter le risque d'une naissance.

Or, cette famille danoise est présentée comme très unie, épanouie, décontractée, vraiment sympathique. Rien ne permet de penser qu'il n'en soit pas ainsi dans la réalité.

C'est ici qu'apparaît une seconde ambiguïté, plus grave dans ses conséquences que la première.

Il est évident, en effet, que les parents ont fondé leur foyer à une époque où il n'était pas question d'une totale liberté sexuelle dès le jeune âge et cela pourrait expliquer leur réussite.

Qu'en serait-il aujourd'hui et surtout qu'en sera-t-il demain ?

Peut-on raisonnablement attendre la fondation de foyers stables et unis par des jeunes qui, dès leur préadolescence, auront vu l'amour non pas comme un sentiment du cœur, le plus grand, le plus beau, le plus noble de tous, mais uniquement comme une possibilité de jouissance charnelle, un plaisir comme les autres ?

Peut-on espérer qu'ils considéreront un jour les partenaires de l'autre sexe autrement que comme des instruments de ce plaisir, interchangeables à volonté même s'ils viennent à s'unir par les liens du mariage ?

Peut-on dire que l'amour, ainsi conçu, donnera jamais un sens à leur vie ? Ne s'achemine-t-on pas avec eux vers ces communautés danoises, que nous a présentées naguère la télévision, où tout est mis en commun, biens et personnes, où les enfants connaissent leur mère mais ignorent leur père ?

En posant ces questions, je me place uniquement sur le plan humain et naturel, car rien ne laisse supposer que cette famille est chrétienne. Si l'on avait su amener, sans ambiguïté et sans agressivité, les membres du jury réunis à l'ORTF à y réfléchir, peut-être leur décision aurait-elle été différente ?

On se préoccupe beaucoup actuellement de créer l'environnement indispensable à la santé physique et psychologique de l'homme. C'est excellent. Mais, quand les pouvoirs publics se préoccupent-ils avec le même zèle de son environnement moral si profondément dégradé par l'invasion de l'érotisme ?

† René STOURM.

\*\*\*

*Sous le titre « Reims a aussi son Sex-Shop », Mgr MAURY, archevêque de Reims, a publié l'article suivant dans Reims Ardennes, 12 février 1971, p. 2 :*

La ville de Reims a son Sex-Shop. Traduit de l'anglais, cela veut dire boutique du sexe. Ces officines diffusent la pornographie devenue un produit de consommation. La législation française se montre assez bienveillante à leur égard puisqu'elle les tolère à de telles conditions : qu'on n'expose pas dans les vitrines des images obscènes et que l'entrée soit interdite aux moins de

18 ans. Mais qui contrôle ? Qui peut empêcher les 19 ans et plus d'aller se fournir dans ces maisons et de ne se livrer ensuite à un véritable marché noir de photographies ou de magazines licencieux auprès de leurs jeunes camarades ?

### *Aujourd'hui, on spécule même sur la perversité morale*

Une vague d'érotisme déferle sur notre pays. On trouve dans les boîtes aux lettres de quartiers ou de villages, des prospectus qui indiquent les bonnes adresses de librairies « sex-shop ». Il devient facile de se procurer par correspondance et avec discrétion une littérature destinée à assouvir les bas instincts. L'histoire nous apprend que ces déferlements d'immoralité coïncident la plupart du temps avec les époques de décadence. En serions-nous là ?

Ce commerce devient lucratif et se répand. Il fournit de bons dividendes aux actionnaires des sociétés éditrices. Cette spéculation sur la perversité morale présente un caractère d'autant plus répugnant qu'elle risque de corrompre la jeunesse. Sa publicité connaît, hélas ! un certain succès. Des témoins dignes de foi affirment que bien des réunions amicales, tant à la ville qu'à la campagne, se terminent par la projection de films érotiques qui dépassent de loin la simple gauloiserie.

### *Une véritable drogue*

Voilà une véritable drogue, qui aliène la personnalité et qui dégrade l'amour en le réduisant à la sexualité. L'avenir de la famille s'en trouve compromis. Que pourront y faire les homélies, mêmes officielles, qu'on entend prononcer en sa faveur ? L'idéal conjugal en sort délabré, la stabilité du foyer menacée et l'éducation des enfants bien risquée. On peut se demander avec anxiété ce qu'il adviendra demain d'une société qui tolère sans se défendre de tels débordements.

La pornographie, en effet, se montre foncièrement égoïste. L'érotisme n'a pour objet qu'une jouissance individuelle. Il tue tous les généreux sentiments d'altruisme. Un dévoyé, dit-on, ne pourra jamais devenir un dévoué. On ne rencontre pas de militants parmi les dévoyés. C'est le pire capitalisme que celui qui investit des capitaux dans l'exploitation commerciale du vice. Ne laissons pas anéantir nos énergies humaines pour la construction d'un monde meilleur par ce véritable viol de consciences.

### *« S'il faut changer la législation, qu'on la change »*

Il appartient aux éducateurs de se mobiliser pour défendre l'avenir de leurs enfants. Les associations familiales et les diverses associations de parents ne peuvent garder le silence et demeurer passives. Elles doivent agir auprès des pouvoirs publics. Et s'il faut changer la législation, qu'on la change. La cause en vaut la peine.

Je sais que cet appel sera entendu de tous les honnêtes gens et de tous ceux qui, pour des raisons diverses, ne veulent pas se laisser droguer. Mais nous avons aussi à réagir en chrétiens parce que tout cela nous apparaît contraire à la parole de Dieu telle que nous la percevons. Le Christ a dit : « Bienheureux les cœurs purs, ils verront Dieu. » (Mt 5, 8.)

Une sensualité non maîtrisée et sans contrôle altère notre vision de foi. Elle diminue ou détruit notre sensibilité spirituelle. Elle contredit le plan divin, car, a déclaré saint Paul : « La volonté de Dieu, c'est votre sanctification ; c'est que vous vous absteniez de

*l'impudicité, que chacun sache user du corps qui lui appartient avec sainteté et respect. »* (1 Th 4, 3-4.)

On parle beaucoup, aujourd'hui, de pollution et d'environnement. La pollution des mœurs est encore plus redoutable que celle de la nature. Et nous avons besoin d'un environnement sain pour qu'un véritable humanisme s'implante partout et que soit reçu le message libérateur de Jésus-Christ.

† Jean-Marie MAURY,  
archevêque de Reims.

## **« CARDINAL SUENENS, ETES-VOUS HOMME D'ESPERANCE ? »**

*Sous ce titre, Pastoralia, bulletin de l'archevêché de Malines-Bruxelles (10 février 1971, p. 25) publie le texte ci-après du cardinal SUENENS, qui a paru en première page de la revue américaine bimensuelle The Critic, dans son numéro de novembre-décembre 1970 :*

*« Soyez toujours prêt à rendre  
raison de l'espérance qui est en  
vous. »* (S. PIERRE.)

A qui nous demande : *Pourquoi êtes-vous homme d'espérance malgré la crise présente ?* Je réponds :

Parce que je crois que Dieu est neuf chaque matin.

Parce que je crois qu'il crée le monde à cet instant même. Il ne l'a pas créé dans un passé lointain et perdu de vue depuis lors.

Cela se passe maintenant : il nous faut donc être prêt à attendre l'inattendu de Dieu.

Les voies de la Providence sont tout normalement surprenantes.

Nous ne sommes pas prisonniers du déterminisme ni des sombres pronostics des sociologues.

Dieu est là, près de nous, imprévisible et aimant.

Je suis homme d'espérance, non pour des raisons humaines ni par optimisme naturel. Mais, simplement, parce que je crois que l'Esprit-Saint est à l'œuvre dans l'Eglise et dans le monde, même là où son nom est ignoré.

Je suis optimiste parce que je crois que l'Esprit-Saint est toujours l'Esprit créateur. A qui sait l'accueillir, il donne chaque matin une liberté toute fraîche et une nouvelle provision de joie et de confiance.

L'histoire déjà longue de l'Eglise est remplie des merveilles du Saint-Esprit. Que l'on songe aux prophètes et aux saints, qui en des heures sombres ont suscité un courant de grâces et projeté sur la route un faisceau de lumière.

Je crois aux surprises du Saint-Esprit.

Jean XXIII est venu à l'improviste.

Et le Concile aussi.

Nous ne nous y attendions guère.

Qui oserait dire que l'imagination et l'amour de Dieu sont épuisés ?

Espérer est un devoir, non un luxe.

Espérer n'est pas rêver : c'est le moyen de transformer un rêve en réalité.

Heureux ceux qui ont l'audace de rêver et qui sont prêts à payer le prix pour que leur rêve prenne corps dans l'histoire des hommes !

---

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard,  
Paris-8<sup>e</sup>. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.



France et Communauté : 1 an, 35 F. 6 mois, 18 F. Canada : 1 an, 40 F. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
 Canada, Suisse : 40 FS. Autres pays : 1 an : 43 F ; 6 mois, 22 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : (par abonnement : France : 1,60 F ;  
 Etranger : 1,85 F). Numéros fournis isolément : de l'année : 2 F ;  
 des années précédentes : 2,50 F.  
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
**Reliure mobile** : dos et extérieur balacron, titre doré au dos, non  
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1581 - 7 MARS 1971

- 202 **L'identité du prêtre.** Allocution au clergé de Rome (20 février).
- 204 **Allocution au Collège de défense de l'OTAN** (30 janvier).
- 205 **Audiences générales :** Le Christ humble et fort (27 janv.) ; « Tous avaient les yeux fixés sur lui » (3 fév.) ; Qui était vraiment Jésus ? (10 fév.) ; Le pourquoi de la vie du Christ (17 fév.).
- 210 **Réception du président finlandais** (1<sup>er</sup> fév.).
- 211 **Allocution à des éditeurs catholiques** (13 fév.).

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

- 213 **Note du Saint-Siège à l'UNESCO à l'occasion de l'année internationale de l'éducation.**

**ACTES DU SAINT-SIÈGE**

## **L'EPISCOPAT POLONAIS ET LES EMEUTES DE DECEMBRE 1970.**

**DOSSIER**

- 218 **Allocutions du cardinal Wyszyński.**
- 221 **Lettres de l'épiscopat polonais.**
- 224 **Appel de l'épiscopat polonais au sujet de la situation démographique.**

- 227 **Le Congrès des Associations familiales catholiques.** Lettre pontificale et allocution du cardinal Renard.

**QUESTIONS ACTUELLES**

- 231 **Evangelisation et sacrement.** Rapport de Mgr Coffy au Conseil permanent de l'épiscopat français.
- 235 **La célébration communautaire de l'onction des malades.**
- 237 **La controverse sur la traduction de la lettre aux Philippiens.** Lettre de Mgr Kerautret.
- 239 **Le « Missale parvum ».**
- 240 **Les prêtres voyageant en Grèce et le respect des règles liturgiques.** Note des évêques catholiques de Grèce.

- 241 **Événements et informations** (16-31 janvier).

**ÉVÈNEMENTS**

- 244 **Note de l'archevêque de Sao Paulo sur les tortures ; déclarations des évêques allemands et italiens sur le livre de Hans Küng : « Infaillible ? une interpellation » ; communiqué du ministère de l'Intérieur sur l'aménagement intérieur des églises ; le procès de Mgr N'Dongmo (cardinal Zoungana) ; les évêques italiens et la loi sur le divorce ; la pensée marxiste sur le divorce (épiscopat chilien) ; l'érotisme (Mgr Stourm, Mgr Maury) ; « Cardinal Suenens, êtes-vous homme d'espérance ? »**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

29.12.1971

LA

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII

NUMERO 1582



Detroit, Michigan 48221 6

PLEASE DO NOT RETURN 21 mars 1971

# DOCUMENTATION CATHOLIQUE



**L'unité des chrétiens**

**Le Saint-Siège  
et la non-prolifération  
nucléaire**

**Note doctrinale  
sur l'avortement**

Le cardinal Willebrands dans la basilique Saint-Victor, à Marseille (cf. p. 266).  
A sa droite, Mgr Etchegaray, archevêque de Marseille. (Photo Pierre Gallocher)



## BIBLIOGRAPHIE

- *Peut-on dissoudre le mariage ?*, par VIKTOR STEININGER. Traduit de l'allemand (coll. « Essais »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 192 pages. Prix : 17,50 F. Editions du Cerf, Paris.

Après avoir établi solidement l'indissolubilité du mariage, l'auteur se demande pourquoi il est dissous par la mort. Il y voit une concession à la finitude humaine. Il cherche alors si d'autres cas pourraient entraîner cette même concession, à la façon des privilégiés paulin et pétrinien, l'Eglise usant des pouvoirs qui lui permettent de dispenser des vœux...

- *Eglise et sacrement*, par KARL RAHNER. Traduit de l'allemand par HENRI ROCHAIS (coll. « Quaestiones disputatae »). — Un vol. 13 × 20,5 cm, de 183 pages. Prix : 24,70 F. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

C'est la question de l'institution des sacrements et de leur rôle dans l'Eglise. Pour K. Rahner, l'Eglise est le sacrement primordial et les sacrements sont des actes propres de l'Eglise. L'Eucharistie est radicalement le sacrement de la présence historique et eschatologique du Christ, les autres sacrements sont comme le rayonnement de l'Eglise dans notre vie. Ces vues offrent de nouvelles perspectives à la théologie.

- *Je crois en un seul baptême*. Essai sur le baptême et la confirmation, par A. HAMMAN. — Un vol. 12 × 18,5 cm, de 182 pages. Editeurs Beauchesne et Fils, Paris.

Quelle est la signification du baptême, et quelles sont les implications de la foi pour un chrétien ? L'ouvrage, comme un catéchisme d'adultes, apporte une réponse franche, claire et exigeante.

- *L'Evangile en fête*, par JOSEPH ROBERT (coll. « Epiphanie »). — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 112 pages. Prix : 9,60 F. Editions du Cerf, Paris.

- *Initiation à la grammaire du latin liturgique*. D'après les textes latins chantés ou parlés à la messe, par

ANDRÉ VILLE. — Une plaquette 22 × 28 cm, de 80 pages ronéotypées. Prix : 10,50 F. Chez l'auteur : Mlle A. Ville, 3, avenue de Verdun, 94-Créteil. Procure générale du Clergé, Paris.

- *Cantiques de l'Office divin*. Traduction et commentaires par Mgr JEAN-JULIEN WEBER, ancien archevêque-évêque de Strasbourg. — Un vol. relié toile 14 × 20,5 cm, de 128 pages. Editions Desclée et Cie, Paris.

Exégète bien connu, le savant prélat nous donne une traduction accompagnée de réflexions spirituelles pastorales et historiques des cantiques tirés de la Bible pour les heures du nouvel Office divin. Clergé et fidèles y trouveront un solide aliment pour leur prière et leur piété.

- *Célibat et Sexualité*. Colloque du Centre catholique des médecins français (Commission conjugale). — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 240 pages. Prix : 24 F. Editions du Seuil, Paris.

Aux médecins du CCMF en 1970, pour traiter ce sujet s'étaient joints le chanoine De Loch, le pasteur Dumas, l'abbé Marc Oraison, les Sœurs Villate et Vandermeersch, le P. Julien, la Sœur docteur Françoise Col, etc. Le sujet a été amplement débattu, bien qu'au dire des participants certains aspects demanderaient encore des développements. Les interventions sont de cette qualité que permet seule la compétence. En finale, Mlle le docteur Ermin fait ressortir toutes les richesses que peut offrir le célibat même non consacré.

- *La Liberté de croire*. Ecole chrétienne et pédagogie non directive, par M. JOELLE DARDELIN (coll. « Points d'appui » — Education). — Un vol 13,5 × 18 cm, de 128 pages. Prix : 9,50 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

*Pour les jeunes  
mariés*

**UN CADEAU**

*qui viendra  
de vous*



La Paroisse est heureuse de s'associer aux vœux de bonheur que vous avez reçus à l'occasion de votre mariage. C'est avec plaisir qu'elle vous transmet le cadeau qui vous est offert par Bayard Presse: quatre abonnements gratuits de 3 mois à quatre grandes publications.

... Bayard-Presse met à votre disposition des carnets agréablement présentés, contenant **un abonnement gratuit de 3 mois** à chacune de ces 4 publications : LA CROIX, LE PELERIN, PANORAMA AUJOURD'HUI, PRESSE ACTUALITÉ. Vous offrirez chacun de ces carnets lors de vos contacts avec les fiancés ou les jeunes mariés (sessions de préparation ou célébration du mariage par exemple). Ces carnets vous seront envoyés **gracieusement** sur simple demande au moyen du bon ci-dessous.

**ADRESSER A BAYARD-PRESSE - DIFFUSION, 5, RUE BAYARD, PARIS-8e**

M (majuscules) \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

désire recevoir \_\_\_\_\_ exemplaire(s) du carnet « **Jeunes mariés** », offrant des abonnements gratuits à LA CROIX, LE PELERIN, PANORAMA AUJOURD'HUI, PRESSE ACTUALITÉ.

# Actes de S. S. Paul VI

## « SOUVIENS-TOI QUE TU ES POUSSIÈRE »

*Audience générale du Mercredi des cendres,  
24 février (1)*

Nous devons entendre la grave et salutaire exhortation que nous adresse l'Eglise en ce début du Carême. Nous pouvons, en effet, à juste titre, considérer ce temps comme la voie classique qui nous mène au salut, lequel sera présent à nos yeux lorsque nous célébrerons le mystère de la Rédemption opérée par le Christ crucifié et ressuscité. Quelle est cette exhortation ? C'est le « souviens-toi... » prononcé à l'adresse de chacun de nous au cours de l'impressionnante cérémonie de l'imposition des cendres sur notre tête d'hommes vivants.

« Souviens-toi... » Il s'agit là, c'est bien clair, d'une exhortation à nous juger nous-mêmes. Nous sommes suffisamment habitués à réfléchir, à faire notre examen de conscience, à nous ressourcer dans notre vie intérieure. La grande et éternelle leçon d'ascèse que nous donne l'Eglise trouve une certaine confirmation dans le développement des études psychologiques et des analyses introspectives portant sur les phénomènes de la conscience instinctive ou raisonnée, laquelle nous familiarise avec ce retour sur nous-mêmes et nous appelle à ce silencieux dialogue intérieur. Mais il est rare que ce dialogue, ou plutôt ce soliloque, prenne en considération notre existence dans toute sa complexité, et s'aventure dans les profondeurs ambiguës (comme chez Hamlet) de notre destin.

### L'amer bilan de nos souvenirs

Nous ignorons habituellement notre vraie nature. Nous ne savons pas exactement qui nous sommes, sinon par quelque phénomène qui nous le manifeste ou par quelque indication extérieure de notre identité. Et lorsque nous nous aventurons à nous interroger sur nous-mêmes, sans faire appel à ce surcroît de lumière qui nous est donné par une sagesse supérieure, nous demeurons déconcertés. Nous feuilletons en pensée le livre de nos souvenirs d'autrefois, et ce qui nous surprend tout de suite, c'est le vide auquel les condamne le temps dans lequel ils sont inscrits. Que reste-t-il de leur réalité ? Le souvenir, en fin de compte, l'histoire. Mais quelle importance, quelle valeur ce souvenir a-t-il pour nous, pour

notre être personnel ? La vie humaine a conscience de l'insuffisance de ces trésors de souvenirs. L'oubli les consume. Nous les regrettons, ils sont pour nous attachants et instructifs, mais cela nous montre que ce qu'ils conservent est perdu, qu'ils sont entitativement vides de contenu. C'est une expérience bien amère que celle du bilan de nos souvenirs. Cette expérience se fait plus amère et plus désespérée encore si elle porte sur notre entourage extérieur, qu'il s'agisse des personnes ou des choses, car elle nous fait prendre conscience de la solitude glaciale de notre moi. Ce qui nous rattache à ce qui est en dehors de nous s'avère inexorablement précaire. Il est inutile, et peut-être sot, pour assurer notre existence, de nous cramponner à ce que nous possédons, connaissons, aimons et appelons nôtre (cf. Lc 12, 15). Que nous reste-t-il ? Notre âme, c'est-à-dire notre personne, notre vie intime ? Oui. Mais là encore, que d'obscurités ! Que sommes-nous ? Que restera-t-il de nous ? Qu'est-ce que la mort ? Est-ce le vide, l'océan du néant, ou la mystérieuse survivance de l'âme, noyau central de notre être ?

### Le christianisme n'est pas pessimiste

C'est ici que les paroles du Seigneur viennent à notre secours : « Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il vient à perdre son âme ? Ou que pourra donner l'homme en échange de son âme ? » Ces paroles nous font réfléchir sur le peu de valeur que prennent toutes choses, lorsque nous jugeons notre vie dans une perspective chrétienne. Cette réflexion revient sans cesse dans l'Evangile, dans les prédications et les traités de spiritualité, dans les vies des saints, les exercices spirituels, etc., au point que celui qui ne verrait le christianisme que sous cet aspect pourrait l'accuser d'être ennemi des valeurs temporelles et incapable d'apprécier la vie présente. Le Concile a corrigé cette perspective limitée et reconnu les aspects qui rendent dignes d'estime les biens de la création, de la nature, du travail des hommes, du siècle présent (cf. *Ap. act.*, 7 ; *Gaudium et spes*, 69 ; *Lumen gentium*, 36, etc.).

Le christianisme n'est pas pessimiste. L'œuvre de Dieu et, à un niveau bien inférieur, celle de l'homme se situent très haut dans l'échelle chrétienne des valeurs. Mais lorsque la vie de l'homme est considérée dans sa double et ultime perspective, c'est-à-dire comme étant mesurée d'une part par le temps et d'autre part par le critère moral, alors elle nous apparaît d'un côté comme de la cendre, c'est-à-dire destinée à mourir, et d'un autre côté comme ayant une extrême valeur de par

(1) Texte italien dans *L'Osservatore Romano* du 25 février 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



son être spirituel et sa destinée immortelle, c'est-à-dire comme étant appelée à décider dans le temps présent de son avenir dans l'au-delà.

Cette conception de la vie humaine n'est certainement pas à la mode. Aujourd'hui, tout contribue à nous la faire oublier. On vit en ne pensant qu'au moment présent, comme s'il était permanent et s'il n'était pas emporté par le moment suivant. Et bien souvent, on cherche à échapper à nos responsabilités en ce qui concerne le critère moral et le jugement dernier. On vit ainsi dans une double illusion, celle d'être nous-mêmes les maîtres du temps, et celle de pouvoir vivre dans l'indifférence morale, sans devoirs fondés sur une loi extérieure à notre libre arbitre et à notre libre conscience. Nous avons quelque idée des effets pratiques et sociaux de cette manière de vivre en aveugles, comme si nous pouvions nous soustraire au dessein réel et moral dans lequel notre vie se situe inexorablement.

Et comme nous sommes habituellement portés à attacher une importance souveraine aux biens temporels avec lesquels et par lesquels nous vivons sur la terre, alors l'Eglise nous rappelle à la réalité : « Souviens-toi..., fais attention, sois vigilant, regarde si tu prends le bon chemin. » Voilà ce qu'elle nous dit dans cette cérémonie des Cendres, qui est certes grave, lugubre, mais salutaire, et en fin de compte optimiste parce qu'elle ouvre nos yeux sur notre misérable situation d'êtres mortels ; et si cette situation est misérable, c'est parce que nous sommes pécheurs, c'est-à-dire morts à la vraie vie qui ne nous est donnée que dans la communion avec Dieu, principe unique, suprême et miséricordieux de vie. L'Eglise nous rappelle ainsi que nous avons besoin de salut, et en même temps elle nous dit que c'est dans le Christ que nous trouverons le salut.

\*\*

Et alors le temps dans lequel nous allons entrer s'avère très précieux. C'est « le moment favorable ». (2 Co 6, 2.) Favorable à quoi ? A la *metanoia*, c'est-à-dire à la conversion, au repentir, à la pénitence. C'est à cela que nous invite la liturgie de l'Eglise avec le rite austère des Cendres. Ce rite, nous le savons, est très ancien. Il est d'origine biblique, il nous vient de l'Evangile (cf 1 Mc 4, 39 ; Mt 11, 21), et nous le trouvons dans l'histoire de la liturgie depuis les origines du christianisme (cf. DACL - 2,2 - CABROL, 2134 et s. ; 3040 et s.). Si nous l'accomplissons humblement, dans le désir sincère de nous conformer à une vénérable tradition de l'Eglise, croyons bien que ce rite aura encore pour nous la même efficacité que pour tant de générations des siècles passés : des cendres éteintes de la pénitence, symbole de notre caractère mortel et de la condamnation due pour nos péchés, elle fera jaillir la nouvelle étincelle de l'espérance et de la vie que le Christ pascal renouvelle dans le monde.

Que notre bénédiction apostolique vous obtienne cette faveur.

## LA PENITENCE

*Dans l'après-midi du mercredi des Cendres, 24 février, Paul VI a célébré la messe dans la basilique Sainte-Sabine, où il s'était rendu en procession depuis l'église de l'abbaye bénédictine de Saint-Anselme. Voici l'homélie qu'il a prononcée au cours de cette messe (1) :*

Aussi antique et traditionnelle que soit cette cérémonie d'ouverture du Carême, elle n'est pas pour autant dépassée et anachronique. Il s'agit en effet d'une cérémonie pénitentielle destinée à souligner l'importance qui doit être attachée au Carême, expression communautaire et liturgique de la pénitence, conformément à l'esprit et aux lois de l'Eglise, et conformément au précepte donné aux fidèles par le récent Concile (cf. *Sacrosanctum Concilium*, n. 109-110).

### Pénitence et civilisation du bien-être

Nous nous demanderons donc, en ce premier jour de Carême, si de nos jours on peut encore parler de pénitence. En effet, les pratiques pénitentielles du Carême d'autrefois ne sont plus en usage, et en premier lieu celle du jeûne (demeuré cependant obligatoire pour toute la communauté catholique de rite latin, seulement le Mercredi des Cendres et le Vendredi saint). Mais il semble que l'on ait aussi perdu la notion de pénitence pour la remplacer, dans un sens diamétralement opposé, par celle du culte de sa propre personne, physique et sociale. Ce culte va du soin scrupuleux, et toujours recommandable, que l'on prend de son hygiène et de sa bonne santé physique, au souci d'éviter tout ennui, tout ce qui pourrait, si peu que ce soit, limiter son bien-être ; il va jusqu'à l'hédonisme dans les façons de vivre et de penser, avec parfois ses déplorables excès : course effrénée au plaisir mondain et licencieux, voire même la drogue avec son plaisir mortel. L'homme d'aujourd'hui, semble-t-il, ne veut même plus entendre parler de pénitence. Elle est pour lui quelque chose d'irrationnel et d'inadmissible, une triste reminiscence de l'obscurantisme inhumain d'autrefois. Il organise toute sa vie en fonction de son bien-être. La conception chrétienne de la vie ne doit normalement pas y faire objection, pas plus que la charité qui l'inspire tout entière et l'incite à promouvoir le légitime bien-être humain, la vraie dignité de la vie, spécialement lorsqu'il s'agit de donner à ceux qui sont dans le besoin les biens nécessaires à la santé physique.

Cependant, le mot sévère de « pénitence » ne doit pas être banni du vocabulaire chrétien. Celle-ci est nécessaire. Le Seigneur dit en effet à propos d'un événement sanglant et des vic-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 26 février 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

times causées par l'écroulement de la tour de Siloé : « Si vous ne faites pénitence, vous périrez tous de même ». (Lc 13, 1-5.) L'annonce du Royaume de Dieu, sur laquelle s'ouvre l'Evangile, est faite sous le signe de la pénitence. Il en est ainsi dans l'enseignement de saint Jean le précurseur (Mc 1, 4) et dans celui de Jésus : « repentez-vous et croyez à la Bonne Nouvelle ». (Mc 1, 15.) La première prédication apostolique, celle de saint Pierre le jour de la Pentecôte, a pour thème la pénitence : « repentez-vous et que chacun de vous se fasse baptiser... ». (Ac 2, 38 ; cf. 3, 19.)

### Notre vérité personnelle ne peut être qu'une vérité humiliante

Il est important de remonter au sens premier de ce mot. Que signifie pénitence (en grec : *metanoia*) dans le langage de l'Ecriture ? Il signifie conversion, changement de mentalité, comme chacun le sait. Ce changement se réfère à l'état de l'homme pécheur qui a besoin de changer de vie et de se tourner vers Dieu ; qui, par conséquent, veut regretter ses fautes, se repentir et invoquer la miséricorde de Dieu. La pénitence est donc avant tout un ensemble d'actes intérieurs : un retournement de la pensée, une prise de conscience de notre indignité, de ce qu'il y a d'anormal dans notre vie morale, de ce qu'il y a d'irrégulier devant Dieu dans notre vérité personnelle, laquelle ne peut être qu'une vérité humiliante. L'humilité fait donc partie de l'essence de l'acte religieux (pensons au *Magnificat*). Et si l'humilité doit reconnaître non seulement le motif métaphysique de l'inégalité existant nécessairement entre la créature et son Créateur, mais aussi le motif de notre indignité morale, la vérité qu'elle exprime conduit soit au désespoir, soit à la pénitence, soit à se condamner soi-même, soit à demander miséricorde. C'est dans cette dernière attitude que réside la pénitence intérieure, c'est-à-dire un sentiment personnel profond de vérité et de justice, où l'on fait siennes les paroles du publicain de la parabole, qui n'osait pas franchir le seuil du temple, ni même lever les yeux vers le ciel, mais se frappait la poitrine en disant : « mon Dieu, aie pitié du pécheur que je suis ». (Lc 18, 13.) C'est cela la contrition, la conversion, la pénitence, sur laquelle, la grâce venant au secours de l'homme pénitent, germe la vie nouvelle de l'âme. La métamorphose du vieil homme en homme nouveau, prodige de grâce, de psychologie, de sens moral, vient à maturation précisément par la pénitence (cf. Rm 6, 6 ; Ep 4, 22-24 ; Col 3, 9-10).

### Le glissement vers un christianisme facile

Cela nous montre donc, très chers frères et fils, que loin de nous faire peur, la pénitence devrait stimuler notre courage et notre espérance. Elle n'est pas une fin en elle-même, bien que nous ayons toujours besoin de la pénitence intérieure tout au long de notre navigation mouvementée à travers le temps. Saint Thomas dit : « Cette pénitence doit durer jusqu'à la fin de la vie ». (S. Th. 3, 84, 8.) Comme celui qui guide sa barque dans une mer agitée,

nous devons continuellement manœuvrer le gouvernail pour nous maintenir dans le droit chemin. Mais le fait demeure que la pénitence doit affermir et non déprimer celui qui entreprend ce courageux et austère exercice. Elle conduit non pas à la tristesse, mais à la paix et à la joie intérieure. La pédagogie chrétienne nous apprend à lutter, comme nous l'enseigne saint Paul, qui compare les fidèles à l'athlète ambitionnant d'arriver le premier : « courez de manière à remporter le prix ». (1 Co 9, 24 ; 2 Tm 2, 5 ; etc.)

Et cela est bien opportun, également aujourd'hui, où une certaine phobie de la tradition de l'Eglise et une certaine sympathie pour la sécularisation ont fait perdre à tant de chrétiens, même dans des milieux religieux, l'estime et l'amour de l'esprit d'austérité et de pénitence qui est celui de l'Eglise dans certaines de ses pratiques ascétiques. Bien qu'elles ne soient pas indispensables en elles-mêmes, celles-ci sont cependant d'une utilité éprouvée par l'expérience pour conserver la primauté de l'esprit dans l'être humain complexe et désordonné (à cause du péché originel), pour exprimer extérieurement l'attitude intérieure de pénitence et en donner un témoignage social, et pour neutraliser la tentation de l'esprit du monde, aujourd'hui si pénétrante et si répandue. Non seulement le jeûne a, en pratique, complètement disparu parce que notre mère l'Eglise se montre compréhensive pour les besoins de ses fils et les mœurs des temps, mais dans beaucoup de milieux, ont disparu de la discipline ecclésiastique l'usage de l'habit cléricale et religieux, le respect d'une règle ponctuelle et sévère, le renoncement aux choses superflues et aux images souvent équivoques et trahissantes de l'opinion publique et de l'agitation du monde offertes par les moyens de communication sociale.

Insensiblement, nous aussi qui marchons à la suite du Christ et sommes considérés comme des catholiques fidèles, nous tendons souvent vers une vie chrétienne facile et conformiste. Petit à petit nous en venons à exclure pratiquement de notre vie la mortification, le sacrifice, la croix. Beaucoup aujourd'hui désirent un christianisme facile, affranchi des lois canoniques et de la discipline communautaire. Ils préfèrent, comme on l'a dit, choisir la liberté, développer leur personnalité, non seulement faire à leur curiosité de connaître de prudentes et légitimes concessions, mais parfois se permettre des expériences discutables ou répréhensibles de la vie profane : lectures, conversations, spectacles, fréquentations, divertissements, certains critères amoraux... qui, certainement, ne correspondent pas à la façon courageuse, fidèle et persévérante de suivre le Seigneur dans la voie étroite (Mt 7, 13), la simplicité (cf. Mt 10, 10) et la pauvreté, en obéissant à la loi qu'il nous a enseignée : mourir pour vivre (cf. Jn 12, 24-26).

Nous ne voulons pas par là rendre artificiellement difficile la pratique de la vie chrétienne, ni donner une importance indue au formalisme extérieur dans lequel elle peut tomber, ni censurer les réformes que l'Eglise promeut et approuve. Nous voulons bien plutôt un



christianisme logique et fort, une adhésion filiale et virile aux exigences institutionnelles et communautaires de l'Eglise, un souci constant de faire la volonté de Dieu, une revalorisation morale et spirituelle de la fidélité résolue et joyeuse au devoir quotidien, une spiritualité faite à la fois de prière et d'action.

### Pratique de la charité

Et, pour être complet, deux points méritent encore d'être mentionnés dans cette rapide apologie de la pénitence que nous suggère l'entrée en Carême : d'abord l'exercice de la charité envers les pauvres, ceux qui souffrent, les œuvres de bienfaisance et d'assistance chrétienne, les missions catholiques, le développement du tiers-monde, nos écoles et notre presse, les besoins si nombreux de la communauté ecclésiale et sociale. La charité, vous le savez, est multiforme ; elle se concrétise dans le vaste domaine des œuvres de miséricorde corporelle et spirituelle ; ses formes sont aussi multiples que les besoins de nos frères ; personne ne peut dire qu'il n'a pas la possibilité de manifester un peu de charité à leur égard, au moins par la prière, parce que le Carême nous appelle à une prière plus intense (et il y aurait sur ce sujet un autre discours à faire).

### Sens de la souffrance

Le second point qui mérite d'être mentionné, c'est la réconciliation avec la souffrance, c'est-à-dire l'effort pour comprendre quelle valeur la souffrance peut avoir pour la gloire de Dieu, pour notre salut et celui des autres. Expiation, purification, régénération, rédemption, amour plus fort que la mort, tels peuvent être les trésors cachés dans la souffrance humaine, même et surtout dans celle qui, pour nous, sur le plan naturel, est inexplicable et absurde : la souffrance innocente. N'est-ce pas par l'amour et la souffrance que le Christ nous a rachetés ? N'était-il pas innocent ? Mystère dramatique auquel le Carême nous invite à réfléchir et à participer. Au bout de son dur cheminement, il y a Jésus crucifié et ressuscité.

Marchons avec confiance. Il nous précède par sa parole, son exemple et sa grâce. Partons en paix.

---

— *L'Ordre social chrétien*, par JEAN DAUJAT. — Un vol. relié pleine toile 16,5 X 22,5 cm, de 546 pages. Beauchesne et Fils, Paris.

La décomposition du monde libéral et la menace grandissante du totalitarisme maintiennent un malaise dans la vie sociale moderne. Les hommes inquiets sont à la recherche d'un ordre social qui réponde aux requêtes fondamentales de la destinée humaine. L'auteur montre qu'il n'y a de réponse valable que dans l'ordre social chrétien dont il expose les principes directeurs suivant la doctrine sociale de l'Eglise, nous donnant comme une somme de la sociologie chrétienne.

— *Le langage religieux a-t-il un sens ?* Logique moderne de la foi, par FRÉDÉRIC FERRÉ (coll. « *Cogitatio fidei* », n° 47). Traduit de l'anglais. — Un vol. 13,5 X 21,5 cm, de 192 pages. Prix : 22 F. Editions du Cerf, Paris.

Après l'examen de la valeur des affirmations humaines sur Dieu, confrontées avec les termes clés de la logique moderne, l'auteur montre qu'une « décision est requise qui va au-delà de la sécurité de la raison suffisante ; en ne voulant pas reconnaître le langage de cette décision — que les chrétiens appellent le saut de la foi, — on se prive du droit de regarder où l'on saute ».

## LETTRE AU

### PATRIARCHE ATHENAGORAS (1)

A SA SAINTETÉ ATHÉNAGORAS I<sup>er</sup>,  
ARCHEVÊQUE DE CONSTANTINOPLE  
ET PATRIARCHE ŒCUMÉNIQUE

TRÈS CHER FRÈRE DANS LE CHRIST,

La visite que nous fait en votre nom le métropolite de Chalcédoine, Mgr Meliton, nous cause une vive joie dont nous tenons à remercier Votre Sainteté. Cette visite nous offre aussi l'occasion de lui confier un message fraternel par lequel nous voudrions vous redire combien nous rendons grâce au Seigneur de ce qu'il nous a donné de réaliser durant ces dernières années pour rétablir entre nos Eglises des liens de plus en plus étroits.

Nous remercions aussi le Seigneur d'avoir donné à son Eglise, en la personne de Votre Sainteté, l'un des promoteurs les plus généreux de la cause sacrée de l'unité. Au peuple fidèle assemblé dans la basilique Saint-Pierre durant la Semaine de l'Unité, nous rappelions qu'entre notre Eglise et les vénérables Eglises orthodoxes existait déjà une communion presque totale, bien qu'elle ne soit pas encore parfaite, résultant de notre commune participation au mystère du Christ et de son Eglise.

L'Esprit nous a donné en ces dernières années de reprendre une vive conscience de ce fait et de poser des actes qui traduisaient dans la vie de nos Eglises et dans leurs relations les exigences de cette communion. En même temps, l'Esprit met en nos cœurs une ferme volonté de faire tout ce qui est possible pour hâter le jour tant désiré où, au terme d'une concélébration, nous pourrions communier ensemble au même calice du Seigneur.

Dans cette espérance, il faut que, dès maintenant, nous nous efforcions de rétablir partout entre le clergé et les fidèles catholiques et orthodoxes une attitude vraiment fraternelle. Que les situations héritées du passé et les barrières qui furent alors dressées entre nous ne soient pas un obstacle retardant ce dernier pas vers la pleine communion. Ne sommes-nous pas les disciples de celui qui fait continuellement toute chose nouvelle ?

Dans ces sentiments et désirant une collaboration toujours plus étroite pour trouver ensemble les voies les plus adaptées pour arriver rapidement à ce but, nous vous redisons, très cher Frère, nos sentiments de profonde charité dans le Christ.

Du Vatican, le 8 février 1971.

PAULUS PP. VI.

---

(1) Texte français original.

Cette lettre, publiée dans *l'Osservatore Romano* du 7 mars 1971, avait été remise au métropolite Meliton de Chalcédoine lors de sa visite au Saint-Père le 8 février 1971.

---

— *Christianisme sans Christ ?* Collectif (coll. « Le Point », n° 12). — Un vol. 11 X 18 cm, de 182 pages. Prix : 12 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *Nouvelles dimensions de la charité*, par RENÉ LAURENTIN (coll. « Le Point », n° 13). — Un vol. 11 X 18 cm, de 140 pages. Prix : 9 F. Apostolat des Editions, Paris.

# Actes du Saint-Siège

## L'ADHÉSION DU SAINT-SIÈGE AU TRAITÉ DE NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

*Le Saint-Siège a adhéré officiellement le 25 février 1971 au traité de non-prolifération des armes nucléaires (1) en déposant simultanément les instruments de ratification auprès des gouvernements de Grande-Bretagne, de l'Union soviétique et des Etats-Unis, dépositaires du traité en vertu de l'article 9, n° 2 de celui-ci. Cette démarche a été accomplie à Londres par Mgr Enrici, délégué apostolique en Grande-Bretagne ; à Moscou, par Mgr Casaroli, secrétaire du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise (2), et à Washington par Mgr Raimondi, délégué apostolique aux USA. Voici le texte de l'instrument de ratification du Saint-Siège (3) :*

Le cardinal soussigné, secrétaire d'Etat et préfet du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, a l'honneur de certifier par les présentes que le Saint-Siège adhère au traité de non-prolifération des armes nucléaires, ouvert à la signature le 1<sup>er</sup> juillet 1968 et entré en vigueur le 5 mars 1970.

Par cet acte, dicté par la conviction que les objectifs de désarmement et de détente internationale qui inspirent le traité correspondent à sa propre mission de paix, le Saint-Siège veut apporter son appui et son encouragement moral aux dispositions du traité, considérant qu'il constitue un important pas en avant vers l'instauration souhaitée d'un système de désarmement général et complet sous contrôle international effectif en vue de garantir la sécurité et d'affermir la confiance dans les relations entre Etats, ainsi que de promouvoir la paix et la coopération entre les peuples sur des bases justes et stables.

En foi de quoi, le cardinal secrétaire d'Etat soussigné a apposé sa signature et son sceau sur ce document.

Du Vatican, le 25 février 1971.

Cardinal JEAN VILLOT.

### DECLARATION ADDITIONNELLE A L'INSTRUMENT D'ADHESION (4)

I. — La présente adhésion du Saint-Siège au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires s'inspire du désir qu'il nourrit constamment — à la lumière des enseignements de fraternité universelle, comme de justice et de paix entre les hommes et les peuples, contenus dans le message évangélique — d'apporter sa propre contribution aux initiatives qui, par le moyen aussi du désarmement, tendent à promouvoir la sécurité, la confiance mutuelle, la coopération pacifique dans les rapports entre les peuples.

Dans une telle perspective, le Saint-Siège juge — comme il est dit dans le document officiel d'adhésion — que les finalités de désarmement et de détente dont s'inspire le traité correspondent à sa mission de paix, et que le même traité — certes, dans ses limites intrinsèques — constitue un pas en avant notable sur la voie du désarmement. Ce traité, en effet, dans la mesure où il se propose d'arrêter la diffusion de telles armes — en attendant que se réalise la cessation de la course aux armements nucléaires et que l'on en arrive à des mesures efficaces tendant à assurer le désarmement complet dans ce domaine — entend diminuer les dangers d'une destruction terrible et totale qui menace l'humanité entière, et constituer les prémices d'accords futurs plus étendus, aptes à promouvoir un système de désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

II. — C'est pourquoi, en premier lieu, le Saint-Siège apprécie et partage les considérations et intentions suivantes que les parties au traité ont exprimées ou déclarées dans les considérants du traité lui-même :

1. La prise de conscience des dévastations « qu'une guerre nucléaire ferait subir à l'humanité entière et la nécessité qui en résulte de ne ménager aucun effort pour écarter le risque d'une telle guerre et de prendre des mesures en vue de sauvegarder la sécurité des peuples » ;

2. La réaffirmation du principe que « conformément à la Charte des Nations Unies, les Etats doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale



ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, et qu'il faut favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales » ;

3. L'intention « de parvenir au plus tôt à la cessation de la course aux armements nucléaires et de prendre des mesures efficaces dans la voie du désarmement nucléaire » ;

4. L'intention « de promouvoir la détente internationale et le renforcement de la confiance entre Etats afin de faciliter la cessation de la fabrication d'armes nucléaires, la liquidation de tous les stocks existants desdites armes, et l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs des arsenaux nationaux en vertu d'un traité sur le désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace » ;

III. — Le Saint-Siège est convaincu, en outre, que le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ne pourra atteindre pleinement les nobles objectifs de sécurité et de paix qui constituent les raisons de sa stipulation et justifient les limitations auxquelles les parties au traité se soumettent, que s'il est totalement exécuté dans chacune de ses clauses et dans toute son étendue.

Une telle exécution concerne, à son avis, non seulement les obligations d'application immédiate, mais également celles qui prévoient un processus d'engagements ultérieurs, parmi lesquels le Saint-Siège juge opportun de souligner les suivants :

a) L'adoption de mesures appropriées pour assurer, sur une base d'égalité, à tous les Etats militairement non nucléaires qui sont parties au traité, les avantages dérivant des applications pacifiques de la technologie nucléaire, dans l'esprit des alinéas 4, 5, 6 et 7 des considérants, et aux termes des articles 4 et 5 du traité lui-même.

b) Le déroulement, de bonne foi, de négociations « sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace », conformément à l'engagement contenu dans l'article 6.

Le Saint-Siège exprime donc le souhait que lesdits engagements soient exécutés partout les parties au traité. Il marque en particulier son intérêt spécial en formant très vivement le vœu que :

1. Les conversations en cours entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique pour la limitation des armements stratégiques puissent aboutir à brève échéance à une entente satisfaisante qui permette d'arrêter, d'une façon efficace et durable, la préoccupante course aux armements dans le secteur dispendieux et meurtrier des préparatifs de guerre, qu'ils soient offensifs ou défensifs ;

2. Les propositions et les projets d'accord, qui se font depuis un certain temps et de divers côtés, spécialement dans le cadre de la Conférence du Comité des Nations Unies pour le désarmement, et qui concernent le désarmement nucléaire complet, l'interdiction des armes bactériologiques et chimiques, la limitation et le

contrôle des armements conventionnels, de même que le projet d'un traité pour le désarmement général et complet sous un contrôle international rigoureux et efficace, puissent aboutir à des résultats rapides et concrets, conformément aux résolutions répétées de l'ONU et en réponse à l'attente justifiée et anxieuse des hommes et des peuples de tous les continents.

IV. — Dans l'esprit des considérations exprimées ci-dessus, qui motivent et accompagnent sa présente adhésion au traité, le Saint-Siège est convaincu que les buts de sécurité et de paix, qui sont ceux du traité, seront réalisés d'autant plus pleinement et efficacement que son application sera plus large et universelle.

Du Vatican, le 25 février 1971.

(1) Cette décision avait été annoncée le 1<sup>er</sup> janvier 1971, en la Journée de la Paix (cf. DC 1971, n° 1578, p. 95).

(2) Mgr CASAROLI, qui était accompagné de Mgr SILVESTRI, membre de son dicastère, et de M. John Kwaku NIMO, membre du Conseil des laïcs, a déclaré à son retour de Moscou le 1<sup>er</sup> mars, à l'aéroport de Fiumicino :

Je voudrais tout d'abord préciser que le but de ma visite à Moscou était de déposer auprès du gouvernement soviétique l'acte d'adhésion du Saint-Siège au traité de non-prolifération sur les armes nucléaires, acte qui était déposé en même temps dans les capitales des deux autres gouvernements dépositaires du pacte. Ce fait commandait un peu tout le cadre et aussi le ton des contacts, pour une question de correction soit envers le gouvernement soviétique, soit envers ceux des deux autres pays dépositaires.

Naturellement, le voyage à Moscou a offert aussi la possibilité de contacts substantiels et intéressants avec le gouvernement soviétique : soit avec des représentants qualifiés du ministère des Affaires étrangères sur les questions qui en ce moment sollicitent davantage l'attention de tous les gouvernements, soit avec le président et le vice-président du Conseil pour les Affaires religieuses auprès du Conseil des ministres de l'Union soviétique.

À propos des premiers contacts, qui se sont déroulés dans un climat de grande ouverture et, surtout, ont manifesté une grande considération pour l'action de paix que développe le Saint-Père, je dirais que, en montrant concrètement des coïncidences et des divergences, ils ont permis de faire avancer très utilement un dialogue déjà engagé et qui a pour but d'établir la possibilité de coopération, d'actions parallèles ou convergentes en faveur de la paix dans le monde.

Je considère aussi comme positifs les seconds contacts. Certes, dans ce climat, il est prudent et nécessaire de s'abstenir de toute prévision. Mais le fait même que, après plus de cinquante ans, on ait accepté de passer de la phase que j'appellerais du monologue à celle d'un colloque, et l'atmosphère dans laquelle ce colloque s'est déroulé, donne, si je ne me trompe, l'espérance qu'il sera possible de poursuivre utilement le dialogue lui-même.

Le soir du vendredi 26 s'est officiellement conclue la visite auprès du gouvernement soviétique. J'ai profité des autres jours pour avoir des contacts avec les plus hauts représentants actuels de l'Eglise orthodoxe russe. Il ne s'agit pas d'un domaine de ma compétence et les contacts n'avaient pas de caractère officiel. Je peux dire, cependant, que l'atmosphère dans laquelle ils se sont déroulés n'aurait pas pu être meilleure. Naturellement, ce n'est pas l'atmosphère qui résout les problèmes mais j'ai senti encore plus vivement quelles sont les possibilités de faire avancer, dans un climat de fraternité et de respect réciproques vraiment sincères, l'examen des problèmes qui divisent encore les deux Eglises.

(La Croix, 3 mars 1971, p. 8, d'après le compte rendu fait par François BERNARD, envoyé permanent du journal à Rome.)

*Cependant, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, M. Alessandrini, chef de la Salle de presse du Saint-Siège, a déclaré que les entretiens de Mgr Casaroli avec M. Kouryedov, directeur de l'Office des cultes auprès du Conseil des ministres de l'URSS, ont été froids :*

L'atmosphère semble avoir été très froide en contraste avec les entretiens sur la paix au ministère des Affaires étrangères. Mgr Casaroli a tenté d'exposer que la situation des catholiques en Union soviétique pourrait être améliorée, dans le cadre des lois qui régissent actuellement l'existence des communautés religieuses.

Il a parlé, à titre d'exemple, de la situation des communautés latines de Biélorussie, au service desquelles se trouvent actuellement environ 80 prêtres, mais qui n'ont pas d'évêque. (Il s'agit de territoires qui se trouvaient en Pologne avant la guerre.)

M. Kouryedov a estimé que la situation actuelle pouvait se prolonger. Mgr Casaroli a insisté en exposant les inconvénients qu'elle présente et l'importance de l'organisation hiérarchique dans la conception catholique de l'Eglise. Il a été écouté, mais l'échange n'est pas allé plus loin...

Il ressort, d'autre part, des déclarations de M. Alessandrini, que les Soviétiques n'auraient pas accepté que Mgr Casaroli leur parle des communautés non catholiques ni des communautés catholiques qui ne sont pas juridiquement reconnues, comme c'est le cas, par exemple, pour les Ukrainiens...

(François BERNARD, la Croix, 6 mars 1971.)

(3) Traduction de la DC d'après le texte anglais publié par le Documentary Service du NC News Service.

(4) Texte français publié par l'Osservatore Romano éd. hebdomadaire française, 5 mars 1971. Ce texte a été publié en italien dans l'édition quotidienne de l'Osservatore Romano (26 février 1971, p. 1).

## LA POLOGNE — LA PAIX INTERIEURE

*Voici l'allocution prononcée par Paul VI le dimanche 14 février, avant l'Angelus :*

Les évêques de Pologne ont publié une lettre pastorale à la suite des tragiques événements qui se sont produits en décembre dernier sur les bords de la Baltique (1). Ils demandent dans cette lettre qu'aujourd'hui soit une journée de prière pour la prospérité et la paix dans leur pays, et ils invitent toute la nation à invoquer l'aide de Dieu à cette fin et à recourir à l'intercession de la Sainte Vierge, si vénérée des Polonais, spécialement dans leur sanctuaire de Czestochowa. « Lors des douloureux événements de décembre, écrivent les évêques polonais..., le sang a coulé dans les rues des villes, et tout le peuple a été profondément bouleversé. Pour retrouver la tranquillité interne, nous voulons recourir à une arme qui ne blesse personne, mais console, le baume de la paix divine... Après des malheureuses tentatives, le moment est venu d'essayer encore une fois d'introduire partout l'esprit de l'Evangile, en étant bien convaincus de son indéfectible vitalité... »

Nous pouvons, nous aussi, nous associer aujourd'hui à la prière de l'Eglise polonaise et de son peuple catholique fidèle, patient et religieux. Nous pouvons même élargir les intentions de cette prière à la paix intérieure de toutes les nations, en particulier de celles qui souffrent de la guerre civile, de la négation des droits fondamentaux de l'homme (dont celui de la liberté religieuse), d'une répression injuste et cruelle, de la propagande idéologique et organisée en faveur

de la haine et de la lutte entre citoyens, du recours prémédité à la violence, de l'utopie de la contestation radicale et antisociale, de l'apologie de la révolution considérée comme une fin en soi ou comme la voie unique et aveugle conduisant vers un ordre nouveau.

La paix intérieure des peuples, on la compromet de bien des manières : là où il n'y a pas de solidarité, de fraternité, de convergence d'idéaux et d'intérêts, là où il n'y a pas d'esprit communautaire, il ne peut y avoir ni ordre véritable, ni liberté pour tous, ni paix assurée. C'est l'amour qui est nécessaire dans la société, non la haine. Et pour que cet amour soit dans le peuple, il faut le rechercher en référence à sa source vraie et transcendante qui est le Christ. Nous en avons tous besoin. Prions aujourd'hui pour la paix sociale, pour la paix intérieure des peuples, sans oublier la paix internationale et celle du monde entier.

(Traduction de la DC d'après le texte italien publié dans l'Osservatore Romano des 15-16 février 1971.)

## LA REFORME DES VETEMENTS DE CHŒUR

### Lettre-circulaire de la S. congrégation du Clergé (1)

L'Instruction *Ut sive sollicite*, publiée par le cardinal-secrétaire d'Etat le 31 mars 1969 sur l'ordre du Souverain Pontife (2), confiait à cette S. congrégation du Clergé, dans son numéro 35, le soin de promulguer des normes appropriées pour les habits de chœur et les titres des chanoines, des bénéficiers et des curés, conformément aux critères de ladite instruction.

C'est pourquoi cette S. congrégation, après avoir consulté les Conférences épiscopales de rite latin, après avoir recueilli leurs vœux et les avoir soumis au Secrétariat du Pape, demande à toutes les Conférences épiscopales, par la présente lettre circulaire, de simplifier les habits de chœur, en tenant compte des critères généraux ci-après :

1. Tous les privilèges, même anciens, sont abolis par la présente lettre, conformément à ce qui est prescrit dans le *Motu proprio* « *Pontificalia insignia* » du 21 juin 1968 (AAS, vol. LX, année 1968, p. 374-377) (3), et dans l'Instruction *Ut sive sollicite* du 31 mars 1969 (AAS, vol. LXI, année 1969, p. 334-340).

2. Le port de la mozette violette n'est permis que pour les chanoines revêtus du caractère épiscopal. Les autres chanoines doivent porter la mozette noire avec un liseré violet ; les bénéficiers doivent porter la mozette noire et les curés seulement l'étole.

3. De plus, il est interdit aux chanoines, bénéficiers et curés, de porter les différents insignes qui sont encore en usage dans certains lieux : le mantelet, la ceinture à glands, les bas rouges, les souliers à boucles, le mantelet de cérémonie violet, le rochet, la mitre, la crosse, l'anneau et la croix pectorale.

4. Ce qui, dans les documents précités du Saint-Siège, est dit des cardinaux et évêques, vaut, toutes choses égales d'ailleurs, également pour les autres catégories d'ecclésiastiques.

5. Il est laissé à chaque Conférence épiscopale une très large liberté d'action pour appliquer ce qui est établi dans les documents précités du Saint-Siège et dans la présente lettre.

Donné à Rome, le 30 octobre 1970.

J. card. WRIGHT, préfet.

(1) Traduction de la DC d'après le texte latin original.

(2) DC 1969, n° 1538, p. 364 et s. (NDLR.)

(3) DC 1968, n° 1521, col. 1273 et s. (NDLR.)

(1) Cf. DC 1971, n° 1581, p. 222 (NDLR.)



L'UNITE DES CHRETIENS

## LE MOUVEMENT ŒCUMÉNIQUE UNITÉ DES CHRÉTIENS OU UNITÉ HUMAINE ?

*Conférence du cardinal Willebrands*

*Le 19 janvier, pendant la Semaine de l'Unité, le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a prononcé dans la salle Vallier, à Marseille, la conférence suivante dans laquelle il a brossé un large tour d'horizon des problèmes actuels de l'œcuménisme (1) :*

Avant d'entrer dans le vif du sujet, que j'ai pensé devoir traiter ici, je voudrais tout d'abord dire ma joie de me trouver en cette ville de vieille chrétienté, la ville des saints Victor et Cassien. Cité de vieille chrétienté bien sûr, mais aussi à tant de titres de chrétienté toujours vivante et actuelle, ne fût-ce que dans le domaine de l'activité œcuménique. Je souhaite que cette présence chrétienne de Marseille continue et se développe sous la direction de votre nouvel et jeune archevêque qui inaugure sa mission apostolique sous le signe de l'unité (2).

Je sais tous les efforts que l'on déploie ici pour une meilleure compréhension entre juifs et chrétiens. Je me réjouis de tout ce qui s'y opère avec fécondité dans le domaine œcuménique. Notre rencontre d'aujourd'hui veut tout d'abord reconnaître ce labeur et ensuite voudrait aider à son meilleur développement.

Le but de cette rencontre dans le cadre de la Semaine de prières pour l'Unité des chrétiens sera une simple réflexion menée en commun sur cette question : à quel point nous trouvons-nous dans notre travail œcuménique et quelles sont les tâches précises qui dérivent d'une vision

globale, sobre, mais surtout inspirée d'une foi profonde, de la situation actuelle.

Il est un fait qu'aujourd'hui, bien souvent, on entend à ce sujet des voix préoccupées. Les motifs en sont divers, mais d'une façon ou d'une autre une certaine inquiétude se laisse toujours percevoir, de façons différentes. Par exemple, on parle d'un ralentissement du mouvement œcuménique contrastant avec les développements quasi vertigineux des années passées ; on parle même d'un arrêt du mouvement œcuménique. Pendant la première période de ce mouvement, les œcuménistes catholiques avaient présent à l'esprit le but précis de leurs efforts, de leurs prières, et cette fin avait trouvé son expression inspirée dans les textes du deuxième Concile du Vatican, notamment dans le Décret sur l'œcuménisme. Cependant, les problèmes, nés après le Concile par suite de l'évolution même du mouvement œcuménique et aussi comme conséquence du dialogue interconfessionnel semblent avoir obscurci le but poursuivi et avoir arrêté ainsi le mouvement. D'aucuns s'inquiètent pour les dommages que l'unité subit en milieu catholique et vont jusqu'à se demander pourquoi et comment travailler pour l'unité avec les frères chrétiens qui ne sont pas encore en pleine communion avec nous, si par ailleurs s'affaiblit l'unité entre les catholiques eux-mêmes ? Il n'est pas rare de constater combien les esprits sont désorientés en face du but auquel tend le mouvement œcuménique, c'est-à-dire l'unité à réaliser. De même que certains interprètent l'Évangile unilatéralement selon ses exigences purement humaines et sociales, de même l'unité est conçue comme une fraternité et une unité purement humaines. On en arrive aussi à souligner le pluralisme dans le Nouveau Testament pour en tirer argument en faveur d'un pluralisme dans l'Eglise et pour réduire les exigences et le contenu du concept d'unité de l'Eglise (Patrick V. DIAS, *Vielfalt der Kirche in der Vielfalt der Jünger, Zeugen und Diener*, Herder 1968).

Il découle de cela que dans le domaine de la vie chrétienne de nombreuses idées se font jour et l'on se trouve en présence de cas concrets, de plus en plus nombreux, où les solutions les plus

(1) Texte français original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

(2) Mgr Roger Etchegaray, alors secrétaire de l'épiscopat français, qui a été nommé archevêque de Marseille le 23 décembre 1970 et qui a été installé officiellement dans sa cathédrale le 16 janvier. (NDLR.)

rapides sont employées pour faire violence au temps. C'est ainsi que l'on essaye de résoudre les problèmes de fond, en outrepassant et même en allant contre les formulations du Concile et du Directoire œcuménique en pratiquant l'intercommunion ou la communion ouverte et même la célébration commune de l'Eucharistie. Nous nous trouvons donc devant une situation que nous pouvons caractériser par les termes d'« incertitude », d'« arrêt » ou de manque d'orientation, soit dans la théorie, soit dans la pratique.

Il nous faut avoir le courage de voir et de considérer clairement la situation, sans nous laisser impressionner, mais aussi sans nous décourager. Il faut plutôt considérer la situation à la lumière de la foi pour y découvrir « les signes des temps », c'est-à-dire ce que, à travers une telle situation, « l'Esprit dit aux Eglises » (cf. Ap 2, 7), ce que le Christ exige des Eglises afin qu'elles puissent assumer leur tâche, prendre les initiatives et les diriger, sous la direction de l'Esprit d'unité, pour le but qui est celui pour lequel le Christ lui-même guide aujourd'hui son Eglise et à travers elle l'humanité. Nous sommes en effet des « collaborateurs de Dieu » (cf. 1 Co 3, 9) et seulement des collaborateurs.

## I. — L'œcuménisme séculier

### *La collaboration avec le Conseil œcuménique des Eglises*

1. Commençons par le vaste domaine, celui que l'on a coutume d'appeler « l'œcuménisme séculier », pour le considérer à la lumière du but à atteindre, c'est-à-dire de l'unité. Il est certain qu'une des grandes grâces que le Seigneur, en ces dernières années, a faites à son Eglise, malgré les divisions, est celle de lui avoir fait prendre conscience des tâches immenses qui l'attendent dans le domaine du service de l'homme, de la défense de sa dignité et liberté, de l'égalité et fraternité des hommes, de la pauvreté, du niveau de vie, du milieu de vie (problèmes de l'habitat), du progrès et de la paix. Il s'agit là d'un vaste programme qui a été énergiquement souligné par le Concile dans la Constitution pastorale sur « l'Eglise dans le monde de ce temps ». De même le Décret sur l'œcuménisme non seulement attire l'attention de tous les chrétiens sans distinction sur ces tâches, mais aussi affirme la valeur œcuménique de la collaboration des chrétiens pour leur accomplissement : « Par cette collaboration, tous ceux qui croient au Christ peuvent facilement apprendre comment on peut mieux se connaître les uns les autres, s'estimer davantage et préparer la voie à l'Unité des chrétiens. » (N. 12.) Il faut rendre grâce au Seigneur pour les larges développements qu'une telle coopération a pris depuis la fin du Concile. Nous apprenons à faire ensemble tout ce que la conscience nous permet de faire ensemble, entre chrétiens qui n'ont pas conservé la pleine communion de foi. Laissant de côté les nombreuses initiatives qui surgissent dans le cadre et la compétence des Conférences épiscopales, pensons seulement à la vaste collaboration catholique avec le Conseil œcuménique des Eglises.

Ainsi, le Département du Conseil pour le service et l'aide aux Eglises (DICARWS ou

DESEAR) collabore avec la « Caritas Internationalis » ; la collaboration entre le Département « Eglise et Société » et la Commission pontificale « Justice et Paix » est si intense et si vaste que, depuis 1968, il existe pour cette collaboration un organisme commun appelé SODEPAX (Société, développement, paix). Il faut inscrire dans ce cadre les nombreux contacts entre divers organismes du Saint-Siège et le Conseil œcuménique des Eglises. Il existe en effet toute une série de problèmes qui sont communs aux Eglises et qu'il est possible et souhaitable de considérer et d'affronter en commun. Voici quelques exemples : le phénomène de l'incroyance, les tensions entre les générations, les problèmes qui se posent à la jeunesse d'aujourd'hui, les relations avec les religions non chrétiennes, la possibilité d'un témoignage commun, etc. Récemment, deux documents importants ont été publiés, tous deux fruits d'une collaboration, d'une étude faite en commun entre le Secrétariat pour l'Unité et le Conseil œcuménique des Eglises : « Réflexions et suggestions concernant le dialogue œcuménique » (DC 1970, p. 876-883) et « Témoignage commun et prosélytisme de mauvais aloi » (DC 1970, p. 1077-1082.) De fait, plusieurs des problèmes cités plus haut ont déjà été en partie examinés en commun. Par exemple, en mai 1969, les représentants du Secrétariat pour les non-croyants ont participé à une réunion entre chrétiens et marxistes organisée par le Conseil œcuménique des Eglises à Genève ; de même, le Secrétariat pour les non-chrétiens a collaboré à divers Congrès organisés par le Conseil œcuménique. En novembre dernier, lors d'une réunion générale au Vatican d'experts du Secrétariat pour les non-croyants sur le programme d'activités futures de cet organisme, le Conseil œcuménique était représenté par des observateurs. La collaboration entre l'Organisme genevois et le Conseil des laïcs est très étroite et concerne spécialement les problèmes de la jeunesse, la coopération entre hommes et femmes dans l'Eglise, etc.

### *La question de l'entrée de l'Eglise catholique dans le COE*

Depuis quelques années existe entre le Conseil œcuménique des Eglises et l'Eglise catholique un Groupe mixte de travail pour étudier les possibilités d'une collaboration future. Cette collaboration a déjà obtenu une telle importance et une telle ampleur que la question d'une participation pleine et entière comme membre se pose tant sur le plan théorique que sur le plan pratique. Une étude, suggérée par le Pape lors de sa visite au siège du Conseil œcuménique, est en cours. L'Eglise se laissera guider par le souci du meilleur service à la cause de l'œcuménisme. Le Pape a parlé d'un « cheminement dont l'honnêteté oblige à reconnaître qu'il pourrait être long et difficile ». Un Conseil mondial et une Eglise mondiale doivent se connaître par l'expérience et la vie communes (c'est-à-dire en vivant, en espérant, en priant, en coopérant ensemble) pour surmonter une simple coexistence et trouver ensemble le meilleur chemin vers l'unité. Lorsque l'étude de cette question, menée en partie avec les représentants du Conseil œcuménique et en partie par des experts



catholiques seuls, sera terminée, nous espérons en communiquer les conclusions provisoires aux Conférences épiscopales pour leur information et leur réaction.

### *Les innombrables et très importantes tâches qui incombent à l'ensemble des chrétiens*

2. Il n'est point nécessaire de souligner que les tâches dans ce vaste domaine sont *innombrables et très importantes*. Ceux qui ont pu suivre, même de façon fragmentaire, le récent voyage du Saint-Père en Extrême-Orient auront discerné sans peine comment les thèmes de la promotion humaine, de la dignité et de la liberté de l'homme, de la fraternité et de la paix constituent comme la ligne maîtresse qui passe à travers tous les discours que le Pape a prononcés dans les lieux les plus divers et constituent par là la caractéristique particulière de sa mission dans ces lointains pays. Si nous considérons par ailleurs ces mêmes discours à travers la trame de la réalité sociale, en nous aidant par exemple des statistiques, on pourra alors se faire une pâle idée des proportions gigantesques que ces problèmes revêtent dans ces régions que peuple la moitié de l'humanité. Toutes ces tâches incombent à l'ensemble des chrétiens et il est extrêmement urgent de faire resplendir là-bas, à la face de tous ces peuples, grâce à l'engagement des chrétiens, le visage du Christ serviteur (Décret sur l'œcuménisme, n. 12).

Il ne s'agit pas cependant uniquement de devoirs, mais de grandes et fécondes possibilités, parce que l'Eglise reçoit dans ce but de son Seigneur et de l'Esprit du Seigneur des énergies particulières, ainsi que l'a affirmé le Concile dans la Constitution sur l'Eglise dans le monde de ce temps : « Constitué Seigneur par sa résurrection, le Christ, à qui tout pouvoir a été donné, au ciel et sur la terre, agit désormais dans le cœur des hommes par la puissance de son Esprit ; il n'y suscite pas seulement le désir du siècle à venir, mais par là même anime aussi, purifie et fortifie ces aspirations généreuses qui poussent la famille humaine à améliorer ses conditions de vie et à soumettre à cette fin la terre entière. » (N. 38.) Et bien que l'Esprit « appelle certains à témoigner ouvertement du désir de la demeure céleste et à garder vivant ce témoignage dans la famille humaine, il appelle les autres à se vouer au service terrestre des hommes, préparant par ce ministère la matière du royaume des cieux ». (N. 38.) Bien plus « de tous, l'Esprit fait des hommes libres pour que, renonçant à l'amour-propre et rassemblant toutes les énergies terrestres pour la vie humaine, ils s'élancent vers l'avenir, vers ce temps où l'humanité elle-même deviendra une offrande agréable à Dieu ». (N. 38.)

### *Sécularisation et sécularisme*

3. Mais quel est donc le *but* propre et ultime de cette promotion de l'homme ? C'est dans la réponse donnée à une telle demande que les esprits commencent à se diviser. Il y a ceux qui s'engagent tellement dans la solution des problèmes cités plus haut qu'ils en oublient la véritable et profonde nature du message chrétien.

Lorsqu'on suit le Christ des Evangiles dans sa sollicitude pour les malades, pour les pauvres, pour les opprimés, on ne peut alors passer sous silence que le message et la mission du Christ avaient pour but une réalité, une vérité, une justice, une charité allant au-delà des simples limites de la misère de la terre. La joyeuse nouvelle que le Christ a apportée au monde est la réconciliation de l'homme avec Dieu et la vocation des hommes à être fils de Dieu et frères du Christ et, dans un sens plus haut et plus sublime, frères entre eux. Non seulement pour les pauvres, mais aussi pour nous, membres d'une société riche en biens matériels, la perspective finale reste la vie nouvelle en Christ. Le Christ a approuvé un acte que ses disciples considéraient être un gaspillage : « Les pauvres, vous les aurez toujours avec vous ; mais moi, vous ne m'aurez pas toujours. » (Mt 26, 11.)

Allant jusqu'au fond du problème, nous nous trouvons en présence du phénomène que l'on a coutume de désigner aujourd'hui sous le terme de « *sécularisation* », ou plus exactement « *sécularisme* ». Il est vrai qu'en ce domaine il n'existe pas encore une terminologie précise et définie. Il semble toutefois que l'on puisse distinguer deux manières de concevoir ce phénomène et auxquelles correspondent les deux termes de « *sécularisation* » et de « *sécularisme* ». Dans les deux cas, nous avons à faire avec l'autonomie et l'indépendance de la création vis-à-vis de Dieu, mais d'une façon différente. La Constitution sur l'Eglise dans le monde de ce temps a, tout en ne se servant pas des termes cités ici, décelé ces deux conceptions. Elle distingue en effet deux façons de concevoir l'autonomie des réalités terrestres : l'une juste et l'autre erronée. De la première le document conciliaire dit : « Si par autonomie des réalités terrestres on veut dire que les choses créées et les sociétés elles-mêmes ont leurs lois et leurs valeurs propres, que l'homme doit peu à peu apprendre à connaître, à utiliser et à organiser, une telle exigence d'autonomie est pleinement légitime ; non seulement elle est revendiquée par les hommes de notre temps, mais elle correspond à la volonté du Créateur. C'est en vertu de la création même que toutes choses sont établies selon leur consistance, leur vérité et leur excellence propres, avec leurs ordonnances et leurs lois spécifiques. L'homme doit respecter tout cela et reconnaître les méthodes particulières à chacune des sciences et techniques. » (N. 36.) Par contre, l'affirmation sur l'autonomie des réalités terrestres est erronée si « l'on veut dire que les choses créées ne dépendent pas de Dieu et que l'homme peut en disposer sans référence au Créateur ». En effet (c'est toujours le document conciliaire qui parle), « la fausseté de tels propos ne peut échapper à quiconque reconnaît Dieu. En effet, la créature sans Créateur s'évanouit. Du reste, tous les croyants, à quelque religion qu'ils appartiennent, ont toujours entendu la voix de Dieu, et sa manifestation, dans le langage des créatures. Et même l'oubli de Dieu rend opaque la créature elle-même ».

On rencontre actuellement dans la théologie des tendances qui cherchent dans l'histoire humaine un « *locus theologicus* », c'est-à-dire une source de connaissance théologique. J'accepte volontiers que l'histoire humaine nous



révèle la Providence de Dieu, Seigneur et Rédempteur. On cherche à distinguer, à connaître et à interpréter les « *signa temporum* », les « signes des temps ». Jésus a reproché aux Pharisiens et aux Sadducéens de n'être pas capables d'interpréter les signes des temps (cf. Mt 16, 4). C'étaient les signes messianiques, annoncés par les prophètes, réalisés dans le Christ (cf. Mt 11, 4-6). Le temps du Christ est bien l'accomplissement de la longue attente des siècles, illuminant et révélant les signes dans leur accomplissement même, c'est la plénitude des temps (Ga 4, 4). Et c'est pour cela qu'à notre époque, lorsque nous cherchons les « signes des temps », nous les cherchons à la lumière de l'Evangile du Christ, afin de les connaître, de les interpréter. C'est dans ce sens que le Concile s'est penché sur la condition humaine dans le monde d'aujourd'hui. « L'Eglise a le devoir à tout moment de scruter les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Evangile. » (*Gaudium et spes*, n. 4.) C'est seulement dans cette lumière que l'histoire humaine peut être regardée comme un « *locus theologicus* ». En dehors de cette lumière, l'histoire humaine reste « opaque ».

Du point de vue qui nous occupe ici, c'est-à-dire de l'engagement des chrétiens pour le progrès de la condition humaine, nous constatons qu'il n'y a pas de progrès authentique de l'homme, un « humanisme intégral », sans l'ouverture au Dieu Seigneur et Rédempteur. Notre foi, et en particulier la Bible, nous en donnent les raisons profondes, résumées dans un texte conciliaire : « L'aspect le plus sublime de la dignité humaine se trouve dans la vocation de l'homme à communier avec Dieu. Cette invitation que Dieu adresse à l'homme de dialoguer avec lui commence avec l'existence humaine. Car, si l'homme existe, c'est que Dieu l'a créé par amour et, par amour, ne cesse de lui donner l'être. » (*Gaudium et spes*, n. 19.)

Pour nous, il ne s'agit pas seulement ici du problème de Dieu — quoique ce problème soit absolument fondamental. Il s'agit du message du Christ, de l'Evangile, de l'image de Dieu, à nous transmise par le Christ et par conséquent de l'authenticité, de la vérité des rapports de l'homme avec Dieu. « C'est le Christ qui nous révèle que « Dieu est amour » (1 Jn 4, 8) et qui nous enseigne en même temps que la loi fondamentale de la perfection humaine, et donc de la transformation du monde est le commandement nouveau de l'amour. » (*Gaudium et spes*, n. 38.) La notion de « transformation du monde » évoque la notion de transfiguration de l'homme, si chère à la théologie et à la spiritualité orientales. L'homme est transfiguré par la vie nouvelle qu'il a reçue dans le baptême par la foi (baptisés « dans l'Esprit-Saint et le feu », Mt 3, 11), par la vie nouvelle qu'il nourrit dans l'Eucharistie, jusqu'à la venue du Seigneur dans la gloire. Est-ce que par ce développement de pensées, nous avons définitivement abandonné la terre et ses habitants pour planer dans les airs ? Pour ma part, je suis convaincu que la théologie orientale nous offre une contribution importante pour comprendre l'éthique chrétienne en face de la vie humaine. La rencontre entre des représentants de l'Eglise catholique et des représentants du patriarcat de Moscou tenue récemment (décembre 1970) à Bari (Ita-

lie du Sud) m'a confirmé dans cette opinion. L'Eglise pourra toujours aider matériellement à résoudre les problèmes de l'humanité que nous avons mentionnés, mais elle aura accompli sa mission seulement lorsque, par l'Evangile du Christ, elle aura convaincu les esprits à ne pas rechercher prestige, puissance, victoire, domination économiques ou politiques, mais bien à rechercher la justice et la paix, le bien-être de l'humanité.

## II. — Unité des chrétiens ou unité de la famille humaine ?

Ce qui vient d'être dit nous servira de base pour préciser davantage le *but de l'œcuménisme* proprement dit. Il s'agit de la question aujourd'hui souvent débattue : l'œcuménisme vise-t-il à l'unité des chrétiens ou à l'unité du monde, c'est-à-dire de la famille humaine purement et simplement ? Ainsi posée, la question peut prêter à équivoque, et il faut essayer, pour voir clair, d'y répondre pas à pas. Le mot « œcuménique » a son histoire (3). Le sens que le mot a reçu dans le mouvement œcuménique de notre temps est celui d'interchrétien. Dans son livre *le Problème œcuménique* (1961), le P. B. Lambert, o.p., écrit : « Le sens le plus actuel et qui peut réunir le plus de suffrages dans toutes les communautés chrétiennes est celui d'interchrétien et de recherche d'universalité chrétienne. » (P. 36.) Malgré l'évolution rapide du mouvement œcuménique, ce sens du mot garde toute son importance. « Œcuménisme » est un concept qui s'est formé durant les décennies, et comme tel désigne clairement l'action des chrétiens en faveur de leur unité. Quoique le terme d'« oïkoumène », en grec, et dans les écrits inspirés du Nouveau Testament, signifie de fait toute la terre habitée et par là concerne l'humanité tout entière, cela ne change rien à l'affaire. On pourra, si l'on veut, sur la base de cette signification plus simple, créer un nouveau concept, plus large celui-là, qui comprendrait toute l'activité en faveur de l'unité de la famille humaine, mais ceux qui ont créé le mouvement œcuménique l'ont voulu dans le sens où il signifie l'action en faveur de l'unité des chrétiens. Cette terminologie, d'ailleurs, se base sur des raisons profondes. L'unité des chrétiens — tout en demeurant ouverte à la famille humaine entière, nous aurons l'occasion de le voir — n'est pas seulement un moyen, mais est une valeur en soi. C'est que non seulement elle répond à une volonté précise du Christ, mais elle fait en sorte que ceux qui croient au Christ reflètent en eux l'unité qui existe entre Lui et le Père. Et comme la conformité à l'image du Fils (cf. Rm 1, 29), tout en comportant pour celui qui est baptisé la participation à la mission du Christ, constitue cependant une valeur propre, il en sera ainsi pour l'unité de tous les fils de Dieu et frères de Jésus. On ne peut donc pas dire que

(3) Cette histoire, comme aussi l'usage moderne du mot, ont été décrits par le Dr VISSER 't HOOFT dans la brochure *The Meaning of Ecumenical* (1953) et dans *The Word « Ecumenical » — its History and Use*, Appendice au livre *A History of the Ecumenical Movement* by R. HOUSE and S. CH. NEILL, p. 735-740. Voir aussi P. LAMBERT, *le Problème œcuménique*, I, p. 45-47.



l'unité des chrétiens soit seulement et exclusivement un moyen et qu'elle doive être poursuivie exclusivement en vue de l'unité de la famille humaine. Bien plus ceux qui déjà croient au Christ constituent comme tels le début et les prémices de l'humanité nouvelle, unie en Christ, qui est la fin de tout le plan divin du salut, de l'incarnation et de la rédemption.

Ceci dit, il nous faut cependant et en même temps souligner l'autre aspect : c'est parce qu'il est conforme au Christ que le baptisé participe aussi à la mission du Christ qui concerne toute l'humanité. Cette mission du peuple messianique est exprimée en termes clairs et énergiques dans la Constitution *Lumen gentium* : « Ce peuple messianique, bien qu'il ne comprenne pas en fait tous les hommes, et que plus d'une fois il apparaisse comme un petit troupeau, est cependant pour tout le genre humain un germe très puissant d'unité, d'espérance et de salut. Etabli par le Christ dans une communion de vie, de charité et de vérité, il est aussi assumé par lui pour être l'instrument de la rédemption de tous, et il est envoyé au monde entier, comme la lumière du monde et le sel de la terre. » (Cf. Mt 5, 13-16.) (N. 9.)

A la question : le mouvement œcuménique veut-il l'unité chrétienne ou bien l'unité humaine ? on ne peut répondre par une option exclusive. Le mouvement œcuménique vise directement l'unité chrétienne telle que le Christ l'a voulue, mais en même temps il jette les bases et crée le germe de l'unité humaine, de la fraternité universelle.

Ceci étant précisé, il devient clair que l'unité des chrétiens n'est pas une unité purement humaine, mais l'unité en Christ, avec tout ce qu'elle comporte de divin et avec toutes les transformations qu'elle exige et qu'elle exigera.

De tout ce qui vient d'être dit résulte une vision intégrale de ce que l'on appelle « l'œcuménisme séculier », vision qui nous en indique le sens et la fonction, soit dans la poursuite de l'unité des chrétiens, soit en vue de l'unité de l'humanité tout entière. L'engagement des chrétiens dans l'œcuménisme séculier naît, nous l'avons vu, de l'Evangile lui-même et est inspiré et stimulé par l'Esprit-Saint (cf. *Gaudium et spes*, n. 38). Cet engagement porte un double fruit : « Il exprime vivement l'union existante entre les chrétiens, les aide à se connaître, à s'estimer davantage et à préparer par cette voie leur unité. » (Cf. Décret sur l'œcuménisme, n. 12.) En même temps, il prépare la matière du royaume des cieux (cf. *Gaudium et spes*, n. 28) et prépare l'unité de toute la famille humaine dans le Christ.

### III. — Unité et institutions

Si l'Eglise « est pour tout le genre humain un germe très fort d'unité, d'espérance et de salut » (*Lumen gentium*, n. 9), en d'autres termes, si elle est le germe et les prémices de l'humanité nouvelle, unie en Christ, il est clair qu'il sera important de savoir avec précision ce que doit être et en quoi consiste exactement l'unité de l'Eglise. C'est en effet en cette unité qu'est préfigurée la future unité de la famille humaine en Christ. Et c'est ainsi que travail-

lant à l'union des chrétiens et en construisant cette union nous sommes en train de construire lentement l'unité de la famille humaine. Pour répondre à notre demande, il ne s'agit pas de traiter ici tout le thème de l'unité de l'Eglise, mais plutôt d'éclairer certains de ses aspects qui sont aujourd'hui davantage discutés et qui pèchent par défaut de clarté.

Nous rencontrons aujourd'hui une contestation générale des structures ou plutôt des institutions. On voudrait aussi pour l'Eglise une unité non institutionnalisée. L'institution, dit-on, supprimerait la liberté, paralyserait la vie. Ici, cependant, il faut bien distinguer entre ce qui est institution humaine, produit de circonstances historiques, et ce qui est un donné divin. Si l'Eglise est le Corps du Christ, elle est un organisme. Or, on ne peut avoir un organisme non structuré. Le danger, au contraire, existe de se contenter d'une espèce d'association entre les Communautés et Eglises chrétiennes, d'une coexistence parallèle et pacifique. On pourrait institutionnaliser le dialogue et la collaboration sans jamais réaliser une unité authentique. Ce serait l'institution contre l'unité, un parallélisme qui ne devient jamais rencontre, une organisation qui n'est pas un organisme. On aura, ou bien la structure organique du Corps du Christ, ou bien l'organisation de l'association des Eglises et Communautés chrétiennes.

Est-il juste de voir en une existence parallèle, telle qu'elle vient d'être décrite, avec les divergences qui aujourd'hui existent encore entre les confessions, la réalisation de cette unité qui existe entre le Christ et le Père, et que le Christ a implorée pour les siens ? Nous pouvons aller plus avant dans cette brève analyse : avec quelle fermeté le Christ n'a-t-il pas insisté sur sa fidélité à transmettre aux hommes ce qu'il a entendu du Père (cf. Jn 8, 26 ; 15, 15), et seulement cela ! Et qu'exige-t-il des apôtres, sinon d'enseigner aux peuples « d'observer tout ce que je vous ai commandé » (Mt 28, 20), comme il a souligné par ailleurs que pas un « iota » de la loi ne passerait sans qu'il soit accompli, et qu'il ne devrait être ni transgressé ni mis de côté (cf. Mt 5, 18 s.). N'a-t-il pas affirmé que celui qui l'aime devra observer tous ses préceptes comme lui-même a observé les préceptes du Père afin de « demeurer dans son amour ». (Cf. Jn 15, 50.) En d'autres termes, l'unité que le Christ comporte est certainement l'unité de la charité, avec tout ce que comprend la charité (cf. 1 Co 13, 4-7), mais cette unité comprend aussi nécessairement l'unité dans la profession de foi et dans la pratique des sacrements.

Ajoutons à cela l'existence d'une autorité qui assure l'unité d'action entre les croyants. Ne parlons pas tout de suite en termes modernes d'unité « institutionnalisée ». Par exemple : quand le Christ, après sa résurrection, confiait l'Eglise aux apôtres, l'Eglise ne possédait pas d'institutions, mais elle possédait certainement une autorité établie par le Christ lui-même, parce qu'elle possédait des pasteurs qui devaient diriger et guider les fidèles.

Il nous faut voir la profondeur et la richesse de l'unité telle que l'a voulue le Christ, il nous faut les voir et les accepter dans toute leur



rigueur, dans toute leur perfection. Certes, le Concile nous a fait découvrir le lien sacramental fondamental de l'unité qui est créé par le baptême, et nous nous en sommes à bon droit réjouis, expérimentant cette réalité dans la nouvelle atmosphère et dans les nouvelles relations établies durant le Concile et continuées après sa conclusion.

Tout cela est très précieux. On peut dire que la mentalité a changé. Or, il me semble plus difficile de changer la mentalité d'un groupe que de trouver un accord sur une thèse théologique. Le changement de mentalité du peuple chrétien, changement qui est allé de la méconnaissance et de la méfiance à la reconnaissance mutuelle comme frères dans le Christ et à l'amour fraternel, a été l'œuvre du Saint-Esprit. Aussi ne faut-il jamais se décourager devant les difficultés et les différences qui existent encore, il ne faut pas non plus réduire les exigences de l'unité. Tout est possible à Dieu ! Le Concile, après avoir affirmé clairement : « Le baptême est donc le lien sacramental d'unité existant entre tous ceux qui ont été régénérés par lui » (Décret sur l'œcuménisme, n. 22), ajoutait immédiatement : « Cependant, le baptême, de soi, n'est que le commencement et le point de départ, car il tend intégralement à l'acquisition de la plénitude de la vie dans le Christ. Il est donc destiné à la parfaite intégration dans l'économie du salut, telle que le Christ l'a voulue et, enfin, à la parfaite insertion dans la communion eucharistique. » (*Ibid.*)

#### IV. — Faut-il se décourager devant les déviations actuelles ?

Mais n'y a-t-il pas aussi une forme de manque de foi lorsque parfois il nous est donné d'observer la peur qui envahit certains de nos frères catholiques devant certains cas de déviations doctrinales et de fourvoiements pratiques. Il n'est pas dans mon intention de minimiser ces aspects de la vie catholique de notre temps. Vous pouvez bien vous imaginer que dans le travail qui est le mien et celui de mes collaborateurs, j'en suis au courant. Eh bien ! tout en connaissant ces faits et tout en les prenant au sérieux, je n'hésite pas à affirmer qu'il n'y a pas là motif de panique ou de découragement, j'ajouterais même qu'il n'y a pas lieu de s'étonner. Ceux d'entre nous qui ont une conception exacte du mystère de l'Eglise et ceux qui regardent son unité à la lumière de ce mystère, s'attristent certainement devant de tels phénomènes, mais ils ne se découragent pas. Bien mieux, ces phénomènes seront pour eux un motif de réflexion et de prière, un stimulant dans leur travail pour la cause de l'unité de l'Eglise. Il est vrai que l'unité est une note essentielle de l'Eglise, et comme telle, quant à la substance, elle ne peut jamais être perdue, ainsi que l'a récemment et de nouveau affirmé le Concile en parlant de l'unité que le Christ « a accordée à son Eglise dès le commencement », pour ajouter ensuite : « Nous croyons qu'elle subsiste de façon inamissible dans l'Eglise catholique et nous espérons qu'elle s'accroîtra de jour en jour jusqu'à la consommation des siècles. » (Décret sur l'œcuménisme, n. 4.) Mais, en même temps, il ne faut pas oublier que l'unité fait partie du mystère même de l'Eglise.

C'est pourquoi elle est toujours là, toujours affirmée de nouveau, mais aussi elle est toujours plus menacée, plus forte à une époque qu'à une autre, plus vécue dans une partie de l'Eglise que dans une autre, elle peut devenir faible dans un groupe de chrétiens jusqu'à la rupture. Elle est une qualité dynamique de l'Eglise comme la sainteté, la catholicité, l'apostolicité, toujours présente, toujours œuvrante. Par conséquent, la tâche de maintenir, de renforcer et d'approfondir, mais aussi la tâche de rétablir l'unité accompagne toujours l'Eglise, comme aussi la tâche de réaliser sa catholicité par la proclamation de l'Evangile, la tâche d'augmenter, d'intensifier sa sainteté, de manifester son apostolicité.

La comparaison avec les autres notes essentielles de l'Eglise peut nous éclairer beaucoup sur le point qui nous préoccupe. Malgré le fait que la catholicité soit une note essentielle de l'Eglise, le Concile n'a pas hésité à souligner — ce qui est un fait évident — qu'aujourd'hui, après dix-neuf siècles de christianisme, il y a encore deux milliards d'hommes qui ne connaissent pas le Christ et qui ne croient pas en lui (cf. *Ad gentes*). Et combien l'Eglise ne doit-elle pas supporter de fatigues et de souffrances pour que peu à peu cette catholicité puisse se réaliser ! Ensuite, que dirons-nous quand nous parlons de la sainteté de l'Eglise ? Le Concile le reconnaît avec un humble réalisme : « Mais alors que le Christ, saint, innocent, sans tache (He 7, 26) n'a pas connu le péché (2 Co 5, 21), mais est venu pour expier les seuls péchés du peuple (cf. He 2, 27), l'Eglise qui embrasse en son sein les pécheurs est à la fois sainte et toujours à purifier, et ne cesse de s'appliquer à la pénitence et à la rénovation. » (*Lumen gentium*, n. 8.) Et alors pourquoi s'étonner des blessures portées à l'unité ? Pourquoi prendre peur et se décourager devant les tâches qui concernent l'unité ?

Toutefois, la raison profonde pour laquelle le chrétien n'a pas le droit de se décourager est que l'unité de l'Eglise — comme sa catholicité, sa sainteté, comme l'Eglise elle-même — n'est pas l'œuvre des hommes, mais du Christ et de son Esprit, qui est Esprit d'unité. Pour expliquer cela, il faudrait exposer ici toute la doctrine sur le Christ qui vit et opère dans l'Eglise. La Constitution sur la sainte liturgie souligne plusieurs fois que c'est le Christ qui, dans la liturgie sacrée, annonce la parole de Dieu (cf. n. 7). C'est le Christ qui opère dans les sacrements par les prêtres, ses ministres. La Constitution sur l'Eglise n'hésite pas à affirmer, résumant par là toute la doctrine sur le Christ présent et opérant dans l'Eglise : « Dans les évêques donc, assistés des prêtres, le Seigneur Jésus, pontife suprême, est présent au milieu des croyants. Assis, en effet, à la droite de Dieu le Père, il n'est pas absent de l'Assemblée de ses pontifes, mais c'est d'abord par leur ministère privilégié qu'il prêche à toutes les nations la parole de Dieu et qu'il administre sans cesse aux croyants les sacrements de la foi, c'est par leurs soins paternels (cf. 1 Co 4, 15) qu'il incorpore, par une nouvelle naissance d'en haut, de nouveaux membres à son Corps, c'est enfin par leur sagesse et leur prudence qu'il dirige et conduit le peuple du Nouveau Testament dans



son pèlerinage vers la béatitude éternelle. » (N. 21.)

C'est dans cette doctrine que se trouve la raison profonde pour laquelle la même Constitution conciliaire peut affirmer en parlant de l'unité de l'Eglise : « Le Pontife romain, comme successeur de Pierre, est le principe et le fondement perpétuel et visible de l'unité, tant des évêques que de la multitude des fidèles. Les évêques, eux, pris isolément, sont le principe visible et le fondement de l'unité dans leurs Eglises particulières, formées à l'image de l'Eglise universelle, dans lesquelles et à partir desquelles existe, une et unique, l'Eglise catholique. C'est pourquoi les évêques pris isolément représentent leur Eglise, et tous ensemble avec le Pape, ils représentent toute l'Eglise, dans le lien de la paix, de l'amour et de l'unité. » (N. 23.) Les membres de la sainte hiérarchie peuvent soutenir et garantir la lourde et vaste tâche d'assurer l'unité seulement parce que le Christ lui-même est présent et opère en eux.

Ajoutons-y l'invisible action de l'Esprit d'unité en tous les fidèles. Si, en effet, l'Esprit de Dieu demeure et opère dans les fidèles, il y produit aussi ce fruit par excellence qu'est l'unité. Voici encore un résumé de cette doctrine que nous offre la Constitution sur l'Eglise : « L'Esprit habite dans l'Eglise et dans les cœurs des fidèles comme en un temple (cf. 1 Co 3, 16 ; 6, 19), en eux il prie et rend témoignage de l'adoption filiale (cf. Ga 4, 6 ; Rm 8, 15-16 et 26). Cette Eglise qu'il introduit dans la vérité tout entière (cf. Jn 16, 13), il l'unit dans la communion et le service, il la munit de dons divers, hiérarchiques et charismatiques, par lesquels il la dirige, et l'orne de ses fruits (cf. Ep 4, 11-12 ; 1 Co 12, 4 ; Ga 5, 22). » (N. 4.) Nous trouvons un exemple de cette action unificatrice, dans le domaine de la doctrine, là où la même Constitution explique la manière dont « le Peuple saint de Dieu participe aussi à la fonction prophétique du Christ » (*Lumen gentium*, n. 12) en disant : « L'ensemble des fidèles, qui ont reçu l'onction du Saint (cf. 1 Jn 2, 20 et 27), ne peut faillir dans la foi, et il manifeste cette qualité qui lui est propre grâce au sens surnaturel de la foi qui est celui du peuple tout entier, lorsque, « des évêques aux derniers des fidèles laïcs », il exprime son accord universel en matière de foi et de mœurs. » (*Ibid.*)

## V. — L'intercommunion, la communion ouverte

Puis-je dire à la fin de cette conférence quelques paroles sur un problème qui nous occupe tous dans le mouvement œcuménique, nous tous, c'est-à-dire ceux qui sont revêtus de l'autorité, les évêques et ceux qu'on appelle « la base », le peuple chrétien. Il s'agit du problème de l'intercommunion ou de la communion ouverte. On croit souvent que dans certains cas, c'est le peuple qui demande et la hiérarchie qui refuse. On simplifie ainsi le problème et j'ajouterais même qu'on fausse la réalité. Il s'agit d'une lutte commune de l'Eglise entière pour connaître, interpréter, célébrer fidèlement les grands mystères de la foi ; car c'est bien de la foi qu'il s'agit. Dans ce contexte, la discipline ecclésiastique, en général, ne fait rien d'autre qu'exprimer et protéger la foi.

Je crois pouvoir discerner deux raisons qui poussent certaines personnes à demander la communion ouverte :

- Surmonter la division des chrétiens, et
- Surmonter la crise de la foi.

Quand on parle de surmonter la division des chrétiens, je suis tout à fait d'accord sur ce point qu'on ne peut pas institutionnaliser le dialogue interconfessionnel théologique comme quelque chose de définitif. J'en ai déjà parlé dans la première partie de cette conférence. En outre, je suis convaincu que la prière et aussi la prière commune des chrétiens est le moyen par excellence pour obtenir la grâce de l'unité : « L'âme de tout œcuménisme », comme l'a formulé le Concile. Cependant, quand un chrétien non catholique demande à notre Eglise d'être admis à la communion eucharistique, je me pose toujours la question : comment peut-on demander la communion eucharistique et, en même temps toujours refuser la communion ecclésiale ? La communion eucharistique exprime et célèbre bien la communion ecclésiale, avec l'évêque du lieu, chef de son Eglise, avec l'évêque de Rome, primat de l'Eglise universelle. Communion eucharistique et communion ecclésiale sont inséparables. L'une sans l'autre constitue une irrégularité, je dirais presque une contradiction, et ne peut être considérée que dans des cas exceptionnels. J'ai dit qu'il s'agit de la foi. Tout d'abord la foi concernant l'eucharistie qui est le sacrement directement envisagé et ensuite également la foi concernant l'Eglise, car l'Eglise est eucharistique et l'eucharistie édifie l'Eglise. Il y a un an, le Secrétariat pour l'Unité a dit dans une déclaration sur ce sujet : « Nous ne pouvons pas céder sur le plan de la foi en l'eucharistie et sur le plan de l'unité de foi (il ne s'agit pas seulement d'une pluriformité de doctrine ou d'explication théologique du mystère, mais du mystère lui-même) ni sur le plan de l'ecclésiologie. » En ce moment actuel du mouvement œcuménique, du mouvement vers l'unité, il se produit des situations qui sont dramatiques, tant pour le peuple que pour la hiérarchie. La lutte est commune à tous, aidez par votre prière les pasteurs de l'Eglise, dont saint Paul a dit : « par l'Evangile je vous ai engendrés dans le Christ-Jésus » (1 Co 4, 15), afin que leurs directives pastorales soient toujours l'expression et la sauvegarde de la foi.

\*\*

S'il y a des dangers dans la situation œcuménique actuelle, tels que celui de l'intercommunion ou de la communion ouverte — non suffisamment basée sur la foi, — qui risque de nous mener à une grande déception, la déception de perpétuer notre division ecclésiale même dans la célébration commune de l'eucharistie, car les sacrements n'opèrent pas mécaniquement et automatiquement, ou tel que celui d'un œcuménisme réduit à un mouvement social, à la recherche d'une unité trop humaine et non cette unité que le Seigneur nous a révélée et donnée, ces dangers ne m'empêchent pas de reconnaître au sein des difficultés qu'ils suscitent, et même si vous voulez dans la crise de l'œcuménisme, une grande espérance, un motif de joyeuse confiance. En effet, à travers tout cela se mani-



# LA DIVERSITÉ DES CHARISMES ET LA COMMUNION DU SAINT-ESPRIT

*Homélie du cardinal Willebrands*

*Le cardinal Willebrands, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a ouvert la Semaine de prière universelle pour l'Unité des chrétiens dans la basilique Saint-Victor, à Marseille, le 18 janvier 1971. Il a prononcé l'homélie ci-après, dans laquelle il a développé, à propos du thème de la Semaine de l'Unité 1971 : « [...] et la communion du Saint-Esprit » (2 Co 13, 13), le texte de saint Paul sur la diversité des charismes opérée par un seul et même Esprit (1 Co 12, 1-13) (\*) :*

feste une vision profonde et vaste de la fin, désirée ardemment, de tout œcuménisme et, en même temps, une prise de conscience des lourdes tâches qui incombent aujourd'hui aux chrétiens et, à l'échelle mondiale, dans le domaine de la promotion de l'homme, de sa dignité, de sa liberté, de son progrès et de la paix. C'est l'Esprit même d'unité qui pousse les chrétiens à s'engager pour préparer ainsi le royaume des cieux. Un tel engagement suppose que les chrétiens comprennent davantage et plus concrètement le but auquel tend le travail œcuménique ; en effet, l'unité qu'ils poursuivent n'est pas quelque chose d'étranger à l'humanité, mais plutôt l'unité des chrétiens est un germe puissant, prémice de cette même unité de la famille humaine qui est le but de l'Incarnation et de la Rédemption. Il est de la plus haute importance, pour cette raison, c'est-à-dire en vue de l'unité de la famille humaine, que le but de notre œcuménisme soit entendu de façon authentique et profonde. Le mouvement œcuménique, s'il veut vraiment tendre à l'unité, telle que la veut le Christ, ne peut se contenter de l'existence parallèle des diverses confessions, même si celle-ci est assortie d'un dialogue qui peut continuer sans fin et d'une collaboration fraternelle qui peut être intense. Le but à atteindre n'est pas une simple association de confessions dans une atmosphère de charité. Pour être une image fidèle de l'unité du Christ avec son Père, l'unité dans la charité doit se réaliser dans l'unité de la foi, des sacrements et du ministère et telle que le Seigneur l'a donnée à son Eglise.

Si cet idéal d'unité est profond, bien plus, difficile pour nous autres hommes, il ne l'est pas pour Celui qui est la vraie cause et le Maître d'œuvre de notre unité, pour Celui qui vit dans son Eglise, et, par l'entremise de son Esprit, âme de l'Eglise, opère dans les sacrements, et pour l'unifier agit et sur les pasteurs et sur les fidèles. L'Eglise se construit jour après jour, il en va de même pour son unité, dans des luttes inévitables menées en union avec le Christ et par le Christ. Au milieu de telles vicissitudes de l'Eglise, faites, comme dit l'Apôtre, de tribulations et de luttes au-dehors, de craintes au-dedans (cf. 2 Co 7, 5), le chrétien n'est pas seul, abandonné à lui-même. De même que Jésus disait : « Celui qui m'a envoyé ne m'a pas laissé seul » (Jn 8, 29), ainsi il a promis aux siens d'être avec eux « jusqu'à la fin du monde ». (Mt 28, 20). C'est pour cela que notre espérance n'est pas vaine, que l'unité se fera, même s' « il ne nous appartient pas de connaître les temps et les moments que le Père a fixés de sa seule autorité ». (Ac 1, 7.)

Une des grandes redécouvertes du mouvement œcuménique de notre époque, en particulier chez les catholiques, est celle de la vérité fondamentale du baptême et des conséquences qui en découlent pour l'unité des chrétiens. Cela est connu : c'est à partir de cette redécouverte que le Concile a basé ses affirmations solennelles sur la communion qui existe — bien qu'imparfaite — entre les catholiques et leurs frères chrétiens non catholiques (Décret sur l'œcuménisme, n. 3). A cette doctrine du baptême est intimement liée celle du Saint-Esprit, qui en est d'ailleurs l'auteur. Certes, nous ne pouvons pas dire que nous avons épuisé les immenses richesses de la doctrine sur le Saint-Esprit contenues dans le Nouveau Testament et de façon particulière dans l'Evangile de saint Jean et dans les épîtres de saint Paul. Bien au contraire ! C'est ainsi que s'est avéré nécessaire et actuel le choix fait par notre Commission mixte de l'Eglise catholique et du Conseil œcuménique des Eglises du sujet et des textes de la Semaine de prières que nous vivons cette année et que nous ouvrons ce soir. Ce sujet et ces lectures sont exprimés par la seconde lettre de saint Paul aux Corinthiens au chapitre 13, verset 13 : « La communion du Saint-Esprit. » Un des textes fondamentaux qui parlent de ce thème et en même temps le situent au cœur même du problème de l'unité, est la première partie du chapitre 12 de la première Epître aux Corinthiens.

## Divisions et confusions parmi les chrétiens

1. Pour nous en rendre compte il suffira de rappeler certains faits qui caractérisent la situation dans la communauté de Corinthe et qui constituent la trame et l'explication de notre texte. Le phénomène auquel le texte se réfère de façon immédiate est la présence, en abondance, des dons charismatiques parmi les membres de cette communauté. L'attitude de

— *L'Apostolat des laïcs*. Décret *Apostolicam actuositatem* du Concile Vatican II (coll. « *Unam sanctam* », n° 75). Collectif. Préface d'YVES CONGAR. Traduction du latin par Mgr STREIFF. — Un vol. 14 × 22,5 cm, de 312 pages. Prix : 32 F. Editions du Cerf, Paris.

« Un homme chrétien, écrit le P. Congar, c'est autre chose qu' « un bon catholique ». C'est un homme qui veut suivre l'inspiration de l'Evangile jusque dans ses engagements temporels pris en pleine loyauté à l'égard des données de ce temporel. Un tel homme écoute ce que lui dit sa conscience bien au-delà de ce que peut lui préciser un magistère d'Eglise qui reste, presque fatalement, au niveau de l'idéal et des généralités. » Excellente initiation à la lecture du décret conciliaire.

(\*) Texte français original. Les titres et sous-titres sont de notre rédaction.



saint Paul devant un tel phénomène est nettement positive : c'est pour lui une des preuves évidentes de la vérité de l'Evangile par lui prêché, c'est-à-dire l'Evangile de la grâce en opposition avec les théories sur l'autorédemption de l'homme par l'accomplissement de la loi. Il écrit aux Galates : « Je ne veux savoir de vous qu'une chose : est-ce pour avoir pratiqué la loi que vous avez reçu l'Esprit, ou pour avoir cru à la prédication ? » (3, 2.) Tout en insistant sur la nécessité de prudence et de discrétion dans l'estimation de ces dons, il déclare cependant péremptoirement : « N'éteignez pas l'Esprit, ne dépréciez pas les dons de prophétie, mais vérifiez tout : ce qui est bon, retenez-le, gardez-vous de toute espèce de mal. » (1 Th 5, 19 s.) Le phénomène était pour lui si important qu'il a cru bon de lui consacrer tout le chapitre 12 de sa lettre et aussi le chapitre 14, sans parler des autres endroits de ses épîtres où il insiste plusieurs fois sur le sujet (cf. Rm 12, 4-8 ; Ep 4, 7-16).

Mais en même temps, saint Paul était assez réaliste pour se rendre compte que de tels dons, à cause de leur beauté même, pouvaient être utilisés par les chrétiens de manière telle qu'ils seraient susceptibles de devenir source de désordres, de dissensions ou même de divisions. Dans le chapitre 14 de cette même Epître il nous offre cette image des dons et en même temps des problèmes que ces dons créent. Avant tout ceci : « Lorsque vous vous assemblez, chacun peut avoir un cantique, un enseignement, une révélation, un discours en langues, une interprétation. Que tout se passe de manière à édifier. » (14, 26.) Il juge cependant nécessaire d'expliquer cette dernière prescription en entrant dans les détails : « Parle-t-on en langues ? Que ce soit le fait de deux ou de trois tout au plus, et à tour de rôle ; et qu'il y ait un interprète. S'il n'y a pas d'interprète, qu'on se taise dans l'assemblée ; qu'on se parle à soi-même et à Dieu. Pour les prophètes qu'il y en ait deux ou trois à parler, et que les autres jugent. Si quelque autre assistant à une révélation, que le premier se taise. Car vous pouvez tous prophétiser à tour de rôle, afin que tous soient instruits et encouragés. » (*Ibid.* 27-31.) Il y avait des cas où la confusion pouvait être telle que nous voyons l'Apôtre, et précisément dans notre texte, réagir avec une vigueur qui nous fait supposer que l'on en était arrivé à une confusion proche de l'absurdité : « Je vous le déclare : personne parlant sous l'action de l'Esprit de Dieu ne dit « anathème à Jésus. » (1 Co 12, 3.)

On en était donc arrivé à ce point qu'en disant « anathème à Jésus » on croyait encore parler sous la motion du Saint-Esprit ! Dans le premier chapitre de cette même épître aux Corinthiens, nous apprenons que les fidèles de Corinthe, portés par un zèle aussi peu éclairé, s'enthousiasmaient tellement pour l'un ou l'autre des apôtres et des prédicateurs qu'ils allaient presque jusqu'à briser la communauté en autant de sectes. « En effet, mes frères, dit l'Apôtre, il m'a été rapporté à votre sujet par les gens de Chloé qu'il y a parmi vous des discordes. J'entends par là que chacun de vous dit : « moi je suis pour Paul » — « et moi, pour Apollos » — « et moi, pour Cephass » — « et moi, pour le Christ ! ». (1, 11 s.) Profondément peiné de cela, Paul s'exclamait : « Le Christ est-il divisé ? Serait-ce Paul qui a été crucifié pour vous ? Ou bien serait-ce au nom de

Paul que vous avez été baptisés ? » (*Ibid.* 13.)

Comme nous pouvons le voir, Paul se trouve dans une situation qui présente des ressemblances avec celle que nous observons aujourd'hui dans l'Eglise : malgré les grands efforts pour promouvoir l'union des chrétiens il y a toujours tant de divisions et de confusions. Bien plus, aux divisions qui se sont produites il y a plusieurs siècles et qui peu à peu ont augmenté il s'en ajoute encore de nouvelles. Pensons, par exemple, à ceux qui dans le domaine de la doctrine réduisent l'Evangile à un évangile purement social, à l'Evangile de la seule promotion humaine. Dans le domaine pratique et dans le domaine théorique il y a des « traditionalistes » et des « progressistes » qui s'accusent réciproquement jusque quelquefois au point de s'offenser. Beaucoup s'opposent aux autres avec des méthodes et des moyens bien souvent contraires à la loyauté et à la charité, créant ainsi des ressentiments, des dissensions, des morcellements. Dans de telles situations il est utile et c'est même une consolation de se rappeler certaines situations dans les communautés fondées par Paul pour ne pas s'étonner et pour ne pas se décourager, mais pour affronter les difficultés avec sérénité et décision dans l'esprit et avec les méthodes de l'Apôtre des nations. Quels sont les remèdes indiqués dans le texte qui nous occupe ?

### **Dans l'Eglise, la variété est nécessaire, mais elle ne doit pas porter à la dispersion et à la division**

2. Une première vérité fondamentale c'est qu'en vertu de l'œuvre que le Saint-Esprit accomplit dans l'Eglise, il y a et il doit y avoir en elle une légitime variété de dons, comme aussi une vraie et profonde unité dans l'usage de ces dons. Pourquoi ? Paul répond : « de même, en effet, que le corps est un, tout en ayant plusieurs membres, et que tous les membres du corps, en dépit de leur pluralité, ne forment qu'un seul corps, ainsi en est-il du Christ ». (12, 12.) Ce fait se base sur l'action de l'Esprit-Saint dans le baptême : « De fait, c'est en un seul Esprit que nous tous avons été baptisés pour ne former qu'un seul corps, Juifs ou Grecs, esclaves ou hommes libres, et tous nous avons été abreuvés d'un seul esprit. » (V. 13.) Voyons les choses plus en détail et avant tout la variété : dans la seconde partie de notre chapitre, Paul, se référant à l'inclination et à la prétention si facile chez l'homme de désirer des places et des fonctions en apparence plus belles et honorifiques, explique que dans le corps humain il y a et il doit y avoir divers organismes, qui à un esprit superficiel peuvent apparaître sans doute d'importance différente, mais qui cependant sont toutes nécessaires. « De fait, le corps ne se compose pas d'un membre unique, mais de plusieurs... Si le tout était un seul membre, où serait le corps ? » (12, 14 ; 19.) La variété est donc nécessaire. Elle est en outre œuvre du même Esprit de Dieu : « Il y a certes diversité de dons spirituels, mais c'est le même esprit ; diversité de ministères, mais c'est le même Seigneur ; diversité d'opération, mais c'est le même Dieu qui opère tout en tous. » (12, 4 s.) Il faut noter que les diverses expressions qui indiquent la cause des dons : « le même Esprit », « le même



Seigneur », « le même Dieu » sont des expressions caractéristiques de saint Paul pour dire que tous les dons sont l'œuvre de Dieu qui agit en Christ par le moyen de l'Esprit-Saint, qui est l'Esprit du Christ.

L'unité n'est pas moins essentielle que la variété, c'est-à-dire que tous les dons doivent être utilisés dans la concorde pour le bien du corps. En effet, si tous les dons, dans leur variété, sans exception, sont l'œuvre de Dieu, il est clair qu'ils ne peuvent être en contraste entre eux, ni qu'ils doivent être utilisés de manière à être source de divisions. Plus tard, saint Paul dira à ce propos : « Dieu n'est pas un Dieu de désordre, mais de paix. » (14, 33.) En d'autres termes, en répandant ses dons, le Saint-Esprit opère — comme déjà dans le baptême même — de manière telle que ceux-ci, chez ceux qui les reçoivent, tout en assurant la diversité de fonctions, assurent en même temps la coopération des uns avec les autres pour le bien du corps tout entier.

Cette première pensée de l'Apôtre est aujourd'hui d'importance fondamentale pour notre travail en vue de l'unité. Avant tout il y est affirmé que dans l'Eglise la variété est non seulement bonne et licite, mais aussi nécessaire. Comme pour le corps humain, il en va du Corps mystique. L'Eglise ne pourrait, sans ces dons, être « un corps » doté d'une variété d'organes. Cependant cette variété essentielle ne doit pas porter à la dispersion et d'autant moins à la division. L'Esprit, en répandant ses dons, assure en même temps leur œuvre et leur concorde pour le bien de tout le Corps. Une telle réflexion est pour nous source de confiance et de courage. Le travail œcuménique avant d'être le résultat de nos pauvres efforts, est avant tout l'œuvre du Saint-Esprit. De même que son œuvre dans le baptême est source de notre unité fondamentale en Christ, de même c'est ce même Esprit qui jour après jour construit notre unité, en assurant que les dons qu'il a impartis à chacun servent pour le bien du corps tout entier. Et s'il est vrai que le Saint-Esprit construit l'unité, alors nous-mêmes, dans notre travail œcuménique, nous ne sommes que « les coopérateurs de Dieu ». (1 Co 3, 9.) Tout au contraire, pour qui agit contre l'unité sacrée du Corps et lui cause des dommages, pour celui-ci vaut la sévère admonition de l'Écriture : « Si quelqu'un détruit le temple de Dieu, celui-là, Dieu le détruira. Car le temple de Dieu est sacré et ce temple c'est vous. » (1 Co 3, 17.) En effet, le Corps mystique de l'Eglise est en même temps un temple saint de Dieu, ainsi qu'il est dit dans l'épître aux Ephésiens : « Dans le Christ, toute construction s'ajuste et grandit en un temple saint, dans le Seigneur ; en lui, vous aussi, vous êtes intégrés à la construction pour devenir une demeure de Dieu dans l'Esprit. » (Ep 2, 21-22.)

### **Le bon usage de la variété des dons au service de l'unité de l'Eglise**

3. Outre l'unité d'origine — l'Esprit de Dieu — il y a aussi dans la variété des dons l'unité de *destination*, de *fin* à laquelle ils sont dirigés. La pensée est déjà implicite dans la précédente explication de l'œuvre unificatrice du Saint-Esprit. L'Esprit-Saint confère en effet ses dons pour créer la variété nécessaire au Corps du

Christ, qui est l'Eglise. Toutefois, il est important de ne pas perdre de vue cette pensée pour ce qui est de la nécessaire coopération des hommes avec l'œuvre du Saint-Esprit. En cela il faut toujours considérer le but à poursuivre dans l'usage des dons que chacun a reçus. D'où cette précision de l'Apôtre : « A chacun la manifestation de l'Esprit est donnée en vue du bien commun. » (1 Co 12, 7.) Au chapitre 14, après avoir souligné la variété des dons, l'Apôtre déclare : « Que tout se passe de manière à édifier » (14, 26), c'est-à-dire de manière constructive, de façon à contribuer à l'édification du Corps de l'Eglise. C'est un avertissement de grande importance. En effet, nous avons fait allusion à la facile tendance qu'a l'homme à utiliser les dons de Dieu pour des fins égoïstes — vaine complaisance, orgueil, et tout ce qui peut en dériver — détruisant ainsi le Corps du Christ au lieu de le construire. « Tous recherchent leurs propres intérêts, mais non ceux de Jésus-Christ » (Ph 2, 21), s'écriait l'Apôtre dans une des épîtres de la captivité et il avertissait les Corinthiens par ces mots : « Que personne ne cherche son propre intérêt, mais celui d'autrui » (1 Co 10, 24), et encore, « que chacun d'entre nous plaise à son prochain, pour le bien en vue d'édifier ». Paul proposait à ce sujet l'exemple du Christ lui-même : « Le Christ n'a pas recherché ce qui lui plaisait ; mais, comme il est écrit : les insultes de tes insulteurs sont tombées sur moi. » (Rm 15, 2 s.)

Comment donc assurer cette authentique *orientation* dans l'usage des dons ? Nous devons nous limiter à quelques allusions. La première règle est celle-ci : après avoir dit « n'enseignez pas l'Esprit », l'Apôtre enseigne : « mais vérifiez tout : ce qui est bon, retenez-le ; gardez-vous de toute espèce de mal ». (1 Th 5, 19.) Cet examen prudent doit être fait, entre autres, à la *lumière de la doctrine*. Rappelons-nous la solennelle déclaration de l'Apôtre au début de notre texte : « Personne, parlant sous l'action de l'Esprit de Dieu ne dit « Anathème à Jésus. » (12, 3.) Il est par ailleurs intéressant et éminemment significatif que les mêmes règles nous soient données par le disciple bien-aimé qui écrit : « Ne vous fiez pas à tout esprit, mais éprouvez les esprits pour voir s'ils viennent de Dieu, car beaucoup de faux prophètes sont venus dans le monde. » Saint Jean ajoute concrètement comme saint Paul : « Tout esprit qui ne confesse pas Jésus n'est pas Dieu, c'est là l'esprit de l'Antéchrist. » (1 Jn 4, 1, 3.) Les cas concrets mentionnés par les deux apôtres contiennent un principe qui peut s'exprimer à peu près ainsi : il ne peut y avoir un don authentique de l'Esprit ou un usage de ce don qui soit contraire à la doctrine du Christ, à la « saine doctrine » (Tt 1, 9 ; 2,1), à la règle : « Je vous ai transmis tout d'abord ce que j'avais moi-même reçu. » (1 Co 15, 3.) Ces règles sont si importantes que l'Apôtre pouvait s'écrier devant les Galates : « Si nous-mêmes, si un ange venu du ciel vous annonçait un évangile différent de celui que nous avons prêché, qu'il soit anathème. » (Ga 1, 8.)

Le bon usage que l'on doit faire de ces dons pour servir l'unité de l'Eglise suppose et requiert en outre la maîtrise de soi-même. Paul apporte comme motif des règles énoncées par lui sur l'usage des dons cette affirmation : « Les esprits des prophètes sont soumis aux prophètes ; car Dieu n'est pas un Dieu de désordre.



mais de paix » (1 Co 14, 23 s.), comme pour dire que même dans l'usage de dons si extraordinaires, il est possible et nécessaire d'être maître de soi.

Finalement et surtout, il y a la règle et l'attitude de la charité. « La charité ne cherche pas son intérêt. » (1 Co 13, 5.) Il s'agit au fond de l'amour pour le Christ : l'amour du Christ nous presse à la pensée que, si un seul est mort pour tous, alors tous sont morts. Et il est mort pour tous, afin que les vivants ne vivent plus pour eux-mêmes, mais pour celui qui est mort et ressuscité pour eux ». (2 Co 5, 14 s.) Notons cependant tout de suite que dans cette attitude de charité il ne s'agit ni seulement ni en premier lieu d'une attitude qui puisse être le fruit de nos pauvres efforts humains. C'est justement dans le contexte des charismes et des dons de l'Esprit que saint Paul enseigne à rechercher « les dons supérieurs ». « Et je vais, dit-il, vous montrer une voie qui les dépasse toutes. » (1 Co 12, 31.) Quelle est donc cette voie ? La réponse nous est donnée par l'hymne paulienne à la charité : « La charité est longanime ; la charité est serviable ; elle n'est pas envieuse ; la charité ne fanfaronne pas, elle ne se rengorge pas ; elle ne fait rien d'inconvenant, ne cherche pas son intérêt, ne s'irrite pas, ne tient pas compte du mal ; elle ne se réjouit pas de l'injustice, mais elle espère tout, supporte tout. » (1 Co 13, 4-7.) Il s'agit au fond de « l'amour de Dieu [qui] a été répandu dans nos cœurs par l'Esprit-Saint qui nous a été donné ». (Rm 5, 5.)

Une telle charité constitue en même temps pour l'Apôtre le summum de l'authentique liberté du chrétien. « Vous, en effet, mes frères, vous avez été appelés à la liberté ; seulement, que cette liberté ne se tourne pas en prétexte pour la chair ; mais par la charité mettez-vous au service les uns des autres. Car un seul précepte contient toute la loi en sa plénitude ; tu aimeras ton prochain comme toi-même. » (Ga 5, 13 s.) C'est Paul lui-même qui toujours dans cette même première épître aux Corinthiens nous donne l'exemple de cette authentique liberté qui dans la charité se met au service du prochain : « Oui, libre à l'égard de tous, je me suis fait l'esclave de tous, afin d'en gagner le plus grand nombre. Je me suis fait Juif avec les Juifs, afin de gagner les Juifs ; sujet de la loi avec les sujets de la loi — moi qui ne suis pas sujet de la loi — afin de gagner les sujets de la loi. Je me suis fait un sans-loi avec les sans-loi — moi qui ne suis pas sans une loi de Dieu, étant sous la loi du Christ, afin de gagner les sans-loi. Pour les faibles, je me suis fait faible afin de gagner les faibles. Je me suis fait tout à tous, afin d'en sauver à tout prix quelques-uns. » (1 Co 9, 19-22.)

\*\*

Notre courage devant les phénomènes de désordre, de confusion et de dissensions repose donc sur l'œuvre de l'Esprit du Christ. C'est cet Esprit qui a commencé l'œuvre de l'unité de l'Eglise, c'est lui qui répand dans l'Eglise la variété des dons et en garantit l'usage dans la concorde pour le bien de tout le Corps. Notre indispensable coopération avec lui pour maintenir et pour rétablir l'unité s'appuie tout d'abord sur l'œuvre de ce même Esprit en nous. Il nous stimule pour que nous utilisions ses dons non

aux fins d'un égoïsme dissolvant mais pour l'édification de l'Eglise, dans une discrète appréciation de ceux-ci, dans la résistance à l'égoïsme, dans la charité du Christ et du prochain qui s'exerce au service de nos frères.

On a souvent souligné que l'unité de tous les croyants au Christ était le signe nécessaire pour que le monde puisse reconnaître la mission du Christ et croire en lui. Mais ce signe est aussi nécessaire pour les chrétiens divisés entre eux ; les efforts œcuméniques de chacun d'entre nous apparaîtront aux frères qui sont séparés de nous comme plus ou moins authentiques dans la mesure où ils seront accompagnés de notre préoccupation de maintenir et parfaire à l'intérieur de notre propre confession la juste variété et l'unité, le respect de la légitime variété des dons en même temps que la fidélité à l'entière vérité du Christ, à l'action commune dans la charité.

## LA PREMIÈRE COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE ET NOTRE TRAVAIL ŒCUMÉNIQUE

*Homélie du cardinal Willebrands*

*A Las Palmas (Canaries), le 22 janvier 1971, le cardinal Willebrands a procédé à la bénédiction du premier lieu de culte œcuménique qui soit construit en territoire espagnol, et qui est destiné aux touristes. Au cours de cette cérémonie, qui avait lieu pendant la Semaine de l'Unité, le cardinal-président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens a commenté en ces termes le texte des Actes des Apôtres (2, 32-47) sur la première communauté chrétienne (\*) :*

TRÈS CHERS FRÈRES DANS LE CHRIST,

En cette Semaine de prière pour l'Unité, où nos efforts en ce sens revêtent une intensité particulière, c'est avec joie que nous avons procédé à la dédicace d'une église qui, en raison de la présence de très nombreux non-catholiques, servira également à ceux-ci comme lieu de prière et d'adoration de notre commun Seigneur. C'est là aussi, à sa manière, un symbole du travail pour la restauration de la pleine unité de tous les chrétiens. Or, pour nous, chrétiens, la source par excellence d'inspiration doit en toutes choses être la Parole de Dieu. A plus forte raison celle-ci doit-elle inspirer le travail par lequel nous cherchons à rétablir dans toute sa beauté le temple ayant « pour fondations les apôtres et les prophètes, et pour pierre d'angle le Christ lui-même » (Ep 5, 27), ce temple qui est sorti des mains de l'Esprit créateur le jour de la Pentecôte.

(\*) Traduction, d'après le texte italien original, et sous-titres de la DC.

## L'origine divine de l'Eglise

1. La première grande vérité que nous apprenons ici concerne l'origine *divine* de l'Eglise, laquelle vient entièrement du Christ qui l'a créée par son Esprit. C'est ce que dit saint Pierre, rempli de l'Esprit-Saint, dans sa première prédication devant les habitants de Jérusalem stupéfaits : « Ce Jésus, Dieu l'a ressuscité ; nous en sommes tous témoins. Et maintenant, exalté par la droite de Dieu, il a reçu du Père l'Esprit-Saint, objet de la promesse, et l'a répandu. » (Ac 2, 32 et s.) En le ressuscitant des morts, « Dieu l'a fait Seigneur et Christ ». (*Ibid.*, 36.) Remarquez que c'est le Christ, ainsi « exalté par la droite du Père », qui obtient du Père la grande promesse, synthèse de toutes les promesses, le don de l'Esprit-Saint. C'est le don qui purifie et renouvelle, qui donne à l'homme un cœur nouveau, ainsi que Dieu l'avait prédit par Ezéchiel : « Je répandrai sur vous une eau pure et vous serez purifiés ; de toutes vos souillures et de toutes vos idoles je vous purifierai. Et je vous donnerai un cœur nouveau, je mettrai en vous un esprit nouveau, j'ôterai de votre chair le cœur de pierre et je vous donnerai un cœur de chair. Je mettrai mon esprit en vous et je ferai que vous marchiez selon mes lois et que vous observiez et suiviez mes coutumes. » (Ez 36, 25 et s.)

Nous nous trouvons ici devant une vérité qui est d'une importance fondamentale pour tout notre travail au service de l'unité. Nous attendons tout, et nous devons tout attendre, du Christ. Paul VI disait en ce sens, dans son discours d'ouverture de la deuxième session du Concile, dont il développait les buts et les espérances : « C'est le Christ qui est notre principe, le Christ qui est notre voie et notre guide, le Christ qui est notre espérance et notre fin (1). » Dans le décret sur l'œcuménisme, le dernier mot du Concile exprime cette totale dépendance de l'Esprit de Dieu : « La réconciliation de tous les chrétiens dans l'unité d'une seule et unique Eglise du Christ dépasse les forces et les capacités humaines. C'est pourquoi il [le Concile] met entièrement son espoir dans la prière du Christ pour l'Eglise, dans l'amour du Père à notre égard et dans la puissance du Saint-Esprit (2). »

La conséquence immédiate qui doit être tirée de cette conviction de foi, c'est l'importance fondamentale de la prière dans le travail œcuménique. Cette vérité doit être toujours et sans cesse rappelée à l'homme d'aujourd'hui qui se perd si facilement dans l'activisme ou prétend réaliser tout par ses propres forces pour le considérer ensuite comme sa conquête. Or, en quoi consistait la préparation immédiate des apôtres au miracle de la Pentecôte et à la naissance de l'Eglise ? Après avoir énuméré ceux qui composaient la communauté du Cénacle, saint Luc ajoute : « Tous d'un même cœur étaient assidus à la prière avec quelques femmes, dont Marie Mère de Jésus, et avec ses frères. » (Ac 1, 14.) Egalement pour nos frères qui n'ont pas conservé entre eux la pleine communion, prier d'un même cœur est le premier pas pour surmonter la séparation et s'acheminer

vers l'unité. C'est dans ce sens et pour ce motif que le décret sur l'œcuménisme a dit que, à côté de la conversion du cœur et de la sainteté de vie, « les prières privées et publiques » constituent comme « l'âme de tout le mouvement œcuménique ». (N° 8.)

## Repentir et pardon mutuel

2. Quelle fut la réaction des auditeurs de Pierre, qui les conduisit à recevoir le baptême et à faire partie de la première communauté ? Saint Luc nous le dit : « D'entendre cela, ils eurent le cœur transpercé, et ils dirent à Pierre et aux apôtres : « Frères, que devons-nous faire ? » (Ac 2, 37.) A ceux qui étaient dans ces dispositions — et seulement à ceux-là, — Pierre pouvait répondre : « Repentez-vous, et que chacun de vous se fasse baptiser au nom de Jésus-Christ pour la rémission de ses péchés, et vous recevrez alors le don du Saint-Esprit. » (*Ibid.*, 38.) C'est ainsi que s'est constituée la première communauté : « Eux donc, écoutant la parole [de Pierre] se firent baptiser. Il s'adjoignit ce jour-là environ 3 000 âmes. » (*Ibid.*, 41.)

Dans ce qui est dit ici sur la façon dont on entre dans l'Eglise, nous trouvons le reflet de l'enseignement du Précurseur de Jésus, et de Jésus lui-même. Selon saint Marc, Jésus commença sa prédication en annonçant : « Les temps sont accomplis et le Royaume de Dieu est tout proche : repentez-vous et croyez à la Bonne Nouvelle. » (Mc 1, 15.) Aussi pour nous, qui nous sommes rendus coupables du péché de division, lorsque nous cherchons à être un en lui comme lui l'est avec le Père (cf. Jn 17, 21), la première attitude doit nécessairement être celle de la pénitence et du repentir, comme il est dit dans le décret sur l'œcuménisme : « Il n'y a pas de véritable œcuménisme sans conversion intérieure. En effet, c'est du renouveau de l'âme, du renoncement à soi-même et d'une libre effusion de charité que partent et mûrissent les désirs de l'unité. » (N° 7.) Le même document en tire tout de suite la conclusion pratique en rappelant que ce premier pas est, lui aussi, un don qui doit être demandé à Dieu : « Il nous faut par conséquent demander à l'Esprit-Saint la grâce d'une abnégation sincère, celle de l'humilité et de la douceur dans le service, d'une fraternelle générosité à l'égard des autres. » (*Ibid.*)

La pénitence et le repentir incluent également le pardon mutuel des fautes commises contre l'unité et la charité. Grâce à Dieu, cet esprit se répand, lui aussi, de plus en plus, parmi les chrétiens divisés. Paul VI, comme on le sait, avait demandé et offert le pardon à nos frères catholiques au moment de l'ouverture de la deuxième session du Concile. Ensuite, le Concile lui-même avait fait cette démarche dans le décret sur l'œcuménisme : « Aux fautes contre l'unité peut aussi s'appliquer le témoignage de saint Jean : « Si nous disons que nous n'avons pas péché, nous faisons de Dieu un menteur et sa parole n'est pas en nous. » (1 Jn 1, 10.) Par une humble prière, nous devons donc demander pardon à Dieu et aux frères séparés, de même que nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés. » (N° 7.) On sait que cette même démarche a été accomplie à diverses reprises

(1) DC 1963, n° 1410, col. 1349. (NDLR.)

(2) DC 1964, n° 1437, col. 1630. (NDLR.)



par nos frères non catholiques, par exemple lors de la V<sup>e</sup> Assemblée plénière de la Fédération luthérienne, à Evian (3).

\* \*

3. Après qu'eut été constituée la première communauté, saint Luc nous en brosse le tableau en quelques lignes suggestives : ceux qui accueillirent la Parole « se montraient assidus à l'enseignement des apôtres, fidèles à la communion fraternelle, à la fraction du pain et aux prières... Tous les croyants ensemble mettaient tout en commun ; ils vendaient leurs propriétés et leurs biens et en partageaient le prix entre tous selon les besoins de chacun. Jour après jour, d'un seul cœur, ils fréquentaient assidûment le Temple et rompaient le pain dans leurs maisons, prenant leur nourriture avec joie et simplicité de cœur ». (Ac 2, 42, 44-46.)

### **Le dialogue sur la fidélité à la Parole de Dieu tout entière**

a) Et d'abord, « ils se montraient assidus à l'enseignement des apôtres ». Remarquez qu'il n'est pas dit « à la doctrine des apôtres », comme s'il s'agissait simplement de conserver un corps de doctrine déjà constitué. Il s'agit de néoconvertis de la religion juive. Ils devaient donc non pas tant conserver ce qu'ils ne possédaient pas encore qu'apprendre progressivement ce qu'ils venaient de commencer à connaître : le Christ, sa vie et sa doctrine ; et c'est pour apprendre cela que ces nouveaux fidèles étaient assidus à l'enseignement des apôtres.

De même pour le travail œcuménique, il est indispensable d'approfondir intensément la Parole de Dieu. Et pour cela, il faut écouter assidûment l'enseignement des apôtres, c'est-à-dire de ceux que le Christ a choisis pour être ses témoins, selon le principe donné par saint Paul : « La foi vient de la prédication, et la prédication, c'est l'annonce de la Parole du Christ. » (Rm 10, 17.) Et, selon la Parole de Jésus rapportée au début des Actes, c'était précisément là la fonction des apôtres : « Vous allez recevoir une force, celle de l'Esprit-Saint, qui descendra sur vous. Vous serez alors mes témoins à Jérusalem, dans toute la Judée et la Samarie, et jusqu'aux confins de la terre. » (Ac 1, 8.) Saint Luc, dans le prologue de son Évangile, appelle les apôtres simplement « serviteurs de la Parole », lorsqu'il dit qu'il a composé un récit des événements « tels que nous les ont transmis ceux qui furent dès le début témoins oculaires et serviteurs de la Parole ». (1, 2.)

Cette assiduité à écouter la Parole de Dieu est d'une importance fondamentale également pour la recherche de la pleine unité des chrétiens. Nous devons remercier le Seigneur de ce qu'aujourd'hui, dans le domaine œcuménique, on attache une grande importance au dialogue sur la fidélité à la Parole de Dieu tout entière. Sachez que, pour ce qui est de l'Église catholique, ce travail est fait par les Commissions mixtes d'étude qui ont été créées avec la Communio anglicane, la Fédération luthérienne

mondiale, l'Alliance réformée et le Conseil méthodiste mondial. Ce dialogue s'inspire de ce qui a été dit à ce sujet dans le décret sur l'œcuménisme : « La Sainte Écriture constitue pour le dialogue un instrument insigne entre les mains puissantes de Dieu pour obtenir cette unité que le Sauveur offre à tous les hommes. » (N° 21.) Et encore : « Il faut absolument exposer clairement la doctrine intégrale. Rien n'est plus étranger à l'œcuménisme que ce faux irénisme qui nuit à la pureté de la doctrine catholique et obscurcit son sens authentique et incontestable. En même temps, il faut exposer la foi catholique de façon plus profonde et plus droite, en recourant à une présentation et à un mode d'expression qui soient facilement accessibles également aux frères séparés. » (N° 11.)

### **L'intercommunion**

b) Les membres de la première communauté, assidus à l'enseignement des apôtres, étaient aussi « fidèles à la communion fraternelle, à la fraction du pain et aux prières... Jour après jour, d'un seul cœur, ils fréquentaient assidûment le temple ». (Ac 2, 42, 46.) Ils étaient donc assidûment unis non seulement dans la prière, mais aussi dans « la fraction du pain », expression qui, dans ce contexte, signifie certainement la célébration de la Cène du Seigneur, c'est-à-dire de l'Eucharistie. A propos de celle-ci, le Christ n'avait pas dit seulement : « Faites ceci en mémoire de moi » (cf. 1 Co 11, 25), mais aussi : « Qui mange ma chair et boit mon sang demeure en moi et moi en lui. De même qu'envoyé par le Père, qui est vivant, moi, je vis par le Père, de même celui qui me mange vivra, lui aussi, par moi. » (Jn 6, 56 et s.) En d'autres termes, l'Eucharistie crée cette unité avec le Christ et avec le Père, et donc également entre les croyants eux-mêmes, pour laquelle le Christ avait prié dans sa prière sacerdotale (cf. Jn 17, 21). Elle est donc le moyen par excellence pour réaliser l'unité des baptisés.

Nous abordons ici un point sur lequel aujourd'hui la division des chrétiens se fait sentir d'une façon particulièrement douloureuse. Cela explique que ne soient que trop fréquents les cas où l'on cherche à forcer les temps et à « réaliser l'unité » en pratiquant l'intercommunion, à ses divers degrés et sous ses diverses formes, à l'encontre des prescriptions les plus claires et les plus énergiques de l'Église. Ce n'est bien sûr pas ici que nous devons discuter de ce problème, aussi nous limiterons-nous à quelques observations. D'abord celui qui agit ainsi est sans aucun doute victime d'une équivoque. Il demande en effet la communion eucharistique alors qu'en même temps il refuse la communion ecclésiale. Il est cependant clair que c'est précisément dans la communion eucharistique que la communion ecclésiale s'exprime dans sa plénitude. N'y a-t-il pas contradiction, ou du moins équivoque, à rechercher l'une et refuser l'autre ? On répond que dans la circonstance la communion ecclésiale n'est encore pas possible parce que certaines divergences dans la foi demeurent. Mais ce sont précisément ces dernières qui interdisent aussi la communion eucharistique, parce qu'en elle et par elle s'exprime et s'édifie la pleine com-

(3) Cf. DC 1970, n° 1569, p. 767. (NDLR.)

munion ecclésiale. La discipline ecclésiastique, qui interdit l'intercommunion, suit la foi. Certains répliqueront que par l'intercommunion on cherche à réaliser la pleine unité ou la pleine communion ecclésiale. Mais l'Eucharistie n'est pas un simple moyen ; elle n'est pas non plus un moyen qui produit automatiquement ou mécaniquement ses effets. L'Eucharistie, comme tout sacrement, est avant tout l'expression de la foi ; ce qui est en jeu, c'est donc la foi dans le sacrement de l'Eucharistie et la foi dans l'Eglise.

D'autre part, le Christ opère en nous également lorsque nous célébrons l'Eucharistie séparément, chacun dans la communion de sa propre Eglise ou communauté ecclésiale. Il ne manquera donc certainement pas d'agir en chacun de nous pour nous ramener progressivement à la pleine unité ou à la pleine insertion dans une célébration eucharistique commune. Pour de nombreuses raisons, mais aussi pour demander et obtenir le don de l'unité, une célébration plus fréquente de la Cène du Seigneur serait souhaitable dans les communautés protestantes.

Imitons donc la première communauté en célébrant l'Eucharistie fréquemment et avec ferveur, et aussi en étant unis dans la prière. Dans la mesure du possible, prions ensemble, en particulier par exemple dans la liturgie de la Parole ou d'autres choses semblables, et demandons alors entre autres choses le don de la pleine insertion dans la communion eucharistique.

### **La collaboration entre chrétiens pour subvenir aux besoins de la famille humaine**

c) Ce qui enfin caractérisait la première communauté, c'était l'*union fraternelle et la communauté des biens* : « Tous les croyants ensemble mettaient tout en commun ; ils vendaient leurs propriétés et leurs biens et en partageaient le prix entre tous selon les besoins de chacun. » Ailleurs, dans les Actes, saint Luc revient sur ce même thème : « La multitude des croyants n'avait qu'un cœur et qu'une âme. Nul ne disait sien ce qui lui appartenait, mais, entre eux, tout était commun. » (Ac 4, 32.)

Vous savez que la communauté effective des biens était un trait particulier qui ne se retrouvera plus dans les autres communautés, par exemple dans celles fondées par Paul. C'est, du moins en partie, à cause de cela que la communauté de Jérusalem était tombée dans une grande indigence, au point que Paul dut organiser des collectes dans les communautés fondées par lui pour subvenir aux besoins des frères de Jérusalem (cf. 2 Cor 9, etc.).

Pour nous, cette communauté de biens est surtout importante en tant qu'expression et exemple de désintéressement et de fraternité : les croyants formaient une vraie famille. Aussi me semble-t-il pouvoir retrouver d'une certaine manière cette caractéristique de la première communauté dans la collaboration actuelle qui se développe entre les chrétiens pour subvenir aux vrais besoins de la famille humaine dans le monde entier, et qui sont énumérés dans le décret sur l'œcuménisme : défense et promotion de la dignité humaine, action en faveur de

la paix, soulagement des misères de notre temps, telles que « la faim et les calamités, l'ignorance et la pauvreté, la crise du logement et l'inégale répartition des richesses ». (N° 12.) Il me semble que ce décret nous fait entrevoir dans cette collaboration quelque chose de la fraternité décrite dans les Actes, lorsqu'il dit : « La collaboration de tous les chrétiens exprime vivement l'union déjà existante entre eux, et elle met en plus lumineuse évidence le visage du Christ serviteur... Par cette collaboration, tous ceux qui croient au Christ peuvent facilement apprendre comment on peut mieux se connaître les uns les autres, s'estimer davantage et préparer la voie à l'unité des chrétiens. » (*Ibid.*)

### **Restaurer le « temple du Seigneur »**

La naissance de l'Eglise le jour de la Pentecôte et la vie de la première communauté ont donc beaucoup à nous apprendre pour notre travail œcuménique. Elles nous rappellent avant tout cette vérité fondamentale que l'Eglise, tout comme le rétablissement de sa pleine unité, n'est pas l'œuvre des hommes, ne peut être le fruit de nos efforts ; elle est l'œuvre du Christ ressuscité et de l'Esprit-Saint, l'Esprit d'unité que le Christ répand sur ceux qui croient en lui. Les moyens privilégiés pour recevoir toujours de nouveau l'Esprit-Saint sont la prière persévérante, le repentir, la conversion intérieure. En outre, la pleine unité de l'Eglise, comme l'Eglise elle-même, trouve vie et croissance en écoutant assidûment les enseignements des « serviteurs de la Parole », en persévérant dans la fraction du pain — comme il est donné à chacun de le faire —, en priant et en pratiquant une authentique charité fraternelle, « en actes et en vérité ». (1 Jn 3, 18.)

A l'occasion de son mémorable pèlerinage au pays de Jésus, Paul VI a exprimé la joie profonde que lui causait une manifestation spéciale de l'unité existant entre les chrétiens en Terre sainte et spécialement à Jérusalem, à savoir la collaboration des chrétiens de diverses confessions pour restaurer la basilique du Saint-Sépulcre. Le Pape a dit à ce propos au patriarche Benoïctos : « Ce sanctuaire est le plus précieux qui soit au monde pour des cœurs chrétiens... Il est hautement symbolique que, malgré le poids de l'histoire et des difficultés nombreuses, les chrétiens, malheureusement séparés, travaillent ensemble à restaurer ce temple qu'ils avaient construit dans l'unité et que leurs divisions laissaient se délabrer (4). » (Cf. Aug. BEA, *Ecumenismo nel Concilio*, Milan 1968, p. 125 et s.) En nous efforçant de travailler pour l'unité à l'exemple de la première communauté de Jérusalem, nous aussi nous travaillons en commun à restaurer la pleine unité et la beauté du « temple du Seigneur » — ce temple que nous les baptisés constituons nous-mêmes, selon la lettre aux Ephésiens — afin que, dans le temps et dans l'éternité, il soit digne de « devenir une demeure de Dieu, dans l'Esprit ». (Ep 2, 22.)

(4) DC 1964, n° 1417, col. 168. (NDLR.)



# CATHOLICITÉ ET APOSTOLICITÉ

*Document d'étude du groupe mixte de travail Église catholique-Conseil œcuménique des Églises (\*)*

Le document d'étude ci-après a été rédigé par la Commission théologique mixte, sur l'initiative du groupe mixte de travail de l'Église catholique romaine et du Conseil œcuménique des Églises. Celui-ci en a pris acte lors de sa réunion de mai 1970. La nature de ce document se trouve définie au paragraphe 2 : « Ce document d'étude qui n'est ni une déclaration commune, ni un consensus doctrinal, ni un « status quaestionis », est essentiellement un instrument de travail au service d'une recherche commune ».

Le groupe mixte de travail, tout en notant le caractère officiel limité de ce document, considère qu'il marque un véritable progrès dans la discussion œcuménique. Il recommande donc aux organismes dont il relève de le remettre aux diverses Églises pour qu'elles le soumettent à l'examen attentif de théologiens compétents.

## Préface

1. La Commission théologique « Catholicité et Apostolicité » a été constituée, en 1967, à la requête du groupe mixte de travail entre le Conseil œcuménique des Églises et l'Église catholique romaine, « pour étudier les problèmes fondamentaux qui réapparaissent régulièrement entre l'Église catholique romaine et les autres Églises ». (Premier rapport du groupe mixte, 7.) Son travail a été organisé par le Secrétariat de la Commission de « Foi et Constitution » et par le Secrétariat pour l'Unité des chrétiens (Rome).

La Commission se composait des membres suivants :

### Conseil œcuménique des Églises :

Prof. S. C. AGOURIDÉS,  
Prof. Jean BOSC,  
Prof. J. N. KELLY,  
Prof. J. MEYENDORFF,  
Prof. Paul MINEAR,  
Prof. Wolfhart PANNENBERG,  
R. D<sup>r</sup> Lukas VISCHER,  
Prof. Claude WELCH,  
D<sup>r</sup> J. D. ZIZIOULAS.

### Église catholique romaine :

Prof. G. ALBERICO,  
R. P. R. BROWN, S. S.,  
R. P. F. DREYFUS, O. P.,  
R. A. GANOCZY,  
R. P. J. HAMER, O. P.,  
Dom E. LANNE, O. S. B.,  
Rév. U. NERI,  
Prof. D<sup>r</sup> R. SCHNACKENBURG,  
R. P. J. WITTE, S. J.

La Commission a tenu trois sessions (19-24 mai 1967, à Nemi, Rome ; 16-20 décembre 1967, à Oud-Poelgeest, Hollande ; 31 mai-5 juin 1968, à Rome). Les rapports suivants avaient été préparés et ont été discutés :

— Apostolicité : Etat présent des études (R. Schnackenburg) ;

— La catholicité de l'Église (J. Bosc) ;

— Relativisme historique et autorité dans le dogme chrétien (J. Meyendorff) ;

— Pluralisme et unité ; — Possibilité de différentes

« typologies » au sein d'une même allégeance ecclésiale (Dom Lanne) ;

— Ministère, Episcopat, Primauté (A. Ganoczy) ;

— Quelques thèses sur la sacramentalité de l'Église (J. Witte) ;

— Église locale : Catholicité et apostolicité (Dom Lanne) ;

— Rôle de l'eschatologie dans l'intelligence de l'apostolicité et de la catholicité de l'Église (W. Pannenberg) ;

— « Catholique » et « Apostolique » dans les premiers siècles (J. Kelly) (1).

2. Lors de sa troisième session, la Commission a décidé de suspendre ses travaux et de préparer la rédaction d'un document d'étude, en vue de favoriser la continuation du dialogue théologique sur ces points. Sur la demande du groupe mixte de travail, le projet de document présenté par la Commission a été revu ultérieurement à la lumière des commentaires que l'on avait reçus de nombreux théologiens.

Ce document d'étude, qui n'est ni une déclaration commune, ni un consensus doctrinal, ni un *status quaestionis*, est essentiellement un instrument de travail au service d'une recherche commune. Ce dossier de documentation contient un ensemble de thèmes importants proposés à l'étude approfondie et à l'examen critique des théologiens. Il a été rassemblé par l'équipe interconfessionnelle dont nous avons donné les noms plus haut. Aucun des membres de cette équipe ne s'identifiera avec l'ensemble du dossier ici présenté, où des positions très différentes voisinent côte à côte, mais tous sont d'accord pour le signaler à l'attention des théologiens compétents.

Le dossier est composé de deux parties. La première donne une description nouvelle des deux notions de catholicité et apostolicité. La seconde est composée de quelques appendices consacrés à certains aspects particuliers du problème général.

La première partie cherche à mettre en lumière des éléments souvent négligés dans la discussion théologique. Les différences anciennes demeurent, mais elles peuvent être traitées aujourd'hui sous une lumière nouvelle, qui laisse entrevoir des progrès possibles.

La Commission, dont la durée de travail était nécessairement limitée, a consacré plus de temps à la première partie qu'à la seconde. C'est ainsi que chacun des appendices a été confié à une seule personne. Le texte en a été sérieusement discuté en groupe, mais il revint à chaque auteur d'en incorporer le résultat dans sa propre rédaction. Quoique anonyme, chacun des appendices est donc « personnel ». Dans la pensée théologique et dans le style, cette seconde partie, plus que la première, est marquée par les auteurs qui en ont rédigé les divers fragments.

3. On doit relever en outre que ce dossier a été élaboré avant l'Assemblée d'Upsal dont a émané la première section d'un rapport sur « le Saint-Esprit et

(\*) Texte publié par le service de presse du Conseil œcuménique des Églises à Addis-Abéba.

Ce texte constitue l'annexe III du 3<sup>e</sup> rapport général du groupe mixte de travail ECR-COE présenté par le P. Jérôme Hamer et le pasteur Lukas Vischer au cours de la session du Comité central du COE qui s'est tenue à Addis-Abéba du 10 au 21 janvier 1971 (cf. DC 1971, n° 1580, p. 159 et s.)

(1) La plupart de ces rapports ont paru en anglais dans « *One in Christ* » (1970, 3), et en français dans « *Istina* » (1969, 1) ; ils seront également publiés en allemand dans « *Kerygma und Dogma* ». Le document d'étude lui-même a été publié dans « *One in Christ* » (1970, 3) et dans « *Irenikon* » (1970, 2).

la catholicité de l'Eglise ». Certains ont fait remarquer que les deux textes ne pouvaient être lus indépendamment, qu'il y aurait avantage à les confronter et éventuellement à les intégrer. Il est certain toutefois qu'ils diffèrent sensiblement par leur nature : l'un est un rapport d'une Assemblée plénière du Conseil œcuménique approuvé dans sa substance par l'Assemblée et recommandé par celle-ci aux Eglises pour étude et action appropriée ; l'autre est un document d'étude demandé à la Commission théologique « Catholicité et Apostolicité » par le groupe mixte de travail entre le Conseil œcuménique des Eglises et l'Eglise catholique romaine « pour étudier les problèmes fondamentaux qui réapparaissent régulièrement entre l'Eglise catholique romaine et les autres Eglises ». Il reste cependant que l'étude du présent dossier ne peut ignorer le document émané de la section I d'Upsal.

## PREMIERE PARTIE

### DESCRIPTION NOUVELLE DES NOTIONS DE « CATHOLICITE » ET « APOSTOLICITE »

#### LA CATHOLICITE ET L'APOSTOLICITE DE L'EGLISE

Chacune des deux notions qui ont fait l'objet de notre recherche constitue un point névralgique du dialogue œcuménique. Celle de « catholique » a été utilisée, surtout au cours des derniers siècles, pour opposer certaines Eglises chrétiennes (2) à d'autres, et l'« apostolicité » a donné lieu à des interprétations différentes qui sont profondément inscrites dans les ecclésiologies des diverses confessions.

Il apparaît aujourd'hui qu'il est nécessaire et possible de reprendre, dans le cadre de la recherche œcuménique, l'étude de ces deux notions. Cette étude doit avoir pour but de repenser la problématique concernant l'interprétation de l'ensemble des quatre propriétés attribuées à l'Eglise dans le Symbole par la Tradition, et de considérer sous une lumière nouvelle l'unité de la sainte Eglise en utilisant comme nouvelle *voie d'accès* la réflexion sur la catholicité et l'apostolicité.

La catholicité et l'apostolicité peuvent être placées dans de nouvelles perspectives. Les résultats des recherches effectuées sur la mission de l'Esprit-Saint et la catholicité de l'Eglise, ainsi que sur l'origine apostolique de l'Eglise, la mise en valeur de la christologie et de la pneumatologie, la réflexion sur la mission des apôtres par le Seigneur ressuscité et sur la vocation missionnaire du peuple de Dieu, enfin la recherche des Eglises en vue d'un témoignage et d'un service commun, sont autant de stimulants à ouvrir de nouvelles perspectives sur la catholicité de l'apostolicité de l'Eglise.

D'autre part, alors que certains considèrent uniquement la catholicité et l'apostolicité comme des dimensions de l'Eglise posées en *principe*, d'autres

les entendent plutôt comme une *exigence* d'universalité et de plénitude, de service et de sanctification que le Christ, Sauveur du monde, adresse dans l'Esprit-Saint à son Eglise, en vue du salut de l'humanité.

Mais en vue de renouveler la problématique de l'unité ecclésiale, il apparaît aujourd'hui qu'au-delà d'une catholicité et d'une apostolicité posées ici comme principe, et senties là comme une exigence, il faille se demander, dans la perspective même du Nouveau Testament : en quoi la catholicité et l'apostolicité expriment-elles la présence en Christ du royaume futur de Dieu et du salut eschatologique et le mystère de la *communio* (koinonia) *donnée* par le Christ à son Eglise ? Et en quoi, aujourd'hui, ce don sans cesse renouvelé par la présence de l'Esprit appelle-t-il toutes les Eglises au *renouveau* et à la *mission* ? Une description nouvelle des notions de catholicité et d'apostolicité doit s'inspirer du mystère proprement théologique de la communion : le don de Dieu et la conversion des hommes.

#### La catholicité

1. L'Eglise est catholique dans son *être*, parce qu'elle est constituée par le don de la communion trinitaire que le Verbe incarné fait à l'humanité ; cette communion est plénitude du Verbe (cf. Jn 1, 16) et pour cela l'Eglise est « son Corps, la plénitude de Celui qui est rempli, tout en tout ». (Ep 1, 23.) L'Eglise, dès lors, s'avère catholique dans son *agir* en tant qu'elle est en communion avec Jésus-Christ présent et actif au milieu d'elle par la puissance de son Saint-Esprit. Jésus, le Christ, est le Sauveur de chaque homme en sa totalité personnelle, de tous les hommes et de toute la création. Envoyé par le Dieu unique dans le monde, il a annoncé le royaume, il a donné pour tous sa vie sur la croix et les appelle tous à participer à sa résurrection. Par lui toute chose devait être réconciliée avec Dieu, car il a fait la paix par le sang de sa croix (cf. Co 1, 20). Il est le Seigneur « qui a reçu le nom qui est au-dessus de tout nom ». (Ph 2, 9.) Il est Celui en qui le Père se révèle, Celui qui est « plein de grâce et de vérité » (Jn 1, 14), Celui en qui habite « toute la plénitude de la divinité. » (Col 2, 9.) Il est le Chef qui rassemble dans son Corps, par l'action de l'Esprit-Saint, toute l'humanité (cf. Ep 1, 1-14).

L'Eglise vit et réalise sa catholicité en tant qu'elle existe par et « dans » le Christ comme son Corps et exprime à chaque instant dans tout chrétien et dans toute démarche la vérité tout entière de Jésus-Christ, à laquelle l'Esprit sans cesse conduit (Jn 16, 13). Elle est la communauté de ceux et de celles qui répondent par la foi à la convocation de Dieu le Père, ne font qu'un dans l'amour et s'ouvrent sans cesse vers tous leurs frères les hommes.

Telle est la perspective dans laquelle nous envisageons la catholicité : trinitaire, christocentrique, pneumatique, missionnaire et exigeant un engagement concret au service de l'humanité.

2. L'Evangile ne promet le plein accomplissement de l'unité de tous dans le Christ que pour le temps de son retour dans la gloire. Alors se réalisera la communion universelle des hommes, le rassemblement définitif d'Israël et des nations (cf. Rm 11). Car le Christ a prié le Père pour l'unité de tous ceux qui croiront en lui (Jn 17, 20 s.) ; cette unité demeure un but qui sur terre n'est jamais atteint, mais vers lequel on doit toujours tendre, afin que le monde croie que Dieu l'a envoyé. La pleine unité qui doit unir tous les hommes avec Dieu en Christ ne sera

(2) Dans la présente section de notre rapport, nous sommes parvenus à dire ensemble un certain nombre de choses concernant la catholicité et l'apostolicité de l'Eglise. Nous avons cependant laissé de côté la question de définir la relation qui existe, dans ce contexte, entre « l'Eglise » et les différents corps ecclésiastiques auxquels nous appartenons. Cette relation demeure à déterminer. Bien que nous n'ayons pas étudié ce sujet en détail, nous avons entrevu des difficultés qu'il ne serait pas facile de résoudre.



atteinte qu'à la fin. En attendant ce don futur, les Eglises doivent prendre conscience de tout ce qui en elles est provisoire, avoir le courage de reconnaître ce qui manque à leur catholicité et rendre leur vie et leur action de plus en plus « catholiques ». Ainsi, la catholicité n'est encore ni pleinement consommée ni pleinement manifestée, et cependant sa plénitude eschatologique est d'une certaine manière déjà présente.

3. L'Eglise, en effet, est fondée sur le Seigneur Jésus-Christ. Vivant de la présence actuelle de son Seigneur et animée par le Saint-Esprit, elle annonce et porte à terme le Royaume qui vient et en est elle-même les prémices. Elle est ainsi, au sein de l'humanité et pour elle, par la foi au don de Dieu et par l'action de l'Esprit, le signe manifestant la présence du Christ, la promesse et l'espérance de la plénitude qui habite en lui (cf. Col 1, 19 ; Ep 3, 1, 11). Portant, de manière humaine et imparfaite mais néanmoins authentique, le mystère du Christ en qui toutes choses sont récapitulées, elle est dès à présent catholique.

4. Fondée sur ce qu'elle a reçu et reçoit, tendue vers l'accomplissement plénier du salut qu'elle espère, l'Eglise est appelée à réaliser sa catholicité jour après jour. Non seulement elle doit être « ouverte » en proclamant qu'elle ne fait pas acception de personnes, de races, de classes ou de culture, mais aussi « habitable » pour tous, la « demeure » de tous, du fait qu'elle réalise dans ses structures et dans son existence toute la variété des dons de l'Esprit, toute la diversité humaine rachetée par le Christ. Elle est envoyée à toutes les nations jusqu'aux extrémités de la terre ; elle est appelée à être présente à toutes les situations des hommes à chaque heure de l'histoire et à se faire toute à tous au nom du Seigneur. Elle a reçu, en tant que catholique, le pouvoir d'exprimer tous les éléments de l'annonce évangélique et cherche sans cesse à saisir dans la foi, pour la proclamer dans son message, et pour la faire fructifier dans sa vie, l'infinie richesse du mystère du Christ.

5. Là où est Jésus-Christ, là est l'Eglise catholique (cf. IGNACE, Sm 8, 2). Or, le Seigneur se rend présent là où dans un même lieu une communauté de croyants, marqués et engagés envers lui par le baptême, et rassemblés en son nom, écoute sa Parole et la reçoit en suivant librement l'action de son esprit, célèbre le repas eucharistique, persévère dans la confession de foi, dans l'action de grâces, dans la prière et la communion fraternelle (cf. Ac 2, 42). Grâce au Seigneur qui règne en elle, la communauté locale, réunie autour des ministres du Christ, dans la communion des saints depuis Abel le juste jusqu'au dernier des élus et donc en union avec l'Eglise de tous les temps et de tous les lieux, est une expression réelle de l'Eglise catholique. Formant une « koinonia » universelle, les communautés locales sont appelées à se soutenir mutuellement et à agir ensemble pour la gloire du Seigneur.

6. Dans la mesure où l'Eglise est consciente du don du Christ, elle sera attentive à tout ce qui pourra le trahir. Le don du Christ peut être trahi de bien des manières. La forme la plus habituelle de trahison est celle qui adúltere l'Evangile par un faux enseignement. C'est pour cette raison que l'Eglise est catholique quand elle est orthodoxe. Mais puisque la vérité de l'Evangile n'est pas simplement d'ordre spéculatif ou matière d'enseignement elle peut aussi être trahie de bien des manières dans la vie des chrétiens. Nous en mentionnons ici quatre. La première consiste à céder à l'arrogance de la fausse finalité qu'inspire la possession du pouvoir, soit en adoptant les manières propres

du pouvoir politique, soit en se conformant ou en se soumettant aux puissances de ce monde, de sorte que l'Eglise s'éloigne des pauvres et que la fraternité chrétienne se restreint aux membres d'une même race, nation, culture ou classe. La seconde voudrait justifier la formation de sectes ou de partis au sein de l'Eglise. La troisième pousse à s'enorgueillir de la catholicité de sa propre confession et à mépriser les autres. La quatrième, au contraire, se laissant séduire par les idéologies temporelles qui l'assaillent, consiste à abuser du terme de « catholique » et à prôner une tolérance qui n'est finalement qu'une dissolution de l'identité chrétienne. La catholicité de l'Eglise ne doit pas renier la liaison de l'Eglise à Jésus-Christ, en qui seul réside le salut pour tous les hommes (Ac 4, 12), et les formes de trahison que nous avons mentionnées ne peuvent être évitées que par une obéissance sans cesse renouvelée au Seigneur, dont l'amour rend son peuple capable d'être ouvert à toutes les conditions humaines et dont la vérité lui permet de réaliser son identité et sa continuité à travers les temps, les lieux et les circonstances.

## L'apostolicité

1. L'Eglise est apostolique, selon la tradition unanime des Eglises, parce qu'elle est édiflée sur le fondement des apôtres (Ap 21, 13 et Ep 2, 20). Son existence même se réfère continuellement et nécessairement à la personne des apôtres et à l'œuvre qu'ils ont posée une fois pour toutes et son action s'identifie avec la leur. Il n'y a rien dans l'être et l'agir de l'Eglise qui puisse faire abstraction de la mission donnée une fois pour toutes aux apôtres par le Christ dans l'Esprit-Saint, ni de l'œuvre qu'ils ont accomplie en plantant et édiflant l'Eglise dans le monde.

2. Mais en appelant l'Eglise apostolique, les chrétiens affirment leur dépendance de « la glorieuse compagnie des apôtres » ainsi que leur solidarité avec elle, grâce à l'actualité permanente de l'action de l'Esprit-Saint qu'ont reçu les apôtres. Ceux-ci furent les témoins de la résurrection. Ils ont été chargés par le Seigneur d'annoncer le royaume qui pointe, avec son jugement et son pardon. Ils l'ont servi comme pêcheurs et moissonneurs, planteurs et bâtisseurs, pères et maîtres enseignant les fidèles. De multiples manières, par la parole et par l'action, ils ont témoigné de la présence du Seigneur crucifié et victorieux et ils ont convoqué, rassemblé et fondé les Eglises pour témoigner et préparer son avènement. Leur prédication est fixée dans les écrits néotestamentaires qui pour cette raison sont dits apostoliques. La continuité depuis les origines de leur témoignage et de leur action dans l'Eglise est l'œuvre de l'Esprit-Saint et rend l'Eglise apostolique.

3. On peut trouver tant dans l'Ecriture que dans la Tradition bien des sens différents du mot apôtre. Il faut accueillir volontiers cette diversité qui impose de nouvelles perspectives au consensus théologique. Elle préserve les théologiens de s'en trop remettre à des notions toutes faites et d'attribuer aux formules verbales un caractère exclusif et définitif. Bien plus qu'en demandant à la lettre des Ecritures de nous donner un portrait stéréotypé de l'apôtre, c'est en assumant avec fidélité les tâches confiées par le Seigneur à ses apôtres que l'apostolicité de l'Eglise est rendue digne de foi.

4. L'Eglise est apostolique parce qu'elle est « envoyée », constituée par le don de la mission que le Père a confiée à son Fils, que Jésus-Christ a accomplie une fois pour toutes et que l'Esprit-Saint achève

dans les derniers temps (cf. Jn 20-21 s.). Envoyé du Père, Jésus-Christ a donné aux hommes le mystère du Royaume (Mc 4, 11), il les a appelés à la conversion, il a pardonné les pécheurs, il a guéri les malades et les déments, il a évangélisé les pauvres, il a participé à la mort des hommes par sa passion pour les faire participer à sa vie dans sa résurrection. Il a convoqué les hommes à son Eglise et les a chargés de continuer sa mission. A son Eglise, il a donné autorité (exousia), dans le Saint-Esprit, pour accomplir cette mission et a confié à certains hommes l'exercice de cette autorité au sein de la communauté. C'est donc aussi en vertu de sa *participation à la mission* du Christ dans la mission des disciples que l'Eglise est apostolique. Car cette mission, l'Esprit-Saint la manifeste, la réalise et la communique dans une communauté « consacrée et envoyée » comme le Christ (cf. Jn 17, 18 s.).

5. L'apostolicité inclut un lien intime et essentiel avec l'ultime accomplissement du dessein salvifique de Dieu. Par l'annonce que les apôtres ont faite du Royaume de Dieu et par le rôle qu'ils ont joué dans l'avènement de ces temps nouveaux (Mt 10, 1-15 ; 19, 28 ; Lc 22, 30 ; Ap 21, 14), chaque génération se rattache au rassemblement des nations et des races dans la Cité sainte. En transmettant aux hommes la promesse de cet accomplissement, bien plus en leur donnant les arrhes des biens du Royaume, les apôtres, par la puissance de l'Esprit répandu à la Pentecôte, ont suscité un vivant espoir en l'approche du renouvellement de toute chose. Ce temps de l'attente du retour du Seigneur est aussi pour l'Eglise le temps de la mission, car la présence dynamique de l'Esprit, gage de cette vivante espérance, rend l'Eglise apostolique.

6. L'apostolicité relie aussi l'Eglise actuelle à toutes les générations antérieures du Peuple de Dieu. Le Nouveau Testament présente les apôtres comme ayant part à l'accomplissement des promesses faites par Dieu à Abraham (cf. He 12, 1) et aux douze tribus (cf. Mt 19, 28). L'Eglise vraiment apostolique sera aussi catholique, nécessairement, dans le temps comme dans l'espace. Sa mémoire embrasse tout le passé qui est actualisé constamment dans la Parole et les sacrements ; et son espérance étreint déjà tout l'avenir dont elle porte dans des vases fragiles le gage incorruptible (cf. 2 Co 4, 7).

7. Quand ils professent l'apostolicité, les chrétiens attirent aussi l'attention sur la responsabilité permanente qu'a l'Eglise de transmettre le témoignage vivant des apôtres. C'est le rôle des ministères dans les différentes formes qu'ils ont connues depuis les origines de l'Eglise. Comme le ministère des apôtres, les ministères de l'Eglise sont donnés et soutenus par la puissance du Saint-Esprit. Il y a eu une grande diversité de formes dans les ministères accomplis dans l'Esprit et rendus efficaces par sa puissance, et les chrétiens sont loin d'être d'accord sur leur façon de les apprécier. Mais ils croient que l'Eglise est apostolique parce qu'elle se continue fidèlement par la grâce de Dieu, la mission, la prédication et le ministère qu'elle a reçu des apôtres. Pour bien des Eglises, c'est là la signification fondamentale de la succession apostolique. Or de cette fidélité résulte une vue plus large de la succession apostolique que celle qui s'en tenait aux catégories juridiques. Des possibilités nouvelles se dessinent ici vers un consensus entre les Eglises.

8. C'est, en effet, à l'égard des diverses conceptions du ministère que les Eglises contemporaines découvrent

quelques-unes de leurs plus sérieuses divisions. Cependant, même dans ce domaine, peuvent être trouvés des accords significatifs. En voici trois exemples :

a) La conviction que, dans la vie de l'Eglise, la prédication apostolique, transmise par l'Ecriture et la Tradition, le ministère apostolique et la vie selon l'Evangile sont inséparables. Tous trois sont essentiels à son apostolicité.

b) La conviction que, en dépit de nombreux changements au cours de l'histoire dans les conceptions et les fonctions du ministère, ces changements ne portent pas tous nécessairement préjudice à la continuité de l'Eglise avec ses origines apostoliques. Elle doit constamment affirmer sa responsabilité dans la continuation de la mission originelle des apôtres au milieu du dessein de Dieu qui se déploie et des situations qui se modifient. C'est par une plus grande fidélité à cette mission qu'elle pourra éventuellement renouveler en esprit de pénitence l'image qu'elle se fait de son ministère.

c) La conviction que l'un des objets principaux du ministère est l'accomplissement de la vocation missionnaire de l'Eglise dans la soumission à l'Esprit-Saint et dans l'attente du Seigneur.

9. Dès les tout premiers temps, les diverses conceptions de l'apostolicité ont exprimé souvent des différences non seulement légitimes, mais aussi fécondes ; parfois, au contraire, elles ont été des ferments de division dans l'Eglise. Les discussions œcuméniques découvrent d'ordinaire ces variations. Il suffira ici de mentionner les débats sur l'importance relative de sujets tels que la succession ininterrompue dans la charge épiscopale, la fidélité à l'enseignement scripturaire, la sauvegarde de la doctrine de l'Eglise et l'exercice d'un pouvoir charismatique, la continuité de la foi apostolique. En mentionnant ces controverses (toujours plus subtiles et complexes que ne le donne à penser leur simple énumération), il faut rappeler que, dès les origines, un important aspect de la vocation apostolique a été l'effort accompli pour maintenir l'unité (jusque entre les apôtres eux-mêmes) en surmontant ces divergences. Le travail œcuménique d'aujourd'hui est un signe que les Eglises s'engagent à approfondir cet aspect de l'apostolicité.

## SECONDE PARTIE

### APPENDICES OU SONT SUGGERES DES TERRAINS POUR UNE RECHERCHE FUTURE

#### APPENDICE I

##### « Apôtre » dans le Nouveau Testament

La notion d'apostolicité a un rapport nécessaire avec le rôle de l'apôtre à l'époque néo-testamentaire ; et les diverses Eglises chrétiennes en ont toujours appelé (en diverses manières) à la description que le Nouveau Testament donne des apôtres. De tels appels doivent subir l'impact des études récentes de l'exégèse critique portant sur l'« apôtre » aux temps néo-testamentaires, études auxquelles ont pris part des érudits de tous les groupes chrétiens et qui obligent toutes les Eglises à penser plus profondément leurs positions.

##### 1. Résultats de l'étude critique de la description des apôtres donnée par le Nouveau Testament

Il n'y a pas, dans le Nouveau Testament, de portrait cohérent de l'apôtre. Les historiens ont discerné



plusieurs aspects dans la vocation des apôtres, mais ils n'ont pas déterminé le degré d'importance qui doit être attribué à chacun de ces aspects ; l'œuvre accomplie par les apôtres en portant et en maintenant l'enseignement de Jésus ; leur fonction comme porteurs d'une autorité pour prêcher l'Evangile, exorciser les esprits mauvais, pardonner les péchés, célébrer les sacrements, trancher les conflits, châtier les membres et les ministres ; leur présence dans l'Eglise comme messagers du jugement et du salut final, comme hérauts et précurseurs du Royaume de Dieu et, par suite, comme médiateurs de l'Esprit-Saint des derniers temps.

Cette diversité de fonction et de conception est, dans une certaine mesure, le produit d'un développement historique ; et il y a, par-delà, un accord très notable sur ce point que l'apôtre est quelqu'un qui a été *envoyé* comme témoin de Jésus ressuscité. Toute vue du Nouveau Testament sur l'apôtre et sa fonction reflète une adaptation de cette idée « d'envoi » selon la situation où se trouvait l'auteur néotestamentaire et ses manières de voir dans la question de la continuité de l'Eglise. Si nous nous arrêtons à deux des vues du Nouveau Testament, celles dites de Luc et Paul, nous trouvons que pour Luc les apôtres sont les Douze (exclusivement ou par excellence ?), et donc ceux qui ont été témoins du ministère terrestre de Jésus. En conséquence, l'image que Luc se fait de l'apôtre met l'accent sur le rôle de l'apôtre comme garant de la tradition concernant Jésus. La manière de voir de Paul fait place à bien d'autres apôtres en dehors des Douze et n'inclut pas l'idée que l'on soit témoin du ministère terrestre de Jésus. Cette manière de voir de Paul souligne davantage l'aspect missionnaire de l'apôtre (les érudits ne sont pas entièrement d'accord sur le point de savoir dans quelle mesure ces manières de voir sont contradictoires ou complémentaires. Ils ne s'accordent pas non plus pour dire si la manière de voir de Luc est entièrement un produit de la seconde génération chrétienne ou si elle reflète une manière antérieure de considérer l'apôtre à Jérusalem).

## 2. Problèmes posés aux Eglises par ces études critiques

a) S'il y a une telle diversité dans la façon de dépeindre le rôle des apôtres, comment une Eglise peut-elle prétendre que tel ou tel rôle soit normatif ? Est-ce que des notions plus ou moins différentes d'apostolicité ne peuvent vraiment pas trouver un appui dans les divergences des descriptions que le Nouveau Testament nous donne de l'apôtre ? En soulignant tel ou tel aspect, les Eglises n'ont-elles pas manqué à leur devoir de respecter la plénitude du ministère apostolique aux multiples facettes ?

b) Envoyé pour porter témoignage devant le monde — un témoignage de Jésus ressuscité, — l'apôtre est tourné à la fois vers une situation présente-future et vers le passé. On peut observer cette même tension dans les manières de voir de Luc et Paul. Pour pouvoir revendiquer l'apostolicité, une Eglise doit, de même façon, avoir un élément anamnétique ou de conservation remontant à l'héritage reçu de Jésus par les apôtres, et un élément eschatologique, prêts à satisfaire, par de nouvelles réponses, à de nouvelles situations. A quoi va la priorité ? Selon quelles règles une Eglise devra-t-elle concilier sa fidélité à la Tradition, avec l'obligation de s'adapter dans son rôle missionnaire ?

c) Si les apôtres avaient autorité pour gouverner, comment cette autorité de gouvernement est-elle

exercée aujourd'hui dans la structure des Eglises ? Les Eglises qui croient que les apôtres ont reçu leur autorité indépendamment du consentement de la communauté doivent se demander si la forme visible qu'a dû prendre cette autorité est également d'institution divine et comment cette autorité peut être exercée au service des communautés ainsi gouvernées. Les Eglises qui croient que l'autorité de gouvernement des apôtres était en dépendance du consentement de la communauté doivent se demander comment, en pratique, on peut éviter que le christianisme ne devienne une simple question d'opinion majoritaire.

d) Comment devons-nous comprendre le caractère normatif de l'enseignement ou de la doctrine apostolique ? D'une part, les apôtres étaient des hommes de leur temps et ils avaient du monde une conception qui n'est pas la nôtre ; il y a donc, dans leur enseignement, une part de valeur relative. D'autre part, une des fonctions des apôtres était de démasquer et de contrecarrer les faux apôtres par la puissance de l'Esprit, et la loyauté à l'égard de leur enseignement doit être, aujourd'hui encore, un critère pour démasquer l'erreur. Certaines Eglises ont-elles fait de l'enseignement apostolique une norme si rigide qu'elles ont étouffé les vues nouvelles nécessaires à un christianisme vivant ? D'autres Eglises ont-elles agi si cavalièrement en consentant à de telles déviations de l'enseignement apostolique qu'elles ne sont plus en mesure de reconnaître les faux apôtres ?

e) Si nous ne pouvons être certains que des offices tels que l'épiscopat aient été directement établis par les apôtres ou que les porteurs de cet office aient été nommés par eux, quelles implications s'ensuivent-elles, dans les questions d'union d'Eglises, quant aux relations (et peut-être quant à l'union) entre Eglises dont les unes ont et les autres n'ont pas la « succession apostolique » ou en ont une conception minimisante ? L'existence dans le Nouveau Testament d'autres ministères que celui des apôtres doit, dans les Eglises modernes de structure épiscopale, soulever la question du rapport existant entre la fonction épiscopale et les autres ministères. Mais les Eglises n'ayant pas de structure épiscopale doivent se demander dans quelle mesure l'autorité apostolique est pratiquement sauvegardée dans leurs structures.

## APPENDICE II

### Identité, changement et norme

Comment une Eglise d'aujourd'hui, quelle qu'elle soit, peut-elle être, en particulier dans sa structure et sa doctrine, identique au christianisme des premiers temps de l'histoire et surtout au christianisme primitif ? Si une Eglise d'aujourd'hui, dans un sens ou dans un autre, prétend être la même que celle du christianisme primitif, il faut bien que, non point sans doute à tous égards, mais au moins en ses traits essentiels, elle lui soit conforme.

Pour des esprits très sensibles à ce que représente l'histoire et l'historicité, une telle identité matérielle est devenue fort problématique.

Il ne s'agit pas là d'un problème confessionnel spécifiquement protestant ou spécifiquement catholique ; c'est un problème posé à toutes les confessions. Ce problème ne paraît avoir été pleinement assumé dans aucune Eglise ; au contraire, il est souvent évincé par la façon d'en appeler à l'Ecriture ou à la Tradition.

Dès le second siècle au plus tard, l'identité de l'Eglise des générations suivantes avec l'Eglise des apôtres appelés par Jésus-Christ lui-même a été jugée

d'après le critère de l'apostolicité de ses institutions et de ses formes de vie, en particulier de son ministère et de sa doctrine. L'Eglise des apôtres, ainsi que l'enseignement et les institutions apostoliques avaient valeur de norme pour toutes les périodes ultérieures de l'histoire de l'Eglise.

C'est ce qu'on a entendu exprimer par le principe scripturaire et par l'idée de tradition. Deux questions se posent dès lors : 1° Dans un cadre d'une telle perspective, le caractère inévitable et le poids des modifications qu'a connues l'Eglise au cours de son histoire peuvent-ils faire l'objet d'une évaluation précise ? 2° La conception selon laquelle l'identité chrétienne réside dans la conformité à l'Eglise des apôtres offre-t-elle des critères permettant d'évaluer les inévitables changements qui surviennent dans l'Eglise ?

Les recherches modernes sur l'histoire de l'Eglise ont clairement montré combien, dès les troisième et quatrième siècles, mais plus encore au Moyen Age et dans les temps modernes, la forme, la vie et le mode de présentation de la doctrine de l'Eglise ont été différents de ceux du christianisme primitif. Dans quelle mesure peut-on voir dans ces modifications un développement organique des données chrétiennes primitives ? Quelques exposés modernes de l'histoire de l'Eglise ont fait un copieux usage de l'idée maîtresse d'une croissance organique ; d'autres, au contraire, l'ont rejetée comme tout à fait irrecevable ou en ont beaucoup restreint l'emploi. Mais, dût-on renoncer à voir dans les modifications les plus importantes un développement organique de données primitives, peut-on cependant continuer de parler de leur légitimité chrétienne ; ou bien ces changements ne signifient-ils rien d'autre qu'un éloignement des temps apostoliques et, partant, de la norme chrétienne ? Une réponse dans ce dernier sens paraît inévitable si on ne distingue pas entre ce qui est apostolique, en tant que notion normative, et les particularités de l'âge apostolique, y compris certains éléments de ses institutions ecclésiastiques et de ses formulations de la foi. Une place s'offre-t-elle pour une notion normative de ce qui est apostolique, notion qui ne référerait pas l'histoire de l'Eglise à l'idéal de ses origines ? Ce qui pourrait en tenir lieu, c'est l'envoi des apôtres par le Ressuscité. Mais il semble que, de là aussi, découle de soi l'idée d'une transformation chrétiennement nécessaire du monde comme aussi de l'Eglise ; car la mission des apôtres se développe dans l'Eglise au-delà de leur action personnelle et tend à un achèvement vers lequel l'Eglise, avec l'humanité tout entière, chemine toujours. Il faudrait vérifier dans quelle mesure l'idée de mission fait droit aux changements effectifs qui ont eu lieu au cours de l'histoire et, en même temps, si elle fournit un critère permettant de distinguer entre les changements qui vont dans le sens de l'envoi fait par le Ressuscité et ceux qui s'écartent de cette mission chrétienne, obscurcissant ce mandat et la nature de l'Eglise.

L'identité de l'Eglise, malgré tous les changements et à travers eux, se trouve fondamentalement dans la foi de ses membres, foi qui, en tout temps, s'aligne sur l'unique et compréhensive vérité de Dieu en Jésus-Christ. Si Dieu s'est révélé dans le Christ, la conscience que les chrétiens ont de leur foi ne peut jamais s'éloigner de la vérité, ni complètement ni dans tous les membres de l'Eglise, si grand que puisse être leur éloignement de sa plénitude et si nombreuses soient les déviations qui en résultent. Il peut arriver parfois cependant que la majorité des chrétiens se trompe dans l'intelligence de la foi. De ce point de vue aussi se présente donc le problème d'un critère pour déter-

miner la juste intelligence de l'unité vivante et de l'identité de l'Eglise, telles que les suppose le contenu de la foi.

Les normes traditionnelles de l'intelligence de la foi — Ecriture, symbole, magistère des évêques de succession apostolique — ont elles-mêmes connu des modifications au cours de l'histoire : dans l'évolution de l'interprétation de l'Ecriture, dans l'histoire des dogmes, dans la naissance et l'évolution de la fonction épiscopale et de son exercice. Peut-on considérer ces normes comme immuables et les opposer au développement historique ? Sinon, peut-on considérer cette norme elle-même et la connaissance qu'on en prend comme sujettes au changement historique ? Où trouver alors une norme pour ce processus évolutif lui-même, si l'on veut échapper à un relativisme sans bornes ?

L'universelle vérité salvifique de Jésus-Christ, telle qu'y donnent accès les écrits apostoliques, peut régler le cours de l'histoire de l'Eglise parce qu'elle est le point de départ de la mission apostolique et de la transformation qui, par elle, s'accomplit et s'accomplira dans le monde et dans le Peuple de Dieu. Ainsi cette norme chrétienne fondamentale semble inclure un facteur de changement historique ; car le Christ n'est pas seulement venu une fois ; il doit revenir en plus grande majesté. Cela n'indique-t-il pas un changement qui, loin de faire éclater la réalité du Christ, tend au contraire à son accomplissement ? Dans quelle mesure cela permet-il à la tension entre le premier avènement du Christ et son retour (tension qui fonde le dynamisme de la mission de l'Eglise) d'intégrer les changements qui se sont produits dans l'histoire de l'Eglise ?

Le seul et même Christ Jésus est présent au milieu des fidèles par le don de son Saint-Esprit qui rend vivante la tradition de l'Eglise, dans la communion de la foi et des sacrements et en même temps dans la communauté que ces fidèles forment entre eux. C'est lui qui est l'unité de son Corps à travers les siècles et en chaque lieu du monde : par la présence de son Esprit existe une « communion des saints ». C'est lui aussi qui est la norme de l'intelligence de la foi : son Esprit, l'Esprit de vérité, conduit vers la vérité tout entière (Jn 16, 13). De cette double manière, c'est Jésus-Christ qui est le garant de l'identité de l'Eglise. Mais le Christ unique peut-il être dit norme de l'intelligence de la foi de façon uniforme et définitive ? Si indispensable que soit, pour assurer l'unique salut de l'humanité dans l'unique Christ, l'effort vers une connaissance et une confession communes de la foi salvifique, il pourrait se faire que la connaissance définitive de la façon dont Jésus-Christ est l'unique norme de l'Eglise ne puisse être atteinte par l'Eglise au temps de son pèlerinage parce que la gloire du Christ dans sa seconde venue et, par suite, sa révélation finale, appartiennent encore au futur, même pour son Eglise qui en a reçu les arrhes. Est-ce que cette manière de voir ne rend possible qu'une ouverture aux changements historiques et à la diversité œcuménique, ou permet-elle également de comprendre l'unité de l'Eglise comme s'exprimant, en ce processus historique, dans une catholicité opposée à toute uniformité unilatérale, ouverte à la diversité et, par là, précisément, compréhensive ? Est-ce que les changements historiques et la pluralité de forme de la foi et de la vie chrétiennes doivent être comprises comme des signes essentiels de la présence du Christ, unique Sauveur de la multitude, entre son premier avènement et sa parousie ?



## Ministère et épiscopat

1. L'Eglise de Dieu n'est pas seulement le rassemblement eschatologique des croyants en Christ, mais elle est aussi envoyée par le Christ pour rassembler tous les hommes que Dieu appelle au salut. Cette Eglise est essentiellement catholique et apostolique. Elle doit donc agir catholiquement et apostoliquement. L'Esprit-Saint a été donné à l'Eglise en vue du service du seul Médiateur et de son œuvre de salut réalisée une fois pour toutes pour tous les hommes de tous les temps (catholicité). Elle est tout entière ministérielle. La manière dont elle accomplit sa mission doit s'orienter d'après la mission et le ministère originels des apôtres (apostolicité).

2. Déjà, sur les composantes essentielles du ministère des apôtres, les conceptions des différentes Eglises et de leurs théologiens présentent des divergences considérables. Les Eglises engagées dans le dialogue œcuménique cherchent avant tout dans le Nouveau Testament la lumière nécessaire pour interpréter ou pour surmonter ces divergences. Or, ce qui nous frappe dans le Nouveau Testament, c'est qu'il présente au sein des premières communautés chrétiennes une grande variété de ministères qui se sont formés autour et à la suite des apôtres. Qu'ils soient librement charismatiques ou institutionnellement établis comme « autorités », les ministères apparaissent tous en étroite liaison avec un don du Pneuma unique, l'Esprit-Saint, ce qui fait qu'ils sont divers, mais complémentaires. C'est ensemble qu'ils servent à « construire » le Corps du Christ.

3. Au cours de son développement historique, l'épiscopat semble avoir été compris tout d'abord comme une fonction de « surveillance » pastorale au sein de certaines communautés. De nombreux historiens pensent que cette fonction était alors exercée par plusieurs ministres en commun, sans doute par des collèges de presbytres. C'est au début du II<sup>e</sup> siècle, dans les lettres d'Ignace d'Antioche, qu'apparaît clairement l'épiscopat comme un office bien déterminé confié à un ministre unique qui, en présidant à l'action eucharistique, fait prendre corps à l'unité ecclésiale. Cette structure universelle, qui comporte les trois degrés de l'évêque, des presbytres et des diacres, s'affirme et se généralise très rapidement. De nature avant tout pastoral et liturgique au début, elle se revêt de plus en plus de pouvoirs juridiques. La question se pose de savoir dans quelle mesure des catégories empruntées au droit civil romain ont influé, en particulier dans les Eglises d'Occident, sur une certaine conception de l'épiscopat et de la structure hiérarchique de l'Eglise.

Actuellement, l'entente sur la question de l'épiscopat s'avère difficile entre les Eglises. La première chose qui semble s'imposer, c'est que celles-ci connaissent exactement les positions les unes des autres à l'endroit de cette structure ministérielle.

4. Dans l'Eglise orthodoxe, la notion de la « succession apostolique » est considérée comme fondamentale. Cependant, tout ministère, y compris celui de l'épiscopat, est lié essentiellement au Peuple de Dieu rassemblé et uni dans chaque communauté. Aussi attache-t-on beaucoup d'importance à ce que les ordinations aient lieu uniquement dans l'assemblée eucharistique. L'épiscopat lui-même doit sa position de centre au fait que chaque évêque est la tête de sa communauté et c'est lui qui préside à la célébration

eucharistique. Les ordinations épiscopales — bien qu'elles soient le fait de l'Eglise tout entière en vertu de la participation d'au moins trois évêques à ces ordinations — ne créent pas un *ordo in absolutum* mais un *ordo* dans et en relation avec une Eglise locale concrète. C'est seulement par l'intermédiaire de cette communauté que chaque évêque est lié aux autres évêques, à l'Eglise tout entière et à la lignée des apôtres. C'est ainsi que leur ministère est catholique et apostolique.

5. L'Eglise catholique romaine enseigne que le sacerdoce commun des fidèles et le sacerdoce ministériel ou hiérarchique diffèrent par nature (*essentia*) et non seulement en degré ; mais ils sont ordonnés l'un à l'autre réciproquement, et l'un et l'autre, chacun à sa manière, participent de l'unique sacerdoce du Christ. Au sujet du sacerdoce ministériel, les Conciles de Trente, du Vatican I et du Vatican II ont précisé les points suivants :

C'est par une disposition divine que la hiérarchie a été instituée dans l'Eglise. L'ordre est un sacrement véritable et proprement dit. Les évêques qui succèdent aux apôtres appartiennent au degré suprême de l'ordre hiérarchique. Ils sont supérieurs aux presbytres et aux diacres et possèdent un pouvoir de juridiction ordinaire et immédiat : un don que leur fait l'Esprit-Saint dans l'ordination.

Le Concile du Vatican II enseigne, en particulier, que la plénitude du sacerdoce est conférée par la consécration épiscopale ; que cette consécration, avec le « *munus* » de sanctifier, confère aussi celui d'enseigner et celui de gouverner. Ces *munera* toutefois, de par leur nature même, ne peuvent être exercés que dans la communion hiérarchique avec le chef du Collège (épiscopal) et avec ses membres. Ce Collège épiscopal, dont le Pape est le chef, est chargé d'un ministère universel et jouit, pour l'exercer, d'une autorité pleine et suprême. Chaque évêque est également le principe et le fondement de l'unité au sein de l'Eglise locale où il exerce le service de la Parole, de la sanctification et du gouvernement, assisté de son presbyterium et de ses ministres. Enfin les évêques, en tant que membres du Collège épiscopal, doivent assurer en commun la sollicitude de l'Eglise universelle, notamment celle des missions.

6. Les Eglises de la Réforme ont été amenées à comprendre le ministère du point de vue de l'annonce de l'Evangile : les ministres doivent servir à prêcher la Parole et à administrer les sacrements. Selon les réformateurs du XVI<sup>e</sup> siècle, la hiérarchie de l'Eglise romaine, dans son ensemble, n'annonçait pas authentiquement la Parole. La succession ininterrompue de ses évêques depuis les apôtres, de laquelle elle affirmait l'existence, s'est donc avérée inefficace et même discutable. Dans la notion de la succession, les théologiens de la Réforme ont mis l'accent plutôt sur la continuité dans l'annonce fidèle de la Parole et dans l'enseignement de la sainte doctrine. Beaucoup d'entre eux soulignaient aussi la fonction pastorale des évêques et espéraient la rétablir en la réformant. Si donc un grand nombre d'Eglises protestantes ne semblent plus avoir de ministère épiscopal, cela n'est pas encore une raison pour qu'elles ne puissent pas en avoir un. Certaines d'entre elles se montrent aujourd'hui effectivement prêtes à le réintroduire pour l'organisation pastorale d'une région déterminée. D'autres le considèrent comme une structure définitivement révolue, incompatible avec une conception de l'Eglise où la première place revient au peuple croyant. En tout cas, la succession ininterrompue

## L'aspect sacramental de l'apostolicité

L'apostolicité de l'Eglise a pour fondement la mission donnée à Jésus-Christ de réaliser le dessein éternel de Dieu pour le salut de l'humanité, « rassembler dans l'unité les enfants de Dieu dispersés ». (Jn 11, 52.)

1. Le Christ Jésus est le signe de l'amour du Père : il est la proclamation et le signe actualisateur du salut (cf. Tm 2, 11 ; Ph 2, 8 s.). Comme réalisateur du dessein salvifique de Dieu, il est appelé par Paul : le « *mysterion tou Theou* ». (Col 2, 2 ; 4, 3.) Le mystère du salut de Dieu n'est pas un système de vérités, c'est le Christ lui-même, réalisant l'éternel dessein de Dieu dans l'histoire de l'humanité. Les événements les plus importants dans cette réalisation du dessein de Dieu — la mort et la résurrection du Christ — doivent être proclamés par les apôtres à toute créature.

2. La sacramentalité, en tant que relative au « *mysterion tou Theou* », signifie la présence dans l'Eglise, par la puissance de l'Esprit-Saint, du salut eschatologique du Christ. C'est par cette présence que l'Eglise proclame la mort et la résurrection du Christ, si bien que cette proclamation a toujours un aspect sacramental.

Cette proclamation à chaque moment de l'histoire ne renvoie pas seulement à ces événements passés de la vie de Jésus, elle est communion au *mysterion* et elle annonce aussi la « parousie » future, quand le Christ ressuscité aura, par le Saint-Esprit, mené à terme sa mission (cf. 1 Co 15, 24-28) : rassembler en lui-même toute l'humanité — pour autant qu'elle le reçoit dans la foi — et tout le cosmos, et par là l'un et l'autre dans le Père. Mais il y a plus. Dans sa mort et sa résurrection, le Christ est le signe qui réalise cet achèvement eschatologique (cf. 1 Co 1, 4-9). Ce caractère de signe réalisateur de la « parousie », il l'accomplit dans toute l'histoire du salut, bien que de diverses manières, dont chacune exprime sa présence personnelle parmi nous. Là où deux ou trois sont rassemblés au nom du Christ (cf. Mt 18, 20), il y a déjà une présence personnelle du Christ ressuscité. Là où les Saintes Ecritures sont lues dans l'Eglise, là est sa présence personnelle, puisque c'est lui-même qui nous parle dans sa Parole. Il est également présent dans les sacrements.

3. Les sacrements montrent aux croyants de façon visible comment l'essence de la tâche apostolique universelle est précisément la proclamation de la mort et de la résurrection du Christ. Paul explique le baptême dans son symbolisme (Rm 6, 4, 5) comme notre union à la mort et à la résurrection du Christ. Et le Christ, la veille de sa passion, a institué l'Eucharistie comme un signe qui, en actualisant sa mort, annonce aussi l'accomplissement dans la « *Basileia tou Theou* ». (Mc 14, 25 et 1 Co 11, 26.) Cela veut dire que la situation eschatologique est *déjà* entrée dans l'histoire de l'humanité, quoique sous le signe limitatif de la mort, mais d'une mort surmontée dans la victoire de la résurrection du Christ.

Les sacrements sont cependant fondés par le Christ comme une réalisation, provisoire et voilée dans l'« éon » terrestre, du salut eschatologique : en ce sens, le statut eschatologique n'a *pas encore* été réalisé.

4. Ainsi les sacrements symbolisent à la fois et opèrent une union avec la mort et la résurrection du Christ. C'est par cette union que, là où l'Evangile est

comme composante nécessaire du ministère se trouve mise en question par l'expérience même de la Réforme. De même le caractère sacramental de l'ordination et la différence de nature entre la fonction des ministres et celle des simples fidèles.

7. La *Communion anglicane* affirme comme un fait d'histoire que le triple ministère des évêques, des prêtres et des diacres a existé dans l'Eglise dès les temps apostoliques. Au temps de la Réforme, l'Eglise d'Angleterre a pris grand soin de maintenir le principe de la succession apostolique des évêques. Un certain nombre de théologiens soutient que l'épiscopat appartient à l'essence de l'Eglise ; d'autres, sans doute la majorité, se contentent d'affirmer qu'il n'appartient qu'*au bene esse* de l'Eglise. La tendance actuelle souligne l'aspect pastoral de l'office épiscopal.

8. Toutes les opinions ici exposées contiennent une référence, plus ou moins explicite, à la mission fondamentale et à l'autorité que les apôtres ont reçues du Christ. C'est donc à partir de cette mission, en tenant compte de la manière dont l'Eglise doit l'accomplir pour répondre aux exigences de chaque époque et de chaque lieu, qu'une étude œcuménique sur le ministère semble devenir possible. Il apparaît aussi qu'un épiscopat considéré comme fonction pastorale d'unité et de coordination ecclésiales devrait être étudié, en particulier dans la perspective de *l'agir catholique de l'Eglise*.

9. Il serait utile en tout cas que toutes les Eglises engagées dans le dialogue œcuménique cherchent ensemble à répondre aux questions suivantes :

a) Comment peut-on justifier et coordonner un ministère pastoral institutionnel en tenant compte du sacerdoce royal des fidèles et des vocations charismatiques ?

b) Quel est le critère qui permet de discerner dans le ministère des apôtres ce qui leur est absolument propre et spécifique de ce qui est transmissible à des ministres qui continuent certaines de leurs fonctions ?

c) De quelle manière le rattachement du ministre à une communauté particulière, telle qu'elle est comprise dans l'Eglise orthodoxe, répond-il aux exigences universalistes du monde moderne ? Un tel caractère local du ministre n'entrave-t-il pas la tâche missionnaire qui incombe à l'Eglise ?

d) Dans quelle mesure l'épiscopat, tel qu'il a été défini dans l'Eglise catholique romaine, peut-il se justifier par le message néotestamentaire et par une évolution historique (nature hiérarchique, sacramentalité, sacerdoce, juridiction, etc.) ?

e) Est-ce qu'un tel épiscopat exprime ou obscurcit l'être catholique et apostolique de l'Eglise ? Est-ce qu'il favorise ou contrecarre son agir catholique et apostolique ?

f) Comment les Eglises de la Réforme arrivent-elles à manifester leur continuité ecclésiale à travers les temps ?

g) Comment évitent-elles l'excès du spiritualisme ou de l'individualisme ?

h) Comment concilient-elles l'autorité de la prédication et l'égalité foncière de tous les membres de la communauté ?

i) Par quels moyens veulent-elles préserver l'épiscopat, qu'elles seraient prêtes à réintroduire, du risque qu'il se cantonne dans l'administration et perde son caractère spirituel ?



« purement » prêché et les sacrements « correctement » administrés, la communion des croyants devient (*is constituted as*) la sainte Eglise.

Ainsi devient-il clair que le fait de proclamer la mort et la résurrection du Christ renvoie à ces événements passés et annonce la parousie, mais encore actualise dans son peuple la présence personnelle du Seigneur ressuscité. C'est précisément cette tâche que le Christ a confiée à ses apôtres et, par eux, à son Eglise.

### Conclusions et questions

Nous sommes tous d'accord que l'apostolicité de l'Eglise consiste dans la fidélité à la proclamation de la mort et de la résurrection du Christ, dans la fidèle continuation de la mission universelle donnée d'abord aux apôtres.

1. Nous sommes ainsi d'accord que l'apostolicité de l'Eglise n'inclut pas seulement la fidèle prédication de l'Evangile, mais également la communication de la présence « pneumatique » du Christ par d'autres voies, en particulier par les sacrements. Mais il ne faut pas oublier que la prédication de l'Evangile, la réponse de la foi et les sacrements sont inséparablement unis : tous les sacrements sont sacrements de la foi, nés de la Parole et nourris par elle. Toutes les Eglises doivent se demander si, dans la lumière du « *mysterion tou Theou* », elles ont respecté le juste équilibre de la Parole et du sacrement ? Et cela, non seulement dans leur doctrine, mais aussi dans leur culte : prières, hymnes, litanies, et dans la fonction centrale qu'est l'Eucharistie ? Les Eglises doivent aussi se demander si l'aspect sacramentel de leur apostolicité implique nécessairement que la succession apostolique dans le ministère ne puisse être assurée que par un sacrement d'ordination ?

2. Est-ce que la présence personnelle du Christ ne sanctifie pas la communion des croyants en leur totalité par l'union de cette communion avec le Christ en son Corps ? Les Eglises doivent se demander si leur sainteté essentielle n'implique pas alors qu'elles doivent se manifester comme distinctes du monde, même si elles professent leur solidarité avec le monde. D'autre part, les Eglises sont-elles réellement conscientes du fait que leur sainteté (tout comme leur unité, leur catholicité et leur apostolicité) ne sera jamais parfaitement réalisée dans cet « éon » ? Qu'en elles la sainteté coexiste avec le péché, cause du « scandale » et obstacle pour l'Evangile ? Sont-elles conscientes d'avoir à implorer sans cesse, en tant qu'Eglises, le pardon de Dieu ; d'avoir à se convertir sans cesse à lui ?

## APPENDICE V

### Conciliarité et primauté

L'Eglise est une communauté, une communion. Elle doit réaliser et manifester cette unité au plan universel comme au plan local. Sa catholicité, elle la manifeste tout d'abord en fondant sans cesse en tous lieux, dans l'écoute de la Parole et la célébration de l'Eucharistie, de nouvelles communautés concrètes. Mais elle la manifeste également en se sachant en tous lieux un seul et même peuple qui, comme tel, saisit et annonce la vérité de l'Evangile et qui, sans cesse, surmonte les oppositions qui le menacent de division.

Le Nouveau Testament nous montre clairement que les communautés vivaient en consultation et en responsabilité mutuelles. Que l'on pense à l'activité des

apôtres, des prophètes (cf. AGABUS), l'échange de messages, etc. Les lettres mêmes qui nous sont parvenues dans le Nouveau Testament témoignent de cette conscience universelle. Cet accord entre les communautés ne s'étend pas seulement aux déclarations majeures ayant valeur de confession, mais également aux règles du comportement. « Tel n'est pas notre usage, ni celui des Eglises de Dieu. » (1 Cor 11, 16.)

L'Eglise a nécessairement besoin de formes conciliaires si elle veut conserver et renouveler sans cesse cette universelle communion. Le mot conciliarité est employé ici pour désigner la communion dans laquelle sont réunies les différentes Eglises locales ; elle est un caractère propre de l'Eglise ; de tous temps, ce terme est réservé à des assemblées représentatives qui examinent des problèmes et y répondent avec la prétention d'être entendues par l'Eglise. L'assemblée de Jérusalem (Ac 15) en est un exemple. On trouve des exemples de conciliarité, en des formes variables, à travers toute l'histoire de l'Eglise.

Par quelles structures la communauté universelle doit-elle être manifestée ? Les réponses diffèrent. Tandis que, d'un côté, on souligne en premier lieu que l'Eglise, dans une juste estimation de la situation du moment et des exigences missionnaires, est libre de se donner toujours de nouvelles structures, d'un autre côté, on part de la considération que les fondements d'une structure déterminée sont donnés dans le Nouveau Testament, qu'ils ont été développés dans l'Eglise ancienne et qu'ils demeurent obligatoires pour l'Eglise dans tous les temps : l'Eglise ne peut se montrer catholique que si elle s'en tient aux structures posées par le Christ. Aucun de ces points de vue n'est tenu de façon exclusive. Mais les Eglises qui sont, en principe, pour la liberté de nouvelles structures, accordent du poids à la conformité avec les affirmations fondamentales du Nouveau Testament sur l'essence de l'Eglise ; et là où l'accent est mis sur la fidélité aux structures établies, il reste une marge pour des aménagements ; ils sont même estimés nécessaires.

La structure établie par le Christ dans l'apostolat est diversement interprétée. Quel rôle revient au groupe des Douze ? En quel sens forment-ils un Collège ? Quelle place occupe Pierre parmi les Douze ? Alors que, d'un côté, on tient l'opinion que Pierre aurait présidé le Collège et que, dans ce rôle, il aurait, dans les évêques de Rome, une lignée de successeurs, ailleurs on pense que c'est dans tous les évêques que Pierre aurait un successeur ou encore que les promesses faites à Pierre valent pour tout le Collège et qu'il faut considérer comme successeurs la totalité des évêques et même tout le peuple. Ces différences, et d'autres, conduisent à concevoir différemment la façon dont doit être manifestée la communauté que forment entre elles les Eglises.

Bien que ces divergences n'aient nullement été surmontées, on est cependant d'accord qu'elles apparaissent dans une nouvelle lumière quand on discute dans le cadre des récentes re-descriptions de la catholicité et de l'apostolicité. La question décisive doit être celle-ci : comment manifester aujourd'hui la conciliarité de l'Eglise ? Le développement historique a élargi l'horizon sur l'humanité ; la totalité des hommes commence à devenir une grandeur saisissable dans son ensemble. Comment l'Eglise peut-elle, dans cette situation, non seulement sauvegarder la conformité aux origines, mais encore, comme un tout, continuer la mission des apôtres ?

A Vatican II, l'Eglise catholique romaine a tenté de répondre à cette question en mettant à l'avant-plan de l'ecclésiologie la communion du peuple de Dieu

et en complétant par la notion de collégialité la doctrine traditionnelle de la primauté. La collégialité, notion plus étroite que la conciliarité, veut dire la responsabilité commune qu'ont ceux qui président les Eglises locales de représenter le peuple de Dieu et de prendre les décisions dont il a besoin. Il est notoire que bien d'autres Eglises sont en voie de se donner des formes conciliaires plus universelles. Ce double mouvement donne lieu aux questions suivantes :

1. La notion de conciliarité indique que des assemblées représentatives sont nécessaires pour assumer les problèmes qui se posent dans la vie de l'Eglise. Il est décisif que, par ces assemblées, le peuple de Dieu tout entier soit représenté.

a) Dans quelle mesure est-il nécessaire qu'il y ait une fonction réservée à un seul pour que le peuple soit représenté comme faisant un tout ? Vatican II parle sans équivoque de la dépendance du Collège à l'égard du primat, mais non, vice versa, de la dépendance du primat à l'égard du Collège. Est-ce que la notion de collégialité ne suppose pas une dépendance réciproque ?

b) Quel rapport y a-t-il entre conciliarité et collégialité ?

c) Comment la voix de tout le peuple peut-elle se faire entendre par-delà la représentation assurée par les évêques ?

d) Quel rôle revient au prophétisme dans la communauté universelle ?

e) Quelle importance a la réception des décisions conciliaires par le peuple de Dieu ?

2. Quel rôle est attribué à Pierre dans le Nouveau Testament ?

a) En quoi consiste ce que Pierre a de particulier et de propre ? Dans quelle mesure y est-il mis au-dessus des autres apôtres ?

b) Dans quelle mesure peut-on parler d'un successeur de Pierre ?

3. « L'esprit vous conduira dans la vérité tout entière » ; comment cette promesse se réalise-t-elle ?

a) Que veut dire concrètement que le Christ n'abandonne pas son peuple à l'erreur ?

b) L'Eglise peut-elle, sans autorité centrale, vivre comme un seul et même peuple dans la vérité de l'Evangile ? Peut-elle, sans une telle autorité, en venir effectivement à une pratique conciliaire ?

c) Est-ce que des assemblées conciliaires telles que les synodes peuvent parler avec la même autorité quand elles ne sont pas issues d'une autorité donnée dans des structures apostoliques ?

4. L'Eglise a-t-elle besoin d'un lien pour centre ?

a) Quel rapport y a-t-il entre Jérusalem et la Jérusalem céleste ?

b) Importance et signification de lieux déterminés dans la vie de l'Eglise ?

c) Pourquoi Rome ? Et pourquoi pas Rome ?

5. Quand l'Eglise manifeste aujourd'hui son universalité, quel rapport y a-t-il entre cette universalité et les efforts que font les hommes pour manifester l'universalité de l'humanité ? Comment peut être rendu sensible le service que rend l'Eglise par la manifestation de sa propre universalité ?

## APPENDICE VI

### Unité et pluralité

Si dans le dessein de Dieu l'Eglise doit être une dans le Christ par l'action de l'Esprit, il y a diverses manières de comprendre cette unité qui ont leurs

répercussions sur la notion de catholicité et sur celle d'apostolicité : trop souvent on a eu tendance à confondre la catholicité avec l'uniformité dans l'expansion géographique et à réduire l'apostolicité au simple dénominateur commun d'un ministère issu des apôtres ; ou, au contraire, à voir dans la pluralité et la diversité des formes de la vie ecclésiale la signification même de la catholicité, et dans la variété des charismes néo-testamentaires transmis à travers les siècles par l'Esprit-Saint le seul fondement de l'apostolicité de l'Eglise.

De la Bible on peut dégager les indications suivantes sur l'unité et la pluralité dans le dessein de Dieu :

Dans l'Ancien Testament, par des alliances successives, en particulier par l'alliance faite avec Abraham et par celle du Sinaï, Dieu se choisit *un peuple*. Mais en Abraham seront bénies *toutes* les nations de la terre. Et ce sont les *douze* tribus qui sont l'objet de l'unique alliance du Sinaï, plusieurs de ces tribus ayant une destinée singulière dans l'unique dessein de Dieu. Le pluralisme que l'on trouve au cours de l'Ancien Testament ne se comprend qu'en fonction du rassemblement dans l'unité, autant pour le peuple d'Israël que pour l'ensemble de l'humanité. L'Ancienne Alliance a déjà une perspective de catholicité eschatologique et suppose la communion qui est avant tout obéissance sous des formes multiples à l'unique dessein salvifique de Dieu.

Dans le Nouveau Testament, l'accent est mis davantage encore sur l'unité du dessein de Dieu : unité par Jésus-Christ, l'unique médiateur ; unité qui est œuvre de l'Esprit qui rassemble toutes les nations en un unique peuple. Cela n'exclut pas évidemment une réelle diversité ; au contraire, l'action de l'Esprit se manifeste dans la liberté de tous en Jésus-Christ et dans la diversité des vocations et des charismes. Une telle diversité apparaît déjà : a) dans le choix des Douze et dans la mission apostolique propre à certains : il y a des apôtres qui sont des ministres privilégiés de ce rassemblement dans l'unité : Pierre, Pierre et les onze ; Pierre, Jacques et Jean ; Pierre et Jean ; Pierre et Paul ; b) au niveau des conceptions théologiques : judéo-chrétiens et pagano-chrétiens ; pluralité des traditions évangéliques ; Paul, les Synoptiques ; Jean n'ont pas des perspectives identiques ; c) au niveau sociologique et ecclésiologique de la multiplicité des communautés locales : Jérusalem, Antioche, les Eglises fondées par Paul. Cette multiplicité est aussi symbolisée par les sept Eglises de l'Apocalypse, figure de la totalité et de l'unité dans la diversité. La difficulté pour chaque communauté est de discerner ce qui vient authentiquement de l'Esprit de Dieu de toutes les formes possibles de la fausse prophétie, et le témoignage apostolique doit pour cela se référer constamment au dessein de Dieu manifesté dans le Seigneur ressuscité. C'est l'unique kérygme évangélique qui est l'objet de l'annonce multiforme de Jésus comme Seigneur ; c'est l'Esprit-Saint qui, dans l'annonce multiforme et dans la liberté, rassemble un unique peuple en divers lieux et de diverses manières. La communion de chacun et de tous avec Jésus, dans l'Esprit-Saint, revêt des formes concrètes, dont le baptême, l'Eucharistie, les ministères, l'hospitalité, la collecte, sont les expressions les plus manifestes.

La mission engage l'Eglise à manifester son apostolicité et sa catholicité dans des formes diverses selon les lieux et les temps où elle incarne le message évangélique. Mais son but est l'unité de tous en Christ, comme le Christ est un avec le Père, et c'est



l'Esprit qui, en définitive, est l'agent et le garant de cette unité.

Cette pluralité des formes de la vie ecclésiale se manifeste d'emblée au seuil de l'histoire de l'Eglise. Jérusalem n'est plus, comme au temps de Paul, le centre de la communion. Une multiplicité d'Eglises locales se groupent autour d'autres Eglises locales plus considérables (soit en raison de leur origine apostolique vraie ou supposée, soit en raison de l'importance politique des villes où elles se trouvent, soit en raison de ces deux facteurs conjugués). Toutes ces Eglises locales ont le souci de maintenir entre elles la communion de foi et de vie sacramentelle et de témoigner de leur unanimité : unification du canon des Ecritures, assistance mutuelle, hospitalité, et pour autant que faire se peut, décisions unanimes concernant la doctrine et la discipline : conciles locaux, puis, plus tard, conciles œcuméniques. Mais en même temps, on trouve entre les Eglises une certaine variété d'organisations ecclésiastiques (liturgique et disciplinaire) et surtout de mentalités théologiques. En fait, les Eglises principales servent de centre de référence et tendent à imposer leurs manières de voir. Parmi elles, Rome occupe une place privilégiée, mais son rôle n'est pas conçu de la même manière soit à Rome même, soit en Occident, soit en Orient. Rome n'est pas seule à essayer d'imposer une sorte d'uniformisation dans tous les domaines de la vie ecclésiale.

D'autre part, très tôt dans l'histoire de l'Eglise, certains ont revendiqué une liberté de manifestation des charismes qui pouvait aller contre les formes institutionnelles. Dès le second siècle apparaît la crise montaniste ; plus tard, certains courants monastiques et spirituels ne sont pas étrangers à cette tendance (cf. messalianisme) qui se retrouve jusqu'à une époque beaucoup plus récente, opposant la liberté de l'Esprit aux normes de l'institution.

En outre, alors qu'une certaine pluralité liturgique, spirituelle et disciplinaire, est acceptée plus ou moins consciemment par tous, il n'en va pas de même du pluralisme de l'expression doctrinale du mystère de la foi. On fait difficilement la distinction entre la substance du mystère de la foi, identique partout et en tous temps, et la diversité possible de son expression verbale ou des perspectives théologiques dans lesquelles il peut se situer (cf. le cas classique des christologies d'Antioche et d'Alexandrie). Cette difficulté, qui implique aussi la question des rites et formules liturgiques et celle des diverses spiritualités, est sensible à toutes les époques (Orient et Occident : problèmes de la grâce ; relation de la foi et des œuvres, problèmes des ministères ; épiscopat ; critères de l'orthodoxie dogmatique). Les différentes perspectives qui permettent d'approcher l'unique mystère de la foi ont été confessionnalisées souvent par exclusivisme, ce qui a pu conduire à des conceptions atrophiées de l'unité, parfois aussi la volonté de faire disparaître les oppositions de perspectives a pu porter à des simplifications artificielles et à des synthèses factices.

Aussi à toutes les Eglises se posent aujourd'hui les problèmes suivants pour respecter la catholicité et l'apostolicité de l'Eglise qui annonce un unique Evangile dans la pluralité des formes et dans la liberté de l'Esprit :

1. Possibilité de dissociation entre les formules et leur contenu par rapport au mystère de la foi.
2. Signification d'une hiérarchie dans les vérités de la foi (qui toutes doivent être tenues par référence au Christ, et par conséquent ne peuvent être

réduites à un minimum commun à tous) par rapport à l'unique communion en Jésus-Christ.

3. Possibilité de dissociation entre une expression théologique uniforme et la variété des traditions spirituelles, liturgiques et canoniques. La réflexion théologique exprime-t-elle l'intégralité de la vie d'une Eglise ? Y a-t-il une complémentarité entre les diverses Traditions ?
4. Relation entre la vie réelle des Eglises dans le culte, la prédication et la spiritualité, et les formulations communes qu'elles doivent tenir pour rendre un témoignage univoque devant le monde.
5. Quelles sont les structures ecclésiales essentielles (ministères) qui correspondent à ce qu'a voulu le Christ, afin que par l'œuvre de l'Esprit puisse se manifester cette communauté de salut qui doit incorporer tous les hommes au Christ en un seul peuple ?
6. Y a-t-il des cas où la rébellion contre des structures institutionnelles peut être l'expression authentique de la liberté de l'Esprit ?
7. Y a-t-il des cas où l'unité de la mission au monde requiert que l'on repense et que l'on reformule les énoncés dogmatiques de la foi commune ? Comment discerner de tels cas ?
8. Nos Eglises ont-elles conservé toute la liberté que l'on peut découvrir dans l'Ecriture comme un des traits essentiels de la vie ecclésiale dans le Christ Jésus ?

## APPENDICE VII

### L'Eglise locale et l'Eglise universelle

Selon l'Ecriture, il n'y a qu'un seul peuple convoqué par Dieu, une seule Eglise. Corps du Christ et son Epouse. Par l'œuvre du Saint-Esprit donné par le Christ, elle est destinée à assumer toute l'humanité, tout le créé, dans la Seigneurie du Christ-Jésus. Venue de l'annonce de la Bonne Nouvelle à Jérusalem, elle est fondée sur les apôtres et les prophètes, mais elle doit aussi porter cet Evangile à *tout l'univers*.

Chaque communauté locale rassemble ceux que Dieu convoque, en un lieu déterminé ; pour cette raison, elle a aussi reçu le nom d'Eglise. Là où la Parole est annoncée et reçue dans la foi, là où l'Eucharistie du Seigneur est célébrée, là où les ministres servent le troupeau du Seigneur, là aussi est présente l'unique Eglise de Dieu.

Par nature, les Eglises locales s'ouvrent à la plénitude du mystère du Christ et à tous les hommes, au-dessus des différences de races et de classes sociales. Par là, chaque Eglise locale participe désormais à la plénitude en devenant de toute l'humanité dans le Christ. L'universalité de l'Eglise se manifeste dans la communion de l'Eglise locale avec toutes les autres par la même foi, les mêmes sacrements, l'action du même Esprit. Cette communion s'exprime aussi par la concorde des ministres des différentes Eglises qui les gouvernent au nom du Seigneur et sont reconnus réciproquement par les diverses Eglises comme ministre de la Parole et des sacrements pour l'unique Peuple de Dieu. Cette communion s'exprime par l'hospitalité, par la collecte pour les « saints » de Judée et de Jérusalem.

L'histoire de l'Eglise ancienne est assez obscure sur les origines de l'épiscopat, mais il est certain qu'il s'est imposé très tôt à peu près partout, en sorte que l'on trouve à partir de la moitié du second siècle

une conception identique du ministère pastoral dans la communauté et du rôle de l'évêque dans le maintien de la communion avec les autres Eglises.

On avait, de la sorte, dans le courant du second siècle, deux affirmations complémentaires : là où est l'évêque, là est l'Eglise catholique (cf. IGNACE) ; « là où est l'Eglise, là est l'Esprit de Dieu ; et là où est l'Esprit de Dieu, là est l'Eglise et toute grâce ». (IRÉNÉE, AH, III, 24.) L'Eglise une, sainte, catholique et apostolique était ainsi présente et rendue manifeste dans l'Eglise locale unie à la personne de son évêque ; elle était en même temps présente et agissante partout où est l'Esprit de Dieu. Aujourd'hui, par contre, les diverses confessions discutent pour savoir dans quelle mesure l'union de l'Eglise locale avec la personne de l'évêque ou du ministre légitime est une manifestation de l'Eglise une dans une Eglise locale déterminée.

Il reste toutefois que l'Eglise locale est le « lieu » visible ou le peuple de Dieu est rassemblé par la Parole et le sacrement, guidé par l'Esprit du Christ invisiblement présent dans le service de ses ministres, et porté à rendre témoignage, devant le monde, du salut opéré en Jésus-Christ.

Chaque Eglise locale, d'autre part, de par sa nature même, est à la fois reliée historiquement aux apôtres et insérée dans un contexte sociologique où l'Evangile « s'incarne » dans une culture, en un temps et en un lieu déterminés. Elle a, de la sorte, sa physiologie propre : liturgique, spirituelle et théologique, mais aussi sociologique. Dans le contexte de la civilisation moderne, toutefois, il est de plus en plus fréquent que la structure traditionnelle de l'Eglise locale ne corresponde plus aux données sociologiques d'aujourd'hui. De la sorte, l'actualisation de l'Eglise locale s'en trouve davantage centrée sur la célébration elle-même, plutôt que sur sa définition géographique.

Dans la vie de l'Eglise locale, la célébration liturgique et, en particulier, l'Eucharistie occupent une place éminente en tant qu'elles la constituent en Corps du Christ et la manifestent comme Eglise de Dieu. Par l'Eucharistie, tous les membres du peuple de Dieu sont en communion les uns avec les autres, puisqu'ils participent d'un même pain, le Corps du Christ (1 Co 10, 27), et toutes les Eglises locales ne sont qu'une seule et même Eglise de Dieu.

C'est pourquoi l'excommunication et la rupture de communion (qui sont d'abord d'ordre sacramentel avant d'avoir des implications canoniques) sont l'expression de la situation d'extrême gravité dans laquelle se trouvent soit un individu, soit une communauté. C'est une privation de la communion eucharistique afin que le membre de la communauté qui en est frappé, ou la communauté qui en est l'objet de la part du reste des communautés locales soient amenés à se repentir et à mener une vie digne de la vocation qu'ils ont reçue, à se comporter en enfant de Dieu et en Eglise de Dieu.

D'autre part, pour rendre un témoignage univoque devant le monde, l'Eglise locale a besoin de concrétiser sa solidarité avec les autres Eglises locales : d'où le rôle des organisations régionales, des conciles, d'une organisation universelle qui, dans la communion, manifestent cette unanimité. Mais ces manifestations sporadiques (conciles) ou stables (organisations) ne doivent pas faire perdre de vue la signification eschatologique de la catholicité : la plénitude de la catholicité ne sera pleinement accomplie que dans le futur eschatologique. Aussi l'universalité d'un concile et la signification catholique d'une organisation régionale ou universelle doivent-elles être mises en

relation avec l'anticipation eschatologique de la plénitude de catholicité qu'elles expriment plus ou moins parfaitement.

Dans le concret, il y a donc de nombreux facteurs qui remettent en cause la signification de l'Eglise locale et permettent éventuellement de lui découvrir de nouvelles dimensions :

1. De la part des Eglises qui au cours de l'histoire se sont fortement centralisées, il semble y avoir une redécouverte de la signification de l'Eglise locale comme étant la plus haute manifestation de l'Eglise de Dieu (pour l'Eglise catholique romaine, cf. la Constitution sur la liturgie de Vatican II, n. 41), alors que les Eglises qui ont connu une sorte d'émiettement confessionnel semblent redécouvrir la nécessité d'une certaine manifestation de la catholicité au niveau universel. Ces deux mouvements, apparemment en sens inverse, sont-ils complémentaires et tendent-ils vers le même but : la manifestation de la catholicité comme anticipation de la plénitude eschatologique ?

2. Si l'Eglise locale dans l'acte de la célébration eucharistique (parole et sacrement) est la plus haute manifestation de l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique, quelle est la signification d'une conception universaliste de l'Eglise qui ne considère les Eglises locales que comme les parties d'un tout ?

3. Quelle est la relation entre l'Eglise locale, d'une part, et le diocèse ou la paroisse de l'autre ? Si, en effet, l'Eglise locale est déterminée par un lieu où la Parole est annoncée et reçue dans la foi et le sacrement célébré, dans une communauté donnée, comment le diocèse et la paroisse modernes ont-ils une véritable signification ecclésiologique ? Dans quelle mesure sont-ils liés à l'ancienne conception de la « polis » et du village ? Qu'est-ce qui fait dès lors la stabilité de l'Eglise locale et sa continuité comme manifestation de la catholicité et de l'apostolicité de l'Eglise ?

4. Les communautés liturgiques liées à des stratifications sociologiques autres que celles du passé ont-elles une signification nouvelle dans cette manifestation ? Groupements culturels, professionnels, etc. ? Dans ce cas, la stabilité et la continuité de l'Eglise locale sous ces nouvelles formes seraient-elles davantage dépendantes des grandes organisations ecclésiastiques qu'elles ne l'étaient autrefois, pour manifester soit la catholicité de l'Eglise, soit son apostolicité ?

5. Qui a autorité pour porter l'excommunication comme elle a été définie plus haut ? Ceux qui ont la charge pastorale des Eglises locales ? Ou est-ce, au contraire, le consensus de la communauté considérée comme un tout qui est requis pour que l'on puisse porter une excommunication ? Un individu ou une communauté excommuniés ont-ils un recours possible à une instance supérieure ? Rôle de la collégialité des pasteurs responsables des Eglises, rôle éventuel d'un primat, rôle d'un Concile œcuménique comme représentation du consensus de tout le peuple de Dieu ?

6. Deux Eglises locales peuvent-elles se trouver en un même lieu sans qu'il y ait schisme au sens ecclésiologique ? Ici se pose le problème des diocèses personnels et des juridictions et « rites » divers en un même lieu au sein d'une même communion. Il y a lieu de distinguer ce problème, sans toutefois le disjoindre de celui de la présence en un même lieu de deux ou de plusieurs « Eglises » de communions différentes.



# Questions actuelles

COMMISSION EPISCOPALE FRANÇAISE DE LA FAMILLE

## NOTE DOCTRINALE SUR L'AVORTEMENT (\*)

1. Les hommes aiment la vie. Dieu l'aime le premier. Il l'aime tellement qu'il l'a créée. Bien plus, le Christ Notre-Seigneur a fait de sa mort le chemin de la vie :

« Je suis venu pour que vous ayez la vie et que vous l'ayez en abondance. »

« Je suis le chemin, la vérité et la vie. »

La vie est une lutte permanente, une victoire à gagner chaque jour. Elle s'est élancée à la conquête de toute la terre ; elle a engendré l'amour et la pensée. L'homme recueille le fruit de ses victoires ; mais, libre et responsable, il doit continuer son combat dans la famille, le travail, la cité, la société qui cherche à se construire entre les peuples.

2. *L'idée du respect de la vie progresse dans les consciences* : témoin leur révolte devant les guerres, les génocides, les exécutions sommaires.

Or, paradoxalement, l'opinion semble s'habituer à l'idée et à la pratique de l'avortement qui tue, à la source, la vie, l'amour et la pensée.

Aujourd'hui, ce problème de l'avortement est posé. Et il préoccupe toute la société : époux, médecins, sociologues, juristes, éducateurs, jeunes, législateur. L'Eglise est souvent interrogée. Nous allons dire ce qu'elle pense.

3. Et d'abord, *dissipons une équivoque*. Dans les discussions sur l'avortement, les arguments tirés de certains cas tragiques qui sont parfois de grandes détresses occupent une large place : la mère en péril de mort ou de dépression grave, la mineure violée, les parents tarés, le fœtus dont on peut prévoir avec certitude qu'il donnera un débile ou un infirme... Ces cas douloureux existent. Mais derrière eux, passent des centaines de milliers d'autres qui revendiquent abusivement le même caractère dramatique. Il fallait dénoncer cette confusion qui fausse toute réflexion sérieuse.

Nous proposons maintenant de réfléchir sur quatre points :

I. — La situation présente ;

II. — Les motivations et les causes de l'avortement ;

III. — La question essentielle : l'être que supprimerait un avortement est-il ou n'est-il pas un être humain ?

IV. — Quelles attitudes humaines et de progrès sont à promouvoir ?

### I. — La situation présente

4. Le problème de l'avortement se pose à nous aujourd'hui dans une situation qui peut être ainsi définie :

D'abord un fait : des centaines de milliers d'avortements clandestins. Les évaluations sont difficiles. Ensuite un mouvement d'opinion dans le sens d'une « libéralisation » de la loi existante ; parce que celle-ci serait « inefficace, conduirait à toutes sortes d'hypocrisies et d'inégalités, ne tiendrait pas compte des progrès de la science et de l'évolution des esprits, et ne ferait pas droit à la liberté des personnes intéressées (1) ». Une association a même été fondée pour étudier le problème. Une proposition de loi est maintenant présentée aux parlementaires. Enfin, une campagne est menée pour disposer l'opinion publique à accepter cette loi. A quoi on réagit, en sens contraire, réflexions approfondies et prises de position nettes (2).

Deux points ressortent :

— Les opinions sont divisées ; mais si le débat suscite des raisonnements passionnés et souvent fragiles, il se trouve aussi, de part et d'autre, des hommes dont la probité intellectuelle ne peut être mise en doute.

— Le problème est traité dans un climat affecté par une dégradation de la mentalité publique à l'égard de l'accueil de l'enfant. On est loin, sur ce point, d'une époque où il existait une action familiale structurée et dynamique, et un esprit favorable à la famille et à l'enfant.

(1) Résumé des principaux arguments avancés. Voir *Cahiers de l'actualité religieuse et sociale*, Roger HECKEL, 1<sup>er</sup> novembre 1970, p. 5.

(2) Citons les études les plus développées :

Le numéro 27 de *Médecine de l'homme*, août-septembre 1970 ; le dossier publié par les *Etudes*, novembre 1970 ; le numéro spécial des *Cahiers de l'actualité religieuse et sociale*, 1<sup>er</sup> novembre 1970 ; *Ombres et Lumière*, numéro spécial numéro 12, octobre-décembre 1970.

(\*) La présente note, établie avec le concours de théologiens, pasteurs et experts de diverses appartenances, est publiée en tract à la CTIC, et en brochure aux Editions du Centurion, 17, rue de Babylone, Paris-7<sup>e</sup>. CCP Paris 20 779-19. Prix en librairie : 1,35 F. Commandes (minimum 5 ex.), 5 ex. franco, 8,70 F ; 10 ex. franco, 13,50 F.

5. C'est dans ce climat que le législateur est aujourd'hui sollicité. Mais il n'est pas seul à l'être. Cette affaire concerne un chacun. Or personne ne peut entrer dans un tel débat sans des principes éthiques. Comme nous pensons que le *oui* et le *non* ne sont pas également fondés dans ce domaine, nous consacrerons un long développement à ce sujet.

6. *La règle morale de conduite ne dépend pas du législateur.* Elle le domine au contraire, de telle façon que, comme responsable du bien commun de la société pour laquelle il légifère, il ne peut faire abstraction des principes moraux. Et s'il croyait devoir être amené à prendre des mesures en rapport avec ce qui lui paraîtrait présentement possible, à la lumière des données économiques, sociologiques, psychologiques (même si ce possible n'est pas tout ce qu'on devrait espérer de la part de libertés normalement éclairées, mieux soutenues et plus courageuses), la loi ne devrait nullement être considérée comme un critère de moralité, ni même toujours comme l'expression de consciences humaines en progrès. Si demain la législation sur l'avortement était « libéralisée » cela ne voudrait nullement dire que, dans les cas tolérés par celle-ci, un avortement serait moralement bon. Il ne faut jamais attendre du législateur qu'il « libère » nos consciences.

## II. — Motivations et causes de l'avortement

7. Nous ne parlons pas ici des causes de « l'avortement thérapeutique (3) » ; ses indications médicales sont aujourd'hui de moins en moins nombreuses. Mais il existe encore de ces situations tragiques où la vie d'une femme est sérieusement mise en danger par la poursuite d'une grossesse jusqu'à son terme normal. Il arrive qu'une mère soit également exposée à une altération irréversible de sa santé si elle mène une grossesse jusqu'au bout.

La vie qui donne la vie est lutte et victoire sur la mort. Elle comporte, à ce titre, des risques qui peuvent se révéler parfois extrêmes... Il faut un argument décisif pour urger le devoir qu'aurait une future mère de garder la vie de l'enfant en risquant la sienne : la foi en la vie, en l'homme, en Dieu source de toute vie et auteur de desseins bienveillants envers les hommes, est capable, mais seule capable de susciter un courage et une espérance à la hauteur des audaces et des sacrifices nécessaires. On risque sa vie ou sa santé pour ceux que l'on aime, pour une grande cause.

Pourquoi faudrait-il qu'il n'en soit pas ainsi dans l'acte, humain entre tous, de donner la vie ? Evidemment, nous ne nous bornons pas ici à la norme de la moralité minima, il s'agit de l'appel d'une foi. Mais il arrive qu'il ne suffise pas d'une moralité minima pour être simplement homme.

(3) « L'avortement thérapeutique, c'est-à-dire l'expulsion provoquée du produit de conception vivant et non viable, est une mesure thérapeutique considérée comme nécessaire dans certains cas pathologiques. » Cette définition est proposée dans *Médecine de l'homme*, numéro 27, article du docteur Emile HERVET.

8. *En ce qui concerne l'avortement clandestin*, il faut distinguer, semble-t-il, les motivations (c'est-à-dire les raisons invoquées pour sa réalisation) et les causes d'ordre général, c'est-à-dire les attitudes profondes devant la vie, la mort, la responsabilité morale, qui définissent une mentalité.

La majorité des cas concerne des femmes jeunes, en premier chef des femmes mariées. Quelles sont leurs motivations ?

Le motif économique d'abord : les ressources insuffisantes ou jugées telles ; également le logement insuffisant. C'est ce dernier motif qui serait le plus fréquent.

Le motif d'ordre psychologique ou familial ; c'est souvent le nombre d'enfants déjà mis au monde. Ce peut être aussi l'abandon du mari ou une mésentente dans le ménage. Ce peut être enfin la crainte, pour la mère célibataire, de se charger d'un enfant ou d'affronter l'opinion et, pour les jeunes filles, la crainte de leurs parents.

Le motif médical ; grosse fatigue ou santé déficiente (en plus des cas relevant de l'avortement dit thérapeutique), ou encore état de santé mauvais, ou décès d'un précédent enfant.

Le motif eugénique ; la crainte de mettre au monde un enfant anormal. C'est là une motivation nouvelle, mais qui risque de se multiplier.

Telles sont les motivations. Elles traduisent souvent de sérieuses difficultés, parfois des détresses.

9. Si nous en venons aux causes d'ordre général qui expliquent l'ampleur du phénomène, on ne peut que se livrer à des hypothèses. De toute façon, il faut constater que le respect de la vie du fœtus n'est pas tel pour des centaines de milliers de femmes, qu'il empêche l'avortement. Ce dernier ne leur apparaît pas comme un acte inadmissible, alors que la plupart d'entre elles n'auraient pas commis un infanticide. Les médecins qui les soignent, après un avortement clandestin, observent cependant presque toujours chez elles un sentiment plus ou moins profond de culpabilité.

Faut-il dire que la vie, quoi qu'il en soit des idées, est en fait de moins en moins respectée dans la société contemporaine ? Cela n'est pas impossible. Il est de fait que la mort est un phénomène de plus en plus abstrait, sauf pour les témoins immédiats. L'embryon et le fœtus participent plus encore de la même abstraction ; on tolérera plus facilement sa mort que celle d'un enfant, même malformé.

Ne faut-il pas encore noter une certaine dilution du sens de la responsabilité devant une tâche plus ou moins difficile à accomplir et qui requiert effort ou sacrifice ? Le progrès technique libère l'homme d'un certain nombre de contraintes. C'est son rôle. Mais n'est-on pas tenté d'en attendre la libération de tout effort moral à n'importe quel prix ? Pourquoi porter un poids que j'estime insupportable quand je peux « techniquement » m'en décharger ?

Enfin ne faut-il pas évoquer l'apparition d'une « mentalité contraceptive » : l'échec de la contraception serait compensé par le recours à l'avortement, autre manière de refuser l'enfant ?

Telles sont, semble-t-il, les causes principales et les motivations de l'avortement clandestin. Nous demandons qu'elles soient clairement et



courageusement confrontées avec la question décisive en cette affaire :

*L'être, que l'interruption de grossesse supprime, est-il ou n'est-il pas un être humain ?*

### III. — S'agit-il d'un être humain ?

10. *La question que nous abordons maintenant commande toutes les autres.*

La science du généticien et de l'embryologiste ne peut, à elle seule, la trancher, mais elle fournit des données importantes. Le patrimoine génétique de l'enfant à naître est acquis dès la fécondation de l'ovule. *Dès cet instant, un individu est constitué dans une unité très structurée, et ses caractéristiques futures essentielles sont déjà déterminées* : sexe, potentialités intellectuelles, données du caractère et du tempérament, taille, tares éventuelles. A aucun moment l'ovule fécondé ne peut donc être considéré comme une simple « excroissance » du corps de la mère.

Ce qui se produit aux stades ultérieurs est le développement de l'embryon. Les cellules se multiplient, les tissus s'organisent, les organes se mettent en place. Mais tout cela se fait selon des *liaisons internes* d'un stade à l'autre, et dans une unité qui se maintient et s'affirme de plus en plus.

Il est bien vrai que la vie, psychique et morale n'y est pas encore effective, mais elle existe déjà en puissance dans les formations cellulaires à partir desquelles se développera le système nerveux qui en est la condition matérielle. De la fécondation de l'ovule jusqu'à la naissance et encore après, un seul et même individu se développe. Et l'on ne peut pas, sans contredire la façon dont l'embryologie s'exprime, briser en deux le devenir de cet être, comme si, à un certain moment, il se produisait en lui une mutation « telle qu'elle le modifierait du tout au tout en le faisant passer de l'animalité à l'humanité (4) ». Une telle éventualité n'a de sens ni pour l'homme de science ni pour le philosophe.

11. *La science ne connaît pas de seuil qualitatif qui ferait passer l'embryon du non-humain à l'humain.* Elle constate, dès l'origine, la spécificité de l'être en formation.

Mais la raison décisive qui oblige à affirmer que cet être est déjà humain tient à ce fait : par son origine, par sa relation avec sa mère pendant la gestation, et par la fin à laquelle il est ordonné, à savoir la naissance et la vie avec ses parents, l'embryon appartient par le plus intime de lui-même au monde des relations humaines. Il n'est pas seulement le produit naturel d'un processus purement biologique, il est le fruit humain d'une union humaine ; et, d'ailleurs, pendant la période de la grossesse, il va entrer avec sa mère dans un échange d'influences psychiques importantes.

L'être qui se forme dans le sein de la mère est simultanément être biologique et humain : humaine déjà cette petite masse de chair et de sang dans les plus hautes formes de la vie de l'esprit.

On dit que c'est par le réseau des relations humaines réciproques dont le type est le langage que nous nous humanisons de plus en plus. C'est là une vérité, mais qui ne doit pas en masquer une autre qui la conditionne, à savoir que nous avons la *capacité d'entrer dans ces relations réciproques*. Cette capacité, nous la devons à ceux qui nous ont engendrés. C'est à partir de là que nous pouvons nous rapporter à eux et à d'autres par une action réciproque, le geste, le langage, puis la liberté.

La raison qui réfléchit sur le mystère de l'homme doit être à la hauteur des œuvres du Créateur qui commence par enfouir dans la chair et le sang ce qui va devenir intelligence, amour et liberté, et qui nous oblige ainsi à reconnaître dans cet être tout de chair et de sang une destinée humaine et spirituelle. De quoi d'ailleurs ceux qui ne croient pas en un Créateur peuvent convenir pour une raison qui requiert toute notre attention : être humain, l'embryon l'est déjà en vertu de l'acte humain qui l'engendre. Le caractère humain de cet acte est hautement *signifié* par la relation de l'homme et de la femme, dans laquelle les personnes ne font qu'un avec les corps qui se joignent, et où, inversement, les corps sont et deviennent humanité, l'humanité de l'homme et de la femme, cet être nouveau qui est *homme et femme*.

Comment dissocier dans le fruit d'une telle union l'unité indivise qui la constitue ? Elle est humaine en cela même qu'elle a de plus biologique : son fruit l'est aussi.

La mère en travail pendant neuf mois nourrit un être capable d'entrer pleinement par la naissance dans le réseau des rapports humains. *C'est cette capacité qui fait de celui-ci un être humain déjà.*

Le corps de la femme, surtout dans cette fonction de la procréation et de la gestation, est corps humain, profondément humanisé et qui donc élabore humainement ce qui semble n'être encore que chair et sang. Son activité n'est pas seulement une opération biologique qui fournit les éléments d'une croissance physique, mais encore échange humain qui façonne l'humanité corporelle — et psychique — d'un être humain. Cette activité se révèle langage au sens précis du mot quand elle se prolonge tout naturellement et humainement par le choix d'un nom, dès avant la naissance.

Et cet acte de nommer n'est pas une relation des parents à l'enfant, qui ne comporterait aucune réciprocité. Cette réciprocité existe déjà ; ce qui sera un jour le sourire qui répond à l'appel du nom est dès maintenant réseau secret d'échanges psychiques avec la mère.

Et si la mère, par refus de l'enfant, ne donne pas de nom à ce qu'elle porte en elle, elle ne peut faire que ce soit neutre par rapport à l'humanité, que ce soit n'importe quoi mais pas un humain. Elle peut seulement faire que l'enfant à naître soit victime d'une relation faussée, déshumanisante et en souffre dans les racines mêmes de son être humain. Les psychologues le savent qui ont parfois à traiter de troubles profonds de la personnalité dont l'origine remonte à la période prénatale.

A la naissance, tout reste à faire pour que le petit d'homme devienne un homme par le

(4) Voir dans « Être humain déjà ». E. POUSSER, *Etudes*, novembre 1970, la démonstration proposée aux pages 506-512.



langage et la liberté ; mais être humain, il l'est dès avant, parce qu'il est capable de le devenir.

12. On comprend dès lors ce mot de la raison et de la foi, sous la plume du théologien protestant Bonhoeffer :

« Ce qui importe, c'est que Dieu avait l'intention de susciter un homme ici. » (*Ethik.*, München, 1963, p. 187.)

La chair et le sang n'interdisent aucunement de penser que l'esprit est là ; ils sont, de cet esprit, l'expression tangible et paradoxale. Nous avons aujourd'hui des connaissances scientifiques et des notions philosophiques qui permettent d'aller très loin dans l'intelligence de ce paradoxe. Mais longtemps avant de disposer de ces moyens intellectuels, la conscience chrétienne a d'instinct, et non sans fondement déjà, dénoncé l'avortement comme absolument contraire à la raison. Sur ce point, la Tradition chrétienne est claire, ferme et constante (5) et

(5) Voici quelques jalons dans la Tradition :

L'enfant, dans le sein de sa mère, est bien plus qu'une œuvre de Dieu, il en est l'image que Dieu façonne et prépare à paraître (*Didachè*, II siècle, Editions Funk 1, 16 et *Épître de Barnabé*, 19, 5 et 20, 2 dans Funk 90 et 94).

Dans le déroulement de l'œuvre de la nature à l'intérieur de la mère, Clément d'ALEXANDRIE lit le droit imprescriptible d'un autre que la mère, de l'enfant qui est appelé à naître (*Paedagogus*, dans PG 8, 11, c. 10 homélie 24, nos 4 s., PG 60, col. 626 s.).

Pour faire saisir aux chrétiens la grandeur d'un enfant avant la naissance, les grands écrivains chrétiens ont parlé des semailles de Dieu qu'aucun homme ne devrait avoir l'audace de ravager (Clément d'ALEXANDRIE, loc. cit. et saint Jean CHRYSOSTOME, dans *Epist. ad Rm.*, homélie 24, nos 4 s., PG 60, col. 6226 s.).

Condamnation de l'avortement dans la *Didachè* (Edit. Funk, PA 2, 8), chez TERTULLIEN (*Apologeticum*, dans CCHR, vol. 1, IX, 8 et de *Anima*, ibid., vol. 11, p. 781 s.) dans la lettre 52, de saint CYPRIEN (CSEL, 3, 2, p. 619, n° 3) et dans la *Lettre à Eustochius* de saint JÉRÔME (CSEL, 54, pp. 160 s.; n° 13).

Saint AUGUSTIN (*de Nuptiis et Concupiscentia*, PL 44, col. 423 s., c. 15) n'hésite pas à voir dans la pratique abortive la limite même de la cruauté : « On veut que l'enfant meure avant de vivre, qu'il soit tué avant de naître. » Cette doctrine passera dans le droit et l'enseignement de l'Eglise. (*Décret de Gratien*, 2.32.2.7, et PRÉ XI, *Casti Connubii*, 1930, n° 65).

« Le magistère a varié dans la qualification qu'il donnait à l'avortement, il n'a jamais varié dans sa condamnation... Certains théologiens, à certaines époques, ont pensé (et parmi eux saint Thomas) que l'animation de l'embryon n'était pas immédiate. L'avortement, dans ce cas, n'était pas considéré comme un meurtre. Il n'en restait pas moins un acte mauvais, une atteinte illégitime à la vie confiée par Dieu aux parents. Seules changeaient la qualification juridique et les peines canoniques prévues pour les coupables » (article du P. Michel Roy, *Médecine de l'homme*, n° 27).

À la Renaissance, certains tentèrent de justifier toute pratique abortive, le fœtus n'acquérant, d'après eux, de vie humaine qu'à la naissance (voir la proposition laxiste, n° 35, D. 2135, condamnée par Innocent XI. Voir également saint Alphonse DE LIGORI, *Theologia moralis*, Edit. L. Gaudé, Typographia Vaticana, 1905, L. III, nos 394 s.).

PRÉ XII, notamment deux allocutions : 29 octobre 1951, AAS 43, 1951, p. 835, et 26 novembre 1951, AAS 43, 1951, p. 855 s.

Voir aussi Vatican II, *Gaudium et Spes*, chapitre sur la famille et notamment nos 27, § 3, et 51, § 3, et PAUL VI, *Humanae Vitae* (25 juillet 1968), § 14, et *Discours aux Equipes Notre-Dame*, 4 mai 1970.

Ainsi, la condamnation de l'avortement est constante.

nous nous devons de la rappeler à ceux qui, partageant pourtant notre foi, inclinent vers des hypothèses fallacieuses faute de manier avec rigueur les moyens d'analyse dont nous disposons aujourd'hui.

13. Pour la Bible, la vie est bénédiction de Dieu. Cette bénédiction est comprise en fonction de l'alliance entre Dieu et son peuple. La bénédiction, au sens plein et absolu, c'est l'alliance, mais la condition normale pour entrer dans l'alliance, c'est d'exister sur la terre. Certes, la vie corporelle n'est pas un absolu en soi, et c'est bien pourquoi la morale n'oblige nullement à employer des moyens extraordinaires et très coûteux pour la sauver à tout prix. Mais elle est la condition pour recevoir le don et assumer la responsabilité d'une fin que nous appelons la vie des fils de Dieu dans le royaume du Père et que d'autres appellent, sans bien préciser le sens des mots, la « vie heureuse ». Sur le chemin qui conduit à cette fin, il peut se rencontrer, et parfois dès le départ, comme un handicap définitif, des difficultés ou des maux qui feraient dire et qui ont fait dire : la vie, dans ces conditions, est plutôt une malédiction qui justifie qu'on la supprime. Mais ce langage va contre la foi et l'espérance en Dieu notre Créateur qui nous sauve par la Croix de son Fils. Nous espérons, envers et contre tout, que les desseins du Créateur aboutissent et aboutiront.

Nous espérons, envers et contre tout, que les espérances incluses dans une vie commençante ne sont jamais vaines. Nous espérons que les hommes peuvent améliorer leurs conditions d'existence sur la terre et inventer des communautés où tous trouvent leur place, et qui vaillent la peine qu'on y porte jusqu'au bout le poids de la vie : l'aventure humaine demande toujours du courage.

14. Oui, la vie est une bénédiction et cette profession de foi ne comporte aucune exception. Dirait-on que l'existence des handicapés et autres infirmes de naissance est plutôt malédiction pour eux-mêmes et pour les autres ?

Ici, soyons plus nets encore. D'abord, n'y a-t-il pas une bonne part de projection toute subjective à parler systématiquement d'une vie « non heureuse » des handicapés ? Bonheur et malheur ne se rencontrent-ils pas parmi eux comme chez les autres humains ?

Ensuite, il est possible que des hommes qui ne croient pas en Dieu ni surtout en un Dieu qui meurt sur la Croix, ne trouvent pas dans une foi en l'homme et en la vie, un fondement suffisant pour porter avec courage de si grands maux. Mais leur détresse qui peut excuser bien des erreurs ne prévaut pas contre le commandement intimé à notre conscience : « Tu ne tueras pas. »

Une vie humaine n'appartient pas aux autres, pas même aux parents qui l'ont conçue, ni d'ailleurs à l'Etat. Elle ne s'appartient même pas à elle-même absolument : elle appartient à

Cependant, les évêques et les Conciles ont en même temps estimé qu'ils devaient essayer de comprendre la détresse que font deviner de nombreux avortements ; s'ils ont décrété des pénitences, ils les ont atténuées quand ils pouvaient compter sur une volonté de conversion.



Dieu et c'est pourquoi le suicide est immoral. « Tu ne tueras pas. » Cet interdit est pour tous un impératif qui nous oblige ici à nous tourner vers l'espérance. L'espérance va, selon notre foi, jusqu'à la conviction — et nous sommes là au cœur de la foi en Jésus-Christ, — la conviction que Dieu tire du mal le bien, et même du plus grand mal le plus grand bien. En Jésus-Christ mort sur la Croix, la mort devient le chemin de la vie, le mal le chemin de l'amour, dès lors que nous nous convertissons résolument à la manière de vivre de cet unique Sauveur des hommes. Si une vie apparaît plutôt malédiction que bénédiction, le chrétien ne dit pas qu'il n'y a là aucun mal, mais il croit fermement qu'il y a, au fond de ce malheur, une volonté d'amour de Dieu qui tire le bien du mal qu'il n'a ni fait ni voulu.

De grands handicapés en témoignent. Beaucoup ont vu le film consacré à l'enfance et à l'éducation d'*Helen Keller*. « Les yeux des handicapés sont souvent purs et clairs », dit quelqu'un qui les connaît bien : reflets d'une grande âme. Leurs maux sont lourds. Mais leur plus grand malheur c'est notre manque d'espérance.

L'espérance n'est pas un alibi ; elle nous met courageusement au travail, non pour supprimer les problèmes en supprimant ceux qui les posent, mais pour continuer de faire ce qu'ont toujours fait les hommes de science, les hommes de loi, les hommes de cœur ; faire reculer les frontières de la mort, de la violence et de la détresse. L'impératif moral, loin d'accabler, stimule ; il a été et reste facteur de progrès.

#### IV. — Des attitudes humaines et de progrès à promouvoir

15. *On ne peut pas transiger sur le respect de la vie d'autrui.* Il est bien vrai que dans maintes circonstances la société prise globalement fait bon marché de vies humaines. Mais ce n'est pas une raison pour que l'Etat en prenne son parti et ne provoque pas, par des mesures appropriées, un progrès de la société qu'il doit régir pour son bien.

Une législation sur l'avortement indique d'abord la limite au-dessous de laquelle la société ne doit pas descendre. Mais au-delà commence le devoir d'aider les familles et de promouvoir l'éducation des enfants, qui sont la charge et l'espoir de la communauté d'aujourd'hui. Ce devoir est à inscrire lui aussi dans des lois.

Si le législateur estime que la loi existante présente trop d'inconvénients, il doit d'abord se demander si les avantages escomptés d'une « libéralisation » l'emporte sans conteste sur ces inconvénients. Pour la conduite morale d'un chacun, l'environnement social est important, souvent décisif. Rendre légale, dans des limites plus larges, une pratique attentatoire à la vie humaine favorisera chez beaucoup une « bonne conscience » et accentuera des tendances regrettables. L'avortement attente toujours à une existence humaine. Penser le contraire est une erreur qui fausse le jugement puis les actes. Entériner une opinion répandue mais fausse serait « une atteinte au patrimoine moral de la nation et non une victoire de la science ».

Aussi, nous ne pensons pas que la notion légale d'avortement thérapeutique doive être élargie. Nous savons bien, et tout juriste sait, qu'une « règle juridique risque d'aboutir, dans certains cas particuliers, à des situations douloureuses et inhumaines. Cela ne suffit pas à la condamner si, dans son application globale, elle tend à la protection et à l'épanouissement des personnes humaines (6). » On ne bâtit pas une législation sur des cas extrêmes. Pour ceux-ci, une jurisprudence éclairée par les principes de la morale, détermine comment la loi peut être interprétée et appliquée. Parfois, elle recourt à la théorie juridique de « l'état de nécessité », dont les conditions d'application sont précises (7). Mais si « l'état de nécessité » explique alors l'impunité légale, il n'est pas un principe de morale qui justifie l'atteinte à une vie humaine. Il ne saurait être non plus question, en matière d'avortement, de « légitime défense ». Aucun principe moral ne peut fonder une interruption de grossesse directement voulue (8).

16. En matière d'avortement, le rôle de la législation ne doit pas être que répressif. Celle-ci doit prendre, comme nous l'avons dit, des mesures positives. Il n'est peut-être pas utile d'énumérer tout ce qui serait souhaitable ou possible comme mesures sanitaires, sociales et autres. Nous attirerons surtout l'attention sur un point, signalé par les enquêtes comme souvent décisif ; celui du logement, et pour les familles qui s'accroissent et pour celles dont l'un des membres est handicapé.

Il est difficile d'accepter une naissance quand on n'a pas la certitude d'un minimum de sécurité matérielle et morale pour l'enfant et le foyer. Et comment porter les lourdes obligations du respect de la vie de l'enfant lorsque, en même temps, une société fait assez bon marché de vies humaines et pratiquement ne propose guère d'autre but à l'existence que d'être un producteur et un consommateur ?

*Il est donc urgent que les pouvoirs publics développent et inscrivent dans les institutions une politique hardiment et généreusement familiale qui, pour l'heure, est assez déficiente.*

*Mais il est non moins urgent que chacun favorise et prépare cette mise en œuvre en travaillant par son comportement personnel et social à transformer la mentalité publique actuelle.* Des pauvres, des ménages d'immigrants se logent comme ils peuvent dans des chambres d'hôtel ou des garnis. La condition souvent mise à l'octroi d'une chambre n'est un secret pour personne : pas d'enfant en bas âge. Cela doit cesser.

(6) « Faut-il modifier la législation sur l'avortement ? », par le professeur Jean SAVATIER dans *Médecine de l'homme*, n° 27, p. 10.

(7) *Idem.*, p. 14.

(8) « Il n'y a aucun homme, aucune autorité humaine, aucune science, aucune « indication » médicale, eugénique, sociale, économique, morale, qui puisse exhiber ou donner un titre juridique valable pour disposer directement et délibérément d'une vie humaine innocente, c'est-à-dire en disposer en vue de sa destruction envisagée soit comme but, soit comme moyen d'obtenir un but qui peut-être en soi n'est pas du tout illégitime. Ainsi, par exemple, sauver la vie d'une mère est une fin très noble ; mais la suppression directe de l'enfant comme moyen d'obtenir cette fin n'est pas permise. » (PIE XII, *Allocution* du 29 octobre 1951.)

17. Plus préoccupante encore est la *menace qui pèse sur les inadaptés*. A leur sujet, la proposition de loi prévoit la possibilité d'une interruption de grossesse. Mais le pronostic des maladies intra-utérines entraînant une arriération mentale est loin d'être certain. Dans la majorité des cas, il se pose en termes de risques statistiques et non de certitude. En outre, il est en train de se créer, dans l'opinion, une phobie sur ce point, sans proportion avec la réalité.

Les handicapés coûtent cher à la société. Ils coûteront sans doute plus cher encore, à mesure que se développeront les services spécialisés qui leur conviennent. Mais moins cher que les guerres et pas plus cher que les exploitations de toutes espèces. Leur « inutilité » apparente nous rend un service dont nous avons grand besoin ; elle nous rappelle que les relations humaines et toute la société, même celle de l'échange économique, sont fondées sur la solidarité et un respect, sans contrepartie, de la vie humaine quelle qu'elle soit (9).

Une société qui préconise l'avortement dans des cas où des anomalies sérieuses sont à craindre ou prévisibles, montre par là même qu'elle n'est pas capable de porter le poids de ses propres faiblesses. Un tel signe ne présagerait rien qui vaille pour la solution de tant d'autres problèmes sociaux qui nous assaillent. Aussi espérons-nous que la question aujourd'hui portée devant l'opinion sera pour tous l'occasion d'un sursaut de la conscience.

18. Pour nous chrétiens, la fidélité à l'Evangile et aux meilleures pages de l'histoire de l'Eglise, commande notre attitude envers le handicapé : visage de Jésus-Christ parmi nous, il doit être notre préféré parce qu'il est le plus pauvre. Nous lui devons non seulement le respect et la délicatesse fraternels, mais encore une action généreuse pour que la société lui fasse sa place (10).

(9) « Les yeux des handicapés sont souvent clairs et purs ; les yeux des tyrans, des dominateurs, des égoïstes, de ceux qui refusent de secourir leurs frères souffrants sont ternis par l'égoïsme.

Pourquoi rejeter les yeux clairs et purs ?...

Oh ! bien sûr, certains sont accablés, mais ce ne sont pas seulement les handicapés qui sont accablés. C'est le lot de tant d'hommes qui vivent sous un joug quelconque.

Il y a, bien sûr, de grands handicapés sans beaucoup de conscience, des arriérés profonds. C'est dur pour les parents. Très dur. Pour eux aussi il y a de la souffrance. Mais il y a aussi des gens qui paraissent moralement atteints, des tyrans de toutes sortes, des hommes et des femmes avec des cœurs durs comme la pierre. C'est terrible de les voir. C'est dur aussi pour leurs parents, et eux-mêmes ils souffrent. » (Jean VANIER, interview donnée à *France Catholique*, 20 novembre 1970.)

(10) « Rien ne ressemble plus au Christ que l'innocence souffrante... le dernier état de Françoise a créé une grande tristesse profonde qui marquera sans doute la fin de ma jeunesse empirique... Et une nouvelle, une immense tendresse pour une enfant blessée dont l'image cachée serait notre plus belle attente humaine pour au-delà du temps, monte doucement en moi... Le sort de Françoise n'est plus un coup de tonnerre dans les espoirs de l'été, mais un maillon fraternel de la grande misère des hommes, sans lequel nous serions un peu trop à l'arrière. » (Le 11 mai 1940.) *Mounier et sa génération. Lettres, carnets et inédits*, Edit. du Seuil, notamment pp. 236 à 270.

A l'égard de ceux que la crainte de l'opinion, ou une extrême détresse, ou une injuste misère exposeraient à des gestes de désespoir, nous devons nous souvenir que si la vérité est intransigeante, la charité est sans limite.

*Mais plus largement, c'est tout le problème de la famille qui nous sollicite.* De graves questions se posent en face desquelles les chrétiens sont trop souvent absents ou flottent à tout vent de doctrine. Les organismes au service du sens chrétien de la famille les préoccupent trop peu. L'Eglise a de graves responsabilités en matière familiale. Or, l'Eglise, c'est les chrétiens. Soyons conscients de notre mission et témoins de notre espérance.

13 février 1971.

COMMISSION EPISCOPALE DE LA FAMILLE.

## DECLARATION DES EVEQUES SUISSES SUR LA PORNOGRAPHIE

*Au terme de la 131<sup>e</sup> réunion de la Conférence des évêques suisses, qui s'est tenue à Fribourg les 1<sup>er</sup> et 2 mars 1971, le communiqué suivant a été publié :*

A maintes reprises déjà, les évêques ont voué leur attention à la diffusion sans cesse croissante de la presse licencieuse et de la littérature de bas étage. Il est de leur devoir pastoral d'intervenir publiquement. De plusieurs côtés, on leur a demandé une déclaration concernant la propagande effrénée en faveur des écrits et représentations pornographiques. Ils ont été également sollicités d'intervenir auprès des autorités civiles en vue de la protection de la dignité de la personne humaine. Une représentation de la sexualité humaine — que ce soit par l'image ou par la parole — qui représente son déroulement d'une façon exclusivement sensuelle et la détache de la vie de la personne et, par conséquent, présente la sexualité sous des perspectives absolument faussées, ne peut être qualifiée que de pornographie. Elle s'oppose à une conception saine de l'homme et à la dignité de la personne. Malheureusement une telle vague d'immoralité s'étend de plus en plus provenant principalement de l'étranger. Les évêques sont bien conscients que des mesures policières et des interdictions ne peuvent suffire. Ce qui est déterminant, c'est la conscience personnelle : il faut que la société prenne elle-même sa propre défense. Mais les personnes privées et la société ont un droit à être protégées et aidées, lorsque des valeurs essentielles d'une vie vraiment humaine sont mises en danger par une propagande sans scrupule. Les évêques protestent énergiquement contre la diffusion de la pornographie et demandent aux autorités civiles — dans le cadre des possibilités qu'elles ont et des mesures légales dont elles disposent — d'entreprendre tout ce qui est possible pour la défense d'une authentique sexualité humaine contre tout abus et toute dégradation. Ils s'adressent à tous, principalement aux parents, aux éducateurs, aux jeunes, afin qu'ils se défendent efficacement. Ils font confiance en la santé morale du peuple suisse et se sentent unis — par leur appel — à tous ceux qui tiennent au maintien des valeurs humaines, éthiques et chrétiennes.

(Kipa, 2 mars 1971.)



# Événements et Informations

## FRANCE

— Le 1<sup>er</sup> décembre 1970, pour la première fois en France, se sont réunis pour un travail commun le Comité inter-épiscopal pour l'Unité des chrétiens, le Comité inter-épiscopal orthodoxe et la Commission protestante pour les relations avec le catholicisme, élargie pour la circonstance, avec assistance d'experts et de théologiens. A été étudié le problème de la catéchèse chrétienne des jeunes dans le monde d'aujourd'hui. (« BIP »-« SNOP », 1<sup>er</sup> février.)

— Association des services d'information chrétienne en France. — Un Service catholique français de presse et d'information, conçu et rédigé par le Secrétariat national de l'opinion publique (SNOP) vient d'être créé. Il est jumelé avec le Service du BIP (Service protestant français de presse et d'information), sous l'égide de l'Association des Services d'information chrétienne en France (ASIC). Cet événement œcuménique sans précédent a été préparé par les directeurs du SNOP et du BIP dès 1969, avant de recevoir le plein accord de l'épiscopat français et du Conseil de la Fédération protestante de France. Voici comment se présente ce jumelage hebdomadaire : le Service protestant (sous le sigle BIP) continue à fournir nouvelles, documents, dossiers, de sources officielles et non officielles sur ce qui touche le protestantisme francophone ; le Service catholique, paraissant sous le sigle SNOP, comporte deux parties : l'une de source officielle, l'autre de source non officielle. Chaque fois que la chose sera possible, les deux directeurs publieront un cahier d'informations communiquées conjointement, sous le double sigle BIP-SNOP. Le 29 janvier, une conférence de presse donnée au siège du SNOP, 106, rue du Bac, Paris, par les deux directeurs, l'abbé Paul Huot-Pleuroux et le pasteur Georges Richard-Molard, a annoncé l'événement, en présence de M. Jean Courvoisier, président de la Fédération protestante de France ; de Mgr Etchegaray, représentant le cardinal Marty, président de la Conférence épiscopale de France et de l'archiprêtre orthodoxe Simiyatos, re-

présentant le métropolite Meletios. Ces services seront ouverts, en effet, aux communautés orthodoxes. (« Ibid. »)

— Ordonnance : concerts dans les églises (diocèse de Paris). — « A partir de ce jour, aucune audition musicale n'aura lieu dans une église ou chapelle du diocèse sans l'autorisation préalable de l'archevêché de Paris. Celle-ci sera demandée avant tout engagement. On s'adressera, pour l'obtenir, à Mgr Pézeril. Paris, le 1<sup>er</sup> février 1971. † Cardinal François Marty, archevêque de Paris. » (« Présence et Dialogue » l'Eglise dans la région parisienne, 5 février.)

— L'hebdomadaire « les Nouvelles littéraires » a été cédé par la librairie Larousse à M. René Minguet, délégué général du groupement interprofessionnel des industries de la région est de Paris, cofondateur-président du SICOB. De cet hebdomadaire qui paraît depuis quarante-neuf ans, M. André Bourin demeurera rédacteur en chef. (« La Croix », 7-8 février.) « Les Nouvelles littéraires » annoncent cette cession dans le numéro du journal daté du 18 février, ajoutant qu'elles « vont entreprendre d'importantes et nombreuses réformes, tant dans leur présentation hebdomadaire que dans leur sommaire ».

— Un service œcuménique, avec double célébration eucharistique, a eu lieu à Paris en conclusion de la Semaine de prière pour l'Unité des chrétiens. Pour éviter tout risque de confusion, cette veillée liturgique a eu lieu dans un local neutre. D'autre part, protestants et catholiques ont communiqué successivement, selon leurs rituels respectifs, des mains d'un pasteur et d'un prêtre. (« BIP »-« SNOP », 8 février.)

11 FEVR. — Georges Izard a été élu à l'Académie française, au fauteuil d'Henri Massis au premier tour de scrutin par 16 voix sur 30 votants (M. Charles Dedeyan, professeur à la Sorbonne, 2 voix ; le critique Jean-Paul Weber, une voix ; 11 bulletins blancs). M. Izard est avocat. Il est né à Abeilhan (Hérault), le 17 juin 1903, et est beau-frère du cardinal Daniélou. Membre de l'équipe fon-

datrice de la revue « Esprit », (1932), il est également rédacteur en chef du journal « frontiste » « la Flèche » et de « Clartés ». Principaux ouvrages : « la Pensée de Péguy », « la Fédération européenne », « Où va le communisme ? », « les Classes moyennes », « les Couloirs de la Convention », « la Bataille de France », « Krauchenko contre Moscou », « Lettre affligée au général de Gaulle ». (« La Croix », 13 février.)

— M. Max-Alain Chevalier, 49 ans, a été élu président de l'Université de Strasbourg II (théologie catholique et protestante, lettres classiques et modernes, philosophie et histoire). Sur 60 votants, M. Chevalier, qui est professeur titulaire de la chaire de Nouveau Testament à l'UER de théologie protestante, a obtenu 37 voix. Il y a eu 23 bulletins blancs. M. Chevalier est docteur en théologie protestante. Il a été pasteur à Alger de 1955 à 1963 et enseigne à Strasbourg depuis 1963. (« BIP »-« SNOP », 15 février.)

— « Fêtes et Saisons », magazine mensuel de culture religieuse populaire, a vingt-cinq ans. Il édite à cette occasion un numéro spécial « le Chemin d'Emmaüs », imaginé et rédigé par Gilbert Cesbron. (« Communiqué de presse ».)

## ÉTRANGER

### AFRIQUE DU SUD

— Le Synode diocésain anglican de Umtata a conseillé à la population anglicane de lire l'hebdomadaire diocésain catholique « Intsimbi ». (« Journalistes catholiques », novembre-décembre 1970.)

### BELGIQUE

— Le 2 février, en présence du roi, a eu lieu l'inauguration des travaux de la ville universitaire de Louvain-la-Neuve, à Ottignies. Tel est l'aboutissement d'une phase importante de la crise de l'unité belge et le point de départ de Louvain en dehors de Leuven. L'extension de l'unilinguisme des régions à l'enseignement supérieur conduisait la section fran-

caise de l'Université de Louvain à quitter son lieu d'origine. C'est une ville complète d'une cinquantaine de milliers d'habitants qui sera bâtie, dont la moitié d'étudiants. Les étapes de l'installation dureront six ans (de 1971 à 1977). Un projet de nouvelles structures pour l'Université a été mis au point. (« La Croix », 3 février.)

## CHILI

— L'abbé Jean Baud, du diocèse d'Annecy, missionnaire au Chili dans le diocèse de Valdivia, est décédé le 30 janvier à l'hôpital de Santiago du Chili, des suites de graves brûlures subies en éteignant un début d'incendie provoqué par l'explosion d'un poêle à mazout. Grâce à son dévouement, il n'y a pas eu de victimes parmi les gens qui assistaient à une réunion dans le local de l'explosion. (« La Croix », 4 février.)

## CONGO KINSHASA

— Pour une population de 20 millions d'habitants, le Congo Kinshasa compte 40 % de catholiques. L'Eglise catholique du Congo est numériquement la plus grande de toute l'Afrique. Ses six provinces ecclésiastiques comprennent six archidiocèses (Kinshasa, Mbandaka, Kisangani, Bakavu, Lubumbashi, Luluaburg), et 40 diocèses. (« Mondo e Missione », février.)

## COREE DU SUD

— Décès de Mgr Thomas F. Quinlan, de la Société de Saint-Colomban pour les Missions étrangères, ancien évêque de Chun Cheon (Corée), dans sa 75<sup>e</sup> année. Pendant la guerre de Corée, il avait été contraint de participer à la fameuse « marche de la mort » — plus de 160 kilomètres — qui coûta notamment la vie au délégué apostolique Mgr Patrick Byrne. Après deux ans et sept mois de captivité, il revint en Corée du Sud en 1953 et devint premier évêque de Chun Cheon en 1962. (« Kipa », 6 février.)

## COTE-D'IVOIRE

— Avec 470 000 fidèles et 120 000 catéchumènes, l'Eglise catholique est en pleine expansion dans un pays qui compte encore deux millions et demi d'animistes. Les diocèses sont actuellement au nombre de sept : Abidjan, Abengourou, Bouaké, Daloa, Gagnoa, Katiola, Man. Abidjan est devenu un important centre catholique pour l'Afrique occidentale grâce à des créations comme l'Institut pour le développement économique et social, fondé par les Jésuites en 1962, et l'Institut supérieur de culture religieuse, inauguré en mars 1969. Le protestantisme, avec 130 000 fidèles,

est également très vivant en Côte-d'Ivoire où l'on compte, par ailleurs, environ 800 000 musulmans. (« La Croix », 7-8 février.)

## ESPAGNE

— Le cardinal Fernando Quiroga Palacios, archevêque de Saint-Jacques de Compostelle, a invité tous les évêques du monde à venir en pèlerinage à Compostelle, à l'occasion de la célébration de l'Année sainte. Il signale que pendant la dernière Année sainte, (1965), vinrent à Santiago environ 2 millions de fidèles, 11 cardinaux, 175 évêques et 16 000 prêtres, en provenance de tous pays. (« Boletín eclesiástico oficial del arzobispado de Zaragoza », février.)

## ETATS-UNIS

— Le premier verset de la Genèse « Au commencement Dieu créa le ciel et la terre », écrit en seize langues, a été déposé sur la Lune par Edgar Mitchell, pilote du module lunaire Antares. La société américaine de la Bible, « American Bible Society », a annoncé qu'un exemplaire révisé de la version standard de la Bible complète, sur microfilms, a été également déposé sur la Lune dans un coffret ignifugé. (« Kipa », 8 février.)

## GRANDE-BRETAGNE

— La « décimalisation » du système monétaire entre en vigueur en Grande-Bretagne, ce qui entraîne la disparition du shilling. La livre sterling vaut désormais cent pence.

## GRECE

— Plusieurs évêques de l'Eglise orthodoxe de Grèce viennent de refuser la mention du patriarche œcuménique de Constantinople Athénagoras I<sup>er</sup> dans leurs prières. Ils l'accusent « d'entraîner l'Eglise orthodoxe vers le catholicisme ». Il s'agit de NN. SS. Agoustinos, de Forina ; Iakovos, de Mithimi ; Polycarpos, de Siatista ; Amvrossios, d'Eleftheroupoulis, et Pavlos, de Paramythia. Le Saint Synode de l'Eglise de Grèce, dans une circulaire adressée aux évêques « contestataires », leur fait observer que la mention du nom du patriarche est obligatoire et que s'ils ne s'inclinent pas devant cette « recommandation », ils risquent d'être déchus de leur trône épiscopal. (« BIP »-« SNOP », 15 février.)

## INDE

— Décidée en 1969 par les évêques catholiques (cf. « DC » 1970, p. 133 et s.), la reprise des rites indiens a provoqué l'hostilité d'un groupe de laïcs chrétiens qui ont écrit à Rome pour protester contre ce qu'ils appel-

lent l'indianisation du christianisme. Ils n'acceptent pas, par exemple, qu'on remplace la génuflexion par l'anjali hasta, inclination les mains jointes, qu'on utilise des lampes à huile au lieu de cierges, qu'on s'assoie à même le plancher pendant les offices, etc. Le P. Bugnini, secrétaire de la congrégation du Culte divin, a répondu que les décisions épiscopales étaient sages et avaient été approuvées par Rome et qu'en conséquence il n'y avait qu'à s'y tenir. (« La Croix », 14-15 février.)

## ITALIE

— D'après les résultats d'une enquête de la revue « Aggiornamenti sociali » (février), revue du Centre d'études sociales, de 1941 à 1969, les ordinations sacerdotales ont diminué d'à peu près 20 % en Lombardie, dans les régions des Marches, de la Lucanie, de Salerne et de la Sicile ; de 20 % à 30 % dans la Vénétie, les Abruzzes, les régions de Bénévent, des Pouilles et de la Calabre ; de 30 à 40 % en Emilie, dans les Romagnes et le Latium ; de plus de 40 % en Piémont, dans la région de Gênes, en Toscane, en Ombrie et en Campanie. Seule la Sardaigne a une augmentation de 6,9 %. Selon les grandes circonscriptions géographiques, le Nord et le Sud enregistrent une diminution respective de 29 % et de 27 % ; le Centre, de 39 % ; les Iles, de 10 %. Dans son ensemble, le pays enregistre une diminution de 29 %. On peut prévoir qu'en 1988, sur 43 000 prêtres, l'Italie en comptera 8 000 de plus de 75 ans, et qu'il y aura un prêtre en activité pour 1 787 habitants. Seule la région des Marches disposera d'un prêtre pour moins de 1 000 habitants. Il faut prévoir aussi à cette date, pour ne pas se trouver devant des problèmes insolubles, la redistribution des diocèses, des paroisses et, d'une façon plus générale, la meilleure utilisation du personnel religieux et la réadaptation des prêtres aux nouvelles situations. En cette conjoncture, l'Italie pourra poursuivre cependant un certain rythme d'expansion missionnaire en faveur du tiers-monde.

## SUISSE

— Un Comité mixte luthéro-réformé réuni du 3 au 6 février à Genève, a approuvé que soit poursuivie l'étude de la convocation « d'un Concile véritablement universel ». Exprimée à l'Assemblée générale d'Upsal du Conseil œcuménique des Eglises, cette question a été de nouveau soulevée le mois dernier durant la session du Comité central à Addis-Abebba (cf. « DC », 1971, p. 172). A sa prochaine réunion de Louvain en août 1971, la Commission de foi et



constitution du COE précisera ce que sous-entend la notion d'un tel Concile. Les raisons avancées en sa faveur par le Comité mixte luthéro-réformé sont les suivantes : les Pères de la Réforme — Luther, Calvin et Zwingli — ont tous manifesté le désir d'une telle assemblée; un Concile pourrait offrir « un concept plus dynamique » de l'unité chrétienne que « l'uniformité statique » qui symbolise aux yeux de certains les efforts des différentes Eglises vers une union organique; un concile pourrait constituer une représentation nouvelle de la diversité manifestée au sein de la chrétienté; les dialogues théologiques bilatéraux présentent le risque d'être isolés les uns par rapport aux autres, tandis qu'un concile pourrait devenir le lieu d'une coopération et d'une coordination. (« SOEPI », 11 février.)

## TURQUIE

— *Le patriarcat œcuménique*, dans sa lettre du 24 septembre 1970 adressée à tous les chefs des Eglises orthodoxes, les a informés le 18 mai 1970 qu'il ne reconnaît pas l'autocéphalie accordée par le patriarcat de Moscou, à « l'Eglise russe orthodoxe grecque catholique en Amérique » (Metropolia), et a exprimé sa conviction que les Eglises locales prendront position dans cette affaire. Jusqu'à présent, le Saint Synode du patriarcat d'Alexandrie, dans sa séance du 4 décembre 1970, a officiellement pris position, communiquant au patriarche œcuménique Athénagoras I<sup>er</sup>, dans une lettre du 16 décembre 1970, qu'il a décidé de ne pas reconnaître l'autocéphalie octroyée par le patriarcat russe « sous n'importe quelle forme ». (« *Episkepsis*, 9 février.) *Istina*, janvier-mars 1971, publie un dossier complet sur le *Problème de l'autocéphalie de l'Eglise orthodoxe en Amérique*.

## YOUGOSLAVIE

— Cette année, dans le diocèse de Mostar, s'achève la construction de six nouvelles églises, élevées soit dans des localités qui n'en avaient pas, soit sur l'emplacement d'autres églises endommagées ou détruites par la guerre. Deux autres nouvelles églises sont en construction. On est en pourparlers avec les autorités compétentes pour la construction, qui semble prochaine, d'une cathédrale (« *Aksa* », 19 décembre 1970).

## HIERARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Yves Bescond, auxiliaire de l'évêque de Corbeil (« *OR* », 1<sup>er</sup>-2 fé-

vrier). Né à Clamart, le 7 mai 1924, il fit ses études secondaires au petit séminaire de Grandchamp pour entrer ensuite au grand séminaire. Ordonné prêtre le 8 juin 1949, il fut vicaire à Montfort-l'Amaury, puis à Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles (1954-1961), avant d'être appelé à la Direction des Œuvres, où il fut aumônier diocésain des collèges d'enseignement général et aumônier adjoint d'ACGF. Mgr Renard le nomma vicaire général en 1964. (« *Eglise en Essonne* », 5 février 1971.)

— L'abbé Raymond Mwanyika, évêque de Njombe, Tanzanie. (« *OR* », 3 février.)

— Mgr José Lafayette Ferreira Alvares, évêque de Bragança Paulista, Brésil. (« *OR* », 5 février.)

— L'abbé Henri L'Heureux, auxiliaire de l'évêque de Perpignan. (« *Ibid.* ») Né à Marseille, le 4 octobre 1921, il fit ses études secondaires au lycée Périer et poursuivit ses études supérieures de physique à la Faculté des sciences de Marseille. Entré au grand séminaire diocésain, il était ordonné prêtre le 1<sup>er</sup> mars 1947, à la cathédrale de Marseille. Vicaire à Saint-Pierre-et-Saint-Paul, et aumônier au lycée d'Etat de Saint-Charles, en 1947, il devenait en 1951 vicaire à Saint-Geniez et aumônier diocésain des mouvements indépendants. En 1957, il était nommé délégué épiscopal pour l'apostolat des laïcs, puis, en 1962, délégué épiscopal pour la mission ouvrière. De 1965 à 1968, il était curé de Saint-Michel de Marseille, d'où il partit pour le Burundi (Afrique centrale), à titre de prêtre « Fidei Donum ». Il était professeur au grand séminaire de Bujumbura (« *La Croix* », 5 février, et « *Bulletin diocésain de Perpignan* » du 13 février). A propos de cette nomination, Mgr J. BELLEC, évêque de Perpignan, écrit dans ce même numéro, en réponse à certains qui ont posé des questions, manifesté des réactions, notamment celles-ci : « Pourquoi les prêtres et fidèles n'ont-ils pas été informés plus tôt ? Pourquoi n'ont-ils pas été consultés ? » : « On comprend ces réactions. Je dirai tout de suite cependant que je n'ai connu moi-même le nom du nouvel évêque que cinq jours avant sa publication officielle dans l'*Osservatore Romano* et que la nomination devait être tenue secrète jusqu'à cette date. D'autre part, au moment où j'ai présenté ma demande d'un auxiliaire — il y a dix-huit mois environ, — si l'idée d'associer prêtres et fidèles de quelque manière à la désignation d'un évêque était déjà formulée ici ou là comme un souhait, ou même comme une revendication, elle n'avait pas suffisamment mûri : « Il

faut laisser le temps au temps », aimait à dire Jean XXIII et savoir tempérer certaines impatiences, dès lors surtout qu'il s'agissait de modifier une règle très ancienne, à tous les niveaux de son application. Aujourd'hui, d'ailleurs, nous avons près de nous l'exemple de Marseille et celui de Pamiers, où les diocésains, après la mort de leur évêque, ont été invités à dire quelles situations et quels problèmes trouvera devant lui le futur évêque, quelles qualités et aptitudes principales on souhaite chez lui. Ce qu'il est bon de savoir aussi, c'est qu'une nomination d'évêques se prépare — et même de loin — par un ensemble d'informations recueillies auprès d'évêques, de prêtres ou de laïcs, qui aboutissent à l'établissement d'une liste de trois noms parmi lesquels le Pape choisira. Pour ma part, je puis dire que, dans la lettre que j'ai adressée au nonce apostolique, je formulais trois ou quatre demandes ou indications précises qui devaient le guider dans son choix et je suis heureux de constater qu'il en a été tenu compte. Ces quelques indications avaient pour but de répondre à un légitime besoin d'information en éclairant un peu les marges d'une nomination épiscopale. La procédure adoptée varie — et variera encore — suivant les siècles et les pays. »

— Mgr Joseph Oliver Bowers (évêque d'Accra, Ghana) évêque de Saint John's, Antigua, Antilles. (« *OR* », 7 février.) — Le P. Victor Razafimahatratra, S.J., évêque de Farafangana, Madagascar. (« *Ibid.* ») — L'abbé Packiam Arokiasamy évêque d'Ootacamund, Inde. (« *Ibid.* ») — Le P. Ramon Mantilla Duarte vicaire apostolique de Sibundoy, Colombie. (« *Ibid.* ») — Mgr Nevin W. Hayes auxiliaire du cardinal archevêque de Chicago. (« *OR* », 13 février.) — Mgr Luciano José Cabral Duarte évêque de Aracaju, Brésil. (« *OR* », 14 février.) — Mgr Cornelius Elanjikal évêque de Vijayapuram, Inde. (« *OR* », 15-16 février.) — Le Rd Leonard Crowley auxiliaire de l'archevêque de Montréal. (« *Ibid.* »)

## NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé le diocèse de Saint John's (Antigua, Antilles), suffragant du Siège métropolitain de Port-of-Spain (Trinidad), avec un territoire détaché du diocèse de Roseau. (« *OR* », 7 février.)

## DEMISSIONS

— De Mgr Joao da Silva Campos Neves, évêque de Lamego (Portugal), en raison de son âge. (« *OR* », 3 février.) — De Mgr Camilo Placido Crous Y Salichs, vicaire apostolique



de *Sibundoy* (Colombie), pour motif d'âge et de santé. (« *OR* », 7 février.) — *De Mgr Léon Lommel*, évêque de *Luxembourg*, en raison de son âge. (« *OR* », 13 février.) — *De Mgr Mariano Jacinto Valdivia Y Ortiz*, archevêque de *Huancayo* (Pérou), en raison de son âge. (« *OR* », 14 février.) — *De Mgr John Ambrose Abasolo y Lecue*, évêque de *Vijayapuram* (Inde), sur sa demande. (« *OR* », 15-16 février.)

## DECES

— *De Mgr Peter Villekens*, S.J., ancien vicaire apostolique de *Djakarta*, Indonésie. (« *OR* », 28 janvier.)

— *De Mgr Victor-Jean Perrin*, ancien évêque d'*Arras*, le 31 janvier. (« *OR* », 3 février.) Démissionnaire pour raison de santé en 1962. (« *OR* », 26 janvier; *DC* 1962, col. 478. Bibliographie dans *DC* 1945, col. 927.)

## SAINT-SIÈGE

— Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le professeur *Federico Alessandrini* a rendu publics un certain nombre de données statistiques portant sur l'année 1970. C'est ainsi que pour 41 nations, le nombre des catholiques a augmenté de 10 800 000 par rapport à 1968, et était, à la fin de l'année dernière, de 526 604 110. Le nombre des prêtres diocésains a diminué de 1 190 en deux ans, pour se fixer à 236 167. Le nombre des prêtres religieux, missionnaires compris, a diminué de 108 et s'établit à 115 542. Le nombre des ordinations a diminué de 584, soit 12 %, et a été de 4 063 en 1970. Dans le monde, il y a actuellement un prêtre pour 1947 catholiques, contre un prêtre pour 1 401 catholiques en 1966. M. Alessandrini a révélé d'autre part que la congrégation pour la Doctrine de la foi étudiait une réglementation nouvelle pour garantir une procédure plus juste et plus objective dans l'examen des écrits touchant des sujets religieux qui lui sont soumis. On s'apprête également à définir de nouvelles règles juridiques en ce qui concerne les procès relatifs aux ordinations sacerdotales. On a déjà rédigé un rapport statistique et sociologique

sur les abandons des fonctions sacerdotales, afin de mettre en lumière les causes les plus fréquentes des défections et d'élaborer un « *directoire* » en vue de l'assistance et de la récupération des prêtres en difficulté. (« *La Liberté* », 1<sup>er</sup> février.)

— Une Commission d'études pour la préparation du schéma sur le sacerdoce ministériel — qui sera un des deux grands thèmes à l'ordre du jour de la prochaine assemblée du Synode des évêques — a été instituée à Rome au mois de novembre. La création de cette Commission n'a pourtant été rendue publique que le 30 janvier dernier. Le président de la Commission, qui s'est réunie une première fois en décembre 1970, est le cardinal *Hoeffner*, archevêque de Cologne. Membres : le patriarche arménien *Mgr Batanian*, les évêques *Byrnes*, coadjuteur de *Minneapolis* (USA); *Dingu*, évêque de *Masaka* (Ouganda); *Jimenez*, auxiliaire de *Caracas* (Venezuela); *Cordeiro*, archevêque de *Karachi* (Pakistan); *Rubin*, secrétaire général du Synode; *Mgr Palazzini*, secrétaire de la congrégation du Clergé; le P. *Heston*, secrétaire de la congrégation des Religieux; *Mgr Marchisani*, sous-secrétaire de la congrégation pour l'Éducation catholique; les PP. *Lécuyer*, *Le Guillou*, *Rambaldi*; *Medina* et *Murphy O'Connor*, prêtres diocésains; *Tylsen*, chancelier de la Curie épiscopale de *Zagreb*; *Zunzunegui*, directeur de l'Œuvre missionnaire de *Bilbao*, *San Sebastian* et *Vitoria*, pour l'Amérique latine et l'Afrique. Un seul laïc fait partie de la Commission : M. *Vittorio Bachelet*, président de l'Action catholique italienne et membre du Conseil des laïcs. (« *La Croix* », 3 février.)

— *Mgr Meliton*, métropolite de *Chalcédoine*, envoyé par le patriarche œcuménique S. S. *Athénagoras I<sup>er</sup>*, a été reçu le 8 février par le Saint-Père. Il a rencontré le cardinal *Willebrands*, président du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens pour discuter des mesures les plus propres à intensifier le développement des rapports entre l'Eglise de Rome et le patriarcat œcuménique. Le cardinal et le métropolite ont approuvé définitivement le projet de publication en un volume des 283 documents échangés entre l'Eglise de Rome et le patriarcat

œcuménique pendant les dix dernières années. Les deux prélats ont signé la préface de présentation commune de cet ouvrage dont la publication est très prochaine. (« *OR* », 8-9 février — cf. *supra*, p. 255 la lettre adressée par Paul VI au patriarche *Athénagoras* à cette occasion.)

12 FEV. — 40<sup>e</sup> anniversaire de l'inauguration par le Pape *Pie XI* de *Radio-Vatican* (cf. « *DC* » 1931, n° 556, col. 571-577), en présence de *Guillaume Marconi*, le réalisateur des premières liaisons par ondes hertziennes. *Radio-Vatican* développa ses services pendant la guerre par la transmission de messages à l'intention des prisonniers, des disparus et de leurs familles, soit un total de 1 240 728 messages couvrant 12 105 heures de transmission. Jusqu'en 1967, *Radio-Vatican*, confiée à la Compagnie de *Jésus*, était dirigée par une seule personne. Depuis lors, elle a un directeur général, le P. *Martegani*, assisté de trois sous-directeurs préposés respectivement aux programmes (P. G. *Blajot*, français), au *Radio-Journal* (P. F. *Farusi*), enfin aux installations techniques (P. *Stafanizzi*). *Radio-Vatican* s'est continuellement développée au cours de ses quarante ans d'existence. Elle a aujourd'hui des émissions quotidiennes régulières en 32 langues. (« *La Croix* », 14-15 février; « *OR* », 14 février.)

— Dans son entretien hebdomadaire avec les journalistes, M. *Alessandrini*, chef du Bureau de presse du Vatican, a souligné entre autres l'augmentation du personnel féminin dans les bureaux du Vatican. Les femmes au service du Saint-Siège sont actuellement au nombre de 90. Sept travaillent à la secrétairerie d'Etat (espagnoles et italiennes), d'autres sont occupées dans les congrégations pour les Evêques, pour le Clergé, pour les Religieux et les Instituts séculiers, pour l'Évangélisation des peuples. C'est surtout dans les dicastères créés au cours de ces dernières années qu'a été inséré le personnel féminin, comme par exemple dans la Commission Justice et Paix où travaillent 15 femmes, dont une religieuse et une femme mariée. De même la Commission pontificale pour le tourisme a engagé de jeunes hôtesse. (« *La Croix* », 14-15 février, et « *Kipa* », 12 février.)

— *Teilhard et l'évangélisation des temps nouveaux*, par *André et Louis Rétif* (coll. « *Points d'appui* »). — Un vol. 13,5 x 18 cm, de 200 pages. Prix : 15 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

L'inspiration de *Teilhard de Chardin* fut éminemment apostolique — on l'oublie trop parfois ! Les auteurs nous rappellent comment et combien cette inspiration — malgré ses ombres et ses lacunes — répondait aux besoins de l'apostolat moderne.

— *Le Prêtre. Foi et contestation*. Collectif (coll. « *Réponses chrétiennes* »). — Un vol. 13 x 18,5 cm, de 214 pages. Prix : 20 F. Editions Duculot, Gembloux (Belgique); P. Lethielleux, Paris.

Ces pages évoquent toute la vocation du prêtre et son ministère dans le monde d'aujourd'hui. Dix théologiens réputés confrontent le sacerdoce catholique avec les signes des temps et avec les données les plus sûres de la foi.



# L'Église dans le monde

## DEVELOPPEMENT ET POLITIQUE

*Mgr MATAGRIN, évêque de Grenoble, président de la Commission épiscopale de l'Action charitable et sociale, a adressé l'appel suivant à ses diocésains, au début du Carême, sous le titre : « Carême pour un monde solidaire » (1) :*

Voici le Carême. Celui de 1971, l'année où, en France, les responsables des Eglises ont, par un message œcuménique (2), attiré l'attention sur l'immense tâche qui nous attend au cours des dix années à venir, pour travailler à mettre fin à la scandaleuse aggravation de l'inégalité entre nations riches et nations pauvres.

### *C'est le temps de la prière*

Ce qui s'impose d'abord, c'est de reconnaître en Dieu celui qui nous appelle ensemble à la vie, d'écouter sa parole, de contempler son projet d'amour, révélé et réalisé par Jésus-Christ. Le comprenons-nous ? Par la prière, nous sommes entraînés par Dieu à collaborer à la Création, à maîtriser l'univers, à développer hommes et peuples ; nous participons à la libération totale de l'humanité en Jésus-Christ, mort et ressuscité.

Qu'en ce Carême, la prière personnelle, familiale et communautaire, la célébration de l'eucharistie soient la source et l'offrande de notre action.

### *C'est le temps de l'aveu de nos péchés*

De nos péchés individuels, certes, ceux dont nous sommes directement la cause ; mais aussi de nos péchés collectifs exprimés par des comportements collectifs, comme le racisme par exemple, et traduits dans des institutions qui asservissent ou mutilent l'homme au lieu de le servir et de l'épanouir. Capable de concourir à libérer les hommes frustrés de pain, de culture et de dignité, la technique est trop souvent mise au service d'objectifs où se révèlent l'égoïsme, la volonté de puissance, la recherche du prestige, des individus, des groupes ou des nations. On conquiert l'espace. On fabrique des armes qu'on accumule ou qu'on vend... et on ne se s'attaque pas vraiment aux causes du sous-développement.

En ce Carême, confessons nos péchés. Ne pourrions-nous pas prendre l'initiative de liturgies pénitentielles, ou de journées de jeûne collectif, sans oublier ce que les prophètes nous disent du jeûne véritable ?

(1) *Eglise de Grenoble*, 11 février 1971, p. 271. Le titre est de notre rédaction.

Nous rappelons que c'est Mgr Matagrín qui, au cours de l'Assemblée plénière de l'épiscopat français (Lourdes, octobre 1970), avait présenté à la presse le résumé des rapports sur la question foi-politique (*DC* 1970, n° 1574, p. 1025).

(2) *DC* 1970, n° 1573, p. 989 et s. (NDLR).

### *C'est le temps du jeûne qui plaît à Dieu*

Le jeûne qui plaît à Dieu : libérer les captifs. Tous les captifs. De toutes les prisons. De toutes les chaînes. Libération de ceux dont les chaînes s'appellent faim, misère, maladies, inadaptation, oppression ; et de ceux dont les chaînes s'appellent : argent, confort ou luxe. Libération de ceux qui sont victimes de situations d'injustice et de ceux qui sont privés de vraie liberté. Libération de ceux qui sont frustrés de culture et de ceux qui sont esclaves d'un savoir les enfermant dans un univers clos.

### *C'est le temps du réveil*

Il s'agit de sortir de l'inertie devant le sous-développement qui est le problème numéro un du dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de sortir de l'inconscience politique ou du conservatisme social qui laissent se prolonger un ordre établi masquant un désordre profond. Il s'agit de vaincre la peur du changement. N'est-ce pas une mobilisation des intelligences, des imaginations et des énergies que demande le message œcuménique ? Cela ne doit-il pas se traduire par des réalisations politiques (3), car « les grands choix de la charité collective s'expriment en termes de décisions politiques (4) » ?

En cette période d'élections municipales, il est légitime de se préoccuper des besoins de nos concitoyens ; la présence des étrangers nous appelle à dépasser une conception trop étroite de la solidarité pour construire une communauté mondiale responsable et juste pour tous.

### *C'est le temps de la lucidité*

Nous sommes invités à progresser dans la rigueur des analyses pour mieux comprendre les mécanismes du monde actuel. Utilisons tous les moyens d'information possibles. Le Comité diocésain contre la faim et pour le développement en propose plusieurs. A nous de les utiliser ou d'en inventer d'autres.

Plus encore, il est nécessaire de porter un jugement sur la situation actuelle à la lumière du critère décisif pour un chrétien, l'homme, créé à l'image de Dieu, défiguré par le péché, renouvelé par Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai homme, révélant à l'homme l'origine et le sens de son existence, l'empêchant de se refermer sur lui-même, et lui permettant de s'accomplir.

Cette fidélité à l'Evangile de Jésus-Christ ne nous amène-t-elle pas une remise en question radicale des différents systèmes économiques (5) ? A la place où il est, avec ses liens de solidarité et les responsabilités qu'il porte, chacun de nous est invité à réexaminer ses choix politiques, conscients ou inconscients, en se

(3) Cf. Message œcuménique, § 4.

(4) J.-M. DOMENACH, *Christus*, n° 52, p. 472.

(5) Cf. RENÉ COSTE, *Eglise et vie économique*, Editions ouvrière, chap. 3.

rappelant que toute option a un caractère relatif, ambigu et précaire, et en s'interdisant de demander à l'Eglise de cautionner sa position. Aucune maquette de la société ne découle de l'Evangile. Toutes les options ne se valent certes pas, mais plusieurs choix sont possibles et légitimes pour transformer « les structures internes » des nations, de toutes les nations, et pour supprimer « les rapports de domination des pays industriels — de l'Est comme de l'Ouest — sur ceux du tiers-monde ».

### *C'est le temps de la fidélité*

L'Eglise à vivre dans l'Esprit-Saint, c'est celle que veut Jésus-Christ.

Non pas une Eglise désincarnée, à l'écart dans des édifices culturels, confinée dans un spiritualisme pur ou dans le quietisme.

Non pas une Eglise politisée, sécularisée, prétendant prendre en main l'organisation de la société et renonçant ainsi à la mission de salut qui lui est propre.

Mais une Eglise attentive aux pauvres avec amour et intelligence, soucieuse de soulager rapidement les misères et d'apporter des solutions immédiates à des situations locales, mais aussi d'éveiller ses membres à une action pour transformer les structures (6).

Une Eglise capable de prendre le parti de l'homme et d'accueillir tout ce qu'il y a de bon, de vrai, de beau, dans les personnes, les groupes, les cultures et les nations, mais aussi, et c'est tout un, de prendre le parti de Dieu, de témoigner de son dessein de réconcilier tous les hommes en une communauté universelle où tous le reconnaissent comme Père et se reconnaissent comme frères.

### *C'est le temps de l'espérance (7)*

Tous les jours, c'est Vendredi saint : le mal, le péché, la mort semblent triompher.

Tous les jours, c'est Pâques : Jésus-Christ ressuscite en lui l'humanité qu'il renouvelle, par l'Esprit-Saint, pour en faire son Corps, l'Eglise.

Le Vendredi saint est provisoire.

Pâques, définitif.

† Gabriel MATAGRIN,  
évêque de Grenoble.

(6) Cf. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 32.

(7) Cf. André BIELER, *Une politique de l'espérance*, Editions du Centurion p. 145.

## L'ASSEMBLEE EUROPEENNE

### DE PRETRES

Mgr PUECH, évêque de Carcassonne, a publié dans le bulletin de son diocèse (Eglise en pays d'Aude, 4 mars 1971, p. 111) le texte suivant relatif à la préparation par les prêtres d'Europe du Synode épiscopal qui doit se réunir au mois d'octobre prochain, et qui doit traiter le problème du prêtre. Une rencontre de délégués des Conseils presbytéraux des pays d'Europe doit se tenir à Genève au mois d'avril, et Mgr Puech, après d'autres évêques, met ses prêtres en garde contre les documents qu'ils reçoivent à ce sujet.

En marge du Synode épiscopal de 1969, la congrégation du Clergé avait demandé aux présidents des Conférences épiscopales de faire venir à Rome un prêtre de

leur pays et avait organisé pour eux une réunion de travail (1). Pour la France, les prêtres de l'équipe dite « de continuité », élus pour les deux assemblées évêques-prêtres de Paris et de Lourdes, avaient choisi l'un d'entre eux : l'abbé André Klein, du diocèse de Grenoble.

Pendant leur séjour à Rome un de ces prêtres venus du monde entier, l'abbé T. Dhanis (Belgique), propose aux prêtres venus d'Europe de préparer une « Assemblée européenne » de prêtres. C'est pour donner suite à ce projet qu'une rencontre préliminaire eut lieu à Bruxelles, où la France était représentée par deux des prêtres de « l'équipe de continuité » : les abbés André Klein (Grenoble) et Jacques Fihey (Nantes).

A cette rencontre, il fut décidé qu'un document de travail, à rédiger par quatre des participants, servirait de point de départ à un travail commun sous réserve de l'accord de chaque pays représenté. (Voir la *Croix* de Paris, 16 février 1971, p. 7). Au vu du projet de texte reçu en août dernier, le groupe français, estimant que ce texte n'était pas utilisable, refusa son accord pour les motifs suivants :

« — Il admet implicitement une ligne théologique qui ne peut faire l'unanimité ;

— Il confond ce qui relève du ministère sacerdotal et ce qui relève du rôle des chrétiens dans le monde ;

— Il présente un caractère normatif et impératif faisant obstacle à la libre expression des Conseils presbytéraux ;

— Il simplifie à l'extrême les solutions des problèmes abordés (2). »

A la suite de ce refus, un nouveau document, dit « texte de Paris », fut élaboré pour remplacer le document écarté, dit « texte de Trèves ». Ce document « de Paris » comporte une enquête de cinquante-huit questions. Un certain nombre d'évêques ou de Conseils presbytéraux ont déjà fait savoir qu'ils ne répondraient pas à cette enquête, même s'ils estiment possible une présence à « l'Assemblée européenne de prêtres » qui aura lieu en avril à Genève (3).

Si les prêtres de notre diocèse reçoivent l'un ou l'autre de ces documents, ils sauront donc à quoi s'en tenir.

1° On attend incessamment un document du Saint-Père pour la préparation du Synode d'octobre pro-

(1) Cf. DC 1969, n° 1550, p. 973-975 ; n° 1552, p. 1098 (NDLR).

(2) Mgr VIAL, évêque de Nantes, écrit au sujet de ce texte dans *Eglise de Nantes*, 13 février 1971, p. 54 :

Un texte dont la présentation débute par ces mots : « pour préparer le prochain Synode de 1971 » est parvenu aux prêtres du diocèse sans explication ni mention du nom de l'expéditeur.

Cet envoi appelle de graves réserves. La reprise d'un document qui n'a jamais été adopté, l'ambiguïté de sa présentation, sa diffusion sous le couvert de l'anonymat, la mise en cause abusive d'un certain nombre de personnes constituent des procédés inacceptables. (NDLR).

† Michel VIAL.

(3) Le Conseil presbytéral de Paris a adopté la décision ci-après, le 23 janvier 1971, par 56 voix sur 71 : « Le Conseil presbytéral estime ne pouvoir répondre directement à cette enquête. Il en tiendra compte lorsqu'il travaillera le document préparatoire au Synode. Il souhaite que l'un de ses membres soit présent à la Rencontre européenne d'avril 1971. » (*Présence et Dialogue*. — *L'Eglise dans la région parisienne*, 5 février 1971, p. VIII. NDLR.)



chain (4). C'est d'après les indications de ce texte que les prêtres seront consultés sur les questions mises au programme du Synode. Le 18 mars, les modalités de cette consultation seront précisées par les évêques, réunis à Paris en Assemblée plénière.

2° Nous jugerons alors s'il est expédient d'utiliser le *texte dit « de Paris »*, dont le libellé appelle d'ailleurs de graves réserves.

Il est probable que nous n'aurons pas besoin de ce document déjà rendu public par la presse et dont les questions ont déjà trouvé leurs réponses dans les Assemblées évêques-prêtres de 1969 et dans la consultation nationale qui les a précédées.

3° Quant au *texte dit « de Trèves »*, il n'a jamais été adopté par les prêtres préparant l'Assemblée européenne. En outre, il contient des assertions inacceptables.

† PIERRE-MARIE,  
évêque de Carcassonne.

(4) Ce document de travail a été adressé le 24 février par Mgr Rubin, secrétaire général du Synode épiscopal, à tous les évêques. La Croix du 9 mars présente ainsi ce document de 54 pages, rédigé en latin :

L'introduction constate qu'il y a une certaine crise chez les prêtres consécutive à la sécularisation, liée à l'ouverture de l'Eglise au monde, qui retentit en interrogations sur l'Eglise.

La première partie, doctrinale, est un rappel de position de l'Eglise. Elle cite abondamment les textes du Concile notamment sur les points suivants : le sacerdoce du Christ, le sacerdoce commun, la distinction entre le sacerdoce des fidèles et le sacerdoce ministériel, le ministère sacerdotal en général, la consécration du prêtre, la mission spécifique du ministère sacerdotal, le presbytérisme.

La seconde partie aborde les questions pratiques :

— La nature du sacerdoce ministériel et sa mission spécifique (ministère de la Parole, missions, liens, évangélisation, sacrement).

— La participation et la communion (relations prêtres-évêques, prêtres-laïcs, conseils presbytéraux).

— La vie spirituelle du prêtre (prière, ascèse, pénitence, etc.)

— La relation sacerdoce-célibat. C'est ici qu'est posée la question de l'ordination éventuelle d'hommes mariés.

— Le style de vie (vie matérielle, pauvreté, sens de la communauté, etc.).

— La préparation au sacerdoce (ministères spécialisés, formation permanente, etc.).

Chacun de ces paragraphes se termine par une série de questions pratiques.

## LE NOUVEAU RITE DE LA BENEDICTION DES SAINTES HUILES

Dans l'Osservatore Romano du 4 mars 1971, p. 2, le P. BUGNINI, secrétaire de la S. congrégation du Culte divin, rend compte en ces termes des nouveautés apportées par l'Ordo benedicens Oleum catechumenorum et infirmorum et conficiendi Chrisma, récemment promulgué par la congrégation du Culte divin, par ordre du Saint-Père, et publié par la Polyglotte vaticane :

### 1. Matière

La législation précédente exigeait que l'on utilise exclusivement l'huile d'olives, en raison de sa signification liée au symbolisme biblique. Mais dans beaucoup de régions, on ne produit pas d'huile d'olives, et il fallait

la faire venir d'Europe, ce qui n'était pas toujours facile. Maintenant, il est prescrit d'utiliser l'huile d'olives de préférence, là où cela est possible, mais on peut aussi utiliser toute autre huile végétale, comme l'huile de graines, de noix de coco, etc.

Le saint chrême était confectionné en mélangeant à l'huile du baume. Sa caractéristique est en effet d'être une huile « parfumée » pour signifier la bonne odeur de la vie nouvelle de celui qui est marqué du saint chrême au baptême. Cela peut être exprimé d'une façon digne également par des substances autres que le baume.

### 2. Ministre

La consécration du saint chrême est réservée à l'évêque, conformément à une tradition très ancienne et constante dans toutes les Eglises à partir du V<sup>e</sup> siècle.

Par contre l'huile des catéchumènes, dont l'usage est maintenant déterminé par les Conférences épiscopales, peut également être bénie par les prêtres qui préparent les adultes au baptême. Dans cette préparation, il y a différents degrés, dont certains peuvent être accompagnés d'une onction avec l'huile des catéchumènes. Pour qu'apparaisse plus clairement la signification de cette onction (invoquer sur le le baptisé la force de Dieu pour qu'il soit capable de renoncer au mal), la bénédiction de l'huile peut être faite par le prêtre immédiatement avant de l'utiliser.

L'huile des malades elle aussi, en cas d'urgence ou de vraie nécessité, peut être bénie par le prêtre ou par quelqu'un qui, même s'il n'a pas le caractère épiscopal, est assimilé aux évêques pour le gouvernement d'un quelconque territoire.

### 3. Jour de la bénédiction

Traditionnellement, la bénédiction des huiles a lieu dans la matinée du Jeudi saint, et ce pour un double motif. D'abord parce que les sacrements, pour l'administration desquels les saintes huiles sont nécessaires, sont le fruit de la Pâque et font participer l'homme au mystère pascal du Christ. Et ensuite parce que le Jeudi saint est commémorée l'institution du sacerdoce ; la réunion du clergé autour de l'évêque rappelle à chaque prêtre l'enthousiasme, la grâce et l'engagement de son ordination. C'est l'occasion de renouveler les liens de fraternité de tous ceux qui sont unis par le même sacrement et la même mission pastorale de sanctification des âmes.

Cependant, dans de nombreuses régions, en raison de l'éloignement ou parce qu'ils sont retenus par les tâches pastorales de la Semaine sainte, il est difficile de réunir tous les prêtres pour la messe du saint chrême le Jeudi saint. Dans ces cas, l'évêque peut choisir n'importe quel autre jour, à condition qu'il soit *proche de Pâques*.

### 4. Rite

Il est très simplifié. Il souligne l'importance de la procession d'offertoire où, en même temps que le pain et le vin, sont apportées les huiles à bénir.

Il n'y a qu'une oraison pour la bénédiction de l'huile des malades, et une autre pour l'huile des catéchumènes. Pour la consécration du saint chrême également, il n'y a qu'une oraison, mais plus longue, dans laquelle les prêtres concélébrants expriment leur participation à la consécration en étendant les mains sur le saint chrême, tandis que l'évêque prononce la partie la plus importante de la formule, qui peut être celle utilisée jusqu'à maintenant, avec quelques retouches, ou une autre, nouvellement composée [...].

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)

## LE PROBLEME PASTORAL DES APPARITIONS NON RECONNUES

Au terme de sa session de février 1971, qui s'est tenue à Paris, 57, rue Violet, l'Association des œuvres mariales (AOM) a adopté les conclusions suivantes (1) :

Après avoir constaté :

— D'une part, les problèmes posés à l'Eglise d'aujourd'hui par de multiples apparitions et phénomènes qui sont contestés, mais qui attirent des fidèles sincères ;

— D'autre part, l'effort actuel de renouveau pastoral, par exemple à Lourdes et Pontmain ;

L'AOM a proposé une concertation sur le thème : « Le problème pastoral des apparitions non reconnues ». La session 1971 vient de permettre à ce sujet une réflexion ouverte et sereine.

Les membres actifs de l'AOM qui ont participé à la session

A. — Déclarent reconnaître en ces matières l'autorité des évêques diocésains et respecter leurs décisions actuelles ;

B. — Souhaitent :

1° Que la pastorale de l'Eglise réponde vraiment aux besoins de tous, et provoque à l'espérance en ne négligeant pas les aspirations (qui se manifestent dans les phénomènes étudiés) à une expression de la foi moins abstraite, plus vivante, plus joyeuse, plus fraternelle ;

2° Que le discernement de l'action de l'Esprit-Saint dans ces événements se réalise par des procédures moins juridiques et fasse appel au « sens de la foi » (L. G., 12) du peuple chrétien, convenablement éduqué par les avis prudents de l'autorité compétente.

3° Qu'ayant fait appel à toutes les compétences nécessaires, y compris celles des sciences humaines, on donne une information suffisante sur les enquêtes effectuées ;

4° Que dans l'annonce du mystère du Christ et de l'Eglise on donne sa vraie place à Celle par qui Dieu nous a donné le Sauveur.

(1) Texte original.

Les conférences données au cours de cette session seront publiées dans le numéro des *Cahiers mariaux* qui paraîtra au début d'avril 1971 (80, rue de la Tombe-Issoire, Paris-14<sup>e</sup>, 3 F). Ce numéro contiendra notamment : le « Dossier des apparitions non reconnues par l'Eglise », de Dom BILLET ; la conférence du P. HOLSTEIN sur les éléments psycho-sociologiques ; et l'intervention de l'abbé René LAURENTIN, qui a traité du point de vue théologique la fonction et le statut des apparitions.

— *La Foi sans la messe*. Dix millions de Français croient sans pratiquer, par PIERRE VILAIN. Préface de GEORGES HOURDIN (coll. « Essais »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 172 pages. Prix : 15 F. Editions du Cerf, Paris.

Un journaliste recherche quelle peut être la signification de ce phénomène que révèle une enquête de l'IFOP pour la *Vie catholique* : c'est le passage d'une foi née de la tradition et soutenue par le milieu à une foi personnelle contestant son milieu. Problème de pastorale tout actuel.

— *Essai sur la Révélation et la Bible*, par EDOUARD LIPINSKI, professeur à l'Université de Louvain (coll. « *Lectio divina* »). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 152 pages. Prix : 16,50 F. Editions du Cerf, Paris.

Etude de la Révélation et de ses problèmes pour aborder son expression privilégiée qu'est la Bible, son sens et sa signification dans sa relecture inspirée. Les épisodes des deux disciples d'Emmaüs et de la multiplication des pains sont spécialement approfondis.

## LE CONFLIT ENTRE L'EPISCOPAT DU PARAGUAY ET LE GOUVERNEMENT

### LETTRE DE L'ARCHEVEQUE D'ASUNCION

Mgr ROLON, archevêque d'Asuncion (capitale du Paraguay) a fait part aux fidèles de son diocèse, par la lettre ci-après, de la décision qu'il a prise de ne plus participer aux réunions du Conseil d'Etat. Membre de droit de ce Conseil, il estime, en accord avec l'épiscopat du Paraguay, ne plus pouvoir participer à ses travaux « tant que les exigences fondamentales exposées au gouvernement par l'Eglise ne seront pas prises en considération », ainsi qu'il l'a déclaré à M. Romero Pereira, président du Conseil d'Etat, dans une lettre qu'il lui a adressée le 4 février (1) :

Asuncion, le 6 février 1971.

MES FRÈRES,

Il est de notre devoir de vous informer en toute vérité au sujet de certains événements liés à la vie de l'Eglise, qui peuvent ou pourront être interprétés

(1) Traduit du texte espagnol original.

Dans sa lettre au président du Conseil d'Etat, Mgr ROLON écrit notamment :

[...] Depuis quelque temps, l'Eglise du Paraguay qui, apparemment entretient de bonnes relations avec les autorités nationales, se trouve en réalité dans l'impossibilité pratique de collaborer avec le gouvernement, principalement en raison de l'existence d'abus croissants et de violations évidentes des droits de l'homme les plus élémentaires. L'Eglise elle-même a été privée de liberté d'expression et de communication par la suppression de son propre organe de presse. Elle a été l'objet de pressions dans ses activités pastorales qui, intentionnellement ou de manière erronée, ont été mal interprétées, particulièrement en ce qui concerne l'organisation des laïcs dans le secteur rural. Elle a été et est encore l'objet de diffamations fréquentes et gratuites de la part d'émissions de radio partisans, avec l'accord évident des mêmes autorités nationales. Enfin, elle a été pratiquement isolée par la diminution à l'extrême de ses possibilités d'accès auprès des instances gouvernementales et de contacts avec celles-ci.

J'ai fait moi-même l'expérience de cette situation. Parmi les premières démarches que j'ai accomplies au titre de ma nouvelle responsabilité, j'ai cherché en toute bonne foi et sincérité à établir une série de contacts et de conversations avec les autorités du pays. Je dois dire que malgré de belles paroles, cela n'a pas servi à grand-chose pour l'amélioration de la situation de base.

Cette pénible situation, qui traduit un état de résistance et d'hostilité aux demandes de l'Eglise, m'impose une attitude de réserve et rend très difficile ma participation aux travaux du Conseil d'Etat. [...]

Je vous demande, monsieur le Président de ne pas interpréter cette décision comme le résultat d'influences politiques partisans, ni comme un geste de rupture, et encore moins comme le désir de refuser à l'avenir toute collaboration avec le gouvernement en tout ce qui concerne l'instauration d'un ordre véritable de justice et de liberté pour la nation, ainsi que le président de la République lui-même l'a très bien exprimé dans son message de Noël. Au contraire, la collaboration loyale et désintéressée de l'Eglise fait partie de sa mission et de sa raison d'être dans le monde, chaque fois qu'existent la bonne volonté, le respect, la disposition au dialogue et un véritable esprit chrétien de la part des autorités nationales sur lesquelles pèse la grave responsabilité, légale et morale, de promouvoir et d'orienter le développement du pays d'une manière compatible avec la dignité humaine et chrétienne de tous les Paraguayens, et dans la paix qui est le fruit de la justice.



dans un sens favorable à la dignité de l'Eglise et à la netteté de son orientation dans notre pays et spécialement dans notre diocèse.

1. L'article 182, § 2 de la Constitution nationale déclare que l'archevêque d'Asuncion fait partie du Conseil d'Etat en tant que représentant de l'Eglise du Paraguay. C'est une charge à laquelle on ne peut renoncer et que l'on ne peut déléguer à personne d'autre. L'intégration officielle à cet organisme se réalise par l'acte du serment prêté devant le président de la République. Il n'est donc pas licite à l'archevêque, comme citoyen, de se dérober à cet acte et à cette charge.

2. La cérémonie du serment de fidélité à la Constitution, dans l'accomplissement de la charge de conseiller d'Etat, s'est déroulée le 27 janvier au palais du gouvernement. La formule du serment sauvegarde les lois de Dieu et de l'Eglise ainsi qu'il convient à un évêque. Il est clairement affirmé que, dans l'exercice de cette fonction, « il faut rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ».

3. Le 4 février, à 17 h, la période des sessions du Conseil d'Etat s'est ouverte. Dans une note officielle remise personnellement au président du Conseil, j'ai exprimé comme archevêque ma décision, libre et personnelle, de ne pas assister aux réunions en signe de désaccord avec la situation résultant de l'orientation de la nation, tant en raison des violations des droits de l'homme que des relations (du gouvernement) avec l'Eglise. Cette attitude réfléchie a été soumise auparavant à l'appréciation des évêques membres de la Conférence épiscopale, du Conseil presbytéral du diocèse, du Conseil de Curie et des laïcs engagés dans la vie de l'Eglise. Cette attitude qui n'est pas proprement personnelle, mais qui veut être l'expression authentique de l'Eglise du Paraguay, est une exigence pacifique auprès des autorités du pays pour que les réclamations de la Conférence épiscopale, exprimées de manière répétée au gouvernement, soient reçues comme il convient dans le but d'instaurer un ordre véritable de justice et de paix pour tous.

4. Les raisons alléguées dans la note sont les suivantes :

a) Accord avec les enseignements sociaux de l'Eglise conciliaire et de Medellin, en ce qui concerne la solidarité de celle-ci avec l'homme concret, dans sa lutte pour une libération totale et un développement humain et chrétien.

b) Accord avec la pensée constante et les exigences des évêques du Paraguay, groupés en Conférence épiscopale dont je fais partie et dont je dois défendre les exigences par conviction personnelle et par devoir de collégialité.

c) Accord avec ma condition de pasteur de tous les fidèles de cette portion de l'Eglise catholique, condition qui m'interdit de participer à une fonction de gouvernement, sans m'identifier avec les pauvres et les opprimés dans la disgrâce et l'injustice.

Dans les circonstances particulières par lesquelles passe le pays et qui sont connues de tous, il n'est ni juste ni raisonnable que la présence obligatoire de l'archevêque au Conseil d'Etat puisse être interprétée par le peuple, et surtout par les fidèles, comme une approbation de tous les comportements tenus jusqu'à maintenant, comme une dépendance de l'Eglise à l'égard des pouvoirs civils pour son activité pastorale, ou comme l'acceptation franche et totale de toutes les décisions du Conseil.

5. Cette attitude n'est pas le résultat d'influences politiques partisans, ni un geste arrogant qui signifierait un refus pour l'avenir de toute collaboration

avec le gouvernement en ce qui concerne l'instauration d'un ordre véritable de justice, de paix et de liberté pour la nation tout entière. Au contraire : la collaboration loyale et désintéressée fait partie de la mission de l'Eglise, chaque fois qu'existent la bonne volonté, le respect et un véritable esprit chrétien de la part des autorités du pays.

Il est très important, maintenant, de tenir compte de ce qui suit pour comprendre le sens de l'attitude que j'ai prise comme archevêque :

a) Il y a *parjure* quand on prête serment en manquant consciemment à la vérité, sans avoir l'intention de tenir sa promesse ou avec l'intention d'y manquer.

Le serment, imposé par la loi et tel qu'il a été prononcé par votre archevêque, a pour objet « la fidélité à la Constitution dans l'accomplissement de sa charge de conseiller, les lois de Dieu et de l'Eglise étant sauves ». Telle est l'intuition qui demeure la mienne.

Par conséquent, le serment ne se réfère pas à l'*assistance* aux réunions ou aux horaires des sessions, lesquelles sont dépendantes des circonstances externes et personnelles, psychologiques ou spirituelles (ou pastorales, dans le cas d'un prêtre et à plus forte raison d'un évêque).

b) Il n'y a *pas parjure* quand on demande au président du Conseil d'excuser les absences pour grave motif de conscience, dans un geste à signification pastorale pour les fidèles de la République.

Il n'y a *pas renonciation à la charge* (de conseiller), car c'est une responsabilité constitutionnelle qui ne peut être déléguée.

Il n'y a *pas désertion* de la charge, car l'archevêque peut retourner au Conseil d'Etat, quand il lui convient, pour mettre en œuvre un dialogue démocratique et loyal.

Mes Frères,

Comme nous le disions dans notre message de Noël, soyons des artisans de paix, mais d'une paix fondée sur la justice, la vérité et l'amour. Que Dieu, centre de tout bien, nous éclaire, nous fortifie et nous remplisse de joie dans le fidèle accomplissement de notre mission pastorale au milieu de ce peuple catholique qui croit encore dans le Seigneur Jésus, dans la Vierge très sainte et dans l'Eglise catholique.

Avec notre bénédiction.

Ismael ROLON,  
archevêque d'Asuncion.

---

— « *Intercommunion* » avec Rome ?, par VILMOS VAJTA. Traduit de l'allemand par CHARLES GUERRIER (coll. « Théologie sans frontières »). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 144 pages. Prix : 15 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur, pasteur luthérien, directeur du Centre œcuménique de Strasbourg, préconise, après une étude approfondie des principes théologiques fondamentaux, de rechercher la possibilité d'une communion eucharistique (protestants-catholiques) par des voies encore inédites.

---

#### ERRATUM

M. Lamberto Furno, qui a recueilli l'interview du cardinal Alfrink publiée dans notre numéro du 21 février 1971, p. 182, nous précise que cette interview a paru uniquement dans la *Stampa*, de Milan, et non dans *Il Resto del Carlino*, de Bologne.

---

Imprimerie « Bayard-Presses », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presses.

# Les Éditeurs vous proposent...

Collection  
" Points de repère "

## LE MAL, QUESTION SUR DIEU

par Olivier RABUT

10 F

**C A S T E R M A N**

VIENT DE PARAÎTRE  
dans la Collection  
THEMES BIBLIQUES

### N° 5 — LA SEXUALITÉ DANS LA BIBLE

par T.-C. De Krujif  
144 pages 9 F

### N° 6 — LE MIRACLE

par A. De Groot  
176 pages 9 F

APOSTOLAT DES EDITIONS  
48, rue du Four, Paris-VI<sup>e</sup>  
Tél. 548-33-00.  
CCP Paris 5469-36.

Vient de paraître :

## PHOTOLANGAGE GROUPE

48 photos hélios, une brochure  
de méthodes, sous étui car-  
tonné.

Comment démarrer un  
groupe ? Pour les jeunes,  
comment nous connaître, nous  
exprimer, nous lier ?

Prix : 21 F.

EDITIONS DU CHALET  
36, rue de Trion, Lyon-5<sup>e</sup>  
8, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>

## JÉSUS est venu

un album tout en couleurs  
dessiné par Philippe Joudiou  
textes de Martine Douillet  
et Geneviève Guilhem  
présenté par Françoise Destang

1 grand album de la collection  
Réjouis-Toi  
Ft 22x22 - 32 p. - Prix : 10,80 F

Les Editions du Sénévé  
34, rue Le Brun - PARIS 13<sup>e</sup>

Michel DORTÉL-CLAUDOT

## ÉTAT DE VIE ET RÔLE DU PRÊTRE

Son statut particulier  
au cours des siècles.

14,10 F.

**le centurion**

Le film-disque  
du Centenaire

## PONT-MAIN

Production :  
NOTRE-DAME  
DES TEMPS NOUVEAUX  
Texte : Raoul AUCLAIR

Pour commémorer cet événement  
unique que fut l'apparition de la  
Sainte Vierge à Pont-Main, le  
17 janvier 1871.

2 longs films  
dessins couleurs ..... 48,00 F  
1 disque 30 cm ..... 31,70 F

Catalogue sur demande aux :

ÉDITIONS DU BERGER  
4, rue Cassette, Paris (6<sup>e</sup>).  
Tél. : 222-13-07. CCP Paris 65-23.

Pierre LAUZERAL

## SAISIR LE CHRIST AUJOURD'HUI

Un renouveau  
sous le signe de saint Paul.

12,90 F

**le centurion**



France et DOM-TOM : 1 an, 50 F ; 6 mois, 25 F. Canada : 1 an, 14, « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
 Canada, Suisse : 40 FS. Autres pays : 1 an : 43 F ; 6 mois, 22 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : (par abonnement : France : 1,60 F ;  
 Etranger : 1,85 F). Numéros fournis isolément : de l'année : 2 F ;  
 des années précédentes : 2,50 F.  
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre doré au dos, non  
 millésimé. Prix : 0 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1582 - 21 MARS 1971

252 **Audience générale du mercredi des Cendres** (24 février).

253 **La pénitence.** Allocution d'ouverture du Carême (24 février).

255 **Lettre au patriarche Athénagoras** (8 février).

258 **La Pologne ; la paix intérieure.** Angelus du 14 février.

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

256 **L'adhésion du Saint-Siège au traité de non-prolifération nucléaire.**

258 **La réforme des vêtements de chœur.** Circulaire de la S. congrégation du Clergé.

**ACTES DU SAINT-SIÈGE**

## L'UNITE DES CHRETIENS

259 **Unité des chrétiens ou unité humaine ?** Conférence du cardinal Willebrands.

265 **La diversité des charismes et la communion du Saint-Esprit.** Allocution du cardinal Willebrands.

269 **La première communauté chrétienne et notre travail œcuménique.** Homélie du cardinal Willebrands.

273 **Catholicité et apostolicité.** Document d'étude du groupe mixte de travail Eglise catholique-Conseil œcuménique des Eglises.

**DOSSIER**

285 **Note doctrinale de la Commission épiscopale française de la famille sur l'avortement.**

290 **Déclaration des évêques suisses sur la pornographie.**

**QUESTIONS ACTUELLES**

291 **Événements et informations** (1<sup>er</sup>-15 février).

**ÉVÉNEMENTS**

295 **Développement et politique (Mgr Matagrín) ; l'Assemblée européenne de prêtres (Mgr Puech) ; le nouveau rite de la bénédiction des saintes huiles (P. Bugnini) ; le problème pastoral des apparitions non reconnues ; le conflit entre l'épiscopat du Paraguay et le gouvernement.**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

**Sécularisation  
et athéisme (Paul VI)**

**Présentation générale  
de la liturgie  
des Heures**

**" Pourquoi je ne  
quitte pas l'Eglise "**  
(Hans Küng)

**Du bon usage  
des documents  
pontificaux**  
(Mgr Weber)



La sortie de la messe latine à la basilique du Saint-Sépulcre. En tête, la police israélienne et les gardiens arabes traditionnels. (Photo DC)



## BIBLIOGRAPHIE

- *Anne de Guigné. Documents authentiques*, par A. WIELER et H. MOULIN. Préface du cardinal GARRONE. — Un vol. 14 × 19,5 cm, de 282 pages. Imprimerie monastique, Saint-Julien-l'Ars (Vienne).
- « Il est bon pour notre temps, écrit le cardinal Garrone, de voir ce que la grâce, l'amour de Dieu, l'Eucharistie peuvent faire dans une âme d'enfant... Je suis sûr que ce livre fera du bien aux enfants... et surtout à ceux qui ayant mission de les former doivent croire à tout ce que Dieu peut faire en eux. »
- *Le Célibat en question*, par H. MOGER, O.P. — Un vol. 12,5 × 19 cm, de 142 pages. Prix : 84 FB. Editions de la Pensée catholique, Bruxelles.
- L'auteur expose les motifs du célibat dans l'Eglise, ce qu'il est en réalité, et l'estime que doit avoir l'âme chrétienne pour la chasteté dans tous les états de vie.
- *Où Dieu pleure*, par WARENFRIED VAN STRAATEN, prémontré. — Un vol. 11,5 × 18 cm, de 256 pages. L'Action de l'aide à l'Eglise en détresse, BP 14, 78-Marly-le-Roi (Yvelines).
- L'auteur expose le problème de la misère et de la faim dans l'Eglise en détresse sur tous les continents.
- *L'Épopée missionnaire du diocèse d'Arras*, par F. GAQUÈRE. — Un vol. 21 × 27 cm, de 350 pages. Editions Œuvres missionnaires, Arras.
- C'est le livre d'or missionnaire du diocèse d'Arras. Après un rapide, mais substantiel exposé des problèmes des missions catholiques, c'est un aperçu complet du monde missionnaire auquel s'intéresse le diocèse d'Arras, et des œuvres représentées par les personnalités missionnaires les plus marquantes. Un ouvrage à imiter dans bien des diocèses.
- *Maladie et Culpabilité*, par docteur PEDRO LAIN ENTRALGO. Traduction par MARGUERITE PELECIER. — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 192 pages. Prix : 16,20 F. Editions Resma, Paris.
- L'auteur cherche les liens qu'il peut y avoir entre le désordre physiologique et le désordre moral, la maladie et la faute, et les conclusions qu'en ont tirées les civilisations occidentales. On devine les résonances morales et religieuses qui en découlent.
- *Des prêtres parlent du fonctionnement de l'Eglise*, par MARCEL DUCOS, O.P. (coll. « Recherches pastorales », n° 39). — Un vol. 14 × 20 cm, de 256 pages. Prix : 18,30 F. Editions Fleurus, Paris.
- Quelles structures ont assuré la vitalité de l'Eglise au cours des siècles et quelles formes institutionnelles doivent être considérées comme toujours animatrices de sa vie ou comme obstacles à son dynamisme permanent ? La question mérite d'être posée après le Concile.
- *Eucharistie d'Orient et d'Occident* (coll. « Lex Orandi », n° 46 et 47). — Vol. I, 13,5 × 19,5 cm, de 220 pages. Prix : 1 F ; vol. II, 300 pages. Prix : 30 F. Les deux volumes : 50 F. Editions du Cerf, Paris.
- Des spécialistes des liturgies romaine et orientale ont participé à la Semaine liturgique de Saint-Serge (Institut orthodoxe de Paris) en 1965. Les deux volumes nous donnent l'essentiel de leurs contributions sur la Cène et le précepte : « Faites ceci en mémoire de moi. » Etude approfondie du mystère eucharistique tel qu'il ressort de la liturgie de l'Orient et de l'Occident, exprimant une même foi dans le même mystère.
- *Pascal et le problème de la destinée*, par PAUL LARRAILLET, S.J. — Un vol. 12 × 18,5 cm, de 222 pages. Nouvelles Editions latines, Paris.
- Un livre qui vient bien à propos, au temps de la contestation et de la prétendue « mort de Dieu ». Le double témoignage de la foi de Pascal est, en effet, toujours valable et bien actuel.
- *Quelle est la vérité de la Bible ?*, par OSWALD LORETZ. Traduit de l'allemand par H. ROCHAIS et JOSEPH FEISTHAUER. — Un vol. 14,5 × 21,3 cm, de 176 pages. Editions du Centurion, Paris.
- C'est la question primordiale de la lecture de la Bible. Quelle genre de vérité Dieu a voulu nous faire connaître dans les Livres saints ? Alors qu'on préconise la lecture de la Bible par les fidèles, il est nécessaire de leur expliquer l'objet de la Révélation divine pour en retirer des fruits assurés de salut.
- *Le Christ appartient à deux mondes*, par MAURICE NÉDONCELLE (coll. « Révisions »). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 246 pages. Prix : 14,10 F. Editions du Centurion, Paris.
- Le chrétien, dès son baptême, appartient au monde du temps et de l'éternité, non pas deux réalités qui se suivent ou juxtaposées, mais ne composant qu'une seule et même vie. L'auteur ne prétend pas nous donner « un exposé complet de la doctrine catholique, mais une réflexion sur quelques points fondamentaux de notre foi » avec « la seule préoccupation... de ne pas esquiver des questions essentielles ou même brûlantes »... Ces pages répondent aux questions les plus urgentes de notre temps, allant droit au fond du problème. Et ce n'est pas un mince mérite.
- *Le Ministère du célébrant dans la nouvelle liturgie*, par R. GANTOY (coll. « Vivante liturgie »). — Un vol. 14,5 × 21,5 cm, de 188 pages. Prix : 12,20 F. Publication de l'abbaye de Saint-André. Editions du Centurion, Paris.
- *Comment en parler à nos enfants ?* (coll. « Pomme d'Api », parents). — Une plaquette 12 × 21 cm, de 64 pages. Prix : 9 F. Editions du Centurion, Paris.
- *Rester et Devenir soi-même*, par Dr JACQUES SARANO (coll. « Psycho-Guides »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 192 pages. Prix : 12,20 F. Editions du Centurion, Paris.
- *Marie de Béthanie. Nelly Beghian 1901-1945*, par G. ZANANIRI (coll. « Vie spirituelle et vie intérieure »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 224 pages. Prix : 12,60 F. Editions Lethielleux, Paris.
- *Introduction à Karl Marx*, par J.-M. VAN CANGH (coll. « Aux hommes de notre temps réponses chrétiennes »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 128 pages. Prix : 18,70 F. Editions Duculot, Gembloux (Belgique) ; Lethielleux, Paris.
- *La Formation des prêtres. Genèse et commentaire du décret conciliaire « Optatum totius »*, par A. LAPLANTE. Préface du cardinal GARRONE (coll. « Théologie, pastorale et spiritualité », n° 23). — Un vol. 14 × 19 cm, de 204 pages. Prix : 18,70 F. Editions Lethielleux, Paris.
- Nous avons en ces pages, comme le dit le cardinal Garrone, un commentaire du texte conciliaire « précis, bien documenté, permettant une méditation intelligente et approfondie de ce que dit, demande, veut l'Eglise dans la préparation de ses prêtres ».
- *Les Origines du célibat ecclésiastique du I<sup>er</sup> au VII<sup>e</sup> siècle*, par ROBERT GRYSO (coll. « Recherches et Synthèses »). — Un vol. 16 × 24,5 cm, de 228 pages. Prix : 300 FB. Editions Duculot, Gembloux (Belgique) ; Lethielleux, Paris.
- C'est une étude approfondie de la question du célibat ecclésiastique, en partant de l'âge apostolique et toute la période préconstantinienne et en repassant la grande tradition des Pères grecs, de l'Eglise d'Afrique et de Rome jusqu'au VII<sup>e</sup> siècle. Aux textes patristiques s'ajoute une ample documentation sur la législation des Conciles, des constitutions ecclésiastiques, que clôt la législation de Justinien et du Concile Quinisexte. Ouvrage très fouillé sur une question actuelle.
- *Jeunesse européenne d'aujourd'hui. Modèles de comportement et valeurs*, par G. LUTTE, DIDIER PIVETEAU, J. CARREL, SILVANO SARTI (coll. « Points d'appui »). — Un vol. 13 × 18 cm, de 248 pages. Prix : 18 F. Les Editions Ouvrières, Paris.
- Voici les résultats d'une vaste enquête européenne qui nous livre la pensée de plus de 32 000 adolescents et d'une centaine de psychologues de sept pays européens. C'est dire l'importance de ces pages par les conclusions qu'elles susciteront chez les lecteurs.
- *Une Nouvelle classe moyenne. L'avènement des techniciens*, par PHILIPPE LARÈRE, O.P. (coll. « Economie et Humanisme »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 128 pages. Prix : 9,50 F. Les Editions Ouvrières, Paris.
- Il s'agit du monde « technico-économique ». L'auteur cherche une description du phénomène « technicien », pour nous aider à réfléchir et à comprendre l'orientation qu'il impose à la vie présente de l'homme.

# Actes de S. S. Paul VI

## LE PHÉNOMÈNE DE LA SÉCULARISATION DANS SON RAPPORT AVEC L'ATHÉISME

*Allocution au Secrétariat pour les Non-croyants*

*Paul VI a adressé l'allocution suivante, le 18 mars, aux participants à la Congrégation plénière du Secrétariat pour les non-croyants, guidés par le cardinal Koenig, archevêque de Vienne, président du Secrétariat (\*).*

FRÈRES BIEN-AIMÉS ET CHERS FILS,

Nous sommes heureux de cette rencontre avec tous les membres de l'organisme désigné jusqu'ici sous le nom de « Secrétariat pour les non-croyants (1) ». Vous êtes plus spécialement chargés dans l'Eglise de promouvoir le dialogue avec tous les hommes qui vivent dans un athéisme idéologique ou pratique, et d'abord étudier objectivement les multiples formes, les causes et les conséquences de cet athéisme. Tâche immense, certes, complexe et difficile, mais qu'il est urgent et nécessaire d'accomplir, selon la juste remarque du P. DE LUBAC : « Aucun sujet n'est à la fois plus grave et plus actuel, en même temps que plus multiforme. Aucun ne requiert davantage l'attention de quiconque, dans l'Eglise, détient une part de la responsabilité commune. Aucun ne s'impose avec plus de poids à la conscience chrétienne de notre temps. » (Préface à *Des chrétiens interrogent l'athéisme*, t. I, vol. 1, *L'Athéisme dans la vie et la culture contemporaine*, Paris, Desclée et Cie, 1967, p. 7.)

Vous venez de faire le bilan de ces cinq années : expérience tâtonnante, qui a déjà porté des fruits indéniables, suscité de nombreuses initiatives, et posé aussi beaucoup de questions. Nous examinerons avec soin l'apport de cette

Congrégation plénière, aussi bien en ce qui concerne les objectifs et les tâches à poursuivre ou à entreprendre que par rapport aux structures de ce Secrétariat dont nous voudrions faire un instrument toujours mieux adapté à la recherche, à l'étude et au dialogue.

### De la sécularisation au sécularisme

Aujourd'hui, c'est une réalité du monde moderne fort complexe et diversement appréciée qui retiendra notre attention : le phénomène de la sécularisation dans son rapport avec l'athéisme.

Le processus de sécularisation qui affecte nos sociétés de façon radicale peut sembler irréversible. Ce n'est pas seulement le fait que des institutions, des biens, des personnes, soient soustraits au pouvoir ou au contrôle de la hiérarchie de l'Eglise : quoi de plus normal en effet, si l'on pense aux tâches humaines de suppléance que l'Eglise a été amenée à assumer dans le passé ? Mais le phénomène, vous le savez, va beaucoup plus loin, aux plans culturel et sociologique. Non seulement les sciences, y compris les sciences humaines, les arts, mais l'histoire, la philosophie et la morale ont tendance à prendre comme unique source de référence l'homme, sa raison, sa liberté, ses projets

par exemple, qu'il est « offensant », parce que ceux que les catholiques appellent « non-croyants » ne veulent pas être désignés ainsi, soit parce que cela les fait apparaître comme manquant de quelque chose que les catholiques considèrent comme une valeur (la foi), soit parce qu'ils ne se considèrent pas comme non-croyants, ayant eux aussi une « foi » à eux, même si ce n'est pas la foi chrétienne. On a également dit que cette appellation est négative. En conséquence, beaucoup ont demandé qu'elle soit changée. La question avait déjà été étudiée par les consultants lors de leur réunion d'octobre dernier. De nouveaux noms avaient été proposés, mais aucun n'avait emporté une adhésion suffisamment unanime. La Congrégation plénière a de nouveau étudié le problème, mais sans parvenir à une décision définitive : la grosse majorité s'est prononcée pour le maintien du nom actuel, en réservant cependant la possibilité de le changer à l'avenir si l'on parvenait à trouver un nom convenant mieux. Cependant, les Secrétariats nationaux pourront prendre un autre nom s'ils le jugent opportun.

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)

(\*) Texte français publié dans *l'Osservatore Romano* du 19 mars 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.

(1) Dans le compte rendu des travaux de la Congrégation plénière publiée par le P. DE ROSA, S.J., dans *l'Osservatore Romano* des 22-23 mars 1971 nous lisons :

Ces dernières années, le titre de « Secrétariat pour les non-croyants » a été critiqué de divers côtés. On a dit,



terrestres, en deçà d'une perspective religieuse qui n'est plus partagée par tous. Et la société elle-même, désirant rester neutre face au pluralisme idéologique, s'organise indépendamment de toute religion, reléguant le sacré dans la subjectivité des consciences individuelles.

Cette sécularisation, qui comporte une autonomie croissante du profane, est un fait marquant de nos civilisations occidentales. C'est dans cette situation qu'est apparu le sécularisme, comme système idéologique : non seulement il justifie ce fait, mais il le prend comme objectif, comme source, et comme norme de progrès humain, et il va jusqu'à revendiquer une autonomie absolue de l'homme devant son propre destin. Il s'agit alors, pourrait-on dire, d'« une idéologie, une nouvelle conception du monde, sans ouverture, et qui fonctionne tout comme une nouvelle religion ». (Cf. HARVEY COX, *la Cité séculière*, trad. S. de Trooz, Cahiers de l'actualité religieuse 23, Paris. Casterman, 1968, p. 50). Cette forme de naturalisme est une vision des choses qui exclut toute référence à Dieu et à la transcendance et tend dès lors à s'identifier avec l'athéisme et à apparaître comme un ennemi mortel du christianisme, qu'une conscience chrétienne ne saurait accepter sans se renier, tant il est vrai que l'« athéisme véritable se situe, par définition, au plan d'une immanence close sur soi, de l'homme et du monde ». (R. P. G. M. M. COTTIER, O.P., *Horizons de l'athéisme, Cogitatio Fidei* 40, Paris, Cerf, 1969, p. 180.) Cela est bien clair. Mais les esprits attachés à la foi montrent davantage de perplexité devant les chances ou les dangers de la sécularisation elle-même.

### « Athéisme chrétien »

S'il n'est pas nécessaire de rappeler la légitimité d'une certaine autonomie des réalités terrestres et des sociétés elles-mêmes, qui ont leurs lois et leurs valeurs propres, et se distinguent par conséquent du Royaume de Dieu (cf. *Gaudium et Spes*, n. 36 § 2), il nous faut par contre rejeter sans équivoque deux confusions ruineuses entre ces deux domaines. La première est désastreuse : elle propose du christianisme une version séculière, qui englobe toute la foi chrétienne dans un humanisme où le terme de divin, s'il figure encore, n'est plus qu'une façon de désigner des qualités immanentes à l'homme. On en viendrait ainsi à vider le message du Christ de toute sa portée théocentrique et à promouvoir ce qu'il ne resterait plus qu'à appeler, sans se soucier de la contradiction des termes, un « athéisme chrétien ». Une certaine théologie de la mort de Dieu n'a pas échappé, hélas ! à cette étrange absurdité.

### Excès opposé : le monolithisme qui confond trop le royaume de Dieu et le monde d'ici-bas

À l'opposé, certains croyants sont tentés de nier toute possibilité de philosophie humaine, de solution humaine aux problèmes de ce monde en dehors de la foi de l'Eglise et des applications des principes chrétiens. À la limite,

ne serait-ce pas nier la responsabilité humaine qui fait précisément partie de la grandeur de l'homme créé à l'image de Dieu, et refuser toute collaboration sincère avec les hommes de bonne volonté qui ne partagent pas notre foi ? Ce monolithisme confond trop le royaume de Dieu et le monde d'ici-bas.

Maintenir la distinction entre les deux n'est pas pour autant les opposer à outrance, comme si les réalités temporelles étaient finalement sans aucun rapport avec le royaume de Dieu, comme si les œuvres d'ici-bas importaient peu à la foi qui attend le salut de Jésus-Christ. Cette incompatibilité a séduit des âmes nobles de croyants, parce qu'elle paraît sauvegarder la transcendance de Dieu. En réalité, elle aboutit trop souvent à le rejeter de la vie humaine. La doctrine catholique s'est toujours méfiée de cet excès, car n'est-ce pas le même Dieu qui est Créateur, Rédempteur et Sanctificateur ?

### Un humanisme excluant Dieu se révélera tôt ou tard inhumain

Une double question en tout cas se pose à nous avec force : est-il possible de fonder un humanisme authentique, à partir de perspectives pratiquement athées, c'est-à-dire d'un monde désacralisé et sécularisé, sans référence à Dieu, tout en laissant la possibilité de reconnaître, pour ceux qui le peuvent ou le veulent, un Dieu transcendant et personnel ? Est-il souhaitable, par ailleurs, d'en venir là dans le processus de sécularisation, pour purifier et valoriser, comme on le dit parfois, la foi des croyants ?

À la première question, la réponse sur le plan pratique n'est peut-être pas très aisée, et il faut sans doute se méfier d'une apologetique trop facile, illustrant la thèse selon laquelle, comme on l'a dit en termes lapidaires, « un peuple se déshumanise dans la mesure où il se déchristianise » (FRANÇOIS MAURIAC à la Semaine des intellectuels catholiques de novembre 1954, repris dans *le Chrétien Mauriac, recherches et débats* 70, Paris. Desclée De Brouwer, 1971, p. 65) et, sans Dieu, tout va à la dérive sur le plan humain, le vrai, le bien, le respect des personnes, leur bonheur, leur espoir. Et cependant, après avoir assisté, depuis plus d'un siècle, aux efforts émouvants des divers humanismes athées, ne s'aperçoit-on pas effectivement que c'est maintenant le sens de l'homme qui paraît mal assuré, au point que certains n'osent plus parler d'humanisme ? En tout cas, pour nous croyants, cette conviction ne fait pas de doute : un humanisme clos, exclusif de Dieu, se révélera tôt ou tard inhumain (cf. *Populorum progressio*, n. 42). Pourquoi ? Parce que Dieu demeure la source et le terme des valeurs suprêmes sans lesquelles l'homme ne peut vivre. Parce que les réalités du péché et de la mort et les questions qu'elles posent, pour chaque homme comme pour l'histoire, ne reçoivent pas de solution radicale et définitive en dehors de la foi (cf. *Gaudium et Spes*, n. 21 § 3).



**Si la sécularisation peut être une chance pour la maturation religieuse d'une élite, elle est, pour le plus grand nombre, un terrain fertile pour l'athéisme**

Et nous retrouvons ici la deuxième question que nous avons posée : une sécularisation radicale de la société a-t-elle des chances de rendre la foi plus pure, plus consciente et plus responsable parce que moins sociologique, tout en assurant mieux le service de l'homme ? De toute notre conviction, nous ne le pensons pas. C'est d'abord un fait d'histoire qu'une telle sécularisation s'est développée en opposition au christianisme. Mais il faut encore ajouter : la sécularisation en elle-même, à côté de la distinction légitime et nécessaire entre les réalités terrestres et le Royaume de Dieu, pèse en fait de tout son poids dans le seul sens de l'immanence et de l'anthropocentrisme, auquel on ne saurait réduire la foi chrétienne. Pratiquement, une sécularisation radicale, évacuant de la cité humaine la référence à Dieu et les signes de sa présence, vidant les projets humains de toute recherche de Dieu, supprimant les institutions proprement religieuses, crée un climat d'absence de Dieu. Si c'est une chance possible pour la maturation religieuse de quelque élite, c'est d'abord en fait un terrain fertile pour l'athéisme, pour tous ceux qui — et ils seront toujours le plus grand nombre — gardent une foi faible, qui survit mal au défaut d'appuis extérieurs. Il faudrait faire fi de la nature de l'homme et de sa nécessaire expression sociale, pour s'en étonner.

**Que les chrétiens contestent la tendance de l'homme sécularisé à se fermer sur lui-même, tout en reconnaissant ce qu'il y a de valable dans les efforts des incroyants pour bâtir un monde plus humain**

Aussi notre responsabilité de pasteur nous fait-elle un devoir de mettre en garde contre ce risque grave. Comme le déclarait justement le cardinal François MARTY : « Si le monde se sécularise, il ne faut pas que les chrétiens se sécularisent... Sécularisation ne veut pas dire qu'on va vers une vie chrétienne sans éléments religieux... La contestation des idoles et de tout faux sacré ne peut se faire qu'au nom de Jésus-Christ... Les chrétiens ne peuvent se configurer au Christ sans structures et sans les actes propres de la « religion ». Le catholicisme, en raison même de son institution hiérarchique et sacramentelle, ne peut admettre n'importe quelle sécularisation. L'Eglise n'a pas à s'effacer devant le monde, mais seulement à être toujours plus véritablement elle-même. » (Rencontre européenne du Secrétariat pour les non-croyants, à Vienne, 9 septembre 1968, dans *Documentation Catholique*, Paris, Bonne Presse, t. LXVI, 1969, p. 799).

Disons-le sans ambages : devant une certaine sécularisation de fait de ce monde, les croyants ont une mission prophétique à exercer : celle de contester la tendance de l'homme sécularisé à se fermer sur lui-même, à trouver dans ses propres forces le salut et la libération de tous ses maux, y compris ceux du péché et de la

mort (cf. R. P. G. DE ROSA, S.J., *la Secolarizzazione del cristianesimo*, II, dans la « *Civiltà Cattolica* », Roma, 1970, n. 2878, p. 338-339).

Cela n'empêche nullement les chrétiens de reconnaître loyalement ce qu'il y a de valable — et souvent d'une manière notable — dans les efforts réalisés par leurs frères incroyants pour bâtir un monde plus humain, car rien de véritablement humain ne saurait les laisser indifférents : « Tout ce que vous ferez à l'un de mes frères, c'est à moi que vous l'aurez fait. » (Cf. Mt 25, 49.) Mais ils se gardent bien d'oublier — même s'ils demeurent impuissants à faire partager cette conviction de foi dont ils ne peuvent que témoigner dans le respect des autres — que le Fils de l'Homme est venu sauver les hommes pour en faire des fils de Dieu.

Tel est le champ immense qui s'ouvre aux catholiques de ce siècle sécularisé, dans leur dialogue avec le monde athée : « Croire en Dieu doit signifier vivre de telle manière que la vie ne pourrait pas être vécue si Dieu n'existait pas. » (J. MARITAIN, *la Signification de l'athéisme contemporain*. Paris, Desclée De Brouwer, 1969, p. 42).

\*\*\*

Vous voyez dès lors, Frères bien-aimés et chers Fils, l'importance de la mission de ce Secrétariat pour promouvoir un tel dialogue avec loyauté et ténacité, pour aider les pasteurs et les fidèles à le vivre avec droiture et sincérité. C'est sur ce propos que nous implorons de grand cœur la lumière et la force de l'Esprit-Saint, en gage desquels nous vous donnons une large Bénédiction apostolique.

— *Marie, Mère et éducatrice selon saint François de Sales, Vatican II et Paul VI*, par LOUIS COMTE. Préface du cardinal GARRONE. — Un vol. 14 × 21 cm, de 312 pages. Prix : 19,50 F. Editions P. Lethielleux, Paris.

« L'idée d'interroger saint François de Sales en écho au Concile est une heureuse idée, écrit le cardinal Garrone. Non seulement parce qu'elle fait voir toute l'actualité de saint François, mais parce qu'elle lui permet d'apporter son aide au labeur apostolique de l'Eglise d'aujourd'hui. » C'est bien souligner l'à-propos de cet ouvrage.

— *Initiation à la pédagogie psychanalytique*, par W. J. SCHRAML. Traduit de l'allemand par A. M. SELTZ. — Un vol. 13,5 × 19 cm, de 360 pages. Prix : 29,50 F. Editions Salvator, Mulhouse.

L'auteur expose les problèmes particuliers de la pédagogie psychanalytique en les appliquant aux motivations des enseignants, à leurs satisfactions ou à leurs échecs, en insistant sur les principes d'hygiène mentale des éducateurs.

— *Médecin au Vietnam*, par H. C. NONNEMANN (coll. « Vies et Témoignages »). Traduit de l'allemand par J. SAUVAIN. — Un vol. 11,5 × 20 cm, de 186 pages et quatre hors-texte. Prix : 15 F. Editions Casterman, Paris.

Un médecin soigne à bord d'un navire-hôpital blessés et malades, quelle que soit leur nationalité. De cette misère et de ces souffrances qu'accumule la guerre au Vietnam, il rend témoignage.

— *Religieuses aujourd'hui, demain*, par JEANNE TIGER. Préface de HENRI HOLSTEIN, S.J. — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 144 pages. Prix : 12 F. Editions Casterman, Paris.

« L'intérêt de ce livre est d'être écrit par une religieuse, lucidement consciente des problèmes que pose la vie consacrée aujourd'hui à ses propres membres. » Mais elle sait montrer les vraies valeurs imprescriptibles de la vie religieuse qui peuvent et doivent être conservées et renouvelées en profondeur.



## ALLOCUTION A LA COMMISSION PONTIFICALE DES COMMUNICATIONS SOCIALES

*Paul VI a reçu le 15 mars les membres et les consultants de la Commission pontificale pour les Communications sociales, qui étaient réunis depuis le 8 mars en assemblée plénière, ainsi que les membres du Catholic Media Council (Fédération des organismes nationaux et internationaux qui, au nom des différents évêques, aident les pays en voie de développement dans le domaine des communications sociales ; président : A. J. Vanistendael). Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse à l'adresse d'hommage de Mgr O'Connor, président de la Commission pontificale des Communications sociales (1) :*

Nous remercions le vénéré et méritant Mgr Martin O'Connor de ses nobles paroles qui nous assurent des dispositions dans lesquelles s'est tenue l'assemblée plénière annuelle de la Commission pontificale des Communications sociales, et des résolutions qui y ont été prises. Nous saluons les membres qualifiés qui y ont participé : les cardinaux Gray, Gouyon, Araujo Sales et Guerri, nos frères évêques, les consultants de la Commission, et les représentants du *Catholic Media Council*, venus au nom des Organisations internationales catholiques de la presse, de la radio-télévision et du cinéma, ainsi que des organismes internationaux et nationaux catholiques qui financent l'apostolat des communications sociales dans les pays en voie de développement.

### La préparation de l'Instruction pastorale

Nous savons que des thèmes importants ont été étudiés pendant ces fécondes journées d'étude et de travail, et nous sommes heureux de savoir qu'une équipe si riche et si préparée consacre ses énergies et ses expériences au vaste et délicat domaine des communications sociales, l'un des aspects gigantesques qui conditionnent et dans lesquels s'exprime la vie de l'homme moderne. Et nous ne pouvons taire notre satisfaction devant ce fait très important qu'est la préparation de l'Instruction pastorale, qui a requis de larges consultations, a mobilisé le travail unanime de tous et est parvenue à un heureux aboutissement. Elle mérite nos éloges et nos encouragements, et elle ouvre les plus belles espérances à l'action de l'Eglise dans ce domaine multiple et multiforme, complexe et insaisissable.

Cependant, ce beau document constitue un point de départ ; pour vous, il peut et doit

ouvrir une nouvelle ère d'activité, en appliquant tant les normes de cette instruction que les conclusions de cette assemblée plénière. Permettez donc qu'à ce propos, en souvenir de notre rencontre et pour couronner vos travaux nous vous donnions pour votre action certains conseils inspirés par la sollicitude vigilante avec laquelle nous suivons votre très précieuse activité au sein de l'Eglise.

### Une présence modeste, mais indispensable, dans le monde de l'opinion publique

1° Il nous semble que le premier devoir qui s'impose est d'approfondir la notion idéale de la fonction des moyens de communication sociale dont nous disposons. Leur modeste voix s'insère dans l'océan des communications sociales modernes ; parfois leur voix semble submergée et impuissante, et même il pourrait bien se faire qu'elle le soit. Cependant, cette disproportion ne doit pas nous abattre. Nos moyens sont nécessaires ; ils sont indispensables. Ils sont, dans le monde de l'opinion publique, un acte de présence qui exprime nos devoirs, notre rôle, notre amour à son égard. Ils sont comme l'instrument de la Parole de Dieu et du message évangélique au milieu de la masse souvent cahotique et contradictoire des paroles humaines et des idéologies actuelles. Le décret *Inter mirifica* a rappelé solennellement que l'Eglise, précisément parce qu'elle a reçu la mission d'« apporter le salut à tous les hommes, et étant donc pressée par la nécessité de prêcher l'Evangile, a estimé qu'il était de son devoir de porter la nouvelle du salut en recourant également aux moyens de communication sociale, et d'apprendre aux hommes à faire un bon usage de ceux-ci. L'Eglise a donc le droit inné d'utiliser et de posséder ces moyens, de quelque genre qu'ils soient, dans la mesure où ils sont nécessaires ou utiles à la formation chrétienne et à toute œuvre de salut des âmes » (2). (N° 3 ; cf. n° 7.)

Oui, il s'agit bien là d'un apostolat, d'une mission, d'un acte de foi. Il faut donc poursuivre avec confiance cette tâche grande et bienfaisante parce qu'elle est la condition indispensable pour insérer la vérité et la lumière chrétienne dans le monde d'aujourd'hui. Celui-ci, en effet, dans son pluralisme, a besoin d'être orienté par les solides principes de la Révélation. Et si nous ne faisons pas cela, qui le fera à notre place : « Si le sel perd sa saveur, avec quoi va-t-on le saler ? » (Mt 5, 13.)

### Souci non seulement d'information, mais de formation

2° Par conséquent, en second lieu, se pose une question de méthode. Il faut faire bon usage des moyens que nous avons à notre disposi-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 15-16 mars 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) DC 1963, n° 1414, col. 1661 (NDLR).

tion ; les développer, si possible, en stimulant les énormes énergies de charité et d'apostolat qui existent et dont nous apporte un beau témoignage l'œuvre du *Catholic Media Council*. Dans ce domaine, les initiatives de Bogota, de Radio-Veritas à Manille, de Radio-Vatican, qui a célébré récemment son 40<sup>e</sup> anniversaire, de la presse catholique, rendent un service précieux. Mais elles ont besoin d'un appui constant ; de plus, elles peuvent et doivent être imitées dans de plus nombreux pays, en profitant aussi des heureuses possibilités que peut offrir à la bonne cause la collaboration cordiale avec les organismes nationaux de radio et de télévision. Mais surtout il faut faire bon usage de ces moyens, en évitant des faux pas qui se payent toujours cher.

Nous devons toujours avoir présents à l'esprit deux principes auxquels il nous faut rester fidèles : la vision du monde à la lumière de la pensée catholique, et la finalité spirituelle et apostolique à laquelle doivent tendre ces moyens, c'est-à-dire le bien de nos frères et de la population à laquelle ils s'adressent, conformément à l'enseignement du Concile. Nos finalités ne se situent pas purement et simplement sur le plan de l'information, de la culture, et encore moins des affaires, mais sur celui de la formation, de l'apologétique, de la pédagogie. Notre activité ne peut donc faire abstraction de ce qu'elle est un « témoignage » rendu, ne serait-ce qu'à la vérité de l'information. Telle est la raison d'être de la grande probité professionnelle qui est requise : nous devons être crus, même si notre voix est faible.

### Le mal causé par des publications imprégnées d'esprit corrosif et contestataire

3<sup>e</sup> Et, dans cet ordre d'idées, qu'il nous soit permis, en troisième lieu, d'évoquer un problème très délicat qui nous tient vivement à cœur. Il exigerait d'être développé plus longuement, mais nous voulons du moins le soumettre à votre réflexion. Nous voulons parler de l'esprit qui devrait toujours guider l'activité de ceux qui consacrent leur talent et leur travail à la diffusion des services de communication sociale dans l'Eglise. Ils devraient toujours viser à construire, et non à troubler, à désorienter, à diviser, à saper l'unité, la confiance, la charité qui doivent caractériser la famille de l'Eglise. Il nous semble qu'il y ait malheureusement des groupes et des centres consacrés à cette activité qui ne sont pas toujours guidés et animés par cet esprit authentiquement catholique. Ils invoquent les droits de l'information objective. Mais leur information est-elle toujours objective, ou du moins intégralement objective. N'est-elle pas souvent volontairement partielle ? Ils invoquent la fonction nécessaire et bienfaisante de la critique au sein de l'Eglise ; cela peut être vrai, mais à qui appartient cette fonction ? Et si on l'exerce avec des critères subjectifs et une connaissance limitée des faits, est-ce toujours honnête ? Est-ce toujours bienfaisant ? Et si elle s'inspire *a priori* d'un esprit de contestation négative, peut-on dire qu'elle est vraiment fidèle à la vérité et à la charité ? Qui est-ce qui loue et approuve cette critique ? Peut-être des jeunes

désireux d'un renouveau sincère, et c'est bien. Mais est-ce par cette nourriture que l'on doit répondre d'une façon habituelle à leur légitime faim ? Est-ce là une bonne pédagogie ? Et si les approbations viennent d'adversaires notoires de l'Eglise et de son juste enseignement, ne doit-on pas y voir un blâme plutôt qu'un honneur ?

Aussi pensons-nous au mal que l'on fait avec des publications ou des informations imprégnées de cet esprit corrosif et contestataire qui désoriente dangereusement, qui étonne douloureusement, qui sème l'incertitude parmi les catholiques, alors qu'aujourd'hui plus que jamais ceux-ci doivent être unis pour faire front à la confusion des idées, au nivellement et au relâchement des mœurs, publiques et privées, qui, hélas ! caractérisent le temps présent, et auxquels contribuent pour une très large part l'usage des moyens de communication sociale. Tout cela est profondément affligeant. Qu'il suffise de l'avoir ainsi évoqué, mais nous voulons croire que les responsables méditeront sur la gravité d'une attitude qui peut causer des maux déplorables dont ils devront rendre compte non tant devant la communauté ecclésiale que devant le jugement de Dieu.

\*\*

Voilà, Vénérables Frères et chers Fils, ce que nous voulions vous dire en cette occasion qui nous est si agréable. La présence ici de votre petit groupe, qui représente d'une façon autorisée tout ce que font les catholiques des divers continents dans le domaine des communications, évoque une caractéristique essentielle de l'Eglise de cette terre : l'Eglise militante. Oui, vous êtes la milice de la vérité, vous êtes un geste d'amitié et de charité envers ce monde qu'est l'opinion publique ; vous êtes les semeurs de la parole qui éduque, forme, engendre de bonnes pensées et de bonnes résolutions. Le ciel veuille que la bonne semence trouve toujours le terrain bien préparé qui produira au centuple.

Procédez avec méthode et continuité, en esprit de sacrifice, dans l'espérance. C'est le vœu avec lequel nous vous accompagnons dans votre travail, en vous assurant d'un souvenir particulier dans notre prière. Avec notre bénédiction apostolique.

---

— *Les Regroupements d'entreprises*. La concentration sans fusion, par MAURICE BRESSY et GILLES C. RICHOUX. Préface de G. CLAUDIUS-PETIT. — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 248 pages. Editions Economie et Humanisme ; Les Editions Ouvrières, Paris.

Le fait de plus en plus fréquent fait problème. Le voici analysé jusque dans ses conséquences pour les petites et moyennes entreprises. Celles-ci pourront-elles survivre ? L'ouvrage nous donne un large exposé du problème technique, financier et humain tel qu'il se pose au monde d'aujourd'hui.

— *Qu'as-tu fait de ton Dieu ?*, par MICHÈLE JOZ-ROLAND. Préface de HENRI GUILLEMIN. — Un vol. 15 × 21,5 cm, de 132 pages. Prix : 12 F. Editions Fayard, Paris.

Des souvenirs, pas des meilleurs, de pensionnat sous forme de lettre adressée à une « Révérende Mère », mais qui sont d'une époque visiblement bien dépassée maintenant. L'« incroyante ex-catholique » que se dit l'auteur se figure défendre l'enfant, non sans quelques violences parfois, en substituant à la foi en Dieu la foi en l'homme !...



# ALLOCUTION AU SYMPOSIUM SUR LE DIALOGUE DANS L'ÉGLISE

Paul VI a reçu, le 20 mars, les participants au Symposium du Conseil des laïcs qui s'est tenu à Rome du 14 au 20 mars sur le thème : « Le dialogue au sein de l'Eglise. » Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse aux paroles de présentation du cardinal Roy, président du Conseil des laïcs (\*) :

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Nous sommes heureux de l'occasion que nous offre le Symposium organisé par le Conseil des laïcs sur le « dialogue », pour vous accueillir et converser quelques instants avec vous.

Dès notre première encyclique *Ecclesiam suam*, nous avons souligné la nécessité et les exigences du dialogue dans l'Eglise et hors de l'Eglise. Et nous nous réjouissons de voir largement mise en œuvre dans l'Eglise cette dynamique du respect et de l'amour mutuel qui renforce singulièrement le témoignage personnel et communautaire des chrétiens.

Quant à votre fonction spécifique de laïcs, le Concile l'a exprimée de façon fort claire, particulièrement dans la Constitution *Lumen gentium* et dans le décret *Apostolicam actuositatem*. Il n'est donc pas besoin de rappeler la distinction entre les deux aspects complémentaires que doit revêtir l'activité du laïcat catholique, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Eglise.

Le caractère séculier est le propre de votre vocation de laïcs chrétiens, et celle-ci consiste, vous le savez, à « chercher le règne de Dieu... à travers la gérance des choses temporelles... engagées dans toutes et chacune des affaires du monde, plongés dans l'ambiance où se meurent la vie de famille et la vie sociale dont leur existence est comme tissée ». (*Lumen gentium*, n. 31.)

Comment pourriez-vous remplir cette mission dans un dialogue permanent qui suppose votre présence quotidienne au sein de ces réalités profanes et une compétence éprouvée, jointe à un accueil plein d'humilité, dans un esprit de collaboration fraternelle ? Cet effort exige un engagement généreux et courageux, où l'exemple de votre droiture humaine et le témoignage de votre vie évangélique, le rayonnement de votre foi et de votre espérance, ainsi que l'action multiforme de votre charité, doivent agir à la manière d'un ferment. C'est ainsi que vous contribuez à animer de l'intérieur tout l'ordre temporel, selon le dessein du Créateur et du Rédempteur, et pour le meilleur service de tous nos frères auprès desquels vous voulez être d'ardents apôtres de Jésus-Christ.

Mais nous voudrions souligner davantage aujourd'hui l'autre aspect de votre activité propre qui apparaît d'une actualité brûlante :

comment les laïcs vont-ils se situer et œuvrer à l'intérieur de l'Eglise ? Ici encore la vie n'a pas attendu la réflexion pour se manifester au cours de la déjà longue et riche histoire du Peuple de Dieu. Mais il nous est bon, à la lumière même de cette histoire, d'éclairer cette place et cette action du laïcat dans l'Eglise.

## L'esprit de communion

Bien des ambiguïtés viennent, nous semble-t-il, de ce que l'on dissocie ou de ce qu'à l'inverse on confonde les deux caractères inséparables de l'Eglise visible. D'une part, elle est dans son être profond, et elle doit se manifester de plus en plus, comme une communion, avec tout ce que cette réalité vivante implique d'égalité foncière entre ses membres, de fraternité, d'union, d'appel commun à la sainteté, de reconnaissance de la même dignité d'enfants de Dieu régénérés dans le Christ, notre unique Chef à tous (*Lumen gentium*, n. 32, § 1 et 2). Et, d'autre part, l'Eglise est un organisme structuré, un corps avec des membres différents, qui ont des fonctions différentes. Gardons-nous bien d'oublier ce double caractère de l'Eglise (*Ibid.*, n. 13 et n. 33 ; cf. Ep 4, 12).

Oui, un esprit de profonde communion doit régner entre tous les membres du Christ, comme entre des frères très chers. Appliquons-nous à « garder l'unité de l'esprit par le lien de la paix, dit saint Paul. Il n'y a qu'un Corps et qu'un Esprit... Il n'y a qu'un Seigneur, une foi, un baptême ; il n'y a qu'un Dieu et Père de tous, qui est au-dessus de tous, agit en tous, est en tous ». (Ep 4, 3-6.) Comme saint Augustin l'exprimait en termes incomparables : « Jésus-Christ est la tête de l'Eglise, l'Eglise est son corps, et la santé de ce corps, c'est l'unité des membres et le lien de l'amour. » (Sermon 137, 1 ; P. L. XXXVIII, 754, trad. dans SAINT AUGUSTIN, *le Visage de l'Eglise, Unam Sanctam* 31, Paris, Cerf, 1958, p. 97.) C'est à cette profondeur de réalité de grâce vécue que s'enracine l'esprit de communion, marque des vrais croyants. Il s'agit là d'un fondement objectif, surnaturel et sacramentel ; nous sommes tous fils du Père qui est dans les cieux, frères dans le Christ, temples du Saint-Esprit, membres de l'Eglise. Aucun laïc ne peut donc en parler comme d'une entité qui lui serait en quelque manière extérieure : vous lui appartenez à part entière, vous êtes l'Eglise.

## Un corps sans solidarité et sans tension serait un corps mort

Ah ! puissions-nous voir cette conscience communautaire s'approfondir chez tous les catholiques, avec une note d'affection fraternelle, avec la fierté — pourquoi ne pas le dire ? — d'être les uns les autres membres du Corps mystique du Christ qui est l'Eglise, et comment ne pas aimer son propre Corps, avec cette solidarité profonde dans la joie, comme dans la souffrance ; bref avec cette marque de vitalité qui fait de tous des membres actifs et coresponsables, chacun à sa place, de toutes les

(\*) Texte français dans *l'Osservatore Romano* des 20-21 mars 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.



tâches de l'Eglise, avec une conscience aiguë des droits et des devoirs mutuels à l'intérieur de ce grand corps social. N'est-ce pas d'abord à ce niveau que le dialogue, dont on se prévaut tant à l'extérieur de l'Eglise, doit trouver sa place ? Vous en savez les formes, du reste, par votre expérience de chaque jour : apprendre à se connaître entre membres et portions d'Eglise, à se reconnaître et à s'estimer, et pour cela s'écouter, se regarder avec respect et amitié ; se savoir proches dans le Christ malgré les différences sociales ou des orientations politiques divergentes ; ne pas hésiter à se retrouver côte à côte dans les réunions ecclésiales, à plus forte raison dans les assemblées liturgiques ; exprimer toujours avec franchise notre pensée sur les idées ou les moyens — un corps sans solidarité et sans tension serait un corps mort ! — mais toujours avec des égards pour les personnes, avec humilité, patience, douceur et promptitude au pardon (cf. Rm 12, 10 et Ep 4, 2-3) ; bref, s'aimer effectivement et en vérité dans le Christ.

### Les contrefaçons du dialogue

Mais, hélas ! nous connaissons aussi les multiples contrefaçons du dialogue : l'inertie, l'isolement individualiste, le cloisonnement de groupes refermés sur eux-mêmes et qui prétendent se suffire et réinventer l'Eglise à leur manière, à l'encontre de toute la Tradition scripturaire et patristique ; les critiques dures et parfois déloyales, un style de contestation négative ; une opposition sourde à l'intérieur de l'Eglise ou une violence tapageuse qui puise ses méthodes en dehors de l'esprit chrétien, grisée qu'elle est par l'apparence d'une efficacité immédiate... Souvenons-nous de l'avertissement de l'apôtre Paul aux chrétiens de Corinthe qui allaient prendre des infidèles pour juger de leurs litiges internes (cf. 1 Co 6, 4) ! Il y va du premier témoignage que l'Eglise doit donner au monde selon la prière du Christ à son Père : « Qu'ils soient parfaitement un, pour que le monde croie que c'est toi qui m'as envoyé ! » (Jn 17, 20 et 23.)

### Les responsabilités propres de la hiérarchie

Alors, dans un tel climat de communion loyale et sereine, chacun pourra accomplir la tâche qui lui revient, dans le respect des responsabilités singulières de chacun des autres membres, en esprit de collaboration généreuse et désintéressée. On doit toujours se sentir solidaire des tâches de l'Eglise, mais cette solidarité n'implique pas qu'on puisse par là même juger de tout ce qui a été confié à la compétence et au charisme des autres. Ce n'est certes pas à vous qu'il est nécessaire de rappeler ce que soulignait à bon droit le décret *Apostolicam Actuositatem* (cf. nn. 23, 24, 25) : il appartient à ceux que l'Esprit-Saint a constitués pasteurs pour paître l'Eglise de Dieu (cf. Actes 20, 28) de veiller à la coordination harmonieuse des initiatives apostoliques des divers membres du Corps, de juger éventuellement de leur fidélité à l'Esprit du Seigneur, parfois même de confier plus directement une charge ou un « mandat » à tel ou tel d'entre eux, tout ceci pour le bien de l'ensemble. Là encore, dans la hiérarchie des responsabilités,

c'est le dialogue qui doit régner aujourd'hui, ce qui suppose chez les uns et les autres le respect des fonctions, la confiance réciproque, l'humilité profonde, l'esprit de service de l'Eglise et des hommes.

### La confiance de l'Eglise aux laïcs qui lui sont fidèles

Vous êtes vous-mêmes les témoins de la confiance que l'Eglise accorde aux laïcs qui lui sont fidèles. Les associations catholiques jouissent de plus en plus d'une autonomie d'action et d'une gestion propre, dans la mesure même où elles font preuve, avec maturité, d'un esprit d'adhésion à l'Eglise. Il s'agit ici d'une conséquence pratique du « sens de la foi », dont nous parle le Concile, aux textes duquel nous renvoyons pour l'étude d'un thème d'ecclésiologie si beau et si délicat (cf. *Lumen gentium*, n. 12 et *Dei Verbum*, n. 10). Depuis le Concile, les Conseils pastoraux sont en train de prendre une place importante dans les diocèses qu'ils font bénéficier de leurs conseils et de leur collaboration généreuse. Cet apport capital du laïcat s'exerce aussi, et de plus en plus, est-il besoin de le souligner, dans des domaines très variés où il s'accomplit en harmonie avec la doctrine et l'orientation responsable de l'Eglise, qu'il s'agisse de l'école, de la catéchèse, du journalisme, de l'activité artistique, de l'administration des biens temporels et de l'exercice de certaines fonctions culturelles.

Puisse votre Symposium encourager partout, à tous les échelons, un tel esprit ecclésial ! Nous souhaitons vivement que ce soit l'un des fruits majeurs de la révision de vie des catholiques en ce temps privilégié du Carême. Notre vœu, notre prière, c'est que toutes les forces vives de l'Eglise — les enfants de Dieu trop souvent dispersés (cf. Jn 11, 53 ; et *Prière eucharistique* n. 3) — célèbrent la Pâque du Seigneur, comme les premiers chrétiens, *in corde uno* et *in anima una* (cf. Actes 4, 32). De grand cœur, nous vous donnons à cette intention, pour vous-mêmes comme pour tous ceux que vous représentez à nos yeux, notre paternelle Bénédiction apostolique.

---

— *Le Tombeau vide et l'annonce de la Résurrection*, par L. SCHENKE (coll. « *Lectio divina* »). Traduit de l'allemand par FRANCIS GROB. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 128 pages. Prix : 13,50 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est la grande question, à la base même de la foi chrétienne. L'auteur, après une critique des exégèses courantes, veut voir dans Marc, 16, 1-8, une proclamation solennelle de la Résurrection de la plus haute antiquité, célébrée par la toute première communauté de Jérusalem sur le lieu même de la sépulture du Christ.

— *La Déification de l'homme, selon la doctrine des Pères grecs*, par MYRRHA LOT-BORODINE (coll. « *Bibliothèque œcuménique* », n° 9). Préface du cardinal DANIELOU. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 288 pages. Prix : 27 F. Editions du Cerf, Paris.

Le cardinal Daniélou dit fort bien l'objet de cet ouvrage : « C'est d'abord... de maintenir vivant un témoignage particulièrement important... Au moment où la foi de tant de chrétiens est vacillante, les écrits de Myrrha Lot-Borodine, parce qu'ils associent l'expérience spirituelle et la rigueur intellectuelle, font toucher la souveraine réalité du mystère théandrique et dissipe les doutes et les obscurités... »

— *Un espace pour Dieu*, par C. GEFFRÉ (coll. « *Epiphanie* »). — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 108 pages. Prix : 9,90 F. Editions du Cerf, Paris.



# DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

## LE SENS DE LA VIE

*Audience générale du 10 mars (1)*

Pour nous qui regardons la scène du monde avec un extrême intérêt — l'intérêt du pasteur responsable, du guide, l'intérêt de celui qui aime, — il semble toujours très important de regarder où vont les hommes, vers quoi ils se dirigent, à quoi ils tendent et à quoi ils arrivent.

### L'homme d'aujourd'hui court sans savoir où il va

Nous constatons que dans le monde d'aujourd'hui, tout le monde court, que l'activité humaine s'accélère d'une façon impressionnante. Parmi toutes les valeurs humaines, c'est à l'action qu'on donne la primauté. Faire, faire, faire, voilà ce qui importe aujourd'hui. Bouger, changer, produire, jouir, tel est le programme commun. C'est à l'intensité de son action que l'on juge le mérite d'une personne, d'une société, ou bien d'un instrument, d'un quelconque système organisé. La chose que l'on désire le plus, c'est l'énergie. La puissance, la rapidité, la nouveauté, la révolution viennent donc en tête parmi les valeurs courantes. La ronde des événements captive l'attention de tous ; l'opinion publique est continuellement excitée, traumatisée par des faits qui se succèdent sans cesse les uns aux autres. L'esprit des gens est tendu vers l'avenir immédiat. La science-fiction fait rêver de choses grandioses et imprévues en imaginant d'une façon hyperbolique ce que sera la vie de demain. Mais l'incertitude, la peur, l'angoisse dominent aussi les esprits, parce qu'en réalité, on ne sait pas où finira l'humanité, menacée comme elle l'est par ses engins de destruction, par le désespoir secret qui l'envahit lorsqu'elle réfléchit.

L'homme court, mais comme un géant aveugle. Il ne sait pas très bien où il va. L'activité est devenue une fin en elle-même. Certes, elle s'organise, elle se perfectionne, elle est contente d'elle-même, mais, en réalité, elle ne sait pas quelle est sa raison d'être. Elle crée une civilisation, mais ensuite elle se conteste elle-même, elle devient inquiète et furieuse ; elle voudrait tout bouleverser et se détruire elle-même. Il lui manque quelque chose d'essentiel. L'action s'est affranchie de toutes ses chaînes ; la loi extérieure est réduite au minimum nécessaire pour maintenir un ordre conventionnel et efficace. Que chacun soit libre d'agir comme bon lui semble, telle est la loi que l'on préfère

parce qu'elle abolit les lois extrinsèques et contraignantes ; on voit en cette loi une perfection, une plénitude humaine, un anthropocentrisme, un personnalisme qui finalement semblent justifier tout le comportement auquel on est parvenu. La conscience demeurera l'unique norme de jugement, l'unique responsabilité. Mais ce mot magique et terrible de « responsabilité » rompt le charme du système subjectif, parce qu'il postule un élément qui manque : il postule un devoir, il postule une fin transcendant l'action, il postule l'intervention de la libre volonté, il postule la notion et l'existence du Bien (cf. *S. Th.*, I-II, 1, 1), ce Bien qui, en définitive, est Dieu.

### L'activité humaine peut se dérégler parce qu'il lui manque son axe, qui est Dieu

En d'autres termes, nous nous apercevons que l'activité humaine, aujourd'hui si intense, si complexe, si développée, peut se dérégler parce qu'il lui manque quelque chose d'essentiel ; il lui manque la fin, le centre, le pourquoi de tout son mouvement ; il lui manque la note authentique qui rend vraiment humaines l'action et la moralité, la science du devoir, la science du bien, la science de la vraie fin. Humain et moral sont deux termes qui disent la même chose (cf. *S. Th.*, I-II, 1, 3). L'homme d'aujourd'hui a fait d'énormes progrès dans la science des moyens, mais il demeure incertain dans celle des fins et comme celle-ci est essentiellement liée à la religion, le processus de désintégration de la pensée religieuse et de la vie qui en découle a engendré de la confusion dans les consciences et dans l'activité humaine.

Dieu est l'axe de la vie humaine, guidée par le sens moral, parce qu'il en est la fin ; et la cause finale, dit saint Thomas, prime sur toutes les autres (I-II, 1, 2). Il est donc d'une importance souveraine que, dans le domaine de notre activité, cet axe soit bien déterminé, avec cette vraie rectitude qui rend la vie de l'homme bonne, parfaite et heureuse.

### Sommes-nous dans la bonne direction ?

Il faut rectifier l'orientation de notre vie. C'est cette recommandation qui constitue le préliminaire du salut : « Aplaissez le chemin du Seigneur. » (Jn 1, 23.) Elle est opportune non seulement pour ce temps liturgique qui précède Pâques, mais pour toute notre vie, de telle sorte que nos activités se déroulent suivant un plan idéal. Il nous est facile de voir si notre existence est orientée dans la bonne direction ou si elle prend une direction aberrante. Qu'il nous suffise pour cela de nous poser dans le secret de notre cœur ces questions simples, mais significatives : qu'est-ce que je désire le plus dans ma vie ? Qu'est-ce qui influe le plus sur mes choix ? Qu'est-ce que j'estime être le plus important ? Qu'est-ce que j'aime avant tout ? Quel est

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 11 mars 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

Il n'y a pas eu d'audience générale le mercredi 3 mars, en raison des exercices spirituels de la Curie romaine, auxquels a participé Paul VI, et qui étaient prêchés par Don Barsotti.

le critère qui influe le plus sur ma conscience ? Qu'est-ce qui compte pour moi plus que tout le reste ? Quel est le premier précepte de mon existence ? Nous pouvons dire pareillement : quelle direction la boussole de mon voyage dans le temps marque-t-elle ? Et nous pouvons reprendre cette question en employant le terme biblique que nous trouvons dans la liturgie du Carême : où me porte la *metanoia*, c'est-à-dire la rectification de ma façon de penser, de telle sorte qu'elle s'oriente vers le salut, qui est l'interprétation vraie et indispensable de la vie ? Ne nous laissons pas emporter comme dans une tour de Babel par le tourbillon du monde qui nous entoure. Il nous faut donner un point de référence, un pôle, un sens (c'est-à-dire une signification, une orientation) à notre vie, pour qu'elle soit vraiment humaine, pour qu'elle soit chrétienne.

Écoutons alors ce que nous dit Jésus, notre Maître : « Tu aimeras Dieu de tout ton cœur, par-dessus toute chose ; tu aimeras ton prochain comme toi-même. » (Cf. Mt 22, 37-39.)

Telle est la bonne orientation, la seule bonne orientation, également et surtout pour notre temps. Que chacun la fasse sienne. Avec notre Bénédiction apostolique.

## LIBERTE ET PECHE

### *Audience générale du 17 mars (1)*

Remettre notre vie dans le droit chemin, tel est l'un des principaux soucis de l'Eglise. Son enseignement concerne, en effet, nos actes, et cela spécialement pendant le temps qui précède Pâques. Elle nous donne une discipline qui soumet nos consciences à une réflexion d'où résulte pour nous une révision de vie. La vie doit avoir une orientation, un pôle attractif qui, en dernière analyse, est Dieu, auquel le Christ nous conduit et nous unit, Dieu qui est notre intention première. Notre vie doit avoir son style, sa perfection ; et, lorsque nous avons pris conscience de ce qui définit notre être et notre destin, cette perfection devient à la fois chère et exigeante. Il en est ici comme de la musique : celui qui la cultive et qui l'aime ne peut tolérer la moindre fausse note. « Tous, dans l'Eglise... sont appelés à la sainteté », dit le Concile (*Lumen gentium*, n° 39).

### La liberté personnelle

Ce comportement doit être l'un des principes fondamentaux de notre personnalité. L'homme doit être juste, droit, c'est-à-dire honnête, moral. Si nous y réfléchissons, nous voyons que se pose à ce propos l'un des problèmes les plus importants de chaque conscience, pourrait-on dire, un problème qui domine le monde dans lequel nous vivons. Nous voulons parler de la liberté personnelle. Aujourd'hui, il est bien rare

de trouver quelqu'un niant cette liberté au nom d'un déterminisme psychologique qui voudrait faire de l'homme un automate. L'analyse des impulsions instinctives et des états psychologiques qui influent sur l'action de l'homme a certes fait de grands progrès, même si elle n'est pas toujours admissible. Mais personne ne nie que l'homme, dans des conditions normales, soit intérieurement maître de lui-même, c'est-à-dire libre. Aujourd'hui, l'existentialisme, spécialement l'existentialisme littéraire et artistique, va même jusqu'à des affirmations extrêmes comme celle-ci : « ... Je suis homme, et tout homme doit inventer son propre chemin... L'homme s'engage dans sa vie, dessine sa propre figure, et en dehors de cette figure, il n'y a rien. » (Cf. J.-M. AUBERT, citant SARTRE, dans sa monographie : *Pour une redécouverte du sens du péché*.)

### La volonté est libre, mais l'intelligence est faite pour la vérité

Nous pouvons être d'accord en affirmant et en revendiquant, s'il le faut, la liberté propre à l'homme. Mais quelle liberté ? La liberté physique, la liberté de la volonté humaine, considérée en elle-même. C'est là une prérogative qui fait de l'homme « la cause de lui-même », qui le rend maître de ses choix, de ses actions, et qui met sur son visage un reflet de l'image divine. Mais, si on regarde bien, on voit que la liberté a des liens intérieurs qui sont ceux de la vérité. Nous ne sommes pas libres de violer les lois de la pensée, sous peine de déformer notre personne elle-même. C'est la volonté qui est libre, non l'intelligence, laquelle, de sa nature, est faite pour la vérité. Or, il arrive que dans le dynamisme intérieur de l'action humaine, l'intelligence propose à la volonté une vérité qui, de spéculative qu'elle était, devient pratique, devient « devoir ». Ce devoir lie moralement, mais non physiquement. Il n'est pas coercitif. La volonté peut accepter ou refuser de conformer son choix à l'impératif de l'intelligence. Si elle accepte, nous avons l'ordre, la grandeur, la beauté de l'organisme spirituel et vital de l'homme. Si elle refuse, nous avons le désordre, c'est-à-dire une dissension intrinsèque à l'homme, qui le dépare, et ensuite le trouble, l'afflige, le désoriente, le dégrade, le pousse à la folie ou au dégoût de lui-même. Faites bien attention : si la vérité proposée à la libre volonté découlait (comme il arrive communément) d'une pensée impérative étrangère, supérieure au sujet humain, c'est-à-dire d'une loi, le refus volontaire de cette vérité produirait un désordre dépassant le sujet humain lui-même ; il y aurait alors transgression, faute contre le législateur. S'il s'agit d'une loi civile, la faute est sociale ; l'autorité civile la juge et, le cas échéant, la punit. C'est ici ordinairement que s'arrête aujourd'hui le jugement moral dans le domaine séculier.

### La perte du sens du péché dans le monde sécularisé

Mais si cette loi est divine ? Ne pas l'observer serait alors faire offense à l'auteur de la loi divine, ce qui est monstrueux si l'on agit cons-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 18 mars 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



ciemment, d'une façon voulue et en matière sérieuse et importante. Il y aurait alors faute grave, péché.

C'est un grand drame, une grande ruine que le péché. L'Eglise ne cesse de faire usage de ce grand et terrible mot. Il y a le péché originel qui, comme un héritage malheureux, affecte la nature humaine elle-même, en la déclarant frappée d'une disgrâce provenant d'un malheur fatal, sans qu'il y ait faute personnelle. Et il y a le péché conscient et délibéré qui suppose une responsabilité personnelle. Cette doctrine, chacun la connaît. Mais aujourd'hui, victimes d'une sécularisation qui ne voit pas plus loin qu'elle-même, nous sommes tous tentés de l'oublier. Nous en avons parlé en d'autres circonstances (cf. *Insegnamenti*, II, 1171, etc.). On ne parle plus de péché, parce que cette condition, très triste et très réelle, de l'homme pécheur, implique l'idée de Dieu, l'idée d'une offense faite à Dieu, de la rupture d'un rapport vivant et réel avec lui ; elle implique la conscience d'un désordre intolérable dans l'homme pécheur, la peur d'une sanction liée au péché, la réprobation éternelle, l'enfer ; elle implique le besoin absolu non seulement d'un salut, mais d'un sauveur.

### **Si la foi vient à disparaître, le plan de Dieu, lui, demeure**

Si la foi vient à manquer, c'est en même temps le sens du péché et de toutes ses conséquences désastreuses qui disparaît. Pratiquement, nous pouvons dire que c'est tout l'édifice moral du christianisme qui s'écroule. Mais la réalité demeure. Le manque de foi ne détruit pas le plan de Dieu selon lequel se déroule notre existence. Il pourra altérer les répercussions de ce plan sur nos destinées, en les aggravant si la foi est sciemment refusée ou éteinte, en les remettant au mystère de la bonté de Dieu si la foi est ignorée sans qu'il y ait faute de notre part. Mais, nous le répétons, le plan réel de Dieu, qui englobe tout notre être, demeure. Il est quelque chose d'absolu, de nécessaire, auquel nous ne pouvons nous soustraire. Nous ne le pouvons pas, dans une certaine mesure, déjà en tant que purement et simplement hommes, parce que la loi divine, dans certaines de ses exigences imprescriptibles, parle au cœur de tout homme conscient, avec la logique du droit naturel, le caractère impératif de l'obligation morale. Et nous ne le pouvons pas en tant que chrétiens, auxquels a été donnée la lumière de la doctrine de l'Evangile, cet Evangile où péché et rédemption constituent une trame que nous ne pouvons jamais oublier.

### **La chance qui nous est offerte avec le sacrement de pénitence**

Nous devons, frères et fils très chers, penser au sens profond qui rend compte de notre existence dans le temps : elle est une épreuve, un examen. Attention à ne pas faire fausse route ! Attention à ne pas pécher ! Ce qui est en jeu, c'est notre sort éternel, notre béatitude ou notre damnation. Voilà le pourquoi de l'ordre moral, le pourquoi de la rectitude de nos actes. Aussi est-il sage de faire son examen de conscience,

salutaire d'avoir le sens du bien et du mal, de ce qui est honnête et de ce qui est péché. Voilà pourquoi nous avons impérieusement besoin du Christ notre Sauveur. Voilà pourquoi la croix, instrument de notre salut, signe d'un amour infini et miséricordieux, est providentielle. Voilà pourquoi elle est sage la pénitence qui expie, corrige et réhabilite. Voilà pourquoi le sacrement de la pénitence, de la confession, est une chance pour nous ; il est pour les âmes humbles et sincères la vraie célébration du mystère pascal, de notre résurrection. Oh ! que personne ne se soustraie à de telles sources de grâce et de béatitude !

Avec notre bénédiction apostolique.

## **ALLOCUTION AUX ELEVES DU SEMINAIRE DE ROME**

*Le 20 février dernier, Paul VI s'était rendu au grand séminaire de Rome où il avait adressé une allocution au clergé romain (1). Il s'était ensuite entretenu, dans le parloir, avec les supérieurs et élèves du séminaire, auxquels il a adressé cette allocution qui a été publiée un mois après dans l'Osservatore Romano (2) :*

Nous vous remercions de cette belle rencontre supplémentaire : Nous vous remercions des paroles belles et vraies de chacun, exprimées par votre interprète comme si elles étaient sur les lèvres de tous ces chers élèves de notre séminaire. Comme il serait bon de pouvoir nous asseoir tous ici, moi au milieu de vous. Je vous dirais : Pourquoi est-ce moi qui dois parler ? N'avez-vous pas quelque chose à me dire, quelque désir à m'exprimer ? S'il y a des murmures, ce serait peut-être le moment (et à cet effet nous demandons à votre supérieur de recueillir ce qu'éventuellement vous avez à dire) que vous me disiez ce que vous attendez de votre évêque. Que désirez-vous que le Pape fasse pour vous ? Que devons-nous faire pour donner à ce séminaire une ambiance, un style, une valeur pédagogique et sacerdotale qui vous rendent heureux et bien préparés à votre ministère de demain ? Il y a tant de jeunes qui sont dans l'incertitude, qui ne savent pas où aller !

### **L'esclavage de la mode**

Votre réponse serait sans doute intéressante, également pour moi, mais pour le moment, c'est moi qui vais vous dire ce que j'ai sur le cœur. Voilà : je voudrais que vous vous affranchissiez du mimétisme qui exerce une telle contrainte et qui est si répandu dans notre monde, également parmi nous, spécialement parmi les jeunes qui veulent paraître indépendants et émancipés, alors qu'ils sont les plus conformistes. Soyez vous-mêmes. Pensez que vous avez accueilli la

(1) DC 1971, n° 1581, p. 202 et s.

(2). Texte italien dans l'Osservatore Romano du 18 mars 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

parole du Seigneur, et que celle-ci doit vous affranchir de toutes les pressions que le monde moderne exerce sur les jeunes d'aujourd'hui.

Vous devez dire : oui, j'interprète mon temps ; je vis moi aussi avec mes contemporains, mais avec une force et une conscience qui me libèrent de la paralysie collective dont la jeunesse actuelle est menacée, et de toutes ces pensées étranges aujourd'hui en vogue. Il n'y a rien qui rende autant esclave que la mode. Gardez-vous de cette tendance décadente à tout détruire, à tout jeter par terre, d'une manière révolutionnaire, sans savoir quoi construire à la place, mais en s'acharnant néanmoins agressivement dans ces attitudes négatives.

### Priorité de la vie intérieure

C'est pourquoi je voudrais vous dire deux choses, bien qu'il me déplaise de vous entretenir trop longtemps.

D'abord, cherchez à avoir une vie intérieure. Vous êtes en contact et avec la vie extérieure et avec votre conscience personnelle. Cette dernière revêt différents aspects : psychologiques, moraux, spirituels. Nous appelons spécialement vie intérieure cet aspect spirituel. Il serait mieux de dire que c'est une voix que l'on écoute, un écho de l'Esprit « qui parle en vous », la vocation, le dialogue secret, délicat et puissant du Seigneur avec notre cœur, dialogue de foi et de prière. Oh oui, cherchez à prier. Ne priez pas mécaniquement. Ne permettez pas que dans les rencontres habituelles avec Dieu qui vous sont prescrites il n'y ait pas de votre part un cri personnel de sincérité, quelques instants d'entretien affectueux avec lui. Donc, ne l'oubliez pas, la première chose, c'est la vie intérieure.

### Pouvoir enseigner aux autres les voies difficiles du royaume de Dieu

Seconde chose : que votre conduite soit caractérisée par la force, l'austérité, la droiture. Soyez capables, lorsqu'il le faut, de résister sévèrement. Ne vous laissez pas aller à une existence « bourgeoise », molle, superficielle, dissipée. Soyez vraiment énergiques, également lorsque, parfois, il vous faut vous soumettre à une certaine discipline, à l'obéissance, à la mortification, à la pénitence chrétienne. Le prêtre doit avoir un caractère bien trempé, énergique, sur le plan spirituel et moral. Il doit d'abord s'imposer cette discipline à lui-même pour pouvoir ensuite indiquer aux autres d'une façon humaine, avec douceur et conviction, les voies difficiles du royaume de Dieu. Le Seigneur a parlé de « la voie étroite ». On ne peut pas y marcher en en prenant à son aise, en faisant le minimum d'efforts, en traînant tristement sa lassitude. Il faut marcher héroïquement sur les pas du Christ.

### Vous n'avez pas à faire l'expérience directe du mal

Vous êtes élèves du séminaire de Rome. Il est inadmissible qu'il y ait parmi vous de la médiocrité, de la dissipation, de la mollesse ; il est inadmissible qu'on introduise dans la vie du séminaire romain certaines expériences profanes et mondaines. N'allez pas croire en effet que pour connaître le monde, il faille en faire la déplorable expérience ; je veux dire : l'expérience aveugle, sensuelle, désordonnée. Celui qui reste préservé de ces tristes expériences peut ensuite mieux connaître le monde — « bienheureux les cœurs purs, car, eux, ils verront ». Vous non plus : n'aspirez point

à avoir une expérience directe du mal qui est dans le monde.

Il faut certes connaître les choses et les misères de cette vie, mais comme le médecin qui étudie et soigne une maladie en évitant de la contracter. Le médecin cherche au contraire à s'immuniser, et plus il est immunisé, plus il est en mesure de se pencher sur le malade, de le soigner et de le guérir. Ainsi en est-il de nous : nous devons être immunisés contre la vague de profanation, de contamination, d'impureté, de sensualité qui nous assaille de toutes parts. Et si nous sommes vraiment capables de nous immuniser, de mener une vie morale ferme et lucide, si nous savons être énergiquement fidèles, en nous plaçant sous le signe de la croix et en étant dignes de notre vocation, alors, avec la grâce du Seigneur, nous pourrons pendant notre pèlerinage dans le temps marcher vers l'éternelle espérance.

Nous prions pour vous, très chers fils, afin que Marie éclaire et protège toujours le séminaire de Rome.

### ALLOCUTION

#### A DES OFFICIERS FRANÇAIS

*Paul VI a reçu le 11 mars un groupe de 35 officiers français, auxquels il a adressé l'allocution suivante, en réponse aux paroles de présentation de l'amiral Frédéric Moreau :*

CHERS MESSIEURS,

A l'occasion de votre séjour à Rome pour un colloque avec le Centre italien des hautes études militaires, vous avez manifesté le désir d'être accueillis quelques instants dans la maison du Père commun des fidèles catholiques. En répondant à votre démarche courtoise et filiale, nous voudrions, en appelant la Bénédiction du Seigneur sur vos personnes, vous exprimer l'importance que nous attachons à votre haute responsabilité pour la promotion de la justice et de la paix.

Vous êtes déjà, ou vous êtes appelés à être, les experts qualifiés, chargés de choisir ou d'adapter aux conditions modernes les moyens qui devront assurer au mieux la sécurité de vos concitoyens. Nous nous garderons bien d'entrer dans ce domaine technique, pour lequel nous n'avons pas de compétence directe. Mais vous constituez en même temps un « Centre des hautes études », c'est-à-dire de culture supérieure, capable de penser, au plus haut niveau, les problèmes de la guerre et de la paix, les chances de celle-ci et les risques de celle-là.

### Solidarité universelle

Permettez-nous de vous le dire en toute simplicité : la haute culture ne peut être orientée que vers la justice et la paix. Et dès lors votre horizon ne peut se limiter à votre propre pays ou à vos voisins immédiats, mais il s'étend nécessairement à l'ensemble des peuples, et particulièrement à ceux qui sont démunis des moyens de subsistance les plus élémentaires. Vous le savez en effet, la responsabilité en cette matière s'étend bien au-delà de vos frontières. Et pour un esprit et un cœur chrétiens, cette solidarité universelle fait partie désormais du précepte prégnant de la charité. C'est donc une exigence morale singulièrement profonde qui doit animer votre réflexion et inspirer vos résolutions.



## **Maîtriser la course aux armements sans manquer au devoir d'assurer la sécurité**

Avec audace et réalisme, il vous faut rechercher, loin des impasses où s'enferme la problématique habituelle, le moyen de maîtriser la course aux armements, sans pour autant manquer au devoir qui est le vôtre d'assurer la sécurité des personnes et des ensembles humains qui vous incombe. Lourde responsabilité, certes, que la vôtre, d'incarner dans des conditions concrètes difficiles un idéal vers lequel converge l'aspiration de tous les hommes de bonne volonté : celui d'un monde paisible et fraternel.

### **La paix permettant aux peuples de consacrer toutes leurs forces au développement**

Puissiez-vous, chers messieurs, au milieu de la forêt certes très complexe des forces multiples en compétition et des intérêts divergents qui sont en jeu et obligent à n'avancer que prudemment, dégager hardiment des chemins novateurs, qui aident tous les peuples à rechercher d'abord la paix dans la justice, et à y trouver la sécurité qu'au fond d'eux-mêmes ils souhaitent pour consacrer toutes leurs forces vives à un développement intégral et solidaire dont l'urgence apparaît, tout comme la nécessité, avec une évidence qui s'impose à tous les hommes de cœur.

Tels sont les vœux que nous ne nous laissons pas de formuler et que nous nous permettons de livrer à votre méditation en ce temps du Carême qui nous invite à une révision de vie salutaire. C'est dans ces sentiments que nous vous disons, avec notre bienveillante estime, notre espérance, et que nous invoquons de grand cœur sur vos personnes, sur vos familles et tous ceux qui vous sont chers, les Bénédictions abondantes du Très-Haut.

*(Texte français dans l'OR du 12 mars 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.)*

## **POUR LA PAIX**

### **EN INDOCHINE ET AU PROCHE-ORIENT**

*Voici le texte de l'allocution que Paul VI a prononcée de sa fenêtre, le dimanche 14 mars, avant la récitation de l'Angelus (1) :*

Notre pensée est encore tournée vers la paix dans le monde, spécialement là où elle est encore si gravement troublée et où les espérances de son prochain rétablissement alternent avec de nouveaux dangers de prolongement et d'extension des conflits.

Nous ne sommes maintenant que les spectateurs d'une triste situation en Extrême-Orient et au Proche-Orient ; mais nous ne pouvons pas rester indifférents et muets. Nous ressentons en notre cœur les violences, les souffrances, les ruines et les menaces de ces théâtres de guerre. Nous assumons, en raison de notre ministère, les anxiétés et les aspirations des populations

impliquées dans ces interminables conflits, et nous faisons également nôtres les sentiments de toute l'humanité désireuse d'ordre et de tranquillité.

### **Appel aux institutions internationales, aux parties en cause et à l'opinion publique**

C'est pourquoi, d'une voix humble, mais non timide, nous en appelons aux grandes institutions internationales pour promouvoir et appuyer sans relâche tous les efforts sincères pour rétablir équitablement des relations normales entre les peuples. Nous conjurons les chefs responsables des parties en cause de mettre effectivement en œuvre leurs intentions maintes fois proclamées de faire aboutir des négociations en vue d'un équilibre international nouveau et honorable. Nous demandons aux arbitres de l'opinion publique de soutenir les espoirs en des solutions pacifiques toujours possibles et de ne pas permettre que l'idéal de justice, de liberté et de fraternité des peuples se dégrade dans la conscience des nouvelles générations.

### **Les conditions de la paix**

Il faudra réaffirmer les raisons pour lesquelles est reconnu aux différentes nations le droit à l'indépendance, à l'intégrité et à l'inviolabilité légitimes de leurs territoires. Il faudra que soient effectivement respectés par toutes les parties les accords déjà conclus pour assurer un ordre pacifique aux territoires qui sont maintenant des théâtres de guerre. Il sera nécessaire de tenir pleinement compte des besoins vitaux des réfugiés et des populations victimes des conditions anormales causées par les conflits en cours. Il faudra aussi renoncer aux conflits de pur prestige, d'hégémonie ou d'intérêts économiques, et retrouver des formules généreuses d'accord et de respect réciproque.

### **Le statut des Lieux saints**

Pour ce qui est plus spécialement de la situation au Proche-Orient, laquelle mériterait qu'on s'y étende bien plus longuement, nous estimons avoir, nous aussi, un grave droit et un grave devoir de garantir, non seulement en notre nom, mais aussi au nom de toute la chrétienté, la reconnaissance des exigences particulières des Lieux saints de Palestine, de la permanence des chrétiens sur cette terre malheureuse, et du statut de Jérusalem, où on ne peut nier la convergence très particulière d'un pluralisme de droits historiques et religieux.

Cette complexe et dramatique évocation, qui embrasse de si vastes horizons, requiert de la part de tous amour et vigilance, soutenus, spécialement en cette période qui est peut-être décisive, par notre prière confiante.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 15-16 mars 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

— *Quand les élèves participent aux responsabilités.* L'idée et sa réalisation dans un internat, par LUC KUNZ (coll. « Points d'appui » — Education). — Un vol. 13,5 x 18 cm, de 96 pages. Prix : 7,50 F. Les Éditions Ouvrières, Paris.

# Actes du Saint-Siège

## CONGREGATION POUR LE CULTE DIVIN

### PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA LITURGIE DES HEURES (\*)

Comme la publication des volumes de l'Office divin ou Liturgie des Heures, à cause de l'importance de ce travail et des difficultés qu'il comporte, ne peut être achevée que dans quelque temps, cette congrégation, par mandat spécial du Souverain Pontife Paul VI, s'est préoccupée de publier d'abord séparément l'*Institutio generalis de Liturgia Horarum* qui sera ensuite insérée au début du premier volume.

De cette manière, les prêtres, les religieux et les fidèles, soit individuellement, soit dans les réunions consacrées à l'étude ou à la prière commune, pourront découvrir la valeur profonde de ce nouveau livre de l'Eglise en prière, la structure propre de la Liturgie des Heures, les règles de sa célébration, et enfin les richesses spirituelles que le peuple de Dieu pourra en retirer.

Au siège de la S. congrégation pour le Culte divin, le 2 février 1971, en la Présentation du Seigneur.

A. BUGNINI,  
Secrétaire.

#### CHAPITRE PREMIER

#### IMPORTANCE DE LA LITURGIE DES HEURES, OU OFFICE DIVIN, DANS LA VIE DE L'EGLISE

1. La prière publique et commune du peuple de Dieu est considérée à juste titre comme l'une des fonctions principales de l'Eglise. Dès le commencement, les baptisés « étaient assidus à recevoir l'enseignement des apôtres, à participer à la vie commune, à la fraction du pain et aux prières ». (Ac 2, 42 gr.) Les Actes des Apôtres attestent à plusieurs reprises que la communauté chrétienne priait d'un seul cœur (1).

Le témoignage de l'Eglise primitive nous apprend que les fidèles s'adonnaient à la prière individuelle aussi à des heures fixes. Dans la suite, en diverses contrées, la coutume s'est établie assez rapidement d'affecter à la prière commune des moments déterminés, comme la dernière heure du jour, lorsque tombe le soir et qu'on allume les lumières, ou la première, quand devant l'apparition de l'astre du jour la nuit touche à sa fin.

Avec le temps, on allait sanctifier par la prière commune d'autres heures encore, comme cela était suggéré aux Pères par la lecture des Actes des Apôtres. Ceux-ci nous montrent, en effet, les disciples rassemblés (pour la prière) à la troisième heure (2). Et le Prince des apôtres « monta à la chambre haute pour prier vers la sixième heure » (10, 9) ; « Pierre et Jean montaient au Temple pour la prière de la neuvième heure » (3, 1) ; « Au milieu de la nuit, Paul et Silas, en prière, louaient Dieu. » (16, 25.)

2. Ces prières faites en commun allaient constituer progressivement un cycle d'heures bien défini. Cette liturgie des Heures, ou Office divin, complétée également par des lectures, est avant tout une prière de louange et de supplication ; elle est prière de l'Eglise avec le Christ et adressée au Christ.

#### I. — La prière du Christ

##### *Le Christ prie le Père*

3. En venant pour apporter aux hommes la vie divine, le Verbe qui procède du Père comme l'éclat de sa gloire, « le Souverain Prêtre de la Nouvelle et Eternelle Alliance, le Christ Jésus, prenant la nature humaine, a introduit dans notre exil terrestre cet hymne qui se chante éternellement dans les demeures célestes (3) ». Désormais, dans le cœur du Christ, la louange de Dieu se fait entendre par des paroles humaines, celles de l'adoration, de la propitiation et de l'intercession. Tout cela est présenté à Dieu par le chef de l'humanité nouvelle, médiateur entre Dieu et les hommes, au nom et pour le bien de tous.

4. Le Fils de Dieu lui-même, « qui ne fait qu'un avec son Père » (cf. Jn 10, 30) et qui, en entrant dans le monde, proclamait : « Voici que je viens pour faire, ô Dieu, ta volonté » (He 10, 9 ; cf. Jn 8, 29), a bien voulu aussi nous laisser divers témoignages sur sa prière. Très souvent, en effet, les évangiles nous le montrent en prière : quand sa mission est dévoilée par le Père (4), avant d'appeler les apôtres (5), en bénissant Dieu au moment de la mul-

(\*) Traduction de la Commission internationale pour les pays de langue française. Secrétariat : CNPL, 4, avenue Vavin, Paris-6<sup>e</sup>.

Le texte latin du document est intitulé : « *Institutio generalis de Liturgia Horarum* ».

(Copyright) AELF, tous droits réservés.

(1) Cf. Ac 1, 14 ; 4, 24 ; 12, 5-12 ; cf. Ep 5, 19-21.

(2) Cf. Ac 2, 1-15.

(3) Conc. Vat. II, Const. sur la sainte Liturgie, *Sacro-sanctum Concilium*, n° 83.

(4) Lc 3, 21-22.

(5) Lc 6, 12.



tiplication des pains (6), quand il est transfiguré sur la montagne (7), lorsqu'il guérit un sourd-muet (8) et quand il ressuscite Lazare (9), avant de provoquer la confession de Pierre (10), quand il apprend à prier à ses disciples (11), au retour des disciples envoyés en mission (12), quand il bénit les petits enfants (13) et quand il intercède pour Pierre (14).

Son activité de tous les jours était intimement liée avec sa prière, si tant est qu'elle n'en découlait pas en quelque sorte, ainsi quand il se retirait dans le désert ou sur la montagne pour prier (15), en se levant de très bonne heure (16), ou passait la nuit à prier Dieu (17) depuis le soir jusqu'à la quatrième veille (18) (celle de l'aube). Il participait également — suppose-t-on à juste titre — tant aux prières dites publiquement dans les synagogues, où il avait « l'habitude » (19) de se rendre le jour du sabbat, et au Temple, qu'il avait appelé une maison de prière (20), qu'à celles récitées en privé par les pieux Israélites habituellement tous les jours. Il prononçait de même les bénédictions traditionnelles adressées à Dieu au moment des repas, ainsi qu'on nous le rapporte expressément pour la multiplication des pains (21), la dernière Cène (22), le repas d'Emmaüs (23). Il récitait également des hymnes avec ses disciples (24).

Jusqu'à la fin de sa vie, alors que la Passion était déjà proche (25), à la dernière Cène (26), dans l'agonie (27) et sur la croix (28), le divin Maître a montré que la prière était l'âme de son ministère messianique et de l'aboutissement pascal de celui-ci. Car lui-même « aux jours de sa vie mortelle, présentant des prières et des supplications, avec un grand cri et des larmes, à celui qui pouvait le sauver de la mort, a été exaucé à cause de sa piété (He 5, 7) et, par le sacrifice accompli sur l'autel de la croix, il a rendu parfaits pour toujours ceux qu'il sanctifie » (He 10, 14) ; enfin, ressuscité des morts, il est vivant pour toujours et prie pour nous (29).

(6) Mt 14, 19 ; 15, 36 ; Mc 6, 41 ; 8, 7 ; Lc 9, 16 ; Jn 6, 11.

(7) Lc 9, 28-29.

(8) Mc 7, 34.

(9) Jn 11, 41 s.

(10) Lc 9, 18.

(11) Lc 11, 1.

(12) Mt 11, 25 s. ; Lc 10, 21 s.

(13) Mt 19, 13.

(14) Lc 22, 32.

(15) Mc 1, 35 ; 6, 46 ; Lc 5, 16 ; cf. Mt 4, 1 par. ; Mt 14, 23.

(16) Mc 1, 35.

(17) Mt 14, 23-25 ; Mc 6, 46-48.

(18) Lc 6, 12.

(19) Lc 4, 16.

(20) Mt 21, 13 par.

(21) Mt 14, 19 par. ; Mt 15, 36 par.

(22) Mt 26, 26 par.

(23) Lc 24, 30.

(24) Mt 26, 30 par.

(25) Jn 12, 27 s.

(26) Jn 17, 1-26.

(27) Mt 26, 36-44 par.

(28) Lc 23, 34-46 ; Mt 27, 46 ; Mc 15, 34.

(29) Cf. He 7, 25.

## II. — La prière de l'Eglise

### *Le précepte de la prière*

5. Ce que lui-même faisait, Jésus nous a ordonné de le faire à notre tour. « Priez », a-t-il dit souvent, « demandez », « implorez » (30), « en mon nom » (31) ; il a même donné un modèle de prière dans l'oraison dite dominicale (32), et il nous a avertis que la prière était nécessaire (33), une prière humble (34), vigilante (35), persévérante, confiante dans la bonté du Père (36), faite avec une intention pure et accordée à la nature de Dieu (37).

Quant aux apôtres, qui maintes fois dans leurs Epîtres nous transmettent des prières, surtout de louange et d'action de grâce, ils nous exhortent à l'insistance et à l'assiduité (38), dans la prière offerte à Dieu (39), par le Christ (40), dans l'Esprit-Saint (41), et en soulignent l'efficacité pour la sanctification (42) ; ils nous exhortent à la prière de louange (43), d'action de grâce (44), de demande (45) et d'intercession pour tous (46).

### *L'Eglise continue la prière du Christ*

6. Puisque l'homme tient de Dieu tout ce qu'il est, il doit reconnaître et confesser cette souveraineté de son Créateur, ce que les hommes religieux de tous les temps ont effectivement fait par la prière.

Mais la prière adressée à Dieu se relie au Christ, Seigneur de tous les hommes et unique Médiateur (47), le seul par qui nous avons accès auprès de Dieu (48). Il rattache, en effet, à lui-même toute la communauté humaine (49) de telle sorte qu'il se crée un lien intime entre la prière du Christ et la prière de tout le genre humain. Car c'est dans le Christ et en lui seul que la religion humaine trouve sa valeur salvatrice et atteint son but.

7. Un lien essentiel spécial et très étroit s'établit cependant entre le Christ et les hommes que, par le sacrement de la nouvelle naissance, il assume comme membres dans son corps qui est l'Eglise. C'est de cette façon, en effet, que se répandent dans tout le corps, à partir de la tête, toutes les richesses qui ap-

(30) Mt 5, 44 ; 7, 7 ; 26, 41 ; Mc 13, 33 ; 14, 38 ; Lc 6, 28 ; 10, 2 ; 11, 9 ; 22, 40-46.

(31) Jn 14, 13 s. ; 15, 16 ; 16, 23 s., 26.

(32) Mt 6, 9-13 ; Lc 11, 2-4.

(33) Lc 18, 1.

(34) Lc 18, 9-14.

(35) Lc 21, 36 ; Mc 13, 33.

(36) Lc 11, 5-13 ; 18, 1-8 ; Jn 14, 13 ; 16, 23.

(37) Mt 6, 5-8 ; 23, 14 ; Lc 20, 47 ; Jn 4, 23.

(38) Rm 8, 15-26 ; 1 Co 12, 3 ; Ga 4, 6 ; Jude 20.

(39) 2 Co 1, 20 ; Col 3, 17.

(40) He 13, 15.

(41) Rm 12, 12 ; 1 Co 7, 5 ; Ep 6, 18 ; Col 4, 2 ; 1 Th 5, 17 ; 1 Tm 5, 5 ; 1 P 4, 7.

(42) 1 Tm 4, 5 ; Jc 5, 15 s. ; 1 Jn 3, 22 ; 5, 14 s.

(43) Ep 5, 19 s ; He 13, 15 ; Ap 19, 5.

(44) Col 3, 17 ; Ph 4, 6 ; 1 Th 5, 17 ; 1 Tm 2, 1.

(45) Rm 8, 26 ; Ph 4, 6.

(46) Rm 15, 30 ; 1 Tm 2, 1 s. ; Ep 6, 18 ; 1 Th 5, 25 ; Jc 5, 14-16.

(47) 1 Tm 2, 5 ; He 8, 6 ; 9, 15 ; 12, 24.

(48) Rm 5, 2 ; Ep 2, 18 ; 3, 12.

(49) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n° 83.

partiennent au Fils : la communication de l'Esprit, la vérité, la vie et la participation à sa filiation divine, qui se manifestaient dans toute sa prière lorsqu'il vivait parmi nous.

Tout le corps de l'Eglise participe, de même, au sacerdoce du Christ, de telle sorte que « les baptisés, par la régénération et l'onction du Saint-Esprit, sont consacrés pour être une demeure spirituelle et un sacerdoce saint (50) », et deviennent aptes à célébrer le culte de la Nouvelle Alliance, qui ne procède pas de nos forces, mais du mérite et du don du Christ.

« Dieu n'aurait pu faire aux hommes plus grand don que celui-ci : de son Verbe, par qui il a créé toutes choses, il fait leur chef et d'eux, il fait ses membres, pour que lui, il soit Fils de Dieu et Fils de l'homme, un seul Dieu avec le Père, un seul homme avec les hommes ; pour qu'en parlant à Dieu dans la prière nous ne séparions pas de lui son Fils, pour qu'en priant, le Corps du Fils ne sépare pas son chef de lui-même : pour qu'il soit l'unique sauveur de son Corps, Notre-Seigneur Jésus-Christ, Fils de Dieu, qui, à la fois, prie pour nous, prie en nous et est prié par nous. Il prie pour nous comme notre prêtre, il prie en nous comme notre chef, il est prié par nous comme notre Dieu. Reconnaissons donc nos paroles en lui, et ses paroles en nous (51). »

C'est en cela que réside la dignité de la prière chrétienne : elle participe de la piété du Fils unique envers le Père et de la prière que, durant sa vie sur terre, il a exprimée par la parole et qui, à présent, se perpétue sans interruption dans toute l'Eglise et en tous ses membres au nom et pour le salut de tout le genre humain.

### *L'action de l'Esprit-Saint*

8. L'unité de l'Eglise en prière est l'œuvre de l'Esprit-Saint : c'est le même Esprit qui est dans le Christ (52), dans l'Eglise tout entière et en chacun des baptisés. C'est « l'Esprit (lui-même) qui vient au secours de notre faiblesse » et « qui intervient pour nous par des cris inexprimables » (Rm 8, 26) ; c'est lui qui, en tant qu'Esprit du Fils, nous infuse « l'esprit d'adoption dans lequel nous criions : Abba, Père » (Ga 4, 6 ; cf. Rm 8, 15 ; 1 Co 12, 3 ; Ep 5, 19 s. ; Jude 20). Aucune prière chrétienne ne peut donc exister sans l'action de l'Esprit-Saint qui, en assurant l'unité de toute l'Eglise, conduit au Père par le Fils.

### *Nature communautaire de la prière*

9. L'exemple et le précepte du Seigneur et des apôtres, qui nous invitent à prier instamment et sans cesse, ne doivent donc pas être considérés comme une règle purement légale ; ils appartiennent intimement à l'essence même de l'Eglise, qui est une communauté et qui doit, par sa prière aussi, manifester sa nature communautaire. Voilà pourquoi lorsque, dans les Actes des apôtres, il est question pour la première fois de la communauté des fidèles, celle-ci apparaît précisément rassemblée dans la prière « avec quelques femmes, Marie mère de Jésus, et ses frères ». (Ac 1, 14.) « La multitude des croyants n'avait qu'un cœur et qu'une âme » (*ibid.* 4, 32), cette unanimité étant fondée

sur la Parole de Dieu, la communion fraternelle, la prière et l'Eucharistie (53).

Certes, la prière qu'on fait dans sa chambre, portes fermées (54), est toujours nécessaire et recommandée (55), elle est la prière d'un membre de l'Eglise, accomplie par le Christ dans l'Esprit-Saint. Cependant, la prière de la communauté possède une dignité spéciale ; le Christ lui-même n'a-t-il pas dit : « Là où deux ou trois sont rassemblés en mon nom, je suis au milieu d'eux. » ? (Mt 18, 20.)

### **III. — La liturgie des Heures**

10. Puisque le Christ nous a ordonné : « Il faut toujours prier sans se lasser » (Lc 18, 1), l'Eglise, obéissant fidèlement à cette recommandation, ne cesse jamais de prier et nous y invite par ces paroles : « Par lui (Jésus), offrons toujours à Dieu le sacrifice de louange. » (He 13, 15.) Ce précepte est accompli non seulement par la célébration de l'Eucharistie, mais également d'autres façons et surtout par la liturgie des Heures qui a en propre, par rapport aux autres actes liturgiques, suivant l'ancienne tradition chrétienne, de consacrer tout le cycle du jour et de la nuit (56).

11. Sanctifier la journée et toute l'activité humaine est l'un des buts de la liturgie des Heures ; aussi, le déroulement de celle-ci a-t-il été restauré de façon à rendre aux Heures, autant que possible, la vérité du temps et à tenir compte également des conditions de la vie actuelle (57).

C'est pourquoi « il importe, soit pour sanctifier véritablement la journée, soit pour célébrer les Heures elles-mêmes avec fruit spirituel, que, dans la prière des Heures, on observe le moment qui se rapproche le plus du temps véritable de chaque Heure canonique (58) ».

### *Relation de la liturgie des Heures avec l'Eucharistie*

12. La liturgie des Heures étend aux différents moments de la journée (59) la louange et l'action de grâce, de même que la commémoration des mystères du salut, la supplication, l'avant-goût de la gloire céleste qui sont contenus dans le mystère eucharistique, « centre et sommet de toute la vie de la communauté chrétienne (60) ».

La célébration eucharistique elle-même trouve dans la liturgie des Heures une excellente préparation car celle-ci éveille et nourrit comme il faut les dispositions nécessaires pour une célébration fructueuse de l'Eucharistie, comme la foi, l'espérance, la charité, la dévotion et l'esprit de sacrifice.

### *Accomplissement de la fonction sacerdotale du Christ dans la liturgie des Heures*

13. « L'œuvre de la rédemption des hommes et de la parfaite glorification de Dieu » (61), le Christ

(53) Cf. Ac 2, 42 gr.

(54) Cf. Mt 6, 6.

(55) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 12.

(56) Cf. *Ibid.*, n. 83-84.

(57) *Ibid.*, n. 88.

(58) *Ibid.*, n. 94.

(59) Décr. sur le ministère et la vie des prêtres, *Presbyterorum ordinis*, n. 5.

(60) Décr. sur la charge pastorale des évêques dans l'Eglise, *Christus Dominus*, n. 30.

(61) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 5.

(50) Const. dogm. sur l'Eglise, *Lumen Gentium*, n. 10.

(51) S. AUGUST., *Enarratio in psalm.* 85, 1 : CCL 39, 1176.

(52) Cf. Lc 10, 21 quand « il tressaillit de joie sous l'action de l'Esprit-Saint et dit : Je te bénis, Père... »



l'exerce, dans l'Esprit-Saint et par l'Eglise, non seulement quand on célèbre l'Eucharistie et quand on administre les sacrements, mais également, et d'une manière particulière, quand se déroule la liturgie des heures (62). Il est lui-même présent dans cette liturgie pendant que la communauté est rassemblée, que la Parole de Dieu est proclamée et « que l'Eglise prie et chante les psaumes (63) ».

### *Sanctification de l'homme*

14. La sanctification de l'homme s'opère (64) et le culte de Dieu s'exerce dans la liturgie des Heures de manière à instaurer une sorte d'échange ou de dialogue entre Dieu et les hommes, par lequel « Dieu parle à son peuple... et le peuple répond à Dieu par les chants et la prière (65) ».

Ceux qui y participent peuvent retirer de la liturgie des Heures, par la vertu de la Parole salutaire de Dieu, qui y tient une part importante, une grande richesse de sanctification. En effet, des lectures sont tirées de l'Ecriture, les Paroles de Dieu transmises dans les psaumes sont chantées en sa présence, et les autres prières, oraisons et hymnes naissent également de son inspiration et d'un élan profond qui vient de lui (66).

Ce n'est donc pas seulement quand on lit « ce qui a été écrit pour notre enseignement » (Rm 15, 4), mais aussi quand l'Eglise prie ou chante, que la foi de ceux qui y participent est nourrie, que les âmes sont entraînées vers Dieu pour lui offrir un hommage spirituel et pour recevoir sa grâce plus abondamment (67).

### *Louange offerte à Dieu en union avec l'Eglise du ciel*

15. Dans la liturgie des Heures, l'Eglise, en exerçant la fonction sacerdotale de son Chef, offre à Dieu « sans relâche (68) » le sacrifice de louange, c'est-à-dire « le fruit de lèvres qui confessent son nom (69) ». Cette prière est « la voix de l'Epouse elle-même qui s'adresse à son Epoux ; et, mieux encore, c'est la prière du Christ que Celui-ci, avec son Corps, présente au Père (70) ». « Par conséquent, tous ceux qui assurent cette charge accomplissent l'office de l'Eglise et, en même temps, participent de l'honneur suprême de l'Epouse du Christ, parce qu'en acquittant les louanges divines, ils se tiennent devant le trône de Dieu au nom de la Mère Eglise (71). »

16. Par la louange des Heures offertes à Dieu, l'Eglise s'associe au divin chant de louange que chante de toute éternité le Fils (72) ; en même temps, elle perçoit un avant-goût de la louange céleste, décrite par saint Jean dans l'Apocalypse, qui résonne sans cesse devant le trône de Dieu et de l'Agneau. En effet, notre union étroite avec l'Eglise du ciel se réalise lorsque « nous proclamons, dans

une joie commune, la louange de la divine Majesté ; tous, rachetés dans le sang du Christ, de toute tribu, langue, peuple ou nation (cf. Ap 5, 9) et rassemblés en l'unique Eglise, nous glorifions le Dieu un en trois Personnes dans un chant unanime de louange (73) ».

Cette liturgie céleste, les prophètes l'ont contemplée à l'avance dans la victoire du jour sans nuit, de la lumière sans obscurité : « Tu n'auras plus le soleil comme lumière le jour, la clarté de la lune ne t'éclairera plus, mais le Seigneur sera ta lumière éternelle. » (Is 60, 19 ; cf. Ap 21, 23-25.)

« Ce sera un jour merveilleux — le Seigneur le connaît ! — sans alternance de jour et de nuit : au temps du soir il fera clair. » (Za 14, 7.) Or, « les derniers temps sont arrivés pour nous. » (Cf. 1 Co 10, 11.) « Le renouvellement du monde est irrévocablement acquis et, en toute réalité, anticipé dès maintenant (74). » Ainsi, par la foi, nous sommes instruits même sur le sens de notre vie temporelle, pour vivre, avec toute la création, dans l'attente de la manifestation des fils de Dieu (75). Dans la liturgie des Heures, nous proclamons cette foi, nous exprimons et nourrissons cette espérance, nous participons en quelque sorte à la joie de la louange perpétuelle et au jour qui ne connaît pas de crépuscule.

### *Supplication et intercession*

17. Mais outre la louange de Dieu, l'Eglise apporte dans la liturgie des appels et les désirs de tous les fidèles du Christ, et c'est même pour le salut du monde entier qu'elle interpelle le Christ et, par lui, le Père (76). La voix qu'on entend ici n'est pas seulement celle de l'Eglise, elle est aussi celle du Christ, puisque les prières sont prononcées au nom du Christ, c'est-à-dire « par Jésus-Christ Notre-Seigneur », et ainsi l'Eglise continue de dire les prières et les supplications que le Christ a faites aux jours de sa vie dans la chair (77) et qui, pour cette raison, ont une efficacité particulière. Ce n'est donc pas seulement par la charité, par l'exemple et par les œuvres de pénitence, mais également par la prière que la communauté ecclésiale exerce un véritable rôle maternel envers les âmes pour les conduire au Christ (78).

Ceci concerne principalement tous ceux qui ont reçu un mandat d'accomplir la liturgie des Heures : à savoir, les évêques et les prêtres, qui prient d'office pour leur peuple et pour tout le peuple de Dieu (79), et certains ministres dans les ordres sacrés, ainsi que les religieux (80).

### *Sommet et source de l'action pastorale*

18. Ceux qui participent à la liturgie des Heures contribuent donc par une mystérieuse fécondité apostolique à accroître le peuple du Seigneur (81),

(62) Cf. *Ibid.*, n. 83 et 98.

(63) *Ibid.*, n. 7.

(64) Cf. *Ibid.*, n. 10.

(65) *Ibid.*, n. 33.

(66) Cf. *Ibid.*, n. 24.

(67) Cf. *Ibid.*, n. 33.

(68) 1 Th 5, 17.

(69) Cf. He 13, 15.

(70) Const. sur la S. Liturgie, n. 84.

(71) *Ibid.*, n. 85.

(72) Cf. *Ibid.*, n. 83.

(73) Const. dogm. sur l'Eglise, *Lumen Gentium*, n. 50 ; cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 8 et 104.

(74) *Lumen Gentium*, n. 48.

(75) Cf. Rm 8, 19.

(76) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 83.

(77) Cf. He 5, 7.

(78) Cf. *Presbyterorum ordinis*, n. 6.

(79) Cf. *Lumen Gentium*, n. 41.

(80) Cf. *Infra*, n. 24.

(81) Cf. Décr. sur la rénovation et l'adaptation de la vie religieuse, *Perfectae caritatis*, n. 7.

car tout labeur apostolique vise « à ce que tous, devenus enfants de Dieu par la foi et le baptême, se rassemblent, louent Dieu au milieu de l'Eglise, participent au sacrifice et mangent la Cène du Seigneur (82) ».

C'est ainsi que les fidèles expriment par leur vie et manifestent aux autres « le mystère du Christ et la nature authentique de la véritable Eglise. Car il appartient en propre à celle-ci d'être... visible et riche de réalités invisibles, fervente dans l'action et occupée à la contemplation, présente au monde et pourtant étrangère (83) ».

Dans un autre sens, les lectures et les prières de la liturgie des Heures constituent une source de vie chrétienne. En effet, c'est à la table de la Sainte Ecriture et des paroles des saints que cette vie se nourrit, et elle puise sa vigueur dans la prière. Car seul le Seigneur, sans qui nous ne pouvons rien faire (84), peut donner efficacité et prospérité à nos œuvres (85) si nous le lui demandons, afin que nous soyons, jour après jour, intégrés dans la construction du temple de Dieu dans l'Esprit (86), de façon à atteindre la force de l'âge qui correspond à la plénitude du Christ (87), et qu'en même temps nous accroissions nos forces pour annoncer la bonne nouvelle du Christ à ceux du dehors (88).

### *Que l'âme s'accorde avec la voix*

19. Pour que cette prière appartienne en propre à chacun de ceux qui y participent, pour qu'elle soit source de piété, et de la grâce divine dans toute sa richesse, et aussi aliment d'oraison personnelle et d'action apostolique, il faut que dans son accomplissement digne, attentif et fervent, l'âme s'accorde avec la voix (89). Que chacun s'applique à coopérer avec la grâce d'en haut pour ne pas la recevoir en vain. En cherchant le Christ et en pénétrant toujours plus intimement dans son mystère par la prière (90), que tous louent Dieu et lui présentent leurs supplications dans le même esprit qui animait la prière du divin Rédempteur lui-même.

### **Les personnes qui célèbrent la liturgie des Heures**

#### *a) La célébration faite en commun*

20. La liturgie des Heures, pas plus que les autres actes liturgiques, n'est une action privée ; elle concerne tout le corps de l'Eglise, elle le manifeste et elle l'affecte tout entier (91). Sa célébration ecclésiale apparaît avec le maximum de clarté, — et c'est donc ce qu'on recommande avec la plus grande insistance, — quand elle est accomplie par une Eglise particulière, « en laquelle est vraiment présente et agissante l'Eglise du Christ, une, sainte,

catholique et apostolique (92) », avec son évêque entouré de prêtres et de ministres (93). Cette célébration, même quand elle est accomplie en l'absence de l'évêque par un chapitre de chanoines ou par d'autres prêtres, doit toujours se faire en observant la vérité des Heures et, autant que faire se peut, avec la participation du peuple. Cela vaut aussi pour les chapitres collégiaux.

21. Les autres assemblées de fidèles, dont les plus importantes sont les paroisses, en tant que cellules du diocèse, constituées localement sous la conduite d'un pasteur qui tient la place de l'évêque, et qui « d'une certaine manière représentent l'Eglise visible établie dans l'univers (94) », célèbreront les Heures principales en commun à l'église partout où la chose est possible.

22. Quand les fidèles sont convoqués et se rassemblent pour la liturgie des Heures, en unissant leurs cœurs et leurs voix, ils manifestent donc l'Eglise qui célèbre le mystère du Christ (95).

23. A ceux qui ont reçu les ordres sacrés ou une mission canonique particulière (96) incombe la tâche d'organiser et de diriger la prière de la communauté : « Ils travailleront à obtenir que tous ceux dont ils ont reçu la charge soient unanimes dans la prière (97). » Ils auront donc à cœur d'inviter les fidèles et de les former par la catéchèse voulue à célébrer en commun, surtout les dimanches et les jours de fêtes, les parties principales de la liturgie des Heures (98). Ils leur enseigneront à puiser dans cette participation une prière authentique (99), et, pour cela, par une formation adaptée, ils les conduiront à l'intelligence chrétienne des psaumes, de façon à les amener progressivement à mieux savourer la prière de l'Eglise et à la pratiquer plus largement (100).

24. Les communautés de chanoines, de moines, de moniales et des autres religieux qui, en vertu de la Règle ou des constitutions selon le rite commun ou leur rite particulier, accomplissent la liturgie des Heures intégralement ou en partie, représentent plus spécialement l'Eglise en prière ; en effet, ils manifestent de façon plus parfaite l'image de l'Eglise qui loue le Seigneur sans relâche et d'une voix unanime ; et ils accomplissent sa fonction, en « travaillant », d'abord par la prière, « à l'édification et à la croissance de tout le Corps du Christ et au bien des Eglises particulières (101) ». Ce qu'il faut affirmer surtout de ceux qui mènent la vie contemplative.

(92) Cf. *Ibid.*, n. 41.

(93) Décr. sur la charge pastorale des évêques dans l'Eglise, *Christus Dominus*, n. 11.

(94) Const. sur la S. Liturgie, n. 42 ; cf. Décr. sur l'apostolat des laïcs, *Apostolicam actuositatem*, n. 10.

(95) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 26 et 84.

(96) Cf. Décr. sur l'activité missionnaire de l'Eglise, *Ad gentes*, n. 17.

(97) Décr. sur la charge pastorale des évêques dans l'Eglise, *Christus Dominus*, n. 15.

(98) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 100.

(99) Cf. Décr. *Presbyterorum ordinis*, n. 5.

(100) Cf. *Infra*, n. 100-109.

(101) Décr. sur la charge pastorale des évêques dans l'Eglise, *Christus Dominus*, n. 33 ; cf. Décr. sur la rénovation et l'adaptation de la vie religieuse, *Perfectae caritatis*, n. 6, 7, 15 ; cf. Décr. sur l'activité missionnaire de l'Eglise, *Ad gentes*, n. 15.

(82) Const. sur la S. Liturgie, n. 10.

(83) *Ibid.*, n. 2.

(84) Cf. Jn 15, 5.

(85) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 86.

(86) Cf. Ep 2, 21-22.

(87) Cf. Ep 4, 13.

(88) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 2.

(89) Cf. *Ibid.*, n. 90 ; saint Benoît, *Regula Monasteriorum*, c. 19.

(90) Cf. Décr. *Presbyterorum ordinis*, n. 14 ; Décr. sur la formation des prêtres *Optatum totius*, n. 8.

(91) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 26.



25. Les ministres sacrés et tous les clercs qui ne sont pas tenus par ailleurs à la célébration commune, s'ils vivent ensemble ou s'ils se trouvent réunis s'efforceront d'accomplir en commun au moins une partie de la liturgie des Heures, surtout les offices du matin et du soir (102).

26. De même, il est vivement recommandé aux religieux et religieuses qui n'ont pas l'obligation de célébrer les Heures en commun, et aux membres de tout Institut de perfection, quel qu'il soit, de se réunir, soit entre eux, soit avec le peuple, pour célébrer cette liturgie ou une partie de cette liturgie.

27. Les groupes de laïcs, partout où ils se réunissent, sont également invités à accomplir l'office de l'Eglise (103) en célébrant une partie de la liturgie des Heures, quel que soit le motif de leur réunion, prière, apostolat ou autre. Il faut, en effet, qu'ils apprennent avant tout à adorer Dieu le Père en esprit et en vérité (104) dans l'action liturgique, et qu'ils se rappellent que, par le culte public et la prière, ils peuvent atteindre tous les hommes et contribuer grandement au salut du monde entier (105).

Il convient enfin que la famille, en tant que sanctuaire domestique de l'Eglise, ne se contente pas de pratiquer la prière en commun mais aussi qu'elle s'unisse plus étroitement à l'Eglise en utilisant, suivant ses possibilités, l'une ou l'autre partie de la liturgie des Heures (106).

#### b) Ceux qui ont reçu mandat de célébrer la liturgie des Heures

28. La liturgie des Heures est si spécialement confiée aux ministres sacrés, c'est-à-dire aux évêques, aux prêtres et aux diacres que chacun d'eux devra s'en acquitter, même en l'absence du peuple, bien entendu avec les adaptations nécessaires. L'Eglise, en effet, les délègue à la liturgie des Heures, afin que la fonction de toute la communauté soit accomplie de façon assurée et constante au moins par eux et que la prière du Christ se continue dans l'Eglise sans interruption (107).

L'évêque, comme celui qui tient la place du Christ de la façon la plus éminente et la plus manifeste, et qui est le grand prêtre de son troupeau, celui dont découle et dépend en quelque sorte la vie de ses fidèles dans le Christ (108), doit être, parmi tous les membres de son Eglise, le premier à la prière, et sa prière, dans la récitation de la liturgie des Heures, est accomplie toujours au nom de l'Eglise et pour l'Eglise qui lui est confiée (109).

Les prêtres, unis à l'évêque et à tout le presbytérium, et représentant spécialement le Christ prêtre (110), participant à la même fonction, en

priant Dieu pour tout le peuple qui leur est confié et pour le monde entier (111).

Tous, ils remplissent le ministère du Bon Pasteur qui prie pour les siens afin qu'ils aient la vie et soient consommés dans l'unité (112). Dans la liturgie des Heures que l'Eglise leur propose ils doivent non seulement trouver une source de piété et un aliment pour l'oraison personnelle (113), mais encore de quoi nourrir et promouvoir, par la richesse de la contemplation, leur action pastorale et missionnaire pour l'épanouissement de toute l'Eglise de Dieu (114).

29. Par conséquent, les évêques, les prêtres et les autres ministres sacrés, qui ont reçu de l'Eglise le mandat (cf. n° 17) de célébrer la liturgie des Heures s'acquitteront chaque jour de son cycle complet, en observant, autant que possible, la vérité des Heures.

En premier lieu, ils accorderont l'importance qui leur est due aux heures qui sont comme les pôles de cette liturgie, c'est-à-dire à celle du matin et à celle du soir ; et ils veilleront à ne pas les omettre sans raison grave.

Ils assureront fidèlement aussi l'office de lecture, qui est par excellence la célébration liturgique de la parole de Dieu. C'est ainsi qu'ils accompliront chaque jour la fonction qui leur est propre, à titre particulier, de recevoir eux-mêmes la parole de Dieu pour devenir de plus en plus parfaitement les disciples du Seigneur et savourer plus profondément les insondables richesses du Christ (115).

Pour mieux sanctifier la journée entière, ils auront à cœur de célébrer l'heure médiane, et aussi les complies, pour achever intégralement « l'œuvre de Dieu » et se recommander au Seigneur avant de se coucher.

30. Il convient au plus haut point que les diacres permanents célèbrent chaque jour au moins une partie de la liturgie des Heures, fixée par la Conférence épiscopale (116).

31. a) Les chapitres des cathédrales et des collégiales doivent s'acquitter des parties de la liturgie des Heures qui leur sont imposées par le droit commun ou leur droit particulier.

Quant à chacun des membres de ces chapitres, ils célébreront les Heures selon leur droit particulier, étant sauve la prescription du numéro 29 pour ceux qui ont reçu un ordre sacré (117).

31. b) Les communautés religieuses astreintes à la liturgie des heures, et chacun de leurs sujets, célébreront les Heures selon leur droit particulier, sauf la prescription du numéro 29 pour ceux qui ont reçu un ordre sacré.

32. Les autres communautés religieuses, et chacun de leurs sujets, sont invités, selon les conditions de leur vie, à célébrer quelques parties de la liturgie des Heures, qui est la prière de l'Eglise, et qui donne un seul cœur et une seule âme à ceux qui sont disper-

(102) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 99.

(103) Cf. *Ibid.*, n. 100.

(104) Cf. Jn 4, 23.

(105) Cf. Décl. sur l'éducation chrétienne, *Gravissimum educationis*, n. 2 ; Décr. sur l'apostolat des laïcs, *Apostolicam actuositatem*, n. 16.

(106) Cf. Décr. sur l'apostolat des laïcs, *Apostolicam actuositatem*, n. 11.

(107) Cf. Décr. *Presbyterorum ordinis*, n. 13.

(108) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 41 ; *Lumen gentium*, n. 21.

(109) Cf. *Lumen gentium*, n. 26 ; Décr. sur la charge pastorale des évêques dans l'Eglise, *Christus Dominus*, n. 15.

(110) Cf. Décr. *Presbyterorum ordinis*, n. 13.

(111) Cf. *Ibid.*, n. 5.

(112) Cf. Jn 10, 11 ; 17, 23.

(113) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 90.

(114) Cf. Const. dogm. sur l'Eglise, *Lumen gentium*, n. 41.

(115) Const. dogm. sur la révélation divine, *Dei Verbum*, n. 25 ; Décr. *Presbyterorum ordinis*, n. 13.

(116) PAUL VI, *Motu proprio Sacrum diaconatus ordinem*, du 18 juin 1967, n. 27 : AAS 59 (1967), p. 703.

(117) Cf. Instruction de la S. congrégation des Rites *Inter Oecumenici*, du 27 septembre 1964, n. 78 b ; AAS 56 (1964), p. 895.

sés (118). On adresse la même exhortation aux laïcs (119).

### c) Structure de la célébration

33. La liturgie des Heures est réglée par ses lois propres ; elle organise d'une façon particulière les éléments qu'on retrouve dans toute célébration chrétienne, et elle est construite de manière à comprendre toujours, après l'hymne d'ouverture, la psalmodie, puis une lecture plus ou moins longue tirée des saintes Ecritures, enfin des prières.

Qu'il s'agisse de célébration commune ou de récitation solitaire, la structure essentielle de cette liturgie reste toujours la même, à savoir le dialogue entre Dieu et l'homme. Cependant, la célébration commune manifeste plus clairement la nature ecclésiale de la liturgie des Heures, elle favorise la participation active de tous, selon la condition de chacun, au moyen des acclamations, du dialogue, de la psalmodie alternée, etc., et elle tient mieux compte des différents modes d'expression (120). Par conséquent, chaque fois que la célébration commune est possible, avec l'assistance et la participation active des fidèles, elle doit être préférée à la célébration individuelle et en quelque sorte privée (121). En outre, il est toujours préférable de chanter, suivant les possibilités, l'office célébré au chœur et en commun, selon sa nature et sa fonction, et celles de chacune de ses parties.

Ainsi se réalisera l'exhortation de l'Apôtre : « Que la parole du Christ habite en vous dans toute sa richesse ; instruisez-vous et reprenez-vous les uns les autres avec une vraie sagesse ; par des psaumes, par des hymnes et de libres louanges, chantez à Dieu, dans votre cœur, votre reconnaissance. » (Col 3, 16 ; Ep 5, 19-20.)

## CHAPITRE II

### LA SANCTIFICATION DE LA JOURNÉE : LES DIFFÉRENTES HEURES LITURGIQUES

#### I. — L'introduction à tout l'office

34. Habituellement, tout l'office est introduit par l'invitatoire. Celui-ci consiste dans le verset : « Seigneur ouvre mes lèvres. Et ma bouche publiera ta louange », et dans le psaume 94, par lequel, chaque jour, les fidèles sont invités à chanter les louanges de Dieu et à écouter sa voix, et conviés à attendre le « repos du Seigneur (1) ».

Cependant, si l'on y trouve avantage, on peut utiliser le psaume 99, le psaume 66 ou le psaume 23, à la place du psaume 94.

Il est préférable de dire le psaume invitatoire, comme cela est indiqué en son lieu, sous le mode responsorial, c'est-à-dire avec son antienne, qui est proposée d'emblée et tout de suite répétée, pour être ensuite reprise après chaque strophe.

35. L'invitatoire se place au début de tout le cycle de la prière quotidienne, c'est-à-dire en tête de l'office du matin ou de l'office de lecture, suivant

que c'est l'un ou l'autre de ces actes liturgiques qui inaugure la journée. On peut cependant, si on le juge opportun, omettre le psaume invitatoire quand il devrait se placer avant l'office du matin.

36. La façon de varier les antiennes de l'invitatoire selon la diversité des jours liturgiques est chaque fois indiquée en son lieu.

#### II. — Offices du matin et du soir

37. « Les laudes, comme prières du matin, et les vêpres, comme prières du soir, qui, d'après la vénérable tradition de l'Eglise universelle, constituent les deux pôles de l'office quotidien, doivent être tenues pour les heures principales et elles doivent être célébrées en conséquence (2). »

38. Les laudes matinales sont destinées à sanctifier les heures du matin et sont organisées en conséquence, comme on le voit par bon nombre de leurs éléments. Leur caractère matinal est très bien exprimé par ces paroles de saint Basile le Grand : « Louange du matin, pour consacrer à Dieu les premiers mouvements de notre âme et de notre esprit, pour que nous n'entreprenions rien avant de nous être réjouis à la pensée de Dieu, selon ce qui est écrit : « Je me suis souvenu de Dieu et j'y ai pris mes délices » (Ps 76, 4), et pour que nos corps, de même, ne se mettent pas au travail avant que nous ayons accompli ce qui est écrit : « Je dirigerai vers toi ma prière, Seigneur ; au matin tu exauceras ma voix ; au matin je me tiendrai devant toi et je te verrai (3). » (Ps 5, 4-5.)

De plus, cette Heure, qu'on dit au moment où revient la nouvelle lumière du jour, évoque la résurrection du Seigneur Jésus qui est « la lumière véritable, éclairant tous les hommes » (Jn 1, 9) et « le soleil de justice » (Mt 3, 20), « le soleil levant qui vient d'en haut » (Lc 1, 78). On comprend donc bien la recommandation de saint Cyprien : « Le matin, il faut prier, afin que la résurrection du Seigneur soit célébrée par une prière matinale (4). »

39. L'office du soir est célébré dans la soirée, quand le jour baisse déjà, « afin de rendre grâce pour ce qui, en ce jour, nous a été donné, ou pour ce que nous avons fait de bien (5) ». De plus, la prière que nous faisons monter « comme l'encens en présence du Seigneur » et dans laquelle « l'élévation de nos mains » devient comme « le sacrifice du soir (6) » constitue un rappel de la rédemption. Ce sacrifice « peut cependant être compris dans un sens encore plus sacré, soit comme le véritable sacrifice du soir, soit en tant qu'il est transmis par le Seigneur, notre Sauveur, aux Apôtres lors de la Cène, quand il inaugurerait ainsi les mystères saints et sacrés de l'Eglise ; soit comme le sacrifice du soir qu'il a offert au Père le jour suivant, c'est-à-dire à la fin des temps, par l'élévation de ses mains, pour le salut du monde entier (7) ». Enfin, pour diriger notre espérance vers la lumière qui ne connaît pas de crépuscule, « nous prions et demandons que la lumière revienne sur nous,

(118) Cf. Ac 4, 32.

(119) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 100.

(120) Cf. *Ibid.*, n. 26, 28-30.

(121) Cf. *Ibid.*, n. 27.

(1) Cf. He 3, 7 ; 4, 16.

(2) Const. sur la S. Liturgie, n. 89 a ; cf. *Ibid.*, n. 100.

(3) Saint BASILE LE GRAND, *Regulae fusius tractatae*, Resp. 37, 3 : PG 31, 1014.

(4) S. CYPRIEN, *De orat. dominica*, 35 : PL 4, 561.

(5) S. BASILE, *op. cit.* : PG 31, 1015.

(6) Cf. Ps 140, 2.

(7) CASSIEN, *De institutione coenob.*, 1. 3 c. 3 : PL 49, 124, 125.



nous implorons l'avènement du Christ qui doit nous apporter la grâce de la lumière éternelle (8) ». A cette heure-là nous unissons notre voix à celle des Eglises d'Orient en invoquant « la joyeuse lumière de la sainte gloire du Père céleste et éternel, le bienheureux Jésus-Christ ; parvenus au coucher du soleil, en voyant la lumière du soir, nous chantons Dieu, Père et Fils et Esprit-Saint... ».

40. On doit donc faire grand cas des offices du matin et du soir comme étant la prière de la communauté chrétienne. Leur célébration publique ou commune doit être favorisée, surtout chez ceux qui vivent en communauté. Elle doit même être conseillée aux fidèles qui ne peuvent pas participer à la célébration commune.

41. Les offices du matin et du soir commencent par le verset d'introduction : « Dieu, viens à mon aide. Seigneur, à notre secours », que suit le « Gloire au Père » avec « Au Dieu qui est... » et « Alléluia » (qu'on omet en Carême). Mais tout cela est supprimé à l'office du matin quand celui-ci commence par l'invitatoire.

42. Aussitôt après, on chante ou on lit l'hymne qui convient. Le rôle de l'hymne est de donner à chaque heure ou à chaque fête sa tonalité propre, et à rendre plus facile et plus joyeuse l'entrée dans la prière, surtout quand la célébration se fait avec le peuple.

43. Après l'hymne, vient la psalmodie, conformément aux numéros 121 à 125. La psalmodie de l'office du matin comprend un psaume approprié au matin, puis un cantique de l'Ancien Testament et un deuxième psaume, qui est, selon la tradition de l'Eglise, un psaume de louange.

La psalmodie de l'office du soir est constituée de deux psaumes (ou de deux sections d'un psaume trop long) appropriés à cette heure et à une célébration avec le peuple, et d'un cantique tiré des épîtres ou de l'Apocalypse.

44. La psalmodie achevée, on fait une lecture, soit brève, soit relativement longue.

45. La lecture brève est choisie suivant le jour, le temps ou la fête. Elle doit être lue et écoutée comme une véritable proclamation de la parole de Dieu, qui propose avec force quelque sentence sacrée, et qui met en lumière des paroles brèves auxquelles on risque de ne pas faire attention au cours d'une lecture continue des Ecritures.

La lecture brève change chaque jour dans le cycle de la psalmodie.

46. Cependant, au gré du célébrant, et surtout quand il y a participation du peuple, on peut choisir une lecture biblique plus longue, tirée soit de l'office de lecture, soit des textes lus à la messe, choisie surtout parmi celles qui n'ont pu avoir lieu pour différents motifs. Rien n'empêche non plus de choisir parfois une autre lecture, mieux adaptée, en tenant compte de ce qui est dit sous les numéros 249-250, 252.

47. Lorsque la célébration se fait avec le peuple, on peut y ajouter, quand cela semble indiqué, une brève homélie pour faire mieux comprendre cette lecture.

48. Après la lecture ou après l'homélie, si on le juge bon, on peut observer un temps de silence.

49. Pour répondre à la parole de Dieu, un chant responsorial ou répons bref est proposé, qu'on peut omettre si on le juge bon.

(8) S. CYPRIEN, *De orat. dominica* 35 : PL 4, col. 560.

On peut cependant le remplacer par d'autres chants répondant à la même fonction et appartenant au même genre, du moment qu'ils sont dûment approuvés pour cet usage par la Conférence épiscopale.

50. On dit ensuite solennellement, avec son antienne, le cantique évangélique, c'est-à-dire le matin le cantique de Zacharie, le *Benedictus*, et le soir le cantique de la Bienheureuse Vierge Marie, le *Magnificat*. Ces cantiques, maintenus par l'usage séculaire et populaire de l'Eglise romaine, expriment la louange de la Rédemption et l'action de grâce. L'antienne de *Benedictus* et celle de *Magnificat* est suggérée par la nature du jour, du temps ou de la fête.

51. Le cantique terminé, le matin on dit des prières pour consacrer la journée à Dieu et le soir des intercessions (cf. n. 179 à 193).

52. Après ces prières ou intercessions, le *Notre Père* est dit par tous.

53. Le *Notre Père* est suivi par l'oraison de conclusion, qu'on trouve au psautier pour les fêtes ordinaires et au propre pour les autres jours.

54. Enfin, si la présidence est exercée par un prêtre ou un diacre, c'est celui-ci qui congédie le peuple par la salutation « Le Seigneur soit avec vous » et la bénédiction comme à la messe, suivie par l'invitation « Allez dans la paix du Christ » et la réponse « Nous rendons grâce à Dieu ». Autrement, la célébration s'achève par « Que le Seigneur nous bénisse », etc.

### III. — L'office de lecture

55. L'office de lecture a pour but de proposer au peuple de Dieu, et surtout à ceux qui sont consacrés au Seigneur d'une manière particulière, une riche méditation de la Sainte Ecriture ainsi que les plus belles pages des auteurs spirituels. Car, bien que les lectures faites tous les jours à la messe constituent aujourd'hui un cycle plus abondant de textes scripturaires, le trésor de révélation et de tradition contenu dans l'office de lecture sera d'un grand profit spirituel. Ce sont avant tout les prêtres qui doivent rechercher ces richesses afin de pouvoir dispenser à tous la parole de Dieu qu'ils ont reçue, et « nourrir le peuple de Dieu (9) » de leur enseignement.

56. Et comme la prière des fidèles « doit aller de pair avec la lecture de la Sainte Ecriture, pour que s'établisse le dialogue entre Dieu et l'homme », car « nous lui parlons quand nous prions, mais nous l'écoutons quand nous lisons les oracles divins (10) », l'office de lecture comporte également des psaumes, une hymne, une oraison et d'autres formules ; il présente le caractère d'une véritable prière.

57. L'office de lecture, selon la Constitution du II<sup>e</sup> Concile du Vatican sur la liturgie, « bien qu'il garde, dans la célébration chorale, son caractère de louange nocturne, sera adapté de telle sorte qu'il puisse être dit à n'importe quelle heure du jour, et il comportera un moins grand nombre de psaumes et des lectures plus étendues (11) ».

(9) Pontifical romain, *De ordinatione presbyterorum*, n. 14.

(10) S. AMBROISE, *De officiis ministrorum* I, 20, 88 : PL 16, 50. Const. dogm. sur la révélation divine, *Dei Verbum*, n. 25.

(11) Const. sur la S. Liturgie, n. 89 c.

58. Ceux qui doivent, en vertu de leur statut particulier, et ceux qui, d'une façon très louable, veulent garder à cet office son caractère de louange nocturne, qu'ils le disent la nuit ou très tôt avant l'office du matin, choisiront une hymne dans la série destinée à cet usage pour le temps ordinaire. En outre, pour les dimanches et certaines fêtes et solennités, on tiendra compte de ce qui est dit des vigiles aux numéros 70 à 73.

59. Cette disposition étant respectée, l'office de lecture peut être dit à n'importe quelle heure du jour et même de la nuit précédente, après l'office du soir.

60. Si l'office de lecture se dit avant l'office du matin, on le fait précéder de l'invitatoire, comme il est indiqué ci-dessus (n. 34 à 36). Autrement, on commence par le verset « Dieu, viens à mon aide », avec « Gloire au Père », « Au Dieu qui est », et, en dehors du Carême, « Alléluia ».

61. On dit ensuite l'hymne, choisie, dans le temps ordinaire, ou bien dans la série nocturne, comme il est indiqué ci-dessus au numéro 58, ou bien dans la série diurne suivant ce que demande la vérité du moment où l'on célèbre.

62. Vient ensuite la psalmodie, qui comporte trois psaumes (ou sections de psaumes si les psaumes occurrents sont trop longs). Pendant le triduum paschal, aux jours des octaves de Pâques et de Noël, ainsi qu'aux solennités et fêtes, il y a des psaumes propres, avec leurs antiennes propres.

En revanche, aux dimanches et aux fêtes, les psaumes avec leurs antiennes sont pris dans le cycle ordinaire du psautier. On les prend de même au cycle ordinaire du psautier pour la mémoire des saints, à moins qu'il n'y ait des psaumes et des antiennes propres, comme il est expliqué aux numéros 218 et suivants.

63. Entre la psalmodie et les lectures, on dit habituellement le verset qui fait passer, dans la prière, de la récitation des psaumes à l'audition des lectures.

64. On fait deux lectures : la première est biblique, la seconde est tirée des écrits des Pères ou des écrivains ecclésiastiques ; ou encore elle est hagiographique.

65. Après chaque lecture, on dit un répons (cf. n. 169 à 172).

66. Habituellement, il faut prendre la lecture biblique qui se trouve dans le propre du temps, suivant les règles qui seront données ci-dessous aux numéros 140 à 155. Aux solennités et aux fêtes, en revanche, la lecture biblique est prise dans le propre ou le commun.

67. La seconde lecture avec son répons est prise soit dans le Livre de la liturgie des Heures, soit dans le lectionnaire facultatif dont il est question ci-dessous au numéro 161. C'est ordinairement celle que présente le propre du temps.

Mais aux solennités et aux fêtes, on utilise une lecture propre, qui est hagiographique ; à son défaut, on prend la seconde lecture dans le commun des saints correspondant. De même, pour la mémoire des saints, dont la célébration n'est pas empêchée, la lecture hagiographique est prise à la place de la seconde lecture occurrente (cf. n. 166, 235).

68. Aux dimanches en dehors du Carême, aux jours dans les octaves de Pâques et de Noël, aux solennités et aux fêtes, après la seconde lecture et son répons, on dit l'hymne *Te Deum* (A toi, Dieu, notre

louange), que l'on omet, en revanche, aux mémoires et aux fêtes. La dernière partie de cet hymne, du verset « Sauve ton peuple » jusqu'à la fin, peut être omise à volonté.

69. L'office de lecture se termine par l'oraison propre et, au moins dans la célébration commune, par l'acclamation « Bénissons le Seigneur, nous rendons grâce à Dieu ».

#### IV. — Les vigiles

70. La vigile pascale est célébrée par toute l'Eglise telle qu'elle est décrite dans les différents livres liturgiques. « La vigile de cette nuit est si grande, dit saint Augustin, qu'elle seule peut revendiquer comme propre ce nom qui lui est commun avec les autres (12). » « Nous la passons à veiller, cette nuit au cours de laquelle le Seigneur est ressuscité... et a inauguré pour nous, dans sa chair, la vie... qui ne connaît ni mort ni sommeil... ; aussi bien, Celui dont nous chantons la résurrection, en prolongeant un peu plus notre veillée, nous accordera de régner avec lui dans une vie sans fin (13). »

71. Comme à la veillée de Pâques, on a pris l'habitude, dans diverses églises, de commencer par une vigile diverses solennités, notamment, et, en premier lieu, la Nativité du Seigneur et le jour de la Pentecôte. Cette coutume doit être conservée et encouragée, suivant l'usage propre à chaque Eglise. Là où existe éventuellement l'habitude de réhausser par une vigile d'autres solennités ou des pèlerinages, on observera les règles générales données pour les célébrations de la parole de Dieu.

72. Les Pères et les auteurs spirituels ont très souvent exhorté les fidèles, et surtout ceux qui mènent la vie contemplative, à la prière nocturne qui traduit et stimule l'attente du Seigneur qui reviendra : « Au milieu de la nuit, un cri se fit entendre : voici l'époux qui vient, sortez à sa rencontre » (Mt 25, 6) ; « Veillez donc, car vous ne savez quand viendra le maître de la maison, le soir, à minuit, au chant du coq ou le matin, de peur que, s'il vient à l'improviste, il ne vous trouve endormis. » (Mc 13, 35.) Ils sont donc dignes d'éloges, tous ceux qui conservent à l'office de lecture son caractère nocturne.

73. En outre, puisque dans le rite romain, en tenant compte surtout des besoins de ceux qui se dévouent aux travaux de l'apostolat, l'office de lecture a été toujours assez bref, ceux qui désirent prolonger, suivant la tradition, la célébration de la vigile du dimanche, des solennités et des fêtes procéderont de la manière suivante.

On célébrera d'abord l'office de lecture tel qu'il est donné dans le Livre de la liturgie des Heures, jusqu'aux lectures inclusivement. Mais après les deux lectures et avant l'hymne *Te Deum* (A toi, Dieu notre louange), on ajoutera les cantiques indiqués à cet effet dans l'appendice du Livre en question. Puis, on lira l'Evangile, suivi, s'il y a lieu, d'une homélie, après quoi on chantera l'hymne *Te Deum* (A toi, Dieu, notre louange) et on dira l'oraison.

Pour les solennités et les fêtes, on prendra l'Evangile dans le lectionnaire de la messe et, pour les dimanches, dans la série de lectures sur le mystère pascal, qui est indiquée à l'appendice du Livre de la liturgie des Heures.

(12) *Sermo Guelferbytanus* 5 : PLS 2, 550.

(13) *Ibid.*, PLS 2, 552.



## V. — Tierce, sexte et none, ou l'Heure médiane

74. En vertu d'une très ancienne tradition, les chrétiens ont l'habitude de prier, par dévotion privée, à divers moments de la journée, même au milieu du travail, pour imiter l'Eglise apostolique ; cette tradition, qui a revêtu différentes formes et qui, au cours des âges, a comporté des célébrations liturgiques, est demeurée vivante jusqu'à nos jours.

75. L'usage liturgique, en Occident comme en Orient, a retenu tierce, sexte et none, surtout à cause du lien qui rattache à ces heures la mémoire de la Passion du Seigneur et celle de la première propagation de l'Evangile.

76. Le deuxième Concile du Vatican a décidé que l'on garderait les petites Heures de tierce, sexte et none au chœur (14).

L'usage liturgique de dire ces trois Heures doit être conservé, sauf droit particulier, par ceux qui mènent la vie contemplative ; mais il est recommandé à tous, surtout à ceux qui font une retraite spirituelle ou participent à une réunion de pastorale.

77. Mais, en dehors du chœur, le droit particulier étant sauf, il est permis de choisir une seule de ces trois Heures, accordée au moment de la journée.

Quant à ceux qui n'acquittent pas les trois Heures, ils doivent en célébrer au moins une, de façon à maintenir la tradition de prier dans la journée, au milieu du travail.

78. L'ordonnance de tierce, sexte et none est donc établie de façon à tenir compte à la fois de ceux qui disent une seule Heure, ou « Heure médiane », et de ceux qui ont l'obligation ou le désir de les dire toutes trois.

79. Tierce, sexte et none, ou l'Heure médiane, commencent par le verset d'introduction : « Dieu, viens à mon aide », avec « Gloire au Père », « Au Dieu qui est » et « Alléluia » (qu'on omet en Carême). On dit ensuite l'hymne qui convient à l'Heure. Vient alors la psalmodie, puis la lecture brève, suivie du verset. Chaque Heure se termine par l'oraison et, au moins dans la célébration commune, par l'acclamation « Bénissons le Seigneur. — Nous rendons grâce à Dieu ».

80. Pour chaque Heure sont proposées des hymnes et des oraisons différentes qui peuvent convenir à la vérité du temps selon la tradition, et qui peuvent le mieux assurer la sanctification de la journée. C'est pourquoi celui qui dit une seule Heure doit choisir les éléments qui conviennent à cette Heure-là.

Les lectures brèves et les oraisons varient, en outre, selon la nature du jour, du temps ou de la fête.

81. On propose une double psalmodie : une psalmodie courante et une psalmodie complémentaire.

Celui qui dit une seule Heure prendra la psalmodie courante. Celui, en revanche, qui dit plusieurs petites Heures prendra pour l'une d'elles la psalmodie courante, pour les autres la psalmodie complémentaire.

82. La psalmodie courante est constituée par trois psaumes (ou sections de psaumes s'il s'agit de psaumes trop longs) tirés du cycle du psautier, dits avec leurs antiennes, à moins que ce ne soit indiqué autrement en son lieu.

Aux solennités, au triduum pascal et aux jours dans l'octave de Pâques, on utilise des antiennes propres avec trois psaumes à choisir dans la psalmodie complémentaire, à moins qu'on ne doive employer des psaumes spéciaux ou que la célébration de la solennité ne tombe un dimanche ; en ce cas on prend les psaumes au dimanche de la première semaine.

83. La psalmodie complémentaire comprend des groupes de trois psaumes, choisis habituellement parmi les psaumes appelés « graduels ».

## VI. — Complies

84. Complies est la dernière prière du jour, à faire avant le repos de la nuit, même après minuit le cas échéant.

85. Complies commence, comme les autres Heures, par le verset « Dieu, viens à mon aide » avec « Gloire au Père », « Au Dieu qui est » et « Alléluia » (qu'on omet en Carême).

86. Ensuite, il est très louable de faire un examen de conscience ; dans la célébration commune, celui-ci se fait en silence ou s'insère dans un acte pénitentiel suivant les formules du missel romain.

87. Ensuite on dit l'hymne appropriée.

88. La psalmodie comprend, le dimanche, après les premières vêpres, les psaumes 4 et 133, et, après l'office du soir, le psaume 90.

Pour les autres jours, les psaumes ont été choisis de façon à stimuler surtout la confiance en Dieu ; mais il est permis de leur substituer les psaumes du dimanche, principalement pour la commodité de ceux qui voudraient dire complies de mémoire.

89. Après la psalmodie, on fait la lecture brève, que suit le répons *In manus tuas* (En tes mains Seigneur). Ensuite on dit, avec son antienne, le cantique évangélique *Nunc dimittis* (Maintenant, ô Maître Souverain), qui est en quelque sorte le sommet de toute cette Heure liturgique.

90. On dit l'oraison finale indiquée dans le psautier.

91. Après l'oraison, on dit, même quand on est seul, la bénédiction *Noctem quietam* (Que le Seigneur nous (vous) accorde une nuit tranquille).

92. On dit ensuite l'une des antiennes de la Sainte Vierge. Pendant le temps pascal, ce sera toujours *Regina caeli*. En plus des antiennes données dans le Livre de la liturgie des Heures, d'autres peuvent être approuvées par les Conférences épiscopales (15).

## VII. — Comment rattacher, s'il y a lieu, les heures de l'office à la messe, ou entre elles

93. Dans certains cas particuliers, si les circonstances le demandent, on peut établir, dans la célébration publique ou commune, une liaison plus étroite entre la messe et une Heure de l'office, pourvu que la messe et l'Heure en question relèvent du même office. On prendra garde cependant à ce que ce ne soit pas au détriment de l'intérêt pastoral des fidèles, surtout le dimanche.

94. Quand on célèbre l'office du matin, au chœur ou en commun, immédiatement avant la messe, on pourra commencer la célébration par le verset d'in-

(14) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 89 e.

(15) *Ibid.*, n. 38.

introduction et l'hymne, surtout les jours de fête, ou bien par le chant et la procession d'entrée, puis la salutation du célébrant, surtout les jours de fête. On omet donc, suivant le cas, un des deux rites de début.

On enchaîne ensuite par la psalmodie de l'Heure, dite de la manière habituelle, jusqu'à la lecture brève exclusivement. Après la psalmodie, en omettant l'acte pénitentiel et le *Kyrie*, on dit le *Gloria*, selon les rubriques, et le célébrant dit l'oraison de la messe.

La prière universelle se fait à l'endroit et suivant la formule usités pour la messe. Cependant, les jours de fête, à la messe matinale, on peut remplacer le formulaire quotidien de la prière universelle par les prières de l'office du matin.

Après la communion accompagnée de son chant propre, on chante le *Benedictus* avec son antienne ; ensuite on dit la prière de la postcommunion et le reste comme d'habitude.

95. Si la messe est immédiatement précédée par la célébration publique d'une Heure médiane, c'est-à-dire tierce, sexte ou none, selon que le requiert la vérité des Heures, la célébration pourra commencer, de la même façon, soit par le verset d'introduction et l'hymne de l'Heure en question, surtout les jours de fête, soit par le chant et la procession d'entrée et la salutation du célébrant, surtout les jours de fête, en omettant, suivant le cas, un des deux rites de début.

On enchaîne ensuite la psalmodie de l'Heure, dite de la manière habituelle, jusqu'à la lecture brève exclusivement. Après la psalmodie, en omettant l'acte pénitentiel et, si on le juge bon, le *Kyrie*, on dit le *Gloria*, selon les rubriques, et le célébrant dit la collecte de la messe.

96. De la même façon que l'office du matin, l'office du soir peut être rattaché à la messe qu'il précède immédiatement, du moment que messe et office du soir appartiennent à un même office. Cependant, les premières vêpres des solennités, des dimanches ou des fêtes du Seigneur qui tombent un dimanche, ne peuvent se célébrer qu'une fois terminée la messe du jour précédent ou du samedi.

97. Quand l'Heure médiane, c'est-à-dire sexte ou none, ou l'office du soir suit la messe, celle-ci est célébrée de la façon habituelle jusqu'à la postcommunion inclusivement.

Lorsque la postcommunion est dite, on commence immédiatement la psalmodie de l'Heure. A l'Heure médiane, lorsque la psalmodie est achevée, on omet la lecture brève, et on dit tout de suite l'oraison et la formule de renvoi, comme à la messe. Quand il s'agit de l'office du soir, lorsque la psalmodie est achevée, on omet la lecture, on dit tout de suite le *Magnificat* avec son antienne, puis, en omettant les prières et l'oraison dominicale, on dit l'oraison conclusive et on bénit le peuple.

98. A l'exception de la nuit de Noël, la jonction de la messe avec l'office de lecture est, en règle générale, exclue, car la messe a son propre cycle de lectures qu'il convient de garder distinct de celui de l'office. Si, toutefois, dans quelques cas exceptionnels, il faut procéder ainsi, alors, aussitôt après la seconde lecture de l'office et son répons, en omettant le reste, on commence la messe par le *Gloria*, si on doit le dire ; autrement on la commence par la collecte.

99. Si l'office de lecture est dit immédiatement avant une autre Heure de l'office, on peut placer avant le début de l'office de lecture l'hymne propre à l'Heure en question ; ensuite, à la fin de l'office de

lecture, on omet l'oraison et la conclusion, tandis qu'à l'Heure qui suit on omet le verset d'introduction avec le « Gloire au Père ».

## CHAPITRE III

### LES DIVERS ELEMENTS DE LA LITURGIE DES HEURES

#### I. — Les psaumes et leur relation avec la prière chrétienne

100. Dans la liturgie des Heures, l'Eglise prie en grande partie avec ces chants magnifiques composés, sous l'inspiration de l'Esprit-Saint, par les auteurs sacrés de l'Ancien Testament. De leur origine, en effet, ces poèmes tiennent la vertu d'élever à Dieu l'esprit des hommes, d'éveiller en eux des sentiments religieux et saints, de les aider admirablement à rendre grâce dans les circonstances heureuses, et de leur apporter consolation et force d'âme dans l'adversité.

101. Cependant, les psaumes ne font qu'esquisser la plénitude des temps qui est apparue dans le Christ Seigneur et dans laquelle la prière de l'Eglise puise sa force. Il n'est donc pas étonnant si tous les chrétiens étant d'accord pour estimer hautement les psaumes, telle ou telle difficulté surgit parfois lorsqu'on essaie de s'approprier ces poèmes vénérables pour en faire des prières vraiment agréables à Dieu.

102. Mais l'Esprit-Saint, sous l'inspiration duquel les psalmistes ont chanté, vient toujours avec sa grâce au secours des croyants qui chantent ces poèmes avec bonne volonté. En outre, il est nécessaire que, chacun selon ses forces, « ils se procurent une connaissance plus abondante de la Bible, et principalement des psaumes (1) », et qu'ils comprennent comment, par quelle méthode, ils peuvent bien prier en les récitant.

103. Les psaumes ne sont pas des textes à lire, ni des prières en prose, mais des poèmes de louange. Bien qu'ils aient pu quelquefois avoir été utilisés sous forme de lecture, cependant, c'est à juste titre, en raison de leur genre littéraire, qu'ils sont appelés en hébreu *Tehillim*, c'est-à-dire « cantique de louange », et en grec *psalmoi*, c'est-à-dire « cantique à chanter au son du psaltérion ». En effet, tous les psaumes possèdent un caractère musical qui détermine la manière dont il convient de les chanter. C'est pourquoi, même si le psaume est dit sans être chanté, et même dans la solitude et en silence, cette récitation doit être commandée par son caractère musical : sans doute il présente un texte à notre esprit, mais il tend davantage à toucher les cœurs de ceux qui psalmodient et de ceux qui écoutent, voire de ceux qui jouent « sur le psaltérion et la cithare ».

104. Celui qui sait vraiment psalmodier parcourt donc les versets en les méditant l'un après l'autre ; il est toujours prêt dans son cœur à y répondre comme le veut l'Esprit qui a inspiré le psalmiste et inspirera aussi ceux qui sont prêts à recevoir sa grâce. C'est pourquoi la psalmodie, tout en exigeant le respect qui convient à la majesté de Dieu, doit se dérouler dans la joie du cœur et la douceur de l'amour, ainsi qu'il convient à la poésie sacrée et au

(1) Const. sur la S. Liturgie, n. 90.



chant divin, mais surtout à la liberté des enfants de Dieu.

105. Sans doute, nous pouvons souvent prier avec facilité et ferveur sur les paroles du psaume, en rendant grâce et en glorifiant Dieu dans l'allégresse, ou bien en le suppliant du fond de nos angoisses. Cependant d'autres fois — surtout si le psaume ne s'adresse pas immédiatement à Dieu — une difficulté peut surgir. Le psalmiste, en effet, justement parce qu'il est poète, s'adresse souvent au peuple, par exemple en rappelant l'histoire d'Israël ; parfois il interpelle d'autres créatures, sans excepter celles qui sont dépourvues de raison. Il fait parler Dieu et les hommes, voire, comme dans le psaume 2, les ennemis de Dieu. On voit par là que le psaume ne prie pas de la même manière qu'une prière ou une collecte composée par l'Eglise. En outre, ce qui s'accorde avec la nature poétique et musicale des psaumes, c'est qu'ils ne s'adressent pas nécessairement à Dieu, mais qu'ils sont chantés devant Dieu, comme nous en avertit saint Benoît : « Considérons donc comment il faut être sous le regard de la Divinité et de ses anges, et tenons-nous dans la psalmodie de façon que notre âme soit accordée à notre voix (2). »

106. Celui qui psalmodie ouvre son cœur aux sentiments dont les psaumes sont animés, chacun selon son genre littéraire, que ce soit le genre de lamentation, de confiance, d'action de grâces, ou qu'il y ait d'autres genres, soulignés à juste titre par les exégètes.

107. En s'appliquant au sens littéral des psaumes, celui qui les chante saisit leur importance pour la vie humaine des croyants.

Il est certain, en effet, que chaque psaume a été composé dans des circonstances particulières, que les titres placés en tête de chacun dans le psautier hébraïque cherchent à évoquer. Mais quoi qu'il en soit de son origine historique, chaque psaume a un sens littéral que, même à notre époque, nous ne pouvons pas négliger. Et bien que ces poèmes soient nés en Orient, il y a de nombreux siècles, ils expriment bien les douleurs et l'espérance, la misère et la confiance des hommes de toute époque et de toute région, et surtout, ils chantent la foi en Dieu, ainsi que la Révélation et la Rédemption.

108. Celui qui psalmodie dans la liturgie des Heures ne psalmodie pas tellement en son propre nom qu'au nom de tout le Corps du Christ, et même en tenant la place du Christ lui-même. Si l'on se rappelle cela, les difficultés disparaissent, au cas où l'on s'aperçoit que les sentiments intimes, tandis que l'on psalmodie, sont en désaccord avec les sentiments exprimés par le psaume ; par exemple, si étant accablé de tristesse, on rencontre un psaume de jubilation, ou bien, dans le succès, un psaume de lamentation. Dans la prière purement privée, il est facile d'éviter cet inconvénient, car on est libre de choisir un psaume accordé à ses sentiments. Mais, dans l'office divin, on ne psalmodie pas à titre privé : c'est au nom de l'Eglise que le cycle officiel des psaumes est pratiqué même par celui qui dit une Heure en étant seul. Celui qui psalmodie au nom de l'Eglise peut toujours trouver un motif de joie ou de tristesse car, en ce sens aussi, se vérifie la parole de l'Apôtre : « joyeux avec ceux qui sont joyeux, pleurant avec ceux qui pleurent » (Rm 12, 1) ; et ainsi la fragilité humaine, blessée par l'amour de

soi, est guérie à ce niveau de charité où l'âme s'accorde avec la voix chez celui qui psalmodie (3).

109. Celui qui psalmodie au nom de l'Eglise doit s'attacher au sens plénier des psaumes, surtout à leur sens messianique, car c'est à cause de lui que l'Eglise a adopté le psautier. Ce sens messianique a été pleinement manifesté dans le Nouveau Testament et même il a été clairement exprimé par le Christ Seigneur lorsque celui-ci disait aux apôtres : « Il fallait que s'accomplisse tout ce qui a été écrit de moi dans la loi de Moïse, les prophètes et les psaumes. » (Lc 24, 44.) Un exemple bien connu de ce fait est le dialogue, chez saint Matthieu, au sujet du Messie, fils de David et son Seigneur (4), où le psaume 109 s'entend du Messie. De nombreux exemples semblables se trouvent dans les Actes des apôtres et les Epîtres.

En continuant dans cette voie, les Pères de l'Eglise ont reçu et expliqué tout le psautier comme une prophétie concernant le Christ et l'Eglise ; et c'est pour cette raison que les psaumes ont été choisis pour la liturgie. Bien que parfois on ait admis certaines interprétations artificielles, en général les Pères aussi bien que la liturgie ont entendu légitimement dans les psaumes le Christ criant vers son Père, ou le Père parlant avec son Fils ; ils y reconnaissaient même la voix de l'Eglise, des apôtres ou des martyrs. Cette méthode d'interprétation a fleuri encore au Moyen Age : en effet, dans beaucoup de psautiers manuscrits du Moyen Age, on proposait aux utilisateurs des psaumes un sens christologique indiqué dans le titre de chacun. L'interprétation christologique ne s'est jamais restreinte aux psaumes considérés comme messianiques, mais elle s'étend à beaucoup d'autres ; pour certains, ce sont de simples appropriations, mais recommandées par la tradition de l'Eglise.

Surtout pour la psalmodie des jours de fête, les psaumes ont été choisis pour un motif christologique, et c'est pour le mettre en lumière que l'on propose souvent des antiennes tirées des psaumes eux-mêmes.

## II. — Les antiennes et les autres éléments qui aident à prier avec les psaumes

110. Il y a trois éléments, dans la tradition latine, qui ont beaucoup contribué à faire comprendre les psaumes ou à les convertir en prière chrétienne ; ce sont les titres, les collectes psalmiques et surtout les antiennes.

111. Dans le psautier de la liturgie des Heures, chaque psaume est précédé d'un titre indiquant son sens et son importance pour la vie humaine du croyant. Ces titres ne sont proposés dans le Livre de la liturgie des Heures que pour rendre service à ceux qui disent les psaumes. Pour faciliter la prière à la lumière de la Révélation nouvelle, une phrase du Nouveau Testament et des Pères y est ajoutée, qui invite à prier dans le sens christologique.

112. Les collectes, qui peuvent aider ceux qui récitent les psaumes à bien les comprendre, surtout dans le sens chrétien, sont proposées pour chaque psaume dans l'appendice du Livre de la liturgie des Heures, et on peut librement les employer conformément à l'ancienne tradition : après qu'on a terminé

(2) *Regula monasterii*, ch. 19.

(3) Cf. S. BENOIT, *ibid.*

(4) Mt 22, 44 s.

le psaume et observé un moment de silence, la collecte rassemble et conclut la prière.

113. Même si la liturgie des Heures est accomplie sans que l'on chante, chaque psaume a son antienne, que l'on doit dire même lorsqu'on est seul. En effet, les antiennes aident à mettre en lumière le genre littéraire du psaume ; elles transforment le psaume en prière personnelle ; elles soulignent une phrase digne d'attention, qui aurait pu échapper ; elles donnent à l'un ou l'autre psaume une nuance particulière selon les circonstances ; surtout, tandis qu'elles excluent les accommodations arbitraires, elles secondent efficacement l'interprétation typologique suivant les fêtes ; elles apportent de l'agrément et de la variété dans la récitation des psaumes.

114. Les antiennes du psautier sont organisées de façon à pouvoir être traduites dans les langues vivantes et, en outre, à pouvoir être répétées après chaque strophe, selon ce qui est dit au numéro 125. Dans l'office du temps ordinaire célébré sans chanter, on peut, si on le juge bon, remplacer ces antiennes par les phrases jointes aux psaumes dont il est question au numéro 111.

115. Quand un psaume, en raison de sa longueur, peut être divisé en plusieurs sections à l'intérieur de la même Heure canoniale, une antienne propre est donnée pour chaque section, afin d'apporter de la variété, surtout dans la célébration chantée, et aussi pour faire mieux percevoir les richesses du psaume ; mais il est permis d'aller jusqu'au bout du psaume sans interruption, en n'employant que la première antienne.

116. Il y a des antiennes propres pour chacun des psaumes à l'office du matin et celui du soir dans le triduum pascal, aux jours dans les octaves de Pâques et de Noël et aussi aux dimanches du temps de l'Avent, de Noël, du Carême et de Pâques ; de même aux fêtes de la Semaine sainte et aux jours qui vont du 17 au 24 décembre.

117. Des antiennes propres sont proposées pour les solennités, à l'office de lecture, à l'office du matin, à tierce, sexte, none et à l'office du soir ; à leur défaut, on prend les antiennes au commun. Pour les fêtes on observe la même règle, à l'office de lecture, à ceux du matin et du soir.

118. Si les mémoires de saints ont des antiennes propres, on les garde (cf n. 235).

119. Les antiennes à *Benedictus* et à *Magnificat*, pour l'office du temps, se prennent au propre du temps, s'il en comporte, sinon au psautier courant ; pour les solennités et les fêtes des saints, on les prend au propre, s'il en comporte, sinon au commun ; pour les mémoires, au lieu de l'antienne du commun, on dit à son gré l'antienne du commun ou de la fête.

120. Au temps pascal, on ajoute alléluia à toutes les antiennes, sauf si cela est en désaccord avec le sens de l'antienne.

### III. — La manière de psalmodier

121. Selon que le requiert le genre littéraire du psaume ou sa longueur ; de même, selon que le psaume est dit en latin ou en langue vivante, et surtout selon qu'il est dit par un seul ou par plusieurs, ou que la célébration se fait avec le peuple rassemblé, on peut proposer une façon ou une autre de dire les psaumes, pour que ceux qui psalmodient per-

çoivent plus facilement le parfum spirituel et littéraire des psaumes. Ceux-ci ne sont pas employés comme une quantité quelconque de prière, mais on a tenu compte de la variété et du caractère propre de chaque psaume.

122. Les psaumes sont chantés ou dits d'un seul trait (*in directum*), ou bien en alternant les versets entre deux chœurs ou deux parties de l'assemblée, ou bien selon le mode responsorial, selon les diverses manières approuvées par la tradition ou l'expérience.

123. Au début de chaque psaume, on prononcera son antienne, comme il a été dit ci-dessus aux numéros 113-120 ; et à la fin du psaume entier on gardera l'usage de le conclure par « Gloire au Père » et « Au Dieu qui est ». En effet, « Gloire au Père » est la conclusion qui convient, la tradition la recommande, et elle apporte à la prière de l'Ancien Testament un sens laudatif, christologique et trinitaire. Après le psaume, si on le juge bon, on reprend l'antienne.

124. Quand on emploie des psaumes trop longs, les divisions de ces psaumes sont marquées dans le psautier ; elles partagent les phases de la psalmodie de façon à dessiner la structure ternaire de l'heure, tout en respectant strictement le sens objectif du psaume.

Il convient d'observer cette division surtout dans la célébration chorale accomplie en latin, en ajoutant *Gloria Patri* à la fin de chaque section.

Il est permis cependant ou bien de garder ce mode traditionnel, ou bien de faire une pause entre les diverses parties d'un même psaume, ou bien de dire d'un trait le psaume entier avec son antienne.

125. En outre, quand le genre littéraire du psaume le suggérera, ses divisions en strophes seront indiquées, pour que, surtout dans le chant en langue vivante, on puisse le dire en répétant l'antienne après chaque strophe. En ce cas, on se contentera de dire « Gloire au Père » à la fin de tout le psaume.

### IV. — Principes de la répartition des psaumes dans l'office

126. Les psaumes sont répartis sur un cycle de quatre semaines. Cependant un très petit nombre de psaumes sont omis ; d'autres, que la tradition a distingués, sont répétés assez souvent ; enfin l'office du matin, celui du soir et complies sont pourvus de psaumes accordés à chacune de ces Heures (5).

127. Pour les offices du matin et du soir, parce que ce sont des Heures destinées davantage à être célébrées avec le peuple, on a choisi les psaumes les plus appropriés à une telle célébration.

128. A complies, on observera la règle indiquée ci-dessus, n. 88.

129. Pour le dimanche, même à l'office de lecture et à l'Heure médiane, on a choisi les psaumes qui, selon la tradition, sont particulièrement capables d'exprimer le mystère pascal. Au vendredi, on a assigné certains psaumes parce qu'ils sont pénitentiels ou se rapportent à la Passion.

130. On réserve pour les temps de l'Avent, de Noël, du Carême et de Pâques, trois psaumes : 77, 104 et 105, qui dévoilent plus clairement dans l'histoire de l'Ancien Testament la préfiguration de ce qui se réalise dans le Nouveau.

(5) Const. sur la S. Liturgie, n. 91.



131. Trois psaumes : 57, 82 et 108, où dominent les imprécations, sont omis dans le cycle du psautier. De même, on passe certains versets dans différents psaumes, comme c'est indiqué en tête de chacun d'eux. Ces omissions ont pour but d'éviter une difficulté psychologique, bien que les psaumes d'imprécations eux-mêmes se rencontrent dans la piété du Nouveau Testament, par exemple Ap 6, 10, et ne visent nullement à suggérer aux chrétiens de maudire qui que ce soit.

132. Les psaumes trop longs pour tenir dans une seule Heure de l'office sont répartis entre différents jours à la même heure, de telle sorte qu'ils puissent être dits intégralement par ceux qui n'ont pas coutume de réciter d'autres Heures. C'est ainsi que le psaume 118, selon la division qui lui est propre, est réparti sur vingt-deux jours à l'Heure médiane, car la tradition l'attribue aux Heures diurnes.

133. Le cycle de quatre semaines du psautier s'articule avec l'année liturgique de telle sorte qu'on le reprenne à la première semaine, fût-ce en omettant les autres : le premier dimanche de l'Avent, la première semaine du temps ordinaire, le premier dimanche de Carême, le dimanche de Pâques. Après la Pentecôte, puisque, pendant le temps ordinaire, le cycle du psautier suit la série des semaines, on reprend à la semaine du psautier qui est indiquée dans le propre du temps au début de la semaine ordinaire dont il s'agit.

134. Pour les solennités et les fêtes, le triduum pascal, les jours dans les octaves de Pâques et de Noël, à l'office de lecture sont assignés les psaumes propres, parmi ceux qui sont recommandés par la tradition, et leur convenance est mise en lumière, la plupart du temps, par l'antienne. C'est ce qui se passe même pour l'Heure médiane, à certaines solennités du Seigneur et dans l'octave de Pâques. Pour l'office du matin, on prend les psaumes et le cantique au premier dimanche du psautier. Aux premières vêpres des solennités, les psaumes sont de la série *Laudate*, selon l'usage ancien. A l'office du soir des solennités et des fêtes, les psaumes et le cantique sont propres. A l'Heure médiane des solennités, excepté celles dont on vient de parler, et si elles ne tombent pas le dimanche, les psaumes sont pris aux psaumes graduels ; à l'Heure médiane des fêtes, on dit les psaumes de la férie.

135. Dans les autres cas, on dit les psaumes selon le cycle du psautier, excepté les cas décrits au numéro 235.

## V. — Les cantiques de l'Ancien et du Nouveau Testament

136. A l'office du matin, entre le premier et le dernier psaume, se place, selon la coutume, un cantique de l'Ancien Testament. Outre la série reçue de l'ancienne tradition romaine, et une seconde introduite dans le bréviaire par saint Pie X, on a ajouté dans le psautier plusieurs cantiques tirés de divers livres de l'Ancien Testament, pour que chacune des fêtes des quatre semaines ait son cantique propre ; les dimanches, on fait alterner les deux parties du *Cantique des trois enfants*.

137. A l'office du soir, après les deux psaumes, se place un cantique du Nouveau Testament, tiré des Epîtres ou de l'Apocalypse, sept cantiques sont indiqués, un pour chaque jour de la semaine. Mais les dimanches de Carême, au lieu du cantique alléluia-tique, tiré de l'Apocalypse, on dit le cantique de la

première Epître de Pierre ; en outre, à la solennité de l'Epiphanie et à la fête de la Transfiguration du Seigneur, on dit le cantique indiqué en son lieu, tiré de la première Epître à Timothée.

138. Les cantiques évangéliques *Benedictus*, *Magnificat*, *Nunc dimittis* (« Maintenant, ô Maître Souverain ») jouissent de la même solennité et dignité que les lectures tirées de l'Evangile.

139. Aussi bien la psalmodie que les lectures se suivent en observant cette loi de la tradition : on proclame d'abord l'Ancien Testament, ensuite l'Apôtre, et finalement l'Evangile.

## VI. — La lecture de la Sainte Ecriture

### a) La lecture de la Sainte Ecriture en général

140. La lecture de la Sainte Ecriture qui, d'après l'antique tradition, se fait publiquement dans la liturgie et non pas seulement dans la célébration eucharistique, mais aussi dans l'office divin, doit être hautement estimée par tous les chrétiens parce que c'est l'Eglise qui la propose non pour obéir à un choix individuel ou à un penchant excessif, mais en relation avec le Mystère que l'Eglise du Christ « déploie pendant le cycle de l'année, de l'Incarnation et la Nativité jusqu'à l'Ascension, jusqu'au jour de la Pentecôte, et jusqu'à l'attente de la bienheureuse espérance et de l'avènement du Seigneur (6) ». De plus, dans la célébration liturgique, la prière accompagne toujours la lecture de l'Ecriture sainte, pour que la lecture porte plus de fruit et qu'en revanche la prière, surtout celle des psaumes, soit mieux comprise et devienne plus fervente grâce à la lecture.

141. Dans la liturgie des Heures on propose une lecture de l'Ecriture sainte, tantôt longue et tantôt brève.

142. La lecture longue qu'on peut faire à son gré, à l'office du matin et à l'office du soir, est décrite plus haut, n. 46.

### b) Le cycle de lecture d'Ecriture sainte à l'office de lecture

143. Dans le cycle des lectures de l'Ecriture sainte à l'office de lecture, on tient compte des temps sacrés où l'on doit lire certains livres selon une tradition vénérable, et aussi du cycle des lectures de la messe. Ainsi donc la liturgie des Heures s'articule avec la messe pour que la lecture scripturaire à l'office complète celle qui se fait à la messe et que nous soit présenté un panorama complet de toute l'histoire du salut.

144. Sauf l'exception prévue au numéro 73, on ne lit pas l'Evangile à la liturgie des Heures, puisqu'il est lu chaque année intégralement à la messe.

145. Il y a un double cycle de lecture biblique : l'un, qui figure dans le livre de la liturgie des Heures, ne comporte qu'une année ; l'autre, qu'on peut librement employer et qui se trouve dans le supplément, s'étend sur deux années, comme le cycle de lecture de la messe pour les fêtes du temps ordinaire (6 bis).

(6) *Ibid.*, n. 102.

(6 bis) C'est ce cycle bisannuel qui a été proposé pour *Prière du Temps Présent*.

146. Le cycle bisannuel est agencé de telle sorte que presque tous les livres de la Sainte Ecriture se lisent chaque année, soit à la messe, soit à la liturgie des Heures, et que les textes longs et difficiles, qui ne peuvent guère trouver place à la messe, sont assignés à la liturgie des Heures. Mais le Nouveau Testament est lu intégralement chaque année, en partie à la messe et en partie à la liturgie des Heures, tandis que pour les livres de l'Ancien Testament on a choisi les morceaux qui ont le plus d'importance pour faire comprendre l'histoire du salut et pour nourrir la piété.

Mais il faut ajuster les lectures de la liturgie des Heures et celles de la messe pour que les mêmes textes ne soient pas proposés le même jour ou qu'on ne distribue pas les mêmes livres à peu près aux mêmes époques, ce qui réserverait à la liturgie des Heures les péripécies les moins importants et troublerait l'ordre du texte. Cet ajustement exige nécessairement que le même livre revienne une année sur deux, alternativement, à la messe et à la liturgie des Heures, ou au moins, si on le lit la même année, que ce soit après un certain intervalle.

147. Au temps de l'Avent, selon une antique tradition, on lit des péripécies tirées du livre d'Isaïe en lecture semi-continue et en alternant d'une année sur l'autre. On y ajoute le livre de Ruth et certaines prophéties tirées du livre de Michée. Comme on lit du 17 au 24 décembre des lectures assignées spécialement à ces jours-là, on omet celles de la troisième semaine de l'Avent qui n'ont plus leur place à ces dates.

148. Du 29 décembre au 5 janvier, on lit la première année l'épître aux Colossiens où l'Incarnation du Seigneur est envisagée dans le cadre de toute l'histoire du salut ; la deuxième année, on lit le Cantique des cantiques où est préfigurée l'union de Dieu avec l'homme dans le Christ : « Dieu le Père a fait des noces pour Dieu son Fils quand il l'a uni à la nature humaine dans le sein de la Vierge, quand celui qui est Dieu avant les siècles a voulu devenir homme à la fin des siècles (7). »

149. Du 7 janvier au samedi après l'Epiphanie, on lit des textes eschatologiques tirés d'Isaïe 60-66 et de Baruch ; les lectures qui n'ont pu trouver leur place sont omises cette année-là.

150. En Carême, on lit la première année des textes tirés du Deutéronome et de l'épître aux Hébreux. La seconde année offre un panorama de l'histoire du salut tirée des livres de l'Exode, du Lévitique et des Nombres. L'épître aux Hébreux explique l'ancienne alliance à la lumière du mystère pascal du Christ. De la même épître on lit un extrait le Vendredi saint sur le sacrifice du Christ (9, 11-28) et le Samedi saint sur le repos du Seigneur (4, 1-16). Les autres jours de la Semaine sainte on lit la première année, dans le livre d'Isaïe, le troisième et le quatrième chant du Serviteur du Seigneur et des péripécies tirées du livre des Lamentations ; la seconde année, on lit le prophète Jérémie comme ayant préfiguré le Christ souffrant.

151. Au temps pascal, sauf les premier et deuxième dimanches de Pâques, aux solennités de l'Ascension et de la Pentecôte, on lit selon la tradition la première année, la première épître de saint Pierre,

l'Apocalypse et les épîtres de Jean ; la seconde année, on lit les Actes des apôtres.

152. Du lundi après le dimanche du baptême du Seigneur jusqu'au Carême, et du lundi après la Pentecôte jusqu'à l'Avent, se déroule la série continue des trente-quatre dimanches du temps ordinaire.

Cette série s'interrompt du mercredi des Cendres au dimanche de la Pentecôte ; le lundi après le dimanche de la Pentecôte on reprend la lecture du temps ordinaire à la semaine qui suit celle que le Carême est venu interrompre, en omettant la lecture assignée au dimanche.

Les années où l'on ne compte, dans le temps ordinaire, que trente-trois semaines, on omet la semaine qui tombe immédiatement après la Pentecôte pour que soient toujours lues les lectures de la 34<sup>e</sup> semaine qui sont de nature eschatologique.

Les livres de l'Ancien Testament sont distribués selon l'histoire du salut : Dieu se révèle au cours de la vie du peuple, lequel est conduit et éclairé par étapes successives. C'est pourquoi on lit les prophètes parmi les livres historiques en tenant compte de l'époque où ils ont vécu et enseigné. C'est pourquoi la première année, la série de lectures vétéro-testamentaires propose à la fois des livres historiques et des oracles de prophètes, du livre de Josué au temps de l'exil inclusivement. La seconde année, après les lectures de la Genèse, qui se font avant le Carême, on reprend l'histoire du salut à partir de l'exil jusqu'à l'époque des Maccabées. Sont insérés dans cette même année les prophètes les plus récents, les livres sapientiaux et les récits des livres d'Esther, Tobie et Judith.

Les épîtres apostoliques qui ne sont pas lues à des périodes spéciales sont réparties en tenant compte des lectures de la messe et aussi de l'ordre chronologique dans lequel elles ont été écrites.

153. Quant au cycle d'une seule année, il a été abrégé de telle sorte qu'on lise chaque année les morceaux choisis de la Sainte Ecriture, en tenant compte du double cycle des lectures de la messe pour qu'ils viennent le compléter.

154. Aux solennités et aux fêtes est assignée une lecture propre ; sinon on prend cette lecture au commun des saints.

155. Chaque péripécie, autant que possible, observe une certaine unité ; c'est pourquoi, afin de ne pas dépasser une longueur raisonnable, bien qu'elle puisse différer selon les genres littéraires des livres, on omet parfois certains versets, ce qui est toujours indiqué. Mais il est permis et méritoire de lire le texte intégral dans un texte approuvé.

156. Les lectures brèves ou « capitules », dont l'importance dans la liturgie des Heures a été signalée plus haut, n. 45, ont été choisies pour exprimer une pensée ou une exhortation avec précision et clarté. On a veillé aussi à leur variété.

157. On a donc établi quatre séries hebdomadaires de lectures brèves pour le temps ordinaire ; elles sont insérées dans le psautier, de sorte que la lecture change chaque jour pendant les quatre semaines. On a aussi des séries hebdomadaires pour les temps de l'Avent, de Noël, du Carême et de Pâques. Il y a encore des lectures propres pour les solennités, les fêtes et certaines mémoires, ainsi qu'une série d'une semaine pour complies.

158. Dans le choix des lectures brèves, on a observé les points suivants :

(7) S. GRÉGOIRE LE GRAND, *Homelia 34 in Evangelio* : PL 76, 1282.



a) Selon la tradition, les Evangiles sont exclus.

b) Autant que possible on a observé le caractère du dimanche, ou encore du vendredi, et des Heures elles-mêmes.

c) Les lectures de l'office du soir, puisqu'elles suivent un cantique du Nouveau Testament, ont été choisies exclusivement dans celui-ci.

## VII. — La lecture des Pères et des écrivains ecclésiastiques

159. Selon la tradition de l'Eglise romaine, à l'office de lecture après la lecture biblique, on a une lecture des Pères ou d'écrivains ecclésiastiques avec son répons, à moins qu'on ne doive faire une lecture hagiographique (cf. n. 227-240).

160. Dans cette lecture on propose des textes empruntés aux écrits des saints Pères, des docteurs de l'Eglise et d'autres écrivains ecclésiastiques, appartenant à l'Eglise d'Orient comme à l'Eglise d'Occident mais de telle sorte que la première place soit donnée aux Pères qui jouissent, dans l'Eglise, d'une autorité particulière.

161. Outre les lectures assignées pour chaque jour dans le Livre de la liturgie des Heures, on a un lectionnaire facultatif où l'on trouve une plus grande abondance de lectures ouvrant plus largement à ceux qui acquittent l'office divin le trésor de la tradition de l'Eglise. Chacun est libre de prendre la seconde lecture soit au Livre de la liturgie des Heures, soit au lectionnaire facultatif.

162. En outre, les Conférences épiscopales peuvent encore préparer d'autres textes appropriés aux traditions et à la mentalité des territoires sous leur juridiction et les insérer dans le lectionnaire facultatif, à titre de supplément. Ces textes sont empruntés aux œuvres d'écrivains catholiques éminents par leur doctrine et leur sainteté (8).

163. Le rôle de cette lecture est principalement de faire méditer la parole de Dieu telle qu'elle est reçue par l'Eglise dans sa tradition. Car l'Eglise a toujours estimé nécessaire d'éclairer pour ses fidèles la parole de Dieu de façon autorisée « afin que la ligne d'interprétation prophétique et apostolique soit maintenue selon la règle du sens ecclésial et catholique (9) ».

164. Par la fréquentation assidue des documents que nous présente la tradition universelle de l'Eglise, les lecteurs sont amenés à méditer plus profondément la Sainte Ecriture et à en acquérir un goût savoureux et vivant. En effet, les écrits des Pères sont les témoins éclatants de cette méditation de la Parole de Dieu, poursuivie à travers les siècles, par laquelle l'épouse du Verbe incarné, l'Eglise « qui reste fidèle au dessein et à l'esprit de son époux et de son Dieu (10) » s'efforce d'acquérir chaque jour une plus profonde intelligence des Ecritures.

165. La lecture des Pères introduit aussi les chrétiens dans le sens des temps et des fêtes liturgiques. En outre, elle leur ouvre l'accès aux inestimables richesses spirituelles qui constituent le magnifique

patrimoine de l'Eglise, et en même temps elle fournit une base pour la vie spirituelle et un très riche aliment pour la piété. Ainsi les prédicateurs de la Parole de Dieu ont chaque jour à leur disposition des modèles remarquables de prédication.

## VIII. — La lecture hagiographique

166. On appelle lecture hagiographique soit un texte d'un Père ou d'un écrivain ecclésiastique qui parle précisément du saint que l'on célèbre, ou un texte qui s'applique bien à lui, ou bien un extrait des écrits de ce saint, ou bien le récit de sa vie.

167. En élaborant les propres particuliers des saints, on veillera à la vérité historique (11) et au véritable profit spirituel de ceux qui liront ou entendront la lecture hagiographique ; on se gardera de ce qui ne fait que susciter l'étonnement ; on mettra en lumière la spiritualité particulière des saints, d'une façon adaptée aux conditions actuelles, et aussi leur importance dans la vie et la spiritualité de l'Eglise.

168. Une petite notice biographique, qui présente des notations purement historiques et résume le déroulement de la vie du saint, est placée avant la lecture elle-même, uniquement à titre de renseignement ; elle n'a pas à être proclamée dans la célébration.

## IX. — Les répons

169. La lecture biblique, à l'office de lecture, est suivie de son répons propre, dont le texte a été puisé dans le trésor traditionnel ou a été nouvellement composé. Ce répons vise à apporter une lumière nouvelle pour l'intelligence de la lecture qui vient d'être faite, à insérer cette lecture dans l'histoire du salut, ou à faire le passage de l'Ancien au Nouveau Testament, ou à transformer la lecture en prière et en contemplation, ou enfin à procurer par sa beauté poétique un changement de ton agréable.

170. Semblablement, un répons approprié est adjoint à la seconde lecture ; mais il ne se relie pas aussi étroitement au texte de la lecture et, par conséquent, il favorise davantage une libre méditation.

171. Les répons avec leurs reprises gardent donc leur valeur même dans la récitation solitaire. Mais la partie qui est répétée dans le répons peut s'omettre lorsqu'on se contente de réciter, à moins que cette répétition ne soit exigée par le sens.

172. De la même manière, mais plus simplement, le répons bref des offices du matin et du soir et de complies, dont on parle plus haut, n. 49 et 89, et les versets de tierce, sexte et none répondent à la lecture brève, comme une acclamation grâce à laquelle la parole de Dieu pénètre plus profondément dans l'esprit de l'auditeur ou du lecteur.

## X. — Les hymnes et les autres chants d'origine non biblique

173. Les hymnes, qui ont leur place dans l'office en vertu d'une tradition fort ancienne, gardent encore maintenant leur place (12). En vérité, non seulement par leur nature lyrique elles sont destinées expressément à la louange de Dieu, mais elles constituent un élément populaire, et même elles manifestent presque

(8) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 38.

(9) VINCENT DE LÉRINS, *Commonitorium*, 2 : PL 50, 640.

(10) S. BERNARD, *Sermo 3 in vigilia Nativitatis* 1 : PL 183 (éd. 1879), 94.

(11) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 92 c.

(12) Cf. *Ibid.*, n. 93.

toujours d'emblée, mieux que les autres parties de l'office, le caractère propre des Heures ou de chaque fête, elles entraînent et attirent les âmes à célébrer pieusement. Leur beauté littéraire accroît souvent cette efficacité. En outre, les hymnes sont, dans l'office, comme le plus important élément poétique de création ecclésiastique.

174. L'hymne se termine traditionnellement par une doxologie qui, d'ordinaire, s'adresse à la même personne que l'hymne elle-même.

175. Dans l'office du temps ordinaire, pour assurer de la variété, on a prévu pour toutes les heures un double cycle d'hymnes, qu'on doit faire alterner d'une semaine sur l'autre.

176. En outre, à l'office de lecture on a introduit pour le temps ordinaire un double cycle d'hymnes, selon que celles-ci sont récitées de nuit ou de jour.

177. Les hymnes nouvelles peuvent être chantées sur des mélodies traditionnelles de même nombre et de même mètre.

178. En ce qui concerne la célébration en langue vivante, les Conférences épiscopales ont la faculté d'adapter les hymnes latines au génie de leur propre langue, ainsi que d'introduire de nouvelles créations hymnodiques (13), pourvu qu'elles s'accordent exactement à l'esprit de l'heure, du temps ou de la fête ; de plus, on veillera soigneusement à ne pas admettre de petits cantiques populaires qui n'auraient aucune valeur artistique et ne répondraient pas vraiment à la dignité de la liturgie.

## XI. — Les « prières » (13 bis), l'oraison dominicale, l'oraison conclusive

### a) Les « prières » ou intercessions aux offices du matin et soir

179. Certes, la liturgie des Heures célèbre les louanges de Dieu. Cependant, la tradition, aussi bien juive que chrétienne, ne sépare pas la prière de demande de la louange divine, et souvent elle fait dériver plus ou moins celle-là de celle-ci. L'apôtre Paul recommande de faire « des supplications, des prières, des demandes, des actions de grâces pour tous les hommes : pour les rois et tous les dépositaires de l'autorité, afin que nous puissions mener une vie calme et tranquille, en toute piété et dignité. Cela est bon et agréable aux yeux de Dieu notre Sauveur, qui veut que tous les hommes soient sauvés et viennent à la connaissance de la vérité ». (I Tm 2, 1-4.) Plus d'une fois les Pères ont interprété cette recommandation en ce sens qu'il faut faire matin et soir des intercessions (14).

180. Les intercessions qui ont été instaurées dans la messe de rite romain se font aussi à l'office du soir, quoique d'une manière différente, qui sera décrite plus loin.

181. D'autre part, puisqu'il était traditionnel dans la prière que le matin on recommandât à Dieu toute la journée, on fait à l'office du matin des invocations pour recommander ou consacrer à Dieu la journée.

(13) Cf. *Ibid.*, n. 38.

(13 bis) (En français, on est souvent obligé de traduire *oratio* par prière (mais parfois aussi par oraison). Nous mettons donc « prières » entre guillemets pour traduire *preces*.)

(14) Ainsi, par ex., S. Jean Chrysostome, *In Epist. ad Tim I, Homilia 6* : PG 62, 530.

182. On appelle « prières » (*preces*) aussi bien les intercessions qui se font à l'office du soir que les invocations qui se font à l'office du matin pour consacrer à Dieu la journée.

183. Pour varier, mais surtout afin que la diversité des besoins de l'Eglise et des hommes soit mieux exprimée selon la différence des états, des assemblées, des personnes, des conditions et des époques, on propose diverses formules de « prières » pour chaque jour dans le cycle du psautier, pour les temps de l'année liturgique et aussi pour quelques célébrations festives.

184. De plus, les Conférences épiscopales ont le droit d'adapter les formules proposées dans le Livre de la liturgie des Heures, comme d'en approuver de nouvelles (15), mais en observant les règles suivantes.

185. Comme dans l'oraison dominicale, il faut unir aux demandes la louange de Dieu ou la reconnaissance de sa gloire, ou le rappel de l'histoire du salut.

186. Aux « prières » de l'office du soir, la dernière intention est toujours pour les défunts.

187. Puisque la liturgie des Heures est principalement la prière de toute l'Eglise pour toute l'Eglise, et même pour le salut du monde entier (16), il faut que dans les « prières » les intentions universelles aient absolument la première place : on prie pour l'Eglise avec ses différents ordres ; pour les autorités séculières ; pour ceux qui sont affligés par la pauvreté, la maladie ou la tristesse ; et pour les besoins du monde entier, comme la paix et les intentions analogues.

188. Il est cependant permis, à l'office du matin comme à celui du soir, d'ajouter quelques intentions particulières.

189. Si les « prières » de l'office reçoivent cette structure, c'est pour qu'elles puissent s'adapter aussi bien à la célébration avec le peuple qu'à la célébration dans une petite communauté et à la célébration solitaire.

190. C'est pourquoi, dans la récitation avec le peuple ou en commun, les « prières » sont introduites par une brève invitation du prêtre ou du ministre, dans laquelle est proposé le modèle de la réponse que l'assemblée doit reprendre invariablement.

191. D'autre part, les intentions sont énoncées en s'adressant à Dieu, de sorte qu'elles puissent convenir aussi bien à la célébration commune qu'à la récitation solitaire.

192. Chaque formule d'intention est composée de deux parties, dont la seconde peut être employée comme réponse variable.

193. Aussi peut-on adopter différentes méthodes : ou bien le prêtre ou le ministre dit les deux parties, et l'assemblée donne une réponse uniforme, ou bien observe un temps de silence ; ou encore le prêtre ou le ministre dit seulement la première partie, et l'assemblée la seconde.

### b) L'oraison dominicale

194. Aux offices du matin et du soir, étant donné que ce sont des heures plus populaires, après les « prières », l'oraison dominicale trouve place en raison de sa dignité, conformément à une tradition vénérable.

(15) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 38.

(16) Cf. *Ibid.*, n. 83 et 89.



195. L'oraison dominicale sera donc désormais dite solennellement trois fois par jour : à la messe, aux offices du matin et du soir.

196. Le *Notre Père* est dit par tous, précédé, si on le juge bon, par une brève monition.

### c) *L'oraison conclusive*

197. A la fin de toute l'heure, on dit pour terminer l'oraison conclusive qui, dans la célébration publique et populaire, selon la tradition, revient au prêtre ou au diacre (17).

198. Cette oraison, à l'office de lecture, est ordinairement la même que celle de la messe. A complies, elle est toujours au psautier.

199. Aux offices du matin et du soir, l'oraison est prise au propre pour les dimanches, les fêtes du temps de l'Avent, de Noël, du Carême et de Pâques, ainsi que pour les solennités, les fêtes et les mémoires. Aux fêtes du temps ordinaire, on dit l'oraison indiquée dans le psautier du jour, pour exprimer le caractère propre de ces Heures.

200. A tierce, sexte et none, ou à l'Heure médiane, l'oraison est prise au propre pour les dimanches et les fêtes du temps de l'Avent, de Noël, du Carême et de Pâques, ainsi que pour les solennités et les fêtes. Les autres jours on dit les oraisons qui expriment le caractère de l'heure qu'on célèbre et qui sont réparties dans le psautier.

## XII. — Le silence sacré

201. Puisque, en général, dans les actions liturgiques, on doit veiller à ce qu'on « observe aussi en son temps un silence sacré (18) », on ménagera la possibilité de moments de silence dans la célébration de la liturgie des Heures elle-même.

202. Avec réalisme et prudence, pour faciliter au maximum la résonance dans les cœurs de la voix de l'Esprit-Saint, et pour unir plus étroitement la prière personnelle à la parole de Dieu et à la prière officielle de l'Eglise, il est permis de ménager un intervalle de silence même après chaque psaume, après la reprise de son antienne, selon la coutume des anciens, et surtout si, après le silence, on ajoute une des collectes psalmiques (cf. n. 112) ; ou encore après les lectures, qu'elles soient brèves ou longues, et avant ou après le répons.

On veillera cependant à ce qu'un tel silence n'amène pas à déformer la structure de l'office, ou n'apporte aux participants du désagrément ou de l'ennui.

203. Dans la récitation solitaire, on est plus libre de s'arrêter à méditer une formule qui suggère un élan spirituel, sans que l'office perde pour autant son caractère de prière publique.

## CHAPITRE IV

### DANS LE CYCLE ANNUEL

#### I. — La célébration des mystères du Seigneur

##### a) *Le dimanche*

204. L'office du dimanche commence aux premières vêpres (office du samedi soir) où tout est pris au psautier, sauf ce qui est assigné comme propre.

205. Quand une fête du Seigneur se célèbre le dimanche, elle a ses premières vêpres propres (office de la veille au soir).

206. On a parlé plus haut, n. 73, de la façon de célébrer, si on le juge bon, les vigiles dominicales.

207. Il convient tout à fait, lorsqu'on peut le faire, de célébrer avec le peuple, au moins l'office du soir, selon une coutume très ancienne (1).

##### b) *Le triduum pascal*

208. Au triduum pascal, l'office se célèbre comme c'est indiqué au propre du temps.

209. Ceux qui assistent à la messe du soir, le Jeudi saint, ou à la célébration de la Passion le Vendredi saint, ne disent pas l'office du soir chacun de ces jours-là.

210. Le Vendredi et le Samedi saints, on aura, avant l'office du matin, autant que c'est possible, une célébration publique et populaire de l'office de lecture.

211. Les complies du Samedi saint ne sont dites que par ceux qui n'assistent pas à la veillée pascalle.

212. La veillée pascalle tient lieu de l'office de lecture : ceux qui n'ont pas assisté à la veillée pascalle solennelle en réciteront au moins quatre lectures, avec leurs chants et leurs oraisons. Il est bon de choisir les lectures de l'Exode, d'Ezéchiel, de l'Apôtre et de l'Evangile. Viennent ensuite l'hymne *Te Deum* (« A toi, Dieu ») et l'oraison du jour.

213. L'office du matin, le dimanche de la Résurrection, est dit par tous ; il convient que l'office du soir soit célébré avec solennité pour honorer la fin d'un jour aussi sacré et pour commémorer les apparitions par lesquelles le Seigneur s'est montré à ses apôtres. Là où elle est en vigueur, on maintiendra avec le plus grand soin la tradition particulière de célébrer, le jour de Pâques, les vêpres baptismales pendant lesquelles, en chantant des psaumes, on va en procession aux fonts baptismaux.

##### c) *Le temps pascal*

214. La liturgie des Heures reçoit son caractère pascal de l'acclamation alléluia, par laquelle se terminent la plupart des antiennes (cf. n. 120) ; mais aussi des hymnes, des antiennes et des « prières » spéciales, enfin des lectures propres assignées à chacune des Heures.

##### d) *Noël*

215. Dans la nuit de Noël, avant la messe, il convient de célébrer une vigile solennelle par l'office de lecture. Ceux qui participent à cette vigile ne disent pas complies.

216. L'office du matin, le jour de Noël, se dit habituellement avant la messe de l'aurore.

##### e) *Les autres solennités et fêtes du Seigneur*

217. Pour organiser l'office aux solennités et fêtes du Seigneur, on observera ce qui est dit ci-dessous, (n. 225-233), en faisant les modifications nécessaires.

#### II. — La célébration des saints

218. Les célébrations des saints sont disposées de telle sorte qu'elles ne l'emportent pas sur les fêtes ou les temps sacrés qui célèbrent les mystères du salut (2),

(17) Cf. *infra*, n. 256.

(18) Const. sur la S. Liturgie, n. 30.

(1) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 100.

(2) Cf. *Ibid.*, n. 111.

qu'elles ne brisent pas à tout moment le cycle de la psalmodie et de la lecture divine, et qu'elles n'engendrent pas des répétitions fâcheuses, mais afin qu'elles favorisent la dévotion légitime de chacun. C'est sur ces principes que s'appuie aussi bien la réforme du calendrier accomplie sur l'ordre du II<sup>e</sup> Concile du Vatican que la manière de célébrer les saints dans la liturgie des Heures, décrite dans les numéros qui suivent.

219. Les célébrations de saints sont des solennités, des fêtes, ou des mémoires.

220. Les mémoires sont obligatoires, ou bien, si rien n'est indiqué, facultatives. Pour décider s'il convient de célébrer telle mémoire facultative dans un office à célébrer avec le peuple ou en commun, on tiendra compte du bien général, ou de la dévotion réelle de l'assemblée, et non de son seul président.

221. Si plusieurs mémoires facultatives se rencontrent le même jour, on ne peut en célébrer qu'une seule, en omettant les autres.

222. Les solennités, et elles seules, sont transférées, conformément aux rubriques.

223. Les règles qui suivent valent aussi bien pour les saints inscrits au calendrier romain universel que pour ceux qui figurent dans les calendriers particuliers.

224. Les différents communs des saints suppléent aux parties propres qui pourraient manquer.

### 1. Comment l'office doit être organisé aux solennités

225. Les solennités ont des premières vêpres (un premier office du soir), le jour précédent.

226. Aux deux offices du soir, l'hymne, les antiennes, la lecture brève avec son répons, et l'oraison conclusive sont propres ; si elles manquent au propre, on les prend au commun.

Les deux psaumes, aux premières vêpres, sont ordinairement pris à la série des *Laudate* (Ps 112, 116, 134, 145, 146, 147) selon la tradition ancienne ; le cantique du Nouveau Testament est indiqué en son lieu. Aux secondes vêpres, les psaumes et le cantique sont propres. Les « prières » sont propres, ou du commun.

227. A l'office du matin, l'hymne, les antiennes, la lecture brève avec son répons, et l'oraison conclusive sont propres ; si elles manquent, on les prend au commun. On prend les psaumes au dimanche I du psautier. Les « prières » sont propres, ou du commun.

228. A l'office de lecture, tout est propre : hymne, antiennes et psaumes, lectures et répons. La première lecture est biblique et la seconde hagiographique. Mais s'il s'agit d'un saint qui ne jouit que d'un culte local et qui n'a pas de textes spéciaux même dans le propre local, on prend tout au commun.

A la fin de l'office de lecture, on dit l'hymne *Te Deum* et l'oraison propre.

229. A l'Heure médiane, ou à tierce, sexte et none, on dit l'hymne quotidienne, à moins d'une indication différente ; les psaumes sont pris aux psaumes graduels, avec antienne propre ; mais le dimanche on prend les psaumes au psautier du dimanche I ; la lecture brève et l'oraison conclusive sont propres. Toutefois, pour certaines solennités du Seigneur, des psaumes spéciaux sont proposés.

230. Aux complies tout est du dimanche, respectivement après les premières vêpres et après l'office du soir.

### 2. Comment l'office doit être organisé aux fêtes

231. Les fêtes n'ont pas de premières vêpres, à moins qu'il ne s'agisse de fêtes du Seigneur qui tombent le dimanche. A l'office de lecture, aux offices du matin et du soir, tout se fait comme aux solennités.

232. A l'Heure médiane, ou à tierce, sexte et none, on dit l'hymne quotidienne ; on dit les psaumes de la férie avec leurs antiennes, à moins que pour l'Heure médiane une raison particulière ou une tradition ne requièrent qu'on dise une antienne propre, ce qui sera indiqué en son lieu. La lecture brève et l'oraison conclusive sont propres.

233. Les complies se disent comme aux jours ordinaires.

### 3. Comment l'office doit être organisé aux mémoires des saints

234. Entre une mémoire obligatoire et une mémoire facultative, effectivement célébrée, il n'y a aucune différence dans l'organisation de l'office, à moins qu'il ne s'agisse de mémoires facultatives qui tomberaient dans des temps privilégiés.

#### a) Mémoires tombant à des jours ordinaires

235. A l'office de lecture, aux offices du matin et du soir :

a) Les psaumes avec leurs antiennes sont de la férie, à moins qu'il n'y ait des antiennes propres ou des psaumes propres, qui sont indiqués à chaque endroit ;

b) L'antienne d'invitoire, l'hymne, la lecture brève, les antiennes à *Benedictus* et à *Magnificat*, et les « prières », si elles sont propres, doivent être dites du saint ; sinon, elles sont dites du commun ou de la férie ;

c) On doit dire l'oraison conclusive du saint ;

d) A l'office de lecture, la lecture biblique avec son répons est de l'Ecriture en cours. La seconde lecture est hagiographique, avec répons propre ou du commun ; à défaut de lecture propre, on fait la lecture patristique du jour, non du commun des saints. On ne dit pas le *Te Deum* (« A toi, Dieu »).

236. A l'Heure médiane, ou à tierce, sexte et none et à complies, on ne tient pas compte du saint ; tout est de la férie.

#### b) Mémoires tombant dans un temps privilégié

237. Les dimanches, aux solennités et aux fêtes, ainsi que le mercredi des Cendres, pendant la Semaine sainte et la semaine de Pâques, on ne tient pas compte des mémoires qui tombent ces jours-là.

238. Aux fêtes du 17 au 24 décembre, comme pendant l'octave de Noël et aux fêtes de Carême, il n'y a aucune mémoire obligatoire, pas même dans les calendriers particuliers. Quant aux mémoires obligatoires qui tombent éventuellement en Carême, elles sont considérées cette année-là comme mémoires facultatives.

239. En ces mêmes périodes, si quelqu'un veut célébrer un saint assigné à ce jour-là comme mémoire :

a) A l'office de lecture, après la lecture patristique prise au propre du temps avec son répons, on ajoutera la lecture hagiographique propre, et on conclura par l'oraison de ce saint ;

b) En outre, soit à l'office du matin, soit à l'office du soir, on peut, après l'oraison conclusive, ajouter



l'antienne (propre ou du commun) et l'oraison du saint.

c) *La mémoire de Sainte Marie le samedi*

240. Les samedis du temps ordinaire où sont permises les mémoires facultatives, on peut célébrer, sous le même rite, la mémoire facultative de Sainte Marie, avec sa lecture propre.

### III. — Le calendrier à employer et la faculté de choisir un office ou l'une de ses parties

a) *Le calendrier à employer*

241. L'office célébré au chœur ou en commun doit suivre le calendrier propre, c'est-à-dire celui du diocèse, de la famille religieuse, ou des diverses Eglises (3). Les religieux s'unissent à la communauté de l'Eglise locale pour célébrer la dédicace de la cathédrale et les patrons principaux du lieu et du territoire plus vaste où ils vivent (4).

242. Tout clerc ou religieux astreint à l'office divin à quelque titre que ce soit, et qui participe en commun à l'office selon un calendrier ou un rite autre que le sien, satisfait de cette manière à son devoir quant à cette partie de l'office.

243. Dans la récitation solitaire, on peut observer ou bien le calendrier du lieu, ou bien le calendrier propre, sauf aux solennités et aux fêtes propres (5).

b) *Faculté de choisir un Office*

244. Aux fêtes qui admettent la célébration d'une mémoire facultative, on peut, pour un juste motif, célébrer sous le même rite (cf. n. 234-239) l'office d'un saint inscrit ce jour-là au martyrologe romain, ou dans son appendice approuvé.

245. En dehors des solennités, des dimanches de l'Avent, du Carême et de Pâques, du mercredi des Cendres, de la Semaine sainte, des jours de l'octave de Pâques et du 2 novembre, on peut célébrer, pour un motif d'intérêt public ou de dévotion, soit totalement, soit en partie, un office votif, par exemple en raison d'un pèlerinage, d'une fête locale, de la solennité extérieure d'un saint.

c) *Faculté de choisir certains formulaires*

246. En certains cas particuliers, on peut choisir dans l'office des formulaires différents de ceux qui se présentent, du moment qu'on ne touche pas à l'organisation générale de chaque Heure et qu'on observe les règles suivantes.

247. A l'office des dimanches, des solennités et des fêtes du Seigneur qui figurent au calendrier universel, des fêtes du Carême et de la Semaine sainte, des jours dans les octaves de Pâques et de Noël, ainsi qu'aux fêtes qui vont du 17 au 24 décembre inclusivement, il n'est jamais permis de changer les formulaires qui sont propres ou appropriés à cette célébration, comme c'est le cas pour les antiennes, les hymnes, les lectures, les répons, les oraisons, et même très souvent les psaumes.

Aux psaumes dominicaux de la semaine en cours, on peut, si on le juge bon, substituer les psaumes domi-

nicaux d'une autre semaine et même, s'il s'agit d'un office célébré avec le peuple, d'autres psaumes choisis pour initier progressivement celui-ci à l'intelligence des psaumes.

248. A l'office de lecture, la lecture en cours de la Sainte Ecriture doit toujours être respectée. Il vaut pour l'office aussi, ce souhait de l'Eglise « que dans un nombre d'années déterminé, on lise au peuple la partie la plus importante des Saintes Ecritures (6) ».

Compte tenu de cela, aux temps de l'Avent, de Noël, du Carême et de Pâques, le cycle de lectures scripturaires qui est proposé dans l'office de lecture ne doit pas être abandonné. Dans le temps ordinaire, et pour un juste motif, un jour ou l'autre, ou pendant une suite de quelques jours, on peut choisir des lectures parmi celles qui sont proposées pour d'autres jours, ou même d'autres lectures bibliques, par exemple quand on fait les exercices spirituels, des sessions pastorales, ou des prières pour l'Unité de l'Eglise, et dans les autres cas analogues.

249. Si la lecture continue est interrompue par une solennité, une fête ou une célébration particulière, il sera permis, au cours de la même semaine, en considérant l'organisation de toute cette semaine, ou bien d'unir à d'autres les parties qui seront omises, ou bien de décider quels textes doivent être préférés à d'autres.

250. Dans le même office de lecture, au lieu de la seconde lecture assignée à tel jour, on peut choisir, pour un juste motif, une autre lecture de la même période, empruntée soit au Livre de la liturgie des Heures, soit au lectionnaire facultatif (n. 161). En outre, aux fêtes du temps ordinaire et, si on le juge bon, même aux temps de l'Avent, de Noël, du Carême et de Pâques, on pourra faire une lecture quasi continue de l'œuvre d'un Père accordée à l'esprit de la Bible et de la liturgie.

251. Les lecteurs des offices du matin et du soir, et des autres heures, ainsi que les oraisons, les chants et les « prières », qui sont proposés pour les fêtes d'un temps particulier, peuvent être dits à d'autres fêtes du même temps, excepté les cas indiqués au numéro 247.

252. Bien qu'on doive tenir à l'observation de tout le cycle du psautier réparti par semaines (7), si on le juge bon pour un motif spirituel ou pastoral, au lieu des psaumes assignés à un jour déterminé, on peut dire des psaumes de la même heure assignés à un autre jour. Il y a même des circonstances occasionnelles où il est permis de choisir des psaumes appropriés, ainsi que d'autres parties, comme pour un office votif.

## CHAPITRE V

### LES RITES A OBSERVER DANS LA CELEBRATION PUBLIQUE OU COMMUNE

#### I. — Les différentes fonctions à remplir

253. Dans la célébration solennelle de la liturgie des Heures, de même que dans les autres actions liturgiques, « chacun, ministre ou fidèle, en s'acquittant de sa fonction, fera seulement et totalement ce qui lui revient en vertu de la nature de la chose et des normes liturgiques (1) ».

(3) Cf. Normes universelles de l'année liturgique et du calendrier, n. 52.

(4) Cf. *Ibid.*, n. 52 c.

(5) Cf. Table des jours liturgiques, n. 4 et 8.

(6) Const. sur la S. Liturgie, n. 51.

(7) Cf. *supra*, n. 100-109.

(1) Const. sur la S. Liturgie, n. 28.

254. Si c'est l'évêque qui préside, surtout dans la cathédrale, il sera entouré de son presbytérium et de ministres, avec la participation plénière et active de tout le peuple. Mais, ordinairement, dans toute célébration avec le peuple, c'est le prêtre ou le diacre qui présidera, et il y aura aussi des ministres.

255. Le prêtre ou le diacre qui préside la célébration peut revêtir l'étole sur l'aube ou le surplis ; le prêtre peut mettre aussi la chape. Rien n'empêche d'ailleurs qu'aux grandes solennités plusieurs prêtres mettent la chape, et que les diacres mettent la dalmatique.

256. Il revient au prêtre ou au diacre qui préside, à son siège, de commencer l'office par le verset d'introduction, d'entonner l'oraison dominicale, de prononcer l'oraison conclusive, de saluer le peuple, de le bénir et de le congédier.

257. Soit le prêtre, soit un ministre peut prononcer les « prières ».

258. En l'absence du prêtre ou du diacre, celui qui préside l'office ne se distingue pas de ses égaux ; il n'entre pas au sanctuaire, ne salue pas le peuple et ne le bénit pas.

259. Ceux qui remplissent la fonction de lecteur prononcent les lectures, qu'elles soient longues ou brèves, en se tenant debout à l'endroit approprié.

260. L'intonation des antiennes, des psaumes ou des autres chants sera faite par le chantre ou les chantres. En ce qui concerne la psalmodie, on observera ce qui est dit ci-dessus (n. 121-125).

261. Pendant le cantique évangélique, aux offices du matin et du soir, on peut encenser l'autel, et ensuite le prêtre et le peuple.

262. L'obligation chorale porte sur la communauté non sur le lieu de la célébration, qui n'est pas nécessairement une église, surtout s'il s'agit des Heures qui sont célébrées sans solennité.

263. Tous les participants se tiennent debout :

a) Pendant qu'on dit l'introduction de l'office et le verset d'introduction de chaque Heure ;

b) Pendant l'hymne ;

c) Pendant le cantique tiré de l'Evangile ;

d) Pendant les « prières », l'oraison dominicale et l'oraison conclusive.

264. Tous sont assis pour écouter les lectures autres que l'évangile.

265. Pendant qu'on dit les psaumes et les autres cantiques, l'assemblée est assise ou se tient debout, selon les coutumes.

266. Tous font le signe de la croix, du front à la poitrine, et de l'épaule gauche à l'épaule droite :

a) Au début des Heures, quand on dit : « Dieu, viens à mon aide » ;

b) Au début des cantiques tirés de l'Evangile : *Benedictus, Magnificat, Nunc dimittis*.

On fait le signe de la croix sur sa bouche, au début de l'invitatoire, aux paroles : « Seigneur, ouvre mes lèvres ».

## II. — Le chant de l'office

267. Dans les rubriques et les règles de cette présentation, les mots « dire » (*dicere*) ou « proférer » (*proferre*), doivent s'entendre tantôt du chant et tantôt de la simple récitation, selon les principes énoncés ci-dessous.

268. « La célébration chantée de l'office divin est la forme qui s'accorde le mieux à la nature de cette prière. Elle en exprime la solennité d'une manière plus complète ; elle traduit une plus profonde union des cœurs dans le service de la louange de Dieu. C'est pourquoi cette forme chantée est vivement recommandée à tous ceux qui célèbrent l'office au chœur ou en commun (2). »

269. Les déclarations du II<sup>e</sup> Concile du Vatican sur le chant liturgique (3) s'appliquent à toute action liturgique, mais surtout à la liturgie des Heures. Bien que toutes et chacune de ses parties aient été renouvelées de façon à pouvoir être récitées avec fruit même quand on est seul, la plupart d'entre elles sont d'un genre lyrique, et par conséquent ne peuvent exprimer tout leur sens qu'avec le chant ; c'est surtout le cas pour les psaumes, les cantiques, les hymnes et les répons.

270. Dans la célébration de la liturgie des Heures, le chant ne peut donc être tenu pour un ornement surajouté comme du dehors à la prière ; bien plutôt il jaillit des profondeurs de l'âme qui prie et qui loue Dieu, et il manifeste pleinement et parfaitement la nature communautaire du culte chrétien.

Ils méritent donc des éloges, tous les groupes chrétiens de n'importe quel genre, qui s'efforcent d'employer le plus souvent possible cette forme de prière. Il faut, par la catéchèse voulue et par la pratique, former aussi bien les clercs et les religieux que les fidèles, pour qu'ils puissent, surtout les jours de fête, chanter les Heures avec joie. Mais il est difficile de chanter intégralement l'office ; et d'ailleurs la louange de l'Eglise, ni par son origine, ni par sa nature propre, ne doit être réservée aux moines et aux clercs ; elle appartient à toute la communauté chrétienne. Il faut donc considérer simultanément plusieurs principes pour que la célébration de la liturgie des Heures puisse être chantée de façon équilibrée, dans toute sa vérité et sa beauté.

271. Il importe avant tout qu'on chante l'office au moins les dimanches et jours de fête, et que la pratique du chant contribue à distinguer les différents degrés de solennité.

272. De même, puisque toutes les Heures n'ont pas la même valeur, il est bien que le chant fasse ressortir celles qui sont vraiment les pôles de l'office, c'est-à-dire celles du matin et du soir.

273. Sans doute, la célébration entièrement chantée est recommandée, pourvu qu'elle atteigne un haut niveau artistique et spirituel. Cependant, c'est avec profit qu'on peut appliquer parfois le principe de la solennité « progressive » ; cela pour des motifs pratiques, mais aussi parce que les différents éléments de la célébration liturgique ne sont pas à mettre indistinctement sur le même plan ; au contraire, chacun d'eux peut retrouver son sens et sa fonction originels. De cette façon, la liturgie des Heures n'apparaît plus comme un beau monument du passé, qui exige d'être conservé presque sans aucun changement, afin d'exciter l'admiration pour lui-même ; au contraire, elle peut acquérir une nouvelle vie, faire de nouveaux progrès et redevenir l'expression d'une communauté bien vivante.

Le principe de solennité « progressive » consiste en ce qu'il admet nombre de degrés intermédiaires

(2) SRC. *Musicam sacram* du 5 mars 1967 n. 37 ; cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 99.

(3) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 113.



entre l'office intégralement chanté et la simple récitation de toutes ses parties. Cette solution introduit une grande et agréable variété, et sa mesure doit être appréciée d'après la couleur du jour ou de l'Heure qu'on célèbre, d'après la nature de chacun des éléments qui constituent l'office, enfin d'après l'importance numérique ou le caractère de la communauté, ainsi que d'après le nombre des chanteurs dont on disposera en telle occasion.

Grâce à cette plus grande flexibilité, la louange publique de l'Eglise pourra être chantée plus souvent qu'auparavant et s'adapter de multiples façons à la diversité des circonstances ; ainsi se lève un grand espoir de découvrir de nouvelles voies et de nouvelles formes pour notre époque, ce qui s'est toujours produit dans la vie de l'Eglise.

274. « Dans les actions liturgiques qui doivent être chantées en latin, le chant grégorien, comme étant « le chant propre de la liturgie romaine... », doit, toutes choses égales d'ailleurs, occuper la première place (4). » Dans l'office chanté, si l'on n'a pas de mélodie pour l'antienne qui est proposée, on prendra dans le répertoire une autre antienne, pourvu qu'elle convienne selon les numéros 113, 121-125. Cependant, « l'Eglise n'écartera des actions liturgiques aucun genre de musique sacrée, pourvu qu'il s'accorde avec l'esprit de l'action liturgique elle-même et avec la nature de chacune de ses parties, pourvu aussi qu'il n'empêche pas une juste participation active du peuple (5) ».

275. Puisque la liturgie des Heures peut être accomplie en langue vivante, on devra donc « faire le nécessaire pour préparer les mélodies dont on se servira dans le chant de l'office en langue du pays (6) ».

276. Cependant, rien n'empêche que dans la même célébration différentes parties soient chantées dans des langues différentes (7).

277. Quels éléments doit-on chanter de préférence ? Cela se déduit de l'organisation authentique de la célébration liturgique qui demande une juste estimation du sens et de la nature propre de chaque partie et du chant ; il y a en effet des éléments qui, de soi, requièrent le chant (8). Tels sont d'abord « les acclamations, les réponses aux salutations du prêtre et des ministres, et aux prières de forme litanique, et en outre les antiennes et les psaumes, de même que les versets intercalaires ou refrains, ainsi que les hymnes et les cantiques (9) ».

278. Il est évident que les psaumes, comme on l'a dit plus haut n. 100-120, ont une relation étroite avec la musique, ce que vérifie la tradition aussi bien juive que chrétienne. En fait, pour entrer pleinement dans l'intelligence de nombreux psaumes, il est très utile de les chanter ou, du moins, de les considérer toujours sous cette lumière poétique et musicale. Si c'est possible, la forme musicale paraît donc préférable, du moins aux jours et aux Heures principales, et selon la nature originelle des psaumes.

279. On a décrit plus haut n. 121-123, différentes façons de chanter les psaumes ; cette variété ne tient pas tellement à des circonstances extérieures qu'aux

genres différents des psaumes qui se rencontrent dans une même célébration : c'est ainsi qu'il vaudra mieux écouter seulement des psaumes sapientiaux ou historiques, tandis que les hymnes ou les actions de grâce comportent par elles-mêmes le chant commun. Une seule chose est tout à fait importante : que la célébration ne soit pas rigide, ou artificielle, ou préoccupée seulement d'exécuter des règles toutes formelles, mais qu'elle réponde vraiment à la réalité. C'est là-dessus que l'effort doit porter d'abord, pour que les âmes soient guidées par le désir d'une authentique prière d'Eglise, et que Dieu reçoive « une louange agréable et belle » (cf. Ps 146).

280. Les hymnes pourront aussi nourrir la prière de celui qui récite les Heures, si elles ont une valeur doctrinale et artistique ; cependant, elles sont, par elles-mêmes, destinées au chant. Il est donc recommandé de les chanter, autant que possible, dans la célébration communautaire.

281. Le répons bref qui suit la lecture aux offices du matin et du soir et dont on traite au numéro 49, est destiné par lui-même à être chanté, et chanté par le peuple.

282. Les répons qui suivent les lectures à l'office de lecture appellent le chant, par leur nature et leur fonction. Cependant, dans le déroulement de l'office, leur structure est telle qu'ils gardent leur portée même dans une récitation solitaire et privée. On pourra très souvent chanter ceux qui auront été dotés de mélodies plus simples et plus faciles que celles qui viennent des sources liturgiques.

283. Les lectures, qu'elles soient longues ou brèves, ne sont pas par elles-mêmes destinées au chant ; lorsqu'on les proclame, il faut veiller soigneusement à ce que la lecture soit digne, claire et distincte, et que tous puissent vraiment l'entendre et bien la comprendre. La seule mélodie que l'on puisse accepter dans une lecture est celle qui permet d'obtenir une meilleure audition des paroles et une meilleure intelligence du texte.

284. Les textes que le président est seul à prononcer, comme les oraisons, peuvent être chantés d'une façon belle et appropriée, surtout en latin. Cela peut être plus difficile avec certaines langues vivantes, à moins que le chant ne permette à tous de percevoir clairement les paroles.

---

— *Missel de la Semaine sainte*. Textes liturgiques officiels ; chants français, nouvelle édition 1971, par PIERRÉ JOUNEL. — Un vol. 17,5 × 11 cm, de 196 pages. Prix : 8 F. Editions Desclée.

Dans cette nouvelle édition, une célébration pénitentielle a été ajoutée ; la sélection de chants a été renouvelée ; la messe du jour de Pâques a été dotée d'un rite renouvelé pour l'aspersion de l'eau bénite.

— *Eglise, sauras-tu aimer ?*, par Jean CONNÉTABLE (coll. « Vivre et Croire »). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 160 pages. Prix : 13,50 F. Editions Casterman, Paris.

Témoignage d'une expérience pastorale : Un prêtre qui en connaît les difficultés cherche quelles réponses on pourrait faire aux multiples questions que pose actuellement la crise d'une Eglise postconciliaire.

— *Notre regard qui manque à la lumière*, par GUSTAVE THIBON. — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 252 pages. Editions Fayard, Paris.

Le malheur de l'homme de notre temps est de demander à la terre, à ce monde ce qu'ils ne peuvent donner. C'est la recherche à tâtons de Dieu, et le regard qui manque pour le découvrir, c'est le regard du cœur pur qui seul peut voir Dieu dispensateur de tout bien, partout où il est.

(4) Cf. *Ibid.*, n. 116.

(5) SRC, Instr. *Musica sacram*, n. 9 ; cf. Const. sur la S. Liturgie, n. 116.

(6) SRC Instr. *Musica sacram*, n. 41 ; cf. n. 54-61.

(7) Cf. *Ibid.*, n. 51.

(8) Cf. *Ibid.*, n. 6.

(9) Cf. *Ibid.*, n. 16 a et 38.

## A PROPOS DU LIVRE DE HANS KUNG : "L'INFAILLIBILITÉ ? - UNE QUESTION"

*Déclaration du Bureau d'études doctrinales de l'épiscopat français*

Au terme de la session de printemps du Conseil permanent de l'épiscopat français (16-18 mars), suivie de l'Assemblée plénière (18-19 mars), a été publiée la déclaration ci-après qui a été présentée à la presse, le 19 mars, par Mgr Coffy, évêque de Gap, membre du Bureau d'études doctrinales et pastorales du Conseil permanent de l'épiscopat français (1):

Ce livre, dont la traduction française vient de paraître, touche, au-delà de l'infaillibilité pontificale, à des questions fondamentales : possibilité, dans l'Eglise, de propositions de foi définies, qui s'imposent de façon permanente ; légitimité d'un magistère, c'est-à-dire d'un service ministériel de la parole, interprétée et enseignée avec autorité. C'est la foi de l'Eglise qui est ainsi remise en question et il est de notre devoir d'en rappeler les exigences.

Nous ne pouvons admettre la dépréciation des formules dogmatiques, ruineuse de toute certitude, et finalement de nature à rendre impossible la foi elle-même. Sans doute, dans leur formulation, les énoncés de cette foi sont relatifs à la culture du temps où ils furent élaborés. Ils n'en gardent pas moins leur exigence normative : la Révélation attestée par la Bible, le Credo de l'Eglise et ce qu'il exprime, conservent toujours leur valeur.

Ainsi que l'ont dit les évêques allemands, « la foi de l'Eglise implique un OUI sans équivoque

(1) Texte original.

Au cours de l'Assemblée plénière, le P. Paul HUOT-PLEUROUGH, directeur du Secrétariat national de l'opinion publique a été élu par les évêques secrétaire général de l'épiscopat français. Il succède à Mgr Etchegaray qui a été nommé archevêque de Marseille le 23 décembre 1970.

L'Assemblée plénière a également élu les quatre délégués de l'épiscopat français à la session du Synode épiscopal de l'automne 1971. Ce sont : le cardinal MARTY, archevêque de Paris ; Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille ; Mgr MATAGRIN, évêque de Grenoble ; Mgr SCHMITT, évêque de Metz. L'Assemblée a également élu leurs deux suppléants : Mgr FRETILLIÈRE, évêque auxiliaire de Bordeaux, et Mgr VIAL, évêque de Nantes. (SNOP, 22 mars 1971.)

et un NON, également sans équivoque, qui ne sont pas interchangeables. Sinon, il n'est plus possible, pour l'Eglise, de demeurer dans la vérité de Jésus-Christ ». Cette vérité, l'Eglise doit la formuler, quand c'est nécessaire, « d'une manière qui lie les croyants ».

L'« indéfectibilité » de l'Eglise, admise par l'auteur, requiert l'infaillibilité de l'Eglise dont le magistère est l'instrument.

Comme le dit la Constitution « *Dei Verbum* » (n° 10) : « La charge d'interpréter de façon authentique la Parole de Dieu... a été confiée au seul magistère vivant de l'Eglise dont l'autorité s'exerce au nom de Jésus-Christ. Pourtant, ce magistère n'est pas au-dessus de la Parole de Dieu, mais il la sert, n'enseignant que ce qui fut transmis puisque, par mandat de Dieu, avec l'assistance de l'Esprit-Saint, il écoute cette Parole avec amour, la garde saintement et l'expose aussi avec fidélité, et puise en cet unique dépôt de la foi tout ce qu'il propose à croire comme étant révélé par Dieu. »

Une Eglise sans hiérarchie et sans autorité doctrinale se dissoudrait inévitablement.

Tel a été de tout temps le rôle des Conciles œcuméniques dans les Eglises d'Orient aussi bien que dans celle d'Occident. Tel est aussi le sens de la définition du premier Concile du Vatican : l'infaillibilité personnelle reconnue au Souverain Pontife, dans l'acte suprême de son magistère, est un charisme pastoral destiné à maintenir l'unité de l'Eglise dans la foi et dans l'amour. Telle est notre foi catholique.

— *Faut-il encore construire des églises ?*, par BABOULÈNE, BRION, DELALANDE (coll. « Recherches pastorales », n° 40). — Un vol. 14 x 20 cm, de 112 pages. Prix : 10,50 F. Editions Fleurus, Paris.

Y a-t-il des communautés nouvelles qui réclament des lieux de culte nouveaux ? L'évolution des milieux sociaux et des mentalités, qu'accélère la mobilité des populations du travail, impose une sérieuse réflexion pour quiconque a à cœur la vie de l'Eglise.

— *Les Constitutions de la France depuis 1789*. Présentation par JACQUES GODÉCHOT. — Un vol. 10,8 x 17,8 cm, de 508 pages. Editions Garnier-Flammarion, Paris.

De 1789 à 1969, c'est la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen qui a donné leur coloration aux quinze Constitutions que la France a expérimentées. Mais c'est la comparaison des unes avec les autres qui permet d'en découvrir les traits permanents et les éléments caractéristiques d'une nation. C'est l'intérêt d'une pareille collection.



## REPONSE DES EVEQUES ALLEMANDS A HANS KÜNG

*Au cours de leur Assemblée plénière, qui s'est tenue à Bad Honnef du 1<sup>er</sup> au 4 mars, les évêques allemands ont de nouveau abordé les problèmes posés par le livre de Hans Küng : *Infailible ?* — Une question, au sujet duquel un communiqué avait été publié par la Commission épiscopale chargée des questions de foi et de morale (1). Le cardinal DOEPFNER, archevêque de Munich, président de la Conférence épiscopale allemande, a déclaré à ce sujet dans la conférence de presse qu'il a tenue le 4 mars (2) :*

La Conférence épiscopale s'est aussi occupée de la prise de position du professeur Küng au sujet de la déclaration qu'elle a publiée sur son livre *Unfehlbar ?* et dans laquelle elle affirme entre autre que certains éléments essentiels de la conception catholique de la foi ne semblent pas être sauvegardés dans son livre. La Conférence se réjouit que dans sa réponse adressée au président de la Conférence épiscopale (3), le professeur Küng ne conteste pas cette déclaration. Elle doit

cependant récuser son affirmation selon laquelle le problème de l'infailibilité n'est pas à proprement parler abordé dans cette déclaration. Dans le texte, il est bien spécifié que le magistère de l'Eglise est pleinement habilité à interpréter la foi de l'Eglise d'une façon qui oblige. Par là est également exprimé le contenu objectif de la doctrine de l'infailibilité, laquelle, selon Küng, aurait été pour le moins obnubilée par les formulations, étrangères à la tradition de l'Eglise, « de propositions garanties infailibles *a priori* ». La déclaration des évêques a évité d'employer le mot « infailible », et lui a substitué d'autres termes, comme le mot « *untrüglich* » (qui ne trompe pas), afin qu'il ne puisse pas être identifié avec l'interprétation dénaturée qu'en donne Küng. Aussi subsiste-t-il un désaccord entre les déclarations de la Conférence épiscopale et ce que l'on doit déduire du livre du professeur Küng, ainsi que de sa déclaration ultérieure.

(1) DC 1971, n° 1581, p. 245.

(2) Traduction de la DC d'après le texte publié par KNA-Dokumentation, 5 mars 1971.

(3) DC, loc. cit.

## « POURQUOI JE RESTE DANS L'ÉGLISE »

*Déclaration de Hans Küng*

*Une Maison d'éditions de Munich (Manz-Verlag) a réuni en un volume à paraître en avril 1971 trente réponses de théologiens, hommes politique et écrivains, de religion catholique et protestante, à la question suivante : Pourquoi je reste dans l'Eglise. Nous reproduisons ci-dessous la réponse de Hans Küng, à titre de document (\*).*

Quitter le service de l'Eglise, c'est le signal d'un adieu à l'Eglise. Quiconque n'a pas voulu croire ceux qui l'ont prédit, il y a déjà quelques années, devra le reconnaître à présent : l'Eglise catholique est menacée d'un exode massif de ses ministres. Tout récemment, on estimait les départs pendant les huit dernières années au nombre de 22 000 à 25 000 prêtres. Toutefois, pour l'avenir de l'Eglise catholique, il est un danger beaucoup plus grand encore : la diminution rapide des ordinations qui, selon les régions, est de l'ordre de 20 à 50 %. Si les choses continuent ainsi, maints séminaires devront fermer, et, trop tard alors, évêques et autorités romaines ouvriront les yeux. Dans son allocution du 22 décem-

bre 1970 au Collège des cardinaux (1), Paul VI exprimait toute l'angoisse que lui causaient les statistiques sur le « départ » des prêtres et des religieux.

Pour quitter le service de l'Eglise, les motifs sont multiples. La loi du célibat, maintenue par tous les moyens de pression spirituelle contre la volonté de la majorité des personnes intéressées, est parmi les motifs principaux. Il ne s'agit pas seulement ici d'« intérêts de corps » ; il s'agit des droits élémentaires de la personne humaine, il s'agit du bien de nos communautés, il s'agit de cette liberté chrétienne qui, sur ce point précis, est expressément fondée dans l'Evangile. Toutefois, la question du célibat ne fait que rendre particulièrement évidentes et, pour les clercs, particulièrement opprimantes, les contraintes d'un système ecclésiastique qui garde encore, dans une large mesure, son caractère autoritaire d'avant le Concile. D'après les enquêtes les plus récentes, 40 % des jeunes prêtres catholiques des USA pensent à quitter leur ministère (12 % seulement chez les pasteurs protestants). Motifs principaux de cette démarche : le manque de chefs compétents et la lenteur des changements après Vatican II.

Plus d'un se demandera : pourquoi pas moi aussi ? Surtout si, pour comble, il reçoit quantité de lettres qui l'invitent à quitter l'Eglise ; et de ceux qui sont en dehors et pour lesquels

(\*) Texte original allemand. Traduction de H. Rochais, revue par l'auteur. Sous-titres et notes de la DC.

(1) DC 1970 n° 1578, p. 56.

on gaspille son énergie dans une institution ecclésiastique sclérosée alors qu'on pourrait faire bien davantage ailleurs ; et de ceux aussi qui sont dedans et pour lesquels une critique radicale de la situation et des autorités de l'Eglise est incompatible avec le fait de rester dans l'Eglise.

En tout cas une chose est claire : l'abandon du ministère ecclésiastique ne signifie pas toujours un adieu à l'Eglise. Malgré cela, les nombreux abandons du ministère sont un signal d'alarme qui manifeste une distance croissante à l'égard d'une Eglise dont précisément les membres les plus engagés ne se satisfont plus. Signal d'alarme d'une émigration intérieure, et parfois aussi extérieure, qui touche un grand nombre. Les ennuis avec le système ecclésiastique (cléricalisme, confessionnalisme, mariages mixtes, régulation des naissances, divorces), à côté de l'indifférence religieuse, constituent le motif principal. Dans ces conditions, il n'est plus très facile aujourd'hui, même pour un évêque dit-on, de répondre de façon convaincante à la question : pourquoi je reste dans l'Eglise et même dans le ministère ecclésiastique. Et cela alors que la menace de l'enfer ne peut plus être brandie, que la sécularisation de la vie et du savoir modernes a rendu caduques tant de motivations sociales, et que l'Eglise d'Etat, l'Eglise traditionnelle et de chrétienté semble toucher à sa fin.

### Ne pas renoncer à la grande tradition chrétienne

Mais est-il possible en peu de mots de donner une réponse à une telle question ? Un livre sur l'Eglise est une réponse mieux fondée. Mais, puisqu'on me demande raison, il me faut donner un témoignage rapide, témoignage direct et personnel. Et d'ailleurs il ne s'agit pas uniquement de théologie. Comme pour un juif ou pour un musulman, il n'est pas sans importance pour un chrétien d'être né — comme cela a été le cas le plus fréquent jusqu'ici — au sein de cette communauté dont — qu'il le veuille ou non — il reste marqué d'une manière ou d'une autre, positive ou négative. Il n'est pas sans importance de rester uni à sa famille ou de rompre avec elle par colère ou par indifférence.

C'est là pour beaucoup, aujourd'hui du moins, une raison pour demeurer dans l'Eglise et aussi au service de l'Eglise. Ils voudraient s'en prendre aux traditions ecclésiastiques sclérosées qui rendent difficile, voire impossible, d'être chrétien. Mais ils ne voudraient pas se couper pour autant de la grande tradition chrétienne et aussi ecclésiastique, vingt fois séculaire. Ils voudraient soumettre à la critique les institutions et les structures de l'Eglise toutes les fois qu'on leur sacrifie le bonheur des personnes. Mais ils ne voudraient pas renoncer à ce minimum indispensable d'institutions et de structures sans lequel aussi une communauté de foi ne peut vivre durablement, et sans lequel trop de personnes se trouveraient seules en face de leurs problèmes les plus personnels. Ils voudraient s'opposer à la prétention des autorités ecclésiastiques, dans la mesure où elles conduisent l'Eglise selon leurs propres idées et non selon l'Evangile. Mais ils ne voudraient pas renoncer à l'autorité morale

que l'Eglise peut avoir dans la société toutes les fois qu'elle agit réellement en Eglise du Christ. Pourquoi je reste dans l'Eglise ? Parce que, dans cette communauté de foi, je peux tout à la fois, de manière critique et solidaire, adhérer à une grande histoire dont je vis avec tant d'autres. Parce que, comme membre de cette communauté de foi, je suis Eglise et ne pense pas à confondre l'Eglise avec l'appareil ni avec ses administrateurs ; je ne pense pas à leur abandonner le soin de former la communauté. Parce que, touchant les grandes questions qui concernent l'homme et le monde — d'où venons-nous ? Où allons-nous ? Pour quelle raison et dans quel but ? — je trouve ici, en dépit de toutes les graves objections, ma patrie spirituelle. Je ne voudrais pas plus lui tourner le dos que, dans le domaine politique, renoncer à la démocratie qui, elle aussi, à sa manière, n'est pas moins que l'Eglise sujette aux abus et aux déformations.

### Sauter du navire serait pour moi un acte de lâcheté

Bien entendu, l'autre éventualité existe également. J'ai de bons amis qui ont choisi de rompre avec cette Eglise à cause de ses défaillances et pour des valeurs supérieures ; et peut-être même pour être authentiquement chrétiens. Il y a des chrétiens — voire des groupes de chrétiens, cas-limites éphémères — en dehors de l'Eglise institutionnelle. Je respecte une telle décision et même je la comprends. Et plus que jamais dans cette phase de dépression que traverse actuellement l'Eglise catholique (après l'enthousiasme conciliaire sous Jean XXIII). Je pourrais certainement avancer autant de raisons pour sortir de l'Eglise que ceux qui en sont partis. Et pourtant... sauter du navire — ce qui est pour eux acte de loyauté, de courage, de protestation, ou simplement de détresse et de dégoût — serait pour moi personnellement un acte de désespoir, de faiblesse, de capitulation. Présent aux heures plus heureuses, quitterais-je le bâtiment pendant la tempête ? Laisserais-je aux autres le soin de lutter contre les éléments ou, éventuellement, de se battre pour notre survie alors que jusqu'ici j'ai navigué avec eux ? J'ai trop reçu de cette communauté de foi pour pouvoir maintenant en sortir purement et simplement. Je me suis moi-même trop engagé dans la voie du changement et du renouveau pour risquer de jamais décevoir ceux qui s'y sont engagés avec moi.

Je ne voudrais pas donner cette joie aux adversaires du renouveau ni ménager à mes amis cette déception. Je ne renoncerais pas à agir dans l'Eglise. Les autres solutions — autre Eglise, pas d'Eglise — ne me convainquent pas : les ruptures conduisent à l'isolement de l'individu ou à une nouvelle forme d'institution. Tout l'illumination en est la preuve. Je n'ai rien de commun avec un christianisme d'élite qui se veut supérieur à la foule, ni rien de commun avec les utopies d'Eglise qui comptent sur une communauté idéale de purs, soudés d'un même sentiment. Dans cette Eglise concrète faite d'hommes, où je sais du moins à qui j'ai à faire, ne serait-il pas plus séduisant, plus intéressant, plus exigeant et, à travers toutes les souffrances, finalement plus réjouissant et plus fructueux de mener le combat pour un « christianisme à visage humain » ? Invitation constamment renou-



velée à la responsabilité, à l'engagement actif, à une persévérance tenace, à une liberté vécue, à l'opposition dans la loyauté ?

### J'aime cette Eglise

Maintenant que les déficiences évidentes de ses chefs ont bien ébranlé l'autorité, l'unité et la crédibilité de cette Eglise et qu'elle se révèle de plus en plus comme faible, errante et en recherche, plus facilement qu'à l'époque de ses grands triomphe me vient aux lèvres la phrase suivante : cette Eglise je l'aime — telle qu'elle est et telle qu'elle pourrait être. Non comme une « mère », mais comme la famille des croyants pour laquelle, en somme, existent ces institutions, ces règlements et ces autorités qu'il faut bien parfois supporter. Communauté de foi qui, aujourd'hui encore et malgré ses déficiences manifestes, est capable, parmi les hommes, non seulement d'infliger des blessures, mais encore d'opérer des miracles : à savoir quand elle se montre non seulement en fait — ce qui est déjà quelque chose — le lieu où l'on se souvient de Jésus, mais où elle plaide en toute vérité, par la parole et par les actes, la cause de Jésus-Christ. Et cela elle le fait aussi à tout le moins, même si elle le fait davantage dans de petits groupes que dans sa vie officielle, davantage sans doute chez le commun des mortels que parmi les hiérarques et les théologiens. Mais cela se fait chaque jour, chaque heure, grâce aux témoins « de tous les jours » qui, en qualité de chrétiens, rendent l'Eglise présente au monde. Ainsi donc voici quelle serait ma réponse définitive. Je reste dans l'Eglise parce que la cause de Jésus-Christ m'a convaincu et parce que la communauté ecclésiale, en dépit et au milieu de toutes ses déficiences, est pourtant restée et restera la mandataire de Jésus-Christ.

Mon christianisme je ne l'ai, pas plus que d'autres qui se disent chrétiens, tiré des livres, pas même de la Bible. Je le tiens de cette communauté de foi qui, à travers vingt siècles, s'est péniblement maintenue et qui a toujours, *tant* bien que *mal*, éveillé à la foi à Jésus-Christ et suscité l'engagement dans son Esprit. Il s'en faut que cet appel de l'Eglise soit une proclamation pure, la pure parole de Dieu. C'est un appel très humain, souvent trop humain. Mais ce qui constitue le message reste perceptible, en dépit même des nombreuses fausses notes et des faux pas. Et il a toujours été perçu. Ce n'est pas le moindre témoignage que rendent ses adversaires quand ils s'en prennent — à juste titre — à l'Eglise au nom de ce message qui est le sien et avec lequel, souvent, elle est si peu en harmonie : quand ils lui reprochent une attitude d'inquisiteur, de tyran, de mercanti, au lieu d'être vraiment la mandataire de Jésus-Christ.

### L'Eglise fait naître l'humanité nouvelle

Toutes les fois que l'Eglise s'en tient à ce rôle de mandataire, toutes les fois qu'elle défend la cause de Jésus-Christ en privé et en public, alors elle est au service des hommes et digne de foi. Alors elle peut être le lieu où la détresse de l'individu et la détresse de la société peuvent être atteintes à une autre profondeur que celle où la société dirigeante et la société de consommation

sont capables d'atteindre. Alors en effet, de la foi à la vie du Crucifié peut sourdre cette réalité dont l'individu perdu et la société déchirée ont un si pressant besoin de nos jours : une humanité nouvelle et plus radicalement humaine où le droit et le pouvoir ne sont pas anéantis mais mis au service du bien de l'homme ; où, au lieu de supputer les fautes, il est possible de pardonner sans fin ; où, au lieu de se contenter de maintenir ses positions, il est possible de parvenir à une réconciliation sans condition. Humanité où les interminables querelles de droit cèdent la place à la justice supérieure de l'amour et où les impitoyables luttes pour le pouvoir cèdent à la paix qui surpasse tout entendement. Il ne s'agit donc pas de l'opium d'une consolation pour l'au-delà. Il s'agit plutôt d'un appel à changer ici-bas, et tout de suite, changer radicalement la société par un changement des personnes.

Toutes les fois que l'Eglise, plutôt bien que mal, dans la prédication et dans l'action caritative, s'engage pour la cause de Jésus-Christ, alors elle unit dans une solidarité d'amour les opposés : les personnes cultivées et les non cultivées, les Blancs et les Noirs, les hommes et les femmes, les riches et les pauvres, les grands et les petits. Toutes les fois que l'Eglise s'engage pour la cause de Jésus-Christ, elle rend possibles dans le monde d'aujourd'hui des initiatives et une activité libératrices et pacifiantes. Plus encore, elle permet de tenir même quand les choses ne progressent pas, quand ni l'évolution sociale, ni la révolution socialiste ne sont capables de vaincre les tensions et les contradictions de l'existence et de la société humaines. Alors elle permet à l'homme — et pour autant la croix du Christ vivant reste le signe distinctif du chrétien — de ne pas désespérer de la justice même dans l'injustice, de la liberté dans l'absence de liberté, de la paix dans l'absence de paix. Alors elle permet d'espérer non seulement quand tous espèrent, mais également quand il n'y a plus rien à espérer. Elle permet d'aimer, même ses ennemis. Elle permet d'humaniser l'homme et la société quand les hommes ne diffusent que l'inhumanité.

### Parce que je suis chrétien je reste dans l'Eglise

Il ne s'agit pas ici de chanter un « hymne à l'Eglise » (2). Il s'agit seulement de donner quelques indications sur ce que peut réaliser la foi au Crucifié que prêche l'Eglise. Car tout cela ne tombe pas du ciel, tout cela n'advient pas par hasard. C'est en relation et en réaction réciproque avec ce qui — assez modestement, mais aujourd'hui avec une plus grande liberté peut-être — se passe dans l'Eglise, dans sa prédication et dans sa liturgie. Et cela arrive chaque fois qu'un curé prêche ce Jésus, chaque fois qu'un catéchiste enseigne chrétiennement, chaque fois qu'une personne seule, qu'une famille, qu'une communauté prient sérieusement et sans phrases, chaque fois qu'un baptême est administré selon Jésus-Christ, chaque fois que le repas d'une communauté engagée est célébré en

(2) Allusion au titre d'un livre de Gertrud von Le Fort.

même temps qu'en sont assumées les conséquences pour la vie quotidienne, chaque fois que, de manière incompréhensible, une faute est pardonnée en vertu de la force de Dieu, chaque fois, par conséquent, que l'Evangile est, en toute vérité, annoncé, vécu et vécu selon toutes ses exigences, dans le service de Dieu et dans le service des hommes, dans l'enseignement et dans la pastorale, dans le dialogue et dans la diaconie ; bref, chaque fois que l'on marche à la suite du Christ, que l'on prend au sérieux la cause de Jésus-Christ. Ainsi donc l'Eglise peut — et qui donc le ferait *ex professo* si elle ne le fait pas ? — aider l'homme à être homme, à être chrétien, à être un homme chrétien et à le rester en fait. Ce qui veut dire vivre, agir, souffrir et mourir de façon véritablement humaine dans le monde d'aujourd'hui, à la lumière et par la force de Jésus, et cela parce que l'on est tenu totalement par Dieu et que, jusqu'au bout, on s'est engagé pour les hommes.

Il dépend de l'Eglise qu'elle surmonte la crise. Le travail ne manque pas. Pourquoi je reste dans l'Eglise ? Parce que je tire de la foi l'espérance que le programme, que la cause de Jésus-Christ lui-même est aujourd'hui autant qu'hier plus forte que tout esclandre organisé dans et avec l'Eglise. C'est pour cela qu'il vaut la peine de s'engager avec décision dans l'Eglise, c'est pour cela qu'il vaut la peine de s'engager spécialement au service de l'Eglise... malgré tout. Ce n'est pas *quoique* je sois chrétien que je reste dans l'Eglise. Je ne me prends pas pour plus chrétien que l'Eglise. Mais c'est *parce que* je suis chrétien que je reste dans l'Eglise.

— *La Crise intellectuelle du catholicisme français*, par JEAN LACROIX (coll. « Points chauds »). — Plaque 14,5 X 22 cm, de 52 pages. Editions Fayard, Paris.

Reprise d'une Conférence faite à Rome qui analyse la crise du catholicisme français, en remontant à ses débuts, pour en découvrir le sens. Crise de croissance qui dans une pastorale de l'intelligence peut rendre à la foi santé et vigueur.

— *Péché, pénitence, confession*. Collectif. Réflexions théologiques et pastorales. Traduit de l'allemand par Y. CLAUDE GÉLÉBART. — Un vol. 14 X 21,5 cm, de 154 pages. Prix : 15 F. Editions Mame, Paris-Tours.

C'est par un exposé, qu'on a voulu aussi clair que possible sur le péché (mortel-vénial), que débute les réflexions de Semmebroth, Schüller, Bertsch et H. Roth dont le but est de rendre sa valeur et son authenticité à la pratique de la confession.

— *Le Mariage dans les Eglises chrétiennes du I<sup>er</sup> au XI<sup>e</sup> siècle*, par KORBINIAN RITZER (coll. « Lex Orandi », n° 45). — Un vol. 13,5 X 19,5 cm, de 468 pages. Prix : 47 F. Editions du Cerf, Paris.

L'histoire du mariage durant le premier millénaire n'intéresse pas seulement historiens, juristes ou ethnologues. Théologiens et moralistes y trouvent bien des détails aux significations non équivoques sur le ministre, le rôle de l'Eglise, la validité des mariages « civils », la finalité, etc. D'autant plus que dans les premiers siècles le mariage chrétien empruntait presque tout à son milieu : juif, grec, romain... Cette histoire fournit donc bien des indications éclairantes pour les problèmes que le mariage pose aujourd'hui.

— *L'Architecture, création collective*, par JOSEPH BELMONT, architecte en chef des bâtiments civils et des palais nationaux (coll. « Vivre son temps »). — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 158 pages. Prix : 10,50 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

— *Hierarchie des tâches pastorales du clergé*. Lettre à mes prêtres par Mgr ALBERT NDONGMO, évêque de Nkongsamba (Cameroun). — Un vol. 13,5 X 18 cm, de 72 pages. Les Editions Ouvrières, Paris.

Nouveauté

# José Feder

## PRIÈRES DU JOUR

### comme un feu

A qui voudrait trouver une prière libre, vivante, vraie, ce livre apporte cette aide. Voici des mots clairs et simples, des prières pour l'heure et aussi pour la nuit trop longue. Les psaumes ont été traduits pour exprimer aujourd'hui notre acte de foi, nos cris d'hommes en détresse, notre confiance retrouvée.

Fidèle à la prière de l'Eglise, voici un exceptionnel livre d'heures, neuf et pratique.

- D'abord une prière quotidienne pour les grands moments de la journée et la longue nuit. Une prière biblique.
- Ce même rythme quotidien avec des thèmes nouveaux pour une suite de 31 jours.
- Dispersées au long des pages, quelques prières non bibliques neuves ou connues.
- Une série de textes courts à méditer au fil de l'année liturgique et au gré des circonstances.
- Enfin une invitation au dimanche et la liturgie de communion à domicile, car ce livre servira aussi aux malades.

Une réalisation signée du P. José Feder.  
Un vol. 11,5/21 ; relié sous jaquette ;  
336 pages 26,20 F ttc

Chez votre libraire. A défaut, en retournant le bon de commande ci-dessous, accompagné du règlement, à SEDIM, 17, rue de Babylone, Paris.

Veuillez me faire parvenir... J. FEDER/Prières du jour, au prix franco de 26,20 F, dont je vous règle le montant par virement postal 3 volets à votre CCP Paris 20.779.19.

NOM .....

ADRESSE .....

LE CENTURION - LE CERF  
D.D.B. - Droguet et Ardant



# Questions actuelles

## DU BON USAGE DES DOCUMENTS PONTIFICAUX

### La crise moderniste et la situation présente de l'Église

Étude de Mgr Weber, ancien archevêque-évêque de Strasbourg (\*)

Au cours de la deuxième émission de la télévision française « L'Église demain ? », le 12 janvier 1971, on a présenté comme type de la partie conservatrice de l'Église de France un ancien officier, devenu représentant de commerce, M. Prudhomme. Dans une affirmation de la foi qu'il a voulue courageuse, ce chrétien a basé sa croyance sur quatre encycliques pontificales, considérées par lui comme les normes d'un catholicisme intégral, normes auxquelles il faudrait revenir. Ce sont l'encyclique *Humanum genus* de Léon XIII (20 avril 1884), l'encyclique *Pascendi dominici gregis* de saint Pie X (8 septembre 1907), l'encyclique *Divini Redemptoris* de Pie XI (19 mars 1937) et l'encyclique *Humani generis* de Pie XII (12 août 1950). Elles visent respectivement les sociétés secrètes, le modernisme, le communisme athée et la crise actuelle des sciences sacrées. M. Prudhomme parle de ces documents comme on parlait et l'on parle encore des quatre Évangiles, comme on se référait aux quatre grands Conciles de Nicée, Constantinople, Ephèse et Chalcédoine.

Que vaut cette assertion de M. Prudhomme ? Est-elle légitime et devons-nous prendre au pied de la lettre les documents pontificaux cités ? Devons-nous y faire retour ? Ou bien, avons-nous le droit de faire des distinctions ? Il ne saurait être question de soumettre à examen chacune des encycliques. Nous nous contenterons ici de voir dans quelle mesure l'encyclique sur le modernisme, complétée par le décret *Lamentabili sane exitu* du Saint-Office, en date du 3 juillet 1907, est encore valable pour nous. La question n'est pas inutile, car l'Église présente actuellement un état qui ressemble par bien des traits à son état en 1907, année où j'entraî au séminaire de théologie d'Issy, après avoir fini le cycle « philosophie », où nous avions étudié l'apologétique et entamé nos études scripturaires.

L'année 1907 peut être considérée comme le sommet du mouvement qu'on a désigné sous le nom de modernisme : c'est l'année des interventions pontificales dans la répression du mouvement. L'histoire du modernisme a été écrite avec compétence par le professeur Jean Rivière, de la Faculté de théologie de Strasbourg (*Le Modernisme dans l'Église*, Paris,

1929). Il ne saurait s'agir de refaire ce travail, mais avant d'aborder les Actes de Pie X, il peut être bon de voir comment se présentait en France, en 1907, la situation. Les idées dites modernistes pénétraient plus ou moins dans le public des séminaires, le clergé, les milieux universitaires ou intellectuels. Le commun des fidèles, peu informé, en parlait bien moins.

#### Que fut le modernisme ?

Il est difficile, objectivement, de définir le modernisme : ses tenants n'ont jamais fixé leurs positions *ex professo*. Nous pouvons cependant dire que c'est un ensemble de tendances intellectuelles qu'on trouvait surtout chez deux hommes, deux auteurs : d'une part, en Angleterre, le P. George Tyrrell, et en France l'abbé Alfred Loisy ; le premier était un Jésuite, connu par des publications spirituelles parfaitement valables (*Nova et vetera*, *Dures paroles*), qui avait au cours des années évolué en un sens peu catholique. Loisy était un ancien professeur à l'Institut catholique de Paris, privé de sa chaire dès 1893, mais qui continuait à travailler les questions bibliques et venait de publier coup sur coup trois ouvrages qu'on lisait beaucoup : *L'Évangile et l'Église* (1902) ; *Le Quatrième Évangile* (1903) et *Autour d'un petit livre* (1903). Il devait publier en 1907 son grand commentaire sur les *Évangiles synoptiques*, où il dévoilait, si on peut dire, ses positions, et qui devait amener son excommunication. Ces deux hommes, et d'autres, essayaient de repenser, selon les catégories modernes, et en s'appuyant sur les découvertes des sciences religieuses de leur temps, la doctrine catholique. Leur système est un rationalisme religieux, un peu le parallèle, du point de vue catholique, de ce que fut le protestantisme libéral de Harnack et d'Auguste Sabatier. Tendance anti-intellectualiste, même agnostique. On veut soi-disant rénover le catholicisme, en en gardant la forme sociologique et même la terminologie, mais en interprétant le dogme dans des catégories mentales non traditionnelles, celles-ci étant censées périmées, et en le vidant de son contenu.

La base philosophique du modernisme est l'exclusion du surnaturel, d'un Dieu personnel, qui peut intervenir dans la création et dans l'histoire. Est donc exclue aussi la notion de révélation apportée au monde par Dieu, par les prophètes d'Israël et même par le Christ, Fils

(\*) *L'Église en Alsace*, mars 1971, p. 28 et s.



de Dieu, telle que l'a définie le début de l'Épître aux Hébreux. C'est en ce sens que Tyrrell a écrit : « Concevoir la révélation comme s'étant inévitablement fait entendre du haut des nuages, c'est évidemment se laisser illusionner par le naïf symbolisme de l'art chrétien. » La révélation « n'est point nécessairement et immédiatement une communication de vérité faite par Dieu à l'homme ; c'est une émotion, une impulsion, une touche sensible au cœur ; la représentation mentale est due à une réaction humaine, de même qu'un songe est provoqué chez un homme endormi par une cause extérieure ». Il n'y a pas de révélation donnée à l'humanité globale. Chacun doit faire son expérience religieuse, « sens des relations dynamiques qui relient notre esprit à l'esprit universel ». (Passages extraits de l'échange d'idées entre le P. Tyrrell et le P. Lebreton, dans *Revue pratique d'apologétique*, 1907, p. 501, 502, 537 et 542.)

Loisy a écrit de son côté : « Pour peu qu'on y réfléchisse, et quelles que soient les circonstances extérieures auxquelles se sont rattachés l'éveil et le progrès de la connaissance religieuse dans l'homme, ce qu'on appelle révélation n'a pu être que la conscience acquise par l'homme de son rapport avec Dieu. » (*Autour d'un petit livre*, p. 195.) Ailleurs, il a écrit : « Les conceptions que l'Eglise présente comme des dogmes révélés ne sont pas des vérités tombées du ciel et gardées par la tradition religieuse dans la forme précise où elles ont paru d'abord. L'histoire y voit l'interprétation de faits religieux acquise par un laborieux effort de la pensée théologique. » (*L'Evangile et l'Eglise*, éd. de 1903, p. 200-201.) Tout cela est écrit en formules chatoyantes, comme chez Tyrrell, où du vrai se mêle à un détournement du sens des notions chrétiennes fondamentales. Après que Loisy eut été excommunié en 1907, il écrit plus brutalement : « L'idée commune de révélation est un pur enfantillage », c'est une « mécanique surnaturelle... », une conception puérile de l'histoire religieuse ».

Ces énoncés faussent la notion vraie de révélation, en la caricaturant ; ils marquent cependant bien la distorsion qu'on veut imprimer à la transmission de toute vérité par Dieu aux hommes, par le ministère des prophètes ou même du Christ. On fait des prophètes des génies religieux, puisant en eux-mêmes ce qu'ils attribuent à Dieu, et du Christ lui-même une âme religieuse, éprise de l'idée de la paternité de Dieu, croyant que la fin du monde est proche et que lui, Jésus de Nazareth, est chargé de prêcher et de réaliser ce royaume de Dieu à venir.

L'Eglise ne peut évidemment pas être, dans ces conditions, une institution stable destinée à transmettre un message apporté au monde par son fondateur. Elle est issue d'un groupe de disciples qui, à la suite de visions, ont cru vivant celui que les autorités romaines, excitées par les chefs des Juifs, avaient crucifié. Ils ont fait de Jésus le Messie attendu par Israël ; bien plus, sous l'influence de mythes païens, ils l'ont transformé en Fils de Dieu. A la suite de cette évolution de la communauté chrétienne, le dogme christologique s'est élaboré peu à peu. Le rôle de l'autorité, qui s'est fatalement cons-

tituée dans l'Eglise, ne peut donc pas être de transmettre une vérité révélée, mais de dégager de la conscience collective les formules qui répondent le mieux au sentiment religieux de chaque époque. La hiérarchie n'a dans ce travail qu'une « infailibilité pédagogique ». On est évidemment très loin avec ces idées des enseignements de Vatican I et des affirmations de Vatican II.

A l'intérieur de ce cadre, des chrétiens, voulant cependant rester membres de l'Eglise, ont essayé d'élaborer une apologétique et une dogmatique conçues selon les catégories de la philosophie alors régnante, le bergsonisme. Ce fut le cas d'Edouard Le Roy, professeur de lycée. Dans des articles parus dans les *Annales de philosophie chrétienne* (octobre-décembre 1906), il donna une nouvelle notion du miracle : « Un miracle est l'acte d'un esprit individuel (ou d'un groupe d'esprits individuels) agissant comme esprit à un degré plus haut que d'habitude, retrouvant en fait, et comme dans un éclair, sa puissance de droit (sur la matière)..., une part de ses richesses et de ses ressources profondes. » (P. 242, 247.) Cette maîtrise reconquise par l'esprit montre la valeur de la foi qui a inspiré le thaumaturge : c'est donc une preuve apologétique.

Le même auteur, dans *Dogme et Critique* (Paris, 1907), reprenant un article paru d'abord dans la *Quinzaine* du 16 avril 1905, essaie de montrer que les dogmes ne prétendent pas définir une réalité, mais fixer l'attitude que nous devons avoir en face d'une croyance ou d'une institution religieuse. Dans le même livre, il cherche à élaborer une nouvelle conception de la résurrection du Christ, en partant du fait que le corps de Jésus a dû être jeté dans une fosse commune : son tombeau n'a pas pu être trouvé vide. Son esprit, survivant à la mort, s'est pour ainsi dire recréé un corps, mais un corps spirituel, une sorte de virtualité qui ne peut pas être perçue par les sens. Les apparitions du ressuscité furent des « hallucinations vraies » : produites par le jeu normal des hallucinations ; elles eurent cependant une réalité spirituelle qui y correspond (p. 155-257).

### Les documents pontificaux contre le modernisme

C'est dans ce climat intellectuel, dangereux pour la foi, que j'ai retracé selon mes souvenirs et mes notes (1), que parurent les documents pontificaux, destinés à réagir contre ce courant, et même à mettre fin au modernisme, à l'abattre à jamais. Les deux écrits sont assez différents l'un de l'autre. L'encyclique émane directement du Pape et est signée par lui. Elle a été élaborée dans la Curie romaine, par des théologiens au service du Pape : elle porte de ce fait la marque de ses auteurs ; elle semble avoir été composée de plusieurs documents qui sont à sa base : c'est l'impression qu'on a en la relisant ; on y trouve des répétitions, des retours en arrière. Le décret *Lamentabili*, bien que soumis au

(1) Mgr Weber, qui fut de longues années professeur au séminaire Saint-Sulpice de Paris, a retracé son expérience dans son livre *Au soir d'une vie* (Ed. du Centurion 1970), notamment au chapitre : « Un grand séminaire au milieu de la crise moderniste ». (NDLR.)



Pape, émane du Saint-Office. Il a comme base une liste de propositions à condamner par le Pape, établie par le P. Bouvier, jésuite, et M. Letourneau, curé de la paroisse de Saint-Sulpice de Paris. Cette liste de base fut complétée et remaniée. Nous y trouvons des extraits de Loisy, des idées provenant de Tyrrell, de Le Roy et d'ailleurs. Le Pape saint Pie X a voulu souligner la valeur qu'il attachait à cette liste de propositions condamnées, en en insérant l'acceptation dans le *Serment antimoderniste* qu'il prescrivit aux ordinands et aux enseignants le 1<sup>er</sup> septembre 1910.

On pourra trouver les principaux passages de l'encyclique dans l'*Enchiridion* de Denzinger-Schoenmetzer (Herder, 1963), aux numéros 3475-3500, et le texte complet, avec traduction française, dans les *Œuvres de Pie X*, éditées par la Bonne Presse. Le décret *Lamentabili* se trouve intégralement dans le même *Enchiridion* aux numéros 3401-3466, et le *Serment antimoderniste* aux numéros 3537-3550.

De tout cet ensemble, c'est l'encyclique qui est le document de base. Il est assez long, détaillé, direct. C'est une synthèse, fortement bâtie, relativement artificielle, du modernisme. Le Pape commence par dresser comme des portraits-robots, pouvons-nous dire, du philosophe, du croyant, du théologien, de l'historien, du critique, de l'apologiste et du réformateur, imbus les uns et les autres d'idées modernistes. L'encyclique marque ensuite les erreurs de base qu'on trouve dans les travaux de ces diverses catégories. Agnostique foncièrement, le moderniste rejette, comme imbus d'intellectualité, la théologie naturelle, les motifs de crédibilité, la révélation extérieure, pour se rabattre sur l'immanence vitale, que l'esprit traduit ensuite en dogme. Ce dogme, formé peu à peu, devra être adapté à chaque époque. Dieu lui-même est atteint par une sorte d'expérience intérieure. De ce contact dérivent la foi, le culte. Les Livres saints, qui ne font que collecter les expériences ainsi faites, doivent être interprétés rationnellement, par la critique interne. On montrera le vrai rôle du Christ, qui n'a prêché que la venue du royaume de Dieu. L'Eglise n'est que le fruit de la conscience collective. De tout cela découle la position du moderniste dans la science : il reconnaît dans la Bible un développement qui provient d'une immanence vitale. L'apologétique sera celle de l'immanence, voulant ramener la religion à une pure exigence intérieure. Est-il alors étonnant que le moderniste réformateur réclame le changement de la constitution de l'Eglise qui doit évoluer vers une forme plus démocratique, associant les laïcs à la vie de l'Eglise ? Le clergé devra tendre vers plus d'humilité, plus de pauvreté, de renoncement à la pompe extérieure : on parle même de la suppression du célibat ecclésiastique.

Cet exposé est mélangé à des citations de documents pontificaux qui réfutent les positions prises, et à des attaques assez virulentes contre les idées exposées. La philosophie moderniste est un délire, une insanité. L'immanence vitale, appliquée au développement du christianisme, est « une audace sacrilège ». On fustige le mince bagage philosophique que le modernisme contient. L'explication donnée des origines et du rôle de l'Eglise est désignée

comme une haute fantaisie. Il y a même des attaques personnelles concernant la loyauté de l'un ou de l'autre des auteurs modernistes visés.

Après cette partie doctrinale, le Pape cherche les causes de ces déviations, « rendez-vous de toutes les hérésies ». Il les trouve dans la perversion des esprits, la curiosité malsaine et l'orgueil. Les modernistes savent dénigrer l'autorité légitime, se faire valoir, s'insinuer auprès de la jeunesse, prendre les places qui leur permettent de mieux propager leur doctrine.

En vue du combat contre ces erreurs, le Pape indique un certain nombre de remèdes : restaurer la philosophie scolastique et la théologie spéculative ; choisir comme professeurs dans les séminaires ou les facultés des hommes sûrs, de même pour les candidats aux ordres sacrés. Les évêques doivent veiller à la pureté de la doctrine de toutes manières, et sur tous les plans, même social. Ils s'entoureront d'un « Conseil de vigilance » et rendront compte périodiquement au Saint-Siège, sous la foi du serment, de l'exécution de ces mesures.

### Les documents anciens et la situation présente

Que devons ou pouvons-nous penser de ce document en notre temps ? C'est un document pontifical ; rien ne permet de dire qu'il rentre dans le domaine de l'infailibilité du Souverain Pontife. Néanmoins, Pie X en a inséré l'observance dans le *Serment antimoderniste*, ce qui montre l'importance qu'il y attachait. Nous n'avons donc pas le droit de l'ignorer ou de le mépriser. Néanmoins, de même qu'il est permis d'interpréter les Livres saints en les plaçant dans leur contexte et en tenant compte de leur genre littéraire, il ne nous est pas interdit de voir de près la nature de l'encyclique que nous étudions. Elle est indiscutablement, comme aussi le décret qui la complète, un écrit du genre polémique, en même temps que doctrinal. Elle sait asséner des coups massifs sans faire les distinctions qui parfois se seraient imposées. Elle n'a pas pu arrêter tout un mouvement d'idées. Ainsi, nous pouvons reconnaître que depuis 1907 les positions philosophiques dans l'Eglise se sont ouvertes, et ne sont plus restreintes à la pure philosophie scolastique. L'exégèse a fait des progrès, grâce à l'encyclique *Divino afflante Spiritu* de Pie XII et à la Constitution conciliaire sur la Révélation ; il n'est plus interdit de chercher les sources du Pentateuque et même des Evangiles. La méthode de l'immanence, telle qu'elle fut exposée par ce grand chrétien qui s'appelle Maurice Blondel, a conquis droit de cité. Les questions sociales ont progressé, le rôle des laïcs est reconnu comme normal dans l'Eglise. Depuis le Concile nous envisageons autrement nos relations avec les chrétiens séparés et même avec les religions non chrétiennes ; un décret conciliaire a fixé les règles de la liberté de conscience. Le Saint-Siège cherche à entrer en relation même avec les nations socialistes. Les règles qui concernent le contrôle des écrits se sont humanisées et sont devenues plus équitables. Ce sont là autant de points dont il faut tenir compte pour apprécier la portée actuelle de l'encyclique sur le modernisme.



Avant de chercher à déterminer ce qu'elle nous apporte encore de vérité, et dans quelle mesure elle est encore un guide pour notre attitude intellectuelle, nous devons parler du décret *Lamentabili* qui en forme comme le complément et qui apporte des précisions sur certains points de doctrine dont l'encyclique a parlé plus abstraitement. Nous l'avons déjà dit, ce document n'est qu'un document du Saint-Office, qui n'est pas le Pape. Cependant, il a été approuvé par le Pape, qui en a inséré l'acceptation dans le *Serment antimoderniste*. C'est, comme l'encyclique, un document de nature polémique, composé en pleine bataille, si on peut dire, bien qu'à visée doctrinale. Mais à le lire, on a l'impression qu'il a moins vieilli, qu'il date moins que l'encyclique. Cela semble provenir du fait qu'il a comme base moins des rapports de théologiens abstraits que les travaux de pasteurs d'âmes, soucieux de garder à leurs fidèles la foi que des slogans, circulant en 1907, risquaient de compromettre. Ces slogans étaient-ils tellement différents de ceux qui circulent de notre temps ? Qu'il me soit permis, pour en juger, de reproduire l'une ou l'autre proposition du décret signalée comme dangereuse ou fautive :

**Proposition 6.** — Dans les définitions doctrinales, l'Eglise enseignée et l'Eglise enseignante collaborent de telle sorte qu'il ne reste à l'Eglise enseignante qu'à sanctionner les opinions communes à l'Eglise enseignée.

**Proposition 15.** — Les Evangiles se sont enrichis d'additions et de corrections continuelles jusqu'à la fixation et la constitution du Canon, et ainsi il n'y subsista de la doctrine du Christ que des vestiges ténus et incertains.

**Proposition 19.** — On peut accorder que le Christ que montre l'histoire est bien inférieur au Christ qui est l'objet de la foi.

**Proposition 36.** — La résurrection du Sauveur n'est pas proprement un fait d'ordre historique, mais un fait d'ordre purement surnaturel, ni démontré ni démontrable, que la conscience chrétienne a peu à peu déduit d'autres faits.

**Proposition 37.** — La foi à la résurrection du Christ, à l'origine, porta moins sur le fait même de la résurrection que sur la vie immortelle du Christ auprès du Père.

On pourrait citer bien d'autres propositions ; même si nous nous exprimons aujourd'hui autrement, elles traduisent bien des affirmations que nous pourrions trouver chez Bultmann ou les sous-bultmanniens de notre époque.

### Les leçons de la crise

Que faut-il conclure de ces remarques ?

1. L'encyclique de saint Pie X garde sa valeur en ce sens qu'elle nous fait un devoir de maintenir le surnaturel, de croire à un Dieu personnel, qui peut intervenir dans la création et dans l'histoire ; nous devons admettre qu'il y a eu une révélation de Dieu à l'humanité par les prophètes et surtout par Jésus-Christ, Fils de Dieu, révélation confiée à l'Eglise. Elle nous demande de ne pas nous laisser égarer par des théories captieuses qui, par bien des points, rappellent l'évolution vitale chère au modernisme. Le décret *Lamentabili*, de son côté, nous

signale certaines positions qui, encore maintenant, pourraient trahir la foi chrétienne de tous les temps.

2. Il ne peut être question d'utiliser l'Encyclique pour nous faire revenir en deçà des développements de la pensée chrétienne et des acquisitions légitimes du Concile du Vatican II.

3. Encore moins peut-il être question de revenir à une politique de coercition comme celle que déclencha l'encyclique de saint Pie X. Déjà en 1907 il eût été préférable et possible de combattre le modernisme avec des armes intellectuelles valables : on s'est trompé en croyant pouvoir l'étouffer. Les documents pontificaux n'ont pas mis fin à une tension inévitable, et qui a repris de plus belle de nos jours, entre les opinions courantes et les acquisitions légitimes de la science religieuse. On avait des hommes capables de mener le mouvement doctrinal orthodoxe dans le sens du progrès, comme Maurice Blondel, et d'autres pour la philosophie, comme les PP. Lagrange et de Grandmaison, Mgr Battifol pour l'exégèse ou l'histoire, comme les PP. Lebreton, Gardeil, Sertillanges et bien d'autres pour le dogme, et je ne parle que de la France et incomplètement. Si on les avait laissés travailler et si on les avait encouragés, au lieu de les suspecter, nous aurions, en partie du moins, fait l'économie de l'agitation de nos jours. Nous ne sommes d'ailleurs plus à l'ère des *Syllabus*. Le Saint-Siège l'a bien compris : la congrégation du Saint-Office est devenue la congrégation pour la foi, l'Index a été aboli, le *Serment antimoderniste* a été remanié et a perdu son aspect combatif, etc.

4. Peut-on formuler des desiderata pour l'avenir ? Qu'il me soit permis modestement d'exposer mes souhaits. Que les études exégétiques et théologiques, loyales envers la science et envers l'Eglise, fassent progresser la connaissance de la foi, en sorte que son énoncé s'adapte à notre temps. — Que les évêques soient à la fois pasteurs et docteurs, au courant des problèmes actuels aussi bien intellectuels que missionnaires. — Qu'ils sachent se servir franchement des théologiens et des exégètes, mais qu'ils ne se laissent pas dominer aveuglément par eux, ni entraîner par une opinion incompetente, car c'est aux évêques qu'a été conféré le « *charisma certum veritatis* ». — Que prêtres et fidèles, tout en ayant une foi de plus en plus éclairée, restent attachés à la foi de l'Eglise de toujours, et maintiennent leur fidélité au Christ Jésus, sans se laisser prendre par les « slogans » ou les sophismes courants de notre temps, car dans le Christ seul est le salut du monde. — Que tous entrent dans les vues que le Pape Paul VI a clairement exposées dans sa lettre aux évêques, *Quinque jam anni*, du 8 décembre 1970. — Que jamais le pessimisme ou l'attentisme ne viennent mettre la vie de l'Eglise en danger. — Qu'en toute humilité, dans la prière, en toute charité et vérité, nous nous souvenions de la promesse de Jésus : « Gardez courage : j'ai vaincu le monde ! » (Jn 16, 33.) Nous resterons ainsi dans l'esprit de saint Pie X qui fait encore loi : « *Instaurare omnia in Christo*. »

† Jean Julien WEBER.



# Événements et Informations

## FRANCE

— Mgr Bernardin Collin, évêque de Digne, rappelle que la Commission du Temporel a émis un avis favorable au projet de prélèvement de 1 % sur toutes les entrées paroissiales et diocésaines au profit des Missions à l'extérieur. Le Conseil presbytéral du mois d'octobre a approuvé ce projet qui est entré en pratique le 1<sup>er</sup> janvier 1971. (« Bulletin religieux du diocèse de Digne, Riez et Sisteron », n° 2, février 1971.)

— Constitution de l'officialité régionale d'Aquitaine. — Par un acte daté du 31 août 1970, NN. SS. les évêques de la région apostolique d'Aquitaine érigeaient une double officialité régionale dont le siège serait à Bordeaux pour la première instance et à Angoulême pour l'appel. Le 2 janvier 1971, le Tribunal de la signature apostolique à Rome transmettait l'approbation du Saint-Siège en date du 28 décembre 1970. Cette officialité connaîtra seulement des causes matrimoniales définies par procédure judiciaire proprement dite. Toutes les autres affaires matrimoniales contentieuses ou pénales restent attribuées aux officialités de chaque diocèse de la région apostolique... Le siège de l'officialité régionale d'Aquitaine de première instance est à Bordeaux, 16, rue Croix-de-Seguey, celui de la seconde instance est à Angoulême, 43, rue de l'Arsenal. Un libellé introductif d'instance peut être présenté à l'évêque du diocèse de la partie demanderesse qui le transmettra au tribunal régional de première instance (« L'Aquitaine », 19 février.) Depuis quelques années, la France, après d'autres pays, a vu naître une organisation renouée des tribunaux ecclésiastiques, regroupés sous ce nom d'officialités régionales. (Marseille - Aix, Toulouse - Rodez, Reims-Amiens, Paris-Versailles, Bourges-Sens). (« Ibid. », voir aussi « DC » 1969, n° 1537, p. 348 et n° 1544, p. 691.)

— Indult pour la nomination des curés « ad tempus ». — Les évêques de la région apostolique Provence-Méditerranée avaient sollicité de Rome la faculté de nommer les curés pour un temps déterminé. Mgr l'Ar-

chevêque, secrétaire de la S. congrégation pour le Clergé, a transmis à Mgr Barthe, président de la région apostolique, la réponse suivante : « Excellence Révérendissime, le Souverain Pontife a daigné répondre favorablement à votre demande et à celle des autres évêques de la région apostolique avec une précision que les nominations des curés soient faites pour six ans, avec possibilité de les renouveler pour six autres années. Dans la pensée du Pape, ces nominations « ad tempus » seront faites « ad experimentum », c'est-à-dire jusqu'à la réforme définitive du Code de droit canon, et après avoir entendu le Conseil presbytéral de chaque diocèse... † P. PALASSINI, secrétaire de la congrégation pour le Clergé. » (« Eglise de Fréjus-Toulon », 28 février.)

22 FEV. — Avec son 1 292<sup>e</sup> numéro (22-28 février) « le Figaro littéraire » cesse de paraître sous la forme autonome qui était la sienne depuis 1946. « Désormais, déclare son rédacteur en chef Michel Droit, c'est dans un supplément incorporé au « Figaro » quotidien, comme les autres suppléments de celui-ci, que nos lecteurs retrouveront chaque vendredi la plupart des rubriques et des signatures qui les ont attachés à notre hebdomadaire. » André Brincourt est à la tête de ce supplément.

## ÉTRANGER

### CHINE

— Au cours d'une conférence de presse donnée à Paris le 22 février, Mgr Charles Van Melckebeke, évêque de Ningsia, emprisonné pour la foi et expulsé de Chine après y avoir vécu trente ans, a estimé qu'un jour viendra où la Chine continentale ouvrira à nouveau ses portes et que les chrétiens de la diaspora y auront leur place. Par diaspora chinoise, on entend les Chinois qui vivent en dehors de la Chine continentale, de Formose, de Hong Kong et de Macao. Il y a ainsi quelque 22 200 000 Chinois vivant dans les cinq continents. On en compte par exemple 50 000 au Pérou, 281 000 aux Etats-Unis, 7 000 en France. Mais c'est principalement

dans les pays d'Asie qu'ils sont le plus nombreux, la Thaïlande en compte à elle seule 4 930 000, la Malaisie 3 600 000, Singapour 2 200 000. Mgr Van Melckebeke réside à Singapour, visiteur apostolique d'un diocèse à l'échelle du monde (747 000 catholiques dans la diaspora, avec 678 prêtres chinois à leur service ; ils ont leurs églises, leurs écoles, leurs séminaires). L'évêque a ajouté qu'il devait demeurer actuellement, selon ses estimations, environ 2 200 prêtres et 6 000 religieuses, et sans doute 1 500 000 catholiques dans la Chine de Mao. Il pense que l'article 88 de la nouvelle Constitution chinoise, en posant clairement le principe de la liberté religieuse, est le signe d'une évolution dont on doit se réjouir. D'autre part, le fait qu'il n'y ait pas eu de réactions hostiles dans la presse maoïste au moment de l'étape de Paul VI à Hong Kong le 4 décembre 1970, doit être interprété positivement, les seules oppositions sont venues de la presse anticomuniste et de Formose. En parlant de cette étape, le Pape a dit à Mgr Van Melckebeke : « Il y a des actes dont on ne mesure pas, sur le moment même, toute l'importance et les conséquences. » Pour l'évêque de Ningsia, l'entrée de la Chine à l'ONU devrait hâter une normalisation souhaitable pour tout le monde : « Il est en tout cas élémentaire que le Saint-Siège cherche à reprendre contact avec ses chrétiens, en Chine même. » L'un des chemins possibles pour cette reprise de contact passe aujourd'hui par la Tanzanie où le président catholique Julius Nyerere entretient les meilleures relations avec la Chine populaire. (De Pierre Gallay dans « la Croix », 24 février.)

### COLOMBIE

— Une première rencontre œcuménique a réuni à Bogota dix évêques catholiques et dix évêques anglicans de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Le président de la section « Foi, morale et œcuménisme » du CELAM, Mgr Antonio Quarracino (évêque de Avellaneda, Argentine), a précisé la nature des échanges de cette rencontre, en soulignant qu'il s'agissait du premier dialogue entre représentants des deux



communautés, surtout pour « apprendre et se faire connaître », dans une atmosphère de réflexion, d'étude et de prière communes. En réalité, alors que les rapports de coexistence et de compréhension mutuelle font désormais de très grands progrès entre les anglicans et les catholiques des Etats-Unis, de l'Afrique du Sud et naturellement d'Angleterre, il faut admettre qu'en Amérique latine, les relations entre les fidèles, les prêtres et la hiérarchie elle-même des deux confessions étaient plutôt superficielles et parfois hostiles par suite du caractère compétitif de l'apostolat missionnaire. Le Dr William Franklin, de l'Eglise anglicaine de San Alban de Bogota, a affirmé que la rencontre « avait été l'excellente occasion d'un examen de conscience mutuel aboutissant à un véritable approfondissement des recherches sur les buts de l'unification du mouvement œcuménique qui, depuis un certain temps, se développe dans nos communautés ». Orchestrée par des fausses nouvelles à sensations diffusées par la presse locale (« *El tiempo* », disait : « l'unité des catholiques et des anglicans est imminente »), par des interviews radiophoniques et télévisées de divers prélats, la rencontre s'est déroulée dans la maison de retraite « Cristo Rey », et comportait à son programme des rapports alternés des représentants des deux communautés sur cinq thèmes principaux : 1. L'autorité, le gouvernement et le magistère de l'Eglise de Jésus-Christ ; 2. Connexion de tous les sacrements avec l'Eucharistie ; 3. Le ministère et la succession apostolique ; 4. Le problème des mariages mixtes ; 5. Questions de liturgie et textes communs de prière. (« *Avvenire* », 25 février.)

## ESPAGNE

— La Conférence des évêques espagnols s'est réunie en Assemblée plénière extraordinaire le 15 février, à Madrid. Les problèmes inscrits à l'ordre du jour étaient les suivants : étude de l'avant-projet du Concordat, révision des statuts de la Conférence épiscopale, problèmes d'enseignement et d'éducation religieux, information sur le prochain Synode des évêques, agrégation de nouveaux membres à diverses Commissions épiscopales et approbation d'associations catholiques nationales. (« *Ecclesia* », 20 février.)

## ETATS-UNIS

— Un vaste programme de préparation au diaconat vient d'être élaboré dans l'archidiocèse de Chicago. Il comprend la formation de 151 candidats diacres. Ce programme est le plus important mis en œuvre aux

Etats-Unis. La formation durera deux ans : une soirée par semaine est consacrée à la formation théologique et une autre à la pratique des tâches pastorales proprement dites. On trouve parmi les futurs diacres des célibataires et des hommes mariés et leur âge varie entre 26 et 70 ans. La plupart ont suivi des cours dans une école supérieure ou à l'université. Quinze programmes différents de formation de diacres ont été mis en œuvre aux Etats-Unis. Ils concernent 391 personnes. (« *KIPA* », 27 février.)

## GRANDE-BRETAGNE

— L'archéologue israélien professeur Yagel Yadin, est en possession du dernier des manuscrits de la mer Morte qui lui a été cédé pendant la guerre des Six Jours, en 1967, par un vieux cordonnier arabe qui le gardait caché dans une caisse de chaussures, selon ce qu'affirme le « *Sunday Times* ». Le journal ajoute que ce fut le journaliste nord-américain Jerry Landay qui découvrit les détails concernant l'acquisition du manuscrit lorsqu'il faisait une étude sur l'archéologie palestinienne. Le document se compose d'une série de manuscrits datant du premier siècle avant Jésus-Christ et du premier après Jésus-Christ et découverts en Jordanie en 1947. Les spécialistes estiment que ces documents établissent un lien entre les principes du christianisme et ceux du judaïsme. Le « *Sunday Times* » déclare que Yadin paya 42 000 livres le manuscrit qui a 7,3 mètres de long. C'est le plus grand que l'on ait découvert jusqu'à ce jour. (« *Novidades* », 23 février.)

## RHODESIE

— Le régime raciste de ce pays continue d'imposer la ségrégation à la population indigène par tous les moyens en son pouvoir, y compris l'attaque directe contre les Eglises catholique et anglicane, qui continuent de s'opposer de concert à la politique du gouvernement. Le pays se divise pratiquement en deux groupes de population : l'un, de 4 millions et demi de Noirs, l'autre de 250 000 Blancs qui détiennent tout le pouvoir, sans aucun scrupule, pour édifier un Etat rigoureusement raciste. L'un des objectifs poursuivis par les partisans de Ian Smith est la destruction des écoles catholiques et anglicanes qui refusent d'interdire leur accès aux Noirs. L'Eglise catholique s'est vue dans l'obligation de fermer 820 écoles primaires qui avaient 150 000 élèves et de renvoyer 3 500 professeurs. Le gouvernement a demandé aux municipalités de prendre en charge les écoles, mais dans la zone réservée aux Noirs, il

s'en est constitué à peine 102 et qui n'ont pas les moyens suffisants pour maintenir une école. En résumé, le but visé est très clair : le régime cherche à empêcher ainsi la promotion culturelle des Noirs. Le président de la Conférence épiscopale, Mgr Lamont, a vivement protesté contre ces mesures. En réponse, il a été l'objet d'une série d'attaques personnelles de la part de la presse gouvernementale. On cherche à le faire passer pour un agitateur politique et il est question de l'expulser du pays. (« *Prensa asociada* », 27 février.)

## SUISSE

— Le 26 février, Mgr Ambrogio Marchioni, nonce apostolique à Berne, a procédé au Département politique fédéral, à l'échange des instruments de ratification de la convention entre le Saint-Siège et la Confédération helvétique sur la séparation du diocèse de Bâle de l'administration apostolique du Tessin et son érection en diocèse de Lugano. Au mois de janvier 1968, le Conseil d'Etat du canton du Tessin s'était adressé au Conseil fédéral, lui demandant d'entreprendre des négociations avec le Saint-Siège, en vue de la révision des conventions de 1884 et de 1888, dans le but de supprimer les liens existants entre l'administration apostolique de Lugano et du diocèse de Bâle. Le 3 avril 1968, le Conseil fédéral décidait d'accéder à cette requête. Le 24 juillet suivant, une convention était signée entre le Conseil fédéral et le Saint-Siège, sous réserve de ratification par l'ambassadeur Micheli, secrétaire du Département politique fédéral, au nom de la Suisse, et par Mgr Marchioni, nonce apostolique à Berne, pour le Saint-Siège. (Cf. « *DC* » 1968, col. 1617.) Le 21 janvier 1970, le Conseil fédéral adressait un message aux Chambres pour leur demander la ratification de la Convention, ce que les deux Chambres firent à l'unanimité. (Cf. « *DC* » 1970, p. 290.) Par suite de l'échange des instruments de ratification de la Convention de 1968, Mgr Giuseppe Martinoli, jusqu'ici administrateur apostolique de Lugano, devient évêque de Lugano. (« *KIPA* », 26 février.)

— Les vingt Eglises protestantes de la Suisse se sont prononcées pour l'abrogation des articles 51 et 52 de la Constitution (interdisant la présence des Jésuites en Suisse ainsi que l'ouverture de nouveaux couvents). Ce résultat positif incitera sans doute le gouvernement à organiser une votation séparée en vue de l'abrogation de ces articles d'exception, une révision totale de la Constitution fédérale étant toutefois prévue pour



plus tard. (« SOEPI » mensuel, février-mars.)

## YUGOSLAVIE

Pour la première fois dans l'histoire des Universités croates, un étudiant vient d'être élu vice-recteur de l'Université de Zagreb. Il s'agit de M. Ivan Zvonimir Cicak, étudiant de la Faculté des lettres, mais aussi de l'institut de formation théologique des laïcs. Son élection a suscité une opposition violente de la part de l'Union des étudiants, organisation officielle, dont le candidat n'a pu obtenir la majorité des voix. Connu comme catholique, Ivan Cicak participe aux activités des trois Centres d'édition religieuse de Zagreb et est membre de la rédaction de la revue « Marulic ». Pour les observateurs, l'élection de M. Cicak témoigne de l'entrée progressive des catholiques croates dans la vie publique. (« La Croix », 7-8 février.)

— Le dernier numéro du magazine chrétien de la famille « KANA » (cf. « DC » 1970, n° 1569, p. 795), édité par le Centre « Krscanska Sadržajnost », et répandu surtout à Zagreb, va être vendu dans tous les kiosques de la maison d'édition « Vjesnik » de Zagreb. C'est la première fois en Croatie qu'une publication de caractère confessionnel sera représentée dans les kiosques. (« Ibid. »)

\*\*\*

— L'Eglise catholique est la communauté religieuse la plus nombreuse du monde. La moitié de ses fidèles vit dans les pays du tiers-monde. Sur une population de trois milliards et demi d'hommes, les chrétiens sont un peu plus d'un milliard subdivisés comme suit : catholiques : 613 millions ; protestants : 272 millions ; orthodoxes : 142 millions. Les non-chrétiens sont 2 300 millions dont un peu plus de 500 millions sont musulmans, 444 millions hindouistes, 14 millions juifs. Il faut y ajouter : les animistes, les shintoïstes, les bouddhistes groupant 1 326 millions d'adeptes. L'Europe compte 250 millions de catholiques ; l'Amérique latine : 226 millions ; l'Amérique du Nord : 55 millions ; l'Asie : 45 millions ; l'Afrique : 33 millions ; l'Océanie : 4 millions. Le nombre des prêtres dans le monde s'élève à 433 000 (285 000 prêtres séculiers, 148 000 prêtres religieux) ; celui des religieux (frères) à 276 725 ; celui des

religieuses à 1 081 000. Sur cet ensemble, 386 500 seulement œuvrent dans les pays du tiers-monde. Le nombre des prêtres qui travaillent dans les 827 territoires dépendant de la S. congrégation pour l'Evangélisation des peuples s'élève à environ 31 000 dont 12 433 sont natifs du pays. Il faut y ajouter 15 500 frères et 82 000 religieuses. (« Les Presses missionnaires », janvier-février-mars 1971.)

— Dans le monde il y a actuellement 150 diacres permanents. A la fin de 1971, il y en aura plus de 200. Les pays qui se trouvent en tête de cette expérience sont l'Allemagne, la Belgique et la France. (« Ecclesia », 27 février.)

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— L'abbé Rafael Lim, évêque de Laoag, Philippines. (« OR », 18 février.) — L'abbé Benedict Singh, auxiliaire de l'évêque de Georgetown, Guyane. (« OR », 19 février.) Mgr Singh est le premier prêtre et le premier évêque autochtone de la Guyane. (« KIPA », 18 février.) — Mgr William R. Johnson et Mgr Juan A. Arzube, auxiliaires de l'archevêque de Los Angeles, USA. (« OR », 20 février.) — L'abbé Jérôme Ndaye, évêque de Kongolo, République démocratique du Congo. (« OR », 21 février.) — Mgr Jean Stock, auxiliaire du Métropolitain de Philadelphie des Ukrainiens, USA (« OR », 22-23 février.) — Mgr Jesus Varela, évêque du nouveau diocèse d'Ozamis, Philippines. (« OR », 25 février.) — Mgr Alfonso Lopez Trujillo et le P. Ruben Buitrago, auxiliaire de Mgr Anibal Munoz Duque, coadjuteur avec droit de succession et administrateur apostolique « sede plena » de l'archidiocèse de Bogota. (« OR », 28 février.)

### NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé, aux Philippines, la prélatrice de Iligan, suffragante de l'archidiocèse de Gagayan de Oro, avec le territoire détaché de la prélatrice de Ozamis et a élevé cette dernière au rang de diocèse, suffragant de l'archidiocèse de Zamboanga. (« OR », 25 février.)

## DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr William J. Smith, évêque de Pembroke (Canada), sur son désir exprès, en raison de son âge. (« OR », 18 février.)

## DECES

— Du cardinal Jaime de Barros Câmara, archevêque de Rio de Janeiro (Brésil), le 18 février, à Aparecida. (« OR », 20 février.) Biogr. cf. « DC » 1946, col. 191 ; 1963, col. 1441, 1489, 1517, 1585, 1685 ; 1964, 1487, 1501 ; 1965, col. 49, 2164 ; 1969, p. 263. — De Mgr Bernard Théodore Espelage, ancien évêque de Ballup (USA), le 20 février. (« OR », 22-23 février.) — De Mgr Xavier Geeraerts, ancien vicaire apostolique de Bukavu (Congo-Kinshasa), à Anvers, le 23 février. (« OR », 25 février.)

## SAINT-SIÈGE

— Le cardinal Sergio Guerri, président de la Commission pontificale pour la Cité du Vatican, a inauguré, le 18 février, le premier « Office d'information des pèlerins et touristes » du Saint-Siège, place Saint-Pierre. Le nouveau bureau aura un personnel laïc et sera au service des voyageurs venus du monde entier pour visiter Saint-Pierre et les Musées du Vatican ou participer aux solennités religieuses. Sans distinction d'origines et d'opinions politiques, il fournira des renseignements de « caractère culturel et spirituel aux touristes ». (« La Liberté », 20-21 février.)

« L'Osservatore Romano » du 18 février rappelle que le premier but de ce nouveau service est de « mettre en valeur le caractère religieux et spirituel de la venue des pèlerins sur le tombeau du premier Vicaire du Christ sur la terre et ensuite auprès de la chaire de ses Successeurs, ainsi que pour faciliter leur visite aux principales basiliques romaines et à ces lieux saints qui rappellent comment le développement du christianisme plonge ses racines dans le sang des martyrs devenus semblables au Christ crucifié pour le salut de tous les hommes ». Le directeur du nouveau bureau est un fonctionnaire du Vatican, M. Emilio Battisti. Les langues parlées seront outre l'italien, l'espagnol, le français, l'anglais et le portugais. (« KIPA », 18 février.)

— Le Saint-Père a nommé préfet de la S. congrégation pour le Culte divin le cardinal Arturo Tabera Arazo, actuellement archevêque de Pampelune, Espagne. (« OR », 21 février.)

# L'Église dans le monde

## LA CONFERENCE EUROPEENNE

### « JUSTICE ET PAIX »

*Le communiqué suivant a été publié au terme de la Conférence qui a réuni à Aix-la-Chapelle, du 4 au 6 mars 1971, les représentants des Commissions « Justice et Paix » de douze pays européens (1) :*

En janvier 1967, quelques mois avant la parution de l'encyclique *Populorum progressio*, le Pape a créé une Commission universelle « Justice et Paix », qui a son siège à Rome. Par la suite, et sous l'impulsion de cette Commission pontificale, des Commissions nationales Justice et Paix furent créées en vue d'éveiller la conscience des chrétiens aux problèmes de la justice sociale, des droits de l'homme et de la paix.

Les Commissions de douze pays européens (quarante-deux participants venant de : Belgique, République fédérale d'Allemagne, Danemark, Angleterre, France, Irlande, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Suisse, Espagne), parmi eux quatre évêques, ainsi que des représentants de la Commission pontificale, se sont réunis du 4 au 6 mars à Aix-la-Chapelle en vue de faire une évaluation du travail accompli et d'examiner ce que chacun peut faire dans son pays en profitant de l'expérience des autres et ce que les Commissions européennes pourraient faire ensemble.

Les échanges de vue ont révélé que le statut et les activités des Commissions nationales offrent une grande diversité, encore qu'il existe un fond commun : celui d'alerter l'opinion publique, en l'informant objectivement, celui d'éduquer la mentalité de tous les groupes sociaux à la compréhension internationale et à la justice sociale entre les peuples, celui de coordonner les efforts de transformation des structures dans les pays industrialisés vers une justice sociale de dimension universelle.

Les Commissions nationales ont reconnu la nécessité d'une consultation plus poussée afin de pouvoir répondre aux tâches qui les attendent dans une Europe qui devient de plus en plus dans le concert mondial une région intégrée.

Elles ont reconnu la nécessité d'assurer la permanence de la coopération inaugurée lors de la Conférence et ont décidé de confier cette tâche à un Comité de continuité, composé de cinq personnes, appartenant à cinq Commissions nationales (2). Cette nouvelle forme de coopération s'exprimera par un échange accru d'informations entre les Commissions européennes comme telles

ainsi que par une intensification de leur coopération avec la Commission pontificale.

La Conférence a procédé à un échange de vues prolongé au sujet de l'ordre du jour de la prochaine session du Synode des évêques. L'un des deux problèmes que comporte cet ordre du jour étant précisément le problème de la justice dans le monde.

Aux yeux de la Conférence, une collaboration étroite devrait se réaliser tant au plan national avec les Conférences épiscopales et leurs délégués au Synode, qu'au plan international. A cet effet, la Conférence adresse une recommandation à toutes les Commissions nationales européennes d'entreprendre une étude approfondie des causes et des effets des injustices existant dans leurs communautés nationales respectives comme de celles existant dans les relations de leur pays et de l'ensemble de l'Europe avec des pays tiers. Ces études seront évaluées à la lumière de l'Évangile et de l'enseignement de l'Église ; elles seront mises à la disposition du Synode, notamment pour sa prochaine session, mais aussi pour ses activités futures.

Les aspects œcuméniques comme ceux de la coopération avec d'autres secteurs d'action et d'opinion ont reçu une attention soutenue, ce qui pourra éventuellement conduire à un renforcement et un élargissement de la collaboration pour la justice et la paix.

Les participants ont décidé la répétition périodique des consultations générales au niveau européen ainsi que la possibilité de groupes de travail ad-hoc pour des problèmes particuliers (3).

(3) La Conférence d'Aix-la-Chapelle a adopté la recommandation IV ci-après « à propos de la Commission pontificale » :

1. La Conférence européenne Justice et Paix demande que la Commission pontificale et les Commissions nationales jouissent de l'autonomie nécessaire et possible dans le cadre de la structure hiérarchique de l'Église pour accomplir leur mission, et particulièrement pour jouer leur rôle de facteur de changement dans l'Église en vue de sa participation à la transformation du monde dans le sens du développement, de la justice et de la paix.

2. La Conférence est d'accord pour que la Commission allemande forme un groupe de travail chargé d'étudier la structure et le statut de la Commission pontificale.

Le groupe de travail traitera surtout les questions suivantes :

a) Quelles mesures et quels moyens sont nécessaires pour que la Commission pontificale puisse remplir mieux que jusqu'à maintenant les tâches énumérées dans le *Motu proprio* « *Catholicam Christi Ecclesiam* » du 6 janvier 1967.

b) Quel statut doit avoir la Commission pour qu'elle puisse bien remplir sa fonction de conseiller vis-à-vis du Pape ainsi que sa fonction d'information, d'inspiration et de coordination vis-à-vis des Commissions nationales ou de leur conférence régionale.

c) Comment peut-on améliorer la communication avec des sections nationales ou leurs conférences régionales ?

(Ibid., p. 4. NDLR.)

(1) Texte original.

(2) Les membres du Comité de continuité sont :

M. COOL (Belgique), Mgr DOSSING (République fédérale allemande), M. PEARSE (Grande-Bretagne), M. l'abbé Pierre TOULAT (France), M. l'abbé UGARTE (Espagne).  
(Extrait des « Recommandations et suggestions de la Conférence européenne Justice et Paix 1971 », p. 3. NDLR.)



# DECLARATION DES EVEQUES DE RHODESIE SUR LES ECOLES MULTIRACIALES

*Aux termes de la nouvelle loi sur le régime foncier entrant en vigueur le 2 mars 1971, les écoles privées de Rhodésie devront désormais demander l'autorisation d'admettre des élèves africains : le pourcentage d'admission pour ces derniers ne devra pas dépasser 6 % dans les établissements secondaires ouverts aux Blancs. Après avoir élevé une protestation contre la politique de discrimination raciale du gouvernement de Ian Smith (DC 1970, n° 1572, p. 428), la Conférence des évêques catholiques de Rhodésie a accepté, dans une déclaration du 23 février 1971, de solliciter les autorisations nécessaires « à titre provisoire et sous réserves » \*.*

1. Aux termes de la loi sur le régime foncier, à partir du 2 mars 1971, toutes les écoles privées dont les élèves sont en majorité européens, asiatiques ou noirs, devront demander l'autorisation d'admettre tout élève africain, pour le motif que la « fréquentation scolaire » est considérée comme « occupation du sol ».

2. A la suite de longues conversations menées avec le gouvernement, ces écoles ont été avisées par le ministère de l'Education que des autorisations pourront être accordées par les autorités locales dépendant du ministère du Gouvernement local et du Logement, à des conditions assez semblables à celles qui sont actuellement en vigueur, aux écoles ayant déjà admis des élèves africains. De telles autorisations peuvent être refusées aux quelques écoles n'ayant pas admis jusqu'à présent d'élèves africains.

3. Après avoir poursuivi des négociations ces trois derniers mois avec le gouvernement, la Conférence des évêques catholiques de Rhodésie, tout en reconnaissant les efforts du gouvernement pour rejoindre son point de vue, réaffirme qu'elle ne peut tolérer de compromis sur les principes qu'elle considère comme fondamentaux dans ce domaine.

4. Ces principes sont les suivants :

a) Le droit des parents d'envoyer leurs enfants à l'école de leur choix ;

b) Le droit des écoles privées d'admettre les élèves qu'elles veulent ;

c) Le droit de l'Eglise de servir librement le peuple de Dieu tout entier, indépendamment de la race.

5. Il doit être bien clair, d'après ce qui précède, que les évêques n'acceptent pas le principe idéologique sous-jacent aux conditions posées par le gouvernement et que, par conséquent, ils ne reconnaissent pas au gouvernement le droit moral d'imposer ces conditions. Le problème n'est donc pas résolu du côté de l'Eglise, et les évêques sont disposés à poursuivre leurs négociations avec le gouvernement.

6. Entre-temps, dans l'intérêt global de l'Eglise en Rhodésie, et sous la contrainte d'une loi injuste, ils sont prêts à engager leurs institutions à formuler les demandes exigées par l'actuelle législation, en y joignant la protestation ci-dessous.

7. La formule officielle de demande sera assortie de la stipulation suivante : « Cette demande est formulée sous réserve et à condition qu'elle soit accordée sans difficulté conformément aux termes prévus dans la lettre du ministère de l'Education du 3 février 1971, et elle est tolérée, comme un cas de force majeure, à titre provisoire et sans préjudice de négociations ultérieures. »

8. Les conditions principales selon lesquelles il est convenu que des autorisations seront accordées sans difficulté sont les suivantes : dans le cas d'écoles dont les effectifs sont en majorité européens, les inscriptions ne dépasseront normalement pas 6 % et les conditions exigées pour l'admission seront en général les mêmes que pour tous les autres élèves ; dans le cas d'écoles dont les élèves sont en majorité asiatiques ou noirs, les conditions d'inscription seront les mêmes que ci-dessus, sauf que le pourcentage ne devrait pas dépasser normalement 15 % et que, dans le cas de St Martin's School, aucune limite ne serait fixée.

9. Les évêques repoussent totalement toute suggestion tendant à interdire aux quelques écoles privées qui n'ont pas encore admis d'élèves africains de le faire à l'avenir. L'unique raison pour laquelle ces écoles n'ont pas encore reçu d'élèves africains est le manque de candidats satisfaisants.

10. Le premier ministre a déclaré que l'intention du gouvernement est d'aider les Eglises à poursuivre leur tâche. Le ministre des Régions en exercice a décrit la loi sur la réforme du régime foncier comme une mesure permettant de résoudre les problèmes des Eglises et de rétablir la confiance mutuelle entre l'Eglise et l'Etat, si nécessaire à la paix et à la tranquillité de la Rhodésie.

11. La Conférence épiscopale ne désire omettre aucune démarche, dans les limites fixées par la conscience, qui soit de nature à rétablir cette confiance mutuelle. En signe de sincérité, et sans pour cela reconnaître en aucune façon le droit du gouvernement dans ce domaine, et sans donner son accord à son idéologie, la Conférence épiscopale a donné des instructions aux écoles pour qu'elles procèdent aux demandes, tout en notifiant bien qu'elles le font sous réserve.

12. Les évêques ne considèrent pas l'aspect multiracial de leurs écoles comme une expérimentation : il s'agit pour eux d'une politique délibérée. Ils ne sauraient diriger une institution quelconque d'Eglise d'une manière qui exclurait, de par la loi, et uniquement sur la base de la race, une personne quelconque à qui ils ont le devoir d'étendre leur charité chrétienne. Bien que les candidats actuels soient en général moins nombreux que ne l'autorise le pourcentage, les évêques n'acceptent la clause du pourcentage imposée par le gouvernement que comme une disposition pratique valable seulement pour un temps.

---

— *Mémoires. Impressions, souvenirs, pensées et réflexions*, par WILFRID LUCAS. Préface du docteur ANDRÉ SOUBIRAN. — Un vol. 14,5 X 19 cm, de 398 pages. Editions Beauchesne et Fils, Paris.

Un témoignage, une tranche de vie d'un homme qui a voulu unir dans son œuvre la beauté poétique et l'authenticité chrétienne. Pages noires ou blanches, mais riches en leçons. Mais ce qui importe le plus c'est la foi, son dynamisme intérieur qui a animé toute une existence d'homme de lettres dans l'intimité d'un foyer chrétien.

— *Lettres à mes paroissiens*, par JEAN GILLET. Préface de GILBERT CESBRON. — Un vol. 12 X 18,5 cm, de 192 pages. Prix : 15 F. Editions Saint-Paul, Paris.

La vie d'une paroisse parisienne, Saint-Sulpice, revit dans ces courts billets de son curé. Ils s'échelonnent sur cinq ans. Mais c'est surtout le dialogue du pasteur avec ses fidèles qui anime ces pages. Il répond aux préoccupations du moment, avec le désir de toujours marcher avec l'Eglise.

---

(\*) Texte anglais dans le *Documentary Service* de NC News Service, 23 février 1971. Traduction de la DC.

## ENQUETE SUR LA FOI ET LA MORALE EN ESPAGNE

*Voici le compte rendu des résultats d'une enquête entreprise par la Commission épiscopale espagnole pour la Doctrine de la foi, avec le concours de l'Office général de statistique et de sociologie religieuse de l'Eglise d'Espagne :*

29 % des Espagnols estiment que la foi est une valeur qui doit se vivre personnellement et 66 % la considèrent comme une valeur traditionnelle. Pour 75 % l'Eglise apparaît comme vivante et agissante dans les divers milieux de la société, du moins si l'on se base sur les milieux que l'on connaît et sur la famille, mais 11 % seulement si l'on tient compte du milieu social. 13 % estiment que l'Eglise n'est encore vivante et agissante que dans le domaine culturel.

### *Vérités doctrinales*

Celles qui sont le plus mises en question sont les suivantes : par les prêtres et les religieux, l'autorité de la hiérarchie, le magistère et l'infaillibilité du Pape ; en général, on « conteste » l'ordre dogmatique des vérités révélées, l'enfer, les mystères dans leur rapport avec l'eucharistie. Les intellectuels « contestent » le plus fréquemment : l'autorité de l'Eglise, le magistère et l'infaillibilité du Pape, la divinité du Christ, la vie éternelle, l'existence du péché et sa sanction, les sacrements, spécialement la pénitence.

### *Vérités de caractère moral et disciplinaire*

Sont principalement « contestées » aujourd'hui : les vérités qui concernent la morale sexuelle en général, l'interdiction des moyens anticonceptionnels modernes, les relations avant le mariage, le célibat du prêtre, l'obéissance au supérieur, l'existence du droit naturel et de lois naturelles stables, le caractère obligatoire de la loi humaine.

### *Causes de cette contestation*

Le matérialisme et l'hédonisme de la société actuelle, le confusionnisme doctrinal, le relativisme moral, la condescendance et les largeurs de vues excessives des moralistes actuels, la fausse conception de la liberté et de la dignité de la personne humaine, la prédication, les réunions ou les publications, dont beaucoup sont animées et dirigées par des prêtres, et qui deviennent un instrument de démolition de la morale traditionnelle, l'ignorance chez les prêtres et les laïcs.

La majorité des délégués diocésains auxquels ce questionnaire était adressé estiment que le Concile a eu une influence positive sur la marche de l'Eglise. Cependant, 21 % des réponses lui attribuent une influence négative pour la pratique de la foi et de la morale. Les changements dans la discipline et la liturgie sont jugés positifs par une grande majorité, mais 20 % estiment qu'ils ont amené de la confusion, surtout en ce qui concerne la pratique de la foi. Toujours à propos des changements, on signale l'influence considérable de la théologie qui bénéficie aujourd'hui d'une grande libéralisation et surtout le fait que de légitimes options de celle-ci sont reprises et divulguées par les prêtres et les fidèles.

### *Comportement moral et religieux*

La majorité des réponses indique qu'en ce qui concerne la morale, on va vers le confusionnisme et une amoralité diffuse. 8 % pensent que l'on a une meilleure prise de conscience de ce qui est important et 6 %

que l'on va vers l'établissement d'échelles de valeur distinctes de celles qui étaient traditionnelles.

La justice, sous son aspect social, gagne des points : on y pense et on en parle davantage (estiment ainsi 66 %) ; on l'observe mieux (8 %). Les réponses négatives représentent 24 %. 24 % nient que la charité sociale soit pratiquée, tandis que 31 % l'affirment. 44 % estiment que la situation n'a pas changé.

L'indice de natalité a baissé d'une façon notable. On en donne comme causes l'hédonisme ambiant et la mise en marge de la morale qui en résulte, les moyens anticonceptionnels.

En comparant les relations de la jeunesse actuelle avant le mariage avec celles du temps passé, on constate que pour 60 % elles sont plus sérieuses aujourd'hui, tandis que pour 16 % elles sont plus libres, quoique responsables et morales, et un même pourcentage juge qu'elles sont plus immorales. En définitive, 6 % estiment qu'elles n'ont pas changé.

### *Le précepte dominical*

21 % pensent que ce précepte est aujourd'hui plus observé qu'hier, tandis que 41 % pensent le contraire, et 36 % qu'il n'y a pas de changement. La fréquentation de la messe du dimanche a le plus baissé chez les jeunes, puis chez les hommes et enfin chez les femmes. On indique comme cause de ce phénomène le manque de confiance dans l'Eglise. Cependant, un important pourcentage (34 %) l'attribue à l'indifférentisme ambiant. Pour 25 %, la perte de la foi est la cause du déclin de la pratique dominicale. 84 % estiment qu'aujourd'hui on y participe plus et mieux à la messe et qu'elle est mieux comprise (5 %). Cependant, pour 50 %, la situation n'a pas changé.

### *Le sacrement de pénitence*

Sur ce point, les avis sont bien plus pessimistes. 90 % estiment que la fréquence de réception de ce sacrement est moindre aujourd'hui qu'autrefois, 4 % seulement déclarant qu'elle est plus importante et 6 % que la situation n'a pas changé.

### *Enseignement de la foi*

40 % estiment que la divulgation de la doctrine chrétienne se fait toujours, et dans sa totalité, d'une manière orthodoxe. Par contre, plus de 40 % estiment qu'il n'en est pas toujours ainsi, et 19 % croient que l'on y trouve parfois des erreurs manifestes.

Si l'on compare la situation actuelle avec celle de 1965, 50 % estiment qu'elle est aujourd'hui moins bonne, tandis que pour 14 % elle est meilleure et pour 36 % inchangée.

### *Conclusion*

Des lumières et des ombres apparaissent dans cette enquête, mais il en ressort surtout la conviction quasi unanime qu'il faut entreprendre une étude sérieuse et scientifique des changements qui ont lieu en Espagne dans le domaine de la foi. C'est l'avis de 97 % des personnes interrogées. Cette étude devra être entourée d'une double garantie : sûreté théologique et rigueur scientifique.

(*Ecclesia*, 6 février, traduction de la DC.)

Imprimerie « Bayard-Press », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Press.



BAYARD-PRESSE, 5, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup> - Tél. 225-73-05.  
 France et Communauté : 1 an, 40 F. 6 mois, 21 F. Canada : 1 an,  
 \$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F. 6 mois, 25 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : de l'année : 2 F. ; des années précédentes : 5 F.

Règlement : C. C. P. Paris 16-68.

Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.

Retiure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non  
 millésime. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1583 - 4 AVRIL 1971

- 302 **Sécularisation et athéisme.** Allocution au Secrétariat pour les non-croyants (18 mars).
- 305 **Allocution à la Commission pontificale des Communications sociales** (15 mars).
- 307 **Allocution au Symposium du Conseil des laïcs sur le dialogue dans l'Eglise** (20 mars).
- 309 **Audiences générales : le sens de la vie** (10 mars) ; liberté et péché (17 mars).
- 311 **Allocution aux élèves du séminaire de Rome** (20 février).
- 312 **Allocution à des officiers français** (11 mars).
- 313 **Pour la paix en Indochine et au Proche-Orient.** Angelus du 14 mars.

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

- 314 **Congrégation pour le Culte divin : présentation générale de la liturgie des heures.**

**ACTES DU SAINT-SIÈGE**

- A PROPOS DU LIVRE DE HANS KUNG SUR L'INFAILLIBILITE.**
- 336 **Déclaration du Bureau d'études doctrinales de l'épiscopat français.**
- 337 **Réponse des évêques allemands à Hans Küng.**
- 337 **« Pourquoi je reste dans l'Eglise. »** Déclaration de Hans Küng.

**DOSSIER**

- 341 **Du bon usage des documents pontificaux. La crise moderniste et la situation présente de l'Eglise.** Etude de Mgr Weber, ancien archevêque-évêque de Strasbourg.

**QUESTIONS ACTUELLES**

- 345 **Evénements et informations** (16-28 février).

**ÉVÉNEMENTS**

- 348 **La Conférence européenne « Justice et Paix » ; déclaration des évêques de Rhodésie sur les écoles multiraciales ; enquête sur la foi et la morale en Espagne.**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

Les sacrements  
L'unité  
dans la diversité  
Adultes et jeunes  
d'aujourd'hui  
Les milieux  
indépendants  
La sépulture  
chrétienne



La réception par Paul VI du maréchal Tito (cf. p. 356 - Derrière le maréchal, Mgr Jacques Martin). (Photo Felici)



Vient de paraître :

Mars

LA  
DOCUMENTATION  
NUMÉRO SPÉCIAL  
25 f  
CATHOLIQUE

---

10 ANS  
DE LA VIE ET DE LA  
PENSÉE DE L'ÉGLISE

Le Concile et l'après-Concile

Jean XXIII

Paul VI



TABLES GÉNÉRALES  
1960-1970

# Actes de S. S. Paul VI

## DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

### LA TENTATION DU MATERIALISME

*Audience générale du 24 mars (I)*

Nous sommes en Carême, c'est-à-dire dans le temps liturgique qui nous prépare à célébrer Pâques. Cette fête de la rédemption, qui commémore la mort et la résurrection du Christ, célèbre cet événement historique et mystique tant dans son origine évangélique que dans son application actuelle à l'humanité, à l'Eglise, à nos âmes, c'est-à-dire dans sa réalité évangélique et dans son devenir ecclésial. C'est ce second aspect, c'est-à-dire son devenir dans l'humanité, son rayonnement, son actualité pour nous croyants, pour nous hommes vivant dans le moment historique actuel, qui retiendra notre attention aujourd'hui. Nous appliquerons en somme à nous-mêmes le mystère pascal, que nous devons faire nôtre, qui doit refléter sur chacun de nous la lumière et le salut venant du Christ. Nous nous efforcerons maintenant d'être à même de pouvoir reproduire en nous le mystère pascal, qui est tout entier l'œuvre du Christ, l'œuvre de sa grâce, mais qui exige cependant que nous soyons disposés à accueillir sa puissance rédemptrice, que nous entrions dans la ligne de force de son action de salut ; en d'autres termes, que nous nous « convertissions » au plan divin de notre salut, que nous reprenions le vrai chemin de notre vraie destinée, le chemin de la miséricorde divine, de la vie nouvelle qui nous est promise et qui est notre seule chance. Il faut alors que nous nous réformions nous-mêmes pour être capables de recevoir le salut du Christ.

#### La tentation d'apaiser la faim de l'homme uniquement par le pain matériel

C'est dans cet ordre d'idées que se situe tout l'ensemble de la vie morale chrétienne. Celle-ci comporte deux phases. L'une, conditionnelle, précède la rencontre vivifiante avec le Christ, la venue de son Esprit, de sa grâce. L'autre est la conséquence qui résulte de cette rencontre. La première est caractérisée par la pénitence, la seconde par la fidélité, et l'une et l'autre par la foi. Si pour le moment nous nous situons dans la première phase, la phase préparatoire

et spécifiquement ascétique — obéissant en cela à la pédagogie de la liturgie, — quels devoirs rencontrons-nous ? Cette question nous ouvre déjà des horizons infinis. Notre réforme morale suppose en effet d'innombrables devoirs. Mais nous pouvons les réduire à certaines catégories générales qui nous sont suggérées par l'Evangile du premier dimanche de Carême, l'évangile des tentations du Christ, lesquelles, en quelque sorte, représentent et résument nos propres tentations. Et avant toute autre chose, il nous faudrait parler de la tentation, c'est-à-dire de la fausse apparence du bien. *Decipimur a specie recti* : nous nous laissons tromper par des aspects apparents, partiels, erronés du bien ; du bien en soi, ou du bien par rapport à nous-mêmes, « *imagini di ben seguendo false* » (DANTE, Purg. 30, 131) : ici, psychologie et morale se confondent et donnent lieu à des analyses et des descriptions inépuisables du drame de l'homme.

Quelle est la première tentation, la tentation éternelle, universelle, et qui est encore la tentation d'aujourd'hui ? C'est-à-dire, quel est le premier obstacle général au salut apporté par Pâques, par la rédemption du Christ ? Vous souvenez-vous de la première tentation que le diable suggère à Jésus dans le désert ? Ce n'est pas tant la tentation de la faim, qui est un besoin naturel de nourriture, facteur de vie extérieur à l'homme, que — et ici les choses deviennent complexes et insidieuses, — la tentation de voir dans ce besoin, en raison de ses exigences physiques impérieuses, quelque chose de primordial et d'unique ; la tentation d'apaiser la faim de l'homme uniquement par le pain matériel ; et finalement la tentation d'employer toutes les forces de l'homme, spécialement ses forces supérieures, c'est-à-dire ses forces spirituelles, à transformer les pierres en pain. C'est en somme la tentation de faire du monde extérieur, inerte et matériel, la nourriture adéquate et suffisante pour combler les désirs et la vie de l'homme. En un mot, il s'agit de ce qu'on appelle aujourd'hui la tentation matérialiste.

Comment, dans un discours aussi bref et élémentaire que celui-ci, en donner une définition satisfaisante, ou du moins une description approximative qui ne soit pas un commode artifice oratoire ? Mais cette tentation matérialiste est si répandue, si connaturelle au monde moderne, que peut-être il n'est pas nécessaire de se perdre en paroles pour en donner une idée générale, sur le plan moral qui nous inté-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 25 mars 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



resse en ce moment. Pour savoir de quoi il s'agit, qu'il suffise d'énoncer ce principe-clé : contente-toi de ce monde ; en lui est la réalité, la vie, la plénitude de l'homme, la richesse qui doit nous suffire, ou du moins qui doit avoir la première place dans les aspirations des hommes : c'est ici qu'est ton royaume ; tout le reste n'est qu'illusion, aliénation, opium, mythe.

Telle est la tentation caractéristique de notre temps, tentation d'autant plus séduisante qu'apparaît plus vaste, plus fécond, plus livré à notre jouissance le monde accessible à l'expérience. La conscience individuelle, et encore plus la conscience sociale, s'est pénétrée de cette certitude, disons même de cette foi. Tout se réduit à la nature, et la nature se réduit à la matière. De ce principe moniste sont nées les idées dont se sont inspirées la pensée, la politique, la sociologie, l'économie, la vie courante, au cours de cette dernière période de notre histoire, et aussi une bonne partie de la culture moderne. Cette conception matérialiste s'appuie sur des études indiscutables, des forces puissantes, des idéaux élevés : la science, la richesse, la justice, l'espérance. Toutes ces choses sont vraies, sous certains aspects, mais leur vérité est limitée, incomplète, insuffisante, plus propre à susciter des aspirations insatiables qu'à satisfaire les aspirations profondes et fondamentales de l'homme devant sa destinée. Egoïsme et lutte, légalisme et utopie, intérêt et idéalisme s'entremêlent dans les vicissitudes historiques, sociales et politiques de notre temps, lequel est pleinement persuadé que les problèmes humains les plus importants peuvent être résolus par l'homme avec ses propres forces grâce à la maîtrise extérieure des choses de ce monde, et qu'il n'existe pas d'autre avenir au-delà du temps correspondant à notre existence biologique. Notre tout, c'est la vie présente. Voilà notre tentation.

### **L'homme ne vit pas seulement de pain**

Pour surmonter cette tentation, ne suffit-il pas de prendre conscience que cette tentative d'humanisme matérialiste rabaisse en réalité la stature de l'homme à un niveau temporel et animal, nie la personnalité originale de l'individu, déchaîne de puissants égoïsmes individuels et collectifs, élargit certes énormément le domaine des possibilités ouvertes à l'homme, mais prive celui-ci des mobiles transcendants de la justice et de l'amour, s'efforce d'éclipser par l'éclat de ses théories artificielles la lumière du Dieu vivant, personnel et sauveur, cette lumière brillante comme celle du soleil ? La vie présente est-elle vraiment tout ?

Écoutons ce que nous dit notre Seigneur et Maître : « L'homme ne vit pas seulement de pain » (Mt 4, 4) ; « Heureux les pauvres en esprit... », ceux qui ne se contentent pas de cette terre, mais « ont faim et soif de justice... » (Mt 5, 3-6) ; « mon Royaume n'est pas de ce monde » (Jn, 18, 36).

### **L'Evangile ne méconnaît pas la vie présente, mais il prend l'homme dans son intégralité**

L'Evangile tout entier introduit dans la brève logique humaine une conception plus large, plus ouverte, plus sûre de la destinée de

l'homme, de la réalité métaphysique de l'univers et de l'histoire. Il introduit une sagesse nouvelle, une révélation supérieure, une espérance inépuisable, un salut surnaturel. Non pas que l'Evangile méconnaisse la vie présente, les besoins multiples qui lui sont propres, le devoir de travailler pour une justice toujours meilleure, pour le développement. L'Evangile ne méconnaît pas la fonction du temps présent, de l'ordre terrestre, des biens matériels, de la vraie paix dans le monde, mais il prend l'homme dans son intégralité, il élargit les frontières de la vie temporelle, il conteste la valeur absolue du bonheur présent, il oriente toutes choses, aussi légitimes et autonomes qu'elles soient dans leur domaine spécifique, vers un royaume supérieur, le « royaume des cieux », vers la vie surnaturelle et éternelle, vers le vrai salut, le salut pascal que nous gagnons dans le temps pour en jouir dans l'éternité. Sur l'horloge du temps, l'heure actuelle nous est aussi présentée comme celle où nous devons nous réveiller à la lumière, à la rédemption, à la vie. Y pensons-nous ?

Avec notre bénédiction apostolique.

## **LA TENTATION DE LA CHAIR**

### *Audience générale du 31 mars (1)*

Nous devons, spécialement pendant ce temps du Carême, aspirer à la rectitude morale de notre vie ; mais nous savons que l'on peut s'écarter de cette rectitude, et c'est cela qui doit retenir notre réflexion. Nous parlerons aujourd'hui des déviations les plus graves, les plus faciles et les plus fréquentes qui conduisent l'homme en dehors du bon chemin et le privent de la rencontre avec la grâce pascalle, à laquelle nous voulons parvenir. Nous avons évoqué certaines de ces déviations possibles. Il en est une autre, fatale en raison de sa facilité et de sa gravité : celle de la chair. Elle se présente comme une tentation congénitale, liée au milieu de vie, comme un attrait propre à ce monde. « N'aimez pas le monde — écrit l'apôtre saint Jean dans sa première lettre... — Si quelqu'un aime le monde, l'amour du Père n'est pas en lui. Car tout ce qui est dans le monde est convoitise de la chair, convoitise des yeux, orgueil de la vie. » (2, 15, 16). Voilà les trois catégories de tentations qui font dévier l'homme du chemin menant à Dieu. On les appelle ordinairement « passions ».

### **L'ambiance érotique actuelle**

Nous parlerons pour le moment de la première tentation, si forte aujourd'hui, celle de la chair. Toute tentation provient de deux stimulants, l'un interne, l'autre externe. Mais nous devons remarquer que le stimulant interne se fait plus pressant, s'il n'est pas dominé par une

(1) Texte italien dans l'OR du 1<sup>er</sup> avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



volonté précise, avec le développement de la psychologie personnelle. Quant au stimulant externe, celui du milieu de vie, il se fait plus que jamais insistant, séduisant, excitant, envahissant. Pensez à la presse licencieuse et pornographique, qui utilise toutes les ruses de l'exhibitionisme et du commerce pour se faire vendre; pensez aux spectacles équivoques et mondains, aux divertissements licencieux, à certaines mœurs privées et publiques affranchies des lois qui les gouvernent, à la tendance de plus en plus répandue à la « morale » (ou l'absence de morale), de tolérance, qui permet toutes les bassesses, toutes les dépravations. Si on ne cherche pas résolument à s'immuniser contre lui, le milieu ambiant sollicite de toutes part la fragilité de la « chair », spécialement chez ceux qui sont jeunes et inexpérimentés.

Ce qu'on entend par « chair » dans le langage moral, nous le savons, c'est tout ce qui a trait à l'indiscipline de la sensualité; c'est le dangereux jeu intérieur de la sensibilité physique s'opposant à la sensibilité spirituelle ou se faisant sa complice; c'est le plaisir animal, la volupté, le corps passionnel qui attire l'âme à lui, la rabaisse au niveau de ses propres instincts, la rend captive et aveugle, de sorte que, comme le dit saint Paul: « L'homme naturel ne perçoit pas ce qui vient de l'Esprit de Dieu. » (1 Co, 2, 14.)

Nous ne croyons pas qu'il soit besoin de nous étendre sur ce sujet. On en parle tant actuellement, trop peut-être. Il est rare aujourd'hui qu'un romancier ne paye son triste tribut, ne serait-ce que par quelques pages, à la folie sensuelle ou à l'ivresse dionysiaque dont est imprégné le monde de la culture littéraire, ou celui de la dissolution à la fois jouisseuse et angoissée. Les études psychanalytiques sur les instincts humains, spécialement sur la neuropathie et sur la sexualité, ont donné une expression scientifique à l'expérience empirique commune des passions érotiques; certains les ont portées aux nues comme de nouvelles et véritables découvertes de l'homme.

### L'éducation sexuelle

On parle aussi d'éducation sexuelle, dans une louable intention pédagogique, mais on oublie parfois certains aspects de la réalité humaine, non moins objectifs que ceux offerts par l'observation directe de la nature, comme les exigences de la pudeur, le respect dû à la différence des deux sexes, masculin et féminin, et surtout la délicatesse rendue nécessaire par le dérèglement des passions introduit par le péché originel dans le complexe moral, physique et psychologique de tout être humain. Tout cela requiert, certes, une éducation sexuelle, suggère de nombreuses et délicates précautions, spécialement dans l'éducation des jeunes, et appelle parents et maîtres à intervenir d'une façon sage et opportune, en un langage progressivement adapté, limpide et chaste (cf. Conc. Vat. II, Decl. *Gravissimum educ.* n° 1; PIE XII, *Discorsi*, XIII, p. 257; Normes fondamentales pour la formation des futurs prêtres, n° 48; les œuvres

de saint Ambroise sur la virginité, la pénitence, etc.) (2).

### La victoire sur la tentation est possible

Mais ici, qu'il nous suffise, encore une fois, de proposer à votre réflexion deux affirmations et une recommandation à propos de cette tentation, qui est « légion » (cf. Mc 5, 9), c'est-à-dire extrêmement variée et insistante.

La première affirmation, c'est que la victoire sur la tentation de la chair est possible. On est généralement persuadé — la nature même de cette tentation y incite — qu'il est impossible de la surmonter, que la chasteté est une utopie, qu'il est tolérable, peut-être même instructif, d'expérimenter la domination de cette tentation sur notre esprit, sur notre équilibre moral honnête et pur. Non, frères et fils très chers, cela n'est pas vrai. Si on le veut, on peut maintenir chastes son corps et son esprit. Notre divin Maître, qui se montre d'une sévérité extrême en cette matière (cf. Mt 5, 28), ne nous propose pas des choses impossibles. A nous chrétiens, qui avons été régénérés par le baptême, il n'a certes pas été donné d'être affranchis de ce genre de faiblesse humaine, mais il nous a été donné la grâce de la surmonter avec une relative facilité. L'Esprit-Saint peut agir en nous, précisément pour nous donner la maîtrise de nous-mêmes, la continence, la chasteté (Ga 5, 23; Ph 2, 3, etc.).

### La pureté est la condition de l'amour

La seconde affirmation, c'est qu'il est très beau d'être pur. Il s'agit non pas d'un joug, mais d'une libération; non pas d'un complexe d'infériorité, mais d'une élégance, d'une force d'esprit. La pureté est non pas source d'angoisse et de scrupules, mais maturité de jugement, maîtrise de soi; non pas ignorance des réalités de la vie, mais connaissance immunisée contre toute contagion possible, plus lucide et pénétrante que l'opacité propre à l'expérience passionnelle et animale. La pureté est innocente, elle est peut-être peu au courant des phénomènes pathologiques de la vie corrompue, mais elle n'ignore pas les profondes réalités du bien et du mal auxquelles l'homme est sujet. Elle a le regard si transparent que jusque dans le tréfonds du péché elle perçoit les possibilités de pénitence et de réhabilitation. La pureté est la condition de l'amour, du véritable amour, naturel ou surnaturel, c'est-à-dire consacré uniquement au Royaume des cieux.

### L'environnement moral

Quant à la recommandation, elle va de soi. Nous l'exprimons dans le *Notre Père*: « Ne nous soumetts pas à la tentation. » Appliquons-la à nous-même, pour que soit exaucée cette grande prière. Il faut que nous nous défendions contre les si puissantes tentations de la chair si nous voulons vivre le mystère pascal; que nous nous défendions au-dedans et au-dehors, c'est-à-dire

(2) Pour les trois premiers textes, cf. DC 1965, n° 1458, col. 1833; 1951, n° 1106, col. 1294; 1970, n° 1563, p. 472-473. (NDLR.)



d'abord dans notre cœur, car c'est de lui que vient tout le mal et tout le bien dont nous sommes capables (cf. Mt 15, 19 ; 2 Tm 2, 22) ; et ensuite dans le milieu qui nous entoure. On parle beaucoup aujourd'hui d'écologie, c'est-à-dire de purification du milieu physique dans lequel vit l'homme. Pourquoi ne serions-nous pas aussi préoccupés d'une écologie morale permettant à l'homme de vivre en homme et en fils de Dieu ? C'est ce que nous vous recommandons, avec notre Bénédiction apostolique.

## LA POLLUTION DE L'AIR ET DE L'EAU

*Paul VI a prononcé l'allocution suivante en recevant, le 27 mars, les participants au Congrès international sur la pollution de l'air et de l'eau, organisé par l'Institut international d'études juridiques (\*) :*

CHERS MESSIEURS,

Nous sommes heureux de vous recevoir aujourd'hui, c'est un honneur pour nous. Votre visite, en effet, témoigne de votre désir de nous associer d'une certaine façon aux études qui ont occupé l'attention de votre Congrès, dû à l'initiative de l'Institut international d'études juridiques et au mérite de son illustre fondateur et président, M. l'avocat Federico Turano, que nous avons le plaisir de saluer ici.

En vous présentant nos hommages, nous vous félicitons de votre activité scientifique qui cherche à ouvrir les chemins du droit à de nouveaux aspects de la vie moderne, ceux de l'écologie, domaine dans lequel se fait sentir chaque jour davantage la nécessité et l'urgence d'une sage réglementation.

Toutefois, en accueillant votre visite, un doute nous assaille : sommes-nous vraiment autorisé à intervenir dans des problèmes qui semblent sortir complètement de notre compétence ? Si, en vertu de cette dernière, nous voulions exprimer quelque jugement quant à l'influence, bonne ou mauvaise, exercée sur l'homme par le milieu dans lequel se déroule son existence, nous serions naturellement amené à considérer le milieu sous des aspects totalement différents des aspects physiques qui font actuellement l'objet de vos discussions. Ce que nous envisagerions, ce sont les aspects moraux, pédagogiques et spirituels ; et nous pourrions nous y arrêter longuement, tellement sont influentes et souvent déterminantes pour la pensée et la conduite de l'homme — enfant ou adulte — les conditions imposées par le milieu social, culturel et religieux qui l'entoure. A certains égards, le milieu est pour l'homme ce que l'eau est pour le poisson : celui-ci vit et se meut en elle et c'est d'elle qu'il tire son aliment premier et indispensable.

(\*) Texte français dans l'*Osservatore Romano* du 28 mars 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

## Affection et respect du croyant pour le cadre de la nature

Mais s'il y a une différence très marquée entre, d'une part, le milieu naturel « eau et air » qui fait l'objet de vos études et au sujet duquel vous vous efforcez de déterminer l'opportunité — assez fortement sentie aujourd'hui — d'établir des normes juridiques destinées à le protéger et à le purifier et, d'autre part, le milieu que notre charge pastorale nous oblige à considérer, il existe toutefois entre eux une analogie évidente quant à la vie de l'homme.

Et ici nous en arrivons spontanément à considérer l'affection et le respect qui nous sont communs — à vous qui étudiez l'ordre naturel et juridique comme à nous qui envisageons l'ordre religieux et moral, — affection et respect que nous pouvons avoir envers les éléments qui sont l'objet de votre attention : l'eau et l'air. Nous ne pouvons nous attarder actuellement sur les titres multiples qui chez ces créatures — comme nous les appelons — suscitent notre intérêt ; la méditation en serait longue et demanderait plusieurs chapitres. Contentons-nous pour le moment de quelques rapides allusions. Nous considérons ces choses, nous le disions, comme des créatures ; et nous voici aussitôt élevés au niveau mystérieux de leur origine profonde, de leur être métaphysique, pour être aussitôt transportés devant un panorama réaliste, à la fois merveilleux et mystérieux. On suppose trop facilement, selon le jugement commun, quelque peu superficiel, que le croyant n'éprouve aucun intérêt pour les choses matérielles et qu'il refuse même de leur accorder la moindre considération sinon, peut-être pour s'abstraire d'elles comme d'un écran qui ferait obstacle à la considération et à la contemplation des choses divines. La réalité, chacun le sait, est bien différente. Le croyant sait porter son attention au cadre de la nature qui l'aide précisément à s'élever vers le monde divin.

### « La puissance spirituelle de la matière »

Qui ne connaît l'admiration, l'émerveillement, l'enthousiasme avec lequel l'homme en quête de Dieu, l'homme qui prie, célèbre la beauté, la grandeur, la plénitude de réalité qui se trouve dans les choses créées ? Combien de magnifiques poèmes religieux se sont développés à partir de la contemplation de la nature ! Rappelons-nous les psaumes : il semble que du monde matériel lui-même, muet et inerte, monte une voix, un chœur de louanges : « Le ciel raconte la gloire de Dieu et l'œuvre de ses mains, le firmament l'annonce... » (Ps 18, 2.) Il faut ici faire nôtres les paroles de saint Paul : « *nilhil sine voce* », rien n'est sans langage (cf. 1 Co 14, 10) ; il faudrait aussi évoquer le Cantique des créatures, de saint François d'Assise. Peut-être même pouvons-nous enrichir notre méditation en pensant à l'expression incisive et paradoxale d'un contemporain : « La puissance spirituelle de la matière » (TEILHARD DE CHARDIN).

Et pour nous en tenir à l'objet de vos études, comment ne pas voir un rappel positif de la noblesse de leur but dans la phrase bien connue du livre de la Sagesse : « A ma naissance, j'ai, moi aussi, respiré l'air commun » (7, 3), cet air qui est ainsi reconnu élément vital indispensable et que l'on désire sain et pur. Et comment ne pas évoquer l'hymne ambrosien à la louange de l'eau dans la liturgie milanaise du Samedi saint : « Sois sanctifiée par la parole de Dieu, eau céleste, sois sanctifiée, eau, marquée par le passage du Christ ; dans les passages étroits entre les monts ne reste pas enfermée, dans le choc contre les

écueils ne sois pas partagée, absorbée par la terre ne viens pas à manquer », etc. (cf. *Exameron*, III, c. V).

## Le souci du bien-être humain

En un mot, l'homme qui a la foi a de bonnes raisons pour regarder avec une sympathie religieuse les éléments dont s'occupe votre Congrès. De ce dernier, d'ailleurs, ressort une intention que nous, disciples de l'Évangile, non seulement nous pouvons partager, mais que nous devons, d'une certaine façon, faire nôtre : cette intention, cet objectif, c'est le bien-être humain. Nous ne pouvons, en effet, rester indifférents à l'anxiété, désormais mondiale, suscitée par la pollution de ces éléments naturels auxquels est liée d'une façon inéluctable la vie physique et même morale de l'homme. Nous ne pouvons pas ne pas réfléchir à ce curieux phénomène de rétorsion, dirions-nous, du progrès technique de la civilisation contre elle-même, alors que dans la recherche, dans la conquête d'une utilisation illimitée de la matière, cette même civilisa-

tion en arrive à corrompre l'air et l'eau (pour ne pas parler des autres biens naturels), sans lesquels devient impossible le plus élémentaire bien-être physique de l'homme. Le désir devient toujours plus ardent et urgent (quand il n'est pas, hélas ! réduit à un songe) d'avoir un air limpide et pur, une eau saine et innocente ; et nous ne pouvons qu'applaudir ceux qui ont le souci de défendre ces indispensables biens naturels ou de leur restituer leur pureté foncière et leur vertu naturelle, génératrice de santé physique, personnelle et sociale, pour l'être humain. Ajoutons qu'à cette aspiration vers la pureté et la limpidité de ces éléments extérieurs à la vie de l'homme se joint aussitôt le désir qu'un semblable processus régénérateur soit appliqué aux mœurs et à l'esprit de l'homme.

Chers Messieurs, nous apprécions vivement vos efforts pour assurer une solide base juridique à la protection de cette partie fondamentale de l'écologie et, en gage d'encouragement dans vos travaux, nous vous donnons de grand cœur notre Bénédiction apostolique.

## LA RÉCEPTION DU MARÉCHAL TITO

*Le 29 mars, le maréchal Josip Broz Tito, président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, effectuait sa première visite au Pape. Cette visite, qui avait été primitivement fixée au 12 décembre 1970, avait été ajournée au dernier moment en raison d'un différend avec le gouvernement italien. Voici l'allocution adressée par Paul VI à son visiteur qui était accompagné de Mme Tito (\*). Il avait eu auparavant avec lui un entretien privé qui a duré soixante-dix minutes.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La visite dont vous nous honorez aujourd'hui suscite dans notre âme des émotions et des réflexions toutes particulières.

Nous pensons avant tout, avec un respect et une estime affectueuse, au pays d'où vient Votre Excellence et à ses populations, qui nous sont très chères à bien des titres.

Vous ne serez pas surpris si nous, prêtre et pasteur, nous mentionnons avant tout autre, parmi ces titres, la foi chrétienne qui, depuis des siècles, éclaire une si grande partie de vos populations et a donné à l'histoire tant de nobles et fortes figures, de témoins et de saints. Et il nous sera bien permis de rappeler les

liens culturels et spirituels tout spéciaux qui unissent beaucoup de ces populations au Siège apostolique.

### La paix et la collaboration internationale

Peuples et terres riches d'une histoire antique et variée, qui, à côté de pages de gloire et de prospérité, en compte plus d'une marquée par l'épreuve et par l'adversité ; peuples placés en Europe au confluent de civilisations différentes et souvent en conflit ; peuples que leurs expériences nous semblent avoir destinés, dans les desseins de la Providence, à la vocation spéciale de chercher à être un point de rencontre et de compréhension, afin que de nouveaux conflits soient épargnés au continent et qu'il sache trouver la voie de la collaboration entre les nations qui le composent et, par là, d'un progrès plus complet et d'une civilisation plus fraternelle.

A cette vocation, la Yougoslavie, sous l'impulsion et la direction de Votre Excellence, semble vouloir répondre aujourd'hui en élargissant son rayon d'influence internationale au-delà des frontières de l'Europe, dans un monde devenu en réalité plus petit et plus solidaire, aussi bien pour les aspects positifs que pour les aspects négatifs.

Votre Excellence sait avec quelle attention le Siège apostolique et nous personnellement suivons l'action qu'elle exerce en ce domaine, avec son gouvernement, et combien sincèrement nous vous souhaitons le succès de toute initiative ayant pour objet la défense et la restauration de la paix ou l'établissement de meilleurs et plus fructueux rapports entre les nations de tous les continents.

(\*) Traduction française publiée par la Salle de presse du Saint-Siège (ce discours a été prononcé en italien). Les sous-titres et les notes sont de notre rédaction.



Et nous sommes reconnaissants à Votre Excellence de ce qu'elle veut bien, à son tour, apprécier les efforts que nous multiplions en faveur de la paix et de la collaboration fraternelle entre tous les peuples, dans la conscience que c'est là un devoir que nous impose notre ministère apostolique : ministère d'amour envers tous les hommes et tous les peuples, respectueux de tous, et redevable à tous d'un service de charité et de parole que nous ne considérons pas comme nôtre, mais comme appartenant à Celui de qui provient notre mandat et que nous représentons sur la terre.

Nous avons plaisir à reconnaître que justement sur ce terrain, commun à tant d'égards, de la recherche de la paix et de la collaboration internationale, il a pu s'opérer depuis quelques années, entre l'Etat yougoslave et le Saint-Siège, un rapprochement que l'expérience a révélé bienfaisant et prometteur de résultats encore plus positifs.

### Loyale harmonie entre l'Eglise et l'Etat

Soucieux, comme nous devons l'être, du bien et des légitimes intérêts de l'Eglise, nous sommes aussi profondément convaincu qu'une loyale harmonie entre l'Eglise et l'Etat, basée sur le solide fondement du respect sincère de l'indépendance mutuelle et des droits de l'un et de l'autre, est profitable, certes, à l'Eglise, mais en même temps et non moins à la société civile. Et cela non seulement parce que la paix religieuse est déjà par elle-même un précieux apport à la sérénité de la vie nationale, mais aussi grâce à la contribution en valeurs spirituelles et morales que la religion se trouve ainsi mise plus largement en mesure d'apporter à la formation humaine des citoyens, et en particulier de la jeunesse.

Ce n'est pas sans intérêt que nous avons vu affirmés, dans les fondements de votre charte constitutionnelle, des principes comme ceux de l'« humanisation du milieu social », du « renforcement de la solidarité et de la collaboration entre les hommes », du « respect de la dignité humaine » et de « l'épanouissement général de l'homme comme personne libre ».

Nous pensons à toute l'aide que l'Eglise peut offrir, en doctrine et en action pratique, à l'affirmation authentique des grands principes de ce genre, placés à la base de la vie sociale, dans chaque nation et entre les peuples du monde entier.

Pour elle-même, l'Eglise ne demande que la légitime liberté d'exercer son ministère spirituel et d'offrir ses loyaux services à l'homme — individu et communauté, — en dehors de tout autre intérêt personnel, étranger à sa mission religieuse et morale.

La conscience de la nature et en même temps des limites de cette mission, réaffirmée récemment et solennellement par l'Eglise catholique, est une garantie contre toute crainte fondée d'ingérences ou d'interférences indues, de la part de l'Eglise, dans le domaine de la souveraine et légitime compétence de l'Etat. Comme nous eûmes en effet l'occasion de le dire aux représentants des Etats en relations avec le Siège apostolique, l'action de l'Eglise s'exerce « à un plan différent et plus profond : celui

des exigences morales fondamentales sur lesquelles repose tout l'édifice de la vie en société » ; et « son désir de collaboration avec les pouvoirs de ce monde est sans arrière-pensée » temporelle (Paul VI, allocution au corps diplomatique, 8 janvier 1966, A. A. S. 1966, LVIII, p. 141 sq.) (1).

### Les rapports entre la Yougoslavie et le Saint-Siège

Cette attitude de l'Eglise catholique nous semble avoir, Monsieur le Président, la compréhension de Votre Excellence et des hommes responsables du gouvernement de votre pays. Cette compréhension, à laquelle s'ajoutent les engagements clairement confirmés en 1966 par l'Etat yougoslave et par l'Eglise catholique (2), est à la base des nouveaux rapports réciproques, dernièrement perfectionnés par le rétablissement des relations diplomatiques entre le Saint-Siège et la Yougoslavie (3) : rapports dont nous espérons des possibilités encore plus amples de bonne entente entre l'Eglise catholique et le Saint-Siège d'une part, et les autorités civiles yougoslaves de l'autre.

Ces rapports seront utiles aussi pour la suite de la collaboration dans l'examen des problèmes — si graves et si préoccupants, — dont Votre Excellence a fait mention, et dans la recherche de solutions adéquates, grâce à l'effort conjoint des hommes de bonne volonté.

Sous le signe de l'aspiration à l'entente réciproque, à la paix vraie et honnête, et à une généreuse compréhension et collaboration internationale, il nous est agréable, Monsieur le Président, de vous exprimer nos vœux, que nous étendons volontiers à tous ceux qui vous accompagnent et à tous les peuples de la Yougoslavie, sur lesquels nous invoquons de grand cœur la protection du Très-Haut.

### ALLOCUTION DU MARECHAL TITO (4)

VOTRE SAINTETÉ,

Je suis particulièrement heureux de l'occasion qui m'échoit de rencontrer Votre Sainteté et de vous transmettre l'expression des sentiments de profond respect des peuples et du gouvernement de Yougoslavie.

Je me réjouis d'avoir pu procéder aujourd'hui à un échange de vues direct avec Votre Sainteté sur les relations entre la Yougoslavie et le Saint-Siège, ainsi que sur les problèmes de l'actualité internationale sur lesquels nous avons déjà, à plusieurs reprises, exposé nos opinions et points de vue dans des messages personnels.

En Yougoslavie, tout comme dans le monde, on apprécie hautement les efforts que Votre Sainteté déploie pour le règlement pacifique des différends internationaux et la solution des problèmes sociaux et

(1) DC 1966, n° 1464, col. 283.

(2) DC 1966, n° 1475, col. 1287 et s.

(3) DC 1970, n° 1569, p. 798 ; n° 1576, p. 1104.

(4) Texte français original.

économiques brûlants de l'humanité. L'on connaît tout aussi bien l'appui que prête Votre Sainteté aux peuples sous domination coloniale dans leur juste lutte pour l'affranchissement et la liquidation de toute forme de discrimination raciale. Le message que Votre Sainteté a bien voulu adresser à la Conférence des pays non alignés à Lusaka a rencontré un accueil fort chaleureux auprès de tous les participants (5).

Votre Sainteté n'ignore pas que les peuples de Yougoslavie ont connu des rudes épreuves dans leur histoire, en défendant la liberté, l'indépendance et les acquis de leur culture et civilisation. Instruits par un passé difficile, nos peuples ont réalisé leur aspiration séculaire à vivre dans une communauté libre, indépendante et fondée sur l'égalité, et à assurer leur progrès social et économique par des efforts associés.

Afin de pouvoir avancer sur cette voie sans entraves, afin que les peuples de tous les pays puissent se consacrer au travail créateur pour leur propre bien et le progrès général, nous sommes vivement intéressés au maintien de la paix et au développement de la coopération internationale dans l'égalité. Ces nobles idéaux ne sauraient, à notre avis, être atteints qu'à condition d'assurer le plein respect de l'indépendance et de la souveraineté de tous les peuples et pays, d'accélérer la liquidation des vestiges du colonialisme et de toutes les formes de subordination et de discrimination et d'intensifier les efforts en vue d'aboutir à une réduction de l'écart profond entre pays développés et pays en voie de développement. Ce sont aussi les objectifs fondamentaux de la politique du non-alignement que la Yougoslavie poursuit de manière conséquente.

En tant que pays européen et méditerranéen, la Yougoslavie porte un intérêt vital à la réalisation d'une paix stable en Europe et dans la Méditerranée, et au dépassement des conflits et des divisions qui séparent les peuples et les Etats. Il est donc compréhensible que nous portions une attention particulière à la crise au Proche-Orient et aux graves dangers qu'elle comporte. La Yougoslavie engage le maximum d'efforts afin de contribuer, dans les limites de ses possibilités, au règlement pacifique de cette crise, pour que les conséquences de la guerre d'agression de juin 1967 puissent être éliminées et pour que tous les peuples et pays de cette région puissent vivre en paix et en sécurité.

Les derniers développements dans d'autres parties du monde également, en particulier en Asie du Sud-Est et en Afrique, nous préoccupent sérieusement, du fait que des peuples entiers s'y trouvent exposés à des grandes souffrances et privés des droits élémentaires par l'emploi brutal de la force. Cela comporte des implications négatives à grande portée pour l'ensemble des relations internationales.

Il m'est agréable de pouvoir constater que les points de vue du Saint-Siège et de la Yougoslavie sur les problèmes internationaux majeurs et la nécessité de les résoudre sur la base des principes de la coexistence pacifique sont proches ou identiques. Les efforts que déploie Votre Sainteté, en engageant sa haute autorité et son influence en vue de réaliser la paix dans le monde et la prospérité pour tous les hommes, rencontrent la sympathie et jouissent de l'appui des peuples et du gouvernement de Yougoslavie.

Votre Sainteté, le récent rétablissement des relations diplomatiques entre la Yougoslavie et le Saint-Siège témoigne avec éloquence de l'évolution positive de nos relations au cours des dernières années. Notre

souhait sincère est de voir ces relations se développer de manière continue sur la base du respect et de la considération mutuels.

Permettez-moi de souhaiter à Votre Sainteté une bonne santé et de nouveaux succès dans vos nobles efforts en faveur de la paix et de la compréhension internationale.

## LA RÉCEPTION DE L'AMBASSADEUR DU CHILI

*Le 22 mars, Paul VI a reçu en audience solennelle M. René Rojas Galdames, ambassadeur du Chili, venu lui présenter ses lettres de créance. En réponse à l'adresse de l'ambassadeur (1), le Pape a prononcé l'allocution suivante (\*) :*

### MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

C'est avec une sincère gratitude que nous avons écouté les paroles pleines de respect que vous venez de nous adresser en nous présentant les lettres qui vous accréditent comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Chili auprès du Saint-Siège. En remerciant également du message empreint de courtoisie que vous nous avez transmis de la part de S. Exc. le Président de la République, nous voudrions souligner la joie pleine d'espoir que votre présence, monsieur l'Ambassadeur, provoque en nous car elle nous rappelle une nation qui nous est si chère.

Les idées sur la paix, la justice, le progrès et la vie dans la fraternité auxquelles s'est référée Votre Excellence ne peuvent manquer de trouver en notre esprit un écho favorable puisque c'est notre tâche et celle de l'Eglise de maintenir un dialogue constant sur les problèmes et les légitimes aspirations de la famille humaine dont la nation chilienne est un membre apprécié à si juste titre.

Ainsi nous croyons être fidèles à notre mission propre de proclamer une vérité transcendante : celle-ci est une semence destinée à grandir et à se développer dans les âmes comme un arbre aux branches étendues,

(1) L'ambassadeur a notamment déclaré : « Le Chili est aujourd'hui à la recherche d'une voie nouvelle de justice sociale, de participation effective de tous les secteurs du peuple au développement et à la direction du pays, toujours dans le respect de la loi et le profond attachement aux postulats de paix qui ont été les colonnes permanentes de notre vie institutionnelle. De là naît une convergence avec les objectifs que poursuit l'Eglise, par d'autres voies et à travers le perfectionnement de l'homme... »

Le Chili et son gouvernement, respectueux de toutes les valeurs de l'esprit, donnent aussi une importance particulière aux relations diplomatiques et amicales qui existent heureusement avec le Saint-Siège, relations qu'ils désirent resserrer encore davantage, si cela était possible. »

(\*) Texte espagnol dans *l'Osservatore Romano* du 22-23 mars 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

(5) DC 1970, n° 1572, p. 905 (NDLR).



ouvertes à tous les horizons de l'activité de l'homme et de la société, elle qui est aussi une lumière pour illuminer l'humanité à la recherche du chemin vers son progrès harmonieux, dans ses dimensions terrestre et éternelle.

Pour cette raison, la mission de l'Eglise est une mission de service sincère envers chaque homme, envers chaque société, envers l'humanité entière, en faisant sentir à chacun qu'il est responsable du sort de ses semblables. Là où parvient la voix de l'Evangile, là arrivent la promotion de l'homme, l'annonce de la justice et l'œuvre de la charité.

Votre Excellence a particulièrement insisté sur le respect de la loi et des postulats de la paix, en les définissant comme les colonnes de la vie de la nation chilienne ; sur les traditions démocratiques du pays et sur les valeurs spirituelles dont chaque nation a besoin pour promouvoir un progrès véritable.

### La liberté d'action de l'Eglise

C'est avec satisfaction que nous avons écouté ces idées si essentielles pour le développement de l'activité de l'Eglise dans la liberté : cette activité se définit par l'esprit de service auquel nous venons de faire allusion, elle ne recherche d'autre but que le profit moral et spirituel de ses membres et, par là même, elle se reflète indirectement sur toute la communauté nationale. Et nous pensons concrètement à l'action généreuse que l'Eglise mène au Chili au service des plus pauvres et des plus défavorisés, au moyen de ses œuvres de promotion sociale et de charité ; aux efforts qu'elle accomplit en faveur de la jeunesse étudiante avec ses écoles et ses Universités ; à ses initiatives dans l'intérêt des malades et des vieillards, ainsi qu'aux œuvres sociales pour la promotion du monde rural et ouvrier. La liberté d'action de l'Eglise a été présentée par le II<sup>e</sup> Concile du Vatican comme le principe fondamental dans les rapports entre l'Eglise et les pouvoirs publics et l'ordre civil tout entier.

Nous avons confiance que, dans cet esprit, l'Eglise trouvera toujours dans votre patrie, de la part de l'Etat, les conditions qui lui sont dues pour son action désintéressée et féconde ; et que le Chili saura préserver une profonde estime pour sa tradition catholique, pour le patrimoine culturel, moral et religieux de son peuple et pour ses relations cordiales avec le Saint-Siège que Votre Excellence a souhaité voir se resserrer encore davantage. Et nous avons confiance aussi que le Chili voudra conserver les bonnes relations avec l'Eglise qui y travaille, en lui assurant la liberté pour son culte et son ministère, une liberté entendue non dans le sens d'une simple tolérance qui puisse être restreinte comme un facteur négatif dans la vie du peuple, mais comme un noble droit et une pédagogie de culture, de progrès et d'élévation des hommes.

Monsieur l'Ambassadeur, en formulant des vœux fervents pour l'heureux accomplissement de votre haute mission, nous vous assurons bien volontiers de notre bienveillance et, tout en redisant notre spéciale affection pour le bien-aimé peuple chilien, nous lui adressons notre salut ainsi qu'à tous ses dirigeants, par l'entremise de Votre Excellence, en même temps que nous appelons sur la nation tout entière l'aide de Dieu et les continuelles bénédictions du Très-Haut.

— *Dynamique des besoins sociaux*, par FR. SELLIER (coll. « Relations sociales »). — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 256 pages. Prix : 22 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

## ALLOCUTION A

### L'AMBASSADEUR DU GABON

*Paul VI a reçu le 25 février M. Georges Rawiri, ambassadeur du Gabon auprès du Saint-Siège, venu lui présenter ses lettres de créance. Il lui a adressé l'allocution suivante :*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Nous remercions Votre Excellence des aimables paroles qu'elle vient de nous adresser, au nom de M. le président Albert Bongo, et nous sommes heureux de vous accueillir ici, au moment où vous êtes appelé à représenter votre noble pays auprès du Saint-Siège.

L'Eglise catholique — est-il besoin de le dire — regarde le Gabon avec une respectueuse estime et une grande espérance. Elle sait que, au cœur de l'Afrique, votre pays possède, grâce à une nature fertile et à un riche sous-sol, tout ce qu'il faut pour donner à ses habitants la prospérité matérielle dont ils ont besoin. Elle connaît aussi les possibilités d'alphabétisation et de culture qui existent pour ses jeunes assoiffés de savoir. Enfin elle se réjouit de constater qu'une aussi forte proportion de Gabonais, ouverts à la foi, portent le nom de chrétiens et sont heureux de leur appartenance à l'Eglise.

Dans cette conjoncture, que souhaitent les catholiques ? Que cherchent ses responsables ? Que veut le Saint-Siège lui-même, centre et nœud de l'Eglise universelle ? Rien d'autre que de vivre intégralement la foi, avec toutes les exigences qui y sont attachées par le Christ lui-même. Oh ! les chrétiens, certes, le savent bien : le chemin est ardu et jamais achevé, qui mène à placer l'ensemble de la vie, des mœurs et des coutumes, respectées dans leur valeur spécifique légitime, sous la lumière de l'Evangile, et sous l'influence de la grâce, qui les feront fructifier selon leur pleine mesure et les « sauveront » ! En agissant ainsi, sans s'ingérer en tant que telle dans la politique, l'Eglise — c'est du moins son intention — pense servir également les intérêts supérieurs du pays : elle collabore volontiers à l'organisation sociale, avec un souci privilégié des pauvres et des petits, elle ne demande qu'à participer, selon ses moyens, au développement de l'instruction, en formant les cœurs en même temps que les esprits, au sens moral, au goût du service désintéressé, aux responsabilités, elle cherche, comme partout, à promouvoir la justice, la paix et l'amour fraternel entre les citoyens avec leurs frères du monde entier.

Aussi savons-nous gré aux autorités civiles de votre pays de le comprendre et d'entretenir avec les autorités ecclésiastiques des relations sociales et encourageantes. Dans le ferme espoir qu'elles se poursuivront et s'intensifieront, pour le bien de l'Eglise et de tous vos chers compatriotes. Nous formulons les meilleurs souhaits pour la mission de Votre Excellence et implorons de grand cœur sur vous, sur M. le Président de la République comme sur tous les Gabonais que vous représentez, les bénédictions abondantes du Tout-Puissant.

*(Texte français dans l'OR du 26 février 1971.)*

— *L'Evangile du samedi soir*, par R. HÉDOUIN (coll. « Eglise et monde ouvrier »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 104 pages. Prix : 8 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

— *Le Christ est vivant*, par MICHEL QUOIST. Lettre préface du cardinal MARTY. — Un vol. 13 × 21 cm, de 176 pages. Prix : 10 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

L'Osservatore Romano du 28 mars a publié l'information suivante : « S. Em. le cardinal Tisserant a remis à la disposition du Saint-Père, en raison de la limite d'âge, ses charges de bibliothécaire et archiviste de la sainte Eglise romaine. Sa Sainteté a accueilli cette proposition et lui a donné le titre de bibliothécaire et archiviste émérite de la sainte Eglise romaine. » Dans le même numéro du quotidien de la Cité du Vatican était publiée la lettre ci-après adressée par, Paul VI au cardinal Tisserant (1) :

A NOTRE VÉNÉRABLE FRÈRE LE CARDINAL EUGÈNE TISSERANT,  
MONSIEUR LE CARDINAL,

Avec l'empressement et la loyauté qui vous distinguent et qui, joints à vos éminentes qualités d'âme, vous ont toujours rendu très cher à notre cœur, vous avez voulu remettre à notre disposition la double charge de bibliothécaire et d'archiviste de la sainte Eglise romaine que vous avez exercée jusqu'à maintenant avec un indiscutable prestige.

Nous sommes sincèrement ému de ce signe de délicate sensibilité qui ajoute un nouveau mérite à votre figure spirituelle, et c'est à contrecœur que nous devons accepter votre décision motivée par les raisons que vous avez voulu nous exposer. Cependant, pour vous montrer combien nous nous sentons obligé par votre geste et combien nous désirons que vous continuiez à maintenir un lien étroit avec les deux grandes institutions qui doivent tant à votre culture et à votre autorité, nous vous nommons bibliothécaire et archiviste émérite, en gage de notre indéfectible bienveillance.

A cette occasion, nous désirons vous redire notre estime et notre gratitude pour le bien que vous avez fait pendant plus de soixante années passées à servir le Saint-Siège d'une façon féconde, dans l'exercice des différentes responsabilités qui vous ont été confiées par nos prédécesseurs, surtout en qualité de préfet de la S. congrégation de l'Eglise orientale et d'évêque suburbicaire d'Ostie, Porto et Sainte-Rufine, sans parler du développement que vous avez donné à la bibliothèque apostolique du Vatican et aux archives secrètes, ainsi que de votre apport aux disciplines sacrées et profanes.

Partout, vous avez laissé l'empreinte profonde de votre intelligence vive et pénétrante, de votre science, de votre force d'âme, de votre bonté, de votre zèle pastoral. En particulier, vous n'avez pas cessé d'édifier par votre fidélité inébranlable, solide comme le granit, au Siège de Pierre, dans les petites comme dans les grandes choses, avec un cœur d'évêque, une prudence de savant, en aimant l'Eglise de toutes vos forces, comme un fils généreux et dévoué, et en mettant à sa disposition les admirables énergies dont vous a doté le Seigneur.

Ce témoignage, monsieur le Cardinal, vous l'avez donné avec fidélité et générosité, et vous pouvez bien dire avec saint Paul : « J'ai combattu jusqu'au bout

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

Le cardinal Tisserant, doyen du Sacré-Collège, est né à Nancy le 24 mars 1884. Il a été atteint par la limite d'âge fixée pour les cardinaux par le *Motu proprio* « *Ingravescentem aetatem* » (cf. DC 1970, n° 1575, p. 1656 ; 1971, n° 1578, p. 96, note 2).

le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi. » (2 Tm 4, 7.) Le Seigneur ne manquera pas de vous récompenser en vous donnant en abondance ses consolations.

Nous le lui demandons dans la prière, et en même temps nous sommes certain que vous continuerez à nous faire bénéficier de la richesse de votre culture, de la variété de votre expérience, de la force de vos convictions, dans les tâches qui vous sont confiées, avec la singulière vigueur spirituelle et intellectuelle qui vous caractérise toujours.

C'est dans cette confiance que nous vous exprimons encore une fois notre reconnaissance, tandis que, en gage des faveurs célestes, nous vous donnons de tout cœur notre particulière Bénédiction apostolique.

Au Vatican, le 27 mars 1971, huitième année de notre pontificat.

PAULUS P.P. VI.

## LA COOPERATION JUDEO-CHRETIENNE

Après l'audience générale du 31 mars, Paul VI a reçu les délégués de l'American Jewish Committee, auxquels il s'est adressé en ces termes :

CHERS AMIS,

Nous sommes heureux de vous recevoir au Vatican en qualité de représentants du Comité juif américain.

En publiant sa déclaration sur les relations entre l'Eglise catholique et les autres religions mondiales, le II<sup>e</sup> Concile du Vatican a voulu jeter les fondements de meilleures relations entre catholiques et fidèles d'autres religions. Il existe un lien spécial entre catholiques et juifs. Dieu lui-même nous a réunis par sa révélation. Le premier commandement qu'il nous a donné, c'est de l'aimer de tout notre cœur, de toute notre âme et de toutes nos forces, et d'aimer notre prochain comme nous-mêmes (cf. Dt 6, 5 ; Lv 19, 18 ; Mt 22, 36-40).

C'est pourquoi nous désirons vivement que les directives du Concile du Vatican soient mises en pratique de telle façon que, grâce au développement d'une meilleure compréhension et d'un plus profond respect entre catholiques et juifs, les uns et les autres soient en mesure de collaborer pour la promotion de la paix et du bien-être de toute l'humanité.

Nous savons que le Comité juif américain est engagé activement dans une telle collaboration, et nous demandons au Seigneur de bénir les efforts communs que nous pouvons entreprendre sous son inspiration.

(Texte anglais dans l'Osservatore Romano du 1<sup>er</sup> avril 1971. Traduction de la DC.)

— Lectures pour le temps pascal. Prière du temps présent. — Un vol. 19 X 10 cm, de 168 pages. Coédition Cerf, Desclée et Cie, Desclée De Brouwer, Mame. Prix : 7,50 F.

Le Centre national français de pastorale liturgique présente, pour le temps pascal, un recueil de textes spirituels, analogue à celui déjà publié pour l'Avent 1970 à titre de supplément de « Prière du temps présent » (cf. DC 1970, p. 1099, note 3). Dans ce recueil, présenté sous forme de brochure, nous trouvons, parmi les auteurs modernes, les noms suivants : P. LOEW, Romano GUARDINI, le patriarche ATHÉNAGORAS, PAUL VI, le P. DE FOUCAULD, le P. DE MONTCHEUIL, KARL RAHNER, TEILHARD DE CHARDIN, le métropolitain HAZIM de Lattaquié, le P. DE LUBAC, Georges BERNANOS, Paul CLAUDEL, Marcel LÉGAUT, Mgr CHEVROT, Olivier CLÉMENT, Thomas MERTON, Jean MOURoux, le P. VALENSIN, François MAURIAC, Olivier MESSIAEN, les PP. CONGAR, Joseph BOUCHAUD, LYONNET, etc.



## LES SACREMENTS

### BAPTÊME DANS LES MATERNITÉS OU DANS LES PAROISSES ?

*Les Notitiae, organe de la S. congrégation du Culte divin, ont publié, dans leur numéro de février 1971 (p. 59 et s.), les documents ci-après qui soulignent la priorité de l'église paroissiale sur les cliniques et hôpitaux pour l'administration du baptême (\*) :*

Le 24 juin 1970, le cardinal Angelo Dell'Acqua, vicaire général du Souverain Pontife pour le diocèse de Rome, a publié une notification sur l'administration du baptême dans les cliniques (1). Certains ayant estimé que cette notification ne concordait pas avec les règles données par le premier Synode de Rome, le Concile et la S. congrégation du Culte divin, le cardinal-vicaire a consulté cette S. congrégation au sujet de la nouvelle législation du baptême des petits enfants.

Cette question pouvant se poser également dans d'autres régions, nous publions, pour rendre service aux pasteurs, et le document de base et la réponse de la S. congrégation (2).

#### I. — NOTIFICATION DU CARDINAL VICAIRE DE ROME

Le 29 juin entre en vigueur, pour tous les diocèses d'Italie, le nouveau rite du baptême des enfants. Le rite qui était en usage jusqu'à maintenant avait été préparé avec des éléments empruntés à la liturgie du baptême des adultes. Cela nous permet de mesurer l'importance de ce nouveau pas de la réforme liturgique qui nous donne une célébration du baptême adaptée à la situation des enfants, conformément aux dispositions du II<sup>e</sup> Concile du Vatican (*Sacro-sanctum Concilium*, n° 67).

(\*) Traduction de la DC, d'après les textes latin (introduction) et italien (les deux documents qui suivent). Le titre est de notre rédaction.

Nous rappelons, en ouvrant ce dossier, le rapport de Mgr Coffy au Conseil permanent de l'épiscopat français sur « Évangélisation et sacrement » (DC 1971, n° 1581, p. 231 et s.).

(1) *Rivista dioc. di Roma*, 1970, p. 853-854.

(2) *Ibid.* 1970, p. 1099-1101.

Les parents ont maintenant dans la célébration la place qui leur revient de par leur responsabilité à l'égard de l'éducation chrétienne de leur enfant qui reçoit le baptême. On voit tout de suite tout ce que ce rite peut apporter à une action pastorale désireuse de mettre en valeur comme il se doit le premier sacrement de l'initiation chrétienne, pour faire prendre à la communauté ecclésiale et aux familles conscience de leurs responsabilités dans l'éducation de la foi de l'enfant baptisé.

Les dispositions ci-après ont pour but de donner des orientations pastorales dans le diocèse de Rome pour l'application des prescriptions indiquées dans le rituel (*Rito del Battesimo dei bambini*, CEL, p. 25-32) et d'assurer une participation active et consciente à la célébration.

1. Entre la demande du baptême par les parents et la célébration doit s'écouler un temps suffisant pour permettre une vraie préparation. Celle-ci s'effectue selon les modes expérimentés dans les paroisses, eu égard à leurs différentes situations, en tenant compte de ce qui est dit au paragraphe 5, n° 1 (*ibid.*, p. 26).

2. Pour le temps du baptême (§ 8-9, *ibid.*, p. 28-29), on s'efforcera de trouver le juste équilibre entre la nécessité de baptiser le nouveau-né sans tarder et celle d'une préparation convenable, ainsi que d'une célébration digne. Il est vivement recommandé de faire une célébration commune de plusieurs baptêmes le dimanche, à l'heure qui convient.

3. Le lieu du baptême doit être normalement l'église paroissiale (cf. § 10, p. 29), pour mieux signifier que le baptisé entre dans la communauté ecclésiale, et que la famille veut que l'un de ses enfants entre dans la famille des enfants de Dieu. C'est pourquoi les baptêmes ne seront pas célébrés dans les maisons privées (§ 12) et dans les cliniques, sauf en cas de nécessité ou pour d'autres motifs pastoraux réellement impérieux. On reconsidérera la pratique en vigueur dans les cliniques et dans les hôpitaux ; les curés en avertiront les aumôniers et les supérieures religieuses des cliniques, en faisant appel à leur collaboration pour expliquer aux parents les motifs des nouvelles dispositions.

4. Dans le déroulement de la célébration, on veillera à l'aspect catéchétique de la liturgie de la parole. On invitera l'assistance à s'asseoir, pour qu'elle puisse écouter tranquillement ; on choisira les lectures bibliques les plus adaptées ; on fera une brève homélie catéchétique pour amener l'assemblée à comprendre dans la foi la signification du sacrement. Les paroles du prêtre devraient aider chacun à mieux comprendre sa vie chrétienne fondée sur le baptême et la responsabilité ecclésiale qui en découle envers le nouveau baptisé.

5. Les moments du rite qui prévoient un dialogue plus spontané entre le célébrant d'une part, les parents, parrains et marraines d'autre part, seront mis à profit comme il convient pour donner à la célébration un aspect moins artificiel, et pour aider l'assistance à participer d'une façon vraiment personnelle. En tout état de cause, le prêtre ne doit jamais faire des improvisations, mais préparer ses interventions comme il se doit.

6. Certains dimanches de l'année, spécialement pendant le temps pascal, il est opportun, du point de vue pastoral, d'insérer le baptême dans les messes des différentes assemblées pour permettre de temps en temps à tous les fidèles pratiquants de prendre conscience de leur responsabilité à l'égard des nouveaux baptisés. On s'efforcera d'offrir à toutes les assemblées dominicales au moins une célébration baptismale de cette sorte chaque année. On évitera cependant d'imposer trop de baptêmes toujours à la même assemblée dominicale.

## II. — REPONSE DE LA S. CONGREGATION DU CULTE DIVIN

MONSIEUR LE CARDINAL,

Cette S. congrégation a reçu la lettre du 7 juillet 1970 (prot. n. 9289/70) par laquelle Votre Eminence consulte cette S. congrégation au sujet de l'application de la nouvelle législation pour l'administration du baptême des enfants dans le diocèse de Rome.

Vous vous référez en particulier à la notification du 24 juin 1970 dans laquelle vous exhorte les fidèles à célébrer le baptême, en règle normale, dans la paroisse, à l'exclusion des cliniques, « sauf en cas de nécessité ou pour d'autres motifs pastoraux réellement impérieux ». Certains ont estimé que cela était contraire à l'art. 154 du Synode de Rome, promulgué le 29 juin 1960.

Après avoir exposé tout ce problème au Saint-Père, je dois, de sa part, vous communiquer ce qui suit :

1. Il ne semble pas que la récente notification soit en contradiction avec le Synode de Rome.

Avant tout parce qu'il s'agit d'une matière entièrement nouvelle et d'une situation différente de celle existant lors du Synode de Rome. L'*Ordo Baptismi parvulorum* constitue une réorganisation des dispositions disciplinaires, liturgiques et rituelles, concernant le baptême des enfants. Il s'agit d'un nouvel acte législatif qui se substitue au précédent. Et, comme il est

logique pour une loi s'appliquant à toute l'Eglise, celle-ci émane d'un acte pontifical par lequel est abrogée la législation antérieure. L'approbation expresse du Saint-Père et l'ordre de promulgation « au nom du Souverain Pontife » sont clairement indiqués dans le décret qui précède l'*Ordo*.

Mais même si l'on fait abstraction de l'aspect juridique, la nouvelle disposition n'est pas en contradiction avec le Synode romain. Celui-ci, en effet, donnait au cardinal-vicaire pouvoir d'accorder (« *concedere poterit* ») que le baptême soit administré également dans les cliniques. Les numéros 11 et 13 des notes préliminaires de l'*Ordo Baptismi parvulorum* s'expriment dans le même sens : « Il appartient à l'évêque... de *permettre* ou de *prescrire* qu'il y ait des fonts baptismaux également dans une autre église ou oratoire public situé sur le territoire de la paroisse. » (N° 11.) Dans un certain sens, la nouvelle discipline étend à toute l'Eglise une disposition qui était particulière à Rome.

Si, dans l'esprit de l'*Ordo Baptismi parvulorum*, le cardinal-vicaire a jugé bon de modifier les dispositions précédentes, il l'a fait et en vertu du Synode et en vertu des notes préliminaires du nouvel *Ordo*.

2. Cette congrégation apprécie l'effort qui a été fait pour revaloriser le sens de la paroisse et l'esprit communautaire, sur lesquels insiste tant l'*Ordo Baptismi*. La paroisse devrait toujours davantage être envisagée comme centre de vie spirituelle et sacramentelle, et la communauté paroissiale comme le milieu naturel et fraternel pour l'initiation sacramentelle, l'éducation dans la foi et le développement de la personnalité chrétienne.

3. Du point de vue pastoral, si l'on considère la situation des grandes villes — de Rome dans ce cas concret, — il semblerait que la récente disposition puisse être appliquée progressivement, d'une façon prudente et éclairée.

a) Tous ceux — aumôniers et religieuses — qui sont plus directement en contact avec les parents se conformeront de bon gré à l'invitation qui leur est faite d'orienter les intéressés vers la paroisse, afin que les nouveaux membres de la famille chrétienne soient régénérés à la vie de la grâce au sein de la première communauté ecclésiale naturelle.

b) Il faudra donc faire en sorte que, lorsqu'ils s'adressent à la paroisse, les parents trouvent un milieu accueillant où puissent s'effectuer une préparation et une célébration répondant à ce qui est requis par le nouvel *Ordo Baptismi*. Le contact avec la paroisse ne doit pas être une simple formalité dont on aurait pu s'acquitter tout aussi bien à la clinique. Cela vaut surtout pour la préparation pastorale des parents qui doit, autant que possible, commencer dès avant la naissance de l'enfant.

c) Cependant, dans certains cas, l'église ou la chapelle de l'hôpital ou de la clinique pourra, pour les baptêmes, apporter une aide appréciable à la pastorale de la paroisse, en raison non tellement du nombre matériel des baptêmes qui y sont administrés que de la présence stable



d'un aumônier zélé, bien aidé, qui pourra organiser une bonne préparation des parents au baptême de leur enfant, en collaboration responsable avec le curé.

d) Le choix des hôpitaux ou des cliniques qui pourront être autorisés à avoir des fonts baptismaux devra être fait cas par cas par le cardinal-vicaire, en tenant compte de la condition de ceux qui les fréquentent habituellement, ainsi que de leurs besoins spirituels (3). Il sera ensuite nécessaire d'établir des règles précises et de fixer des conditions bien déterminées pour l'organisation de l'activité pastorale, la disposition du lieu sacré, le déroulement de la cérémonie avec toutes les conditions requises pour une célébration vraiment digne. L'autorisation devra être résolument refusée toutes les fois où l'on prévoit que ces conditions ne pourront pas être réalisées. L'existence ou l'absence de ces conditions devra être constatée par les services compétents du vicariat.

e) On devra, dans la mesure du possible, éviter les baptêmes individuels et favoriser la célébration communautaire qui met mieux en lumière le sens de la famille de Dieu. A cette fin, on fixera les jours et les heures où le baptême pourra être donné commodément à tous les enfants nés récemment.

f) Les indications d'ordre rituel et pastoral devront être appliquées partout où le baptême est donné, en vertu du droit ou d'un privilège, y compris dans les basiliques patriarcales.

Veuillez croire aux sentiments respectueux de votre dévoué serviteur.

Cité du Vatican, 19 août 1970.

Benno card. GUT, *préfet*.  
A. BUGNINI, *secrétaire*.

(3) En application de cette norme, le cardinal-vicaire a autorisé, le 19 août, 12 hôpitaux ou cliniques à avoir des fonts baptismaux (*Rivista dioc. di Roma*, 1970, p. 1101).

## A PROPOS DE LA COMMUNION SOLENNELLE

*Lettre des évêques lyonnais (\*)*

### Préambule

La Communion solennelle est une question discutée. Elle a des partisans fidèles et aussi des opposants convaincus. Le temps n'arrange rien et ces dernières années ont vu le climat se détériorer fâcheusement. Mieux valait y voir clair. C'est pourquoi, à la demande de la Direction de l'Enseignement religieux, les responsables diocésains de la pastorale ont décidé d'organiser une consultation auprès des prêtres, des catéchistes, des parents, dans les paroisses, les institutions, les aumôneries. Cette enquête ne pouvait atteindre tout le monde. Elle fut cependant suffisamment diffusée pour que ses résultats puissent être considérés comme représentatifs.

Les réponses furent étudiées avec minutie, par une commission désignée à cet effet.

C'est à partir des données de cette consultation que les évêques, vicaires généraux, membres de la Direction de l'Enseignement religieux, de l'Enseignement catholique et de l'Aumônerie scolaire, ont établi, au terme de plusieurs réunions, le texte ci-dessous, revu en dernière lecture par le Conseil épiscopal.

On y trouvera les conclusions dominantes de l'enquête, les convictions qui doivent nous inspirer dans l'éducation de la foi des enfants et des adolescents d'aujourd'hui.

Le texte précise également les orientations pour l'acheminement vers les sacrements et

pour la manifestation de la foi des enfants dans des célébrations de profession de foi.

Il est sans doute nécessaire de rappeler l'esprit qui anime cette étude. C'est avant tout un souci d'éducation de toute la foi en Jésus-Christ, enseignée par l'Eglise, pour la multitude des enfants, d'une façon permanente.

Tous les termes sont à peser... :

— « Education de la foi », qui comporte l'enseignement de la foi de l'Eglise, mais aussi la formation à la vie chrétienne ;

— « Pour la multitude des enfants et des adolescents » : qu'il s'agisse des groupes ou de chacun d'eux, car le Christ est venu pour tous et pour chaque homme ;

— « De façon permanente », car cet attachement éclairé et vivant au Christ-Dieu ne saurait moins que jamais être le fait de quelques années de catéchisme au moment de l'enfance.

Quant aux directives, elles ont cherché à mettre un peu de clarté dans la confusion actuelle, sans tomber pour autant dans un arbitrage autoritaire.

Elles prévoient que la progression de la foi des enfants et des adolescents puisse être célébrée d'étape en étape par des « professions de foi » : fêtes, si possible annuelles, qui pourraient marquer tout aussi bien les premiers pas des petits que la démarche plus ferme des adolescents.

Bien loin de supprimer ce que l'on attendait naguère d'une fête unique et définitive, il s'agit au contraire de le multiplier.

Cependant, l'une de ces « professions de foi » — sans qu'elle puisse être considérée pour autant comme terminale — pourra représenter

(\*) « Eglise de Lyon », 5 mars 1971.

une étape plus solennelle de l'éducation de la foi, marquée par une fête communautaire et familiale.

Ce texte paraîtra sans doute insuffisant aux uns comme aux autres. Nous en sommes tout à fait conscients. Mais se voulant essentiellement pastoral, il tient compte de la diversité des situations et des mentalités. C'est en donnant ses chances à une certaine liberté qu'il veut éviter l'anarchie. Ainsi des expériences intéressantes pourront se faire et l'évolution s'accomplir sans brutalités inutiles. On ne peut, en effet, rayer d'un trait de plume la tradition festive de l'Eglise, tellement enracinée dans la psychologie humaine. Le Peuple de Dieu — et notamment les petits et les pauvres — a toujours aimé se regrouper dans la joie, autour de l'Eucharistie, pour les événements qui marquent une vie humaine et chrétienne.

Il appartiendra aux pasteurs d'aujourd'hui, en liaison intime avec leur peuple, d'inventer progressivement des formes d'expression mieux adaptées à notre temps, pour répondre à ce besoin fondamental. Le texte que nous publions les y invite et leur rappelle l'esprit qui doit les guider.

Et les patients efforts de la catéchèse pourront se poursuivre dans une large collaboration avec tous, pour qu'au plus grand nombre possible d'enfants et d'adolescents soit annoncé le Christ-Seigneur.

## I. — Constatations

En abordant la question de la Communion solennelle, nous avons conscience de parler d'une fête qui reste populaire en France. Marquée par une longue tradition, elle continue de représenter, à coup sûr pour beaucoup de parents, un peu moins pour les enfants, une sorte de sommet vers lequel on tend.

On ne peut pourtant pas dire que la Communion solennelle soit demeurée tout à fait conforme à ses origines. En effet, de nombreuses évolutions l'ont depuis longtemps modifiée dans son déroulement comme dans son fond.

Au point de départ, c'était vraiment la *fête de la toute première communion* ; puis, lorsque l'habitude se fut répandue d'appeler les enfants à communier plus jeunes, l'accent fut mis sur la « *rénovation des promesses du baptême* » et, plus récemment encore, sur la « *profession de foi* ». Chacune de ces évolutions, en même temps qu'une adaptation à des circonstances différentes, traduisait un désir des prêtres, des catéchistes et des parents, de faire de cette cérémonie un acte religieux plus simple et plus vrai, en fonction de la mentalité enfantine ou adolescente. De là, un effort certain, dans la préparation (réunions de parents, retraites sous différentes formes) comme dans le déroulement (cérémonies adaptées, aubes ou costumes civils, fête familiale plus discrète...).

La majorité des familles, dans la mesure où l'on a su les y associer, ont compris et accepté ces évolutions.

Mais ce qui a été moins facilement compris de tout le monde, c'est que, bien loin d'être l'aboutissement d'une formation religieuse qui suffirait pour la vie, la Communion solennelle

n'en marquait qu'une étape appelant normalement une suite.

Outre cette première constatation, il faut reconnaître que la prolongation de la scolarité constitue un fait nouveau. Elle peut et doit représenter une chance pour les jeunes chrétiens : chance d'approfondir leur foi dans un âge décisif, chance d'accéder à une culture religieuse à la dimension de leur formation humaine. Mais les conditions nouvelles qu'elle crée obligent parents, éducateurs et enfants à reconsidérer la portée et les limites d'une coutume qui coïncidait jadis, pour beaucoup d'enfants, avec la fin des études primaires et l'entrée au travail.

Pour toutes ces raisons, certains ont même cru opportun de supprimer la Communion solennelle.

La réflexion entreprise conduira à de nouvelles manières de faire. Que tous sachent bien que ces changements ont pour seul but de créer des conditions meilleures pour l'éducation chrétienne des enfants ; de mieux accueillir la demande des familles pour cette éducation et de donner à cette demande une réponse adaptée.

C'est pourquoi, après avoir déjà pris l'avis de nombreux prêtres et catéchistes, nous avons décidé de faire une large consultation sur l'opportunité et les modalités d'une évolution de tout le diocèse (1).

Les réponses nombreuses que nous avons attentivement examinées nous indiquent clairement les points suivants :

1. La majorité des répondants estime nécessaire une évolution ;

2. Tous — même ceux qui refusent tout changement — sont d'accord pour affirmer que *le plus important* est de permettre la meilleure éducation chrétienne possible pour le temps présent et pour l'avenir ;

3. Beaucoup — et en particulier des parents — insistent pour que l'évolution envisagée ne laisse pas perdre tout ce qu'a apporté naguère la communion solennelle : participation des familles à une fête religieuse, occasion donnée aux enfants de mieux réfléchir à la vie chrétienne, notamment par des retraites, et d'exprimer publiquement leur foi ;

4. Enfin, ceux qui jugent normal qu'il y ait des manières de faire différentes selon les diverses régions du diocèse, souhaitent cependant des orientations générales valables pour tous.

Avant de préciser ces orientations et pour en donner le sens, il est nécessaire que nous fassions état des convictions qui nous y ont amenés.

## II. — Convictions

1. *La foi chrétienne est une vie avec le Christ. Cette vie, reçue de Dieu au baptême, nous avons à la faire grandir pour qu'elle transforme notre existence d'hommes. Elle ne*

(1) Un compte rendu de cette consultation sera à la disposition de ceux qui le désirent au Secrétariat de la pastorale.



saurait se réduire à un bagage restreint de formules et de prières, ni à une éducation de quelques années au cours de l'enfance.

A tous les âges de la vie, nous avons besoin de réfléchir sur notre foi, de l'approfondir, de la renouveler et de la célébrer selon les expériences que la vie nous procure et les situations toujours nouvelles qu'elle nous impose. Aujourd'hui plus qu'hier, en raison des transformations rapides du monde, un chrétien ne peut se contenter du seul catéchisme de l'enfance.

2. *La foi chrétienne ne peut se vivre ni se développer dans l'isolement.* A tout âge, notre foi s'éduque par la vie en Eglise. La famille est la première cellule d'Eglise dans laquelle s'éveille et grandit la foi du tout petit enfant.

Mais très tôt l'enfant a également besoin d'un groupe chrétien — autre que la famille — dans lequel il puisse réfléchir, partager et vivre sa foi. C'est là le rôle indispensable des groupes de catéchismes ou d'aumôneries et aussi de l'école catholique et des divers mouvements chrétiens.

Ce qui est vrai pour les enfants l'est d'ailleurs aussi pour les adolescents et les adultes selon les formes adaptées à leur âge et à leur situation.

3. *La foi chrétienne a besoin, pour sa croissance même, d'être célébrée en commun par les membres de ces différents groupes ou communautés.* Le rassemblement des chrétiens pour la célébration de la foi est en effet un moment privilégié de rencontre avec le Christ.

Les chrétiens célèbrent leur foi de manière habituelle dans la prière commune, et à certaines occasions, par des « professions de foi » plus solennelles.

Ainsi, chaque année, l'Eglise tout entière célèbre solennellement sa foi en fêtant à Pâques le Christ ressuscité. Chaque dimanche, les chrétiens sont conviés à célébrer leur foi commune dans l'assemblée eucharistique. Quand des chrétiens, adultes ou jeunes, se réunissent habituellement ensemble, ils aiment, de temps à autre, célébrer la foi qui les unit par une prière ou une messe mieux préparée.

Il est normal qu'il en aille de même pour les groupes de jeunes — dans une aumônerie scolaire ou un mouvement — et pour les groupes chrétiens d'enfants, en particulier les groupes de catéchisme.

Dans tous les cas, il est bien entendu que chaque groupe chrétien exprime sa foi en toute vérité, selon ce qu'il est : tous les groupes n'en sont pas à la même étape sur le chemin de la foi.

4. Pour chaque chrétien, les grandes étapes de sa rencontre avec Jésus-Christ et de vie de foi en l'Eglise sont marquées par le Baptême, la Confirmation et l'Eucharistie.

Ces étapes ne dépendent pas seulement de la foi commune du groupe auquel il appartient mais aussi et surtout du développement personnel de sa foi.

C'est pourquoi l'Eglise ne peut pas inviter quelqu'un à l'un de ces sacrements sans discernement ni préparation.

Un grand effort est déjà commencé dans ce sens en ce qui concerne la célébration du baptême et celle du mariage chrétien.

Il est logique d'en faire autant pour la Confirmation, la première communion, la première confession, et cela se fait déjà dans beaucoup d'endroits.

Le catéchisme fait entendre aux enfants la foi de l'Eglise. Il les invite à y correspondre selon leurs moyens, à désirer les sacrements et y prendre part dès qu'ils le peuvent. Mais tous ne le peuvent pas forcément au même moment.

Ainsi il y a place, à la fois pour des démarches personnelles et pour des solidarités de groupes.

Ceci nous amène à préciser quelques orientations.

### III. — Orientations

1. Nous désirons qu'au lieu de se limiter à la période de l'enfance, la formation religieuse se poursuive désormais sous des formes adaptées, tout au long de la jeunesse et même de l'âge adulte. C'est pourquoi nous tenons à ce qu'aucune cérémonie ne puisse être considérée comme marquant la fin de l'éducation religieuse.

2. Dans l'éducation chrétienne des enfants et des adolescents, nous sommes très désireux de tenir compte des affinités de groupes, notamment de celles qui s'établissent dans la vie scolaire, plutôt que de l'âge seul.

C'est ainsi que, depuis 1968, il est demandé que, pour le catéchisme, les enfants soient regroupés « par classes, plus exactement par cours, et non plus seulement par âge comme on le faisait jusqu'alors ». (Ordonnance des évêques de la région apostolique.)

Dans cette même perspective, nous tenons à ce qu'aucune « profession de foi » ne soit liée à un âge précis.

3. Pour l'accès à l'Eucharistie, à la Confirmation, à la Pénitence, notre souci est grand pour que soient respectés, à la fois, le sens même des sacrements et les dispositions personnelles des enfants et des adolescents, souvent très divers au sein d'un même groupe. Nous désirons vivement que les enfants et les adolescents accèdent le plus tôt possible à l'Eucharistie — la parfaite profession de foi au Christ. Cependant, pour tenir compte de la diversité de leurs dispositions personnelles, on comprendra que la « profession de foi » d'un groupe de catéchisme n'implique pas nécessairement pour tous les membres du groupe la communion eucharistique.

4. Dans cet esprit, nous désirons que, chaque année si possible, les groupes d'enfants et d'adolescents puissent, dans des célébrations plus marquantes que les célébrations habituelles du catéchisme, professer publiquement leur foi, autant qu'ils peuvent le faire.

5. Selon les lieux — aumônerie ou institution, ville ou campagne — et selon les besoins des divers groupes, la forme de ces célébrations pourra varier. On choisira pour ces « professions de foi » le moment le plus favorable ; mais une grande fête liturgique comme Pâques et Pentecôte peut fort bien en être l'occasion.

6. — Avec les enfants et les adolescents, leurs parents et tous ceux qui sont habituellement associés à leur éducation chrétienne seront



invités à participer à ces « professions de foi ». Elles seront préparées et réalisées en conséquence.

7. Ainsi de telles célébrations souligneront les diverses étapes de l'éducation chrétienne des enfants et des adolescents, tout en reprenant le meilleur de ce que l'on appelait la « Communion solennelle ». L'une ou l'autre de ces célébrations pourra être une « profession de foi » plus solennelle, marquée par une fête communautaire et familiale.

8. Ces orientations diocésaines forment un tout. Mais les manières de faire dépendront aussi de la diversité des situations. Elles seront le fruit d'un large échange de vues entre tous les intéressés : parents, catéchistes, prêtres, sans oublier les enfants et les jeunes, qui s'expriment aujourd'hui plus volontiers que jadis et qui demandent à participer aux actes qui les concernent, en particulier pour leur vie de foi.

Dans cet esprit de dialogue, les décisions devront être prises :

— Pour les paroisses, au niveau du *secteur pastoral* — et non plus en dessous, — dans la référence, plus nécessaire que jamais, aux archidiacres et autres responsables diocésains ;

— Pour les aumôneries scolaires et les établissements d'enseignements catholiques, selon les directives diocésaines qui leur seront communiquées.

N. B. — A la lumière des réalisations et de l'expérience de l'année 1971, des indications complémentaires pourront être données par la suite : les étapes de l'évolution envisagée ici doivent être accompagnées d'une réflexion attentive entre tous, dans un esprit d'éducation et une attitude essentiellement pastorale.

LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE  
ET LES EVÊQUES DE LYON.

## LA COMMUNION SOLENNELLE

*Note de Mgr de La Chanonie,  
évêque de Clermont*

Les mois de mai et juin sont traditionnellement marqués dans la vie chrétienne du diocèse par les communions solennelles ; or, à ce sujet, une question m'est, depuis quelque temps, fréquemment posée : est-il vrai que la communion solennelle est ou va être supprimée ?

Je tiens à répondre très nettement que non.

Il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'une cérémonie de moindre importance laissée à l'initiative de chaque curé ou responsable d'institution, mais d'un élément majeur de la pastorale de l'enfance : en un temps où l'accent est fort justement mis sur l'intérêt d'une pastorale d'ensemble, des décisions en pareille matière ne sauraient être prises sur un plan particulier et restreint.

Que de multiples questions se posent au sujet de la dite communion solennelle, j'en suis bien d'accord, et ne puis qu'encourager, sur ce sujet comme sur d'autres, des recherches en vue d'une revalorisation de l'acte lui-même, de sa préparation, des prolongements à lui assurer ; mais, commencer par une suppression serait peut-être la solution simple (ou plutôt simpliste) mais certainement un grave appauvrissement pastoral.

Avons-nous le droit de ne pas tenir compte de l'attachement de la grande majorité de nos chrétiens à la communion solennelle de leurs enfants, et cela au moment où nous demandons à nos fidèles de prendre une part plus active à l'organisation de la vie de l'Eglise ?

Nous ne pouvons non plus ne pas constater que cet attachement est une des raisons, et non des moindres, qui nous permettent d'assurer à la grande masse des enfants l'irremplaçable bienfait de plusieurs années d'instruction religieuse et de formation chrétienne, par les catéchismes. Le risque serait grand qu'une simple suppression de la communion solennelle ait comme conséquence une diminution rapide et importante de la fréquentation des catéchismes, sans que soit assuré aucun moyen de remplacement pour la formation chrétienne des enfants.

Et, une fois de plus, les plus pauvres, chrétiennement parlant, seraient les premiers et les plus pénalisés.

Ce serait, d'autre part, ruiner au moins partiellement les efforts si heureusement réalisés depuis quelques années sur le plan de l'enseignement religieux, en particulier par le développement du recrutement et de la formation des catéchistes.

Sans doute les motivations de l'attachement des parents à la communion solennelle de leurs enfants ne sont-elles pas toujours ce que nous pourrions les désirer ; mais il nous appartient précisément de les éclairer et aider sur ce point aussi.

Un long et difficile travail d'éducation est ici à poursuivre, semblable à celui qui s'est engagé pour la préparation des parents au baptême de leurs enfants et celle des fiancés à leur mariage.

Il aura pour but de faire que la communion solennelle reste bien d'abord et essentiellement l'acte religieux qu'elle doit être — sans pour autant cesser d'être une fête de famille. Nous n'avons pas à opposer deux éléments qui doivent si heureusement s'unir : il est normal et bon qu'un événement important de la vie chrétienne d'un enfant soit célébré en famille, en réunisse les membres et les amis, et même que cette réunion de famille soit marquée par un repas ; il suffit que chaque chose soit vue et maintenue à sa place, et que l'accessoire ne devienne pas le principal.

L'appellation même de « communion solennelle » est et peut être contestée, en particulier parce que l'accent est mis davantage sur l'engagement de vie chrétienne par la rénovation des promesses du baptême ; elle a du moins l'avantage d'exister et d'être acceptée par le peuple chrétien de chez nous. Elle marque en tout cas l'union étroite et nécessaire entre la vie chrétienne et l'eucharistie.

Je fus curé et je suis évêque : je ressens douloureusement le fait que, pour un trop grand nombre de nos enfants, la communion solennelle, au lieu d'une étape dans une vie chrétienne en développement, marque en fait l'abandon de la pratique religieuse, du fait de la pression d'un milieu familial et social déchristianisé.

Je n'en conclus certes pas que tout le travail qui a longuement et immédiatement préparé la communion solennelle a été inutile et qu'il n'en reste rien : il suffit d'avoir fait un peu de ministère pour être convaincu du contraire. J'ai été frappé, au cours de notre grande enquête pastorale des années 1966-68, de l'importance attribuée par beaucoup de grands adolescents à leur retraite de communion solennelle.

Il ne faudrait pas non plus oublier que celle-ci constitue chaque année un élément non négligeable de la vie de nos paroisses, rurales et urbaines, pour les adultes comme pour les jeunes.

Tout cela nous oblige à rechercher ensemble, prêtres, religieux et religieuses, laïcs, l'amélioration des moyens de notre pastorale auprès des enfants, des adolescents et des jeunes, pour mieux assurer leur persévérance dans l'amour et le service de leur Père du ciel et de leurs frères de la terre, en Eglise.

(*La vie catholique du diocèse de Clermont*, 3-4-71.)



## DOCUMENT SUR LA CONFIRMATION (1)

### Introduction

Au cœur des mutations actuelles de notre société, et sous l'influence du renouveau conciliaire de l'Eglise, bien des questions se posent au sujet de la Confirmation. Les évêques de la région apostolique Centre-Est ont provoqué et coordonné un travail de réflexion, à ce sujet :

— A la fin de l'année 1968, deux équipes de travail ont abordé le problème de la Confirmation. L'une, appelée « équipe de recherche », comportait des responsables de liturgie et de catéchèse, ainsi que des pasteurs (de milieu urbain et rural) appartenant à toute la région. L'autre était composée des responsables diocésains de Pastorale liturgique, assistés de théologiens. Deux documents ont sanctionné cette première étape de la recherche ;

(1) Supplément à *Eglise de Lyon*, 18 déc. 1970.

*Le cardinal RENARD et les évêques auxiliaires de Lyon présentent ce document en ces termes dans le même numéro de Eglise de Lyon :*

L'ensemble du document sur la Confirmation que l'on va lire a été approuvé par l'ensemble des évêques de la région apostolique Centre-Est. On verra dans l'introduction les conditions dans lesquelles il a été préparé. Voici comment nous souhaitons qu'il soit utilisé dans le diocèse de Lyon :

1. Ce document ne veut pas être une étude doctrinale ni un texte officiel d'orientations définitives. Mais, dans la situation évolutive où nous nous trouvons, il voudrait servir de jalon pour la pastorale de la Confirmation et favoriser une unité d'inspiration, dans le respect de diversités légitimes. Il s'agit donc essentiellement d'un document d'étude et de réflexion pour les pasteurs.

2. Il ne veut en rien suspendre le ministère annuel du sacrement de Confirmation, mais nous souhaitons que les secteurs pastoraux réfléchissent à partir de ce document. Les secteurs qui seraient alors désireux de faire des propositions pour les prochaines célébrations de la Confirmation voudront bien le faire savoir à leur archidiacre avant le 1<sup>er</sup> mars : leurs suggestions seront alors étudiées.

3. Nous rappelons, en outre, que toutes les dispositions prises à propos du sacrement de confirmation sont indissociables de l'effort entrepris pour la catéchèse des enfants et des adolescents.

4. Les orientations proposées dans la présente note anticipent légèrement sur la publication du nouveau rituel de la Confirmation. Elles seront ajustées à ce nouveau rituel, dès qu'il sera paru.

LE CARDINAL-ARCHEVÊQUE ET LES EVÊQUES DE LYON.

\*\*\*

*D'autre part, le Service catholique français de presse et d'information (SNOP) a publié l'information suivante le 22 mars 1971 :*

En décembre 1970, les évêques de la région apostolique Centre-Est ont publié un document sur la Confirmation (cf. *Eglise de Lyon*, 18 décembre 1970).

Ce document rejoint un travail entrepris, à la de-

— Au début de l'année 1970, sous l'impulsion de l'évêque chargé de la liturgie dans la région, ces deux équipes ont fusionné et ont proposé à l'épiscopal régional un document de travail, en liaison avec le CNPL.

C'est donc à partir de cette préparation prolongée que l'épiscopat régional est en mesure de proposer le document que voici. Ce document comporte principalement des *orientations pastorales*. Mais celles-ci ne pourraient pas être comprises, sans la première partie qui les précède. On voudra donc bien tenir compte de tout ce qui est dit sur l'esprit du document, avant de s'inspirer des orientations pastorales.

### PREMIERE PARTIE

#### L'ESPRIT DE CE DOCUMENT

Pour comprendre l'esprit des orientations proposées, il est nécessaire de se remettre en face des difficultés ressenties à propos de la célébration de la Confirmation aujourd'hui et de prendre conscience des problèmes qui demeurent toujours à approfondir.

#### I. — Les difficultés rencontrées

La célébration de la Confirmation provoque un certain malaise, partagé à la fois par les évêques et les prêtres, et par les parents, sans parler des enfants ou des adultes qui reçoivent le sacrement. Ces difficultés tiennent à l'ensemble de la Pastorale sacramentelle. Elles sont également liées au sacrement de Confirmation lui-même. Notons celles que nous avons le plus souvent rencontrées :

— Impression d'une célébration en foule, dans laquelle l'acte de Confirmation ne semble

mande des évêques, par les Centres nationaux de l'enseignement religieux et de la pastorale liturgique, pour mieux situer ce sacrement dans la vie du chrétien et dans la pastorale de l'enfance. Un groupe de travail national a donc été constitué ; il est composé de prêtres de paroisse, théologiens, catéchètes, liturgistes, représentants de l'Action catholique de l'enfance, etc. Il met des instruments de travail à la disposition des évêques et de leurs collaborateurs, mais aussi des parents et des catéchistes ; il veut favoriser la concertation des recherches et une meilleure coordination des efforts de tous.

Voici, à titre d'exemple, quelques questions doctrinales et pastorales qui sont particulièrement travaillées :

— Le rôle de l'Esprit-Saint dans la vie des chrétiens et la manière originale dont le sacrement de Confirmation agit en eux ;

— L'importance de communautés de foi qui permettent aux enfants de faire une authentique expérience d'Eglise et de compter sur un réel soutien ;

— Le moment le plus favorable pour célébrer ce sacrement, qui respecte davantage l'évolution de la foi.

pas lié à l'initiation chrétienne, à l'éducation de la foi, à l'engagement dans le monde ou dans une communauté ;

— Maturité insuffisante de ceux qui reçoivent la Confirmation (ont-ils conscience de ce qui se passe ?) ;

— L'ensemble du peuple chrétien a des idées assez peu précises sur la présence et l'œuvre de l'Esprit-Saint, sur les exigences de la vie ecclésiale comme vie dans l'Esprit ;

— Les communautés où se donne la Confirmation sont souvent hétérogènes. Sont-elles vraiment des communautés d'accueil et de soutien pour les nouveaux confirmés ?

— La rencontre de l'évêque à l'occasion de la Confirmation ne rend pas assez compte du sens du ministère épiscopal pour la vie de l'Eglise ;

— En milieu déchristianisé, on a le sentiment très vif de « brûler les étapes », de faire entrer trop tôt les enfants dans un univers sacramentel qui n'est pas vivifié par la communauté de chrétiens croyants et agissants, etc.

## II. — Les problèmes à approfondir

Au cours de notre recherche, un certain nombre de problèmes nous sont apparus clairement. La présente note ne prétend pas les solutionner. Nous les notons cependant, car l'expérience pastorale quotidienne nous aidera à les mieux poser.

### 1. Le rôle de l'Esprit-Saint

Dans le sacrement de Confirmation, ce rôle est spécifique, bien que les autres sacrements soient incompréhensibles sans son action. Il sera bon de chercher à mieux exprimer ce rôle spécifique, tant pour l'accession à la maturité spirituelle que pour le témoignage au sein de la communauté chrétienne et au cœur du monde.

### 2. Les rapports de la grâce et de la liberté

Au cœur du renouveau sacramentel de l'Eglise contemporaine, l'accent porte principalement sur la participation *active* et consciente du chrétien. Une telle participation ne signifie aucunement que l'action de Dieu diminue au profit de celle de l'homme. Tout au contraire, l'affirmation de l'engagement libre de l'homme va de pair avec la primauté de la grâce de Dieu. Jamais Dieu sans l'homme, jamais l'homme sans Dieu, dans les signes sacramentels.

### 3. La question de l'âge de la confirmation

Cette question tenait beaucoup de place dans les documents des dernières années. La présente note n'a pas oublié ce problème ; mais elle n'a pas voulu lui donner la première place (d'autant plus qu'il ne s'agit pas exclusivement ici de la Confirmation des enfants). En réalité, il faut « dépassionner », ou mieux relativiser la question de l'âge. Vouloir confirmer, à tout prix, tous les enfants à tel âge — que ce soit 8 ans ou 15 ans, — c'est réintroduire le principe de

la participation « automatique » au sacrement de Confirmation et, par conséquent, détruire l'œuvre éducatrice, si nécessaire à son sujet.

## 4. La communauté de foi

Aucun sacrement ne peut être donné en dehors de l'Eglise. Lorsque les communautés chrétiennes étaient homogènes et représentatives, l'appartenance de l'enfant ou de l'adulte à une communauté concrète et vivante ne posait pas trop de problèmes. Aujourd'hui, il n'en est plus de même. C'est pourquoi la présente note prête attention aux diverses formes de communautés (y compris les groupes d'enfants) qui permettront au confirmé de faire une authentique expérience de l'Eglise et de compter sur un réel soutien.

## 5. Le ministre du sacrement

Enfin, la question du ministre de la Confirmation doit être abordée d'un point de vue pastoral. Certes, il faut maintenir avec la théologie traditionnelle que l'évêque est le ministre ordinaire de la Confirmation. Il faut même savoir tirer de ce fait tous les sens ecclésiaux qui lui est attaché : la Confirmation est une ouverture concrète à une réalisation de l'Eglise qui dépasse sa forme locale pour s'ouvrir à l'universel. Mais, en raison de ce qui a été dit sur l'éducation de la foi et sur le rôle des communautés, il n'est pas impossible de faire apparaître le ministère épiscopal à travers le ministère de prêtres (plus nombreux) dont la responsabilité permet de comprendre le sens de cette ouverture à l'Eglise diocésaine, en communion avec toutes les Eglises particulières.

On a tenu compte de tous ces problèmes dans la rédaction des orientations qui suivent. Mais des orientations pastorales ont un aspect contingent. Il s'agit de décrire un comportement pastoral, qui n'a pas pour but de résoudre des problèmes théologiques, mais qui peut permettre de les mieux comprendre, pour le bien de la communauté chrétienne.

## DEUXIEME PARTIE

### ORIENTATIONS PASTORALES

#### Préambule

Evêques, prêtres et chrétiens éprouvent des difficultés croissantes devant la Pastorale de la Confirmation. Des pasteurs, de plus en plus nombreux, entreprennent aujourd'hui recherches et expériences pour que la Confirmation corresponde davantage aux besoins du peuple chrétien, aux nécessités de l'évangélisation et à la vérité du sacrement.

En ce domaine, les initiatives sont utiles : pour pouvoir être considérées comme recherches d'Eglise, elles doivent être prises en référence à l'évêque et à ceux qui ont reçu mission diocésaine à ce propos ; elles impliquent une réflexion théologique sérieuse sur le sens des actes que l'on pose et une étude pastorale loyale des motivations des expériences tentées.



## Principes généraux

1. *La place et le sens de la Confirmation* dans la vie chrétienne ne dépendent pas d'abord des conditions contingentes de la vie de l'Eglise. Ils sont définis par la Tradition de l'Eglise.

Le Concile Vatican II s'est exprimé en ces termes :

« Par le sacrement de Confirmation, le lien [des fils de Dieu régénérés par le Baptême] avec l'Eglise est rendu plus parfait ; ils [les fidèles] sont enrichis d'une force spéciale de l'Esprit-Saint et obligés ainsi plus strictement tout à la fois à répandre et à défendre leur foi par la parole et par l'action, en vrais témoins du Christ. » (*Lumen gentium*, n° 11.)

Puisque la Confirmation est un des sacrements de l'initiation chrétienne, l'avenir de la Pastorale de la Confirmation est absolument *indissociable* de la Pastorale du Baptême et de l'Eucharistie, dans l'ensemble de l'éducation de la foi.

2. Cette Pastorale, surtout dans la civilisation actuelle, est inséparable d'une réflexion sur le « *statut de l'enfance* » dans le peuple de Dieu. Cette réflexion doit respecter deux exigences :

— Reconnaître qu'il est vital pour l'Eglise d'accueillir des enfants comme membres « à part entière » du peuple de Dieu (de même que tous ceux qui ne participent pas à la vie sociale par l'activité productive ou la capacité de s'exprimer comme des adultes) ;

— Se rappeler que tout n'est pas achevé quand on a donné un sacrement (et particulièrement aux enfants). Aujourd'hui, où l'homme est appelé à se redéfinir profondément plusieurs fois au cours de son existence, la vie chrétienne n'est pas « assurée » à partir de ce qui a été fait dans l'enfance, quel que soit le mode d'éducation ou la richesse chrétienne du milieu familial.

3. Comme tous les sacrements, la Confirmation est sacrement de la foi de l'Eglise et demande à être célébrée *dans une communauté de foi*, vivant de l'Esprit-Saint et accueillant des confirmés, pour les rendre capables de prendre leur part à la mission de l'Eglise dans le monde.

## Orientations pratiques

1. Le sacrement de confirmation a une valeur objective qui n'est pas fonction de la capacité des sujets qui le reçoivent. Autrement dit, la Confirmation ne se donne pas comme une récompense ; comme tout sacrement, elle est le signe de la primauté de la grâce, de la prévenance du Dieu d'amour.

Ce rappel nécessaire ne rend pas vain, mais, au contraire, met en relief l'*engagement du confirmé* dans le sacrement. Pour un baptisé qui vit dans une communauté réelle, ou mettra donc l'accent sur l'aspect personnel de l'accès à la Confirmation. Il n'est pas normal, par exemple, que les baptisés appartenant à un même groupe de catéchisme ou simplement à un âge donné soient admis à la Confirmation, sans que l'on considère la situation de chacun, pris individuellement et en communauté, par rapport à la foi et à la vie de l'Eglise. Il ne serait pas plus normal que la décision de la Confirma-

tion soit uniquement déterminée par l'annonce de la date de la cérémonie.

Avant d'appeler quelqu'un, enfant et, *a fortiori* adulte, à la Confirmation, les prêtres, parents, parrains et catéchistes, devront tout mettre en œuvre pour que le futur confirmé soit capable :

a) De prendre une décision personnelle dans sa vie de foi en Jésus-Christ, faisant preuve ainsi, au besoin, d'une certaine liberté par rapport à l'environnement familial et social ;

b) De faire l'expérience de l'Eglise, en se voulant et en se montrant solidaire des autres chrétiens (dans des groupes, communautés, équipes, etc.) ;

c) De prendre effectivement sa place et sa part de responsabilité dans une communauté chrétienne ;

d) D'avoir conscience de son rôle à jouer dans le témoignage de l'Eglise.

Il ne s'agit pas ici de *critères de sélection*, mais de *points de repère*, qui ne doivent plus permettre l'automatisme de l'accès au sacrement.

On comprendra, du même coup, que la question de l'âge n'est pas la plus importante dans cette étape de l'initiation chrétienne, mais bien davantage celle de l'éducation de la foi et de l'appartenance réelle à l'Eglise.

2. On rencontre en fait une variété de plus en plus grande de *communautés* dans lesquelles un chrétien participe à l'Eglise, suivant son âge, son milieu, etc. Des communautés de types très divers, même transitoires, devront donc se sentir responsables de l'accession des chrétiens au sacrement de Confirmation. Elles pourront aussi être éventuellement le lieu de sa célébration.

Dans certains cas, une vie chrétienne authentique pourra être vécue dans des communautés où la pratique religieuse n'est pas intégrale. On saura reconnaître la valeur de cette appartenance à l'Eglise. Et l'on considérera avec souplesse les points de repère énoncés ci-dessus.

3. La Confirmation étant un sacrement d'Eglise, tout changement de Pastorale à son sujet devra être réfléchi *avec les membres de la communauté chrétienne*, spécialement les catéchistes, les parents des enfants catéchisés, les parrains et marraines éventuels... Compte tenu de l'évolution des communautés chrétiennes, on acceptera une diversité de manière d'agir dans le respect mutuel des solutions pastorales, pourvu que le dialogue et la confrontation soient assurés dans la ligne des orientations définies ci-dessus.

4. La manifestation du *lien à l'évêque* est essentielle à la signification ecclésiale de la Confirmation. L'évêque est le ministre ordinaire de la Confirmation. Ce lien devra être reconnu et manifesté là où l'évêque a obtenu délégation de prêtres pour ce ministère. Ainsi, cette délégation devrait assurer une meilleure adaptation à la foi des confirmés et à leurs communautés diverses, et cependant faire apparaître le lien de ces communautés avec l'Eglise diocésaine.

5. Une vraie pastorale de la Confirmation suppose un rappel continu de la grâce sacra-

mentelle et de la responsabilité du confirmé. Grâce à une *catéchèse permanente*, on rappellera l'action de l'Esprit-Saint dans la vie personnelle et dans la communauté chrétienne, dans la vie missionnaire de l'Eglise et dans les aspirations légitimes du monde.

6. Tout renouveau de la Pastorale de la Confirmation ne peut reposer que sur une *Pastorale*

*renouvelée du Baptême*, notamment du Baptême des petits enfants. Le renouveau rituel du Baptême des petits enfants nous met d'ailleurs sur cette voie, quand il demande, par exemple, aux parents de répondre de leur propre foi baptismale. On se souviendra de ce lien essentiel, afin de sauvegarder la cohésion de l'initiation chrétienne.

## LE SACREMENT DE CONFIRMATION ET LES CHRÉTIENS D'AUJOURD'HUI

*Lettre pastorale de Mgr Guyot, archevêque de Toulouse (\*)*

### Introduction

A l'annonce d'un tel sujet, je crois deviner une première réaction chez certains auditeurs.

« Comment ? L'Eglise est en crise et ses membres sont divisés. Des chrétiens sont troublés dans leur foi. On attend des témoins du Christ engagés dans la construction du monde. Et notre évêque vient nous parler d'un sacrement qui s'adresse aux enfants et qui n'intéresse plus personne aujourd'hui ! »

Eh ! bien, oui, je le reconnais : votre évêque croit avec l'Eglise que les sacrements sont faits pour éclairer et transformer la vie des hommes aujourd'hui.

Il a l'audace de penser que le monde irait mieux si les chrétiens adultes prenaient au sérieux les énergies surnaturelles qu'ils ont reçues et qu'ils ne cessent de recevoir du Christ grâce à leur baptême et à leur confirmation.

Aussi votre évêque voudrait-il qu'à l'effort entrepris dans le diocèse pour préparer le baptême à la lumière de la foi (1) s'ajoute désormais un semblable effort pastoral pour mieux comprendre et pour mieux vivre le sacrement de confirmation.

\*\*

Baptême et confirmation sont, en effet, deux sacrements étroitement solidaires.

Dans les premiers siècles chrétiens, ils étaient conférés au cours d'une même célébration qui s'achevait dans l'Eucharistie.

Aujourd'hui encore, lorsque des adultes se convertissent au Christ, c'est ainsi qu'ils sont introduits dans l'Eglise.

A travers les sacrements de l'initiation chrétienne, c'est la même action de l'Esprit-Saint qui

se poursuit et qui progresse (2). Comme son nom l'indique, la confirmation « confirme et achève l'œuvre de renouveau commencée au baptême ».

Comment, dès lors, ce sacrement n'interpellerait-il pas les chrétiens adultes autant et plus que les enfants ?

Comment ce sacrement pourrait-il ne pas intéresser le sort actuel de l'Eglise et sa mission au cœur du monde moderne ?

Tel est bien l'enseignement du Concile.

« Par le sacrement de confirmation :

1. *Le lien des baptisés avec l'Eglise est rendu plus parfait ;*

2. *Ils sont enrichis d'une force particulière de l'Esprit-Saint ;*

3. *Ils sont ainsi obligés plus strictement à répandre et à défendre la foi en vrais témoins du Christ (2 bis). »*

Au cours de plusieurs dimanches, nous réfléchissons ensemble à ces trois aspects essentiels de ce sacrement.

### I. — La confirmation nous unit plus parfaitement à l'Eglise

Chrétiens du xx<sup>e</sup> siècle, nous sommes appelés à vivre une aventure semblable à celles qu'ont déjà connues nos pères dans la foi, tant aux origines du christianisme que lors des grands bouleversements de l'histoire.

#### *Des aspirations et des risques*

Face à l'anonymat d'une civilisation de masse, beaucoup ressentent aujourd'hui le besoin de se retrouver en petits groupes de frères ou d'amis solidaires jusqu'au partage.

(\*) Supplément à *Foi et Vie de l'Eglise au diocèse de Toulouse* du 14 mars 1971.

(1) Cf. « Lettre pastorale pour le Carême 1968 : Le baptême des petits enfants », *Foi et Vie*, 1968, n° 7 et 8 ; voir également *Foi et Vie*, 1969, p. 124 et s.

(2) « Toute l'action sacramentaire, et d'abord l'initiation chrétienne, depuis sa préparation jusqu'à son achèvement, est l'œuvre de l'Esprit. » A HAMMAN : *Je crois en un seul baptême. Essai sur baptême et confirmation* (Beauchesne), p. 162.

(2 bis) *Lumen gentium*, n° 11.



Dans les communautés chrétiennes et les mouvements apostoliques, on recherche des formes authentiques de prière et de nouvelles expressions d'une foi vécue dans les réalités humaines (3).

On voit même se constituer des groupes spontanés où croyants et incroyants confrontent les enseignements de la Bible avec les besoins de notre temps.

Comment nier que l'Esprit soit au travail dans le cœur des hommes ?

Comment refuser de voir là une espérance pleine de promesses ?

Mais ne faut-il pas aussi en mesurer les risques ?

Risque de réduire le peuple de Dieu à de petits cénacles de « purs » et de « parfaits ».

Risque de multiplier des sectes repliées sur elles-mêmes.

Risque d'atomiser l'Eglise et d'oublier son mystère.

Or, la vie chrétienne n'est pas seulement une relation individuelle d'une personne ou d'un groupe avec Dieu (4).

Elle est une incorporation au Christ vivant dans une Eglise visible et universelle fondée sur les apôtres.

Voilà bien justement ce que manifeste et réalise en plénitude le sacrement de confirmation.

Par lui, nous sommes à la fois remplis de l'Esprit-Saint et rattachés communautairement à ses successeurs des apôtres que sont les évêques en communion avec Pierre.

### *A l'origine de l'Eglise*

Au matin même de la Pentecôte, poussés par le souffle de l'Esprit, les apôtres s'adressent à la foule qui les entoure.

Bouleversés par leur parole, les gens s'écrient : « Que devons-nous faire ? »

Pierre répond : « Que chacun se fasse baptiser au nom de Jésus-Christ pour la rémission de ses péchés et vous recevrez alors le Saint-Esprit (5). »

Ce jour-là, ils répondent en foule à l'invitation qui leur est faite.

Par la suite, lorsque de nouveaux convertis sont baptisés au nom du Seigneur Jésus, on fait appel aux apôtres pour venir leur imposer les mains afin qu'ils reçoivent le Saint-Esprit (6).

C'est donc par le ministère des apôtres et en communion profonde avec eux, qu'ils sont en quelque sorte investis par l'Esprit et pleinement intégrés à l'Eglise naissante.

### *Aux premiers siècles de l'ère chrétienne*

Ce rôle de l'apôtre à la naissance de l'Eglise, nous le retrouvons dans le rôle de l'évêque aux siècles suivants.

A Rome, par exemple, voici comment se déroulaient les derniers rites liturgiques de l'initiation chrétienne (7).

Après une nuit passée en prière avec tous ceux qui doivent être baptisés, l'évêque de Rome et ses ministres se rendent à l'aube au lieu du baptême. Dépouillé de ses vêtements, chaque catéchumène descend à son tour dans la piscine et il y est baptisé par un diacre avec une triple profession de foi. Il reçoit ensuite une première onction de la main des prêtres. On les conduit enfin à l'évêque et celui-ci leur impose la main en disant : « Seigneur Dieu qui les a rendus dignes d'obtenir la rémission des péchés par le bain de la régénération, rends-les dignes d'être remplis de l'Esprit-Saint. » Puis, il répand l'huile sainte sur la tête de chacun et, après lui avoir fait le signe de la croix sur le front, il l'embrasse, en lui disant : « le Seigneur soit avec toi ! » Et les nouveaux chrétiens, tout rayonnants de joie pascale, échangent alors le baiser de la paix avec tous leurs frères dans le Christ, soulignant par là la communion profonde qui les unit désormais à eux.

Ainsi apparaît aux yeux de tous que l'intervention de l'évêque vient confirmer au nom du Seigneur l'entrée de ces nouveaux chrétiens dans cette même Eglise de Jésus-Christ. Responsable de l'apostolat, il les associe publiquement par le don de l'Esprit à la mission apostolique de l'Eglise dans le monde (8).

### *Séparation du baptême et de la confirmation*

Une telle célébration solennelle qui exprimait à la fois l'unité de l'initiation et le rôle essentiel joué par l'évêque ne put malheureusement se maintenir partout.

Avec le développement et la dispersion des populations chrétiennes, il devenait impossible à l'évêque en personne d'être présent à toutes les célébrations baptismales.

C'est alors qu'à Rome, puis dans tout l'Occident, on finit par se résoudre à séparer la confirmation du baptême. Cela ne se fit que peu à peu et non sans résistance (9). C'est qu'on renonçait ainsi à manifester d'une manière visible le lien étroit qui unit les deux sacrements. Mais par contre on soulignait fortement le rôle et la mission de l'évêque.

A notre époque où le Concile a mis en valeur les liens de l'évêque et des prêtres dans l'unité d'un même sacerdoce, on conçoit que des prêtres puissent concélébrer ce sacrement avec l'évêque ou même qu'ils soient délégués par lui pour le célébrer, et avec le saint chrême qu'il a béni. Dans ce dernier cas, il est important de bien expliquer le rattachement qui unit les confirmés à l'évêque.

(3) Cf. Session pastorale des évêques de France à Lourdes, DC, n° 1574.

(4) Comme le souligne le Concile : « Il a plu à Dieu d'appeler les hommes à participer à sa Vie non pas seulement de façon individuelle sans aucun lien les uns avec les autres, mais de les constituer en un peuple dans lequel ses enfants qui étaient dispersés seraient rassemblés dans l'unité. » (*Ad gentes*, n° 2 ; cf. *Lumen gentium*, n° 9.)

(5) Ac 2, 1 et s.

(6) Ac 8, 11 à 18 ; 19, v. 5.

(7) Cf. Dom BOTTE : *la Tradition apostolique d'Hippolyte*. Essai de reconstitution (Münster Westfalen, 1963).

(8) Cf. J.-P. BOUHOT : *la Confirmation, sacrement de la communion ecclésiale* (Ed. du Chalet).

(9) L'évolution commence au v<sup>e</sup> siècle et elle est achevée au ix<sup>e</sup>. En Orient, c'est une autre solution qui fut préférée. Le prêtre reçoit délégation pour donner la confirmation avec le baptême, mais le saint chrême dont il use est toujours consacré par l'évêque.

Il reste que, dans l'Eglise catholique, l'évêque est le ministre « ordinaire » ou « originaire » de ce sacrement (cf. *Lumen gentium*, n° 26).



Est-il chimérique de souhaiter que la célébration de la confirmation redevienne pour les chrétiens d'aujourd'hui un *signe* privilégié de leur appartenance à l'Eglise, en même temps que le *moyen* efficace par lequel ils sont appelés à participer activement à sa vie et à sa mission ?

Il faut pour cela que les divers types de communautés chrétiennes auxquelles appartiennent les baptisés se sachent concernés par leur accession au sacrement de confirmation : communautés paroissiales, groupes de quartier ou d'écoles, mouvements apostoliques.

Il faut aussi que les futurs confirmés puissent faire une certaine expérience de l'Eglise par une solidarité vécue avec d'autres chrétiens et par l'exercice d'une responsabilité adaptée à leur âge (10).

Il faut enfin que la célébration elle-même offre à tous la possibilité de découvrir dans la foi le vrai visage de l'évêque successeur d'apôtre et donc représentant de Jésus-Christ à la tête de son peuple (11).

Un effort est déjà très heureusement entrepris ici ou là en ce sens. Il répond à une attente.

Puissions-nous retrouver en de telles circonstances quelque chose du climat de chaleur humaine et d'amitié fraternelle vécus dans l'esprit de l'Evangile, qui faisait dire des premiers chrétiens : « Voyez comme ils s'aiment... Ils n'ont qu'un cœur et qu'une âme... Entre eux, tout est commun. »

## II. — La confirmation nous enrichit d'une force particulière de l'Esprit-Saint

Dans l'émission récente sur « L'Eglise en France demain ? », de nombreux téléspectateurs ont retenu cet aveu spontané d'un militant ouvrier au speaker qui l'interrogeait sur sa foi : « C'est difficile d'être chrétien parce que cela m'oblige à réfléchir... »

Oui, que l'on soit ouvrier, agriculteur, ou étudiant, que l'on soit adolescent, mère de famille ou célibataire, c'est difficile d'être chrétien car cela oblige à réfléchir et à agir avec le Christ vivant dans l'Eglise.

Pour être pleinement chrétien dans le monde d'aujourd'hui, il ne nous suffit pas de garder un cœur d'enfant, il nous faut aussi devenir des « hommes mûrs » au jugement éclairé par la foi, ce qui est avant tout un don de Dieu (12).

Voilà bien la raison d'être du sacrement de confirmation.

— C'est un sacrement qui « fait grandir » les baptisés.

— C'est un sacrement qui les éclaire de la lumière de la foi.

— C'est un sacrement qui leur confère une force particulière de l'Esprit.

(10) Pour les pré-adolescents, parmi les moyens qui permettent cette expérience d'Eglise, l'Action catholique de l'enfance tient une place importante.

(11) Cf. *Lumen gentium*, chap. 3, n° 21 : « Les évêques, d'une façon éminente et visible, tiennent la place du Christ lui-même, Maître, Pasteur et Pontife, et jouent son rôle. »

(12) « Des petits enfants pour la malice, soit, écrit saint Paul, mais pour le jugement montrez-vous des hommes mûrs. » (1 Co 14, 20.)

Si riche que soit l'action de Dieu au baptême, elle n'est qu'un commencement, le premier don de sa vie.

Certes, en vertu de la nouvelle naissance de l'eau et de l'Esprit, c'est déjà sur les fonts baptismaux que les baptisés deviennent des temples vivants de l'Esprit-Saint.

Mais ils n'atteignent leur pleine stature de chrétiens qu'en recevant de l'évêque ce nouveau souffle de l'Esprit qui achève l'initiation chrétienne.

Saint Thomas d'Aquin use d'une comparaison pour tenter de nous faire comprendre l'action mystérieuse des deux sacrements.

Le baptême, dit-il, nous fait naître à la vie divine. La confirmation, elle, nous fait grandir. Par le baptême, on devient un enfant dans l'Eglise. Par la confirmation, on devient un adulte. Le confirmé, c'est celui qui est désormais équipé pour participer activement à la vie de l'Eglise et à sa mission dans le monde (13).

A vrai dire, cette comparaison est imparfaite car la confirmation n'est pas le terme d'un élan vital.

Bien au contraire !

Si le sacrement est donné aux baptisés, c'est afin qu'ils ne cessent de grandir ici-bas dans la foi, l'espérance et la charité. S'ils sont fidèles à la grâce du sacrement, c'est l'Eglise tout entière qui grandit avec eux en sainteté et en dynamisme missionnaire, préparant ainsi le rassemblement de toute l'humanité dans le Christ.

Or, c'est l'Esprit de Jésus qui est l'auteur invisible de notre progrès spirituel, comme c'est lui qui est l'auteur invisible du progrès de toute l'Eglise. C'est lui qui est envoyé, donné et reçu. C'est lui qui distribue ses dons à chacun en vue du bien commun (14). C'est lui qui fait germer les vocations. Lui qui suscite les ministères, lui qui nous invite tous à un perpétuel dépassement.

Etre confirmé, ce n'est donc pas uniquement recevoir quelque chose. C'est avant tout rencontrer et accueillir quelqu'un, quelqu'un de vivant, une personne, et quelle personne ! Une personne divine qui va imprégner tout notre être de sa présence pour illuminer notre route et nous conduire en avant.

## Une lumière qui éclaire toute la vie

Jamais peut-être comme à notre époque tant de questions ne sont posées à l'esprit et à la conscience des hommes.

Les prodigieuses découvertes de la science ne cessent de remettre en cause le patrimoine culturel de l'humanité.

Chaque jour l'actualité télévisée soulève de nouveaux problèmes.

Comment l'incertitude ou même le désarroi n'envahiraient-ils pas les esprits ?

Comment la foi elle-même n'en serait-elle pas interpellée et parfois ébranlée ?

Aussi bien, est-ce plus que jamais le moment de nous rappeler et de retrouver avec confiance les promesses formelles du Christ à son Eglise :

(13) « Autre est l'activité de l'enfant, autre l'activité de l'adulte. » III P., q. 72, a. 5.

(14) Cf. 1 Co 12, 4 et s.



« Je prierai le Père et il vous donnera l'Esprit de vérité pour être avec vous à jamais...

Il vous rappellera tout ce que je vous ai dit et vous le fera comprendre...

Il vous conduira vers la vérité tout entière... (15). »

Quel est celui d'entre nous qui n'a fait un jour ou l'autre l'expérience d'une telle intervention des dons de l'Esprit ? C'est tout à coup une intuition inattendue, un trait de lumière qui traverse l'intelligence et l'éclaire des vues de la foi.

Les évêques qui ont vécu le Concile ont expérimenté ce que peut être l'irruption de l'Esprit dans l'Eglise.

Certes, la Révélation divine ne dispense pas des recherches humaines !

Certes, la promesse du Christ ne met pas à l'abri des obscurités ou des crises !

Mais, à travers les tentations et les luttes, l'Esprit-Saint n'abandonne pas l'Eglise ; il la fait avancer dans sa marche vers la vérité.

C'est précisément sur ce point que porte, pour une très large part, l'efficacité du sacrement de confirmation, parachevant et menant à son terme la grâce du baptême.

Ceux-là sont de vrais fils de Dieu qui se laissent ainsi éclairer et conduire par son Esprit (16).

### *Une force particulière de l'Esprit*

Aujourd'hui, disions-nous, il est difficile d'être chrétien. Mais l'Evangile n'a jamais été une solution de facilité et il ne le sera jamais.

C'est pourquoi, lorsque le Christ promet à ses apôtres de leur envoyer l'Esprit-Saint, il leur en parle comme « d'une force d'en-haut », « la force de l'Esprit qui descendra sur eux » (17).

Le sacrement de confirmation qui achève l'œuvre du baptême donne aux baptisés la force de l'Esprit-Saint avec un dynamisme renouvelé dont ils auront un impérieux besoin.

Ce courage étonnant, il apparaît déjà chez les premiers disciples de Jésus qui ne craignent pas d'affronter les tortures et qui demeurent rayonnants de joie lorsqu'ils ont été trouvés dignes de souffrir pour le Christ (18).

Toute l'histoire de l'Eglise est ainsi jalonnée par le témoignage de ses saints et de ses martyrs.

A l'heure présente, à travers le vaste monde et, dans des civilisations très différentes, combien de fils de l'Eglise souffrent persécution pour la justice ! Combien manifestent une fidélité héroïque à leur Maître !

Et la force de l'Esprit n'est pas moins nécessaire dans la vie de chaque jour !

Nous connaissons tous de ces chrétiens et de ces chrétiennes auxquels il faut une force d'âme peu commune pour demeurer fidèles à l'Evangile au milieu de situations ou d'épreuves parfois tragiques.

C'est une veuve chargée de famille ou un conjoint injustement abandonné ; ce sont des parents acceptant des charges croissantes ou entourant d'affection un enfant handicapé.

C'est cet exploitant agricole, ce petit commerçant, cet artisan rural qui se dévouent au service de leur profession malgré de lourds soucis personnels.

C'est ce jeune étudiant, ce responsable syndical, cet ingénieur ou ce chef d'entreprise qui luttent chacun à sa place pour plus de justice et plus de respect de l'homme, aux dépens même de leurs propres intérêts.

On n'en finirait pas de faire la liste de ces héroïsmes souvent cachés chez les jeunes et les adultes, les bien-portants et les malades.

Je pense enfin à ceux et à celles dont la vie toute consacrée au Seigneur révèle un amour incommensurable de tous les hommes : les contemplatifs et les missionnaires.

Elle l'avait bien pressenti, la petite Thérèse de Lisieux qui s'était préparée à sa confirmation avec la ferveur des premiers disciples au Cénacle. Le moment venu, elle devait saisir, dans la lumière de Dieu, la grâce qui lui était faite. « En ce jour, écrit-elle, je reçus la force de souffrir (19). »

Derrière le sourire de la jeune Carmélite de Lisieux, il y a tout un mystère d'amour : le mystère de ceux qui achèvent dans leur chair ce qui manque à la passion du Christ pour le salut du monde.

Cela aussi, c'est un fruit de la confirmation.

### *Une simple question*

Vous tous, mes frères, qui avez été remplis de l'Esprit de Dieu au jour de votre confirmation, pensez-vous à raviver sa présence dans vos cœurs ?

Dieu ne cesse de nous offrir son aide, mais il ne nous l'impose pas. Il attend notre adhésion consciente et libre.

L'Esprit-Saint est-il pour vous quelqu'un ?

Aux heures sombres de la vie, est-il votre lumière ?

Aux heures de découragement, est-il votre force ?

Lorsque le vent de la haine souffle sur le monde, votre cœur brûle-t-il de son amour ?

### **III. — La confirmation fait de nous de vrais témoins du Christ**

Un chrétien de l'Eglise orientale me disait un jour : « Ce qui me frappe, chez vous, catholiques d'Occident, c'est que le Saint-Esprit paraît être absent de vos vies. Comment dès lors pouvez-vous être de vrais témoins du Ressuscité ? »

Il est sûr que si le Saint-Esprit nous est donné dans la confirmation, comme dans un second souffle, c'est afin que nous puissions être tous ensemble les témoins vivants de la foi dans le monde d'aujourd'hui (20).

La Tradition constante de l'Eglise nous le rappelle, car elle a toujours rattaché ce sacrement à deux événements essentiels de l'histoire du salut :

(19) Autobiographie F° 36 v.

(20) « Si l'Esprit-Saint est donné une seconde fois au chrétien dans la confirmation, c'est pour en faire un héraut de l'évangélisation et un messenger du Christ-Propphète. » (MARTIMORT, *les Signes de la Nouvelle Alliance*, p. 180.)

(15) Jn 14, 16-26 ; 16, 13.

(16) Cf. Rm 8, 14.

(17) Lc 14, 49 et s. ; Ac 1, 8.

(18) Ac 5, 41.

— La descente du Saint-Esprit sur le Christ au jour de son baptême ;

— La descente du Saint-Esprit sur les apôtres au jour de la Pentecôte.

### *La descente du Saint-Esprit sur le Christ*

C'est au début de la vie publique du Sauveur. Au moment d'inaugurer sa mission, Jésus reçoit le baptême de Jean dans les eaux du Jourdain.

Et c'est Jean-Baptiste lui-même qui l'affirme : « J'ai vu l'Esprit descendre du ciel comme une colombe et demeurer sur lui. »

Ainsi donc, au témoignage de Jean, Jésus est le Messie attendu et il reçoit de son Père cette nouvelle effusion de l'Esprit qui le consacre pour sa mission de prophète.

Quelques semaines plus tard, Jésus lui-même proclame ouvertement devant ses compatriotes qu'il est bien l'envoyé de Dieu.

Ayant ouvert le livre des Ecritures dans la synagogue de Nazareth, il s'applique la parole du prophète Isaïe :

« L'Esprit du Seigneur repose sur moi parce qu'il m'a consacré par l'onction. Il m'a envoyé porter la Bonne Nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la délivrance et aux aveugles le retour à la vue, rendre la liberté aux opprimés... (21). »

Ainsi donc Jésus a reçu l'Esprit pour être le « témoin fidèle » et porter aux hommes la Bonne Nouvelle de leur salut.

Cette mission de Jésus se perpétuera par la mission des apôtres.

### *La descente du Saint-Esprit sur les apôtres*

Après avoir promis à ses apôtres le don de l'Esprit, Jésus avait ajouté : « Vous serez alors mes témoins... jusqu'aux confins de la terre (22). »

De fait, à peine les Douze ont-ils reçu l'Esprit-Saint au matin de la Pentecôte qu'aussitôt ils proclament sur la place publique que Jésus est ressuscité. C'est le début d'une mission universelle qui les conduit jusqu'aux extrémités du monde, et pour laquelle ils n'hésitent pas à s'engager jusqu'à l'effusion du sang.

Mais cette mission, s'ils en portent la responsabilité première, ne leur est pas réservée.

C'est, en effet, toute l'Eglise qui est envoyée, c'est toute l'Eglise qui est missionnaire (23).

Et voilà pourquoi c'est à la foule de tous ceux qui l'écoutent en ce matin de Pentecôte que Pierre promet l'Esprit-Saint au nom du Seigneur, « car c'est pour vous, leur dit-il, qu'est la promesse, ainsi que pour vos enfants et pour tous ceux qui sont au loin, en aussi grand nombre que le Seigneur notre Dieu les appellera (24) ».

### *L'imposition des mains et l'onction d'huile sainte*

Pour transmettre l'Esprit à ceux qui accèdent à la foi, les apôtres n'hésitent pas à emprunter

un rite expressif à l'Ancien Testament (25).

Dès les origines, en effet, nous les voyons imposer les mains sur la tête des nouveaux baptisés afin qu'ils reçoivent le Saint-Esprit et soient associés à leur action missionnaire. Ainsi se réalise la promesse du Seigneur : « L'Esprit de vérité me rendra témoignage et vous, à votre tour, vous serez mes témoins... (26). »

A ce geste significatif vient très tôt s'en ajouter un autre également emprunté aux usages juifs.

Dans la Bible, en effet, le geste de verser une huile parfumée sur la tête de quelqu'un était déjà le signe de la venue sur lui de l'Esprit du Seigneur.

Le nom même de Christ signifie « celui qui a reçu l'onction ».

Et c'est justement parce que les chrétiens participent à l'effusion du Saint-Esprit dont Jésus-Christ a reçu la plénitude, que le rite de l'onction s'est imposé dans la liturgie du sacrement.

Ainsi l'Eglise a-t-elle voulu signifier visiblement que l'Esprit-Saint remplit le cœur des confirmés afin qu'ils participent eux aussi à la mission prophétique des apôtres et rendent témoignage du Christ ressuscité.

### *La mission des confirmés... aujourd'hui*

Parlant des laïcs ayant reçu la confirmation, Jean XXIII disait : « Ils doivent se sentir comme investis d'une mission qui leur vient d'en-haut (27). »

A l'heure actuelle, deux contestations d'une portée générale nous invitent tous à retrouver le sens de notre mission commune, chacun à notre place providentielle.

D'une part, le nombre de prêtres diminue dans le monde.

D'autre part, les laïcs sont de plus en plus nombreux à y découvrir leur responsabilité apostolique.

N'y a-t-il pas là comme un double appel de Dieu ?

Un appel pour quelques-uns à tout quitter en vue de suivre le Seigneur comme les premiers apôtres... et cela, s'il le faut, jusqu'aux extrémités de la terre.

Un appel aussi pour tous les confirmés à s'interroger sur leur propre vocation et leur rôle dans l'Eglise ?

Que de tâches et de ministères jusqu'ici remplis par des clercs peuvent l'être par des diacres permanents, des religieux, des religieuses ou des laïcs (28) !

Sans doute, une connaissance approfondie du message évangélique et une vraie vie de prière sont-elles plus que jamais nécessaires aux chré-

(25) Cf. *La Maison-Dieu*, n° 102. « Le rite de l'imposition des mains », p. 57, note 1.

(26) Jn 15, 26-27.

(27) « Les laïcs tiennent de leur union même avec le Christ-Chef le devoir et le droit d'être apôtres. Insérés qu'ils sont par le baptême dans le Corps mystique du Christ, fortifiés grâce à la confirmation par la puissance du Saint-Esprit, c'est le Seigneur lui-même qui les députe à l'apostolat. » (Décret sur l'Apostolat des laïcs, n° 3.)

(28) Cf. Décret sur l'Activité missionnaire de l'Eglise, n° 15 *in fine*.

(21) Lc, v. 16 et s.

(22) Ac 1, 8.

(23) Cf. Décret sur l'Activité missionnaire de l'Eglise, n° 2, 5 et s.

(24) Ac 3, 39.



tiens pour rendre compte de l'espérance qui est en eux.

Mais il ne faut pas oublier non plus que la parole de foi ne saurait éclairer et toucher les cœurs si elle ne commence par être vécue.

Il faut même aller loin et dire que le témoignage individuel, si émouvant qu'il puisse être, suffit moins que jamais à la mission de l'Eglise dans le monde actuel. C'est la raison d'être d'un apostolat organisé, et très particulièrement des mouvements d'Action catholique.

### *Un témoignage communautaire*

Vatican II nous l'a rappelé, c'est toute l'Eglise qui doit être signe.

Pour que l'Eglise tout entière apparaisse vraiment comme le sacrement de Jésus-Christ, il faut que, sous la poussée de l'Esprit-Saint, elle marche elle-même sur la route qu'il a suivie : route de pauvreté, d'obéissance, de service et d'oubli de soi (29).

Tous nous sommes concernés par un tel effort de rénovation évangélique. « Ensemble, vous formez le peuple de Dieu, disait récemment le Pape Paul VI aux chrétiens d'Asie ; ensemble, vous devez manifester le Christ aux autres (30). »

L'Esprit que nous avons reçu dans le sacrement de confirmation nous a justement été donné pour que « le signe du Christ brille avec plus de clarté sur le visage de l'Eglise (31) ».

Dans la lancée du Concile qui a fait passer sur le monde un grand souffle d'espérance, il nous faut travailler ensemble et sans relâche au renouveau de nos communautés chrétiennes dans la fidélité à l'esprit du Christ. C'est un style plus simple, plus vrai, plus fraternel, plus conforme à tout l'Evangile qu'il nous faut de plus en plus instaurer dans les familles chrétiennes, les paroisses, les institutions, les mouvements apostoliques.

Et, en même temps, il nous faut savoir accueillir « des formes nouvelles d'expression de la vie chrétienne qui correspondent à une véritable naissance de l'Eglise en des mondes nouveaux (32) ».

C'est par une présence à la vie des hommes et par un partage fraternel avec eux, c'est par une coopération avec d'autres en matière familiale, sociale ou professionnelle, c'est aussi par une lutte commune contre les discriminations raciales, les injustices économiques, les situations de violence ou de sous-développement des peuples, que passe très souvent aujourd'hui la bonne nouvelle du salut en Jésus-Christ et l'évangélisation des pauvres (33).

(29) Décret sur l'Activité missionnaire de l'Eglise, n° 5.

(30) S. S. PAUL VI : Message aux peuples d'Asie, DC n° 1576, col. 1118.

(31) *Lumen gentium*, n° 15.

(32) Assemblée évêques-prêtres ( Lourdes, 1969 ). Ed. CTIC, p. 18. Le décret sur l'Activité missionnaire de l'Eglise parle « des commencements et des degrés dans l'action par laquelle elle [l'Eglise] s'efforce de conduire à son effet le dessein de Dieu », n° 6.

(33) « La mission de l'Eglise n'est pas seulement d'apporter aux hommes le message du Christ et sa grâce, mais aussi de pénétrer et de parfaire par l'Esprit évangélique l'ordre temporel. Les fidèles laïcs accomplissant cette mission de l'Eglise exercent donc leur apostolat aussi bien dans l'Eglise que dans le monde... » (Décret sur l'Apostolat des laïcs, n° 5.)

Mais si les chrétiens doivent, chacun à sa place, travailler à la libération des opprimés, ils ne peuvent réduire le salut en Jésus-Christ à cette action pour la justice. Leur mission consiste, en effet, à travers les efforts, les échecs ou les combats de ce monde, à être les témoins de l'espérance chrétienne et les artisans d'un amour universel qui bannit toute haine du cœur des hommes. « L'espérance ne déçoit point, car l'amour de Dieu a été répandu dans nos cœurs par le Saint-Esprit qui nous a été donné (34). »

### **Conclusion**

Dans cette lettre pastorale, nous nous sommes attachés à préciser quelques repères théologiques concernant le sacrement de confirmation et sa place essentielle dans la mission de l'Eglise.

Ce rappel doctrinal nous interpelle tous.

Qu'allons-nous faire maintenant pour assurer aux jeunes ou aux adultes une meilleure préparation au sacrement ?

Qu'allons-nous faire pour permettre à tout le peuple de Dieu d'en mieux vivre les richesses insondables ?

*Evêques*, nous précisons par ailleurs quelques orientations concrètes et nous sommes prêts à payer de notre personne pour la poursuite de la recherche.

*Prêtres*, nous avons à creuser ces orientations en réunions de doyennés ou de secteur, équipes d'aumôniers ou autres, et à tout mettre en œuvre en vue d'une pastorale commune.

*Parents*, militants chrétiens, catéchistes, religieux ou religieuses, parrains et marraines, nous avons à nous associer à cette recherche de nos pasteurs.

Il nous faut réfléchir. Il nous faut prier. Il nous faut agir.

Que ce soit pour nous tous l'occasion d'une prise de conscience de notre communion fraternelle « en Eglise », de l'action merveilleuse de l'Esprit-Saint dans notre vie, et de notre engagement missionnaire au milieu des hommes.

Que la Reine des apôtres nous y aide !

« Envoie, Seigneur, ton Esprit, et tu renouvelleras la face de la terre ! »

† Jean GUYOT,  
archevêque de Toulouse.

## **PASTORALE DE LA CONFIRMATION**

### **Orientations pour le diocèse de Toulouse**

En 1967, à la demande des aumôniers de lycées, Mgr l'Archevêque avait accepté de donner le sacrement de confirmation dans ces établissements l'année qui suit la profession de foi (communion solennelle). Il avait alors exprimé le vœu que la réception de ce sacrement soit préparée en collaboration avec les familles.

Depuis 1968, à la demande de nombreux prêtres, la même autorisation était donnée ad experimentum aux doyennés qui le désiraient.

L'expérience se généralisant dans le diocèse et de nouvelles questions étant soulevées, il convient de ne pas attendre davantage pour les éclairer théologiquement.

(34) Rm 5, 5.

ment et donner quelques orientations pastorales, en attendant la réforme du droit canonique et les directives de la Conférence épiscopale française.

La lettre de Mgr l'Archevêque a été écrite dans cette intention. On s'inspirera donc de l'enseignement qui s'y trouve rappelé pour mettre en application les orientations suivantes :

### 1. L'âge de la confirmation

Il est bien évident que les âges de la vie spirituelle ne coïncident pas avec les âges de la vie physiologique. Et c'est pourquoi il serait faux de dire que le baptême est le sacrement de l'enfance et la confirmation le sacrement de l'adolescence.

Le Code de droit canonique indiquait comme âge convenable l'âge de raison, tout en envisageant la confirmation des enfants en danger de mort (C. 788). C'était la position des évêques de France il y a vingt ans (Directoire de 1951). C'est celle des statuts synodaux (art. 95, § 2).

Actuellement, une évolution se dessine, fondée sur des motifs sérieux, pour reculer dans bien des cas l'âge de la confirmation en vue d'une réception plus fructueuse du sacrement.

L'idéal vers lequel on s'efforcera de tendre serait que l'appel à être confirmé puisse intervenir pour chacun en fonction de ses dispositions réelles vis-à-vis de la foi et de ses exigences. On aurait intérêt, en effet, là où c'est possible, à ne pas appeler ensemble tous les enfants d'une même année. Certains sont prêts plus tôt, d'autres plus tard. Il est bon de respecter les chemine-ments. On ne saurait toutefois retarder indéfiniment la réception de la confirmation, car nous ne sommes jamais totalement prêts à recevoir un sacrement qui nous est spécialement donné par le Christ pour accéder à une vie chrétienne plus parfaite.

Devant cette situation pastorale, Mgr l'Archevêque rappelle aux prêtres qu'il leur appartient de veiller avec soin à ce que le sacrement de confirmation soit bien proposé à tous. Pour permettre de répondre à des besoins nouveaux, il étend à l'ensemble du diocèse l'autorisation accordée jusqu'ici aux aumôniers de lycée et à un certain nombre de doyennés (1).

### 2. La préparation avec les familles et avec les autres communautés

La préparation des enfants et leur appel au sacrement de confirmation doivent être le fait d'une collaboration étroite des prêtres avec les parents et avec les diverses communautés chrétiennes dans lesquelles les enfants ou les jeunes sont insérés.

Cela suppose que les familles soient elles-mêmes préparées à remplir pleinement leur mission dans un événement important de la vie chrétienne de leurs enfants.

L'essentiel est d'aider tous les intéressés, surtout les plus démunis et les moins au courant, en trouvant le moyen d'un dialogue vrai qui serve l'évangélisation.

L'expérience montre que c'est, pour beaucoup d'adultes, l'occasion de découvrir ou d'approfondir le rôle de ce sacrement dans leur propre vie.

### 3. L'appel et la préparation des confirmands

La confirmation n'est pas une récompense. Comme tout sacrement elle est le signe de la grâce. C'est Dieu

(1) Si l'on veut un critère scolaire, on peut prendre l'entrée en classe de 5<sup>e</sup> ou dans les classes correspondantes, mais les situations particulières pourront toujours être envisagées.

qui nous prévient par son amour. A cette prévenance divine, il appartient à chacun de répondre par un engagement personnel et libre.

Comme le rappellent les évêques de la région Centre-Est, avant d'appeler quelqu'un — enfant et *a fortiori* adulte — on mettra tout en œuvre pour que le futur confirmé soit capable :

a) De prendre une décision personnelle dans sa vie de foi en Jésus-Christ, faisant preuve ainsi, au besoin, d'une certaine liberté par rapport à l'environnement familial et social ;

b) De faire l'expérience de l'Eglise en se voulant et en se montrant solidaire des autres chrétiens ;

c) De prendre effectivement sa place et sa part de responsabilité dans une communauté chrétienne.

Les mouvements peuvent apporter ici un concours précieux.

L'Action catholique de l'enfance ne saurait être un passage obligé pour accéder à la confirmation. Mais il semble bien que l'appartenance à une équipe d'authentique ACE soit une situation particulièrement favorable pour comprendre et accueillir la grâce de ce sacrement.

### 4. Une catéchèse adaptée

Une catéchèse de qualité est toujours nécessaire. Il est souhaitable que pour les futurs confirmés, elle se fasse dans un style et une pédagogie où l'accent sera mis sur l'expérience de la vie communautaire et la découverte progressive de Jésus-Christ.

Ainsi aidera-t-on les jeunes, à partir de leur vie, à rencontrer les appels et l'action de l'Esprit-Saint dans leur vie personnelle, dans la communauté missionnaire de l'Eglise et dans les aspirations légitimes du monde. Cette formation s'inscrit normalement dans la formation permanente du chrétien qui n'a jamais fini d'approfondir sa foi.

### 5. La célébration liturgique

En attendant la promulgation du nouveau rituel, on s'en tiendra aux textes en vigueur. On veillera à ce que la célébration liturgique, à la fois digne et joyeuse, comporte une participation active et consciente de l'Assemblée. Cette célébration devrait permettre à tous de partager les fruits d'une préparation sérieuse et de mieux saisir la place d'un tel sacrement dans l'ensemble de la vie chrétienne.

Tout n'est pas achevé lorsqu'on a reçu la confirmation.

On peut même dire que le plus important commencement !

---

— *Vacances en France*. Campagne, mer, montagne, voyages organisés, camps de jeunes, activités diverses, maisons recevant non seulement des jeunes mais aussi des dames, des familles : 120 pages d'adresses. Franco : 11,25 F.

*Vacances à l'étranger*. Séjours dans des pays étrangers limitrophes de la France et au-delà. Franco : 12,25 F.

Service de la documentation de l'ACSJF, 70, avenue Denfert-Rochereau, Paris-14<sup>e</sup>. CCP Paris 863-12. Permanence tous les jours, même samedi de 14 h à 18 h 30.

— *La République des Guarani* (1610-1768). Les Jésuites au pouvoir, par Clovis LUGON (coll. « Foi vivante », n° 125). — Un vol. 11 × 18 cm, de 244 p, Editions Economie et Humanisme ; Les Editions Ouvrières, Paris.

— *Marie, Mère du Christ et des hommes*, par A.-M. CARRÉ (coll. « Foi vivante », n° 126). — Un vol. 11 × 18 cm, de 168 pages. Prix : 6 F. Editions du Cerf, Paris.



# LE SACREMENT, ACTE DE FOI OU GESTE RELIGIEUX ?

*Intervention du cardinal Marty à la Semaine des intellectuels catholiques*

Du 10 au 16 mars s'est tenue à la salle de la Mutualité, à Paris, la XXIII<sup>e</sup> Semaine du Centre catholique des intellectuels français sur le thème « Une foi sans religion ? ». Le cardinal Marty, archevêque de Paris, président de la Conférence épiscopale française, a clôturé l'avant-dernière soirée, le 15 mars, par l'intervention ci-après, dans laquelle, avant d'aborder le thème du débat de la soirée (« Le sacrement, acte de foi ou geste religieux ? »), il a souligné l'importance et l'urgence actuelle du travail théologique (\*) :

Je n'ai pas à conclure le débat. Je veux simplement vous présenter trois remarques. Je les résume en trois mots : un souci, une certitude, ma question.

## 1. Un souci

C'est une de mes premières préoccupations comme président de la Conférence épiscopale française. Je parle de l'importance et de l'urgence que revêt aujourd'hui le travail théologique.

Notre action missionnaire, les bouleversements sociaux et culturels, comme nos erreurs et nos péchés, sont à l'origine de l'orage que nous traversons. Il n'est pas possible d'agir au plan pastoral en écartant régulièrement les questions doctrinales : celles-ci s'imposent à notre conscience et à notre esprit.

Ces questions sont pour une très grande part neuves, nouvelles. Elles sont la conséquence même du renouveau conciliaire, c'est-à-dire de ce choc (tant attendu par ma génération !), de ce choc positif de l'Évangile et des réalités humaines.

Nous n'avons donc pas à chercher des boucs émissaires. Nos interrogations sont le fruit de nos actions : trop d'écrits, et encore récemment, veulent nous laisser croire que si l'Eglise a tant d'ennuis, c'est à cause de l'incapacité de nos grands-pères dans la foi, de la non-clairvoyance de ceux qui ont fait le Concile, voire de la carence de Paul VI ou encore de l'imagination des théologiens. Soyons plus humbles et plus réalistes. On disait, il y a quelques années, que tous nos malheurs venaient de Constantin ; d'autres n'hésitent pas à nous entraîner vers une cause encore plus lointaine : la génération apostolique elle-même ! Il me paraît plus simple et plus vrai de regarder le présent.

Peut-être aussi plus courageux : il faut avoir la lucidité de remonter à quelques questions premières. Personnellement, j'en vois une : celle de l'identité de l'Eglise. Pourquoi l'Eglise aujourd'hui ? Qu'a-t-elle à dire ? Sera-t-elle la célébra-

tion de l'idéologie politique dominante ? Ou bien, toujours menacée, assise entre deux chaises, sera-t-elle celle qui est mal dans sa peau terrestre, parce que sa patrie est ailleurs ? Celle qui révèle Jésus-Christ Sauveur, dans et pour notre monde.

Il ne suffit pas d'être présent au monde, d'être des hommes parmi les hommes... si nous n'avons aucune révélation, aucun message, aucune parole qui nous brûle les lèvres. Certes, ces paroles ne sont pas des formules ni des affirmations sans cesse répétées. Elles doivent être vie.

Oui, cette crise engendre parfois l'inquiétude et l'insécurité. Nous devons être soucieux de vérité et de fidélité à Jésus-Christ. Et si nous perdons nos fausses sécurités, nos humaines sécurités, pourquoi ne pas en remercier l'Esprit ? Notre seule sécurité, notre seule expérience, c'est le Christ mort et ressuscité.

J'ai plaisir, ce soir, à saluer le travail mené par le CCIF au cours de sa 23<sup>e</sup> Semaine. Le choix du sujet, la manière dont vous l'abordez montrent à l'évidence que vous n'êtes pas absents des grands courants et des recherches intellectuelles d'aujourd'hui. Je crois que vous refusez les fausses sécurités ; et dans ce concert vous savez tenir votre place. Merci donc de vous employer à cet effort de réflexion doctrinale et de dialogues pluridisciplinaires, comme on aime à les appeler. La communauté chrétienne tout entière en a besoin.

## 2. Une certitude

Etre chrétien, c'est rencontrer, reconnaître, accepter le mystère personnel de Jésus. Aucune expérience individuelle n'en épuise les richesses ; aucune construction intellectuelle, aucun système ne peut prétendre en dire le dernier mot. Cette plénitude de Jésus en qui le mystère de l'amour de Dieu nous est communiqué, elle nous parvient par gestes et par paroles, c'est-à-dire par les sacrements du Christ. Et c'est dans la communauté ecclésiale que nous recevons ces sacrements qui constituent et construisent le corps.

La certitude qui me conduit est donc celle-ci : ce sont ces gestes, ces signes de l'amour absolu de Dieu pour l'homme, ce sont ces rites qui font naître tout homme à l'amour. En vérité gestes d'amour, ils demandent d'être compris, désirés, accueillis. Ce sont des actes créateurs.

Les sacrements ne sont pas des actes magiques qui auraient une efficacité quasi automatique ; ils sont paroles efficaces de Jésus-Christ aujourd'hui pour le croyant ; ils sont démarche de Dieu dans un langage humain. C'est dire que, pasteurs, prêtres, nous ne sommes pas maîtres de cette démarche du Christ ; c'est dire que les chrétiens ont droit aux sacrements ; c'est dire surtout qu'il n'y a pas de vie évangélique sans les sacrements. Pour le chrétien, le sacrement est aussi vital que l'oxygène pour tout vivant.

Pour que tout homme puisse en recevoir le bienfait, il est nécessaire qu'il en perçoive, c'est-à-

(\*) « Présence et dialogue — l'Eglise dans la région parisienne », 2 avril 1971.

dire qu'il en saisisse le signe ; qu'il entende le sacrement comme une parole prononcée dans sa propre langue. C'est pourquoi il doit être adapté à chaque culture, à chaque langage. Le sacrement est tout à la fois, comme pour le Christ, parole et geste d'homme, parole et geste de Dieu. Il réalise aujourd'hui le mystère de l'incarnation.

C'est vous dire que je ne suis pas étonné, plus encore que je suis heureux que l'Eglise ait su s'imposer le difficile renouvellement de son expression liturgique et sacramentaire.

### 3. Ma question

Elle est celle du pasteur.

Ce renouvellement n'est pas invention. L'interrogation que je porte en moi est celle-ci : par quel renouvellement *répondre plus fidèlement* à l'intention, à la volonté de Jésus-Christ ? Le sacrement est d'abord un acte de foi, et c'est dans l'éclairage même de cette foi que l'on peut comprendre ces gestes religieux qui, par rapport à toute autre expression religieuse, sont radicalement transformés ; ils subissent un changement de nature, ils deviennent don, grâce.

En définitive, dans ma réflexion sur les sacrements, je suis renvoyé à une question plus fondamentale, ultime : celle de *Jésus-Christ, mort et ressuscité*. Je pressens que cette question n'est pas sans secouer la conscience des catholiques d'aujourd'hui ; cette question, c'est celle de la *résurrection du Christ*.

Le renouvellement de la pastorale et de la théologie sacramentaire exige effort et recherche de tous sur les grands mystères christologiques. Y interviennent, comme toujours, le théologien et ses hypothèses, le pasteur et son intuition du peuple qui lui est confié, tous les croyants et leur expérience de foi. Mais cette multiplicité doit se nouer ; une voix qualifiée doit en exprimer l'unité profonde, quelqu'un qui a la charge d'apprécier ce qui peut être porté par la communauté diversifiée : c'est la mission de l'évêque.

## PAROLE DE DIEU ET CONTESTATION

*Mgr COFFY, évêque de Gap, président de la Commission épiscopale française de liturgie, a publié sous ce titre dans le bulletin de son diocèse (Quinzaine religieuse du diocèse de Gap, décembre 1970, p. 130) les réflexions ci-après sur la tendance à « utiliser » la parole de Dieu par un choix systématique de textes de l'Ecriture dans la liturgie :*

En rapprochant ces deux mots « parole de Dieu et contestation », je sacrifie à la mode. Il y a plus cependant. Dans le rapprochement de ces deux mots, une question importante est posée : sommes-nous les serviteurs de la parole ou mettons-nous la parole de Dieu à notre service ?

Il y a bien des manières de solliciter la parole de Dieu, de la faire servir à nos fins, de lui faire dire ce que nous désirons qu'elle nous dise.

Autrefois, dans nos manuels de théologie, un membre de phrase, et souvent même quelques mots, tirés de l'Evangile ou de saint Paul, étaient arrachés à leur contexte et venaient prouver la vérité d'une thèse théologique. On a dénoncé ce procédé qui fait violence à l'Ecriture et on l'a banni de l'enseignement de la théologie.

Cette manière « d'utiliser » la parole de Dieu a la vie dure. Elle n'est pas abandonnée et nous la voyons resurgir sous des formes nouvelles. Ne nous en étonnons pas : nous préférons spontanément être servis que servir, contester qu'être contestés. En ce temps où l'on ne peut parler de Dieu qu'en parlant de l'homme — ce qui du reste est la voie normale, si nous savons la bien employer, — la tentation est grande d'« utiliser » la parole de Dieu.

Ce procédé, nous le voyons renaître dans nos célébrations liturgiques. Dans une messe célébrée à l'occasion d'un grand événement concernant une communauté, un groupe de personnes et même une personne, il est permis de choisir les textes de la liturgie de la parole. Nous avons d'ailleurs à notre disposition différents recueils nous proposant des textes au choix. Grâce à cette possibilité, nous pouvons dire à des personnes, qui vivent un événement important, quelque chose qui compte pour elles. La parole de Dieu rejoint les personnes et éclaire leurs situations concrètes.

De cette possibilité, nous avons tendance à faire un principe. Et c'est dans le passage de la possibilité offerte au principe que renaît le procédé que je dénonçais. Choisir systématiquement le texte d'Ecriture revient, en fait, à mobiliser, à utiliser la parole de Dieu et aussi à sacraliser l'assemblée.

Choisir systématiquement le texte d'Ecriture, c'est « utiliser » la parole de Dieu. Devons-nous choisir toujours ce qui, dans la Bible, nous plaît et répond à nos aspirations du moment ou devons-nous nous laisser interpellé par la parole de Dieu ? Devons-nous nous retrouver dans la parole que Dieu prononce, ou devons-nous attendre que nous soit révélée l'intention de Dieu sur nous ? Est-ce à nous de contester la parole de Dieu — et opérer, par principe et de façon habituelle, un choix, c'est contester la parole, c'est la passer au crible de notre expérience — ou cette parole doit-elle nous critiquer, nous contester, nous bousculer afin de nous convertir ?

Il est traditionnel dans l'Eglise de lire, le dimanche, la Sainte Ecriture à la suite (c'est ce que l'on appelle la lecture continue) parce que l'Eglise a toujours pensé qu'elle devait entendre toute la parole de Dieu, même et surtout ce qui ne lui plaît pas et la dérange.

Choisir systématiquement le texte d'Ecriture, c'est aussi sacraliser l'assemblée. « Chassez le sacré, il revient au galop. » On désacralise avec vigueur. Souvent avec raison, il faut le reconnaître. Mais par un illogisme dont nous ne sommes pas conscients, nous sacralisons sous d'autres formes qui ne sont pas meilleures que celles dont nous nous débarrassons. Un groupe bien uni, bien homogène, un groupe où l'on se connaît, où l'on s'aime, qui vient célébrer « son unité et sa vie » en participant à l'Eucharistie, en choisissant les textes de la liturgie de la parole, textes qui lui conviennent, risque fort d'obéir au besoin inconscient de sacraliser ce qu'il est et ce qu'il vit. Il vient demander à Dieu une approbation de son être et de sa vie. C'est bien, à certaines conditions, mais c'est surtout insuffisant et dangereux. Ce groupe ne doit-il pas se rendre d'abord disponible à la parole de Dieu qui le critique, le conteste, le bouleverse, le dérange et le conduit à la conversion ? Ne doit-il pas se rendre disponible à l'Esprit-Saint qui l'appelle à se dépasser et à s'ouvrir au monde ?

La célébration de l'Eucharistie n'est pas célébration (sacralisation) de la vie, mais célébration du mystère de la mort et de la résurrection du Christ et célébration de l'action de Dieu dans la vie, une action qui ne nous laisse jamais où nous sommes.

« Si le sel s'affadit... »

† Robert COFFY.



# Questions actuelles

## L'UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

### Quelques points de repère pour aujourd'hui

*Lettre pastorale des évêques lyonnais (\*)*

Dans un monde qui tend à s'unifier, même sur un plan mondial, c'est un fait, les diversités apparaissent de plus en plus et risquent de séparer les hommes les uns des autres, voire même de les opposer. Le Concile, dans *Gaudium et Spes*, avait déjà dit un certain nombre de ces diversités ; nous voudrions simplement en rappeler quelques-unes, parmi celles qui posent aujourd'hui, à tous les chrétiens, de plus grands problèmes.

#### I. — LES DIVERSITÉS DANS LE MONDE ET DANS L'ÉGLISE

##### 1. Diversités au plan politique

Autrefois, la plupart des chrétiens se retrouvaient réunis par un certain nombre d'options politiques et ils appartenaient à un ou plusieurs partis.

Actuellement, on trouve des chrétiens dans tous les partis politiques ; bien souvent, leur choix n'est pas sans référence à leur Foi. Il y a, en même temps, un certain durcissement qui porte les chrétiens à mal juger ceux qui appartiennent à des partis politiques différents ou opposés.

(\*) *Eglise de Lyon*, 26 février 1971.

Au cours de sa session de printemps (Paris 16-18 mars 1971), le Conseil permanent de l'épiscopat français a étudié le thème « l'évêque, signe d'unité parmi les chrétiens divisés ». Nous lisons dans le *SNOP* (22 mars, p. 9) :

En introduisant une réflexion sur ce thème, Mgr MAZIERIS a souligné que « les divisions profondes du monde ont des répercussions dans l'Eglise » (cf. lettre pastorale des évêques de Lyon qui note des diversités au plan politique, social, culturel, apostolique, et même au plan de la foi).

Les évêques ont réfléchi, en carrefours, à la question : « Comment, dans un tel contexte, être signe et garant de l'unité dans la foi au Christ ? »

La crise actuelle n'est pas due seulement à une inadéquation des structures de l'Eglise et aux divisions du monde, elle est de l'ordre de la culture (Mgr MATA-GRIN).

Ce problème sera repris dans les régions apostoliques, afin que les évêques cherchent ensemble quelle attitude adopter dans les cas concrets qui se présentent.

Cette diversité dans les options politiques ne se rattache pas seulement à la diversité des milieux sociaux ; à l'intérieur de chaque milieu, on trouve des diversités assez grandes et parfois des oppositions très fortes.

##### 2. Diversités au plan social

Comme le notait *Gaudium et Spes*, les hommes d'aujourd'hui — surtout les plus dépourvus — acceptent de moins en moins les inégalités entre les groupes sociaux.

Sans jamais revendiquer un égalitarisme total qui apparaît évidemment utopique, les groupes les moins favorisés voudraient que soit réalisée une meilleure répartition du revenu national. Ils voudraient aussi qu'il y ait une réelle égalité, avec chances pour tous les hommes d'accéder à une culture adaptée. De même, il y a un désir toujours croissant, au moins dans les élites des divers groupes sociaux, de participer aux responsabilités, non seulement de leurs propres professions, mais aussi de l'ensemble du pays.

Mais la réalité contraste assez violemment avec ces désirs. Certes, il y a un accroissement du revenu national dans l'ensemble des catégories sociales, mais la répartition se fait d'une façon très inégale, si bien que les contrastes augmentent ; ils se manifestent aussi au-dedans des différents groupes sociaux. Il ne s'agit pas seulement du monde ouvrier mais aussi de différentes catégories du monde rural. Notons, par exemple, les ouvriers agricoles, les vieillards, l'enfance inadaptée ; mais il faudrait parler aussi de la situation très difficile d'un grand nombre de petits artisans, de petits commerçants, de petits exploitants. A tout cela, on doit ajouter les questions graves concernant les immigrés. Et que dire des problèmes du Tiers-Monde qui, par la télévision et les autres moyens de communication sociale, sont mis chaque jour à notre connaissance ?

Ces diversités sociales engendrent de l'insécurité, du mécontentement, de l'opposition.

##### 3. Diversités au plan culturel

Le Concile avait insisté sur les diversités culturelles qui, dans une large mesure, sont

dues aux changements profonds de la civilisation actuelle.

Depuis le Concile, ces diversités n'ont fait qu'augmenter et les événements de mai 1968 ont manifesté d'une façon brutale quel fossé pouvait séparer des générations. Cependant, il ne faudrait pas se mettre uniquement au point de vue de l'âge : il y a certainement des querelles de générations qui se manifestent à l'intérieur des mêmes familles et des mêmes groupes sociaux : elles créent des antagonismes douloureux. Mais il y a aussi des diversités culturelles qui dépendent des idéologies, des choix politiques et des situations sociales. Ces diversités engendrent à leur tour des diversités d'expression, qui rendent le dialogue difficile, parfois presque impossible. On a l'impression d'hommes qui se côtoient, mais qui ne sont pas unis entre eux. Sans doute ils sont touchés par les mêmes moyens d'expression à travers des « mass media », mais leurs réactions sont nettement différentes. Certains se plaignent que l'on ne tient pas compte suffisamment des diversités culturelles qui marquent les divers groupes, soit à un point de vue régional dans telle province déterminée, soit au point de vue social, par exemple en ce qui concerne les formes populaires de culture.

#### 4. Diversités au plan apostolique

Si nous nous situons dans l'Eglise elle-même, nous rencontrons parmi ses membres, non seulement les diversités politiques, sociales et culturelles, mais aussi, et plus ou moins en rapport avec ces diversités, des diversités apostoliques assez marquées.

Alors que certains voudraient surtout trouver, dans la vie d'Eglise, un soutien pour leur vie religieuse et leur comportement moral, d'autres cherchent d'abord, dans leur Foi, un appui pour leur engagement au service des hommes. Alors que certains veulent s'unir entre eux dans des organisations assez importantes allant jusqu'au niveau national, d'autres préfèrent se retrouver en petit « groupes informels », comme ils disent, pour goûter davantage le bienfait d'une communauté de personnes qui se connaissent et sympathisent entre elles.

D'autre part, il y a, soit au point de vue des méthodes apostoliques, soit au point de vue des analyses de situation, des diversités telles que la collaboration apostolique entre les chrétiens devient parfois moralement impossible. Certains se résignent volontiers à ce pluralisme alors que d'autres le jugent insoutenable. On pourrait prendre de nombreux exemples concrets dans les événements de ces dernières années, par exemple en ce qui concerne l'Action catholique. Pendant un certain temps, celle-ci est apparue comme la ligne du progrès pour la plupart des chrétiens actifs ; certains s'y opposaient alors que d'autres s'y attachaient avec trop d'exclusivité. Et maintenant une nouvelle crise apparaît. On reproche aux mouvements d'Action catholique d'être trop liés à la hiérarchie et d'empêcher la liberté des chrétiens dans leurs options politiques et dans leur autonomie temporelle. Ainsi elle semble à certains dépassée aujourd'hui.

#### 5. Diversités au plan de la Foi

Même quand il s'agit de la Foi, les catholiques se sentent divisés entre eux. Sans doute, à part quelques rares exceptions, ils restent attachés à la Foi telle qu'elle s'exprime dans le *Credo* ; mais, qu'il s'agisse de formules pour exprimer leur Foi, ou de l'approfondissement de son contenu, ils se séparent à nouveau.

Certains restent davantage attachés à des formulations traditionnelles et sont déroutés dès qu'ils trouvent des formules qui leur semblent novatrices. D'autres jugent que l'attachement pur et simple à des formules traditionnelles devient un obstacle pour leur Foi ; ils éprouvent le besoin de se la formuler à eux-mêmes d'une façon plus conforme à leur culture et à leurs engagements temporels.

Il s'est accompli, aussi, en ces dernières années, un grand nombre de recherches théologiques dont la valeur est nécessairement inégale. Certes, tout le monde est d'accord pour que l'on pénètre davantage le contenu de la Révélation, mais certains ont l'impression que des théologiens ne respectent pas suffisamment le contenu de cette Révélation, alors que d'autres voudraient opérer en quelque sorte une rupture entre les théologiens d'autrefois, qui appartiendraient à une civilisation passée, et les théologiens d'aujourd'hui, qui seraient seuls capables de donner satisfaction à la mentalité actuelle. Enfin, il faut bien le reconnaître, l'autorité du Pape et des évêques, dans cette évolution qui n'a guère de précédent dans l'histoire, est souvent contestée. Certains disent que l'autorité hiérarchique n'accomplit pas suffisamment son devoir et ne rappelle pas avec assez de force les vérités à croire, alors que d'autres trouvent qu'elle manque de confiance par rapport aux recherches théologiques. Certains voudraient même que l'on prenne la norme de la pensée chrétienne non pas dans l'enseignement autorisé du Pape et des évêques, mais seulement dans la pensée commune du peuple de Dieu.

Nous devons constater toutes ces diversités, même si parfois elles nous semblent douloureuses. Nous devons les reconnaître comme un fait. Mais s'il est vrai que les faits peuvent poser des problèmes, ils n'apportent jamais par eux-mêmes de solution.

### II. — L'ATTITUDE CHRETIENNE EN FACE DE LA DIVERSITE

#### 1. Uniformité et unité dans la diversité

Pour un chrétien, la diversité doit apparaître d'abord plus comme une richesse que comme un obstacle.

Le Concile, parlant de l'unité de l'Eglise, a voulu distinguer entre l'uniformité et l'unité dans la diversité. Cela ne signifie pas pour autant que toutes les diversités d'aujourd'hui soient conciliables avec les vraies exigences de la Foi chrétienne ; mais quelles que soient les déficiences qui marquent les diversités, on peut dire que chacune d'elles manifeste, à sa façon, soit tel aspect particulier de la réalité humaine, soit tel appel de Dieu pour des changements à introduire dans le monde présent. Il ne faut



donc pas prendre, vis-à-vis de la diversité, une attitude négative et pessimiste ; il faut la regarder en face et demander à l'Esprit-Saint de nous éclairer à son propos, pour le monde, pour l'Eglise, pour nous-mêmes.

## 2. Le positif de l'unité

Les diversités entre les chrétiens ne doivent pas leur cacher l'unité profonde qui existe entre eux.

En réalité, malgré des expressions différentes, l'ensemble des croyants est d'accord sur un certain nombre de points fondamentaux, au plan chrétien comme au plan humain.

Ils croient en Dieu et en Jésus-Christ, le Fils de Dieu, Sauveur des hommes ; ils croient en l'Eglise que le Christ a fondée, et qui est sans cesse animée par le Saint-Esprit ; ils croient à l'Eucharistie et aux autres sacrements de la Foi, qui vivifient et unifient les croyants dans la vie même du Christ. Ils estiment aussi un grand nombre de valeurs humaines, enseignées dans l'Ecriture et qui appartiennent désormais au patrimoine commun de l'humanité : la dignité de la personne humaine, sa responsabilité et sa liberté, les exigences élémentaires de la justice et de la fraternité ; il s'est établi de plus en plus un consensus universel sur un certain nombre de points et nous devons nous en réjouir.

Tout ceci ne nous fait pas oublier, soit les déviations qui existent dans certains courants de pensée, soit les diversités d'expression théologique ; mais, lorsqu'on entre en rapport de vrai dialogue avec les chrétiens, on est heureux de trouver entre eux une unité plus profonde qu'ils n'oseraient le supposer : cette unité est un don de Dieu dont il faut Le remercier.

Il est même remarquable qu'en ces dernières années, malgré les tensions très vives qui se sont manifestées à l'intérieur de l'Eglise, personne n'a vraiment voulu constituer de groupes séparés, comme cela s'était fait, par exemple, au moment de la séparation des Eglises orientales ou de la réforme protestante. Que ce serait beau si chacun de nous s'efforçait de penser d'abord à ce qui le rapproche des autres comme des frères ! Spécialement de ses frères catholiques !

## 3. Le dépassement des oppositions entre chrétiens

Nous parlons ici des oppositions qui les sépareraient, soit du fait de leurs conditions sociales et de leurs options temporelles, soit de leur manière de vivre leur vocation de baptisés.

Il y a, dans la nature même de l'homme, un appel à la fraternité : il ne s'agit pas de détruire toutes les diversités, mais il ne faudrait pas qu'elles se transforment en oppositions. Même au point de vue humain, nous devons chercher à nous unir dans le respect de nos légitimes diversités ; à plus forte raison, au point de vue chrétien, nous ne devons jamais nous résigner aux oppositions. L'unité parfaite ne sera réalisée entre les hommes et même entre les chrétiens qu'à la Parousie, mais, sous prétexte que l'unité parfaite ne se réalisera qu'à la fin des temps, il ne faudrait pas négliger pour autant la marche vers l'unité dès maintenant. « Con-

duis-nous vers l'Unité parfaite. » (Canon de la Messe.)

Car l'Esprit de Dieu veut conduire tous les hommes à l'unité ; et c'est, sur terre, un signe du Royaume que la recherche de l'unité entre chrétiens.

## III. — LA MARCHÉ VERS L'UNITÉ

Reprenant les faits que nous citons dans la première partie, nous indiquerons quelques jalons de cette marche vers l'unité, unité humaine, unité chrétienne. Nous ne prétendons pas donner, pour chaque point, un éclairage complet : ce serait impossible ; mais, à propos de chaque point, nous voudrions vous présenter quelques réflexions qui vous aideraient à vous orienter dans le sens de l'unité.

### 1. L'unité politique

Elle ne consiste pas, évidemment, dans la contrainte qui obligerait tous les hommes à entrer dans le même parti et à prendre les mêmes orientations ; mais il faudrait que tous les hommes, sans exception, comprennent bien que le but suprême de la politique est le bien commun de tous les hommes, et non pas le triomphe d'une idéologie ni d'une doctrine politique.

#### a) Recherche du bien commun :

Le bien commun n'est pas le prestige d'un pays, ni sa puissance économique et politique, ni son enrichissement absolu ; ce qui importe, c'est que les hommes qui composent les groupements humains à l'intérieur d'une nation aient, autant qu'il se peut, les mêmes possibilités de réaliser leur épanouissement humain. Ce qui importe aussi, c'est que chaque pays se sente solidaire de l'ensemble des nations pour établir, partout, un certain niveau humain de vie. Telle est la première condition de l'unité politique : un souci vrai du bien commun au plan national comme au plan international.

#### b) Réalisme de l'analyse politique :

En fait, l'unité politique est appelée à se réaliser dans la diversité des options politiques ; mais nous trouvons ici une seconde exigence de l'unité politique : il faut que tout parti, quel qu'il soit, ait le souci d'une analyse politique réaliste.

Certes, les partis ont le souci de cette analyse ; mais peut-être ne font-ils pas suffisamment le départ entre le réalisme de l'analyse politique et les interprétations idéologiques qui la conditionnent ou l'inspirent.

Un dialogue vrai entre les partis pourrait faciliter une meilleure connaissance de la réalité politique. Mais, trop souvent, on est l'homme d'un seul journal, d'une seule option, d'un seul parti ; et on se refuse à une auto-critique qui ne pourrait se faire qu'en relation avec d'autres. Qui donc pourrait prétendre que, dans son propre parti, il n'y a pas à revoir profondément les bases mêmes de son action ?

#### c) Respect des autres partis :

Les divers partis doivent se respecter entre eux. Une certaine habitude s'est introduite, qui



n'est conforme ni à la justice ni à la fraternité humaine : elle consiste à prêter aux autres de mauvaises intentions. Tant que, sur ce point, on n'aura pas changé d'attitude, la véritable unité politique ne pourra se réaliser. Il y a des polémiques politiques qui sont certainement incompatibles, non seulement avec les exigences de l'Evangile, mais avec les exigences du simple respect des personnes humaines.

Il faudrait aussi que les partis au pouvoir donnent, à une opposition, les possibilités réelles d'intervenir dans la vie politique qu'ils voudraient avoir, s'ils se trouvaient eux-mêmes dans l'opposition ; il faudrait également que les partis dans l'opposition donnent aux partis qui sont au pouvoir les mêmes possibilités de travailler au bien commun du pays qu'ils voudraient avoir eux-mêmes, s'ils étaient un jour au pouvoir.

## 2. L'unité sociale

Pour que se réalise l'unité sociale, tous les responsables, quel que soit leur milieu, doivent avoir le souci de donner à tous les hommes des conditions indispensables pour leur développement intégral. Nous voudrions donc insister sur des aspects très importants de l'unité sociale.

### a) Connaissance

*de l'action propre aux groupements humains pour leur promotion collective :*

De fait, surtout à l'époque actuelle, des groupements minoritaires se pensent obligés de déclencher des actions communes, pour leur promotion collective, qu'il s'agisse du monde ouvrier, du monde rural, des artisans et commerçants.

Vues du dehors, ces actions apparaissent comme opposées aux exigences du bien commun. On risque d'y voir simplement des recherches d'intérêt ; en réalité, et quelles que soient les déficiences qui peuvent entacher soit les buts poursuivis, soit les moyens employés, il y a, dans ces actions, un aspect positif dont nous devons reconnaître l'authenticité.

Dans le monde ouvrier, par exemple (même si nous laissons de côté les mots « classe ouvrière » ou « lutte de classe », car ces expressions sont souvent mal comprises), nous sommes obligés de reconnaître qu'il existe un mouvement ouvrier et que ce mouvement ouvrier est entré dans une action pour réaliser sa promotion collective dans la société.

Nous ne pourrions pas arriver à une véritable unité sociale entre le monde ouvrier et les autres groupes sociaux si ceux-ci ne reconnaissent pas la légitimité de l'action ouvrière. Cela ne veut pas dire que l'on sera d'accord avec tous ceux qui sont engagés dans l'action ouvrière ni avec toutes leurs méthodes ; mais il faut aller jusqu'au fond du problème. Ce que nous disons par rapport au monde ouvrier vaut aussi pour les autres formes de promotion collective, parmi les petits commerçants et artisans, les petits exploitants du monde agricole.

### b) Prédilection pour les pauvres

Cette attitude est à la fois profondément évangélique et profondément humaine : il faut

que les pauvres soient particulièrement aidés à réaliser leur promotion humaine.

Sans doute cette prédilection ne doit-elle pas se changer en exclusive ; mais ceux qui possèdent l'avoir, le savoir ou le pouvoir, doivent se rappeler que si parfois il y a des révoltes dans le monde, l'explication dernière de ces révoltes ne doit pas être cherchée d'abord dans la rancune ou la haine, mais dans l'injustice qui, trop souvent, a atteint les pauvres.

Dans l'Ancien Testament, Yaveh se présente comme le défenseur des opprimés, des étrangers, des veuves et des orphelins, et le Christ est venu pour annoncer aux peuples la Bonne Nouvelle et pour libérer les opprimés.

Il n'y a pas d'unité sociale possible sans une préférence réelle donnée aux pauvres, c'est-à-dire à tous ceux qui se trouvent en situation inférieure par rapport à la réalisation de leur promotion légitime.

## c) Ouverture aux problèmes internationaux :

Enfin nous ne devons pas oublier les dimensions internationales de l'unité ; nous devons lutter tous ensemble contre ce qui est xénophobie ou racisme, et intervenir pour que s'accomplisse un changement de la mentalité collective, par rapport aux étrangers qui sont chez nous, et par rapport aux besoins du Tiers-Monde.

## 3. L'unité culturelle

Pour que l'unité culturelle se réalise, il faut accepter la diversité culturelle et le mutuel enrichissement.

Certes, il est lamentable que certains jeunes veuillent rejeter purement et simplement les richesses culturelles du temps passé, mais il n'est pas moins regrettable que certains adultes se refusent complètement à accepter les richesses qu'offrent les jeunes aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de tomber dans cet enthousiasme irréfléchi de ceux qui, après mai 1968, ont cru que la révolution culturelle était faite et que l'on allait entrer dans une ère nouvelle, sans difficulté. Il faut être lucide, savoir discerner le bien et le mal, les valeurs positives ou mêlées. Mais nous n'arriverons pas à réaliser une véritable unité culturelle si nous n'acceptons pas de nous enrichir au contact des autres. C'est là qu'intervient le véritable esprit de dialogue, qui permet d'écouter et de comprendre, sans pour autant tout approuver. Il en est de même pour la diversité culturelle qui est propre aux diverses nations, à certaines minorités linguistiques.

Il ne faudrait pas, sous prétexte d'unité, obliger tous les hommes à adopter la même forme de culture. Sans doute il y a des aspects de la culture contemporaine, surtout au plan scientifique et technique, qui semblent vraiment universels. Mais il y a des diversités culturelles beaucoup plus profondes et qui se manifestent diversement selon les régions et les groupes sociaux. Là encore, il faut se rappeler que l'unité n'est possible que dans le respect de la diversité légitime : les formes de culture sont complémentaires, car aucune d'entre elles n'est parfaite et ne peut prétendre se suffire.



#### 4. L'unité apostolique

##### a) *Priorité et exclusivité :*

Nous ne pouvons pas demander aux hommes d'aujourd'hui d'entrer dans tous les cadres prédéterminés, si excellents qu'ils soient.

Nous devons tous respecter les chrétiens dans leurs droits de s'associer pour accomplir une œuvre apostolique ; mais il appartient évidemment à ceux qui ont la responsabilité de la pastorale dans l'Eglise d'établir, en relation avec les laïcs, les priorités qui sont indispensables dans l'Eglise aujourd'hui pour qu'elle accomplisse son action missionnaire. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la confiance, réaffirmée par les évêques à Lourdes, à tous les mouvements d'Action catholique. On se tromperait si on transformait cette priorité en exclusivité ou si on interdisait par là toute créativité. On se tromperait aussi si on supposait que les évêques et les prêtres prétendent donner aux mouvements, tels qu'ils existent aujourd'hui, une approbation sans nuances. Un mouvement, comme toute institution, risque toujours de se scléroser si d'abord il ne se remet pas en cause : ce serait un danger pour lui de s'appuyer sur une priorité, qui lui est reconnue, pour ne pas s'interroger sur lui-même.

En réalité, la priorité donnée aux mouvements d'Action catholique signifie que l'Eglise veut être présente aux hommes d'aujourd'hui dans toutes leurs activités humaines pour leur apporter la lumière et la force du Christ : aussi ils sont appelés à se renouveler continuellement, pour mieux remplir leur tâche apostolique.

##### b) *Union entre les mouvements apostoliques :*

L'unité fondamentale entre les mouvements apostoliques ne résulte pas d'abord de leur coopération pour une action commune, mais bien de leur fidélité à rejoindre l'action de l'Esprit en tout homme, pour annoncer le Christ à tous les hommes. Dans la mesure où chaque mouvement apostolique est ainsi fidèle à ce qui est la ligne fondamentale de tout apostolat, il se trouve, par le fait même, uni aux autres mouvements, quelle que soit la différence des analyses et des méthodes.

Il serait bon que cette unité profonde puisse être célébrée de temps à autre en Eglise, par une mise en commun du travail ainsi opéré avec le Christ. Il ne s'agirait pas de se juger mutuellement, mais de s'enrichir dans la découverte de l'action que le Christ, par son Esprit, opère en tout mouvement, pour le Salut des hommes. Enfin, dans la mesure où les divers mouvements sont suffisamment préparés, on peut, avec grand profit, réaliser sur des points déterminés les coopérations qui sont demandées pour le bien de l'Eglise. C'est dans ce sens que le Concile exhorte les mouvements à s'unir entre eux, au service du Royaume de Dieu.

##### c) *Communauté avec les évêques :*

Quelle que soit la diversité des opinions concernant la coopération avec la hiérarchie, il faut admettre que tout apostolat dans l'Eglise

doit s'accomplir en communion avec la hiérarchie.

C'est dans son baptême que chaque chrétien a reçu une participation au sacerdoce du Christ et, par conséquent, à Son apostolat ; les chrétiens ont aussi la liberté de s'organiser pour mieux accomplir leur apostolat. Mais tout apostolat doit s'accomplir en Eglise et il n'y a pas d'Eglise sans communion avec la hiérarchie.

On peut donc appliquer à l'apostolat dans l'Eglise ce que saint Ignace d'Antioche a enseigné au sujet de la célébration eucharistique : « Rien en dehors de l'évêque. »

Sans doute il y a encore bien des efforts à faire pour réaliser ce que le Concile demande au sujet de la responsabilité des laïcs et de leur participation à l'apostolat des évêques ; il conseille même la fondation de conseils de pastorale, là où ce sera possible. Il a beaucoup insisté aussi sur l'initiative des laïcs, et sur leurs fonctions propres, quand il s'agit d'établir le Royaume de Dieu à travers la gerance des affaires temporelles. Mais toutes ces réalisations ne pourront être obtenues qu'en communion d'Eglise.

#### 5. L'unité dans la Foi

Quand on parle de l'unité dans l'Eglise, c'est avant tout de l'unité dans la Foi ; c'est la plus fondamentale de toutes : notre prière doit monter sans cesse vers Dieu, afin que cette unité se réalise en tous ceux qui croient au Christ et ont été baptisés en Lui. Mais nous devons, nous, dès maintenant, vivre dans l'unité de la Foi catholique.

##### a) *Vie dans l'unité de la Foi :*

Pour vivre dans l'unité de la Foi au sein de l'Eglise catholique, il faut d'abord adhérer de tout son être au Christ, Fils de Dieu, Sauveur. Cette adhésion personnelle au Christ est au centre de toute la vie chrétienne. En communiant par la Foi au Christ mort et ressuscité en son corps, nous recevons la vie qui vient de Dieu, par le sacrement du Baptême.

Mais cette adhésion au Christ demande encore que nous acceptions totalement le message qu'Il nous a communiqué de la part du Père : ce message, dont le sommet se trouve dans l'Evangile, est contenu dans toute la Révélation.

La Révélation du Christ nous a été d'abord transmise oralement ; les Evangiles et les autres écrits apostoliques nous la présentent telle qu'elle a été divinement inspirée.

Cette Révélation, qui se termine avec l'âge apostolique, nous est livrée sans cesse par l'Eglise : Dieu a voulu établir dans son Eglise un magistère qui puisse non seulement veiller à la transmission fidèle du contenu de la Révélation, mais aussi intervenir pour son interprétation authentique. Le Pape et les autres évêques sont appelés les premiers à écouter la Parole de Dieu, pour aider tout le peuple de Dieu à l'accueillir et à en vivre.

Ainsi donc, si nous voulons vivre dans l'unité de la Foi, nous sommes appelés non seulement à adhérer personnellement au Christ, mais à vivre cette adhésion d'une façon



conforme à Sa volonté, c'est-à-dire dans l'Eglise, en communion avec ceux qui sont les gardiens fidèles de la Parole de Dieu.

#### b) *Changement dans les expressions de la foi :*

Jean-XXIII, dans son discours inaugural au Concile, distinguait le contenu même de la Révélation et la manière de l'exprimer. Il peut arriver, en effet, que telle ou telle formule employée autrefois doive être modifiée aujourd'hui, de telle sorte qu'elle transmette aujourd'hui le contenu authentique de la Révélation.

Des mots changent de signification au cours des siècles, des mutations culturelles demandent des expressions nouvelles capables d'assurer une véritable fidélité. Mais ces changements doivent s'accomplir toujours dans la continuité de la même doctrine. Personne n'a le droit de changer ce que Dieu Lui-même nous a révélé : sur ce point, nous pouvons rappeler la formule énergique de saint Paul : « Même si un ange du ciel vous révélait un autre Evangile que celui que vous avez reçu, qu'il soit anathème. » Il nous faut donc avoir la continuelle préoccupation de livrer l'unique message de Dieu, de façon à ce que puissent le bien comprendre ceux à qui il est adressé.

Quand on compare la manière de parler de saint Paul, selon qu'il s'adressait aux juifs dans une synagogue ou aux grecs d'Athènes, on comprend ce que veut dire sa préoccupation de « se faire tout à tous, afin qu'ils puissent tous être sauvés ». Il y a donc des changements d'expression qui, bien loin d'être blâmables, sont exigés à la fois par la fidélité au dépôt révélé et par le souci d'une véritable évangélisation : en toute hypothèse, c'est toujours le même Seigneur que nous annonçons, le Christ mort et ressuscité.

#### c) *Approfondissement du contenu de la Révélation :*

Au cours des siècles, l'Eglise, sous l'impulsion de l'Esprit-Saint, a cherché, d'une façon adaptée aux circonstances historiques, à approfondir le contenu de la Foi. Les richesses du Christ sont inépuisables et, jusqu'à la fin des siècles, l'Eglise doit progresser dans une meilleure connaissance de la Parole de Dieu.

Dans cet approfondissement, les théologiens ont un rôle considérable : grâce à leurs travaux, l'Eglise peut se renouveler dans la connaissance de la Révélation : cela est un bien immense. Nous devons respecter la recherche des théologiens et leur faire confiance. Mais eux aussi, comme tous les baptisés, sont tenus à « l'obéissance de la Foi ». Le sens de la Foi, avec tout ce qu'il comporte d'humilité et d'attachement fervent au Christ, est la marque propre du théologien.

Sans doute, il peut arriver à des théologiens de connaître des difficultés à l'intérieur de l'Eglise ; c'est arrivé à saint Thomas d'Aquin vis-à-vis de la Faculté de théologie de Paris, et à d'autres après lui. Plus près de nous, un Père Lagrange et d'autres théologiens encore vivants ont rencontré des contradictions, mais ils les ont surmontées dans leur communion inconditionnée avec l'Eglise : leur exemple nous reste précieux.

Nous ne pouvons pas nous laisser entraîner à tous « vents de doctrine », le Pape vient de rappeler aux évêques leur devoir de prêcher, à temps et à contre-temps, la Foi authentique ; en accomplissant leur charge, ils ne s'opposent en rien à la liberté de recherche dans l'Eglise : la recherche elle-même ne peut se situer que dans la communion de la Foi.

#### d) *Le renouveau dans la Foi :*

La Foi ne se présente pas comme une doctrine abstraite ; elle n'est pas une idéologie ; elle est adhésion à quelqu'un. Elle n'est vraiment vivante que dans la mesure où elle se manifeste dans une manière de penser et de vivre conforme à la Révélation.

Or, précisément, le deuxième Concile du Vatican et, tout récemment, Paul VI ont demandé à toute l'Eglise, aux évêques, aux prêtres et aux fidèles de se renouveler eux-mêmes dans la fidélité à l'Evangile afin que l'Eglise tout entière manifeste davantage à nos contemporains le visage même du Christ.

Cette œuvre de conversion dépasse les forces humaines, elle est l'œuvre de l'Esprit de Dieu. Elle demande de nous une prière quotidienne, une disponibilité attentive à l'action de l'Esprit, un renoncement à nous-mêmes, un témoignage apostolique.

### CONCLUSION

Ce n'est pas à travers des discussions purement intellectuelles, ni en voulant imposer une unité purement formelle, une uniformité insupportable et contraire au dessein de Dieu, que l'on arrivera à l'unité dans l'Eglise et dans le monde.

Il importe que nous réfléchissions sur les diversités légitimes de pensées et d'actions, et que nous nous sentions tous responsables de l'unité de l'Eglise. « Qui n'amasse pas avec Moi dissipe. » (Mt 12, 30.)

L'Eglise est Une par l'unité de sa Foi, par ses sacrements, par sa communion avec les successeurs des apôtres, dans l'esprit du Christ qui l'anime ; mais, en même temps qu'elle est Une dans le Christ, elle doit s'unifier de plus en plus de par la libre volonté de tous ses membres, jusqu'au jour où le Christ l'offrira Lui-même au Père, « afin que Dieu soit tout en tous ». (1 Co 15, 28.)

† Cardinal RENARD,  
Archevêque de Lyon.

Mgr CHAGUÉ, Mgr BOFFET.  
Mgr ANCEL, Mgr ROUSSET.

---

— *La Femme et le Saint.* La femme et ses problèmes d'après saint François de Sales, par TH. SCHUELLER (coll. « Points d'appui »). — Un vol. 13 x 18 cm, de 312 pages. Prix : 27 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

Ces pages se lisent « comme un roman ». Elles nous révèlent un saint François de Sales peu connu, comme une hagiographie par l'intérieur, et combien révélatrice ! Ajoutons que l'enseignement — toujours concret et combien ! — du saint Docteur n'a pas vieilli : les questions, parce qu'elles touchent l'homme en son tréfonds, sont celles qui se posent de nos jours et avec quelle acuité ! Il nous force à réfléchir, mais avec cette douceur et suavité qui n'a rien de mièvre, mais est une force de persuasion peu ordinaire, étant toute de vérité humaine.



## LES ADULTES ET LES JEUNES D'AUJOURD'HUI (\*)

Un groupe de catholiques (évêques, prêtres, religieuses et laïcs) a rédigé ce texte. Les circonstances actuelles, certaines affinités, l'amitié, le souci de nombreuses situations douloureuses les ont réunis. Ils pensent que certaines responsabilités ne peuvent pas être éludées ; qu'une des manières d'y faire face est d'essayer de voir plus clair et de dire ce qu'on voit, ce qu'on vit, même si le résultat de ce travail est modeste ; enfin, qu'une réflexion commune de chrétiens qui n'ont pas l'habitude de s'exprimer ensemble publiquement peut avoir une signification.

1. *Un fossé paraît s'être creusé entre les générations.* Voilà du moins ce que beaucoup déclarent. Pourquoi ce fossé ? Quelle est sa profondeur ? Qui l'a creusé ? On peut en débattre. Mais la crise est certaine.

Des parents « installés » et des parents « militants » sont pareillement déçus par l'aisance avec laquelle leurs fils et leurs filles les contredisent, les dépassent ou les ignorent. Des ruraux et des ouvriers, qui se sont formés eux-mêmes, se demandent avec angoisse ce que l'Université met dans la tête de leurs enfants — et des citadins, riches de diplômes, se posent la même question. Quantité d'étudiants et de jeunes ouvriers campent en marge de la société des adultes.

*Le malentendu tourne parfois au tragique.* Les parents ne comprennent pas la priorité que leurs enfants donnent à la politique, la liberté de leurs comportements, le mépris dans lequel, s'ils sont nés chrétiens, ils tiennent la foi ou son expression par l'Eglise...

*Mais à quoi bon décrire ce que chacun connaît ?* L'un d'entre nous se souvient de la stupeur d'un groupe de jeunes ruraux, visitant Paris pour la première fois en 1971 et n'arrivant pas à comprendre pourquoi la police déployait tant de forces au Quartier latin. Dans les grandes villes, on est presque habitué à ce spectacle. On s'habitue à tout.

On a tort. Avec ou sans déploiement de forces policières, la méfiance des adultes à l'égard des jeunes est en train de ressembler, dans tous les pays du monde, au racisme. Le racisme naît quand la majorité des membres d'une société ne peut pas modeler une minorité à son image et n'accepte pas que cette minorité soit différente : Afrikanders et Bantous en Afrique du Sud, Hindous et musulmans aux Indes, « chrétiens » et juifs en Europe...

*Il est vrai que la jeunesse attaque ou se défend énergiquement.* L'âge lui donne des armes, et puis elle a prise sur le cœur de ces adultes qui l'ont engendrée et elle le sait. Au milieu des jeunes, un adulte se sent souvent très mal à l'aise. Certains en arrivent même à se demander s'ils n'ont pas raté leur vie.

\*\*

2. *Il y a donc crise. Il y a même plusieurs crises* qui s'enchevêtrent et qu'il faut distinguer.

*La première crise est de tous les temps.* Quand un homme et une femme engendrent un enfant, ils mettent au monde quelqu'un qui, tenant la vie de ses parents, sera néanmoins différent d'eux et vivra après eux. Nul homme n'est plus proche du père que le fils ; mais, à cause de cette proximité, nul homme ne révèle plus clairement au père ses limites.

*La seconde crise est actuelle. Notre société change ; quand nous ouvrons les yeux, nous le voyons.*

Autrefois, la guerre était une interruption de la paix. Aujourd'hui, l'arme nucléaire rend toute paix dérisoire car elle absorbe, avant d'avoir explosé, le meilleur de notre énergie, et peut, si elle explose, tout détruire.

Autrefois, les peuples étaient séparés par des siècles ; voilà qu'ils deviennent contemporains sans se connaître ni se comprendre.

Autrefois, on prêchait le travail pour mettre l'industrie en marche et remédier à la pénurie ; maintenant, l'industrie ne sait que faire de ses produits et, pour ne pas interrompre le rythme de sa croissance, elle crée de nouveaux besoins sans chercher à savoir ce qu'est un homme et ce dont il a besoin.

Autrefois, les savants étaient des dieux qui passaient pour connaître le secret des choses ; aujourd'hui, ils sont débordés par leurs découvertes tout comme l'homme de la rue.

Autrefois, l'expérience professionnelle du père servait au fils pour apprendre son métier ; aujourd'hui, elle l'empêche d'innover.

Autrefois, une fille imitait sa mère ; aujourd'hui, elle n'imité personne.

Hier, on se demandait : comment vivre ? Aujourd'hui : pourquoi vivre ?

*Or, plus une société change, mieux elle comprend que les adultes et les jeunes ne voient jamais le monde du même œil.* Vingt ans, c'est vingt ans. Cinquante ans, c'est cinquante ans. Seulement nous l'acceptons difficilement. Les adultes refusent secrètement que les jeunes voient leur monde avec un autre œil. Alors ils déclarent que les jeunes détruisent ou parlent pour ne rien dire : « Nous ne les comprenons pas. »

« Les jeunes qui critiquent l'armement nucléaire de la France, disait cet hiver un général à la télévision, ne savent pas, comme nous, ce qu'est la perte de la liberté. » Il faisait allusion à juin 40. Les jeunes, en effet, ne se demandent pas si l'arme nucléaire aurait empêché hier l'invasion. Ils voudraient savoir quels lendemains elle prépare.

\*\*

3. *Deux conflits sous les apparences d'un seul :* voilà ce que nous vivons.

*Premièrement, la bataille du père et du fils* (de tout père et de tout fils) que l'amour doit traverser, le père reconnaissant que cet autre homme est son fils, le fils reconnaissant que cet autre homme est son père.

*Deuxièmement, le conflit de générations* qui ne peuvent pas regarder de la même façon une société emportée par le changement.

(\*) Supplément à la Vie diocésaine d'Orléans, 4 avril 1971 ; Eglise de Lille, 2 avril 1971.



*Le premier conflit est surtout d'ordre privé, le deuxième surtout public. Par malheur, nous les confondons au lieu de les distinguer. Quand les jeunes posent des questions à la société, les adultes disent : « Silence ! Vous ne reconnaissez pas les mérites de vos pères. » Quand, dans une famille, un père et un fils se rencontrent difficilement, ils tiennent des propos de campagne électorale : « Anarchiste, jette l'un. Réactionnaire, répond l'autre. »*

\*\*

*4. Loin de nous l'idée que tous les jeunes seraient des prophètes.*

Ils vibrent plus que les adultes étant plus souples qu'eux. Mais il existe cent types de jeunes qu'on ne peut confondre. Les conservateurs sont légion parmi eux, conservateurs par principe ou par intérêt. Et puis rien ne nous paraît plus ridicule qu'une certaine manière de porter la jeunesse aux nues, ruse de démagogues ou dérobade d'adultes qui croient se rajeunir.

*Mieux vaudrait craindre pour la jeunesse que de la célébrer : elle est faible ; tout concourt à la bâillonner ; ses chances lui sont chichement mesurées et elle le sait. Sa violence vient parfois de ce qu'elle a peur. N'avez-vous jamais vu des jeunes tristes ?*

Donc, la jeunesse n'est pas sainte. Cependant, *des jeunes posent des questions que la plupart des adultes n'ont guère le courage de poser sérieusement. Or, ces questions, qui sont capitales, sont des questions pour tous.*

*Lesquelles ? Celles-ci, par exemple : pourquoi les producteurs de café, ou de pétrole, ou de viande, vivent-ils difficilement de leur travail alors que les grossistes, intermédiaires, transformateurs, revendeurs, consommateurs, vivent bien de leur travail de grossistes, d'intermédiaires, de revendeurs, de transformateurs ?*

*Pourquoi peut-on construire une fusée qui va dans la Lune et ne peut-on pas construire sur la Terre des maisons décentes pour tous les Terriens ?*

*Pourquoi attacher plus d'importance à la possession d'un diplôme qu'à la prise de responsabilité dans la société ? Pourquoi un sous-prolétariat dont on se désintéresse ? Pourquoi la déportation de travailleurs migrants dans les pays industriels au lieu d'une planification industrielle internationale ? Pourquoi la misère et l'isolement de tant de travailleurs usés ?*

*Pourquoi l'Etat touche-t-il à tout sans que les citoyens, pour qui et par qui l'Etat existe, aient part à aucune responsabilité ? Pourquoi les nations choisissent-elles, pour être plus nationalistes, le moment où elles deviennent plus interdépendantes ? Pourquoi tant d'inégalités non corrigées ? Pourquoi si peu de débats sur l'essentiel : la signification de la famille, la morale politique, le sens de la vie ?*

*Et pourquoi les adultes qui posent publiquement ces questions, se hâtent-ils de les faire disparaître au lieu de les tirer au clair ?*

*Quelques-uns ajoutent : pourquoi les chrétiens sont-ils si souvent dans le camp de ceux qui vivent d'injustice ? L'Eglise est-elle faite pour ses seuls membres ou pour rencontrer tout le monde au nom de Jésus-Christ ? Les disciples de Jésus-Christ seront-ils assez humbles pour ne pas donner leur propre passé en nourriture à ceux*

*qui cherchent le Dieu de tous les temps et de la fin des temps ?*

\*\*

5. Nous ne voulons nullement suggérer que l'avenir du monde dépend de la manière dont les adultes répondront aux questions que leur posent les jeunes.

*Si nous refusons de mettre la jeunesse sur le pinacle, ce n'est pas pour y placer les adultes. Les adultes ne possèdent pas les clés de l'avenir ; d'ailleurs, les jeunes ne les leur demandent pas. Nous-mêmes, adultes qui écrivons ces lignes, n'avons évidemment pas réponse à tout. Nous le savons. Nous l'acceptons. Comment faire autrement ? Nous n'avons donc pas la naïveté de croire qu'il suffirait d'en appeler à la bonne volonté des jeunes et des adultes pour dissoudre les oppositions dans un vague dialogue. Les enjeux sont trop gros ; attendons-nous à de longs travaux.*

Néanmoins nous croyons qu'il est possible de comprendre ce qui, d'abord, surprend. Ce conflit de générations, on peut l'ouvrir comme on incise un abcès au lieu de le laisser durcir et s'étendre.

*On peut analyser le contenu politique économique, social, culturel de ce conflit. Puisque l'organisation et les buts de la société sont mis en question, que chacun accepte d'étudier sérieusement l'organisation et les buts de la société au lieu de crier au feu ! ou au fou ! sans jamais s'expliquer et sans rien expliquer. La télévision devrait être l'un des lieux où se déroulerait cette réflexion contradictoire. Si les adultes qui détiennent le pouvoir préfèrent le monologue et la célébration du pauvre présent, qu'ils ne s'étonnent pas de ce qu'ils récoltent, qu'ils imaginent ce qu'ils préparent.*

*La psychologie devrait nous empêcher de tomber dans le piège des sentiments exprimés. Tel jeune, qui tranche de tout, ne fait peut-être que manifester son désarroi. Tel adulte, qui redoute la mort des « valeurs », a peut-être toujours douté de leur existence. Les générations qui se heurtent ne sont pas sans se chercher. Tant d'entre nous sont mal dans leur peau et s'acharnent à donner le change ! Baissons un peu nos masques !*

*Ne faut-il pas aussi apprendre à « respirer » ? La violence, dont les adultes se plaignent, est d'abord celle du système infernal qu'ils ont fabriqué depuis que l'argent et la puissance sont devenus les dieux de la société. Voilà justement ce que des jeunes (et bien des adultes) refusent. Ne pouvons-nous reprendre notre souffle, rire un peu au nez de ces idoles, cesser de courir après on ne sait quoi, imaginer, prendre goût aux générations différentes qui essayent de dire quelque chose d'essentiel ?*

\*\*

6. *Pourquoi des chrétiens, ayant dénoncé pendant des dizaines d'années le monde moderne coupable d'écraser l'homme, ne voient-ils pas que l'homme cherche à se remettre debout ? Pourquoi se méfient-ils de ceux qui refusent la médiocrité ?*

Si Jésus-Christ paraît aujourd'hui incroyable à beaucoup, c'est parce qu'on l'utilise au lieu de l'écouter. L'Evangile est fait pour être lu et relu par toutes les générations, chacune selon



son expérience et son attente. Dieu parle dans des langages toujours nouveaux. Il est plus jeune que les jeunes et plus sage que les anciens. Chaque aujourd'hui est l'aujourd'hui de Dieu.

\*\*\*

*Nos générations sont les premières qui affrontent ensemble tant de nouveautés. Au fond, la partie décisive ne se joue pas entre elles. C'est à nous tous qu'un défi est lancé.*

*Nous devrions penser moins à ce que nous quittons qu'à ce que nous cherchons. Dans tout changement, il y a la mort ; c'est elle qui nous fait peur sans que nous osions l'avouer. Mais l'important est que la mort serve la vie. Les*

changements nous préparent à cette nouveauté radicale au-delà de la mort : Dieu vivant et visible.

Mars 1971.

Adrien GAND,  
évêque de Lille.

Guy-M. RIOBÉ,  
évêque d'Orléans.

Gabriel ARNAUD.

P. Gérard BESSIÈRE.

Madeleine COLSON.

Robert MASSON.

Robert DE MONTVALLON.

P. Joseph TEMPLIER.

Henry THÉRY.

Sœur Jeanne TIGER.

## INTERVENTION DE L'ACI AU CONSEIL PERMANENT DE L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS

*Geneviève RIVIERE et Gabriel MARC, présidents nationaux de l'ACI (Action catholique des milieux indépendants), ont été invités devant le Conseil permanent de l'épiscopat français, réuni à Paris pour sa session de printemps, à témoigner de la vie actuelle des milieux indépendants et des efforts d'évangélisation accomplis à leur égard. Voici le texte de cette intervention, qui s'est située au terme du Conseil permanent, le 18 mars 1971 (\*).*

CHERS PÈRES,

En premier lieu, nous voudrions vous dire combien nous sommes sensibles à l'invitation qui est faite, pour la première fois, à des laïcs, à venir témoigner directement au Conseil permanent de l'épiscopat de France, de la vie actuelle des milieux indépendants et des efforts qui sont accomplis pour qu'elle soit illuminée par la rencontre avec Jésus-Christ Sauveur.

Nous y sommes sensibles, non seulement dans nos personnes, ce qui serait peu de chose, non seulement même pour le réconfort ainsi apporté à ceux qui, dans la banalité quotidienne s'efforcent d'annoncer l'Évangile et se rassemblent à cette fin dans l'ACI, mais surtout pour les milieux indépendants eux-mêmes dans leur totalité. Aux luttes qu'ils ont à vivre et à la remise en cause que le monde présent fait de leur culture, s'ajoutent les remous dans l'Église au point que certains pensent que celle-ci ne s'intéresse plus à eux. Dans un instant, nous vous parlerons donc, comme d'un tout, de l'ACI et des milieux indépendants.

(\*) Texte original. Les sous-titres en caractères gras sont de notre rédaction.

Nous sommes enfin d'autant plus sensibles à votre invitation, que nous ne l'avons sollicitée en aucune manière, malgré notre désir que l'épiscopat soit justement informé.

Pouvons-nous émettre le vœu que le communiqué du P. Huot-Pleuroux reflète notre attitude intérieure en nous présentant devant vous ?

Nous allons nous efforcer d'être brefs, en dépit de tout ce qui se précipite à nos lèvres, de manière à laisser une large place à l'échange avec vous.

### Les clivages nés de mai 1968

Dans les milieux indépendants, une certaine discrétion est de règle, au point que ce qui les agite est relativement peu porté sur la place publique. Pourtant les événements de 1968 les ont touchés, d'une manière peut-être plus intense que d'autres, car c'est leur statut actuel qui s'est trouvé mis en jeu. Pour les uns, c'est l'accès au pouvoir, pour les autres, c'est la perte de l'exclusivité du pouvoir, pour d'autres encore, c'est le sentiment de ne compter pour rien aux yeux de ceux qui se disputent le pouvoir. Dans tous les cas, cela ne laisse jamais indifférent. Pour tous, c'est en mai 1968 qu'il est devenu quasi impossible de nier la mise en cause de toutes les valeurs qui font une civilisation à laquelle on est d'autant plus attaché qu'on la modelait sans cesse. Selon les unités sociales et leur distance avec le pouvoir, selon les tempéraments, selon la manière aussi dont on est personnellement touché, des clivages ont fait leur apparition et se sont vite exacerbés. Ces clivages ont affecté non seulement la vie du milieu, notamment par la recherche d'expressions politiques, mais tout autant et même plus la vie chrétienne, par ailleurs prise à contre-pied par la simultanéité de l'apparition de l'aggiornamento post-conciliaire. Les aller et retour

d'une pastorale hésitante, et ici et là des maladroites incontestables ont entraîné des cassures douloureuses et profondes qui débordent la partie chrétienne du milieu. En politique, mais bien plus encore dans la communauté chrétienne, on assiste à une bipolarisation extrémiste bien connue, des positions de plus en plus radicales s'entretiennent mutuellement au détriment d'une quelconque attitude missionnaire.

Tout cela ne pouvait manquer de perturber durement les institutions les moins protégées, soit parce que toute sanction est inefficace, comme par exemple la famille, soit parce que toute sanction est inconcevable, par exemple un mouvement d'évangélisation comme l'ACI.

A-t-on assisté à une crise de l'ACI ? Nous ne porterons pas d'appréciation là-dessus, nous contentant de noter que les journaux habituellement friands de ce genre de choses n'en ont pas fait mention.

### **L' « appel aux milieux indépendants »**

Mais nous pouvons témoigner que la période 1968-1971 a été pour l'ACI celle d'une intense purification, aride et douloureuse parfois, enthousiasmante en définitive et porteuse d'une espérance dont nous voulons ici marquer les accents majeurs.

La rencontre à Lourdes de 4 000 personnes, un an après mai 1968, a révélé une étonnante vitalité à travers les débats de toutes sortes, provoqués et spontanés. Aucun militant d'avant-garde, des milieux indépendants comme des milieux ouvriers, ne peut se vanter d'avoir fait mai 1968. Ces événements que l'on a rejoints comme on l'a pu, ont révélé que c'est l'Esprit-Saint qui fait l'Histoire. Il en est résulté une interrogation quant à la condition militante chrétienne : si l'Esprit-Saint précède, quelle est l'originalité de l'action de l'Eglise et comment authentifier le travail de l'Esprit ? Discernement et authentification de l'action de l'Esprit-Saint s'est retrouvé au centre des problèmes posés par la session pastorale des évêques à Lourdes en 1970.

Sur ces bases, maturité et recherche renouvelée, un travail de clarification a été entrepris par l'ACI, qui a abouti à ce que nous appelons l' « Appel aux milieux indépendants ». Cet appel s'est voulu chaleureux, exempt de dogmatisme et d'arrière-pensée d'embrigadement. La tonalité en est : « Venez et voyez, nous avons trouvé le Sauveur. » A cela plus de six mille personnes ont collaboré et tous ceux qui l'ont souhaité ont pu s'exprimer. L'ACI se trouve ainsi dotée d'une sorte de charte missionnaire, qui constitue à tout le moins, une hypothèse de travail missionnaire claire. A présent, nous souhaiterions qu'un effort de clarté identique soit entrepris par d'autres mouvements, dans lesquels œuvrent en grand nombre des personnes de milieux indépendants.

### **Structures nouvelles**

Le caractère volontairement souple, ouvert, exempt de sectarisme comme de dogmatisme, ferme néanmoins en ce qui concerne l'originalité propre de l'ACI, se reflète dans les structures nouvelles qui ont été mises en place. La

nouveauté est que l'instance dirigeante du mouvement n'est plus un secrétariat général de quelques membres, mais un Conseil national de plus de 200 membres élus par les diocèses. Le Comité national que ce Conseil a élu est animé par un bureau dont nous sommes les présidents élus. Outre le lien avec le mouvement et son animation quotidienne dans la perspective missionnaire tracée par l'Appel, ce Comité a pour tâche de permettre au Conseil national et à ses Commissions d'accomplir son œuvre d'actualisation permanente de la mission de l'ACI.

Le nouveau Conseil national s'est réuni en janvier. Composé en forte majorité de personnes neuves, il a pris soudain son élan, en découvrant sa cohésion, non exempte de salutaires tensions, et surtout sa responsabilité. En bref, il semble que la conviction se fait jour selon laquelle « il n'y a pas d'autre nom que Jésus-Christ, par quoi les milieux indépendants puissent être sauvés », conviction qui ne saurait demeurer à l'état de pieux constat.

### **Crise de la foi liée aux remises en cause de la vie**

Le plus essentiel, malgré tout, c'est la poussée missionnaire qui se dessine à partir du reflet que constitue le Conseil national, confirmé par les initiatives fédérales et diocésaines qui nous sont rapportées. Nous voudrions en évoquer ici les aspects prometteurs en soulignant, dans le même temps, les questions les plus cruciales que posent à l'Eglise aujourd'hui les milieux indépendants.

Depuis mai 1968, il devient difficile de nier qu'il y ait une crise de la foi liée intimement aux remises en cause de la vie, et cela dans les domaines les plus divers. Nous en retiendrons trois seulement, comme étant sans doute les lieux où la sensibilité des milieux indépendants est plus fortement provoquée :

#### *1. La famille*

Les jeunes repoussent en bloc des comportements chrétiens insuffisamment motivés par la foi, des comportements humains trop étrangers à la foi, en même temps qu'ils repoussent les mœurs conjugales, familiales, sexuelles des adultes, créant par contrecoup des situations massives et traumatisantes que l'on ne peut plus taire.

Les adultes se voient contestés dans leur responsabilité d'éducateurs certes, mais, bien plus encore, dans leurs propres certitudes concernant un certain mode de vie familiale, une certaine conception des relations entre les sexes, concernant plus simplement aussi un certain « art de vivre ».

#### *2. Le statut de la femme*

Le retentissement qu'a connu une manifestation comme les états généraux de la femme, où un certain nombre d'émissions à la télévision, montre à quel point les femmes aspirent à se libérer d'une image d'elles-mêmes sur laquelle était fondée toute une société. Cette image de la femme uniquement consacrée à son foyer est battue en brèche, non pas par le désir



des femmes de tenir leur place dans la vie culturelle, économique et politique, mais, par le statut même qu'elles réclament : être vue comme une personne libre et responsable de son propre destin, avant d'être vue comme épouse et mère... Les requêtes sur la contraception, l'avortement et même l'union libre s'inscrivent dans cette recherche exacerbée d'un nouveau mode d'être et d'un nouveau mode de relations homme-femme.

### 3. La vie économique et sociale

La tension avec le monde ouvrier ne se relâche pas. Si les liens sont en général jugés faciles de personne à personne, les relations collectives restent très difficiles. La lutte des classes est le pain quotidien non seulement de chefs d'entreprise, d'ingénieurs ou d'hommes politiques, mais elle sévit aussi dans les boutiques de nombreux commerçants ou artisans pour qui les relations avec le personnel se durcissent. Elle s'installe aussi à l'école, à l'université, dans les APE ou les associations d'handicapés.

#### Remonter le courant d'abandon et assouplir le courant de durcissement

Comment réagissent les milieux indépendants pris dans de tels conflits ?

Tantôt, ils se durcissent : au-delà du simple maintien de situations de privilèges, il faut lire dans leur attitude le réel souci de préserver les mœurs, des valeurs pour eux fondamentales et, par là-même, pour les chrétiens celui de sauvegarder la foi :

— D'où certains blocages révélés par l'enquête actuelle sur la participation, certains barages solides aux divers échelons d'une hiérarchie sociale entrouverts seulement à ceux qui sont estimés compétents.

— D'où ces tentations pour quelques-uns de partir en « croisade » pour sauver l'Eglise.

— D'où, pour beaucoup, les réticences et les difficultés rencontrées à exercer une critique purificatrice de la vie collective tant ils sont marqués par le sentiment que l'on cherche à les culpabiliser, à contester leurs raisons d'exister, à détruire en partie ce qu'ils sont.

Certains quittent ouvertement l'Eglise... D'autres vont chercher les raisons de leur espérance... ailleurs qu'en Jésus-Christ qui libère et qui sauve.

Tout ceci fut exprimé, réfléchi, au dernier Conseil national. Nous le recueillons particulièrement au travers des appels pressants de militants d'aristocratie et d'une certaine bourgeoisie.

Tantôt, alors même qu'un dialogue entre générations, entre milieux sociaux différents est accepté, la réaction est l'abandon, à tout le moins, l'interrogation douloureuse, comme si là où sont les uns, les autres ne peuvent être.

Disons enfin que dans un monde où les valeurs traditionnelles sont ébranlées, dont le sens n'est pas perceptible, l'exposé de la foi apparaît tragiquement en retard. Les hommes surtout, les femmes dans une moindre mesure pour l'instant, se tournent ailleurs, vers des doctrines ou des faits qui conduisent de l'enthousiasme à la désespérance. Les idées exprimées avec succès

par J. Rostand et surtout Jacques Monod sont peut-être froides et mortelles. Elles rencontrent une audience réelle chez un certain nombre de personnes de milieux indépendants. En sorte que les chrétiens éprouvent une sensation d'abandon devant le pôle d'incroyance défini comme prioritaire par l'épiscopat en 1967. Ils ont le sentiment qu'on les lâche au moment crucial pour eux, où ils sont les plus désarmés, pour aller en chercher d'autres. Désormais, c'est tout le milieu, croyants comme incroyants, qui se trouve confronté au problème d'une vie de foi plus vigoureuse et c'est comme à un tout qu'il faut y réfléchir.

Le Conseil National en a pris acte. Mais il faut plus qu'un constat. Il nous semble y percevoir une volonté de remonter le courant d'abandon et d'assouplir le courant de durcissement dans lesquels s'estompent la foi. Dans cette perspective, des chercheurs et des professeurs d'université ont constitué un groupe de travail sur les formes modernes du débat « foi et science » tel qu'il se présente aux milieux indépendants aujourd'hui. D'autres, soucieux de voir s'établir un lien entre les implications politiques de la vie dans laquelle ils sont immergés et ce que nous disons être la foi, ont demandé que se constitue un groupe de travail « Foi et conscience politique ».

Par ailleurs, la lucidité qu'entraîne l'enquête en ACI sur ce que vit et ressent le milieu indépendant engendre une conscience plus nette de son destin collectif et un besoin croissant de traduction dans les faits, témoignant d'une conversion réelle. Or une conversion est nécessaire pour que le milieu entier reflète le Christ. Et ce ne peut plus être une conversion intellectuelle qui n'engage pas ou une conversion individuelle qui ne diffuse pas.

Ajoutons au passage qu'il nous semble qu'il n'est pas dans la vocation des milieux indépendants de refléter tous les traits du Christ. C'est l'ensemble des croyants de tous les milieux, l'Eglise, qui présente à tous les hommes tous les traits du visage de Jésus-Christ ressuscité et incarné dans l'histoire contemporaine.

#### Eveil à la foi

La démarche missionnaire qui nous semble si urgente, nous ne voulons plus, cela apparaît de plus en plus nettement, la vivre loin du monde, à l'abri du monde, dans le confort relatif de petites équipes isolées où la dimension amicale et communautaire, par ailleurs souhaitable, fait écran aux réalités troublées du milieu dans le monde contemporain. Peu à peu, et malgré la répulsion normale à l'égard de l'affrontement, apparaît le besoin de rencontres plus importantes et plus exigeantes, régulières ou non, au plan fédéral ou diocésain, où se retrouvent tous les membres de l'ACI et aussi leurs invités. On sent naître une exigence plus grande à l'égard du mouvement, assortie d'une ouverture dans le milieu au profit de ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas en faire partie. La rencontre fédérale n'est plus seulement un lieu où la vie du monde aboutit pour une lucidité accrue, mais de plus en plus une base de départ pour une débordante et naturelle activité missionnaire.



Tout naturellement, la réussite dans une telle activité pose le problème controversé de l'éveil. Pendant longtemps, l'éveil a été interprété comme un recrutement de l'ACI, avec tout ce que cela pouvait comporter localement de compétition avec les autres mouvements. En ce moment, la conception de l'éveil évolue avec la prise de conscience missionnaire dans le mouvement. Dans un milieu déchristianisé, dont l'ultime flamme de foi vacille, il s'agit d'éveiller à la foi de nouveaux disciples du Christ et de réveiller les disciples endormis, de telle manière que la chaleur nouvelle de leur cœur rayonne à son tour, en un apostolat vigoureux, dans le milieu. Nous disons bien éveil à la foi et non éveil à l'ACI, non que nous minimisions le mouvement, mais nous sommes convaincus que les nouveaux apôtres aimeront spontanément renforcer les rangs de ceux qui les auront suscités. Mais nous ne mettons là aucune exclusive, et nous voudrions le redire ici comme ailleurs avec force, pour que cela devienne une réalité partout. Nous ne voulons pas faire de compétition, avec ce que cela supposerait de mesquineries, de rivalités et en définitive de gaspillages. Nous ne voulons pas passer un temps précieux à discuter sans fin sur le contour des divers champs d'apostolat, nous ne voulons plus avoir à démontrer que nous pourrions avoir raison, et sur le champ et sur la méthode de l'apostolat. Et c'est là-dessus que nous allons conclure.

♦♦

Progressivement s'installe dans l'ACI un climat de recherche tranquille succédant à un effort de démonstration rigoureux qui avait sa valeur et la conserve. Cela n'est pas encore une réalité partout et il ne faut pas s'en étonner : il n'est pas dans la nature du milieu de renoncer à démontrer qu'il a raison. Mais la conviction sereine des personnes qui se veulent apôtres des milieux indépendants voudrait s'exprimer davantage « toutes portes ouvertes », dans un « venez et voyez » plus exigeant, mais aussi plus exaltant que les habituelles discussions byzantines ; dans une recherche prudente mais passionnée de voies nouvelles, pour que tous les tempéraments, du plus réactionnaire au plus progressiste, accordent leurs pas pour un ébranlement général, une conversion collective. Tout cela devant à la longue déboucher sur un monde où l'on puisse vivre, parce qu'il est illuminé par la foi en Jésus-Christ ressuscité.

Tout ce projet est difficile, on est encore au début de la tâche, mais la crise de la foi est une donnée dont le milieu est désormais conscient — le Conseil National en témoigne, — on ne peut plus se contenter d'en prendre acte, d'en discuter à perte de vue, voire de se disputer sur les mêmes points que jadis, comme si l'envahisseur n'était pas dans la place. Il faut que, courageusement, et en nombre croissant, nous descendions dans la rue, pour apprendre, comprendre, mais aussi, comme on dit aujourd'hui, pour nous expliquer quant à notre foi.

Pouvons-nous émettre le vœu, en terminant, que l'épiscopat de France, dans son dialogue responsable avec les laïcs, au plan local ou national, et aussi avec les prêtres, soutienne notre visée missionnaire dans ce qu'elle a de

très exigeant, ainsi que les moyens de l'assumer dans le même esprit de souplesse et de liberté, mais aussi de clarté, que celui qui anime le nouveau Conseil national de l'ACI ?

## « MILIEUX INDEPENDANTS »

*Mgr MAURY, archevêque de Reims, président de la Commission épiscopale française du monde indépendant, a publié sous ce titre l'article suivant dans le bulletin de son diocèse (Reims Ardennes, 5 février 1971, p. 3) :*

« Milieux indépendants », ce terme n'est en usage que dans notre langage d'Eglise. Indépendants de qui ? Indépendants de quoi ? Cela veut désigner sans doute ceux qui jouissent de la liberté d'organiser leur travail et leur vie sans dépendre d'autrui : le genre des professions libérales. Mais ils deviennent de plus en plus rares. Le patron se transforme en président-directeur général et il relève du Conseil d'administration d'une Société anonyme. La plupart des cadres, même supérieurs, sont eux aussi des salariés dépendant de leurs chefs hiérarchiques.

### *Un monde diversifié*

Ces milieux, cependant, se trouvent moins assujettis à leur tâche que le monde ouvrier. On y possède le savoir et le pouvoir. On participe à la recherche et à la créativité, à l'orientation et à la direction de la société. L'ACI essaye de distinguer les diverses nuances de ceux qui en font partie. Il y a l'aristocratie, la haute bourgeoisie, la moyenne bourgeoisie, la bourgeoisie de promotion, les classes moyennes.

Cette classification n'est ni absolue ni parfaite. Il existe ce qu'on appelle des « franges », c'est-à-dire des gens qui se tiennent aux frontières de deux milieux différents avec les réactions de l'un et de l'autre. Contrairement à ces confrères urbains, tel médecin, par exemple, se dit du monde rural parce qu'il habite la campagne. Tel petit artisan se sent solidaire du milieu ouvrier tandis que d'autres soulignent leur appartenance aux classes moyennes.

### *Un monde socio-culturel*

Quoi qu'il en soit de ces cas limite, le milieu indépendant se reconnaît à une certaine culture, à un fonds commun de psychologie et à des réactions presque identiques devant les réalités de la vie. L'Eglise fut longtemps, et elle l'est encore, l'Eglise de ce milieu. Elle en a assumé la culture et les formes de vie, les structures et jusqu'à la politique. Ils ont cheminé ensemble, s'accordant un mutuel soutien, au point qu'on ne pouvait pas envisager de vivre l'un sans l'autre.

### *Un autre monde est né...*

Survint l'ère du développement industriel. Alors un monde ouvrier s'établit en dehors de l'Eglise qui n'a pas saisi, dès l'origine, ses aspirations et ses besoins. Naturellement inféodée aux classes dirigeantes, elle en restait au paternalisme. Celui-ci, certes, se voulait bon et dévoué aux pauvres, mais il ne concevait pas que les pauvres, prenant en main leur propre destinée, puissent participer à part entière à l'organisation économique et sociale du monde. Les ouvriers ont dû conquérir cette participation par la lutte, et ce n'est pas terminé.



Parce qu'elle est conduite par le Saint-Esprit, l'Eglise a fini par comprendre, bien qu'avec beaucoup de retard, qu'elle devait aussi porter au monde ouvrier l'Evangile de Jésus-Christ. En allant vers lui et en communiant à sa vie, elle a reconnu que ses aspirations vers la justice s'accordaient avec le message évangélique et qu'elle se devait de le proclamer.

### Qu'en pensent les milieux indépendants ?

Depuis, le milieu indépendant se croit trahi et abandonné par son Eglise. Il dénonce ce qu'il appelle « l'ouvriérisme ». Il a l'impression qu'elle le déclare coupable et qu'elle change de camp. Il se sent mal aimé et mal à l'aise dans la communauté chrétienne. Il oublie peut-être les paroles par lesquelles le Christ inaugurerait sa mission dans la synagogue de Nazareth : « L'Esprit du Seigneur est sur moi... Il m'a envoyé porter la Bonne Nouvelle aux pauvres. » (Lc 4, 18.) Où sont les pauvres ?

### Que veut l'Eglise ?

Non, l'Eglise n'est pas partisane et elle n'a pas de camp. Comme le Seigneur, elle est pour tous, mais, comme le Seigneur, elle annonce à tous un message de justice et d'amour. Il est bien normal qu'elle se penche d'abord sur les plus pauvres de justice et d'amour, après les avoir si longtemps méconnus. Chers frères du milieu ouvrier, c'est l'Eglise qui se sent coupable à votre égard parce qu'elle ne vous a pas entraînés assez tôt dans sa mission.

### « Soyez partie prenante de son élan missionnaire »

Aujourd'hui, vis-à-vis des uns et des autres, elle voudrait rattraper le temps perdu. Avec elle, faites loyalement votre révision de vie devant Dieu et soyez partie prenante de son élan missionnaire. Laissez-moi vous citer ce que j'ai entendu au récent Conseil national de l'ACI : « On ne nous demande pas d'évangéliser le monde ouvrier. Les ouvriers doivent eux-mêmes s'en charger. Mais l'Eglise nous appelle à évangéliser notre milieu. Le jour où il sera évangélisé, lorsqu'il vivra dans l'esprit de l'Evangile, alors nous permettrons à l'Eglise d'être pour tous le signe du Christ et de porter la Bonne Nouvelle aux pauvres. »

Il faut donc évangéliser le milieu indépendant, afin qu'il soit à fond dans l'Eglise de Jésus-Christ, qu'il a toujours suivie avec confiance, l'Eglise qui l'appelle et qui a besoin de lui pour remplir sa mission.

† Jean-Marie MAURY,  
archevêque de Reims.

---

— *Peut-on connaître Dieu en Jésus-Christ*, par GHISLAIN LAFONT, O. S. B. (coll. « *Cogitatio fidei* », n° 44). — Un vol. in-8° carré, de 336 pages. Prix : 30 F. Editions du Cerf, Paris.

On ne peut en quelques lignes rendre compte d'un ouvrage qui remet en cause toute la structure de la théologie. Pour l'auteur, la mort et la résurrection du Christ envisagées comme œuvre de notre *rédemption* ne nous révèlent pas Dieu dans la totale richesse de son être. Mais si « la mort et la résurrection de Jésus sont les meilleures images de la vie trinitaire, c'est dans la perspective qu'elles dessinent qu'il faudrait reprendre l'interprétation des noms divins révélés et, spécialement, des plus fondamentaux : Père, Fils et Saint-Esprit ». Et la vie de Dieu manifesterait alors le sens de la vie de l'homme.

### Ordonnance de Mgr Le Bourgeois, évêque d'Autun

On lira ci-après l'ordonnance de Mgr Le Bourgeois, évêque d'Autun, sur la sépulture chrétienne.

Cette ordonnance a été prise après une lente et minutieuse étude des attitudes pastorales pratiques dans nombre de diocèses de France.

Une enquête auprès du clergé diocésain, le vote du Conseil presbytéral (session des 25-26 janvier 1971), ont manifesté un très vif désir de précisions sur ce que CANSE appelle « les signes suffisants (de pénitence) au for externe » (p. 75).

C'est donc à un souci pastoral que répond cette ordonnance diocésaine qui met davantage en valeur le besoin qu'a tout homme, a fortiori le pécheur, de la prière de l'Eglise, communauté de foi en la Résurrection et d'amour fraternel (\*).

### Préambule

L'Eglise veut aider ses fidèles à vivre et à mourir dans la foi. Devant le mystère de la mort, elle souhaite que les chrétiens soient préparés à remettre leur vie entre les mains du Père. C'est à la famille et à l'entourage d'un malade qu'incombe la responsabilité de faciliter la rencontre avec le prêtre.

Celui-ci, à son tour, doit considérer comme un devoir important de sa charge pastorale d'être en contact avec les malades, surtout les plus dangereusement atteints.

Le renouveau liturgique facilite cette tâche pastorale. Peu à peu, le sacrement des malades cesse d'être l'annonce d'une mort imminente. L'éducation de la communauté chrétienne doit être développée en ce sens.

La foi dans le sacrement des malades n'exclut pas, mais facilite une réflexion sur la mort chrétienne et sur le sens de la sépulture.

Les rites de la sépulture marquent le respect que l'Eglise porte au corps des baptisés et, si elle l'entoure « d'honneurs » — prière publique, chants, encensement, — c'est parce qu'elle entend ainsi témoigner de sa foi en la résurrection. La liturgie est une méditation sur la mort du chrétien et un appel à la foi de tous les croyants.

Il faut reconnaître, toutefois, qu'à la simplicité primitive s'est souvent ajouté un faste extérieur, considéré comme un honneur rendu à la personne du défunt, voire à sa réussite sociale. Nombre de gens ont pu se laisser prendre à cette équivoque et souhaiter davantage le rassemblement de la foule, le décor de l'Eglise, que la prière fervente dont tout homme a besoin au moment de remettre sa vie dans les mains du Père.

Soucieuse d'éduquer la foi, d'enseigner une manière de vivre conforme à l'Evangile, l'Eglise refusait cette sépulture chrétienne à ceux qui, extérieurement au moins, s'étaient mis en contradiction avec ses prescriptions.

---

(\*) Texte original.

Le texte de cette ordonnance, qui a pris effet le 2 mars 1971, a paru en supplément de *Eglise d'Autun, Chalon et Mâcon*, 12 mars 1971.

A une époque où elle représentait une plus grande autorité dans la vie sociale, elle marquait, dans ce refus, sa désapprobation et entendait par une sanction visible éduquer les consciences.

Un état d'esprit nouveau tend à s'instaurer et l'Eglise souhaite le reconnaître et en tenir compte :

1° Les actes liturgiques, depuis les efforts de réforme après le Concile Vatican II, sont de plus en plus compris des fidèles qui savent y participer par la prière personnelle et ne se contentent plus du faste extérieur des cérémonies. Les classes de mariage et de funérailles, qui établissaient une distinction fâcheuse entre les fidèles et laissaient croire que l'Eglise était plus attentive à honorer les personnes qu'à prier et faire prier avec elles et pour elles, ont été abolies. On ne peut que s'en réjouir.

2° Une plus grande exigence de vérité dans la préparation aux sacrements, en particulier le baptême et le mariage, n'est nullement en contradiction avec une discipline plus large pour la sépulture.

Autant il paraît nécessaire et juste d'exiger un accord intérieur et extérieur avec Jésus-Christ et son Evangile, pour être admis à participer à ses sacrements, autant il apparaît anormal de refuser la prière d'une communauté de parents et d'amis rassemblés pour un fils de l'Eglise dont Dieu seul connaît et juge la conscience. Il n'appartient à aucun homme de déclarer d'une manière publique telle ou telle personne coupable et de la proposer à la désapprobation générale. Il est du devoir de tous de prier pour elle et de présenter à Dieu ce que sa vie a pu comporter d'efforts de justice, de foi, d'amour.

3° Sans renoncer à condamner le désordre et le péché sous toutes ses formes dans la vie familiale et sociale, l'Eglise préfère choisir pour éduquer la conscience des vivants, les moyens de la miséricorde plutôt que ceux de la sévérité. Elle se conforme aux attitudes de son maître Jésus, qui partage le repas du pécheur Zachée et pardonne à la femme adultère.

L'esprit nouveau du Concile, qui se veut fidèle à l'Evangile, va moins dans le sens d'une sévérité abstraite de la loi que de l'éducation compréhensive des personnes.

4° Dans un monde où l'individu se sent de plus en plus écrasé par la complexité de la vie économique et sociale, l'Eglise, dans les moments de détresse et de solitude, à la mort d'un être cher, peut apporter l'attention, le respect, le témoignage de solidarité auxquels les hommes sont sensibles. La foi en la vie éternelle lui permet d'apporter une réponse aux questions angoissantes que soulève la mort. Ce sont, en particulier, les plus pauvres et les plus délaissés qui attendent de l'Eglise ce réconfort.

5° Les chrétiens les plus fervents savent aussi qu'en participant à la liturgie des funérailles, ils n'accomplissent pas seulement un geste de solidarité humaine. Le témoignage de leur foi en la résurrection avec Jésus-Christ peut être aussi, pour ceux qui sont moins croyants ou

qui sont en difficulté vis-à-vis de l'Eglise, une ouverture vers une connaissance plus vraie du Père qui appelle tout homme à devenir son fils.

Ils sauront donc voir dans les dispositions nouvelles, au sujet de la sépulture chrétienne, une invitation à témoigner de leur foi en la résurrection, par une charité plus attentive qui sait compatir à la peine des autres et une participation encore plus active à la liturgie des funérailles chrétiennes.

### Sépulture ecclésiastique

1. On accueillera favorablement toute demande de sépulture ecclésiastique en faveur d'une personne qui a manifesté son attachement à l'Eglise, quelle que soit sa situation canonique, interprétant en ce sens le paragraphe 1 du canon 1240.

On veillera toutefois à ne pas satisfaire seulement la famille ou l'entourage du défunt. C'est pourquoi on respectera la volonté clairement exprimée, de son vivant, de toute personne qui aurait refusé la sépulture chrétienne, ou aurait rompu publiquement avec l'Eglise catholique sans s'être jamais rétractée. On agira de même avec ceux qui n'ont jamais demandé le baptême et vivent sans aucune religion.

2. On s'efforcera toujours d'avoir avec la famille ou l'entourage du défunt un entretien préalable à toute démarche auprès des entreprises funéraires. Tenant compte de la mentalité de ceux qui demandent la sépulture, on en précisera le caractère religieux que l'Eglise entend avant tout sauvegarder en priant pour les défunts.

3. Selon qu'il l'estimera nécessaire, le pasteur préviendra l'étonnement légitime de certaines communautés chrétiennes en rappelant le sens premier de la sépulture ecclésiastique, qui est d'abord un appel à la miséricorde de Dieu et non pas une marque d'honneur envers une personne.

4. Le besoin de prière en faveur de tout homme pécheur devant Dieu sera nettement affirmé par la forme liturgique choisie, en particulier dans l'homélie.

5. On veillera, dans toutes ces démarches, à sauvegarder l'indépendance de l'Eglise par rapport aux entreprises funéraires.

6. Ces mêmes dispositions pourront aussi éventuellement s'appliquer aux chrétiens non catholiques dans le cas de l'absence du ministre de leur confession ou avec l'accord de ce ministre.

7. On mettra volontiers les lieux du culte à la disposition des autres confessions chrétiennes pour une cérémonie de sépulture, si la nécessité le requiert.

Autun, le 12 mars 1971.

† ARMAND LE BOURGEOIS,  
évêque d'Autun, Chalon et Mâcon.

— *Actualité de Fatima*, par RÉMY. — Un vol. 11,5 × 19,5 cm, de 182 pages. Prix : 9 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *La « Petite Voie » aujourd'hui*, par BARBARA MARK-MILLER, MARIA REGINA KLEIN. — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 112 pages. Prix : 9 F. Apostolat des Editions.



# Événements et Informations

## FRANCE

— A la fin de 1970, la Société des missionnaires oblats de Marie-Immaculée (OMI) comptait 7 229 membres ayant prononcé leurs vœux. Parmi eux, 5 382 prêtres, 673 scolastiques et 1 174 Frères. Répartition par régions : Europe, 2 341 ; Canada, 1 880 ; Etats-Unis : 1 185 ; Afrique, 849 ; Asie, 665 ; Amérique latine, 309. (« Kipa », 10 mars.)

— Deux annuaires du monde chrétien — l'un protestant, le *World Christian Handbook*, et l'autre catholique, *Bilan du monde* — ont décidé de fusionner en un seul volume commun, qui sera publié simultanément en plusieurs langues. L'édition française portera le titre *Bilan du christianisme 1972* et l'édition anglaise celle de *World Christian Handbook 1972*. Il s'agit d'une œuvre œcuménique dans laquelle figurent toutes les Eglises. (« La Croix », 13 mars.)

— Une revue de critique moderne — la seule du genre en France — vient d'être lancée par les Editions Larousse. Sous le titre *Littérature*, elle veut travailler « au renouvellement des études littéraires » et être un lieu de rencontre entre les historiens de la littérature et les spécialistes en sciences humaines. (« Ibid. », 14-15 mars.)

## ÉTRANGER

### BRESIL

— Mgr Aloisio Lorscheider, archevêque de Santo Angelo, dans l'Etat de Rio Grande del Sur, a été élu, le 13 février, président de la Conférence épiscopale du Brésil, à la place de Mgr Vicente Scherer, cardinal archevêque de Porto Alegre. Mgr Avelar Brandão Vilela, président du CELAM, a été élu vice-président de la Conférence dont le secrétariat général a été confié à Mgr Ivo Lorscheider, évêque auxiliaire de Porto Alegre. (« Ecclesia », 13 mars.)

— Dans deux documents publiés le 18 février dernier, la Conférence nationale des évêques du Brésil déclare que l'on pratique la torture au Brésil et elle a rejeté, d'autre part, l'accusation de participation à des activités subversives portée récemment devant la justice militaire contre l'archevêque de Volta Redonda, Mgr Valdir Calheiros. Elle s'est enfin solidarisée avec l'archevêque de Sao Paulo, Mgr Evaristo Arns, qui avait dénoncé publiquement « les tortures infligées par la police de Sao Paulo au prêtre italien Giulio Vicini et à l'assistante sociale brésilienne Iara Spadini ». (Cf. « DC », 1971, p. 244 - « Ibid. »)

### BULGARIE

— Le 7 mars est décédé, à Sofia, le patriarche Kyril de Bulgarie. Il avait 70 ans, après avoir été pendant vingt ans à la tête de l'Eglise orthodoxe. Funérailles le 10 mars à la cathédrale de Sofia et enterrement, le lendemain, au monastère de Backovo. Parmi les personnalités présentes aux funérailles, le P. Jérôme Hamer, secrétaire du Secrétariat pour l'Unité, et Mgr Marafini, évêque de Veroli-Frosinone, membre du Secrétariat, le pasteur Eugen Carson Blake, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises. Né le 3 janvier 1901, ordonné prêtre en 1923, chancelier du Siège métropolitain de Sofia et du Saint-Synode, évêque de Stova à 35 ans, métropolitain de Philippopolis en 1938, il devient le premier titulaire du Patriarcat restauré de l'Eglise orthodoxe bulgare en 1953. Ayant poussé ses études très loin dans plusieurs universités européennes et notamment à Berlin, comme disciple de Harnack, il fut particulièrement marqué dans ses jeunes années par le libéralisme théologique. Les épreuves subies sur le plan personnel et sur celui de l'Eglise le firent mûrir à une foi plus profonde et à une véritable ouverture œcuménique. Sur le plan de ses écrits, le patriarche s'est, entre autres sujets, intéressé à la présence romaine dans les Balkans, au siècle dernier. Il parlait couramment l'allemand, le français, l'an-

glais, le russe, le serbe et le roumain. (« Episkepsis », 9 mars ; « Kipa », 10 mars ; « la Croix », Ch. Monsch, 19 mars.) Le Saint-Père a adressé un télégramme de condoléances au Locum Tenens du Patriarcat. (« OR », 12 mars.)

### CANADA

— Fait sans précédent dans l'histoire du Canada, M. Louis-André Lévesque, époux de Monique Nadon et père de huit enfants, a été ordonné diacre par Mgr Albertus Martin, évêque de Nicolet, le 21 novembre dernier. M. Louis-André Lévesque, actuellement directeur adjoint de l'Institut de police du Québec, est âgé de 45 ans. Il fait désormais partie du clergé diocésain de Nicolet et exercera toutes les tâches du diacre permanent telles qu'on les trouve indiquées dans la Constitution dogmatique *Lumen gentium*. (« L'Eglise canadienne », janvier 1971.)

— « Pastorale-Québec » (n° 1, 14 janvier 1971) remplace « Eglise de Québec », avec comme sous-titre : « Revue de l'Eglise de Québec ». La revue entend être : 1. Le véhicule d'une pensée catholique ; 2. L'alimentation d'une réflexion pastorale ; 3. Un instrument d'action apostolique. La revue demeure la propriété de l'archevêché de Québec ; sa direction administrative et rédactionnelle est assumée par un groupe de personnes qu'avec le Bureau du Conseil presbytéral il décide d'y engager. Périodicité bimensuelle. (« Pastorale-Québec », 14 janvier.)

### CUBA

— Quinze séminaristes de cinq des six diocèses de Cuba ont été ordonnés prêtres ces trois derniers mois. C'est la première grande ordination depuis douze ans. En 1961, le séminaire de La Havane qui servait de séminaire interdiocésain fut pratiquement dispersé : les élèves se répartirent entre des centres de formation ecclésiastique d'Amérique latine, des Etats-Unis, du Canada et d'Europe, et la plupart d'entre eux n'ont pas pu rentrer à Cuba. Ceux qui



viennent d'être ordonnés ont fait toutes leurs études à Cuba. Ils pourront compenser en partie la grande pénurie de prêtres qui sévit à Cuba, à la suite des mesures d'expulsion et d'exil, et en raison de l'installation du régime révolutionnaire. Selon des statistiques récentes, il y a actuellement à Cuba 215 prêtres pour une population de 8 170 540 habitants, ce qui donne une moyenne nationale de 1 prêtre pour 38 000 habitants. Cette proportion est encore plus élevée dans certains diocèses, comme celui de Santiago de Cuba qui n'a que 36 prêtres pour 2 800 000 habitants, ce qui fait une moyenne de 77 777 habitants par prêtre. Six séminaristes ont été ordonnés dans cet archidiocèse. Enfin, les deux derniers évêques nommés à Cuba ont été consacrés en janvier dernier : il s'agit de Mgr Evelio Ramos, évêque auxiliaire de La Havane, et de Mgr Fernando Prego, administrateur apostolique de Cienfuegos. Actuellement, tous les évêques cubains ont été nommés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959, date du triomphe de la révolution, et ils forment l'un des collèges épiscopaux les plus jeunes du monde, avec une moyenne d'âge de 45 ans. (« *Ecclesia* », 13 mars.)

## GRANDE-BRETAGNE

— Mgr Joseph Cleary, évêque auxiliaire catholique de Birmingham, affirme que le projet de loi sur l'immigration : 1. Etablit une distinction entre immigrants de race blanche et immigrants de couleur ; 2. Augmente les pouvoirs de la police et des autorités d'immigration ; oblige tous les immigrants de couleur à ne circuler que munis d'un véritable dossier d'identité ; 3. Divise les familles en obligeant certaines catégories d'immigrants de se séparer de leurs femmes et de leurs enfants ; 4. N'apporte aucun remède à l'angoissante situation des Asiatiques établis en Afrique orientale et possédant le statut de citoyens britanniques. (« *BIP* », 15 mars, et « *The Tablet* », 6 mars.)

## GRECE

— Le 27 janvier dernier a eu lieu à Athènes, une rencontre œcuménique, organisée par un Comité de laïcs orthodoxes, catholiques arméniens et protestants, ainsi que par la Fondation européenne Dragan (du nom de son fondateur). Elle a été organisée à l'occasion de la Semaine de prières pour l'unité des Eglises, de la fête de saint Jean Chrysostome

(27 janvier dans l'Eglise byzantine) et du 22<sup>e</sup> anniversaire de l'intronisation de Sa Sainteté le patriarche œcuménique Athénagoras. La rencontre avait pour thème « La communion dans l'Esprit-Saint ». (Ga 12, 13.) Participation de centaines de clercs et laïcs. (« *Typos* », février.)

— Selon la statistique officielle de l'Eglise orthodoxe de Grèce publiée dans « l'Hemerologion tes Ekklesias tes Hellados 1971 », il y a en Grèce : 81 métropoles (sièges résidentiels) ; 8 416 églises paroissiales ; 113 chapelles ayant un prêtre aumônier ; 8 137 prêtres de paroisses ; 3 240 prêtres âgés en pension ; 2 993 moines et moniales (le mont Athos n'est pas compté, car il appartient spirituellement au Patriarcat œcuménique) ; 10 004 écoles de catéchisme ; 384 166 élèves des catéchismes ; 330 institutions ecclésiastiques de bienfaisance. Publications ecclésiastiques de l'Eglise orthodoxe de Grèce : 1. « *Theologia* », revue trimestrielle de recherche théologique ; 2. « *Ekklesia* », bulletin officiel de l'Eglise orthodoxe de Grèce ; 3. « *Bulletin d'informations de l'Eglise orthodoxe de Grèce* ». (« *Ibid.* ».)

## ISRAEL

— L'architecte grec Athanasios Econopoulos, qui dirige les travaux de restauration dans l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem, a annoncé, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait découvert l'emplacement précis de la première église du Saint-Sépulcre construite par sainte Hélène, mère de l'empereur Constantin, au IV<sup>e</sup> siècle. Les travaux permettant de dégager tous les vestiges de l'église primitive prendront deux ans. (« *Kipa* », 6 mars.)

## MALTE

— Le degré d'entente réalisé par les théologiens luthériens et catholiques sur le ministère dans l'Eglise et sur la justification est remarquable, selon les termes mêmes d'une déclaration publiée après la clôture de la cinquième et dernière rencontre organisée depuis 1967. Les théologiens ont reconnu par ailleurs avoir les mêmes problèmes pour ce qui est de relier le message du Christ au monde, mais leurs vues divergent encore sur le rôle de la papauté. La déclaration intégrale de la Commission, établie par la Fédération luthérienne mondiale et par le Secrétariat romain pour l'unité des chrétiens sera révisée,

puis soumise aux autorités ecclésiastiques respectives. Les participants sont convenus que « la longue controverse qui a eu cours jusqu'ici à propos de la justification ne devrait plus désormais diviser nos Eglises ». La discussion a porté également sur l'intercommunion, et des recommandations subséquentes ont été transmises aux chefs des Eglises. (« *SOEPI* », 4 mars.)

## ROUMANIE

— Les vocations sacerdotales n'ont jamais fait défaut dans l'Eglise orthodoxe de Roumanie qui, selon une dernière statistique, dispose de 9 821 prêtres pour 8 828 paroisses. Depuis 1948, l'enseignement théologique orthodoxe a été placé sous la direction et la surveillance du Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe roumaine. Pour la préparation des cadres ecclésiastiques, il y a : a) deux instituts théologiques du degré universitaire, l'un à Bucarest, l'autre à Sibiu, avec 800 étudiants environ pour les quatre années d'études. A l'Institut théologique de Bucarest fonctionnent aussi des cours de doctorat, d'une durée de trois ans, à la suite desquels les candidats au titre de docteur en théologie élaborent et soutiennent leurs thèses. b) Six écoles de chantes d'églises et séminaires de théologie, à Bucarest, Buzau, monastère de Neamt, Cluj, Craiova et Caransebes, avec une durée d'enseignement de cinq ans. A ces écoles s'ajoute un septième séminaire de théologie spécial, au monastère de Curtea de Arges, créé en 1968. Le nombre des élèves de ces diverses écoles est de 1 220. Le personnel enseignant, administratif et auxiliaire de toutes ces institutions d'enseignement théologique est payé par l'Etat, par le Département des cultes, d'après les mêmes critères que ceux appliqués dans l'enseignement public. La majorité des étudiants et des élèves des écoles théologiques sont entretenus gratuitement, grâce aux bourses accordées par les évêchés qui les envoient pour étudier. Aux matières d'études de théologie biblique, historique, systématique et pratique, s'ajoutent quelques matières de culture générale (histoire, géographie, psychologie, logique), ainsi que l'étude de certaines langues étrangères, classiques et modernes (latin, slavons, russe, grec, français, anglais et allemand). Le Patriarcat roumain a fait paraître de nombreux manuscrits d'enseignement théologique. (« *Episkepsis* », 23 février.)



## RWANDA

— « *La Vie diocésaine* » (Se-maine religieuse du diocèse d'Or-léans) du 14 mars présente l'*Université radiophonique de Gitarama* (URG) au Rwanda, dont un prêtre du diocèse, l'abbé Jean Griet, est l'un des principaux responsables. (Le Rwanda a plus de 3 600 000 habitants. La population, essentiellement rurale, est dispersée sur les collines et l'absence de village frappe le visiteur. 56 % de la population a moins de 18 ans. Langue nationale parlée : le kinyarwanda, le français est la deuxième langue officielle.) Fondée en 1963 avec l'accord du gouvernement rwandais, l'URG se propose : — de développer un enseignement primaire audio-visuel ruralisé ; — de mettre au point et de diffuser des programmes d'éducation de base pour les adultes. L'enseignement scolaire donne aux enfants, en quatre ans, l'essentiel des connaissances utiles à s'assurer des conditions de vie décente et à participer au développement de leur pays (lecture, écriture, calcul, grammaire kinyarwanda, proverbes, géographie, sciences naturelles, physique). L'enseignement religieux. La foi des enfants est éduquée au rythme des « histoires » de l'Ancien Testament, de l'enseignement de l'Evangile, des débuts de l'Eglise. L'horaire laisse libres les parents d'y envoyer leurs enfants, la loi scolaire comportant l'enseignement religieux à l'école (45 % de la population est chrétienne).

## SUISSE

— Par l'intermédiaire de la Commission mixte de dialogue, la *Fédération des Eglises protestantes de Suisse* est associée à la *préparation du Synode 1972 des catholiques suisses*. Le Conseil de la Fédération désignera prochainement les personnes qui collaboreront aux travaux des dix Commissions préparatoires. Quant à l'actuelle Commission mixte de dialogue, elle fera office de Commission œcuménique du Synode. (« *Informations communiquées conjointement SNOB-BIP* », 15 mars.)

## TCHECOSLOVAQUIE

— On apprend que Milan Machovec, professeur de philosophie bien connu pour le « dialogue entre chrétiens et marxistes » qu'il animait, vient d'être privé de sa chaire à l'Université Charles, de Prague. Environ une trentaine d'autres professeurs seraient touchés par cette décision du nou-

veau recteur, et ceci pour la seule Faculté de philosophie de cette Université. On cite parmi eux les noms de Kosik, Kavra (historien), Kládava (ex-recteur). D'autres, plus âgés, avaient déjà été mis à la retraite, parmi eux, le Dr Svoboda et Mme Popolova. (« *BIP* », 1<sup>er</sup> mars.)

## URSS

— Des paysans de Biélorussie ont forcé les autorités à rouvrir une église catholique et à punir les auteurs de la décision de fermeture. Ce fait est relaté par « ASCA » (Agence de la presse catholique associée) qui cite la revue clandestine soviétique : « *Chroniques des événements actuels* ». Il se serait déroulé au kolkhoze « Souvorov », commune de Zarecanka, dans la province de Grodno. Les autorités auraient fermé l'église, après l'avoir dépouillée des ornements du culte, pour en faire un silo. Les kolhhoziens commencèrent alors une grève de trois jours et n'envoyèrent plus leurs enfants à l'école. Les autorités responsables durent traire elles-mêmes les vaches. Des étudiants détachés au kolkhoze cessèrent également le travail. Finalement, le président du Comité exécutif provincial, M. Molocko, dut rouvrir l'église au culte et punir les responsables. La République de Biélorussie se trouve au nord de l'Ukraine, sur la frontière orientale de la Pologne. Elle contient une minorité de catholiques, avec 80 prêtres, mais aucun évêque. (« *Kipa* », 4 mars.)

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Mgr Carlo Cavalla évêque de Casale Monferrato, Italie. (« *OR* », 3 mars.) — Mgr Paul-Marie Rousset évêque du nouveau diocèse de Saint-Etienne. (« *OR* », 4 mars.) (Biogr. Voir DC 1966, col. 476.) — L'abbé Joseph Kelanthara archevêque de Verapoly, Kerala, Inde. (« *OR* », 7 mars.) — L'abbé Royappan Anthonimuthu évêque de Vellore, Inde. (« *Ibid.* ») — Mgr Carlo Urru évêque d'Ampurias et Tempio, Italie. (« *OR* », 10 mars.) — Mgr Francis J. Harrison auxiliaire de l'évêque de Syracuse, USA. (« *Ibid.* ») — L'abbé Alexis Makozi auxiliaire de l'évêque de Lokoja, Nigeria. (« *OR* », 12 mars.) — Mgr Domi-

nic Joseph Conway évêque de Elphin, Irlande. (« *OR* », 15-16 mars.)

## NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé, avec un territoire détaché de l'archidiocèse de Lyon, le diocèse de Saint-Etienne, qui lui est suffragant. (« *OR* », 4 mars. — Nous publierons ultérieurement les documents relatifs à cette érection.)

## DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Giuseppe Angrisani, évêque de Casale Monferrato (Italie), en raison de son âge. (« *OR* », 3 mars.)

## DECES

— De Mgr Joseph Mark Gopu, archevêque de Hyderabad, Inde. (« *OR* », 1-2 mars.) — De Mgr Daniel Llorente y Federico, ancien évêque de Segovia, Espagne. (« *Ibid.* »). — De Mgr Alberto Castelli, ancien évêque du diocèse suburbicain de Sabina et Poggio Mirteto. (« *OR* », 8-9 mars.) — De Mgr Kiril Kourteff, exarque apostolique pour les catholiques de rite byzantin-slave vivant en Bulgarie, à Sofia, à l'âge de 79 ans. (« *OR* », 12 mars.) En octobre 1967, il avait pris part, en tant que représentant de la Bulgarie, aux dernières délibérations du Synode des évêques à Rome. Mgr Méthode Dimitrow Stratiew, AA, son coadjuteur, lui succède de plein droit. (« *KNA* », 11 mars.) — De Mgr Edmond Novicki, évêque de Gdansk, Pologne. (« *OR* », 12 mars.) — De Mgr Evasio Colli, archevêque-évêque de Parme, Italie. (« *OR* », 15-16 mars.) — De Mgr David John Cashman, évêque d'Arundel and Brighton, Grande-Bretagne. (« *Ibid.* »)

## SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé Mgr Bernardin Gantin (archevêque de Cotonou, Dahomey) et Mgr Duraisamy Simon Lourdsamy (archevêque de Bangalore, Inde), secrétaires adjoints de la S. congrégation pour l'Evangélisation des peuples. (« *OR* », 6 mars.)

— Le Saint-Père a nommé pro-nonce apostolique en Iran Mgr Ernesto Gallina. Il était jusqu'à présent pro-nonce apostolique au Cameroun. (« *OR* », 15-16 mars.)

# L'Eglise dans le monde

## LES HONORAIRES DE MESSE

*La note ci-après, signée du cardinal RENARD, archevêque de Lyon, et de ses évêques auxiliaires, a été lue en chaire ou publiée dans les feuilles paroissiales du diocèse :*

Vatican II nous a rappelé la mission du prêtre ; le prêtre engage toute sa vie au service de ses frères les hommes pour leur annoncer le Dieu vivant et les rassembler tous dans le Christ, surtout par l'Eucharistie.

Il n'attend pas de profits temporels de son service des hommes ; le prêtre est l'homme de la communauté : il dépend d'elle parce qu'il la sert.

Dans l'Eglise, il n'y a pas d'imposition : le prêtre vit surtout grâce à ce qu'on appelle le « Denier du Clergé ». L'un des moyens de vivre pour le prêtre c'est aussi, depuis longtemps, ce qu'on appelle l'honoraire de messe. Saint Paul qui, en certaines circonstances, refusait toute offrande, écrit : « ... de même le Seigneur a prescrit à ceux qui annoncent l'Evangile de vivre de l'Evangile ». (1 Co 9, 20.) L'offrande, lors d'une messe demandée, est un signe, parmi d'autres, d'une offrande de soi-même à la messe dans la foi et la prière.

Quand la messe est dite, Dieu seul sait quels sont ceux qui en perçoivent le fruit spirituel et invisible : il y a d'abord toute l'Eglise ; il y a ceux qui participent à cette messe, mais aussi ceux qui l'ont spécialement demandée ou pour qui on a spécialement prié.

Si les demandes de messes disparaissaient, ce serait sans doute un manque d'attention aux intentions apostoliques et fraternelles portées par l'Eglise dans l'Eucharistie, sans oublier les intentions pour les défunts.

Si actuellement les honoraires de messe disparaissaient cela se traduirait par une plus grande difficulté pour le budget des prêtres, en particulier pour les missionnaires et les prêtres « Fidei Donum », qui, d'Afrique et d'Amérique du Sud, nous disent leur pauvreté proche de la misère, et nous demandent des intentions de messe. Peut-on faire abstraction d'eux lors qu'on supprime des honoraires de messe ?

Certes, il nous faut souhaiter que les prêtres puissent célébrer la messe quotidienne aux intentions de l'Eglise et des hommes, sans percevoir d'honoraires ; cela suppose que les fidèles jouent un rôle plus important dans la rentrée, la gestion et la répartition des ressources suffisantes à tous les prêtres ; alors, les honoraires de messe pourront être supprimés. Nous souhaitons vivement que les recherches commencées en ce sens aboutissent.

Mais nous n'en sommes pas encore là ! Il faut être réaliste. C'est pourquoi vos évêques, avec simplicité, demandent aux fidèles, qui ont foi en la messe, de confier aux prêtres des intentions de messes pour les prêtres du diocèse et du tiers-monde.

*Le Cardinal-Archevêque  
et les Evêques de Lyon.*

(« Eglise de Lyon », 5 mars 1971, p. 143.)

## MISES AU POINT DU CARDINAL SUENENS

*Au retour d'une tournée de conférences au Canada, le cardinal Suenens a publié les mises au point ci-après dans le bulletin de son diocèse :*

A la suite des conférences que je viens de faire au Canada, des interprétations de mes paroles ont été données par la presse qui ne correspondent nullement à ma pensée.

Je tiens à préciser les points suivants :

### *Changement et continuité*

1. Au cours d'une de ces conférences, j'ai esquissé trois attitudes théologiques en face du changement dans l'Eglise. Une première, qui va du Moyen Age aux temps modernes, Vatican I inclus, tend à situer l'Eglise hors de l'histoire et à la soustraire à toute idée de développement.

Une seconde admet le fait du développement dans une continuité homogène.

Une troisième reconnaît que le développement puisse être à la fois continu en profondeur sous l'action de l'Esprit-Saint et discontinu parfois dans ses formulations diverses en tant que conditionné par un contexte historique ou culturel.

Je citais l'exemple de la création en six jours que la science et une meilleure intelligence de la Bible nous ont appris à exposer d'une manière nouvelle sans toucher pour autant au dogme de la création. Je citais également un autre exemple, plus qu'évident, de mutation en comparant le texte du Syllabus de Pie IX avec la déclaration conciliaire sur la liberté religieuse.

Ces réflexions, qui n'ont rien d'original et qui sont familières à tout théologien, ont été mises en relief par certains journaux comme si j'enseignais une « théologie de la discontinuité » simpliste et relativiste. Il n'en était rien : l'objet même des conférences était de montrer la continuité dans l'Eglise sous l'action de l'Esprit-Saint, lien vivant entre le passé, le présent, l'avenir. Ces remarques sur le contexte historique différent, qui explique et motive des énoncés différents, ne touchent en rien la continuité fondamentale des dogmes.

### *L'accès des femmes au sacerdoce*

2. On m'a attribué également l'idée que je souhaitais voir les femmes accéder au sacerdoce. Nous constatons que ce problème est soulevé partout à travers le monde et qu'il fait l'objet d'études en sens divers. Pour ma part, j'ai déclaré qu'il y avait lieu de poursuivre ces recherches en vue d'établir si l'exclusion — constante jusqu'ici — des femmes du sacerdoce, relevait de critères théologiques ou sociologiques. De là à conclure que je prône le sacerdoce féminin, il y a de la marge.



*Plus on est chrétien,  
plus on doit être humain*

3. Enfin, on m'a fait dire : « Qu'être humain c'est être chrétien. » C'est évidemment un non-sens. Mon affirmation était : « Que plus on est chrétien, plus on doit être humain », ce qui est exactement l'inverse.

† L.-J. cardinal SUENENS,  
archevêque de Malines-Bruxelles.

(« Pastoralia », 24 mars 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.)

## LES SŒURS DE SION ET LE RAPPROCHEMENT ISRAËLO-ARABE

*Les Nouvelles chrétiennes d'Israël (publiées à Jérusalem par le ministère israélien des Affaires religieuses) donnent l'information ci-après dans leur dernier numéro (1970, n° 3, p. 10) :*

Depuis octobre 1967, les Sœurs de Sion du couvent *Ecce Homo*, sur la *Via Dolorosa*, Jérusalem-Est, réalisent une action importante en faveur d'un rapprochement israélo-arabe : elles organisent des « *oulpanim* » (cours intensifs d'hébreu) pour Arabes et des cours similaires d'arabe pour les Juifs. En juin, deux cents étudiants arabes d'hébreu et cinquante élèves de classe d'arabe, qui avaient pris part, dans le couvent, aux projets culturels et sociaux arabes-juifs, sous l'égide du Centre d'éducation pour adultes de l'Université hébraïque de Jérusalem, ont pris possession de leurs certificats.

Tout cela a commencé au mois de juillet 1967. La Mère supérieure Aline venait de rentrer de France, où elle avait soutenu sa thèse de doctorat à la Sorbonne sur le sujet « La tour d'Antoine », site probable de la résidence de Ponce Pilate à Jérusalem où le couvent a été érigé.

« Un jour, pendant la messe, dit-elle, une inspiration m'est venue : j'avais fait, par vocation, le vœu de travailler pour le rapprochement des juifs et des chrétiens et la réflexion s'imposa à moi qu'il serait peut-être plus utile ici, à Jérusalem, de mettre notre énergie à la disposition d'une réconciliation entre Juifs et Arabes. Mais comment faire ? Par la création d'un Centre culturel, où les Arabes apprendraient l'hébreu pour pouvoir plus aisément améliorer leurs relations avec les Juifs.

« A midi, le même jour, quelqu'un frappa à ma porte. C'était le P. Bruno Hussar, un Dominicain, alors supérieur de la Maison d'Isaïe, à Jérusalem-Ouest, « Mère, dit-il, un ami juif à moi, chargé de cours à l'Université hébraïque, rêve depuis de nombreuses années de mettre sur pied des rencontres entre Juifs et Arabes. Il est à la recherche de quelqu'un qui voudrait l'aider dans cette initiative. J'ai pensé à vous... »

« Quelques heures plus tard, j'étais face à face avec le chargé de cours en question, le prof. Calman Yaron et nous décidâmes d'ouvrir un oulpane, le lundi de la semaine d'après. « Tâchez donc de me trouver dix élèves », disait le prof. Yaron.

« J'ai réussi à en mobiliser trente-six. Dès le début, l'atmosphère favorable que nous avions souhaitée se créa comme par enchantement. A la fin du mois, nous avions cinq classes avec trente élèves chacune, la plupart des hommes et des femmes exerçant une profession ; nous n'avions pas de place pour ouvrir de nouvelles classes.

« Toutefois, dès le début, j'avais dit au professeur :

« Si nous voulons jeter un pont entre les deux communautés, notre travail doit être bilatéral : nous devons aussi enseigner l'arabe aux Juifs. » Et avec l'aide d'un prêtre syrien, nous lançâmes une deuxième série de classes. »

Au cours des récréations, entre les leçons, élèves et professeurs s'entretenaient en prenant le thé. Ils échangeaient leurs adresses et se visitaient réciproquement. Un architecte juif bien connu et un dentiste arabe sont allés camper ensemble. Le professeur Yaron a organisé une visite de Tel-Aviv et de Césarée à l'intention de ses étudiants arabes dont beaucoup ont, à cette occasion, vu la mer pour la première fois. Ils ont déjeuné avec des immigrants juifs qui apprenaient, eux aussi, l'hébreu. Sur le chemin du retour l'un des élèves arabes s'exclama : « Et dire qu'on n'a cessé de nous raconter que nous devons jeter tous ces gens à la mer ! » Récemment, les jeunes d'un kibboutz ont invité plusieurs jeunes Arabes des oulpanim à passer un sabbat chez eux, et les Arabes, à leur tour, invitèrent leurs amis juifs de Jérusalem pour un week-end.

Chaque année d'étude débute par une rencontre où Israéliens et Arabes chantent et dansent ensemble. On compte, cette année, plus de deux cents élèves qui travaillent sous la direction de huit professeurs juifs et deux professeurs arabes. Parmi les élèves arabes, on compte à peu près le même nombre de chrétiens et de musulmans. Le professeur Yaron, faisant le point du travail accompli jusqu'à maintenant, a dit : « Nos activités n'amèneront peut-être pas la paix, mais nous avons certainement réussi à établir des relations amicales entre Juifs et Arabes et à préparer les conditions d'une coexistence. »

## JERUSALEM ET LA PAIX

*Sous ce titre, l'Osservatore Romano (22-23 mars 1971, p. 2) a publié, sans signature, la note ci-après exprimant les inquiétudes que fait naître l'évolution actuelle de la ville de Jérusalem, où les communautés non juives occupent une place de plus en plus restreinte (1) :*

Les négociations commencées récemment, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Jarring, entre Israël, la RAU et les autres pays arabes, marquent actuellement, provisoirement espérons-nous, un temps d'arrêt. Tandis que continue l'effort diplomatique pour ranimer la négociation, l'armistice est expiré depuis le 7 mars. Tous souhaitent que les espérances nées ces derniers mois ne succumbent pas de nouveau sous la violence des armes.

Dans ce contexte, tandis que chacune des parties cherche à se mettre dans la position la meilleure pour traiter, la question du sort de Jérusalem demeure un point extrêmement délicat pour l'obtention d'une paix durable et pour le rétablissement de la compréhension réciproque qui en est la base. Tout accord politique sur les autres questions pourrait trouver là un obstacle insurmontable, une pierre d'achoppement, si le sens de la justice de la part des responsables ne savait imposer le respect des droits des communautés minoritaires, qui se sentent aujourd'hui menacées dans leur exis-

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

Cet article a paru peu après la déclaration faite par Paul VI sur les Lieux saints (DC 1971, n° 1583, p. 313).

tence et dans leur développement par une politique qui semble viser à un lent étouffement, et si Jérusalem ne demeurerait pas la cité dans laquelle peuvent se reconnaître les croyants des trois grandes religions monothéistes : juifs, chrétiens et musulmans.

Voilà pourquoi il est nécessaire en ce moment que l'attention se porte sur un problème qui, si les conséquences n'en étaient pas contrôlées à temps, pourrait causer des dommages irréparables à la cause de la paix au Moyen-Orient.

La malheureuse division de la ville qui suivit le retrait de la Grande-Bretagne de la Palestine en 1948, et l'inexécution des résolutions des Nations Unies sur la constitution de Jérusalem et de ses environs en entité à part (*corpus separatum*), c'est-à-dire en une ville qui aurait dû être à tous, a eu son épilogue avec l'occupation militaire israélienne de la « partie arabe » de la ville pendant la guerre de 1967, occupation que le Parlement israélien, sous le vocable d'unification, transformait presque aussitôt, pratiquement, en une annexion. Cette volonté d'établir sa souveraineté aussi sur la partie arabe s'est manifestée depuis par des mesures d'ordre législatif, des mesures fiscales et des mesures d'urbanisation qui impriment toujours davantage à Jérusalem un caractère particulariste, au détriment de la population non juive (musulmane et chrétienne), qui est contrainte, pour motifs d'expansion urbaine, à se resserrer dans des espaces toujours plus réduits et, en fin de compte, à chercher ailleurs un avenir qu'elle sent ne plus pouvoir trouver dans son propre pays.

Comme cela s'est déjà produit pour le projet d'internationalisation de la ville, les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies, ordonnant de ne pas toucher au « statut » de Jérusalem et d'annuler toutes les mesures prises contre ce statut, sont tombées dans le vide. Il reste, toutefois, qu'elles témoignent de ce qu'un état de chose très grave est en train de se créer contre le droit, en suivant la logique des « faits accomplis ».

Les mesures d'expropriation suffisent à se faire une idée de la façon radicale dont on imprime à la ville une physionomie ne correspondant pas à son caractère historique et religieux, et à sa vocation universelle. En janvier 1968, 300 hectares de terrain ont été expropriés dans la région du mont Scopus ; ils sont déjà en grande partie recouverts d'habitations juives. En août 1970, 1 200 autres hectares, dans la zone arabe de Jérusalem et autour de la ville, ont été expropriés pour réaliser le plan de la « grande Jérusalem ». Un autre projet a été étudié pour la vieille ville de Jérusalem, selon lequel environ 6 000 Arabes seraient délogés et différents immeubles expropriés.

On ne peut manquer d'éprouver une vive appréhension devant des changements si graves. Même en Israël, ces plans ont suscité des critiques motivées, et pas seulement du seul point de vue de l'urbanisme. La presse de Jérusalem a également fait le rapprochement entre d'une part la hâte du gouvernement pour préparer et exécuter ces projets, et d'autre part l'initiative de paix suscitée par le secrétaire d'Etat américain Rogers, sans cacher l'intention sous-jacente d'affirmer par des voies de fait la souveraineté d'Israël sur toute la ville. Ces intentions ont été confirmées d'une façon autorisée par le ministre israélien de l'Urbanisme, qui a déclaré expressément qu'il s'agissait d'un « plan à finalité hébraïque ».

Le 21 février, le Conseil municipal juif de Jérusalem a approuvé, malgré l'opposition ouvertement manifestée par des techniciens et des architectes, les plans élaborés par le ministère de l'Urbanisme pour la construction de quartiers périphériques. Il surgira ainsi une véritable

ceinture de constructions sur les collines entourant la Ville sainte, comprenant 20 000 logements destinés à accueillir environ 75 000 Juifs.

Ces réalisations, malheureusement, ne vont pas dans le sens de la paix. Elles ne doivent pas laisser indifférents ceux qui travaillent vraiment pour une paix définitive au Moyen-Orient. En même temps que d'autres projets auxquels la presse commence à faire écho, elles tendent à confirmer la nécessité d'une instance internationale pour garantir vraiment à Jérusalem son caractère particulier et les droits de communautés minoritaires (2).

(2) La Croix du 26 mars a publié l'information suivante :

Le *Jérusalem Post*, qui exprime généralement les vues du gouvernement israélien, qualifie de « tissu de mensonges » l'annonce de l'expropriation de 6 000 Arabes de la vieille ville de Jérusalem. « De toute évidence, déclare le journal israélien, la source de cet article n'est pas Rome mais Beyrouth, Amman et Jérusalem-Est. Ces accusations furent pour la première fois portées l'an dernier à Beyrouth à la Conférence internationale des Eglises chrétiennes. Le thème a été repris par l'archevêque d'Amman... »

Le journal israélien qualifie de « journalisme à bon marché » cet article « directement inspiré par les milieux chrétiens arabes hostiles à Jérusalem » et il va jusqu'à mettre en doute qu'il ait jamais été soumis avant publication à aucune personnalité responsable du Vatican, tout en reconnaissant que l'organe du Vatican est « généralement objectif ».

Le *Jérusalem Post* s'étonne qu'on reparle également de l'internationalisation des Lieux saints alors qu'il s'agit de reconnaître les droits de toutes les religions dans la Ville sainte.

D'autre part, dans la Croix du 2 avril, sous le pseudonyme de Jean MORINE, a été publié un article intitulé « Piété sans justice à Jérusalem ne serait que folklore », dans lequel nous lisons :

[...] Il faut bien reconnaître que méthodiquement, scientifiquement, rigoureusement, la population arabe est conduite à quitter Jérusalem, par des offres alléchantes d'émigration sans retour vers l'Australie, le Canada ou vers ailleurs (et bien des jeunes se résolvent à cette solution, l'avenir étant bouché pour eux dans leur pays) ou bien par la méthode plus radicale de l'expropriation avec l'obligation presque fatale d'aller grossir les rangs des réfugiés ou des « déplacés ».

Par une succession de « faits accomplis », au mépris du droit des gens, la ville se vide peu à peu de sa population arabe, sans que la plainte ou la protestation des victimes trouve quelque écho.

Et il est à craindre que lorsque les Israéliens se décideront à consulter la population pour connaître son sentiment sur l'annexion, il n'y ait plus de majorité arabe à Jérusalem car à l'exode des Arabes aura correspondu une prolifération de population israélienne importée.

Ce n'est pas là polémiquer, mais simplement établir un constat.

Il faut comprendre, dès lors, combien peut être hypersensible et critique l'opinion arabe lorsque, à tort ou à raison, elle attribue de sournoises intentions de collaboration avec Israël à tous ceux qui paraissent se prêter à cette politique immobilière et foncière d'investissement (dans tous les sens du terme). [...]

## LE II<sup>e</sup> COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA PALESTINE

L'Echo du diocèse de Constantine et d'Hippone (28 février 1971, p. 15) rend compte en ces termes du II<sup>e</sup> Colloque international sur la Palestine,



auquel a participé Mgr Jean SCOTTO, nouvel évêque du diocèse :

Du 13 au 17 février, le Père évêque a participé aux travaux du II<sup>e</sup> Colloque international sur la Palestine. A ce Colloque qui se tenait au Koweït, étaient présentes des personnalités de toute religion (musulmane, juive, chrétienne), de toute nation, de toute tendance. Au cours de conférences magistrales furent présentées les différentes données du problème que pose à la conscience mondiale la Palestine, le peuple palestinien. Dans les échanges, diverses solutions furent proposées, diverses tendances se manifestèrent. Il est normal de penser que l'établissement d'une paix durable au Moyen-Orient ne peut être que le fruit de la justice reconnaissant aux Palestiniens leurs droits, et entre autres celui de participer aux négociations d'où dépend leur sort. A plus d'un titre, ce problème doit être présent à la réflexion et à la prière des chrétiens, plus particulièrement des chrétiens d'Algérie. Conscients de tous les maux qu'entraîne l'injustice (guerre, haine, violences de toutes sortes), les chrétiens se doivent d'œuvrer, à leur place, pour l'avènement d'une justice internationale où le droit des peuples sera respecté, comme celui des communautés, comme celui des individus. « Tout homme est mon frère. » C'est le thème choisi pour cette année de lutte mondiale contre le racisme. Il faut s'en souvenir et essayer de le vivre.

Valable

jusqu'au 15 juillet

A l'occasion  
de la publication  
**des Tables (tome VIII)**

*nous renouvelons*

**L'OFFRE**

**EXCEPTIONNELLE**

# MARIA

7 volumes (6 200 p.)

**150 F**

**au lieu de 334,50 F**

**Tables incluses**

*(port en sus).*

**B E A U C H E S N E**

**117, rue de Rennes, Paris-6<sup>e</sup>**

Imprimerie « Bayard-Presses », 5, rue Bayard,  
Paris-8<sup>e</sup>. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presses.

**Nouveauté**

## José Feder

# PRIÈRES DU JOUR

### comme un feu

A qui voudrait trouver une prière libre, vivante, vraie, ce livre apporte cette aide. Voici des mots clairs et simples, **des prières pour l'heure** et aussi pour la nuit trop longue. Les psaumes ont été traduits pour exprimer aujourd'hui notre acte de foi, nos cris d'hommes en détresse, notre confiance retrouvée.

Fidèle à la prière de l'Eglise, voici **un exceptionnel livre d'heures, neuf et pratique.**

● D'abord une prière quotidienne pour les grands moments de la journée et la longue nuit. Une prière biblique.

● Ce même rythme quotidien avec des thèmes nouveaux pour une suite de 31 jours.

● Dispersées au long des pages, quelques prières non bibliques neuves ou connues.

● Une série de textes courts à méditer au fil de l'année liturgique et au gré des circonstances.

● Enfin une invitation au dimanche et la liturgie de communion à domicile, car ce livre servira aussi aux malades.

**Une réalisation signée du P. José Feder.**

**Un vol. 11,5/21 ; relié sous jaquette ;**

336 pages

26,20 F ttc

Chez votre libraire. A défaut, en retournant le bon de commande ci-dessous, accompagné du règlement, à **SEDIM, 17, rue de Babylone, Paris.**

Veuillez me faire parvenir... **J. FEDER/Prières du jour**, au prix franco de 26,20 F, dont je vous règle le montant par virement postal 3 volets à votre CCP Paris 20.779.19.

NOM .....

ADRESSE .....

**LE CENTURION - LE CERF**  
**D.D.B. - Droguet et Ardant**

# Les Éditeurs vous proposent...

**Collection Croire Aujourd'hui**  
Des ouvrages faciles à lire, qui  
font le point sur les problèmes de  
notre temps et ouvrent des pers-  
pectives nouvelles à notre foi.

## 12 - Croire aujourd'hui...

### au MARIAGE ?

par M. Domergue, s.j.

## 13 - Croire aujourd'hui...

### au PECHE ORIGINEL ?

par P. Gilbert, s.j.

Chaque ouvrage 80 pages  
Format 14 x 20 - Prix : 6,00 F

Editions du Sénévé, 34, rue Le Brun  
Paris-13<sup>e</sup>

Michel DORTÉL-CLAUDOT

## ÉTAT DE VIE ET RÔLE DU PRÊTRE

Son statut particulier  
au cours des siècles.

14,10 F.

**le centurion**

Vient de paraître :

## Qui nous répondra ?

par D. STAGNARA

4 742 questions posées par  
les 9-15 ans sur la sexualité et  
l'amour.

Prix : 8,70 F.

EDITIONS DU CHALET

36, rue de Trion, Lyon-5<sup>e</sup>  
8, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>

Vient de paraître :

## LE PAIN DU DIMANCHE

Introductions  
aux lectures du Missel  
par Achille DEGEEST.

Tome II, année « C » : De la  
Trinité au Christ-Roi.

Pour la préparation des ho-  
mélies, pour la réflexion et la  
prière.

230 pages, 12 F. Franco : 13 F.  
Tome I, 12 F. Tome II, 12 F.  
Franco, 25 F.

Apostolat des Editions,  
48, rue du Four, Paris-6<sup>e</sup>.  
CCP 5 469 36, Paris.

Pierre de Lochet

## L'ÉGLISE ET L'ÉCHEC DE L'AMOUR HUMAIN

Révisions

15 F

**le centurion**

Jacques Sarano

## REUSSIR SA VIE

de l'obstacle  
à l'épanouissement

Psychoguides

13,50 F

**le centurion**

J. Mac Avoy

## VALEURS DE LA VIE CONJUGALE

12 F

**le centurion**



France et Communauté : 1 an, 40 F. 6 mois, 21 F. Canada : 1 an, 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : de l'année : 2 F ; des années précédentes : 5 F.  
Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
Parait le premier et le troisième dimanche du mois.  
Revue mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1584 - 18 AVRIL 1971

- 352 **Audiences générales** : la tentation du matérialisme (24 mars); la tentation de la chair (31 mars).
- 355 **Allocution au Congrès international sur la pollution de l'air et de l'eau** (27 mars).
- 356 **La réception du maréchal Tito** (29 mars).
- 358 **La réception de l'ambassadeur du Chili** (22 mars).
- 359 **Allocution à l'ambassadeur du Gabon** (25 février).
- 360 **Lettre au cardinal Tisserant** (27 mars).
- 360 **La coopération judéo-chrétienne** (31 mars).

## LES SACREMENTS.

- 361 **Baptême dans les maternités ou dans les paroisses?** Notification du cardinal vicaire de Rome; réponse de la S. congrégation du Culte divin.
- 363 **Lettre des évêques lyonnais sur la communion solennelle.**
- 366 **Note de Mgr de La Chanonie sur la communion solennelle.**
- 367 **Document des évêques du centre-est de la France sur la confirmation.**
- 370 **Le sacrement de confirmation et les chrétiens d'aujourd'hui.** Lettre pastorale de Mgr Guyot.
- 377 **Le sacrement, acte de foi ou geste religieux?** Intervention du cardinal Marty à la Semaine des intellectuels catholiques.
- 378 **Parole de Dieu et contestation.** Note de Mgr Coffy.

- 379 **L'unité dans la diversité.** Lettre pastorale des évêques lyonnais.
- 385 **Les adultes et les jeunes d'aujourd'hui.** Réflexions communes d'évêques, prêtres, religieuses et laïcs.
- 387 **Intervention de l'Action catholique des milieux indépendants au Conseil permanent de l'épiscopat français.**
- 390 **Les milieux indépendants.** Article de Mgr Maury.
- 391 **La sépulture chrétienne.** Ordonnance de Mgr Le Bourgeois.

- 393 **Événements et informations** (1<sup>er</sup>-15 mars).

- 396 **Les honoraires de messe (évêques lyonnais); mises au point du cardinal Suenens; les Sœurs de Sion et le rapprochement israélo-arabe; Jérusalem et la paix (note de l'Osservatore Romano); le II<sup>e</sup> Colloque international sur la Palestine (Mgr Scotto).**

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

**DOSSIER**

**QUESTIONS ACTUELLES**

**ÉVÉNEMENTS**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII

2 mai 1971

Merygrove College Library  
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



frère Roger, prieur de Taizé, au milieu des jeunes pendant la rencontre  
de Pâques (Photo Taizé. Cf. p. 434)

**La musique sacrée**  
**L' "Europe violette"**  
**Le prêtre et la politique**



# LIVRES NEUFS A PRIX TRÈS RÉDUITS

Spécialiste dans la diffusion par correspondance du livre depuis 1953, DIFRALIVRE vous propose à des prix imbattables un choix sélectionné à votre intention par son Comité de lecture

**HISTOIRE DE L'EGLISE**, par L. Hertling, s. j. De sa fondation par Pierre jusqu'à Jean XXIII (avec index de 2 000 noms), 13,5 x 19,5, 620 p. Mame. Val. 15 F pour 5 F.

**HISTOIRE VIVANTE DES MOINES**, par Michel Mourre. De saint Antoine aux moines de Cluny, courts récits évoquant de façon vivante l'existence de ces hommes qui renoncèrent aux hommes pour s'attacher à Dieu. 15,5 x 21, 380 p., 22 ill. hors texte. Ed. du Centurion. Val. 30 F pour 11 F.

**LE SENS RELIGIEUX DES PRIMITIFS**, par Paul Schebesta. De cette étude sur les origines de la religion il ressort que beaucoup d'hommes, sans la Révélation ont eu la prescience d'un Dieu suprême. 13 x 18, 400 p. Mame. Val. 15 F pour 6,50 F.

**FETES ET COUTUMES CHRETIENNES**, par Francis X. Weiser. De la liturgie au folklore. Livre émouvant et de grand intérêt. 13,5 x 19,5, 280 p. Mame. Val. 15 F pour 6 F.

**DE LA SCIENCE A LA FOI, TEILHARD DE CHARDIN**, par Maurice Corvez. A l'alternative « Dieu ou l'absurde » posée par la Raison et la Science, Teilhard répond par l'espoir : la Science conduit à Dieu. 13 x 18, 188 p. Mame. Val. 18 F pour 6,50 F.

**RECONNAISSANCE A LA LUMIERE**, par Louis Chaigne. Livre de souvenirs, dédiés à la lumière, celle qui vient des hommes, qui surgit de l'enfance ou des rencontres. Toutes convergent vers Dieu, lumière suprême. 14 x 21,5, 244 p. Mame. Val. 18 F pour 6 F.

**LA MORALE EN MEDECINE**, par J. O. DONNEL, s. j. Le principe de l'inviolabilité de la vie humaine, les aspects moraux de la mutilation, les problèmes de la grossesse et de l'accouchement, les aspects médico-canoniques du mariage, le côté moral du secret professionnel, etc. 13 x 18, 392 p. Mame. Val. 20 F pour 7 F.

**UN PRETRE SOCIAL ET PERSECUTE**, par Pierre BLANC, s. j. Le sieur Louis Agut (1695-1778), fondateur de l'ordre des Sœurs du St-Sacrement. Très bon livre documenté et vivant (Préf. de S. Exc. Mgr Marty). 14,5 x 20,5, 304 p. Ed. Prière et vie. Diffusion 15 F.

**JESUS vu par Rembrandt**. La vie de Jésus à travers l'œuvre de Rembrandt accompagnée par des textes de Mauriac, Daniel-Rops, Papini, etc. 14 x 21, 160 p. dont 8 en coul., relié. Reproduct. de dessins ou tableaux en noir. Ed. Waleffe. 20,90 F pour 10 F.

**DE CESAR A CHARLEMAGNE**, par Marcel Brion, de l'Académie Française. Des origines de la Gaule jusqu'au premier roi Capétien les débuts du christianisme en France. 12 x 18,5, 312 p. Fayard. Val. 12 F pour 4,50 F.

**DON BOSCO**, par J. de la Varenne. Il fonda l'ordre des Salésiens. 12 x 18,5, 288 p. Fayard. Val. 12 F pour 4,20 F.

**CIVILISATIONS POLYNESIENNES**, par Robert C. Suggs. Un passé riche et insoupçonné. 14 x 20,5, 254 p. Nom. ill. La Table Ronde. 23 F pour 5,40 F.

**SAGES, PENSEURS ET PHILOSOPHES**, par Louis Perche. Une excellente initiation à la philosophie à travers une vivante galerie de portraits. 12,5 x 19, 200 p. Nomb. ill. Waleffe. 15 F pour 8 F.

**COLLECTION 10/18**. — Grands textes philosophiques et les grands témoignages religieux dans leur texte intégral.

Godin & Daniel : **La France pays de mission**, 184 p. Ste Thérèse d'Avila : **Le livre des fondations**, 264 p. R. Guardini : **Les fins dernières**, 120 p.

Max Weber : **Le savant et le politique**, 184 p.

Bossuet : **Le Vendredi Saint**, 300 p.

Fichte : **La destination de l'homme**, 306 p.

Hegel : **La raison dans l'histoire**, 306 p.

Ernest Renan : **La réforme intellectuelle et morale**.

L. A. de Bonald : **Théorie du pouvoir politique et religieux**.

Fontenelle : **Histoire des oracles**, 298 p.

Gabriel Marcel : **Présence et immortalité**, 310 p.

Les 11 volumes énumérés ci-dessus, 10 x 18. Couv. laquée. Illustrée couleurs. Plon. Les 11 volumes ensemble. Valeur 45 F, pour l'ensemble 28 F.

**HISTOIRE VIVANTE DU FRONT POPULAIRE 1934-1939**, par Jean Grandmougin. Reconstituée mois par mois, une histoire remarquable de vie de ces 4 années et de leurs grands tribuns, parmi lesquels Blum, Thorez, Salengro. 15,5 x 21,5, 468 p. et 23 p. d'illustrations. Albin Michel. 21,59 F pour 13 F.

**L'APPEL DE L'ILE D'YEU**, par Louis-Dominique Girard. L'appel du Maréchal Pétain quel est-il ? Avant tout celui à la paix civile, à l'unité française. Tout citoyen qui veut participer à une œuvre nationale positive ne doit pas oublier cette voix d'outre-tombe. 13 x 20, 350 p. A. Bonne 1951. Marqué 690 F p. 12 F.

**TEMOIGNAGES INEDITS SUR LE MARECHAL PETAIN**, par Pierre Bourget. Témoignages et textes inconnus. 14,5 x 19,5, 196 p. Fayard. 8,50 F p. 4,50 F.

**LE MYTHE DE LA LIBERTE**, par Sisley Huddleston. Entretiens en temps de guerre avec un Anglais sur les idées nécessaires à la restauration de la France et du monde — et dédié par l'auteur à Jacques Delebecque. 12 x 19, 250 p. Lardanchet 1943. Val. 25 F pour 8 F.

**DECOUVERTE DE LA RUSSIE**, par Henri Massis. A quoi le nouveau patriotisme russe vise-t-il ? Un livre qui prend une valeur prophétique puisqu'il a été écrit en 1944. 12 x 19, 218 p. Lardanchet 1944. Val. 20 F pour 6,50 F.

**IMPASSE INDIENNE**, par Max-Olivier Lacamp. Panorama de l'Inde et de Gandhi et de Nehru et tour d'horizon révélateur sur la situation de l'Asie et le problème de la faim. 12 x 19, 250 p. Flammarion. 9 F. pour 3,80 F.

**MAO TSE TOUNG**, par R. Mac Gregor Hastie. Comment, sur les ruines d'un vieil empire, Mao a bâti le plus grand Etat du monde moderne. 15 x 22, relié toile, 284 p., 117 ill., 3 cartes. Marabout, 29 F pour 13,50 F.

**RENDEZ-VOUS DE JERUSALEM**, par Roland Cluny. Ce qu'a fait et dit Paul VI en Palestine. Le Christ toujours d'actualité, par un témoin de son voyage (Préface du Cardinal Tisserant). 12 x 19, 316 p., 12 ph. hors-texte. Flammarion Val. 15 F p. 4,50 F.

**PAPES DE LA RENAISSANCE**, par Fred Bérence. Du Concile de Constance à celui de Trente, incluant le problème de Constantinople, Léon X, Clément VII, Erasme, Luther... Une période si semblable à la nôtre, au cours de laquelle, malgré des erreurs, rien n'a pu ternir la recherche de l'amour du Christ dans la société. 18 x 22, 352 p. avec 20 illustrations. Ed. du Sud. Paru à 30,90 F pour 12 F.

**LES GRANDS MAITRES DE L'EDUCATION**, par Maurice Chavardes. Les différentes doctrines pédagogiques depuis les anciens jusqu'à nos jours. 18 x 24, 254 p. avec 16 p. d'ill. hors-texte, relié similitoile. Jaquette ill. coul. Ed. du Sud. 27,50 F pour 17 F.

Prière de passer commande à :

**DIFRALIVRE**

22, rue d'Orléans, 78-MAULE

chez qui ces livres sont disponibles.

Prière de joindre le règlement (y ajouter 6 F pour frais d'envoi pour la France métropolitaine et 10 F pour toutes autres destinations) en chèque postal ou bancaire, mandat, etc. (CCP 19 979-24 PARIS).

Expédition rapide.

**BON DE GARANTIE** joint à l'envoi accordant faculté de retour.



# Actes de S. S. Paul VI

## MESSAGE DE PAQUES

*Le dimanche de Pâques, 11 avril, Paul VI a célébré la messe en plein air sur la place Saint-Pierre; devant une foule évaluée à 250 000 personnes. Au terme de cette messe, il a prononcé, de la loggia de la basilique Saint-Pierre, le message ci-après qui a été transmis en Eurovision (\*) :*

Frères et fils qui attendez de nous le message pascal, écoutez : tandis que, en vertu de notre ministère apostolique, nous vous parlons du haut de cette tribune et nous regardons le panorama du monde, nous avons l'impression d'avoir devant nous la vision d'une mer agitée, avec menace de plus grandes tempêtes encore.

### **Inquiétudes suscitées par la situation actuelle du monde et de l'Eglise**

Que prépare l'homme pour lui-même et pour les générations futures en étant d'une façon trop fréquente et trop flagrante infidèle aux grands principes de solidarité, de justice et de paix que lui-même, instruit par de terribles expériences, a proclamés pour la civilisation actuelle comme pour la civilisation future ? Ne voyons-nous pas sans cesse de nouvelles guerres, et même des signes avant-coureurs d'autres plus terribles encore, des armements terrifiants, des révolutions incessantes, des luttes sociales institutionnalisées, des contestations endémiques, une lente décadence morale, un recours déplorable, sur le plan professionnel et bureaucratique, aux succédanés du véritable amour, un oubli aveugle et orgueilleux de la religion irremplaçable ?

L'Eglise elle-même n'est-elle pas, ça et là, secouée, sur le plan doctrinal et disciplinaire, par des courants perturbateurs que l'on s'efforce en vain d'attribuer au souffle authentique de l'esprit vivifiant ?

### **La cause de l'homme n'est pas perdue Les grandes espérances fondées sur la foi**

Mais en même temps, nous sentons que l'humanité éprouve un besoin douloureux et,

en un certain sens, prophétique, d'espérance, comme on sent le besoin de respirer pour vivre. Sans espoir, il n'y a pas de vie possible. L'activité de l'homme est plus conditionnée par l'attente du futur que par la possession du présent. L'homme a besoin d'un but, d'un encouragement, il a besoin de goûter à l'avance les joies futures. L'enthousiasme, qui est le ressort de l'action et du risque, ne peut être suscité que par une espérance à la fois forte et sereine. L'homme a besoin d'un optimisme sincère, non illusoire.

Eh bien ! sachez-le, amis qui nous écoutez : nous sommes en mesure aujourd'hui de vous adresser un message d'espoir. Non seulement la cause de l'homme n'est pas perdue, mais elle est dans une situation avantageuse et sûre. Les grandes idées, qui sont comme les phares du monde moderne, ne s'éteindront pas. L'unité du monde se fera. La dignité de la personne humaine sera reconnue, non seulement réellement, mais formellement. Le caractère inviolable de la vie, depuis le sein maternel jusqu'à l'ultime vieillesse, sera admis par tous d'une manière effective. Les injustes inégalités sociales seront supprimées. Les rapports entre les peuples seront fondés sur la paix, la raison et la fraternité. Ce ne seront plus l'égoïsme, la violence, l'indigence, la licence des mœurs, l'ignorance, les si nombreuses déficiences dont souffre encore la société contemporaine, qui empêcheront d'instaurer un véritable ordre humain, un bien commun, une civilisation nouvelle. On ne pourra certes pas abolir la faiblesse humaine, la caducité des buts atteints, la souffrance, le sacrifice, la mort temporelle. Mais toute misère humaine pourra bénéficier d'assistance et de réconfort. Elle connaîtra même ce surcroît de valeur que notre secret peut conférer à toute décadence humaine. L'espérance ne s'éteindra pas, en vertu même de ce secret, qui n'est d'ailleurs aujourd'hui un secret pour aucun de ceux qui nous écoutent. Vous, vous le comprenez : c'est le secret et aussi la bonne nouvelle pascalle.

Toute espérance se fonde sur une certitude, sur une vérité, qui, dans le drame humain, ne peut être seulement expérimentale et scientifique. La véritable espérance, qui doit soutenir l'homme dans son cheminement intrépide, se fonde sur la foi. Celle-ci, justement, dans le langage biblique « est le fondement des choses que l'on espère ». (He 11, 1.) Et, dans la réalité historique, c'est l'avènement, c'est celui qu'aujourd'hui nous célébrons : Jésus ressuscité.

(\*) Traduction française publiée par la Salle de presse du Saint-Siège, revue sur le texte italien publié par l'Osservatore Romano des 13-14 avril 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.



## L'espérance transcendante et éternelle n'exclut pas l'espérance temporelle

Il ne s'agit pas d'un songe, ni d'une utopie, ni d'un mythe : c'est le réalisme évangélique. C'est sur ce réalisme que nous croyants, nous fondons notre conception de la vie, de l'histoire, de la civilisation terrestre elle-même, que notre espérance transcende, mais en même temps encourage dans ses conquêtes hardies et confiantes.

Ce n'est pas le moment de vous expliquer les raisons solides de ce paradoxe, c'est-à-dire comment nous, hommes de l'espérance transcendante et éternelle, nous pouvons encore soutenir, et avec quelle vigueur, l'espérance qui concerne l'horizon temporel et présent. Le Concile en a d'ailleurs parlé avec sagesse et abondamment (cf. Const. *Gaudium et spes*). Mais c'est ici le moment où notre voix se fait l'écho de celle du vainqueur, le Christ Seigneur : « Ayez confiance, j'ai vaincu le monde » (Jn 16, 33), et de celle de l'interprète évangéliste : « La victoire qui est vainqueur du monde, c'est notre foi » (1 Jn 5, 4), en entendant ici par monde tout ce qui, caduc et pervers, a comme cadre naturel l'existence humaine.

\*\*

Nous regardons encore de ce podium, de la hauteur que nous permet notre humble ministère apostolique, le panorama qui s'ouvre à notre regard, et nous vous voyons, hommes qui travaillez et qui souffrez, vous qui vous appliquez dans tous vos efforts à guider la société vers la justice et la paix, vous, jeunes, avides d'authenticité et de dévouement ; vous, innombrables cohortes de gens honnêtes et bons qui,

dans le silence, par la prière et par l'action, avec fidélité et esprit de sacrifice, donnez un sens à votre voyage à travers le temps ; vous qui souffrez et qui êtes déçus d'un bien-être désormais dépassé, et surtout, vous, croyants comme nous dans le Christ ressuscité et consacrés à lui. Et alors, notre âme se remplit de joie et d'espérance, et vous annonce à tous : « Soyez heureux dans le Seigneur, toujours, je le répète, soyez heureux. » (Ph 4, 4.) Le Christ est ressuscité.

\*\*

*Paul VI a conclu son message en formulant ses vœux de Pâques en diverses langues :*

En italien : *Buona Pasqua.*

En français : *Saintes et joyeuses fêtes de Pâques !*

En anglais : *A happy, blessed and peaceful Easter to you all !*

En espagnol : *Paz, felicidad y alegría en Cristo resucitado !*

En portugais : *Muito boas Festas !*

En allemand : *Gesegnete, frohe Ostern !*

En hollandais : *Zalig Pasen !*

En polonais : *Wesołego Alleluja !*

En slovaque : *Vesela Velka Noc !*

En tchèque : *Radostne veliko noze !*

En ukrainien : *Kristos vosskriëss !*

En russe : *Kristos vosskriësse !*

En grec : *Christos anësti !*

En chinois : *Fu Hua Ju Que !*

En vietnamien : *Chuc Mung le Phuc Singh !*

En arabe : *Al Massih Game Haggan Game !*

*Paul VI a ensuite donné sa bénédiction « Urbi et Orbi ».*

## MESSAGE AU PÈLERINAGE DES HANDICAPÉS MENTAUX A LOURDES

*Du Vendredi saint au lundi de Pâques (9-12 avril), a eu lieu à Lourdes un pèlerinage international, le premier de ce genre, réunissant 4 000 handicapés mentaux, accompagnés de 10 000 parents, amis ou éducateurs, provenant de plus de vingt pays. A ce pèlerinage « Foi et lumière », Paul VI a adressé le message suivant (\*) :*

Jamais encore, chers amis handicapés dans votre esprit et parfois blessés dans votre cœur, vous n'aviez connu un tel rassemblement

(\*) Texte français publié par le pèlerinage « Foi et lumière ». Les sous-titres sont de notre rédaction.

d'amitié et de prière, autour de vous, pour vous, tout près de la grotte où Notre-Dame a bien voulu converser avec la jeune Bernadette.

### L'Esprit de Dieu habite en vous

Cette attention humaine qui vous entoure aujourd'hui, c'est le signe du grand Amour que Dieu, notre Père des cieux, vous réserve et que Jésus, son Fils bien-aimé et votre frère, n'a cessé de manifester d'abord aux handicapés de toute sorte, aux faibles, aux prisonniers, aux humbles : « Bienheureux, vous les pauvres, car le Royaume de Dieu est à vous ». (Lc, 6, 20.) Il vous suffit de le regarder avec confiance, de l'accueillir avec amour. Et Dieu le Père fait de vous son enfant. Le Christ vous prend avec lui, comme l'un des membres de son Corps sacré. L'Esprit de Dieu habite en vous.

## Notre corps semé dans la misère ressuscitera dans la gloire

Bien sûr, vous continuez à ressentir des limites, qui vous font tant souffrir, pour étudier, pour travailler, pour entrer en rapport avec les autres. Les savants, les médecins, les éducateurs, vos proches font tout ce qui est en leur pouvoir pour y remédier. Mais tous les hommes portent, eux aussi, en eux, des faiblesses, des handicaps, parfois secrets. Et, vous l'avez vu ces jours-ci, Jésus lui-même, tout Fils de Dieu qu'il était, s'est trouvé un moment dépouillé de toute gloire, de toute puissance. Il a porté sa croix avec amour. Il est ressuscité dans la gloire. Il nous montre le chemin. Saint Paul nous l'explique : notre corps a été semé dans la misère, il ressuscitera dans la gloire : il a été semé dans la faiblesse, il ressuscitera dans la force (cf. I Co., 15, 43). Voilà, chers Fils, la Bonne Nouvelle que nous vous répétons de Rome en ce matin de Pâques, au nom du Seigneur Jésus.

Et dès maintenant, vous prenez part à cette vie nouvelle de Jésus, en regrettant vos péchés, en recevant le baptême, en communiant au Corps du Christ, en aimant vos frères. Oui, dès maintenant, réjouissez-vous d'être ainsi aimés de Dieu.

### Votre place dans la société Votre rôle de choix dans l'Eglise

Soyez-en sûrs : vous avez votre place dans la société. Au milieu des hommes, souvent grisés par le rendement et l'efficacité, vous êtes là, avec votre simplicité et votre joie, avec votre regard qui quête un amour gratuit, avec votre capacité merveilleuse de comprendre les signes de cet amour et d'y répondre avec délicatesse. Et dans l'Eglise, qui est avant tout une Maison de prière, vous avez plus encore un rôle de choix : pour comprendre les secrets de Dieu qui restent cachés souvent aux sages et aux habiles (Lc, 10, 21) ; pour demander aussi à Dieu tout ce dont ont besoin vos parents, vos amis, les prêtres, les missions, toute l'Eglise, les peuples où l'on manque de pain, de paix, d'amour. Nous savons que le Christ vous écoute de façon privilégiée, que notre Mère la Vierge Marie lui présente vos prières, comme à Cana.

### L'épreuve des parents

Et vous, chers parents, nous sommes de tout cœur avec vous. Oh ! nous devinons la blessure profonde qui vous a atteints et qui demeure peut-être toujours ouverte. Nous nous inclinons devant le courage patient avec lequel vous avez su y faire face, et devant l'amour privilégié dont vous vous êtes alors attachés à votre enfant. Mystérieuse souffrance des innocents, qui ne prend son sens, pour les croyants, que devant la Passion du Christ, chargée, comme elle, de la présence muette du Dieu d'amour, et promise, comme elle, à la transfiguration pascal ! Oui, regardez votre enfant avec tendresse, comme Dieu lui-même. Et puisse votre épreuve,

avec la grâce de Dieu, vous unir au mystère du Christ, stimuler votre recherche d'un progrès humain, si tenu soit-il, fortifier votre solidarité à l'intérieur de votre foyer, et vous ouvrir à tous les autres parents de handicapés, que vous comprenez tellement mieux que les autres ! Cette foi, ce soutien, cette solidarité élargie que vous éprouvez aujourd'hui, ne sont-ils pas déjà un commencement de salut ?

### Appel à la société

Enfin, c'est à toute la société que nous lançons un appel pressant. Amis et voisins, n'ayez pas de réticence pour visiter et accueillir avec égard ces frères que vous côtoyez ; intégrez-les en toute simplicité, dans vos relations. Et vous, médecins, psychologues, éducateurs, enseignants, travailleurs sociaux, voués au service des handicapés mentaux, nous vous félicitons du soin et de l'espérance que vous apportez à ces pauvres. Nous encourageons l'acharnement avec lequel vous essayez d'épanouir leurs facultés entravées. Nous souhaitons que votre témoignage ébranle dans son matérialisme l'indifférence d'une société qui ne sait plus toujours respecter la vie, qui ferme trop volontiers les yeux sur ce qui n'est pas confort, puissance, efficacité. Que les responsables de l'économie, du pouvoir, n'oublient pas d'intégrer dans leurs plans ces déshérités de leurs pays, comme ceux du tiers-monde ! Pour nous, c'est là le test de cet humanisme véritable, dont on veut tant se prévaloir. Et que tous les pasteurs de l'Eglise sachent entourer ces démunis, comme Jésus, de leur prédilection ! Que ce pèlerinage laisse, pour tous, un sillage de foi et de lumière ! (2)

\*\*

Sur chacun de vous, chers fils handicapés, sur vos parents et amis, nous implorons de grand cœur, en gage d'espérance, la Bénédiction du Sauveur, mort et ressuscité pour nous.

Du Vatican, en la fête de Pâques.

11 avril 1971.

PAULUS PP. VI.

*Au terme du pèlerinage, « Foi et Lumière » (15, rue de Mézières, Paris-6<sup>e</sup>) ; responsable international : Jean VANIER) a publié un communiqué faisant remarquer :*

[...] La preuve a été faite, pendant ces quatre jours, que les handicapés mentaux, même ceux qui sont habituellement placés dans les hôpitaux psychiatriques, peuvent être, pour le plus grand nombre, intégrés très normalement dans notre vie quotidienne. La preuve est faite qu'on peut en rassembler plus de 4 000 et que nulle difficulté, nulle tension même ne se produisent. La preuve est faite qu'ils sont capables, non seulement de recevoir, mais de donner, et que leur présence peut être porteuse de courage, de solidarité, de paix, de joie même.

Mais *Foi et Lumière* n'est qu'un début, qu'une étape, qu'un tremplin. Il faut maintenant que dans les villages, dans les villes, dans les départements, dans les pays du monde entier, des fêtes semblables s'organisent. Il faut que partout disparaissent la peur et le rejet, barrières entre nos frères qui ont le plus besoin de notre amour et de notre compréhension. [...] (NDLR.)



# MESSAGE POUR LA JOURNÉE DES VOCATIONS

*Voici le message publié par Paul VI à l'occasion de la 8<sup>e</sup> Journée mondiale de prière pour les vocations, qui est fixée au 2 mai (\*).*

L'âme remplie de joie et d'espérance, nous nous adressons comme chaque année à tous nos fils de la grande famille catholique, pour leur demander de participer spirituellement, unanimement, avec ferveur et empressement, à la 8<sup>e</sup> Journée mondiale de prières pour les vocations.

Nous saisissons l'occasion pour les inviter à réfléchir, non seulement sur la grandeur de la vocation, mais aussi sur les devoirs qui incombent à tous, d'en favoriser la croissance de toutes les façons possibles ; c'est un lien que nous aimons, chaque année, à tisser avec nos évêques, nos prêtres, nos fidèles, afin de disposer ensemble nos cœurs aux effusions de la grâce divine qui nous appelle tous à l'engagement plus haut et plus sacré qu'aucun autre : celui de prier le Maître de la moisson d'envoyer — en nombre suffisant pour les besoins accrus de l'Eglise et du monde — les ouvriers nécessaires à sa moisson (cf. Mt 9, 38). Et cet échange nous est facilité par l'atmosphère particulière offerte dans la célébration liturgique. En effet, cette Journée vient à nous au moment même où la liturgie offre à notre méditation l'image vivante du Bon Pasteur.

## Le bon pasteur, chef des pasteurs

1. Quand Jésus se présentait lui-même comme le Bon Pasteur, il se rattachait à une longue tradition biblique, déjà familière à ses disciples et aux autres auditeurs. Le Dieu d'Israël, en effet, s'était toujours manifesté comme le Bon Pasteur de son peuple. Il en avait écouté la plainte (Ex 3, 7), l'avait libéré de la terre d'esclavage (Dt 5, 6), « avait guidé dans sa bonté le peuple sauvé par lui » (Ex 15, 3) dans sa rude marche au désert vers la terre promise (Ps 78, 52). Par l'alliance du Sinaï, il avait constitué son propre peuple un royaume de prêtres, une nation consacrée (Ex 19, 5 s.). Siècle après siècle, le Seigneur avait continué à le guider, bien plus, à le porter dans ses bras comme le pasteur porte ses agneaux (Is 40, 11). Il l'avait aussi conduit depuis la punition de l'exil, l'appelant de nouveau et rassemblant les brebis dispersées pour les acheminer dans la terre de leurs pères (Is 49, 8 s. ; Za 10, 8).

C'est pour ces motifs que nos pères dans la foi se tournaient filialement vers Dieu, l'appelant leur Pasteur : « Le Seigneur est mon Berger, je ne manque

de rien ; sur des prés d'herbe fraîche il me fait reposer ; vers les eaux du repos il me mène, il y refait mon âme ; il me guide par le juste chemin. » (Ps 23, 1 s. ; cf. 80, 2.)

Ils savaient que le Seigneur est un Pasteur bon, patient, parfois sévère, mais toujours miséricordieux envers son peuple et aussi envers tous les hommes.

Le Seigneur avait également appelé des hommes pour être pasteurs de son troupeau et le guider en son nom et selon son cœur : hommes choisis, hommes de grande foi, comme Moïse et Aaron (Ps 77, 21), Josué (Nb 27, 15 s.), David (2 S 5, 2), et nombreux autres chefs de son peuple.

Mais ces hommes, avec toute la faiblesse humaine, n'étaient que figure et anticipation des temps qui devaient venir. En outre, ils ne pouvaient donner la sécurité et la paix auxquelles aspiraient profondément les âmes, et c'est pourquoi le peuple choisi ne trouvait vraiment où diriger ses pas dans la voie de la vérité, du respect de la justice et de la Parole divine. Enfin, le Seigneur, par l'intermédiaire des prophètes, annonça la venue d'un nouveau David, de l'unique Pasteur, qui guiderait son peuple avec une fidélité absolue (Ez 34, 23 ; cf. tout 34), et répondrait à son angoisse profonde.

De fait, lorsque, dans la plénitude des temps, Jésus vint, il trouva son peuple « comme un troupeau sans pasteur » et en éprouva une peine profonde (Mat 9, 36). En lui s'accomplissaient les prophéties et s'achevait l'attente. Avec les paroles mêmes de la tradition biblique (cf. Ez 34, 11-16), Jésus s'est présenté comme le Bon Pasteur qui connaît ses brebis, les appelle chacune par son nom, et donne sa vie pour elles (Jn 10, 11 s.). Et ainsi, « il y aura un seul troupeau et un seul pasteur ». (Jn 10, 16.) De cette façon, Jésus révèle son programme d'action dans les âmes qui ne se réalisera pas avec violence ou contrainte, mais avec douceur, avec persuasion, avec amour (Mt 11, 28-30).

Les apôtres, fidèles à la mémoire de Jésus, se réjouissaient avec les nouveaux croyants parce qu'ils avaient trouvé en lui, non seulement le Pasteur de leur âme (1 P 2, 25), mais plus encore le Chef des pasteurs (1 P 5, 4.).

Lorsque l'heure fut venue de retourner au Père, en quittant ce monde, Jésus voulut choisir et appeler d'autres pasteurs selon son cœur. Il le fit par libre choix (Mc 3, 13), afin qu'ils continuent sa propre mission, dans le monde entier, jusqu'à la fin des siècles (Mt 28, 18 s.). Ils seront ses envoyés, ses messagers, ses apôtres. Ils ne seront pasteurs qu'en son nom, pour le bien du troupeau et dans la force de son Esprit, auquel ils devront rester fidèles. Le premier de tous, Pierre, après la triple profession d'amour envers Jésus, est nommé pasteur de ses brebis et de ses agneaux (Jn 21, 15-17). Puis tous les apôtres. Et après eux, d'autres encore, et tous dans le même Esprit. Et tous, dans tous les temps, devront guider le troupeau du Seigneur qui leur a été confié, non comme des dominateurs, mais comme les modèles du troupeau, avec un total désintéressement et tout l'élan de leur cœur (1 P 5, 2 s.). Ainsi seulement, ils pourront recevoir un jour la récompense méritée, quand reparaitra le Chef des pasteurs (1 P 5, 4.).

## Appel aux jeunes...

2. La mission de Jésus continue donc. Il demeure toujours avec nous (Mt 28, 20) : le ciel et la terre

(\*) Traduction diffusée par le Secrétariat de l'épiscopat français. Les sous-titres sont de notre rédaction.

En transmettant ce message aux Conférences épiscopales, le cardinal Garrone, préfet de la congrégation de l'Enseignement catholique rappelle les intentions exprimées par le Saint-Père :

— Que la journée soit une journée de spiritualité, c'est-à-dire de réflexion et de prière ;

— Qu'elle concerne non seulement les vocations sacerdotales, mais aussi les vocations religieuses et missionnaires ;

— Qu'elle s'intéresse aux besoins de l'Eglise entière et se tourne plus particulièrement vers les pays où, à l'heure actuelle, les problèmes sont les plus graves.



passeront, mais ses paroles ne passeront pas (Mt 24, 35). Et Jésus, le Bon Pasteur, continue à appeler ceux qui veulent collaborer avec lui pour remplir la même mission. Tous, nous avons reçu le baptême de Jésus. En cette vocation commune à être chrétien, chacun de nous est appelé à exercer une fonction particulière pour la réalisation d'un dessein de Dieu (Rm 12, 4-7 ; 1 Co 12, 4 s.). Tous, donc, nous devons nous rapprocher avec confiance du Christ, de sa vie, de ses paroles, pour redécouvrir la volonté de Dieu sur nous et mettre au service des autres, de l'Eglise, de l'humanité, les dons que nous avons reçus (1 P 4, 10 s.).

Or, Jésus a voulu que son Eglise ait, jusqu'à la fin des temps, des pasteurs qui participent à son sacerdoce de façon que l'acte sauveur de Jésus devienne présent et efficace dans toute l'humanité et pour toutes les générations (cf. LG 28). En ce temps où l'humanité cherche sa route dans l'obscurité et où les hommes sont « comme des brebis errantes » (1 P 2, 25 ; cf. Mt 9, 36), le cœur du Christ est plus que jamais proche de chacun d'eux pour prévenir les périls qui les menacent, les faux pas et les chutes et pour augmenter leur générosité.

Et c'est pour cela que chacun doit mesurer ses propres responsabilités et demeurer attentif pour découvrir en soi et accueillir les signes possibles de l'appel à une mission « pastorale », plus proche de l'action du Pasteur suprême, de sa parole et de son sacrifice.

La vie doit être consacrée à quelque chose de grand. On ne peut rester inerte et insensible quand on pense que tant de mains se lèvent des cinq continents vers celui qui, représentant le Christ au milieu d'eux, peut combler leur attente et répondre à leurs espérances. Ce sont des mains d'enfants et de jeunes qui attendent qu'on leur enseigne la voie de la vérité et de la justice ; des mains d'hommes et de femmes à qui l'âpreté de la vie quotidienne fait sentir plus aigu le besoin de Dieu ; mains de vieillards, de malades, qui attendent qu'on s'intéresse à eux, qu'on se penche sur leurs tribulations, qu'on les console de leurs amertumes, ouvrant à leur âme lassée l'espérance du ciel ; mains d'affamés, de lépreux, des délaissés de la société qui demandent une aide.

Pour tous ceux-là, il faut des prêtres, des religieux, il faut des religieuses, il faut des âmes consacrées dans les instituts séculiers. Mais, hélas ! bien souvent, ils manquent précisément là où le besoin est le plus grand, où il se fait chaque jour plus tragique.

C'est pourquoi nous nous adressons au peuple de Dieu : à chacun le Seigneur peut faire entendre sa voix : et le même salaire d'amour éternel est réservé aux ouvriers de la première comme de la dernière heure (cf. Mt 20, 9-16).

Mais c'est surtout aux jeunes que nous nous adressons parce que, aujourd'hui comme hier, ce sont eux que Jésus de préférence a choisis et appelle à être des prêtres selon son cœur, et à qui il s'adresse comme à « ses amis » (Jn 15, 9-15.)

Il les choisit et les appelle à être les témoins de sa charité avide d'âmes, dans les différents états de la vie religieuse et de la spiritualité consacrée. Le monde d'aujourd'hui a besoin de pasteurs, comme il a besoin également de ces symboles vivants où brille d'une plus vive lumière l'admirable dessein de Dieu sur l'humanité. Il a besoin de ces vies, que l'Esprit-Saint a suscitées depuis l'origine de l'Eglise et qui, en raison d'une consécration totale au Seigneur, et d'une immolation intégrale de soi-même au service de Dieu et de ses frères, manifestent aux yeux de tous ce que Dieu attend de chacun et ce qu'il prépare pour tous : le règne de son amour. Notre époque difficile exige égale-

ment des religieux et des religieuses. Tous les jeunes au cœur généreux doivent s'interroger pour savoir si le Seigneur Jésus ne parle pas précisément « à leur cœur ». (Cf. Os 2, 16.)

Il n'y a pas de limite à la générosité et au don de soi : au-delà de la patrie de chacun s'ouvrent à l'évangélisation les champs illimités ou croissent les moissons du Seigneur (cf. LG 44 ; *Perfectae Caritatis*, 1 ; *Ad gentes*, 3).

A vous donc, jeunes gens et jeunes filles croyantes, nous voulons répéter les mots de la parabole : « Pourquoi restez-vous ici sans rien faire ? *Quid hic statis tota die otiosi ?* » (Mt 20, 6.) Aujourd'hui, ce n'est pas de paroles que l'on a besoin, mais d'actes ; non de velléités mais de générosité concrète, que l'on paie de sa personne. Non de contestations stériles, mais de sacrifice personnel que l'on s'emploie directement à transformer un monde qui s'effrite.

Seuls les jeunes peuvent comprendre cette nécessité : et aux meilleurs d'entre eux peut s'ouvrir le champ immense de l'apostolat sacerdotal, missionnaire, celui de la charité et de l'assistance dont leurs frères ont besoin. Ecoutez la voix du Christ qui vous appelle parmi les ouvriers. Donnez un sens à la vie en faisant vôtres les sollicitudes de l'Eglise pour l'élévation et le progrès des peuples. L'Eglise, en effet, comprend vraiment à fond les instances de votre cœur généreux et elle seule ne les trompe pas, ne les dévie pas à des fins secondaires, ne les rend pas vains.

### ... Et à tout le peuple chrétien

Mais c'est également tout le peuple chrétien qui est invité à contribuer, chacun pour sa part, à offrir au Seigneur ces pasteurs et ces âmes consacrées dont il a lui-même besoin pour vivre et grandir. Tous ont le devoir de coopérer à l'édification du Corps mystique du Christ. Le Concile Vatican II a souligné vigoureusement ce devoir : « Si dans l'Eglise tous ne cheminent pas par la même voie, tous cependant sont appelés à la sainteté et ont en partage la même foi dans la force de la justice de Dieu. » (Cf. 2 P 1, 1.)

Bien que certains, par la volonté du Christ, soient constitués docteurs et dispensateurs des mystères et pasteurs pour les autres, il règne cependant entre tous une véritable égalité au regard de la dignité et de l'action commune à tous les fidèles dans l'édification du Corps du Christ. La distinction voulue par le Seigneur entre les ministres sacrés et le peuple de Dieu comporte un lien, les pasteurs étant unis aux autres fidèles par une communauté de rapports ; les pasteurs de l'Eglise, à l'exemple du Christ, sont au service les uns des autres, et au service des autres fidèles, et ceux-ci à leur tour prêtent d'eux-mêmes leur collaboration aux pasteurs et aux maîtres. Ainsi, dans la variété, tous donnent un témoignage de l'admirable unité du Corps du Christ (LG 32). D'où la nécessité de l'apostolat, de la collaboration missionnaire, et surtout de la prière pour les vocations.

C'est tout le peuple chrétien qui doit préparer, dans les familles exemplaires, le bon terrain où la semence pourra germer et produire. C'est tout le peuple chrétien qui doit manifester son attente et son estime envers le prêtre, le religieux, la religieuse, créant ainsi le climat favorable pour entrouvrir aux jeunes les choses de Dieu. C'est tout le peuple chrétien qui doit demander à Dieu, humblement, ce que Dieu seul peut donner, le priant, selon le commandement du Maître, pour qu'il envoie des ouvriers à sa moisson (Mt 9, 38). Tout le peuple : mais les premiers entre tous, les prêtres eux-mêmes et les religieux ; à leur



exemple, à leur ferveur, à leur fidélité est suspendu tout l'avenir de l'Eglise.

Nous sommes certains que nos paroles trouveront un écho dans le cœur de nos fils et filles de l'universelle catholicité, en suscitant un besoin plus ardent de prières, une offrande plus intense de sacrifices, une réponse plus fidèle à la volonté de Dieu qui appelle toutes les âmes à s'adonner dans l'amour à l'édification de l'Eglise. Que personne ne se dispense de ce devoir et, pour que la bonne disposition ne fasse pas défaut,

de cœur, nous accordons la Bénédiction apostolique d'une façon particulière à ceux qui suivent cette sainte vocation, aux familles qui l'ont offerte au Seigneur et à tous ceux qui, par la prière, la souffrance ou l'aide concrète, les soutiennent dans leur chemin rude et exaltant.

Du Vatican, le 12 mars 1971, huitième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

## ALLOCUTION AUX DÉLÉGUÉS DES CONFÉRENCES ÉPISCOPALES EUROPÉENNES

*Paul VI a reçu le 25 mars les présidents et délégués de dix-sept Conférences épiscopales d'Europe, qui ont tenu à Rome, les 23 et 24 mars, une réunion au cours de laquelle a été créé le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (1). Voici l'allocution qu'il leur a adressée en réponse aux paroles de présentation de Mgr Etchegaray, président du nouveau Conseil (2) :*

VÉNÉRABLES FRÈRES,

C'est avec joie que nous vous voyons réunis autour de nous, dont le mandat suprême est le ministère apostolique. Vous avez été délégués par les Conférences épiscopales d'Europe pour rechercher ensemble le bien de vos fidèles, c'est-à-dire pour réaliser ce que dit le II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican au sujet des Conférences épiscopales, auxquelles il appartient de « mettre en commun les lumières de leur prudente expérience. Ainsi la confrontation des idées permettra-t-elle de réaliser une sainte harmonie des forces en vue du bien commun des Eglises ». (Décret *Christus Dominus*, 37.)

### La tâche commune des Conférences épiscopales européennes

Si tous les évêques, en tant que membres du Collège apostolique, sont consacrés pour le salut du monde entier (cf. Décret *Ad gentes divinitus*,

(1) Ce Conseil est composé d'évêques délégués, à raison d'un pour chaque Conférence épiscopale. En a été élu président Mgr ETCHEGARAY, archevêque de Marseille, qui était depuis 1966 secrétaire du Comité épiscopal de liaison des Conférences épiscopales d'Europe et qui, à ce titre, a organisé les symposiums de Noordwijkerhout (DC 1967, n° 1499, col. 1393 et s.) et de Colre (DC 1969, n° 1545, p. 709 et s.). Ont été élus vice-présidents : Mgr KOMINEK, administrateur apostolique de la partie centrale de l'archidiocèse de Wrocław (ex-Breslau, Pologne), et Mgr MUSTY, évêque auxiliaire de Namur.

(2) Texte latin dans *l'Osservatore Romano* du 26 mars 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

30), combien plus sont à même de rendre ce service les Conférences épiscopales d'une Europe dont les populations sont plus étroitement unies du fait de leurs traditions, de leur culture humaine, de leur mode de vie. C'est pour promouvoir cette unité que nous avons fait de saint Benoît le patron de toute l'Europe (cf. AAS 56, 1964, p. 966) (3).

Elle est extrêmement louable cette coopération entre conférences épiscopales, dont nous voyons des exemples également en d'autres continents. Sans aucun doute vous avez déjà étudié et vous étudiez encore la structure que vous entendez donner à cette coopération européenne. Il s'agit là d'une question très importante, car il vous faut étudier ensemble des problèmes pastoraux très graves qui attendent une solution dans vos pays ; des positions communes sur des points concrets doivent être prises en étroite union avec le Siège apostolique ; un témoignage évangélique de foi, d'espérance, de charité, de justice et de paix doit être donné devant les très graves problèmes qui se posent à l'Eglise et à la société en Europe ; enfin, vous devez être attentifs aux requêtes de l'Eglise universelle, particulièrement de celle dite du « tiers-monde », afin qu'elle profite de vos multiples possibilités et de votre très longue expérience, tandis que de son côté elle vous fait bénéficier de ses apports particuliers et de ses richesses complémentaires (4).

(3) DC 1964, n° 1436, col. 1446. (NDLR.)

(4) Mgr ETCHEGARAY a déclaré le 28 mars à Marseille, lors de l'ordination épiscopale de Mgr L'Heureux, évêque auxiliaire de Perpignan : [...] Avec les évêques ici présents et ceux du monde entier tous unis au Pape comme un corps à sa tête, le Christ lui-même m'a rendu responsable, pour ma part, de son Eglise répandue sur toute la terre (cf. *Lumen gentium*, n° 22 ; *Christus dominus*, n° 6).

C'est pour cela que mon prédécesseur avait plus qu'autorisé, « envoyé » au Burundi le P. L'Heureux et que d'autres évêques français envoient également des prêtres de leur diocèse pour un certain temps et comme un renfort des missionnaires, au service des Eglises locales, en Afrique, en Amérique latine et jusqu'en Océanie. 518 prêtres diocésains sont actuellement hors de France. Et sachez bien que ces envois ne se font pas à cause du trop-plein de prêtres chez nous ! Mar-

## La structure de l'Eglise

L'Eglise est la communion de tous ceux qui sont re-nés dans le Christ et sont animés de son Esprit d'amour. Il est superflu de rappeler ici la nécessité d'une certaine structure hiérarchisée qui est propre à toute institution vivante. Cette structure requiert que chacun ait sa place, qu'il soit évêque, prêtre, religieux ou laïc.

Comme vous le savez, il n'est pas rare aujourd'hui que ce caractère dit « institutionnel » de la structure de l'ensemble du corps, caractère qui est primordial et dont l'origine vient de Dieu, doive être défendu contre la vaine opinion de ceux qui veulent que l'Eglise soit seulement charismatique. Par ailleurs, les institutions de l'Eglise ne doivent pas se modeler sur celles des sociétés purement et simplement civiles, économiques ou politiques, où les principales fonctions, les fonctions de direction, s'exercent normalement par délégation de l'ensemble des membres, mais semblent portées à absorber les subordonnés et parfois à les gouverner impérieusement. Cette façon de faire est contraire non seulement au principe dit de subsidiarité, à condition qu'il soit bien compris, mais aussi à la nature même de l'Eglise.

Pour nous, l'Eglise locale, constituée autour de son évêque, lequel est lié à toute l'Eglise et en communion avec le Pontife romain, représente la structure fondamentale et logique du Corps mystique. Votre fonction d'échange, votre cohésion (cf. Ep 4, 16), ou plutôt les liens mutuels qui vous unissent, ne font pas de vous une fédération quelconque, comme celles que créent entre elles les institutions de ce monde, mais bien quelque chose qui doit susciter, promouvoir et réaliser cette communion fondamentale et essentielle. Lorsqu'on apprend que les Conférences épiscopales font quelque chose dans le cadre de leur pays, elles le font déjà dans le cadre du continent.

Il convient que vous ayez une structure très souple n'augmentant pas le poids des lourdes charges que vous portez.

Nous vous félicitons vivement d'avoir choisi pour lieu de votre réunion le siège de l'Eglise romaine, à laquelle il appartient de présider tout le corps de la charité (cf. S. IGNACE, *Ad Rom.*, praef. éd. Funk, I, p. 252 ; Const. *Lumen gentium*, 13). Que Dieu nous donne à tous de prêcher dans le monde d'une façon toujours plus fructueuse ce mystère de la charité dont nous

seille, malgré sa pauvreté, dedans sa pauvreté, restera fidèle à sa vocation missionnaire.

A vrai dire, dans l'Eglise il n'y a pas des diocèses qui « donnent » et d'autres qui « reçoivent ». Il s'agit d'un vrai partage, il s'agit d'une communion à la même mission évangélique. Dès lors, si des prêtres français sont envoyés en Afrique pour quelques années de ministère, pourquoi ne pas espérer qu'un jour des prêtres africains soient envoyés en France, non seulement pour assurer leurs études, mais pour assumer un ministère pastoral ? Nous avons nous aussi à bénéficier de la catholicité de l'Eglise : communier à une diversité d'expression de la foi selon les cultures et les races est un enrichissement insoupçonné pour notre propre foi et une source de paix sereine et confiante pour nos esprits troublés. [...]

(Texte original.)

célébrons aujourd'hui l'annonce qui en a été faite à Marie.

En même temps que ces vœux, que nous accompagnons de notre prière, nous vous donnons de tout cœur notre bénédiction apostolique.

## ALLOCUTION DE MGR ETCHEGARAY

*Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, a présenté en ces termes au Saint-Père le nouveau Conseil dont il est le président (5) :*

J'ose l'avouer, mon émotion est profonde, raisonnée : je suis, en effet, conscient du double caractère historique des trois journées romaines que vivent les évêques ici présents.

### La création du Conseil d'évêques délégués des Conférences épiscopales d'Europe

Après une période de lent et patient mûrissement depuis la fin du Concile, pour la première fois se réunissent des évêques dûment délégués par leur Conférence épiscopale, par toutes les Conférences épiscopales d'Europe ; le seul absent, en dehors des évêques isolés ou seuls dans leur pays, est le représentant de la vaillante Eglise de Tchécoslovaquie, Mgr TROCHTA, qui nous a envoyé un télégramme de regrets.

Pour la première fois, en ce printemps, fleurit harmonieusement un arbuste à dix-sept branches. Ce n'est plus un fragile « Secrétariat de liaison », c'est un « Conseil d'évêques délégués des Conférences épiscopales d'Europe », un Conseil voulu par les présidents des Conférences eux-mêmes à l'occasion du dernier Synode. Cet arbuste peut grandir encore, sans jamais cependant faire ombrage aux Conférences, car c'est pour leur service fraternel qu'il a été planté, arrosé... « *Deus autem incrementum dabit...* »

Avec votre Bénédiction apostolique, Très Saint Père, car — et c'est le second trait historique de cet événement — voici la première rencontre organique de l'Europe des évêques avec Votre Sainteté. D'autres continents ont déjà eu cette grâce, à Medellin, à Kampala, à Manille.

L'Europe, malgré ses rides qui accusent son ancienneté et la diversité de ses langues et de ses cultures, ne pouvait pas trop attendre et ne pas venir à votre rencontre à Rome même, dont la primauté du Siège rayonne sur toute la terre, mais spécialement sur l'Europe, fière de savoir que le Pasteur suprême est en même temps pasteur du diocèse de Rome.

### Des troupeaux de plus en plus en transhumance

L'Europe, dans ses tâtonnements vers l'unité, est d'ailleurs une des grandes préoccupations des Papes, depuis votre prédécesseur Pie XII jusqu'aux nombreux appels que vous proclamez inlassablement en faveur d'une « Europe des personnes et des peuples ».

La force de l'Eglise est de n'être pas dépendante des vicissitudes de toute conception politique, économique, qui ralentissent la construction d'une

(5) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.



grande Europe. Aussi, nous évêques, pouvons-nous être plus audacieux, plus imaginatifs, plus créateurs. Cette audace, cette imagination créatrice sont le fruit d'une prise de conscience pastorale commune. Nous nous rendons compte que les hommes qui composent nos divers « troupeaux » sont de plus en plus en transhumance d'un pays à l'autre, du fait d'une triple mobilité professionnelle, touristique et culturelle.

— *Mobilité professionnelle* : chaque année, plusieurs centaines de milliers de travailleurs, saisonniers ou non, émigrent du sud (pays pauvres) vers le nord (pays industrialisés).

— *Mobilité touristique* : celle-ci plutôt du nord au sud, car on tient à avoir le soleil fidèle au rendez-vous des vacances. Le tourisme atteint des millions d'Européens et devient un fait continu dans l'espace (sans oublier le pays de l'Est) et dans le temps (au point d'être des quatre saisons dans les régions de montagne).

— *Mobilité culturelle* enfin : les échanges culturels, surtout de jeunes, se développent ; les émissions en Eurovision se multiplient, comme les Congrès, les festivals, les jumelages de villes, les foires. Rien ne peut freiner ces brassages d'idées, d'images et de sons qui percent tous les rideaux, toutes les frontières.

### Solidarité pastorale

La vie de l'Eglise, qui essaie de « coller au réel », a heureusement déjà suscité parmi les laïcs et les prêtres un foisonnement d'initiatives et même d'institutions apostoliques au niveau de l'Europe. L'épiscopat se doit maintenant de soutenir et d'harmoniser ce qui risque autrement de devenir une forêt vierge sans chemins ni clairières.

C'est parce que nous sommes conscients de notre solidarité pastorale que nous nous donnons un minimum de structure pour assurer le maximum de collaboration dans l'esprit du Concile et du Synode 1969.

Mais nous ne voulons pas nous replier, nous fermer sur l'Europe. A un moment où l'Eglise elle-même vit en Europe dans une économie d'abondance, il serait grave pour nous si nous n'étions pas capables d'étendre la coopération jusqu'aux Eglises du tiers-monde, en voie de développement pastoral.

Très Saint Père, la catholicité et l'unité de l'Eglise nous sont signifiées par votre ministère de successeur de Pierre. C'est vous qui êtes pour nous la plus sûre garantie et le meilleur stimulant pour une Europe unie et ouverte dans une foi commune. Nous vous exprimons notre communion d'esprit et de cœur et nous prions pour vous, spécialement aujourd'hui, la Vierge immaculée qui, à l'annonce de l'Ange, a accueilli par la foi le Sauveur venu « combler et même dépasser l'espérance des nations ». (Préface de la messe.)

## LA RENCONTRE DES EVEQUES AVEC LE FORUM EUROPEEN DES COMITES NATIONAUX DES LAICS

*Le Forum européen des Comités nationaux des laïcs a publié le communiqué suivant après la rencontre de trois de ses délégués avec les délégués des Conférences épiscopales européennes :*

Une délégation du Forum européen des Comités nationaux des laïcs, conduite par le D<sup>r</sup> Plum, de Copenhague (président du Comité de liaison), a été reçue par le Conseil européen des Conférences épiscopales qui tenait une session à Rome les 24 et 25 mars 1971.

Au cours d'une séance de travail de plus d'une heure, la genèse, la constitution et les projets du Forum européen des Comités nationaux des laïcs ont été présentés aux évêques.

Puis un dialogue s'est établi à partir de ce document. Francesca Veronese, René Tardy et le D<sup>r</sup> Plum ont ainsi été amenés à préciser :

— *L'originalité de ce Forum*, émanation des Comités nationaux d'apostolat des laïcs en Europe ou de ce qui en tient lieu, en accord avec les épiscopats de chaque pays.

— *Le mode de travail du Forum* : Une rencontre est prévue tous les deux ans. Elle est préparée par le Comité de liaison en fonction des désirs exprimés par les divers pays. Cette rencontre, comme celle d'Innsbruck en 1970, est une occasion de connaissance mutuelle, d'échanges d'expériences, de recherches communes. Le Forum n'a aucune autorité sur les Comités nationaux, c'est une sorte de Table ronde.

— *Les points d'attention* que privilégie le Forum, notamment les réalisations ou les projets « de type synodal » (réunissant laïcs, prêtres, religieuses et évêques), qui se font ici ou là en Europe, et une enquête auprès des divers pays pour déterminer « les points chauds » qui posent question à l'Eglise dans son effort d'évangélisation.

— *Les rapports de coopération entre le Forum et le Conseil des laïcs*, dont le Forum n'est pas l'Agence européenne, mais avec lequel il entretient des rapports étroits.

Il a été convenu qu'une liaison organique devait s'établir de façon très souple et cependant efficace entre le Conseil des évêques d'Europe et le Forum.

Il a été souhaité que les documents de travail du Forum soient communiqués aux présidents des Conférences épiscopales des pays d'Europe. Ainsi que l'a dit un évêque : « Si rien ne peut s'entreprendre sans l'évêque, l'évêque ne serait rien sans la coopération, notamment avec les laïcs. » Le Forum européen des Comités nationaux des laïcs est une des formes — pas la seule ni peut-être la plus importante — de coopération sacerdoce-laïcat dans le cadre de la vie internationale européenne. L'effort qu'il représente est pris en considération et demande à être poursuivi avec persévérance, humilité et efficacité.

La prochaine réunion européenne du Forum est prévue pour le mois de juin 1972.

Rome, le 26 mars 1971.

(Texte original.)

**PELERINAGE-CROISIERE DE VINGT-DEUX JOURS EN TERRE SAINTE** (du 3 au 24 août, avec escales à Candie, au Pirée, à Mykonos, Naples, Gênes). Prix : à partir de 1 480 F. Direction : P. Richard, AA. Tous renseignements : Voyages et Pèlerinages de Notre-Dame de Salut, 70 bis, rue Bonaparte, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. 326-55-79.

*Depuis plusieurs années, Paul VI a voulu que la messe des Rameaux, dans la basilique Saint-Pierre, soit spécialement une messe de jeunes, et c'est aux jeunes qu'il s'est adressé dans son homélie, le dimanche des Rameaux, 4 avril. Après avoir évoqué la scène de l'Evangile, il a poursuivi (1) :*

[...] La voix des jeunes a eu son importance pour reconnaître dans Jésus le Messie, le maître et sauveur du monde. Est-ce pour cela que les jeunes sont invités à participer à la cérémonie liturgique qui rappelle cet événement de l'Evangile ? Oui, mais pas uniquement pour participer à une cérémonie commémorative. Jeunes d'aujourd'hui, vous y êtes invités tout spécialement pour que, comme ceux du récit de l'Evangile, vous fassiez votre choix.

De quel choix s'agit-il ? Il s'agit de choisir le Christ. Mais, direz-vous, le Christ, vous l'avez déjà choisi. Vous êtes déjà chrétiens. Vous êtes baptisés ? Oui. Alors, vous êtes chrétiens. Mais quels chrétiens êtes-vous ? Etre chrétien, ce n'est pas rien. Cela veut dire être partie prenante du drame du salut ; cela veut dire avoir une conception du monde et de la vie, du passé et de l'avenir ; cela veut dire avoir un programme de vie, c'est-à-dire croire, agir, espérer, aimer. Alors, je le répète : quels chrétiens êtes-vous ? Il ne s'agit pas de regarder comment se comportent tant de chrétiens, mais bien comment nous nous comportons chacun de nous.

Or, les jeunes ont différentes façons de se comporter devant leur christianisme. Nous pourrions sommairement les classer ainsi :

## **Ceux pour qui être chrétien ne signifie rien**

Il y a d'abord une première catégorie de chrétiens qui, souvent, sans même y penser, choisissent le comportement « zéro ». Nous appelons zéro le comportement qui n'attache aucune importance au fait d'être chrétien, le comportement pour lequel le caractère chrétien ne signifie rien. Dans les pays de mission, il n'en est pas ainsi ; un chrétien est un chrétien, et il sait qu'il doit vivre d'une certaine manière, qu'il doit se distinguer, se qualifier par un certain style de vie. Mais chez nous, il arrive souvent qu'être chrétien ne signifie plus rien. Fréquemment même, un chrétien est une contradiction vivante parce que, par sa manière de penser et de vivre, il contredit ses magnifiques prérogatives. N'est-il pas fils de Dieu, frère du Christ ? N'est-il pas comme une lampe dans laquelle brûle l'Esprit-Saint, la grâce ? N'est-il pas membre de l'Eglise ? N'est-il pas un homme qui sait comment vivre et où aller ? Un chrétien est un homme logique,

cohérent avec lui-même, responsable, libre et, en même temps, fidèle. Ce n'est pas un zéro, un être indifférent, insignifiant, inconscient, qui se met la tête dans un sac. Sommes-nous bien d'accord ?

## **Ceux qui se plient comme des roseaux à tous les vents**

Il y a ensuite la catégorie de ceux que l'Evangile appelle les hommes « roseaux », roseaux agités par le vent (cf. Mt 11, 7), roseaux pliés au gré du vent. Ce sont des hommes sans personnalité, qui n'ont pas cette rectitude chrétienne dont nous parlions. Ils pensent comme pensent les autres, toujours prêts à s'incliner devant la pression de l'opinion publique, de la mode, de l'intérêt. Ils ont peur, ils ont du respect humain, ils sont grégaires. C'est malheureusement là un phénomène répandu parmi les jeunes, et cela s'explique. Ils veulent se montrer forts et indépendants à l'égard du milieu qu'ils connaissent : la famille, la société. Ils en voient les défauts, ils en sentent le joug, et ils cherchent à s'en libérer, à s'en affranchir. Ils deviennent contestataires, et au besoin révolutionnaires. Mais ensuite, où vont-ils ? Ils s'attroupent à ceux qui mènent le jeu et la mode, pour devenir de simples numéros, médiocres, sans valeur ni signification propres, se contentant de succédanés, de rêves, de faux héroïsmes. Peut-être en connaissez-vous de ces jeunes falots qui se plient comme des roseaux à tous les vents.

## **Ceux qui ont choisi le Christ pour éclairer leur nuit**

Mais un moment arrive où il faut être des « personnes », c'est-à-dire des hommes qui vivent selon des principes déterminés, selon des idées fondamentales, des idées lumières, des idées forces ; des hommes qui ont choisi, et qui avancent dans la vie en conformité avec ce choix. Voilà la catégorie dans laquelle doit se situer la jeunesse intelligente et chrétienne, c'est-à-dire vous, fils et amis très chers.

Peut-on vivre sans principes ? Peut-on marcher dans le noir ? Dieu sait combien il y en a qui marchent dans le noir ! Je veux croire que vous êtes assez intelligents pour comprendre d'instinct que notre vie est pleine d'obscurités, de doutes, de mystères. Elle ressemble plus à la nuit qu'au jour. On entrevoit tant de choses, tant de belles choses. Mais c'est précisément ce que nous connaissons, notamment par l'étude, la science, la pratique, qui nous donne l'impression, l'expérience d'être dans la nuit, dans un monde incertain, ignoré, secret, muet, et peut-être ennemi, vain, dépourvu de sens. Eh bien ! il nous faut une lumière pour notre vie. Il nous faut la vraie lumière. Qui a dit : « Je suis la lumière du monde » ? (Cf. Jn 8, 12 ; 12, 46 et 1, 5, 9, 13, 19, etc.) C'est Jésus ; ce Jésus qui, au moment de son entrée à Jérusalem, fut publiquement reconnu comme le Christ, c'est-à-dire comme le Messie, et que les jeunes acclamèrent alors comme le vrai prophète de l'histoire, l'en-

(1) Texte italien dans l'Osservatore Romano des 5-6 avril 1971. Traduction et sous-titres de la DC.



voyé de Dieu, le pasteur du genre humain, le maître unique et bon des vérités suprêmes, le fondateur du Royaume des cieux, le sauveur du monde.

Avez-vous compris ? Alors, il nous faut tirer deux conclusions. Vous aussi, les jeunes qui êtes ici, vous devez reconnaître en Jésus-Christ le vrai guide spirituel de votre vie ou, comme on dirait aujourd'hui, le *leader* moral de notre temps. Levez donc vers lui vos pacifiques rameaux d'olivier et dites-lui : *hosannah*, c'est toi, Jésus-Christ, que nous choisissons.

### Ce que l'Eglise attend des jeunes aujourd'hui

Deuxième conclusion : rappelez-vous, enfants de la nouvelle génération, que c'est à vous qu'il appartient de faire reconnaître au monde moderne, qui a tant besoin de la vraie lumière qu'il mérite, de faire reconnaître à notre ville de Rome, que Jésus est leur vrai Christ, leur Messie. C'est à vous, jeunes d'aujourd'hui, qu'il appartient de renouveler le prodige messianique commencé par la jeunesse catholique d'hier, et de le développer aujourd'hui. Nous voulons dire que c'est à vous qu'il appartient de faire passer d'un christianisme routinier et passif à un christianisme conscient et actif ; d'un christianisme timide et insipide à un christianisme courageux et militant ; d'un christianisme individualiste et désagrégé à un christianisme communautaire et associé ; d'un christianisme indifférent et insensible aux besoins des autres et aux devoirs sociaux à un christianisme fraternel penché sur les plus faibles, ceux dont les besoins sont les plus grands. Courage ! Avec notre affectueuse bénédiction apostolique.

## LES DÉFECTIONS DE PRÊTRES

*Dans la soirée du Jeudi saint, 8 avril, Paul VI a présidé la concélébration dans la basilique de Saint-Jean-de-Latran. Dans son homélie, il a évoqué le reniement de saint Pierre et la trahison de Judas avant de parler des défections de prêtres (\*) :*

[...] Lorsque Jésus, avec une profonde tristesse, annonce que l'un de ceux qui sont à table avec lui le trahira bientôt (Mt 26, 21), et que les disciples eux-mêmes s'enfuient, Pierre proteste avec son impétueuse générosité, sans prêter attention à l'avertissement du Seigneur : « En vérité, je te le dis, toi, aujourd'hui, cette nuit même, avant que le coq chante deux fois, tu m'auras renié trois fois. » (Mc 14, 30.) Cet atroce épisode blessera profondément le cœur du Christ (Lc 22, 61). Il fera verser des larmes amères

(Mt 26, 75) à Pierre, qui réparera par sa triple attestation d'amour (Jn 21, 15 et s.). Celui qui vous parle doit tout le premier en faire un sujet de méditation continue ; et tous, ministres et fidèles, qui partageons la table du Seigneur, nous sommes invités à réfléchir sur la fragilité et l'inconstance de notre fidélité. Celle-ci a toujours grand besoin du charisme que, dans sa miséricorde, Jésus a voulu assurer à Pierre en cet instant dramatique. Écoutons ces paroles si fortes et si douces : « Simon, Simon, voici que Satan vous a réclamés pour vous cribler comme le froment ; mais j'ai prié pour toi (oui, Jésus a prié pour l'apôtre qu'il a choisi pour être le fondement de son Eglise, cf Mt 16, 18), afin que ta foi ne défaille pas. Toi donc, quand tu seras revenu, affermis tes frères. » (Lc 22, 31-32.) Il est bon de redire, ici et en ce moment, ces paroles qui font partie du récit de l'institution de l'Eucharistie.

Il est un autre personnage de la dernière Cène que nous ne pouvons oublier : Judas. Nous éprouvons un serrement de cœur en le voyant assis à la table pascale. Nous ne pouvons réfréner notre émotion lorsque, relisant le récit de l'Evangile, nous voyons combien la présence du traître pèse sur le cœur du Maître. « Troublé en son esprit » (Jn 13, 21), il ne veut plus garder le secret qui l'opprime : « En vérité, en vérité, je vous le dis, l'un de vous me trahira. (*Ibid.*) » Vous connaissez la suite, comment, après avoir été discrètement identifié, le traître quitta furtivement le Cénacle. « Il faisait nuit », dit saint Jean en guise de conclusion (13, 30) ; « Et celui qui sortit était lui-même nuit », commente saint Augustin (*in Jo Tract.* 62 ; *PL* 35, 1803). Qui n'éprouve un frisson en entendant le commentaire de Jésus, encore plus grave et plus terrible : « Mieux eût valu pour cet homme qu'il ne fût jamais né. » (Mc 14, 21.) ?

Frères, je ne peux évoquer ce tragique drame pascal sans y associer, dans mon âme d'évêque et de pasteur, la pensée de tant de nos frères dans le sacerdoce qui ont abandonné, qui ont fui notre cénacle d'« intendants des mystères de Dieu ». (1 Co 4, 1.) Oui, je sais, je sais, il faut distinguer chaque cas individuellement, il faut comprendre, il faut compatir, il faut pardonner, il faut peut-être attendre leur retour, et il faut toujours aimer. Dans notre amour angoissé, nous ne devons pas oublier que ces frères — qu'ils soient malheureux ou déserteurs — sont marqués du signe indélébile de l'Esprit qui fait d'eux des prêtres pour l'éternité, quelles que soient les métamorphoses extérieures et sociales qu'ils subissent ou — comme c'est le cas pour beaucoup — qu'ils revendiquent pour de vils motifs terrestres. Comment, en cette heure de communion, ne pas remarquer les places laissées vides par ceux qui partageaient notre table ? Comment ne pas pleurer devant les défections conscientes de certains ? Comment ne pas déplorer la médiocrité morale de ceux qui voudraient trouver naturel et logique que l'on rompe une promesse longuement préparée et solennellement prise devant le Christ et l'Eglise ? Comment, ce soir, ne pas prier pour ces frères qui ont fui et pour les communautés qu'ils ont abandonnées et scandalisées ? Comment ne pas prier plus intensément et plus

(\*) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 10 avril 1971. Traduction et titre de la DC.



affectueusement pour la nouvelle génération de ceux qui, dans notre Eglise latine, acceptent le sacerdoce et par là, choisissent librement, consciemment et généreusement d'aimer le Christ seul, de servir l'Eglise seule, de se consacrer uniquement et totalement au service de leurs frères, complétant ainsi dans leur chair « ce qui manque aux épreuves du Christ » (cf. Col 1, 24), afin que leur sacrifice d'amour soit un signe, un exemple, une source de mérites pour l'efficacité de la rédemption dans notre âge moderne, sécularisé et hédoniste ?

Oui, telle sera notre prière. Et pour finir, nous écouterons les réponses divines aux autres interlocuteurs de la dernière Cène, à Thomas, à Philippe, à Thaddée, aux Onze qui étaient restés. Parmi toutes les réponses, nous retiendrons celle donnée à Thomas, dont les questions étaient toujours positives et concrètes : « Seigneur, nous ne savons pas où tu vas. Comment en connaissons-nous le chemin ? », demandait-il. Et Jésus lui répond : « Je suis le Chemin, la Vérité et la Vie. » (Jn 14, 5-6.)

Cette réponse, qui est la grande réponse, vaut aussi pour nous tous, ce soir et toujours. [...]

## ALLOCUTION

### A DES JEUNES PRÊTRES

#### SALÉSIENS

*Paul VI a reçu, le 3 avril, 24 nouveaux prêtres salésiens de différentes nationalités, auxquels il a adressé cette allocution (1) :*

TRÈS CHERS FILS,

Nous sommes heureux de vous consacrer ce matin un peu de notre temps, malheureusement si limité, pour vous saluer et vous exprimer nos vœux. Ce temps, nous vous le consacrons bien volontiers parce qu'il vous est dû à un double titre : vous êtes des nouveaux prêtres, et de plus des Salésiens, c'est-à-dire des membres d'une famille religieuse à laquelle nous sommes attaché par tant d'agréables souvenirs (2), tant de liens d'affection et d'estime.

Il est naturel qu'une rencontre aussi belle et confiante suscite en nous un flot de sentiments, que nous pouvons difficilement exprimer, mais que vous pouvez facilement deviner.

#### Ce que l'Eglise attend de vous aujourd'hui : une vie intérieure profonde

En vous recevant, en même temps que vos supérieurs qui vous ont guidés vers l'autel, en même temps que vos parents, joyeux et émus de vous voir parvenus au sacerdoce si désiré, il

nous semble lire dans vos cœurs un désir que Dieu n'a certainement pas manqué de susciter en vous avant votre ordination : le désir de savoir ce que l'Eglise attend de vous aujourd'hui pour que vous puissiez vivre pleinement, efficacement et authentiquement le don total de vous-mêmes au Seigneur et aux âmes.

La réponse que nous vous devons, c'est, croyons-nous, de vous rappeler ce qu'a dit Jésus à ses apôtres à la dernière Cène : « Demeurez en mon amour. » (Jn 15, 9.) Cette invitation exprime ce que le Seigneur attend avant tout de ses prêtres. Et alors, Fils très chers, nous vous recommandons ceci : vivez dans l'intimité du Christ en entretenant une vie intérieure sincère et profonde. Tel est le premier et le plus doux devoir de votre vie sacerdotale. Telle est l'attitude qui doit caractériser avant tout quiconque a reçu l'investiture sacramentelle pour être « intendant des mystères de Dieu ». (1 Co 4, 1.) C'est la réponse logique que vous devez à celui qui, par un acte d'amour tout spécial, vous a choisis pour être ses amis (cf. Jn 15, 16), et vous a demandé vos vies, vos talents, vous a demandé d'être totalement disponibles pour que vous soyez ses instruments vivants, les canaux de sa grâce, pour que vous transmettiez ses exemples et sa parole, en étant comme son prolongement dans le monde.

#### Ce que l'on donne à Dieu n'est jamais perdu pour l'homme

N'allez jamais croire que cette aspiration à une vie d'intimité avec le Christ ne freine ou ne bloque le dynamisme de votre ministère, c'est-à-dire constitue une gêne pour votre apostolat extérieur, ou peut-être serve de prétexte pour ne pas vous engager à fond au service des autres et pour vous soustraire à vos responsabilités terrestres. C'est exactement l'inverse qui est vrai. Ce que l'on donne à Dieu n'est jamais perdu pour l'homme ; c'est, au contraire, un stimulant pour l'action, une source féconde d'énergies apostoliques. Votre saint fondateur vous le confirme magnifiquement. En effet, on ne comprendrait pas l'apostolat social de saint Jean Bosco si on ne reconnaissait pas que c'était précisément à sa vie intérieure que s'alimentait son ardente générosité qui le poussait à une activité vraiment prodigieuse au service des autres.

#### Ne vous laissez pas suggestionner par les théories qui mettent en question votre vocation

Malheureusement, en cette heure que traverse l'Eglise, des voix insidieuses se font entendre qui tendent à méconnaître la primauté de Dieu dans la vie et l'action du prêtre ; et cela au nom d'une adaptation à notre époque qui en fait n'est que conformisme devant l'esprit du monde. Cela donne lieu à des doutes et des incertitudes sur la vraie nature du sacerdoce, sur ses fonctions primordiales, sur sa juste place dans la société.

Très chers Fils, nous vous le redisons avec Notre-Seigneur : « Que votre cœur ne soit pas troublé. » (Jn 14, 1, 27.) Ne vous laissez pas suggestionner par des théories et des exemples qui mettent en question votre foi, votre choix,

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 4 avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

(2) Dans la conversation qui avait précédé ce discours, Paul VI avait rappelé le souvenir de son cousin, le P. Luigi Montini, qui fut missionnaire salésien à Macao et au Brésil. (NDLR.)



le don irrévocable de vous-mêmes que vous avez fait à Dieu. Dans leur substance, les exigences profondes de la spiritualité et du ministère sacerdotal ne changent pas au cours des siècles. Ces exigences, aujourd'hui comme demain, ce sont l'union à Dieu, l'amour de la croix, le détachement des biens de la terre, l'esprit de prière, la chasteté généreuse et vigilante, la pleine obéissance aux représentants de Dieu et la consécration totale au service du prochain.

\*\*

Tel est l'esprit de saint Jean Bosco. Tel est le témoignage que la grande famille salésienne continue à donner dans le monde avec une générosité inlassable, avec la sainte fierté d'avoir comme caractéristique et comme plus beau titre de gloire d'aimer le Pape et de lui obéir. C'est ce témoignage, très chers jeunes, que l'Eglise vous demande aujourd'hui. Donnez-le-lui toujours franchement et ouvertement, réellement et simplement, dans la sérénité et la joie, à l'exemple de votre fondateur. Il est bien que cet engagement soit réaffirmé par vous ici, devant le Pape, à l'aube de votre sacerdoce, si riche de promesses pour l'avenir de votre institut.

Nous vous encourageons donc à prendre votre place dans l'Eglise en esprit de foi et de sacrifice. Nous prions pour vous, afin que vous n'oubliez jamais vos saintes résolutions et, en témoignage de notre bienveillance, nous vous donnons une bénédiction apostolique particulière que nous étendons volontiers à vos supérieurs et à vos familles.

## ALLOCUTION DU VENDREDI SAINT

*Dans la soirée du Vendredi saint, 9 avril, après avoir célébré l'office, dans l'après-midi, à Sainte-Marie-Majeure, Paul VI a suivi pendant une heure, au Colisée, le chemin de croix auquel participait une foule évaluée à 50 000 personnes. A partir de la XI<sup>e</sup> station, il a pris la croix, haute de 3 mètres, que portait jusque-là le cardinal Dell'Acqua. Au terme de ce chemin de croix, il a prononcé l'allocution ci-après (1) :*

Ce chemin avec la croix et vers la croix pour-ait ne jamais finir si nous voulions suivre le fil des très riches pensées qu'il suscite en nous. Nous devrions méditer profondément sur cette tragédie, nous demander ce qu'est l'héroïsme, le péché, le sacrifice, la souffrance, la mort, le conflit entre le bien et le mal, la rédemption,

la croix du Christ ; ce que signifie mourir pour vivre.

Pour conclure ce chemin de croix, nous choisissons la pensée ou plutôt le sentiment le plus simple : le sentiment de compassion que nous avons exprimé en chantant les graves strophes du *Stabat Mater*.

### « Venez à moi, vous tous qui peinez... »

On aurait pu croire que le spectacle cruel et déshonorant de la croix aurait fait le vide autour de lui, que les hommes en auraient détourné leur regard. Mais au contraire, comme on l'a dit dans le commentaire des stations, la croix nous attire. Jésus l'avait lui-même prédit : « quand je serai élevé de terre, j'attirerai tous les hommes à moi ». (Jn 12, 32.) Pour celui qui ne détourne pas son regard (cf. Jn 19, 37), Jésus exerce un mystérieux attrait. Nous ne devons pas oublier ce secret attrait que nous avons expérimenté ce soir.

Pourquoi Jésus crucifié nous attire-t-il ? Quels échos profonds cette question n'éveille-t-elle pas en nous ! Il nous semble que le premier motif soit la solidarité, la sympathie, la parenté, qu'en souffrant et en mourant sur la croix il crée avec tout homme qui souffre. Si nous tournons notre regard vers lui, il nous semble entendre son invitation si humaine : « Venez à moi, vous tous qui peinez et ployez sous le fardeau, et moi je vous soulagerai. » (Mt 11, 28.) Entendons-nous ces paroles que nous adresse le Christ mourant ? Ne souffrons-nous pas tous de façons et à des degrés divers ? N'entendons-nous pas l'invitation de « l'homme de douleur » (Is 53, 3) qui nous appelle à lui ? Alors que, dans le monde naturel, la souffrance isole, pour Jésus elle est un point de rencontre, une communion. Y pensez-vous, frères ? Y pensez-vous, vous qui êtes malades, malheureux, moribonds ? Y pensez-vous, vous qui ployez sous le poids du travail, vous que les épreuves et les responsabilités oppressent et rendent solitaires ? Tout le monde peut vous délaisser, mais pas Jésus en croix. Il est avec vous, il est avec nous.

De plus, il est pour nous. Pourquoi Jésus agonise-t-il et meurt-il ? C'est le grand mystère de la croix. Jésus souffre pour nous ; il expie pour nous. Il est victime. Il partage le mal physique de l'homme pour le guérir du mal moral, pour annuler en lui nos péchés.

Hommes sans espérance ; hommes qui croyez pouvoir retrouver la paix de la conscience en étouffant au fond de celle-ci vos remords inextinguibles (nous pécheurs, nous en avons tous et nous devons en avoir si nous sommes de vrais hommes), pourquoi tournez-vous le dos à la croix ? Ayons tous le courage de nous tourner vers elle et, en elle, de nous reconnaître pécheurs. Regardons-la avec confiance. Elle nous parle de miséricorde, d'amour, de résurrection. Elle fait rayonner pour nous le salut.

### La Terre sainte

Nous voudrions ici, frères et fils, prendre congé de vous si le souvenir et l'image sensible du Calvaire ne nous suggérait de recommander à vos pensées, à vos prières, le lieu saint où

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 11 avril 1971. Traduction et sous-titres de la DC.

Jésus a accompli son sacrifice rédempteur, la terre de Jésus, où ne souffle pas encore l'heureux vent de la paix.

Vous le savez, la prédication de Jésus et les actes par lesquels il a racheté le monde ont eu pour cadre cette terre choisie par lui entre toutes comme sa patrie dans laquelle il s'est incarné. C'est pourquoi nous parlons de Terre sainte et nous considérons Jérusalem comme une ville sainte, la ville de la Pâque, de la passion, de la mort et de la résurrection du Christ; la ville de la Pentecôte.

Toujours les hommes d'étude, les ascètes, les pèlerins, les pénitents reviendront vers cette terre pour y étancher leur soif d'amour et de science. Elle est en effet étroitement liée à la personnalité même du Sauveur dont elle rend plus vivants et plus clairs les enseignements.

Jésus l'a dit : « vous serez mes témoins à Jérusalem, dans toute la Judée et la Samarie, et jusqu'aux extrémités de la terre ». (Ac 1, 8.) Jérusalem fut ainsi indiquée comme la première étape du témoignage des apôtres et de l'appel du Seigneur à l'humanité.

### Solidarité avec les communautés chrétiennes de Terre sainte

Aujourd'hui, nous devons tourner nos regards avec une affectueuse sollicitude vers les communautés chrétiennes de cette Terre sainte, déjà si éprouvées au cours de l'histoire, vers nos frères qui vivent là où a vécu Jésus et qui, autour des lieux saints, sont les successeurs de l'ancienne et toute première Eglise, qui a donné naissance à toutes les autres Eglises.

Nous désirons leur envoyer notre salut, les assurer de notre affection et de la sympathie des chrétiens répandus à travers le monde. Ces frères, qui sont nôtres, continuent à avoir besoin, plus que jamais, de notre soutien spirituel, moral et matériel. Les secours, dont le monde chrétien n'a jamais laissé démunis nos frères de Jérusalem et de la Palestine, ne servent pas seulement à entretenir les édifices matériels qui rappellent les grands mystères de la Rédemption, mais aussi à soutenir les œuvres religieuses et sociales nécessaires à la vie communautaire et à soutenir les pauvres qui sont aidés sans discrimination.

Nous avons un exemple à imiter, celui de saint Paul, qui, dans sa lettre aux Corinthiens, se préoccupait des conditions de vie des « saints » de Jérusalem (1 Co 16, 1-4). Puissent notre souvenir, notre salut et notre aide reconforter nos frères de Terre sainte. Et à eux, à vous qui êtes ici et à tous ceux qui nous écoutent en ce moment, nous donnerons maintenant notre bénédiction apostolique.

— *Paroles de Dieu pour toute circonstance*. Répertoire de lectures bibliques, psaumes et refrains et 50 textes pour le psaume responsorial, publié par les Centres nationaux de pastorale liturgique des pays d'expression française. 22,5 x 17,5 cm, 192 p. 14 F. Cahier du Livre, 37-Chambray-lès-Tours.

Ce répertoire de lectures bibliques permet de trouver, dans le respect du caractère propre de la Parole de Dieu, des textes que l'on recherche aussi bien pour les célébrations de la Parole ou la messe, que pour la prière collective ou personnelle, la méditation, la réflexion biblique.

## LA « POP MUSIC »

### AU SERVICE DE LA PAIX

*Paul VI a reçu, le 16 avril, une soixantaine de jeunes (les groupes « Hot Pants » de Paris, « Warm Dust » de Londres, et trois formations italiennes) venus à Rome pour donner un concert en « pop music » sur le thème de la Journée de la Paix 1971 : « Tout homme est mon frère. » Voici l'allocution qu'il leur a adressée (\*) :*

Nous sommes toujours heureux de recevoir des jeunes, spécialement lorsqu'ils viennent de loin et lorsque, comme vous, ils consacrent leurs talents artistiques à une bonne cause, comme celle qui consiste à communiquer à leurs contemporains, par la musique et le chant, un souffle d'espérance, un sain optimisme, la chaleur de la fraternité humaine et chrétienne.

Nous vous saluons donc avec estime et affection, et nous vous exprimons notre satisfaction pour avoir illustré, avec les moyens dont vous disposez, le thème que nous avions choisi pour la Journée de la Paix 1971. Et en même temps que vous, nous saluons la Commission diocésaine pour la pastorale du tourisme, avec son digne président, Mgr Poletti, qui, comme chaque année, a organisé la manifestation musicale à laquelle vous avez participé à Rome. Une bonne semence a été jetée qui ne manquera certainement pas de porter des fruits dans les jeunes générations.

Pour notre part, nous ne sommes pas en mesure d'apprécier vos formes artistiques ni d'évaluer les formes esthétiques dans lesquelles votre personnalité s'exprime d'une façon sensible. Mais nous sommes attentif à certaines valeurs secrètes que vous recherchez : la spontanéité, la sincérité, la libération de

(\*) Texte italien dans l'OR du 17 avril 1971. Traduction et titre de la DC.

*Répondant, dans l'Osservatore Romano du 18 avril, à des critiques faites par le quotidien romain Il Tempo, à propos de cette audience, Raimondo MANZINI, directeur du journal de la Cité du Vatican, écrit :*

[...] Pour autant que nous sachions, on n'a observé dans la salle d'audience aucune attitude dénotant un manque de sérieux et de respect. Pour ce qui est de l'habillement, les quelques participants, qui n'avaient d'autres vêtements que ceux de leur existence nomade (il est bien difficile aujourd'hui de maîtriser la tendance au style bohème, même chez les bons), avaient pris soin, du moins dans la salle, de s'arranger convenablement.

Quant aux commentaires de l'audience qu'aurait faits un participant, qu'ils soient confirmés ou non, il n'y a certes pas lieu de les retourner contre celui qui, avec amabilité, accepte de recevoir et d'écouter quiconque le lui demande, dans les limites du raisonnable et du possible.

Si quelqu'un a manqué aux devoirs de l'hospitalité, en quelque endroit que ce soit, le déshonneur est pour lui et non pour celui qui l'a reçu.

De toute façon, il est exclu que l'esprit pastoral signifie tolérance ou moindre sévérité devant les fléchissements, les erreurs et les mythes d'un monde en crise vertigineuse. [...]



certain formalisme conventionnel, la nécessité d'être soi-même, de vivre et d'interpréter les besoins de son temps. En outre, en raison du mandat qui nous rend frère parmi les frères, nous ne pouvons pas ne pas apprécier profondément les idéaux humains de grand prix dont s'inspire la manifestation à laquelle vous avez participé : la paix dans le monde, la fraternité entre les hommes, le renouveau moral et spirituel qui transcende le conformisme, la vulgarité, l'amour de ses aînés, toutes choses qui troublent tant de jeunes, créent parmi eux un malaise, suscitent en eux des réactions vives et parfois insolites.

Nous pensons que dans cette recherche intérieure vous ressentez le besoin de Dieu, de qui part tout ce qu'il y a de plus grand et de plus vrai dans le cœur de l'homme. C'est en lui que nous avons la

vie, le mouvement de l'être, comme dit saint Paul (cf. Ac 17, 28), et nous sommes totalement insérés en lui. Lorsqu'on cherche à vivre d'une façon saine, droite, morale, alors on ne peut pas ne pas voir affleurer, même sous les formes les plus inattendues, la référence religieuse, une certaine présence du sacré, en un mot, le sens de Dieu qui nous aime et nous donne le commandement d'aimer nos frères.

Nous vous souhaitons sincèrement de parvenir à ces beaux horizons de l'esprit, de ne jamais vous laisser prendre par la mode éphémère, par la tyrannie des sens, par le gréganisme aveugle, mais d'aider les autres, par votre art, à s'ennoblir, à s'élever, à devenir plus hommes et plus chrétiens.

Voilà les encouragements que nous voulions vous donner. De tout cœur, nous appelons sur vous tous la Bénédiction de Dieu.

## ALLOCUTION A DES RELIGIEUSES RÉUNIES EN CONGRÈS DE MUSIQUE SACRÉE

*Paul VI a prononcé l'allocution suivante en recevant, le 15 avril, un millier de religieuses qui avaient participé au Congrès organisé, à Rome, du 13 au 15 avril, par l'Association italienne Sainte-Cécile (\*) :*

Nous avons tenu à réserver une audience spéciale à vous, religieuses chargées du chant, en raison de votre nombre et en raison surtout de ce que signifie le Congrès de musique liturgique auquel vous participez. Le temps dont nous disposons ne nous permet malheureusement pas de traiter avec vous d'une façon approfondie le problème du chant, qui nous tient toujours très à cœur. Nous avons cependant désiré vous rencontrer pour vous dire notre admiration, notre gratitude, nos encouragements pour ce que vous faites dans vos communautés, dans les paroisses ou parmi les jeunes. Vous animez le chant, vous le purifiez, vous l'élevez, et la formation au chant que vous donnez est en même temps une formation à la liturgie, à la prière, au culte divin. Vous exercez donc un véritable, un grand, un nécessaire apostolat.

Votre présence nous dit que les talents et les forces ne manquent pas pour le renouveau liturgique que le II<sup>e</sup> Concile du Vatican a mis en route et que les organes compétents du Saint-Siège font progresser par leurs sages directives. Nous n'avons manqué aucune occasion de mettre en valeur et de soutenir les ini-

tiatives en cours, d'appeler le peuple de Dieu tout entier à participer activement aux célébrations liturgiques, par la voix et par le chant, afin de confirmer par là son intime et personnelle présence spirituelle, condition indispensable pour la rencontre intérieure avec Dieu dans la liturgie. Et aujourd'hui, nous ne pouvons que dire notre satisfaction en voyant un si grand nombre de religieuses apporter leur expérience, leur goût, leurs études personnelles pour faire vivre, comprendre et aimer les lignes maîtresses de ce renouveau parmi le peuple chrétien. Cela mérite des compliments sincères. Dans l'Eglise, dit saint Ambroise, père et animateur du chant liturgique en Occident, « le peuple, d'un seul cœur, chante ensemble sa joie d'une façon gracieuse et harmonieuse » (*Expos. Evang. sec. Luc, VIII, 24, 1*). Il dit aussi qu'« il n'y a rien de plus efficace » que le chant sacré pour la défense de la foi (cf. S. AMBROISE, *Sermo contra Auxentium*, 34). Nous vous félicitons d'avoir donné à votre totale consécration au Christ ce but magnifique de former au chant et à la liturgie, où les âmes se fondent dans l'amour du Christ, vivent de ses mystères. Il se crée alors en elles un sentiment de joie, de paix, de lumière qui est capable de transformer leur vie et d'exercer une influence sur la communauté ecclésiale tout entière.

### Le sens de l'Eglise

Nous voudrions vous laisser cette recommandation : que votre principale préoccupation, pour vous et pour les âmes, soit toujours et en premier lieu le sens de l'Eglise, sans lequel le chant, au lieu d'aider les âmes à s'unir dans la charité, peut être une source de malaise, de dissipation, de désacralisation, voire même de division dans la communauté des fidèles. Pour vous, le sens de l'Eglise, cela veut dire puiser

(\*) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* du 16 avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

dans l'obéissance, dans la prière, dans la vie intérieure les motifs nobles et ennoblissants de votre activité musicale. Le sens de l'Eglise, cela veut dire aussi étudier à fond les documents pontificaux et conciliaires pour être continuellement au courant des principes qui gouvernent la vie liturgique. C'est pourquoi nous nous réjouissons que l'Association italienne Sainte-Cécile, avec son digne président national, Mgr Antonio Mistrorigo, évêque de Trévise, ait donné nettement cette orientation à votre Congrès. Le thème « fidélité et amour de l'Eglise », sur le plan de la formation et de la spiritualité comme sur celui de la technique musicale, dit clairement ce que veut être votre action dans l'Eglise.

### Les principes auxquels doit répondre le chant liturgique

Sens de l'Eglise, cela veut enfin dire qu'il faut faire preuve de discernement pour tout ce qui a trait à la musique dans la liturgie. Tout n'est pas valable, tout n'est pas licite, tout n'est pas bon. Ici, le sacré doit s'unir au beau en une harmonieuse et fervente synthèse permettant aux différentes assemblées, selon leurs capacités, d'exprimer pleinement leur foi, pour la gloire de Dieu et l'édification du Corps mystique.

Sachez donc choisir soigneusement, sagement et impartialement les chants sacrés, afin que, guidées par les lois de l'Eglise, par votre sensibilité liturgique, par l'étude et la formation au goût, vous puissiez parvenir à rassembler définitivement un ensemble de chants liturgiques italiens qui soient sur les lèvres et dans le cœur des fidèles dans les décennies à venir. La Constitution sur la liturgie a conseillé aux musiciens de composer « les mélodies qui présentent les marques de la véritable musique sacrée... Les textes destinés au chant sacré seront conformes à la doctrine catholique et même seront tirés de préférence des Saintes Ecritures et des sources liturgiques ». (*Sacrosanctum Concilium*, 121.) Il sera donc nécessaire de s'assurer que les différentes compositions sacrées soient vraiment fidèles à ces principes. Pour ce qui est de la musique, qu'elle ne s'inspire pas uniquement de la mode ; celle-ci est changeante, et elle est parfois dépourvue de valeur non seulement spirituelle, mais artistique. Vous devez choisir pour la liturgie les musiques dont le caractère pratique s'unit à la dignité artistique et à l'esprit de prière. Quant aux textes, le passage du Concile que nous avons cité est explicite. Que l'on s'efforce donc de parvenir à quelque chose de vraiment valable, en laissant de côté les expressions qui, parfois, ne font honneur ni au contenu sacré ni à la forme de la langue italienne et qui, dans certains cas, sont vulgaires, banales, ou ressemblent plus à des slogans qu'à des prières.

D'autres textes et d'autres musiques qui, sans aspirer à franchir le seuil du sanctuaire, répondent cependant aux exigences modernes, spécialement à celles des jeunes, pourront être utilisés dans d'autres circonstances, par exemple pour des divertissements à la fois joyeux et graves, pour des rencontres de réflexion et d'étude, pour tonifier par le chant des décisions

ou des sentiments de ferveur. Mais dans la liturgie, « exercice de la fonction sacerdotale de Jésus-Christ..., œuvre du Christ prêtre et de son corps qui est l'Eglise..., action sacrée par excellence » (*Ibid.*, 7), ce qui convient est ce qui répond le mieux à son caractère particulier et sublime. Voilà où doit s'exercer ce sens de l'Eglise qui doit guider votre jugement et vos choix.

\*\*

Que la Vierge Marie et sainte Cécile vous guident pour conserver intacte votre fidélité au Christ notre Seigneur, en mettant totalement à son service les dons que vous avez reçus de lui. Nous vous demandons qu'il vous donne la joie du cœur (Eccli 50, 25), et, en son nom, nous vous bénissons toutes, ainsi que vos instituts, les œuvres et les personnes auxquels vous vous consacrez, et la méritante association italienne Sainte-Cécile, en lui souhaitant des objectifs toujours plus réjouissants et prometteurs.

## LA MUSIQUE SACREE DANS LA LITURGIE DU MARIAGE

*Sous ce titre, les Notitiae, organe de la S. congrégation du Culte divin, publient la réponse ci-après donnée par treize experts de différents pays (1) :*

Après l'entrée en vigueur du nouveau Rituel du mariage, qui a redonné une atmosphère strictement liturgique à la célébration du mariage, des demandes ont été adressées de divers pays et de divers peuples à la S. congrégation du Culte divin pour savoir ce qu'il fallait penser, dans la perspective du renouveau liturgique, de certaines œuvres encore très jouées aujourd'hui et considérées comme des éléments propres des cérémonies de mariage. On cite en particulier la *Marche nuptiale* de MENDELSSOHN, la *Marche nuptiale* de WAG-

(1) Traduction de la DC d'après le texte italien.

L'Osservatore Romano (17 avril 1971, p. 2)  
a publié la mise au point ci-après à propos de ce texte :

Le 14 avril, un organe de presse rendait compte d'une façon inexacte d'un article paru dans le fascicule 62 de la revue *Notitiae* (mars 1971, p. 110-111) au sujet de la musique sacrée dans la liturgie du mariage.

On a parlé d'une « interdiction » qui aurait été portée par la S. congrégation du Culte divin contre les œuvres de Mendelssohn et de Gounod dans les cérémonies religieuses.

En réalité, l'article des *Notitiae* ne fait que donner quelques suggestions ou indications, fruit d'une enquête menée parmi des musiciens, pour une orientation générale sur la question, sans imposer quelque interdiction que ce soit.

Quant au jugement exprimé par certains spécialistes de la musique sacrée interrogés à ce sujet, on fait observer qu'en substance il concorde avec les opinions de nombreux experts du monde entier, dont la synthèse est donnée dans ce numéro des *Notitiae*.

(Traduction de la DC d'après le texte italien.)



NER, le *Largo* de HÆNDEL, l'*Ave Maria* de GOUNOD, l'*Ave Maria* de SCHUBERT, l'*Aria di Chiesa* de STRADELLA.

La S. congrégation a interrogé à ce sujet treize experts de différents pays, dont neuf musiciens et quatre liturgistes.

Leurs réponses ont fait apparaître certaines *indications* dont nous estimons utile de faire connaître la synthèse, à titre d'*orientation générale* sur ce problème.

1. Les experts interrogés ont, en général, exprimé des avis négatifs, non pas qu'ils contestent la valeur artistique intrinsèque de ces œuvres, mais ils ne les considèrent pas comme adaptées à un usage liturgique. Les accepter sans réserve reviendrait à reconduire un passé anachronique.

2. Même si, avec l'habitude et le temps, ces œuvres ont fini par revêtir un certain sens sacré, c'est un devoir et une nécessité de favoriser des mélodies et des chants qu'on ne se contente pas d'écouter, mais qui requièrent une véritable participation communautaire, conformément aux normes et à l'esprit du nouveau liturgique.

3. Les œuvres en question font désormais partie d'un vieux répertoire qui n'est pas fonctionnel pour la liturgie, dont le style est dépassé et qu'il faut *progressivement* renouveler. Compte tenu de la préoccupation du II<sup>e</sup> Concile du Vatican que tout élément de la célébration liturgique soit en harmonie avec celle-ci (ainsi que l'affirme la Constitution du Concile — *Sacro-sanctum Concilium*, 112 — la musique sacrée sera d'autant plus sainte qu'elle sera en connexion plus étroite avec l'action liturgique, en donnant une expression plus douce à la prière et en favorisant l'unanimité), il s'impose de travailler à remplacer progressivement les vieilles mélodies par un répertoire correspondant aux dispositions du Concile et aux normes de l'Instruction *Musica Sacram*, adapté au degré de la culture populaire, au développement socio-musical, et surtout au degré de formation liturgique. Il s'agit là d'un travail à la fois musical, pastoral et liturgique.

4. En vertu des articles 39 et 119 de la Constitution sur la liturgie et du numéro 12 de l'Instruction *Musica sacram* (2), il appartient à l'autorité ecclésiastique territoriale compétente — c'est-à-dire aux Conférences épiscopales — de déterminer les adaptations des textes liturgiques, dans les limites fixées, spécialement pour ce qui est de la musique sacrée. Et en vertu de la récente « III<sup>e</sup> Instruction pour une juste application de la Constitution sur la liturgie », n° 3 c (3), il appartient aux Conférences épiscopales ou, à défaut de directives générales, aux évêques, sur le territoire de leur diocèse, d'établir un répertoire de chants destinés aux messes de groupes particuliers, et de veiller à ce que les différentes expressions musicales soient en harmonie avec l'esprit de l'action liturgique et conformes à la nature de chaque instant de celle-ci, de façon à ce qu'elles ne fassent pas obstacle à la participation active de toute l'assemblée, mais qu'elles fassent converger l'attention et la ferveur vers l'action sacrée.

5. Le plus important de tout demeure le travail d'éducation au nouvel esprit liturgique suscité par la réforme en cours, et pour lequel la musique et le

chant ont la noble fonction ministérielle de favoriser une célébration pleine, active et communautaire des fidèles, faisant ensemble partie nécessaire et intégrante de la liturgie solennelle (*Sacro-sanctum Concilium*, 112).

(S. B.)

## ERRATUM

Dans notre précédent numéro (du 18 avril 1971) page 399, il fallait lire dans l'annonce intitulée **MARIA** (Ed. Beauchesne) tables incluses : 210 F.

Valable

jusqu'au 15 juillet

A l'occasion  
de la publication  
des **Tables (tome VIII)**

nous renouvelons

**L'OFFRE**

**EXCEPTIONNELLE**

# MARIA

7 volumes (6 200 p.)

150 F

au lieu de 334,50 F

Tables incluses : 210 F

(port en sus)

**B E A U C H E S N E**

117, rue de Rennes, Paris-6<sup>e</sup>

— *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, par J.-B. DUROSELLE, 5<sup>e</sup> éd. 22 × 15 cm, 808 p. 54 F. Collection « Etudes politiques et sociales » publiée sous le patronage de la fondation nationale des sciences politiques. Ed. Dalloz.

— *Consécration à Dieu et service d'Eglise*, par MICHEL PHILIPON, O.P. — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 158 pages. Prix : 12 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *A l'image de son Fils*, par LOUIS CHARLIER, O.P. — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 154 pages. Prix : 9 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *L'Aggiornamento de la formation à la vie religieuse*, par ELIO GAMBARI. Commentaire de l'Instruction *Renovationis causam*. — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 166 pages. Prix : 12 F. Apostolat des Editions, Paris.

(2) DC 1963, n° 1414, col. 1644 et 1657 ; 1967, n° 1490, col. 499. (NDLR.)

(3) DC 1970, n° 1574, p. 1013. (NDLR.)

# Actes du Saint-Siège

## DÉCRET DE LA S. CONGRÉGATION DES RELIGIEUX (1)

SACRA CONGREGATIO

PRO RELIGIOSIS

ET INSTITUTIS SAECULARIBUS

[Prot. N. Sp. R. 44/70.]

Pendant que se prépare la révision des lois canoniques, plusieurs motifs urgents ont amené la S. congrégation pour les Religieux et les Instituts séculiers à examiner en Assemblée plénière certaines questions relatives à la fréquentation et à l'administration du sacrement de pénitence, surtout en ce qui concerne les religieuses. Un cas particulier portant sur l'idonéité requise pour la profession religieuse a été également étudié.

### I. — La confession des religieux et des religieuses

1. En raison de leur union spéciale avec l'Eglise qui « poursuit constamment son effort de pénitence et de renouvellement » (Const. *Lumen gentium*, n° 8), les religieux auront en grande estime le sacrement de pénitence. Celui-ci, en effet, restaure et fortifie, chez les membres pécheurs de l'Eglise, le don fondamental de la « metanoia », c'est-à-dire de la conversion au Royaume du Christ, don déjà reçu au baptême (cf. Const. Apost. *Paenitemini*, AAS, 58, 1966, p. 179-180). Ceux qui s'approchent de ce sacrement reçoivent de la miséricorde de Dieu le pardon de l'offense qu'ils lui ont faite et du même coup sont réconciliés avec l'Eglise qu'ils ont blessée par le péché (cf. Const. *Lumen gentium*, n. 11).

2. Que les religieux apprécient également l'usage fréquent de ce sacrement. Cette pratique accroît la vraie connaissance de soi, favorise l'humilité chrétienne et fournit l'occasion d'une salutaire direction spirituelle, en même temps qu'elle augmente la grâce. Ces effets admirables et d'autres encore sont, non seulement une aide pour un progrès quotidien et plus rapide dans le sentier de la vertu, mais aussi une contribution de grande valeur au bien commun de toute la communauté (cf. encyclique *Mystici Corporis*, AAS 35, 1943, p. 235).

3. En conséquence, les religieux désireux de favoriser leur union avec Dieu, s'efforceront de s'approcher du sacrement de pénitence fré-

quemment, c'est-à-dire deux fois par mois. De leur côté, les supérieurs les encourageront en ce sens en leur fournissant la possibilité de se confesser au moins toutes les deux semaines et même plus souvent, s'ils le désirent.

4. Pour ce qui est en particulier des confessions des religieuses, il est statué :

a) Dans le but de favoriser une légitime liberté, toutes les religieuses et novices peuvent se confesser valablement et licitement à tout prêtre approuvé pour les confessions dans le lieu où elles habitent ; aucune juridiction spéciale (can. 876) ni nomination ne sont requises.

b) Cependant, afin de mieux pourvoir aux besoins des communautés, on donnera un confesseur ordinaire aux monastères de vie contemplative, ainsi qu'aux maisons de formation et aux communautés plus nombreuses. On nommera de même dans les susdits monastères et les maisons de formation un confesseur extraordinaire, sans qu'il y ait cependant l'obligation de se présenter à lui.

c) Pour les autres communautés, on peut nommer un confesseur ordinaire si des circonstances particulières le demandent, au jugement de l'Ordinaire du lieu. Celui-ci procédera à la nomination, soit sur la demande de la communauté, soit après l'avoir consultée.

d) A cette fin, l'Ordinaire du lieu choisira soigneusement des confesseurs jouissant d'une maturité appropriée et des autres qualités requises. Après avoir consulté la communauté intéressée, il jugera lui-même du nombre des confesseurs, de l'âge requis et de la durée de leur charge, comme il procédera également à leur nomination et au renouvellement éventuel de leur mandat.

e) Les prescriptions canoniques contraires aux dispositions présentes ou inconciliables avec elles sont révoquées. Il en est de même de celles qui, à cause de la nouvelle législation, n'auront plus de raison d'être.

5. Ce qui est dit à l'article précédent vaut aussi pour les instituts laïcs masculins, pour autant qu'ils sont concernés.

### II. — Non admission aux vœux pour raison de maladie

La clause finale du canon 637 du Code de droit canonique (2) doit s'interpréter de la façon

(1) Traduction française publiée par la S. congrégation des Religieux et Instituts séculiers. Les sous-titres sont de notre rédaction.

(2) Voici le texte du canon 637 :

Une fois expiré le temps de ses vœux, le profès à vœux temporaires peut librement quitter son institut ;



suivante : le religieux de vœux temporaires qui, de l'avis des médecins ou d'autres experts, à cause d'une maladie physique ou mentale, même contractée après la profession, n'est pas jugé apte à mener la vie religieuse sans dommage pour lui-même ou pour son Institut, peut ne pas être admis au renouvellement des vœux ou à la profession perpétuelle par le supérieur compétent, du consentement de son Conseil. Il faudra juger de ces cas en observant les lois de la charité et de l'équité.

\*  
\*\*

Le Souverain Pontife Paul VI a approuvé ces dispositions dans l'audience concédée au secrétaire de la S. congrégation, le 20 novembre 1970. Il a également ordonné qu'elles entrent en vigueur immédiatement sans aucune formule d'exécution. Elles sont valables jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Code de droit canonique.

Nonobstant toutes dispositions contraires.

Donné à Rome le 8 décembre 1970.

E. HESTON, CSC,  
secrétaire.

I. card. ANTONIUTTI,  
préfet.

de même l'institut peut ne pas l'admettre au renouvellement des vœux temporaires ou à la profession perpétuelle, pour des motifs justes et raisonnables, mais pas en raison d'une maladie, à moins qu'il soit prouvé que celle-ci ait été dissimulée avant la profession (NDLR).

## LES PARRAINS CHRÉTIENS NON CATHOLIQUES

*Réponse du Secrétariat pour l'Unité  
des chrétiens*

Le P. Jérôme HAMER, secrétaire du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens, a répondu en ces termes à une objection soulevée par Mgr Pimiento Rodriguez, évêque de Garzon-Neiva (Colombie) (\*) :

EXCELLENCE,

La S. congrégation du Culte divin a transmis à ce Secrétariat, compétent en la matière, votre lettre du 12 septembre adressée au cardinal Benno Gut, et dans laquelle vous écrivez que le numéro 10 de l'Introduction au rite du baptême, dans le nouveau rituel, « va au-delà des normes de l'Instruction sur l'œcuménisme, lesquelles prévoient la possibilité d'être parrain pour un frère de l'Eglise orientale, mais non pour des frères séparés appartenant à d'autres dénominations, parce que le parrain, représentant de la communauté de foi, est garant de la foi du néophyte » (n° 57) ; par conséquent, le

plus que l'on puisse tolérer est qu'il soit « témoin chrétien » du baptême ».

L'objection soulevée par Votre Excellence a été examinée attentivement, mais le numéro 10, 3 de l'Introduction du nouveau rituel dit en fait : « Le baptisé provenant d'une Eglise ou d'une communauté séparée et vivant de la foi du Christ, peut être admis en même temps qu'un parrain ou une marraine catholique en tant que parrain ou témoin chrétien du baptême, si les parents le souhaitent, compte tenu des normes établies pour les différents cas sur le plan œcuménique. »

Comme Votre Excellence pourra le constater, les normes du Directoire œcuménique « pour les différents cas » sont expressément rappelées. Ces normes figurent au numéro 48 du Directoire pour ce qui est de la possibilité « d'admettre un fidèle oriental au rôle de parrain en même temps qu'un parrain catholique (1) », et au n° 57 pour ce qui est de la possibilité d'admettre un fidèle des autres Eglises et communautés ecclésiales comme *témoins* du baptême, « en même temps qu'un parrain catholique (2) ». Par conséquent, le numéro 10 de l'Introduction du nouveau rituel du baptême ne va pas au-delà des normes du Directoire. Même si le numéro 10 de l'introduction du nouveau rituel peut ne pas paraître clair en raison de son caractère abrégé, il renvoie cependant

(1) *Directoire pour l'exécution de ce que le II<sup>e</sup> Concile du Vatican a promulgué concernant l'œcuménisme*, AAS 59, 1967, p. 588-589, n° 48 (DC 1967, n° 1496, col. 1087 — NDLR) : « En raison de l'étroite communion exprimée au numéro 40, entre l'Eglise catholique et les Eglises orientales séparées de nous, il est permis, pour une juste raison, d'admettre un fidèle oriental au rôle de parrain en même temps qu'un parrain catholique (ou une marraine catholique) au baptême d'un enfant ou d'un adulte catholique, à condition qu'on ait suffisamment pourvu à l'éducation catholique du baptisé, et que l'idonéité du parrain soit reconnue. Le rôle de parrain à un baptême conféré dans une église orientale n'est pas interdit à un catholique s'il y est invité. Dans ces cas, l'obligation de veiller à l'éducation chrétienne appartient en premier lieu au parrain (ou à la marraine) qui est fidèle de l'Eglise dans laquelle l'enfant a été baptisé. »

(2) *Ibid.*, p. 591, n° 57 (DC, loc. cit., col. 1089 — NDLR) : « le rôle de parrain, au sens liturgique et canonique reçu, aux sacrements de baptême et de confirmation, ne doit pas être tenu par un chrétien d'une communion séparée, étant sauves les prescriptions du numéro 48. Le parrain, en effet, ne prend pas soin de l'éducation chrétienne du baptisé ou du confirmé, seulement à titre de parent ou d'ami, mais encore, représentant de la communauté de foi, il est le garant de la foi du néophyte. De même, le catholique ne peut remplir ce rôle en ce qui concerne un membre d'une communauté séparée. Cependant, pour des raisons de parenté ou d'amitié, un chrétien d'une communion différente, vivant de la foi du Christ, peut être admis avec un parrain catholique (ou une marraine catholique) comme témoin chrétien d'un baptême. Dans des circonstances semblables, un catholique peut remplir ce rôle envers un membre d'une communauté séparée. Dans ces cas, l'obligation de veiller à l'éducation chrétienne appartient de soi au parrain (ou à la marraine), qui est fidèle de l'Eglise ou de la communauté ecclésiale dans laquelle l'enfant est baptisé. Que les pasteurs veillent avec soin à instruire les fidèles sur la raison évangélique et œcuménique de cette norme, pour éviter toute interprétation incorrecte ».

(\*) Texte italien dans les *Notittae*, mars 1971, p. 92. Traduction de la DC.

d'une façon explicite au Directoire, lequel donne des normes précises et claires, en faisant la distinction entre les membres des Eglises d'Orient et ceux des autres Eglises et communautés ecclésiales que l'on veut admettre, en même temps que le parrain catholique, comme parrain (dans le premier cas), ou comme témoin (dans le second cas).

Je suis heureux d'avoir pu vous donner ces éclaircissements, et j'espère que la juste application de ces normes pourra contribuer à une meilleure compréhension entre chrétiens de différentes confessions.

Croyez à mes sentiments respectueux et dévoués.

G. HAMER, secrétaire.

## ERECTION DU DIOCÈSE DE SAINT-ETIENNE

### et changements de limites des diocèses de Belley, Grenoble et Lyon (\*)

#### I. — DOCUMENT DU SAINT-SIEGE

Considérant les « signes des temps », le Concile œcuménique Vatican II a formellement décidé que, « le plus tôt possible, on procéderait avec prudence à une révision normale des limites des diocèses, de telle manière que les évêques puissent y accomplir avec efficacité leur charge pastorale et que, de la façon la plus parfaite, soit assuré le salut du Peuple de Dieu. » (*Christus Dominus*, 22.)

Le Concile a eu le ferme sentiment que les évêques, à l'époque actuelle, ne peuvent accomplir leur tâche, d'une manière adaptée et avec fruit, que s'ils travaillent en accord et en union de plus en plus étroite avec les autres évêques (*id.* 51).

L'archidiocèse de Lyon avait jusqu'à présent des limites convenables, compte tenu de ses réalités sociales, de l'étendue de son territoire et de l'importance de sa population.

Mais, à l'époque actuelle, en divers endroits de la région de Lyon, des villes et des agglomérations se sont développées ou se sont implantées. Il en résulte que, dans une évolution générale, des communautés humaines se sont établies qui, vivant de leur vie propre, sont capables de constituer une église locale, c'est-à-dire un diocèse. Il peut y avoir là un évêque, lequel, suivant ce qu'a demandé le Concile, sera le responsable de l'apostolat; il pourra rencontrer et connaître plus facilement les fidèles qui lui seront confiés et les aider à vivre de la vie de l'Eglise.

\*\*\*

C'est pourquoi notre vénérable F. Alexandre-Charles Renard, cardinal de la Sainte Eglise romaine, archevêque de Lyon, et ses suffragants, après avoir pris l'avis de la Conférence épiscopale de France, ont demandé au Saint-Siège que le territoire de l'archidiocèse de Lyon soit divisé pour donner naissance à une nouvelle circonscription ecclésiastique, et que les limites de l'archidiocèse de Lyon et des diocèses de Belley et de Grenoble soient légèrement modifiées. C'est pourquoi nous-mêmes, après avoir consulté notre vénérable F. Egano Righi-Lambertini, archevêque titulaire de Docléa et nonce apostolique en France, après avoir mûrement réfléchi à ce projet, persuadé que sa réalisation assurerait le bien des âmes, et dans notre désir de correspondre aux souhaits du

Peuple de Dieu, nous avons décidé d'acquiescer aux demandes qui nous étaient présentées.

Aussi, en vertu des pouvoirs de notre charge apostolique, avons-nous décrété ce qui suit :

Nous séparons de l'archidiocèse de Lyon tout le territoire des arrondissements de Saint-Etienne et de Montbrison, qui font partie du département de la Loire. Ce territoire est actuellement limité au nord par l'arrondissement de Roanne, à l'est par les départements du Rhône et de l'Isère, au Sud par les départements de l'Ardèche et de la Haute-Loire, à l'Ouest par le département du Puy-de-Dôme. Sur le territoire ainsi délimité, nous établissons le nouveau diocèse qui s'appellera diocèse de Saint-Etienne.

Le siège de ce diocèse sera dans la ville de Saint-Etienne. Le siège du magistère épiscopal sera dans l'église dédiée à saint Charles, qui existe dans cette ville. Nous élevons cette église à la dignité de cathédrale et lui accordons les insignes et les privilèges qui conviennent à ce titre.

L'évêque de Saint-Etienne sera tenu aux obligations des évêques résidentiels. Nous rattachons le diocèse ainsi constitué à la province ecclésiastique de Lyon. Son Ordinaire sera suffragant de l'archevêque de Lyon.

En ce qui concerne le chapitre des chanoines, nous permettons, tant qu'il ne sera pas établi, de nommer des consultants diocésains selon les règles du droit canonique.

En ce qui concerne l'érection du séminaire et la formation des clercs, on observera les prescriptions du droit canonique, les dispositions du décret du Concile Vatican II *Optatam totius* et les règles établies par la S. congrégation pour l'Enseignement catholique.

Le budget diocésain sera alimenté par les revenus de la Curie diocésaine, les offrandes des fidèles et les biens qui seront acquis au diocèse de Saint-Etienne, selon les accords qui devront être établis par les évêques de la province ecclésiastique de Lyon.

Pour tout le reste, c'est-à-dire pour le gouvernement du diocèse, pour les prérogatives du clergé et du peuple, pour l'élection du vicaire capitulaire *sede vacante* et pour les autres questions de cet ordre, il faudra se conformer exactement aux prescriptions du droit canonique.

\*\*\*

D'autre part, nous séparons du diocèse de Belley et nous rattachons définitivement, à l'archidiocèse de Lyon, tout le territoire des communes du département du Rhône qui appartiennent actuellement au diocèse de Belley.

(\*) Les textes que nous reproduisons ici ont été publiés dans *Eglise de Lyon*, 5 mars 1971, p. 129 et s.



De même, nous séparons du diocèse de Grenoble et nous rattachons définitivement, à l'archidiocèse de Lyon, tout le territoire des communes du département du Rhône qui se trouvent actuellement dans le diocèse de Grenoble.

■  
\*\*

En conséquence, les actes et documents des territoires que nous venons de désigner et qui concernent les personnes et les biens temporels doivent être transmis le plus tôt possible par les Curies diocésaines de Lyon, de Belley et de Grenoble aux Curies diocésaines dont relèvent désormais ces territoires.

En ce qui concerne le clergé, voici les règles à suivre : pour commencer, que les prêtres et les clercs continuent à exercer leur ministère là où ils détiennent légitimement un « bénéfice » ou un service d'Eglise, ou bien là où ils ont un domicile légal.

Ils peuvent demander leur incardination à leur nouveau diocèse, soit immédiatement soit dans un délai de cinq ans.

L'exécution des prescriptions du présent acte est confiée aux soins de notre vénérable F. Egano Righi-Lambertini, nonce apostolique en France, ou du prêtre qu'il pourra déléguer.

L'exécutant voudra bien rédiger les documents qu'il est d'usage d'établir et les faire parvenir à la S. congrégation pour les Evêques.

Nous voulons que cette Constitution prenne effet dès maintenant et qu'elle soit définitive, de telle manière que les décisions qu'elle comporte soient observées religieusement par les personnes intéressées et qu'elle-même entre pleinement en vigueur.

A la mise en œuvre de cette Constitution, aucune espèce de prescription contraire ne pourra s'opposer ; en la promulguant, nous excluons toutes prescriptions contraires.

Personne n'aura le droit de détruire ou d'aliéner ce document qui exprime notre volonté.

Les exemplaires intégraux ou les extraits de cette Constitution, imprimés ou manuscrits, s'ils sont munis du sceau d'un dignitaire ecclésiastique et signés par un notaire public, font foi au même titre que l'original.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 26 décembre de l'an du Seigneur mil neuf cent soixante-dix, de notre Pontificat le huitième.

PAUL VI,

*Evêque, Serviteur des serviteurs de Dieu.*

Cardinal TRAGLIA,  
*chancelier.*

Cardinal CONFALONIERI,  
*préfet de la congrégation des Evêques.*

## II. — LETTRE DES EVEQUES DE BELLEY, GRENOBLE ET LYON

Le Pape Paul VI vient de décider des modifications importantes aux délimitations diocésaines de la région de Lyon. Pour un certain nombre de catholiques de nos pays, ces dispositions apporteront quelques changements dans leur manière de vivre la communion à l'Eglise universelle autour de l'évêque.

### Des modifications, pourquoi ?

En 1823 déjà, trente ans après la création des départements français, on avait réduit le territoire d'un archidiocèse de Lyon devenu trop vaste et de plus en plus peuplé. Depuis lors, malgré certains inconvénients ressentis assez tôt et dans la Loire surtout, le diocèse lyonnais put trouver dans son étendue, sa diversité et l'importance de sa population, une source de vitalité.

Mais au cours des dernières années, ce qui pour la vie en Eglise avait été longtemps une chance, devait petit à petit s'avérer un obstacle : soit du fait de l'évolution rapide de la situation régionale, soit du fait des exigences actuelles d'une vie diocésaine.

En 1968, une décision administrative rattache au Rhône une fraction de l'Isère et de l'Ain : manifestement, l'agglomération lyonnaise déborde de plus en plus sur les territoires voisins. La vie des diocèses ne peut manquer de tenir compte d'un tel mouvement d'urbanisation.

Par ailleurs, les deux autres villes importantes de notre région, Saint-Etienne et Grenoble, connaissent elles aussi un développement assez considérable qui se poursuivra dans l'avenir. Enfin, d'autres secteurs, comme le Roannais et la Vallée du Rhône, deviennent insensiblement des ensembles humains dont la vitalité propre s'impose à l'attention.

Dans le même temps, ce qui est demandé à l'évêque, d'être véritablement un lien de communion et l'animateur de la Pastorale, dans l'esprit du Concile, exige d'un diocèse qu'il soit à taille humaine : sans cela, l'évêque ne peut espérer devenir le pasteur proche des personnes, en mesure de connaître les groupes humains dans leurs diversités et de susciter la participation de tous à la vie et à l'apostolat de l'Eglise.

A cet égard, le statut particulier accordé à la région stéphanoise, depuis 1960 surtout, semble bien avoir vérifié cette exigence et fait ressortir davantage encore les raisons d'une plus grande autonomie. Cette expérience a d'ailleurs manifesté aussi que l'évêque ne peut désormais assumer la responsabilité, sans s'insérer dans un travail apostolique commun et organique entre diocèses voisins.

Tels sont les besoins principaux auxquels le moment était venu de donner satisfaction.

### Les étapes d'un projet

Dès 1966, le cardinal Villot envisage de modifier « les structures diocésaines » de la région lyonnaise. Correspondant aux désirs de beaucoup et sur l'invitation de la nonciature apostolique, le cardinal Renard, à son arrivée en 1967, met au travail une Commission d'étude. A partir d'une documentation telle que celle de l'OREAM et du CRESAL, cette équipe interdiocésaine présente, au début de 1969, le résultat de son travail et des hypothèses susceptibles d'améliorer une situation pastorale devenue trop difficile.

Ayant pris connaissance de ces conclusions, les évêques se préparent alors, en liaison avec le Saint-Siège, à provoquer une vaste consultation, sur un avant-projet destiné à servir de base concrète à une réflexion commune indispensable.

Après une première rencontre avec les délégués des Conseils presbytéraux d'Autun, Belley, Grenoble, Lyon et Viviers, ils diffusent largement, en février 1970, un document assorti d'un questionnaire : par la presse régionale, afin de susciter les réactions de l'opinion publique, notamment de celle des catholiques de toute la région ; et par l'envoi direct à tous les prêtres et aux responsables diocésains de tous les mouvements ou services d'Eglise.

A la fin du printemps de 1970, on étudie soigneusement les résultats de cette consultation et on travaille à nouveau avec les délégués des Conseils presbytéraux. Certains Conciles presbytéraux, tel celui de Lyon, ont étudié le dossier et pris position par rapport aux propositions épiscopales.

Les évêques arrêtent alors les éléments du texte qu'ils transmettent tout de suite à Rome.

Les avis motivés ainsi recueillis les auront amenés à modifier leur avant-projet. En un court terme, il faut procéder à l'érection du diocèse de Saint-Etienne et au rattachement à celui de Lyon des paroisses de l'Ain et de l'Isère touchées par les modifications départementales. Pour décision à plus long terme, il convient de chercher à suivre le mieux possible l'évolution de la situation pastorale dans le Roannais, dans la vallée du Rhône, autour de Vienne et dans le secteur de Bourgoin-Jallieu-La-Tour-du-Pin où est prévue la construction de la ville neuve de L'Isle-d'Abeau.

Dans cet esprit, Mgr Chagué, évêque auxiliaire de Lyon depuis 1969, poursuivra sa tâche dans le Roannais, où il réside, et un évêque auxiliaire sera demandé pour Grenoble, avec une double mission pour l'arrondissement de La Tour-du-Pin et pour la zone pastorale interdiocésaine de la vallée du Rhône.

Faut-il dire que ces étapes ne se sont pas déroulées sans que les autorités administratives ne soient tenues au courant ?

### Les décisions prises par le Saint-Siège

Le document romain qui est parvenu au cardinal-archevêque de Lyon, le 12 février dernier, correspond à la demande des évêques de la région lyonnaise.

Dans l'esprit du Concile Vatican II, particulièrement attentif aux « signes des temps », sans préjuger d'autres dispositions à prendre ultérieurement, non sans avoir rappelé fortement la nécessité d'une collaboration habituelle entre les évêques de diocèses voisins, le Souverain Pontife a décidé :

— La création immédiate d'un nouveau diocèse ayant son centre à Saint-Etienne, comprenant les arrondissements de Saint-Etienne et de Montbrison ; Mgr Paul-Marie Rousset, chargé déjà de la région stéphanoise au titre d'auxiliaire de Lyon, en sera le premier évêque ;

— L'insertion dans le diocèse de Lyon des paroisses de l'Ain et de l'Isère dont les territoires sont déjà rattachés au Rhône.

### Mise en œuvre

Dès maintenant, il s'agit donc de prendre les moyens de faire aboutir une préparation déjà longue, dans la Loire surtout.

Les dispositions pratiques vont pouvoir être mises à l'étude et décidées, en vue de faire passer dans les faits la réorganisation diocésaine promulguée par Rome.

C'est le jour de la Pentecôte, 30 mai 1971, que s'opérera le transfert des pouvoirs de juridiction aux évêques intéressés.

Le jeudi 1<sup>er</sup> avril, ces évêques se retrouveront pour une première journée de travail en commun.

Les prêtres concernés par ces dispositions, vu la consultation déjà faite, demeureront normalement en ministère dans les secteurs où ils sont actuellement affectés ; dans les cinq ans, ils devront choisir le diocèse auquel ils désirent être incardinés ; ils savent qu'en même temps on s'achemine vers une plus grande mobilité des prêtres d'un diocèse à l'autre, pour un meilleur service du Peuple de Dieu.

Quant à la nomination d'un évêque auxiliaire à Grenoble, la demande en a été faite, en tenant compte des réponses à la consultation et à la question précise posée dans la zone pastorale du Viennois sur le type d'évêque souhaitable.

Nous approchons bientôt du temps où, selon les pronostics, la région Rhône-Alpes atteindra 7 millions d'habitants, et la région urbaine de Lyon dépassera les 2 500 000.

Dans la situation présente, nous avons tous conscience que ces modifications de structure ne seraient rien si elles ne parvenaient à favoriser la coresponsabilité de tous les membres de ce Peuple de Dieu, appelé, au cœur de notre région, à vivre en Eglise sa foi au Christ-Sauveur. En ce moment où l'on cherche « comment naît la foi et croît l'Eglise dans les réalités humaines », il s'agit bien pour nous tous de prendre humblement les moyens d'être plus fidèles à vivre l'Evangile du salut prêché par saint Irénée et confirmé par le sang des martyrs de Lyon, la première communauté chrétienne de notre région.

LES EVÊQUES DE BELLEY, GRENOBLE, LYON.

## LES TITRES

### DES EVEQUES DEMISSIONNAIRES

*Au nom de la S. congrégation des Evêques, Mgr DADAGLIO, nonce apostolique en Espagne, a adressé à Mgr Morcillo Gonzalez, président de la Conférence épiscopale espagnole, la lettre ci-après l'informant que désormais les évêques démissionnaires porteront le titre non pas d'une Eglise titulaire, mais de leur ancien diocèse (1) :*

Madrid, le 24 novembre 1970.

EXCELLENCE,

Au nom de la S. congrégation des Evêques, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'au cours de l'audience du 31 octobre dernier, le Saint-Père, compte tenu des décisions de la congrégation plénière de ce même dicastère réunie les 22 et 23 du même mois, a daigné établir que les évêques diocésains démissionnaires de rite latin ne seront plus à l'avenir transférés à une Eglise titulaire, mais continueront à porter le titre du siège auquel ils ont renoncé (avec lequel ils conservent encore un certain lien d'affection spirituelle), en étant autorisés à employer les expressions *olim*, *quondam* (en retraite, ancien, ou autres qualificatifs équivalents).

En informant la Conférence de ce qui précède, Votre Excellence peut assurer tous les évêques que l'*Annuario Pontificio* continuera à faire figurer les noms et autres indications des évêques diocésains démissionnaires dans la rubrique de leur ancien siège (cf. l'*Annuario Pontificio* de 1970, p. 461, à la rubrique « Strasbourg ») (2).

Croyez, Excellence, à mes sentiments dévoués.

Luigi DADAGLIO, nonce apostolique

(1) Traduction de la DC d'après le texte espagnol publié dans le *Boletín oficial del Arzobispado de Barcelona*, février 1971, p. 102.

(2) Après le nom de Mgr ELCHINGER, évêque de Strasbourg, figure celui de Mgr WEBER comme « ancien archevêque-évêque » (en français — NDLR).

— *Essai sur la situation actuelle de la foi*, par GEORGES CRESPEY (coll. « *Cogitatio fidei* », n° 48). — Un vol: 13,5 X 21,5 cm, de 160 pages. Prix : 15,50 F. Editions du Cerf, Paris.

La foi doit replacer Dieu, dans sa transcendance même, au centre de l'histoire comme acteur et même le premier de tous, mais il est surtout le terme de l'aventure humaine, et le langage de la foi ne sera compréhensible aux hommes d'aujourd'hui que dans cette perspective évangélique.



# Questions actuelles

## A PROPOS DE LA CANDIDATURE DE PRÊTRES AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

*Lettre de l'archevêque d'Avignon aux prêtres de son diocèse*

*Mgr POLGE, archevêque d'Avignon, a publié dans le bulletin de son diocèse (Bulletin religieux du diocèse d'Avignon, 4 avril 1971, p. 126 et s.) la lettre qu'il a adressée aux prêtres de son diocèse avant les élections municipales à propos d'un prêtre qui figurait sur une liste présentée par le parti communiste :*

Voici le texte de la lettre, communiquée dans ses grandes lignes au Conseil presbytéral du 1<sup>er</sup> mars et adressée aux prêtres du diocèse. Elle peut être maintenant communiquée aux chrétiens qui attendent des éclaircissements à ce sujet. Elle a été écrite dans un grand respect des personnes et de la vérité, dans une soumission à l'esprit de l'Évangile et de l'Eglise. Il ne s'agit pas de juger les autres mais bien, avant tout, de réfléchir loyalement à cette occasion sur notre attitude personnelle et communautaire, afin d'être plus fidèles aux appels que le Seigneur nous adresse, en particulier à ceux qui nous parviennent par les plus défavorisés.

1<sup>er</sup> mars 1971.

Un de nos confrères se présente aux élections municipales d'Avignon. Après avoir consulté le Conseil presbytéral, je ne juge pas opportun de préciser, en ces jours de campagne électorale et pour l'ensemble du diocèse, le bref communiqué paru le 20 février. Par contre, à vous qui partagez mes responsabilités pastorales, je tiens à dire dès aujourd'hui et clairement ma pensée. Vous accueillerez, j'en suis sûr, cette lettre avec l'amitié et la foi qui l'ont inspirée.

Dans une première partie, je désire faire une mise au point aussi nette que fraternelle. Dans une deuxième partie, je propose quelques précisions sur l'attitude de l'Eglise à l'égard de la politique et du marxisme.

### PREMIERE PARTIE

1. Les mouvements divers autour de la candidature d'un prêtre ne doivent pas nous détourner des véritables scandales de notre époque dénoncés par l'Eglise en notre temps : faim, guerre, racisme, injustices de toutes sortes. Ils nous laissent trop souvent indifférents, silen-

cieux, inactifs. Le sensationnel ne doit pas nous détourner de l'essentiel.

2. Je me refuse à sanctionner notre confrère aujourd'hui. Il a affirmé lui-même ne pas adhérer au parti communiste. Il est inscrit sur une « liste d'union » présentée par ce parti. Malgré toute l'ambiguïté de sa position et les confusions qu'elle entraîne sur le ministère sacerdotal, il reste pour moi, comme tout prêtre, un frère et un ami. Je reconnais, avec beaucoup, sa foi et sa générosité. Mais le fait de poser un acte public de candidature interpelle toute la communauté catholique du diocèse et l'évêque a le devoir de parler.

3. Je désapprouve son geste et il le sait. Si je n'ai appris sa décision que par la presse, je savais depuis quelques jours qu'il était sollicité et j'en avais clairement parlé avec lui et avec d'autres. Je regrette profondément qu'il ait choisi à l'encontre des avis motivés de ses frères prêtres et de son évêque. Loin d'être « prophétique », son acte risque de nuire à la mission de l'Eglise dans la ZUP et ailleurs. Je ne voudrais pas qu'il s'inscrive, consciemment ou non, dans une certaine tactique de groupe, inadmissible désormais. Le temps est venu où, honnêtement, loyalement, chacun doit dire s'il se veut ou non de l'Eglise.

4. Cette candidature est inconciliable, dans les faits, avec ses responsabilités pastorales actuelles. J'en ai averti nettement l'intéressé avant qu'il ne prenne sa décision. Nul n'a le droit de parler de sanctions. Il s'agit d'un constat. Avec prêtres, religieuses et laïcs nous reverrons, conformément aux indications du Conseil presbytéral du 18 janvier, la réorganisation du service sacerdotal dans la ZUP d'Avignon. Nous comptons sur tous sans exception pour nous y aider.

### DEUXIEME PARTIE

Il n'est pas inutile, à cette occasion, de clarifier notre attitude sacerdotale à l'égard de la politique et particulièrement du marxisme. Nous sommes au courant de recherches de l'Eglise sur ces aspects complexes mais vitaux de l'évangélisation aujourd'hui. Notre diocèse s'y associe modestement : réunions, rencontres avec le P. Faynel, articles du *Bulletin religieux* ou

« d'Avignon aujourd'hui ». Sans préjuger de leur résultat, ni prétendre clore un débat difficile, je me permets de souligner quelques points importants pour guider notre réflexion.

## Eglise et politique

1. L'Eglise reconnaît l'importance grandissante du politique. Elle ne peut s'en désintéresser.

Elle participe à l'histoire de l'humanité. Elle n'est pas hors du monde, retranchée dans son culte ou dans l'attente passive des cieux nouveaux et de la Terre nouvelle. Elle propose par le Christ une définition toujours plus ouverte de l'homme dans sa vie personnelle et dans sa vie en société.

Elle n'est pas faite pour répondre à la place des hommes qui doivent s'engager eux-mêmes politiquement, les chrétiens comme les autres. L'Eglise les appelle à prendre leurs responsabilités dans l'organisation de la cité, de la nation et du monde.

Elle chemine avec eux, leur rappelant constamment le sens et les exigences de cet engagement. Réaliste et concrète, au nom de Jésus-Christ, elle met le pauvre et l'opprimé, le laissé pour compte, devant les yeux de tous ceux qui détiennent le pouvoir, le savoir, les richesses. Elle propose à tous, qu'ils soient citoyens ou gouvernements, une révision radicale de leurs conceptions. Aux chrétiens qui sont dans la mêlée, elle demande de lire l'Evangile en des équipes fraternelles, plongées dans la réalité, mais respirant en Dieu. Ces équipes ont besoin de notre ministère.

2. En ce domaine politique, l'Eglise, en tant que « peuple », dans ses mouvements et communautés, dans son corps épiscopal et sacerdotal, doit savoir se renoncer pour aller jusqu'au bout de sa mission évangélique. Son engagement total au service de Dieu et des hommes exclut des engagements partiels v. g. dans une organisation ou un parti, dans un système politique avec son projet délimité en ses buts et ses moyens. En ce sens, elle ne doit pas s'engager politiquement.

3. Si l'Eglise renonce à cette forme d'engagement, ce n'est ni par peur ni pour éviter de se salir les mains. C'est pour respecter la liberté de l'homme. Elle a le devoir d'admettre et de reconnaître le pluralisme de ses membres. Elle n'a pas le droit de faire quelque pression que ce soit en se prévalant de son service. Ce serait du cléricalisme.

Elle a conscience de sa mission propre, irremplaçable : proclamer l'Evangile. Cet Evangile, elle ne peut l'enchaîner. La révélation du Christ sur l'homme est indispensable au monde d'aujourd'hui. Guidant nos choix fondamentaux, elle est capable de les éclairer d'une lumière toujours nouvelle et de les contester sans cesse pour un meilleur service. L'Eglise ne peut endiguer l'Evangile pour cautionner les choix humains.

Témoin du Christ, l'Eglise ne peut non plus s'asservir ni s'inféoder à quelque parti que ce soit. On l'a accusée d'être à droite et peut-être avait-on quelques raisons. Elle doit courageusement se libérer. Elle ne le fera pas en s'inféodant de nouveau, fût-ce à l'opposé. Elle a bien mieux à faire : crier à temps et à contre temps, par ses paroles, sa vie, ses actes, l'amour du Christ

Sauveur et les exigences absolues des Béatitudes avec toute la force d'engagement et l'espérance qu'elles contiennent. Elle le fait souvent par les laïcs engagés, avec toute leur conscience chrétienne, dans des choix précis et vigoureux. Ceux-ci sont en droit d'attendre d'elle une communauté, des prêtres accueillants, disponibles, pour les soutenir dans leur marche difficile et la vivante fidélité.

4. Il est vrai que si l'Eglise ne peut s'engager politiquement de cette manière, tel prêtre peut souhaiter le faire personnellement. Mais parce qu'il a engagé sa vie au service du Christ et de tout un peuple, dans une Eglise qui l'a admis dans l'ordre des prêtres, il ne peut s'en remettre à son seul jugement. Sa décision ne peut loyalement être prise que dans la fidélité de ses promesses, dans la perspective de sa mission, dans la communion à son Eglise, à son évêque et au corps sacerdotal.

## Eglise et marxisme

1. Les chrétiens ne peuvent oublier les causes qui expliquent, pour une part, les réflexions de Marx : la misère, l'asservissement de l'homme au progrès et à la production, la paupérisation, la concentration du pouvoir économique et sa collusion avec le pouvoir politique, une certaine passivité des Eglises chrétiennes. Ces faits existent toujours et doivent provoquer nos études et nos décisions. Ne nous laissons pas enfermer dans la fausse alternative : marxisme ou capitalisme. L'Evangile parle plus profond et va plus loin.

2. Le marxisme, tel qu'il se définit lui-même, est inconciliable avec la foi chrétienne. G. Marchais déclarait encore le 19 novembre 1970 (*la Croix*) : « Nous ne voulons pas créer d'illusions sur ce point : entre le marxisme et le christianisme, il n'y a pas de conciliation théorique possible, pas de convergence idéologique possible. » Pour nous, le matérialisme dialectique aliène l'homme dans son être profond et sa dignité véritable. Il le limite dangereusement en le coupant de Dieu qui est sa source et son terme. Ce n'est pas pour se défendre elle-même mais pour servir l'humanité que l'Eglise réprouve le marxisme, comme elle réprouve le capitalisme plus soucieux du profit que de l'homme. Pour elle, « l'homme est l'auteur, le centre et le but de toute la vie économique sociale ». (GS.)

3. Il est vrai : « on ne peut identifier les théories philosophiques avec des mouvements historiques fondés dans un but économique, social, culturel ou politique, même si ces derniers ont dû leur origine et puisent encore leur inspiration dans ces théories ». (JEAN XXIII, *Pacem in terris*.) Conscients de cette distinction, n'oubliant ni persécutions ni oppression de l'homme et de sa liberté, des chrétiens entrent en dialogue, mènent certaines actions avec le parti communiste. Comme le font d'autres avec les partis opposés. Mais ils doivent rester pleinement lucides et fidèles à Jésus-Christ. Ils ont besoin pour cela d'équipes et de prêtres attentifs à leurs problèmes et accueillant avec eux les questions brûlantes de l'Evangile.

4. Autre le parti communiste, autres les hommes qui lui font confiance comme s'il était



le seul espoir pour leur libération. Ils sont pour nous des frères que nous devons aimer et respecter, partageant de plus en plus leurs souffrances et leurs efforts. Comment supporter qu'ils considèrent l'Eglise du Christ comme étrangère ou ennemie. Loin de nous fermer les yeux ou de prétendre les juger, sachons nous interroger nous-mêmes. Pourquoi tant d'hommes, de jeunes, loyaux, courageux, soucieux des autres et du monde, cherchent-ils encore dans ce parti leur salut malgré la contestation dont il est l'objet et tous les avatars de ces temps en Tchécoslovaquie, en Pologne ou ailleurs ?

Leur devons-nous, par notre foi vivante, notre engagement authentique et vigoureux, la vie de nos équipes et communautés, ce témoignage que beaucoup attendent ? Sommes-nous vraiment les témoins du Christ de l'Evangile, amis des pauvres et des souffrants de toutes sortes, du Christ Sauveur et espérance des hommes ? Est-ce que nos communautés sont assez attentives aux grands problèmes de notre temps ? Est-ce qu'elles stimulent, soutiennent l'engagement de tous leurs membres, encourageant leur « créativité » ? Refusant de pactiser avec un désordre établi (c'est l'aspect social du péché), posent-elles des actes positifs, communautaires, aidant ainsi chacun à faire ses choix dans la légitime liberté, mieux éclairés par la lumière de la foi. Dans cette ligne encore nous ne pouvons douter de l'importance de notre ministère sacerdotal.

En désapprouvant formellement la candidature de notre confrère sur la liste qu'il a choisie, nous comprenons bien qu'il ne suffit pas d'être « anti ». Il faut délibérément être « pour », pour le Christ, pour tous nos frères, surtout les plus défavorisés. De plus en plus, nous avons besoin d'être ensemble, évêques et prêtres, reliés à tout le peuple de Dieu, pour découvrir ce que cela veut dire concrètement. Plus attentifs à tant d'appels et d'aspirations à la liberté, à la dignité, à la justice, à la responsabilité, nous accepterons mieux les nécessaires conversions. Elles nous mèneront à la joie de mieux annoncer la Bonne Nouvelle du seul Sauveur auquel nous avons donné notre vie.

Très uni à vous dans la prière et l'espérance, je vous assure de mon affectueux dévouement.

† Eugène POLGE,  
archevêque d'Avignon.

— *Dans l'épaisseur de la foi*, par PIERRE DUVIGNAN, S.C.J. — Un vol. 13,5 × 18,5 cm, de 78 pages. Prix : 8,40 F. Apostolat des Editions, Paris.

— *Risquer son visage*, par JEAN LE DU (coll. « ISPC » — Ecole de la foi). — Un vol. 17,6 × 20 cm, de 72 pages illustrées. Prix : 7,20 F. Editions Mame-Fayard, Paris.

— *Initiation à Karl Marx*, par P. D. DOGNIN. — Un vol. relié 14 × 22 cm, de 420 pages. Prix : 39,30 F. Editions du Cerf, Paris.

Qu'on ne se méprenne pas sur le titre, il ne s'agit pas d'une étude superficielle de l'œuvre de Karl Marx. Après une biographie sommaire de Marx et son portrait intellectuel, c'est toute la philosophie de l'humanisme athée, du matérialisme dialectique de l'histoire et de sa morale qui est bien étudiée avant d'aborder l'étude critique du Capital, d'après la morale économique traditionnelle ; l'individualisme libéral « négation de la morale traditionnelle », pour finir par la théorie de la plus-value et le mécanisme de l'accumulation capitaliste.

## LA TRADUCTION DE LA LETTRE AUX PHILIPPIENS

Sous le titre : « Pour le dimanche des Rameaux : les lectures de la messe », le bulletin du diocèse de Gap — dont l'évêque est Mgr Coffy, président de la Commission épiscopale française de liturgie — a publié les textes ci-après (1) :

En ce jour, toute la liturgie de la Parole est orientée vers la Passion du Christ. Le prêtre qui préside aura à déterminer la meilleure manière dont le peuple chrétien peut méditer le mystère de la mort du Christ : lecture dialoguée, homélie, temps de silence, etc. Dans cette même perspective, et selon la rubrique du lectionnaire, il pourra choisir comme lectures préparant celle de la Passion, soit le texte d'Isaïe, soit celui des Philippiens, soit les deux.

Si on lit l'épître de Paul aux Philippiens (2, 6-11), on veillera à ce que ce texte soit bien compris des fidèles.

1. On pourra le présenter, par exemple, par l'introduction suivante :

« La lettre de saint Paul aux Philippiens, que nous allons entendre, nous révèle qui est

(1) *Quinzaine religieuse du diocèse de Gap*, avril 1971, p. 52 et s.

Au lendemain de l'Assemblée de printemps du Conseil permanent de l'épiscopat français (16-18 mars 1971), le SNOF (publié par le Secrétariat général de l'épiscopat français, 106, rue du Bac, 75-Paris-7<sup>e</sup>) a donné le 22 mars l'information suivante :

Une campagne d'opinion se déroule depuis quelque temps dans diverses revues ou feuilles plus ou moins confidentielles qui mettent en cause l'exactitude de la traduction du passage de l'Épître de saint Paul aux Philippiens lu à la messe des Rameaux (Ph 2, 6-11). Mgr COFFY a présenté au Conseil permanent les conclusions de la Commission épiscopale compétente. Les évêques ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de modifier la traduction qui figure dans les missels de 1971.

\*\*\*

(Nous rappelons le texte de Mgr KERAUTRET sur ce même sujet, publié dans notre numéro du 7 mars 1971, p. 237 et s.)

Quelques incidents ont eu lieu dans des églises le dimanche des Rameaux (4 avril), dont la presse, la radio et la télévision se sont fait l'écho. Nous lisons dans la Croix (6 avril, p. 7) :

Répondant aux mots d'ordre qui leur avaient été donnés, quelques chrétiens traditionalistes ont tenté de provoquer des incidents en diverses églises de France au moment où était lue la traduction de l'Épître aux Philippiens (2, 6-11) : « Le Christ-Jésus, tout en restant l'image même de Dieu, n'a pas voulu revendiquer d'être pareil à Dieu », traduction choisie par la Commission épiscopale de liturgie (voir la Croix du 26 mars).

Les milieux traditionalistes protestent contre l'emploi du mot « image » qui, à leurs yeux, peut faire douter de la divinité du Christ. Des protestataires ont élevé la voix quand ce mot était employé. C'est ainsi qu'à Notre-Dame de Paris, à Notre-Dame-des-Victoires, à la cathédrale de Lyon, etc., quelques brefs incidents ont eu lieu.

Jésus et ce qu'il a fait pour notre salut : Jésus, le Fils unique de Dieu, est l'image même de son Père. Son obéissance filiale l'a conduit à mourir sur une croix pour le salut des hommes. Etant ainsi le Sauveur du monde, Jésus ressuscité est le Seigneur : il est celui qui règne sur l'univers. »

2. On rappelle que la traduction du verset 6, parue en 1969 dans le lectionnaire T, a été reprise et qu'elle est maintenant la suivante :

Le Christ Jésus,

Tout en restant l'image même de Dieu,

N'a pas voulu revendiquer

D'être pareil à Dieu.

(Voir « Corrections au fascicule T » publiées en annexe du fascicule C, ou se reporter aux Missels des fidèles parus pour 1971.)

3. La traduction de l'ancien lectionnaire français (éd. 1964) pourra encore être utilisée pour ce texte (2).

## LE CHRIST IMAGE DE DIEU

### A propos de l'épître aux Philippiens (2, 6-11)

Des chrétiens se sont émus de la traduction de la lettre de saint Paul aux Philippiens (2, 6-11) que nous entendrons dans la liturgie des Rameaux. Ils sont inquiets, en particulier, d'y voir qualifier le Christ d'« image même de Dieu ». Ils se demandent si ce n'est pas là nier la divinité du Christ Jésus.

(2) La plupart des bulletins diocésains français ont publié, avant le dimanche des Rameaux, les directives qu'on vient de lire.

*Pour ce qui est des autres pays francophones, la Commission diocésaine du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg a donné les directives suivantes :*

[...] Nous invitons les confrères à coller la nouvelle version par-dessus le texte de 1969. Cette traduction se présente ainsi : « Le Christ Jésus, tout en restant l'image même de Dieu, n'a pas voulu revendiquer d'être pareil à Dieu. » Sans doute, on peut penser que cette nouvelle traduction n'est pas encore d'une parfaite limpidité et qu'elle est encore susceptible d'améliorations. De l'avis d'exégètes comme M. Feuillet et des évêques de la Commission francophone, cette traduction est conforme à la foi. [...]

(La Semaine catholique de la Suisse romande, 25 mars 1971, p. 184.)

\*\*\*

*Dans le diocèse de Malines-Bruxelles, les prêtres ont été invités à reprendre provisoirement la traduction de 1964 :*

Des controverses se sont élevées, et parmi les exégètes, et parmi les théologiens, au sujet de la traduction de l'épître du dimanche des Rameaux (Ph 2, 5-11).

Sans prendre parti à ce sujet et en attendant pour les années à venir les décisions des instances compétentes, nous demandons à nos prêtres de reprendre cette année, pour cette lecture, la traduction de l'ancien lectionnaire (1964).

Voici le texte de 1964 :

« ... Etant de condition divine, il ne retint pas jalousement le rang qui l'égalait à Dieu ; mais il se dépouilla lui-même en prenant la condition de serviteur, se faisant semblable aux hommes... »

(Pastoralia, bulletin de l'archevêché de Malines-Bruxelles, 24 mars 1971, p. 42 — NDLR.)

Tous les exégètes avouent que ce texte est l'un des plus difficiles à rendre tant est dense la doctrine qu'il exprime. Leurs travaux récents les plus sérieux considèrent que le mot « image » est la meilleure équivalence, dans ce texte, du mot grec « morphè ».

Reconnaissons que le mot « image » n'a pas pour nous, Occidentaux, la valeur qu'il avait pour les auteurs du Nouveau Testament et qu'il a encore pour les Orientaux. On sait que, pour les Orientaux, l'« icône » (transcription du mot que nous traduisons par le mot image) est la manifestation d'une présence. Aussi bien, pour saint Paul comme pour les Orientaux, dire que le Christ est l'image même de Dieu (cf. 2 Co 4, 4 Col 1, 15), c'est dire qu'il est Fils de Dieu, qu'il est la manifestation de la présence agissante du Père. C'est exprimer en d'autres termes ce que saint Jean dit dans son Evangile : « Philippe, celui qui m'a vu a vu le Père ». (Jn 14, 9.) Voir le Christ, c'est voir le Père parce que le Fils de Dieu fait chair est de même nature que le Père. Il est la manifestation, l'image du Père.

### Serviteur et Seigneur

Si l'on replace ce mot d'image dans le contexte biblique qui lui donne tout son sens, le mot grec utilisé par saint Paul dans l'Épître aux Philippiens (morphè) acquiert une valeur que l'ancienne traduction ne rendait pas parfaitement. Le Christ est de nature divine, ce que certains traduisent « de condition divine ». Il fait plus : il révèle le Père, il est la manifestation de sa présence agissant pour le salut.

Le mot « image » a, en outre, l'avantage de pouvoir affirmer, en utilisant le même vocabulaire, que le Christ est aussi réellement homme qu'il est réellement Dieu. Image même de Dieu, il est devenu l'image même de l'homme et de l'homme-serviteur. Semblable à Dieu, il est aussi semblable à l'homme en tout, sauf le péché : il n'a pas fait semblant d'être homme, il n'a pas joué la comédie, il a vécu le destin de l'homme. Il est image de l'homme.

Image de l'homme-serviteur, il n'a pas revendiqué d'être pareil à Dieu, d'être traité comme Dieu, alors que Fils unique du Père il aurait pu légitimement le faire. Ainsi, Jésus apparaît comme l'antithèse du premier Adam, pourtant créé à l'image de Dieu qui a voulu, en écoutant la parole du tentateur, s'emparer des prérogatives divines. Il s'est fait serviteur du Père et serviteur obéissant jusqu'à la mort sur une croix. C'est pourquoi le Père l'a élevé au-dessus de tout. Il l'a fait Seigneur.

Parce qu'image même de Dieu, le Christ nous révèle le Père. Il nous dit son secret, son mystère. Parce qu'image de l'homme-serviteur — « il s'est chargé de nos péchés », — il nous révèle qui est l'homme : un pécheur appelé, par grâce, à devenir Fils de Dieu. Parce que, dans son obéissance, il est allé jusqu'à la mort, parce qu'il a été élevé au-dessus de tout, le Christ nous dit quel chemin suivre pour rejoindre le Père : entrer dans son mystère rédempteur, participer à sa mort et à sa résurrection.

Cette Épître de saint Paul nous présentant le Christ image même du Père et réellement homme éclaire le récit de la Passion que nous relisons en ce jour des Rameaux.



Au fil de l'année, les textes viennent se compléter les uns les autres et nous présentent sous différents aspects l'unique mystère du Christ. Aucun ne dit tout, mais tous ensemble ils nous disent la foi que nous confessons dans les paroles du *Credo*.

ROBERT COFFY, évêque de Gap,  
président de la Commission de liturgie.

## NOTE TECHNIQUE DE LA COMMISSION DE TRADUCTION

### I. — Le Christ Jésus, tout en restant l'image même de Dieu...

Pourquoi le mot « image » pour traduire le grec « morphè », alors que d'autres traductions parlent de « condition » ?

Les travaux exégétiques montrent que le mot « condition » est loin d'être sans inconvénient et n'est pas aussi traditionnel qu'on pourrait le croire. Dans Ph 2, « morphè » revient deux fois, en parallèle : morphè de Dieu, morphè de serviteur. Dans le deuxième cas, « condition » évoque à coup sûr, aujourd'hui, la condition sociale de serviteur. Or, « nulle part ailleurs, ni dans le grec profane, ni dans le grec biblique, morphè ne reçoit acception de condition sociale ». (A. FEUILLET, *Esprit et Vie*, p. 773.) Si donc le mot « condition » ne convient pas pour traduire « morphè de serviteur », il ne convient pas non plus pour traduire l'expression parallèle « morphè de Dieu ».

D'autre part, on a cherché un équivalent français qui permette d'éviter de traduire le complément « Theou : de Dieu » par l'adjectif « divin » : « Le mot « Theou » est, probablement ici comme la plupart du temps dans les Epîtres pauliniennes, une désignation de Dieu le Père, ce qui détourne de le remplacer en français par un adjectif. » (A. FEUILLET, *Revue biblique*, 1965, p. 369.)

Recourant au substrat sémitique et aux anciennes versions, A. Feuillet conclut que « morphè » est souvent l'équivalent de la notion sémitique d'image. C'est le sens soutenu par de nombreux Pères de l'Eglise (*Revue biblique*, 1965, p. 371-374). Le P. Lamarche dit équivalement : « L'étude sémantique de morphè montre que le sens de ce mot est très proche d'image ou ressemblance. » (*Op. cit.*, p. 32.) Enfin, Mgr J.-J. Weber traduit : « A la ressemblance de Dieu. » (*Op. cit.*, p. 100.)

On a donc adopté le mot « image » : il permet de dire « image de Dieu » et, parallèlement, « image du serviteur ». On s'étonne de lire sous certaines plumes que ce terme est une négation explicite et voulue de la divinité du Christ, alors que 2 Co 4, 4, parle du resplendissement « de l'Evangile de gloire du Christ qui est l'image de Dieu » et que Col 1, 15, proclame solennellement : « Il est l'image du Dieu invisible. »

Cependant, pour éviter la moindre équivoque, on a écarté l'expression « à l'image de Dieu » : elle est trop liée à Gn 1, 27 : « Dieu créa l'homme à son image. » Toujours dans le même souci, on a ajouté l'adverbe « même » et on a traduit par « tout en restant » le participe que la Vulgate et de nombreuses versions rendent simplement par le verbe « être ».

### II. — ... N'a pas voulu revendiquer d'être pareil à Dieu

A lire les traductions, on pourrait supposer que le terme « *harpagmos* » sur lequel porte toute la discussion peut avoir deux sens :

a) Sens de « retenir », « garder » : le Verbe éternel n'a pas voulu retenir jalousement une « égalité » avec Dieu qu'il possède depuis toujours : il s'est incarné.

b) Sens de « ravir », « conquérir de force » : Jésus n'a pas voulu — à la différence du premier Adam — ravir une égalité d'honneur avec Dieu : il n'a pas voulu qu'on lui rende tous les honneurs dus à Dieu : il a accepté les abaissements de la Passion qui lui valent de recevoir comme un don du Père la glorification et la seigneurie (v. 9-11).

La Vulgate a adopté une formule qui supporte les deux sens : « *non rapinam arbitratus est* », mais c'est le deuxième sens qui est adopté aujourd'hui par la grande majorité des exégètes. Dans la Bible de Jérusalem, le P. Benoît a traduit : « Ne retint pas jalousement le rang qui l'égalait à Dieu », mais il explique en note : « Il ne regarda pas l'égalité avec Dieu comme une proie (à ne pas lâcher, ou mieux, à saisir). » Le P. Feuillet, lui, est parfaitement clair : « *Harpazein* » n'a jamais le sens de s'attacher à quelque chose, de la garder ; il implique toujours l'idée de prendre une chose qu'on n'a pas, de la saisir violemment ; on ne voit pas comment aurait pu s'opérer le passage du sens « de saisir » à celui de « garder ». (*Revue biblique*, 1965, p. 367). Le P. Lamarche décrit bien ce glissement de sens : « Trop souvent, de dégradation en dégradation, passant du sens actif (*actus rapiendi*) au sens passif (*res rapta*)..., allant même jusqu'à évacuer le sens de « prendre »..., on a voulu enlever à ce mot expressif l'essentiel de sa valeur. » *Op. cit.*, p. 33-34.) Et Mgr J.-J. Weber, dans son ouvrage récent, commente ainsi : « Mais il ne voulut en rien ravir cet honneur à l'inverse d'Adam. » (*Op. cit.*, p. 100.)

### Sources exégétiques

A. FEUILLET : L'hymne christologique de l'Epître aux Philippiens (*Revue biblique*, 1965, p. 352-380 ; « *le Christ sagesse de Dieu* », éd. Gabalda, 1966 (p. 340-349) : l'existence du Christ « à l'image de Dieu » et sa vie humiliée de serviteur) ; L'hymne christologique de l'Epître aux Philippiens (« *Esprit et Vie* », 17 décembre 1970, n° 51, p. 773).

P. LAMARCHE, SJ : « *Christ vivant* », essai sur la christologie du Nouveau Testament (coll. « *Lectio Divina* », Cerf, 1966, p. 25-43).

J.-J. WEBER (Mgr) : « *Cantiques de l'office divin* », Desclée, 1970, p. 100-103.

— *De l'intégration*. Aspects d'une théologie de l'histoire, par HANS URS VON BALTHASAR. Traduit de l'allemand par HÉLÈNE BOURBOULON, HENRI ENGELMANN, ROBERT GIVORD. — Un vol. 16 × 24 cm, de 344 pages. Prix : 45 F. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

Ce sont des « intégrismes », de droite comme de gauche, dont le savant théologien allemand montre les déviations et les partis pris, dans cette étude approfondie de la théologie de l'histoire. *Das Ganze im Fragment*, en partant d'un commentaire de quelques pages des *Confessions* de saint Augustin. C'est la foi du croyant qui, enjambant les espaces du temps jusque vers le Crucifié ressuscité, assure le vrai progrès du monde et « insufflé à toutes les vanités de l'agir terrestre une âme éternelle ».

Pour un renouveau de la vie religieuse, par L.-M. ORSAY, SJ. Traduit de l'américain par A. LECLERCQ. — Un vol. 12,5 × 18,5 cm, de 288 pages. Prix : 26 F. Editions Desclée et Cie, Tournai-Paris.

La vie religieuse est en crise (et cela ne date pas du Concile), et pourtant cette crise n'enlève rien aux richesses de cette recherche de la perfection dont le titre original de l'ouvrage résume toutes les valeurs : *Open to Spirit*, une vie chrétienne vécue, mais toujours ouverte à l'Esprit de Dieu.

# L'APOSTOLAT DES LAICS DANS LE DÉVELOPPEMENT INTEGRAL

*Note du Conseil permanent de la Conférence épiscopale de l'Afrique de l'ouest francophone (\*)*

Le Conseil permanent de la Conférence épiscopale de l'Afrique de l'Ouest francophone a voulu favoriser l'effort de réflexion des chrétiens sur leurs activités quotidiennes et sur leur engagement apostolique.

Le texte ci-dessous doit permettre aux laïcs apôtres de mieux comprendre leur responsabilité de chrétiens dans tous les domaines de la vie mais spécialement sur le plan temporel où leur présence active est absolument nécessaire à l'Eglise pour qu'elle remplisse son rôle de ferment dans le monde. Le Conseil permanent souhaite que ce document soit l'objet d'échanges, de réflexions et de commentaires dans les réunions de militants d'Action catholique et d'Action sociale. Que les prêtres, aumôniers, conseillers, conseillères aident les militants à bien le comprendre et à le méditer. Il souhaite aussi que ce texte soit diffusé auprès de tous les chrétiens par les chrétiens eux-mêmes.

## I. — Qu'est-ce que le développement pour l'Eglise ?

Le développement est une réalité telle que chaque chrétien doit en être bien informé. Quel est le pays qui ne l'a pas pris comme programme de renouvellement ? Quelle est la société qui ne cherche pas son développement ? Chacun veut se libérer, devenir lui-même, s'épanouir. L'Eglise elle-même en a fait le nouveau nom de la paix !

Aussi nous paraît-il nécessaire, aujourd'hui, de préciser ce qu'est le développement pour l'Eglise et ce qu'il requiert de tout chrétien.

\*\*\*

Bien sûr, il nous suffirait de vous renvoyer aux déclarations du Concile Vatican II, spécialement à la Constitution *Lumen gentium* sur l'Eglise et aux décrets sur l'activité missionnaire et sur l'apostolat des laïcs, ou encore à l'encyclique du Pape Paul VI, « le Développement des peuples » : textes dont chaque chrétien engagé devrait nourrir sa réflexion.

Mais nous voulons nous-mêmes vous en préciser le message pour vous aider à en vivre.

Lorsque l'Eglise parle du développement, elle le prend en un sens qui est au-delà de ce qu'entend l'économiste, le sociologue, le politicien. Le développement pour elle ne se réduit pas à la mise en place de structures économiques (industrialisation, réforme agraire, investissements), ni seulement à l'évolution organique du capital de civilisation et de culture d'une société emportée par l'évolution historique (vie sociale, organisation politique, enseignement, information), toutes formes vraies mais partielles du développement. Pour l'Eglise, « le développement concerne en vérité l'homme et tout l'homme », « avec ses valeurs supérieures d'amour, d'amitié, de prière et de contemplation », « chaque homme et tous les hommes ». Les buts du développement coïncident avec

ceux de l'humanisation de l'homme et des sociétés, avec ceux de la construction d'un monde humain. Plus encore le développement est voulu comme intégral et comporte la libération et l'épanouissement de la personne reconnue comme créature, image de Dieu, sauvée en Jésus-Christ, appelée à la vie divine. Pour l'Eglise, n'est pleinement développé que l'homme évangélisé, baptisé en Jésus-Christ, empli de foi, d'espérance et de charité, menant sa vie d'homme en toutes ses actions sous la conduite de l'Esprit de Dieu. « C'est un humanisme plénier qu'il faut promouvoir », et « il n'est d'humanisme vrai qu'ouvert à l'Absolu, dans la reconnaissance d'une vocation, qui donne l'idée vraie de la vie humaine ». (PAUL VI, P. P. 42).

En effet, lorsque l'Eglise parle du développement, elle le fait en conformité avec le message de l'homme, parfaite image de Dieu, Notre-Seigneur, reprenant toute la création et toute l'activité humaine pour la conduire à son Père. Le développement pour elle est la prise au sérieux de la création et de l'incarnation.

Pour l'Eglise, l'homme ne peut se limiter à la mise en valeur du monde et de l'humanité, comme si sa destinée n'était que terrestre et son but l'avoir ou l'argent. La création implique une autre dimension de l'homme, due précisément à la présence du Créateur : dimension d'être.

Et l'incarnation lui révèle aussi sa vocation divine dans la chair. Lorsque Dieu se fait homme, non seulement il ramène à son Père l'humanité en la sauvant, mais il lui découvre également que ce salut et cette création nouvelle ne peut l'atteindre que dans sa condition de créature, par la résurrection de la chair.

C'est donc bien dans ce monde, dans ses activités, dans son épanouissement que le salut s'offre à l'homme et s'opère en lui.

Le royaume du Père que le Christ est venu annoncer, c'est sur cette terre qu'il l'a inauguré, par sa vie, sa mort et sa résurrection. Dès le début de sa vie active, Jésus-Christ peut dire « les temps sont accomplis et le royaume de Dieu est proche ». (Mc 1, 14.) Et dans le Sermon sur la montagne, il précise bien que les pauvres en esprit, les doux, les assoiffés de justice, les miséricordieux, les cœurs purs, les artisans de paix, les persécutés pour la justice, bienheureux sont-ils, le royaume de Dieu est à eux (Mt 5).

Et lorsqu'au terme de sa vie le Seigneur veut laisser à ses disciples comme un testament, en parabole il leur rappellera qu'ils doivent vivre comme des serviteurs toujours prêts, des veilleurs fidèles, la lampe allumée, leurs richesses ou talent fructifiés par le travail quotidien et non pas enfouis, et qu'ils seront jugés non sur ce qu'ils posséderont, mais sur ce qu'ils auront fait pour nourrir, pour désaltérer, pour visiter, pour vêtir les pauvres, les affamés, les persécutés et les étrangers (Mt. 24, 45-51 ; 25, 1-46).

(\*) *Afrique Nouvelle*, 4-10 et 11-17 mars 1971 ; *Fides*, 27 mars 1971.



Où encore nous n'ignorons pas que « tout homme est notre frère » et que toute la vie de l'homme se résume dans le double amour, amour de Dieu et amour du prochain (Mt 22, 34-40).

Ce sont toutes ces attitudes et tous ces comportements, toutes ces dispositions d'esprit et de corps que l'Eglise nous incite et nous presse de prendre lorsqu'elle nous invite expressément au développement, depuis la perfection de la vie familiale jusqu'à l'engagement dans toutes les activités de la vie économique, sociale, politique et ecclésiale. La participation à la prière et à l'eucharistie étant, à sa place, l'humble reconnaissance de notre état de créature invitée à partager la vie de Dieu, et l'offrande de toute la création, elle-même en attente de la révélation des fils de Dieu.

Il est bon de noter ici que c'est dans ces gestes de fraternité et ces participations au sacrifice du Christ dans lequel se récapitule toute la création que se rejoignent l'histoire de l'humanité et l'histoire du salut. L'une et l'autre ont leur domaine propre, mais en l'homme est le lieu de leur rencontre. Il vit continuellement cette tension entre le monde du péché et le monde de la grâce. Il ne l'assume que crucialement, en faisant comme le Christ, la volonté du Père qui est amour de Dieu et mort au péché.

Et c'est dans cette reconnaissance de la volonté de Dieu et dans l'offrande sacrificielle de sa vie et de ses œuvres — qui par elles-mêmes ne sauraient le sauver et le justifier, tout en étant nécessaires — que l'homme, par sa foi, reçoit finalement son salut en Jésus-Christ.

On le voit, pour l'Eglise, la création et les activités de l'homme sont tout autre chose que dans les religions traditionnelles. Non pas seulement une référence aux origines à la faveur de mythes ou de rites, mais une relation constante à Dieu, dans et par toutes les actions que l'homme opère dans ce monde. Et le *Notre Père*, que nous disons à la suite du Christ, est la prière et le programme de vie qui remet tous les éléments de ce monde en relation avec la Parole de Dieu et avec l'avènement de son Royaume.

## II. — Comment tout chrétien doit-il s'insérer dans le développement ?

Après ce que nous venons de dire, la réponse semble aller de soi. Que chaque chrétien vive donc cette tension due à son appartenance à ces deux mondes qui s'affrontent en lui et qu'il doit assumer. Qu'il vive totalement sa vie d'homme en vue de la construction du Royaume de Dieu, afin que son activité dite profane devienne le lieu sacré où il aime les hommes et où il finisse par rencontrer Dieu.

Sa première tâche sera donc de travailler. C'est la dure loi du péché, mais aucun chrétien ne peut s'en dispenser. C'est le premier geste de participation au développement de soi, de sa famille et de son pays. « Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus. » (2 Th 3, 10.) La terre ne manquera jamais à celui qui veut la cultiver, quelque ingrate qu'elle paraisse.

La vraie vie est faite de ces petites choses élémentaires, mais qu'il faut rappeler. Et la vraie

contribution au développement commence par de petites transformations et changements d'attitude : poursuivre son instruction et sa formation ; se perfectionner professionnellement, mériter par son travail effectif et les services rendus le salaire qui nous est versé ; reconnaître les injustices quand elles existent et ne pas se dérober pour y mettre un terme ; favoriser la nomination des plus aptes aux responsabilités et non pas forcément des plus proches selon la parenté ; aider par contre les membres de sa famille de façon positive sans les encourager à la facilité et sans oublier l'avenir de ses enfants. Mettre en commun avec l'épouse les questions importantes du ménage.

Plus encore, au-delà de son foyer et de sa famille, chacun doit s'ouvrir à la grande famille humaine, à commencer par celle de sa cité et de son pays, sans se restreindre à sa propre ethnie. En tant qu'hommes, toutes les situations, toutes les activités, toutes les recherches, tous les espoirs et tous les soucis de l'humanité devraient devenir nôtres. En tant que chrétiens, nous devons être conscients de la responsabilité qui nous incombe vis-à-vis de nos frères et de la civilisation qui se transforme tous les jours, autant que notre propre avenir. Chacun de nous doit participer aux institutions économiques, sociales, culturelles, politiques, internationales, et même ecclésiales (AG, 15).

Responsables des structures économiques, les chrétiens se doivent de rechercher et de promouvoir celles qui sont susceptibles d'apporter le bien-être à tous, sans par ailleurs engager l'Eglise qui, par sa mission, n'est liée à aucun de ces systèmes (GS, 72).

Responsables des institutions sociales, les chrétiens le sont, car elles promeuvent la dignité et la sauvegarde des droits des personnes, à commencer par les plus petits et les plus démunis (GS, 26).

Responsables des institutions culturelles et éducatives, les chrétiens s'efforceront d'ordonner le progrès de l'éducation et du savoir dans la voie d'une harmonieuse synthèse entre le monde de la tradition et le monde moderne (GS, 53).

Responsables des institutions politiques, « tous les chrétiens doivent en prendre conscience. Ils ont un rôle propre à jouer dans la communauté politique ; ils sont tenus à donner l'exemple en développant en eux le sens des responsabilités civiques et du dévouement au bien commun ; ils montreront par les faits comment on peut harmoniser l'autorité avec la liberté, l'initiative personnelle avec la solidarité et les exigences de tout le corps social, les avantages de l'unité avec les diversités fécondes », sans engager, dans ce domaine aussi, l'Eglise « qui ne veut en aucune manière s'ingérer dans le gouvernement de la cité terrestre, ne revendiquant pour elle-même que le titre d'être au service des hommes » (GS, 75, 5 ; AG, 12).

Responsables des institutions internationales. Il n'y a pas jusqu'à ces institutions auxquelles les chrétiens ne doivent pas se désintéresser. Grâce à la rapidité des moyens de transport et d'information, chaque nation subit les à-coup des situations politiques et économiques des autres. Tout ce qui peut construire la paix

et conduire à la reconnaissance des droits de tous les hommes intéresse le chrétien.

Responsables des institutions ecclésiales. D'elles aussi les chrétiens doivent se préoccuper. Chacun est membre du peuple de Dieu. Chacun doit participer à la vie de ce peuple et veiller à ce qu'il soit tous les jours plus fidèle, dans ses organismes et dans ses membres, des plus petits aux plus grands, au service désintéressé et parfois de suppléance de l'humanité. Chacun doit se préoccuper, par exemple, d'assurer à l'Eglise les prêtres et les catéchistes, également la vie matérielle des uns et des autres.

C'est dans un esprit de respect de l'autre et d'égalité entre hommes que ces responsabilités sont assumées par le chrétien, sans considération d'ethnie, de race et de nationalité, ni d'appartenance à telle ou telle religion.

Que chacun n'oublie pas aussi qu'il se doit d'offrir et de sacrifier au Père toutes ses activités, pour qu'elles deviennent riches de la consécration à Dieu et soient porteuses de grâce et de justification, évitant ainsi la recherche de soi ou le matérialisme athée.

\*\*\*

Telle nous paraît être la vie du chrétien pour son propre développement et pour celui de l'humanité. Quelle que soit sa place dans le monde, quelles que soient sa condition et sa situation dans le corps de l'humanité, il peut et il doit, en toute chose, participer au développement humain le plus vrai et le plus réel.

En agissant ainsi, tout chrétien ne vit-il pas le message évangélique ?

Et si l'évangélisation est « la réalisation de l'avènement de la parole de Dieu », activité propre du ministre de l'Eglise, selon saint Paul (Col 1, 25), ne peut-on pas dire que ce témoignage de vie du chrétien est participation à l'évangélisation et à l'annonce de la Bonne Nouvelle du salut, et même que le développement intégral bien compris est aussi évangélisation ? Comme le dit le Concile, « promouvoir la dignité des hommes et leur union fraternelle » est déjà « présenter un vrai témoignage du Christ et travailler en vue de leur salut, même là où l'on ne peut annoncer pleinement le Christ ». (AG, 12, 3).

Bamako, 13-17 février 1971.

— *La Lettre de l'apôtre Jacques*, par O. KNOCH. Traduit de l'allemand par CARL DE NYS. — Un vol. relié toile 14 x 20,5 cm, de 130 pages. Editions Desclée et Cie, Tournai-Paris.

Cette belle collection nous offre ici toute la richesse de l'Épître de saint Jacques, pages du Nouveau Testament trop peu connues et pourtant si actuelles !

— *De l'enfance à l'adolescence*, par les docteurs CLAUDE KOHLER et PAULE AIMARD. — Un vol. 11,5 x 18 cm, de 176 pages. Editions Casterman, Paris.

Les différents problèmes de l'enfance — et ils sont nombreux ! — troublent et inquiètent souvent les jeunes parents qui ne savent comment interpréter des phénomènes qui les surprennent. Il importe donc d'être prévenu et de comprendre ces manifestations déroutantes.

— *Moins de vocations, plus de prêtres ? Demain qui choisira ?*, par GÉRARD MASSON (coll. « Essais »). — Un vol. 13,5 x 19,5 cm, de 92 pages. Prix : 9,50 F. Editions du Cerf, Paris.

## L'UNIAPAC

## ET LE DÉVELOPPEMENT

### Pour un engagement des dirigeants d'entreprise au service du développement international

*L'Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprise (UNIAPAC, 49, avenue d'Auderghem, Bruxelles) a publié la déclaration ci-après en février 1971, au nom des 30 000 chefs d'entreprise qui lui sont affiliés dans les cinq continents (1) :*

### L'ENGAGEMENT DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

L'entreprise doit être un agent efficace du développement, quel que soit son statut : privé, coopératif ou public.

(1) Texte original.

*Cette déclaration a été rendue publique le 16 février par le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français (CFPC, 24-26, rue Hamelin, Paris-16<sup>e</sup>), accompagnée du communiqué de presse suivant :*

Le CFPC (Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français) se félicite qu'à la suite de diverses manifestations (déclarations du président de la République en Afrique, émission télévisée, prise de position récente du CNRF), un nouvel intérêt se manifeste à l'égard des problèmes de coopération internationale.

Il saisit cette occasion pour rendre publique une prise de position officielle des Associations chrétiennes de dirigeants d'entreprise que l'UNIAPAC (« Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprise », organisation à laquelle le CFPC est rattaché) regroupe dans vingt-six pays. Cette prise de position a trait à l'engagement des dirigeants d'entreprise au service du développement international. Elle est lancée au nom des 30 000 chefs d'entreprise qui, sur les cinq continents, sont affiliés à l'UNIAPAC.

Le patronat chrétien français, pour sa part, demande que soit intégré dans le VI<sup>e</sup> Plan, le programme de l'aide française au développement du tiers-monde pour les cinq années à venir. Ce programme ne saurait, en aucune façon être inférieur aux objectifs recommandés par les organismes internationaux (1 % du PNB dont 0,70 % d'aide publique). Il convient que soit ainsi confirmé, d'une façon concrète, l'engagement de la France d'accroître son effort en faveur des pays en voie de développement.

Le CFPC souhaite aussi que le patronat français dans son ensemble, qu'il soit ou non directement concerné par l'évolution de la situation économique des pays du tiers-monde, renforce ses possibilités propres d'action en faveur du développement : formation, coopération technique investissements, participation à l'élaboration des réformes indispensables du commerce international. Le patronat chrétien s'associera à tous les efforts qui iront dans ce sens, tout en multipliant ses propres actions de coopération notamment dans le domaine de la formation de cadres et dirigeants d'entreprise en Amérique latine et en Afrique.



Il appartient aux dirigeants d'entreprise de manifester leur engagement au service du développement dans l'exercice de leurs activités professionnelles, sans céder à la facilité de rejeter la responsabilité du développement sur les pouvoirs publics, en prétextant des dimensions et de l'enjeu du problème.

## Dans les pays en voie de développement

Les dirigeants d'entreprise ont à prendre davantage conscience de leur responsabilité sociale et s'efforcer :

— De poursuivre une politique de productivité, de rentabilité, de continuité et d'expansion de leur entreprise ;

— De favoriser l'intégration économique de la région dont leur pays fait partie ;

— De coopérer à l'élaboration et à l'exécution du plan de développement de leur pays ;

— De considérer l'implantation géographique d'une nouvelle entreprise non seulement en fonction de sa rentabilité future, mais aussi de l'impulsion qu'elle peut apporter au développement local ;

— D'orienter en priorité les investissements dans les secteurs où la demande à satisfaire correspond aux lacunes les plus évidentes du développement (biens de consommation élémentaires, équipements sociaux rentables, etc.) ;

— D'investir dans le pays toutes les ressources disponibles, y compris la plus grande partie possible des bénéfices, et contribuer ainsi à l'augmentation du produit national brut et à la création d'emplois nouveaux, plutôt que d'aller investir dans des pays industrialisés, immobiliser un capital sous des formes diverses ou le prodiguer en dépenses somptuaires ;

— D'adopter enfin, dans le même esprit, un train de vie privé témoignant d'un net sentiment de responsabilité sociale.

## Dans les pays industrialisés,

il importe que les dirigeants d'entreprise reprennent à leur compte les orientations précédemment énoncées, notamment en ce qui concerne les régions que des circonstances diverses ont tenues à l'écart du développement national. Mais ils ont aussi à prendre conscience de la *nécessité d'une coopération internationale* et s'efforcer, par l'intermédiaire de leurs organisations professionnelles et en usant de toute leur influence auprès des pouvoirs publics,

— De favoriser la réorganisation du commerce international, notamment en vue d'une coordination internationale graduelle des productions ;

— De contribuer, dans cette perspective, à l'industrialisation des pays en voie de développement en permettant l'accès des produits finis ou semi-finis en provenance des pays en voie de développement aux marchés des pays industrialisés (même si cela implique la reconversion de certaines activités agricoles ou industrielles des pays industrialisés) ;

— De mettre tout en œuvre pour aboutir à un système de réglementation internationale des crédits de fournisseur, grâce auquel soient allégées les conditions de crédit prévues pour l'achat de biens d'équipement aux pays industrialisés par des pays en voie de développement ;

— De développer toutes les possibilités de coopération pratique avec les dirigeants d'entreprise des pays en voie de développement,

En tenant compte des objectifs et des priorités des plans de développement ;

En suscitant l'étude et la conclusion d'accords de financement conjoint ;

En multipliant les opérations d'assistance technique, ce qui implique, d'une part, l'adoption d'une politique de détachement d'un personnel compétent et motivé et, d'autre part, la garantie donnée aux agents partis en coopération, d'une réintégration professionnelle satisfaisante à leur retour dans leur pays d'origine ;

— De promouvoir enfin une politique de cession des brevets et des licences, animée d'un véritable esprit de coopération internationale.

## Dans tous les pays,

les dirigeants d'entreprise ont aussi à admettre, dans l'intérêt même du développement, le *nécessaire renforcement des possibilités d'action de l'Etat. Celui-ci passe notamment par la fiscalité.*

Dans tous les pays, une fiscalité prélevant une partie élevée du produit social constitue le seul moyen pour l'Etat de faire face au financement des opérations de développement qui lui incombent.

— Il dépend, en effet, de la compréhension des dirigeants d'entreprise des pays en voie de développement et de leur coopération à la mise en place d'une administration efficace et d'un système fiscal moderne que soient réalisées les opérations d'infrastructure, d'équipements et d'investissements sociaux (éducation, hygiène, etc.) indispensables au développement.

— Dans les pays industrialisés, où la sélection d'objectifs prioritaires dans les domaines social, culturel et spirituel doit éviter les égarements d'une société exclusivement orientée vers la croissance, l'Etat doit aussi obtenir la compréhension et l'appui des dirigeants d'entreprise.

Ainsi l'action des pouvoirs publics, et notamment d'importants prélèvements fiscaux, doivent-ils être admis et soutenus, dès lors qu'ils permettent que l'accroissement des richesses nationales s'accompagne :

De la multiplication de programmes d'action sociale (redistribution des revenus, urbanisme, environnement...) ;

De l'extension de tous les équipements collectifs nécessaires (université, hôpitaux, centres de loisirs et de réflexion...) ;

D'une participation croissante du pays à la coopération internationale.

Mais les dirigeants d'entreprise, quelle que soit l'importance des efforts entrepris dans le domaine de la formation par l'Etat, doivent avoir aussi une *conscience particulière du rôle de formateur que leur assigne le contrôle du « savoir-faire »* :

— Formation à tous les niveaux (main-d'œuvre, cadres), visant à développer aussi bien le sens des responsabilités que le strict apprentissage technique ;

— Formation de dirigeants d'entreprise compétents, tous fortement concernés par les problèmes du développement.

Cette action peut prendre des formes diverses (accueil de stagiaires, formation donnée sur place dans les entreprises, création de centres locaux de formation et participation à leur fonctionnement, etc.).

Il importe que les dirigeants d'entreprise, tout en usant de leur influence dans leur milieu, s'attachent en priorité à *faire de leur entreprise une communauté où chacun se sente responsable du développement.*

La contribution des entreprises au développement ne saurait en effet résulter de la seule volonté de leurs dirigeants. Aussi nécessite-t-elle un dialogue permanent avec les partenaires sociaux, spécialement avec les cadres et les organisations syndicales.

La qualité de l'engagement d'une entreprise au service du développement est donc indissociable de l'idée de participation.

### Au niveau international,

la part de plus en plus grande que prennent les firmes multinationales dans l'économie mondiale exige que leurs responsables mettent tout en œuvre pour :

— Tenir compte de l'intérêt des pays d'accueil (formation de cadres autochtones, stimulation des petites et moyennes industries locales...);

— Rechercher les voies par lesquelles elles peuvent servir l'intérêt à long terme de la Communauté inter-

nationale, et comment leur pouvoir peut être utilisé au service du développement.

En suggérant à tous les dirigeants d'entreprise, et en particulier à tous ses membres, l'ensemble de ces orientations non exclusives pour l'action, l'UNIAPAC entend bien que chacune d'elles passe nécessairement par l'effort et par un sens certain du renoncement.

Au seuil de la deuxième décennie, l'UNIAPAC en appelle à tous ses membres et à tous les dirigeants d'entreprise du monde pour qu'unis dans l'effort indispensable au développement solidaire de l'homme et des peuples, au travers des difficultés, des renoncements, mais aussi des réussites, chacun mette en œuvre tout son pouvoir et toute sa compétence pour vivre l'idéal de justice et d'amour auquel le Christ appelle chacun de nous.

## LES STATUTS DE L'ARCHEVÊCHÉ ORTHODOXE DE FRANCE ET D'EUROPE OCCIDENTALE

Episkepsis, bulletin publié par le Centre orthodoxe du patriarcat œcuménique à Chambésy-Genève, publie, dans son numéro du 23 février 1971, les documents ci-après au sujet du nouveau statut de l'« archevêché orthodoxe de France et d'Europe occidentale », qui compte 175 000 fidèles, dont la plupart vivent en France. Ce statut, en vertu duquel l'archevêché relève de nouveau de la juridiction du patriarche œcuménique Athénagoras, s'inscrit dans l'histoire du long conflit de juridiction qui, depuis les origines de cet archevêché, a opposé les patriarchats de Moscou et de Constantinople.

### Un pas important vers le rétablissement de la diaspora orthodoxe en Europe

L'« archevêché orthodoxe de France et d'Europe occidentale » (siège : 12, rue Daru, Paris-8<sup>e</sup>) a demandé d'appartenir dorénavant au patriarcat œcuménique. Le Saint Synode a agréé cette demande et le patriarcat œcuménique a fait part de cette décision dans une lettre du 22 janvier adressée à l'archevêque Georges (publiée plus loin). L'archidiocèse en question représente une grande partie de la diaspora orthodoxe en Europe occidentale; il dispose d'une organisation interne importante et donne un témoignage orthodoxe remarquable surtout grâce au rayonnement de l'Institut de théologie orthodoxe « Saint-Serge », à Paris, fondé en 1925.

Or, cette communauté ecclésiastique, de 1931 à 1965, dépendait du patriarcat œcuménique et était connue sous le nom d'« exarchat du patriarcat œcuménique pour les paroisses russes en Europe occidentale ». En 1965 cet exarchat fut aboli à la suite d'une demande du patriarcat de Moscou pour que le qualificatif de « russe » soit supprimé. Des représentants du patriarcat de Moscou ont même alors proposé l'appartenance de ces paroisses à la juridiction directe du patriarcat œcu-

ménique, par l'intermédiaire du métropolite de France. Au lieu de cela, le patriarcat œcuménique visant à « assurer la concorde indispensable à la collaboration panorthodoxe et la convocation du saint et grand Concile en préparation », a préféré supprimer purement et simplement l'exarchat (1).

C'est pourquoi l'exarchat (qui jouissait d'une autonomie intérieure) fut obligé d'accepter son indépendance créée de facto et de changer son titre en « archevêché orthodoxe de France et d'Europe occidentale ». Néanmoins, il continuait de se considérer comme appartenant au patriarcat œcuménique, et la commémoration liturgique du patriarche œcuménique ne fut jamais interrompue. Mgr Georges, archevêque de Syracuse, en tête de ces paroisses, ne se lassait pas de demander leur retour dans la juridiction du patriarcat œcuménique, sous une nouvelle forme canonique. Maintenant, cela est devenu un fait, grâce à la décision récente du Saint Synode. Cette décision comprend les points principaux suivants :

a) La solution proposée est provisoire, « en attendant le règlement de la question de la diaspora orthodoxe par le saint et grand Concile, suivant les exigences canoniques ».

b) L'archevêché continuera de jouir d'une autonomie intérieure, due au respect envers les besoins particuliers de ses fidèles désireux de préserver leurs traditions particulières, etc.

Cette solution, correspondant aussi au désir exprimé par des représentants du patriarcat de Moscou, est présentée dans l'espoir qu'elle aidera à rassembler, au moins provisoirement, toutes les communautés orthodoxes en Europe occidentale, dans l'attente d'un règlement définitif de la question.

### Lettre du patriarche Athénagoras à l'archevêque Georges

RÉVÉRENDISSIME ARCHEVÊQUE MONSIEUR GEORGES, A LA TÊTE DES PAROISSES ORTHODOXES RUSSES SOUS LA JURI-

(1) Cf. DC 1966, n° 1464, col. 286 (NDLR).



DICTION DE NOTRE TRÈS SAINT TRÔNE ŒCUMÉNIQUE,  
NOTRE FRÈRE ET COLITURGE DANS LE SAINT-ESPRIT,  
QUE LA GRACE ET LA PAIX DE DIEU SOIENT AVEC VOUS.

Nous avons reçu votre lettre du 9 décembre passé, soussignée aussi par votre évêque auxiliaire Mgr Méthode ; vous y avez réitéré le désir et la prière, exprimés à plusieurs reprises depuis notre lettre patriarcale n° 671 du 22 novembre 1965, adressée à vous — sentiments partagés par l'ensemble des fidèles sous votre protection et direction archiépiscopales, qui appartenaient autrefois à notre ancien exarchat patriarcal composé des paroisses orthodoxes russes en Europe occidentale — de perpétuer, sous un nouveau statut canonique, votre dépendance juridique de notre très saint trône œcuménique, apostolique et patriarcal.

Au cours d'une séance du Saint Synode, nous avons lu avec soin cette lettre de Votre Excellence, ainsi que le mémoire y joint. Ensuite, nous avons étudié les raisons graves qui, à partir de février 1931, imposèrent l'appartenance desdites communautés à notre très saint trône œcuménique : la nécessité impérieuse apparue alors de délivrer ces communautés de la situation tout à fait irrégulière et dangereuse qui était la leur ; la nécessité de subvenir à leurs besoins spirituels et ecclésiastiques ; la sauvegarde et la bonne gestion de leurs biens. Nous avons aussi pris en considération leurs progrès et leur épanouissement dans la vie chrétienne réalisés depuis sous la surveillance suprême et la conduite du trône œcuménique, avec l'aide de Dieu. En même temps, nous avons tenu compte des avis et des espoirs qui, au mois de novembre 1965, ont dicté la suppression temporaire de l'exarchat, afin d'assurer la concorde indispensable à la collaboration panorthodoxe et à la convocation du saint et grand Concile. Soupesant enfin la situation actuelle des communautés en question, nous, réunis en Synode, avons décidé de les rattacher à notre très saint trône apostolique et patriarcal, afin qu'elles ne soient totalement privées de supervision ecclésiastique suprême et de lien avec le système administratif de l'Eglise en attendant le règlement de la question de la diaspora orthodoxe par le saint et grand Concile, suivant les exigences de l'ordre canonique. Nous avons aussi décidé d'étendre désormais sur elles notre protection et souci pastoral, selon le droit que nous avons sur la diaspora d'après les saints canons, droit qui incombe depuis toujours à notre trône en raison de sa place prééminente et de son devoir de secourir et d'aider dûment les Eglises se trouvant dans des circonstances difficiles.

En ce qui concerne les détails du rattachement et de la dépendance des communautés susdites, à notre très saint trône œcuménique, nous avons décidé :

a) Que les communautés orthodoxes russes en Europe occidentale, dirigées par Votre chère Excellence et composant l'ancien exarchat patriarcal du trône œcuménique, continuent à constituer un seul organisme ecclésiastique, gardent leur autonomie intérieure et soient administrées selon les statuts jusqu'ici en vigueur et conformément à la législation des pays où elles se trouvent.

b) Que cet organisme ecclésiastique, dirigé par un prélat ayant le rang et le titre d'archevêque, soit rattaché canoniquement à notre très saint trône œcuménique par l'intermédiaire du métropolitain de France, étant donné qu'il se trouve avoir son siège au même lieu que l'archevêque qui dirige les communautés.

c) Que dans les assemblées liturgiques et les fêtes soient commémorés :

1. Le patriarche œcuménique (par l'archevêque dirigeant) ;

2. D'abord le prélat du lieu appartenant à la juridiction du trône œcuménique, qu'il soit métropolitain ou archevêque, puis l'archevêque dirigeant les communautés (par ses évêques auxiliaires dans les divers pays) ;

3. D'abord le prélat du lieu, puis l'archevêque dirigeant les communautés ou son évêque auxiliaire local (par le clergé paroissial) ;

d) Que l'élection de l'archevêque dirigeant, ainsi que celle des évêques auxiliaires, le fonctionnement de l'Assemblée épiscopale, de l'Assemblée générale, du Comité de contrôle et de l'Institut de théologie, se fassent comme auparavant, conformément aux statuts jusqu'ici en vigueur, et :

e) Que les assemblées générales extraordinaires soient présidées en cas de besoin par le métropolitain de France, sur mandat spécial du patriarcat œcuménique, en qualité d'exarque patriarcal extraordinaire.

En communiquant avec plaisir à Votre chère Excellence les décisions synodales susmentionnées, afin qu'elles soient dûment appliquées, nous souhaitons que l'ensemble des fidèles, chers à nous, des paroisses, étant pieusement guidés par vous vers les sources salvatrices de la grâce évangélique, « opère ainsi sa croissance et se construise lui-même, dans la charité ». (Ep 4, 16.) Nous prions Dieu pour le plus grand bien-être spirituel de tous, et que sa grâce et sa miséricorde infinies soient avec Votre Excellence.

† ATHÉNAGORAS DE CONSTANTINOPLE.

Le 22 janvier 1971.

## Brève note historique

Avec la Révolution russe au début de ce siècle, la diaspora russe entre à partir de 1920 dans des conditions tout à fait particulières de vie ecclésiale.

Déjà, en 1911, le Synode de Saint-Petersbourg (patriarcat de Moscou) avait nommé un vicaire pour l'Europe occidentale, son siège étant Rome, afin de s'occuper des Russes de passage en Europe. Mais le patriarcat œcuménique fit aussitôt prévaloir ses droits sur un territoire qui canoniquement lui appartenait (cf. 28<sup>e</sup> canon du Concile de Chalcédoine) et le vicaire fut rappelé à Moscou.

Le problème de la diaspora, aggravé par l'arrivée de réfugiés politiques russes, se posa avec insistance au niveau de la conscience de l'Eglise orthodoxe en général et du patriarcat de Moscou en particulier après 1920. Le patriarche Tikhon de Moscou nomme en 1921 (décret n° 423) le métropolitain Euloge comme chef spirituel des paroisses de la diaspora russe. Cette décision est signalée au métropolitain Euloge le 5 mai 1922 en même temps que la proclamation de la dissolution de la Conférence épiscopale des Karlovtsi (Eglise synodale). Le siège de Mgr Euloge est transféré à cette même époque de Berlin à Paris.

Mais le métropolitain Euloge ne se limite pas à recevoir cette décision. Toujours en 1922, il en fait part au patriarcat œcuménique. Ce dernier se contente de répondre en rappelant ses prérogatives et ses droits canoniques, mais, tenant compte de la situation pénible des réfugiés politiques russes et aussi de l'incertitude de leur avenir, le patriarcat œcuménique préfère garder la question canonique en suspens.

A partir de 1927, Mgr Euloge entre en correspondance avec le patriarche œcuménique Photius II. Entre-temps, en 1930, le *locum tenens* du patriarche de Moscou exige une déclaration de loyauté envers le gouvernement soviétique, tant de la part de Mgr Euloge que de tous ses fidèles. Mgr Euloge refuse catégoriquement et l'Assemblée diocésaine qu'il convoque en 1930 soutient cette décision à l'unanimité. Le *locum tenens*



du patriarcat de Moscou, le métropolite Serge, somme Mgr Euloge de démissionner. Ce dernier ne tient pas compte de cette démarche, puisque l'Assemblée diocésaine de 1930 vient de le soutenir. Au contraire, il fait appel à Constantinople, se conformant en tous points au droit canonique de l'Eglise orthodoxe.

En 1931, il est reçu par le patriarche Photius II au Phanar. Le patriarche œcuménique rappelle au métropolite Euloge qu'il aurait dû depuis longtemps réaliser cette démarche, mais qu'il comprenait fort bien à cause des grands problèmes moraux qui bouleversaient ces réfugiés. Le 17 février 1931, en présence des membres du Saint Synode réunis en séance solennelle, le patriarche Photius II proclame solennellement l'existence de son exarchat russe en Europe occidentale sous la juridiction de Mgr Euloge; c'est sous cette forme canonique qu'il se maintiendra jusqu'en 1965.

Si, malgré cela, le trône œcuménique fut obligé de supprimer l'exarchat, cela se doit à une conjoncture ecclésiale complexe et au désir de faciliter la collaboration panorthodoxe.

Les 130 paroisses de l'archevêché, composées d'environ 175 000 fidèles et 80 prêtres, sont éparpillées à travers tous les pays d'Europe occidentale, mais surtout en France. Une partie des fidèles ne sont pas d'origine russe, ce qui leur donne un caractère multinational. Certaines paroisses célèbrent la liturgie dans la langue du pays (comme par exemple en français à Paris et à Bruxelles), étant donné qu'elles ne sont pas composées d'immigrants venus de pays orthodoxes, mais de gens du pays.

## APRÈS LA LETTRE DE PAUL VI AU PATRIARCHE ATHENAGORAS

### *Déclaration du Patriarcat œcuménique*

*A la suite du message adressé par Paul VI au patriarche œcuménique Athénagoras I<sup>er</sup>, le 8 février 1971 (1), le communiqué suivant a été publié par le Bureau patriarcal, au sujet notamment de la rencontre souhaitée « dans le calice commun du Corps et du Sang du Christ (2) » :*

La lettre de S. S. le Pape Paul VI de Rome adressée au patriarche œcuménique Athénagoras, en date du 8 février 1971, constitue indubitablement un changement d'attitude historique et sans précédent de la part de l'Eglise catholique romaine.

C'est pourquoi elle a été saluée au Phanar et partout comme un grand événement qui pourrait servir de base à une évolution très rapide des relations et notamment à la rencontre dans le calice commun du Corps et du Sang du Christ.

Sur ce point, l'opinion personnelle du patriarche est que c'est seulement dans l'histoire que la solution du problème sera donnée, en faveur du rétablissement des relations entre les deux Eglises aînées d'Occident et d'Orient.

(1) Cf. DC 1971, n° 1582, p. 255.

(2) *Episkepsis*, bulletin bimensuel publié par le Centre orthodoxe du patriarcat œcuménique, 37, chemin de Chambésy, 1292 Chambésy-Genève, 6 avril 1971, p. 2.

Il ne s'agit pas d'unité, puisque nous sommes unis dans la personne historique du Christ, ni d'union organique, puisque nous n'avons jamais été ainsi unis. Orient et Occident ont formé dès le début cinq Eglises indépendantes, possédant une pleine juridiction et autonomie interne; il s'agit alors d'un retour au point de départ, avec la primauté d'honneur du Pape, comme toujours.

Jusqu'en l'an 1054, quand survint ledit schisme, il existait de nombreuses différences entre les deux Eglises, souvent violemment exprimées et allant jusqu'à la rupture des relations, comme ce fut le cas sous le patriarche œcuménique saint Photius I<sup>er</sup>; néanmoins, l'unité dans les sacrements communs, et notamment dans l'eucharistie, le calice commun, indubitablement fut constamment préservée.

Le schisme de 1054 n'est pas survenu par une décision d'Occident et d'Orient; il n'a pas été confirmé non plus par des décisions de la part de Rome et de Constantinople; il s'est imposé quand les deux Eglises ont cessé de s'aimer.

Or, voici que le schisme a été aboli, et de la manière la plus grandiose et la plus étonnante, le 7 décembre 1965, au cours des cérémonies dans la basilique de Saint-Pierre à Rome, en présence du délégué du patriarcat œcuménique, et dans l'Eglise patriarcale de Saint-Georges au Phanar, en présence du délégué du Pape (3). Ainsi les choses sont-elles revenues automatiquement à l'état antérieur à 1054. Alors la question se pose : pourquoi ne revenons-nous pas automatiquement aussi au calice commun, étant donné que depuis 1054 aucun obstacle plus grave ne s'est présenté, et alors que les différences existantes diminuent constamment ?

Souvent dans le passé des dialogues et des rencontres théologiques, loin d'aboutir à un résultat positif, se sont dissous dans un climat de mécontentement.

Par contre, ces derniers temps, partout on aborde la question et on exprime le vœu ardent — en Occident, en Orient, en Afrique et en Extrême-Orient — de revenir au calice commun, et déjà on s'y rencontre en maints lieux.

Cependant, ceci constitue la dernière étape, étape à la fois facile et difficile. Le patriarche la conçoit comme facile à la suite, surtout, de la lettre précitée de S. S. le Pape Paul VI de Rome. Mais cette étape n'est pas une affaire personnelle — comme la rencontre du Pape et du patriarche le 5 janvier 1964 à Jérusalem, — ni une affaire entre les deux Eglises de Rome et de Constantinople, — comme lors de la levée des anathèmes, le 7 décembre 1965.

Il faut préparer le terrain des deux côtés, bien peser les situations locales, les conséquences éventuelles, et tout particulièrement arriver à une entente et un accord préalables entre les Eglises orthodoxes, alors qu'en Occident, le Pape doit obtenir l'assentiment de l'épiscopat qui l'entoure.

Comment et quand cela arrivera-t-il ?

Voilà la grande question qui, aujourd'hui plus que jamais, se pose avec force à la suite de la lettre précitée du Pape Paul VI.

Ce sera quand le Seigneur voudra bien donner le mot d'ordre et quand les responsables l'accueilleront et le mettront en pratique.

Et alors, ce sera le grand jour !

(3) Cf. DC 1966, n° 1462, col. 67 et s. (NDLR.)



## LA DEUXIEME ETAPE DE LA PREPARATION DU CONCILE DES JEUNES

*La communauté protestante de Taizé a publié le communiqué suivant après la rencontre de Pâques, à laquelle ont participé 6 500 jeunes de différents pays :*

Il y a une année, à Pâques 1970, au cours d'un rassemblement de 2 500 jeunes, le prieur de Taizé, F. Roger, annonçait un concile de jeunes qui aura lieu après un temps de préparation, à une date non encore fixée, « en vue de tenir ensemble quelques années et de faire une trouée nouvelle vers l'unité de l'Eglise (1) ».

Des milliers de jeunes se sont aussitôt engagés dans cette préparation, sur les cinq continents. A Taizé même, plus de 20 000 jeunes ont participé aux rencontres préparatoires tout au long de l'année.

Beaucoup d'entre eux s'étaient donné rendez-vous à Pâques à Taizé. Ils s'y sont retrouvés à 6 500, de 40 nationalités, et 1 500 autres jeunes y arriveront encore la semaine qui suit Pâques. Il s'agit de faire le bilan de la première année de préparation et de s'engager dans la seconde année. La date d'ouverture du concile n'a pas encore été indiquée.

L'Eglise de la Réconciliation ne peut pas contenir plus de 2 500 personnes. Aussi, face à l'afflux des inscriptions, a-t-il fallu quinze jours avant Pâques faire démolir toute la façade de l'église et y faire emboîter une vaste tente-amphithéâtre.

Tout l'accent de ces journées est mis sur la célébration du Christ ressuscité. Participation à la prière de la communauté, nuit de prière continue, moments de silence chaque jour, sont les éléments les plus marquants.

Samedi soir, lors d'une rencontre générale, une image de la première année de préparation a été donnée. C'était une année située « dans le mouvement souterrain de l'Eglise », où l'essentiel était de vivre « la fête du Christ ressuscité ». Pour y parvenir, de nombreux jeunes se sont regroupés en petites cellules, provisoires, non instituées, sans organisation. Pour annoncer le concile à d'autres jeunes, de petits groupes ont voyagé à travers toute l'Europe, mais aussi sur les autres continents, puisque ceux qui préparent le concile des jeunes ont la conviction que les intuitions fondamentales viendront de l'hémisphère sud.

Dimanche matin, le prieur de Taizé a lu des messages qu'il avait reçus à l'intention des jeunes. Du pape Paul VI : « Il est de tout cœur au milieu de vous, partageant votre prière et demandant au Seigneur de vous aider à vivre, dans l'amitié fraternelle, la fête de la Résurrection (2). » Du patriarche Athénagoras : « Nous

attendons l'union dans la même eucharistie de Notre Seigneur. »

L'après-midi de Pâques marquait le début de la deuxième année préparatoire. F. Roger, le prieur de Taizé, a commencé par indiquer le thème de l'année : « Ayant creusé pendant un an le sens de la fête que le Christ ressuscité vient animer au plus intime de l'homme, nous savons qu'elle n'est pas une euphorie. Elle implique une lutte pour que tous aient part à la même fête libératrice. Comme une conséquence directe, nous chercherons alors cette année comment le Christ ressuscité nous pousse à aller jusqu'au bout : il nous prépare à donner notre vie pour que l'homme ne soit plus victime de l'homme. »

Une équipe intercontinentale qui était réunie depuis plusieurs jours à Taizé a précisé ce thème :

« Cette année, ce serait encore une aventure intérieure : donner notre vie, non pas une partie, mais toute notre vie. Pour que l'homme ne soit plus victime de l'homme : quelle que soit la forme d'oppression intérieure ou extérieure qui pèse sur lui. Devenir conscients des oppressions. Engager nos énergies pour rompre avec les situations où l'homme est victime. Rejeter les privilèges.

« Au cours de cette dernière année, nous avons découvert entre nous tous une diversité d'aspirations si grande que nous sommes d'autant plus attentifs à un lieu d'unanimité de foi : notre commune célébration du Christ ressuscité.

« En attendant l'aventure publique que sera le Concile des jeunes, quelques-uns se demandent si l'aventure intérieure ne va pas nous entraîner dans un temps de « clandestinité ». Nous sommes conduits à vivre l'incognito, utilisant toujours des moyens pauvres, sans or ni argent. »

*(Texte original.)*

## LA CRISE DU SACERDOCE

### Appel du F. Roger aux jeunes

*Devant les 6 500 jeunes de 40 nationalités réunis à Taizé, le F. Roger, prieur de la communauté, a lu l'appel suivant au cours de la liturgie du matin de Pâques :*

Le Christ ressuscité nous met en communion les uns avec les autres et déjà voilà l'Eglise. Il est en nous. Mais il est aussi un vis-à-vis : le Christ existe pour lui-même.

qu'il est de tout cœur au milieu de vous, partageant votre prière et demandant au Seigneur de vous aider à vivre dans l'amitié fraternelle la fête de la Résurrection.

Le Christ est ressuscité : c'est lui qui met en nos cœurs ce désir si intense d'approfondissement intérieur et suscite cette recherche passionnée des jeunes.

Le Christ est ressuscité : c'est lui qui nous appelle à sortir de nous-mêmes et à vivre généreusement cette joyeuse nouvelle pour en témoigner jour après jour devant nos frères à travers le monde entier.

*(Texte original.)*

(1) Cf. DC 1970, n° 1561, p. 399 (NDLR).

(2) Voici le texte du message adressé par le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, au F. Roger, prieur de Taizé.

Le Pape Paul VI a appris avec joie le rassemblement pascal des jeunes à Taizé. Il me charge de vous dire

C'est lui que partout et ensemble nous avons cherché, parfois aussi délaissé.

Quand bien même nous l'abandonnons, lui jamais ne renonce à nous, et c'est encore lui qui nous attend et nous cherche, tant il est lié à l'homme.

Et voilà que, dans cette dernière année, emplie pour un si grand nombre d'entre nous de l'esprit de fête, voilà que s'est encore accéléré le mouvement de retrait loin du Christ et de son corps l'Eglise : éloignement de jeunes, mais aussi éloignement de prêtres, pasteurs.

Pourrions-nous, à travers le monde, continuer à vivre la fête du Christ ressuscité et la lutte qu'elle suppose, portés comme nous le sommes par la préparation d'un concile de jeunes, et en même temps détourner nos regards, demeurer dans l'indifférence devant ces éloignements ?

La parole que je vais prononcer maintenant, il n'est pas facile de la dire. J'ai longuement hésité. Mais je manquerais de courage si je me taisais. Je me rappelle qu'à cause de ma vocation, je suis un homme libre et cette liberté se paye cher dans une existence humaine.

Ecoutez. L'actuelle crise de confiance en l'homme arrache à leur identité beaucoup de ceux qui avaient dit un oui au sacerdoce. Certains sont désespérés, ils ne savent plus à quoi ils servent. Où est donc l'essentiel de la vocation sacerdotale ? Je vois trois lignes de force qui en sont spécifiques : d'abord l'homme du sacerdoce s'exerce toute sa vie à écouter, à sonder les profondeurs. Puis il apporte la libération à l'homme, déliant sur la terre ce qui aussitôt le sera auprès du Christ. Et tout cela pour faire vivre l'homme du Christ ressuscité dans l'eucharistie, ce Christ notre amour essentiel, notre premier amour.

Nous qui, pour le Christ et l'Evangile, luttons en nous-mêmes parce que nous sommes fragiles, vulnérables, comment exigerions-nous des hommes du ministère qu'ils soient des surhommes, et non simplement des hommes limités comme nous-mêmes ?

Face à la solitude d'hommes qui ont reçu vocation sacerdotale, savons-nous qu'ils ne peuvent pas vivre leur ministère en isolés, sans vous, sans nous ? Face à leur isolement, une question se pose à nous tous : que pouvons-nous, nous qui, très loin d'ici ou ici-même à Taizé, nous préparons à cette réalité d'Eglise que sera un jour le concile des jeunes ? Que pouvons-nous pour eux ?

Ma certitude : ensemble nous pouvons ce que nous ne croyions pas possible voici un an.

Je viens vous le demander : au nom du Christ, ne les laissez pas livrés à la solitude, apportez-leur votre confiance ; au travers du ministère du pardon cherchez un cœur de pauvre, un cœur réconcilié, unifié par Jésus-Christ. Ne soyez pas chiches de votre confiance.

\*\*

Certains disent qu'il y a de mauvais pasteurs. Quand cela est gardons le silence... Ou encore certains ont peur d'une Eglise qui nous récupérerait ou qui, tout au moins, nous retiendrait d'un engagement pour que l'homme ne soit plus victime de l'homme.

A cet égard, il nous est déjà donné juste ce qui est nécessaire pour aller au-delà de nos

craintes et commencer à porter l'esprit de fête dans le corps du Christ, l'Eglise.

L'Eglise appelée à se purifier toujours pour devenir lieu de communion pour tout homme, dépourvue des moyens de puissance, libérée pour courir à l'essentiel, l'Eglise sera reconnue à travers vous à son esprit de fête, l'esprit du Ressuscité.

(Texte original. Le titre est de notre rédaction.)

*Un livre qui fait réfléchir :*

## « LE MESSAGE DE FATIMA »

### ÉTUDE ANALYTIQUE

par C. Barthas

On y trouve :

1° La preuve que le Ciel et l'Eglise donnent grande importance à ce Message ;

2° L'adaptation du Saint Evangile par la Mère de Jésus aux besoins de notre temps ;

3° L'explication surnaturelle des événements de notre triste époque ;

4° De précieux enseignements pour la catéchèse et la pastorale.

Un beau volume 260 pages, illustrations, plan. Prix : 16 F franco 18 F. FATIMA-EDITIONS, 3, rue Gabriel-Péri, 31-TOULOUSE. CCP 40-55.

— *Un salut aux dimensions du monde*, par J.-B. WALGRAVE, OP (coll. « *Cogitatio fidei* »). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 192 pages. Prix : 19,50 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est un commentaire bien actuel du mot de saint Paul, il n'y a de salut à espérer en ce monde et dans l'autre qu'en Jésus-Christ, dans cette intervention transcendante où Dieu lui-même s'offre à nous comme Sauveur et Rédempteur.

— *Union conjugale et liberté*. Essai sur le problème traité par l'encyclique *Humanae vitae*, par EDOUARD POUSET (coll. « *Avenir de la théologie* », n° 10). — Un vol. 13,5 × 16 cm, de 104 pages. Prix : 11 F. Editions du Cerf, Paris.

— *La Présence du Christ dans l'Eucharistie*, par ED. SCHILLEBEECKX (coll. « *Avenir de la théologie* », n° 11). Traduit du néerlandais par M. BENZERATH. — Un vol. 13,5 × 16 cm, de 152 pages. Prix : 14 F. Editions du Cerf, Paris.

Exposé rapide du mystère de la présence réelle dans l'Eucharistie, à la lumière du Concile de Trente pour marquer le sens qu'elle doit prendre dans notre vie d'aujourd'hui. Une synthèse théologique et une mise au point éclairante.



## L'OPTION RELIGIEUSE DES MINEURS ET L'AUTORITÉ PARENTALE

### Droit français et attitude de l'Eglise

*M. l'abbé René SEJOURNE, du diocèse d'Angers, attaché depuis 1967 à la section française de la Secrétairerie d'Etat, a soutenu, le 29 mars 1971, devant la Faculté de droit canonique de l'Université grégorienne de Rome, la thèse dont nous publions ci-après la soutenance (\*) :*

J'avais choisi comme sujet de recherche le thème : « L'option religieuse des mineurs et l'autorité parentale. » Si je dis « autorité parentale », et non pas « puissance paternelle », qui serait le terme familier aux anciens juristes, c'est à dessein : c'est en effet l'expression plus moderne, plus nuancée aussi, que le droit français vient de consacrer dans une loi du 4 juin 1970 appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971.

*Pourquoi ce sujet :* c'est une question qui, sur le plan théorique comme sur le plan pratique, semble revêtir une importance capitale, encore accrue aujourd'hui.

*Sur le plan théorique :* il importe de clarifier, si possible, un problème dont vous devinez la complexité. S'il s'agissait, en effet, des *adultes*, ce problème de l'option religieuse serait relativement simple et n'exigerait pas une longue thèse : la théologie catholique, comme le droit, civil ou canonique, ont toujours admis, en principe du moins, la liberté de l'acte de foi, de l'entrée dans l'Eglise et du baptême des adultes. Et la mentalité moderne, au moins dans les pays occidentaux, y est devenue très sensible : on ne conçoit plus, chez les croyants comme chez les incroyants, que la liberté religieuse ne soit pas respectée ; c'est devenu un principe sacro-

(\*) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

Le cardinal GARRONE, préfet de la congrégation pour l'Enseignement catholique ; M. Jean FOYER, ancien garde des sceaux et professeur de droit ; M. René BROUILLET, ambassadeur de France près le Saint-Siège ; NN. SS. Paul PHILIPPE, secrétaire de la congrégation pour la Doctrine de la foi, et Jacques MARTIN, préfet de la Maison pontificale, ainsi que de nombreuses personnalités, ont assisté à la soutenance de la thèse, en présence d'un jury présidé par le P. Jean BEYER, S.J., doyen de la Faculté de droit canonique de l'Université grégorienne.

saint (cf. Déclaration des Droits de l'homme, de l'enfant). Le Concile Vatican II, pour la première fois, me semble-t-il avec autant de clarté, a lui aussi exalté la liberté religieuse comme une exigence d'immunité de toute pression extérieure, non seulement à cause du respect dû à la personne humaine, mais à cause de la nature même de la démarche religieuse, et plus particulièrement de la foi chrétienne, qui doit pouvoir s'orienter librement vers son objet. Mais ce principe est-il applicable de la même façon aux *jeunes* ? A partir de quel âge ? Là-dessus, le Concile ne s'est pas prononcé directement. On sait bien, en effet, que l'enfant est incapable de s'orienter seul, en ce domaine comme dans les autres ; attendra-t-on qu'il le fasse lui-même ? Mais cette absence de religion durant son enfance et son adolescence ne serait-elle pas déjà une orientation qu'on lui imposerait, d'autant plus que l'acte religieux n'est pas un acte de l'intelligence seulement, ni une décision de la volonté, mais un acte qui engage toutes les facultés et s'enracine profondément dans l'être ? On a d'ailleurs presque toujours reconnu aux parents, dans le droit comme dans les mœurs, le pouvoir de choisir l'appartenance religieuse de leurs enfants, de les éduquer selon leurs convictions et de maintenir ferme cette orientation. Mais jusqu'à quel point ? Sous quelle forme ? Jusqu'à quel âge ? Quand l'enfant pourra-t-il être dit « adulte » dans ce domaine de la conscience ? Car il faudra bien qu'il dise un jour : cette foi, cette attitude religieuse, est mienne, je l'ai pleinement assumée.

*Sur le plan pratique :* le problème se révèle plus aigu encore. Car la conformité des enfants à leurs parents dans le domaine de la foi ou de l'athéisme, qui semblait une règle assez générale dans le passé et ne posait de véritables questions ni aux uns ni aux autres, est devenue beaucoup moins assurée, pour le meilleur et pour le pire, par suite de multiples raisons dont nous laissons l'analyse aux sociologues : mutation rapide, affaiblissement de l'autorité, surtout situation de pluralisme idéologique dans la cité, contre laquelle aucune famille ne peut se prémunir et qui d'ailleurs peut se révéler positive. On assiste alors à des faits douloureux : des parents très chrétiens constatent, par exemple, qu'un de leurs enfants sur quatre, tout en les aimant — il ne s'agit pas ici de la crise adolescente passagère qui a toujours existé, — refuse de les suivre dans leurs con-

victions et l'éducation religieuse qu'ils lui ont donnée. Jusqu'où la famille peut-elle et doit-elle intervenir ? Avec quelle fermeté ? Si elle n'intervient pas, abandonne-t-elle l'enfant à d'autres influences ? A son caprice ? Est-ce son « intérêt » ? Quelle attitude réussira le mieux ? Questions pratiques, angoissantes. Et le problème est lui-même aggravé, pourrait-on dire, par l'idéologie : des adolescents raisonnent en se réclamant de la liberté religieuse : « Je ne me suis pas engagé moi-même dans ce baptême qu'on m'a donné. » Et même des parents chrétiens s'interrogent : ont-ils le droit d'imposer une orientation définitive dans un domaine aussi personnel ?

Est-il besoin de vous le dire : je n'ai pas eu la prétention, dans mon travail, de résoudre tous ces problèmes, comme s'il était possible d'en arriver à quelques solutions claires, simples, bien étayées. C'est d'abord à la pastorale et à la pédagogie de s'y employer, avec de bonnes bases philosophiques et théologiques. Mais j'ai voulu éclairer le problème *du point de vue juridique*, car c'est là aussi un aspect à ne pas négliger. On risque autrement de suivre aveuglément un chemin où, sous prétexte d'efficacité, on ne respecte plus ni la vérité, ni la justice, ni le bien réel des uns et des autres : comment s'étonner de se trouver alors désarmé devant les conflits inévitables qui surgissent ?

Ce droit, qui fixe les attributions des parents et des enfants, leurs droits, leurs devoirs, leur pouvoir et ses limites, je l'ai demandé, bien sûr, à l'Eglise, puisqu'il s'agit d'une thèse en droit canonique. Mais comment les catholiques pourraient-ils faire fi du droit civil qui, pratiquement, va régler les rapports des uns et des autres et dirimer les conflits ? Il s'agit d'un domaine mixte, où l'Etat a son mot à dire, dans l'intérêt de l'ordre public. Sur ce terrain, je me suis limité à la France, et vous savez que l'Etat français ne reconnaît pas d'effet juridique aux actes posés par les ministres de l'Eglise (baptême) ou par ses tribunaux.

Mon travail d'analyse comprend, dès lors, avec ses sept chapitres, trois grands secteurs, d'ailleurs intimement complémentaires, et souvent mis en comparaison :

1° *Le droit français*, dans ses textes, et la *jurisprudence française*, en matière d'autorité parentale à l'égard de l'éducation religieuse. A la suite de quoi, j'ai établi une comparaison rapide avec les *Déclarations internationales* qui demeurent plutôt des principes et des vœux généraux. (Droits de l'homme, Pactes relatifs à ces droits, Convention européenne des droits de l'homme, Droits de l'enfant, Projet de convention pour l'élimination des discriminations religieuses.)

2° J'ai scruté le *droit ecclésiastique*, exprimé principalement dans le Code de 1917, avec ses sources et ses commentaires. J'ai mis en lumière tous les points de responsabilité reconnue aux parents et aux mineurs, dans l'appartenance religieuse et l'éducation religieuse de ceux-ci. J'ai complété ces textes par d'autres plus récents : les encycliques de Pie XI, les discours de Pie XII, et surtout les documents conciliaires de Vatican II.

J'ai pu alors dégager les terrains communs, et aussi les sources de conflit possible, entre le droit français et le droit ou la doctrine de l'Eglise catholique. Qui ne se souvient du cas Finaly ? Mais ce n'est pas sur de tels cas que repose la partie importante de ma thèse.

3° Enfin, au-delà de ces droits positifs et de leurs applications, je me suis interrogé sur le *fondement naturel* de ce droit des parents et des mineurs ; j'ai examiné le côté *théologique*. Quels principes peuvent guider une conscience humaine de bonne volonté, puis une conscience chrétienne, en ces matières ? Enfin j'ai recherché les incidences *pastorales* de ces principes : comment, pour des parents chrétiens, assurer au mieux l'éducation chrétienne selon les âges ? Et que penser aussi de l'admission au baptême des petits enfants ? ou de l'hypothèse d'un baptême par étapes pour les enfants ?

Très sommairement, je dis un mot des résultats de mon investigation en ces divers secteurs, avec les conclusions et les souhaits qui s'en dégagent.

## I. — Le droit français

*En droit français* : dans le droit public, la liberté de conscience est garantie, dans les textes constitutionnels, dans la loi de séparation de l'Etat et des Eglises de 1905 ; cependant que les textes de lois scolaires, particulièrement ceux de 1959, reconnaissent aux parents le droit de faire suivre l'instruction religieuse et le culte de leur choix à leurs enfants, y compris dans les lycées d'Etat. Mais, en principe, rien n'est dit du droit des adolescents eux-mêmes à ce sujet.

Quant au droit privé, chargé de régler les rapports des individus, et consigné dans le Code de droit civil, sans cesse remis à jour, depuis le Code Napoléon, grâce aux nouveaux textes de lois qui y sont insérés, il y est question du droit des parents en éducation, sans que les mots d'appartenance religieuse ou d'éducation religieuse soient jamais prononcés, si étrange que cela paraisse. Mais tous les juristes commentateurs placent l'option religieuse de l'enfant dans ce cadre juridique de la « puissance paternelle ».

Et de fait, quand nous étudions la *jurisprudence* dans ce domaine particulier — nous avons examiné attentivement plus de cinquante arrêts (de tribunaux d'instance, de Cours d'appel, de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat), rendus au cours de ces trente dernières années, — c'est toujours par rapport à ce cadre que sont réglés les conflits : conflits entre parents et tiers, entre les parents eux-mêmes, surtout s'ils sont séparés et divorcés et ne partagent pas les mêmes convictions religieuses ; entre les parents et les enfants, par l'entremise du juge des enfants, dans le cas de l'assistance éducative, lorsque la sécurité et la moralité de l'enfant sont en danger ; cas enfin où l'autorité parentale est exercée par d'autres que les parents (mort de ceux-ci, adoption, Assistance publique).

On observe alors que le cadre juridique de l'ancienne « puissance paternelle » se révèle souvent un peu trop étroit, pour ne pas dire parfois inadéquat, en face de ces drames de conscience. D'abord, parce que, jusqu'à l'an



dernier, l'exercice de la puissance paternelle était, en droit, le quasi-monopole du père, et cela jusqu'à vingt et un ans accomplis, ou jusqu'à l'émancipation. Ensuite, parce que le titulaire de l'autorité parentale peut changer (cas des orphelins, des enfants adoptés, du retrait de la puissance paternelle). Enfin parce que c'est toujours considéré comme un droit des parents et non comme un droit de l'enfant : on n'y tient guère compte des vœux de sa conscience (cf. une constatation un peu forcée du doyen Jean CARBONNIER en 1948 : « Le droit français ne s'est jamais inquiété de reconnaître à l'enfant, si proche qu'il fût de sa majorité, une liberté religieuse personnelle. »)

Cependant on doit reconnaître que les juges font généralement preuve d'une sagesse et d'un respect admirables. Beaucoup de remèdes juridiques sont ainsi apportés pour trancher avec équité ces situations religieuses : dans le cas de parents désunis, par exemple, quand l'enfant est confié à l'un des parents ou même à un tiers, on veille au « statu quo » de sa situation religieuse, au moins pour éviter un bouleversement funeste, voire un traumatisme. L'autre époux garde un droit de surveillance. Les mesures éducatives essaient d'empêcher les abus de toute sorte. Surtout on parle de plus en plus de l'intérêt de l'enfant, pas cependant de son option. Or l'intérêt est une notion difficile à cerner. Et il faut ajouter, pour mesurer le rôle délicat du juge, que celui-ci demeure, et se déclare honnêtement, incompetent sur le fonds du problème religieux, c'est-à-dire pour préciser quelle serait objectivement la meilleure religion pour l'enfant ; or, parfois, le débat en arrive là, lorsque, par exemple, l'enfant est déjà marqué de fait par telle éducation religieuse, même s'il l'a reçue « illégitimement ».

Je ne puis malheureusement citer ici les cas les plus typiques de la jurisprudence qui rendraient cet exposé plus concret. Je le ferai volontiers après si vous le désirez.

Pour l'avenir, la *récente réforme française*, appliquée depuis le 1<sup>er</sup> janvier, est venue consacrer et renforcer un bon nombre de mesures déjà esquissées dans la jurisprudence, mais qui, jusqu'ici, demeuraient un peu en marge de la loi : l'autorité des parents sur le mineur n'est certes pas diminuée, mais le sens en est précisé : « Pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé, sa moralité » ; et surtout — véritable révolution juridique, — la mère est admise à égalité avec le père en ce qui concerne l'autorité sur les enfants, qui devient ainsi l'« autorité parentale ». S'il y a désaccord, on recourt à la pratique communément adoptée auparavant, ou l'on saisit le juge des tutelles qui doit d'abord jouer un rôle conciliateur. Priorité est donnée, pour l'harmonie du climat éducatif, au parent gardien, à la mère naturelle ; on permet les relations avec les grands-parents, etc.

Je pense, pour ma part, que cette loi récente est heureuse, fait mieux leur place à la mère et au mineur. Certains craignent, au contraire, c'est vrai, un recours plus fréquent au tribunal, un « ménage à trois » comme on l'a dit par boutade. Mais les précautions semblent prises pour assurer l'intérêt de l'enfant.

En conclusion, je dirai que le cadre juridique français de l'autorité parentale demeure encore un peu inadéquat pour faire face à tous les problèmes que peut poser la religion des mineurs. Aussi certains ont-ils proposé la théorie selon laquelle la religion serait l'un des éléments de l'état de la personne, un peu comme la nationalité (la religion des mineurs suivant celle des parents jusqu'à preuve du contraire, et demeurant ainsi plus stable). C'est séduisant, surtout pour un chrétien : mais, à mon avis, cette théorie n'a pas de base sérieuse dans le droit français, laïc. On s'en tiendra donc à ce que M. Pierre Barbier appelle, sans péjoration, l'« empirisme » de la jurisprudence.

D'autres souhaitent l'établissement d'une « majorité religieuse » à seize ou dix-huit ans (en Suisse, c'est à seize ans, et en Allemagne à quatorze ans) ; pour ma part, j'y serais très favorable, mais une telle précision n'a guère de chance de voir le jour en France.

Ce que je préconise alors, c'est une application libérale de la loi : qu'on ait plus d'égards pour la conscience des enfants, surtout pour celles des grands adolescents ; que les détenteurs successifs de l'autorité parentale ne changent pas à leur guise une orientation acquise ; enfin qu'on prenne moins ombrage des éducateurs autres que les parents (vous vous souvenez du cas récent de la Carmélite du Dorat : même à vingt-trois ans, on la soupçonnait, quant à sa vocation religieuse, d'être incapable majeure, parce que subissant l'influence d'une ancienne professeur !)

## II. — Le droit canonique

Pour le *droit canonique* : le problème est posé autrement que dans le droit français : l'enfant est sujet de droits et de devoirs, est constitué personne dans l'Eglise par son baptême ; les parents sont les protecteurs de ces droits et devoirs (can. 87-89).

Le Code de droit canonique s'applique surtout à énumérer les devoirs des parents chrétiens : pour faire baptiser leurs enfants (« *quamprimum* »), pour les éduquer religieusement (can. 1113) ; pour leur assurer l'instruction catéchétique, l'accès à la communion, etc. On pourrait dire alors que si le Code leur en fait un devoir, c'est qu'il leur reconnaît un droit réel, tant à l'égard de leurs enfants qu'à l'égard des ministres du culte.

Pour les parents « infidèles », indirectement, l'Eglise reconnaît leur droit de refuser le baptême pour leur enfant de moins de sept ans ; à ce propos, j'ai longuement étudié l'attitude typique de l'Eglise vis-à-vis des Juifs, en particulier dans saint Thomas et dans la doctrine synthétisée par Benoît XIV.

Si l'on regarde maintenant le problème à partir de l'enfant, ce n'est pas l'option de l'enfant qui intéresse directement le Code de droit canonique, semble-t-il, mais les chances positives de sa foi. Ainsi l'Eglise baptisera l'enfant de parents chrétiens avant l'âge de raison, et demandera ensuite que l'enfant soit fidèle à son baptême.

Cependant, j'ai relevé de nombreux indices de la responsabilité que l'Eglise reconnaît



à l'enfant mineur, surtout évidemment en ce qui favorise la foi. Ainsi l'Eglise le définit « adulte » à sept ans, en ce sens qu'elle l'estime capable de demander le baptême ; elle lui fait une obligation (donc un droit), à sept ans, de recevoir les sacrements de pénitence, d'eucharistie, la communion pascale (en précisant, pour les impubères, que l'obligation pèse aussi sur les parents, can. 860) ; elle considère le mineur exempt de l'autorité des parents en certains cas, précisément en ce qui regarde la conscience et les « causes spirituelles », et pratiquement, d'après M. Gillet que nous suivons, lorsqu'une obligation stricte découle pour l'enfant du droit divin ou ecclésiastique ; enfin, pour l'état de vie religieux ou sacerdotal, elle ne fait pas de la permission des parents une condition, pas plus que pour le mariage, au contraire du droit français.

On pourrait se demander : l'Eglise reconnaît-elle aussi aux mineurs une liberté négative, celle de refuser les actes religieux voulus par elle ou par les parents chrétiens ? Pour le baptême après sept ans, pour la vocation religieuse, c'est sûr. Mais quand l'enfant est baptisé, elle demande fidélité au baptême — c'est normal ; autrement elle se renierait comme Eglise. Sur le plan juridique, elle a parfois, dans le passé, parlé de contrainte, de sanctions (Concile de Trente, session 7, can. 14), pour urger cette fidélité à la vie chrétienne. Envisage-t-elle la contrainte des parents ? A eux de voir, et de ne pas obliger, le cas échéant, précisément par respect du sacrement, à une hypocrisie ou à un sacrilège.

Les textes récents des Souverains Pontifes et ceux des Conférences épiscopales confirment cette autorité parentale, mais avec beaucoup plus de nuances, car il s'agit de préparer une adhésion libre du jeune.

*Pie XI* a insisté sur la responsabilité des parents, responsabilité première et directement reçue du Créateur ; mais il concevait encore l'éducation selon un style assez autoritaire et protectionniste, parlant surtout de l'obéissance des enfants enclins au mal.

*Pie XII*, dans ses discours, distingue davantage l'autorité de droit et l'autorité de fait ; parle du respect de la responsabilité et de l'intériorité de l'enfant.

*Le Concile Vatican II* part du droit de l'enfant à l'éducation, y compris le droit de connaître Dieu. Il revient sur la responsabilité « première et difficilement remplaçable des parents » ; mais il insiste sur la façon dont doit s'exercer au mieux cette autorité : atmosphère, expérience, exemple, souplesse, coopération avec les autres éducateurs. Par ailleurs, le Concile traite abondamment de la liberté religieuse de l'adulte qui n'est pas indifférentisme ni peur du témoignage, mais seulement immunité de toute pression extérieure et respect des autres. Ce climat, *mutatis mutandis*, nous semble devoir inspirer aussi l'éducation religieuse des adolescents.

Que dire en conclusion de cette étude de la doctrine de l'Eglise ? Que souhaiter ? Nous osons dire que le Code, à côté de tous les éléments positifs signalés, nous semble trop minimiser les étapes de l'enfance et de l'adolescence, avec leurs caractères « sui generis » :

il faudrait développer ce secteur du « *De personis* », partir des droits de l'enfant lui-même, de ses devoirs, puis de ceux de ses éducateurs ; mais avec réalisme, en tenant compte des étapes (peut-on parler de l'adulte à sept ans pour demander le baptême ?) ; de la responsabilité progressive du mineur ; il faudrait exprimer que l'enfant, même baptisé, est appelé à reconnaître librement sa vocation divine (à ce sujet, il est un peu comme un catéchumène), et le sceau chrétien qui l'a marqué ; montrer le lien étroit entre le rite du baptême et la profession de foi qu'il appelle (la « *lex fundamentalis* » y fait plus de part, heureusement). Sans compter les dispositions nouvelles à intégrer : le respect des deux parents dans les mariages mixtes, etc. (nous avons examiné la portée des plus récentes dispositions de Paul VI et des conférences épiscopales d'Europe à ce sujet).

### III. — Sur le plan pastoral

Et maintenant, sur quel *fondement naturel* s'appuient l'autorité parentale et la liberté religieuse du mineur, de quelles *exigences théologiques* doivent-elles tenir compte pour un chrétien, quelles *conséquences pastorales* entraînent-elles ?

On devrait partir, semble-t-il, du droit de l'enfant à un développement spirituel, et non du pouvoir des parents, comme si l'enfant leur appartenait.

Mais les parents sont les premiers responsables, et jusqu'à sept ans notamment, totalement responsables, selon la conviction de leur conscience, pour orienter l'enfant du point de vue religieux. C'est pleinement justifié, au nom de la procréation, qui confère le droit d'attribuer un sens à la vie donnée ; au nom du baptême et du mariage chrétien ; au nom du lien privilégié qui unit l'enfant à ses parents : la découverte de l'amour de Dieu passe par eux. Et l'on peut aussi montrer que cela ne va pas contre la liberté bien comprise (il n'y a pas d'éducation vraiment neutre ; une révélation se reçoit ; la foi se vit dans un milieu chrétien). Mais évidemment se pose la question de conduire l'enfant et l'adolescent à une ratification personnelle. Là, les parents ont un rôle de choix, mais leur autorité conjointe doit tenir compte d'un certain nombre de principes et de qualités que nous avons énumérées.

De sept à seize ans, trois principes doivent être respectés, dans tous les cas :

— La *stabilité* dans la forme religieuse choisie (si les titulaires de l'autorité changent) ;

— L'*information objective, ouverte* ;

— L'*accès progressif* de l'adolescent à une vie religieuse personnelle.

Nous avons examiné la difficile question de la pratique religieuse, vers seize ans.

Enfin, vers dix-sept-dix-huit ans, on ne doit plus parler de contrainte juridique, mais seulement d'influence morale des parents.

Mais, durant toute la minorité, les parents chrétiens qui veulent donner à leurs enfants les meilleures chances d'assumer pleinement l'éducation religieuse souhaitable doivent mettre en œuvre ou accepter un certain nombre de conditions de pédagogie de la foi chrétienne, que nous avons minutieusement relevées, soit



de façon générale, soit selon les étapes de l'enfance ou de l'adolescence.

*En conclusion*, nous devons dire que, désireux de souligner la liberté religieuse du jeune et de son opportunité, nous avons dû constater que le problème était bien plus complexe et ne pouvait se résoudre loyalement par une thèse à sens unique, avec quelques solutions claires et simples.

Le mot même d'« option religieuse » est ambigu : il s'agit d'une ratification du jeune par rapport à un témoignage familial et extra-familial qui lui est donné ; et, plus profondément, de la ratification d'une vocation de Dieu qui, de toute façon, le prévient.

De même, on confond trop libre arbitre et liberté spirituelle : or, le pouvoir de choisir, qui demeure nécessaire, est au service du pouvoir de s'achever, et n'en est qu'une face ; pour le chrétien, la liberté spirituelle est une liberté du « oui », de la fidélité à la grâce, de la communion au vouloir de Dieu ; et même cette liberté a besoin, chez l'adolescent comme chez l'adulte, d'être « libérée », à cause de la tentation du refus de Dieu dans une nature blessée.

*Le problème reste entier* de savoir préparer la conscience, la responsabilité, la décision personnelle de l'adolescent, au service desquelles se trouve l'autorité des parents. En ce sens, il n'est pas question que celle-ci démissionne.

Le problème serait-il simplifié ou mieux résolu si l'on retardait le baptême, ou si on l'administrerait par étapes, comme dans le catéchuménat des adultes, sans négliger la formation chrétienne, de façon que l'engagement définitif, avec le baptême d'eau, vienne du jeune lui-même ? On commence à en parler beaucoup, et nous avons longuement examiné la question. Logiquement, psychologiquement, ce serait séduisant à plus d'un égard. Mais, à mon sens, les problèmes pastoraux ne seraient pas pour autant résolus, et des points théologiques importants n'y trouvent pas leur compte, si bien qu'une extension de cette expérience ne semble pas justifiée, particulièrement dans les familles chrétiennes. De toute façon, le Saint-Siège engage nettement la pastorale dans une autre voie : celle de préparer les parents au baptême de leur enfant, et ensuite d'entourer cet enfant baptisé, ou de le faire entourer, par la famille et la communauté chrétienne, d'une éducation chrétienne, qui s'appuie sur la grâce reçue.

C'est dire le rôle capital des parents, que nous avons souvent admiré, et qu'il faudrait encore davantage aider, sans nous substituer à eux. Car le problème est grave : c'est dès la prime enfance que sont posés, et souvent de façon définitive, les jalons d'une éducation chrétienne qui permettront à l'enfant une adhésion d'autant plus libre et profonde qu'il aura fait cette expérience religieuse. Et tout au long de la minorité, surtout à l'adolescence, les parents ont besoin d'un soutien spécial pour favoriser la responsabilité religieuse de leur enfant. L'avenir de l'Eglise dépend en partie de la façon dont les jeunes recevront et feront leur éducation adéquate de la foi.

Abbé RENE SEJOURNE.

## La loi sur les monuments

### historiques

*Le « Journal Officiel de la République française, Lois et décrets » du 25 décembre 1970 a publié, p. 11 955 la loi ci-après qui vise la « fraction mobilière » du « patrimoine monumental français », et notamment celle qui orne les églises (\*) :*

**Loi n° 70-1 219 du 23 décembre 1970, modifiant et complétant la loi du 31 décembre 1913, sur les monuments historiques**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,  
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — Le deuxième alinéa de l'article 16 de la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est remplacé par la disposition suivante :

« A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat. Le classement pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice résultant pour le propriétaire de l'application de la servitude de classement d'office. La demande de l'indemnité devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le tribunal d'instance. »

Art. 2. — Il est ajouté au chapitre II « Des objets mobiliers » de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques l'article 24 bis ci-après :

« Art. 24 bis. — Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, aux établissements publics ou aux associations culturelles et qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent au point de vue de l'histoire, de l'art, de la science ou de la technique, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation, peuvent à toute époque, être inscrits sur un inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés.

« Cette inscription est prononcée par arrêté du préfet du département après avis d'une Commission départementale des objets mobiliers ou de la Commission supérieure des monuments historiques.

« Elle est notifiée aux propriétaires, aux gestionnaires, aux détenteurs, aux affectataires et aux dépositaires et entraîne pour eux l'obligation, sauf en cas de péril, de ne procéder à aucun transfert de l'objet d'un lieu dans un autre sans avoir informé, un mois à l'avance, l'administration de leur intention et l'obligation de ne procéder à aucune cession à titre gratuit ou onéreux, modification, réparation ou restauration de l'objet, sans avoir informé, deux mois à l'avance, l'administration de leur intention.

« Un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application du présent article et notamment la composition et le fonctionnement des Commissions départementales des objets mobiliers. »

(\*) Cf. la déclaration de M. Bettencourt, infra.

Nous rappelons le communiqué du ministère français de l'Intérieur sur l'aménagement des églises, publié dans notre numéro du 7 mars 1971, p. 246.



Art. 3. — A l'article 29 de la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, les mots :

« ... du paragraphe 2 de l'article 23 (représentation des objets mobiliers classés) », sont complétés par les mots :

« ... du paragraphe 3 de l'article 24 bis (transfert, cession, modification, sans avis préalable, d'un objet mobilier inscrit à l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés) ».

Art. 4. — Le premier alinéa de l'article 14 de la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est ainsi rédigé :

« Les objets mobiliers, soit meubles proprement dits, soit immeubles par destination, dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire, de l'art, de la science ou de la technique, un intérêt public, peuvent être classés par un arrêté ministériel. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 23 décembre 1970.

### Déclaration de M. Bettencourt

*Pendant la discussion de la loi devant la Chambre des députés, le 18 novembre 1970, M. Bettencourt, ministre des Affaires culturelles par intérim, a fait une intervention dont voici le texte intégral, tel qu'il a été publié dans le « Journal Officiel de la République française. Débats parlementaires, Assemblée nationale », 19 novembre 1970, p. 5757 :*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, MESDAMES, MESSIEURS,

L'idée de conservation de nos monuments historiques évoque généralement et presque irrésistiblement dans l'esprit de nos contemporains celle des objets d'art qui les complètent.

Les hommes d'aujourd'hui ont même à l'égard de cette fraction de notre patrimoine monumental que sont les œuvres d'art disséminées dans les monuments anciens de la France une sensibilité toute particulière.

Si le retard de la législation de protection des objets mobiliers artistiques sur celle des immeubles a pu correspondre dans le passé à un reste d'influence de la maxime « *res mobilis, res vilis* », l'état d'esprit général a bien changé sur ce point !

Or, cette fraction mobilière de notre patrimoine monumental, immense musée dispersé dans plusieurs milliers de communes, se trouve actuellement dans une situation tout à fait alarmante.

Les termes du problème sont clairs : dégradation accélérée du patrimoine artistique mobilier de notre pays, nécessité d'y mettre fin par une mesure de protection efficace.

Cette dégradation du patrimoine artistique mobilier résulte essentiellement du développement sans précédent des vols, mais aussi, il faut bien le dire, de certaines tendances iconoclastes.

En ce qui concerne les vols, il s'agit en fait du véritable pillage, alimentant un trafic fructueux, dont font l'objet, en certaines régions, les statues anciennes, les tableaux, les objets d'orfèvrerie et toute une foule d'œuvres d'art importantes ou mineures, qui font le charme de nos églises rurales, mais sont à la fois incomplètement recensées et mal protégées. Ce pillage est souvent le fait de bandes organisées en vue du vol et du trafic international d'œuvres d'art. Le phénomène est malheureusement trop connu pour qu'il soit besoin d'insister.

La crise dans la conservation du patrimoine mobilier artistique de nos communes a une autre cause : les initiatives d'une fraction du clergé qui, interprétant, abusivement du reste, les directives de la liturgie nou-

velle, pêche, si j'ose dire, par ignorance, et laisse transformer ou disparaître des ensembles qu'il faut, sans plus tarder, conserver précieusement.

Dans de nombreux édifices culturels appartenant aux communes, des transformations ont été effectuées sans surveillance et ont eu pour effet la dislocation d'ensembles composés de boiseries, de stucs et de ferronnerie, la démolition d'arcs triomphaux, l'enlèvement ou la mise au rebut de stalles, de bancs clos, de grilles de communion, de chaires, la dislocation d'autels, retables et bien d'autres choses encore. Ni volés ni vendus, les éléments déplacés ne sont même pas toujours enlevés hors de l'édifice culturel ou de ses dépendances, mais amoncelés dans quelque annexe ou mis en pièces et utilisés à des fins auxquelles ils n'étaient pas destinés.

Il n'est évidemment nullement question de s'opposer en quoi que ce soit à l'évolution de la liturgie ni d'entraver l'exercice du culte. De nombreux exemples ont montré, un peu partout, la compatibilité des formes liturgiques modernes et du respect du patrimoine national de nos églises, propriété communale.

C'est précisément pour cette raison qu'il convient de mettre rapidement fin à certaines pratiques regrettables qui entraînent un appauvrissement marqué du patrimoine des communes.

Pour répondre aux nouvelles menaces qui pèsent sur les œuvres d'art de nos monuments, il fallait assurer la protection, sans tomber dans les pièges de la concentration.

Pour le classement parmi les monuments historiques des objets mobiliers menacés, on constatait déjà un engorgement dû à la centralisation, inévitable en l'espèce, des décisions.

Il convenait donc de monter, en ce qui concerne la mesure de protection secondaire qui se révélait indispensable, un système tout différent, sur une base départementale.

Pour les dizaines de milliers d'objets, meubles ou immeubles par destination qu'il s'agit de protéger d'urgence, l'inscription à l'inventaire se fera par arrêté préfectoral, après avis d'une Commission départementale.

Ce système de protection déconcentrée, proposé par le gouvernement dans le projet de loi qui vous est soumis, rejoint sur plusieurs points certaines initiatives antérieures prises au niveau départemental par quelques préfets bien inspirés, mais auxquels manquait le texte législatif en question.

L'entreprise de protection qui résultera de la loi nouvelle se distingue nettement, bien entendu, de la réalisation de l'inventaire général des richesses artistiques de la France, entreprise de recherche scientifique de très longue haleine, ne débouchant pas dans le domaine de la protection et de la sauvegarde et n'entraînant aucune modification du statut juridique des œuvres étudiées. Il n'y aura aucun danger d'équivoque ou de double emploi, tant les démarches seront radicalement différentes.

Il convient enfin de souligner que la réforme proposée ne consiste pas seulement à définir une mesure de protection juridique nouvelle. Elle s'accompagne d'une réforme des moyens d'action du service des monuments historiques dans le domaine des objets d'art et se situe, à ce titre, dans le cadre plus général de la réforme d'ensemble du service des monuments historiques définie dans ses grandes lignes par Edmond Michelet au cours d'une importante communication au Conseil des ministres du 17 décembre 1969.

A vous, mesdames, messieurs qui savez l'intérêt passionné qu'Edmond Michelet portait aux objets menacés de nos églises, de nos hôpitaux et de nos hospices, je pense que le projet de loi qu'il avait voulu apparaître comme un hommage à sa mémoire. (*Applaudissements.*)



# Événements et Informations

## FRANCE

— *L'Assemblée plénière extraordinaire des évêques réunie les 18 et 19 mars a élu comme nouveau secrétaire général de l'épiscopat l'abbé Paul Huot-Pleuroux*, qui était depuis décembre 1969 directeur du Secrétariat de l'opinion publique et des moyens de communication sociale (SNOP). Né le 5 décembre 1922 à Sancey (Doubs), ordonné prêtre en 1948 à Besançon, licencié en histoire, l'abbé Huot-Pleuroux est également un musicien. Il a été premier prix du Conservatoire national de musique de Paris et a publié en 1957, aux Presses universitaires de France, une histoire de la musique religieuse des origines à nos jours. Docteur ès lettres avec une thèse sur « Le recrutement sacerdotal dans le diocèse de Besançon de 1801 à 1960 », l'abbé Huot-Pleuroux était responsable de la formation permanente du clergé dans le diocèse de Besançon et membre de l'Equipe nationale des responsables de jeunes prêtres, après avoir assuré naguère l'aumônerie nationale de l'Action catholique des milieux sanitaires et sociaux. Il s'est toujours intéressé aux questions concernant les prêtres, collaborant notamment à un ouvrage sur le clergé français (Ed. du Centurion, 1967), et publiant en 1969 aux Editions de l'Epi un livre sur la formation permanente du clergé. Sa compétence en un domaine crucial à la veille d'un Synode où la question du sacerdoce est le problème principal au programme des travaux, a dû être déterminante dans le choix des évêques. Pasteur attentif aux laïcs et aux prêtres, homme de contact, l'abbé Huot-Pleuroux est aussi un organisateur dont les qualités ont été appréciées au SNOP où il a en particulier mis récemment en place la publication d'un service hebdomadaire d'informations religieuses en pool avec le bureau d'information protestant. (« *La Croix* », 20 mars.) L'abbé Huot-Pleuroux succède à Mgr Etchegaray, nommé archevêque de Marseille le 23 décembre 1970.

— *Les Sœurs missionnaires de la Société de Marie (SMSM)*, qui tiennent à Rome leur Chapitre général,

viennent d'élire leur supérieure générale : Mère Marie-Ancilla (Marguerite Groperrin). Après quatorze ans en Nouvelle-Calédonie, elle était depuis l'an dernier provinciale de France et Afrique. Cette congrégation mariste, qui compte un millier de religieuses, a toutes ses activités en pays de mission : Océanie surtout, Jamaïque, Pérou, Algérie, Sénégal, Burundi. (« *Ibid.* », 21-22 mars.)

— Membre de l'Institut de droit international, Mme Suzanne Bastid a été élue à l'Académie des sciences morales et politiques, au quatrième tour de scrutin, par 21 voix contre 13 à son concurrent M<sup>e</sup> Albert Brunois. C'est la première Française « académicienne » à part entière. En effet, trois des autres Académies qui composent l'Institut de France (fondé en 1795) ont des femmes « correspondants » : Mlle Marguerite Perey, ancienne assistante de Pierre et Marie Curie (à l'Académie des sciences) ; Mlle Claire Préaux, papyrologue (à l'Académie des inscriptions et belles-lettres) ; Mme Florence J. Gould (à l'Académie des beaux-arts).

— *Elections municipales des 14 et 21 mars*. Bilan officiel du ministère de l'Intérieur. M. Marcellin, ministre de l'Intérieur, a dressé le 22 le bilan des deux tours de scrutin. Il porte sur 37 593 communes (manquent les résultats de quelques communes de montagne, mais ils ne modifieront pas les pourcentages connus qui peuvent donc être considérés comme définitifs). Les abstentions du 21 mars ont été moins fortes qu'au deuxième tour de 1965 : 26,4 % au lieu de 29,2 %. La répartition des sièges : Elle s'établit comme suit pour l'ensemble du territoire : communistes, 20 316, soit 4,3 % ; extrême gauche, 9 536, soit 2 % ; socialistes, 42 175, soit 9 % ; radicaux, 20 187, soit 4,3 % ; divers gauche, 87 878, soit 18,8 % ; UDR, 48 583, soit 10,4 % ; RI, 26 694, soit 5,7 % ; CDP, 10 229, soit 2,1 % ; div. mod. fav., 141 891, soit 30,4 % ; CD, 15 520, soit 3,3 % ; div. mod. d'opp., 43 673, soit 9,3 % ; Total : 466 682. La répartition en 1965 était la suivante : communistes, 17 250, soit 3,7 % ; ext. gauche, 13 195, soit 2,8 % ; SFIO, 41 004, soit 8,7 % ; radicaux, 25 088, soit 5,3 % ; centre gauche, 61 714,

soit 13,2 % ; UNR-UDT, 40 111, soit 8,5 % ; rép. indép., 17 136, soit 3,7 % ; MRP, 25 710, soit 5,5 % ; CNI, 25 767, soit 5,5 % ; ext. droite, 755, soit 0,2 % ; ALIM, 201 202, soit 42,9 % ; Total : 468 682. D'après le ministre, les formations de la majorité et les tendances qui lui sont favorables totalisent un peu plus de 52 % de l'ensemble des sièges. (« *Ibid.* », 24 mars.)

— *Effectifs de l'enseignement privé en France*. — Elèves : 2 millions. Enseignement primaire et préscolaire : 1 043 289 = 14,2 % (public : 6 299 880 = 65,8 %). Enseignement secondaire (classique, moderne et technique) : 862 407 = 21,1 % (public : 3 217 143 = 78,9 %). Enseignement agricole : 83 793 = 67,6 % (public : 40 163 = 32,4 %). Tous enseignements réunis : 1 989 489 = 17,2 % (public : 9 557 386 = 82,8 %). Maîtres : 100 000. Personnel enseignant sous contrat d'association : Maîtres des établissements du 1<sup>er</sup> degré : 2 506 = 9 %. Maîtres des établissements du 2<sup>e</sup> degré : 25 616 = 91 %. Total : 28 122. Personnel enseignant sous contrat simple : Maîtres des établissements du 1<sup>er</sup> degré : 29 134 = 63 %. Maîtres des établissements du 2<sup>e</sup> degré : 17 021 = 37 %. Total : 46 155. Personnel enseignant des établissements privés : Maîtres sous contrat : 74 277 = 74 %. Maîtres hors contrat : 25 945 = 26 %. Ces statistiques portent sur les années 1968-1969. Boursiers dans les établissements secondaires (année scolaire 1969-1970, enseignement privé : 196 956 élèves ; enseignement public : 1 426 418 élèves (soit : privé : 12,1 %, public : 87,9 %). En comparant ces pourcentages à ceux des effectifs des élèves des établissements du secondaire, on obtient le tableau suivant : pourcentage d'élèves : enseignement public, 78,9 % ; enseignement privé, 21,1 %. Pourcentage de boursiers : enseignement public, 87,9 % ; enseignement privé, 12,1 %. Nombre d'établissements libres 1969-1970 : 14 502.

Effectif de l'enseignement catholique dans le monde. Source OIEC pour l'année 1963-1964. Afrique : 6 065 100 ; Amérique Nord : 8 544 100 ; Amérique Sud : 2 938 200 ; Asie : 4 169 300 ; Europe : 7 255 300 ;



## ÉTRANGER

### AFRIQUE DU SUD

— Un accord entre catholiques et anglicans d'Afrique du Sud est intervenu en vue d'une action pastorale conjointe dans les prisons. Présentée par les évêques catholiques, la proposition a été accueillie favorablement par le Synode épiscopal de la province anglicane d'Afrique du Sud, dont le porte-parole est le Dr Selby Taylor, archevêque du Cap. (« *SNOP* », 29 mars.)

### ALLEMAGNE FEDERALE

— L'Académie catholique de Bavière a attribué le « Prix Romano Guardini » au théologien et écrivain suisse Hans Urs von Balthasar, auteur de quelque 50 livres et de plus de 200 articles importants. Il s'efforce dans ses œuvres d'établir un pont entre le christianisme et le monde. (« *Kipa* », 18 mars.)

— La deuxième Semaine chrétienne internationale de télévision s'est déroulée à Baden-Baden, du 21 au 27 mars. Organisée par la WACC (Association mondiale pour la communication chrétienne) et UNDA (Association catholique internationale de radio et de télévision), cette rencontre a permis aux producteurs d'émissions religieuses de confronter leurs programmes et d'échanger leur point de vue. La France a présenté un magazine du « Jour du Seigneur », « Travailleurs à Escaudain », et un reportage de « Vingt-quatre heures sur la 2 », « Les demoiselles de l'Eglise » consacré aux religieuses du Brésil. (« *SNOP* », 29 mars.)

— Avec sa livraison de mars, la version allemande d'« *Idoc-International* » cesse de paraître, après son douzième numéro mensuel, pour des raisons financières. (« *Kipa* », 29 mars.) La revue en version française, publiée par les Editions du Seuil, vient de cesser sa parution avec son numéro 12 daté du 15 mars. (« *La Croix* », 12-13 avril.)

### DAHOMEX

— Le bimensuel « *La Croix du Dahomey* » paraissant à Cotonou fête cette année ses vingt-cinq ans d'existence. Fondé en 1946 par le P. Jean-Louis Caer, il fait entendre depuis un quart de siècle la voix des catholiques du Dahomey. Imprimé à Lomé (Togo), le journal cherche à se doter d'une imprimerie autonome, pour éviter aux rédacteurs des déplacements de 350 kilomètres et dimi-

nuer les frais d'impression. (« *Kipa* », 17 mars.)

### ETATS-UNIS

— L'annuaire 1971 édité par le Conseil national des Eglises, donne un nombre total de 128 505 084 pour les chrétiens aux Etats-Unis, soit 35 348 de plus qu'en 1969-1970. Ce faible accroissement ne correspond même pas à 1,1 % de celui de la population. Les catholiques sont 47 872 089, soit 1 146 de moins que l'année dernière. C'est la première diminution enregistrée chez les catholiques dont le pourcentage d'accroissement dans le passé dépassait de loin celui des grandes Eglises protestantes. On note aussi une importante diminution dans la fréquentation des églises. D'une enquête publiée dans l'Annuaire, il ressort que 42 % de ceux qui ont été interrogés vont à la messe le dimanche. L'année précédente, il y en avait 43 %. (« *KNA* », 21 mars.)

— Pour le traitement et la guérison des jeunes qui s'adonnent à la drogue, le diocèse de New York consacre un budget annuel de 200 000 dollars. Le diocèse a 35 centres qui reçoivent les jeunes drogués au-dessous de seize ans, et ce budget est compris dans les neuf millions de dollars que l'archidiocèse consacre chaque année aux œuvres de bienfaisance sociale. (« *Prensa asociada* », 24 mars.)

### GRECE

— Les catholiques de Grèce célébreront désormais la fête de Pâques le même jour que les orthodoxes, soit, pour cette année, le 18 avril. L'alignement s'est fait sur le calendrier orthodoxe, cette Eglise ayant commencé le Carême une semaine après les Occidentaux. Seuls les catholiques des îles de Syros et Tinos, dans les Cyclades, continuent à célébrer Pâques à une date divergente. La célébration à une date commune s'effectue déjà depuis trois ans dans l'île de Corfou. (« *Soeipi* », 18 mars.)

### GUINEE

— Une lettre parvenue à Rome le 16 mars, informe que, d'après des sources dignes de foi, Mgr Raymond Tchidimbo, archevêque de Konakry, condamné le 24 janvier dernier pour une prétendue participation à l'invasion de la Guinée en novembre 1970, jouit d'une bonne santé et d'un moral élevé. La même source fait savoir que les difficultés continuent pour l'Eglise en ce pays et que beaucoup de catholiques s'abstiennent d'assister à la messe par peur d'être jugés en étroites relations avec les prêtres et l'Eglise. (« *Fides* », 24 mars. — Cf. *DC* 1971, n° 1580, p. 173 et s.)

### HONG-KONG

— Le Comité Central de la Conférence panasiatique des évêques vient de se réunir pour la première fois à Hong Kong, du 18 au 20 mars. Le Comité central a préféré Hong Kong à Manille, à cause de la meilleure position de la ville en Asie et de ses facilités de communication. Hong Kong devient ainsi le siège du Secrétariat général des évêques d'Asie. (« *La Croix* », 24 mars.)

### IRLANDE

— La Légion de Marie, mouvement de spiritualité et d'apostolat, fondée en Irlande, à Dublin, le 7 septembre 1921, par M. Frank Duff, qui fut auditeur au Concile Vatican II, fête cette année son 50<sup>e</sup> anniversaire. Répandue dans le monde entier, elle compte actuellement 10 800 000 membres, répartis en 100 000 groupes. (« *Kipa* », 26 mars.)

### ITALIE

— Pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise, on a créé à l'Université du Latran, à Rome, une chaire de parapsychologie qui dispensera un enseignement scientifique sur les apparitions d'esprits, fantômes, tables tournantes et autres phénomènes spirituels. (« *Prensa asociada* », 24 mars.)

### PEROU

— Le journal de Lima, « *La Prensa* » aborde, en un éditorial, la question de l'« intervention politique des missionnaires étrangers en Amérique latine ». Il signale « la tendance accrue ces dernières années d'un certain nombre de prêtres étrangers à se consacrer à l'activité politique ». « La mission de l'Eglise est exclusivement de nature religieuse, spirituelle », ajoute le journal. De telles activités politiques sont en train de créer un sentiment de mécontentement parmi les citoyens sud-américains... Au Pérou, le clergé a jugé avec sympathie les programmes de réforme du gouvernement du général Juan Velasco Alvarado, mais quelques missionnaires étrangers ont déclaré que les mouvements de réforme agraire, ainsi que la reconstruction des villes des Andes après le tremblement de terre de 1970, ont démarré trop lentement. Certains dirigeants de l'Eglise en Europe et en Amérique du Nord, ajoute « *La Prensa* », paraissent suivre « l'étrange politique d'envoyer en Amérique du Sud leurs propres perturbateurs. Le problème est que, par leurs activités, ce petit nombre de prêtres crée une image fautive, hostile, de tous les missionnaires étrangers, dont la majorité se dévoue à des activités d'un



mérite indubitable. » (« *Prensa asociada* », 23 mars.)

## POLOGNE

— En 1970, l'Eglise de Pologne s'est enrichie de 381 nouveaux prêtres : 263 diocésains et 118 religieux. Le diocèse qui a eu le plus d'ordinations est celui de Tarnow (34), puis de Wroclaw (25) et de Varsovie (23). Seul le diocèse de Lubaczow ne possède pas de séminaire, mais envoie ses séminaristes au Grand séminaire de Przemysl. En octobre 1970, les 24 Grands séminaires de Pologne comptaient 3 131 élèves (en 1969, il y en avait 3 327). Le séminaire de Katowice compte 249 élèves, celui de Tarnow 248, celui de Krakow 235. La diminution du nombre des séminaristes de première année en 1970, s'explique par le fait des changements survenus dans le système scolaire en Pologne, les séminaires recevant surtout des jeunes ayant obtenu leur diplôme de bachelier. Comme il n'y a pas de bacheliers, il n'y a pas d'entrées aux séminaires. (« *Nouvelles de la vie religieuse en Pologne* », 14 février.)

— Un des inconvénients les plus graves pour l'Eglise en Pologne est le manque d'églises dans les nouvelles villes et zones d'habitation. En dépit des démarches assidues des autorités de l'Eglise, les autorités de l'Etat refusent les permissions de bâtir des églises et des chapelles. Ainsi, à Noël, l'évêque du diocèse de Lodz, Mgr Jozef Rozwadowski, a célébré la messe de minuit en plein air, malgré des conditions atmosphériques difficiles, pour permettre aux fidèles d'y assister. (« *Ibid* », 15 février.)

## RAU

— Le patriarche copte orthodoxe d'Alexandrie et de toute l'Afrique, Kyrillos VI, est décédé le 9 mars. Il avait soixante-neuf ans. Chef spirituel de tous les coptes à travers le monde (en tout, 3 000 000 environ dont la plupart se trouvent en Egypte), il avait accédé au trône patriarcal en 1959. Il fit d'énormes efforts pour renouveler la vie monastique. L'Eglise copte d'Egypte compte 500 paroisses avec 600 prêtres, sous 18 évêques ; à l'étranger, elle compte deux métropoles, à Jaffa et au Soudan. (« *Episkepsis* », 23 mars.)

## SABAH

— Le gouvernement de Sabah (Bornéo septentrional, Malaysia), refuse de renouveler le visa de séjour des missionnaires étrangers qu'il considère comme « immigrants indésirables ». D'après les plans du gouvernement, le Sabah sera libéré de la présence des missionnaires en 1973.

Cette politique de « non renouvellement » des visas de séjour est promue par l'Association islamique unie, mouvement fondé il y a deux ans par le premier ministre, Haji Mustapha. Le nouvel évêque coadjuteur, Mgr P. Chung, citoyen malaysien, a obtenu du gouvernement la permission de se rendre au Sabah comme touriste pour trois mois. Pendant ce laps de temps il ne pourra se livrer à aucune sorte d'activité « payée ou non ». Le visa de résidence n'a pas encore été élevé à Mgr James Buis, Hollandais, vicaire apostolique de Kota-Kinabalu. Vingt missionnaires ont déjà été expulsés depuis novembre 1970 ; il en reste vingt-quatre. Toutes les Sœurs ont été expulsées (Sœurs de Saint-Paul, Missionnaires de Mill Hill, Carmélites). Seules restent une douzaine de Sœurs indigènes. Le clergé local comprend 12 prêtres et il y a 35 grands séminaristes. Le premier ministre a nié qu'il y ait effectivement persécution contre les catholiques, affirmant comme « fausses et sans fondement » les accusations selon lesquelles les catholiques seraient menacés d'incarcération et d'expropriation. Il a dû admettre cependant que des prêtres et des religieuses ont été éloignés « pour raisons de sécurité ». (« *La Chiesa nel Mondo* », 24 mars.)

## SOUDAN

— Le général Idi Amine, chef d'Etat ougandais, a brossé, au cours d'un commentaire officiel repris par l'AFP, l'actuelle situation dramatique du Soudan du Sud. Il a comparé le Soudan à une autre Afrique du Sud, « où les catholiques et les protestants ne peuvent plus assister à des services religieux dans les églises, car les soldats tirent sur eux avec des mitrailleuses et détruisent leurs maisons. » (« *Uganda Argus* », 24 février et « *Afrique nouvelle* », 11-17 mars.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

— Les entretiens qui viennent de se terminer entre Mgr Giovanni Cheli, membre du Conseil pour les Affaires publiques de l'Eglise, et les responsables des Affaires religieuses du gouvernement tchécoslovaque, ont été qualifiés « d'utiles pour les deux parties », par l'Agence « Ceteka ». La principale question en litige était celle de la nomination des évêques dans de nombreux diocèses de Bohême et de Slovaquie qui n'en ont pas. Mais il est probable que Mgr Cheli et ses interlocuteurs ont encore abordé beaucoup d'autres problèmes qui restent sans solution : l'enseignement religieux dans les écoles, la réouverture des séminaires et des Facultés de théologie, la diffu-

sion de la presse catholique diocésaine. (« *Avvenire* », 31 mars.)

## URSS

— Dans toute l'Union soviétique, il n'y a pas un seul diocèse catholique ayant à sa tête un évêque résidentiel. Seulement cinq évêques « titulaires » — administrateurs apostoliques ou leurs auxiliaires — peuvent exercer, d'une certaine manière, leur ministère pastoral : un en Lettonie et quatre en Lituanie. Il n'y en a aucun en Estonie, en Biélorussie occidentale et dans les autres territoires soviétiques et aussi en Ukraine occidentale et en Subcarpathie, dont l'Eglise catholique de rite byzantin, soumise par la force au patriarcat de Moscou, peut être considérée comme juridiquement éteinte. La situation de l'Eglise catholique en Russie est dramatique, à cause du manque d'une authentique liberté du culte et de l'enseignement religieux, mais surtout à cause de l'absence de pasteurs qui puissent guider la communauté des fidèles et l'affermir dans sa foi... Toute l'Union soviétique est une immense mosaïque de diocèses vacants et de communautés abandonnées à leur propre sort. Essayons de reconstituer cette mosaïque d'après les données du dernier « *Annuario Pontificio* » et de renseignements filtrés à travers le rideau de fer. *Estonie* : en 1938, avant l'annexion, il y avait six églises et 3 000 catholiques desservis par 15 prêtres et l'évêque de Tallin, à la tête du diocèse. On n'a pas de nouvelles de ces prêtres et seules deux églises restent ouvertes. On ne sait rien non plus de l'évêque arrêté en 1941. *Lettonie* : en 1939, il y avait quatre évêques, 200 prêtres et un peu plus de 200 églises pour un demi-million de catholiques (le quart de la population du pays). Aujourd'hui, il y a 178 paroisses, 191 prêtres et 268 560 fidèles. Trois prélats ont été forcés de quitter le pays en 1944. En 1947, furent consacrés deux évêques auxiliaires du prélat qui restait, mais ils furent immédiatement arrêtés. L'un est mort et l'autre travaille dans un « kolkos ». En 1960 mourait l'unique évêque qui restait. Le Pape nomma un administrateur apostolique, mais les Soviétiques l'empêchèrent d'exercer une activité quelconque. Il y a donc un administrateur apostolique pour deux diocèses, depuis 1964, non reconnu officiellement dans le pays. *Lituanie* : en 1940, les catholiques étaient 2 560 000 (80 % de la population nationale), en 1964, il y en avait 300 000 en moins. En 1940, il y avait 1 580 prêtres et 1 099 églises. En 1964, ces nombres se réduisaient respectivement à 869 et 571. Aujourd'hui, les prêtres ne sont que 557 (dont beaucoup dans l'impossibilité



d'exercer leur ministère), et les églises, 423. En 1942, il y avait 13 évêques. A part l'auxiliaire de Kannes exilé aux Etats-Unis, les autres prélats ont disparu. Trois prélats nommés récemment exercent les fonctions d'administrateurs apostoliques. L'un d'eux a soixante-dix-sept ans et a purgé neuf ans de travaux forcés en Sibérie, l'autre a soixante-seize ans. *Biélorussie occidentale* : il y existe un fort noyau de catholiques de rite latin dont l'entité est impossible à préciser actuellement. Ils n'ont pas d'évêque et sont assistés par 80 prêtres. *L'Ukraine occidentale* : en 1939, il y avait trois millions et demi de catholiques de rite byzantino-ukrainien, 8 évêques et 2 500 prêtres. En 1945, cinq évêques furent arrêtés et deux exilés. Quelques prêtres émigrèrent, d'autres, 800, furent incarcérés en 1946, année où un soi-disant « synode de l'union » décrétait que les Ukrainiens voulaient se séparer de Rome pour s'unir au Patriarcat de Moscou. Ce fut la fin, au moins sur le plan juridique, de l'Eglise catholique de rite byzantino-ukrainien, mais cette Eglise est toujours vivante. Les fidèles doivent être plus de deux millions et demi. Plusieurs douzaines de prêtres exercent leur ministère en secret. Tous les évêques, sauf le métropolitain Slipyj, libéré en 1963 et en résidence à Rome, sont morts, emprisonnés ou en liberté surveillée. Selon des nouvelles non confirmées par le Saint-Siège, un prêtre fut consacré évêque clandestinement, mais il a été arrêté en 1969 pour « activité illégale » et condamné à trois ans de prison. *Subcarpathie* : après l'annexion, la communauté catholique de cette région, de rite byzantin, fut réunie de force au Patriarcat de Moscou en 1950. On sait peu de chose ou rien du demi million de catholiques qu'il y avait à la fin de la guerre. Le très petit nombre de prêtres qui restaient sur les 354 dénombrés alors, travaillent dans la clandestinité. La hiérarchie épiscopale a été dispersée. Telle est la situation approximative — par manque de données et de chiffres précis et contrôlés — de l'Eglise catholique dans les territoires annexés à l'Union soviétique depuis le dernier conflit mondial. (« *Prensa asociada* », 18 mars.)

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :  
— Mgr Victor Petrus Keuppens (évêque de Kamina) évêque de Kol-

wezi, Congo-Kinshasa. (« *OR* », 19 mars.) — Mgr Barthélemy Malunga, évêque de Kamina, Congo-Kinshasa. (« *Ibid.* ») — L'abbé Diogenes da Silva Matthes, évêque de Franca, Brésil (« *Ibid.* ») — Mgr Constantino Amstalden, coadjuteur avec droit de succession et administrateur apostolique « sede plena » de l'évêque de Sao Carlos, Brésil. (« *Ibid.* ») — Mgr Giuseppe Martinoli, évêque de Lugano, Suisse. (« *OR* », 22-23 mars.) — Mgr Guerino Grimaldi, évêque de Nola, Italie. (« *OR* », 25 mars.) — Mgr Bienvenido Solon Tudtud, prélat de la Prélature de Iligan, récemment érigée aux Philippines. (« *Ibid.* ») — Mgr Pius Awa, coadjuteur avec droit de succession de l'évêque de Buea, Cameroun. (« *Ibid.* ») — L'abbé Pierre-Marie Nguyen Nang, évêque de Vinh (Nord-Vietnam. — Le chanoine Jacob Mayr, auxiliaire de l'archevêque de Salzburg, Autriche. (« *Ibid.* ») — Le cardinal Eugenio de Araujo Sales (archevêque de Sao Salvador da Bahia), archevêque de Sao Sebastiao do Rio de Janeiro, Brésil. (« *OR* », 28 mars.) — Mgr Avelar Brandao Vilela (archevêque de Teresina et président du CELAM : Conseil épiscopal latino-américain), archevêque de Sao Salvador do Bahia, Brésil. (« *Ibid.* ») — Mgr Angelo Adolfo Polachini, évêque de Guanare, Venezuela. (« *Ibid.* ») — L'abbé Noël Tekry, évêque de Gagnoa, Côte-d'Ivoire. (« *Ibid.* ») — Le P. Luis Maria Blas Maestu Ojanguren, O.F.M., vicaire apostolique de San Ramon, Pérou. (« *Ibid.* ») — Mgr Jacques Landriault (évêque de Hearst), évêque de Timmins, Canada. (« *OR* », 31 mars.)

### NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé le diocèse de Kolwezi (République démocratique du Congo), avec un territoire détaché du diocèse de Kamina, et suffragant du siège métropolitain de Lubumbashi. (« *OR* », 19 mars.) — Le Saint-Père a érigé au Brésil, le diocèse de Franca, avec un territoire détaché de l'archidiocèse de Ribeirao Preto dont il est suffragant.

### DEMISSIONS

Le Saint-Père a accepté la démission :

— De Mgr Jean-Marie Etrillard, évêque de Gagnoa (Côte-d'Ivoire) pour raison d'âge et de santé. (« *OR* », 28 mars.) — Du cardinal James C McGuignan, archevêque de Toronto (Canada) pour raison d'âge et de santé. (« *OR* », 31 mars.) — De Mgr Maxime Tessier, évêque de

Timmins (Canada), pour raison de santé. (« *Ibid.* »)

## SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé membre du Conseil des Vingt-Quatre, auprès de la S. congrégation pour l'Evangélisation des peuples, le P. Constantin Koser, ministre général des Frères Mineurs. (« *OR* », 17 mars.)

— Au 1<sup>er</sup> janvier 1971, le nombre des circonscriptions ecclésiastiques dépendant de la S. congrégation pour l'Evangélisation des peuples (ou de la Propagation de la Foi) était de 833, ainsi réparties à travers les cinq continents : Afrique : 311 — Amérique : 79 — Asie : 363 (parmi lesquelles 143 en Chine continentale) — Europe : 19 — Océanie : 61. Au 1<sup>er</sup> janvier 1970, le nombre de ces circonscriptions était de 828. (« *Fides* », 20 mars.)

— Le Saint-Père a nommé directeur général des monuments, musées et galeries pontificales le Dr Deodocio Redig de Campos. (« *OR* », 22-23 mars.)

— Le P. Alfonso Raes, S.J., a demandé au Saint-Père d'être déchargé, pour raison de limite d'âge, de ses fonctions de préfet de la Bibliothèque apostolique vaticane. Le Saint-Père a accueilli cette démission et a conféré au P. Raes le titre de préfet émérite de la Bibliothèque vaticane. Il a nommé préfet de la Bibliothèque Don Alfonso Sticker, salésien. (« *Ibid.* »)

— Subsidés distribués par l'Œuvre pontificale de la Propagation de la Foi pendant l'année 1970. Le total général des sommes distribuées est de 33 194 443,90 dollars. Trois séries de subsidés : les subsidés ordinaires, 12 158 960,74 (en 1969, 11 809 149) ; les subventions habituelles pour : l'Œuvre de Saint-Pierre-Apôtre, 6 025 301,96, pour la congrégation pour l'Eglise orientale, 1 468 375,19 et pour l'Amérique latine, 885 195,84 ; les subsidés extraordinaires, 12 656 610,17. Subsidés distribués par l'Œuvre pontificale de Saint-Pierre-Apôtre en 1970 : 10 494 326 dollars (10 572 616 en 1969 et 11 132 287 en 1968). Ces subsidés sont affectés ainsi : pour les séminaires (subsidés ordinaires : entretien des séminaristes ; subsidés extraordinaires : constructions, aménagement) et les noviciats dans les territoires dépendant de la S. congrégation pour l'Evangélisation du monde. (« *Documentis Omnis Terra* », avril.)



# L'Église dans le monde

## PETITS GROUPES ET ACTION CATHOLIQUE

*Le cardinal MARTY, archevêque de Paris, a publié l'éditorial suivant dans le bulletin de son diocèse (« Présence et dialogue — l'Eglise dans la région parisienne », supplément « Paris », 19 mars 1971, p. 1) :*

Certains me parlent de petits groupes, de communautés informelles, d'églises souterraines, de cellules ecclésiales nouvelles...

Signe de vitalité ou désagrégation du corps ?

La question est importante : comment y répondre ? Qui peut dire que l'Esprit de Dieu est à l'œuvre ici et non pas là ?

Mais tout d'abord où sont-elles ces communautés de base ?

Je n'en connais pas personnellement. Il m'est difficile de découvrir des visages à travers les lignes dactylographiées d'un rapport. Le problème, je l'étudie... mais les personnes !

Or celles-ci prononcent mon nom pendant l'Eucharistie... Et je ne puis les porter personnellement dans ma prière, puisque je ne les connais pas.

Il est de ma charge pastorale de les rencontrer et de les écouter ; sans doute d'accueillir, de rectifier, d'authentifier, bref de servir.

\*\*\*

Mai 1968, j'arrivais à Paris.

Très vite, dans la bousculade des événements, j'ai senti le besoin de retrouver le peuple de Dieu, de prendre contact avec des catholiques responsables qui, de divers côtés, vivaient ces événements : une intense activité régnait à l'Archevêché.

Les qualités humaines et chrétiennes de plusieurs étaient remarquables ; si j'ai pu intervenir d'une manière utile en quelques graves occasions, je le leur dois pour une grande part. Je me suis demandé ce qui leur permettait de porter un tel témoignage de foi et d'Eglise dans leurs différents milieux ?

Ma conviction sur ce point est ferme : c'est l'éveil, la formation et le soutien reçus dans un mouvement d'Action catholique.

\*\*\*

Les mouvements sont aujourd'hui critiqués : l'Action catholique contestée. Par des laïcs comme par des prêtres et des religieuses. Par des adultes comme par des jeunes.

Ils reprochent à tel ou tel son manque de représentativité ou les ornières de ses habitudes, la complexité de ses structures et la partialité de ses prises de position, son sectarisme ou son dirigisme...

Il faut entendre ces critiques... lorsqu'elles viennent, non de ceux qui, dans les tribunes, sifflent le jeu, spectateurs irresponsables, mais de ceux qui, se risquant avec les autres, sont sur le terrain, engagés.

Je souhaite que les mouvements les éduient, sans

complexe — ni d'infériorité ni de supériorité, — avec la liberté d'esprit que donnent l'expérience et la foi, avec une volonté réelle de renouvellement et d'invention, avec un souci scrupuleux de la fidélité à la mission évangélique.

Les remises en cause sont toujours utiles. Elles ne doivent pas paralyser l'action, mais la fortifier.

\*\*\*

Les mouvements apostoliques sont indispensables à l'Eglise de France : l'équipe isolée, le petit groupe peut être nécessaire, il est insuffisant. C'est en mouvement, c'est avec d'autres que le chrétien analyse les situations, les confronte à la Parole de Dieu, et prend ses responsabilités ; qu'il prie et vit en Eglise.

Etre membre d'un mouvement, c'est se savoir et se vouloir solidaire ; c'est pouvoir annoncer et traduire dans la langue de son milieu le message de Jésus-Christ ; c'est construire l'Eglise au cœur même du monde.

C'est pourquoi je suis soucieux de l'apostolat des laïcs, de la formation et de l'action des chrétiens dans les mouvements apostoliques. Devant les nombreuses contestations actuelles, il est à craindre que nous abandonnions sans discernement l'éveil d'un laïcat missionnaire. Or sans laïcat conscient de sa mission de libération du monde en Jésus-Christ, il n'y a pas, il n'y aura jamais d'authentique Peuple de Dieu.

## L'EVEQUE, SIGNE D'UNITE PARMI LES CHRETIENS DIVISES

*Lors du dernier Conseil permanent de l'épiscopat français (16-18 mars 1971), Mgr MAZIERS, archevêque de Bordeaux, a présenté, au nom des cinq évêques du Bureau de pastorale missionnaire, le bref rapport suivant qui a servi d'introduction à une réflexion en carrefours.*

### I. — Les divisions profondes du monde ont des répercussions dans l'Eglise

J'emprunte à la lettre pastorale des évêques de Lyon (1) l'analyse suivante. C'est un fait, dans un monde qui cherche à s'unifier par la voie de la socialisation, les diversités s'accusent et risquent de séparer les hommes les uns des autres, voire de les opposer violemment. A la manière du Concile, dans l'introduction de *Gaudium et spes*, nous évoquons quelques-unes de celles qui posent à tous les chrétiens d'aujourd'hui des problèmes plus aigus.

1. *Diversités au plan politique* : A la différence de ce qui fut longtemps, on trouve actuellement des chrétiens dans tous les partis politiques. Souvent, leur choix

(1) Cf. DC 1971, n° 1584, p. 389 et s. (NDLR)

ne conduit plus, d'ailleurs, nécessairement à une même option politique. De ce fait, un certain durcissement porte à mal juger ceux qui appartiennent à des partis différents ou opposés, chrétiens ou non.

2. *Diversités au plan social* : Il y a de plus en plus d'hommes, surtout parmi les catégories défavorisées, pour dénoncer les inégalités entre les groupes sociaux, et vouloir une certaine égalité dans les chances d'accéder au produit du revenu national, aux biens de la culture, aux responsabilités. Chaque catégorie sociale constate quelques progrès, mais en même temps les inégalités s'accroissent, soit dans notre pays, soit entre les divers pays du globe. Ces diversités engendrent insécurité, mécontentement et oppositions.

3. *Diversités au plan culturel* : Le dialogue s'avère souvent difficile, non seulement entre les générations mais entre des groupes humains qui ont, chacun, conditions de vie, idéologies, formes d'expression et de culture. En dépit des mass media, on ne trouve guère de langage commun et des antagonismes s'instaurent, parfois fort douloureux.

4. *Diversités au plan apostolique* : Au sein de l'Eglise, non seulement on constate le retentissement des diversités politiques, sociales et culturelles, mais se révèlent aussi des diversités apostoliques assez profondes. En certains cas, celles-ci empêchent la collaboration nécessaire entre chrétiens. Les uns se résignent à ce pluralisme alors que d'autres le jugent insoutenable.

5. *Diversités au plan de la foi* : Même quand il s'agit de leur foi, les catholiques se sentent divisés entre eux, par exemple pour les manières d'exprimer la foi aujourd'hui. Toutes ces diversités existent. Nous en étonner serait manquer de réalisme. Notre première démarche consistera donc à les regarder loyalement en face, en vue de demander au Seigneur ce qu'elles signifient.

## II. — Risques de méthodes de l'action temporelle appliquées sans tenir compte de l'analogie de l'Eglise

— Passage d'une société de type monarchique à une société de type démocratique.

— La méthode du fait accompli considérée comme la meilleure façon de faire évoluer une situation.

— La contradiction vue comme une condition de progrès.

— Les groupes de pression qui s'organisent pour promouvoir une transformation ou défendre un ordre.

— La coresponsabilité qui aboutit à une sorte de méconnaissance du rôle du responsable à tous les niveaux comme aussi à l'irresponsabilité des membres dont la fonction est mal définie.

## III. — Les questions que se pose l'évêque

— Comment reconnaître les initiatives sans nuire à la cohésion et à la communion dans l'Eglise ?

— Comment faire appel à la responsabilité de tous sans se laisser paralyser dans le rôle de décision qui lui revient ?

— Comment écouter et comprendre sans être ni muet ni complice et reculer devant les discernements à faire ?

— Comment être ouvrier d'unité sans nier les différences qui existent entre les hommes et les faire découvrir pour que la rencontre soit plus vraie et la charité plus authentique ?

— Comment respecter les personnes sans minimiser les exigences de l'appel du Christ et de la mission ?

## IV. — Les reproches qui sont faits à l'évêque

Ils sont souvent contradictoires. On lui reproche son silence en le mettant au compte de la complicité ou de la faiblesse et, s'il intervient, on le taxe d'autoritarisme qu'on met au compte de la peur ou du raidissement. Un article récent parle de la politique de l'épiscopat français comme d'une politique de temporisation et de marginalisation, en nous reprochant un manque de dialogue avec les groupes nombreux qui se constituent de toutes parts. Mais d'autres nous reprochent un manque de rigueur dans la définition des objectifs pastoraux et des priorités.

Il est question aussi de la bureaucratie épiscopale : risque de créer des Commissions et de fuir les hommes et les questions des hommes. Mais d'autres nous reprochent notre manque de cohérence. La complexité des tâches et des organismes appauvrit notre présence directe aux hommes. Beaucoup s'en plaignent. Mais d'autres mettent en lumière notre manque de présence aux grands problèmes collectifs de l'humanité d'aujourd'hui.

## V. — Comment, dans un tel contexte, être signe et garant de l'unité dans la foi au Christ ?

a) De quelles convictions avons-nous besoin ? Quel doit être notre comportement ?

b) Comment intervenir pour faire œuvre de lumière et de discernement ? Comment tenir compte tout à la fois de la liberté d'intervention de chaque évêque et de sa solidarité avec le corps épiscopal dans le service du bien commun ?

c) Comment répondre aux invitations des groupes très divers qui sollicitent notre présence ? La politique d'absence et de réserve est-elle un bien ? A quelles conditions la présence nous permet-elle de jouer un rôle de discernement dans un groupe au bénéfice de tout le peuple chrétien, compte tenu des risques d'utilisation des fausses interprétations ?

## VI. — Dans un tel contexte, importance de certaines instances nationales

— Rôle du Bureau d'études doctrinales.

— Importance des confrontations de l'instance missionnaire pour favoriser le service de la foi par des groupes différents.

(Doc. SNOP, 7 avril 1971.)

## LES SCOUTS UNITAIRES DE FRANCE

L'Association des « Scouts unitaires de France », qui a pris son autonomie par rapport aux Scouts de France et dont le principal dirigeant est M. Jean DEBAECKE, a fait l'objet du communiqué suivant du Secrétariat de l'épiscopat français pour l'apostolat des laïcs, en date du 1<sup>er</sup> avril 1971 :

Une nouvelle association de Scouts — l'Association des Scouts unitaires de France — vient de se fonder. Elle se dit à l'écoute des orientations de la hiérarchie (la Croix, 1<sup>er</sup> avril 1971) (1).

(1) Dans une interview recueillie par Etienne GAU, M. Olivier LEGENDRE, responsable du Secrétariat.



## LA COMMUNAUTE CATHOLIQUE IRLANDAISE DANS UNE ANGLETERRE POST-CHRETIENNE

### *Allocution du cardinal Heenan*

*Le dimanche 14 mars, à l'occasion de la journée consacrée en Irlande aux émigrés en Angleterre, le cardinal Heenan, archevêque de Westminster, a prononcé dans la cathédrale de Dublin l'allocution suivante (1) :*

Le récit de la Samaritaine que l'Eglise nous propose comme évangile aujourd'hui n'a pu parvenir à la connaissance des apôtres que par Notre-Seigneur ou par la femme. L'un et l'autre étaient seuls. Les apôtres étaient partis acheter des provisions et, lorsqu'ils sont revenus, ils ont été surpris de le trouver assis près du puits, en conversation avec la femme. C'était un puits célèbre, appelé puits de Jacob parce qu'il était dans le champ qu'il avait donné à Joseph, son fils favori. La surprise des disciples s'explique par deux raisons. D'abord leur Maître parlait à une femme étrangère, et en Orient cela est toujours presque impensable. Et ensuite, cette femme était une Samaritaine. Les Juifs respectables ne parlaient pas aux Samaritains, tout comme aujourd'hui beaucoup de chrétiens s'estiment trop respectables pour parler à des bohémiens. Il se trouve même des chrétiens pour se demander si les bohémiens et les gitans ont le droit de vivre.

La foi est venue à cette femme en écoutant Jésus, et aux autres Samaritains en écoutant la femme. La foi se transmet de bouche à oreille. Elle peut être transmise par la voix de la mère, ou par celle du prêtre ou du maître. La plupart des convertis viennent à la foi en rencontrant des catholiques. Ceux-ci ne sont pas nécessairement des prédicateurs laïcs ni de savants théologiens. Ce qui attire à la foi, c'est de voir ce qu'elle signifie pour de bons catholiques. L'exemple est plus éloquent que la parole.

Aujourd'hui, je pense aux millions de catholiques irlandais inconnus qui, pendant un siècle et plus ont porté l'eau vive de la foi à travers le monde. Des milliers, parmi eux, étaient prêtres ou religieux, mais des millions étaient de simples laïcs. Au temps de la famine, ils arrivaient pauvres, et souvent illettrés. Ils n'avaient guère autre chose que leur foi, mais ils savaient s'en servir. En Angleterre, la foi catholique a été apportée en bonne partie par les immigrants irlandais. Il est vrai que dans des endroits du Lancashire, et ailleurs, dans le Nord, la foi n'a jamais été complètement éteinte. Des centaines de familles anglaises sont fières de remonter aux martyrs. Il est aussi vrai que le mouvement d'Oxford a amené quelques centaines de personnes à l'Eglise. Mais la grosse majorité des catholiques anglais sont d'origine irlandaise. Il n'y a pas si longtemps, dans les quartiers les plus pauvres des villes, les mots « irlandais » et « catholique » étaient synonymes. Il y a quarante ans, lorsque j'étais vicaire dans le *East End* de Londres, des cockneys convertis me disaient : « Eh oui, Père, je suis devenu irlandais quand je me suis marié avec elle. »

Nous qui avons hérité de la foi, nous ne devons jamais cesser de remercier Dieu pour nos pères qui ont maintenu si fermement la pratique de leur religion. Aujourd'hui, cependant, je veux parler non pas des catho-

La Commission épiscopale compétente, par l'intermédiaire de Mgr Quelen, chargé du scoutisme, a fait connaître aux responsables, en temps utile, ses réserves quant à la création d'une association dissidente.

Pour éviter les malentendus, le Secrétariat de l'épiscopat pour l'apostolat des laïcs fait les remarques suivantes :

1. Dans l'Eglise, les catholiques ont le droit d'association. Les groupements qu'ils fondent ont la liberté d'exister, si leurs fins ou leurs moyens ne sont pas en contradiction avec la doctrine de l'Eglise, sa constitution et ses orientations de fond telles que l'épiscopat d'un pays, par exemple, les précise authentiquement. On distingue cependant les mouvements officiellement reconnus, que positivement l'épiscopat approuve et encourage, et les associations qui ont un caractère privé.

2. En France, les seuls mouvements de scoutisme catholique en liaison organique avec l'épiscopat sont les Scouts de France et les Guides de France.

3. Seuls, les Scouts de France et les Guides de France ont des aumôniers nommés par les évêques. Si donc des prêtres assurent un service spirituel auprès des membres d'autres associations scoutées, ils le font sans mandat ni mission officielle.

(SNOP).

*tarial au sein de l'équipe nationale des Scouts unitaires de France, a présenté ainsi la nouvelle association :*

Les troupes scoutées unitaires sont celles qui, sans quitter les Scouts de France, ne voulurent pas suivre la réforme pédagogique de ces derniers, en 1964-1965. Elles maintenaient une branche « éclaireurs » pour la tranche d'âge 12-17 ans, au lieu d'adopter l'organisation en deux branches : « rangers » (12-14 ans) et « pionniers » (14-17 ans). Mais les troupes unitaires ne disposaient plus, au sein des Scouts de France, de possibilités de formation et de recherche correspondant à leur choix pédagogique, ne pouvaient pas dédoubler les troupes trop nombreuses ni créer de nouvelles unités, ni s'exprimer dans les publications des Scouts de France.

Une consultation des chefs de ces troupes, au début de 1971, fit apparaître un besoin important de se donner ces possibilités. Deux cents troupes environ ont donc décidé de créer leur propre association fondée sur trois tranches d'âge : louveteaux (8-12 ans), éclaireurs (12-17 ans), « communautés route » (17-20 ans).

Bien que reflet de la société dans laquelle elle vit, la nouvelle association n'opte pour aucun type de société. Elle ne peut donc servir de moyen de transformation ou de conservation d'une situation politique, économique, culturelle, sociale ou religieuse. Elle veut former des hommes et des chrétiens adaptés au monde et incarnés dans l'Eglise de leur temps, aptes à y jouer un rôle de construction. Elle se veut soucieuse du sens de l'Eglise, attentive à en suivre le mouvement, à l'écoute des orientations de la hiérarchie, fidèle au sens de la pastorale, décidée à collaborer avec les organes de l'Eglise de France au plan national, régional et diocésain...

L'Association des Scouts unitaires de France s'est créée pour promouvoir une méthode et non contre telle pédagogie ou telle personne. Cette idée fondamentale régit tous ses rapports avec les autres associations de scoutisme.

Avec les Scouts de France, la nouvelle Association, qui se trouve très proche de leur finalité humaine et chrétienne, souhaite avoir des contacts étroits et fructueux. Dans cette optique, des engagements réciproques ont été pris pour se rencontrer régulièrement et ne rien faire qui puisse altérer ces rapports...

(La Croix, 1<sup>er</sup> avril 1962, p. 14 — NDLR.)

(1) Traduction de la DC d'après le texte publié par le Catholic Information Office of England and Wales.

liques irlandais qui sont venus en Angleterre pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, mais des Irlandais qui viennent maintenant, des jeunes familles irlandaises qui grandissent maintenant dans les centres urbains anglais. Ces jeunes ont traversé la mer pour gagner leur vie. Matériellement parlant, leur tâche est plus facile, mais spirituellement parlant, elle est beaucoup plus difficile pour eux que pour les réfugiés du temps de la famine.

Ce ne sont pas des crève-la-faim. Ils sont physiquement robustes. Ils sont loin d'être illettrés. Cependant, dans un sens du moins, ils ont ce désavantage de ne pas avoir d'ennemis. Ils ne rencontrent pas d'opposition ouverte à leur religion. Leurs pères étaient haïs parce qu'ils étaient catholiques. Ayant à lutter pour leur foi, ils se rendaient compte qu'elle était précieuse. Aujourd'hui, les jeunes catholiques irlandais ne rencontrent pas de haine de la part des protestants. En Angleterre, protestants et catholiques sont unis dans la charité chrétienne. Le problème pour l'immigrant d'aujourd'hui, c'est qu'il n'a plus d'ennemis, qu'il n'y a plus personne pour lui rappeler que sa foi est suffisamment importante pour qu'on la haïsse. Peu nombreux sont ceux qui appartiennent à une Eglise. L'Angleterre est un pays post-chrétien ; un pays d'anciens croyants.

Les Anglais n'ont pas rejeté le christianisme. Ce qu'il y a, c'est que pour eux la religion n'est plus quelque chose d'important, de *relevant*, comme ils disent aujourd'hui. Quel effet, me demanderez-vous, cela peut-il avoir sur l'Irlandais qui vient vivre et travailler en Angleterre ? Bien sûr, sous de nombreux aspects, il y a un immense progrès par rapport à la situation du début du siècle, où l'immigrant s'entendait dire : « On n'a pas besoin d'Irlandais. » Aujourd'hui, il est reçu amicalement, et c'est une excellente chose. L'ennuyeux, c'est que ces gens si corrects et si amicaux ne pratiquent aucune religion. S'ils étaient antipathiques ou vicieux, il n'y aurait rien à craindre. L'Irlandais dirait : « Voyez que ces gens sont devenus en abandonnant la religion. » Mais les Anglais ne sont pas antireligieux. Ils ne sont pas athées. Ils ne sont pas immoraux. En Angleterre, le mot même « immoral » a été banni du langage. Ce qu'autrefois on appelait immoral, on l'appelle aujourd'hui *permissive*, tout comme il n'y a plus parmi nous de pauvres, mais seulement des défavorisés ; plus d'infirmités ou de fous, seulement des handicapés physiques ou mentaux. Le plus grand risque pour l'immigrant c'est que maintenant les mots sont employés plus pour déguiser que pour exprimer la réalité.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les Irlandais d'Angleterre ont besoin de l'aide des Irlandais d'Irlande. Il doit y avoir des centres où ils peuvent entrer en contact les uns avec les autres et préserver les vérités de la foi. Il n'y a pas de groupe national aussi fidèle à la vieille religion que celui des Irlandais. Les catholiques anglais qui abandonnent la religion au moment où ils quittent l'école catholique sont beaucoup plus nombreux que les Irlandais qui l'abandonnent lorsqu'ils viennent en Angleterre. Le niveau religieux irlandais est magnifique, et l'objectif des centres irlandais est de le maintenir tel. Des évêques et des prêtres viennent d'Irlande pour rencontrer des groupes d'immigrants de leurs diocèses ou de leurs paroisses. Beaucoup de généreux jeunes prêtres consacrent tout leur ministère aux Irlandais qui s'établissent en Angleterre.

Je voudrais préciser qu'aucune tentative n'est faite pour maintenir les Irlandais à part, et les empêcher ainsi de faire partie de la paroisse dans laquelle ils vivent. Au contraire, à Londres, beaucoup de ceux qui militent activement dans leur paroisse sont des Irlandais. C'est pour exprimer ma gratitude pour tout ce que les Irlandais ont fait et continuent de faire que je suis venu en Irlande à la veille de la Saint-Patrick. Que

Dieu bénisse et guide tous ceux qui ont quitté leur patrie ; qu'il vous récompense de l'exemple et du soutien que vous apportez à vos parents qui sont en Angleterre. Pour ma part, je promets, au nom des prêtres et des fidèles d'Angleterre, que nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que ceux qui vous sont chers soient accueillis avec affection dans la communauté catholique.

## ALLOCUTION PRONONCÉE

### PAR LE CARDINAL HEENAN A PARIS

*Rendant au cardinal Marty la visite que celui-ci lui avait faite l'an dernier (cf. DC 1970, p. 257, et s.), le cardinal Heenan, archevêque de Westminster, a été l'hôte de l'archevêque de Paris du 1<sup>er</sup> au 3 mars. Voici l'allocution qu'il lui a adressée au cours du repas donné en son honneur :*

EMINENCE,

Cette courte visite à Paris n'est pas tant un pèlerinage qu'un acte de gratitude. Je suis venu vous remercier, au nom des catholiques d'Angleterre, de votre visite de l'an passé.

Tous ceux qui ont eu le privilège de vous rencontrer, vous et vos amis, ont été charmés de vous trouver si à l'aise en Angleterre. Tous ont été heureux de découvrir l'étroite sympathie qui existe entre l'Eglise catholique de France et l'Eglise catholique d'Angleterre.

J'estime important de souligner que plus les catholiques de France et d'Angleterre viennent à se connaître, plus il est évident qu'en tant que catholiques nos vues sont presque identiques. Je me demande s'il existe un pays plus proche que la France dans le cœur de l'Angleterre catholique.

Cela se vérifie dans notre commune attitude envers la théologie. Nous acceptons avec joie les nouveaux trésors que l'Eglise nous a donnés dans le second Concile du Vatican. Mais nous ne croyons pas qu'en nous donnant de nouveaux trésors, notre Mère l'Eglise voulait abandonner les anciens. Je tiens à dire en toute sincérité que les théologiens de l'Institut catholique et les noms d'autorités françaises telles que le P. Congar, sont pour nous une source non seulement de joie, mais aussi d'assurance. En venant ici, je vous apporte les compliments affectueux des évêques, des prêtres, des religieux et des fidèles d'Angleterre et du Pays de Galles. Il ne m'appartient pas de parler au nom du reste des îles britanniques, mais je sais que leur affection est non moins grande. Il ne m'appartient pas non plus de parler au nom des anglicans et des Eglises indépendantes. Mais vous êtes resté chez moi et vous avez pu voir qu'ils sont mes amis. Vous avez pu constater par vous-même qu'en Angleterre, catholiques et non-catholiques vivent en termes amicaux, intimes même. Sous cet aspect œcuménique, il existe encore une ressemblance entre les catholiques de France et d'Angleterre.

Je vous remercie, Eminence, de me recevoir, et j'espère qu'avant longtemps vous serez à nouveau mon hôte à Westminster.

(SNOP, 8 mars 1971.)

Imprimerie « Bayard-Presses », 5, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup>. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presses.



\$ 15. « Periodica » 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : de l'année : 2 F ; des années précédentes : 5 F.  
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non  
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1585 - 2 MAI 1971

- 402 **Message de Pâques (11 avril).**
- 403 **Message au pèlerinage des handicapés mentaux à Lourdes (11 avril).**
- 405 **Message pour la Journée des vocations (12 mars).**
- 407 **Allocution au Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (25 mars).**
- 408 **Allocution de Mgr Etchegaray.**
- 409 **Communiqué du Forum européen des laïcs.**
- 410 **Allocution aux jeunes de Rome (4 avril).**
- 411 **Les défections de prêtres. Allocution du Jeudi saint.**
- 412 **Allocution à des jeunes prêtres salésiens (3 avril).**
- 413 **La Terre sainte. Allocution du Vendredi saint.**
- 414 **La « pop music » et la paix. Allocution du 16 avril.**
- 415 **La musique sacrée. Allocution à des religieuses (15 avril).**
- 416 **La musique sacrée dans la liturgie du mariage (article des « Notitiae »).**
  
- 418 **Décret de la SC des Religieux (confession ; non admission aux vœux).**
- 419 **Les parrains chrétiens non catholiques.**
- 420 **Erection du diocèse de Saint-Etienne.**
- 422 **Les titres des évêques démissionnaires.**
  
- 423 **Les candidatures de prêtres aux élections. Lettre de Mgr Polge.**
- 425 **La traduction de la lettre aux Philippiens.**
- 428 **Les laïcs et le développement. Note de l'épiscopat de l'Afrique de l'Ouest francophone.**
- 430 **L'UNIAPAC et le développement.**
- 432 **Les statuts de l'archevêché orthodoxe de France et d'Europe occidentale.**
- 434 **Après la lettre de Paul VI au patriarche Athénagoras.**
- 435 **Taizé, Pâques 1971.**
  
- 437 **L'option religieuse des mineurs et l'autorité parentale. Soutenance de thèse de M. l'abbé Séjourné.**
- 441 **Loi du 23 déc. 1970 sur les monuments historiques.**
  
- 443 **Événements et informations (16-31 mars).**
  
- 447 **Petits groupes et Action catholique (card. Marty) ; l'évêque, signe d'unité parmi les chrétiens divisés ; les scouts unitaires de France ; la communauté catholique irlandaise dans une Angleterre post-chrétienne (card. Heenan) ; allocution prononcée par le cardinal Heenan à Paris.**

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

**ACTES DU SAINT-SIÈGE**

**QUESTIONS ACTUELLES**

**LÉGISLATION  
ET JURISPRUDENCE**

**ÉVÉNEMENTS**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII

16 mai 1971

Marygrove College Libr  
Detroit, Michigan 482

PLEASE DO NOT REAM

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



table de la France à la Rencontre européenne des délégués des  
conseils presbytéraux (Cf. p. 459 - Photo Pierre Gallay)

**La foi (évêques italiens)  
Les "silencieux" (Mgr Maziers)  
Les finances de l'Eglise de France**



- **MYSTERIUS SALUTIS. Dogmatique de l'histoire du salut.** Publié sous la direction de M. LORER (Rome) et de J. FEINER (Zurich). Edition française sous la direction de RÉGINAL RINGENBACH (Paris), groupant soixante-sept collaborateurs de toutes nations, en vingt volumes (14 × 20,5 cm) reliés, fers spéciaux. Ont paru : tome I, *Histoire du salut et Révélation*, 308 pages, 42 F ; tome II, *la Révélation dans l'Écriture et la Tradition*, 320 pages, 42 F ; tome III, *L'Eglise et la transmission de la Révélation*, 400 pages, 49 F ; tome IV, *La Réponse de l'homme à la révélation de Dieu*, 272 pages, 39 F ; tome VIII, 400 pages, 49 F. Editions du Cerf, Paris.

Ces volumes nous offrent vraiment une synthèse complètement nouvelle (tous les textes sont inédits) de la théologie de l'histoire du salut, le titre ne ment pas. Les promoteurs ont recherché les collaborateurs les plus au fait de la question et de réputation mondiale. C'est bien une œuvre de premier plan. Le P. Yves Congar la saluait en ces termes dans *la Croix* (15.11.69) : « Il s'agit d'une dogmatique complète, incluant une éthique, élaborée à la lumière de l'histoire du salut... Il s'agit de présenter la totalité des réalités chrétiennes dans un développement qui est, comme tel, porteur et révélateur de sens... Jésus-Christ, mort et ressuscité pour nous, Jésus-Christ suprême don de Dieu aux hommes, révélateur du Père, Dieu lui-même ayant lié partie avec le monde pour le faire aboutir en soi, apparaît comme le centre absolu de cette histoire du salut... Ajoutons que l'œuvre est un signe évident du renouveau de la théologie dans le sens voulu par le Concile du Vatican II et qui marque plus que les contestations maladroites la puissante vitalité de l'Eglise.

- *L'Analogie entre Dieu et le monde selon saint Thomas d'Aquin et selon Karl Barth*, par HENRI CHAVANNES (coll. « *Cogitatio fidei* », n° 42). — Un vol. in-8° carré, de 332 pages. Prix : 30 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur, pasteur protestant, a voulu dans un esprit œcuménique, rechercher la pensée philosophique et théologique de saint Thomas d'Aquin, pour tirer, de sa comparaison avec l'œuvre du grand théologien protestant Karl Barth.

- *Ces difficultés d'aimer*, par A.-M. HENRY, O.P. Préface de Mgr PEZERIL. — Un vol. in-8° écu, de 176 pages. Prix : 16 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est la défense de la saine doctrine des relations humaines, surtout dans le mariage, qu'a entrepris l'auteur. Et il le fait avec le souci de l'homme et de son avenir.

- *Paraboles et Leçons dans l'Evangile. Tome II*, par H. KAHLEFELD (coll. « *Lectio divina* », n° 56). Traduit de l'allemand par GEORGES BRET. — Un vol. in-8° carré, de 144 pages. Prix : 15,60 F. Editions du Cerf, Paris.

L'auteur a groupé son commentaire en ce volume sous les trois titres : La pensée de Dieu, L'homme face à Dieu, Le service du prochain. C'est une étude approfondie du texte évangélique profitable aux clers et aux laïcs.

- *Révolution des pauvres et Evangile*, par JEAN CORDAT. — Un vol 13,5 × 21 cm, de 272 pages. Prix : 22,50 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

Plus que jamais, la misère des hommes nous interpelle, et tout en nous mettant en face de nos devoirs sociaux les plus urgents, semble un défi jeté à l'Evangile : bienheureux les pauvres !... Il faut toujours choisir entre Dieu et... Mammon.

- *Science et Théologie. Méthode et langage. Collectif.* — Un vol. 14,3 × 19,5 cm, de 250 pages. Centre catholique des intellectuels français. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

La question posée par le sous-titre a son importance dans la philosophie comme dans toutes les sciences modernes. Elle est capitale pour la foi, on s'en doute, et pour la théologie. N'a-t-elle pas cristallisé bien des reproches faits aux écrits de Teilhard de Chardin ? Le Centre catholique des intellectuels français nous propose ici ses réflexions. Les « chroniques » pour clore le volume abordent le problème actuel de la recherche fondamentale.

## Collection

### “ Points d'appui ”

J.-P. DECONCHY

# L'ORTHODOXIE RELIGIEUSE

ESSAI DE LOGIQUE  
PSYCHO-SOCIALE

Il s'agit d'études expérimentales, menées en milieu naturel (catholique), du fonctionnement des groupes religieux à fort appareillage social et des procédures psychologiques ou psycho-sociologiques par lesquelles le croyant orthodoxe assimile les formulations idéologiques autour desquelles ces groupes religieux s'organisent.

Un volume de 376 pages 13,5 × 21  
80 F

du même auteur

## LE DÉVELOPPEMENT PSYCHOLOGIQUE DE L'ENFANT et de L'ADOLESCENT

Un volume..... 12,95 F

## LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie, PARIS-13<sup>e</sup>

# Actes de S. S. Paul VI

## DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

### REFLEXIONS POUR LA SEMAINE SAINTE

#### *Audience générale du Mercredi saint, 7 avril (1)*

Vous pour qui les jours de cette semaine pascale, que nous appelons Semaine sainte, ne sont pas des jours comme les autres ; vous qui assistez dans nos églises aux grandes cérémonies qui distinguent ces journées de toutes les autres ; vous qui profitez des vacances attachées à cette brève période, à laquelle une tradition multiséculaire de notre civilisation reconnaît un caractère particulier, pour faire du tourisme ou, pour des motifs spirituels, aller là où les cérémonies revêtent soit une plus grande dignité soit une signification plus éloquente ; vous tous, chers visiteurs de ce « Mercredi saint », prélude de l'intense et dramatique évocation du mystère pascal, veuillez réfléchir un instant sur deux pensées sans lesquelles nos cœurs ne pourraient pas être à l'unisson de la célébration du mystère pascal.

#### **L'homme a besoin de rédemption...**

La première pensée est celle-ci : l'homme a besoin de rédemption. Cette affirmation résume la philosophie de l'homme et la théologie de la vie. L'homme a besoin de rédemption, cela veut dire non seulement que sa perfection et son bonheur ont besoin d'un complément, mais qu'il a besoin de réparation, de libération, de régénération. Il a besoin de guérison, de rachat, de réhabilitation. Il a besoin de pardon. Il a besoin de redevenir homme, de recouvrer sa dignité, sa vraie personnalité. C'est ainsi qu'il retrouvera la paix, la joie, la saine envie de vivre, l'espérance. C'est ainsi qu'il pourra de nouveau avoir une claire vision du monde, des hommes, de l'histoire, de la mort, de l'au-delà. Mais pour le moment, la condition humaine se trouve d'elle-même dans un état imparfait, malheureux. Les efforts de l'homme pour que sa vie soit normale, qu'elle prenne forme, qu'elle progresse, qu'elle devienne consciente, finissent par dénoncer encore plus manifestement l'état d'insuffisance et de dégradation dans lequel il se trouve. Et si la complexe expérience humaine ne suffisait pas à montrer que dans nos vies il y a quelque chose qui ne va vraiment

pas, la parole du Seigneur, présentée dans l'enseignement de l'Eglise, est là pour nous persuader que nous avons besoin de rédemption, de salut.

Si nous avons assez d'humble et lucide sagesse pour reconnaître ce besoin, nous sommes comme le publicain de l'Evangile (cf. Lc 18, 10 et s.), sur le seuil du Temple, là où notre misère trouve son premier remède, son remède fondamental et indispensable.

#### **... Et il ne peut la trouver par ses propres forces**

La seconde pensée, complémentaire de la première, attire notre attention sur l'impossibilité pour les forces humaines de trouver la rédemption dont l'homme a besoin. Besoin de rédemption et impossibilité de la trouver par soi-même, telle est la double conviction dont nous devons nous pénétrer avant de participer aux célébrations liturgiques qui rappellent et renouvellent ultérieurement le mystère pascal. La conscience de cette impossibilité est indispensable elle aussi à notre pédagogie religieuse, à notre esprit chrétien (rappelons parmi tant d'autres choses ce que dit Manzoni dans sa célèbre hymne sacrée : « *qual masso che dal vertice* », etc.). Cette doctrine doit être rapprochée de celle sur la nature du péché et ses conséquences. Le péché est une rupture du rapport avec Dieu, qui pourrait être comparée à la rupture du câble d'un téléphérique, à un cristal brisé. Qui pourrait les réparer par lui-même ? Qui pourrait dire à un mort (et un homme en état de péché mortel est mort à la vie de Dieu) ces paroles invraisemblables : « je vais aller le guérir » ? (Mt 8, 7 ; cf. He 10, 6-7.)

Et pourtant ce sont là les paroles de Jésus. C'est le message, et, plus encore qu'un message, l'impensable réalité apportée par le Christ à l'humanité. Il est venu et il a réparé l'irréparable. C'est cela la rédemption, le mystère pascal accompli par Notre-Seigneur Jésus-Christ, « livré pour nos fautes et ressuscité pour notre justification » (Rm 4, 25), c'est-à-dire pour notre salut.

Si nous comprenons cela ou, plutôt, si nous croyons cela, nous comprenons quelque chose du sacrifice de Jésus, victime pour chacun de nous (Ga 2, 20) ; nous comprenons quelque chose du plan de miséricorde et d'amour qui gouverne toute notre religion chrétienne (cf. L. BOUYER, *le Rite et l'homme*, chap. 8).

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 8 avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



Et nous comprenons aussi, du moins dans la mesure où cela suffit à notre bonheur, la valeur, avant de nous approcher de la Cène pascalle, du sacrement de pénitence, qui est le sacrement pour les âmes mortes, ou en tout cas pour les âmes qui ont besoin de la vie divine ; c'est l'application de la vertu de la passion et de la résurrection du Christ à chacune de nos personnes ; c'est notre Pâque, qui trouve ensuite dans la sainte communion avec le Christ sa plénitude dans notre pèlerinage terrestre, sa promesse d'éternité (Jn 6, 51).

Tels sont nos vœux de Pâques pour chacun de vous, avec notre Bénédiction apostolique.

## EST-IL POSSIBLE D'ÊTRE CHRÉTIEN AUJOURD'HUI ?

*Audience générale du 14 avril (1)*

La pensée dominante, en cette semaine pascalle, nous est suggérée par l'essence du mystère célébré ; par l'exigence des sacrements de Pâques au moyen desquels l'efficacité de la rédemption s'est étendue à nous ; par la liturgie, avec toutes ses célébrations et ses exhortations ; et finalement par la logique des choses, c'est-à-dire la nécessité de conformer notre conduite à la dignité de notre nature. Les anciens scolastiques nous disaient : *operari sequitur esse*, l'action découle de l'être. Nous voulons dire que nous, devenus chrétiens par la foi et le baptême, ou redevenus des chrétiens vivants par le sacrement de pénitence, nous devons vivre en chrétiens. Que chacun dise dans son for intérieur : « Chrétien, sois chrétien. »

### Notre vie doit être modelée par notre baptême

Cette formule toute simple résume toute la loi morale de notre vie. Mais, nous le savons, ce n'est pas une loi facile. Qui peut se vanter d'être parfaitement fidèle à cette obligation fondamentale de réaliser l'idéal chrétien dans sa vie ? Nous aurons toujours des motifs de nous reconnaître pécheurs et de faire appel à la miséricorde de Dieu. Mais, malgré tout, le devoir demeure d'être des chrétiens authentiques. Dans notre vie de tous les jours, nous ne devons pas oublier le caractère chrétien qui nous a été donné par le baptême, sacrement pascal par excellence. Et pendant la grande cérémonie de la nuit du Samedi saint, qui célèbre déjà le passage du Christ de la mort à la vie nouvelle et le reflète dans le sacrement du baptême par lequel les fidèles sont régénérés, chacun de nous a été invité à renouveler publiquement et collectivement les promesses solennelles sur lesquelles se fonde le mode de vie que nous avons choisi ; nous avons ravivé les engagements fondamentaux de notre style de vie ;

nous avons reconfirmé notre volonté libre et absolue de vivre en chrétiens, c'est-à-dire en enfants de Dieu, unis au Père dans l'amour, en disciples et frères de Jésus, participant à sa vie, en hommes éclairés, affermis et animés par l'Esprit-Saint qui habite en nous, en membres vivants du Corps mystique qui est l'Eglise. Notre vie doit être modelée par notre baptême. Le Concile a rappelé cent fois ce principe fondamental. Être baptisés, c'est-à-dire chrétiens, n'est pas un état passager, c'est un état permanent ; ce n'est pas quelque chose d'indifférent, c'est une chance incomparable et, Dieu le veuille, décisive pour notre salut. Le baptême ne consiste pas seulement à nous donner une identité religieuse ; il concerne notre conception de la vie, l'interprétation et l'accomplissement de nos devoirs.

### Il est possible et même relativement facile d'être chrétien aujourd'hui...

Dans cette perspective, la formule que nous avons énoncée, « chrétien, sois chrétien », apparaît si grande qu'elle semble difficile, sinon impossible pour certains. Et alors, si elle est impossible ou difficile en elle-même, et encore plus dans les temps où nous vivons, nous nous demandons avec inquiétude : « Est-il possible aujourd'hui d'être vraiment chrétien ? »

Vous devinez déjà notre réponse : oui, cela est possible. Quelle autre réponse pourrions-nous donner à cette redoutable question, nous qui vous parlons de la tombe de l'apôtre Pierre, du cœur de l'Eglise catholique qui, tout au long de l'histoire et aujourd'hui encore, est porteuse de la grande promesse du Christ : « Et moi je suis avec vous, pour toujours, jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 20) ? Oui, très chers fils et filles, il est possible, aujourd'hui encore, d'être chrétien, d'être de bons chrétiens, des chrétiens fidèles, forts, et même saints. Et nous ajouterons : non seulement cela est possible, mais c'est relativement facile.

Mais comment est-ce possible ? pourrait-on demander. Eh bien ! c'est possible pour deux raisons, à cause de deux forces qui agissent dans notre vie.

### Avec l'aide de la grâce...

La première force, c'est la grâce, c'est-à-dire l'aide qui découle du fait même d'être chrétien. Être chrétien n'est pas un poids intolérable. Jésus nous l'a dit : « Mon joug est aisé et mon fardeau léger ». (Mt 11, 30.) Qu'est-ce que la grâce ? Voilà un immense chapitre de notre doctrine catholique que nous devrions mieux connaître. Disons, pour l'instant, que la grâce est une présence sanctifiante et agissante de Dieu dans notre âme. C'est l'amour surnaturel de Dieu en nous ; c'est un début de communion de notre vie avec la vie divine (cf. S. Th. I-II, 110 ; et II-II, 23, 2). Ce qui veut dire que nous disposons gratuitement d'une source infuse d'énergie spirituelle et morale, à laquelle, si nous le voulons, nous pouvons toujours puiser ce qu'il nous faut pour agir et vivre en chrétiens. Nous devrions prêter davantage attention à ce fait, qui nous concerne personnellement et profondément, pour savoir en profiter dignement et efficacement.

(1) Texte italien dans l'OR du 15 avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.

## Et avec notre volonté guidée par l'amour

L'autre force, c'est notre volonté. L'économie chrétienne, c'est-à-dire l'ordre qui préside à notre vie religieuse et morale, attache une grande importance à la volonté, c'est-à-dire à l'exercice de notre liberté, orientée vers Dieu. Notre loi, c'est-à-dire la norme et le stimulant de notre conscience chrétienne, c'est avant tout l'amour. Rappelons-nous que le Christ a résumé la loi morale dans ce souverain précepte de l'amour de Dieu et de l'amour du prochain qui doit en découler. Or, l'amour est une loi possible, une loi facile, une loi très belle. Dans ces conditions, il n'est pas impossible, il n'est pas tellement difficile de vivre chrétiennement. Cela demeure cependant un grand projet, marqué du signe de la croix, du signe de l'amour suprême (cf. Jn 15, 13).

### Les chances offertes à notre foi par les mutations actuelles

Nous ajouterons alors : vivre en chrétien n'est pas anachronique, parce que la grâce et notre cœur sont des principes non pas dépassés ou périmés, mais tout à fait actuels, qui peuvent s'appliquer aux circonstances les plus variées et les plus nouvelles dans lesquelles nous sommes appelés à vivre. Les mutations et les nouveautés de notre temps peuvent même offrir un magnifique champ d'activité à la morale chrétienne et donner à chacun de nous l'occasion d'apporter une réponse originale à notre vocation chrétienne.

Dans un récent document pastoral, les évêques italiens ont dit excellemment comment « vivre la foi aujourd'hui ». Ce document conclut avec sagesse : « Si on le considère comme il se doit et si on l'affronte courageusement, l'actuel processus de transformation dans lequel est engagée la vie religieuse de notre temps non seulement ne met pas en danger la vraie foi dans le Dieu vivant, mais peut la rendre plus pure et plus efficace ».

Nous faisons nôtre ce vœu et nous vous le transmettons, avec notre bénédiction apostolique.

## LA VIE CHRETIENNE

### ASPIRE CONSTAMMENT AU RENOUVEAU

*Audience générale du 21 avril (1)*

#### Dire de la vie chrétienne qu'elle est stable est exact, mais incomplet

Celui qui a compris quelque chose à la vie chrétienne ne peut ignorer qu'elle aspire constamment au renouveau. Ils voient juste ceux pour qui la vie chrétienne a pour caractéristique d'être stable, fidèle, statique, mais ils ne voient pas tout. Certes, la vie chrétienne est

ancrée à des faits et des engagements qui n'admettent pas de changements, comme la régénération du baptême (cf. I Co 6, 11), la foi (cf. I P 5, 9 ; Ep. 6, 10-11), l'appartenance à l'Eglise (cf. I Tm 3, 15), l'animation de la vie par la charité (cf. Rm 8, 35). De sa nature, elle est une acquisition permanente que l'on ne doit jamais compromettre. Mais elle est une vie, et donc un principe, une semence qui doit se développer, s'accroître, se perfectionner. De plus, en raison de notre fragilité naturelle et de certaines conséquences inguérissables du péché originel, elle a sans cesse besoin d'être remise en état, renouvelée.

### L'aggiornamento des lois et des structures de l'Eglise

Et si l'on pense que la vie chrétienne n'est pas une notion statique et abstraite, mais une réalité vécue, insérée dans un contexte historique en mutation continuelle, on comprend qu'elle doive tenir compte des conditions sociales au milieu desquelles elle se situe. Elle doit en conséquence être continuellement attentive au rapport qui l'unit à son milieu, c'est-à-dire être vigilante, et, s'il le faut, faire son *aggiornamento*. Comme vous le savez, l'*aggiornamento* a été l'un des objectifs fondamentaux du Concile. Il a été et il est toujours l'une de ses idées-forces. Il trouve son application principalement dans le domaine des lois et des structures de l'Eglise, afin de rendre plus vive en celle-ci l'authentique conscience de son être et de sa mission, et afin de permettre à sa tradition, d'une part d'avoir assez de résistance pour maintenir certaines valeurs inaliénables, d'autre part de se réformer de telle sorte que, dans leur continuité, les bonnes traditions reflleurissent et retrouvent une nouvelle vitalité.

Chacun voit combien est nécessaire et naturel ce processus de réforme au sein de l'Eglise. Composée d'hommes imparfaits et pécheurs, l'Eglise doit sans cesse faire son auto-critique, toujours de nouveau se convertir. Porteuse de trésors inépuisables, elle doit constamment s'efforcer de répandre d'une façon féconde les richesses de ses vérités et de ses charismes.

### Le danger d'un esprit de réforme inspiré par des modes éphémères

Chacun aussi voit combien il est dangereux que cette attitude réformatrice de l'Eglise soit inspirée et dirigée non par l'Esprit-Saint, mais par l'histoire qui passe, la mode du siècle et la mentalité éphémère du monde, c'est-à-dire par des valeurs relatives ne s'appuyant pas sur des motifs compatibles avec la vérité divine et avec l'authentique dignité humaine. Et chacun sait qu'une certaine manie de réforme s'en prend aujourd'hui à ce qu'on appelle les structures de l'Eglise, comme si chacun pouvait à son gré imaginer un nouveau modèle historique, social et spirituel de l'Eglise. Il faut veiller (cf. Ep 4, 14). Mais nous n'avons pas l'intention de vous parler aujourd'hui de cet hypothétique renouveau des structures de la communauté ecclésiale.

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 22 avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



*Audience générale du 28 avril (1)*

Nous voudrions, par contre, attirer votre attention sur l'aspect positif et dynamique de la morale chrétienne, c'est-à-dire sur son exigence congénitale de renouveau intérieur, sur le devoir et le besoin que nous avons de conformer notre conscience à notre qualité de chrétiens. Nous poursuivons ainsi une réflexion que nous avons déjà commencée en d'autres circonstances et qui nous semble très importante. Nous devons pour cela nous référer encore au dualisme si expressif de la catéchèse apostolique : le vieil homme et l'homme nouveau. L'homme nouveau, vous le savez, c'est le chrétien qui, par le baptême, a été enseveli avec le Christ en une mort mystique libérant du péché, et ensuite est ressuscité avec le Christ à une vie nouvelle, une vie surnaturelle (cf. Rm 6, 2-11). Combien de fois saint Paul ne nous parle-t-il pas de cette vérité et de cette réalité qu'est la « nouveauté » de la vie chrétienne ? C'est ainsi, par exemple, que dans la lettre aux Romains il parle de « nouveauté de vie » (Rm 6, 4), par laquelle sont pleinement exprimées la régénération surnaturelle et la réforme morale ; de « nouveauté de l'esprit » (Rm 7, 6), pour désigner la vie nouvelle de la grâce et l'originalité de la vie morale du chrétien ; et de « nouveauté de jugement » (Rm 12, 2), en référence à la manière de sentir et de penser qui doit distinguer le fidèle du Christ, aspirant de tout son être à rechercher avec amour la volonté de Dieu. On pourrait également tirer des épîtres de saint Paul de nombreuses citations où il emploie le verbe « se renouveler » (cf. II Co 4, 16 ; Col. 3, 10 ; Ep 4, 23).

Cela nous amène à penser au retour sur lui-même que le chrétien est invité à faire régulièrement, sur le plan psychologique et ascétique, pour voir s'il est bien imprégné de ce principe de renouveau : « Je dois conformer ma façon de penser à l'Evangile, et donc à la doctrine qu'en tire l'Eglise ; je dois être convaincu que cette adhésion au Christ non seulement m'impose des préceptes très beaux, graves, exigeants, mais me communique une force secrète qui émane de lui : lumière pour voir, force pour agir, confiance pour oser, joie d'une vie conforme et unie à la sienne. » Le chrétien vivant du Christ ne peut faire sienne cette célèbre et amère réflexion du poète païen : « Je vois ce qui est bien et je l'approuve, mais je fais ce qui est mal », confessant par là l'impuissance radicale de l'homme à observer toute la loi morale sans la grâce de Dieu (OVIDE, Met. VII, 19).

Esprit de réforme, dynamisme moral, intérieur et personnel dans le Christ, tel est donc le premier renouveau auquel chacun doit aspirer, en étant assuré que par là il suit la voie du Concile, qui est la voie constante et actuelle de la vraie vie chrétienne.

Que le Seigneur vous y aide. Avec notre bénédiction apostolique.

La fête de Pâques que nous avons célébrée récemment offre un thème fondamental à la réflexion de celui qui a compris l'importance déterminante de ce mystère dans notre vie. Il requiert, avons-nous dit, une vie chrétienne cohérente avec elle-même ; il impose et engendre un renouveau intérieur dans notre façon de penser, et extérieur dans notre comportement. Et voilà la question que nous nous posons : quelle influence le drame du Christ mort et ressuscité exerce-t-il sur la manière de concevoir notre existence et sur la morale qui en découle pour notre vie ? Pourquoi cette influence ?

Parce que le drame du Christ concerne toute notre vie. Ce drame, nous le vivons avec le baptême et ce qui suit le baptême. Nous avons été, d'une façon mystique, ensevelis et ressuscités avec le Christ (Rm 6, 4). Nous sommes associés au « passage » du Christ de cette vie naturelle au nouvel état mystérieux et surnaturel dans lequel il est entré, même corporellement. Pâques veut, en effet, dire passage (cf. Ex 12, 11). Et si nous sommes fidèles et persévérants, nous sommes en puissance destinés à le rejoindre dans cette nouvelle et indicible condition d'existence. Comme l'écrit saint Paul : « Nous-mêmes qui possédons les prémices de l'Esprit, nous gémissons, nous aussi, intérieurement, dans l'attente de la rédemption de notre corps. Car notre salut est objet d'espérance. » (Rm 8, 23-24). Un mystère de communion nous relie déjà au Christ (cf. Ep 2, 5). Et par conséquent non seulement notre spiritualité, mais notre mode de pensée, notre conception de la vie, la façon dont nous envisageons notre sort futur, vont au-delà du temps, au-delà de l'horizon présent. Nous sommes polarisés vers le Christ ressuscité, dans son état de gloire. Nous devons vivre « eschatologiquement », c'est-à-dire tendus vers notre fin dernière, ultra-terrestre. « Nous n'avons pas ici-bas de cité permanente, mais nous recherchons celle de l'avenir. » (He 13, 14). Saint Paul nous adresse aussi cette exhortation : « Du moment donc que vous êtes ressuscités avec le Christ (c'est ce que nous célébrons à Pâques), recherchez les choses d'en-haut, là où se trouve le Christ, assis à la droite de Dieu (c'est-à-dire associé, également comme homme, à sa puissance et à sa gloire). Songez aux choses d'en-haut, non à celles de la terre. » (Col 3, 1-2.)

### Deux conceptions erronées

C'est cette conception de la vie qui donne son empreinte propre à la spiritualité, à la pensée, à la vie pratique du chrétien. Cette conception, qui constitue sa philosophie réaliste, sa sagesse, a une grande importance doctrinale. Pouvons-nous dire, comme le font certains, que cet enseignement apocalyptique, eschatologique, c'est-à-dire cet enseignement sur l'au-delà, soit un langage purement symbolique pour nous faire

— Jean Chrysostome. *Sur l'incompréhensibilité de Dieu*. Tome I (homélies I-V). Coll. « Sources chrétiennes ». Introduction de Jean Daniélou. Traduction de Robert Lacellière. Nouvelle éd. revue, augmentée, munie du texte grec critique et d'un index grec par A.-M. Malingrey. Vol. 19 × 12,5 cm, 368 p. 69 F. Ed. du Cerf.

(1) Texte italien dans l'OR du 29 avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



comprendre la nouveauté de la doctrine évangélique, déjà réalisée et consommée par le Christ pendant son séjour sur la terre ? Ou pouvons-nous croire, avec d'autres, que c'est seulement dans ce monde eschatologique que s'accomplit objectivement notre salut ? Ces deux conceptions de l'économie du salut, l'une dans la réalité future, l'autre dans la réalité présente, ne tiennent pas compte de notre doctrine de la foi et peuvent produire un déséquilibre fatal dans l'interprétation et dans l'application du christianisme authentique.

Le premier déséquilibre, le plus commun, est de ne plus penser, et souvent de ne plus croire, à notre vie future, à la vie qui suit notre mort corporelle. La vie présente serait la seule dont il nous serait donné de jouir, ou de souffrir. Réduire d'une façon radicale notre existence actuelle aux limites du temps, comme nous sommes habitués à le faire avec le sécularisme qui est de mode aujourd'hui, revient pratiquement à nier l'immortalité de l'âme, à insinuer que notre sort futur nous est indifférent, à affirmer que la seule chose qui compte, c'est le temps présent, l'instant fugitif. De l'Evangile on finit par ne plus accepter, si tant est qu'on l'accepte, ce qui a une utilité immédiate, temporelle, pour les intérêts terrestres de l'humanité. Et finalement on laisse le doute et le découragement éteindre la vraie espérance, « la vraie lumière éclairant tout homme venant en ce monde ». (Jn 1, 9.) Tout ce qu'on peut dire sur le paradis et sur l'enfer, on ne l'écoute plus. Que devient et que peut devenir la scène du monde sans cette conscience d'une nécessaire référence à une justice transcendante et inexorable (cf. Mt 25) ? Et par contre, que peut être le sort fatidique de l'existence personnelle de chacun de nous si le Christ, frère, maître et pasteur de nos jours mortels, doit vraiment se dresser comme un juge implacable sur le seuil du jour immortel ?

## La plus-value de la vie présente du fait qu'elle est ordonnée à la vie future

L'un des principes fondamentaux de la vie chrétienne, c'est qu'elle doit être vécue en fonction de sa destinée eschatologique, future et éternelle. Oui, il y a de quoi trembler. Écoutez encore la voix prophétique de saint Paul : « Travaillez avec crainte et tremblement à accomplir votre salut. » (Ph 2, 12.) La gravité et l'incertitude de notre sort final a toujours été un abondant objet de méditation et une source d'énergies sans pareil pour la morale et aussi pour la sainteté de la vie chrétienne.

Mais nous voulons conclure sur deux considérations. D'abord « la puissance de la résurrection du Christ » (Ph 3, 10), dont se sent envahi le chrétien qui médite sur le mystère pascal, sur son attrait enivrant et salubre. Et ensuite la plus-value — et non la moins-value, comme beaucoup le supposent — que prend la vie présente du fait qu'elle est ordonnée à la vie future. Si celle-ci représente la plénitude de notre heureux destin, quelle importance, quelle valeur notre pèlerinage présent qui y conduit ne revêt-il pas ! Rappelez-vous la parabole des talents (Mt 25, 14-30). Avec notre bénédiction apostolique.

*Du 12 au 16 avril 1971, s'est tenu, à Nantes, le 74<sup>e</sup> Congrès national de l'Union des œuvres catholiques de France, sur le thème « l'enfant, les enfants aujourd'hui ». Voici le message que Paul VI a adressé aux congressistes (\*) :*

## CHERS FILS ET FILLES,

Consacré à l'enfant, aux enfants d'aujourd'hui, votre 74<sup>e</sup> Congrès national de l'Union des œuvres catholiques de France, réuni sous la présidence de Mgr Vial, revêt une importance particulière. D'autre part, près qu'il nous était possible, nous en avons suivi la préparation. Une enquête serrée et l'utilisation des meilleures acquisitions de la psychologie et des sciences humaines vous ont permis, en réunion générale comme en carrefours, d'élargir votre vision. Prêtres, religieuses et laïcs, vous avez regardé vivre les enfants, entre eux, avec les adultes, au sein de leur milieu social et culturel devenu mobile. Vous avez analysé leurs comportements et leurs relations affectives, déchiffré leur langage propre, mieux perçu leurs aspirations. Pourquoi tout ce travail, sinon pour reconnaître, pour redonner toute leur place à ces enfants dans la société et dans l'Eglise ?

## Accueillir l'enfant comme un privilège de Dieu

Car c'est un fait : en dépit des apparences, trop souvent, l'enfant n'est pas considéré en lui-même, avec ses possibilités propres et la grâce de Dieu qui l'anime. Bien plus, il risque d'être vu par les uns ou les autres comme un obstacle à un bonheur égoïste des grandes personnes ou d'être, au contraire, utilisé comme un objet. Qui dira le drame de l'enfance humiliée, bafouée dans la droiture de son cœur et le dynamisme de son être, menacée dans son équilibre de vie et son épanouissement humain et chrétien ?

Puissions-nous, au contraire, accueillir toujours l'enfant comme un privilège de Dieu, béni avec prédilection par le Seigneur Jésus (cf. Mc 10, 16), apte à recevoir mieux que les habiles et les savants les secrets du Père (cf. Lc 10, 21), prêt à entrer de plain-pied dans le royaume des cieux (cf. Mt 19, 14) ! Que de fois, dans la Bible comme dans l'histoire de l'Eglise, Dieu a suscité des enfants pour rappeler ou réaliser ses desseins ! Et l'Eglise a jugé l'enfant de sept ans assez responsable pour demander de lui-même le baptême et accéder aux sacrements de pénitence, d'eucharistie et de confirmation. Oui, il nous faut regarder et écouter ces enfants ; leur permettre d'exprimer toutes leurs richesses dans un climat empreint de respect affectueux et attentif. Car l'enfant, lui aussi, avec son intelligence, sa sensibilité et sa liberté, subit l'attraction

(\*) Texte français original. Les sous-titres sont de notre rédaction.



du bien et du mal et est capable de choisir, de se dévouer, de se sacrifier, d'être généreux et fidèle.

## Importance de l'apport positif de l'éducateur

C'est dire l'importance de l'apport positif de l'éducateur. Attentif à découvrir le « langage » et à enregistrer les réactions de l'enfant, il sait aussi que celui-ci a besoin, aujourd'hui comme hier, d'être formé tout au long de sa croissance. S'il doit déployer sa spontanéité dans un univers à sa mesure, sans quoi l'éducation reçue risquerait d'être étrangère à sa personnalité, il réclame tout autant d'être soutenu par un cadre extérieur, par un ordre ferme de valeurs, par une autorité qui ne démissionne pas, précisément parce que le jeu de sa liberté requiert cette sécurité.

## La formation religieuse

A plus forte raison quand il s'agit de la Révélation, on ne saurait dire que les données de la foi soient précontenues dans la conscience de l'enfant. Certes, il est préparé à les accueillir comme un don du Père, surtout s'il a eu le bonheur de recevoir dès sa naissance, avec le baptême, le germe de la foi. On ne le dira jamais assez, l'esprit de Dieu est à l'œuvre en lui. Dieu seul peut d'ailleurs apprécier son degré de foi. Mais la doctrine chrétienne doit lui être présentée dans toute sa précision et toutes ses exigences, à la mesure de son esprit, à travers le langage évocateur de la Bible et de la liturgie, avant d'être vécue et exprimée dans ses « activités » catéchétiques et dans une action chrétienne et un apostolat à sa taille. N'est-ce pas là aussi un de ces droits primordiaux de l'enfant qui sont si chers à la conscience moderne ?

## L'environnement

Dès lors, comment passer sous silence tous ceux qui, par leur affection, par leur témoignage, par l'atmosphère qu'ils créent, par leur enseignement, assument la charge merveilleuse et redoutable de satisfaire ce droit : parents, éducateurs scolaires, animateurs de loisirs, catéchètes, responsables et aumôniers de mouvements, ministres des sacrements ? Cet environnement, pour être humain, devra porter l'enfant à l'accueil, au partage, au don. Et, pour être chrétien, il devra lui fournir aussi les signes explicites de la foi : le respect du sacré, la prière, la charité et la chaude fraternité du foyer familial, scolaire et paroissial.

Vous le savez, avec tous les psychologues : dès son premier âge, l'enfant est déjà marqué profondément et souvent définitivement par son « environnement ». L'équilibre du foyer et le bonheur qui y règne, l'affection et le dévouement mutuels ainsi que le climat religieux de la vie quotidienne sont des éléments irremplaçables dont l'empreinte s'avère capitale sur l'enfant.

Aussi est-ce avec joie que nous saluons les parents chrétiens qui éveillent leur tout-petit au sens de Dieu. Avec quelle tristesse devons-nous ajouter, nous pensons aux autres enfants pour qui Dieu demeure inconnu jusqu'à l'âge tardif du catéchisme didactique. Et que dire, hélas ! de ceux à qui l'on taira toujours les réalités spiri-

tuelles sans lesquelles il ne peut y avoir de vie pleinement humaine ? Aussi félicitons-nous tous les pasteurs qui intensifient aujourd'hui cette prise de conscience et ce souci auprès des parents. Ceux-ci ne demeurent-ils pas pour leurs enfants les éducateurs premiers et privilégiés ?

\*\*

En ce centenaire des Congrès de l'Union des œuvres, puissent l'audace et la fidélité apostolique de tant de pionniers — particulièrement Mgr de Ségur, le P. Anizan et le P. Courtois — stimuler votre ardeur et votre foi, redonner une nouvelle jeunesse à cette noble entreprise qui réunit les forces vives pastorales de votre pays. Que les enfants, c'est-à-dire l'Eglise de demain, en soient les premiers bénéficiaires ! De tout cœur, au nom du Christ, nous les accueillons dans cette famille où leur vie de foi, d'espérance et de charité demeure pour tous, comme sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus nous le rappelle, une invitation et un exemple. Et vous, chers congressistes, nous vous bénissons ainsi que votre apostolat au service des enfants.

Du Vatican, le 14 avril 1971.

PAULUS PP VI.

---

## LES EXIGENCES SPIRITUELLES DANS LA FORMATION DES JEUNES

---

*Paul VI a adressé l'allocution suivante le 17 avril aux membres du Conseil de l'Union mondiale des enseignants catholiques, en réponse à l'adresse d'hommage de M. Jean Poncin, président général de l'Union (\*) :*

### CHERS FILS,

C'est avec joie que nous vous accueillons, à l'issue des séances de travail de votre Conseil général, pour vous redire la confiance que met l'Eglise dans les enseignants catholiques, dont l'« Union mondiale », que vous représentez, stimule et coordonne les activités.

Vous aviez voulu, lors de votre VII<sup>e</sup> Congrès, à Montréal, au mois d'août dernier, réfléchir sur « l'école et l'enseignement dans ce monde en mutation ». Votre analyse des nouvelles conditions de la culture, des styles de vie modernes de la jeunesse, et surtout des besoins les plus profonds de la société de demain, devait vous amener. Nous semble-t-il, à rechercher les meilleurs moyens d'y préparer les jeunes et leurs professeurs. Car tel est bien le but qui doit polariser tous vos débats. Et le problème demeure grave : comment, au milieu d'idéologies si diverses et d'options morales si fragiles, donner à ces jeunes le goût de la recherche du vrai et du bien ? Comment les initier aux jugements de valeur qui leur permettront de discerner le meilleur chemin, pour eux-mêmes et dans l'intérêt de l'humanité ? Comment les préparer à s'en-

---

(\*) Texte français dans l'OR du 18 avril 1971.



gager au service de leurs frères avec toute la compétence que l'école leur donne d'acquérir ? Ils ont besoin, vous le savez, d'être respectés par les adultes dans leur personnalité, d'être admis à participer activement à leur propre formation. Ils ont non moins besoin, avant de se lancer dans la vie, de puiser avec objectivité à l'expérience et à la culture de leurs prédécesseurs, de recevoir le témoignage éclairant et entraînant de leurs maîtres.

Certes, chaque pays connaît des problèmes différents, qu'il faut respecter, un rythme spécifique, des étapes diverses dans l'accès à la culture, des besoins variés pour le développement harmonieux du peuple, des conditions inégales dans la répartition des initiatives laissées au secteur privé ou au secteur public. Il revient alors aux pasteurs responsables d'étudier, avec les Fédérations nationales des enseignants chrétiens, les représentants des parents et des étudiants, les voies les plus favorables pour promouvoir, chez le plus grand nombre, une solide formation humaine, qui ne néglige en rien les exigences spirituelles. Mais, sur le plan international, l'UMEC garde, comme organisation catholique, un rôle de choix : elle permet d'échanger des expériences éclairantes, d'approfondir la vocation des enseignants chrétiens, d'établir l'entraide très large que la solidarité requiert, de porter un témoignage évangélique commun à la face du monde.

Et qu'est-ce que le monde, qu'est-ce que l'Eglise attendent plus spécialement des enseignants catholiques ? D'abord une compétence profonde, dans l'ordre de la connaissance comme sur le plan pédagogique.

Aujourd'hui, en effet, tous les ordres du savoir, dans les différentes branches et aux divers niveaux de l'enseignement, mais aussi au plan même de la recherche pure, se trouvent trop souvent sollicités par les idéologies ambiantes et risquent ainsi de se trouver orientés, voire canalisés, par des *a priori*, dommageables d'abord à la vérité elle-même. Il nous semble alors que les chrétiens doivent être au premier rang de ceux qui approfondissent la vérité, librement, objectivement. Par ailleurs, comment des maîtres catholiques pourraient-ils rester indifférents à ce que les élèves qui leur sont confiés découvrent ou non la Vérité, la cause et la fin de leur existence ? Puissent-ils comprendre, ces jeunes, à travers l'enseignement et la vie de leurs aînés, à travers le climat éducatif créé autour d'eux, quelle force et quelle lumière, quel salut en un mot, le Christ apporte à ceux qui lui donnent leur foi et leur amour ? Bien plus, qui leur fera connaître explicitement leur vocation divine, qui les aidera à y correspondre librement, si ce n'est l'ensemble de la communauté chrétienne, au premier rang de laquelle il faut mentionner, avec les aumôniers, les parents et les éducateurs auxquels ceux-ci recourent avec confiance ? Voilà la grandiose tâche, entre autres, que votre Union mondiale a pour mission d'encourager et d'éclairer.

Nous sommes heureux de savoir que le prochain Congrès se tiendra à Rome, avec l'objectif de promouvoir les valeurs évangéliques dans la vie internationale. Nous vous encourageons de grand cœur dans sa préparation, et nous vous

donnons, comme à tous les dévoués enseignants catholiques que vous représentez, notre paternelle bénédiction apostolique.

## L' « ECOLE DE LA FOI »

*Au cours de l'audience générale du mercredi 21 avril, Paul VI a salué en ces termes un groupe de l' « Ecole de la foi » de Fribourg, accompagné du P. Loew :*

Nous sommes très heureux de saluer ici un groupe d'étudiants et d'étudiantes de l' « Ecole de la foi » de Fribourg, avec leurs animateurs, au premier rang desquels se trouve notre bien-aimé P. Jacques Loew. Chers fils et filles, nous vous encourageons de tout cœur dans cette recherche d'une vie authentiquement évangélique, où la prière et la liturgie vivante, l'accueil de la Bonne Nouvelle du salut, le partage et le soutien mutuels, vous prédisposent à vivre vous-même votre foi dans la joie. Vous saurez ainsi mieux annoncer le mystère du Christ Jésus à ces hommes et à ces femmes de notre temps, en rejoignant leurs préoccupations légitimes, en répondant à la faim de leur esprit et de leur cœur, comme à leur besoin d'une communauté fraternelle nourrie de foi, d'amour et d'espérance.

*(Texte français dans l'O. R. du 22 avril 1971.)*

## A DES PRETRES FRANÇAIS

*Il s'est ensuite adressé à un groupe de 10 prêtres français désignés par leurs fidèles pour un pèlerinage à Rome organisé conjointement par le Pèlerin du XX<sup>e</sup> siècle et France-Inter (1) :*

Nous nous tournons aussi avec joie vers ce petit groupe de prêtres français choisis par leurs fidèles dans les neuf régions apostoliques de la France. Nous nous réjouissons avec vous, chers amis, de ce lien vivant qui vous unit à vos confrères et aux laïcs de votre secteur. N'est-ce pas à leur service que vous accomplissez votre ministère, que vous vouez toute votre vie ? Ayez à cœur d'être sans cesse les témoins de la présence de Dieu, de l'amour de Notre-Seigneur, du discernement de son Esprit, de l'unité fraternelle qui doit caractériser les fils de l'Eglise.

A chacun de vous, à tous ceux que vous représentez, nous donnons notre paternelle et affectueuse Bénédiction apostolique.

(1) *Au cours de l'émission de « France-Inter » à laquelle ont participé ces prêtres, Mgr Jacques MARTIN, préfet du Palais apostolique, a révélé le texte du message que Mgr MONTINI, dont il était alors le subordonné à la Secrétairerie d'Etat, lui avait adressé en pleine nuit, lors de l'entrée des Allemands à Paris, en 1940 :*

Cher et révérend ami, le temps m'a manqué aujourd'hui pour vous voir et pour parler avec vous de la très dure épreuve à laquelle est maintenant soumis votre grand pays. J'aimerais vous dire combien je suis près de vous et combien je prie pour que Dieu convertisse en bénédiction les acerbés douleurs de votre patrie — pour elle, pour l'Eglise et pour le monde. Je souhaite et espère qu'il en sera ainsi et, de tout cœur, je vous le dis pour que vous sachiez ainsi l'amitié de votre Jean-Baptiste Montini.

*(« La Croix », 4 mai 1971.)*



## LA RENCONTRE DE GENEVE

### LES RÉOLUTIONS DE LA RENCONTRE EUROPÉENNE DES DÉLÉGUÉS DES CONSEILS PRESBYTÉRAUX

Nous publions ci-après, à titre de document, les résolutions qui ont été adoptées au cours de la première « Rencontre européenne des délégués des Conseils presbytéraux », qui s'est tenue à Genève du 20 au 23 avril, et qui a réuni 77 prêtres provenant d'Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Ecosse, Espagne, France, Hollande, Irlande, Italie, Malte, pays scandinaves et Suisse (1).

#### I. L'Eglise et les prêtres sont mis en question par le monde d'aujourd'hui (2)

1. L'Eglise, Peuple de Dieu, et par conséquent aussi le prêtre, ne peut ni vivre ni prêcher l'Evangile dans sa totalité, sans prendre des positions engagées, à l'exemple du Christ et des prophètes, devant les faits concrets d'injustice, d'oppression, d'armement, etc.

60 oui, 5 oui juxta modum, 9 non, 1 nul.

2. L'Eglise doit toujours réaffirmer que sa mission n'est pas une mission d'ordre économique, politique ou social comme tel. Cependant, si l'Eglise déclare rester neutre sur tous les problèmes, elle prend déjà une position politique concrète puisqu'elle se range du côté de l'ordre établi. Par conséquent, il ne semble pas possible que l'Eglise puisse adopter une position politique concrète dans sa totalité, elle doit toujours rester moralement et juridiquement libre pour dénoncer tout ce qui est contre l'Evangile et exiger tout ce qui est évangélique.

70 oui, 2 oui juxta modum, 1 non, 2 blancs.

(1) Ces textes sont publiés à partir des documents remis à la presse, en supprimant ce qui n'a pas été adopté (à la majorité des deux tiers), en rétablissant l'ordre des articles (pour le chapitre V), et en apportant des corrections de style aux textes traduits de différentes langues (il pourra ainsi y avoir quelques variantes entre le texte que nous donnons ici et la rédaction officielle définitive qui ne sera faite qu'en juin, après comparaison des traductions avec le texte original).

Ces résolutions expriment la pensée de la Rencontre de Genève, non pas la pensée des représentants des Conseils presbytéraux, et encore moins celle des Conseils presbytéraux eux-mêmes. Les délégations, en effet, n'avaient pas toutes pu consulter la « base », et des points qui n'étaient pas abordés dans le questionnaire ont été traités.

3. Quand il s'agit d'une option d'un parti politique ou d'une solution politique concrète, inspirée par l'Evangile, le prêtre peut s'engager comme chaque citoyen. Dans ce cas, il doit rester toujours le témoin de l'unité dans la communauté chrétienne. Mais, dans le cas où il s'agit de défendre et de promouvoir les droits fondamentaux de la personne humaine dans la société, spécialement des moins favorisés, il doit faire la critique de la société au nom de l'Evangile et même se compromettre.

Le prêtre ne doit pas prendre cet engagement comme personne isolée, mais au sein d'une communauté de l'Eglise.

Le caractère évangélique de la mission du prêtre, à l'image du Christ, doit être prédominant et se manifester clairement dans ces activités profanes. Car il ne peut jamais oublier que l'engagement politique immédiat revient par priorité aux laïcs.

57 oui, 13 oui juxta modum, 3 non, 2 nuls.

#### II. Mission et ministère du prêtre (3)

1. Les questions qui se posent à l'Eglise et dans l'Eglise proviennent fondamentalement de la crise de la civilisation et des valeurs (Fr.). Même en reconnaissant l'importance que dans cette crise ont les aspects doctrinaux et théologiques (Irl.), et les conflits entre générations (Ecosse), etc., la Conférence estime que la raison première de la crise actuelle chez les prêtres n'est pas d'ordre personnel mais institutionnel, culturel et social. Par conséquent, nous espérons du prochain Synode épiscopal que pour résoudre les problèmes il ne

La Rencontre de Genève se situe dans le cadre de la préparation du Synode épiscopal, qui s'ouvrira à Rome le 30 septembre prochain, et où doit être traité le thème du sacerdoce ministériel (cf. DC, 1971, p. 59, 296).

Neuf évêques ont participé aux travaux : NN. SS. MUS-  
TY (Namur, Belgique), DEGENHARDT (Paderborn, Alle-  
magne), SUQUIA GOICOECHEA (Malaga, Espagne), SAUVAGE  
(Annecy, France), GRAN (Oslo, Norvège), MAMIE (Fri-  
bourg, Suisse) et WAGNER (Linz, Autriche).

(2) Les votes sont répartis en six chapitres correspon-  
dant à six rapports confiés à des délégations diffé-  
rentes : rapport I (l'Eglise et les prêtres sont mis en  
question...) : délégation française ; rapport II (mis-  
sion et ministère) : délégation espagnole ; rapport III  
(travail) : délégation belge ; rapport IV (célibat) : délé-  
gations allemande et autrichienne ; rapport V (exercice  
de l'autorité) : délégation anglaise ; rapport VI (forma-  
tion sacerdotale) : délégation néerlandaise.

(3) Le texte du document de base est indiqué en ita-  
lique. L'origine des amendements et additions est in-  
diquée entre parenthèses.

*se contente pas d'orienter et de stimuler la volonté des prêtres mais qu'il remette en question des structures, suscite et perfectionne des Institutions (Esp.), des approches morales (une certaine manière d'exercer l'autorité, par exemple) (Belg.) et des formes d'expression de la foi plus efficaces et adaptées, afin que le prêtre puisse accomplir son rôle missionnaire dans l'Eglise d'aujourd'hui (Esp.) en tenant compte des expériences les plus significatives (Fr.).*

57 oui, 16 oui juxta modum, 1 non, 1 blanc.

2. *On constate une aspiration commune aux dépassements de la dichotomie entre ministère et vie spirituelle comme s'il s'agissait de deux réalités juxtaposées. Il faudrait reconnaître dans les faits leur unité. La manière de réaliser cette unification sera l'exercice de la charité pastorale dont le sommet apparaît être toujours le sacrifice de la messe (Irl.).*

*On observe également que les formes de spiritualité qui ont été présentées autrefois apparaissent en grande partie comme insuffisantes pour le moment actuel.*

Cela manifeste aussi un manque de créativité dans le corps sacerdotal. Cependant se profilent certaines lignes de forme comme une authentique incarnation dans le peuple avec les implications qui en découlent; l'expérience communautaire de l'existence chrétienne, la disponibilité pour le service et pour des engagements allant jusqu'aux dernières conséquences, une vive expérience du Seigneur à l'œuvre dans l'histoire (Fr.).

55 oui, 9 oui juxta modum, 8 non, 3 blancs.

3. *Nous souhaitons qu'un large champ soit ouvert aux initiatives apostoliques, pourvu qu'elles soient réfléchies en équipe et que l'évêque et ses représentants participent aux recherches (Fr.).*

Dans cette perspective, nous souhaitons que l'autorité hiérarchique, que nous acceptons loyalement (Irl.), reconnaisse et veuille promouvoir une réelle responsabilité personnelle (Esp.-Belg.) et dès lors un droit d'initiative (Belg.) aux prêtres dans l'exercice de leur ministère pastoral, ainsi qu'une plus grande liberté dans leurs formes de vie. Cette liberté plus grande exigera des prêtres une maturité et une responsabilité accrues (Irl.).

*Nous demandons que soit réduit aux points strictement nécessaires (Holl.) ce qui est obligatoire pour tous et que soit accepté un pluralisme qui, dans la sauvegarde de l'unité ne prétende pas exiger une pluri-formité.*

Cet effort d'unité est spécialement nécessaire étant donné les distances idéologiques entre les générations. Cela exigera le dialogue et la formation permanente (Ecosse).

63 oui, 7 oui juxta modum, 2 non, 3 blancs.

4. *L'homme d'aujourd'hui se sent diminué par l'esprit de masse et le juridisme. Les structures pastorales de l'Eglise ne sont pas complètement exemptes de ce danger. L'Eglise doit respecter et promouvoir les nouveaux types de communautés et de structures pastorales qui vont surgir comme réponse aux initiatives de la parole de Dieu et aux aspirations actuelles. Nous désirons que, même si on respecte la structure territoriale, d'autres types de communautés pastorales soient créés ou reconnus quand ils existent.*

71 oui, 1 oui juxta modum, 3 blancs.

### III. Travail du prêtre dans une Eglise servante et pauvre

1. *La mission du prêtre comme ministre du Christ dans un monde sécularisé, pluraliste et démocratisé exige l'insertion du presbyterium dans la société humaine, non comme des privilégiés, individuellement*

*ou collectivement. Les prêtres, faisant preuve d'humanité, d'engagement pastoral sous ses formes diverses et de pauvreté à l'exemple du Christ, aideront à donner l'image d'une Eglise qui n'est pas liée aux forces politiques, économiques et financières, mais solidaire des pauvres et des opprimés en vue d'établir le royaume et la justice de Dieu dans le monde.*

71 oui, 3 oui juxta modum, 1 blanc.

2. *Les exigences fondamentales de la mission dans la situation sociale et historique demandent aux prêtres de partager la vie et la condition de ceux à qui ils sont envoyés. Cette démarche s'inscrit dans la volonté d'ouverture des communautés chrétiennes et de croissance de l'Eglise au cœur des réalités humaines. Dans cette perspective il faut promouvoir une pluriformité dans l'exercice du ministère. Les prêtres qui, en union avec l'autorité compétente, participent directement à la vie des hommes par leur travail profane (en usine, bureau, secteur scientifique, monde hospitalier, enseignement, etc.), peuvent être l'expression de la responsabilité sacerdotale dans les communautés chrétiennes existantes ou suscitées par l'effort missionnaire de l'Eglise à partir de la situation du travail. Les prêtres éviteront cependant de s'identifier à une idéologie irréfléchie du travail, étant donné la contestation existante contre une société toute dominée par le principe d'efficacité.*

57 oui, 14 oui juxta modum, 3 non, 1 blanc.

3. *Le souci pastoral pour l'édification de la communauté chrétienne (prédication et catéchèse aux divers niveaux, pastorale des sacrements, prière et organisation du culte, formation chrétienne de la jeunesse et des adultes, animation chrétienne du secteur social, caritatif et culturel, évangélisation, etc.) est en soi un travail humain valable et exigeant, pouvant être reconnu comme tel par un non-chrétien, et considéré à cause du souci de l'homme qu'il comporte, comme une vraie profession demandant une véritable qualification professionnelle. Celle-ci comporte notamment une formation permettant de traduire le message évangélique pour les hommes dans leurs différents milieux de vie.*

68 oui, 6 oui juxta modum, 1 blanc.

4. *La communauté chrétienne doit jouer un rôle important dans la naissance de nouveaux modes d'exercice du ministère. C'est pourquoi on doit non seulement encourager les prêtres à exercer une profession profane en vue de la mission, mais susciter des vocations sacerdotales parmi les hommes pastoralement engagés qui exercent déjà une profession et qui sont acceptés par le milieu. Dans ce cadre, il faut étudier aussi les problèmes liés à l'exercice d'un ministère à mi-temps et à son intégration dans les structures pastorales.*

62 oui, 12 oui juxta modum, 1 blanc.

### IV. Le célibat du prêtre

1. *La valeur du charisme qui implique le célibat pour la vie personnelle du prêtre (Esp.) et pour sa mission pastorale, comme signe de donation à Dieu et de disponibilité aux hommes dans le ministère (It.) est incontestable.*

73 oui, 2 blancs.

2. *Il importe dès lors que ce charisme puisse se développer et s'approfondir et que sa valeur soit vue non sous l'aspect juridique, mais à la lumière de sa signification positive dans l'union au Christ et le don inconditionnel à son service (All.).*

73 oui, 2 blancs.

3. *Il importe également que tous les prêtres qui se sont engagés dans le célibat soient mis en situations*



humaines et ecclésiales les plus favorables à l'épanouissement de ce charisme (Fr.)

72 oui, 2 oui juxta modum, 1 blanc.

4. L'étude historique, socio-religieuse et psychologique du célibat mérite d'être poursuivie (Holl.).

57 oui, 7 oui juxta modum, 10 non, 1 nul.

5. Le lien entre le célibat et le sacerdoce n'est pas d'ordre dogmatique (73 oui, 1 oui juxta modum, 1 blanc) mais d'ordre pastoral, avec des implications théologiques (Esp.).

57 oui, 3 oui juxta modum, 13 non, 2 blancs.

6. En communion avec le Pape et les évêquats, l'évolution souhaitable de la législation actuelle devrait, dans l'avenir, être décidée par les Conférences épiscopales en lien avec les autres membres du peuple de Dieu et en fonction des réalités pastorales.

58 oui, 7 oui juxta modum, 9 non, 1 blanc.

7. La Conférence demande au Synode d'accepter cette ligne d'action dans la recherche *en vue* des décisions à prendre. Par conséquent, il serait souhaitable que — pour ce qui est de l'évolution de cette discipline — les organismes centraux de l'Eglise respectent et promeuvent la recherche et les décisions pratiques des Eglises particulières, et que, à leur tour, celles-ci aient le souci de la communion avec le Saint-Siège et les autres Eglises.

53 oui, 5 oui juxta modum, 16 non, 1 blanc.

8. Une plus large possibilité d'ordonner prêtres des hommes déjà mariés est souhaitable (4), tout en tenant compte :

- a) Des besoins missionnaires et pastoraux des Eglises ;
- b) De la réussite de la vie du candidat ;
- c) D'une formation adéquate en vue du ministère à exercer.

54 oui, 8 oui juxta modum, 9 non, 4 blancs.

L'accès au sacerdoce d'hommes mariés ne doit pas être admis exclusivement pour des raisons de nécessité,

---

(4) Dans le document de travail sur le sacerdoce ministériel que le Secrétariat du Synode a fait parvenir aux Conférences épiscopales, il est dit, à propos de l'« ordination éventuelle d'hommes mariés », après un paragraphe soulignant « l'importance du célibat sacerdotal » :

[...] Puisque les prêtres sont très peu nombreux, et là seulement où leur manque est durement ressenti, ne faudrait-il pas songer à élever au sacerdoce des hommes d'âge mûr, qui auraient déjà donné, auprès des leurs, le témoignage d'une vie familiale et professionnelle exemplaires ? Ne répondrait-on pas ainsi de façon plus complète aux besoins des fidèles et à leur désir légitime de jouir des bienfaits que le ministère sacerdotal apporte au peuple de Dieu ? Il est cependant à craindre qu'on se fasse illusion si l'on croit que ce changement de la discipline traditionnelle pourra vraiment être limité à des cas exactement déterminés, d'une véritable et urgente nécessité. Il est également à craindre que l'on soit tenté de chercher dans ce changement de discipline une solution apparemment plus facile aux difficultés dont souffre aujourd'hui l'Eglise du fait de l'incontestable baisse des vocations.

Telles que les choses se présentent, pour réfléchir raisonnablement à une telle solution, il faut avoir devant les yeux non seulement le bien de telle Eglise particulière, mais le bien général de l'Eglise entière (Paul VI, lettre au cardinal Villot sur le célibat ecclésiastique. DC no 1557, 15 février 1970, pp. 162-164).

Question : Faut-il étudier la possibilité de conférer à l'avenir, dans certaines conditions, le sacerdoce à des hommes mariés ? D'après quels critères devra-t-on se décider ?

(NDLR.)

mais pour la raison positive de l'enrichissement de la communauté chrétienne (Belg.).

54 oui, 9 oui juxta modum, 16 non, 4 blancs.

La Rencontre demande que le Synode prenne une décision en faveur de l'ordination sacerdotale d'hommes mariés, laissant aux Conférences épiscopales le soin de préciser les modalités de choix, de formation, de ministère (Belg.).

52 oui, 2 oui juxta modum, 18 non, 3 blancs.

9. L'engagement définitif pour un sacerdoce célibataire doit être pris au moment de l'ordination sacerdotale. Cet engagement devrait être précédé d'une longue période de maturation et d'expérience apostolique, éventuellement comme diacre (Irl., Belg., All.), tout en tenant compte des recherches et expériences propres à chaque pays (Fr.).

56 oui, 13 oui juxta modum, 5 non, 1 blanc.

Cela suppose que les diacres qui ne se décident pas pour le sacerdoce célibataire et qui se marient puissent continuer à exercer leurs fonctions (All.).

40 oui, 5 oui juxta modum, 16 non, 6 blancs.

10. Le sens et la nécessité de la connexion juridique entre le sacerdoce et le célibat n'est plus perçu aujourd'hui, surtout par une grande partie des jeunes prêtres. C'est pourquoi la Conférence se croit obligée d'insister pour que ce problème soit examiné de façon urgente.

47 oui, 13 oui juxta modum, 9 non, 6 blancs.

11. Le pouvoir de dispenser du célibat doit être accordé à chaque évêque, selon une loi-cadre émanant de la Conférence épiscopale nationale (46 oui, 2 oui juxta modum, 26 non, 1 blanc), élaborée en collaboration avec les Conseils presbytéraux (Belg.).

47 oui, 1 oui juxta modum, 22 non, 5 blancs.

12. La Conférence demande que le dernier document romain sur le retour des prêtres à l'état laïc soit retravaillé par le Synode dans le but de confier aux Conférences épiscopales respectives la mission de préciser la forme et les conditions dans lesquelles ces prêtres pourraient continuer à exercer un service d'Eglise.

56 oui, 7 oui juxta modum, 11 non, 1 blanc.

Pour pouvoir tenir compte des situations et sensibilités locales les Conférences épiscopales réélaboreront ce texte en collaboration avec les Conseils presbytéraux (Belg.).

52 oui, 3 oui juxta modum, 17 non, 3 blancs.

Il faut que soit évitée toute mesure discriminatoire à l'égard de ces prêtres (Suisse).

59 oui, 1 oui juxta modum, 12 non, 4 blancs.

## V. Exercice de l'autorité et de l'initiative dans l'Eglise

1. Une vraie coresponsabilité entre évêques et prêtres exige une consultation et une collaboration complètes et loyales, qui ne peuvent se situer que dans un climat de dialogue ouvert et sincère. Cette coresponsabilité doit offrir un champ plus large à la libre initiative de chaque prêtre dans son activité pastorale. Ce serait un signe de confiance réciproque. Evêques, prêtres et laïcs doivent faire tout leur possible pour rendre efficaces les structures officielles de dialogue, qui doivent être pleinement représentatives, par exemple, conseils presbytéraux et pastoraux.

Cette Conférence exprime le désir universel du clergé d'établir des liens plus intimes avec les évêques. Les structures normales dans lesquelles la coresponsabilité

doit s'exercer sont les Conseils pastoraux diocésains, les Conseils presbytéraux et les Conseils paroissiaux.

53 *oui*, 4 *oui* juxta modum, 1 *non*, 4 *blancs*.

2. Un Conseil national des prêtres a aussi un rôle à jouer dans la discussion des problèmes nationaux.

52 *oui*, 8 *oui* juxta modum, 1 *non*, 1 *blanc*.

3. Il est recommandé que chaque hiérarchie envisage la nécessité d'un processus pour résoudre les conflits entre prêtres ou entre évêques et prêtres.

50 *oui*, 5 *oui* juxta modum, 4 *non*, 3 *blancs*.

4. La Conférence recommande une plus grande décentralisation en raison des principes de collégialité et de subsidiarité.

59 *oui*, 2 *oui* juxta modum, 1 *blanc*.

5. Les Conférences épiscopales nationales devraient avoir plus de pouvoir d'adaptation aux besoins locaux.

58 *oui*, 3 *oui* juxta modum, 1 *blanc*.

6. La Conférence reconnaît et accepte le droit pour le Pape de nommer les évêques du rite latin.

32 *oui*, 18 *oui* juxta modum, 11 *non*, 1 *blanc*.

7. En reconnaissant le droit pour les évêques de désigner les officiels diocésains, la Conférence considère que ces nominations devraient elles aussi être sujettes à consultation.

Tout en reconnaissant le besoin de continuité, la Conférence croit que la durée de la fonction des officiels devrait être limitée.

51 *oui*, 10 *oui* juxta modum, 1 *blanc*.

8. La distinction canonique tranchée entre curés et vicaires est fréquemment nuisible au travail pastoral. La Conférence, dès lors, demande une reconnaissance légale de la coresponsabilité au niveau paroissial.

54 *oui*, 5 *oui* juxta modum, 2 *non*, 1 *blanc*.

9. La Conférence demande aux évêques de faciliter l'échange de prêtres entre diocèses pour faire face à des nécessités spéciales, par exemple : groupe d'immigrants, envoi de prêtres d'un diocèse dans un autre, particulièrement pour le tiers-monde.

58 *oui*, 2 *oui* juxta modum, 1 *non*, 1 *blanc*.

10. La Conférence insiste vivement pour que le prochain Synode ait le souci d'être attentif à l'opinion des prêtres dans la discussion sur le sacerdoce.

Pour y contribuer, la Conférence remettra ses propres conclusions au Synode et souhaite qu'elles soient prises en considération (5).

La Conférence signale avec insistance à la Commission du clergé la nécessité d'établir des liens plus étroits avec les corps représentatifs des prêtres.

58 *oui*, 2 *oui* juxta modum, 2 *blancs*.

11. L'exercice de l'autorité dans l'Eglise ne peut être amélioré que par la confiance qu'il inspire dans le peuple de Dieu, confiance sur laquelle doivent pouvoir s'appuyer les ministres de l'Eglise.

Pour cette raison on propose que les candidats à l'épiscopat et à d'autres ministères soient choisis parmi ceux qui ont été présentés par les différents corps représentatifs (Conseils pastoraux, Conseils paroissiaux, etc.).

L'ordination en vue de cette mission doit être donnée par les évêques, avec le consentement du Pape.

32 *oui*, 14 *oui* juxta modum, 15 *non*, 1 *blanc*.

12. Dans le choix des évêques, le Pape et les autorités

romaines doivent prendre directement contact avec les diocèses concernés. Le nonce apostolique, étant un diplomate accrédité auprès du gouvernement, n'est pas compétent en ces matières. Il ne doit pas être considéré comme ayant une responsabilité dans les affaires locales.

43 *oui*, 9 *oui* juxta modum, 8 *non*, 2 *blancs*.

13. L'évêque ne peut pas parler au nom du diocèse sans avoir consulté les Conseils pastoral et presbytéral.

37 *oui*, 5 *oui* juxta modum, 18 *non*, 2 *blancs*.

14. L'exercice de l'autorité dans l'Eglise doit contribuer à la croissance d'une vraie liberté chez les individus et dans toute la communauté. Cela signifie qu'un dialogue aussi complet que possible doit avoir lieu dans l'Eglise, à tous les niveaux. De cette manière, si la décision à prendre reste finalement la responsabilité de ceux qui exercent l'autorité, celle-ci sera le résultat de tout un processus d'élaboration, auquel auront participé tous les membres de l'Eglise, chacun y contribuant d'après ses dons. Cela supposerait l'organisation de Conseils pastoraux aux niveaux diocésain et national (Ecosse).

57 *oui*, 3 *oui* juxta modum.

15. Les diocèses devraient être plus petits pour promouvoir des relations plus étroites : certaines fonctions administratives — par exemple finances et éducation — seraient alors partagées entre les diocèses dont la dimension serait réduite.

25 *oui*, 17 *oui* juxta modum, 16 *non*, 4 *blancs*.

## VI. La formation sacerdotale

1. Les communautés chrétiennes doivent être formées à apporter leur contribution pour susciter, promouvoir, discerner des ministres provenant de la communauté dont ils seront prêtres. Nous souhaitons que les liens entre les communautés chrétiennes et leurs ministres soient plus étroits et que ces communautés aient conscience que leurs ministres ont le service de leurs communautés mêmes et d'autres groupes humains.

49 *oui*, 8 *oui* juxta modum, 5 *blancs*.

2. Il est nécessaire que la formation, tant spirituelle qu'humaine et scientifique des jeunes au ministère, principalement de ceux qui n'ont pas eu l'expérience d'une vie professionnelle, ait lieu dans un milieu tel qu'ils puissent confronter les valeurs de l'Evangile et du monde.

Dans une société qui considère les options personnelles et la responsabilité comme des valeurs fondamentales, il est plus que jamais nécessaire que la préparation au ministère pastoral favorise une expérience approfondie du mystère du Christ et de la mission de l'Eglise.

Une vision plus profonde des besoins de la société éclairera la signification des valeurs évangéliques pour la communauté humaine, et une foi plus profonde fortifiera l'engagement dans la société.

56 *oui*, 4 *oui* juxta modum, 2 *blancs*.

3. Pour que l'Eglise demeure crédible, soit vivante et ait encore une signification pour les jeunes, il faut que tous ses membres, hommes et femmes, aient réellement l'occasion de mettre leurs talents et leur travail à son service, notamment pour ce qui est de l'évangélisation des non-croyants.

55 *oui*, 3 *oui* juxta modum, 2 *non*, 2 *blancs*.

4. Quant à l'ordination des femmes à la prêtrise, cette question devrait rester ouverte et mûrir.

38 *oui*, 6 *oui* juxta modum, 14 *non*, 4 *blancs*.

5. Il nous faut veiller à ce que du sein des groupes d'étude et de travail réellement engagés émergent des personnes qui soient présentées à l'évêque comme mi-

(5) Les abbés O'CONNOR (Grande-Bretagne) et CASTILLO (Espagne), ont été élus pour accompagner à Rome Mgr Musry, évêque auxiliaire de Namur, afin d'y présenter les résultats des travaux de la rencontre à la Congrégation du clergé et au Secrétariat du Synode.



nistres à plein temps ou à temps partiel en raison de leurs dispositions et de leur compétence.

38 oui, 17 oui juxta modum, 4 non, 3 blancs.

6. Une recherche sera nécessaire en vue de trouver un type de formation différenciée et adaptée afin de préparer les collaborateurs, hommes et femmes, à la mission de l'Eglise.

54 oui, 6 oui juxta modum, 2 blancs.

7. Le choix, la formation et l'admission des candidats aux ministères se feront avec la participation de la communauté de foi dans une mesure plus large qu'aujourd'hui.

52 oui, 6 oui juxta modum, 2 blancs.

8. Une période appropriée de stage pastoral sous la responsabilité de personnes compétentes est exigée pour l'admission aux ministères.

55 oui, 5 oui juxta modum, 2 blancs.

9. L'exercice du ministère dans une église et un monde en transformation rend indispensable la formation pastorale permanente sous la responsabilité de personnes compétentes. Qu'on soit attentif aux conditions concrètes des ministères. La formation permanente sera encouragée de telle sorte que les pasteurs la considèrent comme une nécessité.

57 oui, 2 oui juxta modum, 3 blancs.

10. La formation permanente doit viser à donner aux prêtres les critères nécessaires et la capacité de discerner les signes des temps et d'évaluer les courants culturels qui marquent le monde. Tout cela suppose que l'on essaie de trouver une formation à partir de la vie dans la lumière de l'Evangile. Sinon on risque de rentrer dans des idéologies dépassées. On doit éviter aussi bien une formation purement intellectuelle qu'une formation qui ne tienne pas compte des données théologiques fondamentales.

53 oui, 5 oui juxta modum, 1 non, 3 blancs.

La formation initiale et la formation permanente doivent être organisées d'avance comme un tout (All.).

36 oui, 13 non, 3 blancs.

Aucun engagement dans les réalités de la vie durant le temps du séminaire ne devrait nuire à une étude sérieuse de la théologie.

40 oui, 6 oui juxta modum, 12 non, 4 blancs.

Les candidats au sacerdoce devraient subir des tests avant d'être admis au grand séminaire, ou déjà pendant leur formation antérieure.

Ainsi pourront être découverts et pleinement développés dans le service de l'Eglise leurs dons naturels, leurs aptitudes particulières, leurs goûts et leurs désirs.

30 oui, 13 oui juxta modum, 14 non, 5 blancs.

---

— *Petit dictionnaire de théologie catholique*, par KARL RAHNER et VORGRIMMER. Traduit de l'allemand par PAUL DEMAN et MAURICE VIDAL. — Un vol. relié toile 14,5 x 20 cm, de 508 pages. Prix : 25 F. Editions du Seuil, Paris.

Il ne s'agit pas ici d'un exposé systématique de la vérité chrétienne, mais de mettre à la portée du grand public et brièvement les notions les plus importantes de la théologie dogmatique. Il rendra donc un service inappréciable à la masse des lecteurs — pour lesquels on a évité les formules d'école — qui s'intéressent à la théologie. Ils sont plus nombreux que jamais. Sûreté de la doctrine, simplicité de langage, sont les qualités de cet ouvrage très utile et actuel.

— *La Foi plus difficile*. Un nouvel âge de la conscience chrétienne, par M. GOZZINI. Traduit et adapté par JULES GRITTI (coll. « Foi et Avenir »). — Un vol. 18 x 18 cm, de 160 pages reliées dont 31 illustrées. Prix : 15,10 F. Editions du Centurion, Paris.

C'est un témoignage réfléchi d'un militant et homme de dialogue (journaliste) qui nous apporte l'expérience spirituelle d'un « théologien laïc », et une saine mise au point.

## HOMÉLIE DE Mgr MAMIE

*Voici l'homélie qui a été prononcée par Mgr MAMIE, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, le 20 avril, au cours de la messe concélébrée par les délégués des Conseils presbytéraux d'Europe (1) :*

MES FRÈRES ET MES AMIS,

Si nous sommes réunis ici ensemble, ce soir, c'est pour célébrer l'Eucharistie, pour célébrer la passion et la résurrection du Seigneur-Jésus, pour lui demander de faire l'unité entre nous, d'approfondir cette unité et de nous éclairer, de nous guider et de nous encourager. Si vous êtes réunis ici, à Genève, c'est par amitié pour vos frères prêtres et c'est aussi pour conduire une réflexion avec nous et avec l'ensemble du Peuple de Dieu sur la situation du prêtre, sur sa mission, sur ce que Dieu attend de lui aujourd'hui.

Soyez assurés de ma très fidèle et constante prière, car je crois profondément, sincèrement à l'efficacité de la prière, prière et charité sans lesquelles toutes nos paroles sont vides et sans effet. De la même façon, je crois que la prière authentique dans le silence, ou dans la solennité d'une liturgie, s'épanouit normalement en gestes et en actions.

### Évangéliser les pauvres

Permettez-moi de vous rappeler que le Seigneur-Jésus, que nous tiendrons dans nos mains tout à l'heure, nous a envoyés lui-même pour évangéliser les pauvres, pour évangéliser les petits, pour évangéliser ceux qui ne sont pas riches. Il y a dans ce monde bien des formes de pauvreté.

La pauvreté qui paraît être la plus criante, celle qui apparaît le plus cruellement, c'est la pauvreté matérielle, c'est la pauvreté de ceux qui ont froid, la pauvreté de ceux qui ont faim de pain, la pauvreté de ceux qui ne sont pas vêtus, la pauvreté de ceux qui sont torturés, qui sont en prison ; cette pauvreté-là est déjà une interpellation du Seigneur.

Il y a une pauvreté plus grande encore devant laquelle nous sommes plus démunis, c'est celle de la maladie et des infirmités. Certes, la science a fait des progrès, certes la science aide les hommes à vivre et à survivre et souvent à se guérir, mais pour nous qui sommes en bonne santé, vous le savez, pour nous prêtres d'abord, nous nous sentons plus pauvres que ces pauvres lorsqu'il s'agit de leur parler, de leur parler de Dieu, de leur réapprendre à prier, de les consoler, de les encourager, de les reconduire, si c'est nécessaire, à la paix de Dieu, alors que souvent cette souffrance les a conduits à la révolte.

Il y a, plus profondément encore, une forme de pauvreté que nous connaissons tous à certaines heures, c'est la pauvreté de ceux qui ne sont pas aimés, qui sont mal aimés ou qui sont trahis

---

(1) *La Semaine catholique de la Suisse romande*, 29 avril 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction. Mgr Mamie était l'un des neuf évêques qui participaient aux travaux de la Rencontre de Genève.



dans leur amour, dans leurs amitiés. Cette pauvreté, certains la connaissent alors même qu'ils regorgent d'argent et de biens matériels, qu'ils vivent dans le confort et qu'ils ont une santé qui paraît sans limite. Cette privation d'amour humain, pour ne pas parler d'amour divin, cette absence de partage, cette solitude qui souvent dans la nuit est comme insoutenable, n'est pas apaisée par les biens matériels et par la santé, au contraire elle n'en est qu'aggravée. Ces pauvres-là sont aussi pour nous des hommes et des femmes qui ressemblent au Seigneur-Jésus.

### La pauvreté de l'ignorance

Plus loin encore, nous rencontrons une autre forme de pauvreté, celle de l'ignorance. C'est la pauvreté de ceux qui ne savent pas lire, c'est la pauvreté de ceux qui ne savent presque rien, de ceux qui n'ont pas été instruits, qui ne savent pas s'exprimer, qui n'ont que des connaissances très superficielles. Il ne s'agit pas de faire de tous les hommes des savants, il ne s'agit pas de faire de tous les hommes des scientifiques, mais la pauvreté de l'intelligence aujourd'hui, à certaines heures, pour vous qui avez reçu une formation intellectuelle, qui, parfois, est allée très loin, vous interpelle aussi. Le savoir, l'érudition, la maîtrise de l'intelligence, les lois de l'intelligence, la connaissance de l'être, pourquoi seraient-ils l'apanage de quelques-uns ? Je précise, tout de suite, qu'il ne s'agit pas, selon la formule de l'Evangile, de transformer les « simples » en philosophes et en savants, mais simples ne signifie pas, au sens latin du mot, « imbéciles ». La simplicité de l'intelligence ne signifie ni le vide de l'intelligence ni l'erreur. Car, au-delà de l'ignorance, il en est qui se trompent, il y a ceux qui sont mal instruits, soit au niveau terrestre des choses de ce monde, soit au plan beaucoup plus élevé des choses de Dieu. Il y a des ignorants de Dieu, ceux qui ne connaissent ni Dieu, ni surtout Jésus, son Incarnation, ni sa vie partagée avec nous, ni son Eglise, ni sa Mère, ni ses amitiés pour les hommes, ni ses souffrances, ni ses larmes, ni ses joies. Il y a tant d'hommes dans le monde qui ignorent même jusqu'au nom de Jésus et qui le cherchent à tâtons dans une nuit qui, à certain jour, paraît de plus en plus profonde.

### Ceux qui sont pauvres de Dieu

Et enfin, il y a ceux qui sont pauvres de Dieu, c'est-à-dire pauvres de grâces. Je le sais avec vous, Dieu offre et donne sa grâce à tout homme, sans aucune exception. Il est venu pour que tout homme soit sauvé, mais, vous le savez aussi par votre expérience, il y a en chacun d'entre nous une puissance de refus extraordinaire, une puissance gigantesque ; il faut l'appeler par son nom : elle n'est pas divine, elle est démoniaque, cette puissance qui nous permet de refuser Dieu. Là nous entrons dans le monde du péché, dans le monde du plus réel des maux, du plus radical, dans le monde de la pauvreté qui est révolte, donc la pire misère. Ici, nous nous retrouvons tous comme des frères, car qui parmi nous peut se dire sans péché, qui parmi nous peut dire qu'il n'est pas pauvre, qui parmi nous n'a pas besoin d'un autre pour lui accorder à certaines heures le pardon de Dieu ? Permettez-moi de vous le rappeler, Dieu vous a fait prêtres d'abord

pour que Dieu soit présent parmi les hommes et immédiatement, ensuite pour que vous donniez une forme de pardon que vous seuls pouvez donner, le pardon sacramentel, comme si vous portiez dans vos mains le sang de Jésus qui va rendre plus blanc que la neige le cœur des hommes pécheurs. Si donc, vous êtes réunis ici pour rappeler ce qu'est le prêtre, il était bon, je crois, que je vous redise qui est pauvre, que je vous rappelle les degrés de la pauvreté, et que la plus criante n'est pas la pauvreté d'argent, mais la pauvreté de grâce. Au nom du Seigneur-Jésus, je vous supplie de n'oublier aucune de ces pauvretés, mais de les mettre chacune à leur juste place, de vous donner aux pauvres et aux plus pauvres d'abord et d'ouvrir le cœur des autres pour qu'avec vous et grâce à vous ce monde devienne plus fraternel.

### Pauvreté et sainteté

Enfin, il me reste à vous confier une question. Est-ce que nous allons supprimer les pauvres, est-ce que nous allons faire des pauvres des riches, est-ce que nous allons faire de tous les malades des bien-portants, est-ce que nous allons faire de tous les ignorants des savants, est-ce que nous allons faire de tous les hommes seuls et de toutes les femmes seules des gens débordants d'affection et d'amitié, est-ce que nous allons faire de tous les hommes des saints ? Vous le savez, il n'y a que la sainteté qui est amour, richesse qui vient du ciel, mais elle fait de nous des plus pauvres encore, de cette pauvreté bénie que nous n'avons pas à écarter, mais que nous avons à défendre et à protéger, de cette pauvreté que nous avons à offrir aux hommes en essayant nous-mêmes de l'être d'abord : des saints, des petits, des simples, des dépendants, des serviteurs. Le Seigneur l'a dit : *Bienheureux les pauvres...* Cette pauvreté, embrassée volontairement pour le Royaume, est libératrice, nous devons l'annoncer et en témoigner par notre vie. Ne me faites pas dire que je suis indifférent à la souffrance, au mal, à la guerre, à la torture, oh non, mais ce que je sais, c'est que ces pauvretés-là ne seront guéries totalement et définitivement qu'à la fin des temps et que je dois passer toute ma vie pour qu'il y en ait le moins possible, mais je sais par avance qu'il en restera toujours, hélas ! dans la mesure où le péché renaît sans cesse comme l'ivraie qui sera toujours mêlée au bon grain. Je n'aime pas l'ivraie, je voudrais l'arracher, mais le Seigneur nous dit : Prenez garde, n'arrachez pas trop brutalement l'ivraie, même si vous la détestez parce que vous risquez en même temps d'arracher le bon grain. La lutte évangélique contre le mal doit commencer en nous-mêmes et elle s'appelle conversion. Quant au mal auquel nous nous heurtons, la parabole nous avertit que pour être efficace, c'est-à-dire pour ne pas aggraver la situation au lieu de lui porter remède, le combat contre le mal doit s'accompagner d'une patience éclairée, patience qui n'est ni lâche tolérance ni connivence...

Si vous voulez, mes amis, remplir la mission que le Seigneur vous a confiée, cette vocation sacerdotale exceptionnelle, vous devez par priorité vous occuper de la sainteté des hommes, de la charité dans le cœur des hommes, de la place de Dieu dans le cœur des hommes, vous devez



## LA REPRESENTATIVITE DES DIFFERENTES DELEGATIONS

Dans la Croix du 27 avril, Pierre GALLAY, envoyé spécial du journal à la Rencontre de Genève, rend compte en ces termes d'une conférence de presse par laquelle, à la fin des travaux, le bureau élu de l'Assemblée, présidé par l'abbé DHANIS (Belgique), a exposé, pour chaque délégation, la valeur de sa représentativité :

— Les douze délégués allemands ont été élus par la Fédération des Conseils presbytéraux, reconnue par l'épiscopat, et l'enquête allemande vient d'une consultation très large des prêtres de tous les diocèses.

— Les six délégués anglais ont été élus également. Ils avaient l'appui officiel de l'épiscopat et l'enquête anglaise utilisait les résultats d'une consultation nationale des prêtres faite l'année dernière.

— Les six délégués autrichiens représentaient les Conseils presbytéraux créés précisément à l'annonce de la rencontre européenne. Tous les diocèses ont largement participé à l'enquête.

— Les six délégués belges francophones et flamands ont été élus par les Conseils presbytéraux. Tous les prêtres de Wallonie ont reçu le « texte de Paris » et y ont répondu avec une participation moyenne de 39 %. Les prêtres de Flandre, eux, ont utilisé le premier texte, dit « texte de Trèves » (2).

— Les deux délégués écossais ont été élus par les Conseils presbytéraux. L'enquête n'a pu être menée que dans un seul diocèse.

— Les neuf délégués espagnols ont été élus par le Secrétariat national du clergé et sont venus avec l'autorisation de la Commission épiscopale du clergé, mais sans représenter « juridiquement », est-il précisé, le clergé espagnol.

Les réponses espagnoles au « texte de Paris » sont basées sur l'immense enquête réalisée ces deux dernières années dans 60 des 64 diocèses espagnols, où 80 % des prêtres ont répondu au questionnaire. Les réponses ont également utilisé la dernière enquête faite auprès de 10 000 personnes, laïcs et religieux des deux sexes, à l'occasion de l'Assemblée évêques-prêtres.

— Les dix délégués français comprenaient huit représentants des régions apostoliques délégués par leurs régions, un représentant des religieux délégué par le Conseil permanent des religieux et le secrétaire de la Commission épiscopale du clergé. Tous ont précisé qu'ils ne votaient qu'à titre personnel, sans engager les Conseils presbytéraux français. Quant aux réponses françaises au « texte de Paris », elles étaient basées sur la participation de 42 diocèses sur les 92 que compte notre pays, 25 diocèses ayant refusé de répondre et 25 autres s'étant abstenus sans explication.

— Les six délégués irlandais ont été choisis par leurs évêques parmi les membres élus du Conseil national du clergé. L'enquête a été réalisée dans tous les diocèses.

(1) Nous rappelons ce que nous avons dit plus haut, p..., note 1, sur ce que représentent les votes.

(2) Sur l'histoire de ces deux textes, cf. DC 1971, p. 459, note 1, sur ce que représentent les votes.

lutter de toutes vos forces avec vos évêques et avec les vrais pauvres de ce monde pour qu'il y ait plus de sainteté sur la terre. Alors, il y aura plus de joie, alors la souffrance qu'on n'aura pas pu supprimer, si incompréhensible qu'elle puisse paraître, prendra un certain sens et pourra être rédemptrice et nous conduire lentement, patiemment, mais avec certitude, à cette joie, à cette béatitude que je vous souhaite, que je demande à Dieu pour vous. Que Dieu vous rende pacifiés, si c'est nécessaire, conscients que vous avez une mission à remplir dans ce monde, que vous n'êtes que les mains prolongées de Jésus et qui bénissent, qui consolent, qui essuient les larmes et qui disent aux hommes : oui, sur cette terre, le bonheur est possible, même si le bonheur de cette terre n'est pas encore celui du paradis. Amen.

### CARTE D'IDENTITE DE LA DELEGATION FRANÇAISE A LA RENCONTRE DE GENEVE

#### COMPOSITION :

Délégués : Huit représentants des régions apostoliques, délégués par leurs régions ; un représentant des religieux, délégué par le Conseil permanent des religieux ; un membre, secrétaire de la Commission épiscopale du clergé.

Evêque : Un évêque délégué par l'Assemblée plénière de l'épiscopat.

#### ATTITUDE :

Ils sont venus conscients des limites de leur mandat. Avant tout, dans l'espoir de participer à une confrontation

— Non pas d'idéologies

— Mais de pratiques pastorales et de situations concrètes des divers clergés.

#### SIGNIFICATION DES VOTES :

— Votes sur la fidélité de la synthèse européenne : ils agissent comme représentants des Conseils presbytéraux ;

— Votes sur les propositions : ils expriment leur pensée personnelle et non l'opinion des Conseils presbytéraux qui les ont délégués.

Joseph BOISSON (région Centre-Est) responsable de secteur pastoral ;

André BRESSOLETTE, secrétaire de la Commission épiscopale du clergé ;

Emile CORNÉL (région Nord), délégué diocésain à la formation permanente ;

Jacques FILHEY (région Ouest), professeur au grand séminaire ;

Charles LACOUR (région Midi-Pyrénées), vicaire épiscopal ;

Marc LACOUR (région Est), délégué diocésain à la formation permanente ;

Henri LAURENT (région Provence-Méditerranée), supérieur de séminaire de jeunes ;

Daniel PERROT (région parisienne), curé-doyen ;

Henri ROUYER (région Centre), curé responsable de secteur rural ;

Joseph THOMAS, délégué du Conseil permanent des religieux, directeur de revues (1) ;

Mgr Jean SAUVAGE, évêque d'Annecy.

(Texte original).

(1) Le P. Thomas, S.J., a prêché le Carême à Notre-Dame de Paris de 1967 à 1970. (NDLR.)

— Les deux délégués italiens ont été élus par le Conseil national des Conseils presbytéraux. Mais aucune participation à l'enquête n'a pu être apportée en Italie.

— Le délégué maltais est le secrétaire du Conseil presbytéral de l'île, mais aucune enquête n'a pu être faite à temps.

— Les six délégués néerlandais ont été élus par le Conseil national des Conseils presbytéraux. Les réponses à l'enquête venaient d'un tiers des prêtres en activité aux Pays-Bas.

— Les quatre délégués scandinaves ont été élus par les Conseils presbytéraux. Les prêtres du Danemark, de Norvège et de Suède ont, pour la plupart, répondu à l'enquête.

— Les six délégués suisses, enfin, ont été élus par des Conseils presbytéraux qui ont tous répondu à l'enquête.

## DECLARATION DES DELEGUES ITALIENS

*Les deux délégués italiens, don Arialdo BENI et don Giuseppe VERACCHI, ont déclaré au quotidien Avvenire (25 avril, p. 5) :*

« Nous avons pris conscience des problèmes du prêtre dans un dialogue franc, sincère et vraiment international. Nous avons échangé des expériences, des idées, des perspectives dans une atmosphère de sérénité et de communion. Il n'y a pas eu d'a priori délibérés ni de polémiques sur un ton acerbe. On a assisté au début d'un nouvel esprit de communion et de fraternité, approfondi dans la prière, la recherche et le dialogue. Dans les célébrations eucharistiques, l'unité dans la foi et la charité s'est manifestée au milieu du pluralisme des expressions liturgiques. En somme, un climat d'attention et de respect mutuel, même lorsque les positions étaient divergentes ou diamétralement opposées.

« Un excellent travail préparatoire a facilité celui de l'Assemblée. Cependant, il semble que les problèmes affrontés aient été trop importants et trop nombreux pour que l'on puisse aboutir à des conclusions valables qui ne soient pas hâtives. Les propositions qui ont été soumises au vote de l'Assemblée n'ont pas pu être discutées avec le calme, la profondeur et le sérieux scientifique qu'auraient exigé des résolutions aussi importantes. La façon dont elles ont été traitées est apparue parfois superficielle, manquant souvent de cette profondeur théologique et biblique qui ne devrait jamais faire défaut dans des questions pastorales. Ce qui dominait, c'était la tension socio-psychologique, la préoccupation pastorale pratique, la nécessité et l'urgence d'insérer l'Eglise et le prêtre dans la réalité humaine contemporaine.

« Quoi qu'il en soit, la rencontre s'est avérée positive, spécialement si l'on considère les conséquences qui pourront en découler pour la solution des problèmes du prêtre, le renouveau de l'Eglise, l'esprit de communion et de dialogue entre prêtres, ainsi qu'entre prêtres et évêques. »

Comme on le sait, la délégation italienne — élue par la Commission presbytérale nationale qui s'est réunie pour la première fois à Rome le 27 mars dernier — n'a pas pu collaborer aux travaux préparatoires et a participé à la rencontre de Genève avec seulement deux représentants. Elle n'a donc pu fournir un apport effectif et efficace. « Cependant, l'Italie est entrée. Elle pourra dans l'avenir participer aux travaux avec un plus grand nombre de délégués et apporter une contribution appréciable, après avoir élaboré sur le plan

national les éléments relatifs aux programmes fixés pour les prochaines années. »

*(Traduction de la DC d'après le texte italien.)*

## LA PARTICIPATION DES PRETRES A LA PREPARATION ET AUX TRAVAUX DU SYNODE EPISCOPAL

*L'Osservatore Romano du 14 mars 1971 a publié le communiqué ci-après :*

Comme on le sait, le sacerdoce ministériel dans l'Eglise d'aujourd'hui est le premier thème choisi par le Saint-Père pour la prochaine Assemblée générale du Synode épiscopal, qui s'ouvrira le 30 septembre prochain, en la fête de saint Jérôme, prêtre et docteur de l'Eglise.

A cette occasion, les délégués de chaque Conférence épiscopale et les autres membres du Synode approfondiront la nature du ministère sacerdotal et les conséquences pratiques qui en découlent, à la lumière des enseignements de la révélation chrétienne et du magistère de l'Eglise.

Etant donnés les liens profonds de communion hiérarchique unissant aux évêques les prêtres, qui sont pour eux « des auxiliaires et des conseillers indispensables » (*Presbyterorum Ordinis*, n° 7), le Conseil du Secrétariat général du Synode épiscopal, au cours de sa dernière réunion, en janvier de cette année, a souligné l'intérêt qu'il y aurait à ce que les évêques du monde entier consultent leurs prêtres sur ce sujet qui les concerne d'une manière particulière.

Les évêques pourront ainsi, avec leur presbyterium diocésain, approfondir le thème du ministère sacerdotal aujourd'hui ; quant aux évêques élus par les différentes Conférences épiscopales comme délégués au Synode, cela leur permettra d'avoir une connaissance plus concrète des orientations des prêtres de leurs pays.

Le Saint-Père a accueilli volontiers cette proposition qui, ces jours derniers, a été portée à la connaissance de toutes les Conférences épiscopales par une lettre du secrétaire général du Synode épiscopal.

Dans cette lettre, le secrétaire général a aussi fait savoir aux présidents des Conférences épiscopales que le Souverain Pontife a l'intention de nommer certains prêtres « auditeurs » de la prochaine Assemblée synodale ; ils pourront à ce titre assister aux congrégations plénières et participer aux « cercles mineurs » ou groupes linguistiques.

Ces prêtres seront nommés par le Pape, à partir des indications données par les organismes de liaison des Conférences épiscopales des différents continents (1).

Après avoir collaboré à la préparation du Synode épiscopal au moyen de la vaste consultation de son presbyterium diocésain, les prêtres du monde entier pourront ainsi suivre de près, par l'intermédiaire de leurs représentants, le débat sur le thème du sacerdoce catholique dans la vie de l'Eglise d'aujourd'hui, à la lumière de la parole de Dieu et des enseignements de l'Eglise, et dans la perspective des besoins de l'heure présente.

*(Traduction de la DC, d'après le texte italien.)*

(1) Au cours de la Rencontre des délégués des Conseils presbytéraux d'Europe (Genève, 20-23 avril) l'abbé Dhanis, président du Bureau provisoire de la Rencontre, a indiqué que vingt-quatre prêtres seraient auditeurs au Synode, dont huit pour l'Europe (six d'Europe de l'Ouest et deux d'Europe de l'Est — *La Croix* 23 avril 1971). (NDLR.)



## VIVRE LA FOI AUJOURD'HUI

*Document pastoral de l'épiscopat italien*

*Le Secrétariat général de la Conférence épiscopale italienne a publié le 4 avril 1971 un document pastoral qui, en fonction de la crise religieuse actuelle, qui n'épargne pas l'Italie, dégage les points essentiels du message chrétien et trace les lignes principales du renouveau auquel sont appelés tous les chrétiens (\*).*

1. Le document que nous, évêques d'Italie, proposons à la méditation du clergé et du laïcat est né de la conscience de notre responsabilité vis-à-vis de la communauté ecclésiale que le Christ Notre-Seigneur nous a confiée, de la conscience aussi de l'époque difficile, mais spirituellement féconde, que nous traversons aujourd'hui.

Nous ne voulons pas oublier les graves avertissements par lesquels le II<sup>e</sup> Concile du Vatican décrit un aspect fondamental de notre ministère auprès du peuple de Dieu : « Les évêques, dit en effet le Concile, sont les hérauts de la foi, qui amènent au Christ de nouveaux disciples ; et les docteurs authentiques, c'est-à-dire pourvus de l'autorité du Christ, qui prêchent au peuple à eux confié la foi qui doit régler sa pensée et sa conduite, faisant rayonner cette foi sous la lumière de l'Esprit-Saint, dégageant du trésor de la Révélation le neuf et l'ancien, faisant fructifier la foi, attentifs à écarter toutes les erreurs qui menacent leur troupeau (1). »

En vertu de cette charge que le même Concile définit comme « l'une des principales des évêques (2) », nous voudrions proposer avec amour et confiance quelques lignes d'orientation doctrinale et pratique, pour susciter en tous un courageux examen de conscience en vue d'une révision de vie, de manière à redonner à notre foi, en proie à des tentations fascinantes et à des difficultés croissantes, une conscience plus sereine et un rayonnement plus vigoureux.

Les ombres qui souvent pèsent comme une menace sur la foi du peuple chrétien et se re-

flètent en particulier sur les jeunes n'affaiblissent pas notre ferme confiance. Nous savons en effet « qu'il est fidèle celui qui vous appelle (3) » et nous connaissons d'autre part le témoignage de foi, humble et silencieux, persévérant et tenace de beaucoup d'entre vous, comme la recherche sincère et constante de bien d'autres.

Pour cette raison, nous aimerions faire nôtres, au début de ce message, les paroles de saint Paul aux Thessaloniens : « Nous rendons grâce à Dieu à tout moment pour vous tous quand nous faisons mémoire de vous dans nos prières. Nous nous rappelons sans cesse, en présence de notre Dieu et Père, l'activité de votre foi, le labeur de votre charité, la constance de votre espérance, qui sont l'œuvre de Notre-Seigneur Jésus-Christ (4). »

### I. — LA CRISE RELIGIEUSE ACTUELLE

#### *La religion aujourd'hui*

2. Nous vivons une époque de profondes et radicales transformations qui modifient rapidement et profondément des habitudes de vie restées immuables pendant des siècles.

La vie religieuse est elle aussi entraînée dans ce processus vertigineux : « D'une part l'essor de l'esprit critique la purifie d'une conception magique du monde et des survivances superstitieuses et exige une adhésion de plus en plus personnelle et active à la foi ; nombreux sont ainsi ceux qui parviennent à un sens plus vivant de Dieu. D'autre part, des multitudes sans cesse plus denses s'éloignent en pratique de la religion. Refuser Dieu ou la religion, ne pas s'en soucier, n'est plus, comme en d'autres temps, un fait exceptionnel, lot de quelques individus : aujourd'hui, en effet, on présente volontiers un tel comportement comme une exigence du progrès scientifique ou de quelque nouvel humanisme (5). »

La religion semble devenir ainsi une affaire privée et individuelle, quand elle n'apparaît pas comme totalement dépourvue de signification et de valeur ; parfois même, elle est résolument répudiée comme nuisible à la croissance respon-

(\*) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* des 7 et 8 avril 1971. Traduction de la DC.

(1) *Lumen gentium*, 25.

(2) *Ibid.* ; cf. *Christus Dominus*, 12.

(3) 1 Th 5, 24.

(4) 1 Th 1, 2-3.

(5) *Gaudium et spes*, 7.

sable des hommes et étouffant leur désir de liberté absolue.

La pensée et l'effort des hommes se concentrent toujours plus sur la cité terrestre et de moins en moins sur la cité céleste. La religion ne semble pas correspondre aux exigences vitales d'hommes attachés à se construire une « cité séculière », autonome et efficace. Pour beaucoup Dieu est absent ou étranger, tandis que les signes de sa présence sont méconnus comme inutiles ou incompréhensibles. Pour certains, le mot même de « Dieu » n'évoque rien de précis ou de défini. On pense et on écrit que l'humanité est en marche vers une ère dans laquelle on pourra dire que Dieu est « mort » dans le cœur de beaucoup d'hommes.

Nous ne nous associons pas, soutenus que nous sommes par la ferme espérance dans la miséricorde du Père, à ces prophètes de malheur ; mais nous savons bien que la religiosité, détachée d'une foi authentique, rayonnante et dynamique, peut dégénérer en des formes purement extérieures, dépourvues de signification vitale pour l'homme d'aujourd'hui et de nature à faire obstacle, pour beaucoup, à la vraie rencontre avec Dieu.

Aussi, en tant que croyants et évêques, avons-nous conscience de notre responsabilité accrue dans la crise religieuse qui semble ravager notre époque.

### **La crise religieuse n'épargne pas l'Italie**

3. En Italie même, beaucoup de catholiques vivent actuellement cette période de « crise », avec tout ce qu'elle comporte de positif et de négatif.

À première vue, il est vrai, on pourrait avoir l'impression que le peuple italien conserve intact le patrimoine religieux traditionnel. Notre peuple, presque partout, continue à demander le baptême, la communion et la confirmation pour ses enfants, il veut célébrer le mariage à l'église et exige la sépulture religieuse. Mais combien ont conscience des engagements de vie chrétienne que ces rites sacrés supposent et entraînent ? Les fêtes sont renouvelées avec ponctualité et solennité selon les antiques coutumes : les signes religieux sont encore présents et prédominant dans le cadre de vie d'un peuple qui, depuis près de deux mille ans, se glorifie du titre de chrétien, mais peut-on dire que tout cela provient d'un profond « sentiment religieux », d'une authentique « foi » chrétienne ?

Certes, la « crise » ne touche pas tous les Italiens au même niveau de conscience. Beaucoup vivent leur foi dans une telle simplicité et une telle sérénité que, même si parfois on peut avoir des doutes sur son degré de maturité, on ne peut manquer de la considérer comme une réalité hautement positive. Il faudra néanmoins veiller à ce qu'une purification progressive de la foi s'accompagne d'une prise de conscience plus vive et d'une plus grande limpidité d'expression : c'est seulement ainsi que cette foi, affaiblie comme elle l'est aux chocs et aux attaques qui proviennent du contexte socio-culturel dans lequel s'insère nécessairement tout croyant, pourra résister et croître en profondeur et en vitalité.

D'autre part — et nous le relevons avec joie et reconnaissance — à côté de chrétiens qui

n'ont pas toujours une claire conscience de leur foi, il en existe d'autres qui s'efforcent de la vivre avec intensité et profit ; et cela non seulement sur le plan d'une totale et généreuse adhésion, mais aussi sur celui d'une prise de conscience obtenue par une sérieuse réflexion théologique.

Cette maturation de la foi, il est vrai, s'accompagne bien souvent d'une profonde inquiétude, de moments d'hésitation et même de désarroi. Elle témoigne pourtant de la vitalité du message chrétien, de sa capacité à se mesurer au monde contemporain et d'offrir aux hommes d'aujourd'hui la réponse à leurs interrogations les plus profondes et les plus angoissées.

4. Si donc nous analysons avec sérénité notre époque, nous ne pouvons manquer d'y relever, à côté de signes positifs, des aspects ambigus et négatifs : les ignorer ou les minimiser signifierait, avant tout, s'interdire la possibilité de les surmonter.

Il n'est pas difficile, par exemple, de constater la disparition progressive d'une certaine religiosité sous l'influence non seulement d'une vision scientifique du monde, mais aussi sous la pression de nouveaux modèles de comportement social. Les expressions religieuses d'une partie notable de notre peuple semblent prendre naissance dans une foi insuffisamment connue et motivée : et cela peut conduire à des formes sentimentales ou superficielles, détachées de la vie quotidienne et trop fragiles pour résister au choc d'une conception matérialiste ou hédoniste de la vie.

Si le phénomène que nous venons d'indiquer se rencontre surtout dans quelques couches plus humbles du peuple, un autre, bien plus grave, s'observe dans les couches plus évoluées sur le plan social et culturel. Les mouvements d'idées, le progrès technologique, l'augmentation de la consommation, le déplacement croissant des migrants et des touristes, l'urbanisation toujours plus poussée et chaotique avec les énormes difficultés d'intégration communautaire qui s'ensuivent, l'agression de la publicité, l'instabilité politique, économique et sociale, avec tous les problèmes connexes, contribuent à aggraver le déchirement intérieur, encore plus sensible chez les hommes cultivés. Dans un tel contexte, l'absence d'une foi consciente et robuste favorise la disparition de la religiosité, jusqu'à une rupture totale avec la pratique religieuse.

Ce douloureux phénomène est surtout perceptible chez les jeunes. Décus par le témoignage souvent négatif ou ambigu des générations adultes, dans la vie publique aussi bien que dans la vie privée, insuffisamment formés à la mentalité de foi pendant leur enfance et leur adolescence, livrés à des expériences prématurées en raison de la démission éducative et morale de nombreuses familles, pourvus toujours plus abondamment de moyens d'évasion, manipulés bien souvent par des mouvements subversifs connus ou camouflés, beaucoup de jeunes manifestent leur insatisfaction et leur désarroi en contestant les valeurs qui sont affirmées de façon incohérente par le système social, sans en exclure les valeurs religieuses. Il est vrai que, parmi les jeunes, l'on trouve également des expressions surprenantes et émouvantes d'engagement généreux dans la foi et la charité, des gestes admirables de dévouement fraternel, de multiples ini-



tatives qui témoignent d'un esprit authentiquement missionnaire. On ne peut toutefois se le cacher : un nombre inquiétant d'entre eux semble s'acheminer vers un avenir où la foi convaincue et active apparaît comme éteinte ou marginalisée.

### Un examen de conscience nécessaire

5. Le tableau que nous venons de brosser dans ses grandes lignes peut sembler excessivement sombre. Nous en sommes conscients : au milieu des ombres et des inquiétudes, il existe des lumières réconfortantes et des motifs de grande confiance. Il nous a semblé opportun, toutefois, d'attirer notre attention, celle du clergé et du laïc, sur quelques zones d'ombre pour susciter en nous et dans la communauté ecclésiale de l'Italie un examen de conscience réaliste, courageux et résolu. La foi est la racine de la vie chrétienne : il est donc nécessaire de la maintenir saine et vigoureuse, en la préservant ou en la défendant contre les embûches et les dangers.

Cette manière de présenter le problème, de caractère résolument pastoral, ne saurait nous dispenser d'une analyse approfondie des causes du phénomène. Mais peut-être suffit-il ici de relever rapidement quelques faits qui semblent influencer plus directement sur la genèse de la condition religieuse actuelle et l'évolution de la période critique que nous traversons.

Il existe aujourd'hui des difficultés réelles, inconnues à d'autres époques, pour la rencontre et le dialogue de l'homme avec Dieu. Ainsi, le développement des sciences positives, l'approfondissement de la connaissance de l'homme, la maturation des exigences critiques déplacent l'attention et opèrent une mutation radicale dans la méthodologie de la recherche culturelle. L'étonnant progrès technique, l'accroissement de l'industrialisation, allant de pair avec l'utilisation toujours plus serrée des moyens de communication sociale, répandent partout, avec un impact toujours plus fort, de nouveaux modèles de vie, et contribuent ainsi à modifier les critères de l'évaluation morale et du comportement social. Sur ce terrain, plus favorable à la tension séculariste et horizontaliste, se développe un humanisme clos ou franchement hostile au sens religieux (6).

Au-delà de ce contexte, objectivement difficile, il n'en n'existe pas moins des responsabilités précises de la part des chrétiens.

La première, qui est fondamentale, concerne l'inadaptation d'une cathéchèse correspondant aux nouvelles exigences pour alimenter la foi.

Cette insuffisance dans la nutrition de la foi ne peut manquer d'avoir des conséquences particulièrement graves sur les nouvelles générations qui, loin de trouver dans la famille un stimulant pour une claire prise de conscience de leur foi, y trouvent souvent apathie, désintérêt, manque de préparation et assez fréquemment de réels obstacles.

Dans cet ordre d'idées, l'on ne saurait oublier non plus les tensions actuelles au sein même de l'Eglise. Tensions d'espérance et de générosité chez tous ceux qui s'engagent à réaliser un style de foi plus limpide et plus cohérent, mais, en

même temps, tensions de découragement et d'amertume chez d'autres qui voient l'unité de la foi compromise par certaines formes de pluralisme, la solidité de l'orthodoxie par la présence plus ou moins larvée d'erreurs dans certaines expressions de la pensée théologique contemporaine. Ces tensions, exacerbées par une publicité intéressée et superficielle, finissent par créer un lourd malaise dans la communauté ecclésiale. En conséquence, certains se révoltent ou font défection, d'autres se laissent vaincre par l'indifférence ou par un sentiment de frustration, cependant que des groupes isolés réagissent çà et là par des gestes de rupture violente.

Au-delà des excès ou des affabulations, dans lesquels on tombe trop souvent, une sincère « révision » de notre vie à la lumière de l'Evangile et de l'enseignement authentique de l'Eglise s'impose à tous — prêtres et laïcs, — quelle que soit la fonction qu'ils occupent dans l'Eglise et la société.

Parmi les causes qui peuvent influencer sur la crise de la foi, nous estimons devoir enfin relever la vulgarisation imprudente et parfois irresponsable des discussions théologiques, et l'exploitation de faits et d'épisodes qui ont lieu dans l'Eglise. La discussion théologique est un instrument qui permet d'éclairer et de pénétrer le message révélé, et, à ce titre, rend des services précieux et irremplaçables, non seulement à la hiérarchie, mais à tout le peuple chrétien (7).

Mais lorsque de simples hypothèses de travail sont présentées comme des acquisitions définitives et offertes à un public non préparé, elles créent d'abord de la désorientation puis de la confusion et enfin de la méfiance.

De même certains gestes contestataires dont les protagonistes sont des prêtres, des religieux ou des laïcs, lorsque y fait défaut le sens de la communion ecclésiale et que se brise le lien de la charité et de la soumission, soulèvent de graves points d'interrogation dans la conscience du peuple chrétien, en troublant sa foi et parfois même en la détruisant.

### L'attitude des pasteurs

6. Cette situation, nous la regardons avec les « yeux de la foi », sans ignorer les difficultés particulières à la situation religieuse actuelle, mais préférant la juger à la lumière de l'« histoire du salut ».

Pour cette raison, nous accueillons avec une grande sympathie les progrès de la science et de la technique ; nous attendons de la recherche critique de nouveaux motifs valables pour l'approfondissement du message révélé ; nous suivons douloureusement les efforts de libération de l'homme par rapport à toute forme d'esclavage ou de violence physique et morale. Tout en étant conscients des dangers auxquels est exposée aujourd'hui la foi des croyants et des difficultés que rencontre l'évangélisation des non-croyants, nous avons confiance dans la promesse du Seigneur : « Voici que je suis avec vous jusqu'à la fin du monde (8). »

(7) Cf. Conférence épiscopale italienne, *Théologie et Magistère*, 5 (DC 1968, n. 1513, col. 507-518 — NDLR).

(8) Mt 28, 20.

(6) Cf. *Gaudium et spes*, 5.



Ceux qui croient fermement que Jésus est le Fils de Dieu « vaincront le monde », puisque « la victoire qui a vaincu le monde, c'est notre foi (9) ». A une condition cependant : que cette foi soit consciente, adulte, authentique, cohérente.

D'où l'urgence de se demander quelle est la véritable substance de cette foi et quelle est la façon de la vivre intégralement. D'où le devoir de procéder sans retard à une sérieuse réflexion qui nous aide à voir avec clarté ce qui doit être modifié et corrigé dans les expressions de la foi, de manière à rendre celle-ci plus vivante et plus vivifiante. D'où encore la nécessité de confronter la foi avec la réalité du monde d'aujourd'hui, de façon à voir jusqu'à quel point cette réalité lui permet de devenir plus vérifiable et plus pure ; rien, en effet, n'est sans signification dans les desseins de la Providence, même pas les choses et les événements qui semblent plutôt désorienter que susciter l'espérance. C'est dans cette optique et avec cette persuasion que nous invitons les catholiques d'Italie et tous les hommes de bonne volonté à réfléchir sur quelques lignes essentielles du message chrétien (10).

## II. — QUELQUES POINTS ESSENTIELS DU MESSAGE CHRETIEN

### L'initiative de Dieu

7. Le christianisme se présente à l'humanité comme la proclamation de cette joyeuse nouvelle : Dieu s'est révélé à l'homme dans son Fils incarné, rédempteur et sauveur !

Une révélation qui est en même temps rédemption ou libération du péché dans la réconciliation avec Dieu. L'initiative de cette mystérieuse « descente » de Dieu parmi les hommes est venue de Dieu même : c'est lui, en effet, qui a envoyé son Fils unique, lequel, en s'incarnant, a planté sa « tente » parmi nous. Et c'est une initiative de charité, un geste d'amour : « Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils, pour que quiconque croit en lui ne périsse pas, mais ait la vie éternelle (11). »

Ce dessein d'amour, l'homme peut l'entrevoir dans la création. Dieu fait sortir les choses du néant et « forme » l'homme comme le terme d'un dialogue d'amour. Mais Dieu, qui a promis le salut à la descendance d'Adam (12), se choisit du milieu des nations un peuple qu'il entoure de prévenances et de délicatesses quasi maternelles, qu'il délivre de l'esclavage de ses ennemis, à qui il envoie sans cesse des messagers — les prophètes — pour le rappeler à l'observance du pacte solennel, conclu au pied du Sinaï.

Même aux heures les plus sombres de son histoire, Israël sait qu'il peut faire confiance à l'amour de son Dieu : « Maintenant, ainsi parle Yahvé, ton créateur, ô Jacob, celui qui t'a formé, Israël : « Ne crains pas, car je t'ai racheté ; je

t'ai appelé par ton nom, tu es à moi. Si tu passes par les eaux, je serai avec toi ; par les fleuves, ils ne te submergeront pas. Si tu traverses le feu, tu ne t'y brûleras pas et la flamme ne te consumera pas. Car je suis Yahvé, ton Dieu, le saint d'Israël, ton sauveur (13). »

Le Dieu qui parle ici, à qui obéissent les forces de la nature et celles de l'histoire, se manifeste surtout comme le Dieu qui « aime », et qui aime d'un amour créateur, capable de donner vie à des situations nouvelles pour la survivance et l'exaltation de « son » peuple.

Mais l'élection d'Israël n'est pas une fin en elle-même : c'est une étape préparatoire au salut de toutes les nations dans le Christ, qui introduit déjà ce salut, comme type et comme figure.

### La miséricorde et l'amour du Sauveur notre Dieu pour les hommes

8. En réalité, l'intervention définitive, l'accomplissement du dessein de salut, qui donne son sens à toute l'histoire, est le mystère de l'Incarnation, de la Passion, de la Mort et de la Résurrection du Fils de Dieu lui-même, le Christ Notre-Seigneur. C'est en lui que Dieu s'est manifesté à nous, non pas de loin, au milieu des flammes du buisson ardent ou dans les éclairs du Sinaï comme à Moïse, ni même indirectement par l'intermédiaire de ses messagers, les prophètes, mais directement et de près : en Jésus de Nazareth, le Fils de Marie, c'est le Fils même de Dieu qui est venu à notre rencontre.

Par le mystère de l'Incarnation, Dieu s'est révélé à nous dans le Christ (14).

Le Fils de Dieu a pris notre nature humaine : il s'est rendu « en tout semblable à nous, hormis dans le péché (15) ». Il a parcouru nos chemins, il a éprouvé notre fatigue, il a ressenti la morsure de la faim et de la souffrance ; il a vibré d'amour et de joie. Vrai homme au milieu de vrais hommes : « N'est-ce pas le fils de Joseph, dont nous connaissons le père et la mère (16) ? »

Jésus-Christ, Homme-Dieu, nous a enseigné à aimer Dieu de tout notre cœur et à l'invoquer comme notre Père. Il nous a commandé d'aimer tous les hommes comme des frères, avec une préférence pour les petits, les pauvres, les pécheurs, les faibles, les souffrants. Cette prédilection, il l'a exprimée par les images familières du pasteur et de la brebis égarée, du fils prodigue et du père prompt au pardon. En nous parlant de Dieu en un langage humain, il nous a révélé la réalité d'un Dieu à la recherche de l'homme, qui le poursuit pour ainsi dire sur tous les chemins du monde avec la puissance d'un amour sans fin, réservant à chacune de ses créatures une attention pleine d'égards et de délicatesse.

### Le Christ, notre frère

9. Ainsi, celui qui « a planté sa tente » parmi les hommes est devenu l'un de nous, le « Premier-Né » d'entre les frères (17). C'est pourquoi

(9) 1 Jn, 5, 4.

(10) Pour la situation et la recherche socio-religieuse en Italie, voir en particulier : *Commissione episcopale per l'Ecumenismo e il dialogo col non credenti*. Relations d'enquêtes significatives sur le comportement religieux et athée des Italiens — Tipografia Città Nuova, Rome 1971.

(11) Jn 1, 14 ; 3, 16.

(12) Cf. Gn 3, 15.

(13) Is 43, 1-3.

(14) Cf. Jn 14, 9.

(15) He 4, 15.

(16) Jn 6, 42.

(17) Cf. Rm 8, 29.



le Christ s'adresse à nous comme à des frères : « Car le sanctificateur et les sanctifiés ont tous même origine. C'est pourquoi Jésus ne rougit pas de les nommer frères. Car ce n'est certes pas des anges qu'il se charge, mais c'est de la descendance d'Abraham qu'il se charge (18). » Même s'ils le voulaient, les hommes ne pourraient pas repousser le Christ : repousser le Christ-Homme signifierait repousser non seulement Dieu, mais une partie d'eux-mêmes, du moment que dans son humanité il s'est assimilé à nous et que notre humanité est en lui. Le Christ appartient à l'humanité et à notre histoire. On ne peut, toutefois, accepter le Christ-Homme sans accepter le Christ-Dieu parce qu'« en lui habite corporellement toute la plénitude de la divinité (19) ».

Dans le Christ et par le Christ, les hommes ont donc touché, vu, écouté Dieu même. C'est ce que l'apôtre Jean écrivait aux premiers chrétiens en termes émouvants : « Ce qui était dès le commencement, ce que nous avons entendu, ce que nous avons vu de nos yeux, ce que nous avons contemplé, ce que nos mains ont touché du Verbe de vie... nous vous l'annonçons, afin que vous aussi soyez en communion avec nous. Quant à notre communion, elle est avec le Père et avec son Fils Jésus-Christ (20). »

### Le Christ nous délivre du péché et fait de nous des fils de Dieu

10. Les paroles de l'Apôtre ne soulignent pas seulement la réalité et le caractère concret de l'Incarnation. Elles en expliquent aussi le sens profond : le Christ est venu pour donner la vie à tous les hommes et les introduire ainsi dans la communion avec le Père, le Fils et l'Esprit-Saint.

Mais pour donner aux hommes cette « vie » divine, il a dû d'abord les racheter de l'esclavage du mal et du péché : la communion avec Dieu Un et Trine suppose la rédemption et la réconciliation. « La preuve que Dieu nous aime, écrit saint Paul aux Romains, c'est que le Christ, alors que nous étions encore pécheurs, est mort pour nous (21). » Cela veut dire que « nous avons été réconciliés à Dieu par la mort de son Fils (22) ». Quiconque veut faire sien le don de la réconciliation opérée par le Christ doit renouveler en lui-même ce mystère du salut. Et c'est ce qui adviendra, par l'action miséricordieuse de Dieu, dans le baptême : « Nous avons été ensevelis avec lui (le Christ) par le baptême dans la mort, afin que, comme le Christ est ressuscité des morts par la gloire du Père, nous vivions, nous aussi, dans une vie nouvelle (23). » Voilà la « nouvelle créature », l'« homme nouveau » — dont parle le même Apôtre — « créé selon Dieu dans la justice et la sainteté de la vérité (24) ». Dépouillé du « vieil homme », réconcilié avec le Père, bien plus, devenu son fils, le chrétien est

introduit dans l'ineffable communion de la Trinité.

Cette entrée sublime dans la vie trinitaire se produit par le Christ et dans le Christ, « unique médiateur entre Dieu et les hommes (25) ». Il n'est pas d'autre voie, sur le plan du salut, pour arriver à Dieu : « Personne ne vient au Père si ce n'est par moi (26) ».

Le Christ, Fils de Dieu, en nous unissant et nous assimilant à lui, nous fait devenir de « vrais fils de Dieu ». C'est ce qu'affirme solennellement saint Jean dans le Prologue de son Évangile : « Mais à tous ceux qui l'ont reçu, il a donné pouvoir de devenir enfants de Dieu, à ceux qui croient en son nom, lui que ni sang ni vouloir de chair, ni vouloir d'homme, mais Dieu a engendré (27). » Une « naissance » donc, radicalement différente de la naissance selon la nature, laquelle s'accomplit par « la chair et le sang ».

Saint Paul approfondit le sens de cette mystérieuse renaissance du chrétien, en l'attribuant à l'œuvre de l'Esprit qui transforme l'homme, de simple créature, esclave du péché, en fils libre de Dieu : « Mais quand vint la plénitude du temps, Dieu envoya son fils, né d'une femme, né sujet de la loi, afin de racheter les sujets de la loi, afin de nous conférer l'adoption filiale. Et la preuve que vous êtes des fils, c'est que Dieu a envoyé dans nos cœurs l'Esprit de son Fils qui crie : Abba, Père ! Aussi n'es-tu plus esclave mais fils ; fils et donc héritier de par Dieu (28). »

En nous donnant le Christ comme frère, le Père a donc voulu élargir et multiplier sa paternité d'amour et de salut. C'est encore saint Paul qui nous ouvre à cette vérité merveilleuse : « Nous savons qu'avec ceux qui l'aiment, Dieu collabore en tout pour leur bien, avec ceux qu'il a appelés selon son dessein. Car ceux que d'avance il a discernés, ils les a aussi prédestinés à reproduire l'image de son Fils, afin qu'il soit l'aîné d'une multitude de frères ; et ceux qu'il a prédestinés, il les a aussi appelés ; ceux qu'il a appelés, il les a aussi justifiés ; ceux qu'il a justifiés, il les a aussi glorifiés (29). » Dans la mesure où il fait croître le nombre de ses frères, le Christ augmente le nombre des fils de Dieu, de manière à réaliser pour ainsi dire une « commune » famille avec le Père, le Fils et l'Esprit.

Cette famille, dans la phase du royaume de Dieu en marche, est l'Eglise du Christ, appelée par les Pères un peuple rassemblé dans l'unité du Père, du Fils et du Saint-Esprit (30). Communauté de foi, d'espérance et de charité, elle est en même temps société constituée hiérarchiquement : l'Eglise aimée du Christ comme une épouse, qui continue dans le temps et l'espace son œuvre de salut, en répandant sur tous sa vérité et sa grâce. C'est pour cette raison que les textes conciliaires la définissent comme un « sacrement universel de salut (31) ». Une, sainte,

(18) He 2, 11-16.

(19) Col 2, 10.

(20) 1 Jn 1, 1-3.

(21) Rm 5, 8.

(22) Rm 5, 10.

(23) Rm 6, 6.

(24) Ep 4, 24.

(25) 1 Tm 2, 5.

(26) Jn 14, 6.

(27) Jn 1, 12-13.

(28) Ga 4, 4-7.

(29) Rm 8, 28-29.

(30) S. CYPRIEN, *De Orat. Dom*, 23 — PL 4, 553 ; cf. *Lumen gentium*, 4.

(31) Cf. *Lumen gentium*, 48 ; *Ad Gentes*, 1.



catholique et apostolique — telle que nous la professons dans le Symbole des apôtres ou Credo, — « cette Eglise comme société constituée et organisée en ce monde, c'est dans l'Eglise catholique qu'elle se trouve, gouvernée par le successeur de Pierre et les évêques qui sont en communion avec lui ». Soutenue et fortifiée par la vertu du Seigneur ressuscité, elle « trouve la force qui lui permet de vaincre dans la patience et la charité les afflictions et les difficultés qui lui viennent à la fois du dehors et du dedans, et de révéler fidèlement au milieu du monde le mystère du Seigneur, encore enveloppé d'ombre, jusqu'au jour où, finalement, il éclatera dans la pleine lumière (32) ».

Voilà donc le chemin de notre foi : adhésion totale au Christ, Fils de Dieu incarné, révélateur, sauveur et médiateur ; et en lui adhésion à l'Eglise, son Corps mystique, sacrement du salut pour l'humanité.

### Avec le Christ et l'Eglise l'homme devient plus grand

11. En acceptant le Christ comme don du Père, en vivant dans l'Esprit le mystère de la vie trinitaire, en adhérant à l'Eglise en tant que Corps mystique du Seigneur, le chrétien ennoblit et accroît sa dignité d'homme. La foi n'étouffe pas, elle ne gêne pas le développement de tout ce qui est humain mais le purifie et l'élève dans un exaltant contact avec le divin : « Quiconque suit le Christ, l'homme parfait, devient lui-même plus homme. » La même constitution conciliaire affirme que c'est seulement dans le Christ que l'homme découvre le sens de sa vie et de sa mort : « Le Seigneur est le terme de l'histoire humaine, le point vers lequel convergent les désirs de l'histoire et de la civilisation, le centre du genre humain, la joie de tous les cœurs et la plénitude de leurs aspirations. C'est lui que le Père a ressuscité d'entre les morts, a exalté et a fait siéger à sa droite, le constituant juge des vivants et des morts. Vivifiés et rassemblés en son Esprit, nous marchons vers la consommation de l'histoire humaine qui correspond pleinement à son dessein d'amour : « Ramener toutes choses sous un seul chef, le Christ, celles qui sont dans les cieux et celles qui sont sur la terre (33). »

Le Dieu que nous connaissons à travers Jésus-Christ n'est pas un Dieu étranger à l'homme ou son rival. Au contraire, il est proche de lui comme un Père est proche de ses fils et un frère de ses frères.

Avec l'homme qui progresse, il y a Dieu lui-même qui avance dans l'histoire et la civilisation. Aucun conflit, donc, entre la grandeur de l'homme et la toute-puissance de Dieu. Que l'homme réalise sa croissance intégrale et harmonieuse d'un esprit confiant et serein : telle est la volonté de Dieu, et telle est la vocation de l'« homme nouveau » qui trouve dans le Christ sa plénitude et son modèle (34).

## III. — LA FOI, REPOSE A L'INITIATIVE DE DIEU

### L'obéissance à la foi

12. A Dieu qui se révèle à travers le Fils incarné, Jésus-Christ, est due « l'obéissance de la foi », par laquelle l'homme s'en remet tout entier et librement à Dieu dans « un complet hommage d'intelligence et de volonté à Dieu qui révèle et dans un assentiment volontaire à la révélation qu'il fait (35) ».

Dieu vient à nous, pour que nous allions à lui : il nous a « parlé » et nous « écoutons » sa parole ; il s'est manifesté et nous le reconnaissons ; il nous attire vers lui et nous nous laissons attirer dans un abandon réfléchi et confiant. Tel est, en substance, le mystérieux mouvement de la foi.

L'initiative de Dieu dans l'histoire de l'humanité et dans la vie de chaque homme se concrétise dans une offre de salut, qui est une invitation à vivre, non plus en étrangers et en solitaires, mais abandonnés à lui dans une filiale communion de pensées, de sentiments et d'œuvres.

La foi est donc un libre don de Dieu. C'est un don qui, une fois accueilli, devient dans l'homme un germe dont naît la « créature nouvelle ». Par son acte de foi, l'homme s'engage dans une décision, libre mais radicale, qui le conduit à développer « ses facultés d'admiration, d'intuition, de contemplation, de jugement, d'adoration, jusqu'à ce qu'il ratifie consciemment la foi qu'il a reçue en don (36) ».

Ce don que Dieu nous offre par Jésus dans l'Esprit n'est pas une simple confiance dans le progrès et dans l'avenir de l'humanité ; il ne se réduit pas à admettre la véracité d'affirmations que la connaissance directe et personnelle n'a pas pu constater ; ce n'est pas une croyance qui découle du sentiment et est fondée sur lui ; ce n'est pas non plus une certitude pratique face à des situations qui ne trouvent pas de justification sur le plan théorique ; enfin, ce n'est pas une expérience vitale incommunicable.

La foi est un « mystère » dans le sens biblique du terme ; une réalité nouvelle et transcendante, c'est-à-dire surnaturelle, créée par une intervention personnelle et exclusive de Dieu, qui seul est en mesure de pénétrer dans les plus secrets dynamismes de notre « moi » personnel — intelligence, volonté, sentiments — en y insérant dans le respect de la liberté de l'homme, un germe de transformation progressive et radicale, qui devient le « principe fondamental de la nouvelle vie du chrétien, de sa vie surnaturelle (37) ».

Lumière et levain, la foi est un élan vital et original qui expose l'homme aux risques les plus exaltants et les plus imprévisibles : « Quiconque, poussé par l'Esprit, se rend attentif et docile à la Parole de Dieu, suit une route de conversion à lui, d'abandon à sa volonté, de conformation au Christ, de solidarité dans l'Eglise, de nouvelle vie

(32) Cf. *Lumen gentium*, 8.

(33) *Gaudium et spes*, 41 et 48 ; cf. Ep 1, 13.

(34) Cf. Gn 1, 28 et Col 1, 15 et s.

(35) *Del Verbum*, 5.

(36) Conférence épiscopale italienne, *Il Rinnovamento della Catechesi*, 41.

(37) Paul VI dans *l'Osservatore Romano*, 9 avril 1970 (DC 1970, n. 1562, p. 410 — NDLR).



dans le monde. C'est une route qui peut comporter en même temps la joie de la rencontre et l'exigence continuelle d'une recherche ultérieure ; le regret de l'infidélité et le courage de la reprise ; la paix de la découverte et l'aspiration à de nouvelles connaissances ; la certitude de la vérité et le constant besoin de nouvelle lumière (38). »

### Structure pascalle et dynamique de la foi

13. Vue à la lumière de Pâques, la foi n'est plus seulement une vie synonyme de vie obéissante, confiante, abandonnée à Dieu. Elle est une conversion, une assimilation progressive au Christ mort et ressuscité, acception de l'unique voie de salut qu'est le Christ, docilité à l'action de l'Esprit qui, par des voies secrètes, associe tous les hommes au mystère pascal (39).

Réponse personnelle au Dieu qui se révèle, la foi est adhésion totale à l'action salvifique de Dieu qui trouve son sommet et son couronnement dans la pâque du Seigneur, commencement et gage de la pâque de l'Eglise. Croire, c'est donc accueillir par le cœur et l'intelligence la Parole définitive que le Père nous a donnée dans la Résurrection du Fils. Mais c'est en même temps accepter d'être progressivement libéré des ténèbres de l'erreur, du péché et de la mort, pour vivre dans une « nouveauté de vie », pour regarder la réalité créée avec une intelligence neuve et ainsi découvrir les « signes » de présence pleine d'amour de Dieu dans le monde et l'histoire.

Si la foi contient cette admirable force de libération par rapport au Malin, qui est « père du mensonge (40) » et de l'erreur, cela veut dire que la foi est une réalité dynamique.

Croissance, enracinement, rayonnement, telles sont les exigences constitutives de la foi, sa loi fondamentale. Dans le grain qui meurt pour fructifier, il y a comme le symbole du mystère pascal dans lequel le Christ meurt pour ressusciter et ne plus jamais mourir. Le chemin de la foi en chacun de nous et dans la communauté des croyants se développe de façon analogue : dans la peine et la douleur, mais aussi dans une lumière et une force toujours plus grandes.

### Foi et parole

14. Par le don de la foi, l'homme rencontre Dieu personnellement, le même Dieu qui a parlé d'abord à tous les hommes à travers la création et, plus tard, leur a adressé son message universel de salut. Ce message, Dieu l'a manifesté de diverses manières, par l'intermédiaire des prophètes, mais surtout par le moyen de son Fils, sa Parole éternelle incarnée (41).

La foi suppose donc la Parole de Dieu, son annonce et son écoute ; elle se nourrit continuellement de cette Parole. C'est comme un dialogue merveilleux, toujours ouvert, entre le croyant et son Dieu. A travers la foi et les sacrements de la foi qui réalisent le plan du salut de Dieu, l'homme est admis à la communion de vie et d'amour avec lui.

Le croyant est, par vocation, auditeur de la Parole que le Père dit en Jésus. Il écoute pour comprendre et accueillir l'invitation actuelle au salut qu'il lui adresse, pour se laisser guider par l'Esprit et pour vivre, en suivant le Christ, la vie nouvelle que le Père lui donne dans le Christ. Manière de penser et de vouloir, sentiments, mentalité, caractère, style de vie, l'homme tout entier est englobé dans l'acte vital de la foi par lequel il se confie à Dieu et dont il accepte dans le Christ le témoignage définitif.

### Caractère ecclésial de la foi

15. Mais le lieu propre de la foi est l'Eglise. Celle-ci naît en vertu de la Parole du Christ : « En effet, le Seigneur Jésus donna naissance à son Eglise en prêchant l'heureuse nouvelle (42) » : elle se développe et croît dans le temps, en suivant les mêmes phases de développement que la Parole de Dieu, qui est précisément comparée à la semence qui, déposée dans le champ, germe et croît jusqu'au temps de la récolte (43).

C'est pourquoi l'Eglise peut aussi se définir comme la « prédication de la Parole de Dieu », en paraphrasant la vigoureuse expression de saint Jérôme : « Le royaume des cieux est la prédication de l'Evangile (44). » C'est la pensée qu'a reprise Paul VI dans une formule frappante : « L'Eglise se fait parole ; l'Eglise se fait message ; l'Eglise se fait conversation (45). »

L'Eglise qui naît de la Parole de Dieu est l'école des disciples du Christ, c'est la communauté des croyants. C'est à l'Eglise que revient l'autorité et la mission de transmettre aux hommes la Parole et la foi. Saint Augustin proclamait : « Je ne croirais pas à l'Evangile si je n'y étais poussé par l'autorité de l'Eglise catholique (46). »

C'est là une affirmation que l'on redit à voix haute et ferme en l'époque pleine d'inquiétude spirituelle que nous vivons. En effet, on ne devient auditeur vrai de la Parole vivante que dans et par l'Eglise, maîtresse de vérité. Il ne faut pas oublier non plus que, dans l'Eglise, « la charge d'interpréter de façon authentique la Parole de Dieu, écrite ou transmise, a été confiée au seul magistère vivant de l'Eglise, dont l'autorité s'exerce au nom de Jésus-Christ (47). Pour cette raison, celui qui se conforme au Magistère de l'Eglise reçoit non plus une parole humaine, mais véritablement la Parole de Dieu (48) ».

Nous laissons à ce propos réaffirmer la nécessité de pleine communion et de plein assentiment avec celui qui a reçu du Christ la charge de Chef suprême de la foi, le Pape Paul VI. Il a voulu personnellement, devant toute l'Eglise, renouveler la profession de foi du peuple de Dieu et confirmer ainsi ses frères dans un moment d'épreuve et d'incertitude. Il nous assure avec une force sereine que « la foi pure et par-

(38) *Il Rinnovamento della Catechesi*, 17.

(39) Cf. *Gaudium et spes*, 22.

(40) Jn 8, 44.

(41) Cf. He 1, 1-2 ; Jn 1, 14.

(42) *Lumen gentium*, 5.

(43) Cf. Mc 4, 26-29.

(44) Com. in 13 Mt, lib. 2 — PL 26-93.

(45) PAUL VI, *Enc Ecclesiam Suam*.

(46) Contra Epist. Man, V — PL 42, 176.

(47) *Dei Verbum*, 10.

(48) Cf. *Lumen gentium*, 12.



faite dans la doctrine révélée est l'heureuse garantie, le critère de l'appartenance à l'unique et vraie Eglise du Christ (49) ».

### **Croire en Dieu pour avoir confiance en l'homme**

16. L'Alliance, définitivement ratifiée dans le sang du Christ, qui s'instaure par la foi entre Dieu et l'homme, nous permet de pénétrer d'un même regard le mystère de Dieu et le mystère de l'homme. « En réalité, le mystère de l'homme ne s'éclaire vraiment que dans le mystère du Verbe incarné. Adam, en effet, le premier homme, était la figure de Celui qui allait venir, le Christ Seigneur. Nouvel Adam, le Christ, dans la révélation même du mystère du Père et de son amour, manifeste pleinement l'homme à lui-même et lui découvre la sublimité de sa vocation (50). »

« L'Eglise, pour sa part, qui a reçu pour mission de manifester le mystère de Dieu, de ce Dieu qui est la fin ultime de l'homme, révèle en même temps à l'homme le sens de sa propre existence, c'est-à-dire sa vérité essentielle (51). »

Ce rapport étroit entre le mystère de Dieu et le mystère de l'homme nous amène à considérer d'un esprit nouveau certaines manifestations de la spiritualité contemporaine, qui semble presque exclusivement polarisée par les problèmes de l'homme. Pour le croyant, il n'y a pas de séparation, encore moins d'opposition, entre la tension théocentrique et la tension anthropocentrique. Liés dans la manifestation de l'unique plan de Dieu, ces deux moments de la foi doivent rester également liés dans l'explication de l'engagement humain. Le Dieu de l'Evangile est « le Dieu pour l'homme », c'est-à-dire le Dieu vivant qui, dans la mort et la résurrection de Jésus, a opéré efficacement le salut de l'homme. Pour cette raison, l'attention que le croyant porte à l'homme, à tout homme, constitue une vérification de sa foi et en même temps réalise le témoignage le plus perceptible de cette foi. « Dans la mesure, a dit le Christ, où vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait (52). » Le chrétien doit présenter au monde ce témoignage d'une foi vivante et adulte, c'est-à-dire d'une foi formée à reconnaître lucidement les difficultés et capable de les surmonter. D'une telle foi, de très nombreux martyrs ont rendu et continuent de rendre un éclatant témoignage. Sa fécondité doit se manifester en pénétrant toute la vie des croyants, y compris leur vie profane, et en les entraînant à la justice et à l'amour, surtout au bénéfice des déshérités. Enfin ce qui contribue le plus à révéler la présence de Dieu, c'est l'amour fraternel des fidèles qui travaillent d'un cœur unanime pour la foi de l'Evangile et qui se présentent comme un signe d'unité (53).

Notre foi sera d'autant plus acceptable et plus crédible aux yeux du monde que nous aurons

davantage fait nôtres les profondes aspirations des hommes à un progrès dans la vérité, la justice, la charité et la paix. En ce sens, le problème de la foi est le problème de la présence des chrétiens dans le monde, à la manière d'un levain.

## **IV. — ORIENTATIONS PASTORALES**

### **Une foi qui doit toujours être purifiée**

17. Si ce que nous avons dit jusqu'à présent représente le contenu et la nature de la foi, son originalité fondamentale par rapport à toute activité ou capacité humaine, peut-on honnêtement affirmer que la crise religieuse actuelle met en question le message chrétien touchant Dieu et rend dépassée ou inutile la foi en lui ? Ne faudrait-il pas dire, au contraire, que si la foi chrétienne est délaissée ou refusée, c'est parce qu'elle n'est pas suffisamment connue ? Peut-être ne s'obstine-t-on dans le refus de Dieu que parce qu'on le confond avec une image grossière, infantile, déformée ?

Ce sont là des interrogations auxquelles une conscience chrétienne attentive et responsable ne peut échapper. Ce dur langage de la réalité exige même de nous une « révision » courageuse de la façon de sentir, de vivre, de présenter notre foi et d'en témoigner.

Il exige, aujourd'hui surtout, que cette foi soit limpide, authentique, simple. Dans ce but, sous la poussée du phénomène de l'athéisme et de la sécularisation, mais plus encore par besoin de cohérence, il nous faut chercher à purifier l'image de Dieu de représentations naturalistes et anthropomorphiques : la foi requiert, chaque jour, cet effort de purification et de renouvellement parce que le croyant doit, chaque jour, se purifier et se renouveler en se convertissant au Seigneur.

Laissons donc de côté tout intérêt mesquin et toute compromission pour redonner à notre foi la vivante expression d'un attachement personnel et libre à Dieu dans le Christ Jésus. Enlevons de notre prière toute forme d'égoïsme clos et stérile, afin que notre dialogue avec Dieu se transforme en une contemplation fervente et pleine d'amour de son visage. Eliminons d'excessives concessions au folklore et au faste bruyant des manifestations extérieures et sociales de la foi, en modelant celle-ci toujours plus courageusement sur les formes authentiques et expressives du culte liturgique.

Nous voudrions éviter toutefois que l'on interprète mal le pressant appel que nous lançons pour purifier ainsi les expressions de la foi. En effet, cet appel n'autorise nullement une sorte de mépris, plus ou moins affiché, pour certaines formes caractéristiques de la piété populaire qui peuvent être valables à condition que l'on évite les inconvénients dénoncés plus haut. L'éducation de la foi est attentive aux exigences, y compris les plus humbles et plus simples, du peuple chrétien et, même lorsqu'elle intervient pour redresser, elle reste vigilante et délicate.

De plus, nous estimons qu'il est important d'ajouter que purifier la foi ne signifie pas la « libérer » de son contenu comme d'un poids encombrant et inutile. Une foi sans contenu n'est pas une foi. Pour qu'elle soit explicite, sûre, efficace, il est nécessaire, aujourd'hui plus qu'hier,

(49) PAUL VI dans *L'Osservatore Romano*, 9 avril 1970 (DC 1970, n. 1562, p. 410 — NDLR).

(50) *Gaudium et spes*, 22.

(51) *Ibid.*, 41.

(52) Mt 25, 45.

(53) *Gaudium et spes*, 21.



que les fidèles connaissent et accueillent le message révélé dans sa pureté et son intégralité. L'Eglise « doit prêcher à tous Jésus-Christ et faire en sorte que tout chrétien adhère à sa divine personne et à son enseignement, jusqu'à ce qu'il connaisse et vive tout son mystère (54) ».

### Une foi cohérente et active

18. Seule une foi riche et pure est en mesure de façonner l'existence humaine tout entière. Peut-être l'aspect le plus dramatique de la crise actuelle de la foi réside-t-il dans l'éloignement, souvent même dans l'hétérogénéité de la foi par rapport au tissu vivant des problèmes et des intérêts de beaucoup d'hommes. Il arrive ainsi que lorsqu'on se décide à refuser la foi, celle-ci est déjà devenue, hélas ! un bagage mort de notions, un fardeau irritant de normes et de contraintes.

D'autre part, même ceux qui désirent sincèrement croire se trouvent souvent placés devant cette grave difficulté : comment faire pour concilier la foi chrétienne avec les engagements quotidiens de la vie ? Il s'agit là, sans nul doute, d'une sérieuse difficulté. Aujourd'hui surtout, le rythme de la vie, avec ses activités dispersées et souvent trépidantes, semble gêner et même presque interdire cette fonction de lumière et de courage pour l'existence que l'on reconnaissait autrefois volontiers à la foi chrétienne ; ce rythme semble même rendre vain tout effort pour en démontrer la valeur pratique et l'efficacité concrète, en ne laissant parfois que le regret ou la nostalgie d'une expérience impossible.

Pourtant Jésus déclare, sans l'ombre d'une équivoque, que le royaume de Dieu engage l'homme tout entier comme un appel à un intérêt suprême et décisif (55), et s'empare de lui dans la joie d'une découverte inattendue et d'une conquête précieuse (56). En d'autres termes, le message du Christ n'est ni un idéal abstrait ni une utopie toujours rêvée et jamais atteinte. L'Evangile appelle l'homme, tout homme, à une « conversion » radicale qui le transforme en une « créature nouvelle ».

La foi exige de plus que toutes les réalités créées — dans le respect d'ailleurs de leur autonomie légitime — soient ordonnées à Dieu et aux fins établies par lui. C'est, aujourd'hui, l'entreprise la plus ardue et, en même temps, la plus exaltante : découvrir et évaluer la consistance, la signification et le contenu des activités temporelles, se préoccuper même d'en défendre la place et les exigences propres, et pourtant reconnaître et réaliser dans les faits la référence à Dieu de toute la création et de toute l'histoire, en transfigurant consciemment la peine terrestre en une célébration authentique de la gloire du Seigneur. C'est la réponse au dessein de Dieu : « Racheté par le Christ et devenu une nouvelle créature dans l'Esprit-Saint, l'homme peut et doit, en effet, aimer ces choses que Dieu a créées... Pour elles, il remercie son divin bienfaiteur ; il en use et il en jouit dans un esprit

de pauvreté et de liberté ; il est alors introduit dans la possession véritable du monde, comme quelqu'un qui n'a rien et qui possède tout. « Car tout est à vous, mais vous êtes au Christ et le Christ est à Dieu (57). »

### Une foi rayonnante

19. En tant que vie, la foi impose des devoirs précis, elle demande à être nourrie, accrue, renforcée. Don de valeur inestimable qui nous a été accordé par l'amour miséricordieux de Dieu, la foi exige d'être protégée, surveillée, défendue. Toujours plus riche dans ses motivations et dans son contenu, toujours plus transparente et pure dans ses manifestations, toujours plus mûre et plus forte dans ses épreuves, elle se renouvelle chaque jour, tout en restant l'unique foi ancienne, et elle nous guide et nous console dans les étapes de la vie.

La joie de posséder et de vivre cette foi ne peut être considérée uniquement comme un bien à conserver ou un trésor à enfouir. Elle exige, au contraire, d'être communiquée aux autres, à tous, afin que l'« heureuse nouvelle » qu'est l'Evangile de Jésus soit connue par le moyen de l'Eglise et que les nations connaissent les inestimables richesses du Christ et le mystère de son amour pour nous (58).

La Parole du Maître presse, tance, reconforte : « Vous êtes la lumière du monde. Une ville ne se peut cacher, qui est sise au sommet d'un mont. Et l'on n'allume pas une lampe pour la mettre sous le boisseau, mais bien sur le lampadaire, où elle brille pour tous ceux qui sont dans la maison. Ainsi votre lumière doit-elle briller aux yeux des hommes pour que, voyant vos bonnes œuvres, ils en rendent gloire à votre Père qui est dans les cieux (59). »

Voilà notre « vocation », voilà notre « mission » : nous devons être, dans le monde d'aujourd'hui, « la lampe qui brûle et qui luit (60) ».

### Les prêtres, éducateurs de la foi

20. D'où la mission incomparable de ceux qui, choisis par Dieu, consacrent leur vie, de façon pleine et irrévocable à la diffusion du message de la foi. Nous voulons parler — et nous le faisons avec un profond sentiment de reconnaissance et d'amour — de vous, prêtres, désignés par la Providence pour être nos collaborateurs dans le ministère apostolique, appelés à une participation et à une coopération spécifiques dans l'annonce de l'Evangile au peuple chrétien. A chaque prêtre, du fond du cœur, nous adressons les paroles de l'apôtre Paul à Timothée : « Si tu exposes toutes ces idées aux frères, tu seras un bon serviteur du Christ Jésus, nourri des enseignements de la foi et de la bonne doctrine dont tu t'es toujours montré le disciple fidèle (61). »

Nous voudrions ensuite retransmettre et confier à tous nos prêtres pour une sérieuse médita-

(54) *Il Rinnovamento della Catechesi*, 57.

(55) Cf. Mt 6, 33 ; Lc 10, 38-42.

(56) Cf. Mt 13, 44 et s.

(57) 1 Co 3, 22-23 ; *Gaudium et spes*, 37.

(58) Cf. Ep 3, 8-18.

(59) Mt 5, 14-16.

(60) Jn 5, 35.

(61) 1 Tm 4, 6.



tion et un sincère examen personnel l'exhortation apostolique, ferme et vibrante, que le Saint-Père nous a adressée à nous, évêques, dans son document *Quinque jam anni* : elle concerne la charge des évêques, mais aussi, dans une certaine mesure, celle de nos premiers collaborateurs, les prêtres, eux-mêmes témoins et éducateurs de la foi, surtout dans la crise actuelle qui touche à la fois le langage et la pensée.

Que l'effort nécessaire pour adapter, dans son mode et dans sa forme, la présentation du dépôt inaltérable de la foi aux exigences et à la mentalité de notre époque ne trahisse jamais la vérité et la continuité de notre foi.

Nous le répétons avec le Saint-Père : « Il nous faut, notamment, veiller à ce qu'un choix arbitraire ne rétrécisse pas le dessein de Dieu à nos vues humaines et ne restreigne pas l'annonce de sa parole à ce que nos oreilles aiment à entendre, en excluant, selon des critères purement naturels, ce qui n'est pas au goût du jour.

En présence des ravages que cause aujourd'hui dans le peuple chrétien la divulgation d'hypothèses aventureuses ou d'opinions troublantes pour la foi, nous avons le devoir de rappeler avec le Concile que la vraie théologie « s'appuie sur la Parole de Dieu écrite, inséparable de la sainte Tradition comme sur un fondement permanent (62) ».

Tout en accueillant pour notre part la ferme invitation du Pape à ne pas garder le silence par crainte des critiques, nous transmettons à chacun de nos prêtres le fervent appel de Paul à Timothée : « Je t'adjure devant Dieu et le Christ Jésus, qui doit juger les vivants et les morts, au nom de son apparition et de son règne : proclame la parole, insiste à temps et à contretemps, réfute, menace, exhorte, avec une patience inlassable et le souci d'instruire (63). »

De plus, porteur du message du salut au nom de l'Eglise, le prêtre donne lumière et force à son annonce en portant le témoignage d'une vie entièrement consacrée au Christ et à ses frères, dans la libre et joyeuse acceptation de la pauvreté évangélique et du célibat, dans la communion avec l'évêque en esprit d'obéissance et de charité, de généreux détachement des biens d'ici-bas et d'élan vers les valeurs éternelles. Le prêtre n'est donc pas seulement le héraut de la foi dans le monde par la parole et le témoignage de vie, il en est aussi l'éducateur qualifié et efficace.

Toutefois, le témoignage du prêtre ne prend toute sa valeur que lorsqu'il découle d'une profonde communion avec le Seigneur, et celle-ci n'est possible qu'avec une foi personnelle, limpide, robuste, convaincue. Les hommes de notre temps attendent du ministre de Dieu cette transparence qui rend crédible sa parole comme la Parole qui sauve, et ils sont mieux disposés à suivre le héraut lorsqu'il est lui-même fidèle au message qu'il proclame.

### La responsabilité des parents et des éducateurs

21. La famille a un rôle essentiel à jouer dans la première annonce de la foi et dans l'initiation chrétienne des enfants.

(62) Exhortation apostolique *Quinque jam anni* (DC 1971, n. 1578, p. 54 — NDLR) ; Cf. *Dei Verbum*, 24.

(63) 2 Tm 4, 1-3.

Les premiers à annoncer la foi sont les parents, sous cette forme de catéchèse qui « trouve son originalité et son efficacité dans le caractère occasionnel et immédiat de ses enseignements : ceux-ci s'expriment avant tout dans le comportement et l'expérience spirituelle de chacun. Dans la famille, chacun doit pouvoir trouver un modèle de vie imprégné de ferments chrétiens, en expérimentant sur le vif le sens de Dieu, de soi-même, du prochain (64) ».

Les menaces contre la sainteté et l'unité de la famille chrétienne, encore aggravées par l'introduction du divorce dans la législation italienne, posent à la conscience des parents et des jeunes qui se préparent au mariage de nouvelles interrogations, sollicitent une plus vigoureuse cohésion avec leur propre foi et, par cela même, postulent une foi plus adulte dans ses motivations, son contenu, ses convictions et ses expressions.

Nous avons confiance que nos familles, conscientes des dangers qui les menacent, mais plus encore de la grandeur de leur mission dans l'Eglise et la société, sauront trouver dans la grâce du lien matrimonial la force de faire face constamment à leur devoir, en cultivant sans cesse et en demandant dans la prière la solidité de leur amour « dans le devoir qui leur incombe de transmettre la vie et d'être des éducateurs », et de coopérer ainsi « à l'amour du Créateur et du Sauveur qui, par eux, veut sans cesse agrandir et enrichir sa propre famille (65) ».

A l'action première et irremplaçable des parents dans la maturation de la foi s'unit, en la complétant, celle des éducateurs chrétiens, qu'ils soient religieux ou laïcs, engagés dans les établissements publics ou plus spécialement ecclésiastiques. Ces derniers ont un rôle très délicat à jouer : appelés en effet à promouvoir la formation intégrale de la personne humaine des enfants et des jeunes, ils doivent les aider à devenir « chaque jour plus conscients de ce don de la foi qu'ils ont reçu (66) ». Les éducateurs chrétiens seront d'autant plus à même de remplir leur mission qu'ils chercheront à harmoniser leur engagement avec le devoir propre des parents, en sollicitant la prise de conscience de ces derniers, dans un esprit de foi et de collaboration.

### L'engagement de tous les croyants

22. Mais — vous le savez — c'est le peuple de Dieu tout entier qui participe, certes, à des niveaux différents de responsabilité, à la fonction prophétique du Christ, en répandant partout « son vivant témoignage avant tout par une vie de foi et de charité ». En effet, les fidèles incorporés à l'Eglise par le baptême ont reçu un caractère qui les délègue pour le culte religieux chrétien ; « devenus fils de Dieu par une régénération, ils sont tenus de professer devant les hommes la foi que par l'Eglise ils ont reçue de Dieu (67) ».

Donc tout fidèle, en vertu de son baptême et plus encore de sa confirmation, a le très grave devoir de répandre et de défendre la foi, en vrai

(64) *Il Rinnovamento della Catechesi*, 152.

(65) Cf. *Gaudium et spes*, 50.

(66) *Gravissimum Educationis*, 2.

(67) Cf. *Lumen gentium*, 12 et 11.



témoin du Seigneur, dans le milieu où il se trouve, dans sa profession et son travail, toujours et partout. Cette conscience, qui n'est certes pas nouvelle, mais qui a été reprise et stimulée par le II<sup>e</sup> Concile du Vatican dans le but de faire participer plus activement les laïcs à la fonction prophétique du Christ, doit trouver en eux une réponse empressée et efficace, une réponse qui s'exprime en parole et en acte, par l'annonce du message du salut et le témoignage de la vie : ainsi les laïcs deviennent « les hérauts puissants de la foi en ce qu'on espère » et leur rôle dans l'œuvre de l'évangélisation « prend un caractère spécifique et une particulière efficacité du fait qu'elle s'accomplit dans les conditions communes du siècle (68) ».

La communauté ecclésiale en Italie met de grands espoirs en cet engagement plus conscient et plus vigoureux des laïcs dans l'œuvre de l'évangélisation, afin que la Parole du Seigneur « accomplisse sa course et soit glorifiée », « que le trésor de la révélation confié à l'Eglise comble de plus en plus le cœur des hommes (69) ».

C'est dans cette perspective que se situe l'effort actuel de renouveau catéchétique. Entrepris avec un élan généreux et sous des auspices positifs, il permettra de rendre plus sûre, plus explicite, plus effective la foi de nos populations dans la mesure où tous les croyants, guidés par le Père, sauront s'employer à faire de ce renouveau un ferment de croissance pour la foi de l'Eglise d'Italie tout entière (70).

### La foi et les sacrements

23. Cet engagement de tous pour une croissance authentique dans la foi n'est possible que si l'on puise aux énergies spirituelles que seul peut donner « le chef de notre foi, qui la mène à la perfection, Jésus (71) ».

Cette croissance dans une assimilation au Christ se réalise, avant tout, dans l'écoute docile de sa Parole, à commencer par celle qui est proclamée dans la liturgie, car « c'est lui qui parle tandis qu'on lit dans l'Eglise les Saintes Ecritures (72) ». Mais le Christ agit en nous avec une particulière efficacité à travers les sacrements. Ces admirables moyens de salut nous rendent participants du mystère de la Rédemption, qui devient ainsi une puissante force intérieure de transformation et de ferment pour toute la vie.

C'est pourquoi il existe un lien profond entre la foi et les sacrements ; ceux-ci, non seulement supposent la foi, « mais encore, par les paroles et par les choses, ils la nourrissent, la fortifient, ils l'expriment ; c'est pourquoi ils sont dits sacrements de la foi (73) ». Et puisque tous les sacrements sont étroitement unis à l'Eucharistie et ordonnés à elle, c'est dans l'Eucharistie, source et sommet de toute la vie chrétienne, que la foi trouve son centre d'unité, de ferveur, de progrès.

La réforme liturgique doit être accueillie par toute la communauté ecclésiale comme une occa-

sion providentielle, non seulement pour imprimer une nouvelle vigueur au culte rendu à Dieu le Père, par le Christ, dans l'Esprit d'amour, mais encore pour donner une nourriture plus riche et un plus vif élan à la foi. La liturgie est en effet une merveilleuse école de foi : « On pourrait difficilement trouver une vérité de foi chrétienne qui ne soit de quelque manière exposée dans la liturgie : les célébrations liturgiques sont une profession de foi en acte (74) ».

Elles supposent toutefois une participation consciente, active, confiante.

### Par la foi, nous cheminons dans l'espérance

24. Plus le chrétien progresse et grandit dans la foi, plus il découvre — et c'est une découverte merveilleuse — que la foi l'ouvre et le pousse au-delà des frontières du temps vers une réalité invisible, où ce qui est imparfait disparaîtra et où l'ombre et le reflet céderont la place à la vision de ce qui est parfait (75).

La foi renferme en germe l'espérance, elle la soutient, la nourrit comme un sentiment d'attente, tremblant et joyeux. Pour les fils de Dieu, les réalités les plus grandes ne sont pas encore apparues, et ils vivent dans la possession de ce qui est « déjà », dans l'attente de ce qui doit « venir ».

Mais l'espérance chrétienne, tout comme la foi, chemine dans le temps. C'est la vertu qui accompagne l'Eglise en marche, au milieu des persécutions du monde et les consolations de Dieu : elle ne garantit pas le succès de nos activités terrestres, elle ne nous dispense pas de l'effort pénible, elle ne nous soustrait pas à la douleur et à la mort. Dieu le Père, qui « n'a pas épargné son propre Fils », permet l'épreuve, la souffrance, la maladie, le découragement, l'abattement. « Mes voies ne sont pas vos voies, dit le Seigneur (76). » Mais, en dépit de tout, l'assurance de la victoire finale demeure ferme, si nous savons rester solides dans la foi et l'espérance.

Estimant donc « que les souffrances du temps présent ne sont pas à comparer à la gloire qui doit se révéler en nous (77) », « nous attendons la glorieuse venue de notre grand Dieu et Sauveur Jésus-Christ », qui viendra pour être glorifié dans ses saints et admiré en tous ceux qui auront cru, et transformera le corps de notre misère en le rendant conforme à son corps glorieux (78).

C'est ainsi que les chrétiens vivent, pour ainsi dire en germe, les ultimes réalités de l'histoire du salut. Ils les vivent et les annoncent, eux qui sont les témoins vivants de l'espérance auprès d'un monde toujours plus plongé dans l'exaltante construction de la « cité séculière », mais qui reste inquiet et aspire à une espérance libératrice.

Nous en sommes profondément convaincus : le message de l'espérance chrétienne, surtout de nos jours, a devant lui d'étonnantes perspectives d'écoute, de sympathie, de rayonnement. Sans s'en rendre compte peut-être, les hommes de

(68) *Ibid.*, 35.

(69) *Dei Verbum*, 26.

(70) Cf. *Il Rinnovamento della Catechesi*, 56 et 199.

(71) He 12, 2.

(72) *Sacrosanctum Concilium*, 7.

(73) *Ibid.*, 59.

(74) *Il Rinnovamento della Catechesi*, 117.

(75) Cf. 1 Co 13, 12.

(76) Is 55, 8.

(77) Rm 8, 18.

(78) Cf. 2 Tm 2, 13 ; 2 Th 1, 10 ; Ph 3, 21.

notre temps ressentent le besoin secret, pressant, de cette espérance. Si beaucoup d'entre eux sont fascinés par une espérance messianique terrestre, la responsabilité en incombe aussi aux chrétiens qui n'ont pas toujours su leur apporter le joyeux message d'une foi qui vibre dans l'espérance et agit dans la charité. Chaque jour, l'Eglise, Epouse du Christ, vit dans l'attente et l'invocation de son retour : « Viens, Seigneur Jésus (79) » ; fidèle au passé, elle vit le présent, mais elle est tendue vers l'avenir avec la « bienheureuse espérance » qui la presse et qui frémit en elle.

Nous, ses fils, nous devons recueillir ce frémissement et sentir cette urgence. Nous devons le faire pour tous les hommes nos frères, mais plus particulièrement pour les jeunes, avides d'un monde nouveau à créer et, par là-même, plus ouverts que les autres à l'espérance qui jaillit de la foi en Dieu et qui en lui se consume en amour. Aujourd'hui, la crédibilité de l'Evangile et de l'Eglise qui le proclame repose dans une large mesure sur la conviction, la force et la joie avec lesquelles chaque croyant saura se faire le messager d'une foi qui ouvre à l'espérance de « nouveaux cieux » et d'une « terre nouvelle (80) ».

### Conclusion

25. En conclusion de ces réflexions, il nous semble pouvoir affirmer que le processus actuel de transformation qui bouleverse la vie religieuse de notre temps, si on le regarde en face et avec courage, ne met pas en danger la vraie foi dans le Dieu vivant, mais, au contraire, peut la rendre plus pure et plus efficace. S'il se trouve des hommes illuminés et vivifiés par cette foi, Dieu n'apparaîtra pas absent de la « cité » que l'homme est en train de construire. La religion pure et sans tache, qui s'exprime par les œuvres de l'amour fraternel (81) et par les liens de l'Eglise et des sacrements, sera vue comme le centre de la vie et la source du salut pour l'humanité.

Le renouvellement auquel est soumis le monde d'aujourd'hui rendra plus adulte, plus responsable, plus personnelle la décision de foi, tandis que la mission d'amour et la tension de l'espérance qui en découlent rendront plus attirante, plus persuasive, la conversion au Dieu vivant.

C'est avec sincérité et ferveur que nous souhaitons au peuple italien un tel renouveau de la foi.

Que la Vierge très sainte, Mère du Seigneur et notre Mère, « saluée comme un membre suréminent et absolument unique de l'Eglise, modèle et exemplaire admirables pour celle-ci dans la foi et la charité (82) », nous aide, nous et notre peuple, qui a pour elle une dévotion si filiale, à grandir dans l'adhésion pleine et consciente à la « Parole » de son Fils Jésus (83).

Et nous, qui sommes engagés avec vous tous, prêtres et laïcs, dans la purification et l'accroissement de notre foi, nous vous saluons en fai-

sant nôtres dans notre prière les vœux de l'apôtre Paul :

« Que le Dieu de l'espérance vous donne en plénitude dans votre acte de foi la joie et la paix, afin que l'espérance surabonde en vous par la vertu de l'Esprit-Saint (84). »

\*\*

Ce document a été approuvé par l'épiscopat italien après un vote régulier et avec la majorité prescrite.

Rome, le 4 avril 1971.

† ANTONIO, card. POMA,  
archevêque de Bologne,  
président de la Conférence  
épiscopale italienne.

(84) Rm 15, 13.

# multicopie

**de bulletins paroissiaux, textes  
d'enseignement et catéchismes,  
toutes informations illustrées.**

La duplication offset ou stencil  
GESTETNER apporte des solutions  
simples, sûres et peu coûteuses.

Une documentation spéciale a été réunie à l'intention de Messieurs les  
Ecclésiastiques.

**GESTETNER Service 828**  
**71, rue Camille-Groult - 94-VITRY**



— *Le P. Chenu. La liberté dans la foi*, par D. DE LA BROUSSE (coll. « Chrétiens de tous les temps », n° 36). — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 248 pages. Prix : 17 F. Editions du Cerf, Paris.

C'est l'œuvre et les épreuves d'une vie de religieux et de théologien qui nous est retracée dans ces pages pleines de leçons et de réconfort. C'est aussi la préhistoire de Vatican II. Le sous-tire en dit tout l'esprit d'une fidélité religieuse que rien n'a pu abattre.

— *Lettres à mes frères de la Trappe*, par CH. DE FOUCAULD (coll. « L'Evangile au XX<sup>e</sup> siècle »). Préface de JEAN-FRANÇOIS SIX. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 360 pages. Prix : 26 F. Editions du Cerf, Paris.

(79) Ap 22, 17, 20.

(80) Cf. Is 66, 22.

(81) Cf. Jc 1, 27.

(82) *Lumen gentium*, 53.

(83) Cf. Lc 1, 38 ; 2, 19 ; Jn 2, 5.



# HOMÉLIE DE Mgr MAZIERS AU RASSEMBLEMENT DES "SILENCIEUX"

*Un rassemblement des « Silencieux » de l'Eglise (1) a réuni, dimanche 25 avril, 2 000 personnes à Bordeaux. Mgr Maziers, archevêque de Bordeaux, leur a adressé l'homélie suivante au cours de la messe célébrée dans la basilique Saint-Seurin (2) :*

Au soir de votre rencontre, comme je vous en ai prévenus, je ne m'adresse pas à un mouvement, à un groupement. Je ne viens ni pour entrer en controverse avec vous, ni pour donner raison à votre action ou reconnaître son bien-fondé. Je viens dans cette Eucharistie me mettre à l'école de l'unique Pasteur de l'Eglise dont je ne suis que le signe très humble, mais un signe établi par lui.

En son nom, mon rôle d'évêque est de vous inviter à un travail de purification et de conversion, et de vous rappeler les orientations pastorales que j'ai données au diocèse dont j'ai la charge. De ce rôle, le Pape Paul VI nous a rappelé l'importance dans son exhortation apostolique du 8 décembre 1970.

« Certes, affirme-t-il, la foi est toujours un assentiment donné à cause de l'autorité de Dieu lui-même. Mais le magistère des évêques est, pour le croyant, le signe et le canal qui lui permettent de recevoir et de reconnaître la Parole de Dieu. Chaque évêque, dans son diocèse, est solidaire de tout le corps épiscopal auquel a été confiée, à la suite du Collège apostolique, la

(1) Cf. DC 1971, n. 1579, p. 139 et s.

(2) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

*Mgr MAZIERS et Mgr FRETTELLIERE, son auxiliaire, ont publié le communiqué suivant avant le rassemblement du 25 avril :*

Un rassemblement de chrétiens est organisé à Bordeaux le 25 avril prochain sous le vocable « Etats généraux du peuple de Dieu ». Il a été décidé sans aucun contact préalable avec l'évêque du diocèse. La mise au point du programme a été assurée sans lien avec lui. On ne peut parler dès lors d'« Etats généraux du peuple de Dieu », puisque, selon le Concile Vatican II, le peuple de Dieu c'est indissociablement les laïcs chrétiens, les religieux, les religieuses, les prêtres et les évêques.

Il a été préparé par un sondage d'opinion réalisé à partir de questions dont certaines sont orientées. Cela nous oblige à faire des réserves sur le contenu et les conclusions des travaux.

Cependant, des chrétiens vont se réunir. Comme évêques, nous portons le souci de tous. C'est pourquoi l'archevêque de Bordeaux compte se faire représenter aux séances et présider l'Eucharistie. Il tient dès maintenant à déclarer que cela ne constitue nullement une approbation de tout ce qui sera exprimé, ni à plus forte raison une reconnaissance officielle d'un tel regroupement comme un mouvement d'Eglise.

(SNOP, 21 avril 1971, p. 1.)

charge de veiller à la pureté de la foi et à l'unité de l'Eglise (3). »

Effectivement, nous ne pouvons vivre à l'école de Jésus-Christ et être ses témoins que dans l'humilité de la foi, un grand souci de communion fraternelle et un sens très aigu de la mission de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui.

## Ne pas confondre la tradition et les traditions

Notre foi passe par le creuset de l'épreuve. Ce n'est pas d'aujourd'hui. Comme l'Evangile vient de nous le rappeler, la foi de Pierre a, elle aussi, été éprouvée. C'est après avoir fait l'expérience de sa faiblesse à l'occasion de l'épreuve du calvaire qu'il a répondu, humblement, à l'appel de Jésus-Christ dans un acte d'amour et reçu de sa part confirmation de sa mission.

Aujourd'hui, c'est Jésus lui-même qui nous rejoint et nous pose, comme à Pierre, la question fondamentale : « Et toi, qui dis-tu que je suis ? Pierre, m'aimes-tu ? » C'est de notre cœur que doit jaillir la réponse, mais c'est par toute notre vie que nous devons l'exprimer. Cette réponse, nous n'avons jamais fini de la donner.

Dans la crise actuelle du monde, l'appel du Christ nous provoque à une découverte plus personnelle de son amour et à une fidélité renouvelée.

Nous ne sommes pas les propriétaires de la vérité, surtout lorsqu'elle porte le nom d'une personne vivante qui intervient constamment dans notre vie : Jésus-Christ. Constamment, il nous dépasse de nous-même, nous délivre et nous fait vivre de plus en plus en communion avec lui et avec tous les hommes.

Comme Pierre et Paul, colonnes de l'Eglise, nous sommes invités à regarder au-delà de nous-même et du monde qui, jusque-là, nous était familier. Ne courons pas le risque de garder la vérité prisonnière d'une culture et de traditions qui enferment notre foi dans une fausse sécurité et la rendent difficilement communicable. Il ne faut pas confondre la tradition et les traditions.

La vraie tradition n'est pas seulement celle qui garde, elle est celle qui permet de boire à la source d'où elle jaillit. Par elle, l'Eglise se renouvelle sans cesse et progresse toujours plus dans la découverte du dessein de Dieu. Ayons à cœur de trouver un langage qui, sans rien renier de Celui en qui nous croyons et du contenu de son message, nous permette de partager notre foi avec les hommes de notre temps.

Cherchons dans cette perspective les voies d'une vraie fidélité. Elle ne se situe pas d'abord dans les mots, les rites, mais dans une plus grande intelligence de ce qu'ils signifient et une vie transformée par Jésus-Christ. Elle n'est ni un perpétuel recommencement ni une répétition du passé. Elle est un souci continu de reconnaître la présence du Christ qui nous appelle, et de

(3) DC 1971, n. 1578, p. 53 (NDLR).



révéler son message d'une façon compréhensible pour ceux à qui il s'adresse.

### Les exigences de la communion fraternelle dans l'Eglise

Un des signes essentiels de la vérité de cette rencontre du Christ dans notre cœur, c'est la rencontre fraternelle dont il nous rend capable avec les autres, et d'une manière spéciale avec nos frères dans la foi. C'est un fait douloureux et qui devient inquiétant : les chrétiens sont divisés.

Cette division, pour une part, est le fruit amer du péché. Nous ne pouvons en prendre notre part. Il faut que nous cherchions les voies d'une communion fraternelle, signe d'une conversion authentique révélatrice du Christ.

Pas de communion fraternelle dans l'Eglise sans la reconnaissance des légitimes diversités. Pour s'aimer d'une manière vraie, les chrétiens ont à découvrir les différences qui rendent difficiles les rencontres humaines, en raison des tensions sociales, culturelles, politiques. « On ne vit pas dans la communion en télescopant les diversités et en supprimant les questions posées par ces diversités. » (Mgr COFFY.)

Pas de communion fraternelle dans l'Eglise sans un souci commun de confronter nos vues, nos mentalités au même Evangile, celui de Jésus-Christ, pour nous laisser transformer par lui au cœur des réalités que nous vivons et des responsabilités temporelles que nous assumons.

Pas de communion fraternelle dans l'Eglise sans un respect très grand de l'autre dans son cheminement vers le vrai. La vérité de la foi ne s'impose pas par la contrainte. Elle se propose humblement à la manière dont le Christ lui-même s'est révélé.

Cette communion fraternelle dans l'unité est le fruit de l'Esprit. L'évêque doit veiller sur elle et la promouvoir non comme un maître qui dicte des règlements, mais comme un serviteur qui rappelle les exigences de la rencontre dans le Christ et du témoignage que nous devons porter de sa présence. Aussi est-ce avec toute la conviction de mon cœur d'apôtre que je vous dis :

Ce n'est pas l'heure d'une Eglise repliée sur elle-même, mais celle d'une Eglise engagée dans une recherche confiante et audacieuse, telle que Paul VI l'a présentée dans son encyclique *Ecclesiam suam* : « L'Eglise, dit-il, doit entrer en dialogue avec le monde dans lequel elle vit. L'Eglise se fait parole. L'Eglise se fait message. L'Eglise se fait conversation (4). »

Ce n'est pas l'heure des raidissements provoqués par la peur, mais au contraire celle d'une compréhension plus profonde des appels de l'homme contemporain.

Ce n'est pas l'heure de l'agressivité, fruit de la méfiance et de la mise en accusation, mais au contraire celle des confrontations loyales et vigoureuses de tous ceux qui, par des chemins différents, sont en marche vers l'unique Seigneur.

Nous ne sommes pas les propriétaires de l'Eglise. Nous en sommes les bénéficiaires et nous devons permettre à tous ceux qui cherchent par des chemins différents d'expérimenter l'ac-

cueil de Dieu dans des communautés signifiantes de son amour.

### Le temps de nos discussions est souvent un temps pris sur la mission

En définitive, telle doit être notre préoccupation essentielle : faire en sorte par notre témoignage personnel et collectif que le Christ soit annoncé au monde d'aujourd'hui, mieux connu et mieux aimé.

Comment l'Eglise, par tous ceux qui lui donnent un visage, par ses communautés, peut-elle être sacrement du salut pour le monde de ce temps ? Telle est la question fondamentale que se pose sans cesse mon cœur d'évêque.

Mettons-nous humblement à l'écoute des faits tels que je les découvre en dialoguant avec les prêtres, les laïcs, les religieux, les religieuses.

Les structures du monde rural, en fonction desquelles ont été pensées pendant longtemps les structures de l'Eglise, changent rapidement et les paroisses, si elles vivent isolées, ne peuvent plus répondre aux besoins d'un monde de plus en plus diversifié.

Le monde indépendant est profondément secoué par la remise en cause du monde actuel, et sa foi, qui était souvent liée à une vision d'un ordre établi, s'en trouve ébranlée. Il ressent douloureusement cette crise et il aspire à être entendu dans sa souffrance.

Depuis longtemps en France, il y a une coupure entre l'Eglise et le monde ouvrier. Il ne se sent pas reconnu par elle dans ses aspirations, ses souffrances, ses luttes, et il a encore très peu la possibilité d'exprimer ce qu'il vit dans les communautés chrétiennes pour y trouver l'espérance qu'il cherche.

Les jeunes désertent les communautés chrétiennes et vivent en marge une aventure qui souvent nous étonne et nous déconcerte, mais d'où n'est pas absente la recherche du vrai visage de Dieu.

Les pays du tiers-monde ont de la peine à découvrir, dans nos pays depuis longtemps touchés par l'Evangile, les signes d'un homme vraiment libre et libérateur.

C'est en pensant à tout ce monde en quête de salut et de liberté que nous devons vivre la mission de l'Eglise.

Nous portons dans nos cœurs, humblement mais avec assurance, une certitude, celle que Pierre proclamait après la Pentecôte : « Il n'y a pas sous le ciel d'autre nom donné aux hommes par lequel il nous faille être sauvés. » (Ac 4.)

Et, de fait, la vie de l'Eglise, lorsqu'elle est authentique, nous permet d'expérimenter d'une manière éclatante la vérité de l'homme sauvé par Jésus-Christ.

Que des chrétiens se réveillent, sortent de leur passivité, prennent conscience de leurs responsabilités, comment ne pas m'en réjouir ! Mais encore faut-il que ce réveil ne porte pas la marque du ressentiment, de la dispute, de la nostalgie.

Le temps de nos discussions est souvent un temps pris sur la mission. Le fait de nos disputes obscurcit le visage du Christ.

C'est le moment d'un vrai service de l'Evangile, humble, fidèle, courageux. Ce service de l'Evan-

(4) DC 1964, n. 1431, col 1079 (NDLR).



*La question suivante a été posée à leur évêque par les prêtres d'un doyenné d'Alsace.*

Nous manquons d'unité d'action dans le diocèse. Sur beaucoup de points, on ne voit plus au juste comment agir. Nous constatons autour de nous tant d'initiatives différentes et même divergentes. Nous voudrions être rassurés sur ce qu'il nous est permis de faire. Nous aimerions avoir des directives plus détaillées. Autrefois, en cas de doute, nous recourions aux Statuts synodaux et nous étions fixés.

*Voici la réponse de Mgr ELCHINGER, évêque de Strasbourg (\*) :*

1. Il existe assez de directives précises, tant pour la liturgie que pour les diverses activités pastorales. Il semble que parfois on les ignore ou plutôt qu'on n'a pas le temps de les consulter. Il y a eu, surtout en liturgie, beaucoup de changements depuis le Concile. Pour ce qui est de la messe et de ses divers modes de célébration, les directives se trouvent rassemblées en tête du nouveau Missel promulgué par Paul VI (1). Sur divers points, des directives diocésaines assez nombreuses ont paru depuis 1965. On en publiera un répertoire qui, en attendant de nouveaux Statuts synodaux permettra aux prêtres de se reporter plus aisément aux textes qui les intéressent.

2. La législation postconciliaire se trouve et se trouvera consignée surtout en des lois-cadres. C'est mieux ainsi. Une loi-cadre permet d'adapter davantage les directives de l'Eglise aux circonstances de temps et de lieu et de personnaliser nos actes pastoraux. C'est indispensable pour dépasser un formalisme qui nous a fait tant de mal. Il est moins simple d'avoir à réfléchir à ce que nous faisons, d'avoir à le repenser, que d'appliquer automatiquement des rubriques juridiques. Le Christ est venu nous demander « une religion en esprit et en vérité ».

3. Les lois-cadres restent cependant des orientations impératives et nos initiatives pastorales doivent pouvoir s'inscrire dans le cadre prévu. Sinon il n'y a plus d'Eglise. En instituant le sacerdoce et l'eucharistie, le Seigneur l'a dit très clairement : la crédibilité de l'Eglise comme sacrement du salut est fonction de son unité profonde. L'unité de la communauté ecclésiale que nous essayons de former doit être aux yeux des indifférents et des incroyants la preuve que le Christ agit effectivement au milieu de nous (cf. Jn 17, 21). Les actes sauveurs de Jésus-Christ supposent une communauté ecclésiale vraiment soucieuse d'unité. L'unité de l'Eglise exige un effort permanent de communion organique entre la périphérie et le centre. A défaut de cela nous devenons une multitude de sectes évangéliques, se prétendant charismatiques, qui ne répondent aucunement au projet évangélique du Christ fondateur de l'Eglise. Il est bienfaisant de nous rappeler comment saint Paul déjà a lutté contre les diviseurs et les faux prophètes. Toutefois, il a voulu des communautés ecclésiales vraiment pluriformes. Il y a et il faut diverses manières de vivre la vie chrétienne et ses engagements apostoliques. Toute vie suppose une unité organique mais en même temps une créativité constante.

(\*) *Eglise en Alsace*, mai 1971, p. 6.

(1) *Préliminaires au Missel romain* publiés en fascicule hors série, automatiquement joint à l'achat d'un missel, soit chez Desclée-Mame, soit chez Droguet-Ardant.

gile, qui exclut toute complicité avec le péché, est inséparable d'un vrai service des hommes et, par priorité, de tous ceux qui, dans la société où nous vivons, n'ont pas la possibilité de s'exprimer, de prendre leur part de responsabilité dans la mutation de leur vie et du monde.

Rejoignons fraternellement tous les hommes là où ils construisent le monde, là où ils peinent, là où ils souffrent, là où ils cherchent. Dans la lumière de la Parole de Dieu découvrons les conditions du respect, d'une vraie dignité de l'homme créé à son image et sauvé par lui.

Jésus-Christ, révélateur de Dieu par son incarnation, sa mort et sa résurrection, nous interroge sans cesse sur le sérieux de notre vie humaine, de notre adhésion et de notre participation aux recherches des hommes. Il dénonce au nom de l'absolu de Dieu les idoles que nous fabriquons dans le feu de l'action ou le désert de la paresse. Il nous ouvre sans cesse les chemins d'une vraie liberté, d'un véritable amour, celui de Dieu.

Oui, c'est l'heure de la mission pour nos vies personnelles comme pour nos communautés chrétiennes, que celles-ci existent déjà ou qu'elles soient à fonder dans un monde nouveau. C'est ce que m'a rappelé hier, par une lettre émouvante, un foyer chrétien du diocèse. Je ne le connais pas personnellement, mais lui emprunte ma conclusion :

« Ce que nous désirons, c'est un retour à l'Evangile, aux sources premières et plus pures du christianisme. Le monde attend de pouvoir croire à une religion vivante, pleine de joie et d'espérance, dans un contexte d'amour, de compréhension et de générosité. C'est une Eglise vivante, faite pour le monde d'aujourd'hui qui, seule, pourra la lui donner. Vous avez, Père, dans votre diocèse des chrétiens qui font tout pour cela. Vous avez des prêtres formidables dans votre diocèse qui font du bon travail. Soutenez-les. »

C'est à mieux répondre à ce service d'une Eglise vraiment missionnaire que je veux m'employer dans une collaboration confiante avec les prêtres, les religieux, les religieuses et les laïcs. Que Dieu m'en accorde la grâce.

MGR MAZIERS.

— *Feuerbach et la théologie de la sécularisation*, par MARCEL XHAUFFLAIRE (coll. « *Cogitatio fidei* », n° 45). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 400 pages. Prix : 39 F. Editions du Cerf, Paris.

Nous avons ici une étude théologique pour des théologiens, l'auteur nous en avertit. Mais c'est une étude en profondeur qui montre le développement du conflit moderne de la pensée philosophique et de la théologie, né de l'idéalisme allemand et de la pensée scientifique du dernier siècle. On sait l'importance de ce conflit dans la naissance du marxisme et ses conséquences sociales et politiques.

— *L'Esprit-Saint dans la Tradition orthodoxe*, par P. EVDOKIMOV (coll. « *Bibliothèque œcuménique* », n° 10, série orthodoxe). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 112 pages. Prix : 12,50 F. Editions du Cerf, Paris.

— *Les Premiers Défenseurs de la liberté religieuse*, Tome I, tome II. Textes choisis et présentés par JOSEPH LECLERC, S.J., professeur honoraire à l'Institut catholique de Paris et MARIUS-FRANÇOIS VALKHOFF, professeur à l'Université de Witwatersrand, Johannesburg (coll. « *Chrétiens de tous les temps* », n° 34 et 35). — Format in-8° couronne, de 204 et 200 pages. Chaque tome : 16 F. Les deux tomes : 30 F. Editions du Cerf, Paris.



# ALLOCUTION DU CARDINAL ALFRINK A L'OCCASION DE LA CONSÉCRATION DE Mgr SIMONIS

*La nomination de Mgr Simonis au siège de Rotterdam (30 décembre 1970) avait provoqué de nombreux remous (cf. DC 1971, n° 1580, p. 179-183). Le nouvel évêque a été consacré le 20 mars 1971 par le cardinal Alfrink, entouré de tous les évêques catholiques des Pays-Bas (l'ancien évêque de Rotterdam, Mgr Jansen, retenu par la maladie, n'avait toutefois pu être présent). Au cours de la cérémonie, le cardinal Alfrink a prononcé l'allocution ci-dessous (\*) :*

Nous allons consacrer un nouvel évêque pour l'Eglise de Rotterdam. Nous allons le recevoir dans le Collège épiscopal de l'Eglise universelle. Souvenons-nous à ce propos des déclarations du II<sup>e</sup> Concile du Vatican : « Par sa composition multiple, ce Collège exprime la variété et l'universalité du peuple de Dieu ; il exprime, par son rassemblement sous un seul chef, l'unité du troupeau du Christ. » Le Collège épiscopal de l'Eglise est impensable sans l'évêque de Rome, le Pape, qui est placé à sa tête. Personne ne peut en faire partie légitimement sans être nommé par le Pape. Tel est le sens de la lettre de nomination papale qui vient d'être lue à l'instant.

C'est en vertu de cette autorisation que les évêques des Pays-Bas reçoivent ce nouveau membre dans leur Collège et, de ce fait, dans le Collège épiscopal de l'Eglise universelle. Et ils le font dans un esprit de collaboration loyale et sincère, dans l'espérance et la conviction de trouver la même disposition de l'autre côté.

Qui connaît la structure de l'Eglise et l'accepte avec foi comprendra cette situation.

La nomination d'un nouvel évêque peut revêtir une signification historique. C'est pourquoi il devrait aller de soi que, dans une telle décision si importante pour une province ecclésiastique, l'on recherche des moyens permettant d'instaurer un dialogue ouvert et loyal entre les instances centrales de l'Eglise et la hiérarchie locale. Ne serait-ce que pour prévenir des ennuis et des dommages pour l'Eglise.

La nomination d'un nouvel évêque devrait être en principe une occasion de joie et de fête. Les réactions de ces mois derniers n'ont guère correspondu à une telle attente. Mais j'aimerais souligner que, de mon point de vue, ces réactions prennent naissance, de chaque côté, dans un souci réel pour l'Eglise et dans une inquiétude pleine de foi pour l'Eglise.

On ne saurait nier — et l'archevêque de cette Eglise locale le déplore — que l'on ait assisté à un blocage systématique de positions qui se trouvaient de façon plus ou moins latente dans la communauté ecclésiale. C'est avec tristesse que nous avons dû constater que, au sein de

notre communauté, se sont fait jour de multiples signes de discorde et de désunion, une impossibilité ou un refus de se comprendre, un esprit agressif, une profonde méfiance et des insinuations. A vrai dire, la cause cachée de cela existait déjà. Mais la crise a brusquement éclaté, en dépit des bonnes intentions — et peut-être à cause de ces bonnes intentions. Le résultat fut attristant. De part et d'autre ce fut un signe évident que l'on s'était senti blessé, délaissé et méconnu par ceux dont on attendait réconfort, espoir et confiance. Tout cela a causé un tort considérable à l'Eglise et a sapé la confiance en l'autorité ecclésiastique. Et le plus lamentable dans toute cette affaire, c'est qu'on aurait pu l'éviter si on avait pris d'autres moyens. A tout prix, il faut éviter qu'une semblable situation ne se reproduise. J'espère que tous ceux qui ont à cœur l'avenir de l'Eglise déploreront ce qui s'est passé et comprendront à quel point la mission des évêques, qui consiste à remplir une charge pastorale auprès de tous les fidèles, en a été rendue plus difficile. Les évêques d'une province ecclésiastique ne peuvent s'identifier à un groupe défini de leur communauté. Dieu leur a confié la charge d'être les pasteurs du troupeau tout entier. C'est dans cet esprit que les évêques ont fait leur déclaration du 12 janvier 1971 et ils seraient particulièrement heureux si la communauté tout entière des fidèles voulait prêter une oreille attentive à cette inquiétude des évêques.

## L'évêque est le pasteur du troupeau tout entier

Dans l'ancienne terminologie de l'Eglise latine, l'évêque est un « pontifex », c'est-à-dire un « constructeur de pont ». Il me semble que cette appellation prend plus que jamais tout son sens dans notre situation présente.

Bien entendu, je sais que le premier pont auquel nous devons penser en l'occurrence concerne la relation qui doit exister entre la communauté des croyants et Notre-Seigneur Jésus-Christ. Je ne ressens pas le besoin d'ajouter quoi que ce soit aux paroles de l'Epître aux Hébreux : « Tout grand-prêtre pris parmi les hommes est établi pour intervenir en faveur des hommes dans leurs relations avec Dieu, afin d'offrir dons et sacrifices pour les péchés. » (He 5, 1.)

Mais je sais fort bien que je n'exprime pas ainsi la totalité de la mission d'un évêque dans l'Eglise. En effet, c'est auprès de la totalité de ses fidèles qu'il doit accomplir sa mission. Et c'est pourquoi il devra être également — ou du moins essayer de l'être — un constructeur de pont entre les différents groupes qui composent son troupeau, ainsi qu'entre ces groupes et lui-même. Lors de la remise de la crosse à l'évêque nouvellement consacré, la liturgie dit : « Veille sur tout le troupeau à la tête duquel l'Esprit-Saint t'a placé comme évêque. » L'évêque serait infidèle à sa mission s'il se contentait de jeter un pont entre lui et un groupe limité de sa communauté.

Que, dans l'accomplissement de cette tâche, il

(\*) Texte néerlandais dans *Archief van de Kerken* du 2 avril 1971. Traduction, titre, sous-titres et note de la DC.



doive rester fidèle à ce qui constitue le trésor essentiel de l'Eglise, personne ne voudra en douter.

Après une expérience de plusieurs années, je puis dire que, dans la situation actuelle, la mission de l'évêque qui consiste à jeter des ponts de tous les côtés, c'est bien le fardeau et le souci de son ministère. Il serait simple pour un évêque de s'identifier à un groupe déterminé de son troupeau. Mais il est le pasteur de tout le troupeau. Il doit porter dans son cœur le troupeau tout entier et essayer de jeter des ponts à la rencontre de toutes les nuances de ce troupeau pour le conduire tout entier vers Dieu. Il n'est pas ici question de compromis ; le problème est d'éviter la partialité, l'intransigeance, de comprendre le pluralisme là où l'unité de la foi le permet.

Je sais par expérience à quel point cette charge peut causer du souci à un évêque. Je sais à quel point les idées fausses, l'incompréhension peuvent naître entre un évêque et une partie déterminée de ses fidèles lorsqu'il essaie de mener à bien cette mission. Il devra aller à la rencontre des fidèles et des groupes qui ne le comprennent pas et sèment la méfiance. Pas un seul instant je ne mets en doute l'intention droite de ces hommes. Je me sens personnellement chargé de leur inquiétude, de leur angoisse et j'ai la plus grande estime pour leur souci de l'Eglise. Mais je voudrais qu'ils soient convaincus de leur côté que leurs évêques portent inscrit dans leur cœur le même souci de l'Eglise.

Comme l'entrée de ce nouveau membre dans le Collège épiscopal ouvre de nouvelles perspectives pour jeter des ponts de tous côtés, nous devons commencer par nous en réjouir.

### **La manière évangélique d'exercer l'autorité dans l'Eglise**

L'évêque n'est pas seulement un constructeur de pont, c'est aussi un chef, il doit montrer la direction. Et puisque nous parlons de l'exercice de l'autorité, nous touchons là un point très délicat, non seulement dans l'Eglise, mais aussi en dehors d'elle.

Certains attendent de l'évêque une attitude énergique et aiment se référer à l'image biblique du Seigneur qui adresse de durs reproches aux pharisiens ou chasse rudement les marchands du Temple.

Mais Paul VI lui-même, dans une allocution qu'il a adressée l'an dernier aux évêques italiens, a souligné que l'on pouvait distinguer deux manières d'exercer l'autorité : « La première, dit le Pape, consiste à peser sur les autres et à contenir, généralement par la crainte, leur liberté et leur activité. La seconde consiste à aider les autres à s'exprimer d'une façon libre, responsable et juste (1). » Et le Pape déclare qu'il a lui-même choisi la seconde manière parce qu'elle correspond mieux à la nature et au but de l'autorité dans l'Eglise. Et il donne ensuite la référence d'une phrase de Paul aux chrétiens de Corinthe : « Ce n'est pas que nous entendions régenter votre foi. Non, nous contribuons à votre joie. » (2 Co 1, 24.)

(1) DC 1970, n. 1562, p. 406.

L'Evangile ne nous présente pas seulement la figure du Christ qui se saisit du fouet dans le Temple. Nous y rencontrons aussi Jésus qui prend sous sa protection la pécheresse de Magdala (Lc 7, 36-47). Nous y rencontrons le maître qui repousse les fils du tonnerre, Jean son disciple bien-aimé et son frère Jacques, qui, dans une sainte indignation, voulaient faire descendre le feu du ciel sur les Samaritains qui refusaient d'accueillir le Seigneur (Lc 9, 51-56). Celui qui veut suivre le Seigneur doit aussi se rappeler ses paroles empruntées à la prophétie d'Isaïe selon lesquelles il n'est pas venu briser le roseau froissé et éteindre la mèche qui fume encore (Mt 12, 20). C'est le même Seigneur qui, dans la parabole de l'ivraie, fait dire au propriétaire du champ que ses serviteurs pressent d'arracher aussitôt l'ivraie du milieu du blé : « Non, vous risqueriez, en ramassant l'ivraie, d'arracher en même temps le blé ; laissez l'un et l'autre croître ensemble jusqu'à la moisson, et au moment de la moisson, je dirai aux moissonneurs : « Ramassez d'abord l'ivraie et liez-la en bottes que l'on fera brûler, et puis vous recueillerez le blé dans mon grenier. » (Mt 13, 24-30.)

Il me semble que le Seigneur qui a prononcé ces paroles nous indique par là même la manière d'exercer l'autorité dans l'Eglise. Et j'ai l'impression aussi que cette façon dont l'Evangile présente l'activité du Seigneur touche davantage l'homme moderne que l'épisode du Christ brandissant le fouet dans le Temple.

Aussi bien il ne s'agit pas ici de dissocier les deux aspects, mais de les fondre. Ces deux manières d'exercer l'autorité doivent trouver place dans une Eglise qui doit être avant tout un lien d'amour, et cela également dans l'exercice de l'autorité au sein de la communauté.

Si l'on persiste à croire que la sagesse des dirigeants doit avant tout consister en une réaction exclusive de dureté et de rudesse, on ne tient compte ni de l'Evangile ni de la psychologie moderne, ni de l'amour chrétien qui exige d'avoir sa place dans l'Eglise.

Si l'Eglise est avant tout un lien d'amour, l'exercice de l'autorité dans l'Eglise devra avant tout s'accomplir dans l'amour. Et c'est ainsi que joue un rôle essentiel l'amour compréhensif qui ne recourt pas immédiatement à la dureté et à la rudesse, mais sait attendre avec une patience affectueuse que l'autre comprenne cette position.

Cela n'exclut aucunement que le chef doive avoir présent devant les yeux l'exemple du Seigneur chassant les marchands du Temple, mais c'est là la dernière mesure à laquelle il puisse recourir.

### **Les adieux à Mgr Jansen**

Et maintenant, avant de poursuivre la consécration du nouvel évêque, je voudrais adresser quelques mots d'adieu à l'évêque de Rotterdam qui nous quitte, Mgr Jansen.

Nous regrettons particulièrement qu'il ne puisse être présent ici pour remettre en personne la crosse à son successeur. J'espère pourtant que, de l'hôpital, il peut entendre et voir ce qui se déroule dans cette cathédrale.

Monseigneur, au nom de notre Collège épiscopal, je vous remercie pour la collaboration loyale et sincère qui a régné parmi nous et dont nous vous sommes redevables en grande partie.



Vous le savez tout comme nous, ce ne furent pas des années faciles. Mais nous avons avancé ensemble, appuyés sur notre foi commune, sur notre amour pour l'Eglise, en recherchant dans la loyauté et la sincérité une réponse aux multiples questions qui se posaient à nous. Chacun d'entre nous a apporté sa contribution personnelle et, dans un dialogue ouvert où chacun pouvait présenter ses idées, nous avons essayé, dans une réflexion commune, de réaliser ce que nous pensions devoir s'imposer. Votre diocèse de Rotterdam, dont vous avez été le premier pasteur, et qui vous est reconnaissant de ce que vous avez fait pour lui, sera heureux de vous témoigner solennellement sa reconnaissance après votre rétablissement.

Pour l'instant, je voudrais, en mon propre nom et au nom des évêques, vous exprimer mes meilleurs vœux de prompt et complet rétablissement. Que le Seigneur de cette Eglise que vous avez servie tant d'années comme prêtre et comme évêque vous accorde encore dans sa bonté de nombreuses années de vie heureuse.

### L'aide loyale au nouvel évêque

Mon cher frère dans l'épiscopat, nous avons tous conscience de la charge difficile à laquelle vous venez d'accéder. Mais vous êtes convaincu — j'en suis sûr — que vos frères dans l'épiscopat sont sincèrement prêts à vous aider dans l'accomplissement de votre mission. Avec cette loyale assurance, je vous souhaite la bienvenue parmi nous.

Permettez-moi de jeter un regard sur le passé — un passé de vingt ans — alors que j'étais nommé coadjuteur de l'archevêque d'Utrecht. J'étais alors le plus jeune du Collège épiscopal. Tous s'attendaient — y compris mes collègues — à ce que je prenne la première place. Mais j'ai attaché le plus grand prix à la délibération commune. Et je suis heureux de pouvoir témoigner que, entrant dépourvu d'expérience dans le Collège, j'ai beaucoup appris de mes collègues plus âgés.

Dans une direction collégiale, l'apport de chacun des membres a une importance particulière. Je crois pouvoir dire que les évêques sont prêts à vous accueillir avec l'apport qui est le vôtre. Notre mission commune consistera, dans les circonstances présentes, à maintenir l'Eglise des Pays-Bas dans l'unité de la foi, unité qui ne peut se concevoir sans le successeur de l'apôtre Pierre. De cela sont convaincus tous vos frères dans l'épiscopat qui vous accueillent.

Frères et sœurs dans le Seigneur, nous allons à présent implorer la douce bénédiction de l'Esprit-Saint sur ce nouvel évêque, et vos évêques, par l'imposition des mains et la prière de l'Eglise, lui conféreront la charge épiscopale.

Nous en sommes tous convaincus : c'est une très lourde charge que nous plaçons sur ses épaules. C'est un ministère qu'il ne pourra remplir que dans la lumière et la force de l'Esprit-Saint, dans une foi profonde et dans un amour généreux envers l'Eglise.

Je lui souhaite de trouver la collaboration empressée de tous ceux qui — prêtres et laïcs — sont confiés à sa sollicitude. C'est pour toutes ces intentions que nous allons prier ensemble.

## LETTRE PASTORALE DE Mgr SIMONIS

*Le dimanche 21 mars, la première lettre pastorale de Mgr Simonis a été lue dans toutes les églises de l'évêché de Rotterdam (\*).*

FRÈRES ET SŒURS  
EN NOTRE-SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST,

« A vous grâce et paix, de par Dieu notre Père et le Seigneur Jésus-Christ. » Cette salutation par laquelle saint Paul ouvre plusieurs de ses lettres, j'aimerais la reprendre à mon tour, en ce jour où, pour la première fois, je m'adresse à vous, en tant que deuxième évêque de Rotterdam.

Avant tout, je voudrais adresser du fond du cœur quelques mots à l'intention de Mgr Jansen, qui fut le premier évêque de ce diocèse en 1956 et le premier lui donna sa forme. Avec une grande énergie et un esprit serein, il s'était mis au travail. Au cours des quatorze dernières années, il a accompli avec ses collaborateurs une tâche si considérable qu'il est impossible de la résumer en un espace aussi restreint. Mais si ce nouvel évêché a désormais un visage bien à lui, il le doit avant tout à la bonté et à la cordialité dont beaucoup d'entre nous ont pu faire l'expérience en la personne de Mgr Jansen. « Tout deviendra plus serein dans la lumière » était sa devise. Cette lumière, pour lui, c'était le Christ. En lui, il trouvait sa force dans les bons et les mauvais jours. Il se montrait prêtre en union avec le Seigneur de l'Eglise, qui l'avait appelé à la lourde tâche d'évêque, de berger du troupeau de Dieu. En dépit des pénibles déceptions auxquelles il fut confronté, il resta l'homme qu'il était et qu'il restera à jamais pour nous : l'homme de Dieu, exemple de foi et de zèle, l'ouvrier de la première heure, qui jamais ne se crut supérieur aux ouvriers de la onzième heure. Nous le savons — et nous l'en remercions, — il continuera à suivre dans la prière notre diocèse.

### Je ne veux pas être un signe de contradiction

Et maintenant, permettez-moi de m'adresser à vous. Vous comprendrez que je le fais avec beaucoup d'hésitation. Oui, vous le savez bien : votre nouvel évêque est connu comme un homme très controversé et même comme un signe de contradiction. Mais parmi les centaines de lettres — souvent très émouvantes — que j'ai reçues ces temps derniers, il en était une de quelqu'un qui se désignait comme simple fidèle. On pouvait y lire ce qui suit : « Ne vous appelez jamais signe de contradiction, car c'est là un titre d'honneur qui ne convient qu'à Notre-Seigneur Jésus-Christ. » En réalité, il ne s'agit pas de ma personne, mais de celui dont je ne veux être que l'humble serviteur. Ma nomination à l'épiscopat, je l'ai acceptée comme une vocation et une mission pour le servir, lui et son Eglise : pour vous servir, vieux et jeunes, malades et bien-portants, mariés et célibataires. Je ne veux aucunement

(\*) Texte néerlandais dans *Archief Van de Kerken* du 2 avril 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



être un signe de contradiction, mais uniquement un pasteur, quelqu'un qui veut essayer de conduire vers le Bon Pasteur ceux qui lui sont confiés. Et ici je songe aux paroles de Pierre aux anciens : « Paissez le troupeau de Dieu qui vous est confié, le surveillant non par contrainte, mais de bon gré, selon Dieu ; non pour un gain sordide, mais avec l'élan du cœur ; non pas en faisant les seigneurs à l'égard de ceux qui vous sont échus en partage, mais en devenant les modèles du troupeau. » (1 P 5, 24.)

Un pasteur selon le désir de Dieu ! C'est bien là une charge qui dépasse les forces humaines ! Et cela d'autant plus que l'on sait qu'on n'est soi-même ni saint ni jeune, ni expérimenté ni plein d'assurances pour le ministère auquel je suis appelé et que, peut-être, d'autres auraient pu mieux remplir que moi. Ah ! certes, j'ai bien conscience que beaucoup auraient préféré voir un autre évêque. Et une telle position, je la comprends et je la respecte.

Mais je ne veux pas m'appesantir davantage sur les péripéties qui ont suivi ma nomination. Plumes et langues s'en sont suffisamment chargés. Ce qui est apparu en pleine lumière c'est qu'il existe, au sein de notre communauté de foi, de profondes divergences de vues. Cela doit nous inquiéter tous car une telle situation est de nature à durcir les positions réciproques et à nous éloigner les uns des autres. Pour cette raison nous devons tous oser nous demander dans quelle mesure nous sommes réellement unis dans le Christ qui continue à nous appeler tous ensemble dans l'Eglise vers l'unité. En dépit de toutes les faiblesses humaines, l'Eglise doit nous être chère, parce que le Christ s'est livré pour elle (Ep 5, 25). Il va de soi que nous devons tous aller de l'avant dans le renouveau de l'Eglise, de manière qu'elle puisse servir du mieux possible tous les hommes. Mais une désunion intérieure porterait tort à l'Eglise et, de ce fait, à sa mission de salut pour le monde.

### Apprendre à vivre selon la vérité dans la charité

Que devons-nous donc faire dans les circonstances présentes ? Il n'existe pas d'autre voie que d'essayer, dans une commune responsabilité, de nous accepter mutuellement d'un esprit confiant. Et, pour cela, il nous faudra continuer à chercher ensemble, dans un amour mutuel, il nous faudra être prêt, d'un côté comme de l'autre, à écouter et à collaborer, mais surtout il nous faudra être ensemble à l'écoute de la Parole de Dieu telle qu'elle nous parvient dans l'Ecriture lue dans l'Eglise depuis vingt siècles. Ainsi nous apprendrons, comme le dit Paul, à « vivre selon la vérité et dans la charité, à grandir de toutes manières vers Celui qui est la Tête, le Christ ». (Ep 4, 15.)

« Vivre selon la vérité dans la charité ! »

Tous ensemble nous sommes tournés vers le Christ qui est la voie, la vérité et la vie : c'est en lui que se résolvent toute opposition et toute désunion. Ce n'est donc pas sans raison que j'ai choisi pour devise épiscopale : « Qu'ils te connaissent ». Ces mots se trouvent dans l'Evangile de Jean, là où le Christ, dans sa prière sacerdotale, dit : « La vie éternelle, c'est qu'ils te

connaissent, toi, le seul véritable Dieu, et ton envoyé, Jésus-Christ. »

« Qu'ils te connaissent » : que tous ensemble nous puissions connaître Dieu qui est le Vivant et notre Père à tous. Que nous puissions connaître le Christ comme le Fils, comme l'envoyé du Père ; que nous puissions le reconnaître comme celui qui a fondé l'Eglise sur le roc qui est Pierre, l'Eglise qui est appelée par Paul « la colonne et le fondement de la vérité ». (2 Tm 3, 15.)

« Qu'ils te connaissent » : c'est comme une prière qui monte de la cité humaine en danger de devenir une cité sans Dieu.

« Qu'ils te connaissent » : c'est aussi un appel missionnaire car, en tant que baptisés, nous sommes appelés à faire de Dieu et de son amour une réalité visible. C'est ce que vous avez fait récemment encore avec tant de générosité en faveur de l'évêché de Tabora — ce pour quoi Mgr Jansen et moi-même nous vous remercions du fond du cœur. Une telle générosité est un motif de profonde gratitude.

Frères et sœurs, il y aurait encore bien des choses à dire, en particulier aux prêtres, aux religieux, mais aussi aux jeunes qui sont l'espoir de l'avenir. Mais j'aurai sans doute l'occasion de le faire plus tard. Pour le moment, il nous faut essayer, avec nos frères chrétiens, d'être l'Eglise de Jésus-Christ dans ce coin de Hollande, avec ses nombreux problèmes sociaux et religieux. Sans cesse nous devons avoir devant les yeux la vie des premiers chrétiens, dont il est dit : « Ils se montraient assidus à l'enseignement des apôtres, fidèles à la communion fraternelle, à la fraction du pain et aux prières. » (Ac 2, 42.)

Ce sont les quatre piliers centraux sur lesquels il nous faut construire pour le monde de l'an 2000 : être assidus à l'enseignement des apôtres ; faire preuve de fidélité mutuelle, surtout dans le support de nos fardeaux respectifs et dans le soulagement des grands besoins du monde ; être fidèles à la fraction du pain, dans la célébration de l'Alliance de Dieu avec nous, dans le sacrifice du Christ ; et enfin, être fidèles à la prière, qui est encore plus nécessaire que le boire et le manger.

Comment réaliser tout cela ? En étant, en paroles, mais surtout en actes, un peuple sacerdotal, « une nation sainte, le peuple de Dieu ». (1 P 2, 9.) L'Esprit de Dieu sera avec nous !

C'est plein de confiance que je conclus par ces paroles de saint Paul : « A celui dont la puissance agissant en nous est capable de faire bien au-delà, infiniment au-delà de tout ce que nous pouvons demander ou concevoir, à lui la gloire, dans l'Eglise et le Christ Jésus, pour tous les âges et tous les siècles ! » (Ep 3, 20-21.)

Avec mes meilleurs vœux pour vous et les vôtres et en vous souhaitant une bonne préparation à la fête de Pâques, je demeure votre frère dans le Christ.

Dr A. J. SIMONIS,  
évêque de Rotterdam.

---

— *La Mission des parents*, par DANIEL BOUREAU. —  
Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 426 pages. Prix : 52 F.  
Editions du Cerf, Paris.

Les parents soucieux de la formation de leurs enfants ont ici un guide assuré. C'est toute la doctrine des Conciles et des Conférences épiscopales qui est mise clairement à leur portée.



# LETTRE PASTORALE DE L'ÉPISCOPAT HOLLANDAIS

## SUR L'AVORTEMENT DIRECT (\*)

### Le problème

Comme en d'autres pays, le problème de l'avortement direct fait chez nous l'objet d'un débat. Par les moyens de communication modernes, ce débat attire l'attention de chaque citoyen, de chaque chrétien. La question de l'avortement est l'un de ces problèmes qui, autrefois, n'étaient discutés que dans un cercle restreint d'experts et de personnes concernées. Aujourd'hui, il suscite un intérêt plus vaste et touche le grand public. Cet intérêt a une valeur positive, non seulement parce qu'il permet une compréhension plus profonde d'une souffrance dans laquelle peut se trouver notre prochain, mais aussi et surtout parce que c'est la dignité humaine actuelle et future de notre société qui est en cause. Ainsi tous les hommes, mais surtout ceux qui, en raison de leurs fonctions, sont affrontés au problème de l'avortement direct, se trouvent placés devant leur responsabilité. Cette responsabilité se fonde sur le respect et la sollicitude que nous devons à toute vie humaine ; un respect auquel les chrétiens sont appelés d'une manière particulière par leur foi dans la création et la rédemption. Chaque chrétien a le devoir de proclamer la valeur de la vie humaine en paroles et en actes. Cela est vrai pour tous les cas où la vie humaine est attaquée, où la vie de l'homme est menacée de destruction. Le respect de la vie humaine demande que l'on proscrive l'imprudence dans la circulation, la peine capitale, la guerre, les situations de violence sur le plan social et politique. Ce même respect pour la vie doit être le point de départ lorsque nous abordons le problème de l'avortement. Nous voudrions vous aider sur ce point en vous soumettant les considérations suivantes.

Il va de soi que nous ne pouvons donner ici des solutions concrètes pour les difficultés toujours changeantes dans des cas particuliers. Pour nous, il s'agit tout d'abord de proclamer cette attitude envers la vie humaine à naître, sans laquelle, à notre avis, les cas particuliers ne pourront être résolus de manière humaine.

### L'essence du message chrétien

Pour nous, il s'agit de l'essence de la tradition chrétienne à la lumière de la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ. Elle consiste à affirmer la valeur unique de chaque homme, quel que soit l'état de petitesse ou d'obscurité ou le stade de développement où il se trouve.

Au cours de l'histoire, faute de connaissances scientifiques, la vie encore en gestation dans ses différentes phases a été estimée de manières

différentes. Dans l'état actuel de la science, nous devons admettre que lorsque se pose la question de l'avortement, c'est-à-dire lorsque la grossesse est constatée, une nouvelle vie individuelle est présente dans le sein de la mère. Cette vie diffère essentiellement de la vie corporelle propre à la mère, bien qu'elle reste provisoirement dépendante d'elle : une vie qui possède en elle toutes les possibilités pour devenir une personne humaine, saine ou défectueuse.

C'est pour cette raison que la vie dans le sein maternel demande à être accueillie par nous dans la société des hommes. Elle comporte pour toutes les personnes concernées le devoir de l'accepter, de la recevoir, de la conserver autant que possible, de la protéger, afin qu'elle puisse se développer en une personne humaine adulte. Elle demande un « oui » fondamental de notre part.

On pourrait retrouver un reflet de ce devoir dans les textes des lois et des droits de la société civile. En effet, la loi civile protège non seulement la vie déjà née mais aussi la vie encore à naître.

### Le sens de la vie dans l'Écriture

Plusieurs textes de l'Écriture sainte nous parlent de la vie humaine dans le sein de la mère. Il va de soi que ces textes n'ont pas été écrits en rapport direct avec les problèmes actuels. Cela n'exclut pas qu'ils ne puissent nous montrer le chemin. Ils expriment l'expérience humaine très profonde que la grossesse d'une femme aboutit à la naissance d'un enfant. Les écrivains de l'Ancien et du Nouveau Testament se sont servis de cette expérience pour exprimer leur croyance en la création de chaque homme par Dieu ; la croyance que l'homme, pendant toute sa vie, est entièrement dépendant de son créateur et est appelé dans toutes les fibres de son être par son Dieu.

Nos ancêtres ont exprimé cette universelle suprématie de l'amour de Dieu envers l'homme dans la croyance que toute phase de la vie humaine est placée sous la lumière de la Providence divine, même dans le commencement invisible et informe de cette vie. Quand l'Écriture veut décrire la valeur personnelle de l'homme adulte, créé et appelé par Dieu d'une manière personnelle, elle remonte spontanément, en partant de l'expérience humaine, au tout premier commencement de cette vie dans le sein maternel. Comprendre dans la foi que tout homme a une valeur unique, c'est évoquer du même coup le respect scrupuleux pour la vie à naître.

Ainsi nous aussi nous devons apprécier la vie à naître à la lumière de notre foi, qui nous fait découvrir la valeur de tout homme né et ayant grandi. Car c'est le propre de chaque grossesse qu'un être humain va en naître, un être humain qui, avec la grâce de Dieu et notre aide, peut devenir un adulte avec une voca-

(\*) Traduction de l'*Institut pastoral des Pays-Bas*, revue d'après le texte néerlandais. Sous-titres de la DC. Nous rappelons la note doctrinale de la Commission épiscopale française de la famille (DC 1971, n. 1582, p. 285).



tion propre. C'est justement cette perspective qui, d'une part, peut faire d'une grossesse un problème si grave, mais aussi, d'autre part, définit la valeur de cette toute première phase de la vie humaine.

### **L'avortement n'est pas un droit moral**

Ainsi nous sommes persuadés que personne, même pas la femme enceinte, ne peut mettre fin à une grossesse en s'appuyant sur un droit moral quelconque. Pratiquer ce qu'on appelle l'« avortement sur demande » est incompatible, à notre avis, avec la responsabilité et la dignité qui nous sont données comme homme et comme chrétien, comme homme ou comme femme. Nous, les hommes, nous ne sommes pas libres de disposer à notre gré de la vie en gestation, pas plus que nous ne pouvons disposer comme nous l'entendons de la vie déjà née. Il s'ensuit que tout motif qui constitue une raison suffisante pour une régulation responsable des naissances n'est pas du même coup un motif suffisant pour justifier un avortement direct.

### **Les situations de conflit**

En disant cela nous ne nions pas qu'il puisse y avoir des cas où l'on se trouve placé devant le choix inévitable entre l'avenir humain d'une vie et celui d'une autre : par conséquent devant des situations conflictuelles où la décision entraîne nécessairement la conservation de l'une des vies et l'anéantissement de l'autre. L'Eglise n'a jamais nié l'existence de telles situations.

On devra toujours considérer que toute vie humaine, et donc la vie en gestation, nous impose le devoir de lui garantir un avenir humain. Les hommes ne sont pas libres de se débarrasser de ce devoir à leur gré par un avortement direct. Les perspectives pour la vie dans le sein maternel sont également déterminées par l'engagement actuel et futur en faveur de cette vie par toutes les personnes concernées.

### **Les devoirs envers la vie**

Nous avons la charge de notre prochain, que nous le voulions ou non. Chaque homme qui entre dans notre vie nous apporte de nouvelles exigences, qu'il soit le bienvenu ou non. L'Evangile nous invite à nous occuper particulièrement de tout homme qui dépend de nos soins et de notre aide : l'hôte, l'étranger, le malade, le malchanceux, l'homme sans défense. Dès les premiers siècles, le précepte évangélique qui nous demande de nous dévouer pour le prochain nécessiteux, et l'enfant en particulier, a influencé l'attitude chrétienne envers la vie à naître, cette vie qui dépend entièrement de notre sollicitude pour son développement ultérieur.

Un homme n'est jamais notre propriété ou notre possession. Pas même l'enfant. Il a été confié à nos soins, mais nous ne pouvons disposer de lui. Au contraire, nous devons l'aider à prendre sa vie en main, pour qu'il puisse donner à son tour tous ses soins à chaque

homme qu'il rencontrera sur le chemin de sa vie. C'est justement cette perspective — ce souci de l'enfant qui est déjà une personne autonome et est par là même appelé à suivre sa propre route — qui peut être la raison de ne pas désirer une grossesse. Mais c'est aussi cette perspective qui nous refuse le droit moral d'attaquer cette vie en devenir, même si elle n'est pas née, même si elle n'est pas désirée.

### **Notre contribution personnelle**

Nous nous rendons bien compte, par cette affirmation de la valeur de la vie à naître, que nous avons encore bien peu parlé de la solution des situations dramatiques et des conflits de conscience. Défendre le respect de la vie n'est pas une solution suffisante. Nous devons tous, en tant qu'hommes responsables, apporter notre concours, sur le plan social et personnel, pour que le sens de la responsabilité et le respect des normes puissent se maintenir. Ainsi les grossesses indésirables pourraient être prévenues et celles qui, en fait, ne sont pas désirées pourraient être entourées de plus de soins.

Les femmes en difficulté doivent être accueillies avec respect ; elles ont un droit moral à notre assistance.

### **Le sens des responsabilités dans les relations sexuelles**

C'est à nous de maintenir vivante dans notre société, au sein de toutes les générations, la conviction que la vie sexuelle exige une responsabilité mutuelle des époux envers la procréation d'une vie nouvelle et par conséquent envers la société où nous vivons.

Cela implique également le devoir de prévenir une grossesse désirée. Là où, pour des motifs valables, une grossesse est moins désirée ou n'est pas désirée, on doit rechercher une régulation des naissances qui puisse être acceptée en conscience. Pour cela, il est nécessaire de faire appel à des spécialistes compétents.

Les difficultés dans lesquelles se trouve une femme enceinte contre sa volonté tiennent souvent en grande partie aux préjugés sociaux et aux éventuelles réactions du mari, des parents, des membres de la famille ou d'autres personnes concernées. Tous ces facteurs peuvent accroître sa solitude et son malaise au point de la réduire parfois au désespoir. C'est le devoir du chrétien de démolir ces préjugés inhumains et de les remplacer par la compréhension, le pardon s'il le faut, et en tout cas l'assistance effective. Sur ce plan, nous voudrions pourtant souligner qu'une grossesse non désirée peut être également causée par des préjugés modernes qui exercent une pression funeste sur les jeunes, à savoir que l'on ne peut devenir une personne vraiment humaine sans commerce sexuel. La conviction de l'Eglise, selon laquelle le sens de la vie sexuelle est précisément garanti dans une vraie et permanente union de vie et par suite dans la fidélité conjugale, n'a nullement perdu sa valeur à notre époque.

### **L'assistance à la femme en difficulté**

Le rejet de l'avortement direct ne dispense nullement les intéressés de l'obligation d'aider

de toutes les manières une femme en difficulté. Il s'agit d'aider la femme à accepter sa grossesse et de favoriser du mieux possible les conditions de vie pour la mère et l'enfant. Une responsabilité particulière incombe à tous ceux qui, en vertu de leurs fonctions dans la santé publique, sur le plan physique et moral, sont confrontés avec le problème de la grossesse non voulue. Pour arriver au maximum d'assistance, on devra souvent exiger une collaboration intensive et désintéressée des experts. Ces problèmes demandent à être traités sur le plan social d'une façon bien coordonnée ; ils exigent aussi que soient développés à l'avenir les organismes chargés de l'assistance.

### L'adoption

Pour résoudre les problèmes posés par une grossesse non désirée, il existe une autre solution possible que nous voudrions mentionner : l'adoption. Nous savons bien que l'adoption ne peut apporter une solution réelle dans tous les cas. Mais nous regretterions qu'on la minimise. L'expérience nous montre que l'adoption contribue dans beaucoup de cas à donner satisfaction et bonheur aux intéressés.

### Le devoir propre aux croyants

Le croyant a une tâche propre dans ce domaine. Il s'agit de donner à la foi en la grâce divine la possibilité de se manifester là où les forces humaines font défaut. Quand le désir d'interrompre une grossesse est inspiré par un manque de confiance de la femme en elle-même, le croyant doit s'employer à rassurer la femme et à lui rendre confiance en elle. Quand ce désir est inspiré par la peur d'un avenir incertain, il doit témoigner dans les faits de l'espérance dans cet avenir. Quand enfin ce désir est inspiré par le sentiment d'être abandonné, le croyant doit être humainement proche de la femme dans sa détresse.

### Le sens de la souffrance

Ici encore la conception chrétienne de la valeur de la souffrance peut et doit être mentionnée. Tout en comprenant les difficultés, en apparence parfois insurmontables, qui sont liées à une grossesse non désirée, nous ne devons pas omettre de faire remarquer qu'il existe aussi des situations dramatiques dans d'autres cas. Cela apparaît en particulier lorsqu'on établit une comparaison avec les autres difficultés, si nombreuses, dans lesquelles un homme peut se trouver, souvent pour des causes qui dépassent totalement son pouvoir et qui ne peuvent être éliminées physiquement d'aucune manière. Dans tous ces cas, l'homme doit apprendre à vivre avec la situation donnée. Et plus il y réussira, plus il trouvera son développement comme homme et comme personne, et dans un sens spécial comme chrétien.

Pour la femme en état de grossesse non désirée, cette obligation a d'autant plus de force que le refus coûterait la vie à l'enfant à naître, abstraction faite des inconvénients éventuels d'ordre physique et psychique pour la femme elle-même. Il faut que tout homme en

difficulté puisse compter sur le secours de son prochain. Cela vaut d'autant plus pour la femme qui se trouve dans une situation pénible par suite d'une grossesse.

Il ne s'agit pas ici d'une glorification inhumaine de la souffrance : le chrétien doit tout faire pour prévenir la souffrance, pour la guérir et l'adoucir. Jésus a guéri beaucoup de gens, même en s'opposant aux préjugés religieux de son temps (Jn 9). La liberté avec laquelle il guérit les malades le jour du sabbat — contre la loi — fut pour ses ennemis l'occasion de chercher à « le perdre » (Mc 6, 3).

Cependant il nous faut éviter de poser l'idée de l'intégrité humaine de façon si absolue que l'on tendrait à supprimer toute souffrance coûte que coûte, au besoin en faisant disparaître la vie humaine elle-même. Dans cette conception, le sens de la vie humaine risque de signifier : être libre de toute souffrance. Ainsi on perd de vue les justes proportions. Ainsi on bloque peut-être une route qui passe par la souffrance, mais qui, à la fin, aboutit à un bonheur humain plus profond. Jésus, au Jardin des Oliviers, n'a pas glorifié la souffrance, mais il ne s'est pas soustrait non plus à sa mission. Cela l'a conduit vers la croix, mais en même temps vers sa propre glorification par le Père céleste. Ainsi une mission, et par là un sens profond, peut se cacher dans la souffrance pour qui sait accepter sa propre vocation inaliénable, qui lui est donnée par le fait de sa propre vie. Quand l'intégrité et la perfection font défaut à une vie humaine, le chrétien doit se rappeler que la fuite vers l'anéantissement de la vie n'est pas la vraie solution.

### Le problème sur le plan social

Nous ne fermons pas les yeux sur le fait que, dans notre pays, beaucoup de grossesses sont interrompues volontairement sans l'aide de personnes qualifiées ni sur le fait que les demandes d'avortement vont en augmentant. Cette situation pose des problèmes non seulement pour la santé publique, tant sur le plan physique que moral, mais elle révèle aussi un problème social, en ce sens que la structure actuelle de notre société rend difficile pour beaucoup de femmes de mener à terme une grossesse et d'éduquer un enfant.

Surtout, une telle situation soulève un problème d'ordre spirituel qui ne peut être résolu par des mesures d'organisation sociale. Il manque quelque chose au climat humain dans lequel nous vivons tous. Dans une société qui est capable de satisfaire un nombre limité de besoins humains de manière rationnelle, il semble que le sens et la valeur de la vie elle-même se soient obscurcis pour beaucoup de gens.

Ce n'est pas là un danger imaginaire. Une application plus libre et une extension des cas d'interruption de grossesse pourraient servir d'excuses pour ne pas remplir les devoirs essentiels que nous impose la société actuelle, devoirs qui exigent davantage, vont plus loin et plus profond, et en dernière analyse visent à un avenir plus humain pour tous. La douleur immédiate ressentie devant des cas particuliers ne doit pas nous amener à fermer les yeux,



mais, bien au contraire, à les ouvrir sur la nécessité d'améliorer les structures sociales et le climat spirituel de notre vie.

L'Eglise a pour mission de prêcher et rendre vivante l'idée que les hommes sont appelés à être proches les uns des autres dans la sollicitude et l'amour, à s'aider mutuellement à supporter la souffrance, à porter les fardeaux les uns des autres. Il est nécessaire de réaliser les conditions indispensables — matérielles, psychiques et sociales — pour que chacun puisse porter personnellement, en union avec les autres, sa pleine responsabilité humaine.

### Confiance

Vous comprendrez bien qu'il n'est pas dans

notre intention de rouvrir d'anciennes blessures dans la vie de certains hommes. Nous ne voulons pas non plus éveiller des sentiments accablants de culpabilité là où s'imposent la foi dans le pardon de Dieu, la foi dans sa force consolatrice qui peut toujours renouveler la vie de l'homme. Il ne s'agit pas de condamner des hommes, il s'agit de les exhorter à la confiance en la vie et de raffermir leur espérance. La foi que Dieu à la fin essuiera toute larme des yeux des hommes peut, dès maintenant, être une joie pour nous. Cette foi, pourtant, n'exclut pas la solidarité humaine : elle l'englobe au contraire. « Nous sommes en effet l'ouvrage de Dieu, créés dans le Christ Jésus en vue des bonnes œuvres que Dieu a préparées d'avance pour que nous y vivions. » (Ep 2, 10.)

## VERS UNE RÉFORME DE L'ORGANISATION FINANCIÈRE DE L'ÉGLISE EN FRANCE ?

*M. l'abbé Robert LEVET, attaché au Secrétariat général de l'épiscopat français pour les questions administratives, a présenté à la presse, le 18 février 1971, l'état de la recherche entreprise par le « Groupe national de travail sur la vie matérielle de l'Eglise », dont il est le secrétaire. Voici le texte de sa conférence de presse à laquelle ont également participé : Mgr CHAVANAT, chancelier de l'évêché de Lille, président de la Commission chargée de la vie matérielle du clergé, et M. Jacques ANTOINE, directeur à la SOFRES, expert du groupe (1) :*

### LE GROUPE NATIONAL DE TRAVAIL SUR LA VIE MATÉRIELLE DE L'ÉGLISE

#### Le point de départ

Mars 1969 : La décision est prise de tenir, en 1969, deux Assemblées évêques-prêtres.

Une enquête est lancée auprès de tous les prêtres de France sur les problèmes du clergé.

Pentecôte 1969 : Première Assemblée évêques-prêtres. A la suite du dépouillement de l'enquête, quatre thèmes sont retenus :

- Unités pastorales nouvelles ;
- Autorité et coresponsabilité ;
- Célibat sacerdotal ;
- Problèmes financiers du clergé et de l'Eglise.

Novembre 1969 : Deuxième Assemblée évêques-prêtres. En vue d'une étude de la réorganisation financière de l'Eglise en France, cette Assemblée crée un « Groupe national de travail sur la vie matérielle de l'Eglise ».

(1) Texte original.

#### Composition du groupe

Son président : Mgr Vignancour, archevêque de Bourges, président du Comité épiscopal financier.

Trente-six personnes représentant les neuf régions apostoliques. Pour chaque région : un évêque, un chancelier d'évêché, un prêtre du ministère, un laïc.

Deux prêtres et deux laïcs représentant les mouvements et secrétariats nationaux.

Trois religieux et trois religieuses.

Treize experts dont un théologien, un juriste, un spécialiste des problèmes comptables, trois spécialistes des problèmes d'assurance maladie et d'assurance vieillesse, un sociologue...

En tout : 55 personnes dont 18 laïcs.

#### Autorité du groupe

Ce groupe n'a pas pouvoir de décision. Il est « un lieu d'échange, un bureau d'étude et une instance qui prépare les orientations et les décisions à prendre par la Conférence épiscopale française ».

#### Organisation du travail dans le groupe

Le groupe s'est mis au travail le 14 février 1970. Il se réunit deux fois par an (février et juin).

Dès février 1970, le groupe a constitué cinq Commissions :

1. Commission doctrinale ;
2. Commission plan comptable ;
3. Commission biens immobiliers ;
4. Commission denier du clergé et traitement des prêtres ;
5. Commission retraite du clergé.

Une sixième Commission (organisation financière des organismes nationaux) est en voie de constitution.

Ces Commissions se réunissent environ tous les trois mois et travaillent aussi par correspondance.

## Le bilan après un an de travail

Quand on réfléchit à l'ampleur des problèmes abordés, on ne sera pas étonné que le travail de ce groupe n'ait pas encore abouti à des décisions prises par l'épiscopat. Mais plusieurs décisions vont intervenir bientôt (voir, plus loin, ce qui est dit des travaux des différentes Commissions).

### QUELQUES REMARQUES SUR L'ORGANISATION FINANCIERE ACTUELLE DE L'EGLISE EN FRANCE

#### 1. Les ressources ne sont pas centralisées dans un budget national

L'organisation financière de l'Eglise en France est très différente de celle de l'Etat.

Dans l'Etat, il y a des budgets communaux et des budgets départementaux, mais les grosses charges sont supportées par le budget national voté par la Chambre des députés (budget de l'Etat pour 1971 : 175 millions de francs, soit 17 500 milliards d'anciens francs).

Dans l'Eglise, la situation est tout à fait inverse : il existe un très modeste budget national (environ 1 800 000 francs, soit 180 millions d'anciens francs) qui permet à l'épiscopat de faire vivre ses secrétariats nationaux et de donner des subventions à des mouvements et organismes nationaux ou internationaux et à des diocèses pauvres.

Mais l'organisation financière de l'Eglise en France est avant tout diocésaine. Chaque diocèse a son budget et il n'y a pas de centralisation nationale des budgets diocésains.

#### 2. De très grandes différences entre les diocèses

Au lendemain de la séparation, chaque diocèse s'est organisé pour faire vivre ses prêtres et ses services généraux (secrétariat de l'évêché, séminaires, centrale des œuvres...).

On constate de très grandes différences d'un diocèse à l'autre :

— Différences dans les méthodes de collecte et de centralisation du denier (dans la plupart des diocèses, le denier collecté dans les paroisses est intégralement centralisé à l'évêché ; dans une dizaine de diocèses, il est conservé dans chaque paroisse, sauf une petite part qui est envoyée à l'évêché pour les besoins généraux du diocèse et pour le traitement des prêtres qui ne sont pas dans le ministère paroissial.

— Différences dans les méthodes de rémunération du clergé (voir plus loin, page 493).

— Différences dans les montants des traitements des prêtres.

— Différences dans les méthodes comptables...

Ces différences s'expliquent par la variété des habitudes locales, mais à notre époque où les diocèses travaillent davantage ensemble, beaucoup de prêtres et de laïcs sont étonnés de constater de telles divergences.

### LE POINT SUR LE TRAVAIL DES DIFFERENTES COMMISSIONS

#### Une loi-cadre qui donne un esprit

(Commission doctrinale)

Si on réforme les finances de l'Eglise, ce n'est pas seulement pour que l'organisation soit meilleure. C'est

pour que l'esprit évangélique soit mieux vécu dans l'Eglise. Une réflexion doctrinale et spirituelle doit sous-tendre toutes les réformes envisagées.

C'est dire l'importance des travaux de la Commission doctrinale. Un « manifeste », une « loi-cadre » est en préparation. Le texte proposé par la Commission doctrinale a été discuté et retravaillé par les membres du groupe le 13 février 1971.

Quelques problèmes abordés dans ce texte :

L'Eglise ne serait pas l'Eglise du Christ si elle ne signifiait pas la béatitude de la pauvreté... Comment l'Eglise témoigne-t-elle de la pauvreté ?

Comment déterminer quel peut être le train de vie de l'Eglise dans un pays donné ? Peut-on simplement tenir compte de l'environnement immédiat ou faut-il également avoir égard aux pays lointains plus pauvres qui se scandaliseraient de ce train de vie ?

Si, jadis, l'argent servait surtout de « réserve », nous sommes à une époque où l'argent doit « circuler ». L'Eglise a-t-elle le droit de garder en réserve des biens inutilisés ? Et si l'Eglise n'a pas besoin de ces biens, d'autres en ont besoin à qui l'Eglise peut les louer ou les donner.

L'imprévoyance ne peut être un principe évangélique, mais bien la confiance dans la communauté chrétienne de demain. N'y aurait-il pas une anomalie si l'Eglise voulait plus de garanties pour son avenir que les parents n'en veulent pour leurs enfants ?

#### Une meilleure comptabilité pour plus de clarté dans les comptes

(Commission plan comptable)

Les finances ne doivent pas être un sujet tabou. L'Assemblée évêques-prêtres de 1969 a demandé que la clarté soit faite dans le domaine financier. Les prêtres, les laïcs ont le droit de connaître les comptes...

Mais encore faut-il que ces comptes soient compréhensibles !

La Commission dont nous parlons prépare des plans comptables qui seront proposés à tous les diocèses :

— Plan comptable pour les petites paroisses ;

— Plan comptable pour les grandes paroisses ou pour les secteurs pastoraux ;

— Plan comptable diocésain...

Si toutes les paroisses, si tous les diocèses utilisaient le même plan comptable, il serait plus facile de comparer les budgets... Pourquoi l'Eglise bouderait-elle des méthodes de gestion claires et modernes ?

#### Une réflexion pastorale sur le patrimoine immobilier de l'Eglise

(Commission biens immobiliers)

1. Dans ce domaine également, il faut d'abord bien connaître la situation.

Quelques diocèses et quelques congrégations religieuses ont un fichier des immeubles qu'ils possèdent. Mais pas tous.

La Commission « biens immobiliers » va bientôt proposer aux diocèses et aux congrégations religieuses, des fiches qui leur permettront de recenser les immeubles leur appartenant.

2. Dans une deuxième étape, la Commission fournira une grille de réflexion pastorale afin que les



diocèses et les congrégations religieuses adoptent une *politique immobilière* inspirée à la fois par le souci d'une saine gestion financière et par la fidélité à l'esprit du Christ.

Précisons d'ailleurs que certains diocèses et certaines congrégations religieuses ont déjà ce souci : ici, on a revendu tel immeuble devenu inutile, là on a utilisé tel autre immeuble de manière plus fonctionnelle.

## Un régime de retraite pour le clergé

### (Commission retraite du clergé)

Les prêtres âgés ne sont pas sans ressources et l'Eglise n'a pas attendu que se créent en France des régimes de retraite pour assurer leur subsistance.

Cependant, les mentalités évoluent. *Beaucoup de prêtres désirent bénéficier d'un véritable régime de retraite* : c'est pour eux une question de dignité, de liberté, de sécurité.

Les prêtres, les religieux et les religieuses ont, depuis 1950, leur *régime autonome d'assurance-maladie* : la Mutuelle Saint-Martin. Et, depuis 1968, les religieux et les religieuses ont institué un régime autonome d'assurance-vieillesse.

L'Eglise en France instituera-t-elle demain une *Caisse nationale d'assurance-vieillesse du clergé* ?

La Commission « retraite du clergé » a préparé trois projets de régime de retraite. Elle les a envoyés à tous les diocèses en janvier 1971.

Dans chaque diocèse, une Commission de dix, vingt, trente prêtres étudie ce dossier. Les réponses des diocèses commencent à arriver.

Si les diocèses le désirent, il sera sans doute possible de créer, dès 1971, cette Caisse nationale de retraité du clergé.

## LES PREMIERS RESULTATS D'UNE VASTE ENQUETE SUR LA REMUNERATION DU CLERGE

### (Commission denier du clergé et traitement des prêtres)

Un questionnaire de quinze grandes pages sur les problèmes de la rémunération du clergé a été envoyé à tous les diocèses de France en juin 1970. 89 diocèses ont répondu sur 90. L'ensemble des réponses représente une pile de 30 cm de hauteur...

Un premier dépouillement a été fait : *la synthèse des réponses représente une centaine de pages avec des tableaux et des cartes.*

La Commission dont nous parlons va maintenant réfléchir sur cet énorme matériau et elle fera des propositions à l'épiscopat.

Dès maintenant, nous pensons que vous serez heureux d'avoir quelques précisions sur les résultats de cette enquête. Elles seront groupées autour de deux titres :

1. Le denier du clergé.
2. Les ressources des prêtres.

### I. — Denier du clergé

#### 1. Total de la collecte

En chiffres absolus, la collecte du denier du clergé représente, pour l'ensemble de la France, une somme que l'on peut estimer à environ 140 millions

de francs (14 milliards d'anciens francs), ce qui correspond approximativement à une moyenne de 3 F nouveaux par catholique. Mais cette moyenne est très différente selon les diocèses.

### 2. Moyenne du denier par habitant

Se reporter à la carte ci-contre. A propos de cette carte, deux remarques importantes :

a) C'est une carte relative à la seule collecte du denier du clergé. Ce n'est donc pas la carte de la générosité des catholiques envers l'Eglise. Car les fidèles, dans des proportions variables selon les régions, fournissent aussi des dons en nature et ils versent de l'argent pour les écoles libres, pour les missions, pour le Secours catholique, pour leur paroisse (quêtes dominicales...), etc.

b) Cette carte a été dressée sur les chiffres de 1966-1967 : il y a donc quelques petites divergences avec les chiffres de 1969 cités ci-après.

#### A. — Taux de la moyenne par habitant

Cette moyenne varie de 6,60 F à 1 F selon les diocèses.

Diocèses à plus forte moyenne :

— Au-dessus de 6 F : les diocèses de Savoie, l'Ar-dèche, le Jura.

— Entre 6 F et 5 F : la Lozère, la Meuse, la Haute-Loire, l'Aveyron.

— Entre 5 F et 4,40 F : l'Ariège, le Cantal, les Hautes-Alpes, les Pyrénées-Atlantiques, la Manche, les Vosges, le Doubs...

Diocèses à faible moyenne :

— Les diocèses de la côte méditerranéenne, quelques diocèses bretons, des diocèses de la région parisienne.

#### B. — Quelques facteurs qui ont une influence sur cette moyenne

La moyenne est plus forte dans les diocèses où la population est plus pratiquante.

Par ailleurs, cette moyenne a actuellement tendance à baisser dans les diocèses où les *revenus moyens par habitant* sont plus importants et aussi dans les diocèses qui *s'urbanisent*. (Il s'agit d'une tendance constatée dans un certain nombre de diocèses. Mais l'expérience de certains diocèses, par exemple : Lille, montre que le sens de cette tendance peut être inversé.)

### 3. Une collecte en augmentation

Entre 1967 et 1970, la collecte du denier a été *en augmentation dans tous les diocèses*, mais selon des proportions variées. Sur 77 diocèses pour lesquels le calcul a pu être fait :

— Ont connu une augmentation de *moins de 5 %* par an : 19 diocèses.

— Ont connu une augmentation de 5 à 8 % par an : 37 diocèses.

— Ont connu une augmentation de 8 à 13 % par an : 18 diocèses.

— Ont connu une augmentation de *plus de 13 %* par an : 3 diocèses (Pyrénées-Orientales, Nord-Lille, Ardèche).

### 4. La campagne du denier renouvelle ses méthodes

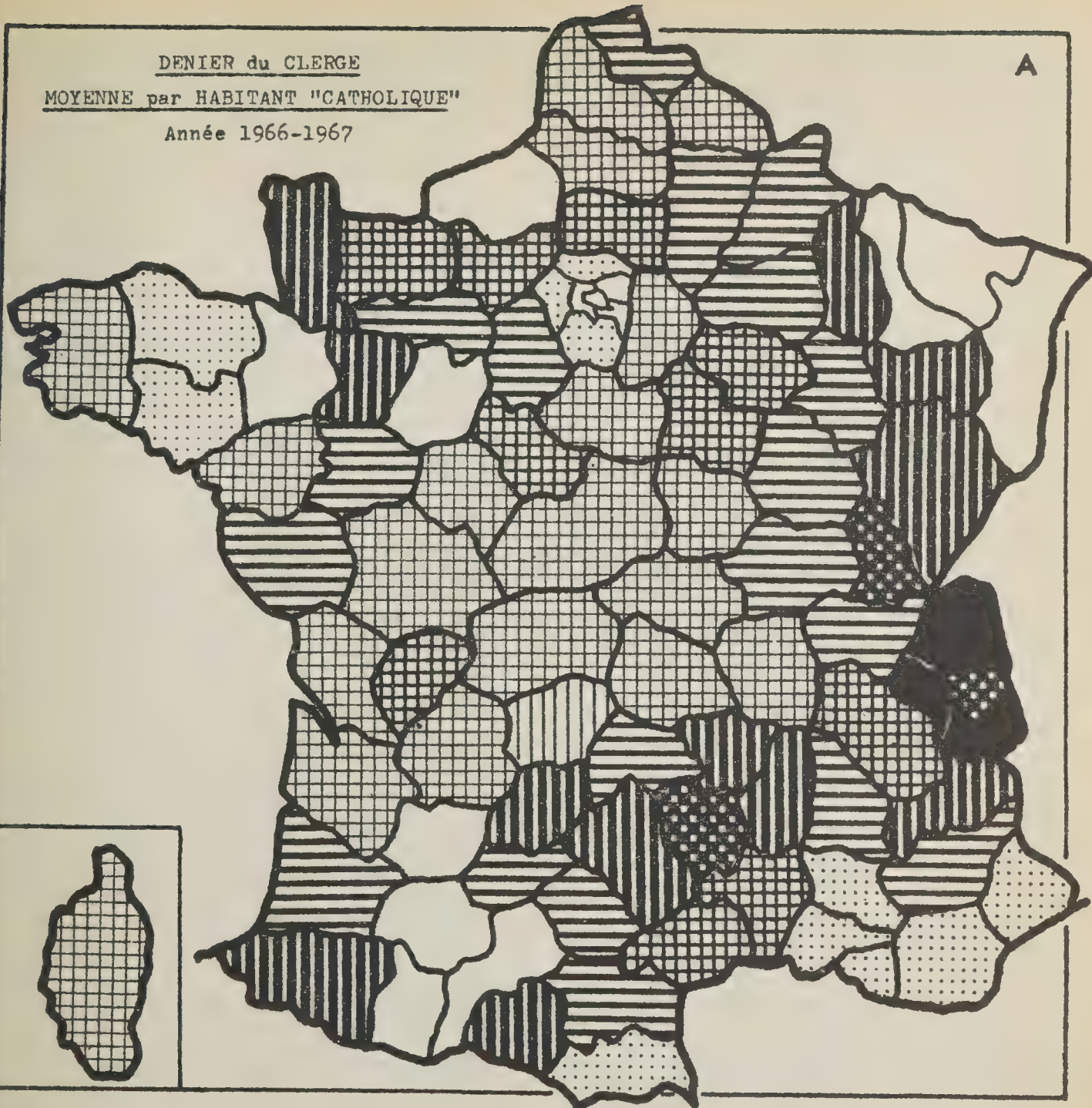
Une certain nombre de diocèses essaient de *re-penser les méthodes de la campagne du denier du clergé*.

# DENIER du CLERGE

MOYENNE par HABITANT "CATHOLIQUE"

Année 1966-1967

A



En francs:



1 à 1,49



2 à 2,49



3,50 à 4,49



5,50 et plus



1,50 à 1,99



2,50 à 3,49



4,50 à 5,49



pas de centra-  
lisation ou  
pas de rensei-  
gnement

(Cette carte est commentée ci-contre dans le texte sur le denier du clergé)



Les tracts envoyés aux fidèles sont travaillés par des Comités dans lesquels des *laïcs de différents milieux sociaux* ont une part très active (on ne peut rédiger de la même façon le tract pour les zones urbanisées et le tract pour les zones rurales).

Dans plusieurs diocèses, on suggère aux fidèles de s'acquitter de leur cotisation au denier du culte en *plusieurs versements échelonnés* au cours de l'année, ce qui permet certainement une augmentation des cotisations...

## II. — La rémunération du clergé (2)

Depuis quelques années, un certain nombre de diocèses ont modifié plus ou moins profondément leurs méthodes de rémunération des prêtres, dans le souci d'une plus grande conformité à l'Évangile : on a voulu que les ressources soient partagées plus fraternellement entre les prêtres.

### 1. D'un budget global à un double budget

Auparavant, la rémunération versée à chaque prêtre se composait d'une somme unique qui était généralement proportionnée à l'importance du poste. Un évêque recevait plus qu'un vicaire général, qui lui-même recevait plus qu'un curé. Cela s'expliquait par une différence des frais « professionnels » de chacun.

Aujourd'hui, une méthode nouvelle a tendance à s'instituer dans les diocèses. On distingue deux parties dans le budget du prêtre :

1. *La part « fonctionnelle »* : frais de déplacements professionnels, de secrétariat, etc. Ces frais sont remboursés selon des barèmes propres à chaque diocèse et en tenant compte des situations différentes : un curé de campagne reçoit plus de remboursement pour ses déplacements qu'un curé de ville.

2. *La part « personnelle »* : dépenses de nourriture, d'habillement, de culture, de loisirs, de charité, etc. Dans chaque diocèse, on cherche à uniformiser cette part « personnelle » des ressources du clergé.

### 2. D'un système individualiste à un système de partage fraternel

Il existe actuellement trois systèmes différents de rémunération du clergé. Dans tous les diocèses, il y a une collecte pour les prêtres, connue sous le nom de « denier du clergé ». Mais les sommes ainsi collectées ne suivent pas dans tous les diocèses le même circuit et elles ne sont pas réparties selon les mêmes principes.

#### 1<sup>re</sup> MÉTHODE :

*Le traitement d'un prêtre de paroisse est constitué par le denier qu'il collecte.*

Par exemple, un prêtre de paroisse collecte 8 000 F pour le dernier du clergé. Le règlement financier de son diocèse lui demande d'en envoyer un certain pourcentage (par exemple 10 %) pour les autres besoins du diocèse (secrétariat de l'évêché, centrale des œuvres et des mouvements, prêtres qui ne sont pas en ministère paroissial...). Il garde le reste comme traitement.

Ce système est très simple, mais, aux yeux de beaucoup de prêtres, il présente le grave inconvénient d'aboutir à des traitements très différents d'une paroisse à l'autre.

Il y a quelques années, ce système était en usage dans une dizaine de diocèses. Actuellement, il n'est plus guère utilisé que dans quatre diocèses.

#### 2<sup>e</sup> MÉTHODE :

*Le denier est centralisé et partagé équitablement entre tous les prêtres.*

« Équitablement » ne veut pas dire que chacun reçoive de l'évêché le même traitement. Car l'allocation versée par l'évêché n'est que l'un des éléments de la rémunération du prêtre qui reçoit aussi des honoraires de messe, des dons en nature plus ou moins importants et un certain « casuel » (on appelle ainsi la part qui revient au prêtre quand un mariage ou un enterrement est célébré par la paroisse).

Comme il y a des différences dans le montant du casuel reçu par les prêtres, l'allocation versée par l'évêché est plus importante pour les petites paroisses dans lesquelles il y a moins de casuel. Ainsi, dans tel diocèse, cette allocation varie de 3 760 F pour les prêtres n'ayant pas 600 paroissiens à 1 320 F pour les prêtres ayant plus de 8 000 paroissiens. Autrement dit, cette allocation est un élément de compensation, de péréquation.

Malgré cela, des différences quelquefois assez grandes subsistent cependant entre les ressources perçues par les prêtres d'un même diocèse.

Et c'est pourquoi, dans un nombre de paroisses où de secteurs paroissiaux d'abord limité, puis de plus en plus grand, les prêtres ont spontanément décidé de mettre en commun le casuel. Chacun apporte à une caisse commune la somme qu'il a reçue à ce titre et le total est partagé à égalité entre tous les prêtres de la paroisse ou du secteur.

#### 3<sup>e</sup> MÉTHODE :

*Un traitement fixe égal pour tous :*

Des expériences spontanées ont permis l'institution dans quelques diocèses d'une méthode nouvelle. Elle est en usage à Angers, Lille, Paris (3), Reims, Rennes... et, à titre facultatif, dans quelques autres diocèses.

On détermine le traitement mensuel qui paraît nécessaire aux prêtres : par exemple, 870, 720, 675 F... Le prêtre reçoit ce traitement, mais il reverse à la caisse diocésaine ou locale toutes les ressources qui lui parviennent directement : honoraires de messe, offrande à l'occasion des services religieux, sommes correspondant aux dons reçus en nature, salaire perçu par les prêtres qui exercent un travail professionnel...

Sur quelle base est calculé ce traitement mensuel ? Le montant en est fixé pour que, une fois payés les frais de nourriture, chauffage..., il reste chaque mois au prêtre une somme fixe pour ses dépenses personnelles : habillement, déplacements personnels, culture (livres, revues), loisirs, correspondance, charité... Actuellement, cette somme varie, selon les diocèses, entre 220 et 430 F.

Il est facile de voir que cette méthode nouvelle réalise vraiment entre les prêtres un partage fraternel des sommes versées par les fidèles. Et les frais de fonction étant remboursés par ailleurs, tous les prêtres d'un diocèse, de l'évêque au plus jeune prêtre, reçoivent vraiment la même rémunération pour leurs dépenses personnelles.

Dans les professions ordinaires, il n'en est pas ainsi. Mais, précisément, une telle égalité ne manifeste-t-elle pas que le sacerdoce n'est pas un métier comme un autre ? Et ne donne-t-elle pas le témoignage d'une véritable fraternité évangélique ?

(2) Nous reproduisons, pour cette dernière partie, le texte publié dans *SNOP*, 22 février 1971.

(3) Cf. *DC* 1969, n. 1543, p. 636 et s. (*NDLR*.)



# Événements et Informations

## FRANCE

— Décerné le 30 mars pour la dix-septième fois, par l'Association des écrivains catholiques, la revue « *Eccllesia* » et la librairie Arthème Fayard, le grand prix catholique de Littérature a été attribué à l'unanimité à Patrice de la Tour du Pin pour son dernier ouvrage « *Une lutte pour la vie* » et pour l'ensemble de son œuvre. (« *La Croix* », 1<sup>er</sup> avril.)

— Mgr Bernard Jacqueline, rédacteur à la S. congrégation pour l'Évangélisation des peuples et la Propagation de la Foi, a soutenu avec succès en Sorbonne, le 30 janvier dernier, sa thèse : *Episcopat et Papauté chez saint Bernard de Clairvaux*. Il a été reçu docteur ès-lettres avec la mention « très honorable ». (« *Semaine religieuse de Coutances et Avranches* », 18 février.)

Aperçu de cette thèse : saint Bernard se situe dans le courant réformateur des Chamoines réguliers et de Cîteaux, mettant l'accent sur la « *vita apostolica* », la pauvreté, le respect de l'autorité épiscopale et l'évangélisation. Il prépare par là la réforme d'Innocent III, marquée par la place tenue par les Mendicants et les Frères prêcheurs. Il insiste sur la nécessité d'une Eglise servante et pauvre « *non dominium sed ministerium* » ; il est attaché au principe de subsidiarité dans le respect de la plénitude de pouvoir du Pape, mais aussi des autorités intermédiaires, patriarches, primats, archevêques, évêques : cela lui fait déplorer l'abus des appels, de l'exemption et les procédés de certains légats... L'idéal épiscopal qu'il propose dans la « *Vita Malachiae* » est celui d'un évêque missionnaire vivant modestement. (« *Ibid.* » 1<sup>er</sup> avril.)

— Situation actuelle des Conseils presbytéraux en France. — Alors qu'il n'y en avait que 48 en 1968, dans les 92 diocèses français, on en comptait 84 fin 1970. Seuls huit diocèses n'en ont pas encore. Dans un premier temps, ils se sont surtout préoccupés des problèmes concernant le clergé : séminaires, conditions de vie matérielle du prêtre, équipes sacerdotales, structures des doyennés, des zones pastorales, création d'unités

pastorales nouvelles. Par contre, ils ne se sont encore que très peu préoccupés des questions concernant l'apostolat des laïcs. Ils sont comme des « *chambres d'écoute* », et n'ont qu'une voix consultative. Le Conseil presbytéral se trouve dans la situation classique des corps intermédiaires. (« *La Croix* », 3 avril.)

— A partir du 4 avril, et pour répondre au vœu exprimé par la très grande majorité de son public, « *la Croix du Midi* » se présentera à ses lecteurs selon une formule toute nouvelle : imprimée en format tabloïd, « *la Croix* » offrira deux cahiers : l'un de 12 pages sera consacré à l'actualité religieuse, économique, culturelle (internationale, nationale, régionale), le second, spécifiquement réservé à l'information diocésaine et locale de chacun des sept départements, se présentera sous le titre : « *Actualité de l'Aude, du Gard, de l'Ariège, du Tarn, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, de la Haute-Garonne et de Toulouse...* Le prix de vente du numéro est un franc. (« *Foi et vie de l'Eglise du diocèse de Toulouse* », 4 avril.)

— « *Présence et dialogue* » du 2 avril annonce que : « Par décision du Saint-Siège et sur la demande de Mgr l'Archevêque, M. Jean Boulier a pris place à nouveau dans le clergé de Paris. » L'abbé Boulier avait été autrefois l'objet de diverses sanctions canoniques pour ses idées et ses actions « progressistes », sa participation au « *Mouvement de la paix* » et ses contacts avec les pays de l'Est. En 1949, le cardinal Suhard, suivi par d'autres évêques, lui avait interdit de prendre la parole dans son diocèse. Le 9 septembre 1950, le cardinal Feltin le frappait d'interdit et le 21 mars 1962, il était réduit à l'état laïc par le Saint-Office. (« *La Croix* », 6 avril.)

— Le 6 avril, clôture des trois journées des *Rencontres nationales des quatre branches de la Jeunesse étudiante chrétienne* (JEC), à Angers, qui ont dégagé les caractères propres aux travaux de chacune des branches (les adolescents (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>), enseignement technique, classes préparatoires aux grandes écoles, aînés (2<sup>e</sup>-1<sup>re</sup> terminales). La présidente, Mlle Marie-

Amélie Toulemonde, a fortement insisté pour que la JEC se livre à une recherche rigoureuse sur la réalité et le sens de la foi chez les jeunes, ainsi que sur leur sens de la vie en communauté d'Eglise. (« *Ibid.* »)

— Le Comité permanent des religieux, organe exécutif de l'Union des supérieurs majeurs de France (USM) a élu, le 7 avril, comme président de l'USM pour une période de trois ans, le P. Emmanuel Brajon, religieux assomptionniste. Né à Viviers (Ardèche), le 18 juillet 1924, le P. Brajon, après avoir été Provincial de Paris, est, depuis 1967, Provincial de France des Assomptionnistes. Il succède au P. Olphe-Gaillard, Bénédiction, Abbé de Sainte-Marie de la Source, à Paris, qui, président de l'Union depuis sa fondation, en 1950, avait donné sa démission pour raison de santé. (« *La Croix* », 9 avril.)

— On lit dans « *Nouvelle République* » du 31 mars : « Dans le cadre de l'expansion de ses activités, le groupe Dolfus-Mieg et Cie vient de prendre le contrôle de la Société Maison Mame, la très ancienne maison d'impression et d'édition installée à Tours depuis près de deux cents ans. Des pourparlers engagés, il y a quelque temps, ont permis, en effet, de dégager la base d'un accord aux termes duquel la Société des arts graphiques DMC reprendra la majorité du capital de Mame. » L'imprimerie Mame, universellement réputée, fondée en 1787, s'était spécialisée dans l'édition des livres liturgiques. La maison Mame ne représente pas seulement un capital matériel et financier considérable, elle est, avant tout, l'histoire d'une famille et d'une industrie liée à la vie et à la renommée d'une province. « Cette opération, selon le communiqué officiel, devra permettre le développement des activités de la Maison Mame ; c'est dans cette optique qu'elle a été réalisée. » (« *La Semaine religieuse de Tours* », 9 avril.)

— Deux mille garçons et filles de 13 à 15 ans de toutes les régions de France, ainsi que des « observateurs » belges, anglais, italiens, espagnols, appartenant à la branche aînée du mouvement *Jeunes témoins du Christ*, se sont rencontrés à Orléans pour un



rassemblement national de trois jours, ponctué par une marche de prière vers Notre-Dame de Chartres où une célébration eucharistique devait mettre fin au Congrès. Trois témoignages ont été apportés aux jeunes : celui de l'abbé Pierre, du pilote de *Concorde*, André Turcat, qui situa la place du chrétien dans l'effort et la réussite technique, l'ordination du diacre Antonio Moreno. (« *La Croix* », 9 avril.)

— *La Province de France de la Société des Pères Blancs a été reconnue légalement.* (Décret du « *Journal Officiel* » du 10 avril.)

— Le 10 avril, mort à Fontainebleau du romancier et critique littéraire André Billy, à l'âge de 88 ans. Préoccupé par les problèmes de la foi, il avait fait de ses inquiétudes le sujet de romans : « *L'Approbaniste* » (1938), « *Introït* » (1939), « *le Narthex* » (1950), « *l'Allegretto de la septième* » (1960) et « *Sur les bords de la Veule* » (1965). Il a également consacré des biographies à Baudelaire, Sainte-Beuve, Balzac, Diderot, les frères Goncourt, Stendhal, Mérimée, Max Jacob, Apollinaire. On lui doit enfin différents livres de souvenirs : « *la Terrasse du Luxembourg* », « *le Pont des Saint-Pères* », « *le Balcon au bord de l'eau* » et « *les Beaux Jours de Barbizon* ». Mais André Billy était sans doute avant tout journaliste ; il fut tour à tour critique et chroniqueur aux « *Annales* », au « *Mercur* de France » et au « *Figaro* ». Il avait été élu membre de l'Académie Goncourt en 1943. Après sa mort, Alexandre Arnoux en devient le doyen d'âge. Le grand prix national des Lettres avait couronné en 1954 l'ensemble de son œuvre.

— Le 10 avril, mort à l'hôpital Saint-Jacques de Paris du peintre Marcel Gromaire, à l'âge de 78 ans. Sa carrière fut consacrée à la peinture, à la gravure et, pendant quelques années, à la tapisserie. Commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre des arts et des lettres, lauréat du prix Carnegie en 1952, du prix Guggenheim en 1956, grand prix national des Arts en 1959, Marcel Gromaire avait su rester un homme très simple, presque secret. Parmi ses œuvres mondialement connues, citons : *les Musiciens mendiants*, *la Gare*, *le Faucheur flamand*, *la Guerre*.

## ÉTRANGER

### BELGIQUE

— Le dimanche de Pâques, 11 avril, messe pontificale concélébrée en la cathédrale de Tournai par l'évêque

du diocèse, Mgr Himmer, entouré de nombreux prêtres. Cette messe, télévisée en Eurovision, est le point de départ des cérémonies du VIII<sup>e</sup> centenaire de la cathédrale. L'histoire européenne de « Tournai-la-Française » sera largement évoquée dans les semaines et les mois à venir. (« *La Croix* », 10-11 avril.)

### BRESIL

— Dom Helder Camara, archevêque de Recife, a été élu membre du Conseil scientifique de l'Institut de recherche sur la paix internationale de Stockholm. Les représentants de plus d'un million de travailleurs hollandais appuient sa candidature au prix Nobel. (« *Ibid.* », 1<sup>er</sup> avril.)

— Le tribunal militaire de Sao Paulo a condamné, le 31 mars, à quatre mois de prison « pour activités subversives » le prêtre italien Giulio Vicini arrêté le 27 janvier dernier. L'assistante sociale Yara Spadini, arrêtée en même temps que lui, a été acquittée pour insuffisance de preuves. Tous deux ont été torturés par la police. (« *Ibid.* », 3 avril ; cf « *DC* » 1971, n. 1581, p. 244.)

### ÉTATS-UNIS

— Une religieuse catholique, Sœur Hélène Volkomenner, a été nommée conseillère exécutive de la division féminine pour l'éducation et la formation au Conseil de l'Eglise méthodiste unie missionnaire des États-Unis. Sœur Hélène est vraisemblablement la première catholique à occuper un tel poste. Elle enseigne à temps partiel la philosophie ainsi que la sociologie au collège Suedoregon à Ashland et a dirigé le programme du Centre interculturel de documentation (CIDOC) à Cuernavaca, Mexique. (« *SOEPI* » mensuel, avril.)

— Mort, à New York, le 6 avril, d'Igor Stravinsky. Il était âgé de 88 ans. Né à Orianenbaum (banlieue de Saint-Petersbourg) le 5 juin 1882, il était le fils d'un baryton du Théâtre impérial. Formé à l'école de son père et de l'illustre Rimsky-Korsakov, Stravinsky rencontre en 1910 l'homme de son destin musical : Serge Diaghilev, animateur des « Ballets russes ». De 1910 à 1929, date de sa mort, Stravinsky composa pour lui la musique de huit ballets dont *l'Oiseau de feu*, présenté à Paris le 25 juin 1910 et accueilli comme un chef-d'œuvre, alors que *le Sacre du printemps* devait donner lieu, le 29 mai 1913, au Théâtre des Champs-Élysées, à une véritable « bataille d'Hernani ». Installé en Suisse en 1914, nationalisé français en 1934, Stravinsky compose abondamment : *Symphonie pour instruments*

à vent (1920), *Octuor* (1923), *Concerto pour piano et orchestre* (1924). A partir de 1926 (*Œdipe-Rex*), il abandonne ses recherches harmoniques en faveur d'un néo-classicisme que le critique Robert Kemp comparera à « du Rossini, orchestré par Ravel ». Réfugié aux États-Unis dès le début de la Seconde Guerre mondiale, il devient citoyen américain en 1945. En 1953, nouvelle mutation : Stravinsky se rallie à la musique sérielle de Schönberg avec son *Septuor* suivi du *Canticum sacrum* (1956). Le ballet *Agon* (le combat, 1957) et la cantate *Abraham et Isaac* (1964) dédiée au peuple d'Israël. L'œuvre et la personne de Stravinsky ont été honorées des plus hautes récompenses : la médaille d'or Sibelius (véritable prix Nobel de la Musique) en 1955, et le prix Sonning, en 1959. Le compositeur sera inhumé ultérieurement dans le carré russe du cimetière San Michele de Venise. (« *La Croix* », 8 avril.)

### ETHIOPIE

— L'élection de l'abouna (évêque) Théophilos comme patriarche de l'Eglise éthiopienne orthodoxe a été approuvée, le 7 avril, par l'empereur Haïlé Sélassié. Le nouveau patriarche avait été élu la veille par un collège électoral composé de clercs et de laïcs. Il a obtenu 123 voix sur 144 suffrages exprimés. L'abouna Théophilos, âgé de 64 ans, était archevêque de Harrar depuis 1951. C'est un homme libéral et un réformateur dont on attend beaucoup pour le renouveau d'une Eglise qui compte 15 millions de fidèles. (« *Ibid.* », 9 avril.)

### ISRAEL

— « Israël est maintenant en droit d'assurer la garde des Lieux saints à Jérusalem », a déclaré, le 12 avril, M. Zerah Wahrhaftig, ministre israélien des Affaires religieuses, à un groupe de pèlerins. « Israël, a-t-il dit, qui sait mieux que n'importe quel autre pays ce que sont les profanateurs, accomplira son devoir dans les meilleures conditions. » Cette déclaration est considérée par les observateurs comme une réponse aux récentes publications du Vatican sur les Lieux saints. Le ministre a ajouté que « pendant dix-neuf années de domination jordanienne personne ne s'était ému des dégradations subies par les monuments religieux juifs et par l'interdiction d'y accéder ». (« *Ibid.* », 15 avril.)

### PAYS-BAS

— Le nombre des ordinations sacerdotales en Hollande est tombé de 323 en 1950 à 110 en 1969 et à 48 en 1970.



indique un rapport qui vient d'être publié par l'Institut national catholique néerlandais de recherches socio-religieuses. Ce rapport indique encore qu'en 1969, 244 prêtres ont abandonné le ministère et il y a eu 106 décès; en 1970, 243 prêtres ont quitté le ministère et 227 sont décédés. Les chiffres des départs des prêtres étaient de 11 en 1960, 74 en 1966, 155 en 1967. Il y a en Hollande 5 300 000 catholiques pour une population de 13 millions d'habitants. Il y a environ 13 000 prêtres néerlandais, dont 5 000 exercent leur ministère à l'étranger. (« *Ibid.* », 1<sup>er</sup> avril.)

## POLOGNE

— Une Assemblée plénière de l'épiscopat polonais vient de se tenir les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril à Varsovie. Le cardinal Wyszynski, primat de Pologne, a rendu compte aux évêques de l'entretien qu'il a eu avec le premier ministre polonais le 3 mars dernier, entretien qui semble avoir été l'occasion d'une certaine détente entre l'Eglise et l'Etat. Le secrétaire de l'épiscopat, Mgr Dabrowski, a présenté au rapporteur les conversations qui ont eu lieu ces derniers temps entre les évêques et le gouvernement sur la restitution à l'Eglise de ses propriétés dans l'Ouest et le Nord de la Pologne. Mais ce qui retient surtout l'attention des observateurs est un autre signe de détente : pendant huit minutes, le cardinal Wyszynski a reçu en audience privée M. Georg Leber, ministre des Transports et des Postes de l'Allemagne de l'Ouest et membre du Comité central des catholiques allemands. Le ministre fédéral « a remis un don au cardinal pour le sanctuaire de Czeszochowa (le Lourdes polonais), en signe du développement de la paix entre les peuples ». C'est la première fois depuis la dernière guerre qu'un primat de Pologne accorde une audience, même à titre « privé », à un membre du gouvernement de Bonn. (« *Ibid.* », 6 avril.)

## PORTUGAL

— Le 30 mars, le tribunal criminel de Lisbonne a condamné le prêtre angolais Joaquim Pinto de Andrade, accusé avec neuf autres personnes de menées séparatistes, à trois ans de prison ferme, quinze ans de suspension des droits civiques, mesures de sécurité de six mois à trois ans, ce qui correspondra, après la sortie de prison, à trois ans de résidence surveillée par périodes de six mois renouvelables. Docteur de l'Université grégorienne, chancelier de l'archevêché de Luanda, prédicateur

remarquable, dévoué aux familles victimes de la police portugaise, frère de Mario de Andrade, qui fut longtemps responsable de la coordination des mouvements de libération des colonies portugaises d'Afrique, le P. de Andrade était visé parce qu'il symbolise ce que pourrait être un Angola indépendant. M<sup>e</sup> Ravon, avocat à la Cour de Paris et observateur de l'Association internationale des juristes démocrates, a qualifié ce procès « d'apparence de justice ». Le P. de Andrade a toujours protesté de son innocence. (« *Ibid.* », 1<sup>er</sup> avril.)

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— L'abbé Gilbert Rego évêque de Simla et Chandigarh, Inde (« *OR* », 1<sup>er</sup> avril.) — Mgr Jesus Pla Gandia et l'abbé José Gea Escolano auxiliaires de l'archevêque de Valence, Espagne (« *Ibid.* ») — Le P. Juan Rodolfo Laise, FMC, coadjuteur avec droit de succession de Mgr Carlos M. Cafferata évêque de San Luis, Argentine, et administrateur apostolique « sede plena » du même diocèse. (« *OR* », 8 avril.) — Le Saint-Père a approuvé l'élection du P. Hemaigh Ghedighian, de la congrégation des Mechitaristes de Venise, élu canoniquement par le Synode arménien comme vicaire général du diocèse patriarcal. (« *OR* », 10 avril.)

### DECES

— Du cardinal Michael Browne, le 31 mars, à Rome. (« *OR* », 1<sup>er</sup> avril. Sa biogr. « *DC* » 1955, col. 699, 1969, p. 492.) — De Mgr Luigi Barbero, évêque de Vigevano, Italie. (« *OR* », 3 avril.) — De Mgr Thomas Bidawid, vicaire patriarcal des Chaldéens en Egypte. (« *OR* », 5-6 avril.)

## SAINT-SIÈGE

— Le 24 mars, à l'Université pontificale Urbaniana, a eu lieu une rencontre des supérieures générales, sous les auspices de l'Union pontificale missionnaire, pour étudier une plus grande participation de la religieuse à la réalisation des objectifs de l'Union, par le contact et la coordination au niveau international. (« *OR* », 3 avril.)

— Le Saint-Père a nommé secrétaire de la Commission pontificale d'archéologie sacrée le P. Umberto Fasola, qui remplace le P. Antonio Ferrua, SJ, démissionnaire pour raisons de santé. (« *OR* », 4 avril.)

— La question de l'« aggiornamento » de la topographie de la Cité du Vatican est à l'ordre du jour. Dans le projet établi à cet effet demeurent les 33 noms de lieux inscrits dans le décret du gouverneur de la Cité, M. Serafini, daté du 14 mai 1932. Ce sont ceux des rues et des places existant à l'époque de la Conciliazione (Traité du Latran). Dans le projet (1969), on a changé une dizaine de noms et on en a créé 23 nouveaux. Ainsi la *via del Seminario Etiopico* devient la *via del Collegio Etiopico*, la *via del Pellegrino* devient la *via San Pellegrino* (en l'honneur de ce saint officiellement et régulièrement canonisé), la *Salita della Zecca* sera changée en *Rampa dell'Archeologia*; il y aura deux *Larghi*, celui de *San Martino* (en hommage à une petite église en l'honneur de ce saint) et celui de *San Nicola de Fluë* (Père de la patrie de la Confédération helvétique); il y aura un *bastion de l'héliport*, un *Largo Giovanni XXIII* et un *Viale Pio XII*, un *Vico San Venerio* et un *piazzale Santa Chiara*, près de la station de radio, pour rappeler le souvenir des protecteurs célestes de cette technique et de celles qui s'y rapportent; un *Bastione di Maestro*, en hommage à la géographie astronomique; un *viale dello Sport*, près des courts de tennis, etc; un *piazzale della Nigrizia* (en souvenir de l'action missionnaire dans le Continent noir); une *via San Luca* (près de la Direction de l'assistance sanitaire) et un *Largo San Matteo* (près de la Direction de l'assistance économique); un *Largo San Giovanni Bosco* (devant les établissements typographiques salésiens) et un *Largo San Giuseppe Artigiano* (près des ateliers et des bureaux). Enfin, un *Cortile San Michele Arcangelo*, pour perpétuer le souvenir de la Gendarmerie pontificale dissoute dont ce saint était le patron. Un bon plan de la Cité du Vatican à l'échelle 1/2 000 porte tous ces changements. Il reste orienté avec l'ouest en haut, l'est en bas, le nord à droite et le sud à gauche, sans doute pour permettre de voir la basilique de Saint-Pierre dans sa vraie et logique perspective. (« *L'Osservatore della domenica* », 21 mars.)



# L'Église dans le monde

## PREPARATION AU MINISTERE PRESBYTERAL

### Etat de situations pour la France en 1970-1971

Au cours d'une conférence de presse précédant la Journée des vocations (2 mai), et donnée le 21 avril au Secrétariat général de l'épiscopat français (106, rue du Bac, Paris-7<sup>e</sup>), Mgr Raymond IZARD, directeur du Centre national des vocations, a donné les chiffres suivants qui portent uniquement sur la préparation au sacerdoce dans le clergé diocésain :

- Effectifs généraux : 3 350 (1).
- Entrées en octobre 1970 : 476.
  - 402 en séminaires-résidences ;
  - 74 en groupes de formation.
- Répartition selon les cheminements :
  - 2 971 en cheminement A ou B (2), dont :
    - 1 576 en séminaires-résidences ;
    - 908 en stages de :
      - Travail : 393 ;
      - Etudes : 398 ;
      - Enseignement : 32 ;
      - Pastorale : 46.
  - 487 au service national :
    - Service militaire : 260 ;
    - Coopération : 223 ;
    - Objection de conscience : 4.
  - 196 en cheminement C (3), dont :
    - 75 en Groupes de formation en monde ouvrier (GFO) ;

(1) Dans sa conférence de presse, Mgr IZARD a ajouté les chiffres suivants : Les effectifs généraux étaient de 5 300 en 1960 ; on peut estimer à 2 000 ceux qui se préparent à la *vie religieuse masculine* (150 sont entrés dans les instituts religieux en octobre 1970) ; pour les *religieuses*, l'enquête menée en 1969 par le P. Luchini indiquait le chiffre de 2 460 novices et postulantes (DC 1970, n. 1563, p. 495).

Le SNOP du 28 avril ajoute les précisions suivantes : on peut estimer à plus de 700 les jeunes filles qui se sont orientées vers la *vie religieuse* en octobre 1970. Parmi les 2 000 jeunes qui se préparent à la *vie religieuse masculine*, plus de 200 sont dans les ordres dits apostoliques (Dominicains, Franciscains, etc.), 850 environ se préparent pour des congrégations cléricales, dont près du tiers pour les Jésuites. 370 se trouvent dans les congrégations ou sociétés missionnaires. Les autres, postulants ou scolastiques, sont dans des ordres monastiques, des congrégations de Frères et des instituts de prêtres. (NDLR.)

(2) Au sujet de ces différents cheminements, cf. le schéma sur l'acheminement vers le sacerdoce dans la région parisienne, publié dans notre numéro du 20 septembre 1970, p. 847. (NDLR.)

(3) Cf. DC 1970, n. 1573, p. 988. (NDLR.)

121 en Groupes de formation en monde universitaire (GFI) (4).

167 en cheminement D (séminaires universitaires). Quelques divers en voie « indépendante » (Fribourg, Louvain, etc.).

— Origine scolaire des nouveaux dans les séminaires-résidences.

60 % viennent des séminaires ou foyers de jeunes ;  
12 % des séminaires d'ainés ;  
6,2 % de l'enseignement secondaire d'Etat ;  
5,5 % de l'enseignement secondaire catholique ;  
9 % des facultés ou grandes écoles ;  
4,8 % du monde du travail ;  
2,5 % non identifiés.

— Orientation des départs en 1969-1970 :

432 vers le laïcat ;  
19 vers la vie religieuse ;  
284 ordonnés prêtres.

— Répartition géographique :

Régions	Effectif total	Proportion pour 100 000 hab.	Ordinations
Ouest .....	868	14	49
Est .....	482	8,2	34
Sud-Ouest .....	293	6,8	22
Centre-Est .....	358	6,7	44
Midl-Pyrénées .....	190	6,3	27
Nord .....	454	5,3	42
Méditerranée .....	213	4,2	28
Parisienne .....	348	3,7	24
Centre .....	109	3,5	14

— Instituts de formation :

39 séminaires interdiocésains : 12 de premier cycle ; 14 de deuxième cycle ; 7 de plein exercice ; 6 universitaires.

6 séminaires diocésains : 6 de plein exercice ; 1 de premier cycle ; 1 de deuxième cycle.

(Texte original.)

(4) Des groupes de formation en milieux indépendant et rural (GFI et GFR) commenceront cette année (conférence de presse du 21 avril).

Il y a 29 équipes de formation en monde universitaire et 13 équipes de formation en monde ouvrier. (SNOP, 28 avril.)

## VŒUX CONJOINTS DES EVEQUES ET DES PRETRES DU QUEBEC

Lors de l'Assemblée plénière de l'épiscopat, tenue à Québec les 17 et 18 février, dix-sept vœux ont été formulés à la suite d'une rencontre conjointe des évêques et de prêtres membres des offices diocésains du clergé de Québec.

Ces vœux émanent du travail accompli dans quatre ateliers portant sur les différents aspects mis en relief par le rapport Stryckman (1) sur le clergé québécois.

La réunion, tenue dans un climat de dialogue franc et cordial, avait pour but d'examiner les situations décrites par le premier tome du rapport et d'en tirer des perspectives pastorales propres à répondre aux défis posés par ce document.

Voici donc les vœux émis à cette occasion :

1. Que la pastorale des vocations s'intéresse davantage aux candidats adultes et jeunes adultes qu'on peut trouver à l'université ou sur le marché du travail.

2. Que les responsables de la formation des prêtres soient à mettre au point un programme de formation spirituelle et doctrinale, adapté à des candidats d'âges différents et de diverses préparations académiques, sans imposer à tous un curriculum unique.

3. Qu'une politique de nominations favorise dans la répartition des prêtres des regroupements d'individus qui ont le goût de l'initiative et qui puissent vraiment conduire à terme des expériences qui soient signes d'espérance pour la vitalité des communautés chrétiennes.

4. Que, dans la nomination des prêtres pour la pastorale, on choisisse des individus qui rendent possible le fonctionnement d'équipes composées de prêtres, religieux et laïcs, à titre de permanents, de sorte que de nouvelles figures de prêtres puissent s'en dégager ou y être suscitées.

5. Que le sacerdoce ministériel soit présenté aux jeunes, aux parents, aux orienteurs, aux professeurs à partir du modèle évangélique de Jésus-Christ et au travers des tâches ou des services apostoliques dont l'Eglise a besoin.

6. Que les offices du clergé s'intéressent aux deuxième et troisième carrières pour les prêtres, afin qu'ils assument à chaque époque de leur vie des tâches qui correspondent à leurs ressources et qui leur permettent de donner une image attirante de leur sacerdoce tout au long de leur vie active.

7. Que la pastorale des vocations de chaque diocèse établisse et analyse ses propres données statistiques, amorcées par l'enquête Stryckman.

8. Que les offices diocésains du clergé favorisent l'étude de *Presbyterorum ordinis* et proposent, dans le recyclage des prêtres, une spiritualité sacerdotale dans les perspectives ouvertes par ce document.

9. Qu'on expérimente tous les moyens possibles pour faciliter les échanges spirituels entre les prêtres.

10. Que les initiatives prises pour promouvoir la vie spirituelle des prêtres s'alimentent et s'articulent autour des trois axes majeurs : Eucharistie, Parole de Dieu et Vie.

11. Qu'on valorise l'office divin comme moyen concret d'unifier la prière du prêtre selon ses différentes formes : louange, contemplation, ressourcement biblique et patristique. La parution du « nouveau bréviaire » fournira une occasion propice pour intensifier le mouvement dans ce sens.

12. Que le Comité épiscopal du clergé voit à ce que les supérieurs de grands séminaires et les doyens des

Facultés de théologie, de concert avec la Commission d'étude déjà existante, se réunissent régulièrement pour promouvoir l'adaptation des séminaires aux besoins de l'Eglise et du monde d'aujourd'hui, avec un constant souci d'évaluer les expériences en cours.

13. Que, pour assurer une préparation théologique adéquate des candidats au sacerdoce, les évêques veillent à ce qu'il y ait toujours au sein des Facultés, comme des grands séminaires, des hommes qui en plus d'être de bons théologiens aient dans leur enseignement une préoccupation pastorale.

14. Que, face aux exigences nouvelles de l'Eglise et du monde, on étudie des voies d'accès au sacerdoce, autres que celles strictement scientifiques des Facultés de théologie.

15. Que les professeurs de théologie aient le souci de faire ressortir le lien qui doit exister entre une théologie bien comprise et la vie chrétienne vécue en Eglise.

16. Le rapport Stryckman signale que les prêtres du Québec désirent une étude plus poussée sur le célibat sacerdotal. D'autre part, le schéma de travail pose de nouveau les trois questions mises de l'avant en avril 1970 :

- a) Dissociation du sacerdoce et du célibat ;
- b) Retour au ministère des prêtres mariés ;
- c) Ordination d'hommes mariés.

Avant de répondre à ces trois questions, il importe de pousser plus avant l'étude de toute cette question sous tous ses aspects. En conséquence, la recherche devra se continuer en y incluant les éléments suivants :

1. Etude des aspects *exégétique, historique, théologique et pastoral* ;

2. Etude du contexte socio-culturel canadien dans lequel le prêtre d'aujourd'hui doit vivre son célibat ;

3. Consultation auprès des prêtres qui ont quitté le ministère, afin d'évaluer la motivation profonde de leur démarche.

N. B. — Il importe de signaler dès maintenant que l'étude de certains échecs dans le domaine du célibat des prêtres ne doit pas faire oublier la situation des époux dont le mariage n'a pas réussi (divorce, séparation, désunion...). Il y a des implications pastorales sérieuses à aborder une situation sans se pencher sur l'autre.

17. En ce qui a trait au travail préparatoire au Synode (2), qu'on continue l'étude sur le célibat et les aspects de la vie sacerdotale qui seront abordés à cette occasion. Que l'Assemblée épiscopale du Québec demeure en étroite relation avec la Conférence catholique épiscopale du Canada dans ce travail.

(L'Eglise de Montréal, 4 mars 1971, p. 136 et s.; Pastorale-Québec, 11 mars 1971, p. 11).

(1) Enquête menée par M. Paul Stryckman auprès de 776 prêtres diocésains du Québec, publiée en deux volumes : *les Prêtres du Québec aujourd'hui* (cf. *L'Eglise canadienne*, février 1971, p. 57 et s. — NDLR).

(2) Lors de son Assemblée plénière d'octobre 1970, l'épiscopat canadien a élu délégués au Synode (la ratification de l'élection par le Saint-Père a été communiquée à l'épiscopat en mars) : Mgr CARTER, évêque de Sault-Sainte-Marie ; le cardinal FLAHEFF, archevêque de Winnipeg ; Mgr GRÉGOIRE, archevêque de Montréal ; Mgr PLOURDE, archevêque d'Ottawa, président de la Conférence catholique canadienne. Suppléants : Mgr LÉGARÉ, évêque de Labrador-Schefferville ; Mgr Pocock, archevêque-coadjuteur de Toronto. Le cardinal ROY, archevêque de Québec, président du Conseil des laïcs et de la Commission pontificale « Justice et paix », et Mgr HERMANIUK, archevêque de Winnipeg pour les Ukrainiens, président de la Conférence de la hiérarchie catholique ukrainienne, participent d'office à l'Assemblée du Synode (d'après *Eglise de Montréal*, 11 mars 1971 — NDLR).



## LES VŒUX DES PRETRES DU QUEBEC

### POUR LE SYNODE

*Le nouveau bulletin diocésain de Québec (Pastorale-Québec, 25 février 1971, p. 11) publie les réponses ci-après à un questionnaire préparé, en vue de la prochaine session du Synode épiscopal, par l'Office national du clergé, et auquel ont répondu 400 prêtres, dont 257 diocésains et 143 religieux :*

a) Que le Synode affirme le caractère fonctionnel du sacerdoce ministériel dans l'Eglise et dans le monde : oui, 77 % ; non, 5 % ; avec réserves, 15 %.

b) Que le Synode reconnaisse que le rôle unique du prêtre se réalise concrètement en un large éventail de fonctions ; que le Synode s'interroge sur la nécessité pour tout prêtre d'exercer dans le concret de sa vie une tâche apostolique : oui, 83 % ; non, 1 % ; avec réserves, 13 %.

c) Que le Synode rende possible une pluralité de styles de vie presbytérale : oui, 79 % ; non, 3 % ; avec réserves, 16 %.

d) Que le Synode étudie de façon particulièrement approfondie les problèmes que pose la loi actuelle de l'Eglise latine concernant le célibat et rende possible en cette matière, au niveau national, des décisions pastorales urgentes : oui, 59 % ; non, 9 % ; avec réserves, 26 %.

e) Que le Synode s'interroge sur les problèmes posés par l'engagement définitif dans le ministère presbytéral : oui, 59 % ; non, 10 % ; avec réserves, 28 % ;

f) Que le Synode étudie en profondeur les problèmes posés par la permanence des évêques : oui, 77 % ; non, 6 % ; avec réserves, 28 %.

g) Que le Synode éclaire le rôle du prêtre dans les domaines politiques : oui, 73 % ; non, 3 % ; avec réserves, 23 %.

h) Que le Synode rende possibles, au plan national ou même régional, des décisions pastorales urgentes, lorsqu'elles sont nécessaires, sur les points précédemment énumérés : oui, 82 % ; non, 4 % ; avec réserves, 12 %.

### L'OFFICE DIVIN

*Sous ce titre, le Centre national (français) de pastorale liturgique (CNPL) a publié l'information ci-après en fin avril, dans le premier numéro de sa nouvelle publication : « Information CNPL » (1) :*

La congrégation pour le Culte divin a publié le 2 février 1971, *l'Institutio generalis de Liturgia Horarum* (2), qui prendra place au début du premier des quatre volumes du nouvel office divin, *Liturgia Horarum*, à paraître au cours de l'année 1971. Deux publications présentent le contenu et l'esprit de ce document.

LA PRIÈRE DU TEMPS PRÉSENT POUR LE PEUPLE CHRÉTIEN

Présentation générale du nouvel office divin. Traduction officielle de *l'Institutio generalis de Liturgia Horarum*. Commentaire par le P. ROGUET. Coédition

Cerf, Desclée, Desclée De Brouwer, Mame, 200 pages. Prix : 18,50 F.

« Un des points les plus audacieux de la restauration liturgique... C'est la résurrection de la liturgie des Heures pour le peuple chrétien. » Ces premiers mots du commentaire du P. Roguet indiquent l'importance de la publication de l'introduction au nouvel office divin.

« La Présentation générale de la liturgie des Heures » n'est pas un recueil de rubriques, mais une introduction à la théologie et à la spiritualité de la prière de l'Eglise, et aussi, puisqu'il s'agit de la prière de la communauté chrétienne, à sa structure et aux règles de sa célébration.

Ce volume aidera les usagers de *Prière du Temps présent* (qui est l'édition anticipée du nouvel office romain à paraître) à mieux célébrer la prière de l'Eglise et incitera beaucoup de fidèles à se joindre à la prière commune et publique du peuple de Dieu, qui est considérée à juste titre comme l'une des fonctions principales de l'Eglise.

LA MAISON DIEU n° 105. LA NOUVELLE LITURGIE DES HEURES. L'OFFICE DIVIN.

Edition du Cerf. Prix : 7 F.

Ce numéro, consacré entièrement au nouvel office, présente sa structure, explique l'esprit dans lequel il a été composé, dit le pourquoi des options prises. Plusieurs articles sont signés par les collaborateurs de *Liturgia Horarum*.

— *Les actions générales de la nouvelle liturgie des Heures*. E. G. LENGELING.

— *Prière des Heures et civilisation contemporaine*. Jean LECLERCQ.

— *Répartition des psaumes*. A. ROSE.

— *Le psautier liturgique œcuménique*. J. E. DAVID.

— *Lectionnaire biblique* (C. WIENER) *et patristique* (G. RACITI).

— *Prière d'intercession*. C. DE BOURMONT.

— *Célébration* (communautaire, individuelle, en petit groupe). J. GELINEAU.

— *Avis des utilisateurs*. S. ISABELLE-MARIE.

N. B. — *Le lectionnaire des Pères de l'Eglise et auteurs spirituels*. Après les fascicules pour l'Avent et pour le Temps pascal, le prochain lectionnaire paraîtra sans doute pour « le temps de Noël-Epiphanie et le temps ordinaire » à la fin de l'année 1971. Il n'y aura donc pas de lectures pour le temps ordinaire au lendemain de la Trinité.

— *Les Etapes du mystère du salut selon l'Épître aux Romains*, par S. LYONNET (coll. « Bibliothèque œcuménique », n° 8). — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 232 pages. Prix : 22 F. Editions du Cerf, Paris.

Etude rigoureuse et passionnante de cette Épître dont l'importance pour le problème œcuménique est bien connue : qu'est-ce que la justice de Dieu dans la révélation, l'universalité du péché dans ses rapports avec le péché d'Adam comment saint Paul présente les étapes de l'histoire du salut. On relit avec un intérêt nouveau cette Épître avec un guide si averti, et la lecture est profitable, sans aucun doute, sur le plan actuel de l'œcuménisme.

— *La Salette*. Journal d'une institutrice, par CH. DE SALMIECH, M.S. — Un vol. 14 × 19 cm, de 224 pages. Nouvelles Editions latines, Paris.

— *Fête de la Pentecôte. Assemblées du Seigneur*, 30. Collectif. — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 70 pages. Abbaye de Saint-André. Editions du Cerf, Paris.

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8<sup>e</sup>. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

(1) 4, av. Vavin, Paris-6<sup>e</sup>, 6 mois : 9 F.

(2) Cf. DC 1971, n° 1583, p. 314 et s. (NDLR).

**LES**

**EDITEURS**

**VOUS proposent**

**CES OUVRAGES SONT EN VENTE DANS TOUTES LES LIBRAIRIES**

**Pierre LAUZERAL**

**SAISIR LE CHRIST AUJOURD'HUI**

Un renouveau sous le signe de saint Paul.

12,90 F

**le centurion**

**BILAN DE LA THÉOLOGIE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

TOME 2 : Les disciplines théologiques - Portraits de théologiens - L'avenir de la théologie.

Un volume de 988 pages - 98 F

Rappel : TOME 1 - 75 F

**CASTERMAN**

**PIERRE TALEC**

« Un grand désir »

Prières dans le secret  
Prières en commun

15 F

**Le Centurion - Le Cerf**

**J.-Th. Maertens**

**LES PETITS GROUPES et l'avenir de l'Église**

16,50 F

**le centurion**

Collection Croire Aujourd'hui  
Des ouvrages faciles à lire, qui font le point sur les problèmes de notre temps et ouvrent des perspectives nouvelles à notre foi.

**12 - Croire aujourd'hui... au MARIAGE ?**

par M. Domergue, s.j.

**13 - Croire aujourd'hui... au PECHE ORIGINEL ?**

par P. Gilbert, s.j.

Chaque ouvrage 80 pages  
Format 14 x 20 - Prix : 6,00 F

Editions du Senevé, 34, rue Le Brun Paris-13<sup>e</sup>

Vient de paraître :

**MISER SUR LA LIBERTÉ**

par J. VIMORT

Comment donner aujourd'hui une éducation chrétienne à des jeunes ? Est-ce encore possible ? Parents, éducateurs, nous vivons une période difficile : voici quelques réflexions très simples, un peu de lumière pour mieux voir ce qui se passe, mieux comprendre ce qui se cherche.

Prix : 9,30 F.

EDITIONS DU CHALET  
36, rue de Trion, Lyon-5<sup>e</sup>.  
8, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>.

Vient de paraître :

**LE SACREMENT DES MALADES**

par Cl. ORTEMANN

Après avoir décapé le sacrement des altérations progressives subies au cours des siècles, l'auteur en dégage la signification originale qui est de rejoindre le malade dans sa situation concrète et dans l'expérience même de la maladie. Une étude qui vient à point. Ses perspectives pastorales préparent la parution du nouveau rituel.

Prix : 12,60 F.

EDITIONS DU CHALET  
36, rue de Trion, Lyon-5<sup>e</sup>.  
8, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>.

**PIERRE DE LOCHT**

**L'ÉGLISE ET L'ÉCHEC DE L'AMOUR HUMAIN**

REVISIONS

15 F.

**le centurion**



\$ 15. « Periodica » 7045, avenue du Parc Montreuil 15 (Que.)  
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.  
 PRIX DU NUMÉRO : de l'année : 2 F ; des années précédentes : 5 F.  
 Réglement : C. C. P. Paris 16-68  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
 Reliure molle : dos et extérieur balacron, titre au dos, non  
 miteuse. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1586 - 16 MAI 1971

- 452 **Audiences générales :** Réflexions pour la Semaine sainte (7 avril) ; Est-il possible d'être chrétien aujourd'hui ? (14 avril) ; L'aggiornamento (21 avril) ; Les fins dernières (28 avril).
- 456 **L'enfant aujourd'hui.** Message au Congrès de l'Union des œuvres (14 avril).
- 457 **Allocution à l'Union mondiale des enseignants catholiques** (17 avril).
- 458 **L' « Ecole de la foi » ; paroles à des prêtres français** (21 avril).

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

**LA RENCONTRE EUROPEENNE DES DELEGUES DES CONSEILS PRESBYTERAUX** (Genève, 20-23 avril).

**DOSSIER**

- 459 **Les résolutions.**
- 463 **Allocution de Mgr Mamie.**
- 465 **La délégation française.**
- 465 **La représentativité des délégations.**
- 466 **Déclaration des délégués italiens.**
- 466 **La participation des prêtres au Synode épiscopal.**
- 467 **Vivre la foi aujourd'hui.** Document pastoral de l'épiscopat italien.
- 479 **Homélie de Mgr Maziers au Rassemblement des « Silencieux ».**
- 481 **Loi-cadre et unité** (Mgr Elchinger).
- 482 **Allocution du cardinal Alfrink au sacre de Mgr Simonis.**
- 484 **Lettre pastorale de Mgr Simonis.**
- 486 **Lettre de l'épiscopat hollandais sur l'avortement.**
- 489 **Vers une réforme de l'organisation financière de l'Eglise en France ?**

**QUESTIONS ACTUELLES**

- 494 **Événements et informations** (1-15 avril).

**ÉVÉNEMENTS**

- 497 **La préparation au ministère presbytéral en France ; vœux conjoints des évêques et des prêtres du Québec ; vœux des prêtres du Québec pour le Synode ; l'Office divin (CNPL).**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

1971

NUMERO 1587

11

LA

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII



6 juin 1971

Marygrove College Library  
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE

# DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Réception par Paul VI, le 17 mars 1971, de la délégation nationale française  
l'Action catholique ouvrière (ACO). De g. à dr., H. Le Buan, secrétaire  
général ; P. J.-M. Leuwens, aumônier national ; A. Gaudry, président national ;  
R. Rouanet, permanente nationale (cf. p. 530)

**Lettre apostolique**  
**"Octogesima adveniens"**



Lire

# La bible

## La Bible, le livre le plus lu du monde, est peut-être le moins bien lu...

Parce que c'est un livre immense. Parce que c'est un livre difficile à lire, écrit par des hommes de cultures diverses et étrangères qui vivaient à des époques différentes et lointaines. Pourtant, son message est essentiel et le chrétien d'aujourd'hui veut entreprendre une **vraie lecture de la Bible, une lecture contemporaine**: il veut entendre, maintenant, la parole de Dieu. Le chrétien qui a décidé de vivre avec la Bible peut trouver enfin une édition complète qui répond à ses préoccupations et à ses besoins: **La Bible du peuple de Dieu** réalisée à l'instigation de l'Episcopat français, avec la collaboration de l'Association Catholique des Exégètes.

### **Vous exigez un texte fidèle et accessible**

Voici le texte français intégral mis à jour sous la Direction de l'Ecole Biblique de Jérusalem. Un texte juste, écrit dans une langue moderne et vivante qui retrouve la vigueur du langage poétique original.

### **Vous avez besoin d'un guide de lecture**

qui vous aide à découvrir l'univers multiple de la Bible, à vous familiariser avec l'aventure surprenante d'un peuple et le destin d'hommes saisis par Dieu.

**Pour chaque livre, pour chaque passage**, vous trouverez un **commentaire** bref, clair qui vous donne les informations indispensables à la compréhension historique et humaine du texte, qui vous aide à comprendre son message essentiel et permanent.

**Vous recherchez un ouvrage** maniable, facile à consulter, d'une lecture aisée.

Les quatre tomes de **La Bible du peuple de Dieu** actuellement en cours de publication vous feront participer à la plus grande expérience humaine et spirituelle de tous les temps.

- tome 1 (juin 71) : **Le destin de l'homme et du monde. L'aventure du peuple élu.**
- tome 2 (novembre 71): **Des hommes devant Dieu.**
- tome 3 (avril 72) : **Les Messagers de Dieu (textes prophétiques.)**
- tome 4 (juin 72) : **La bonne nouvelle de Jésus-Christ.**

*Un ensemble de 4 volumes format 14 x 20, imprimés d'une manière lisible et aérée sur papier de l'Alfa Français, reliés pleine toile. Le tome 1 : 800 pages.*

Jusqu'au 10 juillet, les lecteurs de ce journal qui auront souscrit pour le premier tome de **La Bible du peuple de Dieu** bénéficieront du prix de faveur de 35 F (franco de port et d'emballage) au lieu de 43 F pour le tome 1, et d'une réduction de 15 % sur le prix de vente des 3 tomes suivants.

**EDITIONS  
DU CENTURION**  
17, rue de Babylone, Paris 7<sup>e</sup>

**EDITIONS DU CERF**  
29, boulevard de la Tour Maubourg,  
Paris 7<sup>e</sup>

Bon de souscription à remettre à votre libraire ou à retourner à l'un des deux éditeurs mentionnés ci-contre:

NOM .....

Adresse .....

déclare souscrire au tome 1 de la Bible du peuple de Dieu et vous adresse le règlement de la somme de 35 F par chèque bancaire, ou virement postal 3 volets, ci-joint. A la réception de l'ouvrage je puis le consulter pendant 10 jours et le retourner dans son emballage si je ne souhaite pas le conserver. Je serai alors remboursé de la somme versée.

A..... le.....

Signature

# Actes de S. S. Paul VI

## LETTRE APOSTOLIQUE "OCTOGESIMA ADVENIENS" POUR LE 80<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ENCYCLIQUE "RERUM NOVARUM" (\*)

LETTRE APOSTOLIQUE  
DE SA SAINTETÉ LE PAPE PAUL VI  
A MONSIEUR LE CARDINAL MAURICE ROY  
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES LAICS  
ET DE LA COMMISSION PONTIFICALE  
« JUSTICE ET PAIX »  
A L'OCCASION DU 80<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
DE L'ENCYCLIQUE « RERUM NOVARUM »

### INTRODUCTION

MONSIEUR LE CARDINAL,

1. Le 80<sup>e</sup> anniversaire de la publication de l'encyclique *Rerum novarum*, dont le message continue à inspirer l'action pour la justice sociale, nous incite à reprendre et à prolonger l'enseignement de nos Prédécesseurs, en réponse aux besoins nouveaux d'un monde en changement. L'Eglise, en effet, chemine avec l'humanité et partage son sort au sein de l'histoire. Tout en annonçant aux hommes la Bonne Nouvelle de l'amour de Dieu et du salut dans le Christ, elle éclaire leur activité à la lumière de l'Evangile et les aide par là à correspondre au dessein d'amour de Dieu et à réaliser la plénitude de leurs aspirations.

### L'appel universel à plus de justice

2. Avec confiance, nous voyons l'Esprit du Seigneur poursuivre son œuvre au cœur des hommes et rassembler partout des communautés chrétiennes conscientes de leurs responsabilités dans la société. Dans tous les continents, parmi toutes les races, les nations, les cultures, au sein de toutes les conditions, le Seigneur continue à susciter d'authentiques apôtres de l'Evangile.

Il nous a été donné de les rencontrer, de les admirer, de les encourager au cours de nos récents voyages. Nous avons approché les foules et entendu leurs appels, cris de détresse et d'espérance à la fois. En ces circonstances, les graves problèmes de notre temps nous sont apparus avec un nouveau relief, comme particuliers certes à chaque région, mais pourtant communs à une humanité qui s'interroge sur son

avenir, sur l'orientation et la signification des mutations en cours. Des écarts flagrants subsistent dans le développement économique, culturel et politique des nations : à côté de régions fortement industrialisées, d'autres en sont encore au stade agraire ; à côté de pays qui connaissent le bien-être, d'autres luttent contre la faim ; à côté de peuples de haut niveau culturel, d'autres s'emploient toujours à éliminer l'analphabétisme. De partout monte une aspiration à plus de justice et s'élève le désir d'une paix mieux assurée, dans un respect mutuel entre les hommes et entre les peuples.

### La diversité des situations des chrétiens dans le monde

3. Certes, bien diverses sont les situations dans lesquelles, de gré ou de force, les chrétiens se trouvent engagés, selon les régions, selon les systèmes socio-politiques, selon les cultures. Ici, ils sont réduits au silence, soupçonnés et pour ainsi dire tenus en marge de la société, encadrés sans liberté dans un système totalitaire. Là, ils sont une faible minorité dont la voix se fait difficilement entendre. En d'autres nations, où l'Eglise voit sa place reconnue, et parfois de façon officielle, elle se trouve elle-même soumise aux contrecoups de la crise qui ébranle la société, et certains de ses membres sont tentés par des solutions radicales et violentes dont ils croient pouvoir espérer une issue plus heureuse. Tandis que d'autres, inconscients des injustices présentes, s'efforcent de prolonger la situation existante, d'autres se laissent séduire par des idéologies révolutionnaires qui leur promettent, non sans illusion, un monde définitivement meilleur.

4. Face à des situations aussi variées, il nous est difficile de prononcer une parole unique, comme de proposer une solution qui ait valeur universelle. Telle n'est pas notre ambition, ni même notre mission. Il revient aux communautés chrétiennes d'analyser avec objectivité la situation propre de leur pays, de l'éclairer par la lumière des paroles inaltérables de l'Evangile, de puiser les principes de réflexion, des normes de jugement et des directives d'action dans l'enseignement social de l'Eglise tel qu'il s'est élaboré au cours de l'histoire et notamment, en cette ère industrielle, depuis la date historique du message de Léon XIII sur « la condition des ouvriers », dont nous avons l'honneur et la joie

(\*) Nous reproduisons ici le texte français publié par la Polyglotte vaticane. Ce texte a été publié en latin et en italien dans l'*Osservatore Romano* du 15 mai 1971. Nous avons ajouté en notes quelques références à la DC.



de célébrer aujourd'hui l'anniversaire. A ces communautés chrétiennes de discerner, avec l'aide de l'Esprit-Saint, en communion avec les évêques responsables, en dialogue avec les autres frères chrétiens et tous les hommes de bonne volonté, les options et les engagements qu'il convient de prendre pour opérer les transformations sociales, politiques et économiques qui s'avèrent nécessaires avec urgence en bien des cas. Dans cette recherche des changements à promouvoir, les chrétiens devront d'abord renouveler leur confiance dans la force et l'originalité des exigences évangéliques. L'Evangile n'est pas dépassé parce qu'il a été annoncé, écrit, vécu dans un contexte socio-culturel différent. Son inspiration, enrichie par l'expérience vivante de la tradition chrétienne au long des siècles, reste toujours neuve pour la conversion des hommes et le progrès de la vie en société, sans que pour autant on en vienne à l'utiliser au profit d'options temporelles particulières, en oubliant son message universel et éternel (1).

### Le message spécifique de l'Eglise

5. Dans les perturbations et les incertitudes de l'heure présente, l'Eglise a un message spécifique à proclamer, un soutien à donner aux hommes dans leurs efforts pour prendre en main et orienter leur avenir. Depuis l'époque où *Rerum novarum* dénonçait de manière vive et impérative le scandale de la condition ouvrière dans la société industrielle naissante, l'évolution historique a fait prendre conscience, comme le constataient déjà *Quadragesimo anno* (2) et *Mater et Magistra* (3), d'autres dimensions et d'autres applications de la justice sociale. Le récent Concile s'est employé, pour sa part, à les dégager, en particulier dans la Constitution pastorale *Gaudium et spes*. Nous-même déjà avons prolongé ces orientations par notre encyclique *Populorum progressio* : « Aujourd'hui, disions-nous, le fait majeur dont chacun doit prendre conscience est que la question sociale est devenue mondiale (4). » « Une prise de conscience renouvelée des exigences du message évangélique fait un devoir à l'Eglise de se mettre au service des hommes pour les aider à saisir toutes les dimensions de ce grave problème et pour les convaincre de l'urgence d'une action solidaire en ce tournant de l'histoire de l'humanité (5). »

Ce devoir, dont nous avons une vive conscience, nous incite aujourd'hui à proposer quelques réflexions et suggestions suscitées par l'ampleur des problèmes posés au monde d'aujourd'hui.

6. Il reviendra par ailleurs au prochain Synode des évêques d'étudier lui-même de plus près et d'approfondir la mission de l'Eglise devant les graves questions que pose aujourd'hui la justice dans le monde. Mais l'anniversaire de *Rerum*

*novarum* nous fournit aujourd'hui l'occasion, monsieur le Cardinal, de vous confier nos soucis et nos pensées devant ce problème, en votre qualité de président de la Commission « Justice et Paix » et du Conseil des laïcs. Nous voulons par là aussi encourager ces organismes du Saint-Siège dans leur action d'Eglise au service des hommes.

### Ampleur des mutations actuelles

7. Ce faisant, notre but — sans oublier pour autant les problèmes permanents déjà abordés par nos Prédécesseurs — est d'attirer l'attention sur quelques questions qui, par leur urgence, leur ampleur, leur complexité, doivent être au cœur des préoccupations des chrétiens pour les années à venir, afin qu'avec les autres hommes ils s'emploient à résoudre les difficultés nouvelles mettant en cause l'avenir même de l'homme. Il faut situer les problèmes sociaux posés par l'économie moderne — conditions humaines de production, équité dans les échanges de biens et la répartition des richesses, signification des besoins accrus de consommation, partage des responsabilités — dans un contexte plus large de civilisation nouvelle. Dans les mutations actuelles, si profondes et si rapides, chaque jour l'homme se découvre nouveau et il s'interroge sur le sens de son être propre et de sa survie collective. Hésitant à recueillir les leçons d'un passé qu'il estime révolu et trop différent, il a néanmoins besoin d'éclairer son avenir — qu'il perçoit aussi incertain que mouvant — par des vérités permanentes, éternelles, qui le dépassent certes, mais dont il peut, s'il le veut bien, retrouver lui-même les traces (6).

## NOUVEAUX PROBLEMES SOCIAUX

### L'urbanisation

8. Un phénomène majeur attire notre attention : l'urbanisation, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les nations en voie de développement.

Après de longs siècles, la civilisation agraire s'affaiblit. Apporte-t-on, du reste, une attention suffisante à l'aménagement et à l'amélioration de la vie des ruraux, dont la condition économique inférieure et parfois misérable provoque l'exode vers les tristes entassements des banlieues, où ne les attendent ni emploi ni logement ?

Cet exode rural permanent, la croissance industrielle, la poussée démographique continue, l'attrait des centres urbains conduisent à des concentrations de population dont on a peine à imaginer l'ampleur, puisque déjà l'on parle de mégapoles regroupant plusieurs dizaines de millions d'habitants. Certes, il existe des villes dont la dimension assure un meilleur équilibre de la population. Susceptibles d'offrir un emploi à ceux que les progrès de l'agriculture auraient rendus disponibles, elles permettent un aménagement de l'environnement humain de nature à éviter la prolétarianisation et l'entassement des grandes agglomérations.

(1) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 10 : AAS 58 (1966), p. 1033. (DC 1966, n. 1464, col. 200.)

(2) AAS 23 (1931), p. 209 s. (DC 1931, n. 569, col. 1403 et s.)

(3) AAS 53 (1961), p. 429. (DC 1961, n. 1357, col. 945 et s.)

(4) AAS 59 (1967), p. 258. (DC 1967, n. 1492, col. 675.)

(5) *Ibidem* 1 ; p. 257.

(6) Cf. 2 Co 4, 17.



9. La croissance démesurée de ces cités accompagne l'expansion industrielle, sans se confondre avec elle. Basée sur la recherche technologique et la transformation de la nature, l'industrialisation poursuit toujours son chemin, faisant preuve d'une créativité incessante. Tandis que certaines entreprises se développent et se concentrent, d'autres meurent ou se déplacent, créant de nouveaux problèmes sociaux : chômage professionnel ou régional, reconversion et mobilité des personnes, adaptation permanente des travailleurs, disparité des conditions dans les diverses branches industrielles. Une compétition sans mesure, utilisant les moyens modernes de la publicité, lance sans cesse de nouveaux produits et essaie de séduire le consommateur, tandis que les anciennes installations industrielles, encore en état de marche, deviennent inutiles. Alors que de très larges couches de population ne peuvent encore satisfaire leurs besoins primaires, on s'ingénie à créer des besoins de superflu. On peut alors se demander, à bon droit, si malgré toutes ses conquêtes l'homme ne retourne pas contre lui-même les fruits de son activité. Après avoir assuré une emprise nécessaire sur la nature (7), ne devient-il pas maintenant esclave des objets qu'il fabrique ?

Dans cette croissance désordonnée, en effet, de nouveaux prolétariats prennent naissance. Ils s'installent au cœur des villes que les riches parfois abandonnent ; ils campent dans les faubourgs, ceinture de misère qui vient assiéger, dans une protestation encore silencieuse, le luxe trop criant des cités de consommation et du gaspillage. Au lieu de favoriser la rencontre fraternelle et l'entraide, la ville développe les discriminations et aussi les indifférences ; elle prête à de nouvelles formes d'exploitation et de domination, où certains, spéculant sur les besoins des autres, en tirent des profits inadmissibles. Derrière les façades, beaucoup de misères se cachent, ignorées même des plus proches voisins ; d'autres s'étalent où sombre la dignité de l'homme : délinquance, criminalité, drogue, érotisme.

### Les chrétiens dans la ville

10. Le surgissement d'une civilisation urbaine, qui accompagne la montée de la civilisation industrielle, n'est-il pas en effet un véritable défi jeté à la sagesse de l'homme, à sa capacité d'organisation, à son imagination prospective ? Au sein de la société industrielle, l'urbanisation bouleverse les modes de vie et les structures habituelles de l'existence : la famille, le voisinage, les cadres de la communauté chrétienne eux-mêmes. L'homme éprouve une nouvelle solitude, non point face à une nature hostile qu'il a mis des siècles à dominer, mais dans la foule anonyme qui l'entoure et où il se sent comme étranger. Étape sans doute irréversible dans le développement des sociétés humaines, l'urbanisation pose à l'homme de difficiles problèmes : comment maîtriser sa croissance, régler son organisation, réussir son animation pour le bien de tous ?

(7) Encyclique *Populorum progressio*, 25 : AAS 59 (1967), p. 269-270.

11. Ce sont en effet les plus faibles qui sont les victimes des conditions de vie déshumanisantes, dégradantes pour les consciences et nuisibles à l'institution de la famille : la promiscuité des logements populaires rend impossible un minimum d'intimité ; les jeunes foyers, attendant vainement un logement décent et à prix accessible, se démoralisent et leur unité peut même s'en trouver compromise ; les jeunes fuient un foyer trop exigu et cherchent dans la rue des compensations et des compagnonnages incontrôlables. Il est du devoir grave des responsables de chercher à maîtriser et à orienter ce processus.

Il est urgent de reconstituer à l'échelle de la rue, du quartier ou du grand ensemble, le tissu social où l'homme puisse épanouir les besoins de sa personnalité. Des centres d'intérêt et de culture sont à créer ou à développer au niveau des communautés et des paroisses, dans ces diverses formes d'associations, ces cercles de loisirs, ces lieux de rassemblement, ces rencontres spirituelles communautaires où chacun, échappant à l'isolement, recréera des rapports fraternels.

12. Construire aujourd'hui la ville, lieu d'existence des hommes et de leurs communautés élargies, créer de nouveaux modes de proximité et de relations, percevoir une application originale de la justice sociale, prendre en charge cet avenir collectif qui s'annonce difficile, c'est une tâche à laquelle des chrétiens doivent participer. A ces hommes entassés dans une promiscuité urbaine qui devient intolérable, il faut apporter un message d'espérance, par une fraternité vécue et une justice concrète. Que les chrétiens, conscients de cette responsabilité nouvelle, ne perdent pas cœur dans l'immensité sans visage de la cité, mais qu'ils se souviennent de Jonas qui longuement parcourt Ninive, la grande ville, pour y annoncer la bonne nouvelle de la miséricorde divine, soutenu dans sa faiblesse par la seule force de la parole du Dieu tout-puissant.

Dans la Bible, la ville est souvent le lieu du péché et de l'orgueil, orgueil d'un homme qui se sent assez assuré pour bâtir sa vie sans Dieu et même s'affirmer puissant contre lui. Mais c'est aussi Jérusalem, la Ville sainte, le lieu de rencontre avec Dieu, la promesse de la cité qui vient d'en haut (8).

### Les jeunes

13. Vie urbaine et mutation industrielle mettent par ailleurs en vive lumière des questions jusqu'ici mal perçues. Quelle sera, par exemple, dans ce monde en gestation, la place des femmes et celle des jeunes ?

Partout le dialogue s'avère difficile entre une jeunesse porteuse d'aspirations, de renouveau et aussi d'insécurité pour l'avenir et les générations adultes. Qui ne voit qu'il y a là une source de conflits graves, de ruptures et de démissions, même au sein de la famille, et une question posée sur les modes d'autorité, l'éducation de la liberté, la transmission des valeurs et des croyances qui touche aux racines profondes de la société ?

(8) Cf. Ap 3, 12 ; 21, 2.



## La place de la femme

De même, dans beaucoup de pays, un statut de la femme qui fasse cesser une discrimination effective et établisse des rapports d'égalité dans les droits et le respect de sa dignité est l'objet de recherches, parfois de revendications vives. Nous ne parlons pas de cette fausse égalité qui nierait les distinctions établies par le Créateur lui-même et qui serait en contradiction avec le rôle spécifique, combien capital, de la femme au cœur du foyer aussi bien qu'au sein de la société. L'évolution des législations doit au contraire aller dans le sens de la protection de sa vocation propre en même temps que de la reconnaissance de son indépendance en tant que personne, de l'égalité de ses droits à participer à la vie culturelle, économique, sociale et politique.

## Les travailleurs

14. L'Eglise l'a solennellement réaffirmé au dernier Concile : « La personne humaine est et doit être le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions (9). » Tout homme a droit au travail, à la possibilité de développer ses qualités et sa personnalité dans l'exercice de sa profession, à une rémunération équitable qui lui permette, à lui et à sa famille, de « mener une vie digne sur le plan matériel, social, culturel et spirituel (10) », à l'assistance en cas de besoin, du fait de la maladie ou de l'âge.

Si, pour la défense de ces droits, les sociétés démocratiques acceptent le principe du droit syndical, elles ne sont pas, pour autant, toujours ouvertes à son exercice. L'on doit admettre le rôle important des syndicats : ils ont pour objet la représentation des diverses catégories de travailleurs, leur légitime collaboration à l'essor économique de la société, le développement du sens de leurs responsabilités pour la réalisation du bien commun. Leur action ne va pas, cependant, sans difficultés : la tentation peut apparaître, ici ou là, de profiter d'une position de force pour imposer notamment par la grève — dont le droit comme moyen ultime de défense reste, certes, reconnu — des conditions trop lourdes pour l'ensemble de l'économie ou du corps social ou pour vouloir faire aboutir des revendications d'ordre directement politique. Lorsqu'il s'agit en particulier de services publics, nécessaires à la vie quotidienne de toute une communauté, on devra savoir estimer le seuil au-delà duquel le tort causé devient inadmissible.

## Les victimes des mutations

15. Bref, des progrès ont déjà été accomplis pour introduire, au sein des rapports humains, plus de justice et de participation aux responsabilités. Mais, en cet immense domaine, il reste encore beaucoup à faire. Aussi faut-il poursuivre activement la réflexion, la recherche et l'expérimentation, sous peine de demeurer en retard par rapport aux aspirations légitimes des travailleurs, aspirations qui s'affirment davantage au fur et à mesure que se développent leur forma-

tion, la conscience de leur dignité, la vigueur de leurs organisations.

L'égoïsme et la domination sont chez les hommes des tentations permanentes. Aussi un discernement toujours plus affiné est-il nécessaire pour saisir, à leur racine, les situations naissantes d'injustice et instaurer progressivement une justice de moins en moins imparfaite. Dans la mutation industrielle, qui réclame une adaptation rapide et constante, ceux qui vont se trouver lésés seront plus nombreux et plus défavorisés pour faire entendre leurs voix. Vers ces nouveaux « pauvres » — handicapés et inadaptés, vieillards, marginaux d'origine diverse, — l'attention de l'Eglise se porte pour les reconnaître, les aider, défendre leur place et leur dignité dans une société durcie par la compétition et l'attrait de la réussite.

## Les discriminations

16. Au nombre des victimes des situations d'injustice — encore que le phénomène ne soit, malheureusement, pas nouveau, — il faut placer ceux qui sont l'objet de discriminations, de droit ou de fait, à cause de leur race, leur origine, leur couleur, leur culture, leur sexe ou leur religion.

La discrimination raciale revêt, en ce moment, un caractère de plus forte actualité par la tension qu'elle soulève tant à l'intérieur de certains pays qu'au plan international lui-même. Avec raison, les hommes tiennent pour injustifiable et rejettent comme inadmissible la tendance à maintenir ou à introduire une législation ou des comportements, inspirés systématiquement par les préjugés racistes : les membres de l'humanité partagent la même nature et, par conséquent, la même dignité avec les mêmes droits et les mêmes devoirs fondamentaux, comme la même destinée surnaturelle. Au sein d'une commune patrie, tous doivent être égaux devant la loi, trouver un accès égal à la vie économique, culturelle, civique ou sociale et bénéficier d'une équitable répartition de la richesse nationale.

## Un droit à l'émigration

17. Nous songeons aussi à la situation précaire d'un grand nombre de travailleurs émigrés, dont la condition d'étrangers rend d'autant plus difficile, de leur part, toute revendication sociale, malgré leur réelle participation à l'effort économique du pays d'accueil. Il est urgent que l'on sache dépasser à leur égard une attitude étroitement nationaliste pour leur créer un statut qui reconnaisse un droit à l'émigration, favorise leur intégration, facilite leur promotion professionnelle et leur permette l'accès à un logement décent, où puissent les rejoindre, le cas échéant, leurs familles (11).

A cette catégorie se rattachent les populations qui, pour trouver du travail, fuir une catastrophe ou un climat hostile, quittent leurs régions et se retrouvent déracinées chez les autres.

Il est du devoir de tous — et spécialement des chrétiens (12) — de travailler avec énergie à instaurer la fraternité universelle, base indispen-

(9) Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 25 : AAS 58 (1966), p. 1045.

(10) *Ibidem*, 67, p. 1089.

(11) Encyclique *Populorum progressio*, 69 : AAS 59 (1967), p. 290-291.

(12) Cf. Rm 25, 35.



sable d'une justice authentique et condition d'une paix durable : « Nous ne pouvons invoquer Dieu, Père de tous les hommes, si nous refusons de nous conduire fraternellement envers certains des hommes créés à l'image de Dieu. La relation de l'homme à Dieu le Père et la relation de l'homme à ses frères humains sont tellement liées que l'Écriture dit : « Qui n'aime pas ne connaît pas Dieu (13). »

### Créer des emplois

18. Avec la croissance démographique, surtout marquée dans les jeunes nations, le nombre de ceux qui n'arrivent pas à trouver du travail et sont contraints à la misère ou au parasitisme ira grandissant dans les prochaines années, à moins qu'un sursaut de la conscience humaine n'entraîne un mouvement général de solidarité par une politique efficace d'investissements, d'organisation de la production et de la commercialisation, aussi bien du reste que de formation. Nous savons l'attention qui est portée à ces problèmes au sein des instances internationales et nous souhaitons vivement que leurs membres ne tardent pas à conformer leurs actes à leurs déclarations.

Il est inquiétant de constater en ce domaine une sorte de fatalisme qui s'empare même des responsables. Ce sentiment conduit parfois jusqu'aux solutions malthusiennes prônées par une propagande active en faveur de la contraception et de l'avortement. Dans cette situation critique, il faut au contraire affirmer que la famille, sans laquelle nulle société ne peut subsister, a droit à l'assistance qui lui assure les conditions d'un sain épanouissement. « Il est certain, disions-nous dans notre encyclique *Populorum progressio*, que les pouvoirs publics, dans les limites de leur compétence, peuvent intervenir, en développant une information appropriée et en prenant des mesures adaptées, pourvu qu'elles soient conformes aux exigences de la loi morale et respectueuses de la juste liberté du couple. Sans droit inaliénable au mariage et à la procréation, il n'est plus de dignité humaine (14). »

19. Jamais, à aucune autre époque, l'appel à l'imagination sociale n'a été aussi explicite. Il faut y consacrer des efforts d'invention et des capitaux aussi importants que ceux qui sont investis pour l'armement ou pour les performances technologiques. Si l'homme se laisse déborder et ne prévoit pas à temps l'émergence des nouvelles questions sociales, celles-ci deviendront trop graves pour qu'une solution pacifique puisse être espérée.

### Les moyens de communication sociale

20. Parmi les changements majeurs de notre temps, nous ne voulons pas oublier de souligner le rôle croissant que prennent les moyens de communication sociale et leur influence sur la transformation des mentalités, des connaissances, des organisations et de la société elle-même. Certes, ils ont bien des aspects positifs : grâce à eux, les informations du monde entier nous parviennent quasi instantanément, créant un contact par-delà les distances et des éléments

d'unité entre tous les hommes ; une diffusion plus étendue de la formation et de la culture devient possible. Toutefois, ces moyens de communication sociale, par leur action même, en arrivent à représenter comme un nouveau pouvoir. Comment ne pas alors s'interroger sur les détenteurs réels de ce pouvoir, sur les buts qu'ils poursuivent et les moyens qu'ils mettent en œuvre, sur le retentissement, enfin, de leur action, quant à l'exercice des libertés individuelles, aussi bien dans les domaines politique et idéologique que dans la vie sociale, économique et culturelle ? Les hommes qui détiennent cette puissance ont une grave responsabilité morale par rapport à la vérité des informations qu'ils doivent diffuser, par rapport aux besoins et aux réactions qu'ils font naître, par rapport aux valeurs qu'ils proposent. Plus encore, avec la télévision, c'est un mode original de connaissance et une nouvelle civilisation qui s'ébauche : celle de l'image.

Naturellement, les pouvoirs publics ne peuvent ignorer ni l'emprise croissante des moyens de communication sociale ni les avantages ou les risques que leur usage comporte pour le développement et l'avancement véritable de la société civile.

Il leur revient, de ce fait, d'exercer positivement leur fonction de service du bien commun, en apportant leur encouragement aux initiatives constructives et leur appui aux individus et aux groupes dans leur action pour défendre les valeurs fondamentales de la personne humaine et de la communauté humaine. Ils s'emploieront, d'autre part, à éviter, par des mesures opportunes, que ne se propage ce qui serait de nature à léser le patrimoine commun des valeurs sur lesquelles se fonde le progrès authentique de la société (15).

### L'environnement

21. Tandis que l'horizon de l'homme se modifie ainsi à partir des images qu'on choisit pour lui, une autre transformation se fait sentir, conséquence aussi dramatique qu'inattendue de l'activité humaine. Brusquement l'homme en prend conscience : par une exploitation inconsidérée de la nature, il risque de la détruire et d'être à son tour la victime de cette dégradation. Non seulement l'environnement matériel devient une menace permanente : pollutions et déchets, nouvelles maladies, pouvoir destructeur absolu ; mais c'est le cadre humain que l'homme ne maîtrise plus, créant ainsi pour demain un environnement qui pourra lui être intolérable. Problème social d'envergure qui regarde la famille humaine tout entière.

C'est vers ces perceptions neuves que le chrétien doit se tourner pour prendre en responsabilité, avec les autres hommes, un destin désormais commun.

### ASPIRATIONS FONDAMENTALES ET COURANTS D'IDÉES

22. En même temps que le progrès scientifique et technique continue à bouleverser le paysage

(13) Déclaration *Nostra Aetate*, 5 : AAS 58 (1966), p. 743. (DC 1965, n. 1459, col. 1829.)

(14) AAS 59 (1967), p. 276.

(15) Décret *Inter Mirifica*, 12 : AAS 56 (1961), p. 149. (DC 1963, n. 1414, col. 1662.)



de l'homme, ses modes de connaissance, de travail, de consommation et de relations, s'exprime toujours, dans ces contextes nouveaux, une double aspiration plus vive au fur et à mesure que se développent son information et son éducation : aspiration à l'égalité, aspiration à la participation ; deux formes de la dignité de l'homme et de sa liberté.

### Avantages et limites des reconnaissances juridiques

23. Pour inscrire dans les faits et les structures cette double aspiration, des progrès ont été accomplis dans l'énoncé des droits de l'homme et la recherche d'accords internationaux pour l'application de ces droits (16). Cependant, les discriminations — ethniques, culturelles, religieuses, politiques... — renaissent toujours. En fait, les droits humains demeurent encore trop souvent méconnus, sinon bafoués, ou leur respect est purement formel. En bien des cas, la législation est en retard sur les situations réelles. Nécessaire, elle est insuffisante à établir de véritables rapports de justice et d'égalité. L'Evangile, en nous enseignant la charité, nous apprend le respect privilégié des pauvres et leur situation particulière dans la société : les plus favorisés doivent renoncer à certains de leurs droits, pour mettre avec plus de libéralité leurs biens au service des autres. Si, en effet, au-delà des règles juridiques, manque un sens plus profond du respect et du service d'autrui, même l'égalité devant la loi pourra servir d'alibi à des discriminations flagrantes, à des exploitations maintenues, à un mépris effectif. Sans une éducation renouvelée de la solidarité, une affirmation excessive de l'égalité peut donner lieu à un individualisme où chacun revendique ses droits, sans se vouloir responsable du bien commun.

Qui ne voit l'apport capital, dans ce domaine, de l'esprit chrétien qui va d'ailleurs à la rencontre des aspirations de l'homme à être aimé ? L'amour de l'homme, première valeur de l'ordre terrestre, assure les conditions de la paix, tant sociale qu'internationale, en affirmant notre fraternité universelle (17).

### La société politique

24. La double aspiration vers l'égalité et la participation cherche à promouvoir un type de société démocratique. Divers modèles sont proposés, certains sont expérimentés ; aucun ne donne complète satisfaction et la recherche reste ouverte entre les tendances idéologiques et pragmatiques. Le chrétien a le devoir de participer à cette recherche et à l'organisation comme à la vie de la société politique. Etre social, l'homme construit son destin dans une série de groupements particuliers qui appellent, comme leur achèvement et comme une condition nécessaire de leur développement, une société plus vaste, de caractère universel, la société politique. Toute activité particulière doit se

replacer dans cette société élargie et prend, par là même, la dimension du bien commun (18).

C'est dire l'importance d'une éducation à la vie en société où, en plus de l'information sur les droits de chacun, soit rappelé leur nécessaire corrélatif : la reconnaissance des devoirs à l'égard des autres ; le sens et la pratique du devoir sont eux-mêmes conditionnés par la maîtrise de soi, l'acceptation des responsabilités et des limites posées à l'exercice de la liberté de l'individu ou du groupe.

25. L'action politique — est-il besoin de marquer qu'il s'agit d'abord d'une action et non pas d'une idéologie ? — doit être sous-tendue par un projet de société, cohérent dans ses moyens concrets et dans son inspiration, qui s'alimente à une conception plénière de la vocation de l'homme et de ses différentes expressions sociales. Il n'appartient ni à l'Etat, ni même à des partis politiques qui seraient clos sur eux-mêmes, de chercher à imposer une idéologie, par des moyens qui aboutiraient à la dictature des esprits, la pire de toutes. C'est aux groupements culturels et religieux — dans la liberté d'adhésion qu'ils supposent — qu'il appartient, de manière désintéressée et par leurs voies propres, de développer dans le corps social ces convictions ultimes sur la nature, l'origine et la fin de l'homme et de la société.

En ce domaine, il convient de rappeler le principe proclamé au Concile Vatican II : « La vérité ne s'impose que par la force de la vérité elle-même qui pénètre l'esprit avec autant de douceur que de puissance (19). »

### Idéologies et liberté humaine

26. Aussi le chrétien qui veut vivre sa foi dans une action politique conçue comme un service ne peut-il, sans se contredire, adhérer à des systèmes idéologiques qui s'opposent radicalement ou sur des points substantiels à sa foi et à sa conception de l'homme : ni à l'idéologie marxiste, à son matérialisme athée, à sa dialectique de violence et à la manière dont elle résorbe la liberté individuelle dans la collectivité, en niant en même temps toute transcendance à l'homme et à son histoire, personnelle et collective ; ni à l'idéologie libérale, qui croit exalter la liberté individuelle en la soustrayant à toute limitation, en la stimulant par la recherche exclusive de l'intérêt et de la puissance, et en considérant les solidarités sociales comme des conséquences plus ou moins automatiques des initiatives individuelles et non pas comme un but et un critère majeur de la valeur de l'organisation sociale.

27. Est-il besoin de souligner l'ambiguïté possible de toute idéologie sociale ? Tantôt elle ramène l'action, politique ou sociale, à être simplement l'application d'une idée abstraite, purement théorique ; tantôt c'est la pensée qui devient un pur instrument au service de l'action comme un simple moyen d'une stratégie. Dans les deux cas, n'est-ce pas l'homme qui risque de se trouver aliéné ? La foi chrétienne se situe au-

(16) Encyclique *Pacem in terris* : AAS 55 (1963), p. 261 et s. (DC 1963, n. 1398, col. 516 et s.)

(17) Cf. Message pour la Journée mondiale de la paix : AAS 63 (1971), p. 5-9. (DC 1970, n. 1576, p. 1102 et s.)

(18) Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 74 : AAS 58 (1966), p. 1095-1096.

(19) Déclaration *Dignitatis humanae*, 1 : AAS 58 (1966), p. 930. (DC 1966, n. 1463, col. 99.)



dessus et parfois à l'opposé des idéologies dans la mesure où elle reconnaît Dieu, transcendant et créateur, qui interpelle, à travers tous les niveaux du créé, l'homme comme libre et responsable.

28. Le danger serait aussi d'adhérer fondamentalement à une idéologie qui ne repose pas sur une doctrine vraie et organique, de s'y réfugier comme dans une explication dernière et suffisante de tout et de se construire ainsi une nouvelle idole dont on accepte, parfois sans en prendre conscience, le caractère totalitaire et contraignant. Et l'on pense trouver là une justification à son action, même violente, une adéquation à un désir généreux de service ; celui-ci demeure, mais il se laisse absorber par une idéologie qui — même si elle propose certaines voies de libération pour l'homme — aboutit finalement à l'asservir.

29. Si l'on a pu parler aujourd'hui d'un recul des idéologies, ce peut être un temps favorable pour une ouverture sur la transcendance concrète du christianisme. Ce peut être aussi le glissement plus accentué vers un nouveau positivisme : la technique universalisée comme forme dominante d'activité, comme mode envahissant d'exister, comme langage même, sans que la question de son sens ne soit réellement posée.

### Les mouvements historiques

30. Mais en dehors de ce positivisme qui réduit l'homme à une seule dimension — fût-elle importante aujourd'hui — et en cela le mutile, le chrétien rencontre, dans son action, des mouvements historiques concrets issus des idéologies et, pour une part, distincts d'elles. Déjà notre vénéré Prédécesseur Jean XXIII, dans *Pacem in terris*, montre qu'il est possible d'opérer une distinction : « On ne peut identifier, écrit-il, de fausses théories philosophiques sur la nature, l'origine et la finalité du monde et de l'homme, avec des mouvements historiques fondés dans un but économique, social, culturel ou politique, même si ces derniers ont dû leur origine à ces théories et puisent encore leur inspiration en elles. Une doctrine, une fois fixée et formulée, ne change plus, tandis que des mouvements ayant pour objet des conditions concrètes et changeantes de la vie ne peuvent pas ne pas être largement influencés par cette évolution. Du reste, dans la mesure où ces mouvements sont d'accord avec les sains principes de la raison et répondent aux justes aspirations de la personne humaine, qui refuserait d'y reconnaître des éléments positifs et dignes d'approbation (20) ? »

### L'attrait des courants socialistes

31. Aujourd'hui des chrétiens sont attirés par les courants socialistes et leurs évolutions diverses. Ils cherchent à y reconnaître un certain nombre d'aspirations qu'ils portent en eux-mêmes au nom de leur foi. Ils se sentent insérés dans ce courant historique et veulent y mener une action. Or, selon les continents et les cultures, ce courant historique prend des formes différentes sous un même vocable, même s'il a

été et demeure, en bien des cas, inspiré par des idéologies incompatibles avec la foi. Un discernement attentif s'impose. Trop souvent les chrétiens attirés par le socialisme ont tendance à l'idéaliser en termes d'ailleurs très généraux : volonté de justice, de solidarité et d'égalité. Ils refusent de reconnaître les contraintes des mouvements historiques socialistes, qui restent conditionnés par leurs idéologies d'origine. Entre les divers niveaux d'expression du socialisme — une aspiration généreuse et une recherche d'une société plus juste, des mouvements historiques ayant une organisation et un but politiques, une idéologie prétendant donner une vision totale et autonome de l'homme, — des distinctions sont à établir qui guideront les choix concrets. Toutefois, ces distinctions ne doivent pas tendre à considérer ces niveaux comme complètement séparés et indépendants. Le lien concret qui, selon les circonstances, existe entre eux, doit être lucidement repéré, et cette perspicacité permettra aux chrétiens d'envisager le degré d'engagement possible dans cette voie, étant sauves les valeurs, notamment de liberté, de responsabilité et d'ouverture au spirituel, qui garantissent l'épanouissement intégral de l'homme.

### L'évolution historique du marxisme

32. D'autres chrétiens se demandent même si une évolution historique du marxisme n'autoriserait pas certains rapprochements concrets. Ils constatent en effet un certain éclatement du marxisme qui, jusqu'ici, se présentait comme une idéologie unitaire, explicative, de la totalité de l'homme et du monde dans son processus de développement, et donc athée. En dehors de l'affrontement idéologique qui sépare officiellement les divers tenants du marxisme-léninisme dans leur interprétation respective de la pensée des fondateurs, et des oppositions ouvertes entre les systèmes politiques qui se réclament aujourd'hui d'elle, certains établissent les distinctions entre divers niveaux d'expression du marxisme.

33. Pour les uns, le marxisme demeure essentiellement une pratique active de la lutte de classes. Expérimentant la vigueur toujours présente et sans cesse renaissante des rapports de domination et d'exploitation entre les hommes, ils réduisent le marxisme à n'être que lutte, parfois sans autre projet, lutte qu'il faut poursuivre et même susciter de façon permanente. Pour d'autres, il sera d'abord l'exercice collectif d'un pouvoir politique et économique sous la direction d'un parti unique, qui se veut être — et lui seul — expression et garant du bien de tous, enlevant aux individus et aux autres groupes toute possibilité d'initiative et de choix. A un troisième niveau, le marxisme — qu'il soit au pouvoir ou non — se réfère à une idéologie socialiste à base de matérialisme historique et de négation de tout transcendant. Ailleurs enfin, il se présente sous une forme plus atténuée, plus séduisante aussi pour l'esprit moderne : comme une activité scientifique, comme une méthode rigoureuse d'examen de la réalité sociale et politique, comme le lien rationnel et expérimenté par l'histoire entre la connaissance théorique et la pratique de la transformation révolutionnaire. Bien que ce type d'analyse privilégie certains aspects de la réalité au détriment des autres et

(20) 159 : AAS (1963), p. 300.



les interprète en fonction de l'idéologie, il fournit pourtant à certains, avec un instrument de travail, une certitude préalable à l'action, avec la prétention de déchiffrer, sous un mode scientifique, les ressorts de l'évolution de la société.

34. Si à travers le marxisme, tel qu'il est concrètement vécu, on peut distinguer ces divers aspects et les questions qu'ils posent aux chrétiens pour la réflexion et pour l'action, il serait illusoire et dangereux d'en arriver à oublier le lien intime qui les unit radicalement, d'accepter les éléments de l'analyse marxiste sans reconnaître leurs rapports avec l'idéologie, d'entrer dans la pratique de la lutte des classes et de son interprétation marxiste en négligeant de percevoir le type de société totalitaire et violente à laquelle conduit ce processus.

### L'idéologie libérale

35. D'autre part, on assiste à un renouveau de l'idéologie libérale. Ce courant s'affirme, soit au nom de l'efficacité économique, soit pour défendre l'individu contre les emprises de plus en plus envahissantes des organisations, soit contre les tendances totalitaires des pouvoirs politiques. Et, certes, l'initiative personnelle est à maintenir et à développer. Mais les chrétiens qui s'engagent dans cette voie n'ont-ils pas tendance à idéaliser, à leur tour, le libéralisme qui devient alors une proclamation en faveur de la liberté ? Ils voudraient un modèle nouveau, plus adapté aux conditions actuelles, en oubliant facilement que, dans sa racine même, le libéralisme philosophique est une affirmation erronée de l'autonomie de l'individu, dans son activité, ses motivations, l'exercice de sa liberté. C'est dire que l'idéologie libérale requiert, également, de leur part, un discernement attentif.

### Le discernement chrétien

36. Dans cette approche renouvelée des diverses idéologies, le chrétien puisera aux sources de sa foi et dans l'enseignement de l'Eglise les principes et les critères opportuns pour éviter de se laisser séduire, puis enfermer, dans un système dont les limites et le totalitarisme risquent de lui apparaître trop tard s'il ne les perçoit pas dans leurs racines. Dépassant tout système, sans pour autant omettre l'engagement concret au service de ses frères, il affirmera, au sein même de ses options, la spécificité de l'apport chrétien pour une transformation positive de la société (21).

### Renaissance des utopies

37. Aujourd'hui d'ailleurs, les faiblesses des idéologies sont mieux perçues à travers les systèmes concrets où elles essaient de se réaliser. Socialisme bureaucratique, capitalisme technocratique, démocratie autoritaire manifestent la difficulté de résoudre le grand problème humain de vivre ensemble dans la justice et l'égalité. Comment pourraient-ils, en effet, échapper au matérialisme, à l'égoïsme ou à la contrainte qui, fatalement, les accompagnent ? D'où vient une contestation qui surgit un peu partout, signe d'un

malaise profond, tandis qu'on assiste à la renaissance de ce qu'il est convenu d'appeler les « utopies », qui prétendent, mieux que les idéologies, résoudre les problèmes politiques des sociétés modernes ? Il serait dangereux de le méconnaître, l'appel à l'utopie est souvent un prétexte commode à qui veut fuir les tâches concrètes pour se réfugier dans un monde imaginaire. Vivre dans un futur hypothétique est un alibi facile pour repousser des responsabilités immédiates. Mais il faut bien le reconnaître, cette forme de critique de la société existante provoque souvent l'imagination prospective, à la fois pour percevoir dans le présent le possible ignoré qui s'y trouve inscrit et pour orienter vers un avenir neuf ; elle soutient ainsi la dynamique sociale par la confiance qu'elle donne aux forces inventives de l'esprit et du cœur humains ; et, si elle ne refuse aucune ouverture, elle peut aussi rencontrer l'appel chrétien. L'Esprit du Seigneur, qui anime l'homme renoué dans le Christ, bouscule sans cesse les horizons, où son intelligence aime trouver sa sécurité, et les limites, où volontiers son action s'enfermerait ; une force l'habite qui l'appelle à dépasser tout système et toute idéologie. Au cœur du monde demeure le mystère de l'homme qui se découvre fils de Dieu au cours d'un processus historique et psychologique où luttent et alternent contraintes et liberté, pesanteur du péché et souffle de l'Esprit.

Le dynamisme de la foi chrétienne triomphe alors des calculs étroits de l'égoïsme. Animé par la puissance de l'Esprit de Jésus-Christ, Sauveur des hommes, soutenu par l'Espérance, le chrétien s'engage dans la construction d'une cité humaine, pacifique, juste et fraternelle, qui soit une offrande agréable à Dieu (22). En effet, « l'attente de la nouvelle terre, loin d'affaiblir en nous le souci de cultiver cette terre, doit plutôt le réveiller : le corps de la nouvelle famille humaine y grandit, qui offre déjà quelque ébauche du siècle à venir (23) ».

### L'interrogation des sciences humaines

38. Dans ce monde dominé par la mutation scientifique et technique qui risque de l'entraîner vers un nouveau positivisme, un autre doute se lève, plus essentiel. Après s'être appliqué à soumettre rationnellement la nature, voici que l'homme se trouve comme enfermé lui-même dans sa propre rationalité ; il devient à son tour objet de science. Les « sciences humaines » connaissent aujourd'hui un essor significatif. D'une part, elles soumettent à un examen critique et radical les connaissances admises jusqu'ici par l'homme, parce qu'elles leur apparaissent ou trop empiriques ou trop théoriques. D'autre part, la nécessité méthodologique et l'a priori idéologique les conduisent trop souvent à isoler, à travers les situations variées, certains aspects de l'homme et à leur donner pourtant une explication qui prétend être globale, ou du moins une interprétation qui se voudrait totalisante à partir d'un point de vue purement quantitatif ou phénoménologiste. Cette réduction « scientifique » trahit une prétention dangereuse. Privilégier ainsi tel

(21) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 11 : AAS 58 (1966), p. 1033.

(22) Cf. Rm 15, 16.

(23) Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 39 : AAS 58 (1966), p. 1057.



aspect de l'analyse, c'est mutiler l'homme et, sous les apparences d'un processus scientifique, se rendre incapable de le comprendre dans sa totalité.

39. Il ne faut pas être moins attentif à l'action que les « sciences humaines » peuvent susciter, en donnant naissance à l'élaboration de modèles sociaux que l'on voudrait imposer ensuite comme types de conduite scientifiquement éprouvés. L'homme peut alors devenir objet de manipulations, orientant ses désirs et ses besoins, modifiant ses comportements et jusqu'à son système de valeurs. Nul doute qu'il n'y ait là un danger grave pour les sociétés de demain et pour l'homme lui-même. Car si tous s'accordent pour construire une société nouvelle qui sera au service des hommes, encore faut-il savoir de quel homme il s'agit.

40. Le soupçon des sciences humaines atteint le chrétien plus que d'autres, mais ne le trouve pas désarmé. Car, nous l'écrivions nous-même dans *Populorum progressio*, c'est là que se situe l'apport spécifique de l'Eglise aux civilisations : « Communiant aux meilleures aspirations des hommes et souffrant de les voir insatisfaites, l'Eglise désire les aider à atteindre leur plein épanouissement, et c'est pourquoi elle leur propose ce qu'elle possède en propre : une vision globale de l'homme et de l'humanité (24). » Faudrait-il alors que l'Eglise conteste les sciences humaines dans leur démarche et dénonce leur prétention ? Comme pour les sciences de la nature, l'Eglise fait confiance à cette recherche et invite les chrétiens à y être activement présents (25). Animés par la même exigence scientifique et le désir de mieux connaître l'homme, mais en même temps éclairés par leur foi, les chrétiens adonnés aux sciences humaines ouvriront un dialogue, qui s'annonce fructueux, entre l'Eglise et ce champ nouveau de découvertes. Certes, chaque discipline scientifique ne pourra saisir, dans sa particularité, qu'un aspect partiel mais vrai de l'homme ; la totalité et le sens lui échappent. Mais à l'intérieur de ces limites, les sciences humaines assurent une fonction positive que l'Eglise reconnaît volontiers. Elles peuvent même élargir les perspectives de la liberté humaine plus largement que les conditionnements perçus ne le laissaient prévoir. Elles pourraient aussi aider la morale sociale chrétienne, qui verra sans doute son champ se limiter lorsqu'il s'agit de proposer certains modèles sociaux, tandis que sa fonction de critique et de dépassement se renforcera en montrant le caractère relatif des comportements et des valeurs que telle société présentait comme définitives et inhérentes à la nature même de l'homme. Condition à la fois indispensable et insuffisante d'une meilleure découverte de l'humain, ces sciences sont un langage de plus en plus complexe, mais qui élargit, plus qu'il ne comble, le mystère du cœur de l'homme et n'apporte pas la réponse complète et définitive au désir qui monte du plus profond de son être.

(24) 13 : AAS 59 (1967), 264.

(25) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 36 : AAS 58 (1966), p. 1054.

## L'ambiguïté du progrès

41. Cette meilleure connaissance de l'homme permet de mieux critiquer et éclairer une notion fondamentale qui demeure à la base des sociétés modernes, à la fois comme mobile, comme mesure et comme objectif : le progrès. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les sociétés occidentales et beaucoup d'autres à leur contact ont mis leur espoir dans un progrès sans cesse renouvelé, indéfini. Ce progrès leur apparaissait comme l'effort de libération de l'homme à l'égard des nécessités de la nature et des contraintes sociales ; c'était la condition et la mesure de la liberté humaine. Diffusé par les moyens modernes d'information et par la sollicitation de savoirs et de consommations plus étendus, le progrès devient une idéologie omniprésente. Un doute aujourd'hui se lève pourtant et sur sa valeur et sur son issue. Que signifie cette quête inexorable d'un progrès qui fuit chaque fois que l'on croit l'avoir conquis ? Non maîtrisé, le progrès laisse insatisfait. Sans doute a-t-on dénoncé, à juste titre, les limites et même les méfaits d'une croissance économique purement quantitative et souhaite-t-on atteindre aussi des objectifs d'ordre qualitatif. La qualité et la vérité des rapports humains, le degré de participation et de responsabilité sont non moins significatifs et importants pour le devenir de la société que la quantité et la variété des biens produits et consommés. Surmontant la tentation de vouloir tout mesurer en termes d'efficacité et d'échanges, en rapports de forces et d'intérêts, l'homme désire aujourd'hui substituer de plus en plus à ces critères quantitatifs l'intensité de la communication, la diffusion des savoirs et des cultures, le service réciproque, la concertation pour une tâche commune. Le vrai progrès n'est-il pas dans le développement de la conscience morale qui conduira l'homme à prendre en charge des solidarités élargies et à s'ouvrir librement aux autres et à Dieu ? Pour un chrétien, le progrès rencontre nécessairement le mystère eschatologique de la mort : la mort du Christ et sa résurrection, l'impulsion de l'Esprit du Seigneur, aident l'homme à situer sa liberté créatrice et reconnaissante, dans la vérité de tout progrès, dans la seule espérance qui ne déçoit pas (26).

## LES CHRETIENS DEVANT CES NOUVEAUX PROBLEMES

### Dynamisme de l'enseignement social de l'Eglise

42. Devant tant de questions nouvelles, l'Eglise fait un effort de réflexion pour répondre, dans son domaine propre, à l'attente des hommes. Si aujourd'hui les problèmes paraissent originaux par leur ampleur et leur urgence, l'homme est-il démuni pour les résoudre ? C'est avec tout son dynamisme que l'enseignement social de l'Eglise accompagne les hommes dans leur recherche. S'il n'intervient pas pour authentifier une structure donnée ou pour proposer un modèle préfabriqué, il ne se limite pas non plus à rappeler quelques principes généraux : il se développe par une réflexion menée au contact des situations

(26) Cf. Rm 5, 6.



changeantes de ce monde, sous l'impulsion de l'Evangile comme source de renouveau, dès lors que son message est accepté dans sa totalité et dans ses exigences. Il se développe aussi avec la sensibilité propre de l'Eglise, marquée par une volonté désintéressée de service et une attention aux plus pauvres. Il puise enfin dans une expérience riche de plusieurs siècles qui lui permet d'assumer, dans la continuité de ses préoccupations permanentes, l'innovation hardie et créatrice que requiert la situation présente du monde.

### Pour une plus grande justice

43. Une plus grande justice reste à instaurer dans la répartition des biens, tant à l'intérieur des communautés nationales que sur le plan international. Dans les échanges mondiaux, il faut dépasser les rapports de forces pour arriver à des ententes concertées en vue du bien de tous. Les rapports de force n'ont jamais établi en effet la justice de façon durable et vraie, même si à certains moments l'alternance des positions peut souvent permettre de trouver des conditions plus faciles de dialogue. L'usage de la force suscite du reste la mise en œuvre de forces adverses, d'où un climat de luttes qui ouvrent à des situations extrêmes de violence et des abus (27). Mais, nous l'avons souvent affirmé, le devoir le plus important de justice est de permettre à chaque pays de promouvoir son propre développement, dans le cadre d'une coopération exempte de tout esprit de domination, économique et politique. Certes, la complexité des problèmes soulevés est grande dans l'enchevêtrement actuel des interdépendances ; aussi faut-il avoir le courage d'entreprendre une révision des rapports entre les nations, qu'il s'agisse de répartition internationale de la production, de structure des échanges, de contrôle des profits, de système monétaire — sans oublier les actions de solidarité humanitaire, — de mettre en question les modèles de croissance des nations riches, de transformer les mentalités pour les ouvrir à la priorité du devoir international, de rénover les organismes internationaux en vue d'une plus grande efficacité.

44. Sous la poussée des nouveaux systèmes de production, les frontières nationales éclatent et l'on voit apparaître de nouvelles puissances économiques, les entreprises multinationales, qui par la concentration et la souplesse de leurs moyens peuvent mener des stratégies autonomes, en grande partie indépendantes des pouvoirs politiques nationaux, donc sans contrôle au point de vue du bien commun. En étendant leurs activités, ces organismes privés peuvent conduire à une nouvelle forme abusive de domination économique sur le domaine social, culturel et même politique. La concentration excessive des moyens et des pouvoirs que dénonçait déjà Pie XI pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de *Rerum Novarum* prend un nouveau visage concret.

### Changement des cœurs et des structures

45. Aujourd'hui, les hommes aspirent à se libérer du besoin et de la dépendance. Mais cette

libération commence par la liberté intérieure qu'ils doivent retrouver face à leurs biens et à leurs pouvoirs ; ils n'y arriveront que par un amour transcendant de l'homme, et par conséquent par une disponibilité effective au service. Sinon, on ne le voit que trop, les idéologies les plus révolutionnaires n'aboutissent qu'à un changement de maîtres : installés à leur tour au pouvoir, les nouveaux maîtres s'entourent de privilèges, limitent les libertés et laissent s'instaurer d'autres formes d'injustice.

Aussi, beaucoup en viennent à s'interroger sur le modèle même de société. L'ambition de nombreuses nations, dans la compétition qui les oppose et les entraîne, est d'atteindre à la puissance technologique, économique, militaire ; elle s'oppose alors à la mise en place de structures où le rythme du progrès serait réglé en fonction d'une plus grande justice, au lieu d'accentuer les disparités et de vivre dans un climat de méfiance et de lutte qui compromet sans cesse la paix.

### Signification chrétienne de l'action politique

46. N'est-ce pas ici qu'apparaît une limite radicalement de l'économie ? Nécessaire, l'activité économique peut, si elle est au service de l'homme, « être source de fraternité et signe de la Providence (28) » ; elle est l'occasion d'échanges concrets entre les hommes, de droits reconnus, de service rendus, de dignité affirmée dans le travail. Souvent terrain d'affrontement et de domination, elle peut ouvrir des dialogues et susciter des coopérations. Pourtant elle risque d'absorber à l'excès les forces et la liberté (29). C'est pourquoi le passage de l'économique au politique s'avère nécessaire. Certes, sous le terme « politique », beaucoup de confusions sont possibles et doivent être éclaircies — mais chacun sent que, dans les domaines sociaux et économiques — tant nationaux qu'internationaux, — la décision ultime revient au pouvoir politique.

Celui-ci, qui est le lien naturel et nécessaire pour assurer la cohésion du corps social, doit avoir pour but la réalisation du bien commun. Il agit, dans le respect des libertés légitimes des individus, des familles et des groupes subsidiaires, afin de créer, efficacement et au profit de tous, les conditions requises pour atteindre le bien authentique et complet de l'homme, y compris sa fin spirituelle. Il se déploie dans les limites de sa compétence qui peuvent être diverses selon les pays et les peuples. Il intervient toujours avec un souci de justice et de dévouement au bien commun, dont il a la possibilité ultime. Il n'enlève pas pour autant aux individus et aux corps intermédiaires leur champ d'activités et leurs responsabilités propres, qui les conduit à concourir à la réalisation de ce bien commun. En effet, « l'objet de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social et non de les détruire ni de les absorber (30) ».

(28) *Ibid.*, 86, p. 299.

(29) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 63 : AAS 58 (1966), p. 1085.

(30) *Quadragesimo Anno* : AAS 23 (1931), p. 203 ; cf. *Mater et Magistra* : AAS 53 (1961), p. 414, 428 ; Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 74, 75, 76 : AAS 58 (1966), p. 1095-1100.

(27) Cf. *Populorum progressio*, 56 et s. : AAS 59 (1967), p. 285 et s.



Selon sa vocation propre, le pouvoir politique doit savoir se dégager des intérêts particuliers pour envisager sa responsabilité à l'égard du bien de tous les hommes, en dépassant même les limites nationales. Prendre au sérieux la politique à ses divers niveaux — local, régional, national et mondial —, c'est affirmer le devoir de l'homme, de tout homme, de reconnaître la réalité concrète et la valeur de la liberté de choix qui lui est offerte de chercher à réaliser ensemble le bien de la cité, de la nation, de l'humanité. La politique est une manière exigeante — mais non la seule — de vivre l'engagement chrétien au service des autres. Sans résoudre certes tous les problèmes, elle s'efforce d'apporter des solutions aux rapports des hommes entre eux. Son domaine large et englobant n'est pas exclusif. Une attitude envahissante qui tendrait à en faire un absolu deviendrait un grave danger. Tout en reconnaissant l'autonomie de la réalité politique, les chrétiens sollicités d'entrer dans l'action politique s'efforceront de rechercher une cohérence entre leurs options et l'Evangile et de donner, au sein d'un pluralisme légitime, un témoignage, personnel et collectif, du sérieux de leur foi par un service efficace et désintéressé des hommes.

### Partage des responsabilités

47. Le passage à la dimension politique exprime aussi une requête actuelle de l'homme : un plus grand partage des responsabilités et des décisions. Cette aspiration légitime se manifeste davantage à mesure que croît le niveau culturel, que se développe le sens de la liberté et que l'homme perçoit mieux comment, dans un monde ouvert sur un avenir incertain, les choix d'aujourd'hui conditionnent déjà la vie de demain. Dans *Mater et Magistra* (31), Jean XXIII soulignait combien l'accès aux responsabilités est une exigence fondamentale de la nature de l'homme, un exercice concret de sa liberté, une voie pour son développement, et il indiquait comment, dans la vie économique et en particulier dans l'entreprise, cette participation aux responsabilités devait être assurée (32). Aujourd'hui le domaine est plus vaste, il s'étend au champ social et politique où doit être institué et intensifié un partage raisonnable dans les responsabilités et les décisions. Certes les choix proposés à la décision sont de plus en plus complexes ; les considérations à inclure multiples, la prévision des conséquences aléatoire, même si des sciences nouvelles s'efforcent d'éclairer la liberté dans ces moments importants. Pourtant, bien que des limites s'imposent parfois, ces obstacles ne doivent pas ralentir une diffusion plus grande de la participation à l'élaboration de la décision, comme aux choix eux-mêmes et à leur mise en application. Pour faire contrepoids à une technocratie grandissante, il faut inventer des formes de démocratie moderne, non seulement en donnant à chaque homme la possibilité de s'informer et de s'exprimer, mais en l'engageant dans une responsabilité commune. Ainsi les groupes humains se transforment peu à peu en commu-

nautés de partage et de vie. Ainsi la liberté, qui s'affirme trop souvent comme revendication d'autonomie en s'opposant à la liberté d'autrui, s'épanouit dans sa réalité humaine la plus profonde : s'engager et se dépenser pour construire des solidarités actives et vécues. Mais, pour le chrétien, c'est en se perdant en Dieu qui le libère que l'homme trouve une vraie liberté, renouvelée dans la mort et la résurrection du Seigneur.

## APPEL A L'ACTION

### Nécessité de s'engager dans l'action

48. Dans le domaine social, l'Eglise a toujours voulu assurer une double fonction : éclairer les esprits pour les aider à découvrir la vérité et discerner la voie à suivre au milieu des doctrines diverses qui le sollicitent ; entrer dans l'action et diffuser, avec un souci réel du service et de l'efficacité, les énergies de l'Evangile. N'est-ce pas pour être fidèle à cette volonté que l'Eglise a envoyé en mission apostolique, parmi les travailleurs, des prêtres qui, en partageant intégralement la condition ouvrière, veulent y être les témoins de sa sollicitude et de sa recherche ?

C'est à tous les chrétiens que nous adressons à nouveau et de façon pressante un appel à l'action. Dans notre encyclique sur le développement des peuples, nous insistions pour que tous se mettent à l'œuvre : « Les laïcs doivent assumer comme leur tâche propre le renouvellement de l'ordre temporel ; si le rôle de la hiérarchie est d'enseigner et d'interpréter authentiquement les principes moraux à suivre en ce domaine, il leur appartient, par leurs libres initiatives et sans attendre passivement consignes et directives, de pénétrer d'esprit chrétien la mentalité et les mœurs, les lois et les structures de leur communauté de vie (33). » Que chacun s'examine pour voir ce qu'il a fait jusqu'ici et ce qu'il devrait faire. Il ne suffit pas de rappeler des principes, d'affirmer des intentions, de souligner des injustices criantes et de proférer des dénonciations prophétiques : ces paroles n'auront de poids réel que si elles s'accompagnent pour chacun d'une prise de conscience plus vive de sa propre responsabilité et d'une action effective. Il est trop facile de rejeter sur les autres la responsabilité des injustices, si on ne perçoit pas en même temps comment on y participe soi-même et comment la conversion personnelle est d'abord nécessaire. Cette humilité fondamentale enlèvera à l'action toute raideur et tout sectarisme ; elle évitera aussi le découragement en face d'une tâche qui apparaît démesurée. L'espérance du chrétien lui vient d'abord de ce qu'il sait que le Seigneur est à l'œuvre avec nous dans le monde, continuant en son Corps qui est l'Eglise — et par elle dans l'humanité entière — la Rédemption qui s'est accomplie sur la Croix et qui a éclaté en victoire au matin de la Résurrection (34). Elle vient aussi de ce qu'il sait que d'autres hommes sont à l'œuvre pour entreprendre des actions convergentes de justice et de paix ; car sous une apparente indifférence, il

(31) AAS 53 (1961), p. 420-422.

(32) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 68, 75 AAS 58 (1966), p. 1089-1090, 1097.

(33) *Populorum progressio*, 81 : AAS 59 (1967), p. 296-297.

(34) Cf. Mt 28, 30 ; Ph 2, 8-11.



y a au cœur de chaque homme une volonté de vie fraternelle et une soif de justice et de paix, qu'il s'agit d'épanouir.

49. Ainsi, dans la diversité des situations, des fonctions, des organisations, chacun doit situer sa responsabilité et discerner, en conscience, les actions auxquelles il est appelé à participer. Mêlé à des courants divers où, à côté d'aspirations légitimes, se glissent des orientations plus ambiguës, le chrétien doit opérer un tri vigilant et éviter de s'engager dans des collaborations inconditionnelles et contraires aux principes d'un véritable humanisme, même au nom de solidarités effectivement ressenties. S'il veut, en effet, jouer un rôle spécifique, comme chrétien en accord avec sa foi — rôle que les incroyants eux-mêmes attendent de lui —, il doit veiller, au sein de son engagement actif, à élucider ses motivations, à dépasser les objectifs poursuivis dans une vue plus compréhensive qui évitera le danger des particularismes égoïstes et des totalitarismes oppresseurs.

### Pluralisme des options

50. Dans les situations concrètes et compte tenu des solidarités vécues par chacun, il faut reconnaître une légitime variété d'options possibles. Une même foi chrétienne peut conduire à des engagements différents (35). L'Eglise invite tous les chrétiens à une double tâche d'animation et d'innovation afin de faire évoluer les structures pour les adapter aux vrais besoins actuels. Aux chrétiens qui paraissent, à première vue, s'opposer à partir d'options différentes, elle demande un effort de compréhension réciproque des positions et des motivations de l'autre ; un examen loyal de ses comportements et de leur rectitude suggérera à chacun une attitude de charité plus profonde qui, tout en reconnaissant les différences, n'en croit pas moins aux possibilités de convergence et d'unité. « Ce qui unit les fidèles en effet est plus fort que ce qui les sépare (36). »

Il est vrai que beaucoup, insérés dans les structures et les conditionnements modernes, sont déterminés par leurs habitudes de pensées, leurs fonctions, quand ce n'est pas par la sauvegarde d'intérêts matériels. D'autres ressentent si profondément les solidarités, de classes et de cultures, qu'ils en viennent à partager sans réserve tous les jugements et les options de leur milieu (37). Chacun aura à cœur de s'éprouver soi-même et de faire surgir cette vraie liberté selon le Christ qui ouvre à l'universel au sein même des conditions plus particulières.

51. C'est là aussi que les organisations chrétiennes, sous leurs formes diverses, ont également une responsabilité d'action collective. Sans se substituer aux institutions de la société civile, ils ont à exprimer, à leur manière et en dépassant leur particularité, les exigences concrètes de la foi chrétienne dans une transformation juste et par conséquent nécessaire de la société (38).

(35) Cf. Constitution pastorale *Gaudium et spes*, 43 : AAS 58 (1966), p. 1061.

(36) *Ibid.*, 93, p. 1113.

(37) Cf. 1 Th 5, 21.

(38) Cf. Const. dogm. *Lumen gentium*, 31 : AAS 57 (1965), p. 37-38 ; décret *Apostolicam Actuositatem*, 5 : AAS 58 (1966), p. 842. (DC 1965, n. 1460, col. 2023.)

Aujourd'hui plus que jamais, la parole de Dieu ne pourra être annoncée et entendue que si elle s'accompagne du témoignage de la puissance de l'Esprit-Saint, opérant dans l'action des chrétiens au service de leurs frères, aux points où se jouent leur existence et leur avenir.

52. En vous livrant ces réflexions, nous avons certes conscience, monsieur le Cardinal, de n'avoir pas abordé tous les problèmes sociaux qui se posent aujourd'hui à l'homme de foi et aux hommes de bonne volonté. Nos récentes déclarations — auxquelles s'ajoute votre message à l'occasion du lancement de la deuxième décennie du développement — concernant notamment les devoirs de l'ensemble des nations dans la grave question du développement intégral et solidaire de l'homme, — demeurent encore dans les esprits. Nous vous adressons celles-ci dans le dessein de fournir au Conseil des laïcs et à la Commission pontificale « Justice et Paix » de nouveaux éléments, en même temps qu'un encouragement, pour la poursuite de leur tâche « d'éveiller le Peuple de Dieu à une pleine intelligence de son rôle à l'heure actuelle » et de « promouvoir l'apostolat au plan international » (39).

C'est dans ces sentiments que nous vous donnons, monsieur le Cardinal, notre Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 14 mai 1971.

PAULUS PP. VI.

(39) *Motu proprio « Catholicam Christi Ecclesiam »* : AAS 59 (1967), p. 27 et p. 26. (DC 1967, n. 1487, col. 193 et s.)

## PROMOUVOIR LA CAUSE DU TRAVAIL DANS LA PAIX

Le dimanche 16 mai a été célébré solennellement dans la basilique Saint-Pierre, à Rome, le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum*, en présence de plusieurs milliers de travailleurs (1). Voici l'allocution que Paul VI a prononcée ce même dimanche avant la récitation du Regina Cœli (2) :

Nous avons célébré aujourd'hui, à Saint-Pierre, un texte du Pape Léon XIII, notre grand prédécesseur,

(1) Dans l'homélie qu'il a prononcée en cette circonstance, Paul VI a justifié l'intervention des Papes en matière sociale :

[...] Pourquoi le Pape a-t-il parlé ? En avait-il le droit ? En avait-il la compétence ? Oui, répondrons-nous, parce qu'il en avait le devoir. Il s'agit ici de justifier cette intervention de l'Eglise et du Pape dans les questions sociales qui, de leur nature, sont des questions temporelles, des questions de cette terre, ne semblant pas être de la compétence de celui qui tire sa raison d'être du Christ, lequel a déclaré que son royaume n'était pas de ce monde. Mais, à y bien regarder, il ne s'agissait pas pour le Pape du royaume de ce monde ; il s'agissait des critères de sagesse et de justice dont il doit s'inspirer. Et de ce point de vue, la voix du Pape qui se faisait l'avocat des pauvres... n'était que l'écho de la voix du Christ. [...]

(Texte italien dans l'OR des 17-18 mai. Traduction de la DC.)

(2) Texte italien dans l'*Osservatore Romano* des 17-18 mai 1971. Traduction et titre de la DC.



texte historique et libérateur pour la classe ouvrière, et nous avons renouvelé notre résolution de poursuivre l'effort chrétien en vue de la justice due au travail humain, à sa dignité, à sa liberté, à sa promotion civile et spirituelle.

Ce programme est déjà en cours dans la société moderne, mais il exige encore beaucoup du travail parce que constamment apparaissent de nouveaux problèmes, du fait qu'aujourd'hui tout le monde, de diverses manières et dans diverses mesures, est obligé de travailler; mais tout le monde ne trouve pas du travail, il y a du chômage; tout le monde ne peut pas avoir un travail sûr et rétribué comme il faut. Et puis tout le monde aspire à tirer de sa peine plus de droits et plus de satisfaction. Mais beaucoup ont des idées fausses sur ce grand problème de notre temps : certains n'admettent pas que le travailleur puisse aspirer à des conditions de vie nouvelles et meilleures, tandis que d'autres croient encore que la cause du travail ne peut progresser sans conflits sociaux perpétuels et violents.

C'est le drame de notre temps, pour la solution duquel nous croyants nous devons avant tout prier.

Nous prions donc pour les travailleurs qui souffrent, pour ceux dont le travail est dur, dangereux, malsain; nous prions pour les chômeurs et pour les pauvres.

Nous prions pour que le travail, au lieu de transformer la légitime défense des intérêts particuliers en haine profonde, en lutte permanente et irréductible, en démagogie troublant l'ordre public et finalement en oppression exercée par les uns contre les autres, apprenne à se respecter les uns les autres et conduise à une plus grande justice, à la fraternité, au bien commun, à la paix.

Nous prions pour que, à l'exemple de Jésus-Christ, nous sachions aimer et bien faire notre travail, en nous efforçant non seulement d'en tirer notre pain, notre rémunération, notre bien-être, mais aussi d'y découvrir une certaine rencontre avec les secrets de la création, et donc un appel à progresser, à rencontrer Dieu.

Et enfin, oui, nous prions pour que le travail ne soit pas enfermé dans une perspective matérialiste et athée, mais qu'il soit ouvert aux horizons de l'esprit, de la prière, de la récompense éternelle.

Telle sera notre prière, en saluant nos frères qui travaillent, qui peinent et qui espèrent.

— *Votre première année de mariage*. Guide des fiancés et des jeunes mariés, par le docteur MCGINNIS. Traduit de l'américain par R. MONJARDET. — Un vol. 15,5 X 21,5 cm, de 192 pages. Prix : 15,20 F. Editions Resma, Paris.

Les premiers mois de mariage sont comme l'enfance d'un couple. L'auteur, psychologue et conseiller conjugal américain, leur servira de guide pour une formation psychologique judicieuse. En annexe, on a réuni les adresses utiles pour les pays francophones.

— *Une femme d'aujourd'hui et l'Eglise*, par LUISE RINSER. Traduit de l'allemand par S. et G. DE LALÈNE. — Un vol. 13 X 18,5 cm, de 174 pages. Editions du Seuil, Paris.

Les multiples questions par lesquelles débute le livre pourront faire douter que l'auteur soit vraiment une femme « initiée à la théologie » comme elle l'affirme. Ou alors si peu ! Mais il y a de bonnes pages sur le célibat ecclésiastique et d'autres au sens énigmatique.

— *L'Exil de la parole*. Du silence biblique au silence d'Auschwitz, par ANDRÉ NAHER. — Un vol. 14 X 20,5 cm, de 268 pages. Editions du Seuil, Paris.

Le thème du silence dans la Bible — qui est le Livre de la parole — est rarement rappelé. On oublie que les Pères, ces commentateurs privilégiés de l'Ecriture, ne l'ont pas négligé. La vie monastique dès ses débuts le recherchait, et l'auteur aurait pu trouver là des pages excellentes. Mais le souvenir d'Auschwitz le domine.

## ALLOCUTION A DES TRAVAILLEURS ALLEMANDS

*Le 30 avril, Paul VI a reçu 800 ouvriers allemands auxquels il a adressé cette allocution (1) :*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

A l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum* sur les questions sociales et du 40<sup>e</sup> anniversaire de *Quadragesimo anno*, le « Mouvement des travailleurs catholiques de l'Allemagne occidentale », fidèle à sa tradition, a organisé un important pèlerinage à Rome. A vous tous, nous souhaitons la bienvenue de tout cœur et nous nous réjouissons de cette rencontre.

### Les chrétiens n'ont pas à chercher ailleurs un enseignement social

Par ce pèlerinage, vous manifestez votre fidèle attachement au Successeur de Pierre, et aussi votre conviction que l'Eglise a des orientations à donner à l'homme d'aujourd'hui en matière sociale.

En effet, chers fils et chères filles, les travailleurs catholiques n'ont pas besoin de chercher auprès d'autres tendances idéologiques un enseignement social. Le message de Jésus-Christ, rapporté dans l'Evangile et interprété par les enseignements sociaux des Papes et du Concile — en ce qui concerne tant les patrons que les travailleurs — contient tout ce qui est nécessaire à l'homme pour son bonheur éternel et pour garantir sa dignité. Il lui permet de bien voir et apprécier à leur juste valeur tous les biens terrestres, parce qu'il les situe dans la perspective des valeurs et des biens éternels auxquels l'homme a été appelé à participer de par la volonté de son Créateur et Rédempteur.

Notre Prédécesseur le Pape Pie XII avait déjà dit dans son message au *Katholikentag* de Bochum : « Le programme social de l'Eglise catholique repose sur trois puissants piliers moraux : la vérité, la justice et la charité chrétienne. Il n'a jamais pu venir à l'esprit de l'Eglise de s'écarter ne fût-ce que d'un cheveu, de leurs exigences... L'Eglise ne laisse pas d'intervenir activement pour que l'opposition apparente entre capital et travail, entre patrons et employés, se résolve en une unité supérieure, en une coopération des deux parties, indiquée par la nature, suivant les entreprises et les secteurs économiques, en groupements corporatifs. » (Cf. *Discorsi...* de Pie XII, 11, p. 188.) (2)

Au cours de ces dernières décennies, l'Eglise a constamment suivi ce principe en matière sociale. Cet enseignement, qui interprète la Bonne Nouvelle, n'a rien perdu de sa valeur pour aujourd'hui et pour demain. Dans sa Constitution pastorale *Gaudium et spes*, le II<sup>e</sup> Concile du Vatican lui a donné une nouvelle force en disant : « Pour les croyants, une chose est cer-

(1) Texte allemand dans *l'Osservatore Romano* du 1<sup>er</sup> mai 1971. Traduction, sous-titres et notes de la DC.

(2) DC 1949, n. 1055, col 1444.



taine : considérée en elle-même, l'activité humaine, individuelle et collective, ce gigantesque effort par lequel les hommes, tout au long des siècles, s'acharnent à améliorer leurs conditions de vie, correspond au dessein de Dieu. L'homme, créé à l'image de Dieu, a, en effet, reçu la mission de soumettre la terre et tout ce qu'elle contient, de gouverner le cosmos en sainteté et justice et, en reconnaissant Dieu comme Créateur de toutes choses, de lui référer son être ainsi que l'univers : en sorte que, tout étant soumis à l'homme, le nom même de Dieu soit glorifié par toute la terre. » (GS 34.) (3)

### C'est l'Evangile qui peut apporter le vrai progrès social

Nous devons donc être persuadés que la justice et la charité annoncées par l'Evangile peuvent apporter le vrai progrès social, l'équilibre économique, l'ordre et la paix à l'humanité agitée d'aujourd'hui. Ce n'est pas par des mots creux, par des agitations de masses et par des fausses promesses qu'on « libère » le travailleur et qu'on élève sa condition, mais en situant le travail dans la perspective de Dieu, avec une foi vivante dans les réalités suprêmes (4).

Chers fils et chères filles, du fond du cœur nous formons le vœu que votre rencontre d'aujourd'hui avec le Vicaire du Christ, vous confirme dans votre résolution de réaliser l'idéal du « Mouvement des travailleurs catholiques ». Avec saint Paul, nous vous disons : « mettez votre honneur à vivre calmes, à vous occuper chacun de vos affaires, à travailler de vos mains, comme nous vous l'avons ordonné. Ainsi vous mènerez une vie honorable au regard de ceux du dehors et vous n'aurez besoin de personne ». (1 Tm 4, 11.)

Aux dirigeants de votre Mouvement, à vous tous et à ceux qui vous sont chers, nous donnons de tout cœur notre Bénédiction apostolique particulière.

(3) DC 1966, n. 1464, col. 220.

(4) Dans l'allocution qu'il a prononcée le 1<sup>er</sup> mai devant plusieurs milliers de travailleurs et de pèlerins, Paul VI a dit :

[...] Si un jour dans l'histoire (et ce n'est pas exclu), les vicissitudes du monde du travail débouchaient sur une lutte entre l'homme pauvre et l'homme riche, entre la classe désarmée de l'immense foule du monde du travail et la classe privilégiée qui bénéficie de ce travail ou exerce d'autres fonctions sociales, rappelons-nous que telle ne doit pas être l'issue inéluctable de la dialectique sociale. Cette issue se trouve bien au contraire dans la virile et juste défense des droits sacrés de l'homme et la promotion de ses légitimes aspirations, mais toujours, et de la part de tous, dans la collaboration des classes sociales, dans la participation mutuelle au progrès économique et social, dans une équitable répartition des bénéfices résultant du travail commun, dans une joyeuse et solidaire concorde des hommes, fils d'un même Père, frères dans une même patrie qui est la terre entière. [...]

(Texte italien dans l'OR des 3-4 mai 1971. Traduction de la DC.)

— Gandhi et la non-violence, par SUZANNE LASSIER (coll. « Maîtres spirituels »). — Un vol. 12 x 18 cm, de 190 pages. Editions du Seuil, Paris.

## ALLOCUTION A DES TERTIAIRES FRANCISCAINS

Le 19 mai, Paul VI a reçu 15 000 participants au Pèlerinage international du tiers-ordre séculier franciscain, organisé par les quatre obédiences franciscaines à l'occasion du 750<sup>e</sup> anniversaire de la règle donnée au tiers-ordre par saint François d'Assise. Voici l'allocution qu'il leur a adressée après les avoir salués (1) :

[...] Nous mettons en vous une triple confiance, dont nous ne pouvons pas vous exposer longuement les motifs, mais dont vous connaissez les secrets.

### La pauvreté

La première confiance, vous le savez, c'est votre exemple de pauvreté. Vous avez choisi comme vertu caractérisant votre appartenance au tiers-ordre la pauvreté, prêchée par le Christ et professée par saint François. La pauvreté est une réalité controversée, même dans les pages de l'Evangile où, d'une part, on dit « bienheureux les pauvres », et, d'autre part, on invite tous ceux qui écoutent l'Evangile à secourir les pauvres et à les libérer des inquiétudes et des souffrances de la pauvreté. La pauvreté est-elle alors un bien ou un mal ? Et qui ne se rappelle les controverses qui sont apparues jusque dans la famille franciscaine sur la façon d'interpréter et d'observer la pauvreté ? Jusqu'à quel point devait-on l'observer ? De nos jours encore, nous voyons le monde divisé au sujet de la pauvreté et de son ennemie qui est la richesse. On dirait que les courants idéologiques et sociaux les plus forts sont en faveur de la pauvreté, ou plutôt en faveur des pauvres, des prolétaires, des indigents, et contre les possédants, les riches, les capitalistes. Et cela au moment où tout le progrès moderne, toute l'organisation sociale moderne tendent à augmenter indéfiniment les richesses, à transformer les choses en biens utiles, à conquérir et à distribuer des richesses toujours nouvelles. L'économie et la sociologie sont devenues les deux finalités qui dominent notre vie moderne presque jusqu'à l'obsession.

Où situer la pauvreté, notre pauvreté évangélique ? Ce serait long et délicat à dire, mais vous le savez déjà. Vous savez que la pauvreté évangélique signifie avant tout que nous ne concevons pas notre vie en fonction de cette terre et de ce qu'elle peut nous donner : ses richesses, ses satisfactions, ses plaisirs. Nous concevons notre vie en fonction non pas du royaume de la terre, mais du « royaume des cieux », de la recherche et de la possession de Dieu. Nous voulons libérer l'esprit de cette perpétuelle séduction qu'est la richesse. Nous voulons maintenir les biens terrestres dans leur sphère qui est l'utilité, le pain

(1) Texte italien dans l'Osservatore romano des 21-22 mai 1971. Traduction et sous-titres de la DC.



nécessaire pour l'existence temporelle, le travail et son produit mis au service de la vie au sens large, c'est-à-dire notre vie et celle des autres, le bien commun, la charité.

La pauvreté est la philosophie de l'Evangile : « cherchez d'abord le royaume de Dieu ». (Mt 6, 33.) « L'esprit de pauvreté et de charité, dit le Concile, est en effet la gloire et le signe de l'Eglise du Christ. » (*Gaudium et spes*, 88.) Aujourd'hui, cet esprit de l'Evangile fait son chemin dans l'Eglise. Et vous, disciples et fils du Poverello d'Assise, vous devez non seulement honorer la pauvreté, mais la pratiquer, pour apporter un exemple et un soutien à l'Eglise, en même temps qu'un avertissement au monde qui, si souvent, nous donne l'impression d'être absorbé avant tout, sinon exclusivement, par la recherche de la richesse, les conflits sociaux à propos de la richesse, la jouissance abusive, égoïste et vicieuse de la richesse. Et aussi dans le monde, sous certaines formes étranges et discutables, parfois licencieuses et amORAles, et qui ne sont peut-être que des fantaisies éphémères, on tend à rejeter cette idole fascinante et oppressive qu'est la richesse enveloppée de luxe et de confort.

Il appartient aux chrétiens, il appartient à vous, tertiaires, de faire l'apologie vraie et vécue de la pauvreté évangélique. Elle affirme la primauté de l'amour de Dieu et du prochain. Elle exprime la liberté et l'humilité, c'est-à-dire un style de vie simple et aimable. C'est un idéal, un programme qui supposent renoncement et vigilance, adaptation au milieu et aux devoirs propres de chacun. Mais foncièrement, c'est une source de joie, la joie de la crèche, la « parfaite joie » franciscaine.

### La tentation d'un christianisme sans croix

Nous mettons en vous, très chers fils, une autre confiance : que vous sachiez aimer la croix comme saint François. Votre spiritualité ne peut faire abstraction de la « passion » qu'eut saint François pour la passion du Christ. Ses stigmates sont une constante prédication. Vous avez voulu être ses disciples, et cela vous invite, vous oblige à comprendre cet autre aspect essentiel du christianisme. Le chrétien pourrait-il faire abstraction de la croix du Christ qui est au centre de son message et de sa mission, qui est la source de notre rédemption et de notre salut ?

Nous n'avons pas besoin de vous en dire plus ; nous savons combien la voie de la croix vous est familière. Nous vous rappellerons seulement qu'après la richesse, une autre tentation capitale de notre temps et souvent aussi de notre vie chrétienne, c'est d'avoir un évangile sans la croix. On veut un christianisme facile, un christianisme sans sacrifice, sans devoirs, sans renoncements, sans supérieurs, sans souffrance, en un mot, un christianisme sans la croix. Mais vous, vous vous efforcez de vivre cet enseignement de Jésus, annoncé par saint François : « En vérité, en vérité, je vous le dis, si le grain de blé ne tombe en terre et ne meurt, il reste seul ; s'il meurt (c'est-à-dire s'il se dissout dans la terre), il porte beaucoup de fruits. » (Jn 12, 24.) Combien nous avons besoin, aujourd'hui, nous qui sommes si attachés à notre moi, à notre confort, à notre sécurité, de repenser à cette grande parole du Christ qui nous enseigne qu'il faut mourir pour vivre. C'est la loi de l'amour qui se donne et s'immole, la loi du sacrifice. Saint François,

image du Christ, nous redit cette loi. Souvenons-nous-en ensemble.

### Saint François soutient l'édifice de l'Eglise menacé même par ses propres fils

Et enfin, troisième confiance que nous mettons en vous : la fidélité à l'Eglise. Nous avons confiance que la forte et patiente épaule de saint François, comme sur la fresque célèbre, soutiendra l'Eglise visible et humaine, sujette aux crises de ce monde, et dont l'édifice est menacé. Oui, elle soutiendra l'Eglise que le Christ a voulu fonder et construire, à sa gloire, sur l'humble pêcheur Simon, fils de Jean. Elle la soutiendra telle qu'elle est et telle que le Christ a voulu qu'elle soit, même si elle a tant besoin d'indulgence et de compréhension ; elle la soutiendra en ce moment historique, après le Concile, où il semble parfois que ce sont ses propres fils — non moins que ses adversaires extérieurs, peut-être moins conscients du caractère injuste de leur action — qui sapent et s'efforcent de démolir cet édifice à la fois mystique et temporel ; ses fils qu'abrite cet édifice, dont ils sont, ou devraient être, les pierres vivantes.

Eh bien ! nous espérons que vous tous, fils de saint François, vous serez cette épaule puissante, et que dans votre service généreux et silencieux vous serez proches de nous, patients avec nous, partageant notre confiance qu'aucune adversité ne pourra avoir raison de la stabilité indéfectible de l'édifice du Christ, l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique.

C'est dans cette confiance que, de tout cœur, nous vous bénissons.

### LETTRE PONTIFICALE A « LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE »

*Le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a adressé au P. Claude Musnier, A. A., rédacteur en chef de la Documentation Catholique, la lettre ci-après datée du 7 avril 1971, dans laquelle, en son propre nom et au nom du Saint-Père, il remercie de l'envoi des « Tables générales 1960-1970 » de la D. C. :*

MON CHER PÈRE,

Je vous remercie vivement de votre bonne lettre du 30 mars et de votre précieux envoi.

Le Saint-Père, auquel j'ai remis sans tarder ces « Tables générales 1960-1970 », publiées sous le titre : « Dix ans de la vie et de la pensée de l'Eglise. Le Concile et l'après-Concile, Jean XXIII, Paul VI », les a gardées à portée de la main et m'a chargé de vous exprimer sa vive gratitude. C'est un véritable service d'Eglise que vous accomplissez en effet par votre labeur patient et persévérant qui met à la disposition de tous un irremplaçable instrument de travail. Aussi est-ce de grand cœur que le Souverain Pontife vous envoie, en gage de particulière bienveillance, sa paternelle Bénédiction apostolique.

Veuillez agréer, mon cher Père, avec ma gratitude pour l'exemplaire que vous m'avez aimablement adressé et mes meilleurs vœux de Pâques, l'assurance de mon religieux dévouement.

Cardinal J. VILLOT.



# LA PRIÈRE A MARIE POUR L'ÉGLISE ET POUR LE MONDE

*Lettre aux recteurs des sanctuaires mariaux (\*)*

CHERS FILS,

Si la Providence, par des voies souvent admirables, a marqué les sanctuaires mariaux d'une empreinte particulière, n'est-ce pas pour aider pasteurs et fidèles à recourir avec plus de confiance et d'élan à l'intercession de Marie, dans une contemplation aimante de son mystère ?

Aux foules qui, aujourd'hui comme autrefois, se rassemblent dans ces lieux si évocateurs de la présence de l'invisible, vous avez à cœur, vous qui en êtes les ministres et les gardiens, d'inculquer une authentique dévotion envers Celle qui a donné le Christ aux hommes. Suivant les directives du Concile, vous invitez les pèlerins à tenir en estime ces pratiques de piété mariale que l'Eglise a recommandées au cours des siècles (1) et parmi lesquelles le Rosaire se distingue par son aptitude à unir Jésus et Marie dans la même prière. Mais nous vous exhortons aussi à mettre en lumière la place de Marie dans le culte liturgique et plus encore à montrer en elle « le modèle des vertus qui rayonne sur toute la communauté des élus (2) », à la manifester « dans la lumière du Verbe fait homme (3) », elle qui, « intérieurement présente à l'histoire du salut, rassemble et reflète en elle-même, d'une certaine façon, les traits majeurs de notre foi (4) ».

C'est de cette conviction que jaillira la prière des fidèles pour obtenir l'intercession de Marie. Car elle nous fait comprendre à quelle profondeur la Mère du Verbe incarné est aussi notre Mère. Croire en Jésus-Christ et recevoir sa grâce, n'est-ce pas lui être incorporé, n'est-ce pas devenir, selon le mot de saint Paul, comme une extension mystérieuse de son Corps (5) ? A tous les actes par lesquels a pris naissance et accroissement le Corps mystique du Christ, Marie a participé. Comme l'a écrit saint Augustin, elle est la « Mère de ces membres du Christ que nous sommes, ayant coopéré par sa charité à la naissance dans l'Eglise de fidèles qui sont les membres de ce Chef (6) ». Comment ne continuerait-elle pas à participer par son intercession vraiment maternelle à cette extension de l'Eglise à travers les lieux et les temps, à cette intégra-

tion de tous les hommes et de tout l'humain dans le Christ, qui est la continuation même de l'œuvre du salut commencée dans son cœur et dans son sein ?

Certain de l'adhésion de tous nos frères dans l'épiscopat, nous croyons opportun d'inviter aujourd'hui par votre entremise les fidèles qui fréquentent vos sanctuaires à prier avec plus de ferveur encore la Vierge Marie pour l'Eglise et pour le monde. Les hommes d'aujourd'hui oscillent entre les espérances les plus hardies de bonheur terrestre et l'appréhension des maux vers lesquels la société moderne leur semble courir. En ce moment, ne l'oublions pas, il est des régions du monde où la guerre fait rage. La vue même des progrès humains, parce qu'ils semblent réservés, sans pour autant les satisfaire, à quelques peuples et classes privilégiés, rend de plus en plus insupportable la misère d'énormes masses humaines (7).

Jamais pourtant de telles possibilités n'ont été offertes aux hommes pour parvenir à l'unité, à la paix, au bonheur. Mais ils ne le pourront pas sans Dieu. Aucun progrès ne fera vraiment la valeur et le bonheur de l'homme, si la foi en Jésus et en ce que Jésus nous a appris ne vient éclairer sa recherche. C'est cette foi, et elle seule, qui révèle à l'homme ce qu'il est et ce qu'il peut être. C'est elle, et elle seule, qui enracine dans tout son absolu et son ampleur l'amour entre les hommes. C'est elle, et elle seule, qui fonde l'espérance des biens éternels et promet à l'effort humain sa véritable réussite et la victoire sur la mort.

A l'intérieur même de l'Eglise, la foi de beaucoup est aujourd'hui troublée (8). Nul doute que la contemplation aimante du mystère de Marie ne vienne fortifier leur foi au Christ, qu'ils ont à vivre dans un monde et une culture en voie de sécularisation. L'intercession de la Vierge prend ici une signification tout à fait particulière. Car n'est-ce pas avant tout à cause de sa foi qu'elle est le type et le modèle de l'Eglise ?

« Bienheureuse celle qui a cru (9). » A travers les épreuves qu'elle a traversées, Marie est toujours demeurée indéfectible dans sa foi. Avant même d'atteindre à la pleine clarté, elle adhérerait pleinement à toute la réalité du mystère du salut et de la personne même du Sauveur. En elle, c'est vraiment le genre humain tout entier qui a accueilli le Christ son Sauveur et s'est associé à son œuvre de salut (10). Et elle ne cesse d'aider chacun de nous à refaire en lui-même et pour lui-même ce geste de foi et de consentement.

Prions donc la Vierge d'obtenir aux chrétiens d'aujourd'hui une foi pure, forte, inviolable, patiente et fidèle dans l'obscurité et l'épreuve,

(\*) Texte français dans *l'Osservatore Romano*, Ed. hebdomadaire française, 7. mai 1971. Le titre et les références à la DC en note sont de notre rédaction.

Le texte latin de cette lettre, qui commence par les mots « *Si ex providentis Dei consiliis* », a paru dans *l'Osservatore Romano* (Ed. quotidienne italienne) des 3-4 mai 1971, p. 3.

(1) Cf. *Lumen gentium*, chap. VIII, n. 67.

(2) Cf. *ibid.*, n. 65.

(3) Cf. *ibid.*

(4) Cf. *ibid.*

(5) Cf. Ep 1, 23.

(6) *De Sancta Virginitate*, n. 6, PL 40, 399.

(7) Cf. notre encyclique *Populorum progressio*, Pâques 1967, dans AAS 59 (1967), p. 257-299. (DC 1967, n. 1492, col. 673-704.)

(8) Cf. notre récente Exhortation apostolique *Quinque jam anni* à tous les évêques pour le 5<sup>e</sup> anniversaire du Concile œcuménique, le 8 décembre 1970, dans AAS 63 (1971), p. 98-106. (DC 1971, n. 1578, p. 52-56.)

(9) Lc 1, 45. Cf. *Lumen gentium*, n. 58, 63, etc.

(10) *Summa Theologica*, III Pars, q. 30, a. 1. « Pour montrer qu'il y a un certain mariage spirituel entre le Fils de Dieu et la nature humaine..., à l'Annonciation, le consentement de la Vierge devait exprimer celui de toute la nature humaine. »



cette foi dont saint Jean dit qu'elle est notre « victoire sur le monde (11) » ; une foi qui soit enracinée comme la sienne, inséparable du consentement, de l'obéissance et de l'amour, qui adhère à la vérité manifestée dans son Fils Jésus et portée intacte jusqu'à nous par la tradition vivante de l'Eglise !

Prions-la d'obtenir aux successeurs de Pierre et des apôtres et à tous ceux qui sont avec eux les ministres et les témoins de la parole de Dieu, elle qui était présente et priante au cœur de la communauté apostolique au jour de la Pentecôte, la grâce d'annoncer la parole de foi aux hommes d'aujourd'hui dans une langue qui leur soit accessible, mais sans crainte et avec joie.

Chers fils, faites donc de plus en plus des sanctuaires mariaux, dont vous avez la charge, des lieux d'où s'élance une telle prière pour la paix, l'unité, le bonheur de tous les hommes, et surtout pour qu'ils accueillent la Parole de foi et la mettent au cœur de leur vie. Des lieux aussi d'où l'on reparte ardemment décidé à travailler soi-même de toutes ses forces à la paix du monde et à l'unité de l'Eglise.

C'est en formant ce vœu que nous vous donnons, en gage de l'abondance des divines grâces sur tous ceux qui viendront prier en ces sanctuaires consacrés à Marie par la piété du peuple chrétien, notre paternelle Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 1<sup>er</sup> mai 1971.

PAULUS PP. VI.

(11) Cf. 1 Jn 5, 4.

## LES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE AU SERVICE DE L'UNITÉ DES HOMMES

*Message pour la Journée des communications sociales (1).*

Chers Frères et Fils,  
et vous tous, hommes de bonne volonté,

« Les moyens de communication sociale, au service de l'unité des hommes » : tel est l'objectif que la Journée mondiale des communications sociales propose cette année à votre réflexion, à votre étude, à vos échanges, à votre prière, à votre action.

Qui ne désirerait, de toute son âme, voir plus efficacement promue l'unité de la famille humaine ? Les hommes n'ont-ils pas pris conscience de la solidarité qui les lie, dans la vie quotidienne comme dans les moments exceptionnels, devant

les exploits scientifiques, comme devant les fléaux naturels ? Ils semblent décidés, de toute manière, à élargir sans cesse les cercles où se nouent des collaborations aussi fécondes que pacifiques aux divers plans économique et social, culturel et politique, sans perdre pour autant la richesse de tant de particularités multifformes. Serait-ce une utopie de former le projet d'une famille humaine universelle, dont chaque homme serait le citoyen fraternel ? (Cf. *Populorum progressio*, n. 79.)

La conviction du chrétien est en tout cas bien assurée : « Dieu... a voulu que tous les hommes constituent une seule famille et se traitent mutuellement comme des frères. Tous, en effet, ont été créés à l'image de Dieu... et tous sont appelés à une seule et même fin qui est Dieu lui-même. » (*Gaudium et spes*, 24, § 1.) La solidarité dans la vocation du premier Adam, puis dans son péché, est désormais vécue et renforcée dans le Christ : par sa croix, il a renversé le mur qui séparait les peuples en les réconciliant avec Dieu (cf. Ep 2, 14), et par sa résurrection il a répandu son Esprit de charité dans le cœur des hommes, en les appelant, ces enfants de Dieu dispersés, à former en lui un seul Peuple, un seul Corps. L'Eglise elle-même, tout en expérimentant elle aussi des tensions, voire des divisions en son sein, n'a de cesse qu'elle ne réalise visiblement cette unité entre ses fils de toute langue, de toute nation, de tout milieu social et professionnel. Ce faisant, elle a conscience d'être un signe prophétique d'unité et de paix pour le monde entier (cf. Is 11, 12).

Une question, dès lors, surgit : les moyens de communication sociale dont l'importance est croissante, jusqu'à être quasi omniprésents dans la culture moderne, vont-ils, à leur niveau, être des moyens privilégiés pour promouvoir cette unité et cette fraternité, c'est-à-dire ce respect compréhensif, ce dialogue ouvert, cette collaboration confiante dans un monde où les problèmes deviennent vite planétaires ?

Ce serait se leurrer gravement que de sous-estimer la force des tensions tragiques entre milieux sociaux, entre sociétés et personnes, entre pays industriellement développés et pays du tiers-monde, entre adeptes de systèmes idéologiques ou politiques antagonistes. Suscitant souvent une résonance accrue à travers le monde, les conflits continuent de créer des fossés dangereux et se traduisent, hélas ! par des actes de violence et des situations de guerre. Devant ces manifestations d'opposition et de déchirement entre les hommes et entre les peuples, on ne peut certes attendre de la presse, de la radio, de la télévision, du cinéma, qu'ils les minimisent ou les passent sous silence. Leur rôle n'est-il pas, bien au contraire, de mettre en lumière tous les aspects de la réalité, même les plus tragiques, d'en tenter une approche toujours plus profonde et plus objective : celle où se lit malheureusement la misère, où s'étale le péché d'égoïsme, bref, les multiples blessures qui saignent au cœur de la grande famille humaine ; mais aussi celle où apparaissent les réalisations positives, les signes de renouveau, les raisons d'espérer ?

Qui nierait en effet la tentation d'utiliser ces puissants moyens audio-visuels à l'impact si profond, pour aggraver, en les radicalisant, les tensions, les oppositions et les divisions, allant jusqu'à décourager beaucoup d'hommes de bonne volonté dans leurs tentatives, imparfaites, certes,

(1) Texte français original.

La Journée mondiale des communications sociales, fixée au 23 mai, a eu lieu en France le 7 février.



mais généreuses, d'union et de fraternité? Ce risque, il nous faut le dénoncer avec force et l'affronter avec courage. Qui dira, par contre, les immenses possibilités, trop peu explorées encore, de ces merveilleux moyens de communication sociale, pour faire prendre conscience aux lecteurs, aux auditeurs, aux spectateurs, des vrais problèmes des autres? pour aider les hommes à mieux se connaître et à s'apprécier davantage dans leurs diversités légitimes? pour dépasser, dans la compréhension et l'amour, ces barrières de toutes sortes? mieux encore : pour éprouver, par-delà tant d'obstacles, la solidarité réelle qui nous met tous, les uns avec les autres, les uns pour les autres, à la recherche du bien commun de la grande communauté des hommes? (Cf. Allocution à l'Assemblée générale de l'ONU, à New York, le 4 octobre 1965, dans AAS, t. LXII (1965), p. 879-884.) (2) Il y va de l'avenir même de l'homme, « auquel tout doit être ordonné sur terre, comme à son centre et sommet » (cf. *Gaudium et spes*, n. 12).

Ah! oui, artisans et bénéficiaires des moyens de communication sociale, unissez vos efforts pour qu'il en soit ainsi partout à travers le monde et à tous les niveaux de participation et de responsabilité. Rejetez tout ce qui rompt le véritable dialogue entre les hommes, tout ce qui masque les devoirs comme les droits de chacun, tout ce qui attise l'incompréhension, la haine et tout ce qui détourne de la paix et d'une fraternité toujours plus élargie comme de la vérité recherchée dans la liberté. N'est-ce pas à chacun de nous, finalement, qu'est posée cette grave question : que cherches-tu? que veux-tu? Oui ou non, entends-tu être un frère pour ton frère? Car si la communication n'est pas par elle-même déjà une communion, elle peut en être le chemin privilégié.

Quant à vous, frères et fils chrétiens, nous vous demandons spécialement de réfléchir et de prier, et aussi de prendre hardiment, avec discernement et courage, tous les moyens que votre compétence et votre zèle vous suggèrent pour que, de tant de fils entrecroisés et si souvent emmêlés, vous dégagiez la trame et tissiez un monde de frères et de fils de Dieu. « Dominant toutes les forces dissolvantes de contestation et de babélisation, c'est la cité des hommes qu'il faut construire, une cité dont le seul ciment durable est l'amour fraternel, entre les races et les peuples, comme entre les classes et les générations. » (Discours à l'Organisation internationale du travail, Genève, 10 juin 1969, n. 21, dans AAS, t. LXI (1969), p. 500.) (3) De grand cœur, à tous ceux qui travaillent par les moyens de communication sociale à réaliser cette aspiration de l'homme selon le dessein de Dieu, nous donnons une large Bénédiction apostolique.

Du Vatican, le 25 mars 1971.

PAULUS PP. VI.

(2) DC 1965, n. 1457, col. 1729 et s. (NDLR.)

(3) DC 1969, n. 1543, p. 620. (NDLR.)

— *L'Esprit de la croisade*, par JEAN RICHARD (coll. « Chrétiens de tous les temps », n° 37). — Un vol. in-8° couronne, de 208 pages. Prix : 16 F. Editions du Cerf, Paris.

## LA RECHERCHE DE DIEU

### *Message au pèlerinage des étudiants à Chartres*

Paul VI a adressé le message suivant au traditionnel pèlerinage des étudiants à Notre-Dame de Chartres, le dimanche 9 mai. Ce message a été lu par le cardinal Marty, qui présidait le pèlerinage (1) :

CHERS AMIS,

« Dans la nuit, j'ai cherché. » (J. LOEW, Paris, Cerf, 1969.) Cet aveu d'un contemporain, qui de nous ne pourrait le faire sien? Chercher Dieu! N'est-ce pas toute la grandeur de l'homme d'avoir en lui cette soif de Dieu? Vous avez médité sur ce thème, en chapitres, tout au long de votre pèlerinage de Chartres, et cela nous réjouit profondément, nous qui proposons cette réflexion l'été dernier aux pèlerins de Rome comme un devoir primordial, une recherche sans repos, une course sans fin (audiences du mercredi, du 22 juillet au 9 septembre 1970, dans la *Documentation catholique* t. LXVIII, 1970, p. 752-759, 802, 805, 852-855).

Dieu? *Qu'est-ce que Dieu?* (Cf. J.-C. BARREAU, Paris, Seuil, 1971.) Le Dieu des philosophes et des savants? Le Dieu de Jésus-Christ? Pourquoi opposer ces diverses voies d'approches de Celui qui est « le seul Dieu, le Dieu vivant et vrai »? (Cf. Préface de la Prière eucharistique, n. 4.) Il n'en reste pas moins, nous le croyons, « pour une rencontre réelle avec Dieu, qu'un seul chemin, le chemin vivant qui a nom Jésus-Christ ». (R. P. H. DE LUBAC, S.J., « Sur les chemins de Dieu », Paris, Aubier, *Foi vivante*, n. 22, 1966, p. 257), lui qui est « le Chemin, la Vérité, la Vie »! (Jn 14, 6.)

Pourquoi nous mettre à la recherche de Dieu? Sans lui, n'est-il pas possible de vivre, d'espérer, de construire un monde juste et fraternel? Loin de nous l'idée de vouloir diminuer les mérites de tous les hommes de bonne volonté. Mais, nous le savons pourtant, il ne suffit pas de disposer de tant de moyens d'agir pour trouver en soi des raisons de vivre et un sens à son existence, sans parler d'une possibilité de se guérir du péché et de vivre par-delà la mort. Comment pourrait-il en être autrement, si Dieu est l'Auteur de la vie et le Sauveur de l'homme? La tentation la plus subtile, qui témoigne à la fois de la noblesse de l'homme et de son orgueil, ne serait-elle pas de vouloir se sauver soi-même?

Mais, chers amis, on ne recherche pas Dieu seulement parce qu'on en a besoin, parce qu'il vient nous reconforter dans notre faiblesse ou notre solitude, ou parce qu'il nourrit notre espoir et stimule le dynamisme de notre action, tout en nous arrachant au mal. Écoutons le Christ lui-même nous dire : « Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et le reste vous sera donné par surcroît. » (Mt 6, 33.)

Oui, Dieu existe en lui-même, il demande à être recherché pour lui-même, simplement parce qu'il est, qu'il est vrai et réel, qu'il est beau et bon, qu'il est la cause, la source et la fin de toute vérité et de toute réalité, de tout bien comme de toute beauté.

Même si l'homme d'aujourd'hui en venait à manquer de foi, l'existence de Dieu, sa présence au monde et son plan d'amour n'en subsisteraient pas moins : « Dieu est plus grand que notre cœur. » (1 Jn 3, 20.)

Comment chercher Dieu, chers amis, sinon avec une grande confiance? Bien loin d'être un objet qu'on pos-

(1) Texte français dans l'OR des 10-11 mai 1971.

sède, Dieu est un amour auquel on s'ouvre, car il se donne comme une personne vivante, comme un Père, comme un Frère, comme un Esprit d'amour. On accepte sa lumière. On se laisse attirer par lui, pôle toujours actif de notre existence comme de tout l'univers. On le cherche dans la réflexion, le partage fraternel, la contemplation fervente, avec « les yeux illuminés du cœur ». (Cf. R. P. CARRÉ, Paris, Cerf, 1970.) Comment se révélerait-il à celui qui ne prie pas? Et pour venir plus sûrement à sa lumière, « faites la vérité ». (Jn 3, 21.) La volonté d'amour fraternel vous mettra sur son chemin quand votre cœur sera élargi, purifié et éclairé. « Nul n'a jamais vu Dieu. Mais si nous nous aimons les uns les autres, Dieu demeure en nous. » (1 Jn 4, 12.)

Avec saint Paul, nous vous en assurons : « Il n'est pas loin de chacun de nous. » (Ac 17, 27.) Et avec saint Pierre, à qui le Christ a confié la tâche de confirmer ses frères dans la foi (cf. Lc 22, 31), nous vous le disons : « approchez-vous de lui ». (1 P 2, 4.) Vous le reconnaîtrez à la fraction du pain (cf. Lc, 24, 31), et vous saurez que « connaître Dieu, c'est être connu de lui ». (Cf. *Dieu aujourd'hui*, Semaine des intellectuels catholiques, Recherches et Débats, n. 52, Paris, Desclée DE BROUWER, 1965, p. 175.)

Avec les apôtres, avec Marie, persévérons dans la prière (Ac 1, 14). Que l'Esprit-Saint fasse de nous des témoins authentiques du Dieu vivant, des messagers de son amour. Et nous, en son nom, nous vous bénissons.

Du Vatican, le 9 mai 1971.

PAULUS PP. VI.

## L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE

*Le 6 mai, Paul VI a prononcé l'allocution suivante en recevant les participants à la réunion d'étude de la S. congrégation de l'Education catholique avec les membres du Conseil et du Comité de la Fédération des Universités catholiques, guidés par le cardinal Garrone (\*) :*

MONSIEUR LE CARDINAL ET CHERS FILS,

Nous sommes heureux de vous recevoir au moment même où, préparant un nouveau Congrès international des représentants des Universités catholiques, vous abordez des thèmes délicats, mais d'une importance capitale pour l'avenir de ces Universités : le rapport de celles-ci avec le magistère de l'Eglise, leur coordination, leur représentation permanente auprès du Saint-Siège. Nous vous laissons le soin d'examiner attentivement ces problèmes. Pour les éclairer en profondeur, nous voulons seulement — s'il en est besoin — aviver en vous la conscience que vous avez déjà de la mission toujours actuelle d'une Université catholique au sein de l'Eglise et dans le monde d'aujourd'hui. Nous ne parlons pas seulement des « Facultés ecclésiastiques » dédiées aux sciences sacrées : leur importance de choix et leur lien étroit avec l'Eglise sont trop évidents. Mais

nous pensons aussi aux disciplines scientifiques et naturelles : comment, même en ces domaines, une Université peut-elle et doit-elle rester « catholique » (1) ?

Au niveau même de la recherche, l'Université catholique doit d'abord manifester l'hommage que l'Eglise entend témoigner à la culture, par une étude et un enseignement loyaux qui s'efforcent de cerner le vrai, le bien, le beau, à chaque niveau scientifique, littéraire, artistique ou philosophique, avec la méthode propre qui convient, et sans se laisser détourner par des systèmes *a priori*, qui hypothèquent l'analyse et la synthèse authentiques dont les hommes ont tant besoin (cf. *Gaudium et spes*, n. 59, § 2). La culture ainsi comprise stimule le croyant en tant que tel. Car elle est la science de l'œuvre du Créateur, de sa sagesse répandue dans le cosmos et dans le cœur des hommes (cf. *ibid.*, n. 57, § 3). En même temps qu'à cette contemplation, elle contribue au développement de l'homme, à sa maîtrise sur la nature, au progrès de la vie sociale. Enfin, par la connaissance de plus en plus universelle de la vérité naturelle à laquelle elle initie, elle ouvre les voies à une rencontre fructueuse avec la vérité révélée. Car le croyant ne saurait faire l'économie d'une synthèse harmonieuse entre les deux domaines (cf. *ibid.*, n. 62). Aussi le Concile a-t-il rappelé sans ambiguïté le bienfait des Universités catholiques à ce plan : « On saisira plus profondément comment la foi et la raison s'unissent pour atteindre l'unique vérité. » (Déclaration *Gravissimum educationis*, n. 10.)

La mission catholique de telles Universités se retrouve également au niveau de l'éducation culturelle qu'elles entendent mettre en œuvre auprès des étudiants. Ceux-ci devront y apprendre comment une recherche intellectuelle peut être vécue chrétiennement : ils y seront interpellés par la foi, et initiés à un travail marqué par une participation active et fraternelle. Ils auront aussi à cœur de se préparer à mettre au service de la société civile les compétences humaines acquises et le témoignage d'une foi vivante et approfondie. C'est de tels hommes que les Universités catholiques s'efforcent de former, sans prétendre en avoir le monopole. Qui oserait dire, même si les conditions entre pays s'avèrent fort diverses, que cette œuvre a perdu de sa valeur, de son urgence? Vous en avez conscience, il y va de l'intérêt de toute l'Eglise : aussi est-ce un souci primordial de ses pasteurs responsables.

En vous replaçant devant les grands desseins de ce projet, nous encourageons votre Conseil et votre Comité à en établir les bases solides, réalistes et efficaces, en union avec la congrégation pour l'Education catholique à laquelle nous redisons, cher monsieur le Cardinal, avec notre affectueuse estime, toute notre confiance.

Dans ces sentiments, en priant Dieu qu'il vous apporte force et lumière dans votre œuvre d'Eglise, nous vous bénissons de tout cœur.

(1) Cf., par exemple, R. P. N.-A. LUYTEN, O.P., *Pourquoi une Université catholique?* dans « Recherche et Culture. Tâches d'une Université catholique », Fribourg, Editions universitaires, 1965, p. 1-22.

— *Les Migrants en France*. Babel ou l'Eglise?, par BRAND, MOSSAND, BORDIN (coll. « Expériences pastorales », n° 10). — Un vol. 14 x 20 cm, de 252 pages. Prix : 17,50 F. Editions Fleurus, Paris.

Les immigrations — et la France est un grand pays d'immigrations — posent des problèmes nombreux et divers en pastorale. L'ouvrage présente des « tranches de vie » de ce phénomène social qui en dévoilent l'importance. Aboutissons-nous à la confusion de Babel ou au miracle de la Pentecôte?

(\*) Texte français dans l'OR du 7 mai 1971.



# Actes du Saint-Siège

## LA PROTECTION DU PATRIMOINE HISTORIQUE ET ARTISTIQUE DE L'ÉGLISE

*Lettre de la S. Congrégation du clergé aux présidents des conférences épiscopales (\*)*

Les œuvres d'art, en tant qu'expressions très hautes de l'esprit humain, rendent les hommes toujours plus proches du divin Créateur (1) et sont considérées à juste titre comme le patrimoine de toute l'humanité (2).

L'Eglise a toujours estimé que les arts avaient une fonction très noble et elle a constamment exigé que « les objets servant au culte soient vraiment dignes, harmonieux et beaux, pour signifier et symboliser les réalités célestes (3) ». C'est pourquoi tout au long des siècles elle a conservé très soigneusement son trésor artistique (4).

Et aujourd'hui encore, malgré leurs nombreuses charges, les pasteurs d'âmes doivent avoir à cœur de veiller sur les édifices et les objets sacrés, parce qu'ils représentent un haut témoignage de la piété du peuple et aussi en raison de leur valeur historique et artistique.

Cependant, les fidèles déplorent que l'on voie aujourd'hui plus qu'autrefois tant d'aliénations indues, tant de vols, d'usurpations, de destructions du patrimoine historique et artistique de l'Eglise.

Beaucoup, oubliant les avertissements du Saint-Siège et les dispositions qu'il a publiées (5), ont pris prétexte de l'application de la réforme liturgique pour apporter aux lieux sacrés des modifications incongrues, en détruisant ou en dispersant des œuvres d'une valeur inestimable.

(\*) Traduction de la DC d'après le texte latin publié dans l'*Osservatore Romano* du 19 mai 1971. Nous avons ajouté en note quelques références à notre publication. Nous rappelons le communiqué du ministère français de l'Intérieur (DC 1971, n° 1581, p. 246), et la loi française du 23 décembre 1970 sur ce sujet (DC 1971, n° 1585, p. 441).

(1) Cf. PIE XII, *Discorsi e Messaggi*, Ed. Polyglotte vaticane, vol. XV, p. 48 ; Directoire général pour la pastorale du tourisme, n° 10 : AAS 61, 1969, p. 367 (DC 1969, n° 1544, p. 660).

(2) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n° 124 : AAS 56, 1964, p. 131.

(3) Cf. *ibid.*, n° 122 (DC 1963, n° 1414, col. 1658).

(4) Cf. La *legislazione ecclesiastica sull'arte* du cardinal CELSO COSTANTINI, dans *Fede e Arte*, V (1957), p. 359 et s. ; les différentes circulaires publiées par la S. congrégation du Concile, spécialement celle du 30 décembre 1952 : AAS 20, 1953, p. 101 ; PAUL VI, Règlement sur le prêt des œuvres d'art du Saint-Siège : AAS 57, 1965, p. 667 et s. ; Présentation générale du Missel romain, chap. V : « Disposition et décoration des églises pour la célébration de l'Eucharistie ».

(5) Lettre du président du *Consilium* pour l'application de la Constitution sur la liturgie aux présidents

Dans certaines régions, des édifices ecclésiastiques désaffectés ont été tellement négligés qu'il en est résulté un grave préjudice pour le patrimoine ecclésiastique et pour les œuvres d'art sacré de ces régions.

Pour ces graves motifs, et compte tenu de ces circonstances, cette S. congrégation, à qui appartient l'administration du patrimoine artistique de l'Eglise (6), exhorte les Conférences épiscopales à réglementer cette question si importante.

Qu'il nous soit permis, en attendant, de rappeler et de prescrire ce qui suit :

1. « Dans les programmes proposés aux artistes et dans le choix des œuvres à admettre dans les églises, on recherchera une véritable qualité artistique, pour que ces œuvres nourrissent la foi et la piété, et qu'elles aient bien le sens et atteignent le résultat que l'on attend d'elles (7) » ;

2. Que partout et toujours les œuvres anciennes d'art sacré soient bien gardées, afin qu'elles servent plus dignement le culte divin et qu'elles contribuent à rendre active la participation du peuple de Dieu à la liturgie sacrée (8) ;

3. Il appartient à chaque curie diocésaine de veiller à ce que, en conformité avec les réglementations données par l'Ordinaire, les recteurs des églises établissent, en faisant appel à la collaboration d'experts, l'inventaire des édifices sacrés et des objets ayant une valeur artistique ou historique, en donnant une description détaillée de ceux-ci et en indiquant leur valeur. Cet inventaire sera établi en double exemplaire, dont l'un sera conservé dans l'église même et l'autre à la curie diocésaine. Il serait on ne peut plus utile que ladite Curie transmette un autre exemplaire à la bibliothèque apostolique du Vatican. Qu'on ne manque pas d'y faire figurer les modifications qui auraient été apportées entre-temps ;

4. Se souvenant des dispositions du II<sup>e</sup> Concile du Vatican (9) et de celles données par les docu-

des Conférences épiscopales, 30 juillet 1965 : *Notitiae*, 9-10-1965, n° 8, p. 263 (DC 1965, n° 1455, col. 1585) ; Instruction *Inter oecumenici*, chap. V, n° 90-99 : AAS 56, 1964, p. 897 et s. (DC 1964, n° 1435, col. 1374) ; Présentation générale du Missel romain, n° 257 et s.

(6) Cf. Const. *Regimini Ecclesiae universae*, n° 70 : AAS 59, 1967, p. 885 et s. (DC 1967, n° 1500, col. 1460).

(7) Présentation générale du Missel romain, n° 254.

(8) Cf. Const. sur la S. Liturgie, n° 124.

(9) Cf. *ibid.*, n° 44, 45, 46, 126.

# LA COEDUCATION DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DIRIGES PAR DES RELIGIEUX

## Déclaration de la S. congrégation de l'Education catholique (1).

L'instruction publiée le 8 décembre 1957 par la S. congrégation des Religieux et Instituts séculiers après la réunion mixte qui s'était tenue sur l'ordre du Souverain Pontife, avait décrété : « des religieux ne pourront être autorisés à diriger une école secondaire mixte que rarement, du fait d'une extrême nécessité, et après avoir obtenu auparavant un indult apostolique de cette S. congrégation (2) ». (*AAS* L [1958], p. 100.)

Certains Ordinaires et supérieurs religieux ayant demandé au Saint-Siège si cette disposition était encore en vigueur après les déclarations du II<sup>e</sup> Concile du Vatican, en accord avec la S. congrégation des Religieux et Instituts séculiers, la question a été soumise à l'Assemblée plénière de la S. congrégation de l'Education catholique, laquelle, lors de sa réunion des 16-17 octobre 1970, a donné la réponse suivante, qui a ensuite été approuvée par le Souverain Pontife.

1. Selon le décret *Christus Dominus*, « tous les religieux, exempts et non exempts, sont soumis au pouvoir des Ordinaires des lieux, pour ce qui concerne... l'éducation religieuse et morale des fidèles, surtout des enfants, l'enseignement catéchétique... Les écoles catholiques des religieux sont aussi soumises aux Ordinaires des lieux, pour ce qui est de leur organisation générale et de leur surveillance, sans préjudice du droit des religieux à les gouverner (3) ». (N° 35/4 : *AAS* LVIII [1966], p. 691-692.)

2. Le *Motu proprio* « *Ecclesiae Sanctae* » a donné l'interprétation suivante pour l'application de ce passage du décret : « Conformément au n° 35, 4, du décret *Christus Dominus*, l'organisation générale des écoles catholiques, des instituts religieux — leur droit restant sauf pour la direction de ces écoles, et en observant les règles établies dans le même décret (n° 35, 5) au sujet de l'entente préalable qui doit être réalisée entre les évêques et les supérieurs religieux — doit tenir compte de la répartition générale de toutes les écoles catholiques dans le diocèse, de leur coopération entre elles et de leur surveillance, afin qu'elles soient aussi capables que les autres écoles de répondre à leurs fins culturelles et sociales (4) ». (*AAS* LVIII [1966], p. 773.)

3. Si donc, pour les motifs exposés dans le *Motu proprio* « *Ecclesiae Sanctae* », ou pour d'autres justes raisons, un établissement du second degré dirigé par des religieux est amené à ouvrir des écoles mixtes, il ne doit plus recourir au Saint-Siège, mais, comme les autres écoles catholiques, il faut et il suffit qu'il se conforme aux instructions données à ce sujet par l'Ordinaire du lieu ou par la Conférence épiscopale.

Donné à Rome le 1<sup>er</sup> février 1971.

Gabriel Marie card. GARRONE,  
préfet.

FRANCESCO MARCHISANO,  
sous-secrétaire.

(1) Texte latin dans les *Acta Apostolicae Sedis*, 31 mars 1971, p. 250. La traduction et les références à la *DC* sont de notre rédaction.

(2) *DC* 1958, n. 1274, col. 405.

(3) *DC* 1965, n. 1461, col. 2133-2134.

(4) *DC* 1966, n. 1477, col. 1456-1457 (n. 39, § 1).

ments pontificaux traitant de cette matière (10), les évêques ne manqueront pas de veiller à ce que les modifications devant être apportées aux lieux sacrés à l'occasion de la réforme liturgique se fassent avec beaucoup de prudence et toujours en conformité avec les normes de la réforme liturgique ; qu'elles ne soient pas faites sans avoir consulté les Commissions d'art sacré, de liturgie et, le cas échéant, de musique sacrée, ainsi que des experts. On tiendra compte de plus des lois civiles existant éventuellement dans les différentes nations au sujet de la protection des œuvres d'art ;

5. En ayant présentes à l'esprit les normes du directoire *Peregrinans in terra* sur le ministère pastoral des touristes, les Ordinaires des lieux veilleront à ce que les lieux et les objets sacrés ayant une valeur artistique soient de plus en plus rendus visibles à tous, comme des témoignages de la vie et de l'histoire de l'Eglise. Cependant, comme les édifices sacrés, même ceux ayant une valeur artistique, sont des lieux de culte, il n'est pas permis aux touristes de troubler les fonctions liturgiques qui s'y célèbrent ;

6. Si les œuvres d'art et les trésors multiséculaires doivent être adaptés aux dispositions liturgiques (11), les évêques veilleront à ce que cela ne se fasse que par vraie nécessité et sans nuire à ces œuvres. On devra, de plus, toujours observer les normes et les critères donnés au n° 4. Si ces œuvres ne peuvent plus être considérées comme utilisables pour le culte, elles ne doivent jamais être destinées à des usages profanes, mais placées dans un endroit adapté, c'est-à-dire dans un musée diocésain ou interdiocésain, ouvert à tout le monde. De même les édifices ecclésiastiques ayant une valeur artistique ne doivent pas être négligés, même s'ils ne sont plus utilisés à leur fin première. Au cas où on devrait les céder, que ce soit de préférence à des personnes qui sauront bien veiller sur eux (cf. can. 1187) ;

7. Les objets précieux, particulièrement les dons votifs, ne doivent pas être aliénés sans l'autorisation du Saint-Siège, conformément au canon 1532. Les peines prévues par les canons 2347-2349 contre ceux qui procèdent à des aliénations indues demeurent, et ceux-ci ne seront pas absous tant qu'ils n'auront pas réparé le mal qu'ils ont causé. Dans la demande de cette autorisation, on indiquera clairement l'avis des Commissions d'art sacré, de liturgie et, le cas échéant, de musique sacrée ainsi que des experts, et, dans chaque cas, on tiendra compte des lois civiles en vigueur sur ce point.

Cette S. congrégation a confiance que les œuvres d'art sacré seront partout saintement respectées et gardées, et que les évêques, lorsqu'ils s'efforcent de promouvoir les nouveautés propres à chaque époque, sauront faire bon usage de ces œuvres pour développer la participation vraie, active et efficace des fidèles à la liturgie sacrée.

Donné à Rome, le dimanche de Pâques, 11 avril 1971.

John card. WRIGHT, préfet ;  
Pietro PALAZZINI, secrétaire.

(10) Cf. Instruction sur le culte du mystère eucharistique, n° 24 : *AAS* 59, 1967, p. 554 (*DC* 1967, n° 1496, col. 1104-1105).

(11) Cf. Présentation générale du Missel romain, n° 254.



LA RENCONTRE NATIONALE DE L'ACTION CATHOLIQUE OUVRIERE (ACO)

## DÉCLARATION DE LA COMMISSION ÉPISCOPALE FRANÇAISE DU MONDE OUVRIER

*Au cours de la rencontre nationale de l'Action catholique ouvrière (ACO) française, qui s'est tenue à Issy-les-Moulineaux, du 14 au 16 mai (1), Mgr MAZIERS, archevêque de Bordeaux, président de la Commission épiscopale française du monde ouvrier, a lu le texte ci-après, au nom des quinze évêques de cette Commission, qui, pour la plupart, ont suivi les travaux de la Rencontre (2) :*

COMMISSION ÉPISCOPALE DU MONDE OUVRIER

*Rencontre nationale de l'ACO, 14, 15, 16 mai 1971*

Vingt ans d'ACO. Plusieurs évêques de la Commission épiscopale, dont je suis, ont eu la grâce de vivre toute cette période en communion profonde avec le Mouvement, soit au titre de leur responsabilité d'aumônier, soit plus tard à celui de leur responsabilité épiscopale.

Nous ne sommes donc pas des spectateurs de votre action. Nous sommes les compagnons de route d'un labeur apostolique dans lequel nous sommes partie prenante et dont nous partageons depuis longtemps les joies et les peines. N'est-ce pas d'ailleurs de cette manière que le Pape Paul VI se situe dans sa dernière lettre que la presse vient de diffuser et dont nous avons déjà pris connaissance avec beaucoup de joie.

Si j'interviens au nom des évêques de la Commission dans le partage apostolique de ces trois jours, c'est pour témoigner à notre tour de ce que nous avons vécu avec vous, par vous, et de ce que nous sommes appelés à vivre dans la fidélité à Celui dont nous tenons, vous et nous, notre mission : Notre-Seigneur Jésus-Christ.

(1) Au cours de cette Rencontre, Mlle Lydie Noland a été élue présidente nationale, succédant à Thérèse Hachard. Le président Armel Gaudry et le secrétaire général Henri Le Buan ont été réélus pour trois ans.

(2) Texte original.

### I. — Ce que nous avons vécu ensemble

Nous avons vécu ensemble la première étape de la rencontre de l'Eglise avec le monde ouvrier adulte.

Une telle affirmation paraîtra à certains bien naïve et, historiquement, facilement contestable.

N'y a-t-il pas longtemps, en effet, que des ouvriers sont en contact, d'une certaine manière, avec l'Eglise par les sacrements, la catéchèse, les cérémonies auxquelles ils participent ou dont ils sont témoins, et d'une manière plus cachée par cette connivence avec l'Evangile qui est le privilège des humbles ?

N'y a-t-il pas longtemps aussi que l'Eglise se préoccupe du monde ouvrier par l'enseignement de sa doctrine sociale, ses œuvres, ses institutions, ses orientations missionnaires ?

C'est vrai, et c'est pourquoi je ne prétends pas faire ici l'analyse exhaustive des liens du monde ouvrier avec l'Eglise.

Toutefois, je puis témoigner que par la JOC d'abord, l'ACO ensuite, mes relations pastorales avec le monde ouvrier sont devenues plus vraies comme aussi plus difficiles et exigeantes.

Je suis passé de la découverte des personnes à la découverte d'un monde, d'un peuple, et me suis aperçu que pour bien connaître quelqu'un, il fallait le découvrir à travers tous les liens par lesquels il devient ce qu'il est, et l'accueillir en tenant compte de ses solidarités.

L'ACO, en effet, loin de vous demander, pour vivre le mystère de l'Eglise, de renoncer à votre solidarité avec le monde ouvrier, vous demande d'en prendre une conscience plus vive et de découvrir dans la lumière de la Parole de Dieu la part qui vous revient dans la construction de son peuple.

L'ACO, c'est l'Eglise qui se construit au cœur même du monde ouvrier en tenant compte de son histoire, de sa mentalité, de ses souffrances, de ses aspirations, de son péché, des événements qu'il vit, des organisations temporelles à travers lesquelles il s'exprime, du projet humain dont il est porteur.

Les artisans de cette fondation de l'Eglise sont les ouvriers eux-mêmes, ceux qui font partie de ce peuple.

Il ne s'agit pas d'une action de l'Eglise pour le monde ouvrier, mais de l'Eglise vivant dans le monde ouvrier, pour révéler et annoncer le salut de l'homme par Jésus-Christ.

La vie au cœur de laquelle vous vous efforcez d'écouter la Parole de Dieu et de donner la réponse de la foi, c'est la vie ouvrière, toute la vie ouvrière, dans le cadre de la famille, du quartier, du travail, des loisirs, mais aussi dans le cadre des organisations qu'un peuple s'est données ou se donne sans cesse pour travailler à la promotion humaine collective de tous.

Dès lors, pour un prêtre, un évêque, vivre à votre service comme ministre de l'Evangile et de la grâce de Dieu, c'est se mettre non seulement à l'écoute des personnes, mais aussi à l'écoute d'un peuple, et s'il est difficile de connaître quelqu'un, il est encore plus difficile de découvrir un peuple, de comprendre par l'intérieur son histoire, sa mentalité, son langage, sa culture, ses richesses, ses pauvretés, ses aspirations. N'est-ce pas pour mieux vivre ce service de l'intérieur que des prêtres partagent cette vie ouvrière au nom même de leur mission ?

Nous ne sommes encore qu'au début de cette écoute qui requiert beaucoup d'humilité et de respect. Mais déjà, nous percevons les fruits du partage qui en résulte. Il suffit de lire les grands titres de votre Rapport d'orientation pour en être persuadé :

— Vivre de Jésus-Christ reconnu dans la classe ouvrière et dans l'Eglise ;

— Révéler Jésus-Christ en Eglise dans la classe ouvrière,

telles sont les deux phases par lesquelles vous résumez la mission de l'ACO à travers vingt ans d'efforts, de tâtonnements.

Pour ma part, je puis témoigner que ce ne sont pas seulement de belles déclarations, car dans le compagnonnage apostolique que j'ai vécu et vis encore, il m'a été donné de contempler dans des hommes et des femmes cette richesse d'une vie ouvrière illuminée, transfigurée par l'amour de Jésus-Christ et rayonnant sa présence à travers toute leur participation à la vie collective du monde ouvrier. L'Eglise est riche de votre vie ouvrière purifiée, sanctifiée, offerte à Dieu par Jésus-Christ. Et le monde ouvrier bénéficie pour sa montée humaine et sa libération de l'approfondissement que les militants chrétiens retirent de leur vie en Eglise et de leur union au Christ.

J'ai retrouvé ce témoignage de l'un d'entre vous qui exprime d'une manière émouvante ces retrouvailles avec l'Eglise et les échanges bien-faisants qui en résultent :

« C'est la JOC qui m'a branché sur le Mouvement ouvrier et qui m'a converti à l'amour des autres. C'est l'ACO qui m'a permis de tenir le coup et de progresser dans ma vie militante malgré les échecs, les découragements, les incompréhensions, le péché en moi. La JOC hier et l'ACO aujourd'hui m'ont permis de reconnaître et de rencontrer le Christ présent et agissant en moi et dans les autres à travers tout ce que nous faisons ensemble.

« Par l'Evangile qu'elle nous a transmis, par les sacrements qu'elle met à notre disposition, par la prière et l'action d'innombrables chrétiens éparpillés et anonymes, toute l'Eglise nous donne à nous tous — et à moi aussi — le Christ.

*L'Eglise, je dois bien le reconnaître, est sacrement du Christ.*

« C'est vrai, elle est faite de pécheurs. Mais, moi aussi, je suis pécheur et ça n'empêche pas le Christ d'agir en moi et par moi. Cela n'empêche pas l'Eglise d'annoncer et de donner le Christ.

« C'est ça qui finalement me permet de prier en restant moi-même militant ouvrier, à côté des autres pratiquants qui, je le sais, s'opposent à moi demain. Je sais que même si le sermon du curé m'énerve, c'est quand même lui qui me donne l'eucharistie ; je la partage avec lui.

« L'Eglise, c'est un partage entre pécheurs... qui croient au Christ Sauveur et qui sont sauvés par lui. C'est le secret que j'ai redécouvert à travers ces questions douloureuses qui se sont posées à moi. Et finalement je crois bien que ça a toujours été comme ça depuis saint Pierre. Cela me repose des exigences pour être un témoin dans toute ma vie ouvrière, mais aussi en tant que membre de cette Eglise. Ces questions, je me les pose toujours. Et elles me font toujours mal. Mais je les ai remises à leur place. Et elles m'ont remis à ma place dans l'Eglise. »

## II. — Les difficultés du dialogue entre l'Eglise et le monde ouvrier

Ces échanges entre l'Eglise et le monde ouvrier ne vont pourtant pas sans difficultés. D'autant que la classe ouvrière elle-même est en constante évolution, comme vous l'avez souligné vous-même, et que de nouveaux éléments réclament sans cesse notre attention à tous.

Il faut aussi le constater : cette étape des vingt ans de l'ACO, en permettant ces échanges entre l'Eglise et le monde ouvrier, ne vont pourtant pas sans difficultés. Vingt ans de dialogue, c'est court. Il faut du temps pour se comprendre, s'accueillir mutuellement, s'aimer.

Il faut aussi le constater : cette première étape, en permettant une rencontre plus vraie, a permis de mesurer plus objectivement la coupure psychologique qui existe depuis longtemps entre la classe ouvrière et l'Eglise telle qu'aujourd'hui, historiquement, elle la perçoit.

Ayons la loyauté de le reconnaître :

— Des évêques, des prêtres, des chrétiens ont de la peine à reconnaître le monde ouvrier dans son aspect collectif, sa culture, sa manière de s'exprimer, ses luttes. Il leur arrive d'être inquiets de ses attitudes qu'ils mettent au compte de la méfiance, de l'agressivité et de l'influence marxiste.

— D'autre part, le monde ouvrier a de la peine à s'exprimer dans les communautés chrétiennes, à se faire comprendre, et, de ce fait, à reconnaître en elles le signe d'un peuple rassemblé au nom de l'Evangile.

La prise de conscience de ces difficultés est salutaire dans la mesure où elle est un appel à une purification, à un approfondissement en vue d'une rencontre plus vraie.

La Rencontre nationale me donne l'occasion de souligner les points qui reviennent le plus souvent dans les difficultés ressenties et exprimées de part et d'autre :

— La lutte des classes ;

— Le projet socialiste ;

— Les modes de confrontation et de partage dans l'Eglise.



Mon intention n'est pas, sur ces différents points, de faire aujourd'hui œuvre complète de discernement, mais de souligner l'importance que nous accordons à une recherche doctrinale avec vous sur ces différents points.

Lutte des classes. Socialisme. Deux mots dont le sens est lourd d'une longue histoire.

L'Eglise les a souvent lus jusqu'à ce jour dans le contexte d'une philosophie qui explique le destin de l'homme par l'homme, le limite aux horizons temporels de son existence et qui, de ce fait, est incompatible avec la foi.

Pour la classe ouvrière, ils ont depuis plus de cent ans exprimé bien souvent son effort libérateur et son espérance. Ils sont pour beaucoup dans la difficile compréhension de l'Eglise et du monde entier.

Aussi nous devons d'abord vous écouter pour découvrir le sens que vous donnez à ces mots et la réalité qu'ils recouvrent. Nous risquons en effet d'en faire une analyse trop uniquement intellectuelle, sans référence à ce que vous vivez. Or, c'est à travers la réalité que vous vivez et l'action que vous menez que, non seulement vous acceptez, mais réclamez d'être confrontés aux exigences de la foi en Jésus-Christ.

### *La lutte des classes*

J'ai relu plusieurs textes dans lesquels vous avez eu occasion de vous exprimer sur la lutte des classes :

*Mars 1950 :*

C'est Gérard Espéret qui disait dès le 5 mars 1950, jour de la fondation de l'ACO :

« Nous avons voulu poser le problème de cette façon, car nous entendons déjà ceux qui ne manqueront pas de nous dire que nous sommes atteints par le virus de la lutte des classes.

Finissons-en tout de suite et répétons :

Quand nous luttons pour la justice, nous serons amenés à lutter contre des hommes, contre des groupes d'hommes. Mais, même si cette lutte est dure, nous ne devons pas oublier que ces hommes, ces groupes d'hommes, nous devons les aimer. Nous avons conscience que notre lutte en est une preuve, car elle peut les obliger à sortir de l'injustice, et l'état d'injustice est pire que la mort. »

*Session Poissy (1969) :*

« Reconnaître la lutte des classes n'est pas pour nous le fruit d'une idéologie et d'une analyse parmi d'autres, ce n'est pas non plus l'affirmation d'un principe d'action : elle s'impose comme un fait historique sans que pour autant elle explique la totalité du développement de l'homme et de la société. » (*Naissance et croissance de l'Eglise en monde ouvrier*, p. 198.)

*Déclaration ACO (Le Havre) :*

« Il n'est pas besoin d'être marxiste pour ressentir la lutte des classes. La classe ouvrière ne l'a pas inventée, elle la subit et s'en sert pour libérer le peuple, dans notre pays et dans le monde entier. Il n'est aucune conquête ouvrière : repos hebdomadaire, réglementation du travail, congés payés, Sécurité sociale, droit syndical dans l'entreprise, etc., qui n'ait été le résultat d'une lutte où les travailleurs, croyants ou non, ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Cette lutte n'im-

plique pas la haine des personnes, au contraire, elle est porteuse de fraternité et de libération, non seulement pour la classe ouvrière, mais encore et finalement pour tous les hommes. » (*Déclaration de l'ACO du Havre.*)

De tels textes, choisis au milieu de beaucoup d'autres, permettent de mieux situer votre attitude de militants chrétiens engagés dans cette forme de lutte et dissipent déjà des ambiguïtés, des inquiétudes tout en rappelant des exigences.

Plus que les textes, les faits qui sont la trame de votre action et qu'il m'arrive d'écouter dans vos révisions de vie sur le plan diocésain ou au plan national témoignent des conditions d'existence qui vous sont imposées et contre lesquelles vous êtes obligés, collectivement, de réagir si vous voulez sauvegarder et faire respecter votre dignité d'homme et assurer une vraie promotion du monde ouvrier.

Après vous avoir lu et écouté, il me semble que par « lutte de classes » vous entendez le combat fraternel et collectif que depuis longtemps vous êtes obligés de mener pour participer d'une manière plus humaine à la vie du monde. Ce combat se veut en fidélité aux exigences de justice et de respect de l'homme qui découlent de notre foi en Dieu.

Vous n'ignorez pas que l'Evangile exclut la haine des personnes et appelle à l'amour de tous les hommes. C'est pourquoi nous communions avec joie à votre souci, plusieurs fois exprimé, de servir à travers votre combat la société tout entière.

Ce combat pour la libération de l'homme ne se limite pas à la transformation des structures car l'homme a besoin, au plus intime de lui-même, d'être libéré du mal. Seul le Christ peut réaliser cette libération totale en pardonnant notre péché et en nous associant à sa victoire sur la mort.

C'est pourquoi vous devez vous laisser interroger par le Christ pour vivre dans l'amour de Dieu et des autres les situations de conflit dans lesquelles vous travaillez.

Nous nous rendons compte qu'un tel effort n'est pas facile. Il exige de notre part une conversion permanente appuyée sur la force de l'Esprit-Saint. Cette conversion ne concerne pas que les chrétiens du monde ouvrier. Elle concerne aussi tous les hommes, notamment ceux qui, par les structures dont ils assurent pour une grande part la gérance, ont leurs responsabilités dans cette situation de conflit.

L'unité des chrétiens sera d'autant plus vraie qu'elle tiendra compte des conditions d'une vraie rencontre fraternelle à travers les conflits de classes. C'est la force de l'amour du Christ vécu au cœur de leurs responsabilités temporelles qui doit faire des chrétiens des artisans de justice et de réconciliation.

### *Le projet socialiste*

C'est la même démarche de réflexion, d'approfondissement, dans laquelle s'est engagée avec vous la Commission épiscopale du monde ouvrier pour réfléchir sur le contenu du projet socialiste, qui est souvent présente dans les perspectives de votre action ouvrière, comme votre Rencontre nationale l'a confirmé. Vous reconnaissez vous-mêmes que c'est un mot qui a des contenus très



divers, difficiles à préciser, surtout quand il ne désigne que des contestations de la société telle qu'elle est organisée, des aspirations et des projets.

Le Pape Paul VI prend lui-même acte, dans sa dernière lettre de ce fait :

« Aujourd'hui, des chrétiens sont attirés par les courants socialistes et leurs évolutions diverses. Ils cherchent à y reconnaître un certain nombre d'aspirations qu'ils portent en eux-mêmes au nom de leur foi. Ils se sentent insérés dans ce courant historique et veulent y mener une action. Or, selon les continents et les cultures, ce courant historique prend des formes différentes sous un même vocable, même s'il a été et demeure, en bien des cas, inspiré par des idéologies incompatibles avec la foi. Un discernement attentif s'impose. » (N. 31.)

En nous interrogeant avec vous sur un tel sujet, notre intention n'est pas de faire, au nom de l'Eglise, un choix politique, de le cautionner ou de nous mettre au goût du jour. D'ailleurs, l'un d'entre vous au Comité national, lors de la dernière rencontre avec la Commission épiscopale, nous en dissuadait loyalement en ces termes :

« Les premiers apôtres mélangeaient royaume de Dieu et société terrestre. L'ACO nous aide à progresser. Chrézien de gauche ? Je ne veux pas être ainsi défini. Au moment des élections, j'ai cherché s'il y avait des membres de l'ACO dans des listes. Je n'en ai pas trouvés. Souvent, c'est à ce titre que d'autres auraient voulu nous y voir. Il s'agit donc de bien situer la foi, de bien situer Jésus-Christ dans la vie. »

C'est aussi Henri Le Buan, votre secrétaire général, qui a écrit récemment dans *Masses Ouvrières* :

« Il ne s'agit pas pour l'Eglise de définir un socialisme ou même de devenir socialiste. Personne n'y gagnerait rien. Mais elle doit permettre à des chrétiens ayant fait une option socialiste de rechercher comment ils peuvent l'assumer dans la foi. »

Telle est bien la perspective dans laquelle nous devons travailler : confrontation d'un projet humain tel que vous l'exprimez avec l'Evangile.

Le Pape Paul VI nous engage dans cette voie :

« Tout en reconnaissant l'autonomie de la réalité politique, les chrétiens sollicités d'entrer dans l'action politique s'efforceront de rechercher une cohérence entre leurs options et l'Evangile et de donner au sein d'un pluralisme légitime un témoignage personnel et collectif du sérieux de leur foi par un service efficace et désintéressé des hommes. » (N. 46.)

Il y a effectivement des formes de socialisme qui, en raison de leur idéologie, de leur finalité ou même de leur mode de réalisation, sont incompatibles avec la vision de l'homme sauvé par Jésus-Christ.

Mais il appartient aussi à l'Eglise d'être attentive à ce qu'il y a de bon, de beau et de vrai dans un projet socialiste, de le reconnaître, tout en ayant soin, comme pour tout autre projet politique, de le relativiser et au besoin de le constater et de le purifier au nom même de l'Evangile.

Le royaume de Dieu ne se confond pas avec la cité terrestre. Il se construit en elle, mais nous fait toujours regarder au-delà. Vous avez écrit sur ce thème, dans une brochure à paraître :

*Eglise en classe ouvrière*, des phrases très éclairantes :

« Ainsi sommes-nous en mesure de dévoiler toute la richesse de cet humanisme ouvrier (au-delà même de sa vérification actuelle), mais en même temps d'en critiquer les réalisations au nom d'une « espérance en l'homme » encore plus grande puisqu'elle s'ancre en Dieu lui-même. Le Christ, en nous donnant une vision globale de l'homme, nous fait un devoir de travailler au développement intégral de tout homme, de tout l'homme, de tous les hommes ; et l'Evangile est un ferment de remise en cause permanente de toute société parce qu'aucune société n'honorera pleinement toutes les aspirations que porte l'homme. La foi fait de nous des gens non installés, toujours attentifs aux requêtes concrètes des hommes. Elle ne nous donne pas de solution, elle ne dispense ni de l'analyse ni de la compétence, mais elle nous aide à voir plus clair, à vouloir plus fort, à aller plus loin.

Le mystère de l'homme ne s'éclaire vraiment que dans le mystère du Verbe incarné. » (*L'Eglise dans le monde de ce temps*, 22, 1.)

Le regroupement, lorsqu'il est vraiment vécu dans vos équipes d'ACO, est à cet égard un chemin de purification et de dépassement grâce auquel vous n'absolutisez pas vos choix temporels malgré toute l'importance qu'ils ont. C'est pourquoi il est si important pour la vérité de votre foi, car nous risquons toujours de chercher une justification de nos choix temporels et de la réduire à une idéologie.

#### *Les modes de confrontation et de partage dans l'Eglise*

Ceci m'amène à souligner le troisième point : celui de la confrontation de votre vie apostolique en monde ouvrier avec les autres mouvements d'Action catholique et les communautés chrétiennes.

Vous en avez souligné les difficultés. Elles sont manifestes au plan national, diocésain ou paroissial.

Nous ne devons pas nous laisser arrêter par elles. Telle est bien d'ailleurs votre intention. Henri Le Buan en a témoigné dans une interview de *Masses Ouvrières* :

« Au-delà de ces difficultés, il est faux de dire que nous restons recroquevillés sur nous-mêmes. Depuis deux ans, le partage a progressé sur le terrain avec la JOC, la JOCF, la branche ouvrière de l'ACE, pour ne parler que des laïcs. Mais on pourrait en dire tout autant avec des prêtres et des religieuses.

Nous ne refusons pas non plus de nous rencontrer avec d'autres. Tout dépend du contenu de ces dialogues. Non, nous ne sommes pas pour la politique du désert. »

Vous avez affirmé dans le rapport d'orientation, et j'ai entendu dire, au cours de la Rencontre nationale, que votre intention n'était pas de bâtir une Eglise ouvrière.

« Bâtir l'Eglise dans la classe ouvrière, ce n'est pas davantage imaginer des structures nouvelles d'une paroisse ou d'une Eglise diocésaine ouvrière. »

L'Eglise, en effet, ne saurait apparaître comme la propriété d'un groupe, d'une culture, d'une classe, d'une nation, puisqu'elle doit rappeler constamment le dessein du Christ de rassembler



tous les hommes dans l'amour du Père en respectant les diversités légitimes, hormis le péché.

Et vous savez combien, au cours de l'histoire, cette mission de l'Eglise a été gênée toutes les fois qu'un groupe humain a paru ne faire qu'un avec elles.

Il faut donc humblement que nous cherchions les voies d'une rencontre entre chrétiens qui soit signe d'une vraie catholicité et appel à une rencontre fraternelle entre les hommes.

Pour cela, les différences, même lorsqu'elles s'expriment en termes de conflit, doivent être reconnues.

L'unité ne doit pas être confondue avec l'uniformité, mais tous les chrétiens doivent accepter humblement de confronter leur action temporelle aux exigences du même Evangile.

Les évêques de la CEMO souhaitent qu'à tous les échelons soient mieux définie la finalité et recherchées les modalités de dialogue qui vous permettront de partager le travail de l'Eglise pour l'évangélisation du monde ouvrier et d'accueillir celui qu'elle accomplit dans les autres mondes très divers.

### III. — Regard sur l'avenir

En terminant, je voudrais regarder avec vous l'avenir et souligner quelques points du rapport d'orientation qui me paraissent très importants pour le dynamisme de l'ACO.

Dans mon cœur de prêtre résonne encore souvent cette phrase de la prière jociste qui garde toute son actualité :

« Seigneur Jésus, ouvrier comme nous, accordez-moi, comme à tous mes frères, de travailler avec vous, de penser comme vous, de prier par vous, de vivre en vous, de donner pour vous mes forces et mon temps.

Soyez partout mieux connu, mieux aimé, mieux servi. »

Le dynamisme de l'ACO, au cœur même du Mouvement ouvrier, trouve sa source dans l'amour de Jésus-Christ.

Jésus-Christ n'est pas seulement au bout de votre effort, il est au commencement et il en est la lumière.

« Vivre de Jésus-Christ c'est, dans la participation au combat de la classe ouvrière pour sa libération, adhérer à la personne de Jésus-Christ en vivant avec les travailleurs de son mystère de mort et de résurrection. C'est donc un mouvement de conversion où nous sommes appelés à orienter et à engager toute notre personne et toute notre vie pour la libération de l'homme et la réconciliation de l'humanité.

Dans ce même mouvement de conversion, nous faisons l'expérience vitale que ce salut nous le recevons de Dieu.

Evangéliser c'est donc appeler les hommes à vivre ce mystère et leur révéler qu'ils participent déjà à l'amour libérateur du Seigneur. »

*(Extrait de l'intervention d'un diocèse.)*

C'est dans la découverte toujours plus intime de Jésus-Christ et le souci de le révéler à travers toute la vie ouvrière que les équipes d'ACO échapperont au danger du vieillissement et trouveront le chemin d'un renouvellement continu.

N'est-ce pas l'acte de foi de vos vies tel que vous l'exprimez dans le rapport d'orientation ?

« Nous croyons que Dieu habite son peuple,

l'humanité, et qu'il l'invite sans restriction à partager son amour.

Ce n'est pas l'homme qui le sait de lui-même, ce n'est pas l'action ouvrière qui nous fait découvrir d'elle-même ce plan divin.

Dieu, par son Fils, nous révèle qu'il vit et qu'il agit par son Esprit d'amour en tout homme au cœur de l'humanité. »

#### 1° Cette foi doit être approfondie

Bien des équipes d'ACO ne sont pas à l'abri de la lassitude. Il arrive que des militants les quittent. Ce sont souvent parmi les plus engagés. Les raisons sont diverses, mais il en est une qu'il m'arrive d'entendre et qui m'inquiète particulièrement : c'est lorsqu'ils disent rester sur leur faim pour l'alimentation de leur foi et sa difficile confrontation avec le monde d'aujourd'hui.

Ce problème ne vous a pas échappé puisque, dans votre rapport, vous rappelez les exigences de la recherche de Dieu et des moyens qu'il faut savoir consentir. Une équipe d'ACO ne déçoit pas si Jésus-Christ est vraiment au centre de la rencontre. La responsabilité du prêtre est à cet égard importante, mais c'est tout le Mouvement qui doit en porter la préoccupation, et je me réjouis de l'effort que vous comptez mettre en œuvre pour alimenter, en chacun des membres de l'ACO, la lumière de Jésus-Christ.

C'est pour moi une joie de citer le texte par lequel Mgr Guerry, en 1950, lors de la fondation de l'ACO, rappelait ce primat de la foi :

« Le devoir si légitime de l'aménagement de la cité terrestre et d'une efficacité temporelle ne doit pas faire oublier ou minimiser le souci primordial, pour un vrai disciple du Christ, de l'avancée du royaume de Dieu, de la montée de tout son milieu ouvrier dans la charité surnaturelle de Jésus-Christ, de la transformation de toute la vie ouvrière pour qu'elle soit celle de fils de Dieu et de membres du Corps du Christ. Or, cette œuvre de sanctification ne peut s'accomplir que dans l'Eglise, par la grâce du Christ et par les moyens de l'Eglise, la foi et les sacrements. »

#### 2° Cette foi demande à être partagée

Vous en avez le souci. Le rapport d'orientation en porte la marque.

Certes, vous n'avez pas la prétention d'être le seul chemin de rencontre avec Jésus-Christ pour le monde ouvrier. Dieu reste libre de ses dons et de la manière par laquelle il se communique. Mais vous devez avoir le souci de permettre la rencontre du Christ au peuple dont vous êtes solidaires.

Elle ne doit pas apparaître comme le privilège de quelques militants ou même d'une catégorie de militants. Ceux dont la conscience ouvrière est peu éveillée et dont l'engagement est difficile doivent avoir la possibilité d'entendre et d'accueillir la bonne nouvelle du salut.

C'est une préoccupation que les évêques de la Commission épiscopale du monde ouvrier ont partagée avec vous. C'est aussi celle qui est au cœur de la mission ouvrière. Elle est bien posée dans votre rapport d'orientation :

« Quand nous disons la classe ouvrière, c'est un peuple, sommes-nous vraiment conscients que tous ceux qui composent ce peuple, enfants,



jeunes, adultes, doivent pouvoir rencontrer Jésus-Christ et vivre de lui ? »

Les nombreuses interventions concernant les immigrés, les ruraux, les handicapés, les inorganisés, témoignent de ce même souci.

### 3° Une telle préoccupation doit d'ailleurs être celle de toute l'Eglise

Dans votre rapport d'orientation, vous notez parmi les obstacles qui empêchent vos frères de la classe ouvrière de reconnaître Jésus-Christ le fait que le langage, la mentalité, la culture dans lesquels la foi est exprimée aujourd'hui dans l'Eglise sont étrangers au langage, à la mentalité, à la culture de la classe ouvrière :

« Aujourd'hui encore, dites-vous, la classe ouvrière vit collectivement certaines richesses proches de l'Evangile, sans lien ou même en opposition avec l'Eglise qu'elle considère comme un autre monde. »

En disant cela, vous n'agissez pas à la manière d'un groupe de pression. Vous ne jugez pas vos frères dans la foi. Mais vous témoignez des sentiments d'un peuple et votre témoignage, qui va de pair avec la conscience de vos limites, est un appel pour toute l'Eglise.

Cet appel, les évêques de France, en 1960, ont voulu y répondre en donnant une priorité dans leurs préoccupations et leur action pastorale à l'évangélisation du monde ouvrier et en instituant la mission ouvrière.

Cette priorité a été souvent mal comprise parce que, sans doute, mal expliquée et mal vécue. Il ne s'agit pas d'un choix de classe exclusif et partisan. Il ne s'agit pas non plus d'un choix politique. Il s'agit d'un choix pastoral dicté par l'Evangile de Jésus-Christ.

Une Eglise qui n'est pas signe d'espérance et de liberté pour les travailleurs doit, en effet, s'interroger sur la manière dont elle vit sa fidélité à l'Evangile de Jésus-Christ.

La Bible nous rappelle sans cesse l'attention de Dieu au cri de tous ceux qui sont écrasés. L'Eglise ne peut donc témoigner du Dieu vivant tel qu'il s'est révélé parfaitement en Jésus-Christ sans comprendre, accueillir, faire respecter et accomplir les aspirations des pauvres à plus de justice, de fraternité, de liberté.

C'est d'ailleurs en écoutant les appels des hommes dont les droits sont méconnus, en découvrant Dieu à l'œuvre dans leurs cœurs qu'elle retrouve les exigences de l'Evangile et les chemins de simplicité et d'amour qui conduisent au royaume. Ces appels sont porteurs de valeurs universelles.

L'Evangile implique des ruptures avec toutes les formes d'asservissement et d'exploitation de l'homme et avec la racine intérieure de l'aliénation qui s'appelle le péché.

L'Evangile guide des préférences. Il donne la primauté à l'homme sur la machine, les techniques, l'argent.

C'est au nom de l'Evangile que l'Eglise doit dénoncer toutes les formes d'injustice et d'aliénation qui font obstacle à la liberté de l'homme, et révéler Celui en qui et par qui il est pleinement délivré.

C'est au nom de l'Evangile que l'Eglise doit avoir le courage de dénoncer tout ce qui est contraire, dans la vie collective, à la justice, à une vraie fraternité. Elle ne serait pas l'Eglise

du Christ si elle ne prenait pas courageusement le parti de ceux qui peinent et qui souffrent, et elle ne peut aimer en vérité comme elle le doit ceux qui sont riches d'avoir, de savoir et de pouvoir sans les rendre attentifs aux exigences de la justice et de la vie fraternelle dans l'organisation du monde.

Ce service de l'Evangile de Jésus-Christ dans le monde d'aujourd'hui demande beaucoup de courage, d'humilité. Il entraîne souvent l'incompréhension, mais il est pour l'Eglise la source continue d'un renouveau et d'une plus grande vérité.

### Conclusion

Le travail à faire pour un meilleur partage entre l'Eglise et le monde ouvrier, pour le bénéfice de tout le peuple de Dieu, demandera un effort long et patient.

Mais ce que le Saint-Esprit a déjà réalisé en vous et par vous est une garantie pour l'avenir.

Laïcs, prêtres, religieuses, religieux, évêques, dans différents pays, nous sommes témoins personnellement et collectivement de ce qui se vit entre la classe ouvrière et le Christ : lumière de tous les milieux et de tous les peuples.

Soyons fidèles au travail commencé avec la patience même de Dieu.

Soyons fidèles les uns par les autres, évêques, prêtres, religieuses, laïcs.

Mon sacerdoce doit beaucoup au dialogue apostolique que depuis longtemps j'ai avec vous, et ils sont nombreux sans doute les prêtres qui pourraient ratifier ce témoignage. Mais vous devez beaucoup aussi aux prêtres qui ont partagé depuis longtemps et partagent encore les richesses du Christ avec vous, et je me réjouis de vous savoir de plus en plus responsables de l'avenir du sacerdoce en monde ouvrier.

Quant à nous, évêques, je crois pouvoir vous dire notre joie d'un dialogue de plus en plus loyal, exigeant, avec vous dans les rencontres de la Commission épiscopale du monde ouvrier, avec le Comité national ou au plan diocésain.

La Commission épiscopale voudrait être de plus en plus une équipe apostolique aux responsabilités mieux réparties, et soucieuses de partager ce qu'elle voit, ce qu'elle entend, ce qu'elle vit avec tous les évêques.

Il est souvent question de la crise de l'Eglise à travers les difficultés que nous traversons. Ne serait-il pas plus juste de parler de la vitalité de l'Eglise ? Cette rencontre nous en est une preuve parmi beaucoup d'autres, car ce que nous vivons en monde ouvrier, il nous est donné de le constater dans d'autres milieux ; c'est pourquoi c'est dans l'espérance et dans la joie que nous continuerons notre effort.

Nous demandons que tous les chrétiens accueillent avec attention l'appel du Pape Paul VI à la fin de sa dernière lettre :

« Aujourd'hui plus que jamais, la Parole de Dieu ne pourra être annoncée et entendue que si elle s'accompagne du témoignage et de la puissance de l'Esprit-Saint, opérant dans l'action des chrétiens, au service de leurs frères aux points où se jouent leur existence et leur avenir. » (N. 51.)

Paris, le 16 mai 1971.

Mgr MAZIERS.



## PEUT-ON ETRE A LA FOIS MILITANT DU PARTI COMMUNISTE ET MEMBRE DE L'ACO ?

*Henri LE BUAN, secrétaire général de l'ACO, a répondu en ces termes à une lettre de 15 membres de l'ACO d'Aix-en-Provence, membres du parti communiste, demandant si l'on peut être à la fois chrétien et militant du parti communiste (1) :*

Les camarades d'Aix-en-Provence nous demandent si le mouvement communiste s'inscrit dans la réalité ouvrière de 1971 et dans le dynamisme du mouvement ouvrier libérateur de l'homme.

Quelles que soient nos options, le PC constitue l'un des courants importants du mouvement ouvrier français.

Ils demandent également si les communistes ont leur place à l'intérieur de l'universalité de l'Eglise. Comment pourrions-nous donc mettre des limites à l'action de Dieu dans le cœur des hommes particulièrement chez tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, veulent contribuer à libérer l'homme ?

La question essentielle posée par les camarades d'Aix-en-Provence est celle-ci : « Peut-on aujourd'hui être à la fois militant du PC à part entière et membre de l'ACO à part entière ? » ou plutôt « militant du PC et chrétien ? » car les membres de l'ACO ne sont pas une race de chrétiens à part.

A cette question, la délégation d'Aix-en-Provence répond sans hésiter par l'affirmative. Ailleurs, d'autres camarades soucieux de donner une plus grande dimension politique à leur combat ouvrier, soucieux aussi d'efficacité compte tenu de la situation politique actuelle, en sont déjà venus ou en viennent à se poser cette même question.

Cette interrogation, il nous faut ensemble l'accueillir ; nous avons le devoir de chercher ensemble. Nous ne partons d'ailleurs pas de zéro : la rencontre permanente de marxistes dans la vie quotidienne comme dans l'action ouvrière a déjà été pour nous ample matière à réflexion. La session nationale, qui s'est tenue voici un an sur ce thème, a déjà permis d'approfondir un certain nombre de points et d'effectuer un premier partage plus collectif dans tout le mouvement.

Mais c'est vrai que des évolutions se produisent dont il faut tenir compte : évolutions de la part de militants ouvriers chrétiens : l'anticommunisme viscéral est en régression ; évolutions aussi de la part du PC : le coude à coude avec des militants ouvriers a fait reculer la suspicion qu'il a pu nourrir, et parfois légitimement, à leur égard dans le passé.

Mais cette évolution du PC signifie-t-elle qu'existerait aujourd'hui « une conciliation possible entre le marxisme et le christianisme » ? A cela, Georges Marchais répond lui-même et il répond catégoriquement non, tout comme l'avait déjà affirmé le

XIX<sup>e</sup> Congrès du PCF. De cela, ne faut-il pas que nous prenions acte ?

Ce sont là des débats théoriques, va-t-on dire. L'essentiel est de se battre contre le capitalisme. Oui, sans doute, mais pour des chrétiens c'est en même temps, non pas à côté ou en plus, reconnaître Jésus-Christ, pouvoir adhérer à lui, pouvoir le partager avec les copains au cœur de ce combat.

Or, le PC, au nom de la philosophie matérialiste, refuse Jésus-Christ sauveur. Ce n'est pas seulement un refus de principe, mais cette philosophie imprègne son action, son programme, non seulement l'imprègne mais est première et déterminante.

Des camarades communistes nous disent : « Au sein du parti, vous pourrez conserver votre foi ». Mais qu'est donc la foi ? Est-ce affaire purement personnelle, quelque chose qui n'aurait rien à voir avec la vie, avec l'action ou ne doit-elle pas, au contraire, se traduire dans tout l'être, dans toute la façon de vivre et d'agir et nous savons combien cela est difficile.

Ces questions, nous avons le droit et le devoir de nous les poser ensemble, nous avons aussi à les exprimer à nos camarades communistes. C'est une question de loyauté mutuelle. Nous voulons la libération de la classe ouvrière, sa libération de l'emprise capitaliste mais aussi sa libération du péché et de la mort. Nous ne croyons pas que l'homme puisse être sauvé seulement par une transformation de la société mais nous savons qu'il a besoin de Jésus-Christ pour être sauvé de son péché et, ainsi seulement, totalement libéré.

Cela n'amoindrit pas notre combat pour l'homme, cela lui donne au contraire toute sa signification et le rend encore plus impératif.

Cela ne nous fait pas rejeter des camarades qui ont ou auraient fait le pari de continuer à vivre leur foi en militant au sein du PC ; l'Eglise est communauté de salut pour tous les hommes et l'ACO n'a pas pour mission de donner des autorisations ou de formuler des interdictions.

Nous sommes toujours en recherche pour mieux vivre la foi en Jésus-Christ dans des situations qui évoluent et se renouvellent sans cesse. Mais être en recherche ne signifie pas toujours repartir à zéro. Déjà, ce que les marxistes nous disent sur leur philosophie, mais aussi notre expérience de militants chrétiens dans la classe ouvrière, ce que nous essayons de vivre de Jésus-Christ, constitue des jalons importants pour notre recherche, même si des questions demeurent.

Cette recherche déjà entamée, il nous faut la poursuivre et l'intensifier en tenant compte de la manière dont le PCF lui-même se définit au plan de la théorie et de la pratique mais aussi en y associant tout ce que les copains vivent diversement.

---

— *La Tempérance*. Tome II, de saint THOMAS D'AQUIN (coll. « Somme théologique »). — Un vol. 10 × 16,5 cm, de 568 pages. Prix : 29 F. Editions du Cerf, Paris.

La *Somme théologique* de saint Thomas d'Aquin est toujours d'actualité, et cette collection met son enseignement à la portée des lecteurs de notre temps. A cet enseignement classique dans l'Eglise, Paul Vergriette a ajouté deux études sur l'humilité et la mort.

— *Nos disparus*, par A. D. SERTILANGES, O.P. — Une plaquette 11,5 × 18 cm, de 36 pages. Prix : 3 F. Les Editions Ouvrières, Paris.

— *La Bretagne dans la guerre*, tome II, par HERVÉ LE BOTERF. — Un vol. 14 × 19 cm, de 232 pages. Editions France-Empire, Paris.

(1) Texte original.

La réponse de Henri Le Buan a reçu l'accord de la Rencontre, son rapport moral ayant été adopté par 13 217 mandats sur 13 945 (F. Lacambre, la Croix, 18 mai 1971).

## DECLARATION FINALE DE LA 9<sup>e</sup> RENCONTRE NATIONALE DE L'ACO

L'Action Catholique Ouvrière (ACO) a tenu sa 9<sup>e</sup> Rencontre nationale les 14, 15 et 16 mai 1971 à Issy-les-Moulineaux.

Durant ces trois jours, les 820 délégués, hommes et femmes militant dans différentes organisations ouvrières, et responsables de l'ACO dans l'ensemble des départements, ont mis en commun leurs recherches et leurs expériences en vue de mieux partager avec toute la classe ouvrière ce qu'ils découvrent et essaient de vivre aujourd'hui de l'Evangile de Jésus-Christ.

Celui-ci propose à tous les hommes de se reconnaître Fils d'un même Père et de vivre en frères.

\*\*

La division de notre société en classes dont l'origine est le profit s'oppose à cette fraternité : on ne peut être réellement frères lorsqu'un petit nombre de privilégiés domine les autres en détournant à son avantage la part la plus importante de la richesse, du savoir et du pouvoir.

La classe ouvrière, depuis qu'elle existe, est affrontée à cette situation d'injustice et de violence : pouvoir d'achat insuffisant pour beaucoup, insécurité du lendemain, éducation et information orientées, soumission à une économie centrée sur le profit et, plus encore, absence de responsabilité. Malgré une répression qui se fait plus sournoise mais n'en est pas moins massive, la classe ouvrière lutte pour se libérer en mettant fin à l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

\*\*

Tout homme est appelé par le Créateur à dominer la terre et non à exploiter les autres.

Les membres de l'ACO sont consciemment partie prenante, avec tous les travailleurs, de cette lutte de classes afin que tous les opprimés, en France comme à travers le monde, fassent prévaloir la Justice et la Fraternité.

Dans leurs organisations ouvrières avec le mouvement ouvrier international :

— Ils combattent les choix d'un système qui ne se développe qu'en exploitant les hommes et les peuples et en les opposant entre eux ;

— Ils participent à la recherche et à l'élaboration d'une société socialiste qui doit permettre à tous d'être pris en considération non en fonction de ce qu'ils produisent ou consomment, mais de ce qu'ils sont réellement.

Ils mènent ce combat qui rejoint l'Amour de Dieu pour les hommes au bénéfice de toute l'humanité.

\*\*

Les membres de l'ACO sont témoins que les travailleurs, dans cette lutte, se libèrent de la peur et de l'égoïsme, prennent des responsabilités, accèdent à une plus grande dignité et font, collectivement, l'expérience de cette liberté vraie qui est en l'homme, selon le Concile, « un signe privilégié de l'image de Dieu ».

Vivant les aspirations et le combat de la classe ouvrière internationale, croyant en Jésus-Christ qui agit au cœur de l'humanité, l'ACO confirme la volonté de ses membres de présenter à tous les travailleurs l'authentique et totale libération à laquelle Jésus-Christ appelle tous les hommes.

Paris, le 16 mai 1971.

## L'ACO A ROME

*Sous ce titre, Henri LE BUAN, secrétaire général de l'ACO, a publié dans l'organe du Mouvement (Témoignage, mai 1971, p. 14) le compte rendu ci-après d'une visite faite en mars dernier par une délégation de l'ACO à Paul VI et à diverses personnalités du Saint-Siège :*

Du 15 au 19 mars dernier, une délégation de l'ACO, composée d'Armél Gaudry, de Rose Rouanet, d'Henri Le Buan et de Jean-Marie Louwers, s'est rendue à Rome. Le voyage précédent remontait à mars 1969.

Durant cinq jours, de nombreux contacts ont permis de rencontrer beaucoup de ceux qui, à un titre particulier, assument des responsabilités au service de l'Eglise universelle.

Tout au long de ces différentes rencontres, il a été possible d'apporter les préoccupations et la lutte des travailleurs du monde entier ; d'exprimer la recherche de tout notre mouvement pour que l'Eglise de Jésus-Christ soit de plus en plus vivante au cœur même de la classe ouvrière. Les rapports préparatoires à la Rencontre nationale ont servi le plus souvent de toile de fond à tous ces dialogues.

Parmi les questions les plus fréquemment abordées, citons-en quelques-unes :

— La société capitaliste est fondamentalement viciée, car elle fait de l'homme un moyen pour produire ou consommer, au lieu de faire de la promotion de l'homme l'objectif prioritaire ;

— La lutte internationale de la classe ouvrière et de tous les opprimés ne peut avoir d'autres issues que la suppression du système capitaliste et elle doit concourir à la libération de l'homme ;

— L'évangile doit éclairer tout ce qui favorise la promotion de l'homme et juger tout ce qui le mutile ;

— La culture ouvrière doit être accueillie par l'Eglise comme les autres cultures humaines ; c'est dans sa culture propre que la classe ouvrière internationale pourra reconnaître Jésus-Christ.

— Evangéliser les hommes, ce n'est pas leur apporter de l'extérieur une croyance, ni une conception de la société, c'est leur permettre de reconnaître Jésus-Christ vivant au milieu d'eux, dans la réalité de leur vie quotidienne, de leurs aspirations, de leur culture.

La délégation a eu de plus la joie de pouvoir s'entretenir durant trente-cinq minutes avec le Pape, en toute simplicité et hors de tout protocole.

En réponse à ses questions, il a été possible de lui exprimer, dans le langage qui est le nôtre, ce qu'est le contenu de la lutte qu'à travers le monde mène la classe ouvrière pour sa libération, mais aussi comment, au sein même de ce combat, des militants ouvriers chrétiens s'efforcent de vivre et de partager leur foi. Le Pape s'est montré attentif, nous interrompant pour obtenir l'une ou l'autre précision, s'interrogeant avec nous ou encore faisant directement allusion aux rapports de la Rencontre nationale qu'il avait étudiés avant de nous recevoir.

Au terme de cet entretien d'un genre très inhabituel au Vatican, il a tenu expressément à encourager tous les membres de l'ACO à poursuivre l'œuvre entreprise.



Nous souhaitons, pour notre part, que de tels dialogues puissent se renouveler avec des travailleurs du monde entier. (1).

HENRI LE BUAN.

(1) H. LE BUAN a rendu compte brièvement de cette visite devant la Rencontre nationale de l'ACO, le 14 mai. Il a dit en conclusion :

Les murs du Vatican, s'ils ont des oreilles, ont dû trouver ce langage fort inhabituel en comparaison avec tout ce qu'ils entendent quotidiennement, et il faudra sans doute encore des années pour qu'ils s'y accoutument.

Mais le réalisme n'évacue pas l'espérance. Nous souhaitons, par exemple, ainsi que nous l'avons exprimé à Paul VI, que lorsque le prochain Synode des évêques abordera le problème de la justice, ceux qui souffrent le plus de l'injustice, en France comme à travers le monde, puissent aussi dire leur mot, non pas en appendice, mais en priorité. Plus que d'autres, ils savent de quoi ils parlent et l'Eglise doit entendre leur cri.

(Complément au rapport moral, p. 6 et 7.)

## LES JEUNES DE LA CLASSE OUVRIERE QUI ENVISAGENT LE SACERDOCE

*Le dernier point abordé par Henri LE BUAN, secrétaire général, dans son « Complément au rapport moral », lu devant la Rencontre générale de l'ACO le 14 mai, a été celui des vocations sacerdotales dans le monde ouvrier (1) :*

Dernier complément au rapport moral, la réflexion qui s'est amorcée à propos des jeunes de la classe ouvrière qui envisagent le sacerdoce.

On a déjà souligné l'évolution qui s'est faite au sein de l'ACO dans le partage entre prêtres et laïcs, et par là dans la conception du rôle de l'aumônier. Cette évolution — notons-le au passage — est fonction de nombreux éléments : elle dépend du contexte de l'Eglise locale, de l'histoire ouvrière, des membres des équipes, des prêtres aussi. C'est dire que cette évolution n'est pas uniforme selon les coins et il nous faut sans doute respecter les étapes, tout en participant, pour notre part, à ce que continue à se préciser le visage du sacerdoce en monde ouvrier.

Il est un fait, en tout cas, que la plus grande proximité de prêtres avec la classe ouvrière — par le travail, mais aussi par les liens de plus en plus profonds avec un laïc ouvrier et avec tout le peuple — ouvre d'autres perspectives. Il faut maintenant franchir un pas en ce qui concerne la préparation au sacerdoce, car cela conditionne en partie la façon de le vivre.

Associé aux recherches en cours depuis des années, d'abord avec les équipes de séminaristes du monde ouvrier, puis avec les groupes de formation en monde ouvrier, le Secrétariat national a voulu interroger plus largement des membres du mouvement dont des enfants songeaient au sacerdoce. Documents ACO, dans son numéro d'avril, vient de rendre compte de cette consultation qui reste toujours ouverte. Il ne s'agit pas là d'une préoccupation marginale, mais bien de la possibilité pour l'Eglise de se développer dans la classe ouvrière à partir de ceux qui en sont nés, d'y vivre et d'y célébrer Jésus-Christ. Si, ainsi que nous le demandons avec insistance, des travailleurs peuvent,

demain, devenir prêtres en continuant, sans rupture, à partager pleinement la vie ouvrière, nul doute qu'une nouvelle étape aura été franchie, tout comme en avait été une l'entrée ou le retour de prêtres au travail.

Il ne s'agit pas d'opposer les différentes façons de vivre, aujourd'hui ou demain, le sacerdoce ; encore moins de décréter que telle forme est valable et non les autres ; il s'agit de rechercher, ensemble et en complémentarité, prêtres et laïcs, ce qui permet le mieux à toute la classe ouvrière de découvrir Jésus-Christ et d'en vivre. Cette recherche doit aboutir à forger les moyens nécessaires pour cela. C'est bien ce que nous faisons aujourd'hui.

(Texte original, p. 7.)

— *Mariage et Sacrement de mariage*, par PIERRE DE LOCHT (coll. « Révisions »). — Un vol. 12,5 x 20 cm, de 248 pages. Prix : 17,45 F. Editions du Centurion, Paris.

Un spécialiste réputé, professeur de l'Université de Louvain, le chanoine De Loch, a présidé à cette étude du mariage pour en rechercher la signification profonde et permanente avec l'équipe pastorale qu'il anime. L'ouvrage vise à en éclairer la dimension sacramentelle dans le sens du renouveau liturgique.

— *Chemins de la contemplation*. Eléments de vie spirituelle, par Y. RAGUIN (coll. « Christus »). — Un vol. 13 x 20 cm, de 164 pages. Prix : 25 F. Editions Desclée De Brouwer, Paris.

Que savons-nous des cultures orientales ? L'auteur qui a vécu plus de vingt ans en Chine, s'appuie sur la démarche des penseurs chinois à la recherche de l'absolu au cœur des relations et des obligations humaines, pour montrer comment l'homme découvre Dieu. Un guide avec qui il fait bon cheminer.

# multicopie: vérifiez que vous êtes bien équipé.

Les progrès de la multicopie stencil et offset s'accroissent : pour être certain d'en bénéficier complètement, procurez-vous la nouvelle documentation Gestetner ; vous y trouverez tous les détails sur les duplicateurs modernes au maniement simplifié, sur les matériels de préparation ultra-rapide de stencils ou plaques. Vous découvrirez de nouvelles méthodes pour reproduire des documents plus vite, plus fidèlement, aux moindres frais. Quelques documentations n° 332 restent disponibles. Demandez votre exemplaire dès aujourd'hui à Gestetner, 71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY Tél. 680.47.85

(1) Actuellement en France, 75 jeunes se préparent au sacerdoce dans les « Groupes de formation en monde ouvrier ». (Cf. DC 1971, n° 1586, p. 497.)

# Questions actuelles

## A PROPOS DU LIVRE DE HANS KÜNG SUR L'INFAILLIBILITÉ (1)

*Étude de Mgr Weber, ancien archevêque-évêque de Strasbourg (\*)*

Hans Küng, professeur à la Faculté de théologie catholique de l'Université de Tübingen, nous est bien connu. On a souvent eu l'occasion de le rencontrer lors des sessions du Concile. Nous l'avons entendu plusieurs fois à Strasbourg dans des conférences. De temps en temps on le retrouve avec ses traits de figure nettement marqués, sa façon directe de parler, ses cheveux en bataille. Il se rappelle à l'attention du public ecclésiastique par ses livres. En 1968 paraissaient les deux tomes sur *l'Eglise*, où il traitait avec compétence de la fondation et de la nature de cette institution. Evidemment, on y trouve des hardiesses, même une témérité que le professeur de l'Institut catholique de Paris, Pierre Grelot, a cru devoir contredire, dans son article « La structure ministérielle de l'Eglise d'après saint Paul. A propos de l'Eglise de Hans Küng ». (Revue *Istina*, 1970, p. 389-424.) Dans son désir de trouver dans le protestantisme une « Eglise charismatique » légitime, Küng avait en effet essayé de montrer dans l'Eglise paulinienne de Corinthe une chrétienté gouvernée uniquement par des charismatiques, par des chrétiens munis de dons de l'Esprit de Dieu : d'Eglise purement charismatique, il n'y en a jamais eu.

Avec le même désir de rapprocher catholicisme et protestantisme, et même orthodoxie (p. 36), Hans Küng a publié en allemand chez l'éditeur Benziger, d'Einsiedeln, en Suisse, un volume intitulé : *Unfehlbar? Eine Anfrage*. La traduction française vient de voir le jour, chez Desclée De Brouwer, 1971. Ce livre aborde la question

de l'infaillibilité de l'Eglise et dans l'Eglise, question que l'auteur n'avait pas voulu aborder dans sa publication antérieure « pour d'excellentes raisons » que nous pouvons deviner (p. 24). La traduction française de *l'Eglise* avait obtenu l'*imprimatur*, la permission d'être imprimée, de l'évêché de Bruges, où cette traduction fut éditée. Cette fois-ci, l'auteur n'a pas cru devoir demander cette autorisation, il ne nous dit pas dans quelle circonstance (p. 25). Il nous dit simplement pour se justifier : « Ces dernières années justement, l'*imprimatur* s'est de plus en plus révélé comme une pratique sans objet. » Cette façon de faire et de voir nous montre déjà ce que doit être le volume, qui se classe dans ce que nous pouvons appeler la littérature ecclésiastique « sauvage ». C'est peut-être un motif de plus que ce livre soit lu par bien du monde et y fasse choc, en bien ou en mal. C'est un motif aussi pour que nous tâchions de pénétrer un peu dans le maquis de cet ouvrage qui a déjà, nous le dirons, soulevé bien des réactions.

A vrai dire, la lecture de l'ouvrage attriste, et cela dès la « Préface critique ». Avec un certain nombre d'éloges, nettement formulés, l'auteur s'en prend ouvertement au Pape Paul VI : il lui reproche de s'être laissé prendre en main par la faction curiale (la Curie romaine) et d'avoir ainsi mis en danger l'œuvre du Concile. Il lui en veut d'avoir publié de sa propre initiative les encycliques sur l'eucharistie, sur le célibat des prêtres et surtout sur la contraception : l'encyclique *Humanae vitae* est la bête noire que l'auteur poursuit à travers tout son volume, à commencer par la page 32 et les suivantes (voir p. 48 et s. une attaque en forme). Mais cette attaque n'est en fait qu'un commencement ou un prétexte pour entreprendre le siège de tout ce qui se réclame de l'infaillibilité ecclésiastique. Ce n'est pas seulement le privilège du Pape qui est pris à partie, grâce à l'étude critique du Concile du Vatican I (p. 86 et s., 188 et s.), mais l'infaillibilité des Conciles en général (p. 207 s.). L'Ecriture elle-même n'échappe pas à cette révision (p. 216 s.). Vatican II vient à son tour sur la sellette (p. 67 s.). Ne parlons pas d'un magistère infaillible dans l'Eglise (p. 228 s.) : « Les erreurs du magistère de l'Eglise sont nombreuses et parfois graves. » (P. 29.) « On ne peut contester honnêtement qu'il y a eu en fait des erreurs du « magistère » ecclésiastique, aussi bien ordinaire qu'extraordinaire. » (P. 181.) En fait, Küng nie qu'une proposition infaillible de foi puisse être émise, et cela par des raisonnements captieux,

(1) HANS KÜNG, *Infaillible? Une interpellation*. Editions Desclée De Brouwer, 1971. Les citations et leur page renvoient à cette édition.

Qu'il soit permis de signaler deux bévues qui sont sans doute le fait du traducteur. Page 78 on nomme *Freising* l'archevêque auquel Pie IX adressa une lettre à propos d'une réunion de théologiens allemands sous la présidence de Döllinger (*Denzinger-Schönmetzer*, Herder, 1963, n. 2875 et s.) ; le nom de l'archevêque n'est pas donné dans la lettre, mais il est désigné comme archevêque du Munich-Freising. Page 110, on nomme Etienne II le Pape avec lequel saint Cyprien eut des controverses. En fait, il s'agit d'Etienne I<sup>er</sup>, car Etienne II est celui qui couronna Pépin le Bref et régna de 752 à 757.

(\*) *L'Eglise en Alsace*, mai 1971, p. 9 et s.

Nous rappelons les déclarations publiées par les évêques allemands, italiens et français au sujet de ce livre (*DC* 1971, n. 1581, p. 245, 246 ; n. 1583, p. 336, 337 — Dans ce même numéro la déclaration de H. Küng : « Pourquoi je reste dans l'Eglise », p. 337 et s.).



voire des sophismes empruntés à une certaine philosophie du langage (p. 146 et toute la suite, 169 et s.).

Qu'admet donc notre auteur ? Il admet que *in extremis* l'Eglise puisse, progressivement et dans des cas limites, promulguer des définitions, des « formules défensives... pour marquer les limites qui la distinguent de tout ce qui n'est pas chrétien, de l'incroyance et de la superstition ». (P. 150.) Küng ajoute : « Il ne s'agit pas finalement d'un langage de principe et défini pour l'éternité, mais d'une réglementation pratique de langage conditionnée par ladite situation. » (P. 151. Voir également p. 247.) En fin de compte, l'auteur admet, non pas l'infailibilité de l'Eglise, mais son indéfectibilité, qui lui permet de survivre, par l'assistance du Christ, à toutes les erreurs qu'elle peut commettre (p. 188 et s.). Cette solution est capable, nous dit-on, de conduire à l'union de toutes les confessions chrétiennes (p. 200 et s.).

Qu'il soit permis de dire à ce dernier sujet que cela n'est vrai que si nous consentons à entrer tous dans cette espèce de protestantisme libéral où on voudrait nous mener, car tout catholique croyant, tout orthodoxe et même tout protestant croyant n'entrera jamais dans les vues de l'auteur. Pour le catholicisme, cela est évident et s'il y avait doute sur ce sujet, il suffirait d'évoquer la mise en garde de l'épiscopat allemand au sujet du livre dont nous parlons (voir *Documentation Catholique*, 1971, n° 1581, p. 245 ou *Informations catholiques internationales*, n° 379, p. 9), et la déclaration du « Bureau d'études doctrinales », publiée à la demande du Conseil permanent de l'épiscopat français (DC, 1971, n° 1583, p. 336 ; *ICI*, n° 381, p. 31). Qu'il soit permis de transcrire quelques passages de cette dernière déclaration.

« Nous ne pouvons admettre la dépréciation des formules dogmatiques, ruineuse de toute certitude, et finalement de nature à rendre impossible la foi elle-même. Sans doute dans leur formulation, les énoncés de cette foi sont relatifs à la culture où ils furent élaborés. Il n'en gardent pas moins leur exigence normative ; la Révélation attestée par la Bible, le Credo de l'Eglise et ce qu'il exprime, conservent toujours leur valeur... »

L'« indéfectibilité » de l'Eglise, admise par l'auteur, requiert l'infailibilité de l'Eglise dont le magistère est l'instrument... Une Eglise sans hiérarchie et sans autorité doctrinale se dissoudrait inévitablement. »

Une vue d'ensemble de l'ouvrage de Hans Küng ne serait pas complète si on ne signalait pas, en face de l'épiscopat, la mention des « charismatiques » dans l'Eglise. Citant l'un de ses collègues, l'auteur transcrit le passage suivant :

« Aussi l'Ecriture nous oblige à nous demander s'il ne s'est pas produit une déviation structurelle contraire à l'esprit biblique dans une Eglise qui semble attacher la plus haute valeur à une succession des évêques, mais qui ne parle pas des successeurs ni d'un état propre et permanent des docteurs charismatiques. » (P. 239.)

Ces « docteurs charismatiques », dont on revendique l'autorité, ce sont les théologiens, dont le livre nous cite la fameuse déclaration aux autorités romaines (p. 244). L'Eglise hiérarchique, si elle leur cédait, risquerait de se transformer en Eglise technocratique. Il est vrai que

le livre dit bien : « nous parlons des vrais prophètes et des bons docteurs. Il y a aussi de faux prophètes et de mauvais docteurs ». (P. 241.) Qui les discerne, c'est une autre question.

Le livre se termine sur l'évocation de la déclaration bien connue du cardinal Suenens, et le portrait brossé, d'après ce document, d'un Pape idéal de l'avenir : *Quel pourrait être le Pape ?* (P. 249 et s.)

Il est pénible de faire l'analyse critique d'un livre qui, par ailleurs, a des parties intéressantes et valables. Xavier CHARPE, le recenseur du livre dans les *ICI*, résume ainsi l'impression que le livre lui a produite :

« Aspirant à des réformes profondes dans l'Eglise, profondément déçu des retombées ou des retours en arrière par rapport aux espérances déclenchées par le Concile, Küng lance une œuvre de combat, où la critique acerbe, la polémique serrée et les formules bien frappées, les raccourcis, voire les caricatures, ne font pas défaut. Entre le manifeste et le réquisitoire, c'est délibérément un pavé jeté dans la mare ; il en résultera inévitablement quelques éclaboussures. » (N° 381, p. 28.)

Il ne m'appartient pas de juger d'autorité ce livre, primaire par son manque de nuances, qui eût été mis jadis à l'index, et on ne peut pas dire que cela eût été à tort. Qu'il me soit permis, comme ancien professeur d'apologétique et d'Ecriture sainte, de reprendre le problème en toute sincérité, depuis le Nouveau Testament jusqu'à nous. Fatalement ce sera rapide ; mais que faire autrement ? On terminera par quelques réflexions sur le travail qui s'impose dans l'Eglise sur des sujets qui sont vitaux pour elle.

### L'infailibilité selon le Nouveau Testament

Küng nous indique lui-même les passages de l'Ecriture qui sont à la base de la croyance à l'infailibilité de l'Eglise (p. 66 et 180). Prenons-les successivement. Le premier consiste dans la promesse faite aux apôtres, lors de la dernière Cène, par le Seigneur, de l'assistance du Saint-Esprit :

« Et je prierai le Père, et il vous enverra un autre Paraclet (c'est-à-dire : assistant), pour être avec vous à jamais,

l'Esprit de vérité, que le monde ne peut recevoir, parce qu'il ne le voit, ni ne le connaît.

Vous, vous le connaissez, parce qu'il demeure en vous

et qu'il est en vous. » (Jn 14, 16-17.)

« Mais le Paraclet, l'Esprit-Saint, que le Père enverra en mon nom, vous enseignera tout et vous rappellera tout ce que je vous ai enseigné. » (Jn 14, 26.)

« Quand il viendra, lui, l'Esprit de vérité, il vous conduira vers la vérité tout entière. » (Jn 16, 13.)

Sans aucun doute, l'Esprit-Saint que le Christ enverra aux siens et qu'il leur a envoyé à la Pentecôte, les maintiendra dans la vérité, parce que c'est lui qui les enseignera, lui, l'Esprit de vérité. La valeur historique de ces paroles a été soulignée par le protestant HUNTER (*Saint Jean, témoin du Jésus de l'histoire*, Paris, Ed. du Cerf, 1970) :

« Il n'est pas du tout incroyable qu'en cette dernière nuit passée ensemble, Jésus ait parlé à ses disciples... et leur ait promis l'aide du Saint-Esprit. » (P. 139.)



« Il est permis de dire honnêtement que les cinq passages sur le Paraclet (« défenseur », « avocat ») en Jean 14-16 ne font que transcrire en termes johanniques, plus pleins et plus riches, l'enseignement de Jésus sur l'esprit secourable qui se trouve dans les synoptiques. *Airs inspirés des thèmes qui remontent aux origines, ils constituent une partie essentielle de l'enseignement du Seigneur sur le Saint-Esprit.* » (Cf. Mc 13, 11 ; Lc 12, 12 ; Mt 10, 20 ; Lc 24, 49 ; Ac 1, 8, p. 133.)

Le deuxième texte est constitué par la finale de l'Evangile de Matthieu, dont le sens n'est pas douteux : le Christ lui-même assistera les apôtres dans leur mission d'enseignement et de conversion du monde (28, 18-20).

« Tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre. Allez donc : de toutes les nations faites des disciples, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, et leur apprenant à observer tout ce que je vous ai prescrit. Et moi, je suis avec vous pour toujours, jusqu'à la fin du monde. »

Le commentaire en a été donné jadis par Alfred Loisy :

« Le Christ est ressuscité, il vit... Il est avec les siens jusqu'à la fin du monde. L'autorité de l'Eglise se trouve ainsi sanctionnée par la volonté du Christ immortel, car sa présence dans la société de ses fidèles est conçue comme la garantie de celle-ci, de son institution, de sa durée, de son action. » (Les Evangiles synoptiques, Paris, 1907, t. II, p. 754.)

Scène synthétique, où Matthieu a ramassé les derniers enseignements du Ressuscité et la dernière collation de pouvoirs aux apôtres, scène empruntée à la tradition galiléenne des apparitions (cf. Mc 14, 28 ; 16, 7 ; Jn 21) : « Il est convenable que Jésus ait voulu se manifester aussi au lieu où l'Evangile avait pris naissance, c'est-à-dire en Galilée. » (P. BENOIT, *Passion et résurrection du Seigneur*, éd. du Cerf, 1966, p. 376-377.) L'apparition fait partie de ce que les critiques appellent « les apparitions de mission » : leur réalité est requise par le fait que les apôtres ont entrepris leur mission mondiale, malgré la défense qui leur avait été faite jadis de ne pas dépasser les limites d'Israël (Mt 10, 5 ; 15, 24), et malgré la répugnance qu'ils avaient d'aborder le monde païen impur.

Le dernier texte est d'un autre genre : il est emprunté au recueil des Epîtres de saint Paul (1 Tm 3, 15). Texte important mais difficile. Nous le donnons avec son contexte, selon la traduction du P. Spicq, dans la dernière édition de son grand commentaire des Epîtres pastorales (Paris, *Etudes bibliques*, 1969, p. 465 et s.) :

« Je t'écris cette [lettre], espérant venir vers toi au plus tôt ; mais — au cas où je tarderais, — pour que tu saches comment il faut te comporter dans une maison de Dieu, c'est-à-dire l'Eglise du Dieu vivant, colonne et soutienement de la vérité. »

Oui, de l'aveu unanime, grand est le mystère de la piété :

Qui a été manifesté dans la chair,  
a été justifié dans l'Esprit,  
est apparu aux anges,  
a été prêché aux nations,  
a été cru dans le monde,  
a été élevé en gloire ».

Paul veut faire comprendre à son disciple Timothée la grandeur et la beauté de l'Eglise de Dieu qu'il est appelé à servir et à organiser. L'Eglise, dont la nature est d'être la maison de Dieu, a pour mission d'être également la colonne et le support de la vérité. Son message, c'est le mystère de la piété, le Christ incarné et glorifié.

Il est clair que l'Eglise, dont Timothée est le représentant et le serviteur, jouit d'une assistance toute particulière pour annoncer, sans erreur, le « mystère de la piété » qui est le Christ, pour soutenir la vérité.

## Le rôle des apôtres et de Pierre

Après ces commentaires, il est facile de montrer deux choses : d'abord que l'infailibilité dans la vérité est non seulement le fait de l'Eglise en corps, mais surtout des chefs de cette Eglise, et que d'autre part ces chefs, les apôtres, et celui qui en est le « premier », Pierre, ont voulu annoncer des vérités fermes qu'ils imposent à la foi de leurs disciples.

Que les promesses du Seigneur concernent les apôtres, on le voit nettement dans les deux premiers textes que nous avons commentés. Il y a d'ailleurs dans les Evangiles nombre de passages qui donnent aux apôtres et à Pierre un rôle d'enseignement et de direction : l'Eglise du Christ est une « communion », mais avec des chefs. Le Christ a enseigné : il envoie ses disciples enseigner en son nom (cf. Mc 6, 6-13 et par : Mt 10, 40 ; Lc 10, 16 ; Jn 13, 20 et, dans la partie ecclésiologique de Mt, le verset 18 du chapitre 18).

Pour Pierre, la chose est encore plus nette, grâce au fameux texte de Mt 16, 17-19 :

« Tu es heureux, Simon, fils de Jonas, car cette révélation [du Christ, le Fils du Dieu vivant] est venue, non de la chair et du sang, mais de mon Père qui est dans les cieux. »

Et moi, je te dis que tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'Hadès ne tiendront pas contre elle. Je te donnerai les clés du Royaume des cieux. Quoi que tu lies sur la terre sera tenu dans les cieux pour lié, et quoi que tu délies sur la terre sera tenu dans les cieux pour délié. »

Le commentaire le plus exhaustif de ce texte a été donné jadis par Alfred Loisy dans les *Evangiles synoptiques* (t. 2, p. 12-13) :

« Simon-Pierre est donc la première autorité apostolique en ce qui regarde la foi, puisque le Père lui a de préférence révélé le mystère du Fils ; en ce qui regarde le gouvernement des communautés, puisque le Christ lui a confié les clés du royaume : en ce qui regarde la discipline ecclésiastique, puisqu'il a le pouvoir de lier et de délier. »

Ce texte, dont la couleur nettement aramaisante garantit l'authenticité, est confirmé par le texte de Luc : « Toi donc, quand tu seras revenu, affermis tes frères » et par la collation à l'apôtre des pouvoirs sur tout le troupeau du Seigneur par le Ressuscité (Jn 21, 15-17).

On peut bien admettre que le texte de Matthieu assure directement à l'Eglise l'indéfectibilité, fondée qu'elle est sur le Roc (Pierre) : mais que serait cette indéfectibilité si l'Eglise, ou seulement son fondement, pouvaient sombrer dans l'erreur, n'étaient pas assurés de garder la vérité ?



Que Pierre et les apôtres aient voulu proclamer et imposer à la foi des propositions nettes, nous pouvons déjà le voir dans le *Kérygme*, l'annonce élémentaire du salut par le Christ sorti victorieux du tombeau (Ac 2, 22-24 ; 3, 14-16...). Nous le voyons encore plus clairement dans ce *Kérygme*, tel que saint Paul nous le donne dans la première épître aux Corinthiens (15, 1 et s.) :

« Je vous rappelle, frères, l'Évangile que je vous ai annoncé, que vous avez reçu et dans lequel vous demeurez fermes, par lequel aussi vous serez sauvés, si vous le gardez tel que je vous l'ai annoncé... Je vous ai donc transmis tout d'abord ce que j'avais moi-même reçu, à savoir que le Christ est mort pour nos péchés selon les Écritures, qu'il a été mis au tombeau, qu'il est ressuscité le troisième jour selon les Écritures, qu'il est apparu à Céphas, puis aux Douze... Bref, eux [les Douze] ou moi, voilà ce que nous prêchons. Et voilà ce que vous avez cru. »

Les Évangiles, d'ailleurs, comme aussi les épîtres de Paul et les autres épîtres, ont des enseignements précis, voulant exposer la vérité du message de Jésus, le Fils de Dieu (cf. Lc 1, 1-4 ; Jn 20, 31 ; 21, 24 ; Ga 1, 8-9...). Ces enseignements proviennent d'apôtres ou de disciples qui leur ont été associés. Aucun doute sur ce point. L'Eglise primitive a d'ailleurs nettement conscience de l'assistance de l'Esprit : on le voit au Décret du Concile de Jérusalem au sujet des judéo-chrétiens (Ac 15, 28) : « L'Esprit-Saint et nous avons décidé... »

### Le Nouveau Testament et l'Eglise post-apostolique

Allons un pas plus loin : l'autorité de Pierre et des autres apôtres au point de vue de la foi et du gouvernement des Eglises, autorité que les Douze ont nettement exercée dans la communauté primitive, comme les Actes nous le montrent, était-elle réservée à leur personne, ou peut-on croire que les textes que nous avons donnés s'étendent aussi à leurs successeurs ? L'infailibilité de Pierre et de ses compagnons s'est-elle transmise à travers l'histoire de l'Eglise ?

Nous n'avons sans doute aucun texte qui nous le dit directement. Mais notons d'abord que toutes les promesses de Jésus vont à son Eglise, et que cette Eglise devait se continuer et s'est continuée. Cette Eglise devait se continuer dans le même sens que celui qu'elle avait dans l'Évangile. Du temps de Jésus, ce n'était qu'un embryon, une graine semée dans le champ du monde, mais qui devait grandir, et grandir avec les mêmes prérogatives. Les textes de Jean et même de Matthieu ont été écrits à une époque où l'Eglise avait déjà grandi, s'était étendue au monde romain entier (2) : c'est cette Eglise que visent les promesses faites par Jésus durant sa vie mortelle, dans l'esprit même des évangélistes qui nous les rapportent. Et dans la première épître à Timothée, le personnage visé est un dis-

ciple de Paul, un homme de la seconde génération : c'est lui qui sera le serviteur de l'Eglise, colonne et fondement de la vérité. Aussi bien nous pouvons dire que les textes que nous avons rapportés sont des textes qui visent une *institution* et qui ne se rapportent pas seulement à un événement. Aussi Loisy n'avait pas tort d'ajouter à son commentaire de Mt 16, 17 et s., quoique avec trop de précision :

« Ce n'est pas sans cause que la tradition catholique a fondé sur ce texte le dogme de la primauté romaine. La conscience de cette primauté inspire tout le développement de Matthieu, qui n'a pas eu seulement en vue la personne historique de Simon, mais aussi la succession traditionnelle de Simon-Pierre. »

Quoi qu'il en soit, l'Eglise a continué et elle s'est développée dans le sens de l'Évangile.

### Ce que montre l'histoire de l'Eglise

Un théologien protestant me dit un jour : « Si je comprends bien la chose, votre Eglise veut continuer ce que nous voyons dans les Évangiles. Ici, c'est Pierre et les apôtres qui mènent le petit troupeau du Christ. Ils sont devenus chez vous le Pape et les évêques. » C'est profondément vrai.

La brièveté de cet article ne nous permet pas de suivre toute cette démonstration à travers vingt siècles d'histoire. Quels qu'aient été les méandres suivis par le grand fleuve de l'Eglise, il n'en est pas moins sûr qu'il n'y a pas eu discontinuité entre les Douze et l'épiscopat qui émerge nettement dans les épîtres d'Ignace d'Antioche, au début du second siècle, et entre Pierre et les chefs de l'Eglise de Rome qui ont pris à cœur la sollicitude de toutes les Eglises et la garde de la vérité que l'Eglise se doit de transmettre. Entre la seconde moitié du premier siècle et le temps du Pape Léon le Grand (440-461), nous avons une série de faits et de témoignages que les historiens de l'Eglise se sont plu à noter (3). Ils sont comme les pierres qui permettent de franchir un gué pour arriver à la terre ferme. HARNACK, dans sa *Dogmengeschichte* les a relevés. Il a fait remarquer que Rome a peu fait pour la pensée savante que l'Ecole d'Alexandrie ou celle d'Antioche ont cultivée et développée, mais il y a deux faits qu'il faut lui laisser : l'élaboration d'une catholicité et le maintien du *depositum fidei*, du dépôt de la foi :

*Die römische Kirche hat im Prozess der Katholisierung der Kirche die Führung gehabt und behalten... Das Depositum Fidei, wie sie es im Bekenntnis niedergelegt fand bzw. niedergelegt hatte, hat sie bewahrt und kritisch geltend gemacht...* » (*Dogmengeschichte*, I, 4<sup>e</sup> éd., p. 496.)

Est-il nécessaire de dire que les Conciles que

(3) Citons seulement le fameux texte de saint Irénée concernant l'Eglise de Rome, texte que nous traduisons pour la finale comme nous le comprenons :

« C'est avec cette Eglise, en raison de sa plus puissante autorité de fondation, que doit nécessairement s'accorder toute Eglise, c'est-à-dire les fidèles qui proviennent de partout, en qui toujours ceux qui proviennent de partout ont conservé la tradition qui vient des apôtres. » (*Adv. Haer.*, III, 3, 2. Editions Sagnard, Cerf, p. 103.)

Nous avons substitué l'actif : « ont conservé » au passif du texte latin qui subsiste seul : « elle, en qui toujours, par ceux qui proviennent de partout, a été conservée... ».

(2) On se rappellera que Jean a écrit vers la fin du 1<sup>er</sup> siècle, et que notre Matthieu actuel est une refonte du texte araméen de l'apôtre à une date qui doit se placer vers les années 80. Sur les préoccupations ecclésiastiques de notre premier Évangile, on peut citer l'avis du protestant Goguel : il y voit « la charte d'une Eglise qui s'organise pour durer ». (Cf. *Introd. à la Bible*, t. II, 1959, p. 181.)



l'Eglise reconnaît comme œcuméniques et qui sont de cette époque, ont voulu faire œuvre dogmatique obligatoire, ceux de Nicée et de Chalcédoine en tout premier lieu ? Il en est de même des symboles de foi, symbole romain ou Credo de Nicée-Constantinople qui sont règles de foi et sont acceptés comme tels par toutes les Eglises chrétiennes : selon le théologien J. RATZINGER, les symboles constituent « la forme originelle sous laquelle l'Eglise affirme sa foi de façon impérative ». (*Foi chrétienne, hier et aujourd'hui*, Ed. Mame, 1969, p. 196 note.)

Un vieil auteur sulpicien, M. BRUGÈRE, dont l'apologétique a été longtemps, et à juste titre, utilisée dans nos séminaires français, avait mis comme exergue à son traité *De Ecclesia* ces deux phrases qui résument bien l'esprit des deux premiers siècles de l'histoire chrétienne :

*Ubi enim Ecclesia, ibi et Spiritus Dei, et ubi Spiritus Dei, illic Ecclesia et omnis gratia Spiritus autem veritas* (IRÉNÉE, Adv. Haer., 2, 24, 1).

*Ubi ergo Petrus ibi Ecclesia. Ubi Ecclesia, ibi nulla mors, sed vita aeterna* (S. AMBROISE (*In Psalm.*, 40, 30).

Où est l'Eglise, là aussi est l'Esprit de Dieu, source de la vérité. Où est Pierre, là aussi est l'Eglise. Vues sommaires, si l'on veut, mais sont-elles si loin de représenter la réalité ?

## L'enseignement des Conciles Vatican I et II

Nous devons franchir d'un bond la cime des siècles entre le cinquième et notre temps. Il y eut certes dans cette période des éclipses, des erreurs, attribuables aux deux parties : schisme d'Orient et Réforme, par exemple, qui auraient dû être évités. Il y eut cependant de grandes choses, comme le Concile de Trente. Laissons cette période aux historiens, bien que nous souffrions encore de la rupture de l'unité de la tunique sans couture, qu'est ou que devrait être l'Eglise du Christ en totalité, et que nous profitons encore des clartés de Trente. Où en sommes-nous actuellement ?

La période contemporaine est marquée par les deux grands Conciles de Vatican I et de Vatican II. C'est de ces deux assemblées et de leurs décisions que dépendent toutes les spéculations théologiques actuelles concernant le service de la vérité qui incombe à l'Eglise du Christ.

Nous pouvons partir de Vatican II, qui a dépassé et complété Vatican I, tout en en acceptant les décisions. Que nous dit ce Concile ? Volontairement il n'a pas voulu faire œuvre dogmatique au sens technique du terme, avec des définitions et des anathèmes. Les Pères du Concile ont été d'accord en cela avec Jean XXIII, afin d'éviter des surenchères comme on pouvait en craindre, et également pour faire accepter plus facilement à la minorité certaines positions, comme la Collégialité de l'épiscopat autour du Pape ou la Constitution sur la Révélation. N'empêche qu'il a voulu faire œuvre de vérité.

Vatican II rappelle donc que le Christ a institué l'Eglise : elle est le nouveau « Peuple de Dieu », dont saint Pierre a écrit : « Vous êtes une race élue, un sacerdoce royal, une nation sainte, un peuple acquis pour annoncer les louanges de Celui qui vous a appelés des ténèbres à son admirable lumière. » (1 Pierre 2, 9.) Ce Peuple de Dieu « ne peut faillir dans la foi et il manifeste cette qualité qui lui est propre, grâce

au sens surnaturel de la foi qui est celui du peuple tout entier, lorsque des évêques au dernier des fidèles laïcs, il exprime son accord universel en matière de foi et des mœurs ». (*Constitution sur l'Eglise*, n° 12.) Ce n'est cependant pas un ensemble amorphe : il est conduit, selon la disposition du Christ même, par ceux qui ont succédé aux apôtres et à leur chef, les évêques et le Pape : ils participent, évêques et Pape unis, aux privilèges des apôtres, donc à leur infaillibilité doctrinale.

« Le pouvoir suprême sur toute l'Eglise dont jouit le Collège [des évêques], s'exerce d'une façon solennelle dans le Concile œcuménique. Il n'y a jamais de Concile œcuménique qui ne soit comme tel confirmé, ou du moins reçu par le Successeur de Pierre... Ce pouvoir collégial peut être exercé avec le Pape par les évêques qui se trouvent dans le monde entier, pourvu que le chef du Collège les invite à un acte collégial, ou au moins approuve ou reçoive librement l'action unie des évêques dispersés... » (Ibid., n° 22.)

Le Successeur de Pierre garde néanmoins le pouvoir plein, suprême et universel sur toute l'Eglise, en sorte qu'il peut toujours intervenir en lui-même, vu sa place dans l'Eglise, basée sur le texte de l'Evangile qui a conféré à Pierre ses pouvoirs (*ibid.*). Bien plus, il jouit d'une infaillibilité personnelle que le Concile du Vatican I a définie comme article de foi. Voici le texte de cette définition (*Denz.-Sch.*, n° 3075. Traduction dans DUMEIGE, *la Foi catholique*, Paris 1961, n° 484-1839) :

« Le Pontife romain, quand il parle ex cathedra, c'est-à-dire, lorsque, remplissant sa charge de pasteur et de docteur de tous les chrétiens, il définit, en vertu de sa suprême autorité apostolique, qu'une doctrine sur la foi ou les mœurs doit être tenue par toute l'Eglise, jouit, par l'assistance divine à lui promise en la personne de saint Pierre, de cette infaillibilité dont le divin Rédempteur a voulu que fût pourvue son Eglise, lorsqu'elle définit la doctrine sur la foi et les mœurs. Par conséquent, ces définitions du Pontife romain sont irréformables par elles-mêmes (en latin : ex sese) et non en vertu du consentement de l'Eglise. »

C'est là une proposition de foi, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elle a été votée, et que Küng expose longuement : la définition a été, il faut le dire, largement discutée, et l'on a écarté tout ce qui pouvait provenir des exagérations d'une certaine « dévotion au Pape », d'une surenchère indiscrète. Notons les points principaux de cette définition :

### L'essentiel sans exagération

L'infaillibilité dont jouit le Pape est celle de l'Eglise, que nous avons étudiée plus haut. Elle lui appartient personnellement comme Successeur de saint Pierre, à qui le Sauveur a conféré la primauté dans l'Eglise par le texte de Mt 16, 18 et s. Elle ne joue que dans les questions de foi ou de mœurs. De même, le Pape doit vouloir agir comme Chef de l'Eglise, vouloir fixer la foi et le dire nettement. Une définition portée dans ces circonstances est acquise, valable, et n'a pas besoin de l'approbation de l'Eglise. Cela ne veut pas dire que le Pape peut définir selon sa fantaisie : l'assistance de l'Esprit-Saint ne lui



donne pas une révélation : c'est une assistance pour préciser la révélation divine et il doit travailler pour arriver à voir clairement ce qu'il doit dire et faire. De même, bien que le Pape ne soit pas tenu à soumettre sa décision à l'Eglise, aux évêques ou à des théologiens, pour qu'elle soit obligatoire, cela ne veut pas dire que le Pape doive agir indépendamment de l'Eglise, dont il fait partie, indépendamment des évêques dont il est le Chef, et du Collège qu'ils forment ensemble. Ainsi le Pape Pie XII a consulté tous les évêques avant de définir le dogme de l'Assomption de la Vierge Marie. Déterminé, de la sorte, l'acte infaillible du Pape ne peut être qu'exceptionnel. De plus, le Pape ne peut pas déléguer son infaillibilité à d'autres, même à l'une des Congrégations ou des Commissions qui l'assistent dans son gouvernement de l'Eglise. En fait, nous ne trouvons cet ensemble de conditions réuni que dans deux définitions contemporaines : celle de l'Immaculée Conception par Pie IX et celle de l'Assomption de la Vierge par Pie XII.

Cela ne veut pas dire que l'on puisse faire fi des autres manifestations du pouvoir doctrinal du Pape, qu'on appelle « son pouvoir ordinaire ». Même en dehors du cas d'infaillibilité, il jouit d'une assistance du Saint-Esprit, comme cela ressort des textes johanniques sur le Paraclet. Il ne serait guère conforme aux promesses de Jésus à Pierre, et à l'assurance qu'il a donnée aux apôtres d'être avec eux, de voir le Chef de l'Eglise, dans un document officiel, qu'il a travaillé, sur lequel il a pris toutes les lumières possibles, sombrer dans l'erreur et y entraîner les fidèles. Il y a une soumission de respect, d'obéissance raisonnée et consentie, qui est requise, même si l'obéissance *de fide* n'était pas en jeu. C'est là certainement le cas des encycliques de Paul VI sur l'Eucharistie qui est parfois attaquée même par des catholiques, sur le célibat des prêtres contre lequel une campagne orchestrée s'est déchaînée, sur l'usage du mariage dont la sainteté risque d'être méconnue par tout le mouvement hédoniste du moment. Une interrogation respectueuse des évêques ou même de théologiens unis à l'Eglise ne serait pas exclue dans un cas ou l'autre : de là les discussions du prochain Synode romain sur le sacerdoce ministériel.

L'activité doctrinale du Saint-Siège s'est exercée souvent par des décisions des « congrégations », sortes de ministère, spécialement celle dite jadis du « Saint-Office », devenue « congrégation de la Foi », soit de Commissions, comme la Commission biblique, instituée par Léon XIII. Ces organismes sont indispensables au Pape, qui ne peut pas tout faire, et il faut dire qu'ils ont rendu de grands services à l'Eglise. Ils ne sont cependant jamais infaillibles, bien qu'ils rentrent dans le « magistère ordinaire » de l'Eglise. Ils ont parfois rendu des décisions regrettables, comme ce fut le cas de Galilée condamné par le Saint-Office, ou du « verset des trois témoins » (première épître de Jean, 5, 7-8), dont le même Saint-Office déclare l'authenticité, alors qu'elle est insoutenable. J'oserais également rappeler que la Commission biblique a publié, jadis, un certain nombre de décisions bien gênantes pour les professeurs d'Ecriture sainte. Il est vrai que ces décisions ont souvent comporté une sorte de « soupape de sûreté », se formulant ainsi : « Dans l'état actuel de la science... », comme pour laisser entendre

que les circonstances peuvent changer et donc amener une détente dans telle ou telle défense.

Serviteur fidèle de l'Eglise, je me permets de regretter que l'on n'ait pas eu le courage de reconnaître franchement qu'on s'est trompé dans certains cas, afin de libérer les esprits. Pour corriger une mesure maladroite, on a eu souvent recours à des moyens obliques, comme pour sauvegarder la façade (4). Je regrette aussi que dans le passé trop de membres, même subalternes, des congrégations romaines, se soient crus investis d'une part de l'infaillibilité pontificale : les nouvelles réformes de la Curie y ont obvié et elles devront porter leur fruit.

Par contre, je défends loyalement les décisions romaines contre l'accusation d'avoir été inspirées par une idée de domination, comme Hans Küng l'insinue. On a toujours voulu servir l'Eglise, on a cru « rendre gloire à Dieu » (cf. Jn 16, 2) en pourchassant l'erreur. On a péché en fait par un manque de science ouverte et informée. On a livré des combats d'arrière-garde, on a fait des « barouds d'honneur », comme disent les militaires, au lieu de guider les esprits dans la voie du progrès ; on a frustré les chercheurs sincères ou on les a censurés. Peut-être a-t-on voulu dans certains cas ménager la foi des faibles, encore peu préparés à des mutations : raison de charité, qui n'a peut-être pas tenu assez compte de la charité envers ceux aussi qui cherchent péniblement la lumière à travers les ténèbres ou les incertitudes. On voit toute la complexité de ces problèmes qui concernent les guides de l'Eglise : on ne peut pas les trancher d'un coup d'épée ou d'un trait de plume, même acéré et spirituel.

### Quelques tâches pour l'avenir

Arrivons-en à des désirs modestement formulés. Le livre de Küng porte dans son titre : *Une interpellation*. Interpellation sur quoi ?

De la lecture attentive du livre il ressort que la théologie — non pas une théologie contestataire, mais loyale envers la vérité et envers la hiérarchie, sur qui repose une lourde charge — se doit de refaire le traité *De fontibus revelationis*, ou des *Lieux théologiques*, comme on disait jadis. Les choses ont profondément changé ces derniers temps. Il y aurait lieu de revoir la question de l'inspiration biblique et de « l'inerrance de la Bible », inerrance que certains théologiens (card. Koenig, dans KÜNG, p. 220-221 ; P. Benoît, Pierre Grelot, Karl Rahner...) voudraient appeler plutôt « vérité de la Bible ». Il faudrait revoir et préciser le terme d'infaillibilité, qui répugne à certains, disant que Dieu seul est infaillible, étant la vérité même, et le confronter avec le terme « vérité », et cela sans sacrifier le dogme. Est-ce que la notion de tradition, comme aussi celle de l'extension des pouvoirs de l'Eglise et des moyens de formulation ou de découverte de la vérité dans l'Eglise, ne devraient pas faire l'objet d'une étude sereine, tenant compte de tout le passé, comme du présent ? On a trop traité, dans la période qui a précédé le dernier Concile, dans des sessions ou des congrès, de problèmes

(4) On peut voir comment la Commission biblique, par une voie très détournée, a relâché son étreinte, dans *Où en sont les études bibliques*, Paris 1968, p. 18-19, note 16.



très secondaires, et on n'a pas osé aborder les problèmes de la foi. De là des éruptions volcaniques comme celle dont nous avons essayé de mesurer les dégâts possibles.

Il faut souhaiter qu'en tout cela les théologiens n'aient pas l'orgueil ou la morgue de spirituels auxquels toute la science appartient. L'Eglise sera toujours l'Eglise telle que Jésus l'a instituée, toujours la papauté et l'épiscopat seront à sa tête, réalisant ce que saint Irénée a dit jadis :

« C'est donc aux presbytres qui sont dans l'Eglise qu'il faut obéir, à ceux qui sont les successeurs des apôtres... et qui, avec la succession épiscopale, ont reçu un charisme assuré de vérité, suivant la volonté du Père. » (Adv. Haer., 4, 26, 2.)

Cela ne veut pas dire que les évêques savent tout : ils ont besoin de s'entourer d'aides, indispensables et compétents, en toute confiance. Mais qu'il soit permis de dire, à l'adresse de ces aides, la parole que jadis l'évêque disait, lors des ordinations, à ceux qu'il invitait à venir déposer au besoin contre les ordinands, en toute conscience, franchise et modestie : « *Si quis habet aliquid contra illos, pro Deo et propter Deum, cum fiducia exeat et dicat : verumtamen memor sit conditionis suae* » (5). »

† J.-J. WEBER.

(5) On évitera ainsi les coups bas, dont on trouve un exemple dans le livre de KUNG, p. 18 en haut.

## L'ÉGLISE ET LA POLITIQUE

*Homélie de Mgr Pézeril à la messe de rentrée du Parlement*

En l'absence du cardinal Marty, qui se trouvait à Lourdes au pèlerinage Montfortain et au pèlerinage de l'aide aux prêtres, c'est Mgr Pézeril, évêque auxiliaire de Paris, qui a prononcé l'homélie au cours de la traditionnelle messe du Saint-Esprit, qui a été célébrée cette année le 28 avril, en la basilique Sainte-Clotilde, en présence de nombreux membres de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris et de leurs familles (1) :

MESDAMES ET MESSIEURS,

Le cardinal Marty, absent de Paris ce matin, m'a demandé de vous accueillir en son nom et de vous adresser la parole.

### La responsabilité des laïcs dans le domaine politique

Vous assumez une mission pour laquelle le peuple vous a élus et dont les charges comme la grandeur sont manifestes. Le Concile nomme la politique « un art très difficile, mais aussi très noble ». Ceux qui l'exercent sont appelés, nous est-il dit, à se dévouer « au bien de tous avec sincérité et droiture, bien plus avec l'amour et le courage requis par la vie politique » (*Gaudium et spes*, 75) elle-même. C'est pour prier Dieu de renouveler en vous ces dispositions intérieures que vous êtes réunis, comme chaque année, dans cette église.

« Immense, déclare Vatican II, est le champ d'apostolat, sur le plan national et international, où les laïcs surtout sont les intendants de la sagesse chrétienne. » (Apostolat des laïcs, 14.)

(1) Texte original. Titre et sous-titres de la DC.

*Intendants de la sagesse chrétienne* : quelle appellation merveilleuse ! Votre rôle propre est, « pénétrés de l'Esprit du Christ, d'animer de l'intérieur, à la façon d'un ferment, les réalités temporelles » ! (Apostolat missionnaire, 15.) Comme disaient nos premiers pères dans la foi, « ce que l'âme est dans le corps, il faut que les chrétiens le soient dans le monde ». En ces semaines pascales, comment ne pas vous rappeler que vous serez ainsi les témoins de la Résurrection du Seigneur et en notre temps les signes du Dieu vivant ?

Cette inspiration chrétienne de votre tâche ne saurait porter préjudice à votre légitime indépendance. Comme l'a marqué avec force le Concile, c'est à vous-mêmes de prendre avec décision vos responsabilités de laïcs. C'est à votre « conscience » qu'il revient d'inscrire l'esprit évangélique « dans la cité terrestre ». (*Gaudium et spes*, 43.)

### La contribution irremplaçable de l'Eglise à la cause des hommes

L'Eglise n'a pas à empiéter sur votre domaine. Sa mission n'est « ni d'ordre politique ni d'ordre économique ou social ». (*Id.*, 42.) Le Christ ne s'est pas voulu « Messie politique, s'imposant par la force ». (Liberté religieuse, 11.) Il s'est annoncé comme le « Fils de l'Homme, venu afin de servir et de donner sa vie en rançon pour une multitude. » (Marc 10-45). A leur tour, les apôtres ont prêché la parole de Dieu, en plaçant en elle toute leur assurance. Comme leur Maître, ils ne se posèrent à aucun moment en rivaux de l'autorité civile.

Comment nier pourtant que l'Evangile, libre de toute visée politique, ait renouvelé la face de la terre ? C'est la simplicité des Béatitudes qui est appelée à changer le monde. La charge et la compétence de l'Eglise lui interdisent de se confondre avec la « communauté politique » ou de se lier à quelque « système politique ». Il



lui est avant tout prescrit par le Christ d'être « le signe et la sauvegarde » du fait qu'au milieu de nous « l'homme passe toujours l'homme ». (*Gaudium et spes*, 76-78.) A quelle plus haute vigilance prétendrait-elle ?

C'est parce qu'elle doit sans cesse veiller à ce que sous notre regard ou entre nos mains, l'homme soit toujours plus que l'homme que l'Eglise déconcerte parfois. Elle semble s'employer à nous soustraire ou à soustraire les autres à notre emprise. On l'accuserait alors volontiers de s'ingérer, pour le compliquer indûment, dans le gouvernement de la cité terrestre.

Inconséquence apparente de l'Eglise et en réalité contribution évangélique, irremplaçable à la cause des hommes. L'Eglise ne revendique d'autre titre que d'être au service de chacun et de tous, sans distinction. Elle n'attend, nous dit le Concile, ni profit ni reconnaissance (Apostolat missionnaire, 12 et *Gaudium et spes*, 78). Dieu nous a aimés d'un amour gratuit. Il nous a aimés le premier. Cet amour envers nos frères doit devenir le nôtre. Il dépasse toute justice, il apporte plus qu'aucune justice. Le Christ, explique Vatican II, parcourait toutes les villes et bourgades, en guérissant toutes les maladies et infirmités, en signe de l'avènement du règne de Dieu. De même l'Eglise est par ses fils en liaison avec tous les hommes. Elle doit l'être surtout avec les pauvres et ceux qui souffrent et de tout cœur, même s'ils l'ignorent, se sacrifier pour eux. Elle partage leurs joies et leurs épreuves, elle connaît les aspirations et les obscurités de leur vie, elle les accompagne dans les angoisses de la mort, elle porte dans le Christ jusqu'à leur péché.

Arrivé à ce point, le Concile souligne que ce sont « les mêmes hommes », au service desquels se trouvent, bien qu'à des titres divers, la communauté politique et l'Eglise (*Gaudium et spes* 76). C'est pourquoi, dans leur indépendance respective, celles-ci sont-elles appelées à joindre leurs efforts. De part et d'autre, c'est l'homme qu'il s'agit de sauver, l'homme, corps et âme, cœur et conscience, pensée, pensée et volonté. C'est toute son existence dont il nous faut déployer le sens, afin qu'il atteigne sa pleine stature. Ce qui ne peut s'accomplir qu'en nous tenant d'abord présents à son mystère ; qu'en nous rendant attentifs à tout ce qu'il y a en lui de vrai, de grand, de beau et de bien ; dans une exigence renouvelée de fraternité universelle, de liberté et d'espérance.

### La loi scolaire

Mesdames et messieurs — vous en êtes convaincus comme moi, — on ne saurait aborder l'actualité dans un autre esprit. S'agit-il du droit de tout homme à la culture ? Péguy déclarait qu'il n'y a pas de plus beau métier que faire l'école. Il a dit « l'admirable monde de l'enseignement primaire » et célébré d'un cœur bondissant les « folies scolaires » qui, en sa jeunesse, appelèrent tout un peuple aux acquisitions du savoir. Ce sont là des faits. Ce n'était ni en méconnaissance l'apport — nous en avons tous bénéficié, — ni leur manquer d'estime que de demander pour l'école catholique, comme vous l'avez fait cette nuit, la simple reconnais-

sance de services dûment contrôlés (2). Il n'y a qu'une seule voie pour demain, au-delà de tout sectarisme, celle qui conduira, pour le plus grand bien des jeunes, à la paix scolaire.

### Les travailleurs immigrés

J'aborderai un second point, celui des travailleurs immigrés. Vous permettrez à celui qui est responsable de l'évangélisation de plus d'un million d'entre eux, de rappeler qu'ils ne représentent ni un simple volant de main-d'œuvre, ni une simple valeur marchande, ni une simple monnaie d'échange, ni un simple instrument de pression diplomatique. Ce sont des hommes, et aussi des familles. D'eux, j'ai beaucoup reçu et appris, ne serait-ce que sur les ressources intérieures de l'homme. Le même destin qu'ils ont au milieu de nous, ils le jouent, fût-ce à leur insu, devant Dieu. C'est entre nos murs, dans nos chantiers, le long de nos rues, que se décide la créature que chacun d'entre eux devient pour l'éternité. Comment sera enregistrée là-haut notre participation à leur sort ?

### Le schéma du Synode sur la justice et la paix

Enfin je conclus, par le souci du tiers-monde et de la concorde entre les peuples. Dans quelques jours, Paul VI publiera le document « Justice et paix » préparatoire au Synode romain d'octobre. Il serait dans l'ordre non seulement que vous l'ayez entre les mains, mais que vous l'étudiez et en raison de votre compétence que vous transmettiez à l'épiscopat vos suggestions, voire vos critiques. Il vous appartient, en ce domaine, de vous associer de près à la réflexion de l'Eglise.

\*\*

Eglise de Dieu qui vous interroge. Eglise de Dieu qui vous connaît. Eglise de Dieu qui vous aime. Eglise de Dieu qui prie pour vous et avec vous.

Daniel PEZERIL,  
évêque auxiliaire de Paris.

(2) Le projet de loi prorogeant et modifiant la loi Debré a été voté par l'Assemblée nationale aux premières heures de la matinée du 28 avril par 376 voix contre 92. (NDLR.)

---

— *La Parole dans la liturgie*. Semaine liturgique de l'Institut Saint-Serge, Paris (coll. « Lex orandi », n° 48). — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 180 pages. Les Editions du Cerf, Paris.

On a réuni dans ces pages l'essentiel des communications faites à la Semaine liturgique de Saint-Serge (Institut de théologie orthodoxe). Catholiques, orthodoxes, protestants y prenaient part. La lecture de ces interventions œcuméniques aidera à comprendre le sens et le rôle des lectures bibliques qui occupent désormais une place importante dans la liturgie.

— *Sagesse éternelle de la Chine*. Pensée et préceptes, par MARCEL HERTSENS, avec la collaboration de MARIE-INA BERGERON. — Un vol. relié 15,5 × 22,8 cm, de 288 pages. Editions du Centurion, Paris.

On a réuni dans ce volume de nombreux textes de penseurs et de littérateurs chinois, qui montrent la richesse de cette civilisation des plus anciennes. De nombreuses illustrations accompagnent les textes et donnent un éclairage qui correspond à l'atmosphère où s'élaborait cette civilisation.



# L'ÉGLISE DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

*Le cardinal HOFFNER, archevêque de Cologne et membre du Secrétariat pour les non-croyants, a établi en dix thèses les différents rapports entre l'Eglise et la société moderne caractérisée par le pluralisme (\*).*

Au cours de son histoire bimillénaire, l'Eglise a fait l'expérience de toutes sortes de types de société et s'en est accommodée. L'Etat romain, sur le plan politique, avait une organisation rigide, mais, du point de vue spirituel, il y régnait un pluralisme foisonnant de religions et de cultes à mystère, si bien que l'on a coutume de parler d'un « chaos religieux (1) ». Au Moyen Age, de même que dans les Etats confessionnels des temps modernes, Eglise et société se trouvaient face à face dans une polarité simple. La foi était en quelque sorte insérée de façon institutionnelle dans l'ordre social ; elle déterminait dans une large mesure le mode de pensée et le comportement de l'homme. Des problèmes d'un type nouveau se posèrent lorsque, au cours des siècles, d'innombrables Etats revêtirent un caractère biconfessionnel. Et ce n'est qu'au prix de pénibles adaptations, du xvi<sup>e</sup> au xx<sup>e</sup> siècle, que l'on réussit à trouver un *modus vivendi*.

L'Etat moderne du monde occidental n'est ni un Etat à confession religieuse unique ni un Etat à structure biconfessionnelle. Sur le plan religieux et idéologique, il se trouve bien plutôt sous le signe d'une polarité multiple. La société moderne se caractérise en effet par la multiplicité aberrante, la confusion et le contraste des conceptions, des courants et des systèmes religieux et idéologiques. Certes, l'écrasante majorité du peuple allemand adhère aux Eglises chrétiennes. Mais des courants puissants tentent d'ébranler l'adhésion à la foi et aux valeurs absolues, à la refouler sous le slogan de « désidéologisation », par le moyen d'une crédulité superficielle à la science basée sur une logique de l'objet. L'idéal est une humanité détachée de toute transcendance. Le II<sup>e</sup> Concile du Vatican observe à ce sujet : « Refuser Dieu ou la religion, ne plus s'en soucier, n'est plus comme en d'autres temps un fait exceptionnel, lot de quelques individus : aujourd'hui, en effet, on présente volontiers un tel comportement comme une exigence du progrès scientifique ou de quelque nouvel humanisme. En de nombreuses régions, cette négation ou cette indifférence ne s'expriment pas seulement au niveau philosophique ; elles affectent aussi, et très largement, la littérature, l'art, l'interprétation des sciences humaines et de l'histoire, la législation elle-même (2). »

(\*) Texte allemand dans *Pastoralblatt für die Diözesen Aachen, Berlin, Essen, Köln, Osnabrück*, mars 1971. Traduction de la DC.

(1) KARL PRUMM, *Religionsgeschichtliches Handbuch für den Raum der altchristlichen Umwelt*. Fribourg-en-Brisgau, p. 816.

(2) *Gaudium et spes*, n. 7.

Du pluralisme sécularisé découle un fort courant syncrétiste. Non seulement dans les partis politiques, mais aussi dans les confessions religieuses, les contours menacent de s'effacer. La confusion spirituelle et le glissement dans une indifférence religieuse faite de dégoût de l'Eglise ne cessent de croître. Le trésor chrétien de la foi court le risque de se réduire à une philosophie des lumières.

Pour l'Eglise, ce fut une décision grosse de conséquences et importante du point de vue théologique que de définir ses rapports avec la société pluraliste de l'Antiquité, avec l'Etat religieux du Moyen Age et avec l'Etat biconfessionnel de l'époque moderne. Il sera sans doute encore plus difficile de trouver le juste rapport sur le plan religieux et idéologique, entre l'Eglise et la société pluraliste moderne actuelle.

Je voudrais tenter de résumer en dix thèses les principes fondamentaux valables dans ce domaine.

**Thèse 1 : La mission de l'Eglise — nous annoncer le salut réalisé dans le Christ — n'exclut pas l'action sociale, mais l'inclut.**

Max Weber et Ernst Troeltsch, pour citer deux sociologues évangéliques bien connus, ont affirmé que l'enseignement authentique de Jésus, tel qu'il apparaît le plus purement dans le Sermon sur la Montagne, ne prétend aucunement définir un système de rapports sociaux. Le Christ a fondé une société charismatique indifférente à tout ordre terrestre (3) et « en exigeant la confiance en Dieu et la frugalité matérielle », a tout simplement répudié les intérêts de ce monde (4). C'est là un « refus radical du séculier, un héroïsme qui se préoccupe fort peu des conditions de la vie terrestre », une « capitulation devant les systèmes qui prennent naissance dans le péché », devant l'Etat, la société, le commerce, l'économie et la famille, « une pure éthique du sentiment, sans droit ni pouvoir coercitif » (5). De son côté, Johannes Wendland écrivait en 1916 : « Si le christianisme pouvait être la seule force réglant notre vie, la douceur, la renonciation au droit propre, la patience devant un acte de violence et la foi en un Royaume éternel, au-delà de ce monde, seraient l'unique réponse à une menace ennemie (6). »

Ces thèses ont trouvé de nombreux partisans, du moins chez les évangéliques, à tel point que Georg Wünsch a pu parler de « débâcle du luthéranisme pour la formation de la société » ; mais elles ont été répudiées depuis longtemps par de grands spécialistes évangéliques de l'éthique sociale, comme Walter Künneth, Helmut Thielicke, Heinz-Dietrich Wendland et Ernst Wolf, qui ont taxé ces thèses d'« intériorité

(3) MAX WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft, Grundriss der Sozialökonomik*, t. III, 2, Tübingen 1922, p. 280.

(4) ERNST TROELTSCH, *Die Soziallehren der christlichen Kirchen und Gruppen* (1912), 2<sup>e</sup> éd. Tübingen 1919, p. 96.

(5) ERNST TROELTSCH, *ibid.* p. 96 et 225.

(6) *Handbuch der Sozialethik* 1916, p. 283.



introvertie », de « dualisme libéral », « d'émancipation par rapport aux régimes sociaux », d'abandon du monde laissé à lui-même, « à son caractère profane ».

Aujourd'hui, des théologiens évangéliques et catholiques répandent une « théologie politique » qui part d'un point de vue presque diamétralement opposé. Dietrich Bonhoeffer, théologien protestant mort en 1945 dans un camp de concentration, a écrit par exemple que dans le christianisme il ne s'agit pas « de l'au-delà mais de ce monde-ci, tel qu'il a été créé, maintenu, enfermé dans la Loi, réconcilié et renouvelé ». Il ajoutait : « Ces dernières années, j'ai appris à connaître et à comprendre de plus en plus le caractère séculier du christianisme (7). »

De son côté, le théologien catholique J.-B. Metz affirme que le salut annoncé par le Christ « n'est pas seulement ni avant tout proclamé comme le salut de l'individu », mais « comme le salut de l'Alliance, le salut de la multitude ». Il poursuit : « Le salut de toute chair se trouve fondamentalement, et non par surcroît, dans la dimension sociale concrète de l'être humain. Ce qui veut dire que ce salut a lieu dans la société. Mais il y a plus : c'est la société elle-même qui est la « matière première » du salut, dont le but est d'instaurer une paix universelle et une justice définitive (cf. 2 P 3, 13), de manière que les larmes se sèchent et qu'il n'y ait plus de peur, de cri et de peine (Ap 21, 4). Ce salut est donc en rapport permanent avec le monde, non certes dans un sens naturel et cosmologique, mais dans un sens social et, dans une certaine mesure, politique (8). » La responsabilité religieuse inclut une forme politique (9).

Plusieurs se sont emparés, avec quelque enthousiasme, du slogan de « théologie politique » et ont exigé de l'Eglise qu'elle s'engage massivement dans le domaine politique, par exemple qu'elle verse les dons de Misereor et d'Adveniat aux mouvements révolutionnaires de libération. D'autres, par contre, ont repoussé cette suggestion comme une rechuté dans l'« ère constantinienne » et comme une « utopie sans humour » (10).

Ainsi, les thèses s'opposent entre elles : détournement radical du monde contre adhésion radicale au monde. La solution ne se trouve pas dans le choix entre les deux. La première thèse que j'ai exposée signifie, bien au contraire, ceci : le Christ a libéré l'homme total, aussi bien sur le plan de l'individu que sur le plan de la communauté. Ce serait trahir le message chrétien du salut que de le réduire à un appel à l'âme isolée et de le limiter à une tentative de consolation individuelle. Contre un surnaturalisme largement répandu il faut affirmer que, même après la chute, il existe un ordre de la vie humaine

collective enraciné dans la disposition sociale de l'homme, c'est-à-dire voulu par Dieu. Dieu n'a pas abandonné l'Eon tombé aux mains de son adversaire. Les oppositions « Eglise et monde », « Eglise et Etat », « grâce et nature », « foi et raison » ont certes leur signification, mais elles ne doivent pas être entendues comme si l'Eglise se trouvait absolument en dehors du monde.

Par ailleurs, il serait faux de dissoudre le ministère de l'Eglise dans la sociologie et l'aide au développement. L'Eglise doit rester fidèle à sa mission propre, annoncer à l'homme le salut qui nous est apporté dans le Christ. Même si l'humanité tout entière était devenue une société de bien-être et que la faim soit vaincue partout, le message de salut du Christ resterait aussi nécessaire et déconcertant qu'aujourd'hui. Dès 1845, le cardinal Giraud, archevêque de Cambrai, écrivait, dans une lettre pastorale sur la question sociale, les lignes suivantes qui prennent aujourd'hui une nouvelle actualité. « Gardons-nous de toute outrance. Le fait d'affirmer que l'Evangile a rendu des services à l'humanité dans le domaine social ne doit pas nous entraîner à suivre l'exemple des publicistes modernes qui veulent réduire le salut surnaturel et le mystère divin du rachat du monde opéré sur la croix à des proportions purement profanes et les interpréter dans le sens d'une réforme terrestre de la société (11). »

**Thèse 2 : Dans le pluralisme religieux et idéologique de notre temps, l'Eglise ne peut être présente et active que dans la mesure où elle atteint le « témoignage des chrétiens (12) ».**

Ce serait une réduction néfaste que de se reposer sur des traditions dépassées et des positions juridiquement assurées. Lorsque fait défaut le témoignage vivant des chrétiens qui doivent œuvrer « dans leur milieu de travail, de profession, d'étude, d'habitation, de loisir, de collectivité locale (13) », l'Eglise ne peut plus remplir l'espace spirituel de la société moderne, et d'autres forces s'introduiront et s'imposeront.

**Thèse 3 : Dans la société pluraliste, c'est le devoir de l'Eglise de proclamer les valeurs morales fondamentales, sans lesquelles la vie collective est impossible.**

Le pluralisme en soi ne comporte aucune force intégrante. Un pluralisme total contiendrait en lui-même un germe de mort. Sans la reconnaissance de valeurs et de droits fondamentaux, aucune société n'est possible parmi les hommes et les peuples. L'Eglise estime que sa mission consiste à proclamer « la justice et l'amour » et à créer « par son universalité même... un lien très étroit entre les différentes communautés humaines et entre les différentes nations ». (14) Elle recherche ce qui lie les hommes entre eux et reconnaît que tous les hommes, croyants ou incroyants, doivent s'appliquer à la

(7) *Widerstand und Ergebung. Briefe und Aufzeichnungen aus der Haft*. Munich et Hambourg 1964, p. 137 et 183.

(8) J. B. METZ, « Friede und Gerechtigkeit. Überlegungen zu einer « politische Theologie », in *Civitas*, t. VI, 1967, p. 13.

(9) *Christliche Religion und gesellschaftliche Praxis*, in *Dokumente der Paulus-Gesellschaft*, XIX, p. 30.

(10) Cf. JOS. ARQUER, « Kirche an der Leine der Revolution? Wider die Politisierung der Theologie und die Vergewaltigung des Gewissens », in *Rhein. Merkur*, 27 septembre 1968.

(11) Citation dans : PAUL DROULERS, « L'épiscopat devant la question ouvrière en France sous la monarchie de Juillet », in *Revue historique*, n. 466, 1963, p. 345.

(12) *Gaudium et spes*, n. 76.

(13) *Apostolicam actuositatem*, n. 13.

(14) *Gaudium et spes*, n. 42, 76.



juste construction de ce monde, dans lequel ils vivent ensemble (15) ». C'est pourquoi la tolérance revêt une importance décisive. Personne, déclare le Concile, ne doit être contraint « d'agir contre sa conscience » ; mais, de même, aucune personne ni aucune communauté ne peuvent être empêchées de vivre conformément à leur propre conviction (16).

**Thèse 4 : L'Eglise a le devoir d'adresser des avertissements et d'élever des protestations chaque fois que, dans la société et l'Etat, sont en cause le droit à la vie, à la liberté et à l'intégrité corporelle.**

L'homme, dit le Concile, dépasse « l'univers des choses », car il ne peut être regardé uniquement comme une « parcelle de la nature » ou comme un « élément anonyme de la société humaine » (17). C'est pourquoi l'Evangile rejette « tout esclavage (18) ».

Lorsque, dans la première moitié du siècle précédent, commençaient à se faire sentir les premières conséquences de l'industrialisation, le cardinal-archevêque de Cambrai, Mgr Giraud, éleva la voix contre « l'exploitation de l'homme par l'homme (19) », expression qui ne doit rien à Karl Marx. Le 25 septembre 1970, les évêques allemands, de leur côté, ont mis en garde contre les dangers que courait la vie avant la naissance et contre la prolifération des productions pornographiques (20).

**Thèse 5 : Lorsque l'Eglise s'engage pour le droit et la dignité, elle le fait en vertu de l'autorité qu'elle tire de sa mission et non en vertu d'une autorité coercitive, quel que soit le sens qu'on lui donne.**

L'Eglise n'exerce aucune contrainte physique ; elle est en effet la communauté de ceux qui croient au Seigneur par une libre décision et qui reconnaissent librement l'ordre et la forme de l'Eglise prévus et voulus par le Christ. Pour cette raison, la tension entre l'autorité et la liberté n'ont pas la même acuité dans l'Eglise que dans l'Etat. Alors que dans l'Etat il s'agit d'une appartenance obligatoire, personne n'est obligé de rester dans l'Eglise. Dans les discussions récentes sur l'autorité et la liberté dans l'Eglise, on confond souvent l'Eglise avec un Etat. Les disciples de Jésus ont une mission de prédication, non de rétorsion. « Si l'on refuse de vous accueillir et d'écouter vos paroles, sortez de cette maison ou de cette ville, en secouant la poussière de vos pieds. » (Mt 10, 14.) Violence et Bonne Nouvelle s'opposent de façon irréconciliable. L'Eglise ne persécute personne, mais elle-même, comme Christ toujours vivant, elle continue le chemin de croix de l'Eglise persécutée. Sa force réside dans la vérité et dans la grâce, non dans la force extérieure. Pour cette

raison, il est inquiétant de voir que le Synode évangélique de Hesse-Nassau a décidé de mettre à la disposition du Conseil œcuménique des Eglises 100 000 marks, prélevés sur les impôts ecclésiastiques, somme qui contribuera, entre autres, à soutenir les combattants de la guérilla en Afrique du Sud.

**Thèse 6 : Dans son engagement pour le droit et la dignité, l'Eglise utilisera deux méthodes : l'appel à la conscience personnelle et, lorsque cela ne suffit pas, la protestation publique.**

La seconde méthode a été fréquemment employée — et non sans succès — à l'époque du national-socialisme. Il suffit de mentionner le cardinal von Galen et la lettre pastorale collective des évêques allemands d'octobre 1943 qui, au nom des dix commandements, s'élevait contre les excès des autorités de l'époque : « Aucun pouvoir terrestre », disait la lettre, « n'a le droit d'attenter de façon criminelle à la vie d'un innocent et de l'anéantir. Qui s'attaque à une telle vie s'attaque à Dieu lui-même. Mettre à mort [un innocent] est un mal en soi, même si cela est prétendument perpétré au nom de l'intérêt commun : qu'il s'agisse de faibles et de malades d'esprit, innocents et sans défense, de malades inguérissables et condamnés à mort, de nouveau-nés handicapés de naissance et impropres à la vie, d'otages innocents, de prisonniers de guerre et de détenus désarmés, d'hommes de race et d'origine étrangères ».

**Thèse 7 : Dans les questions sociales et politiques où les chrétiens peuvent être d'une opinion différente sans danger pour leur foi, l'Eglise ne prendra pas de position autoritaire.**

S'agissant de la forme concrète à donner à la société et à l'Etat, les chrétiens peuvent, comme le déclare le II<sup>e</sup> Concile du Vatican, aboutir à un jugement différent, avec une égale sincérité, sur la même question (21). En de tels cas, personne n'a le droit de « revendiquer de manière exclusive pour son opinion l'autorité de l'Eglise (22) ». Les partisans de la « théologie politique » méconnaissent profondément ce contexte. Hans Maier écrit avec raison qu'il est « stupéfait et effrayé » de la « naïveté » avec laquelle la « théologie politique » parle de l'« engagement politique de l'Eglise, comme si la politique était une marche sur une route toute droite, pavée de décisions doctorales, et non pas, bien plutôt, un pénible tâtonnement dans le fourré des intérêts, des rivalités de groupes et des conflits de normes » (23). Il est encore plus lamentable de constater que la « théologie politique », dans la critique de la société, reprend à son compte et sans esprit critique « les thèses courantes d'interprétation marxiste » (24), ou les thèses très contestables d'un Herbert Marcuse, et prétend atteler l'Eglise en tant qu'institution à ces idéologies.

(15) *Ibid.*, n. 21.

(16) *Dignitatis humanae*, n. 3.

(17) *Gaudium et spes*, n. 12, 14, 24.

(18) *Ibid.*, n. 41.

(19) Cît : PAUL DROULERS, *op. cit.*, p. 346.

(20) Prise de position de la Conférence épiscopale du 25 septembre 1970 sur la réforme du Droit pénal.

(21) *Gaudium et spes*, n. 43.

(22) *Ibid.*, n. 43.

(23) *Stimmen der Zeit*, février 1970, p. 74.

(24) *Ibid.*, p. 84.



**Thèse 8 :** Dans la société pluraliste moderne, l'Eglise non seulement adressera des avertissements et élèvera des protestations, mais offrira ses services, surtout dans le domaine éducatif et social.

De tout temps, l'Eglise a rendu service sur le plan social et pédagogique. C'est pour elle un devoir car « la loi fondamentale de la perfection humaine, et donc de la transformation du monde, est le commandement nouveau de l'amour (25) ». Dans la société actuelle, pluraliste du point de vue idéologique, le principe de tolérance exige aussi que l'on accepte un élargissement dans le domaine éducatif et social. L'abandon à l'Etat de toutes les institutions sociales et éducatives porterait tort à la liberté de conscience et à la tolérance. Le II<sup>e</sup> Concile du Vatican repousse le monopole de l'Etat en ces termes :

« Tout monopole de ce genre est... opposé aux droits innés de la personne humaine, au progrès et à la diffusion de la culture elle-même, à la concorde entre les citoyens, enfin au pluralisme qui est aujourd'hui la règle dans un grand nombre de sociétés (26). »

**Thèse 9 :** Dans le domaine social, il faut établir une distinction entre la responsabilité du fidèle individuel ou de groupes de fidèles et la responsabilité de l'Eglise en tant que communauté ordonnée hiérarchiquement.

Les fidèles ont des droits et des devoirs « en tant que membres de l'Eglise » et d'autres droits et devoirs « comme membres de la société humaine ». Ils s'efforceront « d'accorder harmonieusement les uns et les autres entre eux (27) ». Pour cela, ils se référeront aux valeurs chrétiennes fondamentales, mais, par ailleurs, ils agiront en fonction de leur responsabilité propre. Ils assureront « la présence et l'action de l'Eglise dans les lieux et les circonstances où elle ne peut devenir autrement que par eux le sel de la terre (28) ». Cette mission s'accomplit aussi bien dans l'apostolat personnel que chacun doit exercer dans le cadre d'associations de militants. C'est manquer de sagesse et de prudence que de trop vite prétendre que le « catholicisme d'association » est dépassé. « Dans la conjoncture actuelle, dit le Concile, il est souverainement nécessaire que là où s'exercera l'activité des laïcs se développe l'apostolat sous sa forme collective et organisée (29). »

Les associations sociales catholiques — par exemple le mouvement des travailleurs et les familles Kolping — ont assumé ce rôle dans l'Etat et la société. A l'opposé, d'assez nombreux groupements postconciliaires semblent aujourd'hui tentés de se tourner vers une certaine introversion, pour toutes les questions intérieures à l'Eglise.

**Thèse 10 :** Le but de l'apostolat dans le domaine social n'est pas la création d'un paradis terrestre, mais celle d'un ordre social où l'homme a la possibilité d'accomplir le mieux possible la volonté de Dieu et de mener une vie chrétienne.

Certaines outrances et simplifications, de la « théologie politique » nous mettent en garde contre le danger d'un nouveau socialisme utopique qui, enfermé dans l'horizontalisme, ne distingue pas nettement entre la réforme de la société terrestre et le salut eschatologique. Le chrétien sait qu'avant le jugement dernier il n'y aura aucun ordre idéal, en dépit de tous les prophètes de l'Est et de l'Ouest. Une évasion séculière hors de la finitude et de la limitation de l'homme pour accéder à la sphère de la liberté définitive et éternelle de l'homme n'est pas possible. A la fin des temps, les structures et les institutions terrestres n'auront aucunement atteint la condition de la plénitude chrétienne, mais elles seront vaincues et jugées par le Christ à son retour (cf. Rm 3, 6).

— Université de Strasbourg, Faculté de théologie catholique. *Mémorial du Cinquantenaire 1919-1969*. — Un vol. 15 X 24 cm, de 452 pages, deux portraits hors texte. Prix : 30 F. Palais universitaire, Strasbourg.

L'ouvrage réunit les articles de quarante universitaires, parus dans la *Revue des sciences religieuses* (XLIII, 1969, fasc. 3-4 et XLIV, 1970, fasc. 1-2). Le volume débute par des contributions à l'histoire de la Faculté, suivie d'une biographie-bibliographie des anciens professeurs de la Faculté. Seize contributions scientifiques de divers professeurs abordent enfin des thèmes des différentes branches des études universitaires. Les historiens comme les spécialistes des disciplines ecclésiastiques y trouveront ample matière d'intérêt universitaire. Il convenait de marquer ainsi une grande étape dans l'histoire de la Faculté.

# NOUVELLE INTRODUCTION A LA BIBLE

PAR WILFRID HARRINGTON

Préface de Roland de Vaux

Membre de l'Institut - Ancien Directeur de  
l'Ecole Biblique et Archéologique française  
de Jérusalem

Les textes, leurs manuscrits et leurs versions, les divers sens de l'écriture, l'inspiration, les formes littéraires, les problèmes de critique et d'interprétation, l'histoire qui forme le cadre de l'Ancien et du Nouveau Testament.

Un volume relié de 1128 pages

## EDITIONS DU SEUIL

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

(25) *Gaudium et spes*, n. 38.

(26) Déclaration sur l'éducation chrétienne, n. 6.

(27) *Lumen gentium*, n. 36.

(28) *Lumen gentium*, n. 33.

(29) *Apostolicam actuositatem*, n. 18.



# Événements et Informations

## FRANCE

— Sous la présidence de Mgr Rodhain, aumônier général des prisons, plus d'une centaine d'aumôniers de prison viennent de se réunir pendant quatre jours au séminaire d'Issy-les-Moulineaux. Mgr Verheggen, aumônier général des Pays-Bas, et le P. Langenstein, aumônier national de la Suisse, ont suivi tous les travaux, ainsi qu'un représentant de l'aumônerie générale protestante et deux pasteurs aumôniers. Les travaux des deux premiers (conférences et carrefours) étaient articulés autour de quatre thèmes : Regardons le détenu, qui est-il ? Dans sa vie carcérale que faisons-nous ? Son avenir, que pouvons-nous faire ? Aumôniers de prisons, qui sommes-nous ? Le troisième jour, à l'école d'administration de Fleury-Mérogis, le directeur de l'école et le sous-directeur du personnel à la direction de l'administration pénitentiaire ont exposé aux aumôniers les objectifs poursuivis par l'école. Les aumôniers ont été également reçus par le garde des Sceaux. (« La Croix », 21 avril.)

— M. Laurent Lucas a été élu le 22 avril président de la CFDT par 21 voix sur 29 votants (deux membres de la Commission exécutive absents). Il remplace M. André Jeanson.

Né le 15 avril 1920 au Croisic (Loire-Atlantique), il entre à 16 ans à peine dans la vie professionnelle où il apprend sur le tas son métier d'électricien. A peine un an après, il prend sa première carte syndicaliste à la CFTC. De 1946 à 1956, aux Chantiers navals de Penhoët, à Saint-Nazaire, Laurent Lucas acquiert une forte pratique des responsabilités syndicales dans l'entreprise. Secrétaire du Comité d'établissement, puis secrétaire du Comité central d'entreprise, il siège même comme délégué ouvrier au Conseil d'administration de la Société. Cette réussite lui vaut de devenir, en 1956, permanent de son syndicat à Paris. En 1960, soutenant les efforts d'Eugène Descamps, il entre avec lui au Bureau confédéral et est en 1963 secrétaire général adjoint de la Confédération. Il représente son Organisation aux grandes négociations paritaires face au patro-

nat comme au Conseil économique et social. Il est aussi maire adjoint du Croisic. — M. Edmond Maire a été élu secrétaire général, par 23 voix sur 29. Celui-ci, né à Epinay-sur-Seine en 1931, a suivi, après la première partie du baccalauréat, des cours du soir au Conservatoire des arts et métiers. C'est un « chimiste » : il a travaillé dans les peintures Valentine en 1949, puis au Centre de recherche Péchiney à Aubervilliers. Secrétaire du syndicat de la chimie région parisienne, il passe à la Fédération de la chimie comme secrétaire en 1960, puis secrétaire général en 1964. En mai 1970, il devient membre de la Commission exécutive confédérale. Marié et père de trois enfants, Edmond Maire est membre du Conseil économique et social. Les nouveaux responsables prendront leurs fonctions en septembre, au moment du retrait effectif de M. Eugène Descamps. Les membres de la Commission exécutive nationale de la CFDT sont, outre Eugène Descamps, Laurent Lucas et Edmond Maire, MM. Jean Alidières, René Bonety, René Decaillon, Albert Detraz, Alfred Krumnow, René Salanne et Jeannette Laot. (« La Croix », 24 avril.)

— La poursuite de la réalisation de l'encyclopédie « Catholicisme » sera désormais dirigée par le Centre interdisciplinaire de recherche organisé dans le cadre des Facultés catholiques de Lille. M. Gérard Mathon, professeur et bibliothécaire à la Faculté de théologie, coordonnera ces travaux, remplaçant ainsi l'abbé Jacquemet qui renonce à cette tâche pour raison d'âge et de santé. (« Ibid. », 24 avril.)

*Ecole privée.* — Résultats comparés de deux sondages SOFRES effectués en mai 1968 et avril 1971. *Question* : On parle actuellement du problème de l'aide à l'école libre. A ce propos, êtes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'opinion suivante : « On devrait supprimer l'aide aux écoles libres ? » — *Plutôt pas d'accord* : mai 1968 : 67 % ; avril 1971 : 63 %. — *Plutôt d'accord* : mai 1968, 22 % ; avril 1971 : 27 %. — *Question* : La question de l'aide à l'école libre a longtemps divisé les Français en deux camps. Pensez-vous que c'est encore le cas

à l'heure actuelle ou bien au contraire que les Français peuvent maintenant se mettre d'accord ? — *C'est encore le cas à l'heure actuelle* : mai 1970, 30 % ; avril 1971 : 35 %. — *Les Français peuvent maintenant se mettre d'accord* : mai 1970, 56 % ; avril 1971 : 57 %. — *Sans opinion* : mai 1968, 14 % ; avril 1971 : 8 %. — *Question* : Si vous aviez des enfants d'âge scolaire, seriez-vous disposé à les confier à l'école libre ? — *Oui* : mai 1970, 42 % ; avril 1971 : 57 %. — *Non* : mai 1970, 41 % ; avril 1971 : 39 %. — *Ne répondent pas* : mai 1970, 17 % ; avril 1971 : 4 %. — *Question* : Avez-vous — ou avez-vous eu — un ou plusieurs enfants... — *A l'école libre* : avril 1971, 25 %. — *A l'école laïque* : 56 %. — *N'ont pas d'enfants d'âge scolaire* : 15 %. — *N'ont pas d'enfants* : 16 %. Le total est supérieur à 100 %, les interviewés pouvant avoir des enfants à l'école libre et à l'école laïque. (« La Croix », 27 avril.) Voir Effectifs de l'enseignement privé en France dans « DC » 1971, p. 443.

— *Le projet de l'aide à l'enseignement privé a été voté* par 376 voix contre 92. *Pour* : 275 UDR sur 282 ; 59 RI sur 62 ; 30 PDM sur 34 ; 12 non-inscrits sur 31 : MM. Beudler, Cerneau, Chapalain, Arthur Charles, Dassié, Fouchet, Frys, Hunault, Richoux, J.-P. Roux, Royer, Jacques Vendroux. *Contre* : 43 socialistes sur 44 ; les 34 communistes ; 14 non-inscrits : MM. Berthouin, Césaire, Didier, Fabre, Maurice Faure, Masot, Mitterrand, Montalat, Peronnet, Rocard, Shloesing, Servan-Schreiber, Vancalster, Ver ; 1 UDR : M. David Rousset. *Abstentions volontaires* : 4 PDM : MM. Achille Foulds, Bou-tard, Cazenave, Rossi ; 1 apparenté UDR : M. Capelle ; 2 non-incrits : MM. Hébert, Louis Vallon. N'ont pas voté : 4 UDR : MM. Briot, Marce-net, Peretti, Nungesser (qui présidait la séance) ; 1 non-inscrit : M. Paul Durafour. *Excusés ou en congé* : 3 RI : MM. Caillaud, Chedru, Vitter ; 1 apparenté UDR : M. Edgar Faure ; 1 socialiste : M. Alduy ; 2 non-inscrits : Mme Thome-Patenôtre, M. Lafon. *Ainsi la loi Debré a été prorogée et modifiée*, les contrats simples passés avec l'Etat par les établissements privés du premier



degré n'étant plus soumis à une durée limitée, tandis que, pour le second degré, une échéance est prévue : 1980. A cette date il ne pourra plus bénéficier du contrat simple et devra donc vivre sous contrat d'association ou par ses propres moyens. (« *Ibid.* », 29 avril.)

— *Le dimanche 18 avril, Mgr Mouisset, évêque de Nice, a consacré la chapelle du Carmel de Carros, l'unique Carmel du diocèse regroupant des Sœurs de Grasse, Carthage et Nice, à 25 kilomètres de cette dernière ville.* (« *Les Nouvelles religieuses du diocèse de Nice* », 16 et 30 avril.)

— Dans un souci de meilleure efficacité, les *Sociétés de diffusion SEDIM*, 17, rue de Babylone, et *SODAFE*, 29, rue Saint-Sulpice, Paris, ont décidé de regrouper leurs services dans un organisme commun *SOFEDIS* (SEDIM-SODAFE), 17, rue de Babylone, Paris-7<sup>e</sup>, qui prendra en charge à partir du 1<sup>er</sup> mai l'exécution et la gestion des ordres confiés jusqu'alors à chacun de ces distributeurs et disposera d'un comptoir de vente pour les réassortiments (Paris et région parisienne) situé 29, rue Saint-Sulpice (6<sup>e</sup>), ouvert sans interruption de 8 h 30 à 17 heures. *Le nouveau groupe diffusera les fonds suivants* : Ed. du Centurion, Chotard et Associés Editeurs, Ed. Charles Dessart, Ed. Droguet-Ardant, Ed. France-Empire, Les Presses d'Ile-de-France, Ed. Resma, Ed. Universitaires-Fribourg, Imageries Bouasse-Lebel et Boumard. (Communiqué SOFEDIS.)

## ÉTRANGER

### ALGERIE

— L'Agence *Kipa* avait publié en date du 2 mars dernier une nouvelle selon laquelle l'introduction de la Bible en Algérie était désormais interdite. En fait, précise l'Agence, le 16 avril, aucune interdiction n'a été prononcée contre la Bible en tant que telle. En revanche, la Société nationale d'édition et de diffusion a été seule habilitée pour donner l'aval à l'entrée en Algérie de contingents de livres. Cette mesure touche tous les livres, et non seulement la Bible. C'est une mesure d'austérité financière qui doit permettre au gouvernement de contrôler la balance des devises.

### ALLEMAGNE FÉDÉRALE

— A Worms, le dimanche 18 avril, protestants et catholiques allemands ont célébré en commun le 450<sup>e</sup> anniversaire de la Réforme. C'est à la suite de sa convocation devant la

Diète de Worms, le 17 avril 1521, que Luther, mis au ban de l'Empire germanique, donna le départ à la Réforme. Protestants et catholiques ont réaffirmé sur les mêmes lieux leur foi en l'unité. Le président de l'Eglise évangélique de Hesse prêcha à l'office commémoratif qui s'est tenu dans la cathédrale catholique de Worms. Mgr Volk, évêque de Mayence, prêcha à la célébration qui s'est déroulée dans l'église commémorative de la Réforme. Le président de la RFA Heinemann assistait à ces célébrations initiales d'une semaine consacrée à cet anniversaire à Worms. (« *La Croix* », 21 avril.)

— Un fragment de la Bible de Wulfila, l'un des plus précieux et des plus anciens manuscrits gothiques, a été découvert lors des travaux effectués en la chapelle Saint-Afre de Spire, a annoncé l'évêché de cette ville. Ce document écrit à l'époque pré-carolingienne, vers l'an 500 de notre ère, fait partie du « Codex Argenteus » dont 187 pages sont actuellement conservées à la Bibliothèque universitaire d'Upsal, en Suède. Il a été trouvé dans un coffre en bois où étaient également enfermées des reliques. Cette Bible tire son nom du missionnaire des Wisigoths, Wulfila ou Ulfila, le premier à réaliser au quatrième siècle la traduction germanique de la Bible. Le « Codex Argenteus » renferme la plus grande partie de cette traduction, notamment les quatre Evangiles. (« *Kipa* », 27 avril.)

### AUSTRALIE

— Actuellement, il y a en Australie un prêtre pour 740 fidèles, alors qu'il y a deux ans, cette proportion était de un prêtre pour 702 catholiques. Cette évolution résulte, d'une part, de l'accroissement de la population catholique qui a augmenté de 100 000 fidèles pour atteindre le total de 2 830 000 et, d'autre part, du fait que l'effectif des prêtres a diminué de quarante-six unités. Le nombre des religieux non prêtres s'élève à 2 358, tandis qu'il y a 13 474 religieuses. Il y a 494 015 élèves dans les écoles catholiques et 1 110 étudiants dans les séminaires. Chiffres tirés de l'*Annuaire catholique d'Australie* qui vient de paraître. (« *La Croix* », 16 avril.)

### AUTRICHE

— 10 % seulement des catholiques viennois assistent régulièrement à la messe. Tel est, selon le quotidien conservateur *Die Presse*, le résultat d'un sondage effectué le 14 juin 1970 dans les églises de Vienne où l'on a enregistré une pratique religieuse de 9,57 %. Ce résultat est légèrement

inférieur à la moyenne. En 1958, le pourcentage était de 20 %. Dans les villes de province, par contre, la moyenne des fidèles qui vont à l'église le dimanche est bien supérieure. Ainsi à Linz, capitale de la Haute-Autriche et ville industrielle, la fréquentation moyenne est de 44 %. La population autrichienne est à 92 % catholique. (« *Ibid.* », 23 avril.)

### DANEMARK

— L'Eglise catholique fera dorénavant partie du Conseil œcuménique national du Danemark. Les nouveaux statuts du Conseil ont permis cette intégration et accordent aux catholiques trois représentants permanents. Le Conseil œcuménique a été créé en 1939 pour renforcer l'union entre l'Eglise nationale danoise (luthérienne) et les autres Eglises chrétiennes du pays. Les Eglises orthodoxes sont également membres du Conseil. (« *Prensa asociada* », 27 avril.)

### ESPAGNE

— D'après une enquête sur la problématique religieuse des jeunes, faite auprès de 7 400 élèves de 83 collèges dirigés par les Salésiens et dont les résultats ont été publiés par l'hebdomadaire *Vida Nueva*, les raisons principales pour lesquelles les jeunes se désintéressent des pratiques religieuses sont les suivantes : manque de connaissance de leur véritable signification (24 %) ; leur accomplissement routinier (20 %) ; l'effort qu'elles supposent (15 %) ; leur caractère obligatoire (13 %) ; le mauvais exemple des pratiquants (10 %). 73 % seraient en faveur de la célébration de la messe en petits groupes permettant une participation personnelle et la démassification de cet acte liturgique. 19 % ne croient pas que cette solution soit digne d'intérêt. (« *Prensa asociada* », 16 avril.)

— Selon des statistiques communiquées par le Secrétariat général de la Conférence espagnole des religieux (CONFER), le nombre total des religieux prêtres exerçant leur ministère à l'étranger est de 10 310, dont 5 778 en Amérique, 1 576 en Europe, 1 200 en Asie, 504 en Afrique et 252 en Océanie. (« *Ibid.* », 21 avril.)

— Le nombre des prêtres en Espagne est supérieur à celui du continent latino-américain, révèle une étude effectuée par les commissions épiscopales espagnoles de coopération avec l'extérieur. En Espagne, il y a actuellement 26 954 prêtres et 19 850 paroisses contre 20 855 prêtres et 15 745 paroisses en Amérique latine. D'autre part, 676 prêtres séculiers espagnols exercent leur apostolat en



**Amérique latine et aux Etats-Unis.** Ils sont les plus nombreux en Argentine (114), tandis qu'en Colombie, ils sont 53. (« Kipa », 24 avril.)

## ITALIE

— M. Jacques Duhamel, ministre des Affaires culturelles, a tenu à la Villa Médicis une conférence de presse sur le nouveau statut de l'Académie de France à Rome. Une mise au point s'imposait pour le statut centenaire de l'Académie de France à Rome, qui compte elle-même trois cents ans, a observé le ministre. La nouvelle réglementation assure un recrutement plus large des boursiers. A côté de la peinture, de la sculpture et de l'architecture, l'éventail des disciplines représentées comprendra aussi le cinéma, le théâtre, l'histoire de l'art, la restauration des œuvres d'art, la littérature et la musique. Les candidats — de 20 à 30 ans — n'auront plus à se soumettre à des épreuves : il leur suffira de présenter un dossier de leurs activités. De trois ans et quatre mois, la durée du séjour est ramenée à une période de un à deux ans. Présidée par le directeur de l'Académie de France à Rome, la Commission d'admission est nommée pour deux ans. Les mandats ne sont pas renouvelables. Elle comprend désormais les personnes suivantes : art plastique : MM. César, Hayter, Etienne Martin, Tal Coat ; musique : MM. Messiaen, Xenakis ; architecture : MM. Gillet, Sonnier ; lettres : MM. Butor, Picon ; théâtre-cinéma : MM. Cuny, Malle ; histoire de l'art : MM. Chastel, Leymarie. La direction de l'Académie s'emploiera à développer les relations des pensionnaires avec des artistes et écrivains italiens attachés aux mêmes disciplines et à faire que la Villa Médicis devienne de plus en plus un centre de vie intellectuelle à Rome. (De Georges Huber dans « la Croix », 27 avril.)

## LITUANIE

— Huit nouveaux prêtres ont été ordonnés en Lituanie en 1970, ce qui porte les membres du clergé de ce pays à 834. Quatre évêques y exercent leur ministère, âgés respectivement de 41, 60, 74 et 77 ans. Il y a un grand séminaire pour tout le pays avec trente élèves. De 1944 à 1970, on a enregistré 93 ordinations sacerdotales. (« Prensa asociada », 23 avril.)

## NOUVELLE-GUINEE

— Les évêques catholiques de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont accepté l'invitation à participer au Conseil des Eglises de Mélanésie et ont nommé des représentants à son Comité exécutif. (« Soepi », 22 avril.)

## ONU

— Une organisation interconfessionnelle qui vient d'être créée pour la paix auprès des diplomates des Nations Unies, a établi son quartier général près du siège de l'ONU. Son nom est Conférence mondiale religieuse pour la paix. Elle est le résultat de la Conférence mondiale de Kyoto sur la religion et la paix, qui a eu lieu en octobre 1970 et elle œuvrera pour terminer la guerre au Vietnam, pour promouvoir le désarmement international et pour atténuer les préjugés et les conflits raciaux. L'archevêque Angelo Fernandes, de New Delhi, est le président de l'organisation. Un hindou, un juif, un chrétien, un musulman, un bouddhiste et un shintoïste en sont les vice-présidents. (« SNOP-BIP », 21 avril.)

## PAYS-BAS

— Un nouveau parti politique catholique, le « Nouveau parti romain », vient d'être créé. Ce parti, dirigé par Mme Tiny Cuypers Boumans, 62 ans, a pris pour devise : « Clarté pour les catholiques romains qui veulent demeurer loyaux envers Rome ». Il annonce que son action sera basée sur les dix commandements et la doctrine de l'Eglise telle qu'elle est présentée par le Vatican. Il y a un autre « parti catholique » représenté au Parlement hollandais, qui avait enregistré des pertes lors des élections de 1967. (« La Croix », 22 avril.)

## PHILIPPINES

— Le peintre bolivien Benjamin Mendoza, coupable d'une « tentative de meurtre » contre le Pape Paul VI lors de l'arrivée de ce dernier à l'aéroport de Manille, a été condamné le 21 avril par le tribunal de Manille à une peine de quatre ans et deux mois de prison. (« Ibid. », 22 avril.)

## SUISSE

— Seize théologiens catholiques et réformés se sont réunis du 23 au 27 mars à Genève pour s'entretenir de « l'autorité doctrinale dans l'Eglise ». Du fait que la formulation de la doctrine est un phénomène dynamique en constant mouvement, l'attitude respective des deux parties n'est plus diamétralement opposée comme c'était le cas à la suite de la Réforme et du Concile de Trente. Ainsi que le dit un communiqué de presse, « les séances furent caractérisées par une discussion ouverte et franche des questions soulevées par la formulation nouvelle de la notion d'Ecriture et Tradition, la fonction des Livres canoniques, le développe-

ment et le rôle des confessions de foi dans l'Eglise ». Deux théologiens se sont partagé la présidence de la session : MM. Killian Mc Donnel, OSB, de Collegeville, Minnesota (USA), et David Willis, de Berkeley et San Anselmo, Californie (USA). (« Informations communiquées conjointement par le SNOP-BIP », 7 avril.)

## TCHECOSLOVAQUIE

— D'après les renseignements donnés par une brochure éditée par les théologiens de la Faculté de Leitzmeritz, 3 532 prêtres sont en activité dans tout le pays. 561 prêtres n'exercent pas de ministère pour cause d'âge, d'infirmité ou à la suite d'une interdiction. Il y a 7 247 religieuses. Les prêtres en activité se répartissent ainsi : 983 en Bohême, 1 030 en Moravie, 1 519 en Slovaquie. En Bohême, 1 239 paroisses sur 2 175 n'ont pas de curé. Il y a 270 étudiants en théologie à Leitzmeritz et Olmütz et 291 inscrits à Bratislava. (« Prensa asociada », 21 avril.)

## HIÉRARCHIE

### NOMINATIONS ET TRANSFERTS

Le Saint-Père a nommé :

— Le P. Bonaventura Patrizio Paul, O.F.M., évêque de Hyderabad (Pakistan), dont il était administrateur apostolique (« OR », 18 avril.) — Le P. Biagio de Fuggi Terrinomi, O.F.M. Cap., auxiliaire du cardinal vicaire Angelo Dell'Acqua (« OR », 25 avril.) — Mgr Vincent M. Harris (évêque de Beaumont, USA) coadjuteur avec droit de succession de l'évêque d'Austin. (« OR », 28 avril.) — Mgr John J. Fitzpatrick évêque de Brownsville, USA (« Ibid. »)

### DECES

— De Mgr Paul Tobar Gonzales, évêque de Cuttack, Inde (« OR », 19-20 avril.) — De Mgr Manuel Serrano Abad, archevêque de Cuenca, Equateur. (« OR », 23 avril.) — De Mgr Saturnin Rubio y Montiel, ancien évêque d'Osma-Soria, Espagne. (« OR », 25 avril.) — De Mgr Cesare Antonio Mosquera Corral, ancien archevêque de Guayaquil, Equateur. (« OR », 28 avril.) — De Mgr Stanislas Courbe, évêque auxiliaire de Paris (« OR », 28 avril), décédé dans la nuit du 22 avril. Biog. : « DC » 1951, 1578, note 1, et 1958, 955.) Il avait cette situation unique dans l'épiscopat français d'être fils de prêtre. Son père, professeur de mathématiques, devenu prêtre après son veuvage, avait été chanoine de



Paris et curé de Saint-Ferdinand des Ternes. Après des études chez les Jésuites et à l'Institut catholique, Stanislas Courbe fut avocat au Barreau de Paris, comme le futur cardinal Gerlier, avant d'entrer au séminaire de Saint-Sulpice en 1910. Ordonné prêtre en 1915, mobilisé, on le retrouve vicaire après la guerre puis à la direction des Œuvres de Paris. Secrétaire général de l'Action catholique en 1931, il contribue à soutenir la JOC naissante et à développer l'Action catholique. (« *La Croix* », 24 avril.)

## SAINT-SIÈGE

— *Le Saint-Père a accepté la démission de Mgr Ildefonso Rea, O.S.B., Abbé ordinaire du Mont Cassin*, en raison de son âge. Il a nommé, d'autre part, *consulteur du Secréariat pour les non-croyants, Mgr Sante Montaro*. (« *OR* », 18 avril.)

— Dans sa rubrique « Lettres au Directeur », le « *Messaggero* » du 25 avril publie une « lettre » anonyme où l'on accuse le Vatican « d'extorquer » aux ressortissants du Saint-Siège des signatures en faveur de la pétition du référendum pour l'abrogation de la loi sur le divorce, « par devant un gendarme, sous peine de perdre leur appartement et leur travail ». A part le terme de

« gendarme » qui donne déjà une idée du prétendu sérieux de l'auteur anonyme de l'article — les gendarmes étant supprimés depuis quelques mois et l'actuel corps de vigiles n'exerçant pas de fonctions de police, — l'accusation est si stupide et gratuite qu'elle ne mériterait pas même un démenti. On peut se demander cependant à quelle fin un journal peut prendre au sérieux de telles calomnies. (« *OR* », 26-27 avril.)

— *Un Chapitre général des Cisterciens réformés (trappistes) s'est ouvert à Rome le 15 avril*. L'assemblée, qui compte plus de 100 participants, est constituée des abbés et supérieurs de l'Ordre et, pour la première fois, d'un délégué par région. L'Ordre compte 3471 moines et 1955 moniales répartis dans les cinq continents. Le but du Chapitre est de continuer la révision des constitutions, notamment en ce qui concerne le gouvernement de l'Ordre. (« *La Croix* », 17 avril.)

— *Dix religieux représentant les Instituts de clercs lors du prochain Synode des évêques à Rome ont été élus par l'Union des supérieurs généraux*, conformément au règlement du Synode épiscopal. Leur élection a été ratifiée par le Pape le 5 avril. Il s'agit du Supérieur général des Jésuites (P. Arrupe), de l'Abbé primat des Bénédictins (P. Weakland), des

Supérieurs généraux des Franciscains (P. Koser), des Spiritains (P. Lécuyer), de l'Ordre libanais maronite (P. Azzi), des Missionnaires de Scheut (P. Goossens), des Salésiens (P. Ricceri), des Rédemptoristes (P. Amaral), des Pères Blancs (P. Van Asten), des Barnabites (P. Bernasconi). Deux suppléants ont été également élus : les Supérieurs généraux des Dominicains : P. Fernandez, et des Assomptionnistes : P. Charpentier. (« *Ibid.* », 24 avril.)

— *L'évêque le plus jeune de l'Eglise catholique, 32 ans*, est Mgr Félix Adeosin Job, évêque auxiliaire d'Ibadan, Nigeria. (« *Prensa asociada* », 27 avril.)

— *Sur les 36 sièges métropolitains d'Afrique noire* (excepté la Rhodésie et l'Afrique du Sud), 30 sont occupés par des Africains, soit 83 %. En Asie, cette proportion est de 30 sur 38 (7 sièges occupés par des non-Asiatiques et un siège vacant). En Afrique noire, sur un total de 226 sièges métropolitains et suffragants pourvus, 122 ont à leur tête un prélat africain ; en Asie, cette proportion est de 114 sur un total de 170 sièges résidentiels pourvus. L'accroissement de la hiérarchie autochtone dans les vingt dernières années s'est fait selon le rythme suivant : de 38 évêques en 1951 à 133 en 1971 ; en Asie de 31 à 126. (« *Ibid.* », 28 avril.)

— *Evangile, amour, fécondité*, par Mgr ANCEL. — Un vol. 18 × 13 cm, 208 p. 15 F. Ed. Ouvrières.

Cet ouvrage réunit la série d'articles publiés par Mgr Ancel dans *l'Essor* sur les problèmes soulevés par l'encyclique *Humanae Vitae*. Au nom de Paul VI, Mgr Benelli a écrit à l'auteur : « Le Saint-Père, qui a vivement apprécié votre souci pastoral, me charge de vous dire sa satisfaction et sa gratitude. Devant les articles ambigus, équivoques, voire complices de l'érotisme, qui abordent souvent aujourd'hui ces problèmes difficiles de la vie conjugale, vous avez su aider vos lecteurs à faire le point sur les questions réelles de la vie chrétienne, à rechercher les vraies responsabilités et à se replacer humblement devant les exigences spirituelles de l'Évangile. »

— *La Singularité chrétienne*, par RENÉ MARLÉ (coll. « Christianisme en mouvement », n° 15). — Un vol. 12,5 × 20 cm, de 184 pages. Prix : 15 F. Editions Casterman, Paris.

Ce qui fonde la singularité de la foi chrétienne, c'est le lien organique de l'œuvre de Dieu et de l'histoire humaine. Dieu est bien « entré » dans l'histoire de l'homme ; c'est le sens même de la communauté hiérarchisée, des sacrements, des Écritures, de la vérité révélée qui structurent notre foi et la nourrissent.

— *Destin et espoir du monde moderne*, par FRIEDRICH GOOGORTEN. Traduit de l'allemand par J.-M. HAYAUX, o.p. (coll. « L'actualité religieuse », n° 30). — Un vol. 14,5 × 21 cm, de 208 pages. Prix : 18 F. Editions Casterman, Paris.

L'ouvrage porte en sous-titre *La sécularisation comme problème théologique* ; car, pour l'auteur, le phénomène moderne de la sécularisation loin d'aboutir à la fin historique de la foi, en est la conséquence légitime et comme nécessaire en tentant de le justifier dans une « théologie dialectique ».

— *La Crainte de Dieu dans l'Ancien Testament*, par L. DEROUSSEAU (coll. « *Lectio divina* », n° 63). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 396 pages. Prix : 69 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Cette thèse de théologie biblique, soutenue devant la Faculté de théologie de l'Institut catholique de Paris en 1968, est une ample étude, qui, partant de la crainte des dieux et des rois dans l'Antiquité, nous montre comment Israël a épuré ce sentiment à mesure que Dieu était mieux connu, pour devenir le dernier mot de la sagesse du peuple élu, et s'imprégner d'un profond amour pour s'élever, avec la révélation de l'Homme-Dieu, jusqu'à la confiance totale dans l'amour du Père pour sa créature.

— *Sacerdoce, autorité et innovation dans l'Eglise*, par F. HOUTART et J. RÉMY (coll. « Eglise et civilisation contemporaine »). — Un vol. 13 × 18 cm, de 208 pages. Prix : 23,50 F. Editions Mame, Paris-Tours.

C'est en sociologues que les auteurs abordent le sacerdoce dans la société actuelle. Cette étude marque des points fixes, mais aussi des points de friction dans la crise d'autorité et les remous post conciliaires pour le prêtre d'aujourd'hui.

— *Le Maître du Curé d'Ars : Charles Bailey*, par PAUL VIAL (coll. « Figures d'hier et d'aujourd'hui »). — Un vol. 14 × 19 cm, de 160 pages. Prix : 15 F. Editions Beauchesne, Paris.

La vie de cet ancien génovéfain devenu curé d'Ecully à la fin de la Révolution et qui décida de la vocation du futur curé d'Ars, nous apprend bien des choses sur cette époque troublée. Mais, surtout en ces temps de vocations rares, il est bon de trouver un pareil modèle qui triompha des pires obstacles que rencontrait la vocation de Jean-Marie Vianney !...

# L'Eglise dans le monde

## LE NOUVEAU STATUT DES ACLI

### *Déclaration des évêques italiens*

Nous avons déjà parlé en leur temps des difficultés qui ont surgi entre l'épiscopat italien et les Associations chrétiennes des travailleurs italiens (ACLI) à propos des options temporelles prises récemment par ces dernières (1). Ces difficultés ont amené le Conseil de présidence de la Conférence épiscopale italienne à publier un communiqué daté du 6 mai, estimant que désormais les ACLI ne sont plus une association relevant de la hiérarchie. Après avoir évoqué le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'encyclique *Rerum novarum*, les évêques poursuivent (2) :

[...] Au cours de ces dernières décennies, ont été créés des mouvements et des associations qui, de manières et à des degrés divers, ont collaboré avec les évêques et avec les prêtres dans le travail d'évangélisation, en apportant également un témoignage chrétien dans la promotion des travailleurs.

C'est dans ce sens, indubitablement, qu'ont travaillé les Associations chrétiennes des travailleurs italiens pendant plus de vingt-cinq ans, malgré de grandes difficultés qu'elles se sont efforcées de surmonter. Elles ont ainsi pu apporter une contribution de valeur à la solution de nombreux problèmes posés par la continuelle évolution sociale.

(1) Cf. DC 1970, n° 1562, p. 425 et s. ; 1971, n° 1581, p. 247, note 2.

\*

François BERNARD, envoyé spécial permanent de la Croix à Rome, écrit :

Sur le plan syndical et politique, le mouvement pratiquait le « collatéralisme » avec la démocratie chrétienne dont le groupe parlementaire comprenait un groupe de « députés aclistes ». Le Mouvement compte actuellement 700 000 inscrits, et l'on estime qu'il influence deux millions d'électeurs et d'électrices...

Le Congrès national des ACLI, à Turin, en 1969, décide de mettre fin au « collatéralisme » avec la démocratie chrétienne et, à sa session d'étude annuelle, en 1970, le Mouvement décide de s'engager pour une « société socialiste » qui exclurait le capitalisme d'Etat et serait différente de tous les modèles de socialisme ayant existé jusqu'à présent.

Ces orientations ont entraîné une crise avec un grand nombre d'évêques, une crise entre personnes ou organisations à l'intérieur d'un bon nombre de diocèses, une crise enfin à l'intérieur même du Mouvement où deux minorités (assez restreintes, semble-t-il) se sont constituées, l'une formant une opposition interne et l'autre fondant une organisation séparée, les « ACLI libres ».

(La Croix, 11 mai 1971.)

(2) Traduction de la DC d'après le texte publié dans l'*Osservatore Romano* du 9 mai 1971, p. 2.

Les évêques italiens ont toujours considéré comme précieuse cette action qui a rendu vivant le message chrétien dans le monde du travail complexe et souvent tourmenté. Aussi ont-ils toujours exprimé leur reconnaissance pour la féconde activité déployée par les ACLI dans le monde du travail en accord avec leurs finalités premières.

Cependant, l'épiscopat italien a dû prendre acte de certaines options récemment prises par les ACLI d'une façon pleinement autonome, qu'il s'agisse de positions idéologiques, de programmes ou d'orientation politique délibérée, avec les formes et les collaborations qui en découlent. Par ailleurs, l'engagement politique, syndical et économique, même s'il s'inspire sérieusement des valeurs chrétiennes fondamentales et s'il tend à un authentique témoignage, est dans ses options temporelles concrètes la tâche des chrétiens en tant que citoyens, et non la tâche de l'Eglise en tant que telle, ou d'une association opérant en son sein. Aussi la hiérarchie, bien qu'elle respecte toutes les libertés légitimes, ne peut ni ne doit-elle être compromise par des options temporelles libres. Le II<sup>e</sup> Concile du Vatican affirme en effet : « Les laïcs doivent assumer comme leur tâche propre le renouvellement de l'ordre temporel. Eclairés par la lumière de l'Evangile, conduits par l'esprit de l'Eglise, entraînés par la charité chrétienne, ils doivent en ce domaine agir par eux-mêmes d'une manière bien déterminée. Membres de la cité, ils ont à coopérer avec les autres citoyens suivant leur compétence particulière en assumant leur propre responsabilité, et à chercher partout et en tout la justice du royaume de Dieu. » (*Décret Apostolicam actuositatem*, 7.)

Le Conseil de présidence de la Conférence épiscopale italienne a examiné, compte tenu de tout ce qui a été décidé précédemment, les indications données par les Conférences épiscopales régionales sur ce problème complexe. On a notamment constaté que les options prises ces derniers temps par les ACLI ont suscité des difficultés et des troubles importants en leur sein et au dehors, et ont créé de nombreuses situations pastorales difficiles, incompatibles avec l'harmonie et l'unité de la communauté ecclésiale.

C'est pourquoi, dans le respect de l'autonomie revendiquée par les ACLI et du libre choix qu'elles ont fait d'être seulement un mouvement de travailleurs chrétiens, les évêques estiment qu'aujourd'hui les ACLI ne rentrent plus dans les associations pour lesquelles le décret *Apostolicam actuositatem* prévoit le « consentement » de la hiérarchie (n. 24) (3).

Les évêques souhaitent vivement, et ils ont confiance, que les ACLI, dans leur nouveau statut, resteront fidèles à l'inspiration chrétienne qui les a fait naître, et auront toujours le souci que leurs options soient

(3) Voici ce que dit le décret conciliaire sur l'apostolat des laïcs : « Aucune initiative ne peut prétendre au nom de catholique sans le consentement de l'autorité ecclésiastique légitime. » (DC 1965, n° 1460, col. 2037. NDLR.)



conformes aux principes du magistère de l'Eglise, ce qui est le devoir de tout chrétien, même s'il agit sous sa propre responsabilité, dans tous les domaines, y compris le domaine politique [...].

\*  
\*\*

*Le Conseil de présidence de la Conférence épiscopale italienne établit ensuite un plan pour l'évangélisation du monde ouvrier : « dans chaque diocèse sera constitué un groupe de prêtres consacrés à la pastorale du monde du travail... Il appartiendra spécialement à ce groupe d'apporter une assistance spirituelle aux travailleurs, aux associations et aux mouvements... et d'offrir leur ministère aux situations, aux initiatives et aux manifestations qui accueilleront librement une présence religieuse ».*

## LES PERES BLANCS QUITTENT LE MOZAMBIQUE

*Le Conseil général des Pères Blancs a adressé à tous les membres de la société la lettre ci-après dans laquelle il leur fait part de sa décision de retirer ses 40 missionnaires du Mozambique en raison de la situation ambiguë dans laquelle les met la confusion entre l'Eglise et l'Etat :*

CHERS CONFRÈRES,

Le Conseil général voudrait vous faire part d'une grave décision qu'il a été amené à prendre : après plusieurs mois de réflexions, de prières, de contacts multiples avec les parties intéressées, nous avons décidé de retirer les Pères Blancs du Mozambique. Et nous pensons qu'il est de notre devoir de vous dire clairement les raisons d'une telle décision.

Il est d'abord clair que cette mesure n'a pas été dictée par la question du manque de personnel. Nous avons, depuis le Chapitre, nommé chaque année des jeunes Pères pour le Mozambique, et nous étions prêts à le faire cette année encore. Elle n'a pas été prise, non plus, pour des raisons extérieures ou d'ordre matériel : la sécurité de nos confrères n'y est pas menacée. Les conditions de vie n'y sont pas mauvaises. Vous savez d'ailleurs que ce genre de motifs ne nous ferait jamais quitter une mission. Nulle part ailleurs les missionnaires n'ont joui d'un statut aussi privilégié. Nulle part ailleurs ils n'ont bénéficié d'une aide matérielle aussi directe et aussi substantielle de la part d'un gouvernement. Et les autorités de Lisbonne n'ont jamais donné à entendre qu'elles ne désiraient plus la présence des Pères Blancs au Mozambique.

Ce sont des raisons beaucoup plus graves qui sont à l'origine de cette décision : d'une part, l'ambiguïté fondamentale d'une situation où notre présence finit par être un contre-témoignage. D'autre part, la sincérité d'une mission qui se refuse, en Afrique, à avoir deux visages contradictoires.

La situation des Pères Blancs, au Mozambique, est en effet de plus en plus marquée d'une grave ambiguïté. Envoyés pour témoigner de l'Evangile et rendre l'Eglise présente comme signe et moyen de salut, les missionnaires constatent que la confusion entre l'Eglise et l'Etat, entretenue par la pratique constante des autorités civiles comme des autorités religieuses, dessert profondément la présentation du message évangélique et du vrai visage de l'Eglise.

C'est malheureusement un fait que dans beaucoup de domaines l'Eglise est asservie. Si théoriquement elle jouit de la liberté d'action, pratiquement la prédication de certains aspects de l'Evangile est constamment

entravée. Il n'entre pas dans nos intentions de présenter ici un dossier ou de discuter de points particuliers ; qu'il nous suffise de souligner que trop souvent certains actes du ministère apostolique, ceux surtout qui viseraient à promouvoir une vraie justice sociale, sont considérés comme des activités subversives, et qu'ils sont, pour certains militants chrétiens plus en contact avec la mission, l'occasion de vexations pénibles, voire même d'incarcérations ou de mauvais traitements.

Nous avons souhaité, demandé, et longtemps attendu une prise de position nette de la part de la hiérarchie pour dissiper ces ambiguïtés face aux injustices et aux brutalités policières (1).

Devant un silence que nous ne comprenons pas, nous pensons en conscience que nous n'avons pas le droit de passer pour les complices d'un soutien officiel que les évêques semblent ainsi apporter à un régime qui se sert adroitement de l'Eglise pour consolider et perpétuer en Afrique une situation anachronique et, à la longue, sans issue. Privés des moyens de mettre, sur place, les choses au point, notre présence ne fait qu'engendrer une regrettable confusion dans l'esprit des populations.

Une Eglise du silence, une Eglise bâillonnée peut rester un signe valable dans un régime où l'on persécute officiellement l'Eglise. Elle devient un contre-témoignage dans un pays qui, se disant ouvertement catholique et protecteur de l'Eglise, se sert en fin de compte de l'Eglise pour des buts qui n'ont rien à voir avec l'Evangile de Jésus-Christ.

Nous pensons qu'il y a des situations où, comme saint Paul, il nous faut « répudier les silences de la honte, ne nous conduisant pas avec astuce et ne falsifiant pas la Parole de Dieu ». (2 Co 4, 2.)

Une autre raison qui a motivé cette décision, c'est une question de sincérité.

Lorsque les pays d'Afrique sont devenus indépendants, ce n'est pas par opportunisme ecclésial que nous avons envisagé sincèrement ce changement de situation, mais bien par suite d'une conviction profonde. Suivant les consignes très claires du cardinal Lavignerie, nous nous sommes toujours efforcés non seulement de témoigner de l'Evangile, mais aussi de construire, dans toute la mesure du possible, des Eglises locales dans le but de les voir un jour se suffire à elles-mêmes. Pour nous, l'africanisation nous paraît devoir être le climat normal de toute action missionnaire dans l'Afrique d'aujourd'hui.

C'est pourquoi il nous paraît difficile d'être sincères en ayant deux façons opposées d'envisager les choses : une au Mozambique, et une autre dans tout le reste de l'Afrique. Il nous paraît difficilement compatible d'être maliens avec les Maliens, congolais avec les Congolais, tanzaniens avec les Tanzaniens... et tout d'un coup d'être portugais avec les Mozambiquais !... C'est une question d'honnêteté apostolique qui concerne notre société tout entière. Vous, les confrères, qui travaillez dans les autres pays d'Afrique, ne vous paraît-il pas naturel que cette sincérité nous interdise de porter là un masque, en cautionnant par une présence complice, parce que réduite au silence, cette situation fautive qui est, aujourd'hui plus que jamais en Afrique, un contre-témoignage ?

Vous comprenez bien qu'une telle décision n'a pas été facile à prendre. Elle l'a été après mûre réflexion, et après consultation de tous les confrères du Mozam-

*Mgr BLOMJOUS, Père Blanc, a déclaré dans une interview recueillie par Pierre GALLAY et publiée dans la Croix du 29 mai, p. 9 :*

*Les évêques du Mozambique ont été avertis. Et la lettre qu'ils ont reçue est beaucoup plus dure que celle, publique, adressée aux membres de la Société.*

bique. Si les graves raisons que nous avons signalées plus haut nous ont fait décider le départ des Pères Blancs, nous sommes bien conscients que d'autres raisons pouvaient nous inciter à rester : en particulier le bien pastoral momentané des populations que nous aidions par notre présence et que nous servions par notre ministère.

Si nous avons le ferme espoir que ces populations ne resteront pas sans prêtres, et si nous avons la conviction que notre décision sera à la longue profitable au peuple de Dieu de ces régions, nous voulons dire clairement que cette prise de position ne peut pas être regardée comme un quelconque reproche pour les sociétés missionnaires qui y continueront leur ministère pour des raisons qu'elles peuvent estimer légitimes. Nous les avons d'ailleurs régulièrement informées avant de prendre notre décision.

Nous avons bien conscience aussi du douloureux sacrifice que nous demandons à nos confrères du Mozambique. Ce n'est pas sans déchirement qu'ils quitteront ces populations qu'ils aimaient, ce pays où ils avaient donné le meilleur d'eux-mêmes. La plupart d'entre eux recevront une nomination pour d'autres pays d'Afrique. Nous n'avons pas besoin de vous recommander de les accueillir avec charité, car nous sommes sûrs que vous le ferez et que vous saurez les aider fraternellement à prendre leur place dans les diocèses où ils auront le courage de recommencer.

Prions pour tous les habitants de Mozambique, en espérant qu'un jour, que nous désirons proche, nous puissions de nouveau y servir une Eglise redevenue un signe indiscutable de salut et de justice pour tout homme.

Bien fraternellement dans le Christ.

Rome, le 15 mai 1971.

Théo VAN ASTEN,  
supérieur général.

Robert CHAPUT,  
assistant général.

Waly NEVEN,  
assistant général.

Wilhelm GROSSKORTENHAUS,  
assistant général.

Joseph PERRIER,  
assistant général.

(Texte original.) (2)

## A PROPOS DES BENEDICTIONS

*Sous ce titre, la semaine religieuse de Nantes (Eglise de Nantes, 30 janvier 1971, p. 36) publie la note ci-après, présentée par l'évêque du diocèse, Mgr Vial (3) :*

Cette note répond à des questions souvent posées à propos des bénédictions. Elle tient compte des indications données par la Constitution conciliaire sur la liturgie et doit permettre des attitudes communes.

† Michel VIAL.

1. Bénir est une démarche religieuse fondamentale : c'est rendre grâce au Seigneur Dieu de qui viennent

tous les biens, c'est l'invoquer pour le bon usage « du fruit de la terre et du travail de l'homme ». (Prière d'offertoire.) Pour le chrétien, c'est, de plus, reconnaître que « tous les événements de la vie sont sanctifiés par la grâce divine qui découle du mystère pascal du Christ ». (Constitution liturgique, art. 61.)

En dehors des cas où elle a pour fin de consacrer à un service particulier du Seigneur certaines personnes, certains lieux ou certains objets, la bénédiction est, en définitive, une prière pour confesser que Dieu est créateur et providence et pour sanctifier la vie quotidienne : « Tout est à vous, mais vous, vous êtes au Christ, et le Christ est à Dieu. » (1 Co 3, 22-23.)

2. Demander ou faire une bénédiction constitue donc une démarche de foi dans le désir de faire servir toute chose à la gloire de Dieu et au bien de l'homme. Cette action liturgique doit « nourrir, fortifier et exprimer la foi ». (Constitution liturgique, art. 69.) Dans une telle perspective, « il n'est à peu près aucun usage honorable des choses matérielles » (*ibid* art. 61) qui ne puisse être l'objet d'une bénédiction.

C'est pourquoi on ne peut qu'encourager les chrétiens à invoquer la bénédiction divine dans le déroulement de leur vie, tant sur leurs personnes (enfants, fiancés, jeunes mamans, malades) que sur le cadre de leurs activités quotidiennes (la maison familiale) et sur les aliments du repas. Ils aimeront à le faire en référence à la Parole de Dieu. Jusqu'ici les bénédictions étaient réservées au prêtre, voire à l'évêque. C'est à juste titre que le Concile a voulu que certaines d'entre elles puissent être faites par des laïcs (Constitution liturgique art. 79). Les applications de cette décision de principe seront précisées, sans aucun doute, dans le chapitre du Rituel consacré aux bénédictions qui est en cours d'élaboration.

3. Les bénédictions étant intimement liées à la vie quotidienne, on comprend sans peine qu'au cours de l'histoire leur usage ait connu une grande évolution selon la mentalité religieuse des régions et la sensibilité de l'opinion publique. Aujourd'hui il doit être accordé aux conditions nouvelles de la vie en société dans un monde où le respect du pluralisme est devenu la loi des relations entre les hommes.

Telle est la raison pour laquelle les pasteurs n'ont plus à procéder à la bénédiction des biens ou des emblèmes des Associations non religieuses ou des divers Organismes civils. Cette décision, pleinement conforme au Décret conciliaire sur la liberté religieuse, n'implique pas que l'Eglise se désintéresse des buts poursuivis par ces Associations ou Organismes. Elle constitue, au contraire, une marque de respect de leur pleine autonomie, et nous encourageons les chrétiens à travailler activement au sein des groupes qui concourent d'une manière positive au bien de la société.

Si l'on ne doit plus bénir les biens ou les emblèmes des Associations ou Organismes non spécifiquement chrétiens, rien n'empêche évidemment les membres de ces groupements de se réunir à l'église, afin de porter dans la prière, notamment dans la célébration de la messe, le souvenir des vivants et des morts.

(2) A la suite de cette lettre, les autorités portugaises ont déclaré les Pères Blancs interdits de séjour au Mozambique à partir du 10 juillet (*la Croix*, 30-31 mai, p. 6).

(3) La S. Congrégation du Culte divin étudie actuellement la révision des bénédictions (*cf* l'étude du P. Gy, O. P., rapporteur du groupe d'étude chargé de cette question, dans les *Notitiæ* d'avril 1971, p. 123 et s.).



BATARD-PRESSAT, rue Bayard, Paris 8.  
 France et Communauté : 1 an, 40 F. 6 mois, 21 F. Canada : 1 an,  
 \$ 15. « Periodica », 7045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
 Canada. Autres pays : 1 an : 48 F. 6 mois, 25 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : de l'année : 2 F. ; des années précé-  
 dentes : 5 F.  
 Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
 Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
 Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non  
 millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1587 - 6 JUIN 1971

502 **LETTRÉ APOSTOLIQUE « OCTOGESIMA ADVENIENS » POUR  
LE 80<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ENCYCLIQUE RERUM NOVARUM**  
(14 mai).

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

513 **Promouvoir la cause du travail dans la paix.** Allocution du  
16 mai.

514 **Allocution à des travailleurs allemands** (30 avril).

515 **Allocution à des tertiaires franciscains** (19 mai).

516 **Lettre pontificale à la Documentation catholique.**

517 **Lettre aux recteurs des sanctuaires mariaux** (1<sup>er</sup> mai).

518 **Message pour la Journée des communications sociales** (25 mars).

519 **Message au Pèlerinage des étudiants à Chartres** (9 mai).

520 **Allocution à la Fédération des universités catholiques** (6 mai).

521 **La protection du patrimoine historique et artistique de l'Eglise.**  
Lettre de la S. congrégation du Clergé (11 avril).

**ACTES DU SAINT-SIÈGE**

522 **La coéducation dans les établissements secondaires dirigés par  
des religieux.** Déclaration de la S. congrégation de l'Education  
catholique (1<sup>er</sup> février).

## LA RENCONTRE NATIONALE DE L'ACO.

523 **Déclaration de la Commission épiscopale française du monde  
ouvrier.**

**DOSSIER**

529 **Un membre de l'ACO peut-il être militant communiste ?**

530 **Déclaration finale.**

530 **L'ACO à Rome.**

531 **Les vocations sacerdotales en monde ouvrier.**

532 **Le livre de H. Küng sur l'infailibilité.** Etude de Mgr Weber.

**QUESTIONS ACTUELLES**

538 **L'Eglise et la politique.** Allocution de Mgr Pézeril aux parle-  
mentaires.

540 **L'Eglise dans la société moderne.** Thèses du cardinal Hoeffner.

544 **Evénements et informations** (16-30 avril).

**ÉVÉNEMENTS**

548 **Le nouveau statut des Associations catholiques des travailleurs  
italiens (ACLI — Déclaration de l'épiscopat italien) ; les Pères  
Blancs quittent le Mozambique ; à propos des bénédictions.**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

NUMERO 1588

12

53<sup>e</sup> ANNÉE - T. LXVIII

20 juin 1971

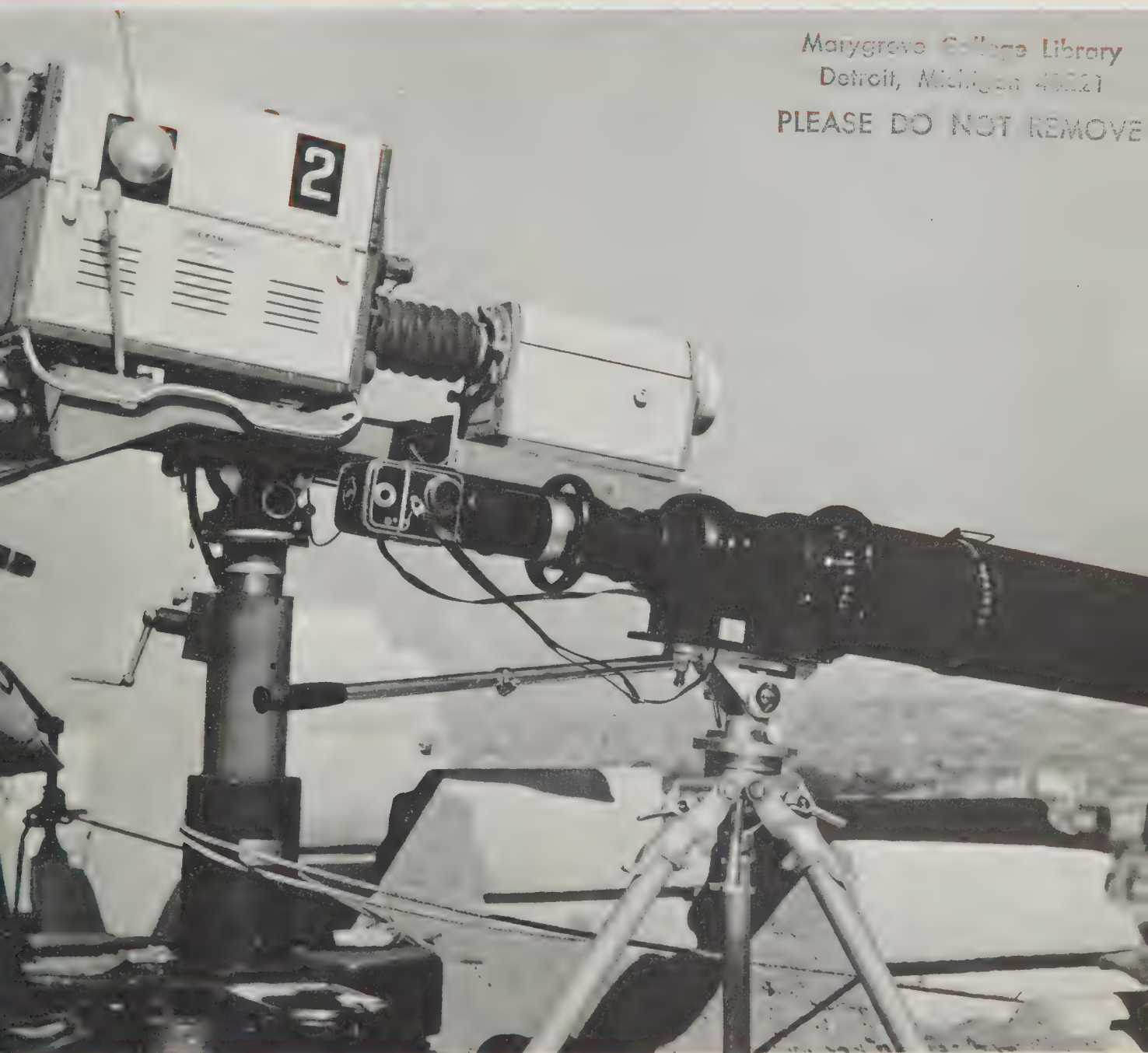
LA



# DOCUMENTATION CATHOLIQUE

Marygrove College Library  
Detroit, Michigan 48221

PLEASE DO NOT REMOVE



ommes-nous au seuil d'une nouvelle ère de la communication sociale ? "  
(" Communion et progrès ", 181)

**Instruction sur les moyens  
de communication sociale**

**Centenaire de la mort de Mgr Darboy**



# BIBLIOGRAPHIE

— *Régulation des naissances*. Dix années de réflexions théologiques, par AMBROGIO VALSECCHI (coll. « Recherches et Synthèses »). — Un vol. 16 × 14,5 cm, de 202 pages. Prix : 300 FB. Editions J. Duculot, Gembloux (Belgique).

L'auteur présente une révision critique de toutes les théories qui ont vu le jour depuis 1957-1958, jusqu'à la veille de la parution de l'encyclique *Humanae vitae*. Le document pontifical fait l'objet d'une longue postface ajoutant des commentaires à la lumière des Conférences épiscopales.

— *Théologie de l'espérance*, par JURGEN MOLTHANN (coll. « *Cogitatio Fidei* »). Traduit de l'allemand par F. et J.-P. THÉVENAZ. — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 424 pages. Prix : 39 F. Coédition Editions du Cerf et Maison Mame, Paris.

Le sous-titre résume bien la teneur de ce volume : « Etudes sur les fondements et les conséquences d'une eschatologie chrétienne », recherches que l'auteur, pasteur à Brême et professeur de théologie protestante à Tübingen, base essentiellement sur la résurrection du Christ et sur la dimension eschatologique de l'existence chrétienne. Ainsi la foi et l'espérance n'ont qu'un seul objet : la vie commune avec le Ressuscité.

— *Montalembert. Catholicisme et liberté*. Correspondance inédite 1852-1870, par le Centre d'histoire du catholicisme français. — Un vol. 13,5 × 19,5 cm, de 448 pages. Prix : (broché) 34 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Cette correspondance de Montalembert avec Lacordaire, Falloux, Mérode reflète vivement les cas de conscience que se posaient les catholiques pour concilier dans la pratique leur foi et la liberté. Certaines pages illustrent fort bien les problèmes qui se posent de nos jours dans l'action catholique et les choix qu'elle impose.

— *Le Procès du bonheur par Qohelet*, par E. GLASSER (coll. « *Lectio divina* », n° 61). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 220 pages. Prix : 24 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Le procès du bonheur, c'est à la fois le fil conducteur qui permet une interprétation exacte et cohérente de l'Écclésiaste, et, d'entrevoir l'unité de ce livre saint. Une fois admis ce principe, bien des passages obscurs s'éclaircissent et révèlent leur sens profond.

— *L'Eglise des apôtres*, par le cardinal JEAN DANIELOU. — Un vol. 13 × 18,5 cm, de 160 pages. Prix : 15 F. Editions du Seuil, Paris.

Nous avons pour connaître l'Eglise des apôtres dans sa constitution, sa hiérarchie, ses charismes, ses rapports avec le monde juif ou païen, un livre dont le caractère historique est mieux reconnu de nos jours : *Les Actes des Apôtres*. Le cardinal le montre en choisissant les épisodes les plus significatifs et les moins discutables.

— *La Recherche en philosophie et en théologie*, (Collectif) (coll. « *Cogitatio Fidei* », n° 49). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 280 pages. Prix : 33 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Cette recherche — à laquelle participent ici catholiques orthodoxes et protestants, le P. Dubarle en marque bien le but, dans le *Liminaire* : « Cet univers de la positivité moderne, de son réalisme têté, comment en fin de compte, la philosophie et plus encore la théologie... peuvent-elles l'assumer ? Non le récuser, puisqu'il est vérité des choses et de l'homme. » Mais il s'agit de le voir dans sa vérité éclairée par la foi.

— *Introduction à la Bible*. Catholiques, juifs, orthodoxes, protestants lisent la Bible. (Collectif) (coll. « Théologie sans frontières », n°s 15, 16, 17). — Format 13,5 × 19,5 cm, tome I : *la Loi et les Livres historiques*, 228 pages. Prix : 21 F ; tome II : *Sagesse et Prophètes*, 350 pages. Prix : 26 F ; tome III : *le Nouveau Testament*, 320 pages. Prix : 23 F. Les trois volumes sous emballage : 60 F. Les Editions du Cerf, Paris.

C'est donc bien l'ensemble des Livres saints tels que catholiques, juifs, orthodoxes, protestants les lisent comme source de leur foi. C'est ici vraiment une vision œcuménique qui aidera à redécouvrir la Bible en ouvrant le cœur et l'esprit à tout un univers de spiritualité et de foi.

— *Charles de Montalembert. Dieu et liberté*. Textes choisis par A. TRANNON (coll. « Chrétiens de tous les temps »). — Un vol. 11,5 × 17,5 cm, de 150 pages. Les Editions du Cerf.

Choix judicieux de textes qui composent comme une biographie par « l'intérieur » de ce catholique « engagé » dans le combat pour Dieu et pour la liberté.

— *Le Dossier de l'Isolotto*, par la communauté de l'Isolotto. Introduction de DON ENZO MAZZI. Traduit de l'italien par C. DE SACY — Un vol. 14 × 20,5 cm, de 320 pages. Prix : 25 F. Editions du Seuil, Paris.

Ce dossier se transforme — pouvait-il en être autrement ? — en plaidoyer de la communauté de l'Isolotto. Une mise au point de la partie en cause ; mais, en lisant ces pages, on souhaite un effort de loyauté et de foi pour aboutir à une solution de paix. L'Esprit de Dieu est un Esprit de paix.

— *Le Déclin du monde antique* (284-610), par A. H. M. JONAS. Traduit de l'anglais par A. SERVANDONI-DUPARC (coll. « Histoire de l'Europe »), tome I. — Un vol. 16,5 × 21,5 cm, de 408 pages. Prix : 50 F. Editions Sirey, Paris.

Ce copieux volume donne une version abrégée, à l'intention des étudiants et du public éclairé, des trois volumes *The later Roman Empire*. Une bibliographie succincte termine chacun des vingt-six chapitres et signale les ouvrages indispensables pour une étude approfondie. Débutant par une révision sérieuse des sources et des institutions, l'ouvrage donne un aperçu très détaillé des faits économiques et sociaux du Bas-Empire, de 284 à 610 de notre ère.

— *L'Europe au xvi<sup>e</sup> siècle*, par H. G. KOENISBERGER et G. L. MOSSE (coll. « Histoire de l'Europe »), tome VI. Traduit de l'anglais par SERGE CHASSAGNE. — Un vol. 16,5 × 21,5 cm, de 400 pages. Prix : 46 F. Editions Sirey, Paris.

Les auteurs ont voulu offrir une synthèse historique du siècle de Luther et Galilée, Rubens et Shakespeare. Quels en furent les facteurs de progrès et de stagnation ? Comment aux empires multinationaux succédèrent les monarchies nationales ? C'est l'époque où l'art et la littérature prirent un étonnant essor ; mais c'est aussi le temps des luttes religieuses, de la Réforme et du Concile de Trente. Sur ce dernier chapitre l'ouvrage passe trop rapidement, alors que les âges suivants en seront profondément marqués.

— *Les Temps apostoliques*, 1<sup>er</sup> siècle, par JEAN DAUVILLIER, tome II (coll. « Histoire du droit et des institutions de l'Eglise en Occident »). — Un vol. 16 × 24 cm, de 768 pages. Prix : 125 F. Editions Sirey, Paris.

C'est une grande fresque où l'auteur n'a voulu négliger aucun détail ; et il ignore pas les nombreuses hypothèses qui ont vu le jour pour répondre aux problèmes que pose la vie de l'Eglise aux temps apostoliques. Il montre bien que, loin d'être une société anarchique, l'Eglise primitive avait déjà ses règles juridiques et ses institutions, et elle se distingue nettement, malgré les emprunts qu'elle a pu leur faire, de la synagogue autant que du monde religieux païen. Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Toulouse, l'auteur nous donne un tableau saisissant des débuts du christianisme.

— *Recherche interdisciplinaire et théologique*. Sous la direction de FRANÇOIS HOUTART (Colloque de Louvain 10-11 612, novembre 1967) (coll. « *Cogitatio Fidei* », n° 54). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 144 pages. Prix : 21 F. Editions du Cerf, Paris.

Comment pouvoir s'entendre entre théologiens, philosophes et scientifiques dans leurs spécialités les plus diverses ? Quels moyens de communication permettront les échanges nécessaires entre les disciplines les plus diverses ? La réponse est importante, en dépit de son caractère technique, pour ceux qui cherchent une expression de la foi vraiment actuelle.

— *Nouveaux sermons inutiles*, par MAURICE LELONG, o.p. — Un vol. 13 × 18 cm, de 264 pages. Prix : 25 F. Maison Mame, Paris-Tours.

L'ouvrage reproduit les sermons envoyés sur les ondes, pour ceux qui ne les ont pas entendus et pour ceux qui désirent en posséder le texte.

# Actes de S. S. Paul VI

## DISCOURS DES AUDIENCES GÉNÉRALES

### LA LIBERTE DU CHRETIEN

*Audience générale du 5 mai (1)*

Notre réflexion porte actuellement sur les aspects caractéristiques de la vie chrétienne manifestant le mystère pascal dont ils sont imprégnés. Ce point central de l'œuvre rédemptrice du Christ nous oblige constamment à nous interroger sur la place que tient dans notre vie le mystère pascal, c'est-à-dire le mystère de la mort et de la résurrection du Seigneur. Il se répercute sur notre vie, il s'y renouvelle sacramentellement et il y produit un renouveau, une manière d'être, de penser et d'agir, qui donne à notre vie chrétienne ses caractéristiques propres.

#### **La terrible perversion : nous péchons parce que nous sommes libres**

L'une de ces caractéristiques est la liberté. Mais quelle liberté ?

Le mot liberté est polyvalent. Sa signification est liée aux différentes formes de contrainte que nous pouvons subir. Or, nous savons que la doctrine chrétienne admet et défend l'existence de la liberté de l'homme contre les partisans d'un déterminisme intérieur inné (qu'il soit naturel, psychologique ou biologique, ou qu'il soit la conséquence de la nature déchue de l'homme). Elle nous enseigne qu'il a été donné à l'homme de pouvoir choisir ; le rapport entre l'intelligence, liée à la vérité, et la volonté capable d'autodétermination n'est pas contraignant. Nous avons le pouvoir de choisir ce que nous voulons faire. Nous sommes libres, maîtres, et donc responsables, de nos actes, même si ce choix, c'est-à-dire cette liberté, peut être influencé par divers éléments, intérieurs ou extérieurs. La nature nous a donné d'être libres.

Mais notre doctrine nous enseigne aussi qu'en réalité la nature humaine est déchue, viciée. Le lien entre l'intelligence qui éclaire et la volonté qui agit s'est détérioré, de sorte que souvent, très souvent, lorsque nous faisons usage de notre liberté, nous nous trompons parce que nous ne sommes pas suffisamment éclairés sur le bien qu'il faut choisir, sur sa

vérité ; nous sommes faillibles. Ou bien, nous ne sommes pas assez forts ; nous savons où est le bien, mais nous ne sommes pas capables de le faire. Ou bien encore nous manquons de rectitude ; nous voulons non pas le vrai bien, mais un bien incomplet et faux, c'est-à-dire que nous péchons. Et c'est là qu'est la terrible perversion du don divin de la liberté : nous péchons parce que nous sommes libres (cf. Rm 7, 15-24).

#### **Le péché originel**

Cette analyse très élémentaire nous conduit ainsi à la nouvelle liberté qui nous a été donnée par le Christ rédempteur, la liberté à l'égard du péché et de sa conséquence fatale qui est la mort (cf. Rm 8, 2). Nous devrions ici parler de la doctrine, aujourd'hui tellement remise en cause, du péché originel, qui est un péché non pas personnel, mais hérité d'Adam — pour ce qui est tant de la faute que de la peine — en tant que fils d'Adam. C'est-à-dire que nous devrions parler de l'enseignement biblique et théologique sur les conséquences universelles, transmises de génération en génération, de la transgression du premier homme, « en qui tous ont péché ». (Rm 5, 12.) Ces conséquences sont d'abord l'inimitié de Dieu. Saint Paul, en termes vigoureux, dit que « nous étions par nature voués à la colère ». (Ep 2, 3.) Ensuite, le dérèglement de notre équilibre humain (cf. Rm 6, 20). Et enfin, la perte de l'immortalité qui était un privilège donné à l'homme mortel lorsqu'il était à l'état d'innocence, élevé à un niveau plus élevé que le niveau naturel, c'est-à-dire au niveau surnaturel (cf. *Denz.-Sch.*, 3705).

Nous étions esclaves, séparés de Dieu. L'infirmité morale, la mort, tel était notre triste sort. Et voilà que le Christ nous a libérés de ces maux par le baptême : par notre participation au mystère de sa mort et de sa résurrection — le mystère pascal — il nous a libérés du péché originel et il nous a donné sa grâce pour nous libérer, c'est-à-dire pour nous préserver, et aussi pour nous relever du péché personnel et actuel. De plus, il nous a donné la promesse de vaincre la mort, un jour, par la résurrection. Ces vérités, que tout chrétien connaît, sont extrêmement profondes et graves ; elles sont importantes ; elles sont bonnes. Nous ne les méditerons jamais assez. Elles nous obligent à reconnaître dans le Christ notre souverain libérateur (cf. PRAT, *Saint Paul*, 1, 252 et s.).

(1) Texte italien dans l'OR du 6 mai 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



Mais l'action libératrice du Christ ne s'arrête pas là. Dans notre vie présente et dans l'histoire de l'homme, elle apporte une autre libération, la libération de la loi. Mais de quelle loi s'agit-il ?

Cette question exigerait elle aussi une longue réponse, qu'ici nous ne pouvons qu'effleurer brièvement. Disons seulement que le Christ nous a libérés de la loi mosaïque de l'Ancien Testament. Ce thème revient souvent et est largement développé dans le Nouveau Testament. Pour désigner ces deux phases des rapports religieux de l'homme avec Dieu, on parle habituellement de la loi ancienne et de la loi nouvelle. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que dans le Christ s'est réalisée et s'est achevée l'économie religieuse instaurée avec la première libération du peuple élu de l'esclavage des pharaons et avec la promulgation de la loi du Sinaï (dans laquelle s'unissent la loi naturelle et la loi positive). Cette loi était bonne, mais insuffisante. C'était un commandement, un enseignement, mais ce n'était pas une force suffisante, un nouveau principe surnaturel appelant à vivre dans la vraie justice de Dieu. Il fallait autre chose pour que l'homme soit bon, juste et agréable à Dieu ; il fallait la loi de la grâce, la loi de l'Esprit, et cette loi nous a été donnée par le Christ mort et ressuscité pour nous (cf. Rm 4, 25). Voilà la libération qui nous est donnée par le mystère pascal (nous ne parlons pas ici de la liberté civile). Nous pourrions à ce propos multiplier les citations de l'Écriture : « Où est l'Esprit du Seigneur, là est la liberté. » (2 Co 3, 17.) Il s'agit ici de la liberté par rapport à l'observance de la loi hébraïque et pharisaïque (cf. Ga 2, 4 ; 4, 31 ; 5, 13) ; de ce progrès dans la vie morale qui consiste à passer de l'observance de la loi extérieure et formelle à l'observance de la loi intérieure et personnelle. Rappelons-nous ce texte fondamental de l'Évangile : « N'allez pas croire que je sois venu abolir la loi ou les prophètes : je ne suis pas venu abolir, mais accomplir... Vous avez appris ce qui a été dit aux ancêtres... Eh bien ! moi je vous dis... » (Mt 5, 17 et s.) Il s'agit de résumer nos devoirs dans les devoirs suprêmes de l'amour de Dieu et du prochain (Mt 22, 37 et s.). Il s'agit de vivre dans la charité, cette vertu qui vient de l'Esprit-Saint (Rm 5, 5), s'exprime dans l'amour du prochain (cf. Jn 13, 55 ; 1 Co 13, 4 et s. ; 1 Jn 2 ; 4, 20, etc.), et demeure pour la vie éternelle (1 Co 13, 13). Il s'agit du Code de la vie chrétienne qui consiste à imiter le Christ, modèle de vie ascétique et parfaite, et à vivre du Christ (Ga 2, 20 ; Ph 1, 21), principe de la vie mystique, commençant ainsi notre fusion éternelle dans la vie divine, notre libération suprême.

### L'harmonie entre la liberté apportée par le Christ et la fidélité à l'ordre voulu par lui

Mais faisons bien attention. Cette exigence suprême de la loi de l'Esprit pourrait nous amener à croire que le mot « liberté » signifie que nous n'avons plus d'obligations ni envers nous-mêmes ni envers les autres, ni envers la

vie commune organisée dans la communauté ecclésiale. Oui, nous devons nous sentir libres, comme si nous étions portés par l'Esprit ; mais, nous dit saint Pierre (1 P 2, 16), sans faire de la liberté un voile jeté sur notre malice. Nous sommes toujours serviteurs de Dieu. Le chrétien, précisément parce qu'il est chrétien, est plus que jamais tenu à faire la volonté de Dieu, à respecter les lois naturelles et civiles, à obéir à ceux qui dans l'Eglise ont des fonctions hiérarchiques et pastorales. Cette expérience de l'harmonie entre la sainte liberté qui nous a été donnée par le Christ et la joyeuse fidélité à l'ordre voulu par lui est l'une des plus belles et des plus originales de notre vocation chrétienne. Nous ne pouvons y renoncer. Qu'il en soit ainsi pour nous, avec notre bénédiction apostolique.

## PAQUES NOUS APPELLE A LA PURETE

### *Audience générale du 12 mai (1)*

Le mystère pascal, que nous avons célébré récemment, est extrêmement important pour notre conception de la vie et le comportement moral qui en découle. Le caractère religieux de notre morale est évident. Si la norme fondamentale de la vie chrétienne est celle que nous donne saint Paul : « Le juste vit de la foi » (Rm 1, 17), cette norme s'applique dans toute sa plénitude là où est le centre de la foi, c'est-à-dire dans le Christ et sa résurrection (Rm 10, 9). Voici la prière par laquelle l'Eglise exprime cette façon logique d'unir la morale et la religion : « Dieu... accorde à tes fils de manifester constamment dans leur vie le mystère de la Résurrection qu'ils ont reçu dans la foi. » (Collecte du mardi de Pâques ; cf. GUÉRANGER, « Le temps pascal », 1, 33). Ce principe moral et religieux ne doit jamais être perdu de vue. Il ne peut y avoir d'homme bon, vrai, c'est-à-dire chrétien, si les principes de l'honnêteté naturelle ne sont pas complétés par les doctrines de la foi surnaturelle.

Le raisonnement s'enchaîne ainsi : La célébration du mystère pascal n'a pas seulement rappelé à notre souvenir le fait de la mort et de la résurrection du Christ en le proposant à notre regard, à notre contemplation. D'une certaine manière, encore incomplète, mais dès maintenant vitale, réelle et profonde, elle nous a de plus fait participer à ce grand événement rédempteur, lequel, sacramentellement, s'est reflété et même renouvelé en nous qui sommes morts et ressuscités avec lui d'une façon mystique. Relisons notre nouvelle histoire : « Du moment que vous êtes ressuscités avec le Christ, recherchez les choses d'en haut, là où se trouve le Christ, assis à la droite de Dieu. Songez aux choses d'en haut, non à celles de la terre. Car vous êtes morts, et votre vie est désormais cachée avec le Christ en Dieu... Mortifiez donc vos membres terrestres : forni-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 13 mai. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



cation, impureté, passions coupables, mauvais désirs, etc. » (Col 3, 1-5.) Cette histoire qui est la nôtre et qui nous vaut notre titre de chrétiens est en partie déjà réalisée et en partie à réaliser ; la transformation opérée par la grâce comporte une loi morale qui lui est propre. La participation au mystère du Christ exige et facilite l'imitation du Christ.

### Le corps du Christ ressuscité

Concentrons notre attention sur l'aspect qui caractérise le Christ ressuscité : le fait qu'il soit corporellement et réellement vivant. Son vrai corps, né de la Vierge (cf. Ga 4, 4), a repris vie ; ou plutôt il a repris une nouvelle forme de vie que saint Paul qualifie de « création nouvelle » (2 Co 5, 17). Son corps n'est pas assujéti aux lois biologiques et animales, c'est un corps incorruptible, immortel, glorieux, soutenu et gouverné par des lois spirituelles supérieures (cf. 1 Co 15, 42-44). Les apparitions de Jésus ressuscité nous le montrent. Cette transformation, cette transfiguration, cette élévation dans la gloire (cf. 1 Tm 3, 16) du corps humain du Seigneur ne nous disent-elles rien à nous qui avons commencé à assimiler notre vie à la sienne ?

Il est clair que la vie corporelle du Christ, dès avant la résurrection, était très sainte, immaculée, et que s'y trouvait réalisé l'équilibre originel de toutes les facultés et de toutes les passions humaines (cf. *S. Th.*, III, 15, 4). En lui, celles-ci étaient parfaites, elles n'étaient pas corrompues comme dans notre nature déchue, fille d'Adam (cf. *S. Th.*, I, 95, 2, ad 2 ; 97, 2 ; I<sup>a</sup>-II<sup>a</sup>, 25). Mais il est également clair que, par sa résurrection, le corps du Christ fût pénétré d'une façon nouvelle de son âme et de l'Esprit-Saint (I P 3, 18), dont il fut conçu et par qui il était guidé (cf. Mt 4, 1).

### La dignité de notre chair

Nous reposons alors la question : que nous offre et que nous enseigne cette allotropie divine, cette nouvelle condition du Corps du Seigneur revenu à la vie ?

L'Eglise et ses fils fidèles le savent : la résurrection du Seigneur, dont l'écho retentit en nous lorsque nous célébrons le mystère pascal, nous apporte, nous enseigne, et même requiert de nous une nouvelle conception, plus élevée et plus sainte, de notre corps. Disons, dans le langage courant, qu'elle requiert de nous la pureté. Oui, Pâques doit nous donner un sentiment nouveau de la dignité de notre chair, si sensible et si fragile. Cette chair est l'œuvre de Dieu : elle est le temple de l'Esprit-Saint (I Co, 5, 19). Dans la mentalité courante, on s'imaginerait toujours que la loi chrétienne déprécie le corps humain, comme s'il n'était qu'une source de tentation, de péché, de faim, de souffrance, de maladie et enfin de mort. Cela est certes vrai, mais cette mentalité ne voit qu'un aspect de la réalité corporelle de l'homme, laquelle est, pour notre psychologie complexe, source d'un dualisme dangereux qui souvent porte au péché. Saint Paul, qui a proclamé la liberté du chrétien (cf. Ga 4, 31), a insisté plus que quiconque sur cet aspect dramatique de la vie de l'homme :

« La chair convoite contre l'esprit et l'esprit contre la chair. » (Ga 5, 17 et s. ; cf. Rm 8, 1, etc.) Il y a en nous une tentation permanente ; nous avons continuellement besoin de reprendre conscience de notre dignité d'êtres appelés à converser et à entrer en communion avec Dieu, aussi l'homme spirituel doit-il dominer l'homme animal (1 Co 2, 14). Nous avons continuellement besoin de demander au Père qu'il nous préserve de la tentation, qu'il nous donne la force et la joie de la transfiguration chrétienne. Nous devons encore au Christ ressuscité de nous purifier physiquement et spirituellement, d'avoir, pour notre esprit, pour notre cœur et pour notre vie, une morale intransigeante, bien qu'humaine. Notre corps est, lui aussi, racheté dans le Christ ressuscité, c'est pourquoi il mérite le plus grand respect et la plus grande attention.

Nous le disons encore une fois à vous et à tous les chrétiens : prenons conscience de l'agressivité des mœurs corrompues qui nous entourent. Elles voudraient nous persuader qu'il n'y a aucun mal dans la licence qui, aujourd'hui, envahit tout : l'habillement, les lectures, les spectacles, l'éducation, les mœurs. Pensons toujours à notre vocation chrétienne qui, en soumettant la chair à l'esprit, prépare aussi à nos membres corporels périssables, sujets à la souffrance et à la mort, un sort merveilleux, celui de servir pour le mieux notre vie temporelle et d'être ensuite destinés à la plénitude de la vie céleste.

C'est ce que nous enseigne le mystère pascal. Avec notre bénédiction apostolique.

## LA PRESENCE DANS NOS VIES DU CHRIST RESSUSCITE

*Audience générale du 19 mai (1)*

La résurrection de Jésus est un fait si grand en soi, si important pour nous, que l'Eglise le médite pendant de longues semaines ; elle voit en effet dans la passion et la mort du Seigneur, dans la reprise de sa nouvelle vie corporelle, le mystère par excellence, le mystère pascal. C'est pourquoi nous chrétiens, renouvelés et éclairés par la récente célébration de ce mystère, nous voulons encore une fois nous arrêter à la réflexion qu'il nous impose, en tant qu'hommes vivants et mortels de notre temps, pour nous demander quel est le rapport entre le Christ ressuscité et nous. Est-il présent dans nos vies ou en est-il absent ? Que nous reste-t-il de lui après avoir trouvé son tombeau vide, comme les saintes femmes au matin de Pâques, après avoir connu et cru ses différentes apparitions, « non à tout le peuple, mais aux témoins que Dieu avait choisis d'avance ». (Ac 10, 41 ?)

Il s'agit là non pas d'une vaine curiosité ou d'un simple doute d'exégèse, mais d'une question essentielle pour notre foi et pour notre vie

(1) Texte italien dans l'OR du 20 mai 1971. Traduction, titres et sous-titres de la DC.



religieuse ; d'une question qui nous touche de près, chacun personnellement : que reste-t-il de Jésus pour chacun de nous ? Un souvenir historique estompé ? Un pur concept idéalisé ? Sa seule parole, lointaine, bien que toujours vibrante ? L'association de ses fidèles, qui se traduit en une tradition historique et sociale appelée Eglise ? Mais lui, lui ressuscité, où est-il ? Ne nous resterait-il qu'à attendre le retour spectaculaire qu'il nous a annoncé, lorsqu'il viendra « dans la gloire de Dieu, avec les nuées du ciel » ? (Cf. Mc 14, 62.) Ou bien est-il encore présent, maintenant et pour chacun de nous, et comment ? Les dernières paroles de Jésus ressuscité, rapportées dans l'évangile de saint Matthieu, nous attestent une réalité merveilleuse, mais elle aussi mystérieuse. Au moment de quitter la scène sensible de ce monde et de disparaître aux yeux de ses disciples, Jésus ressuscité a dit et prophétisé : « Je suis avec vous pour toujours, jusqu'à la fin du monde. » (Mt 28, 20.) Donc, aujourd'hui encore, il est présent ; mais comment et où ?

En d'autres circonstances, nous nous sommes demandés quel genre de présence, quelle forme d'actualité le Christ avait parmi nous, et comment nous pouvions le chercher et le trouver en deça et au-delà de l'espace et du temps, ce double diaphragme qui sépare les hommes entre eux. Et toujours la confirmation nous est donnée dans la foi que l'abîme infranchissable et impénétrable de la mort peut être franchi, et qu'il l'est par le contact que nous gardons toujours avec le Christ et tous ceux qui, dans le royaume eschatologique, c'est-à-dire outre-tombe, sont dans la paix.

### Le discours d'adieu du Christ

Cette pensée était profondément présente à Jésus lui-même, dans le célèbre discours de la dernière Cène, après l'institution du sacrement de l'Eucharistie, qui est le sacrement de sa permanence dans notre histoire, partout sur la terre. Ce discours est le discours d'adieu, le testament de Jésus, qui sait sa mort imminente et évoque les conséquences qu'elle aura dans le cœur des siens. Il ne les appelle plus serviteurs, mais amis (Jn 15, 15), et ils ne furent jamais autant siens qu'en cette veille de son départ naturel de parmi eux. Que de fois en cette nuit-là Jésus a-t-il dit : « Je pars... » (Cf. Jn 13 33, 36 ; 14, 3, 5, 12, 28 ; 16, 5, 7, 11, 16, 17, 28, etc.) ! Et que de fois aussi a-t-il parlé de sa permanence, de son retour, également pendant la vie temporelle de ses fidèles : « Je ne vous laisserai pas orphelins, je viendrai à vous » ! (Jn 14, 18, 21, 23, 28, etc.) Que de fois a-t-il insisté sur cette recommandation, cette exigence : « Demeurez en moi, demeurez en mon amour... » ! (Cf. Jn 15, 4, 5, 6, 7, 9, 10.) L'amour apparaît comme le lien le plus parfait de la communion, le complément de la foi, comme dira saint Augustin : « Croire dans le Christ, c'est aimer le Christ. » (In ps. 130 ; PL 37, 1704 ; cf. Gl 5, 6.) Et puis il annonce cette chose toute nouvelle : la mission de l'Esprit, du Paraclet, l'instauration d'une présence nouvelle, d'une présence surnaturelle de Dieu dans l'âme de ceux qui ont cru dans le Christ et qui l'ont aimé (Cf. Jn 14, 19-23 ; 15, 26 ; 16, 13-15).

Certes, pour saisir le sens, disons même la vertu opérante de ces indicibles promesses du Christ au seuil de sa mort temporelle, il faut savoir l'écouter en silence, savoir lui parler d'une façon timide, impropre, audacieuse, certes, mais capable de nous valoir des réponses comme celle donnée à Thomas : « Je suis le chemin, la vérité et la vie. Nul ne va au Père que par moi » (Jn 14, 6), ou à Philippe : « Qui m'a vu a vu le Père ». (Jn 14, 9.) Il ne manquera jamais dans l'Eglise de Dieu d'âmes privilégiées pour accueillir fidèlement, comme alors, ces merveilleuses paroles.

### Présence sacramentelle

Mais nous tous, chrétiens, nous pouvons savoir et croire que cette communion intime du Christ, comme Dieu et comme homme, cette communion qui se perpétue et se multiplie, découle du mystère pascal, découle de la résurrection du Christ, grâce à laquelle le Corps du Seigneur peut, lui aussi, être réellement présent parmi nous dans la célébration de l'Eucharistie, matériellement multiple dans le signe sacramentel, mais toujours intentionnellement unique dans la réalité signifiée (cf. S. Th. III, 73, 2 ; BILLOT, *De Eccl. Sacramentis*, 1, p. 323 ; DE LA TAILLE, *Mysterium fidei*, p. 132).

Et ce que nous disons de la présence réelle du Christ dans le sacrement eucharistique, nous pouvons le dire de sa grâce qui nous est communiquée par les autres sacrements (cf. CIAPPI, *De Sacr.*, p. 98, ad 3), toujours en raison de la passion et de la résurrection du Christ, c'est-à-dire du mystère pascal, comme nous le rappelle le Concile : « Constitué Seigneur, par sa résurrection, le Christ, à qui tout pouvoir a été donné, au ciel et sur la terre (cf. Ac 2, 36 ; Mt 28, 18), agit désormais dans le cœur des hommes par la puissance de son Esprit ; il n'y suscite pas seulement le désir du siècle à venir, mais par là même anime aussi, purifie et fortifie ces aspirations généreuses qui poussent la famille humaine à améliorer ses conditions de vie et à soumettre à cette fin la terre entière. » (*Gaudium et spes*, 38.)

Voilà le pourquoi de notre joie pascale, pourquoi nous devons avoir toujours son *Alleluia* sur les lèvres et dans le cœur.

Avec notre Bénédiction apostolique.

### L'ESPRIT-SAINT

#### *Audience générale du 26 mai (1)*

L'un des enseignements les plus importants, les plus caractéristiques et les plus féconds laissés à l'Eglise par le II<sup>e</sup> Concile du Vatican est celui du mystère de l'Eglise, lequel consiste en l'animation qui lui donne de vivre comme Corps mystique du Christ, et cette animation lui vient de l'Esprit-Saint, l'Esprit du Christ. Cela nous a été enseigné, pourrait-on dire, depuis toujours, par la Pentecôte, par la doc-

(1) Texte italien dans *l'Osservatore Romano* du 27 mai 1971. Traduction, titre et sous-titres de la DC.



trine des Pères (citons, pour l'Eglise d'Orient, S. ATHANASE, S. BASILE, S. GRÉGOIRE DE NYSSE ; et, pour l'Eglise d'Occident : S. HILAIRE, S. AMBROISE, S. LÉON LE GRAND), par les récents documents pontificaux (de LÉON XIII, de PIE XII), et par des études théologiques remarquables (comme celles de Johan Adam MOEHLER, du cardinal JOURNET, du P. CONGAR). Mais la catéchèse ordinaire avait plutôt tendance à considérer l'Eglise sous son aspect visible et social, revendiqué pour l'Eglise spécialement par le Concile de Trente, contre certaines hérésies de la Réforme. Sans nier cet aspect, mais en voyant en lui, sur un plan plus élevé, un signe et un instrument de salut (cf. *Lumen gentium*, n° 1, 48 ; *Sacr. Concilium*, n. 26 ; *Gaudium et spes*, n° 5, 45), le récent Concile a attiré l'attention sur l'aspect spirituel, mystérieux, divin de l'Eglise, sur la « pneumatologie » de l'Eglise.

Si nous voulons suivre fidèlement l'enseignement du Concile, nous devons accroître la connaissance doctrinale que nous avons de l'Esprit-Saint. Il existe une abondante littérature nouvelle sur ce thème extraordinaire et extrêmement fécond (pour les experts, et pour orienter les fidèles, nous citerons l'article du professeur T. FEDERICI sur l'Esprit-Saint, dans le Dictionnaire du II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican, *Unione Editoriale*, 1969 ; le volume *Ecclesia a Spiritu sancto edocta*, Mélanges... Duculot, 1970 ; G. PHILIPS, « L'Eglise », I, p. 87, Desclée, 1968, etc.). Plutôt que sur les recherches théologiques concernant l'Esprit-Saint, cette littérature s'étend sur les relations de la troisième Personne de la Sainte Trinité avec l'Eglise et avec chaque âme.

## L'action de l'Esprit-Saint dans l'humanité

C'est ainsi que nous sont rappelés les titres qui qualifient l'action de l'Esprit-Saint dans l'humanité rachetée et à racheter par les mérites du Christ : il est par excellence le Saint et le Sanctificateur ; il est le Paraclet, c'est-à-dire notre patron et notre consolateur ; il est celui qui vivifie ; celui qui libère ; il est l'amour ; il est l'Esprit de Dieu ; il est l'Esprit du Christ ; il est la grâce créée qui habite en nous comme une source de la grâce créée et de la vertu des sacrements ; il est l'Esprit de vérité ; il est l'unité, c'est-à-dire le principe de la communion, et donc le ferment de l'œcuménisme ; il est la joie de la possession de Dieu ; il est l'auteur des sept dons et des charismes ; c'est lui qui rend fécond l'apostolat, qui soutient les martyrs, qui inspire intérieurement l'enseignement extérieur des maîtres ; il est la première voix du magistère ; il est l'autorité supérieure de la hiérarchie ; il est enfin la source de notre spiritualité : *fons vivus, ignis caritas et spiritalis unctio*.

## L'Esprit-Saint, Marie, l'Eglise

Pourquoi vous parlons-nous aujourd'hui de ce thème immense et indicible ? Parce que nous sommes dans la « neuvaine » préparatoire à la fête de la Pentecôte. Nous devrions alors nous arrêter sur les dispositions spirituelles permettant d'une part de mieux célébrer cette fête qui est au centre de notre culte catholique, « la reine des fêtes », dit saint Jean Chrysostome

(PG 50, 463), et d'autre part de ne pas être indignes de recevoir ce don par excellence qu'est l'Esprit-Saint, parce qu'il est effet et signe de l'amour (S. Th. 1, 38, 2).

Comment reçoit-on ce don, qui est Dieu lui-même se communiquant à nous ? La meilleure préparation nous est suggérée par l'attitude des apôtres au Cénacle, avec Marie et les disciples. Ils attendaient l'accomplissement de la promesse ultime du Christ avant l'Ascension. « C'est dans l'Esprit-Saint que vous serez baptisés sous peu de jours » (Ac 1, 5), leur avait-il dit. Et ils attendirent ensemble, en faisant confiance à la parole du Seigneur, dans le recueillement et la prière. Il faut avoir le cœur ouvert, c'est-à-dire purifié par la pénitence (cf Ac 2, 38), et par la foi ; l'esprit pénétré du sens du temps, de l'heure de Dieu, c'est-à-dire recueilli dans la prière, et en même temps en communion de charité avec les frères, en ayant avec soi la sainte Mère de Jésus, Marie. La dévotion à Marie, peut-on dire, a commencé au moment où était sur le point de naître le Corps mystique de son divin Fils, dont elle avait engendré le corps physique. C'est ainsi qu'est offert à notre spiritualité un triple motif d'intérêt : l'Esprit-Saint, Marie, l'Eglise.

## L'état de grâce

Nous ne pouvons manquer de faire cette recommandation : ne séparez pas ces éléments, très divers, mais destinés, selon le dessein de Dieu, à s'unir en une synthèse merveilleusement complémentaire. Mettez l'Esprit-Saint au sommet de votre culte, spécialement de votre culte intérieur. Ce culte s'exprimera principalement dans une attention vigilante à posséder, à accueillir celui que la liturgie appelle « le doux hôte de l'âme ». Disons, en termes réalistes de catéchèse : veillez à être toujours, toujours dans la grâce de Dieu (cf. I Co 11, 28 ; Purg. 2, 3, 9.) Ne suivez pas ceux qui, sous prétexte de libérer la conscience d'anxiétés inutiles et de scrupules gênants, chercheraient à vous persuader qu'il n'est pas nécessaire de remettre l'âme dans la grâce de Dieu avant de s'approcher de la table eucharistique, ou pour vivre en honnêtes chrétiens.

## Ne pas séparer l'Esprit-Saint de l'Eglise institutionnelle

Que ne s'attiédisse pas votre dévotion envers Marie, elle qui eut le privilège de donner le Christ au monde et d'être la Mère spirituelle de l'Eglise au Cénacle.

Et enfin, ne séparez pas l'Esprit-Saint de la hiérarchie, de la société institutionnelle de l'Eglise, comme s'ils étaient deux expressions antagonistes du christianisme, ou comme si nous pouvions recevoir, l'un, l'Esprit, sans le ministère de l'autre, l'Eglise, instrument qualifié de vérité et de grâce. Sans doute, « l'Esprit souffle où il veut » (Jn 3, 8), mais nous ne saurions prétendre qu'il vienne à nous lorsque nous nous détournons volontairement du moyen voulu par le Christ pour nous le communiquer. Qui n'adhère pas au corps du Christ, répéterons-nous avec saint Augustin, sort de la sphère animée par l'Esprit du Christ. (Cf. *in Ev. Jo*, 27, 6 ; *PL* 35, 1618).



## LE PAKISTAN ORIENTAL

*Audience générale du 2 juin (1)*

Nous avons célébré la Pentecôte, c'est-à-dire la fête de la descente de l'Esprit-Saint dans le monde, sous une forme nouvelle et plus parfaite. L'évidente intention de Dieu était de donner aux hommes un souffle de vie selon un dessein bien déterminé : former une communion, une communauté qui serait l'Eglise, le Corps mystique du Christ.

**La Rédemption est pour toute l'humanité**

Tout de suite une question se pose : l'Esprit-Saint est-il donné à toute l'humanité, ou seulement à une partie de celle-ci ? Le plan de Dieu est-il universel ou particulier ? Tous les hommes y sont-ils associés indistinctement, ou seulement quelques-uns ? Cette question en suppose une autre, personnelle : sommes-nous inclus dans ce plan providentiel, ou en sommes-nous exclus ? Ce don est-il gratuit ou conditionnel ?

Telles sont les questions théologiques profondes que nous nous posons. Elles nous touchent de près et d'une façon pratique. Elles portent sur l'économie du salut, sur la conception du christianisme, sur notre destinée individuelle et personnelle. Nous ferons bien d'y consacrer notre réflexion, laquelle, ici et en ce moment, se réduira à quelques éléments de réponse : Dieu a manifesté son intention universelle, catholique, de salut pour tous : « Dieu... veut que tous les hommes soient sauvés. » (1 Tm 2, 4 ; Ga 3, 28 ; 10, 12.) La rédemption accomplie par le Christ est pour toute l'humanité ; l'Esprit du Christ est envoyé pour « renouveler la face de la terre ». (Ps 103, 30.)

**La prédestination**

Mais l'application de cette grâce rédemptrice, qui de soi est cosmique, universelle, est subordonnée à certaines conditions qu'il est très important de connaître. Comment pouvons-nous obtenir ce salut du Père, par le Christ, dans l'Esprit-Saint ? Une première réponse nous plonge dans le mystère de la liberté divine : « l'Esprit souffle où il veut » (Jn 3, 8) ; Dieu sauve qui il veut (Rm 9, 18). C'est le grand et impénétrable mystère de la prédestination (Rm 8, 29-30 ; Ep 1, 5 ; 1, 11 ; 1 Co 2, 7), ce mystère qui a tant préoccupé les théologiens catholiques (par ex. S. AUGUSTIN, *De corr. et gr.*, 8, 17 ; *PL* 44, 925, et S. THOMAS, cf. I, 23 et 24), et non catholiques, et sur lequel s'est prononcé à plusieurs reprises le magistère de l'Eglise (cf. Conc. de Trente, *Denz.-Sch.*, 1540-805, etc.), pour dire que tout bienfait surnaturel nous est donné gratuitement par Dieu, sans affirmer pour autant que l'exercice de notre liberté est superflu, ni qu'il y a une prédestination fatale au mal et à la damnation.

Mais il y a d'autres conditions que nous pouvons connaître et réaliser. La première est la diffusion du plan rédempteur, et donc de l'Esprit-Saint, au moyen d'une part de l'annonce, du témoignage, de la prédication, de l'apostolat, de l'activité missionnaire, et, d'autre part, de l'écoute, de l'instruction, de l'acceptation, de la foi. Le plan de Dieu se déroule comme un grand dialogue (cf. Rm 10, 14), comme le drame de la Parole de Dieu, lorsque l'effort du ministère apostolique se conjugue avec le libre jeu de l'accueil ou de la négligence et du refus de l'homme auquel ce ministère s'adresse. L'homme peut-il entrer de lui-même dans le faisceau lumineux de la grâce ? La Sainte Ecriture ne suffit-elle pas à le mettre en contact avec l'action salvatrice de l'Esprit du Christ ? Tout est possible à Dieu ; mais l'économie historique et sociale voulue par le Seigneur prévoit comme condition vitale l'Eglise, l'Eglise enseignante, l'Eglise qui a pour fonction spéciale de garder, d'enseigner, d'interpréter l'Ecriture sainte ; car la parole de l'Ecriture peut être obscure, incertaine, et même trompeuse si elle n'est pas proférée par les lèvres qui ont le charisme de l'incarner historiquement et logiquement dans la Vérité authentique et univoque.

**L'incidence du fait religieux sur l'histoire actuelle du monde**

Ces paroles sont-elles difficiles ? Nous ne le croyons pas. Vous comprendrez bien qu'elles influent sur des doctrines et des événements qui agitent notre temps et dont sans doute vous avez l'expérience. Le fait religieux, qu'on le veuille ou non, a son incidence — positive ou négative — sur l'histoire actuelle du monde. Il passe dans des idéologies qui deviennent des courants sociaux, des méthodes pédagogiques, des drames politiques. L'homme d'aujourd'hui, sans peut-être qu'il s'en rende toujours bien compte, s'oriente vers des catégories de pensée qui ne peuvent pas ne pas se référer au pôle ultime des philosophies humaines et des jugements moraux, et ce pôle est toujours la religion ; une religion imprécise, mythique, une religion se réduisant à un gémissement vers le « Dieu inconnu », ou alors la religion qui est voie, vérité et vie, la religion du Christ, la religion qui est lumière, force et joie de l'Esprit-Saint, et dont l'Eglise est l'humble mais brillant flambeau, le sanctuaire restreint, mais toujours ouvert.

Bienheureux êtes-vous, fils et frères très chers, si vous comprenez ces choses simples, mais sublimes. Vous partagerez ainsi la passion de l'Eglise en cette heure dramatique (cf. 2 Co 7, 5) où de son sein lui viennent d'in-vraisemblables tribulations (qui ne les voit ? Qui n'en souffre ?). Mais vous participerez aussi, et c'est le plus important, à son vrai et actuel renouveau, ainsi qu'à sa joie spirituelle intérieure et inépuisable (2 Co 7, 4).

Avec notre bénédiction apostolique.

(1) Texte Italien dans *l'Osservatore Romano* du 3 juin 1971. Traduction et sous-titres de la DC.



Permettez que nous ajoutions maintenant un mot sur un tout autre sujet.

Parmi nos causes d'affliction, il y a actuellement la triste situation des populations du Pakistan oriental. On sait quelles en sont les causes, et il ne nous appartient pas d'en juger la valeur politique. Nous voulons considérer la situation de cette région, qui fut déjà terriblement éprouvée, l'an dernier, par la terrible inondation du Gange. Nous nous étions alors efforcé d'apporter notre secours et nous avons fait appel à celui de toute l'Eglise. La charité de nos frères et des institutions catholiques d'assistance avaient tout de suite manifesté leur généreuse solidarité envers le Pakistan dans sa grave épreuve. Nous-mêmes, en nous rendant aux Philippines, en novembre dernier, nous avons voulu faire une brève escale de nuit à Dacca, pour témoigner aux autorités et aux populations notre intérêt spécial (2). Quelques mois après, des événements plus graves encore bouleversaient la partie orientale du pays, où ils suscitaient un conflit civil de grande envergure. Deux phénomènes douloureux requièrent encore la sollicitude des gens de cœur. Il y a d'abord l'exode d'une grande partie de la population — 2 ou 3 millions de pauvres gens, dit-on — qui se trouvent aujourd'hui dans une situation déplorable. L'autre phénomène, c'est la grave et difficile situation de la population demeurée sur place. L'opinion publique en a été largement informée au cours de ces dernières semaines, et elle en a été douloureusement impressionnée. Nous savons que de divers côtés on s'efforce déjà de faire parvenir des secours, soit à la foule des réfugiés, soit à la population restée sur place. La solidarité humaine, encore une fois, s'avère efficace et généreuse. Nous l'encourageons, également, par l'apport de nos moyens, bien qu'insuffisants devant tant de besoins, et encore plus par nos exhortations.

Mais le plus important, c'est la paix. Nous faisons des vœux pour qu'elle soit rapidement rétablie et défendue contre les dangers de conflits plus étendus, par les moyens les meilleurs, en tenant compte des conditions particulières des populations et de la commune nécessité d'empêcher que l'Asie soit troublée par de nouveaux et dangereux conflits, et de l'aider à évoluer d'une façon originale, dans la concorde et la liberté, vers sa civilisation moderne.

(2) Cf. DC 1970, n° 1110, p. 1109 (NDLR).

— Aux frontières de la religion et de la science, par PAUL TILICH. Introduction et traduction de FERNAND CHAPEY. Liminaire de PIERRE BARTHEL. Postface de MIRCEA ELIADE. — Un vol. 14,2 x 21 cm, de 206 pages. Editions Le Centurion-Delachaux Niestlé, Paris-Neufchâtel (Suisse).

Livre très riche en réflexions d'une brûlante actualité. Avec l'essor et les progrès des sciences, opposant science et religion, on rangeait de plus en plus celle-ci parmi les réalités sociologiques dénuées de valeur. Dans ce livre la religion se place dans la dimension de profondeur et de recherches d'un sens ultime qui pénètre toute la vie de l'homme et toute la culture.

Avant le Chapitre général spécial des Chartreux, Paul VI a fait parvenir la lettre ci-après à leur ministre général (1) :

A NOTRE CHER FILS ANDRÉ POISSON, MINISTRE GÉNÉRAL DE L'ORDRE DES CHARTREUX,

PAUL VI, Pape.

CHER FILS, SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

On dit à juste raison qu'ils ont choisi la meilleure part (cf. Lc 10, 41) ceux qui quittent l'agitation du siècle pour se consacrer totalement à Dieu et le servir dans la solitude du corps et de l'esprit. En se libérant des empêchements qui, dans la foule des hommes, rendent plus difficile la contemplation, ils réalisent plus aisément ce qui est le propre du moine, selon cette belle parole de saint Théodore Studite : « Le moine est celui qui ne pense qu'à Dieu, qui ne désire que Dieu, qui ne se donne qu'à Dieu, qui ne veut honorer que Dieu, qui est en paix avec Dieu et est pour les autres source de paix. » (*Parva catechesis*, Ed. E. Auvray, Paris 1891, p. 141-142.) Singulière forme de vie que celle-là qui, d'une certaine manière, anticipe dès ici-bas la condition des citoyens de la patrie céleste. Aussi nous semble-t-il pouvoir appliquer plus particulièrement à ceux qui ont choisi cette vie dans la solitude ces paroles auxquelles saint Augustin donnait une acception plus générale : « combien meilleurs êtes-vous, vous qui, dès avant la mort, avez commencé à être ce que seront les hommes après la résurrection ». (*Sermo* 132, 3 ; PL XXXVIII, 736.)

### Le rôle primordial de la vie contemplative pour le bien du monde entier

Cependant, ceux qui vivent dans la solitude ne doivent pas être considérés comme étrangers au corps de l'Eglise et à la société des hommes. Ainsi que le dit le II<sup>e</sup> Concile du Vatican : « La vie contemplative relève du développement complet de la présence de l'Eglise. » (Cf. Décr. *Ad gentes divinitus*, 18 ; cf. aussi Instr. *Venite seorsum*, AAS LXI, 1969, p. 689 et s.), et ceux qui la pratiquent « entraînent le peuple de Dieu par leur exemple et procurent son accroissement par une secrète fécondité apostolique ». (Décr. *Perfectae caritatis*, 7.)

Tout au long des siècles, l'Ordre des Chartreux a conservé intégralement cette vie solitaire d'union à Dieu comme un héritage reçu de ses fondateurs, donnant ainsi un rare exemple qui est tout à son honneur. Il est de l'intérêt de toute l'Eglise qu'il continue à vivre, c'est-à-dire que ses membres, désireux de rendre à Dieu l'honneur qui lui est dû, s'adonnent continuellement de tout leur être à l'adoration. Par ce culte pur et sans partage, votre Ordre non seulement est une source de grands bienfaits pour les chrétiens, mais il est d'un grand secours pour les hommes, car ils s'interrogent sur le sens de la vie et ils ont besoin de la grâce de Dieu. La contemplation

(1) Texte latin dans l'*Osservatore Romano* du 6 mai 1971. Traduction et sous-titres de la DC.



et la prière continuelle doivent en effet être considérées comme des fonctions primordiales pour le bien du monde entier (cf. Concile Vatican II, Décr. *Perfectae caritatis*, 9; *Ad gentes divinitus*, 40).

Cette aspiration qui, autant que le permet la condition humaine, rapproche continuellement de Dieu, unit d'une façon toute spéciale les moines à la Vierge Marie, que l'on a coutume d'appeler Mère des Chartreux.

**La vocation monastique  
peut être pleinement réalisée  
aussi bien par des prêtres  
que par des frères convers**

Nous sommes donc heureux de témoigner à cette famille religieuse nos sentiments d'affection paternelle et notre haute estime. Nous avons appris qu'elle tiendra bientôt son Chapitre général spécial, lequel, dans les circonstances actuelles, sera très important, car il s'agit d'y réviser les lois de l'Ordre. Et cela nous incite à dire par cette lettre ce que l'Eglise attend des Chartreux et ce que nous estimons utile pour bien orienter le travail de ce Chapitre.

Votre Ordre, chacun le sait, comprend des moines tenus au chœur et des frères convers. Ce qui les rassemble, c'est leur union fraternelle, le respect mutuel, la volonté commune de servir Dieu et de lui être uni. Aussi la révision de vos lois doit-elle bien faire apparaître que tous participent au même patrimoine spirituel, étant donné que la vocation monastique peut être pleinement réalisée aussi bien par les prêtres que par les convers.

**Mais on ne peut dire  
que ceux qui ne sont pas appelés à exercer  
le ministère  
ne doivent pas recevoir le sacerdoce**

Les Chartreux qui sont tenus au chœur sont, depuis les premières origines de l'Ordre, les prêtres ou les religieux qui se destinent aux ordres. Aujourd'hui, certains pensent qu'il est peu indiqué pour les cénobites ou des ermites, qui n'auraient jamais à exercer le ministère sacré, de recevoir le sacerdoce. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire (AAS LVIII, 1966, p. 1181) (2), cette opinion manque certainement de fondement solide. Beaucoup de saints en effet, et la plupart des religieux, ont voulu unir sacerdoce et profession de vie monastique, même érémitique, parce qu'ils voyaient une harmonie entre la consécration propre au prêtre et la consécration propre au moine. En effet, la véritable solitude, où on ne s'occupe que de Dieu, le dépouillement total des biens de ce monde, le renoncement à sa volonté propre, auxquels sont exercés ceux qui rentrent au monastère, préparent d'une façon toute spéciale l'âme du prêtre à offrir saintement le sacrifice eucharistique, qui est « source et sommet de toute la vie chrétienne ». (Concile Vatican II, Const. *Lumen gentium*, 11.) Par ailleurs, lorsque s'ajoute au sacerdoce ce don total de soi par lequel le religieux se consacre à Dieu, celui-ci est d'une

façon particulière à la ressemblance du Christ, qui est à la fois prêtre et hostie.

**La valeur des messes privées**

Dans le texte consacré spécialement aux prêtres et à leur ministère, le II<sup>e</sup> Concile du Vatican a établi à bon droit que le soin du peuple de Dieu faisait partie de leur charge. Or, vous vous acquittez de ce soin par la célébration quotidienne — comme c'est votre habitude — du sacrifice eucharistique. Cette célébration se fait la plupart du temps dans vos oratoires érémitiques, dans cette sainte solitude où l'âme du moine, tout entière tournée vers les choses d'en-haut, est plus réceptive à l'Esprit d'amour et de lumière. La vocation du Chartreux, si on lui est fidèle, a donc pour effet que l'intention universelle inhérente au sacrifice eucharistique devient l'intention de chaque moine qui le célèbre. Le Concile du Vatican a exprimé nettement cette plénitude de la charité eucharistique : « Dans le mystère du sacrifice eucharistique, où les prêtres exercent leur fonction principale, c'est l'œuvre de notre rédemption qui s'accomplit sans cesse. C'est pourquoi il leur est vivement recommandé de célébrer la messe tous les jours ; même si les chrétiens ne peuvent y être présents, c'est un acte du Christ et de l'Eglise. » (Décr. *Presbyterorum Ordinis*, 13.)

**Aggiornamento des constitutions**

Votre Chapitre général s'efforcera certainement de garder saintement l'esprit de vos fondateurs et de maintenir vivant ce souci des statuts de votre Ordre que, pour des motifs spirituels, vous avez eu tout au long des siècles. Dans cet esprit, vous avez pensé que certains passages de vos constitutions devaient être rédigés plus clairement, dans un style parlant plus directement au lecteur. Une juste considération des besoins du corps et de l'esprit, résultant du progrès actuel, vous amène à supprimer certaines choses aujourd'hui désuètes. Mais en même temps, vous ramenez à leur bon usage certaines coutumes anciennes lorsque, en raison des changements qu'elles ont connu par la suite, leur efficacité s'est trouvée diminuée ou leur vraie signification obscurcie.

**Une liturgie adaptée à la vie érémitique**

Il en est ainsi particulièrement de la liturgie, telle qu'elle est pratiquée chez vous. Dans la fidélité aux normes données par le Siège apostolique en ce domaine, vous vous efforcez de rendre au rite de la messe son ancienne simplicité, de redonner, dans le cycle liturgique, plus de place à l'ordinaire du temps, et d'enrichir votre lectionnaire.

Aussi êtes-vous disposés à accepter avec respect les décisions du Siège apostolique, sachant sa bienveillance à votre égard, également sur ce point. Les moines solitaires savent en effet que la liturgie doit être adaptée à leur genre de vie, où l'intériorité du culte et la considération du mystère, alimentée par une foi vivante, ont une place prépondérante. Les ermites participent aux célébrations liturgiques du peuple de préférence par la communion spirituelle, laquelle comporte également une certaine participation active, bien

(2) DC 1966, no 1484, col. 2116 (NDLR).



que l'aspect extérieur et visible soit moins manifeste. Votre vocation a donc formé progressivement une liturgie particulière, que vous vous efforcez de maintenir parce qu'elle correspond à votre vie contemplative et solitaire. L'Eglise ne rejette pas un certain pluralisme dans la manifestation du sentiment religieux et l'expression du culte divin, lorsque des façons différentes de chercher et d'honorer Dieu le conseillent. Elle approuve donc les saines traditions monastiques qui, si elles sont soigneusement observées, contribuent beaucoup à accroître la foi et l'ardeur spirituelle qui leur ont donné naissance.

\*\*\*

Voilà ce que, avant le Chapitre général spécial, nous voulions affectueusement écrire à vous-même et à tout l'Ordre des Chartreux, qui nous est si cher. Nous demandons à Dieu d'éclairer et d'assister ceux qui participeront à ce Chapitre, de faire que celui-ci serve abondamment le progrès de cette famille religieuse et que ses décisions soient accueillies respectueusement, dans un esprit de paix. Pour confirmer ces vœux, nous donnons de tout cœur à vous, cher fils, et à tous les religieux qui vous sont confiés, notre Bénédiction apostolique.

Donné à Rome, auprès de Saint-Pierre, le 18 avril 1971, huitième année de notre pontificat.

PAULUS PP. VI.

## ALLOCUTION

### A L'AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE

#### ARABE UNIE

*Voici l'allocution que Paul VI a prononcée le 3 mai en recevant M. Salah El Din Mohamed Wasfy, nouvel ambassadeur de la République arabe unie, venu lui présenter ses lettres de créance (1) :*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Les sentiments délicats que Votre Excellence vient de nous exprimer touchant l'Eglise catholique et le rôle du Siège apostolique de Rome nous réjouissent profondément, et nous voulons y voir un gage supplémentaire des relations heureuses et fructueuses qui pourront se poursuivre et s'épanouir entre votre noble pays et le Saint-Siège. Avec notre reconnaissance pour ces aimables paroles, nous voulons nous assurer de l'estime et de l'attachement que nous portons aux populations de la République arabe unie.

#### Présence chrétienne dans l'Egypte d'hier et d'aujourd'hui

Est-il besoin de le souligner, en effet, l'Egypte évoque, pour qui sait apprécier l'expérience millénaire si émouvante de l'humanité, un passé de grandeur et

de civilisation, dont nous admirons toujours, comme de précieux témoins, les monuments impérissables. Et comment ne pas être sensible à votre évocation de ces foyers de culture et de spiritualité chrétiennes, où se sont particulièrement distingués les penseurs de l'école d'Alexandrie : Origène, Athanase, Cyrille, comme les moines ou ermites Paul, Antoine, Pacôme. C'est à de tels témoignages et à ces exemples incomparables qu'aujourd'hui comme hier viennent se ressourcer la pensée et la vie chrétienne.

Quant au moment présent, les catholiques d'Egypte tiennent à apporter leur contribution généreuse dans la poursuite du bien-être spirituel et matériel de votre cher pays, et donc à entretenir, avec les autres confessions et religions, des relations empreintes de respect, de fraternité, de collaboration. Nous-même, nous nous rappelons avec plaisir la récente visite que fit ici une délégation islamique (2).

#### Pour la paix au Moyen-Orient

Nous demeurons très préoccupé, vous le savez, par le problème de la paix, convaincu qu'il s'agit là du besoin et du désir profond des peuples, et d'une condition indispensable à leur développement intégral et solidaire. Aussi avons-nous suivi avec espoir les débuts laborieux des tractations visant à résoudre enfin la crise du Moyen-Orient. Et nous souhaitons de tout cœur que le courage et la sagesse se conjuguent harmonieusement de part et d'autre pour aboutir à des solutions satisfaisantes pour toutes les parties en cause et de nature à instaurer une paix durable.

Ah, puissions-nous voir ce bassin de la Méditerranée, qui nous est si proche à tous, devenir un havre de paix, un lieu privilégié de rencontres et d'enrichissements entre les diverses cultures, pour la tranquillité du monde et le progrès de l'humanité ! Beaucoup pensent que, plus que jamais, ce serait le moment favorable pour s'engager dans cette voie décisive. Pour notre part, nous l'avons souvent dit et nous le répétons, nous sommes résolu à travailler infatigablement, dans la mesure de nos possibilités propres, à promouvoir une entente féconde entre tous ces partenaires solidaires, dans le respect de la liberté et des droits légitimes de chacun, en tout honneur et en toute justice.

#### Les écoles catholiques en RAU

Votre Excellence s'est plu à relever la mission culturelle et spirituelle qu'accomplissent les écoles catholiques au sein de la RAU (3). Nous prenons acte avec

(2) DC 1971, n. 1579, p. 134. (NDLR.)

(3) Dans son allocution, le nouvel ambassadeur avait dit :

[...] Les Arabes d'Egypte apprécient hautement et remercient profondément Votre Sainteté d'avoir toujours élevé votre sainte voix pour proclamer le droit, défendre la victime de l'injustice, secourir le souffrant et préparer ainsi la voie à la justice et à la paix.

Nous apprécions en République arabe unie les efforts que déploient les écoles et les Missions catholiques dans le domaine pédagogique et social de notre pays. Ces institutions qui comptent des milliers d'élèves chrétiens et musulmans — dont je suis fier d'être, personnellement, un représentant — sont l'objet de protection de la part des autorités égyptiennes qui leur offrent toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans les meilleures conditions ; et si quelque difficulté se présente sans intention, je me ferai un devoir de déployer tous mes efforts pour la résoudre. [...]

(Textes français dans l'OR des 3-4 mai 1971.)

(1) Texte français dans l'Osservatore Romano des 3-4 mai 1971. Les sous-titres sont de notre rédaction.



satisfaction de cette reconnaissance. Oui, l'Eglise est heureuse de participer à l'effort éducatif de la nation, si important pour son avenir, et, avec l'aide nécessaire des autorités civiles, elle continuera de grand cœur, en même temps que le soutien religieux de ses propres enfants, ce service qui se veut ouvert à tous.

\*\*

C'est dans ces sentiments que nous vous confions le soin d'exprimer nos meilleurs vœux à S. E. M. le Président de la République et nous formons aussi le souhait que votre mission près le Saint-Siège se déroule heureuse et fructueuse. Bien volontiers, nous implorons sur vous et sur vos compatriotes les Bénédiction abondantes du Dieu tout-puissant.

## ALLOCUTION AU PELERINAGE DU SECOURS CATHOLIQUE

*A l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire, le Secours catholique a organisé un pèlerinage de malades (988 personnes) à Assise et à Rome. En recevant ce pèlerinage le 22 mai, Paul VI lui a adressé l'allocution suivante (1) :*

CHERS FILS ET CHÈRES FILLES,

Vous voici donc au terme de ce pèlerinage romain que vous préparez ardemment depuis un an, dans toutes les délégations du Secours catholique. Soyez les bienvenus !

Notre regard se tourne d'abord vers vous, chers amis aveugles, infirmes, vieillards, vous qui souvent connaissez la souffrance et la solitude, avec l'humiliation de ne pouvoir prendre une part plus active à la vie du monde qui vous entoure. Aujourd'hui, vous êtes à l'honneur et vous réalisez l'un de vos rêves : vivre entourés d'affection, au cœur même de l'Eglise. Et nous, nous voudrions vous exprimer la tendresse du Seigneur Jésus, lui qui passa une grande partie du temps si limité et si précieux de sa vie publique à soulager les malades, à annoncer aux pauvres la Bonne Nouvelle (cf. Lc 4, 18). Oui, avec le diacre romain Laurent, nous vous disons : vous êtes les richesses de l'Eglise. Et si vous êtes, de sa part, l'objet d'un amour de prédilection, c'est que vous l'êtes d'abord de la part de Dieu, qui vous appelle à partager, dans ce monde et dans l'autre, sa vie, son bonheur, sa paix, sa lumière.

Croyez-le, chers amis, vous êtes invités, à votre tour, à favoriser, à établir vous-mêmes ces relations fraternelles qu'il importe d'instaurer partout. N'est-ce pas un fait bien connu ? Ce sont les pauvres, entendez ceux dont le cœur est disponible, le regard désintéressé, la main secourable, qui se soucient des pauvres et qui les aiment en vérité, avec ce respect de leur dignité sans lequel la charité sonne creux comme une cymbale (cf. 1 Co 13, 1). Dans un monde où la personne est trop souvent oubliée dans sa réalité profonde par une administration efficiente certes, mais qui croit que tout est fait lorsqu'une aide matérielle a été apportée selon des critères rationnellement élaborés et progressivement améliorés dans le sens d'une plus

grande justice, témoignez de son prix inestimable, de sa vitalité irréductible, de ses aspirations ouvertes sur l'absolu. Mettez vous-mêmes en œuvre la véritable charité selon l'Evangile : donnez à la mesure de votre cœur, comme cette veuve qui fit l'admiration de Jésus (cf. Lc 21, 1-4). Accueillez les autres avec une attention toujours en éveil, inventive et délicate. Et puis aussi, priez pour eux, oui, priez beaucoup sans vous lasser : dans la communion des saints, votre supplication est d'un grand poids aux yeux de Dieu.

Et vous, chers fils et chères filles responsables du Secours catholique, avec vos aumôniers, c'est dans le même esprit que nous vous invitons à poursuivre cette œuvre qui a déjà porté tant de fruits en chacun des diocèses de France, et par-delà votre pays, au sein de la *Caritas Internationalis*. Vous n'avez certes pas le monopole de l'aide fraternelle, que d'autres prennent de plus en plus en charge avec des moyens considérables. Et vous devez sans cesse adapter vos propres méthodes d'investigation et de secours, pour aider les personnes à prendre leur place dans la société et travailler vous-mêmes en collaboration de plus en plus féconde avec les autres mouvements et organismes chrétiens. Mais votre rôle n'a pour autant rien perdu de son urgence : « la charité ne passe jamais ». (1 Co 13, 8.) Dans l'Eglise et le monde, soyez cet éveil permanent qui maintient les consciences en alerte, ce stimulant efficace qui encourage les bonnes volontés à collaborer dans l'action charitable. Vous devez surtout aller aux plus pauvres et vous savez mieux que d'autres, en chrétiens, qu'il existe bien des sortes de faims, du corps et du cœur, de l'esprit et de l'âme. Ne vous laissez pas décourager par les critiques : faites-en votre profit, en toute humilité et sérénité, et avancez hardiment sur les chemins de l'amour fraternel.

Ici, vous voici tout près du tombeau de l'apôtre Pierre, ce roc sur lequel le Seigneur a voulu bâtir son Eglise et la maintenir dans l'unité. Ravivez donc votre foi à la lumière des générations qui se sont succédé à Rome, depuis ces premiers chrétiens dont les catacombes décrivent, à nos yeux éblouis, la fraîcheur de leur espérance invincible. En ce temps liturgique préparatoire à la Pentecôte, priez l'Esprit-Saint de mettre en vous, et en tous ceux qui vous sont chers, un esprit filial pour Dieu et un cœur aimant pour vos frères, « un cœur de chair » (cf. Ez 36, 27). selon la forte expression du prophète, avec les dons de paix, de joie, de force. Priez aussi pour nous, que le Seigneur a chargé de confirmer nos frères (cf. Lc 22, 32), dans la foi et l'amour. Oh ! nous savons bien déjà les sentiments d'attachement et de fidélité qui sont les vôtres : nous vous en remercions, et spécialement votre président, le cher Monseigneur Jean Rodhain, qui contribue inlassablement à entretenir cet esprit d'Eglise.

A vous, comme à tous ceux que vous représentez à nos yeux ce matin, nous donnons notre affectueuse Bénédiction apostolique.

---

— *L'Eglise de Dieu. Corps du Christ et Temple de l'Esprit*, par Louis BOUYER. — Un vol. relié Fabrolen 13,5 x 21,5 cm, de 708 pages. Prix : 69 F. Editions du Cerf, Paris.

Venant à la suite du volume *le Trône de la Sagesse*, cet ouvrage nous donne, après un long aperçu historique, la première grande synthèse ecclésiologique de l'après-Concile. Collégialité et primauté, laïcité et ministère, c'est toute la mission de l'Eglise dans le monde qui s'éclaire de page en page. Vaste fresque théologique et historique qui fera mieux connaître et mieux aimer l'Eglise ; et on sait la compétence de l'auteur quand il aborde les problèmes de la Réforme...

---

(1) Texte français dans *l'Osservatore Romano* du 23 mai 1971.

# Actes du Saint-Siège

COMMISSION PONTIFICALE DES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE

## INSTRUCTION PASTORALE "COMMUNION ET PROGRÈS" SUR LES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE

élaborée par mandat spécial du Concile œcuménique Vatican II (\*)

### PRELIMINAIRES

1. COMMUNION ET PROGRÈS dans la société sont les buts primordiaux de la communication sociale et des moyens qu'elle emploie, spécialement la presse, la radio, la télévision et le cinéma.

La technique de ces moyens progresse de façon continue et accélérée, en sorte qu'ils sont de jour en jour plus facilement accessibles à un nombre croissant d'hommes. Les comportements et les mentalités se trouvent ainsi toujours plus profondément influencés par ces moyens de communication de masse ou *media*.

(\*) Texte français publié par la Polyglotte vaticane, auquel nous avons apporté les corrections de style demandées par les membres francophones de la Commission pontificale des Moyens de communication sociale, corrections qui, en raison des grèves des postes, ne sont pas parvenues à Rome en temps voulu. Nous avons ajouté en note quelques références à la DC.

Ce texte a été présenté dans la salle de presse du Saint-Siège le 3 juin par le cardinal GRAY, archevêque de Saint-Andrews et Edimbourg, membre de la Commission pontificale pour les communications sociales, président de la Commission épiscopale de Grande-Bretagne pour les communications sociales, en présence de Mgr O'CONNOR, président de cette même Commission pontificale, lequel a remis symboliquement le volume contenant l'Instruction à Mgr Jean BERNARD, président de l'Office catholique international du cinéma ; au P. Andrew AGNELLUS, président de l'Association catholique internationale pour la radiodiffusion et la télévision (UNDA) ; et à M. Jean GÉLAMUR, président de l'Union catholique internationale de la presse (président directeur général de Bayard-Presses), tous les trois membres de la Commission pontificale.

\*\*\*

Mgr O'CONNOR a exposé en ces termes la genèse de ce document, qui était en chantier depuis 1966 :

Pour la préparation de ce document ont été consultés des experts du monde entier. A diverses reprises ont été interrogés les Conférences épiscopales, les membres et les consultants de la Commission, ainsi que les ordres religieux, par l'intermédiaire de leurs secré-

2. L'Eglise considère ces moyens de communication comme des « dons de Dieu » (1). Selon l'intention de la Providence, ils doivent engendrer entre les hommes des rapports fraternels, susceptibles de favoriser son dessein de salut.

Plusieurs documents conciliaires de Vatican II introduisent à une compréhension plus totale et à une analyse plus pénétrante de la communication sociale et du fonctionnement de ses moyens dans la société actuelle. Tels sont surtout : la Constitution sur l'Eglise dans le monde de ce temps (2), le Décret sur l'œcuménisme (3), la Déclaration sur la liberté religieuse (4), le Décret sur l'activité missionnaire de l'Eglise (5), le Décret sur la charge pastorale des évêques (6) et particulièrement le Décret qui est entièrement

riats spécialisés. Il y a eu diverses rédactions du texte. La dernière a été soumise à tous les évêques qui ont exprimé leur avis à son sujet (...)

(L'Osservatore Romano, 4 juin 1971, p. 2.)

\*\*\*

Le cardinal GRAY a précisé au sujet des traductions :

Les éditions en diverses langues de l'Instruction pastorale ne sont pas la traduction littérale de *Communio et progressio*. La Commission pontificale pour les communications sociales, soucieuse de communiquer, a décidé que les traductions dans les langues modernes suivraient le texte latin et en interpréteraient exactement la signification, sans trahir la mentalité propre à chaque groupe linguistique (*Ibid.*).

(1) Cf. Pie XII : Encyclique *Miranda prorsus*, AAS 49 (1957), p. 765. (DC 1957, n° 1261, col. 1221.)

(2) *Gaudium et spes*, AAS 58 (1966), p. 1025-1120. (DC 1966, n° 1464, col. 193 et s.)

(3) *Unitatis redintegratio*, AAS 57 (1965), p. 90-112. (DC 1964, n° 1437, col. 1615 et s.)

(4) *Dignitatis humanae*, AAS 58 (1966), p. 929-946. (DC 1966, n° 1463, col. 97 et s.)

(5) *Ad gentes*, AAS 58 (1966), p. 947-990. (DC 1966, n° 1463, col. 111 et s.)

(6) *Christus Dominus*, AAS 58 (1966), p. 673-696. (DC 1965, n° 1461, col. 2113 et s.)



consacré à l'étude des moyens de communication sociale (7).

Cette compréhension approfondie, basée sur l'esprit et sur la doctrine du Concile, doit permettre aux chrétiens de se situer vis-à-vis des moyens de communication sociale et les inciter à un engagement plus profond à leur égard.

3. Voici maintenant l'Instruction pastorale, voulue par Vatican II (8). Elle développe des principes doctrinaux et des conseils pastoraux, omettant les applications détaillées qui, en raison de l'évolution incessante et des progrès en cette matière, ne peuvent être déterminées qu'en fonction des circonstances de temps et de lieu.

4. C'est donc aux évêques et à leurs Assemblées, ainsi qu'aux Synodes des Eglises orientales, qu'il appartiendra, avec le secours d'experts et l'aide de Conseils diocésains, nationaux et internationaux, d'en déterminer, dans un esprit collégial, les applications pratiques pour leurs populations et leur région, dans la perspective de l'Unité de l'Eglise. Les Assemblées épiscopales feront appel au concours des prêtres, des religieux et des laïcs, chacun dans leur domaine, puisque c'est tout le Peuple de Dieu qui est concerné par les moyens de communication sociale.

5. On veut espérer que cette Instruction sera accueillie favorablement par ceux dont la fonction s'exerce dans le domaine de la communication sociale et par tous ceux qui s'intéressent au progrès de la famille humaine. Ainsi, par le dialogue et la coopération, le vaste potentiel inclus dans les moyens de communication servira au bien de tous.

## PREMIERE PARTIE

### LES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE : VISION CHRETIENNE ; ELEMENTS DE DOCTRINE

6. Bien que s'adressant à chacun, ces moyens atteignent et affectent l'ensemble de la société humaine (1). A une foule d'hommes ils apportent rapidement une image de la vie du monde d'aujourd'hui, dont ils révèlent dans leur diversité l'opinion et la mentalité. Ils sont indispensables pour connaître les relations profondes et complexes de notre société, ainsi que ses activités.

En eux se rencontrent les principes qui gouvernent et régissent la vie en commun des hommes dans une vision chrétienne. Par une sorte de dessein providentiel, ces inventions sont ordonnées à révéler les problèmes et les aspirations de la société humaine et à y apporter une réponse d'autant plus rapide que les hommes sont unis par des liens plus étroits. La contribution ainsi fournie à l'heureux déroulement de la vie en société commande le jugement que l'on peut prononcer sur les moyens de communication sociale.

7. Partout, en effet, où l'activité humaine s'efforce d'améliorer les conditions de la vie sur cette terre, surtout lorsqu'il s'agit des récents exploits de la science et des réussites de la technique, le regard et le jugement que portent les chrétiens sur l'homme lui-même, sur les relations humaines, sur toute l'histoire, y découvrent une réponse — souvent inconsciente — au précepte divin : « Qu'il possède la terre et qu'il la domine (2) » ; ils sont une participation à l'œuvre créatrice et rédemptrice de Dieu (3) et comme son prolongement.

Les moyens de communication sociale se placent dans cette perspective, puisqu'ils contribuent à augmenter l'union entre les hommes et à favoriser leur mutuelle collaboration. Lorsque Dieu a fait l'homme à son image, il lui a donné la possibilité d'avoir part à sa puissance créatrice. L'homme est donc invité à s'unir à tous ses frères pour essayer, dans une œuvre commune, de bâtir avec eux la cité terrestre (4).

8. De sa nature même, la communication sociale tend à réaliser des échanges entre les hommes. Ils découvriront ainsi un sens plus approfondi de la vie communautaire. De la sorte, l'homme concourt au « dessein de Dieu dans l'Histoire », conduit qu'il est par la main de Dieu (5).

Selon la foi chrétienne, l'union entre les hommes, en tant que fin principale de toute communication, trouve son origine, et déjà sa préfiguration, dans le mystère fondamental de l'éternelle société de Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, qui vivent une seule vie divine.

9. Certes, les moyens de communication contribuent grandement à l'union entre les hommes. Mais, s'il y a erreur ou ignorance, si la bonne volonté fait défaut, leur usage peut produire un effet opposé : l'incompréhension mutuelle et le dissentiment. Il peut en résulter de graves conséquences, par exemple : la négation ou l'altération des valeurs essentielles de la vie humaine. L'esprit chrétien conclut : il faut libérer l'homme de ces dépravations et l'arracher au péché, introduit dans l'histoire du genre humain lors de la chute originelle (6).

10. L'homme, par sa propre faute, s'est détourné de son Créateur. Du fait de ce désordre, il se trouve livré à la discorde, aux conflits, et finalement il est mis dans l'impossibilité de communiquer réellement avec ses semblables (7).

Mais l'amour de Dieu envers les hommes ne veut pas se laisser repousser. C'est lui qui, au début de l'histoire du salut (8), prend l'initiative du contact avec les hommes et qui, lorsque le temps est accompli, se communique (9) lui-

(2) Gn 1, 26-28 ; Cf. Gn 9, 2-3 ; Sap. 9, 2-3 et *Gaudium et spes*, 34.

(3) Cf. *Gaudium et spes*, 34.

(4) Cf. *Gaudium et spes*, 57.

(5) *Gaudium et spes*, 36 ; Jean XXIII, encyclique *Pacem in terris*, AAS 55 (1963), p. 257 et *passim*. (DC 1963, n° 1398, col. 513 et s.)

(6) Cf. Rm 5, 12-14.

(7) Cf. Gn 4, 1-16 ; 11, 1-9.

(8) Cf. Gn 3, 15 ; 9, 1-17 ; 12, 1-3.

(9) Cf. He 1, 1-2.

(7) *Inter mirifica*, AAS 56 (1964), p. 145-157. (DC 1963, n° 1414, col. 1661 et s.)

(8) *Inter mirifica*, 23.

(1) Cf. *Inter mirifica*, 1.



même à eux, « et le Verbe s'est fait chair (10) ». En libérant le genre humain par sa mort et sa résurrection, le Christ, Fils de Dieu incarné, Parole et Image du Dieu invisible (11), a donné à tous la vérité et la vie même de Dieu avec surabondance. Lui-même, comme unique médiateur entre le Père et les hommes, a rétabli la paix et la communion avec Dieu, ainsi que la fraternité entre les hommes (12). Il a ordonné à ses disciples de proclamer, toujours et partout (13), la Bonne Nouvelle « en pleine lumière » et « par-dessus les toits (14) ». Dès lors, le fondement et le prototype de l'union entre les hommes se trouvent en Dieu qui, en Jésus-Christ, s'est fait notre frère humain.

11. Durant son séjour sur cette terre, le Christ s'est révélé lui-même le parfait « communicateur ». Devenu, par l'Incarnation, semblable à ceux qui devaient recevoir son message, il a proclamé celui-ci avec puissance et sans compromission, par ses paroles et par toute sa conduite, vivant au milieu de son peuple, adoptant la façon de s'exprimer et de penser conforme à son pays et à sa condition.

D'ailleurs communiquer, c'est plus qu'exprimer des idées ou des sentiments, c'est faire le don de soi par amour, selon la réalité profonde de son être : la communication du Christ était « esprit et vie (15) ». En instituant l'Eucharistie, le Christ nous a laissé la forme la plus parfaite de communion ici-bas : la communion entre Dieu et l'homme et, par conséquent, le lien le plus étroit et le plus parfait entre les hommes. Il nous a communiqué son Esprit vivifiant, principe d'union (16). Dans l'Eglise, qui est son Corps mystique et le sacrement de sa vie glorieuse, le Christ « remplit tout de lui-même (17) ». C'est ainsi que nous progressons dans l'Eglise, par la parole et les sacrements, vers l'espérance de l'union définitive où « Dieu sera tout en tous (18) ».

12. « Dans les merveilleuses inventions de la technique (19) » qui sont le véhicule de la communication sociale entre les hommes, le chrétien découvre les instruments du dessein providentiel de Dieu pour favoriser l'union entre ceux qui cheminent sur cette terre.

Une nouvelle langue se trouve peu à peu élaborée, qui permet aux hommes de se mieux connaître et de se rencontrer plus facilement. Compréhension plus rapide, bonne volonté réciproque plus spontanée conduisent à leur tour vers la justice et la paix, la bienveillance et la bienfaisance, l'aide mutuelle, l'amour et finalement la communion. Ainsi les *media* figurent à bon droit parmi les ressources et les possibilités les plus efficaces dont l'homme peut user

pour affermir la charité, elle-même source de communion.

13. C'est pourquoi tous les hommes de bonne volonté sont vivement exhortés à travailler ensemble pour faire servir à la recherche de la vérité et au progrès humain les moyens de communication sociale. Le chrétien s'y sent d'autant plus obligé que le message évangélique ainsi diffusé contribuera à la réalisation de ce dessein, en rapprochant fraternellement les hommes sous la paternité de Dieu.

Toutefois, l'union mutuelle et la collaboration efficace entre les hommes reposent totalement sur leur volonté libre qui, elle-même, est influencée par des causes provenant de la mentalité de la société ou de la technique. Les moyens de communication reçoivent finalement leur valeur de l'usage qu'en fait la liberté humaine.

14. Puisque c'est l'homme lui-même qui décide de la manière d'utiliser les inventions, les principes moraux qui les régissent reposent sur la juste considération de la dignité de l'être humain, appelé à participer à la société des fils adoptifs de Dieu.

D'autre part, ces principes découlent aussi de la nature intime de la communication sociale et des qualités propres à chacun de ses moyens. C'est bien là ce que dit la Constitution pastorale *Gaudium et spes*. C'est en vertu de la création même que toutes choses sont établies selon leur consistance, leur vérité et leur excellence propres, avec leur ordonnance et leurs lois spécifiques, que l'homme doit respecter... (N. 36.)

15. Ceux qui veulent étudier et mettre en œuvre les moyens de communication, en se référant à l'histoire de la Création et de l'Incarnation rédemptrice pour en sauvegarder la valeur morale, doivent considérer l'homme dans son intégrité et bien connaître le caractère propre de la communication sociale.

Ainsi, les « communicateurs », c'est-à-dire les divers producteurs et réalisateurs qui utilisent ces moyens, doivent acquérir compétence et vraie formation et se faire une obligation morale de cet effort. Celui-ci s'impose d'autant plus à eux que leur influence, pour le succès ou non de la communication, est plus grande (20). Ceux qui ont la charge d'éclairer le jugement et le choix, surtout s'ils s'adressent à des personnes dont la maturité ou la culture sont insuffisantes, ont ici un devoir de conscience encore plus strict. Leur responsabilité porte sur tout ce qui, d'une façon ou d'une autre, peut contribuer à l'enrichissement ou à l'appauvrissement des personnes et des groupes.

Quant aux usagers — c'est-à-dire ceux qui lisent, entendent ou regardent, — il ne faut rien négliger pour qu'ils soient formés à bien interpréter ce qui leur est « communiqué », à en tirer profit et à prendre une part active dans la vie sociale. Ainsi seulement les *media* rempliront pleinement leur rôle.

16. La production d'ensemble des moyens de communication sociale dans une région donnée doit être appréciée selon la mesure de sa contri-

(10) Jn 1, 14.

(11) Cf. Col 1, 15 ; 2 Co 4, 4.

(12) Cf. Ad gentes, 3.

(13) Cf. Mt 28, 19.

(14) Mt 10, 27 ; Lc 12, 3.

(15) Jn 6, 63.

(16) Cf. *Lumen gentium*, AAS 57 (1965), n° 9, p. 14. (DC 1964, n° 1438, col. 1641.)

(17) Ep 1, 23 ; 4, 10.

(18) 1 Co 15, 28.

(19) *Inter mirifica*, 1.

(20) Cf. *Gaudium et spes*, 43.



bution au bien commun (21). Les informations, les émissions artistiques et les divertissements doivent concourir à la vie et aux progrès de la collectivité. Les moyens de communication doivent donner connaissance non seulement des événements, mais aussi de leurs circonstances, pour permettre à toutes les personnes de comprendre les problèmes de la société et de contribuer activement à son progrès. Il faut donc garder un juste équilibre entre les nouvelles, les émissions culturelles, les divertissements, qu'ils présentent ou non une valeur éducative.

17. Chaque communication doit obéir aux grandes lois de la sincérité, de l'honnêteté et de la vérité. L'intention bonne et la volonté droite ne suffisent pas à rendre une communication honnête. Il faut en outre qu'elle rapporte les faits selon la vérité et qu'elle en donne une image fidèle, conforme à la réalité profonde. Le mérite et la valeur morale d'une information ou d'une émission ne dépendent pas seulement du sujet traité, ni de la doctrine qui y est implicitement contenue, mais aussi du genre adopté, du ton et du style de présentation, du contexte dans lequel elle s'insère, en fonction du public auquel elle est destinée (22).

18. Mieux connaître les hommes et mieux les comprendre, promouvoir une entraide plus effective, c'est ce que la communication sociale peut obtenir, de façon remarquable, en harmonie avec les fins mêmes du Peuple de Dieu. Elle-même en retire, en outre, une force nouvelle. « En effet, promouvoir l'unité s'harmonise avec la mission profonde de l'Eglise », puisqu'elle est « dans le Christ, comme le sacrement — c'est-à-dire à la fois le signe et l'instrument — de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain (23) ».

## DEUXIEME PARTIE

### LES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE COMME FACTEURS DU PROGRES HUMAIN

#### CHAPITRE PREMIER

#### LE ROLE DES MOYENS DE COMMUNICATION DANS LA SOCIETE HUMAINE

19. Les inventions récentes destinées à faciliter les relations sociales enferment les hommes de notre temps dans un cercle de plus en plus étroit et les provoquent à un dialogue qui vise à la fraternité et à la collaboration.

Rien d'étonnant, puisque ces moyens suscitent et diffusent partout les propos tenus chaque

jour par l'ensemble des hommes. Ainsi naît et s'établit d'un bout à l'autre du monde un dialogue public de toute la société. L'abondance des nouvelles et des opinions diffusées fait participer le monde entier aux projets et aux problèmes de chacun comme à ceux du genre humain. Ces échanges constituent les conditions nécessaires à une meilleure compréhension et à la bienveillance réciproque, pour le mieux-être de tous.

20. Les moyens de communication sociale progressent avec une telle rapidité qu'ils font sauter les barrières dressées entre les hommes au gré des temps et des lieux. Ils se présentent comme facteurs d'un rapprochement plus étroit et plus stable. Grâce à eux, l'information fait sur-le-champ le tour du globe et permet de participer plus activement à la vie du monde d'aujourd'hui.

L'enseignement, à tous les degrés, reconnaît leur utilité. Ils servent de façon remarquable à lutter contre l'analphabétisme, à entreprendre et à poursuivre l'instruction. Ils contribuent grandement à l'élévation du niveau de vie et à la véritable libération des hommes, surtout dans les régions en voie de développement. Ils favorisent une plus grande égalité dans la société, en ce sens que toutes les catégories sociales peuvent désormais jouir de la culture et des loisirs. Ils enrichissent les esprits en les mettant en contact, par le son et l'image, avec les réalités visibles et concrètes. Ils font découvrir des régions fort éloignées et des époques très anciennes. Dans les pays où l'instruction fait encore défaut, les habitants, sans sous-estimer leur propre culture et leurs propres coutumes, sont amenés à assimiler rapidement les valeurs et les usages du monde moderne.

21. La considération de tels effets nous incite à tenir les moyens de communication sociale pour des instruments de choix dans l'œuvre du progrès humain, en dépit d'imperfections qu'il nous appartient de surmonter avec persévérance.

Car ils présentent aussi des dangers et des inconvénients. Les producteurs et les usagers devront y être attentifs pour trouver le moyen d'y parer. Comment obtenir, par exemple, que les nouvelles, abondantes et incessantes, souvent confuses, la plupart du temps diffusées très rapidement, soient sainement reçues et appréciées ?

Les moyens de communication sociale, en vertu même de leur nature, s'adressent à une multitude d'usagers et, afin de ne blesser personne, ils optent pour une certaine neutralité. Comment alors, chez les peuples qui admettent la liberté et la diversité des opinions, discerner le vrai du faux ? Comment empêcher que, par le jeu de la libre concurrence, on ne cherche à capter la faveur du public en excitant les appétits égoïstes ou moins nobles de la nature humaine ? Comment éviter que la concentration de ces moyens entre les mains de quelques-uns ne supprime le dialogue dans la société ? Comment faire en sorte que des communications utilisées par des moyens artificiels et indirects, particulièrement dans le cas de l'image, n'en viennent à affecter le contact humain direct ?

Etant donné que les moyens de communication sociale incitent l'homme à l'évasion et à la rêverie, comment obtenir qu'ils ne le détournent pas de la vie réelle et de ses tâches ? Comment

(21) L'encyclique *Mater et Magistra* décrit le bien commun en ces termes : « La totalité des conditions de vie sociale par lesquelles les hommes peuvent atteindre un développement plus complet et plus digne. » AAS 53 (1961), p. 417. (Cf DC 1961, n° 1357, col. 956.) Cf aussi Jean XXIII, encyclique *Pacem in terris*, AAS 55 (1963), p. 272-274 ; *Dignitatis humanae*, 6 ; *Gaudium et spes*, 26 et 74.

(22) Cf. *Inter mirifica*, 4.

(23) *Gaudium et spes*, 42 ; *Lumen gentium*, 1.



éviter le laisser-aller, la paresse et une certaine atonie mentale ? Comment empêcher enfin que l'incessante excitation de la sensibilité n'entrave l'exercice de la raison ?

22. Un abaissement de la moralité apparaît dans plusieurs secteurs de la vie moderne. Il inquiète profondément les hommes de bonne volonté. Les indices de ce déclin se perçoivent aisément dans tous les moyens de communication sociale.

On ne peut nier, assurément, que la société soit, de nos jours, travaillée par ce mal. Pour y obvier, il est nécessaire d'obtenir le concours des parents, des enseignants, des pasteurs et de tous ceux qui œuvrent pour le bien commun. Dans ce dessein, on ne saurait négliger le rôle des media. Il est cependant impossible de détacher les moyens de communication sociale de la vie elle-même du public auquel ils s'adressent.

23. Pour mieux connaître les avantages que les techniques de masse peuvent apporter à la société humaine et lui permettre d'en tirer un réel profit, pour surmonter plus sûrement les obstacles et les inconvénients qu'elles peuvent présenter, il faut examiner attentivement les divers aspects du rôle que jouent ces techniques dans la vie du public.

## 1. L'opinion publique

24. Les moyens de communication constituent une sorte de place publique où l'on échange des nouvelles, où s'expriment et s'affrontent de multiples opinions. La vie sociale en est profondément marquée et enrichie, et son évolution en est accélérée.

25. Ainsi naît « l'opinion publique », liée à la nature sociale de l'homme. Sur l'événement, en effet, chacun aime à exprimer ouvertement devant les autres sa réaction et son opinion. Il contribue par là même à façonner des manières collectives de penser et d'agir. Pie XII décrit l'opinion publique comme « l'écho naturel, la résonance commune, plus ou moins spontanée, des événements et de la situation actuelle dans l'esprit et le jugement des hommes (1) ».

Il arrive ainsi que les pensées exprimées publiquement révèlent aux autres l'état d'esprit et le jugement de groupes plus importants dans un contexte déterminé de lieu, de temps et de coutumes.

26. La formation même de l'opinion publique exige la liberté pour chacun d'exprimer ses sentiments et ses réflexions. Il importe donc, avec le Concile Vatican II, de reconnaître, tant aux individus qu'aux groupements, le droit d'exprimer leur propre opinion, dans les limites de l'honnêteté et du bien commun (2). Puisque la coopération de tous est requise pour le progrès de la vie en société, il faut admettre la libre confrontation des points de vue ; certains se trouvent alors adoptés, d'autres rejetés, d'autres enfin amendés ou conciliés. Les positions les

plus solides et les plus constantes peuvent ainsi contribuer à créer une volonté de collaboration.

27. Les informateurs assument une charge très lourde en rapportant les opinions ainsi exprimées publiquement. Leur pouvoir est immense dans la manière de les susciter, de les recueillir, de les diffuser ; en même temps il leur revient, en les exposant, de permettre à chacun de les confronter en toute lucidité et liberté de jugement.

28. Tous les hommes sont invités à concourir à la formation de l'opinion publique, directement ou par des interprètes de leur propre pensée (3). Plus grande est leur autorité, plus grande aussi est leur responsabilité dans ce domaine lorsqu'ils expriment leur point de vue.

29. Lancer une campagne pour influencer l'opinion publique (opération de propagande) n'est justifié que si, la fin et les moyens étant conformes à la dignité humaine, on agit pour le service de la vérité ou de causes qui favorisent le bien commun.

30. Une propagande qui est dirigée contre le bien commun, qui cherche à empêcher une réponse publique, qui déforme la vérité, qui agit sur les mentalités par la diffusion d'une vérité partielle, qui tait sciemment des vérités importantes..., une telle propagande fait obstacle à la liberté de décision et ne saurait être admise. Cela est d'autant plus vrai que le progrès des sciences humaines — de la psychologie surtout — et des techniques de communication sociale donne à la propagande une puissance sans cesse accrue.

31. Toute opinion que l'on répand ne doit pas être considérée aussitôt comme l'expression de l'opinion publique. En effet, plusieurs points de vue différents peuvent coexister dans le même temps et le même lieu, bien que l'un d'eux ait souvent l'appui d'une majorité. Mais l'avis de celle-ci n'est pas nécessairement le meilleur, ni le plus proche de la vérité. D'ailleurs l'opinion publique est sujette à fluctuations, tantôt gagnant, tantôt perdant du crédit auprès des masses. C'est pourquoi il est sage de garder un certain recul devant des opinions émises en public ; il peut même exister des raisons de s'y opposer directement.

32. Malgré tout, les opinions répandues publiquement et communément, dans la mesure où elles expriment la pensée et la volonté générales, sont à prendre soigneusement en considération par les autorités tant religieuses que civiles.

## 2. Droit d'être informé et d'informer

33. La saine formation de l'opinion publique exige que le public ait accès aux moyens d'information et qu'il ait également la pleine liberté d'exprimer sa pensée. La liberté d'opinion et le droit à l'information vont de pair. Jean XXIII (4), Paul VI (5), et le Concile Vatican II (6), ont nettement proclamé ce droit,

(1) Pie XII : Discours aux journalistes catholiques, 17 février 1950, *AAS* 42 (1950), p. 251 (*DC* 1950, n° 1064, col. 322) ; Cf. aussi *Gaudium et spes*, 59 ; *Pacem in terris*, *AAS* 55 (1963), p. 283.

(2) Cf. *Gaudium et spes*, 59.

(3) Cf. *Inter mirifica*, 8.

(4) Cf. *Pacem in terris*, *AAS* 55 (1963), p. 260.

(5) Cf. Discours du 17 avril 1964 au Séminaire des Nations Unies sur la liberté de l'information, *AAS* 56 (1964), p. 387 et s. (*DC* 1964, n° 1423, col. 555 et s.)

(6) Cf. *Inter mirifica*, 5.



fondé sur un besoin profond de l'homme et de la société moderne.

#### a) Sources et transmission des informations

34. L'homme d'aujourd'hui a besoin d'une information honnête, cohérente, complète et précise pour comprendre le monde où il vit dans les mutations continues du temps présent, pour s'adapter au réel et aux situations changeantes qui sollicitent chaque jour ses décisions, pour jouer un rôle actif et responsable dans son milieu de vie et de travail, pour participer, dans le sens plein du mot, à la vie économique, sociale, culturelle, politique et religieuse de son époque. En corrélation avec le droit qui naît de ce besoin, il a le devoir d'aller lui-même au-devant de l'information, car le droit à l'information ne se réalise pas sans le concours actif de l'informé. Il est nécessaire pour cela que l'informé ait à sa disposition des moyens suffisamment diversifiés pour qu'il puisse choisir librement ce qui correspond à ses besoins. Sans le pluralisme des moyens de communication, l'exercice de ce droit est illusoire et vain.

35. La société elle-même, pour remplir sa fonction à ses divers échelons, a besoin d'informations, tout comme elle a besoin de citoyens bien informés. Aussi le droit à l'information apparaît-il aujourd'hui non seulement comme une prérogative de la personne, mais comme une exigence du bien commun.

36. Les hommes dont le métier est d'informer le public s'acquittent donc d'une tâche importante et lourde, souvent exposée à de nombreuses difficultés. Ils risquent, par exemple, de se heurter aux entreprises de personnes qui ont intérêt à cacher la vérité. Ce danger guette en particulier les « reporters », dont le rôle est de couvrir l'actualité en voyageant aux quatre coins du monde (7). Il leur arrive de s'exposer au péril pour saisir l'événement sur le vif (8); plusieurs sont morts victimes de leur devoir professionnel.

Leur sécurité devrait être garantie dans la mesure du possible; ils rendent, en effet, un précieux service en assurant le droit des hommes à l'information sur tout ce qui se passe d'important dans le monde, spécialement dans le cas des conflits sanglants qui concernent toute l'humanité. L'Eglise déplore et condamne l'usage de la violence à l'encontre des journalistes et de tous les informateurs.

37. Les informateurs sont encore affrontés à un autre problème. Dans l'actualité, il leur faut, en effet, considérer l'événement non seulement en fonction de son importance, mais aussi de l'intérêt qu'il représente pour leur public. Dans la masse énorme des nouvelles, ils ont donc à choisir selon l'importance réelle de l'événement; si la portée de celui-ci n'est pas révélée, l'information devient partielle, voire partielle.

38. En outre, le journaliste peut être amené à assortir l'information d'un commentaire instantané pour la rendre plus compréhensible. Il

lui faut, par exemple, rappeler des faits antérieurs à l'événement, les situer dans leur contexte, les interpréter. Il peut même être conduit à parler de l'événement avant qu'il ne se soit produit.

En général, les gens sérieux et conscients de leur rôle répugnent, et avec raison, à relater hâtivement un événement avant d'avoir examiné avec soin l'état de la question et son contexte. Néanmoins, ils peuvent y être contraints par les exigences de leur métier. C'est pourquoi les journalistes s'efforceront, dans la mesure du possible, de bien se documenter pour informer le public en connaissance de cause.

39. Une autre difficulté vient de ce que les nouvelles, de par leur nature, ne gardent leur actualité et ne reçoivent l'audience du public que si elles sont diffusées au plus vite. La course de vitesse devient une nécessité commerciale. Cette précipitation inévitable nuit parfois à l'exactitude de l'information. De plus, le journaliste doit tenir compte des goûts du public, de sa culture, de ses centres d'intérêt.

Telles sont les conditions, assurément difficiles, imposées aux informateurs.

40. En dehors de ces difficultés permanentes, qui tiennent à la nature même de l'information et de ses moyens, les informateurs rencontrent aujourd'hui un autre écueil: il leur faut présenter les informations à un public souvent pressé et distrait, de la manière la plus propre à éveiller son attention, sans céder pour autant à la tentation de faire du sensationnel et de déformer les nouvelles, en les sortant de leur contexte ou en les grossissant outre mesure.

41. Ceux qui reçoivent ces données éparses peuvent se faire une idée déformée et inadéquate de la réalité globale. L'exactitude pourra être rétablie jusqu'à un certain point par la confrontation permanente de nouvelles provenant de sources diverses, à contrôler cependant avec soin.

Les usagers doivent, en outre, comprendre les conditions dans lesquelles travaillent les professionnels de l'information, et ne pas exiger d'eux une perfection qui dépasse les forces humaines.

Ils ont toutefois le droit et le devoir de demander la rectification rapide et claire d'une nouvelle fautive ou altérée, de signaler des omissions éventuelles, de protester chaque fois que les faits ont été déformés ou séparés de leur contexte, majorés ou minimisés. Ce droit des usagers peut être mentionné dans les règlements professionnels, les lois nationales ou les accords internationaux.

42. Le droit à l'information a cependant des limites. La réputation des personnes et des sociétés doit être préservée et l'information ne saurait se confondre avec l'indiscrétion. Bien des secrets sont légitimes: secrets des individus et des groupes, en particulier des familles, qui ont droit à leur vie privée (9); secrets professionnels,

(7) Pie XII: Discours aux journalistes américains, 21 juillet 1945. *L'Osservatore Romano*, 22.7.45.

(8) *Idem*, 27 avril 1946. *L'Osservatore Romano* 28.4.46. (DC 1946, n° 964, col. 421.)

(9) « Que la communication soit, quant au mode, honnête et convenable, c'est-à-dire que, dans l'acquisition et dans la diffusion des nouvelles, elle observe absolument les lois morales, les droits et la dignité de l'homme. » *Inter mirifica*, 5.



secrets d'intérêt public. Quand le bien commun est en jeu, l'information exige du tact et de la prudence.

43. La description et la présentation de cruautés et de violences requièrent la plus grande circonspection. La violence et la cruauté, c'est certain, profanent la vie humaine, et elles apparaissent dans les crises que connaît le monde aujourd'hui. Il existe sans doute une manière de les présenter qui peut en détourner. Il est cependant à craindre, si la projection de scènes sanglantes est étalée trop souvent sous les yeux, que l'on en arrive à les trouver naturelles ; il peut même s'y ajouter, comme le pensent nombre de spécialistes, un risque de psychose et, par suite, d'escalade dans la violence. Les informateurs doivent, lors de la présentation de tels événements, apprécier en conscience les dangers d'une technique dont les effets les dépassent.

### b) *Liberté de communication*

44. Droit à l'information et liberté de communication sont étroitement liés. Toute la vie sociale, en effet, repose sur un dialogue permanent entre les individus et les groupes, dialogue indispensable à la compréhension réciproque et à la collaboration.

Quand le dialogue emprunte la voix neuve des moyens de communication sociale, il acquiert une nouvelle dimension en faisant participer un plus grand nombre d'hommes à la vie et au progrès de la société.

45. Etre social, l'homme a besoin de comparer et de confronter librement sa pensée avec celle des autres — et cela de plus en plus, dans le monde contemporain où le travail de pensée et de réflexion devient, dans une certaine mesure, œuvre d'équipe. Lorsque des hommes, suivant un penchant naturel, échangent des informations ou expriment leurs opinions, ils usent d'un droit personnel et s'acquittent en même temps d'un devoir social.

46. Les sociétés dites « pluralistes », qui admettent la diversité des familles de pensée, comprennent l'importance de la libre communication des nouvelles et des opinions pour la participation active des citoyens à la vie sociale et elles garantissent cette liberté par une législation. La Déclaration universelle des droits de l'homme l'a proclamée comme une exigence fondamentale, affirmant ainsi du même coup implicitement la nécessaire indépendance des moyens de communication sociale.

47. En pratique, la liberté de communication comporte la liberté des personnes et des groupes dans la recherche, la circulation et la diffusion des nouvelles, et la liberté d'accès pour tous aux moyens de communication sociale. Une liberté de communication qui, dans son exercice, ne tiendrait pas compte des exigences objectives du droit à l'information, viserait plus à la satisfaction de l'informateur qu'au bien du public.

### 3. Education, culture, loisirs

48. Les moyens de communication sociale ont un rôle de plus en plus important dans le domaine de l'éducation. En plusieurs pays, les moyens audio-visuels, les video-cassettes ainsi que la radio et la télévision sont devenus des instru-

ments d'enseignement, rendant accessible à un plus grand nombre le travail de toutes sortes de spécialistes. Dans d'autres pays, les media sont utilisés comme complément des méthodes usuelles d'enseignement, offrant ainsi aux adolescents et aux adultes les chances d'une éducation prolongée. Dans les régions où manquent les facilités de scolarisation, ils permettent d'y suppléer sur divers points : lutte contre l'analphabétisme, éducation de base, instruction religieuse, enseignement des techniques élémentaires de l'agriculture, de la médecine, de l'hygiène et du développement communautaire. Dans la mesure du possible, un tel travail devrait faire preuve de qualités inventives et présenter le caractère d'un vrai dialogue. Ainsi l'élève ne se limite pas seulement à l'acquisition des connaissances, mais il apprend aussi à s'exprimer en utilisant les media.

49. Élément privilégié de la culture moderne, les techniques de communication ont pour résultat incomparable de mettre les œuvres culturelles à la portée d'une grande partie de l'humanité, et bientôt peut-être de tous. C'est un vrai progrès pour l'humanité, autant que la suppression des inégalités économiques et sociales.

50. Les moyens de communication sociale peuvent enrichir la culture de notre temps. A cette fin, que les « communicateurs », conscients du droit de tous à la culture, recourent volontiers aux facilités fournies par les media pour atteindre la grande multitude des hommes et les collectivités.

Ces mêmes moyens permettent de subvenir aux divers besoins et aux intérêts de la culture humaine en mettant leurs ressources et leur attrait au service des différents domaines de l'art. Les usagers peuvent alors facilement les utiliser pour affiner leur esprit et enrichir leur intelligence, à condition d'y ajouter la réflexion personnelle et l'échange de vue avec autrui.

51. Un autre exemple de la puissance culturelle des techniques de masse peut être trouvé dans les services qu'elles rendent au folklore traditionnel des pays où contes, pièces de théâtre, chansons et danses expriment encore un héritage national ancien. Grâce à leurs possibilités techniques, les media peuvent faire connaître ces œuvres, les enregistrer pour permettre de les revoir et de les réentendre, en les mettant en outre au service des collectivités urbaines où les vieilles traditions ont disparu. De cette manière, les media contribuent à inculquer à chaque nation le sens de ses valeurs culturelles et, en les exprimant, offrent la possibilité de les étendre à d'autres cultures et à d'autres pays.

52. Il ne faut pas oublier que bien des œuvres célèbres — musicales, théâtrales ou littéraires — ont d'abord été présentées comme des divertissements publics. Cela montre que même les distractions peuvent avoir une haute valeur culturelle (10).

Aujourd'hui encore, grâce aux moyens de masse, des réalisations artistiques de qualité procurent à un nombre croissant de contemporains la récréation, au sens plein du terme, dont ils ont besoin dans notre société si complexe. Le simple divertissement comporte aussi une valeur,

(10) Cf. *Miranda prorsus*, AAS 49 (1957), p. 765.



puisqu'il contribue à dégager l'esprit du poids des soucis quotidiens et qu'il remplit utilement les temps libres. C'est pourquoi les œuvres multiples et variées offertes par les media pour meubler les loisirs présentent une utilité réelle pour nos contemporains. Les usagers toutefois, dans leur soif de voir ou d'apprendre, ne doivent pas se laisser absorber au point d'en venir à négliger leurs devoirs immédiats ou à gaspiller leur temps.

53. Les moyens de communication sont une nouveauté pour l'humanité d'aujourd'hui, du fait qu'ils s'adressent simultanément à des masses innombrables.

Ils peuvent, certes, enrichir l'humanité, mais aussi, parfois, l'appauvrir jusqu'à la défigurer, en procédant, par exemple, à une sorte de nivellement par le bas pour conquérir auditeurs ou lecteurs. Celui qui y consacrerait beaucoup de temps pourrait alors se dégrader l'esprit et perdre le sens des valeurs supérieures.

Sans doute, le spectacle continu d'œuvres de niveau médiocre ne risque guère d'émousser le goût et le tact de ceux qui sont parvenus à un degré supérieur de culture. Néanmoins, le danger demeure. Il peut être écarté si le producteur a le souci des valeurs authentiques et si, à cette intention élevée, s'ajoute une réelle compétence pédagogique.

Il faut rappeler, en outre, que les media sont parfaitement capables de réaliser des productions de la plus haute qualité artistique. Celles-ci ne sont pas nécessairement les plus difficiles à comprendre ni les moins accessibles à la majorité du public.

#### 4. Les genres artistiques

54. Les procédés modernes de communication propagent à travers le monde les anciennes formes d'art et ils en suscitent de nouvelles. Au moment où le réseau de communications couvre l'univers et où se multiplient les échanges internationaux, la coopération s'accroît entre les producteurs de diverses nations. Il est donc souhaitable que producteurs et usagers en arrivent à une convention universelle, non seulement pour accepter les formes anciennes et nouvelles de l'art, mais encore pour accueillir avec intelligence et respect les expressions artistiques de tous les pays, de toutes les cultures et de tous les peuples.

55. La pensée chrétienne apprécie à leur juste prix les valeurs humaines de l'expression artistique. D'elle-même, la beauté élève l'âme qui la contemple. L'expression artistique peut refléter la condition humaine jusque dans ses profondeurs, rendre les réalités spirituelles accessibles à tous par la voie des sens, donner à l'homme une meilleure connaissance de lui-même, bénéfique non seulement sur le plan de la culture, mais sur le plan éthique et religieux.

« C'est un fait que lorsque vous, écrivains et artistes, vous savez tirer des vicissitudes humaines, aussi humbles et tristes soient-elles, un accent de bonté, immédiatement un rayon de beauté illumine votre œuvre. On ne vous demande pas de vous ériger en moralistes systématiques ; mais on fait crédit à votre pouvoir magique de faire entrevoir le champ de lumière

qui s'étend derrière le mystère de la vie humaine (11). »

56. Pour comprendre l'esprit et le caractère d'une époque, il faut étudier non seulement son histoire, mais aussi sa littérature et son art. Les productions artistiques révèlent souvent mieux qu'une description le génie d'un peuple, ses aspirations, ses pensées, ses sentiments. Même lorsqu'elle ne touche pas à des situations réelles et qu'elle se meut dans un monde fantaisiste, l'expression artistique offre des vues pénétrantes sur l'homme et sur sa condition. Ajoutons que les œuvres d'imagination, tout en représentant la vie et les activités des hommes dans des situations fictives, enseignent la vérité à leur manière. Elles atteignent les réalités de la vie dans la mesure où elles empruntent leurs éléments à la nature humaine (12). En outre, par leurs anticipations sur les développements futurs de l'humanité, elles rejoignent la source vitale du dynamisme humain et du progrès social.

57. Pie XII nous enseigne que la vie humaine « ne peut être comprise, du moins dans ses grands et terribles conflits, si l'on néglige les crimes et les vices qui, la plupart du temps, en sont la cause et l'origine [...]. Or, un excellent film peut-il présenter comme matière un tel sujet ? Les plus célèbres poètes et écrivains de tous les temps et de tous les pays ont abordé ces graves thèmes et il en sera encore ainsi à l'avenir [...]. Chaque fois que cette lutte contre le mal, ou même la victoire temporaire de celui-ci, oriente, avec l'ensemble de l'œuvre, vers une conception plus haute de la vie, vers la discipline des mœurs, vers une conduite plus noble et un jugement plus sûr, on pourra choisir un tel sujet et l'insérer, à titre d'enseignement, dans le déroulement du film. On adopte donc ici la même norme et le même critère que ceux qui doivent s'appliquer à toute œuvre littéraire (13) ».

L'œuvre est donc considérée ici dans son utilité pour le progrès moral ; il faut, en effet, distinguer la valeur artistique et la sauvegarde de la morale, mais, loin de s'opposer, elles s'appellent et se corroborent l'une l'autre.

58. L'expression artistique pose parfois des problèmes moraux, du fait de l'incapacité ou de la difficulté de certains publics à la recevoir comme il convient, en raison soit de l'âge, soit de l'immaturité psychologique, soit d'une éducation insuffisante. L'artiste est confronté avec la vie tout entière, dans ses manifestations bonnes ou mauvaises. Le discernement et le tact se révèlent donc nécessaires, chaque fois que l'expression artistique atteint des publics composites où se rencontrent des personnes de milieux fort divers. Cela s'impose plus particulièrement lorsque l'œuvre a pour thème la confrontation de l'homme avec le mal.

(11) Paul VI : Discours aux producteurs des moyens de communication sociale, 6 mai 1967, AAS 59 (1967), p. 509. (DC 1967, n° 1495, col. 1002.)

(12) Cf. Pie XII : Discours aux cinéastes italiens, 21 juin 1955, AAS 47 (1955), p. 509. (DC 1955, n° 1203, col. 842.)

(13) Pie XII : Discours aux cinéastes, 28 octobre 1955, AAS 47 (1955), p. 822-823. (Cf. DC 1955, n° 1212, col. 1416.)



59. L'importance de la publicité croît sans cesse dans la société moderne. Elle fait partout sentir sa présence et l'on ne peut échapper à son influence.

Elle apporte certainement des avantages à la communauté humaine, en signalant aux consommateurs les biens et les services disponibles, et en encourageant une plus large distribution des produits. Ce faisant, elle aide au développement de l'industrie, pour le profit de tous.

Tout cela est bon, à condition que soit respectée la liberté de choix de l'acheteur. De toute façon, la publicité doit, elle aussi, dans les limites de sa technique propre, respecter la vérité.

60. Si les annonces publicitaires recommandent des produits nuisibles ou inutiles, ou font appel à des arguments fallacieux, si elles exploitent les tendances les moins nobles de l'homme, ceux qui en sont responsables portent préjudice à la société humaine et s'exposent à perdre la confiance du public, voire à discréditer la publicité elle-même.

En outre, la stimulation de besoins factices cause des dommages aux individus et aux familles qui subissent l'attrait excessif du superflu, au détriment du nécessaire.

Devront être particulièrement évitées les formes de publicité qui blessent la pudeur, exploitent l'instinct sexuel à des fins commerciales ; de même, celles qui influencent le subconscient en portant atteinte à la liberté des acheteurs.

C'est pourquoi les responsables de la publicité doivent eux-mêmes établir des règles qui garantissent le respect de la dignité humaine et l'intérêt de la société.

61. Un judicieux emploi de la publicité peut inciter les sociétés en voie de développement à rechercher l'élévation de leur niveau de vie. Cependant le dommage serait grand si un usage et une pression inconsidérés de la publicité s'exerçaient de telle sorte que ces sociétés en arrivent à prendre pour critère de leur développement la satisfaction de besoins artificiellement créés et à dilapider leurs propres ressources. Ce serait au détriment de leurs besoins véritables et de leur authentique promotion.

62. L'importance croissante des investissements publicitaires risque de dénaturer les media eux-mêmes. Le public peut, en effet, croire que les moyens de communication n'existent que pour stimuler les besoins de l'homme en vue de le pousser à la consommation. Bien plus, ces moyens ne subsistant en partie que grâce à la publicité, la porte se trouve ouverte aux monopoles et à leur pression. De ce fait, le dialogue social est limité et le droit à l'information contrarié.

Il faut donc sauvegarder avec soin la possibilité d'une pluralité de moyens de communication indépendants, au besoin par une législation appropriée.

### LES MEILLEURES CONDITIONS POUR UNE MISE EN VALEUR DES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE

63. Pour que les media soient réellement au service de l'homme, il faut avant tout considérer, dans leur fonctionnement, l'importance du facteur humain, qui surpasse les possibilités de la mécanique et de l'électronique. En effet, le fonctionnement des moyens de communication n'est pas automatique : producteurs et usagers doivent être pleinement conscients et instruits de toutes les ressources des media, ainsi que de leurs propres responsabilités individuelles ou collectives. Les pouvoirs publics et les autorités religieuses ont chacun un rôle particulier à jouer pour que soit réalisé tout le bien qu'on est en droit d'attendre des moyens de communication sociale.

#### 1. La formation

64. Une éducation qui inculque les principes fondamentaux gouvernant le fonctionnement des media dans la communauté humaine apparaît aujourd'hui comme une nécessité pour tous. Ils apportent en effet un enrichissement pour l'esprit, lorsqu'on a bien compris leur nature et découvert leur mécanisme. En revanche, ils portent atteinte à la liberté de ceux qui ne sont pas capables d'en déceler l'emprise. C'est pourquoi cette formation devra inclure des considérations plus concrètes sur la nature particulière de chaque moyen de communication sociale, sur sa situation actuelle dans une région donnée et sur ce qui a trait à son bon usage, et, en tout cela, avec une référence spéciale à l'homme et à la société.

##### a) La formation des usagers

65. Les usagers doivent être formés à tirer le plus grand profit des media, non seulement pour leur avantage personnel, mais pour une participation effective aux échanges sociaux et pour une collaboration efficace entre membres de la communauté humaine, enfin pour trouver les meilleurs moyens de promouvoir la justice entre les nations, en éliminant les terribles inégalités entre peuples riches et peuples indigents.

66. La formation doit être accessible à tous et adaptée au degré de maturité de chacun. Ceux qui possèdent une compétence particulière doivent aider à cette formation par des rencontres, des cercles, des « carrefours », des cours spéciaux, des réunions d'études, des sessions de formation.

67. On ne commencera jamais trop tôt à inculquer aux jeunes le goût artistique, l'esprit critique dans le choix des lectures, des films, des émissions radiophoniques et télévisées : les enfants et les adolescents peuvent être plus facilement choqués et blessés ; d'autre part, l'équilibre psychologique et l'autodiscipline acquis dès le premier âge leur seront profitables tout le reste de leur vie.

Les enfants et les adolescents possèdent des qualités merveilleuses de générosité et de servabilité, de simplicité et de sincérité, mais ils ne



peuvent conserver ces qualités et la maîtrise d'eux-mêmes dès leur jeune âge que si on les aide à les cultiver et à les sauvegarder.

Les parents et les éducateurs apprendront aux enfants à faire des choix judicieux, même s'ils doivent se réserver de trancher en dernier lieu dans ces choix. S'ils ont conscience de devoir porter un jugement différent de celui de leurs enfants, ils auront à cœur de leur en expliquer clairement les raisons. On obtient plus par une explication fondée que par l'interdiction, surtout en matière de formation humaine. Ils se souviendront aussi que la psychologie de l'enfant n'est pas la même que celle de l'adulte et que, par conséquent, telle émission qui, à leurs yeux, manque d'attrait ou d'intérêt peut parfaitement convenir à des jeunes.

Il sera bon même que certains jeunes se fassent les éducateurs de leurs camarades. Leur âge est réceptif aux nouvelles formes de culture et il leur permet d'aborder ceux qui font partie du même groupe. L'expérience montre l'efficacité de cette méthode.

68. Il sera fort utile aux parents et aux éducateurs de voir les émissions télévisées, les films et les publications qui attirent les plus jeunes, pour pouvoir discuter ensuite avec eux, en essayant de former leur sens critique.

Quant une œuvre comporte des obscurités, les parents doivent aider leurs enfants, pour leur en faire découvrir la valeur culturelle.

69. Cette éducation doit se faire dans les écoles où, graduellement, on amènera les élèves à connaître les principes des media et leurs applications, à lire la presse, à écouter la radio, à déchiffrer et à interpréter les images. Les programmes devront réserver une place à cet enseignement qui sera dispensé dans des groupes de travail et donnera lieu à des exercices pratiques, sous la direction de maîtres qualifiés.

70. Les parents et les maîtres ne pourront s'acquitter de ce devoir que si eux-mêmes sont aptes à porter une appréciation sur les moyens de communication. Les parents qui n'ont pas grandi dans cette ambiance ont plus de difficulté à comprendre la « langue » que les jeunes d'aujourd'hui. Ils devront s'efforcer de connaître les dernières données de la psychologie, quant à l'influence exercée sur les enfants par les media.

On les sent inquiets, en particulier, de la liberté avec laquelle les media traitent les problèmes, dans tous les domaines. Dans le souci qu'ils ont de voir leurs enfants utiliser les media d'une manière correcte, ils doivent cependant leur faire confiance, convaincus que ces enfants, grandis et éduqués dans une société autre, sont autrement équipés pour réagir contre les influences multiples et variées qu'ils subissent.

#### *b) La formation des responsables et des auteurs*

71. Tout en possédant une bonne technique dans l'usage des moyens de communication, on peut manquer d'une culture humaine approfondie. Une formation s'avère alors nécessaire pour que leur travail soit utile à la communauté. Il serait opportun de fonder, au niveau de l'enseignement supérieur, des chaires de communication sociale, avec le pouvoir de conférer des grades.

72. La compétence professionnelle ne suffit pas : il faut des qualités humaines, au premier rang desquelles figure l'esprit d'ouverture, de discernement et de dialogue. Plus les réalisateurs s'appliqueront à mieux connaître leur public, à pénétrer son âme, plus ils seront capables de s'adapter aux besoins des usagers et de faire grandir ainsi la compréhension profonde entre les hommes et la communion intime des esprits.

## **2. Chances et devoirs**

### *a) Des responsables et des auteurs*

73. Les responsables et les auteurs suscitent et stimulent le dialogue qui s'instaure au sein de la société humaine. Ils président en effet aux échanges qui ont lieu dans cette sorte d'immense univers constitué par les media. Il leur appartient donc d'en rechercher les buts profonds, d'en promouvoir le progrès et d'amener les hommes à des relations de véritable communion.

74. C'est pourquoi, dans le choix des sujets, on se préoccupera de tenir compte de l'ensemble des exigences du public, de faire place aux diverses opinions, pourvu qu'elles émanent de fractions importantes de ce même public.

Pour arriver à un bon résultat, il importe de prévoir quels seront les spectateurs, les auditeurs et les lecteurs, et de se mettre en harmonie préalable avec eux. A ce prix seulement, les communications pourront s'adapter aux besoins et aux possibilités de tous les publics selon les âges, les catégories sociales et les milieux culturels. A ce prix seulement, s'instaurera entre les personnes bien préparées, libres et responsables, l'immense et incessant dialogue que rendent possible les moyens de communication sociale.

75. Les journalistes « se consacrent à une étude et à une observation continuelles, ne cessant jamais de regarder par la fenêtre ouverte du monde, pour scruter les événements, les courants, les opinions, tout l'ensemble des tendances et des interractions humaines (14) ». Il leur appartient donc non seulement d'établir la vérité des faits, mais aussi de mettre en valeur les plus saillants par des commentaires qui en dégagent la portée et qui expliquent leur enchaînement. Ils aideront ainsi les lecteurs à replacer dans leur contexte les nouvelles reçues en vrac, à en apprécier l'importance relative, en vue des jugements à porter et des décisions à prendre dans la vie sociale.

76. Tous ceux qui sont engagés dans la production d'œuvres artistiques destinées à être diffusées par les media, ne peuvent pas oublier qu'ils sont en rapport avec un vaste public, puisqu'il s'agit de moyens de communication sociale. Tout en restant fidèles à leur inspiration artistique, ils auront conscience de leur pouvoir et des responsabilités qu'il comporte, car ce pouvoir leur donne d'immenses possibilités pour le bonheur des hommes et le progrès humain. Ils auront aussi une juste considération pour les minorités. Si certains moyens de communication sociale détiennent un monopole de droit ou de fait, l'im-

---

(14) Allocution de Paul VI au Conseil supérieur de l'Association catholique des journalistes italiens (UCSI). *L'Osservatore Romano*, 24 janvier 1969.



partialité s'impose d'autant plus qu'elle est alors plus difficile à pratiquer, la tendance du monopole étant de substituer le monologue au dialogue.

77. Les réalisateurs qui, pour des considérations uniquement commerciales, cèdent à l'entraînement d'une popularité facile et passagère, non seulement rendent un mauvais service à leur public, mais à longue échéance discréditent leur profession.

78. Pour maintenir les communications à un haut niveau et pour aider les producteurs à progresser, les critiques, par leurs appréciations, ont un rôle irremplaçable. Ils assurent l'autocritique de la profession, puisqu'ils en font partie.

Ils essayeront de montrer, d'une façon équilibrée et objective, les mérites et les faiblesses des messages livrés, pour aider le public à se former une idée claire de leur valeur. C'est en effet le vrai moyen d'être utile aux usagers pour qu'ils soient à même de discerner la qualité d'une production. Le sens de la justice et le désir de vérité les conduiront à signaler avec impartialité les qualités et les mérites, les défauts et les erreurs des diverses communications.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de cette fonction des critiques. Par la pénétration de leurs analyses, ils sont susceptibles de déceler, dans une œuvre, des significations et des richesses qui avaient pu échapper à l'attention même de son auteur. Ils doivent toutefois s'effacer devant l'œuvre dont ils font l'analyse critique, pour ne pas en détourner l'attention à leur profit.

79. Les professionnels des media, groupés en associations, pourront, grâce à l'échange, à l'étude et à l'assistance de spécialistes des diverses questions en jeu, mieux faire face aux difficultés des problèmes moraux de leur métier. Ainsi unis, ils seront en mesure, à partir des principes et de leur expérience, d'élaborer une déontologie qui préciserait les exigences de toute communication sociale. Cette déontologie devra être plus positive que négative et indiquer moins ce qu'il faut éviter que ce qu'il convient de faire pour mieux servir l'homme.

80. Les moyens de communication exigent d'importants capitaux pour leur création et leur fonctionnement. Une aide efficace peut leur être apportée par le concours financier de ceux qui en ont le moyen. Ceux-ci ne chercheront pas seulement le gain ou le profit, mais le véritable intérêt de l'humanité. En rendant ce service, ils prendront soin, d'autre part, de respecter la légitime liberté des producteurs, des réalisateurs et des usagers.

#### b) Des usagers

81. Les possibilités des « récepteurs » sont plus larges et, par conséquent, leurs responsabilités sont plus importantes qu'on ne le croit communément. La poursuite d'un véritable dialogue dépend, en grande partie, des usagers. S'ils demeurent passifs devant les moyens de la communication, celle-ci restera à sens unique, malgré les efforts des professionnels pour établir le dialogue.

82. Pour se montrer actifs, les usagers interpréteront bien les nouvelles transmises en les pesant

et en les appréciant selon leur origine et leur contexte. Ils feront un choix judicieux et prudent; ils exerceront leur jugement critique. Chaque fois qu'il est nécessaire, ils compléteront ce qui leur est proposé au moyen d'informations puisées ailleurs. Ils n'hésiteront pas à faire connaître franchement leur approbation, leurs réserves ou leur désaccord, comme il a été indiqué ci-dessus au paragraphe 41.

83. Si l'on objecte que, pris à part et isolés, les individus qui composent le public ont peu de pouvoir, il ne faut pas oublier que l'association leur confère une puissance certaine. Comme les professionnels de la communication sociale, les usagers gagneront à se grouper en associations ou à utiliser les services d'autres organisations à buts plus larges.

### 3. La concertation

#### a) Entre citoyens et autorités

84. Puisque les moyens de communication sociale servent au progrès de la société, la responsabilité de tous les citoyens et des législateurs se trouve engagée. Il leur appartient de garantir la liberté et les conditions nécessaires pour l'activité responsable de tous, dans le respect de la personne humaine et du bien commun national et international.

85. La communauté politique exige en priorité le développement des initiatives des personnes et des groupes, du sens des responsabilités de tous et de chacun, de l'autocritique et de l'autodiscipline des professionnels et des usagers.

86. Le rôle des autorités publiques est avant tout positif. Leur action ne saurait être conçue d'abord comme restrictive et répressive, même si, dans certains cas, des interventions peuvent s'imposer.

Le deuxième Concile du Vatican spécifie que la liberté des hommes doit être respectée autant que possible, et restreinte seulement dans les cas et dans la mesure où le bien commun rend cette restriction nécessaire (15). De même les pouvoirs publics doivent respecter le principe de subsidiarité affirmé à maintes reprises par le magistère de l'Eglise, c'est-à-dire qu'ils ne créeront pas et ne géreront pas eux-mêmes ce que les individus ou les corps intermédiaires sont en condition de créer ou de gérer aussi bien et parfois mieux que les pouvoirs publics.

87. En accord avec ces principes, une législation doit assurer la liberté de communication et le droit à l'information, deux exigences qu'il faut défendre contre les pressions économiques, politiques ou idéologiques, qui peuvent s'opposer à leur libre exercice. Dans ce domaine la législation doit également garantir aux citoyens le droit à la critique de la gestion des moyens de communication, en particulier lorsqu'ils sont en face du monopole, surtout si celui-ci est entre les mains des pouvoirs publics.

Les pouvoirs publics pourvoient, au besoin par une législation appropriée, à sauvegarder efficacement la diversité, contre une concentration excessive, à laquelle pousse la concurrence sus-

(15) Cf. *Dignitatis humanae*, 7.



citée par la soif du profit, à défendre la dignité des personnes et des groupes de valeur culturelle, et à assurer les conditions nécessaires à l'exercice de la liberté religieuse.

88. Il est spécialement recommandé aux professionnels et à leurs associations de créer des Conseils autonomes ayant leurs propres statuts et s'intéressant à tout ce qui concerne la communication sociale. Seront invités à en faire partie, des représentants de diverses organisations et catégories sociales. De la sorte, on peut l'espérer, seront écartées de regrettables ingérences de la part de l'Etat ou des puissances économiques. Cela contribuera en outre à renforcer la coopération et la compréhension mutuelles entre les réalisateurs. Toute la communauté en profitera.

Peut-être faudrait-il, cependant, ici ou là, que les pouvoirs publics constituent des organismes de surveillance des moyens de communication sociale. Ces organismes seront tenus par la loi à recevoir dans leur sein des délégués des divers secteurs de l'opinion publique.

89. Des dispositions législatives protégeront autant que possible les jeunes contre les dommages quelquefois graves et durables que certaines communications peuvent infliger à leur affectivité et à leur sens moral ; mais pour les enfants et les adolescents, la législation n'est qu'un préalable indispensable à l'action éducative de la famille et de l'école.

90. Il appartient aussi à la loi d'encourager et de favoriser le financement au moins partiel des moyens de communication sociale qui promeuvent manifestement le bien commun, comme, par exemple les divers organismes d'information, les publications spécifiquement éducatives, les films et les émissions destinés aux enfants, lorsqu'il y a peu d'espoir de rentabilité. Cela s'applique également à de grands films et à des émissions ou publications de « haute qualité », lorsqu'ils s'adressent à une clientèle restreinte.

91. La responsabilité des pouvoirs publics envers les media s'étend aujourd'hui au plan mondial pour garantir le développement des communications par des accords internationaux en vue du bien commun, sans monopole ni discrimination. L'utilisation des satellites de communication relèvera de semblables traités internationaux.

De cette manière, tous les pays pourront être assurés d'une juste place dans le dialogue entre les nations.

#### b) *Entre les nations*

92. Parmi les multiples formes d'activité internationale que rend nécessaires la nature même des media, une importance particulière doit être attribuée à celles qui concourent au développement des peuples.

L'absence ou la pénurie de moyens de communication sociale sont en effet le signe du retard social. Cette indigence est à la fois cause et effet. Sans les techniques modernes de communication, aucun pays ne peut procurer à tous ses ressortissants l'information convenable sur les événements, ni une organisation adaptée qui comprend tout le progrès économique, social et politique.

93. « Le développement est le nouveau nom de

la paix », a déclaré le Pape Paul VI (16). Les pays équipés industriellement ont le devoir, pour les media comme pour le reste, de venir au secours des peuples démunis, afin de les aider à former des responsables qualifiés. Ils devront leur fournir l'aide technique nécessaire, car ils sont responsables non seulement de leur propre prospérité, mais aussi de celle de tout le genre humain. Ce devoir est d'autant plus grave que la puissance de la technique connaît un progrès plus étonnant et plus rapide.

Des Centres destinés à former les professionnels de la communication sociale devront fonctionner sur le territoire même des Etats en voie de développement, pour éviter à ces étudiants l'obligation d'émigrer, au grand détriment de leur pays d'origine. Ainsi pourra être écarté pour ces Etats le danger de perdre leurs élites.

94. Le développement technique des peuples défavorisés doit respecter leurs traditions, leurs cultures et leurs modalités d'expression artistique, chargées de valeur humaine. La coopération culturelle n'est pas une aumône, mais un échange pour l'enrichissement de tous.

95. Dans les pays en voie de développement et, en particulier, dans ceux où l'analphabétisme met un obstacle au progrès intégral, les moyens audio-visuels peuvent communiquer avec grande efficacité les connaissances qui tendent à améliorer l'agriculture, l'industrie et le commerce, à promouvoir l'hygiène. Ils peuvent également aider à développer la personne, à fortifier la vie familiale, les relations sociales et le sens civique. Comme de telles activités sont difficilement rentables, il faudra faire appel à la générosité des individus, des groupes privés et des gouvernements des pays plus riches, ou aux subsides des organisations internationales.

#### c) *Entre tous les chrétiens, les croyants, les hommes de bonne volonté*

96. Les moyens de communication sociale n'atteindront pas leur but — la communion et le progrès dans la vie sociale — s'ils ne s'attaquent pas aux problèmes urgents et aux difficultés du genre humain. Ils affermiront au contraire l'espérance de notre temps s'ils développent une très large union entre tous les hommes qui croient au Dieu vivant, et principalement entre ceux qui sont liés par le baptême, conformément aux prescriptions du Décret conciliaire sur l'œcuménisme de Vatican II et à la déclaration sur les religions non chrétiennes (17).

97. Les chrétiens eux-mêmes d'ailleurs, en se servant de ces moyens, sauront acquérir une vue plus exacte de la situation du monde présent souvent éloigné de Dieu. Cette aliénation de l'homme, les auteurs de pièces de théâtre et les journalistes la dépeignent de façon très suggestive, tout en exaltant la liberté humaine. On

(16) Paul VI : Lettre à M. U Thant, secrétaire général du Conseil des Nations Unies, AAS 58 (1966), p. 480. (DC 1966, n° 1474, col. 1175.)

Cf. aussi : Discours aux délégués du Conseil d'administration du programme des Nations Unies pour le développement, AAS 58 (1966), p. 589. (DC 1966, n° 1475, col. 1276.)

(17) Cf. *Unitatis redintegratio*, AAS 57 (1965), p. 90-112. Cf. aussi : *Nostra aetate*, AAS 58 (1966), p. 740-744.



doit leur savoir gré de consacrer à cette œuvre le meilleur de leurs forces et de leur talent (18).

98. Animés par leur foi, les croyants du monde entier peuvent aider efficacement les moyens de communication, non seulement à promouvoir le progrès humain dans l'ordre social et culturel, mais, sous l'égide de la Providence, à créer les conditions du dialogue le plus élevé et le plus universel qui conduira les hommes à mieux vivre la fraternité sous le même Dieu éternel, Père de tous les hommes.

99. Cette collaboration trouve un vaste champ d'application : organisation de programmes communs de radio et de télévision, services communs d'éducation, notamment pour les jeunes et les parents, rencontres et dialogues entre le public et les professionnels de la communication, fondation commune de prix décernés aux meilleures œuvres, création d'entreprises communes de recherches scientifiques et pratiques pour une meilleure utilisation des media, en particulier pour la formation professionnelle ou pour la réalisation de l'égalité entre tous les peuples.

100. Il faut, pour réaliser ces tâches, un programme commun d'action et de ressources communes. Le Concile a suggéré, comme une première démarche, la Journée mondiale des communications. Tous les hommes qui croient en Dieu sont conviés à consacrer chaque année une journée à la prière et à la réflexion sur les problèmes et les perspectives des media, à des rencontres amicales avec les responsables, à la recherche de voies et de ressources propres à susciter des œuvres et des initiatives en vue du progrès humain par les moyens de communication.

Que le Peuple de Dieu, pasteurs et fidèles, coopère activement aux efforts des hommes de bonne volonté visant à faire concourir les moyens de communication à la justice, à la paix, à la liberté, au progrès.

### TROISIEME PARTIE

#### L'ACTION DES CATHOLIQUES EN MATIERE DE MEDIA

101. Le Concile Vatican II exhorte les catholiques à prendre pleine conscience des devoirs nouveaux que, selon l'enseignement de la foi, leur imposent les moyens de communication sociale.

Comme nous l'avons déjà exposé brièvement dans le premier chapitre, l'histoire même du salut révèle, dans l'œuvre créatrice et rédemptrice de Dieu, la forme la plus élevée de communication sociale, exemple que les hommes sont appelés à suivre. En interprétant sa fonction dans le domaine des media, l'Eglise s'efforce d'accorder les principes de la foi avec les lois particulières de la communication sociale. Ainsi s'acquitte-t-elle de la charge qu'elle a reçue de Dieu : le soin pastoral universel, sous le double aspect du développement humain et de l'annonce de l'Évangile.

Dans la seconde partie de cette instruction, il a été dit à quelles conditions les moyens de communication peuvent seconder et favoriser le

progrès humain. Mais qu'y ajoutent le christianisme et le catholicisme ? C'est ce qui sera sommairement traité dans cette troisième partie qui situe la place à accorder aux media dans la vie des fidèles catholiques.

### CHAPITRE I

#### LES SERVICES RENDUS PAR LES CATHOLIQUES A LA COMMUNICATION SOCIALE

102. Si le peuple de Dieu entend servir la communication sociale exercée par les moyens modernes pour qu'à son tour elle serve l'humanité, c'est, de toute évidence, sur le terrain spirituel qu'elle peut et doit rendre les services les plus éminents. L'Eglise espère que, par sa contribution spirituelle, les lois essentielles de la communication sociale apparaîtront dans une plus grande clarté et seront mieux observées, en même temps que la dignité de l'homme — producteur ou usager — sera mieux perçue et respectée. La communication sociale qui rend proches les hommes entre eux pourra les conduire à la communion.

103. En conséquence, les professionnels chrétiens, en remplissant avec soin leur devoir professionnel, rendent témoignage au christianisme. En même temps, ils procurent un service singulier à la communication sociale ; en effet : comme collaborateurs dans des institutions non confessionnelles, ils seront en mesure de faire entendre le point de vue chrétien sur les questions qui préoccupent les hommes dans la société. Ils aideront ceux qui préparent les nouvelles pour la presse écrite et la presse parlée à ne pas passer sous silence les informations religieuses qui intéressent leur public et à présenter la dimension religieuse dans les événements humains. Il est donc évident que leur présence ne saurait être une entreprise de domination, mais de service, qui doit se distinguer par sa haute qualité ; ainsi gagneront-ils l'estime de leurs collègues.

104. Les producteurs catholiques ont droit à recevoir de l'Eglise l'appui moral qui convient à une fonction aussi délicate.

105. Consciente de l'importance de leur profession et des difficultés que comporte son exercice, l'Eglise désire vivement collaborer avec les producteurs, quelles que soient leurs convictions religieuses, pour aider éventuellement à la solution des problèmes professionnels et pour travailler à la réalisation du bien commun.

106. De plus en plus, évêques, prêtres, religieux et laïcs sont appelés à écrire dans la presse et à intervenir à la radio ou à la télévision, en tant que représentants de l'Eglise. Les conséquences de ces interventions peuvent être capitales.

Or l'usage des media exige une connaissance approfondie de leur nature, de leurs effets et de la manière de les utiliser. Il appartient aux Commissions nationales et aux organismes spécialisés de fournir aux utilisateurs de ces différents moyens la préparation requise avant de les aborder.

107. L'Eglise considère comme une de ses tâches les plus urgentes de tout mettre en œuvre

(18) Ainsi, l'Instruction du Conseil œcuménique des Eglises, Upsal (1968), p. 381.



pour donner aux usagers une formation conforme aux principes chrétiens. C'est du même coup servir la communication sociale elle-même. En effet, l'usager bien formé sera capable de prendre part au dialogue instauré par les media et il saura exiger des communications de haute qualité.

Les écoles et les organisations catholiques ne peuvent ignorer le devoir qui leur incombe en ce domaine ; elles auront à cœur d'enseigner aux jeunes non seulement à se comporter en chrétiens comme usagers, mais encore à utiliser activement toutes les possibilités d'expression qu'offrent les media. S'il en est ainsi, les jeunes seront les vrais citoyens de cet âge des communications sociales dont nous entrevoyons les débuts.

108. Tout ce qui touche à la communication sociale ne peut laisser indifférent le théologien. La communication sociale a sa place dans les disciplines théologiques, particulièrement en morale et en théologie pastorale. On devrait aussi la retrouver dans les principes fondamentaux de la catéchèse. Cette place sera mieux comprise lorsque les théologiens eux-mêmes auront approfondi et enrichi, grâce à leurs recherches et à leur sagacité, ce qui a été dit dans la première partie de cette instruction.

109. Que les parents et les éducateurs, les prêtres et les groupements catholiques n'hésitent pas à orienter vers cette profession les jeunes qui semblent en manifester le goût et qui paraissent en avoir les aptitudes.

Pour que la préparation soit fructueuse, il faudra disposer de ressources. Dans les pays en voie de développement, il importe au plus haut point que les évêques soient aidés et que leur soient fournis les subsides nécessaires. Ainsi, sur place, les candidats pourront recevoir une formation théorique et pratique.

110. Evêques, prêtres, religieux et laïcs doivent participer à cet effort d'éducation. Ils pourront même être appelés à collaborer à des productions. Aussi devront-ils spontanément se tenir au courant des progrès les plus récents réalisés dans ce domaine, ce qui suppose qu'ils soient familiarisés avec les media par un usage direct.

111. Afin d'éviter qu'ils ne restent étrangers à ces questions et pour qu'ils soient préparés à leur mission, les futurs prêtres, les religieux, les religieuses devront, durant leurs années de formation dans les séminaires et noviciats, s'attacher à comprendre exactement l'intérêt des media pour la société et leur technique. Ceci fait partie intégrante de leur formation : c'est une condition sans laquelle on ne peut, aujourd'hui, exercer un apostolat efficace au sein d'une communauté qui en subit chaque jour davantage l'influence (1).

Prêtres, religieux et religieuses doivent savoir comment les opinions et les sentiments prennent naissance et s'adaptent aux circonstances, car c'est aux hommes de ce temps que la Parole de Dieu doit être annoncée. Les media apportent un concours précieux à cette annonce. Que ceux

qui manifestent à leur égard des goûts et des aptitudes spéciales reçoivent au séminaire ou au noviciat une formation plus complète.

112. Les critiques et les appréciations concernant les émissions radio-télévisées, les films et les publications peuvent être très utiles à l'éducation humaine et chrétienne, notamment pour le choix des loisirs familiaux. On fera grand cas du jugement des organismes qui sont chargés par les évêques de renseigner sur l'importance, l'utilité, la moralité, la valeur chrétienne des films, des émissions et des publications.

113. Les Universités et les autres organismes catholiques spécialisés devront instituer — plus et mieux qu'auparavant — des unités pour les travaux scientifiques et les recherches sur la communication sociale. Elle rassembleront les découvertes faites en ce domaine et collaboreront elles-mêmes à la recherche des autres.

## CHAPITRE II

### L'UTILITE DES MEDIA POUR LES CATHOLIQUES

#### 1. Opinion publique et stricte information réciproque dans la vie de l'Eglise

114. L'Eglise travaille avec soin à accroître et à renforcer les liens de communion entre les fidèles. Communication et dialogue sont donc nécessaires aux catholiques. Au reste, l'Eglise se situe dans la société humaine avec laquelle elle a des raisons profondes de s'unir par le dialogue et la communication.

De cette obligation. l'Eglise s'acquitte en diffusant des informations et des commentaires, en se montrant attentive à l'opinion publique à l'intérieur et à l'extérieur, en entretenant le dialogue avec et dans le monde d'aujourd'hui, tandis qu'elle œuvre avec lui pour résoudre les difficultés humaines.

#### a) Le dialogue au sein de l'Eglise

115. Parce qu'elle est un corps vivant, l'Eglise a besoin d'une opinion publique pour alimenter le dialogue entre ses membres : c'est une condition de progrès pour sa pensée et son action. « Il manquerait quelque chose à sa vie si l'opinion publique lui faisait défaut, défaut dont le blâme retomberait sur les pasteurs et sur les fidèles (2). »

116. Que les catholiques soient pleinement conscients de ce qu'ils ont la vraie liberté d'exprimer leur pensée, laquelle repose sur le « sens de la foi » et sur la charité. Le « sens de la foi » est soutenu par l'Esprit de Vérité, en sorte que le peuple chrétien, guidé par le Magistère et respectueux de son enseignement, adhère indéfectiblement aux vérités de la tradition et les applique toujours mieux à la vie quotidienne (3).

(1) Cf. Congrégation pour l'enseignement catholique : « Ratio Fundamentalis Institutionis Sacerdotalis », AAS 62 (1970), p. 321-384, de préférence § 4 et n° 68. (DC 1970, n° 1563, p. 459 et s.)

(2) Pie XII : Discours aux participants au Congrès international des journalistes, 17 février 1950, AAS 42 (1950), p. 256. (DC 1950, n° 1064, col. 327.)

(3) Cf. *Lumen gentium*, 12.



La charité ensuite permet à la liberté des chrétiens de s'élever jusqu'à la communion à la liberté du Christ. Celle-ci, nous délivrant des liens du péché, nous a rendus capables de juger librement selon la volonté de Dieu. Que les autorités responsables fassent en sorte qu'existe dans l'Eglise, grâce à la liberté d'expression et de pensée, un échange d'opinions légitimes ; qu'elles établissent donc les normes et les conditions propres à le procurer (4).

117. Un champ immense s'offre à l'Eglise pour le dialogue interne. Il est, certes, acquis que les vérités de la foi tiennent à l'essence même de l'Eglise et ne peuvent, en aucun cas, être laissées à l'interprétation arbitraire des individus. Néanmoins, l'Eglise se meut dans l'Histoire ; elle doit donc s'adapter aux circonstances particulières de temps et de lieu. Elle doit chercher comment exposer les vérités de la foi, à des époques et dans des cultures différentes, comment adapter son action aux mutations qui s'opèrent dans le monde.

Les catholiques donc, dans la fidélité au Magistère, peuvent et doivent s'engager dans une recherche libre, afin d'être mieux à même de comprendre en profondeur les vérités révélées et de les présenter aux divers groupes humains. Ce dialogue à l'intérieur de l'Eglise ne porte préjudice ni à son unité ni à la solidarité entre croyants. Il peut donc favoriser, par le libre jeu des opinions, la rencontre des courants de pensée et la convergence des esprits. Toutefois, pour que ce dialogue progresse, il est essentiel que règne la charité, même lorsque les points de vue divergent.

Dans ce dialogue, tous doivent être animés du désir de servir l'unité et de travailler ensemble, avec la volonté de construire et non de détruire. Mus par un profond amour de l'Eglise, il se rappelleront constamment que le Christ a fait de l'amour le signe distinctif par lequel les hommes peuvent reconnaître la véritable Eglise et donc ses vrais disciples (5).

118. Pour cette raison, il est nécessaire de distinguer clairement entre le niveau de la recherche scientifique en théologie, où les experts sont invités à user de la liberté qui leur est nécessaire pour poursuivre leurs travaux et en communiquer le fruit aux autres chercheurs, dans des revues ou des collections spécialisées, et le niveau de l'enseignement des fidèles. Pour ces derniers, il faudra veiller à ce que ne soit proposée comme doctrine d'Eglise que celle reconnue par le Magistère authentique, ou du moins considérée comme enseignement sûr.

Il arrive toutefois que, de fait, les moyens de communication sociale donnent une résonance prématurée aux opinions nouvelles de théologiens. Le public exercera donc son sens critique, afin de ne pas confondre ces opinions avec la doctrine authentique de l'Eglise, en sachant que la signification réelle de ces opinions peut être facilement faussée par le genre et le style propres à certains media.

(4) Cf. « Réflexions et suggestions concernant le dialogue œcuménique » (*l'Osservatore Romano*, 21-22 septembre 1970). (*DC* 1970, n° 1571, col. 875 et s.)

(5) Cf. *ibid.* 17, 21.

119. Comme le développement des opinions publiques dans l'Eglise est essentiel, chaque membre du peuple de Dieu a droit à l'information complète qui lui est nécessaire pour jouer un rôle actif dans la vie de l'Eglise. Cela implique l'existence de moyens de communication suffisamment diversifiés et largement diffusés, et notamment, dans toute la mesure du possible, de moyens catholiques.

120. La vie de l'Eglise requiert un courant continu d'informations entre la hiérarchie et les fidèles. Ce courant doit être réciproque. Cela implique la mise en place, aux plans local, national et international, des organismes nécessaires (Conseils pastoraux, bureaux de presse, services d'information) dotés de moyens appropriés.

121. Chaque fois que, dans l'Eglise, les affaires à traiter exigent le secret, les règles générales en usage dans les institutions civiles doivent prévaloir.

Toutefois, en raison des valeurs spirituelles que l'Eglise porte en elle, elle se doit de donner des renseignements loyaux et clairs sur ses intentions et son activité. Lorsque l'autorité religieuse ne veut ou ne peut les fournir, des rumeurs tendancieuses se répandent, au détriment de la vérité. Le secret ne doit donc être observé que pour préserver la réputation d'autrui et les droits individuels ou collectifs.

#### b) *Le dialogue entre l'Eglise et le monde*

122. Le dialogue de l'Eglise ne s'étend pas seulement à ses membres, mais au monde entier. En vertu d'un commandement divin très net, l'Eglise doit proclamer sa doctrine et sa morale à tous les fils de cette terre dont elle partage le sort (6).

En outre, comme l'enseigne Vatican II, elle doit « lire les signes des temps », puisqu'ils sont pour Dieu une manière de s'exprimer et une manifestation providentielle de l'histoire du salut. L'Eglise doit donc connaître les réactions de l'homme moderne, catholique ou non, aux faits et aux idées. Dans la mesure où les media les reflètent, ils contribuent à cette connaissance.

123. Tous ceux qui exercent une responsabilité dans l'Eglise doivent constamment donner une information complète aux moyens de communication. Puisque ces moyens sont souvent l'unique source et le seul canal d'information entre l'Eglise et le monde, les négliger serait enfouir en terre les talents donnés par Dieu. L'Eglise attend des agences nationales ou internationales, ainsi que des moyens d'information à grande audience, qu'ils apportent à l'information religieuse, au moins si elle est d'intérêt général, une attention soutenue et qu'ils la traitent avec tout le soin requis. De son côté, l'Eglise doit fournir à ces organismes des informations exactes et complètes, afin qu'ils soient en mesure de s'acquitter normalement de leur mission.

124. Ce qui a été dit (7) de la relation hâtive des événements et de leur commentaire concerne également l'information sur l'Eglise. Il s'ensuit que ceux qui exercent une responsabilité dans

(6) Cf. Mt 28, 19.

(7) § 38.



l'Eglise doivent prévoir et écarter toute difficulté liée à l'improvisation en n'en laissant pas l'initiative à d'autres. En outre, il convient que les décisions et les déclarations importantes soient données à l'avance, en temps utile, avec « embargo », afin que, dans l'intérêt même de l'Eglise, on puisse organiser une présentation et une explication convenables.

125. Les moyens de communication sociale présentent donc un triple intérêt pour le peuple de Dieu : ils aident l'Eglise à se révéler au monde moderne ; ils favorisent le dialogue à l'intérieur de l'Eglise ; ils apprennent à l'Eglise les mentalités et les attitudes de l'homme contemporain, car Dieu l'a chargée de porter à cet homme le message du salut, dans un langage qu'il puisse comprendre, à partir des questions qu'il se pose et qui lui tiennent à cœur.

## 2. L'utilité des media pour l'annonce de l'Evangile

126. Le Christ a prescrit à ses apôtres et à leurs successeurs « d'enseigner toutes les nations (8) », d'être « la lumière du monde (9) », de proclamer l'Evangile en tout temps et en tout lieu.

Comme le Christ lui-même, durant sa vie terrestre, s'est montré le parfait modèle de la « parole communiquée », et comme les apôtres ont utilisé tous les moyens de communication de leur époque, de même la mission de l'Eglise doit-elle s'accomplir, de nos jours, avec les moyens de notre temps. Nul ne pourra donc s'estimer fidèle au commandement du Christ s'il néglige ces moyens de transmettre au plus grand nombre d'hommes possible la doctrine et les préceptes évangéliques. Aussi le Concile Vatican II exhorte-t-il les catholiques à « mettre efficacement, sans aucun retard et avec le plus grand zèle, les moyens de communication sociale au service des multiples œuvres d'apostolat (10) ».

127. Cette nécessité apparaît clairement si l'on songe qu'aujourd'hui les hommes sont envahis par les communications qui façonnent leur pensée et leur mentalité. Ceci se vérifie dans le domaine religieux comme dans tous les autres domaines.

128. Les media d'aujourd'hui ouvrent aux hommes de nouvelles voies pour la rencontre du message évangélique. Ils permettent aux chrétiens, malgré les distances, de suivre les célébrations solennelles. Ainsi, la communauté chrétienne est plus unie et chacun peut participer à la vie intime de l'Eglise.

Il est à peine besoin de dire que la présentation doit convenir au caractère propre du moyen employé : le langage des media n'est pas celui de la chaire. L'on ne répétera jamais assez, d'autre part, que la qualité et la perfection des émissions religieuses doivent égaler celles des émissions profanes.

129. Les media sont aussi d'importance inestimable pour la formation chrétienne. Ils peuvent

faire appel aux meilleurs spécialistes de l'enseignement religieux ou à divers experts sur des questions d'actualité. Ils bénéficient de toutes les facilités techniques pour une présentation attrayante et adaptée. Ils peuvent, par leur nature même, contribuer à une rénovation de l'enseignement religieux et seconder la pédagogie de l'éducateur. Comme ils sont les canaux de l'information sur les attitudes et la mentalité de l'homme moderne, ils peuvent, dans la discussion sur les événements, amener les chrétiens à une réflexion sur les fondements de la foi et son application à la vie quotidienne.

130. On est si habitué, de nos jours, à un mode d'expression et de présentation séduisant et accompli qu'on supporterait mal un genre notablement inférieur, lorsqu'il s'agit de célébrations liturgiques ou d'enseignement de la foi chrétienne.

131. Il est nécessaire que l'exposé et le commentaire des enseignements doctrinaux présentent vraiment un attrait pour les esprits et les captivent. Pour cela, il faut utiliser, dans la mesure du possible, les moyens techniques et s'adapter aux modes d'expression et au genre de la communication sociale d'aujourd'hui.

132. L'Eglise peut s'exprimer soit en utilisant les moyens de communication sociale qui ne lui appartiennent pas, mais qui lui sont accessibles à des conditions déterminées, soit, le cas échéant, en utilisant ceux qui dépendent d'elle directement. Les situations varieront selon les pays et les moyens en place. Il appartient aux autorités religieuses compétentes, ainsi qu'à leurs collaborateurs, de fixer les orientations à ce sujet, après consultation d'experts, au niveau local, national et international.

133. Cette activité de catholiques qualifiés, qui travaillent pour le progrès humain à la lumière de l'Evangile et dans le service de la communication sociale, exige d'importantes ressources financières. Les catholiques sont donc appelés à prendre conscience de leurs devoirs en ce domaine et à y faire face avec générosité, puisqu'il serait « inadmissible que les fils de l'Eglise acceptent sans réagir que la parole du salut soit enchaînée et entravée (11) ».

134. Considérant l'importance croissante des moyens de communication sociale pour la vie de l'humanité en général et la vie de l'Eglise en particulier, les Conférences épiscopales sont invitées à donner à toutes ces perspectives une place prioritaire dans l'élaboration d'une « pastorale d'ensemble ». Elles doivent également leur réserver des fonds convenables, dans le cadre de leurs responsabilités propres, ainsi qu'au plan de la collaboration internationale.

## CHAPITRE III

### ROLE ET ACTIVITE DES CATHOLIQUES DANS CHACUN DES MOYENS DE COMMUNICATION

135. Nous avons considéré ce que doit être l'attitude des responsables et des auteurs catho-

(8) Mt 28, 19.

(9) Mt 5, 14.

(10) *Inter mirifica*, 13.

(11) *Inter mirifica*, 17.



liques en face de leur profession. Sur ce terrain, ils retrouvent leurs collègues, de quelque croyance qu'ils soient (12), mais, en tant que catholiques, ils trouveront là un stimulant et un soutien supplémentaire dans leur foi (13).

Nous avons traité des devoirs propres aux spécialistes catholiques de la communication, nous l'avons fait en général sans entrer dans les détails qui concernent l'un ou l'autre des media (§ 126 à 134). Il nous faut aborder chacun des media en particulier. Ces responsabilités concernent tous ceux qui parlent au nom de l'Eglise, qu'ils s'expriment dans des media officiellement catholiques ou dans des media neutres qui donnent à l'Eglise la possibilité de se faire entendre.

## 1. Les publications imprimées

136. La presse, par ses qualités propres, a une très grande importance et une profonde influence. Grâce à sa souplesse et à la pluralité de ses titres, elle peut entrer dans le détail des événements, les expliquer, en provoquant la réflexion du lecteur et en lui permettant d'y revenir s'il le désire. Complément indispensable des moyens audio-visuels, elle est particulièrement apte à éveiller le sens critique et à former le jugement. Sa capacité de diversification et son aptitude à servir de support à la réflexion en font un instrument de base du dialogue social.

Parallèlement à la presse, les brochures et les livres de poche mettent entre toutes les mains des documents religieux, des chefs-d'œuvre littéraires, des publications techniques et scientifiques et des ouvrages de détente. D'autre part, des bandes dessinées et de courts récits illustrés présentent une réelle utilité, y compris dans le domaine religieux. Toutes ces publications méritent attention et soutien.

137. La presse catholique — journaux, revues, magazines et périodiques — peut être un instrument très efficace pour faire connaître le monde à l'Eglise et l'Eglise au monde. Il faut éviter toutefois de créer des publications nouvelles qui risqueraient de nuire à la qualité des publications existantes.

138. La presse catholique d'intérêt général publie des informations, des commentaires et des opinions sur tous les aspects de la vie courante et sur tous les problèmes auxquels est confronté l'homme contemporain.

La presse catholique aura à cœur de compléter et, si c'est nécessaire, de rectifier les nouvelles et les commentaires relatifs à la religion et à la vie de l'Eglise. Elle sera à la fois un reflet du monde et une lumière dans le monde, un terrain de rencontre et d'échange d'opinions. Elle devra être dotée des moyens nécessaires pour atteindre une qualité professionnelle indiscutable.

139. Parallèlement à la presse catholique et afin d'assurer le bon développement du dialogue à l'intérieur de l'Eglise et entre l'Eglise et le monde, il est nécessaire qu'existent des agences catholiques de presse bien équipées, aptes à

assurer un service de haut standard professionnel et fournissant en permanence des nouvelles récentes, exactes et complètes sur la vie de l'Eglise. Ces agences devront pouvoir collaborer, sur le plan international, afin d'assurer l'échange des nouvelles à travers le monde.

140. La communauté chrétienne est invitée à lire habituellement des publications catholiques — pourvu qu'elles soient dignes de ce nom, — non seulement pour s'y informer des nouvelles religieuses, mais encore pour s'y imprégner d'une mentalité chrétienne. Cela ne restreint pas la liberté de lire, ni le pluralisme local, ni les divergences d'opinion. C'est par leur qualité que les publications catholiques mériteront cette audience.

141. Dans la mesure où les événements quotidiens soulèvent des problèmes particuliers touchant à la nature même du sens chrétien, la presse catholique s'efforcera de les interpréter selon l'enseignement de l'Eglise.

Le clergé et le laïcat favoriseront la libre expression des opinions et reconnaîtront la diversité des écrits et des points de vue, non seulement parce que cela répond aux intérêts et aux préoccupations des lecteurs, mais aussi parce que cela suscite et alimente l'opinion publique dans l'Eglise et dans le monde (14).

Le rôle des périodiques catholiques qui sont considérés comme porte-parole officiel de l'Eglise et de ses institutions est de tendre, selon les normes en usage, à faire connaître la pensée de la société dont ils sont les interprètes. On veillera toutefois à laisser au lecteur la possibilité de s'exprimer librement sur les questions en discussion.

## 2. Le cinéma

142. Le cinéma fait partie intégrante de la vie contemporaine. Il exerce une forte influence sur l'éducation, la culture et les loisirs. Les cinéastes trouveront là un moyen particulièrement approprié à notre temps pour exprimer leur vision du monde.

Grâce aux progrès de la technique et à sa perfection, le cinéma exerce un attrait de plus en plus grand sur les spectateurs, tandis que la facilité accrue de se procurer des appareils à peu de frais permet d'envisager un plus large usage des films. Il devrait en résulter un développement de la culture cinématographique.

143. Les progrès du cinéma offrent des possibilités considérables pour son emploi plus large dans l'activité pastorale. Il sera de plus en plus facile désormais de produire des films parfaitement adaptés aux besoins et aux circonstances et de les projeter devant un public restreint et même à domicile.

144. Bon nombre de films traitent de sujets qui favorisent le progrès et la dignité de l'homme. Les œuvres de ce genre méritent d'être

(12) Cf. § 102-113.

(13) Cf. § 126-134.

(14) Cf. ci-dessus § 114-121 où nous avons traité le dialogue au sein de l'Eglise. Cf. aussi : encyclique de Paul VI, *Ecclesiam suam*, et les principes sur le dialogue œcuménique, surtout dans les n° IV, 4, b et IV, 5 du document « Réflexions et suggestions concernant le dialogue œcuménique ». *L'Osservatore Romano* 21-22.9.70.



signalées et approuvées. Les Centrales catholiques du cinéma recommanderont les meilleurs films et soutiendront leurs réalisateurs. Il faut rappeler à ce propos que bien des films, considérés comme des chefs-d'œuvre, se rapportent à des sujets religieux. C'est là un puissant encouragement à tourner des scénarios de ce genre.

145. Les organismes catholiques spécialisés du cinéma, de la radio-télévision et de la culture uniront leurs efforts pour intensifier la production, la distribution et l'utilisation de programmes appropriés, en encourageant l'emploi, pour l'éducation religieuse, des nouvelles inventions, des appareils d'enregistrement, de reproduction et de rediffusion à bon marché.

146. Dans les régions où subsiste l'analphabétisme, les films n'apportent pas seulement une contribution à une éducation de base, mais ils servent aussi à enseigner les vérités religieuses. Il est souvent plus facile de saisir à travers l'image les faits et les idées.

L'effort de promotion humaine et chrétienne se doit de tirer parti de ce puissant instrument, à condition que les films soient adaptés à la mentalité des populations.

147. Il est souhaitable que les professionnels du cinéma trouvent auprès des organismes catholiques spécialisés une compréhension véritable, préluant à un utile dialogue.

### 3. La radio et la télévision

148. La radio et la télévision ont donné à la société de nouvelles structures de communication et ont changé notre manière de vivre. Les émissions atteignent aujourd'hui les quatre coins du monde. Elles pénètrent au-delà des traditionnelles barrières politiques et culturelles. Les communications sont présentes dans les foyers et atteignent l'esprit et le cœur de millions de personnes à la fois. Les rapides progrès de la technique, spécialement en ce qui concerne les émissions par satellite, l'enregistrement et la conservation des programmes qu'on peut retransmettre ont davantage libéré les media des limites de l'espace et du temps. La radio et la télévision donnent aux auditeurs et aux téléspectateurs accès à tous les événements du monde entier, à la culture et aux loisirs. La télévision, en particulier, rend présents les personnes et les événements au grand public. Les émissions radio-télévisées enfin donnent naissance à de nouvelles techniques, susceptibles de transformer l'homme profondément.

149. Les aspects religieux de la vie humaine auront leur place normale dans les programmes généraux de radio et de télévision.

150. Les émissions religieuses de radio et de télévision suscitent de nouvelles relations entre les fidèles, enrichissent leur vie religieuse et contribuent à leur formation et à leur engagement dans l'Eglise et dans le monde. Elles sont utiles aux malades et aux personnes âgées, empêchés de participer pleinement à la vie de l'Eglise. Elles établissent des relations avec nombre de personnes qui, séparées de l'Eglise, recherchent inconsciemment un aliment spirituel. Elles apportent enfin le message évangélique à des territoires dans lesquels l'Eglise du Christ exerce difficilement sa mission. L'Eglise

doit donc faire tous ses efforts pour que de telles émissions se développent et se perfectionnent.

151. On les préparera avec le plus grand soin, du point de vue liturgique et technique. On devra tenir compte aussi de la diversité des destinataires, ainsi que des croyances et des coutumes, si les émissions dépassent les frontières. Le nombre et la durée de ces émissions devront prendre en considération les vœux du public.

152. La prédication doit s'adapter à la nature particulière des moyens utilisés. Les personnes chargées de cette mission doivent être soigneusement choisies et posséder l'expérience nécessaire.

153. Les émissions religieuses, informations, commentaires, reportages, débats, etc., peuvent hautement contribuer à la formation et au dialogue. Ce qui a été dit plus haut au sujet de l'engagement catholique dans la presse est valable aussi en ce domaine. Les règles générales prescrivant l'exposition loyale des opinions différentes doivent être appliquées, surtout quand ces media ont un monopole de droit ou de fait dans une région donnée.

154. En tout ecclésiastique, et souvent en tout dirigeant laïc, malgré les précautions qu'ils peuvent prendre, le public voit un porte-parole de l'Eglise. C'est pourquoi ceux qui interviennent dans les media doivent avoir présente à l'esprit cette inévitable confusion et tout faire pour la dissiper.

Qu'ils soient conscients de leur responsabilité dans les idées qu'ils expriment, dans la manière de les présenter, dans leur comportement. Qu'ils se fassent un devoir de consulter les autorités ecclésiastiques compétentes, chaque fois du moins qu'ils disposeront, avant leur intervention, du temps nécessaire pour le faire.

155. Les auditeurs et les téléspectateurs contribuent à l'amélioration des programmes religieux, en exprimant leurs réactions.

156. Pour assurer la présence de l'Eglise à la radio et à la télévision, il est nécessaire qu'une collaboration étroite et confiante s'instaure entre les responsables catholiques et les responsables de la radio-télévision.

157. Dans les pays où l'Eglise n'a pas accès aux media, l'écoute des émissions religieuses radiophoniques est le seul moyen, pour les fidèles, de connaître la vie de l'Eglise universelle et d'entendre librement la Parole de Dieu. Une situation aussi défavorable crée, pour les pasteurs et les fidèles des pays voisins, le grave devoir d'aider ces frères dans le Christ, par des émissions dont les sujets religieux répondent à leurs besoins.

### 4. Le théâtre

158. Le théâtre — un des plus anciens modes de communication humaine — a considérablement augmenté son audience grâce à la radio, à la télévision et au cinéma.

159. La collaboration du théâtre avec les autres moyens de communication aboutit à de nouvelles formes d'expression dramatique, appelées parfois « multi-media ». Tout en s'inspirant du théâtre traditionnel, ces formes réalisent une synthèse



originale entre les possibilités propres à chaque moyen de communication.

160. Enfin, le théâtre d'aujourd'hui est fréquemment idéologique. Il devient une sorte de laboratoire expérimental, pour l'expression d'idées neuves et audacieuses sur l'homme contemporain et sa condition. Son influence s'exerce sur des masses toujours plus grandes et s'étend aux autres moyens de communication sociale.

161. L'Eglise montre un grand intérêt pour le théâtre qui, à son origine, était étroitement lié à des manifestations religieuses. Les chrétiens doivent saisir toutes les possibilités qu'il offre et encourager les auteurs dramatiques à porter à la scène les aspirations et les problèmes religieux de l'homme moderne.

#### CHAPITRE IV

#### EQUIPEMENT, PERSONNEL, ORGANISATION

162. La place des media dans la vie des hommes et les résultats auxquels ils peuvent parvenir, les problèmes qu'ils posent à la conscience des catholiques exigent un équipement pastoral approprié : des responsables expérimentés, des organismes spécialisés, avec une structure et des moyens convenables, de même des organisations qui prennent en charge l'apostolat de chacun des media.

163. Par leur prière et leur action, individuellement et collectivement, les fidèles doivent permettre à l'Eglise de ce temps d'exercer plus facilement sa mission par les moyens de communication sociale. Ceux-ci sont alors en mesure de communiquer le message évangélique, d'éclairer les consciences, de favoriser le progrès et d'imprégner le monde moderne d'esprit chrétien.

164. Dans les organismes et les offices propres à la communication sociale, il importe que des dirigeants et des responsables soient dûment formés et concourent à la mission pastorale de l'Eglise. La préparation de tels responsables laïcs et ecclésiastiques constitue l'un des principaux devoirs de l'Eglise.

165. L'étude approfondie de la situation des moyens de communication sociale, la planification de l'activité pastorale dans ce domaine et de l'usage de ces moyens dans la pastorale d'ensemble relèvent, comme il convient, de l'autorité ecclésiastique, qui devra s'appuyer sur l'avis d'experts qualifiés.

Suivant les normes du Décret *Inter mirifica*, cette tâche incombe à l'évêque dans son diocèse (15), à une Commission épiscopale spéciale ou à un évêque délégué dans chaque pays (16), à la Commission pontificale pour les moyens de communication sociale dans l'Eglise universelle (17).

166. Les offices et organismes qui se consacrent à la communication sociale doivent être dévelop-

pés et coopérer entre eux (18). Ils s'attacheront particulièrement à la formation de professionnels.

L'autorité ecclésiastique encouragera avec insistance les catholiques et leurs groupements à prendre, librement et spontanément, des initiatives à cet égard. Elle se réservera la direction des réalisations qui, par leur nature même, relèvent du sacerdoce ministériel. Il en sera de même dans tous les cas où, pour le bien des fidèles, l'intervention de la hiérarchie s'impose.

167. Les autorités ecclésiastiques compétentes dont il a été question ci-dessus, au n° 165, veilleront à l'organisation annuelle d'une Journée mondiale des moyens de communication sociale, à l'occasion de laquelle sera souligné le rôle de ceux qui travaillent dans ce secteur (19). Elles proposeront en outre aux Conférences épiscopales les projets de financement de l'activité pastorale dans le domaine des communications.

168. Dans la mesure du possible, sera constitué un Office diocésain ou interdiocésain, dont une des tâches principales sera d'organiser, dans le diocèse et jusqu'au niveau des paroisses, cette forme d'apostolat. Il sera également chargé de la préparation, dans le diocèse, de la Journée mondiale dont il a été question.

169. Il faut, en chaque pays, ou bien un seul Office national pour les media, avec des services annexes, ou bien autant d'Offices qu'il existe de secteurs (cinéma, presse, radio, télévision). Ils devront collaborer étroitement. Quoi qu'il en soit, toute l'organisation doit être soumise à une direction générale unique (20).

170. Il appartiendra aux Offices nationaux et diocésains de stimuler, d'encourager et de coordonner les initiatives et l'activité des catholiques en ce domaine. Ils veilleront particulièrement à ce que le clergé et les laïcs reçoivent méthodiquement la formation nécessaire : cours, conférences, sessions d'études, publication d'informations rédigées par des spécialistes ayant autorité. Il leur appartiendra également de donner leur avis sur la préparation et l'exécution d'œuvres et d'émissions traitant de sujets religieux.

171. Les Offices nationaux et diocésains entreprendront de même des rapports suivis avec les professionnels de la communication et leurs organismes. Ils leur fourniront les documents, avis et renseignements dont ils auront besoin. Sur le plan national, ils prépareront la Journée mondiale des moyens de communication sociale et organiseront la collecte suggérée par le Décret conciliaire (21).

172. Il appartient aux Commissions épiscopales nationales, ou aux évêques délégués de diriger, dans les limites de leur juridiction, les travaux des Offices nationaux et de définir les principes généraux d'organisation de l'activité apostolique en ce domaine. Elles doivent aussi entretenir des relations mutuelles avec les Commissions épiscopales des autres pays et collaborer avec la Commission pontificale des moyens de communica-

(18) Cf. *Apostolicam actuositatem*, n° 19 et 21. (DC 1965, n° 1460, col. 2034, 2036.)

(19) Cf. *Inter mirifica*, 18.

(20) Cf. *Inter mirifica*, 21.

(21) Cf. *Inter mirifica*, 18.

(15) Cf. *Inter mirifica*, 20.

(16) Cf. *ibid.*, 21.

(17) Cf. *ibid.*, 19.



tion sociale, selon le décret *Inter mirifica* (22) et la lettre apostolique *In fructibus multis* (23).

173. Dans les continents et les régions où il n'y a qu'une seule Conférence épiscopale pour plusieurs Etats, celle-ci devra disposer d'un Office des moyens de communication sociale soumis à l'autorité d'un ou de plusieurs évêques désignés à cet effet.

174. Chaque évêque, chaque Conférence épiscopale, ainsi que le Saint-Siège, aura son porte-parole ou représentant officiel. La mission de celui-ci consistera à faire connaître informations et nouvelles, à commenter brièvement les documents de l'Eglise dès leur publication. Il rapportera rapidement et fidèlement, les nouvelles concernant la vie et l'activité de l'Eglise, dans la mesure où sa fonction le lui permet. Il est tout à fait souhaitable que les diocèses et les groupements catholiques les plus représentatifs aient aussi un délégué chargé d'une semblable mission.

Ces porte-parole, ainsi que tous ceux qui apparaissent comme les témoins de la vie de l'Eglise, doivent tenir compte des principes des relations publiques. Il leur faut distinguer les diverses audiences auxquelles l'information est apportée, en s'efforçant d'établir un climat de confiance et de compréhension mutuelle. Cette confiance et cette compréhension ne peuvent être assurées que dans le respect des personnes et de la vérité.

175. Outre la fonction de porte-parole, devra être assurée une fonction d'information et de liaison avec le public, en vue de présenter à tous une image vraie de l'Eglise. Il s'agira alors de recueillir les réactions, les opinions et les aspirations du public, pour en informer l'autorité ecclésiastique, ce qui suppose l'entretien de rapports déférents et amicaux avec les diverses personnes et les divers groupes. Ainsi peut s'établir, dans chaque sens, un courant continu d'informations, où chacun donne et reçoit (24).

176. Pour que le dialogue, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Eglise, se développe favorablement à partir de l'actualité religieuse, il est nécessaire que les informations officielles soient portées à la connaissance des intéressés en temps utile, avec exactitude et précision. Elles seront présentées d'une manière conforme aux exigences de l'information, à l'aide de moyens appropriés (bulletins, télex, photos).

177. Les Instituts religieux seront attentifs aux tâches multiples et primordiales de l'Eglise dans le domaine de la communication sociale. Ils examineront ce qu'ils peuvent faire pour apporter leur coopération et remplir certaines charges en harmonie avec leurs Constitutions.

Quant aux institutions créées spécialement à cette fin, elles collaboreront entre elles et avec les Offices diocésains nationaux, régionaux, continentaux : ensemble, ils élaboreront des avis et mettront sur pied des projets concernant les œuvres d'apostolat dans le domaine de la communication sociale.

178. Les Offices nationaux de chaque pays dont il a été question (25) et les Offices centraux des instituts religieux collaboreront avec les organisations internationales catholiques, en conformité avec les statuts de ces organisations approuvées par le Saint-Siège : UCIP (Union catholique internationale de la presse), OCIC (Office catholique international du cinéma), UNDA (Association catholique internationale pour la radio et la télévision) (26).

179. Ces organisations internationales catholiques ont pour fonction, notamment, chacune dans son secteur et selon les modalités prévues par ses statuts, d'apporter une aide aux organismes nationaux ou aux associations professionnelles catholiques nationales. Leur objectif sera d'encourager la recherche et le développement dans le domaine de la communication sociale, de développer le sens de la solidarité et les échanges internationaux, d'étudier les modes de présence chrétienne au monde des moyens de communication sociale, de coordonner les initiatives dans ce domaine sur le plan international, de prendre les mesures qui se révèlent utiles, spécialement pour les pays en voie de développement, de favoriser la production et la distribution de films, de programmes de radio et de télévision, du matériel audio-visuel et des publications utiles au progrès de la communauté humaine et au service du peuple de Dieu. Ces organisations internationales catholiques sont invitées à unir leurs efforts par les études, les recherches et la solution des problèmes communs.

180. Les Conférences épiscopales, grâce à leurs Offices spécialisés et aux Associations catholiques nationales, assureront à ces organisations catholiques internationales l'appui financier nécessaire pour accomplir leur mission.

## CONCLUSION

181. Ici se pose une question difficile : sommes-nous au seuil d'un nouvel âge de la communication sociale ? S'agit-il de mutations seulement quantitatives ou aussi qualitatives ?

La réponse est d'autant plus complexe que les communications par satellites artificiels apportent chaque jour des éléments nouveaux.

Cependant, vu les progrès de la science et de la technique, il est à prévoir que les nouvelles parviendront sous peu, à tous les hommes, simultanément par l'ouïe et par la vue ; elles pourront être enregistrées et diffusées à plusieurs reprises, au gré de chacun, pour sa culture ou son plaisir. Ce sera l'occasion d'un dialogue plus intense entre les hommes. De telles émissions pourront, selon leur objet et l'usage qui en sera fait, contribuer à resserrer les liens de la fraternité humaine, à développer la civilisation, à cimenter la paix.

182. Ainsi, les responsabilités du peuple de Dieu s'élargissent et s'accroissent brusquement, car jamais ne lui ont été offertes de telles possibilités d'agir pour que les communications sociales concourent efficacement au développement du tiers-monde, au vrai progrès de l'humanité entière et à la communion fraternelle entre les

(22) Cf. *Inter mirifica*, 19.

(23) Cf. *In fructibus multis*, AAS 56 (1964), p. 289-292. (DC 1964, n° 1423, col. 553 et s.)

(24) Voir ci-dessus, § 138-141.

(25) Cf. ci-dessus, § 169.

(26) *Inter mirifica*, 22.



hommes, ainsi qu'à la proclamation de l'Evangile et à la transmission du message du Christ Sauveur jusqu'aux extrémités de la terre.

183. Cette Instruction pastorale veut seulement donner des orientations générales. L'état actuel des media ne permet pas d'entrer dans les détails.

La conception chrétienne de la vie suppose des principes immuables fondés sur le message d'amour, la « Bonne Nouvelle » de l'Evangile, et sur la dignité de l'homme appelé à devenir fils adoptif de Dieu. Mais il va de soi que les applications pratiques et même les orientations pastorales doivent être adaptées à la réalité concrète des situations locales, sur les plans technique, social, culturel. Elles doivent également tenir compte du développement continu des media et des lois qui leur sont propres. Ce caractère hautement évolutif, qui est une des marques essentielles des moyens de communication sociale, souligne la nécessité, pour tous ceux qui exercent une responsabilité pastorale, de se soumettre aux exigences d'une éducation permanente en ce domaine.

184. Il resterait encore bien des points à examiner pour mieux connaître les media et les mettre au service de l'épanouissement de l'homme et de son éducation à chaque niveau, et particulièrement au niveau scolaire. Il y a place pour des études plus approfondies des effets de la communication sociale dans les différents milieux culturels et sur les différents types humains.

Pour bien évaluer le fonctionnement et les possibilités des media, pour connaître avec précision leurs effets psychologiques et culturels, il est nécessaire de prêter attention aux recherches proprement scientifiques. Plus que jamais, il faut promouvoir ces recherches. Les Universités, de fondation récente ou ancienne, trouveront là un champ de sujets actuels du plus haut intérêt, appelés à rivaliser à bon droit avec les disciplines traditionnelles. L'Eglise assure les chercheurs qu'elle est prête à accueillir largement les résultats et les conclusions de leurs études, et à les faire concourir, autant qu'il dépend d'elle, au bien de l'humanité.

185. Ainsi semble-t-il urgent que soit entreprise une étude méthodique des possibilités de l'Eglise en ces matières et que soit établie une planification des priorités à l'échelle mondiale, s'étendant sur plusieurs années, afin de prendre progressivement des initiatives à la mesure de l'importance grandissante de ces media.

186. Cette Instruction pastorale montre l'impérieuse nécessité pour l'Eglise de s'exprimer sans retard. Il lui faut prendre contact avec les professionnels de la communication sociale et leur apporter sa franche collaboration. Elle invite tous les hommes à faire servir effectivement ces moyens au progrès du genre humain et à la gloire de Dieu.

La Commission pontificale des moyens de communication sociale a élaboré cette Instruction conformément aux directives du Concile Vatican II, après avoir réuni des spécialistes et des experts du monde entier. Loin de mettre un terme à cette entreprise, elle espère donner l'essor à de nouvelles voies.

187. Le peuple de Dieu, dans sa marche à travers les siècles, appelé à communiquer, c'est-à-dire à la fois à donner et à recevoir, regarde

l'avenir avec confiance, car il entrevoit les promesses d'un nouvel âge : celui de la communication sociale.

\*  
\*\*

*Le Souverain Pontife Paul VI a approuvé, en toutes et chacune de ses parties, cette Instruction sur les moyens de communication sociale, et l'a confirmée de son autorité, ordonnant qu'elle soit promulguée pour être observée par tous ceux qu'elle concerne.*

*Nonobstant toutes dispositions contraires.*

*Rome, en la cinquième Journée mondiale des moyens de communication sociale, le 23 mai 1971.*

† MARTIN J. O'CONNOR,  
archevêque titulaire de Laodicée en Syrie,  
président.

† AUGUSTIN FERRARI-TONIOLO,  
évêque titulaire de Tarasène en Byzance,  
pro-président.

ANDRÉ M. DESKUR,  
secrétaire.

---

— *Histoire de la morale*, par VERNON J. BOURKE. Traduit de l'anglais par J. MIGNON. — Un vol. de 13,5 × 21,5 cm, de 518 pages. Prix : 69 F. Editions du Cerf, Paris.

Enquête menée avec toute la précision désirable, malgré l'ampleur des siècles et civilisations à parcourir, de tous les systèmes ou écoles de morale qui ont vu le jour, depuis l'antiquité grecque jusqu'aux temps modernes. Comment les penseurs à travers les âges ont compris l'homme, et quels projets d'existence et arts de vivre ont ainsi été élaborés pour lui ? L'entreprise valait la peine d'être tentée.

— *Comment changer ? Evoluer dans un monde en mouvement*, par SUZANNE BRÉSARD. Préface de LOUIS ARMAND, de l'Académie française (coll. « Sciences humaine »). — Un vol. 13,5 × 18 cm, de 208 pages. Editions du Centurion, Paris.

Ce qui a inspiré cet ouvrage, note Louis Armand, c'est « une volonté d'innover en éclairant le ciel par la connaissance et l'expérience. C'est offrir aux jeunes couples entrant dans la vie un programme d'activités sur de solides bases ».

— *Les Paroles inconnues de Jésus*, par J. JEREMIAS. Traduit de l'allemand par ROBERT HENNING (coll. « Lectio divina », n° 62). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 138 pages. Prix : 23,50 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Toutes les paroles de Jésus ne se trouvent pas dans les Evangiles. D'autres écrits du Nouveau Testament en citent un petit nombre, comme les écrits des Pères des premiers siècles en rapportent d'autres sans compter les dits des apocryphes. Le savant exégète étudie l'authenticité des unes et des autres et en pèse la valeur. L'ouvrage se lit avec un intérêt croissant.

— *Herméneutique et catéchèse*, par RENÉ MARLÉ (ISPC). — Un vol. 14,5 × 21,5 cm, de 128 pages. Prix : 12,50 F. Editions Mame-Fayard, Paris.

Habituellement envisagée comme discipline d'exégèse biblique, l'herméneutique est au carrefour des disciplines les plus cultivées de nos jours. L'auteur en montre l'importance surtout en catéchèse et comment le « catéchiste » doit connaître les implications de sa mission.

— *L'Apocalypse de Jean*, par A. LAPPLE (coll. « Lire la Bible », n° 24). — Un vol. 12,5 × 18,5 cm, de 272 pages. Prix : 29 F. Les Editions du Cerf, Paris.

Cette étude du dernier livre sacré montre à quel point il peut être pour le chrétien d'aujourd'hui une source de réflexions des plus actuelles, capables de nous éclairer dans les conflits de la foi avec le monde moderne.



## L'AFFAIRE DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE

*Lettre du cardinal Marty*

*Le 24 avril, le cardinal Marty et ses deux évêques auxiliaires, NN. SS. Pézeril et Frosard, avaient publié conjointement un communiqué qui avait suscité de nombreux remous (1) après le verdict rendu la veille par la 16<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de Paris dans le procès des jeunes manifestants gauchistes qui avaient occupé la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre le 13 février dernier (10 condamnations à six mois de prison ferme et 3 condamnations à quatre mois de prison). A la suite de ce communiqué, le cardinal Marty a reçu un nombre important de lettres, auxquelles il a répondu en ces termes (2) :*

accomplir un irremplaçable service. Le terme de « sévérité » avait été utilisé dans plusieurs informations de presse ; je l'ai repris sciemment : il qualifiait des peines, il ne mettait pas en cause la conscience des juges.

L'archevêque de Paris attache la plus haute importance à la qualité de recueillement des églises et des chapelles du diocèse. Maisons de la prière ouvertes à tous, elles sont des lieux de réconciliation et de communion. Jésus-Christ y est présent. C'est dire que je réprouve tout acte de profanation.

Je n'approuve pas la violence. Nous savons par une expérience encore proche que jamais le bonheur et le bien ne sortent de la violence déchaînée. Jamais.

Enfin, est-il nécessaire de rappeler que je n'entends nullement soutenir tel ou tel mouvement politique ? Ma charge est autre.

### LE CARDINAL ARCHEVEQUE DE PARIS

MONSIEUR, MADAME,

A la suite du communiqué du 24 avril, j'ai reçu un abondant courrier. Quelques-uns m'expriment leur gratitude ; d'autres me font part de leur regret. Vous-même m'avez écrit. Je vous en remercie.

Vous me dites être étonné et ne pouvoir admettre une telle déclaration. Je voudrais vous aider à comprendre.

### Remarques préliminaires

Je respecte l'indépendance de la justice. Dans des conditions parfois difficiles, celle-ci doit

(1) Le texte de ce communiqué est publié dans la lettre du cardinal Marty que nous reproduisons ici.

(2) « Présence et dialogue — L'Eglise dans la région parisienne », 28 mai 1971, supplément « Paris », p. 6 et s.

Cette lettre est précédée de l'introduction suivante dans le bulletin du diocèse de Paris :  
A la suite du communiqué du 24 avril, le cardinal Marty a reçu un nombre important de lettres (plus de 600).

La grande majorité des correspondants s'est étonnée, voire scandalisée de cette prise de position.

Le cardinal a voulu accueillir leurs interrogations, éclairer leur jugement, apporter les explications nécessaires. Il a tenu à garder le dialogue en répondant à chacun la lettre ci-dessous.

### Les événements du Sacré-Cœur

Tout s'est passé très vite, le samedi 13 février. J'ai été informé de l'incident le soir même, alors qu'il était déjà terminé.

Sans retard, j'ai plaidé auprès des autorités la compréhension et l'indulgence. « Je ne peux croire, disais-je, que tous portent la même responsabilité en cette affaire. » L'Eglise, en aucune manière, ne portait plainte. Douze jeunes, sur soixante-neuf interpellés, ont fait l'objet de poursuite.

J'ai tenu à avoir un dossier circonstancié, m'informant sur le déroulement et les causes de la manifestation puisque les journaux rapportaient des faits contradictoires.

Je n'ai pas de raison de mettre en cause le témoignage et le discernement de Mgr Charles, recteur de la basilique. Lui-même — ancien aumônier d'étudiants — a demandé, lors du procès, l'indulgence du tribunal.

On a cherché à diviser et à m'utiliser. J'ai refusé d'entrer dans la controverse.

Je vous invite à relire le communiqué ; il n'a pas toujours été diffusé et publié dans son intégralité.

« Nous apprenons la condamnation des inculpés du procès intenté par le ministère public à l'occasion des désordres qui se sont déroulés au Sacré-Cœur. Nous regrettons la sévérité des peines infligées par le tribunal. Ne convient-il pas, comme toujours en pareil cas, d'avoir d'abord en vue l'avenir de ces jeunes ? Quels que soient les faits, ce jugement ne contribuera pas à le préparer : il

le rendra plus incertain encore. Ces incidents nous font souhaiter plus que jamais que, loin d'être troublées et utilisées à d'autres fins, les églises demeurent des lieux de prière, de réconciliation et de paix. »

### Pourquoi ?

Mon geste comportait un risque... Fallait-il pour autant s'abstenir ? Non. NN. SS. Frossard et Pézeril ont signé avec moi ce texte : signe de l'importance de cet acte pastoral et de son caractère parisien.

En la circonstance, la vraie raison qui a provoqué notre décision est celle-ci : *les jeunes et leur avenir.*

Je suis convaincu de la gravité de la crise actuelle. La société ne se donne-t-elle pas bonne conscience en se défendant par des décisions de justice, au lieu de rechercher les vraies causes des désordres et peut-être d'en mieux connaître les responsabilités ?

La communauté chrétienne de Paris ne peut être indifférente à une telle situation. L'Evangile a des exigences. Nous étions concernés par ce progrès, d'autant plus que l'événement avait eu son origine dans une église.

Sans vouloir ni majorer ni utiliser l'événement, je crois cependant qu'il met en lumière un fait et une question que le Pape souligne aujourd'hui même : « Partout le dialogue s'avère difficile entre une jeunesse porteuse d'aspiration, de renouveau et aussi d'insécurité pour l'avenir, et les générations adultes. Qui ne voit qu'il y a là une source de conflits graves, de ruptures et de démissions, même au sein de la famille, et une question posée sur les modes d'autorité, l'éducation de la liberté, la transmission des valeurs et des croyances, qui touche aux racines profondes de la société ? »

### Jeunes et adultes aujourd'hui

Les interrogations des jeunes (même et surtout de ceux qui ne contestent pas violemment) sont radicales, souvent justifiées. Quand ils scrutent leur vie de demain : réussite professionnelle, insertion dans la société, engagement politique, vie religieuse, bonheur..., ils s'interrogent très vite sur les valeurs et les institutions qui leur sont proposées. Beaucoup doutent de notre humanisme.

Arrivé à Paris en mai 1968, je n'ai cessé depuis ce temps — à travers mes contacts et conversations personnelles, à travers les confidences des éducateurs ou des parents — de percevoir l'extension et la profondeur du malaise ressenti.

Les adultes peuvent-ils se contenter d'un diagnostic pessimiste et inquiet devant un phénomène aussi généralisé ? Doivent-ils prendre une attitude seulement défensive ?

« Dans ce monde en gestation », le mal des jeunes est aussi notre mal.

Adultes — tous les adultes, y compris les hommes d'Eglise — ne nous fermons pas les yeux. Nous avons partie liée avec les jeunes. Nous sommes solidaires de leurs questions. Ils nous demandent de formuler avec eux la réponse ; et pour une grande part nous en avons les moyens. Il faut les prendre au sérieux..., il faut aussi prendre au sérieux notre expérience et nos convictions : sachons défendre les valeurs et les institutions qui servent la dignité de

l'homme et sa capacité à vivre avec ses frères.

Il nous est interdit d'avoir peur de l'avenir, de laisser les jeunes avancer seuls, d'utiliser leur dynamisme ou leur révolte sans partager les risques... Nous avons à réapprendre — dans un contexte tout nouveau — ce qu'on appelle « l'œuvre d'éducation ». Je sais d'ailleurs que, dans différents domaines, bon nombre cherchent intelligemment des voies neuves.

Et je crois en l'Evangile, lumière pour ce temps

Telle était la signification foncière de mon intervention.

Certains ont pu estimer que je faisais bon marché de l'ordre indispensable à la vie sociale. En conscience, je lui apportais l'appui le meilleur, en réaffirmant les exigences internes de solidarité entre les générations. Une société ne peut survivre si elle perd le dialogue avec sa jeunesse.

Je souhaite que par-delà les incompréhensions soulevées, comme à travers mes propres maladresses, vous puissiez, Monsieur, Madame, me rejoindre sur cette attention passionnée que mérite la situation présente des jeunes.

Veuillez agréer l'assurance de mon respectueux dévouement.

F. M.

Paris, le 14 mai 1971.

## LE CENTENAIRE DE LA MORT DE Mgr DARBOY

### *Déclarations du cardinal Marty*

*Le 24 mai 1871, Mgr Darboy, archevêque de Paris, était fusillé comme otage de la Commune à la prison de la Roquette. Peu avant le centenaire de sa mort, le cardinal Marty, son actuel successeur, a publié l'article suivant (1) :*

1871. Paris a vécu une année terrible. La plus terrible peut-être de sa longue histoire. Ce fut un moment de luttes et de crimes, d'espoirs et de malheurs.

Les souvenirs du siège, de la défaite, de la Commune pèsent encore sur nos consciences comme un drame de famille. On n'ose guère en parler ouvertement ; les cicatrices menacent toujours de faire souffrir.

Un siècle a passé ; les passions ne sont pas toutes éteintes...

Les leçons de l'histoire, chacun les retient selon sa propre mémoire, chacun les lit avec son propre regard, chacun y trouve prétexte à dire ce qu'il pense aujourd'hui, ce qu'il redoute ou ce qu'il souhaite pour demain.

(1) *La Croix*, supplément *Région parisienne*, 16-17 mai 1971 ; *Présence et dialogue — L'Eglise dans la région parisienne*, supplément « Paris », 28 mai 1971.

Cet article avait été communiqué dès le 14 mai à M. Georges Bidault, ancien président du Conseil, qui était intervenu à plusieurs reprises auprès du cardinal pour qu'un service solennel à la mémoire des otages, et en particulier de Mgr Darboy, soit célébré à Paris, sous son autorité et en sa présence (cf. *Carrefour*, 3 juin 1971, p. 11-16).



Il est tentant de s'annexer les victimes et de dire son propre discours !

Les anniversaires que l'on célèbre devraient être l'occasion de réfléchir, de prendre conscience, de prier.

Qui pense aux morts ? Qui se soucie de ces hommes et de ces femmes dont la vie a été brisée, et souvent dans le cercle infernal de la haine et dans l'escalade de la vengeance ? Qui se soucie vraiment de ces victimes dont beaucoup furent innocentes ?

Je ne peux oublier la mort tragique des soldats ; je ne peux oublier la mort tragique de l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, et des otages qui ont été fusillés en mai ; je ne peux oublier la mort tragique des milliers de Parisiens, morts de faim, morts dans le combat, morts dans la répression. Des milliers. Personne ne sait exactement combien furent exécutés et cette ignorance même en dit long...

Le 23 mai, j'irai au lieu de la naissance de Mgr Darboy ; j'y célébrerai la mémoire de mon prédécesseur ; pasteur de son peuple, arrêté au milieu de ceux que le Christ lui avait confiés, il fut et reste pour nous chrétiens de Paris, l'un de nos témoins de la foi.

*Le diocèse de Paris se doit aussi de célébrer la mémoire de son archevêque et des Parisiens tombés il y a cent ans. La Toussaint 1971 et le 2 novembre seront des journées d'espérance et de deuil.*

Toutes les communautés chrétiennes seront invitées à la prière et à l'engagement pour la paix.

Toute l'Eglise de Paris intercédera pour ces morts dont Dieu seul connaît la foi et la droiture. Pour un croyant, une telle prière n'est pas vaine ; aux yeux des chrétiens, elle est essentielle. Elle est une profession de foi en la vie qui ne finit pas.

Archevêque de Paris, je ne puis taire ma volonté de paix. Aujourd'hui encore les positions, les intérêts, les idées et les projets des Parisiens ne sont pas tous les mêmes ; ces différences peuvent devenir des sources de division et de lutte fratricide si nous laissons nos cœurs livrés à l'égoïsme, à l'injustice. Elles peuvent être infiniment fécondes si elles conduisent à la vraie promotion des habitants de la capitale, des hommes qui se reconnaissent frères.

† Cardinal François MARTY,  
archevêque de Paris.

## ALLOCUTION PRONONCEE A FAYL-BILLOT

*Le cardinal MARTY a prononcé l'allocution suivante au cours de la messe qu'il a célébrée le dimanche 23 mai, à Fayl-Billot (Haute-Marne), où Mgr Darboy est né le 16 janvier 1813 (2) :*

MES FRÈRES,

Nous sommes venus prier.

Apparemment loin des bruits de la ville ; au calme, en province. Paris, cependant, est présent ce matin. Le temps des dangereuses querelles entre les Parisiens et les provinciaux, entre ceux qui faisaient les révolutions et ceux qui condamnaient les sautes d'humeur de la capitale, ce temps-là n'est plus. Il ne doit plus être. Paris ne plonge-t-elle pas ses racines dans toutes les régions de France ? Paris est donc ici avec vous pour entendre le message de celui qui fut son

archevêque en des heures douloureuses et troubles.

Georges Darboy naquit près de cette église en 1813. Il fut prêtre de Langres avant d'être sacré en 1859 évêque de Nancy. Mais après huit ans de ministère dans son diocèse il monta à Paris, comme l'on dit. Il le fit, je crois, sans l'autorisation de son évêque... et devint aumônier du lycée Henri-IV. C'est au soir du 23 juin 1848 qu'il donna l'hospitalité à Mgr Affre, son archevêque. Le prélat venait de confirmer à la paroisse Saint-Etienne-du-Mont ; il était bloqué par les barricades. Deux jours après, l'archevêque de Paris — lui-même prêtre de province — devait tomber au faubourg Saint-Antoine. Vingt-trois ans plus tard, le 24 mai 1871, Mgr Darboy était fusillé avec plusieurs otages de la Commune.

Nous sommes rassemblés non d'abord par souci de commémorer un événement historique ni par le désir d'exalter quelques idées nouvelles, mais au nom de l'Evangile, dont Mgr Darboy fut l'apôtre et le serviteur.

Etranges gens que nous sommes, mes frères : à cause de notre foi, nous nous refusons aux idoles, nous écartons la force des idéologies ou le culte de la personnalité. Celui que nous honorons ce matin accomplit une fois encore son ministère : pasteur, comme Jean-Baptiste, comme Philippe, comme André, il nous conduit à l'Autre. « Viens voir » Celui qui a le visage de Dieu, Celui qui est le Prince de la paix, « viens voir » Jésus-Christ.

Frères, en venant vous rejoindre ce matin, j'ai médité les textes de l'Ecriture. Permettez-moi de vous confier trois points de ma méditation silencieuse :

1. Le chrétien ne peut se satisfaire du tumulte et de l'émeute ;
2. Homme du dialogue, il veut réconcilier les frères ennemis ;
3. Qu'il laisse surtout éclater son espérance, car il sait en qui il croit.

## Le chrétien ne peut se satisfaire du tumulte et de l'émeute

1. L'on est toujours impressionné par le tumulte et l'émeute. La violence est parfois l'ultime recours ; elle n'est jamais un bien.

Déjà « Le livre des Actes des apôtres » rapporte qu'aux paroles de saint Etienne, ceux qui « étaient là se bouchèrent les oreilles et se mirent à pousser de grands cris ; tous se précipitèrent sur lui... ». Comment peut-on s'entendre si l'on se bouche les oreilles ? Comment peut-on s'entendre si l'on se bat ? Comment peut-on se comprendre par la violence et par les coups ? La voix de l'homme de paix, la parole du prophète est alors recouverte, elle est prisonnière. Avec d'autres, Mgr Darboy a, je crois, été cette faible voix dans le tumulte. A Paris, comme à Versailles, chacun s'enfermait dans son droit ou son espoir, dans sa lutte ou sa peur, dans sa liberté ou sa haine. L'émeute n'est peut-être que l'expression désespérée d'un dialogue de sourds.

Nous sommes ramenés ainsi à Babylone et à son projet. Vous vous souvenez de ce passage de la Bible : ces hommes voulaient vivre ensemble ; ils avaient décidé de construire une ville immense, magnifique. Ils adoraient le pro-

(2) *La vie diocésaine de Langres*, 4 juin 1971, p. 90.



grès. Ils entreprirent de bâtir une tour, signe de leur œuvre commune, signe de leur puissance. Et voici qu'en cours d'ouvrage ils se troublèrent, se disputèrent, chacun voulant se servir de l'autre comme d'un esclave, chacun revendiquant sa part et son profit : ils ne parlaient plus le même langage, un mur de silence et de faillite s'éleva entre chaque communauté, entre chaque famille.

Notre époque ne fut-elle pas jusqu'à ce jour tentée par la frénésie de construire sa tour de Babel..., mais n'est-elle pas aujourd'hui écrasée de lassitude et de crainte devant l'impossible dialogue entre tous ? Beaucoup sont de bonne volonté, mais peu ont le courage et la capacité de percer le mur d'incompréhension qui isole et durcit.

A nous chrétiens, c'est l'une de nos tâches. Nous avons à revivre plus intensément chaque jour l'expérience de la Pentecôte. Nous avons à la revivre comme les apôtres l'ont vécue dans la ville surpeuplée de Jérusalem.

« Déconcertés », « émerveillés »..., tels sont les mots de saint Luc pour décrire les gens de tous les pays du monde connu, rassemblés à Jérusalem autour des témoins de la résurrection du Christ. Ils étaient dans la stupéfaction, car ils avaient « compris » : ils avaient saisi l'annonce bouleversante que les apôtres venaient de faire. Ils avaient entendu, accueilli le message. Ils avaient compris. Le dialogue était renoué. Ils n'étaient plus seuls.

Frères, nous avons à témoigner cette espérance. Par Jésus-Christ il est possible d'effacer l'histoire de Babel. Il est possible d'effacer les moments de bataille et les jours sombres, les temps de haine. Il est possible d'entendre et d'accueillir les appels et les espoirs. Il est possible d'être des bâtisseurs de la justice et de la paix.

Je crois que, chrétiens, nous avons mission d'être ces hommes du dialogue. Je pense en particulier à cette exigence dont j'ai cru récemment devoir rappeler l'urgence, celle du dialogue avec la jeunesse : « Adultes, nous avons partie liée avec les jeunes, nous sommes solidaires de leurs questions. Ils nous demandent de formuler avec eux la réponse et, pour une grande part, nous en avons les moyens. Il faut les prendre au sérieux... Il faut aussi prendre au sérieux notre expérience, nos convictions : sachons défendre les seules valeurs et institutions qui servent la dignité de l'homme et sa capacité à vivre avec ses frères. »

### **Homme de dialogue, le chrétien veut réconcilier les frères ennemis**

2. Ma deuxième réflexion m'est suggérée par l'attitude du jeune diacre Etienne. Il se mit à genoux pour prier Dieu : « Seigneur, ne leur compte pas ce péché. » Il faisait écho à l'appel du Christ en croix : « Père pardonne-leur... » Et comment ici ne pas rappeler l'attitude de Mgr Darboy à l'heure de sa mort : au moment de s'affaïsser, dit la chronique, l'archevêque leva la main avec la volonté de bénir. Ce geste de bénédiction, que nous, évêques, nous faisons si souvent, est le signe du don de Dieu, signe de paix. Le pardon est la pierre de touche, la borne qui marque notre vie chrétienne. « C'est à ce signe de l'amour que vous aurez les uns pour les autres qu'on saura que vous êtes mes disciples », dit le Christ. Et nous lisons dans saint Matthieu : « Vous avez appris qu'il a été dit : œil pour œil,

dent pour dent ; eh bien ! moi, je vous dis : de ne pas tenir tête aux méchants... Vous avez appris qu'il a été dit : tu aimeras ton prochain, tu haïras ton ennemi. Eh bien ! moi, je vous dis : aimez vos ennemis, priez pour ceux qui vous persécutent afin de vous montrer les fils de votre Père des cieux... » Nous nous disons trop vite que nous n'avons pas d'ennemis... sans doute pour n'avoir pas à les aimer ! Peut-être pourrions-nous chercher ceux qui ne parlent pas notre langue, qui ne pensent pas comme nous, qui ne sont pas de ce bas-côté de la route, de notre bord !

L'Eglise de Jésus-Christ est et doit être plus aujourd'hui qu'hier le lieu de la réconciliation, le lieu de la célébration du pardon, le lieu du rassemblement d'une communauté qui, loin de rejeter les différences, ni même d'avoir peur de certains conflits, a cependant la grâce d'aller au-delà : elle sait qu'elle est réunie par la force de la croix et de la résurrection du Seigneur. C'est pourquoi mon deuxième appel, mes frères, s'exprimera par la prière du Christ : « Je ne prie pas seulement, dit-il, pour ceux qui sont là, mais encore pour ceux qui accueilleront leur parole et croiront en moi : que tous, ils soient un, comme toi, Père, tu es en moi, et moi en toi. Qu'ils soient un en nous, eux aussi, pour que le monde croie que tu m'as envoyé. »

Lorsque nous célébrons l'Eucharistie comme ce matin, personne n'est laissé à la porte, aucune intention n'est rejetée ; tous les souffrants et pauvres du monde sont unis dans la même prière. Tous les ennemis, les blessés et les tués ne font à ce moment qu'un seul peuple, peuple de pénitents et peuple de sauvés en Jésus-Christ.

### **Que le chrétien laisse surtout éclater son espérance, car il sait en qui il croît**

3. Enfin, mes frères, devant la mort violente ou cachée, nous sommes ramenés à Celui qui est l'Alpha et l'Oméga, comme dit l'Apocalypse, le Premier et le Dernier, le Commencement et la Fin. Celui qui, pour certains, est l'Inconnu et, pour nous, porte un nom, Jésus-Christ.

En définitive, quelles que soient les circonstances, que l'on soit diacre ou évêque, sainte Blandine ou le Père de Foucauld, le communard ou le Versaillais, ou... l'un d'entre nous, à l'ultime passage, la question qui creuse notre esprit est bien celle-ci : « Qui dis-tu que je suis ? » Et chacun d'entre nous, dans sa propre langue, avec ses idées et son langage coutumier, avec ses faits et gestes, chacun d'entre nous répond et se juge. Etienne regarda le ciel ; il dit : « Le Fils de l'homme est debout à la droite de Dieu. » Et ce matin, avec lui, avec saint Jean, nous disons : « Amen. Viens, Seigneur Jésus, viens. »

Je voudrais conclure par une invitation pressante : que la communauté chrétienne dans le monde d'aujourd'hui, tel qu'il est, avec les difficultés que nous connaissons et les espoirs que nous portons tous, ne craigne pas de porter le témoignage nécessaire à la civilisation nouvelle qui se cherche, le témoignage de la présence efficace, indispensable de Jésus-Christ Sauveur.

Mais que le chrétien n'oublie jamais que sa profession de foi s'écrit toujours avec des actes de charité, par des engagements au service de la



justice, pour la libération de tous les hommes. Certains sont appelés à un don plus grand encore. Il n'y a pas de plus grande marque d'amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime.

Telle fut la mort de Mgr Darboy. Telles furent celles de beaucoup avec lui.

« C'est dans cet esprit que la Toussaint 1971 et le 2 novembre seront à Paris des journées d'espérance et de deuil. Toutes les communautés chrétiennes de Paris (et vous vous associez à elles) seront invitées à la prière et l'engagement pour la paix. »

## LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT DANS LE VI<sup>e</sup> PLAN FRANÇAIS

*Mémoire de la Commission française « Justice et Paix » (1)*

Déjà en avril 1970, la Commission française « Justice et Paix » a manifesté, auprès des pouvoirs publics et de l'opinion, son souci de voir mieux précisés, dans les options du VI<sup>e</sup> Plan, les devoirs de solidarité de la France vis-à-vis des pays en voie de développement (2). Poursuivant la mission qui est la sienne en ce domaine, elle a examiné avec soin le rapport général sur le VI<sup>e</sup> Plan et ses annexes, tel qu'il vient d'être présenté par le gouvernement au Conseil économique et social pour avis, puis au Parlement pour approbation.

La Commission « Justice et Paix » se permet de présenter les observations suivantes concernant la coopération de la France avec les pays en voie de développement (en particulier l'annexe A 6).

I. — La Commission « Justice et Paix » reconnaît avec satisfaction la présence des points suivants :

1. Le « devoir de solidarité à l'égard du monde sous-développé » est mentionné dans les finalités du Plan.

2. Dans la poursuite de la coopération technique, qui restera une part importante de l'aide publique, « la priorité sera donnée, en ce qui concerne l'enseignement, à la formation des formateurs et aux recherches pédagogiques en vue d'adapter les programmes et les méthodes aux besoins du développement ».

3. La contribution française « aux opérations de développement des organismes internationaux » sera augmentée. Ceux-ci constituent en effet un relais efficace de l'aide que nous pouvons apporter aux pays d'Amérique latine et d'Asie et, dans les pays associés à la Communauté, les actions du Fonds européen de développement sont très heureusement coordonnées avec les nôtres ».

4. Les pays les plus pauvres sont distingués de l'ensemble des pays en voie de développement ; et il est décidé que, pour eux, l'aide « se fera en grande partie sous forme de dons et s'interdira des réalisations de prestige laissant de lourdes charges de fonctionnement ».

5. « Pour les produits de base, la France s'efforcera avec réalisme de faire aboutir de nouveaux accords de produits et d'améliorer les mécanismes de stabilisation des cours. » L'accord

sur les préférences généralisées constitue un progrès notable.

6. « Les conséquences qu'aura, à terme, sur notre appareil de production l'accroissement des importations de certains produits en provenance des pays en voie de développement, ont été prises en compte dans la définition de la politique industrielle. » Des reconversions industrielles entraînées par l'accroissement des importations des produits manufacturés en provenance du tiers-monde sont donc prévues dans les années qui viennent. Mais il est souhaitable qu'elles soient suffisamment et volontairement intégrées dans les calculs du Plan.

\*\*

La Commission « Justice et Paix » relève aussi l'expression d'un certain nombre de préoccupations qu'il conviendrait, d'ailleurs, d'explicitier :

— Le problème du chômage urbain dans les prochaines années ;

— Le redéploiement de l'aide ;

— Le choix des projets d'investissements dans une perspective de développement.

Enfin, elle note particulièrement que le gouvernement a chargé un comité de personnalités indépendantes « de proposer une politique de coopération avec les pays du tiers-monde ».

\*\*

II. — Par contre, à côté de ces aspects positifs, la Commission « Justice et Paix » regrette certaines omissions importantes et se permet d'attirer à nouveau, avec fermeté, l'attention sur les points suivants :

1. La Commission regrette vivement que le sens donné à la solidarité avec le monde sous-développé apparaisse sous un double aspect utilitaire et nationaliste.

En effet, d'une part le « devoir de solidarité » est inscrit parmi les moyens que la France « doit mettre en œuvre pour assurer la maîtrise de son destin ». Il est mis au même rang que le progrès démographique, l'effort de défense et le développement pour franchir le seuil de la véritable puissance économique.

D'autre part, il est mentionné de telle sorte qu'il apparaît directement lié à l'essor culturel de la France.

Il serait souhaitable que la solidarité avec le tiers-monde soit présentée comme un dessein majeur de notre pays dans sa responsabilité internationale.

(1) Texte original.

(2) Cf. DC 1970, no 1563, p. 493 (NDLR).



2. Le VI<sup>e</sup> Plan rappelle que « la France a été à l'origine, au sein des organismes internationaux, de la proposition tendant à ce que les pays industrialisés consacrent, au minimum, 1 % de leur PNB à l'aide au tiers-monde ». Mais en ce qui concerne notre pays, le texte du Plan adopte une formule générale : « La France continuera d'y affecter une part importante de ses ressources. » La Commission regrette que, volontairement sans doute, il n'y ait aucun engagement précis ni aucun chiffre. Il est pourtant possible et souhaitable, conformément aux résolutions internationales, d'indiquer que 70 % du montant de l'aide (au minimum 1 % du PNB) sera une aide publique.

3. Le VI<sup>e</sup> Plan n'entreprend aucune clarification sur le contenu de l'aide officiellement comptée ; or, on le sait, les chiffres officiels comprennent des aides aux départements et territoires d'outre-mer, dont les populations font partie de l'unité nationale. Il faudrait donc qu'ils soient distingués et comptés à part. C'est une exigence de vérité, tant pour l'opinion publique française que pour les pays étrangers.

4. Quant aux crédits à l'exportation, ils doivent être mentionnés pour ce qu'ils sont, à savoir des subventions destinées à favoriser les exportateurs nationaux. Il serait souhaitable qu'on clarifie l'esprit et la politique qui doivent orienter ces attributions : simples perspectives de rentabilité commerciale pour aider les exportateurs nationaux, ou aide réelle au développement des pays étrangers dans le cadre de leur propre programme.

5. Nulle part il n'est dit si l'aide reste liée — ou non — à l'achat de fournitures françaises. L'aide liée crée des relations de dépendance économique et introduit des perspectives utilitaires qui peuvent corrompre les effets de l'aide. Pour sa part, la Commission souhaite une clarification sur ce point et un « déliement » progressif de l'aide.

6. Pour que les pays bénéficiaires de l'aide ne soient pas soumis aux vicissitudes des budgets annuels français et ne soient pas empêchés de faire des prévisions sur les ressources qu'ils attendent, un *programme cohérent et pluriannuel* devrait être instauré ; le VI<sup>e</sup> Plan n'en parle pas. Si, pour justifier ce refus, certains allèguent l'incertitude des ressources financières de la France et donc l'impossibilité de s'engager sur plusieurs années, on répondra que l'importance quantitative de l'aide n'est pas telle qu'elle puisse — même maintenue pendant une année difficile — compromettre l'équilibre général ; au contraire, l'établissement d'un programme pluriannuel marquera la volonté de la France de donner la priorité à la solidarité avec les pays en voie de développement ; sinon, l'aide se présente comme un surplus compressible de dépenses.

7. Même s'il est fait mention des travailleurs migrants dans les textes concernant l'emploi, les dispositions les concernant sont à envisager en fonction de la personne des travailleurs, de leur famille et de leur pays d'origine — qui sera souvent leur pays de retour, — tout en tenant compte des nécessités de notre propre économie. En conséquence, une réflexion devrait être ajoutée, dans cet esprit, à l'annexe A 6 qui traite de la coopération.

8. Enfin, pour l'efficacité même de l'aide, il serait souhaitable d'envisager une meilleure coordination des multiples services administratifs qui s'occupent de la coopération, et sans doute leur réorganisation. Cet aspect est omis dans le VI<sup>e</sup> Plan.

19 mai 1971.

## Communiqué du Comité d'étude pour la Paix et la Communauté internationale

*Au terme de la première réunion du Comité d'étude pour la paix et la communauté internationale, depuis son institutionalisation en février 1972 comme organe consultatif interne, de la Commission pontificale « Justice et Paix » (1), le communiqué suivant a été lu à la presse le 1<sup>er</sup> juin par M. Vittorino VERONESE, président du Comité (2) :*

Le Comité d'étude pour la paix et la communauté internationale s'est réuni à Rome du 24 au 27 mai dans la salle de la Commission « Justice et Paix », sous la présidence de M. V. Veronese.

(1) *Au cours de sa conférence de presse, M. VERONESE a déclaré :*

La Commission pontificale « Justice et Paix » comprend cinq sections :

1. Pour « la paix et la communauté internationale » ;
2. Pour « la promotion humaine » ;
3. Pour « le développement » ;
4. « Service de coordination des commissions nationales » ;
5. « Centre d'information et de documentation ».

La section pour la paix et la communauté internationale existe depuis 1968. Elle avait comme membres permanents seulement un président et un secrétaire. Pendant trois ans, elle a procédé à titre d'expérimentation à une consultation annuelle d'experts ou de représentants d'organismes de la curie, d'institutions ou d'associations internationales, lesquels étaient invités, à titre personnel et de temps en temps, à exprimer leur avis sur les problèmes concernant la paix. Le choix et le nombre de ces participants ont varié au cours de ces trois consultations. La dernière a réuni environ cinquante personnes. La récente décision, publiée dans *L'Osservatore Romano* des 1-2 mars 1971, a porté la composition du Comité à un président, un secrétaire, six membres permanents et dix consultants.

(*L'Osservatore Romano*, 31 mai-1<sup>er</sup> juin 1971, p. 2.)

\*\*

Voici la liste officielle des membres et consultants du Comité :

*Président* : M. Vittorino VERONESE.

*Membres* : Dr Marga KLOMPÉ (Hollande) ; Pr. Kinhide MUSHAKOJI (Japon) ; Pr. Candido MENDES DE ALMEIDA (Brésil) ; Pr. J. McDONALD (Canada) ; Pr. Jean PLIYA (Togo).

*Consulteurs* : Mgr Antoine CORTBAWI (Liban) ; M. Horace PERERA (Ceylan) ; Mgr Bernard LALANDE (France) ; M. Tadeusz SZMITKOWSKI (Suisse) ; Mlle Margarita MOYANI LLERENA (Argentine) ; Mgr Paul TEF-IM SOTHA (Cambodge) ; M. Sean McBRIDE (Irlande) ; Pr. Dr Otto KIMMINICH (Allemagne).

(2) Traduction de la DC d'après le texte italien original. Nous indiquons en italique les passages saillants du texte.



Les fonctions de secrétaire ont été remplies par Mgr Bernard LALANDE, consultant correspondant du Comité, qui a généreusement accepté l'invitation de laisser temporairement son travail de délégué national de la section française de *Pax Christi*.

Le programme de la réunion prévoyait l'examen de la méthode de travail du nouveau Comité et l'étude de certaines questions particulières :

a) La préparation de la *Journée mondiale de la paix* de 1972, dont le thème sera probablement en rapport avec celui du prochain Synode épiscopal sur la justice dans le monde ;

b) Les étroites relations existant entre la justice et la paix dans la perspective de la discussion qui aura lieu à ce même Synode ;

c) La lettre apostolique *Octogesima adveniens* de Paul VI, pour laquelle le Comité a exprimé sa plus vive reconnaissance, décidant de réfléchir attentivement sur tous les nouveaux éléments qui en découlent pour l'engagement des chrétiens au service de la paix ;

d) La promotion des *droits de l'homme*, en portant une attention particulière aux nouveaux aspects qui se manifestent dans la société en mutation, comme « le droit au développement » et « le droit à la contestation » (*right to dissent*) ; les possibilités d'intervenir pour remédier aux situations dans lesquelles sont violés les droits d'un homme ou d'une collectivité.

Le Comité a spécialement étudié le problème de l'objection de conscience, totale ou partielle. A partir de l'examen de la possibilité d'une convention pour un statut international de l'objecteur de conscience, on a reconnu la nécessité d'accélérer la reconnaissance législative de l'objecteur dans tous les pays où il n'est pas reconnu par la loi, et de prévoir une autre forme, non exclusivement militaire, de service envers sa propre communauté. On a aussi constaté l'apparition d'un degré différent d'objection de conscience qui renverse et remet en cause les modes de vie et les institutions d'un certain système social. Le Comité a estimé utile de proposer une étude complète de tous ces problèmes pour en approfondir les implications théologiques et philosophiques.

Le Comité a abordé également la question des *injustices culturelles*. Reconnaisant sa grande importance, il a décidé de l'analyser d'une façon plus approfondie dans une consultation ultérieure en vue d'une prochaine réunion.

e) *Les discriminations raciales*. Le Comité a confirmé l'opportunité qu'il y aurait à organiser un colloque international sur ce thème, en particulier comme contribution à l'année contre les discriminations raciales, prévue par l'ONU pour 1971, et il en a approuvé les grandes lignes d'orientation, également à la lumière du numéro 16 de *Octogesima adveniens*.

\*\*

Le Comité a ensuite conclu ses travaux en traçant un programme pour l'avenir basé sur l'attention étroite aux exigences concrètes de l'homme d'aujourd'hui avec toutes ses souffrances et toutes ses espérances en vue de sa libération.

Une attention particulière sera apportée à l'étude des nouveaux types de relations à instaurer dans la communauté internationale pour répondre à l'appel de Paul VI dans sa lettre apostolique — adressée précisément au président de la Commission pontificale « Justice et Paix » et du « Conseil des laïcs » — de « faire évoluer les structures et de les adapter aux vrais besoins présents ».

## LA DROGUE

*Document de travail publié par L'EPISCOPAT CANADIEN à la suite d'échanges avec des spécialistes de la question et avec différents groupes de jeunes (\*)*.

7 avril 1971.

1. Les autorités canadiennes affectent une somme de 4 millions et demi de dollars pour des recherches sur la drogue. De nombreux médecins, sociologues et psychologues ont écrit sur le sujet, en quête des motivations des usagers et des méthodes de prévention et de traitement. Tous s'accordent pour en souligner les dangers variant selon les drogues elles-mêmes et selon les personnes qui en font usage.

*Qu'en est-il au juste ?*

2. A ce propos, plusieurs se posent des questions. Elles viennent d'adultes, mais surtout de jeunes, adeptes ou non de la drogue, qui sont en recherche dans les domaines social et spirituel. Elles viennent de jeunes désireux d'être vrais, authentiques, marqués par une société qu'ils contestent et qui ne leur laisse pas souvent l'occasion d'exposer leurs points de vue ; de jeunes dont certains espèrent trouver dans la drogue une réponse à leurs questions, à leur contestation.

3. Le « Rapport provisoire de la Commission d'enquête sur l'usage des drogues à des fins non médicales (1) » présente un éventail des causes et des effets de cette habitude, aussi bien chez les adultes que chez les jeunes.

4. Ces données révèlent un phénomène nouveau dont l'ampleur inquiète toute la société. Nous partageons cette anxiété et voulons apporter notre collaboration pour la solution de ce problème en nous adressant, d'une façon spéciale, aux jeunes de notre pays.

5. Ces réflexions vous sont présentées dans un climat de confiance et de compréhension ; nous sommes assurés que vous les accueillerez dans un esprit de dialogue fructueux.

6. La drogue ne supprime pas les difficultés ; elle n'est pas non plus un moyen d'atteindre vos objectifs.

7. Si les nombreux médicaments utilisés pour le soin des malades, sous surveillance médicale appropriée, constituent pour l'humanité un bienfait inappréciable, l'usage inconsidéré des médicaments et des drogues peut menacer la santé physique et morale des individus et des peuples. En effet, « une drogue est une substance qui, par sa composition chimique, peut modifier la structure ou le fonctionnement d'un organisme vivant », c'est-à-dire peut « modifier les sensations, l'humeur, la conscience et d'autres fonc-

(\*) Texte original.

Les membres de l'épiscopat canadien apprécieraient toute suggestion susceptible d'apporter des aspects complémentaires. On les adressera au Secrétariat général de l'épiscopat, 90 avenue Parent, Ottawa.

(1) Imprimerie de la Reine, Ottawa, 1970.

tions psychologiques ou le comportement en général ». (Commission Le Dain, *Rapport provisoire*, p. 14.)

8. L'effet varie selon la force de la drogue employée, la mesure et la fréquence des doses, les dispositions des usagers, la part — souvent ignorée — de tolérance et de dépendance déjà atteinte ou en voie de l'être.

9. Malgré ces faits, plusieurs jeunes, même des adultes, s'adonnent à la drogue. Les motivations et les causes profondes de leur conduite sont difficiles à saisir ; mais, le *Rapport provisoire* de la Commission Le Dain (p. 171-250) permet d'en signaler quelques-unes, réelles et fréquentes :

— La difficulté de supporter les tensions très fortes du milieu social ;

— Le goût naturel des expériences, des sensations agréables de plaisir et de détente ;

— Le désir d'atteindre son moi intérieur pour se connaître et s'accepter ;

— Le besoin de se sentir intégré au groupe ;

— Le besoin de vivre intensément sa vie, d'atteindre un idéal qui suppose une recherche spirituelle, difficile à cerner et à orienter ;

— Le vertige ressenti devant la vie qui exige des efforts parfois héroïques pour faire triompher la paix et la justice.

10. Plusieurs de ces valeurs individuelles et collectives méritent de retenir l'attention. La connaissance de soi, la vérité, l'authenticité, le bonheur, le spirituel dégagé de tout artifice, constituent des richesses que tout homme doit apprécier et dont il doit vivre. Comme vous et avec vous, nous travaillons pour améliorer la société et diminuer les tensions sociales.

11. Mais vos efforts seront-ils efficaces si vous utilisez la drogue pour résoudre vos difficultés et surmonter vos inquiétudes ? La drogue favorise-t-elle vos aspirations les plus profondes ? Vous permet-elle de découvrir les vraies valeurs, là où elles sont ?

12. Et vous porterait-elle à confondre :

— Risque exagéré et courage véritable ;

— Esclavage et liberté ;

— Oisiveté et contemplation ;

— Acceptation de soi et refus de soi ?

13. Pour mettre fin à ces situations ambiguës, nous invitons jeunes et moins jeunes à se renseigner d'une façon exacte sur les drogues ; ainsi le danger physique ou psychologique pourra être mieux perçu et évité avec courage.

14. Telle est l'exigence concrète d'une saine conception de la dignité de l'homme, créature de Dieu : chacun se rappellera alors la grave responsabilité de conserver sa santé physique et psychique et celle des autres.

15. Mieux que tout autre, le Christ a proposé au monde cet idéal. Il a même donné sa vie pour la plupart des valeurs et redressements dont vous vous faites heureusement les défenseurs. Le Christ nous a invités à la ténacité, au dépassement de soi, à l'ouverture aux autres dans le dialogue, la confiance et l'amour. Rejoignant les aspirations de l'homme, son enseignement enrichit l'existence de ceux qui s'y conforment avec sérénité et contribue au plein épanouissement de l'être humain et à son salut.

16. La fraternité humaine, tant désirée de nos jours, impose de travailler à l'établissement d'un climat de compréhension et d'accueil pour ceux que la drogue a diminués ou rendu malades et de tout mettre en œuvre pour promouvoir, dans l'ensemble de la communauté, des conditions favorables à leur réadaptation sociale.

17. Nous encourageons ceux qui s'attaquent avec vigueur au problème de la drogue par la diffusion d'une saine information, par le perfectionnement des méthodes de traitement, par la poursuite des recherches. Nous admirons et appuyons les parents qui, devant ce danger social, assument véritablement leurs responsabilités, donnent l'exemple aux jeunes tout en maintenant avec eux un dialogue fraternel de manière à susciter confiance et compréhension mutuelles.

18. D'autre part, la société a le devoir de se défendre contre les groupes d'exploiteurs ; aussi, faut-il stimuler une action collective en vue de mettre fin au commerce illégal des drogues.

19. La réforme profonde de notre société est si urgente que personne ne peut y demeurer indifférent. C'est pourquoi nous souhaitons que tous et chacun — jeunes et adultes — s'engagent avec sagesse et courage.

## DEVANT LA VAGUE D'ÉROTISME

*Allocution de Mgr Grégoire,  
archevêque de Montréal (1)*

On se plaît à rêver d'un monde qui serait tout ordonné au service de l'homme, à son achèvement intellectuel, spirituel et moral : individus et sociétés n'auraient en vue que le bien de l'être humain et ne rechercheraient que les moyens de le conduire à la pleine maîtrise de lui-même pour son propre bonheur.

(1) Texte original.

Cette allocution a été prononcée à l'hôtel « Reine Elizabeth » de Montréal le 16 mai 1971 au cours d'un banquet des Chevaliers de Colomb.

\*\*

*Dans le communiqué publié à l'issue de l'Assemblée des évêques du Québec qui s'est tenue peu après au séminaire des missions étrangères de Pont-Viau, il est dit, à propos de cette allocution :*

L'attention de l'Assemblée a été retenue par la dernière intervention de l'archevêque de Montréal concernant le respect des valeurs morales. Les évêques invitent tous les citoyens à prendre leurs responsabilités devant la vague actuelle qui risque de falsifier l'amour humain dans ce qu'il a de plus grand.

(Texte original.)



Il nous faut reconnaître cependant que bien des obstacles empêchent la réalisation de cette généreuse ambition. C'est une tristesse de penser que tant de déviations, tant de leurres et, disons-le, tant d'exploitations de l'homme par l'homme, retardent ce grand rêve humain.

C'est une tristesse d'une particulière actualité que de voir aujourd'hui dans quel étourdissement et quelle inconscience on voudrait entraîner l'homme de ce temps et de ce pays à la faveur de ce qu'on appelle la libération des mœurs. Nous voyons présentement déferler chez nous, comme dans tout le monde occidental, une vague de sensualisme qui envahit tout, qui menace le juste équilibre de la sensibilité de l'homme, qui porte atteinte à son intégrité morale.

## I. — Déformations de la liberté et de l'amour

Un certain cinéma, un certain type de revues et de journaux, sous le couvert de la libre circulation des idées ou encore sous le fallacieux prétexte de faire œuvre d'éducation sexuelle et même de réflexion morale, sont en train de fausser toute notion de liberté et de faire dévier tous les efforts entrepris ces derniers temps pour découvrir les justes valeurs de la sexualité.

a) La liberté devient ici licence. Elle justifie la recherche uniquement égoïste de tous plaisirs. Elle ignore tout de ce qui est maîtrise de soi et respect des autres. Surtout, elle cautionne, pour les créateurs de ces sous-produits, les profits arrachés à la faiblesse, à la vulnérabilité des gens.

b) Le travail d'éducation face aux valeurs charnelles que l'on devrait identifier comme éléments médiateurs dans le cheminement spirituel de l'homme est loin de trouver son compte dans ces productions minables. Le corps, la chair, le sexe y sont privés de toute dimension personnaliste, pour n'être plus que des objets d'exploitation, des prétextes, des attrape-nigauds.

c) Plus grave encore est la caricature de l'amour à laquelle se livrent les fabricants d'érotisme. On chercherait en vain à travers leurs images et leurs mots quelque conception valable de l'amour, malgré tous les titres dont on coiffe les œuvres. C'est une pitié de penser que puisse se transmettre à des milliers de spectateurs et de lecteurs, surtout quand il s'agit de jeunes qui ont à bâtir leur vie d'homme, de femme, de couple, une idée à ce point galvaudée de la plus noble réalité qui soit : l'amour humain. On l'assimile à la seule rencontre physique des corps, à une satisfaction hédoniste de ses instincts, alors que l'amour véritable est communion des corps et des cœurs, ouverture à l'autre, don et oubli de soi. Comment peut-on rester indifférent devant pareille défiguration du plus noble sentiment de l'homme ?

## II. — Consciences individuelles et collectives

C'est au nom de l'idée que nous nous faisons de la dignité de la personne humaine, et particulièrement ici, de la beauté de l'amour humain, que notre conscience chrétienne réagit.

a) Elle le fera d'abord en s'éveillant elle-même aux valeurs de raison et de foi que comporte l'amour véritable, un amour qui sait assumer la sexualité comme dimension de l'être humain. Si

l'on a pu bien mépriser ou sous-estimer cette dimension, il faut aujourd'hui la situer à sa juste place et ne pas laisser les mercantis de la chair exploiter à leur compte une ouverture et des connaissances destinées d'abord à la libération intérieure de l'homme.

Les parents et les éducateurs ont une tâche de première importance à accomplir, en formant la conscience des jeunes, en leur montrant surtout par la droiture et la dignité de leur propre vie, que l'amour est chose exaltante, généreuse, exigeante, et qu'il est tout le contraire d'une facile concession aux invites de l'instinct.

b) Notre conscience collective doit aussi s'exprimer. Elle a le devoir de dire, au nom et pour la sauvegarde de la société, qu'elle réproouve ce commerce qui porte atteinte à la moralité de notre civilisation. Groupements et organismes doivent faire entendre la voix de la dignité humaine, et pour nous, de la conscience chrétienne. Je vous invite particulièrement à prendre position à ce sujet et à signifier clairement votre désapprobation face à certaine licence actuelle.

c) L'intervention des groupes viendra d'ailleurs appuyer le travail des pouvoirs publics qui sont conscients de la situation présente. Il faut sans doute se garder de laisser à ces derniers d'assurer à eux seuls la morale publique. Il convient cependant de leur demander de prendre les mesures, nullement attentatoires à la vraie liberté, qui garantissent la sauvegarde de la dignité d'un peuple. La conscience individuelle a ainsi besoin d'être protégée et guidée au milieu des vents qui risquent de l'éroder.

## Conclusion

Ce qui mesure une civilisation, c'est la capacité qu'elle a de faire accéder les hommes à un niveau supérieur de perfectionnement moral. Tout acquis dans ce sens est un progrès pour l'homme. Tout abaissement moral est un recul pour lui.

En fidélité au Concile, nous voulons travailler, quant à nous, non pas contre qui que ce soit, mais pour l'homme, pour le respect de l'homme, ayant en vue son éminente dignité de créature de Dieu.

† Paul GRÉGOIRE,  
archevêque de Montréal.

---

— *Le Prêtre, hier, aujourd'hui, demain*. Congrès d'Ottawa 1969 (coll. « *Cogitatio Fidei* »). — Un vol. 13,5 × 21,5 cm, de 392 pages. Prix : 43 F. Les Editions du Cerf, Paris.

« Etudier les origines, l'évolution et les problèmes actuels du presbytérat chrétien », tel fut l'objet de ce Congrès, dont ce volume réunit les communications. Historiens, sociologues, éducateurs et théologiens y participaient. Ces exposés de valeur font ressortir tous les aspects du problème et... ses difficultés offrant matière à réflexions et amorçant un enrichissement spirituel.

— *La Vision de l'histoire chez Teilhard de Chardin*, par FRANCISCO BRAVO (coll. « *Cogitatio Fidei* », n° 52). — Un vol. 13,5 × 21 cm, de 448 pages. Prix : 63 F. Les Editions du Cerf, Paris.

L'auteur a travaillé sur de nombreux documents dont beaucoup d'inédits, pour montrer l'ampleur et la cohérence du regard passionné mais critique de Teilhard sur l'histoire. « J'ai cherché... », disait celui-ci, à dégager en naturaliste ou en physicien, la signification générale des événements auxquels nous nous trouvons tangiblement mêlés », c'est-à-dire le sens de l'histoire. C'est la valeur scientifique de son œuvre que l'auteur a voulu dégager.



# L'ÉGLISE ET LA FRANC-MAÇONNERIE AUJOURD'HUI

Sous ce titre, le P. Giovanni CAPRILE, S.J., a publié dans la *Civiltà Cattolica* (20 mars, 3 avril et 1<sup>er</sup> mai 1971) une série d'articles dans lesquels il passe en revue ce qui a été publié ces dernières années sur ce thème dans différentes langues. Voici la conclusion de son étude (1) :

1. De plus en plus, un peu partout, on désire un dialogue sincère, loyal, fondé non sur un irénisme utopique et inconsistant, mais sur des faits incontestables et attentivement pesés. Le désir de dialogue avec des personnes de foi et d'idéologies différentes est ressenti également dans les autres Eglises chrétiennes, comme on l'a rappelé il y a quelques mois à Addis-Abeba (2). Un catholique qui veut être à l'unisson avec l'Eglise ne peut s'accrocher obstinément à des positions qui se disent traditionalistes, mais qui, la plupart du temps, n'ont pas grand-chose, sinon rien à voir avec la saine vitalité de la vraie tradition.

2. Pour ce qui est de la maçonnerie — bien que pour le moment une entente sur tous les principes n'apparaisse ni possible ni nécessaire, — il semble qu'il n'existe plus de difficultés insurmontables empêchant d'entamer et de poursuivre un fructueux dialogue, et aussi, là où les circonstances le permettent, une éventuelle et profitable collaboration sur divers points intéressant les uns et les autres : œuvres d'assistance, fraternité entre les hommes, paix, collaboration internationale, etc.

3. Pour faciliter le dialogue et pour aplanir la voie menant à la compréhension et à la bonne entente, on éprouve vivement le besoin d'études historiques sérieuses, rigoureusement scientifiques, sans intentions polémiques ou apologétiques (3). Les universités, confessionnelles et laïques, les instituts d'études supérieures, les fondations culturelles pourraient apporter une aide précieuse, en incitant et en aidant à approfondir des recherches et des études sur ces problèmes. Les archivistes et les bibliothécaires pourraient, de leur côté, faciliter la tâche des chercheurs en leur signalant des documents et en se mettant généreusement à leur disposition.

4. De divers côtés, on insiste sur la question de l'excommunication. C'est un problème auquel on est très sensible sur le plan psychologique et qui a d'importantes répercussions sur le plan juridique et pastoral. On sait que parmi les principes qui guident les travaux de la révision du Code de droit canon, il y a notamment le souci de réduire au minimum, c'est-à-dire uni-

quement à quelques cas particulièrement graves, la peine d'excommunication *latae sententiae*. Si l'on arrivait à une effective révision en ce sens, cela serait un nouveau signe de la sensibilité et des orientations de l'Eglise post-conciliaire, motivées par des exigences pastorales et des considérations solides, bien éloignées de ces « capitulations » dont certains extrémistes de tous bords ne cessent de l'accuser.

5. Pour ce qui est de l'excommunication, il nous semble devoir souligner les observations du P. BEYER dont nous avons rendu compte dans cette étude (*Civ. Catt.* 1971, II, 48 et s.) : si un individu est expulsé de l'Eglise, c'est qu'auparavant, de lui-même, sciemment et volontairement, il s'était mis en dehors d'elle. C'est un vœu largement répandu que cette peine soit abolie pour les écrits de la franc-maçonnerie ; cela serait grandement facilité, et même rendu superflu, si, comme le note le P. Beyer, le problème était posé aussi « au sein même des loges auxquelles il appartient d'éclairer l'Eglise catholique sur leur vie et sur leurs activités ».

En Italie spécialement, où, malheureusement, le triste héritage du passé pèse outre mesure sur toute ouverture, aussi modeste soit-elle, devant la révision souhaitée du droit pénal de l'Eglise, se pose un autre problème non moins délicat et important, qui doit mûrir lentement et laborieusement. « De nouveau — dirons-nous avec le P. Beyer — se pose la question de la responsabilité des loges maçonniques ; de la nécessité de leur secret ; de la signification que pourrait avoir aujourd'hui — là où il existerait encore — un sectarisme dépassé, une attitude intolérante envers l'Eglise, une position antichrétienne qui, si l'on pense aux lointaines origines des loges, ne correspondent nullement à leur inspiration première. » Un retour toujours plus net aux sources signifierait un renouveau non seulement pour la maçonnerie elle-même, mais aussi pour ses rapports concrets avec les catholiques et avec l'Eglise.

6. Dernier point positif : on doit constater que, à l'exception de quelques cas peu nombreux, un nouveau style de langage, d'action, de relations se fait jour du côté catholique, pour le plus grand bien de la politesse et de la charité, et sans que la vérité ait à en souffrir.

A certains milieux maçonniques, spécialement dans les pays latins, notamment l'Italie, s'attachant dans des mentalités largement dépassées dans d'autres milieux plus sereins et mieux éclairés, nous voudrions rappeler les paroles prononcées par le cardinal URBANI à l'ouverture de l'Assemblée plénière de l'épiscopat italien, le 14 avril 1969 : « Nous nous permettons d'adresser une franche invitation à toutes les forces qui, sous différentes formes, s'efforcent dans notre pays de dépasser les cadres rigides, les attitudes héritées du passé, par exemple les positions laïcistes et matérialistes intransigeantes, lesquelles trouvent toujours de nouveaux motifs pour rallumer des querelles acerbes. » Tel est notre vœu. Nous aurons tout à y gagner, en sérénité et esprit de vraie fraternité.

(1) *La Civiltà Cattolica* (1 Via di Porta Pinciana, Rome), 1<sup>er</sup> mai 1971, p. 264-265. Traduction de la DC.

(2) C'était l'un des thèmes à l'ordre du jour des travaux du Comité central du Conseil œcuménique des Eglises.

(3) Nous trouvons ce vœu exprimé à plusieurs reprises, presque dans les mêmes termes qu'ici, dans la *Rivista Massonica* (oct. 1970, p. 450 et s., 473), où se trouve aussi annoncée la constitution, à Rome, de la loge *Quattuor Coronati* pour les recherches historiques.



# Événements et Informations

## FRANCE

— Les 80 directeurs diocésains de l'enseignement catholique, en session à Lourdes, se sont séparés le 29 avril, après que Mgr Cuminal, secrétaire général, leur eut présenté les dispositions de la loi Debré, récemment renouvelée. Il leur a demandé de poursuivre la recherche commencée à Lourdes sur la mission pastorale de l'école catholique. (« La Croix », 2-3 mai.)

— Le P. Arrupe, supérieur général des Jésuites, vient de nommer le P. André Costes provincial de France en remplacement du P. Jean-Yves Calvez qui vient d'être nommé conseiller général auprès du P. Arrupe. Le P. Costes était recteur du scolasticat et de la Faculté de théologie de Lyon-Fourvière. Né à Saint-Etienne en 1926, entré dans la Compagnie en 1947 et ordonné prêtre en 1958, il a été plusieurs années directeur de l'école technique du Marais à Saint-Etienne avant de devenir en 1967 recteur de Fourvière. (SNOP, 5 mai.)

— Le P. Reginald Ringenbach succède au P. Bro comme directeur des Editions du Cerf où il est entré en 1966 et dont il était depuis 1967 l'un des directeurs littéraires. (« Ibid. »,)

— Le 26<sup>e</sup> Conseil national de la jeunesse indépendante chrétienne (JIC) s'est tenu début mai à Bagneux (Hauts-de-Seine) avec la participation de 60 responsables du Mouvement (thème : l'avenir), le Conseil national a décidé de faire porter l'effort en 1971-1972 sur les différentes relations des jeunes : dans la famille, avec les jeunes filles, avec les jeunes du monde ouvrier. (« Ibid. », 6 mai.)

— Les premiers Pères Bénédictins de Fontgombault viennent d'arriver au nouveau monastère de Notre-Dame de Randol (Puy-de-Dôme). Cette équipe de quelques religieux va procéder aux aménagements né-

cessaires pour l'installation prochaine de la communauté. (« La Vie catholique du diocèse de Clermont », 8 mai.)

— Mgr Pierre Haubtmann, recteur de l'Institut catholique de Paris, a été chargé, à la demande de la Secrétairerie d'Etat, de l'information auprès de la presse de langue française durant la prochaine Assemblée générale du Synode des évêques qui s'ouvrira à Rome le 30 septembre prochain. Mgr Haubtmann avait, pendant le II<sup>e</sup> Concile œcuménique du Vatican, assumé la même tâche. (« KIPA », 10 mai.)

— Proposé par la Commission épiscopale de l'opinion publique, M. l'abbé Jacques Fihey a été élu par les membres du Conseil permanent pour succéder au P. Huot-Pleuroux, comme directeur du Secrétariat national de l'opinion publique au Secrétariat de l'épiscopat. Il est né à Narbonne en 1931 et a fait ses études de théologie au grand séminaire de Nantes et à Rome. Docteur en théologie et licencié en droit canonique, vicaire à Sainte-Croix de Nantes (1959-1963), puis aumônier des étudiants de 1963 à 1970, il était, depuis octobre dernier, professeur au grand séminaire de Nantes. Il a été élu délégué par le Conseil presbytéral de son diocèse puis délégué régional, ce qui l'a conduit à participer à la session pastorale de Lourdes en 1970. Il était enfin responsable de l'équipe nationale évêques-prêtres. (« SNOP », 12 mai.) Il a participé à la rencontre européenne des délégués des Conseils presbytéraux. (Genève, avril 1971 — cf. « DC », p. 459 et s.)

— Synode national de l'Eglise réformée de France à Pau, du 7 au 9 mai. Problèmes à l'ordre du jour : les nominations pastorales, la presse protestante, l'unité des Eglises réformées et luthériennes. (« Le Christianisme au xx<sup>e</sup> siècle », 13 mai.)

— Après consultation du Conseil épiscopal, du Conseil des doyens et du Conseil presbytéral, le cardinal Marty, archevêque de Paris, a nommé vicaire général pour une durée de six ans le P. Michel Saudreau, curé de Saint-Lambert de Vaugirard. Ordonné prêtre en 1953, le nouveau vicaire général fut successivement pro-

fesseur en théologie au grand séminaire d'Issy, où il enseigna le dogme de 1953 à 1957. Pendant trois années il assura la direction de l'enseignement religieux de Paris et, de 1964 à 1970, il fut directeur du Centre national de l'enseignement religieux. Puis il fut nommé responsable de l'équipe de Saint-Lambert de Vaugirard. Sa mission principale est la prise en charge et l'animation pastorale de l'ensemble des doyennés. Il déchargera de cette tâche Mgr Pézeril auquel le cardinal demande d'assurer en son nom la responsabilité de tout ce qui touche à l'intelligence et à l'expression de la foi aujourd'hui. (« Présence et dialogue », 14 mai.)

Enseignement privé. — Le bulletin officiel de l'Education nationale (« BOEN ») du 11 mars 1971 publie la circulaire n° 71-88 du 5 mars 1971 aux recteurs et qui a pour objet : Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement général de collège-enseignement privé, en référence au Décret n° 70-797 du 9 septembre 1970 qui autorise, sous certaines conditions, les maîtres de l'enseignement privé à faire acte de candidature aux épreuves théoriques du CAPEGC.

— La Mutuelle Saint-Martin du clergé a aménagé spécialement pour ses sociétaires une Maison de repos et de convalescence au bord de la mer, en Bretagne, à Trébeurden (Côtes-du-Nord). Elle est ouverte aux mois de juin, juillet, août et septembre. S'adresser à Mme la Directrice, résidence Saint-Martin, 55, route des Plages, 22-Trébeurden, tél. 35-50-18. (« La Semaine religieuse de Poitiers », 8 mai.)

— La Maison de Notre-Dame de Laghet (Alpes-Maritimes), a été acceptée comme Maison de repos agréée par la Mutuelle Saint-Martin. (« Les Nouvelles religieuses, diocèse de Nice », 14 mai.)

## ÉTRANGER

### ALLEMAGNE FEDERALE

— Une série d'hebdomadaires diocésains allemands s'est regroupée, au plan de la publicité, en un consortium qui fonctionne depuis novembre



dernier et qui porte le nom de « *Konpress-Anzeigen* » ; 21 journaux diocésains sont affiliés à cet organisme de promotion des annonces ; des publications du secteur protestant s'y sont jointes à leur tour ou ont exprimé le désir d'être admises. « *Konpress* » peut actuellement offrir aux grandes agences un support publicitaire de 2,1 millions d'exemplaires. Il travaille en outre à l'élaboration d'un tarif commun et d'une analyse des lecteurs. (« *Journalistes catholiques* », janvier-février 1971.)

## CANADA

— 28 candidats au diaconat permanent suivent des cours de formation, dont 19 mariés et 9 célibataires ; 8 ont de 20 à 30 ans ; 4 de 31 à 40 ans ; 8 de 41 à 50 ans ; 5 de 51 à 60 ans et 3 de 61 à 70 ans. Profession : 4 professeurs, 2 animateurs de groupes, 2 techniciens en infirmerie, 1 principal d'école élémentaire, 1 directeur de service à la CEQ, 1 animateur de catéchèse, 1 retraité, 1 courtier en immeuble, 1 infirmier, 1 contremaître, 3 professeurs de science religieuse (niveau universitaire), 2 cultivateurs, 2 comptables, 1 officier provenant de la probation des maîtres, 1 permanent au service du diocèse, 1 étudiant, 1 assistant directeur au service central des archives, 1 entrepreneur en camionnage, 1 agent de publicité. (« *Pastorale-Québec* », 8 avril.)

## DANEMARK

— L'Assemblée de la Conférence des Eglises européennes s'est tenue à Nyborg, du 26 avril au 3 mai. La précédente Assemblée avait eu lieu à Pörschach en Autriche. Cette Conférence est seule à réunir des représentants des Eglises de tous les pays d'Europe (sauf l'Albanie), y compris les Eglises n'appartenant pas au Conseil œcuménique des Eglises. L'Assemblée a élu comme président le Dr Visser 't Hooft et comme vice-président Jacques Maury. Thème de la Conférence : « Serviteurs de Dieu, serviteurs des hommes ». Travail distribué en cinq sections : théologie du service et service de la théologie dans la situation contemporaine ; le service de Dieu aujourd'hui (liturgie, annonce de la parole dans la vie quotidienne) ; les Eglises et les chrétiens au service de la société (lutte pour la justice économique et sociale) ; les Eglises et les chrétiens au service de la paix et de la réconciliation ; dans les tensions politiques de l'Europe et du monde ; la tâche future de l'Eglise (situation ecclésiastique, sociale, culturelle, politique et économique, comme défi pour les chrétiens de l'avenir). Orientations

dégagées : responsabilité des Eglises d'Europe à l'égard de la sécurité européenne, collaboration accrue avec l'Eglise catholique, réflexion la plus large possible sur le témoignage et les formes de l'Eglise. Election d'un nouveau présidium (7 membres) et d'un Comité consultatif dans lequel le pasteur Jacques Maury représentera la France. (« *SNOP-BIP* », 5 mai.)

## ESPAGNE

— 464 jeunes (258 jeunes filles et 206 jeunes gens) de 16 à 20 ans, appartenant à la Centrale des Jeunes des Fraternités du travail ont répondu à une vaste enquête comportant des questions relatives au travail, aux études à la vie sociale et politique, aux loisirs, à l'amitié, à la religion, etc. Nous reproduisons, pour l'intérêt qu'elles présentent, les réponses qui concernent Dieu, la pratique religieuse et l'Eglise catholique. 89,81 % de ces jeunes déclarent croire en Dieu et 1,53 % ne pas y croire ; autres réponses : 6,26 %. Selon les âges, la courbe de la croyance décroît chez les hommes et croît chez les femmes à mesure que les années croissent. Autres réponses : toutes concernent le « doute », « je crois à quelque chose », « avec difficulté », « je ne sais pas », 30,6 % déclarent bien connaître la religion catholique, 12,26 % qu'ils « ne la connaissent pas bien », et 47,18 % qu'ils la connaissent « médiocrement » ; autres réponses : 9,26 % ; 0,67 % ne se prononcent pas. Quant à la pratique religieuse, il faut distinguer « les catholiques convaincus » : 48,04 % ; « les catholiques de tradition » : 27,62 % ; « les non-pratiquants » : 10,81 % ; « les indifférents » : 8,04 % ; ceux qui ne se prononcent pas : 4,27 %. Se déclarent catholiques d'une catégorie ou d'une autre 75,66 %, indifférents ou non-pratiquants 18,85 %. Selon les âges, parmi les hommes sont plus convaincus les 16-17 ans et ensuite les 20-21 ans ; chez les femmes, on est plus convaincu au fur et à mesure que l'âge croît. Autres réponses : « protestant par tradition familiale », « israélite », « sans religion ». Les facteurs caractéristiques de leur vie religieuse sont les suivants par ordre d'importance : sentiment religieux chrétien et amour des autres : 60,50 % ; « comportement de solidarité avec les pauvres et ceux qui souffrent, sans fréquenter l'église » : 42,86 % ; « accomplissement de la pratique religieuse habituelle » (messe, etc.) : 34,52 % ; « actes du culte et dévotions » : 19,18 % ; ne se prononcent pas : 7,73 %. 48,74 % croient que l'on peut être catholique « sans pratique religieuse » ; 38,51 % ne le croient pas ; autres réponses :

7,53 % ; ne se prononcent pas : 5,22 %. Vont à la messe « tous les dimanches » : 50,07 % ; « plusieurs fois dans l'année » : 21,61 % ; « une fois par mois » : 5,54 % ; « pas une seule fois » : 12,08 % ; autres réponses : 10,31 % ; ne se prononcent pas : 0,48 %. La fréquence de la pratique est plus grande chez les femmes et il y a plus d'hommes à l'omettre totalement et parmi ceux-ci, l'omission croît avec l'âge et jusqu'à 26,66 % parmi les 20-21 ans, tandis que la proportion n'est que de 4,61 % parmi les femmes du même âge. Envers l'Eglise catholique, 65,20 % sont bienveillants, 15,12 % indifférents, 6,74 % hostiles ; autres réponses : 9,18 %, ne se prononcent pas : 3,75 %. L'hostilité est plus accusée chez les jeunes gens de 16-17 ans (14,28 %) et l'indifférence parmi ceux de 20-21 ans (25 %). Les moins hostiles sont les jeunes filles de 16-17 ans (1,16 %) et les plus indifférentes, celles de 20-21 ans (7,69 %). Etant en désaccord avec de nombreuses prises de position et activités de ceux qui représentent l'Eglise, 65,40 % « croient que l'on peut être un bon catholique », 22,37 % « ne le croient pas » ; autres réponses : 7,74 % ; ne se prononcent pas : 4,49 %. Les jeunes gens sont plus radicaux, surtout ceux de 16-17 ans (72,85 %) et les 20-21 ans (78,33 %) ; les jeunes filles qui le sont le moins sont celles de 20-21 ans, soit 55,38 %. (« *Prensa asociada* », 12 mai.)

## ETHIOPIE

— Le nouveau patriarche d'Ethiopie, l'abouna (évêque) Théophilos a été sacré le 9 mai dans la cathédrale de la Trinité à Addis-Abeba. L'empereur Haïlé Sélassié assistait à la cérémonie. (« *La Croix* », 13 mai.) Voir « *DC* », 1586, p. 495.

## GRANDE-BRETAGNE

— Les premiers diacres mariés de l'Eglise catholique d'Angleterre ont été ordonnés le 2 mai en la cathédrale Sainte-Anne de Leeds par Mgr Wheeler, évêque du diocèse. Les nouveaux diacres sont Maurice Pearce, 51 ans, fonctionnaire et père de cinq enfants, et Anthony Winn, 46 ans, professeur dans une école d'enfants handicapés et père de trois enfants. Les évêques d'Angleterre et du Pays de Galles ont accepté il y a trois ans le principe de la restauration du diaconat permanent dans leurs diocèses. Aux Etats-Unis, plus de 400 hommes se préparent au diaconat permanent, dont 40 seront ordonnés cette année même. (« *NC News Service* », 5 mai.)

— En octobre prochain commencera à Oxford un nouveau cours de



trois ans préparant au ministère sacerdotal et que suivront ensemble des membres des Eglises anglicane, catholique romaine, congrégationaliste et baptiste de Grande-Bretagne. Les six collèges théologiques concernés auront le même programme et les mêmes examens. (« SOEPI », mai 1971.)

## INDE

— L'« affaire » des Sœurs indiennes du Kerala (« DC » 1970, p. 797) s'est terminée par un non-lieu. Le P. Edward Heston, secrétaire de la congrégation pour les Religieux, a présenté les résultats d'une enquête décidée personnellement par Paul VI, qui s'est déroulée du 29 octobre 1970 au 31 janvier dernier, à la suite des « révélations » de la presse de langue anglaise. Les 1525 novices indiennes, qui sont venues du Kerala dans des couvents européens et américains, n'ont jamais été « vendues » à ces institutions, souligne énergiquement le rapport du Vatican. Le « scandale » révélé en août 1970, concernait des communautés installées en Autriche (26 religieuses indiennes), Belgique (5), France (143 ou 145), Allemagne (517 ou 520), Espagne (17), Suisse (12), et ailleurs. L'enquête a été menée parallèlement en Inde et en Occident. 32 évêques, 31 prêtres, 873 communautés religieuses, 1 212 familles, etc. ont été interrogés. Sur près de 1 600 jeunes filles, 151 seulement ont renoncé à la vie religieuse. Leurs familles n'ont jamais reçu d'argent. La plupart des religieuses indiennes sont heureuses dans les couvents occidentaux, comme le signale aussi un rapport de l'ambassadeur d'Inde auprès du Saint-Siège, M. Mohamed Azim Husain à son gouvernement, a assuré le P. Heston. De son côté, le Dominicain C.-B. Candon, recteur du séminaire Saint-Charles de Nagpur, qui a mené l'enquête en Inde, a déclaré : « ... il n'y aura pas de punitions, car il n'y a pas eu d'abus, mais seulement des défauts d'organisation. Cependant, ce sera au Pape et à la Secrétairerie d'Etat de donner des directives aux évêques. Quant au prêtre indien Ciriaco Puthenpura, qui a envoyé 438 novices en Occident, en dix ans, a conclu le P. Candon, il a reçu en offrandes 75 000 dollars des différents instituts religieux concernés, mais il a offert cette somme aux œuvres religieuses d'assistance du Kerala ». (« KIPA », 14 mai.)

## ITALIE

— La situation du diocèse de Rome. — Quatre Romains sur dix assistent à la messe dominicale. Cette précision a été donnée par le cardinal Angelo Dell'Acqua, vicaire du Pape

pour le diocèse de Rome, dans un exposé à la Curie romaine sur la situation du « diocèse du Pape ». Si l'assiduité aux offices peut être considérée comme relativement satisfaisante, a-t-il ajouté, le manque de connaissance de la religion chez les fidèles reste préoccupant. Rome compte environ 8 000 prêtres, soit environ un prêtre pour 250 habitants. En fait, beaucoup ne sont pas engagés dans des charges pastorales. Des paroisses pauvres de 30 000 à 40 000 habitants fonctionnent avec deux ou trois prêtres, a affirmé le cardinal, en lançant un appel à la mobilisation des prêtres romains, notamment sur le front de la banlieue et des bidonvilles... Au cours des cent dernières années, le nombre des fidèles du diocèse de Rome est passé de 240 000 à plus de trois millions d'habitants. Le cardinal a lancé un appel aux religieuses leur demandant de se consacrer davantage au ministère (elles sont quelque 20 000). Les objectifs principaux qui s'imposent, a-t-il conclu, sont le renouveau liturgique, la catéchèse, la pastorale dans les milieux ouvriers, la pastorale familiale, la pastorale de la jeunesse et la pastorale du tourisme. (« KIPA », 28 avril.)

— Pour la première fois dans l'histoire des Universités ecclésiastiques, une femme, Nella Filippi, a obtenu le doctorat en théologie à l'Université pontificale de Saint-Thomas, en soutenant une thèse sur « La crainte de Dieu dans les œuvres de Dietrich Bonhöffer ». A la soutenance de la thèse assistait, entre autres, l'évêque auxiliaire de Brescia, Mgr Pietro Gazzoli. Dans les autres écoles supérieures pontificales de Rome, d'autres femmes font de la théologie pour couronner leurs études par le grade de docteur. (« Prensa asociada », 12 mai.)

## NORVEGE

— Le cardinal Landazuri Ricketts, archevêque de Lima (Pérou), a demandé au Parlement norvégien d'accorder le prix Nobel à Dom Helder Camara, archevêque de Recife et Olinda (Brésil), pour sa lutte en faveur de la paix entre les hommes et entre les peuples. (« La Croix », 13 mai.)

## UGANDA

— Le dimanche 28 février, le Rev. P. Grace, provincial de la congrégation des Pères de Vérone en Angleterre, a béni la première église en Afrique dédiée aux martyrs anglais, récemment canonisés par le Pape Paul VI. La nouvelle église est située à Abako. (« Documents OMNIS TERRA », mai 1971.)

## POLOGNE

— Les entretiens entre le Vatican et Varsovie (« OR », 3-4 mai) se sont déroulés dans « une atmosphère excellente », dit-on à Rome. Les conversations entre Mgr Casaroli et le vice-ministre directeur du service des cultes du gouvernement polonais se sont limitées à la normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat en Pologne. Les principales questions étudiées auraient été la liberté de conscience, d'expression et d'information, et l'enseignement du catéchisme. Mgr Casaroli avait auprès de lui Mgr Montalvo, de la Secrétairerie d'Etat, et Mgr Deskur, le secrétaire de la Commission pour les communications sociales, qui est polonais. Ils se sont rencontrés du 27 au 30 avril au siège de la nonciature en Italie. Un communiqué précise que les colloques reprendront à une date à décider en commun. Ce pourrait être à l'automne prochain. Les entretiens avaient été « précédés et préparés » par les négociations entre le gouvernement et l'épiscopat polonais. (« La Croix », 5 mai.)

— La récente visite au Vatican de M. Skarynski, directeur de l'Office des cultes polonais « a eu lieu sur l'initiative du Vatican » et ses résultats permettent de penser que le Saint-Siège veut aller, dans ses relations avec l'Etat polonais « au-delà de la seule normalisation », a affirmé l'Agence polonaise PAP. « Le processus de la normalisation en cours, ajoute l'Agence, crée, en effet, un climat favorable pour l'établissement de contacts personnels à différents niveaux entre les autorités de l'Etat et de l'Eglise. » (« Ibid. », 12 mai.) D'autre part, le 3 mai s'achevait le voyage du cardinal Koenig en Pologne. L'archevêque de Vienne et le cardinal Wyszynski ont présidé ensemble au sanctuaire de Czestochowa la fête de Marie, Reine de Pologne. A propos de cette visite en Pologne, le journal du soir « Kurier Polski » se félicite que le primat d'Autriche, dont « l'influence est grande au Vatican », ait reconnu ouvertement le caractère polonais des territoires du Nord et de l'Ouest. « Pour nous, Polonais, écrit le quotidien, la visite du cardinal Koenig constitue un important progrès sur la voie de la normalisation des relations entre les croyants et les non-croyants, et ceci au nom d'un idéal commun de paix et de coopération pacifique. » Le 4 mai, dans la soirée, une manifestation s'est déroulée à Vienne devant l'archevêché pour protester contre les déclarations du cardinal Koenig pendant sa visite en Pologne. Elle était organisée par le « parti national démocrate autrichien » de tendance



néo-nazie. Les participants ont défilé en portant de grandes banderoles qualifiant le cardinal de communiste. Dans une mise au point diffusée par la télévision autrichienne, le cardinal s'est expliqué sur son discours de Wrocław, où il avait déclaré aux Polonais : « Je me trouve enfin sur vos territoires de l'Ouest. Nous savons que c'est votre terre, c'est votre patrie et celle de vos enfants. » Le cardinal a déclaré qu'on ne pouvait « apporter de solutions par le recours à de nouvelles souffrances » et qu'il n'y avait « à ses yeux aucune alternative ». (« *Ibid.* », 6 mai.)

— 381 séminaristes, dont 263 du clergé séculier et 118 religieux, ont été ordonnés prêtres l'année dernière en Pologne. Selon la revue « *la Vie catholique en Pologne* », les diocèses de Tarnov, Wrocław, Varsovie ont eu le plus grand nombre de prêtres respectivement 34, 25 et 23. En 1969, il y eut en tout 406 ordinations sacerdotales. Il y a actuellement en Pologne 24 séminaires avec 3 100 élèves. (« *Prensa asociada* », 15 avril.)

## PORTUGAL

— Trente mille personnes se sont rassemblées à la Cova da Iria pour les cérémonies commémoratives du 25<sup>e</sup> anniversaire du couronnement de Notre-Dame de Fatima, présidées par le cardinal Renard, archevêque de Lyon. (« *Novidades* », 13 mai.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

— La presse tchécoslovaque a publié récemment une série d'articles contre l'éducation religieuse des enfants. L'organe communiste « *Rude Pravo* » s'en prend à la « propagande religieuse » et à son influence sur un nombre « indéterminé » d'enfants. Il cite le cas de la ville de Kosice (Slovaquie de l'Est) où 20 % des élèves des écoles primaires fréquentent les cours de religion. (« *Prensa asociada* », 15 mai.)

## YOUGOSLAVIE

— Depuis quelques années, l'épiscopat de Croatie a demandé aux évêques français d'assurer une présence de prêtres français pendant les mois d'été en certains points plus fréquentés du pays. C'est ainsi que les Français peuvent assister à une messe en français le samedi ou le dimanche dans les villes suivantes : Porec, Pula, Rovinj, Zadar, Pakostane, Trogir, Split, Makarska, Dubrovnik et Mlini. Les villes où résident les prêtres français sont : Porec, Zadar, Split, Makarska et Dubrovnik. Pour le prêtre qui veut se rendre en Yougoslavie pour ce ministère, renseignements : P. Derrien, 80, rue de La Tombe-Issoire, 75-Paris, 14<sup>e</sup>. (« *La Croix* », 30 avril.)

# HIERARCHIE

## NOMINATIONS ET TRANSFERTS

*Le Saint-Père a nommé :*

— L'abbé Joaquim Rufino do Rego évêque de Quixada, Brésil. (« *OR* », 1<sup>er</sup> mai.) — Le P. Timoteo da Canindé, O.F.M. Cap., évêque de Tiangua, Brésil. (« *Ibid.* ») — L'abbé Sergio Obeso Rivera évêque de Papantla, Mexique. (« *Ibid.* ») — Mgr José Joaquim Gonçalves auxiliaire de l'archevêque de Curitiba, Brésil. (« *Ibid.* ») — Le P. Eurico Kräutler, C.P.P.S., prélat de Xingu, Brésil. (« *OR* », 3-4 mai.) — Mgr Mario Teixeira Gurgel évêque d'Itabira, Brésil. (« *Ibid.* ») — Le Rd. Thomas J. Connolly évêque de Baker, USA. (« *OR* », 5 mai.) — Mgr Arturo Lona Reyes évêque de Tehuantepec, Mexique. (« *Ibid.* ») — L'abbé Francisco Villalobos auxiliaire de l'évêque de Saltillo, Mexique. (« *Ibid.* ») — Mgr Basilio Losten auxiliaire du métropolitain de Philadelphie des Ukrainiens dans les USA. (« *Ibid.* ») — L'abbé Erico Ferrari évêque de Santa Maria, Brésil. (« *OR* », 6 mai.) — Mgr Antonio Chenice, O.C.D., auxiliaire du cardinal-archevêque de Porto Alegre, Brésil. (« *Ibid.* ») — Le chanoine Miguel Peinado évêque de Jaen, Espagne. (« *OR* », 7 mai.) — Mgr Gérard Kabwe, administrateur apostolique « sede vacante » du diocèse de Manono, Congo-Kinshasa. (« *OR* », 9 mai.) — L'abbé Emiliano Madangeng auxiliaire du vicaire apostolique de Montagnosa, Philippines. (« *OR* », 12 mai.) — Mgr Antonio Ribeiro patriarche de Lisbonne. (« *OR* », 14 mai.) — Mgr Joseph Rozier (vicaire général de Clermont-Ferrand) auxiliaire de Mgr Pierre de la Chanonnie, évêque de Clermont-Ferrand. (« *OR* », 15 mai.) Né à Murat-le-Quaire (Puy-de-Dôme), le 5 juin 1924, il grandit à La Bourboule. Il se prépara au sacerdoce, d'abord à Saint-Pierre de Courrière, puis à la maîtrise ; ensuite au grand séminaire de Clermont et au séminaire français de Rome. Ordonné prêtre le 28 septembre 1947, il poursuivit ses études de théologie à Rome, puis de philosophie à Paris. Professeur à Massillon pendant l'année scolaire 1949-1950, il fut ensuite missionnaire diocésain pendant cinq ans. En 1955, il était de nouveau envoyé à Paris pour y suivre à la fois pendant deux ans, les cours de l'Institut supérieur catéchétique et de l'Institut des sciences morales. A son retour, il fut nommé directeur diocésain de l'enseignement religieux et aumônier du secrétariat social. En 1966, son évêque l'appela aux fonc-

tions de vicaire général, le chargeant plus particulièrement de l'adaptation de la pastorale diocésaine. C'est alors qu'il dirigea et mena à bonne fin l'enquête de recherche pastorale des années 1966 à 1967, qui conduisit à une large refonte des structures pastorales du diocèse. (« *La Vie catholique du diocèse de Clermont* », 22 mai.)

## NOUVEAUX TERRITOIRES

— Le Saint-Père a érigé au Brésil les diocèses d'Itapipoca et de Quixada avec un territoire détaché de l'archidiocèse de Fortaleza dont ils sont suffragants ; le diocèse de Tiangua, avec un territoire détaché du diocèse de Sobral et suffragant de Fortaleza. (« *OR* », 1<sup>er</sup> mai.) — Le diocèse de Manono (République démocratique du Congo) avec un territoire détaché des diocèses de Kongolo, Kilwa et Baudouinville et suffragant du siège métropolitain de Lumumbashi. (« *OR* », 9 mai.)

## DEMISSIONS

*Le Saint-Père a accepté la démission :*

— De Mgr Mathev Beovich, archevêque d'Adélaïde (Australie), en raison de son âge. (« *OR* », 1<sup>er</sup> mai.) — De Mgr James Patrick O'Collins, évêque de Ballara (Australie, en raison de son âge. (« *Ibid.* ») — De Mgr Francis P. Leipzig, évêque de Baker (USA), en raison de son âge. (« *OR* », 5 mai.) — De Mgr Clemente Geiger, prélat de Xingu (Brésil), pour raison de santé. (« *OR* », 3-4 mai.) — Du cardinal Manuel Gonçalves Cerejeira, patriarche de Lisbonne. (« *OR* », 14 mai.)

## DECES

— De Mgr Alberto Farina Farina, le 30 avril au Chili. (« *OR* », 3-4 mai.) — De Mgr Luigi Maffeo, Ordinaire militaire pour l'Italie, à Biella, le 7 mai. (« *OR* », 9 mai.)

# SAINT-SIÈGE

— Le Saint-Père a nommé membres de la S. congrégation pour les Religieux et les Instituts séculiers le cardinal Juan Landazuri Ricketts, archevêque de Lima et membre du Secrétariat pour l'Unité des chrétiens Mgr Gordon Anthony Pantin, archevêque de Port-of-Spain (Trinidad). (« *OR* », 7 mai.)

— Le Saint-Père a nommé prononce apostolique en Irak Mgr Jean Rupp. (« *OR* », 9 mai) et Mgr Antonio Mazza, délégué du Bureau pour les rapports avec le personnel du Saint-Siège. (« *Ibid.* »)



— *Le Saint-Père a reçu le 14 mai, 9 mai, avant la récitation du « Regina Coeli » à plusieurs dizaines de milliers de jeunes qui participent à la marche internationale du développement, à l'initiative du mouvement « Mani tese ». Avant de donner sa Bénédiction de la fenêtre de ses appartements, il leur a dit entre autres que l'on peut discerner dans le monde le signe d'une nouvelle conscience qui y mûrit : celle de l'unité du genre humain, de la solidarité entre les peuples de la terre, de l'inégalité que l'on ne saurait plus tolérer entre les pays nantis et ceux qui sont en voie de laborieux développement.* (« OR », 10-11 mai.)

— Les Abbés trappistes continueront-ils à être élus à vie comme par le passé ou recevront-ils à l'avenir leur charge pour un laps de temps déterminé ? Cette question posée par le 62<sup>e</sup> Chapitre général de l'Ordre (« DC » 1971, p. 547) devra être résolue directement par les 3 470 moines vivant actuellement dans les 83 monastères trappistes des cinq continents, chacun d'entre eux sera appelé en effet à répondre personnellement à cette question. Si elle est adoptée, l'innovation représentera une véritable révolution pour les Ordres monastiques, qui sont les plus anciens de toute l'Eglise. Vu la croissante expansion de l'Ordre dans le monde, le Chapitre est convenu que l'observance de la règle ne peut plus rester inchangée et identique pour tous les monastères. En outre, chaque pays pourra faire entendre sa propre voix particulière, non seu-

lement au sein du Chapitre général, mais aussi auprès du gouvernement central de l'Ordre où a été constitué un Conseil général qui comprend une dizaine de membres élus dans les diverses parties du monde. Selon le désir exprimé par le Saint-Siège, il a été décidé que les moniales trappistes, tout en maintenant avec l'Ordre les liens indispensables, jouiront à l'avenir d'une plus grande autonomie, y compris ce qui concerne le droit de décision dans leur propre législation. (« *Avenir* », 11 mai.)

— *Le Saint-Père s'est adressé le en audience solennelle M. Joseph Amichia, ambassadeur de la Côte-d'Ivoire, qui lui a présenté ses lettres de créance. M. Amichia, né à Abidjan le 15 février 1924, après avoir assumé des responsabilités administratives diverses, fut élu député à l'Assemblée nationale de la Côte-d'Ivoire en 1965. Il a été le président fondateur de l'Action catholique de la famille, le coordinateur des mouvements familiaux chrétiens pour l'Afrique et Madagascar; il est membre du Conseil exécutif du mouvement mondial des travailleurs chrétiens et membre du Conseil des laïcs. Dans son adresse d'hommage au Saint-Père, il l'a remercié pour cette dernière nomination en ces termes : « Très Saint-Père, je ne saurais terminer ce mot sans profiter de l'occasion pour vous réitérer la reconnaissance des chrétiens de Côte-d'Ivoire pour l'honneur et le privilège que Votre Sainteté leur a témoigné en ma modeste personne,*

*en me désignant comme membre du Conseil des laïcs et aussi pour faire partie de votre mémorable voyage en Ouganda. »* (« OR », 15 mai.)

— *Le Chapitre général spécial de 1968-1970 de l'Institut des Frères du Sacré-Cœur a accepté « ad experimentum » le principe de l'introduction du sacerdoce pour l'institut en général. Depuis la fin de ses assises quelques provinces et quelques districts ont déjà introduit le sacerdoce aux deux tiers des voix de leurs Chapitres respectifs; d'autres ne crurent pas opportun ou nécessaire d'ouvrir cette voie; d'autres, enfin, ont remis à plus tard toute décision en cette matière. Le projet du sacerdoce n'était pas nouveau : quelques Frères l'avaient déjà présenté aux Chapitres généraux de 1952, de 1958 et de 1964, c'est-à-dire avant la promulgation de *Perfectae Caritatis*. « L'objet de l'acceptation apparaissait comme suit. Il n'était pas question d'un besoin quelconque ou passager qu'on pouvait combler par le recours au clergé local ou diocésain; ni d'un besoin fictif créé par la fausse impression que notre vocation ou notre apostolat serait incomplet; ni par un besoin inspiré uniquement par l'attrait d'une fonction spéciale ou d'un titre honorifique; mais il s'agissait d'un besoin réel et urgent du ministère sacerdotal dans un certain nombre de nos communautés et de nos écoles, dans le milieu de vie et de travail des Frères. » (Circulaire « *L'Introduction du sacerdoce dans l'Institut* », 8 avril 1971.)*

## LA « LIGUE DE LA CONTRE-REFORME CATHOLIQUE »

*Mgr Charles PATY, évêque de Luçon, a publié la note ci-après dans l'Eglise de Luçon (22 mai, 1971, p. 234) :*

La « Ligue de la contre-réforme catholique » invite à une conférence de l'abbé G. de Nantes, en Vendée, le 23 mai prochain.

Nous tenons à exprimer notre désaccord profond avec l'abbé de Nantes. Qu'il suffise de citer quelques formules du tract n. 1, qui annonçait en juin 1970 la fondation de cette « Ligue de la contre-réforme catholique » : la cause du « malheur catholique, c'est la réforme préparée depuis cinquante ans par les modernistes..., cette réforme proclamée loi universelle et souveraine de l'Eglise conciliaire par le funeste Vatican II..., cette réforme obstinément poursuivie et sans cesse aggravée par le rêve de Paul VI..., cette réforme qui, renouant avec la réforme de Luther et la Révolution de 89, les dépassant même, bouleverse toute la vie de l'Eglise... Cette réforme qui contredit et détruit le Concile de Trente par celui de Vatican II... ouvre sur le néant. »

Un sain pluralisme est nécessaire parmi les chrétiens. Il y a un immense domaine où la diversité des tendances et des options est sans doute souhaitable et bénéfique.

Mais une « Ligue » qui attaque constamment le Pape, la Collégialité des évêques, le « funeste Vatican II »... ne peut qu'être hors des limites de ce sain pluralisme !

Nous respectons la souffrance de certains chrétiens contrariés dans leurs habitudes et par des changements qui sont pourtant nécessaires et voulus par l'Eglise... Nous comprenons et partageons la souffrance des chrétiens en face d'excès blâmables, mais nous leur demandons de ne pas céder à la tentation d'y répondre par d'autres excès tout aussi funestes !

Il est douloureux de constater qu'aujourd'hui des chrétiens usent, en des luttes passionnées, des forces qui seraient tellement précieuses si elles étaient employées à construire l'Eglise de Jésus-Christ unique en sa diversité !

C. P.

— *L'Interne des lépreux*, par EDOUARD REBOUL. — Un vol. 14 x 19 cm, de 316 pages. Editions France Empire, Paris.

# L'Eglise dans le monde

## POUR UNE MEILLEURE REPARTITION DU CLERGE

*Les diocèses de la région apostolique du Centre-Est de la France ont publié le texte ci-après :*

Une meilleure répartition du clergé pour répondre aux besoins de la mission de l'Eglise est une nécessité indéniable et urgente de notre époque.

L'évolution du monde marquée par l'urbanisation et l'industrialisation avec ses conséquences sur la mentalité de nos contemporains et, en même temps, la diminution du nombre des prêtres, forcent l'Eglise à prendre des moyens efficaces en vue de cette meilleure répartition du clergé.

Le Concile Vatican II a été très net sur ce point : « Les prêtres, a-t-il déclaré (PO n. 10), se souviendront qu'ils doivent avoir à cœur le « souci de toutes les Eglises ». Ainsi... (ils) se tiendront prêts à partir volontiers, avec la permission de leur Ordinaire ou à son appel, pour exercer leur ministère dans des pays, des missions ou des activités qui souffrent du manque de prêtres. Les règles d'incardination et d'excardination devront être révisées; tout en maintenant cette institution très ancienne, on l'adaptera aux besoins pastoraux actuels. Là où les conditions de l'apostolat le réclameront, on facilitera non seulement la répartition adaptée des prêtres, mais encore des activités pastorales particulières pour les différents milieux sociaux à l'échelle d'une région, d'une nation ou d'un continent. »

\*\*\*

Envois et échanges interdiocésains existaient depuis longtemps dans l'Eglise de France. Mais ils restaient l'exception et ne répondaient pas toujours aux besoins essentiels de la mission.

— L'Assemblée plénière de l'épiscopat de France a voulu que ces échanges soient favorisés.

— C'est ainsi qu'elle a créé en 1957 le « Comité épiscopal des missions à l'extérieur » pour étudier l'aide à apporter aux diocèses d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et y envoyer les prêtres *Fidei Donum*.

— En 1967, pour promouvoir une entraide plus efficace entre les diocèses de France, le Conseil permanent de l'épiscopat a créé le Secrétariat d'étude pour une meilleure répartition du clergé (SEMEREK).

\*\*\*

L'Assemblée régionale Centre-Est (évêques, vicaires généraux, délégués des Conseils presbytéraux) a voulu prendre au sérieux l'appel que lui a adressé le SEMEREK.

Elle a appuyé sa réflexion sur les considérations suivantes :

1. Les forces sacerdotales sont assez inégalement réparties à l'intérieur même de la région Centre-Est, et les appels qui viennent de la région voisine Provence-Méditerranée mettent en évidence des inégalités plus profondes encore entre les régions apostoliques.

2. Chaque diocèse peut être amené à constater des besoins pastoraux auxquels il n'est pas capable de faire face par lui-même, soit parce qu'il s'agit de ministères très spécialisés (monde universitaire, monde hospitalier, etc.), soit parce qu'il s'agit de ministères nouveaux (tourisme, grands chantiers, etc.).

3. Les prêtres qui reviennent dans leur diocèse d'origine, après un service dans un Secrétariat national, dans l'aumônerie militaire ou au titre de *Fidei Donum*, ne retrouvent pas toujours, dans leur propre diocèse, un ministère qui leur convient.

4. Les prêtres seront de plus en plus sensibles aux besoins généraux de la région et de l'Eglise.

Une équipe régionale a été constituée comprenant un responsable, un délégué par diocèse, un représentant des congrégations et instituts religieux de la région et un correspondant de la région Provence-Méditerranée.

Cette équipe a reçu mission :

1. De recevoir les demandes concrètes des diocèses de la région et de Provence-Méditerranée;

2. D'étudier les possibilités de répondre à ces demandes :

— En recueillant les disponibilités sacerdotales venant des diocèses, congrégations ou instituts religieux,

— En établissant les projets de contrats nécessaires (conditions de départ, prise en charge financière, conditions d'accueil et de retour, renouvellement des mandats).

Le responsable régional et délégué pour le diocèse de Lyon est M. le vicaire général J. Peloux, 2, rue du Moulin-Populle, 42-Roanne, tél. 71-39-40.

Le délégué pour le diocèse de Saint-Etienne est M. le vicaire général R. Bourrat, 4, rue Mi-Carême, 42-Saint-Etienne, tél. 32-42-78.

— Il appartient au délégué diocésain, grâce à l'analyse faite par les diverses instances pastorales (au plan secteur, zone, au Conseil épiscopal) de connaître les besoins pastoraux auxquels le diocèse ne peut répondre et de connaître les prêtres disposés à exercer leur ministère hors de leur diocèse d'origine.

— Il appartient à l'équipe régionale de recevoir les demandes précises des diocèses de la région et de Provence-Méditerranée, de connaître les noms et les compétences des prêtres disponibles et de proposer des solutions en vue des nominations.

(Eglise de Lyon, 28 mai 1971, p. 335 et s.)



## SACERDOCE DU PRETRE ET SACERDOCE DES LAICS

Mgr PUECH, évêque de Carcassonne, a publié l'article suivant dans le bulletin de son diocèse « Eglise en pays d'Aude », 29 avril 1971, p. 221) :

2 mai : en cette « journée mondiale des vocations », n'est-il pas opportun de rappeler comment le prêtre et le laïc participent différemment à l'unique Sacerdoce du Christ ?

Vatican II a remis en lumière le « sacerdoce commun » de tous les baptisés et nous chantons allègrement : « Peuple de prêtres, peuples de rois, assemblée des saints ». Chaque chrétien serait-il donc « un prêtre » ? A quoi servirait alors l'ordination sacerdotale, si ce n'est à conférer tout juste quelques « pouvoirs » (consacrer, pardonner) ?

D'où la tendance à niveler prêtres et laïcs dans le Peuple de Dieu. On entend parler de liturgies où les célébrants sont mêlés à la foule, de lecteurs qui remplacent le prêtre pour la proclamation de l'Evangile, d'homélie en dialogue sans que le prêtre y joue son rôle propre, de prières eucharistiques lues par toute l'assistance, de communions distribuées par des laïcs pendant que le prêtre fait chanter, etc. En fin de compte, le prêtre serait d'abord et essentiellement un laïc ; son sacerdoce serait le sacerdoce commun des fidèles, à quoi s'ajouteraient quelques fonctions.

Tout autre est la vérité. Saint Paul ne dit pas aux Ephésiens : « C'est sur vous les laïcs que nous sommes bâtis, nous les apôtres, comme une maison sur des fondations. » Il leur écrit, au contraire : « vous les fidèles, la construction que vous êtes a pour fondation les apôtres ». (Ep 2, 20.) Ce n'est pas le sacerdoce commun des laïcs qui est le sacerdoce de base ; c'est celui du prêtre qui est « fondamental ». C'est lui qui « fonde » l'Eglise, c'est lui qui « l'engendre ». (Co 4, 15.) Elle s'enracine en lui ; c'est par lui qu'elle ne fait qu'un seul corps dans le Christ, qu'elle devient le corps même du Christ.

L'Eglise entière est sacerdotale et participe à la mission du Christ. Pourtant c'est au prêtre d'abord qu'est confiée cette mission, non pas exclusivement, mais dans sa plénitude. Relisez dans l'Evangile les paroles que Jésus adresse aux apôtres : le plus souvent, elles s'adressent aussi à toute l'Eglise, mais elles valent plus particulièrement pour eux. On dirait que l'Eglise se condense et se concentre en eux, pour ainsi dire.

Il ne faut donc pas concevoir les prêtres comme une caste à part dans l'Eglise. Seulement, la mission qui revient à tous leur est confiée spécialement, à un titre renforcé. Ils restent à l'intérieur du peuple de Dieu ; seulement, ils sont membres « à leur manière ». Ils ne sont pas les délégués de ce peuple, chargés par lui de remplir certaines fonctions ; ce sont eux, au contraire, qui les rassemblent par leur parole et qui, par les sacrements, approfondissent sa communion avec le Christ.

Ils ne sont pas prêtres deux fois : une fois en vertu du baptême et une autre fois en vertu de l'ordination. Déjà le baptême et la confirmation les ont consacrés, les faisant participer d'une certaine manière au sacerdoce du Christ ; le sacrement de l'Ordre les y fait participer d'une manière nouvelle, non par une grâce surajoutée, mais la même grâce, seulement plus riche et plus plénière, de communion au Christ-Prêtre.

D'une certaine manière... D'une manière nouvelle : c'est le langage de Vatican II. Il dit des évêques que « d'une manière éminente et visible ils jouent le rôle du Christ lui-même ». (L.G. 21.) Il dit des prêtres qu'ils « tiennent à leur manière la place du Christ en

personne ». (M.F.P. 12.) Il dit des laïcs qu'ils « exercent, pour leur part, dans l'Eglise et dans le monde, la mission qui est celle de tout le peuple chrétien ». (L.G. 31.)

Ce serait donc une erreur de creuser je ne sais quel fossé entre prêtre et laïcs : « Même si certains, par la volonté du Christ sont institués... pasteurs pour le bien des autres, cependant, quand à la dignité et à l'activité commune à tous les fidèles dans l'édification du Corps du Christ, il règne entre tous une véritable égalité. » (L.G. 32.) Mais ce serait aussi une erreur de méconnaître qu'il y a, entre le sacerdoce des uns et celui des autres, « une différence essentielle, et pas seulement de degré » : chacun participe à l'unique sacerdoce du Christ « selon son mode propre ». (L.G. 10.) Le prêtre « jouit d'un pouvoir sacré pour former et conduire le peuple sacerdotal et pour faire dans le rôle du Christ, le sacrifice eucharistique » ; le laïc « concourt à l'offrande de l'eucharistie et exerce son sacerdoce par la réception des sacrements, la prière et l'action de grâce, le témoignage d'une vie sainte, le renoncement, la charité effective ». (L.G. 10.)

Il est douloureux de voir des chrétiens et même des prêtres faire fi de ces vérités et de leurs conséquences. Sous prétexte de mieux l'insérer dans le monde, on veut que le prêtre ne soit plus qu'un homme « comme les autres ». On se refuse à reconnaître le lourd privilège que lui confère l'ordination : parce qu'il récapitule en lui la mission de l'Eglise, il la représente aux yeux des hommes et c'est sur lui qu'on la juge. Aussi l'Eglise lui demande-t-elle une disponibilité qu'elle ne peut exiger d'un apôtre laïc : célibat, détachement, obéissance, dévouement total.

Chrétiens par le baptême, il nous faut chaque jour devenir chrétiens davantage. Prions pour que, prêtres par l'ordination, nos prêtres le deviennent de jour en jour davantage.

### ORDONNANCE DES EVEQUES DU SENEGAL ET DE MAURITANIE SUR L'HABIT ECCLESIASTIQUE

Après consultation du clergé et des laïcs, les Ordinaires de la Conférence épiscopale du Sénégal-Mauritanie ont publié l'ordonnance ci-après au cours de leur réunion du 29 avril 1971 :

La Conférence épiscopale :

1. Autorise le clergyman. La soutane ne sera obligatoire qu'à l'Eglise, pour la messe et l'administration des sacrements et pour les visites officielles aux personnalités civiles et ecclésiastiques ;

2. Autorise la tenue civile (occidentale ou locale à une double condition : qu'elle soit digne et propre (à titre d'exemple, pantalon et chemise-veste — mais ni fantaisie ni débraillé : short et maillot de corps sont interdits). Un insigne distinctif (une petite croix au revers du veston) est fortement conseillé ;

3. Reconnaît que l'usage de cette liberté sera très souvent limité par les impératifs de la discrétion et de la prudence. Il est laissé au jugement de chacun d'apprécier les cas où, par charité et par respect de l'opinion d'autrui, ils devront porter la soutane pour visiter familles et villages, ou pour d'autres démarches particulières.

(Afrique Nouvelle, Dakar, 13-19 mai 1971, p. 12.)

Imprimerie « Bayard-Presse », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GELAMUR.

© 1971 by Bayard-Presse.

# Les Éditeurs vous proposent...

Rappel

## HOMMES NOUVEAUX.. NOUVEAUX CHRÉTIENS

par J. GUICHARD.

« Un livre fort utile à tous ceux qui ont vocation ou mission de comprendre et d'aider l'âme adolescente. »

Bulletin des Lettres,  
Lardanchet, 15-4-71.

Prix : 12 F.

EDITIONS DU CHALET  
36, rue de Trion, Lyon-5<sup>e</sup>.  
8, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>.

VIENT DE PARAÎTRE

### L'HERITAGE DU CHRIST

« recherche sur la sacramentalité »  
par M.-P. Parent.

Volume de 350 pages  
relié sous jaquette : 24 F.

### LES JEUNES GENS VEULENT SAVOIR

par Roman Bleistein  
« Problèmes de vie »

240 pages 15 F

### LA PRIERE

par un groupe de spécialistes  
« Thèmes Bibliques »

128 pages 9 F

APOSTOLAT DES EDITIONS

48, rue du Four, Paris, VI<sup>e</sup>  
Tél. 458-33-00. CCP 5 469-36 Paris.

J. Th. Maertens

## LES PETITS GROUPES

ET L'AVENIR  
DE L'EGLISE

16,50 F.

**le centurion**

Pour les vacances de  
vos enfants (10-12 ans)  
PROPOSEZ LA

## COLLECTION " SPRINT "

GOBE-LE-VENT, par Gousset 9 F

L'ENFER SIBERIEN,  
par P. Clemence 9 F

ROBINSON DE L'ARCTIQUE,  
par Roche 9 F

VAGABOND DU CHRIST,  
par Roche 9 F

LE FILS DU GONDOLIER,  
par Steinman 12 F

Volumes cartonnés et illustrés  
Les 5 volumes FRANCO 50 F

APOSTOLAT DES EDITIONS

48, rue du Four, Paris, VI<sup>e</sup>  
Tél. 458-33-00. CCP 5 469-36 Paris.

Instruction pastorale

## COMMUNION ET PROGRES

sur les moyens  
de communication sociale

Présentation de Jean Gélamur  
Introduction de Jules Gritti

10,50 F.

**le centurion**

E. SAINT-PIERRE

## HARMONIE et SÉRÉNITÉ

Vivre en être libre, est-ce  
encore possible ? L'auteur l'affirme et nous dit comment.

Pour tous

15 F

EDITIONS SAINT-PAUL  
6, rue Cassette, Paris-6<sup>e</sup>

Ernest ELL

## DE L'ENFANT A L'ADULTE

les étapes  
de la vie affective  
et sexuelle

19 F

**le centurion**



15. « Periodica » 1045, avenue du Parc Montréal 15 (Qué.)  
Canada. Autres pays : 1 an : 48 F ; 6 mois, 25 F.  
**PRIX DU NUMÉRO** : de l'année : 2 F ; des années précédentes : 5 F.  
Règlement : C. C. P. Paris 16-68.  
Paraît le premier et le troisième dimanche du mois.  
Reliure mobile : dos et extérieur balacron, titre au dos, non  
millésimé. Prix : 9 F. net. Franco : 11,20 F. C. C. P. Paris 16-68.

# LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE

SOMMAIRE DU N° 1588 - 20 JUIN 1971

552 **Audiences générales** : la liberté du chrétien (5 mai) ; appel à la pureté (12 mai) ; présence dans nos vies du Christ ressuscité (19 mai) ; l'Esprit-Saint (26 mai) ; l'Eglise dans l'économie du salut, le Pakistan oriental (2 juin).

558 **Lettre aux Chartreux** (18 avril).

560 **Allocution à l'ambassadeur d'Egypte** (3 mai).

561 **Allocution au pèlerinage du Secours catholique** (22 mai).

**ACTES DE S. S. PAUL VI**

562 **INSTRUCTION PASTORALE « COMMUNION ET PROGRES » SUR LES MOYENS DE COMMUNICATION SOCIALE** (Commission pontificale des moyens de communication sociale).

**ACTES DU SAINT-SIÈGE**

583 **Lettre du cardinal Marty sur l'affaire du Sacré-Cœur de Montmartre.**

584 **Le centenaire de la mort de Mgr Darboy.** Déclaration et allocution du cardinal Marty.

587 **La coopération avec les pays en voie de développement dans le VI<sup>e</sup> Plan français.** Mémoire de la Commission française « Justice et Paix ».

588 **Communiqué du Comité (romain) d'étude pour la Paix et la Communauté internationale.**

589 **La drogue.** Déclaration de l'épiscopat canadien.

590 **L'érotisme.** Allocution de Mgr Grégoire, archevêque de Montréal.

592 **L'Eglise et la franc-maçonnerie aujourd'hui.** Article du P. Capile, SJ.

**QUESTIONS ACTUELLES**

593 **Evénements et informations** (1-15 mai).

**ÉVÉNEMENTS**

597 **La « Ligue de la contre-réforme catholique » (Mgr Paty) ; pour une meilleure répartition du clergé ; sacerdoce du prêtre et sacerdoce des laïcs (Mgr Puech) ; ordonnance des évêques du Sénégal et de Mauritanie sur l'habit ecclésiastique.**

**L'ÉGLISE DANS LE MONDE**

















